CORPS UNIVERSEL DIPLOMATIQUE DU DROIT DES GENS;...

Digitized by Google

Digitized by Google

AVERTISSEMENT
DES LIBRAIRES
Sur l'Edition du
SUPLEMENT AU CORPS DIPLOMATIQUE DU DROIT DES GENS.

LA Juſtice que le Public a rendu au *Corps Univerſel Diplomatique du Droit des Gens*, nous diſpenſe d'en faire l'éloge. Son utilité eſt généralement reconnuë de tous les Miniſtres, de tous les Ambaſſadeurs, & de tous ceux qui ſont employez dans les Affaires Politiques.

Nous avons déjà fourni aux Souſcripteurs les ſix premiers Volumes de ce grand Ouvrage, & nous publions à préſent les deux derniers, qui vont juſqu'en 1730, en ſorte que par-là tous nos engagemens ſont entiérement accomplis.

Nous eſpérons que les Négociateurs nous ſauront gré de leur avoir procuré un ſi précieux Tréſor, & qu'ils ſeront bien aiſes d'apprendre que nous leur en préparons encore un autre non moins utile. Voici ce que c'eſt.

Feu Mr. Du Mont avoit diviſé le *Corps Diplomatique* en deux Collections, dont nous donnons aujourd'hui la premiere en huit Tomes *in folio*; la ſeconde, qu'il devoit nous envoyer après que la premiere ſeroit achevée d'imprimer, & que ſes Héritiers nous ont remiſe ſelon le Contract que nous avions fait avec lui, eſt celle que nous annonçons maintenant. Elle conſiſte en deux Parties, dont la premiere ſera un Supplément au *Corps Diplomatique*, & la ſeconde un *Corps Cérémonial Diplomatique*. Ce Corps Cérémonial contiendra une infinité de Diplomes, de Priviléges, de Traitez, de Réglemens, & d'Actes publics, concernant les Dignitez Titulaires, & les Prééminences des Rois, & des Princes, les Traitemens accordez dans les Cours aux Ambaſſadeurs, aux Envoyez, & aux autres Miniſtres Publics, les Immunitez qui leur appartiennent, les Différens ſurvenus entre eux au ſujet du Cérémonial, & la maniére dont ces Différens ont été quelquefois accommodez. Il contiendra pareillement les Diplomes d'Erection, & les Statuts de la plûpart des Ordres de Chevalerie, qui ont été, ou qui ſont encore aujourd'hui en *Europe*, tout ce qui regarde les Diſputes qu'ont eu quelques Puiſſances depuis un Siécle touchant les Saluts de Mer; & enfin tout ce qui appartient aux Affaires d'Honneur, de Dignité, & de Cérémonie. Nous inférerons dans ce Ceremonial Diplomatique le Traité du *Cérémonial* de la Cour de France dreſſé par feu Monſieur de Saincrot Introducteur des Ambaſſadeurs, piéce precieuſe, qui n'a jamais été imprimée.

Cette ſeconde Collection ſera encore enrichie d'un Ouvrage du célébre Mr. Barbeyrac, auquel il travaille depuis long-tems, & qui eſt preſque achevé. Il a pour titre: *Introduction & Supplément au Corps Diplomatique du Droit des Gens*, & il ſera diviſé en trois Parties.

La *Premiere* traitera de l'antiquité & de l'origine des Traitez Publics, de leurs differentes ſortes, de la maniere dont on les faiſoit, de leur neceſſité & de leurs uſages; de leur interpretation, de leur obſervation & d'autres choſes ſemblables. On y parlera auſſi des Traitez, dont il eſt fait mention dans les Auteurs ſacrez.

La *Seconde*, la plus longue & la plus conſiderable, ſera un Recueil de Traitez, tel

Digitized by Google

que perſonne que l'on ſache, n'avoit encore penſé ſeulement à entreprendre rien de ſemblable; mais qui ſera parfaitement bien aſſorti avec le *Corps Diplomatique*, qu'il accompagnera. Cette vaſte Collection commence au tems de CHARLEMAGNE, & ainſi il n'y a que des Traitez du *Moyen Age*, & du *Dernier*. On n'y voit rien de ce qu'on appelle par excellence *l'Antiquité*. Une partie des tems, ſi longue, & ſi conſiderable, ne devoit pas être negligée, & peut-être ne l'a-t-elle été qu'à cauſe de la difficulté d'une telle entrepriſe. On n'a pas ici à beaucoup près les mêmes ſecours & les mêmes reſſources qu'en raſſemblant les Pièces des tems poſterieurs qui ſont repanduës dans les Archives, & dans les Bibliotheques, ou dans des Recueils deja tout faits. Il faut parcourir un grand nombre de Livres, où quelquefois, après avoir bien cherché, on ne trouve que peu de choſes & très-ſouvent hors de leur place, ou dites ſeulement par occaſion. Toutes ces difficultez capables d'effrayer tout autre que Mr. BARBEYRAC, ne l'ont point rebuté. Son zèle pour le bien public les lui ont fait ſurmonter avec un courage héroïque, & il en eſt venu ſi loin que le plus difficile eſt déja fait, & que le reſte ſera achevé dans peu de tems, ainſi qu'il nous le fait eſperer.

Il a donc ramaſſé de toutes parts tous les Traitez tant ſoit peu importans, qui ſe trouvent ou entiers, ou en partie, ou rapportez ſeulement en ſubſtance dans tous les Anciens Auteurs, *Grecs & Latins*, qui nous reſtent, & dans les Auteurs Modernes qui ont publié les *Inſcriptions* originales des Marbres de l'Antiquité, dont le tems a épargné quelques-uns juſqu'à nos jours. Il ſeroit à ſouhaiter qu'il n'en eût pas détruit autant qu'il a fait, & que l'on pût en déterrer beaucoup plus qu'il n'y a lieu de l'eſpérer. Ce ſeroient-là les Monumens les plus authentiques, & les plus curieux d'une Antiquité reculée, où les Marbres étoient comme les Archives Publiques. Cet uſage des anciens tems eſt cauſe, du moins en partie, que la plûpart des Hiſtoriens ne ſe mettoient guères en peine d'inférer dans leurs Ouvrages ce que chacun pouvoit aller voir, quand il vouloit; & qu'ils croyoient devoir durer juſqu'à la derniére Poſtérité. On trouve ſeulement dans quelques Hiſtoriens, comme THUCYDIDE, POLYBE &c. un petit nombre de Traitez, que l'on peut regarder comme *Originaux*. Mr. BARBEYRAC n'a laiſſé échapper aucun des Traitez de cette ſorte, en quelqu'endroit qu'ils ſe trouvent, ſoit entiers ou mutilez. A l'égard des autres, il a été obligé quelquefois, pour ne pas laiſſer de grands vuides, de mettre en ligne de compte des Traitez dont on ne ſait preſque rien, ſinon qu'ils ont été faits, ou que ce ſont des *Traitez de Paix*, *d'Alliance* &c. Il en a uſé ainſi, afin de montrer, autant que cela ſe pouvoit, par la ſuite & par la liaiſon des Traitez, la ſuite des Affaires ou générales, ou particulieres, entre les Peuples célebres de l'Antiquité, ce qui, comme on voit, ne ſert pas peu à l'intelligence des Traitez mêmes.

Au reſte, il n'a rien négligé de ce qui étoit néceſſaire pour mettre au fait les Lecteurs, & principalement ceux qui n'ont pas toûjours le tems ou les moïens de s'éclaircir de bien des choſes qu'il importe de ſavoir, comme, par exemple, ce qui regarde les perſonnes, les tems, les lieux, les Coûtumes &c. Pour cet effet il a parſemé ſon Ouvrage de Notes, où l'on trouvera d'ailleurs quantité de choſes, qui n'auroient pû entrer commodément dans le Texte, de la manière qu'il eſt tourné.

Il eſt remonté, auſſi loin qu'il a pû, dans l'Antiquité, même juſqu'à ces tems obſcurs où la Fable eſt mêlée avec l'Hiſtoire, & il pouſſera le Recueil juſqu'à CHARLEMAGNE, où commence le *Corps Diplomatique du Droit des Gens*.

Cha-

Digitized by Google

AVERTISSEMENT.

Chaque Traité fait ordinairement un Article à part. Mr. BARBEYRAC en indique, autant qu'il le peut, l'occaſion & les ſuites. Les Traitez, ou entiers ou mutilez, qu'on a lieu de tenir pour originaux, feront mis ſur deux colomnes, dont l'une contiendra l'Original, & l'autre la Traduction. Pour les autres, il ſe contente de rapporter les Paſſages mêmes des Anciens Auteurs *Grecs & Latins*, où ſe trouve ce qui y a du rapport, & il indique exactement les endroits où chacun pourra trouver ce dont il ſouhaitera de s'inſtruire plus amplement. Tout cela lui donne lieu de faire quelques remarques en paſſant, qui pourront avoir leur utilité à divers égards. Il ne s'eſt pas même borné aux Hiſtoriens, à prendre ce terme dans ſa plus grande généralité. Il a fouillé dans d'autres ſortes d'Auteurs de l'Antiquité, & il a cherché dans leurs Ecrits tout ce qui pourroit s'y trouver, dont il y avoit lieu de faire uſage.

Ce n'étoit pas une petite difficulté, de ranger les Traitez en ordre Chronologique. Mr. BARBEYRAC l'a pourtant fait, autant qu'il lui a été poſſible, en ſuivant les meilleurs Chronologiſtes, qui indiquent ou l'année même des Traitez, ou ce qui arrive le plus ſouvent, celle des événemens antérieurs ou poſterieurs, par leſquels il lui a fallu enſuite déterminer la date qu'il cherchoit. Au fond, la dernière préciſion n'étoit pas abſolument néceſſaire, pour le but de cet Ouvrage. Il ſuffiſoit d'éviter les Anachroniſmes dans l'ordre des Traitez dont on parle, & de ne pas mettre un Traité poſtérieur avant celui qui l'a précédé. Cependant Mr. BARBEYRAC a fait beaucoup plus. Il a conſulté avec ſoin tous les Auteurs Modernes, qu'il a pû trouver, & qui pouvoient lui fournir des lumières, pour fixer au plus juſte, la Chronologie des Traitez, auſſi bien que pour tout le reſte. Mais il n'en a rien emprunté, ſans l'examiner, & ſans avoir recours aux Originaux, de l'autorité deſquels ils ſe ſervent. Il marque auſſi les diverſitez qui ſe trouvent entre les Anciens Auteurs qui parlent du même Traité, & il ſupplée quelquefois ce qui manquoit aux uns, par d'autres qui circonſtancient mieux certaines choſes. A l'égard de quelques Traitez, & même des plus originaux, dont le temps ne ſauroit être en aucune façon déterminé; il a été contraint de les placer au hazard, & de les laiſſer ſans datte.

La *Troiſième* & dernière *Partie* roulera ſur le *Corps Diplomatique*, qui a donné occaſion aux deux premières. Monſieur BARBEYRAC rapportera à certaines Claſſes en général toutes les Pièces qui compoſent ce grand Recueil. Il fera voir l'uſage qu'on en peut tirer, il indiquera les ſecours dont on doit ſe munir pour les bien entendre, il y joindra des remarques ſur quelques endroits. En un mot, il n'oubliera rien de ce qu'il jugera capable de contribuer à l'intelligence du *Corps Diplomatique du Droit des Gens*, & à le faire lire avec fruit.

Tel eſt en gros le Plan de Mr. BARBEYRAC. Comme il rendra lui-même exactement compte en ſon tems, de la manière qu'il s'eſt conduit dans cet Ouvrage, & de la méthode qu'il a ſuivie, nous ne nous étendrons point davantage là-deſſus. Ce que nous en avons dit ſuffit pour en donner une idée générale. Au reſte le mérite, & la Réputation de l'Auteur ſont de ſûrs garands qu'il ne promet rien qui ſoit au-deſſus de ſes forces.

Tous ces Ouvrages que nous annonçons, feront ſix gros volumes *in folio*, à la fin deſquels nous mettrons une ample & exacte Table Alphabétique des Matieres contenuës tant dans le Corps Diplomatique que dans le Supplément. La Preſſe roule déja & nous eſperons les pouvoir imprimer avec beaucoup plus de promptitude que nous n'a-

Digitized by Google

vons fait les huit premiers, parce que nous ne ferons point expoſez aux incidens, qui ont accompagné la précedente Collection. Nous avons remis le ſoin de cette Edition à Mr. ROUSSET connu par ſon *Recueil Hiſtorique des Traitez, Mémoires, Actes* &c. Ouvrage dans le goût de ceux de Mrs. DU MONT & LAMBERTI, auxquels il ſemble avoir ſuccédé dans cette ſorte d'étude.

Les Conditions de la Souſcription étoient, que l'on payeroit pour 1600. feuilles, *f* 68, & qu'au cas que le nombre des feuilles excédât celui de 1600, on payeroit pour chaque feuille du ſurplus 1. ſou, & s'il y en avoit moins on rabattroit de même un ſou par feuille.

Or tout l'Ouvrage faiſant 2031. feuilles, ſans compter les figures, Titre-Planche, les Médailles, les Titres, il s'enſuit qu'il y a 431. feuilles par deſſus les 1600, leſquelles 431. feuilles font *f* 21: 11.

A quoi il faut ajoûter les deux florins dont les Souſcripteurs reſtent redevables, n'ayant payé pour les VI. premiers Volumes que *f* 66: au lieu de 68 . *f* 2:

Ainſi il leur reſteroit à payer . . . . *f* 23: 11:

Mais on leur délivrera les Tomes VII. & VIII. en payant . . . . . *f* 22: 10: pour le petit papier.

Et pour le grand . . . . . *f* 33: 10:

Ceux qui n'ont point ſouſcrit payeront pour les VIII. Volumes la ſomme de . . . . . *f* 125:

CORPS

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES PIECES

CONTENUES

Dans la I. Partie du Tome VII.

ANNO 1667.

14. Janv. *Recès entre* ADOLPHE JEAN *Duc des* DEUX-PONTS, *&* PHILIPPE *Comte de* LINANGE, *pour la Vente du Comté de* Rixingen, *& de la Seigneurie de* Moersberg. *A Saverne en Alsace le* 14. *Janvier* 1667. 1

30. Janv. *Inducie ad* XIII. *Annos initæ inter* JOANNEM CASIMIRUM *Regem Poloniæ, &* ALEXIUM MICHAYLOWITZ *Czarum & Magnum Ducem totius Russiæ, quibus Controversiæ circa Limites aliaque res quam plurimæ, componuntur & Smolensko ac Principatus Severiæ Czareæ Majestati relinquuntur. Actum Denewnæ Andrusoviæ die* 30. *Januarii* 1667. 4

14. Fevr. *Accord entre l'Electeur de* COLOGNE, *& les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas, touchant* Rhynberg. *A la Haye le* 14. *Fevrier* 1667. 9

7-17. Fevr. *Sentence Arbitrale des Deputez de France & de Suede, dans le different entre l'Electeur de* MAYENCE *& ses Alliez d'une part, & l'Electeur* PALATIN, *d'autre au sujet de divers Droits & pretensions. A Heilbron le* 17. *Fevrier* 1667. 10

28. Fevr. *Traité entre* LOUIS XIV. *Roi de France, & l'Electeur de* MAYENCE, *fait à Wirtzbourg le* 28. *Fevr.* 1667. 13

Acceptatio FERDINANDI CAROLI *Ducis Mantuæ Bonorum quorundam ab Imperatore* LEOPOLDO *ad dies vitæ ipsi & Matri suæ concessorum; Cum ea de causa Remissione* 58500. *Florenorum, quos Camera Gemptaniana prædictæ Dominæ Matri ejus vi delegatæ Datii debebat. Datum Mantuæ die ultima Februarii* 1667. 14

3. Mars. *Ulterior Convention Fraternelle entre* JEAN ERNEST, ADOLPHE GUILLAUME, JEAN GEORGE & BERNARD, *Ducs de Saxe-Weimar, sur la maniere de proceder dans les Causes Criminelles & Civiles, sur la reception des Relegués & sur divers autres Points qui n'avoient pas été suffisamment reglés par les précedents Accords, & qui par celui-ci sont éclaircis ou changés. A Weimar dans le Château de Wilhelmsbourg le* 3. *Mars* 1667. 15

31. Mars. *Traité de Ligue Offensive & Defensive entre les Serenissimes & Puissants Princes, le Roi* LOUIS XIV. *&* ALPHONSE VI. *Roi de Portugal, centre le Roi de Castille. Fait à Lisbonne le dernier Mars* 1667. 17

ANNO 1667.

19-29. Avril. *Conclusion de l'Empire sur les Monnoyes d'or & d'argent, le Titre & valeur dont elles doivent être, & le prix auquel on doit les recevoir, Comme aussi touchant la suppression des Monnoyes fausses ou legeres, & la Conservation de celles qui sont de bon poids & de bon alloi, avec quelques Documents appartenants à la même Conclusion. A Ratisbonne le* 19-29. *Avril* 1667. 19

3. Mai. *Quittance de* FREDERIC GUILLAUME, *Duc de Saxe-Altenbourg pour la Somme de* 7500. *Florins que la Ville d'*Erford *lui devoit à titre de Protection; Il y renonce à l'exception de* Non-numerata pecunia. *A Altenbourg le* 3. *Mai* 1667. 27

5. Mai. *Convention faite entre* LOUIS XIV. *Roi de France, & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, pour la jonction de leurs Flottes. Faite à la Haye le* 5. *Mai* 1667. 27

13-23. Mai. *Traité pour la Continuation & Renouvellement de la Paix entre* CHARLES II. *Roi d'Espagne, &* CHARLES II. *Roi d'Angleterre. Fait à Madrid le* 23. *Mai* 1667. *Avec la* RATIFICATION *de la Reine d'Espagne donnée à Madrid le* 21. *Septembre* 1667. *Et les* POUVOIRS *des deux Parties, celui du Roi d'Espagne daté de Madrid le* 15. *Juin* 1667. *& celui du Roi d'Angleterre de Westmunster le* 16. *Fevrier* 1665. 27

16-26. Mai. *Translation entre l'Archevêque Electeur de* MAYENCE *& la Maison Ducale de* SAXE, *pour l'élucidation & Execution du Traité conclu entre les mêmes le* 20-30. *Decembre* 1666. *touchant la Ville d'*Erford. *A Erford le* 16-26 *Mai* 1667. 33

2. Juill. *Protestation de* JOACHIM *Duc de Holstein-Ploen contre la prise de possession des Comtés d'Oldenbourg & Delmenhorst faite par* ANTHOINE *Comte d'Altenbourg au Nom du Roi de Dannemarc & du Duc de Holstein-Gottorp. A Ploen le* 2. *Juillet* 1667. 36

6-16. Juill. *Pacta prævia inter* CAROLUM XI. *Regem Sueciæ & Ordines Generales* FOEDERATARUM BELGII PROVINCIARUM *conventa super designatione Mercium quæ pro vetitis sive* Contrabandis *habendæ sunt. Dat. Hagæ-Comitum die* 6-16. *Julii* 1667. 37

18. Juill. *Traité de Convention & de Paix entre* CHARLES XI. *Roi de Suede & les Etats Ge-*

ANNO 1667.

neraux des PROVINCES-UNIES. *Fait à la Haye le* 18. *Juillet* 1667. 39

21-31. Juill. *Traité de Paix entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* CHARLES II. *Roi d'Angleterre, par lequel Sa Majesté T. C. restitue aux Anglois la Partie de l'Isle de St.* Christophle *qu'ils possedoient avant l'année* 1665. *Comme aussi les Isles d'*Antigoa *&* Montserat, *& toutes les autres Isles & Terres prises & occupées pendant la Guerre, en échange de quoi Sa Majesté Britannique restituë au Roi T. C. l'*Acadie, *& toutes les Isles & Forteresses qu'il possedoit avant l'année* 1665. *Fait à Breda le* 21-31. *Juillet* 1667. Avec le POUVOIR *du Roi T. C. donné à Versailles le* 15. *Avril* 1667. *celui du Roi de la Grand' Bretagne donné à Westminster le* 15. *Avril* 1667. La RATIFICATION *du Roi T. C. donnée à Audenarde le* 8. *jour d' Août* 1667. *& l'Acte de la Publication de la Paix, fait à Breda le* 14-24. *d'Août* 1667. 40

21-31. Juill. *Traité de Paix & d'Alliance entre* CHARLES II. *Roi de la Grande Bretagne & les* PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas. Fait à Breda le* 21-31. *Juillet* 1667. 44

31. Juill. *Traité de Paix entre* FREDERIC III. *Roi de Dannemarc &* CHARLES II. *Roi d'Angleterre.* Avec les DECLARATIONS *des Ambassadeurs de France sur quelques Articles dudit Traité, conclu à Breda le* 31. *Juillet* 1667. 53

22. Août. *Traité d'Alliance defensive entre divers Princes au Cercle de* WESTPHALIE, *& autres de l'Empire, comme entr'autres l'Electeur de* COLOGNE, *l'Electeur de* BRANDEBOURG, *les Princes de* BRUNSWICK *&* LUNEBOURG *&c. Fait à Brunswick le* 22. *Août* 1667. 57

27. Août. *Accord entre les Electeurs de* SAXE *&* BRANDEBOURG, *au sujet de la Fabrication de la petite Monnoye appellée* Schiede-Muntz. *A Zinnen le* 27. *d'Août* 1667. 58

12. Octob. *Traité d'Accommodement entre* FREDERIC III. *Roi de Dannemarc, &* CHRISTIAN ALBERT *Duc de Holstein Gottorp, sur leurs anciens differends au sujet de l'Election à l'Evêché de* Lubec, *de la Regence commune de* Sunderbourg, *& de la Forteresse de* Friederichs-Orth, *à Gluckstad le* 12. *Octobre* 1667. Avec la RATIFICATION *du Roi de Dannemarc, à Gluckstad le* 23. *Octobre* 1667. ibid.

18. Octob. *Articles de Paix conclu entre le Maréchal de la Couronne & le General* SOBIESKI *Maréchal de l'Armée, au Nom du Roi & de la Republique de* POLOGNE *d'une part, & le Sultan* GALGA *au Nom du Chan & de tous les* TARTARES *de la* CRIMEE *d'autre part, portant que le Chan devra regarder les Ennemis du Roi & de la Republique comme les siens propres, en confederation dequoi on lui devra payer la Pension accoûtumée. A Podjahetz le* 18. *Octobre* 1667. Avec QUATRES autres ARTICLES *conclus entre la Couronne de Pologne, & les Cosaques de Zaporow, & le General Doroszenko. A Podjahetz le* 19. *Octobre* 1667. 60

Traité & Accord entre PADUCCA SIRI, *Sultan* HASSAN-OUDIN *Roi de Macassar &* CORNEILLE SPELMAN *Ancien Gouverneur des Côtes de Coromandel &c. au Nom de* JEAN MAETZUYKER *Gouverneur General des Indes, comme ayant Pouvoir de la* COMPAGNIE DES INDES ORIENTALES *des Provinces-Unies. Fait le* 18. *Novemb.* 1667. 61

ANNO 1667.

18. Nov. *Foedus inter* CAROLUM II. *Magnæ Britanniæ Regem & Ordines Generales* FOEDERATARUM BELGII PROVINCIARUM, *quo in fecuritatem mutuam Pacificatio Bredæ inter eosdem die* 31. *Julii* 1667. *pacta Legesque Navigationis & Commercii, eo spectantes confirmantur, atque specialis fit auxiliorum mutuo præstandorum designatio. Hagæ-Comitum die* 13-23. *Januarii* 1668. Cum MANDATIS *seu Procurationibus hinc inde datis, nempe, Westmonasterii die* 8. *Januarii* 1667-1668. *& Hagæ-Comitum die* 19. *Januarii* 1668. 66

1668. 13-23. Janv. *Triplex Fœdus, sive Tractatus Fœderis inter* CAROLUM II. *Magnæ Britanniæ Regem & Ordines Generales* FOEDERATARUM BELGII PROVINCIARUM, *accedente* CAROLO XI. *Suecie Rege, pro Pace inter Reges Christianissimum, & Catholicum, communibus officiis promovenda initus. Datum Hagæ-Comitum die* 13-23. *Januarii* 1668. Cum *Articulis Secretis, circa difficultates ex* RENUNCIATIONE *Reginæ Christianissimæ ortas, ut & circa Pacem inter Reges Galliæ & Lusitaniæ fiendam. Hagæ-Comitum die* 23. *Januarii* 1668. 68

13. Févr. *Tratado de Paz entre el muy alto Serenissimo Prencipe Don* CARLOS II. *Rey Catholico, y el muy alto y Serenissimo Prencipe Don* ALONSO SEXTO *Rey de Portugal, por Mediacion de el muy alto y Serenissimo Prencipe* CARLOS II. *Rey de la Gran Bretaña. Firmado en Lisboa, a los* 13. *de el mes de Febrero de* 1668. Con *los* PODERES *de los Señores Reyes en fecha de los* 5. *de Enero* 4. 7 6. *de Febrero* 1668. *Y la* RATIFICATION *de el Serenissimo Rey Catholico. Dada en Madrid a* 23. *de Febrero* 1668. 70

17. Févr. *Traité de Commerce entre* CHARLES II. *Roi d'Angleterre &* les PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas, fait à la Haye, le* 17. *Fevrier* 1668. 74

le 9. & 13. Mars. *Traité d'alliance & de Protection entre les Seigneurs de la* COMPAGNIE ORIENTALE HOLLANDOISE, *&* PADUCCA *Sultan* HAROUNARRA CHIT *Roi de Tello dans le Roiaume de Macassar, par lequel ce Prince Indien se range sous la Protection de ladite Compagnie avec ses Freres, ses Sœurs, ses Enfans & ses Sujets, promettant de lui être fidelles &c. Fait au Fort Tello le* 9. *Mars* 1668. Avec les LETTRES DE MAMALYANG *Roi de Chimrana Linques, Frere du Roi de Tello, par lesquelles il accede au même Traité, & se range sous la même Protection, lui, ses Enfans, ses Sujets & son Pays. Fait le* 13. *Mars* 1668. S'ensuivent *les* ARTICLES NOUVEAUX *auxquels le Roi*

Digitized by Google

ANNO 1668. *le Roi de Tello, & le Roi de Linques ont été derechef admis à l'Alliance de la Compagnie du 15. Juillet 1669.* Et enfin l'ACCESSION *des Rois & des Peuples de Goa, & de Sadrebonne au même Traité. Fait au Logis de l'Admiral Hollandois le 27. Juilles 1669.* 76

16. Mars. *Bref de dispense, accordé par Monſieur le Cardinal de* Vendosme *Legat à Latere de* CLEMENT IX. *en France, pour le Mariage du Prince* DOM PEDRO *de Portugal, avec la Princeſſe* MARIE FRANCOISE ELISABETH *de Savoye. Donné à Paris le 16. Mars 1668.* 78

16. Mars. *Traité entre les* PROVINCES-UNIES *& les Princes de la Maiſon de* LUNEBOURG, *par lequel lesdits Princes s'engagent de fournir des Troupes auxdites Provinces-Unies à certaines Conditions. Fait à la Haye le 16. Mars 1668.* 79

27. Mars. *Capitulation & Contract de Mariage, entre le Sereniſſime* DOM PEDRO *Prince de Portugal, & la Sereniſſime Princeſſe* MARIE FRANCOISE ELISABETH *de Savoie, Ducheſſe de Nemours & d'Aumale; Conclu par le Marquis de* Niza *Comte de Vidigueira, Admiral des Indes, Conſeiller d'Etat, & Directeur des Finances, & Dom* Rodrigue de Menezes, *Gentilhomme de la Chambre de Son Alteſſe, & ſon grand Ecuier, & par le Duc de* Cadaval, *Marquis de Ferreira, Comte de Tentugal, Conſeiller d'Etat, & le Marquis de* Marialva, *Comte de Cantagnede, auſſi Conſeiller d'Etat & Directeur des Finances comme Procureurs de ladite Sereniſſime Princeſſe.* Sans date, *mais les Pouvoirs ſont du 27. Mars 1668.* 81

9. Avril. *Traité entre* CHARLES II. *Roi d'Eſpagne & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *pour un Preſt de* 1000000. *Livres que Leurs Hautes Puiſſances ſeront à Sa Majeſté ou lui feront faire, à cinq pour Cent d'Interêt ſur l'engagement de diverſes Places, Villes & Forts, ſçavoir* Argenteau, Navaigne, Stevenswaart, Venloo avec le Fort ſitué de l'autre côté de la Meuſe, Gueldres, Iſabelle, St. Thomas &c. *A la Haye le 9. Avril 1668.* Avec l'ARTICLE SEPARE' *par lequel Leurs Haut. Puiſſ. declarent par précaution qu'elles ne ſeront pas obligées à fournir ces Argent à Sa Majeſté ni le faire fournir avant que certain Contract, dont il eſt fait mention, ait été ſigné par le Gouverneur & Capitaine General des Païs-Bas Eſpagnols, ou par quelqu'un de ſa part.* 82

15. Avril. *Traité entre* LOUIS XIV. *Roi de France,* CHARLES II. *Roi d'Angleterre & les* PROVINCES UNIES *des Païs-Bas, pour procurer la Paix entre les Couronnes de France & d'Eſpagne. Fait à St. Germain en Laye, le 15. Avril 1668.* 88

2. Mai. *Traité de Paix entre les Couronnes de* FRANCE *&* d'ESPAGNE. *Conclu à Aix la-Chapelle le 2. jour de Mai 1668.* 89

25. Avril. 5. Mai. *Fœdus Triplex, ſive Acceſſio Regis* SUECIÆ *ad illud, die 23. Januarii proxime præterſti inter Regem* MAGNÆ BRITANNIÆ *& Ordines Generales* FOEDERATI BELGII *initum, de Pace promovenda inter Reges Galliarum & Hiſpaniarum, Aſſectis certis Articulis de nonnullis Guarantia invicem ſuppeditanda, in cauſa, quod eorum amice propoſito in ſuſtinam partem accepto, Bellum cuipiam ex iis fuerit motum. Actum Weſtmonaſterii die 25. Aprilis 1668.* 91

ANNO 1668.

21. Juill. *Accord & Convention entre les deux Quartiers de la Province de Hollande appellées* SUD-HOLLANDE, & NORD-HOLLANDE, *au ſujet des Depenſes publiques & communes du Païs, portant en general qu'à l'égard des Conſentements & Depenſes ordinaires, & communes de l'Etat de Guerre, la Portion du Sud-Hollande ſera de quatre-cinq un & trois quarts par cent, & celle du Nord-Hollande ſeulement de dix-huit & un quart; on y convient auſſi de certains ſoulagemens en faveur du Quartier de Nord-Hollande, dans les cas extraordinaires, & qu'au ſurplus chaque Quartier portera ſeul ſes propres & particulieres Depenſes; Fait à la Haye le 21. Juillet 1668.* 97

7. Octob. *Articles convenus ſub ſpe Ratificationis entre les Miniſtres du Roi de la* GRANDE BRETAGNE, *du Roi de* SUEDE, *& des Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *pour aſſurer l'Affaire de la Triple-Alliance, en aſſurant le payement des Subſides promis à la Suede. A la Haye le 7. Octobre 1668.* Avec l'APROBATION *de Leurs Hautes Puiſſances, par Reſolution du 20. Decembre 1668.* 101

30. Nov. *Fœdus defenſivum inter Remanorum Imperatorem* LEOPOLDUM *& Electorem Saxoniæ* JOHANNEM GEORGIUM, *ad Decennium initum. Viennæ die 30. Novembris anno 1668.* Cum RATIFICATIONE *ejusdem Fœderis defenſivi ex parte Electoris. Data Dresdæ die 4. Decembris 1668.* 102

1669. 16. Fevr. *Traité d'Alliance, entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* MAXIMILIEN HENRI DE BAVIERE, *Prince Electeur de Cologne. Conclu à Paris le 16. Fevrier 1669.* 103

16. Fevr. *Accord entre* JEAN GEORGE II. *Electeur de Saxe, & ſes Freres* AUGUSTE, CHRISTIAN, *&* MAURICE *Ducs de Saxe, au ſujet des Steures de leurs Eſtats & Domaines. Ils en font le partage entr'eux, & s'engagent à payer auſſi chacun ſa part & portion des Dettes, dont elles ſont chargées. A Dresde le 16. Fevr. 1669.* 124

6. Mars. *Declaration de la Reyna Governadora de Eſpaña, para que los Sujettos del Rey de Francia en conformidad de los Trattados de Paz ayen de gozar los Privilegiot, Franquicias, y Immunidades, que gozavan los Ingleſes, y Olandeſes, y los Habitantes de las Ciudades Anſeaticas, que trafican en los Puertos y Villas de España. Dado en Madrid a 6. de Marzo 1669.* 126

7. & 9. Mai. *Convention faite entre les Miniſtres Plenipotentiaires des Rois de la* GRANDE BRETAGNE, *&* DE SUEDE, *& ceux des Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *pour la* GUARANTIE *de tous les Etats de*

Digitized by Google

ANNO 1669. *Sa Majesté Catholique en quelque partie du monde qu'ils soient situés, conformement au Traité de la Triple-Alliance, & au septiéme Articles de la Paix conclue à Aix-la-Chapelle le 2. Mai 1668. A la Haye le 7. Mai 1669.* Avec l'ACCEPTATION *de l'Ambassadeur d'Espagne au nom de la Reine Regente, & Promesse de payer à la Couronne de Suede une Somme de 482. mille Ryxdaalders. A la Haye le 9. Mai 1669* 107

7. Juin. *Traité & Accord entre les Etats des Provinces de* HOLLANDE *& de* WEST-FRISE *d'une part, & les Etats de la Province de* ZELANDE *d'autre, au sujet de la Justice; avec l'enregistrement d'icelui. Fait à la Haye le 7. Juin 1669.* 109

14. Juin. *Lettres d'Investiture accordées par l'Empereur* LEOPOLD, *à* JULES FRANCOIS *Duc de Saxe-Lavembourg pour le Duché de ce Nom avec ses Dependances & Appartenances, & pour les Seigneuries y dénommées. A Vienne le 14. Juin 1669.* 113

15. Juill. *Articles nouveaux, par lesquels le Roi de* TELLO, *& le Roi de* LINQUES, *ont été derechef admis à l'Alliance de la* COMPAGNIE ORIENTALE *Hollandoise, & du Roi de* Tello *dans le Royaume de Macassar, faite le 9. Mars 1668. Donnés le 15. Juillet.* 114

27. Juill. *Accession des Rois & des Peuples de* GOA *&* SADREBONNE, *à l'Alliance conclue le 9. Mars 1668. entre la* COMPAGNIE ORIENTALE *Hollandoise & le Roi de* Tello *dans le Royaume de Macassar. Faite le 27. Juillet 1669.* ibid.

30. Juill. *Traité d'Alliance & de Commerce entre le* PORTUGAL *& les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas. Fait à la Haye le 30. Juillet 1669.* ibid.

5. Sept. *Traité de Paix entre le Sultan* MAHOMET IV. *& la Republique de* VENISE. *Fait le 5. Septembre 1669.* 119

19. Sept. *Traité d'Amitié & de Commerce entre* CHARLES II. *Roi de la Grande Bretagne &c. & le Serenissime Prince* CHARLES EMANUEL II. *Duc de Savoye. Conclu à Florence le 19. jour de Septembre 1669.* ibid.

9. Octob. *Traité Provisionel entre le Serenissime Electeur de Cologne Prince & Evêque de* LIEGE, *authorisé de Sa Majesté Imperiale, tant pour l'Empire, que pour l'Evêché, & la Principauté de* LIEGE *d'une part, & les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, d'autre, au sujet de la Suprême Jurisdiction sur la Seigneurie de la* Rochette. *A la Haye le 9. Octobre 1669.* 122

24 Octob. *Traité de Commerce & de bonne Correspondance entre le Prince Evêque de* MUNSTER *& la Ville d'*EMBDEN. *A Affendorp le 24. Octobre 1669.* 123

Articles & Conditions accordées pour le Port & Transport des Lettres, Depêches & Paquets écrits, tant des Villes de tout le Royaume de France que de celles qui ont été cedées au Roy par les Traités des Pyrenées & d'Aix-la-Chapelle, dans les Villes des Provinces-Unies des Païs-Bas, que des Villes desdites Provinces-Unies, dans celles de France & lesdites Villes cedées, entre THOMAS CARPATRY, *Conseiller du Roi en son Conseil d'Etat, Commis de Monseigneur le Marquis de Louvois & de Courtanvaux, Secretaire d'Estat & des Commandements de Sa Majesté, Grand-Maître des Courriers, & Sur-Intendant General des Postes de France;* LEON PAJOT *&* LOUIS ROUILLE' *Directeurs du Bureau General de la Poste de Paris, autorisés par ledit Seigneur Marquis de Louvois, pour l'effet des Presentes, d'une part, &* CHRISTIAN CONSTANTIN RUMPE *Secretaire de l'Ambassade de Messieurs les Etats d'Hollande, ayant charge & pouvoir en bonne forme de Messieurs les Bourguemaitres & Regence de la Ville d'*AMSTERDAM, *&, d'autres Villes d'*HOLLANDE, *d'autre part, lesquels Pouvoirs seront transcrits à la fin des presens Articles. A Paris le 24. d'Octobre 1669.* 124

Fœdus inter CAROLUM II. *Magnæ Britanniæ Regem, &* FREDERICUM III. *Daniæ Regem, ad majorem securitatem Regnorum suorum & libertatem Commercii Subditis per Terram, Mare, Fluminа & Aquas dulces, tam in Europa quam extra Europam conservandam. Apud Westmonasterium die 29. Novembris* 1669. 126

19. Nov.

Revers donné par les Deputez des Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, *à Don* ESTE VAN DE GAMARRA *Ambassadeur d'*ESPAGNE, *au sujet d'une Obligation de 500. mille Livres, qui devroit servir au payement des Subsides promis à la* SUEDE. *Fait à la Haye le 1. Mars 1670.* 130

1670. 1. Mars.

Puncta Approbatæ Pacificationis Andrusowiensis de Anno 1667. inter Regnum POLONIÆ *& Imperium* MOSCHOVITICUM *per utriusque Magnos cum plenaria Potestate Legatos & Commissarios concluſa. Actum Radzini 17. Martii Anno 1670.* 130

17. Mars.

Testamentum Serenissimi Electoris Palatini CAROLI LUDOVICI, *quo Serenissᵗ. Ducissa* AURELIANENSIS *Serenissimo Electorali* CAROLO *Fratri in universa Bona Allodialia, si sine liberis decesserit, substituitur. Actum, lectum & approbatum 4. April. 1670.* 131

4. Avril.

Traité de Paix entre le CHAM *de la Petite Tartarie &* ALEXIS MICHALEWICZ *Grand Duc de Moscovie. Fait au Mois de Juillet 1670.* 132

Juill.

Articles d'Alliance & de Commerce entre le Serenissime & très-puissant Prince CHARLES SECOND, *par la grace de Dieu, Roi d'Angleterre, d'Ecosse, France, & Irlande, Defenseur de la Foy &c. & le Serenissime & très-puissant Prince* CHRISTIAN CINQUIEME, *par la grace de Dieu Roi de Dannemarc, Norwege, &c. Conclu à Coppenhague le 11. jour de Juillet 1670.* 132

11. Juill.

Tractatus & Amica Compositio inter CAROLUM II. *Regem Magnæ Britanniæ, &* CAROLUM II. *Regem Hispaniæ, ad bonam correspondentiam in America interruptam rursus inſuturam, & deprædationes, injuriasque omnes coercendas.*

18. Juill.

ANNO 1670.

dat. Actum Matritti die 18. Julii 1670. Cum RATIFICATIONE Regis ac Regine Hispaniarum nec non utriusque Partis Procurationibus. 137

16-26. Août. Traité d'Accommodement & de bonne intelligence entre les Illustres Maisons de HANAU-LICHTENBERG & de HANAU-MUNTZENBERG, y compris leurs Sujets de la Religion Reformée, par lequel ils conviennent de leurs reciproques interêts & differents, tant au sujet des affaires de la Religion que des autres. Fait & conclu par l'interposition de quelques Electeurs & Princes de l'Empire, à Hanau le 16-26. Août 1670. Avec la CONFIRMATION de l'Empereur LEOPOLD I. Donnée à Vienne le 23. Decembre 1671. 139

6-16. Octobr. Recès conclu par les Subdelegués des Commissaires Imperiaux à ce requis, entre le Treschrestien Duc de LORRAINE d'une part, & les Comtes de NASSAU-SAARBRUG d'autre part, par lequel lesdits Comtes sont mis en possession de la Forteresse de Homburg & du Comté de Sarwerden & de ses Appartenances & Dependances. A Saarbrug le 6-16. Octobre 1670. 144

7. Nov. Assignatio Regis Poloniæ MICHAELIS, ELEONORÆ Reginæ Conjugi fact. LEOPOLDI Imperatoris Soceri, facta, qua in assecurationem Contra-Dotis, seu Donationis propter Nuptias, certi denominati Loci, Dominia, Civitates, Oppida, Arces & Terræ Regni Poloniæ de consensu Ordinum, eidem Serenissimæ deleganter &c. Varsaviæ die 7. Novembris 1670. 144

1671. 7. Avril. Alliance Defensive, entre FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg, CHRISTOPHILE BERNARD Evêque de Munster, & PHILIPPE GUILLAUME Comte Palatin du Rhyn, pour la Defense du Cercle de WESTPHALIE & des Parties Contractantes, pour six ans. A Bilefeidt le 7. d'Avril 1671. 145

5-15. Avril. Traité conclu entre CHRISTOPHLE BERNARD Evêque & Prince de Munster & RODOLPHE AUGUSTE Duc de Brunswich-Luneburg, par la Mediation de la Couronne de France, des Electeurs de MAYENCE & de COLOGNE, & de GEORGE GUILLAUME & JEAN FREDERIC, auſſi Ducs de Brunswich-Luneburg, sur les differens qu'ils avoient au sujet de la Ville de HOEXTER, le 5-15. Avril 1671. 147

10. Juin. Articles accordez aux Bourguemaitres, Conseil & Bourgeoiſe de la Ville de BRUNSWIC, par le Duc RUDOLPHE AUGUSTE. Au Camp à Ridagshausen le 10. Juin 1671. 147

17. Juill. Traité d'Alliance entre LEOPOLD Empereur des Romains, & CHRISTOPHLE BERNARD, Evêque & Prince de Munster, pour la Defense de la Liberté Germanique, & le maintien de la Paix de Westphalie. A Sassenberg le 17. Juillet 1671. 149

23. Octob. Traité entre LOUIS XIV. Roi de France & ERNEST AUGUSTE Duc de Brunswic & Luneburg, & Evêque d'Osnabrug. Fait à Cologne le 23. Octobre 1671. 150

ANNO 1671.

22. Octob. 1. Nov. Premier Instrument du Contract de Mariage entre PHILIPPE Duc d'Orleans, Fils de LOUIS XIII. Roi de France, & Frere de LOUIS XIV. & ELISABETH CHARLOTTE Princesse Palatine du Rhyn, Fille de CHARLES LOUIS, Electeur, & Sœur de CHARLES, auſſi Electeur Palatin. A Strasbourg le 22. Octobre 1671. Avec la RENONCIATION de ladite Princesse à tous Droits successifs sur tous les Biens Paternels & Maternels, tant Souverains que Feodaux &c. A Paris le 24. Novembre 1680. 151

1. Nov. Traité entre l'Empereur LEOPOLD & LOUIS XIV. Roi de France, pour Alliance & seureté mutuelle. A Vienne le 1. Novembre 1671. 154

17. Dec. Acte d'Alliance entre CHARLES II. Roi d'Espagne & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, touchant un mutuel secours. Fait à la Haye le 17. Decembre 1671. 155

1672. 2. Janv. Traité entre l'Electeur de COLOGNE, & la Ville de même Nom. Fait à Cologne le 2. Janvier 1672. 156

27. Janv. Recès conclu entre les Deputez Conseillers du Cercle de la BASSE-SAXE, & ceux de la Ville de HAMBOURG, au sujet du Commerce & de la Navigation de l'Elbe, qui étoient fort diminuez. On y convient des moyens necessaires & convenables pour les retablir en leur premiere fleur. A Hambourg le 27. Janvier 1672. 159

18. Fevr. Alliance defensive entre Sa Majesté Imperiale LEOPOLD, & CHARLES GASPAR, Electeur de Trêves, pour le maintien de la Paix de Westphalie, & la seureté de leurs propres Sujets, Terres & Provinces, avec stipulation du nombre de Troupes dont ils se devront assister reciproquement en cas de besoin. A Coblentz le 18. Fevrier 1672. 161

22. Fevr. Acte entre CHARLES II. Roi d'Espagne & les PROVINCES-UNIES, par lequel on s'engage reciproquement de ne point traiter de Trêve avec la France que conjointement. A la Haye le 22. Fevr. 1672. 162

Mars. Declaration de Guerre de CHARLES II. Roi d'Angleterre contre les PROVINCES-UNIES. Faite au Mois de Mars 1672. 163

6. Avril. Ordonnance de LOUIS XIV. Roi de France par laquelle Sa Majesté, après avoir resolu de faire la Guerre aux Etats de HOLLANDE defend à tous ses Sujets d'avoir Commerce ni Communication avec eux. Au Mois d'Avril 1672. 164

9. Avril. Traité de Paix entre ALEXIS MICHALOWITZ, Grand Duc de Moscovie, & MICHEL KORIBUT WIESNOWISKI Roi de Pologne. Fait à Moscou le 9. Avril 1672. 165

14. Avril. Renouvellement, Prorogation, & Explication de l'Alliance entre LOUIS XIV. Roi de France & CHARLES XI. Roi de Suede. A Stockholm le 14. Avril 1672. 166

26. Avril. Convention Religieuſe entre FREDERIC GUIL-

ANNO 1672. GUILLAUME *Electeur de Brandebourg,* & PHILIPPE GUILLAUME *Comte Palatin du Rhyn, Duc de Neubourg, par laquelle enfuite de l'Accommodement principal fait entr'eux le 9. Septembre 1666 au sujet de la Succession de Juliers, Cleves &c. ils conviennent auſſi d'une maniere fort étenduë & fort ſpecifique de tout ce qui regarde l'Etat de la Religion & de toutes les choſes Eccleſiaſtiques, ſavoir en faveur des Catholiques dans le Duché de Cleves, au Comté de la Marck & au Comté de Ravensberg; & en faveur de ceux de la Confeſſion d'Ausbourg, & des Reformez, dans les Duchez de Juliers & Bergue, ſoumis au Duc de Neubourg. Fait à Cologne ſur la Spree le 26. Avril 1672.* Avec le TRAITE' SEPARE' *du même jour, & la* RATIFICATION *du Duc. Donnée à Duſſeldorp le 11. Juin 1672.* 171

20. Avril. *Traité d'Affiance & defenſe mutuelle entre le très-illuſtre Prince & Seigneur* FREDERIC GUILLAUME, *Marc-Grave de Brandebourg, Grand Chambellan & Electeur du Saint Empire d'une part, & les Hauts & Puiſſants Seigneurs, Meſſeigneurs les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *du Pais-Bas de l'autre. Fait à Cologne ſur la Spree le 26 Avril 1672.* 194

— *Sauvegarde de l'Empereur* LEOPOLD *accordé à la Ville de* Dortmond, *à l'occaſion des mouvements de Guerre qui ſe font ſur le Rhyn & dans le Cercle de Weſtphalie, contre tous & chacun de ceux qui voudroient l'attaquer ou la troubler. A Vienne le 26. Avril 1672.* 196

27. Avril. *Reglement & Articles de* LOUIS XIV. *Roi de France pour les Confins entre la Savoye & le Dauphiné. Fait à St. Germain en Laye le vingt-ſeptiéme Avril 1672.* Avec l'ACCEPTATION *du Duc de Savoye du ſuſdit Reglement fait par Sa Majeſté. Donnée à Turin le treiziéme Août 1672.* 197

16. Mai. *Traité d'Accommodement entre* ERNEST *le Pieux Duc de Saxe-Gotha d'une part,* & JEAN ERNEST *Duc de Saxe-Weimar,* JEAN GEORGE *Duc de Saxe-Eiſenach,* & BERNARD *Duc de Saxe-Jena, Freres, d'autre part, touchant les Principautés* d'ALTENBOURG & de COBOURG *devenuës vacantes par la mort du Duc* FREDERIC GUILLAUME, *par lequel ils conviennent que leſdites Principautés appartiendront au Duc de Gotha, enſorte neanmoins, & à condition qu'il cedera auxdits trois Freres dans la Principauté d'Altenbourg, les Chateaux, Bailliages & Villes de Dornburg, d'Iſtet, Roslau, Burge, & Heusdorff, la quatriéme partie du Droit de conduite d'Erford, la Haute Juriſdiction & les Collectes de la Seigneurie de Remda, & Terre d'Apolda, la haute Juriſdiction & les Collectes avec le Droit de Retrait dans le Bailliage de Hardisleben, & la Terre de Schwobsdorf. Le même Duc de Saxe-Gotha leur cede auſſi d'ailleurs le Bailliage de Freyenberg, & la part du Vocum d'Eiſenach, qui lui appartenoit dans les Diétes & Aſſemblées Circulaires. A Altenbourg le 16. Mai 1672.* 198

— *Fœdus Defenſivum inter Sacrum Cæſareum Majeſtatem* LEOPOLDUM, *& Electorem Brandenburgicum,* FREDERICUM WILHELMUM, *in Renovationem & Confirmationem Fœderis Defenſivi inter eosdem die 9. Februarii 1678 concluſi, & 10. Martii 1686. ad alios decem annos poſt elapſum primum Decennium confirmati & extenſi, atque ad Patem Weſtphaliæam illorum ſervandam, ad Decennium de novo initum. Bervolini die* 13—23. *Julii* 1672. 201

28. Juin. *Traité de Paix entre* LOUIS XIV. *Roi de France, & la Ville & le Royaume de* TUNIS, *fait à la Baye de la Goulette le 28. Juin 1672. par le Marquis de Martel Lieutenant General des Armées Navales de Sa Majeſté au Levant.* 203

— *Traité de Paix entre* CHARLES II. *Roi d'Angleterre & le Royaume d'*ALGER. *Fait en* 1672. 205

— *Demandes & Conditions ſous leſquelles* LOUIS XIV. *Roi de France conſentiroit de faire la Paix avec les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES. *Faites en* 1672. ibid.

— *Demandes & Conditions ſous leſquelles* CHARLES II. *Roi d'Angleterre conſentiroit de faire la Paix avec les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES. *Faites en* 1672. 206

5. Juill. *Capitulation de la Nobleſſe d'*OVER-ISSEL, *avec* CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque de Munſter, par laquelle ladite Nobleſſe ſe ſoumet à lui, & le reconnoit pour ſon Prince Territorial; en échange duquel il leur accorde l'Exercice de la Religion Réformée & promet de les y maintenir; il conſent qu'un certain nombre de Deputez tant de la Nobleſſe que des Villes ſoient choiſis, pour regler avec eux les Points reſtés indecis; & il déclare qu'il admettra indiſtinctement les perſonnes de l'une & l'autre Religion aux Emplois & Dignités. Fait au Quartier General devant Coeverden dans la Maiſon Scheveren le 5. Juillet 1672.* 207

16. Juill. *Traité d'une étroite réunion d'Interêts entre* LOUIS XIV. *Roi de France,* & CHARLES II. *Roi d'Angleterre, contre les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas, par laquelle ils s'engagent de nouveau à ne conclure ni Paix ni Tréve que d'un commun accord. Fait au Camp de Heſwick le 16. Juillet 1672.* 208

25. Juill. *Traité d'Alliance entre l'Empereur* LEOPOLD, & les PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas. Fait à la Haye le 25. Juillet 1672.* ibid.

10. Octob. *Alliance Defenſive entre* LEOPOLD *Empereur des Romains;* JEAN PHILIPPE *Electeur de Moyence;* CHARLES GASPAR *Electeur de Tréves;* JEAN GEORGE *Electeur de Saxe;* CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque de Munſter;* & CHRISTIAN ERNEST *Markgrave de Brandebourg-Bareith, pour la Conſervation de leurs Droits & Dignités, & principalement pour*

ANNO 1672. 13—23. Juin.

cette

Digitized by Google

ANNO 1672. *celle de la Liberté Germanique, & le maintien de la Paix de Weſtphalie. Fait au Château de Marienbourg à Wurtzbourg le* 10. *d'Octobre* 1672. 210

——— 18. Octob. *Traité de Paix entre* MICHEL KORIBUT WIESNOWISKI *Roi de Pologne & de* MAHOMET IV. *Empereur des Turcs. Fait le* 18. *Octobre* 1672. 212

——— 10. Dec. *Traité entre* LOUIS XIV. *Roi de France & de* JEAN FREDERIC *de Brunswic & Luneburg, Duc de Hanover, par lequel ledit Duc s'oblige de mettre ſur pied au plûtôt un Corps d'Armée de* 10000. *Hommes, pour la levée desquels Sa Majeſté lui payera la moitié des Frais, & lui donnera* 30000. *Ecus par Mois, pour l'entretien d'iceux. A Hanover le* 10. *Decembre* 1672. ibid.

——— 12. & 13. Decemb. *Teſtament de* JEAN CASIMIR *Roi de Pologne, par lequel il inſtitue* ANNE DE GONZAGUE, *& de Cleves Princeſſe Palatine pour ſon Heritiere & Legataire univerſelle. A Nevers le* 12. *& 13. Dec.* 1672. 214

1673. 18. Janv. *Sentence Arbitrale prononcée pour* LOUIS XIV. *Roi de France ſur les differents entre Monſr. le Duc de* SAVOYE, *& la Republique de* GENES. *A St. Germain en Laye le* 18. *Janv.* 1673. Avec la RATIFICATION *du Duc de Savoye. Fait à Turin le* 25. *Janvier* 1673. 215

——— 21—31. Janv. *Recès du* CERCLE DE FRANCONIE, *portant concluſion de mettre ſur pied & de tenir prête les Troupes qu'on doit fournir à l'Empereur conformement à ſes Lettres Alhortatoires. Comme auſſi de tout ce qui regarde la levée de ces Troupes, de leur entretien, & du fourniſſement des Mois Romains. A Nuremberg le* 21.—31. *Janvier* 1673. 217

——— 10. Fevr. *Traité d'Alliance & d'Aſſiſtance reciproque entre* FERDINAND MARIE Electeur de Baviere, & EBERHARD *Duc de Wurtemberg, pour la Conſervation & maintien de la Paix de Weſtphalie, & pour leur propre defenſe, contre les dangers qu'ils apprehendent, à l'occaſion de la Guerre qui s'eſt allumée en Hollande. A Munich le* 10. *Fevrier* 1673. 219

——— 1. Mars. *Traité d'Aſſiſtance entre Sa Majeſté Imperiale,* LEOPOLD I. *& l'Electeur de Saxe* JEAN GEORGE II. *pour la Defenſe reciproque de leurs Terres & Provinces, par lequel les ſecours ſont reglés à* 6000. *Hommes de la part de Sa Majeſté Imperiale, & à* 3000. *de la part de l'Electeur. A Vienne le* 1. *Mars* 1673. 220

11. Mars. *Teſtamento de la Emperatriz Dona* MARGARITA MARIA *de Auſtria que fue Hija de* D. PHELIPPE IV. *Rey d'España, Muger del Auguſtiſſimo Emperadore* LEOPOLDO PRIMERO. *Fecho in Vienna de Auſtria a* 11. *de Marco de* 1673. 221

——— 22. Avril. 2. Mai. *Traité entre* CHARLES XI. *Roi de Suede & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, pour terminer quelques differents au ſujet de la Navigation & autres. Fait à la Haye le* 22. *Avril & le* 2. *Mai* 1673. 222

10—20. Mai. *Traité d'Alliance entre* CHRETIEN V. *Roi de Dannemarc, & les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *des Païs-Bas pour une reciproque Aſſiſtance. A Coppenhague le* 10. *& 20. Mai* 1673. 223

ANNO 1673. 26. Mai. *Cartel pour l'échange des Priſonniers fait par le Duc de Luxembourg de la part de* LOUIS XIV. *Roi de France, & par le Comte de Horne de la part des Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *le* 26. *Mai* 1673. 231

5. Juill. *Les Capitulations renouvellées entre* LOUIS XIV. *Empereur de France, &* MEHEMET IV. *Empereur des Turcs. Par l'entremiſe de* M. Charles François Olier, *Marquis de* Nointel, *Conſeiller du Roi en tous ſes Conſeils, & en ſa Cour de Parlement de Paris, & ſon Ambaſſadeur en Levant. Fait à Andrinople le cinquiéme Juin* 1673. ibid.

6. Juin. *Traité entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg. Fait au Camp de Vaſſin le* 6. *Juin* 1673. 234

1. Juill. *Traité d'Alliance entre l'*EMPEREUR, *le Roi d'*ESPAGNE, *& les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas, d'une part, & le Duc de* LORRAINE *de l'autre. Fait à la Haye le* 1. *Juillet* 1673. 235

20. Juill. *Seconde Convention Religieuſe entre* FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg, &* PHILIPPE GUILLAUME, *Comte Palatin du Rhin Duc de Neubourg, au ſujet des changements arrivés dans les Villes de* Weſel, Rees, Emmerick, Orſoy & Boderick, *durant l'occupation de ces Places & Pays dependans, par l'Armée de France. Faite à Duſſeldorp le* 20. *Juillet* 1673. Avec la RATIFICATION *du Duc* PHILIPPE GUILLAUME *du* 16. *Septembre* 1673. 237

30. Août. *Traité d'Alliance entre* CHARLES II. *Roi d'Espagne & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, par lequel Sa Majeſté s'engage à ſe declarer en Guerre ouverte, contre les Rois de France & d'Angleterre: les Traitez de Munſter & d'Aix-la-Chapelle, y ſont confirmés & garantis, avec promeſſe reciproque de ne faire ni Paix ni Tréve ſans une reſtitution entiere des Places priſes ſur l'un & l'autre. Moyennens les Etats y promettent de plus la reſtitution de Maſtricht à Sa Majeſté Catholique. Fait à la Haye le* 30. *d'Août* 1673. Avec les Articles ſeparés, *concernant la Rupture du Roi Catholique, contre le Roi de la Grande Bretagne.* 240

30. Août. *Traité fait entre* LEOPOLD *& les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES. *A la Haye du trentiéme Août* 1673. 242

15. Sept. *Articles pour la Paix des Archevêque de* COLOGNE *& Evêque de* MUNSTER, *avec les* PROVINCES-UNIES, *dreſſez à Cologne le* 15. *Septembre* 1673. 243

6. Octob. *Traité d'Alliance entre Sa Majeſté Imperiale* LEOPOLD, *&* CHARLES II. *Roi Catholique d'Espagne & les Seigneurs Eſtats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *d'une part, &* CHARLES *Duc de Lorraine d'autre part, contre la France.*

ANNO 1673.

France. Fait au Camp, entre Hanau & Francfort le 6. d'Octobre 1673. Avec la RATIFICATION *Iudit Duc.* 244

19. Octob. *Declaration de Guerre de* LOUIS XIV. *Roi de France, contre les* ESPAGNOLS. *neuvième Octobre 1673.* 245

5. Nov. *Testamentum Serenissimi Regis Polonie* MICHAELIS I. *quo de Sepultura sua, Serenissimæ suæ Coniugis satisfactione, in adeunda possessione bonorum reformatoriorum à Senatu & Equestri Ordine præstanda, debitorum solutione, bonorum Hereditate aliisque disponit. Leopoli die 5. Novembr. 1673.* ibid.

1. Dec. *Traité d'Alliance defensive entre* CHARLES XI. *Roi de Suede &* FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg. Fait à Cologne sur la Sprée le 1. Decembre 1673.* 246

1674. 14. Janv. *Articles d'Alliance proposez entre* LEOPOLD *Empereur, & l'Electeur* PALATIN. *A Vienne le 14. Janvier 1674.* 250

16—26. Janv. *Alliance Defensive entre* LEOPOLD I. *Empereur des Romains, &* CHRISTIAN V. *Roi de Dannemarc, pour le renouvellement de celle qu'ils avoient faite le 12. & 22. Septembre 1672. entr'eux mêmes, & avec quelques autres Princes. A Coppenhague le 16—26. Janvier 1674.* 251

9—19. Janv. *Traité de Paix entre* CHARLES II. *Roi d'Angleterre & les* PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas. Fait à Westmunster le 9—19. Janv. 1674.* 253

4. Avril. *Traité d'Alliance pour la Defense du Palatinat du Rhyn entre Sa Majesté Imperiale* LEOPOLD, *& le Serenissime* CHARLES LOUIS *Electeur Palatin. A Vienne le 4. Avril 1674.* 255

22. Avril. *Tractatus inter Sacram Cæsaream Majestatem* LEOPOLDUM *ab una, & Illustrissimum Principem* CHRISTOPHORUM BERNARDUM, *Episcopum Monasterienfem ab altera parte, quo memoratus Episcopus Fœderi cum Rege Galliæ contra unitum Belgium inito, renuntiat, ac pollicetur se in debita fidei & obsequii constantia erga Sacram Cæsaream Majestatem perstiturum, Fœdus cum Cæsarea Majestate initum exactè observaturum, nec non quæ in Comitiis Ratisbonensibus in favorem oppressorum Imperii Statuum flatuta sunt, præstiturum fore; Vicissim Cæsarea Majestas memoratum Episcopum in specialem suum Gratiam & Protectionem suscipit, Fœdusque reciprocè observaturum pollicetur. Coloniæ Agrippinæ 22. Aprilis 1674. Cum hujus Tractatus* RATIFICATIONE *ex parte Sacræ Cæsareæ Majestatis. Luxemburgi 20. Mai 1674.* 258

22. Avril. *Traité de Paix entre les* PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas, &* CHRISTOPHLE BERNARD, *Evêque de Munster. Fait à Cologne le 22. Avril 1664.* 259

14—24. Avril. *Recès particulier entre* LEOPOLD *Empereur des Romains, & les Ducs de Brunswich-Luneburg,* GEORGE GUILLAUME *&* RODOLPHE AUGUSTE, *par lequel outre ce qui a été conclu par le Recès principal du même jour, ils s'obligent à augmenter leurs Troupes jusques à 8000. Hommes de Pied, 4000. Chevaux & 1000. Dragons, & les faire agir contre les Ennemis communs sous certaines conditions par eux stipulées. A Brunswich le 14—24. Avril 1674.* 261

ANNO 1674.

Declaratio CAROLI CASPARI *Electoris Trevirensis, quod quidem Pacificationi inter Cæsarem & Electorem Colonienfem nullum impedimentum injicere velit, attamen ratione damnorum Archi-Diœcesi Trevirensi per Milites Colonienses illatorum, se Cæsaream Majestatem imploraturum, ut ei aliquis satisfactio obtineatur.* 262

Mai. *Traité de Paix entre les* PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas &* MAXIMILIEN HENRI *Electeur & Archevêque de Cologne. Fait à Cologne le 11. Mai 1674.* ibid.

11. Mai. *Traité de Confederation, d'Assistance, & de Defense, entre* LEOPOLD *Empereur des Romains,* CHARLES II. *Roi Catholique des Espagnes, les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *& les Seigneurs* GEORGE GUILLAUME *&* RUDOLPHE AUGUSTE *Duc de Brunswich & Lunebourg, pour durer jusqu'à la Paix, & dix ans au delà. A Cell le 10—20. Juin 1674.* 263

10—20. Juin.

21. Juin. 1. Juill. *Traité d'Alliance entre l'Empereur* LEOPOLD, CHARLES II. *Roi d'Espagne, les* PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas, d'une part, &* FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg d'autre. Fait à Cologne sur la Sprée le 21. Juin — 1. Juill. 1674.* 267

10. Juill. *Traité d'Alliance entre* LEOPOLD *Empereur des Romains,* CHARLES II. *Roi d'Espagne, & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *d'une part, &* CHRISTIAN V. *Roi de Danuemarck, d'autre part; contenant que Sa Majesté Danoise tiendra sur pied pendant la presente Guerre, une Armée de 16. mille Hommes, scavoir 5000. Chevaux, 10. mille Hommes de Pied & 1000. Dragons, pour l'entretien desquels, il lui sera payé 14. mille Ecus par Mois, à la charge, moitié par moitié, de Sa Majesté Catholique & de L. H. P. & payables à Amsterdam. Fait à la Haye le 10. Juillet 1674.* Avec *un* ARTICLE SECRET *&* SEPARE' *contenant une particuliere Prolongation d'Alliance, pour quinze ans, entre Sa Majesté Danoise & Leurs Hautes Puissances. Fait à la Haye le 10. Juillet 1674.* 269

23. Juill. *Traité de Protection, & d'Assistance, entre* CHARLES II. *Roi Catholique des Espagnes, d'une part, & les Confederés des Provinces de* GUIENNE, LANGUEDOC, DAUPHINE', *&* PROVENCE, *par le Ministere du Comte de* Sardan, *leur Deputé, d'autre part. A Madrid le 23. Juillet 1674.* 277

30. Sept. 10. Octob. *Fœdus inter* CAROLUM II. *Magnæ Britanniæ, &* CAROLUM XI. *Sueciæ Reges, pro mutua Defensione, & Commerciorum Securitate initum. Actum Westmonasterii 30. Septembris. S. V. & 10. Octobris. S. N. 1674.* 282

Diplo-

ANNO 1674. 10. Octob. *Diplome de l'Empereur* LEOPOLD, *par lequel il éleve* ALBRECHT ERNEST *Comte d'Oettingen, à la Dignité de Prince du St. Empire, pour lui & toute sa Posterité legitime Mâle & Femelle, avec substitution, en cas qu'elle vienne à défaillir, en faveur de son Frere* JOACHIM ERNEST, *& de sa Ligne, & à son défaut en faveur de son autre Frere* CHRISTIAN AUGUSTE *& de sa Ligne. A Vienne le* 10. *Octobre* 1674. 281

1--10. Decemb. *Tractatus Navigationis & Commercii inter* CAROLUM II. *Regem Angliæ & Ordines Generales* UNITI BELGII, *per Commissarios sex ab utraque Parte, in sequelam Articuli VIII. Tractatus Pacis, initus, quo certis Legibus, Terrâ Marique observandis cautum est, ut in posterum Discordiæ & simultates omnimodæ cessent ac penitus extinguantur. Actum Londini* 1. *Decembris* 1674. 282

1675. 26. Janv. *Traité de Confederation, Secours & Defense, entre l'Empereur* LEOPOLD, CHARLES II. *Roi d'Espagne, les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *& le Duc* ERNEST AUGUSTE *Evêque d'Osnabrug, Duc de Brunswick & Lunebourg. A la Haye le* 26. *Janvier* 1675. Avec les ARTICLES SEPARÉS, *dont les uns portent que les trois Puissances ci-dessus mentionnées pourront d'abord après ce Traité signé la Somme de* 50000. *Rixdalders, à Monsr. l'Evêque d'*OSNABRUG. *A la Haye le* 26. *Janvier* 1675. Et *les* AUTRES *que nonobstant la teneur de l'Article onzième du Traité, l'Intention des Alliez est, que les Troupes de Monsr. l'Evêque* D'OSNABRUG, *seront jointes à celles des autres Princes de la Maison de Brunswick-Luneburg, & agiront conjointement avec elles &c. A la Haye le* 26. *Janvier* 1675. 285

8--18. Mars. *Article conclu entre* CHARLES II. *Roi d'Angleterre & les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, touchant les Compagnies Orientales d'Angleterre & de Hollande, Fait à Londres le* 8. *Mars* 1675. 288

9. Mars. *Traité d'Alliance Defensive pour trois ans entre* CHARLES XI. *Roi de Suede, &* FERDINAND MARIE *Electeur de Baviere, pour le maintien de la Paix. Fait à Munich le* 9. *Mars* 1675. 289

25. Avril. *Traité de Renouvellement d'Alliance entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* CHARLES XI. *Roi de Suede. Fait à Versailles le* 25. *Avril* 1675. 291

21. Mai. *Cartel ou Traité entre la* FRANCE *& la Republique des* PROVINCES-UNIES *du Païs-Bas, pour l'Echange, & la Rançon des Prisonniers de Guerre. Fait à Maſtricht le* 21. *Mai* 1675. Avec les PLEINPOUVOIRS *&* RATIFICATIONS *de part & d'autre.* 292

7. Juin. *Traité entre* LEOPOLD *Empereur des Romains, &* CHRISTOPHLE BERNARD, *Evêque de Munſter pour* 9000. *Hommes, lesquels ledit Evêque & Prince promet d'entretenir entre le Rhyn, le Weſer & la Moſelle, pour la ſureté du Cercle de Westphalie, contre tous Ennemis presents & futurs, en consideration dequoi Sa Majesté Imperiale, lui promet un certain Subside en argent, & ini assigne des Quartiers d'Hiver pour ſes Troupes &c. Fait à St. Ludgersbourg, Residence Episcopale le* 7. *Juin* 1675. 295

ANNO 1675. 10. Juill. *Pacta Rendsburgenſia inter* CHRISTIANUM V. *Daniæ Regem, &* CHRISTIANUM ALBERTUM *Slesvici & Holſatiæ Ducem, quibus Regiæ Majeſtati Dux liberum transitum pro militibus ſuis, per Terras ſuas, atque jus Præſidii in ſuis Munimentis, usque ad reductam Pacem concedit, nec non Præfecturam Schwabſtadt cum dimidia parte Capituli Slesvicenſis & Eccleſiæ Cathedralis reſtituit. Suorumque utique ſuper Ducatu Slesvicenſi & Inſula Fenneriæ renunciat &c. Rendsburgi* 10. *Julii* 1675. 296

Sept. *Capitulation ou Traité de Commerce fait & conclu entre* MAHOMET IV. *Sultan des Turcs &* CHARLES II. *Roi de la Grande Bretagne, par lequel les anciennes Capitulations accordées du tems de la Reine* ELISABETH, *& des Rois* JAQUES I. *&* CHARLES I. *ſont rappellées & confirmées, Article par Article, avec une Addition conſiderable. Donné à Andrinople au milieu de la Lune Gemaziel Ahir* 1086. *qui étoit au Mois de Septembre* 1675. 297

11--21. Sept. *Traité de Neutralité entre* CHARLES V. *Roi de Dannemarc,* FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg, &* CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque & Prince de Munſter d'une part, &* JEAN FREDERIC *Duc de Brunswic-Luneburg Hanover d'autre part, portant que ledit Duc ne s'oppoſera point aux Armes des trois Princes Confederés contre la Suede, de quelque coté qu'elles ſe tournent, & qu'en échange ils auront ſoin que leurs Expeditions, Paſſages, & Campements ne causent aucun dommage à ſes Terres, Païs & Sujets, mais qu'au contraire ils le maintiendront & defendront en cette Neutralité. A Hanover le* 11--21. *Sept.* 1675. 305

Accord particulier entre les mêmes Sereniſſimes Princes, le Roi de DANNEMARC, *l'Electeur de* BRANDEBOURG, *& l'Evêque de* MUNSTER *d'une part, & le Sereniſſime Duc de* BRUNSWIG-LUNEBOURG-HANOVER *d'autre, ils lui promettent non ſeulement des Quartiers de Hiver, mais auſſi une certaine portion dans les Evêchés de Breme & de Verden, quand ils ſeront conquis. A Hanover le* 11--21. *Septembre* 1675. 306

4--14. Octob. *Traité entre* CHRISTOPHLE BERNARD, *Evêque & Prince de Munſter d'une part,* GEORGE GUILLAUME *&* RODOLPHE AUGUSTE, *Dues de Brunswic-Luneburg d'autre part, pour le partage des Lieux conquis par eux ſur les Suedois dans les Evêchés de Breme & de Verden. A Rottenburg & Wallrode le* 4. *&* 14. *Octobre* 1675. 307

16. Octob. *Traité d'Alliance entre les Hauts & Puiſſants Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, pour eux & pour leurs Hauts Alliez d'une part, & le Seigneur* CHRISTOPHLE BERNARD

ANNO 1675.

NARD *Evêque & Prince de Munster d'autre part, contre tous ceux qui durant cette présente Guerre, sont ou seront en inimitié avec lesdits Hauts Alliez. Fait à la Haye le 16. d'Octobre 1675.* 308

18. Octob. *Traité de Neutralité entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* JEAN FREDERIC *Duc de Brunswick & Luneburg, fait à Linsburg le 18. Octobre 1675.* 312

25. Octob. *Traité pour le rétablissement du Commerce entre les Sujets de* LOUIS XIV. *Roi de France, & ceux de* CHARLES II. *Roi d'Espagne dans les Pais-Bas Espagnols. Fait au Château de Freyr sur la Meuse le 25. Octobre 1675.* 313

29. Octob. *Traité d'Alliance entre* CHRISTOPHLE BERNARD, *Evêque & Prince de Munster, &* JEAN FREDERIC *Duc de Brunswick-Luneburg, pour la Défense de la Liberté Germanique & de leurs propres Terres & Seigneuries, comme aussi de leurs Alliez & Confederez contre toute violence. A Rottenburg le 29. Octobre 1675.* 314

Nov. *Manifeste concernant les affaires de* MESSINE, *publié en Italie de la part de* LOUIS XIV. *Roi de France, au commencement de Novembre 1675.* 316

26. Nov. *Traité de Commerce entre* CHARLES XI. *Roi de Suede &* les PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas. Fait à Stockholm le 26. Novemb. 1675. Avec la* RATIFICATION *des Etats Generaux, & du Roi de Suede; & une* CONVENTION *posterieure touchant la Forme des Passeports.* ibid.

30. Dec. *Declaration qui sert à expliquer certains Articles de Traitez de Marine, conclus entre* CHARLES II. *Roi de la Grande Bretagne, &* les *Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *le 17—27. Fevr. 1657—68. & 1—10. jour de Decembre 1674. Fait à la Haye le 30. Decembre 1675.* 319

1675. 1676. 5—15. Mars. *Articles du Traité de Paix & de Commerce conclu entre le Serenissime Prince* CHARLES II. *Roi de la Grande Bretagne & les Illustres Seigneurs* HALI *Bacha,* IBRAIM *Dey, Aga, Divan & Gouverneurs de la Ville & Royaume de* TRIPOLI *en Barbarie, le 5. de Mars, vieux Stile, l'an de Jesus-Christ 1675—76. & le dernier jour du Mois* Zelhedga *l'an de l'Hegire 1086.* 319

Mars. *Fœdus Defensivum inter Regem* HISPANIÆ, *& Dominos Ordines Generales* FOEDERATI BELGII *ab una, &* PHILIPPUM WILHELMUM *Comitem Palatinum Rheni, & Ducem Neoburgicum, parte ab altera. Actum mense Martio 1676.* 321

23. Mai. *Traité entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* FERDINAND *Evêque & Prince de Munster & de Paderborn, pour detacher ce Prince du Parti des Alliez, & pour l'engager dans ses Interêts. Fait le 23. Mai 1676.* 322

24. Juin. *Concordia inter* CAROLUM XI. *Regem Suecie &* Ordines Generales FOEDERATARUM BELGII PROVINCIARUM, *de Formula Passeportuum hinc inde concedendorum. Holmiæ die 24. Junii 1676.* 323

Declaration de Guerre de LOUIS XIV. *Roi de France, contre le Roi de* DANNEMARC. *Du vingt-huitiéme Août 1676.* ibid.

ANNO 1676.

28. Août. *Recès ou Traité entre le Reverendissime* CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque & Prince de Munster, & les Serenissimes Ducs de Brunswic-Luneburg,* GEORGE GUILLAUME, & RUDOLPHE AUGUSTE *pour la jonction de leurs Armes, & pour maintenir l'occupation du Duché de Breme, contre la Suede. A Bremer-Vord le 19—29. Août 1676.* 324

16. Octob. *Traité de Paix entre* JEAN *Roi de Pologne, &* MAHOMET IV. *Empereur des Turcs. Fait le 16. d'Octobre 1676.* 327

25. Nov. *Declaration sur le Traité de Marine arresté en l'an 1670. entre* CHARLES II. *Roi d'Espagne, & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *provisionnellement arrestée à Bruxelles le 25. Novembre 1676.* ibid.

23. Dec. *Traité d'Alliance entre Sa Majesté de* DANNEMARC, *& Son Alteste Electorale de* BRANDEBOURG, *contre la Couronne de* SUEDE, *& tous ses Assistans & Alliez. A Coppenhague le 23. Decembre 1676.* 326

1677. *Traité entre les* PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas & le Bassa & Divan d'*ALGER. *Fait audit Alger en 1677.* 327

24. Fevr. *Traité du Commerce entre les Couronnes de* FRANCE *&* ANGLETERRE. *Du vingt-quatriéme jour de Fevrier 1677.* ibid.

8. Mars. *Traité entre Sa Majesté Imperiale* LEOPOLD, *& Son Alteste Electorale de Cologne* MAXIMILIEN HENRI, *par lequel ce Prince accede aux Alliances faites par Sa Majesté Imperiale, contre l'Ennemi commun, avec promesse de s'y comporter en bon & fidelle Electeur. A Nimegue le 8. Mars s. n. anno 1677.* 330

24. Avril. *Fœdus inter* LEOPOLDUM *Romanorum Imperatorem, &* JOANNEM III. *Regem Poloniæ, quo priora Fœdera inter Poloniam atque Austriam inita renovantur, mutuum sibi invicem auxilium perpetuamque Pacis atque Commerciorum culturam pollicentur. Actum in Civitate Viennæ & Arce Regia Varsoviensi die 24. Aprilis 1677. Cum* RATIFICATIONE *Regis Poloniæ, data Varsoviæ anno 1677.* 332

29. Mai. *Traité de Paix & d'Alliance entre* CHARLES II. *Roi de la Grande Bretagne, & quelques Rois & Reines de l'Amerique Septentrionale, Voisins de la Colonie Angloise de la Virginie, savoir la Reine de* PAMUNKEY, *la Reine de* WAONOKE, *le Roi de* HOTTOWAYS *& le Roi de* NANEYMOND, *par lequel ils se reconnoissent tous dependants & tributaires de la Couronne d'Angleterre, avec promesse de lui donner tous les Ans, chacun trois Fléches Indiennes pour marque de leur sujetion. Fait au Camp Anglois de Middle-Plantation le 29. jour de Mai 1677. Avec un* MEMORIAL *de la Solemnité observée dans la Signature de ce Traité, & de l'exclusion de* PERICHTAH *Roi des Appomatuks.* 335

Digitized by Google

ANNO 1677.

14. Juin. *Traité entre* PHILIPPE GUILLAUME *Comte Palatin du Rhin Duc de Neubourg, &* CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque & Prince de Munster, sur certaines Troupes qu'ils doivent fournir à la Couronne d'Espagne en vertu de leurs Traitez. A Werden le 14. Juin 1677.* 337

Sept. *Instrumentum Turcicum Pacis renovatæ & confirmatæ inter* MAHOMETUM IV. *Turcarum Sultanum & Regem ac Rempublicam* POLONIÆ, *quô Podolia & Ukrania Turcis relinquuntur; Munus verò annuum 22. millia aureorum, Portæ Ottomanicæ olim pensitatum ab ipsis Polonis condonatur. Datum in Campo Dauvæ Bassæ in plenitudo Septembris anno 1098.* 338

Dec. *Articles du Traité fait au Mois de Decembre 1677. entre D.* MANUEL DE LIRA *Envoyé Extraordinaire d'Espagne, & Messieurs les Deputez de L. H. P. les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *pour l'Envoy d'une Escadre dans la Mer Mediterranée.* 340

31. Dec. 1677. — 10. Janv. 1678. *Fœdus inter Regem Angliæ* CAROLUM II. *& Præpotentes Ordines Generales* UNITI BELGII, *ad Pacem inter Gallos, Hispanosque, & alios belligerantes promovendam, iis Pactis & Conditionibus, quæ in universum Christiani Orbis commodum cedere possint. Actum Hagæ-Comitum 31. Decembris 1677.— 10. Januarii 1678.* Cum DECLARATIONE *& Dilucidatione Articuli I. ratione Locorum à Gallis Hispaniæ restituendorum, Hagæ-Comitum die & anno eodem. Quam sequitur* ARTICULUS SEPARATUS *in Puncto restitutionis Ducis Lotharingiæ in Ducatum ejusdem nominis. Eodem Dato.* 341

24. Fevr. — 8. Mars. *Alliance faite & conclue entre les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, &* FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg, pour la Defense de leurs Terres, Pais Dominations & Sujets, contre tout injuste Agresseur quel qu'il puisse être; par laquelle, sans rien changer aux Traitez faits à l'occasion de la presente Guerre, ils conviennent des secours qu'ils devront se donner l'un à l'autre dans les cas de necessité. A Cologne sur la Sprée le 26. Fevrier 8. Mars 1678. Avec un* ACTE SEPARE' *par lequel l'Electeur cede & remet à L. H. P. diverses pretentions qu'il avoit jusqu'alors gardées à leur charge. Du même jour & an.* 343

15. Mars. *Pactæ Hereditariæ renovatio, inter* JULES FRANCOIS *Duc de Saxe Lauenbourg d'une part, &* JEAN GEORGE *Prince d'Anhalt pour lui & pour toute la Maison des Princes d'Anhalt d'autre part, portant que les Lignes Masculines de l'une ou de l'autre venant à manquer, la survivante lui succedera en tout ses Domaines. A Vienne le 15. Mars 1678.* 348

26. Juill. *Traité d'Alliance entre* CHARLES II. *Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES. *Fait à la Haye le 26. Juillet 1678.* ibid.

ANNO 1678.

10. Août. *Traité de Paix entre* LOUIS XIV. *Roi de France & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas; portant que chacun demeurera saisi des Pais, Villes, & Places qu'il possede, à la reserve de la Ville de Maestrich, avec la Comté de Vronoff, & les Pais de Fauquemont, Dalhem & Rolleduc, que Sa Majesté T. C. rendra à Leurs Hautes Puissances. Fait à Nimegue le 10. d'Août 1678.* Avec les RATIFICATIONS *& les* PLEINPOUVOIRS *d'une part & d'autre, comme aussi un* ARTICLE SEPARE' *touchant le Prince d'Orange, du même jour 10. d'Août 1678.* S'ensuivent DEUX LETTRES *d'Explication sur l'Article XII. du Traité, concernant la Neutralité promise par les Etats Generaux, & la Guarantie des Obligations où l'Espagne entrera au regard de la Neutralité, du 17. d'Août 1678. La* RATIFICATION *du Roi T. C. sur cette Explication. A Fontainebleau le 7. Septembre 1678.* L'ARTICLE SEPARE' *concernant l'Amnistie pour les Sujets de part & d'autre du 24. Septembre 1678. Et les Ratifications de Sa Majesté & de Leurs Hautes Puissances.* 350

10. Août. *Traité de Commerce & de Navigation entre* LOUIS XIV. *Roi de France, & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, portant une reciproque Liberté de Commerce, pour les Sujets de part & d'autre, & avec les mêmes Franchises, dont jouissent les propres Sujets. Le Roi T. Ch. y promet aussi que le* Droit d'Aubeine *ne sera point exercé en son Royaume sur les Hollandois. Fait à Nimegue le 10. d'Août 1678.* Avec *insertion des* POUVOIRS *de part & d'autre, comme aussi les Formulaires des Lettres de Mer.* S'ensuivent *les* RATIFICATIONS *&* PARTICLE SEPARE', *concernant l'Imposition de cinquante sols par Tonneau que le Roi T. C. se reserve sur les Navires Hollandois, comme sur les autres étrangers. A Nimegue le 10. d'Août 1678.* 357

17. Août. *Induciæ ad tredecim annos prolongatæ, inter Legatos* JOANNIS III. *Regis & Reipublicæ* POLONIÆ, *nec non Magni Ducis* MOSCHOVIÆ. *Actum 17. Augusti anno 1678.* 363

19. Août. *Convention entre les Commissaires du Roi* TRES-CHRETIEN, *ceux du Roi* CATHOLIQUE, *& ceux des Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *pour Cessation d'Armes & des toutes hostilités entre les Armées au Pais-Bas, jusqu'à l'arrivée & l'échange des Ratifications de la Paix. Au Camp de Mons, le 19. d'Août 1678.* Avec *les* APPROBATIONS *& Signatures des Generaux & Commandants en Chef &c.* 364

11. Sept. *Compromit entre les Ambassadeurs de* FRANCE *&* d'ESPAGNE *à la Paix de Nimegue au sujet de quelques difficultés qui auroient pu retarder la conclusion du Traité, & dont ils remettent la Decision à l'Arbitrage des Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES. *Fait à Nimegue le 11. Septembre 1678.* 365

Digitized by Google

ANNO 1678. *Traité de Paix entre* CHARLES II. *Roi d'Espagne &* LOUIS XIV. *Roi de France, par lequel Sa Majesté Très-Chrétienne rendant quelques Villes & Places qui lui avoient été cedées en 1668. retient en échange pour elle & ſes Succeſſeurs à perpetuité, toute la Franche-Comté, Valenciennes, Bouchain, Condé, Cambrai, & Cambrefis, Aire, St. Omer, Ypres avec ſa Châtellenie &c. Fait à Nimegue le 17. Septembre 1678. Avec les* POUVOIRS *&* RATIFICATIONS *de part & d'autre.* 365

17. Sept.

——— *Declaration du Nonce Apoſtolique* BEVILAQUA, *faiſant à Nimegue la fonction de Mediateur, entre les Princes Catholiques. C'eſt en quelque maniere une nouvelle Proteſtation contre la Paix de Munſter, en ce qui regarde les Interêts des Proteſtants. A Nimegue le 20-30. Octobre 1678.* 374

20-30. Octob.

1679. *Accord entre le Reverendiſſime Evêque & Prince de* CONSTANCE *d'une part, & les Seigneurs des Loüables Cantons Helvetiques Poſſeſſeurs du Comté de* BADE, ZURICH, BERNE, LUCERNE, URY, SWITZ, UNDERWALD, ZUG, *&* GLARIS, *d'autre part, touchant la Juriſdiction haute & baſſe de* Keyſerſtuhl *&* Klingnau. *A Bade l'an* 1679. ibid.

——— *Articuli Foederis inter Electores* FERDINANDUM MARIAM *Bavariæ, &* JOANNEM GEORGIUM II. *Saxoniæ, pro reducenda præprimis Pace in Sacro Romano Imperio, defenſione utriuſque Ditionum, nec non averiendis cujuscunque generis, exactionibus, perniciosis Militum transitibus & Hybernis, atque pro veſtabilenda Pace Weſtphalica concluſa. Actum de Anno* 1679. Cum ARTICULUS SECRETUS. *Ubi præterea ſe invicem obligant, de adigendo eos conjunctis Armis ſuis, qui dictæ Pacis obtemperare ſe opponere voluerint, interim tamen apud Suam Cæſaream Majeſtatem ſtare volunt, quatenus Pacem cum Chriſtianiſſimo Rege & cum Corona Sueciæ reintegrare velit, pro quo Sua Majeſtati certis Copiis in auxilium adeſſe offerunt.* 375

——— *Pax Noviomagenſis inter* LEOPOLDUM *Romanorum Imperatorem, ſuo &* IMPERII *nomine, &* LUDOVICUM XIV. *Regem Galliæ pro ſe, & Confœderatis ſuis, Pax Weſtphalica pro firma Baſi & norma utrinque poſita, omnes diſcordiæ componuntur, Philippi-Burgum Cæſari, Fribergum vero Regi cedunitur, Reſtitutio Ducis* LOTHARINGIÆ *certis ſub Conditionibus ſtipulatur, Negotium Ducatus* Bullionenſis *amicabili Compoſitioni remittitur, Nec non omnia quæ per Pacem Monaſterienſem de Cauſa* Monſterratenſi *cauta ſunt confirmantur. Actum Noviomagi die* 5. *Februarii* 1679. Cum DECLARATIONE *Legationis Cæſareæ Inſtrumenti Pacis Legatis Mediatoribus contignata, pro conſervatione Juriſum Imperii in Civitates Decem unitas & Nobilitatem immediatam Alſatiæ. Data* 3. *Februarii* 1679. Et PLENIPOTENTIIS *atque* Ratificationibus *utriuſque Partis, uti & Electorum & Principum Imperii, Nec non incluſionibus nomine Cæſaris includendorum atque deſignatione à Gallia veſtimendorum.* 376

5. Fevr.

Pax Noviomagenſis inter LEOPOLDUM *Romanorum Imperatorem, nomine ſuo &* IMPERII, *&* CAROLUM XI. *Sueciæ Regem, qua Pace Weſtphalica pro Baſi & normâ omnimodo acceptâ, de futuris discordiarum cauſis contingentibus, quantum fieri poſſet, cavetur. Actum Noviomagi die* 5. *Februarii* 1679. Cum DECLARATIONE *Legationis Cæſareæ, circa Articulos tertium & quintum Tractatus, uti & de Telonio Warnemundenſi ac de Juribus Ducum Mecklenburgenſium. Data* 5. *Februarii* 1679. *Sequitur* RATIFICATIO *Sueciæ. Data in Caſtris Sueciæ Linigky die* 3. *Martii* 1679. 389

ANNO 1679. 5. Fevr.

——— *Traité de Paix entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* CHARLES XI. *Roi de Suede d'une part, & les Sereniſſimes Ducs de* BRUNSWICK-LUNEBOURG-ZELL, *&* WOLFFENBUTTEL, *d'autre part, le Roi T. C. y traitant pour lui, & pour Sa Majeſté Suedoiſe, par le Miniſtere du Sr. de Rebenac ſon Envoyé Extraordinaire. A Zell le* 26. *Janv.* 5. *Fevrier* 1679. *Avec les* ARTICLES SEPARÉS, *contenant diverſes Ceſſions & Reſtitutions entre la Couronne de Suede & leſdits Princes, comme auſſi une Somme de* 300. *mille Ecus, que Sa Majeſté T. C. promet de leur faire payer à Hambourg. Fait à Zell le même jour* 26. *Janvier* 5. *Fevrier* 1679. Item *deux* ARTICLES SECRETS *pour ſervir d'Aſſurance & de Garantie auxdits Princes dans leurs Interêts. Du même jour & an.* S'enſuivent *les* PLEINPOUVOIRS *&* RATIFICATIONS. 391

26. Janv. 5. Fevr.

——— *Obligation donnée par le Gouvernour General des* PAYS-BAS ESPAGNOLS *pour le payement des Contributions qui etoient encore dues à la France au tems de la Paix de Nimegue, avec ſoumiſſion à toute Execution Militaire en cas de non-payement. Fait à Bruxelles le* 17. *Fevrier* 1679. 396

17. Fevr.

——— *Declaration du Roi de France* LOUIS XIV. *en execution des Articles* XXI. XXII. XXIII. *du Traité d'*ESPAGNE, *&* V. *Article du Traité d'*HOLLANDE. *Donnée à St. Germain en Laye le* 27. *Fevrier.* 397

27. Fevr.

——— *Traité fait du conſentement du Très-Puiſſant Empereur de* FRANCE, *Entre les tres-illuſtres Bachas Divan & Milice d'*ALGER, *& le Sieur* Denis Dalgué, *pour le retabliſſement du Negoce & Pêche de Corail. Du onziéme Mars* 1679. ibid.

11. Mars.

——— *Declaratio* LUDOVICI XIV. *Galliæ Regis de Incluſione Electoris* BAVARIÆ *in Tractatu Pacis Noviomagenſis die* 5. *Februarii cum Romanorum Imperatore concluſa, perinde ac ſi expreſſe in eo nominatus fuiſſet. Datum ad S. Germanum ad Leyam die* 12. *Aprilis* 1679. 398

12. Avril.

——— *Traité de Paix entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* FERDINAND *Enſuite Prince de Munſter & de Paderborn, dans lequel le Traité de Paix fait & ſtyé le même jour entre Sa Majeſté Suedoiſe, & ledit*

29. Mars.

Digitized by Google

ANNO 1679. ledit Prince Evêque eſt rappellé & ceuſé compris; de même que l'Article cinquiéme du Traité de Paix fait le 5. Fevr. entre Sa Majeſté Imperiale & Sa Majeſté T. C. ledit Prince Evêque promettant au ſurplus de rentrer dans la Neutralité à l'égard de la Guerre du Nord. A Nimegue le 20. Mars 1679. Avec les PLEINPOUVOIRS & les RATIFICATIONS de part & d'autre. 399

19—29. Mars. Pax inter CAROLUM XI. Regem Sueciæ, & FERDINANDUM Epiſcopum Monaſterienſem, & Paderbornenſem; Quâ Principes Epiſcopus obſtringitur Regi præſato loca omnia munita vel non munita in Ducatibus Bremenſi & Verdenſi, armis ſuis occupata, reſtituere; Rex vero centum millia Talerorum tanquam impenſarum compenſationem ei ſolvere promittit; Uterque Articulo quarto Pacis Cæſareo-Sueciæ, die 5. Februarii ſanctæ, omnimodo ſatisfacere polliceatur; Actum Noviomagi 19—29. Martii 1679. Cum RATIFICATIONIBUS non ſolum Regis Sueciæ & Principis Epiſcopi, ſed etiam Capituli Cathedralis Monaſterienſis. 401

21—31. Mars. Articles & Conditions de ſuſpenſion d'Armes entre Sa Majeſté Très-Chreſtienne LOUIS XIV. Roi de France, & CHARLES XI. Roi de Suede d'une part, & le Roi de DANEMARC & l'Electeur de BRANDEBOURG d'autre part; Conclus & ſignez à Nimegue le 31. Mars 1679. 403

30. Avril. Traité de Paix & de Commerce entre les Très-Hauts, & Très-Puiſſants Seigneurs les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas, & le Très-Excellent & Très-Illuſtre Prince d'ORANGE d'une part; & les Très-Illuſtres Seigneurs, ISMAEL BACHA HADGI MAHOMET, Dai, Baba Haſſan, Gouverneur Aga, le reſte de la Victorieuſe Milice, les grans & les petits de la Ville & du Royaume d'ALGER, d'autre part, par les ſoins & l'entremiſe des Sieurs Thomas Hees & Jacob de Pree, Commiſſaires desdits Etats Generaux. Fait le 30. Avril 1679. 404

3. Mai. Articles ſignez entre les Ambaſſadeurs de FRANCE & celui de BRANDEBOURG, par leſquels Weſel & Lipſtad ſont remis aux Troupes de Sa Majeſté LOUIS XIV. Roi de France; Avec Prolongation de l'Armiſtice pour le tems de 15. jours. Fait à Zanten le 3. Mai 1679. 406

25. Avril. 5. Mai. Declaration des Ambaſſadeurs de France pour la Prolongation de l'Armiſtice avec le Roi de DANNEMARC pendant quinze jours. A Nimegue le 5. Mai 1679. Avec une autre ſemblable DECLARATION, de l'Ambaſſadeur de Sa Majeſté Daniſe. A Nimegue le 25. Avril—5. Mai 1679. ibid.

29. Avril. 9. Mai. Lettres d'Hommage par leſquelles les Officiers de la Baſſe-Heſſe reconnoiſſent CHARLES Land-Grave de Heſſe-Caſſel pour leur Seigneur Territorial, & lui promettent toute obeïſſance & fidelité. A Caſſel le 29. Avril—9. Mai 1679. 407

16. Mai. Acte conclu entre les Ambaſſadeurs de FRANCE & BRANDEBOURG pour faire ceſſer les hoſtilités en Amerique. A Nimegue le 16. Mai 1679. ibid.

ANNO 16-9.

16. Juin. Traité pour l'Aſſemblée de Landen entre le Roi de SUEDE, & le Roi de DANEMARC. Fait à Landen le 16. Juin 1679. 408

29. Juin. Traité de Paix entre LOUIS XIV. Roi de France, & CHARLES XI. Roi de Suede, d'une part, & FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg, d'autre part, Sa Majeſté T. C. aſſiſtant & faiſant non ſeulement pour elle, mais auſſi pour ſon Allié le Roi de Suede. A St. Germain en Laye le 29. Juin 1679. Avec les PLEINPOUVOIRS & les RATIFICATIONS de Sa Majeſté Très-Chrétienne & de Son Alteſſe Electorale, comme auſſi un ARTICLE SEPARE' concernant l'aſſiſtance promiſe par le Roi T. C. aux Princes de la Maiſon de Brunswick-Luneburg en certains Interêts, contraires à ceux de Son Alteſſe Electorale. A St. Germain en Laye le même jour 29. Juin 1679. ibid.

17. Juill. Traité pour l'Execution de la Paix entre le Sereniſſime & Très-Puiſſant Prince LEOPOLD Empereur des Romains, & le Sereniſſime & Très-Puiſſant Prince LOUIS XIV. Très-Chrétien Roi de France & de de Navarre. Fait à Nimegue le 17. Juillet 1679. 412

6—16. Août. Lettre de Monſr. JENKINS Mediateur Anglois, écrite aux Ambaſſadeurs de Sa Majeſté Imperiale au ſujet du retabliſſement de la Paix entre l'ESPAGNE & la SUEDE, en leur envoyant un Projet ulterieur de Declaration pour être accepté & publié de part & d'autre à certain jour. Avec un CERTIFICAT des Ambaſſadeurs de S. M. Imperiale, ſur la Copie de cette Lettre communiquée par eux aux Ambaſſadeurs d'Eſpagne; mais dont l'Original reſtoit entre leurs mains. 414

16. Août. Proteſtatio nomine CAROLI HOLLANDI DE TREMOLLIA, Principis Tarenti ac Talemundi, apud D. Nuntium Mediatorem BEVILAQUA facta, de reſervato ſibi & Domui Tremolliana jure competenti in Regnum Neapolitanum, Noviomagi die 16. Auguſti 1679. 416

30. Août. Contract de Mariage, de CHARLES II. Roi d'Eſpagne, avec la Princeſſe MARIE LOUISE, Fille du Prince PHILIPPE, Fils de France, Frere Unique de LOUIS XIV. Roi de France, Duc d'Orleans. Fait à Fontainebleau le 30. Août 1679. 417

2. Sept. Armiſtice conclu entre les Rois de SUEDE & de DANNEMARC pour durer juſqu'à l'execution de la Paix, on y convient non ſeulement d'une Ceſſation de toutes hoſtilités, mais auſſi de la Liberté du Commerce à commencer le 10. Septembre; avec permiſſion aux Garniſons des Places fortes de ſe pourvoir, en payant, des Vivres qui leur ſeront neceſſaires. Le Roi de Suede s'y oblige auſſi à faire payer au Roi de Dannemarc 2400. Ecus par Mois juqu'à l'entiere évacuation des Places, & cela pour & à cauſe des Contributions qu'il tire de la Scanie. A Landen le 30. Août 1679. 418

Pax inter LUDOVICUM XIV. Franciæ

ANNO 1679.

cie & Novarræ Regem suo & CAROLI XI Sueciæ Regis nomine agentem ab una, & CHRISTIANUM V. Daniæ Regem ab altera partibus; Qua Pacificationes Roschildienſis, Hafnienſis, & Weſtphalica pro fundamento hujus admittuntur; Ablata duriante hoc Bello omnia inter Reges Daniæ ſcilicet & Sueciæ utrinque reſtituuntur; Controverſiæ verò inter eosdem circa Immunitates Navibus Succicis in Oreſunda, & Fisto Baltico conceſſas, ortæ remittuntur ad proximam Compoſitionem amicabiliter inſtituendam. Actum Fontibellaqui die 2. Septembris 1679. Cum ARTICULO SEPARATO *de præcenſionibus, quas Rex Daniæ contra Duces Brunsvicenſes obtentas habet, amicè per interventionem Chriſtianiſſimi Regis componendis. Actum die 4. Septembris 1679.* Nec non TRACTATU *peculiari de Reſtitutione Ducis Holſato-Gottorpienſis intrà duarum ſeptimanarum ſpatium. Actum die 2. Septembris 1679.* Accedunt PLENIPOTENTIA & RATIFICATIONES *utriuſque partis.* 419

27. Sept. *Accord entre les Princes d'Anhalt* JEAN GEORGE, VICTOR AMEDEE, & GUILLAUME *tant pour eux, que comme Tuteurs du Prince* EMANUEL LEBRECHT *d'une part, & CHARLES GUILLAUME, tant pour lui que pour les Princes ſes freres* ANTHOINE GUNTHER, JEAN ADOLPHE, & JEAN LOUIS, *d'autre part; ſur les differents ſurvenus entr'eux au ſujet de la Religion & des Revenus Eccleſiaſtiques. A Zerbſt le 27. Septembre 1679.* Avec la GARANTIE *de l'Electeur de* BRANDEBOURG *ſur cet Accord. A Potsdam le 5. Avril 1680.* 422

26. Sept. *Traité de Paix entre* CHARLES XI. *Roi de* SUEDE & CHRESTIEN V. *Roi de* DANEMARC. *Fait à Lunden en Scanie le 26. Septembre 1679.* 425

7. Octob. *Traité d'Alliance defenſive entre* CHARLES XI. *Roi de Suede &* CHRESTIEN V. *Roi de Dannemarc. Fait à Lund en Scanie le 7. Octobre 1679.* 431

2—12. Octob. *Traité de Paix entre* CHARLES XI. *Roi de* SUEDE, & ſes PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas. Fait à Nimegue le 12. Octobre 1679.* 432

Traité de Paix entre JEAN SOBIESKI *Roi de Pologne, &* MAHOMET IV. *Fait en l'année 1679.* 435

Traité de Commerce & de Marine entre CHARLES XI. *Roi de Suede & les* PROVINCES UNIES *des Pais-Bas. Fait à Nimegue le 12. Octobre 1679.* 437

1. Nov. *Traité Proviſionel entre* CHRESTIEN V. *Roi de Dannemarc, & la Ville de* HAMBOURG *Fait à Peinneberg le 1. Novembre 1679.* 443

15. Nov. *Traité d'Alliance & d'Amitié entre* LOUIS XIV. *Roi de France, & Monſieur l'Electeur de* SAXE. *Fait à St. Germain en Laye le 15. Novembre 1679.* 445

11—22. Dec. *Recès conclu entre les trois Cercles de l'Empire unis au ſujet de la Monnoye,* FRANCONIE, BAVIERE, & SUABE, *par lequel ils conviennent de la Reforme de diverſes méchantes eſpéces, & de la forme du poids & du Titre de quelques autres qu'on doit introduire. A Nuremberg le 12—22. Decembre 1679.* Avec l'EDICT *publié par lesdits Cercles, en execution du même Recès. A Nuremberg ledit jour 12—22. Decembre 1679.* 445

30. Dec. *Contract de Mariage, de* LOUIS DAUPHIN *de France, avec la Princeſſe Electorale de* BAVIERE. *Fait & paſſé à Munich le 30. Decembre 1679.* 449

ANNO 1679.

FIN DE LA TABLE DE LA I. PARTIE DU TOME VII.

CORPS

CORPS DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
OU
RECUEIL
DES
TRAITÉS D'ALLIANCE,
DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe, depuis CHARLEMAGNE jusques à préſent.

I.

ANNO 1667. 14. Janv. Receß, welcher zwiſchen Pfalß-Graf Adolph Johann zu Zweybrücken/ und Grafſen Pöllnitzen zu Leiningen/ wegen Beylaſſung der Grafſchafft Rixingen und Herrſchafft Mörsberg getroffen werden. Geſchehen Bergzabern den 14. Januar. 1667. [LONDORPII, *Acta publica* Tom. IX. pag. 631. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans Gräflich Leiningiſche Widerlegung der von Pfalß-Graff Adolph Johann publicirten beantwortung/ den überfall des Schloſſes und Fleckens Oberbronn belangend; inter Docum. ſub Lit. A. in Append. Diarii Europ. Contin. XIX. & dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Ablatz I. pag. 726.]

C'eſt-à-dire,

Recès entre ADOLPHE JEAN *Duc des* DEUX-PONTS, *&* PHILIPPE *Comte de* LINANGE *pour la Vente du Comté de* Rixingen, *& de la Seigneurie de* Moersberg. *A Saverne en Alſace le* 14. *Janvier* 1667.

ANNO 1667.

Kund und zu wiſſen ſey hiemit/ daß heut zu Endbenannten dato zwiſchen den Durchleuchtigſten Fürſten und Herrn/ Herrn Adolph Johann/ Pfaltzgrafen der Rhein/ zu Bayern/ zu Gülch/ Cleve und Berg Hertzogen/ Grafen zu Veldentz/ Spanheim/ zu der Marck und Ravenſpurg/ Herrn zu Ravenſtein/ ꝛc. an einem; So dann den Hochgebornten Grafen und Herrn/ Herrn Philipſen/ Grafen zu Leiningen und Rixingen/ Herrn zu Weſterburg/ Schawnburg/ Forbach und Mörsberg/ deß Hoch. Röm. Reichs Semper-Freyen/ ꝛc. andern theils/ ein auffgerichtet/ redlicher Kauff geſchloſſen worden/ nemlich über die vom Bißthum Meß lehenrührige/ ſonſten aber dem H. R. Reich immittelbar unterworffene Grafſchafft Rixingen und Herrſchafft Mörsberg/ welche benebenſt allen zuehörungen/ Schlöſſern/ Dörffern/ Flecken/ Dörffern/ Unterthanen/ hoh- und niderer Gerichtbarkeit/ Zöllen/ Wäldern/ Renthen/ und Gefällen/ geſetzt und angeſchlagt/ nichts davon außgenommen/ wer höchſtgedachter J. Fürſtl. Durchl. altes Hochermeldten Herr Graf Philipps zu Leiningen/ ꝛc. muntzbare eigenthümlich und wie derſelbe beſeſſene güter/ und Herrſchafft ſelbſten beſeſſen und eingehabt/ übergeben/ und iſt ſolcher Kauff geſchehen vor und umb Einhundert ein und zwantzig tauſend und Fünffhundert Reichsthaler/ guter gangbarer Reichs-Müntz/ alſo und dergeſtalt/ daß mehr höchſtgemeldter ſeiner Fürſtl. Durchl. gleich den negſtkünfftigen Einnehmung der Poſſeſſion/ welche ehiſter Zahlung erfolgen ſolle/ zur Anzahl entweder zu Oberbronn oder Rixingen/ vierhundert Reichsthaler/ ſo dann in der nechſtkünfftigen Francfurter Oſtermeß Pfarr und wechſel tauſend und Fünffhundert Reichsthaler. Item in der Oſtermeß deß nechſten ſechßhundert achte und ſechtzigſten Jahrs/ Zwantzig tauſend Reichsthaler. Ferner um gleichmäßig beſtimmte Zeit deß ſechßzehen hundert neun und ſechtzigſten Jahrs/ und dann endlich in der Oſtermeß 1670.

Digitized by Google

ANNO 1667. die letzte Summa von zwantzig tausend Reichsthaler bezahlen sollen.

Es übergeben und cediren auch seine Hochfürstl. Durchl. deß Herrn Grafen zu Lein. Hr. Gesandt. Gr. zugleich in diesem Kauff unterschriebene an die Cron Frankreich habende ansehnliche Gnadenverschreibungen/gestalten den hierüber-und-Abstattung der ersten 12000 Reichsthaler/ alsobald in 30 Tag nechsterwehnungen und Originalia zu Oberdrom sollen aufgehändiget werden/ dagegen J. Hochfürstl. Durchl. auch eine absonderliche cession (welche ebenmäßig zu dem selbst beliebten gestellet ist) zu geben vermöget. Man verspricht sich hierneben an H. Graf. Leining. Seiten alle Rebellichen Exceptionen, wie die Namen haben mögen/ sonderlich enormissimæ læsionis, verspricht hingegen gewöhnlicher und in Rechten zugelassene evictionen und Weiterschutz.

Endlich ist von beyden Theilen abgeredet und bedungen worden/ daß weilen wegen Enge der Zeit pro final dem förmlichen Kauffbrieff können verfertiget werden/ dieser gleich wohl solche/ der wirklich respective Abtretung und Gewährschung dicke angezogter Grafschaft Rixingen und Herrschafft Mörsberg auffgerichtet/ und in demselben alle zum völligen Clausulen excerniret werden sollen; Unterdessen dieser nur generaliter abgefaste Recess zu beyder Theilen beser Versicherung und steiffer Haltung deß geschlossenen und unabtrüglichen Kaufs in duplo aufgefertiget/ auch so wol von offt hochgedachter J. D. D. Hochermeldten Herrn Graf Philipsen Herrn Sohn dem gleich Hochgebornen Grafen und Herrn/ Herrn Ludwig Eberharden Grafen zu Leining, und Rixingen/ Herrn zu Westerburg/ Schaumburg/ Forbach und Mörsperg/ deß H. Röm. Reichs semper-freyen/ auch Röm. Kais. Maj. Rath/ und dero hochpreßl. Cammergerichts zu Speyer Praesidenten, vermög deß extradirten Gewalts unterschrieben und gesiegelt worden/ so geschehen Spanheim den 14. Januar. deß zwölffhundert 1667sten Jahrs.

(L. S.) Adolph Johann Pfaltzgraf.
(L. S.) Ludwig Eberhard Graf zu Lein. und R.

Obligatio Reciproca, so Pfaltzgraf Adolph zu Zweybrucken/an Graf Philips zu Leiningen wegen der von diesem cessirten Grafschafft Rixingen und Herrschafft Mörsberg ausgestellt. Geben den 14. Febr. 1667. [LONDORPII *Acta publica* Tom. IX. pag. 683; d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans Gräffisch Leiningische Widersetzung sub Lit. D in Appendice Diarii Europ. Continuat. XIX pag. 26. & dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Ablatz I. pag. 730.]

C'est-à-dire,

*Obligation reciproque d'*ADOLPHE JEAN *Duc des Deux-Ponts à* PHILIPPE *Comte de Linange sur l'Achat du Comté de* Rixingen, *& de la Seigneurie de* Moersberg. *Donnée le* 14. *Février* 1667.

ANNO 1667.

Ich Johann Adolph Pfaltzgraf bey Rhein/ auch Bayern/ zu Gülich/ Cleve und Berg Hertzog/ Graf zu Veldentz/ Sponheim/ Mark/ Ravensperg und Sarwerden/ Herr zu Lautern/ und Obenstein/ &c. Bekenne und thun kund und fürmit/ gegen jedermänniglichen/ mit diesem Brieffe; Demnach wir ehmaligthun von dem Hochwohlgebornen unserm Fr. lieben Bruder/ Philipsen Grafen zu Leiningen und Rixingen/ Herrn zu Westerburg/ Schaumburg/ Forbach und Mörsperg/ deß H. Röm. Reichs Semper-freyen/ etwan die von dem Hochlöblichen Hauß Churpfältzische Grafschafft Rixingen und Herrschafft Mörsberg/ mit allen ihren Appertinentien und anhängenden Recht und Gerechtigkeit/ wie Ihre Hochgeliebtschaft dieselbe vorhin lieber Vetter und Sohn Pfaltzgrafen Friderichen seligen/ und also fort von Kurpfaltzgen. mündigen und unsern/ oder von Kurpfaltzgen. wegen haben und innen gehabt/ erblich kauffs eigen/ und dessen auch in gutlichen Kauffs an uns erkaufft/ und darüber ein richtig Kauffbrieff/ de dato Heydelberg den 14. Decembris/ Anno 1666. über Fünffhundert ein und zwantzig Tausend Fünffhundert Reichsthaler/ den Kaufschatz in underthalb Gulden oder 90. Creutzer gerechnet auf drey Jahren/ Terminn und Fristen/ Meldung gethan/ und dessen Brieff/ Inhalts/ mehrers ersehen kann/ Wir aber/ nach reiffer Erwegung/ daß uns solche Summa/ so wir darauff oft Hochgemeldten Herrn Verkauffer das Jus hypothecæ generalis & specialis auff bemeldter Grafschafft Rixingen und Herrschafft Mörsberg/ Crafft dessen sie sich deß auf den letzten Heller darum zu halten/ hiemit eingeraumt/ und reservirt haben/ also und dergestalt/ daß uns Ihre Liebden/ die unverschen retardirter exolution und verzüglichem richtigen Bezahlung/ obgen. Herrn Verkauffer/ deß selben Erben/ Gewalt-Haben und Nachkommen/ freye Recht und Gewalt gegeben seyn solle/ Ihre Unterpfand die Grafschafft Rixingen und Herrschafft Mörsperg/ ohne unsern Verdruß ab executione non esse incipiendum, durch executions-Mittel/ mit oder ohne Recht/ anzugreiffen/ und damit als ihrem wahren verhafften unterpfand zuverfahren/ so lange und vielvolt der Herr Verkauffer/ oder seine Erben und Inhaber dieses Brieffs allenge deß Kauffhandlungs und Zahlung verursachten Kosten und schaden wol vergnügt und bezahlt seynd. Getreulich und ohne Gefährde. Dessen alles zu wahrer Urkund/ Sest- und Bestättigung/ haben wir Hertzog Adolph Johann/ als künfftiger Pfaltzgraf bey Rhein/ den erkauften Grafschafft Rixingen und Mörsberg diese obligationem reciprocam an statt einer assecuration, deren wir pactisirtem executionem hiemit tribuiren, mit eigenen Händen unterschrieben/ und mit Unsern angebornen fürgetruckten Fürstl. Secret confirmiren und bestättiget. So gegeben und geschehen den 14. Tag Monats Febr. im Jahr nach Christi Geburt 1667.

(L. S.)

Recess, welcher zwischen Pfaltzgraff Adolph Johann zu Zweybrücken und dem Grafen Philips von Leiningen wegen der Grafschafft Rixingen und Herrschafft Mörsberg unterwicht aufgerichtet worden. Geschehen Straßburg den 22. Junij 1667. [LONDORPII *Acta publica* Tom. IX. pag. 684. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans Gräffisch Leiningische Widersetzung sub Lit. D. in Appendice Diarii Europ. Continuat. XIX. pag. 27. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Ablatz I. pag. 731.]

C'est-à-dire,

Recès ultérieur conclu entre ADOLPHE JEAN *Duc des Deux-Ponts, &* PHILIPPE *Comte de Linange, au sujet de la Comté de* Rixingen, *& de la Seigneurie de* Moersberg. *A Strasbourg le* 22. *Juin* 1667.

Zwischen den hoch- und wohlgebornen/ Unsern lieben Vettern und Freunden/ Herrn Johann Adolph Johann/ Pfaltzgrafen bey Rhein/ zu Bayern/ zu Gülich/ Cleve und Berg Hertzogen/ Grafen zu Veldentz und Sponheim/ der Marck/ Ravensperg und Sarwerden/ Herrn zu Lautern und Obenstein/ einem; Und dann zu Zeit obbemelten Grafen und Herrn Herrn Philipsen/ Grafen zu Leiningen/ Herrn zu Westerburg/ Schaumburg und Arckfort/ deß H. Röm. Reichs Semper-freyen/ Röm. Kayserl. Maj. Rath/ & Andern Theils am verwichenen 1. Jahr/ dieses laufenden Jahrs über die Grafschafft Rixingen und Herrschafft Mörsberg/ handlung allen dargo geschrebt/ ein ausführlicher und richtiger Kauff auch selben worden/ per und mit einbinden ein und pramia kaufhalb und hinführender Kauffschreiben/ und dieser Behandlung/ daß ein Hochlöblicher Fürstl. Durchl. bey einhandlung der Pralation in vorberührten Graf- und Herrschafften absolutum meistphasenden Reichsschatzes/ anfolgender der letzter/ Frankfurter Ostermeß nemlich und zwantzig tausend und fünffhundert/ und endlichen in den dreyen nechstfolgenden Ostermessen/ jedesmahl zwantzig tausend Reichsthaler/ und damit die gantze Summa abhalten und zahlen soll/ wie ein solches auch in den ersten Recess klärlich zu ersehen.

Alldieweil aber seine Hochfürstl. Durchl. nachhandels der Verfertigung deß ordentlichen Kauffbriefes darüber gehabte conditionen dergestalt geändert/ und nach erfolgter Wiedlung der ersten zwölff/ tausend Reichsthaler nicht nur in Specieden vier und fünffzig tausend achthundert vier und dreissig Reichsthaler ausmachen/ sondern auch den drey Herrn Verkäuffern in termino Dec. Durchl. ebenmässig Reichsthaler und den der Universitet Giessen drey und fünffzig tausend Gulden Rhenisch/ Währung zukommen/ als hat mehr alle ehemalten Reichsthaler in gold verbrieflich/ deren Erklärung gegen die Ostermeß Fünffzehn Jahrs bedacht worden/ zu machen so wol Ihro Hochf. Durchl. in ansehung als eingehabte Universitet Giessen auff die obige Abkürzung gar angerathen/ zu nehmen offerirt abermahlen/ Als haben der Herr Landgraff Hesse Darmstadt. als dem Herrn Verkäuffer sich auf das neue dahin verglichen/ daß seine Hochf. Gnaden/ von denen Schwedischen Gülden vier und fünffzig tausend acht hundert vier und dreissig Reichsthaler/ beede Posten einrechnen sollen/ dagegen sie versprechen/ die mehrbedeute Gülde 32000. fl. benebenst 3600. fl. als ein Jahrs pension, nicht weniger die übri-

ge

Anno 1667.

gr 20000. Reichsthaler als die letzte Summ bey Lauffelligung in der Frannfurter Herbſtmeß / oder im Herbſt 1670. jetzo Jahrs baar zur unſhun / ſo ferne der Herr Verkäuffer alsdann nur einen fürnehmen ſichern vergnügen kan / daß Ihro Durchl. von Darmſtatt / wegen der Universitet Giessen contentirt / und zu frieden geſtellet ſeyn. Falls aber dieſelbe zu ermeldtemer Zeit entweder nur einen Theil / oder gar nichts an dem gantze gelt / ſondern nur die 2600. fl. pension entrichten würden / ſo verbindlicher worden / daß die Summa / ſo dahinan unbezahlet bliebe / ſo fort mit 10. pro cento jährlich verzinſet werde / und ersagten die Graffſchaft Nixnagen und Herrſchaft Mörsberg auff die nach geſtirnde Summ verhypothecirten Zins und verbleiben ſolle / bis ſo lang und viel der gantze Lauffſchilling und beſtere Mittel beyahlet.

Dannach aber haben ſich Ihr Hoch-Gräfl. Gnad. vorbehalten wollen / daß wann ſie nach Verfliſſung bey 1683. Jahrs J. Hochfürſtl. Durchl. ein halb Jahr vorher anzeigten / daß ſie einige Gelder von nöthen hätten / deſſelbe ſich auch nicht entgegen ſeyn laſſen würden nach vorgehetem halben Jahr ſeiner Hoch-Gräfl. Gnad. eine Summ von 10. oder 12000. Reichsthaler auf Abſchlag deß Lauffſchillings zu erlegen und zuvolaſſen: Dagegen haben ihro Hoch-Gräfliche Gnad. der Herr Verkäuffer versprochen / J. H. Durchl. als Herrn Lauffer Vorum & Seſſionem in Imperio, ſo wie es Ihro ratione der Graffſchaft Nixnagen vermahl und inhalt gehabt / angetretten / und zwiſchen den contrahenten / wie ſie dann gnädig ein abſonderlich Schreiben nacher Regenſpurg an den Gräflichen Wetterauiſchen Syndicum deßwegen haben abfertigen laſſen / und übrigens ſein Fürſt. Durchl. von aller Anſprach wegen der gebrochenen Reichsbelehnung Ihr. Hrl. D. in konftigen zuvlegen verſprochen / wie auch / was deß Herrn Landgrafen von Darmſtatt Fürſtl. Durchl. wegen der Universitet Giessen zuſtehet zu wahren / zu guarantiren. Deſſen zu urkund und mehrer Verſicherung iſt dieſer Recels, ſo zwei von deß Herrn Käuffers Hrl. D. als an ſtatt deß Herrn Verkäuffers von ſeiner Hr. Gnad. Herrn Sohn / den auch Hochgebornen Grafen und Herrn / Herrn Ludwig Eberharden / Grafen zu Leiningen / Herrn zu Westerburg / Schaumburg und Forbach deß H. R. Reichs Semper-Freyen / Kön. Cauſ. Mai. Rath / und deß Hochlöbl. Cammergerichts zu Speyer Praſidenten eigenhändig unterſchrieben und geſiegelt / auch in duplo außgefertiget / und jedem Theil ein Exemplar zugeſtellet worden: So geſchehen Straßburg den 22. Junii An. 1667.

Adolph Johann Pfaltzgraf.
(L. S.)

Ludwig Eberhard Graf zu Leiningen.
(L. S.)

Kauffbrief / ſo Herr Philips / Graff zu Leiningen Pfaltz-Graf Adolph Johann zu Zweybrücken über die Graffſchafft Nixnagen und Herrſchafft Morsberg ausgeſtellt. Geben Oberdrenn den 4. Febr. 1667. [Londorpii Acta publica Tom IX. pag. 687. d'où l'on a tiré cette Piece, qui ſe trouve auſſi dans Gräflich leiningiſche Widerlegung ſub Lit B. pag. 20. in Appendice Diarii Europ. Lunigs, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Abth. IV. Abſatz I. pag. 727.]

C'eſt-à-dire,

Contract par lequel Philippe *Comte de Linange vend le Comté de* Rixingen, *& la Seigneurie de* Moersberg, *à* Adolphe Jean *Duc des Deux-Ponts. A Oberbrun le 4. Fevrier* 1667.

WIr Philips / Graf zu Leiningen und Rixingen / Herr zu Westerburg / Schaumburg / Forbach und Mörsperg / deß H. R. Reichs / ſemper-Freyen / Kem. Cauſ. Mai. Rath. Bekennen und thun kund Männiglichen hiemit und in Kraft dieſes Briefs / daß wir vor uns / all unſere Erben / Lehens-Erben und Nachkommen / mit freyem Willen und Bollen / wolbedachtem Muth / gutten vorgehalten Nach und Gutraten und Consens unſerer Anchörigen und Agnaten / unſern merklichen und ſchuldbaren Nutzen dadurch unſerfordern / daßen unſerm Schaden vorzukommen und zu wehren / ſonder Argliſt oder Gefährde / hertzogen / verſtifften oder hinter-gangen / einig ſtrigen / anfechten oder mehrberührtmſeren Kauffs verkauffe und zu kauffen gehen haben / geben auch zu kauffen in alter beſtändigker und kräfftiger Form / Weiß und Geſtalt / wie ein jemmer wehrender Erb-kauff in Gutt- und Zuſtlichen Gerechten Rechten und Gewohnheiten beſchehen / Krafft / Macht und Beſtand hat / haben ſoll / oder beſſehen werden mag / den Durchlauchtigen Fürſten und Herrn / Herrn Adolph Johann / Pfaltzgr. den Rhein / in Bayern / zu Gülich / Cleu und Bergen Hertzogen / Grafen zu Veldenz und Spanh. der Marck und Raveuſpurg / Herrn zu Ravenſteyn u. unſern andtädigſten Fürſten und Herrn / ſeiner Hochfl. Durchl. Erben / Lehens-Erben und Nachkommen / unſere gantz gravitätigſt Nixnagen / und Herrſchaft Mörsberg / als nemlich unſer Schantzung / Schloß und Statt zu Nixnagen / und benanthargt gehörigen Gütern / auch allen andern Zugehörn / zu Neuen Schürenhaus / Wachern / Eibringen / Bolckringen / Bleich / Mörsberg / mit allen Zugehörungen / Rechten und Gerechtigkeiten / Wasſerſtrom / Grieß-waſſer / Zwinger und Bännigen Bann / Bottenbroff und einige leibeigene Unterthanen in der Herrſchafft Zunſtingen. Wie auch alle hohe und niedere Gerechtigkeiten auf dem Closter Rentingen / auch Hahn / Weyerern / Landen / Lemm / Wammer / Gaſtenſelbern / Hagen / Bleiberg / Wadern / Büſſen / Wadlen / Wagerslauyern / Aeckern / Bierſen / Gärten / Werden / Berdshauſen / Zwingen / Wamen / Frenel / Bethen / Hem / Ungelden / Zöllen / Zinſen / Gefällen / Gilten / Zehenden / Korn / Weitzen / Habern / und andern Früchten / Wein / Gülten / Gänſen / Capaun / Hünern / Hahnen / Mühlſtehmenen / hoch- und nieder-Obrigkeiten / Gebotten / Verbotten / Hanpt allen andern pertinentien und Zugehörungen / Inn- und Außgängen / in Waſſern / auff dem Land / ob und unter der Erden / auch alle leibeigene / Widerlauf und Widerfällen / Kohren / Hörigungen / Pfleßpflegen / Aechtungen und Verbrüngen / Gerechtigkeit / Kirchen-Sitz / und was ſonſten darzu gehören mochte / benandt und abgehandt / gelaſſen und unabſonderlich ganz und gar nichts davon / wie auch hiebey Namen haben möchte und zu obberührter Graffſchafft und Herrſchafft gehörig iſt) aufgenommen oder abgeſchrieben / wie wir dieſelbe bis dato innen gehabt / beſſeſſen / genutzt / und gebraucht / oder jetzo nun haben / beſitzen / nutzen / genießen und gebrauchen ſollen und mögen / in keinen Weg ſonſten beſchweret / ausgenohmen der beſtendt Gelt-wechsel / quatt frey und ledig. Gestalten wir vor allen Dingen von den empfangenen Lauffſchilling auff und ihr darauß haffenden Schulden abgetragen und verrichtet / Nachdem denne endtlich und überhaſſen wir auch hochſtbedachten Herrn Lauffers Fürſtl. Durchl. mit in diesen Lauff die an der Cron Frankreich habende pretentiones und darüber eingenahter in Handen habende Obligationes.

Und iſt alſo ſolcher Lauff zugangen und beſchehen vor und um einhundert ein und zwantzig Tauſend Rinniſchguld in Gold / jeden zu anderthalb Gülden Rheiniſch. Abjehrung / und den Gülden zu fünffzehen Batzen oder ſechzig Creutzer gerahten / oder deſſen fuß und Tart nach / außzühlen oder andern guten contenamment / aller Orten / gültigen / ohnverdächtigen Reichs- und Silber-Sorten / wie ſolche diese jetzige Contracts Zeit eingenommen und außgeben werden / darvon uns bereits vollſtändig Reichsthaler baar erlegt sind / wegen der übrigen Summ aber ist obbenannten und verabſchieder worden / daß J. F. D. von dem erſten Zeit / ſo auff Ostern dieſes Jahrs folgende / jährlichen der Universitet Giessen / nur 12000. fl. ſo ferne nach Innhalt des derſelben getroffenen Accords, dieſer Graf- und Herrſchafft Nixnagen und Mörsberg halben / an uns zu verdern / wie auch J. D. dem Hern Hertzog in konftigen / wegen der jüngſt zu Wiesenſtein / ohnlängſt gehabter Herbſt-Lauff Mörsberg / uns verglichenen 10000. Reichsthalern contentiren, und damit über dieſes / uns 14834. Reichsthaler / ſo ſind zuſammen auff neun und neuntzig tauſend / und fünffhundert Reichsthaler beſtendig / zuligenten und deßhalben laſſen ſollen. Die übrige annoch an Fest verbliebende 10000. Reichsthaler ſollen über ein Jahr / auf eben ſolche beſtimte Zeit / vollends bezahlt und gut gemacht werden.

Sachen hierauff vor uns / unſere Erbnehmen / oder Erben J. D. und derer Erben / derſelben zu guten Gnügen geliefert und in unſern Nutzen verwendet 12000. Reichsthaler wegen / gantz ledig und loß. Haben auch hierauff nicht hochgemelten Herrn Käuffers F. D. vorangetregte Frantzöſiſche Obligationes in originali ausgeſtellt / nicht weniger Eingangs gedachte Graffſchafft Nixnagen und Herrſchafft Mörsberg / mit aller denſelben specificirten Stücken und Zuchörden wirklich abgetretten und eingeraumet / auch unſere darum beſtändich kraumliche Urwerthanen und leibeigene an dieſelbe gewieſen / und unſern Theils aller Pflicht / Gehorſahm und Gehorſamb lödig gezehlt / ungehorden alle Güter / Renten / Gülten / Zehenden und alles andere / wie es genahmt oder genutzt werden mag / ſo ſie jemahlen und zuvohen ſeyndig ſind / ſo viel uns belangt / dahin gefreyet haben / daß nunmehr / und fürterhin ſolche Unterthanen und leibeigene Leuth / und wie ſie ſonſten und ihrer obligation, Pflicht und Schuldt halben ſeine Fürſt. D. und derſelben Erben haben und an die Hand gewieſen ſein ſollen. Und wir vor uns / unſere vorſiedet / haben den Hrn. Lauffer / und ſeiner Fürſt. D. Erben deſſen alles / wie ob ſpecificirt / in ſolche pröliche und leidliche / nützliche / wirckliche / ruhige Poſſeſſion, Gewalt und Gemahl geſetzt / geſtellet und gelaſſen / hingegen uns und unſere Erben / mit unſerem guten Willen und freyen Willen / ohne alle Verworhellung / darauß geſetzt / daran / daß volige bruchlichen Lauffſchillings / der einhundert ein und zwantzig tauſend fünff hundert Reichsthaler / nunmehrige und zu ewigen Tagen / Forderung / Anſpruch noch Gerechtigkeit zu haben noch zu gewinnen / ſondern der Hr. Lauffer und ſeiner Hr. D. Erben ſollen und mögen dieſe ernelten Graffſchafft Nixnagen ſamt allen denen dahingehörigen Stücken / wie es nunalen aufgenommen / herzuthun haben / nutzen / nieſſen / gebrauchen / beſitzen / und dann thun und laſſen / als wie andern J. Fürſt. D. eigenen Gütern / ohnabhindert unſer / unſerer Erben / Erbnehmen und Nachmachlichen von unſertwegen / dann wir und unſere Erben / dan Hr. Lauffer

Anno 1667.

ANNO 1667. und feiner Durchl. Erben / zu gebührlicher / und redlicher guter Beförchaffung hiemit zum allerkräfftigsten obligiret und verpflichtet / alß und der Gestalt / da dann Hn. Läuffer oder seiner Dl. D. Erben sothaner verkauffter Graf- und Herrschafft / über kurtz oder lang von jemand / wer der wäre / bedes oder mehrern Standes / einiger Eintrag oder Verhinderung geschehen / oder zugefüget werden wolte / oder / auff den Fall sich einige verfeste / oder landesflüchtige oder Gütter / Personen oder andere / wie dass Namen haben möchte / befinden solte / so dem Hn. Läuffer nicht namhafft gemacht worden / daß wir oder unsere Erben jederzeit / gegen unumgänglichen wo / wann / wie offt dass von nöthen seyn wird / vor allen Leuten / Gerichts-Gwalt / mit Gestalten vertreten / und in alle Weg schadlich halten sollen und wollen. Solches alles versprechen wir bey unsern Gräflichen Worten / Treuen und Eyden / auch bey Verpfändung unserer andern Graf- und Herrschafften / und Gutt aller andern berurg- und andererseglichen Gütter / so viel hierzu vonnöthen.

Darauff haben wir dem Herrn Läuffern zugestellt die Schlüssel zu seinem Schloß und Hauß zu Kirnagen und dessen Gebäuen / auch alle Brieff und Schrifften / so über gemelte Graf- und Herrschafft und ihre Gerechtigkeit belagend / in unserer Gewalt gewesen / Ob auch vor uns oder unsern Erben / in künfftigen Zeiten / einige Brieff / Register / Vidimus, Transumpta, Kontel oder Urkunden / über obbesagte Graf- und Herrschafften / oder derselben zugehörigen Gütern sonst und sonders wissen möchten in unsern Archiva zu Alten kommen / oder hier zu Oberkirnen gefunden würden / die sollen und wollen wir offtgenanten Herrn Läuffern und seiner Hl. Dl. Erben / ohne alle Irn- oder Widerred / gleichfalls zu sichern Handen geben und überantworten / und ob die nunmehrader gefunden würden / nach verschidten wärtag / sollen sie uns oder unsern Erben / doch zu seinen Vortheil / Nutzen oder Gerechtigkeiten / auch den Herrn Läuffern / und seiner Hochst. Durchl. Erben zu seinen Nutzbrief oder Schaden kommen oder bringen / Da aber dieselbe Urkunden / welche nicht allein über vorberürte Graf- und Herrschafft / sondern auch zugleich über andere andere Oerter gelegene Gütter oder Gerechtigkeiten / sagen und weisen thäten / erfunden und vorhanden würden / dieselbe sollen in eine Truhen verwarlich zusammen gelegt / und an den Ort / wohin wir beschren / geschickt werden.

Wir haben auch vor uns und unsere Erben / bey unserer ewigen Worten / Treuen / Graff. Ehren und Glauben versprochen und sagen zu / in Kraft dis Briefs / diesen erbleten ohnwiderruflichen Kauff / auch alles in diesem vor und nachgeschrieben / fest / veste und unverbrüchlich zu halten und darwider nimmer zu reden / in keinen Weg / weder vor oder ohne Recht / heimlich noch öffentlich / oder sonsten auf ander weis / sonder den Herrn Kauffer und seiner Hochst. Durchl. Erben ruhig darbey lassen und unverkrenken / vor allen Leuten / Kreyserlichen und Königl. Gericht oder Wettlichen / alß alles das zuthun / was in einer erbarn und redlichen / obgeschriebenen aufrechtigen Wahrschafft gebraut und sich gebüret / so lang und viel dis / bey der Hn. Käuffer und seiner Hochst. Durchl. Erben in ruhiger / vollkommener und ehrnhafftiger Besitzung zu recht genug daran erlangt. Hierwider solle uns und unsere Erben auch Erbnehmen nit stürmen Künfftige Veränderungen der Künfften in Gnaden- oder andern weltlichen Sachen so sich zutragen möchten / auch kein Geistlich oder Weltlich Kaiserlich Gnad- oder Rechts / gefreyheiten oder ungefreyheiten Verbott / Beurueffe / noch das Kaiserliche Cammer- oder Hofgericht / Wildnüß / Satzung / Statuten / Ordnungen / noch Gewonheiten / Teutschen / noch Gluch / von wem das wäre / noch sonsten andere Einreden / Exceptionen / Fünd / list / oder Behelffe / die wir oder unsere Erben erdencken und nemlich ersinnen möchten:

Als wären wir über den halben Theil eines rechten Werths verwortheilet / verführet / oder sonsten betrüglich hintergangen / oder wir hätten die Sach nicht verstanden / und daß der Nutzung mehr als deß Hauptgelds / oder daß wir nicht Macht schabe diesen Vertrauf zuthun / oder daß es ein Anlehen / Dann wir uns alles solcher Behalf und einreds / wie die erdacht / oder hierher immer erdacht werden möchten / auch deß Rechtens / so gemeiner Verzehrung ohne vorhergehende Sonderung widersprichet / sunst allen andern Freyheiten / Privilegien und Bewilligen / so hierwider dienlich seynd / oder aufgebracht werden möchten / auch obgezehlten alles wissentlich und wohlbedächtlich verzichen und begeben haben / vor uns und alle unsere Erben / alle Gefahr und Zeitlist heerinnen gänzlich verbannen und ausgeschlossen / jedoch mit dieser ausdrücklichen condition, Bedinq und Vorbehalt / daß obstangezogenen Graffschafft Kirnagen und Herrschafft Mörsperg mit allen ihren Obrigkeiten und Gerechtigkeiten / Ein- und Zugehörungen / wie es davon aufgenommen / omni meliori jure & modo, uns / unsern Erben / lehens-Erben und Nachkommen / vor obbesagtem Kauffs-Brieff / wan ersten daß auff den letzten Pfenning / und dis wir denselben / samt obbeschriebenen / solutionis cessatione causirten Interesse, Kosten und Schaden allerdings und vollkommenlich bekriedigt / und klag-los gestellet werden / hierzuthun expresse / wie dann wir / auch alle obgen. Erben und Nachkommen andern Gestalt unsere ertheilsame an denen vorberührten Graf- und Herrschafften und dero appertinentien, nicht ce-dirt, sondern besser und beständiger massen reserviret haben wollen / hypothecirt und verbafft seyn und bleiben sollen / alß und dergestalt / daß wir an dem obmerckenden Fall / der aufferbleiben und nicht erfolgenden Bezahlung / Kraffte dieser Obligation und Kauffverschreibung / ohne einige gerichtliche Solennitæten und Processen, deßen sie sich ein und allemahl entlanges Recht haben sollen / sothane Graff- und Herrschafften als unser Unterpfand angewiesen und anbetrawet zu verkauffen / so lang und viel dis wir wegen des völligen Kauffschillings / samt dannenhero verursachten Costen und Schaden / allerding content und zu frieden gestellt sein.

Dessen alles zu mehrer Urkund / fest / veste / und Gewißhaltung / haben wir engangs benandter Herr Kauffer / und unser Freundt / geliebter Sohn / Ludwig Eberhard Graf zu Leiningen und Rixingen / ꝛc. ꝛc. Dess Kais. Cammergerichts zu Speyer Præsident / dieser Kauff- und Verkauffs-Brieff / mit eigenen Händen underschrieben / und unser Graff. angebornes Secret und Insigel wissentlich hirann hencken lassen. So geben und gegeben den Oberkirnen den 4. Februarii im Jahr nach Christi unsers lieben Herrn und Seligmachers Geburt 1667.

(L. S.) Philips / Graf zu Leining. und Rixingen.
(L. S.) Ludwig Eberhard / Graf zu Lein. und Rixing.

II.

Inducie ad XIII. *Annos initæ inter* JOANNEM CASIMIRUM *Regem Polonie, &* ALEXIUM MICHAYLOWITZ *Czarum & Magnum Ducem totius Russiæ, quibus controverſiæ circa Limites aliasque res quamplurimas, componuntur, & Smolensko ac Principatus* Severiæ *Czareæ Majestati reliquuntur. Actum Denewnæ Andruſoviæ die* 30. *Januarii* 1667. [CHWALKOWSKI *Jus Publicum Regni Poloniæ* pag. 354. d'où l'on a tiré cette Piece, qui ſe trouve auſſi dans LONDORPII *Acta publica* Part. IX. Lib. X. Cap. CCXXVIII. pag. 489. par extrait en Allemand, & dans GASTRELIUS *de Statu publico Europæ neciſſ.* Cap. V. pag. 56. auſſi par extrait, & en Allemand.] 30. Janv. ANNO 1667.

SEreniſſimi & Magni Domini, Joannis Caſimiri, Dei gratia Regis Poloniæ & Succiæ, Magni Ducis Lithuaniæ, Ruſſiæ & aliorum Sua Majeſtati ſubjectorum, atque omnium Statuum Reipublicæ, utriuſque Gentis Regni Poloniæ, ac Magni Ducatus Lithuaniæ tam Eccleſiaſticorum, quàm Secularium, Nos Magni & cum plena Poteſtate Legati ac Commiſſarii Georgius Carolus Illeſowicz in Dobrowna, Generalis Ducatus Samogitiæ & Borriſſovienſis Capitaneus, &c. &c.

Et Mandato Sereniſſimæ Majeſtatis Domini Noſtri Clementiſſimi, & ex Commiſſione totius Reipublicæ, una cum Dei gratia Magni Domini Czari & Magni Ducis Alexii Michayłowitz, totius magnæ, parvæ & Albæ Ruſſiæ Autocratoris, atque multorum Dominorum ac Terrarum Orientalium, Occidentalium, Septentrionalium, Hæredis & Succeſſoris, & Domini ac Dominatoris, ejusque Czareæ Majeſtatis, magnis ac cum plena Poteſtate Legatis, cum Illuſtriſſimo & Illuſtriſſimis Caſtellano & Locumtenenti: Athanaſio Laurentide Ardino Naſtczołkin, &c. &c. congregati: Inter Smolenſcum & Miciſlaviam propè Fluvium Illarodna, in Pago Andruſovia cum magna & ſingulari cura ab utrinque propoſitumus, ut tam inter Sereniſſimum Magnum Dominum noſtrum, ejusque Regium Majeſtatem, Interque Regnum Poloniæ ac magnum Ducatum Lithuaniæ ac univerſam Reimpublicam, quam inter Dominum ejusque Czareæ Majeſtatem ac Ducatum Moſchoviæ, omnes ſimultates & differentiæ (quæ præteritis annis erorta, demum in publicam hoſtilitatem, bellum & ſanguinis effuſionem eruperant) componerentur, & Amicitia ſtabiliretur. Et quamvis tunc propter multas utrinque occurrentes mutuas difficultates æterna Pax inter hos Magnos Dominos noſtros concludi non potuerit: tamen intentes eorundem Magnorum Dominorum noſtrorum inclinationem, atque iis ſubjectorum Dominiorum ab utrinque Sanctæ Pacis deſiderium; quemadmodum ſuito hujus noſtræ Commiſſionis de armorum ſiſtentio conſtitutionem mutua fide ſtabilimus, ſolicitam & non interruptam æternæ vel temporaneæ Pacis curam policiti: ita etiam plena à Magnis Dominis pro Sancta Pace firmanda in Nos collata, poteſtate uſi, reſpiciendo in ſeſſiones tempora, in quibus ſupra nominata Amicitia in effectum deduci, atque inter Magnos Dominos, eorumque Dominia firma Pax evalescere poſſet, in hæc Puncta in triginſimo primo Congreſſu, hoc eſt 30. Januarii juxta Calen-

Digitized by Google

ANNO 1667. Calendarium noſtrum convenimus, eaque ab utrinque conſtituimus.

I. Ut Inducie ab anno currenti, à Nativitate Filii Dei computando, hoc eſt, ab Anno 1667. à condito verò Mundo 7175. à Menſe Junio per annos tredecim ſine interruptione ibi ſuccedentes usque ad Annum à Nativitate Filii Dei 1680. à condito verò Mundo 7188. ſimiliter ad menſem Junium firmæ ſint. Atque per hos Inducias ab inſito noſtri Tractatus & Conventionis annos, usque (quod Deus præſtet.) ad perpetuam eliminationem omnium diſcordiarum (quæ ad hoc tempus & diem, ad concluſionem præſentium Inducierum, ab hinc præteriti Belli, per arma & quascunque alias ſimilitates interveneruntj utreque Pars plene pacificera, ab omni vindiciarum & injuriarum memoria abſtinere: & præſenti firma Inducierum conſtitutione inter Sereniſſimum Magnum Dominum quoque Regiam ac Magni Domini Cæſarem Majeſtates, interque Magna eorum Dominia, Terras, & Arces, tam inter ſitas quæ antiquitus ad quamcunque partem pertinebant; quam inter Bello acquiſitas, quæ in præſenti Inducierum Tractatu cuicunque, obtigerunt, interque Subditos & homines utriusque Partis renovata, ſtabilita & confirmata inviolabilis Amicitia, juxta præſens Compromiſſum & Statutum, integre absque ulla immiſcatione per hos omnes Inducierum Annos ſuperius expreſſos firmiter & conſtanter coalervari: & ſicut Sacra Regia, ita & Czarea Majeſtas inter ſe in omnibus modis mutuum bonum velle & frater Fratri meliora quærere, atque in omnibus ſincere ſecum agere & procedere debent.

II. Sereniſſimæ verò ac Sacræ Regiæ Majeſtatis, ſicut & Magni Ducis Czareæ Majeſtatis perſonales Dignitatis & Juriſdictionis Titoli, ad utrumque in eorum proprijs Litteris ac quibuscunque Scripturis ſcribi debent juxta formam ab initio hujus Inſtrumenti & Cautionis exaratam, ſine immiſcuatione & immutatione tamdiu ſtonec, auxiliante Deo, perpetua Pax ſtabiliatur. Similiter Senatores Palatini, Duces Exercituum, & cujuscumque Majeſtatis, ac Conditionis homines, in limitaneis Dominiis & Arcibus habitantes, quorum, & ubi ſcire intereſt. Et alia quoque pane Nobiles & Palatini & Judices ex Mandato ſuorum Magnorum Principum perſonales eorundem titulos in quibuscunque Scripturis, juxta præſentem Conſtitutionem, ut ab initio expreſſum eſt, ſcribere debent; id cavemus, ne ullo in hoc inimiciarum præbeatur occaſio. Singulæ quoque expeditiones ex Cancellaria S. R. Majeſtatis & aliorum ſu Conſinilis Regni Polonicæ & Magni Duc. Lithuaniæ habitantium non Ruthenico, uti dicitur ante Bellum, ſed Polonico Idiomate, uti hactenus per modernii Belli tempus obſervabatur, proſire debent.

III. Quæ porro Arces, Terræ hoc proſsimo Bello à Regno Poloniæ & Magno Ducatu Lithuaniæ deſciverunt, & remanent in poſſeſſione & ſub Jurisdictione Czareæ Majeſtatis, hoc eſt Smolenscum cum univerſo Severienſi Ducatu, cum Arcibus & particularibus locorum attinentiis, quæ ſunt ex hac parte a Vitepſcenſibus, Polocenſibus, ex parte vero Livoniæ à Lacinenſi loco illius attinentiis, Smolenscum usque uti Dohorobuzium, Biala, Nevelium, Sebezia, Krasno, etiam Wieliza (quamvis antiquitus ad Palatinatum Vitepſcenſem pertinuerit) cum ſuis item particularibus locis ac attinentiis: ex alia vero parte, in qua ſunt Arces Severienſes, circa Czernihovium omnes Arces & Terræ quibuscunque nominibus nuncupatæ, omnes reliqui debent in forte Czareæ Majeſtatis. Ad forteni vero S. Regiæ Majeſtatis a Borysthene ſub Kijovia, & per omnem Regionem ad limites Putulenſes, nulla Arx, nec Civitas nec Latifundium pertinebit. Non prætergreſſiendo tamen limites Palatinatuum Vitepſcenſis, Polocenſis, & Miciſlavienſis; Similiter Diſtrictuum, Orſenſis, Motyzenſis, Rzeczycenſis, Braclavienſis, uti & limites Livoniæ, cum ea, qua ab antiquo continebantur, circumferendi cum omnibus particularibus attinentiis, Pagis, fundis ex utraque ripa Borysthenis ac Dunæ & aliorum ſitis; ad Palatinatus & Diſtrictus in poſſeſſione S. Regiæ Majeſtatis remanentes pertinentibus, excepta Wiriizi, quæ Pacis Sanctæ cauſa à Palatinatu Vitepſcenſi avulſa, in forte Czareæ Majeſtatis præſenti Tractatu ad annos Inducierum collocata eſt. In ſuperiori verò parte Borysthenis, quæ comprehendi-tur titulo Zaporoborum cum omnibus particularibus attinentiis, Pagis, fundis ex utraque ripa Borysthenis ac Dunæ & aliorum ſitis; ad Palatinatus & Diſtrictus in poſſeſſione S. Regiæ Majeſtatis remanentes pertinentibus; excepta Wiriizi, quæ Pacis Sanctæ cauſa à Palatinatu Vitepſcenſi avulſa, in forte Czareæ Majeſtatis præſenti Tractatu ad annos Inducierum collocata eſt. In ſuperiori verò parte Borysthenis, quæ comprehendi-tur titulo Zaporoborum cum omnibus particularibus attinentiis, Pagis, fundis ex utraque ripa Borysthenis ac Dunæ & aliorum ſitis; ad Palatinatus & Diſtrictus in poſſeſſione S. Regiæ Majeſtatis remanentes pertinentibus,

ANNO 1667. tionem Kioviæ, ejusque restitutionem in fortem S. Regiæ Majestatis & Reipublicæ debet fieri à Magnis Dominis Nostris mutua per Internuncios, per Confidentiales Literas denunciato; ut uni Parti de traditione, alteri vero de receptione conſtet. Et quamvis hæc denunciatio non fieret: tamen Arx Kioviæ in fortem S. Regiæ Majeſtatis & Reipublicæ in termino nunc designato redibit, ejusque cessio fieri debet. Quæ quidem Arx Kioviæ per hos duos Annos, per quos in poſſeſſione Czareæ Majeſtatis permanebit, debet habere robustam ex Exercitu Czareæ Majeſtatis Præſidium: & Mahometanos, qui ibidem habitant, contra diſcolos Coſacos; quo tempore neceſſaria, tam in commeatu quam in ammunitione, Czareæ Majeſtas, miniſtrari præcipiet. Et pro hoc, reſtituendo & cedendo Kioviam, nullam compenſationem à S. Regia Majeſtate & à Republica requiret. Quod verò attinet ad armorum genera et diverſis Arcibus, & Civitatibus, tam S. Reg. Majeſtatis, & Reipublicæ, quam privatorum Indigenarum Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuaniæ per hoc Bellum & in variis conflictibus ab utrinque occupatorum, hanc materiam ad Tractatum de perpetua Pace differimus.

VIII. Omnia Scripta publica, ſicuti & Libri Caſtrenſes, Tribunalitii & Magdeburgenſes, cæteraque Acta; præterea Munimenta, Privilegia, Metrices Bibliothecæ, & libri Eccleſiarum tam Romanæ quàm Græcæ; Vilnæ & in aliis Civitatibus & in variis Locis Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuaniæ per hoc Bellum acceptí, quidquid eorum invenirí poterit tam privatorum quam publicorum, præſertim à Diſſidentibus & Palatinatibus tempore Belli ad ſuam Czareæ Majeſtatem cum promiſſione ſubjectionis & fidelitatis expeditorum (qui per præſentes Tractatus caſſantur, & annihilantur in perpetuum) noſtris penes ſe retinendo reſtituere ac omnes colle&os, ſummum intra ſex menſes, vel quàm primùm colligi poſſunt, in Confinia ſua Czareæ Majeſtas reſtituere mandabit: præmonita S. Regia Majeſtate, per proprias Literas, ut pro his omnibus recipiendis ſuum expediat Commiſſarium. Monumenta verò & libri omnes Palatinatuum Smoleuſcenſis, Czernihovienſis, & Diſtrictus Starodubenſis, non expectando tempus Induciarum intra 2. ſeptimanas poſt jurata Pacta, quicunque inveniri poterunt, collecti, Deputatis à S. Regia Majeſtate Commiſſariis, in Confiniis, licet & à Palatinatus Kioviensis Monumenta & Libri, præmiſſi à S. Regia Majeſtate Monitoriis Literis, reſtituí & tradi debent.

IX. Quod autem ſpectat ſupellectilem, & res Eccleſiarum, tam Romanæ quam Græcæ, Deo ad honorem conſecratas & dicatas, uti ſunt vaſa generis varia, Reliquiæ, præcipue partes Ligni S. Crucis Lublini accepta, diverſæ imagines, ac Ornamenta Eccleſiaſtica: hæc omnia quidquid eorum in Dominiis Czareæ Majeſtatis colligi poterit, ſummum intra unum annum præmiſſi mutuâ Magnorum Dominorum noſtrorum denunciatione reſtituentur. De Campanis externis S Regiæ Majeſtatis & Reſpublicæ, in Moſchovíam & Terras Czareæ Majeſtatis erectis, in prima Commiſſione per Magnos utrinque & cum plena Poteſtate Legatos agetur.

X. Et quia inter nos, S. Regiæ Majeſtatis & Reipublicæ ac Czareæ Majeſtatis Magnos Legatos non exigua intercedebat difficultas de eliberatione Captivorum; & hanc tali modo facilitavimus & conſtituimus, Imprimis omnes Agricolas ac homines utriuſque ſexus, agreſtibus laboribus addictos, ex Terris S. R. Majeſtatis tam Regno Poloniæ, quam M. D. Lithuaniæ in captivitatem abductos manere debere ſub Dominio & in partibus Czareæ Majeſtatis per omnes annos Induciarum aut vicinfores, ſi maxime, auxiliante Deo, perpetua Pax in quacunque ex Partibus nominatis Commiſſione, concinſa non fuerit. Quod verò alios captivos attinet, ſcilicet omnis generis Cives, qui recenſeri inter homines Aulicos non poſſunt, ex diverſis Civitatibus ac Oppidis S. R. Majeſtatis; ſimiliter Judæos qui Religionem Græcam ſuſceperunt, per hoc Bellum ab ejusdem initio in Moſchoviam abductos: ita inter nos convenit: Quandoquidem Czareæ Majeſtatis Magni Legati non poterant modo de eliberandis eiusmodi hominibus quidquam nobiſcum concludere. Nobis etiam S. Regiæ Majeſtatis Legatis & Commiſſariis difficile fuit concedere, ut hæc difficultas juxta requiſitionem Czareæ Majeſtatis Magnorum Legatorum nunc complanaretur. Igitur Magni & cum plena Poteſtate Legati S. Regiæ Majeſtatis, pro confirmatione præſentium Tractatuum ad annos Induciarum per nos concluſarum, ad Czaream Majeſtatem juxta Conventionem noſtram expediendi, id negotium in Metropoli Moſchoviæ, in præſentiâ & coram Czareæ Majeſtate perfectè compoſuerunt, & uti oportet, pacificerunt.

ANNO 1667.

XI. Omnes verò ali captivi, ab initio præſentis Belli abducti, tam Eccleſiaſtici quam Seculares, Equeſtris ac Militaris conditionis, ſeniores ac juniores, itus militares, omnis conditionis, ſexus & Religionis homines, ſimiliter Coſaci Ukrainenſes, Tartari à Regiæ Majeſtatis Subditi, Nobiles privati, & omnes alii Aulici, etiam in Magno Ducatu Lithuaniæ in Bonis vel dominiis ita in conflictu, in Arcibus, Civitatibus, & ubicunque captivati; (quamvis nunc carceribus hæreant inclusi, aut in obſequio Czareæ Majeſtatis ac D. D. Nobilium hæreant; quamvis in Terris Czareæ Majeſtatis cum Ruthenicis perſonis Matrimonia contraxerint, vel Religionem Græcam receperint: aut in Aulis Ducum ac Principum ſub Jurisdictione Czareæ Majeſtatis degentium, aut apud Cives in Civitatibus operas ſuas locaverint: Similiter Judæi, qui fidem ſuam Religioni Ruthenicæ non addixerunt) omnes cum Uxoribus ac Liberis, eum rebus eorum mobilibus, nemine celato, neque ad manendum coacto, bona fide in Terras S. Reg. Majeſtatis liberari & dimitti à Czareæ Majeſtate jubebuntur. Qui verò ultrò in forte Czareæ Majeſtatis manere voluerint, liberum eis erit. Quæ autem Polonicæ & Lithuanicæ Nationis femina & Judæa copulata eſt Matrimonio Vico Rutheno, omnes penes ſuos Maritos manere debent in Terris Czareæ Majeſtatis. Similiter omnes captivos ex partibus Czareæ Majeſtatis, omnis conditionis & ſexus homines qui in Regnum Poloniæ & Magnum Ducatum Lithuaniæ ex vario conflictu ſunt abducti, & in Arcibus Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuaniæ hærent, item eos, qui tempore Belli Turcici tranſibant in Poloniam, & nunc in Regno Poloniæ in obſequio S. R. Majeſtatis; vel in domibus aut Bonis Senatorum Nobilium, & in Civitatibus apud Cives laboribus exercentur: hos omnes S. R. Majeſtas in Terras Czareæ Majeſtatis in Moſchoviam nemineni celando, aut ad remanendum adigendo, bona fide liberos abire, & dimitti præcipiet. Qui verò ſub Jurisdictione S. Reg. Majeſtatis ultro manere cupiverint, liberum eis debet eſſe. Hæc eliberatio & inarumiſſio utrinque præſtari debet vicinioribus captivis, non expectando remotiores ex Civitatibus Regni Poloniæ, & Magni Ducatus Lithuaniæ, ſcilicet ex remotioribus Civitatibus expediendur ad contermînas Arces Czareæ Majeſtatis intra duas Septimanas: ex remotioribus intra Menſem vel duos; longius & remotius adhuc abducti intra medium annum à concluſione præſentium Tractatuum. Similiter ex Ducatu Moſchoviæ; ex Arcibus Smolenſco, Vitepſco, Polocki, Duneburgo, & aliis proximioribus, etiam Ukrainenſibus intra duas ſeptimanas: & Metropoli Moſchoviæ intra menſem, ex ultra Moſchoviticis propioribus Arcibus, intra duos Menſes, & remotioribus Arcibus intra quatuor menſes: ex Africana intra medium annum, à concluſione horum Tractatuum computando. Ex Sibiria verò, & remotiſſimis Sibiriæ Arcibus colligi ad diminendum debeat intra annum vel quam primum fieri poterit. Per fines autem præmilla ad conterminos Palatinos & Præfectos denunciatione, omnibus ſine detentione liber præſtari tranſitus debet. Eodem modo ſi captivi Moſchoviticæ Nationis in Regno Poloniæ, vel M. Ducatu Lithuaniæ Fidem Catholicam recepiſſent, & Matrimonia contraxiſſent; nihilominus vellent in Moſchoviam redire; tunc illis liber ſicut ad Patriam Terram reditus absque ulla difficultate cum Uxoribus & Liberis, & cum omnibus mobilibus concedetur.

XII. Et in his Inducirum annis, juxta inclinationem Magnorum Dominorum noſtrorum, eorumque fraternam charitatem ac utriuſque Majeſtatis perpetuæ Pacis deſiderium conveniimus & concluſimus: ut utrinque ad mutuos Congreſſus mittantur Magni & cum plena Poteſtate Legati & Commiſſarii cum inſtructionibus plenam Poteſtatem continentibus, nomerando à Menſe Junio præſentis anni in futuro, Deo dante à Nativitate Chriſti 1669 Menſe Junio: juxta vero vetus Calendarium Anno 7177. Quod ſi in hoc primo Conventu & Commiſſione perpetua Pax propter occurrentes difficultates concludi non poſſet, tunc altera Commiſſio & Conventus inſtitui debebit intra quinquennium: ſcilicet Anno à Nativitate Chriſti 1674. in Menſe Junio, & juxta vetus Calendarium Anno 7181. Si vero neque in hac ſecunda Commiſſione perpetua Pax concludi poſſet: tunc non deſperando de perpetua Pace, amb» Magni Domini per ſuos Legatos, Principes Chriſtianos ſuviture pro Mediatoribus debent

Digitized by Google

ANNO 1667. debent qui tunc utrique Magno Domino videbuntur necessarii: itaque vel ex mutuo consensu, vel si alicui ex illis ex sua parte ab iisdem Christianis Principibus vacantur, Magni Legati ad discernendam & sopiendam perpetuo controversiam, pro tertia Commissione, scilicet in anno 1678. juxta novum Kalendarium in Mense Junio, juxta verò vetus in Anno 7156. impetrandi. Quod si (quod Deus avertat) & tertia Commissio cum Mediatoribus in conclusione perpetuæ Pacis finem non consequeretur effectum; & ex occurrentibus difficultatibus videretur Domini Mediatoribus differendus tractatus: tunc utrique Magni & cum plena potestate Legati, Mediatores cum omni honore expedient: ipsi verò cum bona spe different Commissionem ad Annum 1680. juxta novum Calendarium & juxta vetus ad Annum 7188. Mensem Junium, & in his ultimis duobus annis Magnis Principibus & Dominis nostris liberum erit studium & conatus circa renovandam per Legatos, aut etiam prorogandam ad ulteriores annos temporaneam Pacem. Bellum vero & effusio sanguinis, & devastatio terrarum utriusque Monarchæ, adhibita omni facilitate indultâ, permitti non debet: imo Pax inter Christiano conato & diligentia omnes Bellum verò, adhibitis Internunciis ad ullas Limitaneorum querelas, quas componi oportet, nullatenus excitari.

XIII. Cæterum etiam est, quia per prolongatum præsentis Belli tempus, limitaneorum Arcibus Incolæ, antiquos transgredi limites, in Actinentiis earundem Sylvas excidendi, earumque terminos deleverunt: ut huic incommodo providetur, utrique in præsenti anno confirmatum ab utroque Monarcha Inducitarum, bini & bini Limitum Judices & Commissarii, nimirum Smolensco & Vitepsco aliisque Arcibus & Terris, cum Literis plena Potestatis mittentur: atque in Mense Septembri, post examen de facto discussi & inobedientes inventi fuerint, ii ad proximos Limitum Palatinos, vel vices eorum gerentes, deferantur, quibus post factam inquisitionem absque ulla dilatione pœna infligi debet. Id ipsum altera ex parte animadvertit Kioviam inter & Czernikoviam, & Perczaslaviam, in altera ripa Danubii, facient: delegabunt Commissarios factique hac de re incolis certioribus, Limites & terminos constituent, quoad usque vi Pactorum Magnus Dux his Terris imperabit; cum hac tamen cautela, ne supra unum milliare Kovia de Terra quidquam usurpent.

XV. Id quoque constituetum est, ut secura Pactorum confirmatione in ipsem & magis robur Pacis (quod etiam in ordine ad perpetuam Pacem inviolabiliter observari debet) per publicos vel privatos Delegatos, Principibus externis, cum quibus aterna, vel ad tempus sancta sunt Fœdera, hujus Pacis Confirmatio denuncietur ad publicam notitiam; ut in pollerum inter Mercatores cum extraneis Regionibus Mercatura incrementum accipiat.

XVI. Licebit quoque Mercatoribus, tam Magnæ Russiæ, quàm Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuaniæ, in limitaneis Arcibus, Civitatibus, Locis, in quibus & ante præsens Bellum licebat, Merces exponere cum Literis passus: iis Mercibus exceptis, quæ in utraque Regione prohibitæ sunt; perfoluto tamen, juxta utriusque Gentis Statuta, vectigali. Molestiæ verò, exactiones & damna nulli Mercatorum inferri debent, neque his impedimentis allenari. Eadem libertas Mercatoribus Smolensco per Dunam Fluvium cum non prohibitis Mercibus Rigam navigantibus concedi debet. Vectigal tamen confuetum in loco confuero ab hujusmodi Mercibus ad Thelaurum S. Reg. Majestatis & Reipublicæ pendetur, tantum ad tempus ultimæ, quæ cum Mediatoribus celebrabitur, Commissionis, scilicet ad annum 1678. Mensem Junium.

XVII. Debita, quæ adhuc ante Bellum certis obligationibus & conditionibus etiam per Contractus Mercatorios, promisve inter homines cujuscunque conditionis, tam Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuaniæ, quam Moschoviticæ Nationis, etiam inter eos, qui sub Belli tempus in partes Magni Ducis transierunt, contracta sunt utrinque, exhiberi & justis argumentis probari debent: atque cuilibet injuriam passo secundum Cautiones, Chirographa, Contractus Mercatorios ex utraque parte sine ulla dilatione, juxta leges, & ANNO 1667. rei exigentiam justitia administrabitur, & hæ fortiacio.

XVIII. Et id decrevimus, ut tam S. R. Majestas, quam Dux Moschoviæ, Hanum Crimenlem de hac confirmau Pace per Literas certificent: ut vicinitatis motivo Hanus Crimensis cum suis populis, tam S Reg. Majestati quam Magno Duci mutuam confervet amicitiam & confidentialem correspondentiam, & à Bello penitus abstineat, quandoquidem tam S. Reg. Majestas quam Magnus Dux jam locum in fraternam convenerint unionem. Quod si Hanus Crimensis id & communem in vicinitate amicitiam spreverit, neque à Bello efficaciter desisterit, utrique Genti communis erit hostis, Quare Ukraina Kioviæ, in Zaporovia, aliisque in Ukrainæ munitionibus, ex utraque ripa Boristhenis, Exercitus tam Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuaniæ, quam Magni Ducis cum Incolis Ukrainæ contra Tartarorum & Hani potentiam in excubiis parati esse debebunt, eumque tanquam communem hostem unitis viribus repellent. Eadem quoque communes & mutuæ excubiæ in Zaporovia, & in Dono contra Turcas vigilabunt. Quod si Hanus Crimensis de Nostra instructus amicitia, eidem tertius uniri voluerit: tunc de mediis Pacificationis in occurentibus difficultis, tam S. Reg. Majestas quam Magnus Dux inter se mature conferent; & communem amicitiam sedu diligentia promovebunt: ut Imperator Turcarum, confirmata communi amicitiâ Hano Crimenli imponar mandatum, quatenus ab omni Belli occasione abstinere. Quod si data à Tartaris occasione, res inter Hanum Tartarorque, atque inter S. Reg. & Czaream Majestatem ad Bellum spectaret; atque Porta Otomanica in defensionem Tartrarorum contra Sac. Reg. & Czaream Majestatem vim pararet, vel contra illorum alterutrum, tunc communibus, ulterioribus ac Exercitibus utrinque tam Sac. Regia, quam Czarea Majestas in omni occasione vim illiturmanicam repellent.

XIX. Ad meliorem autem horum Pactorum notitiam tam à S. Reg. quàm à Czarea Majestate expedienter ad Imperatorem Turcarum Legati, qui ei tanquam limitaneo vicino conclusum Pacem denuncient. Id quoque utrinque cautum & confirmatum est, ut Magni & Minores Legati, atque privati Internuncii, utrinque acceptentur & recipiantur cum debito honore juxta cujusque dignitatem: quibus tam ingressus, quam reditus liber, sine ulla impeditione & detentione permitti debebit. Porro Majorum Legatorum advectus confiabit centum virorum & 150. equorum comitatu: Minorum Legatorum advectus habebit in comitatu viros 30. equos 50. Internuncios comitabuntur 10. homines, equi 14. Pro hoc universo comitatu, currus, & victui necessaria fuhministrabuntur. Cum vero Legatos & Internuncium ad S. Regiam & Czaream Majestatem ire contingat, & poli præmissam denunciationem, justa morem Legationum, expedientur obviam, qui eos cum commeatu & omni fatisfactione excipiant: Legatus Palatinæ, seu Deductori, vulgo Przyllanowi trader tam virorum quàm Equorum Receptrum, & quidquid supra præscriptum, tam in hominibus, quam in Equis numerum abundabit, horum omnium licut nomina, ita & computus colligetur, ac à finibus fuis impensis proficiscentur, & reminbuntur. A Paratitis autem, seu Deductoribus, vulgo Przyllanow, quotquot illi fuerint, justa morem Legatorum, fua præstabitur obiervatio: neque fas erit in minimo eos, tam in adventu, quam in reditu, ad ipsos usque limites laedere.

XX. Licitum verò erit Mercatoribus Legatos comitantibus Merces fuas invehere tam in Regnem Poloniæ & M. Ducatum Lithuaniæ, quam in Moschoviam, in Civitates earum Varsaviam & Moscuam. Merces vero eas invehent, quæ Statuta Regionum non prohibentur: easque palam, non clandestine distrahent & permutabunt. Qui Mercatores tamdiu morabuntur, quamdiu Legati illorum suo munere fungentur; quo expedito, illi quoque nulla interposita mora una cum Legatis excedent. Nullus autem ex iis, qui sunt in Legatorum comitatu, cujuscunque Nationis hominem solicitare & clandestine secum evehere audebit. In quo si aliquis delinquitle foerit deprehensus, ex eo efficax fatisfactio, tam pro hac, quàm pro quacunque alia culpâ, præstari debet.

XXI. Decretum etiam est, & cautum utrinque, ut in limitaneis Arcibus Palatini, & Administratores, rem & commoda utriusque vicinitatis solicite procurent, in Latrones Pacisque publicæ turbatores ferio animadvertant, eosque inquirant; & secundum utriusque Nationis

ANNO 1667.

ANNO 1667. tis Statuta ac criminis exigentiam puniant: ne eorum culpâ Pax publica lædatur. Si verò aliqua damna inferantur illata, in rebus præfertim mobilibus, & divisione distrahentur: ad restitutionem secundum posse teneburtur: tocique criminis arguentur: & ut in posterum similia non attentent, admonebuntur.

XXII. Quod si Partes ex utraque fuscitabuntur aliquæ differentiæ & diffidia, Pars læsa in Palatinis, in finibus autem eorum Subdilitatis denunciabit, ubi & in qua Terra id continger. Cumque convenerum fuerit, il ad quos pertinet, inte ulla dilatione de exercite ipsis mittendo & fraterne decerneut: atque ita horum occasione, concluía Pacta nullo modo violabantur.

XXIII. Si verò Magni Ducis Subditi, petulanti collecta manu, S. Reg. Majestatis Terris & Subditis damna intulerint, Czarea Majestati incumbet, armata eos quærere manu ac captivare; & parem crimini pœnam, line ullo respectu, infligere, atque pro damnis illatis restitutionem juxta vires imperare. Similiter si S. Reg. Majestatis Subditi fedifoge congressi, Czarem Majestatis Terras ac Subditos in aliquo violaverint; culpæ illorum par pœna respondere debebit, damnis juxta debitum satisfiet, ac omnis exhiberi quàm primum latisfactio. In ultionem verò damnorum, armare Exercitus, Bellum auspicari, aut quacunque ex causa præsentem turbare & evertere Pacem non licebit.

XXIV. Quod si casus aliqui contigerint, qui à confinium Palatinis componi non poterunt, eos tam S. Regia quàm Czarea Majestas Legatorum Congressui referabit. Quos autem utrasque ex parte suprema ambo Principes ad hanc Legationem deputabunt, hi in limitibus collatis Consilia, remotis omnibus controversiis ac protocantibus, justitiam decernent: Neque ideo Pactis contravenire licebit.

XXV. Per idem tempus Inducarum, tam S. Regiæ, quàm Czareæ Majestatis, Dominia, Terræ, Arces, Subditi, eo nexu Pacis inter se mutuo connectentur, ut nullus Magnatum, neque Civis contra Civem tam publicè quàm privatim & occultè inimicitiam præ se ferre audeat: nemoque tam per se quam per alios, quicquam mali alteri inferet aut procurabit.

XXVI. Singulariter verò, Serenissimus Poloniarum Rex, ejusque in Regno & Magno Ducatu Lithuaniæ Successores, publicos & occultos Czareæ Majestatis, & ejus Dominiorum hostes non recipient: neque illis tam pecuniis quam copiis ullum præbebunt auxilium; nec ullam tam ad inimicitias, quam ad Bellum tam per se ipsi, tum per subordinatas personas, occasionem offerent; neque illam præcipient. Similiter Czarea Majestas, ejusque in Magno Ducatu Successores, Magni Duces Moschoviæ invigilabunt, ut nec per se/e neque per alias instructas personas, publicos vel privatos Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuaniæ hostes sub fuo foveant patrocinio, aut eis conflium, ferrum, thesaurum per hos omnes finitorum Pactorum annos miniltrent, aut miniltrare præcipiant, vel aliquod malum inferre. Imo utrinque tanquam Frater Fratri, omnia bona & quidquid fraternam unionem decet præstabit, ne rove gliscant inimicitiæ & causa Belio præbeatur.

XXVII. Id etiam ftabilitum est; ut tam à S. Reg. quàm à Czarea Majestate Magni & cum plena Potestate Legati, ad utrumque Monarcham pro Inducierum concluíione cum Confirmationis Literis expeditantur. Qui quidem Legati à præfenti tempore confirmationis noítræ intra fex menses convenire debent, facta prius utrique Monarchæ per Internuntium denunciatione de loco Conventus. Ac inprimis hi magni utrinque Legati, miísi cum Confirmatione, ubi ad limitaneas Arces pervenerint, de Adventu fuo certos fe invicem reddent: deinde ubi convenerint, tanquam Frater Fratri exhibebunt fuorum Monarcharum Confirmationis Literas: quæ concordare debebunt præsenti Tractatui, verbumque verbo correspondere, monitæ fuorum Principum Sigillis. Illis verò perlectis tradent fibi utrinque mutuo quaternas copias, ex quibus conster præfictas Confirmationis Litteras per omnia præfenti Tractatui esse conformes: cum illisque Magni utrinque Legati ad defignatos Monarchas proficiscentur. Quas tam S. R. quàm Czarea Majestas perfonaliter coram Sancto Evangelio juramento confirmabit. Rotam verò Juramenti Literis Confirmationis adscriptam, tam in Regno Poloniæ, quam in Magno Ducatu Lithuaniæ utriusque Gentis Cancellarii subscribent nomitibus propriis: uti & in Metropoli Moschoviæ Magnus Legationis Cancellarius, ad perpetuam memoriam & ftabilitatem. ANNO 1667.

XXVIII. In hoc etiam inter nos convenitum est: ut post noítrum ad utrumque Monarcham noítrum cum præsenti Pacis concluíione reditum, iidem Magni Legati, qui cum Confirmationis Literis utrinque ad fupremos Monarchas noítros deputabuntur, habeant plenam Potestatem ad tractandum de conservanda utraque Ukraina, & Zaporovia & conftituendarum rationum media mutui Subsidii, tam contra Hanum Tartarorum, ejusque populos, quam contra Imperatorem Turcarum, ti forte Ukrainenies Coíiacos communibus Exercitibus ſuis ad ſuam obedientiam & ſubjectionem cogere deberent: ficuti & de aliis agendis, quæ ad omnimodam fecuritatem, fortunam utriusque Gentis & ad augmentum fraternæ inter S. Regiam & Czaream Majestatem charitatis pertinerent.

XXIX. Punctum verò, quod S. Reg. Majestatis Magni Legati Magnis Czareæ Majestatis Legatis de numeranda aliqua conveniant Summa contentando Nobilitati, ex his Palatinatibus, Diltrictibus, & ex parte Ukrainæ quam in fortem Czareæ Majestatis conceſſimus, exulanti, propoſuimus: nimirum, ut dignaretur Czarea Majestas ex fraterna erga S. Reg. Majestatem charitate, ad aliiciendos in conftantem amicitiam utriusque Nationis populos ejus quantitatem determinare; in hunc modum à Magnis Legatis Czareæ Majestatis nomine reſolutum eſt: De hac satisfactione exulibus Nobilibus tam Regni Poloniæ, quàm M. Duc. Lithuaniæ præstanda, in prima Legatione, quæ cum Literis Confirmationis ad S. Reg. Majestatem inſtituetur, futurum conferentiam & mutuum conſilium. Atque ita hoc negotium Czarea Majestas in adventum dilfert Legatorum.

XXX. Quod ſi, juxtatibus Superis, alterutri horum duorum Monarcharum placuerit, cauſâ firmiter confervandi aut ſtabiliendi hujus Inducierum Tractatûs; alterum Monarcham per ſuos Legatos reddere certiorem, & de fua amicabili propenſione ſignificare: id invicem poſtea alter Monarcha eidem præſtare debebit: atque hunc Inducierum Tractatum ambo Monarchæ ſuis Literis confirmare erunt obſtricti, ut ita omnia ad magis firmandam Pacem ordinentur.

XXXI. Ad extremum ſi aliquo inſperato infortunio hunc Inducierum Tractatum, ratum & ſcripto confirmatum in aliqua horum Populorum Cancellaria contingat interire, aut aute traditionem ad Cancellariam amitti: tunc eadem firmitas hujus Tractatus in uno Dominio conſervari, ad utrumque Monarcham, eorumque Populos pertinebit: & æqualiter utrumque ad conſervandam præſentem Pacem obligabit.

Ut autem majori & ſolidæ fecuritati conſulatur; hæc omnia, quæcunque à nobis S. Regiæ & Czareæ Majeſtatis Magnis & cum plena Potestate Legatis & Commiſſariis facta, conventa, conſtituta & definita ſunt à Sereniſſimo & Magno Domino noſtro Joanne Caſimiro, Dei gratia Rege Poloniæ & Sueciæ, Magno Duce Lithuaniæ, Ruſſiæ, Pruſſiæ, Maſoviæ & ab omnibus S. Reg. Majeſtati ſubjectis Terris, & à tota Republica, tam Regno Poloniæ, quam Magno Ducatu Lithuaniæ, pariter à Magno Domino Czaro & Magno Duce Alexio Michajlowicz, totius Magnæ & Parvæ Albæ Ruſſiæ Autocratore & multorum Dominiorum ac Terrarum, Orientalium, Occidentalium, & Severienſium Hæredc, Succeſſore Domino & Dominatore in omnibus Punctis obſervabuntur: & nunc concluſa, rata, & fixa eunt. Quem Tractatum & Conclusionem nos S. R. Majeſtatis Magni & cum plena Potestate Legati & Commiſſarii manu noſtra ſubſcripſimus & Sigillis munivimus. Demum communi noſtro Juramento utrinque ſtabilivimus, atque his Inducierum munimentis ac Cautionibus, cum Czareæ Majeſtatis Magnis ac cum plena Potestate Legatis egimus. Scripta eſt hæc Confirmatio in loco Conventûs Derewnæ Andruſoviæ Anno à Nativitate Chriſti Domini 1667. menſe Januario, die trigeſtima, à condito Mundo 7175.

III. *A-*

Digitized by Google

ANNO 1667. III.

14. Fev. Les Provinces-Unies et Coloure.

Accord tuſchen ſyne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt van CEULEN, *ende Haer Ho. Mog. de Heren Staten Generael der* VEREENIGDE NEDERLANDEN, *raeckende de Stadt* Rhynberck. *Gedaen in 's Gravenhage, die 14. Febr.* 1667. [AITZEMA, *Saacken van Staet en van Oorlogh.* Tom. XIII. pag. 723. d'où l'on a tiré cette Pièce, qu'on trouve auſſi dans le *Diarium Europ.* in Append. Cont. XX. pag. 166. en Allem. dans LUNIG, *Teutſches Reichs-Archiv.* Part. Spec. Cont. I. Abtheil. III. Abſatz III. pag. 108. en Holland. & dans GASTELIUS *de Statu publico Europæ Noviſſimo.* pag. 407. en Allemand.]

ANNO 1667. III.

14. Fev. Les Provinces-Unies et Coloure.

Accord entre l'Electeur de Cologne, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas, touchant *Rhynberg.* *A la Haye le* 14. *Fevrier* 1667.

ERſtelijck, dat de Parochiale *Kercke tot Rhynberck* voornoemdt, met de appendentien van die, ſal gelaten worden aen haer Ho. Mog. gevende daer voor eens tot Recognitie *drie duyſent* Rijxdaelders oſte *ſeven duyſent vijf honderd* Guldens Hollandts geſtelt, om in de ſelve Kercke den *Gereformeerde* Godts-dienſt geoeffent te worden, gelijck tegenwoordigh geſchiet, ende ſal aen de *Roomgeſinden* vry ſtaen haere Doden in de ſelve Kercke, oſte op 't Kerckhof, indien ſy luyden daer eenige Graven ſouden mogen hebben, te begraven, de welcke oock met geen meerdere onkoſten van luyden, oſte anderſins ſullen beſwaert oſte belaſt worden, als die van de *Gereformeerde* Religie werden gedaen.

De Capelle van *Kampen*, tegenwoordig geapproprieert tot de woninge van de Commandeur, ſal tot ghebruyck van de tegenwoordigen Commandeur afgelaten worden, ende in 't toekomende aen ſyne Succeſſeurs, tot dat de Stadt den ſuccederenden Commandeur, met een ander bequaem Huys ende Logement ſal hebben voorſien.

Dat aen den *Roomgeſinden Paſtoor* tuſſen verblyven alle ſoodanige inkomſten, als hy ſal konnen bewyſen tot de *Paſtorie* aldaer te behooren, des ſal den *Gereformeerden* Predicant het Paſtorie-huys ſyn leven lang geduyrende gebruycken.

Gelijck den Abt van *Kampen* ſal blyven ontlaſt van ſoodanige *Subſidie*, als hy tot noch toe aen de *Gereformeerde* Predicanten heeft verſtelt.

Ende dewyle het Huys dat men ſeyt den *Vicarius* tot te komen, in het Jaer *ſeſtienhondert ſes en dertich* door den Blixem verbrandt, ende naderhant op hare Ho. Mog. koſten weder van de grondt af is opgetimmert, ſo wert tot optie van ſyn Keur-Vorſtel. Doorluchtigheyt geſtelt, het Huys te laten aen hare Ho. Mog. of wel de aengewende koſten te reſunderen.

De *Parochie* Kercke van *Iſum*, met de annexe Prebenden, gelaten verdende aen de *Roomgeſinden* Paſtoor, ſal het aen de Heeren van *Iſum*, als oock de opgeſetenen daer ontrent vry ſtaen, op, by, oſte omtrent het Huys van *Iſum* te maken, ende te gebruycken, een bequaeme plaetſe tot exercitie van de Gereformeerde Religie, ſulcx die ſelve tegenwoordigh in de voorſchreve Kercke ghepleecht werdt.

De Electie van de *Magiſtraet, Schepen ende Raden*, ſal geſchieden volgende de Privilegien, Handveſten, Gewoonten, ende Uſantien, daer van zijnde, en ſal die geene de welcke de Electie competeert, ende daer toe bequalificeert is, ſyne Stem vry gelaten werden, ſonder dat yemandt anders ſich daer mede ſal hebben te bemoeyen, directelijck oſte indirectelijck; Soo nochtans, dat altijdt de Magiſtraet, Schepenen ende Raed, ſal beſtaen half uyt Luyden van de voorſt. *Gereformeerde* Religie, ende half uyt de *Roomſche* geſinden.

Hare Ho. Mog. ſullen geen belet doen aen ſyne Keur-Vorſtelijcke Doorluchtigheyts Tol-bedienden, in het ontfangen van des ſelfs *Landt-Tol*, ſullende tot dien eynde de Tolberden by hare Ho. Mog. bedienden in het Ampt *Rhynberck* opgerecht, weghgenomen werden.

De Mark-Schipper op *Weſel*, *Lucas Vonck*, ſal voor ſyn leven in het bedienen van het voornoemde Ampt

PRemierement que l'Egliſe Paroiſſiale de Rhinberg, avec ſes dependances ſera laiſſée à leurs Hautes Puiſſances, donnant une ſeule fois, pour reconnoiſſance la Somme de trois mil Risdalers, ou ſept mil cinq cens Livres de Monoye de Hollande, pour pouvoir exercer la Religion Reformée dans ladite Egliſe, comme cela ſe fait à preſent, & il ſera loiſible aux Catholiques Romains d'enterrer leurs morts dans ladite Egliſe, ou dans le Cimetiere, s'ils y ont des foſſez, leſquels ne ſeront chargez de plus grands frais de ſonnerie ou autrement que ceux de la Religion Reformée le ſont.

La Chapelle de Campen appropriée preſentement pour la demeure du Commandeur ſera laiſſée à l'uſage dudit Commandeur, & à l'avenir de ſes Succeſſeurs, juſques à ce que la Ville ait pourvû le Commandeur qui lui ſuccedera d'une autre Maiſon ou Logement propre.

Qu'il ſera laiſſé au Paſteur des Catholiques Romains tous & tels revenus qu'il prouvera apartenir à la Paſtorie de ce Lieu, & le Miniſtre des Reformez jouira ſa vie durant de la Maiſon Paſtorale.

Semblablement l'Abbé de Campen demeurera dechargé du Subſide qu'il a payé juſques icy aux Miniſtres des Reformez.

Et comme la Maiſon qu'on dit apartenir au Vicaire a été embraſée en l'année mil ſix cens trente ſix par le tonnerre, & rétablie depuis juſques au fondement aux depens de L. H. P. il eſt remis au choix de ſa Serenité Electorale de laiſſer ladite Maiſon à leurd. H. P. ou de rembourſer les depenſes.

L'Egliſe Paroiſſiale d'Iſum avec les Prebendes y annexées étant laiſſée au Paſteur des Catholiques Rom. il ſera libre au Seigneur d'Iſum, comme auſſi aux Habitans, de faire auprés ou ès environs de la Maiſon d'Iſum un lieu propre, & s'en ſervir pour l'exercice de la Religion Reformée, comme elle eſt exercée preſentement dans ladite Egliſe.

L'Election des Magiſtrats, Eſchevins & Conſeillers ſe fera ſuivant les Privileges, Coutumes & Uſances qui en ſont, & celui à qui l'Election apartiendra & qui ſera qualifié pour cela donnera ſa voix librement ſans que perſonne s'en mêle directement ou indirectement. En ſorte neanmoins que les Magiſtrats, Eſchevins ou Conſeillers ſeront choiſis la moitié d'entre les Reformez & la moitié d'entre les Catholiques Romains.

Leurs H. P. ne donneront aucun empêchement aux Officiers de la Douane de ſa Ser. El. dans la recette des Droits du Païs, & ſeront à cet effet les Bureaux etablis par les Officiers de L. H. P. dans l'Oſficialité de Rhinberg.

Lucas Vonck Battelier du Batteau Marchand ſera continué dans ſa charge ſa vie durant, &

ANNO 1667. werden gecontinueert; Sullende naer syn overlyden, de dispositie daer van getaten werden aen syne Keur-Vorstel. Doorluchtigheyt.

Soo wanneer de Haven, de welcke syne Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheyt van meninge is te maecken, sal tijn voltrocken, ende volcomen tot het gebruyck geapplicaeert, sullen de Schippers haer Ho. Mog. Onderdanen, het Havengelt gehouden tijn, neveus andere, soo wel syn Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheyts Onderdanen, als andere, doch hooger niet, te betaelen.

Ende sal voortaen niemandt sonder behoorlijck daer toe van syne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt ghequalificeert te tijn, in het Ampt van *Rhijnberck* mogen jagen, veel min de *Bosschen* aldaer met houwen of anderstaets mogen beschadigen.

Eyndelijck, verclaren haer Ho. Mog. niet te sullen gedoogen, dat door die van het Guarnisoen van *Rhijnberck*, ofte eenige andere, 't zy politijck ofte Militaire Personen, van wat staet die zijn, Syne Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheyt eenige indracht geschiede in des selfs *Regalien, Hoochheden, Jurisdictien, Rechs ofte Gerechtigheden, Domeynen, Tollen, Goederen, Revenues, Bosschen, Wildtbaen*, ofte oock syne Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheyts Beampten ende Justicieren in de executie van haere Ampten eenige hinderniſſe aengedaen, veel min dat des selfs Onderdanen met eenige exactien, ofte extorsien souden gequelt worden.

Alle welcke Poincten aen den Commandeur van de Stadt Rhynberck tot des selfs naerichtinge sullen werden bekent gemaeckt:

Gelijck oock dit alles mede wegens syne Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheyt sal werden bekent gemaeckt aen den Ampetman . . . ende de Magistraet van de meergenoemde Stadt *Rhijnberck*, om insgelijck te strecken tot haere naerichtinge.

Desé Pointen ende Artieulen sullen niet prejudicieren, noch te doen derogeren aen de *Capitulatien*, ende Conventien, die voor date desés, souden mogen syn opgericht, anders ofte verder dan voor soo veel die selve hier mede uytdruckelijck souden mogen verandert zyn.

De voorsz. Pointen ende Artieulen, hier vooren verhaelt, sullen ten wederstaen ter goeder trouwe ende onverbreeckelijck onderhouden worden, ende tot meerder vatlicheyt van dien, syn hier van gemaeckt twee gelijckluydende Instrumenten, ende by de Heeren Gedeputeerden van haer Ho. Mog. ter eenre, ende den voornoemden *Agent* van syne Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheyt ter andere zyde, met handt ende Zegel bevestigt, ende sullen de Ratificatien daer op binnen den tijt van een maendt naer dato desés, ofte wel eerder, is doenlijck, in behandige ende behoorlijcke forme werden uytgewisselt. Aldus gedaen in 's Gravenhage den *veertienden* February *seshondert seven en sestich*.

(L. S.) *J. Brackel.* (L. S.) *Jan van Ysselmuyden.*
(L. S.) *B. de Asperen.* (L. S.) *H. Gokinga.*
(L. S.) *Johan de Wit.* (L. S.) *Henrick van Crommon.*
(L. S.) *M. van Crommon.* (L. S.) *Johan van Reede. Lochteren.*
(L. S.) *Johan van Reede.* (L. S.) *J. van Borssele van der Hooge.*
(L. S.) *E. van Botsma.* (L. S.) *C. Burgh.*

la disposition en sera laissée après sa mort à sa Ser. Elect. ANNO 1667.

Quand les Ports que S. Ser. El. est dans le dessein de faire feront acheuez & qu'on s'en pourra servir, les Bateliers Sujets de L. H. P. seront obligez de payer le Havengelt *à sa Ser. El. comme les autres, mais pas davantage.*

Et personne à l'avenir ne pourra chasser dans l'Officialité de Rhinberg, sans être convenablement à ce qualifié de S. Ser. El. & encore moins couper ou autrement endomager les Bois.

Enfin L. H. P. declarent, qu'ils ne consentiront point que ceux de la Garnison de Rhinberg ou quelques autres, soit Politique ou Militaire, de quelque condition qu'ils soient, donnent aucune atteinte aux Regales, Prerogatives, Jurisdictions, Droits, ou Justices, Domaines, Peages, Biens, Revenus, Bois, Parcs, de sa Ser. El. ni d'exporter aucun empeschement à l'execution des Charges de ses Officiers & Justiciers, & beaucoup moins que ses Sujets soient molestez par aucune exaction ou extorsion.

Tous lesquels Points seront notifiez au Commandeur de Rhinberck pour son instruction.

Comme aussi ils seront notifiez de la part de sa Ser. El. à l'Official . . . & Magistrat de la susdite Ville de Rhinberg, pour leur servir aussi d'instruction.

Les Points & Articles ne prejudicieront ni ne dérogeront aux Capitulations & Conventions qui peuvent avoir été faites avant la datte des presentes, si non entant qu'il pourroit y être changé quelque chose par cedites presentes.

Lesdits Points & Articles cy-dessus seront de part & d'autre inviolablement & de bonne foy observez, & pour plus grande fermeté de ce, en a été fait deux Instruments de même teneur, & ont été signés & confirmez du Sceau des Deputez de leurs Hautes Puissances d'une part, & de l'Agent de sa Serenité Electorale, d'autre part, & en seront les Ratifications en bonne & deuë forme échangées dans le temps d'un mois ou plûtôt si faire se peut. Ainsi fait à la Haye le quatorziéme Fevrier mil six cens soixante sept.

(L. S.) J. Brackel. (L. S.) Jean d'Yssel-muyden.
(L. S.) B. d'Asperen.
(L. S.) Jean de Wit. (L. S.) H. Gockinga.
(L. S.) M. de Crommon. (L. S.) Henri de Lochteren.
(L. S.) Jean de Reede.
(L. S.) E. de Botsma. (L. S.) J. de Borsele van der Hooge.
(L. S.) C. Burgh.

IV.

1. Fevr. MAYENCE ET PALATIN. *Sentence Arbitrale des Deputez de France & de Suéde dans le Different entre l'Electeur de* MAYENCE *& ses Alliez d'une part, & l'Electeur* PALATIN *d'autre, au sujet de divers Droits & prétentions. A Heilbron, le 17. Février*, 1667. [Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 321. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. Abſatz I. pag. 424. en Latin & en Allemand; dans LONDORPII

[(1) *Acta Publica* Tom. IX. pag. 480. en Latin; & dans GASTELIUS *de Statu publico Europæ noviſſ.* Cap. IX. pag. 447.]

POſtquam Sereniſſimi ac Potentiſſimi Reges, utpote in controverſis circa Wildfangiatum, Conductum & Telonia, indeque dependentia Jura, inter Eminentiſſimos Principes, Joannem Philippum Moguntinum, tanquam Epiſcopum Herbipolenſem, & Wormatienſem, Carolum Caſparum, Trevirenſem, Maximilianum

(1) La Copie de *Londorpius* differe affez des autres dans les termes, quoi qu'elle ne s'en éloigne pas dans le fens. Il femble que ce ne ſoit qu'une Traduction de quelque autre Traduction. Celle-ci eſt tirée du *Theatrum Pacis*. La même Piéce ſe trouve auſſi dans le *Theatrum Europæum*, Tom. X. pag. 464. (DUM.)

ANNO 1667. num Henricum, Colonienſem, Archi-Epiſcopos Sacri Romani Imperii per Germaniam, Galliam, Regnum Arelatenſe, & Italiam, Archi-Cancellarios & Electores, Sereniſſimum Carolum, Lotharingiæ Ducem, & Barri Marchionem, ut & Reverendiſſimos Principes, Lotharium Friderieum & Franciſcum Egonem, Sirenſem & Argentinenſem Epiſcopos, ſimiliter Comites Khevingavios, & Immediatum Sacri Romani Imperii Nobiliatem in Tractu Rheni, Suevie, Franconie, & apperti-entibus locis, ex una; Tum Sereniſſimum Principem, Dominum Carolum Ludovicum, Comitem Palatinum Rheni, Sacri Romani Imperii Archi-Theſaurarium & Electorem, ex altera parte, nunc per aliquot annos duranribus controverſiis electi ac recepti Arbitri, vigore delati, receptique Arbitrii, hinc progerea delegatos & ſpecialibus Mandatis inſtructos Miniſtros & Conſiliarios, Honoratum Conrin, Sereniſſimi ac Potentiſſimi Principis ac Domini, Domini Ludovici XIV. Galliarum & Navarræ Regis Chriſtianiſſimi à ſecretioribus Conſiliis, nec non Libellorum ſuppilcum Magiſtrum, per Circulos Superioris & Inferioris Rheni Legatum Extraordinarium; Davidem Mevium, Sereniſſimi ac Potentiſſimi Principis ac Domini, Domini Caroli XI. Sueciæ, Gothorum & Vandalorum Regis à Conſiliis ſecretioribus, & Supremi Tribunalis quod Wismariæ eſt Vice Præſidem, ut & Martinum Boickel, ejusdem Regiæ Majeſtatis Conſiliarium Aulicum, Aquam cum adjunctis Legatos Extraordinarios, Heilbronnam (qui locus ad hoscce Tractatus aptiſſimus viſus fuit) miſerant, coram quibus etiam deinde vi Compromiſſi, die I. (XI.) Novembris, Anno MDCLXVI. ab utraque contravertentium Partium Plenipotentiariis ſubſcripti & ſubſignati, poſtea quoque à Principalibus ipſis ratificati, intra præfixos in eodem Compromiſſo terminos, gravamina, exceptiones, Repliese, una cum adjunctis Documentis Literariis exhibita, Documenta hinc inde bonâ fide, partim recognita, partim pro recognitis acceptata ferunt, eundemque Partes conſeruerunt, atque Proceſſus ad Laudi promulgationem usque deductus fuiſſet, perpenſis deinde eâ quæ decet diligentiâ Actis, ponderatisque cauſarum circumſtantiis & momentis, de præfatis controverſiis, vi compromiſſorialis hujus Laudi, arbitrantur & pronunciant.

Primò quoad Wildfangiatum. Quod omnes Perſonæ peregrinæ, mares & fœminæ, perſequutam corporum ſuorum Dominam non habentes, nemine excepto, tanquam Wildfangi, ſi quando in Palatinum non ſolum, ſed etiam in adjacentibus Epiſcopatibus, Dominiis, Oppidis, Pagis, & Ditionibus, de quibus preſens controverſia vertebatur, Dominium conſtituerint. Domûs Electoralis Palatinæ, juxta tenorem Privilegii, & in eo memoratam antiquitorem conſuetudinem facti ſunto, & inpoſterum neut, & quod ibi hoc indebito nomine peregrinorum, non tantum ſi peregrini, qui planè extra Germaniam exiſtant, ſed omnes advenæ homines, undecunque venerint, qui in Ditione illa, ad quam veniunt, indigenæ non ſunt, ſecundum proprietatem vocis (Peregini) prout ibi reſpectu Dominum accipitur, & ex uſu antecitorum temporum comprehenduntur; ad illos vero extendi non poſſit, qui, cum jam ante alicujus Epiſcopatûs, vel Dilionis Subditi, & hueri homines fiunt, ab uno loco ad alium, aut ex Oppido vel Pago quopiam ad aliam Pagum ejusdem Ditionis migrare, & Domicilium ſuum mutare voluerint; nec etiam ad illa loca, in quibus ſpeciatim Wildfangiatus ab Imperatoribus Romanis aliis concelius eſt, præſertim in Comitatibus Wildt- & Rheingraviorum, Dauni & Kühnburgi, nec minus Steinii, usque dum antiquus jus & uſus ejusdem hoc ſtlorum t'rivilegio, illic locorum plenum redderur.

Quoad Jus in ejusmodi proprios homines & Wildfangios exercendum, quòd discrimen fieri debeat inter Jura perſonalia, quæ ipſi perſonæ ſeu corpori adhærent, atque Territorialia Jura, quæ à Superioritate & Jure Territoriali derivantur; ut illa ubi cum municipatione (Electoratui Palatino) vi Privilegii competant, at quod juxta antiquiora Jura & Conſuetudines proprios homines concernentia, ſit de iis ſtatuendum. Proindeque facultas illiusmodi homines adventitios, & ex his descendentes, in numerum propriorum hominum recipiendi & conſtituendi cenſum corporalis, in pecunia vel gallinis, operæ præſtari ſolitæ, ſic tamen ut operæ illæ tolerabiles ſint, & debitis Subditorum præſtationibus non officiant, cenſus de defunctis, Mortuarium dictus, pecunia pro introitu, cenſus pro receptione, redemptio à proprietate hominis, jus ſuccedendi in bona vicinitia, jus Detractionis, niſi Dominus Territorii id ſpecialì ex Privilegio vel ex uſu acquiverit, Homagium & Juramentum Fidelitatis & Obedientiæ (ſine tamen præjudicio tamen Homagii illius, quod Domino Territoriali debetur,) Conſtitutio Officialium, vulgò *Amtmänner* dictorum, qui ſita obſervent & exigant, jus mandandi & vetandi, in quantum hoc illorum debita officia, ſervitia & quicquid eos præſtare convenit, juxta eo ſitum diem, quâ hactenus in ſingulis locis id exercitum fuit, Palatinis Comitibus reſinquentur. Cætera verò Territorialia Jura, quorum Domini Tædarati in Libello mentionem faciunt, non ſolum ea, quæ Sereniſſimus Electior Palatinus ſibi Jure Wildfangiatûs attributa aſſerituur, nempe Collectæ, Cenſus, Gabellæ, pecunia pro ſingrantibus Principibus Jubilæus, & elocatione Filiarum Principum, Cautiones, Appellationes in Eccleſiaſticis & Secularibus, Criminalibus pariterque Civilibus, realibus nec non perſonalibus Cauſis, Confirmationes Contractuum, Transactionum, Teſtamentorum, Pedorum ſponſalitiorum & Matrimonialium, divitiones Hereditatum, Jus Venandi feras majores minoresque, Forellas, Picandive, Hospitatura, Albergoth eam quoad perſonas quam quoad certos equosque incitamenta, Advocatia Eccleſiaſtica, affixio & publicatio Patentium Libtorum, Mandatorum, Relcriptorum, Juſſorum, Cenſionem, jus Mutatorum & hospitio Militum, ut & expenſa bellica, prælium eorum & equorum pro impoſimentis militaribus, Jaciarum receptio, aſſiſtentia honorum, finium & limitum deſcriptio, ya-riorque alia hujusmodi Jura, quæ adhuc præ-nobantur, veluti præter Levitæ perſonalia, Jus Angariarum, itineris & ſequelæ, armorum diſtributio in bello Militum, Jus ordinarie & extraordinarie collectandi, denique Tutores, earumque rationes examinandi, literi aris (extra eatim honorum transmiſſi) ad nili justa tenorem Privilegii Wildfangiatum concernentis, in Territorii Conſideratorum eidem land competant, ſic ut ſupoſitum ſub hoc thulo ea exercere aſſim.ar; Exceptis tamen iis locis, in quibus per Transactiones tale quid conceſſum eſt, ſicut quod præſenti hoc Jura eurulque exercitium id obſervetur, quod Transactiones ac Pacta Conventa inter Sereniſſimos Comites Palatinos Electores, & Reverendiſſimum Epiſcopum Spirenſem, diverſis temporibus, nempe Anno MCCCCXCI. & Anno MDXX. inita continent, ſimiliter quoque inter altenemoratum Domum Palatinam & Comitem Felelcindelnium Conventa anno MDXXXVIII. vigorem ſuum obſtinentem & ferentur; Sic tamen ut in caſu aperti Feudi & conſolidationis Dominî nullis eum directo, (reſtrictis antea omnibus in Pagis & Locis, ad dictum Feudum pertinentibus, eum in ſtatum, in quo tempore Inveſtituræ ipſis Comitibus Palatenſeindelnis factæ erant) Domino Feudi Transactio illa nullatenus nocere aut præjudicare poſſit; Eodem modo in Paris Cæſchoviæ quoque Generis obnoxiis Pagis cum Nobilitate, ratione exemptionis propriorum hominum Palatinorum Transactionis inter illos tantum obſerventur, nec ultenus extendentur. Quicquid autem in Actis de aliis Conventionibus, nominatimque cum quibuſdam Nobilibus, aliquatur, quandoquidem ex prodneta non fuerunt, id in medio relinquitur.

Præterea etſi Sereniſſimus Comes Palatinus Elector ex certo quodam Jure Superioritatis Territorialis ibi plura arroget, attamen quoad hoc nihil ei attribui poteſt, priusquam ſpecialim ea in Locis vel Pagis exercita fuiſſe demonſtretur; Quod ad perſonas Comprommiſſum non pertinet, ſed ordinario Judicio re ex ſe tur, cui etiam præterea Jus Territoriale in Pago *Minſenbach*, ut & quod de quibuſdam Nobilium locis aſſeritur, reſtitum cſto.

Omnia verò Jura, quæ prædicto modo Sereniſſimo Electori Palatino ex cauſa Wildfangiatûs competent, aquitate ipſa id poſtulante, ſic conſerventur & exerceantur, ut Dominorum Territorialium ſua Superioritas, Regalia, Jurisdictio, & cætera Territorialia Jura in Ditiones & Subditos, quæ per Inveſtituras & Privilegia Cæſarum acquiſiverc, vel longo usu obtinuere, in exteris illæsa ſint, nec impediantur, aut perturbentur.

Propterea cum his pugnantes exceptiones, interdicta, protectio, præſcriptio formularum Homagii Provincialis, ut & Mandatorum vel Interdictorum Domini Territorialis, Religionis & Jurisdictionis interpellatio, intermittentes. Et ſi impoſterum controverſiæ oriendam

ANNO 1667.

Digitized by Google

ANNO 1667. esſitent, ea non vi, ſed amicabiliter vel Jure ſopiantur; è contrario Sereniſſimus Elector Palatinus ejusque Officiales circa Mandata & exactionem ejus, quod Electori Palatino tanquam hominum proprioruin Domino debetur, nulla remora injicietur. Et ſi Jurisdictionis Territorialis auxilio ad executionem eorum opus fuerit, id ad inſtantiam, à requiſitis loci Senſitelo promptè, eo verò denegato, aut ad octiduum à tempore Requiſitionis protracto, ipſimet permiſſum ello exequi.

Et cùm deprehendatur ea, quæ nunc in controverſiam deducta ſunt, non adeò ex Juribus, eorumque competente exercitio, quàm ex Officialium excellibus provenille, & quod Pacis & bonæ vicinitatis gratiâ expedita non parum, ut inpoſterum ii in-& colibentur ipſi. Ideò conduenere vilum fuit, ut ad evitandam perſonalium & Territorialium Jurium colliſionem & præveniendas ob eam metuendas difficultates & contentiones tàm ratione officii, quàm quoad modum in exercitatione eorum Jurium ſervandum, & inſtructiones hanc Laudo convenientes concipiantur, & has nunquam, ſine conſigna pœna transgredi fas ſit.

Quoad ſecundum Compromiſſi Articulum Jus conducendi, & quæ de eo dependent, concordatum, Juri congruit, ut Transactiones & Conventiones deſuper initæ, inter utrasque Partes inprimis jurata ipſarum tenorem, ſervarentur. Quandoquidem verò vi Conventionis, Præfectura Lauza, quæ Epiſcopatui Herbipolenſi cum omnibus Juribus, cum iis & Jus quoque conducendi, quemadmodum ea Ludovico ab Hutten vendita erat, ceſſa fuit, & nil ſuſequam ex eo reſervatur, propterea illud jam dicto Epiſcopatui ſine impedimento relinquetur imperturbatum, nec Electori Palatino integrum ſit, ſibi ratione ejusdem quicquam arrogare.

Similiter ea quæ inter Sereniſſimos Electores & Reverendiſſimos Epiſcopos Spirenſes, diverſis vicibus de Jure conducendi transacta ſunt, obtinebunt, & ſervantur, & ea, quæ contra illa facta ſunt, emendantur. Inter quæ etiam, quæ Edickhovenſis Receſſus demirit, in uſu maneat, & valeat; quod ſi verò minùs omnibus Reverendiſſimus Epiſcopus præveniri, ſibi, non obſtante Antecelſorum ſuorum factâ approbatione, ab hoc recedere, ſibi fasque eſſe, liberum ipſi eſto, per viam Juris in locis competentibus id planum faciendi, ut tamen dictus Receſſus, prout in aliis punctis, ita quoque, in ſpecie quantum Salvum Conductum & aperturam Deidesheimenſem concernit, usque ad aliam Judicialem deciſionem, porrò obſerventur. Et reſpectu ipſi etiam Jus conducendi, quod per Privilegia & Inveſtituras obtinuit & hactenus exercuit. Cætera quod attinet, quibus in Conventionibus certus modus haud præſcriptus aut definitus, & à Domuis Confœderatis gravaminis loco poſitum eſt, & in controverſiam deductum fuit, Juri atque Conſuetudinibus Imperii conveniens cenſebatur:

Primò, ut Sereniſſimus Electior Palatinus in Ditionibus Confœderatorum Jure conducendi non aliter utatur, quàm in tranſitu Principum, aut ſimili aliorum dignitate illuſtrium Perſonarum, Copiarum equeſtrium vel pedeſtrium, Mercatorum ad ſolemnes Nundinas profiſcientium, aut etiam Judæorum, Zingarorum & ſimilium perſonarum, quibus juxta Leges & Conſuetudines absque conductu ſecuritas non competit.

Secundò, ut nec exigatur aut exerceatur Jus conducendi, ſiquando Domini Territoriorum & Viarum ipſarum, nec non ipſorum Officiales, Milites & Subditi per eas vias commeant; ſed innotio & Conſtitutionibus Imperii congruenti, libero & non impedito tranſitu in Ditionibus ſuis utentur, quemadmodum & Electores Palatini, eorum Miniſtri, Milites & Subditi viciſſim eadem liberate fine conductu alio, ſimili modo gaudeant.

Tertiò, Proceſſiones Religioſæ liberæ, & conductui nulli adſtrictæ ſunto.

Quartò, ut non in aliis quàm Viis Regiis conducendi Jus exerceatur; Cùm autem nondum omninò in propatulo ſit; quæ pro talibus habenda erunt, interim verò tàm æquitati, quàm tranquillitati atque concordiæ non parum conferet, ſi illa denominentur & deſcribantur exactè, ut & terminus à quo, per quas Ditiones, & quo usque Salvus Conductus ſe exerat, deſignetur. Ipſi neceſſitas poſtulat, ut ab utraque parte tales perili locorum nomineatur, à quibus deſignatio Viarum, quæ pro publicis hactenus habitæ vel in futurum habendæ ſint, expediatur, ſecundùm quam in poſterum Palatini Jus illud exerceant, ei tamen lege, ut Domini Territoriales eosdunatis viribus fedulò curent, ANNO 1667. ne tranſeuntes, qui conducendi erunt, alii vi, alii ſuâ ad unum inferamve locum venire poſſit, inceditur, aut detinuin deſſectent, à illâ vi incedere neceſſitas exigat.

Quinto, ut Jus conducendi intra ea ſe coniinear, quæ edicti in alienis Ditionibus per Leges & Conſtitudines Imperii, præſertim tini litorum, conveniunt; ſi quando autem ex Privilegiis apparet ad ſecuritatem & cuſtodiam viarum Jus conducendi Electoratui Palatino concellum elle, virtute ejusdem competat, idem inſimul ad id commodius exercendum, inſpectio viarum & exploratio ſecuritatis earundem, conſtituio & ſuſtentatio Equitum Conductorum, indagatio & perſecutio Latronum, Prædonum & inſidiatorum hominum, per quos Viæ publicæ inſeſtantur, (eas Nôte hoc Transſeribens / ut vocant,) talium qui in ejusmodi Vils inveniuntur abducio & punitio, ut tamen quicquid eo nomine ſit intra terminos Viæ Regalis conſtitat, & ut ab iis cuſtodiæ Viarum præpoſiti non deſectant, multò minus vicinis Provincialibus molelti vel prægraves fint, fed ſuis ſumptibus ſine horum damno & onere, illa omnia expediant. Quod ſi in perfectione factionoſi à publica Via ad vicinas vel alia loca adjacentium Territoriorum profugerint, perſecutoribus quidem permiſſum ſit, eos proſequi, & etiam in fuga ſiltere & apprehendere, non verò abducere, quin potius iis, in quorum locis capiuntur, extradendi erunt, ut ab iis punianrur.

Sextò, ut Animadverſio in delinquentes & eorum pœna tàm quoad ſitos, qui conducuntur, & qui in eorum comitatu ſunt, quàm Equitum conducentium ipſos, penes Sereniſſimum Electorem ſit; quicquid autem aliàs Jurisdictionis ſeu Civilis ſeu Criminalis erit, ex titulo Salvi Conductûs non competat, ſed ad hos pertinebit, quorum vel Jus Viæ publicæ, vel hanc adjacent Territorium eſt. quibus & in via delinquentium punitio, ut & cadaverum fuſtitio, tine impedimento, relinquatur, & oportet, ut Liberis Inveſtituram & Privilegiorum, per quæ illud obtentum, quoad id inſiſtetur, absque non exiſtentibus, conſtando & poſſeſſio, quæ hactenus vigoit, obtèrvabitur, donec ſuper ea aliquid plenius in Foro competente deductum & Sententiâ definitum erit.

Septimò, ut, quando captivi ob crimen ab ipſis committum ad carceres, vel damnati ad locum ſupplicii ex una Præfectura in aliam, vel ex uno Pago in alium per Viam publicam deducuntur, conductu opus non eſto, ſed quibus Jus Viæ publicæ aut ratione vicinitatis ejusdem liber uſus competit, eum velint, illûc deducere eos, liberum relinquetur.

Tertium Compromiſſi Caput, nempè Telonia quod attinet, æquitas poſtulat, ut quæ antehac eorum gratiâ conventa fuerunt, in poſterum quoque obſerventur, prolindè ex otio ſi & firmiter teneantur, quæ inter Sereniſſimum Electorem Palatinum & Reverendiſſimum Epiſcopum Spirenſem in Anno MDXXI. ut & inter illum, & Comitem Falckenſteinium Anno MDXXX. deſuper transacta ſunt, ut miſſionimus quoad hoc etiam Domino Feudi in Comitatu Falckenſteinenſi, ratione Feudalium Bonorum in caſum caducitatis Feudi, jus fanm, quod tempore Inveſtituræ ipſi competit, reicrvarem ſit.

Porrò incumbit quoque Sereniſſimo Electori Palatino, vi tenoris Tractatuum cum Reverendiſſimo Epiſcopo Wormatienſi, Anno MCCCCLXXXV. initorum, ratione Telonii in Heinsbach, vias, ſine onere Subditorum, nili ab antiquo inde ita obſervatum fuerit, quod Subditi operas ad hoc præſtare debeant, reſicere, bonaque & res Epiſcopales, haud verò perinde Subditos & Merces in Præfectura exiſtentes & quæ in illam apportantur vel exinde exportantur, cum vel maximè de iis Pacta expreſſam mentionem non faciant, immunes dimittere. Si verò à parte Epiſcopatûs Jus hoc ab alio capite porrò prætendetur, deſuper in Judicio ordinario contendere ipſi integrum ſitur tamen interim præſens poſſeſſio continuetur, & eò usque non inhibeatur, ut illic ejpus Telonarius erectus habeatur.

Ratione partitionis Telonii in *Lauenburg*, *Lampertheim*, *Hofheim*, *Heinsheim*, *Dromſheim*, ſicut & in *Lundeck*, quandoquidem Conventiones de communione ejusdem nullam mentionem faciunt, id quod à parte Palatini tuquam præcipuum nomine illorum prætenditur, & hactenus perceptum eſt, porrò obtinebit, donec à Parte adverſâ evincetur, quod tempore translationis Dominii Telonia in iis locis communia, & translationem in Electoratum Palatinum non aliter factam

Digitized by Google

Anno 1667. factam fuisse, vel quod temporibus his durantibus, in quibus Juri Vectigalia exigendi præscribitur, injuste percepta fuerint, de quo ordinarium Judicium cognoscet.

Querelas de introductis novis Vectigalibus quod attinet, cum Partes in mere contradictoriis versentur, atque una quod nova, altera vero quod antiqua & longissimis inde temporibus introducta sint, finiter alterat, reperiri tamen hucusque hujusmodi tabi non potuit probatio, ex qua liquidò & verè apparerent, illa in tantum contra Leges Imperii noviter introducta esse, ut illatim abrogari debeant, sed quòd ulteriori inquisitione, probatione, & dictaminе ejus habeant, autecquam inprimis in re tanti momenti certi aliquid statuetur. Quandoquidem autem in Capitulatione Cæsarea quoad nova Vectigalia, & ratione illorum exsistentium gravaminum, procedendi & judicandi modus præscriptus est, oportet ut propterea omnia in statu, in quo hactenus fuerunt, relinquantur, & controversiæ ulteriori inquisitioni & determinationi eò remittantur, cui similiter ouerela de Telonijs Subsidialibus (*Hebe-Zoch*) jungetur. Ut philomnibus interim hæc declaratio locum habeat, tanquam appendix Vectigalium, quòd per hæc Vectigalia quantitas quæ in contributo Telonii loco solvenda est, nequaquam multiplicetur, aut omnis ejusdem ullo modo augeatur, nec in posterum talia sine præscitu & voluntate Dominorum Territorialium introducantur, fed Dominorò quando iis opus fuerit, eum illorum voluntate secundum Privilegium Cæsareum ad hæc procedatur. Quod si etiam Territoriorum Domini adversus peregrinantium defraudationes tales cautiones interponere vellent & possent, ut Telonium, quod alibi solvitur, per has tantum tectumque maneat, ob eas meritò ab onere Telonionum subsidialium liberantur, cum vel maximè hoc modo finis erectionis earundem è medio tollatur. Ubi & usque quò Electoratus Palatinus Vectigalium possessionem retinet, eidem liberum esto. Clypos Telonariorum tanquam eorum signa in locis iis, in quibus Telonia exigantur, in aliis verò locis eo nomine minimè, erigere.

Telonarii quotquot illorum Serenissimo Electori Palatino in Ditionibus Dominorum Confœderatorum in Vectigalibus exigendis operas suas præstant, ratione officii meriti & Jurisdictionе, ut & ab onеribus personalibus, exemptionem suam retineant, & exteris vero, ubi Domicilium suum collocaverint, Domino Territorii Humagium confuetum ratione caudarum, aliorum & delictorum, quæ officium illorum non concernunt, præstent, & ad instar aliorum incolarum eorum Forum fortiantur, nec non realia & mixta onera subeant. Telonium in alterius cujusdam Territorio hic exigetur, ut præter illud alia Jurisdictio ibi non arrogetur, & quòd ea extra locum, in quo ordinarie Vectigal pendetur, vi haud invadatur, fed si contingit, ut ab aliquo Subdito aut Peregrino fraus committatur, eum in flagranti delicto persequi, afferе & silvendam ab eo solutionem exigere permittum sit, eum tamen, si non soluerit, in vinculum non abducent, sed vel nunc vel postea illum coram Judice loci de defraudatione convenient, & ejus Judiciale auxilium implorent. Id quod sine mora intra octiduum tàm ratione Imperii quàm quoad personas commissæ defraudationis, impertietur, aut si diutius protrahetur, delinquentem ut & Bona sua, si ad locum Vectigalis reverterint, vel si quando sub Jurisdictione Palatina deprehenderint, arrestare, detinere, & coercere in potestate illorum situm esto.

Quantum immunitatem à Telonijs attinet, censetur, quod omnia, quæ Episcopi & Clerus, ut & Rheingravii, nec non immediata Imperii Nobilitas ex Promotionibus, redditibus & fructibus suorum Dominiorum percipiunt, si ea usus fuì & consumptionis gratiâ in loca ubi degunt, devehant, exempta sunto, ut tamen cura adhibeatur, ne vectigalibus fraus har.

De cætero, autem, ut exemptio ipsis, secundùm ipsorum Privilegia, sic restituatur & relinquatur, quatenus vel notorium vel probabile est, olim et per longum usum gavisos fuisse, quod tamen, cùm ex Actis nihil certi de eo apparet, hic vice determinari non potuit, præterquam quod id, quod ratione exemptionis Nobilium in allegata Confœderatione Dominorum Electorum Rhenensium definitum reperietur, inviolabiliter servandum fore videtur.

Quicquid priori observatione, ut & secundùm mentem vel usum Privilegiorum incertum & controversum, ipsorum etiam id quod cum Episcopatu Spirensi, in causa Mandaat, in sala Cæsarea sub lite pendet, decisioni Judiciali in loco competente relictum esto.

Quoad Vectigal Uebrheimense, quod Reverendissimus Episcopus Spirensis vi Privilegii de Decreto Cæsarei, cum concessione, illud, quo velit, exigere, ostendit ut id ad alia loca transferat, non impeditur, *sed in* eundem libero arbitrio hac interturbatione nihil innovatum, illud in Territorio, ad eumque spiritu placebit, exigere, consequenter eidem loca certa præfigere, dummodò exactio non multiplicetur, fed semel tantum juxta tenorem Privilegii fiat.

Quamvis præter hæc in superiori Laudo determinata, alia plura gravamina & inconvenientiæ in Libello atque Actis fuerint prolata, attamen cum ad Compromissum, quod tribus memoratis Capitibus, eorumque dependentiis adstrictum, ea non pertineant, idirco nihil de iis statui potuit, fed Foro competenti relicta sunto.

Præsens hoc Laudum S. S. R. R. Majestatum nomine & ex Mandato Earundem Regii ad hanc causam missi Legati Extraordinarii & Abiegati, apud in Compromisso concordatum & conventum fuit, manibus & Sigillis nostris subscripsimus & sobignavimus. Actum Heilbronnæ XVII. (Novi,) & VII. Februarii Styli Veteris Anno MDCLXVII.

(L. S.) Honoratus Courtin, *Regis Christianissimi Legatus Extraordinarius.*

(L. S.) David Mevius, *S. Reg. Maj. Suecia Abiegatus Extraord.*

(L. S.) Martinus Boeckel, *Sac. Reg. Maj. Suecia Abiegatus Extraord.*

V.

Traité entre Louis XIV. *Roi de France, &* 28. Fevr. *l'Electeur de* Mayence, *fait à Wirtzbourg le 28. Février 1667.* [Freder. Leonard. Tom. III.]

France et Mayence.

Le Roi Très-Chrestien ayant témoigné jusques icy dans toutes les occasions qu's'en sont presentées, combien il avoit à cœur l'exacte observance du Traité de Munster & le repos de l'Empire, & voulant aller au devant de tout ce qui pourroit alterer l'un & l'autre, s'il arrivoit quelque rupture entre les Couronnes de France, & d'Espagne. Sa Majesté a jugé à propos de s'informer d'aucuns des Electeurs & Princes du Rhin les Alliez, quelle resolution ils pretendroient de prendre en cas d'une pareille rupture, & si on venoit à leur demander des ouvertures ou des passages dans leurs Etats, contraires aux Constitutions de l'Empire & à l'Instrument de la Paix, afin qu'elle puft prendre des mesures certaines pour le bien & la seureté de ses affaires.

Monsieur l'Electeur de Mayence a fait entendre à Sadite Majesté qu'estant persuadé que le maintien dudit Traité de Munster en toutes ses Parties, estoit le veritable moyen de conserver le repos & la tranquillité dont la Patrie jouissoit depuis la conclusion, il estimoit non-seulement l'observer ponctuellement de son costé, mais s'opposer de tout son pouvoir à ceux qui voudroient y contrevenir, de quelque maniere & sous quelque pretexte que ce pût estre; que quelques differens qui pussent arriver entre les Couronnes de France & d'Espagne, son intention estoit de demeurer neutre, & de faire entrer que l'Empire ne le meslast point des Guerres Etrangeres; que pour cet effet il estoit sur le point de convenir avec quelques autres Electeurs & Princes déja fes Confederez par l'Alliance du Rhin, d'une nouvelle declaration pour une plus etroite observation de la mesme Alliance, en vertu de laquelle ils seulent empescher dans leurs Etats toutes fortes de levées, de quartiers & de passages contraires aux Constitutions de l'Empire, afin que par ce moyen ils puissent non-seulement le conserver dans une parfaite Neutralité, & détourner de leurs Etats les maux qu'ils pourroient y attirer en favorisant les uns ou les autres des Princes leurs voisins qui seroient en Guerre, mais encore se mettre par cette Neutralité en estat aux mesmes de pouvoir estre Mediateurs de leurs differens

Sadite Majesté ayant avoir meurement consideré la fin que se proposent ledit Sieur Electeur, & les autres Electeurs & Princes dans cette plus etroite Alliance qu'ils pretendent contracter ensemble, n'a pû l'empescher de loüer leur faye conduite, & le zele qu'ils témoignent pour le bien de leur Patrie; & quoi qu'elle ait jugé qu'il pourroit se presenter diverses occasions, où cette pensée & resolution dudit Sieur Electeur & des

ANNO 1667. autres Princes, de ne permettre aucunes levées de Gens de Guerre dans leurs Etats, comme estans contraire à ce qui est porté par l'Alliance du Rhin, seroit de grand prejudice aux affaires de Sa Majesté; neanmoins comme elle a toûjours eu autant à cœur les Interests des Princes ses Amis & Alliez que les siens propres, & que d'ailleurs elle trouve cette Union non moins utile & avantageuse au reste de la Chrestienté qu'à leur Patrie, Sadite Majesté a pris aussi de la part la resolution, non seulement d'y consentir & de s'y conformer, mais encore de s'unir pour la mesme fin avec ledit Sieur Electeur, qui a agréé d'autant plus volontiers l'honneur qu'il plaît au Roi vouloir lui faire; qu'il a feu que quoi qu'il pût arriver des Guerres qui pourroient se faire entre la France & l'Espagne, à l'occasion du Cercle de Bourgogne, lequel doit en vertu du Traité de Munster demeurer Membre de l'Empire, Sa Majesté Tres-Chrestienne declare, que son intention est que l'Empire n'en reçoive aucune diminution, prejudice ni dommage, & que toutes choses, sans y rien innover ni alterer, demeurent en la disposition où elles ont esté mises par l'Instrument de la Paix.

Surquoi le Sieur Abbé de Gravel, muni d'un plein Pouvoir de Sa Majesté, ainsi en plusieurs Conferences avec Monsieur l'Electeur de Mayence en personne, ils sont enfin conveus du present Acte aux conditions qui ensuivent.

I. Que l'Alliance du Rhin au terme de son expiration, sera prorogée encore pour trois années consecutives, avec les mesmes Princes qui la composent aujourd'hui & qui y voudront demeurer, si non avec les autres & aux mesmes conditions des Instrumens precedens.

II. Sa Majesté promet & s'engage audit Sieur Electeur, & aux autres Princes, de ne leur demander à l'avenir aucunes levées, quartiers ni passages pour ses Troupes dans leurs Etats, à moins qu'elle ne fut contrainte obligée de le faire pour proteger & assister quelqu'un d'entr'eux, en conformité de ladite Alliance du Rhin.

III. Ledit Sieur Electeur s'engage reciproquement & promet à Sadite Majesté, de n'accorder aucunes levées, quartiers ni passages de Troupes dans ses Etats & Pais, sous quelque pretexte que ce puisse estre, à aucun Potentat ou Prince, de quelque dignité qu'il puisse estre, soit de l'Empire ou Etranger, à moins que lesdits passages ne fussent exactement selon les Constitutions dudit Empire, & pour servir & assister quelqu'un de leurs Alliez compris dans ladite Confederation du Rhin.

IV. Afin d'estre toûjours en estat d'effectuer, autant qu'il dependra d'un chacun desdits Alliez, la resolution qu'on a prise de s'opposer ausdits quartiers, levées, & autres violences qui pourroient leur estre faites, ledit Sieur Electeur mettra en vertu de cette nouvelle Alliance de bonnes Troupes sur pied, lesquelles ne pourront estre moindres en tout tems de deux mille fantassins & de trois cens Chevaux que Son Alteſſe Electorale promet & s'engage d'entretenir en estat durant trois années, qui commenceront du jour que lui & les autres Princes auront conclu ensemble le Traité de leur Union, pour ne permettre aucun passage sur le Rhin.

V. En cas que quelque Potentat ou Prince voulut prendre lesdits passages par force, & que ledit Electeur ne se trouvait pas assez fort avec quelques autres Princes Alliez pour l'en empêcher, Sa Majesté s'engage aussi & s'oblige de joindre de ſes Troupes à celles dudit Sieur Electeur & des autres Princes, en nombre suffisant pour les soûtenir & s'opposer conjointement ausdits passages, & d'entretenir à ſes frais & dépens lesdites Troupes, aussi long-tems qu'elles seront dans les Etats de ſon Alteſſe Electorale & desdits Princes Alliez.

VI. Le present Traité sera obligatoire de part & d'autre jusqu'à la fin de l'année 1670 qui sera le terme de ſa durée, aprés quoi il sera permis à un chacun des Alliez, ou de le renouveller, ou de s'en retirer tout à fait.

Tous lesquels Points & Articles ci-dessus énoncez, ont esté ainſi convenus & accordez de part & d'autre, entre Monsieur l'Electeur de Mayence en personne, & le Sieur Abbé de Gravel au nom du Roi, qui a promis d'en fournir dans un mois la Ratification de Sa Majesté Tres-Chrestienne à Son Alteſſe Electorale, qui s'engage aussi de donner au mesme tems une Declaration qui confirme la signature qu'elle aura faite des mesmes Points & Articles avec ledit Sieur Abbé. En foi de quoi ils ont signé le present Traité de leurs propres mains, & à celui fait apposer les Cachets de leurs Armes. Fait à Wirtzbourg le 28. jour de Fevrier 1667. *Ainſi Signé,* JEAN PHILIPPES, Electeur. L'Abbé de Gravel. ANNO 1667.

VI.

Acceptatio FERDINANDI CAROLI *Ducis Mantuæ Bonorum quorundam ab Imperatore* LEOPOLDO *ad Dies vitæ ipſi & Matri ſuæ conceſſorum; cum,ea de cauſa, Remuſſione 58500 Florenorum, quos Camera Oenipontana prædictæ Dominæ Matri ejus, vi delegatæ Dotis, debebat. Datum Mantuæ die ultima Februarii* 1667. 28. Fevr.

[Tiré de la Registrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale. Fasc. 43.]

NOS FERD. CAROLUS, Dei gratia, Dux Mantuæ, & Montisferrati, &c. Hisce notum facimus, Poſtquàm Sacra Cæſarea Majeſtas Leopoldus &c. ad noſtram, & dilectiſſimæ Dominæ Matris noſtræ Claræ Isabellæ, natæ Archiducissæ Austriæ &c. instantium clementiſſimè eouceſſit, ut nos illis Bonis ſtabilibus, & mobilibus, quæ laudatiſſima Sua Majeſtas velut Hæres & Succeſſor Univerſalis defunctæ Sereniſſimæ Annæ Archiducissæ Austriæ, natæ Principiſſæ Hetruriæ, in Territorio Ducatus noſtri Mantuani, Titulo locationis mentionatæ noſtræ Dominæ Matri conceſſit, poſt obitum dictæ Dominæ Matris noſtræ, toto vitæ noſtræ tempore uti, frui poſſimus, quod nos non ſolùm ſubmiſſo & grato animo, omne debitum obſequium & devotionem Auguſt iſſimo Imperatori ſpondentes, hanc Conceſſionem acceptemus, & retuliſſemus, quam memoratæ Domina Mater noſtra, pro Capitali Florenorum quinquaginta octo millium, & quingentorum, quæ ipſi Camera Oenipontana debet, fecit, omni meliori modo approbemus, ſalva ſubſtantia, hinc ulla deterioratione, dictis bonis, in memoratum caſum uti, frui promittimus, ſed & inſuper Hæredes noſtros ad reſtitutionem dictorum Bonorum poſt mortem noſtram obligemus, concedendo, ut Sua Majeſtas Cæſarea, vel Ejusdem Succeſſores, memorata Bona poſt obitum noſtrum propria Authoritate apprehendant, nec noſtris Succeſſoribus, aut Hæredibus, ſub quacunque prætextu aut ratione, aliquod Jus retentionis competat, aut dictorum Bonorum reſtitutionem impedire, aut tardare liceat, obligantes Hæredes, aut Succeſſores noſtros, ſub generali Hypotheca noſtrorum, & futurum Bonorum ſpecificè ad reſtituionem omnium illorum tam ſtabilium, quàm mobilium, quæ in Invenario cum Domina Mate noſtra, tanquam moderna Conductrice conſtituentur. Cujus in rei fidem & chyrographum, & Sigillum noſtrum ſubjunximus. Datæ in Civitate Mantuæ, ultimo Februarii, Anni millenni, ſexcenteſimi, ſexageſimi ſeptimi.

FERD. CAROLUS,

(L.S.)

VII.

Anderweiter Beſtendiger Vergleich zwiſchen denen 3. Mart. Hertzogen zu Sachſen-Weymar/ Johann Ernſt/ Adolph Wilhelm/ Johann Georg/ und Bernhard; Weburch ſie ferners der Criminal- und Civil-Sachen/ inſonderheit auch der maleficantien und unterſuchung der Redegerten halber übereinkommen/ und darbey auch einige in denen vorigen Verträgen abgehandelte Puncten theils erleutern/ theils auch verändern/ wie nicht weniger den modum procedendi ſo wohl in criminalibus quàm civilibus verſchlagen. Geſchehen Weymar zur Wilhelmsburg den 3. Martii anno 1667. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abſ. II pag. 571.]

C'eſt-

Digitized by Google

ANNO 1667. C'est-à-dire,

Ulterieure Convention Fraternelle entre JEAN ERNEST, ADOLPHE GUILLAUME, JEAN GEORGE, *&* BERNARD *Ducs de Saxe-Weimar sur la maniere de proceder dans les Causes Criminelles & Civiles, sur la reception des Relegués, & sur devers autres Points qui n'auroient pas été suffisamment reglés par les précedents Accords, & qui ne celui-ci, sont ou éclaircis, ou changés. A Weimar dans le Château de Wilbelmsbourg le 3. Mars 1667.*

ANNO 1667.

DIeu (Dont Gnaden Wir Johann Ernſt / Adolph / Wilhelm / Johann George / und Bernhard / Gebrüdere / Hertzoge zu Sachſen / Jülich / Cleve und Berg / Land-Grafen in Thüringen / Marggrafen zu Meiſſen / Gefürſteter Grafen zu Henneberg / Grafen zu der Marck und Ravensberg / Herren zum Ravenſtein / ꝛc. thun kund und bekennen hierdurch. Obwohl durch die Fürſt-väterliche Diſpoſition, auch darauf gegründete / und der Hochdreyfl. nach weiter hinzugebrachte / fürſtbrüderliche Verträge / preiſſen und Fürſtl. Gebrüdern allerſeits eine ſolche Verfaſſung / der Land- Fürſtl. Regiments- Adminiſtration beſtellet / Zeit währender Landes-Gemeinſchafft / daß anhero gemacht / daß man der gänklichen Hoffnung gelebet / es würde unſer geſambtes und eines jeden ſonderbares Beſtagens in eine beſtändige Richtigkeit und Gewißheit gebracht worden ſeyn.

Nachdeme aber / bey Ereignung der ſo unterſchiedenen Fälle und Umſtände / zu verſpühren / daß zu beſo mehrerer Beſtellung Fürſt-brüderlichen guten Vertrauens und Vernehmens / auch unabläßiger Vorſorge auff alle künfftige Haupt-Fälle der per Poſteritatem / theils derer bißherigen Verträge reſpective Erläuter- und in gewiſſen dingen Aenderung / theils noch ferner hinzuthuung unſer Verträge / zu machen ſeine weile / daß wir Hertzog Johann Ernſt uns mit Hochgedacht unſeren Herren Brudern / ld. ld. ld. auff beſchehen vorhergangene anderweite erinnerung und wiederholtes freund-brüderliches Anſuchen darüber noch einſten mit einander vertraulich vernommen / unterreden / und nach reiffer der Sachen erwegung / ferner vereinbaret und vergliechen.

Und zwar wir allen dingen gelohben und verſprechen wir Fürſtl. Gebrüdere allerſeits / bey unſern wahren Worten und Treuen / und verſpühren uns dazu erwehret: Ob wohl wir von einander / und anderen / was vorjetzo auch unſchwer und allerſeits vereinbaret und vergliechen geweſen / nunmehro geworden / und darinnen nachgelaſſener maſſen ein anders behalten / und vor gut befunden / daß es doch hinfüro / ſo lange bey ſolcher Landes-Gemeinſchafft gleichwohnens im Fürſtl. Hauß / Bergleich de Anno 1640. und angezogener Fürſtl. Fürſtl. Diſpoſition fundirte Regiments-Form und Verfaſſung beſtehet / bey uns und unſern Fürſtl. Nachkommen / ſo ferninge von denen wir ewigs uns nur verſehen / und an ihn pertzen nicht geändert worden / beſtändig und unverbrüchlich verbleiben / auch darwieder von uns bei jüngern Nachkommen allerſeits / oder einen unter denſelben / nicht das geringſte / auf keinerley Weg oder Weiſe / (es wäre dann / daß wir vor Fürſtl. Gebrüdere allerſeits / oder unſere Nachkommen uns klünfftig / aus höchſt dringender unvermeidlichen Noth / um gemeinen Nutzens und Aufnahrung unſers geſambten Fürſtl. Hauſes / auch Land und Leuthe willen / unumgänglich / und mit einwilligen Willen / ein anders vergliechen müſſen) / weiter noch / weder / ſolches abzuändern werden ſoll. Worauff nur uns alſo / wie ſolchen erwehnet / ſämtlich und einhellig nachfolgender Maſſen verordnet und vereiniget:

Anfänglich und zum Erſten reſpiren wir uns guter maſſen / welcher geſtalt / vermöge Fürſt-väterlicher Diſpoſition, jedem Herrn ſeine Portion und denen Gerichten / Hoch und Niedrig / ſo viel uns ersten Inſtanz gehörig / nebens andern zukommen. Und darum ſolche ſo wohl in Criminalibus, als Civilibus, beraſtalt izt und künfftig administriret werden möchten / daß eins theils Recht und Gerechtigkeit / wie es gegen GOtt und der erbaren Welt / und in ſtandigen Gewiſſen zu verantworten / gebandhabet / die Frommen aufgeholfen / die Boßhafften aber auch darin und außer den auff Fernen / Fall zur Abſcheuhe beſtrafet / andern theils aber dem Directorio ſein zugemeiner Reſpect conſerviret / und die Hähere Inſtanz denen temere / ſo ſich gegen dieſelbe vergehen / ſo viel thunlich / zu aller Nothdurfft iederzeit offen ſeye und erhalten werde / iſt in deme darauff Ao. 1662. zuſammen Fürſt-Brüderlichen Haupt-Vertrag / §. Dannit aber zum Sechſten / zu mehrer Handhabung des Exercitii halber / und zwar ſo viel anſiehet die Criminalia betrifft / ein gewiſſer Modus derſelbigen verabredet worden / daß nemlich der Proceß von der Fürſtl. geſambten Regierung abſtyr und in Eilenach dirigiret / auch die Berichte / worwohl in jedes Herrn der Portion Nahmen / daſelbſt anzuſetzen und abgefaſſt werden ſollen; Dieweil aber falcheß nun jüngern Gebrüdern nicht allein wegen des Hin- und Widerſchickens / Verzögerung der Proceſſen und mehrern Aufwands der Koſten / etwas beſchwerlich fallen / ſondern auch an unſerm Fürſtl. Reſpect faſt nachtheilig ſtehen / und denen / ſo unſers geſambten Hauſes Verfaſſung und Zuſtand nicht ume habe / in die länge zu ertragen ſich vorkommen wollen; ſo ſeynd wir doch dahero bewogen worden / dieſe Inconvenientien unſers Adeſten und ergetzenden Hn. Bruders ld. nachmahls freund-brüderlich vorzuſtellen / und nebenſt denſelben auff Mittel und Weiſe zu bedencken / wie zwar hierinnen eine aenderung / ohne Abbruch deß ſeiner ld. oder aber den künfftigen regierenden Herrn Brudern oder Vettern zuſtändigen Landes-Fürſtl. Directorii, beliegen dingen nach / getroffen / gleichwohl aber dahey vorbeobachtet werden / was zu ſolcher / nothwendiger Zweck nach / auſſer Acht gelaſſen / ſondern einen Weg als den andern beſtändig fortgeſetzt / bleiben und erhalten werden möchte.

Und ſeynd demnach nunmehro wir und Fürſtliche Herren Gebrüdere ſolchergeſtalt diſſfalls mit einander eins und einhellig worden / daß hinfüro / an ſtatt deſſen / was bißhero / und zu anfertigung derer Befehle in Criminalibus mehr gedachter unſerer geſambten Brandarnſchen Regierung und Cantzley zu Eiſenach obgelegen / ſolche Direction des peinlichen Inquiſitions Proceſſus und jüngern Fürſtl. Gebrüdern / durch die umkehrung derer Qualificirte zu verrichten / überlaſſen ſein ſolte. Jedoch behalten wir Hertzog Johann Ernſt uns hierbey mehr unbillig ausdrücklich vor / wenn etwa / Zeit währender Inquiſition, einige Inquiſita, bedes in Punkten / als anderen Verdachtungs-Gachen / in ſein obliegenden beſtwerden an uns / als ihgen in gemeinen Nahmen regierenden Landes-Fürſten ſuppliciren / oder auch von uns auſſer dem zuweilen nöthig befunden würde / den Zuſtand der in denen Aemtern angeſtellten Inquiſition ex officio zu erkundigen / und dasjenige nöthig erſcheinende der Acten / der Beantwortung Berichte zu erforderen / daß uns in beyden Fällen / unſers Landes-Fürſtl. Directorii hiermitter zu gebrauchen / auch die Nothdurfft durch unſere geſamte Regierung alhier und in Eil nach diſſfalls zu beobachten / allerdings unbenommen verbleibe. Welches nicht allein wir / die übrigen Fürſtl. jüngere Herren Gebrüdere / unſerm ehemahrigen Fürſt-Brüderlichen Haupt-Vertrag allerdings gemäß zu ſeyn erachten / ſondern auch auch hierüber des Erbietens / die in Criminal-Sachen ergangene Acten vor der Verſchickung zum end-Urtel / unmahlin ſtimmen Fällen / welches wir / es betreffe gleich Leibs- und Lebens oder andere Straffen an / nach vorheriger der Beſtallung / aber da ſich ſonſten Difficultäten darbey ereignen / vermittelſt zu judiciren / unſerer geſambten Regierung oder den Ober-Fürſtlichen nacher Eiſenach zu überſenden / und darüber die pflichtmäßige behandlen zu verrichten. Da ſich auch alsdenn / oder ſonſt nachgehends beſinden würde / daß am Proceß verſtoſſen / und ſonſt etwas ungleiches vorgangen wäre / wollen wir eben gleinige Befehrede geſtehen laſſen / und gerne nachgehen / daß dasjenige nothwendige Reformation fürgenommen / der Beambte / befundenen dingen und umſtänden nach / ſo ex Acta und ſonſt vorher wohl zu erkundigen / auch allenfalls abzuſtrafen / in deſſen zunahmen von dem Herrn der Portion, um deshalb-tung beſten Particular-Intereſſe, dem Beampten Articuls-weiſe vorzuhalten / wenn er unſchedlich und ſeiner vermeynten Defenſion anhero / dem verbrechen gemäß / jedoch mit verbeyzug des Herrn der Portion, ernſtlich geſtrafft werde.

Zum andern / ob wohl in unſerm Fürſt-brüderlichen Haupt-Receß, de dato den 20. Septembris Anno 1662. §. Dannt aber zum ſechſten / verf. Es iſt auch weiter ꝛc. ſo wohl dem darauff erfolgten Mand-Receß, de dato den 17. May Anno 1663. §. Ob zwar hierüber und zum vierten ꝛc. Item verſehen / wie es mit beſtandigung der Malefactanten zu halten / ſo ſeynd doch wir Fürſtl. Gebrüdere allerſeits nunmehro ſchlüſig / und des einhelligen ſinnes worden / daß hinführo in Leib- und Lebens-Straffen / wie auch inſonderheit in Civil-ſachen und Gnaden-Lätterungen / was gleich vor Straffen deßwegen zuerkandt werden möchten / über beſtandigung / wenn ſie von dem einen Stifft der nach ergangenen Urtheil gefället werd / von dem Herrn der Portion mit dem regierenden Herrn communiciret werden / und da ſie klart findet / die anfündigung derſelben auch in ſeinem Nahmen allein / jedoch mit verwahrung der ſürgenannten freundbrüderlichen Communication geſchehen ſoll. Wann aber die beſtandigung vor einhelung des ſtreitigs geſchehen / oder aber mit ungleich einverleibter eigentlicher benennung einer mildern Straffe / und wir hoch ſie beſſerte noch endlichen erfordern ſolt / durch die Urtelsfrage übro, und in ſpecie umgefragt in die Sentenz geſetzt würde / iſt deswegen die Communication nicht von nöthen / ſondern es wird die Urtelsfrage erſten falls nur in genere, ob / und wie weit die beſtandigung von Rechts und Gewiſſens wegen ſtat haben könne / eingerichtet. Da nun das einkommen theils / ohne / oder auff beſtandsloſe Beſtrafung / einige gänzliche Remiſſion, oder auch nur linderung der Straffe / jedoch nur gewiſſer derſelben Determination, in ſich hält und bringet / wird ſolche bloß im Nahmen des Herrn der Portion, ohne Meldung einiger Communication, publiciret / und dem Miſſethäter angedeutet / wiedrigen falls aber / und wenn dem Urtel derſelben Special-Determination nicht einverleibt / ſoll ſolche Communication einen Weg als den andern mit dem Directorio einmeh gepflogen werden.

Inmaſſen haben wir ſämtliche Fürſtl. Gebrüdere / der Regierten oder des Hauſes Verwieſenen wohlvermeinnehmung halber / uns nicht minder dahin verabredet / daß zwar ſolche in geringerii verbrechungen jedem Herrn in ſeiner Portion allein zu überlaſſen / jedoch daß es dabey behutſam und nicht ohne Rath verfahre,

ANNO 1667. führe. Wenn aber die Delinquenten drey Jahren bereits verwahret hätten / und selbe Todes-Straffe nachgehends in die Relegation verwandelt worden / als kann in Casu Adhortri und andern geschehen kan / solchenfalls soll der Herr der Portion die Wahl haben / und in denen Willkühr stehen / sich dißfalls entweder rechtlich informiren zu lassen / oder aber ohne einholung derselben Urteil / es mit dem Fürstl. Directorio zu communiciren / und mit denselben zu und wieder gehalt der Verweisung / mit zulassung der Rechte / wieder einzunehmen werden könne / sich zu vergleichen / welches letzterer auch gleichfalls in acht zu nehmen / wenn in dem einglangten Urthel kein Gewissen vor die Reception determiniret werden.

Wir nun dieses alles / was in diesem andern und vorhergehenden ersten Punct begriffen ist / von und allerseits Fürstl. Gebrüdern beliebet und acceptirt worden / also setzen und ordnen in Krafft dieser Verpflichtung / und zwar jeder an seinem Orth / und darnach / auch denn / was sonst in hierauff folgenden dritten Punct / wegen der ersten Instanz in Civil-Sachen / imgleichen was allerseits einmüthig vorgliedern darbey annimt und bedinget worden / jederzeit zu reteniren / und es treulich in acht zu nehmen / schuldig und verbunden seyn.

Was dann hiernechst zum dritten die erste Instanz in denen Aemtern / ratione Civilium, anbelanget / bleibet und allerseits Fürstl. Herren Gebrüdern / auch unsern Fürstl. Erben und Nachkommen / so lange dieß Landes-Gemeinschafft währet / dieselbe nochmahls mehr unzubig.

Und obwohl hergegen die höhere Instanz durchgehends zum Directorio gehörig / und dahero dem jenigen / so sich über einen Amts-Bescheid / oder sonsten eine andere von denen Beamten getane verordnung / oder auch über ein in den Aemtern eingeholtes Urtel / es möge gleich interlocutorie oder definitive sein erkandte worden / beschweret / oder sonsten seine Nothdurft so vorerst gedenen Regierung allein / oder der Canzley allein / nachdeme die Sach entweder andern Orts hinnehörig / zu suchen bedacht ist / von daraus dann jedesmahl / so offt es nöthig / Directorium nomine gehöhrende und rechtmäßige Verordnung weiter geschaa werden soll; So können wir / der älteste regierende Printz / doch gesetzten lassen / wenn künftig ein Unterthan oder Parthey nicht allenhalb an das Directorium / (welches doch ihme zu bereit sein und allerdings ansuchen / sein soll /) sondern über Anfangs / an denen in die erste Instanz gehörigen Civil- und Klag-Sachen / an den Herrn der Portion seine Supplication einrichten / und sich darin über den Beamten / wegen verspörter oder verweigerter Justiz / erweiterter Berthesigung / begangenen Uberretung und sonsten / beschweren wolte / daß solchenfalls einem jeden Herrn in seiner Portion frey stehen möge / entweder den Supplicanten mit sanften zuthen so balden zur gesuchten Regierung oder Canzley zu weisen / oder vor sich und durch den Secretarium, so alle Acten schrifftlich dem Beamten zu behelfen / dem Amt / hey Administration der Justiz in den beklagten Handel / dermassen gebührend zu beobachten / damit es keines ernsten einsehens weder theils bedürfftig mege.

Gleiche Meinung soll es auch haben / wann ein Beamter von dem Herrn der Portion, oder den jenigen / trans vor erheilung eines gemöhnlichen Amts-Bescheids / nur es sich bey dessen Ausfassung zu verhalten / damit derselbe im Stand Rechtens passiren könne / sich informiren lassen wolte / daß nemlich alsdann solches ohnanstig ohngehindert geschehen möge; Jedoch / daß in denen diesen Fällen der Resolution und Verordnung auf genügsamen erheblichen Ursachen / keines weges zu den Acten gebracht werde. Und inwendig sie nicht fügen will / die Gütliche Handlung erst nach ertheilten Amts-Bescheid / oder publicirten Urtel / in alleinang genugthuer ersten Instanz / aufs neue wieder zuversuchen; So soll doch jeden Herrn in seiner Fürstl. Portion, nach Inhalt des Fürstl. brüderlichen Haupt-Vertrags de Anno 1652. §. 3. zum siebenden vers. Da auch hierüber in ungerechtes / so von denen Beamten / oder auch von dem Rechtlichen Verfahren / und wieder die Ordnung / als deuterationis, solche gütliche Handlung nach Befindung / und wenn sich unmahlen die Parthey an gutwillig darzu verstehen wollen / felhlen zu vermeiden / und durch die seinigen pflegen zu lassen. Im übrigen bleibet die andere oder höhere Instanz / es verstehe gleich eine Sach im Proceß oder nicht / den Lands-Fürstl. Directorio nochmahls nicht unbillig / und sollen dahero die in erster Instanz vor denen Aemtern und Gerichten ergangene beschiede und andere Verordnungen / wann die gesamte Regierung oder Canzley einen Irthum und unrechtmäßige Procedur aus denen eingeschickten Acten und Berichten befinden wird / bey Directoris Reformation und contrari Verfügung unbenderlich unterworffen / denen Partheyen auch vorher die gewöhnlichen remedia suppletionis & appellationum nochmahls vorbehalten seyn und bleiben. Damit auch die Beamten heut oder morgen desto weniger mit der Unwissenheit / als wenn sie von dieser unser neuen einmüthigen Fürst-brüderlichen Vergleichung keine Nachricht erlanget / sich zu entschuldigen haben mögen: So sollen hiesiben bedes allhier zur gesamten Regierung / als auch draussen zur Eysenachischen gemeinen Canzley / fördersich erfordert / einen in denselben jeden Herrn der Portion habenden Particular-Rathes / oder wen die sonsten darzu verordnen wil / der eigentliche Inhalt dieselben erklärt / oder aber darbey ausdrücklich vermanet werden / sich nach denselben in allen strikt zu regulirn / und in Administration der Justiz dermassen zu bezeigen / damit der Regierende Herr nicht Ursach nehmen müssegmane Visitation und ernehmigung an denen Aemtern dißfalls anzustellen / und auf vorbergangene freund-brüderliche Communication; wider der Beamten befundene Mißbräuche und übersahrung ernstliche und nachdrückliche Animadversion in gesamten Nahmen anzuordnen. ANNO 1667.

Darauf thun wir Jüngere Fürstl. Gebrüder / vor uns / unsere Erben und Nachkommen / wie auch vor Hertzog Johann Ernst / gleichfalls vor unsere Erben / uns hiermit und in Krafft dieses hohen einmüthig versprechen und verbinden / daß da Zeit währender unserer jetzigen ersamten Regimente-Verfassung / die hiermen begriffene Modification und Aenderung von einander denen andern Fürstlichen Interessenten / bedes in Criminalibus, als Civilibus, mißbrauchen / und ihr Unterschthen oder Klagern den wider unverschr mit ihrer Nothdurfft nicht zugelassen gehöret sondern übereilt / verstöret / oder sonsten auf einigerley Weise und Wege über Vermuthen / und unsern Willen / beschweret / beschweret werden sollen / wir die jüngere Brüdere unsers ältesten Herrn Brudern &. oder Fürstlichen Directorn, um dergleichen imbeli nachdrücklich vorzubringen / und dasselbe abzuwenden / gegen den übersehenen Theil / bey der Excess aufstandig zu machen / getreuliche Assistenz leisten wollen.

Sonsten hat es auch hierbey sein bewenden / daß denen Verträgen zwischen / hernächst seine Hoheits-Consistorial-Synnungs- und andere dem Directorio überlassene und zukommende Sachen / sie mögen unsere Intraden und absonderliche Jura angiech und berühren oder nicht / (da unser zumahlen vor der Decision und entscheidung aus dem Directorio mit dem Herrn der Portion nicht mehlium Communication zu pflegen /) von uns jüngern Fürstl. Gebrüdern angenommen / sondern da dergleichen einkommen / selbige an mehr gemelten Directorium allerdings remittiret worden sollen. Und zwar dieses um deswillen / weil unsern Herrn Anhange / bey der jenige / so dieserhalben hierbey nach befindung / und da es die übrige Fürstl. Herren Gebrüdere oder Vettere / auf erfolgte Herrn-Brüder oder Fürstlichen Communication, und der Sachen reiffe erweung / also erkennen werden / dieses vergleichs verlustiget / und zu vorigem in diesem Fall wieder verbunden sein solle.

Nachdeme auch zum vierten / wegen bedienung der Beamten / Zweifel vorfallen wollen / wo solche geschehen solte / so hat man darinnen sich etwas eigentlicher zu bereden und zu vergleichen / vor rathsam erachtet.

Da nun über einen Beamten seines Amts / der verwaltung halber / beschwerung gestalter würde / und solche betreffe Interesse oder andere / denen Herrn absonderlich zukommende Jura, so verbleibet es nochmahls bey den Fürstlichbrüderlichen Haupt-Recess, §. 7. welcher klare Maaß giebt. Und da die beschwerung ob neu vel male administriatum aut protractum Justitium, oder wegen verbächtiger Parteylichkeit wäre / so sil dasjenige bereits am vorhergehenden andern Punct genugsahm verordnung geschehen worden es denn billig nicht weniger sein bewenden.

Wenn aber ein Beamter / nicht wegen seines Amts / und bestellter Administration, sondern seiner Privat-Handel halber / belanget würde / gestichet solches pro ratione circumstantiarum nach Verordnung der Rechte / in foro Domicilii, und also nicht unbillig vor den Herrn / in dessen Portion er zu diensten und bestallt ist / welchenfalls derselbe eine unverdrossene Commission vor sich anzuordnen befugt sein soll / oder aber in foro Delicti rei sitæ & Contractus, und dieselben hierunter einem jeden die ihnen an Rechten gebührte Beneficia und Competentia sori unbenommen / und da / zumahl auch in beschehen Commission, nicht legitime solte procedirter werden / soll dem Gravato allerdings freystehen / sich entweder per modum Supplicationis vel appellationis bey den Directorio darwider zu beschweren / und erfolgen darauf gemessene Verordnung commuui nomine zu machen haben.

Ferner und zum Fünfften ist zwar wegen Annehmung der Beamten in offt angezogenem Haupt-Vertrag bereits aus Verfehung geschehen / jedoch annoch nicht diese Erklärerung hinzu zu thun / vor gut befunden worden: Daß nemlich so viel die jenige Beamte betrifft / welche zugleich mit gemeinschafftlichen Gaben und der Justiz zu thun haben / deren Personnation bey den Domino Portionis beschehen / und Ihm daran vom Herrn Directore, ohne erhebliche Ursachen / keine hinderung gethan / sondern zugelassen werden solle / welcher der Beamten annehmung halber / Freund-Brüder- oder Vetterliche Communication gepflogen werden / nach gemachtem Schluß aber der Dominus Portionis alleine die bestallungen zu unterfertigen haben / sonst aber es bey der bisherigen Ordre-Modi und andern angeführet bleiben / und solche gesamte Pflicht auf Verordnung des Directorii, in unserer gesamten Regierung zu Weymar oder Eisenach zu Eisenach zu geschworen bey Herrn der Portion Particular-Raths / oder einen andern darzu Deputirten / von den neuen Beamten abgelegt / auch eine beständige bestallungs-Formul abgefaßt und begriffen / und dann die Installir- und einführung des gesamten Beamten / bedes in den regierenden / als den andern jüngern Herrn Nahmen / welcher / nach belieben / auch jemand von den seinigen mit dergleichen hat / zu werck gerichtet werden solle.

Im übrigen und zum sechsten ist / wegen derer in denen Portionen gelegenen / und mit gemeiner Juribus verwandten / an sich oder Schrifftsässigen Städte / nicht geringer Streitigkeit vorgefallen / und weil denenselben so wohl schrifft- als mündlich von jeden Herrn der Portion, respectu solcher Juriurn und dahero rührenden Praetationen / verfehlen werden könne / in denn die jungere

Digitized by Google

ANNO 1667. gere Herrn Brüdere darauf beſtunden / daß ratione derſelben / und da wer ſich ſolche loca ergeben / nicht allein bloß Munition, welche zeit-währlich werden / ſondern auch / den vertheilenden Ungehorſam / Auflehnigkeit in beſtrafung der Gefangener und beſtellung ihrer Schuldigkeit / zu einer Mandata erbeten / und endlich auf die Execution aufſtreckt werden könte / und dahero ſolches in gegenwärtigen Beraſchlag mit zu bringen / zugleich auch wieder aber ein und andere nutzliche Conſideration vorkommen / daß nur der Zeit / und zeit exigirende Dero / darzu zu verlegen / und noch zur Zeit nicht reſolviren können

Und weilen nun hochgedacht unſer ſeil. Geliebten Brüder ld. ld. ld. den Dexten erſten beyden Weſtern / ſo ihnen auf dero Lebtes anhalten / ſo weit ſich ihre Schuldigkeit erſtrecket / geleiſtet werden / daß dero Reliqvien gnugſam gerettet / und wieder die klaglichſtarnen behauptet werden können.

Alleine auch hierüber und zum öfftern haben nöthen ſeyn will / daß in Zeiten auf künfftige Fälle gedacht und Vorordnung gemacht werde. Als haben wir einhellig benamte Fürſtl. Gebrüdere und endeslieg hierher und verſahren / daß auch unſeren eher der Unſrigen tabellen ein hinrein / Fuß unmittelbar / deren Herren / und deren wieder dem einer / aber nicht alle beyſammen wären / der allerſte von denen anweſenden das Votum nominis communis, ohne Communication mit den Abweſenden führen / und damit dero andern Herren Gebrüdern Intereſſe deſto beſſer beobachtet / auch unſtrittig und ſtreit verhütet werde / ſo ges ſamten Kräfte nemen darüber ſich darunter erkundigen / und wie ſie aber beyſammen und alle zugleich / die Communication nach denen alten und neuen Vertragen geſchehen ſolte.

Da auch inmittelſt unſer junge Herrn verhoffen / ſoll dem Herrn Vatter zwar / wegen beſtellung der Vormundſchafft / ſo viel freye hand gelaſſen ſeyn / daß er ſolche entweder einem Herrn Bruder und Herrn von denen Hauſe / oder aber / nach belieben / einem fremden auftragen möge / doch daß er den den letzten dahin Verordnung mache / daß derſelbe allein bey Adminiſtration der Ihr Intraden und gethanen Juram verbleibe / nicht aber ein / ſondern ein ander vom Rauſe / als nehmlich der in Secretis Domus, das Votum, auch da hierdurch die Majora auf deſſen Perſon kommen ſolten / daſſelbe die geſamte Regierung zu hindern habe / Dahero auch theils wichtige / theils unnöthige / ſoll es mit beiden auf bisherig erhaltene weiſe geſchehen werden.

Nicht weniger will man achten hat auch / wegen der nach ungefehr oder der Ihrigen tödtlich Abgang hinterbleibenden Frauen / geſtalt unterhalte und ausſtattung / die Verſehung zu bedenken ſeyn wollen. Was aber erſtlichen dero Alimentation und Unterhalt betreffe / ſtehet ſolche / auf dem Fall / wann nehmlich dero weiblich geſchlechte Junge Herren verhanden ſind / auf Väterliche Diſpoſition / oder / da ſolche nicht vorhanden / auf der Herren Brüder / ehrbiger und Hochadeliger perſon / anno / worben man ſich nach dem Stand der Zeiten / zuſtand des Landes und der emſtuſſen / auch der anzahl der Perſonen zu achten / und das wenig / der beſtreitet nach / alsdann darauf einzurichten haben wird. Wären aber keine Junge Herren oder Gebrüder vorhanden / ſollen denen Fräulein Töchtern an-ſtatt / den aber einer / oder Perſonen / auf eines bis drey inclusive Jahrlich — Gulden / und auf vier bis ſechs inclusive — Gulden / do auch derer noch mehr / auf jedes Jahrlich — Gulden gerichtet / und dervorſt einmalen darzu angewieſen und praefixet werden. Was dem dero anſtattung anbelanget / haben wir uns geſamt / dieſen Paſſum auch unterrichtet / und auf die Art und zuſtand / wenn ſich Calus ereignen möchten / geſtellet haben. Damit aber / auf beſondere Fälle / deſto weniger zweyfel entſtehen möge / ob unſere Herrn Johann Ernſts / Fürſtlich Kinder und Nachkommen beſſen / was unſerer Fürſtlichen Gebrüder Gebrüder ld. ld. ld. und dero Nachkommen / durch deſſ reſpective erlanter- und anderung vorige Verträge erlanget / alsdergeſtalt theilhaftig / und darben ruhig zu laſſen / Als haben wir ſolches zum überfluß expreſſe darzu erinnern und bedingen wollen.

Worbey uns zum nemen / daß wir Herrn Johann Ernſt zu Sachſen ꝛc. ang. nicht zu zeiten / und daß unſere ſr. geliebten Brüder / ld. ld. ld. ſo offt es die gemeine angelegenheit und der geſamte Geſchäfften Sachen und Geſchäfte Nothdurfft erforderen / am mündlichen unterredung und Deliberation anhero kommen / wo denn ſolches Jedwanzig Fürſt-Tafeln Tractamente und gerechtſam / Ihr / daß / ehnt das Herrn ld. ld. ld. den ſeyn und dreyer ſolch. Und obwohl bißhin verfahren / daß in ſolchen fällen jeder Herr die anſtalt zu ſeinem Unterhalt vor ſich auf ſeine eigene ſonderliche Koſten und Privat-Einkommen haben ſoll / So kommen wir doch / wohrige gedancken zu vernehmen / geſtehen laſſen / daß in fällen / da Ihre k. k. ld. ſich zu obbedienten ende allhier beyſammen / anſtellungen auf unſere geſamte Cammer / und auf geſamte Koſten / anſtehen / und hierzu unſer geſamter Cammer-Verwalter / oder ein under qualificirter Cammer- oder Rentheyer / wie auch unſere oder Fürſtlichen Drechow-Leute / oder alter unſere Particular-bedienter / wie wir es jedes mahl vor dienlich und nöthig befinden werden / Jedoch daß die Koſten jährlich zum höchſten über — fl. ſich nicht belaufen / und beſtrigen Ihre k. k. ld. jedes mahl mit zur gemeiner Cammer / als dero eigenen erſtattlichung nach / jeder zum wenigſten mit 8. Perſonen und zu Pferden einlangen / auch die Ruthe und Pferde zur ſich verpflegen / oder da einer von denen Herren obgedachten dieſſalls abſonderliche Unkoſten verurſachen worde / denen andern / ſolchen ſo wol aus geſamter Cammer an Gelde gereichet werden / ſolches auch nur / wie ſchon gemelden / bey denen zur gemeinen Anno 1667. Debit ratione anzuſtehenden Conferentzen / ſonſten aber zu y Particular-Ausgaben ſich nicht ſtun haben ſolle.

Endlich und zum zehenden / obwohl im Fürſtl. Väterlichen Teſtamente, und darauf gefaſſeten Receſſen / mehr angezogen / daß unſers weiland Hochgeehrten / in Gott ruhenden Herrn Vatters Gnd. Cabinet, von und bey a zu beſtehen / und was in denen ächter / als vorbemelten Receſſen unverbrüchlich bleiben / und den breſſer Receſſen beſtimmen geſtalten verſehen ſolte / wir und die ältere Herren / ſolches anzuſtellen / und hierinnen ſeine anordnung zu treffen / vor uns ledenfalls abſonnen gewesen / wir jüngſter Fürſtl. Gebrüdere auch allerſeits ehemahlen anfangs mit einander darüber in collegio mehrmalen gefunden; So iſt doch aus allerhand wichtigen Conſideration endlich vor gut befunden / und hiebey unbeſtritten von uns allerſeits genehmen ſo lieb beſchloſſen worden / daß ſolche Sachen / als welche ohne das in der länge nicht zu erhalten / ſondern nach und nach Schaden nehmen / und dereroſelbe vorgehen müchten / daß ſie hernach gar nicht mehr möchten / noch zu gebrauchen ſeyn dörfften / ſonderlich aber die Bücher / Privilegia, Uhrkunde / Manuſcripte / Inſtrumenta, Muſicaliſche Sachen / ſchöne Gemählde und der gleichen / verbleiben / und von einem redrchten / zu Hochſeel. unſers allerſeits geliebten Herrn Vatters Gnd. Chriſtſeeliß. andenckens ſoll redden Ehren / wohl in acht genommen / und unverrücket erhalten / daß jenige aber / was an perſönlichen Hausrahtzeuge / und andern kämmlichen etwas verbrauchet / in ein abgängliches immer ersetzlich geſtellet werden / und an erbrechet hinfüro Redung bey gemeinſchafft verbleiben / jedoch die Freyheit / Hand und dahin gehörige Inſtrumenta / welche ſo wenig hinfüro von einander zu ſepariren / auch zu deren Conſervation je länger je mehr Unkoſten anlaufen möchten / entweder an obet andern von uns Gebrüdern / zu dartun bleiben ſolle / ohne andere andern Fürſtl. Hohen Perſon / um billigmäßigen werth überlaſſen / und zugeſtanden werden ſoll.

Urkundlich / auch mit ihrer / unſer und unverbrüchlicher haltung veſten / haben wir eingangs erzehnte vier Fürſtliche Herren Gebrüder hiebey angeſetzet verbahnbrieflen / Arnſtadiſchen Vertrag eigenhändig unterſchrieben / und mit unſern Fürſtlichen hand-Secreten bekräfftt laſſen. Geſchehen Weymar am Wilhelms-Burg / den 7. Martii, im Jahr 1667.

VIII.

Traité de Ligue Offenſive & Defenſive entre les St- 31. Mart. *réniſſimes & Puiſſant Princes le Roi* LOUIS FRANCE. *XIV. & Alfonse VI. Roi de Portugal, contre le Roi de Caſtille. Fait à Lisbonne le dernier Mars 1667.* [FREDER. LEONARD. Tom. IV. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans LONDORPII *Acta Publica*, Tom. IX. pag. 128. en Latin; dans les Memoires d'ABLANCOURT, pag. 304. dans les Memoires de LIONNE, pag. 59. dans le Recuſil des Traitez de Confédération & d'Alliance entre la Couronne de France & les Princes & Etats Etrangers, pag. 309. & dans GASTELIER, *de Statu publico Europæ noviſſ.* pag. 290. en Allemand.]

APRE'S que le Roy Tres-Chreſtien d'une part, mûrie des moyens doux & amiables, n'a pû retirer le Roi de Caſtille à ce que par la Juſtice de ſa cauſe, il lui rendit les Places & Etats qui appartiennent par Succeſſion à la Reine Tres-Chreſtienne ſon Epouſe, ni d'autre part le Roi de Portugal après pluſieurs Victoires, & avec l'intervention du Roi de ſa Grande Bretagne, n'a pû obtenir du Roi de Caſtille une honorable & ſeure Paix, comme finalement il ſe connoiſt par infinies experiences, que la ſeule force des Armes peut obliger les Caſtillans à ce qu'ils conſentent que chacun jouiſſe de ce qui lui appartient, Nous Melchior de Heron, Baron de S. Romain, Chevalier de l'Ordre de S. Lazare, Abbé de Saine Leonard de Coeſnisac, Commiſſaire ayant pouvoir, Deputé pour le preſente Traité pour Sa Majeſté Treſ-Chreſtienne d'une part; & de Faunte Don Vasques Louis d'Agames, Marquis de Niſſe, Comte de Lariſquiere, & Admiral des Mers des Indes Orientales, & Don Juan de Sylve, Marquis de Gauve, Comte de Portalegre, &c. Grand Maiſtre de la Maiſon du Roi, & Don Antoine Louis de Meneſſes, Marquis de Marialve, Comte de Caſtagnède, &c. & Francisco de Melo de Torres, Marquis de Sande, Comte de Pomte, &c. Louis de Vaſconcellos, de Souſe, Chatelmelhor,

ANNO 1667. melhor, &c. Antoine de Souſe, Maqueda Sieur de Lide Grande, Secretaire d'Eſtat, tous Deputez de la part de Sa Majeſté de Portugal, avec pouvoir pour faire ledit Traité : après l'examen fait des Pouvoirs, & Procurations de l'un & de l'autre deſdits Seigneurs Rois, & avoir meurement examiné tous les Points d'iceluy, avoir fait & contracté par ordre deſdits Seigneurs Rois, en vertu deſdits Pouvoirs, la ſuivante Ligue Offenſive & Defenſive, & les Articles d'icelle, afin que par ſon moyen on oblige les Caſtillans à une juſte, ſeure & honorable Paix.

I. Au même inſtant que la Paix qui ſe traite preſentement entre la Couronne de France, ſes Alliez & l'Angleterre ſera conclue, le Roi Tres-Chreſtien declarera la Guerre à la Caſtille, & la fera par Mer & par Terre.

II. Si contre l'eſperance & les deſirs des deux Rois, la Paix d'Angleterre ne ſe concluoit pas preſentement, il dans l'eſpace de 30. mois d'aujourd'huy, leſdits 30. mois paſſez, nonobſtant la Guerre d'Angleterre, le Roi Tres-Chreſtien declarera la Guerre à Caſtille, & s'obſervera religieuſement le preſent Traité pour dix ans entiers, à compter de ce jour ; & il pourra quelque raiſon importante Sa Majeſté ne declarait pas la Guere à Caſtille, aprés l'eſpace deſdits trente mois paſſez, neanmoins ſe gardera eneor ce preſent Traité jusques à la fin deſdits dix ans exactement en toutes choſes, comme auſſi la continuation de la ſubvention de trois cens mille Cruſados, en la forme convenuë en l'Article ſuivant, jusques au jour que le Roi Tres-Chreſtien declarera la Guerre au Roi de Caſtille.

III. Du jour auquel le preſent Traité ſera ſigné, jusques au jour que la France declarera la Guerre, ſoit que pendant l'eſpace de 30. mois, ou moins, la Paix d'Angleterre ſe faſſe ou non, le Roi de Portugal fera la Guere avec toutes ſes forces, & ne fera Paix ou Treves aucune de peu ou de long-tems avec la Couronne de Caſtille ; & afin que le Roi de Portugal puiſſe plus commodement ſoûtenir les frais de la Guerre jusques à ce que le Roi Tres-Chreſtien la declare à Caſtille, Sadite Majeſté Tres-Chreſtienne accorde à Sa Majeſté de Portugal par chacun an, un million & huit cens mille Livres, Monnoye de France, laquelle reduite en Monnoye de Portugal fait la Somme de deux cens mille Cruſados, de laquelle Somme les cens mille Livres ſeront employez à l'entretien des Troupes Françoiſes, par l'ordre de Noble Homme Pierre Gravé, ou ſon Succeſſeur, comme il s'eſt pratiqué jusques à cette heure, & les deuze cens mille reſtantes, qui ſont ſix cens mille Cruſados, ſe payeront à Liſbonne au Roi de Portugal en trois payemens de 400000. Livres chacun, le premier dans deux mois aprés la Ratification du preſent Traité, le ſecond quatre mois aprés, & le même ſe fera tous les ans, de quatre en quatre mois.

IV. Dés l'inſtant que la Guerre ſera declarée par le Roi Tres-Chreſtien, à celui de Caſtille, Sa Majeſté Tres-Chreſtienne demettera delivrée du payement d'un million huit cens mille Livres ; & ſeulement payera pour ſubſiſtance un million de Livres, desquels en ſera employé ſix cens mille Livres, comme il eſt dit ci-deſſus, pour l'entretien des Troupes Françoiſes, & le ſuperflu à l'ordre de Sa Majeſté de Portugal : comme auſſi il a eſté dit, declarant que ſi Leurs Majeſtez de France, & de Portugal, font retirer les Troupes Françoiſes, ladite Somme ſe delivrera entierement au Roi de Portugal, pour les frais de la Guerre.

V. Et afin que ladite Somme ſe paye en Liſbonne, le Roi de Portugal fera mettre ſa marque à deux cens ſoixante mille Patacons, ſans aucuns frais de dépens, rant pour la ſolde des Troupes Françoiſes, que pour les ſalaires que le Roi Tres-Chreſtien donne aux Chefs & Conducteurs de Guerre qui ſerveni en Portugal par ſon ordre, le ſurplus de la Somme promiſe avant ou depuis la Guerre declarée ſe payera en Liſbonne, & le Roi de Portugal recevra la moitié en Monnoye d'Argent Françoiſe, appellées Ecus blancs, en Eſpagnol vulgairement dits Patacons, pour la valeur de ſix cens Rez chacun, & l'autre partie en Piſtoles d'Eſpagne, ou Louïs d'Or François, pour la valeur de deux mille Rez chacun.

VI. Le preſent Traité s'obſervera le temps de dix ans, & pendant les trente premiers mois dudit temps, & avant qu'ils ſoient paſſez, s'il eſt poſſible, le Roi Tres-Chreſtien declarera la Guerre au Roi de Caſtille, comme il eſt dit au deuxiéme & troiſiéme Article ; & cependant il y aura Alliance & Ligue Offenſive & Defenſive, entre les Rois & Roiaumes de Caſtille, & ſes Alliez, exeeprez les Rois d'Angleterre, & de Suede, jusques à ce qu'il ſe puiſſe conclure une bonne & commune Paix, par laquelle demeurent reſpectivement ſatisfaits les Rois Confederez ; Sçavoir, le Roi Tres-Chreſtien ſur les Places & Eſtats qui appartiennent à la Reine ſon Epouſe par Droit de Succeſſion, & le Roi de Portugal ſur la reconnoiſſance & rétabliſſement de la Couronne Royale, ſous la declaration que la Paix ſe traite directement, & par écrit entre les Rois de Portugal & de Caſtille, nommément comme il eſt accoûtumé de ſe faire entre Rois égaux, de bonne foi, & hors de toutes douzes & ſurpriſes, & que le Roi de Portugal reçoive toutes les Places de Portugal & Algarves que les Armes Caſtillanes auront occupées, & de la même maniere le Roi Tres Chreſtien les tiennes en France.

VII. Durant l'eſpace desdits dix ans, il ne ſera licite à aucun des Rois de traiter de Paix ou Treves, & moins de les conclure ſans un commun, exprés & mutuel conſentement, & agiront en cecy l'un & l'autre Roi, tellement de concert & uniez, qu'on oſte à l'Ennemy toute l'eſperance que les affaires des Confederez ſe puiſſent accommoder par Traitez differents, ni ſe diviſer, ni ſe ſeparer par aucun artifice, & promettent mutuellement leſdits Rois de le declarer en temps & lieux aux Miniſtres du Roi de Caſtille, & aecordent entr'eux, qu'ils ne traiteront ni conſeiront aueune choſe, ſinon conjointement reciproque.

VIII. Et afin que l'Ennemi commun ſoit obligé de faire la Paix, le Roi Tres-Chreſtien lui fera rous les ans la Guerre avec toutes ſes forces par tous les endroits par ou il pourra, nommement en Eſpagne, par Catalogne ou Biscaye ? & le Roi de Portugal lui fera la Guerre qu'il lui fera poſſible, auſſi avec toutes ſes forces, & avec une Armée Royale de douze mil Hommes d'Infanterie, & cinq mil Chevaux ; & en chaque année ſera deux Campagnes, l'une avant, & l'autre aprés la riguenr des chaleurs, & ſi pour quelque difficulté irreparable, il ne ſe pourroit faire une desdites Campagnes, ſe fera au lieu d'icelle au moins quatre invations dans le Païs Ennemi, chacune d'elle avec 4000. Hommes.

IX. Le Roi de Portugal donnera, comme il a fait jusqu'à preſent aux Troupes Françoiſes, Chevaux, Pain, Orge, & Paille, & leur payera pondhuellement le vers ſelon la coûtume ; & le Corps de Milice Françoiſe ſera commandé & gouverné, comme il a eſté jusqu'à preſent, par l'Excellentiſſime Comte de Schomberg ou autre General experimenté & agreeable au Roi de Portugal, qu'ouvoyera Sa Majeſté Tres-Chreſtienne, s'il eſtoit neceſſaire d'en mettre un autre en ſon lieu, lequel ainſi comme ledit Comte de Schomberg ou ſon Succeſſeur, obeiront au Gouverneur des Armes de la Province, en laquelle ils ſeront la Guerre aux Meſtres de Camp Generaux, & de la même ſorte aux Generaux de la Cavallerie, & Generaux d'Artillerie, & aux Gouverneurs des Places où il y a Garniſon : Et afin que la Guerre ſe faſſe plus commodement, il a eſté arreſté qu'entre les François & Portugais de même Poſte, les plus modernes, ſuivant les Patentes, obeiront aux plus anciens : & que les Meſtres de Camp & de Cavalerie Françoiſe ſeront eſtimez égaux aux Lieutenans Generaux de Cavallerie Portugaiſe, & aura Sa Majeſté Tres-Chreſtienne Droit de pourvoir les poſtes qui vaqueront au Corps de la Milice Françoiſe.

X. Le Roi de Portugal confirmera les Privileges & Immunitez accordez par ſes Predeceſſeurs à la Nation Françoiſe, & de la même ſorte le Roi Tres-Chreſtien aux Portugais. Les Sujets du Roi Tres-Chreſtien, principalement les Marchands de Portugal, de deça & delà la Ligne jouïront de toutes les commodités, Libertés & Privileges, Droits, Exemptions & Prerogatives, qui par les derniers Traitez our eſté concedez aux Nations Angloiſes & Hollandoiſes, dus nous tenons par expreſſes declarées au preſent Traité, comme ſi elles eſtoient inſerées en icelui, & de la même ſorte, que les Portugais jouïront dans les Lieux ſujets de la Couronne de France, des mêmes Privileges, commodirés & Prerogatives, qui par ce preſent Traité ſe concedent aux François.

XI. Les Conſuls de la Nation Françoiſe jouïront en tous les Lieux ſujets à la Couronne de Portugal, principalement à Liſbonne, de tous les Privileges, Droits & Honneurs dont jouïſſent les Conſuls des Nations

ANNO 1667.

Digitized by Google

Anno 1667. sons Anglois & Hollandois, & de même chose jouiront les Consuls Portugais en tous Lieux dépendans de la Couronne de France.

XII. Sa Majesté Portugaise ordonnera qu'on recoive en tous les Ports & Costes les Navires François, & particulierement ceux qui sont aux Compagnies d'Orient & d'Occident, favorisera autant qu'il pourra le Commerce desdites Compagnies, & de la même sorte se recevront en tous les Ports fujets de France les Navires Portugais: mais pour éviter les tumultes qui peuvent arriver, il accordé qu'il ne se receva plus grand nombre de Navires de Guerre, que celui qu'on a accoutumé d'admettre des Anglois, suivant le Traité fait avec eux.

XIII. En ce Traité seront admis tous les Rois & Princes qui voudront y entrer, avec des conditions telles aux deux Pais, principalement au Roi de la Grande Bretagne, le desir du Roi de Portugal étant non seulement de garder les Accords & Amitiez fraternelles qu'il a avec Sa Majesté Britannique, mais s'il est possible les accroître par les deux Rois en faveur du Roi de Suede.

XIV. Quand & aprés la conclusion de la Paix avec l'Angleterre, le Roi Tres-Chrestien procurera par toutes sortes de bons offices d'accommoder les differens qui sont entre le Portugal & les Etats Generaux d'Hollande, afin que les Villes Cochin & Cananor Iûient restituées, & sur cette matiere se fera un Article special dans le Traité de la Paix d'Angleterre & de Hollande; & de la même sorte le Roi Tres-Chrestien intercedera envers le Souverain Pontife, afin que non-seulement il confirme les Evêques de Portugal, comme aveient accoûtumé de faire les Pontifes envers les Rois ses Predecesseurs.

XV. Sera permis au Roi de Portugal de lever Gens de Pied & de Cheval, s'il lui est necessaire en France & Alsace à ses propres Depens, conduire Ingenieurs & Mariniers acheter Chevaux & toutes sortes d'Armes pour sa defensé, & offensé de ses Ennemis, Munitions & Vivres pour le même prix, pour lequel l'acheteroit le Roi Tres-Chrestien, moyennant que les Commissaires qui seront commis à cela donnent un estat du nombre des Soldats, & des Mariniers, & autres choses à l'Illustre Seigneur du Terron à la Rochelle, & aux autres Ministres des autres Places, & Villes.

XVI. Toutes les fusdites choses ainsi arrestées, & conclues entre les fusdites Rois de France & de Portugal se remettront par Traité ratifié à Paris dans 15. jours aprés l'arrivée à la Cour du Roi Tres-Chrestien, de celui qui portera la Ratification de la part du Roi de Portugal, & le present Traité ne sera manifesté en aucune sorte, jusques à ce que le Roi Tres-Chrestien ait declaré la Guerre à Castille; & en foy de quoy & force de ceût Traité nous avons signé de nos mains & seings à Lisbonne le dernier Mars 1667. *Signé*, Melchior de Heron, Depuis du Roi Tres-Chrestien, le Marquis de Nille, Admiral des Indes, le Marquis Grand Maistre, le Marquis Mariatve, le Marquis de Sande, le Comte de Chastelmelhor, Antoine de Souse de Maqueda.

IX.

15. Avril. Reichs-Conclusum über das Müntzwesen / erklärend was für Gutte und Silberne Müntzen und in was für Preis solche zu nehmen / ferner / wie den falschen Müntzen und schlechten zu wehren / die Guten aber zu erhalten seyen / mit denen darzu gehörigen Beylagen. Regenspurg den 19-29. April 1667. [Londorpii *Acta Publica*, Part. IX. Lib. X. Cap. CLIX. pag. 540.]

C'est-à-dire,

Conclusion de l'Empire touchant les Monnoyes d'Or & d'Argent, *le titre & valeur dont elles doivent être, & le prix auquel on doit les recevoir, comme auſſi touchant la ſuppreſſion des Monnoyes fauſſes ou legeres, & la conſervation de celles qui ſont de bon poids & de bon alloi, avec quelques Documents appartenants à la même Concluſion. A Ratisbonne le 19-29. d'Avril 1667.*

Anno 1667. DEr Röm. Käys. May. unſers allergnädigſten Herrn / in gemeiner Reichs-Tag beyſammen-ſitzenden hochlöblichen Commitiatn, dem Hochwürdigſten / Fürſt zu und Herrn / Herrn Gundobaldo, der Heil. Röm. Kirchen Cardinalen / Erz-Biſchoffen zu Saltzburg / Legaten des Stuls zu Rom / und Biſchoffen zu Regenſpurg / geben deß Heil. Römiſchen Reichs Churfürſten und Ständen anweſende Käthe / Botſchafften und Gesandte darum gutachtlich zu verrichten / demnach auff allen / deß hochgedachter Päp. Käys. May. vermög Ewiger Hochfürſtl. Eynigung / unterm 15. May deß verwichenen Jahrs / ertheilter Reſolution, erfolgter allergnädigſter Approbation, das Müntzweſen an allen deroren Reichs-Ständen vorgenommen / in hohen Consultationen abgehalt / und Deliberation gezogen worden / als nemlichen.

I. Was für Silberne Jun- und Auſſländiſche ſeyen / und in was Valor und Gehalt ſie vor Bohrlichaft anzunehmen.

II. Wie dem vorbeſchrnen Mas-ſo lauen / Beſchaden / und unumbgengliche Nothdurfft deß güldenen Müntzen zu verhüten. Gleich wie man nun auch die General-Gnaden der drey benachbarten correſpondirenden / als der Fränckiſchen Bayer- und Schwäbiſchen Cirkeln mit ihrem Gnaden-Gelt / so ermäß gt deren den 15. 16. und 16/26. Junii, und 21/31. Julii deß verwichenen Jahrs / darüber Verlagen sub lit. A. B. und C. darüber zu vernehmen / vor eine Nothdurfft befunden / auch dieſelbe alſo / nach und nach rectificiren erwogen: Alſo hat man geſchloſſen / daß es fortersit durch gehendes bey den vorigen Reichs-Conſtitutionen und Ordnungen / ſo weit dieſelben durch gegenwärtigen Reichs-Schluß nicht derogirt oder beſtetigt / auch jetzigen Umſtänden und gelindert werden / inſonſten:

Denne zu Folge und was ſo viel den erſten Punct anbelangt / nemlich was für ſilberne Jun- und Auſſländiſche grobe Sorten und in was Valor und Gehalt für Beſtrchaffe Angenommen / in ſpecie bemälte der Münz-Ordnung Ferdinandi I. de Anno 1559. und deß K. A. de Anno 1566. der Reichs-Gülden und Reichs-Thaler für eine allgemeine Reichs-Richtſ. zu halten und ſelle auf eine Cölniſche Marck der Reichs-Gülden gehen 9. und ein halb Stuck / und zwar halten 14. Loth / 16. Gran / der rechten es nachmahls wie auch den alten Spal der Reichs-Thaler / deren nach laut bemeldten K. A. de An. 1566. auf eine Cölniſche Marck / acht Stuck gehn / und ein halben ſollen / 14. Loth / 4 Gran / zu verhalten. Der remhaltige Auſſländiſche Thaler ſoll es gen anbetrachtet / und wie es damit zu und ein halten / bey der bey dem Collegia ſolches an die Crayſe zu remittiren / doch daß in den Crayſiſchen Reichs-Conſtitutionen möglichſt beobachtet werden / vor ein anſehen / daß Reichs-Stadt ſolche / ſolche Remittirung vor bekandtlich / und dafür achalten / daß der Auſſländiſche Thaler dermaſſen in zu derwirren / ſondern der Reichs-Thaler einerdeits in beſtand intrinſeca zu mitten / deß in valore extrinſeco zu ſteigern ſey. Im übrigen und gleich wie man befunden / daß denen hierher eingerichten Müntz-gebrech en und Unordnungen anderer Geſtalt nicht vor zu kommen / noch gelinder werden kan / es ſey dann vorhero durchgehends angeordnet und überall ein gemeſſer Fuß / wornach die Jun- und Auſſländiſche grobe Sorten ſo wol / als auch die Stuck-Münz eygnet und valvirt werde / geſtellet und vergliechen: Alſo wurde beſtellet / nach Meynung aller deyen Reichs-Collegien / nicht ſtaglieber / als nach dem Reichs-Thaler vorgenommen werden können / und inſonderheit dahin zu ſehen ſeyn / damit der Silber-kauff auff einen gewiſſen Werth regulirt, und weitern beſchlus ſo viel alle auch die Wehrung deß Reichs-Thalers / derſelben mehr in perpetuum und beſtändig gemacht werden könne / demnach wenigſt provisionaliter darüber darunter werden möge / und ſelle man auch auf den angränzenden fremden Cronen und Republiquen, ſo wol wegen angemeldtem Silber kaufs / als Gleichheit der Müntzen communiciren, maſſen nit Theils deren / auf hochgedachten Käyſerl. Commiſſarii erfolgten Cautela, allbereits geſchehen.

So viel den II. und VII. Punctum / als welche beyde wegen ihrer Connexität in eine Deliberation gezogen / derrſſe / wie nemlich dem verderbten Nachſchlagen / Beſchneiden / und unumbgängen Verſchmöltzen der güldenen und ſilbernen Münz-ſorten vorzukommen und zu begegnen: Hat man ſich hierin dergeſtalt entſchloſſen: Als:

Erſtens und demnach in der peinlichen Halsgerichts-Ordnung Käyſers Caroli deß V. Art. 5. deut / und beſtialmaſſen vorgeſehen / wie die Münzſtätter / und derjenige ſo ohne habende Freyheit münzen zu beſtrafen: Alſo ſolche dieſe Ordnung von neuem confirmirt und erſolet / und wider die Verbrecher ernſtlich exequirt und vollſtreckt werden.

II. Dorpeil auch in viel andere Wege unzemlicher Gewinn in den Müntzen geſucht / Falſchheit und Betrug darinnen getrieben werd / und dahero in der Münz-Ordnung Käyſers Ferdinandi deß I. d. Anno 1559. §. 362. Hernauff ſetzen / erdnet und

ANNO 1667.

wollen Wir/ ꝛc. Und in den darauf folgenden dreyen §. §. §. fürnehmlich geordnet/ daß die Granalirer / Körner / Seiger / Bingierer / Beschneider / Schmärtzer / Abtzieher / Schmältzer / Ausführer / Abgiesser / Ausbrenner / Ausspecher / Ausprobirer und Fälscher/ an Gut/ Leib und Leben / nach Gelegenheit und Gestalt der Verbrechens / zu Straffen / und darzu nemanden zu verschonen/ auch dem Anfänger an der verwirckten Pön ein Drittheil: Die andere zwey Theil aber der Obrigkeit / darunter die Uberfahrung geschehen / abzufolgen / und so diese sämmtlichen der Straff durch die Münz-genossen schwären Crayses/ und wann auch diese nachlässig / durch den Fiscal. Fiscal fleissig einzufordern / und so gar der jenige / so dieß und andere verbotene Mißhandlung / Wexung und Fälschung der Münz gewust / selbe aber der Obrigkeit / allwo dasselbige vorgangen / aber allhero/ oder in andere breiter zu bereten/nicht angezeigt / mit gewisser Gelbstraff/ als zwey Mark lotiges Goldes zu belegen sey / Als wird solches alles / wie auch / was wegen bey Kremers und Siegerey in gedachter Münz-Ordnung §. 171. Wir ordnen/setzen und wollen auch ferner/ ꝛc. auch der Granalirer und Sciarrer/ zugleich der sämmtigen aber sich selbsten der Sachen theilhaftig machenden Obrigkeiten / Cranken und Schänden halten / in N. R. A. Anführung d. Anno 1566. §. 168. Was dann der Münz halber/ ꝛc. und wiederumb §. 169. Wir ordnen und wollen auch/ ꝛc. der länge nach einkommen/anhero deutlich und ausführlich wiederholet und von neuem bekräftiget / so dann auch darob zu halten seyn / daß vermöge obgedachtem Münz-Edicts die Jahrzahl/ auch auf den Silbernen Münzen/so unter dem Reichs-Thaler sein / der Value jedesmahls mit aufgeprägt / und insonderheit die grobe Sorten / in behöriger Brette / gereut und circumferent aufgehen / keine Kappen-Schau oder Tot nicht bleiben / zu welchem Ende denen special- und General-Visirern nen zu injungiren/ da sie dergleichen Mängel gleich Anfangs bey Auffsuch- und Probirung des Werks befinden / schlige nicht zu passiren / sondern mit Zuziehung und Imploruung der Obrigkeit / den Münzmeister dahin anzuweisen / und anzuhalten / daß dergleichen Sorten hinweeder zu verschmältzen und in behörige Form aufsohen zu lassen.

III. Damit auch ferners nun so viel weniger die in dem Münzwesen gemachte treffliche Ordnungen überschritten werden/ und die Obrigkeiten wider die jenige so etwan verbächtig/ mit gepeinlicher Inquisition gestalt verfahren mögen/ Als solle nicht allein auff die jenige / so nit verdächtigen / und ihren Nahrung nicht genaissen Instrumenten umhgehen/ fleissig acht gegeben / sondern auch die Handwercker in Städten und Gerichten / welche die zum Münz-Gepräge abgedrehte erforderliche Instrumenta und Materialia verfertigen / den Schneider und Stahlschneider zu Stempel schalten seyn / ohne Vorwissen ihrer Obrigkeit / solche / als in specie die Eisen-Stempel- und Druckwerck kamps den Präsägen nicht zu machen noch aufzuschneiden / noch dergleichen einige Handlung treiben / sondern wann dergleichen an sie gefuchet wird / es alsobald ihrer Obrigkeit zu referiren und denne/was sie darunter befehlen/nachzukommen. Sollten auch gedachte Stockschneyder und Druckwerck-Macher denen Präsägen nicht in den Münzmeister freyen Händen gelassen/ sondern entweders in Obrigkeitlicher Verwahrung hinterlegt / oder doch wenigst unter Obrigkeitlicher Besiegelung denen vorgeschriebenen Crayss-Quartieren anvertrauet/ oder wo sonsten/in Vorkommenden Fällen/ Mißbrauchs/oder den Obrigkeit vor gut befunden wird/die Gnüge zu acht genommen werden.

IV. Damit auch nach denn die Erfahrnüß bezeugt / daß sonderlich die Juden sich an der Münz auff eine und andere Weg offtmal vergreiffen / und wider die Reichs-Constitutiones frevenlich handlen: So seynd demnach die Stände / in denen Gebiethy sich dieß anhalten / ernstlich zu ermeren / und dieselbe / ihre gutes und einfiges Zuffnercken zu tragen / und ihnen / wann sie angenommen werden / der formul deß Eyds oder Pflichts / so sie abzulegen haben / ausführlich einzuverleiben / daß sie sich aller unabsehbe hiermen enthalten wollen: Den jenigen aber/ so sich bereits in der Stänben Territoria befinden / solches bey erfordernder Ihrer Pflicht vorzuhalten / wie es dann in den N. R. in Regenspurg d. ann. 1532. Tit. 28. löblich geordnet / daß Verschrifften / allwo die Juden gefessen / einsehen gegen / und Ordnung machen sollen / damit niemand beschwert werde.

V. Alsdann auch die Münz-Gerechtigkeit frey Mercantes fandern ein Kayserl. Regal, dessen sich die Stände nicht zu ihren selbst gesuchten Vortheil/sondern den Reich zu Ehren und Wohlfahrt / bedienen sollen / und darumb in den N. R. d. ann. 1570. §. 132. Alsdann auch ꝛc. heiter statuiret, daß keiner seine Münz-Gerechtigkeit oder Münzstadt verkaufen / verlehnen / verpfänden oder verlegen lassen / vielweniger mit den Münzmeister / wegen Theilung deß Gewinns/einiges Gedinng oder pact treffen solle: Als wird es bey solcher beschahnet und in mehr andern Reichs Abschieden/ sonderlich aber in ann. 1594. §. 102. wie ordnen/ wollen und gebieten/ ꝛc. beschlossen und bekräftigten Reichssatzungen glassen / und alle Packa de quota lucri, sie betreffen gleich einen kleinen oder grossen Gewinn / gänzlich verboten / und mehr nicht/ als dem Münz-Meister eine gebührende Besoldung / aber nicht per modum quotæ zu hoffnungen erlaubet / und der Verkäuffer / Verleyher / Verpfänder / oder der / so seine quotam deß Gewinns vor pro an / oder das Münzen verlegen läst / seiner Münzfreyheit verlustiget sein / und noch darzu den Kauff- oder Pfandschilling was er mittels solchen verbotenen Contracts an sich gebracht / verfallen / und hierunten mit Fiskalischen Proceß fortgefahren / als wie im gemeldten N. R. de Anno 1594. §. 102. mit ordnen / wollen ꝛc. vorgesehen / verboten werden solle: dasseren aber der jenige / so sich obgemelter massen vergreifft / den Reich ohne Mittel nicht unterworffen sein / Sie solle bey Landsoder seinen Orts Obrigkeit / allwo das delictum begangen wirdy gebührende Bestrafung / wider dergleichen übertretter vorzunehmen ernstlich anferlegt sein. Gleich wie nicht weniger die Käuffer / Contractoren, und alle / so da mit zeun / so Münz-Freyheiten haben/wider das Verbott der Reichs-Satzungen contrahiren und handeln / nicht allein / so viel das Kaufgeld oder Pfandschilling/ oder den zugesagten Bestand-Zins anbetrifft / verwürcket/ sondern noch darzu mit einer arbitrari poen, / der übertretter / wann er einige Münz den Reich unterstehen / dem Kayserlichen Fisco, sonsten aber den Domino Territorii, oder/ wann dieser sich deß Verbrechens auch theilhaftig gemacht/ berührtem Kayserlichen Fisco zu bezahlen/angesetzen werden / welches dann auch in specie von den Münz-Meisteren zu verstehen/ so nach Gelegenheit ihres unsinnlichen Verhaltens auch unrichtig und unredlich erfähret und zu finden / ernstlich gestrafet werden sollen. Massen sich dann damit diese und so viel mehr seyen sagen/ sich hierunter auf einerley Weise zu vergreiffen: So ist ihr der Münz-Meister Andre Formul, davon hernach mehrere Meldung geschicht / hinzuthun: daß sie in keiner verliehenen/ verkauffen oder verpachten Münzstadt arbeiten / oder münzen/ oder auch durch ihre Gesellen daselbst nicht arbeiten oder münzen lassen / auch deßwegen vor Anehmung der Arbeit / sich angelegentlich erkündigen wollen: Gestalten auch sie die Gesellen / so wissentlich in dergleichen Münz-Städen sich gebrauchen lassen / ebenmässig / nach Gestalt-ernstlicher ihres übertrettens / zu bestraffen / und die Obrigkeiten und Cranken hierunter ein fleissiges Insehen haben / und nach belage verschiedener R. Abschiede / darob / und darau sein sollen / damit in allwege in diesem Werck mit Ernst und ohne Verschonung wider die Delinquenten verfahren werde.

VI. Nach dem ferners mit grossem Schaden der Stänben und ihrer Unterthanen / das Reich mit beschnittenen Münz-Sorten/ sonderlich mit den beschnittenen Gülden / Cronen / Ducaten gange und dalbe Philips Thaler auch Kopffstück beschwert werden / Als solle ersteus niemand solche beschnittene Münz-Sorten ohne Abzug deß an dem Gewicht erstehenden Abgangs / anzunehmen schuldig sein / zu dem Ende man in den Münz-Berck-Ordnungen nach proportion des befindlichen Abgangs / abzuziehen/ein gewisses/ nach der gegenwärtigen Reichstag / zu determinirten / noch über das solle jeden Crayß hervorgehen / so viel nöthig oder nützlich zu sein befinden / dergleichen beschnittene Münzen / so in Crayß verboten / doch daß hingegen an solchigem Crayß die Zusatz gemacht werde / daß ein jeder die behandte beschnittene Münz-Sorten gegen jedmanns Bezahlung mit Münz-Gelegenheit aufgewechslen könne / welche hinnach der jenige Münzstand / so diese an sich ist an gute und meistentheils grobe Reichs-Münz zu verwenden schuldig sein solle.

VII. Gleichwohlen die gute Reichs-Münz umbwurgen/oder wiederumb in Tigel zu bringen / und darauß Schaubmünzen zu machen / zu verschweren / und das letzte mahl in dem Anno 1602. gemachten N. R. §. 89. setzen / ordnen und wollen wir / ꝛc. verbathen werden; Als sey auch solcher Ordnung zu inhalten und die wider die Münz-Herren / Münz-Meister und Gesellen in calum transgressionis gesetzte pœn in allewege zu wiederholen.

VIII. Hat man gleichfals eine hohe Nothdurfft zu seyn ermessen / daß dem N. R. zu Speyer de Anno 1570. §. 134. darumb zu wenteren/ ꝛc. sestig nach gelebt und mit den Münzmeistern/ als wie allhier geordnet/ es in den Crayßen gehalten und darüber ihm sie die Münzmeister von denen Crayß-Ständen und ihren Münz-Herren der Reichs-Münz-Ordnung und Abschieden/ der Verschickung ihrer Hand und Gelegen-heit/ genommen verpflichtet werden sollen / auch sich selbsten / auf jeden Ort/ dem / einzustellen und Red und Antwort zu geben / zu welchem Ende / eine ordentliche Special Instruction, wie sich die Münzmeister zu verhalten / von Reichswegen abzufassen und derselben in specie, daß sie keine gangbare Münz verbrechen sollen / beyzusetzen/dem künftigen N. R. einzutragen / weraus dann ein jeder Münzverwalter zu spüren / massen die vorgedachte alte Instruktionen revidirt und ad præsentem statum, auch denen bemahlen fürkommenden Sachungen applicirt werden solle/ meiste Mennung es dann auch

IX. Mit Guardinen hat / daß nämlich dieß/ nach Innhalt gedachten Speyerischen R. A. de Anno 1570. §. 135. wie dann aber von Anehmung / ꝛc. auch deß Abschieds de Anno 1594. §. 102. wir ordnen/ wollen ꝛc. und gebieten/ ꝛc. angenommen und verpflicht/ und ihnen so wohl/ als den Münzmeistern/ an special Instruction verfasset werden solle.

X. Obwohlen auch in vor allegirter Münz-Ordnung de Anno 1570. §. dergleichen/ als die Goldschmidt/ er-landt werden den Goldschmieden die Gold- und Silberne Münz/ wann sie so fast Gold und Silber zu Mordburff ihres Handwercks nicht bekommen mögen/ so weit zu verbrechen / so weit sie zum Verlag schaffen ihres Handwercks bedürfftig/ doch daß sie es nicht verkaufen oder verfülschen/auch/ daß solches mit Vorwissen ihrer ordentlichen Obrigkeit beschehen solle. Nachdem aber gleichwohln die Erfahrnüß zeuge / daß gedeute Satzung nur ihren Limitationen und einschränckungen / wenig beobachtet / sondern die gülden und silber-

Digitized by Google

ANNO 1667. silberne Sorten von denjenigen Goldschmieden / allerdings nach gelegenheit gebrochen werden: Als hält man / daß thun / wie auch denen Goldschlägern / daß sie allein die Ausländische Münz-Sorten / auch underster weis als mit Warnissen der Obrigkeit einzuweichen und zu ihrem Gebrauch zuverkehren / verstatten werden sollen / wie dann die Obrigkeit zu mehrerer Nachgebung hierbei meynt / Ordnung der Ansicht und Verlegung zu thun / daß die Goldschmiede und Goldschläger / (wann sie in der Zunfte / oder da keine am selben Ort sich befindet / zu Bürgern oder Innwohnern auff und angenommen werden) schweren und gelobet lassen / wider solche Ordnung und Gesetze nichts vorzunehmen / bey Verlust der Zunfft / und respective Burgerlichen Gerechtigkeit / auch ihrer ehrlichen Namens / darauff dann gedachte Obrigkeiten inhalten und mich Obrigkeitlicher hülff gebrauchen müssen die übertretter ernstlichen einsehen vorzukehren haben: Gleich wie auch die Gesellen / wann sie bey einen Meister arbeiten wollen / zuvorauß bey Handschlags stich gegen der Obrigkeit verbunden sollen / dieser Ordnung nachzuleben / auch so ihrer Meister darwider handelten / es gedachter Obrigkeit alsobald anzuzeigen / bey pean der Gefängnüß oder anderer arbitrari Straff / und solle obige wider die Goldschmiede und Goldschläger gesetzte puncta auch hart haben / wann jhnen inländische güldene und silberne / gute und gerechte Sorten / von andern zum dreyen und verschmälerten gutwillen und einzahlunger werden / und bezwungen die selbige ehend angeberente Münz güldene und silberne Sorten vermischt haben / und die Obrigkeit selbigen Orts befugt sein / dieses als verfallen und confiscirt, zur Hand zu nehmen und einziehen / nicht weniger wird ob schon erzeugt einige Goldschmied und Arbeiter / doch aber ermeldes innländisches gemünzte Gold und Silber verschmälchen und hiemach die Massam den Goldschmieden und Goldschlägern entfrembden / so solle doch so wol der Zunfftmeister / als der Goldschmied oder Goldschläger / der hierumb Wissenschafft gehabt / derenwegen dann genante Nachtrag zu halten / gestrafft / und auch angehalte werden / in communitatem, wo solche arbeit verfallen seyn. Damit auch in der nur Jordenwolf und Anfassung der Obrigkeit versatterer Verbrechung der ausländischen Sorten / nicht excedirt werde / haben die Chur- und Fürstliche Collegia vor dienlamb erachtet / daß jeder Gesandte / auff zu halten Jahren / eine ordentliche Specification, wie viel von dergleichen Ausländischen Münzen in seinen Gebieth / vorgedachter massen gebrochen werden / denen Gesandtschafften-nächstendes Fürsten einschicken und hernach solche Specification vom vermelten Transit-ausschreibenden Fürsten neben den Zeugen auff den Münz-Probations-Tägen produciret, und allda / nach befinden des excelsen / remedirt werden solle. Es stehe der Krefs-Stände aber frey / daß man solche Specificationen vor bedencklich / und davor gehalten / daß der Ansicht über die erwann in Verbrechung dergleichen Sorten / bekommende excessen der Gesandten und Vigilanz eines jeglichen Drtes Obrigkeit anzuvertrauen. Und als ferners vorkommen / daß an theils Orten ihr eine allzumasse Menge der Goldschmied und Goldschläger befinden / und daß es allerdings eine Nachdorff ist / wie der Ansicht zu restringiren: so sind die Obrigkeiten zu erinnern / darauff bedacht zu seyn / wie solcher Orten / allwo gedachtes Handwerck überseyt / die Restriction entweder durch unterlassung Annehmung neuer Meister / oder auch der abstehenden / oder auff andere füglithe und billiche Wege möchte zur Wirckligkeit gebracht werden. Maßen auch die und da an gewissen Orten sich Goldschmied und Gold-Arbeiter widersetzen / und daßelbigen ihres freyen Willens pflegen / Ich wären bergleichen Goldschmied und Gold-Arbeiter nicht zu gedulden / sie seynd dann auf sonderdare den Krefs-Satzungen ähnliche Ordnung an und durch gedachte Obrigkeiten verbunden.

So viel aber XI. die Gold- und Silberdratzieher und Posamentirer anbetrifft / sey benöthiget das entweder ein und Verbrechen der gangbaren Münz-Sorten wie auch der Silberkauff / thum und allen andern Pretatis mis gemein / insonderheit aber den Juden / gänzlich zu verwehren / auch die Dratzieher und Posamentirer / daß sie darunter nicht handlen wollen / abstendig zu machen trachten. So kann derjhrer Silberkauff anderster nicht / als mit Bewilligung eines jeden Orts Obrigkeit / welche darvy in acht nehmen solle / daß derselbe über den Preiß / was das rohe und Bend- Silber / den Reichs-Satzungen und diesem Conclusio nach / verminget werden kan / nicht gesteigert werde / zu verstatten / und zu jeglicher Obrigkeit dispolition zustellen / wenn sie solchen Silberkauff publica authoritate commuiren wolle.

XII. Sintemahl auch man befunden / zu Vorkomm- und Abwendung aller in dem Münzwesen einschleichender Unordnung / sehr vorträglich zu seyn / daß jedes Jahres hie in der Münz-Ordnung bestimmte Probations-Täge / als 1. May und 1. Octobris, oder wenigst einer / unfehlbarlich gehalten werde: Als seynd die ausschreibende Chur- und Fürsten ihrer Obliegenheit zu allewegen zu erinnern / inssonderheit aber / daß / so derowegen in verschiedenen Reichs-Abschieden einkommen / erholet werde.

XIII. Und nachdeme in denen Reichs-Abschieden de annis 1570. 1571. 1576. und 1594. auf mehrfeen Ursachen verordnet worden / in jedem Crayß eine gewisse Anzahl der Münz-Stände / in welchen und keinen andern zu münzen / zu benennen; hingegen alle hin und wieder eingerissene Neben-Münzen abzuschaffen: Als seynd solche Reichs-Constitutiones, doch mit dem Unterscheid / so benannt / in specie dem Dap. Abschied zu Frankfurt d. ann. 1571. §. und wiewohlen in mehrangeregten andern Speyerischen Abschied ꝛc. wegen der jenigen so Bergwerck haben / berühret wird / so wiederholen / und so viel es immer möglich / zur Execution zu bringen / oder da je in einigen Craysen vorfallende difficultäet nicht zu überwinden / auff ein ander Expedient zugedencken und auf allen Fall dahin zu sehen / damit weder die Gebühr und das hertommen das Münz-Geld nicht erleichert werde. Worbey jedoch das Churfürstl. Collegium, das jenige so in der güldenen Bull Tit. xx. enthalten / anbero wiederholet und bedinget / dahingegen aber das Fürstliche Collegium in folchen Fall sich nicht weitigen wollen / sondern es bey vorangegangenen Reichs-Constitutionibus allerdings verbleiben lassen.

ANNO 1667.

XIV. Solle auch bey vermeidung derjenigen Strafft / die in den Reichen und Reichs-Satzungen / wider die Anzuweysser und verfälschliger statuirt / niemand sich vermessen / daß schwere Gesichten / halbe Batzen und andere gute Reichsthalers-nachgegossen / verbrechen / oder zu begiring der groben Sorten zu gebrauchen.

XV. Hält man auch vor dienlich / daß die gesamte Goldschmied und Silberarbeiter / daß jhnen zu halten / daß das Silber / so verarbeitet werd / wenigst 13. loth fein nach dem Cölnischen Gewicht / und das Gold 18. carat halten / auch alle solche Arbeit mit den Wappen und Zeichen / so wohl des Orts / da sie gemacht / als deß Goldschmieds der sie verfertigt / gemerckt / und die zu solchem Ende nothwendige Proben in loco publico & à prioribus publico nomine deputatis vorgenommen / inmassen es verhütung allerhand Gefährlichkeiten von den Goldschmieden keine Silberarbeit gezwungen / als sie seyn solle / wann jhnen auch solches bergleichen / von waare es immer sein möchte / angesonnet und aufgetragen würde / verarbeitet werden sollen / bey denen jenigen Straffen / so hierohen wider sie die Goldschmied und Silberarbeiter bestimpt seyn.

Es solle auch XVI. bey scharffer arbitrari-Straff den Jubelierern / Dratzehen / Kauff- und Handelsleuten / auch allen und jeden / jedoch die Guarden und verpflichte Goldschmied ausgenommen / eigene Schmelz- und Probier-Oefen zu haben oder zu gebrauchen verbotten seyn.

XVII. Werden auch die Obrigkeiten erinnert / wann Gold- und Silberarbeiter / oder auch Lauff- und Handelsleute Gold- und Silbergeschirr / so gähe Probe gemacht / und Mängel brinnen / die Weschau gebührlich zu beobachten und die Probe ordentlich zu nehmen und darauf zu notiren; Alles aber ehen / die notæ publicæ probationis darauf befindlich seyn / damit dieselbe mit Vorbehalt zehen Orts Probe / mit der Nadel zu berühren / doch dabey die Weinstärcke zu gebrauchen / damit die Obrigkeitliche ordentliche Proben / ohne sonderbare Noth / oder augenscheinlich beschädne Fehler / nicht verdorben / oder doppelte Proben / ohne sonderbare Noth / oder Augenschein zu merklicher Beschwerde oder ungelegenheit der Handeltreibenden / eingeführt werde / dagegen aber die Obrigkeiten desto behutsamer / und auf Erdrückung ihrer Wappen und Zeichen zu verfahren / und wann die zuvor darauff gesetzmässe sich nit gerecht befindet / gegen diejenige / so ihr Zeichen und Wappen mißbrauchen / eine ernstliche remonstration vorzukehren.

III. Berührend den dritten Haupt-Punctum / nemlich / was für Vorsehung zu thun / damit der gute Reichs-Münz-fuß Reich behalten und keine Ausländische Falsche und geringe Sorten / darein gebracht werden / da erinnert man sich / so viel das erste Membrum dieses Punctens anbelangt / was gestalt in den Reichs-Abschieden / insonderheit aber de An. 1570. §. 146. und 51. item / ꝛc. und §. 127. und aus sondern nochwendigen ꝛc. & Item wie auch dem Deput. Abschied / de anno 1571. §. sonsten / da diese nachmahlen / ꝛc. heilsamlich vorgesehen / daß keine Reichsgültene oder silberne Münz oder reale und ungarabetes / gelt her auff den Reich gemünzt werde / und daß darauff die Churfürsten / und Stände und gemein / wie auch die Churfürsten an Rhein neben den Kayserl. Commissarien zu Frankfurt / Sachsen und Brandenburg aber in ihren Städten auf den Messen und Jahrmärckten / gute achtung geben / und inquiriren lassen sollen / wo dann und das Kayserl. Mandat, so den / Frankfurtischen Deput. Abschied de anno 1571. beygefügt / klar ausgewesset / daß die Auffrechthaltung der Reichs-Münz bey Verlust / so Gott und Gutz verbieten / und Chur- Fürsten und Ständen aufferlegt und befohlen worden / in denen Chur- und Fürstenthumern / Gebieten und Obrigkeiten / auff fein e dinge / sonderlich aber bey den Jahrm-Märckten und andern Versammlungen der Kauffleute und Handelsherr / fleissige Aufsicht zu halten und bey denen fürnehmen Land-Pässen / Zoll-Stetten / Städten und Schlösse damit / wie gebürt / keine Reichsgültene oder silberne Münz / noch auch rohe und ungemünztes Silber / auff den Reich zu Wasser oder zu Land verführet werde / auf allem Ernst aufzumercken oder nachtrachten zu lassen / und da jemand / wer der auch sey / wider darob bereeten würde / denselben ohne allen Respect der Personen auch ungeachtet einigen Gebots / oder anderer Verordnung / zu gebührlicher Straff anzuhalten / und gegen dieser seinen leib / Hauß und Güter / neben nirmehrender wirklichen Confiscation solcher / wider das Verbot verführender Gelder und Silber / imhalten / mit derselbter Ordnungen / zu verfahren / worbey es dann / der Reichs-Münz halber sein Verbleibens hat.

Was aber die Ausländische Sorten betrifft / wird dasselbe halten / daß in Fällen / da es die Nothdurfft der Commercien fordert / die Aufführung derselben zu gestatten: Damit aber auch aller Betrug und so viel möglich verhütet bleibe: So sollen die jenige / welche dergleichen Münzen auff dem Reich verführen /

Digitized by Google

ANNO 1667.

ANNO 1667.

sitzen/ von deß Orts Obrigkeit genugsst urkunden/ daß sie deß- sen benöthiget/ sonsten aber bey/ so Bauren und Gmeer ausser Reichs verführen/ daß benentzelten kein Geld eingepackt oder imballirt sey/ beybringen/ welchen urkunden dann auch/ wann anderster solche von deß Orts ordentlicher Obrigkeit entsetzt/ und die Pässen darinnen specificiret und begriffener seyn/ ohne ain- derweitige Visitation zwar zu glauben/ doch aber ein vermünff- tiger verdacht eines Betrugs seye/ haben die beyde höhere Col- legia beschlossen/ und vorh-beiten/ daß solchen Falls die Visi- tation, obenerzehrte deßatter urkunden/ obhendammen seyn solle. Reichs-Städtischen Theils aber/ daß man under gedachter urkun- den/ und Attestata vor sufficient halten/ und zu erweyterer Vi- sitation nicht weiligen wollen; Im übrigen aber/ und da yrel die jenige/ welche nur ad captandum lucrum und Gold mit Gold auffumschlahen/ die Münzen zu verführen sich unterstehen/ an- belangt/ hat es bey den abgedachten Reichs-Satzungen/ sein ohn- geänderes Verbleiben/ zu welchem Ende auch dieselbe Kayser- liche Mandat hierüber zu publiciren und einzuverneuen und die neue verfassende Münz-Ordnung/ zu mehrmahligen Wissen/ wenigst jährlich zu verlesen/ Massen auch die Commissarien Satzungen ihren gethanenen Botzung desto besser erreichen; So solle den Inzigiren oder den Denuncianten/ neben dem/ daß er unverweilet verhelffen solle/ ein dritter Theil/ nach laut der Münz-Ordnung Ferdinandi I. gefolgt und dann die Ordnung hierinnen mit nachtheiliger/ gegen ihnen auch mit Straff wie sich gebühret/verfahren werde/ und dann zu mehrer Versicherung/ die Kayserliche ernen Obrigkeiten angehalten/ mehr gedachter Ord- nung ausf ernste Weis und Weg mehr zu handeln/ noch ihren Denizen daß sie solches thun/ zu gestatten/ welche Kauffmanns- Diener dann auch/ wann sie im Dienst entrinnen/ gegen deß Orts Obrigkeit sich verpflichten sollen/ denn also/ da in solcher Ord- nung begriffen/ nachzukom/ auch wann sie ein solche übervertre- tung erfahren/ der Obrigkeit/ deß Orts/ ihres eigtlichen Nam- mens/ und andere arbitrari Straff/ anzuzeigen. Was auch Fremden und in dem Reichs-Abschied wieder die Aufwechsler geordnet/ daß solle auch abfonderlich wieder die jenige verstanden seyn/ so da die gute Reichs-Münz gegen einen Gewinn und Aufgeld/ er sey gleich klein oder groß/ um einer ausser lands- andern und fremde Münz vertauschen/ jedoch daß hierunter die Kauffmanns-Wechsel und Cambia, worunter man Reichs-Städtischen Theils auch andere wohlverdiente Ge- werb-Fäll wollen verstanden haben/ aufgenommen seyn solten.

Was aber das 2. Mondatum dieses dritten Hauptz-Punctens betrifft/ worinn von den beyden höhern Collegiis die Valvirung der schlechter oder geringhaltiger ausländischer Münzen angedachter massen an die Hand gegeben worden/ so hat man es auch darbey bewenden/ und werden gedachte Graffe/ auch hoff- fentlich die Nachbarschaft zu aufstehlung zu halten/ und die Gefälle jedesmahl bey den Münz-Probations-Tägen zu beob- achten wissen; Jedoch entzwischen unbenommen der durch die Reichs-Satzungen einem jeden Stand in particulari zukommen- der Devalvir- und Verbietung/ Zhungen oder Abnehmung neue Reichs-Städtischen Theils/ bey der ad primum Punctum bis- hals es offterer Meynung/ daß neulich denselbige Devalvirung der Ausländischen Thaler/ den jetzigen Zeiten man nicht vor thunlich erachten können; Fraces und demnach dem Römischen Reich hanptsächlich an dem gelegen/ daß alle guldene und sil- berne Münzen/ sie seyn wo/ oder ausländisch/ in dem Reich/ so viel es immer möglich/ verbleiben: Als sollen die güldene und silberne Spitzen und Borten/ wie auch die güldene und silberne Knöpff/ wie nicht weniger die güldene und silberne Tü- cher/ und die mit Gold und Silber gebutte Kleider/ jedoch mit Vorbehalt dessen/ was der Abhandlung der Polizey-Ordnung diesfalls etwan weiters möchte verordnet werden/ zu tragen und daß unnöthige Pergulen/ in Kraffe dieses/ verboten seyn/ auch alle Chur- Fürsten und Stände strenglich darauff halten/ daß der Kleider-Pracht in ihren Gebieten abgeschafft/ fremde Fabrique Zeuch und Tücher und ad luxum dienende Manufac- turen/ nicht zugelassen und zu dem Ende durch Chur- Fürsten und Stände in ihrem Gebieth/ eine gemeine Kleider-Ordnung begriffen/ und anmehrsamb auch die Handelsschaffen in ihren Lan- den/ da es anderst fein kan/ dahin eingerichtet werden/ daß die jenige unchristliche Waaren/ welche im Reich nicht zu bekom- men/ die Ausländische Kauffleute nicht mit baaren Geld/ son- dern gegen Ausländische Waaren/ Tauschweis an sich erhandeln/ nicht weniger sollen sich Chur- Fürsten und Stände befleissen/ in ihren Landen solche Kleider und Arbeiter zu halten/ welche die um Reich nothwendige Manufacturen/ auch deutsche Waaren und Materialia/ als Wull/ Leder/ Tuch/ Leinen/ und dergleichen/ fleissen verfertigen und verarbeiten/ denen sie dann gemeine Privi- legia und Freyheiten in ihren Landen ertheilen können/ auch solche Meister oder Arbeiter und ihre Gesellen und Jungen weder an- andere Handwercker/ so diese ihnen einige Hinderung und Ein- trag zufügen/ oder sie under die klare Reichs-Constitutionen ausspannen/ sich unterfangen würden/ schirmen und schützen/ auch die Widerspänstige in solchen und dergleichen Fällen/ keines Orts begnaden/ auch anderwerts beförderen/ wo aber dahin ihnen saltet/ damit solche Künstler und Arbeiter/ und selbe desto besser zur Hand zu bringen/ nicht dergestalten/ wie an vielen Orten im schwang und unsthand ist/ mit denen zunfft- oder auffhandwerks-Kosten/ und andern Excessen überhauffen/ zurück gehalten und gehindert/ sondern die übertretter mit Exemplarischer Straff angesehen wer- den: Allermassen alle das jenige so under ihr/ der Handwercker Mißbrauch und deren Aufnehm und Besserung halber in der Polizey-Ordnung zu Augspurg An. 1548. Tit. 36. zuseinen in dem Receß zu Franckfurt de an. 1594. auch letzeen R. Abschied geordnet/ allhero erhalt/ und in genere auf alles mißbräuchige Zunfftwesen/ Auffhand und Widerspänstigkeiten der Handwercks- Genossen zeigen und benebenst angehengt wird/ daß in Abthun- und Wendung gehörter straffbarer Mißbräuch und Mündwil- kens/ ein Stand dem andern die hülffliche Hand zu bieten/ schul- dig seyn solle.

IV. Bey dem IVten Haupt-Punctten/ was nemlich vor Schieds-Münz/ in was vor einen Werth und Gehalt für Abfer- tigung anzunehmen.

V. Item bey dem Vten betreffend wie es mit allhandsältigen Ge- präg der Schied-Münz zu belassen? Hat man sich also ent- schlossen. 1. Daß so viel ersten/ die Sorten und Gattung der Schied-Münzen anbetreffet/ den Graffen es zu gleichmässiger ein- ste passet und angenommen werden sollen. II. Den Halt der schlagenden Schied-Münzen betreffend/ solle die Proportion der Gelte/ von den Reichs-Thaler gemeinmahl in dem gantzen das Abfohen dahin getragen werden/ daß die Münz-Herren oder Münzes nebrigen Costens so wenig an Gewinn den Schla- gung der Schied-Münzen/ als bey Ausmünzung der Reichs- Thaler haben. III. Wird das zulässige Mündt zu setzen ge- halten/ dem überflüssigen Gepräg der Schied-Münzen vorzu- kommen/ daß hiermnnen den Reichs-Abschieden nachgelebet wer- de/ und ohne deß Graffen oder der Crayssen/ wie es bishero tatione modi herkommens gewesen/ gehenden erlaubnüß/ welche aber behutsamblich/ und mit der in gemelten Reichs-Abschieden enthaltenen Bescheidenheit zu ertheilen/ solle niemand hire hier schlagen zu lassen befugt seyn/ auch da einen Stand ein zuläs- sig Quantum der Schied-Münzen zu schlagen erlaubet wird/ derselbe auch Proportion solcher Summen und Determinirung deß Crayses oder der Crayssen also/ falls gerade dieselbe Sorten münzen lassen/ sonsten aber jedweder Obrigkeit die einhaltung und überhaupte Schied- und Land-Müntzen nach Gut-befinden zu verrichten bereit stehen sollen.

VI. Anlangend den Vten Haupt-Punctten/ nemlich/ welche Inn- und Ausländische gultene Münz/ und in was Valor und Gehalt für Abfertigung anzunehmen/ ist man der Meynung/ daß 1. in der Münz-Ordnung Ferdinandi I. d. ann. 1559. auch in andern Reichs-Abschieden benante und in specie Gulden Sorten/ nach fürohin/ wie auch andere Ausländische güldene Münzen anzunehmen/ 2. Und so viel den Halt/ oder die inner- liche Güte der Goldgulden/ Dreatzen und Cronen anbetrifft/ lässt manes bey vorgehabter Münz-Ordnung Ferdinandi I. gänzlich verbleiben/ daß nemlich gedachter Goldgulden 23. Carat. eine Cölnisch Marck wegen und an fein halten sollen 18 Carat. 6. Gran/ daß ist 12. Loth. 6. Gran/ der Zwantzigste allen 67. seyn ausbrenterter Gestalt/ eine Cölnisch Marck wegen/ und fein leuter halten 83. Carat. 8. Gran: An Cronen aber/ solle ein Cölnisch Marck 70. Stück halten/ wie solches alles aus ge- dachter Münz-Ordnung Ferdinandi I. d. ann. 1559. mehrers zu langen/ ꝛc. §. 146. Ferner das Ausländische fremde Gold/ so in ersehen/ so viel nun aber die in geringhaltige Ducaten anbe- trifft/ da ist das Churfürstliche Collegium der Meynung/ daß solche ohne unterschied/ mit deß Cantos Ein- und Ausgeschrotet/ besindlichen Mangels ebenmässig für gute Währung zu passiren: Die Fürstliche und Reichs-Städtische Collegia aber halten da- für/ daß nur die jenige Ducaten/ so 23 Carat Gewicht hal- ten/ jedoch ebenmässig mit Nachtrag des Abgangs/ für Wäh- rung anzunehmen. Die übrige aber/ so darunter wiegen/ nach verfassenen acht Monaten gänzlich zu verbieten seyn. 7. Ob man zwar in etwas angefangen/ ob den Ducaten ein durch-aus- hender Valor, im Römischen Reich/ noch dermahlen zu bestim- men/ hat man jedoch gleichsfalls/ daß solcher/ bis auf weitere Verordnung/ wie auch 3. Gulden/ oder 2. aber nicht passiren werden/ wie dann auch den andern güldenen Münzen ihre Währung nach Valor des Ducatens/ so darunter als eine Reichs-Schaue zu beobachten/ laut vorberührter sub B. und C. angezogener Verlagen/ angesetzt und in acht wegen der Goldgulden auch die von obbelagten Crayß-Gutachten dis- falls ebenmässig erklärte und am 25. Martii und 29. April, dahieren sub lit. D. E. und F. beygelegten Antworten zu- schicken werden/ daß die jenige/ welche der Reichs-Münz- Ordnung d. ann. 1559. an Schrot und Korn gemäß seyn/ 2. Gulden 10. Kr. so lang der Ducaten den 3. Gulden ver- bleibt/ gelten sollen.

VII. Der siebende Haupt-Punct wie das Verschmälern der güldenen Münzen zu verhindern/ ist allerdem bey den andern Punncten/ wie hieroben gemeldet/ erkleckt und resolviret. Das- mit nun aber das jenige/ was in den Münzproben also abgehan- delt und verglichen/ zur Execution gebracht/ und in unverän- derter Observanz gehalten werde/ hat man gesinnet/ dahero- hero stehen in der Münz-Ordnung de anno 1559. und folgenden Reichs-Abschieden und Münz-Edicten/ auch dieser neuen Münz-Ordnung gegen die übertretter angesetzten Straffen/ festiglich zu erhalten/ und beneben den Denunciantten oder An- gebern/ wo der dem Münz-Gutachten einiger Verlag verschehen wird/ wo allbereit der unterschiedlichen Special-Fällen gedacht worden/ der dritte Theil von dem Pön-Gelt zu reichen und diesfalls die Verfassung auf die jenige/ welche wissentlich zu dergleichen Ver- brechen/ stillschweigen/ und dieselbige nicht gehörigist Orten an- zeigen

Digitized by Google

Anno 1667. werden zu extendiren, auch da etwan einiger Stand sich anderer gleichen Mißbräuch weiters lassen solte, gegen denselben nicht weniger / daß schädliche Effecten hintertrieben und zu jederen Ende / denen Kayserl. Freyheiten wol zu imungiren und der ihren Pflichten anzuhalten: daß sie pro interesse Imperii ihren Antheil bey denen Reichs-Täxen / so offt solches die Nothdurfft heisch gethan / ersonderen aber wären die Münz Probationes / Zeugnuß darüber ermahrer Reichs-Gelangen / unaufgefordt jährlichen in allen und jeden Craysen und Probations-Conventen / auf fürgangsener unpartheyischer Probier- und Examinirung der Werck / abfassende Anmahnungen und Zuschreiben / wo andern Craysen nachrichtlichen zu communiciren / zu gewarten / auch sonsten von den Craysen angeordneten Probirern / deren hochnöthigen unter sich habender guter Correspondentz und Exequirung sie ihnen in den Reichs-Constitutionen / sonderlich in dem Münz-Edict de anno 1559. und in dem Deputations-Abschied de Anno 1570. anbefohlenen einstlichen Auff- und Zusehens / bis Obrigkeitlich gebührenden Ernsts und Eyfers zu deobachten / gegen dahin fernere all das jenige / was zu Handhabung deß Münzwesens / und Abstell-Abstopfung und Verhütung aller etwan entreissender Gebrechen / Mängel und Verrugs / wie auch Erhaltung einer durchgehenden Gleichheit in allen Craysen / in dieser und vorigen Reichs-Satzung versehen / festig zu halten.

Schließlichen / so viel die anfangs behändige Werr: Der Hochlöbl. Churfürsten Gesandten / darrüber / wollen der Kayserlichen Confession / Churmayntzischen Churfürsten und Ständen hier anverlangte Gesandten sich zu dem Zusatz deß Worts (Gulgen) nicht verstanden / sondern thren Antrahten darrüber consentiren haben. Worauf hochgedachten Churfl. Herrn Commissarii Hochfl. Gnaden ermahnt / H. K. Reichs Churfl. und Ständen dieses Orts anwesende Räthe Bottschafften und Gesandte sich beiden Theilen / hierinnfalls entgegen / empfohlen. Signatum Regensburg den 19/29. April. 1667.

(L.S.)

Churfl. Maynzischer. Canzley.

(Hierauf folgen nun die in diesem Reichs-Conclusio angezogene Beylagen / als:)

Lit. A. Der im Münz-Wesen correspondirenden dreyen Ober-Craissen / des Fränck-Bayer- und Schwäbischen beorthgter General-Münz-Wardeinen unvorgreifliches Gutachten / auf die vorgelegte / und inen vorbeygehenden Conclusio enthaltene 7. Haupt-Puncten. Auff H. Nürn. Reichs / ꝛc.

Gnädige / Hochgenigte und Hochgeehrte Herren.

Demnach durch das Hochlöbliche Chur-Maynz. Reichs-Directorium, uns deren zu Münzhandlen correspondirenden dreyen Obern / als Fränckischen / Bayerischen und Schwäbischen Reichs-Craysen beorthgten Münz-Wardeinen sieben Fragestück übergeben worden / mit dem gnädigen Erinnerung / auf dero deutete sieben Puncta, in Craysß beyrungen Pflicht / welche ein jeder von uns denen correspondirenden Craysen abzustatten / unser unmaßgebliches Bedencken und Gutachten / nach genugsamer und ersticher Uberlegung der Sachen unvorgreifflich hochermeldtem Chur-Maynzischen Reichs-Directorio in Schrifften zu ubergeben; Als gestehet daßelbige hiermit gehorsambstes / auf jeden und Weise / wie hernach folget:

Der Erste Punct.

Was vor Silberne Jan- und Aufländische grobe Sorten / in was Valor und Gehalt / vor Wehrschafft auszunehmen.

Diesen Punct verstehen wir also: wegen der groben Silber-Sorten / als Cronaler, gehen deren auf ein Marck Cölnisch 64½. Theil gerädt / halten auf 1. funffzehen loth 2. Gran / ist also dem guten Reichs-Thaler nach / zu anderthalben ß. ein Stück werth 2. ß. 6. und ein halben Xr.

Dementsprechen Silberkronen wiegen 77. Theil Stück an Cölnischer Marck / halten auf 1. funffzehen loth / 1. an 2. Gran / ist also ein Stück / den guten Reichs-Thaler nach / zu anderthalben ß. werth 2. ß. 12. Xr.

Frantzösische Louis Reichs-Thaler wiegen derer neunehalben Stück eine Cölnische Marck / halten auf 1. zwey zehen loth 9. Gran / ist einer werth gegen den guten Reichs-Thaler. 1. ß. 26. Xr.

Die Cölnischen / Bißanter / Burgunder / Schweitzer und Hollandische Thaler / darunter am Schrot und Korn / durch einander an solcher unterschied zu finden / gehen derer 8½. Theil Stück auf eine rauhe Marck Cölnisch / halten auf ein 13. loth 14. Gran / ist ein Stück den guten Reichs-Thaler nach / zu anderhalb ß. gerechnet werth 1. ß. 22. Xr.

Auf gedachte Sorten / der gewehrten Philips-Thaler auch zu gedencken / gehen derselben auf die rauhe Marck Cölnisch 6. und zwey denn ein Stück / halten auf ein 13. loth 4. Gran / jedes Stück gegen einen Reichs-Thaler zu anderthalben ß. werth 1. ß. 40. Xr. der aber wenig gefunden werden.

Anno 1667. Der ungenichtigen und geschminnen zu gedencken / als zum Exempel: Ein gehen 9. Stück auf die Marck Cölnisch / ist ein Stück werth 1. ß. 12. und ein viertel Xr. gehen dann 8. Stück auf eine Cölnische Marck / ist einer werth 1. ß. 22. und halben Xr. Sothen dann / und ein halb Stück auf ein Marck Cölnisch gehen / so ware einer werdes zu nehmen: 1. ß. 29. und ein viertel Xr. Der 1. Theil und 1. Theil insgemein zu abnehmen / welche nach sicherer besthimmung / und in gnädiger Acht zu Verhaltung gehen / darnach nach den Silber-Gehalts gnugsam / und das loth pro 29. im Bruch angenommen werden.

Wann nun hierobgen bemeldte 8. grobe Sorten / sich ziemlich an Schrot und Korn zu gering befunden / wie dann bereyngen von vielen Jahren bey vor verspürte Mißbräuch / Nachtheil erhaltet unterthänige Vermungsbrichten übergeben / aber bißhero alles für voll gehen lassen dadurch gespalt der gutten Silber-Sorten / ein gutlichen Lagio aufgewerffelthumb an solche übel-Mängel gebe verführt worden.

Der Ander Punct.

Wie dem verbenenen Nachtheilungen / Beschwarden / und unvermeydlichen Verschwiegen der Silbernen Münz-Sorten vorzukommen und zu beggegnen?

Dem verbenenen Nachtheilungen / dadurch verstehen wir die Herren-Münzher / die wyder die Reichs-Ordnungen mißgen / welches durch hohen Obrigkeit / Beschluß wohl kan verwehret werden. Das Pfeffischen belangendt / sind Juden und Judengenossen / welche solches thun / sowerlich zu erforschen.

Wegen deß unvermeydlichen Schmelzgangs der silbernen Münz-Sortenzac. rühret der Schaden vermuthlich daher / daß die Silber-Drattzieher und Goldschläger / immer einer nach dem andern sich erhebt und vermehret / und erdnich auß Mangel Silbers / die gute Reichs-Satzung brechen / und in Tractl werffen / weil der Drattzieher erkommen Gold und Silber / so in hohen Preiß ist / welche weder Probe noch Satz haben / hin und wieder in die Länder verschaffen / als sie ihn / wie auch andere / denen es nicht gebühret / heimlich der Probelle Waage bedienen / und alle gute Silberne Sorten außgewogen und probirt / was ihnen nutz und vorträglich gewesen / zu ihrer Arbeit täglich verbrauchen. Die hergegen zu gering befundene Sorten unter den gemainen Mann verschoben / Zu auch gar das gute Gold und Silber zu dem teutschen Gund hierarbeitet wird / thun alle die Drattzieher den Münz-Wesen einen unwiederbringlichen Schaden / wie auch dem gantzen Teutschen Reich. Dann jedem zmal bekannt / daß die junge Sorten und Porten sich so verschleissen und abnutzen / daß der beste Theil Silber mehr weil weder zu Münzen kommt / maßnehen thun auch die Jubilirer / Kauff- und Handelsleut / welche sich denselbigen wie die Drattzieher der Schmelz- und Probier-Oefen nicht wenig bedienen / welches dann billich abgeschaffen ist / dann das Probiren allenthalben den Münz-Wardeinen anvertrauet und befohlen ist / durch daß junge Mantzl werden alle gute Münz-Sorten außgewogen / und durch die jenige in Engel geworffen / und geschmältzet / sonderlich in den grossen Handels-Städten / da viel Goldschmiede wohnen / als Augspurg / Nürnberg / Leipzig / und Francfurt / und dergleichen Oerther under welche / so an den auch von den gedachten Jubilirern / Kauff- und Handelsleuten die halbe Batzen mit Grossen außgewogen / die schwere zu der Leghung der groben Sorten gebraucht / welches vermeyden den Reichs-Ständen zu grossen Nachtheil gereichet. Weiln dann auch dach vonnöthen / daß die gesampte Goldschmide und Silber-Arbeiter dahin gehalten werden / daß dieselbe durchaus bey der Reichs-Probe / als nemlich derjenigen Silber-Sorten selber sollen gemessen werden / und nicht davon weichen / oder geringer Mache haben zu arbeiten / weiln es dem Reich hoch schädlich / und mancher Münzstand dadurch in Einkauffen zu kurtz kommt / und würden auch die grobe Münz-Sorten viellaicht ungebrochen verbleiben.

Der Dritte Punct.

Was vor Fürsehung zu thun / damit die gute Reichs-Münz im Reich behalten / und keine Auflandische schlechte und zu geringhaltige eingeführt werden.

Wann das von Kauff- und Handelsleuten / mit Auffbrechung der guten Reichs-Sorten von einer Stadt in die andere / oder Sorten-Münzen hinauß getrieben wird / hingegen geringe Sorten an die Stelle gebracht / wäre für gut angesehen / daß Fürsten und Stände deß Reichs durch die Waag-Amb und Zoll fleissig nachsehen / in Auß- und Einführen der Güter / wo dergleichen vermuthlich / eroffnen / nach befindung strafften und confiscirten / oder dasjenige Geld verstrickten / und einher hetten / So wird es alsdann den Gewinn schon finden. Insonderen ist gnugsam bekannt / wie daß der Zeit hero / die Auß-landische Krämer sehr überhand genommen / und allen Orten und Ständen mit ihrem allerhand unnöthigen Waaren / so sie verkauffen / und die daraus gelöste Gelder allein in guten Reichs-Sorten / als Ducaten und Reichs-Thalern einweckseln / und auß dem Reich führen / und dergleichen ihre Waaren an beiden Seiten kauffen / wäre aber gut / wann solche fremde Nationen keinen dahin gehalten werden /

Anno 1667. werden / was sie vor Silber erkaufen / und einwechseln / nicht Macht haben auß dem Reich zu führen.

Der Vierdte Punct.

Was vor Schied-Münten / in was vor einem Werth und Gehalt / vor Wehrschafft anzunehmen?

Die Schied-Münten betreffend / wegen des Werths / und wie solche anzunehmen / weisen wir; (Anfer was in den Hoff-Tbl. dessen auß Frändenkreis Bäyer / und Schwäbischen Crayß sein gangbar) nicht beschrieb zu geben / als belegen nur solchen vierten Punct mit diesen beschehen München / welches Anno 1619. den 11. Maji publicirt und verglichen / wie auch Anno 1664. den 11. Maji wiederumb zu Augspurg auf dem gehaltenen Münz-Probations-Tag ist wiederholet und bestätiget worden / daß derer hoch-gedachten dreyer Crayssen ihrer halben Batzen nicht mehr auff dieraube Marck Cölnisch gehen sollen / als 200. Stück / und sein halten 7. Loth / word demnach die feine Marck saupt allen Unkosten hinauß vermünzt / per 11. fl. 14. Xr. Die alte Kayserliche Groschen aber / welche mit der Jahrzahl von Anno 1622. an biß Anno 1629. schon durchgangen und probirt worden / solche durch und durch sein gehalten 7. Loth 9. Grän / und 122. Stück auf die rauhe Marck Cölnisch gangen ist / die feine Marck dannen vermünzt worden / pro 15. fl. 8. und ein halben Xr. und ein Stück in Beyahlung für gut befunden worden pro 2. Xr. bey welchem Valor man auch gebührend beharren sollen / biß hero in Beyahlungen verblieben / und weiter kein ander Sorten unsers Wissen zu gedencken.

Der Fünffte Punct.

Wie dem allhauffkauffigen Gepräg der Schied-Müntzen zu begegnen?

Daß sich der Zeithero die Schied-Müntzen ziemlicher massen gehäuft / ist die Ursach / daß seine grobe Sorten ohne Schaden wegen des theuren Silber-kaufs hat können gemünzt werden / dann offert / wann die Marck feines Silber pro 14. fl. 20. Xr. welches allbereit der gemeine Kauff ist / und beyahlet wird / wie kan ein Reichs-Stand solche weder hinauß vermünzen ohne alle Unkosten pro 15. fl. 20. Xr. Also ist in der Schied-Münz mehr viel Aenderung zu verspühren / wie aus dem / wenden Punct mit mehrern zu ersehen / es werde dann die Marck fein Silber auf 13. und ein halben fl. wiederumb herab gebracht / daran das meiste gelegen.

Der Sechste Punct.

Welche Inn- und Außländische giltende Müntzen und in was Valor und Gehalt vor Wehrschafft anzunehmen.

Wolen nun vor vielen Jahren hero der gute Ducaten im Reich ist auf Brabisch fl. gesetzet worden / und endlich durch das jetzte Kriegs-Wesen biß dato auf 3. fl. und anderer Orten unmaßen auf 3. und einviertheil fl. hinauf erstiegen worden / und zu besorgen / in Pohlen / zu Venedig und mehr Orten / niedrigen aus Mangel Geldes / noch höher steigen / ist von andern güldenen Sorten noch zur Zeit bey so gestalten Sachen nicht wohl zu schätzen / oder zu gedencken / wann sie sich auch in Schrot und Korn setzen und gleich beständig / maßdem / worin es auch mehrentheils keine Reichs-Sorten / sondern lauter Inländische / Frantzösische / Englische und Holländische Sorten seynd / biß einmahls gegen den guten Ducaten / an anderer Sorg beschehen.

Der Siebende und letzte Punct.

Wie das Verschmützen der güldenen Müntzen zu verhüten?

Daß die güldene Müntz-Sorten mochten unverschmützet bleiben / das geschehet wol durch die Gold und Drat-Arbeiter / welche ein zwölen Dutzen so subtelen Gold verarbeiten / manchmahl und meistens 15. oder 16. Grad / da doch die Probe aller Orten 18. Grad sein solte / dahero werden die Goldmünzen von ihnen viel gebrochen / als wäre das Saubarthemdlein und vor gut gehalten / daß man solches Gold und Drat-Arbeit mit schweren Pfischen belege / und abgefeilter dahin halten solle / daß sie nicht geringer als 18. Grad verarbeitet durffen / dann die seine für ihre gute Bezahlung mehr so angeführet werden. So werden durch dieses Mittel die güldene Sorten viel ungebrochen verbleiben.

Neben-Betrachten.

Wegen des hohen Silberkauffs über etliche Inn- und Außländische grobe Silber-Sorten / wie auch wegen Groschen und halben Batzen.

Weilen dann nun auch die gesampte Chur- und Fürstlichen Stände verlanget zu vernehmen wegen des hochgesteigerten Silberkauffs / als nemlich die feine Marck pro 14. Gulden 15. in 20. Xr. darauß der Reichs-Thaler sein wie auch andere Münten gerechnet werden / als kompt der eine Reichs-Thaler obberührten hohen Silberkauff nach pro 2. fl. 36. Xr.

Eine Gemeine Krone / so fein Gewicht völlig hat / 2. fl. und ein halben Xr.

Eine Silberkron / so dergleichen sein Gewicht / 1. fl. 50. Xr.

Ein Französische Louis-Thaler / 1. fl. 21. Xr.

Holländischen die gewöhnige Philips-Thaler / 1. fl. 46. Xr.

Die im Anfang gesetzte fünfzehrer Sorten Thaler / als neue Cölnische / Münster / Burgunder / Schweitzer und Holländische Thaler / ist das Stück werth / nur obbemelter / obsagten Kauff nach / ohne den Münzfuß essen 1. fl. 29. und ein viertheil Xr.

Ingleichen die alte Kayserliche Groschen nach vorgesetzten Kauff / sampt den Münzfüssen ist ein Stück werth / 3 Xr.

Diese auch die halbe Batzen / so bey denen derer correspondirenden Crayssen / verschiedener massen / theyl vermünzt worden / ist ein Stück werth / 2. Xr.

Es ist auch noch ferner zu bedachten / weiln der Silberkauff so hoch gestiegen / und schwerlich wegen herumer gegangen sein möchte / dann man von Anfang deß Münzwesens der geringsten Werth hat / daß Gold und Silber immer in einen höhern Preyß kommen. Als werden wir bey diesen Zeiten / da der Gold-Mangel so groß / als jemahlen gewesen ist / es schwerlich dahin bringen / dann es ist zu besorgen / wann man die gröbe Sorten werd auf den Werth des guten Reichs-Thaler setzen / daß auß Silber noch gröers möchte verschlagen / Als haben wir verschiedene Münz-Mandaten unsere ermähnige Meynung weiters beygetragen / daß weilen die Marck fein Silber nunmehr kostet 14. fl. 20. Xr. wenn man voll Reichs-Thaler daraus münzen / die Sorten und Korn behalten / als nemlich 24. Loth 4. Grän / und 8. Stück auf die rauhe Marck Cölnisch gehen / kompt daß Stück pro 1. fl. 26. Xr. dadurch würden alle andere grobe Sorten in ihren Werth nehmlich dem guten Reichs-Thaler ungebrochen verbleiben.

Daß dieses alles obgeschriebener massen / unseren gelassenen Ende-Pflichten / und darauf gemachten Chur-Mayntz-Erinnerung gemäß beschehen / bekunden und bekennen wir hiermit und in Kraffe dieser unserer eigenen Hand und Innersiegelten und vorgedruckten Petschaften. Geschehen Regenspurg den 1. 11. Junii 1666.

Ew. Excell. Hochw. und Gn. und unserer Hochgeehrten Herren.

Gehorsame und Dienstfertigste.

Deß Hochlöblichen Fränckischen Crayssen verpflichteter General Münz-Wardein.
Leonhard Rhelder. (L. S.)

Deß Hochlöblichen Bayerischen Crayssen verpflichteter General Münz-Wardein.
Friederich Hunger. (L. S.)

Deß Hochlöblich. Schwäbischen Crayssen verpflichteter General Münz-Wardein.
Jeremias Pfeffenhausen. (L. S.)

Lit. B. Der Fränck-Bayer- und Schwäbischen Crayse General-Münz-Guardeinen Gutachten.

Erstlich folgen die Außländische Guldene Müntz-Sorten / dero Schrot / Korn und Werth / dem Ducaten nach zu 3. fl. gerechnet / wie hernacher mit mehrem zu ersehen ist.

N. 1. Portugaleser / so unter am Gewicht 10. Ducaten wigt / hilt die Marck fein 23. Carat 10. Grän / ist ein Stück werth 3. fl. 12. und ein halben Xr.

N. 2. Rosenobel gehen der 30. und drey viertheil Stück auf ein Cölnisch Marck / halten fein 23. Carat 10. Grän / ist ein Stück werth 6. fl. 24. und ein halben Xr.

N. 3. Goldfüchsel / gehen 35. und ein halb Stück auf die Cölnische Marck / halten ein fein 22. Carat 10. Grän / ist ein Stück werth 5. fl. 27. und drey viertheil Xr.

N. 4. Englischer Jacobiner gehen derer auf eine Cölnische Marck 26. und ein halbe theil Stück / halten an fein 22. Carat / ist ein Stück werth 7. fl. 8. und drey viertheil Xr.

N. 5. Dergleichen seynd auch die Englische Carolines denen Jacobinern an Schrot / Korn und werth gleich.

N. 6. Gemeinsche doppelte Dyplonen / gehen auf die Cölnische Marck 17 3/4. Stück / halten an fein 22. Carat / ist ein Stück werth 10. fl. 48. und ein viertheil Kreutzer.

N. 7. Ihnlichen seynd die Gemeinsche einfache Dyplonen denen hierneben gedachten Doppelten am werth gleich 5. fl. 24. und ein achtertheil Xr.

N. 8. Frantzösische Dyplonen unter deß Königs Ludovici deß XIV. Gepräg / gehen auf die Cölnische Marck Stuck / halten an fein - - Carat / Grän / ist ein Stück werth - -

N. 9. Spanische einfache Duplonen / gehen 35 / - Stuck auf die Cölnische Marck / halten fein 22. Carat / ist ein Stuck werth / 5 fl. 13. und ein halben Xr.

N. 10.

Digitized by Google

ANNO 1667.

N. 10. Brabandische Gold-Münten Souvain genennt / gehet derer 21. und ein zibrel Stuck auff ein Cöllnische Marck / halten an fein 22. Carat / 2. Gran / ist ein Stuck werth / fl. 5. Kr.

N. 11. Dergleichen dito halbe / ist ein Stuck werth / 4. fl. 25. Kr.

N. 12. Einclosteten / welche nur einen Doppelten Gold-Gulden außgeschen werden / gehen deren 40. Stuck auff eine Cöllnische Marck / halten an fein 22. Carat 8. Gran / ist ein Stuck werth / 4. fl. 22. Kr.

N. 13. Holländische Gulden Münte / unter der Stadt Zwoll Gepräg / ist auff einer Seiten ein Reuter mit dem Schwerdt / und auff der andern Seiten ein Low in einem Schild / welcher diese sieben Pfeil / dieser beeden Sorten gehen 48. Stuck auff die Cöllnische Marck / halten ungefehrlich an fein 22. Carat / ist ein solches Stuck werth / 1. fl. 53. und ein halber Kr.

NB. Dieser Stuck sind / werd für vier und ein halben Gulden ausgegeben.

N. 14. Grosse Ducaten / gehen auff die Cöllnische Marck 67. Stuck / halten an 23 Carat 3. Gran / ist ein Stuck werth / 1. fl. 49. und drey zibel Kr.

N. 15. Frantzösische Croyen / wegen einer Cöllnische Marck 70. Stuck / halten an 23 Carat 3. Gran / ist ein Stuck werth / 1. fl. 41. und drey zibel Kr.

N. 16. Neue Polnische Doppelte Ducaten / mit der Jahrzahl 1661. gehen auff die Marck Cölnisch 33. und ein halb Stuck / halten an fein 23. Carat 1. Gran / ist das Stuck werth / 1. fl. 54. und ein halben Kr.

N. 17. Englische Doppelte Ducaten der Königl. Mai. in Polen / und unter der gestalt Thoren Gepräg / mit der Jahrzahl 1665. seynd denen oben gedachten mit N. 16. an Schrot / Korn und Werth gleich.

N. 18 Einfache Ducaten / unter der Stadt Zürch Gepräg / mit der Jahrzahl 1661. gehen auff die Cöllnische Marck 69. Stuck / halten an fein 23. Carat 6. Gran / ist ein Stuck werth / 1. fl. 51. Kr.

Nun folget der groben Silbern-Münß-Sorten Schrot / Korn und Werth / welche auf gnädiges Beehren unterschiedlicher Jahrzahl und Gepräg seynd zusammen gezogen / und dem guten Nutzen nach / zu halben Gulden calculirt worden.

Als: N. 1. Gantz Thaler / unter Ihrer Königlichen Maj. zu Dännemarck Gepräg / mit der Jahrzahl 1643. wegen 8. Stuck nach dem Cölnischen Gewicht 15. loth 3. Gran / halten fein 14. loth 3. Gran / ist ein Stuck werth / fl. 58. Kr.

N. 2. Polnische Thaler unter Ihrer Königl. Maj. Sigismundo Gepräg / mit der Jahrzahl 1630. wegen 8. Stuck 15. loth / 2. Gran / 1. Heller / halten an fein 13. loth / 17. Gran / ist ein Stuck werth / fl. 26. und ein zibel Kr.

N. 3. Dergleichen hergleichen Polnische Thaler mit der Jahrzahl 1660. wegen 8. Stuck 15. und ein halb loth / halten an fein 13. loth / 13. Gran / ist ein Stuck werth / fl. 24. Kr.

N. 4. Frantzösische Louis Thaler / mit der Jahrzahl 1661. wegen einer halben Stuck Cöllnische Marck / halten an fein 14. loth / 20. Gran / ist ein Stuck werth / fl. 25. und ein halben Kr.

N. 5. Churfürstl. Cölnische Reichs-Thaler / mit der Jahrzahl 1662. gehen auff die Marck Cölnisch dennethalbe Stuck / halten ein fein 13. loth / 15. Gran / ist einer werth / fl. 22. und ein zibel Kr.

N. 6. Infirmantische Thaler mit der Jahrzahl 1665. wegen 8. Stuck 15. und drein zibel loth / halten an fein 14. loth / ist ein Stuck werth / 1. 27. und drey zibel Kr.

N. 7. Gröningischer Thaler / mit der Jahrzahl 1650. wegen 8. Stuck 15. und ein halb loth / halten an fein 12. loth / 9. Gran / ist ein Stuck werth / fl. 17. und ein halben Kr.

N. 8. Jmgleichen solcher Siebenbürgischer Thaler / mit der Jahrzahl 1663. wegen 8. Stuck / nach dem Cölnischen Gewicht 15. und ein halb loth / halten fein 13. loth / 2. Gran / ist ein Stuck werth / fl. 20 und ein zibel Kr.

N. 9. Der Stadt Bremer gemeine Thaler / mit der Jahrzahl 1651. gehen auff die Cöllnische Marck 8. und ein zibel Stuck / halten an fein 14. loth / ist ein Stuck werth / 1. fl. 25. und ein halben Kr.

N. 10. Burgundische Thaler mit der Jahrzahl 1630. wegen 8. Stuck 15. und ein zibel loth / halten fein 13. loth / 15. Gran / ist ein Stuck werth / fl. 23 und ein halben Kr.

N. 11. Mehr dergleichen Sorten mit der Jahrzahl 1651. 53. und 56. wegen 8. Stuck 15. loth / 1. Gran / 2. Pf. halten fein 13. loth / 2. Gran / ist ein Stuck werth / fl. 22. Kr.

N. 12. Westerwin dergleichen Burgundische Thaler / mit der Jahrzahl 1653. wegen 8 Stuck 15. und ein halb loth / halten an fein 13. loth / 13. Gran / ist ein Stuck werth / 1. fl. 24 Kr.

N. 13. Der Stadt Zürch Thaler / mit der Jahrzahl 1646 wie auch 1663. wegen 8. Stuck 15. und ein halb loth / halten an fein 14. loth / 18 Gran / ist ein Stuck werth / 1. fl. 26. und drey zibel Kr.

ANNO 1667.

N. 14. Coppenhischer Thaler mit der Jahrzahl 1648 gehen auff die Cöllnische Marck 8. Stuck / halten an fein 13 loth / 15. Gran / ist ein Stuck werth / fl. 23. und ein halben Kr.

N. 15. Der Stadt Basel Thaler / mit der Jahrzahl 1638. 39. 40 seyn alle denen im Gewicht und Korn gleich / wegen deminach 8 Stuck 15. und ein halb loth / halten an fein 13. loth / 8. Gran / ist ein Stuck werth / fl. 22. und ein halben Kr.

N. 16. Der Stadt Genff Thaler / mit der Jahrzahl 1642. mit auch der Stadt Schaffhausen Thaler / mit der Jahrzahl 1623. diese beede Sorten seynd denen Basler Thaler an Schrot / Korn und Werth gleich.

N. 17. Gelderische Thaler / mit der Jahrzahl 1661. wegen 8. Stuck 15. loth / 3. Gran / 3. Pf. halten an fein 13. loth / 11. Gran / ist ein Stuck werth / fl. 23. und ein zibel Kr.

N. 18. Hollandische Thaler mit der Jahrzahl 1661. gehen auff die Cöllnische Marck 8. und ein zibel Stuck / halten 13. loth / 14. Gran fein / ist einer werth / fl. 24. und ein zibel Kr.

N. 19. Seelandischer Thaler / mit der Jahrzahl 1649. Hollandische Thaler / mit der Jahrzahl 1650. Gelderische Thaler mit der Jahrzahl 1620. Westfrisische Länderische Thaler / mit der Jahrzahl 1622. Diese vierley Sorten / werden auff der einen Seiten einen Mann mit dem halben Bruch / und auff der andern Seiten ein Low in einem Schild führen / wegen 8. Stuck 15. und drey zibel loth / und halten an fein 14 loth / ist dannach ein solcher Thaler werth / fl. 27. Kr.

N. 20 Hollandisch / Gelderisch / und Campver Thaler / alle mit der Jahrzahl 1664. gehet dieser Sorten auch die taube Mark Cölnisch 8. und ein zibel Stuck / und jeder Stuck halt / nemlich 13. loth / 15. Gran / ist jeder solcher Thaler werth / fl. 24. Kr.

N. 21. Genueser Croyen / gehen auff ein Marck Cölnisch / 62. zwey und zehbel Stuck / halten an fein 12. loth / 2. Gran / ist ein Stuck werth / fl. 5. und ein halben Kr.

N. 22. Niederländischer Ducaton mit der Jahrzahl 1620. unter deß Königs in Spanien Philippi des IV Gepräg / welches Stuck für fünff zibel Thaler auffgegeben wird / wegen 7. ℔. Stuck / eine Cöllnische Marck / halten an fein 14. loth / 17. Gran / ist ein Stuck werth / fl. 45. und ein halben Kr.

N. 23. Wiederumb dergleichen Sorten / mit der Jahrzahl 1650. seynd denen mit N. 22. an Schrot / Korn und Werth gleich.

N. 24. Mörsländische Silberkronen ohne Jahrzahl / gehen derer auff Cöllnisch Marck 73. Stuck / halten an fein 15. loth / 36 Gran / ist eine wärdig / 1. fl. 45. Kr.

N. 25. Beentumsche Silberkronen / wiegen - ℔ - Stuck eine Cöllnische Marck / halten an fein 15. loth / 1. an 2. Gran / ist ein Stuck werth / fl. 44. Kr.

N. 26. Mantuanische Silberkronen / gehen 74. Stuck auff eine Cöllnische Marck / halten 15 loth fein / ist ein werth / 1. fl. 40 und drey zibel Kr.

N. 27. Romanische Silberkronen mit der Jahrzahl 1613. gehen auff der Cöllnische Marck 74. Stuck / halten an fein 14. loth / 7. Gran / ist ein Stuck werth / fl. 39. und drey zibel Kr.

N. 28. Savoyische Silberkronen / mit der Jahrzahl 1631. seynd denen Mantuanischen Silberkronen am Schrot / Korn und Werth gleich.

N. 29. Spanische Manen gehen auff die Cöllnische Marck - - Stuck / halten - - loth / - - Gran fein / ist ein Stuck werth - - -

N. 30. Französische halbe Thaler / mit der Jahrzahl 1661. wiegen 13 Stuck eine Cöllnische Marck / halten fein 14. loth / 8. Gran / ist ein Stuck werth / 13. Kr.

N. 31. Der Stadt Basel halbe Thaler / mit der Jahrzahl 1638. wiegen 16. Stuck 15. und ein halbe loth / halten an fein 14. loth / ist einer werth / 21. und sieben zibel Kr.

N. 32. Der Stadt Genff halbe Thaler / mit der Jahrzahl 1638. wiegen 16. Stuck 15. und ein halb loth / halten fein 13. loth / 13 Gran / ist ein Stuck werth / 21. und sieben zibel Kr.

N. 33. Der obverdachten Pistolpschaler noch einmal zu erbenten / welche aber schwerlich zu finden seyn / gehen derer auff die Marck Cöllnisch 6. und sieben zibel Stuck / halten an fein 13. loth / 2. Gran / ist das Stuck werth / fl. 40. Kr.

N. 34. Der ungewöhnlichen Pistolschaler / fernere zu melden / weil dieselbige sehr unglich im Gewicht / können nicht anders als gewogen und dem loth nach für 40. Kr. angenommen werden.

N. 35. Englischer gewichtige Kopffstück ohne Jahrzahl / gehen auff die Marck Cölnisch 40. Stuck / halten an fein 14. loth / 12. Gran / ist ein Stuck werth / fl. und ein halben Kr. deßgleichen eines 10. Kreutzer werth / 9. und ein zibel Kr.

N. 36. Spanische Kopffstücke der gewichtigen / gehen 39. Stuck auff die Cöllnische Marck / halten fein 13. loth / 4. Gran / ist ein Stuck werth / 13. Kr. und ein halbes / dergleichen sein Gewicht hat / ist werth 8. und ein halben Kr.

Weiln nun der gangen und halben Kopffstück sehr wenig gefunden werden / die der wolligen Gewicht haben / sonsten solche auch nicht anders angenommen als dem loth nach / wie 40. Kr.

Endlich und zum Beschluß / ist ferner gnädig anbefohlen worden / der Kreutzer ist gebenckens deroselben hiermit unterthänig / daß in Augspurg Anno 1623. den 18/28. Junii von denen hiesigen Correspondenten / der Fränckischen / Bayerisch- und Schwäbischen

ANNO 1667. Crayſen verglichen und geſchlaſſen worden/ daß nemlich auf die rauhe Marck Collniſch 287. Stück gehen/ und an fein C. loth halten ſollen/daran 18 ß. hinauß verwäget worden/welche alſo hiß dato darbey verblieben/ und alß keiner beſſern Kreutzer unſers Münſtens zu gedencken iſt. Wenn dann Anno 1559. unſer Ihrer Käyſerlichen May. Ferdinando I. der Rachs-Thaler auf 68. Kr. geſetzt worden/ alß ſeynd damahlen 243. und ein halb Stück der Kreutzer auf die rauhe Marck Collniſch gangen/ und haben an fein arbeiten 6. loth/4. Grain/iſt die feine Marck hinauß vermünzet worden/ pro 10 ß. 26. Kr. iſt alſo dieſer gute Kreutzer gegen dem neuen gehaltene Kr. werth/1. Kr. 1. und ein ſechtel Pf. und der neue gemahnte Kr. gegen dem Alten 3. und ein ſechtel Pf.

Daß dieſes alle obbeſchriebener maſſen unſern geleiſteten Eydspflichten/ und darauf gerichten Chur-Mäyntz. Erinnerung gemäß beſchehen/urkunden und bekennen Wir hiermit und in Kraft dieſer unſerer eigenen Hand und Unterſchrifften. Geſchehen Augſpurg den 15/25. Juni 1666.

Euer Excell. Hochw. und Gnad. und unſerer Hochgeehrten Herren/

gehorſame und Dienſtergiſſte

Der drey im Münz-Weſen correſpondirenden/ als Fränck-Bayer- und Schwäbiſcher Craysen verpflichte General-Münz-Wardeinen.

Leonhard Rohleder.
Friederich Hunger.
Jeremias Pfeffenhauſer.

Lit. C. Demnach durch das Hochlöbl. Chur-Mäyntziſche Directorium denen Münz-Wardeinen iſt gnädigſt anbefohlen worden/ allerhand güldene und ſilberne Münz-Sorten zu calculiren/und bey ihren Pflichten und Eyden/ den 25ſten und 26ſten eines jeden/anzuzeigen/ wenig aber deren mehrer Theil Ausländiſche Blümen ſeyn/ und wir unterſchriebene nit von allen/wegen deß Valors/ Bericht gehabt. Als haben wir 14. güldene Münz-Sorten von neuem aufgezogen und probirt; Zugleichen 12. ſilberne Sorten. Dieweiln aber ſolches nicht kan geſchehen ohne Zergängung und Abgang; Als iſt an jeder güldenen Sorten wegen Abgang zu rechnen 3/4. Kr. und an den ſilbernen 1 ß. Kr. Thut an güldenen Sorten/ 8. Gülden 24. Kr.

Und an ſilbernen 3. ß. 36. Kr.

Iſt in allem 12. ß.

Datum Regenſpurg den 21/31. Julii An. 1666.

Friederich Hunger/ Münz-Guardein.
Jeremias Pfeffenhauſen/ Münz-Guardein.

Lit. D. Demnach durch deß Hochlöbl. Chur-Mäyntziſche Directorium uns deren im Münz-Weſen wegen Craiß-Wardeinen/ als Bayeriſch- und Schwäbiſchen/ mehrmahlen wegen unterſchiedlicher güldenen Münz-Sorten iſt gnädigſt anbefohlen worden/ ſolche/ nach unſern Pflicht- und Eyden/ den Ducaten zu 3. ß. gerechnet/ aufzuzeichen/ zu probiren und zu calculiren/ und dann anzuzeigen/ wie ein jedes ſich zu Schrot und Korn befinde: Als wird ſolches hierbey aus ſechsferley ſorten mit mehrern zu vernehmen ſeyn.

N. 1. Böhmiſcher Duplonen gehen 35 7/12. Theil ſtück auf eine Collniſche Marck/ halten fein 22. Carat/ iſt ein ſtück werth/ 5. ß. 1 3/4. Kr.

N. 2. Mayländiſche Duplonen ſeynd den obigen gantz gleich.

N. 3. Venetianiſche Duplonen gehen 34 5/12. Theil ſtück auf eine Collniſche Marck/ halten fein 22. Carat/iſt eine ſtück werth/ 5. ß. 21. und ein halben Kr.

N. 4. Wurtembergiſche Duplonen gehen 35 7/12. Theil ſtück auf eine Collniſche Marck/ halten fein 21. Carat/ 10. Grain/ iſt ein ſtück werth/ 5. ß. 12. und ein atheil Kr.

N. 5. Wurtzaniſche Duplonen/gehen auch 35 7/12. Theil ſtück auf eine Collniſche Marck/ halten fein 21. Carat/ 9 Grain/ iſt ein ſtück werth/ 5. ß. 11. und ein ſechtel Kr.

N. 6. Brennaniſche Zeſin gehen 67. ſtück auf die Collniſche Marck/ halten fein 23. Carat/ 20. Grain/ iſt ein ſtück werth/ 3 ß. 18 ß. Kr.

Daß dieſes alles obbeſchriebener maſſen/ unſerm geleiſteten Eyd/ und darauf gerichteten Chur-Mayntziſchen Erinnerung gemäß/ beſchehen/ urkunden und bekennen wir hiermit und in Kraffe dieſer unſer eigenen Hand und unterſchrifft. Geſchehen Regenſpurg den 21/31. Julii 1666.

Euer Excell. Hochw. und Gnad. und unſerer Hochgeehrten Herren/

gehorſame und Dienſtergiſſte

Der Hochlöbl. Bäyeriſch- und Schwäbiſchen Craysen verpflichtete General-Münz-Guardeinen.

Friederich Hunger.
Jeremias Pfeffenhäuſer.

ANNO 1667. Lit. E. Demnach durch das Hochlöbl. Chur-Mäyntz. Reichs-Directorium nur zu End-Unterſchriebenen/ als deß Hochlöbl. Bäyeriſchen Craiſes verpflichten Münz-Wardein anbefohlen worden/ Bericht zu geben/ was der gerechte gute Goldgülden gegen den Ducaten zu 3. ß. gerechnet/ werth ſein möchte/ wie hernach folgend zu vernehmen: Der gerechten Goldß. feſten auf die Collniſche Marck 72. ſtück gehen und ein halben/18. Carat/6. Grain/an ſilber 3. Carat/5. Grain/an kupffer 1. Carat/ 10. Grain/ iſt alſo der Goldß. gegen den Ducaten zu 3. ß. gerechnet/würdig ohne Zuſatz bey ſilbers/ 2. ß. 11. Kr 3. und ein halben Pfen.

Der Zuſatz deß ſilbers thut auf ein ſtück 1. Kr 2. und ein halben Pfen.

Iſt alſo der Goldß. werth/ 2. ß. 12. und ein halben Kr.

Es iſt aber bewußt/ daß Anno 1623. der Ducaten auf 2. und ein halben Gulden gerathlegt worden/ und eine gemahne Zeit darbey verblieben/ Alſo iſt der Goldß. gegen denen Ducaten zu 2. und ein halben ß. gerechnet/ unſerers nicht werth/ dann 1. ß. 50. und dreyvierthels Kr. ohne Münſtſchlag und Kupffer-zuſatz.

Welchen Bericht auf Begehren ich in unterthänigkeit/ meinen Pflichten nach übergeben wollen/ den 14/24. Martii. Anno 1667.

Friederich Hunger/ Münz-Guardein.

Lit. F. Unſers Gnädigſten Fürſten und Herrn/ ꝛc. auch löbl. Schwäbiſchen Craiſes verpflichtem Münz-Wardein Jeremiä Pfeffenhauſers wird hiermit gnädigſt anbefohlen/ unverlängt/ und noch vor Mäyntz nechſt bevorſtehender Ordinari/ ſeinen unterthänigſten begründeten Bericht/ zum Fürſtl. Schwinen Regiments-Rath zu erſtatten/ daß derſelbe darauf ſich zu ſchicken/ und es an höhere Ort gelangen zu laſſen/ den Sach halten möge/ was der gerechte gute Goldß. gegen dem Ducaten/ in obigem Bericht zu 3. ß. gerechnet/ eigentlich werth ſein möchte/ deſſen wollen ſich Ihre Fürſtl. Durchleucht zu geſchehen/ zu verläßlich verſehen. Decretum Kirchbach den 16. Martii Anno 1667.

Eberhard H. zu Würtenberg.

Auf eben angezogen gnädigſten Fürſtl. Befehlch/ berichte ich in unterthänigkeit/ daß der guten Goldgülden der Krays-Währung gemäß/ 72. ſtück/ auf Collniſche Marck gehen/ und ein halben 18. Carat/ 6. Grain/ gegen den Ducaten/ deren 67. ſtück auf ein Collniſch Marck/ und dem halben 23. Carat/ und 8. Grain/werth iſt/ neunthehen 2. ß. 10. Kr. 2. und ein ſechen ſtheil Pf.

Lit. F. Unterthänigſter und kürtzlicher Bericht/ was der gerechte/ nach Käyſers Ferdinandi I. in Anno 1559. zu Aufſpurg publicirten Münz-Ordnung regulirte Goldß. gegen denen jetzigen Valor deß Ducatens zu 3. ß. und dann gegen der ſeinen Marck Goldes/ darunter das Silber auch mit hinein gerechnet iſt/ nach dem Schrot und Korn (welches das rechte Fundament im Münz-Weſen iſt/ und beſtehet) werth ſein möchte.

I. Der guten Ducaten gehen auf die rauhe Marck Collniſch 67. ſtück/ halten an fein 23. Carat/ 8. Grain Gold/ und gibt das ſtück 3. ß. darauß wird der rauhe Marck hinauß gebracht pro 201. ß. iſt an ſolcher gerechten Goldß. gegen den Ducaten calculirt, mehr nit werth alß 2. ß. 10. Kr. 3. und ein ſechtel Pfen.

II. Dann man die gute Goldß. der feinen Marck-Goldes nach (welche an denen Ducaten umb 203. ß. 40. Kr. 3 1/2. Pf. hinauß vermünzt word) rechnet. So befindet ich/ daß an einer Marck der 72. Goldß. (welche 18. Carat/ 6. Grain Golds/ und 3. Carat/8. Grain fein Silber halten) lauter Goldß. 17. Carat/ 1. Grain/ 1. und ein 3thell Pf. fein/ thut an Münz 157. ß. 7. Kr. 0 5/6. Pf. ſo iſt auch 2. loth/ 1. Grain/ 3. und ein 3thell Pf. fein Silber darunter/ die feine Marck à 9. Thaler oder 13. ß. und ein halben ß. gerechnet/ thut 1. ß. 3. Kr. 3. Pf. Summa/ ſo viel iſt das Gold und Silber/ ſo in den 72. ſtücken Goldß. iſt/ zuſammen werth 159. ß. 10. Kr. 3 1/2. Pf.

Iſt alſo ein ſolcher gerechneter Goldß. nach der ſeinen Marck Golds werth 2. ß. 12. Kr. 1. 1/4. Pf.

III. Wird die feine Marck Golds an dem Goldß. ſammt dem Silber und 204. ß. 26. Kr. 1 1/2. Pfen. hinauß gebracht/iſt demnach ein ſolcher Goldß. den Schrot und Korn nach calculirt, werth 2. ß. 11. Kr. 2. und ein ſechen ſtheil Pf.

NB. Dabey iſt zu wiſſen/ daß dieſe Goldß. welche nach der Münz-Ordnung Anno 1559. ihr Schrot und Korn haben ſollen/ und die zuvor benannte dreyerley Valor anzunehmen ſeyn/und werden hierbey der Meyter/ Schaffhäuſer/ Ehurer/ Erffurter und andere Goldß. welche ſich an Schrot und Korn/ unterſchiedlich zu gering befinden/nicht damit verſtanden/ſondern muß ein Unterſcheid gemacht/ geprobirt und ausgetrechnet werden.

Deß Hochlöbl. Fränckiſchen Creyſſes General-Münz-Guardein

Leonhard Wilibard Hofmann.

X. Quit-

Digitized by Google

ANNO 1667. X.

3. Mai. Quittance Hertzog Friedrich Wilhelms zu Sachsen / Altenburg / an die Stadt Erfurt / wegen abgetheilter Erb-Schutz-geldern der 7500. guldeni / mit vergleichung der Exception non numeratæ pecuniæ. Geschehen zu Altenburg den 3. Maii 1667. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abl. II. pag 576.]

C'est-à-dire,

Quittance de FREDERIC GUILLAUME *Duc de Saxe-Altenbourg, pour la Somme de 7500. Florins que la Ville d'Erfurd lui devoit à titre de Protection; Il y renonce à l'Exception de non numerata pecunia. A Altenburg le 3. Mai 1667.*

WIr Von Gottes Gnaden Wir Friedrich Wilhelm / Hertzog zu Sachsen / etc. tu. hiermit jedem kund und bekennt; / Demnach vermöge des / durch Dreyhundert des Heyl. Römischen Reichs Fürsten zu Sachsen und Burggrafen zu Magdeburg ꝛc. zwischen dem Hochwürdigsten Herrn Johann Philippen / Ertz-Bischoffen zu Mäintz / tot. tu. unsern beständen geliebten Herrn und Freund / auch Herrn Gunthern / und seiner Ertz-Stifft / an einem / und unserm Fürstl. Hause / am andern Theil / zu Leipzig am 20/30. Dec. 1665. aufgerichteten Haupt-Verglichs / unter andern verabredet worden / daß der vor langen Jahren mit der Stadt Erfurth errichtete Erb-Schutz gegenwärtige Massen loßgestrichen / solche loßstreichung auch an Seiten unsers Hauses eingenommen / und die Schutz-Gelder durch Compensation oder anderweitige Verschreibung gut gethan werden sollen; Und aber der Rath zu Erfurth durch ein am 3/13. Martii 1666. datirtes Schreiben angezeigt loßstreichung des Erb-Schutzes werde billig gemacht / und darneben um gnädigste Gegen-loßsagung unterthänigst gebethen: Darauf wir am 20. Martii dieses Jahrs sie mit Antwort verschen / und die gebetene Gegen-loßsagung ihnen wiederfahren lassen / da sie dann hiermit / so viel die Schutz-Gelder betrifft / das unsern Fürstl. Hause insonderheit zukommenden Antheil der 7500. fl. Haupt-Summa haller / vermittelst obiger bey unser Altenburgischen Rent-Cammer haben-den Schuld-Forderung / Richtigkeit getroffen / und bedungen Cession und Zuweisung zugestellet / dergestalt dann nichts mehr übrig ist / als daß ebenfalls unsers Theils hierüber behörige Quittung ertheilet: Als wollen wir erwehnten Rath zu Erfurth wegen ammeldter abgetheilter Schutz-Gelder der 7500. fl. mit Verzichtung der Exception non numeratæ vel acceptæ pecuniæ, hiermit Rede-verständig quittiret haben / mit Versprechung / daß wieder von uns noch unsern Nachkommen sie solchen Erb-Schutzes und Erb-Schutz-Gelder halber in einigen fernern Anspruch und Gedanken werden sollen / ermeldt ohne Gefährde. Urkundlich haben wir diese Quittung mit unterschrifft unsers Fürstlichen Secrets eigenhändig unterschrieben. So geschehen zu Altenburg / den 3. May, Anno 1667.

XI.

5. Mai. *Convention faite entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* les PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, pour la jonction de leurs Flotes. Faite à la Haye, le 5. Mai,* 1667. [AITZEMA, *Affaires d'Etat & de Guerre.* Tom. XIII. pag. 232. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans les Lettres & Memoires du Comte d'ESTRADES. Tom. IV. pag. 178. & dans le *Diar. Europ.* Contin. XX. Append. pag. 23. en François & en Allemand.]

FRANCE ET PROVINCES-UNIES.

I. QUe de costé & d'autre l'on fera un dernier effort pour mettre en Mer une Flotte aussi considerable ou plus puissante que celle que l'on y a mis l'année passée.

II. Que pour prevenir l'Ennemy les Etats Generaux feront tous debvoirs possibles à mettre leur Flotte en Mer environ le 25. de ce mois, ou plutost s'il se pourra faire.

III. Que parcillement le Roy de France aura devant ou en ce temps-là sa Flotte en estat d'entrer dans la Manche au moment qu'elle aura appris que la Flotte des Etats sera en Mer & approchera la Riviere de *Londres* ou le Pas de Calais.

IV. Que la Flotte des Etats estant en Mer devant celle de l'Ennemy, le vent estant au Ouest elle le poussera vers le Pas de Calais, ou bien entre la Riviere de *Londres* & le Pas, & celle de Sa Majesté s'avancera à la faveur du mesme vent dans la Manche, pour joindre celle des Etats.

V. Mais si en mesme cas le vent se met à l'Est, au moment que la Flotte des Etats aura sayis, que celle de Sa Majesté sera sortie du Port de Breil, elle entrera plus avant dans la Manche, & ira au devant de la Flotte de Sa Majesté jusques à la hauteur de Fontenesy, ou environ, jusqu'où Sa Majesté en ce cas sera avancer la sienne, afin que la jonction estant ainsi faite, par la grace de Dieu, l'on puisse conjonctement aller chercher l'Ennemy & le combattre.

VI. Et seront toutes les actions desdites Flottes, estant jointes, dirigées & conduites de concert entre les deux Admiraux „ ou ceux à qui Sa Majesté & leurs Hautes Puissances respectivement autont confié la direction supreme de leurs Armées navales, lesquels de part & d'autre seront pleinement autorisés pour cela & particulierement auſſi pour aider à asseurer, le cas echeant, par tous les moyens possibles & raisonnables, le retour de la Flotte de France jusques dans les Havres de Sa Majesté, afin d'éviter tous les dangers qu'elle pourroit appreheuder alors dans la Manche, ou ailleurs, autant que la conſtitution du temps & des affaires le pourra aucunement permettre.

VII. Mais si la Flotte Angloiſe est en Mer plustost que celle des Etats, qu'oy qu'il sera bien difficile d'exquiver alors le combat devant la jonction, neanmoins l'on l'evitera autant que l'honneur & la reputation de l'Etat le pourra permettre, & en ce cas-là l'on adversaira fort soigneusement les uns les autres, tant par Mer que par Terre, de tout ce qui se pafera de temps en temps, & de ce que les uns & les autres pourront faire & entreprendre pour tascher de faciliter la jonction.

VIII. Si en l'un ou l'autre cas il se presente quelque occasion favorable au Roy ou aux Etats pour attaquer la Flotte Angloiſe, ou une partie d'icelle, ou incommoder l'Ennemy comminu en aucune maniere notablement & sensiblement, l'on ne manquera pas de s'en servir & de le faire vigoureusement. Fait à la Haye en Hollande le 5. May 1667.

XII.

(1) *Traité pour la confirmation & renouvellement de la Paix entre* CHARLES II. *Roi d'Espagne, &* CHARLES II. *Roi d'Angleterre. Fait à Madrid, le* 23. *Mai,* 1667. *Avec la* RATIFICATION *de la Reine d'Espagne donnée à Madrid le* 21. *Septembre* 1667. *Et les* POUVOIRS *des deux Parties; celui du Roi d'Espagne daté de Madrid le* 15. *Juin* 1667. *& celui du Roi d'Angleterre de Westminster le* 16. *Février* 1667. [Copie Manuscrite d'où cette Piéce est tirée. Elle se trouve aussi dans HENR. BREWER *Tractatuum Hiſtorico-Politicorum* Part. V. pag. 225. en Latin; dans LONDORPII *Acta publica* Tom. IX. pag. 529. en Allemand; dans le *Theatrum Europæum* Tom. X. pag. 707. par extrait en Allemand, & daté du 15. Mai; & dans AITZEMA, *Affaires d'Etat & de Guerre.* Tom. XIII. pag. 636. en Flamand.]

15. Mai. L'ESPAGNE, ET L'ANGLETERRE.

DOm Charles second par la grace de Dieu Roi d'Espagne, &c. & Marie Anne d'Autriche auſſi Reine d'Espagne, &c. Savoir faisons par ces presentes nos Lettres d'aprobation, Ratification & Confirmation que le 23. May de la presente année mil six cens soixante sept, a été fait, accordé & conclu en nôtre Palais à Madrid, le Traité de Paix, Commerce & de plus ferme

(1) On a vû & lû toutes les Copies imprimées que l'on cite ici, & après les avoir attentivement confrontées, on a été obligé d'en inverer à la Copie manuscrite qu'on avoit, comme à la plus correcte & la plus correcte; quoi que ce ne soit, auſſi bien que les autres, qu'une simple Traduction. [DUM.]

ANNO 1667. ferme amitié entre nous fusdits Serenissimes & Puissants Roi & Royne d'Espagne, d'une part, & le Serenissime & Puissant Prince Charles second Roi de la Grand' Bretagne, &c. nôtre Frere, Neveu, & digne ami, d'autre part, dont la teneur s'ensuit.

Comme il a plu à Dieu que par la mort du Sérenissime & Tres-Puissant Prince Philippes quatrième d'heureuse memoire Roi Catholique des Espagnes, Dom Charles second fon Fils lui ait succedé ès Royaumes, Etats & Domaines de fa Royale Monarchie, la Serenissime Dame Marie Anne d'Autriche Reine Catholique demeurant pour fa Tutrice & Curatrice, pendant fa Minorité pour le Gouvernement d'iceux, lesdits Serenissimes & Tres-Puissans Roi & Reine Catholiques & le Serenissime & Tres-Puissant Prince Charles second Roi de la Grand' Bretagne ont par une egale & reciproque inclination renouvellé & confirmé avec nouvelle augmentation la bonne correspondance & l'amitié reciproque, qui d'ancienneté ont été entre les Couronnes d'Espagne, & de la Grand' Bretagne jusques à ce que les revolutions des choses terrestres ont troublé l'amitié & le repos qui étoient entre ces deux Nations; & comme la frequentation, & la communauté de Commerce, auffi bien que l'affection des deux Nations, demande un parfait rapport de fentimens & d'interêt, le fusdit Roy de la Grand' Bretagne a donné à cette fin l'excellent Seigneur Dom Edouard Comte de Sandwich, Bargrave du Hinchinbrock, Baron Montagu de St. Neots, Vice-Amiral d'Angleterre, Maître de la grande Garderobe du Roi, Conseiller du Conseil d'Etat & Chevalier du Tres-Excellent & Noble Ordre de la Jarretiere, & fon Ambaffadeur Extraordinaire auprés de Leurs Majestés Catholiques, pour non seulement renouveller les anciens liens d'amitié qui ont été compris par l'injudité des tems, mais auffi la retourner par des nouds d'une nouvelle force & qui puisse durer de longues années, & a le fusdit Ambaffadeur, pourû d'un tres-ample Plein pouvoir, dont Copie eſt icy inſerée, été receu favorablement & avec affection à la Cour Catholique, auffi bien que fa negociation, c'eſt pourquoy la Sereniſſime Reyne Tutrice & Gouvernante du Roy Catholique, a trouvé bon de nommer les Tres-Excellens Seigneurs Jean Everard Nidhard fon Confeſſeur & Inquiſiteur General, Conſeiller au Conſeil d'Etat, Don Ramire Philippe Nunnes de Guſman Duc de St. Lucar la Majeure, & de Medina de las Torres, Conſeiller au Conſeil d'Etat, Preſident d'Italie, & Don Gaſpar de Bracamonte & Guſman, Comte de Peñaranda Conſeiller au Conſeil d'Etat & Preſident des Indes, pour ajuſter & conclure un Traité avec lui, auxquels a été accordé bein-pouvoir & Commiſſion dont la teneur ſera inſerée ci-après.

I. Premierement, il a eſté accordé & conclu qu'à l'avenir à commencer du jour & datte des preſentes, il y aura entre les deux Couronnes de la Grand' Bretagne & d'Eſpagne une generale, bonne, ſincere, veritable, ferme & parfaite Amitié, Confederation & Paix, qui durera à jamais, & ſera inviolablement obſervée, tant par Terre, que par Mer & Eaux douces; comme auſſi entre les Terres, Pais, Royaumes, Seigneuries & Territoires appartenans à l'une ou à l'autre d'icelles, ou qui ſeront ſous leur obeïſſance, & que leurs Sujets, Peuples, & Habitans reſpectivement,de quelque qualité & condition qu'ils ſoient, aideront, aſſiſteront, & temoigneront doresnavant l'un à l'autre, toute ſorte d'affection, de bons offices & d'amitié.

II. Que ny l'un ny l'autre desdits Roys, ni leurs Peuples, Sujets, ou Habitans reſpectifs dans l'étendue de leurs Domaines ne pourront ſous quelque pretexte que ce ſoit, en public, ni en particulier, faire ni procurer eſtre faite aucune choſe contre l'autre, en aucun lieu, par Terre ou par Mer, ni dans les Ports, & Rivieres l'un de l'autre, mais ſe traiteront l'un l'autre avec toute ſorte d'amitié & d'affection: & qu'ils pourront librement & ſeurement paſſer par Eau, & par Terre, aux Confins, Pais, Terres, Royaumes, Iſles, Seigneuries, Citez, Villes, Villages fermez de murailles, fortifiez ou non fortifiez, leurs Havres & Ports, où on a accoûtumé jusqu'ici de negocier, & trafiquer, & y trafiquer & vendre aux Habitans des leurs reſpectifs & acheter d'eux comme ceux de leur propre Nation, ou de quelque autre Nation que ce ſoit qui y ſera, ou qui y viendra.

III. Que lesdits Roys de la Grande Bretagne & d'Eſpagne, prendront ſoin que les Peuples & Sujets reſpectifs s'abſtiennent doresnavant d'uſer d'aucune force ny violence & de faire aucun tort, & s'il arrive qu'il y ait quelque injure faite par l'un ou l'autre desdits Roys, ou par leurs Peuples, ou Sujets de l'un ou l'autre d'iceux aux Peuples ou Sujets de l'autre, contre les Articles de la preſente Alliance, ou contre le Droit commun, il ne ſera pas pour cela donné des Lettres de repreſailles, de marque ou de contremarque, par aucun des Confederez jusqu'à ce qu'on ait eu recours à la Juſtice ordinaire, mais au cas que la Juſtice fuſt retarſée, ou denyée, alors le Roi dont les Peuples, ou Habitans auront receu du dommage, la demandera à l'autre par qui, comme dit eſt, la Juſtice aura eſté denyée ou difayée, ou aux Commiſſaires qui ſeront Deputez par l'un ou l'autre Roi, pour recevoir & ouir les demandes, afin que tous les differends puiſſent eſtre accommodez à l'amiable ou ſuivant la Loy, mais arrivant qu'il y euſt encore du délay, ou que Juſtice ne fuſt pas faite, ni ſatisfaction donnée dans fix mois après l'avoir ainſi demandée, en ce cas-là on pourra donner des Lettres de repreſailles, de marque, ou de contremarque.

IV. Qu'il y aura, entre le Roy de la Grande Bretagne, & le Roy d'Eſpagne, & leurs Peuples, Sujets ou Habitans reſpectifs tant par Terre que par Mer, & Eaux douces en tous & chacuns leurs Royaumes, Terres, Pais, Seigneuries, Confins, Territoires, Provinces, Iſles, Colonies, Citez, Villages, Villes, Ports, Rivieres, Cales, Bayes, Détroits & Courans où on a accoûtumé d'exercer jusqu'ici le Trafic & Commerce, pleine & entiere liberté de Trafic & de Commerce, de telle ſorte & maniere que ſans Paſſeport, & ſans permiſſion generale ou particuliere les Peuples & Sujets l'un de l'autre puiſſent librement naviger & aller tant par Terre que par Mer, & Eaux douces dans leursdits Pais, Royaumes, Seigneuries, & dans toutes les Citez, Ports, Courans, Bayes, Détroits, & autres lieux d'iceux; & puiſſent entrer dans quelque Port que ce ſoit, avec leurs Navires chargez ou vuides, charroy ou chartols, pour y apporter leurs Marchandiſes & y vendre & acheter tout ce qu'il leur plaira, comme auſſi ſe pourvoir à juſtes & raiſonnables prix de Vivres & autres choſes neceſſaires pour la ſubſtentation de la vie, & pour leurs voyages, comme pareillement qu'ils puiſſent reparer leurs Navires & Charrois, Denrées, Marchandiſes & Biens pour retourner en leurs Païs, ou en quelqu'autre lieu qu'ils adviſeront bon eſtre, ſans aucune moleſtation, ny empeſchement, en payant les Droits & Doüanes ſeront deuës & en conſervant l'un à l'autre les Loix & Ordonnances de leurs Païs.

V. Item il eſt pareillement accordé, que pour les Marchandiſes que les Sujets du Roy de la Grande Bretagne acheteront en Eſpagne, ou en d'autres Royaumes, & Seigneuries du Roy d'Eſpagne, & les porteront ſur leurs propres Navires ou ſur des Navires qu'ils auront loüé, ou qu'on leur aura preſté, ou ne prendra pas de nouvelles Doüanes, Tolles, Dîmes, Subſides ou autres Droits ou Peages quelconques, que ceux que les natifs du Pais en payent, & que tous les autres étrangers ſoient obligez de payer en pareil cas: & les Sujets ſuſdits, en achetant, vendant, & contractant pour leurs Marchandiſes tant à l'égard des prix, que de tous les Droits qui ſeront à payer, jouïront des mêmes Privileges qui ſont accordez aux Sujets naturels d'Eſpagne; & ils pourront acheter, & changer leurs Navires avec de pareilles Denrées & Marchandiſes, lesquels Navires eſtant chargez & les Doüanes payées, pour-les Marchandiſes ne pourront eſtre detenus dans le Port, ſous quelque pretexte que ce ſoit, & les chargeurs Marchands ou Facteurs, qui auront acheté & chargé les Marchandiſes ſuſdites, ne pourront eſtre recherchez après le départ desdits Navires pour quelque cauſe ou ſujet que ce ſoit touchant cela.

VI. Et afin que les Officiers & Miniſtres, de toutes les Citez, Villes & Villages appartenants à l'un ou à l'autre ne puiſſent, ny demander, ny prendre des Marchands & Peuples reſpectifs de plus grandes Taxes, Droits, Salaires, Recompenſes, dons ni frais, que ce qu'ils en doivent prendre, en vertu du preſent Traité: & que lesdits Peuples & Marchands puiſſent connoître & entendre avec certitude, ce qui eſt ordonné en toutes choſes touchant cela: il a eſté accordé & conclu, qu'il y aura des Pancartes & Liſtes attachées aux Portes des Bureaux de la Doüane, & Barrieres de toutes les Citez, Villes & Villages appartenans à l'un ou à l'autre Roy, où ces Droits, Peages ou Doüanes ſont ordinairement payez, dans leſquelles on mettra en écrit, com-

ANNO 1667.

Digitized by Google

ANNO 1667.

comiden on dits gouverneurs Droits de Douanes, de Subsides & d'Impositions, tant sur les vins que autres Objects, sera payé par ceux qui les apportera, ou par celui à qui appartiendra la marchandise ou quelqu'autre personne en son nom dans le port ou rivière que ce sera, en payant par un seulement, tant seulement un droit entier, durant un regne d'aucun Monarque ou autre personne qui en aura le nom de Roy, souveraine, Infante, Prince ou autre pareil, qui sera par voye de droit gratuit, autre & par Subsides ou par tel cas, Officier, ou les Deputé, se trouvant compétable sans & convaincu dans et un Juge compétant en Paris, où le crime sera été commis, sera mis en prison pour trois mois & privera trois ans à valeur de la chose aussi recuse, moitié de la dite somme appartiendra au Roy du Paris, où le crime aura été commis, & autre moitié au Denonciateur, pour laquelle il aura pris permis de poursuivre son droit pardevant un Juge competant du Paris où cela arrivera.

VII. Qu'il sera permis aux Sujets du Roy de la Grand' Bretagne d'apporter, & vendre en Espagne, & en toutes les Terres & Seigneuries du Roi d'Espagne, où jusqu'ici ils auront entrée le Trafic, & Commerce, & y trafiquer avec toute sorte de Marchandises, Draps, Manufactures & Denrées du Royaume de la Grand' Bretagne, & avec les Manufactures, Biens, Fruits & Denrées des Isles, Villes & Colonies qui lui appartiennent, & ce qui aura été acheté par les Facteurs Anglois, en deça ou par delà le Cap de Bonne Esperance, sans être contraints de declarer à qui, & pour quel prix ils vendront lesdites Marchandises & Provisions, ny être moleste pour les Erreurs des Maîtres de Navires ou autres en la declaration des Marchandises, & pourront partir quand bon leur semblera des Etats du Roi d'Espagne, avec le tout ou partie de leurs Biens, Denrées & Marchandises, pour retourner en quelques Territoires, Isles, Etats, & Pais que ce soit du Roi d'Angleterre ou tel autre Lieu que ce soit, en payant les Droits & Tributs mentionnés au Chapitres precedents: & à l'égard du reste de toute leur Cargaison qu'ils n'auront pas débarqué à Terre, ils pourront le retenir, garder, & remporter par leurdit Navire ou Navires, Vaisseau ou Vaisseaux, sans faire ce payer aucun Droit, ou Imposition quelconque, comme s'ils n'avoient jamais été avec cela dans aucune Baye, ny Port du Roy Catholique, & toutes les Denrées, Biens, Marchandises, Navires, ou autres Vaisseaux avec quelques choses que ce soit, qu'on aura fait entrer dans les Domaines ou Places de la Couronne de la Grande Bretagne, comme prises & adjugées pour telles, dans lesdits Domaines, & Places, seront prises & reputées, pour Biens & Marchandises de la Grande Bretagne, ainsi comprises par l'intention & disposition du present Article.

VIII. Que les Sujets & Vaisseaux du Serenissime Roy de la Grande Bretagne, pourront porter & voiturer en tous & chacuns les Etats du Roi d'Espagne, tous Fruits & Denrées des Indes Orientales, en faisant apparoir par le témoignage des Deputez de la Compagnie des Indes Orientales à Londres, qu'elles sont des Conquestes, Colonies, ou Factoreries Angloises ou qu'elles en sont venues, avec le même Privilege & contentement à ce qui est permis aux Sujets des Provinces Unies par les cedules Royales de contrebande dattées des 27. Juin & 3. Juillet 1663. & publiées les 30. Juin & 4. Juillet de la même année, & à l'égard de ce qui peut concerner toutes les Indes Orientales, en quelconques endroits que ce soit, la Couronne d'Espagne accorde & octroye au Roi de la Grand' Bretagne, & à ses Sujets, tout ce qui a été accordé & octroyé aux Etats Unis des Pays-Bas, & à leurs Sujets par le Traité de Munster de l'année 1648. point pour point, en aussi pleine & ample maniere, que s'ils étoient inserez en particulier en ces presentes; les mêmes regles que celles auxquelles les Sujets desdits Etats Unis sont obligez d'avoir, être observées, & les offices reciproques d'amitié rendus de part & d'autre.

IX. Que les Sujets du Roi de la Grand' Bretagne trafiquant, achetant, & vendant, dans les Royaumes, Gouvernements, Isles, Ports, ou Territoires, dudit Roi d'Espagne, auront, useront & jouiront de tous les Privileges & Immunités que ledit Roy a accordé aux Marchands Anglois, qui demeurent en Andalousie par les Cedules Royales, ou Ordonnances dattées du * 19. jour de Mars du 26. jour de Juin, & du 9 jour de Novembre 1645. Sa Majesté Catholique les confirmant, comme une partie du present Traité entre les deux Couronnes: & afin que ce soit une chose seure à toutes personnes, il a été ordonné, que lesdites Cedules, à regard de toute la substance d'icelles, soient inserées dans le corps des presens Articles, au nom & en faveur de tous & chacuns les Sujets du Roy de la Grand' Bretagne, demeurant & trafiquants en quelque Lieu que ce soit de l'étendue des Etats de Sa Majesté Catholique.

ANNO 1667.

X. Que les Navires, ou autres Vaisseaux appartenans au Roy de la Grand' Bretagne, ou à ses Sujets navigeans dans les Etats du Roy d'Espagne, ou aucuns de ses Ports, ne feront point visités par les Juges de contreviande, ou par quelque autre Officier, ou personne que ce soit par son authorité ou quelqu'autre authorité que ce soit, & on ne pourra mettre à bord d'aucun desdits Navires ou Vaisseaux, aucun Soldats, Hommes, Armes, aucuns Officiers, ny autres personnes, ny les Officiers du Bureau de la Douane, de l'une ou l'autre Partie, ne pourront visiter aucuns Vaisseaux ou Navires appartenans aux Sujets de l'une ou de l'autre, qui entreront dans leurs Etats ou Ports respectifs, jusqu'à ce que lesdits Navires, ou Vaisseaux ayent été déchargez, ou jusqu'à ce qu'on ait porté à Terre toute la cargue, & toutes les Marchandises qu'ils declareront avoir resolu de debarquer dans lesdits Ports, & le Capitaine, le Maître, ny aucun autre des Hommes de l'équipage desdits Navires ne pourront être empêchez, ny eux, ny leurs Chalouppes retenues à Terre, mais cependant des Officiers du Bureau de la Douane, pourront être mis à bord desdits Vaisseaux, ou Navires, de telle sorte qu'ils n'excedent pas le nombre de trois pour chaque Navire pour voir & prendre garde qu'il n'y ait point de Denrées, ny de Marchandises débarquées desdits Navires ou Vaisseaux dans avoir payé les Droits que chaque Partie eſt obligée par les presens Articles de payer: Lesquels Officiers ne pourront prétendre, ny demander aucuns frais au Navire ou Navires, Vaisseau ou Vaisseaux, leurs Commandans, Matiniers, Equipages, Marchands, Facteurs, ou Propretaires, & arrivant que le Maître, ou le Proprietaire de quelque Navire declare que toute la Cargaison de fondit Navire doit être debarquée en quelque Port, la declaration de ladite Cargaison ſera faite au Bureau de la Douane en la maniere accoutumée, & ſi apres que la declaration aura été faite, on trouve quelques autres Marchandiſes de plus que ce qui ſera contenu en ladite declaration, qui leur accroche ra huit jours ouvrables durant lesquels ils puiſſent travailler, qui ſeront conter du jour qu'on aura commencé à decharger, afin qu'on puiſſe declarer les Marchandiſes qui auront été recelées, & que on puiſſe prevenir la Confiſcation, & au cas que dans le temis limité, la declaration ou exhibition, n'en ſoit pas faite, alors il n'y aura que les Marchandiſes ſeulement, qui ſe trouveront n'avoir pas été declarées comme dit eſt, qui ſeront confiſquées quoyque la décharge de celles qui auront été declarées, ne ſoit pas achevée, & non pas les autres, & le Marchand ny le Proprietaire du Navire, n'encourront point d'autre trouble ni punition: & apres que les Navires, ou Vaiſſeaux auront été déchargez, ils auront toute liberté de s'en retourner.

XI. Que le Navire, ou Navires appartenans à l'un ou l'autre Roi, ou à leurs Peuples & Sujets reſpectifs, qui entreront en aucunes Ports, Terres, & Etats de l'un ou de l'autre & déchargeront quelque partie de leurs Denrées & Marchandiſes dans quelque Port ou Havre que ce ſoit qui ſoient deſtinées avec le reſte d'icelles, pour d'autres Lieux du dedans ou dehors desdits Etats, ne ſeront point obligez de faire enregiſtrer, ny de payer les Droits d'autres Denrées & Marchandiſes que celles qu'ils déchargeront dans leſdits Ports ou Havres; & ne ſeront point contraints de donner des obligations pour les Marchandiſes qu'ils tranſporteront en d'autres lieux, ny aucune caution, à moins que ce ne ſoit en cas de félonie, debte, trahiſon, ou de quelqu'autre crime capital.

XII. Comme la moitié de la Douane de toutes Denrées & Marchandiſes étrangeres qu'on apporte en Angleterre doit être rendué à ceux qui les apportent, au cas que leſdites Marchandiſes ſoient tranſportées hors dudit Royaume, dans l'eſpace de douze mois après qu'elles auront été déchargées à Terre la premiere fois, en préſent Serment que ce ſont les mêmes Marchandiſes qui auront payé la Douane en entrant: & qu'au cas qu'elles ne ſoient pas rechargées dans l'eſpace deſdits

* Le Privilege de 19. Mars dont il eſt ici parlé ne paroit pas devant l'an ſuivant de cette date.

ANNO 1667. douze mois elles pourront neanmoins être transportées dehors sans payer aucune Doüane, ni Droit de sortie: pour cette cause, il a été accordé, que si quelques Sujets du Roi de la Grand' Bretagne déchargent ci-après quelques Denrées & Marchandises de quelque creû, ou de quelque nature qu'elles soient, dans les Ports de Sa Majesté Catholique, & qu'apres les avoir declarées, & avoir payé les Droits qui doivent être payez conformement au present Traité, & deüement apres les transporter ou quelque partie d'icelles, en quelqu'autre lieu que ce soit, pour les mieux vendre, il leur sera permis de le faire librement, sans payer, ou qu'on leur puisse demander aucuns autres Droits, ny Doüanes pour icelles, en quelque maniere que ce soit, en prestant Serment s'ils en sont requis que ce sont les mêmes Marchandises, pour lesquelles on a payé la Doüane en les debarquant; & au cas que les Peuples, Sujets & Habitans des Etats de l'une ou l'autre partie déchargent ou ayent en aucune Cité, Ville, ou Village respectivement quelques Denrées, Marchandises, Fruits ou Biens, & qu'ils en ayent payé les Doüanes qui en étoient deuës, conformement à ce qui a été declaré, & qu'aprés cela, n'ayant pas pû en disposer, ils prennent resolution de les envoyer en quelqu'autre Cité, Ville, ou Village desdits Etats, ils le pourront non seulement faire sans difficulté, ny empêchement & sans payer d'autres Droits que ceux qui étoient deubs lors qu'ils les ont fait entrer, mais encore lesdites Marchandises ne payeront plus derechef ni Doüanes, ni autres droits, en quelqu'endroit que ce soit desdits Etats, en representant des Certificats des Officiers du Bureau de la Doüane, qu'ils ont été payez en bonne & deuë forme, & les principaux Fermiers & Commissaires des Revenus du Roi d'Espagne en tous Lieux, ou quelqu'autre Officier ou Officiers qui devront être établis pour cet effet permettront & souffriront en tout tems le Transport de toutes lesdites Denrées & Marchandises d'un lieu à l'autre, & donneront un Certificat valable aux proprietaires d'icelles, ou à leurs ayans cause, portant qu'elles ont payé la Doüane à leur premier debarquement, par le moyen duquel elles pourront être transportées & déchargées en quelqu'autre Port ou lieu de ladite Jurisdiction que ce soit, exemptes & affranchies de tous droits, ou empêchemens quelconques, ainsi que dit est, sauf toûjours le droit de quelque tierce personne que ce soit.

XIII. Qu'il sera permis à tous Navires appartenans aux Sujets de l'un ou de l'autre Roi, de moüiller l'ancre dans les Rades ou Bayes de l'autre, sans être contraints d'entrer dans le Port, & au cas qu'ils soient necessitez d'y entrer à cause du mauvais tems, ou par la crainte des Ennemis, Pirates, ou par quelqu'autre accident que ce soit, au cas que lesdits Navires ne soient pas destinez pour quelque Port des Ennemis pour y porter des Marchandises de Contrebande, dont ils ne seront point rechercher, sans une preuve certaine, il sera permis ausdits Sujets de retourner librement en Mer quand bon leur semblera, avec leurs Navires & Marchandises de telle sorte qu'ils n'entament pas la Cargaison, ou qu'ils n'en exposent pas aucune chose en vente; & qu'aprés qu'ils auront jetté l'ancre, ou qu'ils seront entrez dans les Ports susdits, ils ne pourront être molestez, ni vûitez, & il suffira qu'en ce cas-là, ils representent leurs Passeports, ou Lettres de Mer, lesquelles ayant été veuës par les Officiers respectifs de l'un ou l'autre Roi, lesdits Navires pourront retourner librement en Mer sans aucune molestation.

XIV. Et au cas que quelques Navires appartenans aux Sujets, & Marchands de l'un ou de l'autre, en entrant dans les Bayes, ou eſtant en pleine Mer soient rencontrez par les Navires desdits Rois, ou Lettres de Marque particuliers qui soient leurs Sujets, lesdits Navires ne viendront pas à la portée du Canon, afin de prevenir tous les desordres, mais ils envoyeront leurs Barques longues, ou Pinasses à bord du Navire marchand avec deux ou trois Hommes seulement, ausquels le Maître, ou Proprietaire du Navire representera son Passeport, & Lettre de Mer suivant le Formulaire qui sera inseré à la fin du present Traité; par lequel on puisse faire apparoir non seulement de la Cargaison, mais encore du Lieu d'où le Navire est, comme aussi du nom du Vaisseau & de ceux qui en sont le Maître & les Proprietaires, & par ce moyen la qualité du Navire, & le Maître & les Proprietaires en seront suffisamment connus, comme aussi les Marchandises dont il sera chargé, soit qu'elles soient de contrebande, ou non; ausquels Passeports, & Lettres de Mer on adjoûtera d'autant plus de foi & de croyance, que tant de la part du Roi d'Angleterre que de celui d'Espagne, on donnera de certains contre-seings, au cas que cela se trouve necessaire, par lesquels on puisse d'autant plus connoître qu'ils sont authentiques & qu'ils ne peuvent pas être en aucune maniere falsifiez. ANNO 1667.

XV. Arrivant que des Marchandises defenduës soient transportées des Royaumes, Etats, & Territoires de l'un ou de l'autre desdits Rois, par les Peuples ou Sujets respectifs de l'un ou de l'autre, en ce cas-là, il n'y aura que les Marchandises defenduës qui seront confisquées, & non pas les autres Biens: & le Delinquant n'encourra point d'autre punition, à moins que ledit Delinquant ne transporte des Royaumes ou Etats respectifs du Roi de la Grand' Bretagne, de l'Argent monnoyé & fabriqué au coin desdits Royaumes, ou des Laines & de la Terre à Foulon: & des Royaumes & Etats respectifs dudit Roi d'Espagne, de l'Or, & de l'Argent fabriqué, ou non fabriqué, en l'un ou l'autre desquels cas, les Loix des Pais respectifs seront executées.

XVI. Qu'il sera permis aux Peuples & Sujets des deux Rois d'avoir accés dans les Ports respectifs l'un de l'autre, & d'y demeurer, & en partir avec la même liberté, non seulement avec leurs Navires & autres Vaisseaux pour le Commerce, & Trafic, mais encore avec leurs autres Navires équipez en Guerre, armez & disposez pour resister aux Ennemis, & les engager au combat, & y arrivant par neceſſité de la Tempeste, pour y reparer & radouber leurs Navires, ou se pourvoir de Vivres de telle sorte qu'ils ne donnent point de juste sujet de soupçon, & pour cette fin, ils ne pourront exceder le nombre de huit, ni demeurer plus longtems dans & autour de leurs Havres & Ports qu'ils en auront juste cause, pour y reparer leurs Navires & pour y prendre des Vivres, & autres choses necessaires, & bien moins encores, qu'ils fussent cause de l'interruption du libre Commerce, & de l'arrivée d'autres Navires de Nations qui seroient en amitié, avec l'un ou l'autre Roi, & il par accident un nombre extraordinaire de Navires de Guerre entroit en quelque Port, il ne leur sera pas permis d'entrer dans lesdits Ports ou Havres, sans en avoir obtenu auparavant la permission du Roi auquel lesdits Ports appartiendront, ou des Gouverneurs desdits Ports, au cas qu'ils ne soient pas contraints d'y relacher par neceſſité de Tempeste, pour éviter le peril de la Mer; auquel cas ils seront neanmoins sçavoir au Gouverneur ou principal Magistrat du Lieu, le Dijet de leur venuë: & ils ne pourront pas y demeurer plus longtems que ledit Gouverneur ou Magistrat jugera convenable, ny commettre dans lesdits Ports, aucun Acte d'hostilité qui pût porter prejudice à l'un ou l'autre desdits Rois.

XVII. Que le susdit Roi de la Grand' Bretagne, ni le Roi d'Espagne, ne pourront par aucun Mandement general ni particulier, ni pour quelqu'autre cause que ce soit, arreter, ni retenir, empêcher, ni prescrire pour leurs services respectifs aucun Marchand, Maître de Navire, Pilote, ni Mariniers, leurs Navires, Marchandises, Habits, ou autres Biens appartenans à l'un ou à l'autre, dans leurs Ports, ni Rivieres, à moins qu'ils n'en ayent eſté advertis auparavant, soit par lesdits Roys ou par les personnes à qui les Navires appartiendront & qu'ils en soient demeurez d'accord, pourveu que cela ne le faſſe par interrompre le cours ordinaire de Justice, & des Loix dans leurs Pais

XVIII. Que les Marchands & Sujets de l'un & de l'autre Roy, leurs Facteurs, & Serviteurs, comme aussi leurs Navires ou Maîtres, ou Mariniers pourront porter & se servir de toute sortes d'Armes offensives & defensives tant en allant qu'en venant, sur Mer, ou sur les Eaux douces, que dans les Havres & Ports de l'un & l'autre respectivement, sans être obligez de les faire enregistrer, comme aussi, d'en porter, & de s'en servir par Terre, pour leur defence suivant la coûtume du lieu.

XIX. Que les Capitaines, Officiers & Mariniers des Navires appartenans aux Peuples & Sujets de l'une ou l'autre Partie, ne pourront intenter Procés ni empêcher, ou apporter du trouble à leurs propres Navires, leurs Capitaines, Officiers ou Mariniers dans les Royaumes, Etats, Terres, Païs, ou Places de l'autre pour leurs gages, ou falaires, ou sous quelqu'autre pre-

Digitized by Google

ANNO 1667. pretexte que ce ſoit, & ils ne pourront pas ſe mettre, ni être reçûs au ſervice, ni dans la protection du Roy d'Angleterre, ou du Roy d'Eſpagne, ou ſous leurs Bannieres, ou Armes ſous quelque pretexte, ou occaſion que ce ſoit, mais au cas qu'il arrive quelques differens entre Marchands & Maîtres de Navires ou entre des Maîtres & Matriniers, l'accommodement de ces differens ſera laiſſé au Conſul de la Nation, & neanmoins de telle ſorte qu'au cas qu'il ne veuille pas ſe ſoumettre à la Sentence arbitrale du Conſul, il en puiſſe pas appeller au Juge ordinaire du lieu, auquel il eſt ſujet.

XX. Et afin qu'on puiſſe lever & ôter tous empêchemens & que les Marchands & Avanturiers des Royaumes de la Grande Bretagne puiſſent avoir permiſſion de retourner en Brabant, Flandres, & dans les autres Provinces des Pays-Bas de l'obeïſſance du Roy d'Eſpagne, autant qu'il a été par le paſſé de toutes & chacunes les Loix, Edicts & Actes par l'entrée de Draps ou de quelque ſorte que ce ſoit de Draps, ou de quelque autre ſorte de Manufactures de Laines que ce ſoit, teintes ou non teintes, faites ou à faire, ou non, a été defendue, ſera revoquée & annullée; & que s'il y a quelques Droits, Tributs, Impoſitions, ou Sommes d'argent impoſées par permiſſion ou autrement ſur les Draps ou ſur aucune desdites Manufactures de Laines ſuſdites, ainſi apportées, à l'exception des anciens Tributs, ſur chaque piece de Draps, & ainſi à proportion, ſur chaque autre Manufacture de Laine conformement aux anciens Traitez & Conventions, entre les Rois d'Angleterre & les Ducs de Bourgogne, & les Gouverneurs des Pays Bas, ces mêmes Droits demeureront entierement éteints & abolis, & on n'impoſera plus à l'avenir aucuns Droits ni Tributs ſur leſdits Draps ou Manufactures, pour quelque cauſe ou occaſion que ce ſoit, & que tous les Marchands Anglois trafiquans dans leſdites Provinces, leurs Facteurs, Serviteurs ou Commis jouïront à l'avenir de tous les Privileges, Exemptions, Immunitez & Benefices qui ont été ci-devant donnez & octroyez par leſdits anciens Traitez, & Conventions entre les Roys d'Angleterre & les Ducs de Bourgogne, & Gouverneurs des Pays-Bas, il a été en outre accordé & convenu qu'il y aura des Députez nommés par le Roy de la Grande Bretagne, qui s'aſſembleront avec le Marquis de Caſtel-Rodrigo, ou avec le Gouverneur des Pays-Bas, qui ſera en charge, ou avec d'autres Miniſtres du Roy d'Eſpagne, à ce faire dement authoriſez, qui confereront & traiteront à l'amiable ſi deſſus, & on accordera en outre tels autres Privileges, Immunitez & Exemptions neceſſaires, & convenables à l'Etat preſent des affaires pour avancer le Commerce desdits Marchands & Avanturiers & pour la ſureté de leur Trafic & Commerce, & on conviendra par un Traité particulier, qui ſera fait entre les deux Roys touchant cette affaire.

XXI. Les Sujets & Habitans des Royaumes & Etats des Sereniſſimes Roys de la Grand' Bretagne & d'Eſpagne, reſpectivement pourront entrer & ſeurement, naviger & trafiquer dans tous les Royaumes, Etats, ou Pays, qui ſont ou ſeront en Paix, Amitié, ou Neutralité, l'un à l'autre.

XXII. Et ils ne ſeront point troublez ny inquietez en cette liberté par les Navires, ou Sujets desdits Roys, reſpectivement, à raiſon des hoſtilités qui pourront arriver ci-apres entre l'un ou l'autre desdits Roys, ou desdits Royaumes, Pays & Etats ou aucuns d'iceux qui ſeront en amitié ou neutralité avec l'autre.

XXIII. Et au cas que par les moyens ſuſdits, on trouve ſur leſdits Navires reſpectivement, des Marchandiſes de contrebande & deffendues ci-apres nommées, elles en ſeront tirées & confiſquées par l'Amirauté ou des Juges comperans, mais le Navire, ni les autres Marchandiſes libres & affranchies, qui ſe trouveront à bord du même Navire, ne ſeront pas pour cela ſaiſies ni confiſquées en quelque maniere que ce ſoit.

XXIV. Il a eſté en outre declaré & accordé que pour mieux prevenir les differens, qui pourroient arriver touchant la qualité des Marchandiſes deffendues, & de contrebande, que ſous ce nom là ſeront compriſes toute ſorte d'Armes à feu, comme d'Artillerie, Monsquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Sauciſſes, Boulets à feu, Fourchettes, Bandolieres, Poudres, Mêche, Salpêtre, Balles, comme auſſi que ſous le nom de Marchandiſes deffendues, ſeront compriſes, & entendues toutes autres ſortes d'Armes, comme Piques, Eſpées, Morions, Casques, Cuiraſſes, Hallebardes, Javelines, & toutes autres ſortes d'armes; & que ſous ce nom, on deffend encore le tranſport de Soldats, de Chevaux, tous Harnois, Piſtolets, Fourreaux, Baudriers, & autres ajuſtiſſemens ſervans à l'uſage de la Guerre.

ANNO 1667.

XXV. Il a été pareillement convenu, & accordé que pour prevenir toute ſorte de diſputes & de conteſtations ſous le nom de Marchandiſes deffendues & de contrebande, ne ſeront point compris les Fromens, Bleds, Orges & autres Grains ou Legumes, Sel, Vinaigre, Huile, & generalement tout ce qui appartient à la nourriture & ſuſtenation de la vie, mais qu'ils demeureront libres, comme pareillement, toutes autres Marchandiſes non compriſes en l'Article precedent & le tranſport en ſera libre & permis, aux Villes & Places Ennemies, à l'exception des Villes & Places aſſiegées, bloquées, ou inveſties.

XXVI. Il a été auſſi accordé que tout ce qui ſe trouvera chargé par les Sujets ou Habitans des Royaumes & Etats de l'un ou l'autre deſdits Roys d'Angleterre, & d'Eſpagne, à bord des Navires des Ennemis de l'autre, quoique ce ne fut pas Marchandiſe deffendue, ſera confiſqué avec tout ce qui ſe trouvera ſur leſdits Navires, ſans aucune exception ni reſerve.

XXVII. Que le Conſul qui demeurera à l'avenir dans les Etats du Roy d'Eſpagne, pour le ſecours & protection des Sujets du Roy de la Grand' Bretagne, ſera nommé par le Roy de la Grand' Bretagne, & qu'apres qu'il aura été ainſi nommé, il aura & jouira du même pouvoir & authorité, en l'exercice de ſa charge, qu'aucun autre Conſul ait eû auparavant dans les Domaines dudit Roy d'Eſpagne: Et le Conſul d'Eſpagnol qui demeurera en Angleterre, jouira d'autant d'Authorité & de pouvoir, qu'aucun Conſul de quelque autre Nation que ce ſoit ait eû jusqu'icy en ce Royaume là.

XXVIII. Et afin que les Loix de Commerce qui ont été obtenuës par la Paix ne puiſſent demeurer infructueuſes, comme il arriveroit ſi les Sujets du Roy de la Grand' Bretagne étoient moleſtez pour le cas de Conſcience quand ils vont & viennent ou demeurent dans les Etats ou Seigneuries du Roy d'Eſpagne pour y exercer le Commerce ou autrement: Pour cette cauſe afin que le Commerce ſoit fait & ſans danger, tant par Mer que par Terre, ledit Roy d'Eſpagne donnera les ordres neceſſaires pour faire que les Sujets dudit Roy de la Grand' Bretagne, ne ſoient pas moleſtez, contre & au preiudice des Loix du Commerce, & que pas un d'eux ſoit inquieté ni troublé pour la conſcience, auſſi long-tems qu'ils ne donneront point de ſcandale, & ne commettront point d'offence publique. Et ledit Roy de la Grand' Bretagne fera pareillement en ſorte que pour les mêmes raiſons les Sujets du Roy d'Eſpagne ne ſoient pas troublez ni moleſtez pour raiſon de leurs conſciences contre les Loix du Commerce, tant & ſi longtement qu'ils ne donneront point de ſcandale, & ne commettront point d'offence publique

XXIX. Que les Peuples & Sujets des Royaumes reſpectifs ne ſeront point contraints, ſur les Etats, Territoires, Païs ou Colonies de l'autre, de vendre leurs Marchandiſes pour de l'argent monnoyé de cuivre, ni de les troquer pour d'autres Monnoyes, ou autres choſes contre leur gré: ou apres les avoir vendues d'en recevoir le payement en d'autres eſpeces que celles dont on eſt convenu en les marchandant, nonobſtant toutes Loix, & Coutumes contraires au preſent Article.

XXX. Que les Marchands des deux Nations, & leurs Facteurs, Serviteurs, & Familles, Commis, ou autres perſonnes par eux employées: Comme auſſi les Maîtres de Navires, Pilotes & Mariniers pourront demeurer librement & ſeurement dans leſdits Etats, Royaumes & Territoires de l'un & l'autre deſdits Roys, comme auſſi dans leurs Ports & Rivieres, & que les Peuples & Sujets d'un Roi pourront avoir, & en toute liberté & ſeureté jouir ſur les Terres & Etats de l'autre de leurs propres Maiſons pour y demeurer; de leurs Magaſins, & Celliers, pour leurs Denrées & Marchandiſes qu'ils poſſederont durant le tems qu'ils les auront pris & qu'ils en devront jouir, & qu'ils en ſeront convenus ſans aucun empêchement.

XXXI. Les Sujets & Habitans desdits Roys Alliez, pourront ſe ſervir & employer tels Advocats, Procureurs,

ANNO 1667. teurs, Escrivains, Agens, & Solliciteurs, qu'ils advi-seront bon être dans toutes les Terres & Lieux de l'obeïssance de l'autre, ce qui sera laissé à leur choix, & à quoi les Juges ordinaires contreviront toutes fois & quantes qu'il sera besoin, & ils ne seront point contraints de montrer ni representer leurs Registres & Livres de Comptes à qui que ce soit, si ce n'est pour faire preuve, pour eviter les Procés & Contestations, & ils ne pourront être embarquez, retenus ou pris d'entre leurs mains, sous quelque pretexte que ce soit, & il sera permis aux Peuples & Sujets de l'un & l'autre Roy, dans les Lieux respectifs, ou ils demeureront, de temir leurs Livres de Compte, de faire Trafic & correspondance en telle Langue qu'il leur plaira, soit en Anglois, Espagnol ou Flamand, ou telle autre Langue que ce soit, pour raison dequoi ils ne seront point molestez ni sujets à l'inquisition. Et quelqu'autre chose que ce soit, qui ait été accordé par l'une ou l'autre des Parties, à aucune autre Nation, concernant ce point là sera entendu pareillement avoir été accordé ici.

XXXII. Arrivant que le bien de quelque personne ou de quelques personnes que ce soit fût sequestré, ou saisi par quelque Cour ou Tribunal de Justice que ce tout, de l'étendue des Royaumes & Etats de l'une ou l'autre Partie, & qu'il arrive que quelques Debtes ou Biens soient entre les mains des Delinquants appartenans de bonne foi aux Peuples & Sujets de l'autre, lesdits Debtes ou Biens ne seront pas confisqués par aucun desdits Tribunaux, mais ils seront rendus, & restituez en especes aux veritables Proprietaires, s'ils y sont encore en especes, sinon la valeur d'iceux conformement au Contrat & Accord, qui aura été fait entre les Parties, sera rendue & restituée trois mois aprés ladite sequestration.

XXXIII. Que les Biens & Marchandises des Peuples & Sujets de l'un ou l'autre des deux Rois, qui decedera dans les Païs, Terres & Etats de l'autre seront conservez pour les Heritiers & Successeurs legitimes du deffunt, sauf le Droit de quelque autre Personne Tierce que ce soit.

XXXIV. Que les Biens & Marchandises des Sujets du Roi de la Grand' Bretagne, qui decederont fur les Terres du Roi d'Espagne, seront inventoriés avec leurs Papiers, Ecritures & Livres de Comptes, par le Consul ou autre Ministre public du Roi de la Grand' Bretagne, & deposés entre les mains de deux trois Marchands qui seront nommez par ledit Consul ou Ministre public, pour être gardez & conservez, pour les Proprietaires & Creanciers; & ni le Cruzada ni quelque autre Juge que ce soit n'en pourra prendre aucune connoissance, ce qui sera pareillement observé en pareil cas en l'Angleterre, à l'égard des Sujets du Roi d'Espagne.

XXXV. Qu'on accordera, & assignera un lieu convenable pour enterrer les corps des Sujets du Roi de la Grand' Bretagne qui decederont dans les Etats du Roi d'Espagne.

XXXVI. Si quelque different arrivoit ci-aprés (ce qu'à Dieu ne plaise) entre le Roi de la Grand' Bretagne, & le Roi d'Espagne par lequel le Commerce reciproque, & la bonne correspondance puissent être en danger de cesser, les Sujets & Peuples respectifs de chaque Partie en auront advis en terme & lieu, c'est-à-dire qu'on leur donnera six mois de terms pour transporter leurs Marchandises & effets sans que pendant ce tems-là on leur puisse donner aucun Trouble, ou molestation, ni detenir & arrêter leurs Personnes, ou Biens.

XXXVII. Tous Biens & Droits cachez, ou arrêtez, Meubles, Immeubles, Rentes, Fails, Debtes, Credits, & autres choses semblables qui n'auront pas été portez à la Treforerie, au terms de la conclusion du present Traité, demeureront en la pleine & libre disposition des Proprietaires, leurs Heritiers ou ayant cause, avec tous les Fruits, Rentes, & Emoluments d'iceux, & ceux qui auront caché lesdits Biens, ni leurs Heritiers ne pourront être molestez pour ce sujet, par les Chambres des Comptes respectivement, & les Proprietaires, leurs Heritiers, ou ayans cause, auront liberté de se pourvoir par les voyes de la Loy & de la Justice pour le recouvrement de leurs-dits Biens & Droits comme pour leurs propres Biens & effets.

XXXVIII. Il a été accordé & conclu, que les Peuples & Sujets du Roi de la Grand' Bretagne, & du Roi d'Espagne auront & jouïront dans les Terres, Mers, Ports, Havres, Rades, & Territoires l'un de l'autre, & en quelques autres Lieux que ce soit, des mêmes Privileges, Seuretez, Libertez & Immunitez soit à l'égard de leurs Personnes ou Biens, avec toutes les Clauses & Circonllances avantageuses, qui ont été ou seront ci-aprés accordées au Roi Tres-Chrétien, & aux Etats Generaux des Provinces Unies, aux Villes Hanseatiques, ou à quelqu'autre Royaume ou Etats que ce soit d'une maniere aulli ample, entiere, & utile comme si elles avoient été particulierement specifiées & inserées dans le present Traité. ANNO 1667.

XXXIX. Au cas qu'il arrive quelque different de part ou d'autre touchant les presens Articles de Traffic & de Commerce, soit de la part des Officiers de l'Admirauté, ou d'autres Personnes en l'un ou l'autre Royaume, aprés que le plainte en aura été faite par la Partie interessée à Leurs Majestez, ou à quelques Personnes de leurs Conseils, Leursdites Majestez en feront incontinent reparer les dommages, & executer toutes choses, ainsi qu'elles ont été cy-dessus accordées, & au cas que par la fûite du terms on découvrit quelques fraudes, & inconveniens dans la Navigation & Commerce, entre les deux Royaumes contre lesquels on n'auroit pas suffisamment pourveu par les presens Articles, on pourra ci-aprés convenir d'autres choses tels qu'on les jugera convenables, le present Traité demeurant en sa pleine force & vertu.

XL. Il a été pareillement accordé & conclu que les Serenissimes & tres-renommez Roys de la Grand' Bretagne & d'Espagne, garderont & observeront sincerement, & fidelement & feront garder & observer par leurs Sujets & Habitans respectivement toutes & chacunes les Capitulations accordées & conclues par le present Traité, & qu'ils ne le violeront point directement ny indirectement, ny ne consentiront point qu'il soit violé par aucuns de leurs Sujets, ou Habitans, & qu'ils ratifieront & confirmeront toutes & chacunes les Conventions ci-dessus accordées par des Lettres Patentes reciproquement, en plaine, suffisante, & effieace forme, & qu'estant faites, & expediées ainsi, elles seront reciproquement delivrées, ou faites delivrer fidelement & reellement dans l'espace de quatre mois, à compter du jour & datte de ces presentes, & qu'aprés cela ils feront publier le present Traité de Paix, le plutôt que faire se pourra, en tous Lieux & en la maniere accoûtumée.

Pour affurance de toutes & chacune des choses cidessus nous Commissaires des Serenissimes Roi & Reine d'Espagne & Ambaiiadeur Extraordinaire du Serenissime Roi de la Grand' Bretagne soussignez avons signé ce present Traité de nos mains & l'avons scellé de nos Sceaux. Fait à Madrid le 23. May stile nouveau, & le 13. stile ancien mil six cens soixante & sept, *Signé*, JEAN EVERARD NIDHARD, le Duc & Comte D'ONATE, le Comte de PETERRANDA, SANDWICK.

Lequel Traité ici écrit & inseré, comme il est dit ci-dessus, nous ayant été presenté par mon fusdit Commissaire & aprés l'avoir vû & qu'il a été murement examiné mot pour mot dans mon Conseil. Moi, pour moi-même & pour le Serenissime Roi d'Espagne Charles second, nôtre tres bien aimé Fils & pour les Heritiers & Successeurs, comme aussi pour les Vassaux Sujets & Habitans de nos Royaumes, Pais & Seigneuries, agreuvons & tout le contenu en celui & en tous ses Points & par ces presentes les tiens pour bons & vallables; promettant en foi & parolle de Reine & au nom & place du Serenissime Roi mon Fils & ses Heritiers & Successeurs de l'observer, & ensuivre tout de même & de la même maniere que si je l'avois fait moi-même, sans rien faire aucunement ni permettre être rien fait allencontre & ou quelque matiere que ce soit, & s'il se faisoit quelque contravention au contenu du fusdit Traité je la ferai reparer effectivement sans difficulté ni delay, punissant & faisant punir les contrevenants, obligeant à l'effect fusdit pour ledit Roi Catholique mon Fils & pour ses Heritiers & Successeurs tous & un chacun leurs Royaumes, Pais & Seigneuries, & tous nos autres Biens presens & avenir, sans en rien excepter, & pour sureté de cette obligation je renonce à toutes Loix, Coûtumes & autres Conventions à ce contraires; En témoin de tout ce que dessus j'ai fait expedier ces presentes signées de ma main, scellées de mon Seau privé, & contre-signées par mon Secretaire d'Etat: donné à Madrid le vingt & unième Septembre mil six cens soixante & sept, *signé* MOI LA REINE, & contre-signé P. PEDRO FERNANDEZ DEL CAMPO Y ANGULO.

For-

Digitized by Google

[illegible] ...

A [illegible] ... nous Don Charles, par la grace de Dieu, Roy de Castille, de Leon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Portugal, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corcique, de Murcie, de Jaen, des Algarves, d'Algecire, de Gibraltar, des Iles Canaries, des Indes Orientales & Occidentales, des Iles & Terre ferme de l'Ocean, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Milan, Comte de Habsbourg, Flandres, Tirol, & Barcelone, Seigneur de Biscaye & de Molin, &c. & la Reine Dame Marie sa Mere Tutrice & Curatrice de sa personne Royale & Regente des dits Royaumes & Seigneuries, comme il eſt neceſſaire d'alloupir les differens des affaires communes d'entre les deux Couronnes d'Eſpagne & de la Grand' Bretagne qui par quelques accidens facheux par tant de tems, je vous trouvez s'être éloignez de l'obſervation des Capitulations accordées dans les anciens Traitez de Paix d'entre lesdites Couronnes? Nous avons trouvé bon de donner Plein-pouvoir à Jean Gerard Nitard mon Confeſſeur, Conſeiller au Conſeil d'Etat & Inquiſiteur General, Dom Ramire Philippe Nunnez de Guzman Duc de St. Lucar la Majeure, & de Medina de las Torres, Conſeiller au Conſeil d'Etat & Preſident d'Italie, & Don Gaſpar de Bracamonte, & Guzman Comte de Peneranda, Conſeiller au Conſeil d'Etat, Preſident des Indes, à cauſe des Prerogatives & grandes qualitez qui ſe rencontrent en leurs perſonnes, & de leur prudence, experience, zele & affection qu'ils ont à mon ſervice & particulierement pour la confiance & le plaiſir avec leſquels ils m'aſſiſtent & font tout ce qui peut être avantageux au public, c'eſt pourquoy en vertu de ce Plein-pouvoir je les authoriſe, & leur donne pleine faculté, comme l'équité le requiert, pour au nom du Sereniſſime Roy mon tres-cher & bien-aimé Fils, & en ſon nom Royal repreſentant ma propre perſonne, de pouvoir entendre, conferer, traiter, ajuſter & conclure avec le Comte de Sandwick, Conſeiller au Conſeil d'Etat du Sereniſſime Prince Charles ſecond Roy d'Angleterre mon bon Frere & Neveu & ſon Ambaſſadeur extraordinaire à cette Cour, en vertu de lin Plein-pouvoir lequel il a fait voir du Roi d'Angleterre, de faire un Traité de renouvellement de Paix, & leur donne auſſi Plein-pouvoir de faire un Traité d'Union & d'Alliance avec le ſuſdit Roy de la Grand' Bretagne, & une Treve avec la Couronne de Portugal, pour tout le tems qu'on jugera à propos, avec toute la plus grande authorité & le Pouvoir qui reſide en ma perſonne Royale, m'obligeant, comme je m'oblige, & pour le ſuſdit Roy mon Fils en foy & parole Royale, d'approuver & ratifier le tout par Serment, & autres ſolemnitez requiſes, & qui ſeroient trouvées neceſſaires en tel cas, dans le terme qui ſera convenu, ſans en rien diminuer. Pour ſureté dequoy j'ay fait expedier mes preſentes, ſignées de ma main, & à icelles fait mettre mon grand ſceau. Donné à Madrid le quinze Juin mil ſix cent ſoixante ſept. Signé, MARIA-ANNE LA REINE, & contre-ſigné, DON PEDRE TERRADEZ DEL CAMPO ANGULO.

Plein-pouvoir de Sa Majeſté Britannique.

CHARLES par la grace de Dieu Roy de la Grand' Bretagne, France & Irlande, Defenſeur de la Foy, &c. A tous ceux qui ces nos Lettres verront, Salut. Comme il ſoit neceſſaire, pour le bien commun de nos Royaumes & Sujets, de faire quelque Traité & Alliance avec le Roy Catholique, pour la plus grande ſeureté & ſolidité, tranquillité & bon heur mutuel de leurs ſujets, pour l'avancement de la Religion Chrêtienne, & pour la plus grande gloire de Dieu, & autres conſiderations importantes; Nous avons nommé, choiſi & fait, & par ces preſentes faiſons, nommons & faiſons notre tres-cher & bien-amé Coſin & Conſeiller Edouard Comte de Sandwich, Vice-Amiral d'Angleterre, & notre Ambaſſadeur extraordinaire vers notre tres-cher & bien-amé Coſin & Conſeiller Don Pedre Terrades del Campo Angulo, Chevalier de l'Ordre de Calatrava, Conſeiller d'Etat & Preſident de Caſtille, & Don Ramire Philippe Nunnez de Guzman Duc de St. Lucar la Majeure, & de Medina de las Torres, Conſeiller au Conſeil d'Etat & Preſident d'Italie, & Don Gaſpar de Bracamonte, & Guzman Comte de Peneranda, Conſeiller au Conſeil d'Etat, Preſident des Indes, à cauſe des Prerogatives & grandes qualitez qui ſe rencontrent en leurs perſonnes, & de leur prudence, experience, zele & affection qu'ils ont à notre ſervice & particulierement pour la confiance & le plaiſir avec leſquels ils m'aſſiſtent & font tout ce qui peut être avantageux au public, c'eſt pourquoy en vertu de ce Plein-pouvoir je les authoriſe, & leur donne pleine faculté, comme l'équité le requiert, pour au nom du Sereniſſime Roy mon tres-cher & bien-amé Fils, & en ſon nom Royal repreſentant ma propre perſonne, de pouvoir entendre, conferer, traiter, ajuſter & conclure avec le Comte de Sandwick, Conſeiller au Conſeil d'Etat du Sereniſſime Prince Charles ſecond Roy d'Angleterre mon bon Frere & Neveu & ſon Ambaſſadeur extraordinaire à cette Cour, en vertu de lin Plein-pouvoir lequel il a fait voir du Roi d'Angleterre, de faire un Traité de renouvellement de Paix, & leur donne auſſi Plein-pouvoir de faire un Traité d'Union & d'Alliance avec le ſuſdit Roy de la Grand' Bretagne, & une Treve avec la Couronne de Portugal, pour tout le tems qu'on jugera à propos, avec toute la plus grande authorité & le Pouvoir qui reſide en ma perſonne Royale, m'obligeant, comme je m'oblige, & pour le ſuſdit Roy mon Fils en foy & parole Royale, d'approuver & ratifier le tout par Serment, & autres ſolemnitez requiſes, & qui ſeroient trouvées neceſſaires en tel cas, dans le terme qui ſera convenu, ſans en rien diminuer. Pour ſureté dequoy j'ay fait expedier mes preſentes, ſignées de ma main, & à icelles fait mettre mon grand ſceau. Donné à Whitehall le quinze Juin mil ſix cent ſoixante ſept. Signé, CHARLES R.

XIII.

Vergleich zwiſchen Chur-Maintz und dem Churfürſt. H. Haus Sachſen/ verfaſſet der zu Leipzig d. 6 datirten 20-30. Decembr. 1666. Zwiſchen ihnen wegen der Stadt Erffurt getroffene Vergleich mehrers ertheilet

ANNO 1667. tert und vollzogen worden. Geschehen den 16-26. May 1667. in Erffurd. LUNIGS Teutsches Reichs-Archyv. Part. Special. Abth. III. Ablatz I. pag. 418.]

ANNO 1667.

C'est-à-dire,

Traduction entre l'Archevêque Electeur de MAYENCE, *& le Maison Ducale de* SAXE, *pour l'élucidation & l'execution du Traité conclu entre les mêmes le 20-30. Decemb. 1666. touchant* Erford. *A Erford le 16-26. May 1667.*

Ob wissen; Als zwischen den Hochwürdigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Johann Philipsen/ Erzbischoffen zu Maintz/ des Heiligen Röm. Reichs durch Germanien Erz-Cantzlern und Churfürsten/ Bischoffen zu Würtzburg und Wormbs und Hertzogen zu Franckẽ/ rc. rc. und seiner Churfürstl. Gnaden Erzt-Stifft Maintz an einem; So dann dem Fürstl. Hauß Sachsen an andern Theil/ die bey der Stadt Erffurdt und sonsten vorgenommener Jahr beeydigter Herrnen/ durch gütliche Vermittelung des Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Johann Georgen des Andern/ Hertzogen zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ des heil. Röm. Reichs Erz-Marschallen und Churfürsten/ Landgrafen in Thüringen/ Marggrafen zu Meissen/ auch Ober- und Nieder-Lausnitz/ Burggrafen zu Magdeburg/ Grafen zu der Marck und Ravensberg/ Herrn zum Ravenstein rc. mit allerseits Interessirenen Theilen und Gerichtshaltung/ belegt den zu Leipzig den 20. (30.) Decembr. Anno 1665. aufgerichteten und ratificirten Recessen/ ihm und dergleichen/ etliche darinne begriffene Punctẽ aber zu mehrer Unterrichtung- und gründlichern Bezahlung ausgefüllet/ und zu solchem Ende eine Zusammensetzung allerseits gevollmächtigter Räthe und Gesandten veranlaßet worden/ die dann auf bestimmten Tagen in Erffurdt eröffnet/ das Werck unter der Hand genommen/ offtberührte vorhergehende Irrungen gegen oberwehnten Leipzigischen Recess gehalten/ überleget und reiflich erwogen/ daß derauf nachbenandte practicata practicirt / bedächtig/ so weiters handlung bedürfft/ erörtert/ und darüber gnugsamtzeiger Executions-Recess abgefasset und vollzogen worden.

Und zwar (1.) hat es bey dem vormals abgehandelten Territorial-Punct über der Stadt Erffurdt/ dero anhängigen und zu Fürstl. Hauß Sachsen lehnbar gewesene/ auch eigentlichsolche Chur-Maynzische Herrn/ Schlösser/ Dörffer und Güther/ Zubehör obgenanten Leipzigischen Recesses/ allerdings sein bewenden.

2. Nachdem auch die Fürstl. Sächs. Praetensionen der Nachhülffe/ Mothleihen/ Evocation vor das Hoffgericht zu Zabel/ Zuweisung der Appellationen vom Erffurdtischen Gerichts-Verwaltung zu hauß-Zäuen/ Inhibition der Patenten und dergleichen Anhängige Beschwahrungen in Zuspruchs-weyß Haltung der Landsassen-Tentzer/ und allen andern/ so vom Territorio/ Recht/ und Landes-Fürstl. Hoheit dependiren/ hinwegzuschicken/ Als hat das Fürstl. Hauß Sachsen nicht allein an dem gesamten Hoff-Gerichte zu Zehna/ sondern zu fordersst auch an dero Notarien und Cantzleyen/ daß sie künfftige in allen dergleichen fällen in Abgehendhalten je sich in ihren Expeditionen darnach achten sollen/ heraus gehörige Verfügung ersehen lassen.

3. So ist ferner auf den Rathe in Erffurdt/ beliebt Lit. A. gemeynvolk gestehenden Fahrlässigkeiten und Excessen/ auch denen Fürstl. Sächs. Altenburg-Coburg und Meinnari. Rent-Cammer Lit. B. ertheilte Cessionen/ derselbe und gemeine Stadt seine alter Zinsleut / von der Erbschaft / Verbindlichkeit / Lehns-Pflicht entlediget/ quittiret/ und daß künfftige kein Schutz-Geld gefordert werden solle/ versichert werden/ wie Lit. C. und D. ausweisen.

Nertzes Ernstens zu Sachsen-Gotha Fürstl. Durchl. aber sind wegen 5270. fl. Schutz-Geld/ und 1714 fl. 6. gr. der Stadt gethanen Vorschuß/ alles zusammen 6984 fl. 6. gr. Capitals auf den Oberlichen der Dörffer Ilem Nonbach und Wechtersbach verschrieben/ versichert/ daß derselben jährlich an 248 fl. 4. gr. 6. pf. als der Zung von derselber Summa / von denen Unterthanen / so theils wirklich angewiesen worden sollen / gelieret / und vermöge obgedachten Recesses bezahlt/ durch die Beamten abgeschafft angehalten/ und/ soferne aber der 2 jährige Zins-Mangel stand von der Cammerey defectiret/ und desselbigen nur auch gegen vorgehabte Anweisung so wohl/ als erfolgtzeyliche Abtheilung des Capitals und Eventual-Assignation in die Fürstl. Weymarische Cammer/ keine special-Vergleich getroffen werden sollte/ Darbenebens dar sich Fürstl. Hauß Sachsen in einem Schreiben an Ihre Kayserliche Mayestt. ebenfalsunt erbieten/ daß in künfftigen Lehnsleuten Beisitzungen so in den vorigen/ der Stadt Erffurdt Erbsässigen halber/ enthalten gewesen/ ausgelassen werden möchte.

4. Dieweilen des Thüringer-Gelands halben/ soweit sich der Erffurtische District erstrecket/ zwischen dem Erz-Stifft Maintz/ und denen Fürstl. Hauß Sachsen auf gewisse maasse/ laut letzterer Recessen Handlung zu pflegen vergliechen worden; So hat man bemeldt vorschriebener vorkommender difficultaten halber/ darzu nicht gelangen mögen. Derowegen solches Gräber-Geld bey dem Fürstl. Hauß Sachsen verbleibet/ dannit aber/ weil das Gränitz-Recht und Jurisdiction solcher Chur- und Fürstl. Lini in seinem Territorio zusammet/ dieselbe/ bey Verhütung desselben/ und in andern Fällen/ zwischen den Chur-Maynzischen Gerichten und Fürstl. Sächs. Gelands-Dörffern kein Corrat entstehen/ auch die Fürbringende Pfändung und Commercien in Stucken/ nicht übernommen noch aufgehalten werden; So hat man sich der Struff-Tafel verglichen/ und solche der Gelands-Tafel beygefüget/ die unter Chur-Maynzl. Jul-Ordnung de anno 1521. und Churfürstl. Sächs. Gelands-Ordnung de anno 1661. eingelegte Weyrwände abgeschafft/ und/ daß es bey solchen beyderseits Ordnungen/ weil es belage der darüberhinaus Register im Jahr 1615. also in Obrigkeit- gerichts Sachen/ bleiben sollte/ zu festsetzen/ auch wer von beyderseits mitrichten Unterthanen Zolle und Gelend/ wie denn soll/ den Schutz-Geld/ angenommen/ abgerichtet/ benennet/ und der Zoll- und Gelds-Tassel beygefüget/ jedoch darbey beyderseits beliebet/ daß künfftig/ an über andern theils mehr fürnehme wesentliche Puncte angenommen werden möchten/ das solchen so wohl im Gelend als Zoll-Tarif Verbesserung gemessen sollen. Ob auch schon wegen des Fürstl. Sächs. Abwesen am Gelands-Hause allhier im jungsten Jahr 1665. also in Obrigkeit- gerichts Sachen/ einige Veränderung beschehe: So sind jedoch Ihr. Churfürstl. Gn. zu Maynz zufriedig daran abgeschanden/ und verbleibet demnach solches Churfürstlich Gelands-Gebäu/ wie es bißhero gewesen ist/ auch hinfüro.

Die Cession des Dominii directi derer Dörffer und Güther/ so die Stadt Erffurt vom Fürstl. Hauß Sachsen entweder zu Lehn/ oder Fürstl. Sächs. Lehn-Recognition/ als Ihr. Churfürstl. Gn. zu Maynz/ bevor Hoch-rühmt-Dero-Vorfahr Lit. E. wircklich assentiren und erklären sich Ihr Churfürstl. Gnaden zu Maynz samt dero Thum-Capitul/ daß sie das Erffurdtische Hauß so zuerthun/ und benennten Lehnen/ so denselben der Rath zu Erffurt/ und die Grafen zu Schwartzburg von dem Fürstl. Hauß Sachsen bißhero recognoscirt/ erkennt/ bleiben wollen/ und von einem gemeltem Hauß solche gethan/ und den Dienstmann/ liebe Getreue/ zu sein empfangen solle/ er möchte dann mit Unrecht vor bedrieglich befunden und auf andere Pflichten verfallen werden. Es hat sich auch das Fürstl. Hauß Sachsen erbeten/ wann sich hinfüro die Erbsassen/ ihres Kayserlichen Ranzer-Gerichts in Erffurdtischen Territorio zu Verrichtung gelegen/ an den mehrbemelten solcher erhalt zu überlassen.

6. Gleichergestalt haben Ihro Churfürstliche Gnaden zu Maynz und dero Erz-Stifft nicht allein an alle die im Leipziger Recess einverleibte Lehns-Gerechtigkeit an Gericht/ Schutz und Stadt-Rechte/ Zinn Cammerey/ Bäckerey-Innung/ Mahlen und dem Hoff Kellnerey-Amt zu Erffurdt/ Fürstl. Hauß Sachsen sich nicht erinnern wollen/ sondern sich auf Fürstl. Belehnung berufen/ auch die sie künfftig denen andern/ so das Fürstl. Hauß Sachsen von Erz-Stifft Maynz trennen/ in allen getreulich folgen/ dann auch antworten und zu thun versprechen/ wo es ihnen Chor- und Lehn-Rechtens ermessen/ als wornächst nennen/ und denen Chor- und Churfürstlichen Registratur einverleibten Schein- und Lehn-Briefen ermessen/ als wornächst nennen/ und denen Chor- und Churfürstlichen Registratur einverleibten Schein- und Lehn-Briefen in allen/ soferne sich dessen Hauß Sachsen bedürfftig befinden möchten/ sein und bleiben sollen. Inmassen auch wegen des Amts Capellendorff/ und der vom Hauß Sachsen bißhero daher empfahener Bürgen/ so lange Maynzisch/ denn wegen oder mehr/ so wohl wegen der Wildnussen Wrackau und Jagen der Rath zu Erffurt/ wie wenigers nicht bereits und das Stifft Beate Mariæ Virginis, wegen des Fürstl. Closters Cyriaci selbsten/ gethan/ wie die Verlagen Lit. F. K. und L. mehrers ausweisen/ gethan/ und alle Documenta, so sich jetzo finden/ ausgeantwortet/ auch da sich deren nicht finden möchten/ gegen Ordnung extradiret werden/ und darüber Gemeinigs angehan und mortificiret sein sollen.

7. Wegen derer auf dem verspalder-gerossenen Chur-Maynzl. Amt Mühlberg gehafftenen 12115. fl. haben Ihro Churfürstl. Gn. zu Maynz nach Empfang der Fürstl. Sächs. Altenburgischen Cession Lit. M. sich fürwohl mit denen Herren Staffen zu Schwartzburg / als jetzigen Inhabern gemeldten Amts / denen Gebrüdern von Wintzleben / in gewisse Maaß verglichen / auch darneben dem Fürstl. Hauß Sachsen die 1225. fl. 7. gr. 6. pf. so vermöge Weisung Franckens / damahligen Fürstl. Sächs. Rentmeisters zu Weymar / in originali vorgelegter Cammer-Rechnungen hat unterschiedlicher an dem Amt Mühlberg erlangte Zinsen und dergleichen Gründe beyahlet werden / wieder erstattet. Und weil man auch der Fürstl. Sächs. Gebrüdern Cammerverwalteten dann auf dem vorspändigen zweyten Zinn Termin daß gestandener 5177. fl. 16. gr. 4. pf. benebenst 100. fl. für den Schutz angezahlten Kauff-Schilling hiebey Erstattung nicht weniger/ was wegen der von Ihr. Fürstl. Durchl. zu Gotha gelieferter Bau-Kosten zu Teuchern/ sowohl wegen des

Digitized by Google

ANNO 1667. der Hertzogthum hungrißischen zehen-Antheil zu Mühlberg durch des Jahrs Leipzigischen Recesses verwichene engere Compromiß erkannt worden möchte / wann dann / was der Zehrs-Gefälle halben vorgehen wird / Abtrag zu thun erbötig ist: So soll alsdann von dem Fürstl. Hauß Sachsen / damit dieses Amt / als Mühlberg / Ihro Churfürstl. Gnaden zu Pfaltz zum omnibus juribus, daß heute departirte Commissarien gänßlich wieder entgegkommen / und die Thüring. Verschreibung samt der Kayserl. Confirmation zurück gegeben werden / wie auch denn Ihro Fürstl. Hoheit Dreßden der Revers, welchen Hertzog Friedrich Wilhelm der Chur-Sachsen Administratorn, und Hertzog Johannes zu Sachsen / hertzhaftes Churfürstlichen Andenckens / der Kauffwechlung halber Widerkaufs-Handlung von sich gestellet / wohl-zum ewigen-zum mehrer besten wollen. Wölcher es sich aber nicht finden / so soll er Kauff / wie ein- und andere Pfarrer und Schulmeister / denn Ihro Fürstl. Durchl. hierdurch angeordnet werden / Dreßden / die Aemter / und Jungen Herrschaften / Stipt / Stadt / und Land / wie auch denen darinne vorgeführenden Meniosis nachgehen sollen / und gewissen Additionibus versehen / und warnehmen der erfolgten Einlösung / weitere anhero der Pfarrer und Schulmeister der Stifftung Gnaden thun / zu wohnlicher Nothdurfft zu lassen genehmet; So hat es hierbey sein Bewenden / jedoch mit der ausdrücklichen Bedingung / daß / wo ein- und andere Pfarrer und Schulmeister solches Information-Werck nicht vorgestalt beobachten würde / als es von Ihro Fürstl. Durchl. hiebevor angeordnet worden / Dreßden / solche Additionen wieder zu sich zu nehmen / und anderswohin GOTT zu pflantzen und anzuordnen fernt stehe.

§. Als man auch wegen der hohen Jagden in den Ernestinischen Dähnet alles zu guter Nachrichtigkeit stellen wollen / und sich befunden / daß auf solche Maße / wie es dem Hertzog Ernesten enthalten / künftigen Mißverständen nicht gründlich würde abgeholffen werden / So haben beyde hierunter abgeordnete interessirte Chur- und Fürstl. Theile einen andern weeg Mittels auch beliebet / und eine dergestalt / daß Ihro Churfürstl. Gnaden zu Maynz auf den Steiger-Berge und der Wange-Wiese samt denen daran stossenden Clöster-Junker- auch Wallrosleber-Marckungen und Rode-Hasenen und Federn / und was darinnen angehöret / biß an den Berg / welcher in den Gründe des Reußa-Thals sich anfänget / und biß auf Eyrleben gehet / die Hohen- und Niedere Jagden alleine; Ihro Fürstliche Durchl. zu Weimar / Ihro Gnaden Nachkommen aber von dieser Linye an / welcher auf beyder Theile Lassen verstanet worden soll / in allen andern auch der Wild- Rodet Geheltze / mit allen / was in der Gehelt-Roder-Gerichtbahrkeit / und Gebieten Ihnen angehöret / auch denen Feldern die hohen Jagden alleine haben / wohin sie sich andern / als auch das Fürstliche / exerciren. Hierdurch aber werden Ihro Churfürstl. Gnaden an dero jure Territoriali und Forestali, auch denen und dero Unterthanen Eigenthum / Vieh-Tretten / Holtzungen und andern Gerechtigkeiten / wie sie bißhero in Ubung gewesen / nichts benommen / so auch die Niedere Jagd einem jeden / wie und wo er dieße herbracht / forderhin alß bleiben soll; Auch haben Ihro Churfürstl. Gnaden zu Maynz / dem Fürstl. Hauß Sachsen zu freundschaftem Gefallen sich erkläret / mehr allen den wegen des Dominii directi vor hohen Jagden im Ertzfürstlichen District, dessen sie samt dero Ertz-Stifft sich hierdurch zu hoc passu gänßlich begeben / dem Fürstl. Sachsen vermöglichen Lehn- Herren sonder die jährlichen vier Stück Wildes / und die zwo Jagd-Saulen / sondern auch Ihro Fürstl. Durchl. zu Weimar dero Erben und Nachkommen neben der hohen Jagd in Holtz und Feldern / auch die Nieder-Jagden in dem Ostpisa-Peter- und Weissel-Holtz / alles daß biß auff 300. Schritte um dieße Holtzer niemand als Fürstl. Sächs. Jäger oder Schützen / Hasen oder Füchß zu schiessen befuge seyn sollen / alleine zu lassen und zu übergeben. Wie denn der Herr Praelat des Closters S. Petri gegen ein von Ihro Churfürstl. Gnaden ihm verfertigtes Aequivalente seine gehabte Nieder-Jagd-Gerechtigkeit dem Fürstl. Hauß Sachsen cedirt und abgetreten. Worbey auch abgeredet / daß die Rehe unter das hohe Wild zu rechnen / und die Felge verdentschelt auf 24 Stunden solcher gestalt zu erfuren / daß derjenige / so etwas geschossen / seinen Grieb-Hundhat bey der Folge den Zeichnuß anzuzeigen schuldig sein solle.

9. Wiederholt Ihr. Churfürstl. Gn. zu Maynz noch zur Zeit von dem Zeller-Georgsthaler und Remhardsbrunner-Hofe zur Fortification ferner gebrauchen / so ist derselben bemeldt der bedungte Auslassungs / und in Leipzigischen Recess benennten Fall ferner vorbehalten; Entzwischen aber der jetzige Besitzer des Remhardsbrunner-Hofes zur schuldigkeit jedoch ohne Nachtheil der darauf haftenden Chur-Mayntzischen Lehn-Gerechtigkeit / angewiesen worden.

10. Wegen des Landes-Fürstl. und Lehnsherrl. Rehten / auch Ober- und Nieder-Gerichten zu Ilberstedt hat das Fürstl. Hauß Sachsen so viel Documenta, als sich gefunden / ausgeantwortet. Allbereith aber wegen bekannten grassen Unvermögens der Chur-Mayntzl. Unterthanen desselben Verößerung der den Fürstlichen Hauße Sachsen für die bißhero genossene Ordnar- und ausserordentliche Land- und Tranck-Steur verwilligten zächzehe hundert Gulden sich beförderliche Bezahlungen zutragen möchten / ist verabredet / daß ein- vor allemahl 2000. fl. Capital der Fürstlichen Sächs. Brennerischen Cammer an Ersfurthischer Activ-Schuld cediret werden soll; Immaßen auch Inhalts Lit. N. beschehen ist.

ANNO 1667.

11. Wo Gleichen / Blankenhayn und Nieder-Cremmschlitz bloßet das Fürstliche Hauß Sachsen in possessione vel quasi Juris Territorialis, cum omnibus commodis & emolumentis, so weit es solche bißhero exerciret und im Brauch gehabt. Ingleichen muß auch der Graff von Hatzfeld bey der Gerichts-Leine Gerechtsame / so weit dieselbe hergetrieben / und sonst bedeuten Gräfl. Rangs-Stande gelassen. Es ist aber Ihro Churfürstl. Durchl. zu Sachsen / Hochstl. Leipzigischen Recesses gedächtig erfischet worden / das Exercitium actuum Superioritatis, als zu Ausrang der Hauptt-Sache / biß Maaß und Weeß in vorgemeldtem Recess enthalten / zubüben / und wo noth / so viel solche Haupt-Sache betrifft / das Schatz- und gänßliche Abgangsiger werden möchte / vorzestellen; So hat es doch wegen Kürtze der Zeit vor dißmahl nicht gelangen können / sondern muß man beßfinnigen Zeiten zusammen schicken / und ferner Handlung pflogen. Und hat zwar der 500. fl. davon Sachsen-Gotha 117. fl. 17. gl. 11. pf. und Sachsen-Weimar 382. fl. 7. gl. 1. pf. zuzuberg / die der Graff von Hatzfeld den gesagt. Hauß Sachsen interims-weise zur recognition durch die unterthanen jährlich zu liefern gewilliget; bey den / was hieraus an Leipziger Recess abgehandelt worden / sein verbleiben.

Weil auch eventualiter bis bey der Fürstlichen Sächsischen Wannerschen Cammer der Stadt Erffurt schuldige Schuld dahin haffret / bat gemelter Graff denjenigen sub Lit. O. eine schrifftliche Versicherung von sich gestellet / und nachdem von Zeit des Leipziger Recesses das Fürstliche Hauß Sachsen-Weimar an Steuren gebachter Orthen nichts erhoben / sondern dieselben an 600. fl. 7. gl. 1. pf. zuruck gelassen. So erwartet dasselbe beförderl. dero Bezahlung. Könte aber gedachtem Fürstlichen Hauße wegen obiger 500. fl. andere annehmliche Versicherung gemacht werden / stünde es auf fernere Begleichung. Es sind auch Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeiten zu Sachsen-Gotha und Altenburg / wegen Grafen zu Schwartzburg / vermöge bergestalten Scheins sub Lit. P. daß ihnen die Dreßer Gülten-leben / Jmpreleben und Schlichtenried verbleiben / und die Unterthanen derer darzu gehörige Frohnen zu Wanderleben hinfuhro zu thun schuldig bleiben solen / ausdrücklich versichert worden; Und bleiben demnach solche Frohnen denen Herren Grafen zu Schwartzburg allein zu gebrauchen / wohin sie wollen.

Hingegen haben Ihro Fürstliche Durchl. zu Sachsen-Gotha nebe allem auf das Jus Feudalium bey Hofstatte zu Wanderleben und Freudenthal / kraft hoher / Vorgeht gethan / haben auch die aus Wanderleben gefallene und auf behebene Fürstliche Anordnung / vermöge Stillstandes dem Herrn Grafen von Schwartzburg die Erb- und Hof-Reister / auch andere Documenta, so viel deren vorhanden / extradiret / die Unterthanen zu Wolfersleben der Pflicht erlassen / selige hinwegen Herr Graff von Hatzfeld / nebst Versicherung / sie ihren Rechten und Gerechtigkeiten verhelffen zu lassen / offerirenden / und sonsten mannigfe vermöge leipzigl. Recesses die Taxation des Vorwercks zu Wanderleben wie selbiges genacht worden / so lieber den Herrn Grafen von Hatzfeld freye bauen dato und Michaelis 1669. Jahres die Zahlung des durch die taxation bestimmten preiß an 16683. fl. 10. gl. 6. pf. bergestalt baar zu leisten / daß / da vor der Ihro-Ernde die Zahlung erfolgte / der Herr Graff zum Nutzen des Fruchtus naturalis, und die Herren Grafen zu Schwartzburg die fructus industriales samt der Ihro-Nutzungen bis Michaelis beben / sonsten aber / und da auf Michaelis, und alßo nach vorerörterter Ihro-Ernde die Einlösung erginge / der Herren Grafen zu Schwartzburg / nebenst denen industrialibus ebenmäs die fructus naturales behalten / und hierüber den Saamen und das Zeichen derer auf das künftige Jahr bestellten Aecker / in den Gräben Bestellung nicht mehr des Dorffs Wanderleben hergekommenen Frohnen verrichten worden / wenn Herrn Grafen von Hatzfeld erstanter weeden solte; sind sich nach erfolgter Einlösung der Graff von Hatzfeld angeregten Verwerg gleich dem Dorff Wanderleben von Ertz- es sich Maynz zu Main-leh zu erkennen schuldig sein. Trüge sichs dann zu / daß der Herr Graff von Hatzfeld die auf Michaelis 1669. gesetzte Zeit wenn gleich dieselbe und alßo das Vorwerg zu Wanderleben und das taxirte pretium mit barer Zahlung nicht an sich bringen würde; So wäre alsdann derselbe darzu nicht zu zulassen / sondern den Herren Grafen zu Schwartzburg beheilen solches Vorwerg ers- und eigenthümlichen; Jedoch daß sie dasselbe von Ihro Chur-Fürstl. Gnaden zu Maynz gleichfals zu rechten Main-lehn trügen / es wäre aber solchen falls die Freyheit denen Unterthanen zu Dorff Wanderslehen / welche bißhaben zum Vorwerck zu leisten ist / denn Herren Grafen von Hatzfeld verbleiben / damit auch vorgemeldtem Recess solcher zur Einlösung gelegten Zeit sich einiss formuli ereignen / oder besorglicher Streit und Mißverstand verhütet werde / so ist dahin verglichen / daß solche calus fortuiti, wenn sie nicht auch bewerßlicher culpa denen Herren Grafen zu Schwartzburg und der Jetzigen sich beyden / der Herr Graff von Hatzfeld gelten / und derer ungeachtet das vollständige pretium dete 16683. fl. ablegen und entrichten solle. Was auch die Frohnen betrifft / welche die unterthanen des Dorffs Wanderslehen interim zum Vorwerck leisten / haben die Gräfliche Schwartzburgische Gebiente solche von den leuten zu erfodern: Im fall aber dieselbe ungehorsamlich aussenbleiben / und sich dessen weigern würden / denen Hatzfeld. Bedienten / oder in deren Abwesenheit den Schultzen des Orths und Hülffe anzulangen / da denn die Hatzfeldischen Befehlshaber denen Schwartzburgischen unweigerliche Hand bieten / oder auf weitern vorgehenden Ungehorsam die Pfer-

Anno 1667.

tenGrafften zu Schwartzburg propels authoriate durch Gebot- samb-Zwang die Unterthanen zur Gehorsame anhalten mögen. Im übrigen sollen die Unterthanen des Orths der Religions-Alleeuration halber alles dessen gnugsamten haben / was dieselbi andern zum besten in Leipzigischen Recess Art. 17. vergnehen und disponiren ist / und darmeben von niemanden dermahleinst werden / gehalt dann auch der Pfarrer daselbst die Bedolohung / wie seine Vorfahren zu Zeit der Grafften von Gleichen solche gehabt / nochmahls behalten / und dessen bedrauet verbleiben soll.

Übrige Gleichl. ichen und Differentien im Eysenachischen Gebiete und und Erffurt hat das Fürstl. Hauß Sachsen / und zwar Gachsen-Gothal / als jetziger Innhaber des Oberlehn-Rechts / vermittelt Schein sub Lit. Q. Ihro Churfl. Gnaden zu Maynz abgetretzu / welche dann dieselbe / so di Singuli inne haben / dem Hrrn Grafften von Hatzfeld zur Ausser-Belehnung ferner conferiren. Und sollen von den Herren Grafften zu Schwartzburg die Lehn-Leute über dieselbi getragenen Pflicht erlassen / und darum resp. an Ihro Churfürstl. Gnaden und Herrn Grafften von Hatzfeld gewiesen werden. Ob auch wohl das Dorff Stelen vermöge des Leipziger Recesses gegen gleichmäßigen Lehn / Ihro Churfürstl. Gnaden zu Maynz cum omni jure bleiben solet; so sind doch Ihro Churfl. Durchl. zu Sachsen-Gotha zu fernerlichem Gefallen hierzu gutwillig gestanden / und haben sich erkläret / die Herren Grafften zu Schwartzburg bey ihren bis dato daselbi gehabten Rechten allerdings gelassen.

Es wurde auch bey den von Ihro Churfürstl. Gnaden zu Maynz / nahme der Maynzischen Lehnsleute / so Herzog Friderich Wilhelm zu Sachsen Administrator, Christlebl. Andenckens Anno 1591. von Graff Carln von Gleichen erl. kaufft / Kraft des Leipziger Recesses in solche Alienation und des gemelten Jahrs darüber aufgerichteten Lauffbriefes albereit gegebenen Consens nochmahls beständig gelassen / und deswegen ein absonderlicher Contens-Brieff sub Lit. R. ausgantwortet; Und weil die fernere Handlung wegen der Cramerischen Gerichte und Mühlstadten / Wiesenwachs / und Blanckenhayn / und Nieder-Cramischer Boden-Zinsen / worzu das Fürstl. Hauß Sachsen-Gotha und Weimar / sich fernerweilig erkläret hat / annoch mehr vorsanden; So soll selbe auf des Herrn Grafens von Hatzfeld erwartenden Nachsehen und Vorschlagen unter die Hand genommen werden.

Hiernechst hat dem Fürstl. Hauß Sachsen der Herr Graff von Hatzfeld gegen Empfahung seines Abandelsthums / welcher sich auff 27000. fl. belaufen / das Dorff Mückeroda abgetreten / sie erklärt / und soll auch das Fürstl. Hauß in possessione viel quoad den Dorffs Nennhorn verbleiben / bis an Churr-Maynzisl. seiten das Dominium Directum entweder verden wird. Jedoch das solches binnen 4. Jahren geschehe / in Verbleibung dessen aber das Fürstliche Hauß Sachsen seinen Anspruch ein holen sein solle.

Das Grhsliche Gleichl. Archiv. betreffend / hat sich dasselbe heun Fürstl. Hauß Sachsen nicht finden wollen; Jedoch wird man Fürstlicher Seits seine Notirungen und Hoff-Gerichts anbescheid / daß die von Ihro Churfürstl. Gnaden zu Maynz / gleich vorhin von Sachsen-Altenburg geschehen / dargestalt moderiret / daß sie nur kunfftige den ein Theil aller gangbaren Erbzinsen und Gefällen / an statt solcher Summ zurück lassen; Jedoch die Fürstl. Bediente dessen sie die Sonne desselben Antheil Zinsen nicht ein einem Ort vor den andern / sondern jedes Orts absonderlich erheben und abziehen / und darneben / daß annehmliche Freyheit geleistet werde / beobachten / auch gedachtes die Stifft-Aebtenei / daß solcher Zinß-Antheil an statt der Sonne / verschiedener massen abgetragen worden / genommen / der Geistlichkeit auch zu denen noch unganghaften Zinßen ehister Möglichkeit nach / verhelffen / solche dis zu erlangter Richtigkeit auch nicht beschweret / noch so wohl gangbare als unbauchbare Zinsen / von allen extraordinar-Anlagen / Zinßdienst des Haupt-Recesses / freyschlagen werden sollen.

14. Bey dem 12. Articul ist kein practiquirt vor / sondern es bey dem Vertrag de Anno 1513. gelassen werden.

15. Wie auch so viel den 15. Artical betrifft / es bey dem Leipzig. Recess sein Verwenden hat.

16. Somb die zwischen der Abtey Fulder und Kingleber / dann Spitzlan und Wippacher / wie auch klein Brembacher Flecken vorgetzogene Irrungen / vermittelst zusammengeschickter Mannen und bedienten auf vorhero genommenen Augenschein / auch nachgehende Landschafft mehrmahlens gütlich beygelegt worden / und soll auch das übrige gleichergestalt ehistens vorgenommen / und erörtert werden.

17. Und ob zwar durch den Westphälischen Friedenschluß die Stadt Erffurth / und alle dazugehörige / ihrer Religions-Freyheit vorhin genugsam versehene; so haben dennoch Ihre Churfl. Gnaden zu Maynz / und dero Erzstifft / zu allem Überfluß / auch begehret der Fürstl. Hauses Sachsen / die Unterthanen / Adel- und Landsassen / Geist- und Weltlicher in den Ersurtischen Gebiete, wie auch denen Pfaffen-Aemtern Tonndorff und Mühlberg gedrangsalirt / Ilversleba / auch Gleichelchen und allen andern in diesem Begleich verübten und abgerettenen Orthern / da das Exercitium Augsburgischer Confession in Kirchen und Schulen zeit höchstmuß was in dem 17. Artical des Leipzigischen Recesses weiter enthalten / darvon abzuhandeln / und ohne Eintrag / zu lassen / beygehende Versicherung auf Confirm des Thum-Capituls sub Lit. T. gnädigst erhöret.

18. 19. 20. Wegen verglichener Administration der Justiz in kunfftigen Irrungen zwischen Chur-Maynz / und Fürstl. Sächs. Unterthanen / verbeyerseit Commissarien auf alle Prætensiones, und gegen den Leipziger Recess laussender Ausrechen / auch beständigen stets währender ewiger Freundschafft / hat es allerdings den erstermehnten Recess und den darüber ergangenen modo procedendi sein Bewenden; und soll die Kayserl. Maj. Mandatis zu mehrer Bekräfftigung dieses Recesses und allergnädigste Confirmation gebührend ersuchet werden.

Zu Urkund dessen ist gegenwärtiger Recess aufgerichtet / und bis zu Erfolgung deren sämtlichen Chur- und Fürstlichen Herren Principalen und Interessenten Subscription und Besiegelung / welche inwerhalb Monats-Frist / von dato an / von einem jeden Ihro Churfürstl. Durchl. zu Sachsen als Mediatorn ehistehlen zugeschicket werden soll / von denen anwesenden Räthen und Abgesandten Kraft habender Vollmachten vollzogen worden / als es treulich und sonder Gefährde. So geschehen den 26. (16.) May / Anno 1667.

Friedrich Grenzmann von Wolkroth wegen Chur-Maynt.
Gerson Molitoris D. Chur-Maynzischer Rath.
Wolff Conrad von Dambshein / wegen Sachsen-Altenburg.
Hannß Dietrich von Schönberg / wegen Sachsen-Altenburg.
Rudolph Wilhelmus Krauß / wegen Sachsen-Weimar.

XIV.

Anno 1667.

Protestation und Contradiction Hertzogs Joachim Ernst zu Holstein-Plön / wider die von Graff Antonio zu Altenburg vor und im Namen Ihro Königl. Majest. in Dännemarck und des Herrn Hertzogs zu Holstein-Gottorff Durchl. ergriffene possession der Grafflichen Oldenburg und Delmenhorst. Geschehen Plön den 2. July 1667. [Verstell des nähern Successions-Rechts Hertzog Joachim Ernsts zu Schleswig-Holstein zu den Grafflichen Oldenburg und Delmenhorst vor Ihre Königl. Majest. zu Dännemarck ꝛc. sub Num. III. in Append. *Diar. Europ.* Contin. XIX. pag. 117.] 2. Juill.

C'est-à-dire,

Protestation de JOACHIM *Duc de Holstein-Ploen contre la prise de Possession, des Comtés d'Oldenbourg & Delmenhorst, faite par* ANTHOINE *Comte d'Altenbourg au nom du Roi de Dannemarc, & du Duc de Holstein-Gottorp. A Ploen le 2. Juillet 1667.*

WIr von Gottes Gnaden Wir Joachim Ernst / Erbe zu Norwegen / Hertzog zu Schleswig / Holstein / Stormarn und der Dithmarschen / Graffe zu Oldenburg und Delmenhorst / ꝛc. Thun vor uns und unsere Nachkommen hiermit kund und zu männiglich / thaten und freuen uns sehr / es werde allen denen jetzigen / welchen von des Hrn. Röm. Reichs Actis publicis einige wissenschafft bewust / oder albereit zur genüge kund seyn / was gestalt von J. J. Mayl. Kayl. Kayl. Mayt. Maximiliano II. und Ferdinando III. glorwürdigsten andenckens / denen Hertzogen zu Schleswig-Holstein / allerseits Linien und Häusern die Anwartung auf die Grafschafften Oldenburg und Delmenhorst / als nächsten Agnaten allergnädigst ertheilet / und zu denen darüber aufgerichteten Kayserl. Expectanz-Briefen es also worden / daß nemlich bey abgehender Gräfl. Oldenburgischen Linien von denen Hertzogen zu Schleswig-Holstein der proximior gradus, oder nächste sie deßfalls pacta wahren / der Senior vor allen andern / in beyde abgenannte Grafschafften succediren solte.

Wann es nun den Allerhöchsten gefallen / uns / bis zu dem tödtlichen Hintritt des am 19. des verwichenen Monaths Sept. ver-

Digitized by Google

ANNO 1667. ſchrifften letzten Herrn Geſchen zu Oldenburg das leben zu friſten/ und wir benmach unter allen/ jetzigen und lebenden Herꝛogen zu Schleſwig-Holſtein/ ꝛc. an erſchien Jahren/ nicht allein der älteſte/ ſondern auch noch und nahen Grad bey der hochtraeht-ten letzten Herrn Grafen zu Oldenburg iſt. Gebiethen/ nachſter Diener sind/ ſo halten wir verhoffen/ dan wirde der ꝛc. proxi-miorate ſanguinis und allem zukommender/ und in dem Land-Expectanz-Brieff vorbehaltener Succeſſions-Gerechtigkeit/ ihren vigor erlangen/ und zu krafft wir angezogenen/ und be-rurter die ſämtliche Grafl. Oldenburg- und Delmenhorſtiſche Land-Stände (zumahl ſie unſere notoriſche und an gantzen Land kundbahre Jura, als hoch-betheiligte Perſonen/ unmittelbh ignoriren können) ſich keiner andern Herꝛſchafft/ Gehorſam und unterthänig gemachet haben. Wir ſind aber wider alle ſolche gan-ze Zuverſicht/ und nicht weniger vermuthernng an Erfahrenheit kommen/ daß ihre beſtändern Zuꝛeit nach obberegten Grafl. Todesfall Herr Graf Anthonett zu Aldenburg vor und an Jh-ren Königl. Majeſt. zu Dennemarck/ ꝛc. und des Herrn Hertzogen zu Schleſwig-Holſtein-Gottorff/ ꝛc. ihr eine ver-mittelſchafft gedachten dero Grafſchafften sich angemaſſet und Huldigung von denen Unterthanen bey geſchlaſſenen Thoren ge-fordert und eingenommen. Gleich wie nun ſolches thätliche vor-nehmen/ nicht allein denen Königl. und Fürſtl. Verordnungen/ und Befehl unterthanigſt zuwider laufft/ wir auch und alle un-ſere Erben und Nachkommen/ als ein ſeher verklichtiger leicht zu ermeſſen hat/ hierdurch an unſern wohlhergebrachten Rechten/ und merckwürdigen Herbey geſtöret werden: Alſo müſſen wir hoch-billich/ vor uns und unſere Nachkommen/ allen ſolchen attenta-tis feyerlich contradiciren und wir benebenſtehen hiemit nochmahls in optima forma widerſprechen/ und ſo vor eigenmächtig und niehtig halten/ auch darwider ihm und unſern Nachkommen alle rechtliche Hülffe-mittel und competirende Jura wollen reſerviret/ und haben expreſſe proteſtirt haben/ daß unſere beſtehenden Geſetz-ſchweigen (indeme wir wegen Entlegenheit des Orthes von der Sachen gründliche nachricht nicht eher erlangen können) auch alles andern was in dieſen Succeſſions-fall/ vom hohen Gegentheil bis anhero de facto geſchehen/ oder noch hinkünfftig vorgenom-men möchte werden/ niemanden zu Erlangung oder Beweiß eini-gen Rechtens binden/ noch irgend zu einem Behelff wider uns/ und unſere Nachkommen/ angezogen werden ſollte. Zu welchem Urkund und Beſtätigen Valor haben wir dieſe offenbahre Pro-teſtation eigenhändig unterſchrieben und mit unſerm Fürſtl. Se-cret bedeckt laſſen. So geſchehen auf unſern Hauß Ploen/den 2. July Anno 1667.

XV.

12 Juill. *Pacta prævia inter* CAROLUM XI. *Regem Sue-corum & Ordines Generales* FOEDERATA-RUM BELGII PROVINCIARUM *concer-nentia, ſuper Delegatione Mercium quæ pro utilitis ſive Contrabandis habendæ ſunt. Dat. Hagæ Comitum die* 12. *Julii* 1667. [Copie tirée des Archives de l'Ambaſſade d'Eſpagne à la Haye, du tems de *Charles II.* & meilleure que celle de la premiere Edition, de ce Grand Recueil de Hollande. Tom. IV. pag. 203.]

Pacta prævia inter Sereniſſimum ac Potentiſſimum Princi-pem ac Dominum, Dominum Carolum *Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem & Principem Hæ-reditarium, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Carelię, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ & Vandalicæ, Princi-pem Rugiæ, Dominum Ingriæ & Wismariæ; Nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducem, & Ceſſos ac Præpotentes Domi-nos Ordines Generales* Fœderati Belgii, *ſuper Mercium quæ pro utilitis ſive* Contrabandis *habendæ deſignatio-ne aliisque ex pertinentibus negotiis, communi conſen-ſu placita, proxeuus quidem ad eumſſim præſtanda atque adimplenda, debitoque autem ſolemni de re mari-tima Tractatus inter Sereniſſ. Regium Majeſt. Sue-cię, & Ceſſitudinem D. D. Ordinum ſanciendo, infe-renda.*

ANNO 1667. inimicitiarum, quæ illi ejusve Succeſſoribus intercedant forte, vel de futuro fint intercedture, cum Regnis, Statu, Ditionibus, quibuscum Partis alterij jus Fœderum aut Neutralitatis intercedat, intercedeturve ſit.

II. Nec propteren liceat tamen aut ſas ſit, Subditis, Incolivè Ditionis alterutrius Fœderatorum prohibitis Merces (quas *Contrabandas* vocant) importare in Regna vel Regiones, quibuscum quidem ipſe ex ſua parte aut Amicitiam, aut Neutralitatem colat, ſed adverſum quos alter Fœderatorum Bello vel jam icapiceret, vel im-plicandas ſit de futuro.

III. Ut verò eruntur penitus atque amoveantur Controverſiæ & diſceptationes, quæ ob deſignandam jam dictam Mercem de *Contrabanda* oriri aliquando pot-ſent, convenit utrimque ac pro re nata habitum eſt, hoc in numero duci & conſiri oportere Arma quervis ad vim tam propulſandam quam infetendam apta, præſer-tim quæ ignem concipiunt pulvere tormentario, quem dicunt, admoto, aliaque eodem pertinentia, ejus vero generis intelligantur *Tormenta Bellica majora & mino-ra* omnis generis, qua *Canones & Sclopos* vulgo di-cuntur, *Mortaria, Petarda, Bombæ, Granata, Sa-xeiæ, Cornua Picea, affutus, Petræ Sclopetariæ, Bar-dellaria, Pulveis Tormentarius, Pondus ferreum, Glan-des Tormentariæ tam ferreæ quam plumbeæ, Nitrum ſive Sulpetræ, Enſes, Lanceæ, Halbæ, Helleburdæ, Bipen-nes, Hastilia armata, Cuspides*, & reliqua id genus Ar-ma ad vim inferendam apta. Tum *Caſſidis, Galeæ, Loricæ, Thoraces anei ferreique, Clipei*, aliaque arma ad vim arcendam idonea, præterea ad Bellum inſtruen-dum utilia quæcumque, gempe *Equi, Ephippia, Sclo-peterum Equeſtrium receptatrices*, & quicquid denique utile aut neceſſarium ad inſtruendos equos tam Turma-rum equeſtrium, quam rei tormentariæ, nisi numero ſint admodum exiguo, ut inde conjectura prudens fa-cili poſſit, eadem non ad Bellum ſed ad alios uſus eſſe deſtinata.

IV. Merci prohibitæ nequaquam accenſebuntur, *Pe-cunia, Frumenta ac ſegnimes* genus omne, *Sal, Vinum, Oleum*, nec quicquid ad *victum* aut *alimentum* refertur, ſed nec *Ferrum, Cuprum, Æs*, nec quidquid ad Naves conſtruendas, inſtruendasve, neceſſarium eſt, cujus no-tæ ſunt *Cannabis, Lintea men vela nautica* aptum, *Pix tam liquida quam arida* omne genus, *Mali, Trabes, lignum incurvum, Tabulæ navales, rudentes, anchoræ*, vel *anchorarum partes quælibet*, hoc in numero habe-buntur. nec alia Merces, quæ pro terreſtri vel maxi-mo Bello *formam* non acceperunt, multò minus hæ, quæ ad alium quemvis uſum jam apparatæ ac conſor-matæ ſunt, nec aliud Mercimonii genus quodcum-que, quod præcedenti paragrapho deſignatum non ſit. Sed id omne transportari hac illuc licebit, etiam ad illas Nationes quibuscum Fœderatorum alter Bel-lo jam nunc involutus eſt, aut poſtmodum involvi poſſet.

V. Attamen nec *Pecuniam* nec *Commeatum* aut quicquid vitæ per *alimentum* ſuſtentando conducit, quod jam ſupra paragrapho *quarto* inter licitam Mer-cem ſit numeratum, nec Militem nec quid aliud ex hisce rebus, quæ Hoſti in commodum vel adjumentum modo quocumque cedant, ſubmitti hinc inde fas eſto ad Munimenta, Oppida vel loca præſidio militari ins-tructa, quamdiu ea ipſa per Militem Fœderati alter-utrius, reſpectu locorum in Oris maritimis ſitorum, tam Terra quam Mari, obſidione cingi vel manu armata aſſideri contingat, animo eadem in poteſtatem ſuam re-digendi.

VI. Porrò ut impediatur, ne Merces in illicitis jam deſignatæ ad Hoſtem Fœderati alterutrius ſubvehantur, vel etiam ne, ſub hoc ipſo ſubvectionis impediendæ præterex, libertas fecuritasque Navigantis & Com-merciorum detrimenti quid capiat, ab Incolis, Subdi-tisque Ditionis alterutrius ubivis locorum, tam in Por-tu atque Statione navali alterutrius Fœderati, quam in aperto Mari, nihil omninò requirit aut exigi jus eſto, præter exhibitionem talis Diplomatis, quale utrimque uſus hactenus confirmavit, aut quale deinceps per Pacta rei maritimæ utrimque ineunda ratum habebitur; Exhi-beri ad hæc neceſſum erit Literas *Paſſportus*, in qui-bus quantitas qualitasque Mercis, qua Navis onerata eſt, deſignetur, & eas quidem indultas ab Officialibus publi-câ auctoritate conſtitutis illic locorum, unde Merx ipſa transportatur, & juxta quas Jura, quo pro Mer-cimoniis transportandis debebantur, perſcripta ſunt; quod ſi Navis hæc non nihil Mercium vetitarum, quas de *Contrabanda* vocant, vehit, oportebit in Literis *Paſ-ſeportus* exprimi, atque deſignari ea loca, ad quæ id ge-

ANNO 1667. nus Merces devehendæ sunt; post quam exhibitionem ferutationi aut visitationi Naves, Mercesque non subjicientur, nec quicquam damni, moræ aut molestiæ isdem, quocunque sub prætextu objicietur.

VII. Quod si conflicterit Naves ad Subditos alterutrius Fœderati pertinentes, quæ ex toto vel ex parte Merce intercepta hujusmodi onerariæ sint, ad Portum quem hostilem aut ad loca inimicæ Ditioni subjecta destinari, Merx omnis ejusdemodi prohibita per Judicem competentem Fisco addicetur. Naves ipsæ & quod reliquum Mercimonii haud vetiti in iis erit, totum à Fisco liberantur, quæ permanebit.

VIII. Bona sive Merx quæcumque pertinens ad Subditos Fœderatorum alterutri, etiam illa, quam ex superiorum Paragraphorum Auctoritate permissam ac meritorum prohibitam esse constabit, in Navibus *inimicis* forte deprehensa, in prædam occupanti cedat, ac Fisco addicatur, ulla sine exceptione; Contra tutum omninò & immune à Fisco habeatur quicquid Navigiis ad Fœderati alterutrius Subditos pertinentibus concredetur, utcumque ea Parti alterutri inimicorum, exceptis solummodo Merce de *Contrabanda* ad Portum hostilem destinata, adversus quam procedatur per modos jam supra designatos, sed & *vectores* quoscumque quamvis Subditos inimicos Partis alterutrius, tutos navigare concedet, dum devehuntur aliquo in Navi Partis Fœderatæ hujus vel illius, nec eos inde avelli aut auferri licebit, exceptis tamen *Ducibus* sive Officialibus hostilibus.

IX. Denique D. D. Ordines statim post subscriptionem harum Tabularum mandabunt, ut Naves Mercque omnis ad Subditos *Successæ* Ditionis pertinentes, atque ex auctoritate Paragraphorum superiorum pro licitis habendæ, quas in potestate occupantium, aut in Custodia *Admiralitatis* Belgicæ liquebit etiamnum detineri, nec Fisco hactenus addictas esse, quasve occupari, postquam Pactis hisce jam subscriptum erit, contingat, quantocius Proprietariis restituantur.

X. Quantum verò attinet ad restitutionem Navium Merciumque quarumdam *Successarum*, quas per Sententiam solemnem Collegiorum rei maritimæ hive Admiralitatis per *Fœderatum Belgum* pro Jure captis habitas, ac proinde Fisco addictas esse constabit, cum nomine Regiæ Majestatis Sueciæ contendatur, urgaturque solemnes hasce Sententias sub fundamento minus stabili solidoque ac parum validis de causis, quæ per Patronos Fisci Admiralitatis in rem suam sint allegatæ, latas fuisse, curæ erit D. D. Ordinibus ut ejusmodi Sententiæ secundum Leges & Statuta Fœderati Belgii per *Revisionis*, quam vocant, formam, altiori, attentiorique indagini permittantur. Judicibusque *Admiralitatis* Ordinariis, alii extra ordinem, ut fieri consuevit, Judices periti, quique in partibus non sint, adjungantur. Quod si rationes nonnullas solidas in causam contingat proferri, quæ conducant ad revocandos *latorum revisionis*, aliorumvè defectuum negligentumvè decursus; post elapsum jam illi persequendæ tempus præscriptum, iis locum haud quaquam defore D. D. Ordines polliceantur.

Hisce Pactis subscriptum est per nos Legatum & Ablegatum Extraordinarios S. Reg. Majestatis *Sueciæ* ab una parte, à parte verò altera per nos Commissarios Celsitudinis D. D. Ordinum *Fœderati Belgii* Generalium, & de Pactis iisdem utrinque desitum in modum conveuit. Promittentes nos hinc inde hæc ipsa Pacta per Regiam Majestatem *Sueciæ*, ac Celsitudinem Dominorum Ordinum Generalium ratihabenda, ratihabitionemque hinc inde exhibendam ac tradendam fore intra spatium *trium mensium*. Cujus in rei fidem majorem manu nostra, nostroque Sigillo hoc Diploma sanciimus. Actum Hagæ-Comitum Anno 1667. die 11. Julii.

(L. S.) *Christoph. Delphicus* (L. S.) *J. van Gent.*
B. ac Comes à Dona. (L. S.) *B. d'Asperen.*
(L. S.) *Haraldus Appelboom.* (L. S.) *Johan de Wit.*
(L. S.) *M. van Crommon.*
(L. S.) *J. Hoolck.*
(L. S.) *E. van Bootsma.*
(L. S.) *W. Reyer.*
(L. S.) *J. Isbrandt.*

Articuli separati.

QUandoquidem Paragrapho *quarto* Conventionis prævia, hodie inter Dominos Legatum & Ablegatum Reg. Majest. *Sueciæ* extraordinarios, Celsitudinisque D. D. Ordinum Generalium *Fœderati Belgii* Commissarios conclusæ generatim statutum sit, in veritatum Mercium, quas *Contrabandas* vocant, numerum referendum non esse, quicquid ad Naves construendas instruendasve conducit, cujus sunt notæ, *Cannabis, linteamen velis nauticis aptum, Picis, tam liquidæ quam aridæ* omne genus, *Malli, Trabes, lignum incurvum, tabulæ natales, rudentes, ancoræ* earumque partes quælibet, sed ea omnia à Fœderati alterutrius Subditis libere transportari posse, etiam ad eas Nationes quibuscum Fœderatorum alter Bello jam implicitus est, vel cui posthac Bello implicari forte contingat. At verò quando R. Majest. *Sueciæ* plena jam nunc gaudet Pace, nec ulla omnino deprælitur cum Gente, contraque *Fœderati Belgii* Respublica cum *Britannorum* Rege Bello decertat navali, atque hanc ob causam D. D. Ord. declarant durante hoc rerum statu permitti aut indulgeri abs sese nequaquam posse, ut ne inter Mercem *illicitam* habeatur, ac proinde Fisco prædamque non ut obnoxium omne id, quod ad construendas instruendasve Naves bellicas referri potest, ut sint *Cannabis, linteamen velis nauticis aptum, Picis tam liquidæ quam aridæ omne genus, Malli majores, Trabes majores, lignum incurvum, Tabulæ natales generales, rudentes majoris generis, majores anchoræ*, earumque partes quælibet, quotiescunque hæc omnia aut singula devehentur in loca Ditionis *Britannicæ*, utpote Instrumenta præcipua, per quæ à *Britannis-Fœderato Belgio* damnum vel maximè infertur. Itaque ut de vero ac genuino illius Paragraphi *auctoritatis* sensu constet, invicem placuit atque decretum est, licitum nullatenus fore, modo designatas Merces, quæ ad Naves bellicas construendas instruendasve requiruntur, in Portus aliave loca sub Imperio Magnæ *Britanniæ* Regis constituta per omne Belli hujusce Britannici tempus subvehere, ac D. D. Ordinibus jus potestatemque manere, earum quamlibet, quandocunque illuc devehi deprendentur, intercipiendi ac Fisco addicendi. Ad quascunque autem alias Gentes, quibuscum *Fœderatorum* utcunque Pacis, Amicitiæ vel Neutralitatis jura exercet, Merces hasce ipsas & Navale Instrumentum omne libere ac tuto devehere permissum erit.

II. Cum autem nomine S. Reg. Majest. *Sueciæ* expositum sit, hæc præsentis Belli Anglo-Belgici occasione evenire frequenter, Naves *Successas* in *Fœderati Belgii* Ditionem appulsas Sociis Navalibus privari, qui mutuoribus forte aut stipendiis mentituis aliquanto largioribus invitari alibi operam suam addicant, unde incommodi non parum ad *Successarum* Navium Magistros, discessium molicutes redundet, cum haud liceat illis per edicta D. D. Ordinum, novos ex *Fœderati Belgii* Incolis Socios Navales loco elaborantium eligere, sibique adsciscere; Ea propter D. D. Ordines, quo palam faciant R. S. M. affectum suum *Successæ* Navigationis commoda promovendi, promittunt, si quando Navium *Successarum* Magistri offenderint, Socium Sociosve suos Navales fugitivos operam fusm *Fœderato Belgio* addixisse, ac sub hujus vel istius Navis Belgicæ Præfecto reipsa stipendia meruerit, de rigore Edictorum suorum remissuros, Navimque *Successarum* Magistris potestatem facturos, Socios Navales alios pari nomine in locum fugitivorum horum deligendi, obsequiisque suis addicendi.

III. Præterea ne impensæ Judicii *Revisorii*, quod beneficio Paragraphi decimi modo dictæ *Conventionis prævia* instituì poterit, eorum, quorum interesti singulis nimis graves sint, vel quemquam à perfequendo jure suo deterreant, promittunt iidem D. D. Ordines fese Causas eorum omnes, quibus Diplomata *Revisionis* indulserunt, iisdem Judicibus extra ordinem deligendis Judicibusque Admiralitatis Ordinariis adjungendis, junctim decidendas commissuros.

Pacta hæc ejusdem roboris fore cum reliquis modo dicta Conventione prævia comprehensis, eademque fide præstanda, ac eodem tempore à Dominis Superioribus respective nostris ratihabenda spondemus. Cujus in rei fidem majorem manu nostra, nostroque Sigillo Tabulas hasce fancivimus. Actum Hagæ Comitum die 16. Julii 1667.

(L. S.) *Christoph. Delphicus* (L. S.) *J. van Gent.*
B. ac Comes à Dona. (L. S.) *B. d'Asperen.*
(L. S.) *Haraldus Appelboom.* (L. S.) *Johan de Wit.*
(L. S.) *M. van Crommon.*
(L. S.) *G. Hoolck.*
(L. S.) *E. van Bootsma.*
(L. S.) *W. Reyer.*
(L. S.) *J. Tibrandi.*

XVI.

Digitized by Google

ANNO 1667. XVI.

18 Juill. *Traité de confirmation de Paix entre* CHARLES XI. *Roi de Suede, & ci-devant Comte de* DEUX-PONTS, *d'une part, &* LES PROVINCES-UNIES, *Etat de la Haye, le* 18 *Juillet*, 1667. (ATTEMA, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XIII. pag. 487. Il ne faut pas tirer cette Piece, qui se trouve aussi dans le *Dictium Europæum*. Contin. XX. Appendix. pag. 39.)

SERENISSIMI ac Potentissimi Principis ac Domini, Domini *Caroli*, Sueonum, Gothorum, Vandalorumque Regis, & Principis Hæreditarii, Alterius Principis Finlandiæ, Ducis Scaniæ, Ethoniæ Livoniæ, Carelie, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandalorum, Principis Rugiæ, Domini Ingriæ & Wismariæ, nec non Comitis Palatini Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducis, Legatis extraordinariis, Viris Magnificis, Consiliariis Regiis Consistorianis & Cancellariis, Burgravio & Comite in *Dona*, Hæreditario Dominis in Carwitzen, Schmitzen, Burgberg, Stockenfels, & Liebstach, S. R. M. Sueciæ Delegatis extraordinariis, & Consiliariis Aulicis *Hermanno Appelboom*, Hæreditario de Soderhil; Nec non Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii ad hanc actum specialiter Deputati Commissarii *Johan Baro de Gent*, *Plenipot. Jacobus van den Bortelaer*, *Baro d'Asperen*, *Johan de Witt*, Consiliarius & Pensionarius Hollandiæ & West-Frisiæ, *Joannes Kien*, *Gysbertus vander Hoolck*, Senator atque Exconsul Ultrajectinus, *Everardus Bortman*, *Everwyn van Wenthem* J. U. D. & *Johan Tirants* Senator Groninganus, respective Deputati Ordinarii ad Consilium Ordinum Generalium Fœderati Belgii nomine Provinciarum Geldriæ, Hollandiæ, Westfrisiæque, Zelandiæ, Ultrajecti, Frisiæ, Transisulaniæ, & Groningæ Omlandisque. Notum testaturique facimus, quod licuit S. Reg. M. Prædecessoribus Regibus *Sueciæ*, & Celsitudini Dominorum *Ordinum Generalium* Fœderati Belgii cunctans semper fuit propositum, ac propensissima voluntas stabiliendi atque promovendi veterem illam amicitiam atque necessitudinem quæ à multis retro annis inter eos viguit, ac magno utriusque Subditorum commodo arctioribus aliquot Fœderum vinculis firmata fuit; Nec non si herba opprimendi atque compescendi omnes difficultates atque controversias, quæ prout variæ sunt rerum humanarum vicissitudines, subsidere cuique fuerunt, quo fons & perpetuum dictæ Amicitiæ, Fœderisque vigor confiaret atque conservaretur, ita etiam imprætermissum Domini ac Superiores respective nullis laudabili majorum atque Prædecessorum fuorum instituto inhiterit & reverenti, tribuque in mandatis dederint, or examinatis probeque perpensis omnibus iis, quæ S. R. M. *Sueciæ* ac Celsitudo D. D. Ordinum Generalium *Fœderati Belgii*, pro Jure Amicitiæ ac vigore Fœderum à fele invicem deiderare profitentur, eo consilia nostra dirigeremus, quo dicti Dominorum atque Superiorum nostrorum votis satisfieret, atque ut statueremus & decerneremus omne id, quod in tuendo hocce rerum statu bono communi conducere judicaremus. In cum itaque finem congressi, mara rta instituta deliberatione, & exhibitis Procuratoriis vigore Potestatis nobis per ea concessæ, in sequenta Capita conclusimus & convenimus.

I. Inprimis quidem fit ac maneat in perpetuum inter Serenissimum ac Potentissimum Regem Sueciæ, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii, eorumque respective Regna, Ditiones, Provincias, ac Subditos, fubiatis & abolitis omnibus controversiis & simultatibus, priftina, vera, fida, ac constans amicitia & necessitudo ardisiima; sint isidem ac manent in plenissimo vigore antiqua Fœdera & Pacta inter S. R. M. Sueciæ & Celsitudinem Dominorum Ordinum Generalium *Fœderati Belgii* annis respective 1640. *Holmiæ*, 1645. *Suderoræ*, & 1667. *Elbingæ* in Borussia concluta, cum omnibus eorundem Articulis, tanquam præcipuam & firmorum filius amicitiæ & necessitudinis arctioris fundamentum & vinculum.

II. Quo autem de fida filius amicitiæ, & confidentiæ sincere ferioque fervandæ cultu, deque effectu & reali præstatione eorum, quæ in supradictis Fœderibus inviceu promissa sunt, Serenissimus ac Potentissimus Rex Suecia, & Celsi ac Præpotentes D. D. Ordines Generales *Fœderati Belgii* animo certi esse possint, mutuoque sibi habere eam quam par est fiduciam, ultro citroque promittunt, quæ infrascripta Fœderum, Pactorum & praditorum Societatum, vel quorum nomine hæc facta sunt, quæ iterum ea in omnibus tria Articulis & Capitibus hisce inserta subsumpsisse pollicentur.

III. Quandoquidem nunc Lyncl dictus Pensionarius S. R. M. Sueciæ & Commissarius Dominorum Ordinum Generalium *Fœderati Belgii*, die 11. Septembris Anni 1666. *Elbingæ* in Borussia functus, declaraverit velle nobis *Electionem* Ideisgeandi die 25. Augusti Anni 1697. concludas tractatuique de eodem actum inita S. R. M. potius nunc convenit differre quam, Celsisque ac Præpotentibus D. D. Ordinum dictum 1666. proxime elapso placuit eandem Regi assumere, adeoque inter Suæ Majest. Commissarios ac Partes ad Belgici tempore in Suecorum curia ordinis Deputatos, eo de re jam tum conventi, literas quo ultro Fœderatorum utrinque Consilia scripsum quo celebrarentur, omnino subsequatur, placuit Contrahentes hacce inutuis eadem sanciire, ubinique Tractatum *Elbingensis* nihilominus vigor suus in omnibus filiatus atque ipsa ut confiet atque conservetur, prout verus ac genuinus verborum eyus sensus dictat atque præscribit.

IV. Vigeat præterea liber Navigationis ac Commercium usus, ura priorum Fœderum tenorem factaque impera de *vexterna Mercium*, quas *Contrabande* vocant, desiguatione, aliisque eò pertinentibus negotiis die 6. *Julii* ft. vet. proxime elapsi concluta, eaque de quibus plenior de re maritima Tractatu quam primum fanciendo specialius conveniebit.

V. Contro erfit autem quæ inter S. Reg. Majest. *Sueciæ* ejusque Privilegio inilructam Societatem *Sueco-Africanam* & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales *Fœderati Belgii*, eorumque itidem Privilegio munitam Societatem Generalem *Indiæ Occidentalis* ejusque Fœderati Belgii obortæ fuerunt de proprietate quorundam locorum & nominatim Fortalitii *Cabo Corso in Guinea* Africæ Littoræ sti, & de Commerciis quæ iisdem in Locis exercentur tiec non de Navi quafam *Christina* nuncupata, in dictis Oris capta ac subhallata, compositæ atque fopitæ funt modo & conditionibus sequentibus.

Ac primo quidem Serenissimus ac Potentissimus Rex *Sueciæ*, ejusdemque Societas *Sueco-Africana* fuo quisque nomine renunciabunt, quemadmodum hisce præsentibus renunciant omnibus omnino ad viribus & præsensionibus, quæ ab iis in hanc usque diem in Societatem *Indiæ Occidentalis* Fœderati Belgii, circa dictum Fortalitium *Cabo Corso*, & dictam Navim *Christinam* instituta vel motæ sunt, qualescunque illæ sint aut quo nomine instituta fuerint, vel fuisse possint; sicut ab altera quoque parte Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales *Fœderati Belgii*, & eorum Privilegio munita Societas *Indiæ Occidentalis* renunciant etiam omnibus actionibus & præsensionibus, quas ab iis aut ab ea in dictam Societatem *Africanam* motæ sunt aut moveri possent, qualescunque ea sint, sine ulla exceptione.

Secundo fummè memoratus Rex *Sueciæ* dictaque ejusdem Societas *Sueco-Africana* attementoratis D. D. Ordinibus Generalibus, dictaque Societati *Indiæ Occidentalis* Fœderati Belgii cedunt, & in eos transferunt omne Jus, possessionem, actionem & Prætensiones, quas S. Reg. Maj. *Sueciæ* aut ejusdem Societas *Sueco-Africana* aut re vera habuerunt, aut se habere potuerunt in Fortalitium, situm in Promontorio *Cabo Corso* nominato, at & omne Jus ab eo dependens, nec non omnia reliqua Fortalitia & receptacula in *Guinea* in Africæ Littore sita, cum omnibus Juribus ab iis dependentibus, cum hac renunciatione speciali, quod nec altissimè memorato Regi, nec ejusdem Societati *Africanæ*, nec etiam reliquis ejusdem Coronæ Subditis ad dictum Fortalitium dictaque receptacula, locaque ab iis dependentia, navigare, aut ibidem Commercium gratia appellere licebit, directè vel indirectè, & quod S. Reg. Majest. dictaque Societas *Sueco-Africana* neutri omnino nec Subditis nec advenis, ut ad dicta Loca navi-

ANNO 1667.

ANNO 1667. nas igent, neque auctores erunt, neque permittent, neque etiam eos protegent.

Tertio, quod Navis dicta *Christina* cum fua merce, & cum fuis Dependentiis cedet dictæ Societati Angl. Occidentalis *Foederatæ Belgii*, & eum in finem Sacræ S. Regiæ Majeft. renunciat tam fuo nomine, quam nomine dictæ Societatis *Sacra Africana*, & reftituet tam navium quorum intereft, & quibus in dictam Navem, & in Merces, quibus onerata erat, cum omnibus Dependentiis, aufquod jus erat, competit & illi dictæ Societatis *Insulæ Occidentalis* Foederati Belgii.

Quarto & poftremo hac de caufa perfolventur *Auxiliadones* ei vel fis, quos dicta Regia Majeft. ad id requiret, *eodem & quadraginta millibus Imperialium* ut ftatur, vulgo de Banco dictorum, fimul ac hinc Litteæ fubfcriptionis, & earum Ratihabitiones in debita forma ad invicem & communicatæ erunt.

VI. Controverfias autem, quæ inter Societatem *Sacra-Africanam* & Indiæ Occidentalis Foederati Belgii intercedunt, ratione damnorum quæ ibi à fefe invicem in *America* illata effe prætenduntur, fecundum Jufticiæ & æquitatis regulas cum dicta S. R. M. Amicifimo *Duce Courtri* quamprimum examinandas, ac fuper tranfigendum, Partique latæ eius ejusque & hinc mora latisfactionem effe, ftatutum atque decretum eft.

VII. Quod attinet *Subfidia* quæ Sereniffimus ac Potentiffimus Rex *Succiæ* tenore Pactorum fuperiorum temporibus priorum hactenus à *Foederato Belgio* poftulavit, alia quæ prætenfiones quascunque quæ eidem vel quocunque alio fub titulo aut prætextu moveri vel inftitui poffint, S. R. M. evidenti figno teftari defiderans, quanti faciat amicitiæ antiquæ cum *Foederato Belgio* reftaurationem & coalitionem, obtinere decrevit, fecuti & hoc ipfo declarat fefe dictis poftulatis & prætenfionibus omnibus renunciaturam, quemadmodum iis omnibus vigore præfentium pro fe & Succeffo ribus fuis, penitus & in perpetuum renunciat, ita ut nullo modo in pofterum à parte Regis Regnique *Succiæ* urgeri poffint vel debeant.

VIII. Viciffim quod attinet *auxilia*, quæ Celfi ac Præpotentes *Domini Ordines* Generales Fœderati Belgii à Sereniffimo ac Potentiffimo Rege Succiæ hactenus effagitaverunt, aliasque prætenfiones quascunque, quæ eidem vel alio quocunque fub titulo aut prætextu moveri vel inftitui poffent, Domini Ordines confimili evidentia teftari deliberantes, quanti faciant amicitiæ antiquæ & neceffitudinis arctioris, cum S. R. M. Regnoque Succiæ nexum, validè decrevêrunt, ficuti & hoc ipfo declarant, fefe dictis poftulatis & prætenfionibus omnibus renunciaturos, quemadmodum iis omnibus vi ac vigore præfentium penitus & in perpetuum renunciant, ita ut nullo modo in pofterum à parte *Foederati Belgii* urgeri poffint vel debeant.

IX. Quamvis autem, ut omnem omnino in futurum diffidentiæ anfam præcideremt, amoverentque omne id quod priftinæ confidentiæ reddere poffet priora modo obeffe poffet, Sereniffimo ac Potentiffimo Regi Succiæ, Celfifque ac Præpotentibus D. D. Ordinibus Generalibus Foederati Belgii, proxime præcedentibus Paragraphis renunciare placuerit omnibus iis univerfum prætenfionibus, quæ quocunque fub titulo aut prætextu utrinque moveri vel inftitui poffent, nemtem tamen fuam neutiquam effe declarant generali illhac renunciatione præjudicium alio modo facere privatis Subditorum utrinque fuorum actionibus, Juribusque, five, quæ nomine publico vel privato fibidem legitime debentur, ac vero prout tunc, ibidem quam primum fefe fatisfacturos, & ut à Subditis fuis fatisfiat curaturos: Jus quoque iisdem fecundum Leges & Pacta fine ambagibus, ullove refpectu integre ut reddatur, redditumque fine ulla procraftinatione aut mora executioni ut mandetur, operam daturos. In negotio autem inter *Genui Ducatum* & *Cruciatos* controverfo terminando, obfervabitur id, de quo partim jam convenit, & poftiac conveniet ulterius.

Pacta hæc bona fide præftanda, atque à S. R. M. Succiæ, & Celfitudine Dominorum Ordinum Generalium *Foederati Belgii* rata habenda, ratihabitionesque hinc inde intra fpatium *trium* menfium exhibendas atque tradendas fore promittimus. In cujus rei fidem majorem nos fuprafcripti Sereniffimi ac Potentiffimi Regis Succiæ Legatus & Ablegatus extraordinarius; Nosque Celfiorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Com-

[illegible] Sigilla Tabulis [illegible] Anno Regni Succiæ Anno 17. [illegible] 1667.

(L. S.) [illegible] (L. S.) *Jean Gyllenstierna*
(L. S.) [illegible] (L. S.) *B. d'Asperen*
(L. S.) [illegible] (L. S.) *Johan Hein*
(L. S.) *Hendrick Appelman.* (L. S.) *Johan Kien.*
(L. S.) *G. Hamel.*
(L. S.) *E. van Beverningk*
(L. S.) *Ev. van Benthem*
(L. S.) *J. Hinnani.*

ANNO 1667.

XVII.

Traité (1) *de Paix entre* LOUIS XIV. *Roi de France & de* CHARLES II. *Roi d'Angleterre, par lequel Sa Majeſté T. C. reſtitue aux Anglois, la partie de l'Iſle de* St. Chriſtophle *qu'ils poſſedoient avant l'année* 1665; *comme auſſi les Iſles d'Antigoa & Montſarat, & toutes les autres Iſles & Terres, places & droits qui pendant la Guerre, en échange deqoi Sa Majeſté Britannique reſtitue au Roi T. C. l'Acadie, & toutes les Iſles & Forteresſes qu'il poſſedoit avant l'année* 1665. *Fait à Breda le* 31. *Juillet* 1667. *Avec le* POUVOIR *du Roi T. C. donné à Verſailles le* 15. *Avril* 1667. *Celui du Roi Britannique donné à Weſtminſter le* 15. *Avril* 1667. *La* RATIFICATION *du Roi T. C. donnée à Audenarde le* 8. *jour d'Août* 1667. *Et l'Acte de la Publication de la Paix, fait à Breda le* 31. *d'Août* 1667. [Recueil de LEONARD Tom. V. d'où l'on a tiré cette Piece, qui le trouve auſſi dans les Lettres & Memoires du Comte d'ESTRADES. Tom. IV. pag. 399. dans AITZEMA, *Saaken van Staet en Oorlogh.* Tom. XIII. pag. 155 en Latin, dans le *Theatrum Pacis.* Tom. II. pag. 452. en Latin & en Allemand, dans le *Diarium Europæum* Continuat. XX. in Append pag. 62. en Latin; & dans LONDORPII *Acta publica* Tom. IX. pag. 518. en Allemand.]

A TOUS ceux en general, & à chacun en particulier, qui ſont intereſſez, ou qui le pourront être en quelque façon que ce ſoit. L'on ſait à ſçavoir; Qu'après que la Guerre s'eſt allumée entre le Sereniſſime & Très-Puiſſant Prince LOUIS XIV. Roi de France & de Navarre, d'une part; & le Sereniſſime & Très-Puiſſant Prince CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne, d'autre, à l'occaſion de la Guerre qui eſtoit entre lui Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & Hauts & Puiſſants Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, les affaires ont eſté enfin reduites à ce point par la Bonté divine, que l'on a conceu des penſées de faire la Paix, le Sereniſſime & Très-puiſſant Prince Charles Roi de Suéde, des Goths & Vandales ayant interpoſé les bons & ſinceres offices de la Mediation, porté d'un amour & affection particuliere qu'il a pour les Rois ſuſpommez qui ſe ſoûtiennent la Guerre & pour leurs Royaumes, & auſſi pouſſé du zele qu'il a pour le ſalut de la Chrétienté, & pour y retablir & conſerver le repos & la tranquillité: Et que pour parvenir à cette fin, les Parties d'un mutuel conſentement & accord, ont pris & nommé la Ville de Breda pour le lieu de l'Aſſemblée des Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires. Pour l'avancement de laquelle affaire & negociation, & pour la conduire à la perfection

(1) Ce Traité fut fait en Latin, mais deux raiſons ont fait preferer la Copie Françoiſe qu'on en donne aux Copies Latines du *Traitement Paix & d'accord*, l'une qu'ayant été publié à Paris par ordre du Roi & imprimé avec Privilege chez ſon Imprimeur ordinaire, elle eſt par conſequent authentique; & l'autre qu'après l'avoir conferée à une Copie manuſcrite, qui ſe garde dans les Archives de l'Ambaſſade d'Angleterre à la Haye, on l'a trouvée entierement ſemblable.

ANNO 1667. tant souhaitée, les Ambaſſadeurs extraordinaires de ſa Sacrée Royale Majeſté de Suede, le Sr. GEORGE FLEMMING, Ilve Baron de Liebeſtz, Seigneur de Norman & Lindinge, Senateur de la Sacrée Royale Majeſté & du Royaume de Suede, & Conſeiller de la Chancelerie; & le Sr. CHRISTOPHE DELPHIQUE, Burgrave & Comte de Dhona, Seigneur Heredittaire de Carlsbiden, Schlosbiden, Bourgdauff, Sneekenfelts, & Filchbach, Maréchal de Camp dans les Affaires de la Guerre, & encore le Seigneur PIERRE JULES COYET, Seigneur Heredittaire de Beuges-hoeh & Grancebygard, Chevalier, Conſeiller d'Etat Aulique de ſa Sacrée Royale Majeſté & de la Chancelerie (qui toutefois peu de tems après ſon arrivée en ce lieu a eſté prévenu de mort inopinée, lors qu'il eſtoit occupé & qu'il travailloit à un ouvrage fi digne) ont employé avec promptitude & ſincerité toute leur induſtrie, adreſſe & prudence. Et pareillement les Rois ci-deſſus nommez tendant à une ſi bonne fin, ont commis & deputé pour traiter l'accommodement de la Paix leurs Ambaſſadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires; à ſçavoir le Roi Tres-Chrétien, le Sr. GODEFROY D'ESTRADES, Lieutenant Général dans les Armées de Sa Majeſté, Gouverneur de Dunkerke, Maire perpetuel de Bordeaux, Vice-Roi de l'Amerique, Chevalier des Ordres de la Sacrée Royale Majeſté; & le Sr. HONORÉ COURTIN, Conſeiller d'Etat de ſa Sacrée Royale Majeſté, & Maître des Requeſtes: Et le Roi de la Grande Bretagne, le Sr. DENZEL HOLLES, Baron d'Ifeild, Conſeiller de la Sacrée Royale Majeſté & le Sr. HENRY COVENTRYE, Fils de Tres-honoré Seigneur Thomas Coventrye, Garde Garde du Grand Sceau d'Angleterre, Gentilhomme Privé de la Chambre de ſa Sacrée Royale Majeſté, Senateur dans le Conſeil ſuprême ou Parlement d'Angleterre, & Commiſſaire pour l'adjudication des Terres du Royaume d'Irlande. Lesquels aprés avoir échangé & communiqué entre eux les Lettres de leurs Plein-Pouvoirs, dont les Copies ſont inſerées de mot à mot à la fin du preſent Traité, ont d'un commun accord & conſentement fait le Traité d'Amitié & Confederation aux conditions ſuivantes.

ANNO 1667.

PREMIEREMENT. Il y aura Paix univerſelle, perpetuelle, vraye & ſincere amitié entre le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince le Roi Tres-Chrétien, & le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince le Roi de la Grande Bretagne, leurs Heritiers & Succeſſeurs, & auſſi entre leurs Royaumes, Etats & Sujets; laquelle Paix ſera ſincerement & inviolablement gardée & obſervée, en ſorte que l'un faſſe ce qui ſera pour l'utilité, honneur & bien de l'autre; & que de part & d'autre l'on vive comme voiſins qui ont confiance reciproque; & qu'entin l'ancienne amitié reprenne force & vigueur.

II. Toutes les inimitiez, hoſtilitez, diſcordes, & Guerres entre les ſusnommez le Roi Tres-Chrétien, & le Roi de la Grande Bretagne, ceſſeront & demeureront abolies: en ſorte que l'un & l'autre s'abſtiendront à l'avenir de ſe piller, dépreder, de ſe faire tort ou injure, de ſe moleſter & inquieter en quelque maniere que ce ſoit, par Terre ou par Mer, ou dans les Rivieres en quelque part du Monde que ce puiſſe être, & principalement dans l'étenduë & détroit de leurs Royaumes, Terres, Seigneuries, & Lieux quels qu'ils puiſſent être.

III. Seront oubliées toutes les offenſes, injures & dommages que le ſusnommé Seigneur Roi Tres-Chrétien, ſes Sujets, ou le ſusnommé Seigneur Roi de la Grande Bretagne & ſes Sujets, auront receus & ſoufferts l'un de l'autre pendant cette Guerre. De façon que pour quelque cauſe que ce ſoit, l'un ou l'autre & leurs Sujets ne ſe feront à l'avenir, ni ne commanderont ou ſouffriront qu'il ſe faſſe aucuns Actes d'hoſtilité & d'inimitié, & qu'on ſe donne de l'empêchement ou du trouble.

IV. La Navigation & le Commerce ſeront libres entre les Sujets des deux Seigneurs Rois, comme auparavant durant la Paix, & avant la declaration de la derniere Guerre: en ſorte que tous puiſſent librement & ſans aucun trouble, aller avec leurs Marchandiſes dans les Royaumes de l'un ou de l'autre, leurs Provinces, Places de Commerce, Ports & Rivieres, & y demeurer & negocier.

V. Les Priſonniers de part & d'autre, nul excepté, de quelque dignité ou qualité qu'ils ſoient, ſeront ſans aucun retardement delivrez, ſans payer aucune rançon en argent ou autrement; à la charge qu'ils payeront ce qu'ils pourront devoir legitimement pour leur nourriture ou pour autre choſe.

ANNO 1667.

VI. Tous les Edits & Arrests que l'une des Parties aura publiez contre la liberté de la Navigation ou du Commerce, au préjudice de l'autre, à raiſon de la preſente Guerre, ſeront abrogez de part & d'autre.

VII. Le Roi Tres-Chrétien rendra au Roi de la Grande Bretagne, ou à ceux qui auront pouvoir & mandemens de lui, dedement ſcellé du grand Sceau d'Angleterre, la partie de l'Iſle S. Chriſtophe, que les Anglois poſſedoient le premier jour de Janvier 1666. avant la declaration de la derniere Guerre, & la reſtitution s'en fera le plutoſt qu'il ſera poſſible, ou au plus tard dans ſix mois, à compter du jour de la ſignature du preſent Traité: Et pour cet effet le ſusnommé Roi Tres-Chrétien, incontinent aprés qu'il l'aura ratifié, donnera ou fera donner au ſusnommé Seigneur Roi de la Grande Bretagne, ou à ſes Officiers qu'il commettra pour cela tous les Actes & Mandemens neceſſaires, expediez en bonne & deuë forme.

VIII. Si toutefois que qu'un des Sujets dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne a vendu les Biens qu'il poſſedoit en cette Iſle, & qu'il ait receu le prix de la vente, il ne rentrera point en poſſeſſion en vertu du preſent Traité, & ils ne lui ſeront reſtituez, qu'aprés qu'il aura réellement & de fait remboursé & rendu l'argent qu'il aura receu pour le prix.

IX. Que s'il eſtoit arrivé (ce qui toutefois n'a point eſté ſceu jusques ici) que les Sujets du Roi Tres-Chrétien euſſent eſté chaſſez de cette Iſle de S. Chriſtophe par les Sujets du ci-deſſus nommé Roi de la Grande Bretagne, avant la ſignature du preſent Traité, ou depuis; les choſes toutefois ſeront rétablies au même eſtat qu'elles eſtoient au commencement de l'année 1665. (c'eſt-à-dire avant la declaration de la preſente Guerre qui ſe termine) & le Roi de la Grande Bretagne, à l'inſtant que la choſe ſera venuë à ſa connoiſſance, mettra ſans differer ni retarder, ou commandera que l'on mette entre les mains du Roi Tres-Chreſtien, ou de ſes Officiers qui ſeront par lui commis, tous les Actes & Mandemens expediez en bonne & deuë forme, neceſſaires pour faire executer la reſtitution.

X. Le ci-devant nommé Seigneur le Roi de la Grande Bretagne, reſtituera auſſi & rendra au ci deſſus nommé Seigneur le Roi Tres-Chrétien, ou à ceux qui auront charge & Mandement de la part, ſcellé en bonne forme du grand Sceau de France, le Pays appellé l'Acadie, ſitué dans l'Amerique Septentrionale, dont le Roi Tres-Chrétien a autrefois joui. Et pour executer cette reſtitution, le ſusnommé Roi de la Grande Bretagne, incontinent aprés la Ratification de la preſente Alliance, fournira au ſusnommé Roi Tres-Chrétien, tous les Actes & Mandemens expediez deuëment & en bonne forme, neceſſaires à cet effet, ou les fera fournir à ceux de ſes Miniſtres & Officiers, qui ſeront par lui deleguez.

XI. Si quelques-uns des Habitans du Pays appellé l'Acadie, preferent de ſe ſoumettre pour l'avenir à la domination du Roi d'Angleterre, ils auront la liberté d'en ſortir pendant l'eſpace d'un an, à compter du jour que la reſtitution de ce Pays ſera faite; & de vendre & aliener leurs Fonds, Champs & Terres, Bleſtives & en general tous leurs Biens, meubles & immeubles, ou en diſpoſer autrement à leur diſcretion & volonté: Et ceux qui auront contracté avec eux ſeront tenus & obligez par l'autorité du Sereniſſime Roi Tres-Chreſtien, d'accomplir & executer leurs Pactions & Conventions. Que s'ils aiment mieux emporter avec eux leur Argent comptant, Meubles, Uſtanciles & emmener leurs Eſclaves, & generalement tous leurs Biens mentbles, ils le pourront faire entierement ſans aucun empêchement ou trouble.

XII. Le Roi Tres-Chrétien reſtituera auſſi au Roi de la Grande Bretagne, en la forme ci-deſſus declarée, les Iſles appellées Antigoa & Montſarat, ſi elles ſont encore à preſent entre ſes mains; & encore toutes les Iſles, Pays, Forteresſes, & Colonies, qui peuvent avoir eſté conquiſes par les Armes du Roy Tres-Chreſtien, devant ou aprés la ſignature du preſent Traité, & qui eſtoient poſſedées par le Roi de la Grande Bretagne, avant qu'il eût commencé la Guerre (qui ſe termine par ce Traité) contre les Eſtats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas. Et reciproquement le Roi de la Grande Bretagne reſtituera & rendra au Roi Tres-Chrétien, en la forme ci-deſſus exprimée, toutes les

ANNO 1667. Iſles, Païs, Forteresſes & Colonies, en quelque part du Monde qu'elles ſoient ſituées, qu'il poſſedoit avant le premier jour de Janvier de l'an 1665. & qui auront pû eſtre priſes par les Armes du Roi de la Grande Bretagne devant ou aprés le preſent Traité ſigné.

XIII. Si quelques uns des Eſclaves, qui ſervoient aux Anglois, Habitans de la partie de l'Iſle S. Chriſtophe, qui appartenoit au Roi de la Grande Bretagne, & auſſi des Iles d'Amigoa & Monſarat, qui ont eſté priſes par les Armes du Roi Tres-Chreſtien, veulent retourner une autre fois ſous la domination des Anglois (ſans toutefois qu'ils y ſoient forcez ou contraints) il leur ſera permis de le faire dans le terme de ſix mois, à compter du jour que ces Iſles ſeront rendues. Que ſi les Anglois avant que d'en ſortir avoient vendu quelques Eſclaves, & qu'ils euſſent receu le prix de la vente; ils ne ſeront point rendus & remis entre leurs mains, ſi ce n'eſt en remboursant & rendant le prix qu'ils en auroient receu.

XIV. Semblablement, ſi quelques uns des Sujets du Roi de la Grande Bretagne (qui ne ſont point de la condition d'Eſclaves) s'étoient obligez comme Mercenaires à ſervir de Soldats, ou de Colons & Laboureurs, ou en quelque autre qualité, ſoit au Roi Tres-Chrétien, ſoit à quelqu'un de ſes Sujets demeurans dans ces Iſles, moyennant des gages payables par années ou par mois, ou à la journée: Telles Pactions & Conventions d'obligation & de loüage ceſſeront aprés la reſtitution des Iſles, en payant les gages à ceux qui ſe ſeroient engagez de la ſorte, à proportion de leur peine & travail. Et ils auront la liberté de retourner avec ceux de leur Nation, & de vivre ſous la domination du Sereniſſime Roi de la Grande Bretagne.

XV. Tout ce qui a eſté conclu & arreſté touchant les Iſles ci-deſſus nommées, & les Sujets qui les habitent, eſt auſſi entendu pour conclu & arreſté touchant toutes les Iſles, Forteresſes, Pays, Colonies, Sujets & Eſclaves qui y ſont leur demeure, que le Roi Tres-Chreſtien aura priſ & conquis, ou dont il ſe rendra le Maiſtre par ſes Armes, avant ou aprés que le preſent Traité aura eſté ſigné, pourveu que le Roi de la Grande Bretagne en ait eſté le Poſſeſſeur, avant qu'il commençait la preſente Guerre (qui finiſt par le preſent Traité) contre les Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas. Et reciproquement le même eſt entendu au regard des Iſles, Païs, Forteresſes, Colonies, Sujets & Eſclaves qui y demeurent, qui auront eſté en la poſſeſſion du Roi Tres-Chreſtien avant le premier Janvier 1665. & que le Roi de la Grande Bretagne ſe ſera rendu Maître, ou ſe rendra avant ou aprés la ſignature du Traité.

XVI. Toutes Lettres, tant de repreſſailles, que de marque ou contremarque, qui jusques ici, pour quelque cauſe & ſujet que ce puiſſe être, ont été delivrées de part & d'autre, demeurent nulles, caſſées & ſans effet, & ſeront renuës pour telles, & à l'avenir nul des deux Seigneurs Rois n'en delivrera de ſemblables contre les Sujets de l'autre, ſi au prealable il n'apparoit manifeſtement du deni de Juſtice: Ce qui ne pourra apparoître & être reçu pour conſtant & indubitable, ſi la Requeſte & ſupplication de celui qui demande telles Lettres de repreſſailles n'a eſté montrée & preſentée au Miniſtre ou Officier, qui ſe trouve ſur le lieu de la part du Roi, contre les Sujets duquel il en pourſuit l'obtention, afin que dans le terme de quatre mois, ou plutoſt, celui-ci puiſſe informer les contraires, ou faire en ſorte que le Defendeur ſatisfaſſe au Demandeur & pourſuivant. Que ſi en ce lieu-là il ne ſe trouve aucun Miniſtre ou Officier du Roi, contre les Sujets duquel on demande Lettres de repreſſailles, l'on n'en donnera point qu'aprés les quatre mois expirez, à compter du jour que la Requeſte tres-humble aura eſté preſentée & montrée au Roi, contre les Sujets duquel on les demande, ou à ſon Conſeil Privé.

XVII. Et pour retrancher toute matiere de contention, Procez, & debats qui pourroient eſtre meûs à cauſe de la reſtitution des Vaiſſeaux, Marchandiſes, & autres choſes qui tiennent nature de meubles, qui aprés la Paix conclud & ſignée & avant qu'elle puiſſe parvenir à la connoiſſance de ceux qui ſont en des Pays & Coſtes de Mer tres-éloignées ſeront priſes & enlevées ſur l'une des Parties par l'autre, & dont elle pourroit faire plainte: Tous Navires, Marchandiſes & autres Biens meubles, qui aprés la ſignature & Publication du preſent Traité pourront eſtre pris de part & d'autre, demeureront à ceux qui s'en ſeront ſaiſis dans le terme de douze jours, dans les Mers prochaines & voſines; & dans les prochaines Mers jusques au Cap S. Vincent; & dans l'eſpace de dix Semaines au delà de ce Cap, & au deçà de la Ligne Equinoctiale, ou Equateur, tant dans l'Ocean, Mer Mediterranée qu'ailleurs: & finalement dans l'eſpace de ſix mois au delà des limites de la même Ligne par toute la Terre, ſans aucune exception, ou plus ample diſtinction de temps & de lieu, & ſans que l'on ait égard à aucune reſtitution ou compenſation. ANNO 1667.

XVIII. Que s'il arrivoit (ce qu'à Dieu ne plaiſe) que les mesintelligences & inimitiez ſe renouvellaſſent entre les deux Rois, & qu'ils en viniſſent à une Guerre ouverte, les Vaiſſeaux, Marchandiſes, & tous les Biens meubles de l'une des Parties qui ſe trouveront dans les Ports & Lieux de la domination de la Partie adverſe, ne ſeront point confiſquez ni endommagez; mais l'on donnera aux Sujets de l'un & l'autre des Seigneurs Rois ci-deſſus nommez, le terme de ſix mois entiers, pendant leſquels ils pourront, ſans qu'il leur ſoit donné aucun trouble & empêchement, enlever ou transporter où bon leur ſemblera leurs Biens de la nature ci-deſſus exprimée, & tous leurs autres effets.

XIX. Seront compris dans le preſent Traité, ceux qui avant l'échange des Ratifications d'icelui, ou ſix mois aprés, ſeront nommez du commun conſentement de l'une & de l'autre des Parties. Cependant, comme celles qui traitent enſemble, reconnoiſſent avec gratitude, les offices ſinceres & le zele continuel du Sereniſſime Roi de Suede, qui a par ſa Mediation, aſſiſté de l'aide Divine, avancé cet ouvrage ſalutaire de la Paix, & l'a conduit à l'iſſuë ſouhaitée & deſirée; ainſi pour lui témoigner une pareille affection, toutes enſemble d'un commun conſentement ont reſolu & arreſté, que ſa Sacrée & Royale Majeſté de Suede ci-deſſus nommée ſoit compriſe dans le preſent Traité de Paix, par la meilleure forme qu'il ſe peut, avec tous ſes Royaumes, Seigneuries, Provinces, & tous les Droits qui lui appartiennent.

XX. Et pour la concluſion finale du preſent Traité & Alliance, les Ratifications ſolemnelles expediées en bonne & dûe forme, ſeront repreſentées de part & d'autre en cette Ville de Breda, & reciproquement & de bonne foi échangées dans le terme de quatre Semaines, à compter du jour que le Traité aura eſté ſigné, ou plûtôt, s'il eſt poſſible.

En foi de toutes & chacune des choſes ci-deſſus, & pour leur donner plus de force & d'autorité, Nous Ambaſſadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires conjointement avec les Illuſtriſſimes & Excellentiſſimes Ambaſſadeurs extraordinaires & Mediateurs avons ſouſſigné le preſent Acte, & y avons appoſé les Cachets de nos Armes. Fait à Breda, le trente-un du mois de Juillet nouveau ſtile, & le vingt-un ſtile ancien, l'an 1667. ANNO 1667.

(L. S.) *Flemmingh.* (L. S.) *d'Eſtrades.* (L. S.) *Holles.* (L. S.) *Ch. Dolphique.* (L. S.) *Courtin.* (L. S.) *Henry Coventrye.*

Pouvoir des Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires de France.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Entre tous les Biens temporels dont l'immenſe Bonté divine benift les Hommes & les Eſtats, celui de la Paix eſtant ſans doute le plus precieux, Nous nous ſentons non moins convié par nostre Amour envers nos Peuples, qu'obligez par nostre devoir à pratiquer tous les moyens qui peuvent dependre de Nous, pour faire ceſſer les malheurs d'une Guerre, dans laquelle nous ne ſommes entrez qu'avec un extrême regret, & par le ſeul motif de l'aſſiſtance que nous avons eſté forte obligez en vertu de nos Traitez de donner au ſoûtien de nos Alliez, ſans que dans cette reſolution nous ayons eu aucun autre intereſt particulier qui nous fuſt plus propre. Et comme il a plû à cette même Bonté divine, de toucher également dans un même temps les cœurs de toutes les Parties interesſées en ladite Guerre, pour leur faire ſouhaiter ardemment d'en voir finir les maux, & que par l'entremiſe, & les diligens ſoins des Miniſtres de nôtre tres-cher & tres-amé Frere le Roi de Suede, les dites Parties ont conſenti d'envoyer inceſſamment leurs Ambaſſadeurs ou Miniſtres, avec Plein-Pouvoir, dans la Ville de Breda,

Digitized by Google

ANNO 1667. Breda, pour y traiter des moyens de parvenir à une bonne Paix & la conclure; Il eſt neceſſaire de députer de noſtre part des Perſonnages de la ſuffiſance, zele & fidelité deſquels nous puiſſions nous repoſer d'une ſi grande affaire, qui embraſſe les interefts de tant de Peuples. SÇAVOIR FAISONS, Que pour les bonnes & grandes qualitez qui ſe rencontrent dans les perſonnes de nos tres-chers & bien amez, le Sieur Comte d'ESTRADES, Chevalier de nos Ordres, Conſeiller en nos Conſeils d'Eſtat & Privé, nôtre Lieutenant Général dans nos Armées, nôtre Vice-Roi en Amerique, Maire de nôtre Ville de Bordeaux, & Gouverneur de Dunquerque; & du Sieur COURTIN, auſſi Conſeiller en nos Conſeils d'Eſtat & Privé, & Maître des Requeſtes ordinaire de nôtre Hoſtel, en qui nous avons une pleine & entiere confiance, pour les importans ſervices qu'ils nous ont rendus en divers emplois conſiderables, tant au dedans qu'au dehors du Roiaume; POUR CES CAUSES, & autres bonnes conſiderations à ce nous mouvans, Nous avons de l'avis de nôtre tres-cher & tres-amé Frere unique le Duc d'Orleans, & de pluſieurs Princes, Ducs, Pairs & Officiers de noſtre Couronne, & autres grands & notables Perſonnages de nôtre Conſeil, leſdits Sieurs Comte d'ESTRADES & COURTIN commis, ordonné & deputé, commettons, ordonnons, & deputons par ces preſentes ſignées de nôtre main, & leurs avons donné & donnons Plein-Pouvoir, commiſſion, authorité & Mandement ſpecial d'aller dans ladite Ville de Breda en qualité de nos Ambaſſadeurs extraordinaires, & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer avec les Ambaſſadeurs auſſi & Plenipotentiaires de nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Couſin le Roi de la Grande Bretagne, munis d'un pareil Pouvoir, des moyens de terminer & pacifier les differens qui ont cauſé la Guerre, en traiter & convenir enſemble, & ſur leurs conclure & ſigner une bonne & ſeure Paix. Comme auſſi avons donné & donnons à nos Ambaſſadeurs, pouvoir de donner tels Paſſeports & Sauf-conduits qui ſeront neceſſaires, pour la ſeureté des perſonnes qui iront & viendront pour le fait dudit Traité, & generalement faire, negocier & promettre & accorder, par le moyen de nosdits Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires, ou l'un d'entre eux en l'abſence, maladie, ou autre empêchement de l'autre, tout ce qu'ils eſtimeront neceſſaire pour le ſtudit effet de la Paix, avec la même authorité que nous ſerions & pourrions faire nous-mêmes, ſi nous y eſtions preſens en perſonne, encore qu'il y euſt quelque choſe qui requiſt un Mandement plus ſpecial, non contenu en leſdites Preſentes, promettant en foi & parole de Roi, ſous l'obligation & hypotheque de tous nos Biens preſens & à venir, de tenir ferme & d'accomplir tout ce que par eux aura eſté ainſi ſtipulé, promis & accordé, CAR TEL EST NOSTRE PLAISIR. En témoin de quoi Nous avons fait mettre noſtre Scel à cesdites Preſentes. Données à Verſailles le 15. jour d'Avril l'an de grace 1667. & de noſtre Regne le 24. *Signé*, LOUIS. *Et ſur le repli:* Par le Roi, DE LIONNE, *& ſcellé du grand Sceau de cire jaune.*

Pouvoir des Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires d'Angleterre.

CHARLES II. par la grace de Dieu, Roi de la Grande Bretagne, d'Ecoſſe & d'Irlande, &c. A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. S'étant élevé depuis certains temps quelques differends entre Nous & les Hauts & Puiſſans Seigneurs les Eſtats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, d'où s'eſt enſuivi une Guerre qui depuis plus de deux ans s'eſt fort échauffée au grand dommage & prejudice de l'une & de l'autre Partie: Sur quoi eſtant arrivé que le Sereniſſime & Tres-puiſſant Roi de Suede, Ami commun, eut offert la Mediation, qui Nous eſt tres-recommandable, & en même temps leſdits Eſtats Généraux nous ayant enfin requis de vouloir envoyer des Plenipotentiaires de noſtre part en quelque lieu commode qui plûſt traiter avec leurs Commiſſaires & Deputez, en y joignant les Ambaſſadeurs des Sereniſſimes & Tres-puiſſans Princes les Rois Tres-Chrêtien & de Dannemarc; pour travailler enſemble à ajuſter ces differends, éteindre cette Guerre, & enfin rétablir la Paix: Nous qui avons eſté obligez & comme contraints, malgré Nous, de prendre les Armes, avons toujours mieux aimé terminer ces differends par la voye d'Arbitrage, que par celle de la Guerre, ce qui fait que nous avons volontiers conſenti au deſir de la propoſition des Eſtats Généraux pour le Traité de Paix. A cette fin Nous avons choiſi pour nos Ambaſſadeurs extraordinaires, les Gens les plus excellens & les plus capables de nous ſervir en cette affaire; Sçavoir, noſtre tres-fidele & tres-aimé Conſeiller DENZEL HOLLES, Baron de Ifeild; & noſtre amé & fidele HENRY COVENTRYE, Fils de tres-honnorable Thomas Baron de Coventrye, autrefois Garde du Grand Sceau d'Angleterre; l'un de nos Chambellans, Senateur dans le Souverain Conſeil ou Parlement d'Angleterre, & Commiſſaire deſtiné pour l'adjudication des Terres dans le Royaume d'Irlande, leſquels nous nommons pour pouvoir conferer, traiter & conclure ladite Paix, avec les Commiſſaires & Deputez des ſuſdits Rois & Eſtats Généraux. ANNO 1667.

NOus faiſons donc à ſçavoir qu'ayant fourent eſperimenté la prudence, integrité, fidelité & induſtrie de nos ſuſdits Ambaſſadeurs extraordinaires, & Nous confians entierement en eux, Nous les avons ordonnez & deputez, & par ces preſentes ordonnons & deputons nos veritables & indubitables Commiſſaires, Procureurs & Plenipotentiaires, leur donnons pleine puiſſance & autorité, & Mandement general & ſpecial en noſtre Nom, de communiquer, traiter, convenir & conclure, & faire generalement toutes les autres choſes neceſſaires, pour avec les Commiſſaires reſpectifs des Rois & Eſtats ſus-mentionnez, ayans ſuffiſant Pouvoir pour ce ſujet, travailler à oſter tous les differends ſuſdits, tous les Articles & conditions reciproques de reſtituer & rétablir de part & d'autre les choſes dont on ſera convenu: & enfin de dreſſer ſur le tout les Articles, Lettres & Inſtrumens neceſſaires, & de faire toutes les choſes qui ſeront à propos pour la concluſion de ce Traité, promettans de bonne foi & en parole de Roi, d'avoir agreables, fermes & ſtables, & de n'aller jamais à l'encontre des choſes qui ſeront reſolûes entre nosdits Ambaſſadeurs extraordinaires & ceux deſdits Eſtats Généraux, mais au contraire d'executer & obſerver inviolablement & religieuſement, tout ce qui ſera promis en noſtre Nom par ce ſujet. En témoignage de quoi Nous avons ſigné les preſentes Lettres, & à icelles fait appoſer le grand Sceau d'Angleterre. Données à Weſtminſter le quinziéme du mois d'Avril l'an 1667. le dix-neuviéme de noſtre Regne. *Ainſi ſigné*, CHARLES, Roi.

Ratification du Traité donné par le Roi Tres-Chreſtien.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme les Sieurs Comte d'ESTRADES & COURTIN; & les Sieurs Baron HOLLES & COVENTRYE, dés le trente-un Juillet nouveau ſtile, & le vingt un ſelon l'ancien, en vertu des Pouvoirs & Mandemens donnez de part & d'autre, par Nous & par le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince le Roi de la Grande Bretagne, noſtre tres-cher & tres-aimé Frere & Couſin, auroient conclu, le Traité de Paix & de Reconciliation dans la Ville de Breda, & l'auroient ſouſſigné dont la teneur s'enſuit, &c. . . . . .

AYant agreable le preſent Traité & Alliance, & tous les Articles qui y ſont compris, Nous les avons tant en noſtre Nom, que de nos Heritiers, Succeſſeurs de nos Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, approuvez, confirmez & ratifiez, les approuvons, confirmons & ratifions, & Nous promettons en foi & Serment de Roi, ſous l'obligation & hypotheque de tous & chacuns nos Biens, tant preſens qu'à venir, que nous les garderons & accomplirons, & que jamais nous ne ferons rien au contraire, ni n'attenterons directement ou indirectement, en quelque maniere que ce ſoit. En foi de quoi Nous avons ſigné les preſentes de noſtre main, & avons commandé qu'elles fuſſent ſcellées de noſtre grand Sceau. Donné à Audenarde le huitiéme jour d'Aouſt mil ſix cens ſoixante-ſept, & de noſtre Regne le vingt-cinq. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas:* Par le Roi. DE LIONNE.

Acte de la Publication faite à Breda. De par les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France.

ON fait à ſçavoir que Paix, Alliance & bonne Confederation a eſté concluë & ſignée le trente-

ANNO 1667. un du mois de Juillet dernier selon le nouveau stile, & le vingt un du même mois selon le stile ancien: Entre Tres-Haut, Tres-Excellent, & Tres-Puissant Prince LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, notre Souverain Seigneur; & Tres-Haut, Tres-Excellent & Tres-Puissant Prince CHARLES, par la même grace de Dieu, Roi de la Grande Bretagne, leurs Roiaumes, Pays & Terres de leur obeïssance: la liberté du Commerce retablie entre les Sujets desdits Royaumes, ainsi qu'elle estoit avant la declaration de la derniere Guerre. Et que la publication faite d'un commun consentement, servira de regle à l'avenir pour commencer les termes, pendant lesquels, suivant la disposition du dix-septiéme Article dudit Traité de Pair, il n'y aura point de reparation pour les Vaisseaux qui auront eté pris. Desquels termes le premier écherra le cinquiéme Septembre suivant le nouveau stile, & le vingt sixiéme Aoust selon le stile ancien de l'année presente, dans les Mers prochaines; ce qui s'entend du Canal de la Mer entre l'Angleterre & l'Irlande, & de la Mer Septentrionale & Baltique: Le quatriéme Octobre du nouveau stile & le vingt quatriéme Septembre du vieux, depuis lesdites Mers prochaines jusques au Cap de S. Vincent: Le premier Novembre du nouveau, & le vingt-deuxiéme Octobre de l'ancien stile, depuis ledit Cap de S. Vincent jusques à la Ligne Equinoxiale, tant dans la Mer Oceane que dans la Mediterranée: Et le 24. Février, selon le nouveau stile, ou le quatorziéme selon l'ancien, au delà de ladite Ligne Equinoxiale, & dans tout le reste du Monde. Fait à Breda le vingt quatriéme Aoust suivant le stile nouveau, & le quatorziéme selon le stile ancien de l'année 1667. *Signé*, D'ESTRADES & COURTIN, & scellé du Cachet de leurs Armes.

XVIII.

31. Juill. AVGMENTATION ET PROTECTION DES PROVINCES-UNIES. *Traité de Paix & d'Alliance entre* CHARLES II. *Roi de la Grand Bretagne, & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas. Fait à Breda, le 31. Juillet, 1667.* [Recueil des Traitez faits entre les Provinces-Unies des Pays-Bas & divers Princes. *Theatrum Pacis* Tom. II. pag. 343. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans ATTZEMA, *Affaires d'Etat & de Guerre*. Tom. XIII. pag. 108. dans LONDORPII *Acta publica*, Tom. IX. pag. 506. & dans GASTELIUS, *de Statu publico Europæ noviss.* Cap. XXVI. pag. 417. en Allemand; dans les Lettres & Memoires du Comte d'ESTRADES, Tom. IV. pag. 407. en François sans annexes.]

NOtum sit universis & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse potest. Cum annis proxime elapsis orta fint quædam difficultates inter Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum *Carolum*, ejus nominis secundum Magnæ Britanniæ Regem ab una: & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum ab altera parte, quæ eo usque increverunt, ut non modo in aperrum & acre Bellum exarserint, sed & Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum *Ludovicum* 14um. Galliarum & Navarræ Regem Christianissimum, ut & Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum *Fredericum* 3um. Danix & Norvegiæ Regem, tailone Fœderarum, qua iis cum præfatis Dominis Ordinibus interedebant, in partes traxerint, unde multa Christiani Orbis quinis effusio cum ingenti utriusque Partis dispendio secura est, tandem Divina bonitate factum esse, ut Serenissimo ac Potentissimo Principe ac Domino, Domino *Carolo*, Successorum, Gothorum ac Vandalorum Rege, pro singulari suo amore & affectu, quo belligerantes hosce Reges & Dominos Ordines Generales, eorumque respective Regna & Status complectitur, tum etiam publicæ salutis & quietis in Christiano Orbe redintegrandæ ac conservandæ studio, Mediationis suæ amice & sincera officia interponente, de Pace sit suscepta cogitatio, in eumque finem ex mutua Partium Conventione Bedæ Congressui Legatorum & Plenipotentiariorum locus constitutus sit, quo in negotio ad finem optatum provehendo, cum altissimus memoratæ Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Legati Extraordinarii, Illustrissimi atque Excellentissimi Domini, Dominus *Georgius Flemmingh*, liber Baro in Liebelith, Dominus in Normasås & Lydinge, Sacræ Regiæ Majestatis Regnique Sueciæ Senator, & Consiliarius Cancellariæ, ut & Dominus *Christoph. Delphius*, Burggravius & Comes in Dona, Hereditarius Dominus in Carswinden, Schlosviten, Burgsdorf, Stokensels & Filchhoeh, Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Campi Mareschallus & Consiliarius Bellicus; Nec non Dominus *Petrus Juliet Coyet*, Hæreditarius in Bengtsboda & Llungebygard, Eques Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Cancellariæ & Status Consiliarius Aulicus, (qui tamen haud diu post finem ad hunc locum advenum, cum pio huic negotio simul insudat, inopina morte præventus est) nomine Clementissimi Regis ac Domini sui omnem industriam, devexitatem atque prudentiam sincerè, & absque tadio impendentes, pariterque altissimæ memoratæ Magnæ Britanniæ Rex, altèque memorati Domini Ordines Generales ad tam bonam metam collimantes ad pacificationem haucce pertractandam commiserint & deputarint Legatos suos Extraordinarios & Plenipotentiarios Dominum *Dewzel Hollis*, Baronem de Ifield, &c. Consiliarium Regium, & Dominum *Henricum Coventrye*, Honorabilium Thomæ Baronis Coventrye, Militi Amplæ Sigilli quondam Custodis Filium, à Cubiculis Regis Intimis, in supremo Angliæ Consilio sive Parlamento Senatorem, & in Hibernia Regno ad res agrarias adjudicandas Commissarium, ab una, & in Comitiis Dominorum Ordinum Generalium à parte Provinciarium Gelriæ, Hollandiæ, Zelandiæ, Trajectinæ, Groningæ & Omlandiæ Deputatos, prius quidem Dominum *Hieronymum van Beverningk*, &c. Dominum *Petrum de Groot*, Dominum de Rengherskercke, Everswaert, &c. Consiliarium & Syndicum Dominorum Ordinum Zelandiæ, & Dominum *Allardum Petrum Jongelal*, Supremæ Frisiorum Curiæ Consiliarium Primarium, & Præsidem, virore earum Plenipotentiarum, quæ quinto die Maii proxime elapsi expeditæ, in ipso Tractatuum ingressu extraditæ fuerunt: Et postea iidem Dominum *Adolphum Henricum de Ripperda à Bevesse*, Dominum de Heer-Jans-Dam; & Dominum *Ludolphum Tuxde de Steverbergh*, Dominum de Wedde, Surdijck, Nyenclooiter, ad solemniorem eorundem Tractatuum subsignationem secundis Plenipotentiarium Tabulis vigesimo octavo hujus mensis Deputatos, ab altera parte, post mutuas Plenipotentiarum Tabulas (quarum Apographa sub finem hujus Instrumenti de verbo ad verbum inserta (sunt) rite commutatas in mutuas Pacis, Amicitiæ & Confœderationis Leges consensum & conventum est, tenore sequenti.

I. Imprimis, quod ab hoc die sit vera, firma & inviolabilis Pax, Amicitia sincerior, intimior atque arctior Confœderatio & Unio inter Serenissimum Magnæ Britanniæ Regem, atque Celsos & Præpotentes Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum, Terrasque, Regiones Civitatesque sub utriusque Ditione sine distinctione locorum politas, earumque Subditos & Incolas cujuscunque demum gradus fuerint.

II. Item, ut in futurum omnes inimicitiæ, hostilitates, discordiæ & Bella inter dictum Dominum Regem, & prædictos Dominos Ordines Generales eorumque Subditos & Incolas cessent & aboleantur: Et utraque Pars ab omni direptione, depræda tione, lasione injuriisque ac infestatione qualiscunque tam Terra, quam Mari & Aquis dulcibus, ubivis gentium, ac maxime per omnes alterutrius Ditionis tractus, Dominia, loca & Præfecturas, cujuscunque demum illæ sint conditionis, temperet abstinetaque provideb.

III. Item, ut omnes offensæ, injuriæ, damna, dispendia, quæ dictus Dominus Rex ejusque Subditi, vel prædicti Domini Ordines Generales eorumque Subditi altrinfecus, durante hoc Bello, vel antehac, quibuscunque rerò temporibus, qualitercunque de causa aut quocunque sub prætextu alter ab altero perpetrarunt, ea oblivioni tradantur, & è memoria evadantur plane, ac si nullæ unquam intercessissent; Sed & ut prædicta Pax, Amicitia & Confœderatio firmis atque inconcussis fundamentis innitantur, utque ab ipso hoc die omnes novi difficili & altercationis ansæ præcidantur; Conventum præterea est, ut utraque jam defigantarum Partium cum plenario Jure summi Imperii, proprietatis & possessionis, omnes ejusmodi Terras, Insulas, Urbes, Munimenta, Loca & Colonias, tenear & possideat in posterum, quoquor durante hoc Bello aut ante hoc

Bellum

ANNO 1667.

ANNO 1667. bellum ullis retro temporibus vi & armis aut quoquo modo ab altera Parte occupavit aut retinuit, eum proprius in modum, quo ea ;;. die Maii proxime elapsi occupaverat & possidebit, (nullis eorundem locorum exceptis.)

IV. Quin etiam Naves omnes cum suis armamentis, Mercimoniisque & bona cuncta mobilia, quæ durante hoc bello, vel antehac ullis retro temporibus in potestatem unius vel alterius altè memoratarum Partium vel ad earum Subditos pervenerunt, sine ulla cognitatione vel restitutione occupantium hactenus habitâ; sic ut quisquis horum, ejus quod ita occupatum fuit, sine ulla controversia, locive aut temporis aut rerum exceptionem, manserque Proprietarius & possessor in perpetuum.

V. Tum, uti ad hæc omnes actiones & prætensiones, quascunque demum illæ sint, aut quocunque modo ullis jam ante Pacis aut Fœderum Tabulis, specialiter etiam Articulo 15 earum, quæ anno 1661. subsignatæ sint, restrictæ, circumscriptæ, definitæ aut reservatæ fuerint, quas dictus Dominus Rex & dictæ Domini Ordines Generales eorumve Subditi sibi invicem ultro citrove intentare, instituere, aut movere possent aut vellent, de ejusmodi negociis aut rebus, quæ durante hoc Bello aut ullis retro temporibus, tam ante quam post præfectum Anni 1662. Tractatum, ad diem usque hujus præsentis Confœderationis initæ accederant, irritæ, obliteratæ, cassæ nullæque sint & manent; Quemadmodum dictus Dominus Rex, dictique Domini Ordines Generales declarantur, ideoque & hoc ipso declarant se omnibus ejusmodi actionibus & prætensionibus, pro se & Successoribus suis, vigore præsentium, in perpetuum & penitus renunciaturos, quemadmodum & hoc ipso renunciant, ita ut earum nomine nihil unquam amplius hinc inde urgeri, nihilque controversiarum in posterum moveri possit aut debeat.

VI. Sin autem post diem ;;. Mail Articulo tertio superiore expressum, vel post instauratam Pacem aut subsignatas hujus Confœderationis Tabulas Pars alterutra, Terrarum, Insularum, Urbium, Munimentorum, Colonidrum, aliorumve Locorum quodcunque alterutri Parti intercepcrit & occupaverit, omnia & singula horum absque ulla loci temporisve distinctione, bona fide in eodem plane statu consistilia restituantur, quo tum temporis reperiuntur, quandocunque de instaurata Pace in iisdem locis constabit.

VII. Sed ad evitandam porrò omnem litis & contentionum materiam, quæ oriri inter dum solet ex causa restitutionis aut liquidationis ejusmodi Navium, Mercedum aliarumque rerum mobilium, quas in locis ab oris longè distetis, post conclusam Pacem & priusquam ea ipsa Pax fidem innotuerit, captas aut occupatas fuisse, utraque Pars aut alterutra cautari possit. Conventum est, ut omnes ejusmodi Naves, Merces aliaque bona mobilia, quæ terrè post conclusionem & publicationem præsentis Instrumenti occupari possint, intra spatium duodecim dierum in Freto Britannico, atque in Mari Boreali; intra spatium sex septimanarum ab Ostio dicti Freti Britannici usque ad Promontorium Sancti Vincentii, ut & intra spatium decem hebdomadum ultra prædictum Promontorium & eis Lineam Æquinoctialem vel Æquatorem, tam in Oceano & Mari Mediterraneo, quam alibi: tum inde intra spatium octimestre trans terminos prædictæ Lineæ per universum Orbem, sine aliqua exceptione vel ulteriore temporis hoc ve dilinctione, ullave restitutionis aut compensationis ratione habitâ, occupantium fiat & maneant.

VIII. Item, conventum est quod in prædictæ renunciationis & stipulationis partem venire quoque debeant quæcunque Repræsentium, Mercesque Contrammeæ, quas vocant, tam generales & particulares aliaque ejus generis Litteræ, quarum vi & tenore hostile quid in futurum exerceri queat, eoque publicè utriusque hujus Fœderis auctoritate inhibeantur ac revocentur; Quod si qui nihilominus ex alterutra Gente post talem revocationem sub prætextu vel auctoritate talium Litterarum vel Diplomatum jam revocatorum, post confectam jam Pacem & elapsa tempora Articulo sextimo superiore definita, res novas machinabuntur, & hostile quid agent, eos, tanquam Pacis publicæ perturbatores, secundum Jura Gentium plectendos esse, præse integram directæ rei restitutionem, aut plenum damni illati refarcimentum, qui reu debuntur, non obstante clausula qualiscunque etiam contraria, quæ præsentis Litteris revocatis inserta fuerit.

IX. Cumque in Regionibus longè dissitis, ut in Africa & America, præsertim in Guinea, Protestationes & Declarationes quædam aliaque ejusmodi scripta à Gubernatoribus & Officialibus, nomine Superiorum suorum, hinc inde emissa & promulgata sint, Commercii & Navigationis libertati adversa; iisdem conventum est, ut omnes & singulæ ejusmodi Protestationes & Declarationes, Scripsaque prædicta abolentur, & pro nullis & irritis in posterum habeantur, eidemque Commercii & Navigationis libertate, tam in Africâ, quam in Americâ, utraque ante memoratarum Partium, eorumque Incolæ & Subditi gaudeant & fruantur, quâ gaudebant & fruebantur, aut de Jure gaudere & frui poterant id temporis, quo Tractatus Anni 1662. subscriptus est. ANNO 1667.

X. Item, ut Captivi utrinque ad unum omnes, cujuscunque demum dignitatis aut loris sint, absque Lytris aut alio ullo redemptionis pretio in libertatem asseruntur, dum perfolvatur ab his ad aris aliem, quod pro victu aut alia de causa legitimus debebunt.

XI. Item, uti dictus Dominus Rex, dictique Domini Ordines Generales manent amici, Comunderati, necessitudine & auxilio communes & adstricti, ad jura atque Immunitates Subditorum alterutrius contra quoscunque demum tuendas, qui utriusve Status Pacem, Terrâ Marive diturbare conantur, vel qui intra alterutra Dominia degentes, publici utriusque Status Hostes denunciabuntur.

XII. Item, quod dictus Dominus Rex, dictique Domini Ordines Generales, nihil agent, facient, molientur, tractabunt aut attentabunt adversus alterutrum vel Subditos alterutrius quocunque in loco, five Terrâ, Mari, Portibus, Dilitibus, Sinubus & Aquis dulcibus quâcunque occasione, nec eorum alter vel Subditi alterutrius, dabit, præbebit vel submittrabit ullum auxilium, consilium seu favorem, nec quicquam agi, tractari vel attentari ab ullo quovis cunque alterius in damnum aut præjudicium alterius, vel Subditorum alterutrius, sed omnibus & singulis degentibus vel commorantibus, vel existentibus intra alterutrius Dominia, qui contra alterutrum quicquam agent, facient, tractabunt vel attentabunt, utcunque expresse & cum effectu contradicet, resistetur atque impedimentum realiter præstabit.

XIII. Item, quod neque dictus Dominus Rex, vel dicta Respublica, neve ullus ex Subditis alterutrius, Incolis, aliave in eorum Ditione commorantibus alterutrius Rebelles, quocunque subsidio, consilio, studio favebit & adjuvabit, sed expresse contradicet atque efficacter obstabit, ne quid auxilii aut adjumenti ab ullo, qui aut ex Subditis, Incolis aut commorantibus in alterutrius Dominiis fuerit, ullis illisumodi Rebellibus prædictis, seu sint Viri, Naves, Arma, bellicum apparatus, aliave bona interdicta, neque etiam pecuniæ aut commeatus seu Victualia, Mari vel Terrâ subministrantur aut suppeditentur, atque omnes Naves, Arma, bellicum apparatus, aliave bona interdicta, etiam pecuniæ & commeatus ad quamcunque personam vel personas pertinentia, quæ contra fœdum hujus Articuli subministrentur aut suppeditabuntur, eidem Parti (ubi personæ contravenientes fuerint) addecentur & in Fiscum cedent, quin & ii, qui scientes & volentes quicquam contra fœdum hujus Articuli fecerint, committerint, attentaverint, consiliumque dederint, utriusque Partis Hostes judicabuntur, atque ibi perduellionis pœnas luent, ubi id commissum aut perpetratum fuerit: De specificatione autem earum Mercium, quæ prohibitæ aut Contrabandæ censebuntur, postea provisum erit.

XIV. Item, quod dictus Dominus Rex, dictique Domini Ordines Generales sibi mutuo, sincerè & fideliter (prout opus fuerit) contra alterutrius Rebelles, Terra, Marique opem ferent, Viris & Navibus, ea proportione, eoque modo, iisque conditionibus, de quibus postmodum convenerint, prout necessitas & rerum alterutrius ratio tulerit, sumptibus tamen & expensis illius Partis, quæ auxilium rogaverit.

XV. Item, quod neque dictus Dominus Rex, neque dicta Respublica, Subditive alterutrius Rebellem vel Rebelles, Profugum vel Profugos alterius vel declarationes vel declarandos, in ejus Dominia, Terras, Regiones, Portus, Sinus aut Districtus, eorumve aliquod recipiet, neque iis vel eorum alicui in prædictis locis, vel alio quocunque etiam extra ilia Dominia, Patrias, Regiones, Terras, Portus, Sinus aut Districtus, Amstelium, Consilium, Hospitium, Milites, Naves, Pecuniás, Arma, Apparatum bellicum vel Commeatum concedet, præstabit aut ministrabit, neve alteruter illarum-

ANNO 1667. modi Rebelles, Profugos à quocunque Perſona vel Perſonis recipi permittet in ſua Dominia, Patrias, Regiones, Terras, Portus, Sinus, Diſtrictus, nec iiſdemodi Rebellibus, Profugis alium Auxilium, Conſilium, Hoſpitium, Favorem, Armа, Apparatum, Militem, Pecunias aut Commeatum præſtari, miniſtrari aut concedi permittet, ſed expreſſe & cum effectu contradicet, obſtabit atque impedimentum realiter præſtabit.

XVI. Item, quod ſi alteruter aliquem vel aliquos ſuum vel ſuos ſuiſſe vel eſſe Rebellem vel Rebelles, Profugum vel Profugos, & in ſua Dominia, Territoria, Patrias, Portus, Diſtrictus, vel eorum aliquid recepium vel receptos eſſe, vel ibidem commorari, latitare vel perfugium ſibi quærere per Literas ſuas publicas & authenticas ſignificaverit & declaraverit. Tunc illa Pars quæ ejusmodi Literas receperit, vel cui taliter ſignificatum vel declaratum fuerit, intra ſpatium viginti octo dierum à die prædictæ ſignificationis proximè & continuè numerandum tenebitur, dicto Rebelli vel Rebellibus, Profugo vel Profugis præcipere & mandare, ut extra ſua Dominia, Patrias, Regiones, Terras, Diſtrictus & eorum quodlibet ſinguli exeant & recedant: Et ſi quis prædictorum Rebellium aut Profugorum intra decimum quintum diem à die hujusmodi præceptі & mandati non receſſerit & exiverit, ſingulі morte & amiſſione prædiorum & bonorum mulctabuntur.

XVII. Item, quod nullus Rebellis dicti Domini Regis Magnæ Britanniæ in aliqua Caſtra, Oppida, Villas, Portus, Diſtrictus vel alia Loca, ſeu Privilegio donata, vel non donata, quæ aliqua perſona cujuscunque ſtatus & Dignitatis exiſtat vel exiſtet, infra Dominia & Territoria Fœderatarum Provinciarum quocunque jure vel titulo tenet vel poſſidet, vel deinceps tenebit vel poſſidebit, recipietur, nec in ea per aliquam perſonam cujuscunque ſtatus & Dignitatis fuerit, recipi vel in iisdem commorari permittetur aut tolerabitur; Neque dicti Domini Ordines Generales alicui hujusmodi Rebelli in locis prædictis in Navibus, Militibus, Pecuniis, Commeatu, aut alio quocunque modo Auxilium, Conſilium aut favorem per aliquam perſonam ſibi ſubditam dare, præſtare, aut alio quocunque modo Auxilium, Conſilium, Favorem per aliquam perſonam ſibi ſubditam præſtari permittent aut tolerabunt, ſed publicè & diſertè prohibebunt, & efficaciter impedient. Et ſi quis dictorum Regis Subditis vel degentibus infra illius Dominia contra hujusmodi Conventionem quicquam fecerit vel attentaverit, omnes & ſingulæ perſonæ taliter facientes, omnibus illiusmodi Caſtris, Oppidis, Villis, Prædiis, cæteriſque locis, quæ illi vel eorum alter id temporis habent aut habet vel quocunque Jure aut titulo ſe habere prætendent aut prætendet, pari modo pro termino vitæ ſuæ exterunt & privabuntur.

XVIII. Item, quod dictus Dominus Rex Magnæ Britanniæ, Subditique ejus omnesque Majeſtatis ſuæ Dominiorum Incolæ, Item prædictæ Fœderatæ Provinciæ earumque Subditi & Incolæ, cujuscunque ordinis & conditionis fuerint, ad ſeſe mutuo rebus omnibus humaniter atque amicè tractandum obligabuntur, uti Terrâ vel Aquâ alterutrius Regiones, Oppida, Pagos, ſive muro cinctа, ſive non cinctа, ſive munita ſive non munita, Portus etiam & univerſam Partis utriuſque Ditionem in Europa liberè & ſecurè adire poſſint, in iisque verſari & commorari quamdiu voluerint, ſibique ſine ullo impedimento Commeatum ſuis uſibus, quantum neceſſe erit, coëmere, atque etiam negociari & Mercaturam facere, quocunque Mercium genere ipſis videbitur, eaſque advehere ſuo arbitratu aut exportare, diminutio quæ futura ſint in Portoria ſolvant, iisdem etiam alterutrius Dominii Legibus ac Statuis omnibus; ita tamen, ut Subditi & Incolæ utriuſque Partis, Commerciam ſuum exercentes, in alterutrius Regionibus & Dominibus non obligentur ad ſolvendum plus Portorii, Cenſus, Vectigalium aut aliorum Tributorum ſolvere, quam pro rata proportione, quàm alii extranei ſolvunt, in iisdem locis Mercaturam exercenet.

XIX. Item, quod Navet & Navigia dictarum Fœderatarum Provinciarum tam bellica & ad Hoſtium vim propulſandam inſtructa, quàm alia, quæ alicui e Navibus belliciis dicti Domini Regis Magnæ Britanniæ in Maribus Britannicis obviam dederint, Vexillum ſuum è mali vertice detrahent & ſuprremum velum demittent, eo modo, quo ullis retrò temporibus unquam obſervatum fuit.

XX. Item, in majorem Commercii & Navigationis libertatem conventum & concluſum eſt, quod dictus Dominus Rex Magnæ Britanniæ, dictique Domini Ordines Generales in Portus ſuos, Urbes & Oppida non recipient neque ſinent, ut ullus ex Subditis alterutrius recipiat Piratas aut Prædones, ſive Hoſpitium, Auxilium aut Commeatum præbeant, verum operam dabunt, ut prædicti Piratæ & Prædones, eorumve piraticè participes, conſeii & adjutores in aliorum terrorem inveſtigentur, capiantur & merito ſupplicio puniantur; Omnesque Naves, Bona & Merces piraticè ab iis captæ atque in Portus alterutrius Dominii advectæ, quæ quidem invenirі poterunt, imò eram ſi venditæ ſint, juſtis Dominis reſtituentur, aut ſatisfactio dabitur vel earum Dominis, vel iis, qui per Literas Procurationis eas revindicaverint, modo Jus Dominii debitis ex lege probationibus in Curia cauſarum maritimarum apparet.

XXI. Item non permiſſum erit Subditis Regiæ Majeſtatis & Incolis Regnorum aut Terrarum, illi obedientium, aut Incolis & Subditis Fœderati Belgii hoſtile aliquid aut violentum in iſtcem moliri aut facere, ſive Mari, ſive Terra, nullo præterea aut colore, & per conſequens non licitum erit dictis Subditis aut Incolis ab aliquo Principe aut Statu, quibus cum alterutro Fœderatorum diſcordia aliqua aut Bellum apertum eſt, Literas patentes, (quas Commiſſiones vocant) aut Repreſalias impetrare, & multo minus vi illarum Literarum Subditos alterutrius Fœderatorum aliqua moleſtia aut damno afficere; Neque etiam permiſſum erit, Armatoribus extraneis non Subditis nec aut alteri Conſœderatorum, habentibus Commiſſiones ab aliquo alio Principe aut Statu, ut in Portubus unius aut alterius Partium prædictarum Naves ſuas inſtruant, ea, quæ ceperint, vendant, redimere faciant, aut alio modo quocunque mutent tam Naves, Mercimonia, quam alia onera quæcunque, & ne quidem Victualia coëmere illis licitum erit, niſi quæ neceſſaria erunt ad perveniendum ad Portum proximum illius Principis, à quo Commiſſiones obtinuerunt: Et ſi forte aliquis Subditorum Regiæ Majeſtatis aut dictorum Dominorum Ordinum Generalium emerit, mutatione aut alio quocunque modo ſibi acquiſiverit ejusmodi Navem aut Mercimonia, quæ à Subditis unius aut alterius capta fuerunt, eo caſu dictus Subditus tenebitur dictam Navem, Bona aut Mercimonia reſtituere Proprietariis ſine ulla dilatione & ſine ulla compenſatione aut refuſione pecuniæ, pro dictis rebus ſolutæ aut promiſſæ, modo coram Conſilio Regiæ Majeſtatis aut dictis Dominis Ordinibus Generalibus probaverint ſeſe earum rerum Proprietarios eſſe.

XXII. Item, ſi dictus Dominus Rex Magnæ Britanniæ, dictive Domini Ordines Generales Fœderati Belgii, ullum Fœdus, Amicitiam, Confœderationem aut neceſſitudinem cum aliis quibuscunque Regibus, Rebus-publicis, Principibus aut Statibus contrahent, aut paciscentur, alter ana alterum ejusque Dominia in iis eorumve quolibet comprehender, ſi comprehendi voluerit, atque de omnibus iſtiusmodi Amicitiæ & Confœderationis Tractatibus alterum certiorem reddet.

XXIII. Item, quod ſi acciderit, ut quandiu Fœdus, Amicitia & Societas hæc duraverit, ab ullo ex Subditis aut Incolis alterutrius Partis contra hoc Fœdus aut ullum ejus Membrum, Mari, Terrâ aut Aquis dulcibus quicquam fiat aut tenteturr, Amicitia hæc, Fœdus & So-

ANNO 1667.

ANNO 1667.

& Societas inter has Nationes non idcircò interrumpentur aut intringentur, verum integra nihilominus perstabunt, nisque tuam plenariam obtinebunt, tantummodo illi ipsi, qui contra Fœdus præsidium commiserint, singuli punientur & nemo alius, justitiaque reddetur, & satisfactio dabitur illis omnibus, quorum id interest, ab iis omnibus qui Terra, Mari aut aliis Aquis contra hoc Fœdus quidquam commiserint, ulla in parte Europæ aut ubivis locorum intra Fretum Gaditanum, five in Americâ, vel per Africæ Littora ultrave in Terris, Insulis, Æquoribus, Æstuariis, Sinubus, Fluminibus, ullisve in locis eis Caput Bonæ Spei intra anni spatium, quam justitia postulabitur, in omnibus autem (uti supra dictum est) ultra prædictum Cspue, locis intra menses octodecim, quam Justitia prædicto modo poscetur. Quod si vero Fœderis superstes non comparuerint, neque fe judicandos submiserint, neque satisfactionem dederint intra hoc vel illud temporis spatium pro loci longinquitate modo constitutum, prædicti illi utriusque Partis Hostes judicabuntur, eorumque bona, facultates & quicunque redditus publicabuntur plenaque ac justæ satisfactioni impendenda erunt earum injuriarum, quæ ab ipsis illatæ sunt, ipsique præsens, cum in alterutrius Partis potestate fuerint, iis pœnis obnoxii erunt, quas suo quisque crimine commeruerit.

XXIV. Item, quod dicti Domini Regis Subditi, quicunque sub eius Ditione fuerint, possint libere, tuto ac fecure in Fœderati Belgii Provinciis & singulis suis Ditionibus in Europa, perque eas Terrâ vel Aqua ad ulla in iis loca vel ultra eas ire facere, perque ulla earum Oppida, Præsidia, Munimenta transire, quæ ullis in locis Fœderatorum Belgii Provinciarum subsint & in earum Ditionibus in Europa sint vel erunt, Mercaturam in omnibus illis locis fiscientes, eorumque Negociatores, Institores Famulive, armati sive inermes (armati autem non amplius quadraginta simul) cum sine bonis suis & Mercimoniis, quam cum iis quocunque ire voluerint: Poterit item populus & Incolæ Fœderatarum Belgii Provinciarum eidem libertate frui in omnibus dicti Domini Regis Ditionibus in Europa, dummodo in hujusmodi Commercio & Mercatura singuli alterutrius Dominii Legibus & Statuis utrimque paream moremque gerant.

XXV. Item, si Naves Mercatoriæ unius aut alterius Subditorum per tempestatem vel Piratas, vel aliam quamcunque necessitatem Portum unius aut alterius Dominii intrent, inde fecure & liberè recedant cum Navibus & Mercimoniis absque aliqua Vectigalium aut aliorum Jurium solutione, ita tamen, ut onus non diutrahant aut divendant aut venale quicquam proponant, nec molestiæ qualicumque aut visitationi subjicientur, modo nec personas aliquas, nec Merces in Navem reciperint aut quicquam egerint contra Leges, Statuta aut Consuetudines eius loci, ubi Portus (uti præmissum est) intraverint.

XXVI. Item, quod Mercatores, Nautæi, Gubernatores & Nautæ alterutrius Partis, eorumque Naves, bona aut Mercimonia in Terris, Portubus, Navium Stationibus aut Fluminibus alterius non prehendentur, vel sub arresto detinebuntur ex Edicto quovis generali aut speciali, five ad Bellum, five ad allum quemliber usum, nisi summa necessitate id cogente, justâ etiam satisfactione ob id data, ita tamen, ut detentionibus & arrestationibus quæ ex Jure & Legibus alterutrius Dominii rectè aquæ ordine fiant, nihil hinc derogatum sit.

XXVII. Item, uti Mercatores utrinque, eorumque Institores & Famuli, atque etiam Nautæi, alique Nautæ tam eundo quam redeundo Navibus per Maria aliasque Aquas, quam in Portubus alterutrius aut in Terra egressi sui suorumque bonorum defendendi causâ, omne genus arma, tam offensiva quam defensiva, gestant, mantuque, verum ubi ad sua quisque hospitia ac diversoria perveneriit, ibi arma sua deponet ac relinquet, donec rursus ad Navem se recceperit aut eo commeare velit.

XXVIII. Item, quod Naves Prædiariæ seu Bellicæ alterutrius Partis quamcunque in Mari Navem aut Naves Mercatorias quæ ad alterum vel alterius Subditos aut Incolas pertinuerint, quæ eundem cursum tenuerint, idemve iter fecerint, obviam habentes aut affequentes iis prædio esse, easque defendere tenebuntur, quamdiu eundem cursum tenuerint, contra omnes & singulos qui eas vi adorientur.

XXIX. Item, si quæ Navis aut Naves quæ Subditorum aut Incolarum alterutrius Partis aut neutralis alicujus fuerint in alterutrius Portubus à quovis terro capiantur qui ex Subditis & Incolis alterutrius Partis non sit, illi quorum in Portu aut ex Portu aut quacunque Ditione prædictæ Naves capta fuerint, pariter cum altera Parte dare operam tenebuntur in prædictis Nave vel Navibus infequendis & reducendis, fuisque Dominis reddendis, verum hoc totum fiet Dominorum impensis aut eorum quorum id interest.

XXX. Item, quod Scriptores, exteræque id genus Officiales ex utraque parte ad normam Legum alterutrius Dominii fese dirigent, neque plus imponent exigentve quam per authoritatem ibi commissam & acceptæ mandata licuerit.

XXXI. Item, si qua injuris ab alterutro Dominio ejusve Subditis aut Incolis alterius Subditis aut Incolis illata sit, sive contra ullos hujus Fœderis Articulos, sive contra jus commune, uti nulle Literæ reprefalize, Mercæ aut Contra-Mercæ ab alterutro concedantur, donec Justitia prius juxta Leges ordinarias postulatur, sin autem ille Justitia vel denegetur vel in longum detrahatur, tum uti dictus Dominus Rex dictique Domini Ordines Generales aut Delegati ejus Dominii, cujus Subditi & Incolæ injuria affecti sunt, ab altero in quo Justitia, (uti prædictum est) denegatur aut differtur, aut ab illa potestate que hujusmodi postulatis audiendis constituta erit, publicè Justitiam postulent, ut omnes hujusmodi lites vel amicè componantur vel ordinario Legum processu terminentur; Sin autem mora adhuc interpolita erit, neque Jus reddetur neque satisfactio dabitur intra tres menses quam hujusmodi postulatio lata fuerit, tum demum uti Literæ reprefaliæ, Mercæ vel Contra-Mercæ concedantur.

XXXII. Item, conventum est: si aliquando, quod omen Deus Optimus Maximus clementer averfum velit, fopitas simultates inter dictum Dominum Regem dictosque Dominos Ordines Generales recrudescere, atque in apertum Bellum denuo erumpere contingat, ut ea Naves, Merces ac Bona quævis mobilia Partis alterutrius quæ in Portubus aque in Ditione Partis adverse hinc inde hærere atque exire deprehenduntur, Fisco nihilominus haud quaquam addicentur, aut ullo alio incommodo afficiantur: Sed Subditis Civibusque alterutrius, spatium semestre integrum hinc inde concedatur, quo res jam dictas ac aliud quidvis ex facultatibus suis quo visum libitumque fuerit omni sine molestia inde translatum eant.

XXXIII. Item, quod illi qui specialia Diplomata aut Commissiones ab alterutra Parte obtinuerint priusquam illa Diplomata acceptata ostenta eo judice qui ea ipsis exhibebit, sufficientem fiduciarum cautionem interponent per ejusmodi homines, qui respondendo pares sunt, & non ejus Navis Socii aut patricipes, se nullum damnum aut injuriam alterutrius Subditis aut Incolis illaturos.

XXXIV. Item, conventum & concordatum est, quod utriusque Partis Subditis & Incolis ad Portus utriusque liber semper sit accessus, in iisque commorari, ac inde rursus recedere liberum eis licitumque erit non solum cum Navibus Mercatoriis & onerariis, sed & cum Navibus Bellicis five ad dictum Dominum Regem dictosve Dominos Ordines Generales spectent, sive eorum sint qui specialia Diplomata obtinuerint, five tempestatis vi, aut Maris periculo intraverint, sive ut Naves reparent aut Commeatum coëmant, modo octoriarum Navium Bellicarum numerum non excedant, si sua sponte intraverint, nec diutius in Portubus aut circa Portus hæreant quam ad Navium reparationem, coëmenda Victualia alisve necessitates fuerit necesse; Et si major Navium Bellicarum numerus data occasione ad ejusmodi Portus velle accedere, eas intrare nequaquam erit licitum nisi prius impetrata ab iis venia ad quos Portus illi pertinuerint, nisi tempestate aut vi alliqua aut necessitate compulsæ fuerint, quo Maris periculo effugerent. Quod cum accidit Præfectum ejus loci aut summum Magistratum statim de causa sui adventus certiorem faciente, nec diutius ibi harebunt quam illis à Præfecto aut summo Magistratu permissum erit, nec in iis Portubus commorantes hostile aliquid aut quicquam in præjudicium eorum molientur.

XXXV. Item, conventum & conclusum est, quod utraque Pars verè & firmiter observabit atque executioni mandabit præsentem Tractatum, omniaque & singula in eo contenta & comprehensa, atque eadem ab alterius Subditis & Incolis observari & præstari efficaciter curabit.

XXXVI. Item, ad majorem cautelam & securitatem

Digitized by Google

ANNO 1667. ten Tractatus hujus & Confœderationis à parte dictorum Dominorum Ordinum Generalium Fœderatarum Provinciarum eorumque Populi fincere & bona fide præstanda, conventum & concluſum eſt, ſicut & dicti Domini Ordines Generales his præſentibus conveniunt ſeque firmiter obligant & devinciunt, quod omnes & ſinguli, quos aut quem vel Ipſi vel Ordines Provinciarum quocunque demum tempore eligent, conſtituent aut præficient Capitaneum Generalem, Gubernatorem ſeu Præſidem primarium ſive Stadtholder, Imperatorem Exercituum ſeu Militiæ in Terra vel Admiralium ſeu Prætorem Claſſium, Navium, Copiarumve Marinarum obligabuntur & devincientur hunc Tractatum & omnia ejus Capitula, Juramento confirmare, itaque ſanctè & cum Juramento ſpondere, ſe quantum poſſint, omnia ea religioſè obſervaturos & executioni, quoad eos ſpectat, mandaturos, & curaturos ut ab aliis obſerventur & executioni mandentur.

ANNO 1667. XXXVII. Sub hoc præſenti Pacis Tractatu comprehendentur illi qui ante Ratihabitionum permutationem vel intra ſex menſes poſtea ab una alteráque Parte ex communi conſenſu nominabuntur, interim tamen queunadmodum Partes pacisconditæ agnoſcunt ſincera officia & indefeſſa ſtudia, quibus Sereniſſimus Rex Sueciæ, interpoſitâ ſuâ mediatione, hoc ſaluare Pacificationis opus, Divino adjuvante auxilio, ad exitum optatum promovit, ita ad teſtandum parem affectum communi Partium omnium conſenſu ſanctum & conventum eſt, ut altiſſime memorata Sacra Regia Majeſtas Sueciæ cum omnibus ſuis Regnis, Ditionibus, Provinciis ac Juribus huic, Tractatui ſit inclusa, & præſenti Pacificatione omni meliori modo comprehenſa.

XXXVIII. Item conventum, concluſum & concordatum eſt, quod præſens Tractatus atque omnia & ſingula in eo contenta & concluſa à dicto Domino Rege Magnæ Britanniæ, dictisque Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum, per patentes utriusque Partis Literas Sigillo magno munitas debita & authentica forma intra quatuor ſeptimanas proximè inſequentes (aut citius ſi fieri poterit) confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuoque Inſtrumenta intra prædictum tempus hinc inde Brede extradentur, nec non & Tractatus hic & Confœderatio ibidem à tradita & permutata inſtrumentis forma & loco ſolitis publicentur. In quorum omnium & ſingulorum fidem, majusque robur, Nos prædicti facræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ Legati, & Plenipotentiarii, cum Illuſtriſſimis & Excellentiſſimis Dominis Legatis Extraordinariis & Mediatoribus hujus Pacis Inſtrumento ſubſcripſimus illudque Sigillis noſtris ſignavimus.

Actum Bredæ trigeſimo primo Julii, anno milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo ſeptimo.

(L. S.) *Georgius Flemmingh.* (L. S.) *Hollet.*
(L. S.) *Chriſtophorus Delphicus in Dbona.* (L. S.) *Henricus Coventry.*

Articulus ſeparatus.

SI forte aliqua tapeta, periſtromata, aulea, pictúræ vel ſuppelectiles cujuscunque generis vel Lapides pretioſi, Clenodia, Monilia, Gemmæ, vel alia quæcunque Bona mobilia, ad Regem Magnæ Britanniæ ſpectantia penes dictos Ordines Generales aut aliquem Subditorum ſuorum jam nunc ſunt aut de futuro reperientur, dicti Domini Ordines promittunt ſeſe nullo modo protecturos Poſſeſſores aliquorum mobilium ad dictum Dominum Regem pertinentium, quæ ſi ſuſterri poterunt eo modo, ut nulla iniquitate aut injuſtitia afficiatur illi, qui gravabuntur illa ſua ſponte reſtituere, dictique Ordines promittunt ſeſe modo quam efficaciſſimo operam daturos, ut de plano & ſummarie in illo negotio procedatur ſine ordinaria forma & modo procedendi in Curiis uſitato & ut Juſtitia adminiſtretur, quâ ſatisfiat dictæ Regiæ Majeſtati, quantum fieri poterit, absque læſione alicujus.

Item, quod ſi qui eorum, qui rei ſunt ſiſtus nefandi parricidii in Regem Carolum primum beatiſſimæ memoriæ admiſſi ac legitime de eodem ſcelere arrinèti, condemnati aut convicti vel jam ſunt in Dominiis dictorum Ordinum Generalium, vel poſtea illuc advenient, ibíque, quamprimum dictis Ordinibus Generalibus, vel aliquibus Officiariis ſuis innotuerit, vel relatum fuerit, prehenſi in cuſtodiam dentur, & vincti in Angliam remittantur, vel in eorum manus tradantur, quos dictus Dominus Rex Magnæ Britanniæ illa cuſtodiendis domumque revehendis præfecerit. In quorum fidem, & quod præſens Articulus ſeparatus de verbo ad verbum ejusdem tenoris eſt cum eo, qui 14 die menſis Septemb. 1664. apud Whitehal concluſus eſt eodemque vigore obſervandus cum iis, qui Tractatui principali inſerti ſunt. Nos prædicti Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ Legati Extraordinarii & Plen potentiarii illi ſubſcripſimus & Sigilla noſtra appoſuimus: Actum Bredæ trigeſimo primo Julii anno milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo ſeptimo. ANNO 1667.

(L. S.) *Georgius Flemmingh.* (L. S.) *Hollet.*
(L. S.) *Chriſtophorus Delphicus in Dbona.* (L. S.) *Henricus Coventry.*

CUm iis Pacis, Unionis & Confœderationis Articulis, qui hodie inter Sereniſſimam Magnæ Britanniæ Regem, & Ceſſos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii, conclusi ſint, præcipue cautum & proviſum ſit, ut quanto otius ſuneſti omnes & calamitoſi Belliorum effectus ceſſent, dediderata autem & omnium vocis expetita Pax in omnibus utriusque Partis Regnis & Ditionibus omnibusque earum Subditis & Incolis reſtituatur, & proinde temporis, & negotiorum ratio non permiſerit, æqua lance & ad amuſſim omnia & ſingula ponderare & adæquare, quæ circa prædictos Articulos animadvertenda & conſideranda fuerant, circa eos præſertim, qui ad liberæ Navigationis liberique Commercii Statura pertinent; Et veruntam tamen ſi, ne in novas altercationes, novaque diſſidia utriusque Partis Incolæ & Subditi reincidant & inde ſimultates jam ſopitæ rerudescant, ſi non certis quibusdam Legibus circa ea quæ Navigationem & Commercii uſum concernunt coërceantur; Ita inter prædictas alte memoratas Partes, mediantibus, annuentibus, & operam ſuam conferentibus iisdem, qui in Tractatu principali Dominis Sereniſſimæ Regiæ Majeſtatis Sueciæ extra ordinem Legatis, & ad Tractatus Pacis Mediatoribus, ſeparatis hisce Articulis porro conventum & ſanctum eſt.

I. Imprimis, ut omnia ejusmodi Edicta ac Senatus conſulta quæ ratione hujus Belli una pars in præjudicium alterius, contra libertatem Navigationis & Commercii promulgavit, hinc inde abrogentur.

II. Secundò ut ad eluciandam ejus Edicti quod à parte Magnæ Britanniæ Regis, Anno milleſimo ſexcenteſimo ſexageſimo promulgatum fuit, ei Genti excitandæ & invitandæ ad rem Navalem promovendam, quo Peregrini alias in Angliam Merces invehere prohibentur, quam quæ in propriis unius cujusque Terris enatæ aut manuum opera elaboratæ ſunt, licitum ſit Dominis Ordinibus Generalibus eorumque Subditis ſuis Navigiis in Angliam præterea etiam inferre omnia quæcunque Mercimonia, quæ in Germania inferiore vel ſuperiore producta, enata, aut manibus elaborata, non niſi per Territoria ac Ditiones Uniti Belgii vel per Terram vel per Flumina ad Portus maritimos picrumque commodius & uſitatius ſubvehi ſolent, ut inde per Mare transportentur.

III. Tertiò, cum jam pridem inſtituerit Magnæ Britanniæ Rex, ut in eorum commodamque normam Merces & Mercaturæ hinc inde rediguntur, Dominis autem Ordines Generales in eum etiam ſcopum ſemper coiſimarint; Ut certis quibusque perpetuoque obſervandis Legibus eadem circumſcribantur, & tamen ea res proliſioris videatur eſſe laboris, quam ut conſeſſim ad utriusque Partis nutum abſolvatur, in opportuniorem occaſionem hoc negotium ita differre utrimque placuit, ut Commiſſarii quanto otius fieri poterit, poſt conclusum hanc Pacem, utrinque convenient, ibíque perdefignandis & certo limite circumſcribendis Mercimoniorum ſpeciebus, Navigationisque Legibus aliquid certi ſtatuant, novisque & mutuis Conventionis Tabulis deſignent; Ne ramen interea in ſuperfluo hæreant, & in ambiguo teneantur utriusque Partis Incolæ & Subditi, inceri quas Mercimonii ſpecies in modum aut formam Bellici Apparatus vel ſuppetiarum, aut ſub titulo, aut præterito Commerciorum Hoſti Paris alterutrius ſubvehere aut ſubminiſtrare aut licitum aut veritum ſit; hideni conventum & ſanctum eſt, ut ille Navigationis & Commerciorum Tractatus, qui Dominis Ordinibus Generalibus cum Rege Chriſtianiſſimo intercedit, incipiendo ab Articulo vigeſimo ſexto ad Articulum usque quadrageſimum ſecundum inclusive, eo modo & tenore, quo Gallico idiomate inſerti ſequuntur, proviſionaliter pro regula & norma ſit, & ad uberiorem de Commerciis maritimis Tractatum,

ANNO 1667. tum, intra ate prænemoratas Partes perficiendum viam fiernat.

Sequuntur præfidii Articuli.

XXVI. Tous les Sujets & Habitans de France pourront en toute fecureté & liberté naviger & trafiquer dans tous les Royaumes, Pais & Eſtats, qui ſont ou ſeront en Paix, Amitié ou Neutralité avec la France, ſans qu'ils puiſſent eſtre troublez ou inquietez dans certe liberté par les Navires, Galleres, Fregates, Barques ou autres Batimens de Mer, appartenans auxdits Seigneurs Eſtats ou aucun de leurs Sujets, à l'occaſion des hoſtilitez, qui pourroient ſe rencontrer cy-apres entre leſdits Seigneurs Eſtats Generaux, & les ſuſdits Royaumes, Pais & Eſtats, ou aucun d'iceux qui ſont ou ſeront en Paix, Amitié ou Neutralité avec la France.

XXVII. Ce Transport & ce Trafic s'eſtendra à toutes ſortes de Marchandiſes, à l'exception de celles de Contrebande.

XXVIII. En ce genre de Marchandiſes de Contrebande, s'entend ſeulement eſtre compris toute ſorte d'Armes à feu & autres Instrimens d'icelles, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Sauceſſes, Cercles poliez, Affuts, Fourchettes, Bandolieres, Poudre, Meſche, Salpetre, Balles, Piques, Eſpées, Morions, Casques, Cuirasses, Halleburdes, Javelines, Chevaux, Selles de Cheval, Fourreaux de Fiſtolets, Baudriers & autres allortiſſemens ſervans à l'uſage de la Guerre.

XXIX. Ne ſeront compris dans ce genre de Marchandiſes de Contrebande, les Fromens, Bleds & autres Grains, Legumes, Huiſles, Vins, Sel ny generalement tout ce qui appartient à la nourriture & ſuſtentation de la vie, mais demeureront libres, comme autres Marchandiſes & Denrées non compriſes en l'Article precedent, & en ſera le Transport permis, mesmes aux Lieux Ennemis desdits Seigneurs Eſtats, ſauf aux Villes & Places aſſiegées, blocquées ou inveſties.

XXX. Pour l'execution de ce que deſſus, il a eſté accordé qu'elle ſe fera en la maniere ſuivante, que les Navires & Barques avec les Marchandiſes des Sujets de Sa Majeſté eſtans cenſées en quelques Havres desdits Seigneurs Eſtats, & voulans de la paſſer en ceux desdits Ennemis, ſeront obligez ſeulement de monſtrer aux Officiers du Havre desdits Seigneurs Eſtats d'où ils partiront leurs Paſſeports, contenans la ſpecification de la charge de leurs Navires, ateliez & marquez du Seel & Seing ordinaire & reconnu des Officiers de l'Admiraute des Lieux, d'où ils ſeront premierement partis, avec la declaration du Lieu ou ils ſeront deſtinez, le tout en forme ordinaire & accouſtumée, par laquelle exhibition de leurs Paſſeports en la forme ſuſdite, ils ne pourront eſtre inquietez ny recherchez, detenus ny retardez en leurs voyages, ſoubz quelque pretexte, que ce ſoit.

XXXI. Il en ſera uſé de meſme à l'égard des Navires & Barques Françoiſes, qui iront dans quelques Rades des Terres de l'obeiſſance desdits Seigneurs Eſtats, dans vouloir entrer dans les Havres, ou y entrans ſans toutesfois vouloir debarquer & rompre leurs charges, leſquels ne pourront eſtre obligez de rendre compte de leur cargaiſon, qu'au cas qu'il y euſt ſoubçon qu'ils portaſſent aux Ennemis deſdits Seigneurs Eſtats des Marchandiſes de Contrebande, comme il a eſté dit cy-deſſus.

XXXII. Et audit cas de ſoubçon apparut, leſdits Sujets de Sa Majeſté ſeront obligez de monſtrer dans les Ports leurs Paſſeports, en la forme cy-deſſus ſpecifiée.

XXXIII. Que s'ils eſtoient entrez dedans les Rades, ou eſtoient rencontrez en pleine Mer par quelques Navires desdits Seigneurs Eſtats, ou d'Armateurs particuliers leurs Sujets, leſdits Navires des Provinces-Unies pour eviter tout desordre, n'approcheront pas plus pres des François que de la portée du Canon, & pourront envoyer leur petite Barque ou Chaloupe au bord des Navires ou Barques Françoiſes, & faire entrer dedans deux ou trois hommes ſeulement, à qui ſeront monſtrez les Paſſeports & Lettres de Mer par le Maiſtre ou Patron du Navire François, en la maniere cy-deſſus ſpecifiée ſelon le Formulaire desdites Lettres de Mer, qui ſera inſeré à la fin de ce Traité, par leſquels Paſſeports & Lettres de Mer il puiſſe apparoir non ſeulement de ſa charge, mais auſſi du lieu de ſa demeure & reſidence, tant du Maiſtre & Patron, que du Navire meſme, afin que par ces deux moyens on puiſſe connoiſtre, s'ils portent des Marchandiſes de Contrebande, & qu'il s'apparoiſſe ſuffiſamment tant de la qualité dudit Navire, que de ſon Maiſtre & Patron, auxquels Paſſeports & Lettres de Mer ſe devra donner entiere foy & creance; & à fin que l'on connoiſſe mieux leur validité, & qu'elles ne puiſſent en aucune maniere eſtre falſifiées & contrefaites, ſeront données certaines marques & contreſeins de Sadite Majeſté & desdits Seigneurs Eſtats Generaux. ANNO 1667.

XXXIV. Et au cas que dans leſdits Vaiſſeaux & Barques Françoiſes deſtinées vers les Havres des Ennemis desdits Seigneurs Eſtats, ſe trouve par les moyens ſuſdits quelques Marchandiſes & Denrées de celles qui ſont cy-deſſus declarées de Contrebande & deſſendues, elles ſeront dechargées, denoncées & confiſquées par devant les Juges de l'Admiraute des Provinces-Unies, ou autres competens, ſans que pour cela le Navire & Barque ou autres Biens. Marchandiſes & Denrées libres & permiſes, retrouvées au meſme Navire, puiſſent eſtre en aucune façon ſaiſies ny confiſquées.

XXXV. Il a eſté en outre accordé & convenu, que tout ce qui ſe trouvera chargé par les Sujets de Sa Majeſté ou au Navire des Ennemis desdits Seigneurs Eſtats, bien que ce ne fuſt Marchandiſe de Contrebande, ſera confiſqué, avec tout ce qui ſe trouvera audit Navire, ſans exception ny reſerve, mais d'autant auſſi ſera libre & affranchi tout ce qui ſera & ſe trouvera dans les Navires appartenants aux Sujets du Roy Tres-Chreſtien, encor que la charge ou partie d'icelle fuſt aux Ennemis desdits Seigneurs Eſtats, ſauf les Marchandiſes de Contrebande, au regard deſquelles il ſera reglera ſelon ce qui a eſté diſpoſé aux Articles precedents.

XXXVI. Tous les Sujets & Habitans desdites Provinces-Unies pourront reciproquement des mesmes Droits, Libertez & exceptions qui leurs ſeront accordez, Commerces dans les Ports, Rades, Mers & Etats de Sadite Majeſté, ce qui vient d'eſtre dit que les Sujets de Sadite Majeſté jouiront en ceux desdits Seigneurs Eſtats, & en toute Mer, ſe devant entendre que l'égalité ſera reciproque en toute maniere de part & d'autre, & mesme en cas que ci apres leſdits Seigneurs Eſtats fuſſent en Paix, Amitié & Neutralité avec autres Roys, Princes & Eſtats, qui deviuſſent Ennemis de Sadite Majeſté, chacun des deux Partis devant uſer reciproquement des mesmes conditions & reſtrictions exprimées aux Articles du preſent Traité, qui regardent le Trafic & le Commerce.

XXXVII. Et pour aſſeurer davantage les Sujets desdits Seigneurs Eſtats qu'il ne leur ſera fait aucune violence par leſdits Vaiſſeaux de Guerre, ſera fait deffenſe à tous Capitains des Vaiſſeaux du Roy & autres ſujets de Sa Majeſté, de ne les molester ny endommager en aucune choſe que ce ſoit, ſoubs peine d'eſtre punis & tenus en leurs perſonnes & Biens ces dommages & interefts ſouffers & à ſouffrir juſqu'à la duë reparation & reparation.

XXXVIII. Et pour cette cauſe ſeront deresnavant les Capitaines & Armateurs obligez chacun d'eux avant leur partement, de bailler caution bonne & ſolvable par devant les Juges competens de la Somme de quinze mille Livres Tournois, pour respondre chacun d'eux ſolidairement des malverſations qu'ils pourroient commettre en leurs courſes, & pour les contraventions de leurs Capitaines & Officiers au preſent Traité, & aux Ordonnances & Edicts de Sa Majeſté, qui ſeront publiez en vertu & conformement à la diſpoſition d'iceluy, à peine de deſchéance & nullité desdites Commiſſions & Congez, ce qui ſera pareillement pratiqué par les Sujets desdits Seigneurs Eſtats Generaux.

XXXIX. S'il arrivoit qu'aucun desdits Capitaines François fiſt priſe d'un Vaiſſeau, chargé desdites Marchandiſes de Contrebande, comme dit eſt, ne pourront leſdits Capitaines faire ouvrir ny rompre les Coffres, Malles, Balles, Bougettes, Tonneaux, ou autres Caiſſes, ou les transporter, vendre, ou échan ger & autrement aliéner, qu'elles n'ayent eſté deſcendues en Terre en la preſence des Juges de l'Admiraute, & apres Inventaire par eux fait desdites Marchandiſes, trouvées dans leſdits Vaiſſeaux, & en n'eſt que les Marchandiſes de Contrebande ne faiſant qu'une petite de la charge, le Maiſtre ou Patron du Navire trouvant bon & aggreant de livrer leſdites Marchandiſes de Contrebande audit Capitaine, & de pourſuivre ſon voyage, auquel cas ledit Maiſtre ou Patron ne pourra nullement eſtre empeſché de pourſuivre ſa route & le deſſein de ſon voyage.

XL. Sa Majeſté voulant que les Sujets desdits Seigneurs

ANNO 1667. gneurs Etats Generaux ſoient traitez dans tous les Pays de ſon obeïſſance, auſſi favorablement que ſes propres Sujets, donnera tous les ordres neceſſaires, pour faire que les Jugemens & Arrests, qui ſeront rendus ſur les priſes qui auront eſté faites à la Mer, ſoient donnez avec toute Juſtice & equité, par perſonnes non ſuſpectes ny intereſſées au fait dont ſera queſtion, & donnera Sa Majeſté des ordres precis & efficaces à fin que tous les Arrests, Jugemens & ordres de Juſtice delia donnez & à donner ſoient promptement & deuëment executez ſelon leurs formes.

XLI. Et lors que les Ambaſſadeurs desdits Seigneurs Etats Generaux, ou quelqu'autre de leurs Miniſtres publics qui ſeront à la Cour de Sa Majeſté, ſeront plaintes desdits Jugements qui auront eſté rendus, Sa Majeſté fera revoir lesdits Jugements en ſon Conſeil, pour examiner ſi les ordres & precautions contenuës au preſent Traité auront eſté ſuivies & obſervées, & pour y faire pourvoir ſelon la raiſon, ce qui ſera fait dans le temps de trois mois au plus, & neanmoins avant le premier Jugement ny apres icelluy pendant la Reviſion, les Biens & effects qui ſeront reclamez ne pourront eſtre vendus ny dechargés, ſi ce n'eſt du conſentement des Parties intereſſées pour eviter le deperiſſement desdites Marchandiſes.

XLII. Quand Proces ſera esmeu en premiere ou ſeconde inſtance entre ceux qui auront fait des Priſes en Mer & les intereſſez en icelles, & que lesdits intereſſez viendront à obtenir un Jugement ou Arreſt favorable, ledit Jugement ou Arreſt aura ſon execution ſous Caution, nonobſtant l'Appel de celuy qui aura fait la Priſe, mais non au contraire, & ce qui eſt dit au preſent Article & aux precedens pour faire rendre bonne & brieve Juſtice aux Sujets des Provinces-Unies ſur les Priſes faites à la Mer, par les Sujets de Sa Majeſté, ſera entendu & pratiqué par les Seigneurs Etats Generaux à l'égard des Priſes faites par leurs Sujets ſur ceux de Sa Majeſté.

XLIII. Item, conventum eſt, quod ſuperſcripti ſeparati Articuli & omnia & ſingula in iis contenta & concluſa à dicto Domino Rege Magnæ Britanniæ, dictisque Dominis Ordinibus Generalibus Foederatarum Provinciarum per Patentes utriusque Partis Literas, Sigillo magno munitas debitè & authenticè formâ intra quatuor ſeptimanas proximè ſequentes, (aut citius, ſi fieri poterit) confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque Inſtrumenta intra prædictum tempus hinc inde Bredæ extradentur nec non à traditis & permutatis Inſtrumentis, formâ & loco ſoliis publicabuntur. In quorum omnium & ſingulorum fidem majusque robur, nos prædicti Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii cum Illuſtriſſimis & Excellentiſſimis Dominis Legatis Extraordinariis & Mediatoribus hisce ſeparatis Articulis ſubſcripſimus, illoque Sigillis noſtris ſigavimus. Actum Bredæ 31. Julii Anno 1667.

(L.S.) *Georgius Flemmingius.* (L.S.) *Holles.*
(L.S.) *Chriſtophorus Delphicus ab Obona.* (L.S.) *Henricus Coeuvering.*

S'enſuivent les Paſſeports de Mer.

Formulaire des Paſſeports & Lettres qui ſe doivent donner dans l'Admirauté de France, aux Navires & Barques qui en ſortiront ſuivant l'Article du preſent Traité.

CÆSAR, Duc de Vendosme, Pair & Grand-Maiſtre, Chef & Sur-Intendant de la Navigation & Commerce de France, A tous ceux, qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faiſons, que nous avons donné congé & permiſſion à . . . . . Maiſtre & Conducteur de Navire, nommé . . . . . de la Ville de . . . . . du Port de . . . . . Tonneaux ou environ eſtant de preſent au Port & Havre de . . . . . de s'en aller à . . . . . chargé de . . . . . apres que viſitation aura eſté faite de ſon Navire, avant que partir fera Serment devant les Officiers, qui exercent la Juriſdiction de cauſes maritimes, comme ledit Vaiſſeau appartient à un ou pluſieurs des Sujets de Sa Majeſté dont il ſera mis Acte au bas des preſentes comme auſſi de garder & faire garder par ceux de ſon Equipage les Ordonnances & Reglement de la Marine, & mettra au Greffe le Roole ſigné & certifié, contenants les noms & ſurnoms, la naiſſance & demeure des hommes de ſon Equipage & de tous ceux qui s'embarqueront, lesquels il ne pourra embarquer ſans le ſçeu & permiſſion des Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec ſon Navire ſera apparoir aux Officiers & Juges de la Marine du preſent congé, & leur fera fidele rapport de ce qui ſe ſera fait & paſſé durant ſon voyage, & portera les Pavillons, Armes & Eſcuſſigne du Roy & les noſtres durant ſon voyage; en teſmoin dequoy nous avons fait appoſer noſtre ſeing & le Scel de nos Armes à ces preſentes, & icelles fait contreſigner par noſtre Secretaire de la Marine . . . . le jour de . . . . mil ſix cent . . . . *Signé*, CÆSAR DE VENDOSME *Et plus bas*, Par Monſieur MARTHEL. Et cacheté du Scel des Armes dudit Seigneur Admiral.

ANNO 1667.

Formulaire de l'Acte contenant le Serment.

NOus . . . . . de l'Admirauté de . . . . . Certifions que . . . . . Maiſtre du Navire, nommé au Paſſeport cy-deſſus, a preſté le ſerment mentionné en icelluy. Fait à la . . . . le jour de . . . . mil ſix cent . . . . &c.

L'autre Formulaire des Lettres qui ſe doivent donner par les Veſtet & Ports de Mer des Provinces-Unies aux Navires & Barques qui en ſortiront ſuivant l'Article ſuſdit.

AUx Sereniſſimes, Tres-Illuſtres, Tres-Puiſſants, Tres-Nobles, Honorables & Prudents Seigneurs, Empereurs, Roys, Republiques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs, Bourguemaiſtres, Eſchevins, Conſeillers, Juges, Officiers, Juſticiers & Regents de toutes bonnes Villes & Places tant Eccleſiaſtiques, que Seculiers, lesquels ces preſentes verront, ou liront, Nous Bourguemaiſtres & Regens de la Ville de . . . . . ſçavoir faiſons, que . . . . . Maiſtre de Navire . . . . . comparant devant nous, a declaré le ſerment ſolemnel, que le Navire nommé . . . . . grand environ . . . . . laſtes, ſur lequel maintenant il eſt le Maiſtre, appartient aux inhabitants des Provinces-Unies, *Amis Dieu le vueuille ayder.* Et comme volontiers nous verrions ledit Maiſtre de Navire ayde dans ſes juſtes affaires. Nous vous requerons tous en general & en particulier, ou les ſusdit Maiſtre avec ſon Navire & Denrées arrivera, qu'il leur plaiſe de recevoir, traitter, & traiter deuëment, le ſouffrant ſur les Droicts accouſtumés des Peages & frais dans, par, & aupres vos Ports, Rivieres & Domaines, le laiſſant naviguer, paſſer, reſgeuner & negotier là où il trouvera à propos. Ce que volontiers Nous reconnoiſtrons. En teſmoing dequoy, nous y avons fait appoſer le Sçeau de noſtre Ville, &c.

Seqvitur tenor Commiſſionis ex parte Sereniſſimi Domini Regis Magnæ Britanniæ.

CAROLUS Secundus, Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defenſor, &c. Omnibus & ſingulis hanc Literas inſpecturis, Salutem. Cum differentiis quibusdam inter Nos, & Celſos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii pridem exortis, Bellum inde exarſerit, quod jam ultra bicennium acribus animis & magno utrinque dispendio geſtum eſt; Cumque Sereniſſimus ac Potentiſſimus Rex Sueciæ communis amicus, ſuam in hac parte mediationem obtulerit (quæ plurimum apud nos valuit) ac dicti etiam Ordines Generales à nobis tandem petierint, ut idoneos ex parte noſtra Miniſtros ad locum aliquem commodum & opportunum mitteremus, qui cum ipſorum Commiſſariis ac Deputatis (Adjunctis etiam Sereniſſimorum ac Potentiſſimorum Principum Regis Chriſtianiſſimi Regisque Daniæ Miniſtris) Congreſſu habito iisdem differentiis componendis, Bello extinguendo ac Paci demum reſtituendæ operam darent. Nos qui ad arma capeſſenda invitè admodum perrecti ſumus & controverſias quascunque rationis arbitrio, quam hoſtili contentione terminare ſemper maluimus, huic Ordinum Generalium deſiderio & propoſitioni de Pacis Tractatu protinus incundo libenter annuimus, eumque in finem viros præſtantes & ad hujusmodi negotium aptos perquam fidelem ac dilectum Conſiliarium noſtrum *Denzel Holles*, Baronem de Ieſild, Et dilectum nobis ac fidelem *Henricum Coeuvering*, Honorariſſimi Thomæ Baronis Coeuventre, Magni Angliæ Sigilli quondam Cuſtodis, Filium, nobis à Cubiculis latinis, in ſupremo Angliæ Conſilio ſive

Digitized by Google

ANNO 1667. five Parlamento Senatorem, & in Hibernię Regno ad res agrarias adjudicandas Commiſſarium, Legatos noſtros Extraordinarios eligimus. Qui cum prædictorum Regum atque Ordinum Generalium Commiſſariis ac Deputatis congreſſi de prædicta Pace tractent, convenient & concludant.

Scitis igitur quod nos prudentiam, integritatem, fidem & induſtriam dictorum Legatorum noſtrorum extraordinariorum ſæpius experti, iisdemque ipſorum virtutibus plurimum confiſi, ipſos veros & indubitatos Commiſſarios, Procuratores ac Plenipotentiarios noſtros fecimus, ordinavimus ac deputavimus, ac per præſentes facimus, ordinamus, & deputamus: Dantes iisdem & committentes plenam & omnimodam Poteſtatem ac auctoritatem, pariter & mandatum generale & ſpeciale, nomine noſtro, cum pactis Ordinibus Generalibus ipſorumque ac præfatorum Regum reſpectivè Commiſſariis, Deputatis ac Procuratoribus ad hoc ſufficientem Poteſtatem habentibus de & ſuper differentiis prædictis reflendis, & Pace inter Nos & Partes reſpectivè, utiliſſimis & maximè convenientibus Articulis & Conditionibus reſtituenda ac ſtabilienda, communicandi, conveniendi & concludendi, cæteraque omnia faciendi, quæ ad præfatum finem faciant & conducant, atque ſuper iis Articulos, Literas & Inſtrumenta neceſſaria conficiendi, & ab alteris reſpectivè Partibus petendi & recipiendi; denique omnia ea, quæ ad præmiſſa vel circa eadem cuivis neceſſaria & opportuna expediendi; Promittentes bonâ fide & in verbo Regio Nos omnia & ſingula, quæ inter dictos Legatos noſtros extraordinarios atque Ordines Generales, ipſorumque ac præfatorum Regum Procuratores, Deputatos aut Commiſſarios reſpectivè in præmiſſis ſeu præmiſſorum aliquo erunt facta, pacta & concluſa, rata, grata, & firma habituros, nec unquam contra ipſorum aliquid aut aliqua contraventuros. Quin potius quicquid nomine noſtro promiſſum fuerit, ſanctè & inviolabiliter obſervaturos & obſervari curaturos. In cujus rei teſtimonium, hasce Literas fieri, manuque noſtra ſignatas Magno Angliæ Sigillo communiri fecimus. Quæ dabantur apud Weſt-Monaſterium, decimo quinto die menſis Aprilis, Anno Domini milleſimo ſexcenteſimo ſexageſimo ſeptimo, Regnique noſtri decimo nono. Signatum erat,

CAROLUS R.

Sequitur tenor Commiſſionum ex parte Dominorum Ordinum Generalium.

LEs Eſtats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, A tous ceux, qui ces preſentes Lettres verront Salut. Comme devant la Guerre qui ſe fait depuis quelque temps entre l'Angleterre, & cet Eſtat, Nous avons toûjours teſmoigné, que nous n'y eſtions entrainés, qu'avec repugnance; auſſi deſirons Nous faire connoître à toute la Chreſtienté le Zele ardant, avec lequel Nous Nous portons à la Paix dés que l'occaſion s'en preſente: C'eſt pourquoy le Sereniſſime Roy de la Grande Bretagne Nous ayant fait ſçavoir, qu'il envoyeroit au premier jour dans la Ville de Breda ſes Ambaſſadeurs Plenipotentiaires, pour y traitter la Paix avec cet Eſtat; & avec ſes Alliés: Nous avons bien voulu de noſtre coſté répondre à une ſi ſainte reſolution, voulans bien apporter tout ce que Nous pour deſirer de Nous en cette occurrence. Nous avons jugé neceſſaire, de commettre pour la Negociation de ce Traitté de Paix des Perſonnes du Corps de noſtre Aſſemblée; dont la ſuffiſance & le merite auſſi bien que l'affection pour le bien de l'Eſtat, ſont à la derniere épreuve, & que Nous ne pouvions pas faire un plus digne choix, que des Perſonnes des Sieurs *Hieronme de Beverningk*, Sr. *Pierre de Hubert*, Seigneur de Rennesbourch, Everswaert, à Barg, & Haemſtede, Conſeiller Penſionnaire de la Province de Zelande, & *Mard Pierre de Jongſtal*, Premier Conſeiller Preſident en la Cour de Juſtice de Frize, Deputés en noſtre Aſſemblée de la part des Provinces de Hollande, Zelande & Frize, qui en pluſieurs autres emplois tres-importants ont donné des preuves de leur fidelité, & de leur addreſſe au maniement des Affaires publiques. A ces cauſes & autres à ce nous mouvantes, Nous avons donné & donnons par ces preſentes auxdits Sieurs *de Beverningk, de Hubert, & de Jongſtal*, & à aucuns de entr'eux ſi par maladie ou par d'autres empêchements ils ne pouvoyent tous eſtre preſens audit Traitté, Plein-pouvoir, Authorité, Pouvoir, & Mandement ſpecial de conferer, negotier & traitter en noſtre nom, en qualité de Deputés Plenipotentiaires, conjoinctement & de concert avec les Miniſtres des Roys Alliez de cet Eſtat, avec les Ambaſſadeurs Extraordinaires dudit Seigneur Roy de la Grande Bretagne, munis de Pouvoirs ſuffiſants, ladite Paix, aux conditions les plus utiles, & avantageuſes au bien de cet Eſtat, d'en convenir, les refondre, arreſter, conclure, & ſigner le Traitté, & d'en paſſer les Actes & Inſtrumens en bonne & deuë forme, & de faire generalement tout ce que nous pourrions faire, ſi nous y eſtions preſentes, quand meſme pour cela il ſeroit beſoing de Mandement plus ſpecial. Promettans en ſincerité & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme & ſtable tout ce que par les dits Sieurs Nos Deputez Plenipotentiaires aura ainſi eſté negotié, promis, accordé & ſigné en ladite qualité, pour l'obſerver, accomplir & executer inviolablement en tous ſes Poincts, ſans jamais aller au contraire directement ou indirectement en quelque maniere que ce puiſſe eſtre, de l'agréer, & ratifier en la meilleure forme, que faire ſe pourra, & en faire expedier & delivrer nos Lettres de Ratification dans le temps & en la forme, qui ſe trouveront exprimés par ledit Traitté.

ANNO 1667.

Donné à la Haye en noſtre Aſſemblée, ſous noſtre grand Seau & ſous le Seing & Paraphe ordinaire de noſtre Greffier, le cinquiesme jour de May, l'an 1667. *L. v. Reygersberg*, vt. Par Ordonnance deſdits Seigneurs Eſtats Generaux. *N. Rauſch.*

LEs Eſtats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, A tous ceux, qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Pour reprendre au deſir, que le Sereniſſime Roy de la Grande Bretagne Nous teſmoigna il y a quelque temps, de vouloir faire ceſſer l'effuſion de tant de ſang Chreſtien, qui ſe repand depuis quelques années, & de finir cette Guerre par une bonne Paix. Nous afin de ne retarder point une œuvre ſi ſainte & Chreſtienne nommasmes dés le premier jour du mois de May dernier, les Sieurs *de Beverningk, de Hubert, & de Jongſtal*, pour eu noſtre nom en qualité de Deputez Plenipotentiaires, aller dans la Ville de Breda, y conferer, negocier, & traitter conjoinctement, & de concert avec les Miniſtres, des Roys Alliés de cet Eſtat, avec les Ambaſſadeurs Extraordinaires dudit Seigneur Roy de la Grande Bretagne, en attendant, que Nous puiſſions nommer à loiſir un plus grand nombre de Deputez pour ſe trouver à l'Aſſemblée de ladite Ville de Breda, Et d'autant que par la bonté de Dieu, & par la prudente & ſage conduite de nosdits Deputés Plenipotentiaires & desdits Miniſtres des Rois Alliés de cet Eſtat, leur Negociation ſe trouve tellement avancée, que nous ne pouvons plus douter de la concluſion du Traitté.

Nous pour rendre la ſignature plus ſolemnelle, & pour faciliter entant qu'en nous eſt ce qui peut-eſtre n'eſt pas encores adjuſté, avons nommés & deputés, nommons & deputons par les preſentes les Sieurs *Adolph Henry de Repperda a Bunje*, Seigneur de Heer-Jans-Dam, ... *Jean de Schorack*, Bourguemaiſtre de la Ville de Deventer, & *Ludolphe Tuaca de Steeckenborgh*, Sieur de Weede, Surdijck, & Nyencloſter, tous Deputés Ordinaires en noſtre Aſſemblée de la part de Gueldre, ... & de la Ville de Groningue, & Pais Circonvoiſins reſpectivement, auxquels & à aucuns d'entr'eux, ſi par la maladie ou par d'autres empeſchements ils ne pouvoyent pas tous eſtre preſents. Nous avons donné & donnons Plein-pouvoir, Authorité, & Mandement ſpecial de traitter en noſtre nom en qualité de Deputés Plenipotentiaires conjoinctement avec leſdits Sieurs *Beverningk, de Hubert, & de Jongſtal*, & avec les Miniſtres de dits Seigneurs Roys Alliés de cet Eſtat, ladite Paix, aux conditions les plus utiles & avantageuſes, au bien de cet Eſtat, avec les Ambaſſadeurs Extraordinaires dudit Seigneur Roy de la Grande Bretagne d'adjuſter, regler, refondre, arreſter, conclurre, & ſigner le Traitté, & d'en paſſer les Actes & Inſtrumens en deuë forme, & de faire generalement tout ce que nous pourrions faire, ſi nous y eſtions preſents, quand meſme ſur cela il ſeroit beſoing un Mandement plus ſpecial; Promettans en ſincerité, & de bonne foy, d'avoir pour agreable, ferme & ſtable, tout ce que par leſdits Sieurs *Repperda a Beurie*, & *de Steeckenborgh*, conjoinctement avec leſdits Sieurs *de Beverningk, de Hubert, & de Jongſtal*, aura eſté ainſy negotié, promis, accordé, & ſigné en ladite qualité, pour l'obſerver, accomplir & executer inviolablement & ponctuellement en tous ſes

Anno 1667. Poinēts, ſans jamais aller au contraire, directement ny indirectement, en quelque maniere, que ce puiſſe eſtre, de l'agréer, & ratifier en la meilleure forme, que faire ſe pourra, & d'en faire expedier & delivrer nos Lettres de Ratification dans le temps & en la forme, qui ſe trouveront exprimés par ledit Traité.

Donné à la Haye en noſtre Aſſemblée, ſous noſtre grand Scau, & ſous le Seing & Paraphe ordinaire de noſtre Greffier, le vingt-huictieſme jour de Juillet, l'An mille ſix cent ſoixante ſept. *J. van Gent*, vt. Par Ordonnance desdits Seigneurs Eſtats Generaux. *N. Ruyſch.*

Sequuntur Inſtrumenta Ratificationis Domini Regis Magnæ Britanniæ.

CAROLUS Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defenſor, &c. Omnibus præſentes Literas inſpecturis, Salutem. Cum in vim Facultatum & Mandatorum reſpectivè datorum tam à Nobis, quam à Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii, Legatis noſtris Extraordinariis Dominis Baroni *Hallet* & *Conventrye*, & Deputatis Plenipotentiariis dictorum Ordinum Generalium Dominis *Adolpho Henrico de Ripperda*, *Hieronymo van Beverningk*, *Petro de Huybert*, *Alardo Petro Jongeſtal*, & *Ludolpho Twedæ de Sterckenborgh*, ipſi vigeſima prima die menſis Julii ſtylo veteri, ſtylo autem novo trigeſima prima ejusdem menſis Anni præſentis, Tractatum Pacis & Reconciliationis Bredæ conclu[ſ]erint & ſubſcripſerint modo & tenore præcedenti.

Nos Pactum Fœdusque illud, ſingulosque Articulos in eo comprehenſos gratos, acceptosque habentes, eos tam noſtro, quam Hæredum, Succeſſorumque Regnum, Regionum, Terrarum, Ditionum Subditorum noſtrorum nomine approbavimus, confirmavimus, acceptos ratosque habemus, totumque fide & Jurejurando Regio ſub obligatione & hypotheca omnium & ſingulorum noſtrorum Bonorum tam præſentium, quam futurorum, Nos ſervaturos & impleturos poſſicemur, nec unquam quidquam contra facturos nec attenturos directè nec indirectè, aut alio quovis modo. In cujus rei fidem præſentes propria manu ſubſcripſimus, easque Magno Angliæ Sigillo muniri juſſimus. Datum apud Weſtmonaſterium vigeſimo nono die menſis Julii ſtylo veteri, ſtylo autem novo octavo die menſis Auguſti, anno reparatæ Salutis milleſimo ſeptingentiſimo ſexageſimo ſeptimo; Noſtri vero Regni decimo nono. Signatum,

CAROLUS R.

Guil. Morice.

CAROLUS Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defenſor, &c. Omnibus præſentes Literas inſpecturis, Salutem. Cum in vim Facultatum & Mandatorum reſpectivè datorum tam à Nobis, quam à Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii, Legatis noſtris Extraordinariis Dominis Baroni *Hollet* & *Conventrye*, & Deputatis Plenipotentiariis dictorum Ordinum Generalium Dominis *Adolpho Henrico de Ripperda*, *Hieronymo van Beverningk*, *Petro de Huybert*, *Alardo Petro Jongeſtal*, & *Ludolpho Twedæ de Sterckenborgh*, ipſi vigeſima prima die menſis Julii ſtylo veteri, ſtylo autem novo trigeſimâ primâ die ejusdem menſis Anni præſentis, præcedentem Articulum ſeparatum Bredæ conclu[ſ]erint & ſubſcripſerint.

Nos dictum Articulum ſeparatum gratum acceptumque habentes, eum tam Noſtro, quam Hæredum, Succeſſorum, Regnorum, Regionum, Terrarum, Ditionum, Subditorum noſtrorum nomine approbavimus, confirmavimus, acceptum ratumque habemus. In cujus rei fidem præſentes manu ſubſcripſimus, easque Magno Angliæ Sigillo muniri juſſimus. Datum apud Weſtmonaſterium vigeſimo nono die menſis Julii ſtylo veteri, ſtylo autem novo octavo die menſis Auguſti, anno reparatæ Salutis milleſimo ſeptingentiſimo ſexageſimo ſeptimo. Noſtri vero Regni decimo nono. Signatum,

CAROLUS R.

Guil. Morice.

Sequitur Inſtrumentum Ratificationis Dominorum Ordinum Generalium.

ORdines Generales Fœderati Belgii, Conſtare volumus omnibus & ſingulis, quorum intereſt, aut quomodolibet intereſſe poterit. Quoniam poſt Belli adeo cruenti incendium, quod aliquot retrò annis inter Coronam Angliæ, atque hunc Statum antopere flagravit, juſto deſiderio ac propenſa voluntate moti ſimus ad extinguendum illud Bellum, cum Sereniſſimo ac Potenti[ſ]imo Principe ac Domino, Domino CAROLO, Magnæ Britanniæ & Hiberniæ Rege, contrahere ſinceram Pacem & inire ſtrictam, firmam mutuamque Amicitiam, Unionem & Confœderationem, pro defendenda & conſervanda libertate ac jure utriusque Nationis & Commercii; Et deſideratates hujus ſalutaris operis progreſſum, neceſſarium duximus Dictam, locum ad Pacis Tractatum deſtinatum, deputare atque eo ablegare Extraordinarios Deputatos & Plenipotentiarios noſtros, ut cum ſummæ memoratæ Majeſtatis ſuæ Legatis & Plenipotentiariis, ibidem convenirent de ſtrictâ, firmâ, ſinceræ & mutuâ Amicitiâ, Unione & Confœderatione utrimque colenda & obſervanda; Illi igitur cunctis accurate deliberatis, ventilatis & diſcuſſis, nomine utriusque Partis, Fœdus mutuum perfecerunt & concluſerunt, nec non de peculiaribus Articulis inviicem convenerunt, quorum tenor is eſt, qui hic & infra verbotenus ſequitur inſertus.

Proinde præfectum ac ſupra hic inſertum Pacti Fœderis atque Articulorum conventorum Inſtrumentum, cum Sereniſſimæ Majeſtatis ſuæ Legatis & Plenipotentiariis, per dictos Deputatos & Plenipotentiarios noſtros in ordinem redactum in omnibus Punctis & Clauſulis approbavimus & ratum habuimus, prout tenore ac vigore præſentium, illud approbamus & ratumhabemus, ſpondeures Nos dictum Inſtrumentum in omnibus Punctis & Articulis ſuis inviolabiliter ſervaturos, ac impleturos, neque paſſuros eſſe ut à quoquam ullo modo infringatur, laedatur vel violetur. In quorum fidem & robur hasce per noſtri Conſeſſus Præſidem ſignari, à Graphiario ſubſcribi, & majori Sigillo noſtro muniri feeimus. Dabantur Hagæ-Comitum die 20. Auguſti 1667. *Ex van Glinſtra*, vt. Ad Mandatum altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium. *N. Ruyſch.*

COmme ainſi ſoit, que durant la Negotiation de la Paix entre le Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & Meſſieurs les Eſtats Généraux des Provinces-Unies du Pais-bas, il y ait eu queſtion & deſir de l'explication des Articles 6, 7, & 8 de leur Traité de l'An 1662. touchant les Rebelles & Fugitifs qui ſe pourroient retirer dans les Royaumes & Terres reciproquement de l'un ou de l'autre.

Nous ſubſignez Ambaſſadeurs Extraordinaires de Sa Majeſté de Suede, & Mediateurs pour les Affaires de cette Negotiation, declarons que l'on eſt convenu que leſdits Articles 6, 7, & 8 dudit Traité de l'An 1662. ſeront mis dans le Traité conclu ce jourd'hui ſans aucune alteration ou addition, ainſi qu'ils ont eſté inſerez dans celui de l'An 1662. Et aſſeurons en outre les Sieurs Deputez des Seigneurs Eſtats Généraux de par les Sieurs Ambaſſadeurs d'Angleterre, que ce n'eſt ni ſera jamais l'intention du Roi de la Grande Bretagne de ſe vouloir ſervir du contenu deſdits trois Articles au preſjudice d'aucuns Officiers ou Soldats ou de quelques autres perſonnes de quelque qualité & condition qu'ils ſoient, pour avoir ſuivi la partie contraire, durant cette Guerre, ou de les appliquer contre aucun Miniſtre de la Parole de Dieu ou des autres Gens qui au regard de la Religion, du Culte Divin, ou de la non-conformité dans les ceremonies d'icelui ſe ſont deja retirés ou ſe pourroient retirer encore dans les Terres & Domaines de l'obeiſſance de Meſſieurs les Eſtats, pourveu qu'ils s'y comportent en des autres choſes moderément & paiſiblement, & qu'ils ne ſoient pas coupables de quelque crime contre l'Etat qui les rende ſujets à la peine que portent ces Articles.

En foi dequoi nous avons ſigné le preſent Acte à Breda ce trente uniéme Juillet 1667.

(L. S.) *George Flemmingh.* (L. S.) *Chriſtophe Delphique de Dhona.*

COmme ainſi ſoit que ſur l'extenſion de l'Article deuxiéme de l'Acte ſeparé, coutenant un inserim & une proviſion ſur le fait des Placarts du Commerce dont Meſſieurs les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi de la Grande Bretagne, & Meſſieurs les Deputés & Plenipotentiaires des Seigneures

Digitized by Google

ANNO 1667. gneurs Eſtats Généraux des Provinces-Unies ſont convenus ce jourdhui, il y ait eu difficulté ſur les mots ſuivants : *inſerre omnia ejusmodi Mercimonia quæ in Germania inferiore vel ſuperiore producta, extra aut maniùs elaborata, non miſi per Territoria ea Ditiones Unii Belgii vel per Terras vel per Flumina ad Portus Maritimos ſubvehi ſolent, ut inde per Mare tranſportentur.* A ſçavoir ſi ceux de *non miſi* y ſeroient inſerez ou non : Meſſieurs les Ambaſſadeurs d'Angleterre ayants ſoûtenu qu'ils ne pouvoient conſentir qu'ils fuſſent rayez parce qu'ils ſont conformes au texte du Placart de l'encouragement de l'an 1660. publié de par Sa Majeſté de la Grande Bretagne avec connoiſſance de ſon Parlement.

Et Meſſieurs les Deputés & Plenipotentiaires des Seigneurs les Eſtats Généraux des Provinces-Unies appréhendants que l'on pourroit donner telle aplication à cette periode, que par là on renverſeroit toute la vigueur dudit Article, ſous pretexte que les Marchandiſes venantes & descendantes de l'Allemagne haute & baſſe le long des Rivieres ou par la voye de Terre juſques aux Pays des Provinces-Unies peuvent auſſi commodement eſtre transferées par des autres endroits ou par des autres Ports.

Nous ſouſſignez Ambaſſadeurs Extraordinaires de Sa Majeſté de Suede & Mediateurs pour les Affaires de cette Negotiation, atteſtons & declarons pour plus grande ſeureté des Seigneurs les Eſtats ſuſdits, que ce n'a nullement eſté l'intention de Meſſieurs les Ambaſſadeurs d'Angleterre de tirer cette conſequence de cette Clauſe ou desdits mots *non miſi*, mais qu'au contraire ils ſe ſont declarés iteративement en noſtre preſence de bouche & en effect auſſi dans le Project d'un Acte qu'ils avoient minuté pour cette fin qu'ils ne pretendoient pas, que les Sujets desdits Seigneurs Eſtats Généraux puiſſent ſtre luquiſtez par aucune dispute de cette nature, mais qu'au contraire ils auront la faculté & la liberté toute entiere pour le tranſport de toutes les Marchandiſes venantes & descendantes comme deſſus pour les porter & debiter dans leurs Vaiſſeaux en Angleterre, & afin qu'il y euſt moins d'obſcurité ou de contradiction dans ladite periode, qu'après les mots *ad Portus Maritimos* on a fait inſerer de commun accord & concert les mots *plerumque commodius & uſitatius*, & qu'ainſi l'Article eſt demeuré dans les termes ſuivants : *Iisdem ſin Dominiis Generaliter eorumque Subditi ſuis Navigiis in Angliam præterea etiam inferre omnia ejusmodi Mercimonia, quæ in Germania inferiore vel ſuperiore producta, extra aut maniùs elaborata, non miſi per Territoria ea Ditiones Unii Belgii, vel per Terram vel per Flumina ad Portus Maritimos, plerumque commodius & uſitatius ſubvehi ſolent, ut inde per Mare tranſportentur.* En témoin de quoi nous avons ſigné le preſente Declaration. Fait à Breda le trente uniéme Juillet 1667.

(L.S.) *Georgius Flemmingh* (L.S.) *Chriſtophorus Delphicus B. ac C. in Dhona.*

ANNO 1667. d'Irlande, à l'occaſion de celle qui depuis quelques années s'étoit allumée entre lui Roi de la Grand' Bretagne, & Hauts & Puiſſans Seigneurs les Eſtats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, par la grace de Dieu qui a benî l'ouvrage, & par la Mediation du Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince Charles X I. Roi de Suede, des Vandales, & des Goths, qui excité par l'amour & affection ſinguliere qu'il porte aux deux Rois qui ſe faiſoient entr'eux la Guerre, & auſſi à leurs Royaumes, & de plus pouſſé par le zele & charité qu'il a de travailler au ſalut de la Chreſtienté, & à y rétablir & conſerver le repos, s'eſt interpoſé comme Mediateur, & a employé ſes offices de ſincere ami, l'on à penſé de part & d'autre au rétabliſſement de la Paix, & que pour y parvenir l'on eſt convenu de la Ville de Breda, pour le lieu de l'Aſſemblée & des Conferences des Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires entr'eux. Et afin de conduire cette affaire à ſa perfection deſirée ; Que les Ambaſſadeurs Extraordinaires de ſa Royale Majeſté Sereniſſime de Suede, les Tres-Illuſtres & Tres-Excellens Seigneurs, le Seigneur George Flemmingh libre Baron de Lindefiri, Seigneur de Nornaas & Liding, Conſeiller de ſa Royale Majeſté Sereniſſime de Suede, Senateur du Royaume & Conſeiller de la Chancelerie ; le Seigneur Chriſtophle van Delft Comte de Dhona, Seigneur Heredi taire de Corswinden, Schobiffen, Borgdorff, Slakels & Siſſibach, Mareſchal de Camp de la Royale Majeſté Sereniſſime de Suede, Conſeiller en ſon Conſeil de Guerre ; & le Seigneur Pierre Jules Coyet Seigneur Heredi taire de Bengsboda, & Lengebiörd, Chevalier, Conſeiller de la Chancellerie de ſa Royale Majeſté Sereniſſime de Suede, & de ſon Conſeil Aulique, prevenu toutes-fois de mort inopinée peu de tems après ſon arrivée en lieu, pendant qu'il entrebivoit par ſes Travaux à l'accomplifſement d'une œuvre ſi ſainte, ont avec ſincerité & promptitude, au nom de leur tres-clement Roi & Seigneur, employé toute leur induſtrie, dexterité & prudence. Comme auſſi que les Rois, ci-deſſus nommez, ſe portant à une fin ſi ſalutaire, ont commis & deputé, pour travailler au Traité de la Pacification preſente, leurs Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires : c'eſt à ſçavoir le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Roi de Danemarc & de Norwegue, &c. le Seigneur Paul Klingenhere Seigneur Heredi taire de Burtnig, Hamrero, & Tollrup, Conſeiller de la Royale Majeſté Sereniſſime en ſon Amirauté, & Maître Général des Poſtes, & le Seigneur Pierre Carliius ſon Conſeiller en ſes Conſeils ; & le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince Roi de la Grande Bretagne, &c. le Seigneur Denzel Holles Baron d'Yſtild, Conſeiller de Sa Royale Majeſté Sereniſſime en ſes Conſeils, & le Seigneur Henri Coventrye, Fils du défunt tres-honoré Thomas Coventrye Garde du grand Sceau d'Angleterre, Gentilhomme Privé de la Chambre, Senateur dans l'Aſſemblée ou Parlement Souverain d'Angleterre, & Commiſſaire pour l'adjudication des Terres dans le Royaume d'Irlande, qui après avoir mutuellement & de bonne foi communiqué entr'eux les Lettres de leurs Pleins-Pouvoirs, (dont les Copies ſont inſerées de mot à mot à la fin du preſent Traité) ſont convenus des Articles de Paix & d'amitié ci-après declarez.

XIX.

31 Juill. DANEMARC ET ANGLETERRE. *Traité de Paix entre* FREDERIC III. *Roi de Danemarc &* CHARLES II. *Roi d'Angleterre.* Avec *les* DECLARATIONS *des Ambaſſadeurs de France ſur quelques Articles dudit Traité. Conclu à Breda le 31. Juillet*, 1667. [FREDERIC LEONARD. Tom. V. En Latin, mais plus abregé dans AITZEMA, *Affaires d'Etat & de Guerre*, Tom. XIII. pag. 402. *Theatrum Pacis*. Tom. II. pag. 467. LONDORPII *Acta publica* Tom. IX. pag. 520. en Allemand. GASTELIUS, *de Statu publico Europæ noviſſ.* pag. 270. en Allemand.]

A TOUS en general, & à chacun en particulier, qui y ont interêt, ou qui peuvent y en avoir. L'on fait à ſçavoir & l'on certifie ; Qu'après la Guerre ſurvenuë entre le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince Frederic III. Roi de Danemarc, de Norwegue, des Vandales & des Goths ; & le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince Charles II. Roi de la Grand' Bretagne &

Anno 1667. sçavoir dans la Mer Boreale ou du Septentrion, dans la Mer Baltique, comme auſſi dans le Canal (ou Manche) d'Angleterre, dans le vingt-uitiéme jour; & depuis l'entrée du Canal ou Detroit jusques au Cap de S. Vincent, dans le terme de ſix ſemaines. Et ceſſeront pareillement dans l'eſpace de dix ſemaines, depuis ce même Cap, jusques à la Ligne Equinoxiale, ou Equateur, tant à la Mer Occane, qu'en la Mer Mediterranée. Et finalement dans l'eſpace de huit mois ils ceſſeront au delà de l'Equateur par toute la Terre ſans aucune exception, ou diſtinction plus étendue de tems ou de lieu. Tous les jours, les ſemaines, & les mois exprimez ſe comptant du jour de la ſignature du preſent Traité, & de la Publication qui en ſera faite en cette Ville de Breda. Et les jours ci-deſſus preſix étant paſſez, tout ce qui aura été pris & occupé par l'un ou l'autre des Rois, ou par ceux qui ſont à leur ſervice, à qui l'on aura donné des Commiſſions pour aller en cours, ſera rendu le même, & entier à ſeelui, ou à ceux à qui il aura été pris; qui ſeront pleinement dédommagez des pertes, dépenſes & frais qu'ils auront faits pour ce ſujet. Et ceux qui contreviendront à quelque attentat en cette partie, ſeront punis chacun d'eux ſelon le merite du délit.

III. Il a été auſſi accordé & conclu, que de part & d'autre toutes les diſcordes, ſoupçons, deffiances & mauvaiſes intentions, tant de la part du Sereniſſime Roi de Dannemarc, que de celle du Sereniſſime Roi de la Grand' Bretagne, comme auſſi en ce qui touche leurs Miniſtres, Officiers & Sujets, demeureront ſupprimées & enſevelies dans un oubli, ou amniſtie perpetuelle. Mais en outre par le preſent Traité la memoire ſera pour jamais abolie & effacée de tous les dommages, offenſes & injures qu'ils ont faites l'un à l'autre tant de fait que de parolles, ou par écrit, durant leur guerre commencée jusques à ce jour, & terme de tems preſcrit & limité: auquel toutes diſſentions, diſcordes, differents, meſintelligences, & inimitiez, ceſſeront & demeureront aſſoupies; nonobſtant l'attaque & défenſe qui furent faites dans le Port de la Ville de Berghes en Norwegue, & generalement tout ce qui s'y paſſa, ou qui peut dependre de cet evenement. En ſorte que l'une des Parties ne cauſe aucun trouble ou empêchement à l'autre ſous quelque pretexte que ce ſoit, tant s'en faut qu'elle attente ou entreprenne de faire aucun Acte d'hoſtilité, pour raiſon de quelque perte, offenſe, ou dépenſe ſoufferte en ſuite de cet accident.

IV. Tous les Priſonniers de part & d'autre, de quelque qualité & condition qu'ils ſoient, ſeront mis en liberté ſans payer aucune rançon.

V. Tous les Navires, Biens & autres choſes ſemblables, qui ont été priſes reciproquement par l'un ſur l'autre pendant l'embraſſement & les troubles de la Guerre faite entre les deux Rois ſusmentionnez & leurs Sujets; ou les Biens & preſentions qui ont été confiſquées par l'une des Nations ſur les Sujets de l'autre, ou qui ont été priſes & enlevées; comme encore tous les frais de la Guerre faits de part & d'autre, demeureront également compenſez, ſans que l'on en faſſe jamais queſtion ou demande. Comme auſſi ſont compriſes dans cette compenſation les Dettes actives des Sujets du Roi de la Grand' Bretagne qui ont été confiſquées par le Roi de Danemarc. S'entend, que toutes les Dettes de cette nature, qui depuis le dixiéme Mai vieil ſtile, & vingtiéme du nouveau, auront été payées par ſes Sujets, & par lui reçûes en vertu de la confiſcation & des Lettres de repreſailles, demeureront eteintes, comme ayant été acquittées. Et qu'à l'avenir il ne ſoit point permis aux Creanciers de telles Dettes de pretendre de s'en faire payer en cette qualité, ou de contraindre au payement; mais encore par autre raiſon ſous quelque pretexte que ce ſoit. Mais il ſera licite & permis aux Sujets du Roi de la Grand' Bretagne de demander & pourſuivre par les voyes de Droit & ordinaires de la Juſtice, le payement de telles Dettes confiſquées qui n'auront point encore été payées & reçues au jour ci-deſſus declaré. Excepté toutefois la Somme de ſix-vingt mille Riſdales plus ou moins, qui provient de certains differens ſurvenus entre le Roi de Danemarc & de Norwegue Chriſtian IV. de glorieuſe memoire, & le Parlement d'Angleterre, à cauſe du ſecours qu'il envoya au défaut de glorieuſe memoire Charles I. Roi de la Grand' Bretagne; pour laquelle Somme le Sereniſſime Roi de Danemarc & de Norwegue, s'eſt obligé, & en a donné ſon obligation à la Compagnie de certains Marchands Anglois, qui gregoient à Hambourg, & qui preſentement y font leur demeure, ou l'y ont ci-devant faite. Laquelle pretention de ſix-vingts mille Riſdales, plus ou moins, eſtant déduite par la confeſſion, demeurera par le preſent Traité annullée, éteinte & abolie, en ſorte, que les Creanciers de telle Dette ne pourront en cette qualité, preſentement ni à l'avenir, demander ou pretendre quoi que ce ſoit. Comme auſſi l'on eſt convenu & demeuré d'accord par paroles tres expreſſes, que l'on ne fera point revivre, ni l'on ne renouvellera aucune pretention pour raiſon des Navires & Biens pris & enlevez de la forte, & pour les Dettes deuës aux Creanciers, abolies & ſupprimées par la confiſcation, ſelon qu'il vient d'être declaré ci-deſſus. Mais que toutes leſdites reparées & tenuës pour annullées, éteintes & abolies de part & d'autre au moyen de la compenſation ſolemnelle qui s'en fait. S'entendant toutefois, que les Terres & Biens Immeubles ne ſont point compris dans cette annullation & extinction, mais qu'ils ſoient ſans difficulté & empêchement quelconque reſtituez à ceux qui en eſtoient Poſſeſſeurs & Proprietaires avant la Declaration de la preſente Guerre.

VI. Il a été auſſi accordé, & l'on eſt convenu, que ſous la compenſation ci-deſſus, l'on n'a point entendu y comprendre les Païs, Villes, Forteresſes, ou les Forts, ni autres Lieux de cette nature. Et en cas qu'il ſe trouvât que l'une des Parties durant le cours de la Guerre ſe fuſt emparé de quelqu'un de cette qualité, ſoit au dedans de l'Europe ou au dehors, on qu'il s'en rendît le maître dans le tems limité par le ſecond Article; il ſera incontinent, ſans aucun delai, tergiverſation, ni allegation d'aucun pretexte, reſtitué tel qu'il ſoit à qui il appartenoit auparavant, avec toutes les plus petites choſes qui en dépendent, & au même état qu'il étoit, lors qu'il a été pris, ſans qu'il puiſſe être retenu par forme de compenſation ou de dédommagement.

VII. Seront compris dans le preſent Traité ceux qui devant l'échange des Ratifications, ou après dans les ſix mois ſuivans, ſeront nommez du conſentement de l'une & de l'autre des Parties. Et comme elles, qui traitent enſemble, reconnoiſſent avec gratitude les ſinceres offices, & continuel zele & affection, avec lesquels le Roi Sereniſſime de Suede, affiſté du ſecours & aide divine, a avancé ce ſalutaire ouvrage de Pacification; pour lui témoigner reciproquement une pareille affection, il a été ordonné par le conſentement commun de toutes les Parties, que ſa Royale Majeſté Sereniſſime, ci-deſſus nommée, ſoit compriſe & inſeuſe dans le preſent Traité de Paix, en la meilleure forme qu'il ſe peut; avec tous ſes Royaumes, Seigneuries, Provinces, & tous les Droits qui lui appartiennent.

VIII. Il a été finalement conclu, arreſté, & accordé, que les ci-deſſus nommez, Sereniſſimes & Tres-puiſſans Rois, garderont & obſerveront avec ſincerité & de bonne foi, le contenu du preſent Traité; & qu'ils le feront inviolablement garder & entretenir par leurs Sujets & Habitans de leurs Païs, & qu'ils n'y contreviendront directement ni indirectement; & ne permettront qu'il y ſoit contrevenu en aucune maniere par leurs Sujets, ou par ceux qui ſont leur demeure dans leurs Royaumes: & qu'ils en ratifieront & confirmeront tous les Points & Articles, comme ils ſont ci-deſſus recordez, par Lettres Patentes ſouscrites de leurs propres mains, & ſcellées de leurs grands Sceaux, conçues & écrites en forme ſuffiſante pour leur donner autorité, & faire fortir effet. Lesquelles Lettres Patentes ſeront reciproquement echangées dans le tems de quatre ſemaines prochaines, ou plûtôt ſi faire ſe peut, après la date des Preſentes, & les donneront dans cette Ville de Breda, ou les y feront donner de bonne foi, réellement, & de fait.

Et pour faire foi de toutes les choſes ci-deſſus & de chacunes d'elles, & pour leur donner plus de force & d'autorité: Nous Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, avons ſouſſigné de nos mains le preſent Traité & Acte, avec les Illuſtriſſimes & Excellentiſſimes Seigneurs les Ambaſſadeurs Extraordinaires Mediteurs à Breda, le trente-uniéme Juillet mil ſix cens ſoixante-ſept.

(L. S.) *George Flemmingh.* *Paul Klingenberg.*
Hollet. *Pierre Carriſius.*
(L. S.) *Henry Coventrye.*
Chriſtophe Delphique de Dona.

Com-

Digitized by Google

ANNO 1667.

Commiſſion des Plenipotentiaires du Sereniſſime Roi de Danemarc.

FREDERIC III. par la grace de Dieu Roi de Danemarc, de Norwegue, des Goths, & Vandales, Duc de Sleswick, de Holſtein, de Stormar & de Dithmarſe, Comte d'Oldenbourg, & Delmenhorſt. Noſtre intention eſt que tous en general & chacun en particulier, ſçachent que la Guerre n'etant émûë entre Nous, le ſereniſſime Tres-Puiſſant, Tres-Chreſtien Prince LOUIS XIV. Roi de France & de Navarre; & les Hauts & Puiſſans Seigneurs, les Eſtats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, d'une part; & le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince Charles II. Roi de la Grand' Bretagne, &c. d'autre part; & que des Traitez ſolemnels ayant eſté commencez dans la Ville de Breda; pour accommoder les differens qui ont eſté jusques ici entre les Parties: Nous avons conſtitué, deputé & commis, comme par ces Preſentes Nous conſtituons, deputons & commettons pour y aſſiſter. Nobles & honneſtes nos ſincerement & fidelement bien-aimez Paul Klingenberg Conſeiller de noſtre Amirauté, & Maître General des Poſtes; & Pierre Carlius noſtre Conſeiller & Reſident prés les ſusnommez Seigneurs Etats Généraux; ausquels Nous donnons plein & entier Pouvoir de negocier & traiter en noſtre nom avec le Commiſſaire deputé ou Commiſſaires deputez par le ci-deſſus nommé Roi de la Grand' Bretagne, garnis de Pouvoirs ſuffiſans pour le même effet, de tous les differens que nous avons avec lui; de les accorder, terminer & conclure, & de faire en outre toutes les choſes qui peuvent contribuer à aſſoupir & éteindre les meſintelligences & inimitiez ſecretes qui pourroient être entre Nous & le ſusmentionné Roi de la Grand' Bretagne; & qui ſemble ront pouvoir retablir l'ancienne amitié & concorde. Nous obligeant & promettant en parole de Roi, de confirmer & ratifier tout ce que les déſommez ci-deſſus, nos Plenipotentiaires auront traité, negocié & conclu; & de ne rien faire de noſtre part, & de ne ſouffrir qu'il ſoit fait aucune choſe, qui en quelque maniere que ce puiſſe eſtre y repugne, & puiſſe y eſtre contraire: en foi de quoi Nous avons ſigné les Preſentes de nôtre main, & pour les autoriſer avons commandé, qu'elles fuſſent ſcellées de nôtre Sceau Royal. Donné en nôtre Chateau de Coppenhague, le ſixiéme jour d'Avril mil ſix cens ſoixante ſept. *Signé*, FREDERIC. *Et plus bas*, BIERMAN.

Les ſouſsignez Plenipotentiaires de ſa Royale Majeſté Sereniſſime de Danemarc & de Norwegue, ayant avoir exactement collationné, certifient que les Lettres de Procuration & Pouvoir ci-deſſus transcrites, conviennent avec l'Original en tous les Points & toutes les periodes. Fait à Breda le 31. Mai 1667. PAUL KLINGENBERG. P. CARISIUS.

Procuration de la part du Sereniſſime Roi de la Grand' Bretagne.

CHARLES II. par la grace de Dieu, Roi de la Grand' Bretagne, d'Ecoſſe & d'Irlande, &c. A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront; Salut. S'étant élevé depuis certains temps quelques differens entre Nous & les Hauts & Puiſſans Seigneurs les Eſtats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, d'où s'eſt enſuivi une Guerre qui depuis plus de deux ans s'eſt fort échauffée au grand dommage & prejudice de l'une & de l'autre Partie: fur quoi eſtant arrivé que le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Roi de Suede, ami commun, eut offert ſa Mediation qui Nous eſt tres-recommandable, & en même-tems leſdits Etats Généraux nous ayant enfin requis de vouloir envoyer des Plenipotentiaires de nôtre part en quelque lieu commode qui puiſſent traiter avec leurs Commiſſaires & Députez, en y joignant les Ambaſſadeurs des Sereniſſimes & Tres-Puiſſans Princes les Roys Tres-Chreſtien & de Danemarc, pour travailler enſemble à appaiſer ces differens, éteindre cette Guerre, & enfin rétablir la Paix: Nous qui avons eſté obligez, & comme contraints malgré Nous de prendre les Armes, avons toûjours mieux aimé terminer ces differens par la voye d'Arbitrage, que par celle de la Guerre; ce qui fait que nous avons volontiers conſenti au deſir & à la propoſition des Eſtats Généraux pour le Traité de Paix: A cette fin Nous avons choiſi pour nos Ambaſſadeurs Extraordinaires, les Gens les plus excellens & les plus capables de nous ſervir en cette affaire, ſçavoir noſtre tres-fidele & tres-amé Conſeiller *Denzel Ibides*, Baron de Iteid, & noſtre amé & fidele *Henry Coventry*, Fils de tres-honorable Thomas Baron de Coventry, autrefois Garde du grand Sceau d'Angleterre, l'un de nos Chambellans, Senateur dans le Souverain Conſeil ou Parlement d'Angleterre, & Commiſſaire deſtiné pour l'Adjudication des Terres dans le Royaume d'Irlande, leſquels nous nommons pour pouvoir conferer, traiter & conclure ladite Paix avec les Commiſſaires & Députez des ſusdits Roys, & Eſtats Généraux.

ANNO 1667.

Nous faiſons donc à ſçavoir qu'ayant fouvent experimenté la prudence, integrité, fidelité & induſtrie de nos ſusdits Ambaſſadeurs Extraordinaires, & Nous confians entierement en eux, Nous les avons ordonnez & députez, & par ces Preſentes ordonnons & deputons nos veritables & indubitables Commiſſaires, Procureurs & Plenipotentiaires, leur donnans pleine puiſſance & autorité, & Mandement général & ſpecial en noſtre nom, de communiquer, traiter, convenir & conclure, & faire generalement toutes les autres choſes neceſſaires, pour avec les Commiſſaires reſpectifs des Roys & Eſtats ſusmentionnez, ayant ſuffiſant Pouvoir pour ce ſujet, travailler à oſter tous les differens ſusdits ſous les Articles & conditions reciproques de reſtituer & rétablir de part & d'autre les choſes dont on ſera convenu, & enfin de dreſſer ſur le tout les Articles, Lettres & inſtrumens neceſſaires, & de faire toutes les choſes qui ſeront à propos pour la concluſion de ce Traité, promettans de bonne foi & en parole de Roi, d'avoir agreables, fermes & ſtables, & de n'aller jamais à l'encontre des choſes qui ſeront reſolues entre nosdits Ambaſſadeurs Extraordinaires & ceux des Eſtats Généraux, mais au contraire d'executer & obſerver inviolablement & religieuſement tout ce qui ſera promis en noſtre nom ſur ce ſujet. En témoignage dequoi nous avons ſigné les preſentes Lettres, & à icelles fait appoſer le grand Sceau d'Angleterre. Donné à Weſtminſter le quinziéme du mois d'Avril l'an 1667. le dix-neufiéme de noſtre Regne. *Ainſi ſigné*, CHARLES, Roy.

Ratification du Roi de Danemarc du Traité de Paix conclu à Breda le 31. Juillet ſtile nouveau 1667. entre luy & le Roy de la Grand' Bretagne.

FREDERIC III. par la grace de Dieu, Roi de Danemarc & de Norwegue, des Goths & des Vandales, Duc de Sleswik, de Holſtein, Stormar & de Ditmarſe, Comte d'Oldenbourg & de Delmenhorſt: A tous ceux qu'il appartient, ou pourra appartenir pour leur interêt, & chacun en particulier. Nous deſirons par ces Preſentes donner à connoiſtre, témoigner & certifier, que s'eſtant tenuë depuis peu dans la Ville de Breda une Aſſemblée ſolemnelle, pour éteindre l'embraſement de la funeſte Guerre qui avoit eſté allumée entre Nous, le Sereniſſime, Tres-Puiſſant & Tres-Chreſtien Prince Louis XIV. Roy de France & de Navarre, & les Hauts & Puiſſans Seigneurs les Eſtats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, d'une part; Et le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince Charles II. Roi de la Grand' Bretagne, d'autre part: Nous avons envoyé à cette même Aſſemblée Nobles & honneſtes nos chers & bien-aimez Paul Klingenberg Conſeiller en noſtre Admirauté, & Maître Général des Poſtes, & Pierre Carlius auſſi noſtre Conſeiller, afin qu'ils entraſſent en Conference avec les Ambaſſadeurs Plenipotentiaires du ci-deſſus nommé Roi de la Grand' Bretagne, & qu'ils traitaſſent pour accommoder & accorder les differents & diſſentions qui étoient entre Nous. Ce qui par la benediction de Dieu a reuſſi, de ſorte que l'Accord s'en eſt enſuivi, & l'on a conſenti à la Paix de part & d'autre, & ſous certaines conditions, dont l'Acte eſt conçû de mot à mot, comme il enſuit, &c.

Declaration de Meſſieurs les Ambaſſadeurs de France ſur le cinquiéme Article du Traité entre l'Angleterre & le Danemarc.

NOUS Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France, declarons que dans l'Article V. du Traité fait & conclu ce jourdhuy entre le Roi de la Grand' Bretagne, & le Roi de Danemarc, on n'a entendu parler que de l'abolition de la Dette de ſix vingts mille Richedales, plus ou moins, pour leſquelles

Digitized by Google

ANNO 1667.

quelles ledit Seigneur Roi de Danemarc s'eſt obligé envers la Compagnie des Marchands Anglois, établie à Hambourg, ſans préjudice des autres Dettes pour leſquelles ledit Seigneur Roi ſe pourroit être obligé envers d'autres Sujets de Sa Majeſté Britannique, leſquelles on n'a point entendu éteindre & abolir par le preſent Traité. En témoin dequoy nous avons ſigné la preſente Declaration. Fait & paſſé à Breda le 31. Juillet 1667.

(L.S.) *d'Eſtrades.* (L.S.) *Courtin.*

Declaration de Meſſieurs les Ambaſſadeurs de France touchant le Droit du Sund.

NOus ci-deſſous denommez, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Tres-Chrêtien Roy de France, Godefroy, Comte d'Eſtrades, Lieutenant General dans les Armées de ſa Majeſté, & Chevalier de ſes Ordres, Gouverneur de Dunkerque, Maire perpetuel de Bordeaux, Vice-Roi de l'Amerique; & Honoré Courtin Conſeiller d'Etat & Maître des Requeſtes: & comme nous les Députez, Plenipotentiaires des Provinces-Unies des Pais-Bas, pour les preſents Traitez de Paix, Jerôme-Van-Beverning, Pierre de Huybert Seigneur de Regersbereh, Everwerdt, &c. Conſeiller & Syndic de Meſſieurs les Eſtats de Zelande, & Allard Pierre Jongſtal premier Conſeiller & Preſident de la Cour Souveraine de la Province de Friſe, faiſons à ſçavoir, certifions & atteſtons qu'à cauſe du different & conteſtation ſurvenu dans ces Traitez de Paix; qui déja ont eſté conclus en ce lieu entre le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Roi de Danemarc, & le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Roi de la Grand' Bretagne; pour raiſon du payement du Peage & Droit d'Entrée que les Sujets de l'un des deux Rois ſeront à l'avenir tenus de payer pour raiſon de leurs Navires & Marchandiſes, dans les Ports & Rivieres de l'autre; & à cauſe auſſi que de la part du Roy de Danemarc dans le Projet donné par ſes Plenipotentiaires aux Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires d'Angleterre, la periode ſuivante avoit eſté inſerée à la fin du premier Article en ces termes.

„ Et comme l'un & l'autre Roi a le Pouvoir Souverain & le Droit entier ſans qu'on le puiſſe mettre en controverſe ou le diſputer, de diſpoſer & ordonner „ des Impoſitions & Peages dans leurs propres Seigneuries & Terres de leur Domination; pareillement auſſi les Sujets de l'un payeront autant de Peages & „ d'Impoſitions dans les Royaumes, Provinces, Iſles, Villes, Havres & Rivieres de l'autre, que chacune des Parties pour ſon regard trouvera à propos „ qu'il ſe peut faire pour ſon ſervice, utilité & profit; „ & en la même maniere que les autres Nations Etrangeres avec leſquelles il n'y a point de Conventions particulieres pour ce ſujet, ſont obligées de „ payer. Toutefois au paſſage du Sund l'on n'exigera point de Vaiſſeaux Anglois, & des Marchandiſes „ dont ils ſeront chargez, & ils ne payeront point de „ Peage & d'Impoſition plus grande que celle qui eſtoit exigée d'eux, & qu'ils payoient en l'an mil ſix cens cinquante."

Mais que de la part d'Angleterre l'on n'a pas voulu mettre cette clauſe, ſinon avec cette condition: Qu'au regard du Peage qui ſe paye au paſſage du Sund, au lieu de l'année mil ſix cens cinquante l'on appoſtaſt l'an mil ſix cens cinquante-deux. Ce que toutesfois l'on n'a pû perſuader aux Plenipotentiaires de Danemarc, quelque raiſon qu'on leur ait apportée, aſſurant & affirmant que dans leurs Inſtructions il n'y avoit rien qui touchait ce point. C'eſt pourquoy on leur a propoſé cet expedient pour temperament; Que l'on retranchaſt entierement de cet Article la periode qui feroit quelque mention des Peages & Impoſts; à quoy enfin les ci-deſſus nommez Plenipotentiaires Danois ont conſenti, principalement induits par le deſir de rétablir la Paix tant ſouhaitée. A condition toutefois, que Nous ſuſnommez Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires rendiſſions témoignage que la Negotiation n'eſt faite & paſſée de la ſorte, comme nous l'atteſtons & certifions par le preſent Acte ſouscrit de nos mains, avec l'appoſition du Cachet de nos Armes pour l'autoriſer d'autant plus. Fait à Breda le trente uniéme Juillet mil ſix cens ſoixante-ſept.

(L.S.) *d'Eſtrades.* (L.S.) *Courtin*

ANNO 1667.

Declaration de Meſſieurs les Ambaſſadeurs de France touchant les Orcades.

NOus ci-deſſous dénommez Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Tres-Chrêtien Roi de France, Godefroy Comte d'Eſtrades, Lieutenant Général dans les Armées de Sa Majeſté, & Chevalier des Ordres de Sa Majeſté, Gouverneur de Dunkerque, Maire perpetuel de Bordeaux, Vice-Roi de l'Amerique, & Honoré Courtin Conſeiller d'Etat & Maître des Requeſtes: & conjointement Nous les Députez Plenipotentiaires des Provinces-Unies des Pais-Bas pour les preſents Traitez de Paix, Jerôme-Van-Beverning, Pierre de Huybert Seigneur de Regersbereh, Everwerd, &c. Conſeiller & Syndic de Meſſieurs les Eſtats de Zelande, & Allard Pierre Jongſtal premier Conſeiller & Preſident de la Cour Souveraine de la Province de Friſe; Faiſons à ſçavoir, certifions, & atteſtons, que dans les preſents Traitez de Paix faits & conclus en ce lieu, entre le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Roy de Danemarc & de Norwegue Frederic III. & le Sereniſſime & Tres Puiſſant Roi de la Grand' Bretagne Charles II. Pon a demandé de la part de Danemarc avec des inſtances tres-preſantes la reſtitution des Iſles appellées Orcades & de Hitland; pour laquelle fin Meſſieurs les Plenipotentiaires de Danemarc ont inſeré l'Article ſuivant dans le Projet de leur Traité, qu'ils ont communiqué à Meſſieurs les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires d'Angleterre.

„ Durant que l'on a prouvé ſuffiſamment par des Titres, que depuis pluſieurs ſiecles les Iſles Orcades „ ont appartenu au Royaume du Norwegue par une ſubjection inſeparable & inalienable, & luy appartiennent encore; & qu'elles ont eſté engagées & hypotequées au Roy d'Ecoſſe pour une certaine Somme „ d'argent, à condition qu'elles ſeroient rendues & reſtituées, en remboursant & payant la meſme Somme, & qu'elles retourneroient & ſeroient reunies au „ Royaume de Norwegue: & bien que de la part de „ Danemarc le remboursement de cette meſme Somme ait eſté ſouventesfois offert, & que nonobſtant „ cela la reſtitution n'en ait point eſté faite; l'on eſt de neuvé d'accord enſemble, & l'on eſt convenu, par delit & affection principalement, que l'on a d'obvier aux troubles & diſſentions & de les empêcher, qui à l'occaſion de ce different pourroient naître entre les Sereniſſimes Rois de Danemarc & d'Angleterre, que les ſuſnommées Iſles appellées les Oreades & Hitland, ſoient reſtituées & rendues au Roi de Danemarc: ou à tel autre à qui il donnera Pouvoir de les recevoir, en l'eſtat qu'elles ſe trouvent à preſent ſans en rien retenir, & ſans retardement."

A laquelle propoſition Meſſieurs les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires d'Angleterre ont répondu de leur part: Qu'ils n'avoient aucune inſtruction ſur cette affaire, & qu'ils deſiroient que cet Article fuſt rayé & effacé du Projet, veu principalement qu'il ne touchoit en rien le preſent Traité de Paix, & que l'on ne pouvoit pas l'inſerer, ni lui donner place entre les autres.

Ce que Nous ſouſſignez avons pareillement reconnu. C'eſt pourquoi les Seigneurs Plenipotentiaires du Sereniſſime Roi de Danemarc & de Norwegue, portez ſur tout d'affection pour la Paix ſi ardemment ſouhaitée, & afin que cette affaire ſi fâcheuſe ne ſouffrit de retardement de ce côté-là, ont finalement conſenti, que cet Article touchant les Oreades & Hitland fuſt rayé & effacé de leur Projet. A condition toutesfois que la ſuſpenſion & ſurſeance de la demande de reſtitution de ces Iſles ſoit entenduë, ſans qu'elle porte préjudice aux Droits de leur Seigneur Roi Sereniſſime, & ſans qu'elle déroge en quoy que ce ſoit à ſes pretentions; qui ſubſiſtent entieres & manifeſtes, jusques à une plus favorable occaſion, ſoit qu'elle ſe preſente plûtôt ou plus tard, afin d'en demander la reſtitution, ſuivant telles pretentions.

Surquoy l'on eſt demeuré d'accord, & l'on a promis que Nous ci-deſſus denommez Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, conjointement avec Meſſieurs les Ambaſſadeurs Extraordinaires du Sereniſſime Roi de Suede, donnerions atteſtation de ce que deſſus pour certitude plus ample de la verité du fait, comme la donnons de bonne foy par le preſent Acte ſigné de nos mains, auquel pour donner plus d'autorité Nous

Digitized by Google

ANNO 1667. Nous avons apposé le Cachet de nos Armes. Fait à Breda le trente-unième jour de Juillet l'an mil six cent soixante & sept.

(L. S.) D'ESTRADES. (L. S.) COURTIN.

Acte de la Publication de la Paix de la part des Plenipotentiaires de Danemarc.

NOUS Paul Klingenberg & Pierre Carisius Plenipotentiaires de Sa Majesté Serenissime le Roi de Danemarc, faisons à sçavoir à tous qu'il appartiendra, & attestons qu'en vertu du Traité conclu & arrêté en cette Ville de Breda le trente-unième jour de Juillet passé, stile nouveau, & le vingt-unième stile ancien, la Paix plus stable & ferme qu'auparavant, & l'amitié sincere ont été renouvellées entre le Serenissime & Tres-Puissant Prince Frederic III. Roi de Danemarc & de Norwegue, des Vandales & des Goths, &c. Et le Serenissime & Tres-Puissant Prince Charles II. Roi de la Grand' Bretagne; pareillement entre leurs Royaumes, Principautez, Comtez, Isles & Seigneuries. Et qu'aujourd'huy, datte des Presentes, les Ratifications données par les deux Rois susnommez ont été échangées mutuellement; & partant que le libre exercice du Commerce est entierement & sans reserve ni restriction restabli en sa premiere vigueur. Et la Publication qui a déja été faite ici d'un consentement mutuel, servira de regle, & sera le terme, suivant lequel tous Actes d'inimitié & d'hostilité doivent cesser, & la Paix commencer, comme cela se peut voir plus particulierement dans le second Article du present Traité. En cette maniere toutefois, que le premier terme & jour de la cessation des hostilitez commencez dans la Mer Septentrionnale, dans la Mer Baltique, & le Canal, le quatriéme de Septembre selon l'ancien stile. Le second jusques au Cap Saint Vincent commence le vingt-deuxiéme Septembre dit ancien. Et le troisiéme terme pour ce qui regarde les Mers au delà du Cap Saint Vincent jusques à la Ligne Equinoxiale, tant dans l'Ocean que dans la Mer Mediterranée, commencera le vingt-troisiéme Octobre pareillement selon l'ancien stile. Et finalement le quatriéme terme, auquel doivent cesser les hostilitez au delà de la Ligne Equinoxiale par toute la Terre, le quatorziéme Avril ancien stile de l'année mil six cent soixante huit. Et pour d'autant plus authoriser ce que dessus, Nous avons signé les Presentes de nos mains, & les avons fait publier à haute voix & son de trompe dans la Ville de Breda, ce jourd'huy vingt-quatriéme Août selon le stile nouveau, & le quatorziéme selon l'ancien.

(L. S.) PAUL KLINGENBERG.

(L. S.) PIERRE CARISIUS.

XX.

22. Août. COLOGNE, BRANDEBOURG, &c. (1) *Traité d'Alliance defensive entre divers Princes du Cercle de* WESTPHALIE, *& autres de l'Empire, comme entr'autres l'Electeur de* COLOGNE, *l'Electeur de* BRANDEBOURG, *les Princes de* BRUNSWICK *&* LUNEBOURG *&c. Fait à Brunswick, le 22. Août, 1667.* [AITZEMA, *Affaires d'Etat & de Guerre.* Tom. XIII. pag. 746. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortsetzung II. Abtheil. II. pag. 342. en François comme ici, & comme il paroît, tiré de la même source.]

LEs Seigneurs Electeurs de Cologne & de Brandebourg, ensemble les Seigneurs Evêque d'Osnabrug & George Guillaume, comme aussi Rodolphe Auguste Ducs de Brunswick & Luneburg, avec la Dame Landgravine & Regente de Hesse-Cassel, ayant ci-devant & dans cette presente conjoncture de tems dilligemment consideré & deliberé sur les moyens de conserver & maintenir les Païs & Peuples que Dieu leur a confiés & les defendre avec l'assistance divine contre toute violence, afin qu'ils soient maintenus dans une bonne Union, & l'experience ayant aprés que les Constitutions, & Ordonnances faites avec grande peine par le Saint Empire & tous les autres semblables moyens ont été de peu d'effect, ils ont pour l'amour paternelle qu'ils ont pour leurdits Païs jugé très à propos, de perfiliter non seullement dans la confiance & amitié de nous voisins ci-devant établies entr'eux, mais aussi de faire entre eux une Alliance defensive plus ferme & plus étroite. C'est pourquoi lesdits Princes & Electeurs ont deputé & envoyé leurs Conseillers ley à Brunswick qui ont au nombre de leurs Seigneurs Principaux, & sous leurs Ratification & approbation traité & conclu une Alliance defensive de la maniere suivante.

ANNO 1667.

I. Il y aura entre lesdits Alliez de part & d'autre une sincere & unanime amitié & voisinance, enforte qu'ils tâcheront de procurer le bien & utilité l'un de l'autre, & s'il leur arrive quelque chose qui les mette en quelque danger, celui que cela regardera en avertira à terms, afin d'eviter les troubles qui en pourroient naître, & qu'on puisse communiquer à tems sur le secours promis & qui sera desiré.

II. Cette Alliance defensive, ne sera point offensive à l'égard de personne & encore moins à l'égard de Sa Majesté Imperiale & de l'Empire, mais seulement pour la deffence & manutention des Païs, Peuples, Droits & Prerogatives d'iceux.

III. Tous & un chacun Païs des Alliez, qu'ils possedent maintenant dans le St. Empire seront compris dans la presente Alliance, en telle maniere, que si quelques-uns desdits Païs & Peuples desdits Confederez venoient à être attaquis, ou qu'on vint à commettre contre iceux quelque violence, & entreprises, même en y voulant mettre les Troupes en quartier ou les y faire passer contre les Constitutions de l'Empire & Instrumens de Paix, (sur lesquels est fondée la presente Alliance) & qu'on voulut donner atteinte à ladite presente Alliance, ceux des Alliez à qui telle violence sera faite, en donnant avis & notification prealable & à tems à ses Alliez seront assistés des Troupes de Cavalerie & d'Infanterie sans perdre de tems, selon qu'il est accordé & convenu par les Articles suivans.

IV. Mais afin qu'on puisse sçavoir ce que chacun sera obligé de fournir à celui qui sera attaqué ou lezé lors qu'il demandera du secours, il est accordé que son Altesse Electorale de Cologne fournira deux mille quarante Hommes de Cavalerie & seize cens fantassins; sa Serenité Electorale de Brandebourg, mil Hommes de Cavallerie, & deux mil Hommes de Pied, le Prince Serenissime d'Osnabrug mil Chevaux & deux mil Fantassins, le Serenissime Prince George Guillaume deux cens quarente Chevaux, & six cens quarente quatre Fantassins, si Serenité le Duc Rodolphe Auguste deux cens Chevaux & quatre cens Fantassins, la Serenissime Landgravine de Hesse-Cassel deux cens Chevaux & quatre cens Fantassins, lesquels ils tiendront prêts, & les envoyeront sans perdre de tems, comme il a été dit, quand l'occasion le requerra. Les Alliez tiendront prêt aussi la moitié de plus que leurdite cotte part, qui même sera augmentée si on le juge convenable.

V. Chacun des Alliez étant averti par celui qui sera molesté, du danger ou il sera, sera obligé de lui envoyer le secours promis en Cavallerie & Infanterie dans quatorze jours, à compter du jour que la requisition en aura été faite & ce sans delai. Et qu'il ne le pourra rapeller & faire revenir, à moins que le requerant, n'en eût plus besoin lui-même, ou que l'assistant étant attaqué ou molesté n'en eut besoin pour lui-même.

VI. Mais si plus d'un des Confederez venoit à être attaqué & à effuyer quelque danger, en ce cas les autres Alliez envoyeront une partie du secours à l'un des attaquez, & l'autre partie à l'autre de la maniere que dessus, & parce qu'il se pourroit faire que semblable secours ne seroit pas suffisant, en ce cas les Alliez seront tenus de prendre des resolutions proportionnées au danger, & de convenir d'un tel secours qu'il soit suffisant pour assister à bon escient celui qui sera attaqué.

VII. Quand le secours effectif aura été envoyé, & qu'il sera arrivé auprés des Troupes & dans le Païs de celui qui l'aura requis, celui à qui ledit secours sera envoyé en aura aussitôt le commandement en Chef, & la direction dans toutes les affaires Militaires, soit qu'il

(1) Ce Traité a été traduit du Flamand; mais comme ce n'est pas l'original, on ne l'a mis ici qu'en François.

ANNO 1667. qu'il s'emue à agir dans fon Païs ou dans un autre hors de celui des Confederez, mais quand il s'agira d'entreprendre quelque chofe, il fera toutes les fois tenu un Conſeil de Guerre, comme c'eſt la coûtume.

VIII. Chaque aſſiſtant fournira autant d'Artilleric & autres choſes neceſſaires avec les Troupes que les cas de la Guerre le requerront, mais ſi l'on a beſoin de groſſes pieces de Canon, on les fournira à proportion du beſoin du requerant, en cas que ce ſoit pour agir dans ſon Païs, ou dans ceux qui ſeront le plus pres des Alliez, mais en l'un & en l'autre cas, ils ſeront fournis, & les dommages & reparations en ſeront payez à frais commun des Alliez.

IX. Chaque Officier des Alliez aura Juriſdiction ſur les Troupes qu'ils envoyeront au requerant, mais s'il arrivoit quelque choſe qui requit un Conſeil General de Guerre, on y joindra tous ceux qui y doivent aſſiſter, & le Preſident en ſera celui qui ſuivant le ſeptiéme Article aura le Directoire, s'il n'y veut ou ne peut pas y aſſiſter, ce ſera celui qui ſera le premier en charge.

X. Pour l'entretien des Troupes de chaque Allié le requerant ſera obligé quand elles ſeront dans ſon Païs ou prés des limites & pendant tout le tems qu'elles ſeront ſous ſa direction, de leur fournir des Quartiers & de les traiter comme les ſiennes propres.

XI. Et afin qu'il n'arrive aucune confuſion par la conjunction desdites Troupes tous les Alliez dreſſeront enſemblement une Ordonnance de Diſcipline, ſuivant laquelle toutes les Troupes conjoinres ſeront traitées. Et parce auſſi que toutes les Troupes Auxiliaires ne ſe trouvent portez avec eux toutes leurs Provisions à la fois, le requerant ſera obligé de leur fournir les proviſions neceſſaires pendant qu'elles ſeront dans ſon Païs, & le prix lui en ſera reſtitué par les Alliez à proportion du ſecours qu'ils ſont obligez de fournir.

XII. En outre cette Alliance deffenſive durera trois ans conſecutifs, à compter de la datte des preſentes, pendant lequel tems elle ſera obſervée & diuſtifiera inviolablement. Et il ſera en la liberté des Alliez de la conſederer encore pendant leſdits trois ans pour prolonger encore cette dite Alliance.

XIII. Et ſi quelques-uns des Confederez étoient encore outre cette Alliance compris dans quelque autre en vertu de laquelle ils ſeroient tenus de donner quelque ſecours à d'autres, le ſecours ne ſera fourni qu'en vertu de l'une ou de l'autre Alliance, & il ſera libre au requerant de declarer à laquelle des deux Alliances il s'en voudra tenir. Et quand un ſecours aura été une fois envoyé, il ſera ſouſtrait du *quantum*, de ce que les Confederez devront fournir.

XIV. Et ſi dans le voiſinage il venoit à ſe faire quelque mouvement dont l'Empire pût recevoir quelque desavantage, les Alliez veullent bien aurant qu'en eux ſera, apporter tout le ſoin & la diligence poſſible, afin que le poiar de la ſureté de l'Empire y ſoit menagé & qu'il ne ſoit rien negligé à cet égard.

XV. Et comme dans la Negociation de cette Alliance les Deputez du Seigneur Duc Jean Frederic de Brounwick-Luneburg qui y ont aſſiſté n'ont pû la ſigner faute de Mandement ſpecial dudit Prince, & que s'en étant exemté ils ont deſiré qu'ils la puſſent ſigner dans la ſuite, cela leur a été accordé, pourvû qu'ils ſe declarent là deſſus avant l'expiration du tems limité pour la Ratification des preſentes, comme il eſt contenu dans l'Article ſuivant.

XVI. Il eſt accordé & convenu que les Seigneurs Principaux ſeront échanger leurs Ratifications icy à Brounwick dans le quatriéme d'Octobre prochain, vieux ſtile. En témoin dequoy ont les Deputez Conſeillers desdits Seigneurs Princes & Electeurs ſigné & ſcellé ces preſentes, dont a été dreſſé un Inſtrument pour chacun. Ainſi fait à Brounwick le 22. Août 1667 *Signé*

(L. S.) *Henri François Nicolas.*
(L. S.) *Frederic de Jena.*
(L. S.) *G. Chriſt. de Hamerſtein.*
(L. S.) *Paul Joachin de Bulaw.*
(L. S.) *Hieronne de Grapendorp.*
(L. S.) *Regnier Badenhauſen.*

ANNO 1667.

XXI.

Vergleich zwiſchen Beeden Churfürſten / Sachſen und Brandenburg / wegen Außmünzung der Sibenden Münzen getroffen. Geben zu Zinnen den 27. Auguſti 1667. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Theil. II. Abtheil. IV. Abſ. 11. pag. 200.]

C'eſt-à-dire,

Accord entre les Electeurs de SAXE *& de* BRANDEBOURG, *au ſujet de la Fabrication de la petite Monnoye appellée* Schide-Muntz. *A Zinnen le 27. d'Août* 1667.

Zwiſchen beyderſeits Churfl. Durchleuchte. zu Sachſen und Brandenburg / iſt den 27ten Auguſti dieſes 1667ten Jahres abgeredet und beſchloſſen worden / Wordurch denen hochlöblichen Silber-Kauff und des alſo genanten rothen / unnd ſchlechten Geldes / die Scheide-Münte nach der Reichs-Valvation de Anno 1559. in beſtehen / unterdeſſen aus beyderſeits Landen Schlaten / Schleſien und Polen viele unrichtige Münte in ihrer Churfl. Durchleuchte. Lande bringen / daß / wegen conformirung in der Münte / verlohren Reichs-Conclavium und Stiefen gerath / auch beyderſeitigen Ober-ge-dachten Probationes-Tage Convent die intereſſirten Stände zu keinem Schluß / wie weit man bißanher Ordnung auf eine zeitlang abgetreten / gelangen können. Als wollen Ihro Churfürſtl. Durchleucht. dero Münt-Guardeinen / nach Anleitung eines verglichenen Novels, anbefehlen / hinführo mit der Groſchen- und Thalern Münte / Sorten Beſchickung dergeſtalt zu verfahren / daß die feine Marck auf 10. Thl. ſo lange ausgemünzet werde / bis künftig in dieſen Münz-Punct ein allgemeines Reichs-Conclavium erfolget / Ihr. Churfürſtl. Durchl. hierunter ein anders zu verordnen Urſache haben werden / Jedoch / daß der Fuß des Reichs-Thalers verbleibe / wie er in der oberwehnten Valvation geſetzet iſt. Sind unſere Ihr. Churfl. Durchleucht. Unterſchriften und fürgedruckten Inſiegeln zur Zinnen am 27. Aug. 1667.

XXII.

Vergleich zwiſchen Ihro Königl. Mayeſt. zu Dennemarck FRIDRICH III. eines / und Ihro Hochfürſtl. Durchl. CHRISTIAN ALBRECHT, Hertzogen zu Schleſswig-Holſtein andern theils / über die zwiſchen Ihnen geführten Forderungen und Beſchwehrden ratione der Biſchoffl. Wahl zu Lübeck / der Regierung zu Sunderburg / der Beſtung Fridrichsort ꝛc. Glückſtadt den 12. Octobr. 1667. Mit der RATIFICATION von Seiten Ihro Königl. Mayeſt. in Dennemarck / Glückſtadt den 23. Octobr. 1667. [Imprimé de la part du Duc de Holſtein en 1696. On le trouve auſſi dans LONDORPII *Acta publica* Part. XII. Lib. XIII. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Continuat. II. Fortſetzung II. Abtheil. IV. Abſatz VII. Num. LXXXVII. pag. 180. On en a une une Traduction Françoiſe dans mon petit Recueil. Tom. I. pag. 149.]

C'eſt-à-dire,

Traité d'Accommodement entre FREDERIC III. *Roi de Dannemarck, &* CHRISTIAN ALBERT *Duc de Holſtein-Gottorp, ſur leurs anciens diferents au ſujet de l'Election à l'Evêché de* Lubeck, *de la Regence commune de* Sunderbourg, *& de la Forteresſe de* Friderichsorth. *A Glückſtadt le* 12. *Octobre* 1667. Avec la RATIFICATION *du Roi de Dannemark, à Glückſtadt le* 23. *Octobre* 1667.

WIr Friederich der Dritte von Gottes Gnaden zu Dennemarck/Norwegen/der Wenden und Gothen König/Hertzog zu Schleßwig / Holſtein / Stormarn und der Dittmarſchen / Graf

ANNO 1667.

in den praetendirten Abelichen Allodial-Gütern anzuhalten, also daß auch / was dieser halben bey vorigen Commissionen noch zu expediren, von beyderseits Herrschafft Commissarien soll vorgenommen werden. In den andern Stücken aber behalten Ihrer Königl. Majestät. für die Ober-Lehns-Herrlichkeit und Gerichtsbarkeit mit allen deren dependentien / gantze jura.

IV. Die Lasten / so hierbey auf der Land-Matricul weisen, der mutation gegeben / bereits aber unter beyderseits / ehe dies selbst werden / sollen von Ihr. Hoch-Fürstl. Durchl. / und Dero Land-Rath gantz führen und unter Stande gebracht / der Landen Matricul werden inserirt werden.

V. „ Weil auch bey anhero / wann die Reichs- und Crayß- „ Hülffe von dem Fürstenthum Holstein an Mannschafft ers „ fordert / Ihr. Hochfürstl. Durchl. den Hochbesagten Printzen „ gestellet / so aus Ihr. Königl. Majest. Interesse nun müssen „ unterhalten werden / zumahlen das Contingent, so dann von „ Fürstl. Gottorffischen Antheil in den Lehr-Landen wird ge- „ liefert / so wird wohl das Königl. nicht ausbleiben / als ist bes „ hedet / daß hinführo eine jede Herrschafft so viel Mann- „ schafft stell bringe / sein zu stellen / als derselben pro rata der „ Pfluglahl die Sie im Fürstenthum Holstein hat / tan beq- „ kommen.

VI. Sollen so wohl Ihr. Königl. Majest. / als Hoch-Fürstl. Durchl. sämtliche Oder-Aemter / daß die Vogte auff den allen Grund und Gütern / wie sie nicht bisahr / alter / sonst sich gänzlich enthalten / und damit solches desto besser könne in Acht genommen werden / sollen / gleich von Ihr. Hoch-Fürstl. Durchl. gleich hiermit verordnet / die Aemter-Schreiber mit denen Vögten / ausdrücklich dahin von beyden Theilen ernennender Commissarien / so viel thunlich / zusammgesetzet / und nach der Billigkeit ausgewechselt werden.

VII. Allwereil auch auff der Rendsburgischen Zoll-Rechnung befindlich / daß die Fürstl. Unterthanen auff der Stadt Zoll-Amt Nyburg / auch Gröverdie / von Anno 1648. bis 1665. inclusive 166. Stücke Pferde / ohne Erlegung des gebührenden Zolls durchgehen lassen / Ihro Hochfürstl. Durchl. aber / weil es klar / an Zoll-Interesse behagten ihren Unterthanen verbieten / den Abgang / so Ihrer Königl. Majest. daher an Ihrem Antheil treffen / in ersinnen sich entlegen / So wollen Sie dennoch / so weit dero Raumzeit / so die certificationen ausgehoben / als die Jenige / von welchen sie bey den Aemtern einzuziehen / wohl in Acht genommen / dahin ernstlich halten / daß sie den bis dato nicht entrichteten Zoll sollen nachlegen und abtragen / damit Ihro Königl. Majestät die Contingent davon könne erhoben.

VIII. Wegen der prætension auff die Insul Pulthöve / Weinrichsburg in Sinsbek in Sure compascui der Höve und Rechtsfehden beyder Heide / der beyder Ländern auch der Amtmänner / die prætendirten Herren Gebes von den 40. Morgen Landes zu Gebdrung / Abtragung der extraordinari Geschwerde von dem / was das fürstliche Antheil Amtmännern grösser ist / als das Königliche / Niederzeuffenthung der Gerichts-Pfählen im Amte Segeberg / und was von dergleichen Irrungen in den Aemtern oder sonsten entstanden / oder noch zu besorgen / sollen von Ihro Königl. Majest. und Hochfürstl. Durchl. gemeine Commissari eheist verordnet werden / welche die Sachen sollen in Augenschein nehmen / beyde Theile nach Möglichkeit darüber hören / und darüber gütlich vergleichen / oder in Entstehung dessen / durch Rechtlichen Spruch entscheiden.

IX. Betreffend das Kloster Itzehoe / so Ihre Hochfürstl. Durchl. mit unter die gemeine Regierung zu ziehen begehret / ist verglichen / daß der Conventus Canonicalis sampt dem Closter-Gebäud darunter werde gezogen / die neue gehörige Dörffer aber / und gesambter Unterthanen sollen unter den Königl. Aemtern / wohin sie gehören / beständig gelassen werden.

X. Der einseitigen Visitation halber / welche Ihrer Abelicher Kirchen / soll von beyderseits General-Superintendenten eine Designation der Kirchen / worinnen ein oder ander Theil vermeynet / daß ihm die simultaneus visitatio gebühre / eingesandt / und darauff vor Sich nach denselben remediret werden.

XI. Ihre die prætention wegen vermahlt von Hertzog Friedrichen Christseligsten Andenckens prætendirte Beleydigung und Coadjutorial am Erz-Stifft Bremen hat man sich dahin Gestalt verglichen / daß / bis Ihre Hochfürstl. oder dero Erben oder Nachfolgern an der Regierung die 1700. Jahr / völlig verguartiret / ein Gotteroff an statt der drey Schatzungen / oder 300 Reichs Stück Geld sich darzu getrieben werde / dessen erlegen werden / hinführo r. Marck Lübsch entrichtet / und denn auch in Vormundschafft / wenn sie nicht vorhin an Schatzung abgetreten / pflegen bezahlet zu werden / gleichfalls 1. Marck Lübsch abzugeben / davon die Hülffte dessen / so an beyden Orten gehoben / Ihrer Königl. Majest. die übrige Hälffte aber Ihrer Hochfürstl. Durchl. jährlich zu erheben / dahingegen alle Forderung auff sie von Ihr. Königl. Majest. Herrn Vatter Christiano IV. Glorwürdigster Gedächtnis ausgegebene Verschreibung de dato 13. July Anno 1622. soll cassiret, und diese so fort bey Vollenziehung dieses Vergleichs in originali ausgeantwortet und cassiret werden.

XII. Was wegen der Bestimmung Friedrichs-Ort / ob selbe Ihrer Hochfürstl. Durchl. besser wollen controvertiret werden / weil dieselbe solches alles aus besonderer Freund- Gefälligkeit concediren / Ihrer Königl. Majest. bereits gestellet / als verbleiben

Anno 1667.

forechen jüngsten Hochfürstl. Abgeschickte Ihr. Königl. Mayst. zu Beziehung Ihres freund- Vetter- und Bäuerlichen Wohlwollens hiermit / daß Ihrer Hochfürstl. Durchl. / dero Posterität / wie auch Land- Ständen / Unterthanen und Gebiethen aus besagter Festung Friedrichs-Ort kein Nachtheil oder Schaden / einige Unsicherheit oder Gefahr / es sey zu Friedens- und Kriegs-Zeiten / zugezogen werden soll.

„ Und da es über dieser Punkten und Materien / welches der „ allerschädlichste Gast in Gnaden abwenden wolle / sich einige Kriegs-Verfassung oder öffentliche Fehde in diesen Fürstenthümern anspinnen solte / daß alsdann Ihrer Hochfürstl. Durchl. „ daherum benöthe Unterthanen mit Ihrer adeligen Officier- „ pflegung oder dergleichen anmuthen / sollen oneriret werden / da dergleichen aber die facto beschehen zu seyn / erwiesen würde / daß solches / was ist mehr dann andere hergegeben / und erlitten / von den nächsten beyden Ständen / nämlich sämtlichen Ungesessenen soll gut gethan werden / und soll auch „ dadurch dem Commercio an Ihrer Hochfürstl. Durchl. Stadt „ Kiel nichts derogiret / noch die daher gehende Schiffer bey „ nächstbesagter Festung Friedrichs-Ort angehalten / und die einhabenden Waaren zum Verkauff allda auszuschiffen / angehalten / noch gehindert werden.

XIII. Weil auch die alte genandte peræquations-Sache durch hinc inde beschehene remonstrationen nicht können abgethan oder beygelegt werden / so ist doch derenthalben beliebet / dieselbe nach Anweisung der Union anno annum & diem ebenfahls entscheiden zu lassen.

XIV. Wir dann auch von beyden Herren ehisten einige Commissarii zu verordnen / welche uns Zuziehung der Deputirten von den vier Ständen sich dahin zu bearbeiten / daß gütlichen Vergleich das Stabe-Gericht und Syndicat wieder auff vorigen Fuß werde gerichtet.

XV. Uber der von Ihr. Hochfürstl. Durchl. Residenten Anstellung der Zoll-Visitatorum / hat man absetten Ihrer Königl. Mayst. vor einigen gnugsamer Nachricht sich nicht wollig gemußt zu resolviren / es wird aber Ihr. Kön. Mai. demnoch wann die vorgestellende Verabredung der Zölle hierauch solte werden beliebet / sich dieser Posse palbet gar leichte mit Ihrer Hochfürstl. Durchl. vergleichen.

XVI. Sollen wollen Ihr. Königl. Mayest. die Oberschlösser durch ernstliche Mandata zu Reparirung dessen was ihnen an Mühlen-Dämmen daselbst zu machen gebühret / so fort anweisen / damit der bisherige Abgang verhindert werde.

XVII. Wie sie dann gleichfalls das von Ihrer Fürstl. Durchl. Herrn Vatters Hochseel. Andenckens ausgegebenes Diploma wegen der Stadt Hamburg / wenn selbiges wieder solte an Hand gebracht werden / Ihrer Hochfürstl. Durchl. so fore wollen zuhelffen lassen auszuantworten / und sich dessen weiter als bey nemahls bedienen / massen es dann in übrigen auch hiemit wird inventiviret und abgethan.

XVIII. Des Hafenlands bey Wiedingharde und Wasserlösung zwischen Hyen und Tondern halber sollen von Ihr. Kon. Mayst. und Hochfürstl. Durchl. fordershinst nicht interessirte Commissarii benennet werden / die besagte Oerther in Augenschein nehmen / gewisse Anstoß-leute dazu fodern und darüber deskatere referiren lassen sollen.

XIX. Dann wollen auch Ihr. Kon Mai. wann die von den Fürstlichen Interessanten angezogene Privilegia, so Ihnen auff den Handel im Königreich Norwegen verliehen / solten zum Vorschein gebracht werden / sich darüber allergnädigst gegen sie auslassen.

XX. Weil aber auch von Ihr. Hochfürstl. Durchl. Herrn Vatter seeliger-selbiger Gedächtnis bey den zu Copenhagen Anno 1658. gepflogenen Tractaten desideriret / daß die Abolition der bisher gestalten gewesen Regierung über Præsten, Amtsschafft und Gräfen mögte vorgenommen werden / solchen passus haben aber von Ihr. Hochfürstl. Durchl. Abgesandten eingewandt / daß sie darüber nicht weiten instruiret / als bleibt selbiger bis zu Ihrer Königl. Mayest. und Hochfürstl. Durchl. künfftigen Vereinbahrung ausgestellet / und weil also die bestorn unter Ihr. Kon. Majest. und Hochfürstl. Durchl. auch dero Herrn Vatter Ruhmwürdigsten Andenckens vorgefassene Irrungen und Beschwerungen / so viel deren specificiret / absolviret massen / doch auff beederseits hoher Herren Principalen erfolgende Ratification, von denen dazu Eingangs genanten Herrn Deputirten beygetaget und abgethan. Als haben dieselbe zu dessen Bezeugung diesen Vergleich eigenhändig unterschrieben / und Ihre Insiegeln beygedrucket. So geschehen in der Kön. Stadt und Veste Glückstadt den 12. Octobr. Anno 1667.

Lud. B. Ahlefeldt. (L. S.)
F. E. Kielmann. (L. S.)
F. B. Alefeldt. (L. S.)
Joh. Fd. Kielmann. (L. S.)
Conrad Baßmer. (L. S.)
J. Cramer. (L. S.)

Daß wir vorgesetzten Vergleich in allen seinen Punckten und Clausulen approbiret / ratificiret und für genehm gehalten / approbiren ratificiren und halten auch denselben hiemit für genehm / und versprechen bey Königl. wahren Worten für uns / und unsere Erb- Successoren an der Regierung weder directe noch indirecte dawider zu handeln / noch handeln zu lassen / sondern denselben alles unsers Vermögens nach zu kommen und zu geleben / thun solches dessen zu mehrerer Versicherung und vorgedachten Secret-Insiegels.

Anno 1667.

Gegeben in Unser Veste Glückstadt den 13. Octobr. Anno 1667.

Friederich.

(L. S R.)

XXIII.

Friedens-Puncta zwischen dem Herrn Sobiesky Pol. nischen Cron-Marschalln und Feld-Herrn / Nahmens des Königs und der Republic Pohlen eines / und dem Sultan Galga nahmens des Tartar-Chams und der gantzen Tyrannischen Gemeinde anderen theils / vermittelt des lauts / daß des Königs und der Republic Feinde auch des Chams Feinde seyn sollen / wo gegen jene diesem die gewöhnliche jährliche Pension versprechen. Geschlossen unter Pohlnischer am 18. Octobr. 1667. Mit den 4. Puncten welche zwischen der Cron Pohlen / und den Zaporowischen Cosacquen und dero Feldherrn Doroscezencko abgehandelt worden / unter Pohlnischer den 19. Octobr. 1667. [*Theatrum Europæum* Tom. X. pag. 552.]

C'est-à-dire,

Articles de Paix conclu entre le Marechal de la Couronne & le General Sobieski *Marechal de l'Armée, au nom du Roi & de la Republique de* Pologne *d'une part, & le Sultan* Galga, *au nom du Cham & de tout les* Tartares *de la* Crimée *d'autre part, portant que le Cham devra regarder les Ennemis du Roi & de la Republique comme les siens propres; en confideration dequoi on lui devra payer la Pension accoutumée. A Podjahce le 18. Octobre 1667.* Avec Quatre *autres Articles conclus entre la Couronne de Pologne, & les Cosaques de Zaporow, & le General Doroszenka. A Podjahce le 19. Octobre 1667.*

I. Alles daß jenige / so vergangenen Winter passiret / und biß auff gegenwärtige zeit vorgangen / soll alles mit einander vergessen / und Gott anheim gestellet seyn / welcher bestrafen / der ursach darzu gegeben hat / wird zu richten wissen.

II. Dessen uns künfftige sich einige Mißverständnüsse ereignen möchten / sollen darumb nicht alsb bald die Waffen ergreiffen / sondern es soll durch gewisse Abgesandte wieder geschlichtet und componirt werden.

III. Sultan Galga verspricht im Namen deß Chams und seiner Nachkommen / wie auch der gantzen Tyrannischen Gemeinde / aller derer jenigen / so mit / welche seine Kon. Majestät samt der Republic für Feinde betrachten und halten werden / und deß er sich mit seinen Vorden / auf was weiß / und wohin seine Kon. Majest. werden wollen / zu diesser der Republic einstellen werde: Hingegen verspricht man ihm und allen seinen Vorden / hinführo die gewöhnliche jährliche Pension dergestalt richtig zu geben: wie man sich dann darüber auch vergliechen / daß von Pohlnischer Seiten einige Gesandten / als Geisel nach Crymm sollen geschickt werden / welche sich allda so lang aufhalten sollen / biß der Tartarische Abgesandte / so auff den Reichs-Tag geschickt werden soll / sich wieder bey den seinigen mit der Pension wird eingefunden haben.

IV. Der Cham soll sährohin keine Horden in der Ukraine und sonst Königl. Majest. Länder / es sey dann / daß seine Königl. Majest. solches wissen und consentiren / zu schicken befugt seyn.

V. und demnach etliche Horden bey des Chams Armee sich aufhalten / die unter dessen Commando nicht gehören / als erbeut er sich / im Fall sie dannhero sich unterstehen solten / mit starcken Truppen seiner Kön. Majest. Lande zu attaquiren und zu überfallen / er ihnen keinen Secours zuschicken / viel weniger sie unter seinem Protection schützen wolle.

VI. Endlich soll auch der Cham schuldig seyn / alle Gefangenen / so vorm jetzo unter Crymm genommen worden / bald und ohne

ANNO 1667.

anwachsenden Macht zu steuren, zu allem aus den Ihr. Majestäten auf freien Fuß zu stellen. Dahingegen seiner Königl. Majest. thun wird. Es verbindet auch der gestalt Gestalt / daß er auf der Antrieb seine Guetheit auf Raub aufstehen / sondern viel mehr solches zu hindern / thun bedacht angelegen sein lassen wolle.

ANNO 1667.

19. Oct. Pacta, welche gleichfalls zwischen dem Herrn Sobiesky als Cron-Marschallen / und dem Derosiewo / als Zaporowischen Feld-Herren / unter Dabatzee am 19. Octobr. 1667. aufgerichtet und geschlossen worden. [*Theatrum Europæum* Tom. X. pag. 552.]

I. Erste generali Amnistie.

II. Daß die Cosacken keine andere Protection / als des Königs von Polen suchen wollen / auch ferner gestatten / daß alle und jede der Cron-Polen Einsassen / so wol ihre Güter als Leib. Güter in Friede und Ruhe besitzen und genossen möchten / jedoch daß man recipiren thun auch ihre Pfarrherrn / und in ein-gestalt vor frey erkennen solte.

III. Wird die Zaporowischen Armee ihre Deputirte auf den künftigen Reichs-Tag schicken / und die Republic einer Commission belohnen zu erkennen. Dahingegen versichert der Herr Feld-Herr / daß er seine Cron-Völcker in die Städt und Dörffer / so der Zaporowischen Armee zugehörig sind / einlegen werde.

IV. Zu den Commendanten in Valachischen werde der Herr Marschall ernennen / daß er nicht allein / daß er nicht allein keine Verordnung einigen Cosacken antuge / und zugleich auch die Geistlichen Güter / und den Herren Obristen Pawolowsky ausantworte.

XXIV.

18. Nov. Les Provinces-Unies et Macassar.

Traittaet ende Accord tusschen PADUCCA SIRI *Sultan* HASSAN-OUDIN, *Coninck van Macassar, ende* CORNELIS SPELMAN, *Oude Gouverneur der Kusten van Coromandel &c. van wegen* JEAN MAETZUYKER, *Gouverneur Generael van India, als Gesaithoriseert van de* OOST-INDISCHE COMPAGNIE *der Vereenighde Nederlanden. Gedaen den* 18. *Novembr.* 1667. [Mercure Hollandois Tom. XX. de l'an 1670. pag. 84. *Theatrum Europæum.* Tom. X. pag. 330. de l'an. 1670.]

I. WOrden geconfirmeert voor goet, vast en van waerden gehouden de Contracten, in dato 19. Augusti 1660. op Batavia in 't Casteel, tusschen den Koningh van Poepoe, Volmachtighde van hooggemelde Regeeringe op Macassar, en de Heer Gouverneur Generael en de Heeren Raden van India, item in dato 2. December 1665. tusschen de voorseyde Regeeringhe, ende Jacob Caeuw als Commissaris, van gedachte hun Ed. gemaeckt en gesloten, stellende de selve in alle haere deelen en Poincten sodanig nagevolgt werden, voor so veel die in desen niet en werden wedersproken.

II. Sonder eenigh uytstel zullen aen handen van den Admirael overgegeven en getransporteert werden alle Europiaensse Dienaren ende Onderdanen van de Compagnie, die haer present of in Macassar bevinden, soo die nu nieuwelycks tijts overgeloopen, als die noch van voortijden hier mochten gheroonden werden, geene uyt-gesondert.

III. Dat aen handen van de Compagnie sullen overgeleevert ende gerestitueert werden alle Scheeps geereschappen, Canonnen, Contanten en andere Goederen, geene uytgesondert, welck uyt 't Schip de Walvisch op Zaleyer ende 't Jacht de Leeuwinne op Paulo Don Doonge verongelucken, gebeegt ende tot noch toe aen de Compagnie bevonden komt te werden niet weder gegeven te wesen, blyvende nietemin eygen aen de hoogst gemelde Regeeringe van Macassar soodanige 8. stucken yser Canon als van de Walvisch hier herrulen, indien blijcke dat de Compagnie daer van met 4000. Rijders, een jongsten aen wesen van den Commissaris Caeuw is voldaen.

IV. Dat als noch geschiede prompte en rechtveerdige justitie, ten aenschou en overstaen van de Nederl. Resident, over soodanige Personoen, als men bevinden sal schuldigh en noch in 't leven te wesen aen verscheyde moorden, aen diverse Nederlanders op verscheyde Plaetsen gedaen, en de welcke door die hooggemelde Regeeringe met alle neerstigheyt sullen moeten werden opgheseeht, tot afschrick van soodanige boosdaden in 't toekomende.

V. Den Koningh en vordere Grooten van Macassar, sullen besorgen dat an ten eersten des Compagnies Debiteuren komen te voldoen, en te betalen alle 't geene aen de Compagnie schuldigh zijn, en ten achteren staen, en voor soo veel daer aen mochte komen te onbreken, dat zelve oprechtelijck aen de E. Compagnie te vergoeden, sil niet dit dysoen, dan ten langsten 't meil-

XXIV.

18. Nov. Les Provinces-Unies et Macassar.

Traité & Accord entre PADUCCA SIRI Sultan HASSAN-OUDIN, Roi de Macassar, & CORNEILLE SPELMAN, Ancien Gouverneur des Côtes de Coromandel &c. au nom de JEAN MAETZUYKER, Gouverneur Général des Indes, comme ayant Pouvoir de la COMPAGNIE DES INDES ORIENTALES des Provinces-Unies. Fait le 18. Novembre. 1667.

I. SOnt confirmez & tenus pour bons, fermes & vallables les Contracts en datte du 19. Août 1660., faits au Château de Batavia, entre le Roi de Poepoe, Plenipotentiaire de la Regence de Macassar & le Seigneur Gouverneur General & les Seigneurs du Conseil des Indes, item en datte du 2. Decembre 1665. entre la susdite Regence & Jacob Caeuw comme Commissaire de L. N. & devront iceux être suivis dans tous leurs Points, à moins qu'il n'y soit derogé par ces presentes.

II. On remettra sans délai au pouvoir de l'Amiral tous les Serviteurs & Sujets Européens de la Compagnie qui se trouvent presentement à Macassar, tant ceux qui ont déserté depuis peu que ceux qui y ont été dès long-temps auparavant, nuls exceptez.

III. Qu'on delivrera & restituera à la Compagnie toutes les choses servant à un Vaisseau, Canons, Argent comptant, & autres Marchandises, nulles exceptées, qui ont été sauvées à Zaleyer du Vaisseau nommé la Baleine & du Jacht nommé la Lionne qui a peri à Paul Don Dounge, demeurant pourtant propre à la susdite Regence de Macassar, tels huit Canons de fer de la Baleine qui sont ici, s'il aparoit que la Compagnie en a été satisfaite par 4000. Ecus payez depuis peu au Commissaire Caeuw presentement en Commission.

IV. Qu'il sera encore fait prompte & bonne Justice en presence du Resident Hollandois à l'égard de quelques personnes que l'on trouvera encore en vie & coupables de plusieurs meurtres commis en divers Lieux contre plusieurs Hollandois, & dont la susdite Regence informera avec toute la diligence possible, pour prevenir à l'avenir & detourner telles méchantes actions.

V. Le Roi & autres Grands de Macassar, feront en sorte que les Debiteurs de la Compagnie satisferont & payeront au plutôt tout ce qu'ils doivent à la Compagnie & les arrerages, & au cas qu'ils y manquassent ils seront lesdites Dettes bonnes, à la Compagnie, & l'en indemniseront, & ce n'est en cette saison, ce sera

ANNO 1667. 't naeſtkomende, ſonder eenig verder dilay of uytſtel, waer toe hun hoogſt-gemelte Regeeringe door den deſen ſpecialijck verbint.

VI. Sullen als noch doen vertrecken, in conformiteyt van de laetſt gemaeckte Contracten, alle Portegeſen met haeren aenhangh, geene uytgeſondert, waer die onder de Regeeringhe van den Macaſſar werden gevonden: En dewijle de Engelſe gehouden moeten werden voor groote aenſtoockers en veroorſakers van't breken der voorſz. Contracten, ſoo ſal de Regeering die met al haer aenhang met de alldereerſte occaſie mede van onder haer Jurisdictie doen wegh gaen, ſonder dat yemant van de voorſz. Natien of haer Creaturen oyt of oyt met deſen in eenige Plaetſe, onder der Macaſſaren Gebiet weder ter Negotie of anders geadmitteert zullen mogen werden; oock nu niet langer mogen verblijven als uytterlijck tot ultimo tue: Soo en zal hoogſtgemelde Regeeringe oock nimmermeer ergens onder haer Gebiet nu of na deſen ter Negotie of anders mogen ijdaen, admitteren of vergunnen eenige andere Europiaenſche Natie, of yemant van hatentwegen, 't zy wieſe oock zijn, of hoe ſe genoemt werden, geen uytgeſonderd.

VII. En wert de Compagnie alleen met uytſluytinghe van alle andere voorſz. Europiaenſche Natien, onder 't Gebiet van Macaſſar overgegeven, de vrye Handel en Negotie, ſonder dat oock eenige andere Indiaenſe Natien, 't zy Moren, Javanen, Maleyers, Aerchinders, Summers, geen uytgeſondert, hier ten Merckt of te koop zullen mogen brengen eenige Cormandelſe, Suraſe, Perſiaenſche, Bengaeliſche Kleeden of Koopmanſchappen, noch oock geen Chineſe Waren, daer van het aenbrengen de Compagnie alleen wort toe-gelaten, en ſoo bevonden wierde dat contrarie deſen eenige quame te geſchieden, dan ſullen ſulcke Kleeden en Waren ten profijte van de Compagnie geconfiſqueert, en de Overtreders daer en boven geſtraft worden, waer onder nochtans niet zijn begrepen ſoodanige ſlechte Kleeden als op de Ooſt-kuſt van Java ſelf werden geweven.

VIII. De Compagnie wert by deſen vry gekent en ontſlagen van alle Tollen en Gerechtigheden, ſo van de Goederen dieſe komt aen te brenghen: of weeh te voeren, geen uytgeſondert.

IX. De Regeeringe of Onderdanen van Macaſſar, en ſullen naer deſen haere Waeren nergens anders mogen maken, als op Ialy, Jaraneſſe Koll, Jaccatra, Bantam, Jamby, Palembang, Johor, Borneo, en gehonden weſen daer toe van den Commandant van wegen de Compagnie hier reſiderende, te vorderen Paſcedullen, op pœne dat wie ſonder de ſelve in Zee ofte elders komen te vinden, voor Vyanden aengeſien, en wegh genomen ſullen worden, ſonder dat voorraen op Biema, Solor, Timor, &c. eenighe Waertuyghen ſtaden, of oock brooſten den hoeck van Laſſen, zijnde de Ooſt-kant van de Straet, Zaleyer, komen mogen, oock niet aen d'ander zijde benoorden of beoſten Borneo, na Mingdanau of d'Eylanden daer omtrent, op verbeurte van Lijf en Goet der geener die daer elders komt gevonden te worden.

X. Ende dewijle alle de Fortificatien langs den Zee-Oever van Macaſſar meeſt reſteeren, om te dienen tot verſterckinghe teghen de Compagnie, ſoo ſs geaccordeert, dat de ſelve in alle promptitude zullen geſlecht en weghgenomen worden, als Borrambon, Pannekocke, Greſſe, Mariſſon, Borrebos of andere: Sullende alleen mogen ſtaen blyven 't groote Fort Samboupo, voor de Koningh, ſonder dat na deſen eenige nieuwe daer ter Plaetſe of elders, weder mogen gemaeckt werden, ten ware met het gemeen goet vinden van de Compagnie.

XI. 't Noorder Fort genaemt d'Joupandam, ſal aenſtonts na de ſolemneele be-eedinge van deſen Contracte van Macaſſers Guarniſoen werden geledigt, ende aen de Compagnie in bequame en behoorlijcke ordre overgegheren, om door haer Guarniſoen beſet te worden, blyvende het Dorp en Land daer onder behoorende, gelijck voor deſen, ſonder dat de Regeringhe van Macaſſar ſich met de Inwoonders van dien zal hebben te bemoeyen, des ſullen de Koopluyden voor haer Negotie aen de Koningh ſoodanigen Tol en Gerechtigheyt

pour le plus tard la prochaine, ſans aucun plus long delay, à quoy la ſuidicte Regence l'oblige ſpecialement. ANNO 1667.

VI. Ils ſeront derechef retirer en conformité du dernier Contract qui a été fait ſous les Portugais avec leurs adherents, mais exceptez, par tout où ils le trouveront ſous l'obeïſſance de la Regence de Macaſſar, & comme les Anglois ſont reputez donner lieu & inſiſter à l'infraction des ſuſdits Contracts, la Regence les fera auſſi ſortir au plûtoſt & à la premiere occaſion de ſa Juriſdiction, avec leurs adherents, ſans qu'aucun des ſuſdites Nations puiſſe à jamais être reçû ni admis à negocier dans aucune Place de l'obeïſſance de ceux de Macaſſar, & ne pourront y reſter plus long tems que juſques au dernier la ſuſdite Regence n'adnettra, non plus cy-apres dans les Lieux de leur Juriſdiction aucune autre Nation Européene à y negocier, ni perſonne de leur part, quel qu'il ſoit, & de quel nom on les puiſſe nommer, nuls exceptez.

VII. Et eſt accordé à ladiste Compagnie le libre Negoce & Commerce ſous l'obeïſſance de Macaſſar, à l'excluſion de toute autre Nation Européene, ſans non plus qu'aucune autre Nation Indienne, ſoit Maures, Javanois, de Malays, Aerchynds, Siamois, nuls exceptez, puiſſent venir apporter icy ni vendre ſur le Marché aucunes Marchandiſes ni habillements de Coromandel, de Surate, de Perſe, de Bengale, ni Marchandiſes Chinoiſes, qu'il eſt permis à la Compagnie ſeule d'apporter, & s'il ſe trouve qu'il y ſoit contrevenu, leſdits habillements & Marchandiſes, ſeront confiſquez au profit de la Compagnie, & les contrevenans outre ce punis, n'y ſeront néanmoins pas compris tels ſimples habillements que l'on fabrique ſur les Côtes Orientales de Java.

VIII. La Compagnie eſt reconnuë par ces preſentes exemte de tous Peages & Droits, tant des Marchandiſes qu'elle apportera que de celles qu'elle en transportera, nulles exceptées.

IX. La Regence ou les Sujets de Macaſſar ne ſeront dorenavant leur Navigation, que ſur les Côtes de Bali & de Javan, qu'à Jacatira, Bantan, Jamby, Palembang, Johor, Borneo, & ſeront tenus pour cet effet d'obtenir un Paſſeport du Commandant qui reſide icy de la part de la Compagnie, ſur peine, étant rencontrez ſans cela en Mer, ou ailleurs, d'être pris & emmenez comme Ennemis, ſans que cy-apres on puiſſe envoyer aucune Barque à Biema, Solor, Timor, &c. ni non plus qu'il puiſſent venir au Cap de Laſſen, du côté de l'Eſt & du Nord de Borneo, à Mingdanau ou aux Iles es environs, ſur peine de confiſcation de Corps & de Biens de ceux que l'on y trouvera & être venus.

X. Et comme toutes les Fortifications qui ſont le long des Côtes de Macaſſar ne ſervent principalement qu'à ſe fortifier contre la Compagnie, il eſt accordé qu'elles ſeront demolies en toute promptitude, comme Borrambon, Pannekocke, Greſſe, Mariſſon, Borrebos, ou autres; Et ne devra demeurer en état que le grand Fort Samboupo, pour le Roy, ſans qu'on en puiſſe à l'avenir redreſſer de nouvelles aux mêmes Lieux ou ailleurs, à moins que ce ne fut du conſentement de la Compagnie.

XI. Le Fort du Nord nommé le Joupandam, auſſitôt que ce Contract aura été juré ſolemnellement, ſera evacué par la Garniſon des Macaſſariens & remis en bon & convenable ordre entre les mains de la Compagnie, pour être occupé par la Garniſon d'icelle, le Village & le Païs es environs en dependant reſtant comme ci-devant, ſans que la Regence de Macaſſar ait à ſe mêler des Habitans d'icelui, moyennant quoi les Marchandis payeront au Roy pour leur Negoce tel

Tol

ANNO 1667.

eighest betalen, en volgens hoogh-gemelde Regeering en de Compagnie noch bedenken staen te werden, maer en sal de Compagnie onder 't voorschreve reflort met vermogen zijn om te mainteneren ende te administreren eenige maladdeirs, of inwoonderen, aen den Koningh of de Grooten eenigh geschil of twist zijn, een ware alvaerens voldeden, en sal Compagnies Logie ook ten eersten in fondamente ende als die gelaten is door den Koopman Verstreet, 't zy binnen of buyten 't Fort, ter keure van de Compagnie weder werden opgeresht.

XII. De Hollantse Munte soodanigh als die op Batavia in Rycksdaelders, Scheillingen, Dubbele Stuyvers en Pitjens gangbaer is; sal hier op Macassar in eygener waerden mede cours hebben, en voor soo veel mochte bevonden werden, dat het de gemeente reghen stont, neemt de Regeeringhe aen, met alle verlangen de selve Munte onder het gemeene Volck op de Bazaar mede aendemoen te maken.

XIII. Tot een breucke van de laetst verbrokene Vrede, beloven de Koningh en de Grooten aen de Compagnie op te brengen duysent Slaven in Slavinnen, jonge gesonde, volwasse menschen, behoudens dat haer vry sal staen, de betalinghe of met Slaven selve, of met Canon, Goudt of met Silver te doen, weidende in conformiteyt van de Macassarse gewoonte in sulcken geval gerecksen op twee en een half Teyl, of 30. Macassarse goude Masen yder, mits dat hier van ten minsten de helft met de te doene betalinghen in Junii aenstaende na Batavia, ende de gantse reste ten langsten 't volgende faysoen voldaen werde.

XIV. Dat den Koningh en Grooten van Macassar voortaen hun niet sullen vermoghen te bemoeyen met 't Landt van Bieina ende 't reshort, maer de Compagnie daer met laten geweerden naer hun wel gevallen, sonder de selve nu of oyt aser desen, op d'een of d'andere wijse, directelijck of indirectelijck met raet of met daet te hulpe te komen tegens de Compagnie.

XV. De hoogst-gemelde Regeeringhe bekene gheduren weesende, de grouwelijcke Moort ende Schelmstuck, waer aen ten die de Koningh van Bieina, zijn Schoon-soon, Crain Dompo, Radja Tamborro, Radja Sangarre, en hun volgers, sterck te samen 25. Personen, meest Binnasesen, in haer sugie regents de Compagnien hebben vergrepen, nemen aen den selven Radja Bieina, ende soo veel van sijn Consorten als 'er gevonden worden, in handen van de Compagnie over te leveren, om rechtvaerdige straffe te ontfangen, insgelijcks Crain Montemarano, op dat hy van sijne misdaet in alle oothmoedt sprekende verscheele.

XVI. Sullen aen den Koningh van Bouton ten eerstenn vergoeden en restituëren alle soodanighe menschen, als mer den laetsten in een overval der Macassaren in gat Lantoe gheworpt sijn wegh gevaert zijn, voor soo veel de selve noch in 't leven werden bevonden, geene uytgesondert, en sullen ook aen den Koningh van Bouton nyt-keeren het Gelt, ontfangen voor soodanighe Boutonners, als reeds den verkoop gheschreven zijn, en dienvolgende niet weder gegeven konnen werden, sonder nu of oyt nimmermeer naer desen te houden of te hebben, eenige de allerminste pretensie op eenige van de Landen van Boutou, daer van by desen wel expres renuncierende.

XVII. Oock sullen aen den Koningh van Ternaten restituëren in eyghener wijse als in het 16. Poinct, de gerooide amenschen van Kulas, ende daer beneven 10. Stucken yser Canon, 2. meralle prinse Stucken, en 3. flassen, 't zy met de selve die van daer gehaelt zijn, of andere in de plaetse, verklarende op de selve Eylanden geene pretensien te hebben of te houden, mercus die oprechtelijck renuncierende, ten behoove van gemelte Koningh, van alle gepretendeerde eygendom op de Eylanden Zaleyer, ende Pantiano, als mede op de gantse Oost-kust van Celebes, te reeckenen van Manado af tot aen Pantiano toe, d'Eylanden Bangay en Gapy als andere op de selve Kust gelegen, dact onder mede begrepen, item tusschen Mandhaer Manado de Landen van Lambagy, Caydiepa, Booltoly, Dampelias, Balayssangh, Silensa en Cayely, van outs de Kroone van Ternaten in eygendom competerende, en de welcke de hoogh gemelte Regeeringe van Macassar oprechtelijck af-staet, beloovende nimmermeer

Tal & Droits dont il sera encore question entre ladite Regence & la Compagnie, mais ne pourra la Compagnie recevoir dans le ressort susdit ni admettre aucuns malfaiteurs, ni telles autres personnes qui pourroient devoir quelque argent au Roy, ou aux Grands à moins qu'ils n'y eussent satisfait auparavant, & la Loge de la Compagnie sera remise, soit au dedans ou dehors du Fort au même ordre auquel le Marchand Verstreet l'avoit laissé, & ce au choix de la Compagnie.

ANNO 1667.

XII. La Monoye Hollandoise, telle qu'elle se trouve d'alloy à Batavia en Rixdales, Chesins, doubles Sous & Pitres, aura la même valeur & le même cours à Macassar, s'il arrivoit que le Peuple s'y opposât, la Regence se charge de la faire recevoir parmi le Peuple sur le Bazar.

XIII. Pour l'satisfaction de la derniere Paix le Roy & les Grands promettent à la Compagnie de lui amener mil Esclaves de l'un & l'autre sexe, gens tous formés de corps, & en bonne santé, excepté qu'il lui sera loisible d'en faire le payement en Esclaves même ou en Canons, Or ou Argent, chacun étant compté, en conformité de la coûtume de Macassar en telle occasion, à deux & demi Teyl ou 40. Mases d'or de Macassar, pourvû que la moitié en soit envoyée à Batavia dans le mois de Juin prochain, & tout le reste au plus tard la saison suivante.

XIV. Que dorénavant le Roy & les Grands de Macassar, ne se mêleront plus du Païs de Bieina & de son ressort, mais en laisseront user la Compagnie selon son bon plaisir, sans que presentement ni à jamais dans la suite, d'une ou d'autre maniere, directement ou indirectement ils puissent lui donner secours contre la Compagnie.

XV. Le detestable Meurtre & la Friponnerie dont sont coupables le Roi de Bieina, son Gendre, Crain Dompo, Radja Tamborro, Radja Sangarre & ceux de leur suite, forts de 25. Personnes, la plus part Binnasesiens, étant connus de la Regence & des Grands, ils s'engagent de remettre au pouvoir de ladite Compagnie ledit Radja Bieina & autant de ses complices qu'il s'en pourra trouver pour recevoir la punition qu'ils meritent, ensemble Crain Montemarano, afin qu'il demande sa grace en toute soumission.

XVI. Ils indemniseront au plutost le Roy de Bouton & lui restituëront tous & tels Hommes, qui ont été enlevez dans le Païs de Macassar, dans la derniere irruption qui y a été faite, au cas qu'ils soient encore en vie, nuls exceptez, & rendront aussi au Roy de Bouton, l'Argent reçû, pour les Boutonnets qui sont morts depuis, & qui par consequent ne peuvent être rendus, sant avoir presentement ni à jamais ci-aprés la moindre pretension sur aucun des Païs de Bouton, à quoi ils renoncent formellement par ces presentes.

XVII. Restituëront aussi de la maniere exprimée en l'Article 16. au Roy des Ternates les hommes enlevés de Xulas, & outre cela dix pieces de Canon de fer, 2. pieces de metal, & 3. Basses, soit par les mêmes qui en ont été enlevez, ou d'autres en la place, declarant de ne pretendre rien aux dittes Iles, & y renoncant sincerement au profit dudit Roy à toute propriété & aux Iles d'Zaleyer, Pantiano, comme aussi à toute la Côte Orientale de Celebes, à compter depuis Manado jusques à Pantiano, aux Iles de Bangay & Capy, comme à toutes autres scituées sur la même Côte qui y sont aussi comprises, item entre Mandhaer Manado, les Pais de Lambagy, Caydiapa, Boultoely, Dampellas, Balayssang, Silensa & Cayely, apartenantes d'ancienneté, en propriété à la Couronne des Ternates, dont ladite Regence se desiste

ANNO 1667.

meer na desen de Koning van Temata daer inne te turberen.

XVIII. Voorts renunciëert de hoogh-gemelte Regeeringe van alle Heerschappye der Bougis & Loeboe, de selve Lant-Heeren erkennende voor vry geboorene Koningen, Princen en Heeren, daer sy geen de alderminste pretensie op is hebbende, believende niet-dien, sonder eenigh uytstel, den ouden Koning van Sopingh, met alle zijne Landen, Vrouwen, Kinderen, Huysgenoten, Goederen, niet uytgesondert, in volle vryheden te stellen, en den ouden hairden over te geven, beneevens oock soodanige andere Heeren Bouris als elders onder het Macassaers Gebiedt in gevangenis en ballingschap op heden mochten zijn: item alle Vrouwen en Kinderen der Bougis, welcke noch onder macht van hoog gedachte Majesteyt mochten gevonden worden, geene uyt-gesondert, op dat alsoo de gramt gelecht werden, tot een oprechte Vreede en Vriendschap.

ANNO 1667.

XIX. Soo verklaren oock de Koningen van Layo en Baucala, met het gantze Lant van Turata ende Badjingh en al wat daer onder hoort, staende den Oorlogh tot de Compagnie overgekomen te erkennen voor vrye Koningen, Heeren en Landen, daerse niet ter Werelt op en hebben noch en houden te pretenderen, dese selve ontlaende van alle voorgaende Heerschappye en Gebiedt, nu en altoos.

XX. Alle Landen door de Compagnie en hare Bontgenooten, staende den Oorlogh gewonnen ende verovert, gerekent van Boeloe-Boeloe af, tot aen de Landen van Turata toe, voorts weder van ginder tot hier aen Bonraya, sullen zijn en blijven als eygen gewonnen Landen, van de Compagnie en hare Bontgenoten, volgens Recht van Oorlooge, waer op imits dien de Koningh niet meer en behoudt eenigh Recht of Eygendom, noch oock niet op de Inwooneren van dien, blijvende alleen ter dispositie van de Compagnie, omme daer met te handelen naer welgevallen, sullende by overkomste van de Koningen van Panna en Bacca komen aengewesen werden, wat oos in krachte voorst. benoorden Macassar is competerende.

XXI. De Landen van Wadjo, Boeloe-Boeloe en Mandaer, als zijnde misdadigh aen de Compagnie en hare Bontgenooten, verklaert de hoogt-gemelte Regeeringhe te abandonneren ende ons daer met te laten gewerden, sonder de selve directelijck of indirectelijck in of oyt na desen, te sullen seconderen, Volck, Wapenen, Kruyt, Loot, Spijse, Raet, daet of andersints, hoe het oock genoemt moehte werden ter goeder trouwe.

XXII. Zijnde onderlingh verstaen ende over een gekomen, dat de Bougis en Tourarers die Macassersse, en weder Macassaren die Bougis of Touratse Vronwen hebben, elck de zijne sal vermogen na zich te nemen, t'zijnen believe, gelijck als dat betaemt, en voorts dat van voortaen de Macassaren, sich begevende onder de Bougis en Tourarers, oock weder de Bougis en Tourarers onder de Macassaren, niet sullen vermogen aengehouden of in gelaten werden, als met toeflemminge en licentie van yegelijck wettigh Heer en Koningh, ende sonder die mocten werden afgewesen, en weder na Huys gesonden.

XXIII. De hooghst-gemelte Regeeringhe belooft in conformiteyt van 't selte Articul, hare Landen voor alle andere Natien geslooten te houden, en in eas eenige van de selve tegens hunnen danck daer in sich begeerden ter neder te slaen, de selve met alle vermogen en macht te sullen afweeren volghens haere behoudenisse in kracht van desen Contracte, doch in gevalle zy daer toe niet vermogens waren, ende onder de hant te swack vielen, als dan de Compagnie als haren Schut en Scherm-Heer tot assistentie souden verroepen, alsoo zy verklaren de selve Compagnie in dier qualiteyt te erkennen, des sullen zy oock gehouden wesen, daer toe geroepen wesende, d'E. Compagnie te assisteren met alle vermogen, tegen soodanige Vyanden als hun hier by of omtrent Macassar teghen de Compagnie mochten openbaren, met verbintenisse, dat zy den sullen met eenige Natie, daer met de Compagnie is in Oorlogh.

XXIV. Op alle weleke voorgeciteerde Contracten en van nieuws, gheraemde Poincten, tusschen hooghgedachten Koningh en Grooten van Macassar is besloten ende gemaeckt een altoos duyrende Vrede, Vrient en

siste sincerement, promettant de ne jamais troubler en cela le Roi de Ternate.

XVII. De plus la susdite Regence renonce à toute Souveraineté des Bougis & Loboe, reconnoissant les Seigneurs de ces Pais pour Roys, Princes & Seigneurs nez libres, comme n'y ayant pas la moindre pretension, promettant par ces presentes de remettre sans delai aucun, le vieux Roi Sopingh en pleine liberté avec ses Pais, Femmes, Enfans, Meu-ge, Biens, & de les remettre en nos mains, ensemble tels autres Seigneurs Bougis qui pourroient être ailleurs tenus prisonniers & bannis sous la Jurisdiction de Macassar. Item toutes Femmes & les Enfans des Bougis qui pourroient encore être au pouvoir de Sadite Majesté, nul excepté, afin qu'ainsi soit etablie une bonne & sincere Paix & Amitié.

XIX. Declarent aussi de reconnoitre les Reis de Layo & Baucala avec tout le Pais de Turata & Bading & tout ce qui en dépend, & qui sont passez à la Compagnie pendant la Guerre, pour Rois Seigneurs & Pais libres, auxquels ils n'ont rien du Monde à pretendre, les degageant de toute precedente Domination & Commandement.

XX. Tous les Pais conquis par la Compagnie pendant la Guerre, à compter depuis Boeloe-Boeloe jusques au Pais de Turata, & depuis là jusques ici à Bungaya, seront & demeureront comme Pais conquis & propres à la Compagnie & à ses Alliez, suivant le Droit de la Guerre, sur lesquels le Roi ne retient aucun Droit & proprieté, non plus que sur les Habitans d'iceux, demeurants seulement à la disposition de la Compagnie pour en traiter selon leur bon plaisir, & pourra par l'arrivée des Rois de Panna & Bacca être indiqué, ce qui nous apartient du côté du Nord de Macassar en vertu de ce que dessus.

XXI. Ladite Regence declare qu'elle nous abandonne les Pais de Wadio, Boeloe-Boeloe, comme étant coupables envers la Compagnie & ses Alliez, sans presentement ni jamais ci-après les secourir directement ni indirectement de Troupes, Armes, Poudre, Plomb, Vivres, Conseil ni autrement, quelque nom qu'on leur puisse donner, & ce de bonne foy.

XXII. Etant particulierement convenu que les Bougis & Turatiens pourront avoir des Femmes Macassarïennes & les Macassariens des Femmes des Bougis & Turatiennes, & chacun pourra prendre la sienne à sa volonté, comme il est convenable, & qu'en outre que dès à present comme pour lors les Macassariens se donnant aux Bougis, & les Turatiens aux Macassariens ne pourront point être reçus que du consentement & par la permission de chacun des Seigneurs Rois legitimes, & sans qu'ils puissent être renvoyez chez eux.

XXIII. Ladite Regence promet en conformité du sixiéme Article de tenir leur Pais fermé à toute autre Nation & que si quelqu'une vouloit s'y établir contre son gré, elle l'empêchera de tout son pouvoir, suivant leur obligation en vertu de ce Contract, Mais si cela n'étoit point en leur pouvoir, & qu'ils fussent les plus foibles, elle priera la Compagnie comme sa Protectrice de l'assister. Et comme elle declare qu'elle reconnoit la Compagnie en cette qualité, elle sera aussi obligée, en étant requise, d'assister ladite Compagnie de tout son pouvoir, contre tous les Ennemis qui pourroient se manifester contre la Compagnie dans Macassar ou ès environs, avec cet engagement qu'elle n'entrera en aucune negociation de Paix ou autrement avec aucune Nation contre laquelle la Compagnie sera en Guerre.

XXIV. En vertu de tous lesquels Contracts & nouveaux Points dont on est convenu entre le susdit Roi & les Grands de Macassar a été fait & conclu une Paix, Amitié & Alliance perpetuelle, dans la-

Digitized by Google

ANNO 1667. [illegible] quelle sont aussi compris les grands & puissans Rois de Tarnata, Tidor, Jortsian, Bouton, du Roy de Bouton, Soron, Lombo, Terrata, Laqui, Buton, avec tous leurs Vassaux & Sujets, ensemble tous leurs, & tous autres Seigneurs & Princes qui voudront demander d'estre compris en cette Alliance. ANNO 1667.

XXV. Ofte geschiede dat tusschen de Bondgenooten en de respective hunnen eenig verschil quam te ontstaen, 't welck niet soude konnen werden bygelecht, sullen Partyen niet dadelyck gehandelen, even als oock ongemack of Oorlogh aen doen, maer sal de gemelde Kapitain der Hooftsteden, soo hy verstaet, ofte (soo het ongelyck is) door Schriftelycke van de Stve, de oneenigheden uyt den weg te helpen, ende goede Broederschap te conserveren, maer indien een van de Partyen na gheen handel sal willen luysteren ende buyten reden blyven wille, sonder sich wil te laten komen, als dan sullen de gemeene Bondgenooten den andren, met vereyscht ende recht van de sake te helpen komen.

XXV. S'il survient quelque different ou mesintelligence entre les Alliez & les Rois & Princes, ces Parties ne le feront pas pour cela aussi-tôt la Guerre, ni aucun deplaisir, mais le feront sçavoir leur different au Capitaine des Hollandois, pour, s'il est possible, estre terminé par sa mediation, & estre conservé la bonne fraternité, mais si l'une des Parties ne veut point entendre à aucun accommodement & veut demeurer opiniatre, sans vouloir entendre raison, pour lors les communs Alliez viendront selon l'exigence du droit & des cas, contre l'autre.

XXVI Wanneer nu dit Vreede-Verbont onderteekent ge-eedigt en vertegen't sal weesen, sal den Koningh en Grooten van Macassar gehouden zijn, nevens den Admirael, naer Batavia te commiteren twee voornaeme Koningen uyt het midden van den Raedt 't zy Craia Tello, Lanquie, Poppue, Crontun, Gresse, Cattapan, of ten minsten twee uyt de selve, ter keure van hoogh-gemelde Regeringe, om desen Contracte van Vreede aen d'Ed. Heer Gouverneur Generael, ende de Heeren Raden van Indien te presenteren, ende hun selfs aengenaem dese op te verstaecken, ander verscheyninge dat ghemelde Heeren met contentement weder Gilen mae blijs treeden, doch sal het den Heer Generael vry staen, wanneer het hem goet dunckt, twee voornaeme Koningen nopmen te verbeeden, omme soo lange daer als Ostagiten te resideren, als sijn Ed. meynt noodigh te zijn, doch sal oock wedra den Koningh van Macassar 't zynen believe, by tanger verblijf van een Jaer, de vrese door andere mogen doen vervangen, en de Compagnie gehouden zijn Voorsaende Prinsen te conserveren in competabel respect ende eere, sonder van yemant de alderminste overlast te lijden.

XXVI. Quand cette presente Alliance de Paix sera signée, jurée & scellée, le Roi & les Grands de Macassar seront tenus avec l'Amiral de députer à Batavia deux principaux Rois d'entre le Conseil, soit Craia Tello, Lanquie, Poppue, Crontun, Gresse, Cattapan, ou du moins deux d'entre eux au choix de ladite Regence, pour presenter ce present Traité de Paix au Seigneur Gouverneur Général & aux Seigneurs du Conseil des Indes, & pour recevoir son approbation & ratification, sous l'assurance que les susdits Seigneurs s'en retourneront chez eux avec contentement. Mais il sera libre audit Seigneur Général s'il le trouve bon de demander deux Fils de deux des principaux Rois pour demeurer en Otage, aussi long tems qu'il le jugera necessaire; mais il sera aussi en la liberté du Roi de Macassar, & au cas qu'ils veulent plus d'un an d'en envoyer d'autres, & la Compagnie sera obligée de maintenir lesdits Princes en respect & honneur convenable, sans qu'ils souffrent aucune molestie.

XXVII. Ende alsoo de Compagnie de Engelsen ende hare Goederen alhier sullen vermaken te coopen, ende naer Batavia te voeren, sonder dat het den Koningh sal vermogen te tegen te staen.

XXVII. Pour donner plus d'etenduë au sixiéme Article, il accordé que la Compagnie & les Anglois pourront transporter d'ici leurs effets à Batavia, sans que le Roi puisse s'y opposer.

XXVIII. Item soo verstaen 't vijfthiende Artieul is beloeft, dat indien de Kittingen van Bierna en Montemarano, levende of doot in 10. dagen niet werden ghevonden, als dan tot Borge in handen van de Compagnie te sullen stellen de Soone van Bierna en de Soone van Montemarano.

XXVIII. Item pour amplification du quinziéme Article il est promis que si les Rois de Bierna & Montemarano ne peuvent pas se trouver morts ou vifs dans dix jours, ils remettront entre les mains de la Compagnie les Fils de Bierna, & ceux de Montemarano pour cautions.

XXIX, De Regeerinche beloeft aen de Compagnie uyt te keeren, in vergoedinge van hare Oncosten tot Oorlooge twee hondert vijfhigh ayghen Negotie-dese in vijf Moussons naest aen een volghende, 't zy in Caton, 't zy in Koopmanscharpen, 't zy in Gout, Silver of Juwelen, elck naer sijn waerde.

XXIX. La Regence promet de donner à la Compagnie pour l'indemnité des frais de la Guerre deux cens cinquante mil Rixdalrs, en cinq Mousson consecutives, soit en Coton, en Marchandises, en Or, Argent ou Joyaux, chacun suivant sa valeur.

XXX. Ende op dat alle de behoudende Poincten des te religieuser mogen worden onderhouden, soo zijn de selve door den Koningh van Macassar en zijn hier onder geschreven Grooten, en by weeren van de Compagnie door den Admirael neveus noch alle de Koningen en Princen in dit Verbont begrepen, na aenroepinge van den Heeren Heylighen Name bevestigt, getecken en vertegen elk op zijn wijse, in een teit-Tent op Vrydagh den 18. November 1667 ontrent Borromhon op s' Compagnies eygen Groot.

XXX. Et afin que tous les Points susdits soient d'autant plus religieusement observez ou iceux été jurez, signez & scellés après l'invocation du nom de Dieu, par le Roi de Macassar & par les Grands, & de la part de la Compagnie par l'Amiral, ensemble par tous les Rois & Princes compris en cette Alliance chacun à sa maniere, dans une Tente ou Camp le Vendredi 18. Novembre 1667., environ Borromhon propre Terre de la Compagnie.

ANNO 1668.

XXV.

J. nv. *Traité entre* CAROLUM II. *Monarque Britannique, & les Etats Generaux des Provinces Unies des Pays Bas, pour la Confirmation de celui de Breda du 31. Juillet 1667. Touchant le Reglement des Limites, & le Commerce, &c. conclu dans l'Assemblée generale, & signé par les Plenipotentiaires des deux Parties à la Haye Capitale de la Hollande le 13. Janvier 1668. Item Mandatum seu Commissio speciale dicti Regis Britanniæ datum, nempe Westmonasterii, 2. Januarii 1668. & Haga Comitis die 19. Januarii 1668.* ARTEMA, *Affaires d'Etat*, *de l'Europe*, Tom XIV. pag. 6. dans l'Original en cette Piece, qui se trouve aussi dans LONDORPII *Acta publica*, Tom IX. pag. 640. & MORTAIGNE, dans CHRIST. GASTELII *Histoire de Louis le Grand*, Liv. II. Chap. XXVI. pag. 82. en Allemand, & dans le *Recueil des Traitez de Paix*, Tom X. Ann. 1668. pag. 845. aussi en Allemand.

QUandquidem Pacis inter illustrissimum Principem & Dominum, Dominum Carolum Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Regem, & Celsos ac Potentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii Provinciarum Unitarum, ante paucos hinc annos, Breda in Comitatu Nassoviæ, initæ, & ratificatæ, nonnulla dubia orta, quibus ad praecidendam omnem ansam, qua in posterum nova inter easdem Potentias dissidia ac dissentia, quæ dictam amicitiam & bonam correspondentiam turbare aliquando possent, in posterum prudenti Lectione Negotiatores ac Commissarii eorundem contentium ac specialium undecimo dicti Tractatus Articulo illatorum fit, uti dictus Dominus Rex dictique Domini Ordines Generales eorum Legatos ad id constituerunt, necessarium ac amicum consuluit & adhibiti ad Jura & Immunitates Suadendum alteritis comes quoscunque demum tuendas, qui omnes Status Pacem Terra Marique diffutura turbare unt, vel quil unta alterius Dominia decentes pecuniæ ut utrisque Statui Hostes denunciantur, neque tamen specifice definitis reprimatur arcendi auxiliave, quibus Fœderatorum pars una alteri tali casu succurrere debeat dicto autem Magnæ Britanniæ Regi dictisque Civibus Generalibus ilet sententia ista Pacta circumeundi, magis magisque perficiendi, placuit in primis atque ante omnia dictum Tractatum laudæ concilium dictasque Leges Navigationis, & Commerciorum eo spectantes confirmare, quemadmodum per praesentis confirmatur obligatione manus, atque indilatatis eas bona fide observandi atque adimplendi, ita eandque ut a subditis utrinque exacte atque religiose coleverentur atque adimplerentur, jurta genuinum dicti Tractatus dictorumque Articulorum sensum ac tenorem.

Ut non magnatores de specialiori auxilliorum mutuo praestandorum deliberatione principibus Partibus omnibus, ero amicitiæ inter dictum Dominum *Regem*, dictosque Dominos *Ordines Generales* incremento majori conflet, utque securitati & defensioni mutuæ utriusque Status contra insultus eorum, vel insultus hostiles à quoquam forte quocunque sub praetextu inflituendos, archiori Fœdere atque modone plane prospiciatur; Nos intra scripti, virtute mandati plenarque Potestatis nobis concessæ atque literis interende, convenimus atque ita tuimus, dictum Dominum *Magnæ Britanniæ Regem*, dictosque Dominos *Fœderati Belgii Ordines generali*, invicem obligamus, ut nos, atque Confœderati a fore, quemadmodum ut ac vigore praesentium invicem mutuæ, quibus atque Confœderati fuis *Fœdere defensivo perpetuo*, modo atque conditionibus sequentibus.

I. Quod à Principum Seatbmine aliquis aut pluresve alius, quicunque ille tandem fuerit, *nemine excepto*, sub quocunque praetextu inalere vel invadere conatus fit, Territoria, Regiones, aut Loca quæcunque dictis Initione dicti Magnæ *Britanniæ Regis* ilia, aut eorumque actum hostilem, Terra Marive contra dictum Dominum *Regem*, ejusve Subditos exercuerit, dicti Dominus *Rex* dictique Domini Ordines Generales eorum Legatos ad id constituerunt, quemadmodum

ANNO 1668.

[illegible] dictum Dominum *Regem* [illegible] dictosque Dominos *Ordines Generales* [illegible] ad quemcunque [

Anno 1668.

[illegible]

Anno 1668.

CAROLUS, Dei gratia, Angliæ, Scotiæ, Hiberniæ & Hiberniæ Rex, &c. Illustrissimi, Potentes, Excelsi, Magnifici, Spectabiles, Generosi, Strenui, Circumspecti, Nobiles, Prudentes, Fideles, Dilecti, Amici, Consanguinei, Affines, Consiliarii, Ministri, Officiales, Subditi, & Fideles nostri quicunque, ubicunque locorum & terrarum constituti, quos infra scripta tangunt, nos præsentes literas inspecturos, lecturos, audituros, seu audire volentes, salutem. Cum Illustrissimi, Potentes, Excelsi, Magnifici, Spectabiles, Generosi, Strenui, Circumspecti, Nobiles, Prudentes, Fideles, Dilecti, Amici, Consanguinei, Affines, Consiliarii, Ministri, Officiales, Subditi, & Fideles Dominorum Ordinum Generalium Fœderatarum Belgii Provinciarum, Nostri Amici, Confœderati & Socii, Nos Nostrosque Subditos & Incolas, Regna, Dominia, Terras, Territoria, Jurisdictiones, Districtus, Portus, Stationes, Navigia, Commercia, Mercaturas, Bona, Res & Facultates quascunque, ubicunque locorum & terrarum existentes, quoad omnia & singula, quæ vel ad Pacem & Amicitiam, vel ad Commercia, Mercaturas, Navigationes, Portuum, Stationum, Navigiorum, Vectigalium, Bonorum, Rerum & Facultatum, ac Subditorum & Incolarum Nostrorum & Dominorum Ordinum Generalium Fœderatarum Belgii Provinciarum, Nostrorum Amicorum, Confœderatorum & Sociorum, Nostrorumque Subditorum & Incolarum, ac eorum Bona, Res & Facultates quascunque, ubicunque locorum & terrarum existentes, quoad omnia & singula, quæ vel ad Pacem & Amicitiam, vel ad Commercia, Mercaturas, Navigationes, Portuum, Stationum, Navigiorum, Vectigalium, Bonorum, Rerum & Facultatum, ac

ANNO 1668. cata recredendis Regis Hispaniæ, Reg[illegible] ... ut ea precedente, ita & subsequentibus annis [illegible]

[illegible] Dicti Reg. Magnæ Britanniæ & Ordines [illegible] ... ut, si [illegible] ... ad [illegible] ... ut [illegible] ... Hispaniæ & Lusitaniæ [illegible] ... ut, ea ratione [illegible] ... ut, si [illegible] ... ut [illegible] ... hoc [illegible] ... Regi Christianissimo [illegible] ... ut [illegible] ... Regi Lusitaniæ [illegible] ... ut [illegible] ... ut [illegible] ... ut

ANNO 1668. ceditur ab Hiſpanis omne quod Gallorum Armis anno præterito occupatum fuit, aut aliud *tamandem valeat*, de quo mutuo Partium conſenſu convenit.

IV. Quod Rex Chriſtianiſſimus inducetur & permovebitur, ut prædictis promiſſis plenum adhibere fidem atque ita eo fideiuam ponere velit, & ut proinde ejus Arma impoſterum quieſcant in Belgica, ita quidem ut ſi prater omnem ſpem & expectationem Rex Magnæ Britanniæ Fœderaique Ordines nequeant per exhortationes obtestationesque permovere Hiſpanos ane finem menſis Maii proximi, ut conſenſum adhibeant conditionibus ſuprà memoratis, ac proinde ad media majoris efficaciæ venire necelle ſit, miſſionibus Galli intra fines & in finibus dictæ Belgicæ ſua arma non inovebunt aut introducent, ſed Rex Magnæ Britanniæ, & Fœderati Ordines ſe ultrò interea inque ſe recipient id ſe ſuppletores, quod neceſſarium erit, *ut Hiſpani reſpectu obſervaturi ſint*, uti Pacem Legibus ſuprà dictis acceptant, adeoque Regi Chriſtianiſſimo *integrum non erit illos exercere Actus hoſtiles* in dictis Regionibus, neque ullum occupare *Oppidum*, ſeu ſponte ſua ſe dedere velit, nili Rex Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines ceſſent atque omittant ceſſare id quod jam dictum eſt.

V. Quod faneita inter dans Coronas Pace, ejus ſervanda *Sponſores Pontificiæ* erunt in fuam omnium optima, ampliſſima, & ſecuriſſima non modo Rex *Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines*, ſed & *Imperator numquam Reges & Principes Pacis*, qui exiſtimabunt ſua intereſſe, ut Orbi Chriſtiano inconcuſſa maneat quies & Belgicæ ſua reddatur conſtaque tranquillitas; in quem finem definitur Coplarum militarium numerus ultique media, quibus utendum erit adverſus alterutrum Partium, quæ temerarverit vel violaverit Pacem, ut injuria demat ac Parti læſæ reſarcia.

VI. Pacta hæc conventa omnique & ſingula ſi contenta a dicto Domino *Rege Magnæ Britanniæ* veſtique Domitiis *Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum* per patentes uritiuque Partis Literas Sigillo Magnorum ea debita & authentica forma *intra quatuor ſeptimanas* proxime ſequentes aut citius, ſi fieri poterit, confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuoque Ratihabitionum Inſtrumenta intra prædictum tempus hinc inde extradentur.

In quorum omnium & ſingulorum fidem præſentæ tobus hisce Tabulis ſubſcripſimus, illasque Sigillis noſtris fubſignavimus. Hagæ Comitum in Hollandia die 13. Januarii 1668. Signatum

(L.S.) *W. TEMPLE.*

*Voiez l'*ACCESSION *du Roi de Suede, après la Traduction françoiſe de ce Traité. Le même Traité en François.* Avec *un Acte provisionel concernant l'*ACCESSION *future du Roi de Suede à ce Traité, laquelle Acceſſion fut cauſe qu'on l'appella depuis la Triple-Alliance. A la Haye le ſeizieme jour 23. Janvier 1668.* [Tiré des Archives de l'Ambaſſade d'Eſpagne en Hollande, du tems du Roi CHARLES II.]

LE Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, conſiderant avec beaucoup de douleur, les maux & les calamités de la Guerre, nouvellement allumée dans le voiſinage, par la rupture arrivée entre les deux Couronnes voiſines, & voyant que par une ſuite quaſi inévitable, la plus part des Princes & Etats de la Chrétienté ſeront enveloppés dans les mêmes incommodités, & une ce feu nouvellement allumé, paſſeroit bien en ſuite aux voiſins, s'il ne fuſt éteint & étouffé dans ſa naiſſance, ont jugé ne ſatisfaire point au devoir que Dieu leur a impoſé, ſi après avoir reçeu cette Benediction de la bonté Divine, de voir heureuſement retablie l'amitié, & la bonne intelligence entr'eux, & en même tems tenuis en Paix quatre puiſſans Etats, qui ſe trouvoient engagés dans une ſanglante Guerre, ils ne s'appliquellent auſſi avec tout le ſoin & le zele imaginable, à compoſer les differents reſſuciés entre les deux Couronnes, & particulierement à éteindre le feu allumé dans leur voiſinage. C'eſt pourquoi Sa Majeſté & Leurs Hautes Puiſſances, ayant enfin par leurs Offices & Interceſſions diſpoſé le Roi T. C. à ſe declarer amdits Etats, qu'il conſentira à paſſer des à preſent les Armes, pourvû que les Eſpagnols veuillent lui ceder en bonne forme, par un Traité de Paix, toutes les Places fortes, ou Poſtes, & leurs Châtelenies, ou dependances que les Armes ont conquiſes & occupées, ou trouvées pendant la Campagne de l'année paſſée, ou bien une d'Eſpagne puiſſe être portée à lui ceder ce qui reſte dans le Luxembourg, (*a*) ou bien la Franche Comté, Cambray & Cambresis, Douay, Aire, St. Omer, Berguc, Furne & Linck, avec leurs Baillages, Châtelenies, & Dependances, & de rendre en ce dernier cas au Roi d'Eſpagne, toutes les autres Places & Pais que les Armes ont conquiſes depuis leur entrée en Flandres, moyennant que L. H. P. donnent à Sa Maj. T. C. aſſeurance reciproque, de diſpoſer, ou d'obliger réellement l'Eſpagne à condescendre aux mêmes conditions, ont crû que dans la conjoncture preſente d'alors, ils rendroient un tres bon office, auſſi bien à l'un & à l'autre desdits deux Roix; qu'aux autres Princes & Etats voiſins; s'ils entreprenoient conjointement, & d'un commun concert, d'exhorter, & autant qu'en eux eſt d'obliger lesdites deux Couronnes, à conclure la Paix ſur les fondements & les conditions cy-deſſus mentionnées. Et à cette fin ayant donné Plein pouvoir & Commiſſion à leurs Ambaſſadeurs, nous arons chacun en vertu du notre, negocié, traité & conclu les Points & Articles ſuivans.

I. Que le Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, ſeront conjoinctement & ſeparément, mais toujours ſuivant ce qui ſera preallablement concerté entr'eux, des offices & inſtances au Roy Très-Chrétien, à ce que ledit Roy s'oblige en bonne & dûë forme par un Traité ſolemnel au Roi de la Grande Bretagne, & aux Etats Generaux des Provinces-Unies, de conclure la Paix avec l'Eſpagne, ſans s'en pouvoir dispenſer, ſous quelque pretexte & cauſe que ce ſoit, à l'Eſpagne peut elle diſpoſée ou obligée, par ledit Roi de la Grande Bretagne, & leſdits Etats Generaux, d'accorder & de laiſſer, à Sa Majeſté T. C. ou les Places qu'elle a conquiſes en la Campagne derniere dans le Pais-Bas, ou en Equivalent, par la ceſſion des Places cy-deſſus exprimées, ou par d'autres échanges, qui pourront eſtre faites du conſentement commun des Parties.

II. Que Sadite Majeſté Très-Chrétienne veuille prolonger ſon conſentement à une ceſſation d'armes ſadit Pais-Bas, juſqu'à la fin du mois de Mars, afin que pendant le même tems, ledit Roi de la Grande Bretagne, & leſdits Etats Generaux puiſſent faire les diligences & les offices neceſſaires, pour diſpoſer le Roi, ou la Reine d'Eſpagne, & ſon Conſeil à donner les mains, aux conditions cy-deſſus mentionnées.

III. Et afin que le Roi Très-Chrétien n'aye aucune raiſon fondée pour refuſer ladite prolongation de la ſuſpenſion d'armes, ledit Roi de la Grande Bretagne, & leſdits Etats s'obligeront reciproquement dans le même Traité à faire avoir effectivement à la France par ceſſion de l'Eſpagne, ſesdites Conquêtes de l'année paſſée, ou ce qui lui pourra eſtre accordé par échange, du conſentement des Parties.

IV. Que l'on diſpoſera le Roi Très-Chrétien de ſe vouloir repoſer ſur la promeſſe ſuſdite, & de ne porter plus les Armes audit Pais-Bas; en ſorte que ſi contre toute esperance, ledit Roi de la Grande Bretagne, & leſdits Etats Generaux, ne peuſſent pas par leurs interceſſions & exhortations diſpoſer l'Eſpagne avant la fin du mois de Mars ſuſdant, à accorder les conditions cy deſſus exprimées, & qu'il ſaût par conſequent venir à des moyens plus efficaces, mentionnés les Armes de France, ne pourront pas eſtre portées audit Pais-Bas, mais que ledit Roi de la Grande Bretagne, & leſdits Etats Generaux, s'engageront à ſuppléer ce qu'il faudra, pour obliger réellement l'Eſpagne, à accepter les conditions ſuſmentionnées, & que le Roi T. C. ne pourra plus uſer d'aucune hoſtilité dans leſdits Pais, ni auſſi s'y rendre Maître d'aucune Ville, quand même quelques-unes ſe voudroient volontairement donner à lui, ſi ce n'eſt que l'Angleterre & l'Eſtat des Provinces-

(*a*) *On lira la Franche Comté.* C'eſt ainſi qu'il faut lire, & non pas comme dans la Copie Latine qui precede *Luxembourg*. Cela ſe prouve par la nature de la choſe, par l'Article III. des Dispoſitions du Roi de France, donnée à Paris le 18. Novembre 1668. auquel renvoye le Traité, & par le Preambule du Traité de St. Germain en Laye, qui le fera voir ci-après en date du 15. Avril 1668.

Digitized by Google

ANNO 1668. ces Unies manquantes à effectuer réellement ce que dessus.

V. Que la Paix étant conclue entre les deux Couronnes, elle sera garantie en la forme la plus ample, la plus forte que faire se pourra, tant par le Roi de la Grande Bretagne, & les Etats dudits, que par l'Empereur, & par tous les autres Rois & Princes voulus, qui se trouveront interessés à la conservation du repos de la Chrêtienté, & particulierement des Pais susdits, avec un dénombrement des forces, que l'on sera obligé de faire agir vigoureusement, en cas que l'une ou l'autre de deux Parties vienne à l'enfreindre, pour lui faire reparer le tort, & le dommage, que l'autre aura soufferte par la contravention.

VI. Ces Accords & Conventions, avec toutes & chacunes les choses y contenues seront confirmés & ratifiés par ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & par lesdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, par des Lettres patentes de part & d'autre, munies de leur Grand Sceau en bonne & due forme, dans quatre semaines prochain venans, ou plutôt, si faire se peut, & les actes de Ratification seront échangés de part & d'autre dans ledit tems.

Ity doivent estre inserés les Pouvoirs du Serenissime Roi de la Grande Bretagne, & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies.

En temoin de toutes lesquelles choses, & chacune d'icelles, & pour leur donner plus de force, nous avons signé les presentes, & y avons ajouté nos Cachets. A la Haye en Hollande le 23. Janvier 1668.

Accessio Regis Sueciæ CAROLI XI. *ad Fœdus inter Magnæ Britanniæ, & Ordines Generales Uniti Belgii, ut mediantibus eorum officiis, Pax inter Reges Galliæ & Hispaniæ promoveatur. Hagæ Comitum die 13. Januarii* 1668.

CUm Magnæ Britanniæ Rex ac Ordines Fœderarum Belgii Provinciarum valde deliderarint, Regem Sueciæ una cum ipsis in partem principium adsciscere illius Fœderis quod hodierno die per Deputatos ac Plenipotentiarios suos concludum signatumque est, quo prompta atque tuta Pax inter Reges duos vicinos promoveatur, quoque divina alpirante gratia per Orbem Christianum publica tranquillitas instauretur: Petentes cum Rex ipse Sueciæ, jam ab initio eorum motuum, qui inter duos delignatos Reges eruperant, tam Magnæ Britanniæ Regi, quam Fœderatorum Belgarum Ordinibus sit sedulus bonum sinceramque finem propositum ac studium, quo tenebatur, sese cum iis in hoc negotio, modo supra dicto, sociandi ac jungendi, idque respectu actilitatis necessitudinis, & horum Fœderum, per quæ communibus cum iisdem commodis adstringi se agnoscit, ut per hanc interventum perque modos titles quoscunque ac honestos, Pacì inter binos Reges stabilendæ infuderat, nec per ullam distentatem se hactenus cohibuium, mentem suam super re ita aperiendi, nisi quod præstolatus sit, dum certo resciretur, quid deliberasi atque fieri consilii Rex Magnæ Britanniæ & Fœderatorum Belgarum Ordines super omni hoc negotio essent capturi; tum quo usque promos eri subsidia aliaque id genus nonnulla possent, per quæ dictus Sueciæ Rex sibi satisfieri exopsat, ut pari & æquo tum Magnæ Britanniæ Rege ac Fœderati Belgii Ordinibus passu in hac re procedat; ea propter ex commodo communi usum est foce, si hoc instrumentum inter Ministros Deputatos, ac Plenipotentiarios dictorum Regum Magnæ Britanniæ Sueciæque, nec non dictorum Fœderati Belgii Ordinum scripto consignaretur, quo una ex parte obligaretur Rex Sueciæ, mediante satisfactione prædicta ad amplectendum designatum Fœdus, & ad eandem navandam operam eodemque passu procedendum, quo dictus Magnæ Britanniæ Rex dictique Fœderatorum Belgarum Ordines, proinde dictum sibi esse existimant, ut negotium eam salutare promoveatur, nec non parte ex altera dictus Rex Sueciæ certus fit fieret locum sibi eorumdem ac integrum relinqui Fœderis hujusce inter Partes principales amplectendi, quemadmodum id ut faciat à Magnæ Britanniæ Rege & ab Ordinibus Fœderati Belgii per has presentes matimè ambitum in modum rogatur, qui & ipli libenter apud Cæsarem & Hispaniarum Regem omni Officii genus eu convenient, ut controversiæ mutuales, quæ dicto Sueciæ Regi cum iis pro interesse sere, quamprimum componantur, & secundum quo fasque & meliso tollantur. Quamvis vero ad fubilitia, quæ à dicto Rege exterendantur, Ordines Fœderati Belgii non detutur sibi Mandata necessaria contestim ad Legatos suos in aulam Britanniæ missos dare, ut hosce inter & Commissarios Regios Magnæ Britanniæ Rex eam in rem deputandos interime Legatum Regis Sueciæ Extraordinarium, qui sert, cum nunc eò mediatur ex Belgio, aliosque duos Legatos Ministros Principum Statuuntve, quos id negotium quoque tangit atque concernit, consilia ineantur super necessariis ac requisitis omnibus constituendis, ut Fœdus jam dictum confequatur quamprimum jubilantiam atque formam Pacti trisscitet convenit, ad quod invitandis amicis & Fœderatis, si qui ejus in partem admitti volent, omni ex parte opera quam diligentissima dabitur. Actum Hagæ-Comitum die 13. Januarii 1668.

Christophorus Delphius.	*G. Lucium.*
H. de Cromer in Dieka.	*H. T'Serclaes.*
Haraldus Appelboom.	*Johan de Wit.*
	M. van Gronsveld
	Aernout van Ankeli.
	Johan Schrieck.

ANNO 1668.

XXVII.

Tratado de Paz ajustado entre el muy alto Serenissimo Principe Don CARLOS II. *Rey Catholico, y el muy alto y Serenissimo Principe Don* ALONSO SEXTO *Rey de Portugal, por mediacion de el muy alto y Serenissimo Principe* CARLOS II. *Rey de la Gran bretaña. Firmado en Lisboa, a los* 13. *de el mes de Febrero de* 1668. *Con los* PODERES *de los Señores Reyes en fecha: de los* 5. *de Enero,* 4. *y* 6. *de Febrero* 1668. *Y la* RATIFICATION *de el Serenissimo Rey Catholico. Dada en Madrid a* 23. *de Febrero* 1668. [Sur l'Imprimé à Madrid *con licencia de los Señores del Consejo de Estado.* En la Imprenta de Domingo Garcia Morras ano, 1668. in 4. On trouve aussi cette Piéce dans le *Theatrum Pacis* Tom. II. en Latin dans les Memoires d'ARLANCOURT, pag. 253. & 361. en Latin & en François; dans CHRIST. GASTELIUS, *de Statu publico Europæ.* Cap. VI. pag. 243. en Allemand; dans le *Theatrum Europæum* Tom. X. pag. 199 auſſi en Allemand, & dans AITZEMA, *Saaken van Staat en van Oorlogh.* Tom. XIV. pag. 1044. en Hollandois.

DON CARLOS Segundo, por la gracia de Dios, Rey de las Españas, de las dos Sicilias, de Gerusalen, de las Indias, &c. Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Milan, Conde de Abspurg, y de Tirol, &c. Y la Reyna Dona Mariana de Austria su Madre, Tutora, y Curadora de su Real Persona, y Governadora de todos sus Reynos, y Señorios. Por quanto D. Gaspar de Haro Guzman y Aragon, Marques del Carpio, &c. en virtud del Poder que le concedi, ha ajustado, concluido, y firmado en treze de este presente mes, un Tratado de Paz con los Ministros Comissarios insraferiptos, Diputados para este efecto, por el muy Alto, y Serenissimo Principe D. Alfo, y Serenissimo Principe D. Alonso Sexto, Rey de Portugal, &c. Interviniendo tambien, como Medianero, y Fiador, en nombre del muy Alto, y Serenissimo Principe Carlos Segundo, Rey de la Gran Bretaña, &c. el Conde de Sandwich, su Embaxador Extraordinario, con Poder que para ello tuvo Suyo, el qual dicho Tratado và ajui fcherto, reducido a trece Articulos, cuyo tenor, traducido de Lengua Portugueſa en Castellana, es como se sigue.

ARticulos de Paz, entre el muy Alto, y Serenissimo Principe Don Carlos Segundo, Rey Catholico, sus Sucessores, y los Reynos. Y el muy Alto, y Serenissimo

ANNO 1668.

...Rey de las Españas, de las Islas Occidentales de Gallardia, de las Indias, &c. Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, Abaxo, Conde de Flandes, y de Tirol, &c. Y la Reyna Doña Maria Anna de Austria su Madre, Tutora, y Governadora de su Real Persona, y Gobernadora de todos los Reynos, y Señoríos. Por quanto el Serenissimo Principe Carlos Segundo, Rey de la Gran Bretaña... muerto... del dicho Rey, su Padre, sobre la Sucesion de la Christiandad, y deseo de que se terminen las diferencias entre esta Corona, y la de Portugal, ha intervenido en diferentes tiempos repetidas instancias, procurando su mediacion, y amistosos oficios al Rey referido, y a... para que embiasse a esta Corte a Eduardo Conde de Sandwich, y Vizconde de Hinchingbrook, Baron de Montagu de Boughton, Vice Almirante de Inglaterra, Alguacil de la Gran Guardaropa, y de los Consejos Secretos, y Caballero de la Orden de la Jarretera, por su Embaxador Extraordinario, para tratar y ajustar entre ambos de reciproca satisfacion entre ambas Coronas con los Poderes necessarios para ello. Y aviendome hallado el dicho Conde de Sandwich, que podria ser el mejor medio para conseguir elle intento el de una buena Paz con el hermano de su Rey Don Alonso Senor, Rey de Portugal, de sus dudas, y quexas las dificultades que han ocurrido, y finalmente por lo mucho que deseo complacer al dicho Serenissimo Rey de la Gran Bretaña, se haya ajustado los tres Capitulos de Paz, que con sendos en un tenor de palabra, para cuya mas pronta execucion se ha ofrecido el dicho Conde da Sandwich a ir en Persona a Lisboa a participar al dicho Don Alonso Senor, Rey de Portugal todo lo disputado, y tratado por su mediacion, y a proponer en nombre de su Rey, que se llegue a la conclusion: Y porque para que ello se configa con la brevedad que se requiere, es necessario que aya en aquella Corte la Persona de autoridad, calidad, prudencia, y celo, que tenga Poder mio para ajustar en forma devida los dichos Articulos de Paz. Por tanto concurriendo (como concurren) las dichas, y otras buenas partes, y calidades en los Don Gaspar de Haro y Guzman y Aragon, Marques del Carpio, Duque de Montoro, Conde Duque de Olivares, Conde de Morente, Marques de Heliche, Señor del Estado de Sorbas, y de la Villa de Loeches, Alcayde perpetuo de los Alcaçares de la Ciudad de Cordova, y Cavallerico Mayor de fus Reales Cavallerizas, Alguacil Mayor perpetuo de la misma Ciudad, y de la Santa Inquisicion della, Alcayde perpetuo de los Reales Alcaçares, y Atarazanas de Sevilla, Gran Chanciller de las Indias, Comendador Mayor de la Orden de Alcantara, Gentil-Hombre de la Camera, Montero Mayor, y Alcayde de los Reales Sitios del Pardo, Balsain, y Zarzuela. Os doy, y concedo en virtud de la presente, tan cumplido, y bastante Poder, comission, y facultad, como es necessario, y le requiere, para que por el Serenissimo Rey, mi muy Caro, y muy Amado Hijo, y en su Real nombre, y en el mio, podais tratar, ajustar, capitular, y concluir con el Diputado, y Comissario, ò los Diputados, ò Comissarios de el sobredicho Don Alonso Senor, Rey de Portugal, en virtud de el Poder que prestaren de el dicho Rey Lusitano, una Paz perpetua, conforme al tenor de dichos Capitulos, ò en la forma que mas bien pareciere, y obligar al Rey mi Hijo, y a mi al cumplimiento de lo que assi ajustare, y firmareis. Y declaro, y doy mi palabra Real, que todo lo que fuere hecho, tratado, y concertado por vos el dicho

ANNO 1668. ... Comte de Sandwich, ... Reyne ... de ... Grande Bretagne ... Hiberne ... Mon ... Grand ... Maître ... Maréchal ... Comte ... Vicomte ... Baron ... Montagu ... Sainte ... Vice-Amiral ... Chevalier ... Conseiller ... Chambellan ... Garde ... Comte ... Cambridge, Maître de ... Robes ... Comte

Anno 1668. daños que se atribuyen a la Guerra, y quedará en las Plaças la Artilleria que tenian quando se ocuparon. Y los Moradores que no quisieren quedar, podrán llevar todos lo mueble, y quedarán dueños de los frutos de lo que huvieren sembrado al tiempo de la publicacion de la Paz. Y esta restitucion de las Plaças se hará en termino de dos meses, que empecarán desde el dia de la publicacion de la Paz. Pero declaran, que en esta restitucion de las Plaças no entra la Ciudad de Ceuta, que ha de quedar en Poder del Rey Catolico, por las razones que para ello se contienen. Y se declara, que las haziendas que se pusieyeren con otro titulo, que no sea el de la Guerra, podrán disponer dellas sus dueños libremente.

III. Los Vassallos, y Moradores de las Tierras possedidos de uno, ò de otro Rey, tendrán todabuena correspondencia, y amistad, sin mostrar sentimiento de las ofensas, y daños passados, y podran comunicar, entrar, y frequentar los limites de uno, ò de otro, y usar, y exercitar Comercio con toda seguridad por Tierra, ò por Mar, y assi, y de la manera que lo usava en tiempo de el Rey Don Sebastian.

IV. Los dichos Vassallos, y Moradores de una, y otra parte tendran reciprocamente la misma seguridad, Libertades, y Privilegios, que estan acordados con los Subditos de el Serenissimo Rey de la Gran Bretaña por el Tratado de veinte y tres de Mayo del año de seiscientos y sesenta y siete, y de otro de el año de seiscientos y treinta, en lo que en elle Tratado està toda via en pie, assi, y de la manera, como si todos aquellos Articulos en razon del Comercio, è Inmunidades tocantes à èl se huvieslen aqui expressamente declarados, sin excepcion de Articulo alguno, mudando solamente el nombre en favor de Portugal: A de ellos mismos Privilegios usarà la Nacion Portuguesa en los Reynos de Su Magestad Catolica, assi, y de la manera que lo usaron en tiempo del Rey Don Sebastian.

V. Y porque es necessario un largo tiempo para poderse publicar este Tratado en las partes mas distantes de los Señorios de uno, y otro Rey, para cesar entre ellos todos los actos de hostilidad, se acordò, que esta Paz començarà en las dichas partes desde la publicacion, que de ellas se hizieren en España a un año siguiente: pero, si el avifo de la Paz pudiere llegar antes à aquellos Lugares, cessarán desde entonces todos los actos de hostilidad. Y si passado dicho año se cometiere por qualquiera de las Partes algun acto de hostilidad, se satisfarà a todo el daño que del naciere.

VI. Todos los prisioneros de Guerra, ò en odio della, de qualquiera Nacion que sean, sin dilacion, ò embargo alguno, serán puestos en su libertad, assi de una, como de otra parte, sin excepcion de persona alguna, y de razon, ò pretexto que se quiera tomar en contrario; y esta libertad començarà del dia de la publicacion en adelante.

VII. Y para que esta Paz sea mejor guardada, prometen respetivamente los dichos Reyes Catolico, y de Portugal de dar libre, y seguro passage por Mar, ò por Rios navegables, contra la invasion de qualesquiera Piratas, ò otros Enemigos, que procurarán vencer, y castigar con rigor, dando toda libertad al Comercio.

VIII. Todas las privaciones de herencias, ò disposiciones hechas con odio de la Guerra, son declaradas por ningunas, y como no acontecidas, y los dos Reyes perdonan la culpa a unos, y a otros Vassallos en virtud de este Tratado, avieudole de restituir las haziendas que huvieren en el Fisco, y Corona a las personas, a las quales sin aver sobrevenido esta Guerra avian de tocar, ò pertenecer para Poder libremente gozar de ellas; pero los frutos, y lo que huviera rentado los dichos bienes hasta el dia de la publicacion de la Paz, quedarán a los que los huvieren poseido durante la Guerra. Y porque se pueden ofrecer sobre esto algunas demandas, que conviene abreviar para el fossiego de la Republica, será obligado cada uno de los pretendientes a intentar las demandas dentro de un año, se determinarán breve, y sumariamente dentro de otro.

IX. Y si contra lo dispuesto en este Tratado algunos Mercaderes, sin orden, ni Mandado de los Reyes respectivamente hizieren algun daño, se reparará, y castigará el daño que hizieren, siendo aprehados los delinquentes; pero no será licito por esta causa tomar las armas, y romper la Paz. Y en caso de no hazerse Justicia, se podrán dar Cartas de marca, ò represallas contra los delinquentes en la forma que se acostumbra. Anno 1668.

X. La Corona de Portugal, por los intereses, que reciprocos, y inseparablemente tiene con la de Inglaterra, podrá entrar a parte de qualquier Liga, y Ligas ofensiva, y defensiva, que las dichas Coronas de Inglaterra, y Catolica hizieren entre sì, juramente con qualesquiera Consederados suyos: y las condiciones, y obligaciones reciprocas, que en tal caso se ayuntaren, ò adelante se añadieren, se tendran, y guardarán inviolablemente en virtu de este Tratado, assi, y de la manera como se ellu vieran particularmente expressadas en èl, y effuvieran y a nombrados los colligados.

XI. Prometen los sobredichos Señores Reyes Catolico, y de Portugal de no hazer nada contra, ni en perjuizio de esta Paz, ni consentir le haga directa, ni indirectamente; y si acaso le hiziere, de repararlos sin ninguna dilacion; y para obsevi ancia de todo lo arriba contenido se obligan con el Señor Rey de la Gran Bretaña, como Medianero, y Fiador de esta Paz; y para firmeza de toda renuncian de todas las Leyes, Costumbres, ò cosa alguna que haga en contrario.

XII. Esta Paz será publicada en todas las partes donde conveniere, lo mas brevemente que se pueda despues de la Ratificacion de ellos Articulos por los Señores Reyes Catolico, y de Portugal, y entregados reciprocamente en la forma acostumbrada.

XIII. Finalmente serán los presentes Articulos, y Paz en ellos contenida ratificados, cumplidos, y executados por el Serenissimo Rey de la Gran Bretaña, como Medianero, y Fiador della, por cada una de las partes, dentro de quatro meses despues de su Ratificacion.

Todas las quales cosas en Articulos referidas fueron acordados, establecidas, y concluidas por nosotros Don Gaspar de Haro Guzman y Aragon, Marques de el Carpio, Duarte Conde de Sandwich; y Don Nuño Alvarez Pereira, Duque de Cadaval; Don Basco Luis de Gama, Marques de Niza; Don Juan de Silva, Marques de Gobea; Don Antonio Luis de Menetes, Marques de Marialva, Henrique de Tavora Conde de Silva. Conde de Miranda; y Pedro de Vieira de Silva, Comissarios Diputados para este efecto, en virtud de Plenipotenciàs que quedan declaradas en nombre de Sus Magestades, Catolica, de la Gran Bretaña, y de Portugal, en cuya fee, firmeza, y testimonia de verdad hizimos el presente Tratado, firmado de nuestras manos, y sellado con el Sello de nuestras Armas. En Lisboa en el Convento de Santo Eloy a los trese dias de el mes de Febrero de mil y seiscientos y sesenta y ocho. Don Gaspar de Haro y Guzma. El Conde de Sandwich. El Duques Marques de Ferreira. El Marques de Niza. Almirante de la India. El Marques de Gobea, Mayordomo Mayor. Marques de Marialva. El Conde de Miranda. Pedro Vieyra de Silva.

Anno 1668.

POR Tanto, aviendo visto, considerado, y examinado en mi Consejo mudatamente dicho Tratado, y o por mi, y por el muy Alto, y Serenissimo Principe D. Carlos Segundo, Rey de esta Espaùa, &c. nuestro muy caro, y muy amado Hijo, hemos resuelto aprobarle, y ratificarle, como en general, y cada punto en particular le aprobamos, y ratificamos por Nos, y nuestros Herederos, y Subcesores, como assimismo por los Vassallos, Subditos, y Habitantes de todos nuestros Reynos, Paìses, y Señorios, assi en Europa, como fuera della, sin exceptuar ninguno, recibiendo el dicho Tratado, y todo lo que contiene, y cada Punto dello en particular en todas sus partes por bueno, firme, y valedero, prometiendo en fee, y palabra Real por Nos, y nuestros Sucessores Reyes, Principes, y Herederos finceramente, y con buena fee seguir, observar, y cumplirle inviolable, y puntualmente, segun su forma, y tenor, y hazerle seguir, observar, y cumplir de la misma manera como si le huviesramos Tratado por nuestra propia persona, sin hazer, ni permitir, que en ninguna manera se haga cosa en contrario directa, ni indirectamente en qualquier modo que ser pueda; y si se huviere hecho, ò le hiziere contravencion en alguna manera, haremos reparar sin difficultad, ni dilacion alguna, castigar, y mandar castigar a los que huvieren contravenido con todo rigor, sin gracia, ni perdon, obligando para el efecto de lo susodicho todos, y cada uno de nuestros Reynos, Paìses, y Señorios, como tambien todos nuestros otros bienes presen-

ANNO 1668.

presentes, y venideros, sin excepcion nada. Y para la firmeza de esta obligacion reunciolamos todas las Leyes, y Costumbres, y todas otras cosas contrarios a esto. En fee de lo qual mandamos despachar la presente, firmada de mi mano, sellada con nuestro Sello secreto, y refrendada del infrascripto Secretario de Estado. Dada en Madrid a veinte y tres de Febrero de mil y seiscientos y sesenta y ocho. YO LA REYNA. D. Pedro Fernandez del Campo y Angulo.

XXVIII.

17. Fevr. 1668. L'Angleterre, la Suede et les Provinces-Unies.

(1) *Traité de Commerce entre* Charles II. *Roi d'Angleterre & les* Provinces-Unies *des Pays-Bas, fait à la Haye, le 17. Février*, 1668. [Aitzema, *Affaires d'Etat & de Guerre.* Tom. XIV. pag. 194. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans Gastelius, *de Statu publ. Europæ motuiſſ.* Cap. XXVI. pag. 857. en Allemand, & dans le *Theatrum Europæum*, Tom. X. pag. 851. aussi en Allemand.]

QUandoquidem annuente Divina gratia & conspirante mutuarum rerum salute atque ac Christiani Orbis jam temporis necessitate *expeditionaria* die Januarii proximè elapſi, inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem ac Dominum, Dominum *Carolum* ejus nominis *ſecundum Magnæ Britanniæ* Regem, & Celſos, ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum concluſum & ſignatum ſit Fœdus perpetuum deſenſivum, fortiſſimis tam Mari quam Terra præſtandis auxiliis communitum, eodemque die alioque inſtrumento de rerum vicinarum tranquillitate paceque Orbi Chriſtiano reſtituenda, inter prædictum Regem ac prædictos Ordines pronſi animis conſultum & conventum fuerit, adcoque nihil aliud protinus ſupereſſe videatur, quod tam mutua voluntate reſtauratam amicitiam & neceſſariiſſimum illo antiquam tempore interpellare poterit, præter controverſias de Mercimoniorum ſpeciebus hinc inde redigendis, forſitan orituras & ex incerta aut ambigua earumdem utrinque adjudicatione forſitan etiam promovendas, idcirco quo omnibus innotescat, quam ſincera ſuæſtaque fide prædictus Rex ac prædicti Ordines nuper contractæ amicitiæ non modo in præſens fed & ad diveſſenda quæcunque cavere voluerint, jam demum ad diveſſenda quæcunque non modo diſſenſionum, ſed vel altercationum ſemina præcidendamque penitus eorum ſpem aut expectationem, quorumcunque demum prædictam amicitiam novis libris conceſſum aut labefactatum ſit, intereſſe poterit, in ſubſequentes Articulos utrimque conventum eſt, qui pro norma & regula ejusmodi rerum Maritimarum & Mercaturæ hinc inde redigendarum mutuò & perpetuo obſervabuntur, aut quousque ſaltem ex utriuſque Partis arbitrio & conſenſu Commiſſarii inducentur & conveniant ad uberiorem iis de rebus omnibus Navigationisque Legibus, Tractatum, ex communi utrimque commodo & ulteriore experientia digerendum.

I. Subditis atque Incolis *Magnæ Britanniæ* jus fasque eſto, omnimoda cum libertate ac ſecuritate navigare atque Mercaturam exercere in omnibus Regnis, Dominiis, Statibus, quibus cum *Magna Britannia* Pax, Amicitia, vel Neutralitas intercedit, vel inpoſterum intercedet, neque illa libertate turbentur aut impediantur per Naves Bellicas, Triremes, Celoces, aliaque Navigia Ordinum Fœderati Belgii aut iis ſubditorum, ſi forte Bellum oriri contingat inter præfatos Ordines ab una, & dicta Regina, Ditiones & Status ab altera parte, quæ ſunt *Magnæ Britanniæ* fœderatæ, ſive Amicitiam aut Neutralitatem cum eo colant & obſervent.

II. Quæ navigandi commercandique libertas ſe extendet ad omnes omnino Mercimoniorum ſpecies, iis duntaxat exceptis, quæ Contrabandæ indigitantur.

III. Quo in numero ſolummodo comprehendentur omne genus armi igniaria & quæ eo ſpectant, ut Machinæ ſeu Tormenta Bellica, Bombardæ, Mortaria, Piloclaſtra vulgo Petardæ, Bombæ, mala Punica, vulgo Granadæ, Sauciſſæ, Coronæ piceæ, Machinarum vehicula vulgo Affutæ, Theca Sclopetariæ, Balthea, Polvis pyrius, funes ignitarii, Nitrum, Globi, Haſtæ, Gladii, Galeæ, Caſſides, Loricæ, Hiſpenſes, Lanceæ, Equi, Ephippia, minorum Tuborum live Sclopetorum Equeſtium Vaginæ aut reconditoria, Cingula, cæteraque Inſtrumenta, quæ formam accipiunt, ut in bellico uſui eſſe poſſint, Gallicè dicta, *Aſſortiments ſervans à l'uſage de la Guerre.*

IV. Sub Mercibus prohibitis non comprehendentur frumentum, triticum aliave gramina & leguminа, Oleum, Vinum, Sal, nec generatim annona, nec quidquam eorum quæ ad victum aut alimentum pertinent, ſed erunt, uti & aliæ Merces quælibet præcedenti Articulo non enumeratæ, planè liberæ, integrumque erit, omnibus liber earundem ſpecies vehere ad loca hoſtilia Fœderatorum Ordinum, exceptis duntaxat Oppidis, locisque obſidione cinctis, circumſcriptis vel inveſtitis, Gallicè, *blocquées ou inveſties.*

V. Ut vero prædicta ita atque ordine obſerventur, pactum atque conventum eſt, quod Naves aut Navigia Anglorum, quæ Mercibus onerata Portum aliquem Fœderatorum Ordinum intrabunt, animo autem ac conſilio eſtinde diſcedendi ad loca iisdem hoſtilia, tenebuntur Officiariis Portuum præſitorum Ordinum, ex quibus ſolvent exhibere, ſolummodo Literas commeatus, vulgo Paſſeportos dictas, quæ continebunt ſuiſſe hoſtilium Merciuin onerumque Navibus impoſitorum probatum atque ſignatum Sigillo ordinario Officiatiorum Curiæ Maritimæ live Admiralitatis ejus loci, unde de vela fecerunt, eum deſignatione loci quo deſtinata ſunt, idque in forma ordinaria & conſueta, poſtquè Literarum commeatus ſive Paſſeportus exhibitionem Naves non moleſtabuntur, excutientur, detinebuntur, aut impedientur ab inſtituto itinere, quocunque ſub obtentu.

VI. Similiter Naves atque Navigia Angiorum, quæ ſefe ſiſtent, in Navium ſtationibus ſub Oris Maritimis Imperio præſatorum Ordinum ſubjectis, quibus tamen propoſitum non eſt aut ſubit Portus, ante cum ingreſſa ſunt, exonerare Mercees eaque deponere, non tenebuntur reddere rationes onerum ſuorum, nili ſuſpecta ſint, quod vehant Mercees veritas live Contrabandas ad Hoſtes Ordinum, ut jam dictum eſt.

VII. Quo quidem legitimæ ſuſpicionis caſu tenebuntur Subditi Regis Magnæ Britanniæ in Portubus exhibere Literas commeatus, ſive Paſſeportus in forma modo deſignata.

VIII. Quod ſi verò aeceſſerint ad Oras Maritimas & in alto obvia ſint facta Navibus Ordinum aut ejus Subditorum, qui privatis ſumptibus & cum Diplomate tamen publico eas Naves inſtruxerunt, ut ſivitentur omnia incommoda, dictæ Naves Fœderatorum Ordinum ſive ſubditorum non appropinquabunt Anglis intra Tormenti Bellici jactum, ſed ſcapham expedient, integrumque iis erit cum duobus tribusque hominibus duntaxat conſcendere Naves aut Navigia Anglorum, ut ſibi a Magiſtro vel Præfecto Navis Anglicanæ exhibeantur Literæ Paſſeportus ſupra memoratæ, nec non Literæ Maritimæ ſive teſtimoniales de propietate Navium ex præſcripto formulæ quæ huic Tractatui ſubjungetur, ut eſinde conſtet non modo de onere, ſed & de domicilio Magiſtri ſive Præfecti, quemadmodum & de nomine ipſius Navis, ut duobus hisce mediis deprehendi queat prohibitaene Hoſtes vehant Merces, & ut abunde appareat de conditione Navis ut & Præfecti ſive Magiſtri ejusdem Erit vero prædictis Paſſeportus Diplomatibus Maritimisque Literis adhibenda omnimoda fides, ut vero ut de eorum integritate certius conſtare poſſit & ne falſa ſupponantur, adhibebuntur certa quædam Regis & Ordinum Indicia, ſigna atque notæ.

IX. Quod ſi in Navibus vel Navigiis Anglorum, quæ curſum inſtituerunt verſus Portus Ordinibus hoſtiles, deprehendantur modis ſupradictis Merces prohibitæ ſive Contrabandæ, ſumentur eæ ex Navibus, deinde Judicio adverſus eas agetur, publicebuntuique coram & à Judicibus rerum Maritimarum vel aliis competentibus, neque tamen propterea vel Navis aut Navigium vel cæteræ Merces non ſtabilem ſive Contrabandæ in dicta Navi repertæ publicabuntur aut in prædam cedent.

X. Conventum præterea eſt, ut quicquid deprehenderetur immiſſum à Subditis Regis *Magnæ Britanniæ* in Navem ad Ordinum Fœderatorum Hoſtes pertinentem, quamvis id de genere vetitarum Mercium non ſit, in prædam tamen cedet & Fiſco addicetur una cum reliquis, quæ in dicta Navi reperientur citra ullam exceptio-

(1) Ce qui avoit été reglé touchant le Commerce à Breda l'année précedente n'étant que provisionel; ce qui donna lieu à ce second traité de Commerce.

ANNO 1668.

ANNO 1668. ceptionem. Caterum & contra immune atque liberum erit quicquid deprehendetur in Navibus Subditorum Regis *Magnæ Britanniæ*, quatenus onus aut pars ejus pertinet ad Hostes Ordinum Fœderatorum, exceptis Mercibus prohibitis, quarum intuitu observabitur id, quod antecedentibus Paragraphis cautum est. ANNO 1668.

XI. Subditi atque Incolæ Fœderatarum Provinciarum reciprocè libera fruentur Juribus, Libertatibus atque Exemptionibus circa Navigationem & Commercia in Ora, in Portubus, Navigumque flationibus in Maribus & Divisubus Regis *Magnæ Britanniæ*, quemadmodum jam dictum est, fruituros Subditos dicti Regis in illis, quæ imperio Fœderatorum Ordinum parent, ut & in aperto Mari; ibidemque diligendi enim ed in omnibus & singulis manet & reciprocæ æqualitas, etiam in casu quo Ordines Fœderati pactibus Pacem Amicitiamque colent, vel Neutralitatem observabunt cum Regibus, Principibus, & Statibus, qui Bellum gerent cum *Magnæ Britanniæ* Rege, adeo ut utraque Pars iisdem planè fruantur conditionibus & limitationibus quæ Pactis hisce convenis continentur & Commercium spectant.

XII. Utque securitati Subditorum Ordinum Fœderatorum abundè cautum sit, quod nulla iis injuria inferetur aut vis fiat, per Bellicas Naves ad dictum *Magnæ Britanniæ* Regem ejusve Subditos pertinentes, intercedetur Præfectis Regis ut & Subditis, qui suis impensis Naves instruent, eorumque constituis Officialibus & Magistris, ne ullam Subditis aut Incolis Fœderatarum Provinciarum faciant injuriam damnumve dent, ita fecus fuerint, pœnas luent & propteres obstricti erunt de damno cum omni causa & eo quod interesti satisfacere per reparationem & restitutionem sub obligatione & nexu Personæ Bonorumque.

XIII. Atque ob hanc causam in posterum tenebuntur Præfecti sive Capitanei, & qui Bellicas Naves armant singuli, prinsquam Mari se committant, exponere cautionem idoneam coram Judicibus competentibus, ad summam *mille quingentorum librarum Sterlingi*, sive *quindecim mille librarum Turonensium*, ut eo melius ab iis illi Solidum repetantur damna & injuriæ quas dum Mari vagantur, fortassis inferre possent, ut & ea quæ committentur à Capitaneis eisque quorum ministerio uruntur, adversus hunc Tractatum Legesque & Edicta Regis, quæ vi ac vigore, & secundum dispositionem hujus Tractatus publicabuntur sub pœna, stricte fore Diplomata & revocatum fore permissionem prædarum et Hostis agendarum.

XIV. Quod si Præfectus aliquis Navis Angliæ deprehendat atque capiat Navem oneratam dictis Mercibus prohibitis, fas illi non erit aperire aut ciistas, ferinia, farcinas, vasa, eave vendere, permutare aut alio modo alienare, priusquam exposita sint in Terram præfectibus Judicibus five Officialibus Admiralitatis, factoque ab iis Inventario Mercium in dicta Navi repertarum, nisi si Merx prohibita partem dimtaxat oneris faciat, ut constetim cysmodi Merx exoneretur auferaturque, quo minorem in instituto itinere moram patiatur, quo quidem casu nulla ampitus molestia afficiendus vel ab itinere proposito avertendus erit.

XV. Rex *Magnæ Britanniæ* Subditos Fœderatorum Ordinum eodem favore prosequi velens in quibuscunque sui Imperii Ditionibus ac proprios Subditos, id effectum dabit, ut super prædis, quæ in Mari factæ sint fienque, jus administretur secundum Justitiæ regulas, æquitatisque normam, per Judices non suspectos, & quorum non interesit in causa quæ discepratur, utque Sententiæ jam latæ & quæ deinceps ferentur, rectè atque ordine executioni mandentur fiumque fortiantur effectum prout earum tenor exigit.

XVI. Quandocunque Legati Ordinum, aliive Ministri publica authoritate instructi in Aula Regiæ Majestatis *Magnæ Britanniæ* commorantes, querentur de iniquitate Sententiarum, quæ latæ fuerunt, jubebit Rex easdem Sententias in Comitio suo revideri atque ad examen revocari, ut constet an Leges formulæque hujus Tractatus in iis observatæ sint, ut huic rei providentur, quemadmodum Juris æquique norma exigit, quod intra trimestre spatium expediri oportebit, interim neque ante neque post latam Sententiam pendente revisione bona controversa vendere aut distrahere licebit, nisi ex consensu eorum, quorum interesit, si forte Bona servando servari nequeant vel nequid detrimenti iis accidat.

XVII. Lite mota in prima vel in ulteriore instantia inter eos, qui in Mari prædam fecerunt ab una & eos quorum interesit, quique intercesset confessionel, ab altera parte, atque contingat hanc Sententia Judicis vincere & absolvi, Sententia contra interposita, mandatumve executionis, licet ab ea provocatum sit ad superiorem Judicem, at non contra fi pronunciatum fuerit contra Intercedentes. Porro quæ hoc atque antecedentibus Articulis sancita sunt de reddendo jure & præstituo Justitiæ sancte ac remotis ambagibus in causis Subditorum Fœderatorum Ordinum, quando eorum Naves vel Merces capiæ fuerunt per Subditos Regis *Magnæ Britanniæ* in Mari iisdem observanda erunt ab Ordinibus Generalibus in causis Subditorum Regiæ Majest. quorum Naves Mercesque in Mari à Subditis lucrativæ Fœderatarum Provinciarum intercepte fuerint.

XVIII. Cum autem rerum omnium & Conventionum commoda non incommoda non alii tradu temporis mutuaque experientiæ documentis penitus indagari possint, conveniunt itaque eit inter præditum Dominum Regem *Magnæ Britanniæ*, & dictos Dominos Ordines Fœderati Belgi: ut quocunque demum tempore utrique Parti id visum fuerit, ex communi consensu indici & conveniri poterint delegati Commissarii, quorum cura erit & operis, quodcunque in supramemoratis Articulis defectile reperiatur supplere, quodcunque autem incongruum aut utrinque incommodum fuisse, mutare aut circumscribere, & uberiorem demum hisce de rebus omnibus Navigationisque Legibus Tractatum absolvere prosus & perlimare.

XIX. Pacta hæc conventa omniaque & singula iis conteuta à dicto Domino Rege *Magnæ Britanniæ* dictisque Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum per patentes utriusque Partis Literas Sigillo Magno munitas debita & authentica forma intra quatuor septimanas proximè sequentes, aut citius si fieri poterit, confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuoque Ratihabitionum Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde extradentur.

Sequuntur formulæ, quarum superius Articulo octavo mentio facta fuit.

Formula Literarum Testimonialium petendarum duodecumque ab iis, quibus rerum Maritimarum Jurisdictio Jure Ordinario in Magnæ Britanniæ Regno mandata est, omnibus Navibus Navigisque inde vela facientibus, secundum dispositionem Articuli octavi hujus Tractatus.

. . . . . Architahassus. Omnibus, quibus hoc Diploma exhibebitur, Salutem. Notum fit N. N. Magistrum seu Præpositum Navis, cui nomen est . . . . . Civitatis . . . . . Vasorum plus minus . . . . . stantis hoc tempore in Portu . . . . . à nobis obtinuisse veniam cum præditi Navis onerata . . . . . navigandi . . . . . postquam ab iis quibus hoc instruêtum est, quid eam fuvectum illatum sit exploratum fuerit.

Oporebit autem eundem Magistrum aut Præpositum dictæ Navis coram iis quibus Rerum Maritimarum Jurisdictio Jure ordinario mandata est, Jurejurando affirmare, dictam Navem pertinere ad Subditum Subditosque Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ (de quo Jurejurando præstito sub fine hujus Diplomatis appareat necesse erit) seque eosque qui Navis navigandæ causa in Nave fuit, Leges atque Conventiones, quæ ad res Maritimas spectant sanctè fideliter observaturum, ac observaturos, & apud Acta Curiæ Rerum Maritimarum edere indicem signatum probatumque, figillatim continentem nomina & cognomina, Locum originis & domicilii tam eorum qui Navem navigant, quam qui vehuntur, quos in Navem recipere, absque consensu eorum, qui rei Maritimæ præsunt, jus fas ei non erit: Tenebitur porro Judicibus allisque, ad quos de rebus Maritimis cognitio pertinet, in singulis Portubus, ubi Navem appellet, Diploma hoc exhibere, ac peracto itinere et fide refere ea, quæ toto Navigationis fuæ tempore acta facta fuerunt, eodemque Navigationis fuæ tempore non aliis quam memoratæ Regiæ Majestatis vexillis aplustribus alisque signis aut insignibus uti licebit poterisque.

In quorum fidem hæc manu propria subscripsimus Sigilloque nostro munivimus & à nostro Rerum Maritimarum Secretario subscribi curavimus. Signatum erat . . . . Et mulo interius, Sigilloque præfati Domini Archithalassi signatum.

ANNO 1668.

Formula Inſtrumenti continentis Juſjurandum a Magiſtro, ſeu Præpoſito Navis præſtandum.

NOs, quibus in Ditione & Territorio . . . . . Rerum Maritimarum Juriſdictio Jure ordinario mandata eſt, affirmamus N. N. Magiſtrum ſeu Præpoſitum Navis hoc Diplomate nominatæ præſtitiſſe Juſjurandum infrà expreſſum. In quorum fidem hæc ſignari curavimus.

Formula Literarum Teſtimonialium ſecundarum dandarumque a Conſulibus, Civitatum & Partium Uniti Belgii nominibus Navibus Navigiique inde vela facientibus ſecundum diſpoſitionem præſati Articuli octavi.

SEreniſſimis, Illuſtriſſimis, Potentiſſimis, Nobiliſſimis, Spectatiſſimis, Prudentiſſimis Dominis Imperatoribus, Regibus, Rerumpublicarum Moderatoribus, Principibus, Ducibus, Comitibus, Baronibus, Dominis Conſulibus, Scabinis, Senatoribus, Judicibus, Officialibus, Juſticiariis & Rectoribus omnium Civitatum, & Locorum tam Eccleſiaſticorum quam Secularium, quibus hæ exhibebuntur. Conſules & Rectores Civitatis, ... notum facimus N. N. Magiſtrum ſeu Præpoſitum Navis . . . . . e medio ſtiſſe & ſolemni Juramento affirmaſſe dictam Navem cui nomen eſt . . . . . menſuram quas vulgo laſtas vocant plus minus . . . . . cujus ille hoc tempore Magiſter ſive Præpoſitus eſt, pertinere ad Incolas Provinciarum Uniti Belgii, ita eum Deus adjuvet; eam autem acceptiſſimam nobis eſſet, præſtitum Magiſtrum ſeu Præpoſitum Navis in iis quæ probè juſteque ab eo agendi erunt adjuvari, rogamus vos univerſos & ſingulos, ubicunque dictus Magiſter ſeu Præpoſitus Navem Mercesque in eam inveſtas illatas appellet, veſtris & jubeatis eum benigne recipi, humaniter tractari, ſub legitimorum conſuetorumque Veſtigalium ac aliorum onerum ſolutione admitti, ingredi, manere, egredi Portus, Flumina & Domina veſtra & omnimodo Navigationis, Mercatus, Commerciorum ac promercalium Jure ſpecieque uti, omnibus quibus hoc ei melius rectius vifum fuerit, gratoanimo id rependere vobis paratiſſimi ſemper promptiſſimique. In quorum fidem hæc Civitatis noſtræ Sigillo ſigillari curavimus.

In quorum omnium & ſingulorum fidem & robur nos dicti Domini Regis Magnæ Britanniæ & dictorum Dominorum Ordinum Generalium Mandatarii factâ nobis ad id poteſtate ſufficienti hisce Tabulis ſubſcripſimus illaſque Sigillis noſtris ſignavimus. Hagæ-Comitum in Hollandia die 17. Februarii anni 1668. Signatum erat.

W. TEMPLE.

XXIX.

Le 9. & 13. Mars. *Traité d'Alliance & de Protection entre les Seigneurs de la* COMPAGNIE ORIENTALE HOLLANDOISE, *&* PADUCCA SIRI, *Sultan* HARQUANARRA CHIT, *Roi de Tello dans le Royaume de Macaſſar, par lequel ce Prince Indien ſe range ſous la protection de ladite Compagnie, avec ſes Freres, ſes Sœurs, ſes Enfans & ſes Sujets, promettant de lui eſtre fidelle, &c. Fait au Fort Tello le 9. Mars* 1668. *Avec les* LETTRES DE MAMALYANG, *Roi de Chimrana Linques, Frere du Roi de Tello, par leſquelles il accede au même Traité, & ſe range ſous la même Protection, lui, ſes Enfans, ſes Sujets, & ſon Païs. Fait le* 13. *Mars* 1668. Enſuivent *les* ARTICLES NOUVEAUX, *auſquels le Roi de Tello, & le Roi de Linques, ont été derechef admis à l'Alliance de la Compagnie du* 15. *Juillet* 1669. Et enfin l'ACCESSION *des Rois & des Peuples de Goa, & de Sadrebonne au même Traité. Fait au Logis de l'Amiral Hollandois le* 27. *Juillet* 1669. [Tiré de la Relation de tout ce qui s'eſt paſſé de plus memorable dans la Guerre que les Hollandois de la Compagnie des Indes Orientales ont eu contre le Roy & les autres Regens de Macaſſar, depuis l'an 1666. juſqu'à 1668. ANNO 1669. à Paris chez Fr. Leonard 1670. in 12.]

JE ſouſſigné Paduca Siri Sultan Haronnarra Chit, Roi de Tello, étant devenu Ami & Allié de la Compagnie, dans la derniere Paix faite avec le Royaume de Macaſſar, comme il eſt plus amplement porté par le Traité que nous en avons fait & confirmé par Serment, me repréſentant la fidelité & le bon parentel dont la Compagnie a toûjours uſé & uſe continuellement envers ſes Amis & Alliez, DECLARE par ces preſentes, que j'ai reſolu, de l'avis des Seigneurs de mes Etats, de mes Freres & de mes Sujets, que j'ai au préalable conſultez ſur cela, de n'aliter & m'engager encore plus étroitement à la même Compagnie, moi & les miens, avec tout mon Royaume, & toutes les Terres de ma Juriſdiction, & de la plier auſſi de me recevoir en ſa protection, non ſeulement moi en particulier, mais auſſi tous mes Enfans, afin que tant durant ma vie qu'après ma mort, ils puiſſent être conſiderez avec moi, comme Amis & Alliez de la Noble Compagnie des Indes Orientales, & qu'elle nous prenne & maintienne en ſa protection paternelle, afin que qui que ce ſoit au monde, ne nous puiſſe faire le moindre tort ou injure: Surquoi le Sieur Cornelle Speelman, Amiral & Général des Forces que la Compagnie a ici, repréſentant par la vertu de ſa Commiſſion, la Souveraineté du Gouverneur Général & du Conſeil des Indes établi à Batavia, m'a fait la grace d'accepter amiablement, & d'un franc-cœur, les demandes ſuſdites, que je lui ai fait faire & porter par Paduca Siri Sultan Mandarſaha Roi de Ternate, & Mamalyang Roi de Linques; Et c'eſt pour ce ſujet que je m'engage à toute ſorte de fidelité à ladite Compagnie, Moi, mes Enfans, mes Freres & mes Sœurs, & les Seigneurs de mon Royaume, avec tous mes Sujets; & me donne & remets entierement avec eux tous, à ſes fins & de ſon conſeil. Et parce que leurs Amis ſont les nôtres, de même que leurs Ennemis; nous ſerons toûjours prêts d'aller à la Guerre avec elle ou les Troupes, par tout où elle nous voudra employer. Et en cas que je vienne à mourir, mes Enfans & les Enfans de mes Enfans demeureront ſous ſa tutelle & protection paternelle: Et ſi lors de ma mort il n'y en avoit aucun en vie, ou qu'ils n'en laiſſaſſent aucun apres leur mort, les Seigneurs de mon Royaume, mes Freres & autres Parens ne pourront élire aucun Roi à ma place, que de l'avis & du conſentement de ladite Compagnie: Et même ſi mes Enfans ne ſe comportoient pas comme ils doivent, ladite Compagnie en pourra élire quelqu'un-autre des plus proches à leur place, pour le bien de mes Etats & celui de mes Sujets, conſant le tout de bon cœur, & avec toute ſorte de ſincerité à la conduite de ladite Compagnie: Et afin que ceci ſoit d'autant plus notoire à tout le monde, j'ai ſeellé les preſentes du Sceau de mon Royaume, & les ai fait ſigner par mon Frere Dain Mangappa, & par Carre Monulle, & Galleran Carre Pato, & juré par l'Alecoran à môre maniere, d'obſerver fidellement tout ce qui y eſt contenu, en preſence de Meſſieurs Danker van der Straten, premier Marchand, Pierre Dupon, Capitaine, & Abraham Gabiema, Fiscal, prenommez de la même publier & proclamer à haute voix & ſon de Tambour dans ma Capitale, quand il plaira à Monſ. l'Amiral. Ainſi fait, juré & ſeellé dans mon Fort de Tello, le 25. jour du mois de Ramelan de l'année 1078. qui eſt ſelon le ſtile des Hollandois, le 9. Mars 1668. en preſence de l'Illuſtre & puiſſant Mandarſaha Roi de Ternate, & de Mamalyang Roi de Linques mon proche parent, qui ont ci-deſſous appoſé leur Sceau pour confirmation de ceci.

Nous ſouſſignez Commiſſaires à ce deputez du Sieur Amiral Cornelle Speelman, declarons que le Roi & les Témoins ſusnommez, ont ſeellé & juré ſolemnellement ce Traité en nôtre preſence, au lieu & en la forme que deſſus, après l'avoir auparavant bien compris, & entendu jusqu'au fond, comme nous l'avons auſſi rapporté de même audit Sieur, & fur cela ordonné d'y appoſer le Sceau de la Compagnie, & le ſein du Secretaire, le jour & an que deſſus, fait au Château de Rotterdam en Macaſſar. *Signé* D. VAN DER STRATEN. PIERRE DUPON. A. GABREMA: *le Sean de la Compagnie étoit à cité imprimé ſur de la cire rouge, & au deſſous*, Par Ordonnance de M. l'Amiral, au lieu & jour ſusdit: *Signé* HENRI LOUP Secretaire.

Je

ANNO 1668. Je soussigné Mamalyang, Roi Heredinaire de Chinrana Linques, & Seigneur Baron dans le Royaume de Macaffar, savoir faisons par ces présentes, que nous avons lû, compris & medité le Traité ci-mentionné, par lequel le Roi de Tello mon Frere s'est allié & engagé à la Compagnie des Indes en ma propre presence; Je déclare pour moi & pour tous mes Fils & Filles, Domestiques, Païs, & Peuples, non seulement, que je m'engage de même à ladite Compagnie; Mais que je me mets aussi entierement sous son obeissance & sa protection, promettant de lui être dès maintenant & à jamais fidelle, dans tous les commandemens, son Service & ses ordonnances, lorsque pour marque de la sincerité de mes intentions, moi & mon Fils Tartara Cranlvan Patena, avons signé, scellé & juré les presentes, ou nous tenons pour inseré le Traité de Tello, entre les mains d'adit Amiral, & en presence desdits Sieurs Danver vander Straten, Pierre Dupon, & Abraham Gabbema, & de tous les Rois Alliés qui ont signé les presentes, & fait apposer leur Seel ci-dessous, lesquels sont témoins de ceci, sçavoir le puissant Roi de Ternate, le Roi de Palacca, le Prince Calematta, & le Roi de Laya, le 13. du mois de Mars 1668. qui est selon nôtre compte le 29. du mois de Ramelan de l'année 1078. au Château de Rotterdam en Macassar. Les Seaux des Rois de Ternate & Palacca étoient au dessous en cire rouge; & plus bas il y avoit *Nota*, le Seau & les seings de ci-dessus ont été apposés en plein Conseil le 31. Mars seulement. *Signé*, DANKER VAN DER STRATEN, PIERRE DUPON, ABRAHAM GABBEMA. *Le Seau de la Compagnie est à la marge sur de la cire rouge, & plus bas*, Par Ordonnance de Monsieur l'Amiral, le jour & lieu susdits. *Signé*, HENRI LOUF Secretaire.

ANNO 1668. Je soussigné Mamalyang, Roi Heredinaire de Chinrana Linques, & Seigneur Baron dans le Royaume de Macaffar, savoir faisons par ces présentes, que nous avons lû, compris & medité le Traité ci-mentionné, par lequel le Roi de Tello mon Frere s'est allié & engagé à la Compagnie des Indes en ma propre presence; Je déclare pour moi & pour tous mes Fils & Filles, Domestiques, Païs, & Peuples, non seulement, que je m'engage de même à ladite Compagnie; Mais que je me mets aussi entierement sous son obeissance & sa protection, promettant de lui être dès maintenant & à jamais fidelle, dans tous les commandemens, son Service & ses ordonnances, lorsque pour marque de la sincerité de mes intentions, moi & mon Fils Tartara Cranlvan Patena, avons signé, scellé & juré les presentes, ou nous tenons pour inseré le Traité de Tello, entre les mains d'adit Amiral, & en presence desdits Sieurs Danver vander Straten, Pierre Dupon, & Abraham Gabbema, & de tous les Rois Alliés qui ont signé les presentes, & fait apposer leur Seel ci-dessous, lesquels sont témoins de ceci, sçavoir le puissant Roi de Ternate, le Roi de Palacca, le Prince Calematta, & le Roi de Laya, le 13. du mois de Mars 1668. qui est selon nôtre compte le 29. du mois de Ramelan de l'année 1078. au Château de Rotterdam en Macassar. Les Seaux des Rois de Ternate & Palacca étoient au dessous en cire rouge; & plus bas il y avoit *Nota*, le Seau & les seings de ci-dessus ont été apposés en plein Conseil le 31. Mars seulement. *Signé*, DANKER VAN DER STRATEN, PIERRE DUPON, ABRAHAM GABBEMA. *Le Seau de la Compagnie est à la marge sur de la cire rouge, & plus bas*, Par Ordonnance de Monsieur l'Amiral, le jour & lieu susdits. *Signé*, HENRI LOUF Secretaire.

AUTRES ARTICLES.

SUR quoi le Roi, les Galerans & les Ministres d'Etat de Tello, Comme aussi le Crain Linques, après avoir fait les soumissions en tel cas requises, ont été derechef reçus & admis dans l'Alliance de la Compagnie par le Sieur Speelman Surintendant & Commissaire Général sur les Provinces Orientales, Amiral & Generalissime tant par Mer que par Terre au Païs de Macassar & aux environs, au nom du Sieur Jean Maetsuycker Gouverneur Général & de Mess. du Conseil des Indes, sous les conditions suivantes.

I. Que lesdits Seigneurs, Rois & Regens garderont saintement, & observeront fidelement & immuablement, dès maintenant à perpetuité, le Traité de Paix & d'Alliance qui fut fait entre le Royaume de Macassar & la Compagnie Hollandoise des Indes Orientales, scellé & folemnellement juré de part & d'autre à Bonaye le 18. Novembre 1667. qu'ils garderont & observeront de même un autre Traité fait entre le Roi & la Regence de Tello & le Crain Linques d'une part, & ladite Compagnie d'autre, qui fut conclu, juré & scellé le 9. Mars de l'année suivante 1668. Déclarant qu'ils ne l'ont violé que par leur mauvais Conseil, qu'ils en font extrêmement Rebet, & que pour ce sujet ils se reconnoissent fort obligez à la bonté de la Compagnie, de ce qu'elle a daigné encore leur faire grace à leur instante & très-humble priere, & que par ces presentes ils le donnent entierement à la bonté, la priant cependant qu'à l'égard des femmes qui lui ont été promises par le Traité de Bonaye, il lui plaise de ne permettre pas qu'ils soient surchargés au delà de leurs forces en ce qui regarde leur entretien, protestant qu'ils leur impuissans & n'ont pas dequoi la payer; furquoi on les a assurez que Messieurs du suprême Conseil des Indes auront indubitablement égard à leurs rémontrances & les traiteront avec toute sorte de douceur fur ce point-là.

II. Ils ont auffi declaré qu'ils reputent à grande grace & bienfait, de ce qu'il plaît à la Compagnie de leur rendre leurs armes & munitions avec leurs Mousquets, en considération de ce qu'ils étoient les premiers qui avoient abandonné les interêts du Roi & du Royaume de Macaffar, & étoient venus s'humilier & se mettre tous l'obeiffance de la Compagnie, avec promeffe que fans delai ni tergiverfation aucune ils exhiberont & livreront incontinent, tout le petit Canon & les Baffes, car ils n'en avoient plus de gros que le Roi & la Regence de Tello & le Crain Linques ont encore, tant celui qu'il y a à Tello, à Goa & à Sadrebone, qu'ailleurs, fans en pretendre aucune chofe, & remerciant bien fort ladite Compagnie, de ce qu'il lui plaît les accepter en dedaction de la fusdite dette, chacune choſe ſelon ſon prix.

III. Et en repetition & pour plus d'affurance du Traité fait à Bonaye, ils promettent de demanteler Tello & en démolir les remparts quand il plaira à la Compagnie, & de n'y faire jamais aucune autre fortification, directement ni indirectement, ſi ce n'eſt du conſentement & par permiſſion de ladite Compagnie.

IV. Et en cas que le Roi & la Regence de Goa, ne viennent pas faire leurs ſoumiſſions à la Compagnie ſu l'Acte de pardon qu'elle leur enverra, alors lesdit Seigneurs Rois & Regens du Royaume de Tello, comme bons & fidelles Alliés de la Compagnie, les tiendront pour Ennemis ouverts & declarés, & contribuëront à leur faire le plus de mal qu'il ſe pourra; mais quoi que ledit Roi de Goa perſiſte dans ſa rebellion, cela n'empêchera pas que les autres Rois, & Fils de Rois de Macaſſar, ni aucun de leurs Sujets qui viendront s'humilier & demander grace, ne ſoient agreablement reçûs, pourvû que le Roi & la Regence de Tello ne reçoivent ou n'admettent perſonne, particulierement de gens de condition, ſans en donner avis eſtaque fois à la Compagnie, avec toute la promptitude poſſible.

V. Qu'en cas que Cronron, qui a été le pur auteur de la rupture du Traité de Bonaye, ne mette pas les armes bas, & ne ſe vienne jetter aux pieds de la Compagnie, lui demander grace, & ſe remettre à la discretion du ſuprême Conſeil ſcant à Batavia, & ſe mettre entiérement à ſa diſpoſition, les aſſûrant néanmoins, même ſans qu'on l'en demande, qu'il ne ſera rien attenté ni ſur ſon corps ni ſur ſa vie, qu'alors ils aideront à le pourſuivre, le prendre, ou le tuer, ſelon que l'occaſion s'en preſentera, & à mettre entre les mains de la Compagnie tous les effets qu'on pourra trouver à lui appartenans, en dedaction de ce qui lui doit être payé en vertu du Traité ſusmentionné.

VI. Que pour plus de ſûreté de ce nouveau Traité d'Alliance, toutefois & quantes que la Compagnié le voudra, ledit Roi ou quelqu'un des Grands de ſon Royaume, tel que la Compagnie demandera, ſera tenu de venir demeurer parmi nous en un lieu commode, & d'y reſter tant qu'il plaira à la Compagnie.

VII. Enfin la ſusdite Regence & le Crain Linques promettent, que pour être cette ſuite inébranlable, & ſelon la coûtume que les Hollandois obſervent parmi eux, ils ne viendront jamais dans aucune Place de la Compagnie qu'avec peu de monde, lequel même ſera desarmé, le reſte de leur ſuite étant obligé de demeurer hors la Place, à moins qu'il ne fût permis autrement par des raiſons particulieres qu'on en pourroit avoir.

Et pour aſſûrance plus ſolemnelle de tout ceci, Daayen Mangappa demi-Frere du Roi de Tello, les Galerans ou les Conſeillers du Royaume de la part dudit Roi en vertu de leurs Lettres de Créance ci-annexées, comme auſſi Crain Linques, pour lui-même, & derechef le ſusdit Daayen Mangappa, Manchie-Love & Patto Conſeillers du Royaume, chacun pour ſoi-même, ont juré ſolennellement les preſentes ſur leur Alcoran, & pour plus grand affermiſſement & force d'icelles, ils ont bû de l'eau verſée ſur leurs Kriſſes, pour marquer par cette coûtume uſitée en leur Païs, qu'en cas qu'ils viniſſent à rompre & violer cette Alliance, ils conſentent d'être coupés de leurs propres poignards. Ainſi fait & juré au quartier de Jaccatra au bord des rampars du Château de Samboupo que nous avons conquis, en preſence des Alliés ci-joints, qui ont ſigné & ſcellé les preſentes auſſi-bien que ceux qui en qualité de Membres du Conſeil ont été preſens à cette Negotiation, le 15. Juillet 1669. dans le Logement de l'Admiral.

Les Points & Articles ci-deſſus couchés ſont écrits d'un côté en Flamau, & de l'autre en Langue Malaïe; ſous le Flaman il y a ſigné Maximilian de Jongh, Pierre Marchand, Jean d'Oppynen, Jean Franſen, Leonard Rus; & ſous le Malaïe le Seau de Crain Linques avec ſon écrit, Daayen Mangappa, Galeran Manſiloe. Galeran Carre Pano, & Daayen Telolo: les ſuivans ſont les Alliés qui y étoient preſens, le Seau du Roi de Ternate, & au deſſous Mayuda Juxotulles; le Seau & le ſeing du Roi de Sopingh, Radja Palacca Arou Vaeque, Paſſa Poja, Radja Cajo, Palimpae Daayen Sitabe, Aroa Pite Toufawa, & Aroa Pite Liompo.

ANNO 1668.

AUTRES ARTICLES.

LE Roi de Tello aiant aujourd'hui comparu au même lieu, accompagné de Crain Linques, Dauyen Mangappa, Galeran de Pauto, Dauyen Telolo, & autres, il a lui-même en personne juré solennellement sur l'Alcoran l'observation de tout ce que dessus, & fait ci-dessous apposer son Seau pour donner plus de force aux presentes, avec celui du Crain Linques, & les Seings des autres Grands de son Royaume, le 21. Juillet 1669. en presence des Alliés ci-joints; Ensuite duquel, pour la satisfaction du Roi de Tello, son Excellence Calamatta, de la part de son Frere le Roi de Ternate, & Sa Majesté le Roi de Palacca, ont de même recollé sur l'Alcoran le Serment ci-dessus fait, sur le Traité de Bonaye. Il y avoit signé en Flaman Maximilian de Jongh, Pierre Marehand, Jean Franssen, Leonard Rus; & en Malés le Seau & le seing du Roi de Tello, Dauyen Mangappa, Galeran Manthoe, Galeran Carre de Pano, Dauyen Telolo; les susnans sont les Alliés qui y étoient presens, le Seau du Roi de Ternate, & au dessous Majuda Jurotulles; le Seau du Roi de Sopiugh, Radja Palacca, Passa Poja, Radja Caja, Palimpoe Dauyen Sisabe, Aron Fite Laompo.

AUTRES ARTICLES.

CE jourd'hui étant encore comparus Dauyen en Macoute Sabanhaer, Crain Mamoet, & Crain Rapahini, accompagnés de Dauyen Mingalingi, Dauyen Telolo; Cinq Soroudani, savoir Carre Ilesa Imama, Carre Taeca, Ilesma, Carre Tadjan Imaxi, Carre Telolo Iunanro; les Interpretes Carra Roupa Ibatou, Carra Gappa Ijmo, & le Secretaire Amien, ils ont exhibé une demie feuille de papier blanc, ou leurs noms étoient dessus en Lettres Macassariences, écrits de la main propre du Roi avec le grand Seau, leur servant de Lettre de Créance; & ont livré même le Seau du Roi pour plus d'assurance, déclarant que le Roi n'ayant pû venir pour cause de maladie, il les avoit envoyés eux pour représenter ici sa propre personne, & ayant posé les armes demander grace de sa part à la Compagnie, la priant très-humblement de le recevoir de même qu'elle a fait le Roi de Tello, & de le rétablir dans son Alliance, Sur quoi le Traité d'Alliance susmentionné leur aiant été lû & traduit en Macassarien pour le leur faire mieux entendre, ils l'ont accepté en tout & par tout sans la moindre contradiction, & specialement le Traité fait en particulier avec le Roi de Tello le 9. Mars 1663. auquel ils ont encore ajoûté:

1. Que conformément à ce qui a été dit ci-dessus de Tello, les Rois & les Peuples de Goa & Sadrebonne raferont & demolliront, quand il plaira à la Compagnie, tous les remparts, murailles & fortifications des Villes de Goa & Sadrebonne, sans pouvoir jamais les relever ni en bâtir des nouvelles, que du consentement de ladite Compagnie.

II. Que lesdits Rois ne se mêleront en aucune maniere des Maleſiens, Mores, ou autres étrangers, comment qu'ils se puissent appeller, qui sont à présent à Tello, Goa ou Sadrebonne, ou autre part sous leur Jurisdiction, ou qu'ils puissent être trouvés, mais qu'ils en laisseront faire la Compagnie comme elle verra bon être, & particulierement envers Mapulle; & qu'à l'avenir ils ne pourront plus recevoir dans leurs Colonies aucuns des susdites, ou des semblables Nations, si ce n'est du consentement de la Compagnié, & en lui permettant de tenir à Tello, Goa & Sadrebonne, tout autant de monde que bon lui semblera pour prendre garde à leur conduite, sans que pour cela lesdits Rois puissent recevoir aucunes Barques dans les Rivieres de Tello, & Sadrebonne, & autres situées entre-deux, en cas que ces étrangers vinssent à quitter le parti de la Compagnie, si ce n'est celles qui auront Passeport de ladite Compagnie.

Surquoi les Deputez susdits, premierement pour & de la part de leur Roi, & puis pour eux-mêmes, ont prêté Serment d'une fidelle Alliance, tant sur l'Alcoran, que sur l'eau qu'ils ont bûë sur leurs Krisses, avec la même solennité qui est exprimée par le Traité de Tello, en presence des Alliés susmentionnez, & du Conseil ordinaire de l'Amiral, au susdit lieu, le 27. Juillet 1669. signé en Flaman, Dunker van der Straten, Pierre Marehand, Jean Franſen, Iean d'Oppynen, Leonard Rus: Et en Malés, Dain Macoute Sabander, Manoudjingan, Crain Mamoet, Crain Rapoutehue, & Radja Palacca comme Alliés, n'y en aiant pas eu davantage de presens.

ANNO 1668.

AUTRES ARTICLES.

ETANT aujourd'hui comparus au lieu susdit dans le Logis de l'Amiral, le Vieux Roi de Goa, parce que le jeune Roi Mapa Somba étoit malade, Cronron, Crain Oedion, Crain Rapotehii, Crain Tempo Ballang, Carra Mamoet, Crain Baboan & Dauyen Mangelligelen, ils ont aussi en personne prêté le même Serment de fidelité sur l'Alcoran, pour plus d'assurance de tout ceci, & ci-dessous apposé leur Seau, avec la confirmation des autres Grands susnommés, en presence des Alliés y joints, & des Membres du Conseil. Signé en Flaman Maximilian de Jongh, D. vander Straten, L. Rus; & au dessous du Malés, le Seau du Vieux Roi de Goa, & tout contre Crain Richoa, Abdul Hamd Cronron, Dauyen Mamoet, Crain Hoedjou, Crain Rapoutehue, Himaligongan, Crain Tampobatlan, Dauyen Menawing, Crain Bobahan, Carre Mamoet, Menou d'Iongang, Dauyen, Menalyly; & comme Alliés Majuda Jurotulles, Pgeiti Calamatta avec leur Seau. Le Seau du Roi de Sopiugh avec son nom, Radja Palacca; le Seau du Roi de Tello, & son nom écrit de la main propre, Crainrl Tello.

XXX.

Bref de Dispenſe accordé par Monſieur le Cardinal de Vendosme Legat à Latere de CLEMENT IX. *en France, pour le Mariage du Prince* DON PEDRO *de Portugal, avec la Princeſſe* MARIE FRANÇOISE ELISABETH *de Savoie. Donné à Paris, le 16. Mars* 1668. [FREDER. LEONARD, Tom. IV. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans la *Relation des Troubles de Portugal* en 1667. & 1668. pag. 240. en François.] 16. Mars. PORTUGAL. Tom. IV.

LUDOVICUS miſeratione divina S. Mariæ in Portícu Diaconus Cardinalis de Vendosmo nuncupatus ad Sereniſſimum D. D. Ludovicum Franciæ & Navarræ Regem Chriſtianiſſimum, & univerſum illius Regnum, illiusque Provincias, Dominia, Civitates, Oppida, Terras & Loca eidem Regi ſubjecta, ejúsque Regno adjacentia, ceteraque alia loca ad quæ nos declarare contigerit, S. D. N. Domini Clementis divina Providentia Papæ IX. & Sanctæ Sedis Apoſtolicæ, de latere Legatus, dilectis nobis in Chriſto Officiali ſeu Vicariis Generalibus Eccleſiæ Ulyſſiponenſis ab illius Capitulo, Sede Archiepiſcopali vacante, Deputatis, & veſtrûm cuilibet in ſolidum, Salutem in Domino ſempiternam. Oblatæ nobis pro parte Sereniſſimi Principis Domini Petri Infantis Portugalliæ & Regni Regentis Latíci, & Sereniſſimæ Principiſſæ Mariæ Franciſcæ Elizabethæ de Sabaudia petitionis ſeries continebat, quod cum pro bono generali Regni Portugalliæ, & ſummoperè deſiderantibus univerſis illius Populis, neceſſarium ſit, ut dicti Sereniſſimi Princeps & Principiſſa invicem matrimonialiter copulentur, dubitant Matrimonium hujusmodi contrahere poſſe absque dispenſatione Apoſtolica, eo quòd dicta Principiſſa cum Sereniſſimo & Potentiſſimo Domino Alfonſo Rege Portugalliæ, Fratre germano dicti Sereniſſimi Principis Petri, alias Matrimonium contraxit, & in facie Eccleſiæ ſolemniſavit, non tamen propter illius impotentiam conſummavit, ita ut nullum & invalidum via Juris declaratum fuerit; ex quo Matrimonio, & ſponſalibus præcedentibus forſan ſuperveniet impedimentum publicæ honeſtatis & juſtitiæ. Quare iidem nobis humiliter ſupplicari fecerant, quatenus eis in præmiſſis opportunè providere benignè dignaremur. Nos igitur ſufficienti ad infraſcripta per Literas dictæ Sedis, ad quarum inſertionem non teneamur, facultate muniti, quique ex commiſſo nobis Apoſtolicæ Legationis officio, omnibus ad nos undecunque confluentibus ubicunque domicilium habeant, & undequaque originem trahant, opportune conſulere possumus,

ANNO 1668. ſumas, Volentes ergo illos, præſertim Regia ſtirpis nobilitate illuſtres gratioſum & benignum exhibere, ipſos & eorum quemlibet, à quibuſvis excommunicationis & ſuſpenſionis & interdicti, aliiſque Eccleſiaſticis Sententiis, Cenſuris & pœnis, à jure vel ab homine quaris occaſione vel cauſa latis, ſi quibus quomodolibet eandem cauſam, dummodo in illis per annum non inſorduerint, ad effectum præſentium dumtaxat conſequendum, harum ſerie abſolventes & abſolutos fore cenſentes, ac eorum de præmiſſis nomen non habentes, hujusmodi ſupplicationibus inclinati, diſcretionæ tuæ, de qua in his ſpecialem in Domino fiduciam obtinemus, Apoſtolica authoritate, qua fungimur in hac parte, per præſentes committimus, & mandamus, quatenus depoſita per te omni ſpe cujuscumque muneris aut præmii etiam ſponte oblati, à quo te omnino abſtinere debere monemus, de præmiſſis te diligenter informet, & ſi per informationem eandem repereris, quòd preces veritate nitantur, ſuper quo conſcientiam tuam oneramus eam eisdem, dummodo illa propter hoc rapta non fuerit, quod impedimento publicæ honeſtati & juſtitiæ injungendi, & Apoſtolicis ac in Provincialibus & Synodalibus Conciliis editis ſpecialibus vel generalibus Conſtitutionibus & Ordinationibus, cæterisque contrariis nequaquam obſtantibus, Matrimonium inter ſe publicè, ſervata forma Concilii Tridentini, contrahere, illudque in facie Eccleſiæ ſolemniſare, ac in eo poſtmodum remanere liberè & licitè valeant, dicta authoritate diſpenſes, prolem ſuscipiendam exinde legitimam nunciando. Volumus autem, quòd ſi tu ſpretâ monitione hujusmodi aliquid præmii vel muneris occaſione præmiſſorum exigere, aut oblatum recipere, teque præſumptioſis, excommunicationis latæ Sententiis pœnam incurras, à qua nonniſi à Romano Pontifice, vel à nobis, aut alio à Sede prædicta ſpecialiter facultatem habente, abſolutionis beneficium valeat obtinere. Datum Pariſiis anno Incarnationis Dominicæ 1668. 17. Kal. Aprilis, Pontificatus S. D. N. Papæ anno I. ANNO 1668.

L. Cardinalis de VENDOSME Legatus.

C. DE LIONNE Protonotarius Apoſt. Datarius.

I. IMONIER Secretarius.

XXXI.

16. Mart. LES PAYS-BAS-UNIES ET LA MAISON DE LUNEBOURG.

Traktaet tuſſchen de Heeren Staten Generael der VEREENIGDE PROVINTIEN *en de Vorſten van* BRONSWYCK LUNENBURG, *Geſloten in den Hage, den 16. Maart* 1668. [AITZEMA, *Saaken van Staat en van Oorlog.* Tom. VI. pag. 879. Edition in Folio.]

DAt de Heeren Vorſten van *Brunswijck* en *Lunenburgh*, ſullen overgeven in dienſt van de Ho. Mog. Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden de nombre van *drie duyſend* man te Voet, gerengeert onder *drie* Regimenten, met de Officieren daer toe gerequireert, op den voet en volgens d'ordre van defe Landen, mitsgaders *drie* Regimenten te Paerdt, maeckende te ſamen de nombre van *ſeſthien honders veerthien* Ruyteren, ghecompoſeert veder van die uyt *ſes* Compagnien, de gerequireerde Officieren daer onder gereeckent, in dien ſtaet als defelve tegenwoordigh zijn, en namentlijck de Lieutenant Colloneels daer onder begreepen, alle gemonteert ende gewapent na behooren.

II. Dat de voorſt. Militie te Voet ende te Paerdt in wafen dienſt van haer Hoogh Mog. ſal overgaen ende continueren den tijdt van *ſes* maenden, en na expiratie van defelve in dienſt van haer F. F. D. D. wederkeeren in ſoodanigen ſtaet, als defelve tegenwoordigh ſal worden gelevert.

III. Voorts is mede verdragen, en hebben haer F. F. D. D. beloofft, ingevalle de gemeene faecke ſoude verſchiſchen, dat binnen den tijdt van de voorſt. *ſes* maenden, of ſoo lange de voorſt. Troupen in haer Ho. Mog. dienſten mochten continueren, Militie behoorde verſtercket te worden, dat alsdan haer F. F. D. D. wederom van nieus ſullen werven, ende hare Militie verſtercken met een ſoodanig getal, als ſich alsdan haer Hoogh Mog. met hare Doorluchtigheden alwaren ſullen vergelijken, ende over 't gerequireerde aenrits-geld vereenigen, onvermindert nochtans ende ſonder prejudicie van de quadruple Alliantie den *vijf en twintigſten* Octobet *ſeſthien-honders ſes en ſeſtigh* gebooren.

IV. Ingeval, gedurende de voorſt. *ſes* maenden, of wel nae dat van dien, in tijde dat de voorſt. of andere Troupen van haer F. F. D. D. overgenomen, in dienſt van haer Ho. Mog. ſouden mogen zijn, het caſus moghte komen voor te vallen, dat haer Ho. Mog. gebbligeert waren in krachte van de voorſt. Alliantie ſecours ſen haer F. F. D. D. roe te ſenden, ſoo ſullen haer Hoogh Mog. de voorſt. Troupen in mindernighe van 't voorſt. ſecours haer F. F. D. D. laten toekomen.

V. Dat de meergemelde Militie te Voet ende te Paerd ſal afgehaelt ende herwaerts gecondiſceert worden tot laſte

XXXI.

Traité entre les PROVINCES-UNIES & les Princes de la Maiſon de LUNEBOURG, par lequel leſdits Princes s'engagent de fournir des Troupes auxdites Provinces-Unies à certaines conditions. Fait à la Haye, le 16. Mars 1668. [AITZEMA, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XIV. pag. 1073.] 16. Mars. LES PROVINCES-UNIES ET LA MAISON DE LUNEBOURG.

QUe les Seigneurs Princes de Brunſwick & Lunebourg donneront aux ſervice de leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies le nombre de trois mil hommes de Pied diviſez en trois Regimens, avec les Officiers y requis, ſur le pied & conformement à l'ordre de ces Païs, enſemble trois Regimens de Cavalerie, faiſant enſemble le nombre de ſeize cens quatorze Cavaliers compoſez chacun de ſix Compagnies, compris les Officiers y requis, en l'état où ils ſont à preſent & nommément y compris les Lieutenants Colonels, tous montez & armez comme il appartient.

II. Que les ſuſdites Troupes d'Infanterie & de Cavalerie paſſeront au ſervice de leurs Hautes Puiſſances & continueront le tems de ſix mois, apres l'expiration duquel elles retourneront au ſervice de leurs Sereinitez en tel & pareil état qu'elles ſeront preſentement données.

III. De plus il eſt auſſi convenu, & ont leurs Sereinitez promis, que ſi pendant le ſuſdit tems de ſix mois, ou pendant le tems que les ſuſdites Troupes continueront au ſervice de leurs Hautes Puiſſances il étoit neceſſaire de les renforcer, qu'alors leurs Sereinitez en leveront de nouvelles, & renforceront leurs Troupes de tel nombre qu'ils conviendront auparavant avec leurs Sereinitez & les joindront aux autres ſous la paye requiſe & ce néanmoins ſans prejudice de la quadruple Alliance conclue le vingt cinquiéme Octobre mil ſix cent ſoixante ſix.

IV. Au cas que durant les ſuſdits ſix mois ou bien aprés la datte des preſentes, dans le temps que les ſuſdites & autres Troupes de leurs Sereinitez ſeront au ſervice de leurs Hautes Puiſſances le cas arrivât que leurs Hautes Puiſſances fuſſent obligées en vertu de la ſuſdite Alliance d'envoyer du ſecours à leurs Sereinitez, leurs Hautes Puiſſances envoyeront leſdites Troupes à leurs Sereinitez en diminution du ſuſdit ſecours;

V. Que les ſuſdites Troupes tant d'Infanterie que de Cavalerie ſeront envoyées querir & conduites ici & là

Digitized by Google

ANNO 1668. laſſe van haer Hoogh Mog., tot welcken eynde defelve een ghequalificeert Officier ſullen authoriſeren of afſenden, om die voorſt. Militie op ofte omtrent de greenſen van haer F. F. D. D. behoorlick t'ontangen, ende na de Frontieren van haer Ho. Mog. te geleyden, welcken voorſt. Officier binnen den tijdt van *tien* dagen nae d'eyriſſelingh van de Raſificatien ſal moeten daer weſen, gelijck ock de voorſt. Militie tegen deſelve tijdt aldaer ſal moeten ghereedt ſtaen, in ſtaet om te konnen marcheren ende behoorlick overgenomen te worden, ende ſal de ſolde van deſelve tot laſte van haer Hong Mog. beginnen in te gaen van den dagh af dat der voorſt. Militie tot d'aflevering gereedt ſal zijn, in cas haer Hoog Mog. buyten vermoeden, na expiratie van de voorſt. *vier* dagen *ta mora* moghten weſen, om deſelve t'ontangen, ende dat de ſaiſen over den boden van andere Princen ſal verſtaen ende geobſerveert worden, *continuellem* by haer Hoogh Mog. en meer welgemelde Vorſten.

VI. Dat met en nevens d'overleverlege van de Militie aen haer F. F. D. D betaelt ſullen worden alle d'arrieages tot voldoeninghe ende executie van 't voorgaende Tractaet van Atlantic ende dat boven dien ten ſelven dage van wegen haer Hoogh Mog. in bankgeld geſoumeert ſal worden de ſomme van *seventig duyſens* Rijcksdaelders.

VII. De bovenſtaende Conventie ſal ten wederzijden geratificeert, ende de Ratificatien daer over uytgewiſſelt worden binnen den tijdt van *weerthien* dagen, of eerder, ſoo 't doenlick is, ende ſal de voorſt. Militie daer op vervolghens aenſtondts ſonder eenigh dilay, van wegen haer Ho. Mog. afgehaelt worden.

Hare den ſeſthienden Maert ſeſthienhondert achte en ſeſtigh.

SEPARAET ARTIKEL.

DAt de voorſt. Militie te Voet ende te Paerde in vaſten dienſt van haer Ho. Mog. ſal overgaen ende continueren den tijdt van *ſes* maenden, ende na expiratie van deſelve in dienſt van haer F. F. D. D. wederkeren ſo ſoodanigen ſtaet als deſelve regenwoordigh ſal worden gelevert; ſoo is nochtans by dit ſeparact ende ſecreet Artical, 't we'ck van deſelve kraecht ende van 't ſelve effect ſal zijn, of in de originale Conventie van woorde te woorde ware geinſereert, veraccordeert ende verragen, dat de voorſt. Militie, in dienſt van haer Hoogh Mog. overgegaen zijnde, ock na den tijdt van de voorſt. *ſes* maenden, haer Ho. Mog. dienende, daerinne ſal continueren, ſoo lange tot dat haer F. F. D. D. ſullen oordeelen ende verklaren deſelve in haer eygen dienſt van nooden te hebben, welcke verklaringe het deſelve vry ſal ſtaen 't allen tijden naer expiratie van de voorſt. *ſes* maenden te doen, ende of dan ſaecke ware, dat de voorſt. Militie invoegen als vooren, nae expiratie van de voorſt. *ſes* maenden tot haer F. F. D. D. mochten te rugge gaen, omme die voor eenighen tijdt in haer eygen dienſt t'employeren. Soo langh de regenwoordige ongelegenheyt ſulcks mochte komen te vereyſchen, ende dat meer Hoogh-gemelde Heeren Vorſten, na dat de voorſt. Militie tot haer wederom te roep gekomen ſouden mogen zyn, wederom quamen te reſolveren ſich van de voornoemde Militie te willen ontlaſten by licentieringe, overgevinge aen eenige andere Princen ende Potentaten, ofte anderſins, dat deſelve in ſulcken kas, ſonder eenige vordere Capitulatie daer over te maken, ofte eenige penningen daer voor te bedingen, eerſt ende alvoorens haer Ho. Mog. aengepreſenteert worden, ende haer Ho. Mog. ſulcks begeerende, ock wederom in haeren dienſt effectiveliyck overkomen ſullen, daer tegens ock by reciprocatie goedtgevonden ende veraccordeert is, dat by ſoo verre t'eenigen tijde eenige van haer Ho. Mog. Troupes in geliker wijſe aen haer F. F. D. D. overgheliven mogthen worden, mede voor een gelimiteerden tijdt, dat in ſulcken cas de voorſt. Troupes, alhoewel nae expiratie van de voorſt. tijdt, wederom in dienſt van haer Ho. Mog. overtegaen tijdt, ſudien haer Hogh. Mog. naderhandt reſolveren mogthen de voorſt. Troupes te licentieren; of aen eenige andere Princen ende Potentaten, ofte anderſins over te laten, deſelve mede, ſonder eenige andere Capitulatie daer over te maecken, ofte eenige andere Penningen daer vooren te bedingen, eerſt ende alvoorens haer F. F. D. D. aengepreſenteert worden, ende deſelve ſulcks begeerende, ock wederom in haren dienſt effectiveliyck overgaen ſullen.

la charge de L. Hautes Puiſſances, auxquelles ſim ilt ANNO 1668.
authoriſeront & envoyeront un Officier qui aura les qualitez requiſes pour recevoir lesdites Troupes ſur ou aux environs des frontieres de L. Ser. pour les conduire ſur celles de leurs Hautes Puiſſances, lequel Officier ſusdit devra être là dans le tems de dix jours après l'echange des Ratifications, comme pareillement lesdites Troupes devront être prêtes dans ledit tems, & en état de ſe mettre en marche & d'être receues; & la ſolde desdites Troupes commencera d'être à la charge de L. Hautes Puiſſances du jour qu'elles ſeront livrées, ou bien du jour qu'elles ſeront prêtes pour être livrées, & ou cas que L. Hautes Puiſſances, contre eſperance, ſuſſent après l'expiration desdits jours en demeure de les recevoir, & que le paſſage par les Terres d'autres Princes ſera demandé & obtenu conjointement par L. Hautes Puiſſances & par leurs Sereniteez.

VI. Que pareillement lors que lesdites Troupes ſeront livrées, ſeront payez à L. Ser. tous les arrerages en accompliſſement & execution du précédent Traité d'Alliance, & qu'outre cela ſera fournie de la part de leurs Hautes Puiſſances en Argent de banque la Somme de ſoixante & dix mil Ridaler.

VII. La Convention cy-deſſus ſera ratifiée de part & d'autre, & les Ratificatiant d'icelles échangées dans le tems de quinze jours, ou plûtoſt ſi faire ſe peut, & leurs Hautes Puiſſances envoyeront querir lesdites Troupes auſſitôt & ſans delay.

Fait à la Haye le 16. Mars mil ſix cens ſoixante huit.

ARTICLE SEPARE.

QUe les ſusdites Troupes d'Infanterie & de Cavalerie entreront & continueront au ſervice de leurs Hautes Puiſſances le tems de ſix mois & après l'expiration d'icelui, elles retourneront au ſervice de leurs Sereniteez au même état qu'elles ſeront livrées. Il eſt néanmoins accordé & convenu par cet Article ſeparé & ſecret qui ſera de même force & de même effect que s'il étoit inſeré de mot à mot dans la Convention originale, que lesdites Troupes étant paſſées au ſervice de leurs Hautes Puiſſances, même après le tems desdits ſix mois elles y continueront ſi leurs Hautes Puiſſances le deſirent, jusques à ce que leurs Sereniteez jugeront & declareront en avoir beſoin pour leur propre ſervice, laquelle declaration il leur ſera libre de faire en quelque tems que ce ſoit après l'expiration desdits ſix mois; Et ſi le cas arrivoit que les ſusdites Troupes duſſent en la maniere que deſſus retourner à leurs Sereniteez après l'expiration desdits ſix mois, pour les employer pour quelque tems à leur ſervice, auſſi long tems que la diſpoſition des affaires preſentes le demanderoit, & que leurs ſusdites Seigneuries après que leurs dites Troupes leur auront été renvoyées, vinſſent à ſe reſoudre de s'en decharger en les congediant, ou en les donnant à quelque autre Prince, ou Potentat, ou autrement; en ce cas, ſans faire à cet égard aucune autre Capitulation ni ſtipuler aucuns Deniers, ils les offriront auparavant à leurs Hautes Puiſſances & leur Hautes Puiſſances le ſouhaittant elles retourneront à leur ſervice, Et ſi à été d'ailleurs reciproquement trouvé bon & accordé, que ſi chacune pour les Troupes de leurs Hautes Puiſſances venoient ſemblablement à être laiſſées à leurs Sereniteez pour un ſemblable tems, qu'en ce cas lesdites Troupes, quoy qu'après l'expiration du ſusdit tems elles fuſſent retournées au ſervice de L. Hautes Puiſſances, ſi L. Hautes Puiſſances venoient à ſe reſoudre en après à les licentier, ou autrement à les donner à quelque autre Prince ou Potentat, elles ſeront auſſi offertes preallablement à leurs Sereniteez ſans faire là deſſus aucune autre Capitulation, ni ſans ſtipuler à cet égard aucuns autres Deniers, Et ſi leurs Sereniteez le deſirent elles retourneront auſſi effectivement à leur ſervice.

XXXII.

Digitized by Google

ANNO 1668.

XXXII.

27. Mars. PORTUGAL ET SAVOYE.

Capitulation & Contract de Mariage, entre le Sereniſſime Dom PEDRO *Prince de Portugal, & la Sereniſſime Princeſſe* MARIE-FRANÇOISE-ELISABETH *de Savoie, Ducheſſe de Nemours & d'Aumale ; conclu par le Marquis de* NIZA, *Comte de Vidigueira, Amiral des Indes, Conſeiller d'Etat, & Directeur des Finances, & Dom* Rodrigue de Menezes, *Gentilhomme de la Chambre de Son Alteſſe, & ſon Grand Ecuier : & par le Duc de* CADAVAL, *Marquis de Ferreira, Comte de Tentugal, Conſeiller d'Etat, & le Marquis de* MARIALVA, *Comte de Cantanede, auſſi Conſeiller d'Etat & Directeur des Finances, comme Procureurs de ladite Sereniſſime Princeſſe.* Sans datte, mais les Pouvoirs ſont du 27. Mars, 1668. [FREDER. LEONARD. Tom. IV.]

PREMIEREMENT. En conſideration de l'utilité qu'on eſpere qui en reviendra à la Chrêtienté, & du repos & bien commun de ce Royaume, on a trouvé à propos des deux côtés de marier le Sereniſſime Prince de Portugal Dom Pedro, avec la Sereniſſime Princeſſe Marie-Françoiſe-Elizabeth de Savoie : Et pour effectuer & celebrer ce Mariage, par paroles de preſent dans la forme prescrite par l'Egliſe Romaine & par le S. Concile de Trente, les Procureurs nommés ci-deſſus ont arrêté reſpectivement, que chacun deſdits Procureurs nommera ſon Procureur ſpecial, auquel il donnera tous les Pouvoirs neceſſaires pour ſtipuler en ſon nom, juſques à la concluſion du preſent Contrat.

II. Et le Sereniſſime Prince Dom Pedro ſe conſtitue en Dot avec la prochaine eſperance (ſi Dieu lui donne la vie) de la Succeſſion legitime de ce Royaume de Portugal, & avec tous les Etats & Reverus que ſon Pere tres-Haut & tres-Puiſſant Prince le Roi Dom Jean IV. de glorieuſe Memoire, lui a laiſſés par ſon decez, lesquels ſe tiennent pour dument declarés & énoncés dans cet Article.

III. Que ladite Sereniſſime Princeſſe ſe conſtitue en Dot un million de Croiſades ou Ducats, Monnoie courante de ce Roiaume, afin que le Sereniſſime Prince Dom Pedro, après la conſommation du Mariage, ait & gagne ladite Dot, & en diſpoſe à ſa volonté.

IV. Et parce que, quand la Sereniſſime Princeſſe vint de France, elle apporta avec ſoi une Somme qui ſe monroit à la valeur d'un million, laquelle a eſté effectivement remiſe entre les mains des Miniſtres de ce Roiaume, & que par conſequent ce Roiaume lui doit, on eſt convenu que ledit Sereniſſime Prince, patmi les autres Biens dudit Roiaume, qui eſt obligé à la reſtitution de ladite Somme, ſe contente de la même Dot, comme s'il l'avoit reçûe lui-même, & tient la Sereniſſime Princeſſe pour bien & duément deſchargée de la pater une autre fois, de même que ſi elle la lui paioit réellement & actuellement à cette heure.

V. Et le Sereniſſime Prince Dom Pedro, pour montrer en quelque maniere la grande eſtime qu'il fait de la perſonne & du merite de la Sereniſſime Princeſſe ſa future Epouſe, lui donne en Dot tous les Etats, Villes, Revenus, Juriſdictions, Patronages, & tous les autres Biens, que poſſedoit en ſon vivant la Sereniſſime Reine Dona Luiſa ſa Mere, & que les Reines de Portugal ont toûjours eûs pour apanage; afin qu'elle en ait la pouiſſance & l'adminiſtration, avec toutes les Franchiſes, Privileges, Prérogatives & Emolumens, que leſdites Reines ont accoûtumé d'avoir.

VI. Pour les mêmes raiſons le Sereniſſime Prince Dom Pedro, conſiderant que les vingt mille Croiſades qu'on avoit aſſignées par an à ladite Sereniſſime Princeſſe pour l'entretien de ſa Maiſon, & qu'on lui aſſigne de nouveau par ce preſent Contrat, ſçavoir quinze mille Croiſades ſur les Revenus du Bois de Bieſſil, & cinq mille ſur les Rentes de la Maiſon de Braganee, ne ſont pas ſuffiſans, leſdits Marquis de Niza & Dom Rodrigue de Menezes promettent, au nom du même Prince leur Committant, vingt mille Croiſades par an, qui ſeront priſes ſur les Douanes, afin que ladite Sereniſſime Princeſſe jouiſſe de ces quarante mille Croiſades durant ſa vie, ainſi que de tous les Revenus affectés aux Reines de Portugal, qui lui appartiennent deja en vertu de ce Contrat. ANNO 1668.

VII. On a declaré qu'au cas que ladite Sereniſſime Princeſſe ſurvive le Sereniſſime Prince, on que pour quelque autre cauſe le Mariage vienne à eſtre diſſous, aprés avoir eſté conſommé, qu'il y ait ou qu'il n'y ait point d'Enfans, il ſera au choix de ladite Sereniſſime Princeſſe de demeurer dans le Roiaume, ou d'en ſortir ; & que tant qu'elle y voudra demeurer elle conſervera tous les Etats & Revenus qui lui ont eſté accordés par les Articles précedens, ſans aucune diminution, & tels qu'elle les aura tenus, & qu'elle avoit droit de les tenir pendant la vie dudit Sereniſſime Prince.

VIII. Mais au cas qu'elle veüille ſe retirer en France, ou en quelque autre lieu hors de ce Roiaume, on lui donnera par tout où elle ſera ſa reſidence, cinquante mille Croiſades par an, tant qu'elle vivra, dans laquelle Somme ſeront compriſes les quarante mille Croiſades qui lui ſont aſſignées par ce Contrat, & dix mille autres qu'on lui aſſignera ſur les Droits de la Douane : & au cas qu'elle n'ait point d'Enfans, on lui reſtituera ſa Dot, avec laquelle il lui ſera permis d'emporter tous les Joiaux, Bijoux, Or, Argent, & tous autres Meubles, qui ſe trouveront alors entre ſes mains, excepté ceux qui appartiennent à cette Couronne. Et de plus les Procureurs dudit Sereniſſime Prince lui promettent, au nom de ſon Alteſſe, ſoixante mille Croiſades une fois païées, pour tenir lieu d'Arres. Et ſi elle ſe retire de ce Roiaume, elle n'aura rien ni ſur les Etats & Revenus des Reines, ni ſur les quarante mille Croiſades dont Son Alteſſe la dote, parce qu'en échange on convient de lui donner leſdites cinquante mille Croiſades tous les ans, & les ſoixante mille autres païables une ſeule fois, ſans qu'on puiſſe dire de part ni d'autre, que cette recompenſe eſt plus ou moins que le tiers de la Dot, à quoi ſe doivent monter les Arres ; attendu que de part & d'autre on renonce à cette allegation, & que l'on ſe contente de l'obſervation & de l'accomplimiſſement du contenu de ce Contrat.

IX. Mais s'il arrive qu'il y ait des Enfans de ce Mariage, & que la Sereniſſime Princeſſe veüille ſortir de ce Roiaume ; en ce cas elle ne pourra emporter que le tiers de ſa Dot, parce que les deux autres parts appartiennent de droit & doivent venir à ſes Enfans.

X. Et en cas que ladite Sereniſſime Princeſſe vienne à mourir avant Son Alteſſe, ſans laiſſer d'Enfans, ſa Dot retournera à ſes Heritiers, & de plus elle pourra diſpoſer par Teſtament, non ſeulement de tous ſes Joiaux, Bijoux, & Meubles qu'elle aura pour lors, de même qu'elle auroit pû les emporter en ſe retirant de Portugal ; mais encore de tous les autres Biens qu'elle aura acquis, ſoit par Donation, par Succeſſion, ou par tout autre titre que ce puiſſe être, parce que n'aiant point d'Enfans, tous ſes Biens pourront aller à ſes Heritiers, à moins qu'elle n'en ordonne autrement : au lieu que ſi elle laiſſe des Enfans, ces Biens leur appartiendront, & à leurs Succeſſeurs, excepté les tiers, dont elle pourra diſpoſer ou teſter. Et par ce moien leſdits Sereniſſimes Princes, & au nom de chacun d'eux, leurs Procureurs demeurent d'accord & contens touchant ce qui peut appartenir par la mort de l'un ou de l'autre au ſurvivant, ſans qu'on puiſſe demander ni pretendre autre choſe de part ni d'autre.

Les Pouvoirs, en vertu deſquels le preſent Contrat d'eſt fait, ſont de la teneur ſuivante.

DOM Pedro Prince de Portugal, &c. je fais & conſtituë mes Procureurs Dom Vaſco Luis de Gama, Marquis de Niza, Comte de Vidigueira, Amiral des Indes, Conſeiller d'Etat & Directeur des Finances, & Dom Rodrigue de Menezes, Gentilhomme de ma Chambre & mon Grand Ecuier ; pour en mon nom & pour moi traiter, conclure, & ſigner le Traité ou Contrat de Mariage, Dot & Arres, en la meilleure forme que faire ſe pourra, entre moi & la Sereniſſime Princeſſe Marie-Françoiſe-Elizabeth de Savoie, Ducheſſe de Nemours & d'Aumale, en la maniere, forme, conditions, obligations, & clauſes qu'ils trouveront à propos. Et pour cet effet je leur donne

ANNO 1668. tout Pouvoir general & special, en la meilleure forme & maniere que je puis: & je m'oblige d'agréer pour bon, ferme & valable tout ce qu'ils feront à cet égard, sous l'obligation de mes Biens, comme si le tout eût été fait & signé par moi-même: En foi dequoi j'ai passé la presente Procuration, signée par moi & scellée du Sceau de mes armes. Donné à Lisbonne le 27. Mars 1668.

Ecrite par moi PERO VIEIRA DA SILVA.

LA Princesse Marie-Françoise-Elisabeth de Savoie, Duchesse de Nemours & d'Aumale, &c. je fais & constitue mes Procureurs Dom Nuno Alvares Pereira, Duc de Cadaval, Marquis de Ferreira, Comte de Tentugal, & Dom Antoine Louis de Menezes, Marquis de Manalvo, Comte de Carragnede: pour en mon nom conclure & signer le Traité ou Contract de Mariage, Dot & Artes, en la meilleure forme qu'il le pourra, entre moi & le Serenissime Prince Dom Pedro, Prince de Portugal, en la maniere, forme, & aux conditions, obligations & clauses qu'ils trouveront à propos. Et pour cet effet je leur donne Pouvoir general & special, & m'oblige à tenir pour bon, ferme & valable tout ce qui sera fait par eux à cet égard, sous l'obligation de tous mes Biens, & comme s'il étoit fait & conclu par moi-même: En foi dequoi je leur ai ordonné de passer la presente Procuration, signée de ma main, & scellée du Sceau de mes armes. A Lisbonne le 27. Mars 1668. ANNO 1668.

Ecrite par moi PERO VIEIRA DA SILVA, *par l'ordre exprés de la Serenissime Princesse Marie.*

Donné en la Ville de Lisbonne le 27. jour du mois de Mars. Louis Texeira de Carvalho l'a dressée l'année de la Nativité de N. S. J. C. 1668. Et moi Pero Vieira da Silva je l'ai fait écrire & fouserire, par Ordre & contentement desdits Serenissimes Princes.

LE MARQUIS DE NIZA. D. RODRIGUE DE MENEZES.

LE MARQUIS DUC. LE MARQUIS DE MARIALVA.

Du Mandement de leurs Alteſſes Sereniſſimes.

DOm Pedro Prince de Portugal, &c. je jure sur les Saints Evangiles de recevoir pour ma legitime Femme la Serenissime Princesse Marie-Françoise-Elisabeth de Savoye, Duchesse de Nemours & d'Aumale, en la forme prescrite par la sainte Eglise Romaine, & de ne recevoir jamais d'autre Femme, tant qu'elle vivra. A Lisbonne le 27. Mars 1668.

PERO VIEIRA DA SILVA *a dreſſé cet Ecrit.*

LE PRINCE.

XXXIII.

9. Avril. L'ESPAGNE ET SES PROVINCES-UNIES.

Tractaet (1) *tuſſchen Syne Majeſteyt* CAREL *den II Koning van Spagnien ende haer Ho. Mogende de Heeren Staeten Generael der* VEREENIGDE NEDERLANDEN, *voor een verſtreckt van 2000000. Poulen ten behoeve van den hoogſtgemelten Koningh, op Intereſt tegen vyf ten hondert, en verpandt van verſcheidene Plaetſen, Steeden ende Forten; Te weeten* Argenteau, Navaigne, Stevenswaert, Venloo met het Fort aen de andere zyde van de Maeſe gelegen, Gelder, Isabelle, ende St. Donaes, *&c. Aldus gedaen in 's Gravenhage den 9. April* 1668. Met 't SEPARAET ARTICUL *door het welke haer Ho. Mog. caweren en verklaeren niet verobligeert ſullen zyn, de Penningen te demanueren, ofte laten demanueren, voor en alvet ſeeker andere Contract daer inne gemeld, door, of van wegens den Gouverneur en Capiteyn Generael der Spaenſche Nederlanden ondertekent ſal worden.* [AITZEMA, *Saaken van Staat en Oorlogh.* Tom. XIV. pag. 902.]

KEnneliick zy eenen yegelijck die 't aengaen magh, dat inſchien ons ondergeſchreven *Don Eſtevan de Gamarra*, &c. Ambaſſadeur ordinaris van den Koningh van *Spagnien*, ende by den Heer Marquis de *Caſtelrodrigo*, Gouverneur ende Capiteyn Generael van wegen den hooghtgedachte Koning in ſijn Majesteyts Nederlanden, ſpecialijck gecommitteert ende gevolmachtigt tot het navolgende ter eenre; en de Gedeputeerden van de Heeren Staten Generael der Vereenighde *Nederlanden*, van wegen haer Hoog Mog. hier toe ingelijcks met behoorlicke authoritate ende Powvoirs voorſien, ter andere zyde, veraccordeert ende vaſtgeſtelt worden by deſen de Poincten en Articulen hier na volgende.

I. Dat haer Ho. Mog. haer credit verſtrecken, ende in der beſter forme interponeren ſullen, een ende door N.N. aen ofte ten behoeve van den hoogſtgemelten Koningh van *Spagnien* genegotieert, ende vervolgens ten behoeve van ſijn Majesteyt verſtreckt moege worden alhier in 't *Gravenhage*, of binnen *Amſterdam*, aen den genen, die den gemelten Heer *Marquis* daer

(1) Il eſt néceſſaire d'avertir que ce Traité ne fut ni executé, ni ratifié, & que ceci n'en eſt qu'une Traduction aſſez mauvaiſe. Ce n'eſt point en Hollandois, que les Rois d'Espagne font leurs Traitez avec Meſſieurs les Etats. [D. M.]

XXXIII.

Traité entre CHARLES II. Roi d'Eſpagne, & les Seigneurs Eſtats Généraux des PROVINCES-UNIES, pour un Preſt de 2000000. de Livres que leurs Hautes Puiſſances feront à Sa Majeſté ou lui feront faire, à cinq pour cent d'Intereſt ſur l'engagement de diverſes Places, Villes, & Forts, ſçavoir *Argenteau, Navaigne, Stevenswaert, Venloo, avec le Fort ſitué de l'autre côté de la Meuſe, Gueldres, Iſabelle, St. Donas*, &c. A la Haye le 9. Avril 1668. *Avec l'*ARTICLE SEPARE par lequel leurs Haut. Puiſſ. declarent par précaution, qu'elles ne ſeront pas obligées à fournir cet Argent, à Sa Majeſté ni à le faire fournir, avant que certain Contract, dont il eſt fait mention, ait été ſigné par le Gouverneur & Capitaine Général des Païs-Bas Eſpagnols, ou par quelqu'un de ſa part. 9. Avril. L'ESPAGNE ET SES PROVINCES-UNIES.

SOit notoire à tout & un chacun qu'il apartiendra, qu'entre nous ſouſſignez Don Eſtevan de Gamarra, &c. Ambaſſadeur ordinaire du Roi d'Eſpagne, & par le Seigneur Marquis de Caſtelrodrigo Gouverneur & Capitaine Général de la part dudit Roi aux Païs-Bas de Sa Majeſté, ſpecialement autoriſé pour ce qui ſuit d'une part; Et les Deputez des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies de la part de leurs Hautes Puiſſances pourvûs ſeulablement de Pouvoir & authorité convenable, d'autre part, ont été accordés & arrêtez, comme ſont accordez & arrêtez par ces preſentes, les Points & Articles qui ſuivent.

I. Que leurs Hautes Puiſſances interpoſeront leur credit & authorité en la meilleure forme, afin de negocier par N. N. au profit dudit Roi d'Eſpagne une Som-

ANNO 1668. der toe ſal authoriſeren en een Somme van *twee Millioenen* Ponden, te *weetagh* grooten 't Pont, *Hollandſch* geldt, op Intereſt tegen *negen ten honderd* in 't Jaer, ſonder dat tot laſte van Sijne Koningh'lijcke Majeſteyt wegens *ingelandt*, *Marcelisborgedelat*, ofte andere diergelijcke ontcomben zets ſal worden gemaeckt; tot verſeeckeringh van welck Capitael ende Intereſte aen N. N. by proviſie Obligatie in de beſte en bondigſte forme ſal worden gepaſſeert door den gemelden Heer Ambaſſadeur *Gamarra*, ende vervolgens geratificeert, ſoo by den gemelden Heer Marquis de *Caſtelrodrigo* in qualiteyt voorſz. als mede by den meer hooght-gemelden Koningh of Koninginne Regente in den Naem van Sijn Majeſteyt.

II. Dat den hooght-gemelden Koningh jaerlijcks de betalinge van de Intereſten op 't voorſz. Capitael verſeecheren aen den voornoemden N.N ſal doen, ofte beſorgen gedaen te worden door den gemelden Heer *Gamarra*, ofte ſoodanigh ander Miniſter in der tyd als Sijn Majeſteyt daer toe alhier ſal gelieven te authoriſeren.

III. Ende by ſoo verre de tegenwoordighe ongelegenheyt van den hooghgemelden Koningh ofte andere optcomende ſwarigheden, eenigh onvermogen cauſeeren mochten om deſe voorſt. Intereſt aen den voornoemden N.N. op te leggen ende te betalen, met ſoodanigen punctualiteyt als tot conſervatie van 't credit, ende meer 't publieck gebruyckt in deſe Landen is gerequireert, dat heer Hoogh Mog. tot facilitatie van de voorſz. lichtinge, ende tot ſecuriteyt van de geene die hare Penningen ten fine voorſz. aen den voornoemden N.N. crediteren ſullen, tegen ſoodanigen onverhoopten geval haer van nu af aen verbinden, gelijck *deſelve haer in eum eventum*, van nu af aen verbinden by deſen, oock wederoom haer credit te ſullen interponeren voor de lichtingen van ſoodanige Capitalen, als den gemelden geauthoriſeerden van dien hooght-gemelden Koningh tot voldoeninghe van de verſcheenen Intereſſen van nooden hebben ſal, ende dat even ende in ſulcker voegen, mits gaders tot gelijcke ſecuriteyt van den gemen die de Penningen ſal ofte ſullen verſtrecken over 't Capitael ende Intereſten, als ten aenſien van de voorſz. *twee Millioenen* Guldens, ende 't verloop van dien, hier boven breeder uytgedruckt ſtaet.

IV. Ende dewijle tegenwoordig tot vorderingh van de gemeene ſaecke, met Gemachtighden van den Koningh van *Sweeden* wordt gehandelt, om dien ſelven Koningh nevens die van *Groot Brittagnen* ende Haer Hoogh Mog. tot bekominge van een goede uytkomſte, ten beſten te doen coöpereren, ende dat mogelick aen den hoogh-gemelden Koningh, mits gaders ook aen de andere Princen ende Potentaten, die hare ingeſigten tot bevorderingh van de gemeene ruſte ſouden believen te voegen, eenige Geldt-ſubſidien tot krachtiget uytvoeringe van 't goedt voornemen ſouden moeten worden uytgeloofd; dat over ſulcks voor ſoo veel Haer Hoogh Mog. met goedt vinden van de geauthoriſeerden van *Spaignen* daer toe yets ſoude mogen beſoveren 't ſelve noch boven de voorſz. *twee Millioenen* by haer Hoogh Mog. als by maniere van interpoſitie van haer credit en ſe op Intereſſe als boven, voor reeckeninge van den Koningh van *Spaignen* verſtreckt ſal worden, gelijck mede Haer Hoogh Mog. door interpoſitie van haer credit en op Intereſſe als boven aen den gemelden Heer *Gamarra*, of ſoodanigh ander Miniſter in der tydt, als den hooght-gemelden Koningh alhier hebben, ende dien aengaende behoorlijck geauthoriſeert laten ſal, ſullen dien maehtigh worden ſoodanige Sommen van Penningen, als waer van Sijn Majeſteyt hier te Lande ſal hebben geliſponeert, of noch gelieven te diſponeren tot betalinge van ingekochten Amonitien van Oorloge, ofte andere Waeren, ende alſoo dien gemeet dat Haer Hoogh Mog. niet gehouden ſullen zyn ſoo over de Subſidien, als over Amonitien ende anders, ſonder nader bewilliging 't exceedeeren de Somme van noch *twee Millioenen* aen Capitael, met 't gene ſucceſſiveliyck tot betalinge van den Intereſt van dien als vooren, ſal weſen gerequireert.

V. Tot den ontſangh van alle welcke voorſz. Penningen, mits gaders om daer voor behoorlijcke Obligatie ende Quitantie te paſſeren, als mede om 't gerequireerde tot betalinge van de Intereſſen, die t'elckens op de gelichte Capitalen ſullen weſen verſchenen, mits gaders van ingekochte Waeren ende anderſints, nae behooren weder te mogen uytkeeren mits deſen, ende in kraehte van de Ratificatie hier op als boven te volgen.

ANNO 1668.

Somme de deux Millions de Livres, à quarante gros la livre Monnoye de Hollande à cinq pour cent d'Interêt annuel, pour être comptés ici à la Haye ou à Amſterdam à celui que le ſuſdits Marquis authoriſera pour cet effet, ſans que pour le levre de ces Deniers, pour le droit de Courtier ou autres ſemblables frais on puiſſe rien mettre en compte à Sa Majeſté. Pour ſureté duquel Capital & Interêts d'icelui ſera paſſée à N. N. par proviſion une Obligation en la meilleure & plus forte forme, par le ſuſdit Seigneur Ambaſſadeur Gamarra, & enſuite ſera ratifiée tant par le ſuſdit Seigneur Marquis de Caſtrodrigue in ſa qualité ſuſdite, qu'auſſi par le ſuſdit Roi ou par ladite Reine ou Nom de Sa Majeſté.

II. Que le ſuſdit Roi ſera annuellement le payement des Interêts écheus dudit Capital audit N. N. ou fera en ſorte qu'ils ſoient payez par le ſuſdit Seigneur Gamarra ou par tel autre Miniſtre qui ſera alors en employ, que Sa Majeſté voudra authoriſer.

III. Et ſi la preſente indiſpoſition du ſuſdit Roi ou quelque autre difficulté qui ſurviendroit, venient à cauſer de l'impoſſibilité pour faire le payement desdits Interêts au ſuſdit N. N. avec la ponctualité qui eſt requiſe pour la conſervation du credit de ces Pais & ſelon qu'il y eſt d'uſage; Que leurs Hautes Puiſſances pour faciliter ladite levée & pour la ſureté de ceux qui aux ſint ſuſtites conſentent leurs Deniers au ſuſdit N. N. en ce cas non attendu, ils s'engagent dès à preſent comme pour lors, comme de fait ils s'engagent audit cas par ces preſentes, d'interpoſer derechef leur credit pour la levée du Capital dont celui qui ſera authoriſé par le ſuſdit Roi aura beſoin, pour le payement des Interêts écheus, & ce auſſi de telle maniere qu'il y aura ſemblablement ſureté pour ceux qui prêteront leurs Deniers tant pour le Capital & les Interêts que pour les ſuſdits deux Millions de Livres, & les Interêts d'iceux ci-deſſus plus amplement exprimés.

IV. Et comme pour l'avancement des affaires commun, on eſt preſentement en negociation avec les Plenipotentiaires du Roi de Suede, pour faire en ſorte que ledit Roi & celui de la Grand' Bretagne & leurs Hautes Puiſſances coopérent à ce qu'on parvienne à une bonne iſſue, & que peut-être il faudra avancer quelques Subſides au ſuſdit Roi, enſemble à d'autres Princes & Potentats pour l'avancement de la tranquillité publique, qu'à cet égard, ſi leurs Hautes Puiſſances, de l'approbation des Plenipotentiaires d'Eſpagne, viennent à promettre quelque choſe, ils le feront encore outre les deux Millions ſur le compte de Sa Majeſté le Roi d'Eſpagne, par maniere d'interpoſition de leur credit & à pareil Interêt que deſſus, comme de fait ils feront toucher au ſuſdit Sr. Gamarra ou tel autre Miniſtre qui ſera en charge & lequel ledit Roi d'Eſpagne authoriſera convenablement, par l'interpoſition de leur credit, telle Somme de Deniers dont Sa Majeſté aura à diſpoſer pour le payement des Munitions de Guerre & autres Denrées, pourvû que leurs Hautes Puiſſances, ne ſoient pas plus obligez à l'égard des Subſides qu'à l'égard des Munitions, ſans un conſentement plus exprés, d'exceder la Somme de deux autres Millions en Capital, avec ce qui ſera requis ſucceſſivement pour le payement des Interêts comme deſſus.

V. Pour recevoir lesquels Deniers, comme pour en paſſer Obligation & Quittance convenable, enſemble pour ce qui eſt requis pour le payement des Interêts, qui écherront à chaque fois ſur leſdits Capitaux, qu'on levera enſemble pour les Marchandiſes, qui ſeront achettées, & en vertu de la Ratification qui

ANNO 1668. van nu af als dan geauthoriseert wordt de *Minister* in der tyde, die den hooght-gemelden Koningh by haer Ho. Mog. hebben ende houden sal.

VI. Ende ten ende Haer Hoogh Mog., mitsgaders de particulieren, die de voorsz. Capitalen, ende 't gunt tot betalinge van 't verloop van tyde tot tyde weder soude mogen verstreckt worden, sullen hebben gefourneert van haer *geinteresponeert credit* met genoeghsame seeckerheyt gelijckeerde, mitsgaders van *'t remboursement* van hun nyt- gestoboten *Hoofd-sommen*, met de *Interessen* van dien behoorlijck verseeckert mogen zyn ende blijven, dat over sulcks de *Casteelen*, *Steden*, *Forten*, en de Plaetsen van *Argemeau*, *Navaigne*, *Steevenswaert*, *Ventlo*, met het Fort aen de andere zyde van de *Maes* gelegen, *Gelder*, *Isabella* ende *St. Donaes*, binnen *thien* dagen na d'ondertseeckeninge van dit Contract, of eerder, soo doenlick, tot onderpandt aen Haer Hoogh Mog. sullen worden ingeruymt, welcke voorsz. Plaetsen dienvolgens met *Gouverneurs*, *Commandeurs* ende *Guarnisoenen* van haer Ho. Mo. beset sullen worden, met alle Prærogativen die de *Paats-Heeren* na Reghten volgen moeten; Wel-verstaende, dat Haer Ho. Mog. noch ooek der selver *Gouverneurs* ofte *Commandeurs* in defelve Plaetsen onder pretext van dien, sich geensins sullen bemoeyen met het bestellen van de Magistraet, of eenige andere Politieque bedienden, noch oock met eenige andere saecken, de *Politie* ofte *Burgerlijcke Regeeringe* ende *Jurisdictie* van de voorsz. ende andere Steden ofte Plaetsen ten platten Lande concernerende, maer sullen daer mede laten gevoeden den Stadthouder ende Capiteyn Generael van Sijn Majesteyt, de Officieren ende Magistraten respective, ende de selve *Pandtshap* duren ter tyden ende wijlen toe de Penningen, invoegen voorsz. is, successivelijck te vertheilen met de vertloopen Interessen, als bowen *remboursseert*, ende Haer Hoogh Mog. van 't voorsz. *geinteresponeerde credit* gelibert sullen zyn, oock voorts in gelijcker voegen restitutie sullen hebben ontfangen van de Penningen, die tot verstreckinge ende defentie der voorsz. *Plaetsen*, *Steeden*, ende *Forten*, soo in 't betalen van nieuwe, of 't reparteren van oude *wercken*, als wegens *'t Canon*, *Ammonitie*, of andere Oorlogh-behoeften, dewelcke tot defentie van de verpande Plaetsen geemployeert ofte verlooren sullen worden, ende dergelijcke sullen weesen te kosse geleydt, in manière als hier nae breeder sal werden verklaert; ende voor soo veel de *Guarnisoenen* daer in de in de voorsz. Steden ende Plaetsen sullen worden onderhouden, dat deselve by de *Vereenighde Provintien* betaelt, ende daer van niet meer aen den hooghstgemelden Coningh van *Spagnien* in reeckeninge gebracht sal worden dan *soltheen* Compagnien Voetvolcx ten in alles, yeder van *ses en-twegenvigh* Koppen, volghens d'ordinaris soldie van de *Vereenighde Provintien*, te weten, tegens *derthienhondert een-en-seventigh* Guldens ten *twee-en-veertigh* dagen, gedurende den Oorlogh; ende by soo verre de voorsz. Verpandinge oock na 't eyndigen van den Oorlog voor eenigen tijdt sou de mogen duoren, dat als dan, gedurende den Vreede, hier meer dan *acht* gelycke Compagnien Voetvolcx ten laste van Sijn Majesteyt gebracht sullen worden, blijvende alle het vordere Guarnisoen alleenlijck ende privatelijck ten laste van Haer Hoogh Mog.

VII. Dat de voorsz. *Steeden*, *Forten* ende *Plaetsen*, aen Haer Hoogh Mog. in Pandtshap te leeveren, sullen blijven voorts den ende geltereckt met foodanig *Geschut*, *Buspoeder*, en andere *Ammonitie* van Oorlogh, als tegen woordlgh in defelve wordt gevonden, daer van *Inventaris* gemaeckt, ende d'eynet tydt perfecte verantwoordinge gedaen sal worden.

VIII. Dat alle het Krijgs-volck van wegen den Coningh van *Spagnien*, jegenwoordigh in de voorsz. *Steeden*, *Forten*, ende *Plaetsen* bevonden wordende, uyt defelve gelicht sal worden, ten eynde de *Gouverneurs*, *Commandeurs*, ende andere *Bevelsheberen*, van defen Stadt aldaer gebieden mogen, ten aensien van *'t stutten ende openen der Poorten*, *'t bestellen der Wachten*, *'t doen van de Ronden*, *'t geven van 't Woordt*, *'t exerceren van Militaire Jurisdictie*, *ende Krijgs-discipline*, ende generalijck in alle het geene de bewaeringe ende verseeckeringe derselver *Steeden*, *Forten* ende *Plaetsen* aengaet, met den gevolghe ende aenkleven van dien; Wel verstaende, dat de voorsz. Gouverneurs, Commandeurs ende andere Bevelsheberen van haer Hoogh Mog. haer niet en sullen steecken in 't stuck van de Politie ende Burgerlijcke Regeeringe, dan alleen voor soo

s'en enfuivera, *des à present comme pour lors eſt autorisé le Miniſtre qui ſera en ſoulſton & que Sadite Majeſté aura pris de leurs Hautes Puiſſances.* ANNO 1668.

VI. Et afin que leurs Hautes Puiſſances, *enſemble les particuliers qui ſur le credit de leurs Hautes Puiſſances auront fourni pour les ſuſdites Capitaux & le payement des echeances*, *ayent leur ſureté*, *& qu'ils ſoient aſſurez du rembourſement desdits Capitaux & du payement des Interêts d'iceux*, *que les Châteaux*, *Villes*, *Forts & Places d'Argenteau*, *Navaigne*, *Steevenswaert*, *Ventloo*, *avec le Fort ſitué de l'autre coſté de la Meuſe*, *Geldre*, *Iſabelle*, *& St. Donaes*, *ſeront mis au pouvoir de leurs Hautes Puiſſances*, *dix jours après la ſignature de ce Contract*, *en plûtôt ſi faire ſe peut*, *lesquelles ſuſdites Places ſeront occupées conſequemment par les Gouverneurs*, *Commandeurs & Garniſons de leurs Hautes Puiſſances avec toutes les Prerogatives qui appartiennent de droit aux Seigneurs engagiſtes. Bien entendu que leurs Hautes Puiſſances ni leurs Gouverneurs ou Commandeurs desdites Places ſous ce pretexte ne ſe mêleront en aucune maniere de créer les Magiſtrats ou aucun Officier de Police*, *ni d'aucune autre choſe qui concernera ladite Police ni le Gouvernement civil & de la Juſtice dans les ſuſdites Villes & autres Places du plat-Pais*, *mais laiſſeront faire en cela le Stadthouder & Capitaine Général de Sa Majeſté*, *& les Officiers & Magiſtrats reſpectifs & durera ledit gage juſques à ce que leſdits Deniers avec les Interêts échûs & courans ſeront rembourſez & que L. H. P. ſoient dechargées de l'interpoſition de leur credit*, *& qu'ils ayent de plus reçû de même moyen les Deniers qui auront été debourſez pour le renfort & deffence desdites Places*, *& Forts*, *ſoit pour les vieux ouvrages reparez & pour de nouveaux qu'on auroit conſtruit*, *comme auſſi tant pour le Canon*, *Munitions*, *& autres beſoins Militaires qui pour la deffence des Places engagées auroient été employez en gerbal*, *& qui ſeront mis en depence comme il ſera plus amplement dit ci-apres. Et pour ce qui regarde les Garniſons qui ſeront entretenuës dans leſdites Places*, *cela ſera payé par les Provinces-Unies*, *& qu'il n'en ſera pas compté davantage à Sadite Majeſté le Roi d'Eſpagne que ſeize Compagnes d'Infanterie en tout*, *chacune de quatre vingt ſeize Hommes*, *ſuivant la ſolde ordinaire des Provinces-Unies*, *ſçavoir à raiſon de treize cent ſoixante & onze Livres pour quarante deux jours durant la Guerre*; *Et s'il arrivoit que ledit gage continuat encore pour quelque tems après la fin de cette Guerre*, *qu'alors durant la Paix*, *on ne comptera que huit ſemblables Compagnies à la charge de Sa Majeſté*, *demeurant le ſurplus de la Garniſon à la charge de leurs Hautes Puiſſances.*

VII. Que les ſuſdites Villes, *Forts & Places qui ſeront mis pour gage entre les mains de leurs Hautes Puiſſances ſeront pourvûes & munies de tel Canon*, *Poudre & autres Munitions de Guerre*, *qui s'y trouvent preſentement*, *dont il ſera fait Inventaire*, *pour en repondre en ſon tems.*

VIII. Que toutes les Troupes du Roi d'Eſpagne qui ſe trouvent preſentement dans leſdites Villes, *Forts & Places en Guilderent*, *afin que les Gouverneurs & Commandeurs*, *& autres Officiers de cet Etat y puiſſent commander pour ce qui eſt de fermer & ouvrir ces Portes*, *poſer les Sentinelles*, *faire la Ronde*, *donner l'Ordre*, *& exercer la Juſtice & la Diſcipline Militaire*, *& generalement en tout ce qui regarde la garde & la ſureté desdites Villes*, *Forts & Places & tout ce qui en dépend. Bien entendu que desdits Gouverneurs*, *Commandeurs*, *& autres Officiers de leurs Hautes Puiſſances ne ſe mêleront point des affaires de la Police ni du Gouver-*

nement

Digitized by Google

ANNO 1668. soo veel particulierlick aengaet die geene die aldaer in Garnisoen leggen; ende sullen deselve *Gouverneurs* ende *Commandeurs* gehouden wesen goede correspondentie te houden met den *Stadthouder* van Sijn Majesteyt in 't Over quartier van *Gelderlandt*, die tot *Ruremonde* sijne ordinaris residentie sal houden; ende sullen oock de voorschreve *Gouverneurs* ende *Commandeurs*, des versocht zijnde, alle mooglige hulpe geven aen de *Ontsingers* van Sijn Majesteyt, dewelcke sullen wonnen in de verpande Plaetsen, om alle desselfs *Domainen*, *Licenten* ende *Inkomen* te mogen invorderen.

IX. Dat Haer Hoogh Mog. haer in de beste ende kraftichste forme sullen obligeren en verbinden, gheliick deselve hier ter goeder trouwe obligeeren ende verbinden by desen, de voorsz. *Steeden*, *Forten*, ende *Plaetsen* wel te sullen defenderen, ende tegens een yegelick, wie 't ook sinde mogen wesen, alle dier op yet soude willen attenteeren, vigoreuselick te sullen beschermen, met gelijcken yver ende kracht als te eenigie van de Plaetsen ofte Frontieren van haer Hoogh Mog. ofte van de Vereenighde Nederlantsche Provintien selfs souden konnen ofte mogen doen, oock tot dien eynde de voorsz. *Steeden*, *Forten*, ende *Plaetsen* altoos met een competent ende tusschant Guarnitoen beset hauen; ten welcken eynde oock aen wegen den hooghst-gedachten Coningh de passagie ende repassagie voor 't Kilghs-volck uyt haer Hoogh Mog. Frontieren naer de *Steeden*, *Forten* ende *Plaetsen* & over zeese over den hoden van Sijn Majesteyt soo veel doenlick gefaciliteert sal worden, ende sal daer van, des noot zijnde, tydelick adverentie worden gegeven aen den Stadthouder van Sijn Majesteyt, om op de gistes van de passagie ofte repassagie, door een Commissaris ordre te konnen stellen.

X. Indien nu of naemaels met communicatie ende overlegh van de Geconnmitteerde van den Stadthouder ofte Gevolmachtigde van hooghst-gemelden Coningh tu de voorsz. Plaetsen, goedt en geraden gevonden macht worden, tot meerder verscherpinge van de voorsz. *Steeden* ende *Plaetsen*, eenige nieuwe wercken te maecken, ofte oude te vernieuwen, eenige *Magasijnen*, te bouwen, ofte de genouwde met meerder provisie te voorsien, ende dergelijcke, sullen Haer Hoogh Mog. de wercken met communicatie, en ten overstaen van den voorsz. Stadthouder ofte Geconnmitteerde van Sijn Majesteyt publiquelick aen de minst-eyttelende besteden, oock voort in gelycker voegen allerhande noodige inkoop te doen; ende in 't opnemen van de beslecde wercken, mitsgaders by de leverantie ofte den invoer van gekochte Waeren, den voorsz. Stadthouder ofte Geconnmitteerde verlocken alder meeste present te willen zyn, op dat alloo de opneminge, ock t'zijnen overstaen, ende met behoorlicke kennisse geschieden moge.

XI. Ende ten eynde de voorsz. bewaerlinge ende beschermninge des te seeckerder ende met des te beter ordre geeffectueert, mitsgaders de noodige correspondentie ende eenigheyt tusschen de Gouverneurs ende Commandeurs, met het Guarnitoen ter eenre, ende de Magistraten met de Burgerye ter andere zyde in de voorsz. steeden, *Forten* ende *Plaetsen* des te beter onderhouden worde, dat over sulcks soo wel de voorsz. Magistraet voor haer selven, ende in nieme van de gantsche Borgerye, als voorsz. Gouverneurs ende Commandeurs mede voor haer selven, ende in den name van 't gantsche Guarnitoen, boven den Eedt, daer mede deselve respective aen den hooghst-gemelden Koningh ende aen de hooghgedachte Haer Hoog Mog. albereydts zyn verpliicht, in handen van Commissarisen ten wederzyden daer toe te verkiesen, by solemnelen Eede sullen beloven, de *Rechten van den Majesteyt als waren Eygenaer*, ende van Haer Hoogh Mog. als Pands-Heeren te sullen voorstaen, ende misnemen nae hun vermoghen, oock de voorsz. Steeden te sullen bewaeren, ende soo veel hun aengaet, helpen bewaeren, ten behoeve van den hooghst-gemelden Koningh, voor soo veel deselve by restitutie van 't voorgementionneerde verstaen, met den Interelte van dien, daer van den eenigen ende onbeswaerden Eygenaer moet zyn, ende voor Haer Ho. Mog. ten reguarde deselve tot die tydt toe de voorsz. *Steeden*, *Forten* ende *Plaetsen* als wettige Pands-Heeren in maniere voorsz. mer recht mogen blijven beliouen, ende voorts in alles haer nae het tegenwoordigh Contract te sullen regulee-

nement civil, qu'entans seulement que cela pourroit concerner particulierement ceux de la Garnison, & seront lesdits Gouverneurs & Commandeurs tenus de tenir bonne correspondance avec le Stadthouder de Sa Majesté dans le Quartier de Gu'dre de delà, qui tiendra sa Residence ordinaire à Ruremonde, & donneront aussi lesdits Gouverneurs & Commandeurs en estant requis, toute l'assistance necessaire aux Receveurs de Sa Majesté, pour lever les Droits Domaniaux, Licentes, & Revenus. ANNO 1668.

IX. Que L. H. P. s'engageront & s'obligeront en la meilleure forme, comme ils s'engagent & s'obligent par ces presentes, de bien defendre les susd. Villes, Forts & Places, & d'agir vigoureusement contre tous & un chacun, quels qu'ils soient qui y voudroient attenter quelque chose, avec la même vigueur & la même ardeur qu'ils pourroient faire à l'égard des Places, Frontieres, ou autres appartenantes à leurs Hautes Puissances, & de faire en sorte que lesdites Villes, Forts & Places soient toujours pourvues d'une bonne & suffisante Garnison, auxquelles fins Sa Majesté facilitera autant que faire se pourra le passage des Troupes de leurs Hautes Puissances soit en allant ou en venant, sur le Territoire de Sadite Majesté pour se rendre dans lesdites Villes, Forts & Places, & si besoin est en sera donné avis à tems au Stadthouder de Sa Majesté pour qu'un Commissaire puisse regler les Logemens dudit passage ou repassage.

X. Que si avec la communication & deliberation du Deputé, du Stadthouder ou Plenipotentiaire dudit Roi, il étoit trouvé à propos pour plus grande seureté des susdites Villes & Places de faire quelques nouveaux ouvrages, ou de renouveller les anciens, de construire quelques Magasins, ou de pourvoir ceux qui seront déjà batis de nouvelles Munitions, leurs Hautes Puissances donneront avec la communication, & en presence du Stadthouder ou Commissaire de Sa Majesté lesdites choses publiquement au rabais, au moins demandant, & ils en informt de même à l'égard de tous les achapts necessaires, & sera le Stadthouder ou Commissaire deputé requis de vouloir être present quand on donnera lesdits ouvrages au rabais, en qu'on delivrera & transportera les Denrées, afin que le tout se fasse en sa presence & avec sa connoissance.

XI. Et afin que la susdite garde & deffence se puisse faire d'autant mieux & d'autant plus surement, & que la correspondance & union necessaire entre les Gouverneurs & Commandeurs, & la Garnison & le Magistrat & la Bourgeoisie desdites Villes, Forts & Places soit d'autant mieux entretenue, le susdit Magistrat tant pour lui qu'au nom de toute la Bourgeoisie, comme aussi les Gouverneurs & Commandeurs aussi tant pour eux mêmes qu'au nom de toute la Garnison outre le Serment auquel ils sont obligez au susdit Roi & à leurs Hautes Puissances promettront par Serment solemnel qu'ils feront entre les mains des Commissaires qui seront choisis de part & d'autre, de maintenir de tout leur possible les Droits de Sa Majesté comme vrai Proprietaire, & ceux de leurs Hautes Puissances comme Engagistes, & de garder les susdites Villes, & d'aider à les garder chacun endroit soy, au profit de sa susdite Majesté comme en devant redevenir le Maitre incontestable par la restitution des deboursements susmentionnés & des Interêts d'iceux, & pour leurs Hautes Puissances à qui lesdites Villes, Forts, & Places étant laissés pour gages, les doivent posseder jusques audit remboursement, & en outre de se regler selon le contenu de ce present Contract, sans rien faire, faire

ANNO 1668. ren, fonder daer tegens yet te doen, ofte gedooghen gedaen te worden, directelyck of indirectelyck in eenigermanieren.

XII. De Gouverneurs ofte Commandeurs met de voorſt. Guarnifoenen ſullen in de voornoemde *Steeden, Forten* ende *Plaetſen* wtyteliek ende ſonder eenigh belet ofte beſchrijninge, den Gereformeerden Godts-dienſt oeffenen, dewelcke in de Geunieerde Provintien worde geexerceert, ende dat in hunne Huyſen, ſoo dic daer toe bequaem zyn, ende in cas van onbequaemheydt, ſullen hun daer toe andere bequame plaetſen, in de voorſt. *Steeden, Forten* ende *Plaetſen* vergunt worden, by ofte van weghen den Koningh door Gedepuceerden van den Stadhouder.

Ende ſullen daer tegens de voorſt. Gouverneurs ende Commandeurs exactelijck hebben te beſorgen, dat haer onderhebbende Soldaten geene beſpottinge, beſchimpinge of lchandaal, veel min eenigh belet kommen toe te brenghen aen de Roomſche Catholijcke Geeſtelijckheyd, of oock aen de Borgeren ende Inwoonderen der voorſt. Steeden ende Plaetſen in de oeffeninghen ende ceremonien ofte Godts-dienſt, ende in cas t'eenigen tijde daer tegens by yemandt, wie 't oock ſoude mogen weſen, moghte worden gepeeceert, dat ſoodanigen daer over door den Politiequen ofte Militairen Rechter, naer dat het caſus komt te vereyſchen, ten verhoedinghe van ghelijck exceſſen voor 't toekomende wel ſtrengelijck gecorrigeert ofte geſtraft ſal worden, na dat de circumſtantien van ſinne begaene misdaet ſullen komen te vereyſchen.

XIII. Dat de voorſt. *Gouverneurs, Commandeurs, Majoors, Auditeurs, Provoſten*, ende voorts de geheele Guarnifoenen in de voorſt. Steeden, Forten ende Plaetſen, met behoorlicke Logementen, Barracquen, ofte anderſints, buyten kollen ende laſte van Haer Ho. Mog. voortien ſullen worden.

XIV. Dat van wegen den hooghſt-gemelden Koningh de noodige voorſieninge gedaen ſal moeten worden, ten eynde de voorſt. Garnifoenen hare ordinaris Victualien ofte Levens-middelen ſoo wel als de Burgeren ende Inwoonderen der voorſt. Steden ende Plaetſen, ten redelicken prijſe bekomen moge, ende dat voorts aldaer behoorlicke Magaſijnen voor Granen, Turf ende andere noodige provitie aengeweſen, ofte in maniere voorſt. gebouwt mogen worden.

XV. Dat, ſoo wanneer Haer Hoogh Mog. van hare verſchooten Penningen met den Intereſte van dien ſullen hebben ontfangen behoorlick reimbourſement, ende voor haer gheinterponeert credit volkomentlijck gelibereert zyn, als dan aenſtondts ende ſonder eenige tergiverſatien, de voorſt. Steden, Forten ende Plaetſen, met alle 't geene volgens Inventaris als boven, nevens defelve overgeleevert ſal zyn, ofte het equivalent van dien ter gonder tcouwa wederom ontruymt, ende aen ofte ten behoeve van den hooghſt-gedachte Koningh weder overgelevert ſullen worden, ende tot meerder verſeeckeringe van de nakomingc van dit Articul, van dat de Pandt-penningen, met het verloop van dien gereflitueert zynde, de verpande Plaetſen oock geevacueert ende gherefſitueert ſullen worden, ſullen Sijne Keyſerlijcke Majeſteyt, den Koningh van Groot Britaligien ende den Koningh van Sweden verſocht worden haer Guarand, defen Articul aengaende t'interponeren.

XVI. Dat het voorſt. rembourſement ende berrijdinge van 't geinterponeerde credit van wegen den hooghſt-gemelden Koningh ſal mogen geſchieden in een Somme, ofte in . . . . . terminen gedaen ende geeffectueert ſal moeten worden, ten minſten binnen den tydt van . . . . . Jaren, ſullende middelertwijle voor de betalinge van de jaerlickſe Intereſſen verbonden zyn, ende door de Bedienden van den hooghſt-gemelden Koningh op ordre van Sijn Majeſteyt effectivelijck uytgeleevert worden het provenu van Sijn Majeſteyts Tollen ende Licenten op de Maſe, mitsgaders van des ſelfs andere Domeynen, Beden, Subſidien ende Inkomſten, onder 't reſſort van de voorſt. Steden ende Plaetſen vallende, voor ſoo veel de voorſt. Intereſten uyt de voorſt. Tollen ende Licenten niet vervallen ſouden konnen worden.

Ende in cas buyten verwachten ofte vermoeden, den voorſt. tydt moght komen t'expireren, ſonder dat het ſelve ten vollen gepreſteert moghte weſen: dat als dan de voorſt. Tollen, Domeynen, ende alle andere publi-

faire, ou permettre être fait au contraire, directement ou indirectement. ANNO 1668.

XII. Les Gouverneurs ou Commandeurs avec la ſuſdite Garniſon, pourront dans leſdites Villes, Forts & Places, faire l'exercice de la Religion Reformée ſans aucun trouble ni inſulte, comme elle eſt exercée dans les Provinces-Unies, & ce dans leurs Maiſons ſi elles y ſont propres; Et en cas qu'elles n'y ſoient pas propres, les Deputez du Stadhouder leur accorderont de la part dudit Roi d'autres places commodes dans les ſuſdites Villes, Forts & Places.

Et leſdits Gouverneurs & Commandans auront un ſoin tres exact que leurs Soldats, ne feront aucune raillerie ni ſcandale, & encore moins aucun empêchement aux Eccleſiaſtiques des Catholiques Romains, non plus qu'aux Bourgeois & Habitans des ſuſdites Villes & Places dans l'exercice & dans les ceremonies de leur Religion, & s'il arrivoit que quelqu'un le fit il ſera corrigé & châtié par le Juge de Police ou Militaire ſelon que le cas écheira & l'exigera, pour prevenir à l'avenir de ſemblables excez.

*

XIII. Que les ſuſdits Gouverneurs, Commandeurs, Majors, Auditeurs, Prevôts & en outre toute la Garniſon ſeront pourvûs dans leſdites Villes, Forts & Places de Logemens & Baraques convenables, ou autrement, ſans frais pour leurs Hautes Puiſſances.

XIV. Que de la part dudit Roi ſeront fournies les proviſions dont ils auront beſoin afin que la ſuſdite Garniſon puiſſe avoir les Vivres qui leur ſeront neceſſaires comme les Bourgeois & Habitans desdites Villes & Places, & ce à un prix raiſonnable, & en outre qu'il ſoit conſtruit des Magaſins convenables, pour les Grains, Tourbes & autres proviſions neceſſaires.

XV. Que lors que leurs Hautes Puiſſances auront reçû le juſte rembourſement des Deniers avancez & des Interêts d'iceux, & qu'ils ſeront entierement liberez de l'interpoſition de leur credit, leſdites Places, Forts, & Villes, avec tout ce qui paroitra par l'Inventaire leur avoir été delivré, ſeront rendus & reſtituez audit Roi. Et pour plus grande ſureté de l'obſervation de cet Article, ſavoir que les Deniers fournis & les arrerages reſtituez, les Places données en gage ſeront evacuées & reſtituées, Sa Majeſté Imperiale, le Roi de la Grand' Bretagne & le Roi de Suede ſeront ſupplier d'être Garands dudit Article.

XVI. Que le ſuſdit rembourſement ſera fait de la part du ſuſdit Roi en une Somme, ou en . . . . . termes, du moins dans le tems de . . . . . années, & cependant pour le payement des Interêts ſeront engagez & payez par les Officiers du ſuſdit Roi & par l'ordre de Sa Majeſté les Revenus de ſes Douanes & Peages de la Meuſe, enſemble ceux de les autres Domaines, Tailles & Subſides dependants du reſſort desdites Villes & Places.

Et en cas que contre toute attente ledit tems vienne à expirer ſans que ledit rembourſement ait été fait, qu'alors les ſuſdites Douanes, Domaines & autres

ANNO 1668. publieque Middelen ende Inkomſten onder 't reſſort van de voorſz. verpande Steeden ende Plaetſen vallende, voor de jaerlickſe voldoeninge der geſtipuleerde Intereſſen, van 't geene den hooghſt-gemelden Koninghſ als dan noch in 't geheel ſal weſen verſchuldight, als mede in verminderingh van 't ſelve Capitael, voor ſoo veel de voorſz. Inkomſten daer toe wijders ſullen konnen ſtrecken, by Haer Hoogh Mog. ſelfs onder hare adminiſtratie genomen, ende ten time voorſz. effectiveliſ̃ beſteet ſullen worden, mits daer van doende behoorlicke reeckeninghe, bewijs ende reliqua, op dat by faute van dien, die ſchuldt niet oneyndigh en exteriſſere, en metter tydt onbetaelbaer worde.

XVII. Ende hebben wy ondergeſchreven wederſ̃dits Geautho[illegible]ſeerden ende Gevolmaghtighden beloofft, ghelijck wy beloven by deſen, het gene voorſ̃dighe Contract by de Heeren onſe reſpective Commitenten ende Principaelen te ſullen doen ratificeren, te weten, doorr Haer Hoogh Mog. ende den gemelden Heer Marquis de *Caſtelrodrigo* in qualité voorſz. binnen den tijdt van *veertthien* dagen; ende voorts by de hooghſt gemelde Koninginne Regente in name van Sijn Majeſteyt binnen den tijdt van *drie* maenden.

XVIII. Ende nademael Haer Hoogh Mog. al noch oprechtelick geintentioneert zyn, met ende nevens den Koninch van Groot Britannien alle doenlicke Officien aen te wenden, ten eynde den Koninch van *Vranckrijck* oock van ſijne zyde in den continuatie van den geaccordeerden diſtaat van Wapenen gelieven t'accorderen, ende vervolgens daer op de geprojecteerde Vreede, volgens d'accepiatie van 't eene Lit der bewuſte Alternative by den Heer Marquis de *Caſtelrodrigo* alsereyders gedaen, finaliek te voltreckenſ̃ Soo is ghelijmpleert, ende gepreca[illegible]ioneert, dat by ſoo verre den hooghſt-gedachten Koninch van *Vranckrijck*, ſoo als verhoopt worde, by proviſie mede in de voorſz. prolongatie komt te conſenteren, ende deſelve oock effectivelick t'obſerveren, eer ende bevoorens hier op d'executie van 't fournilſement van Penningen ſal weſen ghevolght, als dan den gemelden Heer Marquis de *Caſtelrodrigo* ende Haer Hoogh Mog. ſ̃ry ſal ſtaen, de faceſe voor eerſt te laten in termen gelijck deſelve jegenwoordigh is; ende in cas den Vreede daer op voor d'executie deſes voltrocken worde, dat als dan een yegelijck deſen aengaende, ſal weſen in ſijn geheel.

Aldus gedaen ende geſlooten in 's Graven-haghe den *negenien April ſeſthien hondert acht en ſeſtigh.*

(L. S.) *Gamarra.*

(L. S.) *W. Huygens.*
(L. S.) *d'Aſperen.*
(L. S.) *Johan de Wit.*
(L. S.) *Johan de Rede.*
(L. S.) *E. v. Boetsma.*
(L. S.) *Jan van Yſſelmuyden.*
(L. S.) *Gockinga.*

BY dit *ſeparaet Articul*, 't welck van de ſelve tracht ſal zyn, als of 't mede ingelijſt waere in 't Contract van Verpandinge tuſſchen ons ondergeſchreven op heeden geſloten, is verklaert, geaccordeert ende vaſt geſtelt gelijck verklaert, geaccordeert ende vaſt geſtelt wordt by deſen, dat de Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden niet verobligeert ſullen zyn de Penningen, by 't ſelve Contract beloofft, of eenigh gedeelte van dien te demanueren, ofte doen N N. te laten demanueren, voor en alleer d'eere Marquis de *Caſtelrodrigo*, Gouverneur en Capiteyn Generael der Spaenſe Nederlanden, het Contract by Gecommitteerden van den Koninch van *Vranckrijck*, met concert van de Heeren van *Beuningen* ende *Trevor*, extraordinaris Ambaſſadeur en extraordinaris Gedeputeerden van den Koninch van *Groot Brittaignen* ende van Haer Hoogh Mogende reſpective onlanghs op Papier gebracht, of ſelfs ſal hebben onderteeckent, of anderſints pouvoir gegonden aen de gemelde Heeren van *Beuningen* ende *Trevor*, om 't gemelte Tractaet in ſijnen name met Geautho[illegible]ſeerden van den hooghſt-gemelden Koninch van *Vranckrijck* te perfectioneren ende te ſluyten.

Aldus

tres Revenus publics dependants du reſſort deſdites Villes & Places données en gage, ſeront adminiſtrez par leurs Hautes Puiſſances, pour le payement des Interêts ſtipulez & annuels de tout ce que ledit Roi reſtera encore redevable enſemble en deduction du Capital, au cas que leſdits Revenus puiſſent s'étendre juſques-là, & ſera dreſſé un compte & reliqua, le tout afin que faute de payement la dite ſomme point tellement à s'augmenter qu'avec le tems elle ne puiſſe plus être rachetable. ANNO 1668.

XVII. Et avons nous Plenipotentiaires ſoubſignez promis, comme nous promettons par ces preſentes, de les faire reſpectivement ratifier par nos Seigneurs Principaux, ſçavoir par leurs Hautes Puiſſances, & par ledit Seigneur Marquis de Caſtelrodrigue en la qualité ſuſdite dans le tems de quatorze jours, & en outre par la ſuſdite Dame Reine Regente au nom de Sa Majeſté dans le tems de trois mois.

XVIII. Et comme leurs Hautes Puiſſances; ſont encore dans la ſincere intention de faire avec le Roi de la Grand' Bretagne tout ce qu'ils pourront, afin que le Roi de France continue auſſi de ſon côté d'accorder la ſuſpenſion d'Armes dont on eſt convenu, & en conſequence d'accomplir le projet de la Paix ſuivant l'acceptation d'un Membre d'alternative déja faite par le Sieur Marquis de Caſtelrodrigue: Il eſt ſtipulé qu'au cas que le ſuſdit Roi de France vienne à conſentir auſſi par proviſion à ladite prolongation, & qu'en effet elle ſoit obſervée avant que l'execution du fourniſſement des Deniers s'en enſuive, il ſera alors libre au ſuſdit Sieur Marquis de Caſtelrodrigue & à leurs Hautes Puiſſances, de laiſſer les choſes dans l'état qu'elles ſont à preſent. Et en cas que la Paix ſe faſſe avant que ces preſentes ſoient executées, chacun demeurera alors à cet égard en ſon entier.

Ainſi fait & conclu à la Haye le neufiéme Avril mil ſix cens ſoixante huit. Signé.

(L. S.) Gamarra.

(L. S.) W. Huygens.
(L. S.) d'Asperen.
(L. S.) Jean de Wit.
(L. S.) Jean de Rede.
(L. S.) E. v. Boetsma.
(L. S.) Jean de Yſſelmuyde.
(L. S.) H. Gockinga.

Par cet Article ſeparé, lequel aura la même force que ſ'il étoit inſeré dans le Contract d'engagement ſigné & conclu cejourd'hui entre nous, il eſt declaré & arrêté, comme il eſt declaré & arrêté par ces preſentes, que les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies ne ſeront pas obligez de ſe deſaiſir des Deniers promis par le ſuſdit Contract, ou d'en laiſſer deſaiſir N. N. qu'au préalable ledit Sieur Marquis de Caſtelrodrigo Gouverneur & Capitaine Général des Païs-Bas Eſpagnols n'ait ſigné lui même le Contract couché depuis peu par écrit par les Deputez du Roi de France de concert avec les Sieurs de Beuningue & Trevor, Ambaſſadeur extraordinaire & Deputé extraordinaire du Roi de la Grand' Bretagne & de leurs Hautes Puiſſances; ou autrement qu'il n'ait envoyé pouvoir aux ſuſdits Sieurs de Beuningue & Trevor de perfectionner & conclure le ſuſdit Traité en ſon nom avec les Plenipotentiaires du ſuſdit Roi de France.

Ainſi

ANNO 1668. Aldus gedaen ende geslooten in 's Graven-haghe den negenden April *sesthien honaers acht en sestigh.*

(L.S.) *Gamarra*

(L.S.) *W. Huygens.*
(L.S.) *d'Asperen.*
(L.S.) *Johan de Wit.*
(L.S.) *Johan de Rede.*
(L.S.) *E. v. Bootsma.*
(L.S.) *Jan van Ysselmuyden.*
(L.S.) *Gockinga.*

Ainsi fait & conclu à la Haye le neuvième Avril mil six cent soixante huit. *Signé.* ANNO 1668.

(*L.S.*) Gamarra.

(*L.S.*) W. Huygens.
(*L.S.*) d'Asperen.
(*L.S.*) Jean de Wit.
(*L.S.*) Jean de Rede.
(*L.S.*) E. v. Bootsma.
(*L.S.*) Jean de Ysselmuyde.
(*L.S.*) H. Gockinga.

XXXIV.

15. Avril. FRANCE, ANGLETERRE, ET PAYS-UNIES. *Traité entre* LOUIS XIV. *Roi de France,* CHARLES II. *Roi d'Angleterre & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, pour procurer la Paix entre les Couronnes de France & d'Espagne. Fait à S. Germain en Laye, le 15. Avril,* 1668. [AITZEMA, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XIV. pag. 703.]

LE Roi de la *Grande Bretagne*, & Messieurs les *Etats Généraux* des Provinces-Unies des Pays-Bas ayant envoyé à la fin du mois de Fevrier les Sr. van *Beuningen* & *Trevor*, respectivement leur Ambassadeur & Envoyé extraordinaires au Roi *Très-Chrétien*, lui offrir d'employer leurs soins & leurs offices, pour le prompt rétablissement du repos public, par la conclusion d'un bon Accommodement, entre luy & le Roi *Catholique*, & ledit Roi *Très-Chrétien*, ayant dès lors agreablement reçeu les offres dudit Roi de la *Grande Bretagne*, & desdits Seigneurs *Etats*, declarant aux dits Seigneurs van *Beuningen*, & *Trevor*, qu'en consideration de leurs Maîtres, il persisteroit à se contenter encore de faire la Paix, sur le même fondement de l'une des deux *Alternatives* dont il s'étoit expliqué dès la fin de la Campagne, de l'Année passée, à sçavoir, ou de la Cession que les Espagnols lui feroient des Places, Forts & Postes, que les Armes avoient occupées, pendant ladite Campagne, & de leurs Dependances, ou bien d'un équivalent consistant en la Cession de la *Franche Comté* (ou en la place du Duché de *Luxembourg*) *Cambrai & Cambresis, Doway*, compris le Fort de *Scarpe, Aire, St. Omer, Berg, Furne & Linck* avec leurs Dependances; il seroit depuis arrivé, que par les soins & offices dudit Roi de la *Grande Bretagne* & desdits Seigneurs *Etats*, le Marquis de *Castelrodrigo*, Gouverneur de Flandres, en vertu de son Plein-pouvoir de traiter la Paix, auroit accepté au nom dudit Roi *Catholique*, le premier Membre des deux *Alternatives*, ci-dessus dites, & declaré d'être prêt de signer, ou faire signer par ses Subdelegues, un Traité de Paix, conforme au Projet, qui luy auroit été presenté par les Ministres du Roi de la *Grande Bretagne*, & desdits Seigneurs *Etats*, qui font à *Bruxelles*, en sorte de quoi lesdits Ambassadeur & Envoyé extraordinaires, voyant l'affaire si bien acheminée, auroient fait de vives instances à Sa Majesté *Très-Chrétienne* de vouloir bien consentir à une Suspension d'armes, jusqu'au *dernier jour de May* prochain, afin de donner un tems convenable pour achever ledit Traité, selon les formes accoûtumées. Et Sadite Majesté ayant declaré sur lesdites instances, que dans l'état present des affaires, elle ne pouvoit accorder, sans se faire des prejudices extremes, à moins que ledit Roi de la *Grande Bretagne*, & lesdits Seigneurs *Etats* lui donnassent toutes les seuretés, qu'il jugeroit lui être necessaires, *pour l'infaillible succès de la Paix* aux dites conditions, & dans le tems susdit, & lesdits Ambassadeur & Envoyé extraordinaires, ayant là-dessus offert à Sa Majesté *Très-Chrétienne*, que le Roi de la Grande *Bretagne*, & Messieurs les *Etats* lui seroient Garants de parolles, qu'ils lui avoient portées de la part du Marquis de *Castelrodrigo*, sur l'acceptation du premier Membre de l'*Alternative*, & dit que par cette *Garantie*, qu'ils avoient Pouvoir de promettre, ils se trouvoient pleinement authorisés, & en état de donner à ladite Majesté *Très-Chrétienne* toutes les satisfactions & *seuretés* requises, & qu'elle pouvoit desirer, de l'infaillibilité dudit succès. Le Roi *Très-Chrétien* auroit là-dessus nommé & deputé le Sr. le *Tellier*, Conseiller en tous ses Conseils, Commandeur de ses Ordres, & Secretaire d'Etat & des Commandements de Sa Majesté, le Seigneur de *Lionne*, aussi Conseiller en tous ses Conseils, Commandeur de ses Ordres, Ministre & Secretaire d'Etat & des Commandements de Sa Majesté, & le Sr. *Colbert*, Conseiller en tous ses Conseils, Controlleur General de ses Finances, Tresorier de ses Ordres, & Surintendant de ses Bastiments, munis d'un Plein-pouvoir suffisant pour traiter avec lesdits Seigneurs van *Beuningen*, & *Trevor*, munis aussi d'un semblable Pouvoir, & convenir ensemble desdites seuretés, ainsi que des moyens plus seurs & plus prompts pour parvenir à la Paix. Et après plusieurs Conferences, que lesdits Plenipotentiaires ont eues ensemble, ils ont enfin accordé, établi, & arresté les Articles, qui en suivent.

I. Le Traité de Paix entre la *France* & *l'Espagne*, sera fait conformement au Projet fondé qui a été presentement remis entre les mains desdits Seigneurs van *Beuningen* & *Trevor*, & la Ratification de *l'Espagne* *Beuningen* & *Trevor*, & la Ratification de *l'Espagne* sera envoyée à *St. Germain en Laye*, à Sa Majesté *Très-Chrétienne*, dans le *dernier jour de May* prochain inclusivement, comme pareillement le Roi *Très-Chrétien* fera remettre la Ratification dudit Traité, dans le même jour *dernier May*, entre les mains du *Gouverneur de Flandres*, & plûtôt il faire le peut.

II. Le Roi *Très-Chrétien* accorde de sa part une *Cessation* de toute sorte d'entreprises & attaques sur les Places fortes des Espagnols, à condition du reciproque du costé de *l'Espagne*, & ce jusqu'au dernier jour de *May* inclusivement.

III. En cas que contre toute attente, *l'Espagne* manque à faire la Paix selon ledit Projet, ou que la *Ratification d'Espagne* n'air pas été remise au Roy *Très-Chrétien* dans ledit jour dernier May inclusivement, ledit Roy *Très-Chrétien* n'estant pas plus alors tenu de faire la Paix aux Conditions des susdites *Alternatives*, Sa Majesté declare qu'elle se contentera de *nouvelles Alternatives* de ladite à *l'Espagne*, à sçavoir, *la premiere* à la Cession des Conquestes de la Campagne de l'Esté dernier, en y ajoûtant aussi l'Esté-Cy-dessus dit, en y adjoûtant par l'Espagne la Cession de la *Franche-Comté*, & *Cambray*, & *Cambresis*; la seconde, de la Cession de l'équivalent de la *Franche-Comté*, & *Cambray*, & *Cambresis*; la seconde, de la Cession de l'équivalent ey-dessus dit, en y adjoûtant par l'Espagne la Cession de *Luxembourgh* ou en sa place celle de *Ypre* & *Tournay*.

IV. Cependant dans le mesme cas, qui vient d'estre dit, que la Paix ne fût pas faite, & les Ratifications fournies dans le terme fusdit par la faute de *l'Espagne*; Le Roy *Très-Chrétien* attaquant alors, après le terme de ladite suspension expirée, les Espagnols, pour tâcher de les necessiter à la Paix aux Conditions de l'une des deux nouvelles alternatives, le Roy de la *Grande Bretagne* & lesdits Seigneurs *Etats* seront obligés de mettre en effet la promesse contenuë dans leur Garantie susmentionnée, & conformément employeront incessamment toutes leurs Forces par Mer & par Terre, pour obliger *l'Espagne* à faire la Paix, aux Conditions, qui viennent d'estre dites.

V. En cas que la Paix n'ait pû estre encore faite, pendant lesdits mois de *Juin* & de *Juillet*, auxdites Conditions, par faute de *l'Espagne*, leurs Majestés, & lesdits Seigneurs Etats conviendront alors ensemble de nouveau, de ce qu'ils trouveront estre plus expedient pour terminer la Guerre.

VI. Mais afin que dans l'employ des armes de leurs dites Majestés, & desdits Etats, au cas fusdit, on puisse éviter les inconveniens qui pourroyent naître par

ANNO 1668. par la concurrence des entrepriſes, dont chacque partie pourroit vouloir choiſir les mesmes deſſeins, il a eſté convenu que les Armes de Sa Majeſté *Tres-Chrétienne* ſe contiendront à agir du coſté de deça des *Rivieres de Canaux*, qui paſſent par les Villes & Places, ou le long des Villes & Places ſuivantes, à ſçavoir, *Argenteau, Maſtrict, Ruremonde, Dendermonde, Gand, Plaſſendael & Oſtende*, & n'attaqueront aucune desdites Villes ou Places, & que les Armes du Roy de la *Grande Bretagne*, & desdits Seigneurs *Eſtats*, ſe contiendront à agir au de-là des mesmes Rivieres & Canaux, & n'attaqueront aucunes Villes, ou Places du coſté de deça.

Tous lesquels Points & Articles cy-deſſus énoncés, ont eſté ainſi convenus, arreſtés, & accordés, de part & d'autre, entre les Seigneurs le *Tellier*, de *Lionne* & *Colbert* au nom dudit Roy *Tres-Chrétien*, & lesdits Seigneurs van *Beuningen* & *Trevor* reſpectivement au nom du Roy de la *Grande Bretagne*, & de Meſſieurs les *Eſtats Generaux*, lesquels ont promis d'en fournir les Ratifications de leurs Majeſtés & desdits Seigneurs Eſtats, dans le dernier jour du preſent mois *d'Avril* inclaſivement, & pluſtoſt ſi faire ſe peut. En foy de quoy ils ont ſigné le preſent Traité de leur propre main, & à iceluy fait apposer les cachets de leurs Armes. Fait à St. Germain en Laye le 15. d'Avril, 1668.

Signé,

(L. S.) *Le Tellier.* (L. S.) *Van Beuningen.*
(L. S.) *De Lionne.* (L. S.) *Trevor.*
(L. S.) *Colbert.*

XXXV.

2. Mai. FRANCE ET ESPAGNE. *Traité de Paix entre les Couronnes de* FRANCE *&* d'ESPAGNE. *Conclu à Aix-la-Chapelle le 2. jour de May* 1668. [FREDER. LEONARD. Tom. XIV. d'où l'on a tiré cette Pièce, qu'on trouve auſſi dans le *Theatrum Pacis*, Tom. II. en Latin, en Allemand, & en François; dans les *Lettres & Memoires* du Comte d'Eſtrades, Tom. IV. pag. 371; dans le *Theatrum Europ.* Tom. X. pag. 762. en Allemand; & dans GASTELIUS, *de Statu publico Europæ Noviſſimo.* pag. 164. en Allemand.]

LOUÏS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme en vertu des Pouvoirs reſpectivement donnez par Nous à noſtre cher & bien-amé Conſeiller en nos Conſeils d'Eſtat & Privé, Maiſtre des Requeſtes ordinaire de noſtre Hoſtel, & noſtre Ambaſſadeur extraordinaire, le Sieur Colbert: Et par tres-haut, tres-excellent, & tres-puiſſant Prince le Roy Catholique des Eſpagnes, noſtre tres-cher & tres-amé bon Frere, Beau-Frere & Couſin; & par tres-haute, tres-excellente, & tres-puiſſante Princeſſe la Reine Catholique des Eſpagnes, noſtre tres-chere & tres-amée Sœur & Couſine, comme Tutrice, & Curatrice & Gouvernante des Royaumes & Eſtats dudit Roy noſtre Frere, au Marquis de Caſtelrodrigo, Capitaine & Gouverneur General pour noſtredit Frere aux Pays-Bas; & par ledit Marquis de Caſtelrodrigo au Baron de Bergeik, qu'il auroit ſubdelegué en ſon lieu & place pour traiter la Paix: Lesdits Sieurs Colbert, & Baron de Bergeik, ayant dans la Ville Imperiale d'Aix-la-Chapelle, le deuxiéme du preſent mois de May, conclu, arreſté, & ſigné le Traité de Paix & de reconciliation, dont la teneur s'enſuit.

AU NOM DE DIEU LE CREATEUR: A tous preſens & à venir ſoit notoire, Comme par l'autorité & les ſoins paternels de noſtre Tres-Saint Pere le Pape Clement neuviéme du nom, tenant heureuſement dans le Saint Siege pour le bon regime de noſtre Mere Sainte Egliſe, & par les continuelles exhortations & tres-vives inſtances de ſa Beatitude, tant par pluſieurs & diverſes Lettres écrites de ſa main, qu'envoïs & Negociations de ſon propre Neveu, aujourd'huy Cardinal Roſpigliofi, & de ſes Nonces extraordinaires, tres-haut, tres-excellent, & tres-puiſſant Prince LOUÏS par la grace de Dieu, Roy Tres-Chreſtien de France & de Navarre: Et tres-haut, tres-excellent, & tres-puiſſant Prince CHARLES ſecond, par la grace de Dieu Roy Catholique des Eſpagnes: & tres-haute, tres-excellente, & tres-puiſſante Princeſſe Marie Anne d'Auſtriche, Reine Catholique des Eſpagnes, ſa Mere, comme Tutrice, Curatrice, & Gouvernante de ſes Royaumes & Eſtats, fero-ent convenus & rombt d'accord de choiſir la Ville Imperiale d'Aix-la-Chapelle, pour y traiter de Paix, par l'entremiſe du Plenipotentiaire de la ſainteté; comme auſſi des Miniſtres d'autres puiſſens Roys, Potentats, Electeurs, & Princes du Saint Empire, qui ont ſi louablement à diverſes fois & leurs offices pour acheminer cette grande affaire. Et comme pour y parvenir ledit Seigneur Roy Tres-Chreſtien auroit donné ſon plein-Pouvoir au Sieur Colbert, Conſeiller en tous ſes Conſeils, Maiſtre des Requeſtes ordinaire de ſon Hoſtel, & ſon Ambaſſadeur Extraordinaire, & ledit Seigneur Roy Catholique auroit donné ſon plein-Pouvoir au Sieur Marquis de Caſtelrodrigo, Capitaine & Gouverneur General des Pays-Bas, lequel en vertu de ſondit Pouvoir auroit ſubdelegué le Sieur Baron de Bergeik, Chevalier de l'Ordre de Saint Jacques, Conſeiller au Conſeil Supréme de Flandres, & de ſes Conſeils d'Eſtat & Finances, lesquels Sieurs Colbert & Bergeik, en vertu de leursdits Pouvoirs & ſubdelegation, reconnus de part & d'autre pour ſuffiſans, ont accordé, eſtably & arreſté les Articles qui enſuivent.

PREMIEREMENT. Il eſt convenu & accordé, qu'à l'avenir il y aura bonne, ferme, & durable Paix, Confederation, & perpetuelle Alliance & amitié entre les Roys Tres-Chreſtien & Catholique, leurs Enfans naïs & à naiſtre, leurs Hoirs, Succeſſeurs & Heritiers, leurs Royaumes, Eſtats, Pays & Sujets; qu'ils s'entreaimeront comme bons Freres, procureront de tout leur pouvoir le bien, l'honneur & reputation l'un de l'autre, & éviteront de bonne foi tant qu'il leur ſera poſſible le dommage l'un de l'autre.

II. Enſuite de cette bonne reünion, auſſitôt que les Ratifications du preſent Traité auront eſté échangées, la Paix entre leſdits Seigneurs Rois ſera publiée, & dés l'inſtant de ladite Publication il y aura Ceſſation de toutes entrepriſes de Guerre, & de tous actes d'hoſtilité, tant par Mer & autres Eaux que par Terre, & generalement en tous Lieux que la Guerre ſe fait par les Armes de Leurs Majeſtez tant entre leurs Troupes & Armées, qu'entre les Garniſons de leurs Places: & que s'il étoit contrevenu à ladite Ceſſation par priſe de Place, ou Places, fait par attaque, ou par ſurpriſe, ou par intelligence ſecrette, & même s'il ſe faiſoit des Priſonniers, ou autres actes d'hoſtilité par quelque accident impreveu, ou de ceux qui ne ſe peuvent prevenir, contraires à ladite Ceſſation d'Armes, la contravention ſera reparée de part & d'autre de bonne foi, ſans longueur ni difficulté, reſtituant ſans aucune diminution ce qui auroit eſté occupé, & delivrant les Priſonniers ſans rançon, ni payement de depenſe.

III. En contemplation de la Paix, le Roi Tres-Chrétien retiendra, demeurera ſaiſi, & jouira effectivement de toutes les Places, Forts & Poſtes, que ſes Armes ont occupées ou fortifiées pendant la Campagne de l'année paſſée: A ſçavoir, de la Forteresſe de Charleroy, des Villes de Binch, & d'Atthe, des Places de Douïny, le Fort de Scarpe compris, Tournay, Oudenarde, Lille, Armentieres, Courtray, Bergues & Furnes, & toute l'Etenduë de leurs Baillages, Chaſtellenies, Territoires, Gouvernances, Prevoſtez, appartenances, dépendances & annexes, de quelque nom qu'elles puiſſent être appellées.

IV. Lesdits Lieux, Villes & Places de Charleroy, Binch, Atthe, Douïny, Fort de Scarpe, Tournay, Oudenarde, Lille, Armentieres, Courtray, Bergues & Furnes, leurs Baillages, Chaſtellenies, Gouvernances, Prevoſtez, Territoires, Domaines, Seigneuries, appartenances, dépendances & annexes, de quelque nom qu'elles puiſſent être appellées, demeureront par le preſent Traité de Paix audit Seigneur Roi Tres-Chrétien, & à ſes Succeſſeurs & ayans cauſe, irrevocablement & à roûjours; avec les mêmes Droits de Souveraineté, Proprieté, Droits de Regale, Patronnage, Gardienneté, Juriſdiction, Nomination, Prerogatives & Preéminences ſur les Evêchez, Egliſes Cathedrales, & autres, Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures, & autres quelconques Benefices eſtans dans l'étenduë desdits Pais, Places, & Baillages cedez, de quelques Abbayes que lesdits

ANNO 1668.

ANNO 1668. Prieurez soient mouvans & dépendans, & tous autres Droits qui ont cy-devant appartenu au Roi Catholique, encore qu'ils ne soient ici particulierement énoncez; sans que Sa Majesté Tres-Chrétienne puisse être à l'avenir troublée ni inquiétée par quelque voye que ce soit, de Droit ni de fait, par ledit Seigneur Roi Catholique, les Successeurs, ou aucun Prince de sa Maison, ou par qui que ce soit, en sous quelque pretexte ou occasion qui puisse arriver en ladite Souveraineté, Proprieté, Jurisdiction, Reflort, possession & jouïssance de tous lesdits Pais, Villes, Places, Châteaux, Terres, Seigneuries, Prevostez, Domaines, Chastelleuies & Bailliages; ensemble de tous les Lieux & autres choses qui en dependent. Et pour cet effet ledit Seigneur Roi Catholique, tant pour lui que pour ses Hoirs, Successeurs & ayans cause, renonce, quitte, cede & transporte, comme par l'Empiotenteuire en son nom par le present Traité de Paix irrevocable, a renoncé, quitté, cedé & transporté perpetuellement & à toûjours, en faveur & au profit dudit Seigneur Roi Tres-Chrétien, ses Hoirs, Successeurs & ayans cause, tous les Droits, Actions, Pretentions, Droits de Regale, Patronnage, Gardiennetez, Jurisdiction, Nomination, Prerogatives, & Prééminences sur les Evêchez, Eglises Cathedrales, & autres, Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures, & autres quelconques Benefices etans dans l'étendue desdits Pais, Places, & Bailliages cedez, de quelques Abbayes que lesdits Prieurez soient mouvans & dépendans, & generalement sans rien retenir ni reserver, tous autres Droits que ledit Seigneur Roi Catholique, ou ses Hoirs & Successeurs ont & pretendent, ou pourroient avoir & pretendre, pour quelque cause & occasion que ce soit, sur lesdits Pays, Places, Chasteaux, Forts, Terres, Seigneuries, Domaines, Chastellenies & Bailliages, & sur tous les Lieux en dépendans, comme dit est, nonobstant toutes Loix, Coûtumes, Statuts, & Constitutions faites au contraire, même qui auroient été confirmées par Serment, auxquelles & aux clauses dérogatoires des derogatoires, il est expressément dérogé par le present Traité, pour l'effet desdites Renonciations & Cessions, lesquelles voudront & auront lieu, sans que l'expression ou specification particuliere dérogée à la generale, ni la generale à la particuliere, & excluant à perpetuité toutes exceptions, sous quelque droit, titre, cause, ou pretexte qu'elles puissent être fondées. Declare, consent, veut & entend ledit Seigneur Roy Catholique, que les Hommes, Vassaux, & Sujets desdits Pais, Villes & Terres cedées à la Couronne de France, comme il est dit ci-dessus, soient & demeurent quites & absous dés à present & pour toûjours, des Foy, Hommage, Service, & Serment de fidelité qu'ils pouroient tous & chacun d'eux luy avoir fait, & à ses Predecesseurs Roys Catholiques, ensemble de toute Puissance, Sujetion & Vassalage, que pour raison de ce ils pourroient luy devoir; Voulant ledit Seigneur Roy Catholique que lesdits Foy, Hommage, & Serment de fidelité demeurent nuls & de nulle valeur, comme si jamais ils n'avoient été faits ni prestez.

V. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien aussi-tôt aprés la Publication de la Paix, retirera ses Troupes des Garnisons de toutes les Places, Villes, Châteaux, & Forts du Comté de Bourgogne vulgairement appellé la Franche Comté, & celluiera réellement, effectivement & de bonne foy à Sa Majesté Catholique, toute ladite Comté de Bourgogne, sans y rien reserver ni retenir.

VI. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien fera aussi restituer audit Seigneur Roi Catholique, toutes les Places, Forts, Châteaux, & Postes que les Armes ont ou pourroient avoir occupé jusques au jour de la Publication de la Paix, en quelque lieu qu'elles soient situées, à la reserve des Places & Forts qui doivent demeurer par le present Traité à Sa Majesté Tres-Chrétienne, ainsi qu'il a été cy-dessus dit. Comme pareillement Sa Majesté Catholique fera restituer à Sa Majesté Tres-Chrétienne, toutes les Places, Forts, Châteaux, & Postes que les Armes pourroient avoir occupé jusqu'au jour de la Publication de la Paix, en quelque lieu qu'elles soient situées.

VII. Leurs Majestez consentent que tous les Rois, Potentats, & Princes qui voudront bien entrer dans un pareil engagement, puissent donner à leurs Majestez leurs promesses & obligations de garantie, de l'execution de tout le contenu au present Traité.

VIII. Il a été convenu, accordé & declaré, qu'on n'entend rien revoquer du Traité des Pyrenées, (à l'exception de ce qui regarde le Portugal, avec lequel ledit Seigneur Roi Catholique a depuis fait la Paix) qu'entant qu'il en aura été autrement disposé en celui-ci par la Cession des Places lusdites, sans que les Parties y ayent acquis aucun nouveau Droit, ou puissent recevoir aucun prejudice fur leurs pretentions respectives, en toutes les choses dont il n'est point fait mention expresse par le present Traité. ANNO 1668.

IX. Et pour plus grande seureté de ce Traité de Paix, & de tous les Points & Articles y contenus, sera ledit present Traité publié, verifié, & enregistré en la Cour de Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris: Comme semblablement ledit Traité sera verifié, publié & enregistré tant au Grand Conseil, de autres Conseils & Chambres des Comptes dudit Seigneur Roi Catholique aux Pais-Bas, qu'aux autres Conseils des Couronnes de Castille & d'Arragon; le tout fulvant & en la forme contenuë au Traité des Pyrenées de l'an 1659. dont feront baillées les expeditions de part & d'autre dans trois mois aprés la Publication du present Traité.

Lesquels Points & Articles cy-dessus énoncez, ensemble tout le contenu en chacun d'iceux, ont été traitez, accordez, passez & ajustez entre les susdits Plenipotentiaires desdits Seigneurs Roys Tres-Chrestien & Catholique, au nom de leurs Majestez: Lesquels Plenipotentiaires en vertu de leurs Pouvoirs cy-dessus, ont promis & promettent sous l'obligation de tous & chacuns les Biens & Etats presens & à venir des Roys leurs Maîtres, qu'ils feront par leurs Majestez inviolablement observez & accomplis, & de leur chef, & particulierement & simplement sans y rien ajoûter, & d'en fournir les Ratifications par Lettres autentiques & feellées, ou tout le present Traité sera inseré de mot à autre dans le dernier jour du mois de May prochain inclusivement: A Lavoir, Sa Majesté Tres-Chrestienne à Bruxelles, entre les mains du Gouverneur de Flandres; & Sa Majesté Catholique à S. Germain en Laye, entre les mains dudit Seigneur Roi Tres-Chrestien, & plutôt si faire le peut. En outre ont promis & promettent lesdits Plenipotentiaires ausdits noms, que lesdites Lettres de Ratification ayant été fournies, ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien le plutoft qu'il le pourra, & en presence de telle personne ou personnes qu'il plaira audit Seigneur Roy Catholique deputer, jurera solennellement sur la Croix, Saints Evangiles, Canons de la Messe, & sur foy honneur, d'observer & accomplir pleinement, réellement & de bonne foy, tout le contenu aux Articles du present Traité. Et le semblable fera fait auffi le plutoft qu'il fera possible par ledit Seigneur Roy Catholique, & la Reine Regente sa Mere, en presence de telle personne ou personnes qu'il plaira audit Seigneur Roy Tres-Chrestien deputer. En témoin desquelles choses, lesd. Plenipotentiaires ont fouscrit le present Traité de leurs noms, & fait apposer le Cachet de leurs Armes. Fait dans la Ville Imperiale d'Aix-la-Chapelle, le deuxiéme jour du mois de May de l'année 1668 *Signé*, CHARLES COLBERT.

Et au nom de sa Sainteté & desdits Electeurs & Princes du S. Empire, ont pareillement fouscrit le present Traité de leurs noms, & fait apposer le Cachet de leurs Armes: *Signé*, AUGUSTIN FRANCIOTTI, Archevêque de Trebisonde, Plenipotentiaire de sa Sainteté. Le BARON DE SCHENEBORN, au nom de son Alteste Electorale de Mayence. Et FRANÇOIS EGON DE FURSTENBERG, au nom de son Alteste Electorale de Cologne. Et le CHEVALIER SEMTSENG, au nom de son Alteste de Munster.

NOUS, ayant le Traité ſusdit agreable en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & declarez, avons iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pais, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, & sous l'obligation & hypotheque de tous & chacun nos Biens presens & à venir, garder, observer inviolablement, sans jamais aller ny venir au contraire, directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin dequoy Nous avons ligné ces presentes de nostre main, & à icelles fait apposer nostre Seel. Donné à S. Germain en Laye le 16. jour de May l'an de grace 1668. & de nostre Regne le vingt-sixiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*. DE LIONNE.

Digitized by Google

ANNO 1668.

XXXVI.

25. Avril. 5. Mai.

Fœdus Triplex, five Acceſſio Regis SUECIÆ *ad illud, die 23. Januarii proximè præteriti inter Regem* MAGNÆ BRITANNIÆ *& Ordines Generales* FOEDERATI BELGII *initum, de Pace promovenda inter Reges Galliarum & Hiſpaniarum; Adjectis certis Articulis de mutuâ Guarantiâ invicem ſuppedetandâ, in caſu quod, eorum amico propoſito in finiſtram partem accepto, Bellum cuipiam ex iis furrit motum. Actum Weſtmonaſterii die 25. Aprilis 1668.* [AITZEMA, *Saken van Staet en Oorlog.* Tom. VI. Boeck 48. pag. 909. in fol.]

CUm favente & annuente Divina gratiâ tum Sereniſſimus & Potentiſſimus Princeps ac Dominus, Dominus *Carolus Secundus*, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defenſor, &c. Tum Celſi & Potentes Domini Ordines Generales *Fœderati Belgii* pia & ardentibus votis laboribuſque indefeſſis hactenus incubuerint, ut ſimultates & diſſidia inter Sereniſſimos *Galliarum & Hiſpaniarum* Reges orta, quæque nunc in funeſtum & acerrimum Bellum eruperant, componerentur, & ab ipſis primordiis ſemina & radices malî ſerpenîs præcliderent & ſuffocarent, ne forsalle totum Chriſtianum Orbis in partes & ſtudia diverſus abiret ſcinderetque incendiumque, longè latèque totam Europam pervagaret; Eaque de cauſa memoratus Dominus Rex, Dominique Ordines per Deputatos ſuos & Mandatarios Hagæ Comitis die menſis tertio veteris, & vigeſimo tertio januarii novi illîi, proximè præterito, in mutuum Pactum conſenſerint, & quidem conditionibus in hoc rerum ſtatu toti Europæ procul dubio placiturîs, quod poſtmodum etiam ſolemni Ratihabitione confirmarint, quo compoſiti ſint motus & media, quibus ſalus Pax inter diſſidentes Reges, cito utroque promoveri & redintegrari poſſet: Cumque iuſuper ſupra memoratæ Partes amicum valdè in modum Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem ac Dominum, Dominum *Carolum*, Dei gratiâ Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem ac Principem Hæreditarium, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Eſthoniæ, Lironiæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ, & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ, & Wismariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ, & Montium Ducem, rogarint atque invitarint, ut tanquam Pars Principalis operam ſuam in eundem finem collocare, Tractatuique Paciquæ prædicto etiam ipſe ſubſcribere & generetur; Factum equidem eſt ut tunc temporis Illuſtriſſimus atque Excellentiſſimus Dominus *Chriſtophorus Delphicus*, Burggravius, &c. Comes in Dhona, Hæreditarius Dominus in Carwinden, Sclobitten, Borckersdorff, Stockenfelt & Fiſbach, Campi Martefeallus & Conſiliarius Bellicus ac Extraordinarius Sereniſſimæ Regiæ Majeſtatis Sueciæ Legatus; ut & Dominus *Heraldus Appelmannus* Hæreditarius de *Sneerby*, Ejusdem Sueciæ Regiæ Majeſtatis Conſiliarius Aulicus, atque Ablegatus Extraordinarius, dicto Tractatui Hagæ Comitis ſolemniter ſubſcribere vix potuerint, priusquam jam dictus Dominus Legatus Extraordinarius *Sueciæ* in *Anglia*, qui verſus iter ſuum deſtinabat, de pauels quibuſdam rebus, ad prædictum negotium pertinentibus, cum ſumme dicto Magnæ Britanniæ Rege conſuliſſet: Iidem tamen Domini Miniſtri Sueciæ, quo de optima & ſincera mente ac intentione Sereniſſimi Sueciæ Regis conſtaret, eodem tempore ac die, inſtrumento ea de re confecto, ſubſcribendo deeſſe noluerunt, vacuumque locum Clementiſſimo ſuo Regi ac Domino, in principali Tractatu relinqui haud aggrè conſenſerunt: Cumque dictus Sueciæ Rex, medio tempore, quamvis huic Tractatui nec dum ſubſcribere cunaviſſet, nihilominus operam & officia ſua, ubicunque hoc ex communi fore crediturn ſuit, ad obtinendum ſupæ memoratum finem, cum dicto Magnæ Britanniæ Rege & dictis Dominis Ordinibus, pro virili, conferre non ceſſaverit, & per hoc non exiguum momentum ad eandem Pacem, cujus jam ex ſe, quæ nunc accidêre, multo major quam antea ſpes affulgere viderur, maturandam attulerit; tandem expedire judicatum ſuit, ultimam manum huic operi imponere:

ANNO 1668.

Quapropter dicti Sereniſſimi ac Potentiſſimi Magnæ Britanniæ Regis Deputati ac Commiſſarii, Celſiſſimus ac Sereniſſimus Princeps, Dominus *Rupert*, Dei gratiâ Comes Palatinus ad Rhenum, Dux Bavariæ, Cumbriæque, &c. præclari Ordinis Garteiî Eques Sociusque; nec non Illuſt. & Excell. Domini, *Orlandus Bridgeman*, Eques Auratus & Baronettus, Magni Angliæ Sigilli Cuſtos, *Johannes Baro Roberts de Truro*, Privati Sigilli ſupradicti Seren. Magnæ Britanniæ Regis Cuſtos, *Georgius Dux Buckingamiæ*, *Georgius Albemarliæ*, Exercituum ſupramemorati Sereniſſimi Regis Magnæ Britanniæ, Dux & Capitaneus Generalis, nec non Equitum Francicus; Uterque pariter dicti Præclari Ordinis Garteiî Equites Sociique; *Jermeinus Baro Arlington*, & *Guilielmus Morice*, Eques auratus & Baronettus dicto Sereniſſimo Magnæ Britanniæ Regi Primarii Status Secretarii; ut & ſupra memoratus Dominus Legatus *Sueciæ* Extraordinarius, Dominus *Chriſtophorus Dobbenei*, Burggravius & Comes in *Dhona*; Nec non Excellentiſſimi Domini, Dominus *Johannes Meernan*, Civitatis Leydenſis Ex conſul ac Ordinarius ad Comparendum Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Deputatus, & Dominus *Johannes Boreel*, Civitatis Mediobargenſis Ex conſul atque Extraordinarius ad præfatum Conventum Deputatus, Ambo dictorum Dominorum Ordinum Legati Extraordinarii, vi Mandatorum ſuorum, quorum Apographa ſub finem hujus Inſtrumenti de verbo ad verbum inſerta ſunt, ſequentem in modum convenerunt & conſenſerunt.

Quod Sereniſſimus *Sueciæ* Rex, tanquam *Pars Principalis* in ſupradicto Tractatu ac Pacto adſciſcetur & recipietur, quemadmodum, virtute præſentium, adſciſcitur, qui pedinde ejusm ad omnia in eodem Tractatu contenta, nullâ re omnino excepta, ſeſe aſtringit, perinde ac ſi ſuplus memoratum Tractatum ab initio per Ablegatos ſuos conclusi ac ſignari curaſſet, & ſic dictum Tractatus, a primo momento, formam ac tabulationem Pacti triplicitet conventi habuiſſet, qua etiam de cauſa ſæpe dictum Tractarum de verbo ad verbum hic inſeri neceſſe judicatum eſt.

Sereniſſimus ac Potentiſſimus Princeps, ac Dominus, Dominus *Carolus*, cujus nomiis ſecundus, Magnæ *Britanniæ* Rex, ac Celſi & Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii, repetantes atque apud animum expendentes ſumos quos dolores miſeriasque calamitateſque Belli, quod nuper inter duas Coronas in finibus exarſit, quodque neceſſitate quadam lacrabilis maximam partem Principum atque Statuum Chriſtiani Orbis ſibidem involver malis, ſerpente incendii illius flamma ad vicinos, niſi tempeſtivè, & in principio extinguatur, exiſtimarunt ſe nullatenus partibus partibus officii muneriſque ſibi a Deo mandati, ſi poſt feſtetet inſtantatam Audeitam, ſub auſpiciis Divini Numinis, & reductam veterem neceſſitudinem inter Magnam Britanniam & Fœderatum Belgium, eodemque tempore ſtabilitam Pacem inter quatuor Potentes Status, qui eruenti iſtius Belli Partes fuerunt, animum non applicent ſedulo, omnique induſtria, ad componenda difficia quæ obortu ſunt inter prædictas duas Coronas, præſertim ut memorati in finibus Belli flamma ſoplatur. Proinde cum Sereniſſimus Magnæ Britanniæ Rex, & Celſi Præpotentesque Ordines Fœderati Belgii, poſt multum opere inſumptum, variasque obteſtationes, obtinuerint à Chriſtianiſſimo Rege, ut proteſtus ſit dictis Ordinibus Generalibus ſe ex hoc tempore arma depoſiturum, dummodo Hiſpani pariti ſint illi rite æque ſolemniter cedere per Tractatum Pacis omnia loca & monimenta ut & Caſtellanias eum annexis, quæ armis in expeditione præcedentis Anni occupavit, aut munivit, vel ut Hiſpani permoveantur in eum transcribere omne quod illis reſtat in Ducatu *Luxemburgico* (live in Comitatu *Burgundiæ*) præterea *Cameracum* cum *Cameracefio Ducatum Ariam*, *Fanum Sancti Audomari*, *Bergas Sancti Vincei*, *Furnas*, & *Ludum*, cum Baillivatibus, Caſtellaniis, cæteriſque, quæ inde pendent; Regemque Chriſtianiſſimum, poſteriori caſu reſtituram Regi Hiſpaniæ omnia Loca, Dhionieque, quæ Galli armis, ex quo Flandriam ingreſſi ſunt, occupavere, ea Lege, ut Celſi & Præpotentes Domini Ordines Generales recſproce exirent. Regemque Chriſtianiſſimum ſecurum reddant, ſe effectûros apud Hiſpanos rationibus, aliisque mediis, ut in eadem conſentiant Leges, arbitrati ſunt ſe hac tempeſtate atque hoc rerum Articulo optimam naturaros operam, non modo turbique præſatorum Regum, ſed & aliis Principibus & Statibus vicinis, ſi conjunctim communicatis Conſiliis, collatisque operis adhortentur, & quantum ſuarum virium eſt, permo-

Digitized by Google

ANNO 1668.

veant ſiepius dictas duas Coronas ad ineundam Pacem Legibus atque conditionibus ſupra memoratis; in quem finem facta nobis, qui has Tabulas ſubſignavimus, poteſtate cum libera, ex præſcripto Mandatorum noſtrorum conveniimus, de Articulis & Capitibus ſequentibus.

I. Quod Rex Magnæ Britanniæ & Ordines Generales Fœderati Belgii conjunctim vel ſeparatim, communicatis tamen omnino Conſiliis, & ſecundum ea de quibus mutuo convenerit, omnem operam, omnemque induſtriam adhibebunt, apud Regem Chriſtianiſſimum ut in optimâ legitimaque forma, ſolemni Tractatu ſponden & promittat Regi Magnæ *Britanniæ & Fœderati Belgii* Ordinibus Generalibus, ſe Pacis Fœdus faturum cum Rege Hiſpaniæ citra omnem quocunque ſub prætextu, vel quæcunque de cauſa, exceptionem vel dispenſationem, ſi Hiſpaniæ Rex induci aut permoveri queat per Regem Magnæ Britanniæ & Ordines Fœderatos, ut cedat Regi Chriſtianiſſimo aut Locanno præterito in Belgica Armis occupata, aut aliud tantumdem valens, per traditionem loeorum ſuperius memoratorum, aliorumve in compenſationem, de quibus mutuo conſenſu Partes inter ſe convenire poterunt.

II. Ut Rex Chriſtianiſſimus conſentire velit in prorogationem vacationis armorum in Belgica ad finem menſis Maji, ut interea temporis Rex Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines ſedulo omnique induſtriâ & diligentiâ operam dare poſſint apud Regem aut Reginam Hiſpaniæ, Ejusdemque Conſiliarios, ut Legibus conditionibusque prætatis conſenſum adhibere velint.

III. Ut vero Rex Chriſtianiſſimus nullâ juxtâ ratione dictam Armiſtitii prorogationem recuſare queat, Rex Magnæ *Britanniæ Ordinesque Fœderati* ſe eodem Tractatu obſtringent, id ſe effecturos, ut reſpoſe Galliæ cedatur ab Hiſpanis omne quod Galliorum Armis anno præterito occupatum fuit aut aliud tantumdem valens, de quo mutuo Partium conſenſu conveniet.

IV. Quod Rex Chriſtianiſſimus induceturus aut permovebitur, ut prædicto promiſſo plenam adhibere fidem atque in eo fiduciam ponere velit, & ut proinde ejus arma in poſterum quiescant in Belgica. In quidem ut ſi præter omnem ſpem & exſpectationem Rex *Magnæ Britanniæ, Fœderatique Ordines* nequeant per exhortationes obteſtationesque permovere Hiſpanos ante finem menſis Maji proſimi, ut conſenſum adhibeant conditionibus ſupius memoratis & proinde ad media majoris eſſicaciæ venire neceſſe ſit, nihilominus Galli intra fines & in finibus dictæ Belgicæ ſua arma non movebunt aut introducent, ſed Rex Magnæ *Britanniæ & Fœderati Ordines* ſe obſtringent, atque in ſe recipient id eſſe ſuppleturos quod neceſſum erit, ut Hiſpani reapſe attringantur, uti Pacem Legibus ſupradictis accipiant, adeoque Regi Chriſtianiſſimo integrum non erit ullos exercere actus hoſtiles, in dictis Regionibus, neque ullum occupare Oppidum, licet ſponte ſua ſe dedere velit, niſi Rex *Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines* ceſſent atque omittant efficere id quod jam dictum eſt.

V. Quod ſanctæ inter duas Coronas Pace, ejus ſervandæ ſponſores vindicesque erunt in formâ ampliſſimâ & ſecuriſſimâ, non modo Rex Magnæ Britanniæ & *Fœderati Ordines*, ſed & *Imperator*, omnesque Reges & Principes vicini, qui exiſtimabunt ſua intereſſe, ut Orbi Chriſtiano inconcuſſa maneat quies, & Belgicæ ſua reddatur conſtetque tranquillitas; in quem finem definietur copiarum militarium numerus, aliaque media, quibus utendum erit adverſus alterutram Partium, quæ temeravrit vel violaverit Pacem, ut injuriam demat, ac Parti læſæ reſarciat.

VI. Pacta hæc conventa, omniaque & ſingula in iis contenta a dicto Domino Rege *Magnæ Britanniæ* dictisque D. D. *Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum* per pacentes utriusque Partis Literas Sigillo Magno munitas, debita & authentica forma intra *quatuor* ſeptimanas proximè ſequentes, aut citius, ſi fieri poterit, confirmabuntur & ratihabebuntur, moruſque Ratihabitionum Inſtrumenta intra prædictum tempus hinc inde extradentur.

In quorum omnium & ſingulorum fidem, majusque robur, hisce Pactis ſubſcripſimus, eaque Sigillis noſtris ſubſignavimus, *Hagæ Comitum* in Hollandia die *vigeſimo tertio Januarii*, anni *milleſimi ſexcenteſimi ſexageſimi octavi*.

(L. S.) *Temgnagel de Gellicum.*
(L. S.) *D. Asperen.*
(L. S.) *Johan de Witt.*
(L. S.) *M. van Crommon.*
(L. S.) *Adolph van Vlooked.*
(L. S.) *Johan de Schrueck.*
(L. S.) *J. Tiberant.*

ANNO 1668.

II. Quo autem Pactum hoc *tripliciter conventum* ſolidioribus fundamentis niteretur, expreſſe conventum & ſancitum eſt, ut inter Sereniſſimos & Potentiſſimos *Magnæ Britanniæ* ac *Suetiæ* Reges, Celſoque ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii firma ac ſincera ſemper ſit, nunteatque Amicitia & Conſœderatio, eaque ita ſeriò ac ſincerè colatur & continuetur, ut unaquæque Partium contrahentium alterius emolumenta, commoda, ac dignitates, ex animo bonaque fide promovere, quicquid verò ei contrarium eſt, quovis meliori modo avertere enitæ ſtudeat.

III. Quem in finem, & pro præſtanda defenſione ſuorum reſpective Regnorum, Provinciarum & Subditorum, & pro conſervandis Dominiis, Juribus, Libertatibus, Immunitatibus, Commerciis, Pactis, & receptis conſuetudinibus tam Terra quam Mari, firma quoque, & inviolabilia permanenteque antiquiora Fœdera, & Tractatus, quorum vi & efficacia dicti Reges ac Regina, dictique Ordines ſibi invicem ante hac reſpectivè adſtricti & devincti ſunt.

IV. Sicut etiam ſupra memoratæ Partes non modo obligare erunt omnem in id operam impendere ut Pax inter Vicinos belligerantes Reges quamtocius conetudatur inviolatoque poſtmodum conſerveur, verum etiam officia ſua, quantum fieri poterit, adhibebunt, ut univerſa Europa Pace, tot vetis exoptata, longo tempore frui, & gaudere poſſit, & ut omnia quitè remaneant in eo ſtatu, quo per ſolemnia Pacificationum Fœdera poſita ſunt, utque ea ſincerè & bona fide colantur & obſerventur.

V. Si vero contigerit, ut amicum hoe Fœderatorum propoſitum in ſiniſtram (quod Deus avertat:) & iniquam partem ſuerit acceptum, atque intempeſtivè forſan vindictâ vel Bellum etiam ab aliquo moderatum belligerantium vel eo iisve, qui eorum partibus accedſerint, aliisque Statibus cuipiam Fœderatorum propteres ſubnaſcatur, teneantur Fœderati ſibi eſſe devinciſſimi, ad ſuſtinendam vim omnem, ſeque mutuo & Regna Provincieique & Ditiones, Juraque & Libertatem ſuam Mari & Terrâ acerrimè defendendum, nec ab hac mutui auxilii Fide & *Guarantia communi*, cuipiam liceat prius deſiſtere, quam ſeſe inviſcem à periculo illicitarint, mutuumque ſatisfactionis & ſecuritatis eventum præſtiterint.

VI. Pacta hæc Conventa, omniaque & ſingula iis contenta, à dictis Dominis Regibus *Magnæ Britanniæ* ac *Suetiæ*, dictisque Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum, per patentes Literas, Sigillo Magno munitas, debitâ & authentici forma intra *tres menſes* proxime ſequentes (aut citius ſi fieri poterit) confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuque Ratihabitionum Inſtrumenta intra prædictum tempus extradentur.

Sequuntur Mandata Procuratoria.

CAROLUS ſecundus, Dei gratiâ Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defenſor, &c. Omnibus ad quos præſentes Literæ pervenerint, ſalutem. Quandoquidem in Fœdere iſto nupero inter nos, & Celſos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatarum *Belgii Provinciarum* pro efficaciori Pacis inter vicinos Reges mediatione die *decimo tertio* Veteris, & *vigeſimo tertio* Januarii proximè elapſi Hagæ Comitum ineundo, Illuſtriſſimus & Excellentiſſimus Vir *Chriſtophorus Delphicus* Comes de *Dona*, à bono Fratre noſtro Sereniſſimo *Suetiæ* Rege, Legatus Extraordinarius ſeriò tam à nobis quam à dictis D. D. Ordinibus rogatus ſuam uti vellet operam in communem Orbis Chriſtiani Pacem conferre, ſeque Conſœderationi, illi adjungere nomine Domini ſui Regis Sereniſſimi, quem Imprimis ex Europæ Principibus, tum ob alia illa ſingularia inter nos Amicitiæ Fœderumque vincula in tam pio opere ſocium nobis exoptabamos, ſe ſolempne quoddam inſtrumentum manu ſua eodem die ſubſcriptum nomine & ex parte dicti Domini ſui *Suetiæ* Regis Sereniſſimi, ſe jam ad id promptum paratumque ſolem-

niter

ANNO 1668. aiter declarayerit poſticrius inſuper ſpondensque quam primum *Londini* eſſet, quo tanquam Legatus Extraordin. ſupra memorati boni Fratris noſtri ſtatim erat profecturus, velle ſe declarationem iſtam ſuam, concurrentibus una dictorum D. D. *Ordinum Generalium* Legatis, Commiſſariſque pariter à nobis ſufficienti Fœderatæ ad id muniendis effectam abſolutamque dare, eumque ex quo hoc advenerit, declarationi ſuæ priori fatentus, ſe, Regis ſui nomine, in dicti Fœderis partem Principalem obtuleriſe, certis ſub Legibus & conditionibus prius definiendis: in quem finem cum neceſſe ſit ut aliqui conſtituantur, qui tanquam Commiſſarii noſtri ſuper hac re cum ſupradicto Comite de *Dona*, nec non cum eiuſdem Legatis Extraordinariis dictorum D. D. Ordinum Generalium ex parte noſtra transigant & concludant; ſciatis igitur, quod nos de prudentia, fide & integritate præchariſſimi noſtri Coguati Domini *Reperti Principis Palatini* ad Rhenum, nec non præditectorum & Fidelium noſtrorum *Orlandi Bridgemani*, Equitis auratiet Baronetti Magni noſtri Angliæ Sigilli Cuſtodis, *Joannis Baronis Roiterti* de *Truro* privati noſtri Sigilli Cuſtodis, Præchariſſimorum conſanguineorum noſtrorum *Georgii Ducis Buckinghamiæ*, *Georgii Ducis Albemarlæ* Exercituum noſtrorum Ducis & Capitanei Generalis, nec non Equitum Præfecti, atque patrimet Ordinis noſtri Garteri dicti Equites Socique; nec non Prædilectorum & fidelium noſtrorum *Henrici Baronis Arlington*, & *Guilielmi Morice*, Equitis aurati, Primariorum noſtrorum Status Secretariorum plurimum confidi, eosdem (à ſanctiori noſtro Conſilio omnes) conſtituimus, facimus, & ordinavimus, & per præſentes manu noſtra Regii ſignatos conſtituimus, facimus, & ordinamus noſtros veros, certos & indubitatos Deputatos Commiſſarios & Procuratores, dantes & concedentes eis, vel quibuvis eorum ſex, quinque, quatuor, vel tribus plenam Poteſtatem authoritatemque pro nobis & noſtro nomine, una cum Excellentiſſimis Viris Domino *Johanne Meerman* & Domino *Johanne Boreel*, dictorum D. D. Ordinum Generalium Legatis Extraordinariis præfatam Illuſtriſſimam & Excelleutiſſimam Virum Dominum *Chriſtophorum Depitzum* Comitem de *Dona*, perfati Sereniſſimi *Sueciæ* Regis Legatum Extraordinarium conveniendi, & cum eodem de & ſuper conditionibus, quibus præfatus Sereniſſimus *Sueciæ* Rex dictæ Confœderationi inter nos dictosque D. D. Ordines Generales, ni dictum eſt, inire, ſe tanquam Partem principalem ſociet & adjungat, communicandi, tractandi & concludendi, nec non ſuper ea quæ concludenter inſtrumenta, quibus expedier modo & forma, faciendi ſignandique, reliquaque omnia & ſingula præſtandi quæ hac in re factu erunt neceſſaria, ſpondentes & in verbo Regio noſtro promittentes, nos quæcunque à dictis noſtris Commiſſariis vi præſentium concludi contigerint, rata ea omnia, grata, & accepta, ea qua conveniet Forma & ſolemnitate, habituros. In quorum fidem & teſtimonium has Literas noſtras manu noſtra Regia ſignatas Magno Angliæ Sigillo communiri fecimus. Dabantur apud *Palatium* noſtrum Weſtmonaſterienſe, *Aprilis die ſecundo* Anni Æræ Chriſtianæ *milleſimo ſexcenteſimo ſexageſimo octavo*, Regni noſtri vigeſimo.

ANNO 1668.

CAROLUS Rex.

NOS CAROLUS, Dei gratia Sueciorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, & Princeps Hæreditarius Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Elthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ & Vandaliæ, Princeps Rugiæ, Dominus Ingriæ & Wismariæ, nec non Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Clivi & Montium Dux, notum teſtatumque facimus omnibus & ſingulis quorum intereſt, aut quomodocumque intereſſe poterit. Quandoquidem Orbi Chriſtiano ea imminere videntur turbæ, præſertim in occaſione motuum, qui in Belgio *Hiſpanico* non ita pridem ſuborti ſunt, ut ſummo diſcrimine, publica tranquillitas absque dubio omni verſetur, niſi maturis curis ac ſtudiis eidem tempeſtive proſpectum fuerit; nos inſuper ad animum expendimos, quanto publicæ ac Chriſtianæ rei bono ac commodo ſemper fuit, quo nos inter & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem Fratrem, Conſanguineum Amicum & Fœderatum noſtrum Chariſſimum Dominum *Carolum*, ejus nominis *ſecundum* eadem gratia *Magnæ Britanniæ*; Franciæ & Hiberniæ Regem, Fidei Defenſorem, jamdiu ſincera ac fida Amicitia viget, idcirco cum vel hoc tempore ad conſervandam periclitantem communem ſalutem publicamque quietem & incolumitatem mutuam eundam maxime pertinere videntur, ſi pro bono publico ac communi ſecuritatis ſtabilimento, intimiori Confœderationis nexu, cura ac conſilio hinc inde mutuæ jungantur, nobis etiam cum aliis, tum Documento ut recenti, tam glorioſo ac percelebri facti ſuperque conſtet, quantopere altemetomano Sereniſſimo Regi publica ſalus ac tranquillitas curæ cordique ſit; Propteres in mandatis dedimus ac commiſimus, ſicuti & vigore harum in mandatis damus & committimus Noſtro Legato Extraordinario Campi Mareſchallo & Conſiliario Bellico, Illuſtri nobis ſincere dilecti Domino *Chriſtophoro Delphico* Burggravio & Comiti in *Dona* Hæreditario Domino in Carwinden, Schlowitten, Burgsdorf, Stockenfelts & Fisbach, eique plenam & ſufficientem Poteſtatem tribuimus, ut cum iis illove, quos quemve Sereniſſimus ac Potentiſſimus Rex *Magnæ Britannæ* ad id itidem legitimis ac ſufficientibus mandatis inſtructos aut inſtructum conſtituerit, congrediatur, tractet, agat, ſtatuat ac concludat, ſuper iis modis ac conditionibus, quibus interiorem Confœderationis nexum ineiri, publicæ quietis ac tranquillitatis contervationem obtineri, adeoque mutuum ſecuritatem ac incolumitatem ſtabiliri, præſentes denique meras componi, ſiſti ac ſopiri poſſe, viſum fuerit. Quicquid autem dictus noſter Legatus Extraordinarius ad hunc ſcopum ſpectans tractaverit, ſtatuerit ac concluſerit, id nos omni meliori modo rarum granumque habituros harum vigore, Regia ac inviolabili fide promittimus. In quorum fidem & majus robur hasce Sigillo noſtro Regio & honoratiſſimæ & chariſſimæ Matris noſtræ, nec non carerorum noſtrorum Tutorum, Regnique nostri Adminiſtratorum manibus ſubſcriptas, communiri juſſimus. Dedimus in Arce noſtra *Holmenſi*, die *decimo nono* Octobris Anni *milleſimi ſexcenteſimi ſexageſimi octavi*.

HEDEWIG ELEONORA. (L. S.)

Petrus Brahe Comes in Wer- *Lorent de Lind leo R. S.*
ſingeberg R. S. Drutzenſ. *Marſch.*

Guſtaff Otto Steenbock, R. *Magnus Gabriel de la Gar-*
S. Archibaldiaſſus. *die, R. S. Cancellarius.*

Guſtavus Banier, loco R. S.
Theſaurarii.

NOS CAROLUS, Dei gratia Sueciorum, Gothorum Vandalorumque Rex, & Princeps Hæreditarius, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Elthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ & Vandaliæ, Princeps Rugiæ, Dominus Ingriæ & Wismariæ nec non Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Clivis & Montium Dux, notum teſtatumque facimus, omnibus & ſingulis quorum intereſt aut quomodocumque intereſſe poterit. Quandoquidem exati in Belgio Hiſpanico armotum motus Orbi Chriſtiano magnas turbas cum publicæ ſecuritatis everſione haud obſcure minantur, nobis vero nihil cure magis cordique ſit, quam ut communi tranquillitati ſuus conſtet vigor illæſus omnino ac inconcuſſus, inque eum finem quæ à ſuborti motibus Chriſtianæ rei metuenda discrimina veniunt, tempeſtive averruntur, idcirco cum Celſi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii ſuam quoque teſtati ſunt propenſionem & promtitudinem propicienti ea tempore communi quieti bonoque publico omnibus curis ac modis conſulendi; nos Legato Extraordinario Campi Mareſchallo, Conſiliario Bellico, Illuſtri nobis ſincere dilecti Domino *Chriſtophoro Delphico* Burggravio & Comiti in *Dona*, Hæreditario Domino in Corwinden, Schlobitten, Bockendorf, Stockenfelts, & Fischbach, ut & Ablegato noſtro Extraordinario & Conſiliario Aulico generoſo & Nobili nobis ſincere fideli *Heraldo Apelthorn* Hæreditario de *Saderby* Mandatum ac plenam Poteſtatem eis damus, & concedimus, ut cum illis, quos Celſi ac Prepotentes Domini Ordines Generales uniti Belgæ ſufficienti itidem ac legitimo Mandato ad id inſtructos denominaverint, Conſilia, ac rationes, quæ ad componendos, ſiſtendos ac ſopiendos dictos præſentis Belli motus, adeoque ad publicæ tranquillitatis ſecuritatisque illibatam conſervationem ſpectare poterint, in commune conferant ſuperque iis communicent, tractent, agant & concludant; Promittentes boni fide & Regio verbo nos omnia & ſingula quæ ad dictum ſcopum pertinentia noſtro nomine communicaverint,

ANNO 1668. verint, tractaverint, egerint, & concluserint, grata & rata habitutos, ac re ipsa impleturos: In quorum fidem majorem hus Sigillo nostro Regio, & honoratissimæ ac Charissimæ Matris nostræ, nec non cæterorum nostrorum Tutorum, Regnique nostri Administratorum manibus subscripturis, communire jussimus. Dedimus in Arce nostra Holmensi die *secundo* Octobris Anno *millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo*.

HEDEWIG ELEONORA. (L. S.)

Petrus Brahe Comes in Wisingsborgh R. S. Drotzetut. *Lorens de Lind loco R. S. Marsch.*

Gustaff Otto Steenbock, R. S. Archithalassiæ. *Sten. Bielke loco Cancellarii Regni.*

Gustaf. C. Banier, loco R. S. Thesaurarii.

LEs Estats Generaux des Provinces-Unies des Païs Bas; A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Toute la Cueilli nté est tesmoin du zele, avec lequel nous nous appliquons à esteindre le feu qui s'est allumé dans les Provinces voisines, & de la peine que nous avons prise & prenons encore tous les jours à y faire aussi accourir d'autres Roys, Princes & Estats, qui pour n'en estre ti voisins ne laisseut pas d'y estre aussi notablement interessez; Entre les preuves que nous en avons données, est l'Ambassade Extraordinaire, qui est presentement de la part de cet Estat, auprés de la *Grande Bretagne*, principalement pour y mettre la derniere main à cette grande œuvre; Et d'autant qu'elle ne se peut pas seurement achever, que l'on ne fasse entrer dans les mesmes sentimens plusieurs autres Roys & Potentats, & voulant profiter de l'inclination que le Roy de *Suede* Nous a fait tesmoigner avoir à cela, par son Ambassadeur Extraordinaire, qui a negocié quelque tems icy, & qui se trouve presentement *à Londres*; Nous avons jugé devoir ordonner à nos Ambassadeurs de mesnager cette occasion: Et afin de le pouvoir faire avec fucces, Nous avons pour ces Causes, & autres à ce nous mouvantes, donné & donnons par ces Presentes, plein-Pouvoir, Authorité, Commission & Mandement special aux Sieurs *Jean Meerman* Conseiller & Bourguemaitre de la Ville de Leyde, & *Jean Boreel* Bourguemaitre de la Ville de Middelbourg, Deputez en nostre Assemblée de la part des Provinces d'Hollande & West Frise, & Zelande, (dont nostredite Ambassade est compoſée:) Pour de nostre part & de nostre Nom, faire & conclure avec les Sieurs Commissaires & Ambassadeurs Extraordinaires des Rois de la Grande Bretagne & de Suede, respectivement un Acte de Triple Convention, pour l'avancement & la perfection de l'Accommodement entre les deux Rois de France & d'Espagne; Pour cet effet de conferer, comme aussi de convenir, promettre, resoudre, conclure & arreter avec eux enſemblement ou separement, tout ce qui sera jugé necessaire pour cela; mesmes d'en conclurre & signer un ou pluieurs Traitez, faire & passer tous les Instruments, Actes & Promesses necessaires en bonne & duë forme; & faire comme si nous y estions presens, quand mesme pour cela il seroit besoin de Mandement plus special: Promettant sincerement & de bonne foy, avoir agreable & tenir ferme & stable tout ce que lesdits Ambassadeurs Extraordinaires promettront, accorderont, agiront, conviendront, & signeront, en ladite qualité pour ce que dessus, pour l'observer, accomplir & executer inviolablement, & de n'aller jamais au contraire, directement ny indirectement, en quelque maniere que ce puisse estre; mais d'en faire expedier nos Lettres & Ratifications en la forme la plus authentique que faire se pourra, & quand il sera besoin. Donné à la *Haye* en nostre Assemblée, sous nostre grand Sceau, sous le Paraphe du President, & signature de nostre Greffier, *le vingtieme jour de May mil six cent soixante huit.*

Signé,

A. TENGNAGEL DE GELLICUM.

Par Ordonnance desdits Seigneurs Estats Generaux, & contre-signé,

N. RUYSCH.

IN quorum omnium fidem majosque robur, Nos Domini Deputati & Commissarii S. R. Majestatis *Magnæ Britanniæ* ut & Dominus Legatus Extraordinarius Sacræ Regiæ Majestatis *Sueciæ*, nec non Domini Legati Extraordinarii Celsorum ac Præpotentium D. D. Ordinum Generalium Fœderatarum Belgii Provinciarum, huic Instrumento subscripsimus illudque Sigillis nostris signavimus. ANNO 1668.

Actum *Westmonasterii* in Palatio Regio die *vigesimo quinto, Aprilis stilo veteri, Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo.*

Signatum erat,

Rupert. (L. S.)
Orl. Bridgeman. (L. S.)
Buckingam. (L. S.)
Arlington. (L. S.)
Abemarle. (L. S.)
J. Meerman. (L. S.)
Joh. Boreel. (L. S.)

Accessio Regis SUECIÆ *ad Articulos separatos, die 23. Januarii proximè præteriti conclusos, de mediis ad Pacem concilianda inter Regem Galliarum & Hispaniarum efficacioribus adhibendis. Actum Westmonasterii die 25. Aprilis* 1668. [Tiré des Archives de l'Ambassade d'Espagne en Hollande, du tems du Roi CHARLES II.]

QUm die 23. Januarii proxime præteriti ex Mandatis Serenissimi Magnæ Britanniæ Regis & Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderatarum Belgii Provinciarum Tractatus quidam Hagæ Comitum initus fit atque conclusus, super mediis quæ ex re omnium quam maxime utilis & commoda visa fuêre ad Pacem inter duos jam belligerantes Galliarum & Hispaniarum Reges conciliandam, eodemque tempore super separatis aliquibus Articulis dictum Tractatum concernentibus conventum & Transactum fuerit, præterea que Serenissimi Suecie Regi placatum fuerit ad requisitionem & imitationem tam dicti Regis Magnæ Britanniæ, quam Dominorum Ordinum dicto Tractatui ut Partem Principalem semet adjungere, ficut in hodierno quodam principali Tractatu, & præcipue in hodierno quodam Articulo latius declaratum est, non tantum Tractatus iste exhinc vim & naturam Pacti tripliciter conventi confecutus est, sed & cum dicti Separati Articuli pars sint essentialis, & integralis dicti Tractatus cuiti pars sint essentialis, & integralis dicti Tractatus cuiti pars sint essentialis, & integralis dicti Tractatus Hagæ-Comitum initus, Conventum est inter Dominum Extraordinarium, Serenissimi Regis Suecie Legatum, Dominos Commissarios Serenissimi Regis Magnæ-Britanniæ, ut & Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Provinciarum Legatos Extraordinarios, in dicto principali hodierno Tractatu nominatos vi Mandatorum, etiam ibidem expressorum quæ hic pro specialiter insertis habentur, ut Articuli illi Separati dicti Tractatus Hagæ-Comitum etiam pro insertis in dicto hodierno principali Tractatu habeantur, ejusdemque obligationis sint ac efficaciæ respectu dictorum Dominorum Regum & Dominorum Ordinum, ac si de verbo ad verbum in eo inserti & expressi fuissent, sicut hic infra inseruntur.

Articuli Separati.

QUi ejusdem erunt virtutis atque authoritatis, ac si inserti forent Tractatui hodierno die intra Regem Magnæ Britanniæ & Ordines Generales Fœderati Belgii concluso.

I. Si in procuranda Pace inter Gallium & Hispaniam se offerat aliqua difficultas super Puncto Renuntiationis, ea inenuda est ratio, ut vel nulla ejus in Pactis fiat mentio, vel ut ejusmodi verbis concipiatur formula, ut neutri duarum Coronarum quoad præfidiam Renuntiationem eo quicquam accedat aut etiam inde erectur aliquod Juris detrimentum; quod si vero Rex Hispaniarum, vel etiam Rex Christianissimus in id consentire nolint, adverfus recusantem Rex Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines procedent ut conventum est Articulo III. & IV. dicti Tractatus & ultimo horum Articulorum respective, ea tamen conditione, ut in casu recusationis Regis Hispaniæ Rex Christianissimus se reciproce obstringat quemadmodum dicto Articulo IV. se nuſsatenus arma moturum in Belgica.

II. Quod

ANNO 1668. II. Quod Rex Magnæ Britanniæ & Ordines Generales Fœderati Belgii, ut proſixius ab omni parte ſatisfaciat, ſe obligabunt omnem fedulo operam daturos ut ſi ita inter Regem Hiſpaniæ & Luſitaniæ eodem tempore fanciri poſſit, ea tamen Lege, ut vicißim Gallia ſe obſtringat, ſi tam cito non poſſit id negotium perduci ad exitum, uti Pax inter ſe & Hiſpaniam nihilominus ſtetur, hoc excepto, ut liberum ſit Regi Chriſtianiſſimo ſuppetias terre Regi Luſitaniæ Fœderato ſuo eique auxilio eſſe, ſive inferendo arma ſua ut aliunde detrahat hoſtem, ſive alio quocumque modo quem ibi commodiſſimum atque maxime ex uſu ſore exiſtimabit; & ſi Hiſpani adduci poterunt ut conſentiant in Pacem ſub dicta conditione, atque ea proinde concludatur, Rex Chriſtianiſſimus tenebitur a Belgica omnino abſtinere, ut pacata & neutrarum Partium rebus imſtuiacque Pax cum Lußtania facta ſit, eadem reſtituet Hiſpaniæ, ſed ſi præter & contra expectationem Hiſpania recuſet Pacem cum Rege Lußtaniæ ut & cum Rege Chriſtianiſſimo, ea cum exceptione ut Fœderato ſuo liberum ſit ei auxiliari, quemadmodum jam dictum eſt, hoc inopinato caſu, Rex Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines tenebuntur reapſe id efficere, ut Hiſpani omni modo in id conſentiant, ita tamen ut tei, nece Rex Chriſtianiſſimus ſe obſtringat, quemadmodum caſu primo, quod non ſit moturus arma in Belgica.

III. Si præter omnem expectationem Rex Chriſtianiſſimus inducat in animum, ut promittere noſit quod Tractatum Pacis ſignaturus ſit, ſimulatque Hiſpani ceſſuri ſint omnia loca ab eo occupata in noviſſimâ expeditione, vel aliud tantundem valens, de quo mutuo conſenſu conveniet, ut promiſſorum fidem non impleat, aut detrectet reſpuatve Cautiones & præmunimenta in dicto Tractatu expreſſi quæ neceſſaria ſunt, ut obviam eatur metui juſtiſſime concepto, ne Rex Chriſtianiſſimus arma ſua victricia in ſuspicionem Belgicæ ulteriùs proferat, quod omnibus illis cauſſus, ut & ſi per alia ſubterfugia aut obliquas artes conetur Pacis concluſionem impedire aut eludere, Angliæ Fœderatumque Belgium tenebuntur accedere partibus Regis Hiſpaniæ omnibusque & junctis viribus Terra Marique adverſus Galliam Bellum gerere, ut compellatur non in Leges dumtaxat tæpius memoratas Pacem facere, ſed ſi arma in eum ſtatim ſumpta Deum habeant ſaventem & propitium atque de communi conſenſu id expedire viſum fuerit, etiam Bellum continuare, donec res in eum ſtatum foerint reſtituræ, quo fuerunt tempore Fœderis in colliminio Regierum in Monſtibus Pyrenæis inneiti.

IV. Articuli hi ſeparatî omniaque & ſingula iis contenta a dicto Domino Rege Magnæ Britanniæ dictisque D. D. Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum per patentes ſuriusque Partis Literas Sigillo Magno munita debita & authentica forma intra quatuor ſeptimanas proxime ſequentes, aut citius ſi fieri poterit, confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque Ratihabitionum Inſtrumenta intra præfiſtum tempus hinc inde extradentur. Actum Hagæ-Comitum in Hollandia die 23. Januarii anno 1668.

(L. S.) *Temmagel de Gellicum.*
(L. S.) *H. D'Asperen.*
(L. S.) *Johan de Witt.*
(L. S.) *M. V. Gessum.*
(L. S.) *A. V. Ouckel.*
(L. S.) *S V Coverden.*
(L. S.) *Isbrants.*

Inſtrumentum hoc ſeparatum omniaque & ſingula in eo contenta, a dictis Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Belgii Provinciarum per patentes Literas Sigillo Magno munitas debitâ & authenticâ formâ intra tres menſes proxime ſequentes, aut citius ſi fieri poterit, confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque Ratihabitionum Inſtrumenta intra præfictum tempus hinc inde extradentur.

In quorum omnium & ſingulorum fidem majusque robur, Nos Dominus Legatus Extraordinarius Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ, ut & Domini Deputati & Commiſſarii Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ, nec non Domini Legati Extraordinarii Celſorum ac Præpotentium D. D. Ordinum Generaliſum Fœderatarum Belgii Provinciarum huic ſeparato Inſtrumento ſuſcripſimus, ſiudque Sigilli noſtri ſignavimus. Actum Weſtmonaſterii in Palatio Regio die vigeſimo quinto Aprilis, Anno milleſimo ſexcenteſimo ſexageſimo octavo. ANNO 1668.

Chriſtophorus Delphicen B. ac Co. in Droma. (L. S.)
Aleeman. (L. S.)
Joh. Borcel. (L. S.)

Conventio ad interim facta inter Reges SUECIÆ *&* MAGNÆ BRITANNIÆ, *Ordinesque Generales* FOEDERATARUM PROVINCIARUM, *Legato Hiſpanico conſentiente, de Subſidio Regi Sueciæ ſolvendo, ut pari paſſu cum Rege Britannico & Ordinibus Generalibus in Negotio Pacificationis procedere, atque Guarantiam conventam præbere poſſit. Actum Weſtmonaſterii 15. Aprilis anno 1668.* [ATTZEMA, *Saken van Staet en Oorlog.* Tom. VI. Boeck 48. pag. 920. in fol.]

QUoniam juxta rerorem Inſtrumenti die 13. Januarii proximæ præteriti Hagæ-Comitis ſubſcripti ab Illuſtriſſimo Dom. D. Chriſtophoro De Pelsco Comite de Droma Sereniſſimæ Regiæ Majeſtatis Sueciæ Legato Extraordinario, hic in Anglia per aliquot tempus jam allaboratum fuit ad conveniendum ſuper ſubſidiaria pecuniæ ſumma Coronæ Sueciæ exſolvenda; Ut dicta Corona Sueciæ pari paſſu cum Sereniſſimo Magnæ Britanniæ Rege Dominoque Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii in Pacificationis Negotio, quod inter duas Gallíæ & Hiſpaniæ Coronas tractatur, & in quo, non obſtante, quod ſuper Negotio Mediationis dum transactum ſit, dicta Corona Sueciæ inſigne adjumentum contulit, procedere poſſit, tumque dictus Dominus Legatus Extraordinarius Sueciens ſemper inſiterit, ut dicta promiſſio directe ab Anglia & Fœderato Belgio dictæ Coronæ Sueciæ fieret, nec unquam dictus Dominus Legatus perſuaderi potuerit, ut à Corona Hiſpanica pecunia ſubſidiaria directe ſtipularetur, liberetur tamen ſalva Anglia & Fœderato Belgio ſibi per ſtipulationem indemnitatis, alioque aſſecurationis modos à Corona Hiſpanica eodem tempore pleniſſime proſpiciendi, tine qua indemnitatis promiſſione nec Anglia, nec Fœderatum Belgium ad dictam pecuniam promittendam etiam induci potuere.

Nec tamen propter aliquas difficultates usque adhuc negotium illud ad ultimum finem & optatum tinem perduci, ſed ſolummodo quantitatis ſubſidiariæ pecuniæ eum conſenſu Domini Legati Hiſpanici in Anglia commoranti exprimi & determinari potuerit, non pe ut Coronæ Sueciæ, pro tempore, quo per aliquot jam elapſos menſes Copias ſuas militares in Germania, boni & Pacis publicæ cauſa, detinuit, exſolvereutur recenta millia thalerorum imperialium in ſpecie, vulgo de Baneka, & ſimio cujusvis trimeſtris ſpatii centum & octuaginta millia dictorum thalerorum pro toto ſubſequenti trimeſtri, usque quoad Pax inter Coronas Gallíæ & Hiſpaniæ ſancita & ratihabita foret, computando initio primi trimeſtris à primo de menſis Maji, ſtilo novo, tra ut ab illo primo die Maji totum tempus primi trimeſtris jam ceſſiſſe, terminusque ſolutionis pro integro illo trimeſtri jam advenille reputaretur, quod & in ſubſequentibus obſervandum eſſet ſpatiis, nimirum ut quamcumque ſtatim poſt initium novi cujusque trimeſtris, Pax per ſubſcriptionem Tractatus & Ratihabitionum commorationem certa ſtabiliſque reddatur, tamen pro omni illo ſpatio ſumma pam nominata eſſet ſolvenda; Et tamen ex re communi, graviſſimas ob rationes, viſum fuerit ſubſcriptionem Tripticis Fœderis non ulteriùs differre, juſtum & æquum etiam judicatum fuit, ut infraſcripti Domini Deputati ac Commiſſarii Sereniſſimi Magnæ Britanniæ Regis Legatique extraordinarii Celſorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generaliſum Fœderati Belgii ſcie obſtraerent, ſicut vigore hujus Inſtrumenti ſe efficaciſſimè obligant, omne ſtudium operamque, quæ ullo modo excogitari poſſit, et nunc à dicto Magnæ Britanniæ Rege, dictisque Dominis Ordinibus apud Coronam Hiſpanicam adhibiam iri, ut negotium illud pecuniæ ſubſidiariæ, quod pro tempore

ANNO 1668. pore præterito, uti dictum eſt, eſt trecentorum millium thalerorum, & pro quovis trimeſtri ſpatio usque quoad Pax ſancita & ratihabita erit, centum & octuaginta millium thalerorum: quod tamen, & Pax ante eſtitum menſis Julii ſignetur, & ratihabeatur, non pertinget ad majorem ſummam quam ad quarto cenſeſimo octogeſimo thalerorum Imperialium milita, quæ modica ſolummodo portio eſt earum impenſarum quam ad procurandam Pacem dictus Magnæ Britanniæ Rex, dictique Domini Ordines de ſuo tam liberaliter impenderunt, eo modo dictæ Coronæ Hiſpaniæ cordi ſit, ſieque in ea re dicta Corona Hiſpanica proſpiciat, ut dictus Magnæ Britanniæ Rex dictique Domini Ordines primo quoque tempore & quidem pro ultimo dilationis termino intra octiduum, poſtquam Sereniſſimi Regis Sueciæ Ratihabitionum inſtrumenta advenilæ, & ad extradendum partas eſſe, ſignificatum fuerit, dictæ Coronæ Sueciæ plenarie, absque tamen ullo dicti Magnæ Britanniæ Regis Dominorumque Ordinum onere aut dispendio, dictam ſummam pecuniariam Hamburgi exſolvere queant; Et ſi hoc contra omnem expectationem intra tertium tempus à Corona Hiſpanica impetrari non poſſit, nulla ſe tunc & in poſterum ulteriora amicorum officia ulterioremvè opem aut aſſecurationem in favorem aut utilitatem dictæ Coronæ Hiſpaniæ in Foedere, quod Hiſpaniæ cum Gallia intercedit, promiſſuros aut ullo modo præſtituros, neque quicuros in hoc zelo ſuo, quoad ſupius memoratæ Coronæ Sueciæ plenaria ſatisfactio uti ſupra dictum eſt, facta fuerit.

Promiſſio hæc eodem modo ac tempore, æquè ac ipſam triplex Fœdus à dicto Magnæ Britanniæ Rege dictisque Dominis Ordinibus ratihabebitur & confirmabitur.

In quorum omnium fidem majusque robur, nos infraſcripti Deputati ac Commiſſarii, ut & Legati extraordinarii huic Inſtrumento omnibus noſtris ſubſcripſimus illudque Sigillis noſtris confirmavimus. Actum Weſtmonaſterii in Palatio Regio die *vigeſimo quarto* Aprilis, Anno *milleſimo ſexcenteſimo ſexageſimo octavo*.

Signatum erat,

(L. S.) *Rupert.*
(L. S.) *Wil. Bridgeman.*
(L. S.) *Buckingam.*
(L. S.) *Arlington.*
(L. S.) *Albemarle.*
(L. S.) *J. Akerman.*
(L. S.) *Joh. Boreel.*

XXXVII.

6. Mai. (1) *Tractatus Fœderis inter Sacram Cæſaream Majeſtatem* LEOPOLDUM *& Sacram Regiam Majeſtatem Sueciæ* CAROLUM XI. *pro motuo Provinciarum & Ditionum utriuque Partis in Imperio Romano ſitarum defenſione ad Quinquennium initi, in Arce Holmienſi die 6. Maii S. V. Anno* 1668. [Tiré de la Regiſtrature d'Etat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

NOtum ſit univerſis & ſingulis, quorum intereſt aut quomodolibet intereſſe poterit, quod cum inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem ac Dominum Dominum Leopoldum, Electum Romanorum Imperatorem, ſemper Augustum, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ & Sclavoniæ Regem, Archiducem Auſtriæ, Ducem Burgondiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ & Carniolæ, Marchionem Moraviæ, Ducem Luxemburgiæ, ac ſuperioris & inferioris Sileſiæ, Wirtembergæ & Teckæ, Principem Sueviæ, Comitem Habſpurgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi & Goritiæ, Landgravium Alſatiæ, Marchionem Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac ſuperioris & inferioris Lusatiæ, Dominum Marchiæ, Selavoniæ, Portus Naonis & Salinarum ex una, & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem, ac Dominum, Dominum, Carolum Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, Principem Hæreditarium, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ & Vismariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Clivis & Montium Ducem ex altera parte, de antiore Amicitia, Correſpondentia & Fœdere intra ſe pro mutua Ditionum ſuarum, in Sacro Romano Imperio ſitarum, defenſione & ſecuritate incundo ab aliquot retro annis actum ſit, & interea tam intra Imperii fines quam undique extra eos partim belliciis apparatibus, partim armorum conflictu omnia perlirepant, metuendumque ſit, ne vicina ejusmodi mala longius ſerpant, & complurimis altiſſime incumbentium furiis Majeſtatum Ditiones huic Fœderi infertas, corripiant: Ideo utrinque placuit, inceptum tam ſalutare negotium per certos & ad talem actum concludendum ſpecialiter deputatos Miniſtros redondiri, maturare & perficere: Congreſſi ergo cum Sacræ Cæſareæ Majeſtatis ad hunc Actum conſtituto Plenipotentiario Nos Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ pariter Deputati Plenipotentiarii, utpote Sacræ Regiæ Majeſtatis Regnique Sueciæ Senator & Cancellariæ Conſiliarius Steno Lieleeke, Liber Baro in Korpo, Dominus in Gendeholm, Gröſſön & Tungæ, & Sacræ Regiæ Majeſtatis Regnique Sueciæ Senator & Cancellariæ Conſiliarius Matthias Biörnlicon, Hæreditarius Dominus in Elmshof, Wantesback, & Scougshamba, ut & Sacræ Regiæ Majeſtatis Conſiliarius Auticus Joannes Gyllenſtierna, Liber Baro in Lundholm, Dominus in Sek, & Bioeleofund, ut & Sacræ Regiæ Majeſtatis Conſiliarius Auticus, & Secretarius Status Eduardus Ehrenſteen, Hæreditarius in Forsbygard, & Boroſtorp, nec non Sacræ Regiæ Majeſtatis Secretarius Status Franciſcus Jacli Cruſted, Hæreditarius in Schotterp, & Hodgärdens, atque poſt Plenipotentiarum Tabulas, utrinque rite communitas, in mutuas Fœderis auctioris Conditiones & Leges conſentimus, & de Articulis prout ſequentur, convenimus.

I. Sit utrimque vigore Transactionis & Pacis Weſtphalicæ Anno 1648. die 15. menſis Octobris initæ, vera, ſincera & perpetua Amicitia inter Sagram Cæſaream Majeſtatem, & Dominum Auſtriacum ab una & Sacram Regiam Majeſtatem Regnumque Sueciæ ab altera parte, eaque utrinque poſthac mutuis officiis, ſtudiis & ſincera Correſpondentia ſerio & quidem ita colatur, ut Pars altera alterius honorem & commoda provehat, periculum vero, & damna, quæ Regnis & Provinciis alterius imminere videbuntur, amica & mutua communicatione, vel quovis alio poſſibili modo averteret ſtudeat.

II Conſideratæ etiam ſollicita opera, & indefeſſa cura quantum in ipſis eſt, procurabunt, ut Pax Weſtphalica, quoad omnia requiſita ſancte & religioſe ab omnibus obſervetur.

III. Quælibet ergo Pars pro viribus, & officii ratione allaborabit, ut dictæ Paci in omnibus & ſingulis ſuis Punctis plene ſatisfiat, contra illos vero, qui aut eidem jam dicto ipſo contravenerunt; aut id futurum contraventuri ſint, ſociali Conſilio, usque ad reſtitutionem & præſtationem cum pleno effectu, pro modo, in Inſtrumento Pacis & hoc Fœdere præſcripto procedatur.

IV. Toliantur autem juxta ejusdem Inſtrumenti Pacis præſcriptum, debito modo, Statuum Imperii Gravamina, & perminatur cuilibet rerum illarum poſſeſſio, ac fruitio, quas vigore ejusdem in tempore conclusæ Pacis debuiſſet, aut deberet adhuc poſſidere.

V. Quod ſi aliquid in Imperio, vel alienum, vel plane contrarium Fœderi Weſtphalico agatur, tum utraque Pars ſociatis Conſiliis eo collaboret, ut illud ſecundum genuinum Inſtrumenti Pacis tenorem in ordinem redigatur.

VI. Ut vero Imperii Status, antiquis ſuis Juribus Art. VIII. Inſtrumenti Pacis enumeratis, gaudere poſſint, Imperator Authoritate ſua Cæſarea promovebit, quatenus fieri poterit, ut non tantum libere jura illa, quæ jam legitime poſſident, exerceant; ſed etiam omnia illa promiſſa, quæ nequæ in ſequentibus Comitiis, neque ad præſens hoc tempus determinata ſunt, quantocyus executioni mandentur.

VII. Quo itaque majori cum fructu & ſecuritate hæc a Conſœderatis præſtari poſſint, e re vidum, Fœdus hoc Defenſivum pangere, quo reciproco tenebuntur Conſœderati, alter alterutrius Provinciæ, Ditiones & Terras, prout infra deſcribuntur, ſi contingat eas armis inimicorum infeſtari, uti propria ſua tueri, ac defendere, nempe a parte Sacræ Cæſareæ Majeſtatis omnes Ditiones & Provincias, quas Ferdinandi I. Successores

(1) Ce même Traité ſe trouve dans ma petite Collection. Tom. I. pag. 103. ſur une Copie tirée des Archives de l'Ambaſſade d'Espagne à la Haye. Elles s'accordent en tout; mais celle-ci eſt plus correcte. [Dum.]

ANNO 1668.

ANNO 1668. ceſſores poſt Pacem Weſtphalicam, in Imperio Romano realiter poſſederunt, & adhuc quiete poſſident (Regnum Bohemiæ, cum incorporatis Provinciis in ſpecie ſub hac diſpoſitione comprehendendo) pari ratione a parte Sacræ Regiæ Majeſtatis omnes Provinciæ ac Ditiones, quæ vigore ejusdem Pacis Inſtrumenti Sacra Regia Majeſtas ac Regnum Sueciæ poſſidet, comprehenduntur.

VIII. Quod ut eo rutius fieri poſſit, tenebitur in Regnis & Provinciis Confœderatorum Exercitus quatuordecim millium paratus ad defendendas ſupradictas Ditiones.

IX. Ad hunc numerum Sacra Cæſarea Majeſtas decem, quatuor vero millia Sereniſſimus Rex & Regnum Sueciæ ſubmittet, eo in loco congreganda, quem Pars requiretur, pro neceſſitate temporis, duxerit commodiorem.

X. Conventum inſuper, ut dicti Exercitus tertia pars ſit Equitatus, reliqua vero in Peditatu conſiſtat.

XI. Cum conſtiterit uſtum Bellum parari Fœderato, tum aſter Fœderatorum, primo per Literas & Miniſtros ſuos ſumma cura eundem ab omni vi & via facti dehortentur, contra eos vero, qui alterutrum Confœderatorum de facto vi armata aggredi auſi fuerint, alter alteri præſtitutum numerum ſtatim poſt factam requiſitionem transmittat, junctisque Conſiliis & armis usque ad plenariam ſatisfactionem contra lædentem procedatur.

XII. Fiat autem requiſitio & denominatio Loci, in quo dictus Exercitus congregandus, tribus menſibus, ante quam Copiæ cujusque debeant uniri, ut cuilibet ſpatium detur, ſuum numerum dicto loco & tempore ſiſtendi, ita tamen ut Sacra Cæſarea Majeſtas, quando per aliorum Territoria, & fines Exercitus Sueticus ſit ducendus, procuret innoxium & liberum tranſitum prout 17. I. P. Artic. *Quoties autem* &c. indigitatur.

XIII. De tormentis minoribus, vulgo *Feldſtucken*, ſive Campeſtribus, dictis, qualibet Pars juxta proportionem ſuis providebit, majoribus a Parte requirente proferendis.

XIV. Quando itaque ad requiſitionem Sacræ Cæſareæ Majeſtatis vigore Fœderis præditas Auxiliares Copias Sacra Regia Majeſtas miſerit, conventum eſt, ut auſpiciis Sacræ Cæſareæ Majeſtatis militent, & Duci, qui ſupremæ cum poteſtate Militiæ Cæſareæ præerit, pareant, hac tamen conditione, ut Dux Sueticarum Copiarum adhibeatur Conſiliis belliciis, & quantum fieri poſſit Expeditiones Belliceæ communicatis Conſiliis peragantur. Pari etiam modo cum Copiis Auxiliaribus, quas Sacra Cæſarea Majeſtas Sacræ Regiæ Majeſtati ſubmittit, procedatur.

XV. Superdictum numerum una cum Tormentis minoribus quælibet Pars requiſita, licet aliis eſſet Bellis iſto tempore diſtracta, convento modo præſtabit, & ſuis quoque ſumptibus & ſtipendiis tam intra quam extra Expeditionem ſuſtentabit, excepta tamen hoſpitationibus & fervitiis, vulgo *Servis*, aliisque juxta Conſuetudinem loci, propriis Militibus dari conſuetis.

XVI. Quamdiu in hoſtico Confœderatorum Exercitus ſubſiſtit, omne illud, quod ad ſuſtentationem & ſubſiſtentiam Militum illis in prædam cedit, æqualiter ſecundum Copiarum proportionem dividatur.

XVII. Quamdiu vero in Provinciis Confœderatorum manſerit, ne dum neceſſariis requiſitis deſtituantur Milites, habeant occaſionem deferendi ſigna, procurabunt Confœderati, ut in Civitatibus, Oppidis, Locisque aliis opportunis neceſſaria ad Militum ſuſtentationem ſint in promptu, ut pro æquo pretio haberi poſſint.

XVIII. Diſciplina Militaris & Juſtitia ſumma cura conſervetur, & ſi qui ex Officialibus, vel gregaris Militibus licentia Militari Subditos Confœderati vexaverint, vel alio aliquo modo damno afficerint, cum ſummo vigore ſecundum Leges Militares in illos advertendum. ANNO 1668.

XIX. Quæ quisque Confœderatorum loca armis in hoſtico ſeparatim occupaverit, ea durante Bello retinebit, nec hoſti nisi communi conſenſu reſtituet; Captivi vero Illuſtriores in ullum permutationis, aut aliam Belli neceſſitatem aſſerventur.

X. Si quæ Provinciæ, Civitates, Fortalitia, Arces aut Oppida Auguſtinæ Confeſſioni addicta, durante Bello in poteſtatem Sacræ Cæſareæ Majeſtatis ventura ſint, fruantur ſine omni impedimento, pertubatione, aut imminutione integro ſuæ Religionis, & in Eccleſiaſticis ſtatu, ceſſo tamen Copiis Militaribus libero ſuæ Religionis Exercitio; idemque vice verſa obſervetur in locis Catholicæ Religioni dedititis, per Sereniſſimam Regiam Majeſtatem durante Bello occupandis.

XXI. Liceat utrique Parti Militem in alterius Provinciis in Imperio Romano ſitis, citra ullum tamen alterius Partis ejusque Subditorum gravamen conducere, ut & omne armorum genus equosque coëmere, curetque Imperator, quantum in ipſo eſt, ut Sacræ Regiæ Majeſtati Sueciæ ubivis in Imperio eadem libertas juxta Leges Imperii concedatur, inimicis vero utriusque Fœderati in Provinciis, hoc Fœdere comprehenſis, illud denegetur.

XXII. Neuter Confœderatorum ab hoc Fœdere recedat, nec Pacem, Fœdus, aut Armiſtitium aliquod ullo modo huic Amicitiæ & Fœderi contrarium tractet, vel ineat, niſi cum utriusque Partis notitia & conſenſu.

XXIII. Præſens Fœdus utriusque Partis Hæredes & Succeſſores comprehendat, & ad quinquennium a die commutatarum Ratihabitionum duret, non finito cuilibet Partium licitum eſto, de eodem prorogando mentionem inſpere, ut iterum in Quinquennium, vel ultra, aut aliud commoni conſenſu definiendum tempus extendatur.

XXIV. Invitentur etiam alii Principes ad hoc Fœdus, quorum conjunctio pro ſecuritate Imperii communi conſenſu expedire conſtebitur, ita tamen, ut de Perſonis ipſis, modo & ratione recipiendi primo conveniatur; Sereniſſimo & Potentiſſimo vero Hiſpaniarum Regi Catholico Litera ſemper maneat hanc Fœderi accedendi facultas.

XXV. Quo autem impoſterum magis firma ſint, maneamque hæc Pacta tum a Sacra Cæſarea Majeſtate, tum a Sacra Regia Majeſtate Sueciæ Domino noſtro Clementiſſimo intra duorum menſium ſpatium a die ſubſcriptionis firmabuntur, & ratihabita hic Holmiæ commutabuntur. In majorem omnium præmiſſorum certitudinem & robur hoc Fœdus nos Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ Commiſſarii & Plenipotentiarii ſubſcripſimus, ac Sigillorum noſtrorum impreſſione munivimus, illudque cum Domini Plenipotentiarii Cæſarei itidem ſubſcripto, ejusque Sigillo firmato Exemplari commutavimus. Dabuntur in Arce Holmenſi die 6. Maji, S. V. Anno 1668.

STEN. BIELCKE. (L. S.) MATTHIAS BIÖRNKLOW, (L. S.)

JOANNES GYLENSTIERNA. (L. S.) EDUARDUS EHRENSTREM, (L. S.)

FR. JOEL OXNSTED. (L. S.

XXXVIII.

21. Juill. La Sud-Hollande et la Nord-Hollande. *Accord tuſſchen* ZUYD-*en*-NOORD-HOLLAND, *over de Verdeeling der Laſten. Gedaen*

XXXVIII.

21. Juill. La Sud-hollande et la Nord-Hollande. Accord & Convention entre les deux Quartiers de la Province de Hollande, appelles SÖD-HOLLANDE, & NORD-HOLLANDE, au ſujet des Depenſes publiques & communes du Païs; portant en general, qu'à l'égard des Conſentemens, & Depenſes ordinaires, & communes de l'état de Guerre, la Portion du Sud-Hollande ſera de quatre-vingt un & trois quarts par cent, & celle de Nord-Hollande ſeulement de dix-huit & un quart; on y convient

Digitized by Google

ANNO 1668. *dzen in 's Graven-hage den 21. July 1668.* [AITZEMA, *Saaken van Staat en Oorlogh.* Tom. VI. pag. 572. Edition in Folio.

KEnnelijck zy eenen yegelijcken die't aengaen magh by desen jeghenwoordighen Instrumente, dat op huydea den *een en twantighsten* July *sesthien hondert acht en sestigh*, na menighvuldighe Conferentien wolgens iterative Bevelen van de Heeren Staten van *Hollandt* ende *West-Vrieslandt*, tusschen derselver Gecommitteerde Raden in 't een ende 't ander Quartier gehouden, op 't beramen van eene verdeelinge ende egualisatie over beyde deselve Posten, begrepen in den Staet van Oorloge, ende andere Lasten by gemeen consent van de Ridderschap, Edelen, ende Steden van den voornoemden Lande succesliveliyck ingewilligt worden, ende te draegen staende, eyadelijck tusschen de Gecommitteerden alhier uyt den naem, ende van weghen de Steden van den *Zuyder-Quartiere* ter eenre, ende gesanten de Gecommitteerde ende Gecommitteerde Raden van *West-Vrieslandt* ende den *Noorder-Quartiere*, uyt den naem, ende van weghen de Steden van den selven Quartiere ter andere zijde, op Approbatie ende Ratificatie van de Ridderschap, Edelen ende Steden van den voornoemden Lande opgenomen ende ingewilligt worden; geene uytgesondert, voort een over beyde de voornoemde Quartieren gedragen sullen worden nae een valle quote ende reparitie, te weten, dat in de voorsz. Posten, Lasten ende Petitien gespuntteert ende betaelt sal worden by die van den *Zuyder-Quartiere een en tachtigh ende drie vierendeel*, mitsgaders by die van *West-Vrieslandt ende den Noorder-Quartiere achtien ende een quart in 't hondert*, ende dat ter tijden ende wijlen toe na openinge ende examinatie van wederzijdts Boecken, ende de rechte gestaltenis van wederzijdts Finantien in de grondt ingesien zijnde by eenpuntige resolutien van Ridderschap, Edelen ende Steden van den voornoemde Lande anders sal wesen geordonneert: Tot prælatie ende prompt fournissement van welcke voorsz. respective quotes de Gecommitteerde Raden in 't een ende 't ander Quartier elck in hun regardt haer in der beller forme verbinden by desen.

II. Dat alle de particulier ende Domesticque Lasten van 't een ende 't ander Quartier, mitsgaders de los Lijf-renten ende Interessen op de respective Comptoiren, loopende buyten de voorsz. verdeelinge, oste reparitie gelaten, ende voortaen by 't een ende 't ander Quartier apart gedragen, ende betaelt sullen worden, sonder dat men daer over den anderen eenighe reeckenschap schuldigh sal zijn, dat over sulcks oock in specie mede by die van *West-Vrieslandt* ende den *Noorder-Quartiere* alleen gedragen ende betaelt sullen worden de *Hoofden*, *Rijs-Pael* ende andere *Wercken*, sen ende onterent *Huysdunen* ende den *Helder* succesliveliyck gemaeckt wordende, voor soo veel de lasten van deselve niet en excederen de Somma van *vijf en twantigh duysent* Guldens 's jaers, het eene jaer door 't andere gereeckent, maer by soo verre, ende voor soo veel 't eenigen tijde noodigh bevonden soude mogen werden aen de voorsz. Wercken meerder dan *vijf en twantigh duysent* Guldens in een jaer te kosten te leggen, dat sulcks by Haer Ed. Groot Mogende met kennisse van saecken gedecreteert, ende by de Gecommitteerde Raden in *West-Vrieslandt* ende den *Noorder-Quartiere* gereeckeert sal worden, ende dat alle 't geene als dan bevonden sal worden aen de voorsz. Wercken boven de Somme van *vijf en twantigh duysent* Carolus Guldens jaerlijcks ('t eene jaer als boven door 't andere gereeckent) te kolle gelegt te zijn, als een ghemeene last van de Provintie gereputeert, ende sulcks in de voorsz. verdeelinge of reparitie mede gebracht sal worden ten

ANNO 1668. aussi de certains soulagemens en faveur du Quartier de Nord-Hollande, dans les cas extraordinaires, & qu'au surplus chaque Quartier portera seul, ses propres & particulieres Depenses. Fait à la Haye 21. Juillet 1668.

SOit à un chacun à qui il appartient notoire par le present Instrument, que cejourdhui vingt & uniéme Juillet mil six cens soixante huit, aprés plusieurs Conferences tenuës en consequence des Mandemens iteratifs des Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise, entre les Conseillers Deputez de l'un & l'autre Quartier pour deliberer sur la partage & egualisation des deux Articles contenus dans l'Etat de Guerre, & autres charges qui par le commun consentement du College des Nobles, & des Villes, doivent être consenties & portées par les susdits Pais, ont été enfin accordées & arrêtées, par amiable composition entre les Deputez & de la part des Villes du Quartier du Zud d'une part, & les Conseillers Deputez de West-Frise & du Quartier du Nord au nom & de la part des Villes dudit Quartier d'autre part, sous l'approbation & Ratification du College des Nobles, & des Villes, & en consequence de la Resolution de L. N. Grandes Puissances du jour d'hier, les choses contenuës dans les Points & Articles suivants.

I. Que tous les Articles, Charges & Petitions concernantes la Province de Hollande & West-Frise en général, & ce tant extraordinaires qu'ordinaires qui seront consenties par la Noblesse, les Nobles, & par les Villes du susdit Pais, nulles exceptées, seront portées à l'avenir par les deux susdits Quartiers aprés une ferme quotisation & repartition, sçavoir que dans les susdits Articles, Charges & Petitions seront portés & payez par le Quartier du Zud quatre vingt & trois quarts de cent, & par ceux des Quartiers de West-Frise & du Nord dix-huit & un quart, jusques à ce que par l'ouverture & examen des livres de part & d'autre, & suivant la juste disposition & état des Finances reciproques il en ait été ordonné autrement par resolution unanime de la Noblesse, des Nobles, & des Villes. A quoi faire & promptement fournir les cottes parts respectives les Conseillers Deputez de l'un & de l'autre Quartier s'obligent chacun à leur égard en la meilleure forme.

II. Que toutes les Charges particulieres & Domestiques de l'un & de l'autre Quartier, ensemble les Rentes à vie rachepetables & Interêts des Comptoirs respectifs, & qui ne seront pas compris dans la partage & repartition ci-aprés seront portez & payez par l'un & l'autre Quartier, sans qu'on soit obligé de s'en rendre compte l'un à l'autre; Que ceux des Quartiers de West-Frise & du Nord porteront & payeront seuls les Ouvrages des Ports de Mers comme Pilotis & autres en dependans qui seront faits de tems en tems à Huysdune & à Helder, pourvû que les Charges n'en excedent point annuellement la Somme de vingt cinq mil Livres, comptant les années l'une parmi l'autre, & s'il arrivoit que dans quelque tems il fut trouvé necessaire de faire pour lesdits ouvrages une depence excedante lesdits vingt cinq mil Livres en un an, cela sera decreté par leurs Nobles grandes Puissances avec connoissance de cause, & executé par les Conseillers Deputez des Quartiers de West-Frise & du Nord, & que tout ce qui se trouvera exceder pour lesdits Ouvrages ladite Somme de vingt cinq mil Livres Carolus par an, l'un compté comme dit est parmi les autres, sera reputé une charge commune des Provinces, & sera reportée dans la susdite division & repartition, auxquelles fins il sera fait tous les dix ans une ouver-

ture

ANNO 1668. ten welcken eynde van de onkosten aen de voorſh. Werelen geſuppoteert jaerlicks openinge gedaen, ende de ter executie van eicke *thien* jaeren daer over gelliquideert ſal werden, ende by ſoo verre als dan bewaenden ſoulde mogen worden in de verloopene *thien* jaren daer aen meerder dan *twee hondert en vyfsigh duyſent* Guldens te koſte gelcydt te zijn, dat de voorſt. hoogere onkoſten, als een gemeene laſt van de Provintie over beyde de Quartieren nae de boven geexpreſſeerde quote gerepartieert, of anderſints de Penningen daer toe noodigh over de reſpective Comptoiren van *Hollandt* ende *Weſt-Vrieslandt* na de gewoonelijcke proportie gecoigeteert ſullen werden, doch by ſoo verre bevonden mochte werden in deſelve *thien* jaren daer aen minder dan *twee hondert en vyfsigh duyſent* Guldens te weſen gelpecdeert, dat als dan tot de volgende *thien* jaren gereteert ende in de liquidatie die t'eynde deſelve *thien* jaren wederom ſtaet te geſchieden, gebracht ſal werden.

II. Ende insdemael 't Collegie ter Admiraliteyt in *Weſt-Vrieslandt* ende den *Noorder-Quartiere* buyten extraordinaris conſenten, ende Subſidien van Staet van ſeer weynigh vermogen is, dat misſien van nu af aen ſal werden vaſt geſtelt, geſtyft vaſt geſtelt wordt by deſen dat ſoo wanneer gene extraordinaris Subſidien ten behoeve van de Collegien ter Admiraliteyt werden ingewilligt, of oock de ingewilligde Subſidien voor 't coningent van 't gemelte Collegie geen *tachtigh duyſent* Guldens Caroli Guldens in een jaer mochten komen te bedraghen, als dan 't gemelte Collegie om 't ſelve mede eenigher maten tot ſonoorlijcke Equipagie bequaem te maecken, met de Somme van *tachtigh duyſent* Guldens, of met ſoodanige Somme als d'ingewilligde extraordinaris conſenten voor 't coningent van 't gemelte Collegie minder dan *tachtigh duyſent* Guldens in een jaer mochte komen te bedraghen, tot laſte van de gemeene Provintie van *Hollandt* ende *Weſt-Vrieslandt* geſubſidieert, ende misdien de voorſt. Somme by de maſſe van de laſten over beyde de Quartieren als boven te verdeelen gevveghe, oock vervolgens effective in de voorſz. verdeelinge ofte repartitie gebracht ſal worden: Alleſter tijden ende vveilen toe by eenparige Reſolutien van de Ridderſchap, Edelen ende Steden van *Hollandt* ende *Weſt-Vrieslandt* anders ſal weſen verſtaen: des werde mede van nu af aen vaſt geſtelt, dat by ſoo verre, door Gaties Zegen, het inneckomen van 't voorſt. Collegie tot *vier hondert duyſent* Guldens jaerlicks ofte daer boven mochte komen t'exiſteeren, of oock wel dat het ſelve inneckomen door verloop, ofte veranderinge van ſaecken t'eenigen tijde mogh te komen te esgaleren, ofte te furmonteren, het inneckomen 't welck het Collegie ter Admiraliteyt op de *Maes* ten ſelven tijde bevonden ſal werden te hebben, in beyde de voorſt. gevallen het voorgheroerde extraordinaris Subſidie ſal komen op te houden, immers dat alsdan uyt kracht van dit Verdragh daer toe geene Actie meer gebooren ſal zyn.

IV. Wijders gemerckt ghedurende den jonghſten Oorlogh tegens *Engelandt* het ghemelte Collegie ter Admiraliteyt tot verſcheyden tijden, ende doorgaens uyt d'extraordinaris Conſenten of negotieerde Penningen foo veel te weynigh getouchiert heeft als het beloop der voorſz. conſenten, of de continuente portie in de voorſt. Negotiatien over *Weſt-Vrieslandt*, ende den *Noorder-Quartiere* mijder bedraegt dan een gerecht *vierde part* in 't gene ten behoeve van de diſe Collegien ter Admiraliteyt binnen deſe Provintie reſiderende ſucceſſivelick ſy gaccordeert, 't welck in alle den tijd van den voorſz. Engelſchen Oorlogh komt te bedragen ter Somme van *negen hondert duyſent* Caroli Guldens, dat over ſulcks om 't voorſt. aen 't gemelte Collegie ordentlick te rembourſeren de gerechte helft van dien by de Gecommitteerde Raden in *Weſt-Vrieslandt* ende den *Noorder-Quartiere* aen 't gemelte Collegie uytgereyckt ſal worden; tot het uytvinden van welcke reſpective helften deſelve Gecommitteerde Raden, voor ſoo veel des noodts zy, by de Heeren Staten in krachte van de approbatie, ende Ratificatie van deſen Accoorde gemanhoiſeert ſullen weſen, de gerequireerde Negotiatien over de Comptoiren in 't een ende 't ander Quartier te mogen uytſchrijven, ende dat voorts

ture & liquidation des depenses faites pour lesdits Ouvrages, & au cas qu'au bout desdits dix ans il ſe trouve qu'on ait depenſé plus de deux cent cinquante mil Livres, l'excedant ſera reparti ſur lesdits deux Quartiers comme une charge commune des Provinces, ſuivant la cotisation exprimée ci-deſſus, ou autrement que les Deniers à ce neceſſaires ſeront negotiez ſur les Comptoirs de Hollande & de Weſt-Friſe ſuivant la proportion accoûtumée, Mais s'il ſe trouve que dans les ſuſdits dix ans il ait été moins depenſé que deux cent cinquante mil livres, ce moins ſera raporté dans la liquidation des dix autres années ſuivantes & à la fin d'icelles. ANNO 1668.

*III. Et comme le College de l'Amirauté des Quartiers de Weſt-Friſe & du Nord ſans les * Conſentes & Subſides extraordinaires de l'Etat n'eſt pas de grand pouvoir, il ſera dès à preſent comme pour lors arrêté, comme il eſt arrêté par ces preſentes, que quand aucuns Subſides extraordinaires ne ſeront conſentis au profit du College de l'Amirauté, on que ce conſentement de Subſide ne viendra pas à monter en un an à quatre vingt mil Livres pour le contingent du ſuſdit College, alors pour rendre ledit College en quelque maniere capable d'un équipage convenable, il ſera ſubſidié de la Somme de quatre vingt mil Livres, ou de quelque autre Somme, ſi l'extraordinaire conſentement pour le contingent dudit College, vient à monter en un an à moins qu'à quatre vingt mille Livres, & ce à la charge des Provinces de Hollande & de Weſt-Friſe, & comme la ſuſdite Somme ſera jointe à la maſſe des charges qui devront être diviſées entre les deux Quartiers comme deſſus, elle ſera conſequemment effectivement raportée dans la ſuſdite repartition. Le tout jusques à ce que par une Reſolution unanime de la Nobleſſe, des Nobles, & des Villes de Hollande & Weſt-Friſe il en ſoit ordonné autrement. C'eſt pourquoi il eſt dès à preſent comme pour lors arrêté, que ſi par la benediction de Dieu, le revenu du ſuſdit College vient à augmenter annuellement jusques à cinq cent mil Livres, ou à plus, ou que ledit revenu par laps de tems ou par le changement des affaires, vienne quelque peu à égaler ou formonter le revenu que le College de l'Amirauté ſe trouvera alors avoir ſur la Meuſe, en l'un & l'autre des ſuſdits cas les Subſides extraordinaires ſumentionnez tiendront à ceſſer, du moins ne naitra-t-il aucune Action à cet égard en vertu de ce Contrat.*

* Chargés au lieu d'impoſitions autres que celles l'Etat donne ſon conſentement.

IV. En outre, vû que durant la derniere Guerre contre l'Angleterre le ſuſdit College de l'Amirauté a touché en differens tems, des Conſentements extraordinaires au Deniers negotiez, beaucoup moins que le montant des ſuſdits Conſentemens ou la portion contingente dans les Negociations de Weſt-Friſe, & que le Quartier du Nord porte moins que la quatriéme part de ce qui eſt accordé ſucceſſivement au profit des trois Colleges de l'Amirauté reſidens dans ces Provinces, ce qui dans tout le tems de la ſuſdite Guerre Angloiſe vient à monter à la Somme de neuf cents mille Livres Carolus, pour à cet égard rembourſer au ſuſdit College ce qui lui manque, la juſte moitié en ſera comptée au ſuſdit College par les Conſeillers Deputez de Weſt-Friſe & du Quartier du Nord; pour trouver lesquelles moitiés reſpectives, lesdits Conſeillers Deputez au cas que beſoin ſoit, par les Seigneurs Etats, en vertu de l'approbation & Ratification de cet Accord, ſeront authoriſez de pouvoir ordonner les Negociations requiſes ſur les Comptoirs de l'un & de l'autre Quartier, & qu'en outre

ANNO 1668. voorts alle d'achterstallige, ofte onbetaelde Schulden van de voorleopene jaren in 't een ende het ander Quartier respectivelick betaelt sullen, werden sonder dien aengaende eenige gemeenschap te maecken, of repartitie te introduceren.

V. Dat door de voorst. veraccordeerde quote, ofte repartitie geene de minste veranderinge gemaeckt sal worden in de gewoonelijcke ende van oudts gebruyckelijcke quote ouerrent de Negotiatien op los-Lijfrenten of Interessen, mier dat alle de Capitalen die voorts aen tot voldoeninge van eenige sullen, of gedraegge Consenten, of oock wel tot een *fonds de reserve* of andersins sullen werden genegotieert, over de respective Quartieren uytgeschreven, ende by defelve gheturnoert sullen werden, als voor henen nae de gheburyckelijcke quote van *negen en seventigh ende een half* over 't Zuyder Quartier, ende *twintigh ende een half* van 't Noorder-Quartier.

VI. Ende by soo verre het mocht komen te gebeuren, 't gunt Godt Almachtigh genadelijck gelieve te verhoeden, dat West-Vrieslandt door het inbreecken van den bekenden West-Vrieschen Zeedijck mocht komen gheinundeert te werden, dat alsdan mits het respresupponeert onvermogen van 't gemelte Quartier dese Conventie sal komen te ceslieren, ende een yeder van de Partijen contrahenten wederom sal komen in sijn geheel, even ende ist suleker voegen als of het jegenwoordige Verdragh noyt aengenomen wate geweeli.

VII. Dat de Penningen procederende van het middel van 't Dennezout in den Noorder-Quartiere gheheven werdende, alhoewel defelve voor henen directelijck ende immediatelijck ten Comptoire van den Ontfanger Generael gebracht zijn, echter voortaen by advenu ende executie van dese Contracte in de respective Comptoiren van West-Vrieslandt ende den Noorder-Quartiere gefurneert werden, ende alsdan verblijven sullen ter dispositie van de Gecommitteerde Raden in den selven Quartiere, om nevens anderen tot voldoeninghe van de voorst. Lasten ofte Petitien voor haer geemployeert te mogen worden.

VIII. Dat het profijt gereflecteert, ofte noch te reflecteren uyt te gedoene, ofte noch te doene reductie van Renten ende Interessen over de Comptoiren van de Domeynen by goede ende vreedsame tijden, als voor henen ghe-employeert sal worden tot afloosinge van Capitalen over defelve Comptoiren gheregistreert, ende in kas by tijden van Oorlogh of andere gelegenheyt Haer Ed. Gr. Mog. gheraden sinden mogen vinden defelve Penningen elders dan tot afloosinge als boven te laten employeren, dat als dan daer mede niet alleen dan gemeene Lasten tot verlichtinge van de sen de Quartieren bestaet of anderlins defelve Penningen by 't een ende 't ander Quartier na de voorst. beraemde *quote* gheproffiteert sullen worden; ende voor soo veel nu of namaels eenige Middelen over de ganesche Provintie geheven of ingewilligt ende verpacht sinde mogen werden, dat het provenu van dien ingelijcks niet anders dan in manier voorsz. tot gemeene vertichtinge gebruyckt, of by 't een ende 't ander Quartier na defelve *quote* gheproffiteert sal worden.

IX. Dat soo lange defelve beraemde *quote* of soodanige andere als by eenpuntige Resolutie als boven, in plaetse van dien sonde mogen werden gearresteert, by de van *West-Vrieslandt* ende den *Noorder-Quartiere* werdt ghedraghen ende voldaen, 't voorst. Collegie tot Admiraliteyt in den selven Quartiere sal trecken en genieten het volle *vierde part* van de *quote* defer Provintie, in alle consenten tot Subsidie van de respective Collegien ter Admiraliteyt gedragen werdende, ende dat midsdien het selve Collegie van de Middelen tot de saecken van de Zee gecontenteert, gratificeert, of wel genegotieert, uyt het Zuyder-Quartier sal ontlangen 't gene de voorst. beraemde *quote* van *achtien ende een quart*, ten aensien van gecontenteerde Middelen, ende het ordinaris van *twintigh en een half*, ten aensien van genegotieerde Penningen minder dan 't voorst. volle *vierde part* komt te bedragen.

X. Dat de Gecommitteerde Raden in 't eene ende 't andere Quartier, in kraehte van Haer Ed. Gro. Mo. approbatie, die op desen Accoorde verwacht ende te ghe-

ANNO 1668. *outre tous les Arrerages & les Dettes, non payées, des années écheuës dans l'un & dans l'autre Quartier seront payées respectivement, sans qu'à cet égard, il y ait rien de commun, ni qu'on introduise aucune repartition.*

V. Que par la susdite cottisation accordée, ou repartition il ne sera fait le moindre changement dans les anciennes cottes & qui sont d'usage à l'égard des Negotiations sur les Rentes rachetables, ou Interêts, mais que tous les Capitaux qui seront ci-après negociés pour satisfaire à quelques charges ou consentement, ou même pour un fond de reserve ou autrement, seront fournis par les Quartiers respectifs, comme ci-devant, suivant la cotte accoûtumée de soixante & dixneuf & un demi, pour le Quartier du Zud, & de vingt un demi pour le Quartier du Nord.

VI. Et s'il arrivoit, ce qu'à Dieu tout-puissant ne plaise par sa grace, que la West-Frise vint à être inondée par la rupture de sa Digue, alors à cause de l'impossibilité que l'on suppose dudit Quartier, cette Convention cessera d'avoir lieu, & chacune des Parties contractantes reviendront en leur entier, comme & tout ainsi que si ce present Contract n'eût jamais été agréé.

VII. Que les Deniers procedant du revenu de Dennezout venant à rehausser dans le Quartier du Nord, quoi qu'ils ayent ci-devant été portez directement & immediatement au Comptoir du Receveur general. Cependant, en execution de ce Contract, ils seront cy-après fournis dans les Comptoirs respectifs des Quartiers de West-Frise & du Nord & demeureront à la disposition des Conseillers Deputez desdits Quartiers, pour être employez avec les autres à satisfaire aux susdites Charges & Petitions.

VIII. Que le profit qui est revenu ou qui reviendra encore de la reduction déja faite ou à faire des Rentes & Interêts dans les Comptoirs des Domaines en bon tems & de paix sera, comme ci-devant, employé au remboursement des Capitaux negotiez par lesdits Bureaux, Et au cas que dans un tems de Guerre ou autre conjoncture fâcheuse L. N. Gr. Puissances jugeassent à propos d'employer lesdits Deniers en autre chose qu'au remboursement susdit, qu'alors on n'en payera que les Charges communes pour le soulagement des deux Quartiers, ou qu'autrement on sera profiter lesdits Deniers par l'un & l'autre Quartier suivant la cotte susdite. Et si à present ou ci-après étoient levez ou consentis quelques revenus sur toute la Province, & donnez à ferme, qu'un usera semblablement du provenu comme dit est à l'avantage commun, ou que l'un & l'autre Quartier sera profiter suivant ladite cotte.

IX. Et jusques à ce que la susdite cotte ou telle autre qui par une Resolution unanime comme dessus, pourroit être arrêtée, soit portée & satisfaite par tous des Quartiers du West & du Nord, le susdit College de l'Amirauté desdits Quartiers tirera & jouira de la quatrieme partie entiere de la cotte de ces Provinces dans tous les consentemens de Subsides qui sont portez par les Colleges respectifs de l'Amirauté. Et que moyennant ce le susdit College recevra du Quartier du Zud des revenus, consentis, affectez & negotiez pour les affaires Maritimes, ce à quoi la susdite cotte de dix huit & un quart à l'égard des revenus consentis, & l'ordinaire de vingt & demi à l'égard des Deniers negociez, viendra à monter, moins que la susdite quatrième partie entiere.

X. Que les Conseillers Deputez de l'un & de l'autre Quartier en vertu de l'approbation qu'on attend que L. N. Gr. Puissances donneront à cet Ac-

cord,

ANNO 1668. ghemoet gesien werdt, geauthoriseert ende gelast sullen zijn, om tot voltreckinghe vande executie van den selven Accoorde, ten spoedighsten eene particuliere verdeelinghe ende repartitie over beyde de Quartieren te maken, soo van alle de Posten in den Staet van Oorloge begrepen, als van alle andere Lasten, de gemeene Provintie concernerende, ende voorts van jaer tot jaer, of t'telcken als dienthalvest eenige veranderinge voorvalt, of eenige nieuwe Lasten of Petition ingewilligt zijn, wederom van gelijcke te doen, ook jaerlijcks te liquideren ende verreffenen 't gunt van de gerepartieerde Lasten op 't eene of 't ander Quartier contbetselt gebleven, ende extine gevallen, of anderssins by d'een of d'andere toeval geprofiteert soude mogen zijn.

Aldus gedaen, veraecordeert ende gesloten in *'s Gravenhage*, op den voorsz. *een en twintigsthen* July, *sesthien hondert acht en sestigh*. Ende ten oirconde der waerheyt by ons ondergeschreven, met onse respective Onderteeckeninghen en Signaturen bevestight.

Was geteeckent:

Zuyder-Quartier.	Noorder-Quartier.
A. V. Bouckhorst.	*Lucas van Neck.*
J. Van Beveren.	*Nicolaes Teengs.*
C. Gravelleyn.	*Pieter Bording.*
A. van der Goes.	*Adriaen Sevenhuysen.*
P. V. Swanenburg.	*Claes Admirael.*
Gerard Hasselaer.	*R. de Brouwer.*
Johan Pesser.	*D. V. Foreest.*
Adriaen Boxel.	*J. V. Foreest.*
H. V. Arckel.	
Herbert van Beaumont.	
Simon van Beaumont.	

Johan de Wit.

sestien hondere acht en sestigh.

cord, seront authorisez & chargez pour une execution & accomplissement de ces Accord, de faire au plûtôt une particuliere division & repartition sur les deux Quartiers tant de tous les Articles compris dans l'état de Guerre, que de toutes les autres Charges qui concernent les Provinces communes, & ainsi fera fait d'année en année, ou chaque fois qu'il écherra quelque changement, ou qu'il faudra consentir à quelque nouvelle Charge, ou Petitions, & d'en liquider ra & égualisera aussi annuellement ce qui restera à payer des Charges reparties sur chaque Quartier, ou qui aura été profité dans l'une ou l'autre rencontre.

ANNO 1668.

Ainsi fait, accordé & conclu à la Haye le sushit vingt & unième Juillet mil six cens soixante huit. En témoin de la verité nous soussignez avons confirmé ces presentes de nos Signatures respectives.

Etoit signé:

Quartier du Zud.	*Quartier du Nord.*
A. V. Bouckhorst.	Lucas van Neck.
J. van Beveren.	Nicolas Teengs.
C. Gravelleyn.	Pierre Bording.
A. van der Goes.	Adrien Sevenhuysen.
P. V. Swanenburgh.	Claes Admiraal.
Gerard Hafelaer.	R. de Brouwer.
Jean Pesser.	D. V. Foreest.
Adrian Boxel.	J. V. Foreest.
H. V. Arckel.	
Herbert van Beaumont.	
Simon van Beaumont.	

Jean de Wit.

mil six cens soixante huit.

XXXIX.

5. Oct. *Articles convenus* sub spe ratificationis, *entre les Ministres du Roi de la* GRANDE BRETAGNE, *du Roi de* SUEDE, *& des Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *pour assurer l'Alliance de la Triple-Alliance, en assurant le payement des Subsides promis à la Suede. A la Haye le* 5. *Octobre* 1668. Avec l'APROBATION *de Leurs Hautes Puissances par Resolution du* 20. *Decembre* 1668. [AITZEMA, *Saken van Staet en Oorlog*. Tom. VI. Boeck 48. pag. 862. in fol. & dezelfde pag. 931.]

Extract uyt de Resolution van de Heeren Staten van Hollandt ende West-Vrieslandt, in Haer Ed. Groot Mog. Vergaderinghe genomen op Donderdagh den twintichsten December.

BY refumptie gedelibereert zijnde op 't Advijs van de Heeren Haer Ed. Groot Mog. Gecommitteerden tot de sacken van *Engelant*, hebbende inghevolghe en tot voldoeninge van der selver Resolutie Commissoriael in date des *seven en twintichsten* der voorleede maent geexamineert ende overwogen, 't gepapporteerde van 't gunt by absentie van Haer Ed. Gro. Mog. was gepasseert en voorgevallen, ontrent het subject van de *Triple*-Alliantie den *vijf en twintichsten* April laetstleden, tusschen *Engelant*, *Sweden*, ende defen staet gheslooten, en in specie ten aensien van de Subsidien ter contemplatie van dien, door *Spangien* aen *Sweden* te betalen, met het gene daer ontrent is in voorgaende Notulen, onder date den vijsden defes breeder gementioneert, hebben Haer Ed. Gro. Mog. haer wel laten gevallen, het resultaat van seeckere Conferentie tusschen den Heere Ambassadeur *Temple*, en de Gedeputeerden van Haer Ho. Mog. met den Heere Extraordinaris Envoyé *Appelboom*, over 't voorschreve subject gehouden, sulcx ende in dier voegen als 't selve bij vervat, in 't geschrifte hier naer geinfereert.

L'Ambassadeur du Roy de la *Grande Bretagne*, & les Deputez des Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, ayant esté aujourd'huy en Conference avec le Sieur Envoyé Extraordinaire du Roy de *Suede*, au sujet de la derniere Réponse donnée au nom & de la part de la Reine Regente *d'Espagne*, sur les Lettres reiterées, & instances nouvelles escrites & faites par de la part dudit Seigneur Roy de la *Grande Bretagne* & desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas à ladite Reine; A ce qu'il plust à Sa Majesté payer au Roy de *Suede* les Subsides, plus amplement exprimés dans l'Acte separé, arrêté conjointement avec la *Triple-Alliance*, à Londres le *vingt cinquiesme* Avril dernier, (stile du lieu,) & voyant d'un costé avec regret les difficultés que ladite Reine & le Conseil *d'Espagne* continuent de faire à l'égard de la satisfaction desdits Subsides, & faisant reflexion de l'autre costé sur l'intelligation sincere & sur le zele ardent desdits Sieurs leurs Maîtres, d'executer & de satisfaire, avec la derniere ponctualité tout ce à quoy ils se sont obligés, tant par ladite Triple-Alliance, que par l'Article separé qui en depend; sçavoir à faire tous les devoirs & offices imaginables auprés de la Couronne *d'Espagne*, afin que lesdits Subsides puissent estre payés audit Seigneur Roy de *Suede* & faute de cela à s'absterdir de tous offices d'amitié envers *l'Espagne*, aux affaires, que cette Couronne a à demesler avec la France, une pour plus grande satisfaction de la promesse faite par les Seigneurs leurs Maîtres, & pour faire reüssir l'intention de la Couronne de Suede, aussi bien que le repos public, proposé de leur mouvement les points suivans, lesquels ils chercheront par toute sorte de bons offices de faire agréer par lesdits Seigneurs leurs Maîtres.

ANNO 1668. I. Que pour induire la Couronne *d'Espagne* par une plus grande asseurance de sa seureté à fournir lesdits Subsides, l'on pourroit faire à la Reine Regente une offre particuliere de la part des Rois de la *Grande Bretagne* & de *Suede*, comme aussi de la part des Estats Generaux des Provinces-Unies, qu'en eschange de sa promesse, de payer lesdits Subsides, ils promettront reciproquement, & ainsi par une obligation mutuelle de garantir la Couronne *d'Espagne*, à l'égard de tous ses Royaumes, Provinces, Pais & Places, en la paisible jouissance de la Paix dernierement faite à Aix la Chapelle; & ce sans exception d'aucuns Pais, ou Places, quelque nom qu'ils puissent avoir, ou en quelque lieu qu'ils puissent estre situés.

II. Que pour cet effect, & pour une plus grande asseurance de ladite Paix, les trois Estats susnommés arresteront dés à present les forces & les moyens qu'ils employeront, en cas d'infraction par l'infracteur, comme aussi la forme & la maniere, autant que cela se pourra faire, en laquelle chacun d'eux agira, le cas escheant.

III. Et afin que lesdits Subsides puissent estre d'autant plus facilement payés, & avec moins d'incommodités pour la Couronne *d'Espagne*, que la Couronne de *Suede* veuille trouver bon, que le payement s'en face une bonne partie comptant, & le surplus à des termes raisonnables, & qu'en eschange aussi, pour plus grande satisfaction de la Couronne de *Suede*, & pour en cas d'infraction de ladite Paix, ce qu'à Dieu ne plaise, à rendre d'autant plus capable d'une vigoureuse execution de sa Guarantie, on arretera aussi semblablement dés à present que ladite rupture escheant l'on subsidiera ladite Couronne de *soixante mille* Rixdalers par mois, dont la moitié sera fournie par celuy, au profit & à l'avantage duquel la Garantie se fait & execute, & l'autre moitié sera payée & acquittée par provision, par le Roy de la *Grande Bretagne* & par les Estats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, également: en recevant bonne asseurance, qu'aprés que la Paix sera reüablie, ils en seront remboursés par eeux, en faveur & à l'avantage duquel la Guarantie aura été fournie & executée.

IV. Et d'autant que l'on a sujet de croire, & que l'on prévoit, que l'on ne pourra pas faire regler cette affaire, avec la diligence requise, par des Lettres que l'on pourroit escrire & reserire en *Espagne* & en *Suede*, il sera à propos, que de tous costés l'on faſſe en sorte, que non seulement le Roy de la *Grande Bretagne* & les Estats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas qualifient leurs Ambassadeurs & Deputés refpectivement, à ce que dessus, mais aussi principalement que les Ministres d'*Espagne* & de *Suede*, qui resident presentement icy, ou bien tels autres que leurs Maistres refpectivement trouveront bon de nommer, pour cela, soyent pourveus d'instruction suffisante, authorité & pouvoir, de regler, arreller & conclurre lesdits Points, fans que pour cela il soit besoin d'autres ordre, instruction ou autorité de leurs Committeurs.

Ainſi fait à la Haye le *cinequiesme* Octobre *mil six cens soixante huit.*

XL.

30. Nov. *Fœdus Defenſivum inter Romanorum Imperatorem* LEOPOLDUM, *& Electorem Saxoniæ* JOHANNEM GEORGIUM, *ad Decennium tantum. Viennæ die* 30. *Novembris anno* 1668. Cum RATIFICATIONE *ejusdem Fœderis defenſivi ex parte Electoris. Data Dresdæ die* 4. *Decembris* 1668. [Tiré de la Regiſtrature d'Estat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

NOS JOANNES GEORGIUS Dei gratia, Dux Saxoniæ, Julix, Clivix & Montium, Sacri Romani Imperii Archi-Marefchallus & Princeps Elector, Landgravius Thuringiæ, Marchio Misniæ, Superioris & Inferioris Lobnitæ, Burggravius Magdenburgenſis, Comes Marcbiæ & Ravenspurgi, Dominus in Ravenſtein. Notum facimus universis ac singulis, quorum seire interest pro nobis, Hæredibus ac Succeſſoribus noſtris, quod cum inter Serenissimi, Potentissimi & Invictissimi Domini Domini Leopoldi, Divina favente Clementia Electi Romanorum Imperatoris semper Augusti, Hungariæ atque Bohemiæ Regis & nostrum Plenipotentiarium sufficienti utrimque Mandato instructos de fœdere Defenſivo vigesimo ſtyli veteris Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo sequentem in modum actum & conclusum sit. ANNO 1668.

In Nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, Dei Patris, & Filii & Spiritus Sancti. Amen.

CUm Sereniſſimus, Potentiſſimus & Invictiſſimus Dominus, Dominus Leopoldus Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator semper Augustus &c. &c. &c. ex una: & Sereniſſus fus Electoralis, Sereniſſimus Dominus, Dominus Joannes Georgius Dux Saxoniæ, Sacri Romani Imperii Archi Marefchallus & Princeps Elector &c. &c. &c. moderni temporis & circumstantiarum rationem perpenderint, & uterque ſibi proficuum fore judicaverint, ut inviolem de mutua defenſione ad mutuam necessitatem, tam arcte obligentur; ut alter in alterius auxilijs certam fiduciam ac fundamentum collocare queat. Idcirco inter Sacræ Cæſareæ Majeſtatis & Sereniſsimi fuæ Electoralis Deputatos idoneis inſtructos Plenipotentia, nempe ex parte Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Ceſſiſſimum Principem Dominum Wenceslaum Ducem Saganenſem, Piniſſiem & Gubernatorem Domus Lobkowitz, Principem Sereniſſimi enſem, Dominum in Chlumnitz ad Albim, Equitem Aurei Vellcris, dictæ Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Conſiliarium Aresnum & ſupremum Aulæ Præfectum, ex parte vero Sereniſſimi Electoris Celſiſſimum Dominum, Dominum & Principem Joannem Adolphum Slesvigii & Holſatiæ Ducem, Adletorum ſuorum Principalium nomine, ſequens Fœdus reciprocæ defenſivum factum & conclusum fuerit.

I. Primo, ſit & maneat conſtans, vera, ſincera inter Sacram Cæſaream Majeſtatem & Sereniſſimum Electorem Saxoniæ, & amborum Hæredes & Succeſſores Amicitia, ita ut uraque Pars alterius honorem, utilitatem commodumve promoveat, ſecuritati ſiuæque ſatagatque ut Pax Weſtphalica lædæ cuſtodiatur, & nulli amborum Partium quicquam hoſtilitatis, inimicitiæ aut moleſtiæ contra ejus tenorem inferatur.

II. Secundo, unde ſi contingeret Sacram Cæſaream Majeſtatem in ſuis Regnis, Poſſeſſionibus & Regno Hungariæ & Bohemiæ, aut aliis ſuis Statibus & Provinciis Hæreditariis ab aliquo vel aliquibus, quicumque aut quicunque illi ſint, hoſtiliter & Bello inquiri, teneatur ſua Electoralis Sereniſsima poſt ſuſtam requiſitionem quam citiſſime, vel ſaltem intra trimeſtre Sua Majeſtati ſubmittere in auxilium mille Pedites & quingentos Equites Inſtructos armis, & apparatu Militari, nec non re tormentaria Campelli minori, qua modo dicto numero conveniat. Quod ſi eriam gravior urgeret neceſſitas, & Sua Majeſtas ultra priorem numerum Militum alios mille Pedites & quingentos Equites pariter, uti modo dictum, omni apparatu inſtructos in auxilium deſideraret, teneatur & hoc ſua Sereniſsima Electoralis poſt ſuſtam novam requiſitionem quantocius & ſaltem intra duos menſes ſubmittere.

III. Tertio, quod ſi fuæ Sereniſsimæ Electoralis Provinciæ ab uno vel pluribus, quisque ille aut quicunque ſint, Bello invaderentur, pariter Sua Majeſtas velociſſime & ſaltem intra duos menſes a facta requiſitione ſuæ Sereniſsimi ſuppetias ferat, cum pari numero Militum, nempe mille Peditibus & quingentis Equitibus, vel ſi gravior incumberet neceſſitas in vieiſſitudinem promiſſionis a ſua Electorali Sereniſsimæ factæ, & in præcedenti Articulo comprehenſæ, cum bis mille Peditibus & mille Equitibus, omni apparatu neceſſario ut ante dictum, ad proportionem hujus numeri provisis.

IV. Quarto, milleabunt & egregiam in defenſionem narabunt operam, utriuque Partis auxiliares Copiæ, quamdiu periculi ingruentis ratio hoc poſtulaverit, & usque dum Pax inita fuerit.

V. Quinto, ſubmiſſitrabit ille, cui in ſuis Provinciis ab alterо ſubveniter. Militi auxiliario eadem modo omnia victualia, ſicuti ſuis propriis Copiis, & quidem gratis & toto illo tempore, quamdiu in ſuo Statu durabit illa Expeditio: Stipendium vero militare quisque Fœderatorum ſuis Copiis dependat: quibus etiam ſuis expenſis de apparatu dictæ rei tormentariæ Campeſtris minoris providеat; Quod ſi vero aliquis locus vel oppugnandus vel propugnandus foret, Tormenta majora cum debito apparatu Pars illa in cujus Defenſionem miſſum eſt auxilium, ſuo ære & ſumptu ſubminiſtret.

VI.

ANNO 1668. VI. Sexto, si eodem tempore uterque ex Fœderatis ab uno vel pluribus vim patereturr, neuter in hunc eventum alteri ad ferendum auxilium obstringitur.

VII. Septimo, quod si etiam alterutra Pars in diversis locis, ab uno vel pluribus invaderetur, non teneretur tamen ultra prædictum numerum adaugere suppetias.

VIII. Octavo, Armorum Directio fili ex Fœderatis competat, in cujus Statu ac Territorio Bellum geritur: Omnia vero majoris momenti negotia, quæ circa Belli gerendi rationem occurrunt, communicatis Consiliis expediantur.

IX. Nono, nullus hostibus alterius transitum, Commeatum, flatus, receptum aut receptum concedat, sed omni conatu & viribus impediat, permittat vero Copiis Auxiliaribus, ita ut & his, si ratio necessitatis exigat, detur receptus, sub mœnibus & tormentis locorum munitorum, prænomiato tamen Gubernatore illius Civitatis, vel Urbis, & communicato cum hoc Consilio, & ut inde cessante periculo, iterum recedatur.

X. Decimo, neuter Pacem, aut Armistitium sine alterius consensu & præscientia tractet, multo minus concludat, sed hæc omnia mutuo peragantur & absolvantur placito, studeatque unusquisque in ejusmodi Congressibus & Pacificationibus alterius securitati & commodo.

XI. Undecimo, pangitur hoc Fœdus ad decem annos integros & completos, includendo, & obligando amborum Hæredes & Successores, porrigendum etiam & prorogandum ante lapsum interstitium dicti temporis, si ita res exigere videbitur.

XII. Duodecimo, cum nulla sit alia in hoc Fœdere intentio, nisi mutuæ securitati prospicere & ne alterutra Partium contra quemcunque insurgat Pacis Westphalicæ, violentiis & hostilitatibus imperatur, liber proinde est aditus aliis Statibus mutuo Partium consensu admittendis.

Conclusa fuerunt hæc omnia inter prænemoratos Sacræ Cæsareæ Majestatis & Serenissimi suæ Electoralis Plenipotentiarios vigore plenæ facultatis ac Mandatorum a suis Principalibus ipsis concefforum, & reciproce communatorum, quorum tenor infra sequitur, sub Ratihabitione suæ Cæsareæ Majestatis & Serenitatis suæ Electoralis, quas utriusque Partis Plenipotentiarii intra spatium quatuor hebdomadarum, extradendas & commutandas promittunt. In quorum fidem præsens hoc Instrumentum a prænominatis Dominis Plenipotentiis & Plenipotentiariis subsignatum & Sigillis munitum est. Actum Viennæ die ultima Novembris. Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo.

(L. S.) *Venceslaus Dux Sagan-ensis* (L. S.) *Joannes Adolphus Dux Slesvigii & Holsatiæ.*

QUm vero simul etiam conveneit, ut hujus Fœderis Ratihabitio intra terminum quatuor hebdomadarum a dicta Sacra Cæsarea Majestate & a nobis fiqui, & utrique communitari debeat, nos huic Conventioni satisfacientes, hoc memoratum Fœdus defentivum per omnia & singula approbamus, confirmamus & ratum habemus pro nobis Hæredibus & Successoribus nostris verbo nostro Electorali promittentes, nos omnia & singula in præfato Fœdere contenta, quantum ea nos concernunt, Divina favente gratia bona fide præstituros & adimpleturos, omnique ratione impedituros, ne a nostris vel aliis ullo modo violeatur. In cujus rei fidem hasce manu nostra subscriptas Sigilli nostri Electoralis appressione muniri jussimus. Dabantur in Urbe nostra Dresda die quarta mensis Decembris stylo veteri, Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo

ANNO 1669. connoître sa Serenissime Electeur de Cologne, le dit qu'elle avoit de rester dans cette Alliance, avec les mesmes Princes avec lesquels elle avoit eté honeste & mesme de la proroger encore pour quelques années, a avoit témoigné qu'attendu qu'il se trouvoit de la part de quelques-uns des differentes que Sa Majesté ne pouvoit surmonter, Elle estoit encore preste de la renouveller avec ceux à qui elle seroit agreable. Et d'autre part son Alteste Electorale n'ayant pas moins reconnu les avantages que cette Alliance avoit apporté pour le bien de toute la Chrestienté, pour la surete de l'Empire, & pour le profit particulier de tous les Princes qui la compoſoient; & ainſi ſouhaitant de la maintenir & de la conſerver, tant pour ces raiſons que pour donner au Roi des marques de ſon amitié & de ſa reconnoiſſance. Sa Majeſté Tres-Chreſtienne a donné au Sieur de Lionne, Miniſtre & Secretaire d'Eſtat; Et ſon Alteſſe Electorale de Cologne au Prince Guillaume de Furſtemberg, Ordre & plein-Pouvoir de s'aſſembler, & les ont eſtablis leurs Plenipotentiaires, lesquels ſont convenus des Articles ſuivans.

PREMIEREMENT. Son Alteſſe Electorale ſera toûjours preſte de renouveller ladite Confederation, toutes les fois que les autres Princes qui en ſont les Membres, ou tous, ou quelques-uns d'entr'eux y donneront leur conſentement, Elle promet de plus à Sa Majeſté que quand trois, ou du moins deux Princes d'Allemagne voudront faire une nouvelle Alliance avec Sa Majeſté, à peu prés de même nature que celle-cy, ſon Alteſſe Electorale y donnera les mains aux mêmes conditions.

II. Sa Majeſté auſſi pour donner de ſa part au Sereniſſime Electeur des marques de ſa bienveillance & de ſon amitié, luy fournira du ſecours contre tous les Princes, qui ſous quelque cauſe & pretexte que ce ſoit l'attaqueront.

III. A cet effet Sa Majeſté n'eſtant preſentement embaraſſée d'aucune Guerre, envoyera au ſuſdit Electeur, pour s'en ſervir en quelle maniere, qu'il luy plaira, huit Compagnies du Regiment de Furſtemberg, comme il eſt porté par le Traité fait avec le Prince Guillaume de Furſtemberg.

IV. Et en cas que le ſuſdit Electeur eût un juſte ſujet de craindre que les Eſtats ne fuſſent envahis par un ou pluſieurs Princes ou Eſtats ſes Ennemis, Sa Majeſté en eſtant requiſe, luy envoyera jusqu'à cinq mil Hommes de Pied & deux mil Chevaux, ſelon le nombre que ſon Alteſſe Electorale jugera luy eſtre neceſſaire, lesquels Sa Majeſté entretiendra à ſa ſolde, ſans que le ſuſdit Electeur ſoit obligé de leur fournir autre choſe que le couvert: & Sa Majeſté aura ſoin que la Diſcipline Militaire ſoit exactement obſervée parmi eux dans les Lieux de leur ſejour, afin qu'ils ne ſoient point à charge aux Sujets de ſon Alteſſe. Sa Majeſté ne conſentira & ne permettra point qu'ils ſoient les premiers à commencer la Guerre, & à commettre les premiers Actes d'hoſtilité contre qui que ce ſoit, mais que qu'elle les rappellera en France à la premiere requiſition de ſon Alteſſe Electorale. Sa Majeſté de plus donnera ordre, que tant les ſimples Soldats que les Officiers & Commandans ſoient fournis à ſon Alteſſe, & à ſes ordres en tout & par tout, & pour plus grande ſeureté qu'ils preſteront Serment de fidelité entre les mains de ſon Alteſſe Electorale & de ſon Chapitre Metropolitain, pour le temps qu'ils reſteront à ſon ſervice; de maniere que Monſieur l'Electeur ne ſera obligé que de leur fournir le couvert, s'obligeant néanmoins d'avertir Sa Majeſté de leur retour en France, ſix ſemaines avant leur départ, & de leur fournir le neceſſaire pour leur voyage, & de leur procurer de tout ſon pouvoir la ſeureté de leur paſſage en France.

V. Que s'il arrivoit par hazard qu'on envahit les Eſtats du ſuſdit Electeur, & qu'il eût beſoin d'un plus grand nombre de Troupes que des deux mil Chevaux & des cinq mil Hommes de Pied cy deſſus mentionnez, Sa Majeſté luy en fournira volontiers encore pareil nombre, c'eſt-à-dire, deux mil Chevaux & cinq mil Fantaſſins, que ſon Alteſſe entretiendra à ſa ſolde, moyennant un Subſide de 100000. Ecus de Fraucc, que Sa Majeſté luy ſera payer exactement à la fin de chaque mois, & Sa Majeſté ne rappellera point les ſuſdites Troupes, ni ne retranchera point le ſuſd. Subſide, que ſon Alteſſe Electorale n'ait conclu une Paix ferme & entiere avec ſes Ennemis.

VI. Le Cardinal Mazarin, d'heureuſe memoire, ayant promis à ſon Alteſſe Electorale d'obtenir du Roy pour Elle douze pieces de Canon, & ſadite Alteſſe ne les

XLI.

1669. 16. Fevr. FRANCE ET COLOGNE. *Traité d'Alliance, entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* MAXIMILIEN HENRY DE BAVIERE, *Prince Electeur de Cologne. Conclu à Paris le 16. Février, 1669.* [FREDERIC LEONARD. Tom. III.]

SA Majeſté Tres-Chreſtienne ayant éprouvé les avantages qui proviennoient de l'Alliance du Rhin pour le bien & le repos de toute l'Allemagne, & la proſperité & le profit de ſes propres Eſtats, aprés avoir fait

Digitized by Google

ANNO 1669. les ayant pas encore reçû, Sa Majesté luy promet comme Elle s'y oblige par un Ecrit à part de la main, de les remettre à Metz ou à Brisac, au Commissaire ou autre Officier qui y sera envoyé par son Alteſſe Electorale, pour les y recevoir quand il luy plaira.

VII. En cas qu'on renouvellat le Traité de l'Alliance du Rhin, ou que Sa Majesté en fit une semblable avec quelques Princes d'Allemagne, ou meme avec son Alteſſe Electorale, Sa Majesté ne sera plus obligée d'observer les conditions cy-deſſus mentionnées, & tout ce present Traité sera censé nul, excepter les troiſiéme & quatriéme Articles qui concernent les huit Compagnies du Regiment de Furtemberg, & les douze pieces de Canon, que Sa Majesté sera obligée de fournir en tout cas à son Alteſſe Electorale, en la forme & maniere cy-deſſuſdite. Ces preſens Articles ont eſté arrellez par le Sieur de Lionne, en vertu du plein-Pouvoir qu'il en a reçû de Sa Maj. & par le Prince Guillaume de Furtemberg, en vertu du plein-Pouvoir de son A. E. dont ils se sont reciproquement promis de fournir les Ratifications dans le terme de quinze jours, à compter du jour de la datte des preſentes. En foy de quoy ils ont ſigné lesdit Traité, & y ont mis le Cachet de leurs Armes. Fait à Paris le ſeiziéme Février 1669.

ANNO 1669.

XLII.

16. Fevr. Vereinigung zwiſchen Churfürſt Johann Georg den Andern/ und dero Herren Brüdern Auguſt/ Chriſtian/ und Moritz allerſeits Herzogen zu Sachſen/ in puncto der Steuern/ und übernehmung derer an denen Erb-Landen haffenden Steuer-Schulden auf gewiſſe Art. Kraft welcher dieſelbe die beſagte Steuer-Schulden pro rata ihres Landes-antheils über ſich nehmen. Geſchehen Dresden den 16. Februarii 1669. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abſatz II. pag. 798.]

C'eſt-à-dire,

Accord entre JEAN GEORGE II. *Electeur de Saxe, & ſes Freres* AUGUSTE, CHRISTIAN, *&* MAURICE *Ducs de Saxe au ſujet des* Steures *de leurs Eſtats & Dominat. Ils en font le partage entr'eux, & s'engagent à payer auſſi chacun ſa part & portion des Dettes dont elles ſont chargées. A Dresde le 16. Février 1669.*

WIr Johann Georg der Andere des H. Heiligen Römiſchen Reichs Erz-Marſchall und Churfürſt/ etc. und wir beſagten Gebrüder. Wir Auguſtus, poſtulirter Adminiſtrator des Primat und Erz-Stiffts Magdeburg/ dann Wir Chriſtian/ und Wir Moritz/ allerſeits Gebrüder und Herzoge zu Sachſen/ Jülich/ Cleve und Berg/ reſpective poſtulirte Adminiſtratores des Stiffts Merſeburg und Numburg/ Landgrafen in Thüringen/ vor Uns und unſere Nachkommen hiermit abſonderlich und bekennen:

Nachdem in der Durchlauchtigſten/ Hochgebohrnen Fürſten/ Herrn Johann Georgen des Erſten/ Herzogen zu Sachſen/ Jülich/ Cleve und Berg (hor. in.) Unſers Gnädigſten und Hochgeehrten Herrn Vaters und Gevatters Hochſeligen Andenkens hinterlaſſenen Teſtament und letzten Willen/ alſo auf die darinnen beſchriebene maaſſen ſambt andern Mittuntzen und reverſalien auch in ſpecie auf mit ausdrücklichen Worten die Steuer gegangen/ und in dem geruhten Uns ausgedruckten Terminis Verabredungs-Reverſ unter andern abgeredet worden/ daß die Steuer zwar beruhigsam bleiben ſolte/ doferne aber Wir uns Lüſtlose bezeugen zur Aenderung zu treiten/ wolte derſelben worden/ man ſich nach Verfliſſung der damahls angenommenen Landes-Vermöglichung/ darüber mit Zuthuung der Landſchafft weiter vereinigen und ölicher verabredten weiſe/ in beſten Friedes-Stand/ aber ſolte keinem Theil an ihnen aus dem väterlichen Teſtament und goſſen zuſtehenden Rechten etwas benommen oder benommen ſein/ ſo haben wir ſolches alles und inſonderheit dieſe bey uns roriſch verabredete und ernanente/ daß nehmlich Wir Uns/ in GOtt ruhenden Herrn Vaters letzten Willen/ in den darinnen Stücken ſchuldigſter maſſen erfüllet/ und dahero uns ſo viel mehr pflichtig und gehalten ſein/ ſolcher väterlichen Diſpoſition und Mittuntz auch in puncti der Steuer und Uebernehmung derer auf Unſers Hochſeligen Herrn Vaters hinterlaſſenen Erb-Landen haffenden Steuer-Schulden gebührend nachzuleben/ alles zu dem Ende/ damit Wir dem von Seiner Hochſeligen Gnaden in angezogenen Teſtament auf den hundlichen Gehorſam und ſchuldigen Reſpect, wie auch auf die Erhaltung der brüderlichen Einigkeit gerichteten Sinnen GOttes verſtändlich erlangten/ und den auf dem Segenfall gelegten/ klug und löblichen von Uns/ und unſern Nachkommen abwenden und verhüten/ zumahl wir beſſerer nicht ehue unſeren und unſer unterthanen Schaden verſpühret/ daß vielmehr Irrungen/ Mißverſtände und Unaleichheiten bey der jetzigen Steuer-Verfaſſung entſtanden/ und Zuthaltes der Neder unmöglich weiter setzen Willen in beſtändem Communion und Gemeinſchafft zu leben verbunden iſt. Und ob wohl in unſern freund-brüderlichen Vergleich enthalten/ daß man ſich in Anſehung der jetzigen Bewilligung nur Zuthuung der Landſchafft mogen hatte ſo vermeinen wolte/ So haben wer doch in weiterer Uberlegung der Sachen und ſonſten nunmehro ſo viel befunden/ daß an einen Theil unverantwortlich ſallen würde/ wann wir obbelegte Unſers in GOtt ruhenden hochſeligen Herrn Vaters und Churfürſten Intention und treuer Vorſorge hergeſtossener Lobrer Verordnung/ den Vätter-ertöflichen Verboth zu wider/ Hülfalls in disputat und Zweiffel ſetzen/ und dahero mit Zuthung derer bey Ehiſtiger Landes-Verſammlung aufgenommen beyden Spezie zu vergleichen Mach-Rede und Verglerung Anlaß geben lieſen; Am andern Theil auch/ wenn bey nunmehro ſich ereignenden Umſtänden und noch vorhitzig zugegangen Collegien der gemeine Schulden/ die gröſten von denen Land-Städten bey den Steuer-Bieſen als Creditores intereſſiret ſeynd/ in dieſer ſie tangenden Sorgen erwehnte Sache ſein richtiger und gleichmäſſiger Schluß zu hoffen/ ſondern ſolche deliberation nur in beſtwerliche Weiterung gerathen und hierdurch dieſes vorhabende hochſt nothdeutige Werck/ auch Unſern hochſeligen Herrn Vatters Gnaden letzter Wille an ſeinen erſtigen Orten ferner gehindert und retardiret werden dürffte/ da doch/ über verſprochenes Uerſuch/ uns ſonderlich auch obliget/ dahin möglich zu trachten/ damit einem ſolchen Unweſen und der groſſen Schuldenlaſt erledigt/ dep dieſen gefährlichen Zeiten und künfftens/ in welchen zur Landes-Defension erachtige Mittel und ſchleuniger Beytrag hochſtnöthig/ hierdurch nicht in weitere Unordnungen gerathen/ die Ehr und unbeſcholtene Gelegenheit nicht verhindert/ daß die Landſchafft zu Landes-Ehren und Nutz die Mach-kommen verſtehen/ und alle Summen auff dero Kertzen Cammer verſtehen/ ſo zumahl weder einzelnes werden mögen/ in Unſerer Anmerckung/ daß unſerer in GOtt ruhenden hochſeligen Brüdern/ und andern löblichen Fürſten Exempel nach/ auch daß bonum publicum, den allgemeinen Nutzen/ auch unſer und der Nach-kommen Beſtes und Wohlfarth mehr/ als auch daß intereſſe privatorum zu ſehen ſein will. Wollen demnach Kraft dieſes freundbrüderlichen Vergleichs/ und dero unterhero abgefaſſen und der getreuen Landſchafft communicirten Punctuation ohne alle Lebdaltung in unſern Willen beyderſeits vor uns wegen dieſer gemeiner Landes-Laſt/ wie die auf Zuthuung weiter unter einander verfahren/ oder wie/ und ſolle ſein/ daß Uns aus der väterlichen Diſpoſition und ſonſten zuſtehenden Rechten verbleiben wollen/ auch die gemeine Landſchafft ihre Pflicht und Nothdurfft allhier/ und den 1647. angeſetzten Landtag faſſam über dem paſſa der Steuer vernommen werden.

I. Haben und unverbrüchlich zu unverbrüchlichen Kraft Kraft ſolches wohlbedächtig beredet/ auch verbindlich und unverbrüchlich verſprochen/ daß nach Verfliſſung der jetzigen Landes-Verwilligung/ welche Landtagen jetzo den 15. Jahres in Gnade ſehet/ die groſſen Unkoſten/ ſo auf die Ober- und andere Steuer-Einnehmere und ſonſten bishero aufgewendet werden müſſen/ die Steuer und denen ſämtlichen Creditoren zu gut künfftig erſpahret/ ſolche Ober- und Steuer-Einnehmer Kraft dieſes aufgehaben/ und die zeigen Ober- und Creyß-Steuer-Einnehmer in Gnaden erlaſſen werden ſollen. Und mag demnach ein jeder unter uns ſich ſonſt und den unſerhalten Teſtament und ſonſten zuſtehenden Rechtens gebührend gebrauchen; Die Land-Rentz- und Haus-Gräffen/ Steuern/ ſo die Stände auff allgemeinen von uns und dem Chur-Fürſtlichen ausgeſchriebenen Land- oder Auffſchuß-Tägen/ bewilligt zu Bezahlung der Schulden/ als ja andern unſern beſtſtändig auf treuer Devotion ubermahl verwilligt/ auch ſeinen Landen und Landes-Theilen vor voll einnehmen/ und alles/ was hierzu nöthig/ und der Landſchafft ſonſten erfordern mirb/ expediren/ diſponiren und verfahren laſſen/ Geſtalt dann wir der Churfürſt von und wegen qualificirte in den Lande beantworter/ mit ſeinen andern Brüdern Landes-Berwaltungen belegte/ und in dieſem Werk prreſidirende Landes-Fürſter verordnen/ und ihnen auch wenns wollen der gerenen Landſchafft von Ritterſchafft Städten und andern Städten/ darin wir vorjetzo denen ampts wegen der Landſchafft ſchreiben dürffen/ Ober-Einnehmern/ wann ſie ſolches anzuhören/ und abſonderliche Pflicht leiſten werden/ ertheilen zu laſſen ein entſchloſſen/ alſungen/ auch darzu einen der unſern/ wenn unſern paſſale benöthigten und des Steuer-Weſens kundigen Bedienten beſtellen/ und ſie allerſeits in gnugſamer Inſtruction verſehen wollen/ da aber einer von denen wegen der Landſchafft Verordneten mit Tode abgehen wurde/ wollen wir jedesmahl aus drey oder vier Subjecten, ſo die Landſchafft an uns abgegangenen

Creis

ANNO 1669.

Stelle gehöhrend denominirten und vorschlagen wird / einen wie der verordnen und bestätigen. Es sollen auch jährlich die in solcher Steuer-Expedition gehaltene Rechnungen / vor uns und denjenigen / so die Landschafft hierzu deputiren wird / abgenommen und justificirt werden. Inmassen dann wir übrigens drey Fürstl. Gebrüder das Steuer-Wesen in unsern Landen-Partionen mit ehemahliger Zuziehung von der uns zugeordneten treuen Ritterschafft besser und möglichster massen in gehörige Verfassung zu setzen gemeynet seyndt / und damit der hierunter intendirte Zweck brüderlicher einracht und allgemeiner Lande wohlstandt mit allem und so viel mehr erreichet / sondern auch den unsern Nachkommen stabiliret / und immerwährend erhalten werden möge / so versprechen wir unter uns / und zwar denn andern reciproce, daß in solcher Steuer-Theilung / derer ordnung / Erhebung / Anstellung und Verlassung / ferner unser uns und unsern Nachkommen / den andern und dessen Nachkommen / durch Gewalt oder Verhetz / noch durch einige andere Maaße noch Weise einigen Einhalt thun sollen noch wollen.

* 11. Demnach wird 2.) Uns den Chur-Fürsten aber / vermöge deß Westhelischen Erb-Vergleichs / auch in unser freundlich geführten Beschwerden beyden / sieben / liebden Landen-Portion das Jus Belli & Pacis, nebenst andern reservatis auff Maaß und Weise / wie angezeiget unter Fremdbrüderlicher Vergleich mit mehrern belegt / gestehen thun; Es wird dasselbige Lande allen dergleichergen Contributionen / und was die Stände zur Landes-Defension für die Soldateska, Pleßungen / reparatur und dergleichen an jüngst ergangenen Landtage gewilliget / oder auch in Zukunfft weiter verwilligen möchten / von der Steuer-Theilung Kraffte deß ausdrücklichen ausgegangen / und uns den Chur-Fürsten und allen unsern Nachkommen vorbehalten / dergestalt und also / daß uns und ihnen Nachkommen an der Steuer deßgleichen Verwilligung auch aus Ihrer sieben / sieben / sieben Landes-portionen / ermehrter Steuer-Separation ungeachtet / jederzeit unaufhältlich gefolget werden soll / wenn bey den andern Chur-Fürsten jugehörigen fünf Bellis & Pacis und andern reservatis, nach Innhalt unsers Brüderlichen Vergleichs / ohne einige novation und Aenderung allerdinges gelassen werden solle.

111. Dar gegen wird 3.) haben wir Herzog Augustus, Herzog Christian und Herzog Moritz / wie auch alle Unsere Nachkommen / alle Land-Leute und andere / wennige des väterlichen Testaments und fremder Brüderlicher Vergleichung und zugehender Steuer / welche die uns zukommende Unterthanen bey vorher erwehnten Lande-oder Ausschuß-Tagen in Zukunfft willigen mögen / in unsern Landen-Portionen / wie vor / ungeändert / jedoch auch mit dieser beschehenen Maaß und Weise / daß wir und unsern Nachkommen neben denen unsere Landes-Portionen betreffende Steuer-Gelder / Tractamenta weil zu denen Reichs-und Creyß-Steuern / Quart-Pfennigen / wie auch Land-Wagen / Unterhaltung / und zu denen nöthigen dergleichen Lande angehende Gebäuligkeiten / nöthig / nach proportion der Landes-Theilung nun Fall hierzu von der Landschafft der Mangel nicht absonderlich bewilligt wird / solcher gestalt mit reguln und abstatten wollen / als deßfalls unter uns absonderlich vergliechen und beschlossen zugleichermaßen offtbesagten Rittern durch unsere mehrgesetzte Räthe eine endliche Abtheilung nach denen völligen Steuer-Schocken de anno 1628. gemachet worden.

IV. Was denn anbelanget 4.) die Steuer-Schulden an sich selbst / gleichwie gnfordersk sedes Capital an sich selbsten ipso jure theilbaar / also / daß jeder unter uns den Steuer-Creditoren mehrer nicht / als auch sonst zum theil proportion beträgt / und so viel ihm Innhalt der väterlichen Verordnung proportionabiliter betrifft / nach und nach / und so viel möglich / abzustatten / oder sich deßwegen mit den Gläubigern zu vergleichen schuldig ist. Also bleibet es auch nicht unbillig dabey / und haben wir uns Kraffte dieser dergestalt vereiniget / daß der alte Anschlag de Anno 1628. hierunter pro norma & fundamento stehen / gelten und mehrgedachter Steuer-Schulden nach beschehen abzug unterschieds / ob die obligationen von unsern in GOtt hochseeligen ruhenden Vorfahren / oder uns / denn jetzigen Chur-Fürsten / unterschrieben / darunter von uns wechselst und übernommen seyn / auch selbige gehörige massen abgetragen / und die uns zugegangenen Anschlag de Anno 1628 bereithende Portion und einheitung der künfftige Abstattung der Steuer-Capitalien in arbe genommen / keines weges aber ein oder der andere Steuer-Creditor weder mit / noch wider seinen willen / an einen unter uns vermiesen werden soll / sondern nachdem einer jedweden Landes Antheil viel oder wenig Steuer-Schock / Zumahlen die empfehlen Anschlags auff sich hat / nach solchen summen auch viel oder wenig nach den Steuer-Schulden über sich / Als zum Exempel / wann 5000. Gülden Capital Meissnischer Rechnung obgetragen werden solte / kommen davon der Proportion nach zu

3956. fl. 1. gr. 6. pf. Und dem Chur-Fürsten / wegen des Chur-Fürstenthumbs und andern Landen.

563. fl. 20. gr. — Uns Herzog Augusto, wegen unser Landes-Portion in Thüringen / und der Aembts-Sachsenburg.

132. fl. 10. gr. 6. pf. Uns Herzog Christiano, wegen der Aembter Delitzsch / Zörbig / Bitterfeld und Funkerwalda.

342. fl. 10. gr. — Uns Herzog Moritzen wegen der im Voigtlande habenden Schösse und Aembter / auch wegen der Aembter Weyda / Arnshaussk und Saxgerstädt / imgleichen der Herrschafft Tautenburg / Frauen-Priessnitz und Neder-Creba.

ANNO 1669.

* Im Fall auch gleich einer unter uns mehr Steuer-Capitalia / als seine stimmbrige zahl ansträgt / und Ihm zu bezahlen obliegt / an sich gebracht hätte / oder noch an sich bringen würde / soll er doch ein mehrers / als sinnen seinen Creditoren / nehmlich Landes Zustande nach / gehöhret / oder zu bezahlen gewesen / von uns andern zu fordern nicht berechtiget sein / sondern deßwegen mit Ihme / gleichwie mit andern Steuer-Creditoren / bishero der väterlichen Testamenta, hinlänglicher Vergleichung gewesen / oder das Capital, so viel möglich / nach und nach abgeleistet werden. Wie nicht weniger einen jedweden Steuer-Gläubiger seine Capitalia einem andern / Zumahlen der hierunter reservirten Rechte / gebührend zu cediren und zu übertassen unbenommen seyn.

V. Ob auch wohl 5.) unser daß Absehen auff eine allgemeine Landes-Revision gerichtet gewesen; So haben wir dennoch bey uns betrachtet und erwogen / daß man eines Theils zu dergleichen Revision grthero nicht gelangen mögen / andern theils auch / und wenn schon endlich darzu gekommen wurde / nicht dessowenger zu belorgen wäre / daß hierunter entweder der Landmann oder die Steuer uns vergleichen Unkosten bey weitem / und doch die desiderirte Gleichheit nicht erreicher werden dürffte / dahero soll es bey den alten Anschlag de Anno 1628. wie schon oben erwehnet / allerdings beruhenden / und die vorgehabte allgemeine Revision ennrsiellet bleiben. Gleichwohl aber mag ein jedweder in seinen Landen / Theilen eine Local-Revision vornehmen / an die Oerther / da die Anstewng allzuhoch geschehen / Commissarien verordnen / und dieselbige verfahren / wie es der Beschaffenheit Zustand und Oerther Gelegenheit nach sich bringet und erfordert / auch an sich selbsten Rechtens und billig seyn wird. Jedoch allezeit dergestalt und also / daß wohr gemelter Anschlag de Anno 1628. unverrücket verbleiben / so viel es nehmen unter uns auff seines Landes-Antheil haffenden Quantum betrifft / nicht verringert noch verändert / verwenget der Steuer / und den andern inseliirenden / einiger Abzug / praejudiz oder Nachtheil zugezogen werde.

VI. So soll vors 6.) die unter gnädigstehenden / und daß auff 1632. aufgeschlossenen Zinsen belanget / erinnern wir uns bey in ertheilter in Jahre publicirten Land-Tags-Abschiedes / verwahre dessen dorselbe fu pendiret sein / lassen es auch dahero nicht allein allerdings bewenden / sondern versehen Uns auch zu denen Steuer-Creditoren in Gnaden / sie werden sich hierunter der Billigkeit gnädigst bestreben / und wegen derer in vorigen Zeiten bey denen Unterthanen vorgetragenen Landes-verderblichen Kriegs-Pressuren von solchen alten Zinsen / und deren verweisungen / garnichts gedichten / Alternassen wir denn auch bey dieser Separation und sonderung der Steuer dieselben nicht mit an / sondern Kraffte dieses angesetzet haben / absoch werden die zeit causae hierzu nicht unbillig examiniret / und soll von uns auff Fleiß dahin gesehen werden / wie dennselben dieselbe billigmäßige Satisfaction geschehe. Wir wollen und wollen Unterthanen zu gute / und in Ansehung ihres grossen unvermögens / forderlich so bueh zehntzig Jahre erstrecken / alle bis auff 1653. beschriebe Land- und Tranct Steuer-Reste gänzlich remittiren und erlassen / warinnen aber diejenigen Tumultuer und Gerichts-Herren / so die Steuer eingehoben / und nun an gehörige Oerthe abliefern / nicht begriffen / noch sie sich mit dieser Remission zu behelffen haben.

Was auch allbereit bishero an einem oder dem andern Orth auff die gesambten Steuern angewiesen / solches soll alles auch nochmahls unverrückt in vorigem Stande verbleiben / und die allen ihren Posten gebührend davon bezahlet werden.

VII. Sintzen sollen vors 7.) bis ferner Anno 1653. daß dato anfis nun betagte Jar ein und zwar auch die Quart-Sonnen / die wort sie richtig mit gutem silbernen Gelde und in liquido bezahlen / die übrigen aber / so einweder von leichter Münze herrühren / oder dahero sich sonsten etwas anders bedenklichen ereignet / sonnd billig der schon bishero geschehenden reduction und rechtlichen examination unterworffen / und sollen die und derer solches gefährten / von uns Lande und sonders nicht angenommen werden / von denenselben unter uns nach der obangedeuteten Proportion und Maasse ohne ferner Zins-Rechnung / ausser was unsere und unserer Aembter Capitalia, pro caulas, auch arme Wittwen und Waysen betrifft / wie bey nachfolgendem Punct mit mehrern gedacht wird / abzustehen / und hinsüro die ausgenommen nicht auff die Zinsen / sondern nur auff die Capitalia verstattet / und die Stände / so bishero von ihren Unterthanen auff ihre rechtsmäßige Forderung einnehmen / nochmahls unser beständigen Herrn / darumter sie gesetzet / bish ihre in Recht bestandene Haupt-Summe abzulassen / dahero ohne Zweiffelk gesinnet / und ein jedwer unter uns nach proportion deren auff seine Lande und Landes-Portion zukommenden Steuer-Schulden / die Abrechnung gemachet und unterschrieben werden / da aber ein und der andere Creditor selbsten der proportionirte einheilung die Capitala bey uns sämtlich bestehen / die conversation sohen lassen / und darauf der gebrauch bezahlung gemarten wolte / soll ihm dasselbe zu thun frey stehen. Und sonnd wir derowe der gestalt Gedancken und Vorsehens / daß sich niemand mit Fug über die Ausstehung der künfftigen Steuer-Zinsen zu beklagen haben

ANNO 1669. werde/ indem der erlöschfftige Unterthanen unterm 30 gem Tage/ und wie neben dieſen Landen ſonſten aus der groſſen Schuld-Verſchreibung nicht gelanget/ und der unter unſers Hochſeeligen Herrn Vaters Chur-Fürſtlichen Hand und Siegel ausgeſtellte Obligationes, wie auch unſerm hohen Hauſe zum Nachtheil/ bey Ihr und Ausländern noch länger zurück gelaſſen werden dürffen. Belangende aber die Stewer-Capitalia, welche zu Geiſtlichen Stiefftungen/ Kirchen/ Schulen und andern milden Sachen geordnet/ wie auch unſere allerſeits eigene/ und unſerer Landſaſſen Ambten Capitalia, ſo dißhero aus der Stewer verſpielet worden/ weilen ſolche dahin vor langen Zeiten her verwendet/ auch unzuſtreichlich zu mildern Sachen verordnet worden/ auch ein und anders bedencken mehr dißfalls hierbey ſich ereignet/ iſt es damit dergeſtalt verglichen worden/ daß ſolche Capitalien dißfalß verbleiben/ und jedes Ambt oder Stadt eine gewiſſe Stewern jährlich verzinſet/ einem jedweden unter uns/ zu denen auf ſeine Landes-Portion zukommende Schulden zugerechnet/ und jedes hundert und Zehnſen richtig verzinſet werden ſoll/ biß auf der Intereſſenten guten Willen das Capital abgeleget werde.

VIII. Obwohl auch 2.) zwiſchen unſer drey Chur-Fürſten Rath-Cammer/ und der Stewer/ bißhero keine Abrechnung fürgangen; Gleichwohl aber an dem/ daß die Haupt-Summe an alter guter Münße/ Inhalts der verglichenen Verſchreibungen/ auff dreyhundt tauſend Gülden/ und die Wiermahle von denen reducirten Stewer-Poſten annoch auff eine anſehnliche Summa sich belauffen/ ſo hat doch Abredtweiß/ zu Verhütung weitläuffigkeit/ gantz nichts gefehlet ſeyn. Und erſtlichen wir Hertzog Auguſtus/ Hertzog Chriſtian und Hertzog Moritz/ uns allerſeits vorbindlich dahin/ daß keine des Herrn Chur-Fürſten/ jordern vor ſolche in dem Tractat der Stewer habende Forderungen/ dreyhundtmahl hundert tauſend/ oder dreyhundt tawſen Gulden Capital Meißniſcher Wehrung/ den Gülden zu 20 und zwantzig Groſchen gerechnet/ gar ſchwerer Gold paſſiren/ und dieſes Capital nach der obberührten und zukommenden Proportion, und ſo viel eines jeden Landes Antheil betreffen wird/ von uns ſämtlichen Chur- und Fürſtlichen Brüdern von denen Lande-Tractaten und Quartals-Auffkommen Stewern richtig und völlig der Chur-Fürſtlichen Rath-Cammer abgetragen/ oder daß dahin jährlich um 5. pro Cento verzinſet werden ſoll/ Jedoch daß mit den ſämtlichen unſthaar bleibenden Capitalien die einige proportion der einlegung nach bereits zum Exempel geſchehen 5000. Gülden ebener maſſen obſerviret/ und ferner von den andern bey Zahlung beſchwehret werde.

IX. Da auch 9.) merklichſtiger von uns ſambt oder beſonders nöthig befunden würde/ wegen unſer ferner vorhabenden und allhier mehr enthaltenen Puncten/ daß freund- Brüderlich zu vernehmen/ oder einer und das andere zu erleutern/ ſoll ſolches unverzüglich durch Zuſammenſchickung unſerer Räthe und Deputirte/ zu Werck gerichtet/ nochdurfftig darüber conferiret/ und darunter billige Vermittelung zu treffen/ möglichſter Fleiß angewendet werden. Inmaſſen dann ſonderlich der Punct die ſtifft erforbert/ daß künfftig zu gewiſſen Zeiten/ unſere Räthe an einem zuſammen kommen/ und wie es mit Einlieferung der Stewer-Obligationen/ wenn nehmlich ein oder der andere unter uns ſeine ratam geſtellet/ abgeführet/ und dennoch eines jeden reſidua bey denen übrigen die Verſtrewung zurück bliebe/ wie auch ſonſten in andern Fällen mehr gehalten werden ſoll/ berathſchlaget/ und daß auff unſere gnädigſte Ratification ſich vereinigen.

X. Und damit 10.) zu abgedachter Ablegung der Stewer-Capitalien umb ſo viel deſto eher und mehr zu gelangen ſey/ und offtangezeiget allhier zum fundament geſetzter Stewer-Anſchlag de Anno 1628. durch Verſtellige und ſonſten/ entweder unthunlich/ oder auch gegen Abrechnung eines gewiſſen Stewer-Capitals, abgeſchrieben werden/ hinführo nicht gelten/ noch beobachtet/ ſondern weil ſolches alles per ſalta & operationem erfolget/ auch zur Stewerlegerung des jure collecturæ, alle und jede Regal-Güter/ wie nicht weniger zur merklicher Beſchwerung der übrigen verarmbten Unterthanen gerechet/ Kraffte dieſes allenthalben abgethan/ und in vorigen Stande geſetzet/ auch in Zukunfft von unſer keinen dergleichen Reſcripta, ſo zum Abſchreib- und Verminderung der alten Stewer-Schocke/ oder zu einigen andern Abtrudt der Stewer gedeyhen/ weiter ertheilet. Und ob gleich ſolcher auff eines oder des andern Sollicitanten/ weder der auch ſynn kehre/ importunes Anhalten erfolgen möchte/ von unſern zu den Stewer-Weſen verordneten Räthen nicht attendiret/ noch auch den Stewer-Creditoren zum beſten/ alle von den Einwohnern auch Gerichts-Herren eingehobene/ und zurückgebliebene Stewern fleißig eingetrieben/ und ſowohl in deſſen als in andern denen hiebevor ergangenen ausſchreiben gemäß verfahren werde; und wollen wir ſolchergeſtalten unſern Räthen/ obenan ſie mit Beſtehung und exequirung ſolcher Befehlige anſtehen/ und deßwegen unterthänige erinnerung thun/ (geſtalt ihnen deme überzeit in acht zu nehmen/ hiermit ernſtlich eingebunden ſeyn ſoll/ kein verantwortung zumeſſen noch ſie deßwegen mit keinen ungnade anſehen/ ſondern den ihnen Inſtructionen allerdings wider nähmlich ſchützen und handhaben.

XI. Schließlichen und zum 11.) ſoll dieſe unſere Brüderliche Vergleichung einer gewiſſen Landsſchafft an ihren erlangeten Gerechtigkeiten/ Privilegien und wohlhergebrachten Gewohnheiten gantz unabbrüchlich ſeyn. Und gleichwie dieſes alles/ ſo hierinnen begriffen/ auff das väterliche Teſtament/ unſern freund- brüderlichen Haupt- und andere darauff erfolgte Vergleiche ſich gründet/ und hinwieder thut;

ANNO 1669.

Alſo wollen wir auch dieſelbigen bey voßtigen Vigor und Kräfften in allen Clauſuln/ Punctern/ Zuhalt und Verpflichtungen/ ſonder einige Veränderung nochmahls erhalten/ was hiermenen ſowohl wegen Anſtellung der Landsund Ausſchuß-Tage/ als ſonſten in andern mehr verſtehen iſt/ unverbrüchlich observiren/ und ſolchen Verträgen hierdurch in keinerley Wege/ (auſſer was die unſere brüderliche Hochwerthe beliebte fernere Handlung über die Stewer-Sonderung betrifft/ darüber wir als ſämtliche Tractanten uns aus erheblichen und land und leuten zum beſten geſtanen und nachgehen. Alles treulich und ſonder Gefehrde.

Zu Urkund haben wir uns eigenhändig unterſchrieben/ und unſere Chur- und Fürſtliche Damen-Secreta zu mehrerer verſicherung aufdrucken laſſen/ auch neben renovirung und bejahung aller exceptionen/ einander Freund- Brüderlichen hiermit verſprochen/

Allen und jeden zu wiſſen/ und was unſere Nachkommen feſtiglich nachzuleben/ und darnach in kunerley Weiſe durch uns oder andere zu thun/ noch zu handeln.

So geſchehen zu Dreßden den ſechzehenden Februarii im Jahr ein tauſend ſechs hundert und neun und ſechtzig.

Johann George/ Chur-Fürſt. (L.S.)	Auguſtus/ Hertzog zu Sachſen. (L.S.)
Chriſtian/ Hertzog zu Sachſen. (L.S.)	Moritz/ Hertzog zu Sachſen. (L.S.)

XLIII.

Declaracion de la Reyna Governadora de España 6. Mars; *para que los Sujettos del Rey de Francia en conformidad de los Trattados de Paz, ayan de gozar los Privilegios, Franquicias, y Immunidades, que gozavan los Ingleſes, y Olandeſes, y los Habitantes de las Ciudades Anſeaticas, que traffican en los Puertos y Villas de España. Dado en Madrid a 6 de Marzo* 1669. [Tiré des Archives de l'Ambaſſade d'Espagne à la Haye.]

La Reyna Governadora.

POr quanto por parte del Marques de Villars Embiador del Rey Chriſtianiſſimo a ella Corte me ha repreſentado que entre los Privilegios dados a los Subditos de las Ciudades Anſeaticas a los de Ingalaterra y tambien a los de Francia, ſe los concederan los Capitalos coya Copia de verbo ad verbum & del tenor ſiguiente.

Articulo 28. *de Privilegios Anſeaticos.*

Item aprobamos, queremos y concedemos que quantos naturales de las Ciudades Anſeaticas, habitaren en nueſtro Reyno de Caſtilla, ſean libros y de todo eſempſos de todas las Conceſſiones alli patrimoniales como perſonales y del cargo de la tutela y de toda penſion y tributo alli ordinario como extraordinario, y tambien de todo ſervicio de Milicia, aſſi en Mar como en Tierra.

Articulo 29. *de los mismos Privilegios.*

Conſiene la misma coſſa como el precedente.

Articulo 22. *de los mismos y Privilegios.*

Item que a las Naves de los Anſeaticos de aqui adelante las perſonas Miniſtros, y otros qualesquier Offeciales que fuerena hazer la viſita, nolos tomen ny pidan coſa alguna por ella, y ſi a caſo los Adminiſtradores lo Arendaderes de nueſtra Hatienda quiſieren embiar a las Naves algunas Guardas les embien y pongan los dichos Arendadores a ſu coſta, y los Adminiſtradores a la de mi hazienda y no los concientan que pedan o tomen coſa alguna a los Anſeaticos.

Articulo 10. *de la Paz entre España y Ingalaterra del año* 1667.

Que los Navios y otros qualesquier Vaxelos, que pertenecieren al Rey de la Gran Bretaña, y a ſus Subditos

Digitized by Google

Anno 1669. dítos y Habitantios navigando en los Dominios del Rey de España, o en qualquier de nos Puertos no sean vísitados por los Ministros o Juezes de contravengo, o por otra persona alguna, por su propria authoridad, o de alguna otra, ny se pondran algunos Soldados, o Hombres armados, a otros Officiales o personas a bordo de ninguno de los dichos Navios o Vaxeles, ni los Officiales de la Aduana de la una o otra parte hater perquisa en ninguno de los Vaxeles o Navios pertenecientes a los Pueblos del uno o del otro, que entraren en las Regiones, Dominios o respective Portos constituidos qui sus dichos Navios o Vaxeles esten descargados o hasta que hayen puesto en Tierra toda aquella parte de la carga de la Mercancia, que declaran refuelven desembarcar en el dicho Puerto, ny feran el Capitan Maestro, ny ninguno otro del Navio o Navios encarcelados, ny ella ny sus Barcos detenidos en Tierra, por en el interim los Officiales Reales y de la Aduana pueden estar en dichos Vaxeles o Navios no obstiendo el numero de tres en cada Navio, para reconocer que ningunos Bienes o Mercaneria, se desembarquen de dichos Navios o Vaxeles sinque paguen los drechos, que por estos Articulos cada parte ella obligado a pagar; los quales dichos Officiales han de estar sin ossia ninguna del Navio o Navios, Vaxel o Vaxeles, sus Officiales Marineros, Compania, Mercaderes, Factores o propietarios, y quando el Maestro o Patron huviere declarado que se ha de descargar toda la carga de su Navio en algun Puerto, la declaration y entrada de la dicha carga se haya de hater en la Aduana, en la forma acostumbrada y le defpues de hecha se hallaren algunos otros Bienes en el dicho Navio o Navios mai de los contenidos en dicha entrada o declaration se concedara ocho dias del termino, dias en que se podra trabajon sin contar las fiestas, que se contaran desde el dia en que se commenssare a hazer la descarga a fin de poder entrar y manifestar los bienes no declarados y salvar la confiscation dellos, y en caso, que en dicho tiempo, no se huviera hecho la entrada o manifestacion, entonces dos bienes particulares, que se hallaren, como queda dicho, aunque la descarga no ellé acabada seran confiscados, folamenro, y no otros, ny se dara otra molestia, o cailigo alguno al Mercader o dueno del Navio, y fiendo dichos Navios o Vaxeles cargados tendran libertad otra veta falvi.

Articulo 18. *de Privilegios Auffenticos.*

Item aprobamos, queremos y concedemos que ningun Juez o Magistrado de qualquier qualidad, eminencia que sea, pueda vifitar y reconocer las causas y loiyas de los Ancisticos, ñ no solo fu Conservador y Juéz propio, falvo en caso que algun mal hechor escapando del tragatte delito sea buscado, en el qual caso sea folo permitido al Juéz que le va figuiendo por razon de Justicia.

Articulo 19. *de los mismos Privilegios.*

Contiene la misma cosa como el precedente.

Articulo 6. *de la Paz entre España y Francia del ano* 1659.

Las Villas, Subditos, Mercaderes, Eftantes, y Habitantes de los Reynos, Eftados, Provincias y Paizes, pertenecientes al Señor Rey Catholico, gozaran de los mismos Privilegios, Franquifas, Liberrades y feguridades, en el Reyno de Francia, y otros lugares de la obediencia del Rey Chriftianiffimo, que gozan los Subditos de Ingalaterra, fin que fe pueda en Francia, y otros lugares, de la obediencia del Rey Chriftianiffimo, de mandar ny fuear de los Españoles, y otros Subditos del Rey Catholico, mayores drechos, y Impositiones de los qua leran pagados por los Naturales de Ingalaterra, y de los Eftados Generales de las Provincias Unidas, o otros Eftrangeros que fueren allí trasdos mas favorablemente, el mismo tratamiento, fe hara en todos los Eftados de la obedciencia del Señor Rey Catholico, a todos los Subditos del dicho Señor Rey Chriftianiffimo de qualquier Pays o Nacion que fean.

Y por que dicho Marques de Villars ha alegado que en vez de gozar lo referido los Subditos del Rey Chriftianiffimo fe deva de obfervar con ellos y recebon muchas vexaciones, fupliendome mando aplicar a ello el remedio conveniente, yo atendiendo a la Juftificacion de la Canta, y a que en dicho Articulo 6. de la Paz con Francia, fe eftipulo hater a fus Subditos, el mas favorable tratamiento que a los de Ingalaterra, Eftados Generales de las Provincias Unidas, e otros Eftrangeros, fiendo (como es) mi real animo que fe cumpla religiofamente, para que todos refpectivamente gozen el beneficio, y felicidad del Commercio, y Buena mas con la amigable y fincera correspondencia de los Vaffallos de parte y otra: Por tanto en virtud de la preiente, mando a todos mes Virroyes y Capitanes Generales, Audiencias, Chancillerias, Corregidores, Alcandes Mayores y ordinarios, y a todos, y qualesquier Miniftros a quien tocare al cumplimiento de dichos Capitulos preinfertos, fegun fu tenor en general, y cada uno en particular, que los hagan obfervar y guardar, fin ir, ny contravenir a ellos en todo, ni en parte, que affi es mi voluntad y conviene al Real fervicio. Dado en Madrid a feis dias del mes de Marco 1669.

Anno 1669.

YO LA REYNA.

D. P. FERNANDES DEL CAMPO Y ANGULO.

Collationné à l'Original envoyé de la Cour, & demeuré en nos mains par nous MICHEL LE PELETIER *Conſeiller du Roy en ſon Conſeil d'Eſtat & en ſa Cour du Parlement de Paris, Intendans de la Juſtice, Police & Finances en Flandres.*

XLIV.

Convention faite entre les Miniſtres Plenipotentiaires des Rois de la GRANDE BRETAGNE, *&* DE SUEDE, *& ceux des Seigneurs Eſtats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *pour la* GUARANTIE *de tous les Eſtats de Sa Abſolute Catholique en quelque partie du Monde qu'ils ſoient ſaiſis, conformement au Traité de la Triple-Alliance, & au ſeptieme Article de la Paix conclue à Aix la Chapelle le 2. Mai 1668. A la Haye le 7. Mai 1669.* Avec l'ACCEPTATION *de l'Ambaſſadeur d'Eſpagne au nom de la Reine Regente, & promeſſe de payer à la Couronne de Suede une Somme de 480. mille Rixdalers. A la Haye le 9. Mai 1669.* [Copie imprimée, tirée des Archives de l'Ambaſſade d'Eſpagne à la Haye.] 7. & 9. Mai.

Acte de Guarantie conclu le 7. May à la Haye 1669.

LEs Rois de la Grande Bretagne & de Suede, comme auſſi les Eſtats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, eſtans dez le 23. Janvier ſtile nouveau, & le 25. Avril, ſtile vieil, l'an & l'autre de l'année paſſée entrez enſemble dans un concert, & une liaiſon eſtroite, tant pour aider à faire finir par leur intervention la Guerre qui s'eſtoit alors allumée entre les deux Couronnes voiſines, & particulierement dans les Provinces des Pays-Bas de l'obeiſſance du Roy d'Eſpagne, que pour guarantir auſſi le plus fortement & efficacement que faire ſe pourroit la Paix, qui par la benediction de Dieu s'en pourroit en ſuivre, afin de prevenir par là de ſemblables inconvenients à l'advenir, & les ſuites qui en pourroient naiſtre tant funeſtes à toute la Chreſtienté, & leurs ſalutaires intentions & bons offices qui ont eſté employez auprés de l'une & de l'autre deſdites Couronnes, ayant eſté heureuſement benis par ſa Divine Majeſté, que le 2. May de la même année, ladite Paix tant deſirée s'en eſt effectivement enſuivie, par l'inſtrument de laquelle conclu le même jour en la Ville d'Aix la Chapelle, leſdites Couronnes ont expreſſement conſenty au 7. Article, que tous les Rois, Potentats, & Princes qui voudront bien entrer dans un pareil engagement, puiſſent donner à Leurs Majeſtez leurs promeſſes & obligations de Guarantie de l'execution de tout le contenu dudit Traité.

Leſdits Rois de la Grande Bretagne & de Suede, comme auſſi leſdits Seigneurs Eſtats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas perſeverans en leurs bons & pacifiques deſſeins, & auſſi voulant appuyer

Digitized by Google

ANNO 1669. efficacement l'intention loüable & Chrestienne desdits deux Rois exprimée audit ſeptiéme Article, ont accordé & conſenti à la requiſition du Roy Catholique & promis irrevocablement en la maniere la plus forte & plus ſolemnelle qu'il ſe peut, ainſi que leſdits Rois de la Grande Bretagne & de Suede, comme auſſi leſdits Seigneurs Eſtats Generaux des Provinces-Unies des Pays-bas tous enſemble, & chacun d'eux en particulier, accordent & promettent irrevocablement par ces preſentes, de garantir ledit Traité, & par conſequent en cas qu'il arrive (ce qu'à Dieu ne plaiſe) que le Roy Tres-Chreſtien vienne un jour à manquer à l'execution ou obſervation ponctuelle de ce que par luy ou de ſa part a été promis audit Traité, & principalement, & par préjudice & par infraction du 1. Article de ladite Paix, il vienne à attaquer ou incommoder à force d'Armes, ou par voye de fait, ſous quelque pretexte que ce ſoit, aucun des Roiaumes, Eſtats, Pays, ou Sujets du Roy Catholique en quelque lieu, ou en quelque Partie du Monde, que cette attaque ou trouble de fait puiſſe eſtre fait ou arriver, par Mer, ou par Terre ſans aucune exception de Pays ou perſonnes, quelque nom qu'ils puiſſent avoir, ou en quelque lieu qu'ils puiſſent eſtre ſituez, qu'en tel cas inesperé & impreveu, ils emploieront toutes leurs forces, ou telle partie qu'il ſera neceſſaire, par Mer, & par Terre, & les feront agir avec la derniere vigueur, non ſeulement pour ayder à s'oppoſer à ladite attaque ou trouble, & pour la detourner, mais auſſi pour faire deuëment reparer la contravention qui aura eſté faite, & en cas que ladite attaque ſe fit en des Quartiers éloignez, en ſorte que la diſtance ou autres inconveniens les puiſſent empêcher à faire ſur le lieu la deffence neceſſaire, qu'alors ils tascheront de tout leur pouvoir par le moien de leurs Armes qu'ils emploieront ailleurs, tant par Mer que par Terre, là où ils pourront le plus ſenſiblement incommoder l'attaquant ou aggreſſeur, de l'obliger à deſiſter de ſon aggreſſion & inſulte, ainſi qu'à reparer deuëment la contravention qu'il aura faite: & leſdits Roys Confederez entreront auſſi-toſt aprés telle aggreſſion ou inſulte dans un concert particulier avec l'attaqué ſur les moyens & les forces qu'ils emploveront actuellement, & en effet tant pour detourner que pour faire reparer pareille infraction ſelon les proportions & les expens, qui par un commun accord ſeront trouvez les plus neceſſaires à la deffence de l'attaqué & le plus utiles au bon ſuccez de la cauſe, qui en tel cas devieudra commune, & de ce que deſſus ſeront fait trois originaux dont l'un ſera ſigné par le Roy de la Grande Bretagne ou de ſa part, l'autre par le Roy de Suede ou de ſa part, & le troiſiéme par les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-bas ou de leur part, ce que nous ſoubſignez leurs Plenipotentiaires nous ſommes chargez & avons promis de procurer & de faire effectuer en bonne & deuë forme dans l'eſpace de deux mois ou pluſtoſt ſi faire ſe pourra. Fait à la Haye le 7. de May 1669.

Acte donné par Don ESTEVAN DE GAMARRA *Ambaſſadeur d'*Eſpagne *promettant de payer à la* Suede, *le Subſide de* 480. *mille Ecus promis à cette Couronne, par la Convention ad interim ſigné à Weſtmunſter le* 25. *Avril* 1668. *V. St. Donné à la Haye le* 9. *Mai* 1669. [Tiré des Archives de l'Ambaſſade d'Eſpagne à la Haye du tems du Roi CHARLES II.]

Nous Meſſire Don ESTEVAN DE GAMARRA *&* CONTRERAS *Chevalier de l'Ordre Militaire de S. Jaques, Conſeiller du Roy en ſes Conſeils Supremes de Guerre és Pays-Bas & Bourgogne, auprés de ſa Royale perſonne, Maiſtre de Camp General, Gouverneur de la Citadelle de Gand, & Ambaſſadeur auprés des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies.* ANNO 1669.

SA Majeſté la Reyne ayant veu & meurement examiné le Traité de Triple Alliance conclu à Weſtmunſter en Angleterre le 25. d'Avril ſtyle vieux de l'année paſſée, par les Sereniſſimes Rois de la Grande Bretagne & de Suede conjointement avec les Eſtats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, tendant principalement à la Guarantie du Traité de Paix derniérement arreſté avec le Roy Tres-Chreſtien à la Ville Imperiale d'Aix la Chapelle le 2. jour de May de la meſme année, comme auſſi un certain Acte ſeparé & paſſé à Weſtmunſter ledit jour de 25. Avril par lequel Sa Majeſté Britannique & leſdits Seigneurs Eſtats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas s'obligent au Sereniſſime Roy de Suede d'employer tous les offices & devoirs imaginables pour luy faire toucher au plus tôt dans la Ville de Hambourg par ordre de ſadite Majeſté la Reyne la Somme de quatre cent quatre vingt mil Rixdaldres exprimez audit Acte pour les raiſons plus amplement deduites par icelluy, & nous ayant eſté montré depuis l'Acte de Guarantie que les Plenipotentiaires deſdits trois Eſtats ont ſigné en la meilleure & plus forte maniere, pour la ſeureté de tous les Royaumes, Eſtats, Pays & Sujets de la Monarchie de Sa Majeſté le Roy ſon Fils contre toutes les aggreſſions & inſultes qu'on luy pourroit faire en violant ou contrevenant au Traité d'Aix la Chapelle (ce qu'à Dieu ne plaiſe) Sadite Majeſté la Reyne aprés une meure deliberation de ſon Conſeil aggreant & approuvant ladite Triple Alliance, & voulant auſſi teſmoigner l'eſtime qu'elle a de contribuer de tout ſon pouvoir à l'affermiſſement de la Paix, a trouvé bon pour donner tant plus de force à la Guarantie & audit Sereniſſime Roy de Suede toute ſorte de ſatisfaction autant qu'il peut deſirer & qui dépend de Sa Majeſté comme auſſi afin de rendre leſdi Roy d'autant plus capable d'executer plus fortement & vigoureuſement ladite Guarantie, ainſi qu'il a dé jà promis pour repouſſer tout ce qui pourroit eſtre ou pour entrepris contre & au preyudice de ladite Paix & la Tranquillité publique, & pour faire tout ce que Sa Majeſté la Reine trouvera ou pourroit faire en vertu dudit Pouvoir, nous avons promis, ainſi que nous promettons par cette, de faire payer & compter effectivement & de bonne foy leſdits Sabſides au profit de la Couronne de Suede en la Ville d'Amſterdam ou Hambourg, à ſçavoir la Somme de deux cent mil Rixdaldres contant incontinent aprés que les Actes de Guaranție auront eſté mis entre nos mains ratifiez des deux Roys & de cet Eſtat, & les deux autres cent quatre vingt mil Rixdaldres reſtans en deux termes esgaux pour la moitié de ladite Somme, dont le premier eſchéera aprés huit mois expirez à compter du jour de ladite extradition; & l'autre terme de l'autre moitié aprés l'expiration des autres huit mois à compter du jour de l'eſcheance dudit premier terme, & à payer & compter au profit & au lieu que deſſus, & nous avons promis de bonne foy ainſi que nous promettons par ces preſentes de faire executer tout ce que deſſus preciſement & punctuellement, comme auſſi de faire ratifier par Sa Majeſté la Reyne ces preſentes dans l'eſpace de deux mois, dont nous avons fait & ſigné trois originaux à la Haye le 9. de May 1669.

(✠ L. S.)

Eſtois ſigné

GAMARRA.

XLV.

ANNO 1669. XLV.

7. Juin. HOLLANDE ET ZELANDE. *Accord touchant de Heeren Staten van* HOLLAND *en* WEST-VRIESLAND *ter eenre, en de Heeren Staten van* ZEELAND *ter andere zyde, wegens de Justitie. Gestoten in s'Graven-Hage den 7. Juny 1669.* [Mercure Hollandois de 1669. pag. 63. d'où cette Piéce eſt tirée Elle ſe trouve auſſi dans le *Theatrum Europæum.* Tom. X. pag. 77. en Allemand.]

I. IN den eerſten, is tuſſchen de Hoog-gemelte Heeren Staten van d'eene en d'andere Provincie, na verricheyde gehoudene Conferentien en Communicatie, veraccordeert en vaſt geſtelt, gelijck vait gheſtelt wort by deſen, dat de Jurisdictie die den Preſident en Raden van den Hove toe noch toe heeft, over de Provincie, Steden en Ingeſetenen van Zeelant hebben gehad en geexerceert, volgens de originele Inſtructie, mitsgaders de Accoorden en Verdragen daer op gemaeckt, voortaen geheelijck ſal ceſſeren en ophouden; en dat dien volgende de Staten, Steden, en Ingeſetenen van Zeelant, in het toekomende voor de voorſz. Hoven in grenderhande wijſe betreckelijck, aenſprekelijck of cauſabel ſullen weſen, maer dat het voorſt. Hof ſoo in Jurisdictie als in 't aenſtellen van den Preſident, Raden en Miniſters, met den gevolge en attributen van dien, alleen ſal ſtaen onder 't geſagh en de diſpoſitie van de Heeren Staten van Holland en Weſt-Vrieſland.

II. Dat de Onderdanen en Ingeſetenen van Zeelant by provitie, en ter tijt toe anders ſal weſen geordonneert, ſullen blijven, in voor ſoo veel des noot zy, op alleus geſtelt worden, gelijck de ſelve geſtelt worden by deſen, onder 't Reſſort en de Judicature van den Hoogen Raet, onder de Conditien, reſtrictien en limitatien vervat in de voorgaende Verdragen van de Jaren 1587. en 1596. mitsgaders in het proviſioneel Accoord van den Jare 1607. voor ſoo veel het ſelve op den voorſz. Hoogen Raet geapplideert kan werden; en dat dien volgende in ſpecie van alle Sententien, geweſen by de Heeren Gecommitteerde Raden van Zeelant, als repreſenterende Burch-Grave en Leenmannen van de ſelve Provintie, mitsgaders by de Gerechten van de Steden, en van het platte Land van Zeelant, daer van voor d'een aen het Hof is geappelleert geweeſt, directelijck ende immediatelijck ſal werden gereformeert ofte geappelleert aen den voorſchreven Hoogen Raet alleen.

III. Ende nademael de Staten, Steden en Quartieren van Hollant en Weſt-Vrieſland jegenwoordig ter eerſter inſtantie voor het Hof van de ſelve Provintie mogen werden geeonvéncert, en dat van de Sententien by 't voornoemde Hof daer over gheweſen, aen den Hoogen Raet mach werden geappelleert: Dat derhalven oock die Staten, Steden en Quartieren van Zeelant ter eerſter inſtantie ſullen moghen werden betroocken voor den Hoogen Raet, of wel ſoodanigh Rechter als de Heeren Staten van Zeelant daer toe namaels mochten goet vinden in de ſelve Provintie te ordonneren: Des dat in 't voorſz. laetſte cas van de Sententien by ſoodanighen Rechter geweſen, mede aen den Hoogen Raet in maniere voorſz. ial mogen werden geappelleert; ende is hier op expreſſelijck verklaert, dat, voor ſoo veel hier boven van de Staten van d'eene en d'andere Provintie wert geſproocken, 't ſelve niet anders te verſtaen is, of geduyt ſal werden, dan ten reſpecte van ſaken, in de welcke de ſelve *privatorum loco* geacht en gehouden moeten werden.

IV. Den Preſident en Raden van den voorſz. Hoogen Raet ſullen geen beſoignes hebben of houden, dan ter preſentie van alle de Raden, ſoo uyt d'eene als d'andere Provintie *in loco* preſent zijnde, of immers dier toe behoorlijck beſchevden weſende, volgens en in conformité van der ſelver Inſtructie, ſonder dat een de Raden uyt d'eene Provintie apart en met ſeclutie van die van d'andere Provintie, eenighe ſaken gedeereert, veel min by deſelve verhandelt of geterminéert ſullen mogen werden, uytgenomen alleen, dat de criminele ſaecken, die van den Hove by Appel ofte reformatie

XLV.

ANNO 1669.

7. Juin. HOLLANDE ET ZELANDE. Traité & Accord entre les Etats des Provinces de HOLLANDE & de WEST-FRISE, d'une part, & les Etats de la Province de ZELANDE, d'autre, au ſujet de la Juſtice, avec l'enregiſtrement d'icelui. Fait à la Haye le 7. Juin 1669. *Mercure Hollandois de 1669. pag. 63.*

I. *PArmerement a été, entre les ſuſdits Seigneurs Etats de l'une & de l'autre Province accordé & arrêté, comme il eſt arrêté par ces préſentes, après pluſieurs Conferences & Communications que la Juriſdiction, que les Preſident & Conſeillers ont eu juſques à preſent ſur les Provinces, Villes & Habitans de Zelande, ſuivant l'Inſtruction originelle, enſemble les Accords & Traitez faits à cet égard ceſſeront dorenavant entierement, & qu'en conſequence les Etats, Villes & Habitans de Zelande, ne ſeront point appellables ni ne pourront être tirez en cauſe en aucune maniere pardevant ladite Cour, mais que ladite Cour tout à l'égard de la Juriſdiction, comme à l'égard de l'inſtallation des Preſident, Conſeillers & Miniſtres & tout ce qui en depend, demeurera ſeulement à la diſpoſition, & authorité des Seigneurs Etats de Hollande & de Weſt-Friſe.*

II. Que les Sujets & Habitans de Zelande, demeureront par proviſion, & juſques à ce qu'il en ſoit autrement ordonné, & ſi beſoin eſt ſeront remis de nouveau, comme ils le ſont par ces préſentes, ſous le Reſſort & Juriſdiction du Grand Conſeil, ſous les Conditions, reſtrictions, & reſerves contenus dans l'Accord precedent des années 1587. & 1596., & dans l'Accord proviſionel, de l'an 1607. entant qu'il peut être applicable au ſuſdit Grand Conſeil; & qu'en conſequence on appellera au ſuſdit Grand Conſeil directement & immediatement de toutes les Sentences rendues par les Seigneurs Conſeillers Deputez de Zelande, comme reprefentans le Burggrave & Seigneurs Feodaux de ladite Province, enſemble par les Juges des Villes & du plat-Païs de Zelande, dont on a cy-devant appellé à la Cour.

III. Et comme les Etats, Villes & Quartiers de Hollande & Weſt-Friſe, ſont appelez préſentement en premiere inſtance pardevant la Cour de ladite Province, & qu'on peut appeller des Sentences ſur ce rendues par ladite Cour au Grand Conſeil, que pour cette cauſe auſſi les Etats, Villes, & Quartiers de Zelande pourront être tirez en premiere inſtance pardevant le Grand Conſeil, en tardevant tels Juges que les Seigneurs Etats de Zelande trouveront bon d'ordonner à ce ſujet en premiere inſtance: C'eſt pourquoi en cecki arrivant cas on pourra auſſi appeller au Grand Conſeil, en la maniere que deſſus, des Sentences rendues par de tels Juges; Et eſt à cet égard expreſſement declaré, que ce qui eſt dit ci-deſſus, des Etats de l'une & de l'autre Province, ne s'entend autrement qu'à l'égard des affaires dans leſquelles ils ne doivent être reputez & tenus que privatorum loco.

IV. Les Preſident & Conſeillers du ſuſdit Grand Conſeil ne feront aucune affaire qu'en preſence de tous les Conſeillers, qui de l'une & de l'autre Province ſeront preſens in loco, ou du moins appellés ſuivant & en conformité de leur Inſtruction, ſans qu'il puiſſe être deferé aucune affaire aux Conſeillers de l'une des Provinces à l'exclufion de ceux de l'autre, & encore moins qu'il puiſſe par eux être vû, traité ni terminé, excepté ſeulement que les affaires criminelles qui ſeront apportées par Appel ou refor-

ANNO 1669. matie aen den Hoogen Raet souden mogen werden gebracht, sullen haen ter kennisse en judicatuere van den President en Hollantsche Raden, gelijck mede de Heeren Staten van Zeelant de vrijheyt sullen hebben, om de kennisse en judicatuere van het Crimineel in haer Provintie vallende, dat appellabel of provocabel is, te decidereren aen den voorsz. Presidem en Zeeuwsche Raden, mitsgaders den Griffier *Toman Canin*, en soodanige andere, die sy souden mogen goet vinden, daer by te voegen: Sullende alle andere saecken, die tot noch toe van wedersijden aen den Hoogen Raet appellabel of provocabel sijn geweest, soo wel in Hollant en Weft-Vrieslant, als in Zeelant voorvallende, geene uyt-gesonderd, gelijck oock de Dominiale saecken, by Appel of reformatie aen den Hoogen Raet werden gebracht: En voor soo veele de Heeren Staten van Zeelant eenige saeken, 't zy in de eerste instantie, 't zy in cas d'Appel, van de judicature van den voornoemden Hoogen Raet jegenwoordig, volgens de voorsz. Verdragen ontholden, of namaels noch souden mogen af-raecken, dat het aen de Heeren Staten van Hollant en Weft-Vrieslant vry sal blijven, de selve saecken in haren regnare door den Presidem en Hollantsche Raden aldaer te laten berechtenen ende terminieren.

V. Dat in alle saken, in de welcke geschil is tusschen Partyen, waer van d'eene, het zy *Actor* of *Reus*, is Hollants, ende de andere Zeeus, noch de Heeren Staten van d'eene, noch de Heeren Staten van d'andere Provintie, yets alsoodanigh aen den Hoogen Raet sullen mogen gebieden of verbieden, maer dat de twee Provintien een acntien van soodanige saken, alleenlijck sullen hebben en mogen exerceren een gemeene en contenerende dispositie, en dat dienvolgende oock *illis cadentibus* den voornoemden Hoogen Raet niet sal hebben te pareren eenigh bevel of vermoodt, dan by beyde de Provincien te samen gegeven werdende.

VI. Dat de Heeren Staten van Zeelant, ten aensien van twee Zeeuse Partyen, soo wel als de Heeren Staten van Hollant ende Weft-Vrieslant, ten aensien van twee Hollandtsche Partyen, sullen hebben en mogen exerceren de vrie faculteyt, om dien aengaende soo veel nigh re disponeren, gebieden en verbieden, selfs oock met aftreckinge of vermindringe van Jurisdicie, als de selve aen meesten dienste van hare Provintie oorbaerlijck achten sullen.

VII. Dat 't getal van de Hollantsche en Zeeusche Raeden in den Hoogen Raet sal werden gebraeht en gehouden in de selve proportie, als het Hof is geeomposeert geweest, namelijck, dat de Heeren Staten van Hollant en Weft-Vrieslant in den voorsz. Hoogen Raet voortaen sullen mogen stellen de nombre van acht Raden, en de Heeren Staten van Zeelant daerinne behouden 't getal van drie Raden, den Presidem in het een of 't ander getal niet gerekent, als zijnde een fullende werden versonren by beyde Provintien gelijckelijck, in manieren hier na breeder verklaert, sonder dat het voorsz getal van Raden van de eene of van de andere sijde verder sal mogen werden genaementeert, noch oock aen d'eene of d'andere Provintie eenige diminutie tegens haer wille gevereht: Sullende de Tractamenten van die drie Zeeusche Raden voortaen werden verlongt ende betaelt by de Heeren Staten van Hollant ende Weft-Vrieslant, ter Somme van seven duysent Gulden jaerlicks, volgens soodanige distributie, als by de Heeren Staten van Zeelant sal werden goetgemeert; en de Raden by d'eene en d'andere Provintie verkoren, na dat yder van de selve in sijn regaard goet duncken sal, sonder dat het van nooden sal weesen eenige verklaringe van aengenaemheyt daer over by den Hoogen Raet te doen, die niet te min de vryheyt gelaten wert, om by afsterven van yemandt van de Raden, eenige bequame en gequalificeerde Personnen voor te stellen, daer op de respective Provincien, yder in den sijnen de noodige reflexie sullen konnen nemen.

VIII. Dat, so wanneer de Presidents of Griffiers-Plaetse van den Hoogen Raet sal komen te vacceren, een nieuwe Presidem of Griffier sal werden gebroren by beyde Provintien, volgens het Verdrach dienaengaende den jare 1596 ghemaeckt, op den voet en maniere als hir selve jongst den 15. May 1655. ten regarde van den jegenwoordigen Presidentes gepractiseert, namentlijck, dat

reformation de la Cour au Grand Conseil seront de la connoissance & Jurisdiction des Presidem & Conseillers Hollandois, comme pareillement les Etats de Zelande auront la liberté de deferer aux susdits Presidem & Conseillers de Zelande, ensemble au Greffier Yman Cauwe *& tels autres qu'ils trouveront à propos de s'adjoindre la connoissance & Jugement au Criminel qui écherra dans leur Province, & dont il pourra être appellé, toutes les autres affaires dont on a pû appeller jusques à present de part & d'autre au Grand Conseil, & qui écheront tant en Hollande & Weft-Frise qu'en Zelande, nulles exceptées, comme aussi les affaires concernant les Domaines, seront évoquées par Appel ou reformation au Grand Conseil; Et si les Seigneurs Etats de Zelande venoient à retenir presentement quelques affaires de la Jurisdiction du Grand Conseil, soit en premiere instance soit en cas d'Appel suivant les susdits Traitez, il sera libre aux Etats de Hollande & de Weft-Frise de faire juger & terminer lesdites affaires à leur égard par les Presidem & Conseillers de Hollande.*

V. Que dans toutes les affaires où il y aura different entre des Parties, dont l'une, soit Demandeur ou Defendeur, sera de Hollande & l'autre de Zelande, les Seigneurs Etats de l'une ni de l'autre Province ne pourront ordonner ou defendre aucune chose au Grand Conseil. Mais que les deux Provinces à l'égard de telles affaires, en auront seulement une disposition commune, & qu'en consequence aussi dans ces cas le susdit Grand Conseil deferera aux ordres & defences qui seront donnez par les deux Provinces conjointement.

VI. Que les Seigneurs Etats de Zelande à l'égard de deux Parties Zelandoises, aussi bien que les Etats de Hollande & de Weft-Frise, à l'égard de deux Parties Hollandoises, auront & exerceront la libre faculté pour en disposer tellement à cet égard, ordonner & defendre, même avec diſtraction & diminution de Jurisdiction, qu'ils jugeront être le plus utile à leurs Provinces.

VII. Que le nombre de Conseillers Hollandois & Zelandois dans le Grand Conseil sera reduit & tenu, en la même proportion dont la Cour a été compoſée; sçavoir que les Seigneurs Etats de Hollande & de Weft-Frise pourront dorenavant mettre le nombre de huit Conseillers, & les Seigneurs Etats de Zelande le nombre de trois, le Presidem en l'un ou l'autre nombre non compris, comme étant & devant être élu par les deux Provinces également, en la maniere ci-aprés plus amplement declarée; sans que le nombre desdits Conseillers puiſſe être augmenté d'un ou d'autre côté, ne qu'il en puiſſe être faite aucune diminution à l'égard de l'une ou l'autre Province contre sa volonté, & les gages des trois Conseillers Zelandois seront dorenavant payez par les Seigneurs Etats de Hollande & de Weft-Frise, moyennant la Somme de sept mil Livres annuellement, suivant la distribution qui sera ordonnée par les Seigneurs Etats de Zelande; Et les Conseillers seront élûs par l'une & l'autre Province, comme chacune à son égard le jugera à propos, sans qu'il soit besoin d'avoir là-dessus l'agrément du Grand Conseil qui néantmoins, en cas de decés de l'un desdits Conseillers, aura la liberté de proposer une personne de qualité requiſe, laquel les Provinces respectives seront les reflexions qu'elles jugeront necessaires.

VIII. Que quand la charge de Presidem ou de Greffier du Grand Conseil viendra à vaquer, le Presidem ou Greffier sera élu par les deux Provinces, suivant l'Accord fait à ce sujet en l'an 1596. sur le pied & suivant la maniere qu'il a depuis été pratiqué, sçavoir le 15. Mai 1655. à l'égard du Presidem

ANNO 1669.

ANNO 1669. dat de Heeren Staten van Zeelant na ontfangen notificatie van het overlijden van den Presidont oite Griffier voornoemt, door de Heeren Staten van Hollant ende Weſt-Vrieslant by Miſſive verſocht ſijnde, naer in 's Gravenhage te willen vervoegen, om geſamentlijck tot d'Electie van een nieuwen Presidont ot Griffier te procederen, ſich ten dien fine alsdoer hebben vinden teghens den dagh in de voorſz. Miſſive te exprimereo, oite by ongelegentheyt en empechoment, op ſoodanigen anderen dagh, als ſulckt met haer commoditeyt beſt en gevoeghlickſt ſal konnen geſchieden, die in allen gevalle ſal moeten werden ghenomen binnen den tijdt van drie maenden, te rekenen van den dagh af dat de voorſz. Notificatie by haer ſal weſen ontfangen; welcke voorſz. tijt ſoo by d'eene als by d'andere Provintie ſal moeten werden waer genomen, op pœne dat by gebreecke van dien, en de voorſz. drie maenden verſtreecken tijnde, den Presidont oite Griffier ſal werden verſtoren by de Heeren Staten van de Provintie allenedie haer daer toe binnen den ſelven tijt als boven ſal hebben ingeſtelt, ende dat by dienvolgende oock op Commiſſie van de ſelve Provintie alleen in de poſſeſſie van ſijnen Staet geſtelt en ontvangen ſal werden: En ſullen de Hoog-gedachte Heeren Staten in de voorſz. actie haer Seſſie nemen aen een langhe Tafel, ten dien fine in de Vergader-Plaetze van de Heeren Staten van Hollant en Weſt-Vrieslant te approprieren, daer van de Hoog-gem. Heeren Staten van Hollant en Weſt-Vrieslant tot haer keure nemen en occuperen ſullen de eene zijde, en de Heeren Staten van Zeelandt d'andere zijde, en vervolgens procederen tot de voorſz. Electie, by verſtanellige van Billetten, in ſulcker voegen, dat yder Lidt op een Billet ſal ſtellen ſijn eygen naem of qualificatie, en daer onder de Perſoon, die het ſelve Lidt ter bekleedinge van het vacerende Ampt ſal willen ſtemmen: Sullende de voorſz. Billetten van de Leden van de eene en d'andere Provintie by der ſelver reſpective Miniſters, yder in ſijn reguard in een Back of Comme apart gecollecteert, en hiecks gedaen ſijnde, de Billetten, ſo van d'eene als d'andere, door de voorſz. Miniſters te ſamen gebracht en onder den anderen gemengt werden; en voorts de voorſz. Billetten op de voorſz. Tafel geleyt, en als dan ſijnde, of oock de voorſz. geral van Billetten behoorlijck by den anderen gevonden wert, ſal den Miniſter van Hollant Billet voor Billet opnemen, openen, ende vervolgens leveren in handen van den Miniſter van Zeelant, om by de ſelve opgeleſen en de ingeſchreven naem geproniuceert te werden; gedurjende welcke opleſinge, den Secretaris van de Heeren Staten van Hollant ende Weſt-Vrieslandt, als mede den Secretaris van de Heeren Staten van Zeelant, inſulen de ſelve oock preſent is, aentecheninge doen, en vervolgens verklaren ſal, in wat voegen de Stemmen ſullen ſijn gegaen, en op wat Perſoon dienvolgende de Electie ſal weſen gevallen, alles onder ſodanigen actie van non-prejudicie, als voor deſen, en noch jongſt in den voorſz. Jare 1655. aen de Heeren Staten van Zeelant is gegeven geweeſt.

dent d'apreſent, ſçavoir que les Seigneurs Etats de Zelande aprés qu'on leur aura notifié la mort du Preſident ou Greffier ſuſdit, & qu'ils auront été requis par Lettres des Etats de Hollande & de Weſt-Friſe de ſe rendre à la Haye pour proceder enſemblement à l'Election d'un nouveau Preſident ou Greffier, ils s'y rendront au jour qu'on aura exprimé dans la Lettre, ou en cas d'incommodité ou empêchement à tel autre jour qu'ils trouveront le pouvoir faire pour le mieux, lequel jour en tout cas ſe devra prendre dans le tems de trois mois, à compter du jour qu'ils auront reçu ladite Notification, lequel tems devra être obſervé par l'une & l'autre des Provinces, à peine, au deffaut de ce & lesdits trois mois étant paſſez, que ledit Preſident ou Greffier ſera tiré par les Seigneurs Etats de la Province ſeule qui ſe ſeront rendus dans ledit tems, & qu'auſſi il ſera reçu & inſtallé ſans Charge ſur la Commiſſion de ladite Province ſeule. Et lesdits Seigneurs Etats pour ledit Acte prendront leur Seance allentour d'une Table longue qu'on appropriera dans le lieu de l'Aſſemblée des Seigneurs Etats de Hollande & de Weſt-Friſe dont les Seigneurs Etats de Hollande & de Weſt-Friſe occuperont un côté à leur choix & les Seigneurs Etats de Zelande l'autre, & enſuite procederont à ladite Election par Billets, en ſorte que chaque Membre mettra ſur un Billet ſon propre nom ou qualité & au deſſous la perſonne à qui ledit Membre donnera ſa voix pour être revêtu de ladite Charge. Et les ſuſdits Billets des Membres de l'une & l'autre Province ſeront par les Miniſtres reſpectifs d'icelles recueillis chacun à ſon égard dans un vaſe en écuelle à part, ce qui étant fait les Billets des uns & des autres ſeront mis & meſlez enſemble par les ſuſdits Miniſtres, & enſuite les ſuſdits Billets ſeront mis ſur la Table, & le nombre convenable ſe trouvant juſte, le Miniſtre de Hollande prendra lesdits Billets l'un aprés l'autre, les ouvrira & enſuite les mettra entre les mains du Miniſtre de Zelande pour être par lui lû & prononcé le nom de celui qui y ſera écrit, pendant laquelle Lecture le Secretaire des Seigneurs Etats de Hollande & de Weſt-Friſe, comme auſſi le Secretaire des Seigneurs Etats de Zelande, s'il eſt auſſi preſent, écrivront & declareront de quelle maniere les voix ſe ſeront données, & ſur quelle perſonne l'Election ſera tombée le tout ſous tel Acte & non préjudice que ci-devant & notamment à celui donné aux Seigneurs Etats de Zelande en la ſuſdite année 1655.

ANNO 1669.

IX. Alle voorgaende Accoorden en Verdragen, de Juſtitie concernerende, voor ſuo veel daer aen by deſen niet en wert gedcrogeert, ſullen blijven in haer geheel, doch alleenlick applicabel weſen op den Hoogen Raet, die ſich vervolgens nae den inhoude van de voorſz. Accoorden en Verdragen ſal hebben te reguleren.

IX. Tous les Accords & Traitez precedens concernant la Juſtice, pourvû qu'il n'y ſoit point derogé par ces preſentes, demeureront en leur entier. Mais ſeront ſeullement applicables au Grand Conſeil qui aura à ſe régler ſuivant le contenu desdits Accords & Traitez.

X. Alles by proviſie en met conditie, dat by ſoo verre d'eene of d'andere Provintie haer in tijden en wijlen by deſen Accoorde in 't generael of particulier bevonden beſwaert, men deshalven met den anderen ſal komen in communicatie, ende in cas de voornoemde Provintien, wederſijds redenen gehoort en ingenomen ſijnde, met den anderen niet konden accorderen, dat alsdan de reſpective Provintien daer van ſullen mogen ſcheyden, ende blijven op haer geheel, gheliick waren voor dato van 't proviſioneel Accoord van den jare 1607.

X. Le tout par proviſion & à condition que ſi l'une ou l'autre des Provinces ſe trouve ci-aprés en general ou en particulier leſée par cet Accord, on ſe communiquera de part & d'autre les raiſons qu'on aura, & au cas que lesdites Provinces, raiſons ouïes de part & d'autre, ne ſe puſſent accorder, qu'alors lesdites Provinces reſpectives pourront ſe ſeparer, & demeureront en leur entier, comme elles étoient avant l'Accord proviſionel de l'an 1607.

XI. Aldus veraccordeert ende geſlooten tuſſchen Gedeputeerden van de Heeren Staten van Hollant en Weſt-Vrieslant ter eenre, en de Gedeputeerden van de Heeren Staten van Zeelant ter andere ſijde, met wederſijts beloſte, dele, elck by de Hoogh-gemelde Heeren Staten haer Committenten te ſullen doen aggreeren, en daer op behoorlijcke Ratificatie uytwiſſelen, bin-

XI. Ainſi accordé & conclu entre les Deputez des Seigneurs Etats de Hollande & de Weſt-Friſe d'une part, & les Deputez des Seigneurs Etats de Zelande d'autre, avec promeſſe reciproque de faire chacun agréer ces preſentes par les Seigneurs Etats qui les ont commis, & d'en échanger les Ratifications con-

ANNO 1669. binnen den tijdt van ses weecken oft twee maenden mytertijdt, t'Oirkonde dese sijn hier van gemaeckt en ten wederstaen behoorlick onderteeckent, twee eenslydende lustrumenten, in 's Gravenhage den sevenden Juuli Anno sestien hondert negen en 't sestig.

In den naem ende van wegen de gesamentlijcke Heeren Gedeputeerden van Holland ende West-Vrieslant, daer toe by defelve specialijck geauthoriseert. Ende was onderteyckent,
JOHAN DE WIT.
(L.S.)

In den naem ende van wegen de gesamentlijcke Heeren Gedeputeerden van Zeelant, daer toe by de selve specialijck geauthoriseert. Ende was onderteyckent,
PR. DE HUYBERT.
(L.S.)

NAdemael door 't Verdrach tusschen de Heeren Staten van Holland ende West-Vrieslant ter eenre, en de Heeren Staten van Zeelant ter andere zijde, huyden geslooten, van difficulter executie schijnt gemaeckt te werden de genegentheyt, die d'eene of d'andere Provintie voor heenen gehadt heeft, tegenwoordig noch soude mogen hebben, ofte oock naemaels konnen krijgen, tot combinatie van beyde de Hoven van Justitie; ende dat nochtans de meyninge niet en is door het tegenwoordige Verdrach de selve combinatie of te advanceren of te ruch te setten, soo wert by desen wel expresselijck verklaert, dat beyde de Provintien onaengesien defen Accoorde, dienthalven blijven behouden, gelijcke vryheyt van deliberatie en naerder Verdrach, als haer voor dato deles heeft gecompeteert, sonder dat uyt dit Accoord oyt of oyt eenige filatie gemaeckt, of argumentatie geformeert sal mogen werden, om de voorst. combinatie te promoveren, of te reculeren. Aldus gedaen ende gepasseert tusschen Gedeputeerden van d'eenige Provintie, in 's Gravenhage, met belofte van Ratificatie, als in de voorst. Accoorde, den 7. Juny 1669.

In den naem ende van wegen de gesamentlijcke Heeren Gedeputeerden van Holland ende West-Vrieslant, daer toe by de selve specialijck geauthoriseert. Was ghetеyckent,
JOHAN DE WIT.
(L.S.)

In den naem ende van wegen de gesamentlijcke Heeren Gedeputeerden van Zeelant, daer toe by de selve specialijck geauthoriseert. Was ghetеyckent,
PR. DE HUYBERT.
(L.S.)

Ratificatie van de Heeren Staten van Hollant ende West-Vrieslant.

DE Staten van Hollant ende West-Vrieslant, *Doen te weten*, Dat wy gesien, ripelijck geexamineert ende geconsidereert hebbende het Verdragh, op den 7. Juny desles loopende Jaers 1669. gerroffen tusschen Gecommitteerden uyt het middeu van den Oosten, en de Heeren Staten van Zeelant met seeckere Acte van non prejudice, reflectrende op de combinatie van beyde de Hoven van Justitie, soo als het selve hier nae van woort tot woort staet gestoffeert.

Fiat insertio.

Ende nademael Wy bevinden den inhoude van dien conform onse goede meeninge ende intentie, en oordeelende dat al het selve sal strecken voor den deught, ruste ende luyster van beyde de Provintien, als mede tot handhavinge ende vorderinge van de onde ende vertroude Vrientschap ende goede correspondentie tusschen de selve en wedersijts Interessen. *SOO IST*, dat wy het voorseyde Verdrach in allen deelen, Poincten en Articulen, hebben goet gevonden, geapprobeert en geratificeert, vinden goet, approberen en ratificeren het selve mits desen; Beloovende allen den Innehoude van dien onverbrekelijck te sullen naekomen, en observeren, doen naekomen en observeren, sonder eenigh belet, of infractie ter contrarie; en tot meerder verseeckeringe van dien, hebben wy desen met onsen Grooten Zegel hier aengehangen, doen

convenables, dans le tems de six semaines ou deux mois au plus; En temoin dequoi ont des presentes été faits deux Instruments de même teneur, à la Haye le 7. Juin 1669. ANNO 1669.

Au nom & de la part des Seigneurs Deputez de Hollande & de West-Frise à ce specialement par eux authorisez. Etoit signé,
JEAN DE WIT.
(L.S.)

Au nom & de la part des Seigneurs Deputez de Zelande à ce specialement authorisez par eux. Etoit signé,
PR. DE HUYBERT.
(L.S.)

COmme le Contract conclu ce jourdhui entre les Seigneurs Etats de Holland & West-Frise d'une part, & les Seigneurs Etats de Zelande d'autre part, semble rendre plus difficile l'execution du penchant que l'une & l'autre des Provinces ont eu ci-devant, qu'ils auroient encore à present, & qu'ils pourroient avoir ci-après pour la combinaison des deux Cours de Justice; Et que neantmoins l'intention n'est pas, que par le present Traité ladite jonction soit avancée ni reculée, il est expressément declaré par ces presentes, que les deux Provinces, sans avoir égard à cet Accord, demeureront en la liberté de pouvoir déliberer & convenir plus expressément, qu'ils ont eu ci-devant, sans qu'on puisse rien inferer de cet Accord, ou tirer aucun argument, qui puisse avancer ou reculer ladite jonction. Ainsi fait & passé à la Haye entre les Deputez de l'une & de l'autre Province, avec promesse de Ratification comme dans le susdit Accord, le 7. Juin 1669.

Au nom & de la part des Seigneurs Deputez de Hollande & West-Frise, à ce par eux specialement authorisez. Etoit signé,
JEAN DE WIT.
(L.S.)

Au nom & de la part des Seigneurs Deputez de Zelande à ce par eux specialement authorisez. Etoit signé,
PR. DE HUYBERT.
(L.S.)

Ratification des Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise.

LEs Etats de Hollande & de West-Frise, faisons scavoir, qu'ayant vû, examiné & consideré murement le Traité fait & conclu le 7. Juin de cette presente année 1669. entre les Deputez d'entre nous & des Seigneurs Etats de Zelande, avec certain Acte de non-prejudice, concernant la jonction des deux Cours de Justice, comme il est inseré de mot à mot dans la suite.

Fiat insertio.

Et comme nous trouvons le contenu en icelui conforme à nôtre bonne intention, & considerant qu'il tendra au service, & splendeur des deux Provinces, comme aussi au maintien & à l'avancement de l'ancienne & fidelle amitié & bonne correspondence d'entre elles & pour leur Interêt reciproque, Nous avons ledit Traité trouvé bon dans toutes ses Parties, ses Points & Articles, & l'avons agreuvé & ratifié, le trouvons bon, l'approuvons & ratifions par ces presentes. Promettant d'en enfuivre & observer le contenu inviolablement, & de le faire enfuivre & observer sans aucun empêchement ni infraction au contraire; & pour plus grande sureté de ce que dessus, nous avons fait apposer nôtre Grand Sceau à ces presentes; & icel-

Digitized by Google

ANNO 1669. doen tegelen, en door onsen Secretaris doen teekenen op ten 20. July des Jaers onses Heeren en Saligmakers 1669. *1669. Wat gepampheert,*

JOHAN DE WIT. VI.

Leger stomt, Ter Ordonnantie van de Staten,
En geteeckent,
HERBT. VAN BEAUMONT.

Ratificatie van de Heeren Staten van Zeelant.

DE Staten van den Lande ende Graefschkeyt van Zeelant, Allen den geenen die desen sullen sien of hooren lesen, Salut. *Dan te weten,* Dat Wy gesien, ripplick geexamineert en gecomsidereert hebbende het Nader-Accoord op den 7. July deses loopenden Jaers getroffen, tusschen Gedeputeerden uyt het midden van de Provintien van Hollant en Zeelant, daer toe specialick geauthoriseert, rakende het faict van de Justitie, met den gevolgen en aenkleven van dien, mitsgaders sekere Acte van non-prejudice, mede ten selven dage wederzijts ondertreckent, soo als het een ende het andere hier na volgende van woorde tot woorde geinsereert staet.

Inseratur.

Ende nademael Wy bevinden den Inhoude van het voorst. Accoord ende Acte van non-prejudice te wesen conform onse goede meeninge ende intentie, en oordeelende dat al het selve tot streecken tot beter en promoter administratie van justitie, en onderhoudinge van alle goede en vrentoode correspondentie tusschen de twee Provintien, tot bevorderinge van wederzijts Interessen. Soo ist, dat wy het voornoemde nader Accoord in alle syn deelen, Poincten, en Articulen, mitsgaders de Acte van non prejudice hebben goet gevonden, geapprobeert en geratificeert, gelijck wy het eene en het andere goet vinden, approberen en ratificeren by desen: Beloovende alle den Inhoude van dien onverbreeckelijck te sullen nakomen en observeren, en door andere die het behoort te doen nakomen en observeren, sonder eenigh belet of inbreck er tegen: en tot meerder verseeckeringe van dien, hebben Wy desen met onsen Grooten Zegel, hier aengehangen, doen tegelen, en door onsen Secretaris doen ondertekenen: In 't Hof van Zeelant, binnen Middelburgh, op den 11. July 1669. *Onderstont,* Ter Ordonnantie van Hoog-gem. Heeren Staten.

Ende wat getrocken,

JUSTUS DE HUYBERT.

icelles fait signer par nôtre Secretaire le vingtiéme ANNO *Juillet de l'an de nôtre Seigneur & Sauveur* 1669. 1669.
Etoit paraphé:

JEAN DE WIT.

Et plus bas étoit, *par Ordonnance des Etats,* & signé,

HERBT. DE BEAUMONT.

Ratification des Seigneurs Etats de Zelande.

LEs Etats des Pays & Comté de Zelande, à tous ceux qui ces presentes verront ou orront, Salut. Savoir faisons, qu'ayant vû & examiné murement l'Accord posterieur du 7. Juin de l'année courante 1669. conclu entre les Deputez des Provinces de Hollande & Zelande, avec les Instites & dependances d'icelui, ensemble certain Acte de non prejudice, signé de part & d'autre le même jour, en la maniere que l'un & l'autre sont ci-après inserez de mot à mot.

Inseratur.

Et comme nous trouvons le contenu des susdits Accord & Acte de non prejudice être conforme à nôtre bonne intention, & jugeant que l'un & l'autre tend à une meilleure & plus prompte administration de la Justice, & à l'entretenement de toute bonne & fidéle correspondance entre les deux Provinces & l'avancement des Interêts reciproques, Nous avons icelui Traité plus exprés, trouvé bon en tous ses Points & Articles, ensemble ledit Acte de non prejudice, & avons icceux approuvé & ratifié, comme nous les approuvons & ratifions l'un & l'autre par ces presentes, Promettant d'en enjoindre & observer le contenu inviolablement, & de les faire enjoindre & observer comme il appartient par les autres, sans aucun empêchement ni infraction au contraire; Et pour plus grande fuseté de ce nous avons fait apposer nôtre Grand Sceau à ces presentes, & icelles fait signer par notre Greffier. En la Cour de Zelande à Middelbourg le 11. *Juillet* 1669. Au dessous étoit écrit, *par Ordonnance des susdits Seigneurs Etats.*

Et étoit signé,

JUSTUS DE HUYBERT.

XLVI.

14. Juin. Kayſers LEOPOLDI Lehen-Brieff Hertzog JULIO FRANTZ. zu Sachſen-Lawenburg über das Hertzogthum gleichen Namens und deſſen benannten Zugehörungen und Herrſchafften ertheilt. Wien den 14. Juny 1669. [Titre d'une Information de Droit preſentée à l'Empereur de la part de LOUIS GUILLAUME, Marck-Grave de Baden ſous le Titre de Durchlaucht weltberühmter Weiblicher Succeſſions-Prætenſion in und zu dem Erb-Lehenbahren Hertzogthum Nider-Sachſen/ ſous Lit. C.]

C'eſt-à-dire,

Lettres d'Inveſtitures accordées par l'Empereur LEOPOLD, *à* JULES FRANÇOIS *Duc de Saxe-Lavenbourg pour le Duché de ce nom,*

avec ſes Dependances & Appartenances; & pour les Seigneuries y denommées. A Vienne le 14. *Juin* 1669.

WIr Leopoldt von Gottes Gnaden / erwöhlter Römiſcher Keyſer / zu allen zeiten Mehrerer des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Behemen etcetrichter zur Cron Teutſch / unter thun kundt jedermänniglich. Nachdem der Hochgebohrne Julius Frantz Hertzog zu Sachſen / Lawenburg / unſer lieber Oheim und Fürſt / uns durch ſeiner Lb. Gelieb Sohnen unde

ANNO 1669. führo gutem wiſſig iſt / auch wohl thun mag und ſoll; und haben darumb mit wohlbedachtem muth / gutem Rath und rechtem wiſſen / dem vorgemelten Unſerm Oheimb und Fürſten Hertzog Julio Franzen die vorberührten ſeine Regalien und Lehen / mit allen und jeden ihren Fürſtlichen Würden / Ehren / Grafſchafften / Herrſchafften / Rechten / hohen und nider-gerichten / Zöllen / Gleiten / Mannſchafften / Eigenſchafften / Gelten / Schoßſtewren / Landen / Leuthen / Gütern / Wilthahnen / Bergwercken / Fiſcherey / Waiden / Saltzwercken / und allen andern Gerechtigkeiten darzu gehörig / wie die nahmen haben mögen / zu irgunde der zeit innen hat und beſitzt / verlyhen und unverletzt / als nemblich die Stadt Mölln und die Jn dieſelbe mit ihrer Zuhörigung / Item in dem Lande und Stadt Lüneburg Zölle und Gülter / als ſeine Eltern auf ihre verſtorbene Leibs-Lehns Erben gnedig haben / Item in dem Lande Bevenhalen und Engern / Schloſſeren / Gerichte / Herrſchafften / Lande und Leuthe / als ſein Vatter auch ihn geruhet hat / Item das Landt zu Hadeln und die Veſt / Freyſelandt / mit der Herrſchafft Nedenburg / und das Schloß Ritzebuttel / Item das Landt Barpingen / das Schloß Lauenburg / Item die Grafſchafft Ratzeburg / Item die Schoſſer Crempburg / Koppenburg / Wegerdorff / Item den Kirchwerder / Item die Gülte mit ſolchen Zoltern / als er darauf hat zu Lauenburg / zu Artlenburg / Oeflingen / und auff der Dünenau / und zu Horenburg / als damit die ſo von beſagten ſeinen Vattern Hertzogen Julio Heinrichen auf ihn geerbet / ſeynde und anderſt darzu gehörig / nichts ausgenommen zu ſehen gnädiglich verliehen / und verleyhen ihme die von Römiſcher Keyſerlicher Macht in Kraft dieſes Briefs / was mit ihme von Rechts oder gewohnheit wegen darzu verliehen ſollen und mögen / alſo daß er die fürbaßhin von uns und dem Heyligen Reich zu rechten Fürſtlichen Lehen innen haben / nutzen und gebrauchen möge / als derſelben Lehen Recht / und Herkommen iſt / von allermannhiglich an ſeinen Rechten unvergreiflich und unſchädlich; Und hat auch der vorgenante Hertzog Julius Frantz durch gebetter ſeiner Rt. Beſtallabter Anwalt mein Gewaltshaber / Unſere underthenigſte Bitt / Er wolle gerührte Michael Albrechten / Frantzen von Schwaan / und Franciscum von Meyerelshoffe / ſeiner Rt. Rath und Reſpective Agenten an Unſeren Keyſerlichen Hoff gnedigſtlichs Fürdragens / Gleich andre Fürſten / ſo gedacht / und ſein Reiche gehorſamb / getreu und gewärtig zu ſein / zu thun und zu thun / als des Reichs getreuer Fürſt ſeinen Lehen / Pflichten und Eydtlichen Keyſer zuthun müchtig iſt / ohne gefehrde / Wir haben demnach obgedachter Hertzog Julius Frantz neben dem angezogen / des er von ſeiner Vordern hero ein Hertzog zu Sachſen ſeyn / unde alſo an uns unterthanig gelangen laſſen / daß wir ihme den Titul Hertzog zu Sachſen / Engern und Weſtphalen / gnädig geben / und darzu auch die Lehen / allermaſſen und die weylandt ſeinen Vorfahren von weylandt unſern Vorfahren am Reich Keyſer Carl den Vierten / unde Keyſer Sigißmunden verliehen worden ſein / zu verleihen geruhen / als nemblich das Landt zu Sachſen / unde Pfalb-Grafſchafft zu Sachſen / die Grafſchafft zu Deſſelen / und das Landt zu Stormarn / Item die Herrſchafft zu Lauenburg / Item die Herrſchafft von der Hoya / nemblichen Werbenau / Bruckhauſen / und den Hadershagen / Burſtorff und Norden / mit allen ihren Ein- und Zugehörungen / und wir aber baßhiller alls dieſen zu auff etlichen beſtrengenden urſachen anſehen laſſen / haben wir ihme doch ſolches ſeines Gefinnens unde Anruffens hiermit recht mißbung und anzeig thun wollen / alſo das ſolcher Beſtallunde gedachten Hertzogen Julio Frantzen / unde ſonſt mannigfachen an ſeinen Rechten unde Gerechtigkeiten unſchädlich ſein ſolle; mit Urkundt dieſes Briefs / beſigelt mit unſerm Keyſerlichen anhangenden Jnſigell / der geben iſt zu Wienn den 14. Juny / Anno 1669.

XLVII.

15. Juill. *Articles nouveaux, auxquels le Roi de* TELLO, *& le Roi de* LINQUES, *ont été derechef admis à l'Alliance de la* COMPAGNIE ORIENTALE *Hollandoiſe, & du Roi de* Tello *dans le Royaume de Macaſſar, faite le 9. Mars 1668. Donnés le 15. Juillet.* [Voyez-les ci-devant ſous le 9. Mars 1668.]

XLVIII.

27. Juill. *Acceſſion des Rois & des Peuples de* GOA *&* SABREBONNE, *à l'Alliance conclue le 9. Mars 1668. entre la* COMPAGNIE ORIENTALE *Hollandoiſe, & le Roi de* Tello *dans le Royaume de Macaſſar. Faite le 27. Juillet 1669.* [Voyez-la ci-devant ſous le 9. Mars 1668.]

ANNO 1669.

XLIX.

30. Juill. *Traité d'Alliance & de Commerce entre le* PORTUGAL *& les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, fait à la Haye le 30. Juillet, 1669. Tobuttrum Pacis.* Tom. II. pag. 87.

PORTUGAL ET LES PROVINCES-UNIES.

QUandoquidem à Concluſione & Ratificatione indè poſtremi Tractatûs Pacis, inter Regnum Portugaliæ ex una, & Ordines Provinciarum Unitarum ex altera parte, die VI. Auguſti Anno MDCLXI. fanctæ, certæ quadam Controverſiæ ſuper expugnatione loeorum Cochin & Cananor, quæ Societas Indiæ Occidentalis dictarum Provinciarum in India armis in poteſtatem ſuam redegit, intervenerint, ob quas & interea dum de jure dictorum locorum diſceptatur, à parte Coronæ Portugalliæ plurimis promiſſis, neque quoad argentum, neque quoad valorem argenti, neque quoad Commercíorum frequentiam in Regionibus à Portugallia acquiſitis & alibi, ſatisfactum fuerit, hocque occaſionem præbuerit timendi, ne harum contentionum continuatio inter ambas Nationes denuò Bellum excitet, quod anteverterе eâm unà quàm altera Natio tuto cordе deſideret; Properera inter Dominum Don Franciscum de Mello, Equitem Ordinis Chriſti, Commendatorem ad S. Petrum de Verga de Lilia, & S. Martinum de Ranhados, Dominum in Syrea, Gubernatorem Civitatis Lamego, Serenſiſſimi Principis Portugaliæ Summum & Nobilem Ciborum Sectorem & menſæ Diribitorem, ipſius Conſiliarium, & Legatum Extraordinarium ad Generales Ordines Fœderatarum Provinciarum, virtute Mandati cum libera à dicta ſua Celſitudine Regia, Sereniſſimo Principe Don Petro, Succeſſore, Gubernatore & Regente Regni Portugalliæ, ipſi dati, cujus Copia ſub finem præſentis Tractatûs, inſeretur, ab una parte, & Dominos, Dominum de Heuckelom, Conſulem Civitatis Noviomagenſis, Joannem à Nieuborgh, Conſulem Civitatis Alekmarienſis, Joannem de Wit, Conſiliarium & Syndicum Hollandiæ atque Friſiæ Occidentalis, Hadrianum Heereboord, Syndicum Civitatis Zierikzeenſis, Joannem, Baronem de Reede, Dominum in Renswoude, Emmickhuyſen &c. Equitem Ordinis Regis Danis, Everwynum de Bencheim, Juris Doctorem, & Conſulem Civitatis Campenſis, ut & Egbertum Horencken, Dominum de Wierhuyſen &c. omnes Deputatos & Plenipotentiarios, Celſorum & Præpotentium Ordinum Generalium Provinciarum Unitarum Belgii, ſimiliter vi Mandatorum per Superiores ſuorum ipſis datorum, quorum Copia ſub finem hujus Tractatus adſcripta quoque extat, ex altera parte conventum & concluſum fuit. Quemadmodum ad præmiſſendas majores Turbas, vigore præſentium convenitur & concluſum eſt.

I. Quod ad lucrum Civitates & Loca Cochin & Cananor, quorum jamjam mentio facta eſt, dictorum Dominorum Ordinum poteſtati (ſub quæ nunc ſunt) ſubjecta, & in manibus Societatis Indiæ Occidentalis maneant, atque in ſecuritatem vi hypotheca eas ipſi teneant, usque dum ſolutio fex terminorum in Tractatu Anni MDCLXI. expreſſorum & promiſſorum, quæ menſe Aprilis Anno MDCLXVIII. fieri debebat, treſque milliones Hollandici valoris effieri, nec non refuſio ſumptuum quos in inſtructionem Claſſis, & in beſtigerationem, quò dicta loca expugnantur, impendi oporebat, quorum æſtimatio ad juſtum pretium redigenda erit, fiat. Adeò ut Corona Portugalliæ reſtitutionem dictorum locorum à Præpotentibus Celſitudinibus ſuis prætendere nequeat, antequam respe ceſſi termini ſit ſoluti ſint, & refuſio expenſarum & ſumptuum memoratorum fiat. Nec quoad Ordines Generales, in illorum poteſtate ſiet à Corona Portugalliæ dictam Summam trium milliorum exigere, quamdiu hæcce loca retinuerint.

II. Jus Proprietatis dictarum Civitatum & Locorum quod concernit, de quo hucusque in unum convenire partes nequiverè, omni opere adnitetur ad informationem plenioremde eo capiendam, & amicabiliter deſuper paciscendum, antequam Præpotentes ſuas Celſitudines dictam ſummam trium milliorum, & refuſionem ſumptuum & expenſarum, ut ſupra memoratum, accipiant.

III. Præterea Præpotentes Celſitudines Suæ ex una parte renunciabunt, quemadmodum vi præſentium quoque renuntiant, tàm pro ſe, quàm pro Societate ſua Indiæ Occidentalis, & aliis Provinciarum Belgii Incolis Juri

Digitized by Google

ANNO 1669. Juri per Articulum XXV. ipſiusmet Tractatûs Pacis quæſito, atque ex altera parte Regnum Portugalliæ bona fide ſe obligabit, ſicuti vigore præſentis Tractatûs ſe adſtringit, ad ſolvendum Præpotentibus ſuis Celſitudinibus, aut Mandatariis illorum, exacte & efficaciter, ſummam quinquaginta millium Cruſatorum, aut millionem unam librarum, & id quidem mediante Sale, quod in Civitate Setuval ſuppeditabitur & extrahetur, ad onerandum eo Navigia, ex Mandato Ordinum Generalium, ad hoc illuc transmiſſa.

IV. Et id ipſum Sal Portugalli ſumptibus ſuis & ſine onere tradent & convehent, in Scaphis aut Navigiolis, ad Litora Maris; quod deinde hi ſimul avehent, pro more hucusque Subditis & Incolis Provinciarum Unitarum, ſi quando illi in Setuval Sal coëmerunt, conſueto & ufitato, ad rationem mille quadringentorum & octoginta Reis (qui reducti ad monetam Cruſatorum, juxta valorem eorundem nunc temporis in Portugallia receptum duos Cruſatos, & viginti quatuor partes, quarum viginti quinque totum Cruſatum conficiunt, valent) pro modio, ſic ut pro ſeptuaginta quatuor Cruſatis, viginti modii Salis tradantur. Proinde conteſtum conſtituimus fuit. & firmiter obtinebit, ut pro quingentis Cruſatorum millibus centum ſeptuaginta octo millia, centum & novendecim modii Salis exhibeantur.

V. Quoad tempus memoratum Sal exhibebitur & evehetur, ſtatim atque deſtinata ad id transportandum Navigia appulerint, idque duobus aut tribus vicibus, aut pluribus, ſi ita res poſtulet, & dictis Dominis Ordinibus id conducere vifum fuerit.

VI. Intercedente hoc, & ad evitandum ne ullo tempore dicti Subditi & Incolæ præmiſſionem ſuam iterare, & denuo à Corona Portugalliæ aliam quàm vigore præſentis Tractatus ſtipulatam ſatisfactionem exigere queant, Præpotentes ſuæ Celſitudines curabunt, ut in manus memorati Domini Legati Portugalliæ, poſt realem ſolutionem dictorum centum mille Cruſatorum omnia inſtrumenta, Scripta, Documenta, & Pacta, de præmiſſionibus illis, tam liquidis, quàm illiquidis, quæ contra Coronam Portugalliæ pro interceſſis ratione XXV. Articuli producta fuiſſe deprehenderint, tradentur.

VII. Alias Summas, quod attinet, quas Regnum Portugalliæ, ſtatis terminis, vigore dicti Tractatûs Pacis ſolvere obſtrictum eſt, duceatos ſcilicet quinquaginta mille Cruſatos per annum, & dein decem inſequentibus annis, illæ ſequenti modo expedientur: Quantumcunque Corona Portugalliæ de quolibet modio Salis, qui Setuvalæ venditur & tollitur, pro jure ſuæ Gabellæ recipit, ſeptingentos nempe Reis, qui ſecundum valorem præſentem Cruſatorum, unum Cruſatum de octoque modiis Salis & pro proportione majorem quantitatem efficiunt, totum id Jus unicè deſtinatum ſit, & reapſe convertetur in ſolutionem deficientium terminorum ad utilitatem Præpotentium ſuarum Celſitudinum.

VIII. Verùm cum ſubductâ ratione illâ, neceſſe eſt, ut ad realem ſatisfactionem cujusque Termini extradantur, & ſingulis annis in Naves plus quàm centum ſeptuaginta octo mille, quinquenti ſeptuaginta cum uno modiorum Salis inferantur, & cum nullo modo cogitalione aſſequi queat, tantam quantitatem uno anno ſuppeditari poſſe, ad hoc experientia docuerit, ipſo tempore Pacis, & cum coactio illa nullo incommodo aut inconvenientia, nec Mari, nec Terrâ, turbata fuiſſet, quod ſingulis annis plusquam (incirca) nonagintà millia modiorum Salis, plusve minusve, Navibus imminûm fuerit, conveniunt eſſe ad evitanda plura detrimenta, quæ præcavere Portugallia haud potis erit, ſi obſtricta foret, tam ingentem Summam pecuniæ per ſingulos annos exactè præſtare, concordatum fuit, quod tempus Solutionis illius prolongetur: eo reſpectu verò, ſicuti eriam quò alio quoque modo damnum ceſſantium uſurarum, & incertitudo ſolutionis quæ ex prolongatione illa terminorum reſultat, compenſetur, ſolutio intra viginti annos fiet, quorum primus initium ex eo ſumet, ex quo Præpotentes ſuæ Celſitudines ceſſarunt mittere, conquirendum pretium unius millionis librarum in Sale, ut ſupra dictum, & quod intermedio tempore illorum viginti annorum ipſis cum effectu valor centum quingentorum millium Cruſatorum exhibitus ſit. Mediante quo omnia difficilia & trieæ computorum, quæ ob uſuras Summarum in terminis in Tractatu Pacis memorato præfixis non exſolutarum, & ob id quoque quod eadem de re in queſtionem vocabatur, ſubortiri poterunt, ceſſabunt.

ANNO 1669. IX. Quod in exactam ſatisfactionem dictæ Summæ centum quingentorum mille Cruſatorum annuorum, Corona Portugalliæ, modo ſuperius expreſſo cedet, prout etiam illa irrevocabiliter Præpotentibus ſuis Celſitudinibus cedit, Gabellas quas Corona illa, ſive ſuper memoratum, ex omni Sale, quod venditur & ex Setuval exportatur, capit; videlicet ſeptingentos Reis, ſive unum Cruſatum & quinquageſimam de quolibet modio, & de ſeptingentis millibus centum quadraginta tribus modiis, dictam integram Summam, centum quingentorum millium Cruſatorum.

X. Sub hac tamen expreſſa conditione & reſervatione, ut caſu quo dicta quantitas ſeptingentorum millium centum & quadraginta trium modiorum Salis uno in anno ſuppeditari nequeant, inſuperve jus quod Corona recipit, totam Summam, centum quingentorum millium Cruſatorum in argento exæquare haud valeat, laudata Corona Portugalliæ ſupplebit illum defectum, ſolvendo ſequentibus annis ante omnia in commodum ſuarum Præpotentium Celſitudinum, tot modios Salis, quot ad ſupplementum deficitûs præterii anni requirentur, ſic ut quilibet modius ſupra dicto modo extraditi Salis, quadringentis & octoginta Reis, id eſt, duobus Cruſatis & viginti quatuor partibus, quarum viginti quinque totum Cruſatum conficiunt, una inclusione Jurium Coronæ, & ſumptuum, ſine dictis Juribus autem modius ipſe, ad rationem ſeptingentorum octoginta Reis, aut unius Cruſati cum quatuordecim partibus, quarum viginti quinque totum conficiunt, æſtimetur, taliter ut viginti quatuor modiorum, ſupra dicto modo traditorum, defectus, triginta novem Cruſatis & in majori quantitate pro portione reſpectuor, dummodò memoratus defectus ſingulis annis trigintà mille Cruſatorum valorem non excedat, eò quòd Corona Portugalliæ expreſſiſſime vi præſentium Tractatuum ſtipulata ſit, quòd Sale ſuppliere haud obſtricta ſit id, quod ſingulis annis dictam Summam tregliare miſſa Cruſatorum excedit. Quemadmodum etiam in caſu cujuscunque alterius defectûs, omnia media & cautiones neceſſariæ atque poſſibiles adhibentur, per quas Præpotentes ſuæ Celſitudines ſecuræ reddantur, & ipſa ſolutione allegatæ ſummæ centum quinquaginta millium Cruſatorum annuatim ſatisfiat, idque ſine retardatione aut fruſtratione quacunque, & quocunque etiam modo id fiat.

XI. Quo minùs etiam, in omnem eventum, dictus defectus, à Præpotentibus ſuis Celſitudinibus, aut Incolarum & Subditorum Provinciarum Unitarum cuipiam augeatur, promittunt ea & ſefe obligarunt, prout per præſentes promittunt & ſefe obligant, curaturos ſemet, ut Subditi & Incolæ dictarum Provinciarum Unitarum quotannis tantum Salis tollant & avehant, quantum quidem ſufficiunt & avehere pertinuit præcedentibus annis, iis, qui præ aliis hoc Naves onerarunt.

XII. Et quod ſi contingat defectum aliquem, vel ob Bella, vel conventiones nascimas, vel alias ob inconmoditates, aliquando ſupervenire poſſe, ſic ut Subditi & Incolæ dictarum Provinciarum Unitarum ad tollendam quantitatem Salis, ad quam avehendam vi præcedentis Articuli, adſtricti ſint, illuc commeare haud valeant, quòd tunc Corona Portugalliæ defectum illum ſupplere non teneatur, priusquam dicti vicini aut planatè finem ſuum nacti fuerint, ut tamen ea propter Uſuras aliquas pendere, obligata haud ſit, nec Præpotentes ſuæ Celſitudines ſine liberrimo conſenſu Coronæ Portugalliæ aliquam aliam ſatisfactionem debitorum ſuorum prætendere poterunt, quamdiu reapſe Juribus ad Sal Setuvalenſe gaudebunt.

XIII. Nihilominus ſi fortè Coronæ Portugalliæ aliud quodpiam medium ſeſe citiùs expediendi, ſive argento, aut aliis effectibus, quàm dictis Juribus, ratione Salis, occurrerit, illud arripiendi & in æſtum deducendi in electione illius erit, & eo caſu id de memoratis terminis pro proportione deducetur.

XIV. Inſuper in ſpecie conventum & concordatum eſt, non ſecus ac in præſentibus Tractatibus pacisci & convenitur, ut ad præveniendas varii generis incommoditates, Sal, durante termino ad dictam ſolutionem, nec majori pretio Incolis Unitarum Provinciarum, nec minori alii cuicunque Nationi, pretio, Sal vendetur, quàm ut quadringentis & octingentis Reis, qui ut ſuperius hîc dictum eſt, juxta valorem communem & præſentem Cruſatorum, duos Cruſatos & viginti quatuor partes, de viginti quinque partibus Cruſati efficiunt, modius valeat, idque tantò minùs ſine præcedente Præpotentum Celſitudinum ſuarum conſenſu.

ANNO 1669. XV. Quemadmodum quoque, casu quo reperiatur, Dominos Ordines, ex tam ingenti Salis quantitate quam ex Setuval avehere poterunt, ante elapsum terminum viginti annorum, integri debiti sui solutionem recepisse, non obstante assignatione dicti termini, quocunque tempore reperietur ex alienum expeditum fore, memorata assignatio cesset, & Jura illa Corona Portugaliæ libere retineat,

XVI. Quo verò omnia superius conventa ad præscriptum & necessarii eum fecuritate Præpotentum suarum Celsitudinum exequantur, præponet ex sua parte & suorum in dicto loco Setuval, superiorum hic negotio apram authoritate publicè munitam, qui inprimis nomine ipsorum apocham omnis in solutionem dicti millionis præsiti Salis der, & dehinc vice Celsitudinis Suæ Regalis, Principis Portugaliæ, nec non vice Præpotentum suarum Celsitudinum integrum pretium omnis in Naves illati & avehendi Salis, ab Incolis Unitarum Provinciarum, ut & ab aliis Nationibus, recipiet, ut exinde provenius, quantum jura Coronæ tangunt, & id quod requiritur ad supplendum annuum defectum, modo supra dicto, Præponentibus suis Celsitudinibus aut ad ipsorum Mandatum solvat, & reliqua quoque ad Mercatorum Salis in Setuval, ad quos ea pertinent, der. Pro integritate & fide ejus personæ, ut & exacta executione & implemento omnium superiorum, præsles sese Præpotentes Suas Celsitudines constituum & obligent, quemadmodum vi horum sese pro his obligant & præsles constituunt. Adjungetur quoque eidem à Celsitudine sua Regali pro sua parte persona, quæ supputet cum ipsis rationes, & adversus conscribet. omnium tam pro juribus, quàm pro Sale receptorum, & quæ extraherentur apocha dictorum Receptorum, à duabus illis personis conjunctim subsignentur.

XVII. Nec etiam cursus dictæ suppeditationis Salis aut solutionis, ullo modo aut ullâ ratione, quæcunque illa sit, interrumpi aut turbari poterit, nec etiam permitteretur, ut per arrestia aut manuum injectiones incommoderetur, verum solutio dicta, aut satisfactio memorata semper continuetur, quicunque etiam casus aut diffidia supervenire queant, aut quæ actiones aut prætensiones inposterum nascantur, sic ut propterea aut illa de causa, nulla restitio, compensatio, aut deperditio pretendi, multò minus executio in actum deducatur.

XVIII. Eo fine & ut nullum obstaculum, nec ullum præpedimentum, qui executionem omnium supra scriptorum remorari in Portugallia valeat, Navigia illiarum Provinciarum illic appellentia, prærata eorum onera inveniant, Præpotentes suæ Celsitudines, Officialem, qui vice Coronæ Portugalliæ apud Ordines filos residebit, mense uno ante illorum discessum, de eo certiorem reddent.

XIX. Et quoniam Sereniſſimus Portugalliæ Princeps se obstringit, quòd secundum superiora. Domini Ordines, pro juribus illius Coronæ septingenos Reis ex qualibet modio Salis perpetuò lucrifacient, etiamsi fortè in Portugallia moneta inposterum mutetur, & consequenter Crusati in majorem aut minorem numerum Reis, quàm nunc in præsenti fiat, reducentur, & sic eisdem jus septingentorum Reis, plures vel pauciores Crusatos, quàm nunc temporis, efficiant; Conventum fuit, ut si inposterum talis mutatio contingat, eoque ipso Jus Coronæ ad plures aut pauciores, quàm unum Crusatum & datus quinquagesimus pertingat, prædicta Jura quoque in eadem proportione dictis Ordinibus imputentur, id est, tot Crusati cum talibus paribus, quot respè pro memoratis Juribus solventur.

XX. Et quamvis Præpotentes suæ Celsitudines, in superioribus, Juri, privatis per Articulum XXV. dicti Tractatus Pacis quoàmo, remuniarunt, nihilominus executio & eium complementum formalium Contractuum, quos Comes de Miranda nomine Regis & Coronæ Portugalliæ; cum eulbusdam privatis, super legitimis fiorum prætensionibus, & nominatim cum Domino Guilelmo Deneker, Craſsule Haglendt, Giriberto de Wit, & Abrahamo Azevedo, qui Contractus hîc de verbo ad verbum inferenitur, non intermittetur.

XXI. Proindeque ut per hæc totaliter omnes causæ & prætextus, qui executionem dicti Tractatûs Pacis impedire vel differre poterunt, tollsti fint, sese declararunt & promiserunt, tam Corona Portugalliæ ex una, ſicuti Præpotentes suæ Celsitudines ex altera parte, quemadmodum vigore præsentium, bonâ fide semper declarant & promittunt, quod ſile progressu temporis, tàm ab una quam ab altera parte, in omnibus Articulis, Clausulis, & Punctis, sine omni dilatione, cunctatione, aut præpedimento, & in specie quoad triginnum & quadragesimum Articulum ejusdem, executioni mandetur & adimpleatur, ſie ut Naves Incolarum Provinciarum Unitarum, quæ vi dispositionis dictorum Articulorum, quampiam Regionem Regni Portugalliæ adire volunt, aut quæ exinde venientes, aliorsum eursum ſuum dirigunt, nullatenus in itineribus ſuis retardari, aut arrello conſtringi, aut alî ei ſive directè ſive indirectè impediri in Portubus aut Liberibus Portugalliæ, aut dictis Regionibus, ſub prætextu quòd Clauſis universalis, aut Naves Salvi Conductûs paratæ non ſint, aut nulla alia de cauſa ſive prætextu, qualis qualis etiam ſit, poterunt. Sub hac tamen conditione, ut omnes Subditi & Incolæ dictarum Unitarum Provinciarum qui cupient versûs Braſiliam negotiari & ibidem mercaturam exercere, hoc rectâ vîa ſiue faeere nequeant, ſed quod hîc omnes & ſilæ redeuntes in Portus Portugalliæ appellere & eadem onera, propter eaſtum, ratione illarum, quæ versûs Braſiliam abeunt, & propter introitum, quæ inde veniunt, quæ proprii Regni Subditi in tali caſu ſolvunt, dependant. Spondentque dicti Domini Ordines Generales in Subditos & Incolas harum Provincіarum Unitarum ſeverè ſese animadversuros, qui aliquando his ſuperius contentis contravenisse deprehendentur, & curare ut in emolumentum Regni Portugalliæ pœnâ quadruplo major, ei quam ſuſtinere obstricti fuiſſent in Portugallia, ſi illuc venisſent, afficiantur. Ad quam virtute ſupra memoratî Tractatûs & præsentis Articuli tenebuntur.

XXII. Et caſu quo ex parte Portugalliæ omnibus ſupra ſcriptis aut citam aliis quibuscunque Capitulis dicti Tractatûs, aut præsentæ Conventioni ſatisfactum non fuerit, Præpotentes ſuæ Celsitudines, juxta dispositionem memorati Articuli IV. redibunt ad priſtina ſua Jura omnia, quæ ante citati Tractatûs conclusionem adversûs Coronam Portugalliæ ipſis aequiſita fuerunt, ut tamen propterea Portugalli pecuniarum ab ipſis, vigore ejusdem ipſius Tractatûs, aut præsentis Conventionis, jam ſoluterum reſtitutionem ibi fieri, praetendere nequeant. Quemadmodum quoque, ſi ex parte Dominorum Ordinum, dicto Tractatui aut præsentibus Pactis Conventis, contravenietur, Ceſsitudo ſua Regalis & Corona Portugalliæ ad omnia, ipſi ante hos Tractatus virtute ipſius illius IV. Articuli, competentia Jura redibit.

XXIII. Et quoniam jam ante conquietebatur de interruptione & turbatione Commerciorum, ex diſſidiis nec & diffidio, quæ inter duas Nationes hactenus intercesſit, tàm in Europa quàm in Indiis ſubortâ; Amicitia, quæ per præsentes hos Tractatus reſtaurator, hoc effectûi dabit, quòd vi Conventionis hujus & mediante exactâ executione ſuperius commemorata, omnis alterioſwe bonum & conditio omnibus rationibus, & omnibus conveniendibus modis promovebitur, & inprimis Navigationi & Commercîis Subditorum & Incolarum unius alterisve omnimodè, in ſpecie versûs Indiam Orientalem, secundum Jus Gentium, ſavebitur, in tantûm ut nullum omnino ratione illius perferatur, minus ab uno alteri inferatur impedimentum, nec permittetur, ut hoc ab unius aut alterius Subditis perpetretur, quin potiùs ex adverſo, ſi forte fortuna quid simile ex una aut altera parte coningat, (quod Deus avertat,) id ſtatim emendetur, & Partî læsæ debita satisfactio præstetur.

XXIV. Ante omnia verò, quemadmodum Regia ſua Ceſsitudo ſe pro ſe & omnes ſuos Subditos obstringit, quod omnia ſuperius conscripta obſervet, & ut ſanctè per omnia obſervenur, efficiet; Sic quoque pro parte sui Præpotentes ſuæ Celsitudines pro ſe, & pro omnibus ſuis Subditis, & nominatim pro Societatis Orientalis & Occidentalis indiæ hominibus, ſese obstringunt, curatores femet ut in omnibus præsens Tractatus obſervetur, & Par ubique tàm in Europa, quàm alibi conſervetur, prout in præcedenti Articulo plenius & longius comprehenſum eſt.

XXV. Tandem conventum eſt ab utrisque Partium, quòd Tractatus hic, & contenta in præsentibus Articulis, in optima & forma legitima, tàm ex parte Sereniſſimi Principis Portugalliæ, quàm ex parte Dominorum Statuum Generalium Unitarum Provinciarum, & quidem per Literas Patentes unius alterisve Statuum majori Sigillo roboratas, confirmentur & ratihabeantur, & quod Inſtrumenta Ratihabitionis, intra ſpatium trium menſium, à ſubſcriptis præsentibus Tractatibus numerandorum, vel etiam citius, ſi id fieri

ANNO 1669.

ANNO 1669. fieri queat, mutuò extradentur, & quod omnia in hoc Tractatu comprehensa, statim post mutationem memorandam Ratihabitionum in forma, & modo confecto publicentur.

Sequitur Tenor Mandati Domini Extraordinarii Legati Portugaliæ.

DOn Petrus, Dei gratiâ Princeps Portugalliæ & Algarbiæ, citra & ultra Mare Africanum, Dominus Guineæ, Conquestuum, Navigationis & Commerciorum in Æthiopia, Arabia, Perſia & Indiis &c. ut Succeſſor, Gubernator & Regens Illorum Regnorum & Dominiorum Portugalliæ, vi præſentium, plenariam potestatem & facultatem neceſſarium impertior Don Franciſco de Mello, Equiti Ordinis Chriſti, Commendatori ad St. Petram de Verga de Lilla ad St. Martinum de Ranhados, Gubernatori Civitatis Lamegonſis nec non Cborum Nobili Sedtori & menſæ Diſtributori, meo Extraordinario ad Ordines Generales Unitarum Provinciarum Belgii Legato, tractandi & paciscendi, cum dictis Ordinibus, & Officialibus Societatum Orientalis & Occidentalis Indiæ, aut unaquaque dictarum Societatum, de reſtitutione locorum Cochin & Cananor in India Orientali, & de difficultatibus, quæ circa Pacem cum dictis Ordinibus V I. die menſis Auguſti Anno M DC LXI. initam, ſe produnt, & de omnibus quæ occurrerent, quò reciprocè inter nos dicta Pax in omnibus Mundi locis, Terrâ Marique ſine limitatione conſervata, & magis ſtabilita perduret. Hoc ſine de Articulis, de Inſtrumentis publicis, & de ſecretis, quæ repertuntur ad hoc ſore neceſſaria, cum omnibus ſuis clauſulis mediis, & obligatoriis, de quibus convenerit, transigat, & omnia, quæ ab Ipſo inita erunt, ratihabebuntur, non ſecus ac ſi ea Ego ipſe inſtituiſſem. Sub fide & verbo Regio, meoq; proprio & poteſtate Regali & abſoluta, non obſtantibus Legibus quibuscunque, Capitulis Statuum, aut diſpoſitionibus contrariis. Inque fidem omnium ſuperius expreſſorum curavi, ut iſti præſentes manu meâ ſubſcripta, & Magno Sigillo inſignium meorum firmatæ expedirentur. Datum Ulyſſipponi V II. die menſis Novembris, Anno à Nativitate Domini JESU CHRISTI M DC LXVIII.

Martinus de Brito Coritto has ſcripſit.
Petrus Sanchez Farinha eas ſcribere curavit.
Subſignavit
Princeps,
& ſigillavit Magnus Sigillo in cera rubra.

Sequitur Tenor allegati Mandati Dominorum Deputatorum Ordinum Generalium.

ORdines Generales Provinciarum Unitarum Belgii, omnibus præſentes literas viſuris, Salutem. Cùm nos perpetuò & ſollicitè nullam non obſervaverimus occaſionem, quæ ſeſe obtuleret, cum Regibus & Statibus Vicinis, & inter illos cum Corona Portugalliæ, mutuam exercendi amicitiam. Cujus proprietà Documenta in omnibus cum illa. triginta & quod excedit jam inde per annos, initis Pactis, declimus. Quandoquidem vero Tractatus illi ſucceſſibus, qui de Jure ſperari poterant, caruerint, & plurimi caſus, qui inciderunt, executionem remorarint, & quòd denuò Sereniſſimus Princeps Don Petrus, Princeps & Gubernator Regni Portugalliæ, Nos per Dominum Don Franciscum de Mello, Equitem Ordinis Chriſti, Commendatorem ad Sanctum Petrum de Verga de Lilla, & ad St. Martinum de Ranhados, Gubernatorem Civitatis Lamego, ſuum Summum & Nobilem Cborum Sedtorem & menſæ Diſtributorem, & Extraordinarium ſuum Legatum ad hunc Statum, de deſiderio ſuo quo ardet, removendi pro ſua parte obſtacula cunctis, quæ hactenus executionem præteritorum Tractatuum intercluſerunt, & curandi ut omnia diſſidia, quæ ſincerum animum ambarum Nationum alterare invicem queant, terminentur, certiores reddiderit; Quòd nos, ex parte noſtra intentioni huic reſpondere cupientes, eò magis voluerimus denominare Dominos, Guilielmum de Heuckelum, Conſulem Civitatis Noviomagenſis, Joannem à Nieuborgh, Conſulem Civitatis Alcmarienſis, Joannem de Witt, Conſiliarium & Syndicum Hollandiæ atque Friſiæ Occidentalis &c. Hadrianum Pieterſon, Syndicum Civitatis Zirickſeenſis, Joannem, Baronem de Reede, Dominum de Renswonde, Emminckhuyſen &c. Equitem Ordinis Regis Daniæ &c. Everwynum de Benthem, Doctorem Juris & Conſulem Civitatis Campenſis, ut & Egbertum Horencken, Dominum de Wieringen &c. Omnes Delegatos Concilii ex parte Unitarum reſpectivè Provinciarum, atque dedimus, prout vi præſentium pleniſſimum Mandatum, authoritatem, Commiſſionem, & ſpecialem juſſum ipſis, & unicuique illorum, in caſum modò aut abſentiæ alterius, impertimur, pro noſtra parte, ut nomine & ja qualitate noſtrorum Delegatorum quantocius in congreſſum laudati Domini Legati Extraordinarii Portugalliæ veniendi, propoſita audiendi & alia in medium adferendi, ea expediendi, ineundi & concludendi cum illo Pacta, quæ ad boni communis Coronæ dictæ & hujus Status normam directa ſint, & hoc ſine loco noſtri promittendi, noſtroque nomine conficiendi, acceptandi & ſignandi in optima & debita forma, talia Inſtrumenta & Acta, qualia id de neceſſitate requiri, ipſis videbitur, & generaliter omnia ea facienda & peragenda, quæ nos faceremus & poteramus facere & peragere, ſi nos ſiddem præſentes adeſſemus & ſi quoque ad id juſſus & Mandatum ſpecialius requiſita forent; promittentes ſincere & bonâ fide, habere grata, nec non firmiter, inconcuſſè, & inviolatè ſtare omnibus, quæ laudati Domini noſtri Delegati, promiſerint, peregerint, & in dicta qualitate concludent, ut ea a nobis obſervenitur, impleantur, & exactè atque ſanctè executantur, ſic ut eadem nunquam, vel directè vel indirectè, quacunque ratione aut modo id fieri queat, infringentur. Sed curaturos, ut Literæ noſtræ Ratificationis & Ratihabitionis eorum omnium in amplioſori & authentica forma, qua fieri poteſt, & ſi id à Nobis requiretur, aut opus erit, conficiantur & etradentur. Datum Hagæ ſub teſſera chirographaria Præſidis noſtri, & ſignatura noſtri Actuarii, noſtrove Sigillo majori, XXX. Julii M DC LXIX.

Teſſera *G. de Naſſau.*

In plica,
Ad Mandatum dictorum Dominorum Ordinum Generalium. *N. Ruyſch.*

Et ſigillata erat majori Sigillo.

In fidem & teſtimonium eorum, Nos Legatus Extraordinarius memorati Sereniſſimi Principis Portugalliæ, & Nos Commiſſarii Delegati dictorum Dominorum Ordinum, virtute Mandatorum, à Superioribus noſtris nobis datorum & jamjam tranſcriptorum, Atteculos illos manu noſtra propria ſubſcripſimus, ſiſque Sigilla noſtra impreſſimus. Hagæ XXX. Julii Anno M DC LXIX.

(L. S.) *Don Franciſco de Mello.*
(L. S.) *W. van Heuckelum.*
(L. S.) *Johan de Wit.*
(L. S.) *A. Pieterſon.*
(L. S.) *Johan Baron van Reede.*
(L. S.) *E. van Benthem.*
(L. S.) *Egb. Horencken.*

Articulus Separatus.

QUandoquidem Domini Ordines Generales Provinciarum Unitarum Belgii, in Articulo XI. hodie concluſi & inviceem ſubſcripti Tractatûs ſeſe obſtrinxerunt, curaturos Præpotentes ſuos Celitudines id ipſum, ut Subditi & Incolæ dictarum Provinciarum Unitarum quotannis tantum Salis tollant & avehant, quantum ejusdem ſuſtulêre & avexêre proximis præcedentibus annis P. qui præ aliis Naves ſuas onerarunt. Et in Articulo ſequenti XII. conventum fuit, quod ſi contingat, defectum aliquem vel ob Bella, vel contentiones Maritimas, vel alias ob incommoditates, aliquando ſupervenire poſſe, ſic ut Subditi & Incolæ dictarum Provinciarum Unitarum ad tollendam quantitatem Salis, ad quam avehendam vi præcedentis Articuli XI. adſtricti ſint, illuc commeare haud valeant, quod tunc Corona Portugalliæ defectum illum ſuppletre non teneatur, niſi prius memorati in præcedenti Articulo integri viginti anni plenariè finem ſuum nacti fuerint, ut tamen ea propter Uturas aliquas pendere obligata haut ſint &c. Pleniorii declarationis ergo, & præveniendorum diſſidiorum gratiâ, quæ imposteram live ratione juſtæ quantitatis Salis, quâ Incolæ dictarum Unitarum Provinciarum, qui præ aliis maxi-

ANNO 1669.

main partem avertere de Setuval, Naves suas onerarunt, sive eisdem ob incommoditates alias, quæ sufficere poterunt, ut ipsi illi Incolæ à tollenda & avehenda tota dicta quantitate Salis abstineant, exoriri poterunt; per præfentem Articulum feparatim eouvenum & conpendatum eſt, quemadmodum Nos per præſentes convenimus & concordamus, quod ex parte Portugalliæ, una cum Ratihabitione citati Tractatûs infimul extractus authenicus Regiſtrorum ſuper receptis Juribus de importatione & exportatione, & aliorum Regiſtrorum publicorum landari Regni Portugalliæ, ſuper omni Sale, quo Incolæ memoratarum Provinciarum in Setuval in Anuis M DC LIX. M DC LX. M DC LXI. M DC LXII. M DC LXIII. M DC LXIV. M DC LXV. M DC LXVI. Navem onerarunt, cum nomine & cognomine Navarchorum & Navium, à quibus & in quas dicta quantitas Salis recepta eſt, extradentur, quò mediante hoc, & ope aliarum informationum à Præpotentibus ſuis Ceſſionariis deſuper in hisce Regionibus interim exptandarum, ante permutationem Ratihabitionum per mutuam Conventionem definiri & in ſpecie determinari juſta quantitas modiorum, quos Incola dictarum Unitarum Provinciarum quotannis tollere & avehere reneburitur, queat, & ut contentis in memorato Articulo XI. ſatisfiat, in reliquis verò penes Principem Portugalliæ electio & optio maneat, conditionem in dicto Articulo X. I. expreſſam in ſuo vigore relinquendi, eamque generaliter & fine exceptione exequendi, id eſt, ſine diſceptatione dictum defectum ante decurſum viginti annorum ſupplendi, aut potius circa finem & ante exſpirationem ejusdem: que anni prompte & in parata pecunia, tertiam partem juſti valoris Salis, quod Subditi & Incolæ Unitarum Provinciarum in dicto anno infra quantitatem in memorato Articulo ſtipulatam tollere intermittarum, ſolvendi; Dummodò laudatus Dominus Princeps ante permutationem Ratihabitionum, ratione hujus alternativæ definitè ſe declararet; & ſi quando poſterius mentionatus ipſius ejusdem alternativæ acceptatio, prompte prompte in parata pecunia tertiam partem dicti defectûs exſolvendi, Ipſe reapſe, cum effectu, & ſine dilatione eidem ſatisfaciet, & ſi id non præſtiterit, Præpotentes ſuas Ceſſionarios anno ſubſequenti, integrum defectûs pretium in Sale, ſecundum in ſtipulationem deductum, & in X. Articulo ejusdem Tractatûs, quoad ſupplementum defectûs, qui ſine culpa alte-memoratarum ſuarum Ceſſionariorum, aut Subditorum & Incolarum Provinciarum Unitarum & ratione quantitatis Salis, quæ ex cauſa ibidem contenta Art. X. ſtipulata fuerat contiterit, plenius expreſſum modum acclpiunt. Actum Hagæ die XXXI. Julii M DC LXIX.

(L.S.) *Don Francisco de Mello.*
(L.S.) *W. van Heuchelom.*
(L.S.) *Johan de Wit.*
(L.S.) *A Peterſon.*
(L.S.) *Johan Baron van Reede.*
(L.S.) *E. van Benthem.*
(L.S.) *E. Hereden.*

*Ratification * dudit Traité par le Sereniſſime Prince de Portugal.*

DOm Pedro par la grace de Dieu Prince de Portugal &c. Comme Succeſſeur, Gouverneur, & Regent desdits Royaumes & Eſtats. Nous faiſons ſçavoir à tous ceux qui verront ces preſentes Lettres d'Approbation, Ratification & Confirmation, Que ſur quelques difficultez & différens qui ſont ſurvenus pour l'execution du dernier Traité de Paix, fait à la Haye, le 6 d'Août 1661. Après avoir eſté par nous, & par lesdits Eſtats Generaux des Provinces-Unies, approuvé, ratifié, & confirmé: A eſté fait, accordé, conclu & ſigné un Traité d'Accommodement, audit lieu de la Haye, le 31. jour du mois de Juillet 1669. Entre Dom Francisco de Mello, &c noſtre Procureur capable d'une part; & les Illuſtres & Magnifiques &c. en vertu du Pouvoir, & Procuration à eux donnée le 30. Juillet de ladite année, audit lieu de la Haye d'autre part. Duquel Traité accordé par lesd. Dom Francisco de Mello, & Commiſſaires, comme auſſi des Pouvoirs, & Procurations reciproques, la forme, & teneur enſuit.

* C'eſt de la feuille volante imprimée en François, que l'on a tiré ces Ratifications. Elles manquent aux Copies Latines. J. Dum.

ANNO 1669.

D'autant que depuis la Concluſion &c.

LEquel Traité cy-deſſus, ayant eſté par nous veu, conſideré, & meurement examiné, avons trouvé bon de recevoir, approuver, ratifier & confirmer: Comme effectivement nous le recevons, approuvons, ratifions & confirmons par ces preſentes; Promettans tant pour nous, que pour nos Succeſſeurs, & pour nos Royaumes, d'obſerver, garder & accomplir inviolablement tout ce qui eſt contenu; ſans ſouffrir qu'il y ſoit contrevenu en quelque cas, ni maniere que ce ſoit, ni à preſent, ni à l'avenir, directement ni indirectement. Et promettons, & nous obligeons obſerver tout ce que deſſus, ſur noſtre foy, & Parole Royale, & ſous noſtre nom, qu'en celuy de nos Succeſſeurs & de nos Royaumes: Soubs l'obligation, & Hypotheque de nous nos biens, & revenus, tant en general, qu'en particulier, preſens & avenir. En foy, & temoignage de quoy nous avons fait expedier ces preſentes ſignées de noſtre main, & ſcellées du grand Sceau de nos armes. A Lisbonne le 10. Octobre. Antonio Freire de Sequeira l'a eſcrit. L'année ſuſdite de la naiſſance de noſtre Seigneur Jeſus-Chriſt mil ſix cents ſoixante neuf. Francisco Correa de la Cerda Secretaire d'Eſtat l'a fait eſcrire. *Signé*, o Principe.

Ratification de l'Article Separé par le Sereniſſime Prince de Portugal.

DOm Pedro par la grace de Dieu, Prince de Portugal &c. Comme Succeſſeur, Gouverneur, & Regent desdits Royaumes, & Eſtats. Nous faiſons ſçavoir à tous ceux qui verront ces preſentes Lettres d'Approbation, Ratification & Confirmation, Que le 31. jour de Juillet 1669. A eſté fait, accordé, conclu & ſigné, à la Haye, entre Dom Francisco de Mello &c. noſtre Procureur capable, d'une part, & les Illuſtres & Magnifiques &c. en vertu du Pouvoir, & Procuration à eux données le 30. Juillet de ladite année, audit lieu de la Haye d'autre part: l'Article dont la teneur enſuit.

D'autant que les Seigneurs Eſtats Generaux &c.

LEquel Article Separé ayant eſté par nous veu, conſideré, & meurement examiné, avons trouvé bon le recevoir, approuver, ratifier & confirmer. Comme effectivement nous le recevons, approuvons, ratifions & confirmons par ces preſentes; Promettans tant pour nous, que pour nos Succeſſeurs, & pour nos Royaumes d'obſerver, garder, & accomplir inviolablement tout ce qui y eſt contenu; ſans ſouffrir qu'il y ſoit contrevenu en quelque cas, ni maniere que ce ſoit, ni à preſent, ni à l'avenir, directement, ni indirectement. Avec cette Declaration, que le cas avenant que les Sujets, & Habitans desdites Provinces-Unies ne peuſſent pas tirer chaque année la quantité de Sel qui ſera determinée, & definie de commun accord dans le temps de l'Echange des Ratifications; Nous ne voulons pas tenus de ſuppléer à ce defaut, ſinon après l'expiration desdites vingt années. Et cette condition (qui eſt le premier des Membres de l'Alternative qui nous a eſté propoſée par ledit Article ſeparé) eſt celle que nous choiſiſſons.

Et promettons, & nous obligeons &c.

Ratification dudit Traité par les Seigneurs Eſtats Generaux.

LEs Eſtats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas; A tous ceux qui ces preſentes verront, ou lire orront, Salut. Comme ainſi ſoit que le 31. Juillet de la preſente année 1669. Il air eſté fait, conclu, & arreſté un Traité entre le Sereniſſime Prince Dom Pedro Succeſſeur, Gouverneur, & Regent du Royaume de Portugal, d'une part. Par Monſieur Dom Francisco de Mello &c. en vertu du plein-Pouvoir à luy donné par Son Alteſſe Royale, & nos Commiſſaires, en vertu de leurs Pouvoirs; Dont la teneur enſuit de mot en mot.

D'au-

ANNO 1669.

D'autant que depuis la Concluſion &c.

NOus avons agreé, approuvé, ratifié, & confirmé ledit Traité, ainſi que nous l'agreons, approuvons, ratifions & confirmons par ces preſentes; Promettans de bonne foy, & ſincerement, garder, obſerver & executer inviolablement tout ce que deſſus: Engageans tous les biens, & revenus deſdites Provinces-Unies des Pays Bas, preſens & avenir, en general & en particulier: ſans y contrevenir directement, ni indirectement, ni ſouffrir qu'il y ſoit contrevenu en quelque ſorte, ou maniere que ce ſoit. En foy dequoy nous avons fait confirmer les preſentes par noſtre grand Sceau, & les avons fait ſigner par le Preſident de noſtre Aſſemblée, & contreſigner par noſtre Greffier. Fait en noſtre Aſſemblée, à la Haye le 13. Decembre 1669. *Signé*, VAN GENT. *Et plus bas*, Par Ordonnance desdits Seigneurs Eſtats Generaux. En l'abſence du Greffier I. SPRONSEN.

Ratification de l'Article Separé par les Seigneurs Eſtats Generaux.

LEs Eſtats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas; A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, ou lire ont, Salut. D'autant qu'entre le Traité conclu, & ſigné le 31. jour de Juillet dernier, entre le Sereniſſime Prince Succeſſeur, Gouverneur & Regent du Royaume de Portugal, & nous: Par Monſieur Dom Francisco de Mello &c. ayant plein-Pouvoir d'une part; Et nos Commiſſaires ayans auſſi plein-Pouvoir d'autre. Il a eſté convenu d'un Article ſeparé, ſervant d'eſclairciſſement aux Articles XI. & XII. du Traité principal, ainſi qu'il ſe trouve ici inſeré de mot en mot.

D'autant que les Seigneurs &c.

LEquel Article ſeparé ayant eſté par nous veu, & examiné, nous l'avons agreé, approuvé, & ratifié; Promettans de bonne foy, & ſincerement le tout garder, & obſerver, ſans y contrevenir directement, ni indirectement, ni ſouffrir que de noſtre part il y ſoit contrevenu, en quelque ſorte, ou maniere que ce ſoit. En teſmoignage dequoy nous avons fait ſeeller les preſentes de noſtre grand Seau, ſigner du Preſident de noſtre Aſſemblée, & contreſigner de noſtre Greffier. Fait en noſtre &c.

L.

5. Sept. LE TURC ET VENISE. *Traité de Paix entre le Sultan* MAHOMET IV. *& la Republique de* VENISE, *fait le 5. Septembre*, 1669. [*Theatrum Pacis.* Tom. II. pag. 533.]

I. CApitanoui Generalis tenentur tradere in manus Supremi Vezirii Civitatem Candiam, ut de ea abſolutè ad beneplacitum ſuum, tanquam de loco Imperio Magni Sultani ſubjecto, disponat; Venetique obſtrictâ fumo, ſe intra dies duodecim Staudium verſus conferre, ſi modo tempus ad hoc conveniens erit, ut quæ Copiæ univerſim excedent ex Standia intra ſpatium dierum XL. ſi tempus ad hoc opportunum fuerit.

II. Omnia Monimenta, Portus, Inſulæ adjacentes & alia loca quæ ſub Ditione Reipublicæ in Regno Candiæ ſunt, eodem modo quo ante Bellum, ſub Dominatione Ejusdem fuerunt, porrò manebunt. In quorum numero ſunt, Suda, Spina longa, Carabuſe & Trai: omnesque deprædentiæ Spinæ longæ à Regno Candiæ ſeparentur.

III. Omnis res tormentaria, & inſtructus qui in loco erit, ſub hac conditione illic in totum relinquetur, ut tamen Supremus Vezirius Capitaneo Generali XL. Tormenta majora dono det.

IV. Omnes Inſulæ in Archipelago & alibi, quæ ad ipſam Rempublicam pertinebant, ſub poteſtate ejusdem manèant eodem modo, quo ipſi ante Bellum ſubjectæ fuerunt: Foteliniſque Caſſia, & omnia quæ Veneti eripuerunt Turcis in Dalmatia & in Albania abſolutæ ſummaque Poteſtati Sereniſſimæ Reipublicæ ſubdita relinquentur.

V. Republica contributiones graviores haud ſolvet, quàm quas ratione Inſularum in Archipelago & Græcia pendere conſuevit, ratione Zante verò & Cephaloniæ & nil quicquam intuito Commerciorum illarum ſolvet. ANNO 1669.

VI. Neutra Partium tenetur aliquid pecuniarum, ſub prætextu Compenſationis cujuſdam, Impenſarum, Penſionum, donorum, Belli, aut alterius cujuspiam tituli, quisquis is fuerit, conferre.

VII. Supremus Vezirius concedet omnibus ſufficiens temporis ſpatium Capitano Generali ad avehendum commeatum & inſtructum Bellicum; aſſedentque præſidiarii Milites Vexillis explicatis, & cum omnibus ſuis impedimentis, permiſſumque eſto omnibus Urbis incolis, qui ibidem ſubſiliere nolunt, discedere cum univerſi eorundem familia & ſubſtantia; Intergrumque eſto Capitaneo Generali ſecum avehere omnes Reliquias Sanctorum, ſacra Vaſa, & Eccleſiarum ornamenta.

VIII. Mittet Sereniſſima Respublica Legatum quempiam Conſtantinopolim, qui coret, ut ratihabeatur hic Tractatus & perficiuntur Commercia ſtabiliantur, ut ea libera & ſine impeditione ulla fint, prout ea ante Bellum erant.

IX. Libertati donentur omnes Captivi & manciplia ambarum Partium, ſtatim atque Legatus Sereniſſimæ Reipublicæ Conſtantinopolim venerit.

X. Omnes conventi ſuperius Articuli, fideliter & inviolabiliter adimpleantur, & firmetur denique Juramento inter Partes utraque Pax æterna & perpetuum Commercium.

LI.

19. Sept. ANGLETERRE ET SAVOYE. *Traité d'Amitié & de Commerce entre* CHARLES II. *Roi de la Grand' Bretagne, &c. & le Sereniſſime Prince* CHARLES EMANUEL II. *Duc de Savoye. Conclu à Florence le 19. jour de Septembre*, 1669. [Manuſcrit.]

LA ſituation convenable du Port de Villefranche ſur la Mediterranée, & l'eſtenduë d'icelui, conjointement avec la ſeurcté en toutes manieres, ont eſté les motifs efficaces, qui ont porté Son Alteſſe Sereniſſime le Duc de Savoye, à le produire, & declarer libre à tout le monde, avec croyance qu'il pourroit avec le temps ſe trouver avantageux au public; & à ſon Alteſſe Royale en particulier. Mais arrivant ainſi que la vigueur des choſes qui ſont eſtablies par les meilleurs Conſeils, dans la ſuite du temps, eſt rendué languiſſante, & ſujette au changement: Pour cette cauſe il a plû à Son Alteſſe Royale, non ſeulement de confirmer le libre Eſtat & qualité de ſon Port: Mais encore plus, de l'offrir à Sa Majeſté de la Grand' Bretagne &c. avec une addition de nouveaux Privileges, & augmentation de Capitulations inviolables. Une tres-puiſſante & reciproque incitation s'eſt jointe à ces motifs, ſçavoir la fertilité abondante du terroir, qui eſt commune dans les Royaumes & autres Colonies, qui ſont ſous la domination de Sa Majeſté de la Grand' Bretagne, &c. de meſme que dans les Etats de Sadite Alteſſe Royale, laquelle ſuperſtiſſé, puis qu'elle eſt ſi proprement, & ſi naturellement transferée, & verſée dans des Territoires mouës, par des fruits reciproques, à l'advantage du Sujet, il étoit aiſé aux deux Princes entre leſquels il y a eû depuis long-temps des lieus d'une ancienne amitié, confirmée par des Alliances reïterées & par la derniere conjonction de conſanguinité, d'entrerenir ſes ſentimens, d'y adjouſter encore de nouveaux liens de Commerce reciproque, par lequel ils puiſſent, par la conſideration de faire du bien à leurs Sujets, s'obliger, & s'enguer davantage, & reciproquement l'un envers l'autre: Pour cette fin, & pour cet effet, il a plû à ſa tres excellente Majeſté, par ſes Lettres Patentes, ſcellées du grand Sceau d'Angleterre, de conſtituer le Chevalier Jens Finch, à preſent Reſident pour Sa Majeſté de la Grande Bretagne, aupres du Grand Duc de Toscane, ſon vray & legitime Procureur, avec un Pouvoir Pleuipotentiaire, ainſi qu'il appert par leſdites Lettres Patentes: A pour le meſme deſſein & intention, Son Alteſſe Royale a trouvé bon, de manir de meſme Pouvoir & authorité le Seigneur Joſeph Maurice Philippone, ſon Conſeiller, Auditeur, & Procureur General de ſes revenus, ainſi qu'il appert parell-

ANNO 1669. pareillement par les Lettres Patentes de Son Alteſſe Royale, lesquels deux Plenipotentiaires après plusieurs Conferences ont finalement conclu ce qui enſuit.

Articles dont on eſt convenu.

I. PRemierement, comme le Commerce a toûjours eſté le Compagnon de la Paix, cette Paix qui n'a jamais eſté interrompuë, par la Guerre, durant pluſieurs années, eſt à preſent ratifiée, eſtablie & confirmée, entre le tres-puiſſant Monarque Charles ſecond Roi de la Grande Bretagne &c. & Son Alteſſe Royale Charles Emanuel ſecond du nom, Duc de Savoye, &c. les ſujets desquels ſont obligez en toutes occaſions, de faire les uns aux autres, toute ſorte d'actions de civilité, & affection reciproque.

II. Secondement, il ſera permis, & libre, pour toutes ſortes & eſpeces de Navires & Vaiſſeaux, appartenans à Sa Majeſté le Roi de la Grand Bretagne &c. ou à ſes Sujets, de conduire & d'amener dans les Ports, de Ville-Franche, Nice, ou de ſaint Hospice, toutes choſes quelconques, ou toutes ſortes de Marchandiſes, ſoit qu'elles ſoient produites par nature, ou faites par art, en quelque partie que ce ſoit du Monde; toutes leſquelles choſes ou Marchandiſes ainſi apportées, ſeront librement & franchement debarquées, & portées par les Capitaines, ou Maiſtres, ou par quelques autres perſonnes qui dependent d'eux, ou par les Marchands, ou Facteurs Sujets de Sa Majeſté, dans les Maiſons deſdits Marchands, ou Facteurs, ou en des Magaſins, ou Celiers, hors de leurs Maiſons dans leſdits Ports, pour y eſtre conſervées & gardées par eux autant de temps qu'il leur plaira, ſans confiſcation, Impoſition de Douane, ou exaction de quelques Droits que ce ſoit, & en outre, au cas que toutes leſdites choſes, ou aucune partie d'icelles, ne ſoit pas venduë dans leſdits Ports, il eſt & ſera permis auſdits Capitaines, Maiſtres, Marchands, ou Facteurs, Sujets de Sa Majeſté, d'envoyer librement toutes leſdites choſes, ou aucune partie d'icelles, par Mer, en quelque lieu que ce ſoit qu'il leur plaira, ſans payer aucune Douane, Peage, ou quelque ſorte d'Impoſition que ce ſoit.

III. Tiercement, que toutes & chacunes ſortes & eſpeces de choſes, & de Marchandiſes, qui ſeront renduës à Nice, Ville Franche, ou ſaint Hospice, & après que la venue en aura eſté faite, ſeront envoyées ou transportées, par Mer, dans les Territoires de quelque Prince que ce ſoit, ſeront toûjours tant à l'égard du Vendeur, que de l'Acheteur, quittes & affranchies de toutes Douanes, Droits, ou Impoſitions quelconques, mais à l'égard de toutes les choſes, & Marchandiſes qui après que la vente en aura eſté faite dans leſdits Lieux ſeront transportées par Terre, dans les Territoires de quelqu'autre Prince, il a eſté auſſi convenu & accordé que durant l'eſpace de dix ans à commencer du jour de la publication du preſent Traité tous leſdits Biens, ſeront quittes, & affranchis de toutes Douanes, Droits ou Impoſitions quelconques, pour leur paſſage par Terre, & de toutes autres peines que ce ſoit, tant à l'égard du Vendeur, que de l'Acheteur, leſquelles dix années eſtant expirées, ſi Son Alteſſe Royale, ne veut pas confirmer cette liberté de paſſage, pour un plus long eſpace de tems, en la forme & maniere ſuſdite, en ce cas-là, on ne payera ſeulement pour toutes & chacunes leſdites choſes, qui après que la vente en aura eſté faite, paſſeront par Terre comme dit eſt, que la moitié du Droit, ou Impoſt, qui ſe leve pour le paſſage ſuivant le Tarif imprimé, à la fin de l'Ordonnance publiée le 30. Octobre 1633.

IV. Quatriémement, toutes & chacunes ſortes de choſes, ou Marchandiſes, qui ſeront produites par nature, ou faites par art, en aucun des Royaumes de Sa Majeſté, ou en aucunes Colonies des Indes Occidentales, ou Orientales, ou en aucuns autres Territoires, qui ſont preſentement, ou ſeront cy-après ſous l'obeïſſance de Sa Maeſté, peuvent & pourront eſtre venduës librement, par les Sujets de Sa Majeſté dans l'eſtenduë de tous les Eſtats de Son Alteſſe Royale, & en quelque endroit que ce ſoit de ſes Territoires, ou Lieux de ſon obeïſſance, ſans aucune prohibition ni amende, nonobſtant toutes Loix, ou Edits contraires, à l'exception toûjours, & ſeulement, du Sel, du Tabac, de la Poudre à Canon, de la Méche, du Plomb à giboyer, Balles à Mouſquet, de la Baleine, & des Cartes de toutes ſortes, parce que c'eſt la coutume, d'afFermer la permiſſion de vendre les choſes cy-deſſus mentionnées, à des particuliers, privativement à toutes autres perſonnes: & neanmoins, il ſera permis aux Sujets de Sa Majeſté, conformement à ce qui eſt exprimé, au ſecond Article, de recevoir & de garder, en leur Maiſon ou Magaſins, toutes les ſuſdites Marchandiſes deffenduës, ſans payer aucune Douane, Peage, ni entourir aucune peine ou amende. De plus meſmes, il ſera permis aux Sujets de Sa Majeſté de vendre les ſuſdites Marchandiſes deffenduës aux Fermiers qui auront pris à ferme la permiſſion de les vendre à l'exclusion de toutes autres perſonnes. Mais à l'égard de toutes ſortes de Marchandiſes (à l'exception de celles qui ſont deffenduës, cy-deſſus ſpecifiées) qu'on ſera entrer, & conduire dans les Ports de Ville-Franche, Nice, ou de S. Hospice, quand elles ſeront tirées desdits Ports pour en procurer la vente, & le debit, dans l'eſtenduë des Domaines de Son Alteſſe Royale, il n'y aura que celuy qui les tirera desdits Ports, ſoit le Vendeur, ou l'Acheteur, qui payera ſeulement la moitié de la Douane, ou Peage ſpecifié dans le Tarif, la Copie imprimée duquel ſignée du Procureur de S. A. R. a eſté par luy delivrée au Chevalier Jean Finch après le payement duquel Droit, ou Douane, une fois fait, il ne ſera payé aucune choſe de plus, dans les Domaines de S. A. R. ſoit par le Vendeur, ou l'Acheteur, pour leſdites Denrées ou Marchandiſes, avec declaration expreſſe, que pour toutes Manufactures de Laines ou quelques autres Marchandiſes ſuſdites que ce ſoit, qui comme il appert, ne ſont pas ſpecifiées dans leſdits Tarifs, il ſera payé un & demi pour cent, c'eſt à dire, ſeulement la moitié de trois pour cent, Impoſées, ſur toutes les Marchandiſes qui ne ſont pas ſpecifiées dans le ſuſdit Tarif, par le dernier Article, ou les dernieres lignes d'icelui. Lequel Droit ou Impoſt, eſtant une fois payé, il ne ſera payé rien de plus, ni par le Vendeur, ni par l'Acheteur, dans l'eſtenduë des Terres de Son Alteſſe Royale.

V. Cinquiémement, il a été convenu, & accordé que toutes ſortes de Navires, ou Vaiſſeaux appartenans à Sa Majeſté de la Grand' Bretagne, ou à ſes Sujets, qui navigueront d'Angleterre ou de quelqu'autre Port, de l'obeïſſance de Sa Majeſté, ou des Etats de Sa Majeſté, qui ne ſeront pas infectez de Contagion, & arriveront dans les Ports de Nice, de Ville-Franche, ou de St. Hospice, avec des Certificats & Atteſtations de bonne ſanté, n'ayant point eu de Commerce en leur Voyage avec aucuns Lieux ou perſonnes ſoupçonnées d'être infectées du mal contagieux, ſont & doivent eſtre exemptes de faire quarantaine ou quelques jours que ce ſoit de purgation; & il ſera ponctuellement accordé aux perſonnes qui ſeront ſur leſdits Navires, toute liberté de Commerce & de Trafic dans leſdits Ports; & on permettra ſans aucun delai de mettre à Terre toutes choſes, & toutes les Marchandiſes que leſdits Navires auront apportées, pour être portées dans les Maiſons, ou Magazins des Marchands, Sujets de Sa Majeſté, à Nice, Ville-Franche, ou S. Hospice: Mais il leſdits Navires arrivent ſans Certificat, ni Atteſtation de bonne ſanté, ou ſi dans leur Voyage, ils ont converſé avec des perſonnes, ou eu Commerce dans des Lieux ſoupçonnez d'être infectés du mal contagieux, en ce cas-là, les Perſonnes, & Biens ſeront ſujets à la quarantaine, ou purgation, mais les jours de quarantaine ou de purgation, ſeront abregez à l'égard des Perſonnes & Biens autant que le ſoin de preſerver la ſanté du public le pourra permettre; Et pour la qualité des Marchandiſes qui ſeront ſujettes au Lazard, ou à faire purgation, comme auſſi pour les droits du Lazard, ou frais, pour les Biens qui ſeront purgez, cela eſt contenu avec d'autres particularitez en un Papier des Taux des droits du Lazard, tranſcrit à la fin du preſent Inſtrument, qui ne peuvent jamais être changez ni alterez, ſans le conſentement du Conſul, ou de la plus grande partie des Marchands demeurans dans leſdits Ports.

VI. Siziémement, à cauſe que les Ports qu'on appelle Francs, ont accoûtumé de donner protection & refuge aux Banqueroutiers, ou perſonnes qui ſont faillite, & Banqueroute, avec les Biens d'autrui, la même pieté de Sa Majeſté, qui protege les Gens de bien, punit ceux qui ne le ſont pas, c'eſt pourquoi en ce qui regarde les Sujets de Sa Majeſté, il a été convenu & accordé, que ſans avoir égard à quelques Edits que ce ſoit, qui ayent été publiez, les Sujets de Sa Majeſté ſeront entierement privez, & tout à fait décheus, de joüir de cette protection, qu'on donne communément Sauf-conduit, reſervant à chaque Sujet de Sa Majeſté,

ANNO 1669.

Anno 1669. Majesté, son propre Droit; comme pareillement tous les Sujets de Sa Majesté seront privez du benefice de protection, ou Sauf-conduit, qui contreviendront quelques crimes que ce soit contre Sa Majesté, comme auſſi, tous les Sujets de Sa Majesté, ſont qu'ils ſoient Maîtres de Navires, Mariniers, ou autres qui ſeront coupables de Barratrie, ausquels, ainſi qu'à tous Pirates, & Écumeurs de Mer, qui ſeront Sujets de Sa Majesté, toute permiſſion de vendre des Biens, ou Marchandiſes, ou de paſſer des Contracts pour icelles, dans les dits Ports lera déniée: Mais à l'égard de tout ce qui eſt ſtipulé, dans la precedente partie de preſent Article, qui ne regarde ſeulement que les Sujets de Sa Majesté; il a été pareillement convenu & accordé en faveur desdits Sujets qu'ils jouiront pleinement & entierement du Privilege & Sauf-conduit, ou protection contre tous Etrangers, promiſe & publiée en l'Edit d'un Port-Franc, par Son Alteſſe Royale ainſi que tous Etrangers en jouiront à l'encontre d'eux.

VII. Septiémement tous les Sujets de Sa Majesté, qui demeureront à Nice, Ville-Franche, ou St. Hospice, pour y exercer le Commerce, ou autrement, ſont declarez exempts, & affranchis de tous Tributs, Taxes ou levées d'argent, qui ſont ou ſeront impoſées par Son Alteſſe Royale

VIII. Huitiémement il eſt pareillement declaré que les personnes des Sujets de Sa Majesté, qui demeureront à Nice, Ville-Franche, ou Saint Hospice, ne ſeront point expoſées ni ſujettes à arrest, ni empriſonnement, ni leurs Biens ſujets à ſaiſie, ou ſequeſtration, pour quelques cauſes civiles que ce ſoit, à moins qu'il n'y ait eu un Procès intenté en Juſtice auparavant, mais à l'égard des cauſes criminelles, qui ſont punies de mort, ou de quelque peine corporelle, ils ſeront ſujets à l'empriſonnement, ſans aucun adjournement, ou citation en Juſtice.

IX. Neufiémement, il ſera libre & permis à tous & chacuns les Sujets de Sa Majesté de la Grand' Bretagne &c. demeurans dans leſdits Ports de vivre dans leur propre Religion de la maniere qu'il eſt permis, ſoit à Genes ou à Ligorne, & on ordonnera, ou aſſignera un ſepulchre convenable pour y enterrer les Sujets de Sa Majesté qui decederont dans leſdits Lieux.

X. Dixiémement, comme il n'y a rien qui tourmente davantage les Hommes, que les Procés devant des Tribunaux de Juſtice, en égard à la grande conſommation de temps & d'argent, mais encore plus particulierement, un étranger, qui n'a aucune connoiſſance des Coûtumes, & des Loix du Pays, pour cette cauſe, il a été convenu & accordé entre Sa Majesté de la Grand' Bretagne &c. & Son Alteſſe Royale, que tous les differens, & demeſlez qui arriveront, entre Sujet & Sujet de Sa Majesté, ou entre leſdits Sujets, & quelqu'autre perſonne qui ne ſera pas Sujet de Sa Majeſté, ſeront ſeulement plaidés devant un Juge qui ſera appellé le Delegué de la Nation Anglaiſe, par lequel ſeul ils ſeront decidez, lequel Delegué ſera toujours choiſi par les Sujets de Sa Majesté, qui demeureront à Nice, Ville-Franche, ou Saint Hospice, à la charge toujours, que l'Election ſera faite, du nombre des Miniſtres de Son Alteſſe Royale, qui conſtituent les Conſuls de la Mer, lequel Delegué, ainſi choiſi, ſera continué durant le plaiſir des Electeurs Nationnaux, pourvû que cette continuation ne ſoit pas pour plus de trois ans, que celui qui eſt limité par Son Alteſſe Royale pour la fonction de l'Office du reſte des Conſuls de la Mer. Aprés que ce Delegué aura été élû, la Nation le preſentera à Son Alteſſe Royale, avec une Requeſte tendante à ce que par ſon authorité il puiſſe être établi pour exercer cette Charge, & aprés qu'il aura été ainſi conſtitué par cette Authorité il decidera, & terminera avec briéveté & expedition, tous les differens ſuſdits, ſans formalité de Procés en Juſtice, conformement au poids & validité de la raiſon, n'ayant égard ſeulement qu'à la verité du fait, & tout cela ſe fera ſans aucuns frais, depens, ni autre depenſe, que du ſimple payement de l'Ecriture. On ne pourra appeller de la Sentence donnée par ce Delegué, ſi ce n'eſt au Tribunal des Conſuls de la Mer, demeurans à Nice, l'un desquels devra être le Delegué, qui prendra ſeance comme un des Juges, duquel Tribunal, il n'y aura plus d'appel à prétendre: Mais arrivant que par la ſuite du temps, les Sujets de Sa Majesté devinſſent ſi nombreux dans leſdits Ports (ce qu'il y a lieu d'eſperer de la bonne diſpoſition des Loix) ſi on trouve quelque inconvenient en la deciſion des differens, conformement à la maniere prescrite, en ce cas, à l'égard de quelque démeslé qui arrive, ou ſurvienne ſeulement entre Sujet & Sujet de Sa Majesté, le Reglement ſuivant pour la deciſion definitive du Different, de laquelle on ne pourra le porter pour Appellant, ſera établi & confirmé entre Sa Majesté, & Son Alteſſe Royale, lequel Reglement ſera & devra être en ſa pleine force & vertu, à commencer du temps que Sa Majeſté le requerra de Son Alteſſe Royale. Voici la forme de ce Reglement. Les Sujets de Sa Majeſté choiſiront trois Hommes parmi la Nation Angloiſe qui pour leur vie & mœurs ſoient eſtimez des Hommes de la plus grande integrité parmi eux, ces trois Hommes ſupplieront tres-humblement Son Alteſſe Royale, qu'il lui plaiſe de nommer l'un d'eux, qui ſous le titre de Delegué de S. A. R. en puiſſe exercer la Charge, lequel ſera inconinent declaré, & aprés qu'il aura été ainſi conſtitué par ſon authorité & que pour cet effet, il aura obtenu de Lettres de S. A. R. il ne ſera pas neanmoins capable d'exercer ſa Charge, à moins que d'avoir auparavant preſté Serment devant le ſuſdit Delegué National, ou en ſon abſence, par devant quelque autre des Conſuls de Mer, demeurans à Nice, pour ſon Alteſſe Royale. Ces choſes étant faites, lors qu'un different ou démeslé arrivera ou ſurviendra, le Demandeur, & le Deffendeur choiſiront chacun deux Arbitres, & les declareront & conſtitueront pour tels, devant le Delegué de Son Alteſſe Royale, & chacun desquels le Delegué fera preſter Serment devant les Saints Evangiles, en ces termes, qu'autant qu'il ſera en leur pouvoir, ſans avoir aucuns égards pour les perſonnes, en bonne conſcience, & contormement aux meilleures regles de Juſtice ils rendront leur Sentence arbitrale juſtement & fidelement. Aprés lequel Serment, ils pourront s'aſſembler, quand l'occaſion s'en preſentera, mais toujours en preſence dudit Delegué, lequel Delegué n'aura point de voix, au cas que la plus grand' partie des quatre Arbitres s'accordent, en leur arbitrage, & ſi cela arrive, la deciſion qui ſera ainſi faite, ſera ferme & ſtable, mais ſi les Arbitres ne s'accordent pas, par raiſon de leur égalité de voix, alors il engagé de Son Alteſſe Royale, aprés avoir preſté le même Serment que les Arbitres auront fait, devant un des Conſuls de Mer, à Nice, aura voix deliberative parmi les autres quatre Arbitres, & la deciſion qui interviendra, du côté qu'il y aura majorité de voix, ſera ferme & valable en toutes les choſes dont aura été queſtion en ces deux cas, la deciſion ainſi faite ſimablement, ſera envoyée à Son Alteſſe Royale, dans l'eſpace d'un mois, afin que par ſon authorité, elle puiſſe avoir ſa pleine force, & être uſée à execution. Ce Delegué ſera en outre obligé de faire des Ecritures, ou tenir des Regiſtres, comme Delegué de Son Alteſſe Royale & le devoir de ſa Charge ſera, de les garder, & conſerver ſoigneuſement, il ſera continué trois ans en la fonction de la Charge, & obligé de rendre compte au Delegué, qui lui ſuccedera, de toutes les Affaires qui ſe ſeront paſſées durant ce temps-là.

Anno 1669.

XI. Onziémement, arrivant que quelque Sujet de Sa Majesté vienne à decéder dans leſdits Ports, ſans faire ſon Teſtament, ou que par ſon Teſtament il ait inſtitué un Heritier ou Executeur, qui ne demeure pas en aucun desdits Ports, toute la Nation ſera tenuë de s'aſſembler, & de choiſir quelques perſonnes, qui ſoient de bonne vie, renommée, & credit, qui avec le Delegué de Son Alteſſe Royale Sujet de Sa Majeſté, & le Conſul de la Nation precedront ſoin des Biens du deffunct, de ſorte qu'ils ne puiſſent pas être dérobez, mais plûtôt conſervez pour ceux à qui de droit ils devront apparenir; leſquels Anglois ainſi élûs par la Nation, ſeront devant le Tribunal des Conſuls de la Mer, demeurans à Nice, conſtituez & établis Adminiſtrateurs pour les fins ſuſdites, des Biens du deffunct, & pour cet effect, ils auront plein-Pouvoir de demander & de garder toutes choſes quelconques, qui de droit auront appartenu à la perſonne decedée, comme auſſi de payer, & acquiter tout ce qui ſe trouvera legitimement deub, par le decedé, à quelques perſonnes que ce ſoit.

XII. Douziémement, tous Mariniers, Sujets de Sa Majeſté, qui ſe retireront, ſans l'aveu de leur Capitaine, ou Maître, & entreront à bord de quelqu'autre Navire, ou Vaiſſeau, ſur la plainte qui en ſera faite à l'Officier de Son Alteſſe Royale à Nice, Ville-Franche, ou Saint Hospice, ſeront tirés du Vaiſſeau, qui les aura reçûs, & rendus à leur premier Capitaine ou Maître: Si quelque Mariniér abandonne ſon Capitaine ou Maître, & ſe retire en quelque Maiſon publique,

ANNO 1669 ou particuliere, d'aucun des Habitans desdits Ports, & soit receûë par l'Habitant, il sera tiré de la Maison par force, & le Maitre de la Maison sera condamné en vingt Ecus d'amende pour chaque offence de cette nature. Si quelque Mariniер couche à Terre toute la nuit en quelque Maison publique, ou particuliere, sans le Congé par ecrit, signé de son Officier, le Maitre de la Maison, qui l'aura logé, payera dix Ecus d'amende. Si quelque Mariniер contracte une Debte avec un Habitant desdits Ports, ou s'endebte envers lui au dessus d'un Ecu, sans le Congé par écrit, de son Capitaine ou Maitre, son Creancier perdra son deub. Mais si le Mariniер fait en sorte de trouver quelqu'un qui s'engage pour le payement de la Debte, qui ne soit pas Mariniер, on laissera aller le Mariniер, mais celui qui aura respondu pour lui, pourra être retenu pour la Debte.

XIII. Treiziémement, il a été convenu & accordé que toutes fois & quantes que des Navires de Guerre appartenans à Sa Majesté entreront dans lesdits Ports, ils y seront reçûs de tous points avec les mêmes honneurs qu'aucunt autres Navires, ou Vaisseaux appartenans à quelque Monarque ou Prince que ce soit; durant le temps que les Navires de Sa Majesté demeureront dans lesdits Ports, on ne leur refusera rien qui leur soit necessaire, ou convenable, en payant un prix competent pour ce qu'ils prendront, & à l'égard de leurs Vivres, il est permis à tous ceux qui sont deputez, pour fournir des Vivres aux Navires, dans l'estendue de tous les Domaines de Son Alteſſe Royale, de contracter pour acheter toutes choſes neceſſaires & convenables pour la ſuſtentation de la vie, & de faire porter toutes leſdites choſes, ainſi achetées dans leſdits Ports, ſans payer aucuns Droits de Douane ni autres Impoſitions, en payant ſeulement pour icelles, ce qu'elles ont couſté la premiere fois. Et il eſt en outre convenu, que leſdits Navires de Guerre de Sa Majeſté, durant le temps qu'ils ſeront dans leſdits Ports, y ſeront protegez & deffendus contre qui que ce ſoit, qui voudroit entreprendre de commettre quelque violence, ou exercer des hoſtilitez contr'eux.

XIV. Quatorziémement; comme dans le preſent Inſtrument de Commerce, on a fait mention de certaines Ordonnances Fiſcales, ou Traffics, qu'on nomme communément Livre de Taux, ou de Droits publics, l'un desquels, imprimé le diſiéme jour de Decembre mil ſix cent cinquante un, contient les Peages, ou Droits de Douane, qui doivent eſtre payez pour toutes ſortes de Marchandiſes, qui ſont vendues dans l'eſtendue des Domaines de Son Alteſſe Royale, le ſecond contient à la fin du general ordre du Port franc, (du 30. Octobre 1633.) les Droits qui doivent eſtre payez pour le paſſage par Terre à travers des Etats de Son Alteſſe Royale. Et le troiſiéme & dernier, ſigné par le Procureur de Son Alteſſe Royale contient les Droiſts du Lazaret, ou des frais & Droits qui doivent eſtre payez, pour purger les Denrées qui ſont Quarantaine, tous leſquels trois Livres de Taux, ou de Droiſts publics, l'un desquels, imprimé le diſiéme jour de Decembre mil ſix cent cinquante un, contient les Peages, ou Droits de Douane, qui doivent eſtre payez pour toutes ſortes de Marchandiſes, qui ſont vendues dans l'eſtendue des Domaines de Son Alteſſe Royale, le ſecond contient à la fin du general ordre du Port franc, (du 30. Octobre 1633.) les Droits qui doivent eſtre payez pour le paſſage par Terre à travers des Etats de Son Alteſſe Royale. Et le troiſiéme & dernier, ſigné par le Procureur de Son Alteſſe Royale contient les Droiſts du Lazaret, ou des frais & Droits qui doivent eſtre payez, pour purger les Denrées qui ſont Quarantaine, tous leſquels trois Livres de Taux, & de Droiſts, doivent eſtre reglez, conformement aux limitations, & reſtrictions contenuës dans les Articles precedens: il a eſté convenu que leſdits Tarifs ou Taux & Droiſts, ne ſeront jamais changez, ni alterez ſans le conſentement du Conſeil, & de la plus grande partie des Marchands & Facteurs Anglois, demeurans dans leſdits Ports. Il eſt en outre convenu, que les Marchands & Facteurs de Sa Majeſté ſeront eſpediez en toute diligence, dans les Lieux où les Droits de Douane, & de Peage doivent eſtre payés, & qu'aucun deſdits Sujets, ne ſera en aucun temps ſujet à la reviſion de comptes, ſous pretexte de fraude. Et ſi quelque Officier de Son Alteſſe Royale exige, ou reçoit quelque Somme ou valeur outre & pardeſſus ce qui eſt reglé dans les ſuſdits Tarifs ou Taux, & limité ainſi que dans les ſuſdits Articles, par voye de recompenſe, don gratuit, ou de quelque autre pretexte que ce ſoit, celui qui aura commis cette exaction, fera empriſonné l'eſpace de trois mois, ou plus long-temps, ſi Son Alteſſe Royale le juge à propos, & payera trois fois la valeur entiere de ce qu'il aura ainſi demandé ou reçeu, moitié de laquelle Somme, appartiendra à S. A. R. & l'autre moitié au Denonciateur, ou Accuſateur.

XV. Quinziémement & finalement, il a été convenu, & accordé, que toutes les Immunités, Privileges & Conceſſions contenuës en la Publication generale qui a eſté faite d'un Port franc, par Son Alteſſe Royale, & ne ſont pas mentionnées, ni ſpecifiées dans les Articles precedens, ſeront entendûës être expreſſement mentionnées & contenuës dans la teneur du preſent Inſtrument, pour le plein & entier advantage des Sujets de Sa Majeſté, en toutes les diſpoſitions & intentions, & toutes Immunitez, Privileges, ou advantages, qui à l'avenir ſeront accordez à quelqu'autre Royaume ou Eſtat que ce ſoit, tous & chacuns leſdits Privileges, Immunitez & advantages ſont & ſeront auſſi pleinement en toutes leurs circunſtances accordez aux Sujets de Sa Majeſté, comme s'ils avoient eſté expreſſement accordez & octroyez par le preſent Inſtrument pour la pleine & indubitable confirmation duquel, & de tous les Articles precédens, les ſusnommez Procureurs de Sa Majeſté de la Grand' Bretagne, &c. & de Son Alteſſe Royale ayant diligemment leû & conſideré tous les ſuſdits quinze Articles, ils les ont ſignez de leurs ſeings, & y ont appoſé le cachet de leurs Armes à Florence le 19. jour de Septembre de l'an de grace 1669.

ANNO 1669

(L. S.) JEAN FINCH.
(L. S.) JOSEPH MAURICE FILIPPONE.

LII.

Traité Proviſionel entre le Sereniſſime Electeur de 9. Oct. Cologne Prince & Evêque de LIEGE, *autoriſé et Sa Majeſté Imperiale, tant pour l'Empire, que pour l'Evêché, & la Principauté de Liege d'une part, & les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *des Pais-Bas d'autre, au ſujet de la ſuprême Juriſdiction ſur la Seigneurie de la Rochette. A la Haye le 9. Octobre 1669.* [Copie Manuscrite & ſûre.]

QUE (ſans préjudice du Droit de Souveraineté laquelle l'Empire, & notamment le Païs de Liege, on Leurs Hautes Puiſſances prétendent avoir ſur la Rocherte avec ſes Appartennaces, & Dépendances:) les Appointemens, & Sentences que le Conſeil de Brabant, reſidant lei à la Haye, a déja données & rendus, en Jugement contradictoire, & non par contumace, ou qu'il donnera & rendra encore ci-après, touchant ladite Rochette ſes Appartenances, & Dépendances, ſoit pour ou contre le Procureur Général de Brabant lei à la Haye, le Seigneur de Helmont ou la Dame Marie Sibille de Plettenberg Veuve du feu Sr. Jean Ruyſſchenberg, en ſon vivant Seigneur de la Rochette reſpectivement à la requiſition expreſſe, faite par ces preſentes de la part de L. H. P. & du conſentement formel que ſon Alteſſe Sereniſſime donne par ces preſentes, ſeront executés ſans conſequeuces par des Huiſſiers dudit Conſeil de Brabant lei à la Haye, ſuivant l'Inſtruction & le ſtile ordinaire dudit Conſeil; & promettent L. H. P. de n'y envoyer point de Troupes Militaires avant que le Jugement par les Arbitres, dont on parlera ci-après, ſoit rendu: Mais ſi cependant ſon Alteſſe Sereniſſime eſt requiſe de prêter main forte pour faciliter leſdites executions, elle ne manquera pas de le faire inceſſamment, & ſans aucun delai; Bien entendu que ladite Dame Marie Sibille de Plettenberg, pour prévenir ladite execution, ſe pourra ſervir par devant ledit Conſeil de Brabant ici à la Haye, de tous les Beneſices de droit qu'elle jugera les plus propres pour la conſervation de ſon Droit à la Rochette, ſes Appartenances & Dépendances, ſans qu'elle ait beſoin de ſe faire relever de la contumace accordée contre elle par ledit Conſeil, & ſans que l'on puiſſe avoir égard aux Sentences, Decrets & Appointemens donnés, ou prononcés, faute d'avoir comparu; ladite contumace, & leſdites Sentences, Decrets, & Appointemens étant levés & annullés par ces preſentes: Et s'il arrive quelque conteſtation, ſi les Parties ont été en Jugement, on non, elles ſeront encore ouies ſur ce different, & ledit Conſeil de Brabant en appointera, prononcera, on jugera, ſavant qu'il ſe faiſe aucune execution, ſans que L. H. P. par cet Acte ſe veuillent entremettre des autres Biens, ſur leſquels ladite Dame de Plettenberg prétend être fondée outre ladite Rochette, ſes Appartenances & Dépendances ne relevant point de L. H. P. & n'étant pas de leur Territoire.

Que tant que ledit different ſubſiſtera ni de la part des

Digitized by Google

ANNO 1669. des Poſſeſſeurs de ladite Rochette, ſes Appartenances & Dependances, ni de la part de l'Empire & nonamment dudit Pais de Liege, ou de L. H. P. ou ne pourra rien entreprendre directement, ni indirectement dudit Lieu de la Rochette, ſes Appartenances, & Dependances qui puiſſe en aucune maniere endommager, préjudicier, ou inconmoder l'Empire, & nommément le Pais de Liege, & ſes Sujets d'un côté, ni L. H. P. & leurs Sujets d'autre.

Que ladite Alteſſe Sereniſſime demeurera en poſſeſſion & Droits des Mineraux, & tous autres, entant qu'elle eſt en poſſeſſion paiſible d'iceux avant lieu, toutes & en tout ledit different de Souveraineté ſoit terminé.

Que dans deux mois après la Ratification des preſentes les Parties conſentiront des voyes, & moyens d'ajuſter à l'amiable ledit different touchant ladite nouveauté, ou que faute de cela les dites Parties nommeront dans un mois après l'expiration desdits deux mois des Juges ou Arbitres, qui termineront & décideront ledit different.

Que tout ce qui eſt exprimé ci-deſſus n'a été convenu ni accordé que ſous l'agreation & approbation de ſon Alteſſe Sereniſſime, & L. H. P. reſpectivement, laquelle l'on tiendra dans deux mois du jour de la date des preſentes, ſans laquelle agreation & approbation il n'y aura rien de fait, mais que néanmoins ſon Alteſſe Sereniſſime donnera ordre à ce que ladite Rochette avec ſes Appartenances & Dépendances ſoit vuidée & delaiſſée des Gens de Guerre, & de la Garniſon qui y eſt preſentement, devant l'expiration d'un mois, à compter du jour de la Signature de ce preſent Acte, ſans que l'on y puiſſe mettre d'autres Gens de Guerre, ſur les aſſurances que L. H. P. donnent, qu'après que ladite évacuation aura été faite L. H. P. n'attenteront ni ne permettront d'attenter à occuper ladite Rochette ni à y mettre Garniſon, ſoit par voye de fait, ou pour exercer quelques Sentences ou Appointemens du Conſeil de Brabant ici à la Haye, ſi ce n'eſt après la Ratification de la preſente Convention, & cela ſur le pied, & en la maniere exprimée ci-deſſus.

En foi de quoi nous Pleniſipotents avons mis nos Seings & Seaux à ces preſentes. A la Haye le 9 d'Octobre 1669. *Etoit ſigné & cacheté*,

G. F. RENESSE *Baron d'Elderen.* (L. S.)

FR. DE SELYS. (L. S.)

LIII.

24. Oct. *Traité du Commerce & de bonne Correſpondance entre le Frisse Evêque de* MUNSTER, *& la Ville d'*EMDEN. *A Aſſendorp le 24 Octobr.* 1669. [Simple Copie, traduite du Hollandois.]

QU'IL ſoit notoire à tous par ces preſentes, Qu'attendu que le Haut & très-Digne Prince & Seigneur Chriſtophle Bernard Evêque de Munſter, Bourg-Grave de Stromberg, Prince du Saint Empire Romain, & Seigneur de Bocculoo, auroit reçu des Inſtructions & Plaintes de ſes Sujets, portant que l'on contreveniſt en pluſieurs manieres aux anciens Accords entre l'Evêché & Principauté de Munſter & le Pais d'Ooſt-Frife, particulierement à celui de l'an 1497; Et que de l'autre part on ſe plaignoit auſſi de diverſes vexations, il a été trouvé bon pour abolir entierement toutes ces Plaintes reciproques, & prévenir les mesintelligences qui en pourroient fourdre à l'avenir, d'établir des Conferences amiables avec les Seigneurs Bourguemaitres & Conſeillers de la Ville d'Emden, dans leſquelles après pluſieurs Negociations on s'eſt enfin accordé de la maniere qui ſuit.

I. Il y aura entre ſa Haute Grace Principale, & la Ville d'Emden, ſes Bourgeois & Habitans, une ſincere, veritable & bonne amitié, Intelligence & Correſpondance, Elle ſera en toute maniere entretenuë & cultivée, & par conſéquent les Repreſailles ſeront abſolument bannies de part & d'autre.

II. Toutes les fois que les Bâtimens de ſadite Haute Grace Principale, ou de ſes Sujets deſcendront la Riviere d'Ems allant vers la Mer, ou la remonteront en venant de la Mer, ils pourront entrer à Emden dans l'Eſtacade & y demeurer trois jours, tellement comptés que le premier y ſoit compris, en cas que leſdits Bâtimens ſoient arrivés avant midi.

III. Auſſi-tôt que leſdits Bâtimens ſeront entrés, il ſera donné au Preſident Bourguemaitre, une eſtaſſe & particuliere ſpecification de toutes les Marchandiſes qui y ſeront chargées, avec une Declaration ſous ſerment (ſi cela eſt jugé neceſſaire) de celles qui appartiendront aux Sujets de la Principauté de Munſter, & de celles qui appartiendront à d'autres. ANNO 1669.

IV Pendant ledit tems il y aura de part & d'autre une entiere liberté de converſer, negocier, vendre & acheter, c'eſt-à dire entre les Sujets de Munſter & les Bourgeois de la Ville d'Emden ſeulement, & le prix des Marchandiſes ſera laiſſé en ſa propre valeur à la liberté des Contractans, ſans aucune contrainte de la part du Magiſtrat, & en échange les Bourgeois de la Ville d'Emden jouiront d'une liberté ſemblable, dans l'Evêché de Munſter.

V. Les Marchandiſes qui ſe trouveront dans ces Bâtimens, & qui appartiendront à d'autres qu'à des Sujets de Munſter, ſeront déchargées & traitées ſelon l'ancienne coûtume, & les Privileges de la Ville.

VI. Le Peage ſera payé comme à l'ordinaire, & ne pourra être hauſſé, non plus que le Tonnage, ni l'Impôt du Back, & il ne ſera mis aucune nouvelle chaque ſur les Marchandiſes, Bâtimens, ou perſonnes qui en dépendent, ce qui eſt auſſi reciproquement promis de la part de Munſter.

VII. De même l'argent que l'on paye pour la Grué, & pour les Halles, ne ſera exigé que lors que les Marchandiſes ſeront effectivement vendues ou achetées, & en toutes choſes les ſeigneurs de la Ville d'Emden ſeront traités dans tout l'Evêché de Munſter, comme les Sujets de Munſter dans la Ville d'Emden.

VIII. Le Peage & autres exactions ci-deſſus nommées, demeureront *bone inde* ſur le même pied où elles ſont à preſent, & ne pourront être rehauſſées.

IX. La Ville d'Emden ne pourra viſiter les Bâtiment Munſteriens, quand même cette viſite ſe feroit en bon ordre, ſans décharger les Marchandiſes & ſans les retruer, mais en cas de fraude, & que les Maîtres des Bâtimens fuſſent ouvertement pourſuivis en Juſtice, pourn'avoir pas fidellement déclaré les Marchandiſes de leur charge, & qu'on ne pût autrement delaiſeir le fait; En ce cas-là, & non autrement, la Ville pourra viſiter les Bâtimens & remuer les Marchandiſes, toutefois ſans frais ni dépenſe pour les Marchands; & de telle maniere que toutes les ſeules Marchandiſes non déclarées ſeront tirées des Bâtimens, & que les autres n'en ſouffriront en aucune maniere. La même regle ſera auſſi obſervée dans l'Evêché de Munſter à l'égard des Marchands d'Emden, & pour d'autant mieux prévenir toute ſorte de fraude, il ſera donné reciproquement de la part d'Emden à Munſter, & de la part de Munſter à Emden des Extraits des Livres de Peage, contenant la ſpecification des Marchandiſes qui y auront été déclarées au depart, & cela toutes les fois qu'il en ſera fait requiſition.

X. Les Vaiſſeaux allant demeuré, comme il a été dit trois jours dans la Ville, en dedans de l'Eſtacade, ſeront obligés de partir ſans retardement le ſoir à ſix heures avec leurs charges, tant celle qu'ils auront apporrée & non vendué, que celle qu'ils auront priſe à Emden, pour après cela remonter la Riviere, ou deſcendre vers la Mer, ſelon la volonté des Marchands, & ſans qu'ils puiſſent y être empêchés.

XI. Touchant les Pierres de Taille des Carrieres de ſa Haute Grace Principale, & les autres moindres Pierres qui en proviennent, en quelque quantité & de quelque forme qu'elles ſoient, il a été convenu que lors qu'elles appartiendront Immédiatement à la Chambre de ladite Haute Grace Principale, les Bâteaux qui en ſeront chargés, & qui ſe tiendront ſur leurs Ancres hors de l'Eſtacade en tel lieu qu'il leur plaira, paſſeront ſans rien payer, après qu'ils auront été préalablement viſités, & qu'ils auront produit des Paſſeports ſignés de la main de ſa Haute Grace Principale; mais ſi les Carrieres viennent à être affermées, alors chaque Bâteau chargé de Pierres payera trente ſix Riksdales d'Emden, moyennant quoi ils pourront continuer leur Navigation ſans aucun retardement.

XII. Toutes leſquelles choſes ont été convenuës ſans préjudice des Droits & privileges Imperiaux de la Ville d'Emden, leſquels demeureront inviolables dans tous leurs Points & Clauſes, avec renoncement ſur ce ſujet à toutes ſortes d'exception, & ſera le preſent Traité ratifié dans le tems de trois ſemaines par les Seigneurs Principaux de l'une & l'autre part, & les Ratifications échangées à certain jour & heure dont on conviendra. Fait & ſigné de la main des

Digitized by Google

ANNO 1669. Deputez & scellé de leur cachet à Affendorp le 24. Octobre 1669.

HERMAN MATHIAS *Baron d'Asvelen.*
JOOST HERMAN RAVELANDT.
JEAN GASPAR BISPING.
HENRI MARTELS.
AD. SALLÉ Dr.
D. GONDRÉE D.
WOUTER DIRCKS.

ANNO 1669.

LIV.

24. Oct. *Articles & Conditions accordées pour le Port & Transport des Lettres, Depêches & Paquets écrits, tant des Villes de tout le Royaume de France que de celles cedées au Roy par les Traittés des Pyrenées & d'Aix la Chapelle, dans les Villes des Provinces-Unies des Pays-Bas, que des Villes desdites Provinces-Unies dans celles de France & desdites Villes cedées, entre* THOMAS CARPATRY, *Conseiller du Roy en son Conseil d'Etat, Commis de Monseigneur le Marquis de* LOUVOIS *& de Courtanvaux Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté, Grand Maître des Courriers, & Sur-Intendant General des Postes de France,* LEON PAJOT *&* LOUIS ROUILLÉ *Directeurs du Bureau General de la Poste de Paris, fondés de Pouvoir dudit Seigneur Marquis de Louvois pour l'effet des Presentes d'une part, &* CHRISTIAN CONSTANTIN RUMPF, *Secretaire de l'Ambassade des Messieurs les Etats d'Hollande aiant charge & pouvoir en bonne forme de Messieurs les Bourguemaitres & Regent de la Ville d'*AMSTERDAM, *& des autres Villes d'*HOLLANDE *d'autre part; lesquels Pouvoirs seront transcrits à la fin des presens Articles. A Paris le 24. d'Octobre 1669.* [Simple Copie, mais fûre.]

I. PREMIEREMENT qu'il sera entretenu une bonne, ferme & mutuelle correspondance de part & d'autre pour l'envoy, reception & distribution des Lettres, Depêches & Paquets.

II. Que les Lettres de Paris, Rouen, Bourdeaux, la Rochelle & Nantes partiront de Paris & Rouen pour les Villes d'Hollande tous les Vendredis à huit heures du matin, pour, paſſant par l'Ille, Deinle ou Peleguen & Anvers, ſe rendre à Cuypersveer ſur la minuit du Lendi au Mardi de chacune ſemaine, où la Malle & Depêches ſeront delivrées par un Commis, que ledit Seigneur Marquis de Louvois prepoſera, à bon lui ſemble, audit Cuypersveer aux Couriers de la Ville d'Amſterdam, & des Villes de Sud-Hollande, pour l'apporter en diligence le Mardi au matin, en ladite Ville d'Amſterdam.

III. Que des Villes de l'Ille, Douai, Tournal, Courtrai, Oudenarde & Ath il partira des Couriers pour le trouver au paſſage de celui pour la Hollande, & lui delivrer les Lettres, Depêches & Paquets, dont ils ſeront chargés dans la même Malle avec les Lettres de France & recevoir de même les Lettres de Hollande pour leſdites Villes.

IV. Que les Lettres de la Ville d'Amſterdam & de Sud-Hollande pour les Villes de Flandres cedées à Sadite Majeſté, & pour Paris, Rouen, Bourdeaux, la Rochelle, Nantes & autres Villes de France, partiront les Jeudis au ſoir à la porte fermante, pour être portées à Cuypersveer au Commis ou Courier dudit Seigneur Marquis de Louvois pour être enſuite portées & delivrées dans toutes les Villes de l'obeiſſance de Sa Majeſté.

V. Que les Lundis de chaque ſemaine jour du depart des Couriers d'Amſterdam pour la Ville d'Anvers, les Negociens dudit Amſterdam écriront à Lille & leſdites Lettres & Depêches ſeront miſes dans un Paquet clos & cacheté qui ſera delivré à Cuypersveer aux Commis ou Couriers dudit Seigneur Marquis de Louvois, pour être par eux transportés dans ladite Ville de Lille, ſans que leſdits Commis d'Amſterdam ſoient obligés d'y mettre les Lettres, qui s'adreſſeroient directement à Paris, leſquels Commis recevront reciproquement les Paequets de Lille, qui leur ſeront adreſſés, ſans être obligés de delivrer les Lettres, qui pourroient venir directement de Paris, ſans qu'aucuns Negociens de Paris & d'Amſterdam puiſſent ſe ſervir de leurs Correſpondances d'Anvers pour écrire dans leſdites Villes d'Amſterdam & Paris, à peine de repéter contre les contrevenans le Port entier de Paris à Amſterdam & d'Amſterdam à Paris, & pour l'éviter ſe pourront leſdits Negociens de Paris & d'Amſterdam, ſervir de leurs Correſpondants de Lille, pour écrire auxdites Villes & leſdit Paequet de Lille arrivera à Anvers le Jeudi à midi, afin qu'il puiſſe partir avec le Courier dudit Anvers pour Amſterdam.

VI. Que les frais & depens pour les Couriers & Chevaux employés pour le transport desdites Lettres tant d'aller que de venir, ſeront faits par ledit Seigneur Marquis de Louvois, depuis Paris & les Villes de l'obeiſſance de Sadite Majeſté juſques à Cuypersveer.

VII. Que pareillement les Officiers des Poſtes d'Amſterdam ſeront les frais & depens des Couriers & Chevaux depuis Cuypersveer juſqu'au dit Amſterdam, tant en allant qu'en retournant.

VIII. Que ledit Seigneur Marquis de Louvois ou ſes Commis recevront le Provenu de tous les Ports de Lettres qui partiront de ladite Ville d'Amſterdam, dans toutes les Villes & Places de France & des autres, eſtant ſous l'obeiſſance de Sadite Majeſté.

IX. Que ledit Seigneur Marquis de Louvois recevra en outre le Port de toutes les Lettres qui ſeront affranchies de ladite Ville d'Amſterdam juſques à Paris & Rouen, ſçavoir d'une ſimple Lettre pour Bourdeaux, Bayonne, la Rochelle, Nantes, St. Malo, & autres Places par delà Paris & Rouen dix ſols, d'une Lettre double au delà de demi once ouze ſols, d'une Lettre peſant trois quarts d'once & au delà doute ſols, & de l'once ſeize ſols, le tout Monnoye d'Hollande. Et ledit affranchiſſement n'aura lieu qu'autant de tems que ledit Seigneur Marquis de Louvois le deſirera, en avertiſſant toutefois quinze jours auparavant leſdits Sieurs Bourguemaitres ou les Commis des Poſtes de ladite Ville d'Amſterdam.

X. Que les Officiers des Poſtes d'Amſterdam recevront tout le provenu du Port des Lettres venans tant des Villes & Places de France & autres cedées à Sadite Majeſté pour la Ville d'Amſterdam, en payant audit Seigneur Marquis de Louvois, ſçavoir de chacune Lettre ſimple de Bourdeaux, Bayonne, la Rochelle, Nantes, St. Malo, & autres Villes par delà Paris & Rouen onze ſols, dont cinq ſols appartiendront au Bureau de la Poſte de Paris, pour le port desdites Lettres depuis leſdites Villes juſques à Paris, & les ſix ſols reſtans ſeront audit Seigneur Marquis de Louvois pour le Port depuis Paris juſques à Cuypersveer; des Lettres doubles ſçavoir de celles d'au delà demi once, un gros, treize ſols, celles d'au delà demi once deux gros, quatorze ſols, & de l'once dix huit ſols, le tout Monnoye d'Hollande.

XI. Que les Officiers des Poſtes d'Amſterdam recevront pareillement le provenu des Ports des Lettres, venans de Paris, Rouen, Calais, Abbeville, Amiens & autres Villes de pareille diſtance, audit Seigneur Marquis de Louvois, ſçavoir pour une Lettre ſimple ſix ſols, pour une Lettre double au delà de la demi once ſept ſols, & pour l'once neuf ſols, le tout Monnoye d'Hollande.

XII. Et pour chaque Lettre ſimple écrite de Lille, Tournai, Courtrai, Douai, Ath, Oudenarde & autres Villes, cedées à Sa Majeſté, quatre ſols, & pour l'once ſix ſols, Monnoye d'Hollande, qui ſont les prix ainſi que ceux marqués aux Articles IX. X. & XI. que ledit Sieur Rumpf a affirmé avoir toûjours été payés au Sieur Comte de Taſſis, & s'il ſe trouve qu'il en ait payé plus grande Somme, il en ſera fait raiſon audit Seigneur Marquis de Louvois tant du paſſé que de l'avenir.

XIII. Qu'il a eſté arrêté & convenu qu'à l'égard des Lettres, qui viendront des Places cedées à Sadite Majeſté pour ladite Ville d'Amſterdam, qui ne pourront pas être delivrées & dont les Ports ne pourront pas être reçûs par les Officiers des Poſtes d'Amſterdam, leſdits Officiers ne ſeront point tenus d'en payer les Ports ci-deſſus ſpecifiés audit Seigneur Marquis de Louvois ou à ſes Commis, mais en ſeront quittes en renvoiant leſdites Lettres de retour dans les quinze jours, ainſi qu'il en eſt uſé avec Monſieur le Comte de Taſſis, & pourra ledit Seigneur Marquis de Louvois

ANNO 1669. vois pour éviter l'abus faire paraſſer toutes les Lettres pour Amſterdam.

XIV. Qu'il ſera deduit par chaeune ſemaine ſur ce qui appartiendra audit Seigneur Marquis de Louvois la ſomme de douze Livres pour indemniſer leſdits Officiers des Poſtes d'Amſterdam des frais de la diſtribution des Lettres & de la Taxe ſur les eſpéces provenans des Ports d'icelles.

XV. Que les Deniers qui reviendront audit Seigneur Marquis de Louvois pour les Ports des Lettres & Paequets ſeront payés tous les mois à celui qui en aura pouvoir de lui à Amſterdam.

XVI. Que pour la ſeureté & conſervation des Lettres & Dépêches elles ſeront miſes dans des Valiſes bonnes & bien conditionnées.

XVII. Il a encore été convenu, que ledit Seigneur Marquis de Louvois accorde tout ce que deſſus & aux mêmes conditions aux Villes de Sud-Hollande, principalement Dordrecht, Harlem, Leyden, Rotterdam & la Haye, leſquelles Villes de Sud-Hollande ſont auſſi compriſes dans ce Traité, ainſi été expreſſement accordé que les Lettres appartenantes à Amſterdam & aux Villes deſdits environs, ſeront miſes à part dans une Valiſe fermée, horsmis le Paequet de la Ville de Harrlem qui viendra dans la Valize d'Amſterdam avec une Liſte. Mais pour les Villes de Dordrecht, Leyden, Rotterdam & la Haye leurs Lettres viendront enſemble dans une même Valize fermée, neantmoins les Lettres de chaque Ville miſes dans un ſac ou paequet particulier, & a chacun une Liſte des Lettres dont le Port ſera payé à Amſterdam à ceux ou celui que ledit Seigneur Marquis ou ſes Commis authoriſeront, dont ledit Sieur Rumpf, és noms qu'il procede, demeurera reſponſable, ſans que leſdites Villes puiſſent pretendre aucun dedommagement pour la Taxe des eſpeces & de la diſtribution.

XVIII. Qu'il faudra ſoigneuſement prendre garde de quel lieu les Lettres & Paequets viendront, afin qu'on faſſe bon audit Seigneur Marquis de Louvois les Ports qui lui ſont accordés par ce preſent Traité. Et pour cet effet les Lettres venans de par delà Paris & Rouen ſeront miſes apart, & celles de Paris, Rouen, Amiens, Calais, Abbeville & autres de ſemblables diſtances, doivent auſſi être ſeparées, comme auſſi les Lettres des Villes des Pays-Bas, d'autant qu'il faut qu'elles payent des Ports particuliers.

XIX. Qu'au cas que les Lettres de France n'arrivent pas à Cuyperveer, excepté que ce ne ſoit par le mauvais tems ou paſſages de Riviéres, au même tems que celles de Brabant, ainſi qu'il a été ſtipulé au douziéme Article du preſent Traité, deſorte qu'on ſoit obligé de les envoyer quérir ſeparement, ledit Seigneur Marquis de Louvois ou ſes Commis ſeront en ce cas obligez de payer aux Officiers des Poſtes d'Amſterdam la ſomme de trente Livres argent d'Hollande, & reciproquement ſi les Lettres d'Hollande n'arrivent pas auſſi aiſés à tems à Cuyperveer, & qu'on ſoit obligé de les aller quérir ſeparement, les Officiers des Poſtes d'Amſterdam payeront audit Seigneur Marquis de Louvois la ſomme de trente ſi livres.

XX. Qu'avec les Lettres de France qui arriveront à Amſterdam, & dans les autres Villes d'Hollande on envoyera une Liſte exacte de toutes les Lettres ſimples, doubles & onees, laquelle liſte ſera examinée au Comptoir d'Amſterdam, & la trouvant conforme, on payera les Lettres ſur ce pied, ſinon, les Officiers des Comptoirs d'Hollande ſeront bon à ceux des Comptoirs de France de ce qui ſe trouvera, ſoit qu'il y en ait plus ou moins que la Liſte ne portera.

XXI. A été expreſſement ſtipulé que l'on ſera obligé de part & d'autre de faire delivrer trés-fidellement les Lettres & Paequets & particulierement ceux des Miniſtres, qui ſeront taxez ſuivant les reglemens & delivrés trois ou quatre heures aprés leur arrivée ou plustoſt ſi faire ſe peut.

XXII. Ce que nous ci-deſſus nommez promettons de faire ratifier, ſavoir nous dits Carpatry, Pajot & Rouillé, par ledit Seigneur Marquis de Louvois, & moi dit Rumpf, par meſdits Seigneurs les Bourguemaitres & Regens de la Ville d'Amſterdam, le tout dans trois ſemaines, anquel tems nous nous obligeons de faire l'échange reciproque des Ratifications en bonne forme ſignées & ſcellées, fait double à Paris le vingthuiéſiéme Septembre nuil ſix cens ſoixante neuf. *Signé*, CARPATRY. PAJOT, C. C. RUMPF, ROUILLE.

ANNO 1669. FRANÇOIS MICHEL LE TELLIER Marquis de Louvois & de Courtanvaux Conſeiller du Roy en les Conſeils, Secretaire d'Eſtat & des Commandemens de Sa Majeſté, Grand Maître des Courriers & Sur-Intendant General des Relais, Poſtes, & Chevaux de Louage de France. Aiant eſtimé à propos pour l'avantage du ſervice du Roy & de celui du public, & pour faciliter le Commerce par le moien du libre transport des Lettres & Paequets de France en Hollande & d'Hollande en France, d'entendre aux propoſitions qui nous ont été faites de la part de Meſſieurs les Bourguemaitres d'Amſterdam ſur ce ſujet, nous avons commis, ordonné & deputé, commettons, ordonnons & deputons les Sieurs Carpatry, Pajot & Rouillé pour avec le Sieur Rumpf, authoriſé du Pouvoir desdits Sieurs Bourguemaitres convenir en notre nom des conditions reciproques pour ledit transport & libre paſſage desdits Paequets & Lettres, en arreſter, conclure & ſigner le Traité de notre part, leur en donnant tout Pouvoir, & promettant de ratifier & d'entretenir & de faire entretenir & garder, tout ce qui aura été par eux conclu & arreſté à cette occaſion; en foi de quoi nous avons ſigné la preſente de notre main & fait contreſigner par l'un de nos Conſeils à la Sur-Intendance Generale desdites Poſtes & à icelles fait apposer le cachet de nos Armes, à Chambor le vingt un Septembre mil ſix cens ſoixante neuf. *Signé*, DE LOUVOIS, *& plus bas*, Par mon dit Seigneur COLBERT.

NOUS Bourguemaitres Regens de la Ville d'Amſterdam, ainſi été requis de la part de Monſieur le Marquis de Louvois en qualité de Sur-Intendant General des Poſtes de France, & des Villes cedées à Sa Majeſté Tres-Chreſtienne par le Traité d'Aix la Chapelle, à établir avec lui une correſpondance pour le port & rapport des Lettres de France, & desdites Villes cedées vers Amſterdam, & d'Amſterdam vers la France, & leſdites Villes cedées reciproquement, & deſirans que cet établiſſement ſe faſſe au plûtôt en la meilleure forme, avons commis & commettons a cette fin le Sieur Chriſtian Conſtantin Rumpf, Secretaire de l'Ambaſſade de Meſſieurs les Eſtats Generaux des Provinces-Unies en France, auquel nous lui donnons pas ces preſentes plein-Pouvoir, ordre & commiſſion de conferer negocier & traitter en notre nom avec ledit Monſieur le Marquis de Louvois, ou avec ſes Commis munis de Pouvoir ſuffiſant des conditions d'un Traité touchant ledit port & rapport des Lettres, telles qu'il jugera les plus utiles & lorrables au bien du Commerce mutuel en convenir, les reſoudre, arréter & conclure, & en ſigner les Articles, promettans d'avoir pour agreable, ferme & ſtable tout ce que par ledit Sieur Rumpf aura été accordé & ſigné, de le ratifier & d'en faire delivrer les Lettres de Ratification aux termes, & en la maniere qui aura été prescrite & reglée par ledit Traité. En temoignage dequoi nous avons mis à ces preſentes le Seel, & les avons fait ſigner d'un Secretaire de cette Ville le trente & uniéme d'Auouſt l'An 1669. *Signé*, WIGBOLD SLICHER & ſcellé du grand Sceau de la Ville. *Signé*, CARPATRY, PAJOT, RUMPF & ROUILLE.

NOUS THOMAS CARPATRY, Conſeiller du Roy en ſon Conſeil d'Eſtat, Commis de Monſeigneur le Marquis de Louvois, & de Courtenvaux Secretaire d'Eſtat & des Commandemens de Sa Majeſté, Grand Maiſtre des Couriers & Sur-Intendant General des Poſtes de France, Leon Pajot & Louis Rouillé Directeurs du Bureau General de la Poſte de Paris, fondés de Pouvoir dudit Seigneur Marquis de Louvois, & Michel Michelſon Conſeiller de la Ville de Fleſſingue, auſſi fondé de Pouvoir de Meſſieurs les Bailli, Bourguemaitres, Eſchevins & Conſeillers de ladite Ville, tranſcrits à la fin des preſentes pour le libre paſſage & reglement du port des Lettres tant des Villes de France, & de celles cedées par les Traités des Pyrenées & d'Aix la Chapelle, aux Villes & Lieux de Zelande, que desdites Villes & Lieux de Zelande en celles de France & lesdites Villes cedées, nous dits Carpatry, Pajot & Rouillé aurions pour y parvenir leu audit Sr. Michelſon le Traité fait à Paris le vingt & huitiéme Septembre dernier, entre nous au nom dudit Seigneur Marquis de Louvois, & le Sr. Chriſtian Conſtantin Rumpf, Secretaire de l'Ambaſſade de Meſſieurs les Eſtats Generaux des Provinces-Unies des

ANNO 1669. Pays-Pas, pareillement au nom de Messieurs les Bourguemaîtres & Regens de la Ville d'Amsterdam, pour le port des Lettres de France en Hollande & d'Hollande en France, à mi-dit Médiateur après l'avoir entendu attentivement & mûrement considéré, ni agréé ce qu'il contient, & promets tant en mon propre & privé nom qu'en celui de mesdits Sieurs les Bourguemaîtres de ladite Ville de Flessingue de le faire executer pour toute la Zelande, à quoi nous dits Carpatry, Pajot & Rouillé avons consenti. & à cette fin nous sommes tous convenus que d'ores-en-avant toutes les Lettres & Paquets des Villes de France, & Villes cedées pour toutes celles de Zelande partiront de Paris & Rouen tous les Vendredis à huit heures du matin, pour passant par Lille, Dasle ou Pelegem se rendre au Sas de Gand tous les Lundis, ou plutôt si faire le peut, ou les Dépêches pour toutes les Villes de Zelande, qui seront entenchées dans un seul Paquet, seront delivrées par les Commis ou Courriers dudit Seigneur Marquis de Louvois, aux Commis ou Courriers qui seront envoiés par leddits Srs. Baili, Bourguemaîtres, Echevins & Conseillers de ladite Ville de Flessingue, qui delivreront toutes les Dépêches des Villes de Zelande le Vendredi, ou à tel autre jour qu'il conviendra pour faire quadrer à Dasle, aux Courriers qui viendront d'Amsterdam à Paris.

A Cé convenu que s'il est jugé à propos d'établir un second Courrier de Zelande sur Lille, pour sous couverte de Lille ecrire une seconde fois par semaine de Zelande en France, & de France en Zelande, ledit établissement se fera de concert ensemble.

Leddits Sieurs Baili, Bourguemaîtres, Echevins & Conseillers de ladite Ville de Flessingue, s'obligent de faire payer audit Seigneur Marquis de Louvois, ou à ses Commis dans ladite Ville de Flessingue ou celle de Middelbourg, tous les mois, le montant du port desdites Lettres & Paquets conformement aux Articles dudit Traité, deduction faite de quatre Livres par semaine pour indemniser les Officiers des Postes, de Flessingue des frais de la distribution & de la Taxe. Les especes provenans du port desdites Lettres, bien entendu, comme il est dit par le susdit Traité, que le port entier des Lettres, Dépêches & Paquets desdites Villes de Zelande, pour les Villes de France & les Villes cedées, appartiendra audit Seigneur Marquis de Louvois, qui fera les frais depuis Paris & Rouen & Villes cedé s, jusqu'au dit Sas de Gand tant en allant qu'en revenant, & leddits Sieurs Baili, Bourguemaîtres, Echevins & Conseillers de Flessingue, desdites Villes de Zelande jusqu'au Sas de Gand, tant audit en allant qu'en retournant, ce que nous promettons de faire notifier & d'en éclaircir les Actes en bonne forme de part & d'autre dans huit mois, fait double à Paris le vingt-quatrième jour d'Octobre mil six cens soixante neuf. Signé, CARPATRY, PAJOT, ROUILLÉ, M. MICHIELZON.

LV.

29. Nov. *Fœdus* (1) *inter* CAROLUM II. *Magnæ Britanniæ Regem, &* FREDERICUM III. *Daniæ Regem, ad mutuam securitatem Regnorum suorum, & libertatem Commercii Subditis, per Terram, Mare, Flumina & Aquas dulces, tàm in Europâ quam extra Europam conferendam. Apud Westhmonasterium de* 29. *Novembris* 1669. [Tiré de la Regîstrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale, Fasc. 52. On trouve aussi ce Traité dans les Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye du tems de CHARLES II.]

SEreniſſimis ac Potentiſſimis Principibus ac Dominis, Domino Carolo ſecundo Dei gratia Britanniæ & Hiberniæ Regi, Fidei Defenſori ab una, & Domino Frederico Tertio eadem gratia Regi Hæreditario Daniæ, Norwegiæ, Vandalorum Gothorumque, Duci Sleſwici, ab altera parte, ex præſenti, quam maxime neceſſarium fuit pro majore Regnorum ſuorum ſecuritate, & promovendis ab utraque parte Commerciis non ſolum terreſtribus ita contiguis, ſed & Amicitiæ vinculo a Majoribus ad hæc uſque tempora, mediis gradibus, ſed nervis etiam arctioribus inter mutuos conjunctæ, utem in finem bonum memorandus Rex Daniæ & Norwegiæ ad declarandam reciprocam iuxta intentionem, de qua ex parte Sereniſſimi Majeſtatis Britannicæ Regis certior factus fuerat, Legatum ſuum Extraordinarium Illuſtriſſimum Dominum Ulricum Fredericum de Guldenlew, Ordinis Elephanti Equitem, Conſiliarium ſuum Intimum & Status, Prægnatem Norwegiæ Inſtituendæ ibidem Generalem, Gubernatorem in Aggerſhus & Locumtenentem Dilectiſſimum, in Anglium tranſmiſit, & conſtituit, a ſummo memorato Regis Magnæ Britanniæ & Conſiliariis, Domitos, ehato Cantaginenco tuo Reuperto Principe Palatino Bavariæ & Cantarie Duce, Caſtelli Windeſoræ Conſtabulario perquam fideli & perdilecto Conſiliario ſuo intimo, Orlando Bridgeman Equite auratо & Baronetto Magni Angliæ Sigilli Custode, perquam fidelibus, & perdilectis filis conſanguineis & Conſiliariis Georgio Duce Buckingamiæ equorum ſuorum Magiſtro, Jacobo Ormondiæ Illuſtriſſimi filio Summo Marechallo & Joanne Comite Lauderdalie Regni ſui Scotiæ Secretario Status unico, perquam fidelibus & perdilectis Conſiliariis ſuis intimis Henrico Barone Arlington Primariorum Secretar otium uno, Dnnſino Baronе Hollile, Antonio Barone Aſley Cantellario, Thoma Lifford Equite aurato Magiſtri Sui Thesaurario, Joanne Trevor Equite aurato, Primariorum Secretariorum ſuorum alicto, vigore plenariarum Potentiarum utrinque exhibitarum, tandem habitis quam plurimis Conſultationibus in ſequentes Articulos conventum eſt.

I. Sit inter ambos Sereniſſimos Reges eorumque Hæredes & Succeſſores, nec non Regna, Principatus Provincias, Ditiones, Comitatus, Inſulas, Civitates, Subditos & Vaſallos, cujuscumque Conditionis, Dignitatis & gradus illi fuerint, Terra Marique in Finibus, Aquis dulcibus, & ubivis locorum tam in Europa quam extra Europam, mutua & perpetua ſincera, vera, ac perfecta Amicitia, Pax, & Confœderatio, ita ut neque alter alterius Regnis, Principatibus, Provinciis & Ditionibus, hominibusque & Subditis ullum detrimentum, damnum, vel incommodum inferat in quæ hoc ab aliis quantum in ſe erit, ſieri permittat, ſed potius ſe invicem ſincera amicitia & amore proſequantur, & alter alterius ac & Subditorum ejus utilitatem & rationes tanquam propriasomni tempore promovevat, damna autem, læſiones & injurias facto & conſiliis, cauêtis viribus prohibeat & avertat.

II. Neuter prædictorum Regum eorumque Hæredum in ullum rem quæ ſuo Commercio quæ præjudicio aut damno eſſe poſſit, conſentiet, ſed ſi alteruter Regum resciverit aliquid proponi, agi vel tractari aut propoſitum, actum vel tractatum iri, quod in alterius detrimentum vergere queat, id alteri ſine mora ſignificare, atque interea illud omnibus viribus avertere & impedire nenebitur.

III. Prædicti idem Reges pro ſe, Hæredibus & Succeſſoribus utrinque ſuis ſuæque publicorum, ſe alterutrius hoſtibus, qui aggreſſores fuerint, nihil Subſidii Bellici, veluti Milites, Arma, Machinas, Bombardas, Naves, & alia Bello getendo apta & neceſſaria ſubminiſtraturos, aut ſuis Subditis ſubminiſtrare paſſuros, ſi vero alterutrius Regis Subditi hisce contravenire audeant, tum ille Rex, cujus Subditi id fecerint, obſtrictus erit in eos acerbiſſimis pœnis, ranquam ſeditioſos & fœdifragos animadvertere.

IV. Conventum præterea & concordatum eſt, quod ſi ullo unquam tempore aliquis Princeps vel Status Sereniſſimi Regis Daniæ & Norwegiæ &c. Regna Hæreditaria, Provincias, Comitatus, Oppida, Inſulas, Territoria, aut Dominia quæ jam poſſidet invaſerit, vel quovismodo hoſtiliter aggreſſus fuerit, tunc Sereniſſimus Rex Magnæ Britanniæ talem terreſtrium Copiarum atque Bellicarum Navium numerum Sereniſſimo Regi Daniæ & Norwegiæ &c. contra ejusmodi Aggreſſorem auxilio in tempore ſuppeditabit, qualis ad pellendam vim inflectit, ejusdemque terum ſtatus poſtulaverit, qui ratione Sereniſſimus Rex Magnæ Britanniæ omnibus ſuis viribus impeditum ibit, ne per ejusmodi invaſionem vel turbationem Sereniſſimo Regi Daniæ & Norwegiæ, quicquam de Regnis, Dominiis aut Juribus

(1) Il y a une Traduction Françoiſe de ce Traité dans la premiere Edition de ce recueil Recueil de Hollande Tom. IV. pag. 279 mais la principale matiere de l'Article XI. y manque, & l'on n'y voit ni preamble, ni Signatures, ni Date. L'Editeur marque ſeulement ſur Titre que le Traité a été fait à Coppenhague le 11. Juillet 1670. endroit auquel il declare pas une Note marginale, que la Copie s'etoit trouvée fort defectueuſe, que l'Article XIII. y manquoit tout entier, & qu'il avoit été obligé de le tirer d'un autre Manuſcrit Latin. (DUM.)

Digitized by Google

ANNO 1669. bus fuis decedat, & fi dictus Sereniſſimus Rex Daniæ ullum Fœdus, Amicitiam, Confœderationem, neceſſitudinem, cum aliis quibuſcumque Regibus, Principibus, Reipublicis aut Statibus contrahet, aut paciſcetur, alter una alterum ejusque Dominia in iis (quantum in ipſo fuerit) comprehendere tenebitur, ſi comprehendi volnerit.

V. Utriuſque Regis Subditis liberum erit alterius Regni & Provinciis, Emporia, Portus & Flumina cum Mercibus ſuis, tam Terra quam Mari, tempore Pacis absque licentia, aut Salvo Conductu generali vel ſpeciali adire, ubique verſari, ac negotiari, dummodo Vectigalia conſueta ſolvant, ſalvi tamen utriuſque Regis ſuperioritate ac Jure in Regnis, Provinciis, Principatibus atque Territoriis reſpective ſuis.

VI. Conveniunt tamen & concluſum eſt quod Subditi Sereniſſimi Magnæ Britanniæ Regis ad Portus prohibitos, quorum in præcedentibus Fœderibus mentio fit, neque Colonias absque ſpeciali licentia Regis Daniæ & Norwegiæ, petita & obtenta, nullatenus accedant, niſi evidens Maris periculum aut tempeſtatum impulſus, vel Piratæ infugantur, accedere vel intrare coegerint, ubi tunc omnino ipſis mercandiſare licebit, quemadmodum invicem nec Subditi Sereniſſimi Regis Daniæ & Norwegiæ ad Colonias Britannicas accedere debent, niſi ſpeciali licentia Sereniſſimi Regis Britanniæ petita & obtenta.

VII. Sereniſſimi Regis Daniæ & Norwegiæ Subditis in cellas & reconditoria ſua in Angliâ, Scotiâ &c. Hibernia & reliquos Magnæ Britanniæ Regis Portus in Europa tales Merces importare licebit, quas Regiones, Ditiones, & Dominia, Sereniſſimo Regi Daniæ & Norwegiæ ſubjecta, nunc vel in poſterum ferre aut producere poterunt, & quæ ibi fabricata erunt, itemque ex univerſo Fluvio Albi provenientes, Subditis eiſdem Magnæ Britanniæ Regis viciſſim liberum fuerit, in Daniam, Norwegiam, omnesque alios Portus & Colonias non prohibitas Sereniſſimi Regis Daniæ & Norwegiæ omnis generis Mercimonia importare & afferre, quæ nunc vel in poſterum in Regnis, Ditionibus & Dominiis Sereniſſimo Regi Magnæ Britanniæ ſubjectis producta & fabricata erunt, ſi verò demonſtratum ſit peregrinis Nationibus permittatur omnis generis Merces absque exceptione in Angliam, Scotiam, & Hibernium aliosque Sereniſſimi Magnæ Britanniæ Regis Portus ferre & adducere, tunc illud ipſum Sereniſſimæ Regiæ Majeſtatis Daniæ & Norwegiæ Subditis, etiam licitum erit, quod viciſſim eiſdem Sereniſſimi Magnæ Britanniæ Regis Subditis in Sereniſſimi Regis Daniæ & Norwegiæ, Portus & Colonias prohibentur, pariter conceſſum erit.

VIII. Conventum etiam & concluſum eſt, quod Populus & Subditi Domini Regis Magnæ Britanniæ quæcumque Hæreditaria Regna, Ditiones aut Dominia Regis Daniæ & Norwegiæ ad Navigantes vel in iisdem Mercaturam facientes, nec plura nec majora Vectigalia, Tributa, Portoria, aliaque Jura, neque alio modo ſolvent, quam quæ Populi Fœderatarum Belgii Provinciarum aliique (Sueciæ ſolummodo excepta) eo negotiantes & minora Vectigalia pendentes ſolvunt aut ſolvent, atque redeundo & commorando nec non piſcando & negotiando, cæteriſque iisdem Libertatibus, Immunitatibus & Privilegiis gaudebunt, quibus Populi cujuscumque exteræ Gentis in dictis Regnis & Dominiis Regis Daniæ & Norwegiæ, quæcunque Regna, Ditiones aut Dominia Regis Magnæ Britanniæ ad Navigantes, vel in iisdem Mercaturam facientes, nec plura nec majora Vectigalia, Tributa, Portoria, aliave Jura neque alio modo ſolvent, quam quæ Populi Fœderatarum Belgii Provinciarum aliive exteri eo negotiantes & minora Vectigalia pendentes ſolvunt, aut ſolvent, atque eundo, redeundo, & commorando nec non piſcando, & negotiando, cæteriſque iisdem Libertatibus, Immunitatibus & Privilegiis gaudebunt quibus Populi cujuscumque exteræ Gentis, in dictis Regnis & Dominiis Regis Angliæ commorantes gaudent vel gaudebunt, ita tamen utriuſque Regis ſumma Poteſtas in eorum reſpective Regnis, Ditionibus, Dominiis atque Portubus Vectigalia & alia quævis pro re nata ſtatuendi vel immutandi ſalva & illæſa manent, modo memorata æqualitas ab utraque Parte prædicto modo ſtricte obſerveatur.

IX. Item conventum eſt, quod ſi Subditi utriuſque Regis Merces ſuas in alterius Dominia invexerint, Vectigalia conſuera pro iis ſolverint, & viſitationem ſubierint, licitum liberumque erit dictas Merces ſuas, in reconditoria & cellas ſibi proprias vel loca quæ ipſi maxime commoda atque opportuna exiſtimaverint, inferre, ibique reponere, nec ullus alterutrius dominatum, Portuumve Magiſtratus, vel Officiales repoſitoria, cellas, aut loca reconditoria Mercibus absque eorum licentia ſis imponet. ANNO 1669.

X. Subditi utriusque Coronæ per Mare Commercia exercentes, & Littora alterutrius Regni ingentes, non truebuntur quemcumque intrarè Portum, ſi ipſorum curſus eo non fuerit directus, ſed liberatem habeant, iter ſuum absque impedimento vel ullâ detentione quocumque voluerint, proſequendi, neque in Portum vi tempeſtatis compulſi, ibidemque ſubſiſtentes, cogantur Merces ſuas exonerare, commutare, vel vendere, ſed licitum illis ſit, de illis pro libita disponere, & aliud quidvis, prout rebus ſuis conducere arbitrabuntur, agere, modo nihil ſtat quod alterius Regis Juribus vel Vectigalibus fraudi eſſe poſſit.

XI. Concordatum etiam eſt, quod abietes, mali cæteraque lignorum genera, ubi ſemel in Subditorum vel Incolarum Domini Regis Magnæ Britanniæ Naves illata fuerint, nulli amplius viſitationi ſubjecta erunt, verum omnia viſitatio vel ſcrutatio antea fiet. Si tu n vel quercus vel alia ligna probitia inveniantur, ea ſtatim in loco antequam inferantur in Naves, detineantur, neque Populorum dicti Domini Regis Magnæ Britanniæ, ejusve Subditorum five perſonæ, five bona ob hanc rem vel arreſto vel alio quovis detentionis genere ullo modo moleſtabuntur, verum ſolummodo Subditi Regis Daniæ, qui ejusmodi ligna prohibita devendere, vel abalienare auſi fuerint, eo delictum debito more punientur, eaque omnia & ſingula in hoc Articulo contenta & conceſſa habebunt, puſſiſebunt, & fruentur Populi & Subditi Domini Regis Magnæ Britanniæ ; absque quod aliqui de Populo Fœderatarum Provinciarum Belgicarum eadem talia vel conſimilia quocumque Fœdere inito vel ineundo, Conventione, Pacto, vel permiſſione habeant, poſſideant, fruantur, vel habere poſſidere vel frui debeant aut poſſint.

XII. Conventum quoque & concordatum eſt, quod omnes Subditorum Regis Magnæ Britanniæ Naves & Mercatores in paſſagio ſuo per Oreſundas, cum Sereniſſimo Daniæ & Norwegiæ Regis eodem beneficio & Privilegio de differendâ ſolutione Vectigalium usque ad reditum ſuum fruantur, quo ſuperioribus annis protinè elapſis ante nuperum Bellum gravis fruit & fruebantur, ita tamen ut dictæ Naves & Mercatores fecum portent Literas teſtimoniales ſub Sigillo Officiariorum dicti Regis Magnæ Britanniæ ad hoc deputatorum, teſtificantes eaſdem Naves ad Subditos Domini Regis Magnæ Britanniæ pertinere, nec non ante transitum ſuum ſufficientem & ſatis idoneam cautionem de dicta ſolutione debito loco Domini Regis Daniæ & Norwegiæ Vectigalium exactoribus in earum reditu, aut ſi non redierint ut plurimum intra tres menſes facienda præſtent, ſi in dicto eorum primo transitu eadem non ſolvant.

XIII. Et præterea conventum eſt, quod quascunque Merces ſuas Sereniſſimi Magnæ Britanniæ Regis Subditi Eſlingnora in Terram exponere ibique recondere, non alio fine, quam ut rurſus in Naves integrè reponantur alio transferenda, eadem omnino Vectigalia pro illis Mercibus ſolvere tenebuntur, & non amplius quam quæ Natio Belgica alive exteri hoc in caſu ſolvere ſolent, quod viciſſim cum Subditis Sereniſſimi Daniæ Regis eandem in modum in Anglia obſervabitur.

XIV. Item conventum eſt, quod Naves & Subditi Domini Regis Magnæ Britanniæ transeſcindent & expeditionem ſuam apud Eſlingnoram, quam citò apparuerint, recipient, absque dilatione nullis omnino Navibus cujuscumque Gentis præ ſe præſtationem in ea parte habentibus, ea ceptis Incolis quorumdam locorum, qui tale Privilegium in hoc caſu ab antiquo obtinuerunt, eodemque hucusque fruuntur.

XV. Si quem alterutrius Subditorum in alterius Dominiis aut Territoriis mori contigerit, ei licitum erit pecunias, res & bona quæcumque ſua, quocumque modo disponere, & ſi quis intra alterius Regna aut Provincias absque tali diſpoſitione prius ſtatu, moriatur tunc bona ab eo relicta, mobilia vel immobilia, cujuscumque generis aut conditionis fuerint, fideliter conſervabuntur, in uſum Legitimi Hæredis & in ſatisfactionem ejusmodi debitorum ad quæ ſolvenda defunctus revera tenebatur, atque eum in finem ut primum ullus alterutrius Subditus in alterius Dominiis moritur, Conſul vel publicus Miniſter qui tunc temporis ibi reſide-

ANNO 1669. residebit, Jus habebit ejusmodi pecunias & bona possidere, & coram aliquo illius Magistratus earumdem rerum inventaria facere, quæ res & bona postea apud ipsum remanebunt, quo Hæredibus, ac Creditoribus, ut suprædictum est, respondeatur; si autem nullus ejusmodi Consul aut publicus Minister ibi fuerit, tunc licebit duobus Mercatoribus defuncti Conterraneis, bona ejus sedula possidere, conservare, parique modo Hæredibus & Creditoribus respondere, quod tamen ita debet intelligi, quod nulla Carta aut Rationum libri per hunc Articulum dicti Magistratus inspectioni exponentur, sed tantum bona defuncti realia & Merces, quodque dictus Magistratus inter spatium 48 horarum post mortium & requisitionem factam adesse tenebitur, aliter quod dicta Inventaria absque ejus interventu fient.

XVI. Alterutri Confœderatorum ejusque Subditis Populove cum alterius hostibus Commercium habere, atque Merces quascumque (prohibitis solummodo quas Contrabanda vocant exceptis) advehere & submittere absque ullo impedimento licebit, nisi in Portubus locisque ab altero obsessis, quod si fecerint, liberum tamen ipsis erit, vel obsidentibus bona sua divendere, vel ad alium quemvis Portum, locumvè non obsessum sese conferre.

XVII. Item convenium est, quod alterutrius Regis Subditis in alterius Dominiis, Portubusvè Mercatorum faciendibus, liberum, licitumque erit ibidem commorari ac residere, ad Merces tum alienas emendum tum vendendum suas, absque ulla tempestivæ restrictione, vel limitatione, ab ullis Officialibus aut Magistratibus dictorum Dominiorum, Portuumve iis imponenda, dummodo consueta Vectigalia pro omnibus quas importaverint, vel exportaverint Mercibus, ibi solvant, præterea quod Mercatarum cuni nemine exerceant, nisi qui sit Civis, vel Burgensis alicujus Urbis, vel Oppidi intra Regna Daniæ aut Norwegiæ, idque solummodo integris Mercium quantitatibus, licut præmissum importantur, non autem minutim aut truftatim sicut in Officinis fieri solet.

XVIII. Item ut Commercium utrinque majori celeritate & incremento promoveatur, atque ut omnes quæ inter Portuum Officiales & Mercatores exoriri poterunt fraudes disputationesque prorsus eviteniur, conventum & concordatum est, quod omnia & singula Vectigalia secundum publicum Tariffam exigenda & solvenda erunt, in qua designabuntur omnia Vectigalia & Portoria solvenda, tam pro Mercibus in Portubus relpectivis, quam pro transitu per Fretum Oresundicum, atque ut hoc eo flictius observetur, uterque Rex suis Officialibus & Vectigalium exactoribus, non solum sub gravissimâ prenâ injunget, ne quidquam committant, quod huic Conventioni fraudi aut detrimento esse possit; sed etiam nec ulla molestia aut exactione ultra quam ipsis debetur alterutrius Regis Subditis negotium facessant aut damno ullos afficiant.

XIX. Insuper conventum est quod Serenissimus Rex Daniæ relationem suorum inspectores, aut alios quosdam Commissarios constituat ad remensirandas Naves omnes Serenissimi Regis Magnæ Britanniæ Subditorum in Norwegiâ Mercaturam facientium, secundum magnitudinem & proportionem ipsarum, ita ut quæ vel in excessu vel in defectu inventæ non rite observata sunt, in meliorem posthac ordinem redigantur.

XX. Ne verò libera ejusmodi Navigatio aut Transitus Fœderati unius cujusque Subditorum ac Incolarum, durante Bello alterius Fœderati, Terrâ Marive cum aliis Gentibus fraudi sit alteri Confœderato, Mercesque & bona hostilia occultari possint dolis prætendendo amici nomen, & ratio amovendæ fraudis suspicionisque placuit, quod Naves, Merces, hominesque ad alterum Confœderatorum pertinentes in itineribus ac Navigationibus suis muniri omnino esse debeant, Salvi Conductûs vulgo & Certificationum Literis, quarum tales ut infra scriptæ sunt formulæ observentur.

Carolus Secundus Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hibernie Rex, Fidei Defensor &c.

Fredericus Tertius Dei gratia, Daniæ Norwegiæ, Vandalorum Gothorumque Rex, Dux Slesvici, Holsatiæ, Stormariæ atque Ditmariæ, Comes in Oldenburg & Delmenhorst &c.

Fiat insertio Passeportus & Certificationis.

ANNO 1669. UBi igitur Merces, Bona, Navigia, homines alterutrius Confœderatorum ejusque Subditorum & Incolarum in aperto Mari, Fretis, Portubus, Stationibus, Terris, ac Locis quibuscumque obvia aut obvii fuerint Navibus Bellicis publicis, aut privatis, vel hominibus, Subditis ac Incolis alterius Confœderati, exhibitis dumtaxat prædicti Salvi Conductûs Literis, nihil ulterius ab iis exigatur, in Bona, Navigia, aut homines nequaquam inquiratur, multo minus injuria, damno aut molestia ulla afficiantur, sed profecuendo itineri ac instituto suo libertime dimittantur. Quod si verò solemnis hæc & stata Salvi Conductûs & Certificationis formula non exibeatur, aut alia aliqua justa atque urgens suspicionis cruda sit, tum Navis visitari debet, quod tamen hoc solum casu & non aliter permissum intelligi debet. Si ab utraque parte advertus hujus Articuli genuinum sensum quicquam commissum fuerit contra alterutrum Confœderatorum, contravenientibus Subditis ac Incolis suis pœnam severam uterque Confœderatorum infligi: Ladi autem absque Confœderato ejusve Subditis ac Incolis de jactura omni ac impensis pienaria ac protinus sine ulla mora satisfieri curabit.

XXI. Conventum etiam & concordatum est, quod omnes Domini Regis Magnæ Britanniæ, Subditorum & Incolarum Naves, una cum oneribus & Mercimoniis suis, quæ Muniimentum Gluckstadiense vel reliqua sub Regis Daniæ Dominio ad ripam Fluvii Albis, sita Loca & Oppida præterruiguni, sive sit eundo, sive redeundo, liberæ & immunes erunt ab omni Vectigali, Portorio, scrutatione, detentione, atque molestia, excepto tantummodo casu scrutationis tempore Belli, quando Rex Daniæ Bellum habet cum alio quocumque Rege vel Statu.

XXII. Si alterutrius Regis Subditi, in alterius Territorio lædantur, vel injuria five detrimento afficiantur, tum Rex illius Loci ubi injuria illata est, curabit ut secundum Jura & consuetas Regionis Leges prompta Justitia administretur, iisque qui delictum vel injuriam commiserunt, debita pœna cum reparatione, dammum passis faciendo infligatur.

XXIII. Item conventum est, quod nulla omnino Navigia, Naves, Merces, vel Mercimonia, in Navibus onerata cujuscumque naturæ, generis vel qualitatis, utcumque capta vel ad Subditos quoscumque unius vel alterius Regis prædicti spectantia, sub aliquo quocumque colore seu prætextu pro præda adjudicentur, nisi per Judicialem examinationem & processum in forma Juris, in Curia Admiralitatis pro talibus prædis matritimis in ea parte legitime constituta.

XXIV. Utraque Pars Subditis & Populo alterius æquitatem secundum unius cujusque Regionis Leges, & Statuta celeriter & absque prolixis & non necessariis ambagibus ac impensis administrari faciet in omnibus causis & litibus, etiamnum pendentibus, quæve deinceps exoriri possent.

XXV. Si circa alterius partis Littora alterutrius Confœderatorum ejusque Subditorum & Incolarum Naves, sive illæ Bellicæ sive Mercatoriæ fuerint, vadis hærere, vel scopulis allidi, jacturamque facere, aut quocumque casu (quod Deus avertat) frangi contingat, prædictæ Naves cum omni apparatu, Bonis, & Mercibus, vel quicquam ex illis superfuerit, Dominis & Propietariis suis restituentur, dummodo ipsi vel ipsorum Plenipotentiarii aut Procuratores intra unius anni & diei spatium, ex quo naufragium factum fuerit, Naves, & Bona sibi vindicarint, salvis semper Juribus & Consuetudinibus, ejus cumque Nationis Subditi etiam & Incolæ ad ejusmodi Littora, ac eors habitantes perfectionibus subvenire, & quantum in se erit auxilio adesse tenebuntur, omnemque operam conferent, vel ad Naves liberandam, vel ad Bona, Mercimonia, Navisque apparatum cæterasque quæ poterunt a naufragio eripienda, & quæ Dominis restituentur in totum Locum convelenda, solvendo tamen expensas & præmia quæ meruerint, Illis quorum opera & diligentia res & bona recuperata & custodita fuissent, & denique utraque Pars hoc in Passu illud observari curabit, quod ab altera observari præstaque vellet.

XXVI. Navium Præfecti earumque Gubernatores, Milites, Nautæ Socilique Navales, ipsæ etiam Naves, Mercesque & Bona quibus omnia erunt, nullius omnino Mandato five generali, five speciali, nullamque ob causam nisi Regnorum defensionis & conservationis causâ, vadimonio five arresto detineri poterunt, quod tamen de arrestis Legum authoritate, ob contractum alienum legitimis; aliis quibuscumque de causis impositis non intelli-

ANNO 1669. telligetur, in quibus secundum Justitiæ Legumque præscriptum omnino procedetur.

ANNO 1669. XXVII. Mercatoribus utrinque, eorum Institoribus & Factoris atque etiam Nautelerii, Nautisque per Mare, aliasque Aquas, tum etiam in Portubus, Littoribus & Terris alterutrius Fœderatorum, liberum erit cuntibus, redeuntibus, & ambulantibus sui fuorumque bonorum defendendi causâ omne genus arma portatilia, tam offensiva quam defensiva, gestare, modo nequaquam præbeat Præfectis & Magistratibus uniuscujusque loci justam suspicionem de machinationibus adversus Pacem publicam vel privatam.

XXVIII. Naves prædictæ sive Bellicæ alterutrius Partis, quascumque Naves Mercatorias vel alias quæ ad alterum Fœderatum, vel ejus Subditos pertinuerint, ideoque iter fecerint in Mari intra vel extra Europam obviam habentes, aut affequentes, in præfatio esse casque defendere tenebuntur, quamdiu eundem cursum tenuerint.

XXIX. In majorem Commerciorum securitatem & Navigationis libertatem, conventum atque concordatum est, quod neutra Pars, quantum fieri possit, & in suis fuerit viribus, permittet, ut Piratæ publici, vel alii hujus generis prædones in alterius Regni vel Regionis Portubus receptacula sua habeant, aut fineri, ut illius ex Incolis aut Populo alterutrius illos tecto vel commeatu excipiat, aut aliquo modo juvet, verum e contra operam dabit, ut prædicti Piratæ vel Prædones eorumque participes & adjutores prehendantur, ac pro merito puniantur, Navesque & Mercimonia quantum eorum reperiri poterit legitimis suis Dominis vel eorum Procuratoribus restituantur, modo eorum jus debitis ex Lege probationibus in Curia Admiralitatis cauſarum Marſhimarum appareat.

XXX. Conventum & concordatum est, quod utriusque Partis Subditi & Populo ad alterius Confœderati Portus ac Oras liber sequendi accessus, licentiamque illis erit in iis commorari & inde rursus recedere ac etiam per Maria ac Territoria quæcumque utriusque Regis respective transire (non faciendo damnum nec præjudicium) non solum cum Navibus Mercatoriis & ouerariis, sed etiam cum Navibus Bellicis, sive publicæ fuerint, sive eorum qui specialia Diplomata obtinuerint, sive tempestatis vi, aut Maris periculo evitando intraverint, sive ut Naves reparent, aut commeatum coëmant, modo sex Navium Bellicarum numerum non excedant, si sua sponte intraverint, nec diutius in Portubus aut circa Portus hærebunt quam ad Navium reparationem, coëmendæ Victualia, aliasque necessaria opus fuerit; & si majori Navium Bellicarum numero data occasione ad ejusmodi Portus velint accedere, iis intrare nequaquam erit licitum, nisi data primum tempestiva per Litteras notitia de illarum adventu, & prius impetrata ab iis venia, ad quos Portus prædicti pertinuerint. Si vero vi tempestatis vel alia urgente necessitate ad Portum quærendum compulsæ fuerint, in tali casu absque ullo indicio vel notitia præcedente, Naves ad eorum numerum restringendæ non erunt, hac tamen conditione, quod illarum Præfectus statim ab ipsarum appulsu summum Magistratum, vel illius loci, Portus aut Oræ ad quem appulerint Præfectum de illi adventu causa certiorem faciat, nec diutius ibi hæreliat, quam ipsi a summo Magistratu vel Præfecto permissum erit, nihilque hostile in Portubus in quos fe receperit, aut quicquam in præjudicium illius ad quem pertinuerint Confœderati faciet aut molietur.

XXXI. Subditis eorumdem Regum Incolisve Regionum aut Terrarum illis obedientium licitum non erit ab aliquo Principe vel Statu, cui cum alterutro Fœderatorum discordia aut Bellum apertum erit, Litteras Patentes, quas Commissiones vocant, aut Repressalia impetrare multo minus vi illarum Litterarum Subditos alterutrius aliqua molestia aut damno afficere, uterque dictorum Magnæ Britanniæ & Daniæ Regum Subditos quisque suos strictè prohibebit ullas ejusmodi Commissiones ab aliis Principibus, aut Statibus obtinere vel accipere, sed quantum in ipsis erit, deprædationes omnes virtute talium Commissionum fieri omnino vetabit.

XXXII. Si quæ Navis aut Naves, quæ Subditorum alterutrius Regni fuerint, in alterius Portubus à quovis tertio capiantur, illi quorum ii Portu aut quicunque Dilione prædictæ Naves captæ fuerint, pariter cum altera parte dare operam tenebuntur in prædictis Naves vel Navibus insequendis & reducendis, fuisque Dominis reddendis, quod tamen fiet Dominorum impensis, aut eorum quorum id interest.

XXXIII. Quod si etiam in Navibus ab alterutrius Confœderati Subditis captis & in Portum aliquem alterius adductis, aliqui Nautæ vel alii personæ reperiantur, quæ illius Confœderati, in cujus Portus, vel Flumina præda adducetur, Subditi fuerint, ab illis qui ipsos ceperint humaniter tractabuntur, & libertati protinus absque ullo redemptionis pretio restituentur.

ANNO 1669.

• XXIV. Quod si alterius Coronæ Navem Bellicam vel aliam quamdam Mercibus prohibitis onustam capere contingat, Præfectis qui illam ceperunt liberum non erit, cibas, tormas, farcinasque in ea contentas aperire vel rescindere, neque etiam Mercium quid transportare vel aliquovis modo alienare, nisi illa prius in Terram expolitæ fuerint earumque coram Judicibus rerum Maritimarum confectum inventarium.

XXXV. Utque amborum Regum Subditorum securitati eo uberius prospicatur adhibeantque cautio, ne ulla ipsis violentia à prædictis Navibus Bellicis inferatur, omnibus Serenissimi Magnæ Britanniæ Regis Navium Bellicarum Præfectis, & aliis quibuscumque ejus Subditis, severe injungetur, & mandabitur, ne molestia aut detrimento ullo Subditos Serenissimi Regis Daniæ afficiant, fecus si fecerint, in personis & bonis omnibus teneburtur, donec de detrimento ab ipsis illato & in commodis omnibus exinde perceptis & percipiendis debita ac jula confecuta fuerit latisfactio & compensatio, similiter omnibus Serenissimi Regis Daniæ, Navium Bellicarum Præfectis & aliis quibuscumque ejus Subditis, severe injungetur, & mandabitur, ne molestia aut detrimento dictos Regis Magnæ Britanniæ Subditos afficiant, præsito tamen quod omnes prædictæ actiones justo & legitimo Processu in Curia Admiralitatis utriusque Regis examinari & judicari debeant, sive si Partium alteruter qui extraneus fuerit in illo loco ubi controversia fuerit peragenda, prius visum fuerit, cum certis quibusdam Commissariis, quos uterque Rex, statim atque injustum fuerint, hunc in finem constituent, examinabuntur, ita ut Processus hac ratione non solum absque pluribus sumptibus pertrahatur, sed etiam ad summum intra 3. menses finiri possit.

XXXVI. Ambobus Regibus curæ erit, ut Judicia & Sententiæ de rebus in Mari captis ad Justitiæ & æquitatis præceptum ab hominibus non fulpectis & non interessatis ferantur, lateque à judicibus injustum di Sententiæ secundum formam & tenorem suum, ut legitimæ Executioni dentur, nisbo quoque Reges fuis locis mandabunt atque præcipient.

XXXVII. Si alterutrius Regis Legatos five quosvis alios Miniltros publicos apud alterum Regem commorantes de ejusmodi Sententiis conqueri contigerit, Rex apud quem conqueftio fiet, dicta Judicia & Sententias in Consilio suo revideri & examinari curabit, ut apparear, utrumne secundum Leges hujus Fœderis, adhibitis cautionibus peracta fint omnia, necessariaque, si contrarium contigerit, adhibeantur remedia, quod intra quam ad summum mentium tempus fieri debet; neque tamen vel aute prolatam primam Sententiam, vel postea durante revisionis tempore, bona de quibus quæstio erit, è Navibus exponere aut vendere & diltinebre liebit, nisi id forte Mercium corruptionis cauſa fieri contingat.

XXXVIII. Memoratorum Regum alter in alterius Aula fuos habeat Miniltros, in certis verò Portubus Conlules, ut tanto facilius per eos invicem communicari & proponi possint res, quas tam publico quam privato uniuscujusque commodo intervire posse putaverint.

XXXIX. Nulla privata injuria Fœdus hoc ullo modo infirmabit, neque odium aut diffidia inter prædictas Nationes fuscitabit, sed quilibet de facto suo proprio respondebit, dcque eo renebitur, neque per repressalia, aut alios ejusmodi colloves Processus alter id lure, In quo alter aliquid deliquerit, nisi Justitia denegabitur, aut plus justo differetur, in quo casu Regi illi, cujus Subditus damnum & injuriam passus est, licitum erit, juxta juris gentium Leges & præscripta omni modo procedere, donec facta fuerit imso reparatio, modo tamen alterum ante Regem debito modo admoneurit.

XL. Idem concordatum est, quod si Gens Belgica, vel alia quæcumque Gens, Suedica Gente rantummodo excepta, aliqua meliora Pacta, Conventiones five Privilegia, quam ea quæ in hoc Tractatu continentur, a Domino Rege Daniæ hactenus obtinuit, vel in futurum obtinebit, quod eadem talia & conlimilia Domino Regi Magnæ Britanniæ & Subditis fuis communicen-

Anno 1669. rur, & cum effectu concedantur liberè & cum omni plenitudine, & è contra ſi Gens Belgica vel alia quæcumque Gens aliqua meliora Pacta, Conventiones, exemptiones ſive Privilegia, quam ea quæ in hoc Tractatu continentur, a Domino Rege Magnæ Britanniæ obtinebit, quod eadem talia & conſimilia Domino Regi Daniæ & Norwegiæ & Subditis ſuis communicentur liberè & cum omni plenitudine concedatur.

XLI. Concordatum etiam eſt, quod per nulla Pacta, Conventiones, Articulos, ſive Capita, in præſenti Fœderis Tractatu contenta ullo modo præcedentes Tractatus aut Fœderes inter prædictos Confœderatos aut ſuos Prædeceſſores Reges, tam pro Regnis Magnæ Britanniæ quam pro Hæreditariis Regnis Daniæ & Norwegiæ, reſpectivè antehac ſanctis, conſentur ſublata & annullata, ſed ut ea perpetua maneant in priſtino ſuo robore, firmitate & vigore, quatenus non ſint contraria aut repugnantia præſenti Fœderi aut Articulorum alicui in eo contento.

XLII. Denique conventum, concordatum & concluſum eſt, quod prædicti Sereniſſimi Principes & Reges omnia & ſingula Capita in præſenti Tractatu contenta & ſtabilita ſincerè & bonâ fide obſervabunt, perque ſuos Subditos & Incolas obſervari, facient neque illis directè vel indirectè contravenient, aut a ſuis Subditis vel Incolis contraveniri permittent, omniaque & ſingula ut ſupra conventa per Literas Patentes manibus ſuis ſubſcripras, Magnis Sigillis ratihabebunt & confirmabunt in ſufficienti, validâ & efficaci formâ conceptas & exaratas, eaſdemque reciprocè intra tres menſes poſt datum præſentium tradent, ſeu tradere facient bona fide, realiter & cum effectu. In quorum omnium fidem omnia & ſingula ut ſupra ſunt contenta manibus noſtris ſubſcripſimus Sigillisque munivimus. Dabantur apud Weſtmonaſterium 29. die menſis Novembris Anno Domini 1669.

(L. S.) Rupert.
(L. S.) Ormond.
(L. S.) Arlington.
(L. S.) Hollis.
(L. S.) Ashley.
(L. S.) Th. Clifford.
(L. S.) G. J. Trevor.

LVI.

1670. 1. Mars. *Revers donné par les Deputés des Eſtats Generaux des* Provinces-Unies, *à Don* Esteban de Gamarra, *Ambaſſadeur d'*Espagne, *au ſujet d'une Obligation de* 500. *mille Livres, qui devoit ſervir au payement des* Subſides *promis à la* Suede. *Fait à la Haye le* 1. *Mars* 1670. [Tiré des Archives de l'Ambaſſade d'Eſpagne en Hollande, du tems du Roi Charles II.]

Nous ſouſſignés Deputés des Eſtats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas, confeſſons avoir reçû des mains de Monſieur Don Eſtevan de Gamarra, Ambaſſadeur du Roy d'Eſpagne, une Obligation du Sr. Nicolas Roches Van Capelle, datée à Amſterdam le 16 jour de Septembre de l'année paſſée, contenant confeſſion qu'il a en ſon nom à la Banque d'Amſterdam, la Somme de cinq cents mille Livres à la diſpoſition de Monſieur le Conneſtable de Caſtille, & puis que ledit Sr. Van Capelle ne debourſera par proviſion, que la Somme de quatre cents, quatre vingts mille Livres en la même Banque, ſuivant l'ordre paſſé aujourd'hui pour cet effet par ledit Sieur Ambaſſadeur de Gamarra, en ſuite d'une Lettre eſcrite par ledit Sieur Conneſtable de Caſtille, audit Van Capelle en date du premier Fevrier paſſé, & deux Quitances Notarielles de même teneur, paſſées par lui le 12. du même mois, nous avons promis, comme nous promettons par ces preſentes, de faire tenir audit Sieur Ambaſſadeur de Gamarra, une autre Obligation dudit Sieur Van Capelle du ſurplus, ſçavoir de vingt mille Livres en la même Banque, couchée au reſte en mêmes termes que la premiere qui nous a été miſe en main. Fait à la Haye le premier jour de Mars 1670.

LVII.

Anno 1670. 17. Mars. *Puncta Approbatæ Pacificationis Andruſovienſis de Anno* 1667. *inter Regnum* Poloniæ, *& Imperium* Moschoviticum *per utriuſque Magnos cum plenaria Poteſtate Legatos & Commiſſarios concluſa. Actum Radzini* 17. *Martii Anno* 1670 [Chwalkowsky, *Jus Public. Regni Poloniæ* pag. 384.]

Poſt Titulos. Significamus, quod cum vigore Pacificationis pro debito ſuo utrique Magnæ noſtræ Principes ſatisfacturi Pactis Andruſovienſibus, fide reciproca corroboratis, ac declaraturi immutabilem ſuam firmandæ perpetuæ Pacis propenſionem, ad locum hujus Congreſſus nos ſuos Magnos cum plenaria facultate Legatos & Commiſſarios cum Literis ſuis Plenipotentiarum miſiſſent.

Nihilominus quamvis ex Mandato utriuſque noſtri Magni Principis multis Congreſſibus Andruſoviæ inſtitutis ſtudia noſtra impendiſſemus, quomodo inter utrumque Magnum Principem, eorundem Dominia & Nationes, perpetuus amor & amicitia renovaretur, atque Sanctæ Pax temporibus perpetuis duratura probe fundata conſtitueretur;

Attamen mutuæ noſtræ perpetuæ Pacis ſtabiliendæ cura conſummationem motuam in præſenti Commiſſione, propter ineidentes magnas difficultates, obtinere nequiernus. Ut vero toti Orbi oſtenderemus, quoſi magna in cordibus utriuſque noſtri Magni Principis de pacificanda Chriſtianitate & renovanda fraterna charitate proniras radicata ſit, quidquid ad roborationem firmiorem & juratorum Pactorum & ad indurendam executionem illorum pertinuit, in præſentia conſtituimus.

Et primo, Pacta Androzovienſia Anno 1667. inita, primitusque ab utrinque Magnorum Plenipotentiariorum Legatorum ac Commiſſariorum, & poſtmodum ipſimet utriuſque Magni noſtri Principis reciprocis juramentis firmata, tum quoque Ordinationes Legatorum poſt jurata Pacta Andruſovienſia in Urbe Moſcua transacta, & jurejurando Legatorum ab utrinque coroboratæ, in omnibus punctis, Clauſulis, & Paragraphis, prout in ſe ſonant, ſine ullis mutilatione, aut ſiniſtra interpretatione, firmiter & inconcuſſe per omne tempus Amorum Inducias præſentiorum, vigore confecti deſuper Inſtrumenti confervari debent.

Et quandoquidem conjunctio virium mutuarum, utriuſque noſtri Magni Principis principaliter in Tractatu Androſtovienſi, & poſt etiam Transactione Legatorum in Urbe Moſcua ſufficienter deſcripta eſt, atque mutuo jurejurando Legatorum & Literis Principum ratihabita eſt: proinde nequicquam ab hoc Sancto & Chriſtiano opere recedendum, & nihil immutandum, uterque noſter Magnus Princeps vigore Transactionis Legatorum eandem ſe obſervaturos ab hoc tempore ſpondent.

Quæ conjunctio conſenſu placita, & in Transactione Legatorum deſcripta, ne aliquam dubitationem habeat; proinde illam uterque noſter Magnus Princeps affiſtentibus Magnis Legatis qui ab utrinque, vigore Pacificationis Andruſovienſis cum fraternis congratulationibus de ſuetiregimine Genium ſuarum, cumque confirmationibus Sanctæ hujus Pacis & Pactorum juraſorum, intra ſex menſes, à tempore præſenti computandos, miſſi fuerint, juramentis ſuis Regiis ratihabebunt, & roborabunt. De iis verò Magnis Legatis mittendis ab utrinque ſervata conſuetudine per Internuncios mutuos requiſitio fiet.

Iſti verò noſtri utriuſque Principis Magni Legati, cum ad locum convenientem ſimitaneum pervenerint, previſa ſalutis nunciatione convenient, invicem monſtrabunque mutuò Principum confirmatorias Literas, ut ſint in omnibus de verbo ad verbum vigore interpretum & præſentium Transactionum conformes, Sigillis Principum munitæ, ſeciis his Literis, conformibusque adinventis, Frater Fratri Copias illarum communicabit, atque tum demum ad Principes Magnos ambo Legati iter ſuum dirigent.

Quibuscunque verò Punctis Andruſovienſis & Commiſſorialis Transactionis jurejurando firmatis hucusque inter præſitum diem ſatisfactum non eſt, & effectu ſuo deſtituuntur, & quorum etiam in præſenti Commiſſione

Paci-

Digitized by Google

ANNO 1670. Pacificario & executio non ferit: proinde proclives exiſtentes ad media S. R. Majeſtatis & Reipublicæ Magnis Legatis & Commiſſariis erga ipſius Motchoviæ Majeſtatis Magnum Plenipotentiarium Legatum, in congreſſibus, in ſcriptis, & ablegationibus declarata hoc eſt, ut difficultates ſtlas, aut ad Legationem proximam, aut ad aliud aliquod tempus differremus. Ideoque omnia illa non adimplera Andruſovienſis & Commiſſariatis Transactionis Punctа circa Legationem illam DEO dante futuram ſuperiusque memoratam transigi, pacificari & ad effectum, & ad executionem deduci debebunt. Illic quoque modus quàm efficaciſſimus de eripienda ex manibus Mahometanorum omni Ukraina, impediendâ præcipitione, vindicandoque inde nos trum Dominio ab illorum ineurſionibus, tum quoque reducendis ad debitum obſequium Coſacis, & eogendis ad ſubjectionem rebellibus adinvenietur. Eoque vigore conjunctionis juratæ ad effectum deducetur. His ſtidem remedia de alliciendis Mahometanis ad vicinalem amiſitiam remedia adinvenirі debebunt.

Juramentum Principum.

NOs Sereniſſimus & Magnus Rex Michael Dei gratia, Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, Ruſſiæ & aliorum. Juramus Deo in Trinitate uni in hoc, quod omnia, quæcunque fraternæ conjunctionis cum Fratre noſtro Dei gratia Magno Principe Czaro & Magno Duce Alexio Michajlowicz, totius Magnæ, Parvæ & Albæ Ruſſiæ, unico Domino, lauſſimorumque Principatuum & Terrarum Orientalium, Occidentalium, Severiæque Succeſſore, Hærede, Principe & Domino, eum Czarea Majeſtate, in Conſtitutionibus ad Urbem Moſcuam Transactionibus Anno 1667. initis per Magnos Legatos ab utrinque delegatos & miſſos ordinata, conſcripta & Juramentis firmata ſunt, ea omnia vigore Andruſovienſis & Anno præſenti 1670. concluſæ & juratæ Pacificationis per nos Magnum Regem, & Succeſſores noſtros & Rempublicam in omnibus Punctis adimplebuntur & realiter obſervabuntur. In quo quam fideliter juramus, ita nos Deus adjuvet & Sancta ejus Paſſio.

Ex præſcripto hujus Rotæ Juramenti utrique Princeps jurabit.

LVIII.

4. Avril. *Teſtamentum Sereniſſimi Electoris Palatini* CAROLI LUDOVICI, *quo Sereniſſ. Duciſſa* AURELIANENSIS, *Sereniſſimo Electori* CAROLO *Fratri in univerſa Bona Allodialia, ſi ſine liberis deceſſerit, ſubſtituitur. Actum, lectum & approbatum 4. April 1670.* [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Abſatz I. pag. 732. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans THUCELIUS, in *Actis Publicis* Tom. III. pag. 189. Continuation des *Actes* & *Memoires* de la Paix de *Ryswick* pag. 81. en François. Il ſe trouve auſſi en François dans mon petit Recueil Tom. I. pag. 192. ſur une Copie qui m'avoit été communiquée de main ſûre.]

NOs CAROLUS LUDOVICUS &c. (tot. tit.) agnoſcimus & notum facimus per præſentes. Quod eum ſerio & maturè perpenderimus, Nos per ſpecialem Dei gratiam ac conſervationem in optima adhuc valentudine, pro qua maximas divinæ bonitati gratias agimus, ad ætatem iſtam perveniſſe, in qua præcipue etiam debeamus, una eum reliquis curis ac ſolicitudinibus, quas pro felicitate, incolumitate ac optimo Regimine noſtrarum Provinciarum, ac Subditorum, quibus præſumus, ſuſcepimus, de adornanda Domo cogitare, ut ſiquidem Deo placuerit, nos hac vita decedere, & Filius noſter Hæres Electoralis, & Filia noſtra Eliſabetha Carola, non ſolum, quid de Illis noſtris per benedictionem divinam partis & acquiſitis Bonis Allodialibus unicuique pro ſuâ ratâ, ſine contradictione deberur, & quibus gaudeant, ſed & Illuſtris noſtra dilectiſſima Raugravia, noſtrique ex ea progenitі liberi adhuc dum viventes, quid pro ratione ſtatus, in ſubſidium eis ordinaverimus, quo decenter vitam agere queant, de iſtis Allodialibus Bonis, ſciant pro certo, & ut adeò omnes omninò impoſterum ritæ ac diſceptationes, quæ horum cauſa oriri ſolent, tollantur, ac ceſſent. Quare hoc animo paterno ſumus in eos, ut ordinationem hanc de Bonis Allodialibus concecrimus, conſulto, ac maturo judicio pro facultate ac poteſtate Principis ac Patris in optima forma, qua id fieri poſſit, ſicuti ſequitur. Volumus igitur,

Primò, ut omnia Clenodia noſtra, Picturas, Statuas, Equos, Arma & Armaturam, Bibliothecam, exteraque omnia alia mobilia, quæ nobis vel per Parentes relicta, vel alias acquiſita, cujuscunque etiam generis, & nominis ſint, excepto quod ex illis alibi donatum, vel legavimus, aut etiam donabimus & legabimus impoſterum, ea omnia per ſucceſſionem habebit noſter Filius & Hæres Electoralis, ejusque Hæredes, & hisce omnibus mortuis *Filia noſtra Eliſabetha Carola, ejusque Hæredes habebunt & poſſidebunt perpetuo*, excepta bibliotheca, Armis, & ad Armaturam pertinentibus, quæ apud Domum Electoralem manſura ſunt.

Secundò, activa debita, quæ nobis debentur extra Germaniam, quod concernit, penſiones ex Anglia perhibentur reſtare ad annum usque 1666. inclusive in Summa 1275500. Flor. & reſtantes pecuniæ ſubſidiariæ ex Francia 30000. Flor. dividentur æqualiter inter Filium noſtrum Hæredem Electoralem, & ejus Sororem Germanam Filiam noſtram Eliſabetham Carolam, ac poſt eorum obitum pervenient ad eorum legitimos Hæredes, æqualiterque inter eos dividentur; ſi vero line legitimis Hæredibus deceſſerint, reverterntur hæc omnia ad Filios noſtros naturales, & poſt eorum obitum ad Filios eorum legitimos.

Tertiò, pecuniam quod attinet, quam commodavimus Cameræ noſtræ ac Dicionibus noſtris univerſis, quæ tamen neque et redibus noſtris, aut Dominis ſuis percepta, ſed aliunde acquiſita; quia nobis facultas ſemper fuit non ſolum ejusmodi pecunias noſtris liberis donandi, antequam in rem & utilitatem noſtram Regionum verterentur, eorumque in futurum commodum de iisdem providendi, ſed etiam eum jam in utilitatem publicam verſæ ſunt, eas redhibere ac efficere, ut temporibus paulò melioribus nobis refundentur; inconvenions ſiquidem eſſet noſtros liberos isdem pecuniis nobis aliunde acquiſitis privare: quare ante omnia Filia noſtra Eliſabetha Carola ex paraphernalibus Electricis, quæ 14375. Flor. erant, eandem Summam accipiet.

Nempe. - - - - - - - - - -	14375. Flor.
Per Donum gratuitum ex Helvetiis	9000.
De Pecuniis Suecicis ratione Satisfactionis datis. 14822.	
Quæ pro redimenda Commiſſariatus vexatione expendimus - - - - - - - - - -	7698.
	51855. Flor.

Quam ſummam quinquaginta quinque millium octingentorum & quinquaginta quinque Florenorum, ut propium quid habebit ac poſſidebit.

Ultrà quam ſummam per anticipationem expendimus tenore extractus noſtræ Cameræ de Ære Anglicano - - - - - - - - - - 36000 Flor.

Item in annis 1672. & 1673. in Comitiis Ratisbonenſibus Trafectinæ Cæſareæ dedimus 37062. Flor.

Subſidiaries ex Gallia pecunias commodavimus - - - - - - - - - - 285000.

Item ex penſionibus Hollandicis - - - - 40000.

Ac tandem quæ dedit Generalitas Norimb. 24000.

Quæ addita efficiunt. - - - - - - - - 430862. Flor.

De hac vero Summa detrahantur

Primo - - - - - - - - - -	90000. Flor.
Secundo - - - - - - - - - -	6000.
Tertio - - - - - - - - - -	12000.
Quæ addita efficiunt - - - - - - - -	108000. Flor.

quos ſupra dicta noſtra dilectiſſima Raugravia jam dudum accepit, illique ad ſubſiſtentiam neceſſario debitam, tenore Pacti deſuper initi, tum etiam, quodcunque illa alias, vel pecuniæ, vel mobilium acceperit, manebunt, quibus debet eſſe contenta, acquiescere, nec unquam impoſterum prætenſionem habere in Electoratu Palatino, quemadmodum illa nobis etiam per Reverſales, de 30. Decembr. 1667. aſſecurationem hac de re extradidit.

Deductis verò de prædicta Summa 430862. Florenis prædictis 108000. Flor. reſtant 322862. Flor. inter liberos, quos ex dicta Raugravia ſuſcepimus, dividendi, ira tamen, ut, quia dilecto Filio noſtro Carolo Ludovico in Feudum dederamus Arcem Streichemberg, & Pagum Steppach, deducantur quindecies mille Florenі

ANNO 1670. ad Filium noſtrum Hæredem Electoralem reverſuri. De reliquis 307864. Flor. prædictus Filius noſter Carolus Ludovicus centies mille Flor. & Filius noſter Carolus Edwardus 107864. Florenos accipient.

E Filiabus autem noſtris Carolina, Ludovica, Amelia Elisabetha, & Friderica quæque viginti quinque millia Florenorum accipiet, ut rerum bonum proprium & irrevocabile, ejusque ad ſolutionem usque ſortis integras ufuras percipient ad quatuor centeſimas.

Sexaginta duos autem menſes Romanos à Cæſarea Majeſtate anno 1673. Auguſtæ Vindelicorum nobis conceſſos, qui efficiunt 58156. Flor. quos tamen hactenus à Subditis ſive Civibus ſive Laicis ad eos ſolvendos obligatis nondum receepimus, & ſimiliter 1214426. Flor. pecuniarum Succicarum ratione præſtandæ ſatisfactionis, quos anno 1670. Corona Succica nobis aſſignavit & donavit, nec tamen hucusque à Subditis noſtris ſuêre ſoluti. Item quos prætendimus 37432. Florenos ratione expenſarum ad obtinendam Summam illam à Corona Succica factarum, ac à nobis præſenti pecunia commodatarum, ac & illas pecunias & reditus pecuniarios, qui ex Domanialibus Cameræ ſolum, non autem de Tributo ac Subſidiis dependent ac provenient, & à nobis in utilitatem publicam noſtrorum Subditorum exſoluti ſint, nec dum remoyere noſtri deceſſus ex reditibus Cameralibus nobis reſuſi; quos inter præcipue etiam numerari debent magnæ quantitates frumenti, vini, fœni, &c. quas tam in præcedentibus, quam in præſentibus Belli motibus Militibus tradidimus, nec hucusque tamen nobis fuerunt restitutæ; hæc omnia ſicut & cætera alia noſtra bona & Allodialia, & debita, niſi de his aliter diſpoſuerimus, cum Hæreditate noſtra Filiis noſtro & Hæres Electoralis ea omnia obtiuebit, cum Jure ac potestate ea exigendi. *Eo autem ſine Hæredibus masculis decedente ad ejus Allodiales Heredes devolventur.* Supplemus autem de Superioritatis noſtræ Territorialis plenitudine, ac paterna inter liberos potestate, ſi hujc forte diſpoſitioni deficerint quædam ſolennitates ad talem diſpoſitionem requiſitæ, omni meliori modo ac forma, qua fieri poteſt. In quorum fidem præſentes manu propria ſubſcripſimus, & Sigillo noſtro majori figillari fecimus. Actum, Iectum, & approbatum die 4. Aprilis, Anno Chriſti 1670.

ANNO 1670.

LIX.

Juill. — *Traité de Paix entre le* CHAM *de la Petite Tartarie & ALEXIS* MICHALEWICZ *Grand Duc de Moscovie, fait au mois de Juillet* 1670. [*Theatrum Pacis*, Tom. II. pag. 540.]

LA MOSCOVIE ET LA TARTARIE.

I. COlarot later Chamum Crimenſem Succeſſoresve ejusdem, atque inter Moscoviæ Czarum & Regem Poloniæ firma & inviolabilis Pax.

II. Nullis Turmis Militares prædatoriæ (prour Chamus juratoriè cavit) Ukrainiæ molestiæ fint.

III. Ruſſiam nec Tartari nec Poloni, ſub ullo prætextu hoſtiliter invadent.

IV. Literæ ad Magnum Ducem perſcripturæ omnes ejus Titulus comprehendent.

V. Si Moscis aut Polonis Bellum quisplam indicet, ejusdem Authoribus auxilium nullum præſtetur.

VI. Caſu quo Tartari deuuo erga Polonos hoſtiliter ſe gerent, declarat Chamus, quod eos propterea condignis pœnis afficere, & prædas capras ſine impenſis Polonis reſtituere velit.

VII. Stipulatur Czarus quod Chamo Tartarorum quotannis munera mittet.

VIII. Tartaris à Domino Zeremeth centum ſexaginta mille Imperiales, dimidietasque eorum in Ducatis ſolventur.

IX. Abſtinet Chamus prætenſione Donativorum à tredecim annis abhinc exactorum.

X. Caſu quo aliqua adhuc Punctа in controverſiam vocata exiſtent aut dubia ſint, de his Chamus ad Czarum ſcribet.

XI. Legatis aut Commiſſariis, quos Magnus Dux ad Chamum, Crimam verſus mittet, de victu, & Domiciliis convenientibus providetur.

XII. Si Tartarus ad Moscum Legationem dederit, ea, præter Legationis Principes, duodecim ſolummodo perſons conſter.

XIII. Legatis aut Mercatoribus peregrinantibus liberum ſit, vesire & abire ad beneplacitum. Et ſi quando à quibuscam in itinere injuria aut vis illata ſit fuerit, violatores hujusmodi pœna corporali & capitali plectentur. ANNO 1670.

XIV. Poſt hos concluſos Articulos Mosci Tartaris ſexaginta mille Imperiales dono annuatim pendent.

XV. Pas hæc in Tartaria Crimenſi publicetur, & omnes illuc delatæ prædæ reſtituentur.

XVI. Tam Czarus, quàm Chamus, hanc Juramento firmatam Pacem ſuis manibus & Sigillis corroborent.

XVII. Moscus Ratificationem hujus Juramento firmati Tractatûs cum donis quibusdam Sultano Galgæ mittet.

XVIII. Quò Articuli hi Pacis innotescant & palàm fiant, Czarus in Mandatis dedit, ut Regi Polonіæ transmittantur.

Sequitur Juramentum, quod Legati Tartarici ſuper Alcoranum præſtiterunt.

EGo *Sefer Aga*, & Ego *Aiſſmiſſa Athalig* juro per Creatorem Cœli & Terræ, quod omnia & ſingula ea, quæ ex Mandato *Chami* noſtri, ut & *Sultani Galgæ & Nuraaini* cum aliis concluſimus, & manu noſtra, Sigillis & Juramento firmavimus, inter Chamum Tartariæ Crimmeuſis, Czarum Moscoviæ, & Regem Poloniæ conſtamer & inviolabiliter ſervemur. In fidem ejus Ego *Sefer Aga* in Moscovia tam diu ſubſiſtam donec exſpectata Confirmatio Articulorum à Tartaria Crimmenſi adveniet: Et Ego *Athalig* ſummâ ope in id enitar, ut Moscoviæ Legati Ratificationem Crimmenſem quàm citiſſimè nancisceantur. Ita nos adjuvet DEUS, qui eſt unaeque ſemper & in æternum in præceptis ſuis verax, quod hæc omnia fideliter & ſine fraude ulla adimpleantur, DEUSQUE veritatem tuebitur, quæ ſuper Alcoranum hunc jurata fuit.

LX.

Articles d'Alliance & de Commerce entre le Sereniſſime & tres-puiſſant Prince CHARLES SECOND, *par la grace de Dieu, Roi d'Angleterre, d'Ecoſſe, France, & Irlande, Defenſeur de la Foy, &c. Et le Sereniſſime & tres-puiſſant Prince*, CHRISTIAN CINQUIEME, *par la grace de Dieu Roy de Danemarc, Norwege, &c. Conclu à Copenhague le* 11. *jour de Juillet*, 1670. [Manuscrit.] 11. Juill. AVOLUTIONS EN DANEMARC.

I. (1) QU'Il y aura entre les deux Roys, leurs Heritiers & Succeſſeurs, comme auſſi leurs Royaumes, Principautez, Provinces, Eſtats, Pays, Iſles, Villes, Sujets & Vaſſaux de quelque qualité, & condition, qu'ils ſoient, par Terre & par Mer, Rivieres, Eaux douces, & en tous Lieux quelconques, tant en Europe, que hors l'Europe dés à preſent & à l'avenir, une ſincere, veritable & parfaite Amitié, Paix, & Alliance, de ſorte que l'une ni l'autre Partie ne faſſe aucun tort, dommage, ou prejudice, aux Royaumes, Principautez, Provinces, & Eſtats, ou aux Habitans, & Sujets de l'autre, ni ne ſouffre qu'il en ſoit fait aucuns, autant qu'il ſera en ſon pouvoir, mais pluſtoſt qu'ils vivront enſemble comme amis & traitans l'un l'autre avec bienveuillance & reſpect, & avançant en toutes occaſions les interests & advantages l'un de l'autre, & de leurs Sujets, comme ſi c'eſtoient les leurs propres, & en prevenant & empéchant de tout leur pouvoir par leur advis, & aſſiſtance, qu'il leur ſoit fait aucun tort, dommage, & injure.

II. L'un, ni l'autre desdits Rois, ni de leurs Heritiers, ne conſentira à aucune choſe, qui puiſſe eſtre au prejudice ou dommage de ſon Allié: Mais ſi l'un ou l'autre desdits Roys, ſçait qu'aucune choſe ſoit propoſée, agitée ou projectée, qui puiſſe apporter du dommage à l'autre il ſera obligé de lui en donner advis, ſans aucun

(1) Cette Copie n'eſt pas ſûre, & il paroît que ce n'eſt qu'un Extrait du Traité conclu à *Weſtminſter* le 12. Novembre 1662. entre *Charles* II. Roi d'Angleterre & *Frideric* III. Roi de Dannemarc, qu'on a inſeré ci-deſſus dans ſa propre place. Mais il pourroit bien être que le même Traité fut renouvellé cette année 1670. par le nouveau Roi *Chriſtien* V. C'eſt auſſi pour cela que nous avons jugé à propos de le retenir en cet endroit.

Digitized by Google

ANNO 1670. aucun delay, & cependant l'empêcher & prevenir par toutes voyes poſſibles.

III. Leſdits Roys, tant pour eux que pour leurs Heritiers, & Succeſſeurs, Vaſſaigeans, & promettent reciproquement qu'ils n'aſſiſteront, ni ne fourniront aux Ennemis de l'une ou l'autre Partie, qui ſeront Aggreſſeurs, aucuns proviſions de Guerre, comme Soldats, Armes, Machines, Canons, Navires, ou autres choſes neceſſaires pour l'uſage de la Guerre, ni ne ſouffriront, que leurs Sujets en fourniſſent aucuns. Mais ſi les Sujets de l'un ou l'autre Prince, oſent agir, au contraire de ces preſentes, alors le Roy dont les Sujets en auront agi ainſi, ſera obligé de faire proceder contr'eux avec toute ſeverité, comme contre des ſeditieux & infracteurs de l'Alliance.

IV. Il eſt en outre convenu & accordé, que ſi en quelque temps que ce ſoit cy-aprés, aucun Prince, ou Eſtat, envahit, ou par aucune voye ennemie entreprend ſur les Royaumes Hereditaires, Provinces, Pays, Villes, Iſles, Terres ou Seigneuries du Roy de Dannemarc, qu'il poſſede à preſent, le Roy de la Grand Bretagne aſſiſtera ledit Roy de Dannemarc, en temps & lieu, de tel nombre de Troupes par Terre, & de Navires de Guerre comme un tel Aggreſſeur, qu'il ſuffiſent pour repouſſer la force & felon que l'eſtat des Affaires dudit Roy le demandera, & ledit Roy de la Grand Bretagne entreprendra, pour cet effect d'empêcher de tout ſon pouvoir, que par une telle invaſion, & violenee le Roy de Dannemarc ne ſoit en aucune maniere moleſté en ſes Royaumes, Seigneuries, ou Droits. Et ſi ledit Roy de la Grand Bretagne ou ledit Roy de Dannemarc, contrevient à fait aucune Ligue, Alliance, ou Union avec aucun autre Roy, Prince, Republique, ou Eſtat, ils tiendront reſpectivement d'y faire comprendre l'un l'autre & leurs Eſtats, autant qu'il leur ſera poſſible s'ils deſirent y eſtre compris.

V. Il ſera permis aux Sujets des deux Roys, venir dans les Royaumes, Provinces, Villes, ou l'on tient Foires & Marchez, Ports, & Rivieres l'un de l'autre, avec leurs Denrées & Marchandiſes tant par Mer que par Terre en temps de Paix ſans Congé ni Paſſeport general ou particulier, & d'y ſejourner, & trafiquer en payant les Douanes & Impoſts accouſtumez, & generalement toutes fois à l'un & l'autre Prince ſa Souveraineté & Juriſdiction Royale en ſes Royaumes, Provinces, Principautez & Terres reſpectivement.

VI. Il eſt pareillement convenu & conclu, que les Sujets du Roy de la Grand' Bretagne ne viendront en aucune maniere dans les Ports deffendus, dont on a fait mention dans les Traitez precedens, ni dans les Colonies ſans avoir auparavant demandé & obtenu le Congé particulier du Roy de Danemarc, à moins qu'ils ne fuſſent contraints d'y relâcher, & entrer par neceſſité de tempeſte ou par la pourſuite des Pirates, auquel cas il ne leur ſera pas permis de rien vendre, ni acheter, de mesme que les Sujets du Roy de Danemarc ne viendront pas dans les Colonies Angloiſes, à moins que ce ne ſoit par un Congé particulier qu'ils ayent auparavant demandé & obtenu.

VII. Il ſera permis aux Sujets du Sereniſſime Roy de Danemarc, d'apporter dans leurs Magaſins, en Angleterre, Ecoſſe & Irlande, & dans les Ports du Roy de la Grande Bretagne, en Europe, les Denrées qui ſont à preſent, ou qui ſeront cy-aprés du creu, & production, de leurs Eſtats, Pays & Seigneuries, ſujettes au Roy de Dannemarc, ou des Manufactures d'icelles, comme auſſi celles, qui viendront d'aueun endroit de la Riviere d'Elbe.

Il ſera permis de la meſme maniere, aux Sujets du Roy de la Grand' Bretagne, de faire venir, & de porter dans le Danemarc, la Norwegue, & dans les autres Ports, & Colonies du Roy de Danemarc, qui ne ſont pas deffenduës, toutes ſortes de Marchandiſes, qui ſont, & ſeront produites & fabriquées, cy-aprés dans les Royaumes, Pays, & Eſtats de l'obeïſſance du Roy de la Grand' Bretagne, & s'il arrive qu'en quelque temps que ce ſoit, cy-aprés, il ſoit permis à aucunes Nations eſtrangeres, d'apporter toutes ſortes de Denrées ſans exception, en Angleterre, en Ecoſſe, & en Irlande, & dans les autres Ports qui appartiennent au Roy de la Grand' Bretagne, la meſme choſe ſera auſſi permiſe aux Sujets du Roy de Danemarc: ce qui ſera permis de la meſme maniere aux Sujets du Roy de la Grand' Bretagne en pareille occaſion, dans les Ports & Colonies dependans du Roy de Danemarc.

VIII. Il eſt auſſi convenu & accordé que les Peuples & Sujets du Roy de la Grand' Bretagne, venans à naviger en aucun des Royaumes Hereditaires, Pays ou Seigneuries du Roy de Danemarc, & y trafiquer, ils ne payeront pas plus de Doüane, de Coutûme, de Tolle, ni autres Droits, ni en aucune autre maniere, que les Habitans des Provinces-Unies des Pays-Bas, & autres Etrangers (à l'exception de la Suede ſeulement) qui ont liberté d'y trafiquer en payant de moindres Droits de Couſtume, payent ou payeront cy-aprés, & en y allant, y retournant, ou y ſejournant, comme auſſi en y perchant & trafiquant, & en toutes autres choſes, ils jouiront des mesmes Libertez, Immunitez & Privileges, que les Peuples d'aucuns Pays eſtrangers, qui demeurent & trafiquent dans leſdits Royaumes, & Eſtats du Roy de Danemarc, jouïſſent ou jouïront cy-aprés, & d'autre coïſé les Peuples & Sujets du Roy de Danemarc autour & jouïront des mesmes Privileges dans les Pays & Terret du Roy de la Grand' Bretagne, c'eſt-à-dire, que les Peuples & Sujets du Roy de Danemarc qui navigeront ou trafiqueront en aucun des Royaumes, Pays, ou Seigneuries du Roy de la Grand' Bretagne, ne payeront pas plus de Doüane, de Coutûme, de Tolle, ny autres Droits qui en aucune autre maniere, que les Habitans des Provinces-Unies, ou autres eſtrangers qui y trafiquent en payant de moindres Droits de Couſtume, en payent ou payeront en y allant, retournant & y ſejournant, comme auſſi en y perchant & trafiquant, & en toutes autres choſes, ils jouïront des mesmes Libertez, Immunitez & Privileges dont jouïſſent, & jouïront dans leſdits Royaumes & Eſtats du Roy de la Grand' Bretagne, les Peuples d'aucun autre Pays eſtranger. Mais de telle ſorte que le Pouvoir de chaque Roy d'eſtablir, ou de faire quelque changement dans les Doüanes, ou autres Droits ainſi qu'ils en verront l'occaſion, dans leurs Royaumes, Pays, Eſtats, & Ports, demeure plein & entier, & en ſa force & vertu, pourvû que ladite égalité ſoit exactement obſervée de part & d'autre.

IX. Il eſt auſſi accordé qu'aprés que les Sujets de l'un & l'autre Roy, auront fait entrer leurs Marchandiſes, dans les Eſtats de l'autre, qu'ils en auront payé les Doüanes accouſtumées & en auront ſouffert la viſitation, il leur ſera libre & permis de faire emporter leſdites Marchandiſes, dans leurs propres Magaſins, ou Celliers, ou dans les Lieux qu'ils jugeront le plus à propos, & les plus commodes, & les y garder, & aucun Magiſtrat, ni autre Officier, ne pourra pas les obliger à ſe ſervir d'aucuns autres Magaſins, ou Celliers, ſi ce n'eſt de leur conſentement.

X. Les Sujets de l'une & l'autre Couronne, trafiquans ſur les Mers, & navigans prés des Codes de l'un ou de l'autre Royaume, ne ſeront pas obligez d'entrer dans aucun Port, vers lequel ils ne ſeront pas leur route, mais auront la liberté de pourſuivre leur voyage, où il leur plaira, ſans aucune detention, ny empêchement, & s'ils ſont contraints de relâcher dans les Ports, par la tempeſte, & qu'ils y demeurent, ils ne ſeront point obligez d'y décharger leurs Marchandiſes, ou d'y échuager, ou debiter aucune partie d'icelles, mais il leur ſera permis d'en diſpoſer, ainſi qu'ils adviſeront bon eſtre, & de faire telle autre choſe, qu'ils jugeront eſtre le plus à leur advantage: pourveu qu'il ne ſe faſſe rien qui tende à frauder les Droits & Doüanes de l'un ou l'autre Prince.

XI. Il a eſté auſſi accordé qu'aprés que les Planches, Maſts & autres ſortes de Bois de Charpente, auront eſté une fois embarquées ſur les Navires des Sujets, ou Peuples du Roy de la Grand' Bretagne, elles ne ſeront plus expoſées à aucune autre viſitation, mais toutes les viſites, & recherches ſeront faites auparavant; & ſi alors, on y trouve aucun Bois de Cheſne, ou autre Bois de Charpente deffendu, il ſera inconſinent ſaiſi & arreſté ſur les Lieux; avant qu'il puiſſe eſtre mis à bord des Navires, & les Sujets, ni Peuples du Roi de la Grande Bretagne, ne pourront pour ce ſujet eſtre moleſtez en leurs Perſonnes ou Biens, par arreſt, ou autre derention quelconque, mais il n'y aura ſeulement, que les Sujets du Roy de Danemarc, qui ſe ſeront mêlez de vendre & aliéner de tel Bois defendu qui ſeront duëment punis.

XII. Il a eſté auſſi conclu & accordé, que tous Navires appartenans aux Sujets du Roy de la Grand' Bretagne, & aux Marchands, en paſſant par le Sond dependant du Sereniſſime Roy de Danemarc, & de Norwege; &c. jouïront du Benefice & Privilege, de differer le payement de leurs Peages, jusqu'à leur retour

ANNO 1670. de la meſme maniere qu'ils en ont joui par le paſſé avant la derniere Guerre, à la charge toutes fois que leſdits Navires, & Marchandiſes, apporteront avec eux des Certificats ſcellez du Seel des Officiers du Roy de la Grande Bretagne, à ce deputez, par leſquels il apparoiſſe que leſdits Navires appartiennent aux Sujets du Roi de la Grande Bretagne comme auſſi qu'ils ayent leur paſſage, ils donneront bonne & ſuffiſante caution, pour le payement desdits Droits de Douane en un lieu convenable pour les Receveurs desdites Droits à leur retour, ou dans l'eſpace de trois mois au plus tard, en cas qu'ils ne retournent pas : Si mieux ils n'aiment de payer comptant leſdits Droits, au temps de leur premier paſſage.

ANNO 1670.

XIII. Item, on eſt convenu à l'égard de toutes les Marchandiſes, que les Sujets du Roi de la Grand' Bretagne mettront à Terre à Eſſenеur, dans la ſeule vuë d'être de nouveau transportées en leur entier dans les Vaiſſeaux, qu'ils payeront les mêmes Droits, & non plus, qu'ont accoutumé de payer les Hollandois, & autres Etrangers en pareil cas ; ce qui reciproquement ſera obſervé de la même maniere en Angleterre envers les Sujets du Roi de Danemarc & de Norwegne.

XIV. Il a eſté auſſi accordé, que les Navires & Sujets du Roy de la Grande Bretagne, auront leurs Dépeſches à Eſſeneur, auſſitoſt qu'ils y arriveront, ſans aucun delay, & ſans qu'aucuns autres Navires de quelque Nation qu'ils ſoient puiſſent eſtre expedier devant eux par preference, à l'exception toutes fois des Habitans de certains Lieux, qui en ont anciennement obtenu le Privilege dont ils jouiſſent encor à preſent.

XV. S'il arrive qu'aucun Sujet de l'un ou l'autre Prince vienne à décéder, dans les Eſtats, ou Terres de l'autre, il lui ſera permis de diſpoſer de ſes Biens, ſoit en argent, ou Marchandiſes, de telle maniere qu'il lui plaira : Et ſi aucun Sujet vient à mourir dans les Royaumes, ou Provinces de l'autre Prince, ſans en avoir fait aucune diſpoſition, les Biens Meubles & Immeubles qu'il aura laiſſez de quelque nature & eſpece qu'ils ſoient, ſeront fidelement conſervez aux Heritiers pour leur uſage & pour le payement des Debtes que le deffunct aura eſté jugement obligé de payer, & pour cette fin, auſſitoſt qu'aucun Sujet de l'un ou l'autre Prince, ſera décedé, dans les Eſtats de l'autre Prince, le Conſul ou Miniſtre public, qui y ſera reſident en ce temps-là, aura Droit de prendre poſſeſſion dudit Argent & Biens, & en ſera un Inventaire devant quelque Magiſtrat du Lieu: Lesquels Biens demeureront par aprés en ſes mains, pour en rendre compte aux Heritiers & aux Créanciers comme dit eſt, mais s'il n'y a pas là de Conſul, ou de Miniſtre public, il ſera permis à deux Marchands du meſme Pays que celuy du deffunct, de le mettre en poſſeſſion des Biens par luy delaiſſez, pour les conſerver & en rendre compte, de la meſme maniere, aux Heritiers & Créanciers : ce qui doit eſtre toutes fois entendu de telle ſorte qu'aucuns Papiers, ni Livres de comptes, ne doivent pas eſtre repreſentez au Magiſtrat, mais ſeulement les Livres, & Marchandiſes deſlez du deffunct; & que ledit Magiſtrat ſera obligé dans l'eſpace de quarante huit heures, aprés la Notification & Requeſte qui luy en ſera faite, d'eſtre preſent à l'Inventaire qui ſera fait, ſi non, à faute de ce faire, ledit Inventaire ſera fait ſans luy.

XVI. Il ſera permis à l'un ou à l'autre des Alliez & leurs Sujets, ou Peuples de trafiquer avec les Ennemis de l'autre, & de leur porter, ou fournir toute ſorte de Marchandiſes (à l'exception ſeulement, de celles qui ſont deffenduës qu'on appelle de Contrebande) ſans aucun empe-chement, à moins que ce ne ſoit dans des Ports, ou Places aſſiegées par l'autre: ce que toutes fois s'ils faiſoient, il ſeur ſera permis de vendre leurs Marchandiſes aux aſſiegeans, ou de le retirer en quelqu'autre Port, ou Place qui ne ſera pas aſſiegée.

XVII. Il a eſté auſſi accordé qu'il ſera libre, & permis aux Sujets de l'un, ou l'autre Prince, trafiquans dans les Etats ou Ports de l'autre, d'y eemeurer, & ſejourner, pour y acheter, & vendre des Marchandiſes ſans aucune preſcription, ou limitation de temps, qui pourroit leur eſtre ordonnée par aucun Officier ou Magiſtrat desdites Seigneuries, ou Ports, en payant les Droits accouſtumés pour toutes les Denrées & Marchandiſes qu'ils y porteront, ou en emporteront, & il a eſté en outre ſtipulé, qu'on ne trafiquera point avec d'autres perſonnes que des Citoyens ou Bourgeois de quelque Cité, ou Ville, de l'eſtendue des Royaumes de Danemarc, ou de Norwege, & que ce ne ſera qu'en gros, & non pas en détail, ou par parcelles.

XVIII. Il a été en outre convenu & conclu, que pour un plus grand avancement du Trafic & Commerce, & pour éviter entierement toutes franſes & disputes, qui pourroient arriver entre les Officiers des Ports, & les Marchands, que tous & chacuns les Droits ſeront demandez & payez conformément au Tarif imprimé, dans lequel ſeront compris tous les Droits & Impoſitions, qui doivent eſtre payées tant pour les Marchandiſes dans les Ports reſpectifs, que pour le paſſage par le Sond. Et afin que cela puiſſe eſtre obſervé plus exactement, les deux Roys ne deffendront pas ſeulement à leurs Officiers & Collecteurs, de faire aucunes Duées, ſous des peines les plus ſeveres, de faire aucune choſe, qui puiſſe étudier l'effect de cette Convention, mais encore, de cauſer aucun trouble, ni de faire aucun tort aux Sujets de l'un & l'autre Roy, par aucune molleſtation ou exaction.

XIX. Il a eſté en outre conclu & accordé que le Roy de Danemarc ordonnera que les Controlleurs de ſes Douanes, ou d'autres Officiers, ſoient établis Commiſſaires, pour remeſurer tous les Navires appartenans aux Sujets du Roy de la Grande Bretagne, trafiquans en Norwege ſuivant leur port, & leur grandeur, de ſorte que ce qui n'a pas eſté jusqu'icy deuement obſervé, puiſſe eſtre à l'avenir tenu en meilleur ordre.

XX. Mais de peur que cette liberté de Navigation, ou de paſſage, d'un Allié, & de ſes Sujets, & Habitans, durant la Guerre, que l'autre pourroit avoir par Mer ou par Terre, contre aucun autre Pays, ne porte pas préjudice à l'autre Allié, & que les Marchandiſes & Marchandiſes appartenantes à l'Ennemi ne puiſſent exſe frauduleuſement recelées, ſous pretexte d'eſtre en amitié, afin d'empêcher les fraudes, & ôter tout ſoupçon, on a trouvé à propos, que les Navires, Marchandiſes, & les Hommes de l'Equipage appartenans à l'autre Allié, ſoient munis de Lettres, de l'paſſeports, & de Certificats en leur paſſage, & Voyages; les Formulaires deſquelles doivent eſtre ainſi qu'il enſuit.

Charles Second par la grace de Dieu, Roy de la Grand Bretagne, &c. Chreſtian Cinquiéme par la grace de Dieu, Roi de Danemarc & de Norwege, &c.

Sont notoire à tous & chacuns que nos preſentes Lettres de Paſſeports verront, que . . . . . noſtre Sujet & Citoyen de noſtre Cité de . . . . . nous a humblement repreſenté que le Navire nommé . . . . . du port de . . . . . Tonneaux . . . . . lui appartient, & à quelques autres de nos Sujets, & qu'ils en ſont les ſeuls Proprietaires, & qu'il eſt de preſent chargé de Denrées, qui ſont contenuës en un Billet des Officiers de nos Douanes, que le Navire a à bord, & qu'il appartient à nos Sujets, ou à d'autres intereſſez, qui ſont en Neutralité & eſt prêt à partir du Port de . . . . . pour aller en tel autre lieu, ou Lieux, où il pourra commodément trafiquer avec les dites Marchandiſes qui ne ſont pas deffenduës, ni appartenantes à l'une ou l'autre des Parties en Guerre, ou bien trouver ſon frez, ce que noſtredit Sujet ayant atteſté par ſerment ſigné de ſon ſeing, & aſſumé par Serment eſre veritable ſon penne de confiſcation deſdites Denrées, nous avons jugé à propos de luy accorder nos preſentes Lettres de Paſſeports: & partant Nous prions & requerons tous Gouverneurs de Pays, & Commandans ſur Mer, Rois, Princes, Republiques, & Villes libres, & particulierement les Parties qui ſont preſentement en Guerre, & leurs Commandans, Amiraux, Gouverneurs, Officiers, Maiſtres de Ports, Commandans de Navires, Capitaines, Veritiers & tous autres qui ont quelque Juriſdiction par Mer, ou la garde d'aucun Port, qu'il luy arrivera de rencontrer, ou parmi la Flotte, ou Navires deſquels il luy arrivera de tomber, ou demeurer dans leurs Ports, qu'en vertu de l'Alliance & Amitié que nous avons avec aucun Roy ou Eſtat, ils ſouffrent ledit Maiſtre, avec le Navire . . . . . Perſonnes, Biens & toutes les Marchandiſes qui ſont ſur ſon bord, pour, entre ſon Voyage, vers aucune lieu que ce ſoit, non ſeulement avec liberté, & ſans aucune molleſtation, detention ou empêchement, mais encore qu'ils luy rendent tous offices de civilité; comme à noſtre Sujet s'il y a occaſion, ce que nous & les noſtres ſerons prêts à reconnoiſtre en pareille ou autre occaſion. Donné le . . . . . jour de . . . . . de l'année . . . . . .

Nous

Digitized by Google

ANNO 1670. *Nous le Président Consuls & Senateurs de la Ville de . . . . . attestons & certifions que N. N. . . . . le . . . . . jour de . . . . . de l'année . . . . . est venu & comparu en personne devant nous . . . . . N. N. . . . . Citoyen & Habitant de la Cité ou Ville de . . . . . & sous le Serment qu'il est obligé devoir le Roi notre Souverain Seigneur, nous a declaré que le Navire ou Vaisseau, nommé . . . . . du Port de . . . . . Tonneaux appartient au Port, Cité, ou Ville de . . . . . en la Province de . . . . . & que ledit Navire luy appartient justement, & est de present prêt à partir directement du Port de . . . . . chargé des Denrées mentionnées au Billet qu'il a retenu des Officiers des Douanes, & qu'il a affirmé par le Serment susdit, que le Vaisseau cy dessus nommé avec les Denrées & Marchandises, dont il est chargé, appartient seulement aux Sujets de Sa Majesté, & ne porte point de Marchandises desfendues qui appartiennent à l'une ou à l'autre des Parties, qui sont à present en Guerre.*

En temoignage dequoy nous avons fait signer le present Certificat par le Scadin de nostre Ville, & y avons fait apposer nostre Sceau.

Donné, &c.

C'est pourquoy lors que les Marchandises, Denrées, Navires ou Hommes de l'Equipage de l'un, ou l'autre des Alliez, & de leurs Sujets & Habitans, rencontreront en pleine Mer, dans les Détroits, Ports, Havres, Terres, Places quelconques les Navires de Guerre, soit publics, ou particuliers, ou les Hommes de l'Equipage, Sujets & Habitans de l'autre Allié, en representant seulement lesdits Passeports, & Certificats, on ne leur demandera rien de plus, & on ne fera aucune visitation des Marchandises, Navires, ou Hommes, & on ne feront en aucune autre maniere que ce soit, molester ni troubler, & on souffrira qu'ils pourſuivent leur Voyage en toute seureté: Mais si on ne representoit pas les Passeports & Certificats cy-dessus en cette forme & solemnelle & établie, & qu'il y ait quelqu'autre sujet de soupçon juste & apparent, le Navire sera visité, ce qui neanmoins est entendu, n'estre permis seulement qu'en ce cas là. S'il se commet aucune chose contraire au veritable sens de cet Article, par l'une ou l'autre Partie, contre l'un ou l'autre des Alliez, chacun desdits Alliez sera punir severement les Sujets & Habitans, qui y auront contrevenu, & sera donner une pleine & entiere satisfaction, inconiuente & sans delay, à la Partie qui aura esté molestée, & à ſes Sujets & Habitans pour tous leurs dommages & interests, & depens.

XXI. Il a esté aussi conclu & accordé, que tous Navires des Sujets & Habitans du Roy de la Grand' Bretagne, ensemble leurs Cargaisons & Marchandises, paſſans par le Port de Glucktsadt, ou autres Places, & Villes de l'obeissance du Roy de Danemarc scituées sur la Riviere d'Elbe, tant en allant qu'en retournant, seront exempts & affranchis de toutes Douanes, Impoſts, visitation, saisie & molestation, excepté seulement le cas de visitation en temps de Guerre, quand le Roy de Dunemarc aura Guerre contre aucun autre Roy, ou Etat.

XXII. Si les Sujets de l'un, ou l'autre Prince sont molestez, ou endommagez sur les Terres de l'autre, alors le Roy du lieu où l'injure aura esté faite, prendra soin que Justice luy soit faite, suivant les Loix & Coustumes du Pays, & que les coupables soient dument punis, & que la satisfaction soit donnée à la Partie molestée.

XXIII. Il a été aussi accordé qu'aucuns Navires, Vaisseaux, ou Marchandises chargées sur lesdits Navires de quelque espece, nature ou qualité qu'ils soient qui auront été pris, appartennans à aucuns des Sujets de l'un ou l'autre desdits Roys, sous quelque cause, ou pretexte que ce soit, ne ſera jugé de bonne prise, à moins que ce ne soit par un examen judiciaire, & par un Procés intenté, legitimement pour ce sujet, dans une Cour d'Amirauté eſtablie pour les prises faites ſur Mer.

XXIV. Les deux Parties feront rendre Justice avec toute équité, aux Sujets & Habitans l'un de l'autre, ſuivant les Loix & Statuts de l'un ou l'autre Pays, promptement & ſans aucunes longues formalitez de Justice, & dépenſes qui ne ſont pas neceſſaires, en tous Procés & differends, tant ſurvenus dès à preſent, qu'en ceux qui pourront ſurvenir cy-après.

XXV. Arrivant que des Navires de l'un ou l'autre des Alliez & de leurs Sujets & Habitans, ſoit de Marchans ou de Guerre, échouent, ou ſoient portez ſur des écueils, ou ſoient contraints de ſe décharger, ou autrement taſſent naufrage, ſur les Coſtes de l'un ou l'autre Roy (ce qu'à Dieu ne plaiſe) leſdits Navires, avec leurs Agrez, Bleus, & Marchandiſes, ou tout ce qui ſera ſauvé, ſera reſtitué aux Propietaires & Intereſſez, pourvû qu'eux, ou leurs Agents, & Procureurs, reclament leſdits Navires, & Bleus, dans l'eſpace d'un an, & un jour, après le naufrage arrivé, ſauf toſjours les Droits & Douanes des dites Nations. Depuis les Sujets & Habitans demeurans ſur leurs Coſtes, & Rivages, ſeront obligez de venir à leur aide, en cas de peril, & de donner leur aſſiſtance durant qu'il ſera en leur pouvoir, & ils feront tous leurs efforts, leur pour delivrer le Navire, ou pour en ſauver les Biens, Marchandiſes & Agrez, & toute autre choſe qui leur ſera poſſible, ou pour transporter en quelque lieu de ſeureté ce qui en ſera ſauvé, pour eſtre reſtitué aux Propietaires, en payant le Droit de ſauvement, & en donnant telle recompenſe aux perſonnes par l'aide & diligence desquelles leſdits Bleus, & Marchandiſes auront été ſauvées & preſervées, qu'elles le meriteront. Et finalement, les deux Parties, en cas de tel accident, feront obſerver de leur part, ce qu'elles voudroient être fait, & obſervé de l'autre part.

XXVI. Les Maiſtres de Navires, leurs Pilotes, Soldats, Matelots, & autres Gens de Mer, comme auſſi les Navires mêmes ni les Denrées, & Marchandiſes dont ils ſeront chargés, ne pourront eſtre ſaiſis, ni arreſtez, en vertu d'aucun ordre general, ou particulier, ou pour quelque cauſe que ce ſoit, à moins que ce ne fût pour la deffenſe, & conſervation du Royaume, en quoy toutes fois n'eſt entendu de comprendre les ſaiſies & arreſts faits par authorité de Juſtice, pour de loyalles Dettes contractées, ou pour aucunes autres cauſes legitimes, pour raiſon desquelles, il ſera procedé par voye de Droit ſelon la forme de Juſtice.

XXVII. Il ſera permis aux Marchands des deux Royaumes, leurs Facteurs, & Serviteurs, comme auſſi aux Maiſtres, & Mariniers de Navires, de porter toute ſorte d'Armes portatives, tant offenſives, que deffenſives, tant ſur Mer, que ſur autres Eaux, comme auſſi dans les Ports, & ſur les Coſtes, & Terres de l'un ou l'autre Allié, en allant, retournant, & cheminant, pour la deffenſe de leurs Perſonnes, & Bleus, de telle ſorte qu'ils ne donnent pas juſte cauſe de ſoupçon aux Commandans & Magiſtrats d'aucune Place, d'aucuns complots, ni cabales, contre le repos public, ou particulier.

XXVIII. Les Convois, ou Navires de Guerre, de l'une ou l'autre Partie rencontrans, ou atteignans en leurs Voyages, aucuns Navires Marchands, ou autres appartenans à l'autre Allié, ou à ſes Sujets, & faiſans la même route ſur, dans, ou hors l'Europe, ſeront obligez de les proteger & deffendre auſſi longtemps qu'ils continueront la meſme route enſemble.

XXIX. Pour plus grande ſeureté de Commerce, & liberté de Navigation, il a été conclu & accordé, que l'une ni l'autre Partie, ayant que faire ſe pourra, & qu'il ſera en ſon pouvoir, ne ſouffrira qu'aucuns Pirates & Forbans publics ayent leur retraite, en aucuns des Ports de l'autre, ni qu'aucuns des Habitans, & Sujets de l'un ou l'autre Prince les reçoivent en leurs Maiſons, leur fourniſſent aucuns Vivres, ou leur donnent aucune aſſiſtance; mais au contraire, qu'ils feront leurs efforts pour faire en ſorte que leſdits Pirates & Forbans, leurs partiſans & complices, ſoient pris, appreheudez & punis, ſelon leur merite, & que les Navires & Bleus, autant qu'on en pourra trouver, ſoient reſtituez aux Propietaires legitimes d'iceux, ou leurs Agens, en faiſant deuëment apparoir du Droit qu'ils y auront, par une preuve certaine de Juſtice, en la Cour de l'Amirauté.

XXX. Il a été conclu & accordé qu'il y aura en tout temps libre accés, pour les Sujets & Habitans de l'une & l'autre Partie, dans les Ports & ſur les Coſtes des deux Princes, & qu'il leur ſera permis d'y demeurer, & d'en partir, comme auſſi de paſſer dans toutes les Mers & Territoires de l'un & l'autre Roy reſpectivement (ſans commettre aucun deſordre ni violence) non ſeulement avec des Navires Marchands, & de charge, mais encore avec des Navires de Guerre, & équipez pour le compte public, ou pour les Commiſſions d'Armateurs particuliers, ſoit qu'ils entrent dans leſdits Ports par la neceſſité de la tempeſte, pour éviter le peril de la Mer, ou pour ſe radouber & acheter des Vivres, de telle ſorte qu'ils n'excedent pas le nombre de

ANNO 1670.

ANNO 1670. de ſis Navires de Guerre, lors qu'ils y entreront de commun accord, & qu'ils ne demeurent pas dans les Havres, ou environs des Ports, plus longtemps qu'il ne leur ſera neceſſaire pour radouber leurs Navires, & pour y acheter des Vivres ou autres choſes neceſſaires, & s'ils ont beſoin d'entrer dans leſdits Ports avec un plus grand nombre de Vaiſſeaux de Guerre, il ne leur ſera pas permis de le faire ſans avoir donné avis de leur venuë auparavant par une Lettre, & ſans en avoir obtenu la permiſſion de ceux à qui leſdits Ports appartiennent: Mais ſi par la violence de la tempeſte, ou quelque autre urgente neceſſité, ils ſont contraints de relâcher dans un Port, en ce cas là, les Navires ne ſeront pas reſtraints à un certain nombre, quoy qu'ils n'ayent fait ſçavoir leur venuë auparavant: Mais neanmoins, à condition que leur Admiral, ou Commandant ou Chef, incontinent après ſon arrivée en ſera ſçavoir la cauſe au principal Magiſtrat, ou Commandant de la Place du Havre, ou de la Coſte ſur laquelle il ſera, & il n'y demeurera pas plus longtemps, que celuy qui luy aura commandé, par ledit principal Magiſtrat ou Commandant, & il n'y commettra aucun acte d'hoſtilité, ni aucune autre choſe prejudiciable à celui des deux Alliez à qui ils appartiendront.

XXXI. Il ne ſera permis aux Sujets de l'un & l'autre Roy ni aux Habitans des Royaumes & Terres de leur obeïſſance, de ſe charger d'aucunes Lettres Patentes, appellées Commiſſions de repreſailles, d'aucun Prince ou Etat, qui aura des differens ou Guerre ouverte, contre l'un ou l'autre des Alliez, bien moins encore de s'en ſervir, pour troubler, ni moleſter les Sujets de l'un ou de l'autre deſdits Alliez, leſdits deux Rois feront de très-expreſſes inhibitions & defenſes à leurs Sujets reſpectivement, d'obtenir ni accepter, d'aucuns Princes ou Etats, de telles Commiſſions, & defendront & empêcheront, autant qu'il ſera en leur pouvoir, qu'ils commettent aucunes depredations en vertu desdites Commiſſions.

XXXII. S'il arrive qu'aucun Navire, ou Navires appartenans aux Sujets de l'un, ou de l'autre Roy, ſoient pris, dans les Ports, de l'un ou de l'autre, par une tierce Partie, l'un ou l'autre dans leſdits Ports ou Juriſdiction duquel leſdits Navires auront été pris, ſera reciproquement obligé de faire ſes efforts conjointement avec l'autre, pour trouver & reprendre ledit Navire, ou Navires, & les rendre aux Proprietaires, ce qui ſera neanmoins fait aux depens des Proprietaires, ou Parties intereſſées.

XXXIII. Comme pareillement, ſi fur les Navires pris par les Sujets de l'un ou l'autre Allié, & amené en aucun Port appartenant à l'autre on trouve aucuns Matelots, ou autres perſonnes qui ſoient Sujets de l'Allié dans les Ports ou Rivieres duquel la priſe ſera amenée, ils ſeront traitez civilement, par ceux qui les auront pris, & remis incontinent en liberté, ſans payer aucune rançon.

XXXIV. Mais s'il arrive qu'un Navire de Guerre, ou quelqu'autre Vaiſſeau, chargé de Marchandiſes de Contrebande, & appartenant à l'autre Couronne ſoit pris, il ne ſera pas permis aux Capitaines, ou Commandans qui l'auront pris, d'ouvrir, ni rompre les Coffres, Tonneaux, ou Bales, qui ſeront ſur ledit Navire, ni auſſi de les transporter, ou autrement abiener aucunes Marchandiſes qui y ſeront, qu'elles n'ayent été deſcendues à Terre, & qu'il n'en ait été fait Inventaire en la preſence des Juges de l'Amirauté.

XXXV. Et pour plus grande ſeureté des Sujets des deux Roys, & pour prevenir toute violence, qui pourroit leur être faite, par leſdits Navires de Guerre, il ſera fait de très expreſſes inhibitions & defences à tous Commandans de Navires de Guerre appartenans au Roi de la Grande Bretagne, & à tous ſes autres Sujets, de troubler, ni moleſter les Sujets du Roi de Danemarc: s'ils en uſent autrement, ils ſeront tenus en leurs Perſonnes & Biens des dommages & interêts ſouffers, & à ſouffrir, juſqu'à la reſtitution & reparation. Les mêmes defenſes ſeront pareillement faites à tous Commandans des Navires de Guerre appartenans au Roi de Danemarc, & à tous ſes autres Sujets, de troubler, ni moleſter les Sujets du Roi de la Grand' Bretagne, pourvû toutes fois que toutes leſdites actions ſoient examinées & jugées par voye de Droit ſelon la forme de la Juſtice, dans les Cours d'Amirauté des deux Rois, ou ſi l'une ou l'autre Partie ſe trouvant étrangere, dans le lieu, où l'affaire doit être decidée, le trouve plus à propos, le fait ſera examiné devant des Commiſſaires que les deux Rois deputeront à cette fin, auſſitôt qu'ils en ſeront requis, afin que par ce moyen, les Procedures n'en ſoient pas ſeulement faites ſans beaucoup de depenſe, mais encore qu'elles ſoient terminées en trois mois de temps, tout au plus. ANNO 1670.

XXXVI. Les deux Roys donneront tous les ordres neceſſaires pour faire que les Jugemens, & Sentences, qui ſeront renduës ſur les Priſes qui ſeront faites à la Mer, ſoient données avec toute juſtice, & equité, par des perſonnes non ſuſpectes, ni intereſſées au fait dont ſera queſtion, & qu'après qu'elles ſeront données par de tels Juges, ainſi qu'il eſt dit cy-deſſus, ils enjoindront & ordonneront à leurs Officiers, & autres qu'il appartiendra de les faire entierement & promptement executer ſelon leur forme & teneur.

XXXVII. Lors que les Ambaſſadeurs de l'un & de l'autre Roy, ou quelques autres de leurs Miniſtres publics qui ſeront à la Cour de l'autre Roy ſeront plainte desdites Sentences, le Roy auquel la plainte ſera faite, ſera revoir & examiner ledit Jugement & Sentence en ſon Conſeil, pour connoître ſi toutes les choſes requiſes, & neceſſaires, ont été executées, ſuivant les regles du preſent Traité, & avec les precautions qui y ſont contenuës, & s'il ſe trouve que le contraire ait été fait, il y ſera pourvû, ce qui ſera fait dans le temps de trois mois au plus. Et il ne ſera pas permis, avant que le premier Jugement ait été donné, ni après icelui pendant la reviſion, de decharger, vendre, & aliener les Biens & effets qui ſeront reclamez, ſi cela ne ſe fait du conſentement des Parties pour éviter le deperiſſement deſdits Biens & Marchandiſes.

XXXVIII. Lesdits Rois auront dans les Cours l'un de l'autre, leurs Miniſtres, & dans de certains Ports, leurs Conſuls, pour entendre & pouvoir communiquer & propoſer les choſes qu'ils jugeront avantageuſes, pour l'interêt public, ou celui des perſonnes particulieres.

XXXIX. Les offenſes particulieres n'empêcheront en aucune façon, l'execution du preſent Traité, & ne ſeront traitre aucune haine, ni diſſenſion entre leſdites Nations, mais chacun repondra de ſon propre fait, & en demeurera reſponſable, & le plus ſouffrira pas, pour l'offence qu'un autre aura commiſe par ſa recours à des Lettres de repreſailles, ou de telles autres voyes rigoureuſes, ſi ce n'eſt, en cas de déni de Juſtice, & de delais plus longs qu'on ne doit, auquel cas, il ſera permis au Roi dont le Sujet aura reçû du dommage, d'avoir recours aux Regles que preſcrit la Loy des Nations, juſqu'à ce que reparation ait été faite à la Partie qui aura ſouffert le dommage, pourvû toutes fois qu'il en ait deuëment advertî l'autre Roy auparavant.

XL. Il a été auſſi accordé que ſi les Hollandois ou quelqu'autre Nation que ce ſoit (à l'exception de la Nation Suedoiſe ſeulement) ont déja obtenu ou obtiennent cy-après du Roy de Danemarc, quelques Articles, Conventions, Exemptions, ou Privileges plus avantageux, que ceux qui ſont contenus, au preſent Traité, les mêmes & ſemblables Privileges leur ſeront pareillement accordez au Roy de la Grand' Bretagne, & à ſes Sujets pleinement & efficacement en toutes manieres & diſpoſitions, & d'autre côté, ſi les Hollandois ou quelque autre Nation, que ce ſoit, a déja obtenu, ou obtient cy-après de Sa Majeſté de la Grand' Bretagne, quelques Articles, Conventions, Exemptions, ou Privileges plus avantageux, que ceux qui ſont contenus au preſent Traité, les mêmes & ſemblables Privileges, ſeront pareillement accordez au Roi de Danemarc, & à ſes Sujets, & d'une maniere auſſi ample & auſſi efficace.

XLI. Il a été pareillement conclu que les precedents Traitez qui en quelque temps que ce ſoit ont été faits juſqu'icy, entre lesdits Alliez ou leurs Predeceſſeurs Rois, tant pour les Royaumes de la Grand' Bretagne &c. que pour les Royaumes Hereditaires de Danemarc, de Norwege &c. reſpectivement, ne ſeront pas en la moindre choſe reputez être rompus, ni abolis par aucun Accord, Convention, ou Article, contenus en ce preſent Traité: Mais qu'ils demeureront en leur pleine force, effect, & vertu, entant qu'ils ne ſeront point contraires, & ne repugneront point audit Traité, ni à aucun Article y contenu.

XLII. Finalement, il a été convenu, conclu & accordé que leſdits Rois obſerveront ſincerement & de bonne foi tous & chacuns les Articles contenus & inſerez

ANNO 1670. insérera au présent Traité, & les feront obſerver par leurs Peuples & Sujets qu'ils n'y contreviendront point, ni ne ſouffriront point que leurs Peuples & Sujets y contreviennent, directement ni indirectement, & qu'ils en confirmeront & ratifieront tous & chacuns les Articles, ainſi qu'ils ſont ci-deſſus accordés, par des Lettres Patentes ſignées de leurs ſeings, & ſcellées de leurs grands Sceaux, en bonne, ſuffiſante, & efficace forme, & les delivreront ou les feront delivrer de bonne foi, & réellement avec effect, dans trois mois, à compter de la datte de ces preſentes.

ANNO 1670.

LXI.

18. Juill. *Tractatus* (1) *& Amica Compoſitio inter* CAROLUM II. *Regem Magnæ Britanniæ, &* CAROLUM II. *Regem Hiſpaniæ, ad bonam correſpondentiam in America interruptam rurſus inſtaurandam, & Deprædationes, injuriaſque omnes coërcendas. Actum Matriti die* 18. *Julii* 1670. Cum RATIFICATIONE *Regis ac Reginæ Hiſpaniarum, nec non utriuſque Partis Procurationibus.* [Sur l'Imprimé à Madrid, en caſa de *Domingo Garcia Morras* Impreſſor de l'Eſtado Eccleſiaſtico de laz Coronas de Caſtilla y Leon, con Licencia de los Señores del Conſejo de Eſtado in 4. ann. 1670.]

CAROLUS Secundus, Dei gratia Hiſpaniarum, &c. Rex, & Sereniſſima Regina Maria Anna Auſtriaca, &c. Notum facimus per præſentes noſtras Litteras, Approbationis, Ratihabitionis & Confirmationis, quòd decimo octavo die menſis Julii, anni præſentis milleſimi ſexcenteſimi ſeptuageſimi, Matriti, Tractatus de componendis Controverſiis, Deprædationibus coërcendis, & Pace conciliandâ in America inter Nos, præfatum Sereniſſimum, ac Potentiſſimum Regem, atque Reginam Hiſpaniarum, ab una, & Sereniſſimum, ac Potentiſſimum Carolum Secundum Magnæ Britanniæ Regem, &c. Fratrem, Conſanguineum, & Amicum noſtrum chariſſimum, ab altera parte factus, initus, & concluſus fuit tenore ſequenti.

CUm pluribus retro annis bona intelligentia, & amica Gentes inter Hiſpanam, Anglicanamque correſpondentia in America interruptæ fuiſſent, & ad utramque reſtaurandam, certisque pro futuro regulis ſtabiliendam Sereniſſimus, ac Potentiſſimus Dominus Carolus Magnæ Britanniæ &c. Rex miſiſſet in Hiſpaniam Ablegatum ſuum Extraordinarium Dominum Guilielmum Godolphin, Equitem Auratum Ærarii, Reddituumque Regiorum Auditorem, & in Parlamento Angliæ Senatorem, ipſique plenam, & omnimodam dediſſet Poteſtatem ineundi quemcumque Tractatum in hunc finem neceſſarium: Necnon Sereniſſimi, Potentiſſimique Dominæ Carolus Rex Hiſpaniarum, &c. Et Regina Domina Maria Anna Auſtriaca ipſius Parens, Tutrix, & Curatrix, Regnorumque ejus, ac Ditionum Gubernatrix, ut tam ſanctum opus promoveretur, Plenipotentiarium quoque ſuum deputaſſe Excellentiſſimum Virum Dominum Gasparem de Bracamonte & Guzman, Comitem Peñarandæ, Conſiliarium Status, & Præſidem Indiarum, qui cum ſupradicto Domino Guilielmo Godolphin Ablegato Extraordinario de iis ageret, tractaret, & concluderet: Tandem ab utraque parte in ſubſequentis Tractatus Articulos conventum eſt, virtute ſuarum reſpectivè Commitionum, quarum Copiæ hic inſeruntur.

Sequitur tenor Commiſſionis, ſeu Plenæ Poteſtatis à Majeſtate Sua Catholica Domino Comiti de Peñaranda conceſſæ.

DOn CARLOS, por la gracia de Dios, Rey de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de ambas Sicilias, de Jeruſalen, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordoua, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Islas, y Tierra firme, del Mar Oceano, Archiduque de Auſtria, Duque de Borgoña, de Brabante, y Milan, Conde de Abſpurg, de Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Vizcaya, y de Molina, &c. Y la Reyna Doña Maria Ana ſu Madre, Tutora, y Curadora de ſu Real perſona, y Governadora de dichos Reynos, y Señorios. Por quanto para aſſentar, y eſtrechar mas la buena correſpondencia, y amiſtad entre las Sereniſſimas dos Coronas de Eſpaña, y la Gran Bretaña, y especialmente para apartar todo motivo de mala inteligencia, que la pueda turbar, conviene, que ſe haga nueva explicacion, y declaracion de algunos puntos contenidos en los Articulos del Tratado de Paz, ajuſtado entre las dichas dos Coronas el año de mil ſeiſcientos y ſeſenta y ſiete, pertenecientes a entrambas Indias, he tenido por bien de dar Poder, como en virtud de la preſente le doy a Don Gaſpar de Bracamonte y Guzman, Conde de Peñaranda, del Conſejo de Eſtado, y Preſidente del de Indias, por concurrir en ſu perſona las prerrogativas de gran calidad, prudencia, y experiencias, zelo, y amor de mi ſervicio, y particularmente por la gran confianza, y ſatisfacion que me aſſiſte, de lo que procura, y deſea todo lo que pueda conducir al beneficio, y bien publico. Por tanto, en virtud del preſente doy a dicho Autoriço, y doy tan cumplida facultad, qual de derecho ſe requiere, para que por el Sereniſſimo Rey mi muy caro, y muy amado Hijo, y en ſu Real nombre, repreſentando mi propia perſona, pueda diſ, conferir, tratar, ajuſtar, y concluir con D. Guillelmo Godolphin, Embiado Extraordinario en eſta Corte del Sereniſſimo Rey de la Gran Bretaña Carlos Segundo, mi buen Hermano, y Primo, en virtud del Poder que preſento ſuyo, quieſquiere Tratados de Union, y Alianza con el dicho Sereniſſimo Rey de la Gran Bretaña, y hazer todas las explicaciones, y declaraciones que fueren neceſſarias para la mejor inteligencia de los Articulos de el dicho Tratado del año de mil ſeiſcientos y ſeſenta y ſiete, especialmente de los que tratan de entrambas Indias, el qual Poder, y facultad le concedo en la mas eſtenſiva mayor autoridad, y poteſtad, y la miſma que reſide en mi Real perſona, obligandome, como me obligo, y al dicho Rey mi Hijo, en fee, y palabra Real, a eſtar, y paſſar por ello, a probarlo, y ratificarlo, con el Juramento, y mas requiſitos, y ſolemnidades, que en tal caſo fuere neceſſario, dentro del termino que para ello ſe ſeñalare, ſin diminucion alguna. En fee de lo qual mandé despachar la preſente, firmada de mi nombre, ſellada con el ſello ſecreto, y refrendada del mi infraſcripto Secretario de Eſtado. Dada en Madrid a doze de Julio de mil ſeiſcientos y ſeſenta YO LA REYNA. Don DIEGO DE LA TORRE.

Sequitur tenor Commiſſionis, ſeu Plenæ Poteſtatis à Sereniſſimo Rege Magnæ Britanniæ, Domino Guilielmo Godolphin conceſſæ.

CAROLUS Secundus, Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Rex, Fidei Defenſor, &c. Omnibus, & ſingulis, ad quos præſentes Litteræ pervenerint, ſalutem. Cum nihil, vel ingeniæ animi noſtri propenſioni, vel fundatiſſimis Coronæ noſtræ rationibus, vel prudentiſſimis Anteceſſorum noſtrorum exemplis, magis congruum, & conſentaneum eſſe poſſit, quàm ut neceſſeudinem, & Confœderationem intimam, firmiſſimamque cum Corona Catholica indefinenter colamus, undè jam longa experientia compertum eſt Gentes utrobique Britannicam, & Hiſpanicam nullis non temporibus miriſicè floriſſe, tùm in Commercio & rei queſtuariæ commodis, quibus ſe invicem ditarunt, quùm in fama, & exiſtimatione virtum, quibus retrorem hoſtibus, vel propriis, vel communibus ſemper incuſſerunt; cumque hodierna rerum, temporumque conſtitutio eximiam quandam & conjunctionem, tùm Conſiliorum, tùm affectuum unionem poſtulare videatur, cùm denique ad meliorem inter Subditos utrimque noſtros intelligentiam foverendam; & conſervandam liquidior explanatio quorundam Articulorum ad utrosque Indias ſpectantium neceſſario deſideretur, eo magis, quòd in illis remoti Orbis Regionibus non nullæ controverſiarum occaſiones prorumperunt, quibus dirimendis, componendisque per Tractatus hucusque

(1) *Tel un autre Exemplaire de ce Traité en Anglois, imprimé, par commandement du Roi, in the Court, by the ſame, by* John Bill *and* Chriſtopher Barker *in 4. ann.* 1670. On y marque que les Ratifications furent echangées à Madrid le 10-20. Octobre 1670. On en a auſſi une Traduction Françoiſe dans la I. Edition de ce Grand Recueil de Hollande Tom. IV. pag. 284. (Dum.)

ANNO 1670. concluſos, haud ſatis proviſum, eatenuſque eſſe videtur; Ad ſingulos ſines præditos, & ad alia etiam de novo tractanda, ac finaliter concludenda, quæ vel ad majorem Commercii frequentiam, & ſecuritatem, vel ad amiciorem inter Regna, ac Populos Magnæ Britanniæ, Hiſpaniæque correſpondentiam, Fœduſque ſtrictiſſimam conducere poterunt, viſum eſt, dilectum Nobis & fidelem Guilielmum Godolphin Equitem Auratum, Rationum Ærarii noſtri, Reddituumque Regiorum Auditorem, & in Supremo Angliæ Conſilio, ſivè Parlamento Senatorem, Virum tanto muneri dignè obeundo parem, atque idoneum ad Serenitſimos, & Potentiſſimos Regem Catholicum, & Reginam Dominam Mariam Annam Auſtriacam jobus Parentem, Tutricem, & Curatricem, necnon Regnorum ejus, ac Ditionum Gubernatricem extra ordinem adlegare.

Sciatis igitur, quod Nos prudentia, integritate, fide, & induſtria prædicti Guilielmi Godolphin plurimum confiſi, ipſum Adlegatum noſtrum Extraordinarium ad prædictos Sereniſſimos Regem, & Reginam Hiſpaniarum fecimus, ordinavimus, & deputavimus, ac per præſentes facimus, ordinamus, & deputamus, dantes eidem, & commitentes plenam, & omnimodam Poteſtatem, atque authoritatem pariter, & Mandatum generale, ac ſpeciale Nomine noſtro cum prædictis Sereniſſimis Rege, & Regina, ipſorum Commiſſariis, Deputatis, & Procuratoribus ad hoc ſufficientem Poteſtatem habentibus de, & ſuper ariori Confœderatione inter Nos, & Coronam Catholicam, ſicut etiam de, & ſuper explanandis, & ampliandis quibuscis Articulis jam dudum conclusis de novo item Tractatibus, Fœderibusque condendis, inſtiſſimis, & maximè convenientibus Articulis, & conditionibus communicandi, tractandi, conveniendi, & concludendi, cæteraque omnia, & ſingula faciendi, quæ ad dictos fines, vel quoslibet eorum facient, & conducant, aque ſuper iis Articulos, Literas, & inſtrumenta neceſaria extendi, & in ea tera parte petendi, & recipiendi: denique omnia ea, quæ ad præmiſſa, vel circa eadem erunt neceſaria, & opportuna expediendi; Promittentes bona fide, & in verbo Regio, Nos omnia, & ſingula, quæ inter ſupra memoratos Sereniſſimos Regem & Reginam Hiſpaniarum, eorumvè Procuratores, Deputatos, & Commiſſarios, atque præmominatum Guilielmum Godolphin Adlegatum noſtrum Extraordinarium in præmiſſis, ſeu quemiſſorum aliquo erunt facta, pacta, & concluſa, rata, grata, & firma habituros, & quicquid Nomine noſtro promiſſum fuerit, ſanctè, & inviolabiliter obſervaturos, & obſervari curaturos. In cujus rei teſtimonium hasce Literas fieri, manuque noſtra ſignatas Magno Regni noſtri Angliæ Sigillo, muniri fecimus. Quæ datantur in Palatio noſtro Weſtmonaſterienſi, vicesimo quarto die Februarii anno Domini ſupra Milleſimum ſexcenteſimum (ſtylo quidem veteri) ſexageſimo octavo, (ſtylo autem novo) ſexageſimo nono, Regnique noſtri vigeſimo primo.

CAROLUS Rex.

I. COncordatum imprimis eſt inter alte memoratos Plenipotentiarios Dominum Comitem de Peſtaranda, & Dominum Guilielmum Godolphin, Nominibus Sereniſſimorum reſpective Regum Dominorum ſuorum, ut Tractatus Pacis, & Amicitiæ inter Coronas Hiſpaniæ, & Magnæ Britanniæ Martii initus decimo ſexcenteſimo tertio die Maii anno Domini milleſimo ſexcenteſimo ſexageſimo ſeptimo, ullave ejus Capita per præſentes Articulos, & Conventiones, nequaquam ſubſtata cenſentur, vel antiquata, ſed ut ea perpetuò manenti in priſtino ſuo robore, firmitate, ac vigore, quatenus non ſint contraria, aut repugnantia præſenti Tractatui, aut Articulorum aliqui in eodem contento.

II. Pax ſit univerſalis, ſincera, atque vera Amicitia, tàm in America, quàm in cæteris Mundi partibus inter Sereniſſimos Hiſpaniarum, & Magnæ Britanniæ Reges, eorumque Hæredes, & Succeſſores, necnon inter Regna, Status, Colonias, Fortalicia, Civitates, Præfecturas, Inſulas, ſine diſtinctione locorum ſub utriuſque Dirione poſitas, earumque Populos, & Incolas, quæ ab hoc die in perpetuum durabit, & tàm Terra, quàm Mari, atque ubivis Aquarum ſancte obſervabitur, ita ut alter alterius commoda, ac utilitates promoveat, Populique ſibi invicem ſtudiis mutuis, ac honeſto affectu auxilio ſint, & faveant, omnique ex parte in remotis illis Regionibus (ut in propinquioribus) fida vicinitas, & ſecura Pacis, atque Amicitiæ cultura crescat in dies, & augeatur.

III. Item uti in futurum omnes inimicitia, hoſtilitates, & diſcordiæ inter prædictos Dominos Reges, eorumque Subditos, & Incolas ceſſent, & aboleantur: & utraque Pars ab omni direptione, depræditione, inſonæ, injuriisque ac infeſtatione quallecunque tam Terra, quam Mari, & Aquis dulcibus ubivis gentium temperet prorſus, & abſtineat.

IV. Item ut iidem Sereniſſimi Reges Subditos ſuos ab omni vi, & injuria abſtinere curent, revocentque quascunque Commiſſiones, ac Literas, tàm Repreſaliarum, ſeu de Marca, quàm facultatem prædandi in Occidentali India conſtitentes, cujuscunque generis, aut conditionis ſint, in præjudicium alterius, aut Subditorum ejus, Subditis ſuis, aut Incolis, ſivè extraneis datas, & conceſſas, easque nullas, caſſas, & irritas declarent, ut hoc Pacis Tractatu nullæ, caſſæ, & irritæ declaratur, & quicunque contravenerint, puniantur, ac præter inflictam criminalem pœnam, Subditis læſis, & id requirentibus illata damna reſarcire compellantur.

V. Renuntiabantque præterea, prout tenore præſentium dicti Reges, ac quilibet eorum renuntiabit, & renuntiat cujuscunque Ligæ, Confœderationi, Capitulationi, & Intelligentiæ in præjudicium unius, vel alterius quomodolibet factæ, quæ præſenti Paci, & Concordiæ, omnibusque, & ſingulis in ea contentis repugnet, vel repugnare poſſit, easque omnes, & ſingulas quoad effectum prædictum caſſatum, & annullabunt, nulliusque momenti declarabunt.

VI. Captivi utriuſque ad unum omnes cujuscumque ordinis, aut ſortis ſint, qui ratione hoſtilitatis cujusvis in America dudum commiſſæ, detinentur, absque Littro, aut alio ullo redemptionis pretio, ſine mora dimittantur.

VII. Omnes offenſæ, dispendia, damna, injuriæ, quæ Gentes Hiſpana, & Anglicana alterutrecus quibuscunque rerbo temporibus, qualicunque de cauſa, aut præxetu, alia ab altera pertulerunt in America, ea oblivioni tradantur, & de memoria eradantur planè, ac ſi nullæ unquam Intercceſſiſſent. Conventum præterea eſt quod Sereniſſimus Magnæ Britanniæ Rex, Hæredes, & Succeſſores ejus cum plenario jure ſummi Imperii, Proprietatis, & Poſſeſſionis, Terras omnes, Regiones, Inſulas, Colonias, ac Dominia in Occidentali India aut quavis parte America ſita habebunt, tenebunt, & poſſidebunt in perpetuum, quæcunque dictus Magnæ Britanniæ Rex, & Subditi ejus impræſentiarum tenent, ac poſſident, ita ut eo nomine, aut quacunque ſub prætenſione alii unquam amplius arguri, nihilque controverſiarum in poſterum moveri poſſit, aut debeat.

VIII. Subditi, & Incolæ, Mercatores, Navarchæ, Nauclerí, Nautæ, Regnorum, Provinciarum, Terrarumque utriuſque Regis præſertim abſtinebunt cavebuntque ſibi à Commerciis, & Navigatione in Portus, ac Loca Fortaliciis, Rabulis Mercimoniorum, vel Castellis inſtructa, aliisque omnia, quæ ab una, vel ab altera parte occupantur in Occidentali India: Nimirum Regis Magnæ Britanniæ Subditi Negotiationem non dirigent, Navigationem non inſtituent, Mercaturam non facient in Portubus, Locisvè, quæ Rex Catholicus in dicta India tenet, neque vicisſim Regis Hiſpaniarum Subditi in ea loca Navigationes inſtituent, aut Commercia exercebunt, quæ ibidem à Rege Magnæ Britanniæ poſſidentur.

IX. Si verò tractu temporis viſum fuerit alterutri Regum licentiam aſiquam generalem, vel ſpecialem, aut Privilegia concedere alterius Subditis Navigationem inſtituendi, & Commercium habendi in quibuscis locis ſuæ Ditionis, qui dictas Literas, & Privilegia concerſerit, dicta Navigatio, & Commercium exercebuntur, & manu renebuntur juxta, ac ſecundum formam, tenorem, & effectum Permiſſionum, aut Privilegiorum, quæ indulgeri poterint, quorum ſecuritati præſens Tractatus, ejusdemque Ratihabitio inſerviet.

X. Item concordatum eſt, quod ſi alterutrius Confœderatorum Subditi, & Incolæ cum Navibus ſuis, ſivè bellica ſint, & publicæ; ſivè mercatile, ac privatæ, procellis abrepti fuerint, vel ſuperioribus Tyrani hoſtilicis, ac hoſtibus, aut alio quovis incommodo coguntur ſe ad Portum quærendum in alterius Fœderati Flumina, Sinus, Æſtuaria, ac Stationes recipere, vel ad Littora quæcumque in America appellere, benignè, omnique humanitate ibidem excipiantur, amice gaudeant protectione, & benevolentia tractentur. Nullo autem modo impediantur, quò minus integrum omnino habeant reſicere ſe, victualia etiam & omne genus commeatum, ſivè vitæ ſuſtinendæ, ſivè Navibus reparandis,

ANNO 1670.

Digitized by Google

Anno 1670.

randis, & itineri faciendo neceſſarium, æquo, & conſueto pretio comparare. Nulla quoque ratione prohibeantur ex Portu, & ſtatione viciſſim ſolvere, ac egredi, quin ipſis licitum ſit, pro libito migrare loco, liberèque dicedere quandocunque, & quocunque viſum fuerit, absque ulla moleſtatione, aut impedimento.

XI. Pari ratione ſi Naves alterutrius Confœderati, ejusdemque Subditorum, ac Incolarum ad oras, aut in Ditionibus quibuscunque alterius impegerint, jactum fecerint, vel (quod Deus avertat) naufragium, aut damnum quodcunque paſſæ fuerint, ejectos, aut derrimenta paſſos, in vinculis, aut ſervitutem abducere neſas eſto, quin perielitantibus, aut naufragis benevolè, ac amiciſſimè ſubveniatur, atque auxilium feratur, Litteræque illis Salvi Conductus exhibeantur, quibus inde tutò, & absque moleſtia exire, & ad ſuam quisque Patriam redire valeat.

XII. Quando autem alterutrius Naves (uti ſupradictum eſt) Maris periculo, ſalvare cogentur ratione compulſæ in alterius Portus adigantur, ſi tres, quatuorvè fuerint, juſtamque ſuſpicionis occaſionem præbere poterint adventus illiusmodi cauſa, Gubernatori, vel primario loci Magiſtratui, ſtatim exponetur, nec diutius ibi mora trahetur, quam quæ illis à dicto Gubernatore, aut Præfecto permiſſa, & victui comparando, Navibusque tum refarciendis, tum inſtruendis commoda, atque æqua fuerit, cautum verò ſemper erit, ut onus non diſtrahant, neque Mercium, aut farcinarum aliquid è Navibus efferant, & venum exponant, nec etiam Mercimonia ab altera parte in Naves recipiantur, aut quicquam egerint contra hoc Fœdus.

XIII. Utraque pars veret, ac ſtrenuiter obſervabit, atque executioni mandabit præſentem Tractatum, omniaque, & ſingula in eodem contenta, & comprehenſa, atque eadem à ſuis quæque Subditis, ac Incolis obſervari, & præſtari efficaciter curabit.

XIV. Nulla privata injuria Amicitiam hanc, Pacemque ullo modo infirmabit, neque odium, aut difficilia inter prædictas Nationes ſuſcitabit, ſed quiſibet de facto ſuo proprio reſpondebit deque eo tenebitur, neque per repreſſalias, aut alios hujusmodi odioſos Proceſſus alter id luet, in quo alter deliquit, nili juſtitia denegabitur, aut plus juſto deferetur; in quo caſu Regi illi, cujus Subditus damnum, & injuriam paſſus eſt, ſi-ciliam erit juxta Juris Gentium Leges, & præſcripta omni modo procedere, donec facta fuerit ipſo reparatio.

XV. Præſens Tractatus ullâ derogabit præeminentiæ, Juri, ac Dominio cujcunque alteruirius Confœderatorum in Maribus Americanis, Fretis, atque Aquis quibuscunque, ſed habeant, retineantque ſibi eadem pari ampliudine, quæ illis jure competit; intelleetum autem ſemper eſto liberatem naſigandi neutiquam interrampi debere, modo nihil adverſus prædictorum horum Artieulorum ſenſum commitatur, vel peccetur.

XVI. Denique Pacti hujus, ac Fœderis ſolemnes, ac ritè confectæ Ratihabitiones intra quatuor menſes ab hoc die utrinque exhibeantur, & reciprocè commutentur, atque intra octo menſium ſpatium à dicta commutatione Inſtrumentorum computandum, aut citius, ſi fieri poterit, per omnia utriusque Confœderati Regis, Status, Dominia, & Inſulas, ubi convenerit, tam in Occidentali India, quam aliis publicentur.

In quorum omnium & ſingulorum fidem Nos ſupra memorati Plenipotentiarii præſentem Tractatum manibus noſtris, & Sigillis mutuis ſubſignavimus, & munivimus. Matriti decimo octavo die menſis Julii, anno Domini milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo. Conde de Peñaranda. Guillelmo Godolphin.

QUem Tractatum ſuperius exaratum, & inſertum nobis à præfato Commiſſario, ac Plenipotentiario noſtro exhibitum, poſtquam viſus, & in Conſilio noſtro maturè examinatus eſſet pro Nobis, & Sereniſſimo Hiſpaniarum, &c. Rege Carolo Secundo, Filio noſtro chariſſimo, proque Hæredibus, & Succeſſoribus ejus, necnon Vaſſallis, Subditis, & Incolis Regnorum, Ditionum, ac Dominiorum noſtrorum & rorum ejus contentum, & quodcunque ejus punctum ſeparatim, ut bonum, firmum, & ſtabilem acceptavimus, approbavimus & ratificavimus, & per præſentes acceptamus, approbamus, & ratificamus, tpondentes verbo, ac fide Regia, & dicti Sereniſſimi Regis Filii

noſtri nomine, locoque, necnon Hæredum, ac Succeſſorum ejus, dictum Nos Tractatum juxta formam, & tenorem ſuum conſtanter, ac inviolabiliter obſervaturos, & perfecturos, atque, ut obſervetur, & perficiatur, curaturos eſſe, eo modo ac ſi eundem in propria perſona noſtra tractaſſemus, neque ulla quacumque tandem ratione, ſivè directa, ſivè indirectâ, contraventuros, neque ut ab aliis contraveniatur permiſſuros eſſe: Cum obſtrictione in eum finem, atque obligatione dicti Sereniſſimi Regis Catholici Filii noſtri chariſſimi, atque Hæredum, Succeſſorum, poſterorumque ejus, quin etiam omnium, & ſingulorum Regnorum, Regionum, & Dominiorum noſtrorum, nullis exceptis, ut & omnium aliorum Bonorum noſtrorum præſentium, & futurorum. Quo autem ſupradicta Obligatio eo magis confirmetur, Legibus, conſuetudinibus, & exceptionibus quibuscunque contra facientibus, vel adverſantibus renuntiamus. In eorum autem omnium, quæ ſupra dicta ſunt, fidem, & teſtimonium juſtimus expediri præſentes Literas propria noſtra manu ſubſcripras, ac Sigillo noſtro ſecreto munitas, manuque Secretarii noſtri Status ſubſignatas. Dabantur Matriti octavo die menſis Octobris, anno Domini milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo. YO LA REYNA. Don Diego de la Torre.

LXII.

Vergleich und Einigkeits-Receß zwiſchen denen Hoch-löbl. Août. Gräflichen Häuſern Hanau-Lichtenberg und Hanau-Münzenberg, wegen ſowohl unter ſich ſelbſt, als dero Reformirten Unterthanen, auf verſchiedener Chur- und Fürſten angezwanten Fleiß, über Religions- und Geiſtliche, als auch Weltliche Sachen aufgericht. Hanau den 1. Auguſti Anno 1670. Mit Ihro Kayſerl. Majeſt. Leopoldi des I. Confirmation und Ratification, Geben zu Wien den 23. December 1671. [Gastelius de Statu Pub. Europ. Noviſſ. Cap. XXXI. pag. 866. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans Londorpii Acta Publica Part. IX. Libr. X. Cap. CCVIII. pag. 716. dans Lunig, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. VI. Abſatz IV. pag. 45.]

C'eſt-à-dire,

Traité d'Accommodement & de bonne intelligence entre les Illuſtres Maiſons de Hanau-Lichtenberg, *&* de Hanau-Münzenberg, *y compris leurs Sujets de la Religion Reformée, pour lequel ils conviennent de leurs reciproques interêts & differents, tant au ſujet des affaires de la Religion que des autres. Fait & conclu par l'interpoſition de quelques Electeurs & Princes de l'Empire à Hanau le 1. d'Août 1670. Avec la Confirmation de l'Empereur* Leopold I. *donnée à Vienne le 23. Decembre 1671.*

WIr Leopold von Gottes Gnaden/ erwehlter Römiſcher Kayſer/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ in Germanien/ zu Hungern/ Böheim/ Dalmatien/ Croatien und Sclavonien/ König/ Erz-Hertzog zu Oeſterreich/ Hertzog zu Burgund/ zu Steyer/ zu Kärnthen/ zu Crayn/ zu Luxemburg/ zu Würtenberg/ Ober- und Nieder-Schleſien/ Fürſt zu Schwaben/ Marggraff des Heil. Röm. Reichs/ zu Burgau/ zu Mähren/ Ober- und Nieder-Lauſnitz/ Gefürſteter Graffe zu Habſpurg/ zu Tyrol/ zu Pfird/ zu Kyburg und Gorz/ Landgraff im Elſaß/ Herr auf der Windiſchen Marck/ zu Portenau und zu Salins/ ꝛc.

Bekennen offentlich mit diesem Brieff/ und thun kund allermänigliche/ daß uns die Hochgebohrne Anna Magdalena/ Pfaltzgräffin bey Rhein/ Hertzogin in Bayern/ Gräffin zu Veldenz und Sponheim/ verwittibte Gräffin zu Hanau/ unſere liebe Mutter und Fürſtin/ und lieben Vetter/ des auch Hochgebohrne Christian/ Pfaltzgraff bey Rhein/ Hertzog in Bayern/ Graff zu Veldenz und Sponheim/ ꝛc. unſer lieber Oheim und Fürſt/ als wegland Johann Reinhardten/ Graffen zu Hanau hinterlaſſenen unmündigen Kindern und Pupillen Mormündern und

ANNO 1670. constituirte Mit-Vormunder / so dann der auch Wolgeborne Lieber Getreuer Friderich Casimir / Graff zu Hanau / Herr zu Münzenberg und Lichtenberg / in Unterthänigkeiten zu vernehmen geben / was massen sie durch vorhabende Cooperation Unserer lieben Vettern und Oheimen / der Churfürsten zu Mayntz / Sachsen / Brandenburg und Pfaltz / wie auch der Fürsten zu Pfaltz-Simmern / Hessen-Cassel und Hessen-Darmstatt / d. d. d. d. Liebden und deren Räthen und Deputirten gestifte Vereinigung die lenge Mißverständte und Irrungen / so sich zwischen Augspurgischer Confessions-Verwandten / und den Reformirten zu Grafschafft Hanau-Münzenberg wohnendt / entsten / erhalten / völlig hin- und beygelegt und darüber ein Religion-Vergleichs-Receß mit denen Unterthanen aufgerichtet worden / welchen sie und in originali eingeschicket / so von Wort zu Worten hernach gesetzet werden / und also lautet:

Zu wissen / Nachdem zu Hinlegung deren zwischen dem Hochgebohrnen Grafen und Herrn / Herrn Friderich Casimirn / Grafen zu Hanau / Rietberg und Isenburg-Büdingen / Herrn zu Münzenberg / Lichtenberg und Schaumburg / Graf zu Wittgenstein / zu Valdenz und Sponheimb / verwittibte Gräfin zu Hanau / Rietberg und Isenburg-Büdingen / Frau Anna Magdalena / Pfaltzgräfin bey Rhein / Herzogin in Bayern / Gräfin zu Valdenz und Sponheimb / verwittibte Gräfin zu Hanau / Rietberg und Isenburg-Büdingen / Frau zu Münzenberg / Lichtenberg und Odenstein / Oberkirchen / und der Durchleuchtige Fürst und Herr / Herr Christian / Pfaltzgraf bey Rhein / Hertzog in Bayern / Graf zu Valdenz und Sponheimb / in Vormundschafflicher Namen / der von mehrgedachten auch Hochgedachten Gräfin und Herrn / Herrn Johann Reinhardten / Grafen zu Hanau / Rietberg und Isenburg-Büdingen / Herrn zu Münzenberg / Lichtenberg und Odenstein / Ober-Marckgrafen und Ober-Vogten zu Straßburg / dero gewesenen respective Eltern und Schwäher Christlich verdorbene und hinterlassene Erben / Herrn Philipp Reinhardten / und Herrn Johann Reinharden / beeder Grafen zu Hanau / zu / wider allen in gleich Recht und Aufferbauung der Christlich Hertzhafft und Einträchtigen / sondern auch zu mehrer bedeutung Reichs- Zusammenden Unrichtungen / unter sich selbsten / so dann zu verrichtung aller / auf einen künfftigen Successions- / fall besorgter Differentien / und zu dess mehrer Versicherung / und wie dieser / wie auch wenniger an Ernst- und Erhaltung behäuflichen guten Vertrauens und rechten Vertrauens / und Unterthanen / und dieser unter sich selbsten zu gleicher Handlung und einmütigkeit bewogen worden / daß auf ehrliche / gleichmäßig und gegliche Unterrichtung der Sach endlich vermittelt Göttlichen Beystands / nachfolgender Gestalt vergliechen / und aus dem Grund gebeten worden.

Und zwar ist / Anfänglichen und unverbrüchlich / daß zwischen der Gräfl. Hanau-Lichtenbergischen und Hanau-Münzenbergischen Linien aufgerichte Pactum de Anno 1642. zum Fundament acht / auch mit und darüber nochmahl bestätiget und neu ingrossiret werden / daß zu Ersatz dessen / der jetzigen ohne Reformirte bey allem / was demselben zuwider / in Religion / Gewissen und Religions-Sachen / gestalt und Condition / daraus aber nicht zu thun oder vorgenommen / gemäß verpflichtet / solle und verbunden haben / und / vermittelst ersagter Hoch-Gräfl. und Gräfl. Vormundschafft wie auch und resolvirt / hiemit beschlossen / wie auch der / jetzo Hochlöblichen / Grafen und Successoren der Grafschafft Hanau-Münzenberg / zu / wer die sein werden / hiemit feierlichst / Daß / Zweytens / mit und in zweyen Jahren obberührtes Pactum de Ao. 1642. mit auch sonst und jede mit dem darunter abgefaßten Reformirter Religion in denen Städten und mit dem Lande / außerhalb der Capitulation / Tun. Ins. / Ruh / Ordnung / Recht / so zugestanden und beständig betrachte Observanz und Herkommen / Verfassungen / Freyheiten / Indulten / Rescripten / Assisen / und andere mehr / ohne einige / gantz Pro lega / sie haben Namen wie sie wollen / in allen denen Puncten und Clausulen / stets und unverbrüchlich gehalten / und darwider keines weges / wie directe / fire per indirecte / dann / unter Hand / Schein und Vorwand einiger Neuerung / wie Jura Territorialia / die Episcopalia / weder vor sich noch durch andere gebrauchet / theilig in den gemeinen Zwaffel mit / gehalten / oder aus einem Thun / wie dasselbe / jetzo immer Namen haben / oder nachmahls durch Mittelen- / Ein- und Weg / oder Mittel / wie / und / wo / oder / wann / und / oder entgegen thun / oder machen / sondern / und oder / und / und / und

ANNO 1670. haner werden; wo nicht alle Hausgesässe dieser Religion zugehörige Unterthanen vorhanden; es wäre dann / daß wegen Bequemlichkeit der umliegenden Orten die Mehrthurrift erforderte / an solchen Orten / wo gleich nicht alle Hausgesässe behaftet / eine Kirch aufzurichten / auf welchen Fall es ihnen gleichfalls frey stehen / jedoch nicht als simultaneum oder in Nachbarschaft der Reformirten stehenden / und darneben / wann keine Kirchenbauer wären / denen in wenigern Anzahl sich befindenden Unterthanen Schulen anzurichten / privat-Praceptores zu halten / die Kinder in ihrer Religion frey aufzuziehen / und Freyheit von andern Orten / ausser der Grafschafft / zur abgemeldte / zu thun selbige kommen zu lassen / unbetrowenen und ohnzwehrt seine solle.

Wie dann auch / Athens / mehrbemeldte Comitis-Reformirte Religion in der Stadt geschlichten / jedoch auf einem Dorff in der Nähe / ob ihm nicht alle Familien alda wohnhaben / vorige Clausul gemäß / eine Kirche zu setzen ohnvermuthen / jemahr setzo noch zu künfftig auch nicht in der Stadt Gerichtmässigkeiten mit zu einer oder andern Zeit / sich in denselben Stunnen / als auf den Sternweg / oder vor den Thorthor / und zwar erst nach Expiration drey / der jetzigen Jahr-Gräfel. Gerichtmässigkeiten / auf der Landschaften eigene Kosten aufgerichtet / und also dieselbe Kirch und Schul / Kirchen-Diener / Schulmeister / Küster und andere Personen / wie die Nahmen haben mögen / von ihnen / der Landschaften eigenen Mitteln / also erhalten / und besoldet / auch sonsten alles also eingerichtet und gehalten werden / daß denen Reformirten an ihren Kirchen / Schulen / Schul- und Kirchen-Diener / Besoldungen / Presentirungen / Gerichtsbarkeit / Allmosen-Kasten / Kirchen-bauen und Pfarrhäusern / Kirchen und Gottsäckern / was sie bisshero das anhero gehabt / gebraucht und genossen / auch künfftig unter sie halten und geniessen werden / sollen oder können / es habe Nahmen wie es wolle / nichts überall denen aufgeschlossen / und zwar ohne einen Abscheu / ob sie Clausul gleich / als ihnen von gnädigen Gesinnen und Confirmation zwar / doch sein nicht als nöthig erachten / an denselben freyen unbeschränckten Exercitio ihrer Religion in denen Städten und Dörffern / auch in specie zu Liebau / mehr das allergeringste / das / und alle ihre / an Kirchen- und Burg gehörigen Sachen habende Jura, Privilegia, Possessiones, Gymnasia und Schul / Kirch / Gotsäcker, und was es sonsten sein und heissen mag / auch so viel sein selbst alle andern alle selbe Liebe Jura, Gerechtsame, und Gerechtigkeit allhier specifice angezogen / und jedes mit Namen genennet / ohnbeschrancket und ohnbenommen / vor jedermann der Herrschafft in viel als an dero / und mit zu einem Jahrs / Termin / und zwar ohne einige Dependenz von der andern Religion sein und bleiben.

Welchem ferner / und um Zeichen / wegen Gebäuen und Schutz / gerichtlicher Bestrafung gehöret werden / so soll man sich bei solch bahl begebenden vergleichen / daß es in Ordnung bei der jetzigen ihrer Possession / wie es eine jede Religion einer jeden Zeit hero / auch in denen Jahren / da Ihro Majestät / Ferdinand der Dritte / und Ihro Majestät / Ferdinand der Vierdte / Römischen / und in Hungarn / Böhaimb / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1625. zu Hainburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1655. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1675. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1687. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1691. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1695. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1699. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1703. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1707. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1711. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1715. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1719. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1723. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1727. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1731. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1735. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1739. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1743. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1747. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1751. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1755. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1759. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1763. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1767. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1771. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1775. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1779. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1783. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1787. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1791. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1795. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1799. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1803. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1807. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1811. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1815. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1819. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1823. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1827. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1831. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1835. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1839. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1843. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1847. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1851. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1855. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1859. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1863. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1867. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1871. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1875. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1879. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1883. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1887. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1891. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1895. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1899. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1903. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1907. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1911. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1915. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1919. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1923. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1927. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1931. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1935. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1939. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1943. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1947. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1951. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1955. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1959. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1963. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1967. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1971. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1975. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1979. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1983. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1987. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1991. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1995. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 1999. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2003. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2007. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2011. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2015. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2019. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2023. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2027. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2031. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2035. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2039. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2043. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2047. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2051. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2055. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2059. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2063. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2067. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2071. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2075. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2079. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2083. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2087. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2091. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2095. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2099. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2103. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2107. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2111. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2115. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2119. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2123. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2127. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2131. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2135. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2139. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2143. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2147. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2151. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2155. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2159. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2163. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2167. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2171. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2175. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2179. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2183. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2187. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2191. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2195. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2199. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2203. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2207. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2211. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2215. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2219. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2223. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2227. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2231. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2235. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2239. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2243. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2247. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2251. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2255. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2259. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2263. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2267. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2271. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2275. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2279. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2283. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2287. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2291. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2295. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2299. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2303. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2307. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2311. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2315. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2319. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2323. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2327. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2331. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2335. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2339. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2343. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2347. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2351. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2355. zu Preßburg / und Ihro Majestät / Leopoldus / Römischen / Hungarischen / und Böhaimischen / Königen / Ertzhertzogen / und Landsfürsten / Gemahlen / in Anno 2359. zu

ANNO 1670.

Worden hann / zum zwey und zwantzigsten / auch allerseits bewilliget worden / daß so wol die Reformirte als Lutherische Räthe / in Landt- Justiz- und Regiments- Sachen / die Hannoverische Grafschafft betreffend / mit zugezogen / und also die Nothdurfft communicato consilio deliberirt und resolvirt werden / auch die Ausfertigung han Conclusio gemäß in der Canzley geschehen solle.

Allermassen dann auch / zum drey und zwantzigsten / wann die Räthe einer oder der andern Religion / dem regierenden Herrn Grafen in Sachen / dessen Vergleich / oder sonsten die Ämbt betreffend / der entgegenher Nachtheil etwas mit gezeuenden Bescheidenheit erinnern / oder absonderlich zu Vorhandt eines oder der andern Religion schrifft- oder mündlich respective anfeten und vortragen möchte / solches solches zu keinen ungnaden gewendet / sondern zugelassen seyn solle.

Zum vier und zwantzigsten / ist dey Bestellung der Cammer beliebt / daß ein Lutherischer und ein Reformirter Cammer-Rath bestähndig seyn / und der Cammerschreiber und Registrator so lang diese Officia conjungen bleiben / in der Religion abwechseln / oder auch bedere beede Officia separirt werden sollten / darselbe von beyden Religions-Partheyen gleichmäßig bestellet werden / wann aber zu einer Zeit nur einen Reformirten / und keinen Cammer-Rahte mehr zu bestellen gut befunden würde / alsdann solle der Cammerschreiber und Registrator / wann nur ein Subjectum darzu gebraucht werd / Lutherischer Religion zugethan seyn / und pro parirati votandi ein Votum mehr haben. Wann dann endlich bemeldte Ämbt zum ersten der Reformirten Religions-Verwandten durch Bestellung eines Reformirten Raths bey gedt. Cammer nicht erhalten würde / so soll in vorfallenden Sachen / durch Beyseyung einiger Reformirten Canzley-Räthe oder Beysitzern solches gar partiell gemacht werden.

Zum fünff und zwantzigsten / sollen die beede Grafflschafften in der Alt- und Neuen Stadt Hannau / so dann die ländliche Herrschafft Wilhelmstein / Lauenstein und der Streitwald sambt Schlösser und Mannlehnen / wie auch Amt Bordenau und Buckeburg / bis auf weene der Lutherischen Religion zugethane Schulhöffen oder Canzereyen / nemlich zu Rösebeen und Meinkebeel / und dem Amt Lauenau / bis auf einen Schulhöffen / nemlich zu Münchhun / welcher Lutherisch seyn soll / der Reformirten Religion / hingegen die sämptliche Herrschaffliche Bidrate im Bornhöimer Berg / bis auf den Keller und fünff Canzereyen / als zu Bergen / Bodenhöim / Preunzelhöim / Bölckhöffhuden und Filbeck / so reformirt seyn soll / wie auch zu dem Amt Oerteberg und Calenberg / allein Lutherischen Religion zugethan seyn / hingegen dem Amt Rothenhun aber der Oberschultheissen und Kellerey-Dienst durch eine Person verseben / und unter beeden Religionen bey Ihro ahnstatt verdient / so dann der Schultheiß zu Steinbach und Ober-Eschdach in solchen Amt Lutherischer der übrige zwey Schulhöffen aber / als zu Rothenhun und Nieder-Eschdach Reformirter Religion seyn.

Zum sechs und zwantzigsten / hat es mit der Zutrauensschreiben des Frey-gerichts / Abkündigung vor dem Berg / in Lobehampten und Parteyen / ohne auch zu Nemet zu thun der Kellerey Münstenberg und Aftenhann / wie es ohne dieß mit Lutherischen Beamten und Bedienten bisher verhalten / es solle auch nicht weniger mit der allhiesigen Hofgerichten dergestalt sein verbleiben / daß die so wol als die Kriegs-Hof- Forst- Jagt- und Zoll- Ämpte nach Billichen der Landschafft mit Personen so der Lutherischen Religion zugethan / besetzet werden mögen / jedoch solle den respectiven Herrn freystehen / die Reformirte nach deren qualitäten und erbrachter eher Nothdurfft / darzu auch zu beförderen / desselben gleichen zu thun / damit / daß die jetzige Officirer hoher Religionen / wie sie sich vor diesmal an einen oder andern Ort befinden / so lang sie leben / ohne genugsame Ursach ihrer Ämpter nicht erlassen / noch derer Lob aber auch verschlossen / sondern der Successoribus eingerichtet werden solle / und erklärt sich nochgemeldter regierender Herr Graff und die Fürstl. Vormundschafft aus Landwährender Affection, und liebe in dieser Grafflschafft hinterthanen zur hoh- oder Nebenbedienung / und erledigte ihrer Successores dahin / daß sie zu den Rathe- und andern Politischen und Militarischen Bedienungen / so viel möglich / eingesetzet und desgleiten qualificirte Unterthanen vermöglichen / so wie bessere oder gleiche Qualitaten haben / und sonsten daben kan Bedencken vorhanden / vor andern Fremdden und Auslandischen gebrauchen wollen / inmassen sie auch über dem der Räthe und Bedienten / so lang sie sich ihrer Instruction und Pflichten in Verhaltung ihrer Bestallung gemäß bezeigen / nicht abstossen / sondern ihnen zuthun / wie auch Gnaden zugethan seyn und verbleiben wollen.

Belangend ferner / zum sieben und zwantzigsten / die Bestellung des Stadt-Magistrats bleibt es beständig in der Maystadt Hannau bey alter Capitulation und Tractat, wie auch mehr gemeldt in der Altstadt Hannau darbey / daß wie sie jetzo mit reformirten sothanes besetzet / also weder jetzo noch künfftig in ihren Rathsstühlen zwischen auf- und absitzen verbunden / jedoch sich Stadt- Rath auch die freye Wahl Lutherischer mit einzunehmen ohnbenommen seyn solle. Wegen der Städte auf dem Land aber ist verabredet / daß in dem Stadt-Rath zu Bieren Lutherische Rathsherren / doch auch ehender nicht / als wann durch Absterben reformirter Rathsherrn so viel Stellen vacant werden auf- und angenommen werden sollen / aber auch alda / daß wider ihren Willen / durch Decreta, Bescheide / oder auf andere Weyß ihnen keiner aufgedrungen / sondern wie bisher / bey ihrer unstreitigen Wahl / Nomination und Praesentation ohnbetrurbirt gelassen werden: Es sollen auch Burgermeister und Rath in beeden Städten Hannau bey Ersetzung Bestell- und Annehmung ihrer Bedienten / welche von den Stadtgefällen allein bestellet werden / ohne einiges Menschen behinderung ruhig und ohnbeirrt nachtgehalten bleiben / so viel aber die Bestellung der Burger-Officirer und anderer bürgerlicher Ämter betrifft / sollen die lutherische darvon nicht ausgeschlossen / und ebenmeßig Diener und Officirer / wie Herkommens / bey jetzmaligen regierenden Herrn Grafen praesentirt / und nach abgelegten gewöhnlichen Eydespflichten von denselben confirmirt werden.

Item acht und zwantzigsten / soll der unverrath zu Mimbecken um Hülffe mit Lutherischen subjectis bestellet / gleicher Gestalt in dem alle genannten Burgerey in Steinau und Schlüchtern im Churfürstlichen auch Lutherische admittirt / die Untergerichte aber auf den Dorfschafften / wie auch Landschrede in den Städten und auf dem Land der ganten Grafflschafft nach Proportion der von beederley Religionen an jeden Ort befindlichen Unterthanen / mit Reformirten und Lutherischen verunege werden / und soll darbey der Gemeinde dem Herkommen gemäß / bis ferne Wahl / Nomination und Praesentation, wann solches nur nach obgemeldter Proportion respectu Religionis geschicht / gelassen werden.

Es soll auch / zum neun und zwantzigsten / mit Annehmung der Burger und Unterthanen in Städten und auf dem Land ein gemaßen kein Unterschied unter beeden Religionen gemacht / und allen in der Herrschafft Hanau beede Religionen beobachtet werden / daß ein jeder / so bey der Lutherischen Religion zugethan / und deßhalb zum Burger angenommen zu werden begehret / neben den 10. Rhr. Einzugsgeld / den Stadt Rath zu seiner disposition abzutretten / auch noch 100. fl. für Contribution beym hingehen der doppelten quartal Collecten beserget / und hierüber auch ehrbahr seyn soll / gleich den Reformirten seine ehrliche Geburt / Herkommen und Wandel der Gebühr nach bringen.

Zum dreyssigsten / laß man es mit Stellen der Herrschafft geschehen / daß die in genannte Reformirte Cornera, oder stehende ein aerer und weniger Ansehen und vor Leuten und Land in ihren Angelegenheiten und Sachen / so diesen Religion betreffen / wie bishero ehrbahrlichen zusammen kommen / deraleichen dann beeden Lutherischen Unterthanen der vorhabender Nothdurfft nach einhergehen / seyn / doc auf bemeldten Zusammenkünften und sonst beschriebene Unkosten aber / wie Vormessen der Herrschafft unter ihnen aufzubringen / und soll / daß mit der andern Auflagen beschweret werden möge / inmassen auch ratione praetensi vorgemeldten Reformirten die ihnen in Ann. 1664. wegen der damahligen Contentirte Essen bewilligte und allgnaet Gelder / so viel deren noch ehrbahrlich haben / dem Capitul zu seyen nebst den Anlagen eingebracht / und ihnen abgetragen werden sollen.

Wann auch / zum ein und dreyssigsten / aus einen und andern Ursachen hoheres einige Flecken dieser Grafflschafft Hanau Münzenberg / verstet seyn / und unter die regierende Herrschafft / deren hinnten Linie under in verfallen freiwillig resolviren hat / jedoch sich solche Zeiten über Verhoffen beschehen / und mit Verwissen und Consens deren / so haben interessirt seyn / auch einiges oder anderes verfert werden müsse / so und doch allen falls an Seiten der jetzmalig regierenden Herrschafft jetzt gemeldt werden / inmassen ein solches auch versprechen und Krafft dieser / daß die Creditores ansechtens so gegenwärtige als zukünfftige / bey ihren unterhabenden Unterthanen beeder Religionen in Recht-sachen die Polizey- und andere Ordnungen / Freyheiten und alles Herkommen nicht beschweren sollen / können noch mögen.

Dann zum / zum zwey und dreyssigsten / dieses und obiges alles beste sicher und veste gehalten werde / so renunciiren / versprechen und bingeben allerseits so Herrschafft als Unterthanen vor sich / und respective ihre Nachkommen und dero künfftige successores und Nachkommen sich spontanea et effectu, gute und kräfftigsten nicht allein aller und jeder hinc inde bey dem Kays. Reichshof-Rath und Cammergericht in Speyer auch und nach außgerichten Proceß / und erlangten Urtheln / Revisorien vollkommenlich und gänzlich / dergestalt daß selbige zu Behauptung einiger Sachen in Ewigkeit nicht mehr angezogen / sondern hinführo für ausgethan und abgethan gehalten seyn / auch falsche Documenta / als an gehörige Oerter noch sicherer werden soll / sondern auch sie renunciiren und begeben sich gleicher Gestalt aller und jeder jetzigen und künfftigen Beneficien / Privilegien und Gnaden gemeiner beschriebener Rechten / auch Statuten / Gewohnheiten und Special-Verordnungen / wie solche nicht allein wider dieser Vergleich / sondern auch die hiernnen begriffene Renunciationes schlissen / durch Menschen-sinne erdacht werden können / hierbey aber renunciiren allerseits mit gutem Willen und Willen auch treffen vorbedacht Exceptiones doli, metus, coactae voluntatis, ignorantiae, aut alter gestae, juris non cogniti, non ciuis, non satis auditi nec defensi, lesionis, restitutionis in integrum, sive ex eo minorennitatis sive ex alio capite aut titulo commisi, juris ex Inventario quaesiti, depositionis Testamentariae und aller anderer wie sie immer Namen haben mögen / inmaln nicht aufgeschrieben / in massen sie sich deren allesamt dergestalt begeben / als wann solche mit Namen allhier ausgedruckt weren.

Es sollen handeln / treu und dreyssigsten / zu beste mehrer Versicherung und dessen allen Bestätigung beyder Religionen

Säthe

Digitized by Google

ANNO 1670. Räthe und Bediente der Cantzley und Cammer / auch Beampte und Bediente in den Städten und auf dem Lande bey ihrer Anpflichtung in ihren Eyden leisten / auf diesen Vergleich genissen worden / und sich dann alle Gebäude gegen einander von alle dißidenten, usurpation, und Widerwillen begeben.

Solte dann ferner zum vier und dreyßigsten / weder Verhoffen über den Sinn und Verstand gegenwärtigen Vergleichs sich ein oder anderer Zweiffel ereignen / welchen Falls wird uns nichts abgehalt de lacto verfahren / sondern was zweyfelhafft diese Stelle bekannt gemacht / und hingelegt / sonst aber und wo ferrn diesem zu wider nichts beym weniger was vorgenommen worden wäre / den gravirten Theil ohne das frey und bevor stehen soll / Kraft und Zubalt des Anno 1620. Kayserl. Mandata pœnalia Executorialia & inhibitorialia S. C. bey dem Kayserl. und des H. Reichs Cammergericht zu Speyer außzuwürcken.

So soll es auch zum fünff und dreyßigsten / wegen der Jewilligen Erbvbtheilung bey dem offgemelten Pacto de Anno 1610. allerdings sein Verbleiben haben.

Und damit endlich zum sechs und dreyßigsten / dieser Vergleich in allen seinen Puncten und Clausulen unverbrüchlich schalten / und denselben der Gebühr nach gelebet werde / so soll dieser Recess in desto mehrer Bestätigung mehr allen nach vorgenommen allerseits Interessenten auch durch ihre Gesandtschafften allhier beyhanden stehender Chur- und Fürsten Ratification (welche innerhalb 3. Monats-Frist à dato vorgemeldten beliebet werden /) darauff allerseithen Ihro Kayserl. Mayst. zu aller gnädigster Confirmation und Manutenentz allerunterthänigst vorgetragen / und dieselbe dessfalls allergehorsamst angeruffen werden / auch inmittelst und bis solche allergnädigst erfolgt wird / vber Theil in Natu quo gelassen / und in vorigen seinen habenden Rechten einhero kräfftig und obnverrückt verbleiben / a dato beneficiat Cautela, Confirmation oder / dieser Vergleich an allen und jeden Puncten nun und zu ewigen Zeiten feste Würcklichkeit erreichen / und beständig behalten / sondern es werden auch Ihro Chur- und Fürstl. Gnad. und Durch. Durch. Durch. Durch. Durch. Durch. zu Pfaltz / Sachsen / Brandenburg / Pfaltz / Pfaltz-Simmern / Hessen-Cassel / und Hessen-Darmstadt von allerseits Principal-Interessenten hiermit respective freund- dienstl. unterthänigst auch gehorsamst ersuche / das inzeitigen Vergleich conserviren zu helffen / und nicht zu verlassen / daß hinwider etwas vorgenommen oder gehandelt werden möchte. Wozu auch Fürstlicher Normannischer Seiten wegen dero Grafflicher Pupillen anmeb zwey hohe Reichsstände / der unterstehet Religion zugethan / mit zu erbitten / vorbehalten wird.

Dessen zu wahrer Urkund haben nicht[s] denen Interessirten Theilen vor Ihrselbsten / Ihro Chur- und Fürstl. Gn. Durch. Durch. Durch. Durch. Durch. Durch. Durch. Anwesende Herrn Abgesandte / insbesondere wegen Chur-Pfaltz Herr Landtgraff Gustav / Graff zu Hohenlohe / gebenant Rath ꝛc. wegen Chur-Sachsen Herr Nicol von Gersdorff gebanter Rath und Cammerherr / wegen Chur-Brandenburg Herr Johann de Bayer / gebenanter Chur- und Marckgräfflicher Rath und Hofgerichts Director / wegen Chur-Pfaltz und Pfaltz-Simmern / Herr Gerh. Wilhelm von Brunnen Hochfürstlich-Rath und Oberamtmann zu Bockenheim / und Herr Daniel Velinx Regierungs-Rath / wegen Hessen-Cassel Herrn Regierung Präsidenten / Secretair und Regierungs-Rath ꝛc. wegen Hessen-Darmstadt Herr Georg Ludwig / Burggraff und Rheinfeld zu Gelnhausen / Rath / Burgermeistern und Cammer-Praesident / dieses Recess eigen-händig unterschrieben und gesiegelt. Geschehen zu Hanau den 16. 26. Tag Augusti im Jahr nach Christi Geburt 1670.

(L. S.) Ludwig Gustav Graff zu Hohenlohe.
(L. S.) Nicol. von Gersdorff.
(L. S.) Johan de Bayer.
(L. S.) Georg Wilhelm von Brunnen.
(L. S.) Daniel Velinx.
(L. S.) Regnerus Bodenhausen.
(L. S.) Georg Ludwig Burggraff von Kirchberg.
(L. S.) Friederich Casimir Graff zu Hanau.

Hochgräfl. Hanau Normandschafftl. Abgesandter Räthe.

(L. S.) Hans Reinhard von Hornberg.
(L. S.) Joh. Wolffg Pfeil.
(L. S.) Wolffg. Rhyn.
(L. S.) Joh. Ernst Barnbüler.

Der Hanauischen Corporum Siegelung.

(L. S.) L. S.) L. S.) (L. S.)

Wir Von Gottes Gnaden / Leopold / Erwehlter Römischer Kayser / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Böheim / Dalmatien / Croatien und Sclavonien König / Ertz-Hertzog zu Oesterreich / Hertzog zu Burgund / Steyer / Kärndten / Crain und Würtenberg / Graff zu Tyrol ꝛc. Thun kund und bekennen hiermit öffentlich / daß Uns / nachdem Wir / Unsere Ertz- und Hochlöbliche Churfürsten / Fürsten / Geistliche und Weltliche / Prälaten / Grafen / Herren / Ritter / Knechten / Landvögten / Hauptleuten / Mitbanden / Vögten / Pflegern / Verwesern / Amptleuten / Landschreibern / Schultheissen / Burgermeistern / Rähten / Burgern / Gemeinden / und sonsten allen andern Unsern / und des Reichs Unterthanen und Getreuen / in was Würden / Stand oder Wesen die seynd / ernst- und vestiglich inn Unsern Brieff / und wollen / daß sie obberührten Religions-Recess alles sinnts / Punctens / und Puncten / Articul / Meynungen / Clausulen / Inhalts / Meynung und Begreiffungen Pöl / Punct / und unverbrüchlich schalten und halten sollen / und von niemanden darwider gehandelt und verfahren werden / sondern derbe vorgemelte Theil sich desselben genzlich treulich gehorsamlich / und ohnverbrüchlich / und sollen / von allermäniglich unverhindert / jedoch Uns / dem H. Reich und sonst männiglich an seinen Rechten und Gerechtigkeit unnachtheilig und unbeschädlich / und zudeichen darauf allen und jeden Chur- Fürsten / Fürsten / Graff- und Weltlichen / Prälaten / Grafen / Herren / Rittern / Knechten / Landvögten / Hauptleuten / Mitbanden / Vögten / Pflegern / Verwesern / Amptleuten / Landschreibern / Schultheissen / Burgermeistern / Rähten / Burgern / Gemeinden / und sonsten allen andern Unsern / und des Reichs Unterthanen und Getreuen / in was Würden / Stand oder Wesen die seynd / ernst- und vestiglich inn Unsern Brieff / und wollen / daß sie obberührten Religions-Recess alles sinnts / Punctens / und Puncten / Articul / Meynungen / Clausulen / Inhalts / Meynung und Begreiffungen / auch das / inmassen solches alles / von Wort zu Wort / hierinnen begriffen / gentzlich / steiff / und unverbrüchlich halten / und vollziehen / auch

ANNO 1670.

C'est-à-dire,

Recès conclu par les Subdelegués des Commissaires Imperiaux à ce requis, entre le Serenissime Duc de LORRAINE *d'une part, & les Comtes de* NASSAU-SAARBRUG *d'autre part, par lequel lesdits Comtes sont mis en possession de la Forteresse de* Hombourg *& du Comté de Sarwerden & de ses Appartenances & Dependances. A Saarbrugh le 18. Octob.* 1670.

Ob wissen / als wegen der im Instrum. Pacis Art. 4. Comitibus Nassau Saxopontanis verstehrten Nassau-Saarbrückischen Restitutions-Sach / nach verschiedener beschehener Bemühung / endlich zwischen Ihrer Fürstl. Durchl. zu Lothringen und Hochgedachten Grafft. Herrn Nassau / auf hochansehnlich Anordnung zu Regenspurg / und durch Vermittelung einiger Reichs-Deputirten ein Vergleich getroffen / solcher in einen Recess de dato 9. (19.) Decembris An. 1669. abgefaßt / und von beyden Theilen vollzogen / zu dessen Exequirung durch ein Reichs-Gutachten de dato den 11. Julii jüngsthin der Hochwürdigste Fürst und Herr / Herr Carol Caspar / Ertz-Bischoff zu Trier / des Heil. Röm. Reichs durch Gallien und des Königreichs Arelaten Ertz-Cantzler und Churs-Fürst / *&c.* wie auch der Durchl. Fürst und Herr / Herr Georg Wilhelm / Hertzog zu Braunschweig und Lüneburg / *&c.* zu Commissarien ernennet / Sie auch solches würklig unternommen / und in dero Namen und vor an Seiten Ihrer Chur-Fürst. Durchl. zu Trier der Wolehrbahrne Joh. Eberhard / Freyherr von Lesselstadt / Herr zu Illingen und Führen / Ihrer / Fürstl. Trierischer Rath / Statthalter zu Trier / und Amptmann zu Pfalzen / *&c.* auch der Wol-Edle und Hochgelehrte Herr Damian Heinrich Anctanus, Chur-Fürstl. Trierischer Hof-Rath / an Seiten Ihrer Fürstl. Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg / der Hoch-Edle und Gestrenge Herr Lorentz Müller / Ihrer Fürstl. Durchl. Geheimer Rath zu Subdelegirten constituirt, diese auch nachhero die Zusammenkunfft auf bezeltem Hochgedt. Ihrer Fürstl. Durchl. zu Lothringen von dem Anfange zur gesetzten behörlichen Stadelein Sarbrücken als locо partis, Zuvorderst aber mit allersorst beliebem verlast worden und jetzt gedachten Ort sich eingefunden und der Eröffnung obgedachter Commission / durch producirung ihrer Subdelegations-Gewalt / zu legitimirung ihrer Personen / denen Partheyen / als den Wolgebornen Herrn Maronis de Hatencourt, General de la Bataille, und Gubernator des Teutschen Belisthumbs Ihr. Durchl. zu Lothringen / wie auch Herrn Rahr des Procureur General zu Boldersang Herr Ernst Cöller / als Deputirte von Ihro Durchl. und dann in Person gegenwärtig gewesen / die Hochgebrne Herren / Herr Johann Ludwig / Herr Gustav Adolff / Herr Wolrath / und Herr Friedrich / alle Grafen zu Nassau / Saarbrücken und Sarwerden / Herren zu Lohr / Wisbaden und Idstein angezeigt / wie es endlich in dieser lang gesthwebenden Sach so weit gekommen / daß man zur zur Execution obgedt. Regenspurgischen Recess würcklich schreiten / und von den Partheyen nur lediglich vernehmen wollte / an welchem Ort mit der Immission der Anfang zu machen / und zum füglichsten ohne Weitläufftigkeit oder Beschwerde der Interessenten / und deren Unterthanen / bis zum Ende verfahren werden könne / und als sich Anfangs wegen der Ordnung / nach welcher die Restitution vorzunehmen / einige Discrepantz perstit gethan / so doch endlich durch Repräsentation guter Rationen / die von einem der Herrn Subdelegirten Hochgemeldter Ihrer Fürstl. Durchl. zu Lothringen auf der Vestung Homburg persönlich geschehen / nach Wunsch superiret / und dann endlich der Herren Lothringischen Deputirten Bollmachten examinirt und gefunden worden / daß man zwar den deutschen ein und andern zu erinnern Bitte / gleichwol solches nicht sehr anden wollte / wann man nur einen / man etwan von eitt erwehlter Ihrer Fürstl. Durchl. zu Lothringen einen immediaten Befehl unter dero Hand an die Gubernatores / und Beambten / um die Restitution geschehen zu lassen / wie auch die nach ermangelte Subscription der bey der Hand habenden drey Original Regenspurgischer Recessen erlangen und dahin stellt werden könnte / und dann solte man alles zu allen Vergnügen erfolget / daß darauf zur würcklichen Execution geschritten / und mit dem Amt und Vestung Homburg dergestalt der Anfang gemacht / daß in Gegenwart mehrgemelter Lothringischen Deputirten / und deren Interess. Herren Reichs-Subdelegirten Commissarien den Fürstl. Lothringischen Gouvernour daselbsten / und Obristen Johann Stramberg / wie auch der in Ordnung rangirter Guarnisen / nur Personen nicht erwehnten Regenspurgischen Recess / in punctibus concernentibus abgelesen worden / daß man / wenig / bessthen / die zu gegen sich besindere Grafen zu Nassau-Saarbrücken an die Possession der Vestung und Amts Homburg heute / wehre würcklich immittirte / und gedachten Gouvernement und Dignitäten in derselben gesambten Pflichten zu nehmen befugt erachtet / und darauf nach einigen beschehenen Erinnerung und wiederangehörten Erklärungen / zu erst von den Commendanten / und darnach von allen Officirern und gemeinen Knechten respective in Teutscher und Frantzösischer Sprach würcklich estfestwirt / auch die wenige restituirende Unterthanen dieses Amts / in allen Stücken / nach Disposition obligt. Recès restituiret worden / hat man nach überlieferter / auf hochgedachter Ihro Fürstl. Durchl. eigenhändigen Ordre an den Commendanten zu Bitsch / dasselbigen Anbringen der Grafflichen Gesandten / die Unterthanen betreffend / ins Lohr- / Fürstl. Trierische Lehen-Dorff St. Lorentz zusammen kommen lassen / denenselben mit Vorweisung der an die lothringischen Herren Deputirte gegebenen Commission, und derselben Ordre / so wie die Puncten ergangen / angezeigt / daß / weil von lothringischer Seiten niemand zugegen / man sie / Krafft obgedachter Commission der Pfleghern / worinnen sie bishero gestanden / erlassē / auch Hochgd. Herren Grafften hiermit in Possession der Grafflich-Sarwerden / nach Innhalt des Regenspurgischen Recess / derer immunites / sie die Unterthanen an dieselbe / als Ihre Land- und Ertz-Herren wieder anwerte / und von ihnen den Huldigungs-Eyd abnehmen möchte / solches auch darauf würcklich geschehen / nicht anders als die Herren Grafften in die in Saarbrückischem und Sarwerden zu dem Recès zugehörender Aemter / also Zoll und Geleit / durch einen gewohnlichen Durch-zug und Aufrichtung der Zollstöcke / restituirt / endlich und zum letzten auch die Immission in die Zugten Herrlichkeit / durch Erlassung der vorigen / und Abnehmung gewöhnlicher Pflichten / et Huldigung-Eyds / würcklich geschehen / und also obgemeldter Regenspurgischer Recess in allen seinen Stücken / zu Vergnügung mehrmahls gedachter Herren Grafen zu Nassau-Saarbrücken / zur Execution gebracht worden sey. Urkündlich der Herren Subdelegirten eigenhändigen Subscription und hervorgedruckten Pettschaften.

Geschehen zu Saarbrücken / den 6. (16.) Octob. Anno 1670.

Johann Eberhard / Freyherr von Lesselstadt. (L. S.)

Damian Heinrich Anctanus. (L. S.)

Lorentz Müller. (L. S.)

ANNO 1670.

LXIV.

Assignatio Regis Poloniæ MICHAELIS ELEONORÆ *Reginæ Conjugi suæ*, LEOPOLDI *Imperatoris Soceri, facta, quâ in Assecurationem Contra-Dotis, seu Donationis propter Nuptias certi denominati Loci, Dominia, Civitates, Oppida, Arces & Terræ Regni Poloniæ de consensu Ordinum, eidem Serenissimæ Reginæ delegantur, &c. Varsaviæ* 7. *die Novembris* 1670. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.] 7. Nov.

MICHAEL Dei gratia Rex Poloniæ, Magnus Dux Lituaniæ, Russiæ, Prussiæ, Masoviæ, Samogitiæ, Kijoviæ, Volhin. Podol. Podlach. Livoniæ, Smolen. Sever. Czerniechoviæ. Ad perpetuam rei memoriam, notum testatumque facimus, ad quos præsentes literæ nostræ devenerint, hujus & futuri temporis universis & singulis; Connubialis amicitiæ conditionem, non ad animorum duntaxat, voluntatumque inter se devinctarum indivisdumm nexum, sed etiam ad externorum bonorum communionem, mutuumque usum referri, certum habetur: quæ tunc demum solido consedisse fundamento existimanda est, cum & affectus inviscem, & conjugales fortunæ pari fœdere in consortium & decus utrinque miscentur. Quod equidem facer Maritalis amor, tantò ampliori meritò exigit, quantò plura, in delecta ad perpetuitatem omnis fortunæ consorte, charitatis illicia & quædam innocentiam flammarum alimenta aspiciuntur. Ito nomine Divinæ bonitati supplices fumus, reddimusque immortales gratias, quòd sicuti Nos magnarum Gentium Regem esse jussit, ita ad firmandas per Connubium Imperii & duratur æ felicitatis spes animum flexit, quo Regia Posteritas in felicem Vororum materiam Electori Populo nascatur, neque funesta amplissimi Regni Orbitas, gravi & metuendo externorum ambitu, delicops incerrem. Repræsentans gratum affectum Serenissimæ Domui Austriacæ, quod deliberatio Maximonii nostri, nec difficilis nec ambigua diu fuctuavit, que Regum thalamis condigna Vora, Cæsarum Filios, Neptesque parere & educare tot Sæculis assueta, nostri desiderii cursum facilem & pienis velis ventisque in se vertit, impulsique Majestas illa & splendor Austriacus, qui Sol utrumque recurrens aspicit Oceanum, diffusus, stimulo fuit, ut minime dubitanem animum in eligendæ Serenissimæ Eleonora determinare voluerimus. Commendarunt Nobis Augustam Principem non solum inclytæ Origines, & per sot

Cæsa-

Anno 1670. Cæsares & Scepera deductus sanguis, sed non minus magnæ stirpi par & digna Regno mens, quo divitias in aliis Dotes, in se unam adeò collegit, ut pietas mo-destiæ, prudentia candori, forma pudicitiæ, gravitas bonitati in hac Principe optimè jungantur, respondeant-que, & in Augusta facie, oculisque habitantes Gratiæ, magnæ virtuti recondite fidem non ambigimus fa-ciant. Itaque cum de Consilio Senatus nostri per Le-gatum nostrum, Cæsaream Majestatem de Nuptiis nos-tris appellaverimus, & adeundum Cæsaree Domus pignus Sereniſſimam Principem Eleonoram Archi-Du-cissam Austriæ Thoro, Thoroque Regali ſociam jun-xerimus, reliquum eſt, ut amorem nostrum, quo ean-dem Sereniſſimam Reginam conſortem noſtram dilec-tiſſimam complectimur, in argumenta evidia & publi-ca provocemus, quatenus Orbi Chriſtiano conſtet, quo apud nos Sereniſſimæ Auſtriacæ Domus conjunctio-nem, quo item Regiæ Sereniſſimæ Conjugis Virtutes loco habeamus. Quod igitur ex obligatione Pactorum Matrimonialium præſtare tenebamur jam feliciter in Comitiis Regni Generalibus, ſedulâ diligentiaque operâ noſtrâ perfecimus, ut pacta eadem Pacta pro Dote cen-tum millium Florenorum Rhenenſium ſtatim & realiter Czenſtochovia poſt Nuptias celebratas nobis numerata, alia Summa, centum millium Florenorum ratione Contre-Dotis, ſeu Donationis propter Nuptias, in cer-tis idoneis locis, Dominiis, Civitatibus, Oppidis, Ar-cibus & Terris Regni Poloniæ & Magni Ducatûs Lituaniæ de conſenſu omnium Ordinum aſſignaretur, conſtitueretur, & Reformatio ſufficiens ſecundum Conſtitutiones Regni, & conſuetudinem alias obſervatam, ſuper iisdem bonis approbaretur & ratificaretur. Quæ Loca, Civitates, Oppida, & Arces in Regno ni-tiorem Uſum cum Fiſci, Kreetcow, Tuchoſki, Nowi-targum, Dolinia, Grauditium, Oſtroteka, Zarnovie-cia, Golubia, Dybovia, Rubieſtovia & Advocatia Bydgoſſenſis: in Lituania vero Furbertum, Nova Vo-lia, Upicia cum attinentiis, Opechkia, Uſpolia, Dro-tibus ac Sylvis, Polunga Siemnum, Metelie, Onisky, cum Juribus Patronatûs in Conſtitutione ſpecificata ſunt. Porro cum Sereniſſima Regina Comitis noſtra dilecti-ſima obſtantibus Juribus modernorum poſſeſſionum & communicatis eorundem bonorum Reformationi fax ſervientium poſſeſſionem adhic, & fructus ex iis ſtatim, & ad præſens percipere non poſſit, inharendo præſatæ Conſtitutioni Provinciem annuam ſuper Zuppa ſolnati-ſia noſtra Pochnenſi, centum quinquaginta millium Florenorum Monetæ in Regno currentis, ejus Sereni-tati aſſignamus, determinamus, & Privilegio noſtro pre-ſenti roboramus: ea Lege, ut cum, & quando hæ re-nitas, alie memoratas Præfecturas, & Bona ſua Re-formatoria, in poſſeſſionem receperit, tanium de ſum-ma Provitionis annuæ Bochnenſis ducti proportione de-trahatur, quantum quælibet Præfectura tractus & red-itus annui ſuæ Sereniſati realiter & effective importabit. Qui quidem Provitionis Bochnenſi, toti & integri, per ratas intaliibitur, & ſine diminutione, aut minuta diminutione numerandi, & exſolvenda Serenitati Regina pleno Jure uterur & fruetur, usque ad extinctionem ejus per aſſecutionem, & poſſeſſionem pacificam dictarum Præfecturarum alias ad vitæ usq; temporaſatio do-nativo Nuptiali Duorum millium Ungaricalium in uruisque Zuppis Vicicenſi & Bochnenſi aſſignato, quod extenuationi miolme ſubeſt, & integre itent ad vitæ tempora a Sereniſſima Regina recipitur Quam quidem Provitionem annuam Bochnenſem, & omnia, ac ſingula ejus certa bona, & acquisitaten concernen-tia, verbo noſtro Regio, & fide cautione, obligation-que in Pactis Matrimonialibus, seu Literis Pactatis ejus comprehenſi, adeoque Senatûs noſtri Conſilio & conſenſu publico, Conſitiorum Auctoritate accedente, inregrè & inviolabiliter Nos, Succeſſoresque noſtros obſervaturos, noſtros, Succeſſoresque noſtrorum Re-gum Poloniæ nomine re ipſimus, promittimus, & bonâ fide, dolo, & fraude ſemotis, ſpondemus. In quorum omnium & ſingulorum iidem & teſtimonium haben-tes noſtra ſubſcripta Sigilla Regni noſtri communi juſſimus. Datum Varſaviæ, die ſeptima menſis No-vembris, Anno Domini M. DC. LXX. Regni noſtri 11. Anno. MICHAEL REX.

(L. S.)

Pro Cancellariatu Reverendi in Chriſto Patris G. Andreæ Olſzowski Epiſcopi Culmenſis & Pomeſan. Pro-Cancellarii Polonie.

Stanislaus Burenski
Regens Cancell. Regni.

Anno 1671.

LXV.

Defenſiv-Allianz zwiſchen Ihro Churfürſtl. Durchl. 7. Aprii. von Brandenburg Friderich Wilhelm / Ihro Hoch-fürſtl. Gnad. Chriſtoph Bernhard Biſchoffen von Munſter / Ihro Churfürſtlicht. Durchl. Philipp Wil-helm Pfaltzgraff bey Rhein / zu Beſchützung des Weſtphälischen Crayſes und der pacisicirenden Theile eigener Land und Leute Sicherheit auf 6. Jahre aufgerichtet. Bielefeldt den 7. Aprilis 1671. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

C'eſt-à-dire,

Alliance Defenſive, entre Frideric Guillaume *Electeur de Brandebourg,* Christophe Bernard *Evêque de Munſter, &* Philippe Guillaume *Comte Palatin du Rhyn, pour la defenſe du Cercle de* Westphalie, *& des Parties Contractantes, pour ſix ans. A Bielefeldt le 7. d'Avril 1671.*

ES haben der Durchleuchtigſte Fürſt und Herr / Herr Friderich Wilhelm Marggraff zu Brandenburg des Heil. Röm. Reichs Erz-Cämmerer und Churfürſt (tit.) dann der Hochwürdigſte Fürſt und Herr Chriſtoph Bernhard (tit.) inmaſſen der Durch-leuchtigſte Fürſt und Herr / Herr Philipp Wilhelm Pfaltzgraff bey Rhein (tit.) als nur alle gesamte Churfürſten und Fürſten des Heil. Röm. Reichs / sonderen auch als Directores und aus-schreibende Fürſten des Weſtphälischen Crayſes / des Heil. Röm. Reichs als des gelobten Vatterlands der Teutſchen Nation An-ſtand zu gewinn / und dann auch die Gefährlichkeiten / welche ſich inforderhand dem Weſtphälischen Crayſe / und alſo auch ſol-cher gedachten Ihrer Churfürſtl. Durchl. Fürſtl. Gnad. und Fürſtl. Durchl. Landen in nächſten ereignen / und worauf gut leicht mehrere und weitere Angelegenheit / Mord und Verrähnis folgen / abgehalten / aber auch angenehmer Crayß und gemeiner Landen dahey leiden können / dahero Sr. Ihrer Gedächtigkeit / Ambt und Landes-väterlicher Vorſorge gemäß zu ſein erachtet / in guten auf ſolche Mittel und Wege bedacht zu ſein / wodurch mit der Thätlichkeiten Beyſtand den ganzen Heil. Röm. Reich ein nutzliches dienſt geleiſtet / der Weſtphälische Crayß und die hier-innen benambte ſind aber ſo viel möglich von allem Feindlichen Einbruch und andern unrechtmäßigen Beſchwerden / ſie haben Nahmen wie ſie wollen / beſchützet bleiben / und weilen ſie nach der Zeit kein zuverläßiger Expedient geſehen oder gefunden / als daß ſie ſich durch eine nähere Verbündnus und Defenſiv-Allianz zu-ſammen ſetzen / ſo haben Sie Ihren anstatt zu höchſter beyſammen ſich befindenden Räthen gnädigſt committiret und befoh-len / eine Defenſiv-Allianz abzuhandlen und zu ſchlieſſen / welche ſich dann Crayß habenden Gewalts und genugſamer Inſtruction zuſammen gethan / und dis auff gnädigſte Ratification Ihrer Gnädigſten Churfürſten / Fürſten und Herrn ſich nachfolgender Puncten verglichen.

I. Erſtlich / ſo iſt hiemit und Crayß dieſer zwiſchen allerſeits Bunds-Verwandten eine rechte Vertrauliche Freundſchafft nicht nur noch mehr beveſtiget / ſondern auch zu Beſtätigung der Weſt-phälischen Landen wider alle und jede / welche dieſelbe auf einiger-ley weiß mit Durchfällen / Contributionen / transmarchiren oder andern ſembdichen invaſionen und thätlichkeiten vorgewaltigen oder beſchwehren / gegenwertige Defenſiv-Bund dergeſtalt aufgerichtet und geſchloſſen / daß ein jedweder Bunds-verwandter der dem andern mit auffrichtiger / wahrer und alter Teutſcher freund-ſchafft wegnen / was zu einer ſchwehren Ehr / Wohlfahrt / Nutzen und Aufnehmen / auch zu Abwendung alles Nachtheils / Scha-den und Ungelegenheit gereichen kan / äuſſerſten Vermögens und Kräfften nach / gleich als wann ihm ſelber betreffe / und angienge / zu beförderen / geſtreffen und verbunden ſeyn ſolle.

II. Dafern ſich auch für dass andere begeben ſolte / daß eines Bundesgenoſſen Lande / wie ſolche vorhin angezeigt und genent-net worden / von jemand / wer der auch immer ſein möge / feind-lich angegriffen / oder mit darbey-gien / Einquartierung / Con-tributionen und andern dergleichen Vergewaltigungen und Thätlichkeiten wider die Rechten zu Inſtrum. Pacis und die Reichs-Conſtitutionen beſchwehret und dergeſtalt angefochten werden ſol-len / auf ſolchen fall ſollen alle Bunds-Verwandte für einen Mann ſtehen / und unverhalb 6. Wochen von Zeit der geſtech-ten requiſition anzurechnen / den jenigen / deſſen Land auf vor-erzehlte weiß angegriffen / beſchwehret oder beſtendiget werden / die in folenden Articul beſtehe und verſprochene Hülffe in Roß und Fuß an guter tüchtiger geworbener Mannſchafft ohne einigen Aufſenthalt oder Verzögerung zuſchicken.

ANNO 1671.

III. Und damit jum denen ein jedwederer wissen möge/ was ein Alliirter dem andern auf solchen in vorhergehenden Artecul bestehenden fall an Mannschafft zur Assistentz zu zuschicken habe/ so ist ferner Crafft dieses verglichen und pactuiret/ daß Ihro Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg ein tausend sieben hundert zu Roß/ und dreyzehnhundert und hundert zu fuß/ Ihro F. Gnad. zu Münster gleichergestalt einundzwölf hundert zu Roß/ und dreyzehnhundert und hundert zu Fuß/ des Herrn Pfalzgrafen Fürstl. Durchl. aber einundzwölf hundert zu Roß/ und dreyzehnhundert zu Fuß/ guter tüchtiger wohlbewehrter und gewehrter Mannschafft schicken und stellen solle.

IV. Es solle aber auch/ vor das wierdte/ derjenige welcher beehrget wierdet und die Hülff begehret/ allemahl zu seinen Quartieren/ zum wenigsten vor sich so viel guter gewohrener Mannschafft an Reuthern und Fußknechten darzuhalt stellen/ Guarnisonen zu halten und damit zu armen/ als in denen starcke/ feste quota ist/ und solle derjenige aber derjenige/ welche die Assistentz wircklich leistet/ ihre Auxiliar-Trouppen nit ehender zurück zu fordern berechtiget seyn/ es sey dann der beleidigte mit seinem Land hinwiderumb ausser Gefahr/ und in vorriger guter Ruhe und Sicherheit/ und habe auch dahenhen von dem Beleidigten deß schadens halber mit sonsten seine gute und billige satisfaction wircklich empfangen.

V. Wann auch nur das fünffte die Gelahr und der Beleidiger sich dergestalt versecretet/ daß die in diesem Bund pactuirte Hülff nit zureichend/ auf solchen fall verbinden sich hiermit die Herren Bundes-Verwandte einer gegen dem andern/ daß sie jene so bald vor sich die seinige/so viel es in der Eyl möglich verrichten/ und allerseits ohne einigen Zeit Verlust miteinander das Werck dergestalt überlegen und einrichten wollen/ damit sie dem Feind gnugsam gewachsen seyn mögen.

VI. Damit aber auch für das sechste sich ein Jedwederer der Herren Bundes-Verwandten auf allen fall auf die Hülff desto gewisser zu verlassen/ und seinen Stand und Rechnung auf dieselbige machen könne/ haben sie allerseits hiermit versprochen/ daß ein jedweder sich so fort in eine dergleichen Verfassung setzen wolle/ damit Er auf den bedorfenden fall den beleidigten nicht nur die in diesem Bund versprochene Hülff in rechter Zeit leisten/ sondern auch seine Bestungen wohl besetzen und sein Land von aller Defension mit so gar entblösset behalte.

VII. Woferne es sich auch zum bedauren zutragen/ daß die Hülffsleistendeeinter oder beyde unterseßten auch angegriffen würden/ und die Gelahr dergestalt beschaffen wäre/ daß die Hülff sleistende derselbigen sich nit anderst helffen könte/ als daß Sie den Herren Bund Ihre dem ersteleidigten zugeschickte Auxiliar-Völcker wieder ab und zurück/ so solle solches den leztbeleidigten allezeit frey stehen/ alle oder ein Theil der Ihrigen wieder zu revocieren/ und der ersteleidigte seine schuldig und gelahist sey/ solche alsofort und ohne einigen aufenthalt wieder zurück zu lassen.

VIII. Demjenigen/ zum achten/ welcher die Hülff schicket/ stehet frey/ seine Auxiliar-Trouppen in so viel möglich Gleichheit zu halten/ doch ist derjenige den Hülff geschafft wird/ nit schuldig denen Auxiliar-Völckern ein mehreres als Quartier/ Service, Kauch-Futter und Brod zu geben/ und gleichwohl daß die beleidigten Völcker in diesem Stück und absonderlich der Quartier halber nit besser/ sondern gleich tractiret/ und Zusatz gemacht werde/ damit an allen Orten gemächlicher Friede/ Mittel für Mann und Roß gegen billiche zahlung zu erlangen. Es soll aber den Monatlichen Sold anlangt/ denselbigen entrichet ein jedweder Herr ohne zuthun des andern den seinigen.

X. Zum jehenden stet ein jedweder/ welcher Hülff schicket den jedwederen Regiment zu Fuß/ so geschicket werd/ zwey Regiments-Secke/ nebens zu behörliger Munition und Bedeutung baden/ warm aber ein oder der andere occupirter Ort angegriffen/ oder sonsten eine sonnere Artigleria erfordert wird/ auf solchen fall muß der jenige um dessen land die Operation geschicht/ dieselbe nebens allem was nach Kriegs-raison darzu erforderet wird/ anschaffen und unterhalten.

XI. Das Commando um eilfften betreffend/ bleibet dasselbige nebens der vollkommen Jurisdiction in Civil- und Criminal-Sachen bey einer jedwederer Trouppen denjenigen/ welcher solche commandiret und den andern zuzuhren/ welcher sie doch aus und scharffe Disciplin halten/ alle Excessen und Frevl abstraffen/ den beleidigten gebührende Satisfaction verschaffen/ oder selbst dafür hafften solle. Das Ober-Commando aber und die Haupt-Direction stehet bey demjenigen/ welchem die Hülff geschicht wird/ und in dessen Land die Operationes geführet werden/ doch daß nichts beube-stächtiges resolvire oder fürgenommen werde/ es sey dann vorhero mit dem Commandirenden Officierern der Auxiliar-Trouppen überlegt/ und nach vorgegangener gemeiner Berathschlagung gut befunden worden.

XII. Es wollen/ sitte daß wohlgemelte Alliirte sofort und von man an gute und richtige Mageinen anstellen/ auch Gewehr und Ammunition zur Hand haben/ damit alles auf den Nothfall in Bereitschafft stehe/ und es an nichts ermangeln möge. ANNO 1671.

XIII. Und damit es/ zum dreyzehenden/ denen Bunds-Verwandten/ wann sie in ihren Landen Werbungen anzustellen/ an Mannschafft selbst nit ermangle/ wollen sie in allen denen Landen/ alle freude und ausswertige Abedungen durch offentliche Patenta verbieten/ dieselbige auch inmassen/ es sey wo es wolle/ verbannen und julagen.

XIV. Damit dann/ zum vierzehenden/ der fall sich ereignet daß die hierumen versprochene und pactuirte Hülff zuschicken/ so sollen die unbeleidigte nicht nur abgeordet müssen die Hülff zuschicken/ sondern auch so bald zugleich da sie Hülff leisten/ durch Sendung/ interposition der andere der zeit Bestandsmeldet nach nuthige Dienste sich den beleidigten anmbieten/ und dardurch andes unterlassen/ was zu deß angrieffenen besten und wohlstand gereichen kan.

XV. Geschehe aber/ wie für das fünffzehende in eingang gedacht/ die Bunds-Verwandten ihre Sorg nicht einzig und allein auf ihre eigene Land/ sondern auch mit auf die gemeine wohlfahrt und tranquilitet des gantzen Westphälischen Crayses gerichtet/ also wollen sie/ so bald nur gemelte Nachricht von einigen Krieg hey welchem jetztgedachter Crays und dero eigen Land in Gefahr gerathen/ und wohl gar inspiciret werden können/ einlangen wird/ alles möglichen fleiß anwenden/ und an ihnen überall nichts ermanden lassen/ ob die hervorstehende Kriegs-Gefahr zu verhüten/ die vorgesetzte irrungen in der Güte zu heben/ und dergestalt Ruhe und Friede zu halten.

XVI. Für das sechzehende soll dieser Bund denen andern Bündnussen/ welche die Herren Consederirte vorhin unter sich oder sonsten haben/ nit präjudiciren/ sondern dieselbe einen weg als den andern in vigore und Crafft verbleiben/ gleichwohl aber in keinerley weise einen oder den andern Theil von weiterlicher Adimpleirung dessen/ was in dieser gemeinverfaster Allianz versprochen und pactuiret/ abhalten oder verhindern/ die Hülff aber ferner mehr als aus einem Forderen zu leisten schuldig seyn/ und soll ein Theil den andern von seinen habenden Bundnussen treulich Nachricht geben.

XVII. Diese Bündnuß gleichwie sie zum siebenzehenden von künfftigen Fällen zu verstehen/ also soll dieselbe von dato der Genehmhaltung auf die nechst nachverandee folgende sechs Jahr gerichtet seyn/ nach verfliessung dieser zeit aber/ es sey es bey den Herren Alliirten und derselbigen successoren und Nachfolgern belieben dieselbige zu protogiren/ oder auch vor Absauf der sechse jahren voll ziehrlich prorogation zu handeln.

XVIII. Zum achtzehenden/ so bleibt andern Churfürsten und Fürsten/ absonderlich aber des Westphälischen Craysis Gliedern offen und frey/ mit allerseits Herren Alliirten verbewust und einmütiger Bewilligung/ auf vorhergegangene Vergleichung mit diese gegenwärtige Allianz sich mit zu begeben.

Diese Bündnus soll von dato innerhalb vier Wochen ratificiret und die Ratificationes im original abfolgt gegen einander ausgewechselt werden/ zu mehrer urkund haben allerseits Deputirte und gevollmächtigte Räthe diese Bündnus unterschrieben und gesiglet/ so geschehen Bielefeld den 7. Aprilis 1671.

(L.S.) Frid. von Dern.
(L.S.) Matth. Krefsut Heudtmann.
(L.S.) B. de Secret.
(L.S.) Wer. Wil. Blaspfil.
(L.S.) Wer. zur Wüchten Dr.
(L.S.) Franz Herr von Gise.
(L.S.) Stratman.

LXVI.

Recess zwischen Ihro Fürstl. Gnaden Christoph Bernhard Bischoffen zu Münster eines/ und Ihro Hochfürstl. Durchl. Rudolph Augustl. Hertzogen zu Braunschweig-Lüneburg anderen theils/ durch Mediation der Cron Franckreich/ Chur-Mayntz/ Chur-Cölln/ und derer Hertzogen von Braunschweig und Lüneburg/ Georg Wilhelms und Johann Fridrichs Gebrüdern/ über die zwischen denenselben wegen der Stadt Hörter entstandene zwistigkeiten/ den 21. April 1671. [Londorpii *Acta Publica* Theil. IX. Lib. X. Cap. CCXXII. pag. 768. d'où l'on a tiré cette Piece, qui le trouve aussi dans Christ. Gastelius *de Statu Publico Europ. Novisf.* Cap. XXVII. pag. 840.] 21. April.

Cöll-

ANNO 1671.

C'est-à-dire,

Traité conclu entre CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque & Prince de Munster, &* RODOLPHE AUGUSTE *Duc de Brunswich-Lunebourg, par la Mediation de la Couronne de France, des Electeurs de* MAYENCE *&* DE COLOGNE, *&* GEORGE GUILLAUME *&* JEAN FRIDERIC *aussi Ducs de Brunswich-Luneburg, sur les Differends qu'ils avoient au sujet de la Ville de* HOEXTER. *Le 14. Avril* 1671.

ANNO 1671.

Diese gütliche Handlung soll aber von Zeit der Zusammenkunfft sich unterhalb 2. Monat endigen / und da weder Theil sein in solcher Frist nicht alles gütlichen beygelegt und verglichen werden könte / so sollen doch übrige ohnausgemachte Punctten in einen wahrhafftlichen Compromiß vorzeiten festsetzend damit auch hierbey alle unnöthige und der Widerstellung guten Vertrauens und Eynigkeit hinderliche Verzögerung vermieden bleibe / wollen beyde hohe Partenen Interessenten den nach vollstreckten gütlichen Tractaten der Herren Arbitrorum, auch die man so damit der Compromiß-brief baldest fehl vergliehen / allen möglichsten Fleiß anwenden / damit innerhalb 4. Wochen von Zeit der geendigten gütlichen Tractaten anzurechnen / auch dieser Punct seine Nachrichtigkeit erlange.

Zu Aufrichtung deß Processes, über den erfolgenden Schieds-Rechten / sollen auch mehr nicht denn 6. Monaten zeit angesetzt oder determiniret werden / jedoch eben wol mit den dreyen / daß in der Arbitrorum Macht und Gutbefinden solcher Zeit bey auß noch 4. andere Monaten zu erstrecken / stehen / auch die hohe Interessenten gehalten sein sollen / solcher prolongation statt zu thun / und damit unmittelst solche gute intention ein mehrgültes gehindert werden möge / sollen alle Thätlichkeiten von beyden Seiten cessiren, und weil keiner weder den andern etwas / heraus Widerseitig entschen könte / vornehmen / oder daß es durch die seinige geschehe / verlassen.

Nach dem auch / wie es unter währender solcher Zeit der gütlichen Tractaten, Compromiß und Wiederbefestigung der Stadt zu halten / viele Handlungen gepflogen / ist durch die hohe Herren Mediatoren es endlich dahin vermittelt worden / daß deß Herrn Bischoffs Fürstl. Gnad von 60. biß 70. Mann in bestagte Stadt Höxter legen / solche Anzahl aber / so lang die Tractaten und Compromissen währen / mehr ergehren / noch vermehren mögen / und solches ohne praejudiz em und andern beyen Theils habenden Rechtens / alsbann ferner / im Nahmen höchstgemelter Herren Herrogen Georg Wilhelms und Johan Friderichs Fürstl. Fürstl. Durchl. Durchl. bey deß Herrn Bischoffs zu Münster, Fürstl. Gn. tät den Rath / Burgerschafft und Bedienten der Stadt Höxter intercediren, denselben ohne Auffnahm eines und andern / zu der Stadt Schutzherren Fürstl. Fürstl. Gnad. und dero Commissarien Zugang zu wehr vergönnen / und sie an Verrichten und Abstehen gnädigst weyden könte / zu vergehen / und sie zu Gnaden wider aufzunehmen / und nicht zu gedenken / daß sie derowegen jetzt obberührtig mit einigen processen oder Executionen angefechten / oder mit Straffen belegt werden mögten.

So haben sich Ihre Fürstl. Gnad. endlich auch dahin erkläret / daß zwar kein General-pardon gemilliget werden könne / mehro beßwenniger aber solle die bescheidene freund- und nützliche Intercession in gebührende consideration genommen / und die Schuldig bekennete / wieder Recht und die Rechts-Constitutiones nicht beschweret / auch mann sie zu der Clemenze Zuflucht nehmen werden / mit ihnen nach Gnaden verfahren / und zumahl keiner an leib und leben gestrafft werden / und solle dem Fürstl. Hauß Braunschweig-Lüneburg / wegen der edlen Bastey habenden / so wenig als den Corresirten Rechten hierdurch ichtwas derogirt seyn. Inmassen dann ihr Fürstl. Gn. dieses alles in duplo verfertigen / und von beyden hohen Interessenten / deß Hn. Bischoffs Fürstl. Gnad. und Hn. Hertogen Rudolph Augusts F. Durchl. unterschrieben / mit dero Fürstl. Secreten bevfestigt / und jedem Theil ein Exemplar zugestellet werden. So geschehen den 15/5. April Anno 1671.

CHRISTOPH BERNHARD.
RUDOLPH AUGUSTUS.

LXVII.

Articul so von Ihre Hochfürstl. Durchl. zu Braunschweig-Lüneburg Hertzog Rudolphe Augustо dem Burgermeister und Rath / auch gemeiner Bürgerschaft der Stadt Braunschweig / ehe sich dieselbe an Ihre Hochfürstl. Durchl. ergeben / zugestanden worden. Im Haubt-Quartier zu Ridagshausen am 10. Juni Anno 1671. [LONDORPII *Acta Publica* Theil. IX. pag. 780. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. IV. Abtheilung. IV. Ablatz, Num. 58. pag 146. Ces Articles se trouvent aussi dans ma petite Collection Tom. I. pag. 195. en François & traduits d'une feuille volante imprimée en Hollandois in 4. l'an 1671.]

10. Juin.

C'est-à-dire,

Articles accordez aux Bourguemaîtres, Conseil, & Bourgeoisie de la Ville de BRUNSWIC *par le*

T 2 *Duc*

ANNO 1671. *Du* RODOLPHE AUGUSTE. *Au Camp à Ridegghausen le 10. Juin 1671.* ANNO 1671.

DEmnach Burgermeistere und Rahte/ Gilden und Hauptleute/ und gemeine Burgerschaft der Stadt Braunschweig/ beg jehiger/ zwischen deß Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Rodolph Augusten/ Hertzogen zu Braunschweig und Lüneburg/ ꝛc. als resorenden Landes-Fürsten/ Wolseeligmächtigen Theils/ und denselben in puncto Subjectionis & præstiti obsequii/ den Handlungen durch drey Deputirte unterthänigst geleistet/ daß Seine Fürstliche Durchleucht, vor dero von ihnen unterthänigst abstinender Erb-Huldigung über nachfolgende puncta in Gnaden sich erklären mögen. Als haben dieselbe Ihro Fürstl. Gn. angehörenen Clericat und Gästen nach/ und auff Landes-Mitteln/ erfordern und volumiren/ gegen obsagte dero Stadt und derselben ehrliche Burgerschafft heute dato instrumentum solenden Inhalts hero gnädigst Meinung eröffnen lassen.

Anfänglich und vors erst/ als gedachte Burgermeistere und Rath und gemeine Stadt gehorsamst suchen und bitten lassen/daß sie allerseits bey dem Exercitio Augustanæ Confessionis bestandig gelassen/ die Jurisdictio in Ecclesiasticis ihnen fürders gegonnet/ ihre vor Reformation deß Fürstenthums Braunschweig publicirte Kirchen-Ordnung in allen Vigor bleiben/ ihnen auch die Pfarr-Bestellung so im-als ausser der Stadt fürders gegonnet/ jetziger Cosdjutor und andere Predigter in der Stadt und auff den Lande bey ihren Aemptern fürders gehalten werden mögten: Haben Seine F. Durchl. sich darauff gnädigst erklärt/ daß sie die Versicherung mogen deß Exercitii Religionis, nach der ihnen anderen Augspurgischen Confession ertheilter ihrer Stadt brieff geben/und dieselbe darin der löblichen Landes-Reversalien, vor sich ihre fürstliche Nachkommen und Successoren vollständig mit genehmen lassen wollen. So viel demnechst die Jura Episcopalia und was dahin gehörig/ betrifft/ so kennen sie zwar Burgermeistern und Rath und gemeiner Burgerschafft solches wohl einräumen/sonderen müssen sie als Landes-Fürsten dieselbe billich reserviren, was aber im übrigen die Stadt circa præsentationem, vocationem & introductionem der Kirchen- und Schuldiener bestandig und obsehrung hergebracht und ersessen/ und was dessen sonst dem berühmten Juri Episcopali mehr adhæriren/ wollen Seine F. Durchl. sie dabey fürders gnädigst lassen/ und ihre habende Jura und Gerechtigkeiten nicht schwächen/ jedoch da man in einigen Puncten Belehrungen mit der Stadt von vielen Jahren hero streitig ist/ können Se. F. Durchl. dero Stadt nicht gestatten/ daß sie von denselben darumme versehren/ und Seiner F. Durchl. zu Nachtheil etwas verbrechen wollen.

Wors andere ist von Burgermeistern und Rath auch gemeiner Burgerschafft gesuchet/ daß sie zu allen & localibus die Stadt den ihnen hergebrachten Stadt-Regiment/ fort et Wahl und Bestätigung der Magistratuum, Bestellung der Gerichten und Bedienten/ den jure Patronali und Verpflichtung ihrer Vögten/ Ordnung/ Stadt-Rechts/ Kleider/ Hochzeit/ Kirchtauffe/ Feuer/ Wachten/ Handwercks/ Mühlen/ und andern Ordnungen und Edicten, und das jenige/ so zu Erhaltung guter Policey und Exercirung des merc & mixti imperii Dinlich/ und die andere Instantien, übung der Ober- und Unter-Gerichte/ gemeiner Beschede/ und dergleichen Abfassung ihnen unabtrüglig zu lassen verhoffen möchte. Darauff haben Seine F. Durchl. sie dahin gnädigst erkläret/ daß/ es sie zwar von dero Stadt jetzigen Regiments-Form/ und denen angezogenen Juribus und Befugnis keine gemeldete information hätten/ gleubeet aber das sie Burgermeistere denen nahehin nicht gutthätig/ so wenig Seine F. Durchl. gar nicht gemeinet/ das Stadt-Regiment und gute nutliche Ordnung aufzuheben/ und das jenige/ was wohl und löblich hergebracht/ unbehemmelter ihrer Erb- und Landes-Gnaden hierunter abzuschneiden/ besonders mann dieselbe die angezogene Statuta und Ordnung demnechst in Seiner F. Durchl. unterthänigst einsehen/ und im übrigen in gemeiner Stadt und der ihnen Burgerschafft Nutzen/ darin nichts zu verbessern/ und einige Enderung zu machen nötig befunden werden solte/ Seine F. Durchl. derselbe alsdann gnädigst conferiren, und dißfalls der gemeinen Stadt und Burgerschafft beste zu befördern/ Ihr auff Landes-Mitteln/der seegfalt gnädigst angelegen sein lassen wollen.

Demnach hat Burgermeister und Rath und unterthänigst suchen und bitten lassen/ daß die Münts-Gerechtigkeit und einiges Gepräge schlagen zu lassen/ ihnen fürders erstattet/und sie deswegen nicht gestöhret werden möchte/ daß sie neulicher Zeit zu unterm runge Münste von geringem Gehalt schlagen lassen/ mit dem Erbieten/ daß sie dieselbe wieder einwechseln/ und das wahre pretium darvor erstatten wolten. Worauff Seine F. Durchl. sich dahin gnädigst vernehmen lassen/ daß gleich wie in deß H. Röm. Reichs-Satzungen und Münt-Edict gewisse Verordnung gemacht/ worein alle und jede/ so mutzthare als unmutzthare Zugehörige deß Reichs verbunden/ also Seine F. Durchl. dero Unterthanen darwider zu handeln nicht gestatten/ zu übrigen aber/ sie bey ihrer Münts-Gerechtigkeit/ wie sie dieselbe von Alters erlanget und hergebracht/ fürderst gnädigst lassen wollen.

Und als verdrossen von Seinen der Stadt gesatzet worden/ daß wegen der per appellationem an das Fürstl. Hof-Gerichte zu Wolffenbüttel devolvirenden Sachen/ gewisse Verordnung geschehen/ und sie dißfalls also begnadiget werden mögten/daß es gemeiner Stadt träglich/auch darin den Rechten/Kahts-Ordnung und Herkommen nach verfahren werden mogte/ haben Se. F. Durchl. sich darauff dahin resolviret, daß gleich wie Ihro als Landes-Fürsten obliege und gebühre/ sie auch Zeit ihrer Landes-Fürl. Regierung Ihr ernstigst angelegen sein lassen/ daß jeden dero Unterthanen die Justiz gehöriglich administriret werden möge/ also gemeine Stadt die ehrliche Burgerschafft und Inwohnern dero Stadt Braunschweig dessen auch allemahl theilhaftig machen/ und stunde nicht allein einem jeden der durch richtig und Recht beschwert/ auff gewisse Maß frey und bevor/ an die hohere Gerichte zu provociren, sondern da etwan vor den durch ein oder andere unzulässige Behrdungen gewehrte Burgerschafft und Angehörigen abgehalten worden/ daß den hohen Gerichten/durch Appellationes bestes Recht zu suchen/ S. F. Durchl. solches fürders nicht gestatten/ sondern vielmehr den Rechten seinen freyen und ungehinderten lauff gegönnet haben wollen.

Zumahlen hat man an Seiten der Stadt gebührend gesuchet und gebeten/ daß ihnen die Jagt-Gerechtigkeit so wohl in dero Eigenthum und Frlandt-Aemtern als auch auff anstossende benachbarte Aemptere auff hohes und niedriges Wild zu exerciren unbehindert gelassen werden möge/ welches Seine F. Durchl. ihnen an denen Orten/ da sie in gerniger und ohnstreitiger possession solcher Jagt-Gerechtigkeit sich bisshero befunden/auch fürderst gnädigst zu gönnen versprechen lassen.

Und als fürs letzte dersselbe demnt mehr vorgetragen/ daß auff die vormahligen unterthänigsten Anbringen S. F. Durchl. gnädigst sich erkläret/ daß sie dero Stadt Braunschweig und deren Inwohnern/ insgleichen der Schulen/ Hospitalern/ auch den Bürgern an ihren auff Recht inhabenden Gütern/ nicht entgegen/ noch denen entweyhen wolten/sondern solche Erklärung in specie auch auff das Eichenrecht und andere gemeiner Stadt Land-Güter/ Gefälle und Einkommen/ mit denen dasige gehörigen Juribus und Gerechtigkeiten/wie auch andere auffer dem Gebiete gesessene habende Aempter/Dorffer/ Burg-Wind- und Wasser-Mühlen/ Hüttenwerck/ Hältungen/ Schäfereyen/ Steinbrüchen/ Kalckbrennen-Pfannen/ und andern Gütern und Zugehörungen/ das Zeughaus/ Artigkeit/ Munition/ und was dem anhängig/ Ziegel-Oefen/ Zimmerhofe/ Thon- und Leimens-Gerechtigkeiten/ insgleichen die Zehenden/ Zinsen/ Dor- und Stadt-Schoß/ Zoll- und Strasf-Gefälle/ Acker-Gelder/ Brücken-Gefälle/ Apotheckers/ Mahrstall-Wein- und Bier-Keller/ auch andere Herrahen/ als dasi Jus Fisci, und dergleichen, so weit von den abhenden/ als an fremde reichsgenahmbe Städten und Legatis, Burger-Gilden/ Innwohnen und Thürmen/ auch der Stadt und Burgerschafft aufstehenden Schulden und Forderungen/ wie die Nahmen haben/ insonderheit apotieret/ und jedweder dahero gerichtig gelassen werden möge: so haben Seine F. Durchl. sich darauff gnädigst erklären lassen/ daß so viel das Zeughaus/ Munition und Artillerie betrifft/ solches sie zu Armandirung, und alls majora Regalia, welche von der Superiorität dependiren gehörte/ und dahero denen nachtheilig accorpationes S. F. Durchl. dero Unterthanen nicht gestatten könten/ dahero auch die löbliche Burgerschafft in denen bewusten Memorial nicht bahte befunden/ sondern in eventum Dißmahlen der fausactionen und Erklärung deßwegen unterthänigst bedechtig S. F. Durchl. nach eingezogener gnädigen Erkundigung sich mit der Stadt darüber vergleichen wollen: auch einmerken S. F. Durchl. sich daß von dero in Gott ruhenden Vorahren an der Regierung Burgermeistern und Rath die Zoll-Gerechtigkeiten nicht gelanden/ sie wollen gleichwol dero Stadt vor der Hand deren mehr deklinteren/ sondern lassen ihnen compensationes dieselbe haben lassen/ was auch sussen an vorberührten gemeinen Stadt-Jurisden dieselbe wol hergebracht/ und gerühig bißlang ersessen/ die wollen Seine F. D. keines Weges beschren und gestören/ sondern sie dabey faleers geruhig lassen/ auch was es mit den Eichenrechte und andern Land-Gütern/ Aempter/ Dorffern/ Burg-Wibblen und deren zugehörungen Juribus und Gütern vor Bewandnüß habe/ demnächsten eigentlich erkundigen lassen/ inmittelen aber ein für allemahl die Stadt dahin gnädigst versichert haben/ daß alle das jenige/ was dieselbe bono titulo & jure erlanget/ und bißlang besessen/ sie auch ferners behalten/ und dessen nicht eine wehrer werden sollen.

Schendens haben Burgermeistere und Rath/ und gemeine Stadt in puncto commercionum nicht weniger unterthänigst gebehret/ daß den Burgerlichen Gewerben Brau- und andern Nahrungen ihr freyer lauff gnädigst gegönnet/ den Braunschweig. Burgern die freie Marckt-Gerechtigkeit zu Wolffenbuttel/ Helmstädt/ Schöningen/ und allen andern Orten deß Fürstenthumbs ungehindert verstattet/ die Zwang-Bürre und erhöhete Accisen abgestellet/ die Handwercker auff den Dörffern und die Stadt gänzlich abgeschaffet/ oder auff eine gewisse Distantz angestellet/ den Bürgern die herabgebrachte Zoll-Freyheit/ in dem Fürstenthum und denen incorporirten Graff- und Herrschafften gnädig gelassen/ die Niederlagen am Transit und womit sonsten der Stadt Zolle gesetzet/ mit denen gemeinen Stadt verleget/ die auff Garn/ Wolle/ Minnune/ und Hopffen weder das Hertommen gelegte Beschwerungen abgethan/ denen Bürgern weder die Unterthanen im Lande einigermaßen Resteng verhoffen/ und dabey

Anjetzo angehänget/ gesuchet und gebeten/ daß deß Fürstlich. Post-Meisters Hilmer Dachmanns/ dem Commercio gar nachtheilige Anmassungen/ als Erhöhungen deß porto, spate und

Digitized by Google

Anno 1671. und unſtreitige beſtellung, auch Verzicht der anverwantnen Vaquote und Schweiden / remederet / zu dem Poſt-Meiſter-Ampt eine Burgerliche / gemeſſem geſeſſene und erbahrne Perſon beſtellen / in evenum obgedachter Deichmann die verſprochene Schutz- und Verwohrungs-Gelder zu erlegen / fremde Perſonen dem Magiſtrat anzumelden / und deß Kayſerl. Briefe fren beſtellen zu laſſen / anbehalten / der Stadt eygene Ordnants-Boten geleuter / dero Boten Gerechtigkeiten nicht gehindert / ſondern die Fuhren und Botſchafftsverrichtungen einem fürtern verſtattet werden möchten / Worauff S. F. Durchl. die Stadt gnädigſt verſichern laſſen / daß ſie dero Nahrung / Wachsthum / und Aufnahm / ſo viel immer möglich / zum Landes-F. Fürſtahl und Zuwachs jederzeit befordern / ſolchem nach auch verſchaffen / daß Burgermeiſter / Gerechtigkeiten den Braunſchweigiſchen Burgern gleich andern Unterthanen / maßlichen der Zollfreyheit ſo weit und fern ſolche diſtalirt in poſſeſſione ſeyl auch ſich jetzo befinden / ihnen fürters unzeſchmälert laſſen wollen / daß auch die Bürgerſchaft beder alls ander eingeſeſſenen verſonſtet / und wegen der Braupfahrung und Handwercker auf ein ſolches expectiren gebracht werden ſolle / wodurch beydes der Stadt Braunſchweig und deren Burgern nach Müglichkeit erhollffen werden / dabey aber andere Unterthanen unverkürtzet bleiben mögen.

Inſgleichen ſolle wegen der angeführten Garn- / Wolle- und Hopffen-Angelegten Beſchwerungen / wenn der Städte ſich deßwegen ſpecialien vernehmen laſſen würde / zumahlen Seine F. Durchl. ſich deren nicht erinnern / gnädigſt Verordnung ergehen / die Sache am Tremdel aber / können Seine F. Durchl. niemand verhelffen / es ſolte aber an Mörigen ſo wenig ihren Burgern / wann ſie under die Unterthanen auff dem Lande zu klagen / als ſonſten menanden der Juſtiz verſagt / vielmehr dieſelbe ſo weit wider dieſe / als auch was den andern Punct betrifft / wider den Poſt-Meiſter Deichmann / da jemand an demſelben Spruch und Forderung zu haben vermeynete / ſchleunig und unaufhältlich administriret / auch ſonſten der erwehnten Exceſſen halber gebührlich Erkündigen eingezogen / und weil in der Poſt-Ordnung wegen der Boten gemiß Verordnung von ſeinem Fürſtlichen Hauſe gemacht worden / ſo laſſen Seine F. Durchl. es dabey billich bewenden.

Als auch wegen eines gnug Amniſtie von Burgermeiſter und Rath und gemeiner Stadt vor ſich / ihre Bedienten und anhängen erfolgt / haben Seine F. Durchl. ſich dahin gnädigſt erklärt / daß / ob ſie zwar viel urſache hätten / wider einen und andern der verſtorbnen Inſaſſelut und geſtalten ſchmpfflichen Reden halber der Strenge nach zu verfahren / ſie jedoch ſolches alles aus Landes-F. Clemenz und Güte allen und jeden hiemit gnädigſt vergeben / und daß der geſtalten Amniſtie nicht allein Burgermeiſter und Rath / Gilden und Parteyen / auch gemeine Burgerſchafft / ſondern auch wie in ſpecie unterthänigſt gebehten worden / alle und jede / ſo wegen obgedachter Bedienten / habe und wichtige Hilffleiſtung / auch dergleichen beſtändig gemeſſen laſſen müſſen / daß ſie deßwegen an Ehre / Leib und Guth / auch ſonſten keinerley Gefahr geſtellt werden ſollen.

Zu dem Ende Burgermeiſter und Rath und gemeine Stadt inſtändig arbeiten / daß den dieſer Beſatzerung ihnen und ihr ihren angehörigen / Leib und Gütern in gemein / und inſonderheit / daß ſie zu beyden Seiten reſpective erlittene Schäden und aufferlegte Unkoſten an übrigen compenſiret / und die Gefangnen und Verhaftete loß gelaſſen / ſo dann an ſtatt der vor vielen unbenahmten Jahren hinein eingenommen Feſtungen Gibichen / einigen in der Stadt Kindern an beneficium in der Communität an Burgerſtadt oder dergleichen / endlich nachmahls werden möchten.

Darauff Seine F. Durchl. gnädigſt verſprochen / daß all das jenige / was wider ihren Willen dero bey der Belägerung ihnen und der ihrigen abgenommen / Dieb und Gaben zu reſtituiren / und

ANNO 1671. ohne unterschied der Religion in rechten vertauen mogten / zu obgehandlen und dem allerbesten verfüglich / und annehmlichen bey einander setzen / auch aus allen dagebenheiten / wortaus der sache mogte entstehen / und wortauf die hierin vorgetzogene Assistenz erfordert werden möchte / vorhero und zeitlich einander communiciren / keiner aber einigen Stands des Reichs / oder stembden Cronen / Potentaten / und Republiquen zu seindlicher invasion ihr sich geben / und die Bundes-Verwandte unter sich seinsten beständige Freundschafft erhalten und trauen / keine gewalt zum Thätlichkeit / oder gewalt überfallen / überziehen / oder belegungen / sondern seine gegen den andern habende Mißverstand- und Serrungsachen / wo deren einige seyn möchten / durch Gütt- und Rechtliche mittel entscheiden / und sich damit begnügen lassen soll.

II. Wofern nun jemand ein oder anderer Consoederirter / und desselben im Hoch. Rom. Reich gelegene lande ins gesamt / oder deren einer / der Cron Schweden Bremen / wegen des Stiffts und Fürstenthums Wismer / in Kraft allergnädigst ertheilten Kayserlichen Protection / mit ungerechtmessen / weder rechtlichen oder bestehenden massen mit Gewalt überfallen / und Feindlich angegriffen / oder auch durch innerliche Empörungen und aufrühre angefochten / oder sonst durch hertes gewaltsames Zusammenziehung / und hinc inde gehende Executiones beallen über kurtz oder lang / es geschehe von wem es wolle / angefochten werden : Alsdann wollen und sollen diesselben mogen berührter Ihrer im Reich gelegenen lanten und leichen verfüglich beyeinander stehen / einander auf beschehenes ansuchen wider den offendenten ihm beystand angewertzlich / nue benach folget / zu Hülf kommen / Kräfftig beystehen / und dessen lands und leuthe wider Gewalt schutzen / schirmen / und vertheidigen helffen.

Und damit man wissen mege / was sedet Theil an Mannschafft zu Ross und Fuss den beizulegen requirirenden zu Hülff zu schicken habe / so ist fest

III. Dritte vergleichen werden / daß auf die erste mahnung innerhalb 14. Tagen Ihro Kayl. Mayst. wegen dero im Reich gelegenen / und darzu gehörigen Erb- Königreich und landen zu Roß Tausent Pferd / und zu Fuß 3000. Mann / und auf die andere mahnung innerhalb dem Wochen widerumb soviel. Ihro Fürstl. Gnaden zu Münster einer gestalt auf die erste mahnung innerhalb 14. Tagen zu Roß vier hundert / Dragoner hundert / und zu Fuß fünff hundert Mann / auf die andere mahnung innerhalb dem Wochen widerumb soviel zu hülff senden solle / mit der verbindlichen abrede / daß der eine Bundes-Genossen den andern auf bloses ansuchen einen unfehlbaren durchzug vor den Bunde-Obristen unweigerlich zu verstatten schuldig sein solle.

IV. Es solle auch weiters die hülff nicht weiter prætzt gegeben werden / bis der Feindes vornehmen gewehret / und dasselbe so derselbe einen angenommen / wider erobert sein werde / es sey den der schirmbs / oder zu hülff kommende würde selbst übergezogen / und nue vorgehandt / vergnaliget / und beleidiget.

V. Solte nun aber zum fünfften weder verhoffen mehr als einer von denen Alliirten übergezogen werden / und desshe leiden / auf solchem fall solle die obrige Bundes-Hülff von denen unbeleydigten halb den einen / und die andere halb den beleydigten beleydigten auf maß und weis / wie vorgemeldet / zugeschicket werden.

VI. Wofern auch seithdeme eine dergleichen Hülff nicht verrichten solte / auf solchen fall sollen und wollen die Bundes-Genossene auf erlangende nachricht von solcher ertzogenen Gefahr / auch sobald ohne aufenthalt darüber sich mit einander vernehmen / und einer solchen anfahl und Hülff vergleichen / welche zulänglich / und wonnit dem Nothleidenden in der Noth würcklich geholffen werden möge.

VII. Sobald auch zum öfftern die Hülff würcklich geleistet / und in des requirirenden land / oder der dessen Trouppen angelangt sege / so solle jedesmahl / wan etwas vorzunehmen / darüber gehaltende Kriegs-Rath schalten werden.

VIII. Es soll auch ackeines ein jeder Hülffleistender seinen Trouppen so viel Feld-Artigerie neben der zuhebor mit geben / als es die nottwufft und Tractz-Raison erfordert.

IX. Die Direction und Ober-Commando über die Waffen solle zum neunden der Ihrer Kays. Mayst. verbleiben / und von derselben eine Generals-Person mit beistehung der Confoederirten zu ernennen / welcher in dessen land / denn die Hülff geleistet wird / ohne dessillen vornussen / und beliehen nichts vornehmen / sondern das jenige was selbiger zur Defension und rettung seiner lands und leuthen gut befunden möchte guthun / und zulassen / in Kraft dieses angewiesen und verpflichtet sein solle : sofer aber ein fall sich begehen / welcher einen general Kriegs-Rath erfordert / so sollen auch zu denselben alle die jenige gezogen werden / welche zu einen Kriegs-Rath gehören / und solle derjenige in denselben praesidiren / welcher das Directorium / oder Ober-Commando führet / oder da derselbe nicht dahey sein wolte / oder könte / als dan der / so die höchste Charge bedienet.

X. So solle auch auch jederteens ein jeder seine Völcker unterhalten und bezahlen / und in deren behuff / damit dieselbe / wan sie zu andern landen stehen / fürwurtz zu werben / zu exercitiren / conjuiren / und andere ungelegenheiten anzufangen seine gefasch haben mögen / den der seinen Völckern habenden Commissario einen Monath Sold gleich anfangs zum Vorrath mitgeben.

XI. Allermassen dann auch zum öfftern zu verhütung aller unordnungen unter den Völckern die Bunds-Verwandte / sobald auf den Rendevous eine gewiss Verpflegungs-Ordnung anrichten wollen / auch wocken bey mehrerer conjunction aller Trouppen durchgehende gleich bezahlt werden sollen.

XII. Dieweil fürs gröffte die Auxiliar-Völcker dass Proviant nicht zugleich mit sich führen können / solle der Requirent zwar schuldig sein / solange so lang sie in seinem land stehen / mit nothwendigen Comniss-Brod vorbesagtes weis / zu versehen / welches ihme jedoch unvergütlich von jenen der hülffbedürfenden bezahlt und ersetzt werden solle / gleichwohl dann auch die Confoederirte Völcker ein mehrers / als dieses Commiss-Brod / und dass obgedacht / und rauh-Futter / nicht fordern / oder exequiren / sondern mas sie darüber bedürfen werden / denen Unterthanen in billigen werth um Geld bezahlen sollen.

XIII. Wann auch zum brauchenden einige Bunds-Verwandten aufenthalt bereits noch in einem andern nachbarlichen Fürstene um einander begreifen / Trafft welchen sie ebenfalls einander hülff zuleisten schuldig / so solle doch kein theil aus denen Fürstenthum / sondern nur aus einem der Assistenz zuschicken gehalten seyn / und nach den Requirmenten freg stehen / auf welchen Bunds er seine Confoederirte requiriren wolle : da etwa auch eine Trafft / und Recht-Hülff geschwer werden solte / so solle auch dieser von den quanto der Bunds-Hülff abgezogen werden.

XIV. Es solle auch sonsten alles versehende von niemanden aus denen Bündnus-Verwandten einige andere Bündnus aufgerichtet / oder eingegangen werden / so hierer zuwider.

XV. Im übrigen hat es auch zum fünfftenmen hierbey die meinung gar nicht / als wolte man durch diese particular Verbündnus die jenerhin / und abrednung unrechten Grundes in Hoch. Röm. Reich fundirte Executions-Ordnung / und in krafft derselben / sonderliche Reichs- oder Crayses-Verfassungen / wie auch die im Friedenschluß verordnete Universal-Guarantie zurnachtheilen / stricken / oder verbinderen / sondern es sollen mehrs bestowenigen dieselbe ohne abbruch dieses Recessus in allewey mit behörigen Fleiß / und eifer / sowohl uns armen den gegenwertigen Reiches / als absonderlich den Cayses / Convenient ausfertes nach möglichst befördert werden / wo dan krafft dieses Foederis alle und jede Bündnus-Verwandten versprechen / daß sie zu erhaltung des Friedens mit allen Kräfften daran sein wollen / damit der Punctus securitatis bey mehr wehrenden Reichs-Convent fortgestellet / und damit die gemeine Provisional-Verfassung würcklich eingetrichtet werden möge : auf dem Fall aber solche wieder verhoffen verhindert werden solte / da solle doch nichts destoweniger ein jeder zu der darein versprochenen Bunds-Hülff obligiret, und dieselbe ohnaufhaltlich zuleisten verbunden seyn.

Wann auch selbsteinig mehr andere Chur-Fürsten und Stände der heil. Reichs / sie sind Catholisch / oder Augspurgischer Confession in dieser particular Defensions-Verfassung obgesetzet massen mit eintreten wollen / und sich bey zunehmen / so ist dieser Verfassung begriffen / darumb ermelden wirdens / so solle es derselbe denen anderen allhald notificiren / und solche Chur-Fürsten / und Stände auch unweigerlich darinnen mit eingenohmen werden : Gleich nun solches zweiten allerhöchst gedachte Ihro Kayl. Mayst. anderstehen Gesandten Herrn Heinrichen Ihro Marckesen von Savona / Carreto / und Grana in krafft übergebenen allergnädigsten Credirens / und Ihro Fürstl. Gnaden zu Münster und Corvey / dergestalt vergliechen / so wollen sie darüber die Kayserliche allergnädigste Ratification allergehorsamst erwarten. Zu urkund dessen sind diese Defensiv- Allianz Recessen unter gleichen Inhalts verfertiget / und gegen einander ausgewechselet. Signatum Salfenberg den 17. July 1671.

Dn. Heinrich Mr. Carreton. (L.S.
Christoff. Bernhardt. (L.S.)

ANNO 1671.

LXIX.

Traité entre LOUIS XIV. *Roi de France, & 23. Oct.* ERNEST AUGUSTE *Duc de Brunswic & Lunebourg, & Evêque d'Osnabruc, Fait à Cologne le 23. Octobre 1671.* [FREDER. LEONARD. Tom. III.] FRANCE 23 OSNABRUC.

NOus ERNEST AUGUSTE, par la grace de Dieu, Duc de Brunswic & de Lunebourg, Evêque d'Osnabruc, ayant veu & examiné le Traité & l'Article à part, faits & passez à Cologne le 23. d'Octobre dernier, entre M. Verjus, Conseiller du Roi Tres-Chrétien en son Conseil d'Etat, & son Envoié extraordinaire en Allemagne, au nom de Sa Majesté: & le Sieur de Hammerstein, Conseiller en nôtre Conseil d'Etat & privé, & President de nôtre Chambre des Comptes, duquel Traité la teneur ensuit.

Le Roi aiant donné ordre & plein-Pouvoir au Sieur Verjus, Conseiller de Sa Majesté en son Conseil d'Etat & son Envoié extraordinaire en Allemagne, de faire & d'accorder avec Son Altesse Monsieur le Duc Ernest Auguste de Branswic & de Lunebourg, Evêque d'Osnabruc,

Digitized by Google

ANNO 1671. nabrec, un Traité de Neutralité entre S. M. & tel autre Prince ou Etat avec qui elle pourroit avoir la Guerre : & ledit Sieur Duc aiant donné un pareil Pouvoir au Sieur de Hammerstein, Conseiller en son Conseil d'Etat & Privé, & Président de sa Chambre des Comptes, ledit Sieur Verjus au nom & de la part de S. M. & ledit Sieur de Hammerstein pour ledit Sieur Duc, sont convenus des Articles suivans.

I. Que ledit Sieur Duc s'engage à observer une exacte Neutralité pour le tems qui sera marqué ci-après, entre le Roi, & quelque Prince ou Etat que ce puisse être, comme qui Sa Majesté ait la Guerre, & de n'entrer en aucun Parti ou Ligue qui soit directement ou indirectement contraire aux interêts de Sa Majesté.

II. Que ledit Sieur Duc s'oblige de donner passage aux Troupes de Sa Majesté & de ses Alliez, quand Sadite Majesté l'en requerra ; le reservant neanmoins de le donner selon les Conditions de l'Empire, à d'autres qui le lui pourroient demander.

III. Qu'il sera permis à S. M. de faire acheter dans le Pais dudit Sieur Duc, autant de Vivres & de Munitions de Guerre qu'elle jugera à propos, autant que Sadite Alteſſe n'en aura pas beſoin elle-même.

IV. Que ledit Sieur Duc promet auſſi de ne donner durant ce preſent Traité, ni preſter à perſonne ſes Troupes, ni de permettre aucune levée dans ſes Etats au préjudice des interêts du Roi.

V. Que ledit Sieur Duc dans toutes les occaſions qui ne touchent point l'Empire ni ſa Maiſon, ſera toûjours preſt à donner des preuves de ſon affection aux interêts & ſervice du Roi, pour meriter d'autant plus par toute ſa conduite la bien-veillance & confiance de Sa Majeſté.

Sa Majeſté promet auſſi de ſon côté,

I. Qu'elle ſera paier audit Sieur Duc un Subſide de cinq mille Ecus par mois pendant le cours du preſent Traité, & tant qu'il durera, à commencer du jour de l'échange des Ratifications ; lequel Subſide doit être avancé de deux mois en deux mois.

II. Que dans les paſſages que S. M. pourroit demander audit Sieur Duc par ſes Etats, elle ne ſera pas ſeulement paier ponctuellement les frais & les dépenſes que ſes Troupes y pourroient faire, mais donners auſſi les ordres neceſſaires afin que ſes Sujets n'en reçoivent aucun dommage.

III. Que S. M. ne prendra aucun quartier d'Hiver ou Logement dans les Etats dudit Sieur Duc, ſans ſon conſentement.

IV. Qu'il ſera permis audit Sieur Duc, en cas que quelques Partis ou Coureurs fiſſent du desordre dans ſes Etats, de s'en ſaiſir, & de les faire punir ſelon que le cas & la juſtice le requerra.

V. Que le Roi lorſqu'il en ſera requis après le terme de ſix ſemaines, ſera obligé d'aſſiſter & de proteger ledit Sieur Duc, contre ceux qui le pourront attaquer ou inquieter durant le cours du preſent Traité, étant libre à S. M. de preſter le ſecours en Hommes ou en argent, pourveu qu'il ſoit proportionné & égal au danger ; faute dequoi il demeurera libre audit Sieur Duc de pourvoir à l'interêt de ſes Etats le mieux qu'il pourra. Et quand, ce que Dieu ne veuille permettre, ledit Sieur Duc pour le ſujet de cette Neutralité, viendroit à perdre une partie de ſes Etats ou le tout, S. M. ne ſera & n'accordera nulle Paix ou Treve avec ceux qui en ſeront les uſurpateurs ou poſſeſſeurs, ſans qu'il ſoit pleinement & entierement reſtitué en tout ce qui lui appartient legitimement, avec dedommagement & interêt ; comme en toutes les autres occaſions le Roi promet d'appuyer toûjours puiſſamment les interêts dudit Sieur Duc, pour lui donner de plus en plus ſujet de s'attacher à ceux de Sa Majeſté.

VI. Que ledit Sieur Duc ſe pourra referver la fidelité qu'il doit à l'Empereur & à l'Empire, ſur les choſes qui pourroient être conclues ou arrêtées par les Etats de l'Empire, dans les formes ordinaires & accoûtumées.

VII. S'il arrivoit que pendant ce Traité l'un ou l'autre des Princes de la Maiſon de Brunswic fût le premier attaqué dans ſes Etats, par qui que ce ſoit, ledit Sieur Duc ſe reſerve de l'aſſiſter, conformement à ce qu'il doit en vertu des anciens Pactes de famille établis en ſa Maiſon, ſans choquer ou manquer à la foi du preſent Traité.

VIII. Il a été convenu & arreſté que le preſent Traité durera deux années à compter du jour de l'échange des Ratifications, ſoit que le Roi ſoit en Paix ou en Guerre, & qu'en cas que durant le cours de ces deux années, le Roi fut entré en Guerre contre quelque Prince ou Etat, ledit Traité continuera & ſera exactement obſervé de part & d'autre dans toutes les conditions, durant le cours de deux autres années après les deux premieres échoues, ſi ce n'eſt que la Guerre finiſſe plûtôt, auquel cas le Traité finira avec ladite Guerre. ANNO 1671.

IX. Que trois mois avant que ce Traité expire, le Roi & ledit Sieur Duc pourront traiter & convenir de ſa prolongation autant qu'ils le jugeront à propos.

X. Et la Ratification du preſent Traité ſera fournie par le Sieur Verjus de la part du Roi, un mois après que ledit Sieur de Hammerſtein lui aura livré ledit Traité, & la Ratification de ſadite Alteſſe.

En foi dequoi leſdits Sieurs Verjus & de Hammerſtein, ont ſigné le preſent Traité & y ont mis le Cachet de leurs Armes. Fait à Cologne le 23. d'Octobre 1671. *Signé*, VERJUS & DE HAMMERSTEIN.

ARTICLE A PART.

Outre ce qui a été conclu & arreſté ce jourd'hui entre le Sieur Verjus, Conſeiller de Sa Majeſté en ſon Conſeil d'Etat & ſon Envoyé extraordinaire en Allemagne ; & le Sieur de Hammerſtein, Conſeiller de ſon Alteſſe en ſon Conſeil d'Etat & Privé, & Preſident de ſa Chambre des Comptes, en vertu de leurs Pouvoirs ils ſont convenus par cet Article, qui aura la même force & authorité que le Traité principal ; que nonobſtant la promeſſe que le Sieur Duc a fait d'obſerver une exacte Neutralité, il lui demeurera neanmoins libre & permis, ſans que pour cela il puiſſe être accuſé d'aucune contravention au Traité ſuſdit, d'envoier à l'aſſiſtance des Membres de la Quadruple-Alliance, deux cens Chevaux, & quatre cens Hommes de Pied, qu'il eſt obligé de leur donner en vertu du Traité d'Alliance fait en l'an 1666. juſqu'au tems que cette Alliance prenne ſa fin, qui ſera le 25. jour d'Octobre de l'année 1672.

En foi de quoi leſdits Sieurs Verjus & de Hammerſtein, ont ſigné le preſent Arriele à part, & y ont mis le Cachet de leurs Armes. Fait à Cologne le 23. d'Octobre 1671. *Signé*, VERJUS & DE HAMMERSTEIN.

Aiant les ſuſdits Traité & Article à part agreables, en tous & chacuns les Articles y contenus, les avons approuvez & ratifiez, approuvons & ratifions, promettant en foi & parole de Prince de les entretenir, garder & obſerver inviolablement de nôtre part de point en point ſelon leur forme & teneur, ſans y contrevenir ni ſouffrir qu'il y ſoit contrevenu, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En témoignage de quoi Nous avons ſigné la preſente Ratification de nôtre main, & à icelle fait appoſer le Seel de nôtre Secret. Fait à Venife le ſixiéme de Novembre 1671. *Signé*, ERNEST AUGUSTE, Duc de Lunebourg, Evêque d'Osnabruc.

LXX.

*Premier * Inſtrument du Contrat de Mariage, entre* PHILIPPE *Duc d'Orleans, Fils de* LOUIS XIII. *Roi de France, & Frere de* LOUIS XIV. *&* ELISABETH CHARLOTTE, *Princeſſe Palatine du Rhyn, Fille de* CHARLES LOUIS *Electeur, & Sœur de* CHARLES *auſſi Electeur Palatin. A Strasbourg le* 22. *Octob.* 1. *Novembre* 1671. Avec la RENONCIATION *de ladite Princeſſe à tous Droits Succeſſifs ſur tous les Biens Paternels & Maternels tant Souverains que Feodaux &c. A Paris le* 24. *Novembre* 1680. [Copies auxentiques, & produites dans la Negociation qui ſe fit à Francfort ſur le Meyn en 1699. pour finir les Differents 22. Oct. 1. Nov.

* Ces deux Pièces ſe trouvent dans ma petite Collection Tom. I. pag. 206. Dans la Continuation des *Actes de Rymer*, pag. 167. Et dans THUILLIER *Hiſt. Palat.* Tom. III. pag. 241. [DUM.]

ANNO 1671. rents agitez entre S. A. E. Palatine, & S. A. R. Madame la Ducheſſe d'Orleans, au ſujet de la Succeſſion.]

ARTICLES & Conventions du Mariage entre très-haut & très-puiſſant Prince Philippe Fils de France, Frere unique du Roi, Duc d'Orleans, de Valois, de Chartres & de Nemours, Seigneur de Montargis, Pair de France, & très-haute & très-puiſſante Princeſſe Eliſabeth Charlotte, Comteſſe Palatine du Rhin, de la Maiſon Electorale, Ducheſſe de Baviere, &c. arrêtez & conclus avec l'aveu & conſentement de très-haut, très-puiſſant, & très-excellent Prince, Louis par la grace de Dieu, Roi de France, & de Navarre, & mondit Seigneur Duc, entre très-haut & très-puiſſant Prince Eduard Louis par la grace de Dieu Comte Palatin du Rhin, Archi-Treſorier & Prince Electeur du Saint Empire, Duc de Baviere, &c. Pere de madite Dame Eliſabeth Charlotte d'une part, & Meſſire François Marquis de Bethune, ſans Pouvoir & Procuration de Sadite Majeſté de mondit Seigneur Duc d'autre part.

I. Mondit Seigneur Duc prendra pour Femme & Epouſe madite Dame la Princeſſe Eliſabeth Charlotte par ſoi de Mariage, comme madite Dame prendra pour Mari mondit Seigneur Duc, ſolemnellement à la face de la Sainte Egliſe.

II. Auſſi eſt que le Contract du Mariage conforme à ces preſens Articles ſera mis entre les mains de monſeigneur Electeur, ce qui ſe doit faire inceſſamment, madite Dame Princeſſe ſera conduite juſqu'à Metz, aux frais de Sadite Alteſſe Electorale Palatine, avec un Equipage, Meubles & Habits, convenables à ſa condition.

III. Monſieur le Maréchal Duc du Pleſſis Praſlin ſe trouvera à Mets de la part de Sadite Majeſté, de mondit Seigneur Duc avec Procuration ſuffiſante, pour faire les Repouſailles avec madite Dame Princeſſe, au Nom de mondit Seigneur Duc.

IV. Enſuite le ſuſdit Maréchal épouſera en vertu de ſon Pouvoir & par Procuration madite Dame Princeſſe, le lendemain ou deux jours après l'arrivée de ladite Princeſſe à Mets avec toutes les Solemnitez requiſes.

V. Après quoi ladite Dame Princeſſe ſera conduite par très-haute, & très puiſſante Princeſſe Anne de Mantouë Comteſſe Palatine du Rhin, Ducheſſe de Baviere Douairiere, au lieu où il plaira à mondit Seigneur Duc de le trouver, dans lequel lieu le Mariage ſera confirmé & conſommé.

VI. En faveur dudit Mariage mondit Seigneur Prince Palatin a conſtitué en Dot, & fait don à madite Dame Princeſſe ſa Fille de la même ſomme que les Princeſſes de la Maiſon Palatine ont accoûtumé de recevoir, & que ſes Etats dont il eſt à preſent en poſſeſſion ſont en uſage de donner en pareilles occaſions, qui ſera delivrée partie en argent, partie en Bagues dont Inventaire ſera fait & eſtimation, qui lui tiendront nature de propre, laquelle Somme ſera payée dans un an après la conſommation du Mariage, & pour la ſûreté de laquelle tous les Biens meubles & immeubles ſeront hypothéquez du jour du payement, & ſpecialement une Terre de la valeur au moins de ladite Somme, au choix de mondit Seigneur le Duc d'Orleans.

VII. „ Ladite Dame Princeſſe ſera autoriſée par le- „ dit Seigneur futur Epoux pour renoncer, comme elle „ renonce dès à preſent à tous Droits ſucceſſifs ſur tous „ les Biens Souverains, & Feodaux, Paternels, & „ Maternels ſitués en Allemagne, ſe reſervant ſeulement ſes Droits ſur les Biens de même qualité „ ſituez hors de l'Allemagne, & les Allodiaux de ſa „ Maiſon.

VIII. Seront leſdits Seigneur & Dame futurs Epoux communs en tous Biens, Meubles, & conquêts immeubles, qui ſeront par eux faits durant & conſtant ledit Mariage, ſuivant la coûtume de la Ville, Prevôté, & Vicomté de Paris, étant néanmoins convenu que tous les Biens meubles & immeubles, qui de preſent appartiennent à mondit Seigneur Duc d'Orleans, lui ſeront & demeureront propres, & aux ſiens de ſon côté & ligne; declarant mondit Seigneur Duc que depuis le décés de Madame ſon Epouſe, il a fait faire Inventaire de ſes Biens, duquel Inventaire recollement ſera fait avant la Célebration dudit futur Mariage, & Copie d'icelui jointe à la Minute des preſentes.

IX. Mouſeigneur Duc d'Orleans pour la ſinguliere affection qu'il porte à ladite Dame Princeſſe ſa future Epouſe, lui donnera des Pierreries, Bagues, & Joyaux pour la Somme de cent cinquante mille Livres, à la charge qu'arrivant le predecés de ladite Dame Princeſſe ſans Enfans, leſdites Pierreries, Bagues & Joyaux lui ſeront reſtituës & appartiendront, ſans qu'ils puiſſent être compris en ladite communauté; laquelle reſtitution aura auſſi lieu en faveur des Heritiers dudit Seigneur Duc d'Orleans, en cas qu'il prédecede ladite Dame ſa future Epouſe, ſans Enfans, après toutefois le decés de ladite Dame Princeſſe, qui en jouira ſa vie durant. ANNO 1671.

X. Mondit Seigneur le Duc d'Orleans douera ladite Dame Princeſſe de la Somme de 40. mille Livres par chacun an de Douaire preſix en fonds de Terre de proche en proche à prendre & en jouir par ſes mains, du jour que le Douaire aura lieu: premierement ſur les Biens, Terres & Seigneuries dudit Seigneur Duc, autres que ceux de ſon appanage; & outre donne à ladite Dame Princeſſe la future Epouſe le Château de Montargis garni de Meubles comme il convient à ſa qualité, pour ſon habitation & demeure, ſa vie durant.

XI. En cas de predecés de mondit Seigneur Duc d'Orleans ſans Enfans dudit Mariage, il ſera permis à ladite Dame Princeſſe future Epouſe de renoncer à ladite Communauté dans trois mois après ledit décés, & y renoncant elle demeurera quitte de toutes les dettes de ladite Communauté, ſoit qu'elle y ait paſſé ou non, & reprendra les Deniers qui lui ont été conſtituez en Dot, qui ſe trouveront avoir été reçûs par mondit Seigneur Duc d'Orleans, même tous les Biens qui lui ſeront avenus & échûs conſtant ledit Mariage par Donation, Succeſſion, ou autrement, enſemble ſes Habits, Bagues, Joyaux, Meubles qu'elle aura apportez, dont à cette fin ſera fait un bref Inventaire, ſondit Douaire, & habitation au Château de Montargis, meublé, comme il eſt ci-deſſus dit, franchement & quittement de toutes Dettes, dont ladite Dame Princeſſe ſera aquitée ſur les Biens dudit Seigneur Duc d'Orleans, & pour raiſon de ce, & autres Clauſes & Conditions dudit futur Mariage, ladite Dame Princeſſe aura hypotheque ſur les Biens du jour dudit Contract de Mariage.

XII. Et ſi ladite Dame Princeſſe future Epouſe, ſurvivante avec Enfans dudit Mariage, vouloit accepter ladite Communauté & y participer, elle emportera ſeulement le tiers des Biens d'icelle Communauté, payant par elle le tiers des Dettes; mais s'il n'y a des Enfans, & qu'elle choiſiſſe ladite acceptation, elle emportera la moitié de ladite Communauté, à la charge auſſi de payer & aquitter la moitié des Dettes d'icelle.

XIII. Arrivant au contraire que ladite Dame Princeſſe future Epouſe vint à prédecéder ſans Enfans, ou avec Enfans dudit Mariage, ſes Heritiers ne pourront rien demander audit Seigneur Duc d'Orleans, à cauſe du Droit de Communauté, ſtipulé en faveur de madite Dame Princeſſe, mais ſera tenu mondit Seigneur Duc de reſtituer auſdits Heritiers tout ce qu'il aura touché de Dot, de Donation, ou d'Heritage, du côté & ligne de madite Dame future Epouſe.

XIV. Et en cas que pendant ledit Mariage il ſeroit alleué quelques Biens des propres & Immeubles de ladite Dame future Epouſe, ores qu'elle y ait parlé, ou qu'il ſoit fait rachat d'aucune de ſes Rentes, ou retiré quelque Domaine aliené à elle appartenant, ou fera fait autre remploi par ledit Seigneur futur Epoux, & à faute de ce faire par lui, pendant ledit Mariage, les Deniers ſeront repris ſur la Communauté, & il elle ne ſuffit, ſur les propres dudit Seigneur futur Epoux.

XV. Ledit Seigneur Electeur envoira ſes Procurations, & celles de madite Dame ſa Fille au Sieur Paul de Ramuingen ſon Conſeiller & Reſident à Paris, pour ſigner le Contract de Mariage avec le Roi, le mondit Seigneur le Duc d'Orleans, ſelon la teneur de ces preſens Articles.

En foi de quoi mondit Seigneur Electeur Palatin, madite Dame la Princeſſe Eliſabeth Charlotte ſa Fille, & Meſſire François Marquis de Bethune en vertu de ſa ſuſdite Procuration, ont ſigné ces preſentes de leurs mains, & y ont fait mettre leur Seel. Fait à Strasbourg le 22. d'Octobre du vieux ſtyle, & le 1. de Novembre ſtile nouveau l'an 1671. *Signé*, CHARLES-LOUIS, ELISABETH-CHARLOTTE, & FRANÇOIS DE BETHUNE, & ſcellé de leurs Sceaux & Cachets.

CO-

COPIE

De la Renonciation réiterée de la Sereniſſime Ducheſſe d'Orleans.

PAr devant les Conſeillers du Roi Notaires à Paris ſouſſignez, furent preſens très-Haut, très-Puiſſant & très-Excellent Prince Monſeigneur Philippe, par la grace de Dieu, Fils de France, Frere unique du Roi, Duc d'Orleans, de Valois, de Chartres, de Nemours, Comte de Bogeuſey, Seigneur de Montargis, &c. & très-Haute, très-Puiſſante, & très-Excellente Princeſſe Madame Elizabeth-Charlotte ſon Epouſe, qu'il autoriſe à l'effet des preſentes, lesquels ont reconnu & conſeſſé avoir reçû de très-Haut & très-Excellent Prince Charles, par la grace de Dieu, Comte Palatin du Rhin, Archi-Treſorier & Prince Electeur du Saint Empire, Duc de Baviere, &c. Frere de ſadite Alteſſe Royale Madame, la Somme de 32000. Florins d'Allemagne, valans Monnoye de France, celle de 64000. Livres, pour la Dot promiſe par très-Haut très-Puiſſant & très-Excellent Prince Charles Louis, par la même grace de Dieu, Comte Palatin du Rhin, Archi-Treſorier, & Prince Electeur du Saint Empire, Duc de Baviere, &c. à Son Alteſſe Royale madite Dame ſa Fille, tant en Deniers comptans, que Bagues, en faveur de ſon Mariage avec ſon Alteſſe Royale mondit Seigneur, ſuivant le Contract de ſon Mariage, reçû par Meſſieurs le Tellier & Colbert, Conſeillers Secretaires de la Maiſon & Couronne de France, Conſeillers & Secretaires d'Etat & des Commandemens & Finances de Sa Majeſté, le 6. Novembre 1671. de laquelle Somme de 32000. Florins d'Allemagne, faiſant 64000. Livres Monnoye de France, Leurs Alteſſes Royales quitent & déchargent Son Alteſſe Electorale, laquelle Somme ainſi payée, ſera & tiendra nature de propre à madite Dame conformement audit Contract de Mariage, & pour ſûreté de ce, mondit Seigneur ſon Epoux a affecté, obligé, & hypothequé tous ſes Biens Meubles & Immeubles, & ſpecialement la Terre, Seigneurie & Comté de Bogeuſey, ſes circonſtances & dependances, que Monſeigneur a acquis de Monſieur le Maréchal de la Ferté, „ moyennant la Somme de 133000. Livres, & en conſequence ce dit fundit payement, madite Dame auroſſée audit „ que dit eſt de mondit Seigneur ſon Epoux, en retire „ rant la Renonciation qu'elle a d'abondant renonce „ par ces preſentes à tous Droits ſucceſſifs ſur tous les „ Biens Souverains & Feodaux Patrimels, & Materiels, ſitués en Allemagne, ſe reſervant ſeulement „ ſes Droits ſur les Biens de même qualité, ſitués „ hors l'Allemagne, & les Allodiaux de ſa Maiſon ſuivant la Coûtume de la Maiſon Electorale Palatine. Et ont Leurs Alteſſes Royales conſenti qu'il ſoit fait mention de la preſente Renonciation & Quitrance, ſur ledit Contract de Mariage, ce qui ne ſervira avec ces preſentes que d'une même choſe, promettans, obligeans, & renoncant. Fait & paſſé à Paris au Palais Royal, l'an 1680. le 24. jour de Novembre avant midi, & ont Leurs Alteſſes Royales ſigné les preſentes doubles. *Signé*, PHILIPPE, ELISABETH-CHARLOTTE, THOMAS, & BECHET.

Les deux Copies ci-deſſus ont été collationnées à leurs Originaux par moi Remi le Petit, Notaire Imperial & Public à Francfort.

Second Inſtrument du Contrat de Mariage entre PHILIPPE *Duc d'Orleans*, & ELISABETH-CHARLOTTE *Princeſſe Palatine du Rhin, fait & paſſé au Château de Verſailles, le 6. Novembre* 1671. [Recueil de Leonard Tom. III. d'où l'on a tiré cette Piéce, ſe trouve auſſi dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheil. IV. Abſatz I. Num. 64.]

AU NOM DE DIEU. Sçachent tous preſens & à venir, que comme le Roi a toûjours eu un très-grand deſir de procurer & concourir en toutes choſes à la ſatisfaction & aux avantages de Monſeigneur Fils de France, Duc d'Orleans, ſon Frere Unique; Sa Majeſté dans la reſolution que mondit Seigneur a pris de ſe remarier, a bien voulu lui procurer une Alliance ſortable à la grandeur de ſa naiſſance: & pour cet effet ayant conſideré qu'entre toutes les Princeſſes de l'Europe ſur leſquelles elle auroit pû jetter les yeux, la Princeſſe Electorale Elizabeth-Charlotte, Palatine du Rhin, ſeroit plus convenable, tant pour ſon ancienne & illuſtre naiſſance, que pour les diverſes Alliances que les Princes ſes Pere & Aieuls ont eu avec cette Couronne, Sa Majeſté en auroit fait faire les propoſitions ſur leſquelles les Articles & Conditions neceſſaires pour parvenir à l'accompliſſement dudit Mariage (ſuivant le conſentement que nôtre S. Pere le Pape en a donné) en ont été arreſtez & ſignez. Pour ce eſt-il que du conſentement & volonté de tres-haut, tres-excellent & tres puiſſant Prince LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; & de tres-haute, tres-excellente & tres-puiſſante Princeſſe Marie Therese, par la même grace de Dieu Reine de France & de Navarre, Epouſe de Sa Majeſté, furent preſens tres-haut & tres-puiſſant Prince Philippes, Fils de France, Frere Unique du Roi, Duc d'Orleans, de Valois & de Chartres, Seigneur de Montargis, Pair de France, d'une part. Et Meſſire Frederic Pavel de Rammengen, Conſeiller & Reſident prés ſa Majeſté, de tres-haut & tres-puiſſant Prince Charles Louis, par la grace de Dieu Comte Palatin du Rhin, Archi-Treſorier Prince, Electeur du S. Empire, Duc de Baviere, ainſi Pouvoir & Procuration de mondit Seigneur Prince Palatin; & de tres-haute & tres-puiſſante Princeſſe Elizabeth-Charlotte, Comteſſe Palatine du Rhin, Ducheſſe de Baviere, Fille de mondit Seigneur Prince; & de tres-haute & tres-puiſſante Princeſſe . . . . de Heſſe ſon Epouſe, ladite Procuration étant en parchemin écrite en Latin, expediée ſous les ſignatures de mondit Seigneur Prince & Princeſſe ſa Fille, & ſcellée de leurs Sceaux ſur laes de ſoie & argent, datée à Strasbourg le vingt-deuxiéme Octobre dernier, ancien ſtile, & premier Novembre preſent mois ſtile nouveau, demeurée avec les Articles dudit Mariage, auſſi ſignez & datez comme ladite Procuration, annoſées à la Minute des preſentes, aprés que ladite Procuration a été paraphée, *ne varietur*, dudit Sieur de Rammengen, d'autre part; leſquelles Parties de leur bon gré, pure & franche volonté, ont convenu & accordé ce qui enſuit.

I. C'eſt à ſçavoir, mondit Seigneur Duc d'Orleans prendra pour Femme & Epouſe madite Dame la Princeſſe Elizabeth-Charlotte, par foi de Mariage, comme auſſi madite Dame prendra pour Mari mondit Seigneur Duc ſolennellement à la face de la Sainte Egliſe Catholique, Apoſtolique & Romaine.

II. Auſſi-tôt que le preſent Contract de Mariage ſera mis entre les mains de mondit Seigneur Prince Palatin, ce qui ſe doit faire inceſſamment, madite Dame Princeſſe ſera conduite jusqu'en la Ville de Metz, aux frais de mondit Seigneur Prince Electeur Palatin, avec un Equipage, Meubles & Habits convenables à ſa condition.

III. Le Sieur Maréchal Duc du Pleſſis Praſlin ſe trouvera en ladite Ville de Metz de la part de Sa Majeſté & de mondit Seigneur Duc d'Orleans, avec Procuration ſuffiſante pour faire les Epouſailles avec madite Dame Princeſſe, au nom de mondit Seigneur Duc.

IV. Enſuite ledit Sieur Maréchal épouſera en vertu du ſon Pouvoir & Procuration madite Dame Princeſſe, le lendemain ou deux jours aprés l'arrivée de ladite Dame Princeſſe à Metz, avec toutes les ſolennitez requiſes.

V. Aprés quoi ladite Dame Princeſſe ſera conduite par tres-haute & tres-puiſſante Princeſſe Anne de Gonzagues de Mantouë, Comteſſe Palatine du Rhin, Ducheſſe de Baviere Douairiere, au lieu où il plaira à mondit Seigneur de ſe trouver, dans lequel lieu le Mariage ſera conſommé & conſommé.

VI. En faveur dudit Mariage mondit Seigneur Prince Electeur a conſtitué en Dot, & fait don à madite Dame Princeſſe ſa Fille de la même Somme que les Princeſſes de la Maiſon Palatine ont accoûtumé de recevoir, & que les Etats dont il eſt à preſent en poſſeſſion, font en uſage de donner en pareilles occaſions, qui ſera, delivrée partie en argent, partie en Bagues, dont Inventaire & eſtimation ſera fait, & lui tiendront nature de propre, laquelle Somme ſera priſe dans un an aprés la conſommation du Mariage, & pour la ſureté de laquelle tous les Biens meubles & immeubles de mondit Seigneur Duc d'Orleans ſeront hipotequez du jour du paiement, & ſpecialement une Terre de

ANNO 1671. la valeur au moins de ladite Somme, au choix de mondit Seigneur Duc d'Orleans.

VII. Ladite Dame Princesse sera autorisée par mondit Seigneur futur Epoux, pour renoncer, comme elle renonce dés à present à tous Droits successifs sur tous les Biens Souverains & Feodeaux, Paternels & Maternels situez en Allemagne, le reservant seulement ses Droits sur les Biens de même qualité situez hors l'Allemagne & les Allodiaux de sa Maison.

VIII. Seront lesdits Seigneurs & Dame futurs Epoux communs en tous Biens meubles & Conquests immeubles, qui seront par eux faits durant & constant ledit Mariage, suivant la Coûtume de la Ville, Prevôté & Vicomté de Paris, étant neanmoins convenu que tous les Biens, meubles & immeubles, qui de present appartiennent à mondit Seigneur Duc d'Orleans, lui seront & demeureront propres, & aux siens de son côté & ligne, declarant mondit Seigneur Duc que depuis le decedé de deffunte Madame son Epouse, il a fait faire Inventaire de ses Biens, duquel Inventaire recollement sera fait avant la celebration dudit futur Mariage, & Copie d'iceluy jointe à la Minutte des presentes,

IX. Mondit Seigneur Duc d'Orleans pour la singuliere affection qu'il porte à ladite Dame Princesse sa future Epouse, lui donnera des Pierreries, Bagues & Joiaux pour la Somme de cent cinquante mil Livres, à la charge que arrivant le predecedé de ladite Dame Princesse sans Enfans, lesdites Pierreries, Bagues & Joiaux lui seront restituez & appartiendront, sans qu'ils puissent être compris en ladite Communauté; laquelle restitution aura aussi lieu en faveur des Heritiers dudit Seigneur Duc d'Orleans, en cas qu'il precedede ladite Dame sa future Epouse sans Enfans, après toutefois le decedé de ladite Dame Princesse qui en jouira sa vie durant.

X. Mondit Seigneur Duc d'Orleans a doüé ladite Dame Princesse de la Somme de quarante mil Livres de Rente par chacun an de Doüaire prefix, en fonds de Terre de proche en proche, à prendre & en jouir par les mains du jour que Doüaire aura lieu. Premierement sur les Biens, Terres & Seigneuries dudit Seigneur Duc, autres que eux de son Appanage: & en cas que lesdits Biens ne soient suffisans, ledit Doüaire sera pris pour le tout ou partie sur les Terres de son Appanage. En outre donne à ladite Dame Princesse sa future Epouse le Château de Montargis garni de Meubles, comme il convient à sa qualité, pour son habitation & demeure la vie durant.

XI. En cas de predecedé de mondit Seigneur Duc d'Orleans sans Enfans dudit Mariage, il sera permis à ladite Dame Princesse future Epouse de renoncer à ladite Communauté dans trois mois après ledit decedé, & y renoncant elle demeurera quitte de toutes Dettes de ladite Communauté, soit qu'elle y eut parlé ou non, & reprendra les Deniers qui lui ont été constituez en Dot, qui se trouveront avoir été receus par mondit Seigneur Duc d'Orleans, avec tous les Biens qui lui seront avenus & écheus constant ledit Mariage par Donation, Succession ou autrement, cufemble les Habits, Bagues, Joiaux & Meubles qu'elle aura apportez, dont à cette fin sera fait un bref Inventaire, fondit Doüaire & habitation audit Château de Montargis meublé, comme il est dit ci-dessus, franchement & quittement de toutes Dettes, dont ladite Dame sera aquittée sur les Biens dudit Seigneur Duc d'Orleans; & pour raison de ce, & des autres Clauses & Conditions dudit futur Mariage, ladite Dame Princesse aura hipotecque sur lesdits Biens du jour du present Contract.

XII. Et si ladite Princesse future Epouse survivant avec Enfans dudit Mariage, voulоit accepter ladite Communauté & y parteiper, elle emportera seulement le tiers des Biens d'icelle Communauté, puisant par elle le tiers des Dettes, mais s'il n'y a des Enfans & qu'elle choisisse ladite acceptation, elle emportera la moitié de ladite Communauté, à la charge aussi de paier, & aquiter la moitié des Dettes d'icelle.

XIII. Arrivant au contraire que ladite Dame future Epouse vint à predecedet fans Enfans, ou avec Enfans dudit Mariage, ses Heritiers ne pourront rien demander audit Seigneur Duc d'Orleans, à cause du Droit de communauté stipulé en faveur de ladite Dame Princesse; mais sera tenu mondit Seigneur Duc de restituer ausdits Heritiers tout ce qu'il aura touché de Dot, de Doüation ou Heritage du côté & ligne de madite Dame future Epouse.

XIV. Et en cas que pendant ledit Mariage il soit aliené quelques Biens des propres & Immeubles de ladite Dame future Epouse, ores qu'elle y eut parlé, ou qu'il soit fait rachapt d'aucune de ces Rentes, ou remeré quelque Domaine aliené à elle appartenant, en sera fait autre emploi par ledit Seigneur futur Epoux: & à faute de ce faire par lui pendant ledit Mariage, les Deniers seront repris sur la communauté, & si elle ne suffit pas, sur les propres dudit Seigneur futur Epoux. ANNO 1671.

XV. Et à tout ce que dessus entretenir, garder, observer, & accomplir, se sont les Parties obligées & obligent avec tous & chacun leurs Biens quelconques, presens & à venir, sans jamais y contrevenir. En faveur des presentes faites & passées en la presence de tres-haut & tres-excellent Prince Monseigneur Louis Dauphin de France; de tres-haute & tres-puissante Princesse Marguerite de Lorraine Duchesse Doüairiere d'Orleans, & de tous les Princes & Princesses du Sang, Ducs, Pairs & Officiers de la Couronne, & principaux Seigneurs du Conseil de Sa Majesté, & de nous les Conseillers Secretaires de la Maison & Couronne de France, Conseillers Secretaires d'Etat, & des Commandemens & Finances de Sa Majesté. Au Château de Versailles le 6. jour de Novembre 1671. *Signé*, LE TELLIER & COLBERT.

LXXI.

Traité entre l'Empereur LEOPOLD *&* LOUIS XIV. *Roi de France, pour Alliance & seureté mutuelle. A Vienne le* 1. *Novembre* 1671. [FREDER. LEONARD. Tom. III.] 1. Nov.

AU NOM DE LA TRES-SAINTE ET INDIVISIBLE TRINITÉ, PERE, FILS & SAINT ESPRIT. Ainſi soit-il.

COmme ainsi soit que le Sereniſſime & Tres-Puissant Prince & Seigneur Leopold, Empereur élu des Romains, toûjours Auguſte, Roi de Germanie, d'Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croatie, & de Sclavonie, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Stirie, de Carinthe & Carniole, Marquis de Moravie, Duc de Luxembourg, de la haute & basse Silesie, de Wirtemberg, & de Tech, Prince de Suabe, Comte de Habspourg, de Tirol, de Kiburg & de Gorice, Marquis du Saint Empire, de Burcau, & de la haute & basse Lusace, & Seigneur de la Marche Esclavonique, de Pornau & de Salins, d'une part. «Et le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince & Seigneur LOUIS XIV. Roi Tres-Chreſtien de France & de Navarre, d'autre. Apres avoir conſideré l'eſtat preſent des affaires, auroient jugé qu'il leur ſeroit avantageux pour établir leur mutuelle ſeureté, de s'engager reciproquement de telle maniere qu'ils puiſſent avoir une confiance plus entiere dans l'amitié l'un de l'autre, les Depuez de Leurs Majeſtez munis de leurs pleins Pouvoirs; Sçavoir, de la part de Sa Majeſté Imperiale, le Sieur Jean Paul Hoeher, Baron Libre, Conſeiller du Conſeil Secret de ladite Majeſté, & Chancelier de ſa Cour & d'Autriche; & de la part de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne, le Sieur Jacques Brethel de Gremonville, Chevalier & Commandeur de l'Ordre de Saint Jean de Jeruſalem, Conſeiller du Roi en ſes Conſeils d'Etat & Privé, Lieutenant General de ſes Armées, & Envoié extraordinaire auprés de l'Empereur, ont fait & conclu le preſent Traité au nom de leurs ſuſdites Majeſtez.

I. La Paix de Munſter demeurera ferme & inviolable, & ne ſera jamais rompuë entre Sa Majeſté Imperiale, tous les Etats, Vaſſaux & Sujets de l'Empire, d'une part; & Sa Majeſté Tres-Chreſtienne de l'autre. Un des deux Princes n'aidera point les Ennemis preſens ou avenir de l'autre, ſous quelque pretexte que ce ſoit, directement ou indirectement, d'Armes, d'Argent, de Vivres, de Conſeil ou autrement, ainſi qu'il eſt porté dans le ſuſd. Traité de Paix auquel on ſe rapporte. Et il ne ſera point permis à l'une de leurſd. Marechez d'aſſiſter de quelque espece de ſecours qu'on puiſſe imaginer, ni de recevoir ſous ſa protection les Sujets ou Vaſſaux de l'autre, qui auroient excité contre l'autre une ſedition, émotion, rebellion ou deſertion, de quelque maniere ou en quelque lieu que ce ſoit.

II. Comme il n'eſt pas permis par cette Paix à aucun Eſtat de l'Empire de pourſuivre ſon Droit par la force

Digitized by Google

ANNO 1671. force on pas les Armes, mais que s'il y a quelque différend déja mû ou qu'il s'en meuve dans la suite quelqu'un, chacun doit agir par les voies de la Justice, & que ce qui a été reglé par la Sentence du Juge doit être commis sans distinction à l'execution des Etats; ainsi que les Loix de l'Empire touchant l'execution des Sentences l'ordonnent. Le Roi T. C. ne donnera aucun secours directement ou indirectement, soit d'Armes & de Troupes, soit d'Argent, de Vivres, de Conseil ou autrement, ni par lui ni par les autres, à ceux qui râcheront ou rechercher de poursuivre leurs Droits par la voie des Armes: & il empêchera point non plus qu'on ne mette en execution contre eux de telles sortes de personnes, les Loix & les Constitutions de l'Empire, établies pour la defense & la conservation de la tranquillité publique. A l'égard des differens qui sont ou pourront être à l'avenir entre S. M. I. & S. M. T. C. ils seront terminez par une amiable composition; & si on n'en peut convenir, par des Arbitres nommez de chacune côté en pareil nombre: & s'ils ne peuvent s'accorder, par un Arbitre choisi par les deux Parties. La même chose sera observée entre le Roi T. C. & les Sujets ou Vassaux de l'Empire, touchant les differens déja mûs ou qui pourroient s'émouvoir à l'avenir, entre S M. T. C. & lesdits Etats, Sujets & Vassaux de l'Empire, soit qu'il n'y en ait qu'un ou qu'ils soient plusieurs, enforte que tous ces differens ne seront point terminez par les Armes, mais par une amiable composition, ou par les Arbitres des deux Parties, en évitant toute forte de violence. Et comme il a été dit dans le premier Article, que l'un des deux Princes ne pourra en aucune façon donner du secours aux Ennemis de l'autre, tout ce qui est porté dans le Traité de Munster, touchant les Etats de l'Empire, doit estre censé repeté ici, comme s'il estoit inseré mot à mot.

III. Comme il est de l'interest de l'Empereur, de tout l'Empire, & même de toute la Chrestienté, que la Paix d'Aix-la-Chapelle soit conservée en son entier, & que S. M. I. en estant la principale cause & cette conservation, le Roi T. C. promet à l'Empereur de l'observer exactement dans tous ses Chefs ou Articles, sans aucune exception; afin qu'il soit ainsi libre à S. M. I. de promettre & donner au Roi Catholique sa garantie de ladite Paix d'Aix-la-Chapelle: & s'il est besoin Elle emploiera efficacement aprés dudit Roi Catholique, tous les offices necessaires afin qu'il ne fasse rien contre cette Paix, mais qu'elle demeure stable pour le bien du repos universel. Afin donc que l'Amitié mutuelle entre l'Empereur & le Roi T. C. se conserve mieux à l'avenir, chacune des Parties aura soin de l'utilité, de l'honneur, & des avantages de l'autre, & mesme du Roi Catholique. S. M. I. en consideration de la promesse que le Roi T. C. vient de faire d'observer ladite Paix d'Aix-la-Chapelle s'oblige & promet que pourvû que ladite Paix soit observée en son entier de la part du Roi T. C. s'il s'élevoit une Guerre ouverte hors des Cercles & Fiefs de l'Empire, que les Etats ou Vassaux de l'Empire possedent, entre le Roi T. C. d'une part, & lesdits Rois d'Angleterre & de Suede, & les Etats des Provinces-Unies de l'autre part; en ce cas il ne se mêlera point de cette Guerre, ni par lui ni par autre, si ce n'est par une entremise de ses offices pour procurer la Paix; & il ne fera aucune Confederation avec les uns ni avec les autres pour leur deffense, & contre le Roi T. C. & il ne donnera dans le cas ci-dessus, soit susdits Rois d'Angleterre & de Suede, ou aux Etats Generaux, n'ils font Ennemis du Roi T. C. aucun secours en Armes, Argent, Conseil, ou quelque autre chose que ce soit, & tout cela pour une plus grande confirmation de leur veritable amitié, & des Traitez de Paix qui ont déja été faits.

IV. On ne dérogera point par cette Confederation à celles que l'Empereur a faites jusqu'à present, ou fera à l'avenir pour la defense des Terres ou Fiefs de l'Empire ou de ses Roiaumes & Provinces, de même que par cette Convention on ne déroge pas non plus à l'Alliance, ou aux Alliances que le Roi T. C. a fait ou fera pour la defense du Royaume de France: Avec neanmoins ce temperament & explication, que l'Empereur ni le Roi T. C. sous pretexte ou pour raison des Alliances qu'ils ont conclues ou concluront à l'avenir, ne feront ou ne stipuleront aucune chose qui soit contraire à cette Convention. Que cette Confederation ne prejudiciera aussi en rien aux Garanties que l'Empereur ou le Roi T. C. ont promis dans la Paix d'Oliva, & ensuite dans la Paix qui a suivi en l'année 1666. entre lesdits Etats Generaux, & l'Evêque de Munster. ANNO 1671.

V. Cette Alliance sera gardée fort secrette, & ne sera en nulle façon communiquée à qui que ce soit, sans le consentement de l'autre Partie. Leurs Majestez auront aussi soin & feront enforte qu'elle ne soit pas publiée & divulguée par leurs Ministres qui en ont presentement connoissance.

Toutes ces choses ont été conclues entre lesdits Plenipotentiaires de Leurs Majestez, en vertu des pleins-Pouvoirs qu'ils en ont receu de leurs Maîtres, & qu'ils ont échangez reciproquement, sous la promesse que lesdits Plenipotentiaires des deux Parties ont fait de délivrer & échanger dans dix semaines, à compter de ce jour, les Ratifications de l'Empereur & du Roi T. C. En foi de quoi ce present Traité a été signé, & muni du Sceau des Armes desdits Sieurs Plenipotentiaires. Fait à Vienne le premier jour de Novembre de l'année 1671. *Signé*, LE CHEVALIER DE GREMONVILLE. JEAN PAUL HOCHER L. B.

LXXII.

Acte d'Alliance entre CHARLES II. *Roi d'Espagne & les* PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas, touchant un mutuel secours. Fait à la Haye le 17. Decembre* 1671. [Manuscrit.] 17. Dec. L'ESPAGNE, ET LES PROVINCES-UNIES.

I. NOus Don Manuel Francisco de Lira, Introducteur des Ambassadeurs en Espagne, & Envoyé extraordinaire du Roi, auprés des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies.

Comme ainsi soit, que lesdits Seigneurs Etats ayent fait connoître par leurs Deputez, qu'ils desiroient sçavoir, ce qu'ils se pouvoient promettre de la Reine ma Maîtresse, en cas que le Roi Très-Chrétien vint à attaquer quelques Terres, Villes ou Places de la Jurisdiction desdits Seigneurs Etats, ou dans lesquelles ils ont leur Garnison, de quoi ayant été rendu compte à Sa Majesté, elle a trouvé bon, portée d'un zéle particulier pour la conservation du Corps Belgique, de nous faire déclarer & promettre (ainsi que nous déclarons, & promettons par cettes) que toutes & quantefois que lesdits Seigneurs Etats, seront attaquez par la France, directement ou indirectement és dites Terres, Villes, ou Places, Sa Majesté les fera secourir (bien qu'elle ne s'y trouve obligée par aucun Traité) de toutes les Troupes, & de toutes les manieres qu'elle pourra; mais si pour raison de ces secours, Sa Majesté fut attaquée par le Roi Très-Chrétien, en quelqu'un de ses Etats, qu'en ce cas-là, on fera agir toutes les forces de part & d'autre de commun concert, en toutes les entreprises, qui seront jugées necessaires pour les assistances reciproques, & le bien de la cause commune, & de ce que dessus, nous nous chargeons d'obtenir la Ratification de Sa Majesté en bonne & deûë forme, dans l'espace de deux mois. Fait à la Haye le dix-septiéme du mois de Decembre 1671. *Ecrit signé*,

(L.S.) D. MAN. FRANCISCO DE LIRA.

II. Les soussignez Deputez des Hauts & Puissants Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-bas, ayant vû & meurement examiné la déclaration & promesse de secours faite, passée & signée ce jourd'hui par Monsieur Don Manuel Francisco de Lira, Envoyé Extraordinaire du Roi d'Espagne, au nom & de la part de Sa Majesté, & y voulant correspondre de même, ont declaré & promis, declarent & promettent au nom & de la part de leurs Hautes Puissances qu'outre l'obligation qui est déja acquise à Sa Majesté par la Guarantie (qui demeure en son entiere force & vigueur) du Traité de Paix conclu entre les deux Couronnes à Aix-la-Chapelle le 2. de Mai 1668. promise par leurs Hautes Puissances, que toutes & quantes fois, que Sadite Majesté sera attaquée par la France directement ou indirectement és Provinces, Terres, Villes ou Places, qui appartiennent au susdit Roi d'Espagne, ou dans lesquelles Sa Majesté aura Garnison, leurs Hautes Puissances feront secourir Sa Majesté de toutes les Troupes & en toutes les manieres qu'elles pourront, mais si pour raison de ce secours leurs Hautes Puissances fussent attaquées par le Roi

ANNO 1671. Roi Très-Chrétien en quelqu'une des Provinces, Villes & Places qui leur appartiennent, ou dans lesquelles elles ont leur Garnison, ou sera agir toutes les forces de part & d'autre de concert commun en toutes les entreprises qui seront jugées necessaires pour le secours reciproque & pour le bien de la cause commune, & se chargent lesdits Sieurs Députez & ces Hautes Puissances par les presentes de fournir deux deux mois sur ce que dessus la Ratification de leurs Hautes Puissances en bonne & deûë forme. Fait à la Haye le 17. Decembre 1671. *Etoit signé*,

(L.S.) *J. van Gent.* (L.S.) *D. van Wyngarden.*
(L.S.) *Johan de Witt.* (L.S.) *Nic. Staetkouwer.*
(L.S.) *G. V. Hoeck.* (L.S.) *E. V. Dorssima.*
(L.S.) *H. ter Borch.* (L.S.) *B. Greyt.*

ANNO 1672.

LXXIII.

1672. 2. Janv. Cologne. *Traité entre l'Electeur de* COLOGNE, *& la Ville de même nom. Fait à Cologne, le 2. Janvier,* 1672. [*Theatrum Pacis.* Tom. II. pag. 545. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europ.* Tom. X. pag. 444. en Allemand, & dans LUNIG, *Teutsches Reichs-Archiv.* Part. Spec. Abtheil. III. Abſatz III. pag. 460.]

POſtquam inter Sereniſſimum Principem Electorem Colonienſem, ejusque Archidiœceſin ex una, nec non Conſules & Magiſtratum Civitatis Colonienſis ex altera, partibus, variæ differentiæ ac controverſiæ à longo tempore hucusque exortæ, adeo creverunt, ut causam utrinque dederint vi armorum, earumque periculoſarum diſſidentiarum: Hinc ad præcavendum mala, quæ timentur exinde ventura & ad Pacem tranquillamque ſecuritatem conſervandam, conſenſimiſſe permota & indoſta Sacra ſua Cæſarea Majeſtas, omnes hasce hinc inde controverſias amicabili compoſitione terminandas, Celſiſſimis, & Sereniſſimo, Principibus Electoribus Moguntino, Trevirenſi & Brandenburgenſi commiſit: Qui etiam pro ejusdem Cæſareæ Commiſſionis debiti partitione per ſuos Subdelegatos cum Mandatis ſufficientibus Coloniam Agrippinam ebea principium nuper præterii mensis Junii miſſos, ibidem 25. ejusdem menſis diĉtam Commiſſionem, eorum utriusque Partis Deputatis publicârunt, amicabili compoſitioni initium fecerunt, in ejusdemque pertractatione proceſſerunt: Cui quoque fui, & ſilicet præcavendorum periculorum ſuprazdictorum, & retinendæ communis ſecuritatis, Principes deinde & Status Circuli Infra Rhenani-Weſtphalici in Conventu Circulari, nuper Bilefeldiæ indicto & habito, utile ac expediens eſſe judicârunt, non modò diverſas interĉedere ac finiſcere deliberationes; ſed inſuper etiam inſignem Deputationem unà cum Directorio reſolvere & deſtinare; Prout quidem etiam illi omnes ſuas curas & cogitationes in propoſitum Cæſareorum Dnn. Subdelegatorum finem quàm optimè & ſecundiſſimè provchendum per tempus aliquod contulerunt: At verò in ipſo progreſſu, non minùs Cæſarei Subdelegati, quàm memorati Circuli Deputati, eaſdem principaliter ab ipſa compoſitione proculdubio abeſſe, interesse autem diſſidentiam utrimque natam adaugeri, ac inde plurium violentiarum pericula magis magisque in meram venire, obſervarunt: hisce autem ita pendentibus, etiam Celſiſſimus Epiſcopus ac Princeps Monaſterienſis ejusdem metûs avertendi curam ſtudio perquàm ſingulari & eximio in ſe ſuſcipiens, in viciniam Civitatis Colonienſis ipſemet acceſſit, ac præter Cæſareos D. D. Subdelegatos unà cum reliquis ex dicto Directorio aliisque Circuli præſentibus Dominis Deputatis pro etequenda Auguſtiſſimæ Cæſareæ Majeſtatis Cæſareorumque Dnn. Commiſſariorum intentione, præſidium ſecutiaris punctum, (ad cujus quidem promotionem memorata Circuli Deputatio ex ſupra relatis cauſis præcipuè reſoluta ac inſtructa fuit) absque mora aſſumens, tam præfatum Sereniſſimum Electorem Principem, quàm etiam Civitatem, cum debito reſpectu, & ſerio deſuper conveuit, eandemque utriusque Partis deſiderio, & mente peregrina, ac ſimul diligentiâ, quâ fieri potuit, adhibitâ, cum ejusdem utriusque Partis placito & aſſenſu, mediante hac Tranſactione provisionali citra tamen præjudicium Cæſareæ Commiſſionis & Subdelegationis, conventum, transactum & concluſum eſt, ſecuritatem iſtam modo ſubſequenti fundandam, ſtabiliendam ſubſequentique ratione conſanter obſervandam, ac iſti contrarium nihil prorſus attentandum.

Et quidem primò, ut memoratus Sereniſſimus Princeps Electòr Colonienſis, ſub Principis fide & verbo ſub ſua manu & ſigillo in Civitatem Coloniæ, & accedente Metropolitani Capituli conſenſu, Civitati Colonienſi ſpondeat, & caveat, quod nec ipſe, nec ejus Succeſſores in Archidiœceſi prædictam Civitatem Militæ proprio aut alieno ullatenus obſidere, circumcingere, conquillare, aut inquietare; nec etiam per arreſta, repreſſalia, inhibitiones, prohibitiones aut executiones, aliove quocunque modo, in ſuis ſuorumque Civium & Incolarum perſonis, immobilibus aut mobilibus bonis, reditibus, Navibus & Mercibus ad Mercaturam ſpectantibus, qualvis ratione & vîâ, aut aliàs in Juribus ſuis gravare debeant. Et caſu quo a ſua Sereniate, ejus nomine, aut per ejusdem jam tum collectas, aut deinceps colligendos proprios, uti & aliter recipiendos Milites, Civitati ejusdem, Civibus & Inquilinis, ſicuti præditum, præter omnem opinionem, damnum aliquod inferatur, quod hoc ipſum velit reparare.

Et contrà, ſeeundo, ut Conſules & Magiſtratus Civitatis Colonienſis cum conſenſu totius Communitatis repromittant, quod Milites extranei, modo & forma apud ſequentium tertium Articulum fuſiùs relato, dimittere, & cavere velint, quod nec per ſuos Cives nec per collectos, aut deinceps colligendos proprios aut alias ſuſcipiendos Imperii & Circuli Milites, Sereniſſimo Principi Electori, ejusdem Archidiœceſi & Terris earundemque Incolis ex Civitate & nomine Civitatis ullum omnino damnum directè vel indirectè inferri, nec Clerus, nec ſuæ Sereniatis Miniſtri in ipſa Civitate quoquo modo moleſtari, nec inſuper in ſæpius memoratæ ſuæ Sereniatis ejusdemque Archidiœceſi, in & extra Civitatem poſſeſſis Juribus, Juriſdictionibus, earundemque exercitio ulla vîâ turpatio aut invaſio fieri, nec quicquam novari, & caſu quo Sereniſſimo Principi Electori ejusdemque Archidiœceſi ex hujus Incolæ damnum aliquod ex Civitate & nomine Civitatis adverſus hæc illatum fuerit, illud ipſum per eosdem redintegrari & reſarciri debeat.

Ut ſaltem tertiò Civitas Colonienſis extraneorum, uti dictum, Militum dimiſſione facta, in tuto eſſe ac manere, inſuper etiam Pax & tranquillitas in Circulo Weſtphalico retineri poſſit; Civitas quidem Legionem Pampilinianam ita dictam, ſervitiis & Sacramento relaxatam & liberatam ad promiſſum & cautum Civium Conductum dimittet, nec ullum extraneum Militem imposterum, excepto caſu Articuli ultimi & *Qui etiam ratione* &c. admittet. Ante tamen dimiſſionem verò, aut ad minimum circa idem tempus, & pari paſſu pro ſecuritate ſuâ ſuſcipiet ex illis, in Conventu Weſtphalici Circuli Bilefeldiæ nuper celebrato, conventis Copiis Auxiliaris 1200. Pedites, ejusdem Circuli ſtipendio perſolvendo & cauto, ac non tantùm illorum nutres, quando opus habuerit & requiſiverit à memorato Circulo aut ejusdem Principibus Directoribus infallibiliter & absque mora exſpectabit, atque de illis deinceps certa exiſtet: ſed præterea etiam ipſi liberum erit, Sceram Cæſaream Majeſtatem, nec non tres ad amicabilem præſentium differentiarum compoſitionem, Deputatos Dnn. Commiſſarios & Principes Electores pro conſimili mitendo forte deſideratorum militum auxilio, pari modo & contributione cautorum ſumptuum, ſubmiſſimè & ſubmiſſè implorare, quemadmodum & Vicinos Circulos pro ejusmodi reſolutione ac declaratione ad plenioren ſui aſſecurationem in caſu neceſſitatis interpellare & requirere: Ad hæc Conſules & Magiſtratus præſentabunt ac nominabunt qualificatum & Circulo dignum Chiliarchum, qui jam dictis Copiis Circiariabus in memorata Urbe præſit: Ille verò & reliqui Officiales juxta normam Receſſus Circularis Bilefeldiæ nuper conclusi. à Directorio unà cum cæteris ad has Colonienſes differentias Dnn. Deputatis præficietur. Dicti porrò Milites, quamdiu in Urbe manſerint ſequentur præfati Magiſtratûs Imperium, & quando eidem placuerit, inde migrabunt; Iſte Chiliarchus autem & reliqui Officiales unà cum dictis Circuli Copiis Auxiliaris, ſimul etiam Civitati fidelitatem juràbunt, idque hâc reſervatione, ut Civitas per hæc nulli Bello, quod ab uno forte alterove Circuli aut Imperii Conſtatu in particulari, præter ſpem geri poſſet, ſeſe velit immiſcere.

Quia etiam, quartò inchoatum, Munitionis ſeu Fortificationis opus periculoſis controverſiis occaſionem facilè

Digitized by Google

ANNO 1672. faelle prædere posset; atque sic ejusdem perfectio debeat apud hunc fecuritatis punctum merito in consideratione venire: loco Serenissimus Princeps Elector pro constellatione pacifici sui animi, permittit & concedit ut tale opus ad finem perducatur, hac tamen conditione, ut Urbis Colonienſis Magistratus in Scriptis caveat, de opere ejusmodi demoliendo, restituendoque, aut aliunde desuper Arenisque idoneè subministrando, si posthac examinato Negotio in Possessorio aut Petitorio pronuntiatum fuerit, loca & fundos, in quibus ædificatum opus est, esse de Archidiœcesios Colonienſis Territorio: nec non justa tum factâm damni, tum & rationem de indemnisando, privatos illos, ad quos fundi spectant, in quibus cespites effodi sint, uti etiam de non accrescendo Civitati, neque ab eadem prætendendo ullum jus novum per cespitationem in ita dicto Borthaiko factum.

Ut, quinto, omnes Controversiæ inter sæpè memoratum Serenissimum Principem Electorem & dictam Civitatem Colonienſem prorsus tolli, ac per hoc fecuritas iisdhæc tantò minùs violari possit, utrimque conveniunt est, ut omnes ac singulæ hinc inde motæ prætensiones & actiones, sive in ite de præsenti pendeant sive non, cujuscunque nominis & naturæ sint, descendant, in Cæsaris & Sacri Romani Imperii Judicio Camerali Spirensi, juxta ordinationem novissimi Imperii Recessûs de Anno M DC LIV. in illis tex ibidem præscripti terminis peremptoriis, absque cancellione ullarum in citato Imperii Recessu vel earum prorogationum, aut dilationum, quàm fieri potest, brevissimè expediantur: Et quidem in specie in probatoriali termino Commissarii idonei, utrique Parti, ad examinandum testes, ad productionem & transumptionem Documentorum, vel subsectionem loci, aliave deputentur: Et talis Commissio ab iisdem, in Pauris utriusque prætentia, in loco, nempe ubi Documenta allervantur, sive Colonia, sive Bonnæ, perficiatur: atque Sacra Cæsarea Majestas subnissimè imploretur, quatenus dignetur præfato Camerali Judicio ferio injungere, ut super Controversiis hujusmodi secundum superiorem Ordinationem ad summam intra quinquennium, à die institutæ querelæ, cognoscat, easque decidat, Realis verò executio judicati fiat pro eaufarum gravitate, intra tres aut ad summum intra sex mensses, à die publicationis numerandos, illudque in hoc Articulo nominatum tempus observetur: Quod si præter spem, ob unius alterius vel Partis moram, tale tempus frustra effluxerit, integrum erit Parti aut ad ejusdem Transactionis observationem Transactionem hanc observanti ulteriùs agere, aut aliàs jure suo uti, ad eum modum, quo ante hujus Transactionis Conventionem uti licuit & potuit.

Interea etiam & quousque suprataxatæ præsentes ac futuræ controversiæ, secundum superiorem normam fundatæ subsistæ & sopitæ sint, tam, ferùs, Serenissimus Princeps Elector, ejusdemque Archidiœcesis, quàm ipsa quoque Civitas, manebunt & continuabunt, quoad Jura & Justisdictionalia in & extra Urbem in possessione, detentione, exercitio, & usurpatione illâ, in quâ hinc inde Partes de præsenti sunt.

Ubi, septimò, sæpius memoratus Serenissimus Princeps Elector consentit, & vigore hujus permittit, quòd, licet opinione Serenitatis suæ, Civitas præter omnem cujusdictionem, pendente suprædictâ Juris vîâ, in uno aut altero, adversus superiorem suum politicationem quidpiam attentaverit; nihilo tamen minus sua Serenitas vîâ facti vel armorum, aut etiam, intra quinquennium à dato hujus Transactionis computandum per modum arresti, prohibitionis, repressaliorum vel executionis neutiquam procedere; sed tale insperata attentata, aut etiam quando aliàs in uno alterove puncto super dicto statu possessionis vel detentionis, exercitii vel usurpationis, diuturn fortè aliquod vel contentio emerserit, illud præfato Cæsaris & Sacri Romani Imperii Judicio Spirensi committere velit: Quemadmodum etiam Civitas similiter ab omnibus attentatis, uti etiam dictum, abstinebit, & desuper memorati Camerales Judicii Cognitioni acquiescet: quod Judicium super punctis dubiis & controversiis ratione possessionis, detentionis, exercitii, vel usurpationis (postquam eadem summariè, & tantummodò in duobus proximè intra quadrimestre eorum Jure Consultis in Urbe Colonienſi ad hoc ab utraque Parte nominandis instructa, ac deinde ab Ada ad memoratum Cæsaream & Sacri Imperii Judicium Camerale transmissa fuerint) de plano & ad summum intra trimestre à die receptorum Actorum cognoscet & judicabit; cui judicato, donec causa principalis decisa fuerit, omninò parebitur; Post lapsum verò prædicti à dato hujus currentis quinquennii, Partibus jura sua priora salva erunt & manebunt, & quod Cæsareum Camerale Judicium interea aut posteà judicabit, illi ab utraque Parte obtemperabitur.

ANNO 1672.

Et quatuvis, octavò, omnia, tali modo, uti dictum, vîa Juris relicta sint, nihilominùs tamen potest per Cæsareum Commissionem & Deputatos ad illam Dom. Subdelegatos, uti etiam per alios Pacis amantes Imperii ac Circuli Electores, Principes, & Status, quousque unicuique visum fuerit, amicabilis compositio ulteriùs quoris melior modo tentari, & in illam operà conferri. Et quoniam pars controversiarum ita comparata est, ut si amicabiliter componi nequeant, saltem coràm quibusdam ab utràque Parte deligendis Jurisconsultis, in Urbe Colonienſi, intra certum hinc dimplacitum breve tempus instrui, subniti, Acta introulari, irrotulata Spiram mitti, desuperque per præfatum laudabile Camere Judicium intra determinatum ac breve tempus judicari possit, sic per talem amicabilem compositionem quoque tentari posset, utrum & quousque utraque Pars etiam in his posset adduci ad concordiam.

Ut igitur superiora omnia in omnibus ac singulis suis Punctis & Clausulis, sic ut præterrot, robur suum tantò magis obtineant, & juxta Literam observentur;

Sacra sua Cæsarea Majestas, nonò, tam per Celsissimos Cæsareos Dnn. Commissarios, quàm etiam Westphalici Circuli Directores, aliosque Principes ac Status, qui non minus à dicto Serenissimo Principe Electore, & Civitate Colonienſi, decreto & subnissimè implorabitur, non tantummodò, ut hanc pro utriusque fecuritate conventam Transactionem clementissimè confirmare, & ejusdem observationem pro decisione suprataxatarum controversiarum autctato Camerale Judicio mandare, verùm etiam eandem tuturi seu guarentigiare clementissimè dignetur. Cujus etiam tuitio talis seu Guarentigia pariter à suprædictis Celsissimis Cæsareis Dnn. Commissariis Principibus Electoribus Moguntino, Trevirenſi, & Brandenburgico, nec non à Westphalic & inferioris Saxoniæ Circuli coerundemque Directoribus Principibus ac Statibus, generalim vel singulatim petetur. Insuper verò etiam memoratæ Augustissimæ Cæsareæ Majestati supplicabitur, quatenus Eminentissimo Principi Electori Moguntino committere dignetur, ut ille in casum necessitatis, quo hæc Assecuratio & conventa Pundta, præter omnem spem ulla ratinne laberefactentur & petringantur, quinque Circulos juxta Imperii Executionis Ordinationem & Recessum de Anno 1555. §. *Sa sich dann, &c.* ad defentionem Partis læsæ & obtervationem hujus Transactionis conscribat, juxtaque citatam Imperii Executionis Ordinationem ad ulteriora procedat. Qui etiam ratione sæpè dicto Serenissimo Principi Electori vel Civitati, illi videlicet Parti, quæ præter opinionem omnium, metum & vim advertûs hanc Transactionem pateretur, in tall necessitatis casu, ac præterim ob conservationem & moram suprædictæ tuitionis seu Guarantiæ, aut insperatum ejusdem executionis defectum, liberum est, etiam auxilia Extraneorum juxta modum Imlirumenti Pacis Monasterio-Osnabrugensis, ad arcendam ejusmodi vim, uti.

In cujus testimonium non tantùm super hâc Transactione, necessaria Originalia expedientur: eorundemque alia notitiæ sæpius memorati Serenissimi Principis Electoris Colonienſis & illius Metropolitani Capituli fidelispeæ ac figillata, Civitati; alia verò nomine dicta Civitatis pariter æqualiternæ subscripta ac figillata, memorato Serenissimo Principi Electori, & illius Capitulo Metropolitano: ab utraque autem Parte, alia Cæsareæ Subdelegationi & Inferioris Rhenani Westphalici Circuli Directorio ac Deputatis singulatim extradentur: verùm etiam complura exemplaria nominæ dictorum Celsissimorum Cæsareorum Dominorum Commissariorum, ab eorundem Dominis Subdelegatis, & nomine jam memorati Circuli à Celsissimo Principe Monasterienſi inprimis, ac deinde à dicto reliquo Circuli Directorio præfentibusque Circuli Deputatis subscribentur, figillabuntur, signis illorum corroborabuntur, & similiter extradentur, Ratificatio eorundem autem intra septem dies procurabitur, & hinc inde communicabitur. Sic actum 11. Januarii M DC LXXII.

ANNO 1672.

Nomine Cæsareæ Commissionis pro parte Eminentissimi Principis Electoris Moguntini &c.

(*L.S.*) Fridericus Greiffenclau von *Vollraz.*
(*L.S.*) Constantinus Bertrambs.

Pro parte Eminentissimi Principis Electoris Trevirensis &c.

(*L.S.*) Antonius Sohler, manu propr.

Pro parte Serenissimi Principis Electoris Brandenburgici &c.

(*L.S.*) Conradus von *der Reck.*
(*L.S.*) Wernerus Guilielmus Blaspeil.
(*L.S.*) Ezechiel von Spanheim.

(*L.S.*) Christophorus Bernhardus, Episcopus Monasteriensis.

Pro parte Juliæ Clivieæ.

(*L.S.*) Franciscus Liber Baro de Giese.

Pro parte Clivieæ Juliæ.

(*L.S.*) Wernerus Guilielmus Blaspeil.

Pro parte Paderbornæ.

(*L.S.*) Casparus Philippus von *Kettler.*

Pro parte Nassoviæ Evangelicæ.

(*L.S.*) Joannes de Beyer.

Pro parte Werdenæ.

(*L.S.*) Joannes Brandt.

Pro parte Tremoniæ.

(*L.S.*) Joannes Brandt, ad requisitionem nomine Constituti &c.

Recessus annexus.

SCiendum, quandoquidem inter Serenissimum Principem Electorem Colonienſem, & Consules ac Senatum Civitatis Colonienſis, post decisum & transactum Secundatis punctum, nonnullæ adhuc, ratione causæ Sulzerinorum & Hesselmanni, nec non ratione executionis Seniorum, à suæ Serenitatis Officialibus in Judicio latarum ac ferendarum controversiæ particulares intercedant. Hinc illæ cum utriusque Partis consensu, per Cæsareos Dnn. Subdelegatos in modum sequenem per Recessum hunc accessionis ita quoque compositæ & expediæ sunt, ut eadem sub illa, in Recessu principali conventâ Guarantiâ æque benè comprehensæ esse debeant; Et quidem primò, postquam in ita dicta Sulzerania & Hesselmannica causa omnis generis difficultates esse prodiderant, quando à parte Serenissimi Principis Electoris exhibebatur, Decretum illud VI. Martii anni currentis in acto Judicio latum, esse executioni mandandum, Consules & Senatus verò contrarium, & per hoc Juri suo derogari sustinebant, atque ita super hac causa in medium adductæ variæ conditiones nullum effectum habuerunt. Hinc tandem (salvo tamen per expressum, quod hic casus neutri Parti aliquod præjudicium conciliare, nec in consequentiam trahi, Partibus justa sua defensio reservata esse debeat) eò conventum ac transactum est, quòd in illa, Hesselmannum & ambos Fratres Sulzer concernente causâ, in eventum, quo Celsissimi Principis Monasteriensis intercessio non assequatur desideratum effectum, decisio Cameralis Judicii juxta extremum tenorem in puncto securitatis reparabilis Articuli septimi, in eoque contenta brevioris viæ super modo procedendi, & qualiter à dicto alto Judicio ulterius procedendum, exspectari; interea verò & donec illa fide secuta fuerit, suprascriptæ tres personæ ea in custodia, in quâ nunc existunt, manere, ac ea violata in illos propterea per Magistratum debitè animadverti debeant. Quòd si interea, & pendente causæ instructione inter suam Serenitatem & Consules, Senatumque super modo procedendi, uti supra memoratum, amicabilis compositio inita poterit, illi per omnia parendum erit.

ANNO 1672.

Cum etiam, secundò, ratione executionis Sententiarum in Curia Officialatûs Colonienſis latarum contentiones usque hùc ex eo capite exiſtant, quòd Consules & Senatus Civitatis Colonienſis pro assistentia eorundem violentiarum Judicium ad executionem faciendam, non mediante Vice-Comite, sed per ipsummet Officialem immediatè requiri voluerint: prout in usu fe habere asseruerunt. Ex parte Serenissimi Electoris Colonienſis autem hoc recusatum, & ad oppervantiam contrariam, quam tamen Consules & Senatus non concellerunt, relatio facta sit, atque ita utrimque possessorium vel quasi, in hoc puncto disputatum fuerit. Ut igitur pauperes & egentes Partes, quæ causas suas apud præfatum Officialatûs Judicium per Jus & Sententiam evicerunt, diutius non destituantur competente auxilio, hinc Consules & Senatus ad assidum Cæsareorum Subdelegatorum instantiam, tandem amore Pacis eò se declaraverunt, quòd ipsi erga promissum suæ Serenitatis Reverſale, in quo Magistratus secundus redditur, quòd hæc declaratio eidem ne val in minimo, in circumventionem, præjudicium & consequentiam interpretari; neutri Partium etiam per hanc, novum quoddam Jus, in quocunque possessorio vel petitorio accrescere, vel jam acquisitum diminui vel auferri debeat, intra quadrimestre spatium à dato hujus accessorii Recessûs computandum, suos violentiarum Magistros, ad requisitionem Vice-Comitis pro executione dictarum Sententiarum concedere velint, & adhuc ulteriùs utrimque convenrum est, ut coràm quatuor imparialibus Juris-Consultis, nominatim N. N. N. N. utriusque Partis fundamenta & merita infra Mensis spatium ab hoc dato, hinc indè in scripsis, producantur, deinde etiam ad contra agendum mediante positione quadam in scripsis, similiter intra mensis spatium facienda, post verò acquisam admittenda invicem communicentur: In tertio mense autem tam pro una quàm altera parte in hoc Processu ordinarii possessorii exhibita probatoria expediantur, consequenter absque admissione ulteriorum prodotorum seu actinatorum causa hæc pro concluſa accepretur, Acta prout Juris ac ſtyli inrotulata, ad Cameram Imperialem pro decisione transmittantur: Ibique adveniens Decisio publicetur, atque ita causa hæc pro certo seu infallibiliter intra memoratum quadrimestre definitivè decidatur, illique Judicato, citra ullam contradictionem & provocationem, ab utraque parte per omnia eoque usque parebitur, donec aliud in petitorio, locis competentibus cognitum ac definitum fuerit. Illius in fidem præsens Accessorius Recessus tam per Cæsareos Dnn. Subdelegatos, quàm nomine utrimque Partium subscriptus ac sigillatus, Partibusque singulis necessaria ejusdem exemplaria tradita sunt. Sic actum Colonia 11. Jan. M DC LXXII.

Nomine Cæsareæ Commissionis pro parte Eminentissimi Principis Electoris Moguntini &c.

(*L.S.*) Fridericus Greiffenclau von *Vollraz.*
(*L.S.*) Constantinus Bertrambs.

Pro parte Eminentissimi Principis Electoris Trevirensis &c.

(*L.S.*) Antonius Sohler, manu propria.

Pro parte Serenissimi Principis Electoris Brandenburgici &c.

(*L.S.*) Conradus *von der Reck.*
(*L.S.*) Wernerus Guilielmus Blaspeil.
(*L.S.*) Ezechiel von Spanheim.

LXXIV.

Abſchied zwiſchen Deputirten Räthen der Churfürſten 27 Janv. und Ständen des Unter-Sächſiſchen Creyſes, wie auch Deputirten der Stadt Hamburg, wegen des Commercii und Schiffahrt auf der Elbe, aufgerichtet; Wodurch daſelbe in abgang kommene reſtaurirt die alten Zölle reducirt, und alle nöthige mittel zu deſſen beſtendiger aufrichtung verordnet werden. Geſchehen Hamburg den 27. Janv. 1672. (Lu-

Digitized by Google

ANNO 1672.

nig, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortſetzung II. pag. 351.]

C'eſt-à dire,

Recès conclu entre les Deputez Conſeillers du Cercle de la BASSE-SAXE, *& ceux de la Ville de* HAMBOURG *au ſujet du Commerce & Navigation de l'Elbe, qui étoient fort diminuez. On y convient des moyen neceſaires & convenables pour les retablir en leur premiere fleur. A Hambourg le 27. Janvier 1672.*

ANNO 1672.

Zu wiſſen: Demnach nun von etlichen Jahren hero wahrgenommen worden / daß die Commercia und Schiffahrt auf der Elbe je länger je mehr in Abgang kommen / und zu beſorgen erwuchs / daß dieſelbe endlich gar gänzlich unterbrochen und Verringerung der Elb-Zolle Einnahme / wie auch der Unterthanen Nahrung zu ſchaden / davon divertiret werden möchten / daß die denen Elb-Commercien intereſſirte Chur-Fürſten und Stände daher veranlaſſet worden / auf die / ſolchem Abgang und Schadens genauer zu inquiriren / und ihre Gedancken dahin zu wenden / wie demſelben geſteuret / hingegen das Elb-Commercium, Land und Leuten zum Beſten und Aufnehmen wieder in vorigen guten Stand und Flor gebracht werden möchte.

Zu welchem Ende Sie ihre Räthe und Deputirte An. 1662. nacher Magdeburg und An. 1669. anhero nacher Hamburg geſchicket / und darüber nothwendiger Unterredung und Berathſchlagung anſtellen laſſen / darauff folgendes unter ihnen ſämbtlich gut befunden / in dreyen Monath lauffenden Jahres abermahlen zuſammen zu kommen / und auf Mittel und Wege zu gedencken / wie vorgemeldte Zweck zum füglichſten erreichet / denen Tranſqueriden an ihren Oerterin abgeholffen / und alle Mißbräuche aber Excelle, ſo bis Schiffahrt bißhero gehindert / auch beſſerwerer / abgeſchaffet werden möchten; Welchem zu folge die von höchſtgedachten Ihr. Chur- und Fürſtl. Durchl. Durchl. andern abgefertigte Räthe / und Herrn Stadt Hamburg Deputirte / ſich in unterſchiedenen Conferentien und Handlungen angelegen ſein laſſen / alle und jede eingeriſſene Mängel zuſammen zu tragen / zu erwegen / und endlich ſich mit einander / jedoch bis auf fernere Reſolution ihrer hohen Herren Principalen und Obern / folgender Puncten verglichen. Und zwar gleich wie bekannt / daß theils die angezogen Mängel und Beſchwerden ſich bey den Zoll-Stätten bißher erugen / theils von denen Schiffern und Kauffleuten ſelbſt herrühren / alſo iſt vorerſt als ein gemeines Gravamen anzumercken / daß an den meiſten Zoll-Stätten die Rollen etwas erhöhet worden.

I. Dahero einhellig beſchloſſen / daß bey bißhero ein und andern Orts eigenmächtig erhöhete Rollen auf den alten Fuß / wie ſie vor dem Krieges-Weſen geweſen / reduciret und eingerichtet / hierüber durch den Druck publiciret / und bey jeder Zollſtätte anzuhängen werden ſollen / damit die Schiffer deſſen wiſſen / und wiſſen können / was er an Zoll zu entrichten habe.

II. Dann hat dabey vor nöthig und gut befunden / daß ein gemeines Maaß der in den Zoll-Rollen benannten und gebrauchenden Packen / Fäſſer und Gewichte verglichen / und ſolches den Zoll-Rollen / auf wie viel Fuß jedes / Faß und Pack zurechnen / einverleibet werden ſolle / alſo / daß der Zollner bald mit einem Stab das Faß oder Pack / ohne Verrückung deſſelben auf der Erden / wo es liegt / meſſen könne / und dieſelbe nicht auf die Waag gebracht werden dörffen. Weil aber ſolches zimlich Zeit erfodern wird / und alſo hier nicht ausgemachen gewesen / So haben die Herren Churfürſtl. Brandenburg. Geſandten über ſich genommen / dahin ihres Orts ein Ernſtmeß verfertigen / bernach communiciren / und durch eingekommenen Conſens, und mit Bewilligung der andern / zweyte impreſſion auch ihres Theils Hand mit anlegen / und die Sache auszurichten beſſen wollen / / die publication durch den Druck geſchehen ſolle.

III. Wegen der Abſpel aber iſt hiebey verſtanden / daß auf allen Zollen nach Verdungen Maaß gezellet werden ſolle durchgehends in allerley Getreide / ſhur auf jeden Abſpel nach Magdeburger Maaß vier Scheffel / auf Hamb. Maaß aber Dierthel.

IV. Hierneben iſt erinnert worden / daß die Einnahme der Zolle ehehin und gemeiniglich in gewiſſen Terminen abverrichtet worden / die zwar billich der Herrſchafft Gefallen iſt nachzulaſſen / nicht aber allzu rigeros mit denen / ſo ſich des Elb-Commercii gebrauchen / verfahren müſſten / und ſolchemnach ſollen die Schiffer ohn erheblicher Urſachen oder gantzlicher Prae-ſumption flüchtiger der Detrauſation nicht anſcheinlichen / vielweniger fürſtlichen an Beſchleunigung ihrer Reiſen gehindert werden / und zu Verwendung aller ſolcher Klagten / muß der Zollner / ſo bald ein ſolch Schiff an gewöhnlicher Oert gelegen / bey der General-Dirrektorung der verhandenen Waaren / ohne Beyzug deren übergebenen Certification oder Zoll-Zettel nachgehen / die Fäſſer / Packe / Ballen / Bulen / nach der Gröſſe anſehen / und ganz vor gantz halb vor halb / Viertel vor Viertel verzollen nehmen / den Schiffer ſoll ſeine Rechnung / was er von Zollbahren Waaren in entrichten / in Gegenwart ſeiner nach der aufgeſchencten Zoll-Rollen genau ſtehet / und von ihm ein mehrers nicht / als was es eigentlich austräget / genommen / über dasjenige auch / was er bezahlet / dem Schiffer eine beſondere Quittung zugeben worden.

V. Es haben auch die Schiffer Beſchwerung geführet / daß an den Zoll-Stätten bißhero kaum Banco-Thaler gefodert worden / welches ſie abzuſtellen und mit currenti-Münte zufrieden zu ſeyn gebeten / Alldieweil aber darauff gemand eigentlich inſtruiret geweſen / der Fürſtl. Mecklenburg. Schwerin. Herr Abgeſandter auch / daß es auf Banco-Thaler zu halten verſtehet / angezeiget / iſt es von allen als reſpectiven genommen ob es etwa dahin zu richten / daß / biß ein gewiſſer Reichs-Schluß des Münzweſens halber erfolget / die Hoffer an courrent-Münte / die andere Oerter aber in Specie Reichs-Thalern oder Ducaten entrichtet würde.

VI. Von geringen und denen Schiffern zuſtehenden Sachen / als was Eine in ihren Unterhalt an Eß-und Trunck mit ſich führen / soll kein Zoll noch ſonſt ichtwas unter was practext es ſey / genommen werden / jedoch daß es die Schiffer mäßiglich angehen / was etwa ein Schiff / Knecht an einem oder 2. Liſen und dergleichen bey ſich hat / ſoll ſo genau nicht genommen werden / ſondern aber iſt ihm einige Waaren mit ſich zu führen / und damit zu handlen / gantz verboten.

VII. Alles / was zu mutwilliger Aufhalt- und Beſchwerung der Schiffe gereichen kan / ſoll abgeſchaffet werden / auch niemand von den Zoll-Bedienten befugt ſeyn / den Schiffern Gebeine oder Gaben abzudringen / oder ſie deßwegen an ihrer Fortreiſe zu verhindern / und aufzuhalten / vielmehr ſollen ſie ſchuldig ſeyn / die Schiffer / ſo bald ſie möglich / abzufertigen und zu erlaſſen / die Schiff-Knechte auch / wenn ſie ſich beym Trunck auf halten wollen / fortzutreiben / und hierunter den Schiffern auf ihr Begehren die Hand zu bieten / auch damit man wiſſen möge / an wem die Schuld der Aufhaltung ſey / iſt vor gut angeſehen / daß aller Orten Stunden-Zettel erfolget werden ſollen / wenn die Schiffer ankommen / und ihnen abzuhalten gestattet wird.

VIII. Die Accidentien betreffend / da die Zoll-Bedienete bißhero ſich ſein genommen haben ſollen die Schiffer gänzlich abgeſchaffen gehen; demnach aber vor etlichen dahin gehalten worden / daß ſich nicht füglich alles gänzlich abthun laſſe / ſo iſt bewilliget / daß von einem Schiff am Ehlr. von einer Schure 12. Gr. und von einem geringen Geſchlf 6 Gr. gegeben werden mögen / darinnen ſich diejenigen zu theilen / welche bißhero an den Accidentien und Stertz-Gelde participiret / an welchem aber zu forderen aber zu nehmen / ſoll ihnen das Verlust ihres Dienſtes jedes Orts verboten / wo aber bißhero ein wenigers gegeben worden / dabey ſoll es allerdings gelaſſen werden.

IX. Was unter dem Titul Commendanten-Geld bißhero gefodert worden / ſoll hinkünfftig gänzlich ceſſiren und aufgehoben ſeyn.

X. Demnach es auch den Commercio ſchädlich erhalten / wenn die Zolle verpachtet würden: Es iſt ins künfftige zu keinen Pachten angeſtellet / verabredet worden.

XI. So viel nechſt deme die wider etliche Abſeite Zolle / als zu Rogez / Milo / Wittenberg und Roslau / geführte Beſchwerden anreichet / haben Se. Chur-Fürſtl. Durchl. zu Brandenburg und des Herrn Adminiſtratoris zu Magdeburg Durchl. ſich dahin erkläret / die Sache unterſuchen zu laſſen / und da ſich befinden ſolte / daß etwa der Oerter zur Unzeichder an Zoll genommen worden / mit Ernſt daran zu ſeyn / daß es hinkünfftig eingeſtellet werden möge.

XII. Über das alſo genannte Baum-Geldes zu Domitz von den Schiffern gefodert wird / haben ſie ſich brefftig beklaget / und ist bewogen mit dem Fürſtl. Mecklenburgiſch. Schwerinſ. Geſandten anzuſtellen / gerebet werden / Weil aber beſelbe verreiſet / dieſer daß noch in die 14. bis 16000. Thlr. hinkoſten reichſtändig wären / die noch nicht bezahlet / dagegen die Schiffer darin geſtatten / daß ſie ſo viel entrichten / daß es die Unkoſten wohl erreichen / wo nicht ein Uberſchuß erwüchſe / ſo hat man zweifer Abgeſandter eine Liquidation zwiſchen dem Fürſtl. Mecklenburg. Commercien-Rath Hilmer Gerſten und den Schiffern angeſetzet / die Klage-Klagen und zu übrigen die Zumahlen des Baum-Geldes noch auf einige Jahre einzuräumen begehret.

Maſchen aber das Fundament der præcenſion oder cauſa debendi von allen ermeldet nicht angezeiget / weil aber andern aber / daß der Zweck nicht erhalten / und noch einen Theil von den andern Herrſchaffen gebrauchet werden müſſen / theils ausgebrachte Zoll-und Lohn wieder hinten gelaſſen / angezogen worden / und denn allerdings zu Tage ſtehet / daß wie die Schiffer durch dieſe Zölle bißhero abgeſchrecket worden; So hat man hierüber zu keinem Schluß kommen können / bedungen die Geſandte und Deputirte ihren gnädigſten Herren und reſpective Obern dieſen Punct baldher alle Poſtdienſt vorbehalten / der meinen auch dieſe ausbrückliche Declaration gethan / und ad Protocollum anhero laſſen / daß ihre gnädigſte Herren Principalen und Obern ihre Unterthanen ferner damit beſchweren zu laſſen nicht gemeynet wären / ſondern daſelbe dawider zu ſchützen behacht ſeyn würden / welches ſie auch in dem an Ihro Fürſtl. Durchl. von ihnen ungeſäumt abgelaſſenen Schreiben wiederholet.

XIII. Die Schiffer haben noch verſchiedene Klagten eingebracht / wie ſie ſonderlich zu Domitz mit arreſten der Schiffe und Güter / mit Gefängnuß ihrer Perſohn und mit Gewalt / ohne vorgehende cognition / ohne Befugniß ſehr beſchweret worden / und noch über dieſes / wenn ſie ſo bort und übel tractiret / theils gezwungen worden / Reverſalien oder Zeugniß unter ihrer Hand

Anno 1672.

von ſich zuſtellet / daß ſie wohl gehalten / und auf keinen Beſchwerden / ſo ſprechen hätten: Wollen nun alle anweſende Geſandten ſolche Protestation höchlich improbiren / der Fürſtl. Braunſchweig-Lüneburgiſche auch consentiren / daß ſie ſeinen Gnädigſten Herrn zu wichtigen Miſſalien erregen würde / wenn über Sr. Churfürſtl. Durchl. denen Schiffen / die noch ferner zu Hamburg ankommen / und ihre Güter einbringen / oder auch Credit ein allerhand Waaren erhandeln würden / ihnen in ihrer eigene Gelegenheit / ohne Hinderung / jedoch gegen Entrichtung des gebührenden Zolls / abzuziehen / auch in Magdeburg / wenn ſie gleich mit ledigen Schiffen dahin kähmen / daſelbſt abzuladen / zu laden / zugelaſſen ſeyn ſolle / zu dem Ende er ihre Schiffe wohl als eine halbe Zoll freundſchaftlich angenehmen / haben ſie ihren Bürger-Freyheit und dem Herkommen zuwieder gehalten; Ihro Königl. Majeſt. zu Schweden / wie auch Ihr. Fürſtl. Braunſchweig. Herren Abgeſandte haben die Erklärung nach des Erſten / nemlich der zugelaſſenen Verführung der mit eigenen Gelde / oder auf Credit erhandelten Güter acceptiret / und hat es dabey billig ſein Bewenden / jedoch daß / wo die Annehmung fremder Landsmanns-Waaren betreffe / ſo die geſchehene Anzeige ad referendum genommen.

XVII. Den bey den übrigen von den Hanſ-Städten zu Ihro Churfürſtlichen Durchlaucht Magdeburg angeſetzten Klagen / daß zu Hamburg nicht zugelaſſen werden wollen / mit einem Ende zu beförderlichen / daß ſie daß in Hamburg erkaufften Korn oder andere Victualien nicht ausführen die Schar-Tonnen ſchlagen / beſonders in Anſehung der Herzogthum Bremen laſſen wollen / iſt von dem Rath zu Hamburg dieſe Reſolution erfolget / daß ſie ferner mit ſolchem Ende nicht beſchweret werden ſollen / es ſey aber Herkommen / daß die Durchfuhrende Unterthanen / wenn ſie ſolch Getreide auffer den Schar-Tonnen führen / die Schiffe verſiegelt laſſen / ſonſten aber / wenn ſie binnen Landes bleiben / vom Schiffe nichts geſiegelt werden dürffte.

XVIII. Was der auf den Oſter-Damm in Hamburg geſetzte Zoll-Schreiber zum Zeichen ſahret / ſoll ein Volumarium ſeyn / und niemand dazu gezwungen / oder deſſwegen aufgehalten werden. So will denn ferner die Beſchwerung / daß er / wie die von den Kaufleuten über Schiffern derrühren / beſſern dieſelbe in der nechſtgen Anſage / da darwider loſſelbet Waaren verſchwiegen / und andere gezogen angegeben / oder der rechte Zahl / Maaß und Gewicht nicht angezeiget / offt auch wohl gar einige Faſſer oder Packen zollbare Waaren nicht prottiret werden.

XIX. Gleichwie nun / wann deſſen ein Schiffer überführet wird / daß er den Zoll hergeſtalt defraudiren wolle / die poena confiscationis billich ſtatt hat / die ſich gleichwohl weiter nicht / als auf das vorſtehende Gut erſtrecket / ſo will doch der Hamburgiſche Rath / daß ſie ſolche ſtrenge zu verwenden / ſich hierunter fürſichtig / und alle Strafe und Schaden zu hüten. Dieſemgen Herren / ſo die Viſitation nicht hergebracht / als Königſeen / Wittenberg / Mölln / Boyg und Jerichow / dieſelben die Schiffer und Flöſſer nicht zwingen / daſelbſt zu ſtellen oder zu ſetzen / die Zoll-Gäſte aber / ſo der Viſitation berechtiget ſeyn / als Hamburg / Stade / Lüneburg / Braunſchweig / Wolfenbüttel / Helmſtädt / Bremen / Lemgo / Frankenberg / Embden / Tangermünde und Magdeburg / ſollen ſolche nicht aber vornehmen / als wenn ſtarcker und erhobener Verdacht oder praſumtiones vorhanden / daß der Schiffer ein ander oder anderm Gut mit Herrn / mischet / und denn die Zolls-Bediente ſolche Viſitation alſo anſtellen / damit die Flöſſer / Bäuken oder Riſſen / nicht leichtlich zerbrechen / noch dem Schiffer oder Kaufmann an den Waaren Schaden zuerſtehen werden möge / ſondern und wenn offenbahre Urſachen oder Indicia des Verdachtes nicht vorhanden / ſollen die Zoll-Bediente ſich mit den Certificatorien-Zetteln / die von jedes Orts Magiſtrat und Beamteren / wo die Waaren eingeladen / herzugeben pflegen / begnügen laſſen / da denn der Magiſtrat dahin ſehen wird / daß durch Abſetzung einiger Schreib-Gebühr / die Handelung nicht von neuen beſchweret werden möge / Wofern der Schiffer auch andere waaren von ferner ladung ermeldt ausſetzen oder dazu einbringen / ſoll er an dem Zoll / da es geſchiehet / vom Rath oder Beamten ein Zeugniß nehmen / oder deſſelben / wenn es nur ein Dorf wäre / / an der nächſten Zoll-Stelle anmelden / daß eingenommene unter den ersten Certificat- oder Zoll-Zettel ſchreiben laſſen / auch da denn herkommen nach / der eingebrachte Zoll-Zettel verbleiben / und dagegen ein neuer ertheilet werden müſſe / ſoll derſelbe vor erſt ſtrictig collationiret werden.

XX. Neuen-Zettel aber ſollen hinführo nicht mehr zugelaſſen ſeyn / wie auch daß mündliche Anſagen / auſſer was ungefährder Dinge ſeyn / und hoch angeführet werden müſſen.

XXI. Bey den Viſitationen des Korns haben die Schiffer unbenommen alle an Gravamen angezogen / daß die Zoll-Bedienten / wann das Korn an Schiff vom Boden und Maſt gezogen ſey / durch einen Meſſe-Stock meſſen / und durch ſolche obgelegenheit ihnen vermeinte Strafe / dichten wollen / als wenn nicht recht angeleget / Weil nun ſolches wichtig und nicht gut befunden / daß denen Certification-Zetteln getrauet / und dieſelbe verſuchet werden ſollen; So iſt dieſes auch / gestalt den dem Korn in acht zu nehmen / und muß / wenn daſſelbe gezogen / ſolches dem Schiffmann nicht zum Schaden oder Nachtheil gereichen.

XXII. Se. Churfürſtl. Durchl. zu Brandenburg haben in Anſehung der Elbe-Commercii allerdienſtlich erſprießlich erachtet / daß zum wenigſten bey erſtehen Wahren von dem gemeldten hergebrachten Zoll etwas remittiret werden möchte / zur auf

Digitized by Google

ANNO 1672.

ein Verſuch und geringe Zeit / von etwa 1. oder 3. Jahren / ob ſich ſolcher geſtalt mit der Zeit die Schiffer auf die Elbe werden wollen ziehen laſſen / wie ſie denn ihnen an ihren Zoll-Stätten den Anfang gemachet / und von Waſſ / Wachs / Tuch und Kupffer nur die Helffte zu nehmen anbefohlen; die meiſten Gelandten haben ſich dieſerhalb mandati ermanglung / und es ad referendum genommen / der Fürſtl. Mecklenburg-Schwerinſiſche hat dafür gehalten / daß auf ein Sorten ſeines gnädigſten Fürſten und Herrn Fürſtl. Durchl. von denen in der Zoll-Rolleta de An. 23. ſpecificirten Waaren nicht weiter zu ſteigen worden / aus aber darum nicht begriffen / und doch vermöge der in ihrem Privilegio enthaltenen clauſulæ generalis zeitwar wäre / darinn wäre wohl einige Mäßigung können verfüget werden / jedoch auch endlich unterthänigſt zu referiren ſich erbothen.

XXIII. Der Fürſtl. Magdeburgiſche Herr Abgeſandte hat den dieſen Punct in Originali gebracht / weiln an der Kron führet auf der Elbe das meiſte gelegen / daß vornehmlich dahin zu gedencken / wie durch Geringerung des darauff geſchlagenen und hiſtorice genommenen Zolles / deſſelben Abnahm und dem Fürſtentthum Magdeburg / und angränzenden Landen möchte beſorget werden / weil man aber ſich dißfalls ohne ſpecial, darauf es alles ankangelt / nicht benehmigen können / ſo iſt auch dieſer Punct zu unterthänigſter Relation ausgeſtellet.

XXIV. Unter die Mittel / dem Elb-Commercio zu helffen / haben die Fürſtl. Magdeburgiſche- und theils andere Gelandten mit anführen wollen / ob nicht etwa auch die intereſſirte Chur- und Fürſtlen der Frey-Paſſe ſich auf eine Zeitlang begeben / oder auf ein gewiſſes Quantum die beſtandt anſtehende Waaren exſtringiren wolten. Man hat aber darüber / weil theils Geſandten darauff eigentlich nicht inſtruiret geweſen / die Churfürſtl. Brandenburgiſche auch contrarium Mandatum gehabt / ſich anitzo weiter nicht vereinigen können / als daß bei abolirung ſo vieler Orten vorgangener dienſtfertigkeit abgeſtellet und vermeiden / in zweifelen auch reſpective referiret werden ſollen.

XXV. Der Fürſtl. Magdeburgiſche Herr Abgeſandte hat aus gnädigſten Befehl der hohen Zuſammenkunfft den gefährlichen Einbruch des Elb-Strohms bey Fogtz / wovon ſchon zu Hamburg gereder worden / abermahls fürgeſtellet / und daß allen denjenigen / ſo ſich des Elb-Stroms gebrauchen / höchſt daran gelegen / ſolchen gefährlichen Ort alſo zu faſſen / damit das Waſſer nicht unverſehens daſelbſt einen Durchbruch nehmen / den Ackern gänzlich ſchaden / und alſo den Strohm zu gröſſerer fahrt inard machen möchte / reparatiret. Ob nun wohl von den meiſten dahin gehalten werden wolle / daß ein jeder Herr in ſeinen Lande dergleichen Schaden zu verhüten / auch Damm und Teiche zu halten ſchuldig wäre / inmaſſen aber deswegen Zoll und Gelete gegeben würde: So iſt doch auf geſchehene Anzeige / daß keine Dämme oder Teiche des Orts zu halten / ſondern ſich eine ſolche Tieffe an dem Ufer ereigete / daß die ſtarcke Ströhme daſelben ein Privatus, und die von Alvenslehen / ſo der Orten einen ziemgen Zoll haben / nicht würden erretigen können / davon unterthänigſt und gehorſamb zu referiren angenommen worden.

Die von den Gelanden und Deputirten zu verrechnenden Puncten übernommene Relation ſoll ſo fort bey ihrer Rückkunfft verrichtet werden / und iſt dahey ferner verabredet / daß darauff binnen 6. Wochen die Erklärung an Sr. Churfürſtl. Durchl. zu Brandenburg eingeſchicket / und von Dieſelben hernach an gehörige Oerter ferner Communication geſchahe / auch nach beſchehener Churfürſtlen an anderer engerer Convent nach Magdeburg / oder Braunſchweig beruffen werden ſolle.

Inmittelſt iſt dieſer Recels von denen anweſenden Chur- und Fürſtlichen Gelanden / wie auch der Stadt Hamburg Deputirten unterſchrieben und beſiegelt / benenſolcher abgefertigten Fürſtl. Mecklenburg-Schwerinſchen und Fürſtl. Sachſen-Lauenburgiſchen Herrn Abgeſandten aber Ihre Stellen zu unterſchreiben und zu ſiguiren offen gelaſſen worden. Geſchehen Hamburg den 27. Januar. An. 1672.

Wegen Sr. Chur-Fürſtl. zu Brandenburg /

(L. S.) Joach. Hoppen.
(L. S.) C. J. W. Oelgarde.
(L. S.) Otto von Gorniche.
(L. S.) M. Matthias.

(L. S.) Heinrich Fürſtein / wegen deß Poſtulirten Herrn Adminiſtr. des Primat- und Erz-Stiffts Magdeburg Hochfl. Durchl.

Wegen Ihro Königl. Mayeſt. zu Schweden / als Hertzog Bremen /
D. B. Wolffberg.

Wegen Herrn Hertzog Georg Wilhelms zu Braunſchweig und Lünäb. Fürſtl. Durchl.
(L. S.) Lewin Adam Hacke.
(L. S.) Wesp. Lud. Fabricius.

Wegen Herrn Hertzog Joh. Fr. zu Br. lüneburg Durchl.
(L. S.) Otto Joh. Wnte.

Wegen Herrn Hertzog Rudolph Auguſt. zu Braunſchweig und Lünäburg Durchl.
(L. S.) Juſtus Böttcher.

Wegen Ihro Hochfürſtl. Durchl. Mecklenburg-Güſtrau /
(L. S.) Anun Henning Bülaw.

ANNO 1672.

LXXV.

Defenſiv-Allianz zwiſchen Ihro Kayſerl. Mayeſt. Leopold den I. und dem Hochwürdigſten Churfürſten von Trier Carl Caſparn / zu Conſervation deß zu Münſter und Oſnabrug geſchloſſenen Friedens / Dero Land und leutte Betreydigung über eine gewiſſe munerelle anzahl Hülff-Trouppen geſchloſſen. Gebeyng den 18. Febr. 1672. [Titre de la Regiſtrature & l'Eſtat de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.] 18. Fevr.

C'eſt-à-dire,

Alliance defenſive entre Sa Majeſté Imperiale LEOPOLD, *&* CHARLES GASPAR *Electeur de Treves, pour le maintien de la Paix de Weſtphalie, & la ſeureté de leurs propres Sujets, Terres, & Provinces, avec ſtipulation du nombre de Troupes dont ils ſe devront aſſiſter reciproquement en cas de beſoin. A Coblentz le 18. Fevrier 1672.*

Zu wiſſen als der Durchleuchtigſt Großmächtigſt und Unüberwindtliche Fürſt und Herr / Herr Leopold ermelter Röm. Kayſer / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / in Germanien zu Hungarn / Böheim / Dalmatien / Croatien / und Sclavonien Königl. Erts-Hertzog zu Oeſterreich / Hertzog zu Burgundien / Steyer / Kärndten / Crain und Würtenberg / Graaf zu Tyrol und Görtz / ꝛc. Wie auch unſer Herr Karl Caſpar / der Hochwürdigſte Churfürſt / und Herr / Herr Carl Caſpar Erts-Biſchoff zu Trier / deß H. Röm. Reichs durch Gallien und deß Königreichs Arelat Erts-Cantzler / und Chur Fürſt / Adminiſtrator in Prumb / ꝛc. und alleyeyt / ſonderlich aber deß zugemahlgten Läntzen Ihre Reichsſchlags und Gerechtigkeyt dahin vormehlich gerichtet / die zu in Münſter und Oſnabrück aufgerichtete Friede beſtändig conſervirt / und nicht auch dero von Chur abwertzeute Land / und leutte in beſtändiger Ruhe erhalten / von denenſelben alle Gefahr und Ungelegenheiten abgewendet und wider alle mildtige Gewalt in zuſammen gefetten zintzu Vertrauen / und Verſtandtnuß geſchloſſen / und abhandlobet werden konten / daß hiehero bereits auch in dem Gnd / ſeines wegs aber dadurch die in Abſeyten / den zugemahlten Reichs-Verſammlung abhandene Conſultationen wegen Beſtellung anderer ſecurität / und Mittel einhaltenden alberaly vor auch angeſehener Provinzial Reichs-Verfaſſung / alſo worin auch allhyer alle Reichs-Gravſen / neben dem Königreich Böheim / und incorporirten Provintzen in ein- und ausſo quantum beruhiget haben / in einer wege in verbinderen / ſondern allen unterdeſſen bis ſolches beſtändiges / gemeyn nutzigen wird in einer völligen richtigkeit werd gebracht / weiters können / in beſto zuverſicht beſſerer Abwendung / denen eins bey den einig ohne gefährlichkeiten eine particular Defenſiv-Allianz unter ſich geſchloſſen wie folgt.

1. Nambich Kayſ. erſte / daß nicht verbehaltung der Königl. Kayſ. Majeſt. hohen Ambts Authorität / und gebührenden Reſpects / bey Meynung / und verfaſſung in Niemanden offenſion, am allerwenigſten aber wider deß H. Römiſch Reichs / oder zu erwerb- und abtrettung einer Univerſal, oder particular Unruh / und treutung in Heil Römiſch Reichs / oder ſich in fremde Krieg zu implicieren / und einzulaſſen / ſondern mit allem zu erhaltung eines / in zuſtehenden Gemüth / Ihrer Liebden Ruhe und Gerechtigkeiten / ſonderlich aber die Teutſche Freyheit / und beſtändiger Gnade deß Zeitlichbleiben / trachten / wie auch ſich und ihre allerſeits im H. Röm. Reich habende / und gelegene Land und leutte wider alle gewaltthätige angriffe / und beſtehen Reichs-Conſtitutionen / und beſtigten Friedenſchluß zuwider laufende zuſammungen und beſchwerden / wie die ſtehenen haben / und wen meine bieſelbe betrahten wegen / wie auch wider alle ungewöhnliche empörungen zu conſerviren / zu defendiren / und zu retten angeſtehen / und gemeynt ſeyn ſolle / und alſo daß einer den andern ohne unterſtreube der Reigen in rechten vertragen ahlmeiten / zu obgedachten Ende man allerſeyts verpflicht / und unanſgeſetzt bey einander ſtehen / auch auff allen Begebenheen / worauff beſiger Unruhe entſtehen / und ergraut die hierin verſicherte aſſiſtence erfordert werden möchte / vorhero und zuſtich zwiſchen einander communiciren / keiner aber einigem Stand deß Reichs / oder fremden Cronen / Potentaten / und Republiquen in feindlicher invaſion Anlaß geben / auch der Bunds-Verwandte unter ſich ſelbſten beſtändige freundſchaffte erhalten / und keiner dem andern mit zuläglichen / oder Gewalt / überfallen / überzehen / oder beſchedigen / ſondern ſeine gegen den andern habende anſpruchsforderungen / ſtreitigkeiten / wo deren einige ſein mögten / durch gütliche und rechtliche mittel entſcheiden / und ſich darmit begnügen laſſen ſollen.

ANNO 1672. II. Wofern nun jemtzend ein oder anderer Confœderirter / und derſelben im H. Reich gelegene Lande unegaliter / oder deren eines weder verhoffen abgegriffen / oder auch durch innerliche empörungen / und aufſtände angefochten / oder dieſer hierin gefliſſentlicher zuhinderung / und hinze weiterer verſpreder- ter defension halber über kurz oder lang / es geſchehe von wem es wolle / angefochten werden / Alsdann wollen und ſollen dieſelben gegen berührten ihren im Reich gelegenen Lande- und Leuthen vorſichtig bey einander ſtehen / einander auf beſchehenes anſuchen wieder den offendenten den Beleidigten unverzüglich wol hernach folge / zu hülff kohmen / dräfftig beyſtehen / und deſſen land und Leuthe wieder Gewalt ſchützen / ſchirmen / und vertheidigen helfen.

III. Und damit man wiſſen möge / was ſolcher theil alss Manſchafft zu Roß und Fuß den belaidigten requirenden zu hülff zu ſchicken habe / So iſt vors beſte verglichen worden / daß auf die erſte mahnung innerhalb 14. Tagen Ihre Kayſ. Mayſt. wegen dero im Reich gelegenen / und darzu gehörigen Erb-Königreich und Landen zu Roß ein tauſend Pferde / und zu Fuß zwey tauſend Man / und alſo die andere mahnung innerhalb drey Wochen wiederumb ſo viel / Ihre Churfürſtl. Gnaden zu Trier ebenergeſtalt auf die erſte mahnung innerhalb zwey zehen Tagen zu Roß fünff- und ſechtzig / und zu Fuß fünffhundert Mann auf die andere mahnung innerhalb drey Wochen wiederumb ſo viel zu Hülff ſenden ſolle / und der Hochlöblicher Ahrter / daß der eine Bundes-Vermandte dem andern / auf bloſſes anſuchen einen unſchädlichen durchzug vor deß Bundes-Völcker unmaigerlich zu verſtatten ſchuldig ſein ſolle.

IV. Es ſolle auch vorerwehnte die Hülff nicht wieder zurück gezogen werden / biß deß Feindes vornehmen gewähret / und daſſelbe / ſo derſelbe etwa engenohmben / wieder erobert ſein werde / es ſey dann / der Belaidigte / oder in hülff Kommende wäre ſelbſt übergangen / und wie vorgedacht / vergewaltigt und beeinträget.

V. Solte nun aber zum fünfften wieder verhoffen mehr als einer von denen Alliirten übergangen werden / und gleiche leiden / auf ſolchen fall ſolle die übrige Bundes-Hülffe von denen unbeleidigten halb dem einen / und die andere helffte dem andern beleidigten auf Maaß / und Weiſe / wie vorgemelt / zugeſchickt werden.

VI. Wofern auch beſchienen eine dergleichen Hülff nicht zureichen ſolte / auf ſolchen fall ſollen und wollen die Bunds-Genoſſene auf erlangende Mehrheit von ſolcher ereignenden Gefahr auch ſo balde ohne auffenthalt darüber mit einander vernehmen / und einer ſolchen anſtalt und Hülffe vorgleichen / welche zulänglich und wohnant ben vorbeſchenden in der that würcklich geholffen werden möge.

VII. So bald auch zum ſiehenden die Hülffe würcklich geſchicket / und in deß requirenten Lande / oder bey deſſen Troupen angelanget ſeyn / ſo ſollen jedesmahl zwen etwas vornehmben / darüber gehaltender Kriegs-Rath erhalten werden.

VIII. Es ſollen auch gedenn von jeder Hülff ſtreckender ſeiten Troupen ſo viel Felt-Artigerie neben der zugehör mit gehen / alß es die Nothdurfft und Kriegs-raiſon erfordert.

IX. Die Direction, und Ober-Commando über die Waffen ſolle zum newnden bey Ihrer Kayſ. Mayſt. verbleiben / und von derſelben eine General-Perſohn mit Gelehrung der darzu fürderſamen vorgeſtellet werden / welche in deſſen Lande / deme die Hülff geleiſtet wird / ohne deſſen vorwiſſen und belieben nichts vornehmben / ſondern deſſen maximen ſtiffter zu befördern / und rettung ſeiner Lande und Leuthen auch / finden möchte / thun und zulaſſen / in kraft dieſes anzuweiſen und vorpflichtet ſein ſolle; Solte aber ein fall ſich begeben / welcher einen General-Kriegs-Rath erforderte / So ſollen auch in demſelben ihrenige gegeben werden / welche zu einem Kriegs-Rath gehören / und ſolle derſelbige zu dienſtlichen practiciren / welcher das Directorium / oder Ober-Commando führet / oder da dieſer nicht darbey ſeyn würde / oder könte / alsdann der ſo die nächſte Charge bedeute;

X. Es ſolle zwar auch jehrendems ein jeder ſeine Völcker unterhalten / und bezahlen / und zu ihrem Behueff / damit dieſelbe wann ſie in andern Landen ſtehen / ſchwürig zu werden / zu excutiren / confuſion, und andere Unordnungen anzufangen / keine Urſach haben mögen / den bey ſeinen Völckern habenden Commiſſario prep Monath ſeld gleich anfangs zum voraus zuſtehen.

XI. Allermaſſen dann auch zum eiſſten / in Verhütung aller Unordnung unter denen Völckern / die Bundes-Hülffe gemeinlich bald auffer dem Reichſall nur gemeiſt Verpflegungs Ordonnanz aufrichten wollen / auch welcher den während der conjunction alle Troupen durchgehends gleich bezahlet werden ſollen.

XII. Dieweil vors zweiffle die Auxiliar-Völcker das Proviant nicht zugleich mit ſich führen können / ſolle der requirent zwar ſchuldig ſein / ſelbige / ſo lang ſie in ſeinem Lande ſtehen / mit nothwendigem Commiß-Brod vorſehen / iſt es aber / daß auch / des ihme zehoch unverzüglich von jedem der Hülffleiſtenden bezahlet / und erſetzet werden ſolle / gleich die conjungirte Völcker ein mehrers / als dieſer Commiß vorſtehen / und das abraht / und raube ihnen nicht fordern / oder exequiren / ſondern was ſie darüber beehren werden / denen unterthanen in billigen Werth mit Geld bezahlen ſollen.

XIII. Wann auch zum beyzuhenden einige Bunds-Verwandte auſſerhalb deſſen noh in einen andern gleichmäſſigen Fordere mit einander begriffen / kraft welchen ſie ebenfalls einander Hülff zu leiſten ſchuldig / ſo ſolle doch drau theil auf beeden Fœderibus, ſondern nur auf einen die aſſiſtentz zuſchicken gehalten ſeyn / und brar requirenten freye ſtehen / auf welchen Bund Er ſeine Conföderierte requiriren wolle / ſo ſolle auch dieſe von dem quanto der Bundes-Hülff obgehalten werden. ANNO 1672.

XIV. Es ſolle auch ſonſten vors vorgehende von niemanden aus denen Bundenus-Verwandten einige andere Bundnuſſe aufgerichtet / oder eingegangen werden / ohne Belieben der gantzen.

XV. Im übrigen hat es auch zum fünfftzehenden die meinung gar nicht / ob wolte man durch dieſe particular Verbindnus / die zu verhüten und abzuſtraffung unrechten gewalts im H. Rom. Reich fundirte executions-Ordnung / und in kraft derſelben ſonſtige Reichs- oder Craiß verfaſſungen / wie auch die im Friedenſchluß verordnete Univerſal-Guarantie zuvor ſtehen / oder verhindern / ſondern es ſollen mehrs beſtehungen deſſelbe ohne Abbruch deſſen Receſſus in alle wege nur behörigem Fleiß und Eyffer / ſowohl insgemein bey gezimmenden Reichs- als abſonderlich denen Craiß-Conventen allerſeits nach möglichkeit beforderet werden. Wie dan kraft deſſen Fœderis alle und jede Bundenus-Verwandte verſprechen / daß ſie zu erhaltung des Friedens mit allen Kräfften beraten ſein wollen / damit der pundus ſecuritatis bey noch wehrenden Reichs-Convent feſt geſtellet / und damit die gemeine provitional-Verfaſſung zurückgebracht werden möge / ſo ſolle doch nichts beſtowenger ein oder zu der hiesen vergliechen Bundes-Hülffe obligirt / und dieſelbe zmaal baldrich zu leiſten verbunden ſein.

Wann auch ſchlieſſlichen zwiſe andere Chur-Fürſten und Stände des Reichs / ſo ſein Catholiſch- oder Zuyſtreng. Confeſſion in dieſe particular-Defenſion verfaſſung obgeſetzet maſſen mit eintreten wollen / und ſich dey zuwenden / ſo in dieſer Verfaſſung begriffen / darzumben anmelden würden / ſo ſolle es derſelb denen anhero abgehaltenen Conferentzien / und ſolche Churs Fürſten und Stände auch unwegerlich darinne mit angenommen werden.

Weil nun ſolches zwiſchen Allerhöchſt gedacht Ihrer Kayſerl. Mayſt. auſſerordtlichen Gesandten Herrn Otto Heinrichen Marcheſen von Savona Carreto, und Gesandten in kraft ſeine ertheilter allergnädigſter Vollmacht / und Ihrer Churfürſtl. Gnad. zu Trier dergeſtalt verabredet / ſo wollen ſie darüber die Kayſerl. Allerunterthänigſte Ratification allergehorſamſt erwarten: In Urkundt deſſen ſeindt dieſer Defenſiv-Alliantz Recellen zwey gleichen inhalts verfertiget / und ungen emander unterſchrieben. Signatum Coblentz den 18. Februar. 1672.

CARL. CASPAR, Elect.
(L.S.)

LXXVI.

(1) *Acte entre* CHARLES II. *Roi d'Espagne, & les* PROVINCES-UNIES, *par lequel on s'engage reciproquement de ne point traiter de Trêve avec la France que conjointement. A la Haye le* 22. *Fevrier* 1672. [Manuscrit.] 22. FEVR. L'ESPAGNE ET LES PROVINCES-UNIES.

NOus Don Manuel Francisco de Lira Introducteur des Ambaſſadeurs en Espagne & Envoyé extraordinaire du Roi auprés des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies.

D'autant qu'il a plu à la Reine ma Maîtreſſe d'aprouver & ratifier l'Acte que nous avons ſigné le 17. de Decembre dernier, & que ſon accompliſſement pourroit entraîner une Guerre ouverte avec le Roi Très-Chrétien, nous avons pour liaiſon plus étroite & ſurete plus grande desdits Seigneurs Etats declaré & promis, ainſi que nous déclarons & promettons par les preſentes, qu'en cas d'une rupture ouverte & commune avec la France, Sa Maieſté ne fera aprés aucune ſuſpenſion d'Armes avec ledit Roi que conjointement & du conſentement desdits Seigneurs Etats, mais le cas écheant que l'on vint à entrer en Negotiation ſoit pour traiter de Paix ou de Trêve de quelques Anées, que Sa Majeſté ne la commencera point ſans la participation desdits Seigneurs Etats & ſans leur procurer à même temps & auſſi-tôt qu'elle même la faculté & ſureté requiſe & neceſſaire pour envoyer leurs Miniſtres ſur le lieu où on traitera, comme auſſi ſans donner ſucceſſivement de parties en temps communication, de tout ce qui ſe paſſera en ladite Negotiation, & ne paſſera Sa Majeſté jusques à la concluſion de ladite Paix & Trêve ſans y comprendre lesdits Seigneurs Etats & les faire remettre (s'ils le deſirent ainſi) dans la poſſeſſion des Pays, Terres, & Places, & jouiſſance des Droits & Immunitez qu'ils tenoient, & dont ils jouiſſoient

(1) Il y avoit un ſemblable Acte ou Contre-Declaration de la part de MM. les Etats qui manque. (DUM.)

Digitized by Google

ANNO 1672. foient avant la Guerre, & fans ſtipuler dudit Roi Très-Chrétien pour leſdits Seigneurs Etats les mêmes Droits, Immunitez, Exemptions & autres Prerogatives que pour elle même, ſi ce n'eſt que Sa Majeſté & leſdits Seigneurs Etats en couvinſſent autrement, & de ce que deſſus, nous nous chargeons d'obtenir la Ratification de Sa Majeſté en bonne & deûë forme, dans l'eſpace de deux mois. Fait à la Haye le vingt-deuxiéme Février 1672. *Signé*,

(L.S.) D. MAN. FRANCISCO DE LIRA.

LXXVII.

Mars. L'ANGLETERRE, ET LES PROVINCES-UNIES. *Declaration de Guerre de* CHARLES II. *Roi d'Angleterre contre les* PROVINCES-UNIES. *Fait au mois de Mars*, 1672. [Dans la Traduction Françoiſe du Mercure Hollandois, de l'année 1672. pag. 50.]

NOus avons toûjours eu de l'inclination pour le repos commun de toute la Chrétienté, & avons été ſi ſoigneux de n'en envahir aucun Royaume ou Etats d'autruy, que nous eſperons que tout le Monde nous fera la Juſtice de croire que ce n'eſt qu'une neceſſité inévitable qui nous contraint à ſuivre la reſolution que nous avons priſe de prendre les Armes.

La premiére choſe que nous entreprîmes immediatement aprés nôtre rétabliſſement à la Couronne, ce fut d'affermir la Paix, & d'établir une bonne correſpondance entre nous & nos Voiſins. Et nous eumes ſoin particulierement de cimenter une ferme Paix avec les Etats Généraux des Provinces-Unies, ſous des conditions ſi raiſonnables, qu'elles n'auroient aſſeurement jamais été violées, ſi quelque obligation eut été capable de les faire contenir dans les bornes de l'Amitié & de la Juſtice.

Nous avons obſervé inviolablement cette Alliance; Mais en l'année 1664. nous fumes éveillés par les plaintes de nos Sujets, & par la voix unanime des deux Chambres de nôtre Parlement, tout jugeoient que c'eſtoit en vain que nous pretendions de procurer la proſperité de nôtre Royaume par des moyens pacifiques, pendant que nos Sujets eſtoient expoſés aux injures & aux oppreſſions de cet Etat dans les Païs éloignés.

Tout cet Eté ſe paſſa en Negotiations, & en toutes ſortes de devoirs que nous fîmes de nôtre côté pour les porter à des conditions raiſonnables; mais cela fut en vain, & nonobſtant tous nos ſoins, la fin nous fut voir que c'eſtoit une choſe impoſſible; Car plus nous leur faiſions des propoſitions amiables, plus obſtinés ſe montroient-ils à s'accorder avec nous.

La Guerre s'enſuivit de là en 1665. & dura jusques en 1667, pendant toute laquelle nos Vîſſiéres & leurs perſes leur devoient aſſés ramantevoir qu'il leur faloit à l'avenir obſerver & entretenir ponctuellement leurs Alliances. Mais au lieu de cela la Paix ne fut pas plûtôt concluë, que ſelon leur coûtume ordinaire ils ſe portérent à la rupture des Articles du Traité, & à traverſer nôtre Commerce.

Comme par exemple, les Etats étoient obligés, par un Article du Traité fait à Breda, de nous envoyer des Commiſſaires à Londres pour regler nôtre Commerce des Indes; Mais ils étoient ſi éloignés de l'execution de cet Article, que lors que nous leur envoyames nôtre Ambaſſadeur pour les en ſommer, en trois ans de tems nous ne pûmes en avoir aucune ſatisfaction ſur ce point-là. ni obtenir d'eux aucun relâche ou ſurſeance des Injuſtices que nos Sujets recevoient d'eux en ce Païs-là.

Aux Indes Occidentales ils ont paſſé plus avant; Car par un Article du même Traité, nous eſtions obligés de leur reſtituer Surinam; & par d'autres Articles de la même Paix ils eſtoient obligés de permettre à nos Sujets de cette Colonie, de ſe transporter avec leurs effets en quelques autres de nos Peuplades; Et en vertu de ce Traité nous leurs livrâmes ce lieu-là, & nonobſtant ils y retinrent tous nos Sujets, & arreſterent Priſonnier nôtre Major Baniſter, parce qu'il demandoit permiſſion de les faire paſſer ailleurs, conformement au Traité.

Nôtre Ambaſſadeur ſe plaignant de cette injuſtice, reçut enfin, aprés deux ans de ſollicitation, un ordre pour l'execution de ces Articles; Mais y ayant envoyé des Commiſſaires & deux Vaiſſeaux pour le tranſport de nos Sujets, les Hollandois, ſelon ce qu'ils avoient auparavant pratiqué pendant plus de 40. ans en l'affaire de Pouleron, y envoyerent en ſecret un ordre contraire à celui qu'ils nous avoient donné publiquement: de ſorte que le voyage de nos Commiſſaires en eſt lieu-là ne ſervit qu'à en tranſporter quelques-uns de plus pauvres de nos Sujets, & à en raporter les prieres ardentes que faiſoient les plus riches & les plus conſiderables pour ſortir de cette ſervitude: Aprés quoi nous en fîmes nos plaintes au mois d'Août dernier, par les Lettres que nous en écrivîmes aux Etats Généraux, par leſquelles nous demandions qu'on envoyât ordre à leurs Gouverneurs en ce Païs-là pour l'obſervation de ces Articles; Mais jusques ici nous n'avons pû en recevoir un ſeul mot de réponſe ni de ſatisfaction.

Mais il ne faut pas s'étonner qu'ils extravaguent ſi fort contre nos Sujets dans des Lieux éloignés, puis qu'ils en agiſſent ſi inconſidérément en leur propre Païs à l'égard de nôtre perſonne Royale, & de l'honneur de cette Nation qui eſt ſi proche d'eux, n'y ayant presque point de Ville dans toute l'étenduë de leur Juriſdiction, qui ne ſoit remplie de Cantines offenſantes, de Medailles ou de Monumens faux, dont ſi y en a même qui ont été mis au jour, ou expoſés publiquement en montre par ordre de l'Etat, dans le moment que nous contiuïſions avec eux pour former la Triple-Alliance, & affermir la Paix de la Chrétienté. Cela ſeul étoit digne de nôtre mécontentement, & du reſſentiment de tous nos Sujets; Mais nous y avons été pouſſés & contraints par d'autres conſiderations que celles qui nous regardent nous-mêmes; ſavoir la preſervation de nôtre Commerce, d'où dépend le bonheur & la proſperité de nôtre Peuple, le ſoin que nous devons avoir de le garantir de violence & d'oppreſſion dans les Païs éloignés, & la hardieſſe que les Hollandois ont de nous faire affront preſque dans nôtre propre terroir, ce qui nous donne ſujet de leur faire reſſentir les effets de nôtre juſte indignation.

Le Droit du Pavillon eſt ſi ancien, que c'eſt une des premieres Prerogatives des Rois nos Predeceſſeurs, & doit être la derniere, dont ce Royaume ſoit ſujet de faire jamais. Cela n'a jamais été mis en queſtion, & il a été expreſſement reconnu dans le Traité de Breda. Neanmoins il n'a pas ſeulement été violé l'Eſté paſſé par les Capitaines des Vaiſſeaux qu'ils avoient en Mer; cette infraction fut encore enſuite approuvée à la Haye, & ils publierent dans la plûpart des Cours de la Chrétienté, que c'étoit une choſe digne de riſée que nous euſſions de telles pretenſions; Inſiſtent meſme, qu'ils veuillent nous diſputer l'Empire de la Mer? eux qui ſous le Regne du feu Roi nôtre Pere étoient obligés de payer les Droits & Coûtumes pour pêcher dans nos Mers; & ce n'eſt pas à eux d'en diſputer à nous, eux, dis-je, qui ſont redevables de l'eſtat où ils ſont maintenant à la protection de nos Ancêtres, & au lang & à la valeur de nos Sujets.

Nonobſtant toutes ces provocations, nous en avons patiemment attendu ſatisfaction, ne voulant pas troubler la Chrétienté pour nôtre reſſentiment particulier, dans le moment qu'ils faiſoient tout leur poſſible pour animer contre nous le Roi Très-Chrétien, duquel ils s'aſſeuroient ſi fort, qu'il y a prés d'un an que leurs Miniſtres nous en menaçoient ici.

Enfin n'attendant rien plus d'eux, nous leur envoyâmes un autre Ambaſſadeur, qui aprés leur avoir livré pluſieurs Memoires pleins de menaces de nôtre part, n'en pût avoir aucune réponſe, jusques à ce qu'il leur euſt declaré que nous l'avions rappellé: ils lui preſenterent alors un Ecrit, par lequel ils diſoient qu'en cette conjoncture ils vouloient bien conſentir à faire nos Vaiſſeaux Pavillon bas, pourveu que nous voulussions les aſſiſter contre la France, à condition que cela ne pourroit jamais ci-aprés être tiré à conſequence, & n'auroit aucun lieu à leur prejudice.

Depuis le retour de nôtre Ambaſſadeur, ils nous en ont envoyé un Extraordinaire, qui nous a fait connoître d'une maniere extraordinaire, qu'il ne pouvoit nous donner aucune autre ſatisfaction qu'il n'en euſt récrit à ſes Maîtres

De ſorte que deſeſperant d'aucun bon ſuccès, ou de celui d'une plus longue Negotiation, nous ſommes contraints à prendre les Armes pour le maintien des anciennes Prerogatives de nôtre Couronne, & pour l'honneur & la ſeureté de nôtre Royaume, ſur la confiance

ANNO 1672.

ANNO 1672. fiance que nous avons en Dieu, qu'il nous assistera dans nos justes entreprises, veu que nous avons par toutes sortes de moyens tâché de defendre nos Peuples contre la malice de cette Nation-là en temps de Paix, & par la valeur de nos Sujets en temps de Guerre.

C'est pourquoi nous avons trouvé bon de declarer, comme nous declarons par ces presentes, que nous voulons faire la Guerre tant par Mer que par Terre contre les Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, & contre tous leurs Sujets & Habitans; Enjoignant par ces presentes à nôtre bien aimé Frere le Duc d'Yorck, nôtre Grand Amiral, à tous nos Gouverneurs de Provinces, Gouverneurs de Forts & Garnisons, & à tous autres Officiers & Soldats de leur obeïssance tant par Mer que par Terre, de s'opposer à toutes les entreprises des Etats Généraux des Provinces-Unies, ou de leurs Sujets, de faire & d'executer tous actes d'hostilité dans la suite de la Guerre contre lesdits Etats, leurs Vassaux & leurs Habitans, voulant que tous nos Sujets en ïpient avertis, & leur defendant fort expressément dès à present, sur peine de la vie, d'avoir aucune correspondence ou communication avec eux, ou leurs Sujets, à la reserve de ceux qui y seront necessités, pour transporter eux & leurs effets hors desdites Provinces-Unies.

Nous declarons & donnons nôtre parole Royale, que tous ceux des Flamands qui se comporteront en bons Sujets envers nous, & n'auront aucune correspondence avec nos Ennemis, ils seront ailleurs dans en leurs Biens qu'en leurs personnes, & ne seront molestés de quelle maniere que ce puisse être.

Nous declarons de plus que s'il y a des Sujets des Provinces-Unies, qui par un mouvement d'affection envers nous ou nôtre Gouvernement, ou par oppression qu'on leur y fait, veuillent venir en nôtre Roïaume, ils y recevront toute sorte de protection, tant en leurs personnes qu'en leurs Biens.

Et parce que par un Traité nous sommes obligés de maintenir la Paix faite à Aix la Chapelle, nous declarons finalement que nonobstant l'entreveüe de cette Guerre, nous voulons entretenir la veritable teneur & le vray sens de ce Traité, & qu'en toutes les Alliances que nous ferons dans la suite de cette Guerre, nous avons & aurons toûjours soin de garder qu'elle ne soit violée, à moins que nous n'y soïons provoqués.

Publié par le Conseil Secret de Sa Majesté.

LXXVIII.

6. Avril. *Ordonnance de* Louïs XIV. *Roi de France, par laquelle Sa Majesté, après avoir resolu de faire la Guerre aux Etats de* Hollande, *defend à tous ses Sujets d'avoir aucun Commerce ni communication avec eux. Au mois d'Avril 1672.* [Dans la Traduction Françoise du Mercure Hollandois de 1672. pag 67.]

FRANCE ET LES PROVINCES-UNIES.

LA mauvaise satisfaction que Sa Majesté a de la conduite que les Etats Generaux des Provinces-Unies ont eu depuis quelque temps en son endroit, étant venuë à avant, que Sa Majesté, sans diminution de la gloire, ne peut dissimuler plus long-temps l'indignation qui luy est causée par une maniere d'agir si peu conforme aux grandes obligations dont Sa Majesté & les Rois ses Predecesseurs les ont comblés si liberalement, Sa Majesté a declaré, comme elle declare presentement, qu'elle a arrêté & resolu de faire la Guerre auxdits Etats Generaux des Provinces-Unies, tant par Mer, que par Terre: Ordonne par consequent Sa Majesté à tous ses Sujets, Vassaux & Serviteurs de courir sus aux Hollandois, & leur defend d'avoir ci-après aucun Commerce, communication, ni intelligence avec eux, sur peine de la vie.

Veut le même effet à aussi Sadite Majesté revoquë par la presente toutes permissions, Passeports, Sauvegardes ou Saufconduits qu'elle auroit peu accorder par le passé, ou qui auroient peu être accordés par ses Lieutenants Generaux & autres Officiers, contraires au contenu de la presente, les declarant tous nuls & de nulle valeur, defendant aussi à qui que ce soit d'y avoir aucun égard.

De plus mande & ordonne Sadite Majesté à Monsr. le Comte de Vermandois, Grand-Maître, Président & Sur-Intendant General de la Navigation & Commerce de ce Royaume, aux Marechaux de France, Gouverneurs & Lieutenans Generaux pour Sa Majesté dans ses Provinces & Armées, Marechaux de Camp, Colonels, Mestres de Camp, Capitaines, les Chefs & Conducteurs de ses Armées tant à pié qu'à cheval, François & Etrangers, & tous autres les Officiers, qu'il appartiendra, de faire mettre à execution le contenu de la presente, chacun en son égard, sous son District & Jurisdiction: Car tel est le plaisir de Sa Majesté, laquelle veut & entend que la presente soit publiée & affichée en toutes ses Villes tant Maritimes qu'autres, & en tous les Ports, Havres & autres Lieux de son Roïaume, où il sera de besoin, afin que personne n'en pretende cause d'ignorance. Fait au Château de Versailles le 6. Avril 1672.

ANNO 1672.

Ainsi signé,

LOUIS.

Et plus bas, Le Tellier.

Et plus bas,

Il est ordonné à Charles Canto, Crieur ordinaire de Sa Majesté de publier & faire afficher par tous les Lieux de cette Ville, Faux-bourgs, Bailliages & Vicomtés de Paris où besoin sera, l'Ordonnance du Roy, du 6. de ce present mois & an, afin qu'on n'en pretende cause d'ignorance. Fait le 6. Avril 1672.

Signé,

De La Rethie.

Ordonnance enfuite de la précédente.

DE PAR LE ROY.

Sa Majesté étant informée que les Hollandois qui se trouvent presentement en ce Royaume, ont crainte d'être molestés en leurs personnes, & troublés en la jouïssance de leurs Biens, en consequence de l'Ordonnance du 6. de ce mois par laquelle Sa Majesté a declaré qu'elle vouloit faire la Guerre aux Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas tant par Mer que par Terre, & ordonne à cet effet à tous ses Sujets, Vassaux & Serviteurs de courir sus aux Sujets desdits Etats, & leur a deffendu d'avoir aucun Commerce, intelligence ni communication avec eux, sur peine de la vie: Et Sa Majesté voulant donner à connoître ses intentions au regard des Particuliers de cette Nation, qui se sont habitués en ce Royaume sur la foy des Traités de Paix, & particulierement de celui de 1662. Sadite Majesté a ordonné, veut & entend que l'Article dudit Traité de l'an 1662. soit executé. Au moyen dequoy elle a permis & permet aux Sujets desdits Etats de demeurer en son Royaume pendant le terme de 6. mois, à conter du jour & datte de la presente Ordonnance, pendant lequel temps ils pourront vendre & transporter seurement leurs Marchandises & autres Biens: Deffendant Sadite Majesté bien expressément à tous ses Sujets de molester lesdits particuliers Hollandois en leurs personnes ou en leurs Biens, pour quelque cause, occasion, & sous quelque pretexte que ce puisse être, & ce n'est par voye de Justice, & le tout en toutes manieres comme ils ont pû faire devant la publication de ladite Ordonnance du 6. du present mois. Enjoint & ordonne Sadite Majesté à tous Gouverneurs, son Lieutenant General en ses Provinces, Intendants desdits Gouverneurs, particuliers de ses Villes & Places, &c. de tenir la main, un chacun en son égard, à l'exacte observation de la presente, &c. Fait à Saint Germain en Laye le 14. jour d'Avril 1672.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas, Colbert.

DE PAR LE ROY.

Sa Majesté étant informée qu'il y a plusieurs François en Hollande & les Provinces-Unies du Pais-Bas, & ne voulant pas qu'après avoir declaré la Guerre aux

Digitized by Google

ANNO 1672. aux Etats Generaux desdites Provinces, aucuns de ſes Sujets y demeurent ou faſſent reſidence, ni entretiennent aucun Commerce ou Communication avec les Hollandois, Sa Majeſté ordonne & enjoint tres expreſſement à tous ſes Sujets, de quelque qualité ou conditions qu'ils ſoient, qui ſont en Hollande, dans les Terres de la Jurisdiction desdits Etats Generaux, ſoit qu'ils y ayent pris parti, ou autrement, d'en partir, & de retourner en ce Royaume, 15. jours aprés la publication de la preſente, ſur peine d'être procedé contre les Contrevenants par Confiscation de Corps & de Biens, ſuivant la rigueur des Ordonnances: Mande & ordonne Sa Majeſté aux Gouverneurs & Lieutenants Generaux de ſes Provinces, &c. de tenir la main, un chacun en ſon égard, à l'execution & obſervation de la preſente, &c. Fait à Saint Germain en Laye le 15. Avril 1672.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas, LE TELLIER.

LXXIX.

9. Avril. *Traité de Paix entre* ALEXIS MICHAELOWITZ *Grand Duc de Moscovie, &* MICHEL KORIBUT WIESNOWISKI, *Roi de Pologne. Fait à Moscou le 9. Avril*, 1672. [AITZEMA, *Theatrum Pacis*. Tom. II pag. 563. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans CHRIST. GASTELIUS, *de Statu pub. Europæ nov.* Cap. V. I. pag. 257. en Allemand; dans LONDORPII *Acta Publ.* Tom. IX. pag. 815. & dans le *Theatrum Europ.* Tom. XI. pag. 81.

Moscovie et Pologne.

I. POmitoit Clementiſſimi Domini noſtri Principates ex parte utrâque, quòd inkos Anno M DC LXVII. Andruſovii, & primùm à ſolennibus utriusque Partis Legatis, deín quoque à noſtris Dominis Principalibus, Juramento confirmatos Tractatus, nec non id omne quod à noſtra Legatione, eo ipſo M DC LXVII. Anno, hîc Moscoviæ transactum & concluſum fuit, unà cum concordatis inter iteratam Commiſſionem Andruſovii Anno M DC LXX. & ab utraque ſolenni Legatione Juramento corroboratis, in omnibus Punctis & Clauſulis, firmiter & inviolabiliter, ſine fraude & finitrà interpretatione ullâ ſervare.

II. Stabilienda ſincera & perpetuæ Amicitiæ gratiâ ſua Cæsarea Majeſtas, tam tres præcedentes, quàm quartum hunc Tractatum, in præſentia noſtra, corporali Juramento confirmare vult, quamprimùm nos Ratificationem ad manus ſuas tradiderimus. Similiterque Regia ſua Majeſtas Poloniæ primùm ambos Andruſovii ſuitos Tractatus, unà cum concluſis hîc Moscoviæ, & denique ultimum hunc Tractatum in præſentiâ Cæsareæ Solennis Legationis, poſt exhibitam Ratificationem Jurejurando corroboret. Et adventus utriusque Solennis Legationis per præmiſſos Præcurſores in antecceſſum, more conſueto, denotietur.

III. Cùm ratione diverſorum Punctorum tam Andruſovienſium Pactorum, ut & Moscoviæ concluſarum Conventionum, nonnulli Gravamina & pretenſiones ſubſecutæ fuiſſent, videlicet circa Articulum ſecundum Pactorum Andruſovienſium, quoad Nomina & Honorum Titulos unius alteriuave Principis, & circa Articulum ſeptimum, eò quòd Kyovia relictura non eſſet. Item circa Punctum Moscoviæ concluſæ Transactionis, in eo definitum, conjunctionem Copiarum auxiliarium concernentem. Item, quòd neutri Partium ſua ſit, ſive cum Chano Crimenſi, ſive cum Sultano Turcarum Tractatum quempiam inire & c. Propterea dicta Puncta ob ſuborta, præcedentibus temporibus, exindè Gravamina & Contentiones, non quidem expuncta ex Pactis juratis, ſed tantummodò ad futuram usque Commiſſionem, quæ Menſe Junio Anno M DC LXXIV. vigore primorum Andruſovienſium Tractatuum inſtituetur, amplata ſunto. Sic ut tunc Gravamina hæc ab utriusque Partis deputatis Commiſſariis leventur & per Transactionem ſuſtollantur.

ANNO 1672.

IV. Quamvis Civitas munita Kyovia, ad inſtantiam Majeſtatis ſuæ Cæsareæ deſiderii ſub ejusdem poteſtate & diſpoſitione, usque ad proximam Commiſſionem, in qua terminus Evacuationis firmiter & conſtanter determinetur & deſiderétur, maneat. Id ipſum tamen Pactis Andruſovienſibus nil quicquam deroget; Quin potiùs Puncti ex Evacuationis Kyoviæ, juxta tenorem Pactorum Andruſovienſium, absque ullis ſequiori interpretatione, & ſine diminutione ullâ pienſſimum in vigorem obtineat. Præterea hoc deſuper ſtrinſſimè cavetur, quòd Cæsarea Suæ Majeſtati, de dictâ Arce munitâ, cum aliquo Principum nullatenus ſive hoſtili ſive Contractum inire, aut etiam eandem ſorte alicui Amicorum, multò minùs Hoſtium Regni Poloniæ & Magni Ducatûs Lituaniæ, cedere & reſignare ſas ſit; Verum Arx hæc munita ad manus Regiæ ſuæ Majeſtatis & Reipublicæ Polonicæ, tradetur, quemadmodum etiam Literæ Transactionis ſonat. Idque ſine ulla præſentiâ exactione expenſarum & ſumptuum, per integrum tempus in præſidium, & ad detentionem qualemcunque usque media ad ſuſtentationem neceſſaria factorum, utpote ad quorum reſuſionem Regia Sua Majeſtas & Respublica Polonia adſtricta minimè eſto. Inſuper Majeſtatis ſuæ Cæsareæ exercitus, & ſpeciatim Coſaci Severienſes ultra Boryſthenem non exeurrent, ſed intra limites, qui in Pactis Andruſovienſibus circa Kyoviam ipſis aſſignati ſunt, ſe continebunt, minimêque attendent, conmeatûs aut pabuli avehendi cauſâ, nec ſub quopiam alio prætextu, Diſtrictui Owruczenſi, aut ullis aliis ad Regiam ſuam Majeſtatem Poloniæ pertinentibus Ditionibus, incurſionibus moleſtos exhibere. Quòd iidem Majeſtas ſua Regia ſive poteſtati ſubjectis Coſacis injunget, & ne liceam iſtam tranſeant ſeveris Mandatis eos coërcebit.

V. Quòd ſi Turcarum Sultanus auſus ſuis hoſtilibus inſiſtet, atque Regiam ſuam Majeſtatem & Rempublicam Poloniæ armatâ manu invadet, aut quo Tartarorum quietem ejusdem interturbet; Eum in caſum Cæsarea ſua Majeſtas pro affectione ſuâ Chriſtianâ & Amicitiâ fraternâ ſe declarat, quòd ſuæ Regiæ Majeſtati Calmucenſibus, Nogaienſibus, & aliis Hordis, Terrâ, Mari verò Donicis Coſacis aſſiſtet atque auxilium ferret, Hoſtemque à propoſito ſuo divertet. Promittit quoque Cæsarea Sua Majeſtas pro ſeſe in Mandatis mox daturam, ut Coſaci Zaporenſes ad expeditionem in Mare Nigrum ſe parent, & filii de Navigiis ad eam requiſitis providean; Pulliceturque ipſis pecunia & Commeatu ad eam perficiendam adſore. Id ipſumque Regia ſua Majeſtas dictis Coſacis injungere vult.

VI. Promittit porrò Cæsarea ſua Majeſtas ſe ad Sultanum Turcarum, & Crimenſem Chamum Legatos miſſuram, & mediantibus Literis tali forma & ſtylo, quali etaraæ ex ſunt, quarum Apographa ex Cancellaria Cæsarea nobis impertitæ ſunt, concipientur, de Bello contra Polonos dehortaturam, mentionem lojciendo, quantam Conjunctionem animorum & Amicitiam Cæsarea ſua Majeſtas cum Regia ſua Majeſtate contraxerit. Viceque verſâ & Regia ſua Majeſtas ſimiliter, ad Turcam & Tartarum Legationes amandare promitti.

VII. Præterea pollicetur, quòque Cæsarea ſua Majeſtas quòd Coſacis ſuis in Severia inhibere velit, ut nec Biſurmannis, nec etiam Dorofenſko ſiliſient, multò minùs cum Coſacrum immorigerorum Copiis in vicinare Bialocreque, contra Regiam ſuam Majeſtatem & Rempublicam Poloniæ Fœdere ſemer jungant. Contra Regia ſua Majeſtas quoque ad Coſacos ſuos Ukrainienſes ſimilia generalia Mandata inhibitoria expediri curet.

VIII. Cæsarea ſua Majeſtas ſibero arbitrio relinquit & indulget ſubjectæ Regno Poloniæ & Magno Ducatui Lituaniæ Nobilitati, quæ in Ditionibus Smolenſci & Starobski exiſtit, vel alibi in ejusdem Regionibus habitat, ut unusquisque ejus generis, pro lubitu, cum Uxore & Liberis, transire iterum in partes Regiæ ſuæ Majeſtatis & Reipublicæ, liberè & ſine præpedimento, & modeſtia ſua ſecum asportare queat.

IX. Iis verò qui ſub poteſtate Cæsareâ manere voluerint, & Romanæ Religioni addicti ſunt, permittit Cæsarea ſua Majeſtas, Cultûs eorum Divini peragendi gratiâ, fines Ditionum transgredi, & Eccleſias proximè adjacentes adire. Nec ulli Romanæ Religioni addicto, Confeſſio fidei ſuæ, apud Cæsaream ſuam Majeſtatem detrimento, aut Gratiam Ipſius promerendi impedi-

ANNO 1672. mento fit. Ea adverſo verò omnibus & ſingulis quoque Ruſſorum Religionem colentibus, cujuſcunque ſtatûs aut conditionis etiam ii erunt, qui cum locis per Pacta Andruſſovianſia ceſſis, iterum ad Regiam ſuam Majeſtatem pervenerunt, Exercitium Græcæ Religionis libertim concedetur, nemo in peracitonne cultus divini ſuorumque Sacrorum impedimentum aliquod iis adferet.

X. Omnibus & ſingulis Civicis Perſonis & Mercatoribus, Regno Poloniæ & Magno Ducatu Lituaniæ ortis, & nunc ſub Czaarea ſua Majeſtate habitantibus, qui tempore primæ permutationis in libertatem aſſeri requirerent, ubicunque locorum ii vivent, Paganis ſolummodo exceptis, poſt ſolutionem eorum quæ Creditoribus ſuis debuerint, liberi dimittentur, quò, pro lubita, in partes Regiæ ſuæ Majeſtatis iterum transire queant. Si verò alicui placuerit ſub Czaarea Majeſtatis Imperio permanere, id eidem prohibitum non eſto. Homines Civicos verò qui prædia & bona Bojarorum ſive Conſiliariorum Statûs inhabitant, quod concernit, de iis ſufficienter tractetur in futura ad Annum M DC LXXIV. ampliata Commiſſione ibique Punctus hic ad ſatisfactionem Partis utriuſque componetur.

XI. Præterea Czaarea ſua Majeſtas ſpondet, ſe Regiæ ſuæ Majeſtati, unà cum ultima Legatione remiſſuram, omne id, quod de ligno ſanctæ Crucis conquirere valebit, & ſe obſtringet, quòd nil amplius de eo reperiri poterit.

XII. Imperabit ſua Czaarea Majeſtas, ut Reliquiæ S. Calliſtrati, nec non aurea, argentea & alia ornamenta Eccleſiæ Cathedralis Smolenskonenſis, ut & Campanæ ejus, & quicquid illo modo indagari poterit, reſtituentur.

XIII. Porrò Majeſtas ſua Czaarea edictum promulgabit, vi cujus omnes & ſingoli abſunt libri, Documenta, Scripturæ, Acta Judicialia, Inſtantiæ, Literæ ſupplices Eccleſiaſticæ, ornatus & apparatus, ut & Campanæ & ſimiles res in Czaareæ ſuæ Majeſtatis Ditionibus conquirentur, & quicquid harum reperietur, intra terminum ſex menſium, aut quàm longiſſime intra Annui unios ſpatium, ad fines Regni asporteur, Regiæque ſuæ Majeſtati tradetur.

XIV. Quamprimum etiam aliqui ad Palatinatum Kyovienſem pertinentes libri reperiri poterunt, ſua Czaarea Majeſtas eos ſtatim Regiæ ſuæ Majeſtati transmittere vult.

XV. Hisce profitetur Czaarea ſua Majeſtas, quod nullæ Scripturæ aut Documenta publica, Legationum quarumpiam Palatinatuum & Diſtrictuum Magni-Ducatus Lituaniæ Indices, ex quibus conjectura capi queat, quempiam Czaareæ ſuæ Majeſtatis poteſtati & vi ſe ſubjeciſſe, in Archivo exſtent. Et ſi procedenti tempore ſimile quid in apricum proferetur, id tamen per antecedentes Tractatus jam abolitum erit, & hisce denuò vigore præſentis Articuli rescinditur.

XVI. Quandoquidem Severienſes Coſſaci limites Regni transgreſſi ſunt, partemque Palatinatûs Miecislavienſis, ut & quædam in Diſtrictibus Rzeczkienſi & Miedzyrzecenſi occupârunt: ſua Czaarea Majeſtas iisdem ſcrib injungere vult, ut retrocedant, & fines Regni ab omnibus invaſionibus immunes & puros ſervent. Quod ſi verò per invaſiones hasce incolis fortè damna quædam data foerint, Regia tamen ſua Majeſtas & Respublica reſuſionem eorum quampiam nullatenus exiget.

XVII. Ne autem irrepentes ſeptus Errores circa Tutelas utriuſque Partis inter Incolas limitaneos anſam Diſſidiorum & malevolentiæ aliquam præbere valeant, inpoſterum Accolæ limitem Partis utriuſque privati, non tenebuntur integrum Tirolum Regis & Czaaris Literis ſuis præponere, ſed ſufficient hæc: SUÆ REGIÆ MAJESTATI &c. SUÆ CZAAREÆ MAJESTATI &c. Palatini verò, Satrapæ & Officiales utriuſque Partium, in ſcribendo & Titulis, erga Partium Principes, Pactis Andruſſovienſibus ſe conformes exhibebunt.

XVIII. Quò XIII. Articulo Pactorum Andruſſovienſium, junct. §. VII. hujus, Moscoviæ concluſi Tractatûs, ſatisfactio præſtetur, cùm delegati Judices ſimitum, hactenus nullam de finibus litem determinaverint, nullusque locorum litigiotiorum, etiamſi jam fidem Jurisjurandi ad hoc dederint, certò definitus fuerit; ex quo cunterniones de finibus quotidie augentur: Idcircò uterque Principum, evitandarum ulteriorum incommoditatum, diſſidiorum & turbationum, inter Vicinos in Confinibus degentes gratiâ, & ut eò facilius ea ſopiantur, quisque ſuo nomine duos eligere volt Judices, qui ſtato termino anni, ſemel aut bis Aſſeſſores ſuos & Collegas, ipſis adjunctos, eo ipſo in Palatinatu five Provincia in quâ jus dicent, convocent, & unâque vice actiones de injuriis limitaneis, & commiſſis exceſſibus, ut & de intrectiniis & homicidiis, motus, audient, læſæ Parti juſtitiam adminiſtrent, delinquentes coërceant, & ſic fines quietos & pacatos fervent. Quò verò hi Judices minùs regundorum ab utraque parte ſufficienti ſagacitate gaudeant, unaquæque Pars, plures quàm XX. Perſonas ſecum non adducet, & fructur utraque Pars eâ ipſâ ſecuritate, quæ Legatis Solennis Legationis, quoad Commiſſiones injunctas, impertitur.

XIX. Quòque omnes occaſiones odiorum & inimicitiarum in finibus præcaventur; Czaarea ſua Majeſtas ſpeculum propè Raciczium, ad Fluvium Horodna, quo vigore primorum Pactorum, in ſtatu ſuo permanſit, cùm ea anſam multiplicarum contentionum præbuiſſet, tollet, inhibeatque, ne aliæ ſimili in loco inpoſterum exſtituantur.

XX. Omnia alia Puncta, præterquam ea quæ ad Commiſſionem remiſſa ſunt, quæ neceſſe non habent, ut Commiſſionem exſpectent; ſed ſtatim executioni mandentur, adimptere ſine ulla diſtatione aut dilatione conjuſtis finitis interpretationibus, uterque Principum ſtipulatur.

XXI. Præſens hæc Conventio, prout ea Nos inter ſuæ Regiæ Majeſtatis & Reipublicæ Poloniæ Solennes Legatos, & Czaareæ ſuæ Majeſtatis Bojaros & Conſiliarios Statûs munò pacta, concluſa & in Scripturam redacta fuit, à Sereniſſimo Principe ac Domino, Domino Michaele, DEI gratiâ Rege Poloniæ &c. &c. Domino noſtro Clementiſſimo, & ſuæ Majeſtatis Succeſſoribus Regni, nec non omnibus Reipublicæ Ordinibus, tam Eccleſiaſticis quàm Secularibus utriuſque Nationis, Regni Poloniæ & Magni-Ducatus Lituaniæ, ex una; & à Sereniſſimo Principe ac Domino, Domino Alexio Michaelowicz &c. &c. & ſuæ Czaareæ Majeſtatis Succeſſoribus, ex altera parte, in omnibus Punctis conſtanter & inviolabiliter ſervetur. Hanccæ &c. concluſum Tractatum Regiæ ſuæ Majeſtatis & Reipublicæ Poloniæ Nos Legati Solennes noſtris manibus ſubſignavimus, & Sigillis noſtris eorroboravimus, & poſtquam hinc inde eandem jurejurando firmavimus, atque unius ejusdemque tenoris deſuper confecta & fubſcripta Inſtrumenta cum Czaareæ ſuæ Majeſtatis Bojaris & Conſiliariis Statûs ad invicem permutavimus. Actum in Czaareæ ſuæ Majeſtatis Sede Moscoviæ IX. Aprilis Anno à nato Chriſto M DC LXXII.

(*L.S.*) JOANNES GNENSKI.
(*L.S.*) CYPRIAN PAUL BRISTOWSKY.
(*L.S.*) ALEXANDER KOTOWITS.

ANNO 1672.

LXXX.

Renouvellement, Prorogation & Explication, de 14. Avril. d'Alliance entre LOUIS XIV. *Roi de France*, FRANCE & CHARLES XI. *Roi de Suede.* *A Stock-olm le 14. Avril* 1672. [FREDER. LEONARD. Tom. V. Ce Traité ſe trouve en Latin dans la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.] SUEDE.

NOUS Claude Tott, Comte de Catleby, libre Baron de Surdby, Seigneur d'Ekeſund & de Laeſſehn, Senateur & Grand Escuier de la ſacrée Majeſté Roiale & du Roiaume de Suede, Gouverneur Général de Livonie; Sten Bielke, libre Baron de Corp, Seigneur de Haddelholm, de Gefoohca & de Tonga, Senateur de la Sacrée Majeſté Roiale & du Roiaume de Suede, & Conſeiller de la Chancelerie; Nicolas Brahé, Comte de Wiſtinborg, libre Baron de Cajane, Seigneur de Ridboholm & de Salvejen, Senateur de la Sacrée Majeſté Roiale & Roiaume de Suede, Admiral & Conſeiller de l'Amirauté; & Jean Guldenſtern, libre Baron de Landholm, Seigneur de Streche & de Bierkſunt, Senateur de la Sacrée Majeſté Roiale & du Roiaume de Suede, & Conſeiller de la Chancellerie, Commiſſaires Deputez, munis d'un plein-Pouvoir de nôtre tres-puiſſant Prince & tres-clement Seigneur CHARLES, par la grace de Dieu Roi de Suede, des Gots & des Wandales: Voulons qu'il ſoit notoire à

Digitized by Google

ANNO 1672. tous à qui il appartient, que conformément à l'Article 21. de l'Alliance faite à Fontainebleau entre le Roi de France & le Roi de Suede, le 22. Septembre de l'année 1661. par lequel il est dit que si on le trouve à propos, ladite Alliance pourra être prorogée du commun consentement des deux Rois, & qu'à ce dessein le Très-Puissant, & Très-Chrêtien Prince & Seigneur LOUIS XIV. Roi de France & de Navarre, auroit envoié à Stockolm au commencement du mois d'Août de l'année dernière 1671. l'Illustrissime & Excellentissime Seigneur le Sieur Simon Arnaud de Pompone, Conseiller d'Etat ordinaire & Ambassadeur extraordinaire, & ledit Sieur étant choisi pour Secretaire d'Etat; le Sieur Marquis de Vaubrun, Maréchal des Camps & Armées de S. M. Gouverneur de Philipsbourg, lequel étant aussi appellé en Lorraine, Sa Majesté Très-Chrêtienne auroit envoié l'Illustrissime & Excellentissime Seigneur le Sieur Honoré Courtin, Conseiller d'Etat ordinaire, & Ambassadeur extraordinaire, muni d'un Plein-Pouvoir. Les Serenissimes & Puissans Rois de France & de Suede, faisant reflexion de quelle utilité & de quel avantage seroient été pour leurs Etats les anciens Traitez qui avoient été faits & observez inviolablement & religieusement, tant entre Leurs Majestez qu'entre les Rois d'heureuse memoire leurs Predecesseurs: Et se ressouvenant aussi, qu'ils ont principalement été conclus servi pour la seureté & stablité de la Paix qui avoit été rendue à l'Empire par la jonction de leurs Conseils & leurs Forces, ils n'ont jamais rien eu plus à cœur que de renouveller non seulement cette Alliance, mais de lui donner encore plus de force, en s'y engageant d'une maniere plus étroite. Pour ce sujet, Nous Commissaires Députez, & ledit Ambassadeur extraordinaire, après nous être communiquez mutuellement nos Pleins-Pouvoirs, & nous être assemblez plusieurs fois, avons arresté & fommes convenus d'obliger de part & d'autre, pour marque d'Amitié & d'Alliance, les Articles suivans.

I. Les Serenissimes Rois de France & de Suede & leurs Roiaumes, aiant été unis depu s long tems par une sincere & veritable amitié, & par une fidele correspondance avantageuse à leurs deux Roiaumes, & aians depuis été affermis dans cette union par des Alliances tres-étroites, ils ont encore aujourd'hui les mêmes raisons de demeurer unis, & de s'y engager plus étroitement, & même il est à propos de renouveller & de rétablir entre ces deux Rois & leurs Roiaumes leur ancienne amitié, comme en effet en vertu du present Traité elle est renouvellée, confirmée & rétablie: De maniere qu'entre les deux Rois, leurs Roiaumes, leurs Sujets, & les Habitans des Terres de leur obéissance, il y aura toûjours aunité & fidéle correspondance, qui sera que l'un aura soin des biens & de la seureté de l'autre, & des avantages & profits communs comme du sien propre; & que non seulement il avertira ton Allié du danger qui pourra le menacer, mais encore qu'il s'opposera de tout son pouvoir au tort qui pourroit lui être fait.

II. Il y aura outre cela à commencer dés ce jour entre le Tres-Puissant Roi & Roiaume de France d'une part, & le Tres-Puissant Roi & Roiaume de Suede, de l'autre, une Alliance defensive tant pour la conservation mutuelle des dits Rois & de leurs Roiaumes, des Provinces & Terres de leur obéissance, & de tous leurs Droits, que pour la seureté de la Mer Baltique de l'Ocean, à l'avantage du Commerce, & à la liberté de la Navigation.

III. La principale fin de cette Alliance doit être que toutes les choses qui ont été reglées, soit pour la Politique, soit pour ce qui concerne les affaires Ecclesiastiques, par la Paix de Munster & d'Osnabruck, demeurent dans le même état conformément aux Articles de la Paix, enforte que les deux Rois, & tous les Etats de l'Empire qui sont compris dans ladite Paix, en jouissent entierement: Et afin que les autres qui y sont interessez l'observent d'autant mieux, les deux Rois feront instance conjointement & separément auprés de l'Empereur & des Etats de l'Empire, non seulement afin que tout ce qui a été arresté par les Articles de ladite Paix, soit executé dans toute son étenduë, mais encore afin que la Paix & la tranquillité publique, qui a été achetée par l'effusion de tant de sang, par de tres-grands travaux & grandes dépenses, soit maintenuë inviolablement.

IV. Et afin que les Traitez de Weitphalie, & ceux qui ont été faits depuis sur le même sujet, ne soient pas seulement observez, mais qu'ils le soient encore selon toute leur force & dans toute leur étenduë, il a été arresté en premier lieu, entre les Serenissimes & Très-Puissans Rois de France & de Suede, que non seulement ils ne donneront aucuns secours aux Ennemis de l'Empire, & aux Perturbateurs de la Paix de l'Empire, mais encore que si l'Empereur, les Electeurs, ou quelque Etat attaquoit les armes à la main un des deux Rois dans l'Empire, contre la disposition de la Paix de Weitphalie, ou bien qu'il donnât soit dedans soit dehors l'Empire, un secours de Troupes, d'Armes, ou de quelque autre maniere, sous quelque pretexte que ce soit, aux Ennemis de l'un des deux Rois, en ce cas les deux Rois se secourront mutuellement & ils uniront leurs Armes pour attaquer l'infracteur de la Paix, s'il ne veut pas écouter l'avertissement à l'amiable qui lui sera fait auparavant. ANNO 1672.

V. Les deux Rois Confederez solliciteront pour le bien commun plusieurs autres Etats de l'Empire, tant Catholiques que Protestans, à entrer dans cette Alliance, & on aura à conclure avec eux à peu prés de la même maniere que l'on fit à l'Alliance du Rhin, qui fut faite entre les Couronnes de France & de Suede, & plusieurs Electeurs & Princes de l'Empire.

VI. Et comme selon ce qui vient d'être dit dans l'Article precedent, les deux Rois Alliez doivent procurer que pour le bien public les Etats d'Allemagne qui sont Armateurs de la Paix, soient invitez d'entrer dans cette Alliance, auſſi n'empêchera-t-il point que l'Empereur, les Electeurs, les Princes & les Etats de l'Empire, à qui auſſi la Paix peut être agreable, n'entrent encore dans cette Alliance, pourvû qu'ils se declarent dans le temps, & que cela se faſſe à des conditions raisonnables, & du commun consentement des deux Rois Alliez.

VII. Comme il a été proposé dans le temps paſſé, soit par la voye des Conseils, soit par celle des Armes aux deux Rois Confederez & à leurs Alliez, qu'on reliablit conformement aux Loix Fondamentales de l'Empire, les Electeurs, Princes & Etats dudit Empire, dans le Droit de suffrage dans les déliberations sur toutes les affaires de l'Empire: & qu'à cet effet plusieurs Reglemens deud. Traitez de Paix, & principalement l'Article 8. des Droits des Etats ait été inseré dans cette Paix; En consequence les deux Rois Alliez ont arresté presentement, & sont convenus que les affaires de l'Empire qui ont été decidées, soit dans la Paix de Weitphalie & par ledit Article 8. ou qui l'ont été depuis dans les Assemblées de l'Empire d'un commun consentement des Etats selon la disposition du Traité de Paix, demeureront dans toute leur force & pour ce qui regarde celles qui sont demeurées indecises, & qui ont été remises par la Paix de Weitphalie à la premiere Diette de l'Empire, les deux Rois Confederez jugent à propos de s'unir pour avertir l'Empereur, ou tous les Princes & Etats de l'Empire par Lettres, & de faire en sorte par leurs Ministres dans les Assemblées de l'Empire, que lesdites affaires indecises & qui ont été renvoiées aux Diettes, y soient decidées d'un commun consentement.

VIII. Si quelques-uns de ceux qui sont expreſſement nommez dans la Paix de Weitphalie sont encore troublez, & principalement & contre les Articles d'Amnistie & des Griefs, ils font privez de l'execution de ladite Paix, en sorte qu'ils n'aient pas été rétablis, ou que l'aient été, ils ne l'aient pas été entierement, ou même qu'après leur rétablissement ils aient été destituez une seconde fois en quelque maniere que ce soit, ceux qui seront ainſi troublez de quelque estat & condition qu'ils soient, recevront les compositions à l'amiable des Rois Alliez, & les moiens équitables qui seront suggerez par les Membres de la Paix.

IX. Que s'il arrive qu'un ou deux Etats de l'Empire, & que ceux-là en particulier, ou plusieurs d'entr'eux ensemble, soient troublez en quelque maniere contre la disposition de la Paix de Weitphalie, & des Constitutions de l'Empire, dans la paisible possession de leurs Terres & de leurs Droits, ou même qu'ils soient attaquez à force ouverte & les Armes à la main, & qu'en conſequence ils implorent le secours des Rois Alliez comme Garands de la Paix, ces Etats soit qu'il y en ait un ou plusieurs doivent attendre des Rois Alliez conjointement les remedes qui sont marquez dans le Traité de Paix & dans les Articles suivans.

X. Il a été auſſi resolu pour plus grande seureté des

ANNO 1672. Terres & des Provinces qui ont été acquises par le Traité de Paix, à l'un & à l'autre des Rois Alliez & à leurs Roiaumes pour les faisifaire, que s'il arrive qu'elles soient menacées de quelque danger, ou si quelqu'un osé les attaquer par les Armes, les deux Rois s'obligent par cette Alliance à la juste & mutuelle defense de leurs Terres, & promettans d'unir leurs Conseils & leurs Armes qui seront necessaires pour repousser par la force des Armes une telle invasion : & ne desireront pas qu'on n'aie donné une entiere satisfaction pour l'injure reçûe, & pour les pertes que pourroient avoir été faites, avec une Garantie certaine de ne plus rien troubler. Celui qui sera attaqué & qui demandera du secours, aura le droit d'être assisté & de recevoir ce secours, ou en Troupes ou en Argent.

XI. Si quelqu'un des Etats de l'Empire, est troublé & offensé contre les Articles de la Paix par les autres Etats, les Rois Alliez leur feront premierement une remonstrance amiable, & ensuite si elle est inutile, on donnera une communication des avis aux Etats de l'Empire, selon la maniere prescripte dans ledit Traité de Paix, qui n'aura d'autre but que de pourvoir à l'entiere satisfaction & seureté de la Partie offenſée, & d'empêcher qu'il ne soit fait aucun tort, ou prejudice à aucun Membre de la Paix dans ſes Droits, Dignitez & Privileges.

XII. Comme cela doit estre entendu, ſi quelque Membre de la Paix publique étoit offenſé, non pas à la verité par les Armes, mais en toute autre maniere que ce soit. De même ſi quelqu'un, contre ce que les Rois Alliez taschent par toute sorte de moien de conſerver la tranquillité publique dans ſon entier, ou à cauſe de la premiere Guerre, & ainſi par un esprit de vengeance attaquoit les Armes à la main quelqu'un des Rois Alliez, ou de ceux dont ils deffendent la cauſe; & que le bon Droit ou l'extremité de l'un ou de l'autre Allié fut inutile dans cette occaſion, & qu'il ne pût pas être aidé par aucun autre moien ou ſecours, pour lors les Rois Alliez aprés un averiſſement amiable, s'oppoſeront conjointement & enſemble à cet Infracteur de la Paix de Weſtphalie, conformement aux anciens Traitez qui ont été pluſieurs fois reïterés, & ſelon la maniere qui a été en uſage pendant la premiere Guerre, & uniront leurs forces pour le pourſuivre d'un commun avis jusques à ce qu'il ait ſatisfait aux deux Rois Alliez, ou à quelque autre Membre de la Paix qui auroit été offenſé, & qu'on ait fait avec eux une Paix ſeure & honeſte

XIII. Et afin que le Sereniſſime Roi de Suede connoiſſe combien la ſeureté & l'avantage de la Suede eſt à cœur au Sereniſſime Roi Tres-Chrestien Sa Majeſté Tres-Chreſtienne veut en vertu de ce Traité renouveller & confirmer de nouveau par la parole Roiale au Sereniſſime Roi de Suede, toutes les Garanties ſur la Paix d'Oliva & de Coppenhague qui lui ont été promiſes par des Traitez particuliers, & principalement pour ce qui regarde le Roi & le Roiaume de Dannemarc, on eſt convenu d'un commun avis, que comme le Roi de Suede s'eſt engagé d'être ami & fidelle voiſin du Roi de Dannemarc, conformement à la teneur des Traitez faits au Camp de Coppenhague le 27. jour de Mai 1660. & qu'il ne veut rien tenter contre le Roi & les Roiaumes de Dannemarc & de Norwege, ni contre les Terres que le Roi de Dannemarc poſſede dans l'Empire, auſſi mutuellement le Roi Tres-Chrestien empêchera que le Roi de Dannemarc n'entreprenne rien contre le Roi & le Roiaume de Suede, ni contre ſes Droits, Terres, Provinces & Lieux qui lui ſont ſoûmis en quelque endroit qu'ils ſoient, ſoit dans l'Empire, ou par tout ailleurs.

XIV. Le Duc de Sleswich & de Holſtein Gottorp joüira de la même Garantie, & l'un & l'autre des Rois Alliez promet de n'emploier tous leurs ſoins, afin que ledit Duc jouiſſe entierement, & ſans alteration de tout ce qui a été arreſté expreſſement dans ladite Transaction de Dannemarc & de Suede, & qui a été inſeré dans la Convention, entre le Roi de Dannemarc & ledit Duc, pour la ſeureté de ſon Etat & de ſes Droits.

XV. Et comme l'un & l'autre des Rois Alliez regardent les Ducs de Mecklebourg, Suerin & Guſtrou, qui leur ſont unis depuis longtemps par des liens particuliers d'Amitié & d'Alliance comme Membres de la Paix de Weſtphalie, & qu'ils aient par conſequent à cœur leur conſervation, ils feront pour cet effet en vertu de la preſente Convention tous leurs efforts, afin que leſdits Ducs ne ſoient pas troublez dans la poſſeſſion des Terres, Droits, Biens & Avantages qu'ils ont obtenu par le Traité de Paix de Weſtphalie, mais qu'ils ſoient conſervez tranquillement dans leur Etat preſent. ANNO 1672.

XVI. De même maniere les Rois Alliez travailleront conjointement, & auront ſoin que le Marquis de Bade-Dourlac Membre de la Paix de Weſtphalie, ſoit conſervé, autant que faire ſe pourra, dans la paiſible poſſeſſion des Terres & Droits, & de tous les avantages qu'il a obtenus par ladite Paix de Weſtphalie.

XVII. Quoique les deux Rois Alliez eſperent que la ſeureté publique a été ſi bien établie, qu'on a ſi bien pourvû à tous les évenemens, & qu'elle a été ſi bien confirmée dans l'Empire Romain par la Paix de Weſtphalie qu'il n'y a rien à craindre; Cependant comme les choſes paroiſſent être hors de l'Empire dans un état qui menace aſſez certainement de la Guerre, de laquelle ſans doute il peut naître de grands desordres, les deux Rois Alliez à cauſe de l'inclination qu'ils ont pour les avantages de l'Allemagne, ne peuvent s'empêcher de témoigner qu'ils jugent à propos d'y pourvoir par toute ſorte de moiens poſſibles, & d'empêcher que ce feu qui eſt ſi voiſin de l'Allemagne ne ſoit porté jusques dans le ſein de l'Empire.

XVIII. Comme auſſi les deux Rois aiant toûjours uniquement eu en veuë depuis la Paix de Weſtphalie, d'empêcher que l'Empire ne fût engagé dans aucune Guerre, & qu'elle ne put facilement s'étendre bien loin au dehors, ſi quelqu'un ſe meſlant dans des affaires étrangeres qui ne regardent point l'Empire, on a jugé à propos de part & d'autre que l'un & l'autre des Rois Alliez témoignent à l'Empereur & aux Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, l'inclination ſinguliere qu'ils ont pour la tranquillité de l'Allemagne, & leur faſſent voir que ceux qui demeureront en Paix, ſeront dans une entiere ſeureté à cauſe desdites Provitions, Garanties & Alliances deffenſives des Etats de l'Empire, qu'ils étent par leurs Ambaſſadeurs toute ſorte de ſoupçon, & qu'ils donnent en ami des avis ſalutaires, & qu'ils leur faſſent voir le danger où ils ſeront, ſi quelqu'un d'eux s'engageoit dans la Guerre, ce qui n'eſt pas à la verité dans l'Empire, mais qui n'eſt pas éloignée.

XIX. Aprés cette precaution jointe aux avis & bons offices qui peuvent ſervir de remede à la Guerre, & autant que la prevoiance humaine peut s'étendre, confirmée par la Paix & la tranquillité d'Allemagne, les deux Rois ne peuvent croire que perſonne ait beſoin d'une plus grande ſeureté, ni qu'il en puiſſe ſouhaiter une meilleure. Que ſi pourtant l'on ne fait nulle attention à ces avis qu'on donne ſincerement & en ami pour le repos public, & qu'on ne veuille pas pourvoir à la preſente tranquillité par la voie de la Paix. En ce cas l'un & l'autre des Rois Alliez s'engagent mutuellement, & s'obligent auſſi à l'avenir d'être unis pour la defenſe du Traité de Paix & la ſeureté commune, tant des deux Rois que de tous les autres qui ſervent à la conſervation de la tranquillité publique, que s'il arrive (ce qu'à Dieu ne plaiſe) que quelque Membre de la Paix de Weſtphalie ſans avoir égard auxdits remedes de la Guerre, entre en rupture en prenant les Armes, d'abord les deux Rois conſulteront entr'eux pour trouver un remede proportionné à la grandeur du peril, afin qu'une telle Guerre, ſi on croit qu'elle dût troubler l'Allemagne, ſoit éloignée & repouſſée.

XX. Et afin que Sa Majeſté Suedoiſe ſoit cependant en état de pourvoir au repos commun, & de s'oppoſer au peril qui pourroit le menacer, il aura ſur pied pour la conſervation de la tranquillité publique une Armée compoſée, tant d'Infanterie que de Cavalerie qui ſera conſiderable, à proportion de la neceſſité du temps & du danger, avec tout l'appareil neceſſaire de Canons & d'autres choſes qui regardent la Guerre.

XXI. Pour ſoûtenir ces dépeuſes & pour entretenir lesd. Troupes S. M. T. C. s'oblige en vertu de cette Alliance, de donner tous les ans un certain fubſide qui ſera proportionné à la grandeur de l'Armée que S. M. Suedoiſe entretiendra, lequel ſera paié en Monnoie de Riekestales: & il ſera compté tous les ans à Hambourg dans la Banque, ſans aucune contestation ni perte de Sa Majeſté Suedoiſe.

XXII. Le Roi T. C. n'aiant rien plus à cœur que d'obſerver religieuſement & de bonne foi le Traité de Paix conclu à Aix la Chapelle, le 2. Mai de l'année 1668. entre les Couronnes de France & d'Espagne, le

Roi

ANNO 1672. Roi de Suede aiant auſſi aſſez témoigné par le penchant qu'il a pour la tranquillité publique, & pour l'avantage de S. M. T. C. & de S. M. C. le ſoin qu'il a de procurer la continuation & confirmation de la bonne amitié & correſpondance renouvellée par ledit Traité, en offrant au Roi T. C. & en accordant au Roi Catholique ſa Garantie, ledit Roi T. C. voulant, non ſeulement l'affection ſinguliere qu'a Sa Majeſté Suedoiſe pour la tranquillité de l'Europe; mais reconnoiſſant auſſi en cela une grande marque de ſon amitié, declare & confirme par cet Article le ſincere & veritable deſir qu'il a de ne s'éloigner jamais autant qu'il ſera en lui, de l'obſervation du Ste Traité d'Aix la Chapelle, qu'au contraire il aura ſoin qu'il ſoit obſervé tres-exactement dans toutes ſes clauſes.

XXIII. Les Sujets du Roi de Suede & les Habitans des Provinces qui lui ſont ſoûmiſes, jouiront de la liberté de la Navigation & du Commerce dans tous les Royaumes & Terres qui ſont en Paix, Amitié ou Neutralité avec ladite Majeſté Suedoiſe, & ils ne ſeront pas inquietez par les Vaiſſeaux du Roi T. C. à l'occaſion de la Guerre qui pourroit être avec d'autres Rois, Roiaumes & Etats en telle ſorte pourtant qu'ils ne donnent point de Marchandiſes defenduës & de Contrebande à ſon Ennemi.

XXIV. Il faut regarder comme Marchandiſes de Contrebande toute ſorte d'Armes, tant Offenſives que Defenſives, & principalement les Armes à feu & toutes les autres qui ſervent pour le même ſujet. Il faut comprendre dans ce nombre les Canons grands & petits de toute ſorte de façons, qu'on appelle ordinairement Canons & Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Fleches, Carcaſſes, Bales à Mousquets fait de Fer ou de Plomb, Nitre ou Salpetre, Poudre, à Canon & toute ſorte d'Epées, Sabres, Picques, Hallebardes, Haches, Fleaux, & toute autre Arme propre à attaquer: Comme auſſi Morions, Casques, Cotte de Maille, Cuiraſſes & Boucliers de Cuivre ou de Fer, & autres Armes propres pour ſervir de deffenſes; outre cela tout ce qui ſert pour l'Equipage d'une Armée, comme Chevaux, Selles de Chevaux, Fourreaux de Piſtolets: & enfin tout ce qui peut être utile ou neceſſaire pour harnacher les Chevaux.

XXV. Il ne faut pas entendre ſous le nom de Marchandiſes defenduës & de Contrebande, les Marchandiſes qui n'ont pas encore été travaillées, & qui n'ont pas été miſes en œuvre pour l'uſage de la Guerre, comme l'Acier, le Fer, le Cuivre, la poix liquide & dure, le Bled, le Sel, le Vin, l'Huile & les autres de ce Genre, ou toute autre qui ſert à l'entretien de la vie; le tranſport en eſt permis chez les Ennemis même, excepté dans les Villes & les Lieux aſſiegez & bloquez.

XXVI. Les Marchandiſes de Contrebande pourront auſſi être tranſportées à d'autres Nations: & il ne ſera pas permis, ni en allant, ni en revenant d'empêcher, de troubler, ni d'inquieter les Vaiſſeaux Suedois, pourveu qu'ils montrent les Lettres de Sauf-conduit, ſelon la Formule ci-jointe; laquelle eſt conçûë en ces termes.

La Sereniſſime & R. M. &c. Nous certifions que le jour . . . du mois . . . de l'année . . . a comparu devant Nous N.N. Sujet de ladite Majeſté & Citoien de la Ville . . . . . lequel en vertu du Serment de fidelité par lequel il eſt engagé à nôtre tres-clement Seigneur Sa Majeſté Suedoiſe, nous a declaré que ledit Vaiſſeau . . . . eſt de la Ville de . . . . & qu'il lui appartient & à ſes Aſſociez, qui ſont auſſi Sujets & Citoiens de Suede, en propre à juſte titre, lequel voulant faire voiage du Port . . . . chez des Nations Etrangeres chargé des Marchandiſes de Suede, Nous aſſurant ſous le même Serment de fidelité qu'aucun Etranger n'a part dans ledit Vaiſſeau pour les Marchandiſes qui y ſont déja, ni pour celles qui y ſeront miſes: & que le Patron dudit Vaiſſeau eſt Citoien de la Ville . . . . . c'eſt pourquoi connoiſſant ſuffiſamment aprés une exacte recherche que ledit Vaiſſeau & toutes ces choſes qui doivent y être miſes pour ce voiage ſont permiſes, & qu'il appartient veritablement aux Sujets de Sa Majeſté Suedoiſe, Nous requerons humblement & honnellement pour marque d'Amitié & de bon office, de toutes les Puiſſances de Terre & de Mer, Rois, Princes, Republiques & Villes libres: Comme auſſi de tous les Généraux d'Armée, Capitaines, Officiers & Gouverneurs des Ports, & de tous ceux qui ont quelque Charge dans les Ports, ou ſur la Mer, de tous ceux que le Vaiſſeau pourroit rencontrer en voiage, ou dans les Flottes desquels il pourroit paſſer ou être jetté dans les Ports, qu'en conſidération de l'Alliance qui eſt entre chacun de ceux qui ſont ci-deſſus nommez, & le Sereniſſime Roi de Suede nôtre tres-clement Seigneur, ils permettent non ſeulement que ledit Pilote avec ledit Vaiſſeau aille & vienne librement ſans empêchement ni faux être inquieté, mais encore s'il vouloit aller ailleurs de lui rendre tous les bons offices d'humanité & de bien-veillance comme à un Sujet de Sa Majeſté Suedoiſe, devant s'attendre d'en recevoir autant dans une pareille ou ſemblable occaſion de Sa Majeſté Suedoiſe, & de tous ſes Miniſtres & Sujets. En foi de quoi nous avons fait mettre le Sceau du College aux Preſentes & les avons ſignées. Donné à Stockolm . . . . ou ailleurs.

XXVII. Et afin que toute viſite ſoit defenduë ſur la Mer, & que la Navigation ſe faſſe plus ſeurement, tout pretexte inutile de viſite n'étant retranché, les Vaiſſeaux du Roi T. C. qui iront: au devant des Vaiſſeaux Suedois, s'arreſteront à la portée du Canon, & envoieront une Chaloupe aux Vaiſſeaux Suedois, & entreront ſeulement avec deux ou trois Hommes, auxquels on montrera les Lettres de Sauf-conduit concedés ſelon la Formule precedente; & on ne pretendra, ni on ne tentera autre choſe, mais on y ajoûtera une autre foi, afin que ſans aucun trouble, recherche ou detention le Vaiſſeau puiſſe continuer ſa route.

XXVIII. Tous les Sujets du Roi T. C. jouïront auſſi de la même liberté du Commerce & de la Navigation, conformement aux conditions & limitations qui ont été exprimées ci deſſus, en cas que le Roi de Suede ſoit engagé dans la Guerre avec d'autres Rois, Roiaumes & Etats.

XXIX. Que s'il arrive que les Vaiſſeaux d'un des Alliez deſſinez pour un Fort Ennemi, ou pour des Lieux qui ſoient ſujets aux Ennemis, ſe trouve chargé de Marchandiſes deffendues en tout ou en partie, les Marchandiſes deffenduës ſeront confiſquées par un Juge competent; & les Vaiſſeaux ni les autres Marchandiſes qui s'y trouveront & qui ne ſeront pas deffenduës, ne pourront pas l'être.

XXX. Les anciennes Alliances qui ne ſont pas contraires à celle-ci demeureront dans toute leur force, & principalement l'Alliance faite entre le même Roi à Fontainebleau en l'année 1661. doit être ceniée renouvellée dans toutes ſes Clauſes & Articles, ſi ce n'eſt qu'on en ait diſpoſé autrement dans celle-ci.

XXXI. Et afin qu'on connoiſſe que cette Alliance n'eſt faite au detavantage ni au prejudice de perſonne, les Alliez & Amis des deux Rois qui voudront & ſouhaiteront y être compris le ſeront.

XXXII. Cette Alliance durera pendant dix années, à compter du jour qu'on échangera les Ratifications, excepté l'obligation mutuelle exprimée dans l'Article 9. & les choſes qui concernent la conſervation & la ſeureté de la Paix de Weſtphalie, que les deux Rois doivent ſe promettre de l'Empire en vertu de ladite Paix, toutes choſes demeureront toûjours dans leur entier.

XXXIII. Ces Articles confirmez par la Ratification des deux Rois de France & de Suede, s'échangeront mutuellement à Stockolm dans trois mois à compter du jour qu'ils ſeront ſignez. En foi de toutes ces choſes & pour donner une plus grande force, Nous avons ſigné ces Preſentes & y avons mis le Sceau de nos Armes. Fait à Stockolm le 14. jour d'Avril 1672.

ANNO 1672.

ARTICLES SECRETS.

I. Les deux Sereniſſimes & Puiſſans Rois de France & de Suede ſont convenus expreſſement de la même choſe par l'Article 4. de leur Alliance conclue en même jour; à ſçavoir, que non ſeulement ils ne donneroient point de ſecours en aucune maniere aux Ennemis de l'Empire, & aux Perturbateurs de la Paix dans l'Empire; Mais encore que ſi l'Empereur, ou quelque Etat vouloit contre la diſpoſition de la Paix de Weſtphalie attaquer dans l'Empire par les Armes & à force ouverte un des deux Rois, ou donner aux Ennemis de l'un ou de l'autre Roi un ſecours de Troupes, ou de quelque autre maniere, ſoit dedans ou dehors l'Empire, ſous quelque raiſon ou pretexte que ce ſoit; en ce cas ils ſe ſecourront mutuellement, & ils joindront leurs Armes pour attaquer l'Infracteur de la Paix, ſuppoſé qu'il mépriſe un avertiſſement à l'amiable qu'on lui donnera auparavant.

II. Quoique le Roi T. C. ſoit perſuadé que s'il entreprend la Guerre contre les Etats des Provinces-Unies des Païs-Bas, & que les Armes & Troupes de

ANNO 1672. Sa Majesté entrera ou attaquera les Provinces, Villes, Citadelles & Lieux fortifiez desdits Etats, l'Empereur ni aucun Electeur ou Prince de l'Empire ne voudra s'y mesler ni aider par aucun secours lesdits Etats Ennemis de Sa Majesté; si pourtant il arrive contre cette esperance que l'Empereur ou quelque Electeur & Prince de l'Empire veuille donner des Troupes Auxiliaires ausdits Etats, ou prendre les Armes sous quelque pretexte que ce soit, tandis que cette Guerre durera contre S. M. T. C. & ses Alliez, pour lors ce qui sans doute excitera la Guerre en Allemagne & troublera la tranquillité de l'Empire, le Serenissime Roi de Suede s'opposera premierement à ce mal naissant par une voie amiable; & enfuite si elle est inutile, par la force & par les Armes.

III. C'est pourquoi le Serenissime Roi de Suede comme tres-zelé Défendeur de la Paix d'Allemagne, tâchera premierement par un avertissement amiable de faire desister l'Empereur, les Electeurs ou Princes de leur entreprise. Et si ces remonstrances faites en ami sont inutiles, & si l'Empereur ou tout autre Prince ne veut pas desister de fournir du secours aux Etats des Provinces-Unies contre le Roi Tres-Chrétien, pour lors le Roi de Suede qui cherchoit la gloire de conserver la Paix dans l'Empire par une voie amiable, tâchera de le faire par les Armes, les Rois Alliez étans convenus par le moien suivant de la maniere dont toute cette entreprise ſeroit menagée.

IV. Lorsque l'Empereur, ou un Electeur, ou Prince de l'Empire aura resolu d'envoier des Troupes Auxiliaires contre Sa Majesté Tres-Chrétienne aux Etats des Provinces-Unies, ou d'attaquer Sa Majesté ou ses Alliez dans l'Empire, pour lors le Serenissime Roi de Suede requis & averti à temps par le Roi Tres-Chrétien à ſçavoir trois mois auparavant, promet de faire entrer dans le Duché de Bremen ou dans la Pomeranie, une Armée compoſée de dix mil fantaſſins, & ſix mil Chevaux, munie de toutes les choſes neceſſaires pour la Guerre; laquelle Armée attaquera à force ouverte l'Empereur & les autres Princes de l'Empire qui lui ſeront unis pour donner du ſecours aux Etats des Provinces-Unies, & qui voudroient cauſer quelque dommage au Roi T. C. & à ſes Alliez & il empêchera par toute ſorte de voie ſelon qu'il le pourra par les Armes, qu'on envoie aucunes Troupes Auxiliaires aux Etats des Provinces-Unies contre le Roi de France, & ledit Serenissime Roi de Suede ne quittera point les Armes, que l'Empereur ou les autresd. Princes n'aient deſiſté de leur entrepriſe.

V. Au reſte afin de donner une plus grande force à cette Guerre (qui n'aura pour unique but que la Paix & la tranquillité de l'Allemagne) le Roi Tres-Chrétien ſelon l'exigence & le beſoin de la choſe, ſi les forces du Roi de Suede & de ſes Alliez ne ſuffiſent pas contre l'Empereur, les Electeurs & Princes qui lui ſont unis, fera paſſer une Armée en Allemagne, laquelle agira conjointement ou ſeparement avec l'Armée Suedoiſe ſelon les évenements de la Guerre, l'Armée Suedoiſe demeurant conſeruée en état de jonction ſous le commandement du Général François.

VI. Le Roi T. C. promet pour cela, qu'à raiſon du ſoin qu'il a, de même que le Roi de Suede, de conſerver la Paix dans l'Allemagne, de s'oppoſer de la même ſorte dont on eſt convenu par l'Article 5. & par les avis & par les Armes, à ſçavoir par une bonne Armée, & ſelon l'exigence du danger par les plus grandes forces qu'il pourra, ſi l'Empereur ou quelque Electeur, Prince ou Etat de l'Empire ſe mêle dans la Guerre entre le Roi de Suede & ſes Ennemis, ſoit qu'il ſe range entierement de leur côté, ſoit qu'il leur envoie des Troupes Auxiliaires, & il ne quittera point les Armes, que l'Empereur ou les autresd. Princes ne deſiſtent de leur entrepriſe.

VII. Et puiſqu'il ne faut pas douter que la Paix de l'Empire, qui eſt ſi fort à cœur aux Rois Alliez, ne ſoit troublée ſi le Roi T. C. attaque par les Armes les Lieux ſituez dans l'Empire, & qui ſont preſentement occupez par les Garniſons des Etats des Provinces-Unies, & que neanmoins on ne puiſſe refuſer de Droit au Roi T. C. de pourſuivre en quelque lieu que ce ſoit ſes Ennemis, dont les Armes pourroient lui nuire, pour cet effet le Sereniſſime Roi de Suede declare que l'Empire, ou le veritable Seigneur des Villes & Lieux où il y a des Troupes & Citadelles, donne à tems une entiere & pleine ſeureté au Roi T. C. par laquelle il ſera pourvû que de ceſd. Villes & Lieux gardez, ou ne faſſe aucun acte d'hoſtilité ſur les Troupes du Roi T. C. que ſi on ne veut pas donner cette ſatisfaction à S. M. T. C. & qu'Elle ſoit obligée d'attaquer leſdites Places par les Armes, en ce cas le Sereniſſime Roi de Suede regardera ce refus comme une rupture de Paix dans l'Empire.

VIII. Si les deux Rois Alliez ſe trouvent obligez d'entrer en Guerre contre l'Empereur & les Alliez, ils ſe promettent mutuellement qu'ils ne ſeront aucune Paix ni Treve avec l'Empereur & ceux qui lui ſont unis, que les deux Rois n'y interviennent & n'y conſentent, & qu'avec l'inclusion & la ſeureté de leurs Terres, comme auſſi l'entiere ſatisfaction de l'un & de l'autre.

IX. Si le Roi Catholique contre la diſpoſition de la Paix des Pireuées ſe joint aux Etats des Provinces-Unies, & que l'Empereur, les Electeurs & Princes de l'Empire, lui donnent du ſecours contre la veritable teneur de la Paix de Weſtphalie, & trouble auſſi indirectement la ſeureté que le Roi T. C. doit ſe promettre de l'Empire en vertu du Traité de Paix, pour lors le Sereniſſime Roi de Suede par le deſir qu'il a qu'il ſoit pourvû à la conſervation de la Paix dans l'Allemagne, tâchera par une remonſtrance à l'amiable de faire deſiſter l'Empereur & les autres Etats ou Princes, de leur entrepriſe, & ſi cela eſt inutile, il agira de la maniere qu'il voudra le ſecourir dans cet évenement.

X. Comme on n'a rien reſolu dans le Traité public d'Alliance touchant le ſecours mutuel qu'on doit ſe donner, & qu'on en a parlé ſeulement en termes généraux, on a jugé à propos de l'exprimer plus en particulier dans ces Articles Secrets: C'eſt pourquoi ainſi fait reflexion ſur la neceſſité des dépenſes que le Sereniſſime Roi de Suede ſera obligé de faire pour la ſuſdite entrepriſe, le Roi T. C. pour contribuer auſſitôt dépenſes par maniere de Subſide, ſera païer tous les ans ſix cens mil Ecus; laquelle Somme ſera païée en deux termes, à ſçavoir tous les ſix mois, la moitié à chaque terme à Hambourg, ſans aucune dépenſe du Roi de Suede ni de ſon Miniſtre depuis pour cela, & le païement ſe fera dn jour de la requiſition du Roi T. C. & lorsque l'Armée de Suede commencera à entrer en action, & à marcher vers l'Ennemi.

XI. Afin que le Sereniſſime Roi de Suede puiſſe être preſt à toute ſorte d'evenement, & diſpoſer toutes choſes ſelon qu'on eſt convenu par les Articles precedens, il aura au commencement de l'Eſté prochain une Armée de ſeize mil Hommes outre les Garniſons, dans la Pomeranie & dans le Duché de Bremen, & le Roi T. C. promet de faire païer tous les ans au Roi de Suede ou à ceux qui auront ordre de lui, en deux termes comme on a dit dans l'Article precedent, à compter du jour de la Ratification des preſens Articles, en ſorte que la moitié ſoit païée inceſſamment après ladite Ratification à Hambourg, quatre cens mil Ecus, lequel païement ſera toûjours continué pendant que ce Traité durera, ſi Sa Majeſté Tres-Chrétienne juge à propos de demander du ſecours au Sereniſſime Roi de Suede contre l'Empereur & les autres Princes de l'Empire, ou même que la neceſſité étant moins grande, il ne veuille pas s'en ſervir, de ſorte pourtant que ſi le Roi de Suede requis & averti par le Roi T. C. envoie ladite Armée en Allemagne; pour lors il lui ſera ſeulement païé pendant tout le tems qu'elle ſera en campagne, la ſuſdite Somme de ſix cens mil Ecus tous les ans; que ſi avant la fin de ce Traité la Paix eſt rétablie en Allemagne, & que ni le Roi T. C. ni le Roi de Suede n'aient pas beſoin d'avoir une Armée ni des Troupes dans l'Empire; en ce cas pendant que ce Traité durera, le Roi T. C. païera ſeulement tous les ans au Roi de Suede la même Somme de quatre cens mil Ecus, qui lui avoit été promiſe avant qu'il aſſemblaſt les Troupes & l'Armée dont il eſt parlé à la fin du ſusd. Article, & qu'il l'envoiaſt en Allemagne.

XII. Sa Majeſté Tres-Chrétienne voiant avec beaucoup de joie que la Paix du Nord qui a été rétablie par ſes bons offices & ſa Mediation, par le Traité de Coppenhague du 27. May 1666. ſuſdit depuis ce tems & s'affermit tous les jours de plus en plus, & Sa Majeſté Suedoiſe faiſant aſſez connoître le deſir ſincere qu'elle a de demeurer en bonne amitié & en bon voiſin avec le Sereniſſime Roi de Danemarc, le Roi T. C. reconnoiſſant auſſi la bonne intention qu'a Sa Majeſté Danoiſe de conſerver de tout ſon pouvoir la Paix & la même Amitié, & voulant par ſon entremiſe donner quelque force aux bonnes intentions de ces deux Rois voiſins, s'oblige par le preſent Article comme il a déja fait par

ANNO 1672.

ANNO 1672. par le fusd. Traité de Coppenhague, d'être leur caution commune, confirmant derechef & promettant tres expressément d'être le Garand de tout ce dont on est convenu, & qui est compris dans ledit Traité de Coppenhague.

XIII. Si le cas dont il est fait mention dans le present Traité arrive, que l'Empereur ou quelqu'un des autres Princes de l'Empire aprés avoir été avertis auparavant, ne veulent pas desister de donner du secours aux Etats des Provinces-Unies contre la France, le Serenissime Roi de Suede sera obligé de prendre les armes conformement à la teneur du Traité contre l'Empereur ou autres Princes. Et parce qu'il peut être de l'avantage commun de faire entrer dans cette Alliance cette offensive tout autres Princes ou Etats, les Rois Alliez delibereront entr'eux, s'ils doivent inviter le Serenissime Roi de Danemarc à prendre les Armes, & à entrer dans leur Alliance s'il le juge à propos pour la Guerre d'Allemagne; de sorte pourtant qu'il ne sera permis à aucun des deux Rois de France & de Suede d'inviter ledit Roi de Danemarc à entrer dans ladi. Guerre & de le joindre dans leur Alliance pour prendre les Armes, si ce n'est du commun avis & consentement des deux Rois.

XIV. Et comme l'intention du Roi de Suede est de garder tres-religieusement la Paix qui est entre lui & le Serenissime Roi de Danemarc, le Roi T. C. lui donnera sa Garantie qui est renouvellée par la force de cet Article; que si contre toute esperance le Roi de Danemarc entreprenoit quelque chose contre le Roi & le Roiaume de Suede, en ce cas le Roi T. C. aprés avoir employé son entremise secourra promptement de toutes ses forces le Roi de Suede, & travaillera à la conservation des Traitez selon leur veritable sens, comme ils ont été confirmez par sa Garantie.

XV. Et comme ces Articles Secrets n'ont pas été faits pour nuire aux S. E. des Provinces-Unies des Pais-Bas, ni à aucun autre dessein, mais seulement dans la vûë de conserver la tranquillité de l'Empire, conformement à la Paix de Westphalie: & le Serenissime Roi de Suede aiant fort à cœur que l'amitié qui est entre S. M. & les E. G. soit toûjours conservée; aussi ne veut-il rien negliger de son côté afin que cela soit. C'est pour cela qu'il espere que non seulement les E. G. ne trouveront pas leurs Articles en mauvaise part, mais qu'ils auront aussi un empressement égal à celui du Roi de Suede, pour donner une nouvelle force à leur mutuelle affection, & qu'ils contiendront lorsqu'ils en seront requis à l'amiable, que tout ce qui peut nuire en quelque maniere que ce soit à leur mutuelle amitié, & sincere & bonne correspondance soit éloigné.

ANNO 1672.

Si pourtant il arrive contre toute esperance quelque autre chose de contraire, & que ou à cause de cette Alliance les Etats des Provinces-Unies veuillent nuire en quelque maniere que ce soit au Serenissime Roi de Suede, ou même qu'ils veuillent l'empêcher de faire mettre les Vaisseaux sur Mer, & lui ôter la liberté qu'ont tous les Rois d'user de leurs Droits dans toutes les choses qu'ils trouvent bon d'entreprendre selon l'usage de leurs Roiaumes, en ce cas le Roi T. C. promet qu'il secourra le Roi de Suede selon l'exigence de la chose & du danger jusqu'à ce qu'il ait obtenu une raisonnable & entiere satisfaction: & outre ce, attendu la cause commune des deux Rois, il ne conclura aucun Traité avec les E. G. des Provinces-Unies qu'il ne soit pourvû aussi à la conservation des Droits de S. M. Suedoise, à la Cession & restitution de ses revenus, & au Commerce & Immunités de ses Sujets avec la Garantie.

XVI. Cette Alliance durera en ce qui regarde l'éloignement des troubles qui pourroient être excitez dans l'Empire à l'occasion de la Guerre entre le Roi T. C. & les E. G. des Provinces-Unies des Pais-Bas, pendant trois années, à compter du jour qui est exprimé dans le premier Article du grand Traité, & pour toutes les choses qui regardent la conservation & la seureté de la Paix de Westphalie que les deux Rois de France & Suede doivent se promettre de l'Empire en vertu de ladi. Paix, elles demeureront toûjours dans toute leur force & vigueur.

XVII. Ces Articles Secrets qui auront la même force que s'ils étoient inserez mot à mot dans l'Alliance publique, seront confirmez par la Ratification des deux Rois de France & de Suede, dans trois mois à compter du jour qu'ils seront signez à Stockolm le 14. jour d'Avril de l'année 1672.

LXXXI.

26. Avril. BRANDEBOURG ET NEUBOURG.

Religions-Vergleich zwischen Friedrich Wilhelm Churfürst zu Brandenburg / und Philipp Wilhelm Pfaltzgraff bey Rhein / Hertzogen zu Neuburg; Wodurch Sie zu folge dem / zwischen Ihnen anno 1666. den 9. Sept. wegen der Successions zu Jülich Cleve und Bergischen Landen aufgerichten Vergleichs halber Mittel sich vereinigen / so zu Beförderung so wohl der Römisch Catholischen Religion im Hertzogthum Cleve und denen Grafschafften Marck und Ravensperg / als auch der Augspurgischen Confession in denen Hertzogthümern Jülich und Berg / erforderlich seyn mögen. Geschehen zu Cölln an der Spree den 26. April 1672. Nebst einen Neben-Recess, de eodem dato. Und deß Hertzogs Ratification. Geben Dusseldorff den 11. Junii 1672. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Abtheil. IV. Absatz III. pag. 232.]

Zu Gottes Gnaden Wir Philipp Wilhelm Pfaltzgraff bey Rhein zu Bayern / zu Gülich / Cleve und Berg Hertzog / Graff zu Veldenz / Spanheimb / der Marck / Ravensperg und Mörs / Herr zu Ravenstein ꝛc. Fügen hiemit zu wissen nachmahls / Demnach der Durchleuchtige Fürst Herr Friederich Wilhelm Marggraff zu Brandenburg / des Heil. Röm. Reichs Erz-Cämmerer und Churfürst / zu Magdeburg zu Preussen / Gülich / Cleve / Berge / Stetin / Pommern / der Cassu-

LXXXI.

26. Avril. BRANDEBOURG ET NEUBOURG.

Convention Religieuse entre FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg, & PHILIPPE GUILLAUME Comte Palatin du Rhyn, Duc de Neubourg, par laquelle s'enfuit de l'Accommodement principal fait entr'eux le 9. Septembre 1666. au sujet de la Succession de Juliers, Cleves &c. ils conviennent aussi d'une maniere fort étenduë, & fort specifique de tout ce qui regarde l'état de la Religion & de toutes les choses Ecclesiastiques, sçavoir en faveur des Catholiques dans le Duché de Cleves, au Comté de la Marck, & au Comté de Ravensberg; & en faveur de ceux de la Confession d'Ausbourg, tant Luthoriens que Reformez, dans les Duchez de Juliers & Berge soumis au Duc de Neubourg. Fait à Cologne sur la Sprée le 26. Avril 1672. Avec le TRAITÉ SEPARÉ du même jour, & la RATIFICATION du Duc. Donnée à Dusseldorp le 11. Juin 1672.

Nous Philippe Guillaume, par la grace de Dieu, Comte Palatin du Rhin, Duc de Bavière, de Juilliers, de Clèves, & de Berghe: Comte de Veldentz, de Spanheim, de la Marc, de Ravensberg, & de Meurs: Seigneur de Ravenstein; Sçavoir faisons, que le Serenissime Prince & Seigneur Frederic Guillaume, par la grace de Dieu, Marggrave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Electeur du Saint Empire, en Prusse, à Magdebourg, de Juilliers, Clèves, Berghe, Stettin, Pomeranie, Sabie,

Anno 1672. Cassuben und Wenden auch in Schlesien / zu Crossen und Jägerndorff Hertzog / Burggraff zu Nürnberg / Fürst zu Halberstadt / Minden und Camin / Graff zu der Marck und Ravensberg / der Lande Lawenburg und Butau / &c. Und Ihre und durch einen gerechten und beständigen Erb-Vergleich nach Anwartung des testamenti Fach ratione der succession, über die Gülich / Cleve / Berg-Marck und Ravensbergische Lande in anno 1666. gütlich vertragen / denen auch wegen der in diesen Landen der Religion halber obgeschwebter Streitigkeiten einen absonderlichen Herren-Recess in erhaltenden Jahr ausfertichten / und dessen Execution halten nach verfehlenen beyderseits gehaltenen Conferentien endlich zu Bielefeld am Schlüsslich zu Berlin durch unsere beyderseits zusammen geordnete Räthe ferners hernach gesetzte Artickel gestehen / und auf Ratification geschlossen worden / wie dieselbe von Wortenn zu Wortenn inserirt folget:

Anno 1672.

Ausgang-Vergleich 1672. 26. Aprilis.

DEmnach zwischen den Durchleuchtigsten Fürsten und Herren / Herren Friedrich Wilhelmen / Marggraffen zu Brandenburg / des H. Röm. Reichs Erz-Cammerern und Chur-Fürsten / in Preussen / zu Magdeburg / Gülich / Cleve / Berg / Stettin / Pommern / der Cassuben / und Wenden / auch in Schlesien / zu Crossen und Jägerndorff Hertzogen / Burggraffen zu Nürnberg / Fürsten zu Halberstadt / Minden und Camin / Graffen zu der Marck und Ravensberg / Herrn zu Ravenstein / und der Lande Lawenburg und Butaw / &c. an einem und den Durchleuchtigsten Fürsten und Herren / Herren Philipp Wilhelmen / Pfaltzgraffen bey Rhein / zu Bayern / zu Gülich / Cleve und Berg Hertzogen / Graffen zu Veldentz / Sponheimb / der Marck / Ravensberg und Mörs / Herren zu Ravenstein am anderen Theil bey 9. Septemb. des 1666. Jahrs nicht allein ein Haubt- und Erb-Vergleich der Hertzogthumber Gülich / Cleve und Berge / auch Graffschafften Marck und Ravensberg halber / sondern auch ein Neben-Recess ausfertichtet / und darin versehen worden / wie es mit der Religion und anderen darinnen Sachen / in jetzt angezogten Landen gehalten werden solte / und dann beede Ihre Chur-Fürstl. Durchl. und Fürstl. Durchl. ungnädter denen versehederlich gehaltten Zusammenkunfften / und Conferentien / von beederseits committirten Räthen zu Minden / Eyssel / Linnich / Hamme / Tanthen / Mörs und Duysburg ernahmen / und ersehen / daß durch alle diese Negotiationes der Neben-Recess zu seiner Execution zu bringen / und daß sich dabey viel und mancherley difficultäten und Schwerigkeiten ereignen wollen / beyden vor höchstg. Ihrer Chur- Fürstl. Durchl. und Fürstl. Durchl. aber so wol / als beyderseits dero Unterthanen zum höchsten daran gelegen / daß auch diese Religions- und andere Geistliche Sachen nicht weniger als der Haubt- und Erb-Recess zum Stande und ferner guter Richtigkeit hernahmbens gebracht / und also dieses zwistes halber vorgemelte Landen und Underthanen ohne Mitleyden der Religion in guter Ruhe / Friede und Sicherheit gesetzet / auch das hochnützige Freund- und Nachbarliche Vertrauen zwischen beyderseits Herrschafften je mehr und mehr befestiget werde. So haben sie wol höchstged. Ihrer Chur- Fürstl. Durchl. als auch Ihre Fürstl. Durchl. zu solchem Ende dero respective Gehemte / und andere Räthe mit genugsamer Instruction und Vollmacht nacher Bielefeldt abgefertich / welche dann endlich nach vorhergangener vielfältiger Examination und beschwärlicher langwieriger Handlung sich wegen der Religion und Geistlichen Sachen und wie es damit forthin zu immerwehrenden Zeiten in vorher genannten Gülich / Cleveisch / Berg / Marck / und Ravensbergischen Landen zu halten / bis auff erfolgende gnädigste Ratification in dem Hauptt / und durch den Bogen mehrentheils vergliechen / Das übrige ist an höchstged. Ihrer Chur- Fürstl. Durchl. Hoff zu Cölln an der Spree mit des Herren Philipp Graffen Fürstl. Durchl. Gewaltmächtigten Gehemten Rath Diederich Ritter Henrichen Stratman völlig abgethan / und die gantze Sache folgender Gestalt geschlossen.

bie, & des Vandales, en Silesie, Crossen, & Jagerndorf, Duc, Burggrave à Nuremberg, Prince de Halberstat, Minden, & de Camin, Comte de la Marc, & de Ravensbergh: Seigneur de Ravenstein, & du Territoire de Lawenbourg, & de Butaw, &

Anno 1672.

Nous étant convenus à l'amiable, en Traité de Paix, par un accord perpétuel de la succession aux Provinces de Juilliers, Clèves, Berghe, de la Marc & de Ravensberg dès l'an 1666. & ayant aussi fait dresser la même année un Traité séparé pour ajuster les différens, qu'il y avoit sur le fait de Religion, nous aurions enfin député de nos Conseillers, qui en exécution dudit Traité séparé ont tenu plusieurs Conférences à Bielfeld, & finalement à Berlin, & y ont arrêté la Transaction, qui suit.

Articulus I.

Hertzogthumb Cleve.

§. 1. AN Seiten / So wollen Ihre Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg / &c. in dero Hertzogthumb Cleve die Römisch-Catholischen nit allein bey den jenigen / was sie an Ertzstiefften / Kirchen / Capellen / Schulen und Renthen / sie haben Nahmen wie sie wollen / gegenwärtig besitzen / zu jederzeit gnädi-

LEs Serenissimes Princes & Seigneurs le Seigneur Frederic Guillaume, Margrave de Brandebourg, &c. & le Seigneur Philippe Guillaume, Comte Palatin du Rhin, &c. ayant fait régler non seulement par un Accord principal, la succession aux Provinces, & Terres de Juilliers, Clèves, Berghe, de la Marc, & de Ravensberg, sous la datte du 9 Septembre 1666. mais aussi les affaires de la Religion & de l'Eglise par un Traité séparé de la même année, & ayant remarqué, que ce dernier Traité n'étoit pas mis en exécution par le moyen de toutes les Assemblées & Conférences, que leurs Ministres y députez avoient tenuës à Munster-Eiffel, Linnik, Hamen, Zanthen, Meurs, & à Duisbourg, & qu'au contraire plusieurs différens & griefs y étoient survenus: Considérant pourtant de plus, qu'il importoit extrémement, tant à leurs fusdites Altesses Serenissimes, qu'à leurs Sujets, d'achever le réglement des affaires de la Religion & de l'Eglise, de la même maniére, qu'on avoit déja heureusement achevé celui de la succession dans lesdites Provinces, afin que sur ces points-là tous les Habitans, de quelque Religion qu'ils soient, puissent être mis en repos, Paix & sureté, & qu'ensemble on vit rétablie, & confirmée de plus en plus une sincére amitié & confiance si nécessaire à toutes les Parties. A ces considérations Leurs Altesses Electorale & Serenissime, ont envoyé de part & d'autre, de leurs Ministres d'Etat, & autres, tous munis d'Instructions & de Plein-Pouvoirs suffisans à Bielfeld, ainsi que cesdits Ministres, aprés avoir tous mûrement examiné, & traité long-temps, & avec beaucoup de peine, ont finalement conclu en général, & arrêté pour la plus grande partie un Réglement perpétuel des affaires de la Religion & de l'Eglise, pour les fusdits Duchez de Juilliers, Clèves, & de Berghe, & pour les Comtez de la Marc, & de Ravensberg, en attendant la Ratification de leurs Serenissimes Maîtres; le reste a été entiérement ajusté à la Cour de Son Altesse Electorale à Cologne sur la Sprée, conjointement avec le Ministre d'Etat de Son Altesse Serenissime, le Sieur Dieteric Allet Heuri de Stratman, ayant Plein-Pouvoir, & le tout a été articulé de la maniére suivante.

Article I.

Duché de Clèves.

§. 1. PRemiérement que Son A. E. de Brandebourg maintiendra & protégera ceux de la Religion Catholique Romaine non seulement dans leurs Exercices, Eglises, Chapelles, Ecoles, & Rentes, telles qu'elles puissent être, & dont ils sont présentement en possession: Mais elle leur fera encore donner

Digitized by Google

ANNO 1672. gnädigſt ſhuhen und handhabent / ſondern ihnen auch nachfolgende Geiſtliche Güter / Pitantien und Benefica bey Executirung dieſes Vergleichs dergeſtalt reſtituiren laſſen / daß ſie derſelben Auffkünfftte und Gefälle / von der Zeit und alſo in diesem 1672. und folgenden Jahren völlig genieſſen ſollen.

1. Die Halbſcheid der Paſtorat Rentheu zu Bimmen.

2. Die Vicarie S. Nicolai zu Weze.

3. Vicarie S. Catherinæ in Till.

4. Zwey Malder Roggen und vier Thaler Cleviſch / ſo zu dem Paſtorat Rentheu in Kervenheim gehörig / und daher von dem Catholiſchen Vicario dem Paſtori daſelbſten reſtituirt werden ſollen.

5. Zwey Malder Roggen vor den Schulmeiſter zu Udem.

6. Das Officium Matutinale in Heyen.

7. Das Officium S. Annæ in Kervendunck ſoll dem Paſtori reſtituirt werden.

8. Vicarie trium Regum zu Goch.

9. Die reditus Sacelli S. Sebaſtiani in Cranenburg.

10. Halbe Gilde Rentheu zu Goenbeck.

11. Die zu der Vicarie S. Nicolai zu Ginderich gehörige Rentheu ſollen den Catholiſchen aus der Schleuterey Tanten bezahlet werden.

12. Aus der Vicarie B. M. V. zu Hamincklen zehen Reichsthaler jährlichs.

13. Die rudera von der Kirchen zu Düſſelrwehrt / haben ihnen zuglech freygegeben wird / an dem Ort / da die rudera jetzo noch ſtehen / eine neuwe Kirch zu bauwen / und das Exercitium publicum, wann die Kirche verfertigt / darinnen zu halten / und ſoll auch alsdann / trendlich nach verfertigter Kirche / oder ſo bald der Paſtor entgegen wird / den Gottesdienſt alda zu verrichten / gemeltem Paſtori die erſte in hochſtg. Ihro Churfürſtl. Durchl. Turno in Xanten / Cranenburg / oder Heinsberg verfallende Präbenden / doch ohne incorporation, und application, zugewandt werden.

14. Jngleichen ſollen ſie / die Römiſch-Catholiſche / Macht haben / zu Alten Caſtor an einem Orthe welches der Veſtung nicht zu nahe / und nicht ſchädlich / eine neuwe Kirche zu bauwen / und in derſelben das Exercitium publicum zu halten und zu üben. So ſoll auch / wann die Kirche erbauwet / oder der Paſtor anfangen werd den Gottesdienſt alda zu verrichten / gemeltem Paſtore die alsdann ſich erledigende Präbenden in ihrer Churfürſtl. Durchl. Turno in Xanten / Cranenburg / oder Heinſberg / doch gleichwol ohne incorporation, conferirt werden.

15. Eine Rent von einem alten Schild aus der Rentmeiſterey Emmerich dem Capitulo daſelbſt.

16. Die Vicarie S. Catherinæ zu Keken in der Düſſel / doch daß an ſtatt des Lauffs-Gelds ſo vor das Jus Patronatus gegeben worden / den Läuffer oder deſſen Erben einhundert Reichsthaler reſtituirt werden.

17. Soll das Canonicat / welches der jetzige Paſtor in Cleve innen hat / dem Paſtorat daſelbſt incorporirt werden.

18. Soll das Capitul zu Cleve haben das Jus nominandi oder præſentandi Vicarios ad Vicarias S. Nicolai & Barbaræ, S. Catharinæ & Wilgefortis & S. Trinitatis in der Collegiat Kirchen daſelbſt.

19. Jngleichen ſoll es aus der Vicarie S. Annæ zu Cleve jährlichs zwantzig Clevi ſche Thaler wegen des Vicarey-Hauſes /

20. Und aus der Vicarey S. Thomæ jährlichs achtzehn Clevi ſche Thaler behalten / das Vicarey-Hauß aber beider denen Evangeliſchen / welche daſſelbe jetzo haben.

21. So ſollen ſie auch wieder haben und bekommen die reditus Capellæ in Moylandt / mit dem Nachſtande.

§. 2. Über dieſes ſollen denen Römiſch-Catholiſchen auch folgende Vicarien und Benefitia, doch nicht ehender / als wann ſich dieſelbige erledigen / und durch Abgang der jetzigen Predigere und Beſitzer / welche benennet / und worvon die ſpecification übergeben werden ſolle / vacant / reſtituirt werden / als

ANNO 1672. *donner en execution de ce Traité les ſuivans Biens Eccleſiaſtiques, Vicariats & Benefices, pour pouvoir entierement jouir des Emolument, & Revenus dés à preſent, & ainſi dés l'an 1672. & pour tous les ans à venir.*

1. *La moitié des Revenus de la Cure à Bimmen.*

2. *Le Vicariat de S. Nicolas à Weze.*

3. *Le Vicariat de S. Catherine à Till.*

4. *Deux meſures de blé, & quatre Ecus Monnoye de Cléves appartenans aux Rentes de la Cure de Kervenheim, & qui ſeront ainſi rendus par le Vicaire Catholique au Paſteur de ce lieu.*

5. *Deux meſures de blé pour le Maître d'Ecole à Udem.*

6. *L'Office Matutinal à Heyen.*

7. *L'Office de S. Anne à Kervendonk ſera rendu à ce Paſteur-là.*

8. *Le Vicariat trium Regum à Gek.*

9. *Les Revenus de la Chapelle de S. Sebaſtien à Cranenbourg.*

10. *Les Rentes de demi Florin à Sonsbek.*

11. *Qu'on payera des Finances, (ou* Schleuterie,*) de Xanten aux Catholiques les Rentes appartenantes au Vicariat de S. Nicolas à Ginderik.*

12. *Du Vicariat de Nôtre-Dame à Haminkeln annuellement dix Ecus.*

13. *Les débris de l'Egliſe à Duſelwert, enſemble le Privilege d'y bâtir une Egliſe neuve ſur ces débris, & d'y avoir enſuite l'Exercice libre, en ſorte que cette Egliſe étant bâtie, & le Paſteur y commençant l'Office, on lui donnera la premiere Prebende, qui pourroit écheoir à ſon A. E. dans ſon tour à Xanten, Cranenbourg, ou à Heinsberg, toutefois ſans y incorporer une telle Prebende.*

14. *De même auront les Catholiques Romains le pouvoir de bâtir une Egliſe à Calcar le Vieil, en tel endroit, qui ne pourroit pas incommoder les Fortifications, pour en être trop proche, & ils auront en telle Egliſe l'Exercice public de leur Religion, & fait que l'Office y commencera, on donnera au Curé une Prebende, qui pourroit écheoir à Son A. E. par ſon tour à Xanten, Cranenbourg, ou Heinsberg, mais toutefois ſans en faire incorporation.*

15. *Une Rente provenante d'une vieille Dette, qui ſera payée par le Receveur à Emeric au Chapitre du Lieu.*

16. *Le Vicariat de Sainte Catherine à Kerker dans l'Eifel, à condition pourtant, que pour rembourſer l'argent, qui a été payé pour le Droit de Patronage, on rendra à l'Acheteur, ou à ſes Heritiers, la Somme de cent Ecus.*

17. *Le Canonicat, dont le Curé à Cleves jouit preſentement, ſera incorporé à ſa Cure.*

18. *Le Chapitre de Cléves aura le Droit de nommer, ou de preſenter les Vicaires aux Vicariats de S. Nicolas, & de Sainte Barbe, de Sainte Catherine, & Wilgefortis, & de la Sainte Trinité dans l'Egliſe Collégiale de ladite Ville.*

19. *Enſemble recevra-t-il annuellement vingt Ecus, Monnoye de Cléves, du Vicariat de Sainte Anne à Cléves, à cauſe de la Maiſon du Vicariat, qui y eſt.*

20. *Pareillement tous les ans dix-huit Ecus Monnoye de Cléves, du Vicariat de S. Thomas, dans la Maiſon reſtera pourtant à ceux de la Religion Reformée, qui la poſſedent preſentement.*

21. *On leur rendra auſſi les Revenus de la Chapelle dans le Meyland, avec les Arrerages.*

§. 2. *Outre tout cela on rendra encore aux Catholiques Romains, les Vicariats & Benefices qui ſuivent, bien entendu en cas d'ouverture, ou de mort des Paſteurs qui en jouiſſent preſentement, & dont on donnera ſpecification.*

ANNO 1672.

1. Vicaria B. M. V. in Qualburg.
2. Die Vicarey B. M. V. in Wesele.
3. Die Vicarey S. Barbarae in Bislich.
4. Die Vicarey B. M. V. in Rees / doch daß wegen der angewendeten Unkosten zuvorderst funff und zwantzig Reichsthaler wieder erstattet werden.

5. Der zu Nieder-Mörmter pro luminaribus Ecclesiae gewidmeter Zehendt.

6. Die Vicarey B. M. V. in Udem / doch werden den Evangelischen Reformirten darauß jährlich funff und zwantzig Reichsthaler / welche dieselbe daraus vor dem Jahr 1672. gehabt / ausdrücklich vorbehalten / daß dieselbe solche 25. Reichsthaler jährlichs richtig haben und bekommen mögen.

7. Was der Gasthauß Cappellan der Stadt Calcar anbelangt / soll dem deßfalls aufgerichteten Vergleich nachgelebt werden.

8. In dem Wäysenhauß zu Rees sollen auch Römisch Catholische Wäysenkinder aufgenommen werden.

§. 3. In dem Adelichen Jungfrauen Stifft zu Bedburg soll hinführo zum wenigsten das dritte Theil / und in dem Stifft Oberendorff auch zum wenigsten das vierdte Theil mit Römisch-Catholischen Jungfern besetzet / und wo dasselbe Theil nit complet ist / die Freyheuden bey der ersten vacantz / sie seyen die durch resignation, oder durch den Todt / denen Römisch-Catholischen bis zu solcher Zahl conferiret werden / und darüber gleichwol nit weniger die Catholischen als Reformirten und Lutheristen fähig seyn / auch künfftig / wann zu Bedburr zweene Dominae der Evangelischer Religion geweest / die dritte aus den Catholischen / zu Oberendorff aber / wann drey Evangelische Dominae geweest / die vierdte aus den Catholischen erwehlet / und es damit fort für fort also gehalten werden soll.

§. 4. Auch solle die eine oder andere Religions-Jungfer das freye öffentliche Exercitium haben / und wann sie nicht sonsten mit Beichtvätern / Predigern und Seelsorgern versehen seyn / oder sich deren die in der nähe ohne einer incommodität bedienen können / freystehen und unbenommen seyn / dieselbe absonderlich vor sich zu bestellen / da dann auch die Catholische aus den Stifften manchen jährlichs mit zweyhundert Reichsthaler zum salario versehen werden sollen / doch daß den Evangelischen Predigern und den jenigen / woraus sie bis anhero aus den Stifften Mitteln gehabt / und genossen / nichts abgehe.

§. 5. Und demnach in dem also genandten Neben-Recess vom 9. Septembris des 1666. Jahrs versehen / daß die Religions-Sachen in denen mit Staats-Völcker Garnison besetzten Städten durch abwechselende Commissarios in der Güte beygelegen / als hat es auch dabey sein bewenden.

Articulus II.

Grafschafft Marck.

§. 1. SO viel nun die Grafschafft Marck anbetrifft / wollen Ihre Churfürstl. Durchl. gleich wie im Clevischen / die Römisch-Catholische bey dem jenigen was sie an Exercitien / Kirchen / Cappellen / Schulen und Renthen / sie haben nehmen wie sie wollen / gegenwärtig besitzen / in jederzeit gnädigst schützen / und handhaben.

§. 2. Und weil die Herren Pfaltz-Neuburgische ihre gemeine Römisch-Catholische an unterschiedenen Orten / in denen fürstlichen Kirchen das simultaneum Exercitium mit der Hailsbrand der Kirchen und Pfarr-Renthen passendas, dagegen aber und daß sie von solcher ihrer praetension gänzlich und immerwährend abgestanden / von höchgedt. Ihrer Churfürstl. Durchl. hinen gnädigst vergönnet und zugelassen / an denen fünff nachfolgenden Orthen / Kirchen oder Cappellen zu bauen und anzurichten / und zu derselben das öffentliche freye Exercitium zu halten / dahenne bens sollen sie / wann dieser Vergleich ratificiret, und die ratificirte Ex-emplaria gegeneinander ausgewechselt werden / fünff neuseuff Reichsthaler in einer Summa empfangen.

Die fünff Exercitia publica aber sollen sie halten zu

1. *Le Vicariat de Nôtre-Dame à Qualburg.*
2. *Celui de Nôtre-Dame à Wesze.*
3. *Celui de Sainte Barbe à Bislick.*
4. *Celui de Nôtre-Dame à Rees, à condition, qu'on rembourse auparavant vingt-cinq Ecus pour les frais, qu'on y a faits.*
5. *Au Vicariat du Bas-Mortier, la dîme destinée pour les Clerges de l'Eglise.*
6. *Le Vicariat de Nôtre-Dame à Udem, dont pourtant on réserve expressément pour les Evangeliques de la Religion Reformée annuellement les vingt-cinq Ecus, qu'ils en ont tiré avant l'an 1671. de sorte qu'ils les tireront encore à l'avenir.*
7. *Quant à la Chapelle de l'Hôpital de Calcar, on suivra la Convention, qui a été faite.*
8. *On prendra aux Enfans Catholiques à la Maison des Orphelins à Rees.*

§. 3. *Qu'on mettra à l'avenir dans le Chapitre Seculier des Dames Nobles à Bedbour, pour le moins une troisiéme partie de Demoiselles Catholiques, & dans celui de Oberscorf pour le moins une quatriéme partie desdites Catholiques Romaines, & qu'on remplira ce nombre par l'ouverture des Prébendes, qui vaqueront les premieres, soit par résignation, ou par mort, & que par après les Catholiques en seront également capables que les Reformées, & les Lutheriennes: & ainsi quand il y aura eu deux Dames ou Superieures de la Religion Evangelique consecutivement à Bedbour, on choisira pour la troisiéme une Dame de la Religion Romaine: De même qu'on prendra aussi une Dame de ladite Religion Catholique Romaine pour la quatriéme à Oberndorf, en cas qu'il y eût déja eu trois Dames de la Confession Evangelique, & on continuera toûjours de cette maniere.*

§. 4. *Chacune desdites Demoiselles, soit Protestante ou Catholique, aura l'exercice public de sa Religion, & quand elle ne seroit pas d'ailleurs pourvûe de Confesseur, Prédicateur & Directeur, on qu'elle n'auroit pas la commodité de s'en servir aisément dans le voisinage, il lui sera libre & permis, d'en prendre expressément pour elle, & on payera annuellement pour salaire deux cens Ecus de Biens du Chapitre. Sans toutefois diminuer les Emolument, que les Pasteurs Protestants ont tiré jusqu'à présent desdits Biens du Chapitre.*

§. 5. *Et d'autant qu'il est convenu par le Traité séparé du 9. Septembre 1666. que dans les Villes, où il y a Garnison des Etats, les affaires de Religion seront réglées par des Commissaires, on s'en tiendra à cela, sans y rien changer.*

Article II.

Le Comté de la Marc.

§. 1. *POur ce qui est du Comté de la Marc, S. A. E. déclare d'y vouloir aussi bien qu'au Pays de Cléves maintenir & protéger les Catholiques Romains dans tout ce qu'ils y possédent d'Exercices, d'Eglises, de Chapelles, d'Ecoles & de Rentes quelles qu'elles puissent être.*

§. 2. *Et comme on prétendoit de la part de S. A. E. de Neubourg pour les Catholiques l'Exercice public ensemble avec les Lutheriens dans plusieurs de leurs Eglises, S. A. E. a bien voulu, pour faire desister de cette prétention, permettre aux Catholiques de bâtir des Eglises, ou Chapelles dans les cinq Places suivantes, & d'y avoir l'Exercice public, sçavoir*

1. Ha-

1. *à Ha-*

ANNO 1672.

1. Hagen.
2. Schwelm.
3. Eickel.
4. Mengede.
5. Oſtinne.

§. 3. Ferner ſo hat man ſich auch wegen der Römiſch Catholiſchen Exercitien auff einigen Adelichen Häuſeren in dieſer Grafſchafft; wie der Evangeliſchen Ehrenten halber auff einigen Adelichen Häuſeren in dem Hertzogthumb Berge dahin vergliechen/ daß gemelte Römiſch Catholiſche in der Grafſchafft Marck ihren öffentlichen freyen Gottesdienſt ſollen üben auff den drey Adelichen Häuſeren in der Grafſchafft Marck.

1. Aumenen/ im Ambt Iſerlohe / den von Brabeck zuſtändig.

2. Opherdick im Ambt Unna / den von Friedendorff gehörig.

3. Torck zu Heringen im Ambt Hamm; und zwar dergeſtalt/ daß wann ihnen hiernechſt dieſe Adeliche Häuſer an Evangeliſche kommen oder transferirt werden / oder der Beſitzer ſeine Religion ändern ſolte / daß darneeb auff ſolche fälle die Römiſch Catholiſche Gemeine / ſo alsdann daſelbſt ſich finden wird/ an oder bey denenſelben/ oder doch nechſtgelegenen Orth / ihren Gottesdienſt mit Beſuch- und Anhörung der Predigten/ Meſſen und Adminiſtration der Sacramenten nach wie vor ungehindert üben und darin continuiren ſoune.

§. 4. Auch ſoll den Röm. Catholiſchen in der Stadt Schwerd das Exercitium in einer daſelbſt vorhandenen / und verfallenen Capellen B. Mariæ Virginis dergeſtalt verſtattet werden / gleich ſie darüber im Jahr 1651. durch folgende bey der Gottsdienſt-Capellen vor Einäſcherung derſelben gräber haben / wo ſie dann zu dem Ende gemeldte Capelle Mariæ Virginis auff ihre Koſten wieder repariren mögen.

§. 5. Jungfrawen ſollen die Römiſch Catholiſche ihren Gottesdienſt auff dem Rathshauſe zu Blanckenſtein continuiren/ und die Kinderſchen unterrichten daſelbſt anhundert Knabthaler zur reparation ihres gnaden-freyheims hiebey Recellus geben / der Magiſtrat aber daſelbſt hiemit befehliget ſeyn / die Römiſch Catholiſche in zeit währenden Gottesdienſt nicht zu turbiren / noch von anderen turbiren zu laſſen.

§. 6. So ſollen auch in dem Cloſter S. Catharinæ in Unna ſo viel Catholiſche Jungfern zugelaſſen werden / als den erſten Januarii des 1624. Jahrs darin erweißlich geweſen.

§. 7. In denen Clöſteren zu Camen / Lödegendorenmunde und Marienheide / bleiben es wie es bißhero geweſen und noch iſt.

§. 8. In dem Cloſter Morder Hoſpital vor dem Hamm/ ſoll alles gehalten werden wie es Anno 1624. geweſen.

§. 9. In dem Jungfräulichen Adelichen Stifft zu Clarenberg / und zu St. Walburg in Soeſt ſoll zum wenigſten das dritte Theil / und in denen Adelichen Stifftern Frundenberg / Gevelsberg/ und Herdicke zum wenigſten das vierdte Theil mit Römiſch-Catholiſchen Jungfern beſetzet / und wann dieſes vierdte oder dritte Theil nicht beſetzet/ die Prähenden bey der erſten Vacantz/ ſie gefriete durch die reſignation oder durch den Todt / Römiſch-Catholiſchen daß zu ſolcher Zahl conferiret / und darüber Gleichwohl nicht weniger die Catholiſche / als Reformirte und Lutheriſche fähig ſeyn.

§. 10. In den Stifft Clarenberg und zu S. Walburg in Soeſt ſollen zwo Evangeliſche nach einander / und die dritte eine Römiſch-Catholiſche / in denen Stifftern Frundenberg/ Gevelsberg und Herdicke aber drey Evangeliſche nach einander / und die vierdte Frau eine Römiſch-Catholiſche ſeyn / und in ſolcher Ordnung ferner/ und damit fort für fort alſo gehalten werden.

§. 11. Es

ANNO 1672.

1. *à Hagben.*
2. *à Schwelem.*
3. *à Eickel.*
4. *à Mengedé.*
5. *à Oſtinne.*

& on leur payera de plus cinq mille Ecus pour une fois, à-tât, que ce Traité ſera ratifié, & que les exemplaires en ſeront échangés.

§. 3. *On a pareillement accordé aux Catholiques l'exercice libre en quelques Maiſons Nobles dans ledit Comté de la Marc, & de la même maniere qu'on accordoit l'exercice aux Reformez dans quelques Maiſons Nobles du Duché de Berghe, de ſorte que les Catholiques ſeront publiquement & librement leurs offices dans ces trois Maiſons du Comté.*

1. *à Hemmeren dans la Jurisdiction appartenant au Seigneur de Brabeck.*

2. *à Opherdick dans le reſſort d'Unna, qui eſt au Seigneur de Friſendorf.*

3. *A Torck de Heringben dans le reſſort de Ham: bien entendu qu'encore que ces Maiſons Nobles fuſſent transportées enſuite à des Seigneurs Reformez, ou bien que les Poſſeſſeurs ſe fiſſent de la Religion, le Corps des Catholiques, qui s'y trouveroit, pourroit néanmoins continuer ſes exercices dans leſdites Maiſons, ou bien dans d'autres des plus proches, & y frequenter publiquement les Sermons, & les Meſſes, & recevoir les Sacremens avec la même liberté qu'auparavant.*

§. 4. *On permettra auſſi l'exercice public des Catholiques dans la Ville de Schwerz à la Chapelle de Nôtre-Dame, qui s'y trouve, quoi que presque ruinée, deſorte qu'ils la pourront réparer à leurs dépens, & y faire leur Office de la même maniere, qu'ils le faiſoient l'an 1651. & enſuite dans la Chapelle de l'Hôpital avant qu'il fût détruit par le feu.*

§. 5. *Les Catholiques Romains continueront de même leur exercice public dans la Maiſon de l'Ville à Blanckenſtein, & les Habitans Reformez leur payeront cent Ecus pour des frais de reparation, s'il que ce preſent Traité ſera échangé & l'on deſend par ceci bien expreſſement au Magiſtrat d'y troubler les Catholiques pendant l'office qu'ils y feront, ni de permettre que perſonne y aporte de l'empêchement.*

§. 6. *On ſouffrira auſſi dans le Cloitre de Ste. Catherine tel nombre de Demoiſelles Catholiques qu'on pourra montrer y avoir été le 1. Janvier de l'an 1624.*

§. 7. *Dans les Cloitres de Camen, de Lutgendortmund, & de Marienheid, on ſe tiendra à ce qui s'y eſt pratiqué jusqu'à preſent.*

§. 8. *Dans l'Hôpital du Cloitre Nord devant Ham, on obſervera le tout ſelon l'état de l'an 1624.*

§. 9. *Dans le Cloitre Seculier des Dames à Clarenberg, & dans celui de S. Walbourg à Soeſt, on mettra pour le moins une troiſéme partie de Demoiſelles Catholiques: & dans les Chapitres Nobles de Frundenberg, Gevelsberg, & de Herdike, on en mettra tout au moins une quatriéme partie, & en cas que tel nombre n'y fût pas encore, on le fera au plûtôt en conferant les premieres Prebendes, ſoit qu'elles vaquent par reſignation, ou par mort de quelques-unes, aux Demoiſelles Catholiques, & par après tant celles-ci que les Proteſtantes ſeront également capables d'y parvenir.*

§. 10. *Dans les Chapitres à Clarenberg, & de S. Walbourg à Soeſt, il y aura conſtamment deux Dames Proteſtantes, & pour la troiſéme une Catholique, mais dans les Chapitres de Frundenberg, Gevelsberg, & Herdike, il y aura de ſuite trois Dames de la Religion Proteſtante, & la quatriéme Dame ſera de la Religion Catholique, & on obſervera toûjours cet ordre dans les élections à venir.*

ANNO 1672.

§. 11. Es ſollen auch der einen oder anderen Religion zugethane Jungfern das freye öffentliche Exercitium haben / und wann ſie nicht ſonſten mit Beichtvätern / Predigern / Paſtoren / oder Seelſorgern verſehen ſeyn / oder ſich deren in der nähe / da ſie ohne ihre incommodität hinkommen / gebrauchen können / ſolches ſind unbenommen ſeyn / beſtehe eſſonderlich zu beſtellen / daß damit auch die Catholiſche auf des Stiffts-Mitteln / jährlichs mit zwey hundert Reichsthaler zu ſalariren / doch daß denen Evangeliſchen Predigern an den jenigen / was ſie beſonderen auß beſt Stiffts-Mitteln gehabt und genoſſen / nichts abgehe.

§. 12. Nechſt dieſem ſo ſoll den Romiſch-Catholiſchen pars Vicariæ S. Michaëlis zu Bochum und pars Vicariæ S. Gregorii beſtändig bey Execution dieſes Vergleichs reſtituirt, tertia pars Vicariæ S. Stephani aber zu Camen / bey erſter Vacatur und Abgang des jetzigen poſſeſſoris zurück gegeben werden.

§. 13. Und weil zur Competenz für die Romiſch Catholiſche Paſtoren und Sacellanen ſo in Cleve als Marck die reſtitution verſchiedener Beneficien ferner prætendirt worden / ſo iſt vergliechen / daß dafür einmahl vor all fünff tauſendt Reichsthaler und daß darauf dieſelbe mitreichen abgetragen ſeyn / die Zinſen davon all fünff von hundert gerechet / und denen Herren Pfaltz-Neuburgiſchen deßwegen bey Ratification dieſes Receſſus gnugſame Verſicherung gegeben werden ſolle.

§. 14. Was denn bey jetzige ſo dieſer Geiſtlichen Sachen halber in der Expiſtadt zu verſchieden anheimmet / ſolches ſoll mit Zuziehung des Herren Grafſen zur Lippe / nach Anweiſung des Teutſchen Friedenſchluſſes / abgethan und eingerichtet werden.

Art. III.

SO viel nun die Geiſtliche Jurisdiction in dem Hertzogthumb Cleve / und Grafſchafft Marck anbelangt / haben ſich hochſtgd. Ihre Churfürſtl. Durchl. dahin erkläret / daß es damit immerhin folgender Geſtalt gehalten werden ſolle / wobey es auch Ihre Fürſtl. Durchl. zu Neuburg ob ſie gleich von Ihrer Chur- Fürſtl. Durchl. in dieſer Geiſtlichen Jurisdictions-Sache ein anders deſideriret geſchehe / Ihres orts zu letzt bemelden laſſen.

§. 1. Erſtlich ſollen die Officiales zu Tanchen / zu Embrich und zu Soeſt wie von alters mit qualificirten ſubjectis beſtellet / und eine moderirte Taxa Juriurn berahmet werden.

§. 2. Dergeſtalt ſollen die Officiales mit Zuziehung zweyer ihnen gefälliger einheimiſcher Rechts-gelehrten / und zwar in denen Diſtricten und Sachen / in welchen ſie von alters biß hieher die Officialat exerciret, die Gebühr Rahtens erkennen / als wann eine Perſohen auff eine Romiſch-Catholiſche die Ehe prætendirte / und zu erkennen / ob die Ehe-Verſprechung denen Rechten nach gültig ſey oder nicht? Und dann ob und wie weit dieſelbe ratione gradnum oder ſonſten gültig oder nicht? Jedoch dergeſtalt daß dem Landesfürſten die dispenſation vorbehalten bleibe; Wie auch der Officialis zu erkennen / ob die Ehe quoad menſam & thorum oder ſonſten beſtändig? Das übrige bleibet Ihrer Churfürſtl. Durchl. als Landesfürſten / wie es bißhero obſerviret worden: Solte aber in dergleichen Matrimonial-Sachen zwiſchen Evangeliſchen und Romiſch-Catholiſchen einiger Streit entſtehen / ſoll der Actor forum Rei folgen / und die Judices einen jeden nach ſeiner Religion Rechten zu urtheilen ſchuldig und gehalten ſeyn.

§. 3. Wann Teſtamenta von Romiſch-Catholiſchen Prieſtern als Teſtatoribus aufgerichtet ſeynd / alsdann erkennet der Officialis, ob ſie beſtändig / und die formalia welche die Rechte erfordern / haben in acht genommen? Und hat ein dergleichen Teſtator von ſeinen Patrimonial-Gütteren nach Ordnung der gemeinen Rechten eigenes Gefallens zu diſponiren, doch daß darauß keine manus mortua werde / was er aber von dem Benefitio erworben / ſoll es ſchuldig ſeyn / der Kirchen oder den Armen

§. 11. *Il ſera libre à ces Demoiſelles de l'une & de l'autre Religion d'y exercer publiquement la leur, & en cas qu'elles ne fuſſent déja pourvûes de Paſteurs, Prédicateurs & Confeſſeurs, ou qu'elles n'en puſſent pas aiſément fréquenter dans le voiſinage, il leur ſera auſſi permis d'en prendre exprès, & ainſi les Catholiques tireront pour gages annuellement deux cens Ecus des Biens du Chapitre, en ſorte qu'on ne diminuë pas par là ce que les Paſteurs de la Religion Proteſtante ſont accoûtumez de tirer desdits Biens du Chapitre.* ANNO 1672.

§. 12. *Il ſera rendu de plus aux Catholiques une partie du Vicariat de S. Michel à Bokum, & une partie de celui de S. Gregoire dans ce même lieu, dés que ce Traité ſera échangé: mais une troiſiéme partie du Vicariat de S. Etienne à Camen, ne leur ſera reſtituée qu'en cas d'ouverture, ou de mort du Poſſeſſeur.*

§. 13. *Et d'autant qu'on prétendoit par compétence pour les Paſteurs Chapelains Catholiques pluſieurs Benefices dans les Païs de Cléves, & de la Marc, l'on eſt demeuré d'accord, qu'on en payera une ſeule pour toutes, la Somme de cinq mille Ecus, & même l'interêt à raiſon de cinq pour cent, juſqu'à ce que cette Somme ſoit entierement comptée, & on en donnera au temps de la Ratification de ce Traité, des aſſurances ſuffiſantes aux Miniſtres de S. A. S. de Neubourg.*

§. 14. *Pour ce qui eſt des differens ſur les affaires d'Egliſe à Lipſtat, on en fera la déciſion conjointement avec Monſieur le Comte de la Lippe, & ſelon les Traitez de la Paix de Weſtphalie.*

Art. III.

TOuchant la Juriſdiction des Eccleſiaſtiques dans le Duché de Cléves, & la Comté de la Marc. S. A. E. accorde & declare la ſuivante maniere, dont cette Juriſdiction y ſera dorénavans exercée, S. A. S. de Neubourg, encore qu'elle prétendit davantage de ſadite A. E. ſur ce point, a pourtant enfin agüeſcé à ce qui s'enſuit.

§. 1. *On mettra des Gens capables pour Officiaux, comme ci-devant, à Zanten, Emeric, & à Soeſt, & on y prendra des Taxes ou Droits ſort moderez.*

§. 2. *Les Officiaux conjoindront avec deux Juriſconſultes du Païs, & tels, qu'ils voudront, décideront dans les points, & les cauſes, où ils ont de tous temps exercé leurs Officialitez, ſavoir, quand en matiére de Mariage quelqu'un ſera Demandeur contre une perſonne de la Religion Catholique Romaine, ils decideront ſi telle promeſſe de Mariage doit ſubſiſter ſelon les Droits, ou non, comme auſſi s'il peut ſubſiſter par la proximité des dégrez, à condition pourtant, que la dispenſation en ſoit reſervée au Souverain du Païs. Ces Officiaux jugeront de même, ſi le Mariage doit ſubſiſter pour la communauté de Corps & de Biens, ou autrement. Tout le reſte demeure au pouvoir du Souverain, comme il l'a été juſqu'à preſent. Mais quand le different en matiere de Mariage eſt entre des perſonnes Reformées & Catholiques, on obſervera la régle commune: Actor ſequitur forum Rei, & les Juges jugeront chacun conformement aux régles, & aux Droits de ſa Religion.*

§. 3. *Quand un Prêtre de l'Egliſe Romaine fait un Teſtament, l'Official jugera de ſa validité, & des formalitez y requiſes par le Droit, & il ſera libre à tel Teſtateur de diſpoſer à ſon gré de tout le Bien Patrimonial conformement au Droit commun, ſans pourtant en faire Main-morte: mais du bien gagné par ſon Benefice, il n'en pourra diſpoſer qu'en faveur de l'Egliſe & des Pauvres: En tout cas l'Offi-*

Digitized by Google

ANNO 1672. uen zuzuwenden und zulaſſen: Und bat der Officiale dahin zu ſtehen / daß demjenigen / welchem etwas vermachet / wo nicht weniger der Kirchen und Armen das ihrige ohne ſummarie abgefolget werde.

Sollte aber von Weltlichen Perſonen denen Romiſch-Catholiſchen Clerden und Armen etwas vermachet ſeyn / alsdann trieb der Weltliche Richter erkennen und exequiren / dieſe Execution auch keines wegs verzogeren / ſondern auch ex officio, vielmehr aber auf inſtantiam, welche ertwan von Officialen oder ſonſten geſchehen / darfelbe in geſtehe Friſt Rechtens beſchleunigen und werckſtellig machen.

§. 4. Es ſollen an dieſe Officiales auch gehören die Beneficial- oder Geiſtliche Lehn-Sachen / und ob der præſentatus oder Beneficiatus qualificirt und zu dem Beneficio und Investitur zu admittiren ſey oder nit? Jedoch daß die jenige / welche von den Lands-Herren als Patrono beneficiert und præſentiret worden / nicht abgewieſen werden. Wann aber der præſentirten Perſonen halber etwas erhebliches zu erinneren / ſoll ſolches unterthänigſt berichtet / und darauf dieſen Recuſi gemäß Beſcheid erwartet werden. Sollte aber zwiſchen Weltlichen Patronen ratione Juris Patronatus, Donationis oder præſentationis oder in anderen Fällen Streit vorfallen / als dann ſoll die Cognition oder Deciſion den Lands-Herren verbleiben.

§. 5. Für dem Officiali ſollen auch gehören die Erb-Laurnuf über Geiſtliche Güter / welche von alters über hundert Jahren here vor unverrücket gehalten worden. Was aber derſelben Beſitz und Verjährung angehet / wie auch wann zwiſchen einen Weltlichen und Geiſtlichen Streit vorfiele / ob das Gut mortificirt ſey oder aber nit? In ſolchen fall ſoll die Erb-Laurnuf bey dem Weltlichen Gericht verbleiben.

§. 6. Wann ein Geiſtlicher oder Weltlicher an einem Geiſtlichen Actione perſonali Anſpruch zu haben vermeint / ſo ſollen ſie bey Actionen perſonalen für dem Officiali anbringen; Wann aber ein Geiſtlicher einen Weltlichen belangen will / ſo bleibet es bey der gemeinen Regul; Actor ſequitur forum rei, und ſoll dem Geiſtlichen Kläger an dem Weltliche Gericht ſchleunig und unpartheyiſch Recht wiederfahren.

§. 7. Endlich ſollen zwar die Geiſtlichen Oberverwalt und Verbrechen von ihren in Cleve und Märckiſchen landen ſeyenden / und durchaus von keinen anderen fremden Geiſtlichen / auch auff keines anderen fremden Geiſtlichen Befehl / die Cenſuram Eccleſiaſticam leyden / Ihrer Churfürſtl. Durchl. und in dero Nahmen der Regierung aber nach als vor frey bleiben / dergleichen Verbrechen / wie auch andere Römiſch-Catholiſche Unterthanen in quibuscunque delictis nach anweyſung der Rechte gebührend anzuhören und zu beſtraffen / auch die darvon fallende Geldbrüche vor ſich zu behalten.

§. 8. So mag ſich auch ein jedweder / welcher ſich beſchweret befindet / von dem Officialat an Ihrer Churfürſtl. Durchl. Hoffgericht wenden / und daſelbſt ſeine Sachen weiter anführen. Wann nun die Sache vor dem Hoffgericht inſtruirt iſt / ſoll ihnen frey ſtehen entweder daſelbſt ſprechen zulaſſen / oder aber eine oder andere Parthey zu begehren / daß die Acta prævia inquiſitione ſumptibus petentis zur unpartheyiſchen Erörterung in vorher geſetzten Sachen an eine Juriſten Facultät / welche der Römiſch-Catholiſchen Religion zugethan iſt / anzuſchicken: In den übrigen Sachen aber ſoll es nach Inhalt des Lands-Tages Receſſen, Privilegien, und wie es bißhero üblich und gebräuchlich geweſen / verfahren werden.

§. 9. Derowil und Capitula behalten über die zu dem Capitulo behörige Leute die Cognition in civilibus in prima inſtantia: Von denen Beſchieden aber / welche Derhant und Capitula ertheilen / mag ſich der beſchwerte Theil / wie in Fürſt vorhergehenden §. disponiret, an das Hoffgericht wenden.

Art. IV.

Grafſchafft Ravensberg.

§. 1. SO viel nun die Grafſchafft Ravensberg anbetrifft / ſo wollen Ihre Churfürſtl. Durchl. gleich wie in dem

l'Official aura ſoin, que ce qui pourroit être legué à quelqu'un, comme auſſi ce qui en reviendroit à l'Egliſe, & aux Pauvres, ſoit donné ſans delay à qui il appartient. ANNO 1672.

Mais quand des Perſonnes Seculieres legueront quelque choſe aux Egliſes, ou aux Pauvres Catholiques, le Juge Seculier en jugera, & ſera l'execution preute, & dans le tems preſcrit par les Loix, ſoit qu'il la faſſe par Office, ou à la requiſition, que l'Official, ou quelqu'autre en auroit faite.

§. 4. *Il appartiendra auſſi à ces Officiaux de juger des Benefices, & des Fiefs Eccleſiaſtiques, ou bien ſi la perſonne qu'on preſente, a les qualitez requiſes pour cette Inveſtiture au Benefice, à condition pourtant, qu'en ne donnera pas l'excluſion à ceux qui ſeroient preſentez, ou inveſtis par le Souverain du Païs ſelon la Droit de ſon Patronage: Et quand même il ſe trouveroit quelque défaut conſiderable dans la perſonne preſentée de cette maniere, on ſe contentera d'en faire un très-humble rapport au Souverain, & d'attendre là-deſſus la reſolution conformement au preſent Traité: Mais en cas qu'il y eût quelque different entre les Maîtres, ou Patrons Seculiers ſur le Droit de Patronage, de Donation, de Preſentation, ou autrement, pour lors la connoiſſance & la déciſion en demeurera au Souverain.*

§. 5. *Il appartiendra de plus à cet Official de connoître & de juger de ces Biens Eccleſiaſtiques, qui ont été tenus pour amortis depuis cent ans: Mais dans les cas, où il s'agit de la poſſeſſion ou des Fermes, ou qu'en diſpute, ſi un Bien eſt amorti, ou pas amorti, la connoiſſance en ſera au Juge Seculier.*

§. 6. *Quand quelqu'un, ſoit Eccleſiaſtique ou Seculier, prétend ſur un Eccleſiaſtique, il intentera l'Action perſonnelle devant l'Officialité: Mais quand un Eccleſiaſtique en veut à un Seculier, on ſuivra la regle commune:* Actor ſequitur forum rei, *& le Juge Seculier adminiſtrera promptement Juſtice ſur la demande du Demandeur Eccleſiaſtique.*

§. 7. *Enfin il ſera bien permis, que les Trangreſſeurs ou Coupables Eccleſiaſtiques ſoient châtiez par la Cenſure de leurs Eccleſiaſtiques, qui ſe trouvent dans ces Pais de Clèves, & de la Marc, & jamais par la Cenſure d'autres Eccleſiaſtiques étrangers, ni par leur ordre. Toutefois demeure-t'il reſervé à ſon A. E. & de ſa part à la Regence du Païs, le pouvoir de châtier conformement aux Loix ſes Sujets Catholiques, & même les Eccleſiaſtiques, de quelque crime qu'ils puiſſent être coupables, & de s'approprier l'amende pecuniaire, qui en reviendroit.*

§. 8. *Il ſera auſſi libre à un chacun, en cas des griefs, d'appeller de l'Officialité au Conſeil Aulique de ſon A. E. & d'y pourſuivre ſa demande, & la Cauſe y étant inſtruite, il ſera encore libre d'y faire donner Sentence, ou de demander, que les Actes après que la Reſolu en eſt faite, ſur la dépenſe de celui qui le demande, ſoient envoyez à une Academie, ou Faculté des Juriſconſultes de la Religion Romaine, pour y être décidez ſans préjudice. Du reſte, & dans tous les autres cas, on ſe tiendra aux Reçès des Dietes, aux Privileges, & aux Coûtumes du Païs.*

§. 9. *Les Doyens & les Chapitres jugeront toûjours dans les Cauſes Civiles, & en premiere inſtance tous ceux qui dependent de leurs Chapitres: mais on pourra appeller de leurs Decrets au Conſeil Aulique de ſon A. E. comme il eſt ordonné ci-deſſus.*

Art. IV.

Le Comté de Ravensberg.

§. 1. *QUant au Comté de Ravensberg, ſon A. E. y maintiendra auſſi, & protegera*

ANNO 1672. dem Hertzogthumb Glew und Grafschafft Marck die Romisch-Catholische bey den jenigen / was sie an Exercitien / Kirchen / Capellen / und Rentheen / sie haben Nahmen wie sie wollen / gegenwertig besitzen a. und in solchen nicht restituiren müssen / sie jederzeit gnädigst schützen und handhaben.

§. 2. Das übrige aber ist dergestalt verglichen und abgetheilt / daß die Canonici zu Wiesefelde / welche der Romisch-Catholischen Religion / das Exercitium publicum, jedoch ohne Parochialrecht / zweyle benen alda genannten Patribus Recollectis in den Closter daselbst verginnet / zugelegt und verstattet werden / in einem Hause bey der Præmonstratenser Kirchen / in welchen bishero die Lutherischen ihre Schulen gehabt / und welches sie die lutherische auff ihre Kosten zum gebrauch des Catholischen Gottesdienst / so viel das Gebäude betrifft / appiren müssen / so bald dieser Recess seine Würcklichkeit erlangen / anrichten / haben und behalten / und dahenebens ihre hora wie bishero alle und ferner in allen stücken auff dem Chor / in der Præmonstratenser lutherischen Kirchen continuiren mogen.

§. 3. Die Romisch-Catholische Adeliche Stiffts-Jungfern zu Schildesche bekommen das Exercitium publicum und dazu die Capelle S. Johannes in dem Stamme / wie dieselbe jetzo ist / und demnach zunächst bey Winterjeer der Weg nach dieser Capelle erwas umbraumen / als solle dieser Weg von den Lutherischen unverhanden dasselbe auff dero eigene Kosten gebessert und unterhalten werden / und denen Romisch-Catholischen verginnet und zugelassen seyn / jedoch ohne Zuthun und Beytrag der Evangelischen / jetzbedachte Capelle S. Johannis abzubrechen / und an einen anderen bequemen Orth nach Schildesche / welcher ihnen auff solchen Fall angewiesen werden soll / auff ihre Kosten zu setzen.

§. 4. Es soll in diesem Stifft Schildesche zum wenigsten das dritte Theil mit Romisch-Catholischen Jungfrawen besetzet / und so lang dieses dritte Theil damit nit besetzet / die Prædenden bey erster vacanz / sie geschehe durch resignation oder durch den Todt Romisch-Catholischen bis zu solcher Zahl conferirt, und darüber gleichwohl nit weniger die Catholische als Reformirte und Lutherische stähig seyn.

§. 5. Wann diese jetzige Evangelische Lutherische und nach dieser noch eine Evangelische Reformirte oder Lutherische Decanissin verstorben / so soll die dritte aus denen Romisch-Catholischen Stiffts-Jungfern ernehlet / und es künfftig jedesmahl alle gehalten werden / daß wann zwo Evangelische Decanissin gewesen / die dritte der Romisch-Catholischen Religion sey. So sollen auch nach Abgang der jetzigen Romisch-Catholischen Probstin zwo Evangelische Reformirte oder Lutherische nach einander darzu kommen und erwehlet werden / und hinführo wie der Decanissin halber gesagt / jedesmahl die dritte Probstin der Romisch-Catholischen Religion zugethan seyn.

§. 6. Die Romisch-Catholische Adeliche Stiffts-Jungfern zu Schildesche mögen ihnen einen Beichtiger bestellen / und soll demselben an statt seiner competentz die Einkunfft einer der Hebdomadereyen und ein mehrers aus gemeinen Stiffts-Mitteln nicht gegeben werden. Die Evangelischen aber das der selber Hebdomadereyen bishero gewesenes votum stets hin behalten.

§. 7. In der Commenthereyen Capelle zu Hervorth wird denen Romisch-Catholischen das Exercitium publicum verstattet / und ihnen zugleich verghönnt / dieß Capelle auff ihre Unkosten zu erweitern.

§. 8. Das Exercitium Religionis in der Capelle auffm Hoff zu Urendorff bleibet auch künfftig in dem Stand wie es bishero der Lutherischen exerciret, und ist nicht zu extendiren.

§. 9. Ihre Churfürstl. Durchl. verghönnen auch denen Romisch-Catholischen das Exercitium publicum vor dem Flecken Vlotho / und mögen sie ihnen dazu für sich und ohne Beschwer der Lutherischen eine Capelle / ein Predighaus oder Kirche bauen.

§. 10. Wie nicht weniger soll ihnen zugelassen seyn zwie jetzo wegen Vlotho gedacht / das Exercitium publicum vor und bey Mersinsch oder einem anderen den Catholischen anständigen Orth / jedoch daß er den Evangelischen nicht nachtheilig sey / anzurichten / und auff ihre eigene Kosten ihnen eine Capelle / Predighaus oder Kirche und sonsten zu bauen.

§. 11. Nicht weniger sollen auch gemelte Romisch-Catholische hin-

ANNO 1672. autant que dans les Pais de Clèves, & de la Marc, les Catholiques Romains dans la jouissance de tout ce qu'ils possedent presentement en exercice libre, Eglises, Chapelles & Rentes, quelles qu'elles puissent être, & dont la restitution ne se trouve pas ordonnée dans la suite de ce Traité.

§. 2. On est convenu de plus, que les Chanoines Catholiques de Bielfeld auront leur exercice public: mais toutefois sans les Paroissiaux, lesquels seront reservez, & permis aux Peres Recollets qui y ont un Cloître, dans une Maison proche de l'Eglise de Neuftat, & que les Lutheriens, qui y ont jusques à present tenu leurs Ecoles, seront en execution de ce Traité, la dépense pour reparer ladite Maison, & pour la rendre propre à l'Office divalits Chanoines, qui pourront de plus continuer encore à l'avenir de dire toutes leurs Heures dans le Chœur de l'Eglise Lutherienne de Neuftat.

§. 3. Les Demoiselles Catholiques du Noble Chapitre de Schilschede auront l'Exercice public, & encore la Chapelle de S. Jean, dans l'état, qu'elle est presentement, & d'autant que le chemin, qui y conduit, est fort malaisé en tems d'Hiver, les Habitans Reformez le raccommoderont, & l'entretiendront à leurs depens: & les Catholiques pourront même, mais sans que les Reformez y contribuent, abattre ladite Chapelle de S. Jean, & la rebâtir à leurs propres frais, dans un endroit qui leur sera alors assigné plus proche de Schilschede.

§. 4. On placera dans ce Chapitre de Schilschede pour le moins une troisiéme Partie de Demoiselles Catholiques, & ainsi en leur conférera toutes les Prebendes, qui pourroient vaquer par mort, ou par resignation, jusqu'à ce que tel nombre en soit complet: & par après les Demoiselles Catholiques n'en seront pas moins capables que les Réformées & Lutheriennes.

§. 5. Quand après la mort de cette Dame Doyenne, qui est Lutherienne, on en aura élû une seconde de la même Religion, ou de la Réformée, la troisiéme Doyenne sera de la Religion Catholique, & l'on continuera à l'avenir dans ce même ordre, de prendre de suite deux Dames Protestantes, & pour la troisiéme une Catholique Romaine. De même, on choisira aussi après la mort de la Dame Prévôte, qui y est Catholique, deux Dames Protestantes l'une après l'autre, & l'on continuera toûjours de cette maniere.

§. 6. Les Demoiselles Catholiques dudit Chapitre Noble de Schilschede pourront prendre un Confesseur, qui pourtant pour sa competence, ne tirera du Chapitre que la Rente d'un hebdomadaire, & les Protestans conserveront le Suffrage, qui a été jusqu'ici annexé à l'Office d'Hebdomadaire.

§. 7. Les Catholiques jouiront aussi de l'exercice public dans la Chapelle de la Commanderie à Hervort, & ils pourront même élargir ladite Chapelle, mais à leurs dépens.

§. 8. L'Exercice public dans la Chapelle de la Cour à Urendorf, sera continué de la même maniére, qu'il y est exercé par le Moine de ce lieu, & sans qu'il soit étendu davantage.

§. 9. Son A. E. permet de plus aux Catholiques Romains l'Exercice public devant le Bourg de Vlotho, & qu'ils y puissent bâtir une Chapelle ou Eglise, mais sans incommoder les Lutheriens.

§. 10. A l'exemple de cette permission pour Vlotho, on permet aussi aux Catholiques d'avoir l'Exercice public, & de bâtir à cette fin Eglise ou Chapelle prés de Vermolde, ou dans un autre endroit, qui leur sera commode, & qui ne portera pas préjudice aux Réformez.

§. 11. Pareillement seront les Catholiques Re-maint

ANNO 1672. häuslichen auff den beyden Adelichen Häuseren Tatenhausen und Heydenfelde ihren öffentlichen freyen Gottesdienst auff eben dieselbe Art und Weise als auff den Adelichen Häuseren in der Grafschafft Marck / wovon hiebevor Art. 2. §. Ferner so hat man sich auch ꝛc. 3. verstehen thun / üben und verrichten mögen.

§. 12. So wird ihnen / denen Romisch-Catholischen / auch die Vicarie S. Catherinæ zu Bielefeld so bald dieselbe vaciret, restituiret.

Hingegen aber so sollen auch denen Evangelischen bey der ersten Vacatz ebenmäßig restituiret werden.

1. Die Vicarie omnium Sanctorum.

2. Die Vicarie S. S. Math. Erasmi, Crispini & Crispiniani.

3. Die Vicarie decem millium Martyrum.

4. Die Vicarie S. Johannis Baptistæ & Margaretheæ.

5. Eine Præbenda in der Collegiat-Kirchen zu Bielefeld.

6. Wie auch drey Præbenden in dem Collegio Canonicorum zu Herverd.

§. 13. Und bleibet es im übrigen in dieser Grafschafft Ravensberg ratione jurisdictionis Ecclesiasticæ, Visitationis und sonsten / wie es bishero darin von alters gehalten und üblich gewesen.

Art. V.

§. 1. WJr allen Orthen nun / an welchen die Romisch-Catholische in vergedachten Landen die Exercitia publica haben / und vermöge dieser Pacifications-Handlung verfasset und restituirt bekommen / haben sie Macht ihren Romisch-Catholischen Gottesdienst in allen Stücken / Zufolge an diesem Receß enthaltenen Regulen / anhero ungeirret zu üben und zu treiben / Kirchen / Kirchenhäuser / Capellen / Pfarr / Schulen / Custer-Häuse / Thurne und Glocken / und was sonsten mehr zum Gottesdienst nöthig / auff ihre Kosten zu bauen / und zu unterhalten. Dabey Sr. Churfürstl. Durchl. sie jedesmahl / und wider männiglich gnädigst schützen wollen.

§. 2. Hernechst sollen die Romisch-Catholische Geistliche Seculares und Regulares Manns und Weibs-Personen in ihren Stifftern / Collegien / Pfarren / Kirchen / Capellen / Schulen / und anderen gehörigen Häuseren und Wohnungen auch denen meinten Gütern / Renthen und Gefällen / alle Geistliche Freyheit für ihre Personen und für die darzu gewidmete Güter / wie und wo dieselbe im Lande gelegen / überall gleich wie die Evangelische geniessen / auch weder des Landes-Gebrauch und Herkommen mit Einquartierung und Contributionen mit beschweret / viel weniger die Closter und Geistlichen / welche von täglichem Almosen leben / traun sie in die Stewr-Matricul nicht gesetzet / dahin weder Recht noch Fug gezogen / noch beschwähret / auch der contribuablen Güter halber / welche sie vor diesem gehabt / jetzo aber an andere Possessoren kommen / mehr besprochen / sondern die jetzige Possessores darzu angehalten / und also auch in diesem Stück denen Evangelischen gleich tractiret und gehalten werden.

§. 3. Nicht weniger sollen gedachte Romisch-Catholische Geistliche bey ihren hergebrachten Ceremonien / Statuten / und Ordnungen / auch ungehinderter Besuchung ihrer Synodal und anderer Conventen innerhalb den unirten Hertzogthumben und Grafschafften gehandhabet werden / ausser Landes aber sich aller Synodal und anderer dergleichen Zusammenkünfften / ohne Vorwissen und Verwilligung der Landes-Fürstl. Obrigkeit / enthalten.

§. 4. Ihre Churfl. Durchl. vergönnen auch hiemit gnädigst / daß die Geistlichen in denen vorher gedachten unirten Hertzogthumben und Grafschafften / nachdem es nöthig seyn wird / die Oerter / Closter und Kirchen inspiciren: Ehe und bevor sie aber diese particular Visitationes vornehmen / sollen sie solches und jedweder der nötig hat zu visitiren / Ihrer Churfürstl. oder in derο

Abwe-

ANNO 1672. mains leurs Offices publics, & librement dans les deux Maisons Nobles de Tatenhausen, & de Holtfeld, tant de même que dans les Maisons Nobles de la Comté de la Marc, dont il a été parlé ci-dessus dans l'Art. 2. §. 3.

§. 12. On rendra de plus aux Catholiques Romains le Vicariat de S. Catherine à Bielfeld, tout aussi-tôt qu'il sera vacant.

Mais en échange on rendra aux Protestans, en pareil cas de vocance

1. Le Vicariat de tous les Saints.

2. Le Vicariat de SS. Math. Erasme, Crispin, & Crispinien.

3. Le Vicariat de dix mille Martyrs.

4. Le Vicariat de S. Jean Baptiste & S. Marguerite.

5. Une Prebende dans l'Eglise Collegiale à Bielfeld, comme aussi

6. Trois Prebendes dans le College de Chanoines à Hervord.

§. 13. On demeure du reste, & touchant la Jurisdiction Ecclesiastique, les Visitations, & autres annexes, dans le stile, qui s'y pratique depuis longtems dans cette Comté de Ravensberg.

Art. V.

§. 1. LEs Catholiques Romains pourront ainsi dans les Lieux, où l'Exercice public leur est permis, ou rendu en conformité de cette Convention generale, faire leur Office dans toutes les manieres & Rites de leur Eglise, & même y bâtir & entretenir à leurs dépens des Eglises, & des Maisons necessaires, des Chapelles, Ecoles, Maisons de Pasteur & de Marguillier, des Clochers avec Cloches, & generalement y avoir tout ce qui pourroit être requis à leur Office & Exercice public de leur Religion, c'est ce, en quoi Son Alteſſe Electorale les maintiendra toûjours, & contre tout le monde.

§. 2. Les Ecclesiastiques de la Religion Catholique Romaine, tant Seculiers, que Reguliers, tant Hommes que Femmes jouiront de toute liberté Ecclesiastique, tant pour leurs personnes, que pour leurs Chapitres, Cloitres, Eglises, Chapelles, Ecoles, Maisons & Logis, comme aussi dans leurs Biens & Rentes, en quelque endroit qu'elles puissent être situées, par tout & à l'imitation de la liberté, dont ceux de la Religion Reformée y jouissent, même sans pouvoir être chargez, contre l'ancienne Coûtume du Païs, de Quartiers, ou d'autres Contributions: Et moins encore pourront ceux des Cloitres, & autres Ecclesiastiques, qui vivent d'Aumônes, & indépendans de leur Matricule, y être tirez ou chargez en maniere aucune contre les Droits, & ils ne seront non plus inquietez des Contributions au sujet des Biens, dont ils étoient en Poſſeſſion ci-devant, mais les Poſſeſſeurs d'à preſent y ſeront taxez ſoûls, en ſorte que les Eccleſiaſtiques Romains ſoient encore en ce point-ci traitez également avec les Proteſtans.

§. 3. Les Eccleſiaſtiques Romains continueront de plus, & ſans empêchement aucun, dans toutes leurs Cérémonies, Statuts & Ordres établis, comme auſſi leurs Viſitations, Synodes & autres Aſſemblées dans les Duchez & Comtez nommez ci-deſſus, mais ils auront à ſe garder de ſe rendre à aucune Aſſemblée ou Synode hors de ce Païs, ſans en avoir une permiſſion particuliere du Souverain.

§. 4. S. A. E. permet auſſi, que les Eccleſiaſtiques Romains puiſſent par tout, où il ſera neceſſaire, dans ſes Duchez & Comtez réünis, viſiter les Cloitres & les Egliſes; à condition pourtant, que devant que d'entreprendre telle Viſitation, ils en avertiſſent très-humblement S. A. E. ou en ſon abſence,

ANNO 1672. Zuwiſen bero Regierung in Zeiten eß unerrblänglich und gehöhrlich zu ſeyn erachten machen/ damit jemand verurſachet werden könne/ welcher wegen vor oft höchſtgedachter Ihrer Churfürſtl. Durchl. als Landsfürſten der Viſitation beywohne/ ſonſten aber dahin ſehe/ und acht habe/ daß nichts geſchehe/ oder von denen Geiſtlichen/ welche bey denen Viſitationen ſeyn und verſtehen/ etwas vorgenommen werde/ welches der Landes-Fürſtl. Hoheit/ Vorwillkühren/ und Jurisdiction entgegen/ nachtheilig und präjudicirlich. und wollen Ihre Churfürſtl. Durchl. jederzeit bey verrichtung einer der Romiſch-Catholiſchen Religion zugethanen Viſitatorem auff ihre Koſten verordnen/ welcher doch/ wann Sachen vorgehen/ die ad interna Conciſve gehören/ und wann die Cenſura Eccleſiaſtica vorgenommen werdhen ſo lange abſtehren und dieſen Actibus nicht beywohnen ſoll. Die Weltliche Obrigkeit ſoll in dem/ was von dem Romiſch-Catholiſchen Viſitatoribus ihren Geiſtlichen Rechten/ und der Regularium Ordinum Satzungen/ Regulen und Statuten gemäß des Viſitati oder correcti leibes/ Hanbels und Wandels/ Verhaltens und Verbrechens halber ſtehen/ nicht verhindern noch aufhalten/ weniger die corrigendos, vel correctos dawider ſchützen. Wofern auch der Viſitatus, corrigendus, vel correctus, darüber an die Weltliche Obrigkeit ohne genugſame und erhebliche Urſach ſich wenden würde/ derſelbe abgewieſen/ und denen ihm vorgeſetzten Geiſtlichen Viſitatoribus in Vollziehung der Execution gegen den per Cenſuram Eccleſiaſticam correctum die Hand biethen und behülfflich erſcheinen.

§. 5. Wann Romiſch-Catholiſche Geiſtliche promotion werden/ ſo mögen ſie von ihren Obern/ welche in vorgedachten Landen ſeynd/ nach Romiſch-Catholiſcher Ordnung und Gebrauch die Inſtitution und Investitur gebührlich ſuchen/ und ſich alſo zu denen Beneficiis qualificiren/ geſtalt dann ohne ſolche vorhero gethane und producirte qualification Ihre Churfürſtl. Durchl. keinen Romiſch-Catholiſchen Geiſtlichen admittiren wollen.

§. 6. Hierneben ſo mögen Ihrer Churfürſtl. Durchl. Romiſch-Catholiſche Unterthanen frey und unverwehret die Romiſch-Catholiſche Feyertagen in ihren Kirchen und Häuſeren feyren/ auch Proceſſionen, an welchen Orten ſie hergebracht/ nebenſt anderen ihren Ceremonien behalten/ und ſoll ihnen darin von denen Ausſpurgiſchen Confeſſions-Verwandten / Reformirten und Lutheriſchen/ in vorgedachter Ihrer Churfürſtl. Durchl. Landen keine Hinderung noch Eintrag geſchehen/ zur Zeugenuß keine Urſach gegeben/ viel weniger ſie beſchimpfet/ oder andere inſolentien wider ſie verübet/ auff allen unverhofften Fall aber der jenige/ welcher ſolches dennoch thut/ ohne verpörgerung gebührende mit wie ers verdienet/ geſtrafft werden.

Es ſoll aber auch weder ſonſten/ noch auch etwa hierdurch kein Ausſpurgiſcher Confeſſions-Verwandter/ weder Reformirter noch Lutheriſcher/ an einige der Romiſch-Catholiſchen Feyertage und derſelben Obſerv- und Haltung/ noch auch an einige andere dergleichen Ceremonien/ ſie heißen und haben nahmen wie ſie wollen/ gehalten oder dazu im geringſten gehalten ſeyn.

§. 7. Auch ſollen die Romiſch-Catholiſche keine Proclamationen, dimiſſoriales oder Copulationen bey denen Evangeliſchen ſuchen/ ſondern es ſoll genug ſeyn/ wann ſie ſich in ihrer Religion nechſt gelegenen Gemeinen proclamiren/ und wo ſie wollen copuliren laſſen.

Art. VI.

Hertzogthumber Gülich und Berg.

§. 1. Mreitkendt nun die Hertzogthumber Gülich und Berg/ da laſſen des Herren Pfaltz-Grafen Fürſtl. Dl. die Ausſpurgiſchen Confeſſions-Verwandte ſo wol Reformirte als Lutheriſche bey denen Exercitiis, Kirchen/ Capellen/ Beneficiis/ Renthen/ Gütern und Einkommen/ welche ſie bishero innen gehabt/ poſſedirt und genoſſen/ unbeirrt und völlig/ wollen dieſelbe gegen jedermännigluch gehührend ſchützen/ auch was kraafft dieſes Vergleichs zu reſtituiren/ ſo bald dieſe Pauſa-Zahlung ratificirt, ohne die allergeringſte Saumnus reſtituiren laſſen.

Hertzogthumb Gülich.

§. 2. Gülchem nach ſollen die Augſpurgiſche Confeſſions-Verwandte der Reformirten Religion in dem Hertzog-

ſence, la Regence du Pais, afin qu'on y puiſſe dépuſer quelqu'un pour aſſiſter de la part de Sadite A. E. & pour y obſerver ou empêcher qu'on n'y faſſe rien de la part des Viſitateurs Eccleſiaſtiques, ou d'autres, qui puiſſe préjudicier à la Souveraineté & à la haute Jurisdiction de Son A. E. qui ſe déclare de plus, vouloir bien députer toûjours de ſa part un Viſitateur qui ſois de la Religion Catholique, & de l'y entretenir à ſes dépens, lui ordonnant de plus, qu'il ait toûjours à ſe retirer lors qu'il s'agira de quelque choſe, qui appartient au Concubine interieur, & d'une Cenſure Eccleſiaſtique, de ſorte qu'il n'aſſiſtera pas à tels Actes, & le Bras Seculier n'empêchera jamais l'execution de ce qui aura été ordonné par les Viſitateurs Eccleſiaſtiques, & conformement à leurs Canons, & aux Statuts des Ordres Reguliers, contre la perſonne du Coupable, ni ne protegera en aucune maniere ceux qui auront été corrigez, ou qui ſeront à corriger, mais au contraire ledit Bras Seculier renverra ceux qui y auroient recours ſans cauſe legitime, auſdits Viſitateurs Eccleſiaſtiques, pour y être effectivement chûtiez, ou corrigez ſelon la Cenſure, & en facilitera même l'execution.

§. 5. Toutes les fois, qu'on preſentera des Eccleſiaſtiques Romains, ils ſe ſeront donner l'Inſtitution, & l'Inveſtiture ſelon les Canons, & les Coûtumes de leurs Egliſes, par la main des Superieurs, qui ſont dans ces Duchez & Comtez unis, & ils ſe legitimeront ainſi pour les Benefices, car Son A. E. n'y admettra aucun Eccleſiaſtique de la Religion Romaine, ſans qu'il produiſe préalablement une telle legitimation.

§. 6. Son A. E. permet encore à ſes Sujets de la Religion Romaine, d'obſerver librement dans leurs Egliſes, & Maiſons, les Fêtes de l'Egliſe Romaine, enſemble les Proceſſions dans les Lieux, où ils en ſont en poſſeſſion, avec toutes leurs autres Cérémonies, & de les continuer, ſans que ceux de la Confeſſion d'Ausbourg, ou de la Religion Reformée les en puiſſent aucunement empêcher, incommoder, injurier, ou leur donner occaſion de ſcandale, & en cas que tel empêchement, ou inſolence fut fait, on en chûtiera ſeverſamment, & à proportion du crime les Coupables.

Mais pour ceux de la Confeſſion d'Ausbourg, & de ladite Religion Reformée, ils ne ſeront ni ici, ni ailleurs, tenus à l'obſervation des Fêtes, & des Cérémonies des Catholiques Romains.

§. 7. Les Catholiques Romains n'auront pas beſoin non plus de Proclamations, Dimiſſoriales, ou de Copulations par ceux de la Religion Reformée: mais il leur ſuffira de ſe faire proclamer, & copuler dans les plus proches Communautez de leur Religion Romaine.

Art. VI.

Les Duchez de Juilliers, & de Berghe.

§. 1. *Dans les Duchez de Juilliers & de Berghe, ſon A. S. de Neubourg laiſſera & maintiendra ceux de la Confeſſion d'Ausbourg, tant Reformez, que Lutheriens, dans l'Exercice, Egliſes, Chapelles, Benefices, Rentes, & les Biens dont ils ont joui juſqu'à preſent, & leur fera effectivement & promptement rendre tout ce qui leur doit être rendu en conformité de cette Convention generale, auſſi-tôt qu'elle ſera ratifiée de part & d'autre.*

Duché de Juilliers.

§. 2. *De ſorte que ceux de la Confeſſion d'Ausbourg, & de la Reformée continueront & tien-*

Digitized by Google

ANNO 1672. tegthumb Gülich an nachfolgenden Orten / allwo ſie ohne dem vorjetzo die Exercitia publica gehabt / dieſelbe auch künfftig ruhig und ohn contradiction behalten / als in Städten und Flecken

1. Zu Düren.
2. Zu Heimsberg.
3. Zu Oberwinter.
4. Zu Linnich.
5. Zu Waſſenberg.
6. Zu Stolberg.
7. Zu Randenrahe.
8. Zu Bruggen.
9. Zu Eſchweiler.
10. Zu Sittard.
11. Zu Waltmel.
12. Zu Sichtelen.

In denen Dörffern.

13. Zu Gemünd.
14. Zu Teveren.
15. Zu Wenden.
16. Zu Frechen.
17. Zu Kirchherten.
18. Zu Kaldenkirchen.
19. Zu Jüchen.
20. Zu Hunshoven.
21. Zu Ohsenrath.
22. Zu Lövenich.
23. Zu Brucht.
24. Zu Kelzenberg.
25. Zu Hukelhofen.

26. Zu Rheide in der Pfarr-kirchen / worzu derſelben Renthen und Gefälle gehörig.

Auff den Adelichen Häuſeren

27. Zu Flamersheim. 28. Zu Bullen oder Groſſen Bullesheim / dergeſtalt daß wann ſchon bemeldt die Häuſer an Römiſch-Catholiſche / es ſeye auff was Art und Weiſe es immer wolle / kommen / oder transferiret werden / oder der Beſitzer zu ſolchem öffentlichen Gottesdienſt ſein Hauß länger mit dazu vergunten könte oder wolte / auff ſolche Fälle nichts deſtoweniger das Exercitium publicum continuiret / und in den Dörffern Groß Bullesheim und Flamersheim Kirchen und Schulen gebauet / und alle andere Exercitia publica geübet werden.

§. 2. So viel aber die übrige Evangeliſche Reformirte Adeliche Häuſer in ſpecie fürnehm / Bertzen / Merotzgen / Soverenich / Berg vor Flosdorff / Ludendorff / Bolheim und Durweis / ꝛc. angehet / darauff ſolle gleich wie bis anhero der Gottesdienſt / hoch und Zulaſſung der Benachbarten Reformirten Religion Familien ohne Parochialzwang geübet werden. Gleich wie auch den Adelichen Römiſch-Catholiſchen in dem Hertzogt zumb Cleve auff ihren Häuſeren eben derſelbeten Gottesdienſt verſtattet / ob ſie gleich weder publicum noch privatum Exercitium bishero darauff gehabt hetten.

§. 4. Reſtituiret aber und geſtattet ſoll ihnen den Reformirten werden das publicum Religionis Exercitium cum omnibus annexis, und ſie hiermit Krafft und Macht haben und beſitzt ſeyn / daſſelbe nunmehr auch ungehindert und ungeſtöret zu exerciren.

1. Vor der Stadt Gülich auff dem Acker Kelſers-Kamp gemandt / und allernechſt der Carthäuſer Mühle gelegen / oder auff der jenſeiten höchſtgemelter Ihrer Fürſtl. Durchl. und der gemelten Carthäuſer Mühlen gelegenen Grund eine Kirche und Küſters Wohnung zu bauen / und Predigern Wohnung aber und die Schule in der Stadt Gülich anhero anzuſtellen. Es wäre denn daß Ihre Fürſtl. Durchl. den Bau beſſer Kirchen an einen bequemen Ort in der Stadt dienſtligsten. 2. Zu Aentgen. 3. Zu Gemünde. 4. München Gladbach in der Vorſtadt / Kirche und Schule / und wird dem exercitio publico anſtehet.

§. 5. So viel nun die Auſſpurgiſche Confeſſions-Verwandte Hochteutſcher Religion anlanget / bleiben dieſelbe bey ihren offentlichen Religions-übungen / und wird denen anſtehet / als 1. Zu Düren. 2. Zu Stolberg. 3. Zu Gemünde. 4. Zu Lindesweiler.

tiendront ſans contradiction leur Exercice public, comme ils l'ont eu auparavant, dans les Villes & Bourgs ſuivans. ANNO 1672.

1. *à Duren.*
2. *à Heimsberg.*
3. *à Oberwinter.*
4. *à Linnik.*
5. *à Waſſenberg.*
6. *à Stolberg.*
7. *à Randenrath.*
8. *à Bruggen.*
9. *à Eſchweiller.*
10. *à Sittart.*
11. *à Waltmil.*
12. *à Suktelen. Ainſi*

Dans les Villages.

13. *De Gemount.*
14. *De Teveren.*
15. *De Weiden.*
16. *De Frechen.*
17. *De Kirchherten.*
18. *De Kaldenkirken.*
19. *De Juchen.*
20. *De Hunshofen.*
21. *D'Ozenrath.*
22. *De Lovenik.*
23. *De Bruchi.*
24. *De Kelzenberg.*
25. *De Hukelhofen.*

26. *Dans l'Egliſe Paroiſſiale de Rheide, avec les Emolumens, & Rentes, qui en dépendent.*

De même dans les Maiſons Nobles

27. *De Flemersheim*, 28. *& de Bullei, ou grand Bullesheim, & encore que ces Maiſons fuſſent transportées à des Catholiques Romains, ou que les Poſſeſſeurs ne vouluſſent plus permettre d'y faire l'Exercice de la Religion, on continuera pourtant tel exercice public, & ce qui en dépend, & on bâtira pour cette fin des Egliſes, & Ecoles, dans les Villages du Grand Bullesheim, & de Flomersheim.*

§. 3. *Pour ce qui eſt des autres Maiſons Nobles des Reformez, & nommément de Lurken, de Verken, Merotgen, Soverik, Berg devant Flosdorf, Luidendorf, Bolheim, & de Durweis, &c. On y continuera, comme on a fait juſqu'à preſent, l'Office des Reformez, on y recevant auſſi ceux de voiſinage de la même Religion, mais toutefois ſans les Droits Paroiſſiaux, & de la même maniere qu'on a permis à des Nobles Catholiques Romains de faire l'Office de leur Religion dans leurs Maiſons au Duché de Cléves, encore qu'ils n'y euſſent juſqu'à cette heure aucun Exercice, ni public, ni particulier.*

§. 4. *Il ſera rendu & permis aux Réformez l'Exercice public de la Religion avec les annexes, & ils pourront en vertu de ceci le commencer ou établir*

1. *Devant la Ville de Juilliers ſur un Champ nommé Keiſerskamp, proche du Moulin des Chartreux, ou ſur la Terre, qui y eſt entre les Moulins de S. A. S. & desdits Chartreux, bâtir une Egliſe, & Maiſon de Marguillier, & d'y tenir l'Ecole, & une Maiſon pour leur Paſteur dans l'enceinte de la Ville de Juilliers, ſi ce n'eſt que S. A. S. permis expreſſement de bâtir cette Egliſe dans quelque endroit de la Ville même.* 2. *à Remigen.* 3. *à Ormund.* 4. *à Munken-Gladbach dans le Fauxbourg, où ils pourront établir Egliſes, Ecoles, & tout ce qui dépend de l'exercice public de la Religion.*

§. 5. *Quant à ceux de la Confeſſion d'Ausbourg nommez Lutheriens, ils demeureront dans leur exercice public, & tout ce qui en dépend,* 1. *à Duren;* 2. *à Stolberg;* 3. *à Gemunde;* 4. *à Kintsweiller.*

ANNO 1672.

§. 6. Reformiret und gestattet wird ihnen aber das Exercitium Religionis publicum, und was demselben anklebet/ als 1. vor der Stadt Gülich an Rat Engelsdorff hergestallt/ daß drey Predigern Wohnung und die Schule in der Stadt Gülich gehalten und angestellet werden möge.

2. Auffm Zweifel und 3. zu Mengerath vor Monjoye/ und solche zum ohnfehlen anacrin.

ANNO 1672.

§. 6. *Et on leur permet, & rend l'Exercice public avec ce qui en dépend, 1. Devant la Ville de Juilliers, en échange d'Engeldorf, tellement que la Maison du Pasteur, & l'Ecole puissent être établies, & tenues dans la Ville même; 2. à Zweifel; 3. & à Menzerat devant Monjoye, & le tout avec les annexes.*

Art. VII.

Hertzogthumb Berg.

§. 1. SO viel das Hertzogthumb Berge angehet/ sollen die Augspurgische Confessions-Verwandte Reformirter Religion an nachfolgenden Orten die Exercitia publica, Kirchen/ Capellen und Schulen mit denen darzu gehörigen Pastorat-Kirchen/ Custoreyen/ und Seitel-Kirchen/ Widenhöfen/ Vicarien/ und deren Zugehörungen/ inmaßen sie solche bis dato exerciret, inne gehabt/ und genossen/ auch künfftig unbeeinträchtiget haben und behalten. Als

Art. VII.

Duché de Bergbe.

§. 1. *POur ce qui touche le Duché de Bergbe, & ceux de la Confession d'Ausbourg, dits Réformez, ils y exerceront, & tiendront dans les Places suivantes, tout ce qu'ils y ont exercé & tenu jusqu'à present, fait d'Exercice public, d'Eglises, de Chapelles, d'Ecoles, avec des Eglises Paroissiales, Rentes d'Ecole, & de Marguillier, Widenhofen, Vicariats, & ses Revenus, seavoir, dans les Villes, Bourgs, & Villages.*

1. Zu Elberfeld. 2. zu Cronenberg. 3. zu Hilden. 4. zu Haen. 5. zu Walt. 6. zu Somborn. 7. zu Langenberg. 8. zu Neviges. 9. zu Mülheim an der Ruhr. 10. zu Wülfrahr. 11. zu Wermeskirchen. 12. zu Dülm. 13. zu Rohdt vorm Wald. 14. zu Soblingen. 15. Capellam S. Anthonii auff der Thones Heyden mit der Vicarey S. Anthonii. 16. Capellam S. Reinholdi bey Soblingen. 17. Capellam auff dem Hoff zu Windrahe. 18. zu Scholer. 19. zu Hückeswagen. 20. Zu der Stadt Düsseldorff. 21. In der Stadt Ratingen. 22. zu Homberg. 23. zu Velbert. 24. zu Greffrahe. 25. zu Düssel. 26. zu Metmann. 27. Auff der Urdenbach. 28. zu Mülheim an Rhein. 29. zu Ober-Cassel.

1. *De Elberfeld.* 2. *Cronenberg.* 3. *Hildem.* 4. *Haen.* 5. *Walt.* 6. *Somborn.* 7. *Langenberg.* 8. *Neviges.* 9. *Mulheim sur la Ruhr.* 10. *Wulfrath.* 11. *Wermeskirken.* 12. *Dulhen.* 13. *A Rohdt devant le Bois.* 14. *De Soblingen.* 15. *La Chapelle de S. Antoine sur la Bruyere de Thones avec la Vicariat de S. Antoine.* 16. *La Chapelle de S. Reinhold près de Soblingen.* 17. *La Chapelle à la Cour de Windrach.* 18. *Scholer.* 19. *Hukeswagen.* 20. *Dans la Ville de Dusseldorp.* 21. *Dans la Ville de Ratingen.* 22. *à Homberg.* 23. *Velbert.* 24. *Greffrath.* 25. *Dussel.* 26. *Metmoo.* 27. *Sur l'Urdenbach,* 28. *à Malheim sur le Rhin.* 29. *à Ober-Cassel.*

§. 2. Auff den Adelichen Häuseren.

1. Auff dem Hauß Lennep.
2. Auffm Hauße zum Spich.
3. In der Delling zu Diepe.
4. Zu Bamper in Erckrahe.
5. Auff dem Hauß Dorp.
6. Auff dem Hauße Rott und Elsfelde.

§. 2. *Dans les Maisons Nobles.*

1. *De Lewep.*
2. *De Spich.*
3. *à Diepe dans le Delling.*
4. *Bamir à Erkrahb.*
5. *à la Maison de Dorp.*
6. *à la Maison de Rott, & Elsfeld.*

Dergestalt wann schon hernechst diese Adeliche Häuser an Römisch-Catholischer kommen oder transferirt werden/ oder die Besitzer seine Religion ändert/ daß demnach auff solche Fälle/ die Gemeint so alsdann daselbst sich finden wird/ an oder bey denselben oder doch nechst gelegenen Orth ihren Gottes-dienst mit Verfurt und Anhörung der Predigten/ und administrirung des Abendmahls/ und der Taufe/ auch Ehe-Einsegnung nach wie vor ungehindert üben/ und darum continuiren können.

Et même, quand ces Maisons seroient transferées à des Catholiques Romains, ou que les Possesseurs changeroient de Religion, la Communauté Reformée, qui s'y trouveroit, ne laisseroit pas pourtant de continuer son exercice, ou bien dans un des plus proches Lieux, comme aussi d'y fréquenter les Prêches, la S. Cene, & d'y recevoir le Batême, & la Benediction de Mariage avec la même liberté qu'auparavant.

§. 3. Hertzhöff soll ihnen/ den Reformirten/ restituir werden 1. Das Exercitium publicum zu Grüten cum annexis. 2. Das sämptlichen Romano-Catholicum Exercitium in der Pfarr-Kirche zu Hückeswagen soll abgeschafft/ auch die ihnen entgegene halbe Kirchen-Renthen bey extradition der Ratification ohne gegenwertigen Beraleich restituret/ herzugen aber auch zugleich denen Römisch-Catholischen zu Reparirung der Schloß-Capellen daselbst einhundert Reichsthaler gegeben und ausgezahlt werden. 3. Die rechten B. Mariæ Virginis & S. Anthonii zu Hückeswagen/ so bald dieselbe durch Absterben des jetzigen Besitzers/ welcher den Römisch-Catholischen Gottesdienst verrichtet/ und ein Geistlicher aus dem Closter Wipperforde ist/ oder sonsten Vacant werden denen Römisch-Catholischen aber dagegen künfftighin drey Reichsthaler von denen Reformirten ausgezahlt werden.

§. 3. *On rendra de plus aux dits Reformez. 1. l'Exercice public, avec ce qui en dépend, à Gruten. 2. Comme on ôtera aux Catholiques l'exercice, qu'ils avoient ensemble avec les Reformez dans l'Eglise Paroissiale à Hukeswagen, on rendra à ceux-ci encore l'autre moitié des Rentes de ladite Eglise, si-tôt que la Ratification de cette Convention sera échangée, à condition pourtant, qu'ils payent cent Ecus aux Catholiques pour en reparer la Chapelle du Château. Les Revenus du Vicariat de Nôtre-Dame, & de S. Antoine à Hukeswagen, en cas d'ouverture, ou de mort du Pasteur, qui est de la Religion Romaine, & du Cloître de Wipperforde, & à condition, qu'ils en payeront aux Catholiques cinq cens Ecus.*

4. Die Pastorat-Renthen zu Ober-Cassel.

4. *Les Revenus de la Cure à Ober-Cassel.*

5. In Düssel sollen die Römisch-Catholische die Pastorat-Renthen ganz an sich behalten/ und dargegen der Reformirten Gemeine daselbst jährlich achtzig Reichsthaler in certis rebitibus aus gemelter Possessat-Renthen daselbst per se zu geben/ anweysen/

5. *Comme les Catholiques tiendront entierement pour eux les Rentes de la Cure à Dussel, ils en donneront en échange à la Communauté Reformée des assignations, qu'elle puisse annuellement, & en certaines Rentes de ladite Cure, tirer la Somme de quatre-vingt Ecus, ou bien ils seront obligez d'y rendre*

ANNO 1672. sen / oder aber den Reformirten daselbst gemeiner Postatat-Remthen ganz entrahmen und sich daraus ausser Nothdurfft in ersten annexiren lassen.

4. Zu Mersigen soll der Reformirten Gemeinde alsobald nach Ratification dieses Recesses dasjenige restituirt werden/was sie sie von allen und jeden Gütern und Renthen bey Veränderung der Religion des Herren von Hardenberg in Besitz gehabt / und bishero ihnen zum Theil von der Frauw von Hardenberg entzogen. Wann nach geschehener solcher restitution die Frauw von Hardenberg sie dann einige Beschwus darauff zu haben vermeinet / soll sie freyschein dasselbe vorbrächter Gebühr nach ausständig zu machen / und wann die Sache vor Ihrer Fürstl. Durchl. Regierung zu Düsseldorff instituirt ist / und beyde Partheyen zur gnüge gehöret seyn / darüber zur Erörterung an unpartheyischen aus beyden Romisch-Catholischen und Reformirten Religionen ausgestellet werden / et wäre dan daß gemelte Frauw mit vorgemeldter Gemeine vor Einlangung der Ratification dieses Recesses sich darüber vergliche / dabey es dann billig sein bewenden hätte.

5. 4. So viel mit die Ausspurgische Confessions-Verwandte Lutherischer Religion in dem angezogenen Herrschaund Berge betrifft / sollen dieselbe an nachfolgenden Orten die Exercitia, Kirchen / Capellen und Schulen mit denen darzu gehörigen Pfahrer- / Kirchen- / Küsterey und Schul-Renthen / Widenhöfen / auch Diocesen / und deren Ausfünfften / immassen wie gemeldte Lutherische dieselbe jetzo besitzen und geniessen / haben und behalten. Als

1. In der Stadt Lennep.
2. Zu Remscheide.
3. Zu Davernighausen.
4. Zu Remblingrode.
5. Zu Burscheid.
6. Zu Neukirchen.
7. Zu Witzhelden.
8. Zu Volberg.
9. Zu Hontrad.
10. Zu Waldbrgel.
11. Zu Rosbach.
12. Zu Ekenhagen.
13. Zu Leuscheid.
14. Zu Odenspiel.
15. Zu Wilberg die Capella.
16. Zu Velbert nebst der Capelle / jedoch mit Vorbehalt der darauff von denen Reformirten habender prætension.
17. Zu Leichlingen.
18. Zu Walscheid.
19. Zu Holpe.
20. Zu Denclingen in der Capelle simultaneum dergestalt / daß die Lutherische die Capelle allein behalten.

21. Das simultaneum zu Herchen / doch daß die rechten in jetzigem Stande verbleiben / und denen Lutherischen die Cantel nicht versperret / noch gehindert werde.

So viel aber Altar und Tauffstein anbetrifft / sollen die Romisch-Catholische dieselbe vor sich behalten / jedoch den Execution dieses Recesses zu Behueff der Evangelisch-Lutherischen ein commodum simpatibus in derselben Kirchen an einen bequemen und denen Evangelischen gelegenen Ort ein ander Altar und Tauffstein gemachet werden.

22. Daß simultaneum zu Seelscheid / wobey dann zu wissen daß die Romisch-Catholische und Lutherische sich weiter zu vergleichen haben / damit sie an denen Orten / an welchen die simultanea seynde / und in Krafft dieses Recesses verbleiben / zu gewissen Zeit und Stunde den Gottesdienst verrichten und einer den andern nicht hindern. Dann die Lutherische mögen im Sommer und zu Sommer des morgens umb 10. Uhr / dasmittags aber umb 3. Uhr ihren Gottesdienst verrichten. Die Romisch-Catholische aber sich der übrigen Zeit zu ihrem Gottesdienst in den Kirchen gebrauchen.

Ferner haben und behalten die Lutherische folgende Exercitia publica.

23. Zu

rendre entierement les Revenus de la Cure, & d'accepter les assignations de la Communauté Réformée pour en tirer quatre-vingts Ecus annuels. ANNO 1672.

6. On rendra encore à Mersigen après que les Ratifications de ce Recès seront échangées, aux Réformez tout ce qu'ils y possedoient en Biens, & en Rentes, du tems du changement de Religion du Sieur de Hardenberg, & dont ils avoient été en partie dépossedez par Madame de Hardenberg, laquelle pourra pourtant, après cette restitution faite, poursuivre son Droit en Justice, si elle en croit avoir, & quand sa cause sera entenduë, en instruite dans la Régence de S. A. S. à Duſſeldorp, & que les Parties y seront entendues, on la fera decider par des Gens desinteressez, & de l'une & l'autre Religion, à moins que ladite Dame ne s'en fut accordée autrement avec les Reformez, & pour lors on se tiendra à leur Accord.

§. 4. Pour ce qui est de ceux de la Confession d'Ausbourg, qu'on nomme Luthériens, ils tiendront & posſederont dans ce Duché de Berghe, tout ce qu'ils y posſedent presentement en Exercices, Eglises, Chapelles, Ecoles, avec ce qui en dépend, soit de Rentes, Eglises Paroiſſiales, de Marguilliers, & de Maître d'Ecole, Widenhofen, comme aussi en Vicariats, & en Rentes en dépendantes, sçavoir

1. *Dans la Ville de Lennep.*
2. *à Remscheide.*
3. *à Davernighausen.*
4. *à Remblingrode.*
5. *à Burscheid.*
6. *à Neukirken.*
7. *à Witzhelden.*
8. *à Volberg.*
9. *à Hontrat.*
10. *à Waldtirol.*
11. *à Rotbach.*
12. *à Ekenhagen.*
13. *à Leuscheid.*
14. *à Odenspiel.*
15. *La Chapelle à Wilberg.*
16. *à Velbert proche de la Chapelle, où l'on réſerve pourtant aux Réformez la prétention qu'ils y ont.*
17. *à Leuchlingen.*
18. *à Walscheid.*
19. *à Holpe.*
20. *à Denklingen dans la Chapelle l'Exercice public ensemble avec ceux de l'autre Religion, à condition pourtant, que les Luthériens jouiront seuls des Rentes de cette Chapelle.*
21. *à Herken l'Exercice ensemble avec ceux de l'autre Religion, les Rentes demeurent pourtant dans l'état d'à present, & l'on n'y fermera, ni n'ôtera pas la Chaire aux Luthériens.*

Mais les Catholiques Romains tiendront pour eux l'Autel & les Fonts Baptismaux, à condition néanmoins, qu'en éxecution de ce Traité, l'on y fera dans la même Eglise, & dans un endroit convenable aux dépens communs un autre Autel, & Fonts de Batême pour le ſervice des Luthériens.

22. à Seelscheid l'Exercice ensemble avec ceux de l'autre Religion, bien entendu, que les Catholiques & les Luthériens ayent à convenir dans tous les Lieux, où, selon ce Traité, ils ont l'Exercice ensemble, que l'on y faſſe l'Office à certain tems & heure, afin que les uns ne donnent pas d'empêchement aux autres, car les Luthériens pourront en Hiver, & Eté, faire leur Office le matin à 10. heures, & l'après-midi à trois heures, & les Catholiques Romains pourront le reſte du tems ſe ſervir de telles Eglises communes.

Les Luthériens conſerveront de plus, & tiendront leur Exercice public:

ANNO 1672.

23. In der Stadt Düſſeldorff.
24. In der Stadt Sohlingen.
25. Zu Hückerwagen.
26. Zu Mülheim am Rhein / und
27. In der Freyheit Burg / wie nit weniger bleiben ſie auch ferner zu Kahn vor dem Walde / und zu Meckman in dem Standt / in welch ein ſie bishero geweſen und gegenwärtig ſeynd.

§. 5. Reſtituirt aber und geſtattet werden ihnen den Lutheriſchen an nachfolgenden Orten die Exercitia publica cum annexis auff ihre Koſten / als

1. Zu Köpperichrad.
2. Zu Ratingen / und
3. Zu Neuſtadt.

Art. VIII.

§. 1. ALLen vorher ergehlten Orten nun / an welchen die Augſpurgiſcher Confeſſions-Verwandten Reformirter und Lutheriſcher Religion die Exercitia publica haben / und vermöge dieſer Pfaltz-Handelung reſtituiret bekommen / haben ſie Macht ihren Gottesdienſt / wie derſelbe in denen Reformirten und Lutheriſchen Kirchen unter Evangeliſchen Herren gehalt und getrieben wird / in allen Stücken ungehindert / und ungeirret zu üben / und zu treiben. Sie haben auch Macht / Kirchen / Kirchhäuſer / Thürne und Glocken / und was ſonſt mehr zum Gottesdienſt nötig / auff ihre Koſten zu bauen / und zu unterhalten. Dahey ſie des Herren Pfaltz-Graffen Fürſtl. Durchl. jetzmahlen und weiter inmänigſtih gnädigſten und mächtigen Schutz halten wollen.

§. 2. Herrnacht ſo ſollen vorgedachter beyder Religionen Augſpurgiſcher Confeſſion Reformirte und Lutheriſche Prediger / Pfarrer / Paſtores / Schuldiener und Küſter in ihren Pfarren / Kirchen / Capellen / Schulen / und andern gehörigen Häuſern und Wohnungen / auch gewidmeten Gütern / Renthen und Gefällen alle Gottliche Freyheit vor ihre Perſon / und vor die zu ihren Pfarren gewidmete Güter / und was dieſelbe im Lande gelegen / über all gleich / wie die Romiſch-Catholiſche inſonderheit genieſſen / dieſelbe im Landfrieden / Einquartierungen und dergleichen laſten mehr des Landes-Gebrauch und Zuſammen nicht beſchweret / und alſo auch in dieſem Stück denen Romiſch-Catholiſchen im Gülich und Bergiſchen gleich gehalten und tractirt werden.

§. 3. Dieſe weniger ſollen gedachte Prediger / Pfarrer / Paſtores / Schuldiener und Küſter bey ihren Kirchen-Ordnungen / Statuten / welche ſie gleichwol in vorhergehl Ihrer Fürſtl. Durchl. als Landt-Fürſten / damit darinnen weder die gantze / Fürſtl. Hoheit nichts nachtheiliges gefunden werde / zur Beſtätigung unterthänigſt einreichen laſſen ſollen / und wollen Ihre Fürſtl. Durchl. dieſelbe zu dem endlogiſt und unmangelich beſtätigen / Gebräuchen / Gewonheiten / Ceremonien / Kirchlicher Disciplin bey denen ordentlichen Conventen der bishero gewöhnlicher General / Provincial / Synodal / Claſſical / Presbyterial und Conſiſtorial-Verſammlungen (welche ſie in den unſeren Hertzogthumben und Grafſchafften nachmahlen / auſſer denſelben aber anderer Geſtalt nit als mit Vorwiſſen und Bewilligung des Landes-Fürſten beſuchen mögen) und derſelben Schluſſen und andern ihren Gebräuchen gehandhabet werden.

§. 4. Denen Præſidibus und Moderatoribus Synodorum & Inſpectoribus Claſſium ſoll in denen hervor gedachten unſeren Hertzogthumben und Grafſchafften paarlichen freyſtehen in den Evangeliſchen Kirchen ihnen Viſitation / Obſervanz und Ordnung zu viſitiren / und ad correctionem vitæ & morum zu ſtehen / die Geiſtliche Diſcipltn zu unterhalten / auch gegen die verſtehende / ihnen zu verfahren. Ehe und bevor ſie aber dieſe particular Viſitationes vornehmen / ſollen ſie ſolches und ein jedweder ihr wichtig halt / zu verſtehen / Ihrer Fürſtl. Durchl. oder in derſelben Abweſen / der Regierung in Jülich unterthänigſt und

23. *Dans la Ville de Dusseldorp.*
24. *Dans la Ville de Sohlingen.*
25. *à Hukerswagen.*
26. *à Mulheim sur le Rhin.*
27. *Dans la Franchise de Burg: ils continueront aussi à Rade devant le Bois, & à Metman, dans le même état qu'ils y sont presentement.*

ANNO 1672.

§. 5. *On rend aussi & permet aux Luthériens, mais à leurs dépens l'Exercice public, avec ce qui en dépend, dans les Places suivantes.*

1. *à Rupichtrat.*
2. *à Ratingen.*
3. *à Neuwstat.*

Art. VIII.

§. 1. *DAns tous ces Lieux donc, où ceux de la Confeſſion d'Ausbourg, tant Reformez que Luthériens continuent, ou obtiennent en vigueur de ce Traité, l'Exercice public, il leur ſera permis d'y faire leur Office publiquement, & de la même maniere, qu'il s'exerce dans des Egliſes Reformées, ou Luthériennes, ſous des Souverains de telle Religion. Il ſera permis de plus de bâtir & d'entretenir à leurs dépens, des Egliſes, des Chapelles, Maiſons de Paſteurs, d'Ecoles, & de Marguilliers, avec des Clochers & Cloches, & generalement tout ce qui pourroit être neceſſaire à l'Office public de leur Religion: C'eſt ce, en quoi S. A. S. les protegera, & maintiendra toûjours & contre toute ſorte de perſonnes.*

§. 2. *Tous les Miniſtres de la Confeſſion d'Ausbourg, tant Reformez que Luthériens, & nommément les Paſteurs, Miniſtres, Maitres d'Ecole, Marguilliers, jouiront de toute liberté Eccleſiaſtique, à l'exemple des Catholiques, non ſeulement pour leurs perſonnes, mais encore pour les Biens, Maiſons, Rentes & Emolumens, qui leur ſont deſtinez, dans quelque endroit du Pais qu'ils ſoient ſituez, & ils ne ſeront pas chargez non plus de Tailles, Quartiers, ou autres Taxes, contre l'ancienne Coûtume du Pais, mais ils ſeront encore en ceci traitez également avec les Miniſtres de l'Egliſe Romaine par tous les Pais de Juilliers, & de Bergue.*

§. 3. *On maintiendra auſſi lesdits Miniſtres Proteſtans, Paſteurs, Prédicateurs, Maitres d'Ecoles, Marguilliers & autres, dans l'uſage & l'execution des Statuts & Ordonnances de leur Egliſe: lesquels ils ſeront pourtant obligez de preſenter auparavant à S. A. S. afin qu'on n'y pratique rien au préjudice du Souverain, & d'en demander très-humblement la confirmation, que S. A. S. aura toûjours la bonté de leur accorder ſans repugnance: comme auſſi dans les autres Coûtumes & Cérémonies de leurs Egliſes, Diſciplines, aſſemblées ordinaires de quelque nom qu'elles ſoient, Générales, Provinciales, Synodales, Claſſiques, Presbiteriales, & Conſiſtoriales, en ſorte qu'ils les pourront frequenter librement, & de leur chef dans les Duchez & Comtez unis, mais non pour hors d'icelles ſans le conſentement & la permiſſion du Souverain du Pais, & qu'on donnera main forte pour l'execution des Arrêts & Concluſions, qu'ils y auront priſes.*

§. 4. *Les Directeurs ou Moderateurs des Synodes, & les Inſpecteurs des Claſſes pourront auſſi par toutes les Duchez & Comtez unis, viſiter ſelon la Coûtume & l'Ordonnance de l'Egliſe Evangelique, y faire obſerver la Diſcipline Eccleſiaſtique, corriger la Conduite & les Mœurs, & même châtier les Transgreſſeurs, mais le tout à condition que devant que d'entreprendre une telle Viſitation particuliere, ils en avertiſſent très-humblement S. A. S. ou en ſon abſence, la Regence du Pais, afin qu'un Députe quel-*

Digitized by Google

ANNO 1672.

und ehrbiethig zu wiſſen machen / damit jemand verordnet werden könne / welcher wegen vor höchſtgedachter Ihrer Fürſtl. Durchl. als Landes-Fürſten der Viſitation beywohne / ſonſten aber dahin ſehe und acht habe / daß nichts geſchehe / oder vorgenommen werde / welches der Landes-Fürſtl. Hohen / Obrigkeitlichen und Jurisdiction entgegen / nachtheilig und präjudicirlich ſey / und wollen Ihre Fürſtl. Durchl. insbesondere ihnen den Evangeliſchen Religion zugethanen Viſitatorem auff ihre Koſten verordnen / welcher doch wann Sachen vorgehen / die ad interiora Conciliare gehören / und wann die Cenſura Eccleſiaſtica vorgenommen wird / ſich ſo lange abſentiren und dieſen Actibus nicht beywohnen ſoll. Die Weltliche Obrigkeit ſoll zu dem / und zum Exempel der Moderationibus Synodi, die Inſpectiones Claſſium hinführo von Predigern / Pfarrern / Paſtoren / und Vorſtehern jeder Gemeine Kirchlichen Gebrauch und der Kirchen Ordnung genaulichen Viſitati kehren / Handels und Wandels / Verhaltens und Abſtraffung halber ſtatuirt iſt / nicht verbrechen noch aufhalten / weniger die corrigendos vel correctos darwider ſchützen / Weſens auch der Viſitation / corrigendis vel correctis darüber an ihr Weltliche Obrigkeit ehnt genugſame und erhebliche urſachen ſich wenden würde / derſelbe abgewieſen / und denen ihun vorgeſetzten Geiſtlichen Viſitatoribus in Verrichtung der Execution gegen den per Cenſuram Eccleſiaſticam correctum die Hand biethen / und behülflich erſcheinen.

§. 5. Vorgedachter Augſpurgiſcher Confeſſions-Verwandte Reformirter und lutheriſcher Religion ſollen an keine andere Ceremonien als die ihre gebunden ſeyn / Dahero ſie nit ſchuldig und gehalten ſeynd / bey denen Roomiſch-Catholiſchen Proceſſionen Gras zu ſtreuen / Meyen zu ſetzen / Bäth- oder andere dergleichen bey den Roomiſch-Catholiſchen gebräuchlichen Feyer-Tägen zu gehen / mit dem Gewehr bey den Proceſſionen aufzuwarten / Fahnen oder Creutz zu tragen / der der Mordens / Abends und Abents-Gläcke den Hut abzuziehen / und was dergleichen mehr. Sie ſollen auch darinnen von niemanden beſchwähret / viel weniger von ihnen beygehret werden / vorher erzehlten und anderen Roomiſch-Catholiſchen Ceremonien und ritibus beyzu wohnen.

§. 6. Ferner ſollen ſie die vorbeſſere Zeiten nach Roomiſch-Catholiſcher Kirchen gewohnet in Ehe-ſachen nit obſerviren / keine Proclamationes, Dimiſſoriales oder Copulationes bey den Roomiſch-Catholiſchen Paſtoren ſuchen / begehren oder ſolle ſeyn / wann ſie ſich in ihrer Religion Gemeinen proclamiren und ihre Ehen ſelbigen nach ſie wollen copuliren laſſen. In denen zugegebenen vorbeſchriebenen Zeiten aber ſollen ſie gleichwol keine weitläuffige Hochzeiten anſtellen / noch auch zu der Zeit auff denen Hochzeiten mit ſeitzen / draüflich / tanzen.

§. 7. Uber den ſo ſollen ſie der Synod / welche in der Roomiſch-Catholiſchen Kirchen gehalten wird / keines wegs unterworffen ſeyn / und derwegen auch das Kirchen-Meſſer-Amt / und Beuder-Meiſter-Ambt / ſo bey denen Roomiſch-Catholiſch. Officia Eccleſiaſtica ſeynd / ſie ſollen die Reformirte und Lutheriſche mit denſelben und dergleichen wider ihren Willen nicht beſchwähret werden.

§. 8. Uber dieſes ſollen jetzgedachte Evangeliſche bey denen Roomiſch-Catholiſchen Proceſſionen / und wann das alſo genandte Venerabile zu den Kranken getragen wird / kein vorſtehen dergeſtalt gehen / ſtehen / entweder ſo lange / bis das Proceſſion oder das Venerabile vorbey / auff die Seithen in ein Haus oder zurück gehen / oder beim Prieſter und denen / welche mit ihm ſeynd / eine dergleichen Ehrerbietung bezeigen / als wie ſie zu ihrem Prieſter / worin Prieſter und andere Chriſtliche Leuthe ihnen zu anderen Zeiten begegnen.

§. 9. Es ſoll in Warmen / Sahlingen / und Elverfelde den Evangeliſchen zu Reformirten als Lutheriſchen bey den Catholiſchen feſtlagen öffentlich / an obenen Orten aber in den Häuſern bey verbeſchloſſenen Baden / Thüren / Laden und Fenſtern zu arbeiten erlaubt ſeyn / und ſollen ſie deßwegen keine Inquiſition und Abſtraffung zu beſtehen haben / wann aber dergleichen Sachen an Fortmund von Dardenſelden Ferner zugebracht wird / mögen ſie ſelbige auch öffentlich verfertigen.

§. 10. Es bleibet offterbedachten Reformirten und Lutheriſchen bevor / in der Faſten / auch am Freytag und anderen Roomiſch-Catholiſchen Faſtmond-Tagen in ihren Häuſern Fleiſch zu eſſen / wann ſie nur die Roomiſch-Catholiſch Hausgeſinde nicht ihren Willen ſolches zu eſſen nicht anhalten.

Art.

quelqu'un, pour y aſſiſter de la part de S. A. S. & pour obſerver & empêcher, qu'on n'y faſſe rien au préjudice de la haute Juriſdiction, & authorité du Souverain. S. A. S. déclare de plus, de vouloir toûjours députer de ſa part, & à ſes dépens un Viſiteur, qui ſera de la même Religion Evangelique, & du lui ordonner auſſi, qu'il ait a ſe retirer, quand il s'y paſſe quelque choſe, qui appartient au Concile exterieur, & de n'y aſſiſter durant le tems, qu'on applique des Cenſures Eccleſiaſtiques. Le Bras Seculier n'empêchera jamais l'execution de ce qui ſera ordonné conformément aux Statuts & Coûtumes de l'Egliſe par le Preſident & les Directeurs de Synode, ou par les Intendans d'Ecole, Paſteurs, Predicateurs & Superieurs Eccleſiaſtiques, fuit tenebunt la Correction ou autrement, & lodot Bras Seculier n'entreprendra pas de proteger ceux qui auront été corrigez, ou qui le devraient être; mais au contraire, il reſervera ceux qui auroient eu recours ſans raiſon legitime, auxdits Viſitateurs Eccleſiaſtiques mêmes, pour y être effectivement châtiez ou corrigez, & en facilitera l'execution.

§. 5. Tous ceux de la Confeſſion d'Ausbourg, Reformez & Lutheriens, ne ſeront tenus qu'à leurs Cérémonies, & ainſi ils ne ſeront pas obligez à mettre des herbes pour les Proceſſions des Catholiques, ni à planter des Mais, fonner les Clochers de leurs Fêtes, ſe tenir ſous les Armes du tems des Proceſſions, porter des Drapeaux & des Croix, ni à ôter le Chapeau quand on ſonne le Matin, à midi & le Soir, ni à d'autres choſes ſemblables, dont ils ne pourront jamais être inquietez de qui que ce ſoit, ni forcez à aſſiſter à aucune des Cérémonies des Catholiques.

§. 6. Ils n'obſerveront pas non plus le tems, où les Mariages ſont défendus aux Catholiques, ni ne prendront non plus des Dimiſſoriales, Proclamations, ni Copulations des Paſteurs Catholiques, mais ils ſe contenteront de ſe faire proclamer dans leurs Communautez, & d'épouſer devant qui ils voudront, toutefois auront-ils à ſe garder de danſer, & même de faire des pompes, quand leurs Mariages ſe font dans un tems défendu aux Catholiques.

§. 7. Ils ne ſeront nullement obligez au Synode, qui ſe pratique dans l'Egliſe Romaine, & comme les Charges de Maître d'Egliſe & de Confrérie ſont réputées pour des Offices Eccleſiaſtiques, les Réformez & les Lutheriens n'en ſeront jamais chargez contre leur gré.

§. 8. Tous les Proteſtans auront à ſe garder de donner aucun ſcandale, quand ils voyent porter le Viatique aux Malades, ou dans quelque Proceſſion, mais ils auront plûtôt à ſe retirer dans des Maiſons, ou bien à témoigner au Prêtre, & à ceux qui le ſurvent, la même civilité, qu'ils leur feroient dans d'autres rencontres.

§. 9. Il ſera permis aux Proteſtans, tant Réformez que Lutheriens, de travailler ouvertement les jours de Fêtes Catholiques, dans les Places de Barmen, de Soblingen, & d'Elverfelde; mais dans d'autres Lieux pas autrement que dans leurs Maiſons, & à condition d'y tenir les Boutiques, Cavez, Portes & Fenêtres bien fermées, & on ce cas-là, ils ne ſeront pas ſujets à d'autre recherche, ni à aucune correction pour leur travail, & ſi par hazard aux jours de telles Fêtes Romaines, quelque paſſager preſente de l'Ouvrage aux Marechaux ou Forgerons, ils y pourront partout travailler publiquement.

§. 10. Ils auront auſſi toute liberté de manger de la viande dans leurs Maiſons en Carême, les Vendredis, ou les autres jours d'abſtinence obſervez par les Catholiques, toutefois ſans contraindre leurs Domeſtiques Catholiques à en manger contre leur gré.

Art.

ANNO 1672.

Art. IX.

§. 1. DAmit auch der Jurisdiction halber in Geistlichen Sachen / welche die Reformirte und Lutherische angehen / künfftige in vielen Herkommen Gelegenheit und Mittel seine Rechtsachen habe: Soll keine Censur, Disciplin. Matrimonial und dergleichen Sachen / welche sonsten bey denen Evangelischen ad forum Ecclesiasticum oder mixtum gehören / vor denen Land-Drosten oder anderen Geistlichen Römisch-Catholischen Gerichten gezogen / sondern von denselben gänzlich befreyet seyn und bleiben.

§. 2. Und dahero mögen die Evangelische / wann sie unterein-ander in Ehe-Sachen streitig worden / sich bey den Gerichten / Classibus, Presbyteriis, Consistoriis, Inspectorio, oder bey ihren Superioren angeben / welche dann die Partheyen zu sich zu vertauffen / sie zu vergleichen und in der güte von einander zu setzen / allen Fleiß anwenden. Wann aber die güte zum längsten innerhalb drey Monathen nicht verfangen wolte / alsdann sollen sie die Sachen an Ihrer Fürstl. Durchl. Regierung zu Düsseldorff verweisen / welche Regierung eine jede Sache in dreyen Sitzungen hinc inde von 24. Tagen / oder zum längsten von drey zu drey Wochen ohne Verlängung unnöthiger und zum höchsten der zweyten dilation instruiren lassen / und wann sie völlig instruirt ist / die Acta præviâ votorum collatione entweder an einen derselben Religion zugethane bewehrte Juristen Facultät / oder an dreyen der Religion zugethanen unpartheyischen Ehren-gehalten / nochdem die Sache der einer oder anderen Evangelischer Religions-Verwandten concerniret / zu rechtlicher decision ohne daß die Partheyen wissen wohin / zuverschicken / und anzuhalten.

§. 3. Was nun dergestalt erkant / dabey solle von mehr gemelter Regierung zur Execution gesetzt / und davon kein Appellation, noch Revision gestattet werden. Jedoch wann sich ein oder das ander oder auch beyde Theile beschwäret finden und erkant / sie in vorigen Acta nicht gewesen / oder mit recht anzuführen / nachmahls anzuführen wollen / und sich bey der Regierung anmelden / alsdann sollen jedweden Theile noch zweene Sätze verstattet / und mit Instruction auch Verschickung der Acten eben nur vorgehacht / verfahren werden.

§. 4. In denen Fällen aber / wann zwischen Römisch-Catholischen und Evangelischen Unterthanen Ehesachen vorfallet / folget der Action das forum rei und wird der Evangelische nach deren vor den Catholischen angenommen / der Römisch-Catholische aber nach den Römisch-Catholischen Geistlichen Rechten unterscheydet in puncto divortii & repudii gerichtet.

Art. X.

UNd demnach über vorhergehendes und vergliechenes noch eines und das andere nöthig befunden / welches künfftig in allen vorher erwehnten Landen / als in denen Hertzogthümben Gülich / Cleve und Berg / auch Grafschafften Marck und Ravensberg obsiret / gehalten und damit es allerdings nachgelebet werden solle: Diesem nach ist solches in nachfolgende puncta abgefasset:

§. 1. Und soll demnach ein jedweder alles und jedes / was allerseits Religions-Verwandten Vermöge dieses Vergleichs behalten oder wieder bekommen / von eben der Natur / und Kräfften seyn / als wann ihnen solches alles durch die Execution des Teutschen Friedens klar zugelassen / wieder gegeben und zugestellet wäre.

§. 2. Demnach in soll allen Religions-Gemeinden so wol der Römisch-Catholischen als Augspurgischen Confessions-Verwandten / Reformirten und Lutherischen / welche das Exercitium publicum haben / und darin durch diese Handlung restituirt werden / freystehen / wann es nöthig / nicht nur einen Prediger und Pastoren / sondern mehr auf ihre Kosten und ohne der anderen Religion Beschwer und Nachtheil zu bestellen / auch die Gemeinden nach Gelegenheit zu combiniren / und hinwiederumb die combinirte zu separiren / daß jede an dem vorigen abgeordneten Prediger oder Pastorn / welcher sich bey seiner Gemeine mit der Wohnung anhalten soll / bedienet werden mag.

§. 3. Wo auch die Gemeinden ihrer Religion Schulen haben / dieselbe sollen solche behalten / und wo an gemelten Ortern /

Art. IX.

§. 1. POur regler la Jurisdiction Ecclesiastique, en ce qui touche les Réformez & Lutheriens, dans ces Duchez de Juilliers, & de Bergle, il est ordonné, que les affaires de Censure, de Discipline, de Mariage & autres semblables, qui appartiennent à la Jurisdiction Ecclesiastique ou mixte auprès des Protestans, ne seront pas décidées par le Doyen du Païs, ni par aucune autre Cour de Justice Catholique Romaine, mais en seront tout à fait exempts.

§. 2. C'est pourquoi tous ces Protestans, en cas de différent en Mariages pourront librement recourir à leurs Synodes, Classes, Consistoires, &c. ou à autres de leurs Pasteurs, qui auront soin d'assembler les Parties, & de les mettre d'accord à l'amiable; mais en cas, que cette voye de douceur ne produisît pas son effet dans le tems de trois mois, ils remettront les affaires à la Regence de S. A. S. à Dusseldorp, laquelle fera instruire chaque Cause par trois Ecrits, que les Parties feront obligées de fournir de quinze en quinze jours, ou bien de trois en trois semaines, sans qu'on leur permette des délais inutiles, & jamais au delà d'un deuxiéme, & ayant instruit la Cause, & mis en ville les Actes, Elle en remettra à la décision de quelque fameuse Faculté de Jurisconsultes Protestans, ou bien d'autres Jurisconsultes desinteressez, & qui soient de même Religion que les Parties, sans pourtant qu'icelles soient informées du chemin, qu'on y a pris.

§. 3. La décision qui aura ainsi été faite, sera ensuite mise en execution par ladite Regence, sans donner lieu à d'autre Appel ou Revision: mais toutefois si les Parties se trouvoient chargées, parce que quelque raison ou pièce n'auroit pas été produite, ou ne l'auroit pas été suffisamment dans les Actes, & qu'elles se présentassent à la susdite Regence pour deduire telle chose de nouveau, on permettra encore deux Ecrits à chacune des Parties, & on y observera la même méthode, qu'on vient de marquer.

§. 4. Dans les cas, où il y auroit différent au sujet de Mariage entre des Catholiques & Protestans, on se tiendra à la regle commune: Actor sequitur forum rei, & on y jugera un chacun selon les Droits de sa Religion, particulierement dans les cas de divorce, & de répudiation.

Art. X.

ET d'autant qu'après tout ce qui a été declaré & reglé pour les Duchez de Juilliers, Cléves, & Berghe, & pour les Comtez de la Marc, & de Ravensberg, on a encore trouvé nécessaire d'y ajoûter quelque chose, on est convenu des Points suivans.

§. 1. Premierement, tout ce qu'on permet ou donne par cette Transaction à l'une, & à l'autre Religion, aura la même force que s'il avoit été établi ou donné en execution des Traitez de Westphalie.

§. 2. Par tout, où il y auroit Exercice public, en vertu de cette Transaction, soit pour les Catholiques, ou pour les Protestans Réformez & Lutheriens, ils pourront prendre non seulement un, mais plusieurs Pasteurs & Prédicateurs, toutefois à leurs dépens, & sans préjudice des autres, comme aussi joindre les Communautez, & les séparer derechef, & en pourvoir chacune d'un Pasteur & Prédicateur qui auroit son Logis, où telle Communauté avoit été devant la réunion.

§. 3. Les Communautez, qui sont déja pourvûes d'Ecole de leur Religion, la continueront, mais celles qui

Digitized by Google

ANNO 1672. ter, welche poſſediret, geſtanden/ oder reſtituiret werden/ ſie ſeine Schule haben/ oder beneben allda/ auſſerhalb in caſibus exceptis) Lateiniſche/ Teutſche/ Franzöſiſche/ Schreib-Rechnungen- und andere Schulen/ in welchen die Artes liberales auch principia Dialectices, Theologiæ, Logicæ, Rhetoricæ, auch Hebraica und Græcæ Linguæ geſetzet und geſetzet werden/ einzuſchren und aufzurichten/ und darzu einen oder mehr Magiſtros, Præceptores, Schulmeiſter und Mauſkeſſen auff ihre Koſten zu beruffen und zu halten frey ſtehen.

§. 4. Die Paſtores und Prediger ſollen des Landes Herren/ wofern derſelbe des Geiſtlichen Benehen Patronus und Collator iſt/ Collation, Confirmation und Inſtitution ohnabhalt es ſollen aber ſolche Collation, Confirmation und Placitum nicht verweigert/ ſondern unauff hältlich erhalten werden/ ſobald ferner andern alſo ſolcher Perſonen/ welche wegen ihrer qualification, wie vorher gemeldt/ wie es bey der einen oder andern Religion brauchlich iſt und erfordert wird/ auch von denen Evangeliſchen Gemeinden/ daß ſie mit der Perſon zu frieden/ und auff ſehr und leben nichts zuſagen haben/ verweiſlichen Schein vorbringen. Dafern aber des Landes-Herr nicht/ ſondern einander Patronus oder Collator were/ ſoll der berufene Paſtor und Prediger dennoch verbunden ſeyn/ einen Schein ſeiner Vocation und Collation des ordentlichen Patroni (welche Collation eben ſo wenig verweigert werden ſoll) und qualification, daß gemelte Vocatio und Collatio jedweder maſſen richtig ſey/ dem Landes-Herren/ oder deſſen Regierung einzuliefern/ und dem vorhergegangenen ungehindert ſeinen Beruff anzutreten/ und zu bedienen/ von dem Landes-Herren geſchehende Handthabung zugewarten haben.

§. 5. Wann von unterſchiedlichen Religions-Genoſſen Hochzeiten gefeyret/ ſollen die Proclamationes in einen jeden ſeiner Religions-Kirchen/ ob ſie gleich in einer Stadt oder Kirchſpiel gelegen/ ordentlich verrichtet/ Dimiſſoriales hinc inde vor die gewöhnliche Gebühr geſtvrdert/ jedoch unabhaltlich und unverzerlich gegeben werden. Die andere Theilentheils aber ſoll ihrer Religion Predigern und Paſtoren unbehindert copuliren laſſen/ dieſer geſtalt jedoch/ daß wann ſie differenter Religion ſeyn/ eine Theil dem Prälatigium in puncto der Copulation folgen ſolle. Sintſen auch der Romiſch-Catholiſchen Prieſter und Paſtores keine Evangeliſche Religions-Verwandten/ wie auch die Evangeliſche Prediger und Paſtores keine Romiſch-Catholiſche ohne Dimiſſorialibus ihrer Prieſter/ Paſtoren/ oder Prediger zuſammen zehen. Wann ein Romiſch-Catholiſcher oder Evangeliſcher in oder auſſer den Ort ſeiner Abtzung und Wohnung bey ſeiner Religion-Gemeine und in Kraft vorgemeldter Dimiſſorialien zur Ehe eingehen/ ſo ſollen weder die Romiſch-Catholiſchen Prieſter noch auch der Evangeliſch Paſtores die jura ſtolæ fordern.

§. 6. Deſtern auch Ihre Chur-Fürſtl. Durchl. in dero Cleve-Marck- und Ravensbergiſchen Landen/ oder Ihre Fürſtl. Durchl. in dero Gülich- und Bergiſchen Landen/ oder auch dero beyden Succeſſores, zu Abwendung Krieg/ Peſtilenz/ oder anderer gewiſſer Gefahr und Sterbs-Läuffen/ einige Buß- oder Bet-Tage/ oder auch vor eine ſonderbahre gemeine Sinde und Wolthat Gottes Dancf- und Feſt-Tage anordnen möchten/ ſollen die Evangeliſche nicht weniger als die Catholiſche in beyden Kirchſpielen Landen/ oder zeglicher nach ſeiner Religion-Weiſe/ ſolche Buß-Bet- und Dancf-Feſt-Tage zu feyren ſchuldig und gehalten ſeyn.

§. 7. Und nachdem ſich auch zuweilen der ein und andern Religion Paſtoren/ Pfarrern und Predigern des Kinder-Tauffens halber Irrungen und Mißverſtandnuſſen zugetragen/ indem der Paſtor/ Pfarrer/ oder Prediger der andern Religion ſeiner Pfarr angehörigen unterthanen Kinder tauffen/ oder da dieſelbe zu Religion-Verwandten Geiſtlichen oder Predigern ausgeſtogen werden/ beſtwegen nicht die jura ſtolæ oder bedrungen des Tauff-Geld forderen wollen. Als iſt zu Erhaltung Friede und Einigkeit dahin vergliechen worden/ daß die unterthanen/ welche von ihren Paſtoren/ Pfarrern und Predigern verſchiedener Religion ſeyn/ ihre Kinder an andere nicht gelegene ihrer Religion-Lehrern oder wo ſonſten das öffentliche Exercitium zur Tauffe bringen/ oder auch den Paſtores-ſeit der Kinder Schwachheit oder anderer erheblicher Verhindernuſſen halber verſelbe zu ihren Häuſeren von ihrer Religion Paſtoren/ Geiſtlichen oder Predigern oder Kirchen-Ordnung und Ceremonien nach privatim tauffen laſſen mögen/ darum ſie darum von den Paſtoren oder Predigern loco nit gehindert/ oder mit Abforderung einiger Juriun ſtolæ oder Tauff-Geld beſchweret werden ſollen.

§. 8. Ebener Geſtalt ſoll es auch mit Adminiſtration einer jeden Religion-Sacramenten gehalten werden.

§. 8. Nach-

qui n'en ait pas ſur les Lieux, qu'on leur permet ANNO 1672. ou rend par ce Traité, y pourront à leurs dépens établir des Ecoles Latines, Allemandes, & Françoiſes pour l'Ecriture, l'Arithmetique & autres, & y entretenir des Maitres, Précepteurs, & Maitreſſes, tant pour les arts libéraux, que pour les principes de Diſcipline, de Toéologie, Logique, Rhétorique, & pour l'uſage de la Langue Hébraique & de la Grecque.

§. 4. Les Paſteurs & Prédicateurs auront à demander la Collation, la Confirmation & le Placet du Souverain du Pais, dans les Lieux où il eſt Patron & Collateur du Bénéfice, & il ne le refuſera jamais, mais le donnera d'abord à des perſonnes qui auront apporté leur légitimation pour tel Bénéfice, de la maniere qu'il a été dit ci-deſſus, entre l'atteſtation des Communautez Proteſtantes, qu'elles n'auroient rien à dire contre la Conduite & la Doctrine de tels Paſteurs. & Prédicateurs: & encore que le Souverain, ne fut pas le Collateur du Bénéfice, le nouveau Paſteur, & Prédicateur ne manquera pas pourtant de livrer à Sa Régence un Certificat de ſadite légitimation, & de ſa Collation même qu'il auroit obtenue du Patron ou Collateur: (lequel ne le pourra non plus refuſer, ni retarder,) & il y ſera enſuite toûjours maintenu & protégé.

§. 5. Quand on aura à faire un Mariage entre des perſonnes de differente Religion, on en fera les Proclamations dans les Egliſes d'une chacune: ſoit que leurs Egliſes ſe trouvent dans la Ville, ou bors d'icelle, & on demandera de pari & d'autre les Dimiſſoires, qu'on leur refuſera jamais, moyennant le payement des Droits, & la Bénédiction ſe fera enſuite par leurs Paſteurs ou Prédicateurs, à condition, que l'Epouſe ſuivra toûjours ſon Epoux. Mais du reſte aucun Prêtre, ou Paſteur Catholique n'entreprendra de faire la Bénédiction des Proteſtans, ni aucun Prédicateur ou Paſteur Proteſtant, de faire celle de perſonnes Catholiques, ſans voir reſpectivement les Dimiſſoires de leurs Prêtres, Paſteurs ou Prédicateurs: & quand quelqu'un, ſoit Catholique ou Proteſtant, ſera heurs ſon Mariage dans une Communauté de ſa Religion, ſoit dans le lieu de ſa demeure, ou hors d'icelle, il n'en payera aucun Droit aux Paſteurs.

§. 6. Toutes les fois que S. A. S. dans les Pais de Cléves, la Marc, & Ravenberg, & S. A. S. dans les Pais de Juiliers, & de Berghe, ou leurs Succeſſeurs, ordonneront quelques jours de Jeûne, & de Priéres, à l'occaſion d'une Guerre, Peſte, ou autre calamité publique, ou bien des jours d'actions de graces, & de réjouiſſance au ſujet de quelque bénédiction particuliére du Ciel, les Proteſtans les obſerveront auſſi-bien que les Catholiques dans le même Pais, & un chacun ſelon l'uſage de ſa Religion.

§. 7. Pour ajuſter les différens, qu'il y avoit eu ſoits du Batême, & de l'argent de Batême, que les Paſteurs ou Prédicateurs de Lieu prétendoient, même de ceux qui n'étoient pas de leur Religion, & pour maintenir la Paix & la Concorde dans ces Pais, on eſt convenu, que les Habitans, qui ſeroient d'une autre Religion que les Paſteurs & Prédicateurs du Lieu, pourront porter leurs Enfans aux Lieux voiſins, où il y aura Egliſe ou Exercice public de leur Religion, ou bien les faire baptiſer en particulier dans leurs Maiſons par quelque Miniſtre de leur Egliſe, en cas que l'Elever ou la foibleſſe des Enfans les y obligeat, & le Paſteur ou Prédicateur du Lieu ne les en pourra pas empêcher, ni demander aucun Droit, ou Argent de Batême.

§. 8. On obſervera le même dans l'adminiſtration des Sacremens pour chaque Religion.

§. 9. Com-

Digitized by Google

ANNO 1672.

§. 9. Nachdem auch in dem Instrumento Pacis die Bürgerliche Freyheit einem jeden / was vor Religion von den dreyen es sey / verhanlet / so ist diesem zufolge alles vergleichen / abgehandelt / und reciprocè versprochen / daß einem jeden ohne unterscheide freystehen solle / sein Domicilium von einem zu dem andern Ort / ausserhalb wo Ihre Chur-Fürstl. Durchl. und Ihre Fürstl. Durchl. und dero sichere Verbündete in die Gerichtbarkeit hergebracht / daß die unterthanen ohne des Landes-Fürsten Bewilligung nit ausziehen mögen / seiner Gelegenheit nach zu transferiren / auch in oder ausserhalb deßelben / ja gar ausser Landes sich zu verheyrathen / der gestalt und also / daß er dadurch weder an seiner Gerechtigkeit ihm practiciren / noch mehrer oder von seiner Wohnung und Ort verlossen oder verjaget werden solle.

§. 10. Niemand / er sey Geistlich oder Weltlich / solle der Evangelischen oder Römisch-Catholischen Religion halber / er sey darin Catholique / oder habe dieselbe vor kurtz oder lang angenommen / verfolget / weniger aus einer Stadt / Dorff oder dem Lande / zuruggezogen genöthiget noch seines Glaubens halber verunruhet / nachgeruffen / ausgeschrepen oder gestolten werden.

§. 11. Niemand soll vom Bürger-Recht / von Kauffleuten / Handwercken oder Zünfften / Gemeinschafften / auch öffentlichen Gewerb / Hantierung / Handwercken / Contracten / Kauff- und Verkauff / bewog- und unbeweglichen Gütern / von Verlehrungs-Recht / wo es hergebracht / noch von einigen Erbschafften / Erb-Vermachtnus oder Legaten noch auch Vormundtschafften / Pupillen-Aemtern oder Leprosen-Häusern / Almosen / noch von dem so bey Kauffen- und Verkauffen gegeben wird / oder andern gemeinen Gerechtigkeiten oder Handlungen der Religion halber ausgeschlossen werden. Und wie die Legata, welche der Römisch-Catholischen Geistlichkeit und Kirchen specialiter vermachet worden / deren Kirchen und Armen allein verbleiben. Also sollen die jenige / so den Evangelischen allein vermachet seyn / deren Kirchen oder Armen ebenfals allein gelassen werden.

§. 12. In denen Orthen / an welchen im Jahr 1624. die Römisch-Catholische oder Augspurgische Confessions-Verwandte Reformirte und dahenicht in den Stadt-Magistrat oder andern Ehrenstellen sähig gewesen / das sollen dieselbe so wohl in den Städten als Dörffern bey vacirenden Stellen wiederumb mehr nur zur Abtheilung gelangen / sondern auch würcklich ervehlet / und angesetzet werden / dergestalt daß allezeit einige der Evangelischen oder Römisch-Catholischen Religion zugethane um Rahts und Ehren-Stellen / so in Anno 1624. darein gewesen / angesetzet und gelassen werden sollen.

§. 13. Wann die Evangelische oder Römisch-Catholische ihre besondere Kirchhöve oder Plätze haben / sollen sie sich der anderer Religion Kirchhöven / ausserhalb den Erb-Begräbnussen enthalten / und derselben sich nicht gebrauchen. Wo aber die Evangelischer / Römisch-Catholische in einer Stadt / oder einem Dorff keine absonderliche Kirchhöve haben / alsdann sollen von dem gemeinen Stadt- oder Dorff-Kirchhoff der Religion halber meinand abgehalten / sondern ein jeder seine Todten selbiger Religion Brauch nach umbehindert / unbeschweret / und unbeschimpfet allda begraben / und soll von solchen Todten alsdann nicht mehr als selbigen Orts Herkommens und von anderen Evangelischen oder Römisch-Catholischen geschehet / der Begräbnus halber gefordert oder gegeben werden.

§. 14. Wo bis anhero bey Begräbnussen der Evangelischen oder Römisch-Catholischen auf gemeinen Kirchhöfen keine Leich-Predigten / Gebet und Ceremonien gehalten seynd / da sollen selbige an solchen Orten uns künftige auch nicht / sondern die Leich-Predigten und andere Ceremonien an dem Orth ihrer gewöhnlichen Versammlungen / oder in besonderen Häusern und Orthen geschehen / sonsten ihnen doch freystehen / auch ihren absonderlichen oder eigenen Kirchhöfen ihre Leich-Predigten und Ceremonien ihrer Religions-Brauch nach ungehindert einzuführen / und zu verrichten.

§. 15. Es soll ferner einem schweden Evangelischen Predigern / Pastoren und Trauken-Tröster / wie auch einem jetweden Catho-

ANNO 1672.

§. 9. *Comme le Droit de Bourgeoisie est permis à un chacun des trois Religions par les Traitez de Westphalie, on a enfuite de cela accordé, & réciproquement promis cette Translation, qu'un chacun, sans distinction, pourra librement changer de Place, sans distinction, pour s'y établir & demeurer: (à la réserve pourtant de ces Lieux, où Leurs Alteſſes Electorale & Sereniſſime, & leurs Prédéceſſeurs, ſe ſont aquis le Droit d'empêcher, que les Sujets n'en puiſſent ſortir ſans leur permiſſion;) & ſe marier, où bon leur ſemblera, même hors de ces Provinces, de ſorte qu'il n'en recevra aucun préjudice dans ſes Droits, & moins encore dans le lieu de ſa demeure.*

§. 10. *On ne perſécutera qui que ce ſoit, Eccleſiaſtique ou Seculier, à cauſe de ſa Religion, Proteſtante ou Catholique, ſoit qu'il y ſoit né, ou qu'il l'ait changée, & moins pourra-t'il être obligé pour cela à ſortir de la Ville, du Village, ou du Païs, ni même taxé, mépriſé ou décrié, à cauſe de ſa croyance.*

§. 11. *Perſonne ne pourra à cauſe de ſa Religion, (ſuppoſé qu'elle ſoit d'une de ces trois,) être exclus du Droit de Bourgeoiſ, de Marchand, de Maîtriſes & Communautés, de Commerce ou de Métier public, de marchander de Biens Meubles & Immeubles, ou de faire toute ſorte de Contracts, ni du Droit de proximité ou préférence, ni il ſervir de coûtume, ni d'aucune Héritages ou Legs, ni des Maiſons publiques, comme Hôpitaux d'Orphelins, ou de Lépreux, ni des Emolumens qui proviennent à l'occaſion de Vente & achat: & comme les Legs, qu'on fait particulierement aux Eccleſiaſtiques & aux Egliſes Catholiques, demeureront à eux ſeuls, ainſi ceux qui ſeront faits aux Eccleſiaſtiques & aux Egliſes des Proteſtans, n'en ſortiront pas non plus.*

§. 12. *Dans tous les Lieux, où les Catholiques ou Proteſtans étoient reſpectivement de la Magiſtrature de la Ville, ou capables d'autres Charges d'Honneur l'an 1624. on les placera derechef à la premiere ouverture, ſoit dans les Villes ou dans les Villages, & on ne ſe contentera pas de les mettre parmi les Candidats, mais on les y choiſira effectivement, de ſorte qu'il y aura à l'avenir toûjours quelques-uns desdits Catholiques ou Proteſtans dans les Magiſtratures & Charges aux Lieux, où reſpectivement il y en avoit l'an 1624.*

§. 13. *Quand les Catholiques ou les Proteſtans ont des Cimetiéres, ou Places particulieres pour enterrer ceux de leur Religion, où il n'y tiendront, ſans ſe ſervir des Places de ceux d'autres Religions, ſi ce n'eſt de Places ou Tombes diſtinctes à toute une famille: Mais dans les Villes ou Villages, où il n'y auroit pas des Cimetiéres ou Places diſtinctes pour les Religions, les Habitans y enterreront auſſi indiſtinctement leurs morts, & toûjours conformement à l'uſage de leur Religion, ſans qu'on les en puiſſe empêcher, injurier, ou railler, ni leur demander plus de Droits, qu'il n'y ſeroit payé par ceux d'autres Religions du même Lieu.*

§. 14. *Les Oraiſons Funébres & autres Cérémonies ſeront continuées dans l'enceinte des Cimetiéres communs aux Lieux, où on en uſe ainſi juſqu'à préſent, & faute de cet uſage, on les fera dans les Lieux d'Aſſemblées ordinaire, ou dans des Maiſons & Places particulieres: mais quand les Cimetiéres ſont diſtincts ou ſéparez pour les Communautez de chaque Religion, il leur ſera toûjours permis & libre, d'y commencer & établir les Oraiſons Funébres, & autres Cérémonies conformes à la pratique de leurs Egliſes.*

§. 15. *Les Paſteurs & Conſolateurs des Malades Proteſtans, comme auſſi les Prêtres & les Paſteurs Catho-*

Digitized by Google

Anno 1672.

Anno 1672. Catholischen Priestern und Pastoren freystehen/ die Kranken seiner Religion auffer ihrer Pfarr/ an allen und jeden Orthen/ wo sie auch wohnen/zu besuchen und sie zu trösten/ auch zu denen Mißsthätern/so wol in den Gefängnus/ als auch wann sie zur Execution geführet werden/verrichtet und zugelassen werden.

§. 16. Alles was vorhero von der Immunität/ Recht und Freyheit der Geistlichen Güter gesetzt/ verabredet und versprochen/ daß sollen auch haben/ geniessen/ und behalten/ die jenigen Kirchen/ Predighäuser/ Capellen/ Schulen/ Predigter/ Schulbedienten/ Klöster-Häuser/ und Wohnungen/ welche vermöge dieses Vergleichs annoch sollen gebauet und angerichtet werden.

§. 17. Niemand soll der Religion halber von anderen in Schatzungen/ Contributionen/ Einquartierungen/ Diensten/ Bürgerlichen Lasten/ und sonsten übernommen/ sondern alle und jede Römisch-Catholische und Evangelische Geist- und Weltliche in obgemelten puncten nach proportion gleich tractiret werden. Doch bleibet es hierinfalls bey den Lands-Verfassungen und dem Herkommen.

§. 18. Welcher aus anderen landen in angezogte Hertzogthumben Gulich/Cleve/ Berge/ Graffschafften Marck und Ravensberg kommen/ und sich niederlassen will/ heuszehen/ wann er einer der obgemelten beyden Religionen zugethan ist/ auch die bey Policey-Ordnung/ als weit dieselbe die Religion nicht/ sondern alle und jede unterthanen ohne unterscheid der Religion angehet/ gemäß qualificiren kan/ und sonst seinen gebührlichen Hantbeis und Wandels Zeugnus hat/ die Bewohnung der Bürger-Rechr nicht verlanget/noch derselbe der Religion halber abgewiesen werden. Also kann hinfallls die Verordnung/ welche von einer oder anderen Landes-Herrschafft/ auch Stadt-Magistraten/ in vim retorsionis, oder auch anderen ursachen zu exclusion eines oder anderen Einzelnen Personen von Bürger-Recht oder Bürgerlichen Ehren-Aemptern vor dem gemacht und bishero observiret seyn mag/ hiemit cassiret und auffgehoben werden.

§. 19. Und soll auch in diesem Stücke ohne Unterscheid der beyden Religionen Gleichheit gehalten/ und da sie nun/ wie jetzt gemeldet/ sich der Policey-Ordnungen gemäß qualificiren können/ zugelassen/ und der zeuge so einer der beyden Religionen zugethan ist/so wohl als wann auch entweder ein Römisch-Catholischer oder aber ein Evangelischer seine Religion verwechselt/und eine andere (wofern dieselbe im Rom. Recht und in Instrumento Pacis nur zugelassen ist) stifften und üben will/ gehöriger weiser/ und mit freyem Gewissen/ wann an dem Orth/ da er wohnet oder sich niederlassen mägte/ kein öffentlicher Exercitium dieser Religion nicht zugelassen wäre/ in seinem Hause nebst seiner Familie und Gesindevauffer Inquisition und turbation privatim, jedoch ohne Einführung eines Exercitii publici, seiner devotion abwarten. In der Rathschafft aber da seine Religion offentlich geübet wird/ so offt und was Orths es thun beliebig/ dem Exercitio beywohnen/ auch seine Kinder in obgelegene seiner Religion zugethane Schulen schicken/ oder auch wann er mit privatis Præceptoribus zu Hauß zu unterweisung ohne Verhinderung untergehen/ und auch in übrigen obgemelter in nechst vorigen §. 5. expreimirter bürgerlicher Freyheit/ über all gemessen/ jedoch daß er der anderen Religion zugethanen einige ärgernus würcklich nicht gebe/ sondern sich über all bescheidentlich verhalte/ und sein Leben und verhalten der sahigkeit und Geberdung der Land- und Policey-Ordnung nach (in so weit dieselbe die in Instrumento Pacis zugelassene Religion nicht concerniret, und diesem Vergleich nicht zuwider ist) verrichte/ und zu keiner Unruhe oder Verwirrung Ursach gebe.

§. 20. Wobey gleichwol ausdrücklich worden/ weil die freye Bürgerliche Verwohnung beyderseits Unterthanen ohne Unterscheid der Religion/ Vermöge Friedenschlusses und dieses Vergleichs ungehindert seyn und bleiben/ und also keiner der obgemelten dreyen Religionen zugethaner Ehrgeitziger seiner Religion halber über kurtz oder lang/ wovon in Instrumento Pacis Art. 5. §. Conventum autem est, ut à Territoriorum Dominis &c. disponiret ist/ zu emigriren genöthiget/weniger ausgewiesen/ noch vertrieben werden soll. Es ist doch hiemit ausdrück-

Catholiques pourront par tout, & même hors de leurs Curez visiter librement les malades de leur Religion: & ils seront de même admis à voir les Criminels dans les Prisons, & pour les accompagner au lieu d'Execution.

Anno 1672.

§. 16. Tout ce qu'on a accordé & permis d'Immunité, de Liberté, & de Droit aux Eglises, & aux Biens Ecclesiastiques, qui subsistent effectivement, & également accordé, stipulé, & permis aux Eglises, Chapelles, Ecoles, & à toutes sortes de Maisons y appartenantes, qui seront & pourront être bâties & établies en vertu de cette Transaction.

§. 17. Personne ne sera surchargé à cause de sa Religion, mais tous seront taxez à proportion des Biens, soit en matiere des Tailles, ou des Quartiers, Contributions ou autres Charges publiques, en quoi on ne prétend pourtant pas déroger aux Ordonnances particulieres & Usages du Pais.

§. 18. Si quelque Etranger prétend aller demeurer ou se faire Bourgeois dans une des Duchez de Juilliers, Cléve & Berghe, ou des Comtez de la Marc & de Ravensberg, & s'il se peut qualifier pour cela selon les Ordonnances de Police, il n'en sera pas empêché ou refusé, à cause de sa Religion, pourvû qu'il en ait une de ces trois dont il s'agit, & qu'il apporte d'ailleurs un témoignage de sa bonne conduite, & honnêteté. C'est pourquoi on casse, leve, & annulle en vigueur de ceci, toutes les Ordonnances & Statuts, qui ont été faits de quelque Régence de Pais, ou de Magistrat de Villes par maniere de Represailles, ou autrement, pour l'exclusion des Etrangers du Charges, & de Droits de Bourgeoisie, encore qu'ils ayent été observez jusqu'à présent.

§. 19. L'égalité qu'on observera à l'égard des trois dites Religions, sera de telle étendue, que non seulement les étrangers n'en auront aucun obstacle, comme il a été dit, pour les Droits de Bourgeoisie, supposé qu'ils se puissent qualifier en conformité des Statuts de la Police, mais que même ceux qui veulent changer de Religion, le puissent faire librement, pourvû qu'ils en prennent une qui soit établie dans l'Empire, & par les Traitez de Westphalie, & encore qu'il n'y eût point d'Exercice public pour telle Religion dans les Lieux où ils prétendroient demeurer, ils pourront pourtant en particulier, & avec leurs Familles exercer leur dévotion dans les Maisons, & toutes les fois qu'ils voudront, fréquenter l'Exercice public dans les Places voisines, où il y en aurait, comme aussi envoyer leurs Enfans dans telles Ecoles du voisinage, ou même les faire instruire dans leur Religion par des Précepteurs particuliers chez eux, sans qu'ils en puissent être empêchez ou incommodez par aucune Inquisition. Ils jouiront de plus de toute autre Liberté, & des Droits de Bourgeoisie exprimez dans les Paragraphes précédens, à condition pourtant, qu'ils n'y donneront pas de scandale à ceux d'autre Religion, qu'ils se gouverneront toûjours honnêtement, qu'ils l'acquitteront de leurs Charges avec une exakte obeïssance pour les Loix du Pais, & Civiles, entant qu'elles ne concernent pas telles Religions, & qu'ils éviteront de causer la moindre confusion, ou trouble dans l'Etat, où ils demeurent.

§. 20. Encore que le Droit de Bourgeoisie, & de demeure, soit absolument permis à ceux des trois Religions susdites, & que personne ne puisse être inquieté sur ce point, ni être contraint à sortir, même selon les Traitez de Westphalie l'Art. 5. §. Conventum autem est, ut à Territoriorum Dominis &c. *Toutefois on est convenu, & on a arrêté bien expressément, que ceux qui en vertu desdits Traitez de Westphalie, & de cette Convention,*

Anno 1672.

dessehlich verstehen / vergleichen und verordnet / daß die jenige / welche sich des privati Exercitii, Verwahr des Friedenschlusses / und dieses Recessus in ihren Häusern gebrauchen wollen / dennoch niemahls befugt und berechtiget seyn sollen / ob sie sich gleich in einer Stadt / Dorff / oder ehemahlen in guter Anzahl befinden möchten / sich zusammen zu thun / und einig publicum Exercitium unter sich anzustellen oder einzuführen / das publicum aber an Orthen / da es sonsten in der nähe / zu offentlicher übung / wie obgemeldt / zu frequentiren und sich desselben zu gebrauchen.

§. 21. Ferner sollen in den Hertzogthumben Gülich / Cleve und Berg / auch Grafschaften Marck und Ravensberg / alle Kirchen / Klöster / Stiffter / Capellen / Hospitalen / Prælaturen / Präbenden / Canonicaten / Pastoraten / Vicarien / und andere Geistliche Beneficien / wie auch Schulen / und alle darzu gehörige Renthen / Einkunfften und Gefälle / wann sie hinführo vacirend / oder verfallen / von den Patronis und Collatoribus zu behuff selbiger Religion / worbey sie bis zur Zeit der letzten Vacanz gewesen / in specie alle Pastoraten / Canonicaten / Präbenden und Vicarien / in allen Collegiat-Kirchen in den Hertzogthumben Gülich / Cleve und Berg / wie auch S. Patrocli zu Soest / und welche ferner in diesen Landen Anno 1624. bey den Catholischen gewesen / allein qualificirten Romisch-Catholischen unaufhalten / und ohne Verminderung und real Beschwerung gemeldter Beneficien conferiret werden. Jedoch soll allen dasjenige / was oben und vorhero der Geistlichen Güter und Beneficien halber verändert / und verfüget worden / dieser Regul unbeschadet / und denenselben / wie es bey dieser Pausch-Handlung verglichen ist / unverbrüchlich gehalten werden.

§. 22. So sollen auch die Patroni und Collatores so Geistals Weltliche von den Landes-Fürsten oder dessen Regierung und Beamten in ihrer Jure conferendi nicht schematisirt noch beschräncket werden / jedoch auch nicht berächtiget seyn / die Prædenden, Beneficia, Capellen / Vicarien / welche nach obgemeldter Regul bey allgemeinen Friedensschlusses und dieses Vergleichs den Catholischen oder Evangelischen verliehen / und in Ansehung anderen Rechen / kann zu welchen dieselbe von Anfang verordnet / und von den Catholischen oder Evangelischen Beneficiatis Anno 1624. genossen und bekennet worden / aber anderen ausbau / kann dazu dieselbe fundiret / zu applicieren / weniger an eine andere Religion / dann welche dieselbe Anno 1624. obgemeldter massen gehabt / oder denen es vermöge dieses Vergleichs verblieben / zu conferiren oder zuzuwenden.

§. 23. Sonsten aber sind solchen Religion Mitstöhrer Hoheit / unbenommen / zu ausdrücklich vorbehalten seyn / durch sich selbst oder ihre darzu verordnete Commissarien über ihrer Religion zugehörige Güter / Renthen / und Gefälle / zu besserung ihrer Ehren Gottes und besserem Kirchen-Dienst / wie solches denen Catholischen Geistlichen Rechten / oder der Evangelischen Ständen Jurium und approbirten Kirchen-Ordnung gemäß ist / zu verordnen und zu disponiren / darüber jedoch der Patronen Willen und Consens / da deren zu einem Beneficio Juris-Patronatus gehörig / vor allen eingeholet und erlanget werden solle.

§. 24. Was aber die Stifftungen und Fundationes, welche nicht zu dem Gottesdienst / sondern pro studiis oder anderen löblichen Exercitiis aufgerichtet worden / anlanget / da bleibet denen Catholischen frey und bevor / damit nach Inhalt der Fundationen zu verfahren und zu disponiren.

§. 25. Dafern auch ins künfftige einer der Catholischen Religion / oder Augspurgischen Confession Reformirter oder sonstiger Religion zugethaner Prælatus, Canonicus, Canonissa, Parochus oder Beneficiatus seine Religion oder Confession verändern würde / so hat Prælatur, Prædenden, Pfarr oder Beneficia eo ipso verlustig seyn / und dasselbe einem andern solcher Religion / zu welcher dasselbe Beneficia instituirt Paris und dieses Vergleichs gehörig / unausgehalten / ohne real beschwerung / wie oben gedacht / wieder conferiret werden.

§. 26. Was aber die Collation und Vergebung der Prælaturen, Canonicaten, Prædenden, und andern Geistlichen Beneficien anbelanget / welche in obgedachten Hertzogthumben Gülich / Cleve / Berge / auch Grafschaften Marck und Ravensberg zu

Anno 1672.

voudroient se servir de l'Exercice particulier dans leurs Maisons, ne pourront jamais en faire des Assemblées entieres, ou un Exercice public, encore qu'ils y fussent avec le tems en grand nombre: mais qu'ils se contenteront toûjours de frequenter les Lieux voisins, où l'Exercice public de leur Religion seroit en usage.

§. 21. Les Patrons & Collateurs de Benefices Ecclesiastiques, seront encore à l'avenir obligez de conferer dans les Duchez de Juilliers, Cléves, & de Berghe, & dans les Comtez de la Marc, & de Ravensberg, toutes les Eglises, Chapitres, Chapelles, Hôpitaux, Prélatures, Prébendes, Canonicats, Cures, Vicariats & autres, comme auſſi les Ecoles, & tous les Revenus & Emolumens en dépendants, en cas d'ouverture, au profit de la Religion, qui en a été en poſſeſſion au tems de la derniere Vacance, & particulierement toutes les Prélatures, Canonicats, Prébendes, & Vicariats dans toutes les Egliſes Collegiales dans les Duchez de Juilliers, de Cléves, & de Berghe, & encore celle de S. Patrocle à Souſt, & de plus toutes celles desdits Duchez, qui ont été aux Catholiques l'an 1624. seront immanquablement & ſans aucune Charge réelle conferez ſeuls aux Catholiques Romains, qui auront les qualitez requiſes, à la reſerve pourtant de ce qui a été accordé ou diſpoſé autrement touchant les Biens Eccleſiaſtiques ci-deſſus, & par cette même Convention generale, qu'on aura à obſerver à jamais.

§. 22. Les mêmes Collateurs & les Patrons tant Eccleſiaſtiques, que Seculiers, ne ſeront nullement empêchez ou inquietez par les Souverains, ou par les Regences du Pais dans l'uſage de leur Droit de conferer les Benefices. Ils ne pourront pas pourtant diſpoſer des Prébendes, Benefices, Chapelles, & Vicariats, (qui ſuivant la regle des ſuſdits Traitez de Paix, & de cette Transaction, demeureront à une certaine Religion,) qu'en faveur de ceux de cette même Religion, & qui en a été en poſſeſſion l'an 1624. bien loin de les employer à d'autres uſages, que conformement à leurs Fondations.

§. 23. En tout cela on n'ôte pas, mais on réſerve expreſſement aux Superieurs, ou Magiſtrats Seculiers de chaque Religion le Pouvoir de diſpoſer des Biens, des Rentes, & des Emolumens appartenants à leur Egliſe, pour autant qu'il ſeroit à la plus grande gloire de Dieu, & au meilleur ſervice de l'Egliſe, comme il eſt auſſi conforme aux Canons des Catholiques, & aux Droits & Decrets approuvez parmi les Proteſtant, ſur quoi on aura pourtant beſoin d'obtenir l'agrément, & le conſentement des Patrons, en cas que telles Rentes appartinſſent aux Benefices de leur Collation.

§. 24. Mais dans les Fondations, qui ne ſont pas deſtinées pour l'entretien de l'Office Divin, mais ſeulement pour celui des études ou d'autres Exercices honnorables, les Collateurs auront & conſerveront toute la liberté d'en diſpoſer conformément aux teneurs de Fondations.

§. 25. Quand un Prélat, Chanoine ou Chanoineſſe, Paſteur, ou autre Benificier change de Religion, il perdra d'abord par cette action ſa Prélature, Prébende, Cure, ou ſon Benefice, de ſorte qu'on le conferera même ſans aucune nouvelle charge à une autre perſonne de la Religion, à qui il appartient en vertu des Traitez de Paix, & de cette Transaction.

§. 26. Quant à la Collation de Prélatures, Canonicats, Prébendes, & autres Benefices Eccleſiaſtiques, qui appartient au Souverain dans leſdites Duchez de Juilliers, Cléves, & Berghe, & dans les Comtez de la Marc, & de Ravensberg, on y obſervera

ANNO 1672. in des Landes-Fürſten Collation gehörig/ ſoll es damit nach-folgender Geſtalt unverändert gehalten werden/ daß auf den jenigen Stufften/ da alle Collationen der Dorfſchaft völlig zu-ſtehen/ Ihrer Chur-Fürſtl. Durchl. zu Brandenburg und dero Descendenten die jenige Beneficia, ſo in dem Januario, Martio, Majo, Julio, Septembri & Novembri vorfallen/ oder al-manis Principum reſignirt werden; Alſo auch Ihrer Fürſtl. Durchl. zu Neuburg und derſelben Descendenten die jenige/ ſo im Februario, Aprili, Junio, Augusto, Octobri und Decembri fallen oder reſignirt werden/ zu verleihen zuſtehen. Auf den jenigen Stufften aber/ da die vorige Landes-Fürſtliche Herrſchafft jedes Monath beygehabt/ da ſollen Ihrer Chur-Fürſtl. Durchl. und dero Descendenten drey Monath/ und des Herren Pfalz-Grafens Fürſtl. Durchl. und derſelben Descendenten auch drey Monathen dergeſtalt reciproce ſeyn/ daß Ihre Chur-Fürſtl. Durchl. zu Brandenburg an denſelben Orthen im Januario, Majo, und Septembri, Ihre Fürſtl. Durchl. zu Neuburg aber im Martio, Julio & Novembri die Collatio ohne Beſchwer und Verunterung gemeldten Beneficien, und Stellen/ wie obangehöret zu exerciren, bey alſo von Ihrer Chur-Fürſtl. Durchl. oder Fürſtl. Durchl. Proviſus auch ſchuldig ſeyn/ mit Vorzugung ſeines Collation-Patents deſ anderen Placitum zu erhalten. Wie dann ohne Vorzugung ſolcher Collation und darauff erfolgten Placiti die Prælati und Capitula die Proviſus zur Poſſeſſion nicht admittiren, noch geſtatten ſollen.

§. 27. Damit es auch darin deſto richtiger hergehen und die Herrſchafft Markireit haben möge/ ſo ſoll ſo offt ein Præſentz, Præbenda, oder Beneficium zu Ihrer Chur-Fürſtl. Durchl. oder Fürſtl. Durchl. Collation vacire, ſolche Vacantz und durch welches Abſterben/ auch in was Monath oder tempore daſſelbe ſich begeben/ ſchrifftlich Ihrer Chur-Fürſtl. Durchl. oder Fürſtl. Durchl. oder dero beangelaſſenen Regierung unverzüglich unterthänigſt berichtet werden.

§. 28. In den übrigen Puncten, welche in dieſen Receß nicht expriniret ſeynd/ und der einen oder anderen Religion zugethanen zum beſten gedeyen können/ wollen höchſtgedachter Ihre Chur-Fürſtl. Durchl. die Römiſch-Catholiſchen Unterthanen in dero Hertzogthumben Cleve/ Grafſchafft Marck und Ravensberg ſolcher Geſtalt/ als ihre der Augſpurgiſchen Confeſſion Reformirter und Lutheriſcher Religion zugethane unterthanen tractiren. Wie dann auch hochbeſagter Ihre Fürſtl. Durchl. der jetzgedachten Confeſſion anhängerige in dero Hertzogthumben Gülich und Berge eben wie die Römiſch-Catholiſche unterthanen tractiren ſollen.

§. 29. Und wann Controverſien hierüber verfallen wurden/ welche nicht in dieſem Receß exprimiret/ oder per judicium interpretationem daraus erörtert werden können/ ſollen beyde ex æquo & bono auff Art und Weiſe/ wie bey dieſer Pauſch-Handlung geſchehen/ in der Güte beygelegt werden.

Art. XI.

§. 1. OGleich der einen oder anderen Religion zu Gefallen und Beſten verordnet iſt/ deſto unverletzlicher gehalten werden möge/ ſo verſichern und reciprocè verſprechen/ daß wann demſelben über kurtz oder lang contraveniret werden ſolte/ daß verhaltende Theil ſich gegen ſolcher contravention deß juris rebellionis, biß ſo lange das jenige/ was unrechtlich geſchehen/ wieder obgeſtalt/ gebrauchen möge/ und daſſelbe vor kein unpaßirtes Gravamen/ Motivum noch meritum angebracht werden ſolle. Jedoch ſoll ſolche retorſion eher nicht vorgenommen werden/ biß durch zuſammen geſchickte Räthe von beyden Theilen behörige information eingezogen/ und unterſuchungen geſchehen/ und darauff von Ihrer Churfürſtl. Durchl. oder Ihrer Fürſtl. Durchl. expreſſer Befelch an dero Regierung ergangen.

§. 2. Endlich ſoll alles das jenige/ was obiger Geſtalt bey dieſer Pauſchhandlung verabſchiedet und verglichen iſt/ nach er-

ANNO 1672. ſervera inviclabilement cet ordre, que dans les Chapitres, dont toutes les Collations appartiennent au Souverain, S. A. E. de Brandebourg, & ſes Succeſſeurs, en conſecront toûjours celles qui ſeront ouvertes dans les mois de Janvier, Mars, Mai, Juillet, Septembre, & de Novembre, & qu'ainſi S. A. S. de Neubourg, & ſes Succeſſeurs auront à conférer celles qui ſomberont, ou ſeront reſignées aux mains du Souverain dans les mois reſtans, ſçavoir, de Février, Avril, Juin, Août, Octobre, & de Decembre. Dans les autres Chapitres deſdits Païs, où le Souverain n'eſt accoûtumé d'avoir que la Collation pour ſix mois de l'un, S. A. E. & ſes Succeſſeurs, la feront aux mois de Janvier, de Mai, & de Septembre, & S. A. S. & ſes Succeſſeurs, auront leur tour dans les mois de Mars, de Juillet, & de Novembre. Les uns & les autres exerceront cette Collation, comme il a été dit, ſans aucune nouvelle charge, ou aimination du Benefice, & de ſes Rentes, & celui qui en ſeroit pourvû par Sadite A. E. ou par Sadite A. S. ſera toûjours tenu à preſenter les Lettres Patentes de ſa Collation à l'autre de ſes Princes, & à obtenir encore de cettui-ci le Placet, car les Prelats, & les Chapitres, ne pourront admettre qui que ce ſoit, à la poſſeſſion d'un Benefice, s'ils ne voyent préalablement les Patentes de la Collation, & du Placet.

§. 27. Afin qu'en tout cela, il y ait moins de confuſion, & que le Souverain en ait plus de notice, il a été convenu & ordonné, que dés le moment de l'ouverture de quelque Prélature, Prébende, ou Benefice, dont la Collation ſeroit à L. A. Electorale & Sereniſſime, on ſera très-humblement rapport à cesdits Princes, on à leurs Regences, non-ſeulement de telle Vacance en general, mais particulierement par la mort de qui, & dans quel mois elle étoit tombée, & qui de leurs ſujettes Alteſſes y avoit le tour.

§. 28. Dans tous les autres Points, dont on ne fait pas expreſſement mention ici, & qui pourroient être favorables aux Habitans de l'une & de l'autre Religion, S. A. E. déclare, qu'Elle regardera & traitera toûjours dans ſon Duché de Cleves, & dans ſes Comtez de la Marc, & de Ravensberg les Sujets, qui y ſeroient de la Religion Catholique Romaine, de la même maniere, qu'elle y traiteroit ſes autres Sujets Proteſtans; & S. A. S. déclare d'en vouloir faire le même à l'égard de ſes Sujets de ladite Religion Proteſtante dans ſes Duchez de Juilliers, & de Berghe.

§. 29. Quand il arriveroit quelque different, dont la déciſion ne ſe trouve pas, ni dans la lettre, ni dans la veritable interpretation de cette Transaction, on tâchera toûjours de s'accommoder en toute équité, & à l'amiable, comme on a tâché de faire dans cette Convention generale.

Art. XI.

§. 1. POur faire immanquablement obſerver tout ce qu'on a ordonné pour le bien, & pour la ſûreté de l'une & de l'autre Religion par tout ce Traité, on a de plus ſtipulé, & reciproquement accordé, qu'en cas, que l'une des Parties y contrevînt en quelque choſe, l'autre pourra ſe ſervir des Repreſailles, juſqu'à ce qu'on ait redreſſé, & été la nouveauté: Bien entendu pourtant, qu'on députera de part & d'autre des Miniſtres Conſeillers, pour en prendre des informations, & pour examiner l'affaire, & que l'uſage des Repreſailles ne ſe fera jamais, que ſur les ordres exprés que S. A. E. ou S. A. S. en donneront à ſa Regence.

§. 2. Finalement, on aura à mettre en execution par cet Païs, tout ce qu'on vient d'arrêter, ſi-tôt

Anno 1672. folater Ratification alſo fort in allen landen ohne einige fernere Verordnung zur Execution geſetzt und darwider keine exception und keine andere Gerichtbe und Weltliche Satzungen / ſie haben Nahmen wie ſie wollen / und kommen auch der von wem ſie wollen / ſie ſeyen allhiervor vor dieſem gemachte / oder werden künfftig gemacht / eingewendet werden. Maſſen dann zu deſto mehrer beſtaͤtigung verglichen / daß die den heut am Jahr 1666. zu Cleve aufgerichtete Haupt- und Erb-Vergleich bekanntene Garantie auch auff dieſe Pauſch-Handlung extendirt ſeyn ſolle. Zu welchem und mehrerer beſtaͤtigung ſeyn darüber zwey gleichlautende Receſſus aufgerichtet und von denen darzu committirten hierunten benentlichen Räthen unterſchrieben / und mit deren Pitſchafften beſiegelt worden. Geſchehen zu Cölln an der Spree den 16. Aprilis Anno 1672.

(L.S.) Otto Freyherr von Schwerin. (L.S.) johan Arnold Freyherr von Leerodt.

(L.S.) Laurentz Chriſtoff Somnitz. m. m. (L.S.) Frantz Freyherr von Gise.

(L.S.) joh. Koppen. (L.S.) T. A. Henr. Stratman.

Als haben wir obangeregten Vergleich in allen und jeden ſeinen Claͤuſulen und Punckten ratificirt und genehm gehalten / ratificiren und approbiren und halten auch denſelben hiemit in allen und jeden ſeinen Claͤuſulen und Punckten genehm / und verſprechen bey Unſeren wahren Fürſtlichen Worten / allen dem jenigen / ſo obgedacht / vor Uns / Unſere Erben und Poſteritaͤt nachzukommen / treulich und ohne Gefehrde. Urkund unſers Handtzeichens und hervorgedruckten Geheimen Cantzley-Secrets. Gegeben in unſerer Reſidentz-Stadt Duͤſſeldorff den 11. Junii Anno ein tauſende ſechshundert zwey und ſiebentzig.

Philipp Wilhelm. (L.S.)

Neben-Receß.

NAchdem auch bey Verlesung des heut dato unterſchriebenen Religions-Receß, noch ein und anders von Chur-Brandenburgs Seite, und Unſerem Raͤthen erinnert / und darüber gleichfalls ſichere Abrede getroffen worden / wie von Paͤuncten zu Paͤncten hernach folget:

1. Wollen der Freyherr von Quadt zu Creutzbergen wegen der pro humanitate Eccleſiae oder Kirchen-Gebaͤu zu Niderwemmer ſeyn Kraft obgedachten Receß den Catholiſchen zu reſtituiren iſt / ſuchen / daß ſolches keine zu Gezencken oder Kirchen-Sachen gereichende Mittel / ſondern ſein eigen Gut ſey / damit er ſeinem Gewiſſen nach ſchaffen koͤnne / ſo ſoll zwaren die Poſſeſſio beybehalten in dem Receß nicht geaͤndert / Jhme von Creutzbergen demnach freygeſtellet / ſein Anſuchen anmit alß dem Principalen der Gebaͤue zu bewerſtet / und ſoll ſolchen falls er damit nicht beſchweret werden.

2. Wegen der den reſtauration der Diuarenen B. M. Virginis in Uhren der Reformirten Gemeine beſtellt vorbehaltene klag und zuruͤck Reichsthaler jaͤhrlichen / weilen Catholiſchen theils ſuſtiniret wird / daß vor und in dem Jahr 1651. beſagter Gemeine ſolche 12. Reichsthaler daraus nit genaſſen haben / iſt gut befunden / daß zwar der Receß darumb nicht geaͤndert werden / die Catholiſche aber hiemit verſichert ſeyn ſollen / daß wann ſie ihre Jnſtanten bemeldter darthun werden / ihnen gebuͤhrte Pitanz zuruͤck und ohne jetztgemeldten Vorbehalt voͤllig reſtituirt werden ſolle.

3. Weilen Herren Pfalz-Neuburgiſche auch ſuſtiniret / daß die von dem Catholiſchen Stuͤmmeſteren zu Werge repetirte jaͤhrl. Morgen Landes nit allein zu dem Jahr 1624. ſondern auch biß Anno 1628. von gehabten Catholiſchen Stuͤmmeſteren ruͤhig geweſſen ſeynd / iſt verglichen / daß wann die Catholiſche ſolches beweislich darthun werden / obgedachtes Land der Catholiſchen Schulen zu Werge reſtituirt werden ſolle.

4. Weilen die Catholiſche den kleinen Beginnen Convent zu Goch vor repetirt, die Reformirte aber dagegen einen Beſchwerd der Cleviſcher Regierung de Anno ..... beygebracht / iſt placidirt, daß alleſeits dem Beſchwerd gleich werden ſolle.

§. Wie-

que la Ratification ſera obtenuë, ſans qu'aucune exception y ait lieu, ni qu'aucuns Statuts Eccleſiaſtiques ou Seculiers, de quelque nom on de quelque Auteur qu'ils ſoient, faits ci-devant on dans la ſuite, y puiſſent être oppoſez. Ainſi, & pour aſſûrer davantage tout ceci, on eſt convenu, que la Garantie ſtipulée au Traité principal de la ſucceſſion faite à Cléve l'an 1666. ſera auſſi étenduë à cette Tranſaction. En foi de quoi, on a dreſſé deux Recès pareils, que les Miniſtres Conſeillers y députez & nommez ci-deſſous ont ſignè, & y ont appliqué leurs Sceaux. Fait à Cologne, ſur la Sprée le 16. d'Avril l'an 1672. Anno 1672.

(L.S.) Othon Baron de Schwerin. (L.S.) Jean Arnold Baron de Leerade.

(L.S.) Laurent Chriſt. Somnitz. m. m. (L.S.) François Baron de Gisè.

(L.S.) Jean Koppen. (L.S.) T. A. Henri Stratman.

Nous ayant agréable la preſente Tranſaction en tous & un chacun de ſes Clauſes & Points, avons iceux ratifié & approuvé, & accepté, comme nous les ratifions, approuvons & acceptons, par ceci, & promettons en parole de Prince tant pour nous que pour nos Heritiers & Succeſſeurs de les garder & obſerver ſans fraude & ſupercherie : En témoin de quoi nous avons ſigné ces preſentes, & à icelles fait appoſer notre Sceau. Donné dans notre Ville & Réſidence de Duſſeldorp l'onziéme de Juin l'an mille ſix cens ſeptante-deux.

Philippe Guillaume. (L.S.)

Traité ſeparé.

LA Tranſaction au regard des differentes Religions ſignée ſous la datte d'aujourd'hui étant liée, & les Miniſtres Conſeillers de Brandebourg, auſſi-bien que les nôtres y ayant encore remarqué diverſes choſes, on en eſt pareillement convenu par ces Points ſuivans.

1. *Comme le Baron de Quadt à Creutzberghen ſoûtient, que la Dime deſtinée pour les Chaudelles de l'Egliſe à Nidermarmter, qui en vertu de ladite Tranſaction devrait être rendué aux Catholiques, n'eſt pas une Rente d'Egliſe, mais de ſon propre Bien, dont il peut librement diſpoſer, il ſera permis au ſuſdit Baron de prouver dûement cette aſſertion dans le tems de trois mois, & qu'en ce cas-là, il n'en ſera pas chargé, cependant on ne changera pas la poſition de ladite Tranſaction.*

2. *Les Catholiques, qui ſoûtiennent, que la Communauté Reformée à Uden, à qui on avait reſervé vingt cinq Ecus annuels du Vicariat de Nôtre-Dame dudit lieu, n'en a pas joui ni devant, ni pendant l'an 1651. feront aſſûrez par ceci, que quand ils prouveront ce qu'ils avancent, ledit Vicariat leur ſera rendu, ſans aucune reſerve, mais que le Recès de la Tranſaction ne ſera pas changé pour cela.*

3. *Touchant les dix arpens de Terre, qu'on avoit redemandé du Maître d'Ecole Catholique à Weeze, & dont il doit avoir (à ce que ſoûtiennent les Miniſtres de S. A. S. de Neubourg,) paiſiblement joui non ſeulement l'an 1624. mais même dans l'an 1658. il a été accordé, que quand les Catholiques auront dûement prouvé ce fait, ladite Terre ſera rendué à l'Ecole Catholique à Weeze.*

4. *Les Catholiques ont bien redemandé le petit Convent des Beguines à Goch, mais comme les Reformez y ont oppoſé un Decret de la Regence de Cléves de l'an ..... on a trouvé bon, qu'on ſe tiendra audit Decret.*

§. *Puis*

ANNO 1672.

1. Weilen zum Pfalz-Neuburgischen Theils saltuiret, daß Vicaria fundatissima Trinitatis zu Dreßel bis Anno 1661. da der letzte Possessor gewesener Probst zu Xanten / Johan von Sternenberg / gemacht in Düsseldorf verstorben / Catholisch gewesen / und von den Herren Chur-Brandenburgischen zu Bielefelde angeben worden / daß dieselbe von Catholischen annoch possediret, in der That sich aber befunden solte / daß sie jetzo von Evangelischen genossen werde / ist verabredet / daß solches untersuchet / und unterrichtet werden in dem Recess mehr gemeldet / dannoch die Vicaria, wann sich befunden solte / daß dieselbe mit anno annum 1647. ad Evangelicos usus würcklich applicirt gewesen / den Catholischen alsobald gelassen werden soll.

1. *Puis qu'on sçavoit de la part de S. A. S. de Neubourg, que le Vicariat de la Très-Sainte Trinité à Wesel a été aux Catholiques jusqu'à l'an 1661. où le dernier Possesseur, & en même temps Prévôt à Xanten Jean de Sternenberg mourut à Düsseldorp, & que de la part de S. A. E. de Brandebourg on a dressé à Bielefeld, que ledit Vicariat est encore entre les mains des Catholiques, on est convenu, qu'on en prendra connoissance, & s'il se trouve, que les Reformez en jouissent présentement, & qu'il n'auroit pas pourtant été appliqué à leurs usages avant l'an 1677. on le cédera incessamment aux Catholiques, encore qu'on n'en fit aucune mention dans la Transaction.*

ANNO 1672.

2. Wird den Catholischen verstattet / an statt der jüngst vom Bischoff Strum abgetrochenen Kirchen zu Hilthausen eine andere Kirche in gedachter Herrlichkeit Hulhausen zu setzen.

2. *Il sera permis aux Catholiques, qu'à la place de leur Eglise à Hulchausen, qui fut dernierement emportée par la Riviere de Wahl, ils en puissent bâtir une autre dans la même Seigneurie de Hulhausen.*

3. So soll auch an die Clevische Regierung reskribirt werden / daß wegen Abgang der Canonicat- und Vicarreyen-Plätze und Stiftungen bey Einrichtung der Gassen zum Nachtheil der Catholischen nichts zu Cleve / daß längst verrichtete satisfaction denen Geistlichen geschehen / und im übrigen mit den Innerhalt der Gassen oder sonsten das Capital nicht beschweret werden.

3. *On ordonnera aussi par un Rescript à la Regence de Clèves, que pour reparer la perte des Places, & des Ecuries appartenantes aux Canonicats, & aux Vicariats, qu'on êta en dressant les rues vers la porte de Nassau à Clèves, la satisfaction y promise sera effectivement donnée aux Ecclesiastiques, & que ceux-ci ne seront nullement obligez à entretenir lesdites rues.*

4. Die von den Beamptern zu Hörde und Lünen hier evtra zwey Jahren ernennte, denen Vicarien zu Dortmund zugehörige Pfäthe sollen relaxirt, und gedachten Vicareyen ungehindert gefolget werden.

4. *On relâchera, & on donnera sans empêchement aux Vicariats de Dortmund les Fermes, que l'Officier à Horde, & à Lünen leur arrêta, il y a environ deux ans.*

5. Ob wohl seine Churfürstl. Durchl. als Landes-Fürst bey dem Recess die Dispensation in Matrimonialibus vorbehalten / weilen sie demnach ihre Catholischen Unterthanen die Gewissens-Freyheit in allen gnädigst zu gönnen / So ist verstanden / daß obgedachte Römisch-Catholische in Cleve / Marck und Ravensberg in alle weg zwar bey Ihrer Churfürstl. Durchl. oder dero Regierung die Dispensation suchen / ihnen aber auch freygelassen solle / nach Anweisung der Catholischen Geistlichen Rechten bey Ihrer Geistlichkeit in gradibus prohibitis die Verehligung ihres Gewissens gehörigen Orts zu suchen und zu erhalten / und daß ehe und bevor solches geschehen / die Pastores solche Personen weder die Gewissen zu copuliren keines Wegs angehalten werden sollen.

5. *S. A. E. en qualité de Souverain du Païs par la Transaction réserve la dispense pour les Mariages, & voulant pourtant bien permettre à ses Sujets Catholiques toute Liberté de Conscience, comme il consent, que lesdits Sujets Catholiques dans les Païs de Clèves, la Marc, & Ravensberg, outre la dispense, qu'ils seront toûjours obligez de demander à Son A. E. ou à la Regence du Païs, pourront encore pour le repos de leur Conscience s'adresser à leurs Ecclesiastiques, & regnerir & obtenir dans les degrez defendus la dispense de qui il faudroit selon les Canons des Catholiques, & qu'à moins de cela, les Pasteurs ne seront nullement tenus à benir les Mariages de telles personnes.*

6. Haben Ihre Churfürstl. Durchl. sich gnädigst erkläret / daß in Verfassung der Priester und Geistlichen / sowie die Verrichtung wollen thun / daß solches bey den Gräbern / Gebäuen nicht öffentlich / sondern privatim gelehde / und die Beschimpfung der Geistlichen Standes darunter so viel möglich verhütet werde.

6. *S. A. E. déclare de faire en sorte, que le châtiment des Prêtres, & Ecclesiastiques ne se fera pas publiquement, mais en particulier, & que la fausse accusation de l'Ordre Ecclesiastique sera, autant qu'il est possible, empêchée.*

7. Sollen keine Römisch-Catholische Geistliche Güter allein alieniret, oder beschweret werden mögen / es sey dann auch denen in den Catholischen Geistlichen Rechten exprimirten und mit beygebrachten adviis einer Römisch-Catholischen bewegenen Universität zu recht erwessenen Ursachen / und darauff erhaltenen Consens.

7. *Aucun Bien de l'Eglise Catholique ne pourra être valablement aliéné, ni même chargé, si ce n'est dans les cas exprimez par les Canons Ecclesiastiques, & declarez pour tels, par l'avis de quelque célèbre Université des Catholiques, & qu'on en ait obtenu le consentement.*

8. Endlich wollen Pfalz-Neuburgischen Theils remonstriret werden / daß die Catholische Geistliche in den Fürstenthumb Cleve und Grafschafft Marck in den Stadtungen so doch angeschlagen werden / daß dieselbe dahin länger unmöglich wohnen bleiben können / haben seine Churfürstl. Durchl. sich gnädigst erkläret / mit Zuziehung dero getreuen Land-Ständen auch hierin zu remediiren / dergestalt daß dieser Punct ohne Streit beygelegt werden / und den Geistlichen errichtet seyn solle. Und sollen alle obgehabte Pancken eben also gehalten werden / als wann dieselbe bey dem Recess von Wort zu Wort würcklich einverleibet wären. Collen an der Spree den 26. Aprilis Anno 1672.

8. *Enfin, & sur les remontrances, qu'on a faites de la part de S. A. S. de Neubourg, de ce que les Ecclesiastiques Catholiques étoient si excessivement taxez dans le Duché de Clèves, & dans le Comté de la Marc, qu'il ne leur seroit pas possible d'y subsister plus long-tems, S. A. E. a declaré, qu'Elle y remedieroit encore conjointement avec ses Etats du Païs, en sorte que ce Point sera ajusté sans dispute, & en faveur des Ecclesiastiques. Et tous ces Points seront observez de même que s'ils étoient effectivement, & de mot à mot inserez dans la Transaction. A Cologne sur la Sprée l'an 1672.*

ANNO 1672

und Wie dann solche Puncten ebenfalls approbiret, ratificiret und genehm gehalten: Als thun Wir solches hiemit und in Kraft dieses bestätigen, versprechen auch ehemahlig treu redlich und ohne Geferde nachzukommen; auch niemand der Unsrigen dagegen zu handeln zugestatten. Urkund unsers Handgedruckt und hierauf getruckten Gehymen Cammer-Secret. Geben in Unser Residentz-Stadt Düsseldorff den 11. Junii 1672.

PHILIPP WILHELM. (L.S.)

Et nous ayant agréable, avons approuvé, & ratifié les susdits Points, le déclarons en vertu de ceci, & promettons pareillement en parole de Prince d'observer exactement tous, & un chacun de ces Points, & de ne souffrir jamais qu'il y soit contrevenu, bannissant toute fraude & supercherie. En foi de quoi nous avons fait apposer notre Seeau à ces Patentes, signées de nôtre propre main. Donné dans nôtre Ville, & Residence de Dusseldorp l'onzième de Juin de l'an 1672.

ANNO 1672.

PHILIPPE GUILLAUME. (L.S.)

LXXXII.

26. Avril. PROVINCES-UNIES ET BRANDEBOURG.

Traité d'Assistance & défensive mutuelle entre le très-illustre Prince & Seigneur, FREDERIC GUILLAUME, Marggrave de Brandebourg, Grand Chambellan & Electeur du Saint Empire d'une part, & les Hauts & Puissans Seigneurs, Messeigneurs les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES du Pais-Bas, de l'autre. Fait à Cologne sur la Sprée le 26. Avril, 1672. [Traduction Françoise du Mercure Hollandois, de 1672. pag. 18. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans LONDORPII *Acta Publica*, Tom. IX. pag. 817. dans PUFENDORF *de Rebus gestis* FRIDERICI WILHELMI *Elect. Brand.* Lib. II. pag. 794. mais seulement par Extrait; dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abtheil. IV. Ablatz III. pag. 174. & dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XI. pag. 28. en Allemand.]

COmme ainsi soit que le très Illustre Prince & Seigneur, Monseigneur Frederic Guillaume, Marquis de Brandebourg, Grand Chambellan & Electeur du Saint Empire [*vel. Titulus*] d'une part, & les Hauts & Puisants Seigneurs, Messeigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies du Pais-Bas, de l'autre, ont trouvé bon, vu la conjoncture presente des affaires, de faire un Traité d'Assistance & defensie mutuelle, c'est pourquoi les Articles suivants ont été conclus & arrêtés entre les Plenipotentiaires de part & d'autre, assavoir de la part de S. A. E. de Brandebourg, le Magnifique & Excel. Seigneur Otton, Baron de Swerin, Seigneur d'Altendanberg, Joenan & Wildenhofen, &c. Chambellan Heréditaire de l'Electorat & Marche de Brandebourg, & Doyen de l'Eglise de Brandebourg, Président & Conseiller au Conseil privé de S. A. E. de Brandebourg, &c. comme aussi le Magnifique & Excel Seigneur, Laurens Chrisstoffe de Sommitz, Seigneur Heréditaire de Grumsdorf, Drenau & Gerberto, Chambellan Heréditaire de la basse Pomeranie, &c. & le très-Noble & très-docte Seigneur Frans Mendertz, Conseiller en la Cour & en la Milice de S. A. E. de Brandebourg; & de la part des Hauts & Puisans Seigneurs les Etats Généraux, le Noble & Excel. Seigneur Gedert Adriaen, Baron de Reede, Seigneur d'Amerongen Ginckel &c. Excel. & Deputé Ordinaire pour la Noblesse du Pais d'Utrecht en l'Assemblée de Messeigneurs les Etats Généraux, le tout sous l'approbation & Ratification des Parties Principales de part & d'autre.

I. Premierement Sadite A. E. promet en considération de la secreté commune, & pour l'assistance & defensie de Messeigneurs les Etats Généraux, en cas qu'ils viniſſent à être attaqués à main armée dans les Provinces Unies, ou Lieux circonvoisins, d'assembler & mettre sur pié, & ce plûtôt, & dans le tems declaré ci-après, une Armée de vingt mille Hommes, à condition que desdits 20000. Hommes il y en aura 2000 à pié, & 600. à cheval, lesquels en cas de besoin, & selon que Sadite A. E. le trouvera à propos, seront mis dans les Forteresses apartenantes à Sadite A. E. qui sont dans la Westphalie, afin de garder lesdites Forteresses, & repousser les Ennemis, qui en voudroient approcher, ou bien s'en servir en Campagne, selon les occasions, qui se pourront presenter.

II. Pour former ladite Armée, Messeigneurs les Etats Généraux payeront la moitié des levées, & Son Alteſſe Electorale, l'autre moitié à proportion, en consequence dequoi S. A. E. levera à les dépens 4000. Chevaux, & 6000. Hommes de Pié, & Messeigneurs les Etats Généraux aussi 4000. Chevaux & 6000. Hommes de Pié, dans lequel nombre seront compris les Dragons necessitées, dont on conterа trois contre 2. Hommes de Cheval, & 1. Homme de Pié.

III. Sur ledit nombre d'Hommes, qui se doit lever, Messeigneurs les Etats Généraux donneront pour chaque Homme de Cheval 40. Ridales, & pour chaque Homme de Pié 10. Ridales qui sont pour tout le Corps de l'Armée la Somme de 220000. Ridales

IV. Les Etats Généraux payeront tous les susdits Deniers incontinent après l'accomplissement du present Traité, soit à Hambourg ou à Breme, & en échange S. A. E. s'oblige d'être prêt 2. mois après la reception desdits Deniers avec ladite Armée de 20000. Hommes, à proportion comme dessus, & de les faire effectivement marcher, agir, & faire halte pour la defensee & seureté commune.

V. Lesdits Etats Généraux payeront aussi la moitié de l'entretien desdites Troupes, & S. A. E. l'autre moitié; tellement que la Cavalerie sera composée de 16. Regimens, & chaque Regiment pour le moins de 500. Hommes, en 6. Compagnies, & l'Infanterie de 12 Regimens, chaque Regiment de 2000. Hommes, & 10. Compagnies, pour chaque Regiment de Cavalerie la Somme de 4767. Ridales 30. sous, Monnoye de Hollande, & pour chaque Bâton de Regiment sera payé 210. Ridales par mois, en contant 30. jours pour chaque mois, ou 12. mois pour une année.

VI. Outre cela Messeigneurs les Etats Généraux payeront tous les mois pour le Bâton général du Regiment, comme encore pour l'entretien de l'Artillerie, & provisions necessaires pour les Chevaux; item pour toutes sortes de dépenses journalieres pour les forts de Munition, Armes, Outils, Livrées, Envois, Messages, & autres necessités inevitables, la Somme de 14341. Ridales.

VII. Il sera toutefois permis à S. A. E. de renforcer ou affoiblir lesdites Troupes, ainsi qu'elle verra le plus à propos selon les occurrences de la Guerre, à condition neanmoins que le Corps n'en sera point augmendi, mais sera toûjours composé de 20000. Combattans effectifs.

VIII. Sadite A. E. fournita à ſes depens les Officiers de l'Artillerie, & toutes les autres choſes necessaires, comme le Canon, les Munitions, Chariots, Charettes, Chevaux, & autres. Ladite Artillerie sera composée de cinquante pieces de Canon, avec les Boulets, Poudres, & autres Munitions, Outils, & Officiers necessaires pour cet effet.

IX. L'entretien de l'Armée & les Subsides, que les Etats Généraux payeront tous les mois en la maniere susmentionnée, commenceront à courir du jour & date que les Deniers des levées seront effectivement fournis à S. A. E. à condition toutefois que les susdits Etats, pour le premier mois, ne payeront que la moitié, mais le mois enſuivant, leur portion toute entiére des Subsides, auxquels ils sont tenus, ſuivant le preſent Accord.

X. S.

Digitized by Google

ANNO 1672. X. S. A. E. en échange fera obligée 2. mois après la reception desdits Deniers, de fournir ladite Armée de 20000. Hommes complets, & d'agir avec elle ainſi que la neceſſité des affaires le pourra requerir.

XI. A condition toutefois qu'il ſera permis auxdits Etats Généraux après l'expiration de 2. mois, de faire monstre de ladite Armée, en tout ou en partie, toutes & quantesfois qu'il leur plaira, par leurs Commiſſaires, conjointement avec les Commiſſaires qu'il plaira à S. A. E. d'ordonner pour cet effet. En conſequence de quoi leſdits Etats paieront leſdits Subſides à proportion des Chevaux, Fantaſſins ou Dragons, qu'on trouvera de faute dans ladite Armée.

XII. Leſdits Etats payeront, ou feront payer promptement en Argent comptant à Hambourg ou à Breme, les Deniers requis pour ledit entretien au commencement de chaque mois, entre les mains de celui, que S. A. E. ordonnera pour cet effet, lequel prendra quittance à ſa charge, comme il prend par la preſente, le payement particulier deſdites Troupes.

XIII. Auſſi eſt accordé dès maintenant, que ladite Armée ſera entretenuë par proviſion le tems & eſpace de 4. mois conſecutifs, encore que leſdits Etats ne fuſſent point attaqués par Terre pendant ce temps-là, & que par conſequent leſdits Subſides demeureront fixes ou arrêtés pour ce temps-là, pour le payement deſquels leſdits Etats s'obligent par le preſent Traité, & en cas que le repos & amitié fuſſent rétablis avant l'expiration desdits 4 mois, leſdits Subſides ne laiſſeront pas d'être payés pour 4. mois entiers. Mais ſi la Paix & le repos venoient à être rétablis dans leſdits quatrième mois, leſdits Etats promettent & s'obligent de payer encore un mois par deſſus les quatre, qui ſeront en tout 5. mois de ſubſide.

XIV. Leſdits ſubſides continueront de 4. en 4. mois, tant que la Guerre durera; en ſorte que la Paix venant à être faite par la benediction de Dieu, le premier, ſecond ou troiſiéme deſdits mois, leſdits Etats ſeront neantmoins obligés à l'entier payement desdits 4. mois. Et en cas que ladite Paix vint à être obtenuë & ratifiée ledit quatrième ou dernier mois, en ſorte qu'on peût reduire ou licentier ladite Armée, leſdits Etats ſeront neanmoins tenus de payer encore un mois entier de ſubſide à S. A. E. pour congedier & licentier les Troupes.

XV. S. A. E. fera marcher autant de Soldats qu'il ſera poſſible, des Troupes qu'elle a deja ſur pié, vers ſes Terres de Weſtfalie (où ſeront auſſi menées les nouvelles Troupes qu'on levera de tems en tems) & enſuite toute l'Armée avec l'Artillerie, après l'expiration de deux mois, à conter du jour du payement des Deniers, où elle ſera tenuë prête pour agir contre les Ennemis & leurs Adherants.

XVI. Lors que l'Armée ſera prête & miſe ſur pié, S. A. E. ſera faire le Serment de fidelité & d'obeïſſance à tous les Principaux & moindres Officiers, & à tous les Soldats, tant à Pié qu'à Cheval, comme auſſi en cas qu'on vint à mener leſdites Troupes, en tout ou en partie, ſur les Terres deſdits Etats, pour y agir ou rendre quelque ſervice contre les Ennemis, en ce cas leſdits Officiers tant moindres que Principaux & Soldats, ſeront obligés de prêter le même Serment aux Etats Généraux, & aux Commiſſaires qu'ils ordonneront pour cet effet, auquel Serment ils ſeront obligés pendant tout le tems qu'ils ſeront ſur les Terres deſdits Etats; à condition toutefois que les Principaux Officiers de S. A. E. auront la Juriſdiction & Droit de Diſcipline entiere ſur leurs Regimens, ſans aucune diminution ni alteration; Comme auſſi au contraire, en cas que leſdits Etats trouvaſſent bon de faire joindre quelques-unes de leurs Troupes avec celles de S. A. E. & qu'on fut obligé d'agir avec leſdites Troupes ſur les Terres de Sadite A. que leſdites Troupes des Etats ſeront obligées de prêter le même Serment à S. A. E.

XVII. Le Commandement en Chef de l'Armée ſera & demeurera par devers S. A. E. qu'elle exercera toujours elle même, en cas qu'elle n'en fût empêchée par maladie, ou par quelque autre accident; laquelle a auſſi promis en vertu du preſent Traité, d'exhorter & ſolliciter inceſſamment & ſerieuſement toutes leſdites Troupes de combattre indifferemment & ſans diſtinction pour le ſervice, tant de Sadite A. E. que desdits Etats Generaux.

XVIII. Et en cas que Sadite A. E. trouvât bon d'établir quelque perſonne capable & qualifiée pour Général deſdites Troupes, ladite perſonne ſera obligée, au moyen d'un Renverſail par lui ſigné & ſcellé, de promettre auxdits Etats d'accomplir preciſement & de point en point tous les Articles contenus au preſent Traité. ANNO 1672.

XIX. Sadite A. E. aviſera inceſſamment avec les Commiſſaires desdits Etats, & Monſieigneur le Prince d'Orange, comme Capitaine Général desdits Etats pour la prochaine expedition, lors que ſon Alteſſe ſera preſente, aux moyens & expedients les plus neceſſaires & les plus utiles pour le bien des deux Parties; à condition que lors que l'Armée ſera obligée d'agir pour la defenſe des Villes ou Pais appartenant auxdits Etats, ou qui ſont gardés par leurs Garniſons, l'avis des Commiſſaires desdits Etats prevaudra dans les Conſultations, & devra être ſuivi; Mais lors qu'il s'agira d'action de defſendre les Villes & Pais de S. A. E. en ce cas-là l'avis de S. A. E. ou de ſes Commiſſaires prevaudra, & ſera mis à execution.

XX. A été encore accordé & ſtipulé qu'encore que l'Armée de S. A. E. ſût menée en tout ou en partie ſur les Terres des Etats Généraux afin d'y être employée contre les Ennemis, neantmoins le commandement en Chef, avec ce qui en dépend, comme de donner le mot, & autres choſes, demeurera par devers S. A. E. lors qu'elle commandera l'Armée en perſonne; Mais s'il arrivoit qu'elle n'y fût pas en perſonne, alors ledit commandement en Chef, avec ce qui en depend, ſera par devers le Général qui ſera établi de la part des Etats Généraux, à condition toutefois qu'il portera les mêmes titres d'honneur, & aura les mêmes Commiſſions que celui qui commandera l'Armée de S. A. E. Comme auſſi en cas qu'on menât l'Armée desdits Etats Généraux, en tout ou en partie, ſur les Terres de S. A. E. afin d'y être employée contre les Ennemis, le commandement en Chef, avec tout ce qui en dépend, ſera par devers Monſr. le Prince d'Orange comme Capitaine Général, lors qu'il commandera l'Armée en perſonne; Mais s'il n'y étoit pas en perſonne, ledit commandement en Chef, avec ce qui en depend, ſera par devers celui que S. A. E. établira en qualité de Général; à la charge toutefois qu'il ſera pourveu des mêmes Commiſſions, & ne portera pas de moindres titres d'honneur que celui qui commandera en Chef l'Armée desdits Etats Généraux.

XXI. Et comme les Parties Contractantes de part & d'autre n'ont point d'autre but & intention que de conſerver la precieuſe liberté de leurs Terres & Provinces, & non d'offenſer ni de faire tort à perſonne, c'eſt pourquoi on a ſtipulé expreſſément par le preſent Traité, que ladite Armée ne ſera employée à autre fin, ſinon pour defendre les Terres & Provinces des Etats Généraux contre tous ceux qui les voudroient attaquer, auquel cas S. A. E. ſera obligée d'aſſiſter leſdits Etats avec ladite Armée à leur premiere ſemonce & ſollicitation, & ruiner les Ennemis qui leur voudroient nuire.

XXII. Et afin qu'on puiſſe mieux ſubvenir aux dépenſes neceſſaires pour l'entretien de ladite Armée, on s'eſtera de mettre ſous Contribution les Terres & Pais qui ſe ſeront declarés en faveur de l'Ennemi, leſquelles Contributions, pour ce qui pourra reſter après la deduction des frais neceſſaires, ſeront également pour le profit des Parties Contractantes.

XXIII. Lors que ladite Armée aura commencé d'agir effectivement, il ne ſera permis à aucune des Parties Contractantes de faire aucune Paix ni Tréves avec l'Attaquant, ou ſes Adherents, qu'avec le commun conſentement des deux Parties, duquel conſentement on ne pourra faire aucune difficulté de part ni d'autre, ſi chacun peut être rétabli par ce moyen, ou conſervé en l'état auquel il étoit devant le commencement de la Guerre: & en cas qu'on voulût entrer en quelque Traité, ſoit de Paix ou de Tréves, pour quelques années, ne pourra l'une desdites Parties s'engager audit Traité ſans en faire part à l'autre, & ſans lui procurer en même temps la facilité & le moyen d'envoyer ſes Miniſtres aux Lieux où on traitera: Et ſe communiqueront leſdites Parties ſucceſſivement, & de tems en tems, tout ce qui ſe paſſera dans ladite Negotiation: Ne conſentiront auſſi leſdites Parties à ladite Paix ou Tréve avec ledit Attaquant ou ſes Adherants, ſans ſe faire rétablir l'un pour l'autre en la poſſeſſion des Villes & Places, s'il le deſire, comme auſſi l'exercice des Droits & Immunités, qui appartiennent reſpectivement auxdites Parties, & dont elles jouiſſoient devant la Guerre, ſans auſſi ſtipuler de l'Attaquant & ſes Adhe-

Anno 1672.

Adhetants, l'un pour l'autre, les mêmes Droits & Immunités, Exemptions & Prerogatives qu'il Appartera pour foi même, à moins que lesdites Parties ne fissent d'autres conditions ensemble, & aura-t-on generalement égard à ce que les Hostilités cessent en même tems comme lesdites Parties.

XXIV. Les Généraux, Colonels & Commandants des Armées & Troupes, seront tenus de faire bonne Justice à un chacun, sans avoir aucun égard à l'apparence des personnes.

XXV. Lors que Son Alteſſe Electorale ſe trouvera dans quelqu'une de ſes Villes, où il y aura Garniſon des Etats Généraux, il lui ſera permis de retenir auprès de ſa perſonne la Garde du Corps de deux cent Chevaux au moins, lesquels ne ſeront obligés à aucune autre choſe qu'à la garde de la perſonne de Sadite Alteſſe; auſſi ne ſeront commandés que par Sadite Alteſſe & moins entreprendront aucune choſe qui puiſſe tendre au prejudice desdites Places occupées par les Garniſons desdits Etats.

XXVI. Sera auſſi permis à Sadite A. de dreſſer un Magaſin dans ſes Villes du Pais de Cleve, où il y aura Garniſon desdits Etats, dans lesquels Magaſins il pourra mettre les Munitions neceſſaires pour un preſ raiſonnable, & tel que lesdits Etats les acheteront eux mêmes, & les lui voudroient laiſſer, à moins qu'ils n'en euſſent affaire eux mêmes.

XXVII. Sera enſuite aviſé entre les Parties Contractantes aux autres moyens neceſſaires pour ramener la Paix, & retabliſſement du repos & ſeureté commune, par une Alliance plus étroite, ou autres expedients convenables à ce deſſein. Pour lequel effet lesdits Etats Généraux traiteront autant qu'il ſera poſſible avec Meſſeigneurs les Ducs de Bronswick, & du moins avec Meſſ. les Ducs George Guillaume, & Rudolf Auguſte, afin de les engager auſſi à un Traité d'Alliance.

XXVIII. Tous lesquels Points & Articles ſus-mentionnés lesdites Parties Contractantes promettent d'obſerver fidellement & inviolablement de part & d'autre, dont pour plus grande aſſeurance ont été faites deux Inſtruments d'une même teneur, qui ont été ſignés & ſcellés par les Deputés desdites Parties, qui promettent de faire ratifier & permuter le preſent Traité dans un mois prochainement venant, à compter de la datte des preſentes, & même plûtôt, s'il eſt poſſible. Ainſi fait, accordé & arrêté ſous la Signature & Cachets desdits Deputés, mentionnés en ladite Procuration, à Cologne au Sprée le 26. Avril vieux ſtile, l'an de grace 1672.

Ainſi ſigné,

Otto Baron de Swerin. (*L. S.*)
L. Chriſtoffle v. Sommits. (*L. S.*)
Frans Menderis. (*L. S.*)
Godert B. v Reede. Sr. d'Amerongue. (*L. S.*)

LXXXIII.

26. Avril. Salva Guardia von Ihro Kayſ. Mayeſt. Leopold der Stadt Dortmund / occaſione der um Rhein und in Weſtphalen entſtandenen Kriegs-Empörungen wider alle und jede Aggreſſores ertheilt. Wien den 26. April 1672. [LONDORPII *Acta Publica*, Theil. XIII. Libr. XIV. Cap. XXXVII. pag. 468.

C'eſt-à-dire,

Sauvegarde de l'Empereur LEOPOLD, *accordée à la Ville de* Dortmond, *à l'occaſion des mouvements de Guerre qui ſe font ſur le Rhyn & dans le Cercle de Weſtphalie, contre tous & chacun de ceux qui voudroient l'attaquer ou la troubler. A Vienne le 26. d'Avril 1672.*

WIr Leopold von GOttes Gnaden / Erwöhlter Romiſcher Kayſer / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Böhaim / Dalmatien / Croatien und Sclavonien ꝛc. Königl. Erb-Hertzog zu Oeſterreich / Hertzog zu Burgund / Steyer / Kärnthen / Crain und Würtenberg / Graff zu Tyrol ꝛc. Entbieten allen und jeden Chur-Fürſten / Fürſten / Geiſt- und Weltlichen Prelaten / Graffen / Freyen / Herren / Rittern / Knechten / Landvogten / Hauptleuten / Vitzdomben / Vögten / Pflegern / Verweſern / Amtleuten / Schultheiſſen / Burgermeiſtern / Rätten / Bürgern / Gemeinden / und ſonſten allen andern unſern und des Reichs Unterthanen und getreuen / und dann allen und jeden Ersten Herren / Obriſten / Stimmfürern / Fendrichen / Paurtiergern und Beſchlahebern / Cherenhelden / Quartier-Meiſtern / Fürrern / wie die Namen haben mögen / zu Roß und Fuß / Waſſer und Land / wes Standes / Weſens oder Würdens die ſeyen / unſer Freundlich Gruß und alles Gutes / und bemalt zu wiſſen / daß wir aus obligen unſern Kayſerl. Gemüth bewegenden tapferen erhebliche und gantz rechtmäſſigen Urſachen / über das und neben dem alle unſere und des Heil. Reichs obhabende Sträbe / Schirm und Hilff unterthanen und Zugehörige / gemeiniglich in unſern / als Römiſchen Kayſers und getreuen Oberhaupts Schutz und Schirm / Protection und Verſprechung ſein / unſere und des Reichs liebe Getreue / N. Burgermeiſter und Rath der Stadt Dortmund / ſambt allen den Ihrigen / und derſelben Hinterſaſſen / Burg- und Landleuten / mit aller ihrer Leib / Hab und Gütern / Leben und Eigen / inſonderheit der Stadt und von uns und den Heil. Reiche Lehenrührige Graffſchaft Dortmund / mit dero Leuten / Schlöſſern / Märckten / Mühlen / Weyhern / Eyrtalen / Gerichtern / Einkünfften / Hofen / Vorwerckern und Gefreyungen / ſamt allen Freyheiten und Immunitäten / Gerechtigkeiten / Einkommen und Pertinentien / wie ſie das alles an Lehen / Wiederlantſch / Pfand- und Eigen Gütern / und Zehenden / und ſonſten / unſers anerbornen / in Gewalt und Weſen haben / bey der einten am Rhein an des Heil. Reichs Niederland / Weſtphäliſchen Crayß / und deſſen Benachbahrten Provincien und Landen / zuſtehenden gefährlichen Kriegs-Empörungen und Conjunctionen nachmahlen in unſern und des Reichs beſonderen Beſchutz / Schutz / und Schirm und Salvaguardam empfangen und aufgenommen haben / thun das auch / nehmen ſie auf / empfangen ſie darmit und in Kraft dieſes Briefs / erklähren und wollen / daß vorgedachte Burgermeiſter und Rath der Stadt Dortmund / und all das Ihrige / um / und auffenthalb der Stadt / an ſtatt ihrer ſämtlichen Wehren und Luthern / auch derſelben Erben / Erben / Hinterſaſſen / Deuſ- und Ambtleuten / mit aller ihrer Leib / Hab und Gütern / Leben und Eigen / Graff- und Herrſchafften / Schlöſſern und Leuten / Recht / Gerechtigkeiten / Gut Phänungen / Freyheiten / Immunitäten / und Poſſeſſionen, ſo ſie jetzo haben / oder ins künfftig weiter erlangen und bekommen / oder mit gebührlichen Titul an ſich bringen möchten / und allen denſelben Ein- und Zugehörungen / Rechten zugenommen / unter und in ſolchen und des Reichs Verſprach / Schutz / Schirm und Kayſerl. Recht Salvaguardien / Freyheiten und Gnaden / alleſamt ſein und bleiben / auch alle und jede Recht / Gerechtigkeiten / Freyheiten / Immunitäten / Gutherbet / Vortheil und Benefician haben / ſich derſelben erfreuen genieſſen ſollen und mögen / wie andere unſere und des Reichs Unterthanen / und denen gleichen Kayſerl. Salvaguardia begabet und verſehen ſein / haben / ſich erfreuen und genieſſen ſollen und mögen / gantz und jumal unſers anjetzo ſeligſten und hochſeel. Herrn Kayſerl. Protection, Frey- Sitherheit und Haltung / Verſprach / Schutz / Schirm und Salvaguardia männiglich hindan und weſſend frey / und mitlerlich paſſungen werde / ſo vergunnen / erlauben / geben wir crafft dieſes Briefs / auch mit wolbedachtem Muht / und rechter Wiſſen / und Gewalthabt / ſie ſo oft ſie ihren / gefällig / und zu ihrer Nutzen und ihrem Nochdurfft erfordern werden / kommen und wegen / rauwerden / oder durch ihre Bevelchhabere jetzo / oder zu ihrer Stadt / Schlöſſer und Feſten / oder ihre perſönlich Anweſen / Hausſhaltungen / oder auch Poſſeſſionen / Vorſer / Bereverey und Schäfereyen unſern Kayſerl. Adler und des Heil. Reichs / auch unſerer Kunigrtich und Landen Wappen / ſampt oder ſondrlich / zum Geſtanglich unſers Kayſerl. Schutzes / Handhabe und Salvaguardia / vorſtehen / und daß ſelbiges / wo die im Reich anhalten / anſchlagen / publicirt und anſtwan worden / vollkommenlicher Glaubt / gleich dem Original ſolle zugeſtellet und geborſamet werden. Und befehlen darauf Ern. k. k. A. und euch allen ſämptlich oder einen jeden inſonderheit von Kun. Kayſerl. Macht / Vollkommenheit / darmit ernſtlich gebietend und wollen / daß die mehrgedachte unſere und des Heil. Reichs Stadt Dortmund / dero Burgermeiſter / Rath und Bürger / auch dann alles ihren zugehörigkeine allen denn / wie obſtehet / ruhig bleiben / und weder denen unſern Kayſerlichen Schutz / Schirm und Salvaguardiam heute Wags betrüben / paſſten / kaumen / beſchädigen / beſehen / eigentlichs enquantiren / gefänglich beſtricken / Streiffen und Pfändern / in keine Weiſe / ſondern ſie und alle die Ihrige und was beſtehen zuſtändig / wie auch das Namen haben mag / darbey ruhiglich / unturbirt / und allerdings unbeleidigt bleiben / auch unſer ordentlichen rechtlichen Proceß und darin ergangenen und in der andern Inſtanz publicirten End-Urtheyl nicht beſchweren noch beſchümmern laſſen / als lieb Ern. k. k. A. und euch und einen jeden ſonderſpere Kayſerl. Ungnade / und darzu eine Gold-Pen., als nemlich einhundert Marck löthiges Golds / ſo ein jeder / ſo offt er hierwieder handelt / ſolch in unſere Kayſerl. Cammer / und den andern halben Theil vielgedachte Stadt Dortmund unnachleßlich zu bezahlen verfallen ſeyn ſolle: Und dann den anſtändigſten Beſchlahebern und Kriegsleuten / des Heil. Reichs Adler / auch leib- und lebens-Verwürckung zu vermeiden / Und das meynen wir ernſtlich / mit Urkund

ANNO 1672. Urkund dieſes unſers Kayſerl. Briefes beygelegt mit unſerm Kayſerl. anhangenden Inſiegel/ der geben iſt in unſer Stadt Wien/ den fechs und zwantzigſten Tag des Monats Aprilis, nach Chriſti unſers lieben Herrn und Seeligmachers Gnadenreichen Geburth/ im ſechtzehenhundert/ zwey und ſiebentzigſten/ unſerer Reiche des Romiſchen im zwölfften/ des Hungariſchen im ſiebenzehenden/ und des Behmiſchen im ſechzehenden Jahre.

LEOPOLD.

Ut. Leopold Wilhelm Graff zu Königſeg.

Ad Mandatum Sacræ Cæſareæ Majeſtatis proprium.

Wilhelm Schröder.

(Locus appendentis Sigilli Cæſarei.)

ANNO 1672.

LXXXIV.

27. Avril. France et Savoie. *Reglement & Articles de* LOUIS XIV. *Roi de France pour les Confins entre la Savoye & le Dauphiné. Fait à S. Germain en Laye le vingt-ſeptiéme Avril* 1672. Avec l'ACCEPTATION *du Duc de Savoye du ſuſdit Reglement fait par Sa Majeſté. Donné à Turin le treiziéme Août* 1672. *Tiré du Recueil des Edits du Duc de Savoye. Imprimez à Chambery en* 1679. [FAREDER. LEONARD. Tom. IV. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans le Recueil des Edits de S. A. R. de Savoie imprimé à Chamberi 1679.]

LE Roy ayant deſiré que les difficultez qui ſe ſont rencontrées jusques à preſent, pour raiſon des Limites de Belle-Combe & Chaparellan en Dauphiné, & d'Appremont, Fraſin, & des Marches de Savoie, fuſſent terminées par un bon accommodement, auroit nommé des Commiſſaires pour y travailler conjointement avec ceux que Monſieur le Duc de Savoie avoit depuis à même effet; mais leſdits Commiſſaires n'étant pû convenir de la fixation desdites Limites, Mondit Seigneur de Savoie ſe ſeroit volontairement remis à Sa Majeſté de déterminer leſdites difficultez, ainſi qu'elle l'eſtimeroit à propos. En conſequence dequoi le Roi ſe ſeroit repreſenter les Titres, Enſeignemens, Pieces & Memoires ſervans à la juſtification desdites Limites de part & d'autre, avec les Procez Verbaux des Conferences desdits Commiſſaires, a eſtimé que leſdites Limites doivent eſtre reglées, ainſi qu'il enſuit.

PREMIEREMENT. Que la Voye Montagniére qui paſſoit la ſeparation des Mandemens de Belle-Combe & d'Appremont, commençera à la cime de la Montagne de Grenier, tirant droit à l'endroit où étoit cidevant la Croix d'Entremont, dans le Bois de la Serre, au deſſus de la Ruine, laiſſant le Pré de l'Eehau du côté de Savoie, auquel endroit il ſera planté une Borne, dans laquelle du côté de Belle-Combe ſeront gravées les Armes du Dauphiné, & du côté d'Appremont celles de Savoie; que de cet endroit ladite Voye Montagniére continuera & deſcendra à droite Ligne au Molard dudit Colombier, & dudit Molard droit au Roc appellé Pierre Acher, qui demeurera de la part de Dauphiné: & que depuis ladite Croix d'Entremont jusqu'audit Pierre Acher, il ſera planté une Bornes pareilles à celles ci-deſſus, de diſtance en diſtance à celle-ci.

II. Que dudit Pierre-Acher il ſera tiré une Ligne droite jusqu'au coin du Bois de Baſſuie, appellé des Muſard, à la teſte du Pré Paſchalis, conformement au Reglement Proviſionnel de 1576. lequel demeurera definiſif; bien entendu que le grand Sve, appelé le Sac de Mery, dont le fiers, ſuivant cet Alignement & ledit Reglement de 1576. devoit demeurer du côté de Savoye, ſera reputé à l'avenir être entierement du Dauphiné, le long de laquelle Ligne il ſera planté auſſi des Limites de diſtance en diſtance.

III. Et quant à la Prairie des Mortes, que directement au milieu d'icelle, entre le Pont de Glandon & l'Orme des Mortes, il ſera poſé une Borne qui ſervira de Limite; de laquelle Borne il ſera tiré deux Lignes droites, l'une du côté de la Riviere d'Izere qui finira à ladite Riviere, & l'autre du côté qui regarde les Bois de Baſſuie, laquelle finira au bout de ladite Prairie & aboutira aux Terres qui devoient demeurer du côté de la Savoie par ledit Traité Proviſionnel; que du bout de ladite Ligne il en ſera tiré une juſqu'à la Borne qui ſera plantée à la teſte du Pré Paſchalis: & que ce qui ſera en deça desdites Lignes du côté de Chaparellan & Belle-Combe, ſera reputé de Dauphiné, & ce qui ſera au delà desdites Lignes ſera de la Savoie; bien entendu que le Fort bâti par le Comte Aymond, en l'endroit où il étoit, demeurera dans la partie de la Savoie; le long desquelles Lignes il ſera pareillement poſé des Bornes de diſtance en diſtance.

IV. Que la fixation ainſi faite des Limites des deux Etats, ne pourra preyudicier au droit de propriété tant des particuliers pour les Heritages qui leur appartiennent, lesquels par ce moyen ſe trouveront dans l'un ou l'autre des Etats, que des Eccleſiaſtiques & Seigneurs pour les Fiefs qu'ils y auront, dont ils jouiront ainſi que par le paſſé, ſous la Souveraineté du Prince dans l'Etat duquel ils ſe trouveront.

V. Que ladite fixation ne pourra auſſi apporter aucun changement pour ce qui concerne le payement des Rentes & Redevances, étant expreſſement convenu qu'elles ſe leveront reciproquement comme par le paſſé.

VI. Et à l'égard des Tailles, qu'elles ſeront poyées en Dauphiné par les Savoiſiens, pour les Heritages qu'ils poſſederont dans la partie de ladite Prairie qui ſera du Dauphiné, & que les Sujets de Sa Majeſté payeront auſſi la Taille en Savoye pour les Heritages qu'ils poſſederont dans ladite Prairie qui ſera du côté de Savoye.

VII. Qu'en outre tout ceux du Dauphiné que ceux de Savoye, pourront indifféremment faire repaître leurs Beſtiaux dans toute l'étenduë de ladite Prairie, entre le Pont de Glandon & l'Orme des Mortes, ſoit dans la partie qui ſera du Dauphiné ou dans celle de Savoye, après la premiere herbe levée, depuis la Feſte de la Magdeleine jusqu'à l'Hyver enſuivant.

VIII. Que doremavant ladite Prairie ſera miſe en banne à Chaparellan, & que les Officiers dudit lieu en feront les Publications & les Reglemens de Police à jour preſix, susquelles Publications les Habitans d'Appremont, de Franſin, des Marches, & autres Sujets de Savoye qui ont des Heritages dans ladite Prairie, ſeront tenus de s'y trouver ſi bon leur ſemble.

IX. Et afin d'entretenir dores-en avant une bonne amitié entre les Dauphinois & les Savoiſiens de ce côté-là; en cas qu'en execution du preſent Reglement il arrive quelques differends entr'eux, ſoit pour le paſturage, contravention aux Reglemens de Police de la Prairie des Mortes, ou pour le plantement des Limites, leſdits differends ſeront jugez & terminez ſommairement par les Officiers de Sa Majeſté, & ceux de Mondit Seigneur le Duc de Savoye, lesquels ſeront tenus de ſe trouver pour cet effet audit lieu de Chaparellan, ſans preyudice au ſurplus de la Juriſdiction des uns & des au res, tant au civil qu'au criminel, laquelle ils exerceront chacun dans l'étenduë de ſon Reſſort.

X. Qu'en outre les Alignemens, plantemens de Bornes & Limites portez par le ſuſdit Reglement, ſeront faits en preſence des Commiſſaires d'icelui devant nommez de part & d'autre pour la fixation desdites Limites, pardevant eux qu'ils envoyeront ſur les Lieux à cet effet, lesquels en dreſſeront & ſigneront conjointement des Procez Verbaux, qui ſeront de Titres à l'avenir. Fait à S. Germain en Laye le 27. Avril 1672. *Signé*, LOUIS. *Contre-ſigné*, LE TELLIER. *Scelé du petit Sceau de cire rouge.*

Acceptation du Reglement fait par Sa Majeſté Très-Chrétienne ſur les Limites du Dauphiné.

CHARLES EMANUEL, par la grace de Dieu Duc de Savoye, Chaſlais, Aouſte & Geneveis, Prince de Piemont, &c. Voulant que les Articles touchant le Reglement des Confins & Limites de Belle-Combe & Chaparellan en Dauphiné & d'Appremont, Franſin, & des Marches en Savoye, que nous avons accepté & approuvé en la forme qu'ils nous ont eſté envoiez, ſignez par le Roi à S. Germain en Laye le 27. jour d'Avril dernier, desquels Articles & Acceptation *Copie* autentique eſt attachée aux preſentes, ſoient obſervées de bonne foy & pleinement executées,

ANNO 1672. Nous avons pour cet effet resolu d'ordonner, comme par ces presentes signées de nôtre main, de nôtre certaine science, pleine puissance & autorité Souveraine, & par l'avis de nôtre Conseil residant prés nôtre personne, Nous mandons & ordonnons à nos tres-chers bien amez & feaux Conseillers d'Etat, les Seigneurs de la Perrouze & de Challes, par Nous ci-devant deputez pour le fait dudit Reglement des Confins, de faire executer lesdits Articles de point en point selon leur forme & teneur, de ce faire, leur donnant tout le Pouvoir & toute Autorité neceſſaire. Mandons en outre à nos tres-chers bien amez & feaux Conseillers les Gens tenans nôtre Senat & Chambre des Comptes de Savoye, de faire enregiſtrer lesdites Presentes, avec ladite Acceptation, Approbation & Articles susdits, pour y avoir recours, les faisant garder & observer pleinement & perpetuellement, sans aucune difficulté: Car tel est nôtre plaiſir. Donné à Turin le treiziéme jour du mois d'Août 1672.

Signé,

CHARLES EMANUEL.

Visa, BUSQUET.

Contre-signé, DE S. THOMAS.

Et ſcellées en grand Sceau de cire rouge.

quatriéme partie du Droit de conduite d'Erford; la haute Jurisdiction & les Collectes de la Seigneurie de Remda, & Terre d'Apolda, la haute Jurisdiction & les Collectes avec le Droit de Retrait dans le Baillage de Hardisleben, & la Terre de Schwanhäuſſ. La même Duc de Saxe-Gotha leur cede auſſi d'ailleurs le Baillage de Freyenberg, & la Part du Votum d'Ilſenach, qui lui appartenoit dans les Dietes & Aſſemblées Circulaires. A Altenburg le 16. Mai 1672.

ANNO 1672.

LXXXV.

16. Mai. Recès mit Beraleich zwiſchen Ernestinum Pium Herzogen zu Sachſen-Gotha einer/ und denen Herzogen Johann Ernſt zu Sachſen-Weymar/ Johann Georg zu Sachſen-Eiſenach/ und Bernhard zu Sachſen-Jena Gebrüdern andern Theils/ Wodurch die durch den Tod Friedrich Wilhelms Herzogs zu Sachſen-Altenburg/ verledigte Fürſtenthümer Altenburg und Coburg Herzog Erneſt dem Gotha behalt/ doch daß denen 3. Herren Brüdern von Weymar/ Eiſenach und Jena auf dem Fürſtenthum Altenburg zuſammen und von Herzog dem Frommen cedirt werden/ die Schlöſſer/ Aembt/ und Städte Dornburg/ Allſtett/ das Aembt Roßlau/ Aembt und Stadt Burgk/ Aembt Heydebreck/ der Altenburg. Theil Dorff am Gl-nib zu Erffurt/ die Hobeit und Steuren der Herrſchafft Remda; und das Guth Apolda/ die Hobeit und Steuer samt dem Jure reluendi über das Aembt Hardisleben und Berwerck Schwanhoff/ ferner cedirt gedachter Herzog Ernſt zu die 5. Gebrüdere/ auß dem Fürſtenthum Gotha oder dahin gehörigen halben Fürſtenthum Eichach das Aembt Freyenberg/ imgleichen das unver mit Eiſenach gemein gebliebe Eiſenachiſche Votum auf Reichs- und Crayß-tagen. Altenburg den 16. May 1672. [CHRIST. GASTELIUS, *de Statu publico Europæ noviſſ.* Cap. XIX. pag. 789. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Ablatz II. pag. 201.]

Ceſt-à-dire,

Traité d'Accommodement entre ERNUST *le Pieux Duc de Saxe-Gotha d'une part, &* JEAN ERNEST *Duc de Saxe-Weimar*, JEAN GEORGE *Duc de Saxe-Eiſenach, &* BERNARD *Duc de Saxe-Jena, Freres, d'autre part, touchant les Principautés d'*ALTENBOURG *&* DE COBURG *devenues vacantes par la mort du Duc* FREDERIC GUILLAUME; *par lequel ils conviennent que lesdites Principautés appartiendront au Duc de Gotha; en forte néanmoins, & à condition qu'il cedera aux dits trois Freres dans la Principauté d'Altenbourg les Chateaux, Baillages, & Villes de Dornbourg, & Aiſſtett, Roſsla, Burgel, & Heusdorff, la*

DJ Von Gottes Gnaden Wir Ernſt / Herzog zu Sachſen/ Jülich/ Cleve und Berg/ ꝛc. und von deſſelben Gnaden Wir Johann Ernſt / Johann Georg/ und Bernhardt Gebrüdere/ Herzogen zu Sachſen/ Jülich/ Cleve und Berg/ ꝛc. thun hiermit kund/ und bekennen gegen manniglich. Demnach Gott der Allmächtige/ nach Gottes heiligen allein-weiſen Rahe und Willen/ den Weyland Hochgebornen Fürſten/ unſerm freundlichen lieben lieben Vettern/ Herrn Friederich Wilhelmen/ den Jüngern/ Herzogen zu Sachſen/ Jülich/ Cleve und Berg/ ꝛc. durch einen gnäd: unvermuthetes/ doch ſeeligen Tod an der Regierung der Landen/ Städten zu dero hülflichen Jungend und künfftigen den Jahre dero Alters/ am 14. Aprilis, nechſthin von dieſer Zeitlichkeit abgefordert/ und dardurch ſeiner lieben ernentlichen Fürſtenthümer Altenburg und Coburg/ ſambt darzu gehörigen Zugehörungen/ Unſers Anthel Landes verlediget worden; So iſt zwar zwiſchen uns Herzog Ernſten eines/ und uns Herzog Johann Ernſten/ Johann Georgen und Bernharden Gebrüdern andern Theils/ über der Succeſſion an ſolchen verledigten Landen Irrung vorgefallen/ und zur Arrabentzion der Poſſeß auf eine und andere Theil geſtritten worden.

Demnach aber Wir allerſeits als Chriſtliche Fürſten/ nichts ſo ſehr was unter oder anher Theil aus verhofften Recht/ nach der Billigkeit/ gantz oder zum theil zur ſich bekommen könte/ als das nahe Blut- und Stamm-Verwandtſchafft auch rechte wahre Freundſchafft/ Einigkeit/ gutes Vertrauen und Zuſammen-Verbindung Unſers Stammhauſes/ und Verbleibung deſſelbigen/ und ärgerlicher Weiterung in Betrachtung gezogen/ Wir Herzog Ernſt auch abſonderlich uns wol erinnert/ wie Wir vor hochgedachten dero Herren Gebrüdern/ Unſern freundlichen lieben Vettern/ als dero in Gott ruhenden Herrn Vatern/ Chriſtlicher Brüder nicht zwar anders/ als väterliche Treue und liebe zu erzeigen hätten; So haben Wir ſambtlich ohne Herzog/ und gleich den einhandener Differentz die Meinung zu einer gütlichen/ Gott wolgefälligen/ und zu Erhalt- auch Fortpflantzung beſtändigen Wolvernehmens abzuhelenden Verglichung fruhen laſſen; und nachdem zugleich der Durchlauchtigſte Fürſt/ Herr Johann Georg der Ältere/ Herzog zu Sachſen/ Jülich/ Cleve/ und Berg/ des Heiligen Romiſchen Reichs Erz-Marſchalck und Chur-Fürſt/ ꝛc. unſer freundlich geliebter Herr Vetter/ Gevatter und Gönner/ wie auch der Hochwürdige/ Durchlauchtige Fürſt/ Herr Morit/ Herzog zu Sachſen/ Jülich/ Cleve und Berg/ Poſtulirter Adminiſtrator des Stiffts Naumburg/ ꝛc. und der Ralten Thüringiſch Sudsaßiſchen. Unſer freundlicher lieber Vetter/ auch Schwager/ Bruder und Gevatter/ als Unſers verſtorbenen jüngern Vätern zu Altenburg hinterlaſſe Vormündere/ ſich zur treuer Beimeinung und tragenden Sorgfalt/ alſo fort uns Mittel geſchlagen/ und zu ſolcher allerſeits loblicher haben Dancklichmeinen Erkantnuß/ dero wegen obberührten Todesfalls nacher Altenburg abgeordnete/ gehorne Räthe/ den Wohledlen/ und den Veſten Herrn Carln Forderen von Friesen zu Rotha und Cana/ und Herrn Veit Ludwig von Seckendorff/ zu Obern-Jenna/ Gumperda und Modelſtorn/ Ihre lieben und Gnd. reſpective Cammerherrn/ Praſidenten und Obern-Conſiſtorii in Dreßden/ auch Canzlern und Praſidenten des Conſiſtorii zu Zeitz/ zu einer freundlichen Interpoſition inſtruiret und bevollmächtiget; Als haben Wir Herzog Ernſt/ jetzbesagten hohen Ältern zuhalt/ ſolche zuruckkommen nicht viel möglich gewesen/ dem Hochgebornen Fürſten/ Unſern freundlichen lieben Sohn/ ꝛc. Herrn Friederichen/ Herzogen zu Sachſen/ Jülich/ Cleve und Berg/ ꝛc. Wir Herzog Johann Ernſt aber/ Unſern freundlich/ geliebten Brudern und Gevatteren/ Herzog Johann Georgen/ und Herzog Bernharden Unſere Beſtmächtigen außgeſtanden/ und iſt darauf im Nahmen Gottes/ am nechſt-verſchienen 14. Aprilis in Altenburg zu gütlicher Handlung der Anfang gemacht/ und durch Gnädigen Beyſtand/ nach genugſamer Erwegung aller Umſtände/ mereiſt dienlicher und annehmlicher Bemühung vorgemeldter Chur- und Fürſtlicher Deputirten und getreuen Zuthun und Entrathen Unſerer allerſeits zu nach Altenburg erforderter und anſtändiger reſpective Geheimer und anderer Räthe/ auf May ein End ſo erfolget/ punctiret/ und von uns beiden anweſenden reſpective Fürſtlichen Gewalthabern und Principalen unterſchrieben/ nunmehro aber in gegenwärtigen außführlichen Recels excludiret und begriffen worden/ wie folget:

Zum Erſten/ behalten Wir Herzog Ernſt erblich und eigenthumlich mit gemein/ ohne Zuſtandig und Widerſpruch/ und alſo nun das zeuge aufgenommen/ was laut folgender Puncten Unſere freundliche geliebte Veitern zuruckgen/ den übrigen gantzen Anfall/

Digitized by Google

ANNO 1672. Anfall/ Succession und Erbfchafft des Fürſtenthumbs Altenburg und Coburg/ mit eingeſchloſſen das Stifft Saalfeld/ und die Pfandherrſchafft Lemter/ ſambt allen daben und andern Gerechtigkeiten und Pertinentien/ alſo wir Jurium & Actionibus, commodis & oneribus, wie ſolche Oerter unſer junger Vetter Graf Ernſt/ verhoben/ mithes überall/ als was gedachter maſſen hierrechtl[ich] außgeführlichen außgeſchrieben/ und unſerer Herren Vetter ld. ld. ld. geregnet zu bekinden/ und Wir Hertzog Johann Ernſt/ Johann Georg/ und Bernhard/ Gebrüdere/ ſeynd damit auch gänzlich und wol zufrieden/ wünſchen Gnner Gnad. und dero Fürſtlichen Poſterität zu abgehandter Poſſeſſion Göttlichen reichen Segen/ und alles Fürſtliche Gedeyen/ und wollen auſſer denen bedingten und herrnach benannten Stücken an Gnner Gnad. und dero Fürſtlichen Erben und Nachkommen/ ſo lang dero Männliche Descendenz ſich nach Gottes Willen erſtrecket/ für uns und unſere Fürſtliche Erben und Nachkommen/ auch auff der reſpective Pann/ und Succeſſion-Recht/ durchaus keinen Zuſpruch dargegen erwehren/ ſondern uns deſſen allen wiſſentlich und wolbedächtlich begeben/ und Ihrer Gnad. ruhige und völlige Poſſeſs und Eigenthumb gleichs/ gern und willig geſtanden haben.

Zum Andern/ Uns Hertzog Johann Ernſten/ Johann Georgen/ und Bernharden/ Gebrüdern verbinden und werden reſpective und dem Fürſtenthumb Altenburg/ mit reſt abgenden-ten Reſignationen der geweſenen Chur- und Fürſtlichen Herren Vormündern/ mit Herrn Hertzog Ernſtens Gnad. überlaſſen und übernehmen folgende Gebiffter/ Aemter/ Stätte/ Cammer-Güter/ Lande/ Leute/ Vaſallen/ und Unterthanen/ mit aller Landes-Fürſtlicher Hoher Obrigkeit/ Regalien/ Oeffnen/ Gerechtigkeiten/ Gebräuchen/ auch Hohen und Nieder-Jagten/ Gerichten und Gerechtigkeiten/ Pertinentien und Zugehörungen/ nichts überall ausgenommen/ ſondern in aller maſſe ſolche entweder von Unſern letz- verſtorbenen jungen Herrn zu Altenburg/ oder reſpective von Seiner Fürſtl Hertzog Ernſts Gnad. ſelbſten/ bis zu dieſer Uberlaſſung und Abtretung/ beſeſſen/ genutzet und gebrauchet worden/ von Reichswegen billig genung und gebr[auch]et werden mögen/ Maſſenthalb aus dem Fürſtenthumb Altenburg;

Schloß/ Ambt und Stadt Dornburg/ zuſambt der Hoheit und Lehen an denen Schrifft- und Ambtsſtühl zu gedachtem Dornburg/ Worinnen/ Gremſchen/ Flürſtedt und Oberreben/ ſo weit die Lehen-Barſt dieſer und folgends gemeldten Vaſallen und Fürſtaſſen außreichen/ und wie ſie in die Aemter oder denen Pfarrey/ denen unten angezogenen Theilungs-Anſtalten nach gehören;

Schloß/ Ambt und Stadt Auſſen/ ſambt denen Schrifft- und Ambtsſtühlen zu gedachten Auſſen / Haugendorff / Kalbsrieth/ Wolffersſtein/ Niederreißlingen/ Mittelhauſen und Emtzgen.

Zudem Roßlau/ mit ſeinen Flecken und Dörffern/ und denen reſpective Schrifft- und Ambtsſaſſen zu Berg-Sulza/ Wecker-ſtett/ Ober- und Nieder-Roßla/ auch Zorſtten/ doch das Collatorrecht zu Stätten mit ſeiner Zugehörung und Gerechtigkeit/ ſo weit ſich daſſelbe bishero erſtrecket/ vor uns Hertzog Ernſten/ auſſer genommen/ beſonders auch daß der Salzfund/ in denen oberwehnten ſeinen Aembtern bey dem Geſaltzwerck zu Stätten gelegen/ und die Unterthanen dem daſſelbi[g] ſich zu erholen/ ferner ernſtlich und ohne wehrendes Klagliehen und Verklagung einiger Unterthänigkeit/ wie ſie bishero ju thun gewohnt gewſen/ nichts minder auch forthin unverweicht anhalten werden.

Desgleichen bleibt uns Hertzogen Ernſten auch die Saalhſtadt/ allerdings/ wie ſolche bishero der Fürſtl Altenburgiſche Ehrd zu gebrauchen gehabt.

Weiter kommt uns denen drey Gebrüderen zu/ Ambt und Stadt Eſtlaeb/ mit denen darzu von Alters-hero gehörigen Jagtzeug und dem Vorwerck Kundsdorff.

Das Ambt Hottdorff.

Der zu ewigwährender Hordte Theil an dem Glaich zu Erffurt und deſſen Brauchertzen/ und die Helffte des Geerzgenthalerſtuffs zu gedachten Erffurt.

Hierüber die Hoheit und Seerrey der Dorffſchafft Rembardus des Gutzes Zeydra/ welche Dorffer unſer gedachten Vetter Graf zu Zehna/ Groſſe Fundation, zuehören/ und eingeſtalſſen die Erbrichkeit in Holtzerug und Grubenrode.

Weiter die Hoheit und Seerrn Lambd dem Jure reluendi über das Ambt Partzleben und Pfarrerey Gerwisdorff.

Aus dem Fürſtenthumb Gotha aber/ oder dahin gehörigen halben Fürſtenthum Eyſenach:

Das Ambt Freyenbreda/ mit denen Lehen und Frey-Hofen/ doch mit vorbehaltenem Zwang des Saltzkaufs zu Saltzungen/ und daß weder der Stadt und Saltzwerck daſelbſt beſtallt/ begehrender Stapel und Privilegien/ weder jetzo genommen noch zu deren Nachtheil/ unter weld Nahmen und Fürwand ſolches geſchehen könte oder möchte/ inmaſſen nachgehen werden ſoll.

Endlich auch die Lehenſtraffe/ die Wir Hertzog Ernſt an den von Mordach geſeſſern zu Fürſtenthum Eyſenach Wannuttſchen Thals bisdero gehabt/ jedoch daß uns und Unſern Fürſtlichen Descendenten der erſte Vorfall verbleibe/ und Ihro Gnd darauf wiederumb an einen Lehnann gereichet werde.

Wir wenden hey dieſer Abtretung und Einnahmung auf den Ertrag der Aemter/ und zwar nach denen allen in Anno 1572. und 1613. wie auch der in Anno 1660. ergangenen Hertzoglichen Landestheilungen/ und damals gefertigten Anſchlägen und Beſchreibungen ſich gerichtet/ und dahin gehen worden/ daß uns und dero Gnd[ern]/ ſo viel als der wordte Theil der Renthen und Nutzungen/ oder aber beſtändiges quantum unſerm Gnaden jährlicher Cuttung an Landesgefällen/ über und neben der Land- und Tranck-Steuer in denen oberwehnten Aemtern/ Städten/ Dorffern und Gütern/ Kraft dieſer Theilungen zukommen möchten; Soll ſolt doch/ im Fall der Ertrag mehr oder weniger/ als ſolche abgeſetzte Summa beträge/ beſtalchen wann ſich beſinde/ daß die Aemter ſothane an pertinentien gewachſen/ oder auch verſtärckt und gebeſſert worden/ einige Inclination, Erſetzung/ peræquation, oder Herausſahe/ weder an Geſtätten noch Gütern in keiner Art gefordert noch geworendert/ ſondern alles überhaupt und durch den Hagen verſtanden und ſich nach der jetzo gefundenen Poſſeſſion und Nutzung/ nach Ihr halt der Aemter-Rechnungen gerechnet/ auch alle und jede zu ſolchen Aemtern und gehörigen geſetzte Beamten/ Verſtehmung und Urkunden/ wie ſie jedes Orts beſtendigen/ haben gelaſſen/ und auch denen Cämpkern/ Cammern und Ober-Steuer-Einnahmen zu Altenburg/ und reſpective zu Gocha im Landes-Beſchreibungen/ Aembt- und Steuer-Rechnungen und Anſchlägen/ ſo wol die darzu gehörige Cämpter-Lehen-Cammer und Conſiſtorial-Acten außzuantworten/ oder von dem/ was nicht füglich zu ſepariren/ beglaubte Abſchrifften ertheilet werden.

Sollten aber ſolche Aemter/ und anhero überlaſſene Stücke/ gegen oder zum theil werden angeſprochen/ und deren wirckliche pertinentien/ wie ſolche überlaſſen worden/ als man ſich doch keines wegs zu verſehen hat/ ſo wollen Wir Hertzog Ernſt und Unſere Erben/ die beſchollen zu rechte geſtellet/ Gnädige Fürſtliche Landen lichen Beyſtand und Hertzog Ernſten gehörlich praeſtiren/ und zu deren Behauptung alle zuläſſige Mittel ergreiffen.

Wir verſprechen uns auch an ſolchen Aemtern und Orten alles bishero gehabter oder aus Altenburgiſcher Succeſſion verbeſſter Hoheit/ Nutzbarkeit und Gerechtigkeit/ als bey Ihr ld. ld. ld. und dero Fürſtliche Männliche Erben und Descendenten von uns und unſern Erben zu keiner Zeit beſtahlbert beſtrogen/ noch verunrichtet werden ſollen. Maſſenthen Ihnen vielmehr darzu alle Fürſtliche ehrliche Wahlehr und erſprießliche Nutzung/ und behalten uns allein die geſamte Hand- und Succeſſion-Recht darvon unver/ mehrt Gerichtbarkeit beſtan/ und durch dieſen Vergleich in folgenden Punctis ferner abſonderlich bedingt werden.

Zum Dritten/ Nachdem auch bisanhero wie allerleis auf Reichs- und Craiß-Tägen/ wegen des Fürſtenthums Eyſenach/ deſſen Aemter wir Hertzog Ernſt in dieſer Theilung zu beybehalten gu Hülffe erlaubt/ ein Fürſtlich Votum mitenander in commun geführt/ nunmehro aber uns Hertzog Ernſten und dem Fürſtenthum Altenburg und Coburg/ zwey Vota, und zwarn die bisher Altenburgiſchen theils gehabte Stelle unter denen Ordinari-Reichs-Deputirten zukommet; So wollen wir uns jedesmahl gegen unſerer Herren ld. ld. und dero Nachkommen zum beſten ſolches halben Fürſtenthum Eyſenach Vor bedacht haben/ daß auf Ihre ld. ld. ld. ſolches Lambd oder beyderſ[eits] wie ſie ſich ſolches verſtehen möchten/ allezeit und ohne fernere weitere Concurrenz ſtehen möge. Worzu wir die Hertzogl Gebrüderer zeit zuvorderſt mit hinzugen von den obigen Vorts des Altenburgiſchen und Coburgiſchen Fürſtenthumbs/ auf Reichs- Craiß- und Deputations-Tägen jährlich ſtehen.

Zum Vierdten/ Ob nun wol der Hauptz-Intention und Meynung dieſer Verglichenen gemäßam zu verbleiben/ und alle Stücke dieſes an Ertzen Punct einhalten/ uns Hertzog Ernſten und denen Fürſtenthümern Altenburg und Coburg/ auch Gnaden-feld und Hennebergiſchen Antheil/ auch denen Gebäuden und Beſtungen/ alle Vaallage und Lehenſchafften durchaus/ nach der jetzigen/ ſo im andern Punct ermeldter/ und nur den Lehen Gnaden allgemein/ aufgenommen/ und darüber auch die Lehen und Hohet an den Gnaden zu Waldeck/ wegen der Herrſchafft Tonna/ und was der Fürſtliche Altenburgiſche Theil an den Grafſtn zu Schwartzburg ſchuld/ deſſelben an denen Vor-Herrſchafft und hingegen von den obigen Vorts des Altenburgiſchen und Coburgiſchen Fürſtenthumbs/ auf Reichs- Craiß- und Deputations-Tägen jährlich ſtehen.

Zum Fünfften/ Ob nun wol der Hauptz-Intention und Meynung dieſer Verglichenen gemäßam zu verbleiben/ und alle Stücke dieſes an Ertzen Punct einhalten/ uns Hertzog Ernſten und denen Fürſtenthümern Altenburg und Coburg/ auch Gnaden-feld und Hennebergiſchen Antheil/ auch denen Gebäuden und Beſtungen/ alle Vaallage und Lehenſchafften durchaus/ nach der jetzigen/ ſo im andern Punct ermeldter/ und nur den Lehen Gnaden allgemein/ aufgenommen/ und darüber auch die Lehen und Hohet an den Gnaden zu Waldeck/ wegen der Herrſchafft Tonna/ und was der Fürſtliche Altenburgiſche Theil an den Grafſtn zu Schwartzburg ſchuld/ deſſelben an denen Vor-Herrſchafft und hingegen von den obigen Vorts des Altenburgiſchen und Coburgiſchen Fürſtenthumbs/ auf Reichs- Craiß- und Deputations-Tägen jährlich ſtehen.

Zum Sechſten/ Wann wol der Hauptz-Intention und Meynung dieſer Verglichenen gemäßam zu verbleiben/ und alle Stücke dieſes an Ertzen Punct einhalten/ uns Hertzog Ernſten und denen Fürſtenthümern Altenburg und Coburg/ auch Gnaden-feld und Hennebergiſchen Antheil/ auch denen Gebäuden und Beſtungen/ alle Vaallage und Lehenſchafften durchaus/ nach der jetzigen/ ſo im andern Punct ermeldter/ und nur den Lehen Gnaden allgemein/ aufgenommen/ und darüber auch die Lehen und Hohet an den Gnaden zu Waldeck/ wegen der Herrſchafft Tonna/ und was der Fürſtliche Altenburgiſche Theil an den Grafſtn zu Schwartzburg ſchuld/ deſſelben an denen Vor-Herrſchafft und hingegen von den obigen Vorts des Altenburgiſchen und Coburgiſchen Fürſtenthumbs/ auf Reichs- Craiß- und Deputations-Tägen jährlich ſtehen.

ANNO 1672. nichts beſto minder feſt und veſter / Reſtorem und Profeſſoren der Univerſität/als Prälaten / durch Ihre Deputirte, unſeren Beſtehen nach / auf die Land-Tage / wie vorhin geſchehen / zu verſtehenden / allermaſſen wir die drey Gebrüder / Ihre ſ. d. und drey Herren Succeſſores daran nicht hindern / ſondern vielmehr die Univerſität zur Erſcheinung anhalten laſſen wollen.

Zum Fünfften / Wir Hertzog Johann Ernſt/ Johann Georg/ und Bernhard/ Gebrüder / verſprechen uns hiermit wegen der mit Eigenthum / Hoheit und Steuer und zukommenden Aemter und Oerter / zu denen Aembs- Craiß- und Cammer-Gerichte / unter proportionirten Beytrag zu thun / auch das Comingent der denen Aembs- Craiß- und Cammer-Gerichts-Caſſen uns zuſtehenden zu laſſen / und zwar nach Anzahl der vorjetzo allhier gefertigten / und von denen zur Abtheilung und Calculation beſtändig zu jedem jedweden Gulden des Aembs- und Cammer-Gerichts Anſchlags / der dem Fürſtenthum Altenburg/ mit eingeſchloſſen des Stiffts Saalfeld Anſchlag / zukommet/ fuhrwegen Gulden / als 6 Groſchen / fünff Pfennig.

Wegen des Aembs Ertzpenders aber / was nach obenmahliger Außrechnung/ denen jetzo gangbaren land-Steuren nach / von dem Anſchlag des Fürſtenthums Gotha / oder halben Fürſtenthums Eyſenach / bißanh kommen / und künfftig dieſen Kreeis mit beygeſtigt werden wird.

Was aber die Steuer-Schulden belanget / wollen wir zu Abſtattung Zinß und Capital die jenigen Aemter und Oerter / welche beſtimmtem dem Ober-Steur-Einnahme zu Altenburg / zu verwaltung der Steuer-Rechnung / Beytrag darzu gehen / auch hinfort Beytrag thun laſſen / ſolcher Geſtalt / daß nach jetzo ebenmäſſig außgerichteter Proportion zu jedem hundert Gulden Capital oder Zinß / welche die Ober-Einnahme zu Altenburg zu bezahlen hat / jhrere Aemter und Oerter Dornburg / Bürgel / Roſla / Lembſdorff und Hardtſtetten / beyzehen Gulden / drey Groſchen / ſechß Pfennig / zuſteuren und beyzahlen ſollen.

Die jenigen uns zukommenden Aemter und Oerter / als Allſtedt / Bando und Appolda / welche bis dato zu denen Steuer-Schulden nit concurriret / wollen wir auch dabey dieſelbe bleiben zu laſſen und nicht verbunden haben; Es wäre denn / daß eine gelaubte Altenburgiſche Landſchafft dergleichen Beytrag mit Recht und Billichkeit behaupten könte.

Den oben verſprochenen Anfang aber wollen wir vor uns und Unſere Fürſtliche Nachkommen / Fürſtlich und aufrichtig practiciren laſſen / und darzu jedesmahlige und ungeſäumte Verordnung thun / daß beſtehenden fein Mangel und Behſtwerung in keiner Zeit entſtehen ſoll.

Wann aber ſolche Schulden abgetilget / alsdann ſollen gedachte uns zukommende Oerter mit beſagtem Beytrag nicht weiter beſchweret / ſondern bey ihren zugetheilten und überkommenen Oneribus gegen das Reich / Craiß- und Cammer-Gerichte gelaſſen werden / wie dann Wir Hertzog Ernſt oder Unſere Nachkommen / ſo dann ein mehrers nicht praetendiren und begehren wollen.

Solte ſich aber fügen / daß uns / denen drey Gebrüdern / nach gepflogenen Calculo, ohne Abtheilungsrecht der Creditoren / abſolvirt daß jenige Quantum an Capital und Zinſen / ſo unſern Aemtern zukommen wird / zuruwenden werden könte / ſo ſoll alsdann der Fornier Beytrag zur Altenburgiſchen Ober-Einnahme aufhören / und wollen wir ſolchen Falls die uns übernommene Poſten richtig und gebührlich abſtatten laſſen / und die Landſchafft des Fürſtenthums Altenburg deßhalben gäntzlich halten.

Was bis dato zuſtändige Steur-Reſten betrifft / ſo haben wir uns allerſeits ſo wol wegen beſtehen / als auch der Aembs-Reſten dahin vergliehen / daß die Steur-Einnehmer/ wie nicht weniger die Beamten / bey uns denen Gebrüdern zukommenden / und oben im andern Punct benannter Aemter und Oerter ihre Rechnungen vor der Ober-Einnahme und Cammer in Altenburg / und weil Ertzenberg belanget / zu Hofe / bis reſpective bey dem Aembs Walpurgis/ in Zwölffgefällen und Steuern den Abend vor Trinitatis jnſtituiren / und was ſie vor ſich oder Ihre Verſehen / deren Eyden ſie worden / ſtendig verbleiben / haben abſtatten. Deßgleichen auch was in die Altenburgiſche Ober-Einnahme zu Schulden und extraordinarius bey denen Unterthanen hatten / nach vorgehender Examination, auch beſtändiger Moderation, gleicher Geſtalt zu gedachter Ober-Einnahme / nach Möglichkeit / abgetragen werden ſoll.

An denen übrigen ſonſt zur Cammer gezogenen Steur- und Aembs-Reſten / ſoll und kann drey Gebrüdern / als auch denen zukommenden Aemtern und Oertern / der vorige Theil gutzuthun / wann wir uns alle obgedachter maſſen vergnügen / und bringen an Gefälliger Examination auch billigſtiger Erhebung mehr Vermuthen laſſen / ſondern unſers Herrn Vettern gn. und dero darzu Verordneten / durch unſere Beambte und Bediente / gebührlich und getreulich an die Hand gehen laſſen wollen.

Zum Sechſten / wegen der Mobilien und Inventarien / es ſeye an preciosis, Geſchmeiden / Baarſchafft/Silberwerck/ Geſchütz / Munition, Rüſtung/ Kleidung/ Gewand / Tapeten / Haus- und Bettrath / Betten / Getraide / Vieh / Pferde / und alles andern / wie es Namen hat / deßgleichen auch auffſtehenden Schulden und Forderungen / ſive actionibus realibus de perſonalibus, bleibt es bey dem / was im erſten Punct ins gemein geſetzt / jedoch / inforderſt mit dieſer Außnahme / daß uns den dreyen Gebrüdern alle Mobilia und Inventaria, in denen uns erwehrt aus denen Altenburgiſchen oder Gothaiſchen Landen zukommenden Aemtern / wie ſolche die Rants-Inventaria, und die Rechnungs-Schlüſſe / die auf den Abend vor Walburgis / ANNO 1672. nechſt verwahren / zu machen / und damit auch die jetzige Theile bey den Aemtern zu laſſen / hiermit verglichen wordt / mit ſich bringen / zuſtehendes mit den Aemtern folgen / gleichwol das auffgeſchriebene Getrayd / und vorhandene Wein-Vorrath mehr / mit genommen; Sodann und ferner verwilligen Wir Hertzog Ernſt hierüber Ihren ſ. d. den vierten Theil alles aufgeſchriebenen Getraides in Altenburgiſchen und Gothaiſchen auch Henneberg-ſiſchen Orten / alſo wollen wir auch die Stertz nach der Juſtification der Rechnungen (die wir Ihren ſ. d. d. gebührlich communiciren / dero habende befugte Erinnerung gern vernehmen / auch nach dero Gelegenheit benanden zum Stertz / gleich und in denen Ihnen beſtellenden Aemtern auch frey ſtehet / admittiren wollen) ſeine Richtigkeit thun / wollen wir / obt auch unmittelſt in Zuſtellung der vermuthlichen Quanta, ſo viel als der vierdte Theil des Vorrahts betragt / Ihren ſ. d. d. jetzterbetzt in denen Ihnen zukommenden Orten / übermeſſen und einnehmen laſſen / wirde aber / wie wegen des anſehnlichen Vorrahts zu Alſtedt zu ermeſſen / nun mehrers in derſelben / Orten / als zum werden Theil erfordert wird / ſich finden / das ſoll und Hertzog Ernſten vorbehalten bleiben.

Hierüber ſolle auch Ihre ſ. d. d. den vierdten Theil an vorhandenen preciosis oder Jubelen / inclusive Gold-Geld / deßgleichen an Silbergeſchirr und Jagtzeug / nach Anzweyung der Inventarien / nur ſich ſolche dis auf erwehnten Rechnungs-Schluß finden müſſen / empfehen / ſodann alles herausfolgen / daß ſie nicht alleine von aller übriger Zuhrwuß und auffſtehenden Schulden und Reſten abſtehen / ſondern auch für allen dingen mit uns gegen der Hochgebornen Fürſtin unſerer freundlichen geliebten Mutter/ Frauen Johannen Magdalenen / gebornen und vermählten Hertzogin zu Sachſen ſ. d. Anſpruch und praetenſionen, in Verbehaltung rechtlicher Beſtändigkeit / und Abwendung widrigen practiquen unterreten und Affidiren / auch der Tractaten und derſelben / nebenſt uns / anreiten und abhandeln.

Zum Siebenden / Verwild ich auch / nebenſt denen Steur- und Landſchafft-Schulden / auch eine jährliche und beſtändige Cammer-Schulden / nach Anzahl der Diener-Beſoldung / auch anderſeitiger Forderungen / und die Auffſtattung mehr beherwohnter Fürſten / ſtehen / und zwar weniger die Auffſtattung des Fürſtl. Begräbnuſſes betreffet / beſtehen wir Hertzog Ernſt bewogen werden können / auf einen proportionirten Beytrag zu beharren / bevorab und auch die laſt der zweyerley Reſidenten Regierungen / und andern Collegien / uns zumal in dieſen Unterhalt obliget: So haben wir dennoch auf beſchehene gütliche Unterhandlungen und endlich reſolviret / unſerer beyn Herren Vettern ſ. d. d. d. ſolchen Beytrag gleichmäſſig zu thun / dergeſtalt / daß wir ſie beſtehen in Anmerckung hierum angeführet / und unſerer Ihnen beywohnenden und eröffneten wichtigen Motiven zu dieſen Vergleich mit guter Gewiſſenung ſchreiten / und uns den Vorzug / den wir haben / nach Gebrüder Schickung / und auf getroffene Transaction erlanget / unſerer gnaſſen Zuverſicht nach / beſto lieber und freundlicher gönnen / und von aller perſonation, Angefallen / Gefahren / Schickſahlen / Jagten / und dergleichen gantz und gar abſtehen möchten / welches dann wir die drey Gebrüder aus aufrichtigen wohlmeinenden Gemüthe wollen conteſtiret / und hinzugeſetzet haben / daß unſere Schulden übernehmung / zu ſonderbaren Dand / angenommen haben.

Gleichwol wird hiermit daß jenige / was wegen einer ergiebigen Uberlaſſung an Jagten/ der Hertzog Ernſt / und wir Hertzog Johann Georg vor uns und unſere freundl. geliebte Herrn Brüder in einer Reden-punctation zu Friedenſtein am 9. dis mit erſtlicher / und was dabey ferner beſtimmet worden / hiermit nicht aufgehoben / ſondern wir wollen daſſelbe allerſeits nach Möglichkeit und dergeſtalt beförderen / daß ſolches unverhelt Monaterſt zum richtigen Stand komme.

Zum Achten / über dieſes alles ſollen auch mit dieſer Theilgleichung alle und jede Praetenſiones, die bey Fürſtl. Altenburgiſche Theil / zumal wegen der alten Theilungen / und daher geführter peraquation, auch über das / was Hertzog Ernſt an unſerer Herren Vettern ſ. d. d. d. wegen der ehen abgegangener oder ferner abgehenden Land- und Tranet-Steuren / der Pfand-Aemter Mühlberg und Tenbeck / zu haben / oder auch ausgeſtanden werden ſolte / gehabt oder haben mögen / auffgehoben ſeyn / und wann deren keinen Beſtehenden beſtwegen weder jetzo noch künfftig ein mehrers zugemuthet werden. Alles aber gänßlichen was quidvisliche Cammer-Forderungen ſeynd / die werden hiermit nicht gemeinet / ſondern in dem Stande / wie es die Inſtrumenten dehnt / oder richtige Berechnungen ausweiſen werden / gelaſſen.

Und wollen Wir Hertzog Ernſt hiermeſt inſonderer Unſern Herren Vettern ſ. d. d. d. nach Abſterben der Durchleuchtigſten Fürſtin/ unſerer freundlichen lieben Mutter / Schwägerin und Schwieger / Frauen Dorotheen / gebornet und vermählter Hertzogin zu Sachſen ſ. d. wegen des Ihnen obligenden Antheils an der Fürſtl. Raufhaus-Gebeten / ohne Nachzug laſſen / und ſie deſſen entheben.

Zum Neundten / Gleichwie zum beſten gantze wichtige Vergleich nicht anders / als auf beſtändige Stifftung mutt brüderlicher Freundſchafft und vertraulicher Zuſammenſetzung angeſehen und erbauet iſt; Alſo erklären wir uns allerſeits dahin / daß weder durch dieſe noch vorige Verbindungen wir oder unſere Nachkommen / und remanen / und an ſolcher beſtammer Verordnung jemanden

dern

Digitized by Google

ANNO 1672. bern lassen wollen/ sondern versprechen vielmehr Fürstlich und aufrichtig/ mit ungeschelten Consilia, allem Zertrennungen vorzubauen/ einhellende Mittelsvorschreiben und Gedancken aber freundlich/ Christlich und billichmässig hinzutragen/ hingegen die Ehre Gottes/ das Aufnehmen unserer wahren Christlichen Religion in Teutschland und Schweden/ so viel die hohe Justitia und gedeyliche Regierung unserer von GOtt anvertrauten Land und Leute ersprieslig und ersinnung zu befordern und zu handhaben/ und damit Wir Herzog Johann Ernst/ Johann Georg und Bernhardt Gebrüder/ den vermeldten Ihrer Hertzog Ernstens Sel. dißfalls bezeigtlich vorgestalten Sorgfalt/ und hiermit willig bar zu erstatten/ auch wegen derjo erstgestalter Mittel und Wege mit Gott Gnad. und Seelenheil verrichten und vorgehen wollen.

Insonderheit aber soll die Christliche Catechismus-Information in Kirchen und Schulen/ in dem von G. Gn. uns übergelassenen Amt Creyenberg in hißherigen Stande unverändert gelassen/ und nebenst der Christlichen Disciplin in Observantz würcklicher Gebracht werden; Dargegen Wir Herzog Ernst den Pfarrherrn und Schuldienern selbiger Orten/ die von uns mildiglich gestifftete Zulagen vor uns und unsere Nachkommen beständiglich reichen lassen wollen/ GOtt/ daß sie dasselbe für gehr oder auf Begehen/ der Abholung derselben sich in Person enstellen/ auf Nachfragen wegen ihres Verhaltens/ guten Wandels gehen/ und sich ihrer Christlichen Lehr und Aufführung obengemeldten Inhalten nachgelebt/ erinnern lassen/ welchem dann uns den Herzog Gebrüdern gar nicht zuwider sepn solle/ sondern wollen vielmehr gedachte Personen und Ihre Successoren darzu erhalten/ und Ihnen in solcher Verrichtung unsere Hohe Obrigkeitliche Assistentz widerfahren lassen.

Zum Schenden und letzten/ wird auch alles das jenige/ was nach dem Todesfall unsers jungen Vettern/ mit Eigenthümung der Possession vorgenommen/ oder von den Vormund und Unterthanen einem oder andern Theil unter uns/ den Assessen nach/ zu Beschwerung oder zum Vortheil vorgangen/ oder haben zu deuten seyn möchte/ allerdings/ so wol unter uns/ als gegen dieselbe in gänzliche Verzeihung gestellet/ und soll dessen kein Theyer nach Unrecht in einige weyse mit Ungnaden entgelten.

Die bey solcher Eygenfassung und angestellte bißhero verursachte Kosten werden auch ohne weiter Erstattung/ als wol bey Hof/ als auf den Aemtern hin und wieder gelegt/ und in der Vormünder Krafft dieses genommen; auch soll/ wie mehr berühret/ die perception der Aemter Nutzungen/ so viel uns/ den Gebrüdern belanget/ mit dem Tag Walpurgis angehen/ und des Jahrs/ perfecto die Rechnungen gestellet werden/ wie oben im sünfften Puncten practicirt und vergliechen worden.

Und wir allerseits versprechen und geloben/ Krafft dieses/ den unsern Fürstl. wohren Worten/ Treu und Glauben/ für uns und unsere Fürstl. Nachkommen/ daß wir diesen allen Fürstl. aufrichtig/ fleiß und wol nachleben/ und darwider in keinerley Weg handeln noch gestatten wollen/ daß darwider sonsten Jemand unsertwegen handeln solle. Begehen und alier und jeder Exceptionen, die aus Geist- oder Weltlichen Rechten diesen Vertrag zunicht erkennen werden können/ besonders aber/ was ex capite laesionis, Enormis Caleobi und dergleichen sonsten zu werden pflegt/ als dessen allen wegen wir uns nicht zu bedienen/ sondern uns redlichen und dapferen Ursachen/ nach rester Erwegung aller Umstände/ uns bekändtlich/ zuwissenlich und unwiderruffflich vergliechen haben.

Bisderholen gegenwander obangezeigte Freundschafft/ Dienstliche gratulationen, und wollen nur die Herr Gebrüder auch Krafft dieses der Röm. Kayserl. auch zu Hungarn und Böheim Königl. May. unsern allergnädigsten Kayser/ König und Herrn/ nur auch bestens hohen Gefallen/ von welchen ein und ander particular-Stück zu lehen rühret/ unsern Anhalt von den jetzigen Fürstl. Abendurgischen Successionen und lehenfall bermit/ salvo jure simultaneae Investiturae zu Sucessionis, gegen deshalben Uberlassung der benannten Oerter allerunterthänigst und pflichtmässig eröffnet/ zugleich aber und ingesamt mit allerseits die Kayserl. Königl. und andere lehenherrliche respective Confirmationes und Consens decorosissimo modo (über das/ was nach in besonderen Gefälligen Anfuchungen zu gestehen sindich) reserviret haben. Alles treulich und sonder Gefehrde.

Zu Urkund haben wir diesen Recess und Vergleich eygenhändig unterschrieben/ und mit unsern Fürstl. Insiegeln bedrucken lassen. So geschehen den 16. May, Anno 1672.

LXXXVI.

4 Juin. *Fœdus Defensivum inter Sacram Cæsaream Majestatem* LEOPOLDUM *& Electorem Brandenburgicum* FRIDERICUM WILHELMUM, *in Renovationem & Confirmationem Fœderis Defensivi inter eosdem die 9. Februarii 1678. conclusi & 10. Maii 1666. ad alios decem annos, post elapsum primum Decennium confirmati & extensi; atque ad Pacem Westphalicam illæsam ferwandam, ad Decennium de novo initum. Berolini die 4. Junii. 1672.* Cum RATIHABITIONE *Cæsarea Vienna data 13. Julii 1672.* Traité de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.] ANNO 1672.

In Nomine Patris, Filii, & Spiritus Sancti. Amen vero Dei, Amen.

POstquam inter Sereniſſimum Potentiſſimum & Invicti ſſimum Principem ac Dominum, Dominum Leopoldum Divina favente Clementia, Electum Romanorum Imperatorem, ſemper Auguſtum, nec non Hungariæ & Bohemiæ Regem &c. &c. &c. ex una; & Sereniſſimum Principem ac Dominum, Dominum Fridericum Wilhelmum Marchionem Brandenburgenſem, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarium & Principem Electorem &c. &c. &c. ex altera parte: Pro defenſione Regnorum, Ducatuum, Terrarumque ſuarum diverſis temporibus, uti infra exprimitur, Fœdera inita fuerunt, & vero cum Sacræ Cæſareæ Majeſtati, tum ſuæ Serenitati Electorali, conſtitum neceſſariumque viſum, ut eadem Pacta non ſolum renoventur, ſed & præſenti rerum ſtatui, ad eo melius ab Imperio, dictis Regnis, Ducatibus Terriſque repellendas hoſtilitates turbasque,tum ad averiendas Delii pericula damnaque, conformentur. Ideirco utriusque Partis ad hæc conſtituti Plenipotentiarii, certis Mandatis quæ infra exhibentur inſtructi; Et a parte quidem Sacræ Cæſareæ, nec non Hungariæ & Bohemiæ Regiæ Majeſtatis Illuſtriſſimus & Excellentiſſimus Dominus Johannes Liber Baro de Goeſſen, ſue Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Conſiliarius Imperii Aulicus: Et parte vero ſuæ Sereniatis Electoralis Celeſſimus Princeps ac Dominus, Dominus Johannes Georgius, Princeps Anhaltinus, Comes Ascaniæ, Dominus in Bernburg & Serbſt, Electoratus Brandenburgenſis Locum tenens, & Generalis Campi Mareſchallus,dictorum Principalium nomine in ſequentem Pactionem convenerunt.

I. Manent conſtans & inviolabilis inter utramque Partem Amicitiæ nexus; alter alterius commoda promovere ſtudebit, damnaque mutuo avertere, & reciproce utiliaat & ſecuritati ſedulo conſulere

II. Specialiter denuo confirmantur & renovantur Fœdus Defenſivum inter ſuam Majeſtatem Cæſaream & Sereniſſimum Electorem Brandeburgicum,quoad Status & Provincias utriusque Partis 9. Februarii 1658 concluſum & 10. Maii 1666, ad alios decem annos poſt elapſum primum decennium confirmatum & extenſum, nec quid in ullo Articulo. Puncto vel Punctis immutatum cenſeatur, niſi in iſtis ſuper quibus hic amplius & latius conventum eſt.

III. Scopus hujus moderni & novi Fœderis Defenſivi eſt, ut Pax Osnabrugenſis & Monaſterienſis ſervetur illæſa, nec per ullum, quicunque ille ſit, in finitram interpretationem propria authoritate trahatur, ut etiam ſub nullo prætextu contra Imperatorem & Imperium, Pacemque ejus publicam, & contra Juramentum, quo quisque Imperator & Imperio obſtrictus eſt, Fœdera fiant, vel ſi facta fuerint, ut ea roltantur & caſſa habeantur, nec ab ullo Compaciscentium, dictæ Pacis Weſtphalicæ, vel dictarum Pacificationum Conſortibus, vel a quocunque alio, ambobus Pacificentibus aut Statibus Imperii, qui dictam Pacem Weſtphalicam obſervant, vel directe vel indirecte quicquam hoſtilitatis,inimicitiæ, molestiæ aut impedimenti, quoad Perſonas, Statum, Bona, vel ſecuritatem, per ſe vel alios inferatur, ſed ſi quid contra factum fuit vel fuerit, nec amicabilis dehortatio locum inveneric, armis mutuis Pacis Turbatores & Violatores ad debitam satisfactionem compellantur.

IV. Permittitur omnibus Pacificationis Conſortibus huic Fœderi Defenſivo æquis conditionibus & cum conſenſu utriusque Partis debito tempore accedere, ſicuti etiam in arbitrio Coronæ Hiſpaniæ ſtabit, eidem accedere.

V. Cum totius Imperii Romani interſuerit, tam Pacem Oliventem & Cliventem, quam Pyrenæam & Aquisgranenſem pro conſervando Belgio Hiſpanico conclusi, exinde operam dabunt ambo Pacicentes, ſeque mutuo obligant, ut hæ omnes maneant illæſæ, vel ſi his contravenitur fuerit, ea reſtabliantur, præſtita tamen ab Aggreſſore vel violatore congrua satisfactione.

VI. Pariter cum Transactio inter Sereniſſimum Electorem Colonienſem ac Civitatem Colonienſem con-

Anno 1672. clusa & a Sua Majestate Cæsarea ratificata jure merito sit observanda, utraque Pars ex jam dictis Transigentibus conjunctim remedia competentia expectet.

VII. Sociabunt in casum necessitatis ambo Pacis centes sua Consilia & Arma necessaria, ut omnem invasionem, violationem, aut Turbationem retundant, nec desistent, usque dum debite satisfactum fuerit.

VIII. Teneat proinde pro conservanda tranquillitate publica paratam utraque Pars Exercitum, tam Pedestrem, quam Equestrem, parem huic suscepto negotio cum omni necessario Tormeatorum apparatu.

IX. Et cum Sua Majestas cum aliquibus Electoribus & Statibus Imperii Provisionale Fœdus Defensionis concluserit, dabit operam Imperator atque allaborabit, quantum in se est, ut dicti Electores & Status huic moderno Fœderi accedant.

X. Neutra Pars ex ambobus Confœderatis possit facere aliquid momentosi, vel Transactionem Pacis aut Induciarum inire, nisi conjunctim cum altera, & ex ipsius consensu.

XI. Durabit hoc Fœdus minimum per Decennium a die hodierna, quo elapso, aut etiam ante, ambæ Partes Pacisceutes de prorogatione hujus Fœderis ulteriore juxta rerum exigentiam convenient.

Conclusa fuerunt hæc omnia inter præmemoratos Sacræ Cæsareæ Regiaque Majestatis, & Serenitatis suæ Electoralis Plenipotentiarios vigore plenæ facultatis ac Mandatorum a suis Principalibus Ipsis concessorum & reciproce communicatorum, quorum tenor infra sequitur, sub Ratihabitione suæ Cæsareæ Regiaque Majestatis & Serenitatis suæ Electoralis, quas utriusque Partis Plenipotentiarii intra spatium quinque Hebdomadarum a data hujus computandarum extradendas & communandas promittunt. In quorum fidem præsens hoc Instrumentum a prænominatis Dominis Plenipotentiariis subsignatum ac Sigillis munitum est. Actum Berolini die ‡. Junii Anno Domini milesimo sexcentesimo septuagesimo secundo.

Joannes *Baro* de Goessen. (*L.S.*)

Johannes Georgius *Princeps* Anhaltinus. (*L.S.*)

Articuli Secreti.

I. PRimo ante omnia mutuis Consiliis & Auxiliis Colonię providentur. Cæsarea Majestas tenetur intra proximum Bimestre a die hodierna & congreget duodecim millia tam Equitum quam Peditum, armis & omni apparatu militari & re Tormentaria, talibus Copiis convenienter instructa. Elector item paratum habeat Exercitum nempe duodecim millia tam Equitum quam Peditum omni simili apparatu necessario proportionaliter instructa.

II. Nihil quod summam rei contingit, nisi communi consensu suscipiatur.

III. Circa Religionem & Status Ecclesiasticos Imperii exacte observentur singula, quæ in Pace Westphalica comprehensa sunt, & omnia quoad dictum Punctum Religionis in moderno statu reliquantur, ita ut nulla Archiepiscopatuum vel Episcopatuum, Abbatiarum, Præpositurarum, Commendarum & aliorum quorumcunque Bonorum & Beneficiorum Ecclesiasticorum fiat: vel immixtio, vel in partes discerpio, multo minus universalis alienatio; sed Romano Imperio & Fidei Catholicæ conserventur, nec Jura Electionis Capitulis competentia quocunque modo turbentur.

IV. Maneat etiam Civitati Bremensi, ejusque Territorio & Subditis præsens suus status, Libertas, Jura & Privilegia sine impetitione tam in Ecclesiasticis quam Politicis.

V. Quandoquidem etiam in Imperii Constitutionibus præclare sit ordinatum, quid exteris in Imperio, circa coactionem Militum, Transitum & Hospitationes eorundem liceat, vel minus; Non permittent ambo Pacisentes, ut quid in his & similibus, in Imperatoris aut Imperii præjudicium, aut contra Pacem publicam fiat, aut Suæ Cæsareæ Majestatis summis Juribus Regalibus, Dignitati & authoritati ullum præjudicium inferatur.

VI. Et cum Instrumento Pacis Westphalicæ & Imperii Legibus reliquis cautum sit, quatenus Imperatori, vel singulis Statuum Bellum in alterius Status, vel exterorum offensionem decernere aut suscipere liceat, vel non liceat: Curent omni modo debito ambæ Partes, ne quid contra hoc ab ullo Imperii Statu fiat aut attentetur. Anno 1672.

VII. Quæ in quinto Articulo Fœderis Publici de manutenenda Pace Pyrænea & Aquisgranensi dicta & conventa sunt, hanc interpretationem ex parte Serenissimi Electoris habeant, ut si oporteat ut armis dictam Pacem teneri, intra Quadrimestre proximum hoc faciat una cum imperatore pro viribus, consilio, quod in recompensationem hujus Guarantiæ, si per arma intra dictum tempus facta fuerit, Res Catholicas Electori congruum subsidium si paribiurus, prout etiam Sua Majestas Cæsarea, si opus fuerit, apud dictum Regem Catholicum sua officia interponet. Elapso autem hoc Quadrimestri, si deinde memoratam Pacem, armis manentere necessitas exigeret, teneatur quidem ad hoc dictus Elector; sed non aliter, nisi prævio & concluso Tractatu inter Regem Catholicum & Electorem do modo & rationibus conservandæ dictæ Pacis.

VIII. Caret Elector, ut Serenissimus Rex Daniæ, Domus Brunsvicensis, Hasso-Cassellana, aliique huic Fœderi proxime accedant.

IX. Conclusa fuerunt hæc omnia inter præmemoratæ Sacræ Cæsareæ Regiaque Majestatis, & Serenitatis suæ Electoralis, Plenipotentiarios, vigore plenæ facultatis ac Mandatorum a suis Principalibus ipsi concessorum & reciproce communicatorum, sub ratihabitione Sua Cæsareæ Regiaque Majestatis, & Serenitatis suæ Electoralis, quas utriusque Partis Plenipotentiarii intra spatium quinque Hebdomadum, a data hujus computandarum, extradendas & communandas promittunt. In quorum fidem præsens hoc Instrumentum a prænominatis Dominis Plenipotentiariis subsignatum & Sigillis munitum est. Actum Berolini die ‡. Junii Anno Domini milesimo sexcentesimo, septuagesimo secundo.

Joannes *Baro* de Goessen. (*L.S.*)

Johannes Georgius *Princeps* Anhaltinus. (*L.S.*)

Ratificatio Cæsarea Viennæ data die 13. *Julii* 1672.

NOs Leopoldus (*Titulos.*) Notum facimus universis ac singulis, quorum scire interest, agnoscimusque pro nobis, Hæredibus ac Successoribus nostris; Quod cum nobis a Serenissimo Friderico Wilhelmo, Marchione Brandenburgensi (*Titulos.*) Sacri Rom. Imperii Archi-Camerario, Principe Electore, & consanguineo nostro Charissimo, mediante ejusdem ad nos bis ablegato Illustrissimo Joanne Georgio Principe Anhaltino, Comite Ascanię, & Domino in Bernburg, consanguineo & Principe nostro Charissimo, certum quoddam Fœdus pro moderanarum rerum exigentia & circumstantiarum qualitate propositum, eoque domum reversio, inter nostrum ibidem residentem Ministrum & Ablegatum, Generosum Consiliarium nostrum Imperialem Aulicum, Sacrique Imperii fidelem dilectum Joannem Liberum Baronem de Goessen, & memorati Serenissimi Principis Electoris Brandenburgici ad hoc deputatum, sufficienti utrinque Mandato instructos, & extraditis mutuis & reciprocis Plenipotentiis, utriusque nostrum nomine, die 23. Junii anno 1672. in sequentem modum initum & conclusum fit:

Sequitur infertio Fœderis. Item *infertio Plenipotentiarum utriusque Partis.*

CUmque simul etiam convenerit, ut ejusdem ioiii & conclusi Fœderis Ratihabitio à nobis & à prædicti Serenissimi Electoris Brandenburgensis dilectione intra terminum quinque Hebdomadarum, à die subscriptionis sequi & utrinque commutari debeat. Nos huic Conventioni satisfacientes, idem Fœdus initum & conclusum, per omnia & singula approbaverimus, confirmaverimus, & ratihaburimus, veluti hisce pro nobis, Hæredibus ac Successoribus nostris, verbo nostro Cæsareo approbamus, confirmamus & ratihabemus: Promittentes insuper, nos omnia ac singula in præsato Fœdere contenta, quantum quidem nos concernunt, Divipá aspirante gratiá, bonâ fide præstituros & adimpleturos,

Digitized by Google

Anno 1672.

ANNO tatos, omnique ratione impediturос, ne a noſtris vel aliis aliо modo violentur. In cujus rei fidem hasce manu noſtra ſubſcripsas, Sigilli noſtri Cæſarei appenſione maniri juſſimus. Dabantur in Civitate noſtra Viennæ die 13. menſis Julii, anno 1672. Regnorum noſtrorum &c.

ANNO 1672.

LXXXVII.

28. Juin. FRANCE ET TUNIS. *Traité de Paix entre* LOUIS XIV. *Roi de France, & la Ville & le Roiaume de* TUNIS, *fait à la Baye de la Goulette le 28. Juin 1672. par le Marquis de Martel Lieutenant General des Armées Navales de Sa Majeſté au Levant.* [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

PREMIEREMENT que doresnavant à compter du jour de la ſignature des preſens Articles, il y aura ceſſation d'Armes & de toute hoſtilité tant de l'une que de l'autre part. Il y aura une bonne intelligence, amitié & Paix ferme, & ſtable entre les Sujets de Sa Majeſté Tres-Chrétienne & les Illuſtres & Magnifiques Seigneurs, Pacha, Divan, Dey, & Beys, & Peuples dudit Royaume, & qu'en contemplation de cette Paix, leurs Vaiſſeaux, Galleres, Barques, & autres Bâtimens navigueront en toute liberté tant ſur Mer que ſur Terre, les Subjects de l'une & de l'autre part ne ſe feront aucun acte d'hoſtilité, au contraire s'entre aideront & ſe ſerviront les uns les autres ſans ſe procurer aucun dommage, ains ſe donneront toute aide & conſort & paralellement tous les Subjects de l'une & l'autre Nation pourront negocier dans toute l'etenduë tant du Roiaume de France que de celui de Navarre, & celui de Tunis en toute liberté, dans lesquels Roiaumes ils ſeront traités avec le temoignage d'une vraie & ſincere amitié.

II. Que tous les Eſclaves (1) François detenus dans la Ville de Tunis & étenduë d'icelui Roiaume pris ſous la Banniere de France comme auſſi tous les Janiſſaires & Mores dudit Roiaume pris par les Vaiſſeaux du Roi depuis la rupture de la Paix, de quelque qualité & condition qu'ils ſoient, ſeront dès à preſent mis en toute liberté.

III. Que tous les Vaiſſeaux tant d'une part que d'autre ſe trouvant en Mer ou dans quelques Ports & Rades, après avoir deployé leur Pavillon & s'être reconnus pourront continuer leur route ſans qu'il leur ſoit donné aucun empêchement; Mais d'autant que ceux d'Alger, Tripolly, Sallé, & autres endroits de Barbarie portent même Pavillon que ceux de Tunis, pour prevenir tous les accidens qui en pourroient naître, il eſt arrellé que les Vaiſſeaux de Tunis après la ſuſdite reconnoiſſance, & que leurs Equipages ſe ſeront monſtrés ſur le Tillac pour ſe reconnoître, pourront envoier un Homme ou deux dans leurs Barreaux outre ceux qui ſeront neceſſaires pour la conduite d'iceux, à bord des Vaiſſeaux de S. M. T. C. pour s'aſſeurer s'ils ſont François, y entrer ſi bon leur ſemble, & faire apparoir par un Certificat du Conſul reſident à Tunis qu'ils ſont dudit Roiaume, à l'exhibition duquel, les Commandans desdits Vaiſſeaux de S. M. leur laiſſeront continuer leur route en toute liberté. Sans qu'il ſoit fait aucun tort ni dommage à leurs perſonnes, ſoit Marchands, Mariniers, Soldats, & Paſſagers, de quelque Nation & condition qu'ils puiſſent être ſans les viſiter ni rechercher d'aucune maniere, ce qui s'obſervera ſemblablement par les Vaiſſeaux dudit Tunis, à l'égard des Vaiſſeaux de S. M. T. C. & de ſes Subjets, qui ſeront obligés de faire apparoir au Paſſeport de l'Admiral de France, qui ſe renouvellera toutes les années, hormis pour les voyages du Levant & de longues courſes, Et en cas que par malheur ils euſſent perdu leur Paſſeport ils ſeront amenés à Tunis & en France pour être mis en enquête entre les mains du Conſul jusques à ce qu'il en ait été juſtifié.

IV. En cas que quelques Vaiſſeaux, Barques, & autres Bâtimens Marchands de Tunis, fuſſent rencontrés en Mer par les Vaiſſeaux de Guerre ou autres Bâtimens de S. M. & que par mégarde ils fuſſent contraints de combattre & qu'en ſuite ils fuſſent forcez & pris, venans à être reconnus être dudit Roiaume de Tunis ils ne ſeront nullement reputés être de bonne prise, au contraire ils ſeront reſtituez avec leurs Equipages & Paſſagers, & toute leur Marchandiſe & effets de quelque nature qu'elles puiſſent être. Ce qui ſe pratiquera & obſervera de point en point par les Vaiſſeaux de Tunis, à l'égard des Vaiſſeaux & autres Bâtimens des Sujets de Sa Majeſté.

V. Quand les Vaiſſeaux de Guerre & autres de Sa Majeſté ſe rendront aux Ports & Havre de Tunis avec des priſes, ils les pourront vendre, excepté celles faites ſur les Turcs, ſans qu'il leur puiſſe être fait aucun empêchement quel qu'il puiſſe être par ceux du Pais, & ne ſeront obligez d'en paier que les Droits ordinaires & accoutumez. Et en cas que leſdits Vaiſſeaux aient beſoin de Victuaille & autres choſes neceſſaires, ils pourront les acheter librement au prix ordinaire du Marché du Pais, & n'en paieront aucun Droit à aucun Officier, & le même ſera obſervé en France à l'égard des Vaiſſeaux de Tunis.

VI. Que quelque Sujet de Sa Majeſté Marchand ou Paſſagers ou de quelque qualité & condition qu'ils puiſſent être, ſe trouvans dans un des Ports ou Havres de Tunis, aura la liberté de demeurer dans ſon Vaiſſeau, d'en ſortir, aller en Terre; & en revenir, ſans en pouvoir être empêchez en quoi ſera permis à ceux du Roiaume de Tunis quand ils ſeront dans les Ports de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne.

VII. Que ſi par cas fortuit quelque Galiere, Vaiſſeaux, Barques, & autres Bâtiments de Sa Majeſté tiendront à eſtre attaqués ou combatus par ceux d'Alger, Tripolli, Sallé, ou autres de leurs Ennemis, dans les Ports du Roiaume de Tunis, ou ailleurs, les Commandans des Places ſeront obligés de leur donner refuge dans leurs Ports, & feront tenus d'envoier de leurs Gens dans un ou pluſieurs Batteaux pour y apporter du remede, & les deffendre autant qu'il leur ſera poſſible. Ce qui ſe fera de même obſervé en faveur de ceux de Tunis dans les Ports de Sa Majeſté Tres-Chrétienne.

VIII. Que tous les Vaiſſeaux Marchands & autres Bâtimens Subjects de S. M. qui ſe rendront à Tunis & dependances dudit Royaume pour y vendre leurs Marchandiſes, le pourront faire en toute ſeureté & liberté en paiant ſeulement les Droits ordinaires d'entrée, & à l'égard de celles qui ne ſe trouveront point ils les pourront transporter dans leur bord, ſans que pour ce ils puiſſent eſtre obligez de paier aucuns Droits pour icelles.

IX. Que les Vaiſſeaux tant de Guerre, Galleres, Marchand ou autres Bâtimens appartenans au Roi T. C. ou à ſes Sujets, pourront venir à tel Port, Rade, ou Havres des dependances dudit Roiaume de Tunis, tel que bon leur ſemblera pour ſe radouber, carener, ſgarmer & y faire de l'eau, & y prendre des rafraichiſſemens, ſans qu'il leur en puiſſe être fait refus, ni pour ce exiger aucuns Droits avec precaution, neanmoins à l'égard des Gall. qu'elles ſeront obligées avant que d'entrer dans leſdites Ports d'envoier un Caique en Terre, advertir les Commandans des Forteresſes d'iceux de leur intention, lequel Caique & ſon Equipage reſtera pour ôtage, pendant que le Batteau desdites Forteresſes ira reconnoître leſdites Galleres & apprendre leur intention.

X. Que les Vaiſſeaux, Galleres & autres Bâtimens de Sa Majeſté & de ſes Sujets qui par malheur pourroient faire naufrage dans les Ports, Rades ou Coſtes dudit Roiaume de Tunis & ſes dependances, ne pourront eſtre reputés de bonne priſe ni leurs effets pillés, ni leurs Hommes de quelque qualité ou Nation qu'ils ſoient, Marchands, ou Paſſagers, être reputés Eſclaves, au contraire, que les Gouverneurs des Forteresſes, des Villes & Ports, & Peuples dudit Roiaume de Tunis & ſes dependances feront leur poſſible pour leur donner aide & ſecours afin de ſauver leurs perſonnes, Bâtimens, & Marchandiſes, ſans que les Seigneurs Paſcha, Divan & Dey puiſſent rien prendre ni y contrevenir, & le même ſera obſervé en France à l'égard des Vaiſſeaux dudit Roiaume de Tunis, en cas qu'il leur arrive pareille disgrace.

XI. Qu'il ſera permis à ceux de Tunis de nolliſer de gré à gré les Bâtimens François qui ſeront dans leurs Ports, & en cas que le Conſul ſe fait rendu caution par Acte ſigné de ſa main, ledit Conſul ſera responſable & non autrement étant pour leur ſervice, & non par violence comme il arrive.

XII. Que ſi quelque Vaiſſeau ou autre Bâtiment de Tripolly, Alger, Sallé, ou de quelqu'autre part que ce puiſſe

(1) Plusieurs Esclaves que leurs Patrons avoient envoié à la Campagne, & le nombre en manquoit par un rolle figuré.

ANNO 1672. puiſſe être amene dans Tunis, ou autre part de ſa dépendance quelque Vaiſſeau ou autre Bâtiment appartenant aux Sujets de Sa Majeſté, il ne leur ſera permis de vendre dans leſdits Ports aucuns Marchots, ni l'aſſujettir à la viſite leſdits Bâtimens, mais ſeulement les Marchandiſes. Ce qui ſera obſervé en France à l'égard de ceux dudit Roiaume de Tunis.

XIII. Que deſormais aucuns Vaiſſeaux de Guerre, Galere ou autres Bâtimens dudit Roiaume de Tunis ne pourront faire aucuns François Eſclaves ni autres non pas même les Chevaliers de Croix embarquez ni mi-me Paſſeports, ſous la Banniere de France; & qu'ils ne pourront non plus faire Eſclaves les François Paſſagers ſous les Bannieres Etrangeres de quelque Nation qu'elles ſoient: mais quant aux Turcs, Canoniers, Soldats & Matelots ſeront faits Eſclaves, & pourront être rachetez ſeparement ou enſemblement pour 150. Piaſtres chacun, pourvû qu'ils n'aient pas été pris ſur des Vaiſſeaux de Guerre Ennemis de ceux de Tunis auxquels on ne pretend rien. Ce qui ſera pareillement obſervé en France à leur égard.

XIV. Que dorenavant tous les Sujets du Roiaume de Tunis ſeront libres en France & de quelque Lieu qu'ils puiſſent être aportez ou ameuez, ne ſeront tenus pour Eſclaves ni achetez, ni vendus; & ſi d'aventure il s'en rencontroit quelqu'un, à la premiere requiſition il ſera rendû & mis en liberté avec toutes les hardes & effets reſtituez: Comme pareillement il en ſera uſé dans toute l'étenduë du Roiaume de Tunis à l'égard des François.

XV. Que le Conſul François reſidant à Tunis y ſera honnoré & reſpecté, & y aura la préeminence ſur tous les autres Conſuls, & continuera d'avoir dans ſa Maiſon un lieu auquel lui & les Sujets de Sa Majeſté Très-Chrétienne puiſſe exercer librement leur Religion, ſans que perſonne leur puiſſe faire aucun tort ni empêchement, ni dire aucune injure par paroles ou voie de fait. Et pourra ledit Sieur Conſul avoir & entretenir chez lui un Prêtre tel que bon lui ſemblera pour ſervir ſa Chapelle, ſans que le Pacha, Dei & Divan l'en puiſſe empêcher.

XVI. Arrivant changement de Conſul François par établiſſement d'un nouveau par Sa Majeſté; leſdits Seigneurs, Pacha, Divan & Dei n'y pourront aporter aucun obſtacle, ni empêchement ſous quelque pretexte que ce puiſſe être, & le Conſul qui ſortira s'en pourra aller librement en païant ſes Dettes: & durerinant les Conſuls François avec participation toutefois du Seigneur Dei pourront changer de Saccagi ou de Truchement de trois en trois mois ſelon la Coûtume ordinaire du Divan, ce qui lui ſera accordé ſans difficulté.

XVII. Que toutes les Nations qui négocieront dans Tunis à l'étenduë dudit Roiaume, reconnoîtront le Conſul des François, & lui païeront les Droits accoûtumés du Conſulat ſans difficulté, excepté la Nation Angloiſe qui a à preſent un Conſul dans Tunis, & même les Grecs de la domination Ottomane, au cas qu'ils aient beſoin dudit Conſul pour leurs Expeditions.

XVIII. Que les Etoffes, Victuailles & autres Denrées que le Conſul François fera venir pour ſon uſage ou pour faire preſens, ne païeront aucun Droit ni Impôt non plus que ce qu'il pourra achetter ſur les Lieux pour la proviſion de ſa Maiſon.

XIX. Que deſormais tous les Biens des Sujets de Sa Majeſté qui demeureront dans Tunis, ou dans l'étenduë du Royaume ne pourront en cas de Dette, abſence ou mêtait être ſaiſis & mis en ſequeſtre par qui que ce ſoit de Tunis: au contraire demeureront en main du Conſul François, même que les Sujets de Sa Majeſté auront liberté de ſe retirer en France, ou ailleurs où bon leur ſemblera, avec leurs Femmes, Enfans, Domeſtiques, Biens & effets generalement quelconques, ſans qu'il leur ſoit fait aucun empêchement.

XX. Que le Conſul François, ni aucuns Sujets de S. M. T. C. ne ſera tenu des Dettes d'un autre François, ni d'aucun d'une autre Nation quel qu'il puiſſe être, n'y pourra être empriſonné, ni la Maiſon du Conſul ſcellée, & qu'aucun remongnage ſera reçû contre aucun d'eux ni ne pourront être ſéiournez, à moins qu'au préalable ils n'y fuſſent obligez par Acte ſigné de leurs propres mains.

XXI. Qu'en cas que quelqu'un des Sujets de Sa Majeſté frape ou maltraite un Turc, ou More, on pourra en faire la Juſtice s'il eſt pris, mais en cas qu'il ſe ſauve dans la Maiſon du Conſul on ne pourra s'en prendre audit Conſul ni à aucuns des Sujets de Sa Majeſté. ANNO 1672.

XXII. Que nul Sujet de Sa Majeſté pour les differens qui leur ſurviendront ne ſeront ſoûmis à aucun autre Jugement qu'à celui du Seigneur Dei, & non à celui du Divan ni du Cadi.

XXIII. Que pour ce qui regardera les differents que les Sujets de Sa Majeſté auront entr'eux, en particulier, ou avec ceux de toute autre Nation qui negocieront ſous la protection du Conſul François ils ne ſeront tenus les decider pardevant autres que ledit Conſul auquel ſeul en appartiendra la connoiſſance.

XXIV. Que ſi quelque Marchand François ou autre étant ſous la protection du Conſul François vient à mourir dans l'étenduë dudit Roiaume de Tunis, les facultez qui ſe trouveront lui appartenir en cas qu'il telle feront remiſes au pouvoir de celui qui aura été nommé par lui ſon Executeur Teſtamentaire pour en tenir compte à leurs Heritiers ou autres en faveur desquels on auroit diſpoſé, mais en cas qu'il vint à decedet ſans faire Teſtament, pour lors le Conſul François ſe ſaiſira de leurs Biens & facultez pour en tenir compte à leurs Heritiers, ſans que qui que ce ſoit dans le Roiaume de Tunis en puiſſe prendre connoiſſance. Mais ſeulement s'il leur étoit dû quelque choſe; la Dette bien verifiée, ſera ladite Dette priſe ſur les effets du deffunt.

XXV. Que tous les François Habitans en Païs Etranger & mariez ſeront reputez Etrangers; & que les Etrangers Habitans & mariez en France ſeront en revanche cenſez & reputez François.

XXVI. En cas que quelque Vaiſſeau de Guerre, Galiere, Marchand ou autre Bâtiment appartenant à Sa Majeſté ou à ſes Sujets viſſent par quelque infortune à eſchoüer en quelque Iſle ou Place inhabitée, & que par hazard il vint à paſſer un Vaiſſeau ou autre Bâtimeut de Tunis; ils ſeront obligez de les aller ſecourir même prendre leurs Gens, Robbes & Marchandiſes: leſquelles ils conſigneront ès mains du Conſul François de Tunis, ſans qu'ils les puiſſent porter ou vendre ailleurs. Le même s'obſervera par les Vaiſſeaux de France à l'égard de ceux de Tunis.

XXVII. Que tous les Eſclaves qui ſe trouveront dans le Roiaume de Tunis, lesquels aprés leur captivité deviendront Sujets de Sa Majeſté par la Conquefte de leur Patrie, ſeront délivrés à la requiſition du Conſul François, moiennant la Somme qu'ils auront été vendus au Marché ou Catat à l'enchere, & que ceux qui n'auront point été vendus, payeront la Somme de 150. Piaſtres, comme a été d'ordinaire uſé, & étant devenus Sujets de Sa Majeſté jouïront des mêmes prerogatives.

XXVIII. Que en même tems que ces Articles ſeront ſignez & confirmez tous les dommages & dépredations qui auront été faites ou ſouffertes de part & d'autre, avant qu'on ait pris connoiſſance de la preſente Paix, ſeront incontinent reparés, & d'heureuſement reciproquement une pleine & entiere ſatisfaction; même tout ce qui ſe trouvera encor en nature, rendu & reſtitué. C'eſt pourquoi & pour prevenir tous inconveniens on advertira de ceci en toute diligence les Commandans des deux Parties.

XXIX. Il eſt arreſté auſſi qu'en attendant l'entiere reſtitation des Eſclaves de part & d'autre; On les traitera avec toute ſorte de douceur & d'humanité, ſans ſouffrir qu'il leur ſoit fait aucun mauvais traitement & dommage.

XXX. Si quelque grief arrive de part & d'autre, il ne ſera loiſible à aucune des Parties de rompre la Paix juſqu'à ce qu'on ait refuſé la Juſtice. Et le Conſul en aiant eu des plaintes ſera obligé d'en écrire en France & de faire apparoir de ſa diligence

XXXI. Que le Conſul de la Nation Françoiſe reſident à Tunis en cas qu'il arrive quelque different quel qu'il puiſſe être qui faſſe une rupture de Paix entre les deux Parties; Le Conſul aura la liberté entiere de ſe retirer quand bon lui ſemblera, & que lors qu'il partira il lui ſera loiſible d'emmener avec lui ſa famille & Domeſtiques & même deux Eſclaves à ſon choix ſans qu'il lui en puiſſe être fait aucun empêchement; & pour ce faire pourra aller & venir librement ſur les Vaiſſeaux ou autres Bâtimens qui ſeront és Ports, même aller à la campagne ou ailleurs auſſi ſans qu'il lui puiſſe être fait aucun empêchement. *Signé* à l'Original, Le Marquis de MARTEL.

ANNO 1672. LXXXVIII.

ANGLETERRE ET ALGER. *Traité de Paix entre* CHARLES II. *Roi d'Angleterre & le Royaume d'*ALGER. *Fait en* 1672. [*Theatrum Pacis.* Tom. II. pag. 176.]

I. SIt Pax firma inter Partes in æternum duratura.

II Liberum fit Majestati suæ Regiæ, vel ejusdem Subditorum, navibus in Algirensis & earum Dictioni subjectos Portus, & Fortalitia intrare, emereque & vendere, dummodò confuetas Gabellas, pro singulis centenis decem solvant.

III. Tàm Anglicanæ quam Algirenses Naves omnimodò liberimè, sine visitatione ulla, ab una aut altera Parte, cum omnibus hominibus cujuscunque Nationis etiam illi sint, qui in iis cum bonis suis, pecuniis, & Mercimoniis vehunt, Maria peragrare, sine impedimento ullo poterunt.

IV. Quod si Algirenses in Mari aliqua Navigia Mercatoria, quæ ad Regiam suam Majestatem non pertineant, obviam habebunt, mittent ad eam fcapham cum hominibus duobus, & si Navis illa Literas Salvi Conductûs ab Architalasso expeditas, exhibebit, aut si tales Capitaneus exhibere haud poterit, major pars verò Sociorum Navalium Angliæam fuerit, illam liberè & sine impedimento commeare finant. Quod & similiter ratione Navium Algirensium obtinebit.

V. Capitanei Algirenses nullam ex Navibus Anglicanis personam abducent, aut in vim inferant, sub quocunque id fieri queat prætextu.

VI. Quod si circa Ora Maritima Algirensia, Naves quædam naufragium patientur, in iis contenta bona præde non cedent, nec homines fervituti mancipentur, quin potiùs omnia humanitatis officia iis præstentur.

VII. Algirenses Saleensibus contra Anglos minimè affinent.

VIII. Algirenses in facie Tangirensium prædæ Navium non inhient.

IX. Piratis Tripolitanis, Tunetanis, & Saleensibus fas haud sit, captas Anglorum Naves Algiri vendere.

X. Regiæ Suæ Majestatis celocibus integrum esto, prædas suas Algiri vendere, atque pro indigentia ordinariarum prædarentiarum Navium, commeatuum variasque alias res necessarias coëmere.

XI. Si fortè aliquæ Naves Angliceæ Algirim appulerint, & de adventu suo Subscriptorem certiorem reddiderint, poterunt quidem Mancipia Christiana cuncta diligenter custodiri, quando verò aliqua femet subduxerint & ad Anglicanam quamplam Navim confugerint, libera illa erunt, nec satisfactio ratione illorum exigetur.

XII. Mancipia Anglicana eodem, quo vendita sunt, pretio redimentur.

XIII. Quodcus aliquis Anglus Algiri moietur, ejusdem bonis manus nequaquam injicientur, sed Consuli relinquentur

XIV. Nec Consul Anglicanus nec alii Mercatores cognetur aliorum debita solvere, nisi semet ad hoc obligaverint.

XV. Quod si quibusdam Anglis invicem lis quæpiam intercedet, nemo alius quàm Consul, si verò cum Algirensi rem habeant, Divan illorum controversiam dirimat.

XVI. Si Anglus maleficium committet, duriori pœnâ quàm Turca haud afficietur. Si verò fugâ elabatur, ejus nomine nec Consul, nec alius quispiam Anglus molesteur.

XVII. Liberum sit Consuli Anglicano seligere sibi ipsi inscreptem, affigunturque ei locus in quo sacra sua peragat libertateque Religionis fruatur.

XVIII. Consuli & Mercatoribus integrum sit, tàm Pacis quàm Belli temporibus Merces suas transportare.

XIX. Nullus Anglorum, hîc aut illîc locorum, exsensi in Navi Hostili deprehendatur, molestiâ ullâ afficietur.

XX. Statim atque Articuli hi subscripti fuerint, omnia damna ab una aut altera Parte illata, refarcientur, & captæ res restituentur. Quod si impositorum aliquid in Pacem hanc committetur, nihilominus Bellum propterea non suscipietur, priusquam satisfactio desuper denegetur. Et in casu redemptionis Mancipiorum Anglicorum, Summa duodecim Imperialium (*Patacon*) de pecunia, quæ consueto modo in redemtione illorum solvenda erit, subtrahatur. ANNO 1672.

LXXXIX.

Demandes & Conditions, sous lesquelles LOUIS XIV. *Roi de France consentiroit de faire la Paix avec les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES. *Faites en* 1672. [Traduction Françoise du Mercur. Hollandois de 1672. pag. 278.] FRANCE ET LES PROVINCES UNIES.

I. QUe les Ordonnances faites ci-devant par les Etats Generaux, tant pour deffendre les vins & eaux de vie de France dans les Provinces-Unies, que pour mettre de nouvelles charges fur les Marchandifes & Manufactures de France, feront revoquées: Que dans 3. mois on fera un Traité de Commerce entre Sa Majesté & lesdits Etats, dans lequel fera auffi compris un Reglement pour les Compagnies Orientales & Occidentales tant de France que de Hollande.

II. Qu'à l'avenir il y aura par toutes lesdites Provinces-Unies, non feulement une liberté entiere, mais auffi un exercice public de la Religion Cathol. Apoft. Romaine; tellement qu'en tous les Lieux où il y aura plus d'un Temple, ou en donnera un aux Catholiques; Qu'il leur fera auffi permis d'en bâtir un aux Lieux, où il n'y en aura point, & que jusqu'à ce qu'il foit bâti, ils pourront celebrer le Service Divin publiquement dans les Maifons, qu'ils auront achetées ou loüées pour cet effet. Qu'il fera accordé par lesdits Etats Generaux, ou par chaque Province en particulier, un Appointement raifonnable à un Curé ou Prêtre en chacune desdites Eglifes fur les Biens, qui ont autrefois appartenu à l'Eglife, ou autrement.

III. Et parce que les Deputés desdits Etats Generaux, qui ont été envoyés à Sa Majesté l'ont priée particulierement, qu'il luy plût par une Paix de laiſſer le Corps des Provinces-Unies, au même état, qu'il a été jusqu'à present, & que pour donner quelque échange à Sa Majesté pour les Conquêtes, dont il a plû à Dieu de benir la Juſtice de fes Armes, au lieu des Provinces, Villes & Places que Sa Majesté a déja occupées ils offroient de luy ceder d'autres Pais, Villes & Places, qui ont été cedées par l'Espagne aux dits Etats, tant en Flandres qu'en Brabant; Sa Majesté quoy que déja Maîtreſſe de trois Provinces entieres, du nombre des ſept Provinces-Unies, comme auſſi de quelques Places & Poſtes en Hollande, a bien voulu, pour conſerver lesdites 7. Provinces en leur premiere Union, faire rendre ce qui a été occupé par ſes Armes dans lesdites Provinces, excepté ce qui ſera ci-aprés declaré, & ſur les conditions ſuivantes.

IV. Que lesdits Etats cederont generalement à Sa Majesté toutes les Provinces, Villes & Places, qu'ils ont eus en Flandres qu'en Brabant, & qui leur ont été cedées par l'Espagne, excepté ſeulement l'Eclufe, & l'Ile de Cafant.

V. Cederont auſſi lesdits Etats à Sa Majeſté la Ville de Nimegue, avec ſes appartenances & dependances, le Fort de Knodſenbourg, celuy de Skin, & toute la partie de la Province de Gueldres, ſituée par deçà le Rhin, au regard de la France, comme auſſi toute l'Ile de Bommel, l'Ile & Fort de Voorne, le Fort de Saint André & Château de Loovefteyn, avec le Fort de Creve-cœur.

VI. Cederont pareillement lesdits Etats de Sa Majeſté la Ville de Grave, avec ſes appartenances & dependances, & luy feront donner en proprieté la Ville & Comté de Meurs, pour en diſpoſer à ſon bon plaiſir; à condition que lesdits Etats rendront indemnité le Prince d'Orange pour ladite Comté & autres Places, Villes & Pais appartenants audit Prince qui auront été cedés à Sa Majeſté.

VII. Que lesdits Etats cederont à Sa Majeſté le même Droit qu'ils auroient eu, ou qu'ils pourroient avoir ou pretendre ſur les Places que Sa Majeſté a occupées ſur lesdits Etats dans l'Empire: Qu'ils feront auſſi

ANNO 1672. aussi une pareille Cession en faveur du Prince & Comte de la Frise Orientale, de tous les Droits qu'ils pourroient avoir ou prétendre sur les Places qu'ils occupent dans ou Pais, sçavoir sur la Ville d'Emden, le Fort de Leer-Oort & Dyler, d'où ils tireront leurs Garnisons.

VIII. Qu'il sera permis aux Sujets de Sa Majesté d'aller & venir de tous les Pais, Villes & Places, qui luy auront été cedées, dans tous les Pais desdits Etats Generaux, tant par Mer que par Terre, & sur toutes Eaux & Rivieres, sans qu'ils soient sujets au payement d'aucun Droit ou imposition, ni visite de leurs Marchandises ou Bagage, Munitions de Guerre, ou Vivres.

IX. S'obligeront lesdits Etats de faire restituer à l'Ordre & Religion de Malte les Commanderies, qui se trouveront appartenir audit Ordre dans lesdites Provinces-Unies.

X. Promettront lesdits Etats de faire rendre au Comte de Bentheim les Enfans, qui ont été retenus par la Comtesse de Bentheim sa Femme sous l'autorité & protection desdits Etats, non-obstant les instances par luy faites plusieurs fois, qu'il a fait appuyer des recommandations de l'Empereur & de Sa Majesté très-Chrétienne afin d'obtenir ladite restitution.

XI. Promettront aussi lesdits Etats de rendre indemné Sa Majesté des dépenses excessives, qu'elle a été obligée de faire pour cette Guerre, & de luy faire payer dans le temps qui sera stipulé, la Somme de 20. Millions; moyennant quoy Sa Majesté leur quittera les 3. Millions qu'ils luy devoient payer, suivant le prêt à eux fait en l'an 1631. par le Pere de Sa Majesté de glorieuse Memoire, comme aussi les interêts qu'ils luy devoient depuis ladite Année 1631.

XII. Qu'en reconnoissance de la Paix, que Sa Majesté veut bien accorder auxdits Etats, lors qu'elle pouvoit étendre plus avant les Conquêtes dans leur Pais, lesdits Etats luy feront present tous les ans par une Ambassade extraordinaire, à certain jour prefix, une Medaille d'Or, pesant un Marc, laquelle continuera qu'ils tiennent de Sa Majesté la conservation de la même liberté que les Roys ses Predecesseurs ont aidé à luy acquerir.

XIII. Que quoy que Sa Majesté declare de se contenter des conditions precedentes, à la charge qu'elles seront acceptées dans 10. jours, aprés lesquels Sa Majesté ne pretend plus y être obligée, elle donne neanmoins à entendre par la presente, que quoy qu'elles fussent accordées par lesdits Etats, elles n'auront toutesfois aucune force, & que Sa Majesté ne fera aucun Traité ni de Paix ni de Treves, que le Roi d'Angleterre, son Gendre, ne soit satisfait par lesdits Etats, & que les Princes de l'Empire, qui sont alliés en cette Guerre avec Sa Majesté ne soient pareillement contenus des conditions, qui leur seront accordées par lesdits Etats.

Et afin que Sa Majesté puisse faire voir par le choix de plus d'une condition, avec quelle franchise elle a bien voulu proposer auxdits Etats Généraux plusieurs moyens, pour parvenir à la Paix qu'ils luy ont demandée, & ne pas étendre aussi loin qu'elle peut les pretentions qu'elle pourroit fonder avec raison sur la force de ses Armes, & la continuation de ses Victoires, Sadite Majesté declare que sans se tenir précisément aux offres qui lui ont été faites par lesdits Etats Généraux, comme aussi aux conditions qu'ils lui avoient demandées par forme d'alternative, elle se voudra bien contenter en retenant toutes les Conquêtes qu'elle possede maintenant, comme aussi celles, qu'elle pourroit faire encore à l'avenir, jusqu'à ce que lesdits Etats ayent accepté les conditions presentes, à sçavoir toute la Province & Duché de Gueldres appartenant aux Etats, le Pais d'Utrecht, Comté de Zutphen, toutes les Villes, Places & Forteresses qui sont situées dans lesdites Provinces, leurs Appartenances & Dependances, sans exception, la Souveraineté des Provinces, Pais, Villes & Places conquises par Sa Majesté jusqu'à ce tems là, lesdites Appartenances & Dependances demeurant à l'avenir perpetuellement & à jamais à Sa Majesté.

Que pour pouvoir mettre en état lesdites Conquêtes, Pais, Villes & Places cedées à Sa Majesté, afin de pouvoir être d'autant plus appuyées par les assistances, qui leur pourroient venir du Royaume, lesdits Etats remettront en toute Souveraineté les Villes de Maestricht & Wijck, comme aussi ce qu'ils possedent dans les Pais d'Outre Meuse, Dalem, Fauquemont & Bois-le-Duc, avec ladite Ville & Mayerie de Bois-le-Duc, Appartenances & Dependances, & le Fort Crevecœur. ANNO 1672.

Et afin que le Traité puisse servir fur ces dernieres conditions, non seulement pour rétablir l'ancienne Amitié & Alliance entre Sa Majesté & lesdits Etats, mais aussi pour procurer le repos & la tranquillité de l'Empire, que Sa Majesté comme Garandeur & Conservateur des Traités de Westphalie, pretend particulierement à cœur, Sa Majesté veut bien promettre de renoncer, aprés la Paix faite, en faveur des Princes de l'Empire, à tout le Droit que ces Armes lui auroient donné fur les Places, qu'elle a occupées fur lesdits Etats, dans les Terres de l'Empire, Sa Majesté se reservant seulement la liberté d'en raiser les fortifications.

Mais d'autant que Sa Majesté veut contribuer d'elle même à rétablir les Princes de l'Empire en la possession des Villes & Places qui leur appartiennent, elle a bien voulu procurer que lesdits Etats Généraux fassent sortir leurs Garnisons des Villes & Places, qu'ils peuvent encore avoir dans leur Empire, à sçavoir la Ville d'Emden, le Fort de Leer-oort & Vier-Schans, lesquels seront délivrés entre les mains du Prince & Comte de la Frise Orientale, avec tous les Droits, qui lui peuvent appartenir pour raison de ladite Comté. Et afin que la communication necessaire entre la France & la Ville de Maestricht, qui seroit cedée à Sa Majesté, ne puisse donner à l'avenir sujet à aucune contestation, il seroit stipulé de part & d'autre, qu'on tacheroit d'établir avec l'Electeur de Cologne, comme Prince & Evêque de Liege, un passage libre par le Pais de Liege, pour les Troupes de Sa Majesté, des Frontieres de France jusqu'au dit Maestricht, à condition de ne prendre lesdits passages que sous bon payement, sans qu'ils puissent être à la charge du Pais.

Demeureront en outre en leur entier tous les Articles mentionnés dans le Memoire precedent, mêmes celui de la Cession de la Ville & Comté de Meurs, excepté seulement ceux qui concernent la Cession d'autres Pais & Places, qui seroit faite par lesdits Etats à Sa Majesté.

XC.

Demandes & Conditions sous lesquelles CHARLES II. *Roi d'Angleterre consentiroit de faire la Paix avec les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *Faites en* 1672. [Traduction Françoise du Mercure Hollandois de 1672. pag. 265.] ANGLETERRE ET LES PROVINCES-UNIES.

I. LE Roi d'Angleterre entend que les Hollandois lui cedent l'honneur du Pavillon, fans aucune contradiction, voire même que leurs Flottes en tres absolument le Pavillon, & abaissent le mats de hune pour un seul Navire Anglois portant le Pavillon de Sa Majesté, dans toute la Mer Britannique, jusque fur les Côtes de Hollande.

II. La permission libre une année entiere à tous les Anglois, qui sont demeurés dans la Colonie de Surinam, d'en pouvoir sortir quand il leur plaira avec tous leurs Biens, de quelque nature qu'ils puissent être, suivant le Traité de Breda.

III. Banquissement perpetuel hors de tous les Pais des Provinces-Unies, de tous les Sujets du Roi, qui ont été declarés coupables du Crime de Lese Majesté, ensemble de tous autres, qui seront denoncés par Sa Majesté d'avoir fait des Libelles seditieux, ou autrement conspiré contre le repos & la tranquillité de ces Royaumes.

IV. Remboursement à Sa Majesté des frais de la Guerre, jusqu'à un Million de Livres Sterlins, dont 400000. seront payées dans le mois d'Octobre, & le reste à 100000. Sterlins par an.

V. Payement annuel de 10000. Livres Sterlins à perpetuité, pour la permission que le Roi donnera de pouvoir pêcher des Harans fur les Côtes d'Angleterre, Ecosse & Irlande.

VI. Le Prince d'Orange d'à present, & ses Descendans, possederont la Souveraineté des Provinces-Unies; excepté ce qui écherra en partage aux 2. Rois & à leurs Alliés, ou à tout le moins jouiront des Digni-

ANNO 1672. Dignités de Gouverneur & Amiral Général à perpetuité, en la maniere la plus avantageuse que les Princes precedents les ont possedées.

VII. Que dans 3. mois aprés la Paix faite il se fera un Traité de Commerce, tant pour le Reiglement du Commerce des Indes, suivant les demandes faites par ci-devant, comme aussi pour l'avantage des Sujets de Sa Majesté dans leur Negoce, allant, venant, ou habitués en quelque Pais appartenant aussitôt Etats, & avec les mêmes conditions avantageuses, qui sont accordées aux Nations les plus favorisées.

VIII. L'Isle de Walcheren, la Ville & Château de l'Ecluse, avec leurs dependances, l'Isle de Casant, celle de Goorée, & l'Isle de Voorne, seront mises entre les mains de Sa Majesté, par maniere de retention, pour l'execution des conditions mentionnées ci-desſus.

IX. Quoi que Sa Majesté declare de se contenter des conditions precedentes, à la charge qu'elles seront acceptées dans 10. jours, aprés lesquels Sa Majesté n'entend plus y être obligée, elle declare neantmoins preſentement, que quoi qu'elles fussent accordées par lesdits Etats, elles n'auront toutefois aucune force, & que Sa Majesté ne sera aucun Traité ni de Paix ni de Trêves, que le Roi Tres-Chrêtien à son égard ne soit faitsait par lesdits Etats, & que les Princes de l'Empire, qui sont alliés en cette Guerre avec Sa Majesté ne soient pareillement contents des conditions, qui leur seront accordées par lesdits Etats.

ANNO 1672.

XCI.

5. Juill. Capitulation der Ritterschafft von Ober-Yssel / unt Christoph Bernhard / Bischoff zu Münster; Worinn dieselbe besagten Bischoff vor ihre Landes-Fürstl. Obrigkeit erkennet / und demselben sich unterwirfft / wie auch bey denselben innnerhalt zu verbleiben verspricht. Dahingegen Ihro von jenem das offenil. Exercitium der Reformirten Religion zugelassen / dieselbe und derselben Städte unte Jurwohner zuköhligen verbessert wird / und zu verwendung aller fernerer unvergleichen einige Mühe fowohl aus der Ritterschafft als denen Städten erwehlet und die Aembter und Dignitäten ohne unterscheid der Religion zu vergeben beschlossen wirde. Geschehen in den Haubt-Quartier in dem Hauß Scheren vor Couverden den 5. July 1672. [Lunig, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Fortsetzung III. pag. 222.]

C'est-à-dire,

Capitulation de la Noblesse d'Over-Issel avec Christophle Bernard *Evêque de Munſter, par laquelle ladite Noblesse se soumet à lui, & le reconnoit pour son Prince Territorial; en échange dequoi il leur accorde l'Exercice de la Religion Reformée, & promet de les y maintenir; il consent qu'un certain nombre de Deputez tant de la Noblesse que des Villes soient choiſis, pour regler avec eux les Points restés indecis; & il declare qu'il admettra indifféremment les personnes de l'une & l'autre Religion aux Emplois & Dignités. Fait au Quartier General devant Coeverden dans la Maiſon Scheren le 5. Juillet 1672.*

ANNO 1672.

Von Gottes Gnaden Wir Christoph Bernhard / Bischoff zu Münster / Administrator zu Corvey / Burggraff zu Stromberg / des H. Römischen Reichs Fürst und Herr zu Borkelo ꝛc. Thun kund und zu wissen / krafft dieses. Nachdem durch die Gnade des Allerhöchsten / unsere wieder den Staat des Bremigten Landes erariſene Waffen alle anfenant sind / daß Wir wiederumb andern Beſtungen und Herrlichkeiten / auch die Ritterschafft von Ober-Yssel unter unsere Botmäſſigkeit gebracht haben / und gleichwie die darum gehörige Städte / den Eroberung derſelben / von uns einen gewiſſen Accord erhalten haben; So ist es auch / daß die damahls bey einander geweſene Ritterschafft uns durch Ihre Deputirten unterthänigſt fürgetragen und zuverſtehen gegeben haben / auff was Weiſe sie bey gegenwärtiger Zeit / von den übrigen Provinten / welche Ihnen auf Krafft der Verbündnüß bereit beiſtehen / verlaſſen worden; und wolln nun auch derſelben Provinten mehrentheils unter Frandoſen Gewalt sind / die Verbündnüß gereuhen / und sie ſämtlich mehr weder darum verbunden ſind; ſondern / daß dennoch alle und jede / unsgeſambt und mit derſelber / hiemit wiſſentlich renuncieren / und ſich davon für ſich ſelbſt / ihre Mit-Konnen und gantze Poſteritet / zu ewigen Zeiten abtenden / und dahenbeneb zu unſer mehrer Verſicherung / das dasjenige unſere gerechte Waffen darin erhaltenes Recht / und unſere Land-Fürſtliche Hohe Obrigkeit / und was daraus dependiret / ferner willig erkennen / und derſelben ſich nochmahls unterthänigſt unterwerffen wollen / und ſich von nun an zu ewigen Zeiten / durch nichts / es mag Nahmen haben wie es wolle / zum Abfall bewegen zu laſſen / ſondern ſind geſinnet / ihre uns / als Land-Landes-Fürſten und Herrn / Gut und Blut aufzuſetzen / Dahero wir in gnädigſter Betrachtung derſelben unterthänigſter Bezeigung und Unterwerffung / auch des unser gewohnten und hierdurch erworbenen Rechts / ſo wir zu Gnaden auff- und annehmen / und Fürſtlicher Milde und Gnade hiemit bewogen worden / daß ohne Nachtheil und Verminderung unſer Hohen Land-Fürſtlichen Obrigkeit und Rechts / auch mit Aufrichtung Land-Regimenten / welche ſich noch bißhero eingeführet / als derjenigen / die ſich in unſer Fremde Dienſten gegenwärtig auffhalten / Alß haben wir unſer obbemelten Herrlichkeit Ober-Yſſel / ſolgende Gnade und Privilegien / für uns und unſere Nachkolgen / krafft Landes-Fürſtlicher Macht / und zur Erhaltung der gemeinen Wohlfarth / Ruhe und Sicherheit / mitertheilen wollen.

Memlich: Daß allen und jeden Innwohnern die Gewiſſens-Freyheit in der alten Catholiſchen und Reformirten Religion, und derſelben offentlichen Ubung soll zugelaſſen werden: Jedoch Ende ſoll es auch den Reformirten ſo wenig als Catholiſchen / als den Predigern an gebührlichen Unterhalt ermangeln. So demnach wegen der Kirchen einiger Streit ſich erregen möchte / alsdann ſollen die Unterthanen in Ehrbarkeit bey guter Einigkeit / und zu beyderſeits Vergnügen / ſich untereinander in der Güte darüber verſtehen; ſolten aber die Unterthanen darüber nicht eins werden können / alsdann wollen wir zu der Zeit und Stunde darzu ernennen und verordnen / daß die Reformirte und Catholiſchen ihren Gottesdienſt täglich in den Kirchen verrichten mögen. Und wie nun / krafft gegenwärtiger Land-Fürſtlicher Stadhalter / und gebachter unſere Herrlichkeit Ober-Yſſel / und derſelben Städte und Innwohner / nach allen Vermögen / welcher allen Gewalt beſchützen / und alle nothwendige Mittel hetwegen verordnen müſſen; Alſo wollen wir und uns krafft Landes-Fürſtlicher angelegen ſeyn laſſen / die Bervaltung der Gerechtigkeit dermaſſen einzurichten / damit einem jeden Recht widerfahren / und alles dasjenige / welches bißhero die Gerechtigkeit zu verſtändiger Unterſcheidung und Ungerechtigkeit mißbrauchen worden / möge gänßlich aus dem Mittel genommen werden: Bestwegen wir denn einen Cantzler / nach unſerm gnädigſten Gefallen / nebenſt acht Räthen / derer fünff aus der Ritterſchafft / und drey aus den Städten / theils Catholiſcher / theils Reformirter / wollen erwehlen / und einen Secretarium darzu ernennen laſſen / vor welchen die aus der Ritterſchafft und aus den Städten Gerichtlich erſcheinen / und die Appellationes der Unter-Gerichte erörtert und entſchieden werden ſollen. Zu dem Landtage wollen wir niemand von Adel beſchreiben oder zulaſſen / es were dann / daß ſeine Proyonten und Landen / wofelbſt die Ritterſchafft und Landes-Stand ſind / zu denſelben beſchrieben worden / und ſoll Niemand auffs neue zugelaſſen werden / er habe denn und beſitze eigenthümlich zehn Adelichen Sitz und Güter / welche zum wenigſten 25000. Gülden werth ſind. Und ſind die zum Land-Tage gehörige Edelleute / wie auch der Secretarius, die Ritterſchafft mit derſelben Schreiben und einen Thür-Hüther / alsdann in den Städten / aber auff dem Lande / von allen perſönlichen Schatzungen / ins beſonder auch von der Einquartierung der Soldaten frey und exemt ſeyn. Auff gleiche Weiſe / ſoll ein jeder zum Landtage gehöriger Edelmann / Bauer und Schöff / für eine Perſohn gerechnet werden / und ſoll ein Adelicher Gut / worinnen er zum Landtage beſchrieben wird / zum wenigſten 14. Malter an Saamen / und zwölff Kühe / Weibe betreffen / welche er frey und ohne die geringſte Beſchwerung gebrauchen / und auch in Anſehung derſelben / bey der gewöhnlichen herabgeſtandten Freyheit verbleiben. Es ſoll auch ein jeder zum Landtage beſchriebener Edelmann / jährlich 200. Gülden zu genieſſen haben: Zu welchem Ende wir der Ritterſchafft 20000. Reichsthaler eins für allen zugelegt / welche wir aus den eingewilligten Schatzungen wollen heben laſſen; und ſoll dieſe zugelegte Summa zu abbenannten Land-Tage inskünfftig und zur unterhaltung der Beſtenten / auch nöthig fürfallenden Läuften / und in den gemeinen Lands-Diensten verbraucht werden: Was aber die gemeine Land-Mittel und Einkommen betrifft / wollen wir es bey der Gewohnheit beruhen laſſen / wie dieſelbe von der vorigen Regierung eingeführet und gebber worden iſt / auch Sorge tragen / damit derſelben kein Abbruch geſchehen / ſondern darin gute Ordnung und Verwahrung mögen erhalten werden.

Die Aembter und Bedienungen wollen wir den compariren den Gedienten und Innwohnern dieſer Landſchafft / ohne unterſcheid der Religion / geben / und noch derogeſtalt / daß dergegen von dieſer Dignität / Niemand von unſern übrigen Unterthanen /

ANNO 1672. der sich darin qualificiren kan / directe noch indirecte soll ausgeschlossen und überschen werden.

Endlich werden Ihr auch nicht verbieten / sondern vielmehr bescheiden / damit die verwundete Hand-Schrifften mögen beybehalten / und einem jeden sein Recht wiederfahren möge. Im übrigen haben Ihr dieses mit unseren Fürstlichen Parthey-Brieffen wollen versehen / und Ihr Krafft. So geschehen in unserm Haupt-Quartier / auff dem Hauß Scheren vor Tourcoeren / den 5. Jul. 1672.

Und gleichwie Ihr Unterschriebene auch der Unterschrifft / als gevollmächtigte Deputirte / Hohe gemelter Seiner Fürstlichen Gnaden verfaßte Erklährung / in unterthänigkeit völlig annehmen und derselben darüber mit gebührlichen Danck sagen: Also wollen Ihr dieses mit unterschrieben und versiegelt / und auch erbötig und verpflichten uns hiemit darzu / auff Begehr / aller und jeder unser Principalen Hand und Siegel zu liefern. So geschehen an Ort und Zeit wie obsteht gemeldet.

XCII.

16. Juill. *Traité d'une étroite Réunion d'Interêts entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* CHARLES II. *Roi d'Angleterre contre les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, par laquelle ils s'engagent de nouveau à ne conclure ni Paix ni Tréve que d'un commun Accord. Fait au Camp de Helsurick le 16. Juillet* 1672. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

LEs succès si favorables dont il a plu à Dieu de benir suivant par Mer que par Terre les justes Armes que les Rois de France & de la Grande Bretagne se sont vûs obligés de prendre contre les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, aiant porté lesdits Etats à envoyer en même tems des Deputez vers l'un & l'autre des deux Rois pour leur faire des Propositions de Paix, & savoir à quelles équitables conditions ils la leur voudroient accorder. Leurs Majestés T. C. & de la Grande Bretagne touchés d'un & l'autre d'une même affection pour la tranquilité publique, & préferant par ce motif si digne également de bons & de Grands Princes, une Paix honorable, à une Guerre dont les commencements si heureux ne promettent pas une fuite moins glorieuse, ne se feroient pas éloignés d'entendre les propositions qui leur seroient faites par lesdits Etats; mais comme l'amitié si étroite qui est entre leursdites Majestés, autant que les liens du Traité qui les ont unis dans cette entreprise, ne leur donne qu'un même esprit dans les Resolutions qu'ils peuvent prendre, ou de finir la Guerre, ou de la continuer, ils se feroient aussi-tôt communiqué les Deputations qui leur auroient été faites par lesdits Etats, afin de convenir par un commun Concert, de la maniere d'en admettre, & d'en regler les Propositions. Et parce que dans une rencontre de cette importance; le Roi de la Grande Bretagne a jugé qu'il étoit du bien de l'affaire de faire connoître au plûtôt ses sentiments à Sa Majesté Très-Chrétienne, & de s'instruire semblablement de ceux de Sa Majesté, par des personnes en qui il eut une entiere confiance, il a nommé à cet effet ses Ambassadeurs extraordinaires, par son Pleinpouvoir du 21. Juin de la presente année, le Sieur Duc de Buckingham son Grand Ecuyer, le Sieur Comte d'Arlington, son premier Secretaire d'Etat, & le Sieur Vicomte de Halifax de son Conseil privé, & par un semblable Pleinpouvoir du 22. dudit mois de Juin, le Sr. Duc de Montmouth; lesquels après avoir exposé à Sa Majesté T. C. la sincere & constante affection du Roi leur Maître, pour demeurer unis dans leurs premieres raisons, & avoir trouvé dans Sa Majesté T. C. une non moins forte disposition, de ne separer point leurs Interêts dans le Traité de Paix qui se pourroit faire, sont convenus des Articles suivants, avec le Sr. Marquis de Louvois, Conseiller dudit Roi T. C. en ses Conseils, Commandeur, Chancelier, Grand Maître, & Surintendant Général des Postes de France, Secretaire d'Etat & de ses Commandements; & le Sr. Arnauld Chevalier Seigneur de Pompone, Conseiller ordinaire en tous ses Conseils, aussi Secretaire d'Etat, & de ses Commandements, nommés Commissaires & Plenipotentiaires en cette affaire par Sadite Majesté, & semblablement munis de son Pleinpouvoir.

Bien que la Foi des deux Rois soit telle qu'après les paroles qu'ils se sont données par leurs Traité du 12. Février de ne faire ni Paix, ni Tréves avec les Etats Généraux sans le consentement reciproque de leurs Majestés, & sans que leur satisfaction y soit pleinement établie, neanmoins afin qu'il ne reste aucune esperance à leurs Ennemis communs, quelque mal fondée qu'elle puisse être, de les separer d'interêt, ils s'engagent de nouveau par ce present Article de n'écouter aucune Proposition de Paix sans le la communiquer auſſi-tôt, de n'entrer dans aucune, qui leur pourroit être faite separément pour leurs avantages, & de n'accepter aucune satisfaction, que l'autre des deux Rois ne soit pleinement content de celle qui lui aura été donnée. ANNO 1672.

II. Pour cela lesdits Rois promettent de convenir ensemble des Conditions sous lesquelles ils voudroient bien conclure une Paix, qui leur fut à l'un & à l'autre sûre & honorable, & de ne vouloir donner les mains à aucun Accommodement avec lesdits Etats Généraux que lesdites conditions ne leur ayent été accordées.

III. Et afin que le Concert d'amitié, de liaison, & d'Interêt mutuel, puisse être non seulement confirmée par les presents Articles, mais ne puisse être ignoré des susdits Etats Généraux, leurs susdites Majestés donneront l'ordre necessaire, pour faire connoître aux Deputez desdits Etats auprès d'eux, ou par telle autre voye qu'ils jugeront plus publique, que leurs Interêts comme leur satisfaction ne peuvent être separés; & conformément lesdits deux Rois par le present Traité, tout celui qui a déja été arrêté & signé entr'eux le 12. Fevrier de la presente année, qu'ils promettent de nouveau, d'observer & de maintenir en tous ses points.

Et ont promis lesdits Srs. Commissaires de Sa Majesté T. C. d'une part, & lesdits Ambassadeurs extraordinaires de Sa Majesté de la Grande Bretagne de l'autre, en vertu de leurs Pleinpouvoirs, de faire agréer, & ratifier par les Rois leurs Maitres, les presens Articles, & d'en fournir respectivement les Ratifications dans un mois. Fait & arrêté au Camp de Helsurick le 16. Juillet 1672.

Et ont signé les presents Articles, le Sr. Duc de Buckingham, le S. Comte d'Arlington, & le S. Vicomte d'Halifax Ambassadeurs Extraordinaires de Sa Majesté de la Grande Bretagne en vertu de leur Pleinpouvoir ci-dessus transcript du 21. Juin de la presente année.

BUCKINGHAM. (L. S.)

ARLINGTON. (L. S.)

HALIFAX. (L. S.)

Et ont signé les presents Articles, le Sieur Marquis de Louvois & le Sr. de Pompone Commissaires de Sa Majesté Très-Chrétienne en vertu de leur Pleinpouvoir ci-dessus transcripts.

LE TELLIER. (L. S.)

ARNAUD. (L. S.)

Et a pareillement signé lesdits Articles le Sr. Duc de Montmouth, auſſi Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté de la Grande Bretagne, en vertu de son Pleine-pouvoir du 22. du mois de Juin, auſſi ci-dessus transcript.

MONTMOUTH. (L. S.)

XCIII.

Traité d'Alliance entre l'Empereur LEOPOLD *&* 25. Juill. *les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas. Fait à la Haye le* 25. *Juillet* 1672. [BRESLER ET WER. Traité Histor. & Polit. part. VI. pag. 57.] L'EMPEREUR ET LES PROVINCES-UNIES.

CUm Sua Majestas Cæsarea, à Provinciis Uniti Belgii, & Ordinibus earum Generalibus instanter requisita

Digitized by Google

ANNO 1672. quilita fuerit, ut *Pacis Clivensis* An. 1666. conclusa Guarantiam vigore Declarationis Suæ Cæsareæ, eodem anno extradita, præstare, & eum, aut eos, qui contra fecerint, ad sensum rationis & obligantiam dictæ Pacis redigere velit, simul inviterint, ne liceat Statibus Imperii contra illos Bellum gerere, maximè cum pro Pacis Westphalicæ Conservibus ab Imperio fuerint denominati, hinc inter amicas Partes sequenti modo conventum est.

I. Quod Cæsarea Majestas ad manutenendam Pacem Clivensem, & procurandam, ne quid contrariam Pacî Westphalicæ aut Conditionibus Imperii Electi præjudicet, cum *Electore Brandenburgico* conjunctura iit exercitum, quinque Equitum, & septem Peditum millibus constantem, sufficienti apparatu tormentario aliisque necessariis instructum. Cumque atrementorata Cæsarea Majestas inituntur requisita fuerit, ut condictum Militum numerum ad fines hos facilius & securius consequendos augere velint, facere ad alia duodecim millia, declarat, hisce quod ultra dicta prima duodecim millia, non tantum jam alia quatuor millia cum dictis Copiis Electoris Brandenburgici fit conjunctura, sed & impoliterum operam daturæ, si fieri & securitas Regnorum & Provinciarum Hereditariarum permittat aut patiatur, ut adhuc plura millia ad complendum numerum integrorum viginti quatuor millium submitti possint.

II. Econtra verò Fœderati Provinciarum Unitarum Ordines in sublevationem ejus oneris perfolvent pro præsidio Exercitu viginti quatuor Millium millia recentiones, mensitruatim quadratura quinque millia Imperialium, in hunc fcilicet modum: fi sua Cæsarea Majestas cum Electore Brandenburgico fus ex parte, viginti quatuor Militum millia conjunxerit, quod pro singula mensitrua quadragintà quinque millia Imperialium eidem integrè solvantur: fi vero numerus fubministrandorum Cæsarcorum Militum foret minor, detrahatur tantum de dictis quadraginta quinque millie Imperialibus mensitruis, quantum proportio deficientis, & ad viginti quatuor Militum millia non ascendentis numeri demonstrat, & per consequens pro illis tedecim Militum millibus, quæ Sua Cæsarea Majestas, cum dicto Electore Brandenburgico conjunget, dependantur à Statibus unitis, non quidem integra quadragintà quinque Imperialium millia, sed tantum solvantur triginta Imperialium millia, augenda uti dictum, vel minuenda proportionaliter, fecundum numerum Copiarum Cæsarearum, ad cujus fummæ rationem vel deductionem numerari curabunt Amitelodami vel Hamburgi Summam ducentorum millium Imperialium pro præsidio Exercitu, quam primum Sua Majestas illum cum Electore Brandenburgico conjunxerit, cum reliquis mensitruis quamdiu durantibus his motibus debito tempore continuaturi.

III. Econtra promittunt Provinciæ Unitæ, & memorati Ordines Generales, quod & ipsi cum Exercitu Imperatoris, & dicti Electoris, fi fuper hoc requisiti fuerint, arma sua & Exercitum conflantem octo millibus Equitum & duodecim millibus Peditum conjungere, & ad dictos fines usque ad finem Belli operaturi, nec Pacem sine Cæsaris, & Electoris consensu facere velint.

IV. Quod si sequeretur Pax inter illos, cum quibus jam Bellum gerunt Ordines, includatur in illa Cæsar & Electus aliique Fœderati; inferatur vero dictæ *Pacificationi*, ut eandem Guarantiam liceat præstare Cæsari, & Principibus Imperii. Et fi deinde Pace dicto modo subsecuta, post finitum hoc Bellum inter Serenissimum Regem Gallia, & sæpè fatos Generales Ordines, aliqui Principes aut Status Imperii aliique Reges & Potestates suam Cæsream Majestatem aut memoratos Ordines Generales Bello aggrediantur, Sua Cæsarea Majestas & Uniti Belgii Ordines intra bimestre à die requisitionis in auxilium Bello petiti mittet aut mittent quatuor Equitum, & octo Peditum millia usque dum Pax fuerit restituta, vel loco præfati auxiliaris Militis fummam pecuniæ eidem auxilio proportionatam, mensitruatim perfolvendam in locis à partibus designando. In quarum arbitrio permanebit, an pro parte vel in totum pecuniam habere malint vel Militem: ea tamen conditione, ut Pars, cui fuppetiæ mittentur, pro sublevatione oneris Partî fuppetias mittenti quadraginta quinque thalerorum Imperialium millia mensitruatim numeret.

V. In arbitrio tam Suæ Majestatis Cæsareæ, quam Fœderati Belgii Ordinum, quibus vigore quidem hujus Tractatus fuppetiæ mittentur, manebit, dictas fuppetias in totum aut pro parte non exigere, unaquæque item partium, quæ fuppetias acciplendas non putaverit, à ANNO 1672. præstatione pecuniæ aliquin solvendæ immunis erit: neutra etiam Partium *fuppeditorem armorum* cum Holle communi pungat, nisi conjunctim, & consensu tam Suæ Majestatis Cæsareæ, quam præfatorum Ordinum: casu autem emergente, quo Negociatio Pacis aut *Indutiarum* seu Treugarum introducenda videbitur, nemitra Partium absque aliqua communicatione cum Negociationem incipiat, procurabitque unaquæque alteri eo ipso tempore, quo tibi facultatem, Salvos Conductus, & fecuritatem neceffariam mittendi Plenipotentiarios fuos ad locum Tractatus deftinatum, fuscitoque altera alteram, & utriusque Ministri te invicem fuccessive & quovis tempore participes omnium eorum, quæ ibidem proponentur, agentur & tractabuntur, nec ad conclusionem Pacis aut Indutiarum seu Treugarum, alterutra procedet, quam alteram in Pacis condrionibus contrahendo, includendo & ipsi quamvis possibile erit facitadeonem procurando, simul & stipulando idem, quod sibi jus, ac eandem Immunitates, Exemptiones & Prærogativas, nisi postmodum inter ipsos aliter conveneris.

VI. Neutra Partium poterit cum aliis Regibus, aut Principibus, durante hoc Fœdere ullum Tractatum inire, qui præfenti Conventioni repugnet, vel minimum quid deroget: fi tamen alii Reges aut Principes hoc accedere defiderent, id fier ex consensu Suæ Cæsareæ Majestatis, & Fœderatorum Ordinum confilio & confenfu.

VII. Hoc Fœdus defenfivum ad decem annorum fpatium durabit, fi tamen Sua Majestas Cæsarea illud ad plures annos extendere voluerit, hoc ipfi ante ratibitionem liberum erit, & pronitutum infraferipti Suæ Majestatis Ministri, & Ordinum Fœderatorum Belgii Deputati, vigore Mandatorum inviem exhibitorum. Suam Majestatem Cæsaream & Fœderatos Belgii Ordines ea quæ fupra feripta funt bona fide adimpleturos & executioni mandaturos, omnia nihilominus tub ratihabitione Suæ Majestatis Cæsareæ & dictorum Ordinum Fœderatorum Belgii, quàm fcie exhibituros intra spatium duorum mentium aut citius fi fieri poffit, pollicentur. Actum Hagæ-Comitis 23. mensis Julii 1672.

(*L.S.*) STAFVENISSE.
(*L.S.*) B. DE ISOLA. (*L.S.*) ISBR. VAN *Nierfen Heraken.*
(*L.S.*) CRAMPRICHT.

Declaratio (1) *& Explicatio Articulorum tertii & quarti Fœderis inter Augustissimum* LEOPOLDUM *Imperatorem, & Dominos Ordines* FOEDERATI BELGII *Generales initi. Facta & conventa Hagæ-Comitum die* 22. *Septembris* 1672. Cum RATIFICATIONE *Cæsarea Dat. Viennæ die* 17. *Octobris* 1672. [Copie Manuscrite.]

CUm Articulo tertio Tractatûs inter Sacræ Cæsareæ Majestatis Ministros, & Ordinum Fœderati Belgii Deputatos hodie conclusi conventum fit, alternemorates Ordines pro Exercitu ibidem & Articulo antecedentibus expresso aut proportionabiliter, numerarent ducatorum Amitelodami vel Hamburgi fummam Ducentorum Imperialium millium, quamprimum Sua Majestas Cæsarea illum cum Exercitu Brandeburgico conjunxerit, & cum reliquis mensfruis quantis, durantibus his motibus, debito tempore continuatutos.

Præfati Deputati Ordinum declararerunt, alternemorates Ordines omnem operam quidem adhibituros, ut quod in fublevationem oneris dicti Exercitûs aut proportionabiliter mensfruatim fecundûm Tractatum promiffum eft, perfolvatur.

Cum verò præviderent pro hoc rerum ftatu id Ordinibus Generalibus difficillimum fore, expreffè teftati funt, finceram eorundem intentionem effe, id, quod præfenti pecu-

(1) On ne fçauroit dire pourquoi cette Piece n'est point icy entre Copie; Mais on croit en connoître l'ecriture, & il l'on se vy trompoit point elle n'est de bonne main. Elle s'accorde assez, à quelques mots pres, qui ne font pas de conséquence, avec la Copie de *Brienne*, qui se voit dans la premiere Edition de ce Grand Recueil de Hollande Tom. IV. pag. 100. La difficulté est de sçavoir quel est ce Traité *ledite conclusa*, auquel la Declaration fe rapporte; car d'un côté il paroit bien que ce soit le Traité du 21. Juillet 1672. & de l'autre la Date du 22. Septembre y repugne. Outre que la femme du troisiéme Article de ce Traite, n'est pas telle *quon* Pindique. (Dew.)

* La tournure de l'Article III. est bien la meme, mais il y a une faute du Copiste à laquelle M. *Du Mont* n'a pas pris garde. Le II. Art. doit commencer par mais du I. Art. *Convenu alternativement* &c. & il faut doit commencer ou commettre ici le second.

ANNO 1672. pecunii perſolvere non poterunt, ſupplere per apochas & congruas obligationes Cæſaræ Majeſtati aut ſis, qui pecuniam erogare parati ſunt, conſignandas, tam communi nomine, quàm pro cujusque rata in particulari ſeliceſ Ordinum Hollandiæ, Zelandiæ, Friſiæ, Groningæ & Omlandiæ, ſub promiſſione aſſurarum, quæ aliis earundem Provinciarum Creditoribus ſolvuntur, aut impoſterum ſolventur.

Obligationem præterea ſolvendæ pecuniæ, aut daudarum apocharum aut obligationum à die primo . . . . oriri, ita tamen ut Copiæ Suæ Majeſtatis Cæſaræ unà cum Brandenburgicis ad dictos fines, Articulo primo modò memorati Tractatûs conſignandos agere pergant, vel ad fines Imperii, aut ad Rhenum, vel Moſam, aut Viſurgim, ad defenſionem dictarum Pacificationum, Executum renendo, aut ſi neceſſitas vel ratio Belli ejusmodi Executum in uno dictorum locorum tenere non exigeret, contra eos, qui Pacem Weſtphalicam aut Clivenſem violaturi ſunt, prout modò memorata ratio Belli admittit, operando.

Cum etiam in dicto Articulo tertio comprehenſum ſit, Ordines & Provincias Unitas cum Executu Imperatoris & dicti Electoris arma ſua & Executum conſtanter octo millibus Equitum & duodecim millibus Peditum, ſi ſuper hoc requiſiti fuerint, conjungere, & ad dictos fines usque ad Belli finem operari, vel arma ſua, ſi hoc magis conducere Imperatori & Electori videbitur, aliorſum vertere teneanur; Conventionem hanc ita interpretandam Cæſari & Ordinibus placuit, ut hæc operationi iaiſtactum intelligatur, ſi memorati Ordines dictas ſuas Copias ad factam requiſitionem cum Cæſareanis & Brandenburgicis poſt ſubſecutam & extraditam & permutatam Ratificationem conjunxerint, ſeu hoſtem vel noſtri, illos ſeliceer, qui contra Pacem Weſtphalicam aut Clivenſem acturi, aut ejusdem Guarentigiam impedituri ſunt, ſuſecuturi. ſeu per diverſiones, ſeu quovis alio modo, prout ratio Belli ex mutuo inter partes Conſilio dictabit, operaturi erunt.

Sincerum præterea. Articuli quarti intellectum eſſe, alternemoratos Ordines, Pacem ſine Imperatoris & Electoris conſenſu non facturos, niſi modò & formâ, Articulo quinto dicti Tractatûs expreſſis, id eſt, ut non ſolum in Pace ambo ineludantur, verùm etiam illis omnium eorum, quæ poſt ſecutam hujus Fœderis Ratificationem ab hoſtibus vel hoſte, illis ſeliceer, qui contra Pacem Weſtphalicam imperatorem aggreſſori ſunt, aut Pacem Clivenſem violabunt, aut ejusdem Guarentigiam impedient, erepta ablataque ſunt, tealis & actualis reſtitutio, nec non in aliis, quantum poſſibile eſt, ſatisfactio procurerur, niſi poſtmodum inter ſe ipſos aliter convenerint.

Nos infrascripti Suæ Majeſtatis Cæſaræe Miniſtri præſentibus declaramus Tractatum hodie inter nos & Deputatos Ordinum Fœderati Belgii concluſum, non aliter obligaturum aut firmum fore, niſi ſub Ratificatione ſupradictæ Declarationis, à Suæ Majeſtate Cæſaræ alternemoratis Ordinibus ſimul cum Ratificatione dicti Tractatus exhibendâ. Actum Hage-Comitis 22. Septembris 1672.

(*L. S.*)

B. DE LISOLA.

(*L. S.*)

KRAMPRICHT.

Sequitur (1) *Ratificatio Cæſarea ſuper hac Declaratione. Datum Viennæ* 17. *Octobris* 1672. [Copie Manuscrite.]

NOS LEOPOLDUS (*Titulus integer*). Notum facimus univerſis ac ſingulis, quorum ſcire intereſt, agnoſcentibusque pro Nobis, Hæredibus, ac Succeſſoribus noſtris Quod cùm ratio præſentis temporis & Germaniæ tranquillitas popoſcerit, ut inter Nos ex

(1) Cette Copie vient de le même main que celle de la Declaration, & ne ſe trouve ni dans les Actes de *Brunsvic*, ni dans la premiere Edition de ce Grand Recueil de Hollande, ni en aucun autre livre imprimé. Elle ne leve point la difficulté qui naît de la difference des Dates, & de le tenuu de l'Article III du Traite principal indiquée & ſupellée au commencement de la Declaration. Au contraire elle l'augmente, par la mention expreſſe que l'Empereur y fait de ce Traite, ſous Date du 25. Juillet. [DUM.]

ANNO 1672. unà: & Chariſſimos Amicos noſtros, Generales Fœderati Belgii Status ex alterâ parte, pro mutuâ Provinciarum noſtrarum defenſione, & ad conſervationem Pacis Weſtphalicæ, Aquisgranenſis, Clivenſisque Fœdus deinceps ineantur: idque inter noſtros & illorum ad hoc Deputatos, ſufficienti utrinque Mandato inſtructos, & ex traditis mutuis & reciprocis Plenipotentiis, utriusque noſtrum nomine Hagæ-Comitis die 25. Julii 1672. ictum & concluſum ſit: ambabus verò Partibus placuerit, penes illud ſequentem ſpecialem Declarationem ſuper dicto Tractatu concluſo, inter ſe condere & addere, quæ à memoratis Plenipotentiariis ſupradicto (2) eodem loco & die 22. Septembris anni 1672. in ſequentem modum concluſa eſt.

Sequitur Declaratio inſerenda.

CUmque ſimul etiam conveneriat, ut ejusdem Declarationis præſentæ ratihabitio à nobis & prædictis Generalibus Fœderati Belgii Statibus intra terminum duorum menſium à die ſubſcripcionis, ſi fieri poterit, ſequi & utrinque communari debeat; Nos huic Conventioni ſatisfacientes, eandem declarationem additam & concluſam, per omnia & ſingula approbaverimus, confirmaverimus, & ratihabuerimus; Veluti hisce pro nobis Hæredibus ac Succeſſoribus noſtris, verbo noſtro Cæſareo approbamus, confirmamus & ratihabemus: Promittentes inſuper, nos omnia & ſingula in præfata Declaratione contenta, quanum quidem nos concernunt, divinâ adſtirante gratiâ, bona fide præſtaturos & adimpleturos, ne à noſtris, vel aliis ullo modo violenrur In cujus rei fidem hasce manu noſtrâ ſubſcripras Sigilli noſtri Cæſarei appenſione muniri juſſimus. Dabantur Viennæ 17. Octobris 1672.

(2) NB. Qu'en est embarrassé la Copie dont on se sert pour la présente *Separate Declaration du 22 Sept.* in ſequentem modum, mais que par erreur la Correction, on y avoit marqué en marge, comme on le voit ici, *eodem loco & die 22. Septembris anno 1672.* [DUM.]

XCIV.

Defenſiv-Allianz zwiſchen Ihro Kayſ. Mayeſt. Leopoldo/ denen Hochwürdigſten Churfürſten/ Johann Philipp zu Maynz/ und Carln Caſparn zu Trier/ Ihro Churfürſtl. Durchl. Johann Georg zu Sachſen/ Chriſtoph Bernhard Biſchoffen zu Münſter und Margaraff Chriſtian Ernſt zu Brandenburg-Bayreuth/ zu Erhaltung eines jeden Dignität und Rechten/ ſonderl. aber der Teutſchen Freyheit/ und beſtändigen Genus deß Weſtphäliſchen Friedens beſchloſſen. Geſchehen auf dem Schloß Marienburg ob Würtzburg den 10. Octobre 1672. [CHRIST. GASTELIUS, *de Statu Publ. Europæ noviſſ.* Cap XXIII. pag. 766. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheilung I. Abſatz I. pag. 430. & dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XI. pag. 37. col. (1.)] 10. Oct.

C'eſt-à-dire,

Alliance Defenſive entre LEOPOLD *Empereur des Romains*; JEAN PHILIPPE *Electeur de Mayence*; CHARLES GASPAR *Electeur de Trèves*; JEAN GEORGE *Electeur de Saxe*; CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque de Munſter*, & CHRISTIAN ERNEST *Marcſ-Grave de Brandebourg-Bareith, pour la conſervation de leurs Droits & Dignités, & principalement pour celle de la Liberté Germanique, & le main-*

(1) Ces trois Exemplaires conviennent en tout, hors dans la Date. Celle de *Lunig* eſt abſolument du 10. Janv 1682. Celle de *Gaſtelius* de même Date dans l'Inſtrument & de l'An 1673. dans le Titre, & celle du *Theatrum Europæum* du 10 Oct. 1672. On fait cette dernière Date preſcrablement aux autres, parce qu'elle convient ſeule au recit hiſtorique de PUFFENDORF, de Rebus Geſt. *Friderici Wilhelmi* Elect. Brand. Lib. XI. §. 44 pag. 791. [DUM.]

ANNO 1672.

mination de la Paix de Weſtphalie. Faite au Château de Marienbourg à Wurtzbourg le 10. d'Octobre 1672.

Ob wiſſen/ als der Durchlauchtigſte Großmächtigſte/ Unüberwindtlichſte Fürſt und Herr/ Herr Leopold/ Erwehlter Römiſcher Keyſer/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ zu Germanien/ zu Hungarn/ Böhmen/ Dalmatien/ Croatien/ Sclavonien Koning/ Erz-Hertzog zu Oeſterreich/ Hertzog zu Burgund/ Steyer/ Kärnthen/ Crain und Würtenberg/ Graff zu Tyrol/ ꝛc. ꝛc. und um und neben Ihrer Kayſerl. Mayeſt. der Hochwürdigſte/ auch Hochwürdige/ Durchleuchtige/ Hochgeborne/ Fürſten und Herren/ Herrn Johann Philipp der heiligen Stuhl zu Maynz Erz-Biſchoff/ des Heil. Röm. Reichs durch Germanien Erz-Cantzler und ober-Fürſt-Biſchoff zu Würtzburg und Worumb/ und Hertzog zu Francken/ ꝛc. Carl Caſpar/ Erz-Biſchoff zu Trier/ des Heil. Röm. Reichs durch Gallien/ und des Königreichs Arelaten Erz-Cantzler und Chur-Fürſt/ Administrator in Prüm/ ꝛc. Johann Georg/ Hertzog in Sachſen/ Jülich/ Cleve und Berg/ des Heil Röm. Reichs Erz-Marſchall/ Landgraff zu Thüringen/ Marggraff zu Meiſſen/ auch Ober- und Niederlauſnitz/ Burggraff zu Magdeburg/ Graff zu der Marck und Ravensberg/ Herr zu Ravenſtein/ ꝛc. Chriſtoff Bernhard/ Biſchoff zu Münſter/ Administrator zu Ebroen/ Burggraff in Stratzberg und Herr zu Borckelo/ ꝛc. Chriſtian Ernſt/ Marggraff zu Brandenburg/ zu Preuſſen/ Magdeburg/ Stetin/ Pommern/ der Caſſuben und Wenden auch in Schleſien zu Croſſen/ ꝛc. Hertzog/ Burggraff zu Nürnberg/ Fürſt zu Halberſtadt/ Minden und Camin/ ꝛc. ie und alle wege/ ſonderlich aber den gegenwärtigen klaſſen Ihre Rathſchläge und Sorgfältigkeit dahin fürnemlich gerichtet/ wie der zu Münſter und Osnabrück aufgerichtete Frieden beſtändig conſerviret/ mit hin auch dero von GOtt angeerbte Lande und Leute in beſtändiger Ruhe erhalten/ und denſelben alle gefehrliche Unglegenheiten abgewendet/ und wider allen unbilligen Gewalt/ in zuſammen gefaſten einen Vertrauen und Vereinigung geſchützet und gehandhabet werden können/ daß dahero dieſelbe auch zu der gemeinen Nothdurfft/ was es aber dahero die zu Fortſetzung bey obgemeldter Reichs-Verſammlung obhandener Commission, wegen Feſtſtellung gemeiner Reichs-Sicherheit und damit zusammen hängenden Puncten gut angeſehenen Reichs-Provisional-Verfaſſungen/ als wenn auch ſchon alle Reichs-Staate neben den Königreich Böheim und incorporirten Provintzen ein gewiſſes Quantum derofelben haben/ in einige wege in Vergeſſenheit/ hindern allen unterlaſſen/ bis folches hailſame gemeine/ nützliche Werck zu ſeiner durchgehenden völligen Richtigkeit wird gebracht werden können/ zu deſto gröſſerer Bekräfftigung der einem ieden ertheilenden gleichmäſſigen Gnaden-Verſicherungen/ wie auch wider alle innerliche Empörung zu conſerviren und defendiren und zu deren ansehen und gemeine ſeyn ſolleteiſe/ daß einer den andern ohne Unterſcheid der Religion in rechten Vertrauen meynen/ zu gutem Ende man allerſeits feſtiglich und mannfäſtetes hey einander bleiben/ auch auf allen Begebenheit/ wenn die belagte Unruhe entſtehen/ und zu was auf die herannen verſprechene Aſſiſtentz erfodert werden möchte/ vorhero gutes einander communiciren/ keiner aber einigen Feindes des Reichs oder trouenden Feuna/ Potentaten und Republiquen zu ſambtlicher invaſion Urſach geben/ auch die Bundes-Verwandte unter ſich ſelbſt beſtändige Freundſchafft zu halten/ und keiner den andern mit Thätlichkeiten oder Gewalt überziehen/überziehen oder beleidigen/ ſondern da gegen den andern bawende Mißhälle und Streitigkeiten/ wo deren einige ſeyn möchten/ durch gütliche rechtliche Mittel entſcheiden/ und ſich damit begnügen laſſen wollen.

Worvon auch Anwiens/ ein oder ander Conferentierter und derſelben im H. Röm. Reich gelegene Land ins gemein/ oder bey den unter andere Verbeſſerte Mayſten im Gnaden-Verfaſſen und ſonſtlich angegriffen/ oder aber auch durch innerliche Empörung und Aufſtände/ oder dieſer ihrenen geſtalt-ſeyende Zuſammenſetzung und linie auf verſprochenen Defension halber über kurtz oder lang/ es geſchehe von wem es wolle/ angeſochten werden/ alsdann wollen und ſollen dieſelbe wieder berührter ihrer im Reich gelegenen Land und Leuten feſtiglich bey einander ſtehen/einander auf beſchehenen Anſuchen wieder die Offendenten ohnverzüglich/ wo hernach folget/ zu Hülffe kommen/ kräfftig beyſtehen/ mit deſſen Land und Leute wider Gewalt ſchützen/ ſchirmen und vertheidigen helffen/ und damit man wiſſen möge/ was jedweder Theil an Mannſchafft zu Roß und Fuß den belangten Requirenten zu Hülffe zu ſchicken habe.

ANNO 1672.

Es iſt vors Dritte verglichen worden/ daß auf die erſte Mahnung innerhalb 6. Wochen Ihre Kayſerliche Mayeſtät/ wegen dero im Reich gelegenen und darzu gehörigen Erb-Königreich und Landen/ 1000. in Roß und 1000. zu Fuß/ Ihre Mayeſtät/ als Churfürſt und Gubernat zu Würtzburg und Franken 120. in Roß und 1000 zu Fuß. Ihre Churfl. zu Trier 50. in Roß und 500. zu Fuß/ Ihre Churfl. Sachſen 400. zu Pferd 100. Dragoner und 300. zu Fuß/ Churfl. zu Münſter 400 zu Pferde/ 100. Dragoner/ und 600. zu Fuß/ Marggraff Christian zu Brandenburg Culmbach 30 zu Pferde und 50. zu Fuß. Und auf die andere Mahnung innerhalb 6. Wochen wiederum ſo viel zu Hülffe ſenden ſollen/ und der verbündlichen Pflicht daß die Bundes-Verwandte den andern auf Anruffen einen unbeſchädlichen Durchzug für die Bunds-Völcker/ unentgeltlich zu gegunnen ſchuldig ſeyn ſolle.

Es ſoll auch Verdrens die Hülffe nicht wieder zurück getogen werden/ bis das Feindes Fürnehmen genehret/ und das jenige/ ſo derſelbe einen einnehmen/ wieder erobert ſeyn werde/ es ſey dann/ daß der vorbemelte oder ein Hülffe Verwandte wieder Gefahr übergangen/ und wie vorgedacht/ vergnügſahmget und beleydiget.

Sollte nun aber zum Fälnſſen wider Verhoffen ande als einer von den Allierten übergangen werden/ und gedachte Landen auf ſolchen Fall ſolte die übrige Bunds-Hülffe von den andern bleiben/ bald den einen/ und die andere Hülffe den andern beleydigten zur Maſſe und Beſte/ wie vor gemeldet zugeſchickt werden.

Wofern auch Seichſens/ eine dergleichen Hülffe nicht zureichen ſolte/ auf ſolchen Fall ſollen und wollen die Bunds-Genoſſen auf erlangte Nachricht von ſolcher erfolgeter doppelter Gefahr/ auch ie bald ohn Anſſennthalt ſich darüber miteinander vernehmen/ welche anlängliche/ und wornt der Nothleidenden in der That und Wirckung geholffen werden könne.

Es ſolle auch Schwedens/ ein jeder Hülffsſchender ſeinen Trouppen ſo viel Feld-Artiſerie mehl der benöthigen hat mitgeben/ als es die Nothdurfft und Kriegs-Raiſon erfodert.

Die Direction und Ober-Commando über die Waffen ſelbe zum achten der Ihrer Kayſerl. Mayeſt. verleihen/ und derofelben ein General-Perſon/ mit Belehrung der Conferierten/ vorgeſtellen werden/ welcher in deſſen Landen/ wo die Hülffe geleiſtet werd/ ſolche derſelben Vorwiſſen und Belieben nichts verrichten/ ſondern das jenige/ was er zu defendir- und Rettung ſeiner Land und Leute gut befinden möchte/ zu thun und zu laſſen in Krafft dieſes angewieſen ſein ſoll.

Solte aber zum Feinden/ ein Fall ſich begeben/ welcher einen General-Krieg-Rath erfodern/ ſo ſollen auch zu denſelben alle die jenige gezogen werden/ welche zu einem General-Kriegs-Rath gehören/ und ſoll der jenige in denſelben præſidiren/ welcher das Directorium oder Ober-Commando führet/ oder auch da derſelbe nicht haben ſein wolte oder könte/ alsdann der die höchſte Charge bekleidet.

Und ſoll ieder auch Feindens/ ein jeder ſeine Völcker unterhalten und beſchützen/ und ja keiner Befehl damit beſtehe/ einiger ſie in andern Landen ſtehen/ ſämmtzig zu werben/ in einander Confuſion und andere Ungelegenheiten anzuſtangen/ keine Urſach haben mögen/ dem bey ſeinen Völckern habenden Commiſſario iwey Monat Sold gleich Anfangs zum Vorrath mitgeben.

Allermaſſen denn auch zum Vierten zu Verhütung aller Unordnung unter den Völckern/ die Bunds-Verwandte vor ſich auf den Marſchall eine gewiſſe Verpflegungs-Ordnance aufrichten wollen/ nach welcher den wohlverdeter Conjunction, alle Excuſen durchſchnitten gleich beſtändiger werden ſollen.

Dieweil fürs Zweyte andre die Auxiliar-Völcker das Provisariat nicht zuſtehet/ mit ſich führen können/ ſoll der Requirent zwar ſchuldig ſeyn/ ſolches ſo lange ſie in ſeinem Lande ſtehen/ mit rechtsverſtandt Commiſſ-Brod Vorſchuſſweiſe zu verſehen/ welches ihme jedoch unverzüglich von jeden der Hülffsſtehenden bezahlet/ und erſetzet werden ſolle/ gleich denn auch die Conjunctive-Völcker ein anderes/ als deſſen Communis Vorſchuſſweiſe und das Obdach und taube Futter/nicht ſodann auch exequiren/ ſondern was ſie darüber verzehren werden/ den Unterthanen in billigen Werth nur Geld bezahlen ſollen.

Wann nun zum Dreyzehenten/ einige Bundes-Verwandte auſſerhalb dieſes nach in einen andern glaubmäßigen Fordere mit einander beyeinen/ Krafft welchen ſie ebenfalls einander Hülffe zu leiſten ſchuldig/ ſo ſoll doch den Theil aus welchen Fordern-haus, ſondern nur aus einem die Allierenz zu ſolchen gehalten ſein/ und dem Requirenten frey ſtehen/ auf welchen Grund er ſeinen Conſederirten requiriren wolle/ da auch etwa eine Cron oder Reichs-Hülffe geſchicket werden ſolte/ ſo ſolte auch dieſe von dem Quanto der Bunds-Hülffe abgezogen werden.

Es ſoll auch keiner von den Verbündten von den Bundes-Verwandten einige andere Bündnüß mehr aufgerichtet/ noch eingegangen werden/ ſo dieſer in wider.

So hatz auch zum Fünfzehenden/ hieben die Meynung gar nicht/ ob wolte man durch dieſe particular-Verbündnüß/ die zu Verhüte- und Abtreibung unrechten Gewalt im Heil. Röm. Reich Fundirte Executions-Ordnung und in Krafft derſelben ſonderlich Reichs- oder Creyß-Verfaſſung/ wie auch die im Fridenſchluß verordnete Universal Guarantie zurück ſetzen/ ſtoßen oder verjuchen/ ſondern es ſollen nichts beſtoweniger dieſelbe ohne

Abtrag

ANNO 1672. Abbrand dieſes Receſſus in alle wege mit behörigen Fleiß und Ernſt / ſo wol und gemäß den gegenwärtigen Reichs-alts abſtoßlichen den Ertz- Conventen allerſeits nach Möglichkeit befördert werden. Wie denn in Krafft dieſes Receſſus alle und jede Bündes-Verwandte verſprechen / daß ſie zu Erhaltung des Friedens mit allen Kräfften daran ſeyn wollen / damit der Pundtus Securitatis den nach währendem Reichs-Convent vorgeſtellet / und damit die gemeine Reichs-Provisional-Verfaſſung würcklich eingerichtet werden möge. Auf dem Fall aber ſolche wider Verhoffen verhindert werden ſolte / ſo ſoll doch nichts deſtoweniger ein jeder zu der hierinnen verſicherten Bundes-Hülffe obligirt, und dieſelbe unaufhaltlich zu leiſten ſchuldig ſeyn.

Für Sechszehende / ſoll die Defenſiv-Verbindnis von dato einundzwantzig nach einander folgende Jahr unverbrüchlich gehalten werden und beſtehen / dabey dann in Allerhöchſt-Gedachter Ihrer Kayſerl. Mayeſt. und der Conſorderirten freyen Willen und Belieben bleiben / ob ſie vor Ablauf ſolcher 10. Jahre dieſe Bündnis weiter zu prorogiren / geſtalten Zeiten und Läufften nach nöthig finden werden.

Wann nun ſchlieſſlichen mehr andere Chur-Fürſten und Stände des Reichs / ſo ſeyen Catholiſch oder Augſpurgiſcher Confeſſion / in die particular-Defenſions-Verfaſſung obgedachter Maaſſen mit eintreten wollen / und ſich den jenigen / ſo in dieſer Verfaſſung beariffen / darum anmelden wolten / ſo ſoll ſie derſelbe denen andern alsbald notificiren / und ſolcher Chur-Fürſt und Stand auch unweigerlich darinn eingenommen werden.

Wir Urkund Ihrer Chur-Fürſtl. Gn. zu Mayntz eingehändigter Ihrerſeits unterſchrifft und fürgedruckten Chur-Fürſtl. Secrets. So geſchehe auf unſerm Schloſſe Marienburg ob Würtzburg den 10. Januarii 1672.

JOHANN PHILIPP.
(L. S.)

ANNO 1672. Hibebant, retinendo reditus ſufficientes. Dicti Nobiles eum liberis ſuis liberi maneant, nec de bonis ſuis, niſi juſtis ex cauſis aut ob exceſſus & transgreſſiones, dejicientur. Decimæ liberorum nec à Nobilibus, nec ab eorum Subditis, nti nec ab aliis in Podolia exiſtentibus Chriſtianis ullatenus, ad exemplum aliorum exigerur.

V. Unicuique liberum Religionis ſuæ Exercitium permittetur, Templisque nullum damnum inferetur, niſi in Arcibus illis, in quibus Turcica Templa inædificentur.

VI. Omnibus & ſingulis utriuſque ſexus Camenecie & aliis Podoliæ in locis liberum relinquitur, ſi ita voluerint intra dnorum menſium ſpatium, cum Uxoribus, Liberis & bonis, emigrare, Porta Ottomanica Salvum ipſis Conductum ad fines usque Regni Poloniæ præſtabit. Artamen Subditi illic manere obſtrictî ſunto.

VII. Ukraina ſive ulterior Podolia Coſacis ſecundùm antiquiora inſtituta relinquetur, & ſi quidam Controverſia de limitibus ſuboriretur; ea modo eodem, quo ſuperius de Podolia convenum, componetur, Bialocorcqua (Album Fanum) ut & alia loca munita, ad Ukrainam pertinentia itidem Coſacis reſtituentur, & quidem abductis extindè Militibus Præfidiariis, Militibus verò Præſidiariis eum omni inſtruetu, bonis, & armis ſuis tuta & ſecura via ad fines Poloniæ usque concederetur, dummodo de quindecim ad Arcem Bialocorcquam pertinentibus tormentis nullum ſecum abducant.

VIII. Coſacis liberum eſto ab Hanenecko in prædia ſua ſe conferre, ſique nulli pænâ aut conſumeliâ afficientur; quamdiu & usquequo pacati vivent. Hanenecko verò ipſe haud revertetur.

IX. Reliqua verò & antiquiora Pundta inter Regnum Poloniæ & Illuſtriſſimum Portam Ottomanicam concordata, vigorem & vim ſuam obtineant omnimodam, præterquam ea Pundta, quæ per præſentia Pacta abrogata ſunt.

Anno 1672. 18. Oct. Traité de Paix entre MICHEL KORIBUT WIESNOWISKI Roi de Pologne & MAHOMET IV. Empereur des Turcs. Fait le 18. Octobre, 1672. [Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 576.]

TURQUIE ET POLOGNE.

I. TArtaris illis, qui olim in Regno Poloniæ habitarunt, quos alias Lipce vocant, nunc verò ex eo discelserunt, & ſemet Illuſtriſſimæ Portæ Ottomanicæ ſubjecerunt, Uxoresque & Liberos ſuos adhuc in Polonia relinquerant, liberum ſit, eas & eos cum bonis & rebus ſuis omnibus, ſine ullo præjudimento avocare; In reliquorum autem, qui adhuc in Regno, ut & cum Uxoribus, Liberis, vel bonis & rebus, permanſerunt, poteſtate eſto, cum omnibus ſuis emigrare, aut illic ſubſiſtere.

II. Majeſtas ſua Regia, Rex Poloniæ, per Legatos ſuos, quotannis Portæ Ottomanicæ viginti duo mille Ducatorum mittet, initiamque ejus, poſt decurſum inſtantis Anni MDCLXXII. proximo MDCLXXIII. V. Novembris, hoc eſt die S. Demetrio ſacro, faciet, & hoc ipſum ſemper ſequentibus temporibus & annis obſervet; hac tamen ſub conditione, ut Sultanis Turcarum, vicinorum Poloniæ Turcarum, Tartarorum, Coſacorum, & cæterorum Portæ Subditorum Populorum, impetus & excurſus cohibeat, & quoties ab iis Regno Poloniæ damnum aliquod illatum fuerit, Regia Sua Majeſtas per Literas ſatisfactionem exiget, & ſi quando à Baſſis Vicinis eandem conſequi nequiverint, eam quoad annum illum, remunerationem illam mittere haud renebuntur.

III. Podolia ſecundùm limites ſuos veteres Portæ Ottomanicæ ſubjecta eſto; & ſi forté lites & controverſiæ quædam de limitibus & terminis exoriantur, Conſenſu Dominorum à parte utraque Commiſſarii eligentur, qui in loco, ubi controverſia exiſtit, convenient, & pro ſtatu cauſæ & juſtitiæ eandem decident.

IV. Miſtres præfidiarii Poloni, qui in Podolia reperientur, una cum omnibus hominibus, familiis, bonis, rebus mobilibus, & propriis armis exindè discedent, atque ex adverſo Porta Ottomanica occupata Caſtella, Arces & loca in Ruſſia cum omnibus ſuis hominibus & inſtructo Bellico, ſtatim Regi Poloniæ reſtituet. In Podolia verò omnes reditus deſerti bentur, qui deſcriptione facta. Nobilibus, qui illic in Podolia bonis & poſſeſſionibus ditati ſunt, liberum erit in ſedibus ſuis perſiſtere; & quicquid à Subditis colligent, pro portione Regiæ Suæ Majeſtatis ad id deputatis Commiſſariis exTURQUIE ET POLOGNE.

Anno 1672. Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, & JEAN FREDERIC de Brunswic & Luneburg, Duc de Hanover, par lequel ledit Duc s'oblige de mettre ſur pied au plûtôt un Corps d'Armée de 10000. Hommes, pour la levée desquels Sa Majeſté lui payera la moitié des frais, & lui donnera 30000. Ecus par mois, pour l'entretien d'iceux. Fait à Hanover le 10. Decembre 1672. [FREDER. LEONARD. Tom. III.]

FRANCE ET HANOVRE.

LE Roi ayant fait repreſenter à Monſeigneur le Duc Jean Frederic de Brunswic & de Luneburg, par Monſieur Verjus Envoié extraordinaire de Sa Majeſté, le ſoin & le deſir extrême qu'a Sadite Majeſté, que parmi tous les troubles qu'elle voit à regret s'exciter en differens endroits, au moins la Paix generale de l'Empire établie ſi heureuſement par les Traitez de Weſtphalie, puiſſe être conſervée en ſon entier, & fur tout que la Liberté & les Droits des Princes d'Allemagne confirmez par les mêmes Traitez, ne ſouffre aucune atteinte ni diminution par tous les mouvemens qui pourroient arriver, pour laquelle fin Sa Majeſté avoit déja fait un Traité avec la Couronne de Suede, & étoit en termes d'en faire de ſemblables avec les Electeurs de Cologne, Baviere & Palatin, & avec les Princes de Neubourg, Munſter & Wirtemberg. Et Sa Majeſté deſirant auſſi par l'affection qu'elle a toûjours eu pour ledit Seigneur Duc, & par la connoiſſance qu'elle a de ſes bonnes & droites intentions pour le repos de l'Allemagne, qu'il joignit ſes inclinations & ſes Armes à celles de Sadite Majeſté, pour obtenir une ſi bonne & heureuſe fin, ſon Alteſſe confiderant l'importance de l'affaire, & ne trouvant point de ſujet de ſe ſeparer en cela des intentions du Roi, qu'elle trouve ſi conformes à ſon devoir vers l'Empire, & aux Interêts de l'Allemagne, a nommé les Sieurs de Grott & de Weiſſendorff, ſes Conſeillers & Miniſtres d'Etat, pour traiter là-deſſus avec ledit Sieur Verjus, qui leur aiant communiqué le Pleins-pouvoir qu'il a pour cela de Sa Majeſté, & ven celui qui leur a été donné pour cette fin par ſon Alteſſe, eſt convenu avec eux des Articles ſuivans.

I. Cette

ANNO 1672.

I. Cette Alliance n'eſt point pour offenſer qui que ce puiſſe être, & ſe fait encore bien moins contre l'Empereur ou l'Empire, n'étant au contraire pour unique but que la propre ſeureté, conſervation & defenſe de ceux qui aiant une même intention avec le Roi & ſon Alteſſe, viendroient à être offenſez & opprimez par d'autres qui voudroient ſacrifier le repos public à leurs deſſeins & interêts particuliers.

II. Conformement à quoi le Roi pour continuer de donner à tout le monde, & principalement à l'Empire, des marques de ſon deſir qu'il a d'entretenir la Paix & la tranquillité, & pour montrer que rien ne le peut detourner de cette même paſſion de la conſerver en toute maniere, & qu'il redouble même pour cela ſes ſoins dans les occaſions où il pourroit y avoir quelque ſujet d'appreehender qu'elle vint à être alterée, veut bien renouveller encore une fois à Monſieur l'Electeur de Brandebourg, & expoſer aux yeux de tout le monde par ou Memoire intitué à la Diette de Ratisbonne, les offres que Sa Majeſté lui a fait faire conſtamment de lui rendre en faiſant la Paix avec les Hollandois, ou de remettre en main tierce de quelque Prince de l'Empire, les Places que la raiſon de la Guerre l'oblige de leur offer dans le Duché de Cleves, de le faire jouir cependant des fruits & Revenus de la Juriſdiction entiere des mêmes Places, comme il en jouiſſoit du tems qu'elles étoient entre les mains des Hollandois, & de ne faire aucun acte d'hoſtilité dans le Pais dudit Electeur, ou de lui donner ſatisfaction convenable, ſi le contraire arrivoit; bien entendu que ſi Monſieur l'Electeur de Brandebourg ne veut point accepter ces conditions, le Roi ne ſera pas tenu de lui accorder enſuite les mêmes avantages.

III. Sa Majeſté déclare encore, comme elle a toûjours fait, qu'elle ne veut rien retenir de ſes Conquêtes qui appartienne à quelque Prince ou Etat de l'Empire.

IV. Après des declarations ſi authentiques & ſi grands engagement, dont tout le monde doit être ſatisfait, ſi Monſieur l'Electeur de Brandebourg & ſes Alliez, quels qu'ils puiſſent être, retirent leurs Troupes, enſorte qu'elles ne puiſſent plus donner d'ombrage & de jalouſie au Roi, ni aucun de ceux qu'elles voudiſſent le mesler de la Guerre d'Hollande, Sa Majeſté en conſideration du repos de l'Empire, conſent de ne ſe pas reſſentir de ce qui s'eſt fait jusques à maintenant, & de retirer auſſi ſes Troupes hors des Terres poſſedées de l'Empire, & elle fera en même tems & inceſſamment joindre Monſieur l'Electeur de Brandebourg de ce qu'elle lui a offert touchant ſes Places & Pais en la maniere ſuſdite.

V. Mais ſi quelqu'un ne ſe contente pas d'offres ſi raiſonnables, ledit Seigneur Duc pour prevenir que ſes Etats ne ſoient plus expoſez au bon plaiſir d'autrui, & des inſultes pareilles à ceux qu'ils ont déja foufferts, & pour ſe mettre en état de deffendre & de proteger plus puiſſamment ſes Sujets contre la ruine dont ils ſeroient menacez par les marches & remarches continuelles des Troupes, & autres inconveniens inſeparables d'une Guerre generale & univerſelle, même pour faire reparer les torts qu'il a déja innocemment & liquidement ſoufferts dans ſes Pais, & pour contenir de tout ſon pouvoir à obliger ceux qui voudroient alterer en aucune maniere le repos de l'Allemagne, à demeurer dans les termes du Traitez de Weſtphalie & des Conſtitutions de l'Empire, promet & s'oblige de faire au plutoſt un Corps d'Armée de dix mill Hommes avec un Equipage d'Artillerie convenable, & toutes les autres choſes neceſſaires pour le mettre en Campagne, & le faire en agir dans les Cercles de Saxe & de Weſtphalie, contre tous les Perturbateurs de la Paix & tranquillité de l'Empire.

VI. Pour faciliter ce deſſein & cet armement, Sa Majeſté promet de donner à ſon Alteſſe la moitié de la levée pour un Corps de dix mil Hommes, à raiſon de cinquante Ecus pour Cavalier, quarante pour Dragon & quinze pour Fantaſſin, & Sa Majeſté fournira pour cela en Lettres de Change fur Hambourg la Somme neceſſaire, au meſme moment que les Ratifications s'echangeront de part & d'autre, ce qui ſera dans le terme dont on conviendra ci-deſſous.

VII. Sa Majeſté donnera auſſi à ſon Alteſſe trente mil Ecus par mois pour l'entretien de ces dit mil Hommes, outre & pardeſſus les dit mil Ecus que le Roi paie déja par mois à ſad. Alteſſe.

VIII. Ce Subſide commencera de courir un mois après que l'argent aura eſté deſigné pour la levée, & le paiement de cette Somme prenant alors ſon commencement, ſera enſuite toûjours continué de deux mois en deux mois par avance à Hambourg ou à Bremen, en Ducats d'or ou Risdales à la croix, & les Lettres de Change ſeront paiables preciſément dans le commencement du terme dont on eſt convenu, & il leidit Seigneur Duc peut en quelque rencontre s'accommoder d'argent à Francfort, ou à Cologne, ou à Paris même, il ſe fournira d'en faire donner avis pour la facilité des paiemens.

IX. Ledit Corps de dit mil Hommes ſera compoſé de ſix mil Hommes de Pied, de trois mil Chevaux & mil Dragons effectifs, & à mettre en Campagne; & aſſ cas que ledit Seigneur Duc ne levaſt pas le nombre entier desdites Troupes, il ne pourroit pretendre de S. M. l'argent de la levée & de l'entretien qu'à proportion de celles qu'il mettroit ſur Pied, de meſme que il ſon trouvoit à propos du commun conſentement de Sa Majeſté & de Son Alteſſe, d'augmenter ce Corps de quelques mil Hommes, les levées auſſi bien que les ſubſides, ſeront haußez à proportion du prix convenu par ce Traité.

X. Son Alteſſe ne ſera obligée en nul cas, & quel qu'il pût arriver, d'attaquer aucun Prince de l'Empire chez eux avec ledit Corps ni aucune autre de ſes Troupes, & elle ſe referre particulierement de n'etre point engagée à leur faire la Guerre dans leurs Etats, quelque parti qu'ils puſſent ou vouluſſent prendre, & le Roi ne trouve pas mauvais qu'après ce Traité conclu, ſon Alteſſe donne part de cet Article aux Princes de ſa Maiſon.

XI. En cas que pour la raiſon de Guerre, ou pour l'interêt commun du Roi & dudit Seigneur Duc ou d'autres Princes Alliez, il fuſt trouvé bon d'un commun conſentement de joindre ce Corps à quelques Armées desdits Princes Alliez, il n'doit en pourtrait qu'à ſadite Alteſſe & à ſes Generaux.

XII. En cas que pour la meſme raiſon de Guerre, ou pour le meſme interêt commun des Alliez, ainſi qu'il eſt porté ci-deſſus, ce Corps fuſt obligé de ſe joindre à une des Armées du Roi, pour lors le General dudit Corps obeira au General de l'Armée du Roi, moiennant que le General de ſon Alteſſe conſerve ſur ſon Corps le commandement immediat entier pour le détail & pour l'execution, & que les demarches & entrepriſes que les Armées jointes enſemble auront à faire, ſoient concertées par le General de l'Armée du Roi avec celui de ſon Alteſſe, ou tel qu'elle aura deputé pour cela, ait aſſiſté & en ſuffrage.

XIII. En cas que ſon Alteſſe ſe trouvaſt en perſonne à la teſte dudit Corps, lors qu'il ſe joindroit à une Armée du Roi, elle y auroit la meſme conſideration & authorité, & le meſme Pouvoir que d'autres Princes Souverains ont eu en pareil cas, lors qu'ils ſe ſont joints à une Armée de France avec un Corps d'Armée à eux.

XIV. Pour faciliter audit Seigneur Duc la levée dudit Corps, & afin qu'il puiſſe la faire avec plus de ſureté, le Roi contribuera de bon cœur ſes offices pour faire que Monſieur l'Electeur de Cologne conſente qu'elles ſe faiſent ſous ſon nom, & que les premiers quartiers ſe prennent pour cette levée dans l'Evêché d'Hildesheim en paiant exactement. Comme auſſi Sa Majeſté auprés de la Couronne de Suede, de Monſieur l'Electeur de Cologne, de Monſieur l'Evêque de Paderborn, de Monſieur le Duc de Neubourg pour en obtenir, que ſadite Alteſſe puiſſe faire des levées dans leurs Etats.

XV. Afin meſme de maintenir toûjours mieux les Traitez de Weſtphalie, & prevenir aurant qu'il eſt poſſible que l'Empire ne ſoit mis par dans les malheurs de la Guerre paſſée, le Roi & S. A. s'obligent reciproquement tout de nouveau par cet Article expres, à la Garantie desdits Traitez, & à s'oppoſer meſme avec les Armes s'il en eſt beſoin, à ceux qui voudroient y contrevenir durant le tems de ce Traité.

XVI. Ledit Seigneur Duc en particulier ſouhaitant d'executer, & d'entretenir exactement & fidellement lesdits Traitez de Weſtphalie, ce donnera pendant cette Alliance aucun ſecours de Troupes ni de Munitions de bouche ou de Guerre, ni aucun quartier, retraite ou paſſage aux Ennemis de Sa Majeſté ou à leurs Adherans, & à ceux qui voudroient les aſſiſter, il emploiera même ſes offices, ſes ſoins, & tous les moiens les plus efficaces qui dependent de lui, pour faire que

ANNO 1672. tous les Princes &, Etats qui dependent de l'Empire, entretiennent toûjours une bonne & parfaite intelligence avec Sa Majesté, fuivant la teneur desdits Traitez de Weſtphalie.

XVII. En cas que Monſieur l'Electeur de Brandebourg, ou quelque autre puiſſance que ce pût être, ne voulusſi point ſe contenter des offres & conditions accordées par le Roi dans l'Article ſecond de ce Traité, mais voulusſi au contraire continuer de porter la Guerre contre Sa Majeſté & ſes Alliez en faveur des Hollandois, au hazard de rejetter l'Empire dans les desordres & calamitez des premieres Guerres contre l'intention desdits Traitez, & de cauſer à toute l'Allemagne la ruine que pluſieurs Etats, & meſme ceux de ſon Alteſſe ont déja depuis peu éprouvez, ſon Alteſſe s'engage d'agir contre ledit Electeur, ou autre Ennemi du Roi & de ſes Alliez avec le ſuſdit Corps d'Armée, jusqu'à ce que le repos ſoit rendu à l'Empire par la retraite de ceux qui ont ainſi entrepris de le troubler. & jusqu'à ce qu'on ait fait une bonne Paix à la ſatisfaction de Sa Majeſté & de ſes Alliez conjointement.

XVIII. Pour faire mieux voir à tout le monde la Juſtice & les ſinceres intentions de ce Traité, on ne laiſſera pas de travailler à l'ouvrage de la Paix pendant la Guerre meſme, ſi ceux du parti contraire le ſouhaitent, Sa Majeſté s'étant declarée de ne vouloir de ſa part refuſer en aucun tems des propoſitions & conditions juſtes & raiſonnables pour la Paix.

XIX. Cependant ni le Roi ni ſon Alteſſe ne ſeront ni Paix ni Treve, ſans un commun conſentement & ſans une reſtitution entiere, quand la Paix ſe fera, de tout ce qui aura eſté pris l'un ſur l'autre des Alliez, & ſans une reparation ſuffiſante des dommages qu'ils auroient ſouffferts.

XX. En cas que ledit Seigneur Duc vint à être attaqué de qui que ce pût être par des forces plus grandes que les ſiennes, le Roi lui envoyroit à ſes dépens le ſecours neceſſaire pour la deffenſe de ſes Etats, & Sa Majeſté promet de l'aſſiſter dans toutes les occaſions où il ſeroit beſoin, par toutes les voies qui ſeront jugées les plus convenables, & les plus prompres & efficaces; & d'autant que quaſi tout ce Traité roulle à l'avantage des Alliez de Sa Majeſté dans les Cercles de Saxe & de Weſtphalie, elle promet de ne rien oublier pour faire enſorte qu'en cas de beſoin, ils donnent auſſi audit Seigneur Duc toute l'aſſiſtance & tout le ſupport qui ſera poſſible, & pour cet effet ils faſſent un Traité entre eux, laſdite Alteſſe declarant de ne vouloir point eſtre obligée à ſecourir leſdits Alliez dans leurs Etats, avant que ledit Traité d'Aſſiſtance ſoit conclu.

XXI. Le Roi ne prendra point de Quartier, ou Quartiers d'hiver dans les Etats de ſon Alteſſe ſans ſon conſentement exprés, & tout ce qui a eſté ſtipulé à ce ſujet, & à l'égard des paſſages dans le Traité de Neutralité fait avec Sa Majeſté, le dixiéme Juillet 1671. ſera eſgalement tenu & obſervé. Comme auſſi laſdite Alteſſe demeurera engagée à toutes les obligations qu'elle avoit contractées à l'égard du Roi par le meſme Traité.

XXII. Du moment que ſon Alteſſe ſera entrée en Guerre, elle joüira de toutes les contributions qu'elle pourra tirer des Païs Ennemis voiſins du ſien.

XXIII. La preſente Alliance durera juſqu'à la fin de cette Guerre, & jusqu'à ce que les troubles excitez dans l'Empire, & les actes d'hoſtilitez exercez contre les Alliez de Sa Majeſté, ſoient appaiſez & terminez par un Accommodement, du commun conſentement de Sa Majeſté & de ſes Alliez.

XXIV. Et afin de donner plus de vigueur & de force à cette Alliance, ledit Seigneur Duc contribuera conjointement avec Sa Majeſté de tout ſon poſſible à faire ajuſter & conclure dans la forme dont on conviendra, l'Alliance propoſée à Ratisbonne entre le Roi, la Suede, & pluſieurs Electeurs & Princes de l'Empire: & de plus Sa Majeſté s'engage de donner ordre à ſes Miniſtres en Suede, qu'ils s'appliquent inceſſamment à faire contracter par leur moien & leur entremiſe, une liaiſon particuliere d'amitié & intelligence entre ladite Couronne & ladite Alteſſe, qui met pour une condition ſans laquelle on ne peut pas faire ce Traité à cauſe de l'Alliance de Brunswic, que la Suede on le Danemire prenne le parti de France.

XXV. Sa Majeſté promet auſſi de faire ſgréer & ratifier le preſent Traité par le Roi d'Angleterre, & d'en fournir la Ratification, un mois ou ſix ſemaines après la ſienne.

XXVI. Après cette Guerre finie, ledit Seigneur Duc promet de donner au Roi, ſi Sa Majeſté le ſouhaite & l'en requiert, juſqu'à mil Chevaux, cinq cens Dragons & deux mil Hommes de Pied des Troupes, qu'autrement il pourroit licentier ou donner à d'autres Princes. ANNO 1672.

XXVII. L'on conſultera auſſi alors enſemble pour faire un autre Traité pour la conſervation de la meſme Paix qu'on aura conclue, & pour la plus grande ſeureté des Alliez de Sa Majeſté, & des conqueſtes qu'ils pourroient avoir fait en cette Guerre, ou des avantages qu'ils pourroient avoir acquis par le Traité de Paix.

Tous les autels Points ou Articles ci-deſſus, enſemble tout le contenu en chacun d'iceux, ont eſté traitez, accordez & ſtipulez entre ledit Sieur Verjus, de la part du Roi, & leſdits Sieurs de Grott & Veiſſendorff, de la part dudit Seigneur Duc, lequels en vertu de leurs Commiſſions & Pleins-pouvoirs, ont promis & promettent que tant Sa Majeſté que ſon Alteſſe executeront pleinement & ſans aucune contravention directe ou indirecte le preſent Traité, tant en general qu'en chacun de ſes Points & Articles en particulier, & qu'ils feront tous ſans aucun changement acceptez, confirmez & ratifiez reciproquement par Sa Majeſté & ladite Alteſſe, & que les Lettres de Ratification en ſeront expediées en la forme la plus autentique, & échangées de part & d'autre dans l'eſpace d'un mois. En foi de quoi ledit Sieur Verjus, & leſdits Sieurs de Grott & Veiſſendorff ont ſigné le preſent Traité, & y ont fait appoſer le Cachet de leurs Armes. *Fait à Hanover le 10. Decembre 1672.*

XCVI.

Teſtament de JEAN CASIMIR *Roi de Pologne, par lequel il inſtitue* ANNE DE GONZAGUE, *& de Cleves, Princeſſe Palatine pour ſon Heritiere & Legataire univerſelle. A Nevers le 12. & 13. Decembre 1672.* [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.] 12. & 13. Dec.

AUjourdui date des preſentes, nous Notaires Royaux reſidents en la Ville de Nevers ſouſſignés, ayant été mandés par très-Haute, très-Puiſſante & très-ſinſſime Princeſſe Jean Caſimir Roi de Pologne & de Suede, Grand Duc de Lithuanie &c. Nous nous ſommes transportez en l'Hôtel Abbatial de St. Martin dudit Nevers ou il eſt logé preſentement, où nous l'avons trouvé dans une Chambre qui a ſon aſpect ſur la Court d'icelui, en ſon lict malade, ſain d'eſprit & d'entendement, ainſi qu'il nous eſt apparu, lequel nous a dit eſtre en volonté de faire ſon Teſtament, & Ordonnance de derniere volonté, ce qu'il a fait de ſon bon gré, ſans induction, ſuggeſtion, ni contrainte, en la forme & maniere qui enſuit.

Premierement a recommandé ſon Ame à Dieu, à la glorieuſe Vierge Marie, & à tous les Saints & Saintes de Paradis, qu'il prie interceder pour lui envers Dieu. Veut & entend qu'après ſon decez, s'il arrive audit Nevers, laiſſant neanmoins à la liberté & l'Executrice de ſon preſent Teſtament ci-après nommée, de le faire faire au lieu où elle le deſirera, ſe rapportant auſſi à elle, pour ſes Funerailles; declarant ledit Seigneur Roi qu'il a inſtitué & inſtitue par ces preſentes, pour l'amour & ſinguliere affection qu'il porte à très-Haute, & très-Puiſſante Princeſſe, Madame Anne de Gonzagues de Cleves, Princeſſe Palatine, & pour pluſieurs autres conſiderations, ſa ſeule & univerſelle Heritiere, de tous les Biens qui lui appartiennent, ſitués dans les Lieux, ou Juſtitution Teſtamentaire d'Heritier a lieu; & pour les Biens, qui lui appartiennent, ſitués dans les Lieux, ou ladite Juſtitution d'Heritier Teſtamentaire n'a point lieu, l'a declarée ſa ſeule & univerſelle Legataire, de tous & un chacun ſes Biens Meubles & Immeubles, ſitués tant dans ce Royaume de France, qu'au Royaume de Pologne, qui conſiſtent en ſa Terre de Ziviecs, ſon Palais des Jardins de Varſovie, ſa Tapiſſerie qui eſt en depoſt entre les mains du Sr. Granta Bourgeois de Dantzick, même les remanences des Sceis qui lui appartiennent en Pologne, & toutes les autres pretentions qu'il a, tant ſur ledit Royaume de Pologne, que ſur la Lithuanie & le Roi regnant,

ANNO 1672. retenuë, & generalement tout ce qui peut lui apartenir dans ledit Royaume; de plus donne & legue auſſi à ladite Dame Princeſſe, tous les Biens étants dans le Royaume de Naples, avec les Arrerages échus juſqu'à ce jourdui; même ceux qui ont été retenus pendant les Guerres, par Sa Maieſté Catholique; lesquels Biens lui apartiennent, comme Heritier de la feuë Reine de Pologne, BonneSforce, Femme de Sigismond premier; comme auſſi les Droits qui lui peuvent apartenir pour Vente des Vaiſſeaux faite par le Roi Sigismond troiſieme d'heureuſe memoire ſon Pere au Roi d'Eſpagne; plus les pretentions ſur les Princes de Brunswick; & generalement tous les Biens, Droits, & Actions qui lui peuvent apartenir, en quelque lieu qu'ils ſoient ſitués, & de quelque nature qu'ils ſoient; la ſuſdite Inſtitution d'Heritiere & Legataire univerſelle, faite à la charge & aux conditions ſuivantes.

Premierement ledit Seigneur Roi Teſtateur ſe remet à la pieté & devotion, de ladite Dame Princeſſe, du ſoin de ſa ſepulture & funerailles, deſirant auſſi que du prix provenant de la Vente de ſes Meubles qui ſont en France, & de ce qui lui pourroit eſtre dû de ſes Penſions & Benefices, ſoit pris, prealablement à toutes autres choſes, les gages qui ſe trouveront deubs à ſes Officiers tant du paſſé que juſqu'à la fin de l'année preſente, ſelon les Dotations faites ci devant à Paris par ſon Conſeil, ou à faire, & outre ce le prix d'une année de gages, après les Debtes payées, & particulierement aux Etrangers pour les frais de retour en leur Païs. Plus veut, & entend ledit Seigneur Roi Teſtateur, que la Somme de deux cent mille Livres tournois ſoit employée pour recompenſer tous les Officiers, & un chacun à proportion du tems qu'ils auront été à ſon ſervice, & ſuivant la qualité d'icelui, de laquelle Somme ladite Dame Princeſſe, Legataire & univerſelle Heritiere, diſpoſera & la diſtribuera entre leſdits Officiers, ſelon qu'elle le jugera plus à propos. Comme auſſi ſe ra remis ladite Dame Princeſſe Heritiere & Legataire univerſelle de payer toutes & chacunes les Debtes, tant celles contractées par ledit Seigneur Roi Teſtateur, en France, depuis ſon arrivée, que celles qui ſe trouveront eſtre deuës en Pologne. Donne & legue aux Peres Jeſuites de Rome, la Somme de cent mille Livres tournois Monnoie de France, qui ſeront payables & pris ſur les premiers Deniers qui proviendront de la Vente faite, comme ci-deſſus eſt dit, des Vaiſſeaux par le feu Roi Sigismond troiſieme ſon Pere d'heureuſe Memoire, à Sa Majeſté Catholique, & ce pour une fondation de S. Ignace. Plus, veut & entend ledit Seigneur Roi Teſtateur, que les vœux qu'il a faits, qui ſont ſpecifiés dans un Ecrit de ſa main, ſoient executés en tous leurs points, circonſtances & dependances; lequel Ecrit eſt entre les mains de ſon Pere Confeſſeur. Plus donne & legue à une petite Fille nommée Marie Catherine, qui eſt ſous la conduite de la Femme du Sr. Gallois Apoticquaire la Somme de quinze mille Livres tournois, pour la mettre Religieuſe en l'Ordre de la Viſitation Plus donne & legue aux pauvres de l'Hopital general dudit Nevers, la Somme de mille Livres tournois, revoquant ledit Seigneur Roi Teſtateur tous autres Teſtament, Diſpoſitions & Codicilles qu'il peut avoir ci-devant faits, voulant que le preſent ſoit executé en tous ſes Points & Articles, pretendant par le preſent Teſtament faire une choſe qui ſera fort agreable à Meſſieurs les Princes de Condé & d'Anguien, & à Madame la Ducheſſe d'Anguien, pour lesquels il a toûjours eu une parfaite eſtime. & ſolide amitié. Et pour Executrice de ſon dit preſent Teſtament, il a nommé la perſonne de ladite Dame Princeſſe Palatine, ſon Heritiere & Legataire univerſelle ci-deſſus nommée, laquelle il prie en vonloir prendre la charge, avec Pouvoir de ſubſtituer tel que bon lui ſemblera, ayant entiere confiance qu'elle ſatisfera ponctuellement à ſes volontés, priant auſſi, ledit Seigneur Roi Teſtateur, le Roi Tres-Chrétien de vouloir donner ſa protection & tenir la main, à l'execution du preſent Teſtament, & même donner les ordres neceſſaires pour le payement de ce qui lui eſt, & ſe trouvera deub, de ſes Penſions jusqu'au jour de ſon decez, deſtinant particulierement les ſommes, comme les plus aſſeurées, pour le payement de ſes Debtes contractées en France; ce qu'il pent avoir en Pologne au Monſieur Prumowsky Archevêque de Gnesne, Primat dudit Royaume de Pologne, Monſieur de Trezebiki Evêque de Cracovie, & Monſieur Morſtyn Grand Treſorier de Pologne, afin que par leur credit & aſſiſtance, ladite Dame Princeſſe Palatine, puiſſe plus facilement joüir des Effets qui lui apartiendront; & avec plus de commodité donner ſatisfaction aux Creanciers legitimes, qui ſe preſenteront, ayant toûjours été perſuadé de l'amitié que ces Meſſieurs conſervent pour lui; Declarant auſſi ledit Seigneur Roi Teſtateur qu'il doit à Madame la Marêchale de l'Hôpital, trois cent Piſtoles d'or, deſquelles elle n'a aucune ſeureté par écrit. Et lequel preſent Teſtament a été redigé par écrit, par l'un des Notaires Royaux ſouſſignés, l'autre preſent, ainſi que ledit Seigneur Roi Teſtateur l'a dicté, & à lui lu, & relu, à dit eſtre volonté derniere, & qu'il veut eſtre ſuivie, par la meſſieure forme que les Loix & Coſtumes le deirent, dont ſi a requis Acte a nous Notaires Royaux ſuſdits, & ſouſſignés, que lui avons octroyé audit Nevers, apres midi, environ l'heure de huit, audit Hoſtel Abbatial, le douziéme jour du mois de Decembre, mil ſix cent ſoixante douze, en preſence deſdits Notaires; Et a ledit Seigneur Roi Teſtateur ſigné avec nous Notaires Royaux ſuſdits; Ainſi ſigné en la minute des preſentes, JEAN CASIMIR Roy. RENAULT & BOURGOIN Notaires Royaux. Ledit Bourgoin ſouſſigné, par devers lequel eſt la Minute, a declaré ces preſentes eſtre ſuiſtes au Droit de Seel. Ainſi ſigné Bourgoin & Regnault; & après eſt écrit ce qui enſuit.

ANNO 1672.

Et le treiziéme jour dudit mois de Decembre audit an, mil ſix cent ſoixante douze à Nevers, après midi, nous Notaires Royaux ſuſdits & ſouſſignés, au Mandement dudit Seigneur Roi Teſtateur, nous nous ſommes transportés par devers lui, étant audit Hoſtel Abbatial de Saint Martin dudit Nevers, & en la même Chambre, où nous le trouvâmes le jour d'hier, étant giſant au lit malade, ſain d'eſprit, il nous a commandé de lui faire lecture de ſondit Teſtament ci-deſſus écrit, ce qu'ayant été fait par l'un de nous, intelligiblement en la preſence de l'autre, a declaré d'abondant qu'il veut & entend qu'il ſoit ſuivi plein & entier effect; & outre y ajoutant, a donné & legué, donne & legue, à Monſieur le Comte de Vazenf Fils naturel du Roi Vladiſlas quatriéme ſon Frere, la ſomme de trente mil Livres tournois, à prendre ſur les pretentions des Vaiſſeaux mentionnés au ſuſdit Teſtament, & ce pour l'amitié qu'il lui porte. Comme auſſi veut & entend que inconlinent après ſon decez, il ſoit dit & celebré pour le repos de ſon ame trois mille Meſſes, en telles Egliſes que Madame la Princeſſe Palatine ſon Executrice Teſtamentaire deſirera; & lecture à lui faite à diverſes fois du preſent Codicille, a dit qu'il veut qu'il ſorte ſon plein & entier effect, ainſi que ſon dit Teſtament. Fait audit Hoſtel Abbatial environ l'heure de ſix après midi, les an, jour, lieu, & heure ſuſdits; preſents leſdits Notaires; & a ledit Seigneur Roi ſigné avec nous Notaires Royaux ſuſdits, ainſi ſigné à la minute des preſentes, JEAN CASIMIR Roi. REGNAULT & BOURGOIN Notaires Royaux, ledit Bourgoin ſouſſigné, par devers lequel eſt la minute. Ainſi ſigné Bourgoin & Regnault. Et au bas eſt écrit ce qui enſuit.

Nous Henry Bolacre, Lieutenant General de Nevers, certifions à tous qu'il apartiendra, que Maiſtres Charles Bourgoin, & Charles Regnault, lesquels en qualité de Notaires Royaux, reſidens en cette Ville de Nevers, ont reçû & ſigné ledit Teſtament & Codicile ci-deſſus, en date des douze & treize de ce mois, foit veritablement pourvûs deſdits Offices de Notaires Royaux, à la Reſidence de cette Ville, & qu'ils les exercent, & que foi eſt ajoutée aux Actes qui ſont par eux reçûs, en Jugement. En foi dequoi, nous avons ſigné notre preſente Certificat, & icelui fait ſouſſigner de notre Greffier, & ſcelé du Sceau ordinaire de ce Bailliage. A Nevers le Vendredi ſeiziéme Decembre mil ſix cent ſoixante douze. Ainſi ſigné BOLACRE & BAUDOT Greffier commis.

Collationné à l'Original en parchemin par les Notaires ſouſſignés à Paris le vingt-huit Decembre mil ſix cent ſoixante douze.

DE FRANC. DUFUZO.

XCVIII.

Sentence Arbitrale prononcée par LOUIS XIV. 1673. *Roi de France ſur les differens entre Monſieur le Duc de* SAVOYE, *& la République de* GENES, 18. Janv.

ANNO 1673. GENES, *à S. Germain en Laye le* 18. *Janvier* 1673. *Avec la* RATIFICATION *du Duc de Savoye. Fait à Turin le* 25. *Janvier* 1673. [FREDER. LEONARD. Tom. IV.]

LOUÏS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. L'affection singuliere que nous avons toûjours fait paroître pour maintenir la tranquillité de l'Italie, & les fruits que nous pouvons bien esperer de donner en toutes rencontres, autant pour nourrir la bonne intelligence entre nos Voisins & nos Allies; que pour faire cesser les obstacles qui peuvent s'élever pour la troubler, nous porterent dès l'année dernière à nous entremettre de l'Accommodement entre nostre tres-cher & tres-aimé bon Frere le Duc de Savoie, & la Republique de Genes. L'un & l'autre s'étant remis à nostre Mediation, pour terminer les differens qui les avoient engagé à prendre les Armes, l'application que nous y donnâmes fut accompagnée de tant de succez, que nous arrestâmes bien-tôt après les fâcheux effets d'une Guerre, qui dans le peu de tems qu'elle avoit duré, avoit esté suivie d'une effusion de sang, d'autant plus grande que l'animosité paroissoit plus vive entre les Parties, sans attendre qu'un Traité eut tout à fait reglé les conditions de la Paix: & pour éviter que les longueurs de la Negociation ne fissent durer trop long-temps l'action des Armes, nous portâmes les Parties à convenir entre nos mains de la Cessation des hostilitez, & la restitution des Lieux qui auroient esté occupez durant la Guerre, & de l'échange des Prisonniers. Ainsi par l'execution de ces conditions nous suspensîmes le mal, & nous ne le finîmes pas entierement, & l'Italie commença à entrer dans la jouïssance du repos que nous avions eu le desir de lui procurer. Mais parce qu'elle ne peut estre delivrée de la crainte de voir remaître la Guerre, jusques à ce qu'elle la voye tout à fait éteinte par une Paix, & que nostre susdit Frere le Duc de Savoie, & la Republique de Genes, ont bien voulu pour y arriver plus promptement, se remettre à Nous de juger sur tous leurs differens, & s'obliger de fournir & ratifier tout ce que nous aurions prononcé; Nous pour satisfaire aux loüables intentions qu'ils professent pour la Paix, pour étouffer tous sujets de division entre eux, & pour rendre la premiere tranquillité à l'Italie, declarons par ces presentes, selon le susdit Pouvoir qu'ils nous en ont donné,

PREMIEREMENT. Que la suspension d'armes qui a été procurée & continuée jusques à cette heure par nostre entremise, entre nostre susdit Frere le Duc de Savoie, & la Republique de Genes, sera changée en une Paix bonne, ferme & durable, sans que tout ce qui s'est passé durant la Guerre y puisse apporter aucune alteration à l'avenir.

II. Que la restitution des Lieux qui avoient été occupez de part & d'autre, & l'eschange des Prisonniers aient déja été executé, les choses demeureront en l'état qu'elles étoient avant la susdite Guerre, & en l'état qu'elles se trouvent aujourd'hui depuis les susdites restitution & eschange, sans que l'un puisse avoir de part ni d'autre, aucunes pretentions ni pour les fruits & dépenses de la Guerre, ni pour les dommages qu'elle aurait causez.

III. Que le Commerce tant par Terre que par Mer, Rivieres & autres Eaux, sera établi entre les Sujets de part & d'autre, en la maniere qu'il estoit auparavant, entore que lesdits Sujets pourront vivre à l'avenir dans la premiere intelligence & bon voisinage qu'ils faisoient avant la prise des armes.

IV. Et parce que les differens qui estoient ner pour quelques limites entre les Lieux de Cenon & Rezzo, auroient donné la premiere origine à la Guerre, & qu'il importe de les terminer en telle sorte qu'ils ne puissent causer de semblables troubles à l'avenir, il sera convenu dans le terme de deux mois entre les Parties, de tels Juges en Italie dont ils demeureront d'accord ensemble, ausquels ils se remettrons entierement de part & d'autre, pour connoître & decider desdites limites entre Cenon & Rezzo, nommement des Lieux appellez l'Epollone, & Agrofoglio, ou bien les Fossate de Pietone, ensemble des differens entre les Lieux de Lormée & de la Pieve, pour la Jurisdiction dans les Alpes de Viosseuna: comme aussi les differens entre Briga & Triora. Pareillement aussi lesdits Juges nommez connoîtront des differens touchant la Portion de Pornassio, des Lieux de Monteroso, de Savina, de Cenon & Arvigo. Promettant le susdit Sieur Duc & la Republique, de se soumettre & soustenir à tout ce que lesdits Juges prononceront, sans que sur les differens touchant lesdits Lieux & limites, on puisse plus revenir à l'avenir à la voie de fait & des armes. ANNO 1673.

V. Que si dans ledit terme de deux mois après l'eslongue des Ratifications du present Acte, les susdites Parties n'avoient pû convenir de Juges entre elles, Nous pourrons alors leur en nommer tels que nous jugerons à propos, à condition toutefois que nous les choisirons en Italie, ausquels lesdites Parties seront obligées de se soumettre en la mesme sorte qu'il a été dit dans l'Article precedent.

VI. Le present Acte & les Articles de Paix qui y sont contenus, seront communiquez par le Sieur Servient, nostre Ambassadeur auprés dudit Sieur Duc, conjointement avec le Sieur de Gomont nostre Envoié extraordinaire, & employé particulierement à la susdite mediation, à nostre susdit Frere le Duc de Savoie, & par ledit Sieur de Gomont à la Republique de Genes; lesquels Sieur Duc & Republique, s'obligeront d'en fournir entre les mains dudit Sieur de Gomont, ou mois après la susdite communication, ou plutoît si faire se peut, chacun deux Actes de Ratification, dont l'un sera remis par ledit Sieur de Gomont à chacune desdites Parties respectivement, & l'autre nous sera envoié.

VII. Et afin que rien ne retarde l'entiere & prompte execution des Articles ci-dessus, leur Ratification & la Publication de la Paix, Nous voulons bien conformement au desir qui nous a été témoigné par les Parties, & à l'affection que nous avons de donner plus promptement le repos à l'Italie, prendre fin nous, & asseurer autant nostredit Frere le Duc de Savoie que la Republique de Genes, que toutes les choses promises dans les presens Articles, seront accomplies & executées fidelement de part & d'autre, en la maniere & dans le tems qui y seront portez. En témoignage de quoi nous avons signé ces presentes de nostre main, & à icelles fait apposer nostre Scel. Donné à S. Germain en Laye le 18. jour de Janvier l'an de Grace 1673. & de nostre Regne le treziéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, ARNAULD. *Et scellé sur double queuë de cire jaune du grand Sceau.*

Ratification de Monsieur le Duc de Savoie.

Les susdits Articles de Paix entre Nous & la Republique de Genes, prononcez par le Roy, nous aiant été presentez aujourd'hui au Nom de Sa Majesté, par M. Servient son Ambassadeur auprés de Nous, & par M. de Gomont son Envoié extraordinaire, nous les avons reçûs & acceptez sans nul delai, afin de témoigner à Sa Majesté le respect que nous avons pour tout ce qui vient de sa part, promettant de les garder & observer inviolablement. En témoignage de quoi nous avons signé de nostre main le present Acte de Ratification, fait contresigner par nostre premier Secretaire, & à icelui apposer le Scel de nos Armes. A Turin le 25. jour de Janvier 1673.

Signé,

EMANUEL.

Et plus bas,

DE SAINT THOMAS.

XCIX.

Abſchied des Fränckiſchen Craiſes/ durch welchen nach ergangenen Kayſerl. Excitatorio die Glieder deſſelben mit Ihrer gehörigen Mannſchafft ſich gefaſt zu halten promittiren/ wegen Beyſchaffung deren nöthigen Kriegs-requiſiten und Materialien eine gewiſſe Ordnung erahlten/ auch wegen Beſtellung der Officirern Kriegs-Officier und Beſoldung der Römer-Monath einen gewiſſen Schluß faſſen. Nürnberg den 31. Januar. 1673. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.] 31. Jan.

C'eſt-

Digitized by Google

ANNO 1673.

C'est-à-dire.

Reçû du CERCLE DE FRANCONIE, *portant Conclusion de mettre sur pied & de tenir prêtes les Troupes qu'on doit fournir à l'Empereur conformement à ses Lettres Adhortatoires, comme aussi de tout ce qui regarde la levée de ces Troupes, de leur entretien, & du fournissement des Mois Romains. A Nuremberg le 31. Janvier 1673.*

Kundt und zu wissen. Demnach bey nechst vorigen zu Bamberg gehaltenen Creiß-Convent, etlicher an der propolition gebrachter puncten darumb zur andermahligen Consultation ausgestellet worden, worinn noch unzweyl geweſen / wo sich Solch Beth begeben / aber zum theil die Romisch. Kays. Mayest. unser Allergnädigst. Herr zu würcklicher zusamm- und abrüstung der verwilligten Creiß-Volcker die allergnädigste bewilligung ergehen lassen möchten; Gestalten aber nun Allerhöchstgedacht Ihrer Kayserl. Mayestt. bey dem in Regenspurg noch fürwährenden Reichstag subsistirenden hoch ansehentlichen Herrn Principal-Commissario, Jhro Hochfürstl. Gnaden zu Thodtnau ein andermahliges Interrogatorium, an alle des heiligen Reichs Creiß-ausschreibende Fürsten dahin ergangen / daß selbe den ihren Ulris-Ständen darahin freyn / und ernstliche Trennung thun solten / und ihrer beherrigen Mannschafft sich gefast zu halten / und da so wohl beliebig als sehr nothwendige gemeine Reichs-Verfassung zu einem wirsterorten Stand zu bringen / damit auf allen nothfall sich derselben nüzlich mehrt zugebrauchen kan; Hat haben unser Hoch-löbl. Reichs-Creiß-ja beide Herren Ausschreibende Fürsten die Hochwürdigst und Durchleuchtigste Fürsten und Herren / Herr Peter Philip Bischoff zu Bamberg / und Herr Christian Ernst / Marggraf zu Brandenburg z. tot. tit. zu benachtigen schuldigung dieses gemeinen Reichs-Verfassungs und Defension werks / mit dem 3. hujus anhero in des heiligen Reichs-Stadt Nürnberg einen andermahlen Creißtag ausgesetzt haben belieben / hey welchem auch der gesambten höchst- und wohllöbl. Fürsten und Ständen Räth und Abgeordnte / ausser der Grossen von Wertheim und Herrn von Limburg Sperckfelder Linien / die sich durch Schreiben ihre entschuldigung einzuwenden / und bepnebrig mit den majoribus zu consentiren und ihr gebührends Contingent an Gelt und Mannschafft mit hinunrasch sich offerirt / verfehlen erschienen und nach fürhero beschehener überrechnung dero gewilligten auf die ahn setzben des löbl. Bambergischen Directorii von neuem proponirte puncten geschlossen / wie folgt.

Erstlich / Wanderne für allen in die unbefugt gestelt worden / ob die gesambte löbl. Creiß-Stände ihr angehörigen quantum der Mannschafft zu Roß und Fuß / auch alle und jede weiters gen Creiß-Recesse und darmit begriffener reparation, genow- ben / und damit dergestalten in bereitschaft stehen / daß auf allen bedürfftigen fall selbe wohl exercirt und ausgerüstet bey Klufftigen Renderoun erscheinen mögen. Item die Klöster in der Conginenz ahn den verwilligten baaren Romer-Monath noch denen bey ein und andern schuldig verbliebenen alten Resten die abstand bereitwegen mit denen Creiß-Collectern geschehende abrechnung gepflegen: Als haben hierauff die meiste Abrschmten sincerirt / und zu vernehmen gegeben / wie sie ihre Volcker zu Roß und Fuß zu guter bereitschafft / und solche zu des gemeinen Reichs nuzen haben und erforderen stets stellen können / andere aber / so dann mit noch nit völlig gefast / sich erbetig gemacht / die übrige mit wenniger mit mehrern auff zu bringen / also daß bey dem wurcklicher zusamm- und abrüstung einiger mangel nit erscheinen / wie im gleichen die in alten Resi verblibene Gelder sambt dem jüngst verwilligten halben Romer-Monath wo mehr bey noch wehrenden Creiß-Convent / jedoch allerförderlichst abgetragen / darüber auch ordentliche Quittung erhoben / und dem löbl. Directorio auff brachten fürgelegt werden sollen. Worbey man es dann der zeit bey bemelden Resten lassen / und zu deß gemeß- und endlichen vollstreckung einen Sechswochentlichen termin prasfigirt, und angesetzt / also / wo inzwischen deme nicht nachgelebt worden / wieder die saumige alsdann die würcklische Execution sambt einbringung aller daraus erwachsender Schaden / und Kosten / ohne einiges weiteres nachsehen vorgenommen werden solle / und zwar ut mans und weiß wie beider Herren Ausschreibender F. Fürsten / Hochfürstl. Gnaden und Durchl. inhalts letztern Bambergischen Creiß Recesses, sich mit einander zu vergleichen haben / solte aber innerhalb solch sechswochigten termins deße Mergleich nicht zuerheben sein / solle eins als das andern wegs die Execution für dismahl wieder belagte Moraios in liquidis vor hochgemelter Herren Ausschreibender F. Fürsten und Creiß-Obristen Hochfürstl. Fürstl. Gnadt. und Durchl. von gesambten Creiß wegen / kraft dieses / auffertragen seyn / auch mit beherstellung zustand / ulro tamen cujusvis jure, und daß hierdurch keinem theil / an deßen rechtlichen beehrungen derogirt oder praejudicirt seyn solle / alles würcklich vollzogen werden / als / daß darwieder sich zu wehren remedur fürs künfftig zu beschwehren / oder mit was und dasjenige in ersindungen haben möge; Allein / weilen Herr Graff Georg Ludwig zu Erbach sich sich / und seine Herren Gebrüdere wehemütig remonstriren lassen / daß durch die in nechstfort ahnwehrte Völcker der Grafschafft Erbach gurchen Theils in musterstet Ruin und Desolation gesetzt worden / dahero arbeiten / und Ihnen / wegen Ihrer zustellen habender Mannschafft / und Bezahlung der verwilligten gelder ein unterbenkliches ersinnen zuhaben / als ist demnechsten / welchen der üble zustand nicht unbekandt / die beisste der benelligten anderthalben Romer-Monathen für dismahl nachzulassen von gesambten Creiß wegen placidirt worden / des gänzlichen versehens / sie werden hingegen nit allein die übrige beyder gebadter anderthalb Monathen ohnverzüglich erlegen / sondern auch ihr wolige obsorgfältigkeit an der Mannschafft in nechstgelegenen den anfordern und begehren ohne einigen mangel mit abgang stellen.

Wanen anderseits zu beyschaffung der Regiments-Stelleten / deren ausrüst- und Wandirung / Ammunition / Compabel-Handlanger / Fuhrknecht / Roß / Wagen und anderer dergleichen nothwendigkeiten / auch ausserst der sternach folgenden vom Regenspurg den 31. Januar. und Kriegs-Räthen gefertigten / und vom Creiß approbirter Designation (also genau man auch die sach angreifen und einrichten wird) der vorhero verwilligte halbe Romer-Monath bey weithen nicht erstreckt / berennwegen zu beförderung dieses gemeinen Reichs verlaß- und defension-werks ein mehrers beygetragen vermochten seyn wollen / als ist von denen gesambten löbl. Ständen noch ein ganzer Romer-Monath und zwar deren beiser unter 4. Wochen / die übrige besser aber wept es die beede Herren Creiß-ausschreibende Fürsten für gut und nöthig erachten werden / zur Creiß-Casse / bey vermehdung vorgdd. unausbleiblicher Execution, zu liefern / und empfelchen denselben / nicht weniger / ausdrücklich reserviert worden / daß solche zeit verwilligte Monathe-gelder / in keinungwegen Ihnen oder gebrauch / als zu beförderung bester gemeinen Reichs Kriegs-Rüstung / dann man dan der heiligen Reichs-Stadt Nürnberg und die beherige nechstfort nach ordenung beyzuhilffen / die Commission übertragen) empleiset / und darwieder ausgen Standt / nach ausmaß des jüngst zu Bamberg aufgerichteten Recesses, die geringste Moderationes, Retention, Compensationes, oder andere dergleichen Exception und vorwandt nit verstatet / gleichwohl aber auch Ihnen an gedl. ihren zu praesendiren habenden Moderations- oder Compensations-Acten in andere wege nichts praejudicirt / oder benehmen werden solle.

Hyngefehlether Uberschlag.

Was für Kriegs-nothwurfftem zu gemeinen Creiß zu verschaffen.

Für 2. Regiment-Stucklein so wenigstens 3. ß. Läuffen / jedes à 6. Centner . . . . . 540. fl.

Herrn weyhen erfordert 6. und dan 1. lediges Pferd à 30. fl. . . . . 350. fl.

Für 2. Karren / worunter einicke Stuck geführt werden . . . . . 45. fl.

Für Materialien / Geschirr / Leten / Seilen / Winden / Strick . . . . . 300. fl.

An Führung 13. Centner Pulver ab. Centner Bley / 46. Centner zundern sambt vermöchen 15. Ammunition Wagen / welche aus der Cassa zuschaffen jeder à 30. . . . . 135. fl.

Zu 12. Pferde zu vorgesetzten 13. Monnion-Material und Proviand-Wagen jedes à 10. fl. . . . . 120. fl.

Für die Stuckleinden Romer-arbeit zu geld. 13. Wagen . . . . . 130. fl.

Für 2. Feldkasten zu beeden Regimenter . . . . 300. fl.

Seste 200. grosser Kugelen à 4 ß. den Centner . . 24. fl.

Sieben Centner Pulver jeden à 30. . . . . 210. fl.

Drey Centner Lunten à 6. . . . . 18. fl.

Einhundert Zerbeschen à 20. . . . . 50. fl.

Radschrauen / Winden / Hussesen / Radnägel / Latter / Wagenschmier und dergleichen . . . . . 60. fl.

An Wanderung der Herrpauchsen / Trompeteren / bestellung des Profoßens . . . . . 450. fl.

An allerhand andern gemeinen auslagen . . . 500. fl.

Für allerhand sorsamten . . . . . 50. fl.

An denen beiden Regimentstucken werden 3. Constabel und 2. handlanger vonnöthen seyn / dann man wegen unterhaltung der Constabel die Kosten den Creiß ersparet bleiben mögen / auch für rathsamb erinnert / daß einige Stände solche wegen / weilen Ihrels derselben mit solcherley sambt ohne dem überflüssig versehen / zu ihren diensten unterhalten und denn fortan dem Creiß überlassen mögen / allermassen sich derzu Bamberg / Burgbarg und Nürnberg erbotten; Es solle aber einem jeden Constabel 2. Reichsthaler zum handgeldt inserim gegeben / und dahero versprechen werden / bey folgenden abzug einem jeden noch 8. Reichsthaler zu seiner Wiederung reichen zulassen.

Die Knechte und handlanger sollt man bestmöglichen sein unterdingen zu bestellen / wie zwahr auch die Pferdt eben dahingehen wegen Kostlichkeit anderthalb zuerkauffen / weilen Knecht und Pferde offerirt wohl zuhalten.

Die Ammunition aber anmachlagen ist darumb für unnöthig

Digitized by Google

ANNO 1673. befunden worden / weilen ein jeder Stand die feinige mit Fraurh und Loth felbſten verſehen wird.

Was man denen Staabs-Officieren allgnier werden moͤchte / darunter wird ſich der hochloͤbl. Creyß zu reſolviren haben.

Summa vor ſpecirter Poſten thun . . . . . 6412. fl.

Drittens betreffend die benambte und beſtellung der Mederen Staabs-Officer der Regimenter zu Roß / ſo iſt an ſeithen Brandenburg-Culmbach zum Adjutanten Ihr. Dl. Cammer-Junckher Chriſtoff Friderich von Brandſtein: Zum Regiment Schultheiſſen Johan Chriſtoff Staud / der zeit Cantzer Durchl. Hoff-Raths- und Legations-Secretarius in Regenſpurg / zum Gerichts-Schreiben Georg Winterer / zum Feldſcheerer Heinrich Bolrath Gros: Dan zum Zahl- und Proviand-Meſtern Andreas Mohr Brandenburgiſcher Ambts-Verwalter zu Stockenroht: zum Regiments Quartier-Meiſtern verordnet worden von gemelten Creyß-wegen / vermoͤg nechſt vorigen Creyß-ſchluſſes zu benambſen genehm / Georg Ernſt Jandel Capitain ohne den Anſchein der Hauptmannſchafft Hoff in Voigtland Commen / und zu der Staabe beſtehen geſtellet worden / ob ihr bemelte 2. letztere Subjecta für qualificirt erkennen und zu beſtaͤndigen Chargen anbringen moͤchten / ob nun zwar die meiſte Abgeſandte von beſagten qualitaten und Conditionen wenige nachricht und Landsmann getragen / ſo haben jedoch ſolche in dero anſtellung zu willfahren / dannoch dabeyvorzuſehen gedachtens gehabt / weilen ohnzweifelich Ihre Durch. auf ſolche Perſonen zu ſelbſten werden bedacht ſeyn / die sowohl Ihr / als den gemeinen lobl. Creyß mit treuligkeit ſtehen dienſten zugethan ſein und verbleiben / dahen aber abſonderlich gelobet und vorgeſtellet / daß gedachter Wilch zu ihrer ſeiner habe importirender Charge mit leiſtung gewohnlicher Pflichten und gebuͤhrlicher Caution, und zwar mit ſolchem ernſt / wie im Creyß angeſtandt beſchrieb / und angeſehen / ſich dahnliniren und Ihm zu ſeinen beſtaten und verſtehrten verhalten / eine genaͤ / und gemeſſene Inſtruction (gleich auch bey den nechſt vorgewieſenen Tuͤrcken-Creyg beſchehen) zugeſtellet werde.

So bleibt auch zu jedem Standt freyen beladen / fuͤr ſeine Volcker nach einen andern Proviant- und Zahlmeiſter zu conſtituiren / ſo zu bereitſchen beſſerer Conſervation inwoglichen / und mit Zahlung Stabs- und Leuchung des Proviands Reich- und zeitlichen muhmaßlich / dahrzuleiſtt gegen beide Herren Obriſte / Regiments-Proviant- und Zahlmeiſtern den gebuͤhrenden Reſpect tragen und erweiſen / wie auch in allen begebenden fallen ihr des gutten Raths erholen / hingegen dieſe Ihm auch mit allen gutten willen und vorſtuh an die hand gehen / und dehrobertlich ein mehrers / glaubwerdmaſſen bat H. Franz Jacob d'Avia, Obriſter zu Fuß zu Ihrer Durchl. unſerer Staabs-Officers vorgeſchlagen / nemblich zum Regimente Schultheiſſen Ihr. Mittlichen Jur. Lic. zum Secret. Sigmund Wehbern / zum Adjutanten / Hans Caſpar Dimbeln / zum Feldſcheer Johan Hauſſern / zum Wagenmeiſter Valentin Lotz / zum Regiments Quartier-Meiſtern Hans Schwenden einen Reformierten Leutenant / welche Perſohnen / ob ſie gleich denen ſambtlichen Geſtanden nach nicht allerdings bekandt / jedoch uff D. Obriſtens anbefehlen und ſo viel den Regiments-Quartiermeiſter betrefft / beſchehene Recommendation angenommen worden.

Anlangend die 4. Felde-Predigerr bedeuten Religionen / ohne die geſambte Rath und Abgeſandte zu Ihrer Hochfuͤrſtl. F. Gn. und Durchl. beide Herren ausſchreibende Fuͤrſten daß gute vertrauen ſetzen / ſo werden zu ihren landen taugliche ſubjecta beyzubringen und damit denn lobl. Creyß (zumahlen ſolches zu Gottes ehr und der Seelen heil gereichet) an handen zu geben nicht ungeneigt ſein.

Wann nun hierbey erinnert werdent / daß ſo wohl die habe / als benambte unter Staabs-Officiers / und nach andere auffnehmende geringere Perſohnen ohne ernſte abzahl oder Wartgelder / ſich in die lange mehr nicht gehalten / noch man derer gewiß verſichert ſein koͤnte: Als iſt beliebet worden / benenſelben zu interim bis zu deren Verſpoͤrt- ohnmarchirung und operation ein nur allermaſſen ein Monatzſolde nach der Kriegs-Ordinantz zu ertheilen / um dadurch ſich ſelbiger umb ſo mehr geſchertt zu machen.

Dan iſt fuͤrs 4te auf den propoſitions-Punct / aus welchen anmeld und befehl: Jtem zu was Operation die beide Creyß-Regimenter ins Felde zuſchicken / wan / wo / und welcher geſtalten der rendez-vous anzuſtellen / fuͤr gut angeſehen und gutachtlich werden / daß / weilen man einige zu gemeiner Raths deſcuſion und verfuͤhrung begriffen / maſſen dahin nicht allein der jungere Wundergriffe Creyß-Recels abgefaſſet / ſondern auch die ergangene Cavtel. Excitatoria darauf ſelbſt geruhet / ſchlags auf allerhoͤchſt gedt. Ihre Kayſerl. Majeſt. und des Reichs-Commando abgeleſen / und zur Operation anzumeſſen ſein / damit man aber um ſo gewiß- und beſtuͤrerer gut allen beſorgenden fall / in beſtuͤrſtadt / und guter poſtur ſtehe / iſt gleichfalls gutachtlichen worden / beide Regimenter zu Roß und Fuß auf den 5 Junnenden Monatzſol Aprilis allhie und Pfeffenberg / und zwar auf jeden Standt zugann Fuß-volck und dahl / darzugehende gute Ordre gehalten / auch niemand einiger fo ab zugehen werde / und da wieder verhoffen derſelben erfolgen / von ſelbigem Standt denn die Mahler zuſtendig / die Reſolution gefchehen ſolle / zuſammen zuführen; Selbe mittels dieſer Herren Ausſchreibenden Fuͤrſten und Creyß-Obriſten (denen vorhero die Kalle uber die Mannſchaften einzuſchicken) darzu geordneter Kriegs-Officirer zu leſturen / und die verordnung zuthun / damit ſelbe auf einerley und zwar bey der Kayſerl. Armee uͤblicher manier exercirt / und die bey ein oder anderer Compagnie befindliche defecten verbeſſert werden moͤgen / ſolte aber jemand verhoffen / der Kriegs ehender erfordern / und nach vorgeſtellten pundcis ſecuritatis Imperii ein anderweitige anſtellung von Ihrer Kayſerl. Majeſt. und den geſambten Reich creyßgenoſſen haben / die beide Herren Creyß-ausſchreibende Fuͤrſten und Creyß-Obriſter (gleichwie in allen anderen vielen fallen und Creyß-zuſtuͤrden) Ihres obhabenden Ambts wegen hierum auch die gebuͤhrende anſtalt zumachen / den Rendez-vous zu anticipiren / ſo dan bey einem anderwerten anzuſetzen / bedenken vermag zu verpflicht- und verpflichtung beider Herren Regiments-Obriſten und andern beden Creyß-Officiern / ingleichen / zu anſtellung ſo expedir- und abfertigung der Volcker zu ſchreiten / Anzuweiſen aber / und die dahin beſtehende vermog des jungern Creyß-ſchluſſes unter einen jeden Standt Commando bleiben ſollen / ſo viel aber die praſentation hoch und wohlerwehrter Herren Obriſten / dan der Staabs-Perſohnen zu Roß und Fuß betreffet / iſt vergliechen worden / daß im Nahmen Ihrer Hochfuͤrſtl. Gnad. zu Brandenburg-Culmbach Creyß-ausſchreibenden Fuͤrſten / dan Seiner Hochfuͤrſtl. Gnad. Herrn Teutſchmeiſtern / als dieſes Creyſes nad geordneten / zu einer Hochfuͤrſtl. Durchl. zu Brandenburg-Culmbach / als Obriſter zu Pferd / den hohen Staabs-Perſohnen und Officiern bey Ihro anvertrauten Regimenter / hingegen der Obriſte / wie auch die Staabs und andere Officers zu Fuß durch zeit hochermante Ihre Durchl. von Creyß wegen praſentirt werden ſollen.

Weilen dieſe in vor hochnothwendig erachten worden / der Kom. Kayſerl. Majeſt. fuͤr die hiſhero in erhaltung Ruhe und Friedens-ſtands des heiligen Rom. Reichs getragene gutte Gemuͤths-Bortora allerunterthaͤnigſten dank zuſagen / und zu bitten / daß ſelbe allergnaͤd. geruhen wollen / deſſen bey der anſtehenden erſahr daß zum noth gefeſtigten Creyß-ſchluß allergnaͤdigſten Gnad und protection ferner zu erhalten / und bey den dan noch fuͤrwaͤhrenden Reichs-tag zu Regenſpurg / jedoch ohne allermermehrhaͤngliſts zieh- und machen / den punctum ſecuritatis Imperii publicae an Ort- verrettung bringen / mehrn / daß zum fuͤrſten und Stande zu erhaltung des ſo theuer erworbenen Munſter- und Oſnebruͤgiſ. Friedens-ſtuh / entzoglich die geſambte Creyß / weder alle des heiligen Reichs Feinde zu redreſſ-ſtarker inſtallirung / und verfaſſung / treuen und ernſten zulaſſen / zu weichen ende mehr weniger ſo wohl an die lobl. Correſpondirende / als andere Reichs-angelegenheiten / inſonderheit aber die Creyß-Kloſter- und Creyß-ſtiftungen und gebuͤhrend erfuhr werden ſollen / und wegen Creyß / bey ſo gefahrlichen Conjunckturen gute Correſpondenz und nahere verſtandnuß zuerhalten / und dem erbieten / daß man die Ihro dergleichen anzt zuerretten / alle zu ſchuldigkeit ſein ſo willig / als bereit wolle erfinden laſſen.

Und nachdem ſtinſtens / daß vor der Hochfuͤrſtl. Wuͤrtzburgiſchen Geſandtſchafft an ſtuͤnchen der zu Augſpurgiſchen Legations-Spelen reſtirenden zweyen Monat / Monathen auf beſchehene anreg- und erinnerung und exception zeit eben: Als hat man für gut befunden / das die abſolge durch die hierzu beſtellte Kemmerarius-Herren den ahn beſtaͤtigt. Ihre Churfuͤrſtl. Gnad. vorzuſtellen / nit mehr weger / als beſtehe die Herren von Stohrbarn / ſo von Kunitzh. Kayſerl. Majeſt. auf die alte freye Reichs Herrſchafft Rodelberg inſtgnirt und herein zu Reichs-Verſamlung mit Abſtattung der admittirt worden / dem lobl. Creyß zu gleich maͤßiger reception und introduction deß beiden gegenwertigen Convent recommendirt / haben die anweſende Rath und Abgeſandte dahrer gehalten / daß wegen mehrerbeſtehe erunanderter Inſtruction dieſer punct der zeit noch anzuſtellen / und Ihrer Churfuͤrſtl. Gnad. hiermeret beheng zu haumerieren ſein;

Es wol beſtehende die innerliche Creyß-ſecurizte und verfaſſung betreffen ehnt / da hat es dey der zu jungſt zu Bamberg auffgerichteten Recels- geſtanter Disposition und verſtehung fuͤr nothwendigſter bewenden; und werden Ihre Hochfuͤrſtl. Durchl. zu Br. Culmbach / dero gehennten Kriegs-Rath / Landmann zu Culmbach und Commendanten der Feſtung Plaſſenburg / Herr Adolffen Friderichen von Wolffen / Obriſten / Jtem H. Teutſchmeiſters Hochfuͤrſtl. Gnad. Philipp Heinrichen von Andlaw des heil. Romiſch. Reichs und lobl. Teutſchen Ordens Ritter / dan Ihro Hochfuͤrſtl. Durchl. zu Saxen-Gotha ſo ſtil ſitz und an nahmen dero Herren mit Inſtruction Ihrentwegen Gutlich von Seckendorf / dero Rath und Ambtmann zu Konigsberg / zu Creyß-Kriegs-Rathen præſentiren und verſtellig machen laſſen / kind ſelbe und ihrer gethanen dexterite und Militariſcher Experientz wollen ſo ſolcher ſtell von gemelten lobl. Creyß aufgenommen / und nach gethanen handgelobnuß auch abgeleiſten Jurament an beſtuhet. Ihrer Durchl. zu St. Culmbahl / Creyß-Obriſten / und in vorfallenden Creyß-Kriegs-ſachen / mit ihrem Rath / Hilff und Bigilanz an hand zugehen und all das jenige / was zu des Creyſſes Ruhe / und Friedens Stand dienlich / ihren beſten vermoͤgen / und pflichten nach / befordern zu helffen / verwiſen worden.

Nachdeme nun ſtehendenten die Gebuhrt- und Rehlerordte Leuten und beranahige conservirung ihrer reſpecten / bekand- und liquidirlicher ſtunden ſich underſchieden angewendet / iſt vor billich erkand und geſchloſſen worden / demſelben ſolcherorten von den mehr anbenommenen Perſon die gebuhrenden ſtandschon wohrgefahren zulaſſen / dagegen aber auch wiſſend wie bekand / daß das lobl. Directorium und beide Ausſchreibende Fuͤrſten / Aemter neben

ANNO 1673.

Digitized by Google

ANNO 1673.

ueben der Stadt Nürnberg wegen vieler und von langen Jahren her angefangener / und vorlängst schon liquidirter Posten ein merckliches zu prætendiren / hat man mit wenigers für gut und nothwendig befunden / so solche prætensiones von alten einkommenden Posten zugleich nicht vorgehen / daß bey nicht andenweiten Verfassung darvon solle gerede / und auff eine parta besonders destinirende verwilligung angetragen werden.

Als auch letztene Johannis Stasius Gevollmächtigter / bey nechst vorigen Lucern-Tag / Frey-Geleits Sachen betreffend / underschiedene Reichs-Stände / Sonderbahren Zusammenkunfften / underm noch unerörterten Reichstags-Wesen an handen gebunden und bey denselben worden / daß das liquidum, so der löbl. Crayß thun würde / zu ersehen und gantz unnachets / mehrers nicht / als 313. fl. 38. kr. nach zuvorigen der Lauwiers Lucern- und gefaster abredung auswerffen thun / die übrige aber von gedachtem Crayß ansetzen / 819. fl. 105. kr. für gantz unnütze und übrigund zu halten / alß daß der löbl. Crayß sich seiner wegen verbrennen und versichern kan / damit man aber auch diesen langenwierigen und vorbeischaden werck beruhigen gelangen möchte / so ist für gerh angesehen und beliebt worden / ihme noch über das abgemeine liquidum, ex æquo & bono eine abfertigung zuthun / dahero hat zu Zihen noch beschwerd und auf 40. Centner delaufen des Pulvers zu überlassen / und darmit herumzugehen / anweisung zu ertheilen / und damit diesen werck seine abbeitliche maaß zugeben sym.

Gedachtes Crayß haben die gesambte Käche und Regelandte für gutt befunden / von diesem Crayß-Abschied denen Correspondirenden Creysen nachricht und Communication wiederfahren zu lassen.

Inmassen dessen allen ist gegenwertiger Recess von den löbl. 4. Bänken gesiegelt und von andern anwesenden Käthen und Gesandten unterschrieben worden / so geschehen Nürnberg den 31. Januar. Anno 1673.

C.

10. Febr. Defensiv-Allianz zwischen Ihro Churfürstl. Durchl. zu Bayern Ferdinand Mariam / und Herrn Eberhard Hertzogen zu Würtemberg / zu erhaltung des Westphälischen Friedens / und abwendung der wieder entstandener Kriegs-Flammen in denen Niederländischen Vereinigten Provintzen / belegerter gewaltthätigkeit. Geschehen Manchen den 10. Febr. 1673. [Tiré de la Regiſtrature d'Etat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

C'eſt-à-dire,

Traité d'Alliance & d'aſſiſtance reciproque entre FERDINAND MARIE *Electeur de Baviere, &* EBERARD *Duc de Wurtemberg, pour la conſervation & maintien de la Paix de Weſtphalie, & pour leur propre Defenſe, contre les dangers qu'ils apprehendent, à l'occaſion de la Guerre qui s'eſt allumée en Hollande. A Munich le 10. Fevrier 1673.*

DV GOttes Gnaden Wir Ferdinand Maria Churfürst zc. Pfaltz-Grave beym zu wissen / demnach zwischen Ihro und dem Durchleuchtigsten Hochgebornen Fürsten unsern freundlichen lieben Vettern / Herrn Eberharden / Hertzogen zu Würtemberg Teckh zc. in Consideration deren bermahlen so gefährlichen Zeiten und theils anstehenden Conjuncturen wegen beiderseitigen Landen nahen situation, und zu mehrer deren Versicherung / auf vorhero erfolgte zusammen-ordnung und unterredung / auch alsherseits erfolgende Ratification sich einiger nachfolgender Verreinigung und Verbündnuß vergliechen worden: Als

Demnach die in der Vereinigten Staten von Holland Provintzen entstandene Kriegs-Flamme so weit kommen / daß man den jetzigen fridwehren und gefährlichen Conjuncturen billich ihrer sach / fürgelting zu sein / damit der so theuer erworbene / fried und ruhestand im Römischen Reich erhalten / und der Fridliebenden und unverstörten Stänten lande und derselben anstossige Unterthanen mit durchzügen / einquartirungen und anderen Kriegs-pressuren nicht beschweret werden / daß zu dem ende zwischen dem Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Ferdinand Maria Churfürsten in Bayeren zc. und dem auch Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Eberhard Hertzogen zu Würtemberg und Teckh zc. wegen beider landen nahen situation eine Freund- nachbarliche zusammen ordnung und unterredung veranlaßet worden / bey welcher auf beider hohen Herrn Principalen gnädigste Ratification nachfolgende Vereinigung und Verbündnuß gestalt-sam und vergliechen worden. Als:

Erstlichen / wollen beiderseits hohe Herren Principalen sich gegen einander zur reciprocirlichen Freundschaft und correspondenz hiermit verbinden / und soll einander dieretzeit communicirt werden / was ein und andern theils des jetzigen zu wesen und der barauber in oder ausser Reichs-tuhrenden anstalten halber für nutzliche einlangen / damit man zur Conservation beederseits Lande und Leuthe / um so viel mehr der gemeine Consilia darnach nehmen könne / wie dann auch beederseits zu Regierung / subsistirende Gesandtschaften mit bevollmächtigter zu gleichmäßiger vertraulicher Correspondenz und Communication ihrer Gedancken in diesen Punckten von bedenklich anhängenden Sachen mit zu versehen.

II. Diese Vereinigung / Verbündnuß hat zu seiner einigen mercklichen offension und beleidigung / sondern allein zur conservation und erhaltung des gemeinen / und Landes-ruhestandes / Friedens-Schlusses / auch abwendung der beschehenen und noch besorglichen Reichs-Constitutionibus zu widerständen Contraventionen / gewaltthätigen durchzügen / einquartierungen / Pfändungen / Schatzungen und anderen dergleichen Kriegs-pressuren und beschwerden / wie die immer nahmen haben mögen / vermeine und angesehen sey / auch nicht anderst verstanden und aufgenommen werden.

III. Welche hohe Herren Principalen wollen sodenerst alter Obtestirung ob dem / und erforderlich sym kan / zu erwarnung des Friedens bey denen in Zeiten jedweden theils aber Fridlich ersinnenden und jedesmahl von dem erfolg einander Freundlich-Vertrauliche communication erholen.

IV. Wann aber der hohe Frieden bessere hoffnung zeigen nicht solte zu erhalten sein / sondern dieses unverhofft so weit greiffen / daß beider Herren Principalen anstandige Land und Unterthanen wieder die Reichs-Constitutiones und das Instrumentum Pacis mit durchzügen / straiffen / quartierung / contributionen oder anderen exactionen weiters bedrange werden / so obligiren sie sich hiermit / daß sie in Zeiten sonder und gebrochen deren Treuen gesinnen / auch da etwaso begebenen eine ersuchall gegen aber vergnugthuen werden solte / einander auf weis und maß / wie hernach folge / treuhfleißigh assistiren und sich wieder anlangenden / so gut sie können / schützen und retten wollen.

V. Zu dem ende beide Allirte Chur- und Fürsten mehr zur Ihre West- und halbaue Plätze mit Guarnitionen und einander nothwendigkeiten versehen / und ihre lande / innerhalben in gutem Exercitio halten wollen / sondern sie verpreehen auch einander mit nachfolgender geworbenen Mannschafft in Roß und Fuß zu assistiren / als Chur-Bayern wie dennenahl gesagt aber mit entsatzung zu Pferd / Würtemberg aber mit entsatzung fünffhundert zu Fuß und vierhundert zu Pferd.

VI. Und weilen solte Summa beederseits hülffleistung zu abwendung gemeiner Gefahr nicht erklecklich / so wollen Ihnen beide theil angelegen sein lassen / daß bey dem löblichen Schwäbischen Crayß / einer man alß noth in Werbung begriffen / daß zur Reichs-Verfassung beständige quotam der zwey tausend zu Fuß / und sechshundert zu Pferd auf daß förderlichste zusammen getrachte und alle der völlige Crayß mit guter Conscription und Verbündnuß einverleibt und vereinigt werde.

VII. Zu welchen fall ferdennde Ihr Churfürstl. Durchl. in Bayern noch weiter versprechen / wo einige allerseith ausgemuſterte beyreuterey zu Fuß und tausend zu Pferd mit der helffte des Schwäbischen Crayßes quanti, ist tausend zu Fuß und dreyhundert zu Pferd / zu concurriren / also / daß die völlige Mannschafft dieser Conföderation sich auf siebentausend fünffhundert zu Fuß und zweytausend dreyhundert zu Pferd erstrecken wird.

VIII. Es wollen auch beide hohe Herren Participanten einige benachbarte Churfürsten und Stände ehine unterschied der Religion dergestalt man sich weiters miteinander zu vernehmen hat) zu gleichmäßigen beytritt einladen / auch da sie sich solchen anzunehmen verlangt wird und were zulassen / wie dann sich wird mit jeden der billichen nach vergleichen können / so verhoffen auch beide hohe Herren Principalen / werden die freye Reichs-Ritterschafft des gemeinen Creyßes Schutz gleichfalls anzuruffen / bey solche werde zu einer billichmäßigen concurrentz nicht ungeneigt seyn.

IX. Da auch die Gefahr und Gewalt eines anderen vorbey / daß ja deren abwendung obige ausgemeyerte / und der ermon noch bevorstehenden Stände Mannschafft unerklecklich sein solten / hette man förderlichst zusammen zuschicken / und sich wegen eines nach beschaffenheit der Gefahr adæquaten augmenti / als etwan von 4. in 5. Mann ferner zu vergleichen.

X. Ein jedweder aus den Allirten soll die hülff aus seinen Landen lassen / und damit gute Disciplin unter den Völckern erhalten werden mögen / mit der beschaffung / fleisch und nicht zuhalten / jedoch daß der jenige dem die hülff geschickt wird / alle beschaffung des Proviants und anderer lebens-mittel gegen billich- und leidentliche bezahlung solche vorschaffung zuthun / damit kein abgang oder mangel ersheine.

XI. Ihre Churfürstl. Durchl. in Bayern sollen jedem Corps wann es zusammen gesetzet wird / einen General / Feldzeugmeyer und General Wachtmeister / und Ihre Durchl. die Hertzog von Würtemberg den andern General Wachtmeister / die übrigen Wachtmeister aber / andere Officier und Stands-Personen / ein jeder theil nach anzahl und proportion der Mannschafft die er stellet / verordnen und auf seinen Unkosten unterhalten / welcher theil aber den General Wachtmeister in Zuschub welcher den zu Pferd geben mochte / hat man sich seiner gut weiters anmeldnister zu vergleichen.

XII. Einem jedem theil stehet frey die Regimenter nach sei-

Digitized by Google

ANNO 1673.

nen gefallen einzurichten; jedoch/ wann einer stärcker ist als das andere/ sollen die Dienste nicht nach anzahl der Regimenter/ sondern der Knechten gleichet werden.

XIII. Das Ober-Commando über die Völcker soll allezeit der jenige zum ersten Actionen haben/ in dessen Land die operation ist/ aber denne die Völcker zusammen werden/ sonsten aber bleibt es bey der subordination die den beyden Kriegs-Cronheren und Officieren nach gestalt same Ihrer Charge gebühret.

XIV. Unter denen Officieren/ so gleiche Charges haben/ soll der gang und rang nach dem alter Ihrer Charges gehalten werden.

XV. Die Alliirte sollen Ihre Troupppes mit kleinen Feld-Stücklein/ wie es die proportion erfordert/ versehen/ das grobe Geschütz aber/ da man eines vonnothen hatte/ nur mitnehmen die Munition der jenige bergehen/ in dessen Land und Gebiett die action ist/ doch daß die Munition auf der sambtlichen Alliirten gemeinen Unkosten nach anzahl der Mannschafft in leibender-lich- und dürfftes proff wieder bezahlt werde/ und ist die hülffleistung nach dißfahrender requisition länglich innen 12. Tagen würcklich zu leisten/ und dem hülff nehmenden zustellen.

XVI. Endlichen solle diese Verbündnus/ wann es vonnethen/ auf 10. Jahr gültig sein/ und die Ratification von beyden hohen Herren Principalen darüber innen 14. Tagen erthelet/ und beybersit ausgewechslet werden.

Dessen zu wahren Urkund haben sich beiderseits darzu verordnete Ober- und Fürstliche Räthe und Gehaimbe Räthe unterschrieben und ihre Petschafft vorgetruckt. Geschehen in der Churfürstl. Haubt- und Residenz-Stadt München/ den 20. Monats-tag Febr. Anno 1673.

(L. S.) Herman Egon Graff von Fürstenberg.
(L. S.) Caspar Schmid.
(L. S.) G. Ad. von Videnbach.

Daß wir solchem nach erst vorstehenden Vereinigungs und Verbündnus Recess Unsers theils in allen seinen Puncten und Articuln allerdings genehm halten und hiermit ratificiren thun/ haben wir zu dessen bekräfftigung und eigenhändig unterschrieben/ unser Churfürstl. Gehaime Cantzler-Secret vortrucken lassen/ so wir dann auch selbigen in unser Churfürstl. Haubt- und Residentz-Stadt München/ den 1. Martii Anno 1673.

CI.

1. Mars. **Bundtnüß zwischen Ihro Kayserl. Majest. Leopold den I. und Churfürst Johann Georg den II. in Sachsen/ wodurch Ihrer Kayserl. Majest. zu Beschützung dero Königreiche und Erblanden/ letzterer 3000. Mann; Ihro Kayserl. Majest. aber dem Churfürsten 6000. Mann in Vergewaltigungs-Fällen zu senden stipuliren/ und gewisse auf 5. Jahr. Wienn den 1. Martii 1673.** [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Traité d'Assistance entre Sa Majesté Imperiale LEOPOLD I. *& l'Electeur de Saxe* JEAN GEORGE II. *pour la Défense reciproque de leurs Terres & Provinces, par lequel les secours sont reglés à 6000. Hommes de la part de Sa Majesté Imperiale, & à 3000. de la part de l'Electeur. A Vienne le 1. Mars 1673.*

Im Nahmen deß Heil. Dreyfaltigkeit Gottes/ deß Vatters/ Sohns/ und Heil. Geistes. Amen.

SEy hiemit Kund/ und zu wissen/ Nachdem der Allerdurchleuchtigste Fürst/ und Herr/ Herr Leopold/ erwehlter Rom. Kayser zu allen zeiten Mehrer deß Reichs/ zu Germanien/ zu Hungarn/ Böheim/ Dalmatien/ Croatien/ Sclavonien/ ꝛc. Könige/ Erz-Hertzog zu Oesterreich/ Hertzog zu Burgund/ Steyr/ Kärnthen/ Crain/ und Würtenberg/ Graf zu Tyrol ꝛc. ꝛc. wohl dem Durchlauchtigsten/ Hochgebornen Fürsten und Herrn/ Herrn Johann Georg den Andern/ Hertzogen in Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ deß Heil. Röm. Reichs Erz-Marschalln/ und Churfürsten/ Landgrafen in Thüringen/ Marggrafen zu Meissen/ auch Ober- und Nider Lausnitz/ Burggrafen in Magdeburg/ Grafen zu der Mark und Ravensburg/ Herrn zu Ravenstein/ der eine geliebte und deß Heil. Röm. Reichs Teutscher Nation Confinen anhängene/ und daßelbe zum Theil eingenommene höchstgefährliche troubles/ motus und Conjunctur/ deß/ wie seine Verrichtung gestalten/ dieselbe weither kund geben: Ihre Erblanden/ nebst gelauten Reich ergrieffen/ und den gemeinen Nutz stand und Gemüt deß so theur erworbenen und bestättigten Westphälischen Friedenswesens trauten/ zu gantzlich aufsehen/ und gereichen mögten/ dagegen der pacifici securitatis Imperii, nebens allgemeiner Reichs-Verfassung über alle angrauende Beunruhung/ bey noch währenden Reichstage in Regensburg deß dato ja keiner rechten Stands zuvernuen/ auch durch die in Reichs-Satzungen verordnete ordinari mittel der vor Augen schwebenden Gefahr und Nachtheil und Nachtheiligkeit zu begegnen sey will: Summetlich gleichwohl ohne Stimm und Devotion zugethen/ weder dem Kayserl. allerhöchsten und Churfürstl. hohen Amt und Pflichten gemäß/ zwo gegen das Reich und der eigner Lande und seine unmittelbarstehende gestanden.

Alß ist auf Ihrer Kayserl. Majest. sonderl. fürsichtige/ als durch dero Ministros, den Kayserl. würckl. Rath und Abgesanten/ Herrn Otten/ Adam zu Pant/ nun mehr wenniger special Abordnung dero Commercien und Reichs-Hoff-Rathe/ Herr Grafen Wartenhan zu Mannsfeld/ wohlgemeldten zu hergebrachs Ersinnen/ fürstellen/ und Einladen/ beyderseits gnädigst beliben worden/ zu solchem Ende ein absonderliches Defensiv-Bündtnuß/ und Verfassung abzureden/ zu projectiren/ und von selbsthaberer Kayserl. und jenen Churfürstl. Sächsischen Ministris den 28. Augusti zurück gelegten 1672. Jahrs unterzeichnen zu lassen: Nachdem aber zerweis anderweith daselbst vorbeschaffener Churfürstl. Abschickung nahm Kayserl. Rath/ bey einem und andere puncti ferner Erinnerung und Handlung fürgefallen/ ist endlich/ und nachdeme man sich völlig darüber vereinbahret/ die nähere zusammenfassung/ und Allianz zu Gottes Ehren/ allgemeinen Reichs-Besten/ und Erhaltung der von Ihro angeerbten Land- und Leuthe/ mit allerseits gutem willen und vergnügen/ folgender gestalt geschlossen worden.

I. Nächst vorbehaltung der Rom. Kayserl. Maj. hohen Amts Authorität/ und gegenwärtig allerunterthänigsten Respects, soll dieses nähere Verbündnuß und vereinigung/ in manniches ofen-sion/ noch Schaden unter oder ausser Reichs Gesetzen/ auch in rechtmäßig zugelassener verwahrung/ entsetzen/ und Defension geschehen.

II. Versprechen Ihre Churfürstl. Durchl. zu Beschützung Ihrer Kayserl. Majest. Erblanden und Königreichs Böheim samt incorporirten Provintzen/ Schlesien/ und Mähren/ wie auch deß Königreichs Hungarn/ diejenige Mann/ als ermassend zu Roß und provenjenend zu Fuß/ zwey tausend Mann stählen aufzukommen/ sein würde/ nach Zulauff 3. Monathen/ von zeit geschehener requisition zuschicken/ und mit der Kayl. Armee zu conjungiren/ worunden es bey obgemeldt den letzten November Anno 1668. allbereits getroffenen Defensiv-Fordere, so wenig in gegenwärtigen keine Aenderung geschicht/ sein gänzliches verbleiben hat.

III. Hinwieder versprechen Ihro Kayserl. Majest. seiner Churfürstl. Durchl. zu Sachsen Churfürstenthum/ mit allen darzu gehörigen/ und incorporirten Landen/ auch denen Marggrafthumben Ober- und Nieder-Lausnitz in vorgemeldten fällen/ binnen Monatsfrist von zeit ergangener Erfordrung/ anzuziehen/ mit 6000. Mann/ als 4000. in Fuß/ und 2000. in Pferd/ wo nicht die Noth und Umständte ein mehrers erheuschen/ ohne Erstattung einiger Kriegs-Kosten/ zu Hülffe zu kommen/ und sollen dieselben/ so lang sie darinnen stehen/ und agiren/ Ihrer Churfürstl. Durchl. Ober-Direction und Commando unterstehen sein.

IV. Daferne auch diß in Zuthun nebst vorbandenen Monathen Mann kan Universal Frieden erfolgen/ und das Herl. Röm. Reich von jenandten Feindlich angriffen verschonet bleiben/ alsdann Seine Churfürstl. Durchl. zu defendirung deß gesambten Reichs/ und manuteirung deß Westphälischen Friedens/ nicht weniger belagte 3000. Mann/ auf ebbenmäßige 3. Monatsfrist requisition, zu stellen/ und mit der Kayserl. Armée zu conjungiren.

V. Da Churfürstl. Völcker nun haben in der zeth/ wann sie sich dann Kayserl. Corps befinden/ wie demselben gleiche quartier zu ermessen/ auch angeregte dienste mit- und neben Ihnen/ Militarischer Ordnung und proportion nach/ zu leisten.

VI. Sollen zwar dieselben unter der Kayserl. Kriegs-Generalische Commando, nach geschehener Conjunction, stehen/ dem Churfürstl. Commendanten aber vor seine unterhabene Soldaten die Jurisdiction gelassen/ Sie auch an Ihren Gemüssen/ Freyheit/ und Religions Exercitio keinerley weise curbirt, noch gehindert werden.

VII. Soll der Churfürstl. Commendant zugleich dem Kriegs-Rathe beywohnen/ und alda alle wichtige Kriegs-Deliberationen nach vorhergegangener Communication mit demselben zu werck getrieben werden.

VIII. Die auch unterdessen/ oder nachgehends/ Streitstände, Tractaten/ und Friedens-Handlungen/ unter was Namen es gestehen möchte/ fürgehen würden/ sollen Ihre Churfürstl. Durchl. jeranmassen/ und alle alle wichtige Kriegs-Deliberationen nach vorhergegangener Communication mit demselben zu werck getrieben werden.

VIII. Die auch unterdessen/ oder nachgehends/ Streitstände, Tractaten/ und Friedens-Handlungen/ unter was Namen es gestehen möchte/ fürgehen würden/ sollen Ihre Churfürstl. Durchl. jeranmassen/ und alle alle wichtige Kriegs-Deliberationen nach vorhergegangener Communication mit demselben zu werck getrieben werden.

IX. Und

Digitized by Google

Ano 167

ANNO 1673. IX. Wird auch von jeden Chur- und Fürsten des Reichs sein zu dero Defensive Forcius mit begriffen Ihrelle Contens zu begehen freygelassen.

X. Gelobet Kayserl. Mayestät nun fest von dato der vollziehungen auff 6. Jahr / in soll durch Göttliche Zulassung / oder sonsten die Zeit nicht / so es bis zu Ausgang des Jahrs 1673. nicht ein abgeschaffte ordnung / worin selbe aber länger damit zu verstehen / habe man an beiden Jahr vor Ausgang der ersten / oder dessen Continuation, sich weiter zu vertragen / und zu verabreden

Dagegen alles man ihr Kayserl. Mayestät an statt und von Ihrer Churfürstl. Durchl. zu Sachsen / an andern Ihren hierzu bevollmächtigten / und zu End unterschriebene Plenipotentiarios, sich dessenthalbenige Kraffe vor beständig erhalten / und angelobet und versprochene Gevalts- und Volmachten / welche unten angehänget / dis zu allerhöchst-gedacht Kayserl. Mayestät. auch beider ersterer Churfürstl. Durchl. Ratification, welche a dato binnen Sechswochen / eingebracht werden soll / als obberührtes / beiderer und beständiges / auch zu dessen mehrern Urkund von Ihnen eigenhändig unterschrieben / und darneben bevigirt werden. So geschehen Wien den 1. Martii 1673.

(L.S.) W. H. W. Sagan.

(L.S.) Johann Paul Hocher Rumff.

(L.S.) W. D. Gersdorff.

CII.

11. Mars. *Testamente de la Emperatriz Dona* MARGARITA MARIA *de Austria que fue Hija de D.* PHELIPPE IV. *Rey de España y Muger del Augustissimo Emperado* LEOPOLDO PRIMERO. *Fecho in Vienna de Austria à 11. de Março de* 1673. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

EN el nombre de Dios, todo poderoso, y de la Virgen Maria nuestra Señora, y de los Santos y Angeles de la Corte del Cielo. Nos la Emperatriz Dona Margarita Maria de Austria, infante de España, hallandonos enferma del mal de la muerte, en este Imperial Palacio de Viena de Austria, y en nuestro sano y entero Juycio, otorgamos este Testamento, ultima y postrimera voluntad, en la forma siguiente, y en la que mejor haga lugar de derecho, con expresa clausula Codicilicitaria.

Primeramente declaramos por nuestra unica universal y legitime Heredere de todo lo que nos pertenece, y puede pertenecer, a la Archiduqueſa Maria Antonia nuestra Hija, confirmando en todo acontecimiento, y en el, que Dios no permita, lo declarado, y lo en el Testamento del Rey mi Señor y mi Padre, de gloriosa memoria, contenido.

En lo tocante à nuestro entierro, Funeral, Missas, y sufragios por nuestra alma, dejamos su execution a la voluntad del Emperador, nuestro Señor, y marido, confiando fu mayor logro, del Cariño que le devemos.

Yiten mandamos a nuestra Señora de Zeln quinicntos talleres per una vez.

Yiten al Collegio de San Miguel desta Corte mandamos otros quinientos talleres, per una vez, para acabar y perficional la Capilla de San Blas, que esta en su Yglesia.

Yiten mas otros cien talleres, por una vez, a Santa Rosalia, en la parte que dejamos communicado à dicha Magestad Cesarea del Señor Emperador nuestro Tio.

Yiten mandamos otros cien talleres, por uno vez, al Convento de los hermanos de la misericordia, que esta extra muros desta Ciudad.

Yiten mandamos à la Imagen de nuestra Señora, que esta en el Altar mayor de la Yglesia de San Geronimo desta Ciudad, una Joya a eleccion de dicha Magestad Cesarea.

Yiten mandamos al Señor Rey de España nuestro hermano, a la Señora Reyna de España nuestra Madre, a la Señora Emperatriz Eleonora nuestra Tia, y a la Archiduqueſa Mariana nuestra hermana, à cada uno de los quatro, una Joya, segun la voluntad de dicho Señor Emperador nuestro Marito y Tio

Iiten mandamos al dicho Señor Emperador nuestro Tio por el grande cariño que le tenemos, y en memoria del que le profesſamos tan de obligación, uno de los Aderezos ricos, que trujimos de España.

En comme-damos con todad singularidad, al Señor Emperador nuestro Tio, y a la Señora Reyna de España nuestra Madre, las Personas de la Condeſa de Ern, nuestra Camarera mayor, de la Marqueſa de Lanzarotte, Señora de nonar continua, de Doña Leonor Pavardo, Señora de honor y Guardainfa, y de las cinco Damas Españolas que actualmente nos sirven, pidiendo sea con todo encarecimiento las honren y favorezcan como lo merecen tus buenos servicios.

Yiten lupplicamos al Señor Emperador nuestro Tio, que al Principe de Dietritain, nuestro Mayordomo mayor, le ruega por muy reconocnido haciendo lo le merced que tos muchos servicios han merecido. Yo mismo lupplicamos a Su Magestad Cesarea por nuestras Damas Alemanas, que actualmente nos sirven.

Yiten mandamos a la Marqueſa de los Balvases, a las dichas Camarera mayor, Princeſa de Dietrifthin mger del dicho nottro Mayordomo mayor, a la Marqueſa de Lanzarotte, a D. Leonor Fayardo, a nuestras cinco Damas Españolas y ocho Alemanas, que actualmente nos sirven, una Joya de las nuestras, a cada una de las referidas personas, las que fueron a la voluntad del Señor Emperador nuestro Tio.

Yiten es nuestra voluntad que a todos los Criados y Criadas que nos sirven actualmente se les de a todos, y a cada uno dellos de por ſi, la racion, y Gages que gozan en ella Cesarea Corte por sus Oficios, de que les hacemos merced por todos los dias de tu Vida, a imitacion de la Señora Emperatriz Maria nuestra Abuela, que goſa de Dios, quer endo que se les pagaen de nuestra Dote en Madrid, y per nuestra Emparada Cesarea, como le hace al presente con los que sirvieron à dicha Señora nuestra Abuela, reducienda ella Moneda alla de España, como se hizo entonces.

Supplicamos al Señor Emperador nuestro Tio, que como nos le tienen ofrecido, ampare la dicha nuestra familia, que actualmente nos sirve, haciendo les toda merced, y mandando conducir a España à los que ſu hubieren de bolver, y a la Señora Reyna de España nuestra Madre supplicamos lo mismo, y que los admita todos en ſu real servicio, como tambien a las Personas, que tienen nuestra imperial Palabra de ser admitida a nuestro servicio, en los puestos que contian a dicho Señor Emperador nuestro Tio.

Y singularmente pedimos a la Señora Reyna nuestra Madre que favoreeca la de Fr. Simon Garcia nuestro Confeſſor por lo bien que nos ha servido.

Yiten mandamos a la Condeſa de Mansfeldt Ayo de nuestra Hija, por lo que estimamos, y por el cuydado con que la tiene, en lesios de nuestra gratitud, una Joya tambien de las nuestras, a eleccion del Señor Emperador nuestro Tio.

Y todo lo arriba referido, otorgamos por nuestra ultima voluntad, siendo testigos rogados el Marques de los Balvafes, Embajador de España en esta Corte; el Principe de Lobkcovitz, Mayordomo mayor de dicha Magestad Cesarea, el Principe de Dietfrithan, nuestro Mayordomo mayor, El Principe de Saurrenberg, Presidente del Consiio Aulico Imper., El Conde de Sinzendorff Presidente de la Camera, El Conde de Dieetristain, Cavallerizo mayor de Su Magestad Cesarea, El Conde de Zinzendorff Mayordomo mayor de dicha Señora Emperatriz Leonora nostra Tia, El Baron Hocher Canciller Aulico de dicha Magestad Cesarea, y el Conde Francisco Agustin de Baldestain, en presſencia de nuestros Secretarios Juan Jorge Koch, y Don Ysidro de Lobcovitz; en cuya confirmacion lo firmamos, y mandamos sellar con el sello acostumbrado de nuestras Imperiales Armas, corroborado de los dichos dos nuestros Secretarios. Fecho en Vienna de Austria a onee de Março de mil y seiscientos y setenta y tres Annos.

MARGARITA MARIA.
(L. S.)

D. Pablo Spin. Doria. (L. S.)	*Albrecht Gr von Sinzendorff.* (L. S.)
V. Duque de Sagan. (L. S.)	*Johan Paul Hoch.* (L. S.)
Ferdinando Principe de Dietrichstain. (L. S.)	*Francisco Conte de Waldstein.* (L. S.)
H. Fr. de Schwantzenberg. (L. S.)	
G. Ludovico Conte di Sintzendorff. (L. S.)	
Gundacar Conte di Dietrichstain. (L. S.)	

ANNO 1673. Y nos los fussо referidos Secretarios de la Emperatriz nuestra Señora, que a lo dicho fuimes presentes, y que de su mandado lo escrivimos, lo firmamos tambien en dicho dia, mes y año.

JUAN GEORGE KOCH. YSIDRO DE ANGULO.

NB. *Ce qui suit est écrit en Allemand au dos du Testament.*

Ist Ehemeldtes Testament ist zu Wien den 20. Martii 1673. nachmittag zwischen 4. und 5. uhr in gegenwarth Ihrer Fürstl. Gn. Gn. Gn. der dreyen Herrn Fürsten: Als des Herrn Herzogen von Sagan / des Herrn Fürstens Ferdinand von Dietrichstein und Herrn Fürstens von Schwartzenberg / und des Herrn Hoff-Cammer Praesidenten Grafens von Sinzendorff / und Herrn Hoff-Cantzlars Baron Hohers / und Memer / in der Behandlung Ihrer Fürstl. Gn. von Schwartzenberg (alss die selbige tag an einen fürnehmen Cabaret und Augustisst das Bier bitten unissen) eröffnet und ordentlich recognoscirt / auch für das wahre und rechte Original befunden worden.

Wien den 20. Martii 1673.

Christoph von Abele.

CIII.

23. Avril. 2. Mai. LA SUEDE ET LES PROVINCES-UNIES. *Traité entre* CHARLES XI. *Roi de Suede & les* PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas, pour terminer quelques différens au sujet de la Navigation & autres. Fait à la Haye, le* 23. *Avril* / 2. *Mai* 1673. [Manuscrit.]

SEreniſſimi & Potentiſſimi Principis ac Domini Caroli, Sveciorum, Gothorum Vandalorumque Regis, Magni Principis Finlandiæ, Ducis Scaniæ, Ethoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ, & Vandaliæ, Principis Rugiæ, Domini Ingriæ, & Wismariæ, nec non Comitis Palatini Rheni, Bavariæ, Juliaci, Clivie & Montium Ducis, Regis & Domini nostri Clementissimi Nos Pedestrium Copiarum Generalis, & Gubernator in Ekholmsehy & Dahl. Petrus Sparre Liber B. in Chronebergh, Dominus in Nasby & Biltzbergh, nec non ejusdem Sacræ Regiæ Majestatis Consiliarius Cancellariæ & Secretarius Status, Eduardus Ehrenstein, Heredum suis in Forsbygaard, Lindsio, & Barkesthorp, ad Serenissimam & Potentissimum Magnæ Britanniæ Regem atque Reimpublicam Unitarum Provinciarum Fœderati Belgii pro Pacis Mediatione obeundi missi & constitut. Legati ut & Ihtissimè quoque memoratæ Sacræ Regiæ Majestatis ad Unitos Belgas Ablegatus Extraordinarius & Consiliarius Aulicus Haraldus Appelboom, Heredium de Soderby, quemadmodum & Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Nos ad hunc Actum specialiter Deputati Commissarii, Gaspar Fagel Consiliarius & Pensionarius Hollandiæ & West-Frisiæ, Johan de Mauregnault, Wilhelmus ab Haren, Agri Boelrani in Frisii Gretmanius, Johan Ishrandts Horstlingh in Hoogebeete & Senator Groninganus, Deputati in Confessum Ordinum Generalium Uniti Belgii.

Notum testatumque facimus omnibus & singulis, quorum interest, aut quocunque nomine interesse poterit, quod cum altissimè memorata Sacra Regia Majestas Sueciæ nihil magis voveat, quam ut se inter Reipsumque suum ab una & Celsitudinem D. D. Ordinum Uniti Belgii ab altera parte, firma & constans semper Amicitia vigeat & floreat; idque omne tollatur & complanetur, quod vel minimo impedimento esse queat, animorumque consensus, ficuti olim, cum hi respectivè Status essent non sine fructu ingenti quam conjunctissimi, ad illud reciproce & fidæ correspondentiæ fastigium rursus evehatur, ut mutui Fœderis antiqua necessitudo planè illibata & illæsa deprehendatur, atque sitememorati D. D. Ordines Generales declaraverint, in eo studii genere omnem infimul promptitudinem fœque tam bonæ Sacræ Regiæ Majestatis intentioni pari voluntate respondiros, & in eandem finem propositumque certantes & laborter cooperaturos esse; proindè congressi sint utriusque Partis supra nominati Plenipotentiarii interque eos actum & concluſum est modo sequenti. ANNO 1673.

I. Quemadmodum Sacræ Regiæ Majestati Sueciæ & Celsitudini D. D. Ordinum Generalium Fœderati Belgii non secus ac aliis Principibus, Regibus, & Supremis Statibus competit jus & libertas summa disponendi de suis Navigationibus, Vectigalibus, Mercibusque ita par est, ut eodem jure & libertate sine ullo cujuspiam contradictione fruantur adeoque ficut elucidationis actus Helsingoræ 29. Novemb. / 9. Decemb. 1649. conclusus per Tractatum 8. Julii 1667. Hagæ-Comitis abrogatus visque ejus omnis in perpetuum extincta eſt, ita idem hanc confirmatur & stabilitur, & quicunque hic, ut eadem elucidatio pro nulla semper habeatur, nec amplius existere præsumatur, neque talis aut consimilis inpotlerum fiat ulla, nec in præsens aut futurum hinc moveatur quidpiam, quod dictum Sacræ Regiæ Majestatis libertatem, & jus impedire valeat, nec eo nomine ad Elsingensem vel quempiam istius Tractatus Paragraphum ubi de radice talis vel consimilis elucidationis agi prætendatur, procurare liceat; sed ut pars utrinque in ea explicatione planè acquiescat, qua Sacra Regia Majestas Regnumque Sueciæ & Celsitudo D. D. Ordinum Generalium hodie fruuntur & possident, atque post eradicatam elucidationem ofo ipso utrinque evanescabunt eſt, ac crimnium viget, salvo in reliquis tam quoad Commercia, quam alia omnia Elbingensi Tractatu secundum verum & genuinum ejus sensum.

II. Præterea cum impositio aut onus quoddam ordinarium aut extraordinarium, quocunque tandem nomine illud appellatum sit, Navibus vel Mercibus in Mare Baltheum invehendis vel inde in Belgium Unitum exportandis in majorem Populorum ili Mari adjacentium gravationem quam quæ aliarum Gentium vertus Occidentem vel aliorsum eunti redeuntique Navigationi & Commerciis reciprocandis incumbit, hactenus impositum sit, inter Plenipotentiarios pariter conventum & transactum eſt, ut Sacræ Regiæ Majestatis Subditi eorumque Naves & Merces conformiter Pactis non aliter quam conjunctissima quæque Gens peregrina cum suis Navibus & Mercibus in quascunque Orbis partes liter instituerint, in Unitis Belgarum Provinciis uteri debeant, ac proinde dictum onus, quocunque tandem nomine appellatum sit aut appellari possit, tollatur, abrogetur & cassetur, quemadmodum vigore præsentium tollitur, abrogatur & cassatur, ita ut deinceps sub nullo unquam prætextu nunc aut futuris temporibus capiatur, cesset verò omnis controversia super eo quod ex dicto onere hactenus percepetum eſt.

III. Deinde cum Art. 6 dicti Tractatus Anni 1667. statutum & decretum sit, ut controversiæ quæ inter Societatem Sueco-Americanam & Societatem Indiæ Occidentalis Fœderati Belgii intercedunt, tam ratione occupationis, quam damnorum, quæ sibi à fede invicem in America facta, & illata esse prætendunt, secundum Justitiæ & æqualitatis regulas, cum Sacræ Regiæ Majestatis Adeguto Hagæ-Comitis examinarentur, desuper transigeretur Partique læsæ confectio & satisfactio fieret, neque hactenus ex illo tempore amplius quidquam actum sit, & tamen D. D Legati Sueciæ contendant, evidenter contare à Societatis Sueciæ ejusdem Indiæ portum Sueciam dictam vi & armis subactam esse; aperte verò altemeroratorum D. D. Ordinum Generalium Unici Belgii petitum sit, ut collatis prius utriusque Societatis rationibus demonstretur, quomodo Dano illa sit occupata, quidve inutile vel damni illati quælibet Societas ab altera prætendere sustineat, idque per temporis brevitatem nunc peragere cum non vacet, conventum eſt, ut statim post perfectum & concluſum hoc Pactum, controversiæ illa à parte Sacræ Regiæ Majestatis per ejusdem hic loci Ministrum vel quemcunque alium aliosve ab altissimè memorata Sacra Regia Majestate ad illud negotium constitutos vel ordinatos, ex parte verò D. D. Ordinum ad id deputatos reassumantur, & quid quantumve damni & injuriæ alterutra Pars ab altera passa sit, accurate investigetur, expendatur, & inter ulteriore mora secundum dictam definitionem tam ratione occupationis, quam damni dati intra currentis anni spatium satisfiat.

IV. Conventum præterea eſt Sacram Regiam Majestatem & Celsitudinem D. D. Ordinum Generalium operam omnem daturas, ut ad finiendas controversias, quæ inter Heredes Grott Johannis ex una & Heredes Grivitii ex altera parte verrantur, per dictos Heredes

Grot

ANNO 1673. Groot Johandis & dictos Heredes Christii, quatenus posterni in his Provinciis Unii Belgii morantur, aut bona eorum existunt ab utraque Parte legitime vel Conventionata intra trimestre tempus à die eunctuli Tractatus pares numero Arbitri eligantur, & ad dictæ controversiæ à præfatis Arbitris aut vel amicabili, aut eorundem Arbitrorum Sententiâ definitimè & ad minimum intra anni spatium terminentur, promittentes utriusque Partis Plenipotentiarii tam Regiam Majestatem quàm Celsitudines dictorum D. D. Ordinum Generalium, quorum præfati Heredes eorum bona in supradictis Provinciis existunt, absque ulla mora executioni mandatoras quod dicta vià amicabili conventum aut Sententiâ Arbitrorum pronuntiatum fuerit.

ANNO 1673.

V. Postremò cum Tractatus die 6. Julii 1667. de Mercibus Contrabandis aliisque, adeoque de securitate & libertate Navigationis & Commerciorum, quid minimum & quomodo tempore Belli ab utraque Parte Fœderata agi debeat, expressè ordinet & statuat, jamque remotis Articulis separatis ad rempus conclusi Fœderis donorat adaptatis, dictus Tractatus solus communi consensu ut norma habeatur quam Partes invicem sequi tenentur, inter Plenipotentiarios hac vice idem renovatus vigorique suo restitutus est, ac proinde si quis hactenus à Reipublicæ Belgicæ armatoribus (*Commissis-Vaarders* dictis) contra fœderis tenorem fuerit spoliatus, vel damno ab alterutra Parte inferioratus aut alicubi detinetur, vel in futurum detentus fuerint, protinus fiat, ut mox absque ullarum Legum vel Judicorum ambagibus vel impedimento ullo privilegiatum, atque sine detrimento cujus vel si illud contra dictum Fœdus illatum sit, præsidi omnino prompte indemnitate dimittantur & in pleram libertatem restituantur. In eidem horum majorem duo exemplaria invicem communicata confecta & dein extradita sunt Plenipotentiariorum manibus Sigillisque munita, addita stipulatione mutua de Ratificatione intra tres menses fabricentura, quæ hic loci mot commutari debeat, Actum Hagæ-Comitis die 11. Aprig 6. Maii 1673.

(*L.S.*) P. SPARRE. (*L.S.*) GASPAR FAGEL.
(*L.S.*) EHRENSTEN. (*L.S.*) Jo. MAURICIUS NAULT.
(*L.S.*) HARALD AP. (*L.S.*) W. VAN HARE-
PELBOOM. (*L.S.*) J ISBRANDTS.

CIV.

10/20. Mai. LE DANEMARC ET LES PROVINCES-UNIES.

Traëtaet van Alliantie tusschen Syne Koninghlycke Majesteyt CHRISTIAEN DE V. *tot Denemarcken, ende de Hoog Mogende Heeren Staten Generaal der* VERREENIGHDE NEDERLANDEN, *over een reciproquelycke Assistentie.*

Gedaen tot Coppenhagen den 10/20 *Maii* 1673.

[Manuscrit, d'où l'on a tiré cette Piece qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 446. col. 2. en Allemand.]

KEnneliick zy; Nademaal t'zedert de Alliantie tusschen den Doorluchtigsten ende Grootmogtigsten Furst ende Heere, Heer FREDERICK de Derden Koningh van Denemarcken, Noorwegen, der Wenden ende Gotthen, Hertog van Slewyck, Holsteyn, Stormar ende der Dietmarschen, Graef tot Oldenburgh ende Delmenhorst Gloriozist memorie, ende de Hoogh Mogende Heeren STATEN GENERAAL der Vereenigde Nederlanden in de Jaren 1649. 1657. ende 1666. geschoten den toeslant van 't geneene weesen, sigh merckelijck heeft verandert, ende de experientie getoont, dat de hulpe daar in *hinc inde* gestipuleert niet altydts soude konnen toereyeken, maar het eene noodsaeckelyckheyt schynt te wesen, om over een meerdere affistentie reciproquelyck te conventieren; ende verhalven de Heeren Staten Generaal, om desse ende andere oorsaecken, goetgevonde hebben aan de tegenwoordige regeerende Koninckelyeke Majesteyt van Denemarcken, Noorwegen, &c. eerst den Weigeboren Heer, Heere *Daniel van Wyngaerden*, Vryheer van Wyngaerden, Ruybroeck ende Benthuysen, Heere van Werckendam, Sostermeer, Moermont en Reneffe, Ridder der Ridderschap van Holland ende West-Vrieslant, Ordinaris Gedeputeerde ter Vergaderinge van de Heeren Staten Generaal der Vereenighde Nederlanden wegens de selve Provincie, Baillie, Dyck-Graef ende Suys-Intendant van het Kasteel, de Stadt en Lande van Woerden, Hooghe Heemraet van Delfland, als haaren Extraordinaris Ambassadeur, ende naderhandt oock den Edelen Gestrengen, Wysen, Voorsienigen Heere *Simon van Beaumont* Secretaris van de Heeren Staten van Hollandt ende West-Vrieslandt als derselver Extraordinaris Gedeputeerde af te vaerdigen, om aen syne Koninghlycke Majesteyt die voorsz. eedelyckheyt van dien voor te dragen, ende daer over in handelinghe te treden; oock het hoogstgedachte syne Koninghlycke Majesteyt beliefft heeft daer toe te committeren de Wel-ende Hoogh-gebooren, Wysen, Hooch ende Wel-Edele Heeren, den *Ulderick Frederick Guldenleeuw* syner Koninghlyeke Majesteyts Geheymen Raedt, Stadthouder ende Generael in Noorwegen, als mede Opper-Kanser-Heer &c. den Heer *Pieter Retz* Eerd-Heere van Palitsgaerd, Ridder, Geheymen Raedt, Canceller, Praesident in het Cancellerye-Collegie, Gouverneur en

CIV.

10/20. Mai. LE DANEMARC ET LES PROVINCES-UNIES.

Traité d'Alliance entre CHRÉTIEN V. Roi de Dannemarc, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas, pour une reciproque Assistance. A Coppenhague le 10/20. Mai 1673.

SOit notoire, *que comme depuis l'Alliance d'entre le Serenissime & très-Puissant Prince & Seigneur* FREDERIC *Troisieme Roi de Dannemarc, Norwegue, des Vandales & des Goths, Duc de Slestwick, Holstein, Stormar, & de Ditmarsen, Comte d'Oldenbourg, & Delmenhorst, de Glorieuse mémoire, & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, conclue és années 1649 1657. & 1666. l'Etat de la Republique a changé considerablement, & que l'experience a fait voir que l'assistance qui y est bornée stipulée, non-seulement ne suffit pas, mais qu'il semble necessaire de convenir reciproquement d'une assistance plus grande, & que les Seigneurs Etats Generaux pour ces & autres raisons, ont trouvé à propos de députer à cet effet à Sa Majesté le Roi de Danemarc, Norwegue, &c. presentement regnant, le Sieur* Daniel de Wyngaerden, *Baron de Wyngaerden, Ruybroeck & Benthuysen, Seigneur de Werckendam, Sostermer, Moermont & Reneffe du College des Nobles de Hollande & West-Frise, Deputé Ordinaire en l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas de la part de ladite Province, Baillif, Dick-Grave & Sur-Intendant des Château, Ville & Pais de Woerden, Grand Heemraas de Delfslandt, & leur Ambassadeur Extraordinaire, & depuis aussi le Noble, Discret, Sage & prudent Seigneur*, Simon de Beaumont, *Secretaire des Seigneurs Etats de Hollande, & de West-Frise, aussi en qualité de leur Deputé Extraordinaire, pour en proposer la nécessité à Sa Majesté de députer aussi à cet effet le Noble Seigneur* Ulrick Frederic Gulkénieeuw, *Conseiller Privé de Sadite Majesté, Gouverneur & General en Norwegue, & aussi Grand Chambellan, &c. le Sieur* Pierre Retz, *Seigneur de Palitsgaerd, Chevalier, Conseiller Privé, Chancelier du College*

ANNO 1673. Amptman over Hadelandt, Offre-Rummerige, Baſcherid ende Ringenaers-Amt; ook *Aſſeſſor in Collegio Status* ende het Hooghſte Gerechte; den Heer *Johan Chriſtoff van Corbitz*, Erff-Heer van Hellerup, Ridder, Geheymen Raedt, Hoyt-Maerſchalck, Stichts-Gouverneur over Zeelandt ſiende ende Amptman over Coppenhagen ende Roſchilde Ampt, als ook *Aſſeſſor in Collegio Status*, het Hooghſte Gerechte ende het Kercken Collegie, den Heer *Pieter van Griffenveldt*, Erff-Heer van Griffenveldt, Ridder, Geheymen ende Cancellerye-Raedt, Staets ende Kamer-Secretaris, ook *Aſſeſſor in Collegio Status*, ende het Hooghſte Gerechte; dat naer ryp overleyd van Saecken ende verſcheyden gehandelt Conferentien ende by-een-komſte over de naervolgende Poincten ende Articulen, van weederzyden geaccordeert ende verdragen is als volght:

ANNO 1673. Amptman over Hadelandt, Offre-Rummerige, Baſcherid ende Ringenaers-Amt, ook *Aſſeſſor in Collegio Status* ende het Hooghſte Gerechte; den Heer *Johan Chriſtoff van Corbitz*, Erff-Heer van Hellerup, Ridder, Geheymen Raedt, Hoyt-Maerſchalck, Stichts-Gouverneur over Zeelandt ſiende ende Amptman over Coppenhagen ende Roſchilde Ampt, als ook *Aſſeſſor in Collegio Status*, het Hooghſte Gerechte ende het Kercken Collegie, den Heer *Pieter van Griffenveldt*, Erff-Heer van Griffenveldt, Ridder, Geheymen ende Cancellerye-Raedt, Staets ende Kamer-Secretaris, ook *Aſſeſſor in Collegio Status*, ende het Hooghſte Gerechte; dat naer ryp overleyd van Saecken ende verſcheyden gehandelde Conferentien ende by-een-komſte over de naervolgende Poincten ende Articulen, van weederzyden geaccordeert ende verdragen is als volght:

ANNO 1673. *de la Chancellerie, Gouverneur, & Grand Bailliff de Hadelandt, & des Châtellenies de Offre-Rummerige, Bustherad, auſſi l'Aſſeſſeur au College d'Etat, & de la Haute Juſtice, le Sieur*, Jean Chriſtophle de Corbitz, *Seigneur Héréditaire de Hellerup, Chevalier, Conſeiller Privé, Maréchal du Royaume, Gouverneur de Zelande, & Bailliff des Châtellenies de Coppenhague, & Roſchilde, comme auſſi l'Aſſeſſeur au College d'Etat, Haute Juſtice, & Cauſes de Guerre le Sieur* Pierre Griffenvelt, *Seigneur Héréditaire de Griffenvelt, Chevalier, Conſeiller Privé, & en la Chancellerie, Premier Conſeiller d'Etat & Privé, & Secretaire de la Chambre, Gouverneur & Grand Bailliff de la Châtellenie de Tounis-Berg, comme auſſi l'Aſſeſſeur au College d'Etat, & Haute Juſtice, le Sieur* Paul de Klingenberg, *Seigneur Héréditaire de Buſtrup, Hauron & Toſtrup, Conſeiller d'Etat, & Directeur Général des Poſtes de Danemarc, & le Sieur* Conrard Bierman, *Conſeiller de la Chancellerie & d'Etat, & Secretaire de la Chambre, comme auſſi Aſſeſſeur au College d'Etat, & de la Juſtice Suprême, & qu'après avoir tenu diverſes Conférences, & Aſſemblées, ils ont de part & d'autre convenu & accordé ſur les Points & Articles ci-après en la maniére ſuivante.*

I. Sal tuſſchen Syne Koninghlycke Majeſteyt ende de Heeren Staaten Generael der Vereenighde Nederlanden, tyn ende blyven beſtandige Vriendtſchap ende vertrouwde Correſpondentie, ſoo dat d'een d'andere getrouwlyck meynen, ende niet alleen ſoo dickmaels als het noodigh werdt, ſoo veel doenlyck ende mooglyck by tyts waerſchouwen, maer ook van den ſelven alle perieul ende ongelegenthcyt, conform den inhouden van de naervolgende Articulen effectlyck helpen afkeeren.

I. *Il y aura entre Sa Majeſté, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, une conſtante amitié, confiance, & correſpondance, en ſorte qu'ils ſont d'intention non-ſeulement de ſe donner avis l'un à l'autre, toutes & quantes fois que beſoin ſera, de tout ce qui pourroit tendre à leur dommage & malheur, mais s'aſſiſteront l'un l'autre à détourner tous les dangers & dommages qui pourroient les menacer, conformément au contenu des Articles ſuivant.*

II. Indien by gevolge Syne Koninghlycke Majeſteyt van lem ndt, wie het ook ſoude mogen weſen, nie mandt uytgeſondert, in Europa vyandtlyck ſoude mogen werden overvallen ende aengetaſt, het zy dat hulcks geſchiede openlyck met de Wapenen ofte oock door andere (oyelyckheden ende indractien, voorſtonde mende ende haeren oorſprooncke nemende uyt Syne Majeſteyts Landen ende Kuſten, binnen ofte buyten Europa gelegen, tot herſtellinge ende afwendinge van de welcke Syne Koninghlycke Majeſt. tot ſoude genoodtſaeckt werden van ſelfs de Middelen by de hand te nemen, dewelcke too wel de Goddelycke als natuyrlycke ende aller Volckeren Rechten in dergelycken voorvallen toelaten, ſoo beloven de Heeren Staten Generael Syn Koninghlycke Majeſteyt, op des ſelfs begeeren ende gedane Noticentie, binnen twee maenden, ofte wel eerder, Indien hulcks eenichſins ſal konnen geſchieden, buyten de ſes duyſent Man in de voorige Tractaten de Anno 1649. 1657. ende 1666. geſtipuleert, op haer eygen onkoſten te help te ſenden, ſoodanige maent te Water ende te Lande, aen Schepen ende Volck te Paerde ende te Voet, alſo die geſchapenheyt ende ten toeſtant van ſaecken ſal van nooden zyn, omme den Vyandt ende d'ſelfs geweldt af te keeren; oft in gevalle de Heeren Staten Generael met ſoo reele Volckeren te Paerdt ende te Voet ſoo haeſt niet ſoude konnen opkomen, dat de ſelve als dan een gedeelte aen Volck, ende een gedeelte in baren gelde, om de d'ſelveronde Mayſchap daer mede op de been te brengen, ende d'onderhouden, ſullen verſchaffen, ende daer mede, ſoo lange den Oorlogh duyren ſal, continueren; mer in cas ſoodanigh ſecours omme den Vyandt af te dryven en/de tot reden te bringen, niet ſoude konnen toereycken, het zy dat Syne Koninghlycke Majeſteyt, of met een gekroont Hooft, of met ſouveen Staet, die van een gekroont Hooft gecommitteert ende geaſſiſteert wierde, in Oorlogh moeſte geraecken, ſoo ſullen de Heeren Staten Generael ſchuldigh zyn, boven alle het voorſchreven ſecours Syn Koninghlycke Majeſteyt op haer eyghen onkoſten met haer gehele Macht te Water ende te Lan de te aſſiſteren, ende de Vyanden van Syne Koninghlycke Majeſteyt met het uyterſte vigueur, kracht ende vermogen aen te tatten, de ſelven alſen mogelycken afbreuck

II. *Si par conſequent quelqu'un, qui que ce puiſſe être, nul excepté, venoit à attaquer Sa Majeſté hoſtilement en Europe, ſoit que ce ſoit ouvertement, par la voye des armes, ou bien par quelque autre acte d'hoſtilité, & voyes de fait, à cauſe des Pais & Côtes de Sa Majeſté, ſituez dedans ou dehors de l'Europe, & pourquoi rétablir & détenuer, Sa Majeſté ſeroit obligée de prendre en main les moyens tant Divins que naturels, & tous autres qui ſont permis par le Droit des Gens & autre, c'eſt pourquoi les Seigneurs Etats Généraux ont promis à Sa Majeſté ſur ſa requiſition, & Notification qu'il en fera, de lui envoyer à leurs propres dépens un ſecours dans deux mois ou plûtôt, ſi la choſe ſe peut faire, outre les ſix mil Hommes ſtipulez & précédens Traitez des années 1649. 1657 & 1666. telles Forces par Mer & par Terre, en Vaiſſeaux & Troupes de Cavalerie & d'Infanterie que par la ſituation des affaires, il ſera de beſoin pour repouſſer l'Ennemi & ſes violences, en au cas que les Seigneurs Etats Généraux ne puiſſent pas fournir ſi promptement autant de Troupes de Cavalerie & d'Infanterie, qu'ils fourniront une partie en Troupes, & une partie en argent comptant, pour en mettre ſur pied les Troupes qui défaudront, & les entretenir, & continuer ainſi tant que la Guerre durera; mais au cas qu'un tel ſecours ne ſoit pas ſuffiſant pour repouſſer l'Ennemi, & l'amener à la raiſon, ſoit que Sa Majeſté entre en Guerre, ou avec une Tête Couronnée, ou avec quelque Etat qui ſeroit appuyé d'une Tête Couronnée, & en ſeroit aſſiſté, les Seigneurs Etats Généraux ſeront obligez, outre le ſuſdit ſecours, d'aſſiſter Sa M. à leurs dépens de toutes leurs forces, tant par Mer que par Terre, & d'attaquer les Ennemis de Sa M. avec la derniére vigueur, force & pouvoir, de leur faire tout le dommage poſſible, & de rompre & d'entrer en Guerre ouverte avec eux, tant*

Digitized by Google

ANNO 1673. breuck te doen, ende met haer in openbaere Vyandſchap, Oorlogh, ende Rupture te treden, ende andere als of een Heer ſelfs indrachte gedaen, ende hy waere geattaqueert geworden, ook daer inne te conſenteeren, ſoo lange dan de Vrede weder verleegen, ende een ijder Koninghlijcke Majeſteyt voor de gelegene ende toegevoechte ſelfs oordeelt, tot vergenoegen ſatisfactie geſchiedt ſal zyn, ſonder dat Haer Hoogh Mog. ſullen bevoeght zyn, van wegen ſoodanige ordinaire ende extraordinaire aſſiſtentie te Water ende te Lande oyt eenige vergoedinghe, reſtitutie of recompenſe te eyſchen ofte te pretenderen, onder wat pretext ſulcks ſoude konnen geſchieden.

III. Van gelycken in gevalle de Heeren Staten Generael der Vereeichde Nederlanden, van ymandt, wie die oock ſoude mogen weeſen, niemandt uytgeſondert, in Europa vyandtlijck ſoude mogen werden aengetaſt ende overvallen, het zy dat het ſelve geſchiede openlijck met de Wapenen, ofte oock door andere feytelijckheden ende indrachten, voorkomende, ende haeren oorſpronck nemende uyt Haer Hoogh Mog. Landen ende Kuſten binnen ofte buyten Europa gelegen, tot herſtellinge ende afwendinge van de welcke de Heeren Staten Generael van ſelfs genoottaeckt ſoude werden, die Middelen by der handt te nemen, de welcke ſoo wel de Goddelijcke als Natuyrlijcke ende alle Volckeren Reciten in dergelijcken voorvallen toelaten, ſoo belooft Sijne Koninghlijcke Majeſteyt aen de Heeren Staten Generael, op der ſelve begeeren ende gedane Notificatie, binnen den tyt van twee maenden, ofte wel eerder, indien ſulcks eenighſins ſal konnen geſchieden, te hulp te komen met een Vloot van veertich goede Oorlogh Schepen met Volck ende alle andere noodtzaeckelijckheden wel voorſien: Alleſinſ van voor ſoodanige Subſidien ende op ſulcke conditien als by het voorige Tractaet van den 21. Februarij 1662. ſelfden-honders ſes en ſeſtigh is geſtipuleert, behoudens dat Sijn Koninghlijcke Majeſteyt op dien neerm, het volle getal van de veertigh Oorlogh-Scheyen te equiperen, ende het geene verders in het naervolgende achtſte Articul wegens de conjunctie aengeroert word; oock daer benevens Haer Hoogh Mog. in plaetſe van de ſes duyſent Mannen by de voorengaende Tractaet geſtipuleert, ende waer van de Heeren Staten Generael, midtsgaders van de pretentie dien aengaende gemoveert, by defen t'eenemael afſtandt doen, te ſamen te aſſisteeren met een Armée van thien duyſent Man, te weten vier duyſent Paerden in acht Regimenten ende ſes duyſent te Voet in ſes Regimenten, midtsgaders met eene Artillerye, gepropoſitioneert naer het getal van de voorſchreve Militie, ende daer mede tegens de Vyanden van den Staet van Haer Hoogh Mog. te agieren, ſoo lange den Oorlogh duyren ſal: Voor welcke aſſiſtentie te Lande, de Heeren Staten Generael aen Sijne Koninghlijcke Majeſteyt tot de helfte van de voorſchreve thien duyſent Man ſullen betalen de Werfgelderen, te weten veertich Ryexdaelders voor een Ruyter, ende thien Ryexdaelders voor een Voetknecht, maeckende te ſamen hondert thien duyſent Ryxdaelders; ende voor het maendelijck onderhout van de voorſchreve helfte, oge een Regimente te Paert vier duyſent ſeven hondert t'ſeſtigh Ryexdaelders dertich ſtuyvers; ende op een Regiment te Voet vier duyſent een hondert vier Ryexdaelders vier ſtuyvers; oock boven dien op elcks Regiments-Staffe ſeventien twee hondert thien Ryexdaelders, maer tot den Generaels-Staff, als mede tot de Artillerye ende de dependentien van dien, des maents ſeven duyſent vier hondert twintich Ryexdaelders; welcke onderhouts Penningen te ſaemen des maents beloopen veertich duyſent twee hondert vyf en veertich Ryexdaelders: Waer tegens Sijn Koninghlijcke Majeſteyt de voorſchreve Heeren Staten Generael alle verdere onderhoudinge ende andere onkoſten, ſoo wel by de Vloot, als by de Militie te Lande te ſupporteeren, al ſahouden ende gantſchelyck ontheffen, maer in cas het voorſ. ſecours niet mochte konnen teereyeken, ommme den Vyant af te weeren, ende den ſelven tot reden te brengen, of oock de Heeren Staten Generael met een gekroonte Hooft, ofte ſoodanigen Staet dewelcke van een gekroont Hooft ondersteunt ende geaſſiſteert wierden, in Oorlogh mochten geraecken, ſoo ſal ſijne Koninghlijcke Majeſteyt het voorgemelde ſecours verdobbelen, ende tot op twintich duyſent Man, te weten, acht duyſent te Paert ende twaelf duyſent te Voet vermeerderen: Waer tegens de Heeren Staten Generael de Subſidien van gelycken te verdobbelen, ende

tent de mime, & non autrement que ſi les Aſſiſtiez ANNO *étoient faites à eux mêmes, & que s'ils étoient* 1673. *attaquez, & d'y paroiſtre juſques à ce qu'on ait obtenu la Paix, & que ſatisfaction ait été faite à Sa Majeſté pour le dommage qu'elle aura ſouffert, ſans que Leurs Hautes Puiſſances ſoient jamais fondées pour telles ordinaires, & extraordinaires aſſistances par Mer & par Terre, de demander, ou prétendre aucune indemnité, reſtition, ou récompenſe, ſous quelque prétexte que ce puiſſe être.*

III. Semblablement, au cas que les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas viennent à être attaquez en Europe ouvertement, que ce puiſſe être, nul excepté, ſoit ouvertement par les Armes, ou par autre voye de fait, à cauſe des Pais & Côtes que L. H. P. ont en Europe, pourquoi retablir & détourner les Seigneurs Etats Généraux ſeroient obligez de ſe ſervir des moyens que Dieu & la Nature, auſſi-bien que le Droit des Gens permet en telles occaſions, Sa Majeſté promet auxdits Seigneurs Etats Généraux, ſur leur requiſition & dans deux mois de la Notification qui leur en ſera faite, ou plûtôt ſi la choſe ſe peut faire en quelque maniere, de les ſecourir avec une Flotte de quarante bons Vaiſſeaux de Guerre, pourvûs de Troupes & de toutes autres choſes neceſſaires, moyennant les Subſides, & ſous les conditions ſtipulées par le précédent Traité du 21. Février mil ſix cens ſoixante-ſix; excepté que Sa Majeſté ſe charge d'équiper le nombre entier devûts Vaiſſeaux de Guerre, & ce qui en ſuite eſt mentionné dans le huitiéme Article ſuivant, à l'égard de la conjonction, & d'aſſiſter auſſi par Mer, & par Terre, outre ce L. H. P. au lieu des ſix mil Hommes ſtipulez par les Traitez précédent, & dont les Seigneurs Etats Généraux ſe déſiſtent entierement, auſſi-bien que des pretentions mûes à cet égard, d'une Armée de dix mil Hommes, ſçavoir quatre mil Chevaux en huit Régimens, & ſix mil Hommes d'Infanterie en ſix Regimens, avec une Artillerie proportionnée au nombre des ſuſdites Troupes, pour s'en ſervir, & agir contre l'Ennemi de l'Etat de L. H. P. tant que la Guerre durera; pour lequel ſecours par Terre, les Seigneurs Etats Généraux payeront à Sa Majeſté la moitié des Deniers de levée decidez dix mil Hommes, ſçavoir quarante Ritdales pour un Cavalier, & dix Ritdales pour un Fantaſſin, faiſant enſemble cent dix mil Ritdales, & pour l'entretien par mois de la ſuſdite moitié pour un Regiment de Cavalerie quatre mil ſept cens ſoixante Ritdales, trente ſous, & pour un Regiment d'Infanterie quatre mil cent quatre Ritdales quatre ſous, auſſi outre cela pour chaque Etat Major de Regiment par mois deux cens dix Ritdales, mais pour l'Etat Major General, auſſi-bien que pour l'Artillerie & dépendances d'icelle ſept mil quatre cens vingt Ritdales, lesquels Deniers d'entretien montent enſemble par mois à quarante mil deux cens quarante-cinq Ritdales. Et Sa Majeſté déchargera de ſa part les ſuſdits Seigneurs Etats Généraux de tout autre entretien & frais qu'il faudra porter, tant pour la Flotte que pour les Troupes de Terre: Mais au cas que ledit ſecours ne fut pas ſuffiſant pour repouſſer l'Ennemi, & l'amener à la raiſon; en ce cas les Seigneurs Etats Généraux vingſont à entrer en Guerre avec une Tête Couronnée, ou avec quelque Etat qui ſoit ſoûteun, & aſſiſté d'une Tête Couronnée, Sa Majeſté redoublera le ſuſdit ſecours, jusques à vingt mil Hommes, ſçavoir huit mil de Cavalerie, & douze mil d'Infanterie; & les Seigneurs Etats Généraux doubleront auſſi leſdits Subſides de leur côté, & ce, outre l'entretien, qui

ANNO 1673 ende nevens den onderhout, die als dan maendtyck tot tagentich duyfent vier hondert t'negentich Ryxdaelders fal beloopen, en aen Werf gelderen twee hondert twintich duyfent Ryxdaelders,te betalen gehouden fullen zyn, boven alle het voorichreve secours, fal Syne Koninghlycke Majefteyt verders schuldig zyn, Haer Hoogh Mogende met fyn geheele Macht te Water en te Lande te affifteren, ende der felver Vryanden met de uyterfte vigueur, krachte ende vermoogen aen te tallen, de felve alle mogelycke afbreuck te doen, ende met haer in openbare Vyantfchap, Oorlogh ende Rupture te treden, niet anders, als of Syn Koninghlycke Majefteyt felfs indrachten gedaen, ende de felve gantzaechuert ware geworden, oock dare inne te continueren, fo langh tot dat de Hoogh verdeerden verkregen, ende aen Haer Hoogh Mogende voor de gelede nde toegevoeghde fchade tot vergenoegen fatisfactie gefchiet fal zyn.

IV. Waer by dan expreflelijck is bedongen, dat de betaelinge van de voorfz. getamentlycke Subfidien tot Hamburg in Banco richtich, ende onfeylbaerlyck als Wiffel-geldin fal gefchieden; in dier voegen, dat de helft van fes honderd duyfent Ryxdaelders tot de Vloot beloopt, naementlyck, drie honderd duyfent Ryxdaelders voor al als de eerfte termyn; Van gelycken de gelftipuleerde Werf gelden tot de voorfchreve Armee te Lande, fullen werden betaelt, teffiont als het fecours fal werden begeert; maer de tweede termyn tot de Vloot, te weten houdert vyftigh duyfent Ryxdaelders drie maenden daer naer, ende naer t' verloop van noch drie andere maenden, het derde ende laetfte termyn, te weten, de reftterende houdert vyftigh duyfent Ryxdaelders; maer wat aengaet de Subsidien tot het onderhout van de Militie te Lande, de felve fullen wel voor de drie eerfte maenden van gelychen tot Hamburg in Banco ofte by feekere hooplyden gereedt leggen; dogh de eerfte maent maer half werden gereeckent, ende de betalinghe van een geheele maent gepreffeert eerft vier weecken naer dat de Werf gelden fullen weten betaeh, ende van de overige anderhalf maenden, by de eerfte Mondelinge, maer naer expiratie van dele drie eerfte maenden fullen voor den volgenden vierden maent de Subsidien van den onderhout teffiont in 't beginne van de felve maent, ende foo voorts, foo lang den Oorlogh duyren fal, in 't begin van elcke maent, door de Heeren Staten Generael aen de Gevolmachtichde van Syne koninghlycke Majefteyt in Hamburg werden getelt.

V. Ende niet tegenftaende het onderhout, gelyck teffiont is geftyt, by Haar Hoogh Mog. niet meer als t'elkens op een maent fal werden betaelt, foo fullen echter de Subsidien gedurende den Oorlogh van vier maenden tot vier maenden continueren, foodanig, dat al fchoon de Vreede in de eerfte tweede ofte derde maent geflooten ende geratificeert wierde, echter de Subsidien voor die vier volle maenden fullen moeten werden betaelt, maer indien men in de vierde ende laetfte maent de Vreede, ende de Ratificatie van dien quame te verkryghen, ende dat de Volckeren bequamelyck, ende fonder periculvan d'een of d'andere der Geallieerden fouden konnen werden afgedanckt, foo fullen de Heeren Staten Generael gehouden zyn, niet alleen de Subsidien voor de vier volle maende, maer ooek nogh een maent daer boven te betalen; dan aengaende de continuatie van de Subsidien na de Vloot blyft het by het geene wat by het Tractaet in Anno 1666. opgerecht, is geaccordeert ende vergelecken geworden.

VI. Ende nademael Haer Hoogh Mog. in manieren voorfchreve fich obligeeren aen Syne Majeiteyt, voor des felfs beloofde Affiftentie met Subsidien te gemoet te komen, foo fullen ooek de Volckeren, wanneer fy geworven ende op het Rendevous by den anderen fullen gekomen zyn, in prefentie van Haer Hoogh Mog. Commiffarifen werden gemonftert, omme te fien of de felve compleet zyn, ende in het verneemen dat de getal figh bevinden, ende vervolgens ooek, foo haeft immers mogelyck is, tot affiftentie van Haer Hoogh Mog. aengevoert, ende reelyck geemployeert werden. Maer naermaels fal de Monfteringe alle drie maenden ofte ooek meermaelen, indien fulcks by Syne Koninghlycke Majeftyt ende Haer Hoogh Mog. ofte der felver Gevolmachtighde, nodich ende dienlich fal worden geoordeelt, gedaen werden; ende fal de betalinge alors par mois à quatre-vingt mil quatre cens quatre-vingt & dix Risdales, & les Deniers de levée deux cens vingt mil Risdales, qu'ils seront obligez de payer. Outre tout le fusdit secours, Sa Majesté sera de plus obligée d'assister L. H. P. de toutes ses Forces de Mer, & de Terre, & d'attaquer leurs Ennemis avec la derniere vigueur, force & puissance, pour leur faire le plus de dommage qu'il sera possible, comme aussi d'entrer avec eux en inimitié, Guerre & Rupture, & non autrement que si l'hostilité se fusfust à Sa Majesté même, & qu'elle fut attaquée. Et aussi d'y persister, tant que la Paix soit rétablie, & que L. H. P. ayent reçû satisfaction pleine & entiere pour le dommage qui leur aura été fait, & qu'ils auront souffert.

IV. Outre quoi, il est expressément stipulé que le payement des fusdits Subsides en'semble le fera à Hambourg en Banque, & sans faute comme au Change, en cette sorte, que la moitié des fix cens mil Risdales promis pour la Flotte, sçavoir trois cens mil Risdales, comme terme premier, comme aussi les Deniers de levée stipulez pour la fusdite Armée de Terre feront payez aussi-tôt que le secours sera requis; mais le second terme pour la Flotte, sçavoir cent cinquante mil Risdales trois mois après, & après l'expiration de trois autres mois, le troisiéme & dernier terme, sçaveir les cent cinquante mil Risdales restans, mais pour ce qui concerne les Subsides pour l'entretien des Troupes de Terre, ils seront avant les trois premiers mois remis à Hambourg en Banque, ou par des Marchands fûrs en argent comptant; mais le premier mois la moitié seulement sera comptée, & le payement d'un mois entier sera fait, seulement quatre semaines après que l'argent en levée aura été payé, & pour l'autre mois & demi restant, à la premiere recûe. Mais après l'expiration de ces trois premiers mois, seront pour le quatriéme mois, & dès le commencement d'icelui, payez par les Seigneurs Etats Généraux aux Plénipotentiaires de Sa Majesté à Hambourg les Subsides pour l'entretien, & ainsi de suite, au commencement de chaque mois, tant que la Guerre durera.

V. Et nonobstant que l'entretien, comme il vient d'être dit, ne sera à chaque fois payé qu'à un mois près par L. H. P. neanmoins les Subsides continueront de quatre mois en quatre mois tant que la Guerre durera, en sorte qu'encore que la Paix vienne à se ratifier dans le premier, second ou troisiéme mois, lesdits Subsides devront cependant être payez pour les quatre mois entiers; mais si la Paix & Ratification vient à se faire dans le quatriéme & dernier mois, & que les Troupes puissent congédiement, & sans danger pour l'un & l'autre des Confederez, être congédiées, les fusdits Seigneurs Etats Généraux seront obligez de payer les Subsides non-seulement pour les quatre mois entiers, mais encore pour un mois de plus. Mais à l'égard de la continuation des Subsides pour la Flotte demeure ce qui est accordé, & convenu par le Traité de l'an 1666.

VI. Et comme L. H. P. s'obligent en la maniere que dessus de donner des Subsides à Sa Majesté pour l'assistance promise; quand les Troupes seront levées & arrivées les unes près des autres au rendez-vous, elles seront passées en revûe en la présence des Commissaires de L. H. P. pour voir si elles sont completes, & au nombre dont on est convenu, & seront ensuite conduites & employées réellement aussi-tôt qu'il sera possible pour le secours de L. H. P. mais en après la montre s'en fera tous les trois mois ou plus souvent, si Sa Majesté & L. H. P. ou les personnes à ce autorisées le jugent utile & nécessaire, & la diminution qui sera trouvée du nombre

ANNO 1673

ANNO 1673. vondene afganeck ende verminderinge van het getal van 't Volck ſoo die ten op dayiene Mannen komt te beſoigen, ende dat de Officiers ſullen konnen bewyſen dat ſulcken afcuugh ende vermoeyinge niet by haer verſuym toegecomen, noche uyt eenige andere practycke gheſproncken is, maer dat ſulcke Volckeren ofte in de Oorloghs-vlöten zyn gheleven ende verwilt, of andertins weg gheworen, door de Heeren Staten Generael voor de helfte geremplaceert, ende de nodige Recreatieringhs-gelden daer toe aengereit werden.

VII. De Regimenten te Paert, mitſgaders de Dragonders (drie Dragonders tegens twee Ruyters ende een Voetknegt gerekent) waer van elck Regiment in 't minſt hondert Man ſal moeten beſtaen ſullen, in ſes Compagnien, maer die te Voet elck van duyſent Man, in dien Compagnien werden afgeſtelt; doch ſal het aen Syne Majeſteyt vry ſtaen, de voorſchreve Regimenten in 't generael, ofte elck in 't byſonder, na dyn believen ende gelegenthyt te formeeren, hoo meer het gelijpaleert getal van de voorſchreve Volckeren ſich ſeder maal ſal vynden ende Haer Hoogh Mog. wegens deſelve, boven de voorſchreeve Subſidien met geen meerder laſten ende uytgiften en werden bezwaert.

VIII. Ten aenſien van de Oorloghs-operatien ende hoe deſelve ten gemeenen beſten ſullen konnen werden gevoert, is vergeleecken, dat over deſelve ieder maal ſal werden geconcerteert tuſſchen Syne Koninghlycke Majeſteyt ofte de geene aen de welcke deſelve het Opper-Commando over ſyne Volckeren ſal toe betrouwen; ende de Gevolmachtighden van Haer Hoogh Mog de welcke ten dien eynde tot alle Oorloghs-delliberatien ſullen werden geaddmitteert. Ende in gevalle eenigh Exploict by de handt ſoude mogen werden genomen dat ſtrecken mochte toe beſcherminge van Haer Hoogh Mog. Landen ende Steden, ofte van ſulcke Plaetſen die met derſelver Guarniſoen zyn beſet, ofte oock tot reenperatie van die geene, de welcke in het gewelt van den Vyant ſoude mogen zyn geraeckt, ſoo ſal alsdan in de deliberatie het ſentiment van Haer Hoogh Mog. Gevolmachtighde, voor ſoo verre de Oorloghs-reden 't ſelve ſal toelaten, prevaleeren ende gevolght werden, maer by aldien dusdanige Oorloghs-operatien ſouden mogen concerneren Syne Koninghlycke Majeſteyt, ende de defencie, ſecuriteyt, ende Interell van deſelfs Rycken ende Landen, in ſulcken gevalle ſal het goetduncken, ende de meyninge van Syne Koninghlycke Majeſteyt ofte deſelfs Gevolmachtighden prevaleren, ende ſoo verre als de Oorloghs-raiſon ſulcks toelaten ſal ter executie geleyt worden, dat daer benefiens oock wederzyds Gevolmachtighden ende Generalen geinſtrueert ende gelaſt ſullen werden, ſich na den inhouden deſes Tractaets, ſoo veel de Oorloghs verrichtinge aengaet, in alles reciproquelyck te requieren, het zy wanneer Syne Majeſteyt Haer Hoogh Mog. ofte deſelve Syne Majeſteyt ſullen aſſiſteren. maer wat de Vloot belanght, blyft het dienaengaende, gelyckerwyſe by het Tractaet anno ſeſtien hondert ſes en 't ſeſtich opgereeht, behouden alleen dat Syne Majeſteyt gehouden ſal zyn, wanneer het den noodt ſal komen te vereyſchen, ende dat de ſelve in ſyne eygen Rycken ende Landen geen ſericul te verwachten heeft op Haer Hoogh Mog. begeeren een gedeelte van ſyne Oorlogh-ſchepen tot twinnich in 't getal met Haer Hoogh Mog. Capitale Vloot by Fleckeröe ofte de Neus in Noorwegen te conjungeren.

IX. By ſoo verre oock de aſſiſtentie-Volckeren, geduyrende de Oorloghs-Oeffeninghe, occaſie mochten hebben tot commun, eenige Landen den Vyandt toebehoorende, onder contributie te ſetten, ſoo ſullen in ſulcken cas de gegevene Contributien aen beyde de Hooge Geconfedereerde in gelycke deelen toe ende ten goeden komen: Dogh is hier onder niet te verſtaen 't geene den Soldaet in de Quartieren aldaer ſal genieten, ende vervolgens oock Syne Koninghlycke Majeſteyt aen de beloofde Subſidie dieswegen niet afgaen: Maer by aldien Syne Koninghlycke Majeſteyt ofte ſyne Onderdanen aen de Volckeren van de Heeren Staten Generael, ofte Haer Hoogh Mog. of derſelver Ingeſetenen aen de Troupes van Syne Koninghlycke Majeſteyt eenige aſſiſtentie van Proviandt ofte andere nooturendigheden ſonden mogen komen te doen, ſal de geene aen de welcke ſodanige aſſiſtentie geſchiet, gehouden zyn aen de andere ſulcks met contant geit te betalen.

X. De

ANNO 1673. *nombre des Troupes, ſi elle ſe monte jusques à mil Hommes, & que les Officiers puiſſent prouver qu'elle ne vient point de leur negligence, ni d'aucune autre pratique, mais qu'ils ſont demeurez dans l'action ou autrement par mortalité, jera remplacée tout la moitié par ses Seigneurs Etats Généraux, & les Deniers des recrûes neceſſaires par eux payez.*

ANNO 1673.

VII. Les Regimens de Cavalerie, & de Dragons, (trois Dragons comptez pour deux Cavaliers & un Soldat,) dont chaque Regiment devra être compoſé de cinq cens Hommes, ſeront partagez en ſix Compagnies, mais ceux d'Infanterie, chacun de mil Hommes, en dix Compagnies; mais il dépendra de Sa Majeſté de former leſdits Regimens en general, ou chacun en particulier, comme Elle voudra, pourvû que le nombre ſtipulé desdites Troupes s'y trouve à chaque fois; & que L. H. P. ne ſoient point chargez de plus de Subſides & dépenſes que ceux ci-deſſus ſtipulez.

VIII. A l'égard des opérations de la Guerre, & comment elles auront été conduites pour le bien commun, il eſt convenu qu'à chaque fois, la choſe ſera concertée entre Sa Majeſté, ou celui à qui le Commandement en Chef de ſes Troupes ſera confié, & ceux qui ſeront à ce autoriſez par L. H. P. & qui ſeront à cette fin admis à toutes les déliberations qui concerneront la Guerre; & ſi l'on entreprend quelque exploit de Guerre tendant à la défenſe des Païs & Villes de L. H. P. ou de quelques Places où ils ont Garniſon, ou pour recouvrer celles dont l'Ennemi pourroit s'être rendu maître, ce ſera le ſentiment de celui qui ſera autoriſé par L. H. P. qui prévaudra, & ſera ſuivi dans ces déliberations, autant que les raiſons de Guerre pourront le permettre; mais ſi leſdites operations concernent Sa Majeſté, ſa défenſe, ſureté & Interêt de ſes Royaumes & Païs, en ce cas ce ſera le bon plaiſir & ſentiment de Sa Majeſté, ou de celui qui ſera par Elle autoriſé, & il ſera autant que les raiſons de la Guerre le permettront, mis à execution; enſemble que ceux qui ſeront autoriſez de part & d'autre, ſeront inſtruits, & chargez de ſe conformer reciproquement au contenu de ce Traité, tant à l'égard des operations de Guerre, qu'en toute autre choſe, ſoit que Sa Majeſté aſſiſte L. H. P. ou L. H. P. Sa Majeſté. Mais pour ce qui concerne la Flotte, demeure ce qui à ces égard eſt convenu par le Traité de l'année mil ſix cent ſoixante-ſix. Excepté ſeulement que Sa Majeſté ſera obligée, quand la neceſſité l'exigera, & qu'elle n'aura rien à craindre pour ſes propres Royaumes & Païs, de joindre à la requiſition de L. H. P. près de Fleckeroe, ou Neus en Norwegue, une partie de ſes Vaiſſeaux de Guerre à la Flotte de L. H. P. juſques au nombre de vingt.

IX. Si pendant les operations de la Guerre les Troupes du ſecours avoient occaſion de mettre quelque Païs appartenant à l'Ennemi, ſous contribution, celles qui ſe leveront ſeront partagées également entre les Confederez; mais en ce n'eſt point compris ce dont le Soldat jouira dans le quartier qu'il y aura; & conſequemment Sa Majeſté ne ſe departira pas non plus à cet égard des Subſides promis; Mais ſi Sa Majeſté ou ſes Sujets venoient à fournir quelques Vivres ou autres choſes neceſſaires aux Troupes de ſes Seigneurs Etats Generaux, ou L. H. P. ou leurs Sujets à celles de Sa Majeſté, ceux à qui telle aſſiſtance aura été faite ſeront tenus de le payer aux autres argent comptant.

X. L'ad-

ANNO 1673.

X. De administratie van Justicie, soo wel by de Militie te Lande als op de Vloot sal blyven een yder een van de Geallieerders over desselfs Volckeren mede scheepen, sonder dat hy van yemanden daer in belet ofte benadeelt sal mogen worden.

XI. Wanneer het secours van de eene of de andere Partye eens sal gepreleert zyn, soo sal aen geen van beyde geoorloft werden den In eenige handelinghe met den Vyandt in te laten, veel min in eenich Accoord van Vrede of Stilstant van Wapenen, sonder voorgaende communicatie ende consent van syn Geallieerde, maer in gevalle yets dienghelyeks van de tegen partye ofte oock van de Mediateurs wierde geproponeert, sal die Geallieerde, aen de welcke sulcke ouvertures werd gedaen aen syne mede-Geallieerde sonder eenich tyt-verlurn daer af te komile geven, ende desselfs intentie daer over innerhen, ende in gevalle denselven tueffaet, dat tot eenich Tractaet werde getreden, sal hy echter sulcks niet aengaen mogen, voor ende al eer hy voor syn mede Geconfedereerde sal hebben geobtineert de nodige verseekeringe ende sufficendt, ten eynde de selve syne Ministers van gelycke naer de plaets daer getractaert sal werden, mochte adverteeren, gelyck ook op de handelinge selve den eenen Geconfedereerde daer en niet sal mogen voortgaen, veel min iets sluyten sonder particulpatie, consent ende bewillinge van d'andere maer alles sal moeten geschieden met gemeen consent ende goedt vinden, en het interest van beyde de Geconfedereerdens *pari passu* moeten werden voorgestelt, mochte oock door d'eene in 't minste niets met den Vyant werden gedooren, ten wiere de andere daer by zy geincludeert, ende voorts, so hy lulcks sal begeeren, volkomentlich hertstelt in de poſſeſſie van alle dusdanige Landen, Rechten, Prerogativen ende Gerechtigheden die hy voor den Oorlogh heeft gehadt ende genoten, ende dat voor den selven gelyckerwyse sullen zyn gestipuleert ende bedongen, alle soodanige *jura* ende immuniteyen de welcke zyn Mede-Geallieerde voor sich selfs bedongen ende geobtineert mochte hebben.

XII. Maer dewyle d'Heeren Staten Generael tegenwoordig alreede met de Kroonen van Vranckryck ende Engelant de Keurvorſt van Keulen, ende den Bilschop van Munster in eenen openbaren Oorlogh staen, ende niet sonder reden te beduchten is, dat in het toekomende nogh een ofte andere stuet sligh in fulcken Oorlogh mede mengen, ende de Vryanden van de Heeren Staten Generael assisteren mochte, waer door de selvige selffens hare Geallieerdens, in hare voor te nemen Oorloghs-operation souden konnen werden belet ende ghedivertieert; soo is, omme aen de voorsehreve beduchte onheylen by tyds de behoorlycke middelen van defensie t'opposeeren, tuſſchen beyde Hooge Geconfedereerdens geaccordeert, dat wel Sijne Koninghlijcke Majesteyt het getal van de veertigh Oorlogschepen in het derde Articul gespecificeert, tot het equipperen sal vaerdigh houden, ende daer benevens oock de twintigh duysent Man te Landen in 't selve Articul uytgedruckt, op de been brengen; Maer tegenwoordigh dewyle Sijne Koninghlijcke Majesteyt oordeelt voor 't gemeene Interesse nec dienstligh te wesen, sigh in deesen Oorlogh t'emmisceren, niet meer als twintigh Oorlogh-schepen, ten besten van de Coomercien ende om sijne Havens ende Stroomen van alle dadelyckheden soo veel mogelyck te bewyden, effectli welck equipteren ende te Lande twaelf duysent Man te Paert ende te Voet, neffens eene convenable Artillerye in sijne na de situatie. naest-gelegene ende bequaemste Landen by een trecken, ende doen campeeren; Tot welcke Armaturo de Heeren Staten Generael sullen beralen, de gerechte helfte van de Subsidien, die anderfints voor veertigh Oorlogh schepen, ende twintigh duysent Man te Lande zyn gestipuleert, te weeten; driemael honderd duysent Ryxdaelders tot de Vloot, tot de Werf-ende Aentits-gelden op een Ruyter veertich Ryxdaelders, ende op een Voet-knecht thien Ryxdaelders t'samen honderd thien duysent Ryxdaelders, ende tot het maendelijck onderhoud veertich duysent twee honderd vyf-en veertich Ryxdaeldèrs 's maents ende daerin gehouden zijn te continueeren, soo lange den Oorlogh tuſſchen de hoogstgedachte Koningen ende Prineen, ende Haer Hoogh Mog. sal duyren, ende geen andere Stuet die tegenwoordig in den selven Oorlogh niet en is geengageert, sich

ANNO 1673.

X. L'administration de la Justice, tant pour les Troupes de Terre, que pour celles de la Flotte, ſe fera par chacun des Alliez ſur ſes Troupes & Vaiſſeaux, ſans y pouvoir recevoir d'empêchement, ni de dommage de perſonne.

XI. Quand le ſecours de l'une ou de l'autre Partie aura une fois été fourni, il ne ſera permis ni à l'une ni à l'autre d'entrer en Negotiation avec l'Ennemi, bien moins encore en aucune Paix ou Suſpenſion d'Armes, ſans communication & conſentement préalable du ſon Allié, mais au cas que quelque choſe de ſemblable vint à être propoſée par l'adverſe Partie, on par les Mediateurs, l'Allié auquel telles ouvertures ſeront faites, en donnera connoiſſance ſans perdre de tems à ſon Confederé, & conſultera ſon intention là-deſſus, & s'il conſent qu'on entre en quelque Traité, il ne pourra néanmoins le faire qu'un préalable il n'ait obtenu pour ſon Co-Allié les aſſurances & Sauf-conduits neceſſaires, afin qu'il puiſſe envoyer ſes Miniſtres au Lieu du Traité, de même que dans la Negotiation ne pourra être rien entrepris par l'un des Confederez, beaucoup moins rien être conclu, ſans la participation, conſentement & approbation de l'autre, mais le tout ſe devra faire d'un commun conſentement, & pour l'Interêt réciproque des deux Confederez pari paſſu, ni ne pourra le moins du monde être rien traité par l'un avec l'Ennemi, à moins que l'autre n'y ſoit compris, & s'il le deſire, ne ſoit retabli dans la poſſeſſion de tous & tels Païs, Droits, Prérogatives & Privileges, qu'il avoit, & dont il jouiſſoit avant la Guerre, & que pour lui ne ſoient ſtipulez tels Droits & immunitez, lesquels ſon Co-Allié aura ſtipulé & obtenu pour lui-même.

XII. Mais comme les Seigneurs Etats Generaux ſont déja à preſent en Guerre ouverte, avec les Couronnes de France & d'Angleterre, l'Electeur de Cologne, & l'Evêque de Munſter, & que ce n'eſt pas ſans raiſon, qu'il eſt à craindre qu'à l'avenir, l'un ou l'autre Etat pourroit ſe mêler de cette Guerre, & aſſiſter les Ennemis des Seigneurs Etats Generaux, par le moyen de quoi les ſuſdits & leurs Co-Alliez pourroient être empêchez & détournez dans leurs operations de Guerre, pour s'oppoſer à temps aux ſuſdits inconvenius qui ſont à appreheuder, par des moyens convenables, il a été accordé entre leſdits deux Confederez, qu'à la verité, Sa Majeſté tiendra bien prêts le nombre de quarante Vaiſſeaux de Guerre ſpecifiez dans l'Article troiſiéme, & mettra ſur pied les vingt mil Hommes y mentionnez; mais preſentement comme Sa Majeſté juge que pour l'Interêt commun Elle ne ſe doit point mêler dans cette Guerre, elle n'équipera effectivement que vingt Vaiſſeaux de Guerre pour l'avantage du Commerce, & pour garantir ſes Havres & Rivieres autant qu'il ſe pourra de toutes voyes de fait, & par Terre mettra ſur pied & fera camper dans l'endroit le plus propre ſuivant la ſituation de ſon Païs douze mil Hommes, tant Cavalerie, qu'Infanterie, avec l'Artillerie à ce convenable. Pour lequel armement les Seigneurs Etats Generaux payeront la juſte moitié des Subſides, qui autrement ſont ſtipulez pour quarante Vaiſſeaux de Guerre, & pour vingt mil Hommes; ſçavoir trois cens mil Risdales pour la Flotte, pour les Deniers de levée, quarante Risdales pour un Cavalier, & vingt Risdales pour un Fantaſſin, faiſant enſemble cent dix mil Risdales, & pour l'entretien par mois quarante mil deux cens & quarante-cinq Risdales, par mois, & ſont obligez d'y continuer tant que la Guerre d'entre les ſuſdits Rois & Princes, & L. H. P. & qu'aucun autre Etat, n'étant point preſentement engagé dans cette

Digitized by Google

ANNO 1673. sich daer in sal immisceren, ende Haer Hoogh Mog. Vyanden assisteeren, waer tegens de Heeren Staten Generael sijne Koninghlycke Majesteyt ook in het te maeckeen Tractaet, wanneer het selve gelijck verhoopt wert, tot conclusie van een Vreede sal werden gebracht, ander andere der selver mede-Geallieerdens *nommetim* mede sullen includeren, gelijck buyten twyfel de Kroonen van Vranckryck ende Engelant het selve oock sullen doen.

XIII. Maer indien eenich Naburich Staet, sijne Wapenen soude komen te voegen met die van Haer Hoogh Mog. Vyanden, ich in den voorschreven Oorlogh inmisceren, ende de voorschreve Haer Ho. Mog. Vyanden assisteren ofte met gewelt beletten, dat de selve door haere Geallieerden gassisteert ende geseconreert wierden, soo sal syne Koninghlycke Majesteyt als dan gehouden zyn, tegens die grense dewelcke het gunt voorsz. is, tegens Haer Hoogh Mog. ende der selver Geallieerdens souden mogen komen te ondernemen, effectivelyck op Haer Hoogh Mog. verloockende begeerte in Vyandelycke actie te treden, ofte ook wel anderints, als het selve sal werden gevordeelt aen het gemeene interest voordeelich te sijn, dat Haer Hoogh Mog. in soodanigen gevallen schuldich sullen zyn een hoogh gemete sijne Koninghlycke Majesteyt, de reflerende helft der Werf-gelderen, ende de volle Somme der Subsidien uyt te reycken op alle sulcke maneren ende condicien doorgaens, als in de Articulen van dese Verbintenisse omstandelyck wert gementionneert. Waer tegens Sijne Koninghlycke Majesteyt sal verbonden zijn, soo wel sijne Vloot van veertich Schepen volkomentelick te equiperen, als ook sijne Armée te Lande tot op twintich duysent Man te doen treden, ende met de selve neffens de tegenwoordige Geallieerdens van Haer Hoogh Mog. tegens der selver Vyanden als voorschreven is, effectivelyck te actieren, in welcke cas de voorgaende Articulen van dit Tractaet als dan sullen applicabel zyn.

XIV. Maer nademael de Heeren Staten Generael aen Sijne Koninghlycke Majesteyt omstandelyck hebben doen representeren dat het haer tegenwoordich t'ontemael onmogelyck is de beloofde Subsidien tot de voorschreve Armaturen in het tweelfde Artickel aengetoert in contant gelt op te brengen, ende over sulcks versocht, dat Sijne Koninghlycke Majesteyt sich wilde laten gevallen, in plaetse van dien obligatien aen te nemen; soo is by Sijne Majesteyt, volgens de affectie die de selve tot den Staet der Vereenichde Nederlanden is draghende, daer inne gecondescendeert, ende wil de selve met goede ende valbable Obligatien contentement nemen, soo lange dese tot geen effective affistentie sal treden; Edoch onder expresse conditie, dat Haer Hoogh Mog. den eersten termyn tot de Vloot zynde hondert twyfich duysent Rycxdaelders, sullen betalen met vyfthich duysent Rycxdaelders in baren gelde, ende hondert duysent Rycxdaelders in alichande Scheepsbehoeften naer Marck-gang: Als mede de obligatien tot het onderhout van de voorschreve Volckeren ende Vloot by anticipatie t'elckens voor drie maenden precisselich extraderen, welcke Obligatien by Sijne Majesteyts Gevolmachtighde voor soo hooge prys als mogelyck wesen sal, met communicatie van Haer Hoogh Mog. sullen mogge werden verhandelt ende verkocht; maer dewyle de voorschreve obligatien voor de Somme daerinne begrepen, by de tegenwoordige tyden niet en konnen werden verhandelt, ten zy dat by het vernegotieren van de selve sal moeten werden verlooren, soo sullen Haer Hoogh Mog. gehouden zijn, soodanigh verlies met andere Obligatien te suppleren ende te vergeeden; welcke Obligatie Sijne Koninghlycke Majesteyt sal vry staen, naer hem best gelegen sal komen, voor ofte naer den Vreede, met kennisse ende communicatie van de Heeren Staten Generael, als vooren te verhandelen, sonder dat Haer Hoogh Mog. in de vergoedinge van het verlies dat op de voorschreve obligatien van Supplement, by verhandelinge van de selve sonde mogen worden gedaen, gehouden sullen zyn, maer indien Sijne Koninghlycke Majesteyt in gevolge van het voorstaende derthiende Articul sonde genootsaeckt werden effectivelyck in actie te treden, ende als dan de behoodtycke ende gestipuleerde Subsidien op de obligatien niet en sonde zijn te bekomen, soo sullen Haer Hoogh Mog. schuldig zyn in plaetse van dien baar gelt te verschaffen.

XV.

cette Guerre, ne s'en mêlera point, & n'assistera ANNO *point les Ennemis de L. H. P. Et les Etats Généraux de leur part lors qu'ils seront un Traité de* 1673. *Paix, comme il est à espérer, y comprendront nommément Sa Majesté entre leurs Alliez, comme sans doute les Couronnes de France, & d'Angleterre seront de leur part la même chose.*

XIII. Mais si quelque Etat voisin vient à joindre ses Armes avec celles des Ennemis de L. H. P. à se mêler de cette Guerre, & à assister lesdits Ennemis de L. H. P. ou empêcher par force qu'ils ne soient assistez & secourus de leurs Alliez, Sa Majesté sera alors obligée, d'entrer à la requisition de L. H. P. en hostilité contre celui qui voudra entreprendre quelque chose contre eux & leurs Alliez, ou autrement comme il sera jugé être le plus avantageux pour l'interêt commun, que L. H. P. en ce cas seront obligez de fournir à Sa Majesté la moitié restante desdits Deniers de levée, & la Somme entière des Subsides, de la même maniere & aux mêmes conditions qu'il est mentionné avec circonstance par les Articles de cette Alliance. Et sera Sa Majesté obligée de sa part d'équiper entierement ladite Flotte de quarante Vaisseaux, comme aussi d'augmenter son Armée de Terre jusques à vingt mil Hommes, & agir effectivement avec icelles Flotte & Troupes conjointement avec les Alliez prémis de L. H. P. contre leurs Ennemis, comme il est dit ci-dessus, auquel cas seront alors appliquables les précédens Articles de ce Traité.

XIV. Mais comme les Seigneurs Etats Généraux ont fait particulierement représenter à Sa Majesté qu'il leur est pour le présent entierement impossible de fournir en argent comptant les Subsides promis dans l'Article douzième pour ledit Armement, & qu'ils ont prié Sa Majesté qu'il lui plaise de recevoir des obligations en leur place, Sadite Majesté par un effet de l'affection qu'elle porte à l'Etat des Provinces-Unies des Pais-Bas, y a donné les mains, & se contentera de bonnes & valables obligations, tant qu'elle n'aura point en assistance effective, mais sous cette expresse condition que L. H. P. payeront au premier terme pour la Flotte, qui sont cent cinquante mil Risdales, avec cinquante mil Risdales en argent comptant, & cent mille Risdales en toute sorte de Munitions pour les Vaisseaux, suivant le prix ordinaire. Comme aussi les obligations pour l'entretien desdites Troupes & Flotte par avance précisément pour trois mois, à chaque fois lesquelles obligations seront, par Sa Majesté ou personnes à ce autorisées, négociées, ou vendues au plus haut prix qu'il se pourra, mais comme les susdites obligations dans les tems prémis ne peuvent pas être négociées pour la Somme y contenue, à moins que d'y perdre, L. H. P. seront obligées de suppléer & indemniser de ladite perte par d'autres obligations. Lesquelles obligations il sera loisible à Sa Majesté de négocier avant ou après la Paix, s'il le trouve le plus à propos, avec la connoissance & communication des Seigneurs Etats Généraux, comme dessus, sans que L. H. P. soient tenues de l'indemnité de la perte qui pourroit être faite sur lesdites obligations de Supplement, en le négociant; Mais si Sa Majesté en conséquence du précédent Article treizième se trouvoit obligée d'entrer en action, & qu'alors on ne pût avoir, ou recouvrer les Subsides convenables & stipulez, sur des obligations, L. H. P. seront alors obligez de les fournir en argent comptant.

XV.

ANNO 1673. XV. Ende ten eynde oock de Navigatie op Sijne Majesteyts Stroomen des te vryliger mage weesen, eñ de de Ingesetenen van Haer Hoogh Mog. haere Commercien met dies te minder periculi t'allen tyden aldaer mogen voort setten: soo sal oock Sijne Koninghlijcke Majesteyt in tyde van Vreede eenicken getal van lyve Oorlogh-schepen equiperen, ende daer mede de voorschreve Stroomen voor alle dadelyckheden suyver ende reyn houden, dar over de begrootinge van het getal, de grootte mommere ende verminginge der voorschreve jaerlycks te equiperen Oorlogh-schepen, ende de Subsidien daer toe naer proportie gerequireert, met den eersten nader sal werden gehandelt ende geconvenieert.

XVI. Waer benessens dan Haer Hoogh Mog. sich verbinden de achterstallige Subsidien van de jaeren sestienhondert ses en t'sestigh, ende sestien hondert seven en t'sestigh, soo ras immers mogelijck, ende ten langsten binnen twee jaeren onfeylbaerlyck in baren gelde te betalen ende te voldoen.

XVII. Gelijck men dan mede ten wederzyde vergeleecken is, dar vermids wegens de arbitrage-saeck (in de welcke Sijne Koninghlijcke Majesteyt van de Sententie by den Koninghvan Vranckrijck eens uytgesprooncken, niet heeft willen afwycken) niet finaljcks heeft konnen werden geslooten, door dien de Heeren Extraordinaris Ambassadeur ende Gedeputeerde, sich dien aengaende niet gemitteert gevonden hebben, soo wel wegens desse saecke, als oock wegens prolongatie van de jaaren, aengaende de Tollen in het Tractaet van Christianopel gedetermineert, ende dan wegens executie van het Compromis tusschen de Koninghlijcke Gluckstadtsche Africaensche ende de Hollandsche West-Indische Compagnien gemaeckt, soo haest doenlijck, alsoonderlijck sal werden getracteert, ende de voorschreve pretensien ende Subsiaeken naer wederzyds Rechten de Hooge Geallieerden competerende, midtsgaders naer alle equiteyt ende billichheyt sullen werden afgedaen. Dogh dat de voorschreve handelingen, als oock het geene dat in 't bovenstaende vijfthiende Artieul ten aensien van de negotiatie aen te stellen, over de begrootinge der Subsidien in tyt van Vreede gementioneert wert, den inhouden van desen Tractate niet beletten nochte d'executie van dien ophouden sal.

XVIII. Eyndelijck is oock bespreecken ende vergeleecken, dat aenstonds by de uytwisselinge van wederseyts Ratificatie op desen Tractaet by Haer Hoogh Mog. tot de Vloot van Sijne Koninghlijcke Majesteyt de gestipuleerde vijftigh duysent Rycxdaelders in baren gelde betaelt, ende de Scheeps-materialen voor houdert duysent Rycxdaelders verschaft, als mede de obligatien voor den eersten termyn der Subsidien tot de Volckeren te Lande overhandight sullen worden, ten eynde op de voorschreve obligatien door Sijne Koninghlijcke Majesteyts Gevolmachtigde de nodige Penningen negotieert mogen werden, ende eyndelijck dat de uytwisselinge der voorschreve Ratificatie binnen vier weecken in behoorlijcke forme, naer date van de onderteeckeninge, ofte wel eerder, als het mogelijck is, in den Hage sal geschieden.

Welcke boven geschreven Articulen gesamentlijck ende een yder in 't besonder, beyde de Hooge Geallieerden getrouwelyck ende onverbreckelyck sullen gehouden wesen naer te komen. Ende tijn tot meerder confirmatie van dien, hier van gemaeckt twee Instrumenten van gelycken inhouden opgestelt, ende van de Heeren Koninghlijcke Minist-rs ter eenre, ende de Heeren Haer Hoogh Mogende Extraordinaris Ambassadeur ende Gedeputeerde ter andere zyde; op approbatie ende Ratificatie, met Hare en Zegel bevestigt. Aldus gedaen tot Coppenhagen den 27. May Anno 1673. Was geteeckent,

(*L.S.*) V. F. Guldenleeuw.

(*L.S.*) P. Rets.

(*L.S.*) J. Ch. V. Corbitz.

(*L.S.*) P. Griffenfelt.

(*L.S.*) Paul van Klingenberg.

(*L.S.*) C. Bierman.

(*L.S.*) D. van Wyngaerden.

(*L.S.*) Simon van Beaumont.

ANNO 1673. *XV. Et afin que les Navigations dans les Rivieres de Sa Majesté soient d'autant plus libres, & que les Sujets de L. H. P. y puissent en tout tems faire leur Commerce avec d'autant moins de danger, Sa Majesté équipera aussi en tems de Paix un certain nombre de Vaisseaux de Guerre, pour tenir lesdites Rivieres libres & exemptes des noyes de fait; Que pour le nombre, la grandeur, & l'Equipage, des susdits Vaisseaux de Guerre à équiper annuellement, & des Subsides à ce requis à proportion, on en traitera & conviendra au plûtôt.*

XVI. Outre quoi L. H. P. s'obligent aussi de payer & satisfaire en argent comptant le plûtôt qu'il sera possible, ou au plus tard dans deux ans les arrerages des Subsides des années mil six cens soixante-six, & mil six cens soixante-sept.

XVII. Comme de l'autre part, il est convenu, que comme l'affaire touchant l'arbitrage, (à l'égard duquel Sa Majesté n'a pas voulu se départir de la Sentence rendue par le Roi de France) n'a pas pû être finalement conclue, parce que les Sieurs Ambassadeur Extraordinaire, & Deputez ne se sont pas trouvez instruits à cet égard, on traitera à part de cette affaire, aussi-bien que de la prolongation des années à l'égard des Tolls déterminez dans le Traité de Christianstadt, & en après touchant l'execution du Compromis d'entre la Compagnie Royale de Gluckstadt en Afrique, & la Compagnie Occidentale de Hollande, & ce aussi-tôt que faire se pourra, & les susdites prétentions, & affaires du Tol seront terminées selon le droit réciproque qu'ont les Alliez, & l'équité & la raison. Mais que la susdite Negociation, non plus que ce qui est mentionné dans l'Article quinzième ci-dessus, à l'égard de l'établissement de la Negociation, sur l'augmentation des Subsides en temps de Paix, n'arrêtera point le contenu de ce Traité, ni n'en empêchera l'exécution.

XVIII. Enfin, il est convenu, & accordé qu'aussitôt après l'échange des Ratifications reciproques de ce Traité, seront par L. H. P. payez pour la Flotte de Sa Majesté les cinquante mil Rixdales stipulez, argent comptant, & fournis les materiaux de Vaisseaux pour cent mil Rixdales, comme aussi les obligations pour le premier terme des Subsides pour les Troupes de Terre, afin que Sa Majesté en celui qui sera par Elle autorisé, puisse négocier les Deniers nécessaires sur les susdites obligations, & qu'enfin l'échange des susdites Ratifications se fera ici à la Haye en bonne forme, dans le tems de quatre semaines du jour de la signature, ou plûtôt, s'il est possible.

Lesquels Articles ci-dessus ensemblement & chacun d'eux en particulier seront tenus lesdits deux Hauts Alliez observer fidélement & inviolablement; Pour plus grande confirmation de quoi ont des présentes été faits deux Instrumens de même teneur, & été signez de la main desdits Ministres de Sa Majesté d'une part, & par les Ambassadeur Extraordinaire, & Députez de L. H. P. d'autre, & confirmé de leurs Seaux. Ainsi fait à Copenhague, le 27. Mai 1673. Etoit signé,

(L.S.) V. F. Guldenleeuw.

(L.S.) P. Rets.

(L.S.) J. Ch. V. Corbitz.

(L.S.) P. Griffenfelt.

(L.S.) Paul de Klingenbergh.

(L.S.) C. Bierman.

(L.S.) D. de Wyngaerden.

(L.S.) Simon de Beaumont.

CV.

Digitized by Google

ANNO 1673. 26. Mai. FRANCE ET PROVINCES-UNIES.

CV.

Cartel pour l'échange des Prisonniers fait par le Duc de Luxembourg de la part de LOUIS XIV. *Roi de France, & par le Comte de Horne de la part des Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *le 26. Mai, 1673.* [Traduction Françoise du Mercure Hollandois de 1673. pag. 148.]

CHaque prisonnier fera changé contre un autre qui y exercera la même Charge, ou qui tiendra le même rang, tant pour le regard de la Cavalerie, Infanterie & Artillerie, que pour les Commis & Commissaires de ladite Artillerie, Vivres & autres de pareille qualité de quelque condition qu'ils puissent être. Il sera permis à celui qui aura pris les Prisonniers de prendre la rançon qui a été taxée pour cet effet, ou de les changer contre d'autres du même rang. Les Généraux Commandans en Chef les Armées de Sa Majesté iront changés contre les Généraux de Leurs Hautes Puissances de la même qualité, ou payeront l'un & l'autre 50000. Livres. Les Maréchaux de Camp de Leurs Hautes Puissances seront changés contre ceux qui commanderont l'Armée de Sa Majesté Très-Chrétienne immediatement après le Général, ou payeront 20000. Livres. Les Généraux de la Cavalerie & Infanterie seront changés reciproquement, ou payeront 10000. Livres. Le Général de l'Artillerie autant. Un Intendant contre un Deputé pour la Campagne, ou payera 10000. Livres. Les Lieut. Généraux de la Cavalerie & Infanterie 5000. Livres. Le Major Général de la Cavalerie & Infanterie 1500. Livres. Un Brigadier Commandant 1000. Livres. Les Colonels de l'Artilleuie Cavallerie & Infanterie, 800. Livres. Un Sergent Major de la Cavalerie, 500. Livres. Les Lieut. Colonels de l'Infanterie & Artillerie, autant. Les Sergents Majors de l'Infanterie & Artillerie 200. Livres. Les Brigadiers des Généraux, 180 Livres. Les Cap. de Cav. 200. Livres. Les Cap. d'Infanterie 80. Livres. Les Ajutans des Généraux. 60. Livres. Les Brigadiers d'ordre, 70. Livres. Les Lieut. de Cav. 70 Livres. Un Cornette, 60. Livres. Les Lieutenans d'Infanterie, 40 Livres. Enseignes, 20. Livres. Un Aide Major, ou Ajutant, 20. Livres. Le Quartier Maître Général, 200. Livres. Le Général des Chariots 200. Livres. Le Quartier-Maître d'un Regiment de Cavalerie, 60. Livres. Le Quartier-Maître d'un Regiment d'Infanterie, 30. Livres. Le Quartier-Maître d'une Compagnie, 25. Livres. Un Soldat, Grenadier, Charpentier, Maréchal, 9. Livres. Un Cavalier ou Sergent, 15. Livres. Toutes sortes de Commis & Commissaires 60. Livres. Un Conducteur 12. Livres. Un Gentilhomme du Canon, 40. Livres. Un Canonier, 10. Livres. Un Guide 9. Livres. Un Matelot ou Pontonnier, 9. Livres. Un Ingenieur ou Controlleur, 40. Livres. Un Auditeur 25. Livres. Les Medecins, Apotiquaires, Chirurgiens & leurs Valets, seront renvoyés sans rançon. A été stipulé de part & d'autre qu'aucuns Prisonniers ne pourront être depouillés ni privés de leurs habits. Ceux qui exercent diverses Charges ne payeront que la rançon de la plus grande qu'ils possederont, & seront aussi échangés à proportion. Tous Officiers de l'Artillerie, excepté le Général, & ceux qui ont été specifiés ci-devant, qui auront le même nom que ceux de l'Infanterie, pourront être échangés indifferemment contre leurs semblables, ou à faute de cela payeront la Somme exprimée ci-dessus. S'il arrivoit que les Prisonniers de part & d'autre n'eussent pas les mêmes Charges, cela se pourra ajuster en donnant autant de Prisonniers de moindre Charge, jusqu'à ce qu'il vienne à monter à la rançon d'un plus haut Officier, ce qui se pourra faire comme si c'étoit de l'argent, pourveu que l'argent de la rançon des moindres Officiers se monte à pareille Somme que celle d'un plus grand. Un Officier reformé ne donnera que la quatrième Partie de la rançon à laquelle il eût taxé lors qu'il est en service actuel. Les Officiers qui ont des Charges qui ne concernent pas la Guerre, payeront une rançon moderée, à proportion de la Charge qu'ils exercent, de quelque nature qu'elle puisse être. Il ne sera point permis de part ni d'autre de retenir les Trompettes & Tambours qui viennent reclamer les Prisonniers ou d'arêter les Prisonniers plus de 3 jours, sur peine d'être à la charge de ceux qui les retiennent. Les Femmes ne donneront point de rançon, ni les garçons qui sont au dessous de 12. ans. Les Officiers tant grands que petits, & autres tirant gages, qui ne sont point compris en ce Quartier, & qui neanmoins sont tenus de suivre les Armées, pourront être mis à rançon en payant 6. mois de gages. S'il y a quelque disputé sur la qualité ou les gages de quelqu'un desdites personnes, cela sera terminé sur la simple declaration par écrit de celui qui commandera l'Armée, la Province ou la Ville du côté du Prisonnier, sans qu'il soit besoin d'aucune autre preuve pour cet effet.

ANNO 1673.

Traitement des Prisonniers.

Tous Cavaliers, Soldats, Matelots, Pionniers, Pontonniers, Charpentiers, Marechaux, & autres de même sorte, ne pourront dépenser que 6. sous par jour, & les Sergents 10. lequel argent ceux qui auront pris les Prisonniers, seront obligés de leur faire tenir selon la valeur de la Monnoye de France. Pour les Officiers, ils pourront le faire traiter comme ils voudront, & selon qu'ils auront le moyen de payer. Il est aussi accordé que les Livres qui sont specifiées ci dessus, seront comtées pour des Livres de France, dont les onze font au Louis d'or, ou Pié de l'Espagne, & trois un Patacon ou Richsdale. Et touchant les conditions susnommées, a été accordé, que tous les Prisonniers de part & d'autre seront renvoyés 12. jours après la signature du present Quartier sans rien demander pour la nourriture des Soldats: Et pour ce qui est des Officiers, on sera un état de leur dépense, & on aura soin du payement de part & d'autre. Chaque parti fera une liste des Prisonniers qu'il renoyera. Et pour un plus expedié du Commandeur du lieu où ils auront été delivrés afin qu'après l'échange de tous les Prisonniers, ceux qui demeureront encore redevables ayent soin de s'en acquiter, en conformité de la rançon specifiée ci-dessus. Tous les Prisonniers des Armées de Sa Majesté Très-Chrétienne seront menés à Utrecht, & ceux de leurs Hautes Puissances à Oudewater ou Gorcum. Ainsi fait & arrêté ce 26. May 1673. *Ainsi signé*, MONTMORENCY LUXEMBOURG, comme ayant Pouvoir de Sa Maj. Très-Chrétienne. W. A. Comte de HORNES, comme authorisé de Leurs Hautes Puissances, & de Monseigneur le Prince d'Orange.

CVI.

(1) *Les Capitulations renouvellées entre* LOUIS XIV. *Empereur de France, &* MEHEMET IV. *Empereur des Turcs. Par l'entremise de M.* Charles François Olier, *Marquis de* Nointel, *Conseiller du Roi en tous ses Conseils, & en sa Cour de Parlement de Paris, & son Ambassadeur en Levant. Fait à Andrinople le cinquiéme Juin* 1673. [FREDER. LEONARD. Tom. V. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans les *Memoires* du Sr. DE LA CROIX, Tom. I. pag. 403.] FRANCE ET TURC. 5 Juin. 1673.

VOicy ce qu'ordonne ce noble signe, dont la reputation est si grande, qui vient d'un lieu si relevé; qui est vrayment Royal, & le Couronnement du monde; qui est Imperial, & qui par le secours Divin, la protection d'en Haut, & les graces du Liberateur, vient à bout de toutes sortes d'entreprises.

Les Qualitez du Grand-Seigneur.

MOY, qui suis par les infinies Graces du Juste, Grand & Tout puissant Createur; Empereur des Empereurs, Distributeur des Couronnes, Serviteur des deux tres Augustes & Sacrées Villes de la Mecque & Medine, Protecteur & Gouverneur de la sainte Jerusalem,

(1) Quoi que ce ne soit ici qu'une Traduction, et toutes les Capitulations de la Porte le sont en Turc, on peut la regarder comme un Original, quoi qu'elle n'ayent du secret ni de l'Ambassade qui pour lors étoit employée au Levant et de la part de la France, & qu'elle a été faite pour l'usage de la Nation. Le Turc e peut qu'on y voit, est le même que le trouve dans *Lunzel*, & les Memoires cités ci dessus, il engagent à nos loüges, mais il convient à la Piece. [DUM.]

ANNO 1673. *salem, Seigneur de la plus grande partie de l'Asie & de l'Afrique, de l'Armenie, de l'Esclavonie, de Sagittaire, & de la Forteresse inexpugnable d'Agera, de la Caramanie, de l'Arabie, & toute la Syrie, de Rhodes & de Chypres, de Diarbequir, d'Alep, du Caire, de Jesu, d'Erzerum; de Damas, lieu de servitude & de plaisance, Puis de Salut; de Babylone, Paradis terrestre & le sejour des Princes; de Bassora, d'Azac; d'Egypte, rare en son temps & puissante; des Villes de Thunis, de la Goulette, de Tripoli de Barbarie, de la Ville de Constantinople, lieu de servitude & le desir des Rois; & de plusieurs autres Pays, Villes & Seigneuries; des Mers blanche & noire, Isles, Destroits, Varietez, Peuples, Familles, Generations, & d'un nombre infini de victorieux Hommes de Guerre, qui reposent sous l'obeissance & Justice de l'Empereur Mehemet, Fils de l'Empereur Ibrahim, Neveu de Sultan Murat, Successeur des Empereurs Selim & Bayazet, & de l'Empereur Mehemet, par la grace de Dieu, recours des grands Princes, & refuge des honorables Empereurs.*

ANNO 1673.

Les qualitez que donne le Grand-Seigneur au Roy.

LA Gloire des plus grands Monarques de la Terre, de la Croyance de JESUS, *choisi entre les Princes glorieux de la Religion du Messie, la Victoire de toutes les Nations Chrestiennes, Seigneur de Majesté & d'Honneur, Patron de Louange & de Gloire,* LOUIS, *Empereur de France, que sa fin soit heureuse.*

NOUS ayant receu une Lettre finesre par la main du Sieur CHARLES FRANÇOIS OLIER, MARQUIS DE NOINTEL, de la part dudit Empereur de France, son Seigneur, comme son Conseiller en tous ses Conseils, & son Ambassadeur à nostre Porte Ottomane, choisi entre les Conseils Hommes de son Royaume, soûtien de la Prosperité du plus Grand de tous les Grands de la Croyance du Messie, & son Ambassadeur ordinaire à nostre Porte; de trouver bon, que les Capitulations qui ont longtemps duré entre nos Ayeuls & les Empereurs de France, fussent renouvellées sous cette confideration: & par l'inclination que nous avons à conserver cette ancienne amitié, Nous avons accordé ce qui s'ensuit.

PREMIEREMENT. Que les Ambassadeurs qui seront envoyez de l'Empereur de France à nostre Porte; que les Consuls qui resident dans nos Ports, les Marchands & les Truchemens, ne soient point inquietez en aucune façon que ce soit; mais au contraire receus & honorez avec le soin que le doit à la foy publique. Voulons de plus, qu'outre l'observation de nôtre Capitulation, celle qui fut faite & accordée par nostre feu Pere, Glorieux en sa vie & Martyr en sa mort, soit inviolablement observée de bonne foy: & pour l'honneur & l'amitié que ledit Empereur de France a toûjours eû avec nostre Porte, Nous luy avons accordé de renouveller des Capitulations qui luy avoient eté données du temps de l'Empereur Mehemet nostre Bisayeul, & d'y ajoûter quelques Articles sur la demande qui nous en a eté faite, que nous avons accordée & ordonné qu'elle y fut inserée.

II. Que les François qui vont & viennent pour visiter les Saints Lieux, ne soient point mal traitez: & que les Religieux qui sont dans l'Eglise *du Kamam, le saint Sepulchre*, n'y soient point inquietez, à cause de l'ancienne amitié que les Empereurs de France ont eu avec nostre Porte.

III. Permettons aux Marchands François, en consideration de la parfaite amitié que leur Prince conserve avec nostre Porte, d'enlever des cuirs, eurfoulins, cire, cottons en laine, cottons filé, soit que ce soient Marchandises défendues d'enlever; Ratifions la permission que nostre dit Ayeul en a donné, sans que personne puisse les en empêcher.

IV. Que les Monnoyes qu'ils apportent de leur Païs dans le nostre, ne puissent estre prises de nos Tresoriers, ny de nos Monnoyeurs, sous pretexte de la vouloir convertir en Monnoye Ottomane; Et nous voulons pareillement qu'ils ne puissent prendre aucun droit à cause d'icelles. Et d'autant que aucuns Sujets de France naviguent sur des Vaisseaux appartenans à nos Ennemis, y chargeant de leurs Marchandises; & lesdits Vaisseaux estans rencontrez & pris des nostres, ils sont faits le plus souvent Esclaves, & leurs Marchandises confisquées. Pour empêcher cela, Nous commandons & voulons que doresnavant ils ne puissent estre pris Esclaves sous tel pretexte, ny leurs Facultez confisquées.

V. Nous declarons que ceux qui seront trouvez sur des Vaisseaux Corsaires, seront Esclaves de bonne foy.

VI. Nous voulons aussi que les François qui se trouveront pris par les Vaisseaux de nos Sujets, portans vendre des Vivres à nos Ennemis, ne puissent estre mal traitez ni retenus Esclaves, attendu qu'ils seront Mainteurs gagnans leur vie.

VII. Nous deffendons que les Vaisseaux François qui seront rencontrez par les nôtres, chargez de Victuailles prises des Pays de nos Ennemis, puissent être retenus ni confisquez, ni les Gens faits Esclaves, sous pretexte qu'ils les portent à nos Ennemis.

VIII. Nous ordonnons que les François qui acheteront des Victuailles de nos Vaisseaux pour porter dans leur Pays, quand ils sont rencontrez de nos Vaisseaux, ne puissent être retenus Esclaves, ni leurs facultez confisquées, & en cas qu'il y en ait de cette façon, Nous voulons qu'ils soient mis en liberté, & que leurs facultez leur soient rendues.

IX. Que les Marchandiées qui seront apportées par les Marchands François en nos Ports, & celles qu'ils y acheteront, ne soient sujettes à payer d'autres droits, que ceux qui se payent d'ancienneté.

X. Nous voulons & declarons, que lors que les Marchands François qui font dans nos Havres & Ports, ne pourront point vendre leurs Marchandiées avantageusement & qu'ils les veuillent conduire à d'autres Ports, qu'ils le puissent faire sans aucun empêchement, ni être forcez de payer aucun droit que de ce qu'ils auront vendu.

XI. Que lesdits François soient exempts de l'Impost nommé *Cassasi*, autrement, l'Aide de Chair; comme auſſi de ceux des Cuirs, appellé *Kers*; qu'ils ne soient non plus recherchez de payer celui des Busles, *Rasgel*, & *Tasseouli*; qu'ils soient auſſi exempts de payer aucune autre choſe aux Gardes de nos Ports & Paſſages, que trois cens aspres fous le nom de bon & heureux voyage.

XII. Les Corsaires de Barbarie allant par les Ports & Havres de la France, y ſeront receus, ſecourus, même de Poudre, Plomb, voiles, & autres choſes neceſſaires. Neanmoins ſi ſans avoir égard à nos promeſſes, rencontrant les Vaiſſeaux François en Mer à leur avantage, ils les prennent & font Eſclaves les Marchands & les Matiniers qui ſe trouvent ſur leurs, contre nôtre vouloir, & celui de feu l'Empereur nôtre Pere; lequel pour faire ceſſer leur violence, les a ſouventeſfois menacez, ſans que pour cela ils ayent diſcontinué leurs actes d'hoſtilitez; s'il y a des Eſclaves pris de cette ſorte, Nous ordonnons qu'ils ſoient en liberté & que leurs facultez leur ſoient rendues, & declarons qu'en cas que leſdits Corſaires faſſent demeure, qu'ils ſeront tenus des dommages & pertes que leſdits François auront faites, & ſeront privez de leurs Charges, ſans qu'il ſoit beſoin d'autres preuves du mal fait, que la plainte qui nous en ſera faite de la part de l'Empereur de France avec des Lettres Roiales. Nous conſentons auſſi qu'en cas qu'ils n'obſervent ce qui eſt porté par cette nôtre Capitulation, que l'Empereur de France les châtie en les privant de ſes Ports, & proteſtant de n'abandonner pour cela l'amitié qui eſt entre nos Majeſtez Imperiales, approuvons & confirmons les Commandemeens qui ont été donnez de nôtre feu Pere.

XIII. Nous permettons auſſi que les François puiſſent venir pêcher du Poiſſon & du Corail, au Golfe & Lieux de la Juriſdiction de Thunis, ſans qu'il leur ſoit fait ni donné aucun trouble ni empêchement, confirmant toutes permiſſions qui ont été données par nos Ayeuls, & ſingulierement par nôtre feu Pere, touchant cette Pêche.

XIV. Voulons & Nous plaiſt, que les Interpretes & Truchemens qui ſervent les Ambaſſadeurs, ſoient francs & exempts de payer le *Karatche*, Taille perſonelle, & tous autres Impoſts tels qu'ils ſoient.

XV. Que nos Sujets qui trafiquent aux Pays de nos Ennemis, ſoient obligez de payer le droit de l'Ambaſſadeur & Conſuls François, ſans contradiction, jaçois qu'ils trafiquent avec leurs Vaiſſeaux ou autrement.

XVI. Que ſurvenant quelque meurtre & inconvenient entre les François, les Ambaſſadeurs & Con-

ANNO 1673. Consuls d'icelle Nation, puissent selon leurs Loix & Coûtume faire Justice, tant qu'aucun de nos Officiers en prennent aucune connoissance ni Juridiction.

XVII. Que les Consuls François qui sont établis dans les Lieux de nôtre Empire, pour avoir soin de ceux qui trafiquent, ne puissent point quelque cause que ce soit, être faits Prisonniers, ni leurs Maisons scellées & brullées, mais commandons que ceux qui auront prevention contre eux, soient renvoiez à nôtre Porte, où il leur sera fait Justice.

XVIII. Que tous Commandemens qui ont été cidevant obtenus ou qui le seront ci-après, par malgarde ou fureur de contre cette nôtre Presente & Capitulations, soient de nul effet & valeur, & qu'il n'y soit ajouté aucune foi.

XIX. Et parce que ledit Empereur de France est entre tous les Rois & les Princes Chrêtiens, le plus noble de la haute Famille, & le parfait Amy que nos Ayeuls ayent acquis entre lesdits Roys & Princes de la Croyance de JESUS, comme il a été dit cy-dessus, & comme le témoignent les effets de la sincere amitié: En cette consideration: *Nous voulons & commandons que son Ambassadeur qui résidera à nôtre heureuse Porte, ait la Preseance sur tous les Ambassadeurs des autres Roys & Princes, soit à nôtre Divan public, ou autres Lieux où ils se pourront trouver.*

XX. Que les étoffes que les Ambassadeurs de France residans à nôtre Porte, feront venir pour leur usage & prelens, ne soient Sujets à aucun Droit ou Impost.

XXI. Que les Victuailles & Provisions qui seront achetées pour la Maison de l'Ambassadeur, ne payent point de Droit ni d'Impost.

XXII. Que les Consuls François jouissent du même Privilege aux Lieux où ils resideront, & qu'ils ayent la Preseance sur les autres Consuls quels qu'ils soient

XXIII. Que les François qui viennent avec leurs Vaisseaux & Marchandises dans les Ports de nôtre Seigneurie & Pays, y puissent venir seurement & en foy publique; & en cas que la fortune ou orage jettast quelqu'un de leurs Vaisseaux à Terre, rencontrant de nos Galeres ou Vaisseaux, Nous leur ordonnons de les aider & secourir, portant honneur & respect aux Patrous ou Capitaines desdits Vaisseaux François, leur faisant donner pour leur argent, tout ce qui leur sera necessaire pour leur vie, & autres necessitez.

XXIV. En cas qu'aucuns d'iceux Vaisseaux viennent à faire naufrage, Nous voulons que tout ce qui se recouvrera soit remis entre les mains des Marchands à qui leurs facultez appartiendront, sans que nos Vice-Roys, Gouverneurs, Juges & autres Officiers y contreviennent; mais au contraire, Nous voulons qu'ils les secourent à retourner par tout nostre Empire, sans qu'il leur soit donné aucun empêchement.

XXV. Nous ordonnons & recommandons aux Capitaines de Mer, Lieutenans, & tous autres qui dependent de nôtre obeïsance, de ne violenter ni par Mer ni par Terre, lesdits Marchands François, ni pareillement les Interpretes & Truchemens, non plus que les Etrangers qui viennent sous la seureté de leur Banniere. Voulons toutesfois qu'ils soient tenus de payer les droit ordinaires des Ports & Havres.

XXVI. Qu'encor Marchands ne puissent être contraints d'acheter autres Marchandises que celles qu'ils voudront, & qui leur seront propres & convenables.

XXVII. Et en cas qu'aucun d'iceux se trouve redevable, Nous voulons que les Dettes ne puissent estre demandées qu'au debiteur, ou à celuy qui se sera rendu caution pour luy.

XXVIII. Et si aucuns Marchands ou autres d'icelle Nation meurent en nos Pais, que les facultez qui se trouveront leur appartenir, soient remises au pouvoir de celuy qu'ils auront nommé dans leur Testament; mais s'il arrive qu'ils meurent *ab intestat*; Nous voulons que les Consuls qui sont dans nos Pais, prennent le soin des facultez du mort, pour les envoyer à leurs Heritiers, sans que nos Gouverneurs ou Juges, en puissent prendre aucune connoissance.

XXIX. Que les Consuls François, les Marchands, les Interpretes, & leurs dependans, ayent en leurs ventes & achats, & réponses, à passer Actes devant les Juges du lieu ou ils seront, au défaut de quoy, Nous voulons & commandons, que ceux qui auront quelques pretentions contre eux, ne soient écoutez s'ils ne font paroître, comme dit est, par Contract public, ANNO leurs pretentions ou droits. 1673.

XXX. Voulons que tous les Témoins qui seront ouïs à leur dommage, ne soient receus ni écoutez, s'il premierement, comme on dit, il n'apparoit d'Actes publiés de leurs ventes & achats.

XXXI. Que l'on ne molestte point lesdits François en leur imputant qu'ils les ont injuriez, afin de pouvoir tirer quelque argent d'eux, puis que c'est contre la Noble Justice, & que nos Gouverneurs & Juges l'empêchent.

XXXII. Et si aucuns d'eux pour Dettes, ou pour avoir commis quelque mauvais acte, faisoit faute de nos Pais, Nous voulons & commandons que ceux d'icelle Nation ne puissent estre responsables pour celui ou ceux qui le feront absenter, s'ils n'y sont obligez, comme dit est, par Contract autentique.

XXXIII. Et s'il se trouve par nostre Empire des Esclaves François estant recourus pour tels de l'Ambassadeur ou Consuls, ceux au pouvoir de qui ils se trouveront faisant refus de les livrer, soient obligez de les envoyer à nostre Porte, afin d'estre jugé à qui ils appartiendront.

XXXIV. Que les François qui demeurent dans le Pays de nostre Empire, soient francs & exempts de *Kersatches*, c'est à dire de Tailles.

XXXV. Qu'au changement & establissement des Consuls François, en nos Havres d'Alexandrie, Tripoli de Sirie, Arger, & autres Escheles de nostre Pays, nos Gouverneurs & Officiers, ne puissent empêcher qu'ils soient establis en charge.

XXXVI. Nous voulons qu'ils soient exempts de l'impost appellé *Harchi*. Si quelqu'un de nos Sujets a different avec un François, dont la connoissance appartienne à nos Juges, ils ne puissent écouter la demande du demandeur qu'un Interprete de la Nation ne soit present, & il pour lors il ne se trouve aucun Truchement pour comparoître devant le Juge, & défendre la cause du François, que les Juges remettent la cause à une autre fois, jusques à ce que l'on trouve l'Interprete; le François sera toutefois obligé de le faire trouver, afin que l'effet & prompte expedition de la Justice ne soient point differez.

XXXVII. Et s'il naît quelque contention ou different entre deux François, que l'Ambassadeur ou Consuls ayent à les terminer, sans que nos Juges & Officiers les empêchent, & en prennent connoissance

XXXVIII. Nous ordonnons aussi après que la recherche aura été faite à Constantinople, que les Vaisseaux François ne soient plus obligez d'être fouillez, si ce n'est au sortir des Dardanelles, ou aux Châteaux du Détroit: Nous défendons qu'ils le soient à Galipoli, comme ils y ont été contraints par le passé.

XXXIX. Nos Armées Navalles, nos Galeres se rencontrant avec celles de la France, Nous exhortons les Capitaines d'une part & d'autre, qu'ils ayent à s'aider & servir, sans se porter les uns aux autres aucun dommage, mais au contraire secours & confort. Nous voulons aussi qu'ils ne puissent point prendre par force des jeunes Enfans, & autres choses semblables, sous pretexte de present.

XL. Nous voulons & Nous plaît, que tout ce qui est porté par les Capitulations accordées aux Venitiens, ait lieu pour les François, & qu'ieceux avec leurs Vaisseaux & Marchandises, trouvent seureté par nos Mers, & par tous les Lieux de nôtre Empire & de nôtre obeïssance, & puissent venir, aller, retourner & sejourner, sans aucun empêchement.

XLI. Que les Admiraux de nos Armées Navalles, nos Vice Rois, Gouverneurs de nos Provinces, Juges, Capitaines, Châtelains, & autres qui dépendront de nôtre obeïssance, soient soigneux d'observer cette nôtre Capitulation, puis que tel est nôtre plaisir & commandement.

XLII. *Declarons que ceux qui contreviendront à cette Noble Capitulation, seront declarez desobeïssans & Perturbateurs du repos public, en cette conformation, que sans aucune remise ils soient condamnez à un grief châtiment, afin qu'ils servent d'exemple à ceux qui auront envie de les suivre à mal faire, & autre les promesses que Nous faisons de l'observation de cette nôtre Capitulation. Nous entendons que celles qui ont été faites par nôtre Predecesseur Sultan Soliman, auquel Dieu fasse misericorde, soient observées & entretenuës de bonne foi.*

Digitized by Google

ANNO 1673. XLIII. Il fut accordé à l'Empereur de France, par les Capitulations qui furent faites avec nos Bis-Ayeuls, à qui Dieu faſſe miſericorde, que toutes les Nations qui n'ont point leur Ambaſſadeur ordinaire à noſtre Porte de reſident, puiſſent trafiquer ſous la Banniere de France, & viſiter les Saints Lieux, & puis aprés pour quelque ſujet ils en furent privez & cet Article qui étoit dans les Capitulations, fut rayé & effacé ; Mais quelque temps aprés ledit Ambaſſadeur de France envoya une Lettre à noſtre Porte de felicité, par laquelle il prioit que puiſque l'on avoit interdit lesdites Nations de trafiquer ſous la Banniere de France, que du moins il leur fut permis de pouvoir aller viſiter les Saints Lieux de Jeruſalem, comme ils faiſoient auparavant, ſans que perſonne leur donne aucun trouble ni empêchement ; & que ſi à l'avenir ils leur permettoient de trafiquer dans les Lieux de ſon Empire, que ce fut encore ſous la Banniere de France, parce que l'Empereur de France a toujours conſervé l'ancienne amitié qu'il avoit avec nos Bis-Ayeuls juſqu'à preſent ; Sa demande lui fut accordée, en commandant que les Nations Chrêtiennes qui n'ont point leurs Ambaſſadeurs à noſtre Porte, & qui ſont Amis dudit Empereur de France, puiſſent viſiter les Saints Lieux, comme ils faiſoient auparavant, avec aſſurance & liberté, ſans que perſonne les empêchaſt ni les moleſtaſt : & puis aprés que ſi Nous donnons la permiſſion aux ſuſdites Nations de trafiquer par les Lieux de nôtre Empire, que ce ſoit ſous la Banniere de France, comme auparavant, & non pas ſous celle d'un autre, comme il a été declaré par les Capitulations qui ont été d'ancienneté jusqu'à preſent, preſentement de nouveau, *Nous voulons & commandons que les Articles mentionnez ſoient ajoutez aux Nobles Capitulations.*

ANNO 1673.

ARTICLES NOUVEAUX.

Premierement.

QUe les Evêques ou autres Religieux de Secte Latine, qui ſont Sujets à la France, de quelque ſorte qu'ils puiſſent être, ſoient dans tous les Lieux de nôtre Empire comme ils étoient auparavant, & y faire leurs fonctions ſans que perſonne les trouble ni les empêche ; que les Religieux François qui tont en Jeruſalem, & qui ont depuis long-temps les Lieux Saints, tant dehors que dedans, comme auſſi ceux qui ſont dans le Saint Sepulchre, en jouiſſent & le poſſedent comme auparavant, ſans que perſonne les moleſte, en leur demandant des Impoſts ou autrement, & s'ils ont quelques Procez ils ſoient envoyez à nôtre Porte de felicité.

II. Que tous les François, & tous ceux qui ſont ſous leur protection, de quelque ſorte qu'ils puiſſent être qui vont & viennent en Jeruſalem, ne ſoient point tourmentez ni moleſtez.

III. Nous voulons que les Peres Jeſuites & Capucins qui ſont en Galata, jouiſſent toûjours de leurs Egliſes ; & celle des Capucins ayant été bruſlée, Nous donnons permiſſion qu'elle ſoit rebaſtie. Nous voulons auſſi que l'on ne moleſte point les Egliſes des François qui ſont à Smirne, à Seyde, & à Alexandrie, & dans toutes les autres Echelles de nôtre Empire, ni qu'on leur demande aucun argent pour celle-ci.

IV. Nous permettrons qu'ils puiſſent exercer l'Office Divin dans l'Hôpital qu'eſt à Galata, ſans que perſonne les moleſte.

V. Et comme les Marchands François avoient toûjours payé cinq pour cent jusques à preſent, de toutes les Marchandiſes qu'ils apportoient, ou de celles qu'ils emportoient ; l'Empereur des François Nous a demandé qu'ils ne payaſſent que trois pour cent ; ce que Nous lui avons accordé, à cauſe de l'ancienne amitié qu'il a toûjours eué avec nôtre Porte, & Nous avons ajoûté aux Nobles Capitulations, que les Doüaniers ne les moleſtaſſent point en leur demandant davantage que trois pour cent Nous voulons que les Marchands François payent nos Doüannes avec la même Monnoye comme ils prennent nos Treſoriers, & qu'il ne ſoient point moleſtez en leur demandant plus qu'eux mêmes.

VI. Nous permettons que ceux qui n'ont point leurs Ambaſſadeurs ou Reſidans à nôtre Porte de felicité, comme Portugal, Sicile, Caſtillans, Meſſinois, & autres Nations Eunemies, puiſſent venir ſous la Banniere de l'Empereur de France, comme ils faiſoient au temps paſſé, & qu'ils payent la Doüanne comme les autres François, ſans que perſonne les moleſte, tant qu'ils ne feront choſes qui ſoient contraires à l'Accord que Nous avons fait. ANNO 1673.

VII. Nous voulons qu'ils payent la Mezetcrie de Conſtantinople & de Galata, de la même façon que font les Anglois.

VIII. Et ſi les Doüaniers eſtiment plus les Marchandiſes qu'elles ne valent pour leur profit, Nous ordonnons ſans contredit, qu'au lieu de l'argent ils prennent des Marchandiſes.

IX. Que quand une fois ils auront payé la Doüanne de ſoye, & autres Marchandiſes, on ne la leur demande derechef.

X. Que quand les Doüaniers auront été payez de leurs Doüannes, qu'ils leur donnent le Teskeres de leur payemeur, & qu'ils ne les empêchent point de les porter à d'autres Echelles, & que l'on ne les moleſte point derechef dans une autre Echelle, en leur demandant la Doüanne.

XI. Nous ordonnons que les Conſuls François, & les Religieux qui leur ſont ſujets, les Marchands & les Drogmans, puiſſent faire du Vin dans leurs Maiſons pour leurs proviſions, & en puiſſent apporter de dehors, ſans que perſonne les moleſte, ni les empêche.

XII. Si quelqu'un de nos Sujets a quelque Procez contre quelque François, dont la Somme ſoit plus de quatre mille aspres, Nous deffendons qu'il ſoit fait Juſtice autre part que dans nôtre Divan.

XIII. Et s'il arrive qu'on ne quelqu'un dans les Quartiers où ſont les François, Nous deffendons qu'ils ſoient moleſtez en leur demandant le prix du ſang ; ſi ce n'eſt qu'on prouve en Juſtice que ce ſont eux qui ont fait le mal.

XIV. Nous accordons aux Truchemens qui ſervent les Ambaſſadeurs, les mêmes Privileges qu'aux François.

XV. *Nous promettons par la verité du Puiſſant Createur du Ciel & de la Terre, & par les Ames de nos Ayeuls & Bis-Ayeuls, de ne contrarier ni contrevenir à ce qui eſt porté par les Nobles Capitulations, tant que l'Empereur de France ſera conſtant & ferme à la conſervation de nôtre amitié; Acceptons dés à preſent la ſienne avec volonté de la tenir chere & en faire eſtime: Telle eſt nôtre promeſſe Imperiale. Fait à Andrinople, le cinquiéme Juin 1673.*

CVII.

Traité entre Louis XIV. *Roi de France &* Frederic Guillaume *Electeur de Brandebourg, fait au Camp de Voſſem le 6. Juin* 1673. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale. On la trouve auſſi dans Freder. Leonard. Tom. III.] 6. Juin. FRANCE ET BRANDEBOURG.

APres que Monſieur le Duc de Neubourg a fait connoître au Roi le deſir qu'auroit Monſieur l'Electeur de Brandebourg, & par ſes propres ſentimens, & par les inſtances qui lui en auroient été faites par divers Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, de rétablir non ſeulement la premiere Alliance qu'il a cy-devant eu avec Sa Majeſté, & qui auroit été alterée depuis quelque tems par les Traitez qu'il auroit faits avec les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & les Armes qu'il auroit priſes enſuite en leur faveur, mais de contribuer encore en cette ſorte à la Pacification de l'Allemagne, Sa Majeſté qui avoit veu avec peine que ledit Sieur Electeur eut pris une conduite oppoſée à l'amitié qui a toûjours été entre Sa Majeſté & Son Alteſſe Electorale & leurs Predeceſſeurs, & qui s'étoit trouvé contraint avec regret de porter ſes Armes dans l'Empire, dont elle a toûjours affectionné ſi particulierement la tranquillité & le repos, a aprris avec plaiſir les diſpoſitions dans leſquelles étoit ledit Electeur, & ayant autorité pour ce ſujet le Sieur Arnauld, Chevalier Seigneur de Pomponne, Conſeiller du Roi en tous ſes Conſeils, & Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majeſté, pour traiter avec le Sieur Meinders, Conſeiller d'Etat & Privé, & Envoé extraordinaire dudit Sieur Electeur vers Sa Majeſté, muni

Digitized by Google

ANNO 1673 mani pareillement d'un Plein-pouvoir de Son Alteſſe Electorale, il a été convenu entre eux des Articles ſuivans.

I. Tout ce qui s'eſt paſſé depuis la priſe des Armes par Monſieur l'Electeur de Brandebourg en faveur des ſusdits Etats Généraux, tant de la part de Sa Majeſté & de ſes Alliez, que de celle dudit Sieur Electeur de Brandebourg, ſera pleinement oublié, & Son Alteſſe Electorale cultivera la premiere amitié qu'elle avoit avec Sa Majeſté, avec le Roi de la Grande Bretagne, Monſieur l'Archevêque de Cologne, Monſieur l'Evêque de Munſter, & autres Alliez de Sa Majeſté, ſans qu'à raiſon des pertes & dommages qui auroient été causez durant ladite Guerre, il ſoit libre de le rien demander de part ni d'autre.

II. Et quant au Traité que Son Alteſſe Electorale de Brandebourg a fait avec les Etats Généraux de leur donner aide, ſecours ou aſſiſtance contre Sa Majeſté & ſes Alliez, Son Alteſſe Electorale s'oblige de ne donner à l'avenir ſous quelque raiſon, pretexte ou occaſion que ce puiſſe être, directement ni indirectement, aucun ſecours, aide ou aſſiſtance aux Ennemis de Sa Majeſté, quels qu'ils puiſſent être.

III. Ledit Sieur Electeur promet ſemblablement de faire ſortir de ſes Places les Troupes desdits Etats, ou autres Etrangeres qui y pourroient être entrées depuis la preſente Guerre; comme auſſi qu'il tiendra le Corps de ſon Armée au delà du Weſer, & le contiendra durant ſa preſente Guerre de tenir les Garniſons neceſſaires dans ſes Places au deçà de cette Riviere, dont pourtant il pourra loger quelques Troupes au plat-Païs, jusques à la concurrence de mil Hommes.

IV. Sa Majeſté en échange, pour donner un témoignage plus public & de la ſatisfaction avec laquelle elle rétablit avec ledit Sieur Electeur ſa premiere amitié; comme auſſi pour faire connoître avec quelle ſincerité elle s'eſt toûjours declarée, qu'elle n'avoit eu aucune penſée de rien retenir de ce que ſes Armes avoient conquis dans l'Empire, promet de remettre ou faire remettre après les Ratifications échangées du preſent Traité, à ſadit Sieur Electeur tout ce que ſes Armes, ou celles de ſes Alliez ont occupé dans les Duché de Cleves, Principauté de Minde, Comtez de la Marck, & de Raven-berg, ou autres Terres generalement quelconques dudit Sieur Electeur, à l'exception de quelques Places ſur le Rhin, dont il ſera parlé dans l'Article ſuivant.

V. Les Places que les Etats Généraux occupoient dans le Duché de Cleves, aiant été la ſeule cauſe qui obligea Sa Majeſté à porter ſes Armes ſur le Rhin, lorsqu'elle commença la Guerre contre lesdits Etats, quelque pretenſion que Sa Majeſté eût ainſi de les garder comme les aiant priſes ſur ſes Ennemis, elle veut bien le declarer dans tout l'Empire, qu'elle n'avoit deſſein de les retenir que juſques à la Paix qui pourroit être faite avec lesdits Etats. Sa Majeſté perſiſtant dans les mêmes ſentimens, declare encore qu'elle gardera ſeulement les Places de Weſel avec le Fort de la Lippe, Rees avec ſon Fort, pour les remettre audit Sieur Electeur fortifiées, & avec les Canons aux Armes ou marques de Son Alteſſe Electorale ou de ſes Predeceſſeurs, comme elles étoient lors qu'elles ont été priſes par les Armes de Sa Majeſté, auſſi-tôt après la Paix conclûë & ratifiée avec lesdits Etats, dont Sa Majeſté veut bien que le ſusdit Sieur Duc de Neubourg demeure garant.

VI. Que durant ce tems le Droit de ſuperiorité & toute autre Juriſdiction, demeurera audit Sieur Electeur dans lesdites Places, & que les Garniſons qui ſeront entretenues & païées par Sa Majeſté, ſans qu'elle y puiſſe lever aucun droit ou contribution, ni que lesdites Garniſons puiſſent être à charge auxdites Places que pour le ſimple logement, Son Alteſſe Electorale s'oblige toutefois de faire ſurement & librement paſſer dans ſes Etats ſur les Rivieres du Rhin & de la Meuſe, ſans en pouvoir prendre aucun Droit ni Peage, les Munitions de bouche & de Guerre qui deſcendront pour les Troupes de Sa Majeſté; bien entendu que ceux qui conduiront leſdites Munitions feront apparoir par les ordres de Sa Majeſté ou certifications de ſes Miniſtres, que leſdites Munitions ſeront pour le ſervice de Sa Majeſté.

VII. Et pour que dans l'occupation qui fut faite des Places du Duché de Cleves par Sa Majeſté, elle a fait rendre aux Catholiques quelques Egliſes qui leur avoient été oſtées durant que les Etats Généraux y avoient Garniſon, il a été convenu que toute cette affaire Eccleſiaſtique & ce qui en dépend, ſoit pour l'exercice ou pour les revenus, ſera reglée & determinée en conformité & ſelon les regles de l'Accord fait ANNO 1673. ſur ce ſujet, entre Son Alteſſe Electorale de Brandebourg & Son Alteſſe le Duc de Neubourg, & afin que leſdits Catholiques ne ſoient point inquiétez à l'avenir dans les Provinces de Cleves, de la Marck & Ravenberg, Son Alteſſe Electorale promet de les laiſſer jouïr paiſiblement de ce qui leur eſt deu en vertu du ſusdit Traité.

VIII. Sa Majeſté promet pour ſoi & au nom de ſes Alliez, que toutes contributions & exactions qui auroient été impoſées dans les Etats de Son Alteſſe Electorale, cefferont depuis le dixiéme du mois d'Avril, & qu'on n'en pourra lever ni exiger aucunes, ſous quelque pretexte que ce peut être qui auroient été impoſées, ou qui ſeroient échûës depuis ce tems, à condition que ledit Sieur Electeur obſervera la même choſe de ſon côté, & qu'il ne ſera aucune exaction de ce qui lui pourroit reſter & qu'il pourroit pretendre depuis le terme ſusdit. Comme auſſi que Sa Majeſté ne prendra plus aucuns Quartiers ou paſſages dans le conſentement dudit Sieur Electeur, & ſans paier & dedommager ſes Sujets de la charge qu'ils en pourroient ſouffrir.

IX. Et bien qu'il ſoit dit dans l'Article 2. du preſent Traité, que ledit Sieur Electeur de Brandebourg n'aſſiſtera, directement ni indirectement, les Ennemis de Sa Majeſté, ledit Sieur Electeur aiant remarqué toutefois qu'il ne pourroit être engagé à rien qui pût être contre l'Empire, & qu'il ſe reſervoit les mains libres en cas qu'il fût attaqué, Sa Majeſté qui n'a pas moins à cœur la ſureté & la Paix dudit Sieur Electeur, à condition toutefois que Sa Majeſté ne ſera pas cenſée attaquer ledit Empire, ſi elle ſe trouvoit obligée de porter ſes Armes en Allemagne, & d'agir contre tout Prince dudit Empire quel qu'il ſoit, qui ſe ſera declaré contre Sa Majeſté, ou donner aſſiſtance à ſes Ennemis contre le Traité de la Paix de Munſter.

X. Et parce que dans l'étroite Union & l'Alliance qui eſt entre Sa Majeſté & le Roi de la Grande Bretagne pour la Guerre contre la Hollande, ledit Sieur Electeur de Brandebourg n'a pas moins agi contre le dit Roi que contre Sa Majeſté, lorsqu'il a paſſé ſes Armes en faveur des Etats Généraux, Sa Majeſté veut bien ſe charger & promettre de faire agréer au ſusdit Roi de la Grande Bretagne que tout le paſſé ſoit oublié de part & d'autre, & que la premiere amitié & intelligence ſoit rétablie entre Sa Majeſté Britannique & Son Alteſſe Electorale.

XI. Et pour donner une plus grande marque de l'Alliance que Sa Majeſté renouvelle avec ledit Sieur Electeur, elle veut bien promettre de le faire comprendre en vertu du preſent Traité dans la Paix qu'elle pourroit faire avec les Etats Généraux; comme auſſi elle s'oblige de l'aſſiſter & de le garantir contre tous ceux dont il pourroit être attaqué, à l'occaſion ou à cauſe du preſent Traité.

XII. Sa Majeſté pour donner une plus grande marque à Monſieur l'Electeur de Brandebourg, qu'en rétabliſſant avec lui la premiere amitié par ce Traité, elle veut bien encore prendre en lui la même confiance qu'elle avoit eu avant ces derniers mouvemens, declare qu'après que le preſent Traité aura été accompli par l'échange des Ratifications, elle conſentira de la part que ledit Sieur Electeur puiſſe être admis dans la Mediation de la Paix qui ſe traitera avec les Etats Généraux, lors que les affaires de l'Empire auront été pleinement accommodées.

XIII. Il a été convenu de fournir & échanger les Ratifications du ſusdit Traité de part & d'autre, dans le terme de trois ſemaines au plustard. Fait au Camp de Voſſem ce 6. jour de Juin 1673. *Ainſi ſigné*, ARNAULD. FR. MEINDERS.

CVIII.

Traité & Alliance entre l'EMPEREUR, *le Roi* I. Juill. *d'*ESPAGNE, *& les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas d'une part*, *&* L'EMPEREUR, L'ESPAGNE, LES ETATS GEN. DES PAIS-BAS UNIS. *le Duc de* LORRAINE *de l'autre. Fait* GUE. LEE *à la Haye le* 1. *Juillet* 1673 [Actes & Memoires des Negotiations de la Paix de Nimegue. Tom. I. pag. 573. FREDER. LEONARD. Tom. VI.]

LORRAINE.

Comme

ANNO 1673. COmme ainſi ſoit que Son Alteſſe le Duc de Lorraine ait fait témoigner à Leurs Majeſtés Impériale & Catholique, & aux Etats Generaux des Provinces-Unies, le ſincereux deſir dont elle eſt portée à contribuer de tout ſon poſſible au reſtabliſſement d'une Paix honnelte & durable, & qu'il étoit preſt d'entrer dans une étroitte Liaiſon avec eux pour les mêmes fins, c'eſt pourquoi conſiderant les grands avantages qui en peuvent reſulter pour le bien public, & eſtimant, comme il eſt juſte, les bonnes intentions, la preſente Convention a eſté arreſtée & conenuë entre les Miniſtres & Plenipotentiaires de part & d'autre ci-après denommés, & à ce dutement autoriſés en la forme qui s'enſuit.

I. Que Sadite Alteſſe de Lorraine pour Elle & pour ſes Succeſſeurs tant en vertu de ſes anciennes Liaiſons, que par le preſent Traité, ſera dés à preſent & pour l'avenir Allié & Confederé de Leurs Majeſtés Imperiale & Catholique, comme auſſi des Etats Généraux des Provinces-Unies, & qu'une eſtroitte Union ſera établie entre eux pour procurer mutuellement les avantages, ſeuretés & utilités l'un de l'autre, & detourner les dommages autant que faire ſe pourra.

II. Que pour donner d'autant plus de moyens à Sadite Alteſſe de Lorraine de mettre en execution ſes bonnes volontés, & de ſe rendre plus utile à la cauſe commune, on l'aidera à former un Corps de dixhuit mille Hommes, à ſçavoir huit mille Chevaux, & dix mille Hommes de pied; Et pour cet effet Sadite Alteſſe fournira de ſa part trois mille Chevaux, qu'elle a preſentement ſur pied, & levera depluis à ſes propres frais deux mille Chevaux, & trois mille Hommes de pied; Sa Majeſté Imperiale promet pareillement de donner de ſa part mille Chevaux & trois mille Hommes de pied, & Sa Majeſté Catholique s'oblige auſſi de donner mille Chevaux & quatre mille Hommes de pied, & quant aux Etats des Provinces-Unies, comme ils ont preſentement à ſupporter le plus-grand poids de la guerre, & qu'ils ne peuvent paſſer deſtraire des Troupes qui ſoient neceſſaires pour leur defenſe, ils ne pourront donner plus de mille Chevaux.

III. Et afin qu'on puiſſe jouïr au plûtôt du bon effet que l'on peut attendre de l'emploi desdites Troupes, Sadite Alteſſe s'oblige à mettre ſur pied quatre mille Chevaux & deux mille Hommes de pied, en quatre Semaines, aprés le jour que ce Traité doit être ratifié, & d'y joindre de plus autres mille Chevaux, & mille Hommes de pied deux mois aprés ledit terme de quatre Semaines; Et Sa Majeſté Catholique, comme auſſi leſdits Etats Généraux promettent d'y joindre leur part ci-deſſus ſpecifiée, au même terme que S. A. de Lorraine aura mis ſur pied leſdites premieres Troupes, & ſeront Commiſſaires deputés & autoriſés de part & d'autre pour faire reveſe de toutes leſdites Troupes, afin d'obſerver ſi elles ſont au nombre qu'elles doivent être ſelon cette preſente Convention; Et ſera ladite reveuë réiterée toutes les fois, que quelqu'une des Parties le requerra.

IV. Et quand S. A. de Lorraine viendra à agir effectivement pour aider à maintenir ſes propres Troupes, tant celles qu'elle a ſur pied, que celles qu'elle fera de nouveau; comme auſſi pour les frais neceſſaires pour l'Artillerie, on lui paſſera durant la Guerre * la Somme laquelle ſera également repartie entre Leurs Majeſtés Imperiale & Catholique, & les Etats Généraux des Provinces-Unies, à ſçavoir un tiers pour chaque mois: Et d'autant qu'en la conjoncture preſente des affaires il ſeroit impoſſible auſdits Etats de payer ledit tiers en argent comptant, il leur ſera libre de fournir ledit tiers en Obligations ſur ces Provinces de Hollande, & Weſtfrife, Zelande, Frife, Gronigue & Ommelande, ſelon la proportion entr'eux obſervée, avec promeſſe de tel Intereſt qu'elles ſont accoûtumées de payer à leurs autres Creanciers, ayant obligations, que par ce moyen leſdites Troupes, qu'on pourra exiger dans le Pais Ennemi, ſeront recreuës & adminiſtrées par des Commiſſaires à ce Deputés du commun conſentement des Parties, pour être employées aux frais neceſſaires pour la ſubſiſtance & renforcement duſit Corps, & pour les levées & recruës neceſſaires, & autres uſages de la Guerre.

* Cette Somme n'eſt pas ſpecifiée.

V. Que Sadite Alteſſe de Lorraine ſera obligée d'agir avec ledit Corps offenſivement contre les Ennemis declarés des Etats des Provinces-Unies, & pour le bien de la cauſe commune de concert avec les Alliés, ſelon qu'il ſera jugé plus convenable de commun accord ou par la pluralité d'iceux, ſoit pour ſe joindre avec les Armes de Sa Majeſté Imperiale, ou de Sa Majeſté Catholique, ou avec celles des Provinces-Unies, quand le beſoin le requerra, ſoit pour agir par diverſion dans le Pais Ennemi, ou par telle autre operation, que la raiſon de la Guerre l'exigera.

VI. Et en cas que par leſdites operations ou autrement, les affaires ſe reduiſent à une Guerre ouverte & commune entre leſdits Alliés & les Ennemis préſents ou futurs deſdits Seigneurs Etats Généraux, Leursdites Majeſtés Imperiale & Catholique & leſdits Etats, outre ce qu'elles ont déja ſtipulé entre eux par leurs Traitez précédens pour le regard des Traitez de Paix, promettent conjointement & de commun accord à S. A. de Lorraine, que le cas echéant que l'on vint à entrer en Negotiation de Paix ou de Tréves de quelques Années, ils ne la commenceront point ſans ſa participation & ſans lui procurer auſſi-tôt qu'à eux-mêmes la faculté & ſeureté requiſe & neceſſaire, pour envoyer les Miniſtres ſur le lieu ou l'on traitera, comme auſſi ſans lui donner de tems en tems communication de tout ce qui ſe paſſera en ladite Negociation, & qu'ils ne paſſeront juſques à la concluſion de ladite Paix ou Tréve, ſans l'y comprendre & le faire remettre, (s'il le deſire ainſi) dans la poſſeſſion des Terres, Places, Domaines, & jouiſſances des Droits, Immunités, & Prérogatives dont il a joui avant la derniere invaſion des François, en ſes Duchés; & ſans l'inſtituer pour lui les mêmes exemptions, ſeuretés, & Prérogatives que pour eux-mêmes, pourveu que Leurs Majeſtés Imperiale & Catholique s'obligent auſſi aux mêmes choſes envers les Etats, pour la reſtitution des Places & Terres, qui leur ſont & pourront être oſtées, & par le reſtabliſſement en la jouiſſance des Droits, qui leur ſont ou pourront être diſputés en cette Guerre; Comme reciproquement S. A. de Lorraine promet & s'oblige des-à-preſent de n'entrer en aucune Negotiation ou Traité ou pourparler de Paix ou de Tréve, ſans le ſceu & la participation de Leurs Majeſtés Imperiale & Catholique, & de M. M. les Etats Généraux; & de ne venir à aucune concluſion que d'un commun conſentement & ſans procurer à ſes Alliés l'entier réſtabliſſement dans tout ce qui leur a été ou ſera enlevé pendant le cours de cette Guerre, & ſtipuler pour eux les mêmes avantages, Prérogatives & ſeuretés que pour lui-même; Si ce n'eſt que puis aprés ils en conviennent autrement d'un commun accord.

VII. Cette Alliance durera le même-temps que celle de Sa Majeſté Imperiale avec les Etats des Provinces-Unies, à ſçavoir pour le terme de dix Ans; à compter du 22 Septembre de l'année 1672. pendant lequel, ſi la Paix vient à ſe conclure, toutes les Parties demeureront liées par une garantie reciproque de ſe ſecourir l'un l'autre contre toute ſorte d'infracteurs de ladite Paix, fait à prolonger ledit terme ſelon que du conſentement commun, il ſera conveuu. Tous les ſuſdits Articles ayant été vûs & examinés par S. A. Monſeigneur le Prince d'Orange aſſiſté de Monſieur de Beuningen & de Monſieur le Conſeiller Penſionaire Fagel, d'une part, & de Meſſieurs le Baron de Lilſia & le Chevalier de Crampricht au nom de Sa Majeſté Imperiale, de Monſieur Don Bernard de Salinas, au nom de Monſieur le Comte de Monterey & de la part de Sa Majeſté Catholique; & de Monſieur le Baron de Serinchamps comme Plenipotentiaire de S. A. de Lorraine. Aprés le rapport fait à Meſſieurs les Deputés aux affaires de la Triple-Ligue, le tout a été approuvé & concerté d'un commun conſentement ſous l'aveu neanmoins & Ratification de leurs Principaux, laquelle on promet dans le terme de ſix ſemaines ou plûtoſt ſi faire ſe peut. Fait à la Haye, le premier Juillet mil ſix cens ſeptante trois.

Etoit ſigné,

(*L.S.*) J. DE LISOLA.
(*L.S.*) D. BER. DE SALINAS.
(*L.S.*) D. I. CRAMPRICHT.
(*L.S.*) SERINCHAMPS.

ANNO 1673.

Digitized by Google

ANNO 1673. CIX.

20. Juill. Anderter Reiß-ions-Vergleich zwiſchen Friederich Wilhelm Churfürſt zu Brandenburg/ und Philipp Wilhelm Pfaltzgraffen am Rhein und Hertzogen zu Neuburg/ wegen einigen/ in denen Städten Wesel/ Rees/ Emmerich/ Orſoy und Büderich/ zeit wehrender occupirung derſelben/ durch die Frantzöſiſche Kriegs-Macht/ vorgegangenen veränderungen/ aufgerichtet zu Düſſeldorff den 20. July 1673. Benebſt des Pfaltzgraffens Ratification. Geben den 16. Sept. 1673. [Sur l'Imprimé à *Duſſeldorp.* On trouve auſſi cette Piéce en Allemand dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheilung IV. Abſatz III. pag. 253.]

WIr Philipp Wilhelm von Gottes Gnaden Pfaltz-Graf bey Rhein in Bäyern/ zu Gülich/ Cleve und Berg Hertzog/ Graf zu Ravenſtein/ Spanheim/ der Marck Ravensberg und Mörs/ Herr zu Ravenſtein/ ꝛc. thun kundt und bekennen hiemit vor Uns/ Unſere Erben und Nachkommen/ auch Pfaltz-Grafen bey Rhein/ Hertzogen zu Gülich/ Cleve und Berg/ ꝛc. Als zwiſchen Uns und dem Durchleuchtigen Fürſten Friederich Wilhelmen Marggraffen zu Brandenburg/ des Heil. Röm. Reichs Erz-Cammerern und Chur-Fürſten/ zu Preuſſen/ zu Magdeburg/ Gülich/ Cleve/ Berg/ Stettin/ Pommern der Caſſuben und Wenden/ auch in Schleſien zu Croſſen und Jägerndorff zu Hatberſtadt/ Minden und Camin/ Grafſen zu der Marck und Ravenſtein/ Herren zu Ravenſtein/ auch der Lande Lawenburg und Butaw/ ꝛc. es dahin veranlaſſet worden/ daß/ weil ſeither dem in nechſt vorigem Jahr aufgerichteten Religions-Reſp in den Städten/ Wesel/ Rees/ Emmerich/ Orſoy und Büderich durch die Frantzöſiſche Kriegs-Macht und occupation einige Veränderung der Orthen vorgangen/ durch Zuſammenſetzung beyderſeits Räthen alles unterſuchet/ und zur Nothdurfft gebracht werden ſolte; Geſtalt dann bis auff Unſer beyderſeits Chur- und Fürſtl. Ratification von denen dazu committirten Räthen nachfolgender Vergleich getroffen worden/ welcher von Wort zu Wort alſo lautet.

Nachdem in denen zwiſchen dem Durchleuchtigſten Fürſten und Herren Herren Friederich Wilhelm Marggraffen zu Brandenburg/ des Heil. Röm. Reichs Erz-Cammerern und Chur-Fürſten/ in Preuſſen/ zu Magdeburg/ Gülich/ Cleve und Berg/ Stettin/ Pommern/ der Caſſuben und Wenden/ auch in Schleſien zu Croſſen und Jägerndorff Hertzogen/ Burggraffen zu Nürnberg/ Fürſten zu Halberſtadt/ Minden und Camin/ Grafſen zu der Marck und Ravensberg/ Herren zu Ravenſtein/ und der Lande Lawenburg und Butaw/ ꝛc. einerſeits und dem Durchleuchtigſten Fürſten und Herren Philipp Wilhelm Pfaltz-Grafſen bey Rhein in Bäyern/ zu Gülich/ Cleve und Berg Hertzogen/ Grafſen zu Veldentz/ Spanheim/ der Marck/ Ravensberg/ und Mörs/ Herren zu Ravenſtein/ andern Theil Anno 1666 den 9. Septembris und 1672. den 26. Aprilis aufgerichteten Religions-Receſſen unter anderen entſchieden und verabredet worden/ daß man ſich wegen der Kirchen/ Clöſter/ Geiſtlichen Guter/ Zenthen und Beneficien/ ſo die Catholiſchen in denen mit Staatiſchen Guarniſonen damahl beſetzt geweſenen Städten Wesel/ Rees/ Emmerich/ Orſoy und Büderich hiebevor eingehebt und beſeſſen/ darauß aber Anno 1628. und folgends durch die Staatiſche Kriegs-Macht und ſonſten geſetzet worden/ in der Güte vergleichen ſolte/ ſeither dem aber an ſolchen Orten ell- und andere Veränderungen vorgangen/ indem dieſelbe durch die Frantzöſiſche Bapſt- und Kriegs-Macht occupirt, und folgends abgeändert worden/ Alß haben höchſtgemelte beyde Chur- und Fürſtl. Durchl. zu Verſtattung und Anſtellung aller Irrungen und Mißverſtändnuß ſich dieſerhalb in der Güte dergeſtalt vergliechen.

I. Daß ſeine Churfürſtl. Durchl. zu Brandenburg die Römiſch Catholiſche bey den jenigen/ ſo ſie an Kirchen/ Clöſter/ Saecllen/ Geiſtlichen Wohnungen/ Gütern und Zenthen ſie haben

ANNO 1673. CIX.

20. Juill. Seconde Convention Religieuſe entre FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg, & PHILIPPE GUILLAUME Comte Palatin du Rhyn, Duc de Neubourg, au ſujet des changemens arrivés dans les Villes de Wesel, Rées, Emmerick, Orſoy & Bodenck, durant l'occupation de ces Places & Pays dependans par l'Armée de France. Faite à Duſſeldorp le 20. Juillet 1673. *Avec* la RATIFICATION du Duc PHILIPPE GUILLAUME du 16. Septembre 1673.

NOus *Philippe Guillaume, par la grace de Dieu, Comte Palatin du Rhin, Duc de Bavière, de Juilliers, de Clèves, & de Berghe, Comte de Veldentz, de Spanheim, de la Marc, de Ravensberg, & de Meurs, Seigneur de Ravenſtein, ſçavoir faiſons tant pour nous, que pour nos Héritiers, & Succeſſeurs, auſſi Comtes Palatins du Rhin, & Ducs de Juilliers, de Clèves, & de Berghe, &c. qu'avec le Sereniſſime Prince, & Seigneur Frederic Guillaume, par la grace de Dieu, Marggrave de Brandebourg, Grand Chambellan, & Electeur du S. Empire, en Pruſſe, à Magdebourg, de Juilliers, Clèves, Berghe, Stettin, Pomeranie, Caſſubie, & des Vandales, en Silèſie, Croſſen, & Jaghersdorf, Duc, Burggrave à Nuremberg, Prince de Halberſtad, Minden, & de Camin: Comte de la Marc, & de Ravenſtein, & du Territoire de Lewenburg, & de Butan, &c. Nous ſommes convenus, en conſideration de pluſieurs changemens; qu'après la Tranſaction au ſait de Religion arrêtée l'année paſſée, les Armées de France ont cauſez dans les Villes de Wesel, Rées, Emmerik, Orſoy, & de Burick, d'ordonner une Aſſemblée de nos Ministres Conſeillers, pour en prendre connoiſſance, & faire le reglement: ainſi que ceux-ci Depuez par nous ont accordé, & conclu juſqu'à nôtre Ratification, ce qui s'enſuit de mot à mot.*

Comme entre le Sereniſſime Prince, & Seigneur Frederic Guillaume, Marggrave de Brandebourg, Grand Chambellan, & Electeur du Saint Empire, &c. d'une part, & entre le Sereniſſime Prince, & Seigneur Philippe Guillaume, Comte Palatin du Rhin, Duc de Bavière, &c. de l'autre part, on ſit des Tranſactions ſur le fait de Religion le 9. Septembre de l'an 1666. & le 26. d'Avril de l'an 1672: ils l'on convint entr'autres choſes, qu'à l'égard des Egliſes, Cloitres, Biens Eccleſiaſtiques, Rentes, & Benefices, que les Catholiques avoient poſſedez cidevant dans les Villes de Wesel, Rées, Emmerik, Orſoy, & de Buderick, & dont ils étoient pourtant depoſſedez, ſoit l'an 1628. ou depuis, ſoit par les Armes des Etats, qui y avoient Garniſon, ou autrement, on accorderoit le tout à l'amiable: & comme il ſe trouve preſentement, que pluſieurs choſes y ont été changées, & que pluſieurs desdites Egliſes, Cloitres, & Biens, ont été données aux Catholiques par les Armées de France, qui ont depuis occupé ces Places-là: Leurs Alteſſes Electorale & Sereniſſime ont trouvé à propos, & pour leur toute confuſion, & meſintelligence, de s'y accorder à l'amiable, & de la maniere qui ſuit.

I. Que S. A. E. de Brandebourg protegera, & maintiendra les Catholiques Romains dans la joüiſſance de tout ce qu'ils ont preſentement en Egliſes, Cloitres, Chapelles, Maiſons pour leurs Eccleſiaſtiques;

ANNO 1673. haben Nahmen wie sie wollen/ dem Instrumento Pacis und aufgerichtetem Religions-Vergleich gemäß/ gegenwärtig bestehen/ jederzeit schützen und handhaben wollen.

II. Daß die Pfarr-Kirch zu Wesel auff der Materna genant/ welche zu Verwahrung einigen Getraides und Mehls bis dahin gebraucht worden/ den Evangelischen Reformirten und die zur Commenden S. Johanns daselbst gehörige Kirch oder Capelle den Catholischen eingeräumet/ vorgemeldte Reformirten und Catholischen auch die übrige Kirchen und Closter daselbst inhalts gemelten Instrumenti Pacis und Religions-Cassirn respective verbleiben und restituiret.

III. So dann die Collegiat- und Pfarr-Kirchen zu Kees den Romisch-Catholischen gelassen/ dennenselben auch die Vicarie trium Regum, alle deren Renthen zu Unterhaltung des in selbiger Kirchen vorhandenen Organi gehörig/ wieder gegeben/ den Evangelischen Reformirten aber an ihrer daselbst habender Kirch und sonst den beiden nach ihrem Gutbefinden zu thun in alle Wege freyhleiben solle.

IV. Daß die in der Stadt Emmerich gestiffete Archidiaconat Kirch S. Martini und S. Adelgundis Pfarr-Kirch/ so dann der P.P. Societatis Jesu, der Creutz-Brüder und S. Georgii Frater-Herren Kirch/ wie auch das Jungfrauen-Closter denen Romisch-Catholischen/ vermög des Münster- und Osnabruggischen Frieden-Schlusses und vorgemelten Religions-Recess/ verbleiben/ sie Catholische aber der convenientz halber zu Exercierung und Verrichtung der Evangelischen Kirchen und Exercitii zu gemeltem Emmerich die etwann von tausend fünffhundert Reichsthaler bey Ausweichslung und Execution jetzgemelten Vergleichs/ habe erlegen/ dahenthen das Sacellum Divæ Virginis Mariæ benug genande/ sambt dahey liegenden Kirchhoff abtreten/ und die Evangelisch-Reformirte und Lutherische sich darunter in der Stille mit einander vertragen/ nicht weniger auch obgemelte Frater-Herren S. Georgii sich mit den Evangelisch-Lutherischen wegen ihrer des organi, ornamenten und reparationi halber gemachter prætention der Billigkeit nach vergleichen sollen.

V. Und weilen erwehte Evangelisch-Reformirte vorbracht/ daß in der Pfarr-Kirchen zu Orsoy im Jahr 1609. das Reformirte Exercitium gehabt/ dessen aber im Jahr 1629. entsetzt/ folgends doch wieder darin restituirt worden/ und dannethero so wol als auch weil der mehrer Theil der Gemeinden zu Orsoy Reformirter Religion zugethan/ sothane bey neulicher Eroberung der Stadt Orsoy den Catholischen wieder eingeräumte Pfarr-Kirchen ihren Reformirten abzutreten und zu lassen sey/ hingegen jetzgemelte Catholische vorgeben/ daß diese Pfarr-Kirch Anno 1609. und 1614. bis ins Jahr 1631. Catholisch gewesen/ und damahlen kampe der Pastorat und Schulhaus/ Renthen und Vicarien durch die Staatische Guarnisonen ihnen eingenommen/ so ist zu besorgen/ daß Religion und Friede unterthanen Beruhigung/ Commodität und Convenientz gut gefunden und verglichen/ daß ermelten Reformirten inhergemelte Pfarr-Kirch/ sampt dem Pfarr- und Schul-Haus restituiret/ ihnen auch die dazu gehörige Renthen und Vicarien gelassen/ den Catholischen aber die Gasthaus/ Kirch zu ihrem ihres freyen öffentlichen Exercitii eingeraumet/ auch den Catholischen Pastoren und Seelsorgern eine bequeme Wohnung in dem Gasthaus gelassen/ und zu ferner subsistentz jährlich sechzig Reichsthaler aus obgemelten Renthen unfehlbar entrichtet/ und sie Catholische dennenhalben genugsam versichert/ ihnen auch in vorgemelten Pfarr-Kirchen abgebrochenen und dannoch vorhandener Alter unweigerlich ausgefolget werden solle.

VI. Zu Wesel sollen die Catholische in der daselbst vorhandener Closter-Kirchen ihr Exercitium publicum cum omnibus annexis behalten. Und weil sie sich beschweren/ daß selbige Kirch wegen ihrer Anzahl zu enge sey/ als solle dieselbe zu ihrer

ANNO 1673.

ques, Biens, & Revenus, de quelque nom qu'ils puissent être, s'ils les possédent en conformité des Traitez de Paix, & des Transactions faites sur les affaires de Religion.

II. Que l'Eglise Paroissiale à Wesel, & située sur la Materna, dont on s'est servi pour Magazin à blé, sera rendue aux Reformez, que l'Eglise & la Chapelle, qui appartiennent à la Commanderie de S. Jean, seront rendues aux Catholiques, & qu'en vertu des Traitez de Paix, & des Transactions sur le fait de Religion, encore le reste des Eglises, & des Cloitres, y sera respectivement laissé, ou restitué aux Reformez, & aux Catholiques Romains.

III. Qu'on laissera aussi aux Catholiques l'Eglise Collegiale, & l'Eglise Paroissiale à Rees, avec le Vicariat des trois Rois, dont les Rentes sont pour l'entretien des Orgues de ladite Eglise. Mais qu'il sera permis aussi aux Reformez de faire l'Office à leur gré dans l'Eglise qu'ils possédent dans ladite Ville.

IV. Ausdits Catholiques Romain demeureront de plus, & en conformité des Traitez de Westphalie, & desdites Transactions, l'Eglise de l'Archidiaconat de S. Martin fondé dans la Ville d'Emmerik, & l'Eglise Paroissiale de S. Adelgonde, comme aussi celle des Peres Jesuites, celle des Freres de la Croix, & celle des Freres de S. George, mais à condition, que les Catholiques contribuent par convenance, pour l'agrandissement ou l'établissement des Eglises, & de l'Exercice des Protestans à Emmerik la Somme de mille cinq cens Ecus, & en la payant effectivement en execution de cette Transaction, & qu'ils leur quittent aussi la Chapelle de Nôtre-Dame, nommée Mariënburg avec le Cimetiere y joint, & dont les Reformez, & les Luthériens s'accommoderont à l'amiable: de pareille-ment lesdits Freres de Saint George s'accorderont équitablement avec les Luthériens sur la prétention que ceux-ci ont faite au sujet des réparations, & des ornements des Orgues.

V. Puis que d'un côté les Reformez prétendent, qu'ayant eu l'Exercice public dans l'Eglise Paroissiale à Orsoy l'an 1609. & encore qu'ils en ayent été dépossédez l'an 1622. y ayant pourtant été remis dans la suite du tems, ladite Eglise Paroissiale, qui, par la derniere prise de la Ville, a été transferée aux Catholiques, devroit d'autant mieux être rendue, que la plus grande partie de la Communauté à Orsoy, est effectivement de leur Religion Reformée: & que de l'autre côté les Catholiques Romains soûtiennent, que ladite Eglise Paroissiale leur appartenoit dans les années 1609. & 1624. jusqu'à celle de 1632. où la Garnison des Etats la leur ôta auſſi-bien que les Maisons de Pasteur, & d'Ecole, avec ses Rentes, & Vicariats, on a trouvé & accordé pour la convenance, la commodité, & le repos de l'une & de l'autre Religion, qu'on rendra aux Reformez ladite Eglise Paroissiale, avec les Maisons de Pasteur & d'Ecole, & tous les Revenus, & Vicariats y appartenants, & qu'on donnera aux Catholiques pour leur Exercice public l'Eglise de la Maison des Vieillards, nommée Gasthaus, dans laquelle on bâillera auſſi un appartement convenable aux Curez des Catholiques avec une Pension annuelle de soixante Ecus pour subsistance, & que les Catholiques en recevront des Cautions ou asſurances, comme auſſi leur Autel, qui avoit été ôté de ladite Eglise Paroissiale, & qui se trouve encore entre les mains des Protestans.

VI. Les Catholiques conserveront leur Exercice public avec tous les annexes dans l'Eglise du Cloitre, qui se trouve encore à Buderik, & puis qu'ils se plaignent que cette Eglise-là est trop étroite pour le grand

ANNO 1673.

Digitized by Google

Anno 1673.

ANNO 1673. ihrer Commendale halb auff der Reformirt- und halb auff der Catholischen Kösten vergrössert / oder das Chor der Pfarr-Kirchen zu gemeinen Gebeten / und zwahr daselbe zu end / alsdann neben denselben noch ein solcher Theil von schlechter Structur / als zu übung ihres Gottesdienst nöthig seyn wird / vom übrigen Theil zwischen Corben auff der Reformirten Kösten durch eine Mauer abgesondert / und separirt / und ihnen sampt der am Chor angebauten Sacristia zu ihrem Exercitio gelassen und eingeraumet / das andere Theil der Kirchen aber neben der Pfarr-Wonungen und Thurnen denen Reformirten abgetretten und gelassen / und sie gemelten Catholischen zu ihrerhaltung und subsistenz ihres Seelsorgers jährlichen ein hundert Reichsthaler unverhindert entrichten / dennebenhalb auch genugsamb versichern / und bis daran obgemelte extension oder separation würcklich vollenzogen / ihnen Catholischen das Exercitium ihrer Religion in wehrgenanten Pfarr-Kirchen ungehindert zu üben freyhelichen und unbenommen seyn.

ANNO 1673.

grand nombre de leur Communauté, on leur y donnera toute commodité par l'agrandissement de ladite Eglise, qui se fera pour une moitié à leurs dépens, & pour l'autre aux dépens des Reformez, où on leur bastira le Chœur de l'Eglise Paroissiale à Buderik, & on cas qu'il fût trop étroit, on l'élargira en y comprenant une telle partie de l'Eglise Paroissiale même, qui seroit suffisante, & on fera cette separation d'Eglise par une muraille aux dépens des Reformez seuls, c'est ce qu'on laissera aux Catholiques avec la Sacristie jointe audit Chœur, pour l'usage de leur Exercice public, mais l'autre partie de ladite Eglise Paroissiale, aussi-bien que les Rentes de cette Paroisse, & les Vicariats seront donnez, & permis aux Reformez, à condition, qu'ils en payent immanquablement pour la subsistance du Pasteur Catholique cent Ecus annuels, & qu'ils en donnent suffisamment caution & sûreté aux Catholiques Romains, lesquels pourront librement faire, & continuer leur Exercice dans cette Eglise Paroissiale jusqu'à ce que ladite exsention ou separation soit effectivement faite pour leur service.

VII. Und gleich wie die Römisch-Catholische in obgemelten Städten und Orten / Wesel / Rees / Emmerich / Orsoy und Buderich das Exercitium publicum ihrer Religion haben und vermöge dieses Vergleichs restituirt bekommen / alss sollen sie auch dasselbe und ihren Gottesdienst / wie in der Römisch-Catholischen Kirchen geschicht / in allen Stücken und annexis ungehindert üben und treiben mögen / und es in diesem und allen übrigen obgemelten Religions-Recessen gemäss gehalten werden.

VII. Comme les Catholiques Romains ont l'Exercice public, ou l'auront en vertu de cette Transaction dans les Villes & Places de Wesel, Rees, Emmerik, Orsoy, & de Buderik, ainsi ils pourront-ils faire de la même maniere, que l'Eglise Romaine l'ordonne, dans tous ses Points & annexes, sans qu'ils y puissent être aucunement empêchez ou troublez, le tout en conformité des susdites Transactions au sujet des differentes Religions.

VIII. So sollen auch obgemelte Evangelisch Reformirte und Lutherische nur benen Römisch-Catholischen in obenerwehnten Orthen sich hinfüro freyhich unterstanden vertragen und thun her und nach Eingangs angezogener Veränderung wegen der Religion und dero anklebenden Stück vorgelauffen / vorgriffen / und aufgeschehen seyn / auch niemand deßfalls angesehen oder beschwähret werden.

VIII. Ainsi les Protestans, tant Reformez, que Lutheriens, auront à se comporter paisiblement avec les Catholiques Romains dans les susdites Villes, & tout ce qui s'est passé de part & d'autre à l'occasion des changemens pour les Religions, & leurs annexes, sera tellement oublié, & supprimé, que personne n'en puisse plus être chargé, ou incommodé.

IX. Und weil so wohl die Römisch-Catholische als Evangelische bey gegenwärtiger Handlung ein- und andere praetensiones und gravamina übergeben / welche dieselbemahl abgethan und zu erledigen die Zeit und eingefallene Verhinderungen nicht erleiden wollen / alss soll dieserhalb nothige Erklärung förderlichs eingezogen und hierin offt-gemelten Frieden-Schluß und Religions-Recess remediret /

IX. Et comme dans le tems de cette Négociation, tant de la part des Catholiques, que de celle des Protestans, on a présenté encore des prétentions, & des griefs, que ni le tems, ni d'autres empêchemens ne permettent pas d'ajuster présentement, on déclare qu'on en prendra au plûtôt les connoissances nécessaires, & qu'on y remédiera conformément aux Traitez de Paix, & aux Transactions faites sur la Religion.

X. Und obgesetzte Articulen von höchstgemelter Ihrer Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg / und Seiner Fürstl. Durchl. zu Pfalz-Neuburg unser Zeit von sechs Wochen / à dato dieses / oder so bald es geschehen kan / ratificiret und gegeneinander ausgewechselt werden / Dessen zu Urkund haben unter benannte Räthe und Gevollmächtigte dieses eigenhändig unterschrieben / und ihre Wirthschaften aufgedrucket. So geschehen zu Düsseldorff den 20. Julii 1673.

X. Tous ces Articles seront ratifiez de S. A. E. de Brandebourg, & de S. A. S. de Neubourg, & les Ratificatiant en bonne forme échangées dans le tems de six semaines, à compter du jour de la signature, ou plûtôt, si faire se peut. En foi de quoi, les Ministres Conseillers, en vertu de leurs Pouvoirs respectifs, ont signé ces presentes, & y ont appofé les Cachets de leurs Armes. Fait à Dusseldorp le 20. Juillet de l'an 1673.

(L.S.) Frantz Meinders.

(L.S.) Melchior Voetz.

(L.S.) François Meinders.

(L.S.) Melchior Voetz.

Daß Wir demnach kein Bedencken gefunden / obstehenden Vergleich in allen Punckten und Clausulen zu ratificiren / gestalt wir dan denselben hiemit alss ratificirt und darüber veſt und unverbrüchlich gehalten haben wollen / Urkundlich unser eygenhändiger Unterschrifft und vorgedruckten Fürstl. Insiegel. So geschehen Bensberg den 16. Septembris 1673.

Nous n'ayant pas difficulté de ratifier, & d'approuver cette Transaction dans tous ses Points & Clauses, l'approuvons & ratifions par ces présentes, & promettons de nous y tenir inviolablement. En témoignage de quoi, nous avons fait mettre nôtre Seau aux presentes, signées de nôtre main. Fait à Benbergh, le 16. de Septembre l'an 1673.

Philipp Wilhelm. (L.S.)

Philippe Guillaume. (L.S.)

ANNO 1673.

CX.

30. Août. L'Espagne et les Provinces-Unies.

Traité d'Alliance entre CHARLES II. *Roi d'Espagne & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, par lequel Sa Majesté s'engage à se declarer en Guerre ouverte, contre les Rois de France & d'Angleterre: Les Traitez de 1bfonster & d'Aix la Chapelle, y sont confirmez & garantis, avec promesse reciproque de ne faire ni Paix ni Tréve sans une reſtitution entiere des Places priſes ſur l'un, & ſur l'autre. Meſſieurs les Etats y promettent de plus la reſtitution de Maſtricht à Sa Majeſté Catholique. Fait à la Haye le 30. d'Août* 1673. *Avec les Articles ſeparés, concernant la Rupture du Roi Catholique, contre le Roi de la Grande Bretagne.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. I. pag. 460. Recueil de LEONARD. Tom. VI. LONDORPII *Acta publica* Tom. X. pag. 92. en Allemand. *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 512. auſſi en Allemand.]

APrès de ſi grandes & de ſi conſiderables afflictions rendues, par la Couronne d'Eſpagne avec tant de generoſité aux Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas, & après les obligations extraordinaires que leſdits Etats Generaux ont témoigné d'avoir à Sa Majeſté Catholique, comme à un Prince qui s'eſt oppoſé avec tant de conſtance à la ruine manifeſte dont ils étoient menacez lors qu'ils ont été attaquez par de ſi puiſſants Ennemis. Leſdits Etats Generaux conſiderant que pour aſſurer leur retabliſſement & conſervation à l'avenir, ont beſoin d'une ferme Union avec Sadite Majeſté pour la proſperité & manutention de tous les Pays-Bas en general, ils ont fait pluſieurs inſtances à Sadite Majeſté à ce qu'il luy plût d'accomplir cette grande œuvre, non ſeulement par le renouvellement des anciens Traitez faits entre Sadite Majeſté, & leſdits Etats, mais auſſi en leur donnant une marque égualée de bien-veillance Royale en contractant avec eux une Alliance nouvelle & inviolable, afin de parvenir par ce moyen à l'unique but qu'ils ſe ſont propoſez, à ſçavoir le repos de toute la Chreſtienté. Et puis qu'il ſemble qu'on ne peut point obtenir ce bonheur par les moyens que l'on a employez juſques à preſent, leſdits Etats Generaux ont toûjours eſperé que Sa Majeſté ſe rangeroit à leur ſecours par une Guerre ouverte, & declarée pour la conſervation des Pays-Bas, leſquels ſont ſi fort menacez par le progrés des Armes Ennemies, afin de changer les troubles de la Chreſtienté en une Paix generale par l'affiſtance & la faveur du Ciel. C'eſt pourquoy Sa Majeſté ſe conformant au deſir deſdits Etats Generaux, & étant ſollicitée outre cela par d'autres motifs de Juſtice & d'equité, il a été accordé au nom de Sadite Majeſté par Don Emanuel de Lira Introducteur des Ambaſſadeurs en la Cour d'Eſpagne, & Envoyé extraordinaire de Sadite Majeſté à la Haye, d'une part, & les Sieurs Conrard van Beuningen, Gaspar Fagel Conſeiller Penſionnaire des Etats de Hollande, Jean de Mauregnault, Iſbrant van Vierſen & Schako Goeckinga tous Deputez ordinaires en l'Aſſemblée des Etats Generaux au nom deſdits Etats, d'autre.

I. Qu'il y aura une ferme, ſincere & perpetuelle amitié & bonne intelligence entre le Roi, les Rois Catholiques ſes Succeſſeurs & ſes Royaumes, d'une part, & les Etats Generaux des Provinces-Unies du Pays-Bas, les Terres & Sujets de leur domination, d'autre, tant par Mer que par Terre, & en tous Lieux tant dedans que dehors l'Europe.

II. Il y aura entre Sadite Majeſté, les Rois ſes Succeſſeurs & leurs Couronnes, & leſdits Etats Generaux, les Terres & Sujets de leur domination une eſtroitte Alliance & fidelle Union, pour ſe maintenir & conſerver les uns les autres en la poſſeſſion de tous les Etats, Villes, Places & Pays qui leur appartiennent, & dans l'uſage de tous les Droits & franchiſes du Commerce & de la Navigation de quelque nature qu'ils puiſſent eſtre, tant par Mer, que par Terre; dont ils jouiſſent aujourd'hui, ou dont ils ont droit d'uſer par le Droit general, ou des franchiſes qu'ils ont déja acquiſes, ou qu'ils pourroient encore acquerir à l'avenir par des Traitez de Paix, Amitié ou Neutralité qui ont été déja faits par le paſſé, ou qu'ils pourroient faire à l'avenir par conſentement mutuel avec d'autres Rois, Republiques, Princes, Villes & Etats feulement dans l'Europe. ANNO 1673.

III. Ils s'obligent pareillement de ſe garantir les uns les autres des Traitez que la Majeſté ou les Etats Generaux pourroient déja avoir faits avec d'autres Rois, Republiques, Princes & Etats, qu'ils ſe communiqueront les uns aux autres avant l'échange de la Ratification ou Confirmation de preſent Traité, comme auſſi tous ceux qu'ils pourroient faire enſemble à l'avenir, afin de ſe defendre, ſecourir & conſerver mutuellement en la poſſeſſion des Etats, Villes, Places & Pays qui leur appartiennent preſentement ou qui pourroient leur appartenir à l'avenir, tant à Sadite Majeſté & aux Rois ſes Succeſſeurs, qu'auſdits Etats Generaux, ſoit par les Traitez ſusmentionnez, ou en quelque autre maniere que ce puiſſe être & en quelque partie de l'Europe que leſdits Etats, Villes, Places & Pays ſoient ſituez; en ſorte que ſi Sadite Majeſté ou les Rois ſes Succeſſeurs, ou leſdits Etats Generaux venôient à être troublez, ou inquietez, en quelque maniere que ce puiſſe être en la poſſeſſion ou jouiſſance desdits Etats, Villes, Places, Pays, Droits & franchiſes du Commerce ou Navigation, ou de quelques autres Droits tant par Mer que par Terre, que Sadite Majeſté & leſdits Etats poſſedent, ou dont ils jouiſſent par les Traitez déja faits ou encore à faire, ainſi qu'il a été dit cy-deſſus: Sa Majeſté & leſdits Etats Generaux, après communication & enquête des deux codez feront tous les devoirs poſſibles pour faire ceſſer leſdites moleſtations & hoſtilitez, & faire reparer tous les torts & dommages qui pourroient avoir été faits à l'un ou l'autre des Alliez.

IV. Et en cas que ladite agreſſion ou moleſtation fût ſuivie d'une Guerre ouverte, celui des 2. Alliez qui n'aura point été attaqué ſera obligé de faire la Guerre à l'attaquant trois mois après qu'il en aura été requis par celui à qui on fait la Guerre: & pendant ce temps-là, il fera tous les devoirs poſſibles par ſes Ambaſſadeurs ou autres Miniſtres pour procurer une bonne Paix entre l'attaquant & celui qui eſt attaqué. Et cependant demeurera neanmoins obligé d'envoyer un ſecours de 8000. Hommes de pied partagez en Regimens & Compagnies, ſous leurs Colonels & autres Officiers tels qu'il trouvera bon de choiſir pour cet effet. Il ſera auſſi obligé d'envoyer leſdites Troupes Auxiliaires, & de les entretenir à ſes dépens au ſervice de l'Allié qui eſt attaqué; auquel il ſera permis de recevoir ledit ſecours en Argent ou en Hommes, ou en partie en Hommes, Argent, Vaiſſeaux, Armes, Inſtrumens & Munitions de Guerre: enſorte que 1000. Hommes ſeront taxez à 10000. Florins par mois, ſuivant le cours du change d'Amſterdam, & à conter 12. mois pour un an. Le payement ſe fera auſſi par mois par égales portions, ſoit à Anvers, ou bien à Amſterdam. Toutefois en cas que ledit ſecours ſe donnât en tout ou en partie, en matiral de Guerre, Vaiſſeaux, ou autres choſes neceſſaires à la Guerre, celui qui eſt aſſiſté ſera obligé d'aller recevoir toutes leſdites choſes dans le Pays de celui qui donnera ledit ſecours; à la charge que ſi celui qui ſera aſſiſté en demande une partie en Cavalerie ou en Dragons, chaque Cavalier ou Dragon ſera conté pour trois Soldats à pié juſques au nombre des 8000. Hommes qui doivent être fournis: Et lors qu'on donnera ledit ſecours en Gens de Guerre, leſdites Troupes Auxiliaires ſeront obligées d'obéir & de recevoir les ordres de l'Allié auquel elles ſeront envoyées, lequel s'en ſervira à la Campagne, en des Sieges de Villes, ou pour la garde & defenſe de ſes Places, & par tout où la neceſſité & utilité de ſes affaires le requerra: à la reſerve toutesfois que les Compagnies ne pourront être ſeparées entierement les unes des autres, & ne pourront être laiſſées en chemin en moindre nombre que de 2. ou 300. Hommes de chaque Regiment; & nullement ſans leurs Drapeaux; Mais ſi la neceſſité des affaires requeroit que ledit ſecours dû être augmenté, Sa Majeſté & les Etats Generaux en pourront traiter par enſemble, & s'accorder un milieu qu'il ſera poſſible. Il ſera auſſi du choix de l'Allié qui eſt attaqué de ſe ſervir du ſecours qui lui ſera envoyé après l'expiration desdits trois mois, en cas que la conſtitution du temps ou des affaires lui fit plutôt choiſir la continuation dudit ſecours, que la declaration d'une Guerre plus ouverte.

V. La Garantie ou aſſurance mutuelle ſera établie en

ANNO 1673. en cette forte: Lors que l'un des Alliez aura été attaqué ou molesté, & qu'il fera obligé d'en venir à une Guerre ouverte, l'autre Allié fera auſſi obligé de declarer la Guerre à l'attaquant, & d'employer toutes ſes forces par Mer & par Terre, & les joindre à celles de celui qui eſt attaqué, afin d'obliger l'Ennemi commun à entendre à une Paix honorable, juſte, équitable & aſſurée.

VI. Et en ce cas-là les forces de Sa Majeſté & des Etats Generaux agiront conjointement ou ſeparement, ſuivant l'Accord qui ſe fera alors entre Sadite Majeſté & leſdits Etats Generaux, & deliberant enſemble ſur les moyens les plus propres pour endommager l'Ennemi commun, ſoit par diverſion ou autrement, & l'obliger, comme il eſt dit, à entendre au plûtôt à une Paix honorable.

VII. Et quoi que par ce qui a eſté dit à la fin du dernier me Article du preſent Traité tout l'effet de cette Union ſe reſſerre dans les limites de l'Europe, il faut neanmoins entendre en telle ſorte que ſi Sa Majeſté Catholique ſe trouve ci-après troublée ou inquiecée, en quelque ſorte que ce puiſſe être en la poſſeſſion & jouiſſance des Etats, Villes, Places, Pays, Droits ou franchiſes du Commerce, Navigation ou autres choſes de quelque nature qu'elles puiſſent être, tant par Mer que par Terre, que Sa Majeſté ou leſdits Etats Generaux poſſedent, ou dont ils jouiſſent, ou qu'ils ont Droit de poſſeder hors de l'Europe ou en quelque partie du monde que ce ſoit, ſoit par le commun Droit des Gens, ſoit par Traitez déja faits ou encore à faire, ainſi qu'il a été déja dit ci-deſſus; Sa Majeſté & leſdits Etats Generaux aprés qu'ils en auront été requis mutuellement, contribueront unanimément tout ce qui ſera en leur pouvoir pour faire ceſſer ladite Agreſſion ou hoſtilité, & faire reparer les torts & dommages qui auront été infligez à l'un des Alliez. Mais en cas, qu'ils ne puiſſent parvenir à ce but par les voyes de douceur dans le temps ou eſpace de quatre mois, & que celui des Alliez qui aura été attaqué ou moleſté en cette ſorte hors de l'Europe, ou en quelque partie du monde que ce ſoit, ſe trouvât obligé de prendre les armes contre l'Attaquant ou Agreſſeur, afin de le mettre à la raiſon, alors celui des deux Alliez, qui n'eſt pas attaqué ni moleſté, fournira à l'autre le ſecours mentionné ci-deſſus, & declarera la Guerre ouvertement à l'Attaquant ou Perturbateur du repos commun, en la meſme maniere que ſi l'Agreſſion ou Moleſtation eût été faite dans les limites de l'Europe.

VIII. Lors que leſdits Alliez ſeront entrez dans une Guerre ouverte ſuivant les obligations du preſent Traité, il ne ſera permis à l'un ni à l'autre de faire aucune ſuſpenſion d'Armes avec les Ennemis, qu'avec le conſentement mutuel de l'un & de l'autre.

IX. S'il arrivoit qu'on en vint à un Traité, ſoit de Paix ou de Treves pour quelques années, ledit Traité ne pourra être entamé par l'un des Alliez ſans en donner connoiſſance à l'autre, & ſans lui procurer en meſme temps la liberté & la ſeureté neceſſaire comme pour lui même, pour envoyer ſes Miniſtres & Ambaſſadeurs au lieu du Traité, comme auſſi lui donner avis fidelle de temps en temps de tout ce qui ſe paſſe audit Traité. Ne pourra auſſi aucun deſdits Alliez venir à une concluſion de ladite Paix ou Treve ſans y comprendre ſon Allié, & ſans le faire mettre s'il le deſire, en la poſſeſſion des Etats, Places & Pais, & la jouiſſance des Droits & franchiſes, dont il a joui devant la Guerre. Ne pourra non plus conſentir que l'Ennemi commun n'accorde point à ſon Allié les mêmes Droits, franchiſes, immunitez & avantages qu'il ſtipulera pour lui-même, du moins juſqu'à ce que ſon Allié ſe ſoit premierement accordé à d'autres conditions.

X. Et afin que la veritable inclination qui eſt tant par devers Sa Majeſté que du coſté des Etats Generaux pour établir par ce preſent Traité une tres-étroite amitié & Union entre eux, leurs Etats & leurs Sujets, au bien & au repos commun de tous les deux, puiſſe paroître encor davantage, & que leur intention eſt de n'épargner aucune peine pour empêcher qu'elle ne ſoit alterée par aucun accident ou occaſion, on eſt demeuré d'accord que Sa Majeſté Catholique & leſdits Etats non ſeulement ne pourront s'engager à l'avenir en aucune Alliance qui pourroit être contraire à la preſente, mais meſmes qu'ils ne pourront faire aucun Traité ſans s'y comprendre l'un l'autre, s'ils le deſirent, & ſans s'en avertir de bonne heure mutuellement, afin qu'ils puiſſent declarer s'ils veulent y eſtre compris.

XI. Et afin que la preſente Alliance, dont le but & la fin principale eſt le rétabliſſement & la conſervation du repos commun, puiſſe avoir d'autant plus de force & d'efficace, l'Empereur & les autres Rois, Princes & Etats que l'on jugera les plus convenables d'un commun conſentement, ſeront conviez d'y entrer. On travaillera auſſi particulierement de part & d'autre à confirmer en ſon entier la Triple-Alliance de Garantie ou aſſurance qui a été faite en faveur de Sa Majeſté Catholique pour faire obſerver le Traité d'Aix-la-Chapelle auſſi-toſt que la preſente Guerre avec Sa Majeſté de la Grande Bretagne ſera finie.

ANNO 1673.

XII. Le Traité de Paix fait à Munſter entre la Couronne d'Eſpagne & les Etats Generaux en l'an 1648. celui de Maaſtre ſigné le 17. Decembre 1670. la Garantie ou aſſurance de la Paix d'Aix-la-Chapelle promiſe par Meſſieurs les Etats Generaux; & tous autres Traitez faits depuis ce temps-là, ſeront obſervez en tous leurs Points & Articles; & Sa Majeſté & leſdits Etats Generaux & leurs Sujets jouiront mutuellement de tout ce qui a été arreſté & conclu dans leſdits Traitez, tant pour le fait des affaires generales que des particulieres.

XIII. Et d'autant que leſdits Etats Generaux ſe trouvent maintenant engagez en une grande & dangereuſe Guerre avec le Roi Tres-Chreſtien & celuy de la Grande Bretagne, comme auſſi avec l'Electeur de Cologne & l'Evêque de Munſter, & que les Plenipotentiaires de toutes les Parties ſont aſſemblez à Cologne pour y conclure un Traité de Paix, s'il eſt poſſible; lequel puiſſe redonner le repos à l'Europe, & délivrer les Etats Generaux de l'oppreſſion en laquelle ils ſe trouvent; Sa Majeſté Catholique afin de donner aux dits Etats Generaux les derniers preuves de ſa Royale generoſité, de l'affection dont il les honore, & du ſoin qu'il a de leur conſervation, promet & s'oblige de contribuer tout ce qui eſt en ſon pouvoir pour la concluſion de ladite Paix, ſans differer plus long-temps les conditions qu'on jugera qu'elle pourra accorder pour le bien commun, & pour ſortir du danger & de la deſolation où ils ſe trouvent. Mais en cas que la bonne intention deſdits Etats pour la concluſion de ladite Paix ne pût pas avoir le ſuccez deſiré, Sa Majeſté Catholique entrera conjointement avec Sa Majeſté Imperiale en une Guerre ouverte auſſi-toſt aprés la premiere inſtance deſdits Etats envers le Gouverneur General pour Sa Majeſté des Pays-Bas, & Comté de Bourgogne; Et afin de travailler au plûtôt pour le bien commun & ſoulagement deſdits Etats opprimez, ledit Gouverneur General employera par avance toutes ſes forces contre le Roi Tres-Chrétien, & Sa Majeſté Catholique en fera de même dans les autres parties de l'Europe tant par Mer que par Terre, ainſi qu'il a été dit cy-deſſus; & ledit Gouverneur General commencera meſme à faire la Guerre devant que la Ratification de ce Traité ſoit arrivée d'Eſpagne, & alors on lui mettra ſans aucun delai entre les mains, celle deſdits Etats Generaux.

XIV. La Guerre ſe faiſant en cette maniere entre Sa Majeſté & leſdits Etats Generaux d'une part, & le Roi de France d'autre, Sadite Majeſté & leſdits Etats s'obligent de ne faire aucune Suſpenſion d'armes ſans un commun conſentement, & de ne point perſiſter en l'Aſſemblée qui eſt preſentement à Cologne, & de ne rentrer ci-aprés en aucun Traité de Paix ou de Treves pour quelques années, que moyennant une exacte obſervation de tout ce qui a été arreſté ci-deſſus à l'Article 9.

XV. Et d'autant qu'il y a pluſieurs Villes, Places & Pays appartenans auſdits Etats Generaux qui leur ont été ôté, Sa Majeſté s'oblige de ne point faire la Paix, que premierement, ils ne leur ayent été reſtituées entierement, avec tous ceux qui pourroient encore leur être ôtez pendant la preſente Guerre, à moins que l'on ne ſtipulât d'autres conditions pour le bien de la Paix.

XVI. Leſdits Etats Generaux en reconnoiſſance de cette grace de Sa Majeſté & d'un ſecours ſi grand & ſi conſiderable qu'ils ont receu d'Elle en la preſente Guerre, & dans leurs plus grandes neceſſitez, s'obligent de ne point faire la Paix avec le Roi Tres-Chrétien, que premierement Sa Majeſté Catholique ne ſoit remiſe en la poſſeſſion de toutes les Villes, Places & Pays qui lui ont été oſtés par le Roi Tres-Chrétien depuis le Traité de Paix des Pirenées fait en l'an 1670. à moins qu'on n'en ordonnât autrement pour le bien & avancement de la Paix.

XVII. Et pour ce qui eſt des autres Parties qui ſe trouveront alors en Guerre avec Sa Majeſté & les Etats

ANNO 1673. Generaux on traitera avec eux pour ce qui concerne les affaires de la Paix ainſi qu'il a été accordé ci-deſſus à l'Article 9.

XVIII. Lesdits Etats Generaux promettent outre cela de ceder & donner à Sa Majeſté Catholique la Ville de Maeſtricht avec la Comé de Vroonhoven, & tout ce qui en dépend dans le Pays d'Outremeuſe, avec toutes les pretentions qu'ils ont ou peuvent avoir ſur les Villages d'alentour ſans aucune reſerve. Mais en cas tant par la part que Sa Majeſté prend en cette Guerre, que par la ſuite des armes communes, ou en quelque autre maniere que ce puiſſe être, les affaires fuſſent remiſes en un tel état que lesdits Etats Generaux ne fuſſent pas obligés à faire leurs efforts pour procurer la Paix, alors lesdits Etats accorderont à Sa Majeſté d'un commun conſentement ou ladite Ville de Maeſtricht, ou quelque autre de leur Eſtat qu'ils ont déja perdu, ou qu'ils pourroient encore perdre pendant cette Guerre.

XIX. Le preſent Traité ou Alliance durera le tems de 25. années conſecutives, avant l'expiration deſquels on traittera du tems que l'on y continuera pour le bien du commun, & on delivrera les Ratifications 2. mois après que ledit Traité aura été ſigné; à condition neantmoins que ſi pendant ce tems-là lesdits Etats Generaux viennent à ſentir pour leur bien les effets de la Guerre que Sa Majeſté a promis de declarer en leur faveur, en cas qu'ils ne puiſſent point avoir en Paix ainſi qu'il a été dit ci-deſſus, alors lesdits Etats delivreront la leur tout auſſi-tôt, ſans attendre celle de Sa Majeſté Catholique. Fait à la Haye ce 30. Août 1673. *Ainſi ſigné*,

Dom Francisco Emanuel de Lira.
Van Beuningen.
Gaspar Fagel.
Jean de Mauregnault.
Ysbrant van Viersen.
Schako Gockinga.

Articles (1) *ſeparés.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. I. pag. 597.]

I. BIen que par le Traité, conclu & ſigné aujourd'huy entre Sa Majeſté & les Eſtats Generaux des Provinces-Unies, Sa Majeſté s'eſt engagée ſeulement à rompre avec la France, en cas que l'on ne pût conclure la Paix aux conditions, que l'on auroit jugées raiſonnables; & que Sa Majeſté ſeroit obligée avec douleur à rompre l'amitié qu'elle a avec le Roi de la G. B. puiſque toutes ſortes de raiſons font voir, que ſi ledit Roy de la G. B. l'attache à ne point vouloir faire la Paix avec lesdits Eſtats Generaux; l'on ne peut attendre l'effet, que l'on peut deſirer des Armes de Sa Majeſté Catholique, à moins qu'elles agiſſent conjointement avec celles desdits Eſtats, & indiſtinctement contre tous ceux, qui voudroient continuer à leur faire la Guerre, ſans vouloir admettre les conditions d'une Paix équitable; il a été convenu qu'en cas qu'on ne puiſſe promptement conclure un bon & accommodement avec Sadite Majeſté de la G. B. & que tous les efforts, qui ont déja été employés à cet effet, & qui s'employeront encore par (a) *l'entremiſe de Sa Majeſté Catholique, declarant la Guerre au* Roy de la G. B. en la même maniere, qu'elle auroit fait an Roy Très-Chrétien; Toutefois pour ne pas manquer à rien de ce qui pourroit contribuer à empêcher cette rupture, lesdits Eſtats Generaux pour ſatisfaire aux deſirs de Sa Majeſté Catholique, & pour l'inclination, qu'ils ont de pouvoir rellablir leur ancienne amitié, avec ledit Roy de la G. B. ſont demeurés d'accord, que Sa Majeſté Catholique ſera un dernier effort pour porter le Roi de la G. B. à la Paix; & mesme en luy offrant les conditions qui ſont exprimées * *cy-deſſus*, bien entendu que ſi leſdites conditions ne ſont pas acceptées par le Roy de la G. B. & que la Paix, avec ledit Roi ne le conclue pas trois ſemaines après que la Ratification du preſent Traité aura été remiſe; En ce cas Sa Majeſté Catholique rompra avec le Roy de la G. B. comme elle auroit déja rompu avec le Roy de France, & pour ce qui regarde les conditions que Sa Majeſté Catholique pourra offrir au Roi de la G. B. & que lesdits Eſtats Generaux ſouſcrivent, en cas que par l'entremiſe dudit Roi de la G. B on veuille faire la Paix avec eux il a été convenu, que bien que lesdits Eſtats, ni par aucun Principe de Juſtice, ni par aucun Succés d'Armes ne ſe trouvent obligés à donner les mains à des conditions desavantageuſes, & que les grandes dépenſes, & les perils auxquels l'on les a engagés par tant d'efforts, & dont ils ſe ſont heureuſement defendus par l'aſſiſtance divine, ne les mette pas dans le beſoin d'acheter la Paix par des conditions, qu'ils ne doivent pas accorder; que neantmoins pour finir s'il ſe peut la Guerre avec Sa Majeſté de la G. B. Sa Majeſté Catholique ne jugeant pas autrement pouvoir travailler à cette Paix, pourra offrir audit Roy de la G. B. pour toutes les pretentions qu'il a formées jusqu'à à cette heure, ou qu'il pourroit former encore contre lesdits Eſtats Generaux, premierement un ajuſtement ſur les affaires du Pavillon à la ſatisfaction de Sa Majeſté Britannique.

II. La reſtitution des Païs, & Places, que lesdits Eſtats Generaux ont occupés ou pourroient occuper par les Armes ſur les Anglois durant cette Guerre hors de l'Europe, moyennant une reſtitution reciproque.

III. Une Somme de 4. 5. 6. 7. ou 8. cens mille Ecus payables aux termes ſuivans, ſçavoir la quatriéme partie dans le tems que les Ratifications ſeront delivrées; & le reſte en trois termes, le premier dans la premiere année aprés la fin de la preſente Guerre: un autre dans le ſecond & le troiſiéme en parties égales. Et lesdits Eſtats Generaux ſe donneront pour cet effet des Cautions ſuffiſantes à la ſatisfaction des Miniſtres du Roy Catholique.

(a) Ces Articles ne ſe trouvent ni dans le Recueil de *Leonard* ni dans la 2. Edition de celui ci. (Dum.)

(a) Cet endroit eſt conſompu. On ne doute point qu'il ne faille lire *par l'entremiſe de Sa Majeſté Catholique, ſuſdite interdite, elle declarera la Guerre au Roi de la Grande Bretagne de la même maniere qu'elle auroit fait au Roi T. C.* (Dum.)

* Lisés *cy-deſſus.*

ANNO 1673.

Addition aux Articles ſeparez.

L'Article ſeparé touchant l'Angleterre ſigné ce jourd'huy entre le Miniſtre de Sa Majeſté Catholique, & les Commiſſaires des Eſtats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas, n'ayant été accordé que par Don Emanuel Francisco de Lira, Envoyé Extraordinaire de Sa Majeſté, que ſous le conſentement & l'approbation qui le doit attendre d'Eſpagne dans quatre ſemaines, aprés la ſignature du preſent Traité, il a été convenu, afin d'ôter tous les ſcrupules, qui pourroient naître des Articles 15. & 16. du Traité ſigné d'aujourd'huy avec les ſouſſignés des Miniſtres & Commiſſaires, en ce qui regarde la Negotiation, aprés la rupture qui ſera faite en commun, ne ſeront obligatoires, ſi faute de conſentement & approbation ledit Article ne fubſiſte plus en ce qui touche le Roy de la Grande Bretagne: bien entendu qu'en attendant ledit conſentement & approbation, & le Gouverneur General ayant commencé à y travailler, lesdits Articles 15. & 16. ſeront obſervés comme tous les autres, mesme devant la Ratification dudit Traité. Fait à la Haye ſigné, comme cy deſſus.

CXI.

Traité fait entre l'Empereur Leopold *&* les 30. Août. *Etats Généraux des* Provinces-Unies. [Frederic Leonard. Tom. VI. Actes & Memoires de la Paix de Nimégue. Tom. I. pag. 582.]

L'Empereur et les Provinces-Unies.

A Tous ceux qu'il appartiendra ſoit notoire & manifeſte, que puis qu'en ce qui a été conclu l'année paſſée entre Sa Majeſté Imperiale & Meſſieurs les Eſtats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, conjointement avec le Sereniſſime Electeur de Brandebourg, pour rétablir la Paix & les moyens qui peuvent ſervir à cet effet, il eſt ſurvenu un grand changement, d'autant que ledit Sieur Electeur a cependant traité ſeparément avec le Roi de France, & qu'auſſi la continuation des hoſtilités & injures faites à Sa Majeſté Imperiale ne lui permet pas de deſiſter du deſſein qu'Elle a reſolu être de ſon devoir pour ſa Garantie du Traité de Weſtphalie, Cleves & Aix, & pour

ANNO 1673. pour éteindre la presente Guerre, comme aussi pour obtenir une fin si desirée qui tende au bien commun de toute la Chrestienté, & que partant il est necessaire que le precedent Traité soit accommodé & proportionné à la constitution du tems & des affaires; c'est pourquoi il a été trouvé bon avec le consentement des deux Parties qu'il fût conclu & accordé par leurs Plenipotentiaires, ainsi qu'en vertu de ce Traité il est conclu & accordé.

I. Que Sa Majesté Imperiale nonobstant le Traité particulier du Serenissime Electeur de Brandeburg avec le Roi de France, demeurera neanmoins constante en la cause commune, & la poursuivra courageusement par toute sorte de moyens, jusqu'à ce que la Paix soit reffaible à des conditions honorables par les armes communes, ainsi qu'il sera dit plus amplement ci-aprés.

II. Sa Majesté Imperiale tiendra prête pour cet effet pour le 16. du present mois d'Aoust sur les Frontieres de Boheme, auprés de la Ville d'Egra une Armée de 30000. Hommes, à sçavoir 10000. Chevaux & 20000. Fantassins, pourveue de toutes sortes de Munitions necessaires tant d'Artillerie qu'autrement; laquelle Armée Sa Majesté envoyera sans aucun delay du côté du Rhin afin d'agir pour la cause commune, selon que la necessité des affaires le requerra, jusqu'à la fin de la Guerre, pour parvenir au but mentionné ci-dessus. Et il sera permis ausdits Estats Généraux d'envoier des Commissaires pour visiter lesdites Troupes dont on fera monstre auprés dudit lieu d'Egra, & marquer le nombre qu'il y aura, comme aussi ils pourront être presents à toutes les montres suivantes qui se feront de trois mois en trois mois, & prendront connoissance de tout, ainsi qu'ils verront le plus à propos.

III. Et d'autant que par la presente constitution des tems & des affaires Sa Majesté se trouve beaucoup plus chargée que par ci-devant, on a resolu qu'à l'égard des nouveaux frais qu'il conviendra faire pour augmenter le nombre de la Milice par de nouvelles levées & recrués, & executer les autres choses necessaires pour le bien de la cause commune, lesdits Estats Generaux payeront tous les mois pour le soulagement desdits frais à Sa Majesté à Francfort, fi ledit payement s'y peut faire, ou bien à Hambourg, 45000. Risdales en argent contant de Banque, lequel payement commencera à courir dés le premier Aoûst de la presente année, & durera jusqu'à la fin de la presente Guerre.

IV. Et fi l'on trouvoit bon pour le bien de la Guerre, d'augmenter lesdites Troupes d'un commun consentement, ou qu'on fût obligé d'agir contre de nouveaux Ennemis qui pourroient être suscitez à Sa Majesté par le present Traité, ou pour quelque autre occasion que ce pût être, lesdits Subsides seront augmentés à proportion selon le nombre des Soldats que Sa Majesté sera obligée de lever, tant pour la propre defence, que pour celle de la cause commune.

V. Et d'autant qu'il est necessaire pour la marche de l'Armée qu'il y ait de l'argent contant pour plusieurs necessitez de la Guerre, lesdits Etats promettent de payer par avance en argent contant à Francfort s'il se peut faire, ou à Hambourg, la Somme de 100000. Risdales, & cela en deduction desdits Subsides, aussi-tôt, que la Ratification sera arrivée en ce lieu de la Haye, & qu'elle aura été delivrée par le Sieur Krampricht au nom de Sa Majesté Imperiale, & dés que l'Armée commencera à marcher, hors des Terres Hereditaires pour cet effet.

VI. Mais s'il arrivoit que pendant que les Armées Imperiales sont occupées à travailler pour le bien de la cause commune, que Sa Majesté Imperiale fût empêchée en son bon dessein par l'invasion des Turcs, en ce cas-là il sera permis à Sadite Majesté de rappeller de ses Troupes autant qu'elle en aura besoin pour sa propre defence, à condition toutefois que les Subsides ci-dessus mentionnés seront amoindris à proportion desdites Troupes qui auront été rappellées.

VII. Sadite Majesté Imperiale & lesdits Etats Généraux auront soin que les autres Rois, Princes & Electeurs dont le secours & l'assistance pourroient être utiles au rétablissement du repos & de la tranquilité publique soient compris en ce present Traité: & en cas que quelques-uns desdits Rois, Princes ou Republiques y voulussent entrer, cela se pourra faire d'un commun consentement aux conditions que l'on pourra stipuler avec eux; & on fera tous les devoirs possibles à ce que le Traité qui a été commencé avec le Duc de Lorraine, soit amené à sa perfection par un commun consentement comme dessus, & qu'aprés cela il soit reputé comme une partie du present Traité, & y soit compris absolument. ANNO 1673.

VIII. Sa Majesté Catholique pour Elle-même, & pour ses Successeurs, Roiaumes & Provinces, sera comprise en ce present Traité, comme y ayant une part considerable, & en effaut un Membre principal, aux conditions qui seront accordées, entre Leurs Majestez Imperiale & Catholique & lesdits Estats Généraux: les Articles duquel Traité ne seront qu'un seul & même corps avec le present Instrument, à tout de même que s'ils y étoient inserés de mot à mot.

IX. De plus il a été accordé que les Estats Généraux renforceront leur Armée le plus qu'il leur sera possible, & du moins jusqu'au nombre de 24000. Hommes selon la constitution de leurs affaires, & jusqu'à 20000. Hommes s'il se peut, suivant le 3. Article du Traité de l'année passée, laquelle ils tiendront preste pour agir aux Lieux où il sera necessaire, aussitôt que l'Armée Imperiale étant partie d'Egra, sera arrivée sur les Terres de l'Empire, ou aura commencé à agir séparement contre les Ennemis qui portent ou porteront les Armes contre la Paix de Westfalie, Aix ou Cleves, ou qui en empêchent la Garantie, & cela par Troupes separées, ou autrement, selon que la necessité des affaires le requerra, du commun consentement des deux Parties & leurs Généraux. Il sera aussi permis à Sa Majesté Imperiale d'envoyer des Commissaires pour être presens à la monstre de ladite Armée des Etats, & prendre connoissance du nombre des Soldats dont elle est composée.

X. Enfin tous les Articles qui sont compris au precedent Traité du 17. Octobre de . . . . & qui ne sont point contraires au present, & sur tout le 3. 4. & 6. comme aussi les Articles separés, demeureront en leur entiere force & vigueur, & ne seront point alterés par le present Instrument, lequel durera autant de tems que le precedent, à sçavoir 10. années consecutives, à conter du jour de la Ratification, laquelle sera delivrée de part & d'autre dans le tems de trois semaines. Fait à la Haye ce 30. Août 1673. *Ainsi signé.*

(L.S.) JEAN KRAMPRICHT.

CXII.

Articles pour la Paix des Archevêque de COLOGNE *& Evêque de* MUNSTER, *avec les* PROVINCES-UNIES, *dressez à Cologne le 15. Septembre*, 1673. [Manuscrit.] 15. Sept. LES PROVINCES-UNIES, COLOGNE ET MUNSTER.

ON Alteſſe Electorale de Cologne, & ſon Alteſſe l'Evêque de Munſter rendront à Meſſieurs les Etats non ſeulement tout ce qu'elles ont occupé dans le Pais de Drente & de Gueldres, mais auſſi de la Province d'Over Yſſel, les Villes de Deventer, & Campen avec tout le Païs de Volleuhoven à l'exception de Swarts-sluys & du Païs de Sallandt, ils reſtiendront en outre le Païs appellé la Colmeſchaie, ſitué à l'entour de la Ville de Deventer avec les Villages, & Terres ſituës auprés de la Ville de Campen, de l'autre côté de l'Yſſel, le tout à condition que lesdits Princes

I. Reviendront en toute Souveraineté la Ville de Swolle avec toutes les dependances des Païs de Sallandt & Troenne, excepté ce qui a été nommé cy-deſſus, & que lesdits Princes ne pourront rien faire fortifier de nouveau ſur la Riviere de l'Yſſel entre Deventer & Campen.

II. Du Comté de Zutphen les petites Villes de Lochem, & Grolle, comme auſſi les Terres, Villes & Seigneuries de Borckelo, Breſort, & Lichtenvoort avec toutes les dependances.

III. Que la Ville de Swolle, Haſſelt, & tous les Habitans & Sujets des Païs, qui demeureront ſuſdits Princes auront la meſme liberté du Commerce dans les Provinces-Unies qu'ils ont eu cy-devant, ſans que Meſſieurs les Etats y puiſſent apporter aucun changement.

IV. Que non ſeulement on laiſſera dans Deventer, Campen & leurs dependances les choſes à l'égard de la Religion dans le même état où elles ſe trouvent, mais que même il y aura liberté d'exercice de la Religion Apoſto-

ANNO 1673. Apoſtolique Romaine dans toutes les Villes des Provinces-Unies ſuivant les Vieux Concordats, & les Catholiques ne pourront plus être exclus des Charges publiques à cauſe de la Religion.

V. Qu'au lieu du Château de Wedde, avec le Païs de Weſter-wolde, le Fort de Bortangue comme auſſi Bellingwolde avec ſes dependances, le tout promis dans les Traitez avec les deux Rois à Son Alteſſe de Munſter, ladite Alteſſe ſe contentera pour l'amour de la Paix de retenir la Ville & Seigneurie de Linguen avec ſes dependances & que le Fort de Bortangue ſera raſé.

VI. Que les Etats Generaux ſeront obligés de faire payer auxdits Princes deux cent mille Ecus argent comptant, ſix ſemaines après la Paix faite, pour contenter leurs Troupes.

VII. Que leſdits Etats Generaux rendront Embden & Lieroort au Prince d'Ooſt-Friſe, comme auſſi à tous autres Princes de l'Empire ce qui ſe trouvera uſurpé de leurs Etats, par leſdites Provinces-Unies, ſans le mêler dorenavant plus en aucune affaire qui regarde les Princes & Etats de l'Empire, & leurs Juriſdictions, & autres Droits, tels qu'ils puiſſent être, & notamment encore qu'ils ſatisferont les Ordres Teutonique & de Malthe, comme auſſi Son Alteſſe Electorale de Brandebourg, & Son Alteſſe de Neubourg touchant leurs juſtes pretentions.

VIII. Rendront à Monſieur le Comte de Benthem ſes Enfants, qu'ils lui retiennent contre toute forte de Juſtice & de Droit divin, & des Gens & contre les Mandemens Imperiaux.

Et finalement que l'on conviendra d'une telle Garantie & ſeureté que leſdits Princes auſſi bien que les autres de l'Empire leurs voiſins n'ayent plus à craindre de recevoir aucun tort ni dommage de Meſſieurs les Etats Generaux, ni qu'ils contreviendront en aucune maniere contre le preſent Traité.

Signé à Cologne ce quintiéme de Septembre, l'an 1673. étoit ſigné,

François Egon Ep. Argent. *Le Chevalier de Swiſing.*
J. Prince de Furſtenberg. *Le Bar. Goſen. Droſte.*
W. zur Mohlen. D.

ANNO 1673.

CXIII.

6. Oct. *Traité d'Alliance entre Sa Majeſté Imperiale* LEOPOLD, *&* CHARLES II. *Roi Catholique d'Eſpagne & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES UNIES *d'une part, & de* CHARLES *Duc de Lorraine d'autre part, contre la France, fait au Camp, entre Hanau & Francfort le 6. d'Octobre* 1673. Avec *la* RATIFICATION *dudit Duc.* [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

CHARLES par la grace de Dieu, Duc de Lorraine & de Bar, &c.

Ayant eſté conclu de noſtre part un Traité que nous acceptons pour nous, nos Heritiers; & Succeſſeurs avec Leurs Majeſtés Imperiale, & Catholique, & les Eſtats Generaux des Provinces-Unies ſigné au Camp Imperial entre Hanau & Francfort le ſixieme d'Octobre mille ſix cent ſoixante & treize, qui eſt en la forme ſuivante.

Comme ainſi ſoit, que Son Alteſſe le Duc de Lorraine a fait teſmoigner à Leurs Majeſtés Imperiale & Catholique, & aux Eſtats Generaux des Provinces-Unies le genereux deſir, dont Elle eſt portée de contribuer avec eux tout ſon poſſible pour le retabliſſement d'une Paix univerſelle, honeſte, ſeure & durable, & qu'il eſtoit preſt d'entrer dans une eſtroite liaiſon avec eux pour les meſmes fins: C'eſt pourquoi conſiderant les grands avantages, qui en peuvent reſulter pour le bien public, & eſtimant comme il eſt juſte, ſes bonnes intentions, la preſente Convention a eſté arrêtée & conclue, entre les Miniſtres & Plenipotentiaires de part & d'autre cy-aprés denommés & à ce deuement authoriſés en la forme qui s'enſuit.

I. Que Sadite Alteſſe pour elle, & pour ſes Succeſſeurs tant en vertu de ſes anciennes liaiſons, que par le preſent Traité ſera dés à preſent & pour l'advenir Allié & Confederé de Leurs Majeſtés Imperiale & Catholique, comme auſſi des Eſtats Generaux des Provinces-Unies, & qu'une eſtroite liaiſon ſera eſtablie entre eux, pour procurer mutuellement les ſeuretés, & utilités l'un de l'autre, & ſur tout pour obtenir ladite Paix univerſelle, honneſte, ſeure, & durable, & procurer la reparation & ſatisfaction des dommages cauſés par le Roy Treſ-Chreſtien, & toutes ſortes d'autres infractions de la Paix de Weſtphalie, autant que faire ſe pourra.

II. Que pour donner d'autant plus de moyen à Sadite Alteſſe de Lorraine de mettre en execution ſes bonnes volontés, & de ſe rendre plus utile à la cauſe commune ou l'aidera à former un corps de dix huit mille Hommes, à ſçavoir huit mille Chevaux, & dix mille Hommes de pied, & pour cet effect Sadite Alteſſe fournira de ſa part trois mille Chevaux, qu'elle a preſentement ſur pied, & levera de plus à ſes propres frais deux mille Chevaux, & trois mille Hommes de pied, Sa Majeſté Imperiale promet pareillement de donner de la part mille Chevaux, & trois mille Hommes de pied. Et Sa Majeſté Catholique s'oblige auſſi de donner mille Chevaux & quatre mille Hommes de pied. Et quant aux Eſtats des Provinces-Unies, comme ils ont preſentement à ſupporter le plus grand poids de la Guerre, & qu'ils ne peuvent pas ſe defaire des Troupes qui ſont neceſſaires pour leur ſeureté, ils ne pourront donner plus que mille Chevaux. Bien entendu que leſdites Troupes agiront ou en un corps ſeparé, ou jointes avec les autres Armées, ſelon l'etigence des choſes, & ſelon que du conſentement de pluſieurs on trouvera plus à propos.

III. Et afin qu'on puiſſe jouir au pluſtoſt du bon effect, que l'on peut attendre de l'employ desdites Troupes, Sadite Alteſſe s'oblige à mettre ſur pied quatre mille Chevaux & deux mille Hommes de pied, en quatre ſemaines aprés le jour que ce Traité ſoit eſtre ratifié, & d'y joindre de plus, autres mille Chevaux, & mille Hommes de pied en deux mois aprés le dit terme de quatre ſemaines, & Sa Majeſté Imperiale & Catholique comme auſſi leſdits Eſtats Generaux promettent d'y joindre leur part cy-deſſus ſpecifiée en meſme temps que Son Alteſſe de Lorraine aura mis ſur pied leſdites premieres Troupes, & ſeront Commiſſaires deputés & authoriſés de part & d'autre pour faire reveue de toutes leſdites Troupes, afin d'obſerver, ſi elles ſont au nombre qu'elles doivent eſtre, lelon cette preſente Convention, & ſera ladite reveuë reiterée de trois en trois mois, en toutes les fois qu'aucune des Parties le requerra.

IV. Et quand Son Alteſſe de Lorraine viendra à agir effectivement pour aider à maintenir ſes propres Troupes, tant celles, qu'elle a ſur pied, que celles, qu'elle ſera de nouveau, comme auſſi pour les frais neceſſaires pour l'Artillerie, on luy payera durant la Guerre la Somme de neuf mille Patacons par mois, le payement de laquelle ſera également repartí entre Leurs Majeſtés Imperiale & Catholique, & leſdits Eſtats Generaux des Provinces-Unies, à ſçavoir un Tiers pour chacun, mais d'autant, que dans la conjoncture preſente des affaires il ſeroit impoſſible auxdits Eſtats de payer ledit Tiers en argent conſtant; il leur ſera libre de payer ledit Tiers en obligations ſur les Provinces d'Hollande & de Weſt-Friſe, Zelande, Friſe, Groningue & Ommelande, ſelon la proportion entre eux obſervée avec promeſſe de tels Interêts, & telles ſont accoûtumées de payer à leurs autres Creanciers ayant Obligations, bien entendu, que les contributions que par le moyen desdites Troupes on pourra exiger dans le Pays Ennemi ſeront receuës & adminiſtrées par des Commiſſaires à ce deputés du commun conſentement des Parties pour eſtre employées aux frais neceſſaires & autres uſages de la Guerre.

Les autres Articles touchant les operations futures, les Negotiations de Paix ou ſuſpenſion d'Armes au ſçeu, & avec participation de Leurs Majeſtés Imperiale & Catholique, & les Sieurs Eſtats Generaux, & le tems pour lequel cette Alliance doit durer, ſeront obſervez par Son Alteſſe le Duc de Lorraine de la même maniere, que Sa Majeſté Imperiale en a été d'accord avec leſdits Sieurs Eſtats Generaux, & de la même ſorte, que Elle eſtoient compris & reſerés ley de mot à mot, veu principalement que ce Traité fait une partie de la Liaiſon concluë entre Leurs Majeſtés Imperiale & Catholique, & les Sieurs Eſtats Generaux,

Digitized by Google

ANNO 1673. raut, & que par conſequent il y appartient comme la part à ſon corps entier.

FLORIMOND D'ALLAMONT.

(L.S.)

NOus Reymond Comte de Montecuculi Seigneur de la Baronnie de Hochenegg & Olterburg, Chambellan de Sa Majeſté Imperiale, Conſeiller dans ſes Conſeils d'Eſtats & Privé, Preſident dans celuy de Guerre, Marêchal General de Camps, & Lieutenant General de ſes Armées, Chevalier de la Toiſon d'or ayant Pouvoir de Sa Majeſté Imperiale daté du vingt uniesme Septembre, mille ſix cent ſeptante & trois, lequel a eſté produit & reconnu par Monſieur le Comte d'Allamont Plenipotentiaire & General de Bataille de Son Alteſſe Sereniſſime de Lorraine, avons ſigné avec luy le preſent Traité, muni du Seel de nos Armes, & contreſigné par le Secretaire de Sa Majeſté Imperiale cy-bas nommé. Fait au Camp Imperial entre Hansa & Franckfort le ſixiéme d'Octobre l'an mille ſix cent, ſeptante & trois.

R. C. MONTECUCOLI.

(L.S.)

A. DE PATOUILLET.

NOus ayant ce Traité ſusdit agreable en touts, & chacun des Points & Articles qui y ſont contenus & declarés, avons iceux tant pour nous que pour nos Heritiers, Succeſſeurs Ducs accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons de bonne foi, & ſous l'obligation & hypotheque de tous & chacun nos Biens, preſents, & advenir, garder, obſerver, & entretenir inviolablement ſans jamais aller ni venir au contraire directement ou indirectement, en quelle ſorte & maniere, que ce ſoit: en temoin de quoi nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & à icelle fait mettre & appoſer nôtre Seel, & fait contreſigner par un de nos Secretaires d'Eſtats & Finances. Donné à Coblentz le dix ſeptiéme Decembre, mille ſix cent, ſoixante & treize,

CHARLES DE LORRAINE.

J. DE RAULIN.

CXIV.

19. Oct. FRANCE ET ESPAGNE. *Declaration de Guerre de* LOUIS XIV. *Roi de France contre les* ESPAGNOLS. *Du dix-neuviéme Octobre* 1673. [FREDER. LEONARD. Tom. VI.]

SA Majeſté ayant été informée que le Gouverneur des Pais-Bas Eſpagnols, a fait commencer des Actes d'hoſtilité par toute la Frontiere ſur les Sujets de Sa Majeſté le ſeiziéme de ce mois; Elle a ordonné & ordonne par la preſente, ſignée de ſa main, à touts ſes Sujets, Vaſſaux, & Serviteurs, de courre ſus aux Eſpagnols, tant par Mer que par Terre; & leur a defendu & defend d'avoir ci-apres avec eux aucune communication, Commerce ni intelligence, à peine de la vie. Et pour cette fin Sa Majeſté a dés à preſent revoqué & revoque toutes Permiſſions, Paſſeports, Sauvegardes, ou Sauf-conduits qui pourroient avoir été accordez par Elle, ou par ſes Lieutenans Generaux, & autres Officiers, contraires à la preſente, & les a declarez nuls & de nulle valeur, defendant à qui que ce ſoit d'y avoir aucun égard. Mande & ordonne Sa Majeſté à Monſieur le Comte de Vermandois Admiral de France, aux Marechaux de France, Gouverneurs & Lieutenants Généraux pour Sa Majeſté en ſes Provinces & Armées, Marechaux de Camp, Colonels, Maîtres de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ſes Gens de Guerre, tant de Cheval que de pied, François & Etrangers, & tous autres ſes Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la preſente ils faſſent executer chacun à ſon égard dans l'étenduë de leurs Pouvoirs & Jurisdictions. Car telle eſt la volonté de Sa Majeſté, laquelle entend que la preſente ſoit publiée & affichée en toutes ſes Villes, tant Maritimes qu'autres, & en tous les Ports, Havres & autres Lieux de ſon Roiaume que beſoin ſera, à ce qu'aucun n'en pretende cauſe d'ignorance. Fait à Verſailles le dix-neufiéme Octobre 1673. *Signé*, LOUIS: *Et plus bas*, LE TELLIER. ANNO 1673.

IL eſt ordonné à Charles Canto, Juré Crieur ordinaire du Roi, de publier & faire afficher en tous les Lieux de cette Ville, Fauxbourgs, Prevoſté & Vicomté de Paris que beſoin ſera, l'Ordonnance du Roi du dix-neufiéme du preſent mois & an, afin qu'il n'en ſoit pretendu cauſe d'ignorance. Fait ce vingtiéme d'Octobre 1673.

Signé, DE LA REYNIE.

Leu, publié à ſon de trompe & cry public, & affiché en tous les Carrefours ordinaires & extraordinaires de cette Ville & Fauxbourgs de Paris, par moy Charles Canto, Juré Crieur ordinaire du Roi en ladite Ville, Prevoſté & Vicomté de Paris. Faiſant laquelle Proclamation j'étois accompagné de cinq Trompettes; Sçavoir de Hieronime Trouſſon, Ellienne du Bot, Jurez Trompettes du Roi, & trois autres Trompettes, le vingtiéme Octobre 1673.

CXV.

Teſtamentum Sereniſſimi Regis Poloniæ MICHAEL. LIS I. *qui de ſepultura ſua, Sereniſſimæ ſuæ Conjugis Jatisfactione, in ordinanda poſteſſione bonorum reformatoriorum à Senatu & Equeſtri Ordine præſtanda, debitorum ſolutione, bonorum Hereditate aliisque disponit. Leopoli die 5. Novembr.* 1673. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.] 5. Nov.

In Nomine Domini Amen.

SI quiſpiam aliud mediocris ſortis juxtaque Principum animos magis exercere debet, illud primum ac præcipuum, ut ad normam Chriſtianæ Religionis vitam ſuam componendo noviſſimorum continuum foveant memoriam, ac vitæ humanæ ingreſſum ſtadium ita decurrant, ut brabeum æternitatis beatæ feliciter comprehendant. Hæc nimirum divinæ nuncvoluntatis ordinata, ut veluti à comitiis nascendi hujus Principes non eximie, ita moriendi inexorabilis iisdem decreta ſit neceſſitas, nihilque certius, quàm vitam toi eſſibus obnoxiam cedere in ſpolium mortalitatis. Regium itaque cæſſimavi inter ea humanæ viciſſitudinis ſpectacula, quæ omni momento in oculos aurespque incurrunt, ſeriam intendere cogitationem, ne imparatus à ſupremo & ineluctabili fatorum deprehendar neceſſitate. Dum itaque gravi infirmitate proſtratus & lecto affixus hominem me eſſe memini, & in Confinio vitæ ac mortis poſitum, hanc ultimæ meæ voluntatis connotationem aggredior, ſeraque poſteritati volo cognitam, quod cogitationem mei ipſius tam in vita quam in morte nunquam exserim. Condo itaque & ordino Teſtamentum meum omni meliori modo, via, forma ac ſtylo.

Ac inprimis divinæ Majeſtati pro omnibus Beneficiis tributariæ extolvo gratias, interque illud primo reponoloco,quod in Fide Catholica Orthodoxa Romana natus ſum & educatus, & quam cum ſanguine paterno, lacteque hauſi materno, eandem Fidem ad extremum vitæ meæ halitum retenturum, me conſtantiſſimè profiteor & recognosco, & ſi quiſpiam in ultimo agone tentare Spiritus vellet, damno, rejicio, nunquam me conſenſurum, aut conſentire proteſtor.

Sanctiſſimæ Virgini Matri Patronæ meæ à prima pueritia ſummas refero gratias, quod ope, auxilio, patrocinio per omnem vitam mihi indigno famulo Clienti adhiberit. Patronis meis Sancto Michaeli Archangelo, Thomæ Apoſtolo, anoſtris Nomina in Baptismo patrinis ſum, quam poſſum, devotiſſime me commendo, oroque, ut in extremis meis, & in ſuprema illa Luctâ, unde animæ meæ pendebit æternitas, adeſſe & auxiliari velint.

ANNO 1673. Serenissimæ Reginæ, Dominæ Consorti meæ Charissimæ, ultimo hoc grate voluntatis Symbolo, intimam affectum meum consigno, cujus eximium erga me studium & integerrimum amorem, cum summarum & Imperatoriis sanguine dignissimarum virtutum ornamentis cxpertus, quoniam per breviculi vitæ meæ & Regiminis curſum eidem in adeunda posſessione bonorum testamentariorum non sit satisfactum, ut Senatus, & Equestler Ordo, condignam ejus Majestatis habeant rationem, ac Dignitati & utilitati ejusdem studere non intermittant, majorem in modum rogo.

Senatui Ordinique Equestri ultimam dico vale, & benevoli Animi refero Testimonium, quod Regimen tanti Regni mihi commiserit, meque præter spem meam & vota, unanimi Consensu ad Solium Regium everexerint. Imperfectiones, si aliquæ in me inveniæ, rogo ignoscant & indulgeant. Omnibus qui mihi fuere fidi & benevoli, Altissimus remuneretur, dum mihi non superest compensandi. Quidquid verò offensionum, dissidentiarum, injuriarum per Confœderationes & quoscunque in Republica motus intervenit, ignosci mihi rogo, quia ego omnibus ex toto corde ignosco.

Quàm primùm mortale hoc Corpus animæ meæ reliquerit, ut pro Missæ sacrificiis quantocius absolvendis duodecim millium summa distribuatur volo & ordino.

Corporis mei sepulturam ad Basilicam Cathedralem Cracoviensem in Mausoleo Antecessorum meorum Regum Poloniæ defigno. Cor verò meum amoris obsidem Religiosis Eremitis Camaldulensibus in Monte Regio prope Varsaviam in Ecclesia ibidem à me inchoata deponi volo, pro cujus consummanda fabrica lego summam in Codicillis specificandam.

Magnifico Demetrio Duci in Wisniowiec & Zbaras Palatino Belzensi, Campestri Militiæ Præfecto, necnon Constantino Duci in Wisnowiec pro omni benevolo studio ago gratias, debita lisdem inscripta & assecurata exolvi volo.

Reverendo in Christo Patri Andreæ Olszowski Episcopo Culmensi & Vice-Cancellario Regni, pro magnis multisque erga me meritis, & quod mihi ad ultimum usque spiritum constanti officio & opera adhæserit, gratum affectum contestor. Eidem Pro-Cancellario amanter committo, & concredo, ut torquem aurei Velleris Serenissimo Hispaniarum Regi, remitti curet.

Venerabilem Alexandrum Wolff Abbatem Pegliensem, cujus in obsequio singularem fidem, promptitudinem à primo Regni mei exordio agnovi, obligo, ut circa sepulturam corporis mei eandem fidem demonstrare velit, quam vivo exhibuit, eandemque Serenissimæ Reginæ Dominæ Consorti meæ Charissimæ patrocinio impense commendo.

Generosum Felicianum Wasowicz Capitaneum Narvensem, qui à teneris mihi fidele & indefessum impendit obsequium, probique & diligentis viri implevit partes, Serenissimæ Reginæ itidem commendo pro tot annorum obsequio, ut habeat recompensationem, rogo Serenissimam Reginam, hocque meis Executoribus injungo.

Generosum Martinum Rostucki Capitaneum Leiovien-sem eidem Serenissimæ Reginæ recommendo. Rogo itaque in hac Orbitate, favore, & patrocinio Serenissimæ Reginæ sublevetur, & pro fidelibus tot annorum obsequiis ex argentea & Camera nostræ supellectile luculentam habeant consolationem: Bona Zamoisciana Ordinationi subjecta, juxta mentem Pro-avi mei materni Joannis Zamoiski Cancellarii Regni tradatur iis, ad quos de jure Ordinationis spectant.

Porrò bona mea omnia & singula, paterna, materna & alia quævis devolutoria (exceptis bonis Stati Kamien, quæ in summa centum millium Florenorum Polonicalium Generoso Martino Rostucki per me obligata & invadiata sunt) in exolutionem debitorum patrimorum, matrimorum, nec non meorum ante Dignitatem Regiam, contractorum & legitimè deducendorum converti volo & ordino, exclusis tamen iis debitis, quæ super bonis meis in hostico sitis (in quorum posſessione egomet non extiti, neque illios ex iis fructus percepi) inscripta & assecurata sunt, quamdiu eorundem bonorum posſessionem Heres seu Successor Heredes seu Successores mei non adierint. Bona autem mea mobilia in Regia Dignitate acquisita in auro, argento, Clenodiis, summis paratis, & ex Oeconomiis currentibus, ad me spectantibus, nec ulli ex summo Thesauro Regni & Thesauro à me in publicum mutuo dato, ac quoquo modo mihi debitis, Magni Ducatus Lithuaniæ nimirum, quæ per Status & Ordines Terrarum Prussiæ mihi assecurate sunt, adhuc in perstromatibus, ac alio quocumque nomine vocitata supellectile Regia universa & singula, nullis exceptis, Serenissimæ Reginæ Consorti meæ dilectissimæ, do, dono, & inscribo, cum ea obligatione, ut omnia debita mea à die mez ad thronum Regium evectionis contracta, juste & legitime deducenda, rum & Mercedes deservitas Auicis & Servitoribus meis realiter exolvat, nec non Legata mea in scorsivis Codicillis expressa (quibus per præsentes robur idem ac vim, prout ipsimet Testatores esse volo) expediat. Omnes autem Auiicos & servitores meos, usque ad supremi funeris mei exequias in Servitio retineri, sustineri, ac non prius, quam peracto funere, foluraque debita mercede expediri volo & ordino.

ANNO 1673.

Hujus vero ultimæ Voluntatis meæ & Codicillorum scorsivorum manu mea subscriptorum Executores nomino & constituo,

Serenissimam Reginam Dominam Consortem meam amantissimam, cui ultimum dico Vale, ac pro omni amore & benevolentia refero gratias.

Reverendissimos in Christo Patres.

Casimirum Florianum Zartoryski Archi-Episcop. Gnesnensem.

Albertum Koryczynski Archi-Episcopum Leopiensem.

Andream Trzebicki Episcopum Cracoviensem, Ducem Severiæ.

Stephanum Wierzbowski Episcopum Posnaniensem.

Stanislaum Sarnowski Episcopum Premisiensem.

Andream Olszowski Episcopum Culmensem Vice-Cancell. Regni.

Magnificos,

Alexandrum Lubomirski Palatinum Cracoviensem, Michaëlem Fac. Palatinum Vilnensem, supremum M. D. L. Exercitus Ducem, Joannem Tarlo Palatinum Sendomiriensem, Demetrium Ducem in Wisnlowiec & Zbaras Palatinum Belzensem, Exercitus Regni Campi Ductorem.

Joannem Sobieski, supremum Marescallum & Exercitus Regn. Ducem.

Joannem Leszczynski supremum Regni Cancellarium.

Michaëlem Casimirum Radziwill Ducem, Vice-Cancellarium, & Campi Ductorem M. D. L.

Andream Morsztyn Thesaurarium Regni.

In quorum fidem præsentes manu mea subscriptas Sigillo muniri mando Leopoli die 5. Novembr. Anno 1673.

MICHAEL Rex.

Locus Sigilli.

CXVI.

Traité d'Alliance défensive entre CHARLES XI. *Roi de Suede &* FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg, fait à Cologne sur la Sprée, le 1. Decembre,* 1673. [JEAN CHRETIEN LUNIG. in *Publicorum Negotiorum* Syllogc. pag 37.]

1. Dec. Sorde et Brandenburg.

NOtum testamurque sit omnibus & singulis, quorum interest & quomodocunque interesse potest: Quod cum inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac D. D. CAROLUM, Suecorum, Gothorum Vandalorumque Regem, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandalorum Principem Regie, Dominum Ingriæ & Wismariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Clivis & Montium Ducem &c. ex, & Serenissimum Principem ac Dominum Dominum FRIDERICUM WILHELMUM, Marchionem Brandenburgensem, Sacri Romanii Imperii Archi-Camerarium & Principem Electorem, Prussiæ, Magdeburgi, Clivis, Montium, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiorum Vandalorumque nec non in Silesia, Crosnæ ac Carnoviæ Ducem, Burggravium Norimbergensem, Principem Halberstadii, Minda & Camini, Comitem Marcæ & Ravensbergi, Dominum Ravensteini, & Terrarum Lauenburg & Bütow &c. ab altera parte, elapso nuper anno sexagesimo sexto, die vigesimâ septimâ Martii, mutuum

ANNO 1673. muratum Fœdus Defenſivum, in ipſos proximè ſequentes annos decem duraturum, initum, debitè integritate ſervatum nec adhuc finitum eſſet. Interea verò Nominis Chriſtiani bellis hæreditariis *Turcæ* vicino Regno *Poloniæ* Bellum inferente &c. hodiè continuet, id verò quod inter Chriſtianiſſimum Regem & *Ordines Confœderati Belgii* haud ita pridem exortum, intra gyrum & terminos, proximis Sacri Romani Imperii Provinciis & Diſlones vaſtârit, & in ipſo nunc mediuſlio hæreat, Sacra Regia Majeſtas Sueciæ non magis, quàm ſua Serenitas Electoralis dum hæc ſaluti & incolumitati publicæ propriique Statûs Securitati obſervantiæ fluatoriis expendunt & immiſſenitia majora mala & pericula prospiciunt, è re exiſtimarunt, ut laudi hactenus mutuò cultis obſervatæque amicitiæ arctioribus vinculis adſtringeretur, Fœdus verò ſanctiſſimo ſexto ictum, renovarentur, & ejusdem Capita vel Articuli ad præſentem Reipublicæ ſtatum ſimul accommodentur atque extenderentur.

Quem in finem Sacra Regia Majeſtas Sueciæ, Nos ſuos Ablegatos, utpote me, Militiæ ſuæ pedeſtris Generalem & Vice-Gubernatorem Pomeraniæ, *Conradum Mardefeld*, Hæreditarium in Vanſelo, Pörz, Penſin & Kolicke &c. ut & me, ſuæ Regiæ Majeſtatis Colonellum Locum tenentem, *Bernhardum Chriſtianum Wangelin*, Hæreditarium in Noſſenthien &c. Mandatis ſufficientibus munivit; Sua Serenitas Electoralis verò Nos ſtuos Commiſſarios, utpote me, ſuperanum ſuum Præſidem, Conſiliarium Status intimum & Feudorum, *Ottonem*, Liberum Baronem à *Schwerin*, Dynaſtam antiquæ Landsbergæ, Zachanii, Wildenhoven, Lansburgi & Wolfshagen, Electoratûs Brandenburgici Camerarium Hæreditarium, nec non Capitulo Brandenburgenſis Præpoſitum; me, ſuæ Serenitatis Electoralis Conſiliarium Status intimum & Pomeraniæ Orientalis Cancellarium, *Laurentium Chriſtophorum à Somnitz*, Hæreditarium in Grumsdorf, Drenau, & Gedera, Pomeraniæ Orientalis Camerarium Hæreditarium, & me, ſuæ Serenitatis Electoralis Conſiliarium Statûs Intimum, *Friderieum à Jena* cum plena poteſtate conſtituit. Itaque vigore mandati Dominorum noſtrorum Clementiſſimorum negotium aggreſſi de renovatione & extenſione Fœderis Anno ſexageſimo ſexto proximè præcitapto, paſti, tractavimus & de ſubſequentibus Capitibus & Articulis inter Nos convenit.

I. Sit inter Sacram Regiam Majeſtatem ejusque Hæredes Succeſſores Reges, Regnumque Sueciæ ab una, & Serenitatem ſuam Electoralem Brandenburgicam, ejusque Hæredes Succeſſores Mascalos descendentes, ab altera parte, pro ſecuritate mutuâ & ſtabilivendi conſervandâque Pace, Jurisque acquisitis, ſtrictior Amicitia & Fœdus Defenſivum, Illudque bona fide & ſincero affectu, in utriusque Conſœderatorum honorem & commoda ſervetur & excolatur.

II. Huic Fœderi defenſivo fundamenti loco ſubſternantur ante omnia *Pacificationes & Pacta Osnabrugia & Monaſterii* Anno 1648. die 14—24. Octobris conclinſa & inde dependens *Pacificatorum Limitrophi*. Stedini die 4. Mail Ann. 1673. erectus, ut & *Pacta Oliventia* die 23. Aprilis 3. Mail 1660. inita & confecta, cum omnibus & ſingulis Pundtis, Articulis, Clauſulis, Inſtrumentis earundem Pacificationum & Pactorum inſertis, vigoreque eorundem competentibus Juribus, quæ omnia exactè & inviolabiliter obſervanda ſunt, & il quid præter ſpem inpoſterum inter Conſœderatos irrepat, quod ſtidem contrarium, aut minus conveniens videri poſſit, id confeſtim bonis & civilibus modis medisque amicabiliter componatur.

III. Quemadmodum autem hujus Fœderis non alius ſcopus eſt, quàm conſervatio Pacis Weſtphalicæ, & Securitatis communis vindicatio, mutuaque defenſio, à quacunque hoſtili irruptione in utriusque Conſœderatorum Provinciis & Ditionibus ſequentibus Articulis exprimendis; ita, ſi contingat, ut aliter Pacificentium Conſœderatorum propteras, quod Paci ac Securitati publicæ communi conſenſu & conſilio conſuluerit, vel etiam alium ob cauſam ibi Provinciis, Ditionibus, Statu, Juribus hoſtiliter inciuſis, à quopiam hoſtiliter invadarur vel invito Conſœderato contra Conſtitutiones Imperii & Jura Gentium tranſitus, Stationibus, Inhospitationibus aut Hybernis, Contributionibus aliisve Exactionibus violentis urgeatur, & prematur, adeoque Jura quæſita quovis modo violentur; Pars altera præviâ requiſitione tenetur Parti læſæ aſſiſtere, Eique copias militares auxilio mittere, quemadmodum hoc inferiùs ſtatuum eſt.

IV. Cum Pax & Tranquillitas publica haud parum labefactata ſit, conſortium utriusque vitum eſt, ut redeundis eidem ac priſtino vigori reſtituendis, omnis porrò ſine mora impendatur cura, labor, & ſtudium, & tàm S. Regia Majeſtas prout ab initio ſtatim coram qui nunc ſum mortuum, ſolliciti ſtiti ſum ſcit, quàm S. Seren. Electoralis qua ea omnia pro reducenda Pace adnibita officia probavit, & eâdem vii inceſſit, belligerantibus alteriùs & conjunctim & ſeparatim, cum per Literas, tùm per Miniſtros & Legatos ſuos, inala omnia, quæ jam Belli calamitas conſiliavit, quæque ſi continuetur diutius, non impliciſis modo eidem, ſed & qui exſtores ejusdem, expeſtanda ſint & maneant quoque incommoda, exponi faciant, ſæpius inculcarunt, monuerint ſeriòque hortentur, ut Orbi Chriſtiano, æquis admiſſis conditionibus Pacem reddere velint, ſpe certâ *fretæ*, DEUM, Pacis, Tranquillitatis æque Concordiæ fontem, conſervatoremque piis hisce ac veré Chriſtianis conatibus adfuturum, eosque optato ac felici ſucceſſu beaturum. Ab verò, ſi hæc officia, labor & induſtria fruſtra fuerint omneque auſica horrationes, tàm conſilia, oblataque conveniente loco & tempore media, quamvis repetita, miſeriaque & calamitates aliaque incommoda, quibus quoque Innocentium publica juxta & privata res conficiantur, nullum planè finem-ciet locum, nec æquæ conditiones admiſſæ fed rejectæ fuerint, eo caſu S. Regia Majeſtas & S. Seren. Electoralis nihilominus conſtans ſuum promovendæ conſervandæque Pacis propoſitum, ſimulque aliquando ſignificatius reſtabuntur, quàm ſibi hæc diſplicerant, conſentaque ſtatim inter ſe conſilia, qui ratione pro temporum rerumque ſtatu & tacie, officiis hactenus fruſtrà impenſis, tandem locus aliquis à belligerantibus detur.

V. Ut etiam conſtet, quanam Ditionei hoc Fœdere propriè contineantur, currentes utrinque, ut à Provinciis Sacræ Majeſtatis extra Romanum Imperium ſitis, utpote *Eſthonia & Livonia* Sueciæ Ditionis, cum omnibus earundem Provinciarum Juribus, conditionibus & pertinentiis, prout S. Regia Majeſtas eandem hunc usque in diem hanc quiere poſſidet, Guarantiam præter Sua Serenitas Electoralis Brand. ejusque Succeſſores & Hæredes contra quoscunque, qui dicta Provincias vel earundem conditiones, Jura aut Pertinentias Bello aperto, vel quocunque modo violare turbarève, modo ac Millium numero tali, de quo in hisce Fœderis Tabulis ſpecialius puſta cipicabitur.

VI. Viciſſim Sacra Regia Majeſtas, Reges, Succeſſores & Regnum Sueciæ, S. Seren. Electoral Brandenburgicæ ejusque & Succeſſoribus Maſculis Descendentibus præſtent contra quoscunque Guarantiam *Boruſſiæ Ducalis* prout ea Seren. S. Electorali cum Jure direſti, ſupremi & Independentis Dominii (quod Souverenitatem vocant) à Rege & Republica Polonia publicis Pactis conceſſi & in Comitiis Reipublicæ Polonie Generalibus Warſaviæ Anno 1678. approbatis, in præſenti quiete poſſidetur; ita, ut ſi contingat, quempiam eorum re-tare dictam *Boruſſiam* ejusque conditiones, Jura & pertinentias, dictumque Jus Souverenitatis Bello aperto, vel quocunque alio modo violare turbarève, S. Regia Majeſtas Sueciæ, Succeſſores Reges, Regnumque Sueciæ teneantur S Serenitati Electorali Brandenburgicæ ejusque Hæredibus & Succeſſoribus pro tuendis & conſervandis illis omnibus, copias militares auxilio mittere, eo modo & numero, prout inferius determinabitur.

VII. Utriusque Partis Pacisceneis Provincias, in Germania ſitas, quod attinet, licet ille omnes vi *Pacificationis Germanicæ*, ſint in continua tutela & Guarantia Sacri Romani Imperii omnimque ejus Statuum & Membrorum, nihilominùs tamen in imperem utriusque pan Pacisceniam Securitatem utrinque convenit, ut Regiæ illæ Provinciæ, Ducatus nempe *Bremenſis, Verdenſis & Pomeraniæ exteriotis* cum annexis partibus *ulteriotis Pomeraniæ* vigore Inſtrumenti dictæ *Pacis Weſtphalicæ & Receſſus Suetiorenſis, Regiæ Pomeraniæ* adjecti, ut & *Principatus Rugenſis & Dominium Wismarienſe* cum omnibus exteris Juribus ex inſtrumento jam dictæ Pacis & Receſſu Stetiorenſi vel allundè in Germania bodiè lecitinè S. Regi Majeſt. Regnoque Sueciæ competentibus. Et Electorales, utpote Electoratus *Marchia Brandenburgenſis, Ducatus Clivia, Comitatus Marca & Ravensberg, Pomeraniæ ulteriot* ad Ser. S. Elect. ſpectans, *Principatus Halberſtadenſis, Mindenſis & Camminſis*, ut & omnia & ſingula exteri

ANNO 1673. Jura ex Instrumento memorato Pacis Westphalicæ vel aliunde in Germania hodie legitimè S. Sær. Electi. ejusque Hæredibus & Successoribus Masculis descendentibus competentia, præsentibus huic Fœderi defensivo includuntur.

VIII. Si igitur dictæ hoc Fœdere contigerit, ut S. Regia Majestas Regnumque Sueciæ ab aliquo Rege, Principe, vel Republica, quocunque tandem nomine censeantur, infestentur, oppugnentur & violentur, in præfatis hôcce Fœdere comprehensis Provinciis, Ditionibus, Terris, Arcibus, Locisve, ejusdemque annexis vel inde dependentibus S. Reg. Majest. Regioque Sueciæ competentibus Juribus & Privilegiis, Sæ. S. Electi. pro se, Successoribus & Hæredibus Masculis descendentibus, bonâ fide, spondet ac specialius hoc promittit, se eidem S. Reg. Majesti Regnoque Sueciæ, factâ notificatione, quam primum potuerit, & ad summum intra spatium duorum mensium à die requisitionis suppetias laturam, Exercitu duorum millium Peditum & quingentorum Equitum, quibus Copiis S. Reg. Majesti Regnumque Sueciæ ad finem Belli, si tamdiu Fœdus duret, uti potest, liquidem eidem ita visum fuerit.

IX. Vice versâ, S. Reg. Majestas Regnumque Sueciæ bonâ fide spondet & pariter specialibus hîc promittit, se factâ notificatione, quamprimùm potuerit, & ad summum intra spatium duorum mensium à die requisitionis S. Særen. Electi. ejusque Hæredibus & Successoribus Masculis suppetias laturam, Exercitu duorum millium & sexcentorum Peditum & octingentorum Equitum, si contingat, ut S. Sæ. Electi. ejusque Hæredes & Successores Masculi detendentes ab aliquo Rege, Principe vel Republica, quocunque tandem nomine censeantur, infestentur, oppugnentur & violentur in præfatis hocce Fœdere comprehensis Provinciis, Ditionibus, Terris, Arcibus, Locisve vel quibuscunque eisdem annexis, vel inde dependentibus, & in superioribus Articulis memoratis Juribus & Privilegiis.

X. Quod si verò casus existat, quò in præcedentibus Articulis pactos determinatosque Militum numeros, avertendo periculo, refistendoque hosti non sufficerit, utrique Confœderati fibi invicem promittunt, se conventuram modò Militum numerum augere, & si habito prius super hoc invicem consilio, subsecutaque Conventione necesse fuerit, ad primam quamque requisitionem duplicare vel tripliare velle; ita ut requirens & Bello petitus eo ad finem usque Belli uti, & prout ratio Belli distiverit, vel soverim vel junctis etiam suis propriis Copiis cum eo agere possit.

XI. Equidem in uno & altero præcedentium Articulorum suppetiis missis, ad finem usque Belli uti permittitur, attamen cum contingere queat, ut postquam missa auxilia, Fœdus ejus, quàm exortum Bellum expiret & finiatur, adeoque revocare iterum Copias auxiliares finitò licet nondum Bello, finitò tamen Fœdere, liberum & meri arbitrii sit, Articuli quoque ipsi nullum alium ex utriusque Confœderatorum Consensu & Conventione intellectum & sensum habeant. Postquam tamen utrique Confœderatorum communique causæ & saluti haud leve damnum est, incommoda alia certissimaque pericula conciliari attrahique necesse sit, si diutane, & ardente adhuc Bello auxilia præfata revocari debeant, ideò convenit hoc ipso utrinque, ut Bello petitus Requirentis, antequam finitur Fœdus, cum Confœderato, quem requisivit, quique auxilia misit, agat & pacisceatur, ut ad finem licet vergente Fœdere impoterum quoque & quamdiu Bellum continuatum fuerit, auxilia nihil hîrsd revocet, in quo casu additis conditionibus, vel renovato & prorogato hoc Fœdere, difficilem se alter Confœderatorum haud præbebit.

XII. Casu quo Confœderatorum Copiæ conjungentur, Requirentis, cujus Exercitus Dux vel alius ex ejus Officialibus pallium planè prætendet in missa auxilia Jurisdictionem, sed qui suppetiis missis præest, haud minus eam salvam & integram retinet quàm Requirens vel ejus Militum Dux in suis. Quando vero Judicium militare Generale necessarium fuerit, tunc ex utriusque Partis Officialibus id constituetur, & eidem præsidebit is, cui id absente Principali Requirente, superiorem Belli Dux commiserit, ita, ut primâ vice Præsidium Regio, secundâ verò vice Electorali, atque ita semper vice versâ, vel, ut loqui amant, alternativè competat. Quemadmodum quoque ad actiones militares Requirentes & ejus Dux habitò & communicatò prius cum auxiliarium Copiarum Duce vel Præfecto, exterisque Officialibus, quos ad consilium Bellicum adhibere mos erit, consilio, nec aliter procedet.

XIII. Is, qui requisitus à Confœderato, auxilia mittit, iisdem de tormentis minoribus, vulgò Campestria dictis, cum omnibus ad ufum eorum necessariis prospiciet; tormenta verò majora & mortaria cum omni apparatu & rebus quibuscunque ad ufum eorum pertinentibus, is ex Confœderatis suppeditabit, in cujus Ditionibus atque Provinciis contra hostem agitur. Quod si verò extra Confœderatorum Territoria, atque ita in loco terrio Bellum geritur, Tormenta majora & mortaria cum omnibus ad ufum eorum spectantibus is adducî curabit; qui loco jam dicto tertio vicinior fuerit. ANNO 1673.

XIV. Et cum utriusque Paciscentium, præsenti imprimis rerum facie, maximoperè interfit, ut subditæ eorum, de primilis reciprocè auxilis, certus esse possit, ideò utrinque hoc ipso convenit, ut simul atque Paciscentium unus Bello petitus fuerit, alter factâ notificatione & subsecutâ requisitione, auxilia statim justa Articulos præcedentes, mittat, nec ideò differat, quasi prius examinandum, causamve aggressionis petitus Bello dederit, an absque justa causa petitus; sed unda hostilis aggressio, vel turbationes & injuriæ in Articulis III V. & VII. nomine tuus expressæ, pro justa & necessaria auxilii mittendi causâ, à quolibet Fœderatorum haberi debeant.

XV. Quamvis autem prædictæ Copiæ auxiliares ipso actu Subsidio militæ sint, liberum tamen nihilominus Confœderato implorato & requisito erit, per Legatos & Ministros id operam dare, ut Invasor seu Turbator amicabili ratione pertsuderi possit, ut à vi & injuria desistat, sin laudenti ea fœderi obstinatio, ut nullis amicabilibus rationibus ad æquum præstandi & inducî patiatur, non ante ab auxilio præstito cessabitur, quam Pacti lasia per omnia satisfactum fuerit.

XVI. Missis itaque auxiliaribus Copiis in Ditionibus suis de eorumvel sufficienti usque ac propria prospicere is, qui illas requisiverit, ratione vero victûsi Stipendii Militaris, quisque pro arbitrio, Conventionemque cum Officialibus suis inita, agat.

XVII. Quicunque Copiis auxiliaribus Præfectus, Imperium in eisdem, subsecuti etiam conjunctione armorum, retinet: ita tamen, ut sub auspiciis ejus, qui auxilia requisiverit, militet, ejusdemque vel consilium ab eodem Ducis Exercitus justis parere, sive is suppetiis sibi submissis ad defendionem Ditionum, Statuum, Locorumque suorum, sive ad oppugnandum primum aggressorem in propriis ejusdem Terris ac Ditionibus uti voluerit, habiti semper ea ratione, ut Copiæ auxiliares cum reliquo Exercitu ubique æqualiter tractentur.

XVIII. Auxilia ferenti hâc imprimis ratione prospectum sit, ut fiquidem in terminis Auxiliatoris ea hostes cuerit, nec oblatas suppetias till Bello ipsemet involutus fuerit, fine ineluctione plenique fecuritate ejusdem usibus quidem Tractatus Pacis vel Inducîarum initi debeat, imò ne suspendio quidem armorum (ubi id Status Bellique ratio requiviverit) nisi ad summum trium septimanarum pro utroque Exercitu simul. Quod si verò obtatum Confœderatorum auxilium cum aggressore, vel alio quocunque aperto Bello impliverit, tunc neuter line alterius lcitu, consensu & consilio, neque ad principales cum hoste Tractatus decendet, sed omnia mutuò operâ, communicatione & consilio agantur & tractentur, donec utrique Confœderato de sufficienti fecuritate plenissimè provisum & per omnia satisfactum fuerit.

XIX. Cum verò in initio hujus Fœderis præsentis Polonæ Status eique Regno ab intestinis & Civilibus Nominis hoste, Turcâ, magis magisque impendentium periculorum facta quoque sit mentio; Proinde sua Regia Majestas & Sæ. Sua Electoralis non solùm vicinitatis, sed & Christianitatis jure motæ, fe rem ieo Nomine & Ordine dignissimum esse facturas confuerunt, si in istum casum, quo dictum Regnum ac Respublicam cum Polonicam, Barbarus ille hostis dentio Bello infestare, neque in ejus viscera nutre tentet; Eidem certum aliquem Militem auxilio mittant; atque ad idem præstandum alias quoque Potentates ac Status adduceant, cum ulteriori proposito & conantione, fe super toto fuppetiarum mittendarum negotio, earundem numero, subsistentia, modo sustentationis, cæterisque omnibus à Regno & Republica Polonæ præstandis, simul per Ministros suos utrinque ad id negotium plenarie instruendos, ad instantiam Regni & Reipublicæ Polonæ cum eadem quamprimum esse tractaturas, & conjunctim ad finem perducturas, atque ut præstacto modo aili quoque in Societatem hujus auxilii, contra inimicum illum

Digitized by Google

ANNO 1673. illum hoſtem ſerendi permoveantur, junctâ curâ & operâ allaboraturas,

XX. Quòd verò hæc omnia, quæ in hoc Fœdere ſanctæ atque invicem promiſſæ ſunt, eò exactius præſtari ac in deſtinatum finem eò feliciùs perduci valeant, placuit, etiam utrinque mutua ſuper hisce negotiis correſpondentia, ac fida confabiorum communicatio, ita ut inter alteri maiore fatis ſignificet, quid mutatâ forte tàm in Germaniâ, quàm in vicinitate reipſorum & rerum facie, faluti publicæ, propriique Status ratione conveniens exiſtimet, quò facto utrique Confœderatorum conſilia conferat, eaque dirigat, quo Pacificatio univerſalis, hujus Fœderis ac Amicitiæ veræ Leges ad amuſſim promoveantur & obſerventur. Quomodo quoque Confœderati virtute hujus Articuli ad ſe recipiant, ſe durante hoc Fœdere nullum aliud huic contrarium, pacturos, neque paſſuros ſe ad alia flecti, quæ Conventioni huic & amicitiæ ſinceræ ſtrictiſſimaque ulla ex parte adverſari poſſint. Proinde etiam ultimum quoque Confœderatorum Miniſtri publici & Legati, imprimis etiam Ratiſbonæ adhuc hærentes, vel inpoſterum illic miſſi, eolunt quoque bonam inter ſe amicitiam ac correſpondentiam, ita ut de rerum argumentis hi propoſitis, præſertim verò ad Pacem & Securitatem publicam ſpectantibus, fideliter conferant, deliberent, atque de certa aliqua ſententia, quæ Pacî Weſtphalicæ, Conſtitutionibus Imperii, Securitati & Libertati Germaniæ, huic Fœderi & Confœderatorum commodo conformis ſit, inter ſe conveniant, tandem publicè pronuncient, cique inſiſtant & inhæreant.

XXI. Durante Bello vel etiam ſubſecuta Pace, is, qui ſupperias ex hujus Fœderis præſcripto tulerit, eo nomine nil quicquam præter munda vice verſa in Ditionibus, cæſſibusque hocce Fœdere compoſitis deſtituque poſſulare poterit auxilia, nentiquam autem à requirente hive ſumptuum Belliorum hive damnorum præcetu aut quocunque alio colore de Ditionibus, Statibus, Arcibus, ſociisque quibuscunque aliquid deinceps vel prætendere.

XXII. Includantur huic Fœderi defenſivo ab utraque parte reſpectivè Imperator Romanus, Reges, Principes Electores, Principes, Reſpublicæ & Status utrinque nunc & poſthac amici & Fœderati, quorum amicitiæ Fœderibus & Pactis conventis hoc Fœdus nullum præjudicium afferat, ſed maneant ac in ſuo vigore ſtatu. ſalvo tamen per omnia hoc Fœdere.

XXIII. Admittantur ex iis quibus accedere libuerit, communi tamen conſenſu, & ut certis de capitibus cum iis nomine utriuſque Confœderatorum agatur conveniatorque.

XXIV. Duret hoc Fœdus in decem annos, religioſque ſervetur, quo tempore elapſo, vel etiam ante conveniant Confœderati de prorogatione, ſiquidem ipſi ita collibitum fuerit.

XXV. Ratificationum Inſtrumenta ſuper hoc Tractatu & Fœdere defenſivo, à Sua Regia Majeſtate & Sua Serenitate Electorali propriis manibus ſubſcripta, intra ſpatium trium mentium, aut, ſi fieri poteſt, citiùs à die ſubſcriptionis computandorum, hic Coloniæ ad Spream rité commutentur.

In hujus rei fidem & ſecuritatem majorem duo hujus Fœderis ejusque Capitum ſeu Articulorum Exemplaria, pari tenore confecta, manuum nominumque noſtrorum ſubſcriptione & ſigillorum impreſſione firmavimus. Acta hæc funt in Arce Colonienſi ad Spream die 1. Decemb. Anno 1673.

(L.S.) *C. Mardefeld.* (L.S.) *Otho L. B. à Schwerin.*
(L.S.) *B.C. Wangelin.* (L.S.) *Lanr. Christ. Sommitz.*
(L.S.) *Friderieus de Jena.*

ARTICULUS SEPARATUS.

I. NOtum præterea teſtatumque ſpeciali & ſeparato hoc Articulo ſit omnibus, quorum intereſt, vel quarè ratione intereſſe poteſt. Quamvis in Fœderis defenſivi quod inter Ser. Reg. Majeſt. Sueciæ & S. Ser. Elect. Brandenburgicam ab utriuſque Plenipotentiariis hodie concluſum, Articulo imprimis quarto ſpecialius conventum pactumque ſit, quâ ratione ab utroque Confœderato, pro redeuenda Pace, labor, cura, ſollicitudo & officia impendi & adhiberi debeant, & ſi fruſtra fuerint, quonodo pro temporum, rerumque facie collatis conſiliis, Confœderatorum officiis locus aliquis à Belligerantibus detur. Hoc ipſo tamen neuter Confœderatorum ita teneatur, ut ſi funêli officiis fruſtratos ſe & à ſpe promorendæ bonis officiis Pacis dejectos viderint, quibet eorum, prout ſibi, Rebus, Statuique ſuo conveniens & prohcuum eſſiuxerit, haud poſſit liberè & absque ullo vel hujus Fœderis vel aliunde quovis modo præveniente impedimento, pro lubitu decernere & disponere, potius cuique liberum, nullâque ratione vel impedimum vel prohibitum ſit, negletta à Belligerantibus Pace & protracto uterus ſtetio, vel accellione ad quascunque belligerantium partes vel aliâ quâcunque ratioui ſecuritati ſebusque ſuis conſulere ac prospicere, ita tamen, ut conſilii, quæ ſoret, cum alcto Contrederato maturè & juſto tempore, prius communicatis, id omni ſtudio agatur, quo deliberata fatis re & examinatis conſiliis inter ſe convenire poſſint. Quod ſi verò alternter adduci rationibus non poſſit, ut decendat in Confœderati ſui ſententiam, eamque amplectatur & ſequatur, tunc cuilibet Confœderatorum quodcunque liberit, ſeparatim decernere licebit & partes etiam eas eandem eligere, quas ſibi Statuique & intereſſe ſuo magis putaverit favaures & commodas, adeoque etiam Confœderato ſuo vel tunc contrarias, vel forsras. Nihilominus tamen jam enumeratis & quibuscunque aliis, qui excogitari poſſunt & contingere, caſibus Fœdus hoc & amicæ inter Suam Regiam Majeſtatem, Succeſſores, Reges Regnumque Sueciæ, & Suam Serenitatem Electoralem Brandenburgicam ejusque Hæredes & Succeſſores Maſculos deſcendentes, ſalva, integra inviolataque maneant, nonesque utriuſque Confœderati Provinciæ & Ditiones exiſtente ſalu gaudeant, juxta Fœdus Guaranitia & auxilia in eodem promiſſa, Contrederatique non ſolum tempore, quid unus vel alter ſeparatim & non probante, vel conſentiente altero, hoc vel illud agere, vel facere decreverit, alter alterius commoda promoveat, Fœdus deſenſivum in omnibus Capitibus, Articulis & Cluſibus ſanctè ſervet, conſilioque pro ſecuritate utriuſque Statûs & publicâ Pace tranquillitateque nihilominus ex fide conferant, ſtrepenibaque armis haud deſiſtant, à propoſito ſtabilienda iterum conſervandaque quietis.

II. Ut ut etiam in ejusdem jam dicti Fœderis defenſivi Articulo V. inter Ditiones & Provincias Elect. Duratus Clivix & Comitatus Marcæ & Ravensberg expreſſis verbis contineantur, eandemque quam pro reliquis Ditionibus & Provinciis Electoralibus Sua Majeſtas Sueciæ promiſit & pacta eſt, Guarantiam, etiam pro Ducatu Cliveni, Comitum Marcæ & Ravensberg cum exteris omnibus in Fœdere defenſivo & ejus Articulis comprehenſis Juribus & Beneficiis præſtare in ſe recepit: Poſtquam tamen conſtat, Serenitſimum Dominum Palatinum, Linæ Biponting & ibi quadam circa ita nominatam Juliacenſis Succeſſionis cauſam competere prætenſiones, hactenus profeſſam, præterea in Pace Weſtphalica Art. 4. convenum ſit, ut tota Juliacenſis Succeſſionis cauſa vel ordinarin proceſſu vel amicabili compoſitione vel alio legitimo modo dirimi debeat, ex ante memnnata Domo Palatina Lineæ Biponting vero plures prætendentes concurrant, & cum quibusdam eorum juxta tenorem Weſtphalicæ Pacis jam tractatum, præterea que eorum prætenſiones erecatæ lubitaque penitus ſint, Sua Majeſtatis Sueciæ autem ejusdemque Domini Patroni Pretenſio per Pacta ſuper eandem Suam Regiam Majeſtatem, Serenitatem Suam Electoralem & Serenſſimum Ducem Neobrigicum die 6. Mali Anno 1665. inita, Art. 9. ſalva & integra manſerit & adhuc ſit; ita Sereitas Sua Electoralis pro ſe, & Succeſſoribus & Hæredibus ſuis Maſculis hoc ipſo declarat, nullum unquam ullo modo aſſerre debere præjud clum Sac. Reg. Majeſt. ejusdemque Domini Patroni prætenſioni, quæ ipſis circa dictam Juliacenſis Succeſſionis cauſam competit, eò quod Sac. Reg Majeſt. Succeſſores Reges Regnumque Sueciæ pro Ser. S. Elect. Ducatu Clivix, & Comitatu Marcæ & Ravensberg juxta Fœdus defenſivum hodie concluſum & ejus Articulos ſe ſit ſeceperit & polliciti ſpecialius ſit Guarantiam. Quemadmodum quoque Articulo 9. Pactorum die 6. Mali anno 1665. inforum majoris Securitatis & certitudinis ergò verbo tenus hic repetitis ſit & huic Articulo inſertus habetur.

In cujus fidem Nos Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ Ablegati & Nos Sua Serenitatis Electoralis Brandenburgicæ Commiſſarii, hos Articulos ſeparatos manibus noſtris ſubſignavimus & ſigillis noſtris communivimus. Actum Coloniæ ad Spream die 1. Decembr. Anno 1673.

(L.S.) *C. Mardefeld.* (L.S.) *Otho L. B. à Schwerin.*
(L.S.) *B.C. Wangelin.* (L.S.) *Lanr. Christ. Sommitz.*
(L.S.) *Friderieus de Jena.*

ANNO 1674.

CXVII.

14 Janv. L'Empereur, et l'Electeur Palatin.

Articles d'Alliance propoſez entre LEOPOLD *Empereur, & l'Electeur* PALATIN. *A Vienne, le 14. Janvier 1674.* [Manuscrit.]

In nomine Sanctiſſimæ & Individuæ Trinitatis, Patris, Filii & Spiritûs Sancti. Amen.

NOtum ſit quod cum à Sua Sacrâ Cæſareâ Majeſtate Ius Ceſtitudo Electoralis Palatinatus Rheni per Dominum Joannem Fridericum Seiller ſuum Secretarium, Status Conſiliarium, Plenipotentiarium, & Deputatum expreſſim ad Aulam Cæſaream ſubmiſſè petierit promptam operam & præſens Auxilium in ſtatu deplorato, in quo verſatur ſua Domus Electoralis tot adflicta ruinis, tantis diſtrahi ſibi illatis, cum ab Exercitu Gallico ſub Ducis Vice-Comitis Turrenii, cum à Præſidio Gallico Philipsburgi, aliisque Confœderatis Galliæ Præfectis Copiarum & Officialibus, cum etiam ut obviam iretur ulteriori deſtructioni extremoque excidio, quod ab iisdem Copiis & Confœderatis imminebat; cumque perpendiſſet Sua Sacra Cæſarea Majeſtas non alio ne arma ſe anno præterito in Imperio moviſſe, quam ut conſtaret maximè Weſtphalica Pax, & Civilenſis, utque adeliet Sacra Cæſarea Majeſtas fortiter Electoribus, Principibus, & Ordinibus oppreſſis, & injuria armorum externorum vi prægravatis, iisque adeò Dominiorum ſuorum reſtitutionem procurareт, ſed imprimis ut Imperio Romano priſtina quies, & Weſtphalicæ Pacis tanta omnium utilitate reſtituta ſeu inſtauratæ obſervantia reſideretur, eò libentiùs ſe ſuper hac Inſtitutis ſua Ceſtitudinis Electoralis Sacra Cæſarea Majeſtas declaravit, ut exhibeat quo ut ſuimo ad præſtanda ea, quæ live ſua Dignitas Imperialis, ſive obligationes dictæ Ceſtitudinis Electoralis verſus ſuum primum ac ſupremum Dominum requirunt, tum etiam cura, quam geris pro toto Imperio, nec non pro dictis Tractatus Pacis, Capitulationibus in ſua Electione juratis, aliisque Conſtitutionibus Imperialibus, & Ordinibus vindicandis, quibus ut & affectu, conſidentiâ, propenſione quæ ſua ſingulari in dictam Ceſtitudinem Electoralem permota Sacra Cæſarea Majeſtas mandavit ſuis infraſcriptis Conſiliariis Status ut cum dicto Domina Seiller communicarent uterque, deinde poſt habitas ſidas collationes & conferentias, de ſequentibus Articulis convenium eſt

I. Promittit Sacra Sua Cæſarea Majeſtas ſe quàm primum ad requiſitionem dicti Domini Electoris duo millia Peditum & quingentos Equites ſub Imperio & Ducis Officialium Germanorum eſſe ſubmiſſuram, quæ quidem Copiæ atque Officiales, ſecundum præſentis Tractatus Leges, præter Sacramentum, quo jam Sacræ Sue Cæſareæ Majeſtati tenentur, ſeſe novo Sacramento dictæ ſuæ Electorali Ceſtitudini obſtringent, quo conſtituntur quamdiu in ejus Ditione manebunt, jamque ſuper ea re ordines neceſſarii ad Ducem de Bournonville transmiſſi ſunt.

II. Dictæ Copiæ non revocabuntur ſine prævia participatione conſenſuque ſuæ Ceſtitudinis Electoralis ad quam ſpectabit earum Imperium, quamdiu in ſua Electorali Ditione (ut ſupra jam memoratum eſt) manebunt, & omnis Jurisdictio in ipſas Officialesque ejus, quemadmodum in pari caſu fieri ſolet, qui quidem Officiales in bonum commune & ſecundum Militiæ Leges ac maximè ad dicti Electoratus defenſionem Sabbiaramque munionem dictæ Ceſtitudinis Electoralis promptam obedientiam præſtabunt, ipſique abſoluté in iis, quæ juſtitiæ prohibuerivæ morem gerent, quin etiam & dictæ Ceſtitudini Electorali fevere in ipſos animadvertendi militeseque ſubordinatos caſtigandi jus eſit. ſi alicubi damnum inulerint, qui ſcilicet Officialis illud ipſum ſtatuum damnum refarcire ac pro eo dictæ Ceſtitudini Electorali ſatisfacere teneburtur. Et vicissim non remittentur dictæ Cæſareæ Copiæ à ſapius memorata Ceſtitudine Electorali ſine prævia participatione conſenſuque Sacræ Cæſareæ Majeſtatis quibus cum non amplius ſe habere judicaverit hoc dictæ Sacræ Cæſareæ Majeſtati ſignificandum curabit eiusque ulteriorem deliberationem & conſenſum expectabit.

III. Curabit Sacra Cæſarea Majeſtas dictis duobus millibus quingentis, tum Peditibus, tum Equitibus ſuis ſumptibus ſubſiſtentiam exactè ſubminiſtrari, excepiis, quas vocant utenſilis, vino, cerevisia, & pabulis ſive commeatu, que omnia ultro ſua Ceſtitudo Electoralis obtulit atque illis Sua Sacra Cæſarea Majeſtatis expenſis, donec ſtabilitæ fuerint contributiones, quæ ab iis à quibus prætendi merito poſſunt exigentur & in ſuſtentationem, tum dictarum Cæſarearum Copiarum, tum earum, qui jam dictæ Ceſtitudini Electorali Militum, tum earum etiam quæ ſi caſus requireret à Sacra Cæſarea Majeſtate ſubſque illo onere ſublevabitur. Contributionum quidem partitio fiet pro ratione eriusque Partis Copiarum, à Deputatis utriuſque, poſt ſtabilitionem hujusce Tractatus nominandis, ei conditione, ut quæ ab ipſis concordata fuerint ad memoriam Sacram Cæſaream Majeſtatem perferantur, quæ cum ipſa rata habuerit exactè deinceps ultro ethroque obſervabuntur.

IV. Si autem ita caſus ruterit, ut præter ſupradictum duorum millium Peditum & quingentorum Equitum numerum majoribus Copiis Ceſtitudo ſua Electoralis opus habuerit, hunc majorem numerum ad ſapius dicti Electoris requiſitionem reique poſſibilitatem quampritmum Sacra Cæſarea Majeſtas ſubminiſtrabit, quodque ad Imperium & Jurisdictionem dictarum Copiarum attinet expreſſa primo & ſecundo hujus Tractatus Articulo ac deinceps concordanda locum habere intelligentur: inſuper autem Sacra Cæſarea Majeſtas in id milla interpoſità morâ incumbet, ut Circuli Franconiæ Sueviæque atque alii Imperii Ordines parati noxitia, uti jam propoſitum eſt, dicto Domino Electori mittendi habeant, majoraque, ubi caſus id requirere videbitur.

V. Ad ſublevandam ſuam Ceſtitudinem Electoralem gravi tot ſumptuum quos ſuſtinet onere Sacra Cæſarea Majeſtas ſolvendam Francofurti ad Mœnum, in partem quinquaginta millium Talerorum Imperialium, quæ vigore Tractatuum Weſtphalicorum & ſubſequentis Receſſûs Norimbergici pretendi ſua Ceſtitudo Electoralis viginti quinque millium Talerorum Imperialium ſummam numerari curabit, ubi prius tamen hujus Tractatus ratificatio à dicto Serenſiſimo Electore tradita fuerit, ex ipſiusque ordine publicatæ Avocatoriæ Litteræ ad revocandos omnes Potestatios Weſtphalique Subditos ac dependentes dicti Electoratus Palatinatus, qui in Gallia aut ſub ipſius Confœderatis Stipendia faciunt, confignaræque fuerint Sereniſſimi Electoris Litteræ ſeu Patentes, quibus Subditis ſuis injunget, ut Galliæ ejusque Confœderatis quam maximum poterunt damnum armis infetant; Reliqua verò vigini quinque millia Talerorum Francofurti quoque ad Mœnum ſtatim ac Bello dictum Coronam Galliæ ejusque Fœderatos ſua Ceſtitudo Electoralis peticit, ita præſenti numerabuntur.

VI. Suscipit Sacra Cæſarea Majeſtas Sereniſſimam Ceſtitudinem Electoralem totamque Ipſius Domum Electoralem Electoratumque, & Ditiones omnes in ſuam ſingularem protectionem, tuetam, & patrocinium, ipſique continuo ac quanium in ſe crit favebit, dabitque quam primum Generalibus ſuis ordines præſenti ſcrum ſtatui, neceſſitatique ac maximè periculo, in quo verſatur ſua Ceſtitudo Electoralis quam maximè convenientes, neque verò poterunt Sacra Cæſarea Majeſtas aut Sereniſſima Ceſtitudo Electoralis Pacem, Armiſtitium, vel Indutias cum Gallia, qua Fœderatis aliive hoſtibus ſine mutuo utriuſque conſenſu tractare aut eo modo ut alterutra Pars excludatur, quæ nunc è contra ſua conilia conſerent invicem, conjunctimque, omnique fiducià majore adlaborabunt, hâc tamen adhibità cautione, quod neutra ambarum Partium tentatur æquas atque honeſtas Pacis conditiones, ſi offerrentur, recuſare, & quidem Sacra Cæſarea Majeſtas ita comprehendi ſuam Ceſtitudinem Electoralem ejusque Domum Electoralem in Tractatu Pacis curabit, ut quidquid ipſi per Inſtrumentum Pacis Weſtphalicæ affignatum fuerat, reſtituatur, in idque etiam pro parte ſua incumbet, ut damna nuper à Gallia ejusque Fœderatis dicte Ceſtitudini Electorali illata refarciantur.

VII. Hoc etiam modo ſua Ceſtitudo Electoralis ſubjecta Mediationi Sua Cæſareæ Majeſtatis ierrienti cum Electoribus Moguntino ac Trevirenſi, & Duce Lotharingiæ controverſias, recepiique donec ea dirimantur quieté & & amicè cum dicto Electoribus conſtituturque Principibus vicinorum; Quod ſuscipit clementer ac perbenignè Sacra Cæſarea Majeſtas quæ nihil omittet, ut eadem controverſiæ mediante ſuâ interpoſitione quampritmum fieri poterit, amicabiliter inter ipſos componantur ac terminentur, ita ut ſua cuique præſentibus ſunuque jus manent illibatum.

VIII.

ANNO 1674.

ANNO 1674. VIII. Præter ea quæ hucusque allata sunt, statuit Sacra Cæsarea Majestas ea omnia quæ ad liberandum, utiliterque suæ Celsitudinis Electoralis ejusque Domûs Electoralis spectabunt quantum in se erit, promovere quod id ipsum sua Celsitudo Electoralis erga suam Cæsaream Majestatem præstabit.

IX. Spondet vicissim ac promittit sua Celsitudo Electoralis partes Sacræ Cæsareæ Majestatis ejusque Conföderatorum in Imperio, ratihabito hocce Tractatu, le amplexuram seque ea ejus favorem aperte declaraturam, Cæsareisque Copiis suos Equitum Peditumque, tum quas Stipendiis suis alit, tum etiam suæ Dynastiæ militias quam maximo potenti numero (modis sufficienti Præsidio suis Urbibus ac Forralitiis) se conjuncturam, cum quibus contra Gallicum ejusque Conföderatos & Adhærentes ad primam Sacræ Cæsareæ Majestatis requisitionem aperto bello five conjunctim seu separatim, prout è re esse judicabitur, imperium sæviet, neque solummodo nulli Fœderi inimico Suæ Cæsareæ Majestati dicta Celsitudo Electoralis adhærebit, verum etiam totis viribus se periculosis consiliis aut machinationibus, quas quis moliri posset in Imperio opponet, municreque Instructionibus & Facultatibus, quos habet Ratisbonæ, alisque locis Legatos ac Ministros, quo fanctissimum Suæ Majestatis mentem pissimaque consilia cunctis promanent.

X. Utetur sua Celsitudo Electoralis dictis duobus millibus, & quingentis hominibus suscepto ab ipsis Juramento fidelitatis, tum in suis Forralitiis, tum in aliis Dynorum fuarum partibus, prout ratio Belli permittit, eorumque imprimis fecuritati ac conservationi propiciet diligenter, & invigilabit.

XI. Quo autem Suæ Cæsareæ Majestatis fecuritati aliquo modo caveatur, conföderatæ ipsi fuæ Celsitudo Electoralis Ghemersheim, ita ut in hanc Arcem & Urbem posse sua dicta Cæsarea Majestas idoneum Præsidium introducere fuis sustentandum expensis & sumptibus, ita ut nulli fit omen, aut molestiæ Civibus à quibus nullæ poterunt contributiones exigi. Manebit Serenissimæ Celsitudini Electorali restituum suorum Dominiorum libera percepitio, eorumque Civilium, Politicarum, & Ecclesiasticarum administratio. Dictum verò Præsidium Civitatem tuebitur contra Sacræ Cæsareæ Majestatis Imperiique hostes, seque tum eonatibus publicis, tum privatis fraudibus dolisque opponet, observabit exactè, coletque cum protinus Gubernatoribus Officialibusque Electoralibus concordiam & cor respondentiam, & quietè vivet cum ejusdem Civitatis Incolis, ac Pace tandem concluså, educetur, nullâ interpositâ morâ Præsidium, ac sine ulla compensatione dicta Civitas sua Celsitudini Electorali ipsaque deficiente Hæredi ipsius Comiti Palatino configurabitur ac omnino restituetur.

XII. Requirente id necessitate Belli ac ratione, concedet sua Celsitudo Electoralis ante prædicta libertum transitum reditumque, five passo ac repasso in Electorata, aliisque suis Dictionibus Exercitui Suæ Cæsareæ Majestatis ejusque & Conföderatorum commoda, quantum in se erit, stratis Pontibus, aliisque præstatis, quæ in eyusmodi transitibus fieri folent, nec non etiam pro commeatu adhibita cura promovebit, non discedatur quantum fieri poterit ab itinere à sua Celsitudine Electorali constituto, observetur ubique exacta Disciplina, juxta Constitutiones Imperiales, à quovis excessu, direptione, aut exactione militari, caveatur, solvatur è contra æquo pretio quidquid foerit à dicta Celsitudine Electorali ejusve Subditis in usum dicti Exercitus subministratum.

XIII. Casu verò, quod dictus dictive Exercitus retrodecere adigerentur, licent ipsis sub ipsis Arcibus ac Forralitiis dictæ Celsitudinis Electoralis se recipere.

XIV. Promovebit quatenus in se Subditive suis erit sua Celsitudo Electoralis quæ ad comportandos afferyandosque Commeatus, five Magasenos erigendos conducere poterunt, emptione fellere victuum, aliarumque rerum comportatione, & advectione quæ Exercitibus Sacræ Cæsareæ Majestatis & Conföderatorum in Imperio usui esse possunt, obviis illi reperiantur, et tamen Lege, ne hujusmodi prætextu vectigalium fraus fiat, cui ut occeurratur, quos dabunt Generales Cæsarei Salvos Conductus, seu Passeportus propria manu subsignabunt, Sigilloque munient, descripto numero expressaque quantitate rerum, ad subsistentiam Cæsarei, Fœderatorumve Exercitus transmittendarum; atque advertatur imprimis ne quidquam ab iis comprehendatur, quod ad Christianos Hebræosve, qui Mercimonia inferunt asportantve, pertineat, pro quibus est ab ipsis constitutum Vectigal five Gabella exsolvendum concurrere autem fideliter dicta Celsitudo Electoralis adeoque ubi agetur de defensione & conservatione Regnorum, Principatuum, Statuumque Sacræ Cæsareæ Majestatis & maximè Provinciarum Austriæ superioris & inferioris atque ad oppugnandam unam plurasve hostium Arces, aliasque Militares expeditiones fuscipiendas in fua vicinia, toi submittitrare majora Tormenta, quoi fine evidenti propriorum Arcium periculo poterit; & de cætero omnium opem ferre omnimodamque assistentiam præbere tenebitur.

XV. Copis Gallicis, aut Gallis Fœderatis, nec transitum, nec receptum dabit Terrâ vel Aqua, nec Victus, Munitiones aut Navigia, feu Cymbas, feu Barcas, imò verò iis fe totis viribus opponet, & quidquid eò pertinebit impediet subvertetque.

XVI. Durabit præsens Fœdus per decem annos, etiamsi Pax interea sequeretur, atque hoc finito tempore spatio liberum erit cuilibet Partium ipsium renovare, literas singulis Cæsareæ Majestatis Conföderatis hinc Fœdere inclusi, si velint, si verò præter spem omnem Bellum denuo contra Gallium ejusque Fœderatos moveatur aut Sacra Cæsarea Majestas & sua Celsitudo Electoralis earumve Fœderati ad ipsa Bello petantur, aut in aliquod periculum adducantur, molestiæve ratione præsentis Fœderis, aut aliâ quavis causâ afficiantur, sine ulla ulteriori hujusce Tractatus renovatione durare adhuc ille effectumque suum fortiri; nec non ambæ eodem modo obligare inviscem Partes intelligantur, ad ejus certiorem notitiam, firmioremque observantiam præsens Tractatus à Plenipotentiariis Sacræ Cæsareæ Majestatis & sua Celsitudinis Electoralis propriâ manu subscriptus Sigillisque munitus est, & tradità ultro citroque expeditis in id exemplaribus promiserunt invicem Ratihabitionis Instrumenta Dominis suis intra trium septimanarum spatium, aquæ etiam prius, numerandum ab hac die, transmittenda. Vienne die 14. Januarii 1674.

Subsignatum,

RAYMUNDO *Comte de* MONTECUCULLI,
GIO PAOLO HOCHER,
GIO FEDER. SEELLER.

ANNO 1674.

CXVIII.

Defensiv-Allianz zwischen Ihro Kayserl. Mayest. & Janv. Leopold den I. / und Christian den V. Königen in Dennemarck / zu beförderung der anno 1672. den 11. September. zwischen Ihnen und andern Teutschen Fürsten eingegangenen Defensiv-Allianz. Geschehen zu Copenhagen den 8. Januarii 1674. [Tiré de la Regiftrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

C'eſt-à-dire,

Alliance Defenſive entre LEOPOLD I. *Empereur des Romains*, & CHRISTIAN V. *Roi de Dannemarc pour le renouvellement de celle qu'ils avoient faite le 11. Septembre 1672. entr'eux-mêmes, & avec quelques autres Princes de l'Empire. A Coppenhague le 8. Janvier 1674.*

Zu wiſſen ſey hiemit / daß die Röm. Kayſ. auch zu Hungarn / und Böheim Königl. Mayeſt. angelangen die zu Dannemarck und Norwegen Königl. Mayeſt. Ihre Churfürſtl. Durchlauchtigkeit zu Brandenburg / der Herren Georg Wilhelms und Herren Rudolph Auguſts Hertzogen zu Braunſchweig und Lüneburg / dann auch der Frauen Landgrävin Gedächtnüß Agnetten zu Heſſen-Caſſel / Fürſtl. Fürſtl. Fürſtl. Durchleucht. Durchl. in anſehung der jetzt geſchloſſenen Conjunctures / und zu erhaltung ihrer ihnen von Gott anvertrauten Land- und Leüthe der allen unbilligen gewalt / in guter Ruhe und Frieden / durch Ihre mit gemeſſener Maßmacht und Inſtruction in die Stadt Braunſchweig zuſammen-gefertigte gewiſſe Liebe und Abgeſandte / nach unterm dato den 18. Septemb. des jungſt verloſſenen 1672. Jahrs ein gewiſſes Fœdus defenſivum mit einander eingegangen / und ſelbiges hernach die geſandte Allerhöchſt. und höchſte Herren

Prin-

Digitized by Google

ANNO 1674. Principalen und Frau Principalin allerseits ratificiret haben: Nachdem sich aber entzwischen die gefährliche Conjuncturen nicht allein nicht gebessert und nachgelassen / sondern es vielmehr das ansehen gewonnen / als wann auch die jenigen / so darvon am wenigsten entfernet / und sich dieses weit auszhehenden Kriegs am wenigsten zu ennthalten jederzeit gefliessen / dannoch weder etwas wollen thunte emarschiren wenden mochten / Als haben alles höchlich. Ihr Kays. Mayest. und die zu Dennemarck Norwegen Königl. Mayst. eine habe nothurfft zu sein ermessen / Ihre respective Extra-ordinair-Ambassadeurs und Commissarien, den Hoch- und Wohlgebornen Ihrer Kayserl. Mayest. Rechts-Hoff-Rath und Camerern Herrn Gonlach / Gesalen von Mindelstein / Freyherrn zu Rosstlaun und zu Thal / Herrn auff Trautmannsdorff / Oberhalb Ens / Gall / Mühlern und Spielberg / Rittern / und den Wolehrenten Ihrer Königl. Mayest. Cantzlern und Gehrenden / und Extra-Rath / Praesidenten im Cantzlen-Collegio / Jobannsen Ihr Hochland / Kammerrat Rheffenrude und Hungarischen Ambten / Herrn Peter Reed / zu Palsdarf / Rittern. Den Hoch- und Wolgebornen / Ihrer Königl. Mayest. Reichs-Cantzlern und Gehrenden und Extra-Rath / Ambtman über Tonsberg-ambt / Herrn Peter Greiffenfeld / Grafen zu Greiffenfeld / Ritern / den Wolgebornen Ihrer Königl. Mayest. Gehrenden Rath / Reichs-Admiralitäten / Assessorn im Collegio Status und höchsten Gerichts / Cantzler / Ambtmann über das Seelandische Stifft / auch Amtmann über Copenhagen und Kopfenhafe / Ambter / Herrn Johann Ehrenhoy den Yoeden zu Hellerup / Rittern / bei Wol-Edlen Ihrer Kon. Mayest. Cantzley-Rath / Assessorn in Collegio Status, und höchsten Gerichte / auch Extra- und Cammer-secretarium Conrad Wormann / an dero Königl. Hof hier zu Copenhagen in Conferentz treten pflassen / damit sie nicht allein von der erleuterung und erklärung / sondern auch von würcklicher und nachrichtlicher Execution behalten in vergangenen Jahr getroffenen Fridens handlen und zugleich schliessen möchten / welche sich dann darauf nach beiderseits gegenseitiger aufgewechselten Vollmachten und geleisteten ein- und anderer Conferentzen / nachstehenden Articuln / dis auf allenfallsige Ratification von der allerhöchst-benannten Kayserl. auch zu Dennemarck Norwegen Königl. Maj. May. verglichen / und

I. Soll es bey beiligten vor einem Jahr schon getroffenen Fridere defensivo, so weit denselben durch diese gegenwärtige Abhandt nicht derogirt, allerdings verbleiben und schlige in allen seinen inhalt punctis fest gehalten werden.

II. Dahero man sich zu Gottes Namen entschlossen resolviret, zu manuteinung beschlesener Alliance die kräfte zusammen zu setzen / damit das Kon. Reich von allen western Feindschen ein Recht erretet / wider den Schwedischen Friedensschluß ferner nichts gehandelt / der beiden höchsten Alliirten Erb- Königreich und Landen / wie auch der gesambten Bundes-Verwandten sicherheit besterwasen conserviret, und mithin ein sichrer beständiger Universal-Frieden auch so viel ehender wieder erhalten werde.

III. Zu welchem ende Ihr Kayserl. Mayest. und die zu Dennemarck Norwegen Königl. Mayest. hierzu verpflichten / daß in beiligter Alliance zu der gesambten Bundes-Verwandten / und auch eines jedens defension in particulari überhaubtsmes quantum, der meinstandiget Mann / als dergestalten zu Pferd und Fuhs / tatsächt zu Feld mit einer conversablen Artillerie / und bestenschaft zuhalten / auch in dero Erb- Königreich und Landen / an denen ohrten zurreichen / von dannen beiligte Trouppen ohne langen aufenthalt / auf erfordung des beleidigten und seiner Hülffe benehigten mit - Alliirten / allsobald zusammen gezogen / und zu Felde gebracht werden können.

IV. Wohen dann ferner beide höchste Alliirte sich verglichen / daß so lange sie beyderseits mit einer solchen Macht einander secouriren, ein Alliirter von dem andern aus keinen andern Fridere einige Beleter juforderen befugt seyn soll.

V. So viel die Kriegs-operationen anbetrifft / da sollen solche unter denen mit - Confœderirten vereinlich verglichen und von jeden das jenige / was auf eben kombt / zu bestimmter zeit / mit aller Macht und kraft / männlich und tapffer vollzogen werden.

VI. Rationes der von einem und anderen eroberenden Plätzen und Landen / soll es bey den jenigen verbleiben / welche man sich bei falls / in denen in vergangenen Jahr geschlossenen Fridere defensivo § folte man zc. vergliehen / jedoch daß solches nur von den fällen zuverstehen sein soll / wann der Alliirten Trouppen conjunction ein ohten oder wercken.

VII. Dahey doch bedungen werden / was die zu dem Kon. Reich gehörige ohrter / und die darunter begriffene Religionen und Gerichtsstet anbetrifft / daß das jenige / was bis anhero in dem Westphälischen Frieden begriffen / gehalten / und allest quo ad punctum Religionis in gnaumarkirten stand gelassen werden soll. In dem ende auch keine veränderung oder neuerung weder in denen Stiffern noch an der Religion verstatet / sondern selbige bey dem Kon. Reich und der in selbigen ohrten obhandenen ihrer allen Cathol. sondern auch andern Religionen / wie sich dieselbe anjetzo befinden / erhalten / wie auch die Jura Electionis, so dem Thund- und andern Capitul zuständig seynes wegs turbiret, sondern sie da bey ruhig gelassen und geschützet werden sollen.

VIII. Soll kein theil ohne vorwissen und einwilligung des andern / weder etwas grosses noch haubtsächliches vornehmen / noch einigen Frieden oder anstand der Waffen trachten, vielmehr alle Frieden schliessen / oder einigen anstand der Waffen machten / sondern alles communicato consilio & communi consilio thun / auch ehender keinen Frieden eingehen / es sey dan jedem allest das / so nach dieser Bündnus einen oder andern abgenahmen / wiederumb restituiret, und ein jeder in den alten stand in welcher er den schädlichung dieser Bündnus gewesen / gesetzt / und dem beleidigten seine billigmässige satisfaction und sicherheit sowol immer möglich / wiederfahren.

IX. Ist aller Fleiß anzuwenden / damit Ihr der Bunds-Verwanten Land und leichte und den Durchzügen / Contributionen und fourtien möglichst verschonet werden.

X. Sonsten bleibt die sache wegen der jurisdiction und Commando über jede Völcker / zeugen denen Durchzug und Verpflegung / des modi absitendi, wie auch gegen bestellung eines Kriegs-Raths und sonsten bey dem / was in beiligten in vergangenen Jahr geschlossenen Fridere gemeldt und verantasset worden.

XI. Wann auch ein- und andern Potentaten und Ständen in diese Bündnus mit empfangung geselen solte / solches mit einmuthiger verwilligung und beliebung der Bunds-Verwanten geschehen darüber handlung gepflogen / und die Conditiones derer man sich vergleichen mag / diesem Recess-Revers beygefüget werden.

XII. Soll diese Bündnus bey denen vorigen Fridere stehen, so weit die höchste Alliirte entweder unter sich / oder mit dem Staat der Vereinigten Niederlanden bereits haben / keines weges praejudiciren, sondern es sollen beyde so ferne in ihrem vollkommenen vigore bleiben und gelassen werden / in so weit sie diesem nicht zu wider / und hier in einem und andern extendiret, oder sonsten gerendert und verneuert worden.

XIII. Und dessen nach soll diese Bündnus von dato dieses Recesses drey nach einander folgende Jahr stehen / und unverbrüchlich gehalten / auch der höchsten Bunds-Verwanten Ratification binnt eintzig dreyer Monaten unter Churbrandenburgischer in Copenhagen eingebracht / oder durch der zu Dennemarck Norwegen Königl. Mayest. an Ihrer Kayl. Mayl. Hof habenden Ministrum litteratum unser zeit beliget zur stelle ausgewechselt werden / und bleibt dahenbey zu der Bunds-Verwanten gefallen und gutbefinden gestellet / ob sie diese Bündnus prorogiren, und zu solchen ende noch vor ablauff der drey Jahren eine zusammenkunfft und handlung veranlassen wollen.

Dessen zu urkund / ist dieser Recess von anfangs allerhöchstgedt. Ihrer Kays. und Königl. Mayest. Mayest. respective Dero zu extraordinair Ambassadeur und Herren Commissarien unterschrieben und besiegelt worden. So geschehen in Copenhagen den 14. Januarii Anno 1674.

Geyh von Windischgrätz (L. S.)
P. Rieß. (L. S.)
Greiffenfeld. (L. S.)
Jhr. B. Korbitz. (L. S.)
C. Biermann. (L. S.)

Articuli Secreti.

ANNO 1674. Nachdem Ihr Kayserl. auch zu Hungarn und Böheimb Königl. Mayest. eines / und Ihrer Königl. Mayest. zu Dannemarck Norwegen andern theils / zwar unter heutigen Dato ein gewisser Recess, zu erleuterung und verwahrung deß den 13. Sept. verwichenen 1672. Jahrs zu Braunschweig aufgerichteten Fridens von denen darzu beyderseits bevollmächtigten / und in erwehnten Recess benennten respective Kayserl. und Königl. Herrn Extraordinair-Ambassadeuren und Hoch. Ministris unterschrieben; Und dahey aber von wohlgedachten Kayserl. Herrn Extraordinair-Ambassadeur urgiret worden / daß Ihre Königl. Mayest. zu Dennemarck Norwegen nicht allein von Ertleuter / erklärer / Vermehr- und extendirung obbesagten Braunschweig. Fridens handlung pflegen / sondern sich ingleer conjuncturen dahier etwas nähers heraus zu lassen belieben möchten: Als haben sich höchstged. Königl. Mayest. zu mehrer Beteuigung ihrer zu Ihro Kayserl. Mayest. und dero gesambten beständ. lobl. Kayl. Oesterreich tragender affection, und für das gemeine wesen führenden vorsorge / zusambten und beide Herrn Principalen von Braunschweig Lünenburg Zell und Wolfenbüttel ohne dem bey dem proponirten projeckt kein gröserer bedencken gutmachen / als der beförderung Ihro Königl. Mayest. Königl. Würdigkeit / machung der Subsidien / und deßfalß dem gemeinen wesen zum besten an sich nichts erwinden lassen wollen / gestalt man solchem nach sich hierunten gesetzte Secret Articlen einmüthig unter einander vergliehen / und zwar

So bleibet es erstlich allerdings allein bey dem zu Braunschweig zu dem Haubt-Recess angezogenen Fridere defensivo so ferne solchen zu Hannover so ferne denselben durch heutigen Haubt-Recess, oder dieß Secret Articul nicht derogiret wird / und auch solliges nicht allein auf den Hindbruss und Mümsterische Frieden verstanden / sondern auch auf die mannuteur / und Guarantirung des Cleesischen Frieden-Schlusses ausdrücklich mit erstrecket / dahero man sich in Gottes Namen sehe das

Anderte einmüthig resolviret / beyderseits schlüssig auf alle weis

Digitized by Google

Anno 1674.

weis zu maintenieren / und zu solchem zihl die kräfften zusammen zu setzen / bloß darumb damit dadurch das Röm. Reich vor allen andern Fundalsen Embruch erretet / die General-Staaten von ihrer heiligen Ehrsehen Frieden nicht beschweret / und machen zu sicherer bestendiger Universal-Ruhe und so viel ehender die wiederumb reallabiret werde. Doch mit dem Vorbehalt und ausdrücklicher Bedingung / wenn nebst Ihro Kayserl. Majest. die Cron Spannien / wie es nun schon geschehen / noch ferners bey dieser gemein-nutzigen Sache unausgesetzt verbleibet / und dero Abgesanten lassen / auch die General-Staaten sich schärer gestalt dahin verstehen mögen / wie die Sachen zwischen Ihro Königl. Majest. und ihnen allhier in Coppenhagen jüngsthin in einem und andern fall abscheen verglichen / und zwantz sich auch darüber noch ferner wohl vergleichen können.

Drittens verbinden sich Ihre Königl. Majest. zu Dennemarck Norwegen bey gleich wie Ihre Kayserl. Majest. Ihres orts mit einer Armee von 30000. Mann hierzu zu contribuiren / eines feiern allgemeinen Friedens wurcklich agiren / und damit so lang diese Bindnus weyren wird / zu continuiren sich verbunden / auch sie das zu denen mit Holland geschlossenen Tractaten übernommene quantum derer 10000. Mann ebenmessig zu Feld bringen / und nach genommenen concert mit denen übrigen höchst und hohen Alliirten damit ohne einsehren vigorose operiren zu lassen wollen / so bald entweder selbsthalige mit Holland im Monath May jüngsthin aufgerichtete Tractaten ratificiret / und ratione Subsidiorum adimpliret worden / wie solches zu selbigen Tractaten mit mehrern erwehnet wird / auch so lang diese Bindnus dauret / mit obbesagten quanto zu continuiren; oder da auch dieselbe schon gestalt / wie sie allhier unterschrieben worden / von Holland nicht ratificiret worden / dannoch practiciren / mit man sich durch resolvirte Tractaten hierüber weiter wird vergleichen können / weyzugen auch Ihre Kayserl. Majest. bey denen General Staaten alle zuträgliche officia annehmen wollen / damit wann obenerwehnter Tractat / dessen Ratification von denen General Staaten dißmahl erwartet wird / nicht zur perfection gelangen solte / die sothe bannoch auf einen oder andern weg auch billigen dingen verglichen werden möge: Wollen aber solchem zu negotiiren und abzuhandlen sich etwa noch länger / als man wohl vermeynet / verziehen könte / und ein oder ander Punct über gemeldtes Tractaten solte zuweilen dermahlige nöthige Zeit / da dahero noch vor den völligen Schluß des gantzen werckes / dadurch leichtlich einer oder des andern der höchsten Confoederirten Noth und Landen einige gefahr zugezogen werden möchte / zu verbinden sich beyde höchstged. Majest. Majest. daß im fall einer oder der ander von denen höchsten Confoederirten auch zeit währender Handlung / und ehe entweder obgemeldte Tractaten ratificiret / oder man sich durch anderweitige resolvirte Tractaten auf einen oder anderen fall wird verabredet haben / von jemand wer der auch sey / in noten in dem Römischen Reich / Friede einkommenden und mit obbegriffenen Erb-Königreich / und Landen auch ratione hujus Fœderis sonderlich angegriffen werden solten / sie einander nicht allein mit denen in den heutiges tags geschlossenen publico Recessu angedeuteten maassen / sondern auch mit mehrern und mit grösser Macht / als sie unser verbunden anbringen können / alsobald getreulich zu Hülffe zu kommen. Und obwohlen Ihre Kayserl. Majest. ferners vor andere nicht gemeynet versprechen können / so wollen sie doch / so wohl bey der Cron Spannien / als denen Herren General Staaten / unterdessen nachdrücklicher remonstriren / wie schädlich und gefährlich es für das gemeine wesen sein würde / wann Ihre Königl. Majest. solcher gestalt attaquiret werden solten / als dienlich officia annehmen / damit wann billig dorfer hierzu gethaner declaration beyder entzwischen auf solche Maas und Weis / wie hiervohen gemeldet / von jemand / wer der auch sey / feindlich angegriffen werden solte / auch selbst mit einem alsobaldigsten und mögl. lichsten succurs Ihro Königl. Majest. zu Hülffe zu kommen / sich disponiren lassen mögen.

Anno 1674.

Desgleichen versprechen Ihre Königl. Majest. zu Dennemarck Norwegen sich auf alle weis dahin zu bearbeiten / damit der Hertzogen zu Braunschweig-Lüneburg Hannover Fürstl. Durchl. dieser gemein-nutzigen Sache mit betreten / oder doch wenigstens wieder dieselbe nichts thätliches vornehmen mögen.

Und sollen beede höchste Confoederirte diese neben-Articul mit anderst / als wann sie dem Haupt-Recess selbsten von Wort zu Wort ein verleibet wären / unverbrüchlich zu halten / und zu leisten / auch zu dem Ende ihre Ratificationes darüber an jetzt und Orthywz in jetzt-besagten Haupt-Recess erwehnet / extradiren zu lassen verbunden seyn. Wie dann auch im übrigen solche neben-Articul in hochster gethan sollen wenigster und secret gehalten werden.

Dessen zu jetzkund sind selbige von allerhochstgedacht Ihre Kayserl. und Königl. Mayest. respective Herrn Extraordinar-Ambahsadeur und Herrn Commissarien unterschrieben und versiegelt worden. So geschehen in Coppenhagen den 26. Januar. Anno 1674.

Gerf. von Windischgratz. (L.S.)
P. Rorh. (L.S.)
Greiffenfeld. (L.S.)
J. Chr. D. Corbitz. (L.S.)
C. Wirmann. (L.S.)

CXIX.

Traité de Paix entre CHARLES II. *Roi d'Angleterre & les* PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas. Fait à Westminster le 9 Février*, 1674. [Actes & Memoires des Negotiations de la Paix de Nimegue. Tom. I. pag. 606. d'où l'on a tiré cette Piece, qui le trouve aussi dans LONDORPII, *Acta publica*, Tom X. pag. 149. en Allemand, & dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XI. pag. 663. en Allemand.]

9 Févr. 1674. TRAITÉ ANGLOIS ET LES PROVINCES-UNIES.

QUandoquidem, ut exhiguerentur funestum illud Bellum quod inter Ser. & Potentissimum Principem Dominum Carolum Secundum, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regem, fidei Defensorem, &c. & Gestos ac Præstantes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii nuper exortum civilanum flagrat, non solum totius fere Christiani Orbis fulpitia effagitaverint, sed præcipuè Serenissima Domina Regina Regens Hispaniæ, ei intuitu antiquæ illius necessitudinis & amicitiæ, quæ inter Coronas Britannicam & Hispaniensem semper intercessit, eo operam suam & curam adhibuit; ut difficilis omnibus inter Regnum Magnæ Britanniæ & Fœderati Belgii Provincias pacis fus tublatis Par quantocitius restituerentur, quamque præclicti Ordines Fœderati Belgii suova nominatum Serenissimum Dominum Magnæ Britanniæ Regem, tam per Literas fuas quam per nuncia repetita flectere conati sint, ut conditionibus Pacis autem animumque accommodare vellet; atque ut pacifica Negociatio facilius feliciusque ad optatum exitum produceretur illustrissimo ac Excellentissimo Domino Petro Fernandez de Jouar & Velasco, Marchioni de Fresno, Majestati Suæ Catholicæ à Cubiculis intimis & Serenissimi ac Potentissimi Principis Domini Caroli Secundi Hispaniarum, &c. Regis apud eundem Serenissimum Dominum Magnæ Britanniæ Regem Legato Extraordinario plenam Potestatem dederint, ut eorum nomine atque ex eorum parte Pacem pro iis cum præfato Potentissimo Domino Magnæ Britanniæ Rege tractaret & concluderet, toties memoratus Serenissimus Dominus Magnæ Britanniæ Rex, qui nonnisi firmæ ac duraturæ Pacis causa hoc Bellum primo fuscepit, interpositionem fupradictæ Serenissimæ Dominæ Regentis Hispaniarum tanti facit, ut desiderii præmemoratorum Ordinum Generalium in hac parte libenter accedere voluerit, adeoque ad Pacis Tractatum inter Majestatem fuam dictosque Ordines Generales ineundum conficiendumque Deputatos Commissarios & Procuratores suos plenæ Potestatis mandtos nominavit & constituit perquam fidelem & perdilectum Consiliarium fuum intimum Honcsgium Baronem Finck de Deventry, Magni Angliæ Sigilli Custodem; perquam fideles & perdilectos suos intimos Thomam Vice-Comitem Latimer, summum Angliæ Thesaurarium; Jacobum Ducem de Montmouth, Equestris Turmæ pro custodia Majestatis Sacræ Capitaneum; Jacobum Ducem Ormondiæ, Hospiti Regis Senescallum; Henricum Comitem d'Arlington, primariorum Majestatis Sacræ Secretariorum unum; & perquam fidelem & præclictum Consiliarium fuum intimum Henricum Coventry Armigerum, primariorum Secretarium alterum, qui quidem Commissarii ac Deputati cum præfato Domino Marchione de Fresno patenti à præclictis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii Potestatem habente congressi, ac collocuti sunt, in hæc demum Pacis, Capitula, atque Tractatus, & subsequentes Articulos concordibus animis mutuo consensorunt converuntque: videlicet,

I. Conclusum & conventum est, quod ab hoc usque die sit firma, sincera & inviolabilis Pax, Unio & Amicitia inter Serenissimum & Potentissimum Dominum Magnæ Britanniæ Regem, ac Gestos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii, eorumque respective Subditos tam intra quam extra Europam, omnibus utrinsque Partis Regionibus, Dominiis & locis quibuscunque.

II. Et quo vera ithæc Unio inter præfatum Serenissimum Dominum Regem Magnæ Britanniæ & dictos Dominos Ordines Generales citius effectum suum

Digitized by Google

Anno 1674. fortiatur, convenium ab iis & conclufum eft, quod immediate poft promulgationem hujus Tractatus Pacis omnes actus hoftilitatis ab utraque parte ftatim prohibeantur, neque ullum Diploma, Commiffio vel Inftructio privatim vel publice, directe vel indirecte, ab alterutra parte detur vel fuvetur aut ullo modo permittatur, ad infeftandum, aggrediendum, oppugnandum vel fpoliandum alterius res, Dominia vel Subditos, verum e contrario Subditis utriusque Nationis ftricte mandetur, ut obivis locorum pacate fe invicem gerant & amice.

III. Quoniam diftantiæ locorum adeò variæ funt, ut mandata & directiones refpective Superiorum ad omnes Subditos fuos eodem tempore pervenire nequeant, vifum eft, pro actibus hoftilitatum, aut vi in utramque partem committenda, hosce limites fubfequentes ftatuere, videlicet, quod poft expirationem duodecim dierum publicationem hujus Tractatus proximè fequentium nulla committatur hoftilitas à termino in Occidentali Plaga Canalis Britannici vulgo *the Sound>s* appellato usque ad alterum terminum, qui *Nasa* dicitur in Norvegia, neque poft finem fex feptimanarum à dicto termino *the Sound>s* ad Civitatem usque *Sungrianam*, usque poft finem decem feptimanarum in Oceano, Mari Mediterraneo vel alibi inter dictam Civitatem *Sungrianam* & *Assarorum*, neque poft finem octo Menfium in ulla Orbis Regione. Et quicunque actus hoftilitatis poft expirationem prædictorum terminorum, cujusvis prioris Commiffionis, Literarum refpective aut limilium præterea commiffi fuerint, pro illegitimis habebuntur, atque ut publicæ Pacis violatores punientur.

IV. Prædicti Ordines Generales Unitarum Provinciarum debite, ex parte fua agnoscentes jus fupra memorati Domini Magnæ Britanniæ Regis, ut vexillo fuo in Maribus infra nominandis honos habeatur, declarabunt & declarant, concordabunt & concordant, quod quecunque Naves & Navigia ad præfatas Magnæ Provincias fpectantia, five Naves Bellicæ, five alia eæque vel lingulæ, vel in Claffibus junctæ in aliis Maribus à Promontorio *Finis Terræ* dicto usque ad medium Punctum Terræ *sua Staten* dictæ in Norvegia adjacentibus Navibus aut Navigiis ad Sereniffimum Dominum Magnæ Britanniæ Regem fpectantibus, obviam dederint, five illæ Naves lingulæ fint vel in numero majori, fi Majeftatis Britannicæ, five aptiorem, vexillum *Jac* appellatum gerant, prædictæ Unitarum Provinciarum Naves aut Navigia vexillum fuum malivelticæ derahentes fuprenum velum demittent, eodem modo pariique honoris teftimonio, quo alibi unquam tempore aut in alio loco autehac ufitatum fuit verfus ullas Maj. Britannicæ fuæ aut Antecefforum fuorum Naves ab ullis Ordinum Generalium fuorumque Anteceffo rum Navibus.

V. Quandoquidem Colonia Surinam & Articuli fuper ejusdem deditione facti Anno 1667. inter Guilielmum Bam, tunc temporis illius Coloniæ Præfectum pro Sereniffimo Domino Magnæ Britanniæ Rege, & Abrahamum Quirini pro fupra dictis Ordinibus Generalibus in eorum executione multas differentiarum ac difcepterationum occafiones dederint, multumque contributæ malæ intelligentiæ, quæ inter Majeftatem S. Britannicam & prædictos Ordines Generales nuper nata eft, quo omnes errorum cauffa in futurum penitus amoveantur, prædicti Ordines Generales per hasce præfentes concordant, & cum fupra nominato Sereniffimo Domino Magnæ Britanniæ Rege convenium, quod non folum prædicti Articuli plenam fortientur executionem absque ulla cavillatione vel subvocatione, fed etiam quod M. S. Britannicæ liberum erit unum aliquem aut plures eò deputare, qui conditionem Subditorum fuorum ibi manentium explorent, & cum iis de tempore diceffus fui conveniant. Quoque M. S. liberum erit, unam, duas vel tres Naves eo mittere, quæ M. S. Subditos una cum rebus, bonis & fervis fuis accipiant asportentque, quodque Præfectus, qui tum fuerit pro dictis Ordinibus Generalibus, nullam legem vel feret, vel exequetur, qua empto & vendito Terræ, debitorum folutio aut bonorum communio, ullo alio modo fe habeat ratione Anglorum, quam ficut verfus omnes alios illius Coloniæ incolas ufitatum fuit vel erit. Sed quod quam diu remanferint iisdem Legibus, & Privilegiis actiones intentandi pro eo quod ipfis debetur, folvendi id quod debent, pactaque, ftipulationes & contractus faciendi fruantur quibus alii Incolæ communiter fruuntur; Et quandoquidem Maj. S. Britannica fufficientes & authenticas Literas, ab Ordinibus Generalibus ad illius Coloniæ, Præfectum poftulaverit, tam ut dicti Angli inde discedant, quam ut Naves eo (ficut prædictum eft) mittendæ admittantur: prædicti Ordines Generales iuttra certum temporis fpatium in eum finem Deputato plenas & fufficientes Literas atque Inftructiones ad Præfectum illius Coloniæ tradent, tam ut finat dictas Naves libenter appellere, quam in illas intrare Majeftatis Subditos, qui illinc velle discedere profitebuntur, cum bonis & fervis fuis, eò transvehendos, quo Majeftas Sua ftatuerit. Anno 1674.

VI. Concluſum & concordatum eft, quod quecunque Terra, Inſulæ, Oppida, Portus, Caſtella aut Fortalitia ab utraque parte capta funt, vel erunt ab altera parte ex eo tempore quo aperta infeſta Bellum erupit, five intra Europam vel alibi & ante expirationem terminorum ſupra poſitorum pro ceſſatione hoſtilitatis, priori Domino ac Proprietario reſtituentur in eadem plane conditione, qua fuerint tunc cum Pax ifta promulgabitur. Poſt quod tempus nulla erit expilatio vel direptio Incolarum, nulla Fortalitiorum demolitio nec asportatio Tormentorum, pulveris vel ullius Bellici apparatus, quæ ad ullum Caſtellum aut Fortalitium pertinebant eo tempore, quo captum erat.

VII. Quod Tractatus Bredæ concluſus anno Domini 1667. licut etiam omnes alii præcedentes Tractatus per illum Tractatum confirmati, renovemur & manent in pleno vigore, in quantum præſenti Tractatui nullatenus contradicunt.

VIII. Quod Tractatus Marinus Hagæ Comitis inter Partes utrasque anno Domini 1668. huius confirmetur pro ſpacio novem menſium poſt hujus Tractatus publicationem, niſi per ſubſequentem Tractatum aliter proviſum fuerit. Interea autem ut conſideratio novi ſuper hac re Tractatus ad eosdem Commiſſarios referatur, ad quos Commercium per Indias Orientales in Articulo proximè ſequenti referetur. Quod ſi tales Commiſſarii intra tres menſes poſt primum Congreſſum ſuum in novum Tractatum Marinum ut supra non convenerint; tunc res illa quoque ad arbitrium ac diſpoſitionem S. D. Reginæ Regentis Hiſpaniæ referetur, eodem plane modo, quo Commercii Oriental regulatio ad M. S. arbitrium in dicto Articulo proxime ſequenti referetur.

IX. Et quod à mutua & non turbata Commercii ac Navigationis libertate non ſolum opulentia, ſed Pax etiam utriusque Nationis immopere pendet, nihil magis curæ eſſe debet utrique Parti, quam juſta & æqua Commercii regulatio & præcipue in Indiis Orientalibus, & tamen quia res eſt maximi momenti, eo multum temporis requiret, ut firmi ac durateri Articuli ad ſatisfactionem & ſecuritatem Subditorum utriusque Partis conficiantur; cum tamen languens & pene intermoriens piecarumque Europæ Regionum condicio, non minus quam duarum Partium in hoc Bello implicatarum ad properam hujus Tractatus concluſionem anhelet; ſupra memoratus Ser. D. Magnæ Britanniæ Rex votis & defideriis prædictorum Ordinum Generalium accedere dignatus, ob eaſdem conſiderationes in æqualem numerum Commiſſariorum ab utraque parte nominandorum conſenſit cum iisdem Ordinibus Generalibus, ut illi, quos ipſi nominaverint Londinum mittantur, ad tractandum cum illis quos Majeſtas Sua Britannica pariter à parte ſua deputaverit, idque inter ſpatium trium menſium poſt hujus Tractatus publicationem: Numerus item Commiſſariorum utrinque nominandorum ſex erit perſonarum. Sin autem poſt tres menſes, poſtquam congreſſi fuerint, eorum conatus non tam feliciter ſuccefſerint, ut Tractatus inde concludatur, corpus inter eos controverſias ad arbitrium Ser. D. Reginæ Regentis Hiſpaniæ referentur; qua undecim Commiſſarios nominabit & quodcunque major eorum pars determinaverit indifferenter, id utramque Partem obligabit, proviſo ſemper, quod judicium ſuum declarent intra ſpatium ſex menſium, à die quo primum congreſſerint, quod etiam intra ſpatium erit trium menſium poſtquam Ser. D. Regina Regens Hiſpaniæ prædictum arbitrium in ſe ſuſceperit. Anno 1674.

X. Quod cùm præfata Ser. D. Regina Regens Hiſpaniæ eſſe curaverit, prædictos Ordines Generales poſtquam Pax concluderur, M. S. Britanniæ ſummam octo centenorum millium Patacorum modo ſequenti ſolvere, videlicet quartam quidem partem quam primum Ratificationes hujus Tractatus mutuo extradentur, reliquam autem tribus annis ſequentibus proximè per æquas portiones.

XI. Quod ſæpe memoratus Ser. D. Magnæ Britanniæ Rex & præfati Celſi ac Prepotentes Domini Ordines Generales Unitarum Provinciarum omnia & ſingula Capita in præſenti Tractatu contenta & ſtabilita ſincere & bona

ANNO 1674. & bona fide observabunt, perque suos Subditos & Incolas observari facient, neque illis directè vel indirectè contravenient aut fatis Subditis vel Incolis contravenire permittent, omniaque & singula, ut supra conventa per Literas Patentes, manibus fuis subscriptas magnisque Sigillis sigillatas ratihabebunt, in sufficient, valida & efficaci forma concepras & extractas, easdemque reciprocè intra hebdomadas post datum praesentium (nisi citius fi fieri poterit) tradent, seu tradere facient bona fide, realiter & cum effectu.

XII. Denique simul ac dictae Ratificationes utrinque exhibitae & reciprocè inque commutatae fuerint, Pax ita promulgabitur Hagae Comitis intra spatium viginti quatuor horarum, post Ratificationes ita extraditas & communatas. Actum Weltmonasterii nono die Februarii anno Domini 167[illegible].

Signatum & sigillatum erat.

(*L.S.*) H. FINCH. (*L.S.*) *Al. Marques d'el* FRESNO.
(*L.S.*) LATIMER.
(*L.S.*) MONTMOUTH.
(*L.S.*) ORMONT.
(*L.S.*) ARLINGTON.
(*L.S.*) COVENTRY.

Articulus secretus praecedentis Tractatus Pacis.

UT Amicitia & Confœderatio inter Sereniſſimum Principem Dominum Carolum II. Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regem, ſtici Detenſorem, &c. & Celſos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii ſolidioribus fundamentis Innitantur, atque facilius via aperiatur ad Pacem ſecuram ac durauram in Orbe Chriſtiano ſtabilendam: ita omnia quæ in Tractatu Pacis & Amicitiæ inter dictas Nationes hodie facto pacta & concluſa ſunt, concordatum eſt etiam in hoc Articulo ſecreto, quod neutra dictarum Partium dabit, neque per ullos Subditos, Incolasve ſuos dari conſentiet auxilium, favorem aut conſilium directè vel indirectè, Terra vel Mari au in Aquis dulcibus; neque ſubmiſſratbit aut per Subditos Incolasve Dominiorum & Terrarum ſuarum ſubmiſſurari conſentiet, Naves, Milites, Nautas, Victualia, Pecuniam, Inſtrumenta Bellica, pulverem tormentarium, au ulla alia ad Bellum faciendum neceſſaria hostibus alterius Partis, cujuscunque generis aut conditionis illi fuerint. Et præſentes Articulus eandem omnino vim & vigorem habebit, ac ſi in præcidto Pacis & Amicitiæ Tractatu inclufus eſſet: ita tamen ut neutiquam inteiligatur ullis Tractatus illius conventi derogare. Ratihabebitur etiam & confirmabitur per ſupradictum Sereniſſ. D. Magnæ Britanniæ, &c. Regem & per præfatos Dominos Ordines Generales eodem tempore, quo Tractatus hodierni die concluſus ratihabebitur. Actum Weltmonaſterii nono die Februarii 167[illegible].

Signatum & ſigillatum erat ut ſupra.

CXX.

4. Avril. **Bundtnuß zwiſchen Röm. Kayſer Leopold den I. und Carl Ludwig Churfürſt zur Pfaltz / zur Defenſion der Chur-Pfaltz wieder Franckreich. Geſchehen Wienn den 4. April 1674.** [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

C'eſt-à-dire,

Traité d'Alliance pour la Défenſe du Palatinat du Rhin, entre Sa Majeſté Impériale LEOPOLD, *& le Sereniſſime* CHARLES LOUIS *Electeur Palatin. A Vienne le 4. Avril 1674.*

Im Namen der Allerheiligſten unzertheilten Dreyfaltigkeit/ Gottes des Vatters/ Sohn und Heiligen Geiſtes/ Amen.

ANNO 1674.

Zu wiſſen/ nachdeme Ihr. Kayſerl. Majeſt. Unſer allergnädigſter Herr/ von deß Herrn Churfürſtens zu Pfaltz Chur-Fürſtl. Durchl. und offterist ergangen Hülff und Beyſtand wegen gewaltthätigen Thuns und Thuns Chur- und Fürſtlichen Hauſes betrübten zuhaben/ und ſonderl von der Franzöſiſchen Armée unter dem Commando deß Feld-Marſchallen Vicomte de Turenne/ alß von der Franzöſiſchen Guarnition zu Philippsburg und anderen der Cron Franckreich und derſelben Alliirten Oeſterr. hochlöbl. Ertzhauß/ bahenten und Trouppen bißhero erlittenen ſchaden und ruinirte abwendung alles von deſagten Franzöſiſchen und Ihren Conjungirten Waffen noch ferners zu beſorgenden Unheils und endlichen untergangs/ durch Ihren deßwegen angeſetzten und zuſammen beſchiedenen Hof abgeordneten und bevollmächtigten Rath und Gevehmden Staats- Secretarium Herrn Johann Friederich Seiler gehorſambſt angetragen/ von Ihrer Kayſerl. Majeſt. auch zu dero mildt gnigen worden/ daß ſie dero Waffen ferners und heuer darumb blos und allein in das Röm. Reich gebracht/ dannt vorderſt der Weſtphäliſche und Clevriſche Friedt manutenirt; und zumahlen durch beſagte Waffen in denen/ von denen Frembden und anderen anzuhängigen Plätzen betrangten Churfürſten und Ständen alle möglich-ſte Bergland geleiſtet und darburch ſelbige bey denen Ihrigen mehr ferners erhalten/ mehren und dem Röm. Reich/ auch der ganzen Chriſtenheit zu beſtem/ die Ruhe und erwehnter ſo theur erworbener Weſtphäliſcher Frieden wiederumb ehiſt gegeben werden möge.

Alß haben ſeine Kayſ. Majeſt. ſich zu bewegen gefunden/ dero ſtarckes Kayſerl. Armée unter ehmächtigen beygehen und ſo viel ehender erklären/ weilen ſolches ſowohl Ihrer Kayſ Majeſt. tragenden höchſten Kayſ. Ambt/ und der von Ihro Kayſ. Majeſtät/ alß dero hochſtverehrtſten Ober-haubt und den geſamten Röm. Reich habenden pflichten/ auch ſonſten zu manutenirung beſagtes Friden-Schluſſes/ dero Kayſ. Wahl-Capitulation und anderer Reichs-Satzungen und Ordnungen allerdings gemäß und angeſtehen iſt; Ihrer Kayſ. Majeſt. auch gegen Seiner Churfürſtl. Durchl. und dero hohen Churhauß ein beſonders Vertrauen/ liebe/ affection und gutwogenheit tragen/ zu dem ende daß Ihro Kayſ. Majeſt. darumben unterſchiedenen Gehomen Räthen den allergnädigſten befehl aufgegeben/ ſich deßwegen mit ihme Herrn Seiler vertraulich zu vernehmen/ allermaſſen man ſich dan bederſeits ist einem und anderen dahin allerdings verglichen.

Erſtlich verſprechen Ihre Kayſ. Majeſt. Seiner Churfürſtl. Durchl. die begehrte 2000. zu zu und 500. zu Pferd unter leuter Teutſchen Mannſchafft/ und unter gutten wohlerfahrnen Teutſchen Officiren/ ſo bald Ihre Churfürſtl. Durchl. ſolche von der Kayſ. Generalität begehren werden/ ohne verzug erlegen und verfertigen zulaſſen/ daß ſelbige neben der Ihrer Kayſ. Majeſt. ſchon gelaiſteten pflicht/ auch Seiner Churfürſtl. Durchl. gleich den Volk nacher ymahl der zu end beſter Tractats annexirten Formul 1. obligirt/ ſolcher auch ſo lang erfüllen laſſen ſie in Ihrer Churfürſtl. Durchl. Landen und dortmahligſtatt/ auch wo ſie ſonſten Volcker ihnbaten oder hinzuhalten befigt/ nach Ihrer Churfürſtl. Durchl. gefallen zuſammen/ oder zertheilt ligen und bleiben werden; wie Ihrer Kayſ. Majeſt. bewegen an dero Feld-Marſchallen den Herrn Duca di Bourneville die gedenge und wegen der Angeln an den Volcks-Zuſtz beiten Tractat angeſetzte ordre allergnädigſt ergehen und ſelbige der der Ratification dieſes Tractats Ihrer Churfürſtl. Durchl. ausbendigen laſſen wollen.

Zum andertem ſollen ſolche Volcker jedesmahlen alß parat gehalten werden/ daß auf den fall beſorgenden ſo allenfalß anziehen und zu Ihrer Churfürſtl. Durchl. angekommt ſtoßen können/ ſelbige Pläſſe/ Oerter auch alle Ihr Churfürſtl. Durchl. verwilligen und einnehmung mehr abgeſordert/ derſelben auch über ſolche Volcker. Volcker das Commando unter Ihr Kayſerl. Majeſt. ſo lang gehöhren und zuſtehen werden alß ſie (wie gemeldet) in Ihrem Land- und Churfürſtenthumb ſtehen/ jedoch ſolle die Jurisdiction über ſelbige dem Kayſerl. Ober-Officier und Befehlshabern/ wie in dergleichen fällen gebräuchlich/ verbleiben zu ſtehen/ auch dieſelbe der von Ihrer Churfürſtl. Durchl. der Gemeinen ſache zum beſten/ und nach erfordernng der Raiſon de Guerre, anſonderbett zu beſtellung dero Churfürſtenthumb/ und ſonſt wohl ergehenden gehorſam und verbonen unweigerlich nachkommen/ und von Ihren untergebenen etwa begehende excessen mit ſchärfft abſtrafen/ ſo gemiß/ als ſonſt Ihre Churfürſtl. Durchl. im wiederraht die determinirung mit hoher obligirung aller darauß erfolgenden ſchaden der Ihren Kayſerl. Officiern zu ſtehen/ und ſie unlaſſen haben werden und ſollen. Wie Seine Churfürſtl. Durchl. dan beſtelle/ wann ſie einen und anderen Orthen einigen excess beachten und ſie in flagranti ertappen thäten/ gar wol durch die Ihrigen anhalten und hernach zu ferrerer beſtrafung Ihren Ober-Officiern enthändigen laſſen können und ſollen. Hingegen ſollen auch drey Kayſerl. Völcker von Ihrer Churfürſtl. Durchl. ohne vorwiſſen und einwilligung Ihrer Kayſerl. Majeſt. mehr zurück erfordert/ ſondern da Seine Churfürſtl. Durchl. ſolche weniger nicht verlangen oder ferrere nöht vermahnen können/ aber aber auch der beiderſeits ſo hoch verlangende hohe Frieden erfolgen thäte/ deſſen Ihre Kayſerl. Majeſt. von Ihre ſtrahlen erinnert und dero Canzlern und einwilligung ſolchen falls darüber erwartet/ jedoch auch fortbeſtich erfolgt werden.

Dritens wollen Ihre Kayſerl. Majeſt. bedennt 2500 Mann zu Roß und Fuß die vorgemeldte/ jedoch auſſer der Servitien in Wein oder Bier/ Brod und Fourage, alß an deren Reichung ſich Seine Churfürſtl. Durchl. auf mich und mein/ alß ſie ſelbe

ANNO 1674. hige den Zeugen reichen laſſen / ohne etwahs Ihrer Kayſerl. Majeſt. einzugehen / und dem Zeugen der Kayſ. vorgeſtandigen ordnung gemäß / erforderlich zeugen laſſen. Da auch

Derohalben Seine Churfürſtl. Durchl. über dieſe 2500. Man noch ein mehrere Anzahl von dero Voldern vonnöthen hätten / und dergleichen thäten / wollen Ihre Kayſerl. Majeſt. Ihre Churfl. Durchl. auch fürdas / wann es anders möglich / gern zufrieden und wegen des reſpectivè Commando und Jurisdiction darüber das obige in dem anfang Articul / und in ſonderheit was es alſo hatten laſſen / wie man ſich ſolten verhalten und beederſeits ferner verglichen werd. Ihre Kayſ. Majeſt. wollen auch gleich jetzo allen möglichſten fleiß anwenden / und das Jenige möglichſt thun / damit von denen Frantzöſiſch- und Schwabiſchen auch andern Ihren Landen und Leuten / Schaden und Ruin / Ihre Churf. Durchl. beſchützet / und da es die notturfft erfordert / auch andern Hülff / zu angang erwehnten ende / dereſelben würcklich an die Hand gegangen werde.

Fünfftens / in verſtattung theils der Ihro Churfürſtl. Durchl. antzo obligenden ſehr groſſen ausgaben / wollen Ihre Kayſerl. Majeſt. Seine Churfürſtl. Durchl. zu anfang / Ihrer dem hochlöblichen Hauſe Oeſterreich / Burgund und den Mürnbergiſchen Executions-Reces herrührenden und auf der verbroffade Rome-Monath zum theil angewieſenen Restanten anforderungen 500000. Reichsthaler allergnädigſt gern zumung / vermag der 42 und dieſes Tractats annexirten Formul 2. bey beederſeits erfolgender aushändigung der allerhöchſten Kayſerl. und hohen Churfürſtl. Ratification dieſer Tractat, der Ober der an der Kayſ. Generalität nach dem inhalt der diesem Tractat annexirten Formul 3. ſodann gegen ausliefferung der Churpfaltziſchen zu Lauren / wegen entlaſſung Ihrer Kayſ. Majeſt. Volcker daſelbſt / publicirung der Avocatorien der Churpfaltziſchen / allenfalls ſich ingeln in denen Frantzöſiſchen und denen Allirten hierinnen beſtriebenen Unterthanen und angehörigen / auch anhaltung der verabfaſſeten Patenten an alle Churpfaltziſche Unterthanen und angehörige wieder die Frantzöſiſche Soldateca und dero nut-Conſoederirte im Reich / und was ſonſt par deſchlen und in der Stadt Frankfurt am Mayn liefern laſſen.

Nicht weniger nehmen Ihre Kayſ. Majeſt. vor das Siebde Seine Churfürſtl. Durchl. zuthe dero erlauben Ihro Churfürſtl. Durchl. dero angehörige Churfürſtenthumb / land und leuth in dere ſonderbahre Protection, Schutz und Schirm an- und auf / und wollen ſie mit dero Waffen durchgehends möglichſt ſchützen / wie von Ihre Kayſerl. Majeſt. gegen Seine Churf. Durchl. dieſelbende wieder erſtattung bey dieſelbe aufwendenden nothigen unkoſtens / ſchaden / und dero Generalität die notturfft darüber / deſſen Tractat gemäß / mehr möglich dieſelbe allhoch allergnädigſt anbefohlen / daß ſie der gefahr halber mit Ihro Churf. Durchl. ſtaffig und vertraulich correſpondiren ſollen; Ihre Kayſ. Maj. und Ihre Churfürſtl. Durchl. wollen auch denen über der Sicilianiſche ohne beſorgniß einigen / und einhelligkeit / ſo wohl mit der Cron Frankreich und dieſer Cron Conſoederirten noch andern widerwärtigen entgehen und ſchlieſſen / ſondern deßhalb beederſeits communicirte Conſilia vertraulich handeln / und daß beede theil keine ſeithes und unbilliche Freiwens / Conditionen annehmen auffſchlagen / darüber aber auch Ihre Kayſerl. Maj. bedeute einſtellen / Ihre Churfürſtl. Durchl. in den künfftigen Frieden alles einrichten laſſen wollen und ſollen / damit dieſelbe und dero Chur-haus bey allen dem jenigen / ſo derſelben in gutes an Churfürſtlichen Frieden verbunden und Ihre verwandtſchaft erhalten / auch ſonſten Ihres hohen ortbs allen möglichſten Fleis ſowohl in währenden Kriegs-actionen / als der einſetzen Friedens-Tractaten und ſchluß beſtehen anbefehlt / damit Ihre Churf. Durchl. der von Frankreich und ihren mit-Conſoederirten möglichſte und noch ins künftig anhaltende ſtehen wiederum erlegt / auch Ihrer Churf. Durchl. ſambt dero Land und leuthen ein mehrers / ſo weit für das künftige gegen derſelben gewaltthätigung verſchafft werden möge. Gleicher geſtalt wird

Zum Siebenden / weilen Ihrer Kayſ. Majeſt. Seine Churfürſtl. Durchl. die mit Chur-Maynz / Chur-Trier und dem Pfaltzgrafen von Lothringen habende verſchiedene ſtrittigkeiten zu dero allergnädigſten Mediation allerunterthänigſt anheimb gegeben / und ſich haben erklärt und erboten / empfohlen und bis zu ſolcher beylegung mit beederſeithen Chur- und Fürſten ſowohl als andern dero benachbahrten Ständen in unter tube und verträglichkeit daſelbe ſie ihr und beederſeithen gegen Ihre Churfl. Durchl. bezeugen / zu leben; als nehmen Ihre Kayſerl. Majeſt. ſolches allergnädigſt auf und an / und wollen Ihro beſtens angelegen ſeyn und ſchon laſſen / damit beſagte ſtreitigkeiten durch beſtelte bey Mediation in der güte und zwar wollen förderlich auf ein beſtändiges verglichen und hingelegt werden möge / jedoch dieſer Ihr Juſtitz lauff ſowohl / als allerſeits auffenthaltungen und Rechten allerdings unpraejudicirlich.

Vor allen aber Erkennt wollen Ihre Kayſerl. Majeſt. über das obige auch ſonſten in allen anderen dagehenderen Ihrer Churfürſtl. Durchl. und den hohen Chur-hauſe / nutzen und ſtemen beſt möglichſt beforchern / dergleichen auch Ihre Churfl. Durchl. gegen Seiner Kayſerl. Majeſt. thun.

Dagegen verſprechen ſich das Jenige Ihre Churfl. Durchl. alſobald nach erfolgter Ratification dieſes Tractats und wircklichen ziehen empfangt der obgedachten 500000. Reichsthaler / überlaſſung Ihrer Kayſerl. Majeſt. Ihrer Churfürſtl. Durchl. allgnaten Hülffs-Volcker und darzu dieſen Tractat genaſſe erthelten ordnung an die Kayſerl. Generalität / wie ſolches oben an denen 1. 2. 3. und 5. Articulen vergliechen / zu Ihro Kayſ. Majeſt. und dero mit-Conſoederirten Parthegen im Rom. Reichzu erbohlung offtgemelten werks / zuvernen / und ſich vor Ihr. Kayſerl. Majeſt. offentlich zu erklären / mehr weniger hab mit denen von Ihre Kayſ. Maj. in vorigen Articulen Ihro überlaſſenen Kriegs-Volckern / und mit Ihren von geworbenen / Ihrer-leuthen zu Land- auszuſtoſſ und den Baumen habenden Volckern zu Fuß und zu Pferd / ſo viel ſie deren Ihro abkomt der beſtehenden Quartierungen und reſpectivè Feld-Arbeit entbehren mögen / mit Ihre Kayſerl. Majeſt. zu conjungieren / weitre dergleiche Conjunction in zeiten von der Kayſerl. Generalität Ihro Churfürſtl. Durchl. zu aviſiren / und gehabte dero Churfürſtliche Volcker in dero pflicht verbinden / auch ſo lang ſie ſich den der Volck Armee beſtanden / von Ihrer Kayſ. Majeſt. verpflicht und mit quartieren wie andere verſehen / auch nach der Kriegs-ordnung Ihrer Churfürſtl. Durchl. wiederumb geliefert werden ſollen / und ſo bald ſolche Conjunction geſchehen / und Ihre Kayſ. Majeſt. es allergnädigſt begehren werden / entweder mit gefahrlicher oder abſonderlich / wie man es hie gut befunden / und die Kriegs-notturfft erfordern werden / wieder Frankreich und dero mit-Conſoederirte und Adherenten im Reich zu denen Frantzöſiſch-Schwabiſch-Burgund- und Ober-Rheiniſchen Craiſſen anzuſtoſſ und derſelben gelinden durch offenen Krieg / dero beſten vermögen nach / zu beförderung des zu angang dieſes Tractats genanten Zwecks / ſo bald und ſo lang Ihre Kayſ. Majeſt. und dero Allirte gegen dieſelbe / ihren Land / Leuth / und Armeen in und auſſer dem Reuſſiſchen Reich und dero mit-Conſoederirte in würcklicher Kriegs-Action verbeigriffen ſeyn / operiren / und Verrichten mit allen Ihrenen / Ihrer Kayſ. Majeſt. und dem Rom. Reich ſchädlichen Raͤdern Expreſſichen / konten auch alle etwa im Reich vorhandene geheimbte Rathſchläge und anlagungen / ſo viel an Ihro möglicht bey anderen auff alle weiſe verhindert / wie auch Ihre Churfürſtl. in Regenſpurg und ſonſten allenthalben zu ſecundirung Ihrer Kayſ. Majeſt. obgemelten Zwecks und getroffenen intention gebührende miſſionen.

Ebenermaſſen und Zehendens wollen Ihre Churfürſtl. Durchl. obeſtabte 1000. Mann ſambt oder ſondern / wie / und wann ſie es nöthig erachten / entweder in dero Hoheste Kriegs-Dienſte / oder gegen vorhero gelaiſteten gebohrnen pflichtes-Eyden und in dieſes Tractats Nr. 1. annexirt / leuten / oder aber auch anſtee belegte Veſtungen anderwertig in Ihrer Churfürſtl. Durchl. Landen / vermittelſt und anderen Orthen / wo ſie Ihnen zu haben oder hinzulegen beſagt / gebrauchen / doch ſollen Ihre Churfürſtl. Durchl. darbey auf deren ſicherheit und conſervation, nicht weniger als vor dero eigene allen verſtändige Troppen beſtenz möglichſt bedacht ſeyn.

Eilftens / Ihre Kayſ. Majeſt. haben ſie es gnädigſt begehren werden / zu ihrer mehrerer verſicherung / daß Ihre Churfl. Durchl. Voltern anjetzo beſetzte Stadt Kayſers-lautern einſehen / derſelbe und alſo dieſe Ihre Kayſerl. Majeſt. darinnen eine genugſame beſatzung von dero eigenen Ihro mit Ihrer Churfürſten allein zugethanen oder der Reichs-Voldern legen und gehalten von Ihrer Kayſ. Majeſt. allein dependiren / auch von derſelben ohne einzeit zuthun Ihrer Churfürſtl. Durchl. dero Unterthanen und anhängerſchaft ſolcher Stadt und Landes auch ſonſten in Civil- und Policeyſachen gebührer Gehorſam und Freyheit / Ihrer Churfl. Durchl. dero Beamdten und Bobienten keine hinderung oder eintrag geſtachen / der orth gegen Ihrer Kayſ. Majeſt. des Reichs und Ihrer Churfürſtl. Durchl. Frieden werden verſichert gehalten und beambtleuthe ſo geſchicket und defendiret, daß kleiſſige correſpondentz mit Ihrer Churfürſtl. Durchl. beobachtbahren Commendanten und dero Beambten auch unſonderbar gute ordre gehalten / dieſelbe ſich unter- und mit einander ſicherlich und nach erths eingeſtellenen friedlich vertragen / und bedeuter orth nach gemachten Frieden Ihrer Churfl. Durchl. oder nach dero Erb-dero Erben / Pfaltzgrafen / Churfürſten / ohne mangen angefuͤhrter compenſation oder eingelt / völlig wieder abgetretten und eingeraumbt / auch unterdeſſen mennigab andern als obgemelt / gebuͤrt werden ſolle.

Zwölfftens Ihro Kayſ. Majeſt. und dero Conſoederirten Armeen und Volckern / wann es die noth und Kriegs-Raiſon erfordern werden / den Paß und Repaß in Ihren Churfürſtenthumb und Landen auf vorgehende ordtliche erinnerung geſtattet / darzu auch in allem / es ſey der Bruggen halber und ſonſten / möglichſten vorſchub und beförderung und denen angeſuchten pare bezahlung thun / doch daß den ſolchem durch-marche und auch nöthigen Subſiſtentz und die pare und ungefaumbe zahlung in Ihrer Churfürſtl. Durchl. Landen / dominlichkeit / Schutz und Schirms-Orthen die von Ihrer Churfürſtl. Durchl. an die hand gebende Route möglichſt beobachtet / So dan allenthalben ſcharff und exacte Disciplin und ordre denen Reichs-Conſtitutionibus gemäß gehalten / alle exorbitantien, Raub / Plünderung und Kriegs-exactionen unterlaſſen / auch was in unterhaltung belagerter Armeen von Ihro Churfürſtl. Durchl. und dero Unterthanen und angehörigen Schutz- und Schirms-Verwandten / auch conterbuirenten ordtlich hergegeben werden / in billichen preis ohne aufſatz pur bezahlt werden ſolle.

Da auch Dreyzehendens jetzgedachte Armée unter Ihrer Churfl. Durchl. Beſtimmten eine Retirate zunehmen von Feindes

ANNO 1674.

übernehmender macht gemeldtem werden / solche wollen sie auch denenselben geſtatten.

Zugleichen wollen für das Dritzehende Ihre Churfl. Durchl. zu aufrichtung richtiger Mäßigung / erhaltung und ferner zu- auch durchführung der Provisions und anderer nothwendigkeiten / welche zu unterhaltung und subsistirung vorgemeldter Armeen von Ihrer Kayſ. Majeſt. und dero Conſaederirten im Reich und deſſen Gränzen dienlich / ſo viel an Ihro / und denen ihrigen thunlich wird / allen möglichen vorfleiß und beförderung thun / die pure begehlung ersehen / hoch-ſolle aller unterſtand verhütet und zu ſolchem ende die Paß-Brief von der Generalität eigenhändig unterſchrieben und geſiegelt / darin der quantität des zu gehen od hochſtgedachter Ihrer Kayſ. Majeſt. und dero Conſaederirten im Reich Armeen zu- und vorhero führenden ſpecificirt / ſelbige bey abgehung / ankunft- und Zurückreiſung der Schiff und fahrten an den Zoll- Stätten zu paſſir und handhabung verſehen / auch herunter das jenige / ſo Chriſten und Juden / welche ihr gewerb darmit treiben / in- oder vorhero fahren / nicht verſtanden / ſondern der gemeldtliche Zoll ohne anſtandt gehoben und entrichtet werden / mehr wenige ſumben zu defendir- und beſtändigung Ihrer Kayſ. Majeſt. geſtandten End- Ranzeich- Fürſtenhumbs und landen / und zumalen der 2. und 3. Deſterreichiſchen landen / wie gebacht / treulich mit- agiren helffen / zu beförderung und einnehmung ein- und anderen von dem Feind inhabenden Orths und anderen etwa künfftigen Kriegs- operationen in der nachbarſchafft mit beſtellung der ertrifften ſtucken / (welche fluck und zug-boramen Ihrer Churfürſtl. Durchl. nach gerediger Operation von der Generalität wiederum zu dero Beſtungen geliefert werden ſollen) und ſonſten ſo viel alß etwa erfahr und enthlöſſung dero Beſtungen geſchehen kan / Ihrer Kayſ. Majeſt. allen erſprießlichen beyſtand laiſten / wie ſolches der Neutre Actical mit ſich bringet.

Da hingegen Frankreichende weder der Cron Frankreich / noch ihren mit-Alliirten einigen Paß und Repaß vor dero Volck / Victuvien, Munition, Geräth und andern / durch Ihro Churfl. Durchl. Land / zu ſchaden und abbruch der Kayſ. und dero Conſaederirten Weeſen / und des Römiſchen Reichs und deſſen Gränden wieder der hoch inſtrumentirten Pacis nicht verſtatten noch zulaſſen noch verwilligen abbrechen / vermöhren und verfolgen / darzu Ihre Kayſ. Majeſt. auch alle mögliche aſſiſtenz verſprechen;

Diese Bündnus ſolle durch zehen Jahr gewehren / auch nach dem innmittel erlangten frieden noch zwey Monath derſelben aber zu dem ehrl beweiſchen / ſolche entweder underum zu verneuren / oder gänzlich aufzugeben / es auch denen anderen mit-Conſaederirten von Ihrer Kayſ. Majeſt. wie auch Ihrer Churfl. Durchl. zu Pfalz Freunden und Agnaten frey ſtehen ſollegen dieſe Bündnus mit beiderſeits einwilligung mit einzutreten. Da aber weder der verſtorbene dieſer mit Frankreich und dero mit-Conſaederirten erhabende Krieg wiederum erneuret / oder Ihre Kayſerl. Majeſt. oder Ihre Churfürſtl. Durchl. wegen dieſes mitenander geſchloſſenen Tractats / oder ſonſten von andern Cron Frankreich und dero mehalverthen angegriffen oder überzogen / oder auf einige weis und weeg betrangt werden ſolten / auf ſolchen Fahl ſoll dieſer Tractat ohne einige weitere Formal-verneurung betrachtet in allen und jeden Punckten wiederumb paſſirend und die ehrl gegen einander verbunden ſeyn.

In deſſen allen meinteren ſtrkund und beſtändiger Beſt-haltung haben aller- und hochgedachter Ihr Kayſ. Majeſt. und Churfl. Durchl. hierzu bevollmächtigte dieſen Tractat eigenhändig unterſchrieben und mit ihren Perſon-ſiglen bekräfftiget und der hierüber verfertigte exemplaria gegen einander ausgewechſelet / auch reſpectivè verſprochen / ihrer aller- und gnädigſter Herren Principalen Ratificationes innerhalb 6. Wochen und auch ehender à dato dieſes einzuhringen. So geſchehen zu Wienn den 4. tag April Anno 1674.

Formula Juramenti

Für die Kayſerl. an Chur-Pfalz überlaſſende Soldateſca.

WIr der Rom. Kayſ. Majeſt. Unſern allergnädigſten Herrn und Ayd und Pflicht zugethane Kriegs-Leuth und Soldaten schwehren hiemit aus gnaden / und zwar inſonderheit einen Corperlichen Ayd / wie allen allerhöchſtgedacht Ihro Kayſerl. Majeſt. ſondern auch Ihro Churfürſtl. Durchl. zu Pfalz / ſo lang wir ſambt oder beſonders in dero Churfürſtl. Pfalzen dominätzlichen und landen / wie auch / wo Ihro Churfürſtl. Durchl. ſonſten Völcker inhaben oder bekommen werden / daß wir denſelben / allerhöchſt-gedachter Ihro Kayſ. Majeſt. und Churfl. Durchl. Kriegs- Dienſte bey allen vorfallenden occaſionen zu Waſſer und Land treulich zuleiſten / dahero dero feynden und uns zu beſchedigen / und ſchaden und nachtheil oder auch öffterſten unſern kräfften zu hindern / unſer Standerdten und Fahnen niemahls zu verlaſſen / ſondern vielmehr in handhabung deren / dieſelbe bis auf den letzten Blutz-Tropfen zu verſtehen und zu beſchützen / auch allem demjenigen was der Kayſerl. Articul-Brief mit ſich bringet / gehorſamb nachkommen / daß wir dieſes alles ſtrikt / veſt / und unverbrüchig halten ſollen und wollen / ſolches bey treuen wir mit aufgehobenen fingern. So wahr uns Gott helff und das heilige Evangelium.

ANNO 1674.

Ad Articulum V.

Quittungs - Formul.

WIr Carl Ludwig von Gottes Gnaden Pfaltz-Graff bey Rhein / thun / bekennen hiemit / daß Wir von der Rom. Kayſ. Majeſt. Unſerem allergnädigſten Herrn in abſtattung der an dieſerer den hochſtgedacht Ihrer Kayſ. Majeſt. habenden von dem Weſtphäliſchen Friedens-ſchluß von dem Nürnberger. Executions-Recels herrührenden und auf die verfloſſene Jahrer - Monath jetzo theil ungereſtanen bekannten anhero betragen 60000. Reichsthaler von dem Kayſ. General Feld-Marſch allen Duca di Bourneville aus dero bey ihme habenden Feld-Kriegs-caſſa per und ohne abzug an dero Fryl. Kayſerl. Kriegs-Stadt Frankfurt am Mayn zu ſtatten führen handen empfangen haben. Solches bezeug Unſer eigene Hand unterſtrifft und Churfürſtl. Inſiegel. Geben zu N. Anno 1674.

Formul der Ordre.

An den Kayſerl. Feld-Marſchall.

HOher Feld-Marſchall. Wann über Mein vorigs vom 15. Januarii an euch abgangenes bey (nr.) Pfalz-Gelerns / meines lieben Oheim und Churfürſtens Liebden und Freundt das auf 6000. zu Fuß und 500. zu Roß meiner Kayſ. Völcker begehren worden / welche ſie wider oder weniger in ihrer Pfalz / Dominiquatur und Lande / wie auch andere Orth in ſo ſtarken Völcker inhaben / oder hinzuhenen bringt ſein / einlegen wollen / und darvon verlangen thetten / daß ſie neben dem Feld-Zeug meiſtern ſie mit zugehen ſein / und verbleiben / auch Ihrer Liebden ſo lang ſie obgedachter maſſen in ihren Oerthern und Landen ihr gewalt die Kriegs-Pflicht obligen ſollen / ſo kommet ihr ſolche Völcker erſolgen und deſſelbe ihrer Liebden zugleich fürzuſtellen haben nach beygehenden Formular. Und iſt ſo geſchehen zu Wienn wie obgemelt den 4. April 1674.

R. E. Monnecuculi. (L.S.)

J. P. Hoher Freyherr. (L.S.)

Johann Friedrich Seiler. (L.S.)

Articuli Secreti.

ZU wiſſen; Nachdem ſich Ihro Kayſerl. Majeſt. und Ihre Churfürſtl. Durchl. zu Pfalz / unſere reſpective, Allerdurchlaucht und Gnädigſte Herren / durch thun zu End unterſchriebene / beederſeits Gevollmächtigte unterm heutigen dato / Eines Hauſe / Fridens verglichen / beinebenſt zu Gemüth gezogen / was es für eine Beſchaffenheit mit der Beſtung Philippsburg habe / und wie Frankreich ſich derſelben wieder das ausdrückliche Inſtrumentum Pacis, hebbero aufgebrauch / und aus ſelbiger Beſtung das Römiſche Reich / und inmaßen die allda benambte Churfürſten und Stände deſſelben bis dato groß beſchwerliche / und in groſſe Schäden und Unkoſten geſetzt. Als hat man ſich zu gnädigſt und künftiger beſtändiger Abwendung deſſelben / auch mehrere Sicherheit und mehrer Sarwirkung der verhoffenden lieben Freyheit mit einander abſonderlich verbunden und ſein nachfolgender geheimber Articulorum allerdings vergliechen.

Primo, im fall ſich die Kayſ. und dero Conſaederirten Kriegs-Actiones in gegenwärtigen Kriege / etwa über kurz oder lang dahin anſtehten / und es die ruiion der Guerre inſuren wolte / daß jetzige Beſtung Philippsburg entweder durch liſt oder Kriegs-Gewalt in dero Gewalt gebracht werden könte / daß ſolches nicht unterlaſſen / ſondern unverzunde vorgehen / und zu dem Ende ſowohl von Ihrer Kayſ. Majeſt. als Ihrer Churfürſtl. Durchl. zu Pfalz ſolchen / und andere / bey und nacher Philippsburg beſtellte Officirer / ſambt und ſonders / ſo wohl in Kayſerl. als Churfürſtl. Dienſten ſtehen / oder nicht / mit gnädigſten Befehlen / und ernſtlichen Befehlen / daß ſie neben dem Feld-Zeug meiſtern / und andern / ſo darzu geordnet werden / alle mögliche Aſſiſtenz geleiſtet werden ſolle.

Secundo, wann durch der Allmächtigen Beyſtand beſagte Beſtung in Ihrer Kayſ. Majeſt. oder dero Conſaederirten Hände kommen ſolte / daß ſelbige alsdann / alß eine dem Rheinſtrohm und oberländiſchen Römiſchen Reich hochſtgelegene Grentze nicht aufgelaſſen / ſondern ruiret / und in allen Stand geſetzt / wie auch / daß es auf keine Weiſe ſolcher Beſtung zu Frankreich Trucken ſollen ſolte / daß dahey belegte ratirung zu mehrern

Digitized by Google

ANNO 1674.

Rechts-Sicherheit für ein Conditions angedrungen / und darauf bestanden worden solle. Sie auch sonsten an dem hochsten Orth dasjenige so jetzt / als der sünden / beyrichten helffen wollen.

Zumahlen tertio alle die Puncten in dem Haubt-Tractat so von Chur-Pfaltz sie, restitution, sacrificium, und Kayserl. Schutz / es sey in Krieg- oder Friedens-Zeiten / anordnung thun / neben der gemeinen / und jedes Sicherheit / auch fürnehmlich dahin zu verstehen sein / um Chur-Pfaltz von der Disiung Philippsburg zu entrehmen / solchigt in ruinirt / und in den Stadt die Volcker / so bald es die raison de Guerra pfleget / mit einander zu conjungiren.

Quarto demnach auch in Articulo tertio deß Haubt-Recesses begriffen / daß Ihre Kayserl. Majestat bewilligen Ihro Churfürstl. Durchl. überschlagenden 2500. Mann zu Roß und Fuß die verpflegung / jedoch ausser der fervitien / Wein oder Bier / Brod und Fourage / als zu deren Reichung sich Seine Churfürstl. Durchl. auf maß und weis als sie selbigt denen ihrigen reichen lassen / ohne entgeld Ihrer Kayserl. Majest. anerbotten) aus dem ihrigen / der Kayserl. Pferdt-zumg-e ordinanz gemäß / ordentlich reichen lassen wollen;

Als solle es zwar derhen verbleiben / jedoch deß Verpflegung allen verstanden werden / bis und so lang die Contributionen von denen Orthern / allwo man solche ein zutreiben befugt / und es die Umstände zulassen / Man sich auch ratione quanti und der Orther mit Seiner Churfürstl. Durchl. nach proportion bederseits Diseter noch vor Außtheilung der Satisfaction deß Tractats vergleichen werde / (jedoch die Chur-Pfaltz und dero baumgrafischen Lande / als welche vorhin Ihrer Churfl. Durchl. zu contribuiren gehalten sein / von solcher Contribution ausgenommen) zu Unterhaltung dieser sowohl / als auch Ihrer Churfürstl. Durchl. Kriegs-Estat, und auf denen Bleiben habenden / auch derjenigen Volcker / so derselben auf erhaltenden Notdurfft von Ihrer Kayserl. Majest. oder dero Alliirten zu Krieg ferner zugeschickt werden / sicher und recht eingerichet / und durch solches Contributions-Mittel auch dieses obligt eines der eigenen Unterthanen wiederum aufgehebt sein werden. Und solle Seiner Churfürstl. Durchl. ferners die Assignation der Contributions-Oerther bey der Ratification ausgefertiget / auch bey sünfterer zeit durch solcher Contributions-Orth und Quartier nach Erforderung der Kriegsration von Ihrer Kayserl. Majest. und dero Consederirten Armeen nahmenhen durchzug / die von Ihrer Churfl. Durchl. an die Handhabende route möglichst beobachtet werden / wie solches der 12. Articul deß Haubt-Recesses weiters mit sich bringet. Und solle dieser fernere Neben-Recess nichtweniger als der Haubt-Recess gultig sein / und gleiche Crafft und Kosten stehen in allen seinen Puncten und Clausulen haben / auch von beederseits Aller- und hochsten Herren Principalen zugleich und auf eine zeit ratificirt, und gegen einander ausgewechselt werden. Zu Urkundt dessen haben wir beederseits Gevollmächtigte obgedachten ferneren Neben-Recess eigenhändig unterschrieben und gesiegelt. So geschehen zu Wienn den 4. April Anno 1674.

K. C. Montecuculi. (L.S.)

Joh. Paul Hocher. Freyherr. (L.S.)

Johann Friedrich Seiler. (L.S.)

CXXI.

22. Aprii. *Tractatus inter Sacram Cæsaream Majestatem* LEOPOLDUM *ab una, & Illustrissimum Principem* CHRISTOPHORUM BERNARDUM *Episcopum Monasteriensem ab altera parte, qui memorati Episcopi Fœderi cum Rege Gallie contrà Unitum Belgium inito, renuntiat, ac publicetur se in debita fidei & obsequii constantia ergà Sacram Cæsaream Majestatem perstiturum, Fœdus cum Cæsarea Majestate initum exactè observaturum, nec non quæ in Comitiis Ratisbonensibus in favorem oppressum Imperii Statuum statuta sint, præstiturum fore; Vicissim Cæsarea Majestas memoratum Episcopum in specialem suam Gratiam & Protectionem suscipit, Fœdusque reciprocè observaturum pollicetur. Coloniæ Agrippinæ 22. Aprilis 1674.* Cum *hujus Tractatûs* RATIFICATIONE *ex parte Sacræ Cæsareæ Majestatis. Laxenburgi 20. Maii 1674.* [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

ANNO 1674.

NOS LEOPOLDUS, &c. Notum, testatumque facimus universis, & singulis, quorum id interest, agnoscimusque pro nobis, Hæredibus, ac Successoribus nostris: quòd, cum inter Venerabilem Principem, devotum nobis dilectum Christophorum Bernardum, Episcopum Monasteriensem ex una: & Charissimos Amicos nostros, Generales Fœderati Belgii Ordines Status ex altera partibus, Coloniæ Agrippinæ vigesimi secunda Aprilis hujus currentis 1674. anni, ad interpositionem nostrorum, istine ad Tractatus Pacis cum Plenipotentia Legatorum, Generosi, Fidelium nobis dilectorum Francisci Liberi Baronis de Lisola, Consiliarii nostri Cameralis Aulici, & Joannis Fischer, amborum Austriæ Consiliarii Cameralis, per præfatarum partium Partium Plenipotentiarios & Deputatos, Pax certis conditionibus concluta, & præterea inter nos ex una: & memorati Episcopi Monasteriensis devotionem ex altera parte, medio dictarum mutuarum, ad hoc sufficienti utrinque Mandato instructorum Deputatorum, certus Recessus seu Conventionis Tractatus supradicto eodem die, & loco inlequentem modum initus & conclusus sit.

Quandoquidem ad interpositionem Sacræ Cæsaræam Majestatis huc ad Tractatus Pacis cum Plenipotentia Legatorum Illustrissimorum, & Excellentissimorum Dominorum, Francisci Liberi Baronis de Lisola, Sacræ Cæsaræa Majestatis Consiliarii Aulici, & Joannis Fischer auterioris Austriæ Consiliarii Cameralis, inter Dominos Plenipotentiarios, & Deputatos, Reverendissimi & Celsissimi Domini Episcopi, & Principis Monasteriensis ex una, & Celsissimorum, & Præpotentium Fœderati Belgii Ordinum, ex altera partibus, Pax certis conditionibus hac ipsa die 22. Mensis Aprilis concluta est, & in principio Instrumenti dictæ Pacificationis continetur, quòd Reverendissimus Dominus Episcopus in devotissimum respectum Sacræ Cæsaræ Majestatis, à Fœdere cum Christianissimo Galliarum Rege ante paucos annos contra dictos Dominos Ordines inito, vi & potestate Arbitrii sibi in ipsa Fœdere reservati, discedere, eique debite renunciare, nec non nuperis Comitiorum Ratisbonensium Recessibus pro Guarantia oppressis Statibus Imperii juxta ejusdem Constitutiones præstabilis, per omnia stare, & se conformare, cumque in finem cum debita sua quota concurrere paratus sit, sic deputati altemenorati Domini Episcopi, & Principis Monasteriensis nomine sua Celsitudinis, & ex speciali ejusdem instructione, & commissione præfato Fœderi Gallico hisce de facto renunciant, & promittunt Celsitudinem suam in immota hactenus illibatæ fidei, obsequii, & devotissimi zeli constantia, quam Sacræ Cæsaræ Majestati & Serenissimæ Domui Austriacæ sæpius re ipsa comprobavit, in futurum semper perstiturum: promittunt quoque suam Celsitudinem pro majore alicuratione, & defensione vicinorum Imperii limitum, Forealitia sua, & loca munita propria præsidia, & sumptibus firmaturam, & pro posse strenuè defensuram, & ea, quæ Tractatus specialis Fœderis cum Cæsarea Majestate non ita pridem initi, & hinc inde ratificati continentur, exactè observaturam, nec non iis, quæ nuper in Imperii Comitiis Ratisbonensibus ratione Guarantiæ oppressis Imperii Statibus, juxta ejusdem Imperii Constitutiones præstandæ concluta & statuta sunt, & deinceps rité concludentur, se per omnia conformaturam, & Sacræ Cæsarææ Majestati & Imperio cum debita sua quota non defuturam, uti & in Dictionibus suis pro Cæsarea Majestate militum conscriptionem, Copiis que Cæsareis exigente id necessitate, transitum, innoxium tamen, & juxta Imperii Constitutiones permissuram, & si Majestas Sua ultra id aliquas Celsitudinis suæ Copias desiderer, Celsitudo sua ea in re talem se præbebit, ut sua Majestati facillimum fit cognoscere, quod suæ Celsitudini tibili magis cordi sit, quàm suam erga Cæsaream Majestatem ejusque Augustissimam Domum conflantissimam devotionem, & observantiam re ipsa demonstrare.' E contra memorati Domini Legati, & Plenipotentiarii Cæsarei, nomine Imperatoris promittunt, quod Sua Majestas præmoninatum Dominum Episcopum cum Statibus suis, & Subditis, ac universa Ejusdem familia, in gratiam suam, & protectionem specialem susceptura, nec passura sit, ipsi aut ipsis quidquam damni, aut injuriæ à quoplam fieri, sed ejusdem augmenti, & commodi pro benignitate sua Cæsarea, oblatis ad hoc occasionibus, elementer prospectura, nec non præditum speciale Fœdus inter suam Majestatem & Dominum Episcopum initum ex sua parte observatura, præterea omnibus officiis allaboratura sit, ut per futuros Tractatus Pacis Generalis Exercitium Religionis Catholicæ in locis à sua Celsitudine

ANNO 1674. dine occupatis jam introductum, & præsertim in Dominio Lingensi, Imperio de Jure subjecto, uti & anni versis Provinciis Fœderatis, meliori, qui fieri potest, ratione firmetur, & stabilitur; Quòd quoque Cæsarea Majestas omni studio conatura sit, firmaú Pace sæpedictos uniti Belgii Ordines disponere, ut Juri Superioritatis in Dominium Borckelo præfato amicalitèr renuncient, illudque ad Imperium, & Diœcesin Monasterienſem, cui de jure competit, revertatur, nec minùs, ut bona Ordini Militari sancti Joannis Hierosolymitani propria, in Provinciis Fœderatis ita, & ab iis occupata eidem Ordini restituantur, aut eo nomine satisfiat. In cujus rei fidem Recessus hic, cujus Ratificatio intra proximas sex septimanas hinc inde procurabitur, in duplicato expeditus, & tam à Dominis Legatis Cæsareis, quàm Deputatis Monasterienſibus subscriptus est. Sic actum Coloniæ Agrippinæ 22. Aprilis 1674.

(*L.S.*) Frid. B. a Schmising.

(*L.S.*) Wernerus zur Mühl.

CUmque simul etiam convenerit, ut ejusdem initi, & concluſi Recessus Ratihabitio à nobis, & præfati Monasterienſis Episcopi, & Principis devotione intra proximas sex septimanas à die subscriptionis sequi, & utrinque communari debeat; Nos huic Conventioni satisfacientes, eandem præinsertum Recessum, per omnia & singula approbavimus, confirmavimus, & ratum habuimus, quemadmodum hisce approbamus, confirmamus, & ratum habemus: promittentes insuper, nos omnia, & singula in præfato Recessu contenta, quantum quidem nos concernit, divina adspirante gratia, bona fide præstituros, & adimpleturos, omnique ratione impeditoros, ne à nostris vel aliis ullo modo violentur. In cujus rei fidem hasce manu nostrâ subscripsit, Sigilli nostri Cæsarei appenſione muniri jussimus. Datum in Arce nostra Luxemburgi 20. Maii 1674. Regnorum nostrorum, &c.

LEOPOLDUS,

Joann Paul Hocher L. B.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

Christophorus de Abele.

CXXII.

22. Avril. *Traité de Paix entre les* Provinces-Unies *des Pays-Bas, & Christophe Bernard Evêque de Munster. Fait à Cologne le 22. Avril 1674.* [Recueil des Traitez entre les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, & divers Rois, Princes &c. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 687. en Allemand; dans Londorpii *Acta publica*, Tom. X. pag. 672. en Allemand, & dans Lunig, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Cont. II. Abtheil. III. Absatz XV. pag. 221.]

Provinces-Unies et Munster.

In nomine Domini ac Sacro Sanctæ & Individuæ Trinitatis.

NOtum sit cunctis, postea quam Bellum inter Christianiſſimum Galliarum Regem ejusque Confœderatos ex una; & Celsiſſimos & Perpotentes Fœderati Belgii Ordines, eorumque Confœderatos ex altera partibus nuper ortorum, eo usque excrevit, ut Sacram Cæsaream Majestatem totumque Romanum Imperium tandem involvat: Et aliiſſime memoratæ Sac. Cæſ. Mai. per Miniſtros suos Reverend. & Celsiſſim: Dominum Episcopum & Principem Monasterienſem, qui, uti Christianiſſimæ Regiæ Majest. Confœderatus, dicto Bello contra Unitum Belgium accesserat, adhortari fecerit, ut à Fœdere Gallico recederet, & pro communi totius Imperii & Reipublicæ bono; Pacem cum utememoratis Dominis Ordinibus inire: Cui adhortationi dictus Dominus Episcopus locum dare; & in devotiſſimum reſpectum Sac. Cæſ. Maj. à Fœdere cum utememorato Rege Christianiſſimo antehac inito, vi & potestate arbitrii sibi in ipso Fœdere reſerati, discedere eique debite renunciare, nec non superis Comitiorum Ratisbonenſium Recessibus, pro Guarantia opprelſis Imperii Statibus juxta ejusdem Conſtitutiones præstanda, per omnia stare & satisfacere; cumque in finem cum quota debita concurrere; prout eisdem cum dictis Dominis Ordinibus Fœderati Belgii, ad bonum publicum promovendum, Pacem inire paratus.

Quod hinc ad interpoſitionem Sac. Cæſ. Maj. Miniſtrorum, nimirum Illuſtriſſimorum & Excellentiſſimorum Dominorum Francisci, Liberi Barons de Lisola, Sac. Cæſ. Maj. Conſiliarii Aulici, & Joannis Fiſcher, Anterioris Auſtriæ Conſiliarii Cameralis, ad Generales Pacis Tractatus Legatorum & Plenipotentiariorum, inter utriusque Partis Plenipotentiarios & ad hoc Deputatos: Et parte altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium Illuſtriſſimos & Excellentiſſimos Dom. Hieronymum à Beverningk, Urbis Goudanæ Ecconſulem, quondam Unitî Belgii Conſiliarium & Quæstorem Generalem; & Joannem Ibrams, Toparchiam in Hoogkercke & Senatorem Groningæ num, in Conſeſſu Dominorum Ordinum Generalium Deputatos: Et parte vero præmoninati Domini Epiſcopi, Reverendiſſimum, Perillustrem & Generoſum, nec non Nobilem & Clariſſimum Dominos Fridericum Baronem à Schmising, Ordinis S. Joannis Hierosolymitani Equitem & Commendatorem in Francfort & Wernerum zur Mühlen, Juriſum Doctorem, Celsitudinis suæ Conſiliarios intimos & respective Vice-Cancellarium, in sequentes Pacis Leges tandem conventum fit.

I. Pax sit conſtans & perpetua inter antedictos Dominos Ordines Unîti Belgii, & Dominum Epiſcopum & Principem Monasterienſem, eaque sit tentare & fervetur fcio, ut mutuis sibi invicem commodis fudeant, & omnis Humanitatis bonæque vicinitæ officia præstent, neque impoſterum una Pars contra alterius Subditos Arrestа & Repreſſalias decernet, nec executiones rerum judicatarum impediet.

II. Sit utrimque perpetua oblivio omnium eorum, quæ poſt Pacem Clivensem, & ab initio hujus Belli usque huc, quocunque modo aut loco, inter utrosque hoſtiliter facta sunt, ita, ut nec illorum, nec ullius alterius rei causa vel prætextu, ullus posthac quicquam hoſtilitatis, hiniticitiæ, molestiæ vel impedimenti, aut quoad perſonas, quam bona, per se, vel per alios, clam aut palam, directe vel indirecte, præsertim Juris aut via facti ullsum inferat vel inferri facilet aut patiatur, sed omnes & singulæ hinc inde, tam ante quam in Bello, verbis, ſcriptis aut facti ullatæ injuriæ, violentiæ, damna, expenſæ, absque omni perſonarum rerumque reſpectu, ita penitus abolitæ sint, ut quidquid eo nomine alter adverſus alterum prætendere poſſet, perpetua sit oblivione ſepultum.

Ad quorum tamen dilucidationem conventum est, quod ab hac amneſtia erunt excipiendi ii omnes, qui proditionis, aut læſæ Majeſtatis rei, arguentur, ita tamen, ut illis via Juris utrimque aperta, & utrobius liberisque & Hæredibus bona salva maneant, juxta tenorem Articuli ſecundi Tractatus Clivenſis.

III. Poſito hoc universalis & illimitatæ amneſtiæ fundamento, reſtituet Dominus Epiſcopus ſtatim & illico poſt Ratificationem Dominis Unîti Belgii Ordinibus omnia ea loca, ubicunque ſita, nullo prorſus reſervato, quæ durante hoc Bello occupavit, & quæ ex iisdem in ipſius poſtellate tempore hujus concluſionis invenientur, & quidem omnia in eo ſtatu, quo nunc reperiuntur, & curabit, ne quidquam in iis deterius, quam nunc eſt, reddatur, nominatim Oppida, Arces & Caſtella de Lingen, Lichtenfort & Borckelo, &c. ſalvis tamen per omnia Juribus & Conſtitutionibus Imperii Pacisque Weſtphalicæ, ne quid per hasce reſtitutiones ſit derogetur, aut in eorum præjudicium innovetur.

IV. Reſtituet idemidem omnibus Nobiliſbus, Vaſallis & Subditis Dominiorum Ordinum, cujuscunque nominis & conditionis, omnia & ſingula eorum Territoria, Dominia, Juriſdictiones, agros & bona Immobilia ubicunque ſita, quæ durante hoc Bello occupavit aut occupari fecit & nominatim evacuabit Militæ suo Caſtellum,

Digitized by Google

ANNO 1674. lum, Oppidam & Dominium de Weerth, & Domino Georgio Frederico, Comiti de Waldeeq restituet, reservatis tamen per expressum omnibus tam dicto Domino Episcopo ejusque Successoribus & Ecclesiis quam Domino Comiti competentibus Juribus, pretensionibus & actionibus coram competente Judice decidendis, prout & curabunt Domini Ordines, ut vice versa Vasallis & Subditis Monasteriensibus omnia eorundem durante hoc Bello occupata bona immobilia ubicunque sita restituantur. Captivi quoque hinc inde cujus conditionis, status aut professionis sint, libere demittentur & relaxabuntur.

V. Manet Tractatus Olivensis 18. Aprilis stilo novo Anno 1666. conclusus, in plena vi & vigore in quantum præsenti Tractatui nullatenus contradicit.

VI. Comprehendatur hac Pace & Amnestia Domus & Familia Comitum de Bentheim, ejusque Ministri, Vasalli & Subditi; & quæ ipsi, durante hoc Bello, ablata fuerunt, utrimque restituantur: Gaudeatque dictus Dominus Comes absque ullo impedimento, uti reliqui Imperii Status suis Juribus & Regalibus sub Cæs. Maj. & Imperii protectione tranquille reliquatur: Et post horum Tractatuum ratihabitionem, allaborabunt Pars utraque coram Cæs. S. Maj. quo Pax, fecuritas & amor, præcipue conjugalis in ea Familia restituantur & stabiliantur, Jurisdictione tamen Cæsarea semper salva & reservata.

VII. Ad majorem præclictorum cautelam & securitatem Sac. Cæs. Maj. ac Serenissimus Hispaniarum Rex debite requirentur, ut Guarantiam hujus Tractatus fo leunel & meliori forma præstare velint.

VIII. Hujus Tractatus Ratihabitiones ex utraque parte pacisecntium extradentur ad manus Dominorum Legatorum Sac. Cæs. Maj. & commutabuntur intra quindecim dies à die subscriptionis hujus Instrumenti computandos, & citius si fieri possit: Actus tamen hostilitatis cessabunt quam primum Ratihabitio Celsissimi D. Episcopi Monasteriensis Coloniam advenerit & ad manus dictorum Dominorum Legatorum Cæsarearum fuerit consignata.

In cujus rei fidem duo ejusdem tenoris Instrumenta, desuper confecta, tam à Dominis Legatis Cæsareis quam ab utriusque Partis Plenipotentiariis & Deputatis subscripta & sigillata sunt. Actum Coloniæ Agrippinæ die vigesima secunda Aprilis Anno 1674.

Signatum erat,

(*L.S.*) H. VAN BEVERNINGK.

(*L.S.*) SCHMISINGH.

(*L.S.*) J. ISBRANTS.

(*L.S.*) W. ZUR MUHLEN.

In supradictorum omnium fidem, infrascripti Domini Mediatores hoc Instrumentum subsignatione sua & Sigillis communiverunt loco & die, ut supra.

(*L.S.*) F. DE LISOLA.

(*L.S.*) JOHAN FISCHER.

ARTICULUS SECRETUS.

CUm Domini Legati & Plenipotentiarii Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii declarant, se à dictis Dominis suis Principalibus expresse instructos esse, ut cum Domino Episcopo & Principe Monasteriensi Pacem non concludant, nisi Domus seu Castrum Darvelt, in Diœcesi Monasteriensi situm, Domino Comiti de Flodorf restituatur, è contra vero Domini Plenipotentiarii & Deputati Monasterienses constanter substineant casum hunc esse privatarum rerum & meræ Justitiæ, nec eum Tractato Pacis quicquam habere commune, adeoque à Domino suo Principali se desuper non esse instructos, nec Justui potuisse: Inconsultum autem visum fuerit conclusionem Pacis, hanc solam ob causam cum boni publici non exiguo detrimento, diutius differri: Hinc placuit, ut Tractatus Pacis hinc inde subscribatur, & dictus casus restitutionis Castri de Darvelt ad ejusdem ratificationem & executionem remittatur: Offerendo se Domini Legati Plenipotentiarii Sac. Cæs. Maj. interim utramque partem pacisecutem disponere, ut quæstio hæc tempore dictæ executionis æquo & congruo medio compoANNO 1674. natur. Sic actum Coloniæ Agrippinæ die vigesima secunda Aprilis Anni millesimi sexcentesimi septuagesimi quarti.

Signatum erat,

(*L.S.*) H. BEVERNINGK.

(*L.S.*) W. D. SCHMISINGH.

(*L.S.*) J. ISBRANTS.

(*L.S.*) W. ZUR MUHLEN.

In supradictorum omnium fidem infrascripti Domini mediatores hoc Instrumentum subsignatione sua & Sigillis communiverunt, loco & die, quo supra.

(*L.S.*) F. DE LISOLA.

(*L.S.*) JOHANNES FISCHER.

Ratificatio Altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium.

ORdines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum, Notum testatumque facimus, universis & singulis, quorum scire interest: Quod cum ad interpositionem Sac. Cæs. Maj. Ministrorum, nimirum Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum, Dominorum Francisci liberi Baronis de Lisola, Sac. Cæs. Maj. Consiliarii Aulici, & Joannis Fischer, Anterioris Austriæ Consiliarii Cameralis, ad generales Pacis Tractatus Legatorum & Plenipotentiariorum, inter Plenipotentiarios ex parte nostra Illustrissimos & Excellentissimos Dominos Hieronymum à Beverningk, Urbis Goudanæ Exconsulem, quondam Uniti Belgii Consiliarium & Quæstorem Generalem, Joannem Isbrants, Toparchan in Hoochkerke, & Senatorem Groninganum in Consessu nostro Deputatos & inter Plenipotentiarios ex parte Reverendissimi & Celsissimi Domini Episcopi & Principis Monasteriensis per Illustrem & generosum nec non Nobilem & Clarissimum Dominos Fridericum Baronem à Schmising, Ordinis Sancti Joannis Hierosolimitani Equitem, & Commendatorem in Francfort, & Wernerum Zur Muhlen, Jurium Doctorem Celsitudinis suæ Consiliarios intimos & respective Vice-Cancellarium Deputatos ad hoc sufficienti utrimque Mandato instructos, Coloniæ Agrippinæ die 22. Aprilis Anni millesimi sexcentesimi septuagesimi quarti, in sequentes Pacis leges conventum sit,

Inseratur Tractatus.

Cumque simul etiam convenerit ut ejusdem initæ & concluſæ Pacis Ratihabitiones ex utraque parte Pacisecentium extradantur ad manus præfatorum Dominorum, Dominorum Legatorum Sac. Cæs. Majestatis, & intra quindecim dies à die subscriptionis vel citius, si fieri possit, commutentur. Nos huic Conventioni satisfacientes eandem Pacem initam & concluſam per omnia & singula approbavimus, & confirmavimus & ratihabuimus, quemadmodum hisce approbamus, confirmamus & ratam habemus; promittentes insuper nos omnia & singula in præfata Pace contenta, bona fide præstiturros & adimpleturros, omnique ratione impediturros, ne à nostris vel aliis ullo modo violentur: In cujus rei fidem, has majoris Sigilli nostri appensione munire, & per Consessus nostri Præsidem signari curavimus, ut & per Primarium Graphiarium nostrum subscribi justimus. Actum in Consessu nostro die quarto mensis Maji Anni 1674. SCATO GOCKINGA, vt. Ad mandatum altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium. H. FAGEL.

Ratificatio Domini Episcopi Monasteriensis.

NOs CHRISTOPHORUS BERNARDUS, Dei gratia Episcopus Monasteriensis, Administrator Corbeiensis, Burg-Gravius in Stromberg, Sacri Romani Imperii, Princeps & Dominus in Borkelo, constare volumus, posteaquam ad interpositionem Sacræ Cæs. Majestatis ad Generales Pacis Tractatus Legatorum & Plenipotentiariorum inter Nostros, & Celsorum ac

Pra-

ANNO 1674. Præpotentium Ordinum Fœderati Belgii Plenipotentiarios & ad hoc Deputatos sequens Pacis Instrumentum erectum est.

Inseratur Tractatus.

Quod nos habita desuper matura deliberatione, omnia & singula, quæ in eo continentur, rata habeamus uti & ea acceptamus, approbamus, & ratificamus per præsentes Tabulas, sub manu Sigilloque nostro datas in Urbe nostra Monasteriensi, die vigesima quinta Aprilis Anno millesimo sexcentesimo septuagesimo quarto.

Signatum erat,

(*L.S.*)

CHRISTOPHORUS BERNARDUS.

Sacræ Cæsareæ Majestatis LEOPOLDI I. *Ratificatio Pacis inter Illustrissimum Principem* CHRISTOPHORUM BERNARDUM Episcopum Monasteriensem *ab una; & Præpotentes Ordines Generales Fœderati Belgii ab altera parte, Coloniæ Agrippinæ die* 22. *Aprilis* 1674. *conclusæ. Data in Arce Cæsarea Luxemburgi* 20. *Maii* 1674. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de Cour de Sa Majesté Imperiale.]

NOS LEOPOLDUS, &c. Notum testamurque facimus universis & singulis, quorum scire interest, agnoscimusque pro nobis, Hæredibus ac Successoribus nostris; Quod cum inter Venerabilem Principem devotum nobis Dilectum Christophorum Bernardum Episcopum Monasteriensem ex una & Charissimos amicos nostros, Generales Fœderati Belgii Status ex altera Partibus, Coloniæ Agrippinæ 22. Aprilis hujus currentis anni 1674. ad interponitionem nostrorum, illuc ad Tractatus Pacis cum Plenipotentia Legatorum, Generosi, Fidelium nobis Dilectorum Francisci Liberti Baronis de Lisola, Consiliarii nostri Cæsarei Aulici, & Joannis Fischer, Anterioris Austriæ Consiliarii Cameralis, per præclaritarum ambarum Partium Plenipotentiarios & Deputatos, Pax certis Conditionibus in sequentem modum inita & conclusa sit.

Fiat Insertio.

Cumque simul a nobis per ambas Partes petitum fuerit, ut præmissæ Pacificationis Instrumentum a dictis Plenipotentiariis Legatis nostris, ceu Mediatoribus subscriptum & sigillatum, a nobis quoque ratificaretur ac corroboretur. Idcirco nos eandem præscriptam Pacificationem per omnia & singula approbantes, confirmantes & ratam habentes; quemadmodum hisce approbamus, confirmamus & ratam habemus: Promittentes insuper, nos sedulo curaturos & allaboraturos, ut omnia & singula in præfata Pacificatione contenta bona fide præstentur & adimpleantur, & nec a nostris vel aliis ullo modo violentur. In cujus rei fidem hasce manu nostra subscripsimus, sigilli nostri Cæsarei appensione muniri jussimus. Datum in Arce nostra Luxemburgi 20. Maii Anno 1674.

CXXIII.

12/22 Avril. Neben-Receß zwischen Ihro Kayserl. Majest. Leopold und beiden Herrn Hertzogen Georg Wilhelm und Rudolph August zu Braunschweig und Lüneburg, worinnen neben dem was im Haubt-Receß sub eodem dato geschlossen worden, die Herrn Hertzogen ihre Völcker bis auf 8000. zu Fuß 4000. Pferdt und 1000. Dragoner, wieder die gemeine Feinde zu verstärcken und agiren zu lassen, doch unter gewissen Bedingungen, versprechen. Braunschweig den 12/22 April 1674. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

ANNO 1674.

Cest-à-dire;

Récès particulier entre LEOPOLD *Empereur des Romains, & les Ducs de Brunzwich-Luneboung* GEORGE GUILLAUME, *&* RODOLPHE AUGUSTE, *par lequel outre ce qui a été conclu par le Recès principal du même jour, ils s'obligent à augmenter leurs Troupes jusques à* 8000. *Hommes de Pied,* 4000. *Chevaux, &* 1000. *Dragons, & à les faire agir contre les Ennemis communs sous certaines conditions par eux stipulées. A Brunzwich le* 12/22. *Avril* 1674.

Zu wissen/ als die Röm. Kayserl. auch zu Hungarn und Böheimb Königl. Majest. Herrn Georg Wilhelms und Herrn Rudolph Augusten Hertzogen zu Braunschweig und Lüneburg Durchl. Durchl. vermittels verschiedener hochansehnlicher Abschickungen mehrermahl gesuchet/ auch zuletzt so weit bey denen in dem hohl Römisch Reich erweckten mordbrandt Waffen zugegriffen eifferigst nachzuseyen/ daß keine andere intention führeten/ dann daß Reich und dessen Stände von aller oppression zu befreyen/ und ihren Kayserl. Respect / auch der Stände Freyheit / so dann gute harmonie und Frieden im Reich zuerhalten/ mit dem ersten/ daß doch glachdacher beider Herrn Hertzogen Durchl. Durchl. solche Ihr Kayserl. Majestät. gemein-nutzige intention zubefördern/ und zu dem Ende nicht allein dass selbst zu Braunschweig den 15. Septemb. 1672. aufgerichtete Pactus zu extendiren/ sondern auch anweisung zur ihrer Völckern / wieder die jenige / welche Ihre Kayserl. Majest. die Cron Spanien / und die Herrn General Staaten/ wieder den Oßnabrugg. und Münsterischen / Aach- und Cölnischen Frieden zu bekriegen/ oder noch bekriegen würden / conjungiren möchten / hierauf auch ein gewisser Recès unter heutigen dato zwischen Ihro Kayserl. Majest. und hochgemd. Herrn Hertzogen Durchl. Durchl. hierunden benannten und in dieser Handlung bevollmächtigten Ministris geschlossen/ anbey denn der gemeinen sache vorträglich erachtet worden/ denselben in einen neben-Tractat, welcher in hoffter gehoben zu halten/ zuerstellen/ so ist wohlgedacht durch obgedachte gewaltmächtiger ferner observirt und verglichen worden/ wie folget.

Erstlich/ weil hochgedachter Herrn Hertzogen Durchl. Durchl. verschiedener erheblichen Ursachen halber/ ihre auf den Beinen habende Macht unverlänget nicht halten/ und hier zu gewiß Gelder-Subsidien zugegeben sich bereits anhero/ daß demnach Ihre Kayserl Majest. so wohl bey der Cron Spanien als denen General Staaten alle mögliche und fleißige Officia interponiren wollen/ damit von jetz benenter Cron und denen General Staaten beider Herrn Hertzogen Durchl. Durchl. vermittelst eines ehrlich verglichs / gewisse subsidien erfolgen mögen/ an statthaung dessen der Herren Hertzogen Durchl. inmittelst als an überschüssiger allhier zu Braunschweig den 15. Sept. 1672. aufgerichtetes Fœdus verbindlich und hingegen an diesen Secret- und Haubt-Recès ferners weegs erhalten/ sondern schlechter auf solchen fall krafftlos bleiben solle.

Wann aber inmittens man berührter Subsidien halber zu dem innenberten Schluß gelanget und mit zahlung selbenrührter Subsidien ein solcher anfang gemachet/ gleich wie hoch-gedachter Kon. Mai in Hispanien und denen Herren General Staaten zum sich verglichen haben würde/ als dann wollen hochstermelter beider Herren Hertzogen Dl. Dl. mit einer Armée von acht tausend zu Fuß/ vier tausend zu Pferd und tausend Dragoner sambt convenablen Artillerie wieder die gemeine Feinde agiren lassen an Orth und Enden/ wo Ihre Kayserl. Majest. Ihr Königl. Majest. zu Hispanien/ die General Staaten/ und der Herren Hertzogen Durchl. Durchl. für gut finden werden/ jedoch daß bey dergleichen Kriegs-Expedition, zumahlen alsdann wann die Armeen der hohen Alliirten conjungiret / alle Haubt-Operationes anderst nicht/ dann nach den mehrern Stimmen ob-alter-und hochgenannter Alliirten dirigiret/ und zur Execution gebracht werden sollen/ dergestalt daß Ihre Kayserl. Majest. eine/ Ihre Königl. Majest. in Spannien eine/ die Herrn General Staaten eine/ der beiden Herrn Hertzogen Durchl. Durchl. aber ingleichen eine Stimme zustehen haben.

Es ist auch Drittens hierneit ferner beraumet worden/ daß man obberührten Corpus und den verlangten Frieden zu beforderen/ zu verstärcken here/ so soll darüber ferners Handlung angestellet/ die proportion nach dem mit der Cron Spanien und denen General Staaten ratione Subsidiorum vorhin getroffenen vergleich genommen/ und darauf auch eine solche Hülffe mäßiglich geleistet werden.

Wofern dann Vierdtens der beiden Herren Hertzogen Durchl. Durchl. lande zeit währenden diese Kriegs von jemanden / wer der auch sey/ und unter was praetext solches geschehen möge/ attaquirt oder übergangen werden solten/ wollen Ihro Kayserl. Majest.

ANNO 1674. Majest. denenselben mit einer solchen macht/ als die erheischende noth nach/ und wird begehrt/ und zulänglich geachtet werden können/ mit darzu gehöriger Artigleryand/ beschehene requisition, unverweilt zu Hülff kommen/ und mit allen Vigore wieder die ausquantirt zeigen lassen/ gehalten dan der beiden Herrn Hertzogen Durchl. Durchl. zu den fall/ daß Ihre Kayf. Majest. in dero Landen tempbite angriffen werden/ jetzt allerhochstgedachte Kayf. Majest mit obenannten Corpo, und wie dasselbe nach ausweis des vorhergehenden dritten Articuls verstärcket werden mochte/ zu assistiren gleichfals verbunden sein sollen.

Sollte auch Frömdes/ jetz währender dieser Bündnus sich jemand unternehmen/ die Stadt Bechuten aus ihren jetzigen Stande gewaltsahmer weise zuziehen/ nachdeme dan nicht allein der Herren Hertzogen Durchl. Durchl. Lande/ sondern auch der gantze Nieder-Sächsische/ wie nit weniger Westphälische Creiß in noch grössere Unsicherheit und gefahr hierdurch gesetzet werden dorffte/ so wollen Ihre Kayl Majest. mit und nebens Ihrer Königlichen Majest. zu Dennemarck/ Norwegen/ und andere Herren Hertzogen Durchl. Durchl. alle Reunge-Mittel ergreiffen/ damit diese Stadt in statu quo gelassen/ und ihr Via facti nichts widriges zugemuthet werde.

Daferne Sachsen/ sich bey folgender Kriegs-Expedition begehen solte/ daß von der Herrn Hertzogen Durchl. Durchl. ein oder mehr Plätze dem Feinde abgenommen worden/ so soll es zwahr damit gehalten werden/ gleich man sich deßfalls in dem obangezogenen Braunschweigisch. Fordere im 17. Articul vergliechen/ jedoch sy dabey bedungen worden/ was die zu dem Rom. Reich gehörige Herrher und die darinnen begriffenen Relationen und Gerichtlichen anstehenden Proceß dasselben/ gestalt die Orts in dem Westphalischen Frieden begriffen/gehalten/und alles quoad punctum Religionis in gegenwertigen Stande gelassen werden soll. Zu dem Ende auch keine veränderung oder verneuerung weder in denen Stifftern/ noch an der Religion verstatet/ sondern selbige bey dem Römischen Reich und der zu selbigen Orthen obhandene nicht allein Catholischen sondern auch andere Religionen/ wie sich dieselbe anjetzo befinden/ erhalten/ wie auch die Jura Electionis, so dem Thumb und andern Capitul zuständig/ keines wegs turbiret/ sondern sie darbey ruhig gelassen/ und geschützet werden sollen.

Wann aber Ersbendens/ daß bey Anfuh: und stabilirung der Quartier und Contributionen in denen Landen/ welche in diesen Nieder-Sächsischen und Westphälischen Creiß anliegenden Herren Hertzogen Durchl. Durchl. einiger vergug in etwas geschimet werde/ daß derselben viel mehr in jetz berührten Landen als anderer Orthen erwehnte Quartier und Contributions nach proportion anzuweisen/ oder da sie selbige schon übergekommen/ dahey ruhig gelassen werden.

Achtens wollen Ihre Königl. Majest. nicht weniger als Ihre Durchl. Durchl. bey ihro Königl. Majest. in Dennemarck/ auch beiden Herren Churfürsten zu Sachsen und Brandenburg alle thunliche Offices nach ferner anwenden lassen/ damit diese Crieg bey Parthey völlig treten/ und dabey bestandig verharren mögen/als dann auch der beiden Herren Hertzogen Durchl. Durchl. sich deroselben wollen/ Herren Ernst Augusti Bischoffen in Osnabrug und Johann Friedrichs beiden Hertzogen zu Braunschweig und Lüneburg Durchl. Durchl. zu disponiren damit dieselbe dieser gemeinen sache sich annehmen und ihre Kräfft tem mit der hohen Alliirten zusammen setzen.

Wofern aber dieselbe dazu nicht zubewegen/ sondern sie lieber still sitzen und erwarten wolten/ was etwa bey währenden Reichstage zu puncto securitatis, oder sonsten in diesen Nieder-Sächsischen und Westphälischen Creyssen geschlossen werden möchte/ so wollen alsdann obgedachten Ihre Kayf. Majest. nebst vorgemeldten/ jetzo höchstgedachter beider Herren Hertzogen Land und Leüthe mit durchgängen/Emigrantierungen und Contribution ohn durch ihre Mittel/ jedoch so lang auch sie wieder Ihre Kayf. Majest. und dero hohe Alliirte nichts Feindliches vornehmen würden/ beschwehret werden sollen.

Ob dann schon Meldtente ist dem unter heutigen dato aufgerichten Haubt-Recess enthalten/ daß diese Bündnus nur drey Jahr währen soll/ so soll doch solches nicht vor verstanden werden/ dann in dem soll/ da der Frieden noch vor ablauf solcher zeit mit der sämmentlichen hohen Bundes-Verwanden einmüthigung wiederbracht werden könne.

Sonsten und daferne in solcher zeit die gemeine Feinde zum Frieden nicht gebracht/ sollen und diese Bündnus ihre krafft erhalten/noch einigen der hohen Alliirten daraus zuschreiben erlaubt sein/ es sey dan der allgemeine Friede mit gemeiner einwilligung der hohen Alliirten erlanget/ allermassen den auch das offt erwehnte alhier in Braunschweig 1672. aufgerichtete Foedus, so viel Ihr. Kayf. Maj. und der Herren Hertzogen Durchl. Durchl. belanget/ in solchen fall/ bis dahin seine krafft behalten/ noch attendiret werden solle/daß der darin bestandte dreyjährige termin einhersiehen expiriret.

Und soll dieses alles nicht weniger observirt und unverbrüchlich gehalten werden/ als ob es von Worten zu Worten dem Haubt-Recess einverleibet/ wie dann auch die Gewöhnliche Ratification und ingleichen/ dero allerhöchst und höchstgebachter Principalen Ratification über diesen neben-Tractat in der bestimmten Monaths zeit alhier in der Stadt Braunschweig einzuhändigen und auszuwechslen zulassen.

Dessen zu Urkund haben sie solchen eigenhändig underzeichnet und mit ihren Pettschaften bekräfftiget/so geschehen Braunschweig den 23. Aprilis Anno 1674. ANNO 1674.

(L.S.) B. Gobw. Windischgrätz.

(L.S.) Joh. Helvi Schütz.

(L.S.) Christoph von Hammerstein.

(L.S.) Fritz von Hemburg.

(L.S.) Joachim Friedrich Schlier.

CXXIV.

Declaratio CAROLI CASPARI *Electoris Treverensis, quod quidem Pacificationi inter Cæsarem & Ill. Eborum Colonienſem nullum impedimentum injicere velit, ſtatuamus ratione damnorum Archi-Diœceſi Treverenſi per Milites Colonienſes illatorum, ſe Cæſareum Majeſtatem implorare, ut ei aliqua ſatisfactio obtineatur.* [Tiré de la Regiſtrature de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.] Mai.

CUm in refarciendis immenſis illis damnis, quæ Excellentiſſimus Princeps Elector Treverenſis ab injuſtis Galliorum armis hactenus perpeſſus eſt & adhuc dum patitur, ſecutura aliquando ſub Auguſtiſſimi Cæſaris noſtri auſpiciis Pax, modum & rationem oſtenſura ſit, atque nunc de conditionibus tantum agatur, quibus Sereniſſimus Princeps Elector Colonienſis à Gallici Belliei Societate abſtractus in Cæſaream gratiam recipi poſſit: declarat utique Elector Treverenſis, ſe operi tam pio & laudabili nullum quidem injecturum eſſe impedimentum, ab eo tamen, quam Archidiœceſi ſuæ vovit, curâ & fide aſtringi, ut aliqualem ſaltem ac planè modicam reparationem pro illis etiam extiere debeat damnis, quæ non minus à Colonienſi Militæ innoxiæ Provinciis ſuis præter omne fas illata fuerint.

Hinc eſt, quod ſecundum inita antehâc Pacta Sacræ Cæſareæ Majeſtatis opem imploraturus cogitur, quo afflictæ Archidiœceſi Treverenſi, levi & exigua duorum Tricennium acceſſione ſatisfieri paſſatur, Rachting nempe & Zeltingen, qui procul à cætera Dioneſe Colonienſi ad ſuperiorem Moſellam ſiti, ac Treverenſi Territorio undiquaque cincti, neque huccò, neque ſentiendo admodum detrimento aliquo alterutram Provinciarum afficere poterunt.

Sereniſſimo autem Electori Colonienſi ejusque Metropolitano Capitulo grave id eſſe non debet, cum demnitatem ipſis non ſemel ità, diſſolvenda & compenſanda aliquando eſſe damna illa, quæ toties rogati & admoniti avertere ab innocentibus ac nihil tale promeritis vicinis neglexiſſent, ſatisfaciat ineres Colonienſi Militæ in Treverenſi agro non ſecus ac in hoſtico, per omne genus injuriarum quarum particulari enarratione in tam propinqua reconciliationis ſpe, merito ſupereſedendum nunc eſſe exiſtimavimus.

CXXV.

Traite de Paix entre les PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas &* MAXIMILIEN HENRI *Electeur & Archevêque de Cologne. Fait à Cologne le* 11. *Mai*, 1674. [*Theatrum Pacis*, Tom. II. pag. 600. d'où l'on a tiré cette Piéce qui ſe trouve auſſi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 613. dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Contin. II. Abtheilung III. Abſatz III. pag. 112. en Allemand; & dans LONDORPII *Acta publica*, Tom. X. pag. 169.] 11. Mai. LES PROVINCES-UNIES ET COLOGNE.

In Nomine Sacro-Sanctæ Individuæ Trinitatis.

NOrum hisce ſit cunctis & omnique; poſſesquam inter Chriſtianiſſimum Galliarum Regem, ejusque

ANNO 1674. que Confœderatos ex uni; atque Celsos, & Præpotentes Fœderati Belgii Ordines, eorumque Confœderatos ex altera, Partibus, majori exortum Bellum, eo usque excrevisse, ut Cæsarem Suam Majestatem, totumque Romanum Imperium tandem involverit: & altitudinemorata Sua Cæs. Majestas, per Ministros suos, Serenissimum Principem Electorem Colonienſem, (qui uti Christianissimæ Regiæ Majestatis Confœderatus, ad dictam Bellum contra Unitum Belgium accellerat) adhortari curasset: ut pro communi totius Imperii & Reipublicæ bono, pacem cum alterocontracta Dominis Ordinibus inire velle: huicque adhortationi Serenissima Sua Electoralis Celsitudo locum dedisset, & pro devotissimi sui erga Cæsaream Suam Majestatem reverentia, non obstantibus quibuscumque aliis Pactis Fœderalibus, vigore & potestate liberi libi in fidem retervati arbitrii, cum dictis Dominis Ordinibus Fœderati Belgii ad bonum publicum promovendum pacem inire paratam sese quòd offendisset; ad interpositionem & mediationem Cæsaræ Suæ Majestatis Ministrorum, nimirum Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum, Domini Francisci, Liberi Baronis de Lisola, Cæsaræ Suæ Majestatis Consiliarii Aulici, & Joannis Fischer, auctoritis Aulicæ Consiliarii Cameralis, & ad generalis Pacis Tractatus Legatorum, & Plenipotentiariorum, inter utriusque Partis Plenipotentiarios, & ad hoc Deputatos; ex parte Serenissimum Suæ Serenitatis Electoralis, Reverendissimos, Generosos & Prænobiles Dominos, Thomam Quentel, Francicum Baronem de & in Frentz, & Rendenich, nec non Ignatium Wittman, Suæ Electoralis Serenitatis Consiliarios intimos, Metropolitanæ Ecclesiæ Colonienſis, Cathedralium Ecclesiarum Præbendarii, & Paderbornensis Ecclesiarum, nec non Collegiatarum Basilicarum S. Severini & S. Andreæ respective Præpositum, & Capitulares; Ex parte verò aliorumconfœderatorum Dominorum Ordinum Generalium, Illustrissimos & Excellentissimos Dominos Hieronymum à Beverningk, Urbis Goudanæ Ex-Consulem, quondam Fœderati Belgii Constitarium, & Quæstorem Generalem, & Joannem Haruts, Dominum parcham in Hoochkercke & Senatorem Groninganum, in Consessu Dominorum Ordinum Generalium Deputatos, in sequentes Pacis Leges tandem conventum sit.

I. Sit Pax constans & perpetua Inter Serenissimum Dominum Electorem, & Fœderati Belgii Dominos Ordines, eaque ita colatur, ut Pars una alterius commoda quærat & promoveat, atque omnia humanitatis, bonæque vicinitatis officia sibi mutuò præstent. Neque impuberum, Pars ulla contra alterius Subditos, arrella & repressalias decernat, aut executiones rerum judicatarum impediat. Sub quo tamen, vi Juris obtentu, & ex causis dicendum & Contradictum obligatorium, originem sumentes Sententiæ, minimè intelligentur; sed quinad eas secundum Juris ordinem, & rectam rationem procedetur.

II. Omnia ea, quæ ab initio Belli hujus hucusque hinc inde ullo modo aut ratione, ex parte utraque hostiliter patrata sunt, in tantum oblivioni tradita sunto, ut nec illorum nomine, nec sub ullo alio prætextu, nemo posthac aliquam hostilitatem, violentiam aut concussionem, tam alterius personis, quàm bonis, vel per se, vel per alios, clam aut palam, directè vel indirectè, specie Juris, aut vi facti, usquam non inferet, vel inferri indulgeat; verùm omnes ac singulæ hinc inde, tam inter, quam durante Bello, res, scripta aut factis filatæ injuriæ, damna, expensæ, absque omni personarum rerumque respectu, ita penitus abolitæ sunto, ut quicquid eo nomine alter adversùs alterum prætendere posset, perpetuâ oblivione sepultum esto. Ad quorum tamen dilucidationem conventum est, quòd ab hac amnestia excluſi sunto ii, qui proditionis aut Injuæ Majestatis rei arguentur, hic tamen ut illis via Juris practusa non sit, eorumque Usurbus, Liberis & Hæredibus bona sua hinc impetrinbe salva maneant.

III. Posito hujus universalis & illimitatæ amnestiæ fundamento, restituet Serenissima Sua Celsitudo Electoralis statim atque illicò post Ratificationem, Dominis Ordinibus Fœderati Belgii, loca ea omnia, ubicunque hta sient, nullo prorsùs excepto, quæ durante hoc Bello occupavit, sibique subjecit, & quicquid tempore concluſæ hinc Pacis in fidem in vim & potestatem suam redactum invenierur, & quidem omnia eo in statu, quò nunc reperiuntur, curabitque ne quidquam detrimenti ea capiant, fimilterque vetabit, & ipso facto impediet, ne dictarum Urbium, locorumque Gubernatores, aut per se, aut Sue Serenissimæ Celsitudinis Electoralis nomine, Senatui, aut Populo quicquam pecuniarum exigorequant, imò nec illum quicem in casum, si præcedentibus horum Tractatuum subscriptionem pollicitationibus verbalibus, forte ratione pendendi lytri & redemptionis de certâ pecuniæ summâ cum iis transactum fuller, sed ea omnia & singula pro nullis, cassis & irritis habeantur, ut tamen, quod jam reapte ante præsentis Tractatûs subsignationem perfolutum fuerit, non repetetur. Obsides verò, si qui dati aut abductí erint, illicò sine ullo redemptionis pretio liberi dimittantur.

IV. Restituet idemidem omnibus Nobilibus, Vasallis, & Subditis Dominorum Ordinum, cujuscunque nominis & conditionis fuerint, omnia & singula ad eosdem pertinentia Territoria, Dominia, Jura, agros, & bona immobilia, ubicunque eriam sita erant, Serenissima Sua Electoralis Celsitudo quæ durante hoc Bello occupavit aut occupari fecit.

V. Contra præditi Dominí Ordines Generales se abdicant & renunciant omnibus & singulis Juribus & prætentionibus, quas quovis modo habuerunt, aut deinceps habere aut prætendere possent in Civitatem Rhenobergam, ejusdem pertinentias, & quæcunque ab ea dependent, hic ut re ipsa & cum effectu, ut perpetuum manent penes præditam Serenissimam Celsitudinem Suam Electoralem; in specie autem renuntiant actionibus omnibus ſis, quæ ob hin & ejusdem in munitionem, ædificia publica, armamentaria & tormenta factas intentari poterant, vicesque verta in simil curabunt, ut Subditis Colonienſibus omnia eorundem durante hoc Bello extorta immobilia Bona, ubicunque ita ea erunt, restituantur; Captivique quin etiam hinc inde cujuscunque conditionis, statûs aut professionis ei fuerint, liberè dimittantur.

VI. Solutio Contributionum, & Tyrrorum quæ tempore concluſi Tractatûs Pacis prætlanda relliterit, inuitu personarum & bonorum, unius alteriusve Partis, ab iis, quibus cura Contributionum & Tyrrorum incumbit, dirigatur, determinetur, & moderetur.

VII. Ad majorem præditorum cautelam & fecuritatem Cæsarea Sua Majestas, ac Serenissimus Hispaniarum Rex, debitè requirentur, ut Guarantiam hujus Tractatûs, solemniter & omni meliori formâ in se recipere haud grave ducere velint.

VIII. Ratihabitiones hujus Tractatûs ex utraque parte Pacisconemini ad Cæsaræ Suæ Majestatis Dominorum Legatorum manus tradantur, & intra quindecim dierum spatium, à die subscriptionis hujus hujusmodi computandos, & civius, ſi fieri poterit, commutentur: hostilitates verò ceſſent, quàm primùm ratihabitio ab una ambarum Partium ad manus dictorum Dominorum Legatorum Cæsaræatorum tradita fuerit. In cujus rei fidem duo ejusdem tenoris Instrumenta desuper consecta, & tam à Dominis Legatis Cæsaræis, quàm ab utriusque Partis Plenipotentiariis & ad hoc Deputatis subscripta & sigillata sunt. Actum Coloniæ Agrippinæ die X. mensis Maii Anno M. DC. LXXIV.

THOM. QUENTEL. (*L. S.*)
FRANC. C. V. FRENS. (*L. S.*)
IGNATIUS WITMANN. (*L. S.*)
H. V. BEVERNINGH. (*L. S.*)
J. ISBRANDTS. (*L. S.*)

In fupra dictorum omnium fidem infrascripti Dominí Mediatores hoc Instrumentum subsignatione sua & Sigillis communiverunt, loco & die ut supra.

F. B. DE LISOLA. (*L. S.*)
JOANNES FISCHER. (*L. S.*)

ANNO 1674.

CXXVI.

Traité de Confederation, d'Alliance, & de Defense, entre LEOPOLD *Empereur des Romains*, CHARLES II. *Roi Catholique des Espagnes*; *les Seigneurs Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *&* *les Seigneurs* LIZ GEOR-

Digitized by Google

Anno 1674. GEORGE GUILLAUME & RUDOLPHE AUGUSTE *Ducs de Brunswick & Luneburg pour durer jusqu'à la Paix, & dix ans au delà. A Cell le* $\frac{16}{26}$. *Juin* 1674. [Tirè de la Registrature d'Etat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

SOit notoire, (1) Que Sa Majesté Imperiale, Sa Majesté Catholique, & Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, ayant par diverses fois fait connoître à Sa Majesté le Seigneur George Guillaume, & le Seigneur Rudolphe Auguste Ducs de Brunswick & Luneburg, comme ils avoient, tant dans que hors l'Empire, été en plusieurs façons enfommagés & outragés, & ce contre le Traité de Paix d'Osnabrug, & Munster, & Arvex & Aix, & par ainsi necessités de joindre leurs Armes, & de tâcher à rétablir la Paix & le repos, à conditions honnelles & équitables, tant en l'Empire que fon voisinage, avec requisition que leurs fusdites Alteſes voulussent temoigner dans les troubles presens émeus par le Parti contraire, au très-grand préudice & dommage de tous les Etats de l'Empire, le même soin qu'elles avoient toujours fait paroître pour le bien publie & la fureté de l'Empire, & de joindre leurs Armes à celles de Sadite Majesté Imperiale, du Roi d'Espagne, & de Leurs Hautes Puiſſances pour obtenir une Paix generale & feure; Et que leurs Alteſes luſdi ſamment ailleurées des intentions de Sa Majesté Imperiale & de Sa Majesté Catholique & de Leurs Hautes Puiſſances, non moins dreſſées à l'utilité de l'Empire qu'à celle des Etats desdits Alliés, & ayant conſinteré de plus, que ſi la Paix ne s'établit à terms dans le voiſinage, les Etats & Sujets de Leurs Alteſes ne pourroient pas bien eſtre maintenus dans le repos & la feureté dont ils ont jouï jusques ici, il s'eſt fait entre les ſouſsignés Miniſtres de Sa Majeſt. Imp. de Sa Majeſt. Cath. de Leurs Hautes Puiſſances, & de Leurs Alteſes ſur la conjonction ſusdite duë conſultation, & qu'elle a été accordée & concluë comme s'enſuit.

I. Il eſt, en premier lieu, de l'intention, que cette Alliance ne vifera à l'offenſe d'aucun Potentat, Roi, ou autre Eſtat, mais principalement à procurer la Paix au voiſinage, & comme ceci a été arreſté d'une part, & reconnu pour juſte & conforme aux inclinations & égards des Hauts Alliés, il a été eſtimé de l'autre coſté équitable, neceſſaire & convenable au bon fin dût de dreſſer cette Alliance à ce, que non ſeulement elle vaille contre les Ennemis preſents, de l'Empereur, du Roi d'Eſpagne, & de L. H. P. & con re les Adherens desdits Ennemis, ce qui ſe puiſe inviolablement par le preſent Traité, mais qu'encore, ce qui s'y promet avec pareille certitude, elle ſera applicable & aura ſon effect entier, contre tous ceux qui durant la preſente Guerre, pourroient devenir Ennemis des Hauts Alliés, eſtoit le Parti dedits Ennemis en façon quelconque, ſoit en general ou en particulier, ou bien forger & former de mauvais deſſeins contre les Hauts Alliez, leurs Eſtats, Pais & Sujets reſpectifs, pour leſquels prevenir & arreſter, il a été de même expreſſément convenu par le preſent Traité, que les Troupes ci-deſſous ſpecifiées, ſeront employées ſelon qu'il a été en ſuivant arreſté par ce preſent Traité contre tous tels Ennemis preſents & futurs, leurs Adherans, choiſiſſans leur parti, ou forgeans ou formans mauvais deſſeins, & non contre aucuns autres.

II. Il a été promis que leurs Alteſſes mettront ſur pied au pluſtoſt, & aſſembleront au plustard en ſix ſemaines après la Concluſion de ce Traité dans leurs Pais les plus confinans aux Villes & Places des Ennemis communs une Armée de quatre mille Chevaux, huit mille Fantaſſins & mille Dragons.

III. Que leurs Alteſſes entreſsendront ſix mille Hommes de la ſusdite Armée, à ſçavoir deux mille Chevaux, trois mille Fantaſſins & mille Dragons; & que les ſept mille Hommes qui reſtent, à ſçavoir deux mille Chevaux, & cinq mille Fantaſſins, ſeront entretenus par l'Empereur, le Roi d'Eſpagne, & leurs Hautes Puiſſances; chacun pour le juſte tiers.

IV. Que pour aſſembler la ſusdite Armée de quatre mille Chevaux, mille Fantaſſins & mille Dragons, le plusvoſt qu'il ſe pourra, & au plustard dans le terms ci-deſſus arreſté, l'Empereur, le Roi d'Eſpagne, & Leurs Hautes Puiſſances ſeront remettre auſſi-tôt dans la Ville de Hambourg, à leurs Alteſſes par des Lettres de Change valables la ſomme de cent & trente mille Rixdalers, ou trois cent & vingt cinq mille Florins, argent de Hollande, pris à quarante Rixdalers pour la levée d'un Cavalier, & dix Rixdalers d'un Fantaſſin bien montez, & bien armez.

V. Que lors que leurs Alteſſes après la concluſion de ce Traité preſenteront huit ou neuf mille Chevaux ou Fantaſſins, & deſireront qu'on leur faſſe paſſer monure, elle ſe fera par des Commiſſaires de part & d'autre, & que dez ce terms là les ſusdits huit ou neuf mille Hommes, ſeront entretenus pour la moitié par Sa Majesté Imperiale, Sa Majesté Catholique, & les Seigneurs Etats Generaux, & que leſdits huit ou neuf mille Hommes, dez le terms du ſusdit Payement, ſeront obligés d'agir pour le bien commun, ou il ſera requis, & que quand, les quatre ou cinq mille Hommes reſtans, ſe trouveront aſſemblés dans le terme ſusdit, alors, après autre monure faite, l'entretien des ſept mille Hommes ſusdits, commencera de courir en entier ſur le Compte de Sa Majeſté Imperiale, de Sa Majeſté Catholique & de Leurs Hautes Puiſſances, comme celui des autres ſix mille Hommes aux depens de leurs Alteſſes.

VI. Que la ſusdite Millice ſera rangée ſous huit Régimens de Cavalerie, huit Regimens d'Infanterie & huit Compagnies de Dragons, que chacun Regiment de Cavalerie ſera compoſé de cinq cens Chevaux diviſés en ſix Compagnies, chaque Compagnie de Dragons de cent Dragons, & chaque Colonel de Cavalerie ou d'Infanterie, ſera traité à raiſon de ſix vingt Rixdalers, ou trois cent Florins Monnoye d'Hollande par mois; chaque Lieutenant Colonel à raiſon de quarante Rixdalers ou cent Florins, chaque Major à raiſon de trente deux Rixdalers ou quatre-vingt Florins, & le Quartier Maiſtre & Prévoſt des Fantaſſins enſemble à raiſon de dix huit Rixdalers ou quarante cinq Florins par mois, pour chaque Regiment, moyennant quoi, ne leur ſeront foufferts ou validés dans leur marche, ou autrement, aucuns autres frais, ſoit de Chariots, Charettes ou Chevaux.

VII. Que leurs Alteſſes auront par mois, pour chaque Regiment de Chevaux rangés comme ci-deſſus, & entretenus par l'Empereur, le Roi d'Eſpagne, & L. H. P. à raiſon de douze mois par année, une Somme de 4767. Rixdalers 29. Sols & 9. Deniers, ou 10918. Livres 19. Sols 9. Deniers Monnoye de Hollande, & pour chaque Regiment d'Infanterie, dont l'entretien ſera à la charge de l'Empereur, du Roi d'Eſpagne, & de Leurs Hautes Puiſſances, elles auront par mois, comme ci-deſſus 4104. Rixdalers 4. Sols, ou 1262. Florins & 1. Denier de Hollande, ou autant moins, à proportion que leſdits Regimens ſeront trouvés plus foibles en nombre de Chevaux ou Fantaſſins dans les montres à faire.

VIII. Que les Deniers requis pour le ſusdit entretien reſpectif à la concurrence de 2000. Chevaux & cinq mille Fantaſſins, ſçavoir le mois de Gage payable ſans delai, au jour de chacune desdites montres à faire, & puis de tems en tems à l'entrée de chaque mois, comme auſſi pour neuf Colonels, Lieutenans Colonels, Majors, Quartiers-Maiſtres & Prevoſts, ſeront de la part de l'Empereur, du Roi d'Eſpagne & de Leurs Hautes Puiſſances, comme ci-deſſus, preciſément remis par Lettres de Change valables, à leurs Alteſſes, lesquelles ſur ce prendront à leur charge, les Payemens particuliers, de ſorte que l'Empereur, le Roi d'Eſpagne, & Leurs Hautes Puiſſances, ne pourront eſtre moleſtés au ſujet des mauvais Payemens, par aucun desdits Colonels, & autres Hauts ou Subalternes Officiers, Cavaliers ou Soldats comme ils ne ſeront ſur ce convenibles par qui que ce puiſſe eſtre.

IX. Il ſera libre de part & d'autre, & avec mutuelle communication, de faire Reveuë & Monure desdites Troupes, foit à part foit conjointement, ſelon la commodité du tems, pour pouvoir eſtre aſſeuré du nombre des Cavaliers & Soldats, comme de leurs Armes & Montures, & ſeront les Hauts Officiers & Capitaines de Cavalerie, & Infanterie, obligés d'obeir en tout tems aux ordre qui leur ſeront donnés à ce ſujet.

X. Il

(1) Ceci ne peut être qu'une Traduction du Latin. Le même Traité ſe trouve en Hollandois dans les *Actes & Memoires des Negotiations de Nimegue*. Tom I. pag. 414. avec une Traduction Françoiſe qui ne vaut rien du tout, mais qui pourtant avoit été inſerée comme bonne dans la I. Edition de ce Recueil de Hollande. Tom. IV. pag. 146. Celle-ci eſt plus exacte, & plus originale. Elle s'accorde auſſi aſſez bien avec l'exemplaire Hollandois des Actes de Nimegue. [Du R.]

Digitized by Google

ANNO 1674. X. Il ſera joint à la ſuſdite Armée un Train d'Artillerie proportionné à ſa grandeur & à ſa force; à quel effect y ſeront employés

Deux Mortiers.
Deux Piéces de Canon de 24. Livres de Bale
Quatre Piéces de 12. Livres de Bale.
Six Piéces de 6. Livres de Bale.
Vingt Piéces de 3. ou 4. Livres de Bale.

Boulets.	*Quintaux.*
200 de 24	48
400 de 12	48
600 de 6	36
2000 de 4	80
(1) 100 de 30 / 100 de 40	212. Quintaux de Boulets.

100 Quintaux de Grenades, avec autant de Poudre qu'il y faut.

Puis à raiſon d'une demie Livre de Poudre, pour une Livre de Balle; 106. Quintaux de Poudre, pour le Canon.

(2) Puis à raiſon de deux Livres de Poudre par Homme comptant ſur 8000. Hommes, 160. Quintaux de Poudre.

Et à raiſon de deux Livres de Plomb pour une Livre de Poudre 320. Quintaux de Plomb ou Bales de Mousquet.

Les Hauts & Bas Officiers neceſſaires à cette Artillerie y ſeront auſſi joints, à ſçavoir:

Officiers appartenans à l'Artillerie.

Un Colonel.
Un Major.
Deux Capitaines.
Deux Lieutenans.
Quatre Commiſſaires.
Un Miniſtre.
Un Chirurgien & ſon Valet.
Deux Artificiers avec leurs Gens.
42 Canoniers.
Un Charpentier pour travailler aux Ponts avec ſes Gens.
Un Petardier avec ſes Gens.
Un Mareſchal avec ſes Gens.
Deux Aplanifleurs de Colombias.
Deux Maiſtres d'Armes.
Un Seiller avec ſes Gens.
Un Maiſtre d'Ecuyrie.
Un Escrivain.
80. Sous-Canoniers, à ſçavoir quatre près de chaque Piéce de 24. Livres & de 12. Livres de Bale, & deux pour chacune des autres Piéces.
Quelques Fonniers.
Des Charons pour travailler aux Affuts avec leurs Gens.

Leurs Alteſſes prendront ſoin, dès à preſent, ou du moins auſſi toſt après la concluſion du preſent Traité, & donneront les ordres neceſſaires à ce que la moitié de la ſuſdite Artillerie, avec les Chevaux, Chariots, Charretes & autre Attirail y requis, avec la moitié des ſuſdits Hauts & Bas Officiers ſe trouve preſte pour s'en pouvoir ſervir en cas de beſoin, là où il ſera neceſſaire, ſur le champ, & ſans aucun delai, comme auſſi, quant à l'autre moitié de la ſuſdite Artillerie, Chevaux, Chariots, Charretes, & autre Attirail y apartenant, & l'autre moitié des ſuſdits Hauts & Bas Officiers dudit Train, au plaitard dans ſix ſemaines après la concluſion du preſent Traité, & ce pour les cauſes ſus alleguées, moyennant quoi l'Empereur, le Roi d'Espagne, & L. H. P. payeront par mois à L. A. des que les ſus-

(1) *L'Inſtrument Hollandois des Actes de Nimegue, met ici* 100. *ad* 6. & 100. *ad* 4. *Ce qui doit eſtre conſidéré, comme une faute de l'impſſe ou de l'Imprimeur. La ſeule nature de l'Artcrie le fait aſſez connoître. Il y a meme une Omiſſion dans l'Exemplaire de la Reſidence Imperiale auquel il faut neceſſairement ajoûter, en conſiderant en detail Articles de tout, chacun, d'autant de Boulets que les Stremiſſeurs Dans l'obligation de fournir pour le ſervice de l'Armée ſeavoir* 100. *de* 30. *Livres de poids &* 100. *de* 40. *Livres.* [DUM.]

(2) *On lit dans l'exemplaire Hollandois des Actes de Nimegue,* 106. Centner Bonkruyt geleeckt voor Soldaten. 320. Centner Loot of Musquet-Kogels. *C'eſt encore une faute de Copiſte ou d'Imprimeur. Il eſt aiſé de voir que deux Livres de poudre par Homme, comptant ſur* 8000. *Hommes font* 160. *Quintaux, & non pas tant ſeu.* [DUM.]

dits huit ou neuf mille Hommes ſeront mis ſur pied, & qu'une moitié de l'Artilerie & ſes Officiers auront paſſé Monſtre & reveuë, à raiſon des trait y requis, & du Payement des Penſions des Generaux qu'il faudra engager dans le ſervice au delà des Colonels, la ſomme de quatre milſe quatre cent cinquante deux Rixdalers dix ſept Sols & huit Deniers, & onze cent trente un Florin douze Sols & huit Deniers de Hollande; Et lorſque l'Armée ſuſdite aura été entierement mile ſur pied, & que toute la ſuſdite Artilerie, & Officiers d'icelle auront paſſé reveuë & montre, Il leur ſera payé par mois la ſomme de huit mille neuf cent cinq Rixdalers, ou vingt deux mille deux cents ſoixante trois Florins & cinq Sols argent de Hollande, à condition qu'ils ſeront par là à l'aori de toute importunité, comme il a été dit au 8. Article. ANNO 1674.

XI. Que leurs Alteſſes ſeront obligées de mettre & tenir ſur pied, & en Corps ladite Armée, & d'agir avec elle contre les Ennemis en tel lieu, & endroit, & en tel tems, & ainſi qu'il ſera jugé, par la pluralité des voix de l'Empereur, du Roi d'Espagne, des Seigneurs Etats Generaux, & de leurs Alteſſes, eſtre pour le plus grand ſervice & bien commun, comme auſſi quand les Armées des Hauts Alliés ſeront entierement, ou en partie jointes à celle-ci, toutes les Actions principales, en tant qu'elles concerneront les Troupes conjointes, ſeront concertées entre leſdits Hauts Alliés, ou leurs Authoriſés, de même qu'elles ſeront miſes en execution, ſuivant la pluralité des voix ſuſdites.

XII. En cas que les Pais de leurs Alteſſes, ſoit peu après la concluſion de ce Traité, ſoit durant le cours de cette Guerre, veniſſent à eſtre attaqués de qui que ce ſoit, ou ſous quelque pretexte que ce puiſſe eſtre, non ſeulement cette Armée ne ſera point éloignée ni retenuë loin de leurs Etats, mais au contraire, elle agira en cet évenement ſans delai, & avec toute vigueur, & même on y envoyera d'autres Troupes de l'Empereur, du Roi d'Espagne, & de leurs Hauts Puiſſances, autant qu'il en ſera requis & neceſſaire pour repouſſer les ſuſdites attaques.

XIII. Que ſi dans la ſuite du tems, on vint à experimenter que les ſuſdits quatre mille Chevaux, huit mille Fantaſſins, & mille Dragons, ne fuſſent pas tout à fait ſuffiſans, pour porter les Ennemis ſuſdits, & leurs Adherens, à deſiſter de leurs hoſtiles aggreſſions, & enſuite à les diſpoſer à une Paix raiſonnable, alors ils ſeront en la maniere ſuſdite, & de commun concert, augmentés juſques à quinze mille Chevaux, Fantaſſins, & Dragons, ou à tel autre plus grand nombre qu'on jugera neceſſaire & convenable pour parvenir à un but ſi ſalutaire.

XIV. Qu'après la concluſion de ce Traité, il ne ſera loiſible, à l'Empereur, au Roi d'Espagne, à Leurs H. P. ni à leurs Alt. de faire aucune Ceſſation d'Armes avec leſdits Ennemis que conjointement, & de commun concert, mais qu'en cas, qu'on vint à entrer en quelque Negociation, ſoit de Paix, ou de Tréves de quelques Années, la Negociation ſuſdite ne pourra eſtre examée par aucun des Hauts Alliés ſans la participation des autres, & ſans procurer aux dits Alliés auſſi-toſt & en même tems qu'à ſoi-même la faculté & ſeureté neceſſaire pour pouvoir envoyer ſes Miniſtres ſur le lieu ou l'on traitera, & qu'auſſi les ſuſdits Alliés ſeront tenus de ſe communiquer reciproquement & de tems en tems, tout ce qui ſe paſſera dans la ſuſdite Negociation, Que pareillement il ne ſera permis à aucune des Parties ſuſdites, de conclure une Paix, ou Tréves de quelques Années, ſans y comprendre ſes Alliés, & ſans les reſtituer, s'ils le deſirent ainſi dans la Poſſeſſion de tous leurs Pais, Villes & Places, comme auſſi dans l'uſage des Immunités & Droits, qu'ils poſſedoient, & dont ils jouiſſoient avant la Guerre, & à moins de ſtipuler des Ennemis pour ſesdits Alliés, les mêmes Libertés, Droits & Prerogatives qu'il aura ſtipulées pour ſoi à moins qu'eux mêmes Hauts Alliés viniſſent à en convenir autrement.

XV. Que de plus, la Guerre preſente finie, il ſera & demeurera entre leſdits Hauts Alliés, une ſincere & fidelle amitié & correſpondance, laquelle tendra, à ce qu'un chacun d'eux taſche à s'entre-procurer fidellement tout bien reciproque, & à s'entraider à detourner au plſible les torts & dommages, avec telles forces reſpectives, que ci-deſſous ſera declaré.

XVI. Que les Hauts Alliés s'entraideront à ſe defendre & proteger les uns les autres, toutes fois ceux qui ſous quelque pretexte que ce puiſſe eſtre, entreprendroient d'invader hoſtilement par Terre, ou d'atta-

ANNO 1674. quer de force ouverte leurs Etats & Païs ci-dessous spécifiés, à sçavoir, de Sa Majesté Imperiale les Païs Hereditaires d'Autriche, & le Royaume de Boheme; de Sa Majesté Catholique, les Païs-Bas Espagnols, la Comté de Bourgogne y comprise; de Leurs Hautes Puissances tous leurs Païs affis en Europe, & de leurs Alteſſes les Païs qu'ils poſſedent preſentement, comme auſſi ceux que les Hauts Alliés pourroient acquerir par Succeſſion, ou autre juſte Titre confinans aux ſuſdites Puiſſances, y compris tous les Habitans, Villes, & Forteresſes.

XVII. Que cette Alliance Defenſive ſubſiſtera l'eſpace de ſix années à compter de la fin de la Guerre preſente, & qu'en cas, que quelqu'un des Hauts Alliés, vint à eſtre troublé ou attaqué, durant ce temslà, de quel que ce puiſt eſtre, ſans aucune exception, les non attaqués aſſiſteront, & viendront au ſecours de l'attaqué, avec un ſecours formable, à ſçavoir l'Empereur, le Roi d'Eſpagne & Leurs Hautes Puiſſances chacun avec 2000. Chevaux & 4000. Fantaſſins, & les ſuſdits Seigneurs Ducs de Brunswick Luneb ourg, avec 500 Chevaux & 1000. Fantaſſins, tous tels Regimens, Compagnies, Coloues, & autres Officiers, que les reſpectives Parties aſſiſtantes trouveront & jugeront propres pour un parcil ſecours, qui ſera delivré, tourni, & entretenu, pour le ſervice de l'attaqué, aux frais des Parties reſpectives aſſiſtantes, toutes les fois que l'un des Hauts Alliés ſera attaqué, ou troublé en la maniere ci-deſſus exprimée.

XVIII. Que celui qui ſera attaqué en la maniere ſuſdite, aura le choix & l'option, de prendre ledit ſecours tout entier en Soldats, ou tout entier en argent, ou partie en Soldats, & partie en Armes, Munitions de Guerre, argent ou autres choſes, propres à l'uſage de la Guerre, en telle ſorte, que mille Soldats ſeront pris & taxés à raiſon de dix mille Florins par Mois, le Cavalier compté pour deux Soldats, à compter douze Mois pour une Année, & que le Payement ſe fera au commencement de chaque Mois à portions égales, de ſorte que ſi ce Payement ſe fait entierement, en en partie en argent, les Deniers ſeront fournis en lieu agreable à l'attaqué, & qui lui ſemblera plus commode, mais qu'en cas qu'on y ſatisfaſſe entierement, ou en partie en Munitions de Guerre, ou autres effets & Denrées propres à l'uſage de la Guerre, l'aſſiſté ſera tenu de les faire prendre des Païs de celui qui fournira le ſecours.

XIX. De quelle ſorte que le ſecours vienne à eſtre demandé, il ne ſera permis à aucun des Hauts Alliés, d'excuſer ou fournillement d'icelui, ſur le detant d'autrui, ainſi faudra-t-il fournir promptement le ſecours demandé, & ſi en Soldats, le livrer au plustard dans ſix ſemaines après la requiſition dans le Païs de l'attaqué, en ſuite dequoi cette Milice ſera & reſtera entierement fournie aux ordres & commandemens de celui à qui elle aura été envoyée, où à ſon authorité, pour s'en ſervir & la transporter au lieu où bon leur ſemblera, bien entendu par Terre, Campagne, Sieges, & pour la garde des Villes & Places, par tout & auſſi ſouvent, que la neceſſité le requerera, avec reſerve toutes fois qu'il ne ſera pas permis de ſeparer entierement les Compagnies, qu'il reſtera pour le moins deux ou trois cens Soldats de chaque Regiment ſous leurs Drapeaux.

XX. Après que le ſecours conſiſtant en Cavaliers & Fantaſſins aura été fourni & envoyé par les hautes Parties aſſiſtantes, & qu'il aura été reçeu par l'attaqué, les Parties aſſiſtantes ou leurs authorités, donneront & ſuppléront aux Charges, qui y pourroient venir à vaquer.

XXI. Que ſi l'Empereur, le Roi d'Eſpagne & Leurs Hautes Puiſſances venoient à requerir de leurs Alteſſes un plus grand nombre de Millee, en ce cas la Milice ſuſdite ſera augmentée par leurs Alteſſes même, juſqu'au nombre de quatre mille Chevaux & huit mille Fantaſſins, moyennant qu'elles jouiſſent de l'argent de levée, & Subſides à proportion de ce qui aura été ajouté au nombre ſuſdit à la Somme que l'argent de levée & Subſide, a été ci-devant arreſté.

XXII. Les Hauts Alliés feigneront de plus au poſſible, que les Troupes qui enſuite de ce Traité viendront ſur quelqu'une de leurs Terres, y puiſſent ſubſiſter à prix raiſonnable.

XXIII. Que celui qui viendra à inſulter quelqu'un des Hauts Alliés à main armée, ſera tenu pour attaquant, & qu'ainſi contre tel, il faudra fournir les ſecours.

XXIV. Que celui qui aprehendera, ou prevoira quelqu'attaque, ſera obligé d'en donner à tems la communication aux Alliez afin qu'ils le puiſſent employer pour moyenner un Accommodement, de ſorte toutes fois, que nonobſtant les Offices de Mediation, il faudra que le ſecours promis s'envoye auſſi tost qu'il y aura attaque, ou rupture effective. ANNO 1674.

XXV. Que cette Alliance ne derogera point aux Traitez & Alliances que les Hauts Alliés, ou quelques-uns d'eux'eux ont fait avant la Date des preſentes, avec quelqu'un desdits Alliés, s'entendant que le plus grand ſecours de Gens de Guerre comprendra le moindre.

Tous lesquels Points & Articles ci-deſſus mentionnés ſeront obſervés reciproquement, invioiablement & de bonne foi, & pour leur plus grande ſeureté, il en a été fait cinq Inſtrumens de même teneur, & confirmés par les Sceaux & ſignatures des Miniſtres ſouſſignés desdits Hauts Alliés. Et en ſeront les Ratifications de la part de tous & chacun desdits Hauts Alliés apportées & eschangées à Brunswich dans l'eſpace de ſix ſemaines, ou plustoſt s'il eſt poſſible, & à l'égard de Sa Majeſté Catholique, celle de ſon Excell. le Seigneur Comte de Monterei, jusques à ce qu'une autre de Sa Majeſté ſoit venuë de Madrid & ſoit exrradée. Ainſi fait à Cell, le $\frac{15}{25}$. Juin 1674. *Ainſi ſigné*,

(*L.S.*) D. J. KRAMPRICHT.

Pour Sa Majeſté Imperiale.

(*L.S.*) T. BRASSERT.

Pour Sa Majeſté Catholique,
& pour Leurs Hautes Puiſſances.

(*L.S.*) J. HELWICH SCHUTZ.
(*L.S.*) C. VON HAMERSTEIN.
(*L.S.*) F. VON HEIMBACH.
(*L.S.*) J. FRIDERICK SOUBEN.

Articles Separés.

IL (1) SOit notoire, qu'attendu que par certain Traité d'Alliance fait & ſigné ici le $\frac{15}{25}$. Juin 1674. entre les ſous ſignés Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté Imperiale, de Sa Majeſté Catholique, de Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, & de leurs Alteſſes le Seigneur George Guili ume, & le Seigneur Rodolphe Auguſte Duc de Brunswich & Luneb ourg, il a été conveuu Art. III. & IV. & autres, que Sa Majeſté Imperiale contribueroit pour un tiers à la levée & à l'entretien des 2000. Chevaux & 5000 Hommes de pied, ſelon qu'il eſt plus amplement porté par les ſuſdits Articles; & que pourtant par un autre Traité particulier fait entre Sa Majeſté Imperiale, Sa Majeſté Catholique & Leurs Hautes Puiſſances le . . . . . il en a été autrement diſpoſé, on eſt convenu qu'on en demeureroit à ce qui avoit été ſtipulé par ledit Traité particulier, & qu'en conſequence Sa Majeſté Catholique, & Leurs Hautes Puiſſances prendront ſur elles le fournilſement du Tiers de Sadite Majeſté Imperiale, comme auſſi Sa Majeſté Imperiale promet, & ſera obligé de faiſsaire audit Traité particulier du . . . . . & au ſurplus de ce que porte la preſente Alliance.

II. Et d'autant que la ſeureté que les Hauts Alliés ſe propoſent pour objet, ne pourroit pas eſtre obtenuë, ſi la Ville de Breme venoit à eſtre miſe par force hors de ſon Eſtat preſent, on eſt convenu qu'en cas qu'elle fût attaquée, ſoit durant la Guerre, ou dans le tems de dix années après la Paix, leſdits Hauts Alliés, la ſecoureront enſemble, & en uſeront à cet égard de la même maniere, que ſi leurs propres Villes ou Païs étoient attaquées.

III. Et la queſtion ayant été agitée touchant les Contributions, que leurs Alteſſes pourroient établir ou exiger dans leurs Expeditions de Guerre, & ce qui en ſeroit;

(1) *Soit notoire.* Ces Articles ne ſont pas tirés, comme le Traité de la Regiſtrature Imperiale. On les a tirez de l'Exemplaire Hollandois, qui ſe trouve dans les Actes de Nimegue Tom. I. pag. 618. & on a été obligé de le faire, parce que la Traduction Françoiſe de ces mêmes Articles qui s'y trouve auſſi n'eſt pas meilleure que celle du Traité. (Dum.)

Digitized by Google

ANNO 1674. ferait; On eſt enfin demeuré d'accord, qu'elles reſteront à la diſpoſition particuliere de leurs Alteſſes, ſans que les autres Hauts Alliés en puiſſent rien pretendre, ni porter à compte en diminution de leur Contingent de l'entretien des 7000. Hommes ou de l'Artillerie, & que leſdits Contingens & Subſides ſeront exactement fournis par eux au commencement de chaque mois; en échange de quoi leurs Alteſſes ſeront obligées de pourvoir de toutes les choſes neceſſaires les Places qu'elles pourront conquérir, ſans rien pretendre ni deſirer des autres Hauts Alliés, ſoit pour cauſe de recrué, ou de Licentiement, ou pour quelque choſe que ce ſoit.

IV. Cependant pour prevenir les mesintelligences, qui pourroient ſurvenir entre les Hauts Alliés, & les Commandans de leurs Troupes au ſujet des Terres & Lieux où les Quartiers & Contributions devroient eſtre établies, on s'en accordera à tems, & leurs Alteſſes en feront chaque fois une raiſonnable diſtribution dans les Cercles de la Baſſe Saxe, & de Weſtphalie; comme auſſi, en cas que leurs Alteſſes ne puiſſent obtenir aucune Contribution, les autres Hauts Alliés ſeront obligés, d'augmenter juſqu'à la Somme de 1666. Rixdalers l'argent de levée anticipé par eux pour les mille Dragons, par deſſus les dix Rixdalers par teſte, qu'ils auront conté à pied, & d'en faire le Payement au plustard dans le tems de trois Mois après la Paix, leurs Alteſſes demeurant au reſte chargées desdits Dragons & leur entretien. Ainſi fait à Celi, le 14. Juin 1674.

(*L. S.*) D. J. KRAMPRICHT.

Pour Sa Majeſté Imperiale.

(*L. S.*) T. BRASSET.

Pour Sa Majeſté Catholique & pour Leurs H. P.

(*L. S.*) J. HELWICH SCHUTZ.

(*L. S.*) C. VON HAMERSTEIN.

(*L. S.*) F. VON HEIMBACH.

(*L. S.*) J. FRIDERICK SOHDEN.

CXXVII.

21. Juin. 1. Juill. L'EMPEREUR L'ESPAGNE, LES PROVINCES-UNIES AY BRAUDEBOURG.

Traité d'Alliance entre l'Empereur LEOPOLD, CHARLES II. *Roi d'Eſpagne, les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, d'une part &* FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg d'autre. Fait à Cologne ſur la Sprée le* $\frac{21. \text{ Juin.}}{1. \text{ Juill.}}$ 1674. [Actes & Mémoires de la Paix de Nimégue. Tom. I. pag. 655.]

In Nomine Domini, Amen.

CUm in omnium oculos incurrat, quàm infignes calamitates, oppreſſiones, devaſtationesque, nec non tot innocentium Chriſtianorum ſanguinis effuſio ex ſuſceptis nuper à Gallia & continuatis hucusque Belliis ortæ ſint; Sacra Cæſarea Majeſtas, ſua Regia Majeſtas Hiſpaniæ, Sereniſſimus ſua Electoralis Brandenburgica, nec non Celſi & Præpotentes Fœderatarum Provinciarum Ordines Generales, in id præcipuè ibi Pax, cumbendam duxerunt, quo pacto divinâ auxiliante gratiâ malis iſtis & tam injuſtæ violentiæ occurri, oppreſſi Subditi ab eadem liberari, unaquæque Pars ſibi debita unà cum æqua ſatisfactione recuperare, eoque modo pacifico & tranquillo ſtatui reſtitui poſſit. Cumque ad eundem quantocius perveniendi concepta hactenus ſpes non modò evaueſcere viſa ſit, ſed & in dies magis magisque appareat, etiam alias ubiſli rate promeritas Provincias progrediente tempore iisdem malis ac miſeriis involvi; eò magis neceſſarium viſum fuit, quæ inter Sacram Cæſaream Majeſtatem, ſuam Regiam Majeſtatem Hiſpaniæ, ſuam Sereniſſimam Electoralem Brandenburgicam, nec non Celſos & Præpotentes Dominos Ordines Generales vigent Fœdera, amiciſiam ac correſpondentiam non redintegrari ſolummodò, ſed & ad ſcopum ſupradictum collimantia in commune conferri, Fœdusque hujus temporum rationi accommodum, inter alteamemoratas Partes tractari ac concludi.

ANNO 1674.

I. Sit & maneat Sacræ Cæſareæ Majeſtati, ſuæ Regiæ Majeſtati Hiſpaniæ, Sereniſſimi ſuæ Electoralis Brandenburgicæ, necnon Celſis & Præpotentibus Dominis Ordinibus Fœderati Belgii, ſcopus hujus Fœderis principuus, prompta quàm maximè reſtauratio univerſalis, æquæ & conſtantis Pacis, cujus ſpem ferè omnem Tractatuum qui Coloniæ ad Rhenum inſtituebantur ſequuta interruptio, latiuſque hinc inde ſerpens Belli flamma ſuaveriere videntur, agantque in hunc finem dicti Fœderati vigore hujus Fœderis contra hoſtes communes præſentes aut futuros; cum hac iti Fœderatorum intentio, ut contra adverſa molimina omnium illorum, qui partibus dictorum hoſtium aut accedent aut jam acceſſerint, offenſivè & defenſivè agatur, eâ ratione, ut Sereniſſus ſua Electoralis, unà cum Sacra Cæſarea Majeſtate, & ſua Regia Catholica Majeſtate, necnon cum Celſis & Præpotentibus Dominis Fœderati Belgii contra eosdem directè plenam publici Belli Societatem inire debeat.

II. Siſtet huic ſini Sereniſſus ſua Electoralis fedecim millium Exercitum, quinque millè nimirum Equites, decem millè Pedites, & mille Dimachas, vulgo Dragones, quorum tres ratione ſtipendii pro duobus Equitibus & uno Pedite computantur; educaturque hic Exercitus in campum, ſtatim à dato ſubſcriptionis hujus Tractatûs, & poſtquam Equeſtri Articulo tertio expreſſa pecunia Sereniſſi ſuæ Electorali ſoluta fuerit, atque communi conſenſu omnium Contrahentium adverſus ſupra Articulo primo nominatos hoſtes agatur.

III. Ut autem hic Exercitus fedecim millium, cujus ſuſtentationi ſua Sereniſſa Electoralis jam ultra annum de proprio gravibus proſpectit ſumptibus, quique ex bene exercitato Militc compoſitus eſt, tanto ſit inſtructior, atque ex remoris partim ubi degit orio in campum educi, locoque de quo inter Fœderatos convenier, ſiſti queat, ſolvetur Sereniſſi ſuæ Electorali eodem tempore, quo fiet ſubſcriptio, Summa ducentorum millium Imperialium, pro dimidia quidem parte à Regia Majeſtate Catholica, pro alterâ dimidiâ à Celſis & Præpotentibus Dominis Ordinibus.

IV. Sumptuum ad ſuſtentationem antedicti Exercitus neceſſariorum Regia Hiſpaniæ Majeſtas & Celſi ac Præpotentes Domini Ordines unam & Sereniſſus ſua Electoralis alteram dimidiam ſuſtinent, ita ut Equitatus in decem Legiones ſive Regimenta & unumquodque Regimentum quingenris Equitibus conſtans in ſex Turmas ſeu Compañias, Peditatus verò ſimiliter in decem Regimenta, & unumquodque Regimentum mille Militibus conſtans in decem Cohortes, & prædicti mille Dragones in unum Regimentum decem Turmis conſtans, & unaquæque Turma in centum Dragones redigi, illique conſtare debeat. In unumquodque Equitum Regimentum, primum, uti vocant, planum, five Officiales Turmarum & gregarios Milites ſolvetur Summa quatuor millè ſeptingentorum ſexagina ſeptem Imperialium, triginta ſtuverorum monetæ Hollandicæ, inque ſingula Regimenta Pedeſtria quatuor millè centum & quatuor Imperiales quatuor ſtuveri monetæ Hollandicæ; Ad hæc in cujusque Regimenti Officiatios ſuperiores, quos communi nomine *Regimenti-ſtab* indigitamus, decenti decem Imperiales idque ſingulis menſibus, Menſem pro triginta diebus, & annum pro duodecim menſibus computando; Atque hæc ita, ut nulli ulteriores ſumptus, neque ratione curruum, equorum aut ſimilium, cujuscunque ſint generis, exigi aut requiri debeant. Non ſamen tenebitur hac ratione Sereniſſus ſua Electoralis Regimenta, quæ ſub ſignis habet, imminuere, quin imò eodem ſo ſtatu præſentet relinquere, atque ita cum aliis ad Exercitum ducere poterit.

V. Præter hæc per ſingulos Menſes à Regia Catholica Majeſtate & Celſis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus in ſuperiores Exercitus Officiarios ſive *General-Stab*, necnon ad ſuſtentationem rei tormentariæ Præfectorum, eoque ſpectantium equorum, porrò ad ſumptus quotidiè emergeures in Munitiones, Inſtrumenta ad munimenta exſtruenda neceſſaria, arma, veſtimenta, exploratores, Legriones & ſimiles inevitabiles neceſſitates, ſolvetur ad Caſtum Summa quinta pare minor illâ, quæ antehac Tractatu anni milleſimi ſexcenteſimi ſeptuageſimi ſecundi ſingulis menſibus promiſſa fuit.

VI. Liberum tamen erit Sereniſſi ſuæ Electorali pro arbitrio, & prout rationi Belli conerunt, & promovendis operationibus incidentibus expedire judicabit,

Reges

ANNO 1674. Regimenta ac Turmas augere, dummodò ipſum Corpus non imminuatur, ied tempet quinque mille Equitibus, decem mille Peditibus, & mille Dragonibus effectivè belligerantibus ennilei, numerusque Officiatiorum, puta Tribunorum, eorundem Locum tenentium, Præfectorum Vigilum, Centurionum & minorum Officialium eo modo relinquatur, quo tempore Ordinatio nis Regimenorum fuit.

VII. Rei tormentariæ Miniſtros, & quicquid Machinarum Bellicarum, Munitionum, Curruum, Rhedarum, equorum, aut aliàs ad eam requiritur, id omne Serenitas ſua Electoralis ſuis procurat ſillique ſumptibus. Æquabitur quoque hæc res tormentaria & qui ad eam neceſſarii Globi, Munitiones, necnon Officiales & Miniſtri pro ratâ Exercitus ſedecim millium, atque in quinta parte infra illum numerum, quo res tormentaria ſive Artilleria jntra Tractatum anni milleſimi ſexcentesimi ſeptuageſimi ſecundi formata fuit.

VIII. Suſtentato Exercitus & Subſidia, quæ alitè memorata Regia Catholica Majeſtas & Ordines Generales ſupra dicto modo ſingulis menſibus ſolvere tenentur, initium ſumunt à dato ſubſcriptionis hujus Tractatus, ita ut die dictæ ſubſcriptionis menſtrua ſolutio fiat, atque hoc pacto de mente in menſem continuare debeant. Vice verſa Serenitas ſua Electoralis dicta ſubſcriptionis hujus die, pariique paſſu, Regiæ Hiſpaniæ Majeſtati & Dominorum Ordinum Commiſſariis, ab Officialibus ipſius ſubſcriptas luſtrati dicti totius Exercitus Tabulas, cum nominibus & cognominibus omnium Militum exhibebit. Quò prævio dictus Exercitus intra quatuor ſeptimanarum ſpatium in Campo luſtrabitur, eaque luſtratio à parte Serenitatis ſuæ Electoralis diutius haud differetur. Adeò, ut Regia Catholica Majeſtas & Celſi ac Præpotentes Domini Ordines antequam luſtratio illa effectivè peracta fuerit, ſolutionem ullam ulteriorem facere haud obligati eſſe debeant; hâ tamen expreſſa conditione, ut, ſi in luſtratione Exercitus minus completus reperiatur, defectus ille de facto jam ſolutione deduci, inque rationem ſequentis ſecundi Menſis imputari debeat.

IX. Liberum quoque erit Regiæ Hiſpaniæ Majeſtati & Celſis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus, Exercitum aut pro parte aut totum quando & quotiescunque ipſis placuerit, per ſuos ad id nominatos Commiſſarios, unà cum iis Commiſſariis, quos Serenitas ſua Electoralis ad id ordinabit, luſtrare & inſpicere; idque à Regia Hiſpaniæ Majeſtate & Dominis Ordinibus ex antedictis Subſidiis pro ratâ minus ſolvetur, quod ſiaceſſive in luſtrationibus Equitatûs, Pedicatûs, aut Dragonum numero deeſſe deprehenſum fuerit.

X. Regia Sua Catholica Majeſtas & Celſi ac Præpotentes Domini Ordines antedicta Subſidia, initio cujuſque Menſis absque ulla mora promptoque in præſenti pecunia Amſterodami ad manus illius, quem Serenitas ſua Electoralis ad id nominabit, & pleno Mandato inſtruet, ſolvi curabunt, eaque poſt ſolutionem particularem fieri curabit, eoque nomine tenebitur. Optioni autem ſuæ Regiæ Hiſpaniæ Majeſtatis & Dominorum Ordinum relinquitur, utrum dictam ſolutionem argenteis Ducatonibus, ſingulis ad ſexaginta tres ſtuveros computatis, an vero Hollandicis aut Brabanticis Caſſæ Imperialibus ad quinquaginta ſtuveros ſieri velint, omnibus in eo conſentientibus, ut omnes ſolutiones, quarum in hoc Tractatu mentio fit, non *in Banco*, uti vocant, ſed Hollandica currente Caſſæ pecunia fieri debeat.

XI. Adhæc conventum & determinatum eſt, quod, ſi divino auxilio Pax, tranquillitas & amicitia undique reſtituta fuerit, Serenitati ſuæ Electorali præter tum temporis currentia, adhuc poſt iniam Pacem, unius Menſis Subſidia, ubilibet præterea præſtari & ſine mora exſolvi debeant.

XII. Serenitas ſua Electoralis ex iis, quas ſub ſignis habet, Copiis, eum, quem poterit, Cohortium & Militum numerum verſus Terras ſuas in Weſtphalia ſitas tendere, ibidemque Hoſpitium ſumere facier, quo & totus Exercitus ſtatim à facta ſubſcriptione unà cum tormentis procedet.

XIII. Majores etiam & Minores Officiales, tum gregarii Militet Juramentum Serenitati ſuæ Electorali præſtitum, Regiæ ſuæ Hiſpaniæ Majeſtati & Celſis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus aut Commiſſariis iis, quos ad id ordinabunt, præſtare tenebuntur, & ſi id poſtulatum foerit, dicto Juramento eò usque obſtricti manebunt, quoad in memoratæ Catholicæ Majeſtatis & Dominorum Ordinum Terris ac Ditione militant, atque in ſpecie promittere debeant ſe Imperatori, Regi Hiſpaniarum & Ordinibus Generalibus ſi præſtituros, quod à literuis & hoſtilibus Militibus exigi queat. Officialibus tamen Brandenburgicis plenaria tum manet Jurisdictio & Diſciplina Militaris in concreditas ſibi Copias, absque turbatione & imminutione ullâ. ANNO 1674.

XIV. Obligant quoque ſe Sua Cæſarea Majeſtas & Sua Regia Hiſpaniæ Majeſtas nec non Celſi & Præpotentes Domini Ordines Serenitati ſuæ Electorali, ſi eandem, durante hoc bello, à quopiam facto & neglecto in Terris aut Portubus ipſius armis infeſtari contigerit, pari aut minori numero, prout de eo inter ipſos tum convenier, aſſiſtere, omnemque ab illis vim hoſtilem amoliri debere, nec Pacem facient, donec Litiones ipſius in priſtinam tranquillitatem vindicatæ, Serenitati ſuæ Electorali ſua reſtituta, ac ſatisfactum fuerit.

XV. Caſu conjunctionis in Serenitatis ſuæ Electoralis Provincis, Cæſarei, Hiſpanici & Ordinum majores minores-que Officiales, ac Segregarii Milites Juramentum, Cæſareæ Majeſtati, Regiæ Catholicæ Majeſtati, nec non Celſis & Præpotentibus Dominis Ordinibus præſtitum, Serenitati ſuæ Electorali præſtabunt, manetque Cæſareis, Hiſpanicis & Ordinum Officialibus ſua in Legiones ſuas Jurisdictio & Diſciplina Militaris, perinde uti antea.

XVI. Summum Imperium competit Serenitati ſuæ Electorali, idque ſemper, dummodò infirmitate aut vi majori non impediatur, ipſa præſens exercens. Promittit quoque eadem ac poſlicita eſt, quemadmodum hoc ipſo promittit ac pollicetur, ſe nonnem hunc Militem, quamdiu vigore hujus Tractatus aget ac una conſiller, præcilè & ſerio ad adjutum, & directorium, ut quibuvis ſubmacentibus occaſionibus indiſcriminatim publico bono, commodo & ſecuritati inſerviat & adhibeatur.

XVII Et quemadmodum Serenitatis ſuæ Electoralis arbitrio relictum Generalatum hujus Exercitûs capei ei neceſſariisque qualitatibus inſtructo committere Ducei, ita ille, cui Serenitas ſua Electoralis id munus defert, obſtrictus erit vigore ab ipſo ſubſcripti & Sigillo roborati Reverſlis memorati Sacræ Cæſareæ Majeſtati, ſuæ Regiæ Hiſpaniæ Majeſtati, necnon Celſis & Præpotentibus Dominis Ordinibus promittere, iisdemque fidem ſuam dare, ſe omnes Articulos & Punéta hujus Tractatûs diligenter obſervaturum, remoriique eorum præcilè inhærfurum.

XVIII Obligat ſeſe Serenitas ſua Electoralis, ſe cum prædictis Copiis contra hoſtes eo loco, tempore ac modo acturam, quibus id alitè nominatis Sacra Cæſarea Majeſtas, Regia Hiſpaniæ Majeſtas, ut & Celſi ac Præpotentes Domini Ordines publico commodo maximè conveniens fore per majora judicabunt; licut & omnes actiones principaliores, caſa, quo Fœderatorum Exercitus toti aut pro parte hinc Exercitui tuendi erunt, inter dictos Fœderatos, aut eorum Commendantes, quantum conjunctas hasce Copias attuet, expendi ac ventilari, & prout id majori parti conſultum vilum fuerit, executioni mandari debeat.

XIX. Ubi porrò conventum tantumque eſt, ut licet Exercitus hic totus aut pro parte in Regiæ Suæ Majeſtatis Hiſpaniæ aut Dominorum Ordinum Territoria ducendus ſit ibidemque militare debeat, ſupremum tamen Imperium & quicquid inde ratione diſtributionis teſſeræ militaris & aliàs dependet, Serenitati ſuæ Electorali ſi ipſa præſens Exercitui præerit, relinqui debeat. Quod ſi verò Serenitas ſua Electoralis eo caſu Summum Imperium non exerceat, tum inter Fœderatos ulteriùs ſuper ea re disponendi deliberatior & convenietur.

XX. Quod ſi locus aliquis ad Serenitatem ſuam Electoralem ſpectans obſideatur & occupetur, ex Copiis Electoralibus Brandenburgicis in Præſidium accipiet. Planè uti Regiæ Sacræ Hiſpaniæ Majeſtatis & Celſorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum locis ab hoſte recuperatis ipſorum Milites imponemur. Si verò hoſti eusve Adhærentibus locus extra Romanum Imperium & Fœderatorum Territoria ſitus eripiatur, Fœderati ſuper ejus Præſidio transigent, captivi verò, Munitiones, Tormenta Bellica & ſimilia, nullo excepto, ibidem reperta, Sacræ Regiæ Hiſpaniæ Majeſtati & Dominis Ordinibus pro dimidia parte, & pro altera dimidia Serenitati ſuæ Electorali cedent.

XXI. In diviſione Tormentorum Bellicorum, Munitionum, & ſimilium in acie & conflictibus captorum, ſecundum modo dictum proportionem procederur.

XXII. Captivi ſpectant conditionis, ſive Civiles illi, ſive militares ſint, illi Parti manent à qua capti ſunt. Permuta-

ANNO 1674. mutatio tamen undique locum habebit, ſiſque qui talem captivum ceperit, juxta conceptam ſuper hac re formulam vulgò *Carte*, fatisfieri debet.

XXIII. Si ante dictas Exercitus contagione aut in actionibus cum hoſte ducentum aut plurium millium numero diminutus, & ob id ſupplementis opus ſit, eo caſu ſua Regia Hiſpaniæ Majeſtas, & Celſi ac Præpotentes Domini Ordines pro rata portionem ſuam contribuent.

XXIV. Secuta ſubſcriptione, factaque primâ ſolutione nulli Confœderatorum licebit cum hoſte ejusve Adhærentibus Armiſtitium ullum inire, niſi conjunctim & communi conſenſu. Et præterea conventum eſt, quòd ſi Serenitatis ſuæ Electoralis Civiacæ & aliæ Provinciæ ob conſectionem hujus Fœderis in futurum per communes hoſtes ad majorem ruinam redigantur, ut in Pacis Tractatibus omni operâ eò allaborari debeat, quò id damnum imprimis & ante omnia refarciatur. Quòd ſi etiam ad Tractatum aliquem, ſive Pacis ſive Armiſtitii aliquot annorum deveniatur, tum nemo Confœderatorum iſtam Negotiationem, ſive Tractatum absque reliquorum participatione, & priusquam ipſis eodem tempore, & tam citò ac ſibi ipſi requiſitam & neceſſariam facultatem ac ſecuritatem Miniſtros ſuos ad eum Tractatus mittendi procuraverit, aggredietur. Prædicti quoque Fœderati eorundemque Miniſtri ſuæ cedivè & ſemper quæ in dicta Negotiatione occurrent, ſibi mutuò communicabunt. Similiter alter alteri eadem Jura, Immunitates, Exemptiones, Prærogativas & ſecuritatem ab hoſtibus eorundemque Adhærentibus & Fœderatis paciſcetur, quæ ſibi ipſi ſtipulatus & adeptus eſt, nili aliter ſuper eo inter ſe convenant, quod cum generalim attendi debet, ut hoſtilitates tàm adverſus unum quàm alterum Contrahentium ſimul ceſſantur.

XXV. Generales, Tribuni, Commendantes Exercitus & Cohortium ubique exactam ſervare diſciplinam, & unicuique debitam juſtitiam ſine mora adminiſtrare tenebuntur.

XXVI Serenitati quoque ſuæ Electorali liberum erit, in quibuſdam ad Celſos & Præpotentes Dominos Ordines ſpectantibus eorundemque præſidiis inſeſſis ſolis, Domum ſtrumentariam, vulgò *Magazin* erigere. Eidem quoque ſingulis vicibus Munitiones & commeatus neceſſarii æquo, illoque pretio, quo Domini Ordines ipſi ea coëmerunt, vendi debent, niſi ipſi illis indigerent. ANNO 1674.

XXVII. Porrò inter Contrahentes perpendetur & examinabitur, quænam ulteriora media ad conſervationem aut reductionem Pacis, & ſtabilimentum communis tranquillitatis & ſecuritatis per arctiores Confœderationes aut alias ampleſcenda ſint. Sacra Cæſarea quoque Majeſtas, Regia Catholica Majeſtas, nec non Fœderati Ordines id agent, ut inſtitutus hactenus cum Dominis Ducibus Brunsvicenſibus Tractatus omnibus modis quantocius finiatur, ita tamen ut hæc publico tanquam conditio ſine qua non habeatur.

XXVIII. Ut etiam Exercitus tantò meliùs ſuſtentari queat, opera dari debet, ut illis Provinciis, quæ ſe hoſtiliter declaraverint, contributiones imponantur, eaque contributio, quantùm ex ea deductis impenſis ſuppererit, in utilitatem & commodum Confœderatorum ex æquis partibus juxta rationes ſuperiùs reddendas veniatur.

XXIX. Prædicti Fœderati durante præſente Bello nulli ſe committent Bello, contra alios Principes & Poteſtates, quæ ſe hisce prædictorum Fœderatorum partibus adjunxerunt.

XXX. Omnia & ſingula ſupra poſita Punctia & Articulos omnes contrahentes ſincerè & inviolabiliter in præſtituros, eaque perfectè, bonâ fide, & ex omni parte reipſa adimpleturos ſpondent.

In majorem hujus rei firmitatem & conſtantem obſervationem quatuor ejusdem tenoris inſtrumenta deſuper confecta, & à Contrahentium Plenipotentiariis ſubſcripta ac ſignata ſunt. Quorum Ratificationes, ſi fieri poteſt, intra duos menſes à dato hujus computandos, vel citiùs etiam debitâ formâ extradi & commutari debent. Acta hæc ita ſunt Colonie ad Spream die 10. Junii
1. Julii anno 1674.

CXXVIII.

10. Juill. *Alliantie* (1) *tuſſchen Syne Keyſerlyke Majeſteyt* LEOPOLD, CAREL DEN II. *Koning van Spagnie, ende de* Heeren Staten Generaal der VEREENIGDE NEDERLANDEN *ter eenre, ende* CHRISTIAN V. *Koning van Denemarcken ter andere zyde, beſtelſende dat Hoog-gedachten Koning van Denemarcken, gedurende den tegenwoordigen Oorlogh verdig en gereet ſal houden eene Armée van* 16000. *man, te weten* 5000. *Ruyters,* 10000. *Soldaten, &* 1000. *Dragonders; ende dat deswegens Syne Majeſteyt ſal genieten eene Somme van* 140000. *Rycksdalers ter Maend, de helfte by Syne K. Majeſteyt van Spanje, en de wederhelfte by Haar Hoog. Mog. te betalen tot Amſterdam. Aldus gedaen in 's Gravenhage den* 10. *Jan* 1674. *Met een* SECRET *ende* SEPARAET ARTICUL *houdende een particulier prolongatie van Alliantie, tot vyftien Jaren tuſſchen Syne Majeſteyt van Denemarken ende Haer Hoog Mogende. Gedaen in 's Gravenhage den* 10. *July* 1674. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. I. pag. 527. en Hollandois comme ici, avec une Traduction Françoiſe.]

ZY kennelijck dat ſyne Roomſch Keyſerlijcke Majeſteyt van Spanje, en Haar Hoogh Mogende de Heeren Staten Generaal der Vereenigde Nederlanden, verſcheyde malen te kennen gegeven hebbende, hoe dat ſy ſoo wel in als buyten 't Rijck regens de Onnabrugſe en Munſterſche, Cleefſche, en Akenſche Vrede veler-

(1) Ce Traité, n'étant ſigné que du Miniſtre de Danemarck, & de ceux de L. H. P. on doit en conclure qu'il s'en ſit divers inſtrumens. Ceux de l'Empereur & du Roi d'Eſpagne furent ſans doute en Latin. Celui-ci, étant demeuré à Meſſieurs les Etats, peut avoir été couché originairement en Hollandois. Il y a même bien de l'apparence que cela fut ainſi & je n'en doute preſque point. (D.M.)

Tom. VII. Part. I.

CXXVIII.

10. Juill. Traité d'Alliance entre LEOPOLD Empereur des Romains, CHARLES II. Roi d'Eſpagne, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES d'une part, & CHRISTIAN V. Roi de Dannemarck d'autre part; contenant que Sa Majeſté Danoiſe tiendra ſur pied pendant la preſente Guerre, une Armée de 16. mille Hommes; ſçavoir 5000. Chevaux, 10. mille Hommes de pied & 1000. Dragons; pour l'entretien desquels, il lui ſera payé 14. mille Ecus par mois, à la charge, moitié par moitié, de Sa Majeſté Catholique, & de L. H. P. & payables à Amſterdam. Fait à la Haye le 10. Juillet 1674. *Avec* un ARTICLE SECRET & SEPARE' contenant une particuliére Prolongation d'Alliance, pour quinze ans, entre Sa Majeſté Danoiſe & Leurs Hautes Puiſſances. Fait à la Haye le 10. Juillet 1674.

SA Majeſté Imperiale, Sa Majeſté Catholique, & Leurs Hautes Puiſſances Meſſieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, ont pluſieurs fois declaré, qu'ayant eſté offenſés contre les Traittez de la Paix conclue à Dimègue, à Munſter, à Cleves & à Aix, Ils ont eſté contraints de joindre leurs

ANNO 1674. veler wegen beletdigt en verweldigt oock daar door genecessiteert waren geworden haar te conjungeren, en daar heenen te trachten, dat de Vrede en rustе soo wel in het Rijck, als des selfs naarbuurschap op eertijcke en billicke conditien gereetsbillioeert mochte werden, met verstek dat Sijn Koninglijcke Majesteyt van Denemarcken sijne, t'allen tijden voor de gemeyne welvaart en seeckerheyt des Rijcks betuygde sorgvuldigheyt oock by desen door de contrarie Partyen allen Standen des Rijcks tot hoogste prejuditie en nadeel verweerde beroerte, bewijsen en met Hooghst-gedachte Keyserlijcke en Catholijcke Majesteyten en Haar Hoog Mogende tot het erlangen eener seeckere gemeyne Vrede haar te samen vereenigen moehten. En maar dat Hoogst-gedachte Syne Koninglijcke Majesteyt van Denemarcken sich van Sijne Keyserlijcke Majesteyts, en Koninghlijcke Majesteyts van Spanjen en Haar Hoog Mogende niet weyniger tot des Rijcks, als haar gelameellijcke Geallieerden Landen met tendentende intention genoegtsaam versekert, en daarnevens in confideratie getrocken hadde; hoe Syne Koninglijcke Majesteyts Landen en Luyden, ingevalle de Vrede niet wederom stidelijck gestijft wierde, by de tot noch toe genotene rust en seeckerheyt niet wel behouden soudeu konnen werden, soo is tusschen Hoogst-gemelte Haare Majesteyten, Keyserlijcke, van Spanjen, en Denemarcken, en Haar Hoog Mogende ondergeschreven Ministers ende Gedepmeerden over de voorst. conjunctie naarder geconvenieert en beslooten in maniere hier naarvolgende.

I. Eerstelijck is de meeninge dat dese Allianeie tot geene Potentaten, Konings of andere Staats offensie; maar voornamentlijck om de rustе in de Naarbuurschap te bevorderen aangesien zy: dat gelijck suleks techtmatig van eene kant geoordeelt, en der Hoogen Geallieerden inclinatie en inseenten conform bevonden zijnde, geaccelereert werdt, is oock van de andere zijde billick, noodig en op 't gemelte oogmerck convenabel geacht, de voorst. Allantie daar heenen te richten, soo als dan valt gestelt weet by desen, dat de selve Allantie haar volkomen effect sal forteren tegens alle de gene welcke gedurende den jegenwoordige Krijgh met de hooge Geallieerden in Vyantschap souden mogen komen, de Partyen van der selver Vyanden in eenigen deele kielen, 't zy in 't gemeen of in 't bysonder, of tegens de hooge Geallieerden en der selver respective Staaten en Landen en Luyden quade dessеynen voornemen en onderleggen soude mogen, omme dewelcke voor te komen en tegens te gaan dan mede by desen expresselijck gecondituneert is, dat de Treupen hier onder gespecificeert tegens alle soodanige toekomende Vyanden, der selver Adherenten, kiefers van haare Partye, of onderleggers en voornemers van quade toeleg, eloch tegens geene andere in dierveegen als by dit Tractaat vervolgens verdragen is, sullen werden gebruyckt.

II. Is dan verders verspooken, dat den meer-Hooggedachten Koning van Denemarcken, tegens alle soodanige toekomende Vyanden, der selve Adherenten, kiefers van hare Partye ofte onderleggers en voornemers van quaden toeleg, gedurende den jegenwoordigen Oorlog, verdig en gereet sal houden eene Armee van 16000. Man, te weten, 5000. Ruyters, 10000. Soldaten, en duysent Dragonders.

III. Dat Syne Majesteyt voor de onkosten, die de selve geobligeert is te doen, soo tot het onderhoudt van het voorst. Volck als andersins mede gedurende den jegenwoordigen Oorlogh, sal hebben en genieten eene Somme van 14000. Rijcksdaalders ter loopende maant, twaalf maanden in 't jaar gereeckent, de helfte by Syne Koninglijcke Majesteyt van Spanje, en de wederhelfte by Haar Hoog Mogende te betalen tot Amsterdam in Swaar of hart kas-gelt, en dat de voorst. eerste maandt aanvang sal nemen, soo haast de Ratificatie van het jegenwoordig Tractaat van wegen den meer Hoogh-gedachten Koningh van Denemarcken alhier in den Hage gekomen en ge-extradeert sal zijn.

IV. En soo wanneer eenige nieuwe Vyanden der selver Adherenten, kiefers van hare Partye, ofte onderleggers en voornemers van quaden toeleg aan den Hoogst-gemelte Geallieerde of eenige van de selve souden mogen optomen, sal den meer Hoogst-gedachten Koning van Denemareken ter requisitie van de Hoogstgemelte Geallieerde gehouden zijn tegens de selve Vyanden in openbaare rupture te treeden, en omme de voorst. rupture met des te meer nadruck tegens de selve

Armes afin de chercher tant le repos de l'Empire, que celui des Pais voisins, & y rétablir la Paix aux conditions les plus favourables que faire se pourroit. C'est pourquoi ils ont été obligés de requerir S. M. Danoise, de se vouloir en toute occasion porter pour l'interêt de l'Empire, & contre tous Partis contraires à icelui, & aux Confederez qui sont S. M. I. S. M. C. & L. L. H. P. depuis peu Confederez. Et S. M. Danoise a vu que S. M. I. S. M. C. & L. L. H. P. n'ont rien fait, qui ne tendit à la surеté de l'Empire & de ses Voisins, & par conſequent qu'il n'y avoit une présumtion pour ſes Terres & Sujets. Ce que voyant, Sadite M. D. a trouvé bon & a donné ordre à ſes Miniſtres de traiter en ſon nom avec les Miniſtres de Sa Majeſté Imp. de S. M. C. & de L. L. H. P. comme s'enſuit.

ANNO 1674.

I. Premierement, on ne pretend point que cette Alliance ſoit offenſive, ni contre aucun Potentat ſoit Roi ou Etat; mais ſeulement pour le repos des Alliez & de leurs Voiſins. Ayant donc reſolu ceci, & les Alliez y ayant acquieſcé, ont trouvé bon de former la preſente Alliance, ayant conclu de l'effectuer, pendant cette Guerre contre tous ceux qui pourroient prendre le Parti, ou adherer aux Ennemis des Alliez, & même contre ceux qui les Armes à la main les voudroient attaquer, ou leurs Etats, Vaſſaux, Domaines ou Sujets. Et pour prevenir tels accidents, leſdits Alliez ont trouvé bon de former une Armée ſelon les formes ci-deſſous mentionnées. Afin de ſe defendre contre tous les ſuſdits Ennemis, ou ceux qui pourroient ſeconder leur Parti, ladite Armée devant être conduite ſelon les conditions ſuivantes.

II. Suivant ce preſent Traité Sa M. D. ſera obligée de tenir ſur pied une Armée de 16000. Hommes, ſavoir de cinq mille Chevaux, de dix mille Fantaſſins, & de mille Dragons, & toujours prête à marcher contre les Ennemis, qui pourroient attaquer leſdits Alliez, ou leurs Adherans en quelque façon que ce ſait.

III. Que Sadite M. D. recevra pour les frais qu'elle ſera obligée de faire tant pour la levée, que pour l'entretien de ladite Armée, la Somme de 14000. Rixdalers par Mois, pendant que cette Guerre durera, comptant les années de douze Mois. S. M. C. ſera obligée de payer la moitié de ladite Somme, & l'autre moitié ſera payée par LL. H. P. à Amſterdam en Banque ou en caiſſe. Le payement du premier Mois commencera du jour que S. M. D. aura donné la Ratification du preſent Traité, & ſera venuë entre les mains des Alliez.

IV. Et en cas qu'il ſurvint de nouveaux Ennemis aux Alliez, Sadite M. D. ſera obligée de rompre avec eux & leurs Adherans, & de ſoutenir contre

ANNO 1674. ve nieuwe Vyanden der selver Adherenten, kiesers van haare Partye of onderleggers ende voornemers van quaden toeleyh, in 't werck te stellen, binnen den tijd van ses weken naar date van de voorsz. requisitie, op de been en in Syne Majesteyts Landen naast grensende aan de Steden en Plaetsen van de selve Vyanden by een brengen de voorsz. Armée van 16000. Man tal werden onderhouden, voor de eene helft ten laste van Syn Koninglijcke Majesteyt van Spanje, en Haar Hoog Mogende, yder half en half, en de wederhelfte ten laste van Syne Koninglijcke Majesteyt van Denemarcken, en dat de voorsz. Subsidien van de voorsz. 14000. Rijcksdalders sullen continueeren tot den dag toe, dat de voorsz. andere Subsidien aanvang sullen nemen.

V. Dat omme de voorsz. Armée van 9000. Paarden, 16000. Man te Voet, en 1000. Dragonders in het voorsz. geval des te spoediger, en ten langsten binnen den hier bovenstaande tijdt te doen by een brengen, Hoog-gedachte Syn Koninglijcke Majesteyt van Spanje, en Haare Hoogh Mogende verstont naar de voorsz. requisitie by goede willeen, ten behoeve van Syn Koninglijcke Majesteyt van Denemarcken, en in de Stadt Hamborg sullen doen overmaecken eene Somme van 170000. Rijcksdalders, of 425000. Guldens Hollants geit, als genomen 40. Rijcksdalders tot aanrichts geit voor yder Ruyter en Dragonder, en 10. Rijcksdalders voor yder Voetknecht wel gemonteert en wel gewapent.

VI. Dat de voorsz. Militie, soo wanneer die in maneren vooren verhaalt op de been sal werden gebracht, sal werden gerangeert onder tien Regimenten te Paart, onder tien Regimenten te Voet, en tien Comagnien Dragonders; dat yder Regiment te Paart sal bestaan in 500. Paarden verdeelt in tes Compagnien, en yder Regiment te Voet in 1000. koppen, en yder Compagnie Dragonders in hondert koppen, dat yder Colonel te Paart en te Voet sal werden gestatteert tegens 120. Rijcksdalders, of drie hondert Guldens Hollands ter loopende Maandt, yder Luitenant-Colonel tot veertig Rijcksdalders of hondert Guldens, en yder Major tot 32. Rijcksdalders of tachentig Guldens, en de Quartiermeesters en Provoosten te Voet t'samen tegens 18. Rijcksdalders of 45. Guldens Hollandts ter Maandt voor yder Regiment, des en sullen aan de selve geene andere onkosten, het zy van Wagen, Karren, of Paarden op de optochten of anderssins geleden oite gevallideert werden.

VII. Dat Syne Koninglijcke Majesteyt van Denemarcken, als dan mede voor yder Regiment te Paart gerangeert als vooren, dat by Hoogh-gedachte Syne Koninglijcke Majesteyt van Spanje, en Haar Hoog Mogende moet werden onderhouden, sal hebben tot Soldye alle loopende Maanden, de selve tot twaalf in 't jaar te reecksenen, eene Somme van 4767. Rijcksdalders 26. Stuyvers 9. Deniers, of 11. duysent 9. hondert 18. Guldens 19. Stuyvers 9. Deniers Hollandts, en voor yder Regiment te Voet, dat ten laste van Hoogh-gedachte Syne Koninglijcke Majesteyt van Spanje, en Haar Hoogh Mogende moet werden onderhouden ter loopende Maandt als vooren 4104. Rijcksdalders vier Stuyvers of 12064. Guldens vier Stuyvers Hollandts, of naar proportie soo veel min als by de te doene Monsterינge de voorsch: vereyschte Regimenten swackers aen getal van Paarden ofte Voetknechten sullen bevonden werden, doch by aldien ten tijde van de te doene Monsterינge de voorsch: reye Armée in 't geheel duysent Man, en niet meerder, in getal minder mochte bevonden werden als de selve moet weesen, en dat de Officieren souden kunnen bewysen, dat soodanigen afgang of verminderinge niet by haar verluyen toegekomen, mochte uyt eenige andere practijcquen gesponnen is, maar dat sulche Voetkeren of in de Oorlogsacten zyn gebleven, en vermist of anderssins weggeflorven, dat in soodanigen gevalle ter saken van die voorschreve verminderinge aan de voorschreven Subsidien geene kortinge sal mogen werden gedaan: mits dat de voorschreven Armee op de volgende Monsterינge weder cumplect gevonden werde.

VIII. Het sal nochans aan meer hooghstgedachte Syne Koninckliycke Majesteyt van Denemarcken vryslaan naar sijn believen ende goetvinden zoo als het desselve, volgens het Krijgsgebruyck ende tot verrichtinge der voorvallende operatien, ten besten sal oordeelen, de voorsz. Regimenten en Compagnieu te mogen verfterc-

tre aux ladite Armée dans six semaines, après la requisition faite par les Alliez. Ladite Armée de seize mille Hommes sera entretenuë par les Confederés, sçavoir une moitié par S. M. C. & LL. HH. P. chacun moitié par moitié, Et l'autre moitié sera entretenuë par S. M. D. continuant l'dispositement ci-dessus dit de 14000. Rixdalers, jusqu'au commencement de l'autre.

ANNO 1674.

V. Et afin que ladite Armée de cinq mille Hommes de Cavalerie, & dix mille d'Infanterie & de mille Dragons, soit plûtôt mise sur pié au moins au temps ci-dessus preserit, S. M. C. & LL. HH. P. auront soin, tât après la requisition faite, de faire tenir, par Lettres de change, à S. M. dans la Ville de Hambourg la Somme de 170000. Rixdalers ou 425000. Florins Monnoie d'Hollande : proportionnant ladite Somme à la levée desdites Troupes, sçavoir 40. Rixdalers pour un Cavalier ou Dragon, & dix Rixdalers pour chaque Fantassin.

VI. Que ladite Armée étant levée sera mise en ordre & divisée en dix Regimens de Cavalerie, dix Regimens d'Infanterie, & dix Compagnies de Dragons. Que chaque Regiment de Cavalerie sera de cinq cens Hommes & six Compagnies, & chaque Regiment d'Infanterie de mille Hommes, & chaque Compagnie de Dragons de 100. Hommes. Que chaque Colonel, tant de Cavalerie que d'Infanterie tirera par Mois six vingts Rixdalers ou 300. Flor. Monnoie de Hollande. Chaque Lieutenant Colonel aura par Mois de Solde 40. Rixdalers ou cent Florins Monnoie d'Hollande. Et chaque Major auſſi par Mois de Solde 32. Rixdalers ou 80. Florins d'Hollande. Chaque Maréchal des Logis & Prevoſt aura 18. Rixdalers ou 45. Florins par Mois. Il ne sera fait aucune dépense au delà, soit pour Chariots, Chevettes, Voitures ou autres choſes.

VII. Que S. M. C. & LL. H. P. fourniront à S. M. D. pour chaque Regiment de Cavalerie mis en l'état susmentionné, la Somme de 4767. Rixdalers 26. Sols 9. Deniers, ou onze mille neuf cens dix huit Florins d'Hollande 19. Sols 9. Deniers, pour chaque Mois courant. Et pour chaque Regiment d'Infanterie 4104. Rixdalers 4. Sols ou 12062. Florins 4. Sols Argent d'Hollande. Et le tout sera payé à proportion du Monde qu'on poſera ou trouvera tant de Cavalerie, que d'Infanterie. Nonobstant s'il se trouvoit qu'en paſſant Monstre, on ne trouvât manquer à l'Armée que mille Hommes, sans toutefois que ce fût la faute des Officiers, & que lesdits Officiers faſſent complets, & puſſent verifier que ce n'eſt pas leur faute, & que ce qui pourroit manquer, auroit eſté par quelque défaite ou autrement par deſerteurs, on ne laiſſeroit pas d'accomplir le Payement, comme ſi ladite Armée avoit été trouvée entiere, à condition neanmoins, qu'à la premiere Monstre on remplirait les places vacantes & rendroit ladite Armée complete.

VIII. S. M. D. pourra ſe ſervir de ladite Armée, ſelon l'ordre de la Guerre s'il le trouve bon, & augmenter le nombre des Officiers, & former ses Regimens & Compagnies ainſi qu'il luy plaira.

ANNO 1674. ſtercken met meerder Officieren, alleenlijck dat het Corpus daar door niet en werde vermindert, maar ten allen tijde blijve beſtaan in 9000. Ruyteren, 10000. Man te Voet, en 1000. Dragonders effective combattanten; en mits ock het getal van Colonellen, Lieutenant Colonellen, Majors, Kapiteynen ende lage Officieren, blijvende 200 als het hier voren is uytgedruckt; en beſonderlijck ock dat Syne Majeſteyt daar geen hoogere offte meerdere Subſidien fal mogen pretenderen.

IX. Dat de Penningen tot het voorſt. reſpective onderhoudt ter concurrentie van de helft van de voorſt. 16000. Man gerequireert, te weten een Maandt Sohls, paratelijck te betalen ten dage van ieder van de voorſz. te doene Monſteringe, ende daar naar voort van tijdt tot tijdt alle loopende Maanden ingang: mitsgaders ock ten behoeve van elf Colonellen, Lieutenant-Colonellen, Majoors, Quartiermeeſters en Provoollen, van wegen hooghgemelte Syne Koninckljcke Majeſteyt van Spanje en Haar Hoogh. Mogende by goede Wiſſelen, als boven, preciſe ſullen werden overgemaackt aan Syne Majeſteyt, dewelcke dan voorts de particuliere betalinge ſal nemen tot ſijnen laſte toedanigh, dat hooghgedachte Koninckljcke Majeſteyt van Spanje en Haar Hoogh. Mogende, noyt by eenige Overſten oft andere Hooge of Lage Officieren, Ruyteren en Soldaten over eenige wanbetalinge ſullen mogen aangeſproken werden, ofte daar voor by iemant convenabel zijn.

X. Ende werd daar benevens vaſtgeſtelt, dat 200 wanneer door Godes hülpe, de rulle en Vrede en de vriendſchap allerzijts ſoude mogen werden herſtelt, ende dat het Tractaet van de voorſz. Vrede getreyeert ſoude mogen werden naar het verloop van de helft van de Maant daar inne Sijn Koninckl. Maj. van Denemarcken getreeden ſoude mogen zijn, de meer hooghgedachte Syne Majeſteyt van Denemarcken in ſulcken gevalle ſal gehouden de Subſidien van de Maant, daar inne de ſelve getreden ſal weſen, en daar en boven noch een Maant van de ſelve Subſidien; maar ingevalle het voorſt. Tractaat ſoude mogen werden getreeckent voor het verloop van de helft van de voorſz. Maant, dat Sijne Majeſteyt als dan echter zal treeken noch een volle Maant, te reeckenen van den dagh af dat het voorſt. Tractaat getreeckent ſal zijn, 't en ware de hooge Geallieerde ſoude mogen goetvinden de voorſz. Armee naar het voorſt. getreeckende Tractaat noch langer op de been te houden, in welcken gevalle de voorſz. Maant getreeckent en getrocken ſal werden, van ende naar den tijdt dat de hooghgemelte Geallieerde ſullen hebben verklaert de voorſz. Armee, voor 200 veel haar aangaat, niet langer van nooden te hebben.

XI. Het ſal wederzijds ende met onderlinge communicatie vaſtſtaan alle de voorſt. Troupes ſonder onderſcheydt ſeparaat ende te gelijck, naar gelegentheyt van tijden, te doen inſpecteren ende te doen monſteren, om van het getal der Ruyteren en Knechten, oock van der ſelver Monture en Wapenen te konnen verſeker zijn, en ſullen de Hooge Officieren, Ritmeeſteren en Capiteynen gehouden zijn ten allen tijden daar omtrent te obedieren aan de ordres de welcke daar toe ſullen gegeven worden.

XII. Tot de voorſt. Armee ſal gevoeght werden een train van Artillerye, de welcke naar de groote ende meht van de ſelve zoodanigh ſal worden geproportionneert, dat daar toe ſullen werden gebruyckt:

Twee Mortiers.
Twee halve Kartouwen.
Vier Stucken van 12. pont.
Ses Stucken van 6. pont
Twintigh van drie à vier pont.

Ponden.	*Kogels.*	*Centenaar.*
Twee hondert à	24	48
Vier hondert à	12	48
Hondert à	60	
Ses hondert	6	36
Hondert à	40	
Twee duyſent à	4	80
	Centenaar Kogels 212.	

Hon-

ANNO 1674. *Neanmoins le Corps de l'Armée doit demeurer dans les formes ci-deſſus mentionnées, ſçavoir de 9000. Cavaliers, de 10000. Hommes d'Infanterie & de 1000. Dragons tous effectifs & bons Soldats, & les Officiers ſuivommez, ſçavoir Colonels, Lieutenans-Colonels, Majors, Capitaines & autres moindres Officiers demeureront comme il a été accordé. Et S. M. D. ne pourra pas prétendre plus d'Appointement qu'il lui en a été promis.*

IX. Que les Deniers ſervant au payement desdites Troupes, ſçavoir de la moitié de 16000. Hommes ſelon que l'on eſt convenu, doivent eſtre payez au commencement de chaque mois, qui commencera du jour que leſdites Troupes auront paſſé Montre, ce qui ſe fera auſſi à l'égard des Colonels, Lieutenans-Colonels, Majors, Capitaines, Marêchaux des Logis, & Prevôts. Et quant à S. M. C. & LL. H. P. elles ne manqueront de faire tenir par bonnes Lettres de change leſdits payemens à S. M. D. pour en faire une diſtribution particuliere à chaque Officier & Soldat, ſelon qu'il le trouvera bon, à condition que jamais les Alliez, ſçavoir S. M. C. & LL. H. P. ne ſeront inquietez, pour le payement d'aucun General ou autres moindres Officiers, ſoit Cavaliers, ou Soldats.

X. Et en cas qu'il avint, que la Paix fût concluë vers la moitié du Mois, leſdits Alliez ſeront obligez neanmoins de payer à Sa M. D. le Mois entier, & encore un Mois de ſurplus. Mais en cas qu'elle vint à être concluë un peu aprés le commencement du Mois, alors Sa M. D. ſera payée encore d'un Mois en comptant du jour que ladite Paix ſera concluë; A moins que leſdits Alliez ne trouvaſſent bon de tenir encore ladite Armée ſur pied, & alors le payement ſe fera comme devant, juſques à ce que leſdits Alliez déclarent n'avoir plus beſoin de ladite Armée.

XI. Il ſera permis tant d'un côté que d'autre de faire paſſer Montre à ladite Armée, ſoit toute enſemble ou ſeparément, comme on le trouvera à propos. Afin de voir en quel Equipage ſont les Cavaliers & Soldats, & s'ils ſont habillez & bien armez, les mettre en ordre. Après quoi les Colonels tant de Cavalerie que d'Infanterie, Capitaines & autres Officiers devront être preſts à obeïr aux ordres qu'on leur pourra donner.

XII. On joindra à ladite Armée un Equipage d'Artillerie proportionné à la grandeur d'icelle, pour être employée où on le jugera à propos, dont le contenu ſera comme il ſuit, & qui ſera de

Deux Mortiers.
Deux Cartouches.
Quatre Piéces de Canon portant 12. Livres de Bale.
Six Piéces de Canon chacune de 6. Livres de Bale.
Vingt Piéces de Canon chacune de 3. à 4. Livres de Bale.

Livres.	Boulets.	Quintaux.
Deux cens	*à* 24	48
Quatre cens	*à* 12	48
Cent	*à* 60	
Six cens	*à* 6	36
Cent	*à* 40	
Deux mille	*à* 4	80
	Quintaux de Boulets 212.	

Cens

ANNO 1674. Hondert Centenaar Granaden, met zoo veel Buskruyt als daar toe van nooden is.

Tegens een pont Kogels een half pont Buskruyt gereeckent.

Op acht duysent Man ieder twee pont gereeckent.

Ende tegens een pont Kruyt twee Pont Loot gereeckent.

Hondert Centenaar Buskruyt voor het Canon.

Hondert Centenaar Buskruyt voor de Soldaten.

Drie hondert en twintigh Centenaar Loot ofte Musquet-kogels.

Ende oock daar by sullen werden gevoeght de noodige ende gerequireerde hooge en lage Officieren, als namentlijck:

Dedienende, tot dese Artillerye gehoorende,

Een Collonel.
Een Majoor.
Twee Capiteynen.
Twee Lieutenanten.
Vier stuck Jonckers.
Een Predikant.
Een Veltscheerder met een Velt-polck.
Twee Vuurwerckers met het Volck.

Twee en veertigh Constapels.
Een Brughmeester met sijn Volck.
Een Petardier met sijn Volck.
Een Mineur met sijn Volck.
Een Smit met sijn Volck.
Een Rademaecker met sijn Volck.
Een Zadelmaecker met sijn Volck.
Twee Wegh-bereyders.
Twee Schutmeesters.
Een Controlleur.
Een Schryver.

Tachtentigh Handlangers by 't Canon, te weten: vier by een Cartouw, en elck Stuck van twaelf pont, ende voor de reft by elck Stuck twee.

Eenige Pionniers,
Affuytmakers met haar Volck.

Ende sal Sijne Koninecklijcke Majesteyt die voorseninge doen, ende die noodige ordres stellen, dat de voorschreve Artillerye met de Paarden, Wagens, Karren en andere Attirail daer toe gerequireert, oock de voorsz. hooge en lage Officieren van den train mede binnen den tijdt van ses weecken naer de voorsz. requisitie op de been ende in staat sullen wesen gebracht, om te konnen werden gebruyckt daar het sal van nooden zijn, des sullen de hooghgedachte Syn Koninecklijcke Majesteyt van Spanje ende Haar Hoog. Mogende zoo ras de voorgeroerde Armee van 16000. Man op de been gebracht, ende de voorsz. Artillerye en de Officieren van de selve sullen naargelaten ende gemonsteert zijn, tot verval van de onkosten daar toe gerequireert, mitsgaders tot de betalinge van de hooge Tractamenten der Generaels Persoonen, dewelcke, boven de Colonels van de Regimenten, sullen moeten aangesteltende gebruyckt werden, aan Sijne Koninecklijcke Majesteyt van Denemarcken, alle loopende Manden, betalen eene Somme van 10686. Rijcksdalders, ofte 26715. Guldens Hollandtsch gelt, behoudelijck, dat de voorschreve Artillerye met sijn appendentien en dependentien, oock met een vijfde part hooger of meerder sal moeten werden veregroot als die in desen Artieul staat gespecificeert; en op conditie dat Syn Koninecklijcke Majesteyt van Spanje en Haar Hoog. Mogende daar mede van alle namaninge sullen zijn bevrijdt, gelijck hier voren Articulo IX. geseyt is.

XIII.

ANNO 1674. *Cent Quintaux de Grenades avec autant de Poudre qu'il sera necessaire pour l'usage d'icelle.*

On contera pour chaque Livre de Boles une demie Livre de Poudre.

Pour huit mille Hommes chacun deux Livres de Poudre.

Et pour chaque Livre de Poudre deux Livres de Plomb.

Cent Quintaux de Poudre pour le Canon.

Cent Quintaux de Poudre pour les Soldats.

Trois cens & vingt Quintaux de Plomb ou Boles à Mousquet.

Et outre tout ce que dessus on établira des Officiers tant hauts que subalternes pour gouverner ladite Artillerie, scavoir:

Un Colonel.
Un Major.
Deux Capitaines.
Deux Lieutenans.
Quatre Appointez.
Un Ministre.
Un Barbier.
Deux faiseurs de Feux d'artifices avec leurs aides.
Quarante deux Canonniers.
Un Maître de Pontons avec ses aides.
Un Petardier avec ses Gens.
Un Mineur avec ses aides.
Un Mareschal avec ses valets.
Un Charon avec ses valets.
Un Sellier avec ses compagnons.
Deux Raccommodeurs de chemins.
Deux Maîtres d'Armes.
Un Contrôleur.
Un Ecrivain.

Quatre-vingts Hommes pour faire jouer & manier le Canon, qui seront divisez, scavoir 4. à chaque Courtaut, & à chaque Pièce de Canon de douze livres de Bale, & deux Hommes à chacune des autres Pièces.

Quelques Pionniers, &
Charons avec leurs compagnons.

Sa M. D. sera obligée de lever & mettre en ordre ladite Artillerie avec Chevaux, Chariots, Charettes, & enfin tout ce qui sera necessaire, avec tous les Officiers tant Hauts que Bas, dans le temps de six semaines, après la requisition faite par les Alliez, afin d'être employez où on le jugera à propos, pendant que ladite Armée sera sur pied & passée en Monstre, & que ladite Artillerie sera en estat, les Officiers d'icelles passés en Monstre, lesdits Alliez, scavoir S. M. C. & LL. HH. P. seront obligées de payer à S. M. D. chaque Mois courant la Somme de 10686. Rixdalers, ou 26715. Florins Argent d'Hollande pour la Solde des Generaux qui commanderont ladite Armée au-dessus des Colonels. A condition que ladite Artillerie sera augmentée de la cinquiéme partie, sans que les Alliez, scavoir S. M. C. & LL. HH. P. en soient aucunement inquietez ou recherchez d'aucun payement, comme il a été specifié en l'Article neuviéme.

ANNO 1674. XIII. Dat Syne Koninckljcke Majesteyt van Denemarcken, in 't voorschreven geval, ter requisitie van de hooghlgedachte Geallieerden geobligeert sal zijn, de voorsz. Armee en Corps by een te brengen en te houden, ende daar mede tegens de Vyanden te agieren, ter oort en plaatse wanneer, ende zoo als met de meeste stemmen van de Hooghlgedachte Syne Keyserlycke Majesteyt, en de Koninckljcke Majesteyt van Spanje, ende Denemarcken, en Haar Hoogh. Mogende, voor het gemeene beste dienstigh geoordeelt sal werden; gelijck dan alle Hoofd-actien wanneer de Armee der Hooge Geallieerden, geheellyck ofte ten deele met dese Armee gecompungeert sullen zijn, voor zoo veel de gecompungeerde Troupen belangt, tusschen de selve Hooge Geallieerden, ofte der selver Bevelhebberen geconcerteert, ende naar meerderheyt der bovengemelder vier stemmen, ter executie gebracht sullen werden.

XIV. Ende soo wanneer Syn Koninckljcke Majesteyt van Denemarcken de voorsz. Armee ter requisitie van de Hooghst-gedachte Geallieerde, op de been saude mogen hebben gebracht, ende dat desselfs Landen, geduyrende den Oorloch daar inne Syne Majesteyt mede getreden soude zyn, van ymandt wie het oock zy, ofte onder wat pretext sulcx geschieden mochte, gecontqueert soude mogen werden, sal niet alleen de voorsz. Armee van Syne Majesteyts Landen niet afgetogen of te rugh gehouden werden; maar sullen oock soo veel meerder Troupen van de Hoogst-gedachten Keyser, Koninck van Spanje, en de Staten Generael in sulcken gevalle tot afweeringe van de voorsz. attaques sonder uytstel met alle vigeur agieren als daer toe gerequireert en nodich saude mogen zyn.

XV. Doch by aldien den meer Hooghst-gedachten Koninck van Denemarcken na het sluyten en ratificeeren van het jegenwoordig Tractaat ende voor en al ter Syne Majesteyt ter requisitie van de Hooghst-gedachten Geallieerden mede in den Oorloch getreden soude zyn van iemant in sijn Landen Vyandelijck soude mogen werden geattacqueert en aangetast, ende dat die Vyandelijcke attaeques ende aggressie quam te geschieden directelijck, ende alleen ter oorsake van het jegenwoordige Tractaat, ende omme geen andere redenen, en dat Hoogst-gedachte Syne Majesteyt selfs daar toe geene occasie ofte aanleydinge hadde gegeven directelijck ofte indirectelijck in eeniger manieren, ende dat de Hoogst-gedachte Geallieerde daar van klaarlijck ende evidentelijck quam te consteren, invougen dat, de selve daar van ten volle overtuygt ende verseeckert waren, dat in soodanigen gevalle, ende verder noch anders niet de meer Hoogst gedachte Syne Koninckljcke Majesteyt van Spanje, ende Haar Hoogh Mogende aan de meer Hoogst gedachte Syne Koninckljcke Majesteyt van Denemarcken sullen betalen de selve aanrichts gelden en Subsidien die Hoog-gedachte Syn Koninckljcke Majesteyt van Spanje, ende Haar Hoog Mogende soude hebben moeten doen indien de selve Syne Koninckljcke Majesteyt van Denemarcken hadde versocht om in de rupture ende gemeenschap van den Oorloog te treden.

XVI. Indien oock by verloop van tijt mochte bevonden werden, dat de voorsz. 5000. Ruyteren, 10000. Knechten, en duysend Dragoniers niet volkomentlijck bestant waren om de voorsz. Vyandlijcke attaeques te resisteren, ofte de voorschreve Vyanden, ende den selver Adherenten te brengen tot een stilstant van hare Vyandlijcke aggressien, ende vervolgens tot een redelijcke Vrede, dat als dan de selve invougen voorsz. met concert vereers vermeerdert en bezoot sullen werden op soodanigen meerder getal als men sal meenen tot bereyckinge van soo salutairen oogmerck nodig ende convenabel te zyn.

XVII. Indien oock by de Hoogst-gedachte Geallieerden dienstlig of nodig gevonde mochte werden, dat den meer Hoog-gedachte Koninck van Denemarcken eenige Equipagie te Water soude moeten doen, ende dat Syne Majesteyt dien volgende ter requisitie van de Hoogst-gedachte Geallieerden eenige Scheepen van Oorloge in Zee soude mogen komen te brengen, dat in soodanigen geval ende anders niet, by de Hoogst-gedachte Syn Koninckljcke Majesteyt van Spanje, ende de Haer Hoog Mogende sal werden betaelt de helft van de kosten die gedaen sullen moeten werden tot de Equipagie ende onderhout van die Scheepen, die de Hoog-gedachte Geallieerde sullen hebben verlocht, dat den meer Hoogst-gedachte Koninck van Denemarcken soude

XIII. Que S. M. D. sera obligé dans l'occasion ANNO *de tenir cette Armée prête & en ordre en ses Corps, pour être employé contre les Ennemis, lors qu'on le jugera à propos, & selon la pluralité des voix des Alliez, qui tombront d'accord scavoir de S. M. I. & S. M. C. & S. M. D. & LL. H. P. Et en cas de conjonction de ladite Armée avec l'Armée des Alliés, soit toute ou en partie, les ordres seront donnez selon les quatre voix susdites en ce qui concerne lesdites Troupes.* 1674.

XIV. S'il avenoit que S. M. D. ayant à la requisition desdits Alliez mis ladite Armée en ordre, fût attaquée dans son Pais par qui que ce fût, & sous quelque pretexte que ce fût, Elle ne pourra pas seulement employer ladite Armée pour sa défence. Mais auſſi lesdits Alliez, scavoir S. M. Imper. Sa M. C. & LL. H. P. seront obligés de secourir Sadite M. D. avec autant de Troupes qu'il en souhaitera, lesquelles s'employeront de toutes leurs forces à resister aux Ennemis de Sadite M. D.

XV. Et en cas que S. M. D. après la Ratification de cette presente Alliance avec lesdits Alliez, fût attaquée sur ses Terres par les Ennemis à raison dudit Traité, & que Sadite M. n'eu eût donné aucun sujet directement ou indirectement, & que lesdits Alliez n'y trouvassent rien à redire. Dans cette occasion lesdits Alliez, scavoir S. M. C. & LL. H. P. & Sadite M. D. seront obligez de payer également les frais qui pourroient avoir été faits pour la levée & l'entretenement d'une Armée, pourvû que Sadite Majesté Danoise eût requis d'entrer dans la rupture avec les autres.

XVI. Et en cas que ladite Armée de 5000. Hommes de Cavalerie, & de 10000. Hommes d'Infanterie, & mille Dragons ne fût pas capable de resister aux Ennemis, ni même de les contraindre à contracter, & enfin à faire la Paix, on pourra renforcer ladite Armée jusques à ce qu'elle soit en état de le faire.

XVII. Et en cas que lesdits Alliez jugeassent à propos que S. M. D. équipât une Armée Navale, & que lesdits Alliez le requissent de tenir quelques Escadres de Vaisseaux de Guerre en Mer, alors lesdits Alliez, scavoir S. M. C. & LL. H. P. seront obligez de payer la moitié des frais que pourra faire S. M. D. pour la levée & l'entretenement de ladite

Digitized by Google

ANNO 1674. soude willen in Zee brengen, de voorſt. onkoſten te bereekenen naer proportie van Fenningen in het Tractaet in den jare 1666. aen meer Hoogh-gedachte Syne Majeſteyt van Denemarcken by Haer Hoog Mogende belooft.

XVIII. Dat naer het ſluyten van het jegenwoordig Tractaet, ſoo wanneer Syne Koninckl[ijcke] Majeſteyt van Denemarcken ter requiſitie als voren de voorſt. Armee op de been ſal hebben gebracht, den Hoogſt-gedachten Keyſer, Koningen van Spanje, Denemarcken, en de Staten Generael met ſullen connen ſenden een gelijck ſtilſtant van Wapenen met de Vyanden anders dan gelamentlijck, ende met gemeene bewillinge; maer ingevalle men ſoude mogen komen te treden tot eenige onderhandelinge, 't zy van Vrede of van Treves voor eenige jaeren, dat die voorſt. onderhandelinge niet ſal mogen werden begonnen door een van de Hoogſt-gemelde Geallieerde ſonder partijcipatie van de andere, en ſonder aen de ſelve Geallieerden op den ſelven tijt, ende ſoo haeſt als voor ſich ſelfs te beſorgen de faculteyt ende medige ſeeckerheyt van eenige van ſyne Miniſters te kunnen ſenden, ter plaetſe daer men handelen ſonde: dat oock de Hoogſt-gemelte Geallieerden gehouden ſullen zyn, d'een den ander ſucceſſivelijck, ende van tijt tot tijt te geven communicatie van alles 't gene in de voorſt. Negotiatie ſal komen voor te vallen: dat oock geen van de voorſt. Partyen ſal vermogen te treeden tot de concluſie van de voorſt. Vrede ofte Treves voor eenige jaeren ſonder ſijn mede Geallieerden daer inne te begrijpen, ende ſonder hem te doen herſtellen, indien hy het alſoo begeert, in de poſſeſſie van de Landen en Steden ende Plaetſen, mitsgaders het gebruyck van de vry-en gerechtigheden die hy hadde, ende daer van hy jouiſſeerden voor den Oorlog, ende ſonder van de voorſt. Vyanden voor den ſelven Geallieerden te bedingen de ſelve vry-ende Gerechtigheden, Exemptien, ende Prerogativen die hy voor ſich ſelven bedongen hadde, ten ware de Hoogſt gemelde Geallieerde den anderen des aengaende naerder quamen te verſtaen.

XIX. Ende byaldien naar het ſluyten ende ratificeeren van het jegenwoordige Tractaet, ende voor dat Syne Majeſteyt by de Hoogſt-gedachte Geallieerde verſoeht ſoude mogen ſijn om mede in de voorſt rupture te treeden, van Vrede ſoude mogen werden gehandelt, dat Hoogſt-gedachte Hare Keyſerlijcke ende Koninckl[ijcke] Majeſteyten van Spanje, ende Haar Hoog Mogende gehouden ſullen ſijn, voor ſoo veel ſulks nodig ſoude mogen weſen, een behoorre van Syn Koninckl[ijcke] Majeſteyt van Denemarcken, te beſorgen de faculteyt ende ſeeckerheyt omme ſijn Miniſters te kunnen ſenden ter plaetſe daer men handelen ſal: ſal oock aen den meer Hoogſt-gemelte Koninck van Denemarcken ſucceſſivelijck ende van tijt tot tijt gegeven worden communicatie van 't gene in de Negotiatie ſal komen voor te vallen, ende Syne Majeſteyt in de Vrede ofte Treves voor eenige jaren t'ſinckluderen ende te begrijpen.

XX. Dat voorts naar het eyndigen van den tegenwoordigen Oorlog tuſſchen de Hoogſt-gemelde Geallieerde ſal ſijn ende blyven eene oprechte, getrouwe vriendſchap ende correſpondentie, dewelcke daer toe ſtrecken ſal, dat d'een des anderen beſt getrouwelijck ſal ſoeeken te bevorderen, en desſelfs ſchade ende nadeel naer alle vermogen helpen afkeeren ende weeren, volgens ende in conformité van de Tractaten met de Hooge Geallieerde reſpectivelijck gemaeckt ende opgerecht, dewelcke door het tegenwoordig Tractaet in geenen deele gederogeert, maer veel meerder in alle hare Poincten ende Artieulen geconfirmeert ende bekraehtigt werden.

Aldus gedaen ende geſlooten op Approbatie ende Ratificatie van de meer Hoogſt-gedachte Hare Keyſerlijcke, Koninckl[ijcke] Majeſteyten van Spanje ende van Denemarcken, ende van Haer Hoog Mogende, dewelcke overgebraeht, ende alhier in den Hage ſullen moeten uytgewiſſelt werden binnen den tijt van twee Maenden naer date deſes, ofte eerder indien het doenelijck is. Ende in oirkonde deſes geteeckent in 's Gravenhage deſen 10. Julii, 1674.

Geteeckent,

(*L.S.*) J. HOEGH. (*L.S.*) VAN WYNGAERDEN.
(*L.S.*) GASPAR FAGEL.
(*L.S.*) J. DE MAURIGNAULT.
(*L.S.*) G. VAN BOOTZMA.
(*L.S.*) B. GRUYS.

Secret

ladite Armée, conformément à l'Accord fait entre S. M. D. & LL. H. P. en l'année 1666. ANNO 1674.

XVIII. S. M. D. ayant levé & mis en ordre ladite Armée Navale, leſdits Alliez, ſavoir S. M. I. S. M. C. & LL. H. P. ne pourront traiter de Paix ni de Tréve avec qui que ce ſoit, que par le commun conſentement de tous les autres. Mais en cas qu'aucun deſdits Alliez vint à traiter en particulier, ſoit de Paix ou de Tréve pour quelques années, il ſera obligé d'en donner avis à ſes Alliez avant que de commencer la premiere Conference, afin que leſdits Alliez puiſſent avertir leurs Miniſtres, d'avoir ſoin de leurs intereſts. Outre cela ledit Allié en particulier ne pourra rien conclure, qu'il n'y comprenne les Alliez, & qu'il ne leur faſſe remettre toutes les Villes, Places, Provinces & Domaines, qui leur pourroient avoir été priſes, pendant cette Guerre, avec tous les Privileges qu'ils ont eus auparavant, en cas qu'ils le requierent, faute de quoi, il ne pourra s'accommoder.

XIX. Et en cas qu'après la concluſion & Ratification de la preſente Alliance S. M. D. fût requiſe d'entrer dans la rupture, & qu'après on vint à traiter de Paix, leſdits Alliez, ſçavoir S. M. Imp. S. M. C. & LL. H. P. ſeront obligez de proteger les Miniſtres de S. M. D. en toutes occaſions, au lieu où on traitera, en leur donnant la facilité & aſſurance requiſe, afin qu'ils puiſſent garder les interêts de S. M. D. & aviſer Sadite M. de temps en temps, de tout ce qui ſe paſſe dans la Negotiation, & venant à conclure la Paix ou quelque Tréve pour quelques années d'y comprendre Sadite Majeſté.

XX. Qu'à la fin de la Guerre preſente leſdits Alliez demeureront en une fidelle & inviolable amitié, conſervant les interêts l'un de l'autre autant qu'il ſera poſſible, & repouſſant tout ce qui pourroit être préjudiciable à l'un ou à l'autre Allié, s'entre-aydant les uns les autres dans toutes les rencontres, ſans déroger aux Articles de ce preſent Traité. Mais au contraire en les fortifiant & obſervant exactement.

Tout ce que deſſus a été conclu & arreſté ſur l'Approbation & Ratification desdits Alliez, ſçavoir de S. M. I. de S. M. C. de S. M. D. & de LL. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies, dont la Ratification ſera rendue dans le tems de deux Mois, à commencer du jour de la concluſion de cette preſente Alliance. A la Haye, le 10. de Juillet 1674.

Et étoit ſigné.

(*L.S.*) J. HOEGH. (*L.S.*) D. VAN WYNGAERDEN.
(*L.S.*) G. FAGEL.
(*L.S.*) J. DE MAURIGNAULT.
(*L.S.*) E. VAN BOOTZMA.
(*L.S.*) B. GRUYS.

Article

Digitized by Google

ANNO 1674.

Secreet ende separaet Articul.

NAerdemaet by het 20. Articul van het Tractaet van mutuele defensie ende assistentie besten geslooten ende geteickent, tusschen de Ministers van den Keyser, Koninck van Spanje, ende van Denemarcken, ende Haer Hoog Mogende de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, is ter nederstelt, dat naer het eyndigen van den tegenwoordigen Oorlog tusschen de Hoogst-gedachten Geallieerden sal sijn ende blyven een oprechte ende getrouwe vrientschap ende correspondentie, de welcke daer toe streecken, dat d'eene des anderen heil getrouwelijck sal soecken te bevorderen, ende desselfs schade ende nadeel naer alle vermogen te helpen afkeeren ende weeren, volgens en in conformiteit van de Tractaten met de Hooge Geallieerden respectivelijck gemaeckt en opgerecht, de welcke door het voorst. Tractaet huyden geslooten in geenen deele gederogeert, maer veel meerder in alle hare Poincten ende Articulen geconfirmeert ende bekrachtigt werden; soo is dat meer Hoogst-gedachte Syne Koninclijcke Majesteyt van Denemarcken, ende Haer Hoog Mogende tot meerder verstercking, elucidatie ende expliecatie van het voorst. 20. Articul verdragen ende geconvenieert zijn, verdragen ende convenieren by desen, dat Haer Hoog Mogende naer het eyndigen van den tegenwoordigen Oorlog, indien Hoog gedachte Syne Majesteyt by iemant wie het oock soude mogen zyn in Europa vyandelijck soude mogen werden aengetast ende geattaqueert, in plaetse van het secours van ses duysent Man in de voorst. Tractaten breeder gementioneert, Syne Koninclijcke Majesteyt op haer eygen kosten met hare geheele macht te Lande ende te Water, indien sulcks naer instatie van de Landen van den attacquant soude te Water kan geschieden, te assisteren, ende de Vyanden van de Koninclijcke Majesteyt met de uyterste vigeur, kracht, ende vermogen aen te tasten, de selve alle mogelijcken afbreuck te doen, ende dien haer in openbare Vyantschap, Oorlog, ende ruptuire te treeden, met anders als of sy selve vyandelijck waren geattaqueert ende aengetast geworden; ende sullen de Hooggedachte Geallieerden beyde geobligeert zyn daer inne te continueren tot dat de Vrede gemaeckt sal zijn, ende Syne Majesteyt, ende Haer Hoog Mogende herstelt sullen wesen, indien sy het alsoo begeren, in de possessie van de Landen, Steden ende Plaetsen, mitsgaders het gebruyck van de vry-ende gerechtigheden die sy hadden, ende daer van sy jouisseerden voor den Oorlog, ende sonder voor haer beyden te bedingen, de selve vry-ende Gerechtigheden, Exemptien ende Prerogativen die sy hadden, ten ware de Hoog-gemelde Geallieerden den anderen des aengaende naerder quamen te verstaen, sonder dat Haer Hoog Mogende sullen bevoegt zyn daer voor oyt eenige vergoedinge, refutie ofte recompensie te eyschen ofte te pretenderen, onder wat pretext dat selfs oock soude mogen gebeuren. Des heeft de meer Hoogst-gedachte Syne Koninclijcke Majesteyt van Denemarcken daer tegens beloofft by desen, naer het eyndigen van den tegenwoordigen Oorlog ende ruptuire, te sullen treden tegens die gene die t'eenigen tyd Haer Hoog Mogende in Europa soude mogen komen te attacqueren, ende sullen de Hoogst-gedachte Geallieerden beyde geobligeert zyn, daer in te continueren tot dat de Vrede gemaeckt sal zyn, ende Syne Majesteyt ende Haer Hoog Mogende herstelt sullen wesen, indien zy het alsoo begeeren, in de possessie van de Landen, Steden en Plaetsen; mitsgaders het gebruyck van de vry-en Gerechtigheden die zy hadden ende daer van zy jouisseerden voor den Oorlog, ende sonder voor haer beyde te bedingen de selve vry-en Gerechtigheden, Exemptien ende Prerogativen, 't en ware Hoog-gemelde Geallieerden den anderen des aengaende naerder quamen te verstaen, ende sal den meer Hoogst-gedachte Koning van Denemarcken ten dien fine boven de prestatie van de 6000. Man, in de voorst. Tractaten breeder gementioneert, oprechten eene Armee van 200 veel meerder Volck van Oorlog als Haer Hoog. Mogende sullen requireren tot 16000. incluys, op dien eygen voet en onder die selve Subsidien die in 't voorst. Tractaet, huyden geslooten, breeder zyn uytgedruckt: behoudelijck dat de voorseyde reeck Subsidien sullen werden geproportioneert naer het getal van het Volck dat Haer Hoog. Mogende sullen komen te eyschen.

Ende

Article secret & separé.

ET voyant, *que suivant le* 20. *Article de ce present Traité signé par les Ministres de S. M. I. S. M. C. S. M. D. LL. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies, il a été arresté qu'à la fin de cette presente Guerre lesdits Alliez demeureront en une mutuelle amitié, prenant part aux interests les uns des autres, & cherchant à repousser ce qui pourroit préjudicier & nuire à quelqu'un des Alliez, & ainsi qu'il a été expressément specifié dans ce present Traité, qu'on ne derogera à aucun Article du present Traité; Mais qu'au contraire, on les executera dans les formes autant que faire se pourra. Et suivant ce que dessus S. M. D. & LL. H. P. les Etats des Provinces-Unies donnant plus d'éclaircissement & d'explication, sont convenus & conviennent ensemble, par la conclusion & force dudit* 20. *Article, que si à la fin de cette presente Guerre, un des deux Partis fût attaqué dans l'Europe: que Leurs Hautes Puissances, au lieu des* 6000. *Hommes de secours ci-dessus mentionné, seront obligez d'employer toutes leurs forces tant par Mer que par Terre, selon que l'occasion le requerra, pour secourir S. M. D. en attaquant les Ennemis, & leur faisant autant de dommage comme il s'étoit leurs Ennemis propres: Enfin d'entrer en Guerre & de rompre avec eux à l'occasion de Sadite M. D. & seront obligez leursdites Hautes Puissances, de continuer jusques à ce que la Paix soit conclue entre S. M. D. & lesdits Ennemis, contribuant à remettre & rétablir Sadite M. D. dans toutes les Places, Villes, & Châteaux, Terres, Dominions, & Juysdictions, qui lui auroient été prises pendant ladite Guerre, le remettant en possession de tous Privileges & Prérogatives qu'il avoit auparavant, en cas de requisition pour cet effet, par Sadite M. D.; & cela se doit faire sans que Leurs Hautes Puissances, puissent jamais prétendre aucun remboursement de leurs frais ni aucune recompense, sous quelque prétexte que ce soit. Et en vûe de ce que dessus S. M. D. promet de se declarer & de rompre aprés la fin de cette presente Guerre, contre tous ceux qui pourroient déclarer & attaquer Leurs Hautes Puissantes de quelque maniere que ce soit, dans l'Europe. Et que les fusdits Alliez seront obligez de continuer jusques à ce que la Paix soit conclue, & que Sa M. D. & LL. H. P. soient entierement rétablis, s'ils le requierent ainsi, scavoir des Provinces, Villes, Places, Châteaux, & generalement tous les Privileges & Prerogatives qui leur pourroient avoir été pris pendant ladite Guerre, & dans telle occasion S. M. D. sera obligé outre les* 6000. *Hommes ci-dessus specifiez, de lever autant de monde qu'il plaira à Leurs Hautes Puissantes jusques au nombre de* 16000. *Hommes aux mêmes conditions, & à même Solde qu'il a été dit dans le susdit Traité.*

Et

ANNO 1674. Ende naerdemael sijne meer Hoogst-gedachte Koninckl[ijcke] Majesteyt, in conformité van de voorsz. vorige Tractaten, mede gehouden was Haer Hoog. Mogende in den jegenwoordigen Oorlog te assisteren met een secours van de voorsz. 6000. Man, en dat, vermits eenige tusschen-komende difficulteyten, het voorsz. secours by Synne Majest. niet heeft kunnen werden gepresteert, zoo hebben Haer Hoog. Mogende verklaert en verklaren by desen, hier mede te renuntieren van alle pretentien die deselve daer over in eenige manieren nu ofte hier naemaels soude kunnen maken of moveeren: belovende daer voor noyt iets te sullen eyschen ofte vorderen, in eeniger manieren onder wat name het oock soude mogen zyn, of 't voorsz. voorval ten anderen tijde als een exempel te sullen voortbrengen, om haer daer door de prestatie van de tegenwoordige ofte eenige andere voorgaende conventien te ontslaen, bevryden of dispenseren.

Ende is wyders verdragen, dat dese tegenwoordige conventie sal duuren den tyt van vyftien jaren naer de expiratie van desen tegenwoordigen Oorlog.

Aldus gedaen en gesloten op Approbatie en Ratificatie van Syn Koninckl[ijcke] Majesteyt en Haer Hoog. Mogende, dewelcke overgebracht en alhier in den Hage uytgewisselt sullen werden binnen den tyd van twee Maenden na dato deses, of eerder indien 't doenlijck is, en in oirkonde deses geteeckent in 's Gravenhage, den 10. Julii 1674.

(*L.S.*) J. Hoegh.
(*L.S.*) D. van Wyngaerden.
(*L.S.*) G. Fagel.
(*L.S.*) J. van Mauregnault.
(*L.S.*) E. van Bootzma.
(*L.S.*) B. Gruys.

Et comme en vûë des Traitez precedens, Sadite ANNO 1674.
M. D. étoit obligée d'assister LL. H. P. dans la présente Guerre avec une Armée de 6000. Hommes, & que S. M. D. a cause de quelque difficulté survenue n'a pû y satisfaire: Leurs Hautes Puissances se desistent de toutes les pretentions qu'elles pourroient avoir sur Sa M. D. en ce fait, promettant de n'en jamais rien demander ni pretendre de quelque maniere, ni sous quelque pretexte que ce soit, ni même d'en rien jamais reprocher, soit par rapport de quelques exemples ou autrement.

Et on est de plus convenu, que la presente Alliance durera l'espace de quinze années aprés la fin de cette présente Guerre.

Le tout a été ainsi conclu & accordé sur l'Approbation & Ratification de S. M. D. & de Leurs H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies, laquelle sera apportée & changée à la Haye, deux Mois aprés la conclusion de la presente, ou plûtôt si faire se peut. Fait & signé à la Haye, le 10. de Juillet 1674.

Et étoit signé,

(*L.S.*) J. Hoegh.
(*L.S.*) D. van Wyngaerden.
(*L.S.*) G. Fagel.
(*L.S.*) J. van Mauregnault.
(*L.S.*) E. van Bootzma.
(*L.S.*) B. Gruys.

CXXIX.

23. Juill. *Traité de Protection, & d'Assistance, entre* Charles II. *Roi Catholique des Espagnes, d'une part & les Confederés des Provinces de* Guienne, Languedoc, Dauphiné, & Provence, *par le Ministre du Comte de* Sardan *leur Deputé, d'autre part. A Madrid le* 23. *Juillet* 1674. [Tiré de la Regestrature d'Etat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

ETant arrivé en cette Cour le Sieur Comte de Sardam, avec le Caractere de Deputé de la Confederation ci-aprés expliquée, sous les très-humbles representations qu'il a faites à Sa Majesté, en la maniere qui suit.

Dieu ayant operé en l'année 1660. la Paix des Pirenées, & cette Paix solemnelle ayant été cimentée par le Mariage du Roi Très-Chrétien, avec l'Infante d'Espagne, les Nobles & Plebéens des Provinces de Guienne, Languedoc, Dauphiné & Provence s'étoient flatés que cette Paix entraineroit avec elle, le repos de toute l'Europe, & leur produiroit en leur particulier, avec le retablissement de leurs Privileges, la supression des Tailles, Gabelles, Subsides & autres Impositions extraordinaires & exorbitantes que ces quatre Provinces avoient souffertes avec beaucoup de patience & de soumission depuis l'année 1635. jusques en l'année 1660. que cette Guerre entre les deux Couronnes avoit duré, & ce qui les confirmoit fortement dans cette penſée, c'eſt qu'il doit eſtre remarqué que ces quatre Provinces ont cela de particulier & de commun entr'elles, qu'elles sont toutes quatre Païs d'Etats, qui par leurs anciennes Capitulations, lors de leurs jonctions à la France, sont naturellement exemptes de ces Impositions, n'y en pouvant eſtre faite aucune nouvelle, que de l'avеu & consentement de leurs Etats Provinciaux; ce qui n'auroit pas empêché que de toutes les manieres qu'il avoit plu au Ministre, elles n'eussent sacrifié leur sang & leurs moyens, au delà de leurs forces, pour le soutenement de la Gloire de l'Etat, dans la continuation de cette Guerre, en maniere même, qu'il peut eſtre avancé avec beaucoup de verité, que depuis plusieurs années avant la Paix, les Armées d'Italie & de Catalogne n'ont subsisté avec gloire que par les Hommes, les Denrées, & les contributions qu'elles ont fournies, & par les Quartiers d'Hyver, qui ont été établis dans ces quatre Provinces.

Mais au lieu qu'un zele si fidele ait eu le succez que les Peuples de ces quatre Provinces avoient crû pouvoir legitimement esperer, d'autant plus qu'ils ne l'avoient pû pratiquer sans tomber dans une indigence digne de compassion, ces pauvres Peuples ont eu la douleur de voir qu'il a semblé que les Ministres d'Etat de France, n'avoient consenti à faire la Paix en dehors, que pour avoir lieu de faire avec plus de facilité une Guerre cruelle aux plus fidelles Sujets de Sa Majesté tres-Chrétienne au dedans, puis que les Tailles, les Gabelles, & autres Impositions ont eu, non seulement le même cours que pendant la Guerre, & se sont exigées avec la même rigueur, mais on les a de nouveau surchargées, & on les surcharge tous les jours, de toutes les Maltotes, Subsides & nouvelles Impositions, que les Esprits mal intentionnés, qui ont l'oreille du Ministre des Finances, ont pû inventer, & tâchent d'inventer de nouveau; en maniere que les Habitans de ces quatre Provinces, de toute sorte de qualité, se trouvant en la plus grande partie, depuis plusieurs années hors d'état de pouvoir payer lesdits Subsides, & Impositions, & à plus forte raison leurs Dettes particulieres, sont obligés d'abandonner en proye aux Collecteurs, Commis, Sergents & autres Prépoſés des Receveurs, Traitans, & Partisans, desdites Provinces, ou à leurs autres Creanciers, leurs Denrées, Bestiaux, Meubles, & Patrimoines, & de se remettre pour le surplus de leurs subsistances, & de celles de leurs malheureuses familles aux soins de la divine Providence.

Et comme ces desordres entraînent naturellement cette

ANNO 1674. cette neceſſité; que les deux tiers des Habitans desdites Provinces ſont reduits à une mendicité forcée, & que la plûpart des autres qui ne ſe trouvent pas dans ce cas, à la réſerve de fort peu, ſont ſi embaraſſés dans leurs propres Affaires, ou par l'impuiſſance de payer ce qu'ils doivent, ou par celle de ſe faire payer ce qui leur eſt deub, qu'il eſt certain qu'on ne peut imaginer rien de plus deplorable, n'y ayant d'accommodé ni d'exempt, de cette maniere, que les Partiſans, Receveurs, ou Employés autrefois levées, ou leurs Participans, qui, comme des ſangſuës acheveut de ſuccer le ſang, & la ſubſtance de tous ces pauvres Peuples; Et bien loin que les Miniſtres d'Eſtat ayent voulu entrer dans aucune conſideration, de voir que ce que ces Peuples avoient fait ou ſouffert, avoit été fait, comme il a été remarqué auparavant, pluſtoſt par un effet de leur zelle, pour le ſervice de leur Monarque, que par aucun legitime devoir auquel ils fuſſent obligés, & qu'en conſequence on leur ait voulu donner quelque eſperance du retabliſſement de leurs Privileges, tout au contraire l'Aſſemblée des Eſtats des trois Ordres de la Province du Dauphiné, & de Guienne, ont été entierement ſupprimées, & abolies. Ceux de celle de Provence ont été en la plus grande partie énervés, & ceux de la Province de Languedoc n'ont conſerveé que leur forme & leur exterieur.

Et comme ſi ce n'étoit pas aſſés des maux paſſés & preſens, les Miniſtres d'Eſtat ne ſe contentant pas, d'avoir ſupriné entierement ou en partie les Estats Provinciaux, pour éviter que le Roi ne puiſſe jamais eſtre inſtruit de leur pernicieuſe conduite, & du deplorable état où ſont reduits ſes Sujets, après avoir aboli depuis long-tems la tenuë des Eſtats Generaux du Royaume, ont encore de nouveau uſé aux Parlements & autres Cours Souveraines du Royaume, l'Authorité qui ne leur avoit jamais été diſputée.

Et parce que ces Cours, lors que les Gens du Roi preſentoient quelque nouvel Edit, ou Declaration, pour en requerir le Regiſtre, avoient droit d'en faire l'examen, même d'en ordonner le ſurcis, juſques à ce que leurs remontrances en euſſent été faites au Roi, pour ſe deſaire de ce dernier obſtacle, par une Declaration expreſſe, depuis quelques années il a été établi en force de Loi, à peine de desobeïſſance, que leſdites Compagnies Souveraines, regiſtreront purement & ſimplement, tous les Edits qui leur ſeront preſentés, ſans pouvoir eſtre admis à aucune remontrance, qu'après avoir obeï, ce qui étoit l'unique moyen, pour établir l'authorité des Miniſtres, & oſter pour jamais à ces Peuples malheureux l'eſperance même de leur ſoulagement.

Les Deputations annuelles & reïterées qu'aucunes desdites Provinces, ont fait à la Cour depuis pluſieurs années, ainſi que leurs plaintes & doleances, de même que celles que les autres ont faites avec autant de reſpect que de juſtice devant les Intendants de leurs Provinces ayant été traitées du dernier mepris; & aucuns desdits Deputés ayant même été menacés, comme Rebelles, cela joint à l'impuiſſance publique & notoire où ſont tous ces Peuples, & à l'indigence malheureuſe où ils ſont plongés; Et la conduite ſuſdite, leur oſtant pour l'avenir toute eſperance d'aucun ſoulagement, & leurs maux ainſi que ceux de leurs voiſins devenant tous les jours pires, depuis le commencement de cette derniere Guerre, après avoir pris Dieu à témoin de la ſincerité de leurs intentions, & de leur zele & la gloire en general de l'Eſtat, ainſi que de la douleur veritable qu'ils ont que l'oppreſſion ſous laquelle ils gemiſſent, par l'impitoyable conduite desdits Miniſtres, les force à ſe ſervir des derniers Remedes que la nature ne denie pas même aux plus malheureux, leurs ſouffrances étant venuës au dernier periode, & l'injuſtice de ſes Miniſtres à ſon comble, il a été procedé en la maniere que s'enſuit.

Les Habitans de toutes qualités desdites quatre Provinces, repreſentés par diverſes Perſonnes de chacune d'elles, deputées & aſſemblées à cet effect, tant pour eux que pour les autres Provinces, qui ſe voudront joindre à la Confederation ci-après propoſée, ſe ſont confederés à l'effect de la manutemtion & retabliſſement entier de tous leurs anciens Privileges generalement quelconques, dans l'étenduë desdites quatre Provinces, & dans celles qui s'y voudront joindre, pour ne ſe departir de ladite Confederation, qu'après la tenuë des Eſtats Generaux du Royaume, en une Ville libre, ſuivant & conformement aux anciennes Conſtitutions de l'Eſtat, retabliſſement entier de tous leurs anciens Privileges, generalement quelconques; ainſi que la ſuppreſſion réelle & effective de tous les Etabliſſemens qu'on peut avoir fait, dans icelle, depuis la derniere tenuë des Eſtats Generaux du Royaume ſous le Regne de Henri III. ainſi que plus au long le contient, le Concordat fait & arreſté ſur ce ſujet. ANNO 1674.

Et comme la cruelle conduite qu'on a tenu contre leſdites Provinces Confederées, les reduit à cette neceſſité, pour éviter leur entiere ruine & diſſipation de recourir aux Puiſſances qui peuvent proteger la Juſtice de ladite Confederation, après avoir meurement agité cette queſtion par les mêmes Deputés, il auroit été adviſé qu'on ne ſçauroit plus legitimement s'adreſſer, qu'à Sa Majeſté Imperiale, la Sereniſſime Reine d'Eſpagne, & les Seigneurs Eſtats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, ces trois Puiſſances ayant intereſt, de ſoutenir & proteger la Liberté desdites Provinces.

Et à cet effect, ayant été deputé du Corps de ladite Confederation, Jean François de Paſſio, Seigneur Comte de Sardan, Vicomte de la Houſſaye, qui auroit été chargé de toutes les Inſtructions, volontés & deſirs en particulier & en general de ceux qui compoſent ladite Confederation, & repreſenté tout ſon contenu, & ſupplié Sa Majeſté par vives raiſons importantes de ſes Interefts.

Sa Majeſté, après avoir deputé Monſieur le Marquis de Caſtel-Rodrigo ſon Grand Ecuyer & Conſeiller d'Eſtat, & Preſident du ſuprême de Flandres, près de ſa Royale perſonne, pour ouïr & examiner les Propoſitions ſuſdit Deputé, lesquelles ayant été reconnues & examinées par Sa Majeſté, avec l'advis de ſon Conſeil ſuprême dans la connexité des interells de ladite Confederation, avec ceux de ſa Royale Monarchie, ſe trouvant dans l'injuſte Guerre ouverte que Sa Majeſté Très-Chrêtienne lui a meu, elle a reſolu que le ſuſdit Marquis de Caſtel-Rodrigo, en ſon Royal nom, accorde non ſeulement ſa Royale Protection & de ſa Monarchie comme il eſt ſupplié, mais auſſi les Articles de la ſupplication faite par ledit Sieur de Sardan, comme Deputé de ladite Confederation.

I. Premierement pour repondre à l'Article X V. du Traité que ledit Comte de Sardan a conclu pour ce même effet, avec les Eſtats Generaux des Provinces-Unies, & qui a été en leur nom ſigné par le Prince d'Orange à la Haye le 21. d'Avril de cette preſente année 1674. a été arreſté, que pour oſter toute pretexte auxdits Hollandois, de ne pas ſatisfaire au contenu dudit Traité, Sa Majeſté donnera un Acte en particulier, pour la ſatisfaction deſdits Eſtats, qui aprouvera de mot à mot de ſa part, tout le contenu audit Traité, ſans y rien alterer, mais tendu la conſervé des Interells de ladite Confederation, & de Sa Majeſté, il demeure convenu, que ſans s'arreſter audit Traité, le preſent contiendra capitalement, ce que Sa Majeſté veut accorder en ſon particulier auxdits Confederés, lequel preſent Traité ſera un Acte ſecret, d'entre Sadite Majeſté, & les Chefs de ladite Confederation.

II. Et d'autant par le ſuſdit Traité de la Haye du 21. d'Avril dernier, il eſt porté que les premieres exploitations à faire de la part de ladite Confederation, s'executeroient dans le 15. du preſent mois de Juillet, ce qu'il a été impoſſible d'executer, pour n'avoir ledit Sieur de Sardan pû regler avec Sa Majeſté, les Interells de ladite Confederation, que juſques à cejourdui, ce deſaut n'étant en aucune maniere provenu de la part, ni de celle de ſes Conſorts, mais ſeulement des tems qui ſe ſont conſommés à pouvoir ſe transporter en ſeureté en cette Cour, Sa Majeſté s'eſt chargée de faire retirer par Son Miniſtre en Hollande, l'Acte en bonne forme de la part desdits Eſtats Generaux, ou dudit Prince d'Orange, comme ils prorogent le delai ſuſdit, juques au jour qui ſera reglé ci-aprés; laquelle Declaration ledit Miniſtre envoyera au pluſtoſt, qu'il ſera poſſible audit Comte de Sardan.

III. Et ayant égard aux grandes depenſes qu'il convient de faire, pour l'execution de ce qui eſt propoſé par leſdits Confederés, & ne pouvant pas moins que d'eſtre grandes, & ayant pour objet principal le ſoulagement des Peuples qui ſouhaitent de ſe pouvoir eximer de ſi intolerable poids, Sa Majeſté a eu la bonté, d'accorder auxdits Confederés un demi million de Livres Monnoye de France, pour les frais du premier ſoulevement, & operations de ladite Confederation, & despenſés pendant cette premiere Campagne, lesquels Deniers ſe remettront à la Ville de Geneve, ſur les Frontieres de Suiſſe, pour le ſecours des Confederés, dés

Digitized by Google

ANNO 1674. dès auſſi-tôt que le ſoulevement aura pris Corps, & dès qu'il aura commencé.

IV. Et parce qu'il eſt impoſſible auſdits Confederés, pour le bien de la Cauſe commune, de pouvoir ſoutenir ſolidement leurs Interests, que par des forces & Armements correſpondans à la ſeureté, Sa Majeſté en conſideration des grands frais & depenſes qu'ils ſe ſont obligés de ſupporter pour ce chef, leur a accordé pour la Campagne prochaine 1675. & pour les ſuivantes, en ſoutenant un Corps d'Armée raiſonnable, un million de Livres chaque année Monnoye de France, payable, par avance, de deux Mois en deux Mois, bien entendu, qu'en cas que la Hollande, par les Offices des Miniſtres de Sa Majeſté continueroit d'accorder chaque Campagne, deux cent mille Livres, leſdits deux cent mille Livres ſeront deduites au profit de Sa Majeſté, dudit million de Livres.

V. Et pour tant plus donner courage au Chef, & Dicteteur de ladite Confederation, de ſervir avec affection & fidelité leſdits Confederés, Sa Majeſté lui a accordé une Penſion de cent mille Livres chaque année, laquelle Penſion ſera payable auſſi de deux Mois, en deux Mois, par avance, pour eſtre diſtribuée par lui, comme il le verra bon eſtre, d'entre lui, & ſes principaux Conſorts & fera continuée ſur le pied ſuſdit, tout autant que durera le ſuſdit parti.

VI. Sa Majeſté ayant fait conſideration de la repreſentation que ledit Comte de Sardan lui a fait de la part desdits Confederés, que pour pouſſer avec vigueur, les operations de leurs Troupes, il ſeroit neceſſaire qu'elles fuſſent fortifiées d'un Corps de Cavalerie; Sa Majeſté a accordé de fournir auſdits Confederés, un Corps de deux mille Chevaux, Troupes reglées & bien aguerries, lequel Corps de Cavalerie entrera dans le Terroin de ladite Confederation, incontinent après ledit ſoulevement, fait par l'endroit qui ſera le plus plauſible, & convenable, dudit tout convenu & arreſté, que ladite Cavalerie étant jointe, avec les Troupes des Confederés agira ſous les ordres du Dicteteur de ladite Confederation. Lequel Corps de Cavalerie ſera actuellement payé, aux frais de Sa Majeſté, ſans que leſdits Confederés lui doivent fournir que le Logement, & gros fourage, & avec cette condition auſſi qu'il ſera convenu à l'amiable d'entre les Commiſſaires de Sa Majeſté & desdits Confederés, de ſeuretés fondées, à tout évenement, pour l'entrée & ſortie dudit Corps de Cavalerie.

VII. Et comme Sa Majeſté n'a point d'autre veuë dans cette preſente Guerre, que de pouvoir à la defenſe de ſes Etats, & Royaumes, & de propoſer les Principes opprieſſés, ſuivant les ſupplications qui lui en ont été faites, il a été arreſté qu'en cas lesdits Confederés ſoient en état d'executer quelque choſe de conſiderable, ſur les coſtes de la Mer Mediterranée Sa Majeſté donnera les ordres neceſſaires à ſes Amiraux & Commandants de Mer, de donner toute aide & main forte, ſecours d'Armes & Munitions de Guerre auxdits Confederés, ſans que pourtant en ces que les Troupes de S. M. fiſſent entrée ou descente, dans le Terroin ou ſur les Coſtes, de ladite Confederation, & qu'elles vinſſent à ſe rendre Maiſtre de quelques Poſtes, pour offer tout pretexte aux Emiſſaires de la Cour en France, de rendre odieuſe ladite Confederation, ſi lesdites Troupes perſiſtoient à garder leſdits Poſtes, elles ſeront tenuës de les deliver és mains des Confederés, ſous les ordres de leur Dicteteur general.

VIII. Ayant été reprèſenté combien il ſeroit important de reuſſir en la ſurpriſe qu'on a projeté de faire ſur une Place importante, des Coſtes de Guienne, cette ſeule reuſſite pouvant donner moyen à toute la Baſſe Guienne de ſe declarer ouvertement, comme il eſt impoſſible de reuſſir dans les Affaires de cette nature, ſans les ſecours actuels de quelques Compans, Sa Majeſté conſent que des cinq cent mille Livres accordées ci-deſſus au Comte desdits Confederés, pour le Conds du premier ſoulevement, il en ſera pris la Somme de cent mille Livres, laquelle ſera envoyée à un Confident dans la Ville de Bourdeaux, & laquelle ne pourra eſtre employée qu'aux frais legitimes de ladite Entrepriſe, ſous le Controlle dudit Confident; Bien entendu qu'en cas que cette Entrepriſe vînt à faillir, ladite Somme ſera comptée auxdits Confederés après l'ouverture de cette Guerre, en telle autre part, qu'ils jugeront à propos, comme faiſant partie de ce que Sa Majeſté leur a accordé pour ledit premier ſoulevement.

IX. Et pour établir d'autant plus ſolidement les Interests & ſeuretés de ladite Confederation, Sa Majeſté s'eſt chargée de faire menager par ſes Miniſtres, auprès de Sa Majeſté Imperiale, à Peſth que Sadite Majeſté accorde auſſi ſon Auguſte protection, à la ſuſdite Confederation, & ſouscrive pour ce qui le regarde, le Traité qui ſera fait, comme eſt dit ci-deſſus en conformité de celui de la Haye, & s'engage de n'entendre à aucune Paix de la part de la France, que conjointement, avec leſdits Confederés, & ſous les Conditions appoſées aux Articles VIII. & X. du ſuſdit Traité de la Haye.

ANNO 1674.

X. La ſuſdite Confederation ayant des Interests à regler, avec les Chefs de la Maiſon de Lorraine, pour le fait de la Provence, & ledit Sr. de Sardau, chargé des propoſitions à faire ſur leſdits Interests, ne pouvant à cauſe du bien des Affaires de ladite Confederation ſe transporter en Allemagne pour cette diſcuſſion, ſur la très humble priere qu'il a faite à Sa Majeſté, de faire connoître par quelqu'un de ſes Miniſtres, au Prince Charles de Lorraine, Heritier preſumptif de ladite Maiſon, la neceſſité qu'il y auroit pour ſes Interests propres, de faire aboucher par un de ſes Confidents ledit Sr. de Sardau, Sadite Majeſté s'eſt chargé de faire advertir ledit Prince, afin qu'il envoye avec tous les Pouvoirs neceſſaires un de ſes Confidens à l'endroit où ſera ledit Sr. de Sardau, pour l'éclaircifſement & execution desdites choſes ſuſdites.

XI. Et le cas avenant que les ſuſdits Confederés puiſſent eſtre aſſez forts, pour former un Etat particulier, ou Republique, Sa Majeſté s'oblige en tel cas pour elle & les Succeſſeurs à continuer la Protection Royale, faveur & aſſiſtance, en la même forme, plus ou moins, que les Rois de France l'ont fait avec les Eſtats de Hollande, ſous des pretextes moins juſtes, auquel effet l'on conſentira ſans aucune difficulté à faire tous les Traités que l'exigence des cas le pourra ſouhaiter raiſonnablement, pour les Interests communs.

XII. Sa Majeſté voulant procurer en toute maniere auxdits Confederés, leur bien & avantage, leur a accordé le benefice du libre Commerce tant par Mer que par Terre, dans tous les Ports & Havres, Villes, Provinces & Royaumes de ſa Domination, generalement quelconque, en payant les Droits ordinaires, avec les meſures, Privileges & Exemptions dont jouiſſent pour ce chef, Meſſieurs les Eſtats des Provinces-Unies & la Republique de Gennes; comme auſſi par reciproque les Sujets de Sa Majeſté, pourront aller & venir librement, commercer dans tous les Ports, Villes & Lieux de ladite Confederation, en payant auſſi les anciens Droits, & afin que pour ce chef, il ne puiſſe arriver aucun abus, les Marchands des Lieux de ladite Confederation ſeront tenus de porter avec eux, un Certificat en bonne & dûë forme dudit Sieur de Sardan, ſigné & ſcellé, contenant leur veritable caractere, avec lequel ils auront toute ſorte de ſupport, & de protection de la part des Gouverneurs & Commandans de Sa Majeſté, & autant plus grande ſatisfaction, Sadite Majeſté declare auſſi, qu'elle accorde de ſurabondant auxdits Confederés, que toutes & quantes fois, ils ſeront rencontrés dans les Mers de ſa Domination, ou en tout autres lieux par ſes Vaiſſeaux, Galeres, ou autres Bâtimens, ils ſeront traités comme amis, en la forme qu'il eſt propoſé, à condition qu'ils ſeront tenus de porter le Certificat ſuſdit.

ANNO 1674.

XIII. Sa Majeſté, par exprès s'oblige, & promet, par ſa Royale parole, tant pour elle, que pour ſes Succeſſeurs, de ne faire, ni entendre à aucune Paix avec la France, qu'après la ſatisfaction entiere, tant des Chefs que du General des Confederés, & ſuivant & conformément aux Articles VIII. & X. dudit Traité du 21. d'Avril dernier, & d'abondant qu'après une Amnilie en bonne & dûë forme, bien & duëment enregiſtrée & verifiée par tous les Tribunaux de France, où il ſera beſoin, & qu'après toutes ſeuretés ſolidement établies, pour les principaux Entrepreneurs ainſi qu'il a été praiqué par les Predeceſſeurs de Sa Majeſté, dans les Traitez faits avec le Roi de France, & Traité de Madrid le 14. Janvier 1526, & celui des Pirennées ou l'Iſle des Faiſans le 7. Novembre 1660.

XIV. Et reciproquement ledit Sieur de Sardan, tant de ſon Chef, qu'en la qualité de Deputé ſoudit, & pour tous les Corps desdits Confederés, s'engage formellement & ſpecialement, de ne pouvoir entendre aucunes propoſitions de Tréves, ni de Paix, de quelle

ANNO 1674. part qu'elles puiſſent eſtre propoſées, qu'aux conditions mentionnées en l'Article IX. du Traité de la Haye. & que conjointement & après la ſatisfaction entiere de Sa Majeſté, ou de ſes Succeſſeurs.

XV. Ledit Sr. de Sardan s'oblige de même, en qualité de Sindic General des Confederés, de la Province de Languedoc, & de Deputé de la Generalité de toute ladite Confederation, d'executer d'ici à la fin du Mois de Septembre, de cette preſente année, ou pluſtôt s'il eſt poſſible, un ſoulevement de 12. mille Hommes dans les Montagnes des Cevenes & Vivarez, pour commencer à ſe rendre Maître autant qu'il ſera poſſible, de tous les Paſſes qui ſont ſur la Riviere du Rhone, & de toutes les autres Places qui ſe pourront tirer prendre, par leſdits Confederés, en ladite Province, & autres voiſins du Corps de ladite Confederation.

XVI. Et pour établir la ſeureté & ſolidité en toutes manieres du preſent Traité, il demeure convenu que dans un Mois, à compter du premier jour du ſoulevement, dans leſdites Montagnes du Languedoc, Sa Majeſté ſera expedier un Inſtrument en bonne forme, contenant la Ratification d'icelui de mot à mot, pour eſtre delivré audit Sieur de Sardan, de la part où il ſera, la Ratification de la part des Confederés étant tenue pour faite, du jour que le ſusdit ſoulevement ſera executé; & afin de n'arreſter les operations du ſuſdit ſoulevement, il les ſecours que Sa Majeſté veut bien accorder auxdits Confederés, le preſent Traité a été ſigné double; ſçavoir de la part de Sa Majeſté, par Monſieur le Marquis de Caſtel Rodrigo ſon Grand Ecuyer, du Conſeil d'Etat, & Preſident du Supême de Flandres, en vertu de la charge & Pouvoir par écrit que lui en a donné Sa Majeſté, en date du 16. de ce preſent Mois; & de la part deſdits Confederés par ledit Sieur Comte de Sardan, comme Sindic General des Confederés de la Province de Languedoc, & Deputé de la Generalité de ladite Confederation. Fait, conclu, ſigné, & ſcellé à Madrid le vingt troiſieme du Mois de Juillet de l'an mil ſix cent ſeptante quatre. El Marques de CASTEL RODRIGO. Le Comte de SARDAN DE RAULO.

CXXX.

30. Sept. 10. Oct. *Fœdus inter* CAROLUM II. *Magnæ Britanniæ, &* CAROLUM XI. *Sueciæ Reges, pro mutua Defenſione, & Commerciorum Securitate initum. Actum Weſtmonaſterii* 30. *Septembris S. V. &* 10. *Octobris S. N.* 1674. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

QUandoquidem quidam Tractatus partim Confœderationis & Unionis, partim Commercii Stockholmiæ primo die Menſis Martii Anno Domini 1664 concluſus & initus fuerit inter Sereniſſimos Magnæ Britanniæ & Sueciæ Reges pro decem Annorum ſpatio continuandus, cujus Tractatus Art. 32. inter prædictos Reges conventum eſt, quod ante hujus termini expirationem prædicti Domini Reges (ſi ita viſum fuerit) de ejus prolongatione & continuatione tractarent & convenirent; cumque ſupra memoratus Sereniſſimus Sueciæ Rex per Legatum extraordinarium ſuum Petrum Sparre Liberum Baronem in Crogenberg, Dominum in Rhynas & Berguara, Generalem Militiæ pedeſtris Sueciæ: ut & Abſegatum ſuum extraordinarium Joannem Leyenberg, Hæreditarium in Laurneia, Equitem, dicto Sereniſſimo Magnæ Britanniæ Regi prædicti Tractatus pro ulteriori temporis ſpatio continuationem propoſuerit, dictus Sereniſſimus Magnæ Britanniæ Rex pro ſingulari illo affectu, quo prædicti Sereniſſimi Regis Sueciæ tum perſonam tum amicitiam proſequitur; mutuoque Subditorum hinc inde reſpectivè ſuorum bono & utilitate quam lubens & ex animo in id conſenſerit, ex parte altememoratorum Sereniſſimorum Regum, feliciter ex parte Sereniſſimi Magnæ Britanniæ Regis Dominus Rupertus Princeps Palatinus Bavariæ & Cumbriæ Dux, Henegius, Finch, Baro de Daventry Magni Angliæ Sigilli Cuſtos, Thomas Comes de Danby, ſummus Angliæ Theſaurarius, Jacobus Dux de Monmouth equorum Regiorum Magiſter, Joannes Dux de Lauderdale primarius pro Scotia Regno Secretarius, Henricus Comes de Arlington Hoſpitii Regii Camerarius, Henricus Coventry Armiger primariorum Secretariorum unus pro Angliæ Regno, & Joſephus Williamſon primariorum Secretariorum pro dicto Regno alter, & ex parte Sereniſſimi Sueciæ Regis dicti Legatus & Abiegatus extraordinarii virtute Facultatum reſpectivè ſuarum infra inſertarum in Articulos ſequentes convenerunt.

ANNO 1674.

I. Quo conſtans inter utrosque Reges Regnaque Magnæ Britanniæ ac Sueciæ maneat, roborenturque amicitia mutuæ defenſionis obligatio & Commerciorum ſecuritas, conventum in præſens utrinque eſt, ut prædictum Fœdus inter prædictos Sereniſſimos Reges die primo Martii, Holmii, uti dictum eſt, initum in plenum biennium, à dicti Tractatus lapſu numerandum prorogetur, quo durante ſanctè & inviolabiliter tam à Regibus ipſis quàm ab eorundem Subditis & Vaſallis in ſuis Articulis & Clauſulis obſervabitur, eoque decurrente de ejusdem renovatione prout bonum utrinque viſum fuerit denuò agetur.

II. Quandoquidem octavo ſupradicti Fœderis Articulo conventum, quòd Auxiliares Copiæ, quas dicto Tractatu mutuo ſibi dari dicti Sereniſſimi Reges ſtipulati ſunt, intra quatuor menſes à die quo primum alterutra Pars eas petierit, numerandos, mittentur: præſentibus inſuper concordatum eſt, inter prædictos Sereniſſimos Reges, dictas Auxiliares Copias etiam citiùs quàm intra quatuor menſium ſpatium mittendas, ſi commodè fieri poterit, absque eo, quod hoc ullo modo prajudicet Art. 9. dicti Tractatûs de commutatione talium Copiarum Auxiliarium vel earundem Partis cujuslibet pro pecuniâ, apparatu Bellico &c. prout prædicto Art. 9. inter prædictos Sereniſſimos ſtipulatum eſt.

III. Quòd inter prædictos Reges inpoſterum ſit adhuc ſtrictior Confœderatio, & Unio pro defenſione & conſervatione Religionis Proteſtantium Evangelicæ & Reformatæ, quam ſub Divinâ Providentiâ ſe aſſeruros, ut & omnia quæ ad eam ſpectant, promirunt & præſentibus ſeſe obligant.

IV. Et ut plenius adhuc ſecuritati commodisque Commerciorum & Navigationis præcedentibus Fœderibus ſtabilitis prospiciatur, placuit utrinque, ut quàm primùm nominentur hinc inde Commiſſarii, qui intra menſes ſex à Ratihabitione præſentis Fœderis Londini congrediantur, atque ea quæ in dictis Pactis ſi omiſſa vel non rectè poſita aut intellecta deprehendent, unde Commerciis & Navigationibus incommodi quid vel hactenus acciderit vel impoſterum accidere poſſit, habità accuratâ & juſta diſquiſitione ſuppleant, corrigant & elucident, ſuper quo Negotio cum inſtrumentum confectum fuerit, & ab utroque Regum ratihabitum, valebit illud & obſervabitur ſub iisdem conditionibus ac ſi præſenti Tractatui inſertum eſſet, ut ſic bona Regum intentioni ſatisfiat, eorumque Subditorum commodis conceſſisque Libertatibus debitè conſulatur.

V. Deulque hujus Tractatus ſolennes acrité confectæ Ratihabitiones intra quatuor menſium ſpatium à die ſubſcriptionis compurandum, vel citiùs, ſi fieri poſſit, Londini utrinque exhibeantur & reciprocè riteque commutentur.

Sequitur tenor Facultatum ſive Inſtrumentorum Procuratoriorum.

In quorum omnium fidem & teſtimonium commiſſi Commiſſarii præſentes ac ſupradicti Legatus &c. Ablegatus Extraordinarii manuum reſpectivè ſuarum ſubſcriptione & Sigillorum appliratione firmarunt. Actum Weſtmonaſterii 30. die Menſis Sept. St. V. novi autem 10. Octobris 1674.

FINCH. (*L. S.*) P. SPARRE. (*L. S.*)

DANBY. (*L. S.*) J. LEYENBERG. (*L. S.*)

LAUDERDALE. (*L. S.*)

H. CONVENTRY. (*L. S.*)

J. WILLIAMSON. (*L. S.*)

CXXXI.

Diploma Joco Kayſerl. Majeſt. Leopoldi/ wodurch ſie den Grafen von Oetingen Albrecht Ernſten und alle ſeine Ehelicbe Leibes-Erbens/ oder auf deren Linie 10. Oct.

Digitized by Google

ANNO 1674. tödtlichen Abgang/ deſſen Bruder Joachim Ernſten und ſeine Linie/ und da auch dieſe abgehen ſolte/ dero andern Bruder Chriſtian Auguſten und ſeine Linie und deren allerſeits Ehliche Leibes-Erben/ Mannes- und Frauens-Perſohnen in den Stand/ Ehre und Würde des Heil. Röm. Reichs-Fürſten und Fürſtinnen Gnädigſt erhebt Wien den 10. Oktobr. 1674.

[LONDORPII *Acta Publica*, Theil. XIII. Libr. XIV. Cap. I. Num. I. pag. 1.]

C'eſt-à-dire,

Diplome de l'Empereur LEOPOLD, *par lequel il éleve* ALBRECHT ERNEST *Comte d'Oettingen à la Dignité de Prince du St. Empire, pour lui & toute ſa Poſterité legitime Mâle & Femelle; avec ſubſtitution, en cas qu'elle viteune à defaillir, en faveur de ſon Frere* JOACHIM ERNEST, *& de ſa Ligne, & à ſon defaut, en faveur de ſon autre Frere* CHRISTIAN AUGUSTE *& de ſa Ligne. A Vienne le 10. d'Octobre 1674.*

WIr LEOPOLD von Gottes Gnaden erwehlter Rom. Kayſer/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs in Germanien/ zu Hungern/ Böheimb ꝛc. Königk. bekennen für uns und unſere Nachkommen am Heil. Röm. Reich/ auch unſerer Erb-Königreiche/ Fürſtenthumb und Landen/ öffentlich mit dieſem Brief/ und thun kund allermänniglich/ wenngleich der Röm. Kayſerl. Würdigkeit/ durch Macht Ihres erleuchteten Throns/ hierzu mehr allein zu Erleichterung und Wirdung/ ſondern auch zu Nothdurfft und Zierung des Heil. Röm. Reichs Oberheimblichkeit/ mit Fürſten/ Grafen und Herr-Ständen und Gehorſahmen Geſchlechtern gezieret iſt/ jedoch/ ſintemahlen durch Anderen der Menſchen ſolche hohe Geſchlechten zu zu Zeiten in Mangel gerathen/ und zuweilen der Kayſerl. Hoheit dieſelben/ Ihrem ſtattlichen Herkommen/ Wohlſtand und Verdienen nach/ mit hohern Ehren und Würden verſehen und begabet/ je herrlicher der Thron Kayſerl. Majeſtät hardurch gezieret und ſtehender gemacht/ auch der innerthenen den Erb-Königk. Kayſerl. Würdigkeit mit ihren ſchuldigen Gehorſam erhalten und zu Adelichen Tugenden/ Ritterlichen Thaten und gereuten und beſtändigen Dienſten beweget und gereizet werden. Uber dieß/ und ob wir/ als ein auch ſolcher Kayſerl. hohen Gewalt und Würdigkeit/ darein Uns der Allmächtige/ nach ſeinen Göttlichen Willen/ geſetzet hat/ aus angeborner Güte und Mitdigkeit allezeit geneigt ſeynd/ aller und jeder unſerer und des Heil. Röm. Reichs/ auch unſerer Königreich/ Fürſtenthumb und Landen zugewandten hohen und niedern Ständen und Glideren Ehre/ Würde/ Anſehen und Wohlſtands zu bemühen und zu befordern/ ſo iſt doch unſer Kayſerl. Gnaden hilfig angerufft worden und begehret/ daß diejenige/ deren Ihre Eltern und ſie ſelbſt von uralten ſtattlichen Ahnhamt/ Stammen und Geſchlechte herkommen/ und ſich gegen unſeren Vorfahren/ Rom. Kayſern und Königen auch Uns/ dem Heil. Röm. Reich und unſeren löblichen Erbhauß Oeſterreich mit fonderm getreuen/ embſig- und beſtändiger Dienſtbarkeit in Kriegs- und Friedens-Zeiten/ vor andern gutwillig und ſtandhafftig erzeigt/ und derowegen ſich auch hoherer und gröſſern Stand und Ehren zu heben und zu ſetzen.

Wann wir nun gnädigſt angeſehen/ wohrgenommen und betrachtet/ das uralte Gräfl. Geſchlecht Oettingen/ welches von vielen Seculis her im Heil. Röm. Reich/ als ein Gräfl. Standt beſtilliert/ bekannt iſt/ und die Monumenta geben/ woron unter andern Lucinus an gewiſſen Orthen atteſtiret/ daß nach des Kayſerß Octonis Magni Zeiten in den jetzenden Seculo regieret/ Graf von daß Heil. Reich ſich ſehr verdient gemachet/ und dahero Bellicus genennt/ Ihme auch nicht allein das Wapen auf ſolche Weiß/ wie es noch gefüret wird/ vermehret/ ſondern beneben der Nahme Grafen von Oettingen/ in Gedächtnuß Ottonis, ertheilet worden/ von deme denn/ als dem Ahr-Vater/ die noch lebende Grafen von Oettingen und unter andern auch ſonderlich der Wohlgeborne/ unſer und des Reichs lieber Getreuer/ Albrecht Ernſt/ Graf von Oettingen ꝛc. rechtferne herſtammen und ihres Vorvordern wehrtigen/ vermittelſt glorwürdiger tapferer Begebungen in Sago & Toga treulich ausgeübter/ hannenhero dann unſers Titavi Auguſti aber jetzander Ahnen und Vorfahrer am Heil. Reich/ Kayſer Albertus I. Graf Lodwigen/ der ſämtlichen Grafen von Oettingen Titavi Titavo, oder uralten Ahnen/ die ſonderbahre Kayſerl. Gnade gethan/ und deſſen jüngſter Printzeſſin/ Mahnens Gutha oder Bona, mit Ihme zu vermählen gerathet; Von welchen beyden Er/ Albrecht Ernſt/ neben ſeinen Brüdern/ und ſeinen Vettern der Wallerſteinſchen Linie/ wie vorgemeldet/ immediate herrühret/ groſſen theil Gräfl. Hauß vor und nach/ in viel andere Fürſtliche Häuſer/ benannteilich Pfalz/ Brandenburg/ Würtemberg/ Baden/ Anhalt/ Burggrafen zu Nürnberg/ Leichtenberg/ Münſterberg in Schleſien/ Görz und andern/ ſich verheurathet/ auch daß ſowohl erſtermeldter Vermählung mit Kayſers Albern I. Printzeſſin/ als andern Häuſern vorgangen/ Jyngeachtet aber ſeynd jener Brüder und Vettern daraus herrührende immediat Descendenz, nicht weniger daß ſeine linie von dem ältern Bruder/ zuvorhin dem Schafhofen/ welcher Anno 1505. gebohren/ und Anno 1560. geſtorben/ ſeine Mutter aber von dem jüngern Fridrico/ welcher Anno 1574. geſtorben/ entſproſſen/ genugſam bekannt iſt/ und denen erneheten Graf/ Albrecht Ernſt/ wohen ſeinen Brüdern/ gleich ihren Vor-Eltern/ in allerunterthänigſter Devotion ſowohl für Ihre Perſonen zu verharren/ als denen verbeſſerte Kayſerl. Gnaden zu gleichsermögen erſter anjetzo/ bis allerunterthänigſten Erbiethens iſt/ maſſen er und ſie wohl thun können/ mögen und ſollen/ ꝛc.

So haben wir demnach aus obangezogenen und andern Unſer Kayſerl. Gemüthe zuvorn bewegenden Urſachen/ zu gnädigſter Ermunterung dieſes fürtrefflichen uralten Gräfl. Geſchlechts der Grafen zu Oettingen/ und der Ihnen und unſern Vorfahren geſtiffter müh- und erſprießlicher Dienſten/ mit wohlbedachtem Muth/ guten gezogen Rath/ aus ſelbſteigener Kayſerl. Bewegnis und rechten Wiſſen/ obbenannten Albrecht Ernſten/ Grafen zu Oettingen/ dieſe beſondere Kayſerl. Gnade gethan/ und Ihn ſambt allen ſeinen jetzigen und künfftigen Ehelichen Leibes-Erben/ und derſelben Erbens-Erben/ Mannes und Frauens-Perſonen/ abſteigenden Linien/ wie auch/ da jetzbenahmten Graf Albrecht Ernſt nach dem Willen Gottes ohne ehelicher Mannliche Leibes-Erben und Tode abgehen ſolte/ alsdann ſeinem Bruder/ Joachim Ernſten und ſeine Linie/ auch da beyden ſolte fallen/ deren andern Bruder Chriſtian Auguſten und ſeine Linie/ und deren allerſeits ehelicht Leibes-Erben und derſelben Erbens-Erben/ in einer Zeit zu den Stand/ Ehre und Würde Unſerer und des Heil. Reichs-Fürſten und Fürſtinnen von Oettingen gnädigſt erhebt/ genwürdigt und geſetzet/ ſie auch der Schaar/ Geſellſchafft und Gemeinſchafft/ anderer Unſerer/ und des Heil. Reichs-Fürſten und Fürſtinnen zugelaſſen/ angeſetzet/ und verglichen/ darzu Ihnen den Fürſtlichen Titel und Nahmen zu führen gnädigſt bewilliget/ gegeben und zugelegt/ auch ſich alſo zu nennen und zu ſchreiben zugelaſſen und erlaubet.

Ordnen/ ſetzen/ erheben und erklären demnach/ aus Röm. Kayſerl. Majeſtät und Vollkommenheit/ hiermit wiſſentlich/ in Kraft dieſes Briefs/ obbeſagten Graf Albrecht Ernſten zu Oettingen/ auch alle ſeine ehrliche Leibes-Erben/ oder/ auf deren linie andern jetzo habenden Gräfflichen Ehren-Titeln/ den Nahmen und Titul Unſerer und des Heil. Reichs-Fürſten und Fürſtinnen/ und erlauben Ihnen/ ſich alſo zu nennen und zu gebrauchen/ wie/ auch Standes oder Würden die ſeynd/ alſo zu nennen und zu ſchreiben/ und nennen/ ſetzen und wollen hiermit/ daß mehr genannten Graf Albrecht Ernſt zu Oettingen/ forthin ſeine ehrliche Leibes-Erben/ oder/ auf Abgang derſelben/ die im obbenannter Ordnung folgende Brüdere und derſelben Erbens-Erben/ Mann- und Frauens-Perſonen/ deren Nahmens/ Stammes und Geſchlechtes/ für und für in Gnaden Unſere/ und des Heil. Reichs-Fürſten und Fürſtinnen ſeyn/ ſich alſo neben Ihren alten wohl und löblich hergebrachten Titeln nennen und ſchreiben/ von uns/ Unſern Nachkommen am Heil. Reich und ſonſt allermänniglich dafür gehalten/ erkennet und genennet und alſo tractiret werden/ auch alle und jegliche Gnaden/ Freyheiten/ Ehre/ Würde/ Vorthail/ Prærogativen, Fürſten-Stands/ Recht und Gerechtigkeit/ in Perſommlungen/ Umtern/ und mit beneficiirt auf haben und niedern Stifftern/ Geiſt- und Weltlichen leben und Aemtern zu empfahen und zu tragen/ und ſonſt alle andere Sachen haben/ deren ihrſthaltig und empfahlich ſeyn/ ſich auch bei allen/ ſonderlich aber bei Fürſtlichen Tractat/ Frohn/ Schuß und Wayens allenthalben mit allen Ehren/ Regalien und zugehörigen Prærominenz, Seſſionen/ Stimmen/ Proceſſionen zu denen Reichs-Verſammlungen/ Reichs-Convent-Tägen und andern Zuſammenkunfften/ an allem Ende und Ort nach Ihren Ehren/ Nochdurfften/ Willen und Wolgefallen/ ſeynen/ gebrauchen und genuſſen ſollen und mögen:

Zumaſſen ihß andere linien und der Reichs-Fürſten gebohrne Fürſten von Recht oder Gerechtigkeit wegen freyen/ gebrauchen oder genuſſen/ von allermännigklich ohnverhindert: Zum Fall aber obmelbenermehten unſer lieber Oheimb und Fürſt Albrecht Ernſt zu Oettingen Sonder Ehelichen ehelicht Leibes-Erben/ oder/ auf Abgang deren/ obernannte im Stand und Nahmen zu ſitzen und zu gebrauchen/ wie auch Standes und Würden die ſeynd/ alſo zu nennen und zu ſchreiben/ und wollen/ ſetzen und ordnen hiermit/ daß jetzt benahmten Graf Albrecht Ernſt zu Oettingen/ ſeine ehrliche Leibes-Erben/ oder/ auf Abgang derſelben/ die im obbenannter Ordnung folgende Brüdere und derſelben Erbens-Erben/ Mann- und Frauens-Perſonen/ deren Nahmens/ Stammes und Geſchlechtes/ für und für in Gnaden Unſere/ und des Heil. Reichs-Fürſten und Fürſtinnen ſeyn/ ſich alſo neben Ihren alten wohl und löblich hergebrachten Titeln nennen und ſchreiben/ von uns/ Unſern Nachkommen am Heil. Reich und ſonſt allermänniglich dafür gehalten/ erkennet und genennet und alſo tractiret werden/ auch alle und jegliche Gnaden/ Freyheiten/ Ehre/ Würde/ Vorthail/ Prærominenz

ANNO 1674.

men und Titul mit aller Prærogativ und Gerechtigkeit wieder anzunehmen und sich deſſen nach belieben zu gebrauchen und zu gebrauchen und ſolle Ihnen die Ausübung und nicht Stöhrung des Fürſtlichen Standes und Titels an dieſer unſerer Kayſerl. Erb- und Würdigung gantz und gar ohne Abtrag / Nachtheil und Schaden / ſondern dieſelbe in ihren Würden und Kräfften ſtets und verbleiben / ihnenſolches unabgängig. Jedoch ſollen auf obbeſtimmte und angeführte Fälle / da obgemeldeter Graf Albrecht Ernſtens zu Oettingen Stamm und Name / ohne Hinterlaſſung männlicher ehelicher Leibes-Erben / nach dem Willen GOttes mit Tode abgehen ſollte / deſſen ebbe ermelter Printz / Joachim Ernſt / oder deſſelben ehelicher männlicher Leibes-Erben / gliedmaſſen auch da dieſer und ſeine Linie abgehen ſollte / und dieſe Fürſtliche Dignität auf den dritten Bruder / Chriſtian Ludwigen / und ſeine eheliche männliche Leibes-Erben und Linie fallen ſolte / dieſelbe jedesmahls und falls den unſerer und ihrer Nachkommen Kayſerl. Recht- Hof- Canzley / und Taxordnung / der Confirmation und gewöhnlichen Lehnwaaren / und was ſich dergegen zu thun gebühret / anzumelden und entzuſammen haben.

Und gebieten darauf allen und jeden Chur-Fürſten / Geiſt- und Weltlichen / ꝛc. und ſonſt allen andern unſern und des Reichs / auch unſerer Erb-Königreich / Fürſtenthum und Landen / Unterthanen und Getreuen / in was Würden / Stand und Weſen die ſeyen / ernſtlich und feſtiglich mit dieſen Brieffe und wollen / daß ſie den Nachgebohrnen / unſern Ehrnuh und des Reichs-Fürſten / Albrecht Ernſten zu Oettingen / ſeine eheliche Leibes-Erben / und auf dieſer ſeiner ehelichen Abgang die andere obernannte in der Ordnung folgende Brüder / Ihnen zu Oettingen / und deren ehelichen Descendenten, auf obberührte Condition, zum hinführo ewiglich für unſere und des Hey. Röm. Reichs-Fürſten und Fürſtmann halten / ehren / fürchten / annehmen / meinen und erkennen / ſie auch ſucceſſive in allen und jeglichen Reichs-Creyß- und andern ehrlichen Verſammlungen / Ritterſpielen / hohen und niedern Stifften und Jaunern / Oeffentlich und Heimlichen / auch ſonſt an allen Orten und Enden / für Unſere und des Hey. Reichs-Fürſten und Fürſtinnen ehren / zulaſſen / achten / halten und erkennen / Ihnen auch den Reichs-Fürſtlichen Nahmen und Titul ſchreiff- und mündlichen geben / ſie alſo in allen und jeden Ehren / Würden / Seſſion / Præeminentz / Fürſten-Stand / Vorbheil / Recht und Gerechtigkeit / deren ſich andere obbenente und mitrechte Fürſten des Hey. Röm. Reichs von Recht und Gewohnheit mogen fernerer gebrauchen und genieſſen / gänzlichen und gerahlichen verbleiben laſſen / und ſie an allem dem / was hierohen unverbündlich geſchrieben / nicht hindern noch irren / auch hierunder nicht thun / noch das jemand anders zu thun geſtatten / in keine Weiſe und Weyß / als lieb einem jeden ſeye unſere und des Reichs ſchwehrer Ungnad und Straff / und darzu eine Pœn / nemlich 2000. Marck löthiges Goldes / zu vermeiden / die ein jeder / ſo offt er freventlich darwieder thäte / uns halb in unſere / und das Reichs-Cammer / und den andern halben Theil vielbesagtes Albrecht Ernſten / Fürſtlichen zu Oettingen Leib- und dann obberührtlicher maſſen in der Regierung folgenden Fürſten / oder deme / ſo hierunder beſchrieben werden / ohnnachläßig zu bezahlen verfallen ſeyn / und nichts deſto minder offtbenenbeter Albrecht Ernſt / Fürſt zu Oettingen / bey deſſen Fürſtlichen Titel- Stand / Würden und Herkommen ungehindert auch unſrecklich geſchützet und gehandhabet werden ſollen / deſſen zu wahrer Uhrkund haben Wir unſere Kayſerl. gröſſere Bullen an dieſen Brieff wiſſentlich hengen laſſen / der geben iſt zu unſer Stadt Wien den 10. Tag / Monats Octobris, nach Chriſti unſers lieben HErrn und Seligmachers Gnadenreicher Geburth in 1674. unſerer Reiche des Röm. im 16. des Ungariſch. im 20. und des Böheimiſchen im 18. Jahr.

LEOPOLD.

Vt Leopold Wilhelm / Graf zu Königseck.

Ad Mandatum S. Cæſar. Majeſt. proprium,

Wilhelm Schröder.

CXXXII.

3 Dec. L'ANGLETERRE ET LES PROVINCES-UNIES.

Tractatus Navigationis & Commercii inter CAROLUM II. *Regem Angliæ & Ordines Generales Uniti Belgii per Commiſſarios ſex ab utraque Parte, in ſequelam Articuli* VIII. *Tractatus Pacis, initus, quâ certis Legibus, Terrâ Maríque obſervandis, cautum eſt, ut in poſterum Diſcordiæ & ſimultates omnimodò ceſſent ac penitus extinguantur. Actum Londini,* 1. *Decembris* 1674. [Recueil des Traitez faits entre les Seigneurs Eſtats Generaux des Provinces-Unies, & divers autres Princes & Eſtats. d'où l'on a tiré cette Piéce qui ſe trouve auſſi dans LONDORPII *Acta publica*, Tom X. pag. 671 en Allemand & dans le *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 673. auſſi en Allemand.]

ANNO 1674.

QUandoquidem Pace reſtabilita inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem Dominum *Carolum Secundum*, Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regem, Fidei Defenſorem, &c. & Celſos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii per Tractatum Weſtmonaſterii 5. die Februarii anno Domini 1674. concluſum, Articulis octavo & nono proviſum fuit, ut ſex Commiſſarii ex parte dicti Sereniſſimi Domini Magnæ Britanniæ Regis nominandi, cum totidem Commiſſariis ex parte dictorum Dominorum Ordinum Generalium Londinum mittendis, novum ibi Tractatum Marinum conficerent.

Quumque in eum finem Dominus Thomas Baro Calpeper, Georgius Downing, Eques & Baronettus, & Richardus Ford, Guilielmus Thomſon, Equites Joannes Jollif & Joannes Buckworth Armigeri, Commiſſarii ex parte ſupranemoati Sereniſſimi Domini Magnæ Britanniæ Regis Deputati, item Dominî Joannes Corver & Ægidius Sautin, Civitatis Amſtelodamenſis Conſiliarii & Senatores, Samuel Beyer & Andreas van Voſſem, Civitarum Roterodamenſis & Enchuſenſis reſpective Conſiliarii & Syndici, Petrus Duvelaer, Civitatis Mediohorgenſis Ecconſul, & Michael Michielſon, Civitatis Viſſingæ Scabinus & Conſiliarius, Commiſſarii ex parte dictorum Dominorum Ordinum Generalium Londinum niſſi, ſapius congreſſi fint, & ſermones ea de re altero citroque habuerint; tandem ſecundum Literas plenæ Poteſtatis utrimque exhibitas (quarum exemplar in calce hujus Tractatus inſertum eſt) in Articulos ſequentes, pro Tractatu Marino per omnes & ſingulas Univerſi Orbis Regiones & partes Terra, Maríque obſervando jtara tenorem præfatæ octavi Articuli unanimiter & ex voto conſenſerunt.

I. OMnibus & ſingulis Subditis Sereniſſimi & Potentiſſimi Domini, Domini Magnæ Britanniæ Regis antememorati, licitum & jus eſto, cum commoda libertate & tecnitate navigare, negotiari, & Mercaturam quamlibet facere in omnibus iis Regnis, Regionibus, & Statibus, quibus Pax, Amicitia, aut Neutralitas cum præfatis Dominis Rege nunc ſubſiſtit, aut ullo dehinc tempore Interceſſura eſt, ita ut nec vi Militum armata, nec Navibus Belliciſ, aliſive cujuscunque generis Navigiis, five ad Celſos & Præpotentes Dominos Ordines Generales antedictos, five ad illorum Subditos ſpectantibus, occaſione vel præterito hoſtilitatis vel diſcordiæ aliquis, quæ inter præfatos Dominos Ordines Generales & Principes aut populos quoscunque Pacem aut Neutralitatem cum memorato Domino Rege colentes, jam ſtagrat, aut ſuppoſterum exarſerit, in Navigationibus aut Commerciis ſuis ullatenus impedientur, aut moleſtia aliqua afficientur. Pari itidem ratione omnibus & ſingulis Subditis Celſorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii antememoratorum licitum & jus eſto, cum omnimoda liberiate & tecnitate navigare, negotiari & Mercaturam quamlibet facere in omnibus iis Regnis, Regionibus & Statibus quibus Pax, Amicitia, aut Neutralitas cum præfatis Dominis Ordinibus nunc ſubſiſtit, aut ullo dehinc tempore interceſſura eſt; ita ut nec vi Militum armata, nec Navibus Belliciſ. aliſive cujuscunque generis Navigiis, five ad Sereniſſimum & Potentiſſimum Dominum Regem antedictum, five ad ejus Subditos ſpectantibus, occaſione vel præterito hoſtilitatis vel diſcordiæ aliquis, quæ inter præfatum Dominum Regem, & Principes aut Populos quoscunque Pacem aut Neutralitatem cum memoratis Dominis Ordinibus colentes, jam ſtagrat, aut ſuppoſterum exarſerit, in Navigationibus aut Commerciis ſuis ullatenus impedientur, aut moleſtia aliqua afficientur.

II. Neque illa navigandi & commerendi libertas, occaſione vel cauſa ullius Belli intrinſecus in ullis Mercimoniorum generibus, ſed ad omnes Merces quæ in Pace ſubvehentur, ſe extender. exceptis ſolum iis, quæ Articulo proximo ſequuntur & Contrabandæ nomine indigitantur.

III. Sub iſto nomine Contrabandæ ſeu Mercimoniorum prohibitorum ſolum no to comprehendentur Arma, Bombardæ, cum ſuis Ignariis & aliis ad eas pertinen-

Digitized by Google

ANNO 1674. tinentibus, ignes Missiles, Pulvis Tormentarius, Formites, Globi, Cuspides, Enses, Lanceæ, Hastæ, Bipennes, Tormenta, Tubi Catapultarii (vulgo *Mortaria*) inducties Sclopi, vulgo *Petardæ*, Glandes, Ignitarii Missiles, vulgo *Grenades*, Furcæ Sclopetariæ, *Bandoliers*, Salpetræ, Sclopeti, Globuli seu Pilæ, quæ Sclopetis jaculantur, Cassides, Galeæ, Thoraces Loricati, vulgo *Cuirasses*, & similia Armaturæ genera, Milites, equi, omnia ad instruendos equos necessaria, Sclopetheræ, Balthei, & quæcunque alia Bellica instrumenta.

IV. Inter Bona prohibita haudquaquam censebuntur, hæc, quæ frequentur, Mercimonia, omnes scilicet pannorum species, omne quæ alia Manufacturæ, textæ ex quacunque Lana, Lino, Serico, Gossipio, vel alia quacunque materia, omnia vestium & indumentorum genera, una cum speciebus, ex quibus confici soleant, aurum & argentum tam signatum quam non signatum, Stannum, Ferrum, Plumbum, Cyprium & Carbones Focarii, Triticum etiam & Hordeum, & aliud quodcunque Frumenti vel leguminis Genus, Herba Nicotiana, vulgo *Tabaco*, nec non omne genus aromatum, Carnes salitæ & fumo duratæ, pisces salsi & areàcti; Caseus & butyrum, Cervisia, Olea, Vina, Sacchara, & omne genus Salis, nec non omnis generatim annona, quæ ad victum hominum & vitæ sustentationem facit: Gossipii penes, Cannabis, lini & picis omne genus, Funes, vela & Anchoræ, Mali item Navales, ut & asseres, Tabulæ & Trabes ex quibuscunque arboribus, omniaque alia ad Naves seu construendas, seu reficiendas comparata, quin plane inter Mercimonia libera censebuntur, juxta atque alia quælibet Merces & res, quæ in Articulo proximè præcedenti non comprehenduntur; ita ut à Subditis Regiæ Majestatis antememoratæ, etiam ad loca Dominis Ordinibus inimica, ut & à Subditis Dominorum Ordinum, vice versâ, ad loca hostibus Domini Regis obtemperantia, libertime transportari & invehi possint, exceptis duntaxat Oppidis, locisve obsidione cinctis, circumseptis vel investitis, Gallice *bloquées* ou *investies*.

V. Quo autem in posterum discordiæ & simultates omnimodæ hinc inde inter Mare & per Terram juste cessent, ac penitus extinguantur, conventum est, quod Naves & Navigia, omne genus ad Subditos Domini Regis Sapius memorati Spectantia, quæ Stationem aut Portum aliquem Dominis Ordinibus obtemperantem ingressa vel ingressuræ sint, & aliovorsum pergere volentia, folummodo Literas Commeatus, vulgo Literas Maritimas dictas, quarum formula Articulis hisce subnectitur, Officialibus in Portu agentibus, aut si quas Naves Ordinum Præfectivas, aut alias sumptibus privatis ad Bellum instructas, ibi verfari comigerit, earundem Præfectis exhibere tenebuntur, neque sub eo prætextu quicquam ab iis pecuniæ, vel alterius rei exigetur, sin autem in alio Mari, aut alibi locorum, quæ non sunt juris Dominorum Ordinum Dictionem, Navibus Bellicis, Domiuorum Ordinum, aut Navibus sumptibus privatis Subditorum suorum ad Bellum instructis, obviam dederit Navis aliqua, ad Subditos Domini Regis Magnæ Britanniæ spectans, dictæ Naves Dominorum Ordinum suorumque Subditorum, interjecta idonea diffantia subsistent, & Scapham suam solum expedient, licitumque iis erit cum duobus, tribusve duntaxat hominibus Majestatis suæ Subditorum Naves & Navigia conscendere, ut sibi à Præfecto sive Magistro talis Navis aut Navigii ad Majestatis suæ Subditos spectantis Literæ Maritimæ de propietate ejusdem juxta formulam infetius describendam, exhibeantur, & Navi, quæ eas exhibuerit, liber erit transitus, eandemque molestia aliqua afficere, exercere, detinere, aut de Cursu destituto, ut defectûs cogere, nefas esto; eadem autem in omnibus libertate atque immunitate fruuntur omnes Subditi Dominorum Ordinum ipsis pariter Literas Commeatus, vulgo Literas Maritimas suas exhibentibus, juxta formulam, in calce hujus Tractatus præscriptam, conceptas.

VI. Quod si Navi alicui, vel Navigio ad Anglos vel alios Regiæ Majestatis Subditos spectanti; verum ad Portum aliquem Dominis Ordinibus inimicum tendenti aut etiam vice versâ, Navi alicui ad Fœderatas Belgii Provincias, vel alios Dominorum Ordinum Subditos spectanti, Portum aliquem hostibus dictæ Regiæ Majestatis obtemperantem petenti, in cursu suo obviam fit, Navis illa non tantum Literas Commeatus, vulgo Literas Maritimas, quibus juxta formulam infetius præscriptam, munienda est, verum etiam Literas Certificatorias, exprimentes rerum fubvectarum Indices, à Teloniorum Inspectoribus in Portu, unde solvetur, sub forma consueta datas, exhibebit, unde diguosci queat an Mercimonia aliquibus Articulo hujus Tractatus tertio prohibitis, onerentur.

ANNO 1674.

VII. Quod si per exhibitionem supradictarum Literarum Certificatoriarum, exprimentium rerum fubvectarum Indices, à Teloniorum Inspectoribus in Portu, unde solverat, sub forma confuera datarum, de quarum exhibitione superius conventum est, altera pars deprehenderit aliqua id genus Mercimonia, quæ Contrabanda seu prohibita esse in tertio hujus Tractatus Articulo declarantur, ad Portum alterius hostibus obtemperantem destinata, foros illius Navis, in qua reperti contigerit, sive ad Subditos Domini Regis, sive ad Dominorum Ordinum Subditos spectaverit, refsignare, Cistas, Capsas, Sarcinas, aut vasa in eadem reiterare, vel disrumpere, vel partem licet minimam, Mercimoniorum distrahere, nisi roto prius onere prætenthus Tribunalis Maritimi Officialibus in Terram expolito, & in Inventarium redacto, ursus esto: earum venditioni tamen, permutationi, aut alienationi qualicunque antelatenus locus erit nisi postquam rite & legitimè constitisumodi bona prohibita processium fuerit, eademque rerum Maritimarum Judices lata Sententia Fisco respective suo addixerint, salva semper ram ipsi Navi, quam ceteris Mercibus, in eadem reperiis, quæ ex hoc Tractatu liberæ censendæ sunt, ne ex prætensio Mercium prohibitarum contagio detineri, nedum pro præda legitima confiscari possint, sin autem non totum, sed pars oneris duntaxat ex Mercibus prohibitis, vel Contrabandis constiterit, easque Præfectus Navis Captori, qui eas deprehenderit, extradere fe promptum & paratum præster, in eo casu Captor Navem ut ad Portum sibi commodum defectat, haud cogetur, quin illico dimittet, neque alia ratione impedier quo minus cursum, quem instituerat, libere prosequatur.

VIII. Conventum porro est, quod quicquid à Subditis Regiæ Majestatis in Navem quamcunque ad hostes Dominorum Ordinum pertinentem, impositum esse deprehendetur, quamvis de genere Mercium prohibitarum non sit, totum id Fisco addici possit, cæterum è contra pro immuni atque libero habebitur, id, quod in Navibus ad Subditos Regiæ Majestatis spectantibus immissum deprehenderur, etiamsi totum oneris vel ejusdem pars aliqua ad hostes Dominorum Ordinum juste Propietatis titulo pertineurit, exceptis semper Mercibus Contrabandis, quibus Intercepris, omnia ex Articulorum præcedentium mente & præscripto fient: pari itidem ratione quicquid à Subditis Dominorum Ordinum in Navis quamcunque ad hostes Regiæ Majestatis pertinentem, impositum esse deprehenderur quamvis de genere Mercium prohibitarum non sit, totum id Fisco addici potest, Cæterum e contra omne id, quod Navibus ad Subditos Dominorum Ordinum spectantibus, immissum deprehendetur, pro immuni atque libero habebitur, etiamsi totum oneris, vel ejusdem pars aliqua ad hostes Regiæ Majestatis justo Propietatis titulo pertineurit, exceptis semper Mercibus Contrabandis, quibus intercepris, omnia ex Articulorum præcedentium mente & præscripto fient: nequid autem detrimenti alteri Parti in Pace versanti, ubi altera Pars forte in Bellum prorumperit, ex improviso adferatur, provisum & cautum esto, quod Navis ad hostes alterutrius Partis spectans, bonis Subditorum alterius onerata, eadem confiscationi comagio suo non reddet obnoxia, modo impolita fuerint ante expirationem terminorum & dictum, hic intelligitur præscriptarum, post belli cujusvis denunciationem seu declarationem, videlicet si bona imposita fuerint in aliquo Portu, vel loco inter terminum vel locum *the Soundings* vocatum, & terminum, qui Navi dicitur in Norvegia intra spatium sex septimanarum post talem declarationem, dictorum mensium inter dictum terminum *the Soundings* & Civitatem Tingitanam & decem septimanarum in Mari Mediterraneo, vel intra spatium octo mensium in quavis alia Orbis Regione, vel loco; bona igitur Subditorum Regiæ Majestatis in quacunque Navi vel Navigio cujuscunque, qui Dominis Ordinibus hostis fuerit, capta, aut deprehensa, eo sub prætextu confiscare non licebit, sed sine dilatione Proprietariis restituentur, nisi imposita fuerint post dictorum terminorum temporis respective expirationem, ita tamen ut postmodum iis licitum non sit, dicta Mercimonia, quæ Contrabandæ dicuntur, atque ob dictam causam confiscationi obnoxia non erunt, ad Portus inimicos advehere; bona etiam Subditorum Dominorum Ordinum vice versâ in Nave vel

Navi-

ANNO 1674. Navigio cujuscunque, qui Regiæ Majestati hostis fuerit capta aut deprehensa, eo sub prætextu Fisco addicere nefas iisdem esto; sed sine mora Proprietariis restituentur, nisi post dictorum terminorum temporis respective expirationem, impositæ fuerint, ita tamen ut postmodum iis lictum non sit dicta Mercimonia, quæ Contrabandæ dicuntur, atque ob dictam causam confiscationi obnoxia non erunt, ad Portus inimicos advehere.

IX. Quo Majestatis suæ & dictorum Ordinum Subditorum licentiati abusandijus eautum sit, quod nulla injuria per alterutrius Partis Naves Bellicas, vel alias sumptibus privatis ad Bellum instructas, iis inferetur, omnibus tam Majestatis suæ, quam dictorum Ordinum Navium Præfectis, omnibusque eorum Subditis, qui suis impensis Naves instruent, ut & privilegiatis hinc inde Communitatibus, omni in alteram partem injuria & damno quocunque fuerit eitur, sin fecus faciant, pœnas luent, & præterea obligati erunt de damno cum omni causa, & eo, quod interest, satisfacere, per reparationem & restitutionem sub obligatione & nexu personæ bonorumque.

X. Ob hanc causam singuli Navium sumptibus privatis ad bellum instructarum Præfecti, antequam Diplomata sive Commissiones suas speciales recipient, sufficientem fiduciariam cautionem per viros idoneos, qui solvendo sint, & in tali Navi partem vel interesse non habentes, coram Judice competenti interponere in posterum tenebuntur in Summa mille quingentarum librarum Sterlingarum, five fedecim millium quingentorum Florenorum vulgo *Guldens*, at quoties centum & quinquaginta numero excedunt homines, in Summa tercentum millæ librarum Sterlingarum, five trigintæ & trium millium Florenorum, se damnis & injuriis quibuscunque, quas suo cursu Navali, ipsi vel sui Officiales, alsive ibi inferelentes, contra præsentem hanc Tractatuum vel alium quemque inter Majestatem suam, dictosque Ordines committant in solidum satisfactores, sub pœna etiam revocationis & cassationis Literarum Commissionalium specialium ac Diplomatum, in quibus semper inferetur ratem cautionem ab ipsis (ut præfertur) interpositam fuisse & impleri conventum est, quod Navis etiam ipsa damnis & injuriis à se illatis satisfacere tenebitur.

XI. Majestas suæ, dictique Ordines alterutrius Subditos ac si proprii sui Subditi essent, muruo eodemque favore in omnibus suis respective Ditionibus profequi volentes, quæ necessaria fuerint, simul & efficacia dabunt Mandata, ut jus super prædis captis administretur, secundum Justitiæ & æquitatis normam à Judicibus omni suspicione majoribus, & quorum in causa, quæ disceptatur, nullatenus interesit, Majestas suæ dictique Ordines pariter strictè dabunt in Mandatis, ut Sententiæ jam latæ & in futurum ferendæ executioni (prout earundem tenor exigit) debite mandentur, fiumque fortiantur effectum.

XII. Quandocunque dictorum Dominorum Ordinum Legati, alsive Ministri publica authoritate muniti, in Aula Serenissimæ Suæ Majestatis Magnæ Britanniæ commorantes, querentur de iniquitate Sententiarum, quæ latæ fuerint, Majestas sua eadem in Consilio suo revideri, & ad examen revocari curabit, ut constet utrum Ordinationes & cautelæ in hoc Tractatu præscriptæ, fervatæ & debitum effectum fortitæ fuerint, curabit itidem ut huic rei omnino provideatur, jusque suum cuique querelanti intra trimestre spatium reddatur: & cum pariter Legati vel alii Majestatis suæ Ministri publice authoritate instructi apud Ordines Generales commorantes, de Sententiarum iniquitate querentur, dicti Ordines, earundem revisionem in Ordinum Generalium Conventu fieri, & ad examen revocari curabunt, ut constet utrum ordinationes & cautelæ in hoc Tractatu præscriptæ, fervatæ & debitum effectum fortitæ fuerint; curabunt itidem ut huic rei omnino provideatur, jusque suum cuique querelanti intra trimestre spatium reddatur, nihilominus ante vel post Sententiam latam pendente eadem ab utraque parte revisione, bona controversa vendere vel exonerare, nisi ex consensu eorum, quorum interest, nullatenus licebit.

XIII. Lite mota inter prædaram Captores ex una, & earundem Reclamatores ex altera parte, lataque Sententia vel Decreto pro parte reclamante, eadem Sententia five Decretum (inter, ofita cautione) executioni mandabitur, Captoris ad superiorem Judicem provocatione nullatenus obstante, quod quidem non observabitur, ubi Sententia lata fuerit contra Reclamatores.

ANNO 1674. XIV. Cum autem Magistri Navium Mercatoriarum ut & Nautæ & vectores multa atrocia & barbarem ipsarunta nonnunquam perpetrantur, ubi in Navium (paradas tempore Belli per Mare facientium) potestatem redacti sunt, Captoribus more inhumano in illos savientibus, quo confessionem, qualem illi faciant vellent, ab iis exorqueant, conveniunt est, quod tam Regia Majestas, quam Domini Ordines Generales illiusmodi flagitia, prorsus inhumana, sanctionibus severissimis prohibebunt, & quoquoet legitimis probationibus talium factorum convictos edirederint, detestis & justis pœnis & quæ in terrorem sufficiant, in eos animadverti curabunt, omnes Navium Præfectos & Officiales, per quos hujusmodi flagitia admissa fuisse probabitur, vel proprio ipsorum acta, vel alios ad ea perpetranduin instigando, vel connivendo dum perpetrantur, præter alia supplicia pro delictis eorum infligenda, à munere quemque suo statim amoveri jubebunt; & quælibet Navis in prædam abducta, ubi Nautæ aut Vectores torturam aliquam perpessi fuerint, illico dimittetur, & ab omni ulteriore excussione aut inspectione tam judiciali quam extrajudiciali cum toto onere suo liberabitur.

XV. Conventum iisdem est, quod similis pœnarum severitas statuetur in eos, qui contra dictamen Articuli vigesimi primi Pacis Bredanæ Commissiones ab hostibus capient ad deprædandas Sociorum Naves, contra quam dicto Articulo cautum est.

XVI. Conventum denique & conclusum est, quod præsens Tractatus, omnisque & singula in eo contenta, quam maxime fieri poterit, respective ratihabebuntur & confirmabuntur, quodque Ratificationes desuper habitæ, intra duos mensses à data præsentium numerandos, reciproce & rite inter Partes permutabuntur; dictusque porro Tractatus intra unum mensem post ejusmodi permutationem Ratificationum tam apud Gubernatores Communitatum hinc Anglicanarum per Indiam Orientalem & Africam Commercia exercentium, quam apud Directores Communitatum illinc Belgicarum per Indias Orientales & Occidentales Commercia itidem exercentium, in debita & authentica forma deponetur, & tam à Regia Majestate supramemorata quam à præfatis Dominis Ordinibus ad suos respective Coloniarum & locorum in quacunque Orbis Regione extra Europam sitarum, Gubernatores & Præfectos cum prima quæ occasione transmittetur, ejusdem exemplum ab illis & ab omnibus aliis intra Ditiones suas & sub eorum potestate respective degentibus, quam exactissime observetur & perimpleatur.

Formula Literarum Commeatus, vulgo Literarum Maritimarum petendarum, dandarumque à Domino, Domino Magno Admirallo seu Archithalasso, vel ab iis, quibus rerum Maritimarum Jurisdictio Jure ordinario mandata est, sive à Prætore vel alio summo Magistratu, sive à Commissariis, aliisve Principalibus Officialibus Telonarum in Portubus suis respectivis & locis extra Majestatis suæ Dominia Navibus & Navigiis inde vela facientibus, secundum Articuli quinti hujus Tractatus dispositionem.

OMnibus ad quos præsentes Literæ pervenerint, Salutem; Nos Archithalassus, Nos Commissarii Magni Admiralli officio fungentes, five Nos, supremæ Curiæ Admiralitatis Judex, aut Nos Prætor vel Magistratus five Nos Commissarii five Principales Telonarum Officiales in Civitate, vel Portu Testamur & notum facimus, Magistrum five Præfectum Navis vocatæ coram nobis compariisse & solemni Jurejurando affirmasse, dictam Navem vel Navigium Mensuratum (quas vulgo *Tonnen* vocant) plus minus (cujus ille hoc tempore Magister five Præpositus est) pertinere ad Incolos intra Dominia Serenissimi & Potentissimi Domini, Domini Regis, Angliæ, Scotiæ, Franciæ & Hiberniæ, fidei Defensoris &c.

Ita cum Deus adjuvet.

Cum autem acceptissimum nobis foret, prædictum Magistrum seu Præpositum in iis, quæ probè pulleque ab eo agenda erunt, adjuvari, Rogamus vos universos & singulos, ubicunque dictus Magister, seu Præpositus Navem,

Digitized by Google

ANNO 1674. Navem, Mercesque, in ea invectas, & illatas appeller, vellit, jubeatis eum benigne recipi, humaniter tractari sub legitimorum contuetorumque vectigalium ac aliarum rerum rerum solutione admitti, intredi, manere, egredi, Portus, Flumina & Dominia vestra, & omnimodo Navigationis Mercatus Commereiorum & promerciarum Jure ipseteque uti, omnibus in locis, quibus hoc ei melius rectius visum fuerit, grato animo id repondere vobis paratissimi semper promptissimique: *in quorum majorem fidem & testimonium* præsentes manu nostra signavimus & Sigillo nostro communiri curavimus. Datæ in die Anno Domini.

Formula Literarum Commeatui, vulgo Literarum Maritimarum, petendarum, dandarumque à Confœderatis Civitatum & Portuum Uniti Belgii omnibus Navibus Navigaturis, inde vela facientibus, secundum Articuli quinti hujus Tractatus dispositionem.

SErenissimis, Illustrissimis, Potentissimis, Nobilissimis, spectatissimis, prudentissimis Dominis Imperatoribus, Regibus, Rerumpublicarum Moderatoribus, Principibus, Ducibus, Comitibus, Baronibus, Dominis Consulibus, Scabinis, Senatoribus, Judicibus, Officialibus, Justiciariis & Rectoribus omnium Civitatum & locorum tam Ecclesiasticorum, quam Secularium, quibus hæ exhibebuntur, Consules & Rectores Civitatis Magistrum seu Præpositum Navis se nobis fitistis, & solenni Jurejurando affirmasse dictam Navem cui nomen est vocant, plus minus cujus lite hoc tempore Magister sive Præpositus est, pertinere ad Incolas Provinciarum Uniti Belgii, *Ita eum Deus adjuvet*; Cum autem acceptissimum nobis foret prædictum Magistrum seu Præpositum in his, quæ probe, justeque ab eo agenda erunt, adjuvari, Rogamus vos universos & singulos, ubicunque dictus Magister seu Præpositus Navem, Mercesque in ea invectas & illatas appellet, vellit, jubeatis eum benigne recipi, humaniter tractari sub legitimorum, confuetorumque vectigalium ac aliarum rerum solutione admitti, ingredi, manere, egredi Portus, Flumina & Dominia vestra & omnimodo Navigationis, Mercatus, Commereiorum ac promerciarum jure ipecieque uti, omnibus in locis, quibus hoc ei melius rectius visum fuerit, grato animo id repondere vobis paratissimi semper promptissimique, in quorum majorem fidem & testimonium hæc Civitatis nostræ Sigillo, signari curavimus, datas . . . . . in . . . . . die . . . Anno Domini . . . . . .

In quorum omnium & singulorum fidem & robur nos alternemoratæ Regiæ suæ Majestatis & præfatorum Dominorum Ordinum Generalium Commissarii, fœda nobis ad id potestate sufficienti hinc Tabulis nomina nostra subscripsimus illisque Sigillis nostris signavimus Londini primo die Decembris anno millesimo sexcentesimo septuagesimo quarto.

Signatum erat,

(*L. S.*) *Tho. Culpeper.*	(*L. S.*) *J. Corver.*
(*L. S.*) *G. Downing.*	(*L. S.*) *G. Sautyn.*
(*L. S.*) *Richard Ford.*	(*L. S.*) *Samuel Beyer.*
(*L. S.*) *Will. Thomson.*	(*L. S.*) *Aud. van Vossen.*
(*L. S.*) *John Jolif.*	(*L. S.*) *P. Duvelaer.*
(*L. S.*) *John Buchworth.*	(*L. S.*) *N. Michielsen.*

CXXXIII.

1675. 26. Janv. *Traité de Confederation, Secours & Defensle entre l'Empereur* LEOPOLD, CHARLES II. *Roi d'Espagne, les Seigneurs Estats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *& le Duc* ERNEST AUGUSTE *Evêque d'Osnabrug, Duc de Brunswick & Luneburg. A la Haye le 26. Janvier* 1675. Avec des ARTICLES SEPARE'S, *dont les uns portent, que les trois Puissances ci-dessus mentionnées payeront d'abord après ce Traité signé la Somme de* 50000. *Rixdalers à Meuse, l'Evêque d'*OSNABRUG. *A la Haye le 26. Janvier* 1675. Et *les* AUTRES *que nonobstant la teneur de l'Article onzième du Traité, l'Intention des Alliez est, que les Troupes de Meuse. l'Evêque d'*OSNABRUG, *seront jointes à celles des autres Princes de la Maison de Brunswick-Luneburg, & agiront conjointement avec elles &c. A la Haye le 26. Janvier* 1675. [Actes & Memoires des Negociations de la Paix de Nimegue Tom. I. pag. 713.]

ANNO 1675.

SOit notoire à tous, que Sa Majesté Imperiale, Sa Majesté le Roi d'Espagne, comme aussi Leurs Hautes Puissances, Messeigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, ayant fait representer plusieurs fois à Son Alteste Serenissime M. Ernest Auguste Evêque d'Osnabrug, Duc de Brouswick & Luneburg, comment au preiudice des Traités d'Osnabrug, de Munster, de Cleves, & d'Aix-la-Chapelle, ils ont été en plusieurs fortes, & manieres offendés, & violentés tant dedans que dehors l'Empire; ce qui les auroit necessités de joindre leurs Armes, afin de rétablir par là la Paix & le repos dans l'Empire, auffi-bien que dans son voisinage, à des conditions honnorables & justes, requerant que Son Alteste Serenissime, qui de tout temps a témoigné une affection particuliere, & soin pour le bien commun, & pour la seureté de l'Empire, voulût auffi dans ces troubles, fuseités par le parti contraire, au dernier preiudice & desavantage de tous les Etats du même Empire, continuer & joindre ses Armes, à celles de Sadite Majesté Imperiale, Sa Majesté le Roi d'Espagne, & Leurs Hautes Puissances, afin d'obtenir par là une Paix seure & generale; Et de l'autre côté Son Alteste Serenissime étant assurée entierement, par les intentions tant de Leurs dites Majestés Imperiale, & Royale d'Espagne, comme auffi de Leurs Hautes Puissances ont pour objet, non seulement le bien & la conservation de l'Empire; mais auffi celui des Etats de tous les Alliés. Ayant auffi considéré que lui-même pourroit difficilement y regarder de son Pays, & de ses Sujets mêmes conserver le repos & la seureté, dont ils ont paisiblement joui, jusques à present, si la Paix ne se rétablit bien-tôt dans le voisinage: Il a été aprés meure deliberation saite, conclud & arrêté par Traité de Jonction, entre les Ministres soussignés de Sadite Majesté Imperiale, dudit Seigneur Roi d'Espagne, desdits Seigneurs Etats Generaux, & dudit Seigneur Evêque, Duc de Brounwick & Lunenbourg, convenu, & accordé en la maniere suivante.

I. Premierement, que ce n'est pas leur intention de faire cette Alliance, pour offenser aucun Roi, Prince, ou Republique; mais au contraire & principalement pour établir le repos dans le voisinage, car comme d'un côté, cela est jugé juste, & conforme à l'inclination, & intention des Alliés; ainsi de l'autre est-il juste, necessaire & conforme à leur intention, de faire cette Alliance, afin qu'elle ne serve pas seulement contre les Ennemis que l'Empereur, le Roi d'Espagne, & les Etats Generaux des Provinces-Unies, ont presentement, & contre leurs Adherans: Ce qui est p. fé ici comme un fondement inebranlable; mais auffi qu'avec cela, elle sera applicable, & portera son entier effet, ce qui doit être auffi infaillible que l'autre, à l'égard de tous ceux, qui dans la suite de la presente Guerre viendront à rompre avec les Alliés, ou avec l'un d'eux, ou bien qui en quelque maniere que ce soit, prendront Parti avec leurs Ennemis, soit en general, ou en particulier, en qui pourroient former, & machiner de mauvais desseins, & entrepriſes contre lesdits Alliés, Paix & Sujets respectivement; Et afin de les prevenir & s'y opposer, il a été expressément stipulé, que les & s'y opposer, il a été expressément stipulé, que les & s'y opposer, il a été expressément stipulé, que les Troupes ci-dessous specifiées, feront employées contre les Ennemis quels qu'ils puissent être, presens & futurs, leurs Adherans & Partisans, ou Entrepreneurs, ou Machinateurs de mauvais desseins, & non contre d'autres, ainsi qu'il a été convenu par le present Traité.

II. Il a auffi été convenu que ledit Seigneur Duc mettra sur pied le plûtôt que faire se pourra, ou au plus tard dans deux Mois & demi, aprés la signature du present

ANNO 1675. présent Traité, dans cette Partie de ſes Etats, qui eſt la plus proche des Villes & Places des Ennemis communs, 1500. Chevaux, 3000. Hommes de Pied, & 500. Dragons, ou 300. Dragons, & deux Compagnies de Gardes chacune de cent Hommes, ſuivant que Son Alteſſe le trouvera à propos.

III. Que Sadite Majeſté Sereniſſime ſera tenuë d'entretenir & de payer 2000. Hommes, ſçavoir 1000. Fantaſſins, & 500. Chevaux, & 300. Dragons avec deux Compagnies des Gardes pour la Perſonne de Sadite Alteſſe, l'une à Cheval, & l'autre à Pied, & que les trois mille Hommes reſtants, ſçavoir les 2000 Hommes de Pied & mille Chevaux, ſeront payés par Sadite Majeſté le Roi d'Eſpagne, & Leurs Hautes Puiſſances, chacun pour la moitié également.

IV. Que pour faciliter la levée desdits 5000. Hommes, c'eſt-à-dire 3000. Fantaſſins, 1500. Chevaux, & 300. Dragons, & deux Compagnies de Gardes chacune de cent Hommes, afin qu'ils ſoient levez au plutôt, ou au plus tard dans le tems porté ci-deſſus, Sa Majeſté le Roi d'Eſpagne & les Etats Generaux feront payer audit Seigneur Evêque Duc immediatement après la ſignature du preſent Traité dans la Ville d'Amſterdam la Somme de 90000. Rixdalers, ou 125000. Livres Monnoie de Hollande.

V. Que lors qu'après la concluſion du preſent Traité une partie desdits Gens de Guerre aura été miſe ſur pied, & Sadite A. S. les preſentera, en requerant, que l'on en faſſe la revûë, ladite revûë ſe fera par des Commiſſaires, qui ſeront nommez de part & d'autre, & dès lors Sa Majeſté le Roi d'Eſpagne, & les Etats Generaux payeront la moitié des Troupes, qui auront été ainſi preſentées, lesquelles auſſi dès ce temps là, ſeront tenuës de ſe laiſſer employer & d'agir, ainſi qu'il ſera jugé à propos, pour le bien commun des Alliés. Et après que lesdits cinq mille Hommes auront été entierement levez, Sa Majeſté le Roi d'Eſpagne, & les Etats Generaux en étant requis, en feront une ſeconde revûë, & après ce'a les Subſides ſeront par eux entierement & ponctuellement fournis pour les Payements desdits 2000. Hommes de Pied, & mille Chevaux, & combien que lesdites revûës ne ſe fiſſent point de la part de Leurs Hautes Puiſſances, la paye ne laiſſera pas de courir du jour qu'elles auront été ſommées de la part de Sadite Alteſſe Sereniſſime.

VI. Que lesdits Gens de Guerre, ſeront rangés en trois Regiments de Cavalerie, en trois Regiments d'Infanterie, & un Regiment de Dragons; que chaque Regiment de Cavalerie ſera compoſé de cinq cens Chevaux en ſix Compagnies; chaque Regiment d'Infanterie de mille Fantaſſins, en dix Compagnies de cent Hommes chacune; que chaque Colonel, tant d'Infanterie que de Cavalerie ſera payé à raiſon de 120. Rixdalers, ou 300. Livres Monnoye d'Hollande par mois courant, chaque Lieutenant Colonel à raiſon de 40. Rixdalers ou 100. Livres, & les Mareſchaux des Logis, & Prevôts d'Infanterie l'un & l'autre, à raiſon de 18. Rixdalers ou 45. Livres Munnoie de Hollande par Mois, moyennant quoi Sadite Alteſſe Sereniſſime ne pourra pas pretendre le rembourſement d'autres frais faits pour des Chariots, Charretes, Chevaux, qui auront été employés dans les expeditions ou autrement.

VII. Que Sa Majeſté le Roi d'Eſpagne, & Leurs Hautes Puiſſances payeront à ſon Alteſſe Sereniſſime pour les gages de chaque Regiment de Cavalerie, qui ſera par eux entretenu & payé, rangé ainſi que deſſus, la Somme de quatre mille ſept-cens ſoixante & ſept Rixdalers, vingt neuf Sols, & neuf Deniers par Mois courant, dont les douze font une année, & pour chaque Regiment d'Infanterie la Somme de 4104 Rixdalers; ou 10261. Livres un Denier Monnoye de Hollande, auſſi par Mois courant, dont les douze compoſent une année.

VIII. Que les Deniers neceſſaires pour le Payement des gages desdites Troupes jusques à la concurrence de mille Chevaux, & de 2. mille Hommes de Pied, ſeront promptement payés le même jour que la revûë en aura été faite, & ainſi de temps en temps au commencement de chaque Mois, tant que cette Guerre durera, comme auſſi Sadite Majeſté le Roy d'Eſpagne, & les Etats Generaux feront remettre ponctuellement, par bonnes Lettres de Change à Osnabrug les appointemens de cinq Colonels, autant de Lieutenants-Colonels & Majors, afin qu'il en faſſe les Payements, ainſi qu'il jugera à propos enſorte que Sadite Majeſté le Roi d'Eſpagne, & les Etats Generaux ne ſoient point responſables des payemens, qui n'auront pas été faits, à l'égard d'aucun Officier, Cavalier ou Soldat. ANNO 1675.

IX. Qu'après la premiere revûë, qui aura été faite desdites Troupes, lors qu'elles ſeront completes, Sadite Alteſſe Sereniſſime ne ſera pas obligée d'en ſouffrir aucune autre; Mais Sadite Majeſté le Roi d'Eſpagne & les Etats Generaux ſeront tenus de les payer comme completes, comme de ſon côté Sadite Alteſſe Sereniſſime promet en parole de Prince, qu'elle les rendra toûjours completes à l'entrée de chaque Campagne.

X. Que l'on ajoûtera auxdites Troupes une Artillerie proportionnée à leur nombre, & payeront Sadite Majeſté le Roi d'Eſpagne, & les Etats Generaux pour le Train, & Equipage de ladite Artillerie la Somme de trois mille Rixdalers ou 7500. Livres par Mois courant.

XI. Que Sadite Alteſſe Sereniſſime ſera tenuë d'aſſembler lesdites Troupes en Corps d'Armée, & de les faire agir, contre toutes ſortes d'Ennemis ſans aucune exception, lors qu'il ſera requis; & ainſi qu'il ſera jugé à propos pour le bien commun par lesdits Seigneurs Empereur, Roi d'Eſpagne, Etats Generaux, & ledit Seigneur Evêque d'Osnabrug, Duc de Bronswic & Lunebourg, à la pluralité des voix, bien entendu qu'elle ne ſera pas obligée de porter les Armes jusques dans le Pais de la Maiſon de Bronswick & Lunebourg.

XII. Qu'en cas que les Païs de Sadite Alteſſe Sereniſſime ſoient attaqués, pour quelque cauſe & par quelque pretexte que ce ſoit, incontinent après la concluſion du preſent Traité, ou bien pendant la preſente Guerre, non ſeulement ſes Troupes ne ſeront pas tirées du Païs, ni retenuës dans les Armées; mais lesdits Seigneurs Empereur, Roi d'Eſpagne, & les Etats Generaux détacheront, ſans aucun delay, de leurs Corps les Troupes qui ſeront jugées neceſſaires, pour les faire agir avec vigueur, afin de repouſſer ladite attaque.

XIII. Qu'en cas, qu'il ſe trouve ci après, que lesdits 1500. Chevaux, 3000. Hommes de Pied, & 300. Dragons, avec les deux Compagnies des Gardes, ne ſoient pas capables de reduire les Ennemis, & leurs Adherans & Partiſans, à la neceſſité de faire ceſſer les hoſtilités & aggreſſions, & de conſentir à une Paix raiſonnable, qu'alors lesdites Troupes ſeront renforcées & augmentées, de concert, & de conſentement commun, d'un nombre proportionné à celles que les autres Alliés fourniront.

XIV. Qu'après que le preſent Traité ſera conclu, lesdits Seigneurs Empereur, Roi d'Eſpagne, les Etats Generaux, & Sadite Alteſſe Sereniſſime, ne pourront pas faire une Tréve, ou ſuſpenſion d'Armes, avec lesdits Ennemis, ſinon conjointement, & d'un conſentement commun; mais en cas que l'on vienne à entrer en aucune Negotiation, ſoit de Paix ou de ſuſpenſion d'Armes, pour quelques années, que ladite Negotiation ne pourra pas être entamée par l'un des Alliés, ſans la participation des autres, & ſans qu'il faſſe donner aux mêmes Alliés, dans le même temps, & auſſitôt, qu'il aura obtenu pour lui-même, la faculté & les ſeuretés neceſſaires, pour les Miniſtres qu'ils voudront envoyer au lieu, où la Negotiation ſe doit faire, comme auſſi que lesdits Alliés ſeront tenus de donner de temps en temps les uns aux autres communication de ce qui ſe paſſera en ladite Negotiation. Et encore que pas une des Parties ne pourra paſſer outre à la concluſion de ladite Paix, ou Tréve pour quelques années ſans y comprendre ſes autres Alliés, & ſans les faire rétablir, s'ils le deſirent ainſi, en la poſſeſſion de leurs Etats, Païs, Villes, Places, comme auſſi en la jouiſſance des Droits & Libertés, qu'ils auroient, & dont ils jouiſſoient avant la Guerre, & ſans ſtipuler desdits Ennemis pour lesdits Alliés les mêmes Droits, Libertés, Exemptions, & Prerogatives, qu'il auroit ſtipulées pour lui-même, ſi ce n'eſt que lesdits Alliés en convinſſent entr'eux autrement ſur ce ſujet.

XV. Comme auſſi qu'après, que la preſente Guerre ſera finie, il y aura & demeurera, entre lesdits Alliés, une bonne, fidelle & ſincere amitié, & bonne correſpondance, laquelle ſervira à ſe procurer fidellement & de tout leur pouvoir, le bien, & l'avantage les uns des autres, & à aider à éviter & détourner tout le mal & dommage, qu'on leur pourroit faire avec les forces, qui ſeront ci-après declarées à l'égard des uns & des autres.

XVI. Que les Alliés aideront à defendre, & à proteger

Digitized by Google

ANNO 1675. ger contre tous ceux, qui pourroient entreprendre d'envahir, ou attaquer à force ouverte, sous quelque pretexte, que ce puisse estre, leurs Etats, Païs, & Provinces, ci-dessous specifiés, sçavoir à l'égard de Sa Majesté Imperiale, les Païs Hereditaires d'Autriche & le Roiaume de Boheme; à l'égard de Sa Majesté le Roi d'Espagne, les Provinces des Pays-Bas de son obeïssance, y compris la Comté de Bourgogne; à l'égard de Leurs Hautes Puissances, tout ce qui leur appartient en Europe; & à l'égard de Sadite Alteïse Serenissime, tous les Païs qu'elle possede presentement, comme aussi tous ceux, que lesdits Alliés acquerront ci-après, par Succession, ou autre Titre legitime, auprés desdits Pays, ou dans le voisinage, y compris les Habitans, Villes, Places & Forts d'iceux.

XVII. Que la presente Alliance defensive subsistera dix ans, à compter depuis la tin de la presente Guerre: & en cas que pendant ce temps-là quelqu'un des Alliés vint à être assailli, par un ou plusieurs de ses, sans occasion aucune, ou contraint de soûtenir une Guerre en se defendant, ceux des Alliés, qui ne seront pas attaquez, seront tenus d'aüsiller celui qui le sera, & de le secourir de forces raisonnables, sçavoir lesdits Seigneurs Empereur, Roi d'Espagne, & Etats Generaux, chacun de 2000. Chevaux, & 4000. Fantassins, & Sadite Alteïse Ser. à proportion de ce que les autres Princes de ladite Maison de Brounswiek & Lunebourg ont promis de fournir, distribuez en tels Regimens, Compagnies, & sous tels Colonels, Capitaines, & autres Officiers, que ceux des Alliez, qui envoyeront ledit secours trouveront à propos, & jugeront propres pour l'effet susdit. Et sera ledit secours fourni, envoyé, & entretenu au service de l'attaqué aux dépens des autres Alliez, qui l'envoyeront, & toutes les fois, que quel qu'un des Alliez sera attaqué en la maniere qu'il vient d'estre dit.

XVIII. Que celuï, qui sera ainsi attaqué en la maniere susdite, aura le choix & l'option, de recevoir tout ledit secours en Soldats, ou bien en argent, ou bien en partie en Soldats, & partie en Armes, Munitions de Guerre, argent ou autres Denrées propres pour servir à la Guerre, enforte que mille Soldats seront comptez, ou estimez à dix mille Livres par Mois, chaque Cavalier compté pour deux Soldats & douze Mois pour l'année; & que le Payement se fera au commencement de chaque Mois par portions égales; tellement qu'en cas que ledit Payement se faile en argent, en tout, ou en partie, les Deniers seront payez au lieu que l'attaqué trouvera à propos, & jugera lui estre le plus commode; mais en cas qu'il le fournisse en Munitions de Guerre ou autres choses propres à la Guerre, en tout ou en partie, qu'alors celuï qui recevra le secours sera tenu de l'envoyer querir dans le Pays de celuï qui le fournit.

XIX. Pas un des Alliez à qui ledit Secours sera demandé que'l puisse eſtre ne pourra se servir du pretexte de manquement de quelqu'un des autres pour le refuſer, ou retarder; mais sera obligé de fournir promptement le secours, qui lui sera demandé; & en cas que ce soit en Soldats, il doit eſtre fourni effectivement au plus tard dans six semaines, aprés que la requisition aura été faite dans le Païs de celuï qui l'aura demandé. Et seront lesdits Gens de Guerre entierement & absolument commis au commandement & aux ordres de celuï à qui ils seront envoyés, ou de celuï qui aura pouvoir de lui, pour s'en servir & les transporter aux Lieux où bon lui semblera, bien entendu que ce soit par Terre, à la Campagne, aux Sieges, à la garde des Places, & par tout où la neceſſité ou l'utilité le requerra & toutes les fois qu'il sera besoin, avec cette reserve toutefois que les Compagnies ne pourront pas être entierement separées les unes des autres, mais qu'elles demeureront ensemble sous leurs Drapeaux, du moins au nombre de deux ou de trois cens Soldats de chaque Regiment.

XX. Aprés que le Secours sera fourni, composé de Cavalerie & d'Infanterie, & qu'il aura eſté envoyé par les Parties assistanres & reçu par l'Attaqué, ceux qui envoieut le secours, ou bien ceux qui auront autorité & pouvoir pour cela, pourront disposer des Charges, & remplir les vacantes.

XXI. Et en cas que lesdits Seigneurs Empereur, Roi d'Espagne, & Etats Generaux demandent un plus grand Secours à Son Alteïse Sereniſſime: qu'en ce cas il pourra augmenter le nombre des Gens de Guerre à proportion de ce que les autres Princes de Brunswick & Lunebourg augmenteront le nombre stipulé dans le

21. Article du Traité du 31. Juin, 1674. moiennant qu'ils lui fussent fournis les choses neceſſaires pour faire les levées, & payer les Subsides à proportion du nombre fur le pied qu'ils ont été fournis du commencement de ce Traité. ANNO 1675.

XXII. Lesdits Alliez dõueront auſſi ordre autant que cela se pourra faire à ce que les Troupes, qui en vertu de ce preſent Traité seront envoiées dans le Païs de quelqu'un d'entr'eux, y puiſſent subsiſter à prix raiſonnable.

XXIII. Que l'on tiendra pour l'attaquant & que l'on sera tenu de fournir le Secours contre celui qui employera les Armes contre quelqu'un desdits Alliez.

XXIV. Que celui qui apprehende quelque attaque; ou en eſt menacé, sera tenu d'en faire part de bonne heure aux Alliez, afin qu'ils ayent le loiſir de s'employer à moyenner un accommodement, enforte neanmoins que non obſtant les offices de mediation, le Secours promis fera fourni tout auſſi-tôt que la rupture ou attaque sera effectivement arrivée.

XXV. Que la preſente Alliance ne dérogera point aux Traiten & Alliances que lesdits Alliez, ou quelques-uns d'eux ont fait avec quelques-uns desdits Alliez, avant la date des preſentes, bien entendu que le plus grand Secours de Gens de Guerre comprendra le moindre.

Tous lesquels Points & Articles ci-deſſus couchez, seront réciproquement, de bonne foy & inviolablement obſervez & executez. Et pour plus grande aſſurance de cela, il a été fait du preſent Traité quatre Instrumens semblables, qui ont été ſignez par les Miniſtres ſouſsignez desdits Seigneurs Alliez, qui les ont confirmez du cachet de leurs armes, & seront les Ratifications du preſent Traité données en bonne forme, & échangées entre les Parties interelſées ici à la Haye, dans le temps de six semaines ou plutôt, ſi faire ſe peut. Et à l'égard de celle de Sa Majeſté le Roi d'Espagne, on fournira dans le même temps celle de son Excellence Monſieur le Comte de Monterey, en attendant que celle de Sa Majeſté mesme puiſſe être envoyée de Madrid. Fait à la Haye le 26. Janvier, 1675.

Signé,

(*L. S.*) E. Francisco de Lira.

(*L. S.*) G. Fagel.

(*L. S.*) J. de Mauregnault.

(*L. S.*) J. *Baron de* Reede, *Vryheer van* Renswoude.

(*L. S.*) G. van Botzma.

(*L. S.*) L. Adam Hagen.

(*L. S.*) J. Philip Muller.

(*L. S.*) A. Wickefort.

Articles ſeparés.

I. BIen entendu que par le quatriéme Article du Traité aujourd'huy arreſté & conclu entre Meſſieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, & Monſieur l'Eveſque d'Osnabrug, Duc de Bronswick & Lunenbourg, il ſoit dit que Sa Majeſté Imperiale, Sa Majeſté le Roy d'Espagne, & Leurs Hautes Puiſſances ſeront payer à Son Alteſſe Sereniſſime immediatement aprés la ſignature dudit Traité, la Somme de 50000. Rixd. ou 120000. Liv. Monnoye d'Hollande, ſi elle ne que dautant que Monſieur le Miniſtre d'Espagne n'a point d'ordre poſitif de promettre la ſusdite Somme, quoi qu'il ne doute point qu'elle ne ſoit effectivement payée, & que de l'autre côté Sadite Alteſſe Seren. ne peut pas s'obliger à la levée & ſubſiſtance du nombre des Gens de Guerre porté par le meſme Traité, & qu'il ne ſeroit pas raiſonnable auſſi, qu'elle demeurât ſeule chargée de cette dépenſe, Leurs Hautes Puiſſances ont bien voulu y intervenir & promettre par cet Article ſeparé, qu'en cas que la Cour d'Espagne manque d'avoüer & de raſſiler ledit Traité, & auſſi de payer au bout de deux Mois ſa part de la Somme promiſe par ledit quatriéme Article, elles y ſuppléront, &

ANNO 1675. payeront feules ladite Somme de cinquante mille Rixdalers.

II. Afin que le Payement, dont il eſt parlé au 5. Article du Traité aujourd'huy arreſté, & conclu entre Sa Majeſté Imperiale, le Roy d'Eſpagne, Meſſieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, & Monſieur l'Eveſque d'Osnabrug, Duc de Bronswick & Lunenbourg, ſe faſſe ponctuellement, & ainſi que les bonnes intentions des Alliez ne ſoient point éludées, & le ſervice commun retardé, Leurs Hautes Puiſſances promettent, par cet Article ſeparé, de vouloir employer tous leurs offices auprés de Sa Majeſté Imperiale, afin qu'elle ſouffre que Leurs Hautes Puiſſances rabattent ſur les Subſides, qu'elles payent à Sadite Majeſté Imperiale la Somme à laquelle monte la part que Sa Majeſté le Roy d'Eſpagne s'oblige de payer par ledit 5. Article, Sadite Majeſté ſe relevant ſon creditur, pour cet égard & pour ſon dédommagement envers ledit Seigneur Roi d'Eſpagne.

III. Comme auſſi il a eſté convenu, que le cas mentionné dans le 11. Article du meſme Traité échéant, enſorte que les Alliez vinſſent à faire des Conqueſtes ſur leurs Ennemis communs, celles qui ſe ſeront dans le voiſinage, c'eſt-à-dire dans les Cercles de Weſtphalie, & de la Baſſe-Saxe, Meſſieurs les Etats Generaux n'y veulent rien prétendre, en quelque maniére que ce ſoit.

IV. Leurs Hautes Puiſſances ont auſſi particuliérement promis, & promettent par cet Article ſeparé, qu'à l'Aſſemblée qui ſe fera pour la Negotiation de la Paix, & par tout ailleurs où il ſera neceſſaire, Elles feront tous les offices poſſibles, & imaginables, à ce que l'Eveſché d'Osnabrug, qui preſentement eſt alternatif, & tantoſt eſchû & tantoſt Hereditaire, demeure à l'avenir à ladite Sereniſſime Maiſon de Bronswick & Lunenbourg, ſans qu'il en puiſſe eſtre détaché ou demembré pour quelque cauſe, ou pour quelque pretexte que ce ſoit. Fait à la Haye, le 26. Janvier 1675.

Signé,

(*L.S.*) G. FAGEL.

(*L.S.*) J. DE MAUREGNAULT.

(*L.S.*) J. van REEDE, *Vryheer van* RENSWOUDE.

(*L.S.*) E. van BOOTZMA.

Articles ſeparez.

I. IL a eſté plus particuliérement convenu qu'encore que par l'onziéme Article du Traité aujourd'huy arreſté, & conclu entre Sa Majeſté Imperiale, le Roy d'Eſpagne, Meſſieurs les Eſtats Generaux des Provinces-Unies, & Monſieur l'Evêque d'Osnabrug, Duc de Bronswick & Lunenbourg, il a eſté dit que Sadite Alteſſe Sereniſſime ſera tenuë d'aſſembler les Troupes en Corps d'Armée, & de les faire agir contre toutes ſortes d'Ennemis, ſans aucune exception, lors qu'il ſera neceſſaire, au lieu & ainſi qu'il ſera jugé à propos, pour le bien commun, par leſdits Seigneurs l'Empereur, le Roy d'Eſpagne, les Etats Generaux, & ledit Seigneur Evêque d'Osnabrug, Duc de Bronswick & Lunenbourg, à la pluralité des voix, neanmoins la veritable intention des Alliez eſt, que leſdites Troupes ſeront jointes à celles des autres Princes de la Maiſon de Bronswick & Lunenbourg, pour agir conjointement avec elles, pour le bien commun des Alliez, ſi ce n'eſt que leſdits Alliez, & leurs dites Alteſſes Sereniſſimes jugeaſſent neceſſaires Elles meſmes de les faire employer ailleurs, ou ſeules ou conjointement avec d'autres Troupes des Alliez pour leur avantage commun.

II. Pour ce qui eſt des quartiers qui ſe prendront & des Contributions qui ſe leveront dans les Cercles de la Baſſe-Saxe, & de Weſtphalie, il en ſera uſé ainſi que l'on eſt convenu par le troiſiéme & quatriéme des Articles ſecrets du Traité fait entre Sa Majeſté le Roy d'Eſpagne & Leurs Hautes Puiſſances d'une part, & Leurs Alteſſes Sereniſſimes les Ducs de Bronswick, & Lunenbourg, conclu à Cel le 10. Juin 1674.

III. Et dautant qu'en ce monde il n'y a rien qui ne ſoit ſujet aux changemens, & aux revolutions, il a été encore convenu, qu'en cas que pendant que la preſente Alliance ſubſiſtera, il plût à Dieu de diſpoſer de la perſonne de Son Alteſſe Sereniſſime Monſieur le Duc George Guillaume, ce que les Alliez eſperent qui n'arrivera point, ledit Seigneur Evêque d'Osnabrug, Duc de Bronswick & Lunenbourg, promet qu'en ce cas-là, il entrera dans l'obligation, en laquelle ledit Duc George Guillaume s'eſt conſtitué par ledit Traité du 16. Juin 1674. pouvû que Sadite Majeſté Imperiale, Sa Majeſté le Roy d'Eſpagne, & Leurs Hautes Puiſſances accordent à Son Alteſſe Sereniſſime les mêmes conditions, que ledit Seigneur Duc a ſtipulées pour lui par le même Traité, mais que s'il arrivoit auſſi, que Monſieur le Duc Jean Frederic vint à décéder, Sadite Alteſſe Sereniſſime ne ſera pas tenuë de fournir d'autres Troupes, que celles qu'elle promet par le preſent Traité, ſi ce n'eſt que par une nouvelle Convention on luy faſſe des avantages proportionnez à ceux que l'on deſirera d'Elle. Fait à la Haye, le 26. Janvier 1675.

ANNO 1675.

Signé,

(*L.S.*) E. FRANCISCO DE LIRA.

(*L.S.*) G. FAGEL.

(*L.S.*) J. DE MAUREGNAULT.

(*L.S.*) J. *Baron de* REEDE, *Vryheer van* RENSWOUDE.

(*L.S.*) G. van BOOTZMA.

(*L.S.*) L. ADAM HAGEN.

(*L.S.*) J. PHILIP MULLER.

(*L.S.*) A. WICKEFORT.

CXXXIV.

Article conclu entre CHARLES II. *Roi d'Angleterre & les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas touchant les Compagnies Orientales d'Angleterre & de Hollande. Fait à Londres le 8. Mars*, 1675. [Traduction Françoiſe du Mercure Hollandois de 1675. pag. 161.]

8. Mars. L'ANGLETERRE ET LES PROVINCES-UNIES.

COmme ainſi ſoit que par l'Art. IX. du Traité qui a été conclu à Weſt-munſter le 9. Fevrier vieux ſtile en l'an de nôtre Seigneur 1674. entre le Tres-Haut & Tres-Puiſſant Prince Charles II. par la grace de Dieu Roi d'Angleterre, Ecoſſe, France & Irlande, Defenſeur de la Foy, d'une part, & les Hauts & Puiſſans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas, d'autre, il a été accordé entre autres choſes que quelques Commiſſaires qu'on deputeroit de part & d'autre s'aſſembleroient pour cet effet en cette Ville de Londres, lesquels deliberetoient & s'accorderoient ſur des Articles fermes & durables pour le contentement & ſeureté des Sujets de part & d'autre, au moyen dequoi on pourroit établir un Reglement juſte, & équitable ſur le Commerce dans les Indes Orientales, dans laquelle Aſſemblée desdits Commiſſaires on n'a neanmoins rien pû changer, établir ou determiner pour ce ſujet : Mais comme il eſt entierement expedient, tant pour l'interêt de la Paix publique que pour le bien des Particuliers qu'il y ait une amitié ferme & ſtable entre les Compagnies d'Angleterre & de Hollande qui font Negoce dans les Indes Orientales, & une inclination toute particuliere pour procurer l'avantage les uns des autres, c'eſt pourquoi on eſt demeuré d'accord cejourd'huy entre Nous Commiſſaires ſouſſignés de Sadite Majeſté & desdits Seigneurs Etats Generaux en vertu des Pouvoirs qui nous ont été octroyés pour cet effet, que les Compagnies ſe comporteront paiſiblement & amiablement l'une envers l'autre, procureront reciproquement l'avantage l'un de l'autre autant qu'il ſera poſſible, obſerveront en tous Lieux une bonne amitié & étroite correſpondence ſuivant les Traités qui ont été déja faits entre Sadite Majeſté & lesdits Etats, ou qui pourroient encore être faits à l'avenir, & qu'elles executeront ponctuellement ce qui leur ſera ordonné par Sadite

Majeſté

ANNO 1675. Majesté & lesdits Etats Generaux; mais s'il arrivoit qu'il survint quelque different entre lesdites Compagnies, (ce qu'on n'espere pas) ou qu'il dût fait quelque tort, injure ou violence par une d'elles, ou par quelque autre dependant de l'une des deux, à l'autre, ou qu'on pretendit une telle injustice avoir été faite, en ce cas-là il sera deffendu à la Compagnie qui pretendra être offensée de se vanger par aucune sorte d'actes d'hostilité, de quelque nature qu'ils puissent être; à condition neantmoins qu'elles ne seront sujettes à aucune Justice ou examen de Procés Judiciel, mais si la Compagnie de Hollande et offensée, elle s'en plaindra au Roi en la meilleure forme qu'il se pourra, & il c'est celle d'Angleterre, elle en sera de même auprés desdits Etats Generaux: Mais s'il arrivoit que la satisfaction fut lesdites plaintes fût differée plus de 6. Mois, alors l'arbitrage de toute l'affaire sera remis entre les mains de 2. Commissaires, qu'on nommera de part & d'autre tant par Sa Majesté que par lesdits Etats, lesquels s'assembleront 3. Mois aprés ledit terms expiré pour terminer ledit affaire, & ce qui sera jugé par lesdits Commissaires sortira son plein & entier effet sans aucun Appel, Reduction ou autres moyens ordinaires ou extraordinaires, & promettent ledit Seigneur Roi & lesdits Seigneurs Etats Generaux de faire executer ponctuellement & de bonne foi ladite Sentence selon la forme & teneur, à condition que lesdits Commissaires traiteront pour la premiere fois à Londres, & s'il est besoin d'en nommer d'autres pour de nouvelles plaintes, que ce sera pour la seconde fois à la Haye, & ainsi successivement tour à tour: Mais s'il arrivoit que lesdits Commissaires ne pûssent pas s'accorder pour ladite Sentence dans le tems de 3. Mois, alors ils seront obligés de choisir un Arbitre ou Compromissaire un Mois aprés l'expiration desdits 3. Mois, lequel decidera absolument tout ce qui n'aura pas été determiné par eux, ce qui servira de Sentence finale & peremoire aux 2. Parties, & promettent Sadite Majesté & lesdits Etats d'accomplir fidellement & de point en point ladite Sentence quelle qu'elle puisse être sans aucune contradiction ni oppositions. Et en cas que lesdits Commissaires ne puissent pas s'accorder sur la nomination dudit Arbitre ou Compromissaire dans un Mois aprés l'expiration du tems pendant lequel eux-mêmes devoient terminer 'e different on que le Compromissaire même ne prononce pas sa Sentence sur les choses ledeclées dans 6. Mois aprés qu'il aura été élû, alors on remettra le tout à Sadite Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux, & ce qui aura déja été determiné aura son entier accomplissement. Finalement il a été accordé & resolu que le present Article & tout ce qui y est compris sera ratifié & confirmé le plûtôt que faire se pourra, & que les Ratifications seront échangées de part & d'autre 2. Mois aprés la datte des presentes, afin que dans un Mois aprés ledit échange il puisse être deposé en bonne forme tant ici auprés du Gouverneur de la Comp. Angloise qu'auprés du Directeur de la Comp. Hollandoise, afin d'être osservé exactement tant par eux que par tous autres qui seront sous leur domination. En foy de tout ce que dessus nous Commissaires de Sadite Majesté, & desdits Seigneurs Etats Generaux ayant reçû plein-Pouvoir pour cet effet, avons soussigné la presente, & l'avons cachetée de nos cachets. Fait à Londres ce 8. Mars.

Ainſi ſigné,

(*L.S.*) *Tho. Kalpeper.* (*L.S.*) *J. Corver.*
(*L.S.*) *G. Downing.* (*L.S.*) *Santyn.*
(*L.S.*) *Richard Ford.* (*L.S.*) *Samuel Beyer.*
(*L.S.*) *William Thomſon.* (*L.S.*) *Aud. van Voſſen.*
(*L.S.*) *Jean Jollif.* (*L.S.*) *P. Duvelaer.*
(*L.S.*) *M. Mitchielſon.*

CXXXV.

9. Mars. Traité d'Alliance Défensive pour trois ans entre CHARLES XI. *Roi de Suede, &* FERDINAND MARIE *Electeur de Bavière, pour le maintien de la Paix. Fait à Munich, le 9. Mars,* 1675. [JEAN CHRETIEN LUNIG.

SUEDE ET BAVIERE.

In Negotiorum Publicorum Sylloge. pag. 142.]

ANNO 1675.

NOtum teſtamurque ſit univerſis. Poſteaquam ex turbis in Provinciis Unitorum Belgii Statuum ortis Romanum Imperium hâctenus ita implicatum fuit, ut illius ſtatus & Membra Innocentia, eorumque Provinciæ & Subditi omnis generis preſſuris; & exactionibus Militaribus, Stativis, Hybernis & Tranſitibus violentis ex omni parte eorum & devaſtatur, & variis nominibus pedimè habeantur, ut ſalus & incolumitas Imperii in extremo veritati videatur periculo, vel ad minimum eorum expoſui arbitrio, qui per ejusmodi attentata Inſtrumento Pacis Weſtphalicæ, cæterisque Conſtitutionibus Imperii proſus contraria, vel ad voluntatem ſuam in alienis Territoriis & Ditionibus ex ſolo illo prætexto, quod Ratio Belli ita exigat, liberè & impunè diſponere intendunt.

Ideò inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem, & Dominum, Dominum Carolum, Sueciorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Eilhoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ, & Wiſmariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducem; Et Sereniſſimum Principem ac Dominum, Dominum Ferdinandum Mariam, utriuſque Bavariæ ac Palatinatus Superioris Ducem, Comitem Palatinum Rheni, Sacri Romani Imperii Archidapiferum & Electorem, Landgravium Leichtenbergiæ: ad amicitiam hâctenus inter ſe coitam ac ſtrictiùs vinculis adſtringendam, & hæc omnia mala averteuda, Provinciasque ſuas in Imperii Romano-Germanici finibus ſitas, ac earum Subditos defendendos ac conſervandos, per utriuſque Partis ſuſtinebitos Plenipotentiarios, nimirum ex parte Sacr. Regiæ Majeſtatis Sueciæ per Nobiliſſimum & Generoſiſſimum Dominum, *Georgium Morſchalk*, Hereditarium in Hiſtohe, Regium Conſiliarium Status Bremenſis & Verdenſis, nec non ad Comitia, Imperii ablegatum: Et ex parte Sereniſſ. Electo. Bavar. Illuſtriſſ. & Excellentiſſimum Dominum *Bernhardum Boro lib. Baronem de Kesberg*, Dynaſtam in Scharſfenberg, Electoralem Conſiliarium Intimum, ſupremum Cancellarium & Præſidium in Erding: nec non Dominum *Caſparum Schmid de Haslach* & Peunbach, Electoralis Conſilii Secretioris Vice-Cancellarium, ſupremum Feudorum Præfectum. Denuò per Dominum *Franciscum de Meyer* in Stockau, Electoralem Conſiliarium Intimum, ad Ratificationem Principalium ſuorum amicabili Fœdere ſe ſequentes Articulos conventum eſt.

I. Sit inter Suam Regiam Majeſt. Regnumque Sueciæ, & Suam Sereniſſimam Electoralem, Dominum Ferdinandum Mariam Electorem & Ducem Bavariæ, pro ſecuritate mutua reſtabilienda, conſervandaque Pace, & defendendis Juribus ſtrictiùs Amicitia & Fœdus defenſivum, illudque bona fide & ſincero affectu in Partium Confœderatarum honorem & commoda ſervetur, & excolatur.

II. Ut verò hæc Amicitia Fœdusque tanto feliciùs ad finem ſuum perducatur, effectuique propoſitum ſortiatur, placuit Partibus Confœderatis, ut mutua ſemper correſpondentia inſtituatur, indeque conſiliorum communicatio habeatur, non modò ſuper hujus Fœderis & iis negotiis, quæ in Imperio Romano, ſed etiam quæ extra illud in alienis Regnis & Statibus agantur, & quovis modo incolumitatem Confœderatorum concernere videantur, ita ut ſe ſe invicem certiores faciant, quid pro rerum ac temporum ſtatu tam in Germania, quam in Vicinitate ſaluti publicæ propriique ſtatus rationi conveniens exiſtimet; Quo facto Conſilia conferant, eòque dirigant, quo Pacificatio Univerſalis, hujusque Amicitiæ & Fœderis veræ Leges promoveantur, & obſerventur; Et ſi julla certioque indicia orta & fundata fuerit periculi alicujus imminentis ſuſpicio, non modò Confœderati ſibi invicem ſignificabunt, ſed etiam ob communem cauſam imminens tale malum omnibus ſtudiis averruncari curabunt, ne ex improviſo aliquis Fœderatorum obruatur, ſed ſuæ ſecuritati in tempore conſultatur. Præterea etiam Confœderatorum Miniſtri Publici & Legati ubivis locorum, imprimis autem Ratisbonæ adhuc hærentes, vel in poſterum illuc miſſi coſtant quoque bonam inter ſe Amicitiam & Correſpondentiam, ita ut de rerum argumentis ibi propoſitis, præſertim verò ad Pacem & ſecuritatem publicam

ANNO 1675. spectanibus, fideliter conferant, deliberent, atque de certâ aliquâ Sententiâ, quæ Pacì Westph. Conſtitut. Imperii, Libertati & Securitati Germaniæ, huic Fœderi & commodo Confœderatorum conformis ſit, ſuper ſe conveniant, eandemque omni meliori modo promovere ſtudeant.

III. Quemadmodum autem Fœdus hoc in neminis offenſionem intra vel extra Imperium, multò minus in præjudicium Pacis Publicæ inſtituitur, nec ſcopum alium habet, quàm reſtitutionem & conſervationem Pacis Weſtphal. & Securitatis communis vindicationem, mutuamque defenſionem à quavis hoſtili irruptione in quibuscunque Fœderatorum Provinciis & Ditionibus in Imperio ſitis, ita eidem Fœderi tanquam baſis & norma exactè obſervanda, fundamenti loco ſuſtrumentum Pacis, ſive Pacificatio & Pacta Osnabruggis & Monaſterii Anno 1648. die 14-24. Octob. concluſa, ſubſternuntur.

IV. Proinde ſicuti hoc Fœdus de futuris caſibus, ſiquæ, qui poſt ejus concluſionem evenire poterint, intelligi debeat, ita ſi poſthac contingat, ut aliquis Confœderatorum ſive in Imperio, ſive extra illud, quicunque ille ſuerit, ob quamcunque cauſam vel præterum contra Conſtitutiones Imperii, & inſtrumentum Pacis, in præſidiis Provinciis & Ditionibus, Juribus & Libertatibus ſuis à quopiam hoſtiliter invadatur, turbetur & prematur, ambo Confœderati præſtò ſuppeditione obligati erunt, unus alteri mox ſuppetias ire, copiasque auxiliares ſubminiſtrare, eo modo, quo in ſequenti Articulo ſtatuitur & definitur.

V. In eum finem inter Confœderatos ſtipulatum & conventum eſt, ut periculo avertendo Exercitus & Copiæ militares in Provinciis & Ditionibus Germaniæ durante hoc Fœdere in parato ſic habeantur, ut ſæpe requiſitione mox intra tres ſeptimanas, ſatis & turbato in auxilium moveri & duci queant; Quo nomine hac Reg. Majeſt. Succiæ pollicetur, ſe ſuſtentaturam, & paratam habituram Exercitum, Peditum ſex millia, Equitum quatuor millia, octingentos, Dimachorum ſive Dragonum mille ducentos. Sua Seren. Elect. Bav. verò Peditum quinque millia, quingentos, Equitum duo millia, & Dragones quingentos, quas Copias quisque Fœderatorum in certa Regimina ſive Legiones diſperiet, ita, ut Equitum & Dragonum Legio non excedat numerum octingentorum, Peditum verò non excedat millenarium numerum; vel ſi exceſſerit, Officialibus ad Idoneum Militum regimen, & uſum proportionaliter munitur, ita ut omnes bonis & neceſſariis Officialibus plenè & perfectè inſtruantur.

VI. Quo verò hic numerus ſemper ſit completus, nec deficeretur quicquam, cum in rem præſentem vexilendum ſit, ad minimum cum vernali tempore apparatus & expeditiones aſſivas inſtituantur, convenit, ut quidquid ex Copiis detritum vel diminutum fuerit, mox ſupplementis refarciatur, ut ubi neceſſitas requiſiverit, five Confœderatus læſus partem ejus, ſive totum flagitârit, five directè, & per conjunctionem, ſive per diverſionem ſufficienti ſemper Exercitu in hoſtem iri queat, ita quidem, ut quantum attinet, ad auxilia per conjunctionem vel diverſionem præſtanda, ſuo tempore amicabiliter conveniatur, & ad requirentis arbitrium principaliter reflectatur.

VII. Auxilia hæc ferenda quidem ſunt, quantum omninò fieri poteſt, cum gravatione & ſumptu requirentis: proinde requiſitus & auxilia mittens providere debet, ut Copiis ſuis Stipendium militare ſolvatur, & quisque ſuas quidem Copias propriis ſumtibus ſuſtentabit, hoſpitia tamen, equorumque pabula (Germanicè *Rauchfutter*) & ſervitia, vulgo *ſervice*, ſuppeditabit requireus, eoque ſuſtentationis genere non ſecus, ac ſuas propriis tractabit: Itaque etiam caſu exiſtente providere debet in tempore, ut ubique neceſſarius Commeatus, imprimis panis, & alia Victualia æquo pretio pro Militibus adferri, & comparari queant. Caterum ſi ad hoſtium apertum, quod Deus clementer avertat, deventum fuerit, omni ope nitendum eſt, ut aggreſſor retundatur, atque ſic Exercitus Confœderatorum in hoſtico, & extra eorundem Territoria vivat, & ſuſtenteretur.

VIII. Is, qui a Confœderato requiſitus auxilia mittit, hiſdem de Tormentis, vulgò campeſtria dictis, cum omnibus ad uſum eorum neceſſariis proſpiciat. Tormenta verò majora & Mortaria cum omni apparatu & rebus quibuscunque ad uſum eorum pertinentibus is et Confœderatis ſuppeditabit, ad cujus requiſitionem, vel in cujus Ditionibus atque Provinciis contra hoſtem agetur.

Quòd ſi verò extra Territoria Confœderatorum, atque ita in loco tertio Bellum geatur, Tormenta majora & Mortaria cum omnibus ad uſum eorum ſpectantibus is adducì curabit, qui loco jam dicto tertio vicinior fuerit. ANNO 1675.

IX. Quod ſi periculum & neceſſitas major gravioreque fuerit, quam ut prædictus Exercitus eidem ſubſidiandæ ſufficeret, virtute hujus Pacti mutuum obligantur Fœderati, non modò adæquatum discrimini Exercitum adornare & ſubmittere, ſed etiam ad defenſionem tàm neceſſariam omnes, quas poſſunt vires contrahere, iisque uti ad urgendum & perſequendum hoſtem, donec reſtitutio & juſta ſatisfactio reddita fuerit.

X. Quamvis autem prædictæ Copiæ auxiliares absque cunctatione, ut ſuperius dictum eſt, mitti debeant, vel ipſo actu ſubmiſſæ ſint, nihilominus liberum erit Confœderato & requiſito per Legatos & Miniſtros id operam dare tentareque, annon invaſor ſeu turbator amicabili ratione perſuaderi poſſit, ut à vi & injuria deſiſtat, adeoque ſi probabiliter conſtet, parari adverſus aliquem Fœderatorum Bellum, tum auxilium ſubmiſſuro, etiam antequam Bellum palam eruperit, vel per ſuum Miniſterium, vel per Literas ei ſignificare, & à propoſito hoſtili dimovere incumbet, non retardato interea auxilio, quod in Fœderis pacto tempore præſtare tenetur: Quòd ſi verò laudati vel lædendi nec ea ratione federit obſtinatio, ut nullis amicabilibus rationibus ad æqua præſtanda ſe induci patiatur, non aute ab auxilio præſtito vel contra machinantem præſtando ceſſabitur, quam Parti læſæ per omnia ſatisfactum fuerit.

XI. Quicunque ex hujus Fœderis præſcriptis ſuppetias tuleris, eo nomine nihil quicquam præter mutua vice vera in Ditionibus, caſibusque hocce Fœdere comprehenſis defiderisque poſſulare poterit auxilia, neutiquam autem à requirente five ſumptuum Bellicorum, five damnorum prætextu, aut quocunque alio colore aliquid prætendere, multo minus de Ditionibus, Statibus, Arcibus, locisve ipſius quidquam detinere.

XII. Quantum ad Imperium militare & Exercitus Copiarumque miſſarum directionem attinet, quisque Confœderatorum, aut ejus Dux Generalis & Officialis in ſua quidem Cohorte directionem habebit, ita, ut requirens nullam planè in miſſa auxilia prætendat Jurisdictionem, ſed ſi contigerit, ut in unum corpus conjungantur ſuprædicti Exercitus & Copiæ, conjunctimque agere oporteat, eo caſu æquum viſum eſt Fœderatis, ut Imperium & Directio tam in actionibus Bellicis, quàm in Præſidio Conſilii militaris Generali, communicato prius cum cæteris Generalibus conſilio, Sacræ Regiæ Majeſtatis Exercitus Duci competat.

XIII. Ubi vero actio militaris in aliqua ſua Serenit. Elect. Bavar. Ditione ſuscepta fuerit, ipſe Electòr ſuipremam Directionem obtinebit, nihil autem addunt aut eximium, niſi ſcitu & conſilio Ducis Sacræ Regiæ Majeſtatis peragatur.

XIV. Quod ſi res in apertum Bellum eruperit, nulli Confœderatorum licitum aut permiſſum ſit, ſine ſcitu & conſenſu communi aliquem cum aggreſſore, vel ejus Adhærentibus Tractatum inſtituere, multò minus Inducias inire, aut Pacem vel compoſitionem aliquam conficere, niſi cum utrimque Confœderatorum conſilio & conſenſu, ſecuritatisque & ſatisfactionis inclusione.

XV. Liberum ſit aliis Romani Imperii Statibus præſentibus Bellis non implicitis, ſine ulla Religionis diſtinctione hisce Fœderis Defenſivi Legibus ſeſe adjocare & ſubmittere. Quibus autem accedere libuerit, cum iis de admiſſionis modo, nomine Fœderatorum, agatur, & de auxilii quantitate, numeroque Copiarum, & aliis conditionibus prius conveniatur.

XVI. Ne præterea quidpiam in mora ſit, quo minus debitum auxilium juſto tempore ſubmittatur, id quoque hoc ipſo inter Contrahentes transactum eſt, ut limul & paciscentium unus Bello peritus fuerit, alter factâ nonificatione, & ſubſequuta requiſitione auxilia ſtatim juxta Articulos præcedentes mittat, quamprimum de hoſtili aggreſſione, turbatione, injuriisque, vel inevidentibus argumentis intecatsta, quemadmodum ſuperius determinatum eſt, conſtiterit; adeoque ne præſentis Tractatus executio ſub ullius rei præcarii claudatur, aut ſuspendatur, Verbo Regio & Electorali Confœderati inter ſe cavérunt, fideque genuinâ & candidâ ſtipulati ſunt, hunc Tractatum, & quamvis ejusdem clauſulam inviolabiliter ſe ſervaturos & effectui juncturos eſſe:

XVII.

ANNO 1675. XVII. Virtute hujus Fœderis Confœderati in ſe quoque recipiunt, eo durante ſe nullum aliud huic contrarium pactoros, neque paſturos eſſe, ad alia ſe fœdera quæ Convention hoc & Amicitiæ ſinceræ ſtrictiſſimæque ulla ex parte adverſari poſſint.

XVIII. Duret hoc Fœdus per tres continuos ſubſequentes annos, quibus elapſis, ſi ea conſtituerit rerum fuerit, quod ſalutis & incolumitatis, ſecutiratisque communis intereſſe judicabitur, ut prolongetur, integrum erit Confœderatorum cuique dimidio ante exſpirationem ejus anno ſe declarare, an idem ultra tempus præſcriptum continuare velit; & ſi deprehenſum fuerit, talia manere pericula, quæ Fœderis prorogationem ſuadeant, in eodem renovando & prorogando difficiles ſe non præbebunt.

XIX. Illud quoque Partes Confœderatæ adjiciendum cenſuerunt, quod quandoquidem huic defenſioni velut neceſſitatem impoſuit præſens Bellum, quod initio quidem inter Gallium & Belgium unitum exarſit, fed poſtea indies longius longiusque ita ſeparet omnes alios quibus ex præcipuis Europæ Statibus corripuerit, non modo id agerent, ut imminentia Belli flagrantis pericula à ſuis Provinciis & Statibus idoneo tutamine averterentur, ſed etiam, cum haud parum refore existimeut, ut omnis moveatur lapis, quo Pax, ſi poſſibile eſt, univerſalis, ſecura, æqua, & honeſta, primo quoque tempore Orbi Chriſtiano conciliari, vel ſi illud obtinerî non poſſit, Imperio ſaltem Romano reduci queat, quantum in illis eſſet, in id omni bono officio & ſtudio incumberent, quo Tractatus opus pio ſinceroque Mediationis Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ cœptum & agitatum, cuique impoſterum conſtanter inhærere conſtituit, donec ope divina pulſum ſuum effectum ſortiatur, porrò continuerur, & ad optatum Pacis finem provehatur. Verùm enimverò cum præterea animo perpendatur, quam Pax & tranquillitas publica nihilominus quotidie patiatur, conſultum viſum eſt, eidem ſuccurrendæ reducendæque & priſtino vigori reſtituendæ ſine mora, debita cura, labor & ſtudium dehinc quoque impendantur, Partibusque belligerantibus ulcerius conjunctim & ſeparatim, cum per Literas, tum per Miniſtros & Legatos ſuos mala omnia, quæ jam Belli calamitas conciliavit, quæque ſi comiuetur diutius, non modo eidem implicitis, ſed eſtam ejusdem exſortibus expectanda ſint, & manent incommoda, atque illos ſero hortentur & monennt, ut Orbi Chriſtiano æquis admiſſis conditionibus Pacem reddere velint, ſpe certa freti, Dominum Pacis, Tranquillitatis & Concordiæ ſimem, Conſervatoremque pijs hisce & verè Chriſtianis conatibus tandem adfuturum, eoque optato & felici fucceſſu beaturum. Aſt ſi verò hæc officia, labur & indultria fruſtra fucrint, omnesque amicæ exhortationes, fida conſilia, oblataque conveniente loco & tempore media quamvis repetita, miſeriaque & calamitates, aliaque incommoda, quibus quoque innocentium publica, mixta & privata res conflictantur, nullum planè invenerint locum, vel æquæ conditiones non admiſſæ, ſed rejectæ fuerint, eo casu Confœderati nihilominus conſtans ſuum promovendæ, conſervandæque Pacis propoſitum, ſimulque aliquando ſignificantius teſtabuntur, quam ſibi hæc diſpliceant, conſervanque ſtatim inter ſe conſilia, qua ratione pro temporum rerumque ſtatu & officiis hactenus fruſtra impenſis, tandem locus aliquis à belligerantibus detur.

XX. Ratificationum inſtrumenta ſuper Tractatu & Fœdere hoc defenſivo intra ſpatium duorum menſium à die ſubſcriptionis commutandorum Ratisbonæ rité commutentur.

In horum fidem & certitudinem majorem nos ſupra nominati utriusque Partis Plenipotentiarii duo hujus Fœderis exemplaria pari tenore confecta manuum, nominumque noſtrorum ſubſcriptione, & Sigillorum impreſſione firmavimus. Actum *Monachii* die 27. Febr. 9. Mart. Anno 1675.

CXXXVI.

25. Avril. *Traité de Renouvellement d'Alliance entre* LOUIS FRANCE ET SUEDE. XIV. *Roi de France*, *&* CHARLES XI. *Roi de Suede. Fait à Verſailles le* 25. *Avril* 1675. [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront; SALUT. Aiant veu & examiné le Traité conclu & arreſté à Verſailles le 25. jour d'Avril de cette preſente année 1675. en nôtre nom & celui de nôtre tres cher & tres-amé Frere & Cousin le Roi de Suede, par nôtre amé & feal Conſeiller en tous nos Conſeils, Secretaire d'Etat & de nos commandemens le Sieur Simon Arnaud Chevalier Seigneur de Pomponne d'une part, & le Sieur Comte Pierre Soarre Baron de Cronsbergh, Seigneur de Nasbi & de Berquara, & Grand Maître de l'Artillerie de Suede, d'autre part, en vertu de leurs Pouvoirs reſpectifs, & voulans faire faire à l'obligation en laquelle nous ſommes entrés de fournir dans le tems de quatre Mois la Ratification dudit Traité, dont la teneur s'enſuit. ANNO 1675.

La mutuelle & ſincere amitié qui a été depuis longtems entre les Sereniſſimes Rois de France & de Suede, & qui a été ſouvent renouvellée, ayant receu un nouvel accroiſſement & une nouvelle force par le Traité conclu en dernier lieu à Stokolm le quatorzième jour d'Avril de l'Année 1672. & l'intention des Rois Alliés ayant été pour lors de ſe communiquer mutuellement leurs avis, & de joindre leurs forces ſi l'occaſion s'en preſentoit, tant pour entretenir le repos public dans l'Empire, conformement à la Paix de Weſtphalie, que pour pourvoir à leur ſeureté particuliere, & les choſes ſe trouvant preſentement dans une telle ſituation, que lesdits Sereniſſimes Rois ont eſtimé être neceſſaire dans ces troubles de l'Empire, non ſeulement de s'en tenir à cette premiere Alliance, mais encore de l'augmenter & de la renouveller. C'eſt pourquoi le Sieur Simon Arnaud Seigneur de Pomponne, Conſeiller & Secretaire d'Etat du Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince & Seigneur LOUIS XIV. par la grace de Dieu Roi Tres-Chrêtien de France & de Navarre, au nom de Sa Majeſté Tres-Chrêtienne: Et le Sieur Pierre Soarre Baron de Crouzberg, Seigneur de Nasbi & de Barquara, Grand Maitre de l'Artillerie de Suede & Ambaſſadeur de Sa Majeſté Suedoiſe en France, au nom du Sereniſſime Prince & Seigneur Charles XI. Roi des Suedois, des Goths & des Vandales, Grand Prince de Finlande, Duc de Scanie, Eſtonie, Livonie, Carelie, Breme, Verde, Stetin, Pomeranie, Caſſubie & Vandalie; Prince de Rugen, Seigneur d'Ingrie & de Vitmar; comme auſſi Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, de Juliers, de Cleves & de Monts, en vertu de leurs Pleins-Pouvoirs qu'ils ſe ſont communiqués, ſont convenus des Articles ſuivans.

I. On eſt convenu en premier lieu que les precedentes Alliances faites entre les Sereniſſimes Rois de France & de Suede, conſerveront toute leur force pour tout le tems qui y eſt determiné, & en particulier que les Articles Secrets du 14. Avril 1672. qui ont été faits pour trois ans, ſeront confirmés & prorogés par cette preſente Alliance, ainſi ladite Alliance ſera obſervée à l'avenir comme elle l'a été juſqu'à preſent dans tous ſes Articles, tant publics que ſecrets, ſi ce n'eſt entant qu'il y auroit quelque choſe de changé par ce preſent Traité.

II. Cette preſente Alliance n'a point d'autre but que la conſervation de la Paix de Weſtphalie, & le rétabliſſement de la tranquillité publique par une Paix honneſte, ſeure & generale.

III. Pour ce qui regarde la Paix de Weſtphalie comme les Rois Alliés ſe ſont obligés mutuellement par leſdites precedentes Alliances, à maintenir ladite Paix dans tous ſes Articles, & principalement à défendre les Droits des Etats de l'Empire, auſſi par cette Alliance ils s'y obligent d'autant plus étroitement, que dans les troubles preſens, on viole les Droits desdits Etats de l'Empire, & on agit contre la diſpoſition de ladite Paix de Weſtphalie.

IV. Et en particulier on eſt convenu qu'on pourvoira par des moiens convenables à ce que les Etats de Sileſie jouiſſent de la liberté de la Religion conformement au Traité de Paix.

V. Outre cela le Sereniſſime Roi de Suede aiant connoiſſance que ceux qui lui ſont peu affectionnez, ont interé & ajoûté dans les Alliances qu'ils ont faites avec l'Empereur ou avec d'autres un Article ou public, ou ſecret en faveur de la Ville de Bremen, & jugeant ainſi à propos de prendre garde que cela ne lui ôte & ne préjudicie en rien aux Droits qu'il a ſur ladite Ville. Pour cet effet le Sereniſſime Roi de France promet au Sereniſſime Roi de Suede ſa Garantie pour défendre les Droits qui lui appartiennent ſur ladite Ville de Breme, conformement à la diſpoſition de la Paix de Weſtphalie.

VI. Et

ANNO 1675.

VI. Et afin qu'on connoisse la sincere affection que les Rois Alliez ont pour l'Empire, le Roi Tres-Chrêtien promet que d'abord que l'Empereur, les Princes & Etats de l'Empire qui sont entrés dans la Guerre, voudront quitter les Armes, renvoier leurs Armées, & promettre d'observer desormais la Paix de Westphalie, il retirera en même tems les Troupes des Terres de l'Empire, il rendra les Places qu'il y aura prises, & donnera outre ce une satisfaction convenable pour les pertes qu'il aura causées, pourveu que l'Empereur, le Roi Catholique, & les Etats Generaux facent la même chose.

VII. Ensuite il sera facile aux Seigneurs Electeurs de l'revés & Palatin de se recpcuiller, d'avoir la Paix, & de rentrer dans leurs Places.

VIII. Les Villes d'Alface jouïront auſſi de leurs Droits & Privileges, conformement au Traité de la Paix de Weſtphalie.

IX. Et pour faire connoître le deſir qu'on a de procurer la Paix, le Seren. Roi de Suede promet que quelqu'il ait eu un veritable déplaiſir de voir que tous les ſoins qu'il a pris pour faire ceſſer la Guerre, aient été fruitles jusqu'à preſent, & qu'elle n'a fait que s'étendre plus loin, l'Empereur, le Roi Catholique & quelques autres Princes aiant pris les Armes, il emploira pourtant encore tous ſes ſoins par le deſir qu'il a de la tranquillité publique, tandis qu'il pourra en eſperer quelque bon effet pour la Paix, & ſe ſervira de tous les moïens poſſibles pour conduire les choſes avec la grace de Dieu en cet état, & délivrer au plûtôt la Chrêtienté des maux de la Guerre.

X. Le Roi Tres-Chrêtien aiant pour agréables ces empreſſemens du Roi de Suede promet qu'il accordera volontiers tout ce qui pourra ſervir à faire une Paix & honneſte Paix, & qu'on pourra raiſonnablement attendre de lui, & que pour cet effet il donnera desormais, comme il a déja fait, toute ſorte de facilité pour les Préliminaires de la Paix.

XI. Et afin que la Negotiation de la Paix où il y a eu jusqu'à preſent tant de difficultés puiſſe aller plus vite, & qu'on empêche d'agir ceux qui voudroient la retarder, & que la tranquillité ſoit conſervée dans l'Empire, tans contrevenir aux Traités de Weſtphalie, le Roi de Suede non ſeulement promet, comme il eſt porté par les anciennes Alliances, qu'il prendra les Armes contre celui ou ceux dans l'Empire, qui contre la diſpoſition de la Paix de Weſtphalie feront la Guerre au Roi Tres-Chrêtien, ou donneront du ſecours à ſes Ennemis, mais outre cela, il promet par cette Alliance que ſi l'Empereur, les Electeurs, ou quelque Etat dans l'Empire, tâchent d'empêcher ou de rejetter des conditions raiſonnables de Paix, il prendra auſſi pour ce ſujet les Armes contre lui & contre eux.

XII. Et afin qu'on ne croïe pas que le Roi Tres-Chrêtien refuſe d'accorder ſoi-même ce qu'il ſouhaite de ſon Ennemi, il promet qu'il rendra tres-volontiers la Paix à la Chrêtienté d'abord qu'il pourra obtenir de juſtes & équitables conditions, & que de ſon côté il obſervera inviolablement les Traités de Munſter & d'Osnabrug.

XIII. Les choſes étant preſentement dans un état que le Sereniſſime Roi de Suede a été obligé de prendre les Armes en vertu des Alliances avec le Roi Tres-Chrêtien contre Monſieur l'Electeur de Brandebourg, & qu'il paroît qu'il aura à ſoutenir une grande Guerre de tous les Alliés dudit Prince qui le menacent ouvertement de toutes parts. C'eſt pour cela que s'il arrive que quelque Roi, Prince, ou Etat prenne les Armes contre le Sereniſſime Roi de Suede, ou à raiſon de l'Alliance qu'il a avec les autres, ou à cauſe de la preſente Alliance, ou des precedentes entre les Sereniſſimes Rois de France & de Suede, & à cauſe des entrepriſes qu'on aura faites en vertu d'icelles, ou ſous tout autre pretexte que ce ſoit, pour lors le Sereniſſime Roi de France regardera publiquement, celui qui fera une telle entrepriſe comme ſon Ennemi, & l'attaquera par lui & par les Alliés, par Mer & par Terre avec le plus de force qu'il pourra, & ſelon l'exigence du peril, & ne ceſſera pas de lui faire la Guerre qu'on n'aie rétabli la Paix, & ſatisfait entierement au Sereniſſime Roi de Suede.

XIV. Et afin que le Sereniſſime Roi de Suede puiſſe ſubſtenir tous les efforts que ſes Ennemis pourront faire contre lui, le Sereniſſime Roi de France promet qu'il emploïera tous ſes ſoins, afin que les autres Princes & Etats joignent à tems leurs Armes à celles du Sereniſſime Roi de Suede, & lui donne des ſecours effaces. ANNO 1675.

XV. Comme le Sereniſſime Roi de Suede ſera obligé de faire de plus grandes dépenſes, on eſt convenu que pour le ſoulager, Sa Majeſté Tres-Chrêtienne lui donnera toutes les années à commencer du 14. jour de Janvier de l'année courante 1675. jusqu'à la fin de la Guerre, ou tandis qu'il faudra avoir des Troupes en état de s'oppoſer aux Ennemis, ou de les attaquer conformement à la diſpoſition de l'Alliance, même pendant que l'Amniſtie durera, s'il arrive que du commun conſentement des deux Rois Alliés ou l'obtienne, huit cent mil Richedals dans la Banque de la maniere, aux termes & Lieux exprimés dans les Traités precedens.

XVI. Si quelques Princes ou Etats dans l'Empire veulent garder la Neutralité, ils pourront le faire avec toute liberté, ni ils ne recevront pour cela aucun dommage des Armes des Rois, mais plûtôt ils connoîtront par là qu'on n'a en veuë dans cette Alliance que de rétablir la liberté & le premier état dans l'Empire.

XVII. Et parce que le principal but de cette Alliance, eſt que la Paix ſoit rétablie dans l'Empire, le Sereniſſime Roi de Suede veut expreſſement que comme il aura pris les Armes en vertu de ſa premiere ou de cette preſente Alliance, il lui ſoit libre de les quitter, d'abord qu'on pourra obtenir une juſte Paix dans l'Empire.

XVIII. On ne fera pourtant aucune Convention, ſoit de Paix ou de Tréve que d'un commun conſentement, aprés une ſatisfaction convenable, & avec l'inclusion de l'autre Allié, comme il eſt exprimé dans l'Article huitiéme de l'Alliance ſecrete de l'année 1672.

XIX. Pour ce qui regarde la maniere dont on agira dans la Guerre, on eſt convieudra ſelon que l'état des choſes le demandera.

XX. Cette Alliance exprimée dans les precedens Articles durera toûjours, en ce qui concerne l'obſervation de la Paix de Weſtphalie, & en tant qu'elle eſt faite pour procurer la Paix & pour appaiſer les troubles, jusqu'à ce que la preſente Guerre & tous les differens avec quelque Prince ou Etat que ce ſoit, aient été terminés par la Paix.

XXI. On donnera reciproquement les Ratifications de la preſente Alliance dans quatre Mois, à compter du jour qu'elle ſera ſignée, ou plûtôt ſi faire ſe peut.

En foi dequoi & pour lui donner plus de force, nous avons ſigné les Articles ci-deſſus, en vertu de nos Pleins-Pouvoirs. FAIT à Verſailles le 25. du Mois d'Avril 1675.

CXXXVII.

Cartel ou Traité entre la France & la Republique des PROVINCES-UNIES *du Pais-Bas, pour l'Echange, & la Rançon des Priſonniers de Guerre. Fait à Maſtricht le* 21. *Mai* 1675. *Avec les* PLEINS-POUVOIRS *&* RATIFICATIONS *de part & d'autre.* [Feuille volante imprimée à la Haye chez *Jacquet Scheltus*, Imprimeur ordinaire de l'Eſtat ann. 1675. in 4.] 21. Mai.

NOUS GODEFROY, Comte d'Eſtrades, Chevalier des Ordres du Roi, Lieutenant Général de ſes Armées, Viceroi de l'Amerique, Gouverneur des Villes & Citadelle de Dunquerque, Maſtricht & Places en dépendantes, au nom & de la part de Sa Majeſté, & Jean Peſters, Docteur ès Loix, Greffier de la Cour Provinciale d'Utrecht, au nom & de la part de Son Alteſſe Monſeigneur le Prince d'Orance, ſommes convenus de l'Echange & Rançon des Priſonniers de Guerre qui ont été & ſeront faits par les Troupes des Armées & Garniſons de France, & des Etats Generaux des Provinces-Unies, les unes ſur les autres reſpectivement, & en avons paſſé le preſent Traité en vertu des Pouvoirs à nous donnés en la maniere qui en ſuit.

PRE-

ANNO 1675.

PREMIERMENT. Que tous les Prisonniers qui seront faits de part & d'autre seront rendus de bonne foi, quinze jours après leur detention au plus tard, par échange d'autres Prisonniers de pareil poste ou autres en faisant compensation du plus au moins des Rançons, ou payeront leurs Rançons, qui seront ci-après marquées, lesquelles se payeront en Monnoye de France.

Et afin qu'il n'arrive aucune contestation ni difficulté, tant pour le regard du poste & qualité des Officiers de part & d'autre, que des Rançons qui devront être payées par chacun d'eux, il a été estimé à propos de specifier ci-après les charges & postes de chacun parti & le prix desdites Rançons.

Les Généraux des Armées du Roi commandant en Chef, & les Maréchaux de France seront échangés contre le Capitaine Général des Etats Généraux, commandant en Chef leur Armée, comme l'est présentement Monseigneur le Prince d'Orange, ou payeront les uns & les autres — — — — — 50000 Liv.

Le Capitaine Général des Armées du Roi 40000 Liv.

Les Lieutenant Généraux des Armées du Roi seront échangés contre ceux qui commandent les Armées des Etats Généraux immediatement après le Général, ou payeront — — — — — — 20000 Liv.

Le Grand Maître de l'Artillerie de France contre le Général de l'Artillerie des Etats Généraux, ou payeront — — — — — — 4000 Liv.

Les Maréchaux de Camp des Armées du Roi seront échangés, ou payeront — — — — 4000 Liv.

Le Colonel Général de Cavalerie sera échangé contre un Général de Cavalerie ou d'Infanterie ou payeront — — — — — — 4000 Liv.

Commissaire Général de la Cavalerie de France — — — — — 3000 Liv.

Un Intendant des Armées ou Provinces contre un Deputé des Etats en Campagne, ou payeront 3000 Liv.

Leurs Subalternes s'ils s'en rencontrent 1500 Liv.

Un Lieutenant Général de l'Artillerie des Armées du Roi, sera échangé contre un Lieutenant Général de l'Artillerie des Etats Généraux, ou payeront 1000 Liv.

Les Lieutenants particuliers de l'Artillerie des Armées du Roi — — — — — — 500 Liv.

Les Commissaires de l'Artillerie — — 100 Liv.

Lieutenant Général de Cavalerie ou Infanterie — — — — — — — 1500 Liv.

Un Brigadier commandant s'ils s'en rencontrent — — — — — — 1000 Liv.

Les Brigadiers de Cavalerie ou d'Infanterie seront échangés, ou payeront — — — — 800 Liv.

Major Général d'Infanterie sera échangé, ou payera — — — — 800 Liv.

Major Général de Cavalerie, sera échangé contre un Commissaire Général de Cavalerie des Etats, ou payeront — — — — — — 800 Liv.

Un Major de Brigade contre un Brigadier d'Ordre, ou payeront — — — — — 300 Liv.

Maréchal Général des Logis de l'Armée, contre un Quartier Maître Général, ou payeront — 600 Liv.

Aides de Maréchal Général des Logis, & du Quartier-Maître Général — — — — 100 Liv.

Aides de Camp servans près la Personne du Roi — — — — — — — — 500 Liv.

Aides de Camp servans près des Généraux en Chef, Lieutenants Généraux & Maréchaux de Camp — — — — — — — 300 Liv.

Maréchal des Logis de la Cavalerie, sera échangé ou payera — — — — — — — 200 Liv.

Ses Aides — — — — — — 100 Liv.

Le Threforier Général de l'Extraordinaire 1500 Liv.

Le premier Commis de chaque Armée — 500 Liv.

Les autres moindres — — — — 50 Liv.

Général des Vivres, sera échangé contre le Prevedor des Vivres, ou payeront — — — — 1000 Liv.

Le premier Commis de chaque Armée — 500 Liv.

Les autres moindres Commis & Controlleurs — — — — — — — — 50 Liv.

Les Commissaires de Guerre — — — 100 Liv.

Le Prevôt Général, échangé contre le Fiscal du Conseil de Guerre, ou payeront — — — 300 Liv.

Son Lieutenant, contre le Greffier dudit Conseil de Guerre, ou payeront — — — — 100 Liv.

Les autres Officiers ou Soldats de la Prevôté de part & d'autre chacun — — — — — 18 Liv.

Le Wage-Meeller Général, contre le Capitaine des Chariots, ou payeront — — — — 150 Liv.

Son Lieutenant — — — — — 80 Liv.

Le Commissaire Général des Bateaux — 150 Liv.

Le Lieutenant — — — — — 50 Liv.

Les Conducteurs de l'un & de l'autre, chacun 12 Liv.

Un Auditeur — — — — — 25 Liv.

Un Commissaire ou Gentil-homme de Canon — — — — — — — — 40 Liv.

Canoniers comme Soldats — — 7 Liv. 10. Sols.

Capitaine des Mineurs — — — — 25 Liv.

Mineurs comme Soldats — — — 7 Liv. 10. Sols.

Wegh-Meeller Général — — — — 80 Liv.

Capitaine des Pionniers — — — — 25 Liv.

Pionniers comme Soldats — — — 7 Liv. 10. Sols.

Les Ingenieurs payeront un Mois de Solde.

ANNO 1675.

Gendarmerie.

Le Brigadier de Gendarmerie — — — 1100 Liv.

Les Capitaines des Gardes du Corps de Sa Majesté — — — — — —

Le Capitaine Lieutenant des Gendarmes — — — — — — —

Le Capitaine-Lieutenant des Chevaux-Legers — — — — — — —

Le Capitaine-Lieutenant de la Garde Ecoffoise — — — — — — —

Les Capitaines-Lieutenants des deux Compagnies des Mousquetaires à Cheval —

Le Capitaine-Lieutenant des Gendarmes Anglois — — — — — — — } 2000 L.

Les Capitaines-Lieutenants des Compagnies des Gendarmes & Chevaux-Legers de la Reine & de Monseigneur le Dauphin — — — — — — —

Le Capitaine-Lieutenant des Gardes de Monseigneur le Duc d'Orleans — — —

Le Capitaine-Lieutenant de ses Gendarmes & Chevaux-Legers — — — — —

Les Lieutenants des Gardes du Corps de Sa Majesté — — — — — — —

Les Sous-Lieutenants des Gendarmes —

Les Sous-Lieutenants des Chevaux-Legers — — — — — — —

Les Sous-Lieutenants des deux Compagnies des Mousquetaires du Roi — — —

Le Sous-Lieutenant de la Garde Ecoffoise — — — — — — —

Le Sous-Lieutenant de la Compagnie des Gendarmes Anglois — — — — — —

Le Sous-Lieutenant des Gendarmes de la Reine & de Monseigneur le Dauphin — —

Le Sous-Lieutenant des Gendarmes de Monseigneur le Duc d'Orleans — — — —

Le Capitaine des Chevaux-Legers de la Gendarmerie — — — — — — —

Le Capitaine de la Cavalerie — — — —

Les Enseignes des Gardes du Roi — —

L'Enseigne & Guidon de ses Gendarmes } 1000 L.

L'Enseigne de la Compagnie Ecoffoise —

L'Enseigne & Cornette des Compagnies de Mousquetaires — — — — — —

L'Enseigne de la Compagnie des Gendarmes Anglois — — — — — — —

L'Enseigne des Gendarmes de la Reine —

Le Cornette des Chevaux-Legers de la Garde — — — — — — — —

Les Cornettes des Chevaux-Legers de la Reine — — — — — — — —

L'Enseigne des Gendarmes de Monseigneur le Dauphin — — — — — —

Le Lieutenant des Gardes de Monseigneur le Duc d'Orleans — — — — — —

L'Enseigne de ses Gendarmes — — —

Le Cornette des Chevaux-Legers — — —

Le Guidon des Gendarmes Ecoffois — —

Celui des Gendarmes Anglois — — —

Celui des Gendarmes de la Reine, de Monseigneur le Dauphin, & de Monseigneur le Duc d'Orleans — — — — — — } 600 L.

Le Lieutenant & le Cornette des Chevaux-Legers & la Gendarmerie — — — —

Le Lieutenant & le Cornette de la Cavalerie legere — — — — — —

Le Major des Gardes du Corps — — —

ANNO 1675. Et pour ce qui regarde les Exempts & Marêchaux des Logis de toutes les Compagnies ci-deſſus, les Hallebardiers, Sous Brigadiers, Gardes du Corps, Gendarmes & autres des Compagnies ci-deſſus un mois de Solde.

Le Regiment des Fuſiliers de Flandre à cheval.
Le Regiment Royal de Piedmont.
Le Regiment Royal Anglois.
Le Regiment Suiſſe de Lochman.

Tous leſdits Regiments ſeront traitez comme le reſte de la Cavalerie.

Garde Françoiſe & Suiſſe.

LE Colonel du Regiment des Gardes Françoiſes — — — — — — — — — — 3000 Liv.
Le Lieutenant Colonel — — — — 1500 Liv.
Les Capitaines — — — — — — 300 Liv.
Les Lieutenants, Sous-Lieutenants, Enſeignes, & autres, jusques aux Soldats compris, un mois de Solde.
Le Colonel Général des Suiſſes — — — 4000 Liv.
Le Colonel des Gardes Suiſſes — — — 3000 Liv.
Les Capitaines, Lieutenants & autres Officiers & Soldats des Gardes Suiſſes comme les Gardes Françoiſes.

Les Officiers, Cavaliers & Soldats des Regimentes & des Compagnies des Gardes de ſon Alteſſe Monſeigneur le Prince d'Orange payeront un Mois de leur Solde.

Un Colonel d'Infanterie ou de Cavalerie 400 Liv.
Le Lieutenant Colonel d'Infanterie ou de Cavalerie.
Major de Cavalerie ou d'Infanterie.
Capitaines d'Infanterie ou de Cavalerie.
Aide Major, ou Adjutant de Cavalerie ou d'Infanterie.
Lieutenant de Cavalerie ou d'Infanterie.
Cornettes & Enſeignes.
Marêchal de Logis ou Quartier-Maiſtre des Regimens ou Compagnies.
Sergents, Caporaux, Ecrivains, Cavaliers, Soldats, Guides, Faiſeurs d'Artifices, Charpentiers, Marêchaux, Matelots ou Pont-gaſtes, Brugh-Maiſtres & tous ſemblables payeront un Mois de Solde chacun.

Colonel Général des Dragons — — 3500 Liv.
Colonel d'un Regiment — — — 250 Liv.
Capitaine — — — — — — — 150 Liv.
Major — — — — — — — — 150 Liv.
Lieutenant — — — — — — 70 Liv.
Aide Major — — — — — — 70 Liv.
Cornette — — — — — — — 55 Liv.
Marêchal des Logis — — — — — 25 Liv.
Cavatre & Dragon — — — — — 15 Liv.

Les Gouverneurs, Lieutenans de Roi & Majors des Places, payeront un mois de leur Solde, & aiant une autre Charge, dont l'appointement eſt plus haut, payeront ſur le pied de ladite Charge.

Et d'autant qu'aucuns Lieutenans de Roi, Commandeurs ou Majors des Villes n'ont aucun gage, leur Rançon ſera reglée ſur le pied de la plus haute Charge qu'ils exercent.

Tous Volontaires Françoiſ, qui ſeront dans les Armées du Roi de quelque qualité qu'ils ſoient, s'ils ſont du nombre de ceux, qui ſont leur ſejour ordinaire à la Cour, qui n'ont point des Charges Militaires payeront — — — — — — — — — — — — 2000 Liv.

Et les Volontaires qui ſeront dans quelque endroit ſoit dedans ou hors l'Armée, quel qu'il puiſſe être, payeront la Rançon, à quoi ledit Emploi par ce Cartel eſt reglé.

Le contenu de ces deux Articles ſera obſervé au regard des Volontaires qui ſeront dans les Armées des Etats Généraux.

Les Aumôniers, Miniſtres, Medecins, Intendants de Malades, Apothicaires, Chirurgiens & autres Officiers ſervants à l'Hôpital, comme auſſi les Femmes de quelle condition qu'elles puiſſent être, Enfans de douze Ans & Valets ſeront renvoyez de part & d'autre ſans rançon.

Tous ceux qui exercent differentes Charges, ne payeront que la rançon de la plus haute Charge qu'ils poſſedent, & à proportion d'icelle ſeront échangez ou payeront leur rançon.

Tous Officiers de l'Artillerie non compris dans ce Traité ſians les mêmes noms avec les Officiers de l'Infanterie pourront ſans aucune difference être échangés pour la même rançon.

Tous Officiers reformés, ne payeront que le quart de la rançon de la Charge à laquelle ils ſont mis étant à pied. ANNO 1675.

Les Trompettes & Tambours qui iront reclamer leſdits Priſonniers ſeront renvoyez dans trois jours, & ſi quelque raiſon de Guerre oblige de les retenir davantage, leurs depenſes ſeront payées par ceux qui les auront arrêtez.

Tous Officiers & autres, ſeuls gages non compris en ce Cartel & tenus de ſuivre les Armées pourront être rançonnez en païant un mois de leur gage, outre qu'il ſera ſiſible aux Parties de ſe donner avis reciproquement des Officiers qui pourroient être omis dans ce Cartel & d'en convenir eux-mêmes, après quoi ce qui aura été concerté ſera ponctuellement obſervé & tenu pour inſeré dans ce preſent Traité.

S'il arrivoit quelque difficulté touchant la qualité ou gage de quelques Priſonniers, elle ſera levée ſur le Certifica[illegible] qu'en donnera de bonne-foi le Général de l'Armée ou Gouverneur de la Place d'où ſera ledit Priſonnier, ſans qu'aucune autre preuve ſoit neceſſaire.

Tous Soldats, Cavaliers, & autres dont les rançons ſont égales, auront pour leur ſubſiſtance, pendant le temps qu'ils demeureront en Priſon, trois Sols Monnoye de France, outre le Pain de Munition, & le Sergeant le double avec le Pain.

Il ſera fait défenſes de part & d'autre, d'ôter les Habits aux Priſonniers.

Tous les Officiers ſe pourront faire traiter ainſi qu'ils trouveront bon, & ſeront en état de payer.

Les Officiers de part & d'autre, qui auront été renvoyez ſur leur parole ſeront obligez de retourner, & ſe rendre Priſonniers quinze jours après la Ratification de ce Traité, à moins qu'auparavant ils n'aient fait tenir leur rançon ſur le pied y ſpecifié, & ce qu'ils pourroient devoir des frais par eux faits dans la Priſon, pour leur ſubſiſtance, ce qu'ils pourront faire ſans être obligez de retourner, & ſeront libres de ſervir, ſi bon leur ſemble, ſi ce n'eſt qu'ils auront l'acquit de ceux auxquels ils s'étoient obligez.

Quant au Mois de Solde, dont pluſieurs Articles parlent, ils ſeront reglez de part & d'autre ſelon les appointemens que donne Sa Majeſté, excepté les Gouverneurs, Lieutenants du Roi, Majors des Places, Officiers, Cavaliers & Soldats des Gardes de Son Alteſſe Monſeigneur le Prince d'Orange, qui payeront ſuivant les appointemens qu'ils reçoivent des Etats Généraux.

Moyennant les conditions ci-deſſus, on eſt convenu de renvoyer de part & d'autre tous les Priſonniers quinze jours après la Ratification du preſent Traité, en payant de part & d'autre ce qu'ils auront dépenſé pour leur nourriture pendant le temps de leur detention, dont fera fait état.

Chaque Partie fera un état des Priſonniers qu'il renvoyera, & en tirera un reçu du Commandant de lieu où ils auront été remis afin qu'après l'entiere delivrance des Priſonniers, celui des deux Parties qui demeurera redevable à l'autre, ait ſoin d'y ſatisfaire ſur le pied de la rançon ci-deſſus ſpecifiée.

Tous Officiers, Soldats & autres Perſonnes ſpecifiées dans ce Traité de quelque qualité qu'ils puiſſent être qui ſont ou ſeront faits Priſonniers pendant les trois Ans qu'il doit durer inviolablement, ſeront rendus de part & d'autre, ſi bon qu'ils ſeront reclamez en payant leurs rançons ou rendans des Priſonniers en nombre équivalent à la Charge qu'ils poſſedent quinze jours après leur captivité au plus tard.

Tous les Priſonniers qui ſeront & ont été faits depuis la Declaration de la preſente Guerre, ſeront renvoyez de part & d'autre en ſatisfaiſant aux Articles ci-deſſus dans les Places les plus commodes.

Le preſent Traité aura lieu à commencer du jour de la datte de la Ratification, & finira à la fin de trois années ſuivantes inclusivement, pendant lequel tems il ne pourra être rompu pour quelque cauſe ou occaſion que ce puiſſe être.

Et pour plus grande aſſeurance de l'execution dudit Traité, nous avons promis reciproquement de le faire ratifier, tant par Sa Majeſté que par Son Alteſſe Monſeigneur le Prince d'Orange dans quinze jours de la date d'icelui. Fait & arrêté à Maſtricht le 21. Mai 1675. ANNO 1675.

Signé,

LE COMTE D'ESTRADES. JEAN PESTERS.

LE

ANNO 1675.

LE Roi aiant eû bien agreable la Proposition qui lui a été faite, de regler un Cartel, tant pour la rançon & échange des Prisonniers de Guerre, faits sur les Troupes des Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, que de ceux qui pourront être faits, à l'avenir, tant par les Armées de Sa Majesté, que par celles desdits Etats Généraux: & pour faire faire en même tems le compte de ce qui sera dû pour la nourriture, & rançon des Prisonniers de Guerre Hollandois, qui sont en France: Et étant necessaire, pour cette fin, de commettre une personne capable, & intelligente, pour s'employer avec celui, ou ceux que le Prince d'Orange commettra, à même effet; Sa Majesté se confiant particulierement en la capacité, experience, prudence, & sage conduite du Sieur Comte d'Estrades, Chevalier de ses Ordres, l'un de ses Lieutenants Généraux en ses Armées, Gouverneur de Mastricht, l'a commis, & ordonné, pour, & en son nom, regler avec celui, ou ceux, qui auront Pouvoir suffisant dudit Prince d'Orange, à l'effet susdit, le Cartel de l'échange, ou des rançons que devront payer les Prisonniers de Guerre, tant ceux qui sont presentement en son Pouvoir, que ceux qui pourront être faits, pendant la presente Guerre, par les Armes de Sa Majesté, & celles desdits Etats Généraux: Comme aussi faire en même tems le compte de ce qui sera dû pour l'échange des Prisonniers de Guerre Hollandois, qui sont au Pouvoir de Sa Majesté. Jceluy Cartel & Compte conclurre, signer, & arrêter en la maniere dont il sera convenu, promet Sa Majesté, en foi & parole de Roi, avoir pour agreable, tenir ferme & ftable, tout ce que par ledit Sieur Comte d'Estrades aura été ainsi fait, arrêté, & signé en son nom, & de la ratifier dans le tems dont il sera convenu. Fait à St. Germain en Laye le 8. Janvier 1675. *Etoit signé*, LOUIS. *Et plus-bas*, LE TELLIER.

SON Alteſſe a commis & autoriſé, comme il commet & autoriſe, par cette, le Sieur Jean Peſters, Greffier de la Cour Provinciale d'Utrecht, pour, en ſon nom, traiter avec Monſieur le Comte d'Eſtrades, Gouverneur de Maſtricht, touchant la rançon & échange des Priſonniers de ce côté, preſentement encore detenus auprès de l'Ennemi: Comme auſſi pour ajuſter, avec ledit Seigneur Comte, un projet de Cartel, lequel pourra, à l'avenir, être obſervé entre le Roi de France, & ledit Etat: le tout ſous l'approbation & aveu de Son Alteſſe. Fait à Zoeſt le 9. de Fevrier 1675. *Signé*, G. H. PRINCE D'ORANGE. *Et plus-bas*, Par Ordonnance de Son Alteſſe. *Signé*, C. HUYGENS.

LE Roi aiant vû & lû attentivement le Traité ci-deſſus transerit, fait & paſſé en ſon nom, par le Sieur Comte d'Eſtrades: & au nom de Monſieur le Prince d'Orange, par le Sieur Peſters, pour l'échange, & rançon des Priſonniers, qui ont été & ſeront faits, par les Troupes des Armées, & Garniſons de France, & des Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, les unes ſur les autres ſeulement, & pour le tems de trois Années, à compter du jour de la Ratification dudit Traité: Et Sa Majeſté aiant icelui bien agreable, l'a approuvé, confirmé & ratifié, l'approuve, confirme & ratifie: Et a promis & promet, en foi & parole de Roi, de l'entretenir & faire entretenir & garder, de ſa part, inviolablement, ſans y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu en aucune maniere. Aiant, pour témoignage de ſa volonté, ſigné la preſente de ſa main, & à icelle fait appoſer le Seel de ſon ſecret. An Camp de Gimbiou le 29. Mai 1675. *Signé*, LOUIS. *Et plus-bas*, LE TELLIER. *Et cacheté du Cachet des Armes de Sa Majeſté.*

SON Alteſſe aiant vû le Traité conclu à Maſtricht le 21. du Mois de Mai entre Monſieur le Comte d'Eſtrades, comme en aiant été particulierement autoriſé par & de la part de Sa Majeſté Très-Chrétienne, & le Sieur Jean Peſters, en aiant été autoriſé de même de Son Alteſſe, touchant la rançon & l'échange des Priſonniers de part & d'autre, l'a approuvé, & ratifié en toute ſa teneur, promettant fair la foi & parole de Prince, de le faire ponctuellement garder & obſerver, en tout & par tout. Fait à l'Armée à Duſſel le 30. Mai 1675. *Etoit ſigné*,

G. H. PRINCE D'ORANGE.

Au deſſous, *Par ordre de Son Alteſſe.*

Signé, C. HUYGENS.

CXXXVIII.

ANNO 1675.

Traitat zwiſchen Ihro Kayſerl. Majeſt. Leopolden und Ihro Fürſtl. Gn. zu Munſter Chriſtoph Bernhardten, wodurch Ihre Fürſtl. Gn. 9000. Mann wider Ihrer Kayſerl. Majeſt. und des Heil. Röm. Reichs jetzt und künftige Feinde, vermittelſt zu verſicherung des Nieder-Weſtphäliſchen Creyſſes, zwiſchen den Rhein und Weſer, auch an der Moſel agiren zu laſſen promittiret, dargegen Ihro Kayſerl. Majeſt. gewiſſe in-benennte Subſidien-Gelder zu zahlen verſpricht, welchen Trouppen gewiſſe Quartire aſſigniret, und wegen der operation und andern Stücken mit Ihro Fürſtl. Gnad. überein kom. Geſchlieſſen durch die darzu bevollmächtigte und zu Ende des Tractats unterſchriebene auf der Fürſtl. Reſidentz St. Ludgerſberg den 7. Juny 1675. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.] 7. Juin.

C'eſt-à-dire,

Traité entre LEOPOLD *Empereur des Romains & CHRISTOPHLE* BERNARD *Evêque de Munſter pour* 9000. *Hommes, lesquels ledit Evêque & Prince promet d'entretenir entre le Rhyn, le Weſer & la Moſelle, pour la ſeureté du Cercle de Weſtphalie, contre tous Ennemis preſents & futurs; en conſideration de quoi Sa Majeſté Imperiale lui promet un certain Subſide en argent, & lui aſſigne des Quartiers d'Hyver pour ſes Troupes &c. Fait à St. Ludgersburg Reſidence Epiſcopale le 7. Juin* 1675.

DEmnach die Römiſch. Kayſerl. Majeſt. Unſer Allergnädigſtester Herr ſich der Alter-unterthänigſten Treue und Devotion Ihro allergnädigſt erinderet, welcher Ihrer Fürſtl. Gnaden zu Münſter darein mehrmahlen erwieſen, daß ſeie Ihrer Majeſt. zum öfftern, vornemblich aber in vorigen Jahrer Campagne eine Conſiderable Mannſchafft wieder dero Feinde zu Hülff geſchickt, und darmit bey gegenwärtigen auff des Reichs-Boden ſich mehr und mehr eingraben gelobſchrecken aus allergnädigſter zu Ihrer Fürſtl. Gnad. tragenden zuverſicht, nun derſelben durch ihren Reichs-Hoff- und vorder Oeſterreichiſch. Cammer-Rath anno 1664 geſandten zu denen Friedens-Tractaten Johann Friderin Crafft einer ihme zu dem End ertheilter Special-Commiſſion, und vollkommener Macht, wegen darſtellung eines defendern Corpo, wormit einige in dieſem Niederrheiſl. des Weſtphäliſchen Creyſes bereits folgende ſpecificirte Craiſs-Stände; und denen Feinden zu ihrem vortheil, und merckliche-ſtorrirung des zu gut gemeinten Defendons-werckes beſtgelegene Lande verſtöret und beut beſtanden nach an den benachbarten Reichs-Landen zu dienſt Ihrer Kayſ. Majeſt. und des heiligen Römiſchen Reichs entlich agirt werden könte, tractiren zulaſſen bewogen worden, als iſt beg allen wol erwogenen umbſtänden endlich dahin bedarfeſtes beliebet, verabredet, und geſchloſſen worden, wie folget.

Erſtlich übernemmen Ihre Fürſtl. Gnad. zu Münſter 9000. Mann, welche in 6000 zu Fuß 3000 zu Pferd 600 Dragoner beſtehen ſollen, ins Feld zuſtellen, und ſelbige mit nöhtigen Regiments-Stucken, Munition, Conſtablen, und anderen zubehörigkeiten nottuſſtig zu verſehen.

Zweitens, dieſe Völcker ſollen Ihrer Fürſtl. Gnad. zugehörig ſein dero Ord, unter dero, oder Ihrer darzu verordneten Ober-Officiers Jurisdiction und Commando verbleiben, und weder Ihrer Kayſerl. Majeſt. und des heiligen Römiſchen Reichs jetzt und künfftigen Feinden, vornemblich zu verſicherung dieſes Nieder-Weſtphäliſchen Creyſes zwiſchen den Rhein, und Weſer-Strom, dann auch an der Moſel bis Trier, an der Weſer bis Horter, am Rhein bis Coblentz, und an der Maaß bis gen Lüttich in Nurremmde und Betlee gebrauchet werden können.

Drittens, zu deren beſſerer Subſiſtentz wollen Ihre Kayſerl. Majeſt. in Recreurirung des Fuß-Volcks, und andrer Mayntirung der Reiterey, als welche bey vorigem Feldzug ſehr ruinirt worden, gleich nach der Ratification dieſes Tractats vorbigt tauſend Reichsth. in Vorſchuß abzahlen, und pro Subſidio, voll erſten Jury laufenden Jahrs anzuſangen, Monatlich im Sommer 15000. und im Winter 10000. Reichsth. unfehlbar entrichten, und den ein oder andern gewiſſen Kauffmann in der Statt Cölln anweiſen und verſchreiben, auch einen Sommer-Monath ad 15000. Reichsth. neben erlägung erſtbesagter 40000. Reichsth. avanciren laſſen.

Digitized by Google

ANNO 1675. Bierdtent / zu erſetzung deren von voriges Jahrs eekierender Subſidien wird nebſt die zu Wiem ohnlängſt bezahlte 2000. Reichsth. Namens Ihrer Kayſerl. Mayeſt. darzeuge / was aus der Juden-Commiſſion zu Franckfurt zu erhalten ſein möchte / wie auch vorigen Jahrs Reſtant der Grafſchafft Oldenburg Fürſtlichen theils dum annexis Ihrer Fürſtl. Gn. angewieſen und darüber die nöthige Expeditiones mit Bycicke hierdurch verfertiget / was aber beſonders wegen der auf Ihrer Kayſerl. Mayeſt. allergnädigſtes gutachten und erſuchen zur dieſen Weſtphäliſchen Crays aufgeſetzte / und zur Kayſerl. Armée geſchickte 2000. Mann zu Fuß und 1000. zu Pferdt einige maſſen conpeviret / ein ſolches ſolle beroſſelben zu Ihrer völligen ſatisfaction reſe wiret und beworbleiben.

Fünfftens / damit aber dieſe Mannſchafft nicht / wie in vergangenen Jahr zu groſſen unkoſten des gemeinen weeſens erſtlich / und darnach Mangel des Soldts / und benöthigter unentbehrlichkeiten zu grund gehen / ſondern zu Sommer und Winterzeiten wohl erhalten / und wie aller Nothurfft immerhin verſehen / und verſichert bleiben / auch ſo offt nöthig recreuriret / und zu vorbemeldte 9000. Mann ergentzet werden möge / haben Allerhöchſtgedt. Ihre Kayſerl. Mayeſt. die darzu erfordernde Mittel und Quartier in denen Fürſtenthümern Paderborn / und Oß-Friesland den Stifftern Corvey / Eſſen und Werden / der Grafſchafft Oldenburg Fürſtlichen theils / den Grafſchafften Leyp / Bentheim / Tecklenburg / Steinwenburg / Gröninghen theils / Ridberg / neben denen auf denen Gräntzen gelegenen Herrſchafften / gefaßt biß ſelbe Fürſtenthümbe / Stiffter / und übrige benente Lände / wie in gleichen das Fürſtenthumb Münſter / welches zu mehrer ſicherheit des Reichs unter Crafft des ſtrengſten loß verſchiedene Gräntz-Beſtungen / und einer beſonderer nach dieſen geſtimmten lauffenden proportionirter Mannſchafft zutragen hat / von allen Kayſerlichen und andern mit Einquartierungen / Exactionen / Contributionen und allen andern beſchwerden / die Ihnen haben mögen / deswegen befreyet ſeyn / und bleiben ſollen / und darmit ſo viel weniger / auch aus Ihrer Mayeſt. und den gemelten Quartierln ſchädlichen pflichten ſich hierin der Reichs-fündigen neceſſitat nicht werden entziehen können / allergnädigſt verordnet und angewieſen / und darüber zu deren Effect und erhaltung eine daß zum Ende dieſes Tractats ohne Einberung und Revocation beſtendig bleibende allergnädigſte Commiſſion Ihrer Fürſtl. Gn. ertheilt / inmaſſen dieſelbe ſolcher geſtalt hiemit und in Krafft dieſes ertheilet wird / wie dann dieſe Subſidia / Mittel / und Quartieren biß dahin continuiren / und wann ſolche in bedlicen einiger Theyl / Contributiones oder Einquartierungen erhalten wurden / darumb dannoch in geringſten nicht abtreten / verminderet oder verweigert werden ſollen. Ihnbenderlich wollen Ihre Kayſerl. Mayeſt. bey denen Städten Cöln / Aachen und Bremen die ernſtliche erinnerung thun laſſen / daß dieſelbe wegen Ihres hohen waltenden ſonderbahren Intereſſe uff verhaffung dienlich befindenden Commoditäten und mügligkeit vorſehen und mit ihrer Fürſtl. Gnad. ſich forderlichſt zu vergleichen benen.

Sechſtens / die Krigs-Operationes, war und warein dieſer Völcker maßnahmen / ſollen zwiſchen Ihrer Fürſtl. Gn. und Kayſerl. Generalität concertirt und anderer geſtalt nicht / als mit Ihrer Fürſtl. Gn. belieben vorgenommen werden.

Siebendens / und gleichwie Ihre Fürſtl. Gn. vorbeſagt. wegen vorigen Jahrs ungeleyſteten forgfeleg ſein / damit die ihrige nicht hinwiderumb zu creyten genöthiget werden / ſo von derofelben conditionirt / und Namens Ihrer Kayſerl. Mayeſt. verſtallet verſprochen worden / daß wehrgemelte Völcker nun ſie nur denen Kayſerlichen oder denen Alliirten conjungiret / oder ſonſten in bequ Ihrer Mayeſt. in Campagne ſein / bey verbreydenden Feldzug in verſtattung guter Quartieren / Fouragierung und andrer Notturfft denen Kayſerlichen gleich geſtalten / und wo ſie auch immer ſein oder hinkommen möchten / der unfehlbahre anſtalt würcklich gemacht werden ſolle / daß man die unentbehrliche Lebens-Mittel / und vor allem das nöthige Brod für Geld / jedoch ohne Ihrer Mayeſt. weiteren Koſten / und in billichen guten preyß haben könne.

Achtens / haben Ihre Kayſerl. Mayeſt. uf Ihrer Fürſtl. Gn. wohlgemeine Remonſtration, in allergnädigſter erwegung was für Unheil und Gefahr Ihro und Ihren Lehnen daraus entſtehen wiſſe / wann jemand mit gewalt ſich dieſer Fürſtenthumbs Münſter und anderer vorgedeuter uf den Gräntzen gelegener Reichs-landen bemächtigen und einen fuß darein ſetzen würde / allergnädigſt gut befunden / und bewilliget / daß um fall und ſo offt Ihre Fürſtl. Gnad. erachten und urtheilen werden / das dieſe Völcker zu defension und verſicherung jetzt gedachter Fürſtenthumben und landen / oder zu abwendung oder praevenirung der gefahr nothwendig zu gebrauchen ſein / Ihro die limitirte Revocation und abforderung derſelben vermittels bloſſer Notification an der Kayſerl. Generalität frey beroſſchen / und deſtet anſtalt dieſelbe bey indurchs vermögen / noch behindert werden ſolle / dafern auch

Neundtens / die gefahr / oder gewalt worzue gemelter Fürſtenthumb / und die angränzende vorbeſagte Lände betreffet oder würcklich angetroffen werden dorffen / alßo groß / und beſtanden Volckern überlegen / verfolglich ein mehrere Kriegsmacht vonnöthen währe / ſein Ihre Kayſerl. Mayeſt. des allergnädigſten erbiethens und verſprechen hierdurch / daß ſie auf unter allermehr-ehmſt erſuchen Ihrer Fürſtl. Gn. in gut zu sagen von Ihren eigenen Kayſerl. Volckern biß zu 6000. Mann / wor unter 2000. zu Pferdt ſein ſollen / zur aſſiſtentz / verſtärckung und Rettung Ihres Fürſtenthumbs und der übrigen / vorbeſagte maſſen zu ihnen ſeiner Völcker angewieſener Lande zuforderen anjetzo an Ihre Generalität darzu nöthige Eventual-Orders und beſtelle ertheilen wollen.

ANNO 1675.

Zehendens / ſoll dieſer Tractat in allen und jeden deſſen Punckten hine inde richtig gehalten und wohlgem werden / auch von dem Monath Majo deſes anfang nemmen / und biß zu beroeſſelben ihren / und zwiſchen Ihrer Kayſerl. Mayeſt. und Fürſtl. Gn. dauern. Zu Urkund deſſen iſt dieſer Tractat von wegen Ihro Kayſerl. Mayeſt. von dero Reichs-Hof-Rath und Abgeſandten verfaſt, und von wegen Ihrer Fürſtl. Gn. zu Münſter ꝛc. durch dero darzu Gevollmächtigten Geheimden Rath den Commentzhut von Schmiſing mit Hand und Pettſchafft verſehen worden. So geſchehen uff der Fürſtl. Reſidentz St. Ludrezburg den 7. Juny Anno 1675.

Johann Fiſcher. (L.S.)
Friederich ſonſt genant Schmiſching. (L.S.)

CXXXIX.

Pacta Rendsburgenſia inter CHRISTIANUM V. *Daniæ Regem, &* CHRISTIANUM ALBERTUM *Slesvici & Holſatiæ Ducem, quibus Regiæ Majeſtati Dux liberum transitum pro Militibus ſuis, per Terras ſuas, atque Jus Præſidii in ſuis Munimentis usque ad reductam Pacem, concedit, nec non Præfecturam Schwabſtat cum dimidia parte Capituli Slesvicenſis & Eccleſiæ Cathedralis reſtituit, Sovereinitatique ſuper Ducatu Slesvicenſi & Inſula Femeriæ renunciat &c. Rendsburgi 10. Julii 1675.* [LONDORPII *Acta Publica*, Tom. XII. Libr. XIII. pag. 308.] 10. Julii;

NOtum ſit omnibus & ſingulis præſentes has Tabulas inſpecturis, quod communis ſecuritatis & ſalutis gratiâ Dantis inter Regnum, & Slesvici Holſatiæque Ducatus amiquitus certa Unionis & Conjunctionis Pacta inita ſint, quæ pro re natâ & temporum uſu ſæpius renovata, aucta & mutata fuerunt: Cumque jam Sereniſſimus ac Potentiſſimus Princeps ac Dominus, Dominus Chriſtianus Quintus, Dania & Norwegiæ, Gothprum ac Vandalorum Rex, Dux Slesvici & Holſatiæ, Stormariæ & Dithmarſiæ, Comes Oldenburgicus ac Delmenhorſtanus, ut & Reverendiſſimus ac Sereniſſimus Princeps ac Dominus, Dominus Chriſtianus Albertus, Heres Norvegiæ, Poſtnlatus Coadjutor Epiſcopatus Lubecenſis, Dux Slesvici & Holſatiæ, Stormariæ & Dithmarſiæ, Comes Oldenburgenſis & Delmenhorſtanus, perneceſſariam hac præſentis perjeulosi & calamitoſi tempeſtate dexteriur, ut ejusmodi Unionum Pacta, ad laudabile Majorum ſuorum exemplum, renovenur, & præſentis temporis, Regnorum & Provinciarum ſtatui accommodentur, comprobato tam ſalutari Conſilio à parte Regia, Dominus Petrus, Comes de Greiffenfeld & Tönsberg, Dominus in Sambſoe, Brantinsburg & Wiesburg &c. Eques, Cancellarius Regni, Conſiliarius intimus, & Præſes in Collegio Status & Cancellariæ &c. Ut & Dominus Fridericus ab Alefeldt, Comes in Langeland & Rixingen, Liber Baro de Moersburg, Hereditarius in Sehegarden, Grawenſtein & Wildnis, Eques, Regiæ Majeſtatis intimus Status & Provincialis Conſiliator, Præfectus in Ducatibus Slesvici & Holſatiæ, Gubernator Præfecturæ Steinburgenſis & Dithmarſiæ: A parte verò Ducali reſpectu. Summè Rever. Perilluſtres, Generoſiſſimi ac Nobiliſſimi Domini, Dominus Johannes Adolphus Kielmannus à Kielmansfeck, Hereditarius in Sactrupholm, Obdorff, & Bunsbüll, Eccleſiæ Cathedralis, qux eſt Hamburgi, Præpoſitus, Sereniſſimi Cimbrorum Regentis Ducis Conſiliarius, intimus, Regiminis & Camera Præſes, Gubernator Præfecturarum Reisbeck & Tritrow: Johannes Heurleus Kielmannus à Kielmansfeck, Hereditarius in Quarnbeck, Marutendorff, & Cronshagen, Canonbi Nobilium Virginum St. Johannis prope Slesvicum Præpoſitus, Sereniſſimi Cimbrorum Regentis Ducis Conſiliarius Provincialis, & Gubernator Præfecturarum Chiloni & Borsholmii: Dominus Johannes Adolphus de Buckwolde, Hereditarius in Horstel & Tryburg, Sereniſſimi Cimbrorum Regentis Ducis Conſiliar. Provincialis, & Gubernator Præfecture Gottorpiæ: Dominus Hans van Thienen Hereditarius in Wahlſtorff & Borckhorſt, Sereniſſimi Cim-

ANNO 1675. Cimbrorum Regenti's Ducis Conſiliarius Provincialis, & Gubernator Præfecturæ Tunderenſis &c. Dominus Fridericus Chriſtianus Kielmannus à Kielmanſeck, Hereditarius in Kohöfft, Canonicus Eccleſiæ Cathedralis, quæ eſt Lubecæ, Sereniſſimi Cimbrorum Regentis Ducis Intimus, & Cameræ Conſiliarius, Vice-Præſes, Conſiliarius Provincialis, & Gubernator Præfecturæ Morkirchen &c. ut & Dominus Andreas Crameruss, Hereditarius in Heyersworth, Sereniſſimi Cimbrorum Regentis Ducis intimus, & Cameræ Conſiliarius, congreſſi ſunt, & in ſequenes Articulos conſenſere.

I. Quemadmodum tam Regia Sua Majeſtas, quàm Sereniſſima ipſius Celſitudo Ducatus Slesvici & Holſatiæ, & his incorporatas Terras communi, & indiviſo regiminæ gubernant, & adminiſtrant; ita etiam juxta regulam, & normam ante initarum Unionum utrinque operam dabunt, ut omnia Conſilia unanimi conſenſu eo dirigant, quo Ducatuum ſalus, ſecuritas, & incrementum procuretur, omne vero damnum, periculum, & detrimentum ab iis arceatur, & averruncetur.

II. Quemobrem quoties neceſſitas id poſtulabit, & præſidiis Ducatibus ultum periculum imminere videbitur, in eo toti erunt, ut omni niſu, conjunctis ſcilicet conſiliis & viribus ei obviam eatur, nec, ſi res ad arma venerit, vel Inducia ante pangantur, vel Pax cum hoſte ineatur, quàm commune periculum à cervicibus ſit depulſum, & utrique Parti ab hoſte ſatisfactum, & de ſecuritate cautum.

III. Sicut igitur Regia Sua Majeſtas hoc pacto & Sereniſſimi Ducis, & ejus portionis, quam in Ducatibus habet, defenſionem & ſecuritatem ſe plenè ſuſcipit ac promittit; ita è contrario Sereniſſ. ipſius Celſitudo pollicetur, quoties Sua Regia Majeſtas ad Ducatuum horum, & his incorporatarum Terrarum defenſionem ex ſuis Regnis educendi Copias neceſſitate adſtringetur, aut aliàs cum extraneo Principe, quicunque ille fuerit, nemine excepto, Bello implicabitur, quamvis ob commune regimen ídem ſibi jam deberi & competere patet, ſe ei tamen per Præfecturas & Civitates omnes liberum transitum non ſolùm conceſſuram, ſed licentiam etiam conferibendi luſtrandique ibi Militem, ſtativa & Hospitia indulturam, imò in omnibus pro viribus operam laturam.

IV. Quoniam etiam, durante hac triſti tempeſtate, ex inevitabili quadam neceſſitate Sua Regia Majeſtas temperare ſibi non potuit, quin ad majorem ſui ſecuritatem facultatem imponendi præſidii ex ſuis Copiis in Munimenta Gottorpienſe & Toningenſe, & Fortalitium Stapelholmenſe, fagitaret, quam etiam Sereniſſimæ Ipſius Celſitudinis voluntate obtinuit, hac tamen certa ſpe, ut ceſſantibus turbis, & reducta Pace, omnia ſarta tecta ab Regiâ Sua Majeſtate ei rurſus cedantur, & reſtituantur. Cumque certa à Sereniſſima ipſius Celſitudine perculſa ſint Fœdera, in quibus non pauca exſtent, quæ Regiæ Suæ Majeſtati ingentes ſuſpiciones impreſſerunt, ut in poſterum de Sereniſſimæ ipſius Celſitudinis intentione ſecurior eſſe poſſit, & omnium diſſidentiarum materia penitus è medio tollatur, utrinque concordatis & conventum eſt, ut Sereniſſimæ ipſius Celſitudini ab quæ commu-nicatione & Regiæ Suæ Majeſtatis conſenſu cum exteris Principibus & Statibus ulla Fœdera inire, nec iis, quæ ſorſan jam inita ſunt, in Regiæ Suæ Majeſtatis præjudicium & detrimentum in futurum ullo modo uti, nec licebit.

V. Quò etiam ſecundum temporum occaſionem & imminentis periculi proportionem Munimenta & Fortalitia, quæ ad horum Ducatuum, & his incorporatarum Terrarum defenſionem neceſſaria ſunt, providean-tur, & debito apparatu inſtruantur, Statuſque Provinciales eò minus graventur, utrique Parti placuit, ut Contributiones in poſterum in commune Ærarium inferan-tur, nec ad alium, quàm ad prædictum uſum erogentur.

VI. Quoniam verò tantum abeſt, ut exſolutæ hactenus Contributiones ſuffecerint Militi alendo, qui in horum Ducatuum defenſione excubat, ut Regia Sua Majeſtas etiam ex propriis reditibus non exiguam Summam adjicere neceſſe habuerit, Sereniſſima ipſius Celſitudo ex percepris à ſe Coutributionibus eximiam partem ad Cameram traxerit, & aliis privatis uſibus applicaverit, pro quo abuſu Sua Regia Majeſtas ſatisfactionem ſibi dari contendit; Itaque Sereniſſima ipſius Celſitudo, compenſationis loco, & ut quantum fieri poteſt, omnia ad priſtinum ſtatum reducantur, & juxta antiquarum Hæreditariarum diviſionum normam, quod unicuique Domui in ſis attributum eſt, reſtituatur, Suæ Regiæ Majeſt. Præfecturam Swabſtedienſem, cum dimidia parte Capituli Slesvicenſis, & Eccleſiæ Cathedralis, quæ unâ cum Præfectura Swabſtedienſi à S. R. Majeſt. glorioſiſſimæ memoriæ Sereniſſimæ ipſius Celſitudini olim ceſſa ſuit, cum omnibus pertinentiis, Redditibus, Fructibus, Dominiis, Prærogativis, & Regaliis, quemadmodum Sereniſſima ipſius Celſitudo hæc & ceſſa obtinuit, & hactenus quiete poſſedit, in totum & perpetuum cedit.

VII. Quod limitaneas verò aliasque controverſias, quæ ratione Præfecturarum Ripenſis & Tunderenſis emerſerant, attinet, quarum diſcuſſio ad hoc usque tempus in ſuſpenſo mantit, illæ ſecundum æquitatem, & Regiorum Commiſſariorum, qui ultimæ Commiſſionis id propter habitæ interfuerunt, arbitria decidentur. Quod ſi in futurum lites & querelæ ſorſan, vel inter Regiam Suam Majeſtatem, & Sereniſſ. ipſius Celſitudinem, vel inter utriusque Domini Subditos, orientur, quæ ab ipſis expliceri nequeant, tunc illæ modis meditatis que Unionum Pactis præfinitis & amicabilit via componentur.

VIII. Cùm autem jam per renovatam hanc Unionem & Transactionem ab utraque Parte nihil aliud intendatur aut quæratur, quàm ut ambas inter Domos, tàm Regiam quàm Ducalem perpetua & ſummè neceſſaria confidentia reſtabiliatur, & in omne avum inviolabilis conſerveatur, novitates autem & mutationes, quæ cum tempore irrepſerant, non levem diſſidentiæ materiam pepererint, concordatum porro & conventum eſt, quò res in priſtinum ſtatum quàm citiſſimè redigantur, ut Sereniſſima ipſius Celſitudo, ejusque Succeſſores obtenæ per Tabulas Pacis Roſchildienſis & Hafnienſis Suveranitati, ſuper Ducatu Slesvicenſi, ejus pertinentiis, & Inſula Femarii, in totum & perpetuum renuntient, non aliter ac ſi ſummum ſtilus Imperium ipſis nunquam ceſſum vel ab iis poſſeſſum fuiſſet, quin etiam teneantur jam non minus iutra annum & diem, quàm olim toties, quoties caſus vel morte Domini vel Vaſalli ſe obtulerit, Inveſtituram ſuper prædicto Ducatu Slesvicenſi, ejus pertinentiis, & Femaria, quemadmodum olim in uſu fuit, à Danis Regibus, debito modo, petere & accipere, omniaque præſtare juxta conceptam & à Sereniſſima ipſius Celſitudine extradendam, Renunciationis formulam. Quo fine Sereniſſima ipſius Celſitudo ſe etiam obſtrinxit, ſe acceptum à Sacra Regia Majeſtate glorioſiſſimæ memoriæ, & qui tunc temporis erant, Regni Senatoribus Suveranitatis Diplona, quod hoc ipſo tollitur & annullatur, rurſus extraditurum, & in Regiæ Majeſtatis manus configuraturam.

Tandem Unio hæc & Transactio, tanquam baſis & fundamentum ſemper duraturæ amicitiæ & neceſſitudinis inter utramque Domum, & velut adamantinum vinculum, quo & Regia Sua Majeſtas, & Sereniſſima ipſius Celſitudo cum Domibus ſuis conſtringuntur, ſancta & firma ſubſiſtet, ab utrique Parte & Succeſſoribus earum ſtrictè obſervabitur, nec quicquam ei contra ibit, vel ut contra estur unquam permittet, imò quæ hic correcta non ſunt, vigore veterum Pactorum & Obſervantiæ, in ſuo manebunt ſtatu.

In majorem fidem præſentes hi Unionis & Transactionis Articuli à Nobis tàm Regiis, quàm Ducalibus ad hoc negotium deputatis Commiſſariis manuum noſtrarum ſubſcriptione & Sigillorum adjectione munid ſunt. Rendsburgi 10. Julii, Anno 1675.

CXL.

Capitulation ou Traité de Commerce fait & conclu entre MAHOMET IV. *Sultan des Turcs &* CHARLES II. *Roi de la Grande Bretagne, par lequel les anciennes Capitulations, accordées du tems de la Reine* ELISABETH, *& des Rois* JACQUES I. *&* CHARLES I. *ſont rappellées & confirmées, Article par, Article avec une Addition conſiderable. Donné à Andrinople au milieu de la Lune Gemaziel Ahir* 1086. *qui étoit au Mois de Septembre* 1675. [Manuscrit.] Sept.

QUe les préſens Articles ſoient obſervez conformement à mon commandement Imperial & qu'on ne permette aucun Acte qui y ſoit contraire.

Anno 1675.

MAHOMET.

LE Commandement de cette Haute & Majeſtueuſe Signature Imperiale, preſervée & exaltée par la providence Divine, dont le triomphe & la gloire ſont renommées par tout le monde, par la faveur du Conſervateur de toutes choſes, & la miſericorde, & grace du Miſericordieux, moy qui ſuis le puiſſant Seigneur des Seigneurs du monde, dont le nom eſt formidable ſur Terre, Diſtributeur de toutes les Couronnes de l'Univers, Sultan Mahomet Han, Fils de Sultan Ibrahim Han, Fils de Sultan Ahmet Han, Fils de Sultan Mahomet Han, Fils de Sultan Murat Han, Fils de Sultan Selim Han, Fils de Sultan Soliman Han, Fils de Sultan Selim Han.

Au Glorieux entre les grands Princes de Jeſus, reveré par les Hauts Potentats des Peuples du Meſſie, ſeul Directeur des Affaires importantes de la Nation Nazaréenne, Seigneur des Limites de la bienſeance, & Phonneur de la Grandeur, & de la Renommée Charles ſecond, Roi d'Angleterre & d'Ecoſſe, c'eſt-à-dire de la Grand' Bretagne, France & Irlande, les ſuretions & entrepriſes duquel le Dieu tout puiſſant, puiſſe terminer avec bonheur, & faveur, & avec l'Illumination de ſa ſainte volonté.

La Reine deſdits Royaumes a autrefois envoyé pluſieurs de ſes Gentilshommes de reputation, & des perſonnes de qualité, avec des Lettres & des Navires, à cette Haute Porte Imperiale (qui eſt le refuge des Princes du monde, & la retraite des Rois de tout l'Univers) dans les heureux temps de la fameuſe Memoire de mes Predeceſſeurs, qui ſont à preſent placez dans le Paradis, dont les ames ſoient remplies de miſericorde Divine; lesquels Gentilshommes, & preſens ont été agréablement reçûs, declarans & propoſans au nom de ladite Reine, une bonne & ferme Paix, & une amitié parfaite, & demandans que ſes Sujets puſſent avoir la liberté de venir d'Angleterre en nos Ports. Nos dits Predeceſſeurs d'heureuſe memoire accorderent en ces temps-là, leur permiſſion Imperiale, & mirent entre les mains de la Nation Angloiſe, divers Mandemens Imperiaux & ſpeciaux, afin qu'ils puſſent ſeurement & librement aller, & venir en ces Etats, & que dans leur chemin & paſſage en allant ou retournant ſoit par Eau, ou par Terre, ils ne puſſent être moleſtez ni empeſchez après lequel temps, du vivant de nôtre grand Pere, Sultan Mahomet Han, de fameuſe memoire (à l'ame duquel l'abſolution Divine ſoit donnée) étant demandé de nouveau, que les Sujets Marchands, & leurs Interpretes puſſent librement & ſeurement venir trafiquer & negocier, par tous les endroits de ſes Domaines Imperiaux, & que les mêmes Capitulations, & autres Privileges & Mandemens Imperiaux, que ceux qui avoient eſté accordez aux Nations des Rois & Princes, qui étoient en Paix & amitié avec cette Haute Porte, comme la France, Veniſe, la Pologne, & autres puſſent auſſi être accordez, aux Sujets de ladite Reine, & à tous autres qui viendroient ſous la Banniere d'Angleterre, en conformité de laquelle requeſte, les Capitulations Imperiales, & Privileges qui ſuivent furent donnez & confirmez par nos Predeceſſeurs de fameuſe memoire, c'eſt-à-dire, il eſt commandé &c.

I. Que ladite Nation, & les Marchands Anglois, & toute autre Nation, ou Marchands qui ſont ou viendront ſous la Banniere, & protection d'Angleterre, avec leurs Navires grands & petits, Marchandiſes, Effets, & tous leurs autres Biens, pourront en tout temps ſeurement paſſer en nos Mers, & aller & venir en toute ſeureté & liberté en tous endroits des Limites Imperiaux de nos Etats, de telle ſorte que qui que ce ſoit de la Nation, ni ſes Biens & Effets ne recevront aucune moleſtation ni empêchement de quelque perſonne que ce ſoit.

II. Que ladite Nation pourra de la même maniere, ſeurement & librement aller, & venir par Terre, par tous les Limites Imperiaux de nos Etats, de telle ſorte qu'il ne ſera fait, ni donné aucune injure, trouble ni empêchement aux perſonnes, Beſtes, Biens, Effets de ladite Nation, mais au contraire qu'elles pourront en tout temps librement & ſeurement trafiquer comme il leur plaira en tous les endroits de nos Etats.

III. Arrivant que quelques perſonnes de ladite Nation venant par Terre en nos Etats, ou paſſant en d'autres Pais ſoient retenues ou arreſtées par quelques-uns de nos Miniſtres, ces perſonnes-là ſeront remiſes en pleine & entiere liberté, & ne recevront plus enſuite aucun empêchement en leurs voyages.

Anno 1675.

IV. Tous Navires ou Vaiſſeaux Anglois, grands ou petits pourront en tout temps venir, & entrer en quelque Port & Havre, que ce ſoit de nos Etats, & en pourront partir quand il leur plaira, ſans retardement ni empêchement de quelque perſonne que ce ſoit.

V. Que s'il arrive quelque accident à aucun Vaiſſeau Anglois grand, ou petit, par le peril de la Mer ou par quelqu'autre neceſſité, tous les Vaiſſeaux tant Imperiaux que ceux qui appartiendront à des particuliers, qui en ſeront prés; comme auſſi tous autres Vaiſſeaux qui navigeront ſur les Mers, & qui ſeront à portée de les ſecourir, ſoient tenus de leur donner aide & aſſiſtance, & quand ils ſeront entrez dans nos Ports ou Havres, ils y pourront demeurer auſſi long-temps qu'il leur plaira, y acheter toute ſorte de proviſions, & autres choſes neceſſaires pour leur argent, & y pourront faire ſalgude, ſans aucun trouble ni empêchement de quelque perſonne que ce ſoit.

VI. S'il arrive que quelques-uns de leurs Navires qui auront échoüé par tempeſte, ou auront été endommagez par quelque autre accident, ſoient jettez ſur les côtes de nos Etats, tous les Begierbeys, Cadées, Gouverneurs, Miniſtres & autres perſonnes qui ſe trouveront à portée de les ſecourir ſeront tenus de leur donner aide, & aſſiſtance, & tous les Biens & Marchandiſes, qui en ſeront ſauvées ſeront rendues aux Anglois, & s'ils ſont informez qu'on ait derobé ou enlevé quelque partie de leurs Biens & Marchandiſes, nosdits Miniſtres en ſeront une exacte perquiſition & recherche, avec toute la diligence poſſible, pour trouver & recouvrer leſdits Biens & Marchandiſes, & les reſtituer aux Anglois.

VII. Les Marchands Anglois, leurs Interpretes, Courtiers & tous autres Sujets de la même Nation, pourront en toute ſeureté, & liberté, aller & venir, par Mer ou par Terre, dans tous les Ports de nos Etats, & en partir quand il leur plaira pour retourner en leur Païs, & nous faiſons deffenſes à tous nos Begierbegs, Miniſtres, Gouverneurs, & autres Officiers, Capitaines de Navires, & à tous nos autres Sujets Eſclaves, de mettre la main ſur leurs perſonnes ou Biens ni de leur faire aucun tort ni injure ſous quelque pretexte que ce ſoit.

VIII. Arrivant que quelque Anglois, ſoit à cauſe de ſes propres Debtes, ou pour s'être rendu caution, s'abſente, ou ſe ſauve du Païs ou faſſe Banqueroute, le Créancier ne pourra avoir ſon recours que contre ſon debiteur, & non pas contre aucun autre Anglois: Et au cas que le Créancier n'ait pas d'acte, ou Billet authentique de caution fait par un autre Anglois, il ne pourra pas avoir aucune pretention contre aucun autre Anglois, pour le payement de ce qui lui ſera dû.

IX. En toutes cauſes, affaires, & incidens qui arriveront entre ladite Nation, les Marchands, Interpretes & Courtiers ou ſerviteurs & quelques autres perſonnes que ce ſoit de la même Nation, c'eſt-à dire en rendant ou recevant caution, ou ſeureté en matiere de Debtes, ou de credit, & en toutes autres qui appartiennent aux Miniſtres de la Loy & de la Juſtice, les Parties pourront toujours en telles occaſions s'aſſreſſer au Caddée, qui eſt le Juge de la Loy, & paſſer une Convention ou Acte authentique & public en preſence de resmoins, & aprés l'avoir fait enregiſtrer, en tirer une expedition qui ſera gardée par les Parties, afin que ſi à l'avenir il arrivoit quelque different ou pretention entre leſdites Parties elles puſſent toutes deux avoir recours à ladite Convention, & Acte: & au cas que la pretention ſe trouve conforme à la teneur de la Convention qui aura été enregiſtrée, elle aura ſon effect, conformement à la Convention. Mais ſi le Demandeur n'eſt pas muni, & n'a pas en ſes mains un tel Acte public, & ne produit que des témoins partiaux qui ne depoſent que des veritez & des pretextes, nos Miniſtres n'y auront pas égard, mais ils ſuivront l'Acte authentique regiſtré.

X. Et ſi quelque perſonne de l'étenduë de nos Etats accuſe quelque Anglois de lui avoir fait tort, & que pour ce ſujet il pretende d'agir contre lui par voye de violence, ou de témoins partiaux, nos Miniſtres ne les écouteront pas & ne les recevront pas à en faire les preuves par cette voye-là, mais l'Ambaſſadeur, ou le Conſul de la Nation Angloiſe en ſeront informez, afin que l'affaire puiſſe être decidée avec

Digitized by Google

Anno 1675. avec sa participation, & en sa présence, & que les Anglois puissent toujours avoir recours à leur appui & protection.

XI. Si quelque Anglois qui aura commis quelque offense, fait en sorte de se sauver ou de s'absenter, un autre Anglois qui n'aura pas été la caution, ne sera pas pris ni molesté pour lui.

XII. Tous les Anglois, ou Sujets du Royaume d'Angleterre, qui seront trouvez Esclaves dans l'étendue de nos Etats, ou qui seront demandez par l'Ambassadeur, ou Consul de la Nation Angloise seront tenus de faire doucement examiner le fait, & ceux qui le trouveront être vrais Sujets de l'Angleterre, seront retenis en liberté & delivrés entre les mains de l'Ambassadeur ou du Consul Anglois.

XIII. Tous les Anglois, & tous autres Sujets de la Couronne d'Angleterre, qui demeureront & resideront dans nos Etats, soit qu'ils soient mariez, ou qu'ils ne le soient pas, pourront y trafiquer, vendre & acheter sans qu'on leur demande aucune taxe, qu'on nomme Harach, ou taxe Capitale.

XIV. Les Ambassadeurs d'Angleterre residant en Alep, Alexandrie, Tripoli de Surie, ou à Tunis, Alger, Tripoli de Barbarie, aux Ministres; dans les Ports du Caire, ou en quelque autre endroit de nos Etats, pourront établir des Consuls, comme il leur plaira, & pareillement les déposer, ou changer, & en établir d'autres en leur place, & pas un de nos Ministres ne pourra s'y opposer, ni refuser de les accepter.

XV. En toutes matieres concernant la Loy, & la Justice, entre la Nation Angloise, & quelque autre Nation que ce soit, les Juges ni aucuns autres de nos Ministres ne pourront proceder, & donner Sentence en l'absence de leurs Interprêtes.

XVI. Arrivant quelque different entr'eux-mêmes, la decision en sera entierement laissée à leur Ambassadeur, ou Consul, conformement à leurs Droits & à leurs Loix, & nos Ministres n'en prendront aucune connoissance.

XVII. Nôtre Armée de Galeres, les Navires, ou autres Vaisseaux de nôtre Empire, qui rencontreront ou trouveront en Mer des Navires Anglois, ne leur donneront ni feront, ni ne souffriront qu'il leur soit fait la moindre injure ni trouble, ni ne les retiendront, ne leur demanderont, pretendront, ou prendront, aucune chose d'eux; mais les salueront, & tesmoigneront une bonne & mutuelle amitié les uns aux autres sans aucune offense.

XVIII. Tous les Privileges particuliers & Capitulations qui du tems passé ont été accordées aux François, aux Venitiens, ou à toute autre Nation Chrêtienne que ce soit, dont le Roi étoit en Paix, & Amitié avec la Porte, sont données & accordez de la même maniere à la Nation Angloise: afin qu'à l'avenir, la teneur de nôtre presente Capitulation Imperiale puisse être en tout temps observée par toute sorte de personnes, & que personne ne puisse en aucune maniere pretendre, sous quelque pretexte que ce soit, y contrevenir ni la violer.

XIX. S'il se trouve que des Pirates, ou Corsaires Levantins, qui infestent ces Mers avec leurs Fregates, aient enlevé quelque Vaisseau Anglois, ou qu'ils ayent dérobé, ou pillé leurs Marchandifes, & Effects, comme aussi s'il se trouve que quelques-uns aient enlevé de force, les Biens de quelque Anglois, en aucun endroit de nos Etats, nos Ministres seront tenus de faire toutes les diligences possibles, pour trouver ceux qui en seront coupables, & les punir severement, comme pareillement de faire en sorte que tout l'argent, les Navires, & les Marchandifes, & tout ce qui aura été enlevé à ceux de la Nation Angloise leur soit incontinent, duément & absolument restitué.

XX. Tous nos Beglerbeys, Capitaines, Maîtres de Navires Imperiaux, & autres Juges particuliers, Gouverneurs, Officiers de Douanes, Fermiers, & tous nos autres Sujets, & Esclaves obeiront en tout temps & faisiront à la teneur de nos presentes Capitulations, confirmées par Serment, & cultiveront avec toute sorte de respect, l'amitié, & bonne correspondance établie entre les deux Parties chacun en droit soi; se gardant, avec un soin particulier, de commettre aucune action qui y soit contraire: Et tant & si longuement que ladite Reine d'Angleterre se montrera & demeurera en Paix, Amitié, & Alliance, ferme, constante, & sincere avec nous, conformement au present Traité d'Amitié, & à la sincere & bonne correspondance, nous promettons pareillement de nôtre côté reciproquement, que la presente Paix, Amitié, Articles, Capitulations, & Correspondance, en la forme ci-devant écrite lera maintenue, observée & respectée, pour jamais, & que personne ne contrevindra, ni desobeira à aucune partie d'icelles, tous lesquels Articles de Paix & d'Amitié fus declarés ont été conclus, signés, accordés, & confirmez par une Capitulation Imperiale, par nos Predecesseurs d'heureuse Memoire.

Anno 1675.

Depuis lequel temps, Sa Majesté d'Angleterre Jacques qui est decedé du temps de Sultan Achmet Han nôtre Grand Pere d'heureuse Memoire, ayant envoyé à nôtre Thrône Imperial des Ambassadeurs avec des Lettres, & des presens qui étoient très-agréables; & ayant demandé que la Paix & Amitié déja contractées & la bonne correspondance établie avec nos Predecesseurs, & les Capitulations, Articles, & Privileges cidessus transcrits fussent derechef ratifiez & ladite Paix & Amitié renouvellée: requerant en outre que quelques Articles tres-necessaires fussent adjoutées auxdites Capitulations; la demande de Sa Majesté ayant été declarée, en la presence Imperiale de Sultan Achmet Han, nôtredit Grand Pere, elle fut incontinent accordée: & il ordonna, & commanda expressément que ladite Paix & Amitié, fussent renouvellées & fortifiées, & que les anciennes Capitulations & Privileges fussent confirmez: & que les nouveaux Articles demandez fussent inserez & adjoutées aux Capitulations Imperiales: accordant en outre à la Nation Angloise tous les autres Articles & Privileges qui avoient été donnez, & inserez dans toutes les autres Capitulations faites avec les autres Nations, Potentats, ou Princes, qui étoient en Paix & Amitié, avec la Porte Imperiale, & par ce Commandement Imperial, il ordonna que toutes personnes obéissent auxdits Commandements Imperiaux, & que la teneur en fut dorénavant observée. Les Articles suivans furent ceux qui furent en ce tems-là accordez & adjoutées aux Capitulations.

XXI. Que nos Ministres ne demanderont, ni ne prendront de ladite Nation Angloise aucune Douane, ni autres Droits pour tous les Ecus blancs, ou Sequins, qu'eux, ou quelques autres personnes que ce soit portant la Banniere d'Angleterre apporteront, ou transporteront de Pisee, ou Place, ou partement hors de nos Etats, & que ni Beglerbeys, Beys, Caddées, Tresoriers, Maîtres de Monnoyes ni autres ne prendront ni ne demanderont à ladite Nation, ni Ecus, ni Sequins, pour les changer en petits Aspres, & ne leur feront ni donneront aucune violence ni trouble là-dessus.

XXII. La Nation Angloise, & tous ceux qui viendront sous la Banniere d'Angleterre, leurs Vaisseaux grands & petits, pourront naviguer, trafiquer, acheter, vendre, & demeurer en tous les endroits de nos Etats, & pourront à l'exception des Armes, Poudre à Canon, & de telles autres Marchandifes, embarquer & emporter sur leurs Vaisseaux telles de nos Marchandifes qu'il leur plaira, sans aucun trouble ni empêchement de quelque personne que ce soit, & leurs Navires, & Vaisseaux pourront venir librement & sortir l'anchre seurement en tout temps & trafiquer en tout temps, en tous les endroits de nos Etats, & y acheter des Vivres, & toutes autres choses pour leur argent, sans aucune contradiction ni empêchement de quelque personne que ce soit.

XXIII. Arrivant quelque different avec quelques personnes de ladite Nation Angloise par Procés, ou quelque autre démêlé, les Caddées, ni aucuns autres Ministres de nôtre Justice ne pourront ouir ni decider la cause, à moins que l'Ambassadeur, le Consul, ou le Dragoman de ladite Nation n'y soient presens.

XXIV. Tous differens, ou Procés, qui arriveront avec ladite Nation, & qui excéderont la valeur de quatre mille Aspres, seront toûjours ouis & decidez en nostre Porte Imperiale.

XXV. Le Consul, ou Resident de la Nation Angloise étant établi en quelque Port que ce soit de nos Etats, par l'Ambassadeur qui y residera, pour ladite Nation, nos Ministres n'auront pas le Pouvoir de les mettre en Prison, ni d'appoiser le froid à leurs Maisons, ni de les renvoyer, ni disposer de leurs charges & fonctions: Mais arrivant quelque different ou Procés, avec le Consul, on fera un Certificat adressant à la Cour Imperiale, afin que l'Ambassadeur les puisse protegter, & répondre pour eux.

XXVI. Arrivant que quelque Anglois, ou autre per-

Digitized by Google

ANNO 1675. personne qui sera venuë sous la Baniere d'Angleterre, vienne à decéder dans nos Etats, avec des Biens, ou effets, ou quelques autres choſes, qui leur appartiennent, nos Tréſo.liers des Deniers Caſuels, nos Caddées, & autres Miniſtres, ne pourront pas s'en emparer, ni en ſaiſir aucune partie, ſous pretexte que ce ſont les Biens du defunt, & qu'il n'y a perſonne qui en ſoit le Proprietaire, mais ils ſeront toûjours conſignez & depoſez entre les mains de telle perſonne Angloiſe que le deffunct aura inſtitué par ſon Teſtament pour s'en charger, & au cas qu'il décéde ab inteſtat, le Conſul Anglois le chargera de ces Biens & Effects, & au cas qu'il n'y ait point de Conſul au lieu où il ſera decédé, le Reſident Anglois en prendra poſſeſſion, & arrivant qu'il n'y ait ni Conſul, ni autre Anglois ſur les Lieux, en ce cas-là, ledits Biens & Effects ſeront mis en la garde du Caddée dudit lieu, & aprés que l'Ambaſſadeur d'Angleterre en aura eu advis, à la diligence du Caddée, ledit Caddée ſera tenu de remettre tous leſdits Biens & Effects entre les mains de telles perſonnes que l'Ambaſſadeur envoyera avec Commiſſion de les recevoir.

XXVII. Tous les preſens Privileges, & autres Liberrez accordées à la Nation Angloiſe & à ceux qui ſeront venus ſous leur protection, par divers Mandemens Imperiaux, ſoit avant ou aprés la datte des preſentes Capitulations Imperiales, ſeront toûjours maintenus & conſervez, & ſeront toûjours entendus & interpretés en faveur de la Nation Angloiſe conformement à la teneur & la diſpoſition veritable d'iceux.

XXVIII. Qu'au cas de mort, ni l'Officier qu'on nomme le Caſſan ou Colle&eur des Droits du Caddée, ni le Caddée meſme ne pourront prendre, ni prevendre des Anglois aucune eſpece de dirmes, Casmers, ou Droits de diviſion.

XXIX. L'Ambaſſadeur du Roi d'Angleterre, le Conſul Reſident de nos Etats, pourront prendre à leur ſervice, tel Janiſſaire ou Interprete qu'il leur plaira à leur choix & depens: & aucun Janiſſaire, ni autre perſonne de nos Eſclaves ne pourront entrer à leur ſervice, contre leur gré & contentement.

XXX. L'Ambaſſadeur du Roi d'Angleterre, le Conſul & tous autres Sujets de la Nation Angloiſe demeurans dans noſtre Empire, & y faiſant du Moull ou do Vin dans leurs Maiſons pour l'uſage de leurs perſonnes, & de leurs Familles; n'y pourront eſtre troublez, ni empêchez par aucun de nos Miniſtres, Caddées ou Janiſſaires, & ils ne pourront leur demander aucun argent, ni aucuns Droits, pour jouïr de cette liberté, ni leur donner aucun empêchement.

XXXI. Aprés que les Marchands Anglois auront payé les Droits de Péage dans les Forts de Conſtantinople, d'Alep, d'Alexandrie, de Scio, de Smirne, & dans les autres endroits de nos Etats, conformement à la teneur des Capitulations Imperiales, perſonne ne les pourra plus troubler ni moleſter ni prendre d'eux aucune choſe de plus, & quelque Marchandiſe qui ſoit chargée ſur leurs Navires, & apportée en nos Etats, & déchargée en quelque Port que ce ſoit, au cas qu'ils deſirent la recharger ſur leurs meſmes Navires, pour la transporter en quelqu'autre Havre ou Port, la meſme Marchandiſe arrivant dans le ſecond Port, ou Havre, & y étant débarquée, les Officiers de la Coûtume ni les Fermiers, ni aucun autre de nos Officiers ne pourront pretendre, ni recevoir encore une fois les Droits de Douane pour la meſme Marchandiſe, afin que ladite Nation puiſſe en tout tems trafiquer avec toute liberté, & ſeureté, & pourſuivre ſes affaires.

XXXII. Qu'on ne demandera pas un ſeul Aſpre, ni aucun autre argent, ſous le titre de l'impoſition qu'on nomme Haſſapie, ou compoſition pour la viande pour les Janiſſaires, à aucuns Anglois, ni à ceux qui trafiqueront ſous la Baniere d'Angleterre.

XXXIII. Eſtant arrivé autrefois un different entre l'Ambaſſadeur de la Reine d'Angleterre & l'Ambaſſadeur de France, tous deux Reſidens en noſtre Porte, touchant les Marchands de la Nation Hollandoiſe, lesquels Ambaſſadeurs envoyerent leurs requeſtes à noſtre veſtibule Imperial, tendantes à ce que leſdits Marchands Hollandois venant dans nos Etats fuſſent obligez à y paſſer ſous la Baniere deſdits Royaumes, cette requeſte deſdits Ambaſſadeurs fût accordée ſous noſtre Sceau Imperial: & neanmoins Sinan Baſſa, Fils de Cigala, Capitaine ſur Mer, qui eſt à preſent decedé, comme étant Admiral, & verſé dans les cas Maritimes ayant informé Sa Majeſté Imperiale, qu'il étoit à propos & convenable que la Nation Hollandoiſe fut miſe ſous la Protection de l'Ambaſſadeur d'Angleterre, & que cela fût ainſi inſeré en leurs Capitulations, ſon advis fut approuvé par tous les Viſirs, & il fut commandé par ordre expres, & authorité Imperiale, que les Marchands Hollandois des Provinces de Hollande, de Zelande, de Frize, & de Gueldres, c'eſt-à-dire les Marchands de ces quatre Provinces, trafiquans dans nos Etats y viendroient toûjours ſous la Baniere de la Reine d'Angleterre comme tous les autres Anglois faiſoient, & que pour toutes les Denrées & Marchandiſes, qu'ils apporteroient ſur leurs Navires dans nos Etats, ou en emporteroient, ils payeroient les Droits de Conſulage & tous autres Droits à l'Ambaſſadeur, ou Conſul de la Reine d'Angleterre, & que l'Ambaſſadeur de France, ni le Conſul de la Nation Françoiſe ne s'entremettroient jamais à l'avenir de cette affaire, & il fut commandé que cela fut executé & obſervé, à l'avenir, conformement à la preſente Capitulation.

Aprés quoi un autre Ambaſſadeur, envoyé de la part du Roi d'Angleterre, étant arrivé en cette haute Porte avec des Lettres, & des preſens qui furent fort agréables, ledit Ambaſſadeur demanda que quelques autres Articles neceſſaires fuſſent adjoûtez, & inſerez aux Capitulations Imperiales, le premier desquels étoit que comme autrefois du vivant de Soltan Soliman Han, l'un de nos Predeceſſeurs de fameuſe Memoire, il y eut une certaine Capitulation & un certain Privilege octroyé, portant que les Marchands de la Nation Eſpagnole, de Portugal, d'Ancone, Seville, Florence, Catalogne, & toutes ſortes de Hollandois & autres Marchands étrangers, pourroient en toute ſeureté & aſſeurance, aller & venir en tous les endroits de nos Etats & y trafiquer, & negocier, leur accordant en outre qu'ils pourroient établir des Conſuls en quelque endroit que ce fuſt de nôtre Empire: mais comme chaque Nation à part n'eſtoit pas capable de defrayer les depenſes & l'entretenement d'un Conſul, il fut laiſſé à leur choix, & volonté, de venir ſous la Baniere de tel Ambaſſadeur, ou Conſul d'un Roi qui fuſt en Paix & amitié avec noſtre haute Porte: Sur laquelle Conceſſion & ſur d'autres Privileges qui leur furent accordez, il y eût ſouvent des Mandemens & Conſtitutions accordées ſur la requiſition qui en fut faite par des Marchands étrangers qui de leur propre mouvement & volonté choiſirent de trafiquer, ſous la Baniere, & protection de l'Ambaſſadeur, & du Conſul du Roi d'Angleterre, & durant le temps qu'ils avoient recours à la Baniere & protection des Conſuls Anglois, dans nos Ports & Havres, il ſembloit que l'Ambaſſadeur de France ayant trouvé moyen de faire inſerer de nouveau dans les Capitulations que leſdits Marchands étrangers vinſſent ſous leur Baniere eſt entrepris de les contraindre dans tous les Havres, & le mettre ſous leur protection, pour laquelle cauſe, le different fut encore renouvellé & referé à noſtre Divan, ou Grand Conſeil, lequel ayant derechef examiné l'affaire, aprés qu'il fut permis auſdits Marchands, de faire un nouveau choix, & Election, à leur plaiſir & volonté, ils demanderent derechef qu'ils fuſſent & demeuraſſent ſous la protection de l'Ambaſſadeur du Roi d'Angleterre, & quoi qu'on eût fait connoître, à la Porte Imperiale, que l'Ambaſſadeur de France, n'avoit point encore voulu moleſter leſdits Marchands, ni les contraindre à ſe mettre ſous leur protection, le premier Article écrit dans les Capitulations Françoiſes portant que les Marchands étrangers viendroient ſous leur protection, fut par le Commandement Imperial declaré nul, & annullé, & afin que ſuivant l'ancienne Coûtume desdits Marchands étrangers, ils vinſſent toujours ſous la Baniere & protection de l'Ambaſſadeur, ou des Conſuls d'Angleterre, & qu'ils ne fuſſent jamais à l'avenir moleſtez, ni troublez par l'Ambaſſadeur de France, ſur ce point, leſdits Ambaſſadeurs de Sa Majeſté d'Angleterre, ayant demandé que cette circonſtance fuſt écrite & inſerée en cette nouvelle Capitulation Imperiale, le preſent Article y fuſt par conſequent inſeré: & il eſt enjoint par l'authorité Imperiale, qu'à l'avenir, & pour jamais, les Marchands deſdits Princes ſeront toujours ſous la Baniere & protection de l'Ambaſſadeur & des Conſuls d'Angleterre, en la forme ſuſdite, & conformement au preſent Commandement Imperial qu'ils auront en leurs mains.

XXXIV. Il n'y aura jamais aucuns Mandemens Imperiaux donnez ni octroyez qui ſoient contraires à la teneur & aux Articles du preſent Commandement Imperial, ou Capitulation, ni au prejudice de noſtre preſente

ANNO 1675.

Digitized by Google

ANNO 1675. sente Paix, & amitié, mais en pareille occaſion, la cauſe ſera premierement communiquée à l'Ambaſſadeur d'Angleterre Reſident à la Porte, afin qu'il puiſſe répondre & s'oppoſer à toute action ſcandaleuſe, ou autre pretexte qui pourroient violer la Paix, & l'Alliance.

XXXV. Aprés que les Marchands Anglois auront payé la Doüane, pour toutes les Marchandiſes qu'ils apporteront, ou tranſporteront ſur leurs Navires, ils payeront auſſi le Droit de Conſulage à l'Ambaſſadeur d'Angleterre, ou au Conſul de la même Nation.

XXXVI. Les Marchands Anglois, & tous autres qui ſeront ſous la Baniere d'Angleterre, pourront en toute ſeureté, trafiquer, vendre, & acheter, dans l'étenduë de nos Etats, toutes ſortes de Marchandiſes (à l'exception ſeulement de celles qui ſont defenduës) comme auſſi ils pourront aller, & trafiquer, en Moſcovie, par Mer ou par Terre, ou par la voye de la Riviere Tanais, ou par la Ruſſie, & delà ils pourront apporter leurs Marchandiſes dans noſtre Empire: comme pareillement ils pourront aller trafiquer en Perſe, & en retourner, par toute la partie que nous en avons conquiſe, & par les confins ſans empêchement, ni moleſtation de nos Miniſtres, & ils payeront les Doüanes & autres Droits de ce Pais-là, & rien plus.

XXXVII. Les Marchands Anglois & tous autres qui ſeront ſous la Baniere d'Angleterre, pourront librement & ſeurement trafiquer, & negocier dans Alep, le Caire, Scio, Smyrne & dans tous les endroits de nos Etats, en payant, ſuivant l'ancienne coûtume, trois pour cent de toutes leurs Marchandiſes & rien plus.

XXXVIII. Arrivant que les Navires Anglois, qui viendront en noſtre Ville de Conſtantinople, ſoient contraints par les perils de la Mer, ou par le mauvais temps, de relâcher à Caffa, ou en quelqu'autre Port ſemblable, tant que les Anglois n'y voudront point débarquer, ni vendre leurs Denrées & Marchandiſes, perſonne ne leur y fera aucune violence, & ne leur donnera aucun trouble, ni empêchement, mais dans toutes les Places, où il y aura du danger, les Caddées & nos autres Miniſtres deffendront & protegeront toujours leſdits Navires Anglois & leurs Hommes, & leurs Marchandiſes de peur qu'ils ne reçoivent aucun dommage, & ils y pourront acheter des Vivres & autres choſes neceſſaires pour leur argent, & au cas qu'ils veuillent loüer des Chartres ou des Vaiſſeaux, qui n'ayent pas été loüez auparavant par d'autres perſonnes, pour tranſporter leurs Marchandiſes de lieu en lieu, perſonne ne leur donnera aucun trouble ni empêchement quelconque.

XXXIX. De toutes les Marchandiſes que ceux de la Nation Angloiſe apporteront ſur leurs Vaiſſeaux, en la Ville de Conſtantinople, ou en quelqu'autre Port de nos Etats, & qu'ils n'auront pas intention de débarquer, ni vendre, il n'en ſera demandé ni pris aucun Droit de Doüane à leur arrivée dans le Port, & aprés y avoir débarqué leurs Marchandiſes, & en avoir payé les Doüanes & autres Droits, ils en pourront partir paiſiblement & ſeurement ſans la moleſtation d'aucune perſonne.

XL. Comme les Navires Anglois en venant en nos Etats, ſe font ſouvent accoûtumez à relacher en quelque endroit de l'Afrique & y prendre les Pelerins & Paſſagers Mahometans pour les tranſporter en Alexandrie, & étant entrez dans ce Port-là, il s'eſt trouvé que les Commis de la Doüane, & autres Officiers pretendoient de prendre des Droits de Doüane ſur toutes les Marchandiſes qui ſeroient trouvées ſur leurs Navires, avant que les Marchands euſſent deſſein d'en décharger aucunes, au ſujet de laquelle moleſtation ils ſe ſont abſtenus de tranſporter des Pelerins: Comme pareillement leurs Navires arrivans à Conſtantinople chargez de diverſes Marchandiſes pour en tranſporter une partie en d'autres Places, les Commis & Fermiers de la Doüane les veulent contraindre à décharger leurs Marchandiſes, & pretendent de leur faire payer les Droits de Doüane: pour ces cauſes nous ordonnons que tous les Navires Anglois, qui viendront chargez de Marchandiſes dans le Port de Conſtantinople, d'Alexandrie, de Tripoli de Surie, de Seanderoon, ou en quelqu'autre Port que ce ſoit de noſtre Empire, ne payeront ſeulement ſuivant la coûtume que la Doüane des Marchandiſes, qu'ils auront deſſein de vendre, de leur propre volonté: & à l'égard des Marchandiſes, qu'ils ne débarqueront pas de leurs Navires de leur propre volonté, nos Officiers de la Doüane ne leur en demanderont, ni prendront d'eux aucune Doüane, ni autres Droits, & auront la liberté, de les tranſporter où il leur plaira. ANNO 1675.

XLI. Arrivant que quelque Anglois, ou quelqu'autre perſonne qui ſera ſous la Baniere d'Angleterre, commette quelque homicide, effuſion de ſang, ou crime ſemblable, ou qu'il arrive quelque affaire qui depende de la Loy, ou de la Juſtice, les Juges ni les autres Miniſtres ne pourront la décider, ni donner ſentence avant que l'Ambaſſadeur ou le Conſul y ſoient preſens, pour examiner deuëment l'affaire; mais le different ſera toujours examiné en preſence de l'Ambaſſadeur ou du Conſul, afin que perſonne ne ſoit puni, ni condamné contre la diſpoſition de la Loy & contre les Capitulations.

XLII. Comme il eſt écrit dans les Capitulations Imperiales que les Marchandiſes débarquées des Vaiſſeaux Anglois, qui viendront dans nos Etats & payeront la Doüane, doivent auſſi payer le Droit de Conſulage à l'Ambaſſadeur ou Conſul Anglois, il eſt arrivé que divers Marchands Mahometans, Sciots, & autres Marchands, qui ſont en Paix & amitié, avec cette Porte Imperiale, & d'autres Marchands Eſtrangers, refuſent de payer le Droit de Conſulage, c'eſt pourquoi, il eſt ordonné que toutes les Marchandiſes, qui ſeront chargées ſur leurs Navires, & auront payé la Doüane, à quelques perſonnes qu'elles puiſſent appartenir, payeront ſuivant les anciennes Capitulations le Droit de Conſulage, à l'Ambaſſadeur ou Conſul d'Angleterre ſans aucune contradiction.

XLIII. Que les Marchands Anglois, & ceux qui ſont ſous la Baniere d'Angleterre, qui trafiquent en Alep, payeront les Droits de Doüane de toutes les Soyes qu'ils acheteront, & chargeront ſur leurs Navires, comme les Marchands François & Venitiens les payent, & pas un Aſpre ou Liard de plus.

XLIV. Comme les Ambaſſadeurs du Roi d'Angleterre qui reſideront en cette Cour Imperiale ſont Commiſſaires de Sa Majeſté, & repreſentent ſa perſonne, de même les Interprétes doivent être conſiderez comme Commiſſaires de l'Ambaſſadeur, c'eſt pourquoi dans les affaires où les Interprétes traiteront, ou parleront au nom & par l'ordre de l'Ambaſſadeur, il ſe trouve que ce qu'ils auront traduit ſoit conforme à la volonté & à l'ordre de l'Ambaſſadeur ou du Conſul, ils ſeront toujours exempets d'accuſation, & de punition: mais au cas qu'ils commettent quelque offenſe, nos Miniſtres ne mettront pas en Priſon aucun de ces Interprétes, ni ne le maltraiteront pas ſans le ſçeu de l'Ambaſſadeur ou du Conſul. Arrivant qu'aucun des Interprétes Anglois vienne à décéder, s'il eſt Anglois de Nation, l'Ambaſſadeur ou Conſul d'Angleterre, ſe mettra en poſſeſſion de tous ſes Biens & Effets, mais au cas qu'il ſoit Sujet de nos Etats ils ſeront mis entre les mains de ſon plus proche Heritier, & au cas qu'il meure ſans Heritiers, ils ſeront portez en noſtre Treſor Imperial, & comme en cette clauſe, de même auſſi, dans tous les autres Articles ſus declarez, & dans les Privileges accordez par nos Predeceſſeurs d'heureuſe Memoire, il eſt expreſſement commandé & ordonné que tous nos Eſclaves obéiront & ſe conformeront toujours à la preſente Capitulation Royale, & que la Paix & amitié ſera reſpectée & entretenuë ſans aucune violation quelconque.

XLV. Depuis lequel temps de nos Predeceſſeurs de fameuſe Memoire & l'octroy des Capitulations, Articles, & établiſſement de Paix & amitié ſus declarez, ledit Roi d'Angleterre, ayant été remis de Sultan Mahomet Han, noſtre Grand Pere, d'heureuſe Memoire, envoyé une perſonne de qualité, en qualité de ſon bien amé Ambaſſadeur à cette Porte Imperiale, pour confirmer cette Paix, Articles & Capitulations, cet Ambaſſadeur declara pluſieurs fois, qu'il y avoit eu des Mandemens Imperiaux accordez à diverſes perſonnes qui avoient été ſubrepticement obtenus contre la teneur, & les Articles des Capitulations Imperiales, leſquels ayant été preſentez à noſtre ſaincte Porte, les Juges & Gouverneurs & les dattes de ces Mandemens étant plus fraiches, que celles de nos Capitulations Imperiales, les Juges & Miniſtres mettoient à execution ces Mandemens particuliers, contre & au prejudice des Imperiaux, c'eſt pourquoi, afin qu'à l'avenir, il n'y ait plus de tels Mandemens acceptez par aucun d'eux, mais plûtôt que les Capitulations Imperiales puiſſent être toujours obſervées & maintenues ſelon leur ſignification ſincere, ledit Ambaſſadeur faiſant voir la ſincerité de Sa Majeſté, & ſa demande en cette occaſion qui

ANNO 1675. qui étoit trés-recevable étant venuë à nôtre Connoissance Imperiale, en conformité d'icelle, il fût expressément ordonné que tous les Mandemens de cette nature, qui avoient déja été, ou seroient ci-après accordez, & qui étoient ou seroient contraires, à la teneur de la preiente Capitulation, tels que fussent ces Mandemens, quand ils seroient presentez devant nos Caddées, ou nos autres Ministres, ne seroient jamais acceptez, ni mis à execution, mais que la teneur des Capitulations Imperiales seroit toûjours observée, & que quiconque presenteroit de tels Mandemens, contraires aux Capitulations ou les lui ôteroit, & ne seroient entretenus, & aurons force, ni vertu, dans quel tems tous les Privileges, Articles & Capitulations ci-dessus écrites, furent auſſi approuvées & ratifiées, de la part de nôtre dit Grand Pere, & la Paix & Amitié, & bonne Correspondance, contractées d'ancienneté furent de nouveau confirmées & établies.

XLVI. Du tems de l'Inſtallation de Sultan, Osman Han, ſur le haut & Imperial Trône, le Roi d'Angleterre envoya encor un ſameux & noble Gentilhomme, en qualité de ſon Ambaſſadeur avec des Lettres & des préſens, qui furent trés-agréables, à ledit Ambaſſadeur ayant demandé au nom de Son Roi, & de Son Seigneur, que l'ancienne Capitulation, les Articles & les Conrads accordez du vivant de ſes Predeceſſeurs fuſſent par lui renouvellez & confirmez, & que l'ancienne Paix & Amitié fuſſent de nouveau fortifiées, & établies, laquelle Requeſte fut trés-agreablement aucé Sultan Osman & les auſdennes Capitulations, Articles & Privileges furent ici écrits, & confirmez, & la Paix & Amitié contractée de long-tems fut par lui promiſe & accordée.

XLVII. Aprés lequel, & du vivant du même Sultan Hau, le Roi d'Angleterre aiant encore envoié en la même maniere à cette Haute Porte, l'Excellent & Honorable Chevalier Thomas Roe, en qualité de ſon Ambaſſadeur, avec des Lettres, & des préſens, qui furent trés bien reçus, & cet Ambaſſadeur aiant offert au nom du Roi ſon Seigneur, toute ſorte de Conditions d'Amitié, & de bonne Correspondance, & ayant demandé que les anciennes Capitulations, & tous les Articles ci devant accordés par les Ancêtres de lui à la Nation Angloiſe, puſſent être de nouveau confirmez, & que la Paix & Alliance, qui étoient depuis long-tems contractée entre les deux Parties fût renouvellée & ratifiée, que quelques autres Articles fort neceſſaires puſſent être ajoûtez aux Capitulations Imperiales, & que pluſieurs autres déja accordez, puſſent être renouvellez, changez & expliquez en meilleure forme, laquelle Requeſte & demande lui furent trés-agréables & confirmement à icelles, les anciennes Capitulations Imperiales, & tous les Articles & autres Privileges pluſieurs fois confirmez en icelles, & la Paix, Amitié & bonne Correspondance contractées du tems de ſes Ancêtres, de ſon Grand Pere & de ſon Pere avoient été confirmées, ainſi que par lui-même furent dérechef ratifiées, établies, promiſes, & accordées, ſurquoi il fit commandement exprés, qu'à l'avenir la teneur de ſes Capitulations Imperiales fût obſervée par toutes perſonnes, & que tout le monde reſpectât avec beaucoup de ſoin ladite Paix & Amitié établie & contractée entre les deux Parties, & que perſonne n'entreprît de les violer, ni de faire aucune action qui y fût contraire: lequel Ambaſſadeur declara pluſieurs fois, que les Caddées, & nos autres Miniſtres, avoient impoſé & établi diverſes Taxes, Tributs, & Sommes d'argent, ſur ladite Nation Angloiſe, & ſur celles qui n'étoient miſes ſous la Baniere d'Angleterre, au préjudice des Capitulations Imperiales, & contre la volonté de Sa Majeſté Imperiale, pour laquelle cauſe, ainſi qu'il eſt ci-deſſus declaré, ayant été trouvé neceſſaire, de faire des additions de quelques nouveaux Articles, à ladite Capitulation Imperiale, dont ledit Ambaſſadeur fit declaration par Ecrit, & la preſenta à Sa Majeſté Imperiale, ledit Sultan Osman Han donna auſſi-tôt des ordres & commandemens exprés ſignez de ſa main Imperiale, & ſcellez, portans qu'à l'avenir tous les Articles, qui étoient déja dans les Capitulations Imp. & ceux qui y ont été nouvellement ajoûtez par nôtre ordre ſeront deuëment gardez & obſervez conformement au ſens ſincere de nos preſentes Capitulations.

XLVIII. D'autant que comme c'eſt une choſe de notorieté publique que de cerrains Pyrates de Tunis, & d'Alger, au préjudice de nos Capitulations Imperiales, & contre nôtre intention & volonté, prennent, & enlevent ſur Mer, des Navires, des Marchandiſes & des Hommes, qui ſont des Sujets du Roi d'Angleterre, & d'autres Rois & Etats qui ſont en Alliance avec nôtre Porte Imperiale, au grand dommage & préjudice de ladite Nation Angloiſe, pour ces cauſes, nous commandons & par ces préſentes nous ordonnons qu'on donne & expedie pluſieurs Mandemens, pour la reſtitution entiere & parfaite des Biens & Marchandiſes ainſi enlevées à la Nation Angloiſe & que tout les Anglois, qui ont été pris & faits Eſclaves, ou empriſonnez par leſdits Pirates, ſoient mis inceſſamment en liberté, & ſi aprés le jour de la datte de nos preſentes Capitulations Imperiales, il ſe trouve que les dits Pirates de Tunis & d'Alger les volent encore & ne ceſſent point de continuer leurs outrages, & ne veuillent reſtituer leurs Biens, & leurs Hommes, nous deffendons que leſdits Pirates ſoient reçeus en aucun Port de nos Etats: & particulierement dans les Havres de Tunis, d'Alger, Modon ou Coron, faiſons de tres-expreſſes inhibitions & deffenſes à nos Beglerbeys & autres Miniſtres, de les y laiſſer entrer, ni de fournir ce qu'ils y ſoient logez ni reçeus, mais au contraire nous commandons auſdits Beglerbeys, Caddées & autres Miniſtres de les pourſuivre, bannir & punir.

XLIX. Ayant été informez que pluſieurs de nos Commis de la Douane & autres Officiers d'Alep, au préjudice de nos Capitulations Imperiales, & ſous pretexte de prendre des Droits de Douane & d'autres Droits ſur les Soyes des Marchands Anglois, ont exigé par violence de grandes Sommes d'argent desdits Marchands: & d'autant qu'il eſt écrit dans les Capitulations Imperiales, que les Anglois payeront pour les Soyes qu'ils acheteront en Alep, comme les François & les Venitiens font, & non pas davantage, desdits Officiers de la Douane outre les deux & demi pour cent de Douane & de Reſi, n'ont pas laiſſé d'exiger depuis peu une grande Somme d'argent de ladite Nation ſous le nom de Reſi. Pour ces cauſes, nous ordonnons que cette affaire ſoit examinée, & que ladite Somme d'argent ſoit reſtituée, & qu'à l'avenir on obſerve l'ancienne coûtume: & que cette Nation-là ne paye ſeulement que comme les François, & les Venitiens font, & qu'on n'exige jamais d'eux pas même un Aspre ſous le nom de cette impoſition.

L. Comme les Marchands Anglois demeurans à Galata achétent ordinairement diverſes Denrées & Marchandiſes, avant que de les pouvoir embarquer & envoier ſur leurs Navires, & payent aux Officiers de la Douane les Droits de Douane, que doivent leſdites Marchandiſes, en prenant un Billet ou Quittance pour faire voir qu'ils les ont payez, aprés quoy, ils ſont porter les Marchandiſes en leurs Magazins, cependant il arrive qu'avant qu'ils puiſſent charger, & envoyer leſdites Marchandiſes, l'Officier de la Douane, nommé Diet, vient à decéder ou eſt dépoſé de ſa charge, & le nouveau Commis ou Officier établi en ſa place, ne voudra pas ſe contenter de ladite Quittance, pretendra un autre Droit de Douane, & troublera, & moleſtera leſdits Marchands en differentes manieres, pour cette cauſe, nous ordonnons qu'appreſſément reſtement qu'ils ont payé une fois la Douane de toutes les Marchandiſes qu'ils auront achetées, l'Officier de la Douane ſe contentera de ladite Quittance, & n'en demandera pas une ſeconde aux Marchands.

LI. Comme on achéte ordinairement en Angora des Camelots, des Moires, des Soyes, & d'autres ſortes de Marchandiſes qu'on transporte à Conſtantinople, & en d'autres Places de nos Etats dont on paye les Douanes, & dont on retire des Quittances, aprés quoi on met les Marchandiſes dans des Magazins: & voulant aprés les embarquer, pour les transporter ailleurs, les Officiers de la Douane en demandent dérechef les Droits de Douane. Pour ces cauſes arrivant à l'avenir, que les Marchands veuillent embarquer les Marchandiſes, & qu'il ſoit veritable qu'ils ayent déja payé la Douane pour leſdites Marchandiſes, leſdits Officiers de la Douane ne pourront demander une nouvelle, ou ſeconde Douane, pourvû que leſdits Marchands ne mêlent pas leurs Marchandiſes, qui n'auront pas payé les Droits, parmi celles qui les auront déja payez.

LII. Les Marchands Anglois ayant payé la Douane de toutes les Marchandiſes qu'ils apporteront en nos Etats, ou de celles qu'ils en voudront transporter ailleurs, comme des Soyes, Camelots, & autres Marchandiſes, ſans les avoir vendues à d'autres, & voulant aprés les faire embarquer, pour les porter à Scio,

Smir-

ANNO 1675.

ANNO 1675. Smirne, ou en quelque autre Port, & lesdites Marchandises y étant arrivées, les Commis de la Douane, & autres Officiers seront toûjours tenus de recevoir leurs Quitances, qu'ils auront en main, & ne demanderont, ni ne prendront point d'autres Droits de Douane, pour leurs Marchandises.

LIII. Les Mestaragis de Galata, & de Constantinople, prendront leur Droit de Mestarie, ou de Courtage suivant l'ancienne Coûtume & Paucarte, de toutes les Marchandises, que les Marchands Anglois apporteront à Constantinople, ou en quelqu'autre Port que ce soit de nos Etats, ou en transporteront ailleurs, c'est-à-dire qu'ils ne prendront feulement un Droit de Mestarie que des Marchandises, qui auront accoûtumé de le payer, suivant l'ancienne Coûtume, mais à l'égard des Marchandises, qui anciennement n'avoient pas accoûtumé de le payer, ils ne pourront prendre aucun Droit de Mestarie contre l'ancienne Paucarte, & de plus on ne fera ni levera aucune impoſition ſur les Marchandiſes Angloiſes, ni on ne prendra de la Nation Angloiſe, pas ſeulement un Aſpre, contre l'ancienne Paucarte, & l'uſage accoûtumé.

LIV. Les Marchands Anglois pourront librement venir en tous les Ports de nos Etats, pour negocier, & y apporter des Draps, du Cercl, des Epiceries, de l'Etain, du Plomb, & toutes autres Marchandiſes, & perſonne ne leur donnera aucun trouble, ni empêchement; de même qu'ils y pourront acheter, & en transporter toutes ſortes de Marchandiſes, à l'exception de celles qui ſont deffenduës, ſans que perſonne les en puiſſe empêcher, ni les y troubler, & aprés qu'ils en auront payé la Douane conformement à la preſente Capitulation Imperiale, & à l'ancienne coûtume, les Commis de la Douane & autres Officiers ne leur demanderont rien de plus.

Du tems de Sultan Murat Han, mon Oncle d'heureuſe Memoire, le Roi d'Angleterre envoya le Chevalier Sackville Cron, en qualité de ſon Ambaſſadeur, avec ſon préſent, & des Lettres qui furent tres-bien reçûës, & le tems de ſon Ambaſſade étant expiré, le Chevalier Thomas Bendiſh arriva à la Porte, pour y reſider & apporta ſon preſent, & des Lettres obligeantes, qui de la même maniere furent auſſi tres-bien reçûës: & les Anciens Ambaſſadeurs ayant preſenté les Capitulations Imperiales qui avoient été autrefois accordées, & demandé que ſuivant l'ancienne coûtume elles puſſent être renouvellées, il eſt derechef ordonné par ces preſentes, que tous les Poinčts & Articles qu'elles contiennent ſoient gardez & obſervez.

LV. Et à cauſe que contre le ſens & la teneur d'iceux, pluſieurs Officiers ſont venus à bord des Navires des Marchands Anglois avant qu'ils fuſſent arrivez au Port, & ont de vive force enlevé desdits Navires les Biens & Denrées des Marchands, & enlevé toute l'élite ſans demeurer d'accord du prix, ni en faire aucun compte avec les Proprietaires.

LVI. Et de plus, lesdits Marchands ayant une fois payé les Droits au Bureau de la Douane pour leurs Marchandiſes, & voulant les transporter dans un autre Port, les Officiers de la Douane les en ont empêché; & les ont retenus juſqu'à ce qu'ils euſſent reçu un ſecond Droit de Douane pour icelles.

LVII. Et comme il eſt expreſſément ſtipulé dans les Capitulations Imperiales, que dans tous les differens & Procés avec la Nation Angloiſe, nos Magiſtrats ne doivent point ouïr, ni decider la cauſe, à moins que l'Ambaſſadeur, ou le Conſul n'y ſoient preſens, nos Juges ont depuis peu condamné, & empriſonné des Anglois, & en ont pris & reçû des preſents, ſans le ſçeu de leur Ambaſſadeur, ce qui eſt une grande injure qu'on leur a faite.

LVIII. Comme auſſi d'autant qu'il eſt ordonné par les Capitulations Imperiales, que les Officiers de la Douane ne prendront aucuns Droits pour l'or & pour l'argent monnoyé, que la Nation Angloiſe apportera dans nos Etats, ou en tranſportera ailleurs, & que les Marchands ne ſoient tenus de payer que trois pour cent de Douane pour leurs Marchandiſes & rien plus; néanmoins les Officiers de la Douane pretendent des Droits de Douane ſur leurs Sequins & ſur leurs Ecus d'argent & de prendre plus de Droits qu'il ne leur en eſt deub pour les Soyes crues qu'ils acheterent; Et à l'égard des Marchandiſes qu'ils déchargent à Seanderoon, pour le porter en Alep, ils en demandent ſix pour cent; lesquelles exactions injuſtes ont été autrefois rechiffées & reformées par un expres Hatter Sheriffe, & étant de nouveau informez qu'on fait tort auſdits Marchands Anglois, comme auparavant à cauſe que les Officiers de la Douane evaluent & apretient les Marchandiſes des Marchands Anglois à plus haut prix qu'elles ne valent, & quoi que leſdits Officiers de la Douane, ne doivent avoir que trois pour cent, neanmoins par une evaluation exorbitante des Marchandiſes ils prennent d'eux ſix pour cent, & les Serviteurs du Bureau de la Douane, ſous prétexte de quelques petits droits & frais, tirent indeuëment de grandes Sommes d'eux: Et comme on met à preſent à bord des Navires Anglois, un plus grand nombre de Vîteurs qu'on n'avoit accoûtumé auparavant, les frais en ſont fort à charge aux Marchands & Maîtres de Navires qui les frequentent; à toutes leſquelles choſes ayant été prioz de pourvoir, nous ordonnons que quand les Officiers de la Douane, évalueront les Marchandiſes à trop haut prix, les Marchands leur offrant d'en payer les Droits ſur le pied de trois pour cent, en eſpece desdites Marchandiſes, les Officiers de la Douane ne les pourront refuſer, & ſe-ront tenus de les accepter, & ſur ce que l'Ambaſſadeur d'Angleterre nous a demandé que les abus & injures ci-deſſus ſpecifiez fuſſent rectifiez, nous ordonnons que les Marchands Anglois ne ſoient point troublez dans les circonſtances precedentes ni en aucune maniere, ni que leurs Privileges ne ſoient pas injuſtement violés au prejudice, & au contraire des Capitulations Imperiales. Le Chevalier Heuneage Finch, Comte de Winchelſey, Vicomte de Maillon, Baron Fitz Herbert de Eſtwell, Seigneur du Domaine Royal de Wye, & Gouverneur de la Province de Kent & de la Ville de Canterbury Ambaſſadeur du Roi d'Angleterre, (les jours duquel puiſſent être terminez avec bonheur) arriva avec les preſens, & il fut accompagné de Lettres qui avec toute ſincerité & affection exprimoient la pleine Amitié & Correſpondance; & cet Ambaſſadeur ſuſdit preſenta les Capitulations, afin qu'elles puſſent eſtre renouvellées ſuivant la coutume, & afin que quelques Articles de grande conſideration, qui étoient auparavant dans les Capitulations puſſent être plus ponctuellement obſervez, ledit Ambaſſadeur demanda qu'ils puſſent être derechef renouvellées & plus clairement exprimez dans les Capitulations Imperiales; ce requeſte fut favorablement reçûë. L'an de ces Poinčts eſt celui-ci.

ANNO 1675.

LIX. Les Galeres & autres Vaiſſeaux de la Flotte Imperiale, partant des Etats du Grand Seigneur, & rencontrant ſur Mer les Navires d'Angleterre, ne leur donneront aucune moleſtation, & ne les retarderont point en leur voyage, & ne leur prendront aucune choſe quelconque, mais devront toûjours témoigner l'un à l'autre une bonne Amitié, ſans cauſer le moindre dommage: & cela étant ainſi declaré dans les Capitulations Imperiales, les Beys & Capitaines qui naviguent ſur les Mers, & ceux d'Alger, Tunis & Tripoli, rencontrans des Navires Anglois, qui naviguent d'un Port à l'autre, ne devront point leur enlever aucun argent ni Marchandiſes; ſous prétexte que leurs Vaiſſeaux transportent des Biens des Ennemis, & à cette occaſion les viſiter, & ſous ce pretexte les moleſter & les retarder en la pourſuite de leur voyage, de ſorte qu'il n'y aura qu'à l'entrée des Châteaux, & dans les Ports, où les Viſiteurs, qui appartiennent à la Douane, ont accoûtumé de venir à bord; que leurs Biens ſeront examinez, mais étant ſur Mer, ils ne ſeront point ſujets à une plus ample viſitation ni perquiſition.

LX. Les Marchandiſes de la Nation Angloiſe ayant une fois payé la Douane, ne doivent recevoir aucune moleſtation contre la teneur des Capitulations Imperiales, & les Officiers de la Douane ne pourront refuſer le Billet ou Certificat portant qu'ils ont payé la Douane, & arrivant qu'on en faſſe plainte, nous commandons expreſſément que leſdits Officiers, ne different de delivrer incontinent ledit Billet, ou Certificat, ſur la demande qui en ſera faite.

LXI. Et aprés que la Douane aura été une fois payée pour aucune ſorte de Marchandiſes, qui n'aura pas été vendué dans le Port où l'on aura payé les Droits, & qui doit être transportée dans un autre Port, on adjoutera foi entiere au Certificat, & on ne pourra pas prétendre de lui faire payer une ſeconde Douane.

LXII. Les Marchands Anglois & leurs Serviteurs pourront librement & franchement trafiquer, en Alep, au Caire & dans les autres Ports des Etats Imperiaux, & ne payer que trois pour cent, pour toutes leurs Denrées & Marchandiſes ſuivant l'ancienne coûtume, &

ANNO 1675. conformement aux Capitulations Imperiales, soit qu'elles soient apportées par Mer ou par Terre: & quoi que les Officiers & Fermiers de la Douane, à l'arrivée des Marchandises dans le Port, & pour donner du trouble & de la molestation à la Nation Angloise, pretendent qu'il n'y a que les Denrées du cru & Manufacture d'Angleterre qui ne doivent payer que trois pour cent; mais que les Marchandises qui viennent de Venise, & d'autres Lieux, sont obligez de payer davantage, & sous ce pretexte & pretention, faire naître des Procés & des troubles aux Anglois; Il est neanmoins que les Capitulations Imperiales soient observées à cet égard, comme elles l'estoient au temps passé, & nos Officiers ne doivent en aucune maniere permettre le contraire.

LXIII. Arrivant qu'un Anglois devienne endetté, on qu'il se soit rendu caution pour un autre qui aura fait Banqueroute ou qui se fera enfuy, la Debte devra être demandée au Debiteur, & si le Créancier n'a point d'Acte, pour prouver qu'un tel s'est rendu Debteur & caution suivant la Loy, la Debte ne pourra pas être demandée à un autre, lequel Article est déja declaré dans les Capitulations.

LXIV. Comme il arrive quelquesfois qu'un Anglois demeurant dans un Pays, pour s'exempter de payer une Debte, tire une Lettre de Change, sur un autre Anglois, qui n'a point de fes effets en fes mains, & la perfome à qui l'argent est payable, étant un Homme de pouvoir & d'authorité, apporte la Lettre de Change, & au prejudice de la Loi, & des Capitulations demande, & voudroit exiger par force le payement de la Lettre de Change: en ce cas-là le Marchand acceptant la Lettre de Change sera obligé de la payer, mais s'il ne l'accepte pas, il ne sera pas sujet à aucun trouble pour cela.

LXV. Et comme les Interpretes de l'Ambassadeur d'Angleterre sont exempts de toute Angarie ou Taxes, par les Articles declarez dans les Capitulations, arrivant que lesdits Interprétes viennent à decéder, leurs Biens ou Effects ne soient pas sujets aux Droits de Douane, mais seront partagez entre les Créanciers & les Heritiers.

LXVI. Et comme le Roi d'Angleterre est un veritable ami de nostre heureuse Porte, on permettra à son Ambassadeur, qui residera ici, d'avoir dix Serviteurs de quelque Nation que ce soit, qui seront exempts de Harach, ou de Taxes, & de molestation de qui que ce soit.

LXVII. Arrivant qu'un Anglois se faise Mahometan, & qu'il ait entre les mains des Biens & Effects appartenans à fes Superieurs, ces Biens & Effects pourront être mis entre les mains de l'Ambassadeur, ou du Consul, afin qu'on les puisse faire tenir & faire bons aux veritables Proprietaires.

Le dernier, Monsieur le Chevalier Hervey Ambassadeur du Roi d'Angleterre qui residoit en nostre haute Porte, étant decédé, le Chevalier Jean Finch Homme prudent & qui étoit du Conseil du Commerce estranger, a été nommé pour lui succeder en la Conoître de l'Ambassade, & l'advis nous ayant esté donné que ledit Ambassadeur estoit arrivé avec des Lettres Royaux, & les pretens accoûtumez, ils nous ont été tres-agréables, & ledit Ambassadeur nous ayant fait connoître qu'il y avoit des expressions si pleines d'ambiguité dans les Capitulations, qui avoient esté déja accordées, qu'elles avoient besoin d'une plus ample explication & pour ces effect, nous ayant requis au nom du Roi son Maître, que les Capitulations puissent estre renouvellées, & qu'on y pût adjouster les explications, & Articles qui étoient necessaires, la requeste dudit Ambassadeur nous ayant été communiquée, nous y avons donné nostre consentement, & nous commandons & il est commandé que les additions demandées soient adjoustées aux Capitulations precédentes, & en voici une.

I. Le Nîsnî Sherif, (c'est-à-dire) le Commandement Imperial fur lequel fut mis en l'année 1672. le Hattersherif, (c'est-à-dire) le Seing de l'Empereur Sultan Ibrahim Han (l'ame duquel repose en gloire) lequel Commandement declare qu'anciennement les Navires Anglois qui venoient de Scanderoon payoient pour chaque piéce de Drap de Londres pour la Douane de Scanderoon quarante Paras, & pour une piece de Creté six Paras, & pour chaque Pacquet de Peaux de Lapin six Paras, & pour chaque quintal de Damas, ou Camaro, cinquante-sept Paras & demi de Douane, lesquelles Marchandises arrivant aprés en Alep, payoient pour la Douane d'Alep, pour chaque piece de Drap de Londres huit Paras, pour une piece de Creté huit Paras & un sixiéme, pour chaque Pacquet de Peaux de Lapin huit Paras & un sixiéme, pour chaque Battman d'Alep, d'Eftain & de Plomb, un Para de Douane, & ceux de ladite Nation achetant des Marchandises & les transportant, pour tout ce qu'ils achetoient en Alep & le transportoient ailleurs, payoient pour la toile crue, ou chilis, pour les Cordouans, pour Horasani Hindi, pour chaque balle de chacun, deux Escus blancs & demi, & pour chaque Balle de Coton cru, un Escu blanc, & un quart, & pour une balle de noix de Gale un quart d'Escu blanc, & pour chaque balle de Soye dite Ouinani (dont les quatorze font un Escu blanc) pour chaque cent qu'elant de Roharbe, & autres pareilles Drogues trois Escus blancs suivant l'estimation du chef de cet art, lesdites Denrées étant portées à Scanderoon & y ayant été chargées sur leurs Vaisseaux payoient pour de la toile crue, ou chilis, pour les Cordouans chacun un Escu blanc & demi pour la Douane de Scanderoon; pour l'Horasani Hindi, & le Coton cru, trois quarts d'un Escu blanc la balle, pour une balle de noix de Gale, le quart d'un Escu blanc, pour de la Roharbe & autres pareilles Drogues, suivant l'apreciation des Droguistes, trois quarts d'un Escu blanc la balle, & il n'y a rien à payer de plus suivant ce sublime Commandement & en cas que le Tefterdar donne aucun Commandement contraire à celui-ci, qu'on n'y obeisse pas, & qu'il soit reputé de nulle valeur, mais que toutes choses soient observées conformement à ce présent Commandement Imperial & aux Capitulations Imperiales.

II. Pour toutes les Marchandises que les Marchands Anglois apporteront ou transporteront, ils ne payeront que trois pour cent seulement, & ne doivent jamais payer un Aspre davantage, étant ainsi specifié dans les Capitulations Imperiales. Mais y étant venu des Constellations & differents à Constantinople, & à Galata, avec les Officiers de la Douane touchant les Draps apportez de Londres, & autres sortes de Draps de Manufacture d'Angleterre, ils payeront suivant l'ancien Tarif accoûtumé, & ainsi qu'ils ont toujours payé jusqu'ici, c'est-à-dire en Aspres, ou menue Monnoye, dont quatre vingt Aspres font une piece de huit, & soixante dix un Escu de Lyon, cent quarante quatre Aspres pour chaque piece de Drap, de la fabrique d'Angleterre, soit que les Draps soient fins ou gros, ou de quelque prix que ce soit, & les Officiers de la Douane ne demanderont & ne doivent pas prendre davantage. Mais à l'égard des Draps qui viendront d'Hollande, & d'autres Païs, c'est-à-dire, Londres, des Soyes, & des Escarlattes, & de toutes autres fortes de Draps qui ne feront pas de la fabrique d'Angleterre paieront à l'avenir les Droits qu'ils ont accoûtumé de payer jusqu'ici, & à Smirne, on paiera suivant l'ancienne coustume & usage en Aspres ou menue Monnoye, dont quatre vint font une piece de huit, & soixante dix, un Escu de Lyon, six vingts Aspres pour chaque piece de Draps d'Angleterre, soit qu'ils soient fins ou gros, soit qu'ils soient de Londres ou non, pourveu qu'ils soient fabrique d'Angleterre, & les Officiers de la Douane ne pourront pas demander & ne doivent pas prendre un Aspre davantage, & qu'il n'y ait point d'innovation faite fur la Douane de ces Draps là.

III. Les Capitulations qui ordonnent que les Anglois aient un different, dont la valeur est de plus de quatre mille Aspres la cause doit être ouïe & decidée par la Porte, & non pas ailleurs, estant de notorieté publique, arrivant qu'en quelque temps que ce soit, le Caddi ou les Ministres de quelque Place vouloient retenir aucun Marchand, ou empescher aucun Anglois, qui fera fur un Navire, de poursuivre son Voyage, sous pretexte de quelque Somme imposée fur les Anglois ou pretendre d'eux, si le Consul du lieu se veut rendre Caution de respondre devant la Porte aux pretentions qu'un aura contr'eux, telles personnes auront pleine & entiere liberté de poursuivre leur Voyage, & ceux qui prendront quelque chose d'eux seront tenus de venir devant le Divan, pour faire juger le different d'entre les Parties, & l'Ambassadeur respondra fur leurs demandes. Mais au cas que le Consul ne veuille pas estre Caution, le Juge du lieu pourra en estre le Juge & rendre Sentence fur le fait, dont sera quellion.

IV. Tous Navires Anglois qui arriveront à Constantinople, Scanderoon, Smirne, à Cypre, & en tous

ANNO 1675.

Digitized by Google

ANNO 1675. tous les autres Ports de mon Empire, payeront trois cens Aspres pour Droit d'anchrage & pas un seul Aspre de plus.

V. Arrivant, qu'un Anglois venant avec des Effects se fasse Musulman, l'Ambassadeur, ou Consul, sachant que ses Effects appartiennent à d'autres Marchands Anglois tout l'argent & autres Effects seront tirez des mains du Musulman, & conservez entre celles de l'Ambassadeur, afin qu'il puisse les faire tenir à ceux à qui ils appartiendront, & que par ce moyen les Biens d'un autre Homme ne puissent pas demeurer entre les mains de ce Musulman, & que cela ne soit pas empesché par aucun Caddi, ni aucuns autres Juges ou Ministres.

VI. Les Marchands de ladite Nation Angloise qui auront acheté des Camelots, des Moires, ou des Etoffes à gros Grains etc. en Angora, ou à Bagdaar, & qui les voudront transporter en d'autres Lieux, aprés avoir paié trois pour cent de Doüane, ne pourront estre molestez pour le Skrat-bath, c'est-à-dire pour le passage ou transport desdites Marchandises en d'autres Lieux, & ils ne devront pas payer un seul Aspre, pour aucune demande de cette nature.

VII. Les Marchands Anglois venant à recevoir de leurs Debiteurs quelque Somme d'argent, si la Debte est payée par le moyen ou entremise d'un Assistant, ou d'un Chiaou, celui qui recevra la Debte ne payera pas davantage, que ce qu'on paye aux autres Caddis, qui est seulement deux Aspres, & pas une seule Aspre davantage.

VIII. Comme il y a une bonne correspondance entre nous, & le Roi d'Angleterre, en consideration de cette bonne Amitié, nous accordons & permettons que deux Navires chargez de Figues, de Raisins de Corinthe, puissent estre transportez de nos Etats, pour l'usage de la Cuisine de Sa Majesté, pourveu qu'il n'y ait pas de diferte, & de cherté de ces fruits-là dans le Pays, lesquels fruicts nous permettons aux Anglois d'acheter pour leur argent dans le Port de Smyrne, Salonique, ou en tel autre Port que ce soit de nôtre Empire, en paiant trois pour cent de Doüane, lesquels estant payez personne ne donnera à ceux qui les chargeront, aucun trouble ni empéchement.

IX. Sur ce qui nous a été repreſenté, que les Anglois n'ont paié jusqu'ici, aucun Droit de Doüane ni de Mezan, pour toutes les Soyes qu'ils achetoient à Smyrne, à l'exception de celles de Prusse, & d'Armenie, c'est-à-dire pour les Soyes de la Georgie, de la Perse, ou de l'Armenie: au cas qu'il y ait réellement un tel usage & coustume, & que la chose ne porte aucun prejudice à l'Empire; qu'on ne demande point à l'avenir à Smyrne, ni Doüane ni *Mezan* pour lesdites Soyes, mais qu'on y traite les Anglois avec toute sorte de temoignages d'amitié. Et sur l'instance que l'Ambassadeur nous a faite, que les precedents Articles fussent inserez dans les Capitulations; ſa demande lui a été octroyée, & conformement au précedent Seing Imperial, & Capitulation, que la présente Capitulation soit renouvellée & accordée à present en conformité de ce qui a été passé, & de mon commandement Imperial, ce que nous commandons pour le temps aussi long, que Charles second Roi d'Angleterre (dont les jours se puissent terminer en bonheur) entretiendra une bonne Amitié, & correspondance avec nous, conformement à celle qui a eſté entretenuë avec nos Ancestres, & nous ne manquerons pas de nôtre côté à entretenir cette amitié, avec toute sorte de tendresse.

Et nous jurons, & promettons, par celui qui a créé le Ciel & la Terre, & toutes les Creatures, nous promettons par un seul Dieu, le Créateur, qu'il ne fera fait rien de contraire à cette présente Capitulation Imperiale; & par consequent chacun est tenu d'obeïr à nôtre Seing Imperial.

Donné au milieu de la Lune Gemaziel Ahir 1086. en la Ville Imperiale d'Andrinople, qui estoit au Mois de Septembre 1675.

Le Grand Seigneur escrit en haut de sa propre main ainsi qu'il suit.

Que toute chose soit observée en conformité à nôtre Commandement Imperial & que rien ne soit fait qui y soit contraire.

ANNO 1675.

CXLI.

Neutralités-Recès zwischen Ihro Königl. Majest. ꝛc. in Dennemarck Christian V. / Ihro Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg Friderich Wilhelm / und Ihro Hochfürstl. Gnaden Christoph Bernhard / Bischoffen zu Münster etc. / und Ihro Hochfürstl. Durchl. Johann Friderich / Hertzogen zu Braunschweig und Lüneburg andern theils / wodurch dieser ersteren versichert / Ihro wieder Schweden und anderen Orten sich wendenden Waffen sich nicht zu wenden / sondern dahingegen gewisse dienste versprechen / dessen Lande von allen Kriegs-Belästigungen frey seyn zu lassen / und bey dieser Neutralität zu schützen. Haag nover den 11. Septembr. 1675. Mit dem Neben-Recès zwischen Gedachten Königl. Majest. / Churund Fürstl. Durchl. sub dato & loco eodem. [Tiré de la Regestrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.] Sept.

C'est-à-dire,

Traité de Neutralité entre CHRISTIAN V. *Roi de Dannemarc*, FRIDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg &* CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque & Prince de Munſter d'une part, &* JEAN FRIDERIC *Duc de Brunswic-Luneburg-Hanover d'autre part, portant que ledit Duc ne s'oppofera point aux Armes des trois Princes confederés contre la Suede de quelque coſté qu'elles ſe tournent, & qu'en échange ils auront ſoin que leurs Expeditions, Paſſages, & Campements ne cauſent aucun dommage à ſes Terres, Païs & Sujets, mais qu'au contraire ils la maintiendront & defendront en cette Neutralité. A Hanover le 11. Septembre 1675.*

Zu wissen / als der Durchlauchtigste Großmächtigste Fürst und Herr / Herr Christian der Fünffte / König zu Dennemarck / Norwegen / der Wenden und Gothen / Hertzog zu Schleswig / Holstein / Stormarn und der Dittmarschen / Graffe zu Oldenburg und Delmenhorst ꝛc. Wie auch der Durchl. Fürst und Herr / Herr Friderich Wilhelm Marggraff zu Brandenburg / des Heil. Röm. Reichs Erz-Cammerer und Churfürst / in Preussen / zu Magdeburg / Gülich / Cleve / Berg / Stettin / Pommern / der Cassuben und Wenden / auch zu Schlesien / zu Crossen und Jägerndorff Hertzog / Burggraff zu Nürnberg / Fürst zu Halberstadt / Minden und Camin / Graff zu der Marck und Ravensberg / Herr zu Ravenstein / und der Lande Lauenburg und Bütau ꝛc. Und der Hochwürdigste Fürst und Herr / Herr Christoph Bernhard / Bischoff zu Münster / Administrator zu Corvey / Burggraff zu Stromberg / Herr zu Borcken ꝛc. Dem Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Johann Friderich / Hertzogen zu Braunschweig und Lüneburg ꝛc. Durch Ihrer Königl. Majest. Churfürstl. Durchl. und Fürstl. Gnad. abgeschickte Ministros, auff sonderbahrer Freund- Vetterlicher Affection und vertraulicher Freundschafft / fürtragen lassen / was gestalt männiglich bekandt und vor augen / es mag für einen Zustand das Heil. Röm. Reich / unser aller geliebte Vaterland durch die vor einigen Jahren entstandenen und nachgehends mehr und mehr ausgebreiteten Kriegs-Unruhe / getrohet / und es endlich dahin entsprossen gangen / daß zu Rettung der bedrängten Churfürsten und Stände verschiedene nachbarschliche Conclusa bey dem noch währenden Reichs-Tag zu Regenspurg ergangen / dannenhero auch Ihre Königl. Majest. zu Dennemarck / Ihre Churfürstliche Durchl. zu Brandenburg / und des Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Gn. auff respective beschehenes ersuchen / und auffgetragene Commission Ihrer Käyserl. Majest. und angeruffen Reichs-Conclusis zufolge / wie dann auch Vigore der zwischen unserm Heil. Röm. Reich höchstbedrängter und unterdrückter Stände / absonderlich aber zu beförd- und Versicherung Ihrer Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg durch die Cron Schweden angegriffenen / und invadirten Lande / gegen selbige Cron die Waffen zu ergreiffen veranlasset worden / und man anitzo an Seiten Ihrer Königl. Majest. zu Dennemarck / und den Herrn Bischoffen zu Münster Fürstl. Gnaden denen Kriegs-Operationen und zwar in den Königl. Schwedischen / in Westphälischen und Nieder-Sächsischen Crän-

Digitized by Google

ANNO 1675. in belegenen Landen einen Anfang zu machen / entschlossen wären / vorhero aber höchstnöthig erachtet / höchstbelagten Hn. Hertog Joh. Friederichs zu Braunschweig und Lünch. Durchl. als einen vornehmen Fürsten genedigen Erlese / dessen Lande auch in der nähe angrenzet Königl. Schwedischer Lande gelegen / von solchen Fürhaben parte zu geben / und mit derselben / welcher gestalt der gesuchte Werck die allerseits benöthigte Sicherheit bestens verwahret / machen und dass Freund- Vetter- und Nachbarliche gute Vernehmen hinfüro ferner unterhalten werden möchte / vertrauliche communication anzustellen / darauff Seine Fürstl. Durchl. sich dahin erkläret / dass dieselb sie auch ihres theils / bey gegenwärtigen gefährlichen Zeiten / nebst dero eigenen Sicherheit / auff des Reichs Wohlfahrt und Beste / auch Widerdringung und Erhaltung des werthen Friedens / ein sorgfältiges Absehen gebeten / als sie hinfüro in geringsten nichts / was in Kayserl. Majest. und des Reichs intention, und denen ergangenen Reichs-Conclusis zuwider sein möchte / vornehmen nicht gemeinet / sondern vielmehr / wo selbe worhin geschehen / alle ferner solchen Conclusis, doch vorbehaltlich bessen / was in diesen Tractat absonderlich verglichen / ein genügen zu thun bereit und entschlossen / auch mit Ihrer Kayserlichen Majest. und des Reichs Alliirten und Zugethanen / insonderheit mit Ihrer Churfl. Durchl. zu Brandenburg / und des Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Gn. in guter Verständnuß beharrlich zu stehen verlangten / und deßfalls an Ihro mündlen erwinden lassen wollen / dannenhero sie zu Beförderung so hochnöthigen gemeinnützigen Zwecks die vermahlste communication Ihro mit gefallen lassen: Dass darauff im Nahmen des Allerdechsten / die offtbesagt hierzu verordnete / und ausgiebig bevollmächtigte Räthe und Minister / benantlich wegen Ihrer Königl. Majest. zu Dennemarck / der Hoch-Wohlgebohrne Graff und Herr / Herr Friederich Graff von Ahlefeld zu Langeland und Rixingen / Herrhen zu Mesenburg / Herr zu Gravenstein / der beyden Seeländen / auch in der Wilhmarschen Ritter n. Sr. Königl. Maj. geheimter Etats und Land-Raht / Statthalter in den Fürstenthumen Schleßwig und Holstein / Gouverneur und Amptmann zu Steinburg und in Ditmarschen rc. wegen Ihrer Churcl. Durchl. zu Brandenburg der Wohlgebohrne Herr Curd Wilhelm von Jende / Sr. Churfl. Durchl. Cammerher und Stallmeister; Wegen des Herrn Bischoffs von Münster Fürstl. Gnad. der Hochwürdige / Wohlgebohrne Herr Matthias Korff / genant Schmising / Sr. Fürstl. Gn. Dohm-Cellnern / auch geheimter und land-Rahtpr. wegen Herrn Hertzogen Johann Friedrichs zu Braunschweig Lüneburg Durchl. die Wohlgebohrne / Herr Otto Grote / und Herr Hieronymus von Wichenderff / Seiner Durchl. geheimte und Cammer-Räthe / die Handlung angefangen / und sich nachfolgender conditionen und einander unterschrieben und verglichen:

I. Erstlich erkläret Herrn Hertzogen Johann Friedrichs zu Braunschw. und Lünch. Fürstl. Durchl. sich dahin / dass sie sich bey den zwischen beyden Cronen / allerdings neutral halten / Ihrer Kayserl. Maj. und des Reichs auch dero Alliirten und Zugethanen / insonderheit Ihrer Königl. Majest. zu Dennemarck / Ihrer Churfl. Durchl. zu Brandenburg / und des Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Gnaden Waffen / an zwar Ort sie auch selbige wenden möchten / auff keinerley Weise / weder per directum noch per indirectum sich widersetzen / noch durch die ihnige denenselben einigen Eintrag und Schaden thun / oder auch einige von ihren Völckern / welche heimlich und offentlich denen Feinden und Widerwärtigen überlassen / sondern in beständiger devotion und Treu gegen Ihr. Kayserl. Majest. und das Reich / auch in angesetzten guten Vernehmen mit Ihr Königl. Majest. zu Dennemarck / und dero hohen Alliirten beharren wollen.

II. Dahingegen Ihr. Königl. Majest. zu Dennemarck Ihr. Churfl. Durchl. zu Brandenburg und des Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Gnad. sie sich / auch ihr Land und Leute samtlich haben Alliirten gegen Seine Durchl. sich erkläret / und festiglich versprochen / dass sie / Ihr. Fürstl. Durchl. zu ihren Landen nicht gelassen / und von allen Conjuncturen / Contributionen / durchzügen und andern wieder das Instrumentum Pacis, die Reichs-Constitutiones und Executions-Ordnung laufenden Belästigung / wie die Namen haben mögen / jederzeit befreyet seyn sollen.

III. Da auch über verhoffen die Cron Francke, auff Ursach / weil Ihr. Durchl. sich Neutral erklären / einen Anfeindt an dieselbe weiten der eine genaume Zeit her einbrüchige Subsidien / machen solte; so sowol Ihr. Kayl. Maj. und dero gesampte hohe Alliirte / Seine Durchl. sowol dagegen / als wann sie auch sonst dieser Neutralität halber / angefochten oder Feindlich tractiret werden / sampt und sonders zu vertreten und zu schützen erbieten.

IV. Wie Ihro dann ebenfalls wegen der mit Franckreich und Schweden gehabten Tractaten, von niemanden angefocht werden / noch Ihr. Durchl. denselben in einige weise / wie es immer Namen haben möchte / etwas zu beförchten / oder zu entgelten haben sollen.

V. So soll auch offtgeb. Ihrer Durchl. die Ihro vor diesem schon von den hohen Alliirten anerbottene Mediation nochmals deferiret und damit aufgetragen seyn.

VI. Verprechen Ihr. Kon. Majest. zu Dennemarck / Ihr. Churfl. Durchl. zu Brandenburg und des Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Gnad. Kraft dieses festiglich / daß Ihr. Fürstl. Durchl. bey allen obgemeldten Punckten und Clausulen von ihnen maintenuret und auf alle Weise und Wege garantirt werden solle. ANNO 1675.

VII. Schließlich und sichtendens ist verabredet worden / daß die Ratification dieses Tractats von Ihr. Kayserl. Majest. in 6. Wochen / und von denen ausserhalb Reichs sich befindenden Alliirten innerhalb 3. Monaten / von Ihr. Kon. Majest. zu Dennemarck / Ihr. Churfl. Durchl. zu Brandenburg / und des Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Gnad. aber innerhalb ra. Tag à dato hujus eingewahret / und zu Hamburg oder allhier zu Hanover gegen Ihr. Durchl. Ratification ausgewechselt werden solle.

Dass nun dieses alles was obsetzet / sammt und sonders von Ihr. Kon. Majest. zu Dennemarck / ihrer Churfl. Durchl. zu Brandenb. und des Hn. Bischoffs zu Münster Fürstl. Gnaden / auch Hn. Hertzog Johann Friedrichs zu Braunschweig und Lünch. Fürstl. Durchl. sien / fest und ohnwiderruflich zu Ehren / und Fürstl. wahren Worten / Treu und Glauben ohne einige Arglist und Gefährde gehalten / demselben in allen und jeglichen Puncten und Clausulen nachgelebt / und dessen nichts zuwiderlauffen / verspärt / vielweniger / auff was Ursachen oder Einwand solches immer geschehen möchte / dem zu geringsten entweder gehandelt werden solle / haben einganzg benannte deputirte und gevollmächtigte Ministri Namens ihro hohen Principalen / zugesagt und festiglich versprochen. Dessen zu Urkund dieser Recès vierfach aufgefertiget / und von den allerseits Ihr. Churmn. Fürstlichen Gevollmächtigten unterschrieben und bey gesetzt / auch jedem ein Exemplar davon zugestellet. So geschehen Hanover den 11/21. Sept. 1675.

F. v. R. Graf zu Langland und Rixingen. (L. S.)

M. K. g. Schmising. (L. S.)

O. Groote. (L. S.)

H. von Wichendorff. (L. S.)

Neben-Recès zwischen der in vorhergehenden Neutralitäts Recès gedachter Königl. Majest. in Dannemarck / Churfurstl. Durchl. in Brandenburg / Ihro Hochfurstl. Gn. den Bischoffen von Münster cincs / und Ihro Hochfurstl. Durchl. Hertzogen zu Braunschweig-Lüneburg andern theils / die Quartiere vor Ihro Hochfurstl. Durchl. von Braunschweig Lüneburg Troupen und dero Anbeul an den gewinnenden Stifftern Brehmen und Fehrden betreffend. Hanover den 11. Sept. 1675. [LONDORPII *Acta publica* Tom. X. Lib. XI. Cap. CXXXIV. pag. 336.]

C'est-à-dire,

Accord particulier entre les mêmes Serenissimas Princes, Roi de DANNEMARC, *Electeur de* BRANDEBOURG, *& Evêque de* MUNSTER, *d'une part, & le Serenissime Duc de* BRUNSWIC-LUNEBOURG-HANOVER *d'autre, ils lui promettent non seulement des Quartiers d'Hyver, mais aussi une certaine portion dans les Evêchés de Breme & de Verden quand ils seront conquis. A Hanover le 11. Septembre 1675.*

Ist wissen daß bey dem zwischen dem Durchläuchtigsten / Groß-mächtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Christian dem Fünfften / Könige zu Dennemarck / Norwegen / der Wenden und Gothen / Hertzogen zu Schleßwig / Holstein / Stormarn und der Ditmarschen / Grafen zu Oldenburg und Delmenhorst rc. Dann dem Durchläuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Friedrich Abylehn / Marggrafen zu Brandenburg des H. R. Reichs Erz-Cämmerer und Churfürsten / zu Preussen / zu Pfaltzburg / Gülich / Cleve / Bergen / Stettin / Pommern / der Cassuben und Wenden / auch zu Schlesien zu Crossen und Jägerndorff Hertzogen / Burggrafen zu Nürnberg / Fürsten zu Halberstadt / Minden und Camin / Grafen zu der Marck und Ravensberg / Herrn zu Ravenstein / und der Lande Lauenburg und Bütau / rc. und den Hochwürdigsten Fürsten und Herrn / Herrn Christoph Bernhard / Bischoffen zu Münster / Administratorn zu Corvey / des H. R. Reichs-Fürsten / Burggrafen zu Stromberg / Herrn zu Borckelohe / rc. Wie auch dem Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Johann Friedrich / Hertzogen zu Braunschweig-Lüneburg / heute unterzeichneten dato aufgerichteten Tractat wegen der bey dem zwischen Ihr. Kon. Maj. zu Dennemarck / Ih. Churfl. Durchl.

Digitized by Google

ANNO 1675. Durch. zu Brandenburg / des Herrn Bischoffs zu Münster F. Durch. und deren Alliirten / eines / und der Cron Schweden / andern Theils / entstandenen Krieg / von Herrn Hertzogen Johann Friedrichs zu Braunschweig-Lüneburg Durch. auf die Ihro dagegen verfluchte Conditiones, nach Inhalt deß darüber gemachten Recesses, verspro chene Neutralität / noch ein und andere Rechts-Artucul von denen hierzu deputirten gevollmächtigten Ministris verabredet und verglichen / folgenden Inhalts:

Erstens / weilen Hr. Hertzogen Johann Friedrichs zu Braunschweig-Lüneburg Durch. sich hätte halten / daß Sie Sorgfeltig auff Erhaltung Ihrer anjetzo auff den Beinen habenden Troupen bedienet / und sich dahin erklären / daß sie selbige nicht weniger zu Ihr. Kayſ. Maj. und des Reichs / als Ihrer eigenen Sicherheit / jedoch diesem Neutralitäts-Tractat ohnabträchtig beybehalten gemeynet / auch allerhochstgedachte Ihr. Kayſ. Maj. solches sonder zweifel selbſt gerne sehen werden / Ihrer Durch. aber sie auff ihren eigenen Mitteln zu erhalten / ohnmöglich fallen wil.

Als versprechen Ihr. Kon. Maj. zu Dennemarck / Ihr Churfl. Durchl. zu Brandenb. und des Herrn Bischoffs zu Münster F. Gn. daß sie es bey der Kon. Kayſ. Maj. dahin zu dirigiren ſich äuſſerſten Vermögens bemühen / alle etwa / und nachdencklische Mittel anwenden / und daran sein wollen / daß ihrer Fürſtl. Durch. das Stifft Hildesheim / das Grubenhag / oder das Fürſtenthum nicht zu erhalten / die Grafſchafft Schwartzburg / dann ferner die Grafſchafften Schaumburg / Lippiſchen Theils / und Stollberg / wie auch die Reichs-Städte Nort- und Mülhausen / zu Hülffe und Subsistentz-Quartieren so lange gestehen und gelaſſen werden sollen / als das jetzige Wesen und Unruhe im Reich währen möchte; Und nachdemmahl Seine Fürſtl. Durch. an statt deß anerbottenen Stiffts Fulda / auff der Grafſchafft Mansfeld / daß dieselbe ihro gleicher gestalt verbindlich eingeräumet werden möchte / sei bestanden / der Münster. Herr Gevollmächtigte auch solches mit dienlichen Raysonnirungen / Ihr. Kon. Majeſt. zu Dennemarck / und Churfl. Durchl. zu Brandenburg / Herrn Ministri aber darauff positive nicht verbindlich einlaſſen können; ob haben sie jedoch sich sie nur sist / und bis dahin / nebſt besagten Münster. Herrn Ministro, haben Kraafft dieses erkläret und versprochen / daß im Fall sie über verhoffen höchſtem. ihrer Kon. Maj. und Churfl. Durchl. in die Uberlaſſung der Grafſchafft Mansfeld nicht gehelen / auch solches ratificiren werden / alsdann ihrer Durchl. ein Æquivalens, derſelben dem sonel gelegen / zugleich bey erfolgung der Ratification zu dero billigmäſſigen befriedigung angewiesen / und nebenſt denen übrigen Quartieren überlaſſen werden solle. Weil auch hierbey zugleich in consideration kommen / daß ihrer Fürſtl. Durchl. Durchl. zu Zell und Wolffenbüttel ebenfalls einigen Antheil des Stiffts Hildesheim zu dero Quartieren begehren / als ist ferner verglichen und verabredet worden / daß Hr. Hertzog Johann Friedrich Fürſtl. Durchl. demenselben zu Freund- Gefallen / und Bewerlichen gefallen / die 6. Aempter / Peine / Steinbrücke / Wedelahn / Dienenburg / Schladen / und Wiberlage / wiederumb abtreten und abtreten wollen / wann ihro hingegen das Fürſtenthumb Anhalt / so weit es sich disseits der Elbe erſtrecket / angewiesen und übergeben wird. Dahingegen Seine Durchl. überschicken / und verſprechen solcher Lande contingenz, so sie zu Verhütung Theilung / Streitigkeit / künfftigen Erdhling zu des Reichs-Diensten darzustellen / und herzugeben. Ingleichen und nebenſt dem verstehen ihre Durchl. ferners / weder durch oberwehnte Hülffs-Quartiere / noch sonſten ihro anjetzo auff den Beinen habende Militz zu verſtärcken / jedoch vorbehaltlich der nothwendigen Recruitirung der abgedenten.

Zweytens ſoll vergleichen auff den Fall die Hertzogthumer Bremen und Verden und künfftige durch der hohen Alliirten Waffen gewunnen / und getheilet werden sollen / alsdann Hr. Hertzogen Johann Friederichs zu Braunschweig-Lünch. Durchl. auch dazu gelaſſen / und ihren Theil / wie man sich mit den gesammten hohen Alliirten darüber wird vergleichen können / mit daran haben / auch wann und so offt darüber zwiſchen den hohen Alliirten Tractaten zugelegt werden / Ihr darzu advertiret / und mit dazu gezogen / auch wann die Theilung zum effect kommt / derosſelben ihr verglichener Antheil so fort allgemeret / und würcklich übergeben werden ſolle.

Diese beede Neben-Articul ſollen nicht weniger Krafft haben / als ob ſie den Haupt-Recels und der darin verſprochenen Guarantie von Worten zu Worten einverleibt wären / gestalt auch deren Ratification von Ihrer Kayſ. Majeſt. in 6. Wochen / und von denen ausſerhalb Reichs befindenen Alliirten innerhalb 2. Monaten / von ihrer Kon. Majeſt. zu Dennemarck / ihr. Churfl. Durchl. zu Brandenb. und deß Herrn Bischoffs zu Münster ſtürſtl. Durchl. aber innerhalb 14. Tagen / à dato hujus, eingebracht / und zu Hamburg / oder allhier zu Hanover / gegen ihre Fürſtl. Durchl. Ratification ausgewechſelt werden ſolle. Daß nun auch dieſes alles / mehr obſtehet / kommt nochmahlen von Ih. Kon. Maj. zu Dennemarck / Ih. Churfürſtl. Durchl. zu Brandenburg / des Hn. Bischoffs zu Münster Fürſtl. Gnad. und Herrn Hertzogs Joh. Friedrichs zu Braunſchw. Lüneburg Durchl. stets / feſt und ohnverbrüchlich / der Königl. Churfl. wahren Worten / Treu und Glauben / ohne einzige Argliſt und Gefährde gehalten / denſelben in allen und jedlichen Punckten und Clauſuln nachgelebet / und deſſen nichts unterlaſſen / verpönet / verbrochen / auff was Urſachen oder Timmand ſolches immer geſchehen möchte / deme im geringſten zuwider gehandelt werden ſolte / haben unten benamte deputirte und gevollmächtigte Ministri Namens der hohen Principalen / zugelegt und feſtiglich verſprochen. ANNO 1675.

Deſſen zu Uhrkunde ſie auch diesen vierfach aufgefertigten Recheen / Recels / darvon gleichfalls jedwedem ein Exemplar zugeſtellet / eigenhändig unterſchrieben / und mit ihren Cygeln und Pittſchafften betruckt. So geſchehen Hannover den 24. Septemb. Anno 1675.

F. v. A. Graff zu Langland und Rixingen. (L.S.)
C. W. von Lende. (L.S.)
M. L. g. Schmiſing. (L.S.)
Otto Groote. (L.S.)
H. v. Wietzendorff. (L.S.)

CXLII.

Tractat zwiſchen Ihro Fürſtl. Gnad. Christoph Bernhard Bischoffen zu Münster eines / und denen Hertzogen zu Braunſchweig-Lunenburg Georg Wilhelm und Rudolph Auguſtum andern theils / wegen der im Stifft Bremen und Verden / wieder Schweden erhaltenen und zu thuenden Conqueten. Rottenburg und Wallerode den 4. Octobris 1675. [Tire de la Regiſtrature d'Etat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.] 4. Oct.

C'eſt-à-dire,

Traité entre CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque & Prince de Munſter d'une part,* GEORGE GUILLAUME, *&* RODOLPHE AUGUSTE *Ducs de Brunswick-Luneburg d'autre part, pour le Partage des Lieux conquis par eux ſur les Suedois dans les Evêchés de Breme & de Verden. A Rottenburg & Wallerode le 4. Octobre 1675.*

I. Ihre Hochfürſtl. Gnaden der Herr Bischoff zu Münster / und Ihre Durchl. Durchl. Herr Georg Wilhelm und Herr Rudolff Auguſtus Hertzoge zu Braunſchweig und Lüneburg verſprechen einander / nun jetzo Beyrehede / alſo auch ferner Caſtiahn / Stade / und Bremerförde conjunctis viribus zubelagern / und nichts zu unterlaſſen / was zu deren fordersamen eroberung dienen kan.

II. Worjenige was es erobert / ſoll allein von Ihrer Durchl. Durchl. denn Herrn Hertzogen besitzer bleiben / Caſtiahn aber / Stade / und Bremerförde / wann ſie zur Devotion gebracht / wollen Ihre Hochfürſtl. Gnaden zu Münster und Ihre Durchl. Durchl. die Herrn Hertzoge zu Braunſchweig-Lüneburg mit gesamt mit gleicher anzahl Volcks beſetzen / und darunter keine veränderung ohne gemaines belieben vornehmen.

III. Mit dem Commando in ſelt besagten Plätzen / Stade / Caſtiahn / und Bremerförde ſoll über den andern Tag alternirt werden / und ſollen zu den Thoren beyderſeits Commandirende Officirer verſchiedene ſchlüſſel haben / alſo daß keiner ohne dem andern ſelbige eröffnen könne / wir dann auch weis zur Defension der Plätze vorgenommen werden will / alleyeit unver dreit beſagte Officiers beratſchlagen / und einmüttigung an hand genommen werden / und werden bey nach währenden Kriegs-Operationen ſich begeben mag / daß Ihre Hochfürſtl. Gn. zu Münster / und Ihre Durchl. Durchl. die Herrn Hertzogen zu Braunſchweig-Lüneburg / in an oder anderen erobernen und gesamt hand beſitzenen Orth / ſich auf zubalten nöthig befinden mögten / ſo ſoll ſolches beyden theilen frey ſtehen / noch dasſelbe die leib-guarde unter der beſatzungs anzahl gerechnet werden / auf ſolchem fall dem Herrn / welcher ſich in ein oder anderen Ort / obernehmen wäſſen einfindet wird / gebührenden Respect zuerweiſen.

IV. Wie es mit beſetzung derjenigen Oerther / welche von Ihrer Hochfürſtl. Gnaden zu Münster derzeit occupirt, als die Burg Lungerwerde / Verden / Ravenburg / und Oyerberg zu halten / deßwegen iſt auch handlung geſtogen / und endlich die abrede genohmen worden / daß ſolche zwar von Ihrer Hochfürſtl. Gnaden Volcker alleine beſetzet bleiben / jedoch mit der Condition, daß alsdann daſs Oerther und derenſelben gehörige Tenter in der beſitze der Ihrer Hochfürſtl. Gnaden zukommender Quartieren gezogen werden ſollen.

V. Was in obbesagten Oertern / welche anjetzo zugehören / als Stade / Caſtiahn / Burtzthude / und Bremerförde an Artillerie,

Digitized by Google

ANNO 1675. tillerie, Ammunition, und Proviant gefunden wird/ darvon soll die eine helffte der Herrn Bischoffen zu Münster Hochfürstl. Gnaden/ die andere helffte Ihrer Durchl. Durchl. den Herrn Hertzogen in Braunschweig-Lüneburg zustehen/ und alsdann vertheilt werden/ wann zuvor alles durch die hierzu bevollmächtigte Commissarios inventiret, worüber es dan gleichwohl den verstand behalt/ daß die hoperfestes befindende munnition an Stucken/ Munition und Proviant in den occupirten Orten/ welche von beyden Teilen zuvielen/ biß zum Friedensschluß gelassen und alsdan jedem sein antheil/ aus Barrierende aber Ihrer Hochfürstl. Gnaden zu Münster Ihre völlige halbscheid auf beroselben erfordern ohnweigerlich ausgefolge werde; So ist auch absonderlich vorgesehen/ daß das Archiv und andere Consign-Acten und Brieffschaften in Stade so lang beyeinander verwahret gelassen werden sollen/ biß man die theilung der Landen vornehmen könne/ welchem falls einen jeden diejenige Documenta und Acta abgefolget werden sollen/ welche seinen antheil concerniren.

ANNO 1675.

VI. Des Feindes Militair und Civil-bediente/ so in nechst vorbenenten Plätzen betrenen/ und nicht in Accord gefchlossen werden/ sollen alsobald nach der theilen gefangene/ und den Rançon Ihrer Hochfürstl. Chr. zu Münster/ und Ihrer Durchl. Durchl. denen Herren Hertzogen zu Braunschweig Lüneburg zu gleichen theilen zu gute kommen.

VII. Wofern vorberührter Plätz durch Gottes Gnade erobert/ oder da man im Felde nicht mehr wird stehen und selbige insgesamt emportiren können/ soll zu eintheilung der Quartieren geschritten/ und selbige in zwey gleiche theile repoliret werden/ darvon die eine helffte Ihrer Hochfürstl. Gnaden/ die andere Ihrer Durchl. Durchl. den Herren Hertzogen zu Braunschweig-Lüneburg zufallen solle/ jedoch haben diese sich erbordig gemacht die Chur-Brandenburgische Trouppen/ welche bishero in den Brchausischen gestanden/ und zu eroberung der Plätze sich gebrauchen lassen in ihr antheil zunehmen/ entzwischen soll gleichwol allesfalls gute disciplin gehalten/ noch dem einen theil durch einseitige Brandschatzung/ und andere dergleichen exactiones des andern Quartiere ruiniret werden.

VIII. So lang dieser Krieg wehret/ wollen beyde Theile in manuteniren/ daß dieser Landen/ in so weit sie sich bey einander gelegen/ einander mit Rath und That getreulich assistiren/ keiner soll ohne des andern wissen und willen sich dieser Landen halber/ sie seyn bereits erobert oder nicht/ in einige Handlung von Stillstands/ Frieden/ oder wie dieselbe nahmen haben möge/ einlassen/ sondern man etwas dergleichen an einen von beyden Theilen gebracht wird/ den andern so fort communicirt werden/ wie den auch solches absonderlich in dem fall geschehen solle/ da jemand an diesen Landen ichtwas pretendiren oder betzurn participiren wolte.

IX. Wollen beyde Theile den Ihrer Kayl. Majest. und übrigen Alliirten/ sonderlich man hoffnung zum Frieden/ und bevorstehenden Tractaten angelegelt werden allen müglichen Fleiß anwenden/ damit ihnen diese Landen mit allen ihren anklehenden Regalien/ Freyheiten/ und gerechtsamen loco satisfactionis in perpetuum verbleiben/ und ihnen zu dem errichenden Friedens-Instrument, darüber die Garantie auf das kräftigste versprochen werde.

X. und soll alsbann auch die Haubt-theilung dieser Landen vorgenommen und sobald müglich zum stand gebracht werden; und damit garcel verrauen um so mehr beybehalten/ und alle den dergleichen theilung sich ereignende Differentien evitirt werden/ ist ferner verabredet/ daß die sämmtliche Lande mit aller ihrer zubehör in drey theile verebelet/ darvon diese Tertiae Ihrer Durchl. Durchl. ob hochgedachten Herren Hertzogen zu Braunschweig-Lüneburg/ die übrige Tertia aber Ihrer Hochfürstl. Gnaden zu Münster gehören und verbleiben solle.

XI. Ihre Durchl. Durchl. die Herren Hertzogen zu Braunschweig-Lüneburg haben hierbey aus gewissen Considerationen gemüliget/ daß die Herrschafft Wildeshausen Ihrer Hochfürstl. Gnaden zu Münster in einem præcipuo gelassen noch in denen tertiam imputirt werde.

XII. Die abtheilung vorbesagter dreyer quoten soll einmahlig und in der güte verrichten werden/ da man sich aber wieder unverhoffet darein nicht vergleichen könte/ ist beliebt/ daß Ihre Durchl. Durchl. die Herren Hertzogen zu Braunschweig-Lüneburg drey Tertias formiren, Ihrer Hochfürstl. Gnaden zu Münster aber bevor bleiben solle einen Theil darvon zuerwehlen.

XIII. Bey solchen theilungs-Acta soll auch abgeredet werden/ wie es mit entrichtung neuer Bestungen/ oder Schantzen in diesen Landen/ und alle beforgende jalousie zuverwenden/ gehalten werden solle.

XIV. und gleichwie ein theil den andern dasjenige ganz uffrichtig leisten/ und wiederfahren lassen solle/ was ein stand dem andern vermög der Reichs-Constitutionen/ und Guarantie, so in künfftigen Friedensschluß packirt werden möchte/ schuldig und gehalten/ also haben noch über dies Ihre Hochfürstl. Gnaden zu Münster/ zu und Ihre Durchl. die Herrn Hertzog zu Braunschweig-Lüneburg sich und Ihre Successores sich gegeneinander dahin verbunden/ daß auf dem fall sie innerhalb zwölff Jahren nach getroffenem Friedensschluß/ in diesen Ihren durch denselben erlangten Landen/ gewaltshätiger weis angefochten werden sollen/ Ihre Hochfürstl. Gnaden der Herr Bischoff zu Münster Ihrer Durchl. Durchl. den Herren Hertzogen zu Braunschweig-Lüneburg auf beschehene requisition unverzeiglich mit drey tausent zu Fuß und tausent zu Roß/ und vice versa Ihre Durchl. Durchl. die Herren Hertzogen zu Braunschweig-Lüneburg Ihrer Hochfürstl. Gnaden zu Münster mit sechs tausent zu Fuß und zwey tausent zu Roß auff ihren kosten zu Hülff kommen/ noch derselben zurück ziehen sollen/ biß der Aggressor dieses pactum verletzung ausgestanden/ und sowohl von Ihrer Hochfürstl. Gnaden zu Münster/ als denen Herren Hertzogen zu Braunschweig-Lüneburg ꝛc. angenhändig unterschrieben/ und mit mit denen Insiegeln betrucket worden; So geschehen respective zu Rotenburg und Wallenrode den 4. Octobris 1675.

Christoph Bernhard. (L.S.)

Georg Wilhelm. (L.S.)

Rudolphus Augustus. (L.S.)

CXLIII.

16. Oct. *Tractaet van Alliantie tusschen de Hoog-Mogende Heeren Staten Generael der* VEREENIGDE NEDERLANDEN *voor haer selven ende haer Hooge Geallieerden ter eenre, ende den Heere* CHRISTOFFEL BERNARD, *Bisschop en Furst van Munster ter andere zyde; tegens alle de geene welcke gedurende den jegenwoordigen Krijgh, met de Hooge Geallieerden in Vyandschap syn of soude mogen komen. Gedaen in 's Gravenhage den 16. Octobre 1675.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. I. pag. 576. en Hollandois, & en François. Ed. de 1679. d'où l'on a tiré cette Piéce qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 921. en Allemand, & dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. III. Absatz XV. pag. 229. en François.]

I. EErstelijck is de meeninge, dat dese Alliantie tot geen Pretensien, Koningx of andere Standx offensie; maar voornamentlijck om de rust in de Nabuurschap te bevorderen, aangesien sy, dan gelijck sulcks van de eene kant rechtmatig geoordeelt, en der Hooge

CXLIII.

16. Oct. Traité d'Alliance entre les Hauts & Puissants Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, pour eux & pour leurs Hauts Alliez d'une part, & le Seigneur CHRISTOPHLE BERNARD Evêque & Prince de Munster d'autre part, contre tous ceux qui durant cette presente Guerre, sont ou seront en inimitié avec lesdits Hauts Alliez. Fait à la Haye le 16. d'Octobre 1675.

Premierement on ne pretend point, que cette Alliance soit offensive, ni contre aucun Potentat, soit Roi ou autre Etat. Mais seulement pour procurer le repos des Alliés & de leurs voisins, ce qu'ayant donc été vû & examiné de part & d'autre, Les-

Digitized by Google

ANNO 1675. Hooge Geallieerde inclinatie, en insichten conform bevonden zijnde, gearresteert wert, is ook van de andere luiſtick, noodig, en op 't gemelte oogmerck eenvenabel geacht de voorſz. Alliantie daer heenen te richten, dat hy niet alleenlijck sal gelden tegens des Keysers, Koninge van Spanjen, en haar Hoog Mogende tegenwoordige Vyanden, en der selver Adherenten, 't welck by defen onverbreeckelijck wordt geſtatueert, maar ook daar benevens ('t gene even vall en seker wordt verſtroncken) applichael sal zijn, en haar volkomen effect korteren, tegens alle de gene welke ten duurende den tegenwoordigen Krijg, met de Hooge Geallieerden in Vyandtſchap ſoude mogen komen, de 't partye van de voorſz. Vyanden in cene deelen kiesen, 't zy in 't gemeen of bysonder, of tegens de Hooge Geallieerden, en der selver reſpective Staten, Landen en Luyden, quade deſseynen voornemen en onderleggen ſouden mogen, om deweleke voor te komen en tegens te gaan, dan mede by defen expreſselijck gestondtmoniert is, dat de 8 troupen hier onder gespecificeert, tegens alle ſoodanige tegenwoordige en toekomende Vyanden, der selver Adherenten, kiesers van haare Partye, of onderleggers en voornemers van quaden toeleg, edoch tegens geene anders, dienvolgen als by dese Tractaat vervolgens verdragen is, ſullen werden gebruyckt.

II. Is verder verſprooken, dat nademaal Sijne Furstelijcke Doorluchtigheyde den Heere Biſſchop en Furſt van Munſter op de been heeft gemaht 500. Dragonders, en 2500. Man te Voet, al voor de Maant van Auguſto laetſtelijck, dat derhalven aan S. F. Doorluchtigheydt voor of in plaatſe van aantrogelt aan de voorſz. 3500 Man te Voet, en 500. Dragonders ſal werden gedaan de Somme van 24000. Rijcksdaalders, d'eene helft te betalen by Sijn Koninglijcke Majeſteyt van Spanjen, en d'ander helft by Haar Ho. Mog.. en dat Syne Kon. Maj. van Spanjen, en Haar Ho. Mog. noch daarenboven voor het onderhoudt van de voorſz 2500. Man te Voet, en 500. Dragonders alle loopende Maant, de selve tot 12. in't jaar te reeckenen, aan S. F. D. ſullen betalen de Somme van 8000. Rijcksdaalders, te weten, yder de gerechte helft van dien.

III. Dat de voorſz. 2500 Man te Voet, en 500. Dragonders ſullen werden gerangeert onder drie Regimenten, yder Regiment te Voet van 1210. Man, en de voorſz. 500. Dragonders mede in een Regiment.

IV. Dat de voldoeninge van de voorſz. aangetogelden ſal moeten geſchieden aanſtonts naar de Ratificatie deſer, en inaandelijcke betalinge van de voorſz. Troupen ſal aanvang nemen met den 1. Auguſti laetſtelijck, aſſoo S. F. D. de selve van dien tijdt af parant en gereet heeft gehadt, en daar mede ten dienſte van 't gemeyn geagreert.

V. Het zal wederzijds en met onderlinge communicatie vry ſtaan de voorſz. Troupen ſonder onderſcheyt ſeparaat, en te gelijck naar gelegentheyt van tijden te doen inſpecteeren en te doen monſteren, om van het getal der Ruyteren en Knechten, oock van der selver Montture, en Wapenen te konnen verſeeckert zijn, en ſullen de hooge Officieren, Ritmeeſteren, en Luytenanten gehouden zijn ten allen tijden daar ontrent te obedieren aan de Ordres dewelcke daar toe ſullen gegeven worden.

VI. Dat de voorſz. 3000 Man ſullen zijn, en blijven geroept by de Armee die S. F D, volgens het Tractaat met Sijne Keyſerlijcke Majeſteyt geſlooten op de been moet brengen, ſoo nochtans, dat de selve 3000. Man ſullen moeten excederen het voorſz. getal 't welcke in krachte van 't voorſz. Tractaat met Sijn Keyſerlijcke Majeſteyt aangegaan, gepreſteert moet werden, en dat de voorſz. 3000. Man, buyten bewilligen van Sijn F. D. daar van niet ſullen mogen werden geſepareert, ten waare ſulcks om evidente redenen by pluraliteyt van ſtemme van Sijn Koninglijcke Majeſteyt van Spanjen, Haar Hoog Mogende. en Sijn F. D. anders ſouden mogen werden goet gevonden, als wanneer de voorſz. 3000 Man oock ſullen mogen en moeten geemployeyert werden ter oort en plaatſe daar ſulks by de voorſz. pluraliteyt van ſtemmen goet gevonden ſal werden, ſoo nochtans dat als de voorſz. ſeparatie ſoude mogen werden goet gevonden, de voorſz. Troupen ſullen gelaten werden onder het Commandement van haren Generaal of over-Officier dewelcke over de voorſz. Troupen ſal houden, en exerceren alle Gefach en Diſcipline; maar in het ſtuck van het Commandement mocten volgen de ordres van de gene die de Armee en Chef ſal commanderen, en dat oock de voorſz. Troupen niet en ſullen mogen werden gebracht

Lesdits Alliés ont trouvé bon de former la preſente ANNO *Alliance, ſuivant laquelle on ne ſe declarera pas* 1675. *ſeulement contre les Ennemis preſens de S. M. I. de S. M. C. & de leurs Hautes Puiſſances, mais auſſi contre tous ceux qui pourroient directement ou indirectement prendre leur parti, pendant cette preſente Guerre, ou ſe declarer contre leſdits Alliés ou leurs Etats, Pais & Vaſſaux. Et pour y parvenir on a expreſſément ici arreſté par la preſente Alliance, que les Troupes cy-deſſous mentionnées ſeront employées contre tous les Ennemis, qui pourroient ſurvenir au leurs Adherans, & ceux qui pourroient prendre leur Parti, ſelon le contenu de ce preſent Traité.*

II. Et attendu que S. E. S. de Munſter a fait une levée avant le Mois d'Aouſt dernier d'une Armée de 500 Dragons & de 2500. Fantaſſins, on a reſolu de remettre à S. E. pour les frais qu'elle pourroit avoir faits pour la levée de ladite Armée, la Somme de 24000. Rixdalers, de laquelle Somme S. M. C. en payera une moitié, & Leurs Hautes Puiſſances l'autre moitié, & que de plus S. M. C. & Leurs Hautes Puiſſances ſeront tenus de fournir à S. E. la Somme de 800. Rixdalers par Mois, pour l'entretenement de ladite Milice, en comptant 12. Mois par an, laquelle Somme S. M. C. & leurs Hautes Puiſſances payeront moitié par moitié.

III. Que ladite Armée ſera compoſée de trois Regimens, ſçavoir deux d'Infanterie chacun de 1250. Hommes, & d'un Regiment de 500. Dragons.

IV. Que le payement de la levée de ladite Armée ſera fait auſſi tôt que le preſent Traité ſera ratifié. Et la Solde de chaque Mois pour leſdites Troupes commencera le premier d'Aouſt dernier, parce que Sadite E. S. les a levées en ce temps-là, & les a fait agir depuis ledit jour pour l'interêt commun.

V. Il ſera permis du conſentement desdits Alliés de faire paſſer montre auxdites Troupes, afin qu'on ſçache en quel état ſont les Cavaliers & les Fantaſſins, ſçavoir s'ils ſont en bon ordre, & bien-armés. C'eſt pourquoi tous les hauts & bas Officiers ſeront obligés d'être preſens pendant ladite montre, afin de recevoir les Ordres qu'on leur pourroit donner.

VI. Que ladite Armée de trois mile Hommes demeurera avec l'Armée que S. E. S. eſt tenuë ſelon le Traité paſſé avec S. M. I de tenir ſur pied. Que nonobſtant leſdits 3000. ſoient de plus que de ladite Armée, afin que le Traité fait avec S. M. I. ſoit accompli, qui qu'on ne puiſſe pas détacher leſdits 3000. Hommes de ladite Armée ſans le conſentement de S. E. S. à moins qu'il ne fût jugé tres-neceſſaire d'en uſer autrement, & alors cela ſe fera par la pluralité des voix, ſçavoir de S. M. C. de leurs Hautes Puiſſances & de S. E. S. & ſeront auſſi leſdites Troupes de 3000. Hommes couchées où les Alliés trouveront bon, ſelon la pluralité des voix. Et que leſdites Troupes demeureront ſous la Diſcipline de leurs Chefs ordinaires, mais en fait de Commandement ſeront tenuës d'obeïr au General de ladite Armée ci-deſſus mentionnée. Et que leſdites Trou-

ANNO 1675. of gecommandeert ter oort en plaatſe daar ſy niet verſeeckert ſouden zijn van haar noodigh onderhoudt, en ſpeciaal van het noodige broodt voor een redelijcke prijs te kunnen bekomen.

VII. Soudem oock S. E. D. Landen 't zy korts naar het ſluyten deſes Tractaats, of by nocb duurende krijgen van ymant wie hy oock zy, of onder wat pretext ſulcks geſchieden mochte, geattaqueert werden, ſullen niet alleen de voorſt. 3000. Man van S. E. D. Landen niet afgetoogen, of te rugge gehouden werden; maar ſullen oock boo veel meer Troupen van Syne Koninckelijcke Majeſteyt van Spanjen, en Haar Hoogh Mogende in ſulcken gevalle tot afweeringe van de voorſt. attaques ſonder uytzhel, met alle vigeur ageren als daar toe gerequireert en noodigh ſoude mogen zijn.

VIII. Dat naar het ſluyten van het jegenwoordigh Tractaat den Hoogh-gedachten Koning van Spanjen, Haar Hoogh Mogende en S. E. D. niet ſullen mogen maken eenige ſtilſtant van Wapenen met de voorſt. Vyanden anders dan geſamentlijck en met gemeen bewilligen; maar ingevallen men ſoude mogen komen te treden tot eenige onderhandelinge, 't zy van Vrede, of van Treves liever voor eenige jaaren, dat de voorſt. onderhandelinge niet ſal mogen werden begonnen door een van de Hoogh gemelte Geallieerden ſonder participatie van de andere, en ſonder aan de ſelve Geallieerde op den ſelven tijdt, en ſoo haaſt als voor ſich ſelfs te beſorgen de faeulteyt, en noodige ſeeckerheyt van ſijne Miniſters te kunnen ſenden ter plaatſe daar men handelen ſoude, dat oock de Hoog gemelte Geallieerden gehouden ſullen zijn d'een d'ander ſucceſſivelijck, en van tijdt tot tijdt te geven communicatie van alles 't gene in de voorſt. Negotiatie ſal komen voor te vallen; dat oock geen van de voorſt. Partyen ſal vermogen te treden tot de concluſie van den voorſt. Vrede of Treves voor eenige jaaren, ſonder zijn mede Geallieerde daar inne te begrijpen, en ſonder hem te doen herſtellen, indien hy het alſoo begeert, de poſſeſſie van de Landen, Steden en Plaatſen: mitsgaders het gebruyck van de vry-en gerechtigheden die hy hadde, en daar van hy jouiſſeerde voor den Oorlogh, en ſonder van de voorſt. Vyanden voor den ſelven Geallieerden te bedingen de ſelve vry-en gerechtigheden, Exemptien, en Prerogativen die hy voor ſich ſelven bedongen hadde, ten waare de Hoog-gemelte Geallieerden den anderen dies aangaande naarder quamen te verſtaan.

IX. Datvoorts na het eyndigen van dezen jegenwoordigen Oorlog, tuſchen de Hoog-gemelte Geallieerde ſal zijn, en blijven een opreehte getrouwe vruntſchap, en correſpondentie, de welcke daar toe ſtrecken ſal, dat de een des ander beſt getrouwelijk ſal ſoecken te bevorderen, en des ſelfs ſchade, en nadeel naar alle vermogen helpen afweeren en weeren, met ſoodanige macht, reſpective, als hier naar ſal werden verklaart.

X. Dat de Hooge Geallieerden ſullen helpen, en defenderen en beſchermen tegens alle die onder wat pretext het oock mochte zijn, ſich ſouden mogen onderſtaan vyandelijck te Lande 't invaderen of met openbaare gewelt d'attaqueren haare Staten en Landen hier onder geſpecificeert, te weten, van Syne Koninglijcke Majeſteyt de Spaanſche Nederlanden, het Graafſchap Bourgogne daar onder gereeckent, van Haar Hoog Mogende alle der ſelver Landen in Europa gelegen, en van S. E. D. de gene de welcke de ſelve tegenwoordigh beſit, mitsgaders alle de gene die de hooge Geallieerden aan de voorſt. beſittinge palende, of ontrent de ſelve gelegen by wettige ſucceſſie, of anderen rechtmatigen titul ſoude mogen komen te poſſideren, alles de Luyden, Steden en Sereeken daar in vervat.

XI. Dat deſe Alliantie defenſive ſal duuren den tijdt van tien jaaren, naar het eyndigen van den jegenwoordigen Oorlog, en in ca's d'anderen van de Hoog-gemelte Geallieerden gedurende dien tijdt door ſemden wie het oock ſoude mogen zijn, niemant uytgeſondert, quamen aangeraft of beoorloge te werden, dat in ſulcken eas d'anderen niet geattaqueerden den geattaqueerden ſullen byſpringen en te hulpe komen, met een forrabel ſecours, te weten, den Hoogh-gedachten Koning van Spanjen, en Haar Hoog Mogende met 2000. Paarden en 4000. Man te Voet, en den Hoog-gemelte Heere Biſſchop en Furſt tot Munſter, met 500. Paarden, en 2000. Man te Voet, onder ſoodanige Regimenten, Compagnien, Collonels, en andere Officieren als de reſpective aſſiſterende Partyen geraatſaam ſullen vinden, en oordeelen tot ſoodanige aſſiſtentie be-

pes ne ſeront placées ni commandées en aucun lieu où elles ne puiſſent pas ſubſiſter à bon marché, c'eſt-à-dire pour leur depenſe. ANNO 1675.

VII. Et en cas que S. E. S. fût attaquée après la Ratification de la preſente, ou pendant cette Guerre, par qui que ce ſoit, ou ſous quelque pretexte que ce ſoit. Il ne pourra pas ſeulement pour ſa defenſe, diſpoſer à ſa volonté desdites Troupes, mais auſſi ſera aſſiſté de Sa Majeſté Catholique & de Leurs Hautes Puiſſances leſquels l'aſſiſteront de tout leur pouvoir ſans delay, comme s'ils avoient eſté attaquez eux-mêmes.

VIII. Qu'après la Ratification de la preſente, Sa Majeſté Catholique, leurs Hautes Puiſſances ni S. E. S. ne pourront faire aucun Traité de Paix ni de Tréve avec qui que ce ſoit qu'enſemble. Et ſi quelqu'un contrattoit en particulier, il ſeroit obligé d'en avertir lesdits Alliés, ſans neanmoins pouvoir rien conclure, qu'il n'eût fait remettre ſes Alliés dans les Terres & Domaines, Villes, Places & Châteaux, qui leur pourroient avoir été pris pendant la Guerre, avec les mêmes jouiſſances, Privileges & Prerogatives qu'ils pourroient avoir eus auparavant, en cas toutefois qu'ils en fuſſent requis. Et ſera tems le Contraſtant de donner avis de temps en temps, de ce qui ſe paſſe dans la Negotiation, & ce qui touche ce que deſſus, à moins que les Parties ne vinſſent à quelque autre compoſition.

IX. Qu'après cette Guerre, lesdits Alliés demeureront en bonne intelligence & amitié, épouſant la parti & uniront les uns des autres, & s'entr'aidant en toute rencontre & occaſion où ils pourroient avoir beſoin les uns des autres avec toutes leurs forces, & de la maniere qu'il ſera dit ci-après.

X. Que leſdits Alliés ſeront obligés de ſe maintenir les uns les autres, & ſe déclarer contre tous ceux qui, ſous quelque pretexte que ce ſoit, voudroient faire invaſion dans quelque Province, Villes ou Domaines: comme la Province de Bourgogne, les Pais-Bas, & tout ce qui apartient dans l'Europe à S. M. C. & à L. H. P. & ce que poſſede à preſent S. S. E. En un mot tout ce que leſdits Alliés pourroient agnerir ou hériter legitimement, y compris Châteaux, Villes, Places, Peuples & Provinces.

XI. Que ladite Alliance defenſive durera l'espace de dix ans après cette Guerre. Et en cas que quelqu'un des Alliés, pendant ledit tems, fût attaqué de qui que ce ſoit, les autres ſeront obligés de le ſecourir avec un Secours conſiderable comme il s'enſuit. S. M. C. & Leurs Hautes Puiſſances avec 2000. Hommes de Cavalerie & 4000. d'Infanterie, & S. S. E. avec un Secours de 500. Dragons & de 2500. Hommes d'Infanterie, lesquelles Troupes ſeront compoſées de tels Regimens, Colonels & autres Officiers qu'il plaira à l'Aſſiſtant, lequel ſera obligé d'en-

Digitized by Google

ANNO 1675. quaam te weſen, ſullende 't ſelve Secours gelevert, geprefteert, en onderhouden werden ten d'enile van de geaut acqueerde, tot koſte van de andere hoog-gemelte aſſiſteerende Partyen reſpective ſoo dickwils als iemant van Hoog-gemelte Gealliceerdens ſal werden geattacqueert, of getroubleert in manieren vooren verhaalt, behoudelijck, dat die gene die in den Oorlog ſelfs is, het voorſt. Secours niet gehouden ſal weſen te prefteren.

XII. Soo wanneer het voorſt. Secours ge-eyſcht ſal worden, ſal by geene der Hooge Gealliceerden ontrent de levering van't ſelve op een anders defect niet mogen werden ge-excipeert, nemaar de van haar gevorderde hulp promptelijck gefourneert, en uyterlijck op ſes weecken naar de requiſitie in den geattacqueerden landen geſtelt moeten werden, welck Krighs volck vervolgens geheelijck, en t'eenemaal onderworpen ſal werden, en zijn de Commandementen, en Ordres van de gene aan de welcke het wordt gefonden des ſelfs geauthoriſeerden, om ſich daar van te dienen, en te transporteeren ter plaatſe daar het hun goetduncken ſal, welverſtaande te Lande, in 't Velt, in Belegeringen, tot bewaringe van Steden en Plaatſen, oock alomme daar en ſoo dickmaals, als het de noodt ſal vereyſchen, met dese reſerve nochtans, dat de Compagnien niet geheelijck van den anderen ſullen mogen werden geſeipareert, maar dat ten minſten 2 à 300. Soldaten van yder Regiment onder haar Vaandels ſullen t'ſamen blijven.

XIII. Naar dat het Secours ſal zijn gefourneert, en beſtaan uyt Ruyteren en Knechten, oock door de hoge aſſiſteerende Partyen afgeſonden, en by de geattacqueerden ontfangen, ſoo ſullen de ſelve affiſterende hooge Partyen, of hare geauthoriſeerdens vergeven, en ſuppleeren de Charges die daar ouder ſouden mogen komen vacant te vallen.

XIV. En in gevalle de Hoogſt-gedachte Koning van Spanjen, en Haar Hoog Mogende van de Hoogſtgedachten Heere Biſſchop en Furſt van Munſter enige meerder Militie ſouden mogen vorderen, die in ſulcken gevalle daar over, mitsgaders over het betalen van aanrichtsgelden en Subſidien, naarder ſal werden gecunvenieert.

XV. Verders ſullen de Hooge Gealliceerden ſoo veel mogelijck is ſorge dragen, dat de Troupen die in gevolge van dit Tractaat op een of andere der ſelver Bodems mochte komen, tot redelijck priſe ſubſiſteren mogen.

XVI. Dat voor attacquant ſal worden gehouden, en ſulcks 't voorſt. Secours gepreſteert ſal moeten werden tegens den genen die gewapender handt een van de Hoog-gemelte Gealliceerde ſoude mogen komen aan te tallen, behoudelijck, dat de gene die geattacqueert wert, den attacquant daar toe door voorgaande feytelijcke proceduren geen oorſaken en hebbe gegeven.

XVII. Dat die gene die eenige attacques apprehenderen of te gemoet ſiet, gehouden ſal zijn daar van by tijdts communicatie aan de Gealliceerden te geven, ten eynde de ſelve haar mogen employeeren tot het moyenneeren van een Accommoderent, zoo nochtans, dat ouvermindert de Officieren van Mediatie die behoorde Secours gehouden ſal moeten werden zoo haaſt de attacque ofte rupture effectivelijck ſal weſen voorgevallen.

XVIII. Dat dese Alliantie niet ſal derogeeren aan de Tractaten ende Alliantien die de Hoogh-gemelte Gealliceerde otie eenige van de ſelve voor dato deſer hebben opgericht met eenige van de ſelve Gealliceerden, welverſtaande, dat het meerder Secours van Volck te Lande het minder ſal includeeren.

Alle welcke Pointen en Articulen, hier voren verhaalt, reciproquelijck ter goeder trouwen ende onverbrekelijck ſullen onderhouden werden; ende tot meerder vaſtigheyt van dien zijn hier van gemaackt drie gelijckluydende Inſtrumenten, ende by de Hooge Gealliceerde ondergeſchreven Miniſters met handt en zegel beveſtight: Ende ſullen de Ratificatien daer op binnen den tijdt van ſes weecken ofte eerder is 't doenlijck, by allerlijſt hooge Partyen, in beſtendige en behoorlijcke forme, uytgebracht en uytgewiſſelt worden.

Alhoewel by het Tractaat huyden tuſſchen Haar Hoog-Mogende ende S. E. D. den Heere Biſſchop ende Furſt ter Munſter geſlooten, expreſſelijck is geconvenieert, dat Sijne Koninckelijcke Majeſteyt van Spanjen ende Haar Hoog-Mogende voor otte in plaatſe van aanrichtsgelt, van de 500. Dragonders en 2500. Man te

d'entretenir ſes propres Troupes à ſes dépens, & d'aſſiſter le requerant Allié toutes les fois qu'il ſera attaqué, ſauf neanmoins que celui, qui ſeroit en Guerre contre quelqu'un, ſeroit exempt de donner ledit Secours. ANNO 1675.

XII. En cas que ledit Secours ſoit requis, l'Aſſiſtant ſera obligé dans le temps de ſix ſemaines au plûtard, de rendre ledit Secours ſur les Terres de celui qu'il aſſiſte. Lequel ſera desdites Troupes ce qu'il lui plaira, & ſeront obligées lesdites Troupes d'obeïr à tout ce qu'il leur ſera commandé, l'Aſſiſté les pourront employer en Campagne, devant une Ville aſſiegée, en Garniſon, à ſecourir des Places aſſiegées, les diſperſant comme bon lui ſemblera, ſans toutefois rompre les Regimens entierement; mais qu'il demeure toûjours deux à trois cens Hommes d'un Regiment ſous la Baniere dudit Regiment.

XIII. Après que l'Aſſiſtant aura fourni le Secours à l'Attaqué, conſiſtant en Cavalerie & Infanterie bien en ordre, il ſera permis à l'Aſſiſtant & à ſes Officiers ayant cauſe, de donner toutes les Places tant grandes que petites, qui pourroient devenir vacantes.

XIV. Et en cas que Sa Maieſté Catholique, & Leurs Hautes Puiſſances demandaſſent en leur beſoin un plus grand Armement à S. E. S. on conviendra après des frais que ſadite E. S. pourroit avoir faits, tant pour la levée que pour l'entretenement desdites Troupes de renfort.

XV. Que leſdits Alliés auront égard, que les Troupes qui ont été miſes ſur leurs Frontieres pendant cette Guerre pourront ſubſiſter à bon compte.

XVI. Que les Troupes ne ſeront employées par l'Aſſiſté, que contre ceux qui les armes à la main l'auroient attaqué ſans lui en avoir donné aucun ſujet.

XVII. Que celui qui craindroit d'être attaqué, ſera obligé de le communiquer à ſes Alliés, afin qu'en qualité de Mediateurs ils puiſſent accommoder l'affaire, ſans toutefois que cela les empêche de contribuer au Secours qu'ils ſont obligés de donner, comme Alliés, ſi-tôt qu'un des Alliés ſeroit attaqué.

XVIII. Que cette Alliance ne dérogera point aux autres Alliances, que leſdits Alliés chacun en particulier pourroient avoir faites, & que la plus-grande partie du Secours ſera proportionnée à la moindre.

Tous les Articles ci-deſſus couchez ont été conclus & accordés, & ſeront de bonne foi exaltement & reciproquement obſervés entre les Alliés. Et afin qu'on n'en pretende cauſe d'ignorance ils ont été ſignés & ſcellés par les Miniſtres desdits Alliés, dont la Ratification ſera livrée à chacun desdits Alliez à part dans le tems de ſix ſemaines, & plûtôt s'il ſe peut.

Et quoi qu'il ſoit expreſſement ſpecifié dans le Traité aujourd'hui conclu entre L. H. P. & l'Evêque de Munſter, que Sa Majeſté Catholique & L. H. P. rembourſeront chacun moitié par moitié, la Som-

ANNO 1675. Voet daar inne vermelt, eens de Somme van 24000. Rijcksdaalders, ende voorts alle Maanden, defelve tot twaalf in 't jaar gereeckent, tot onderhoudt van de voorſ. 3000. Man, 8000. Rijcksdaalders S. F. D. ſouden voldoen: namentlijck, Sijne Koninckelijcke Majeſteyt van Spanje ende Haar Hoog-Mogende, yeder de helft van de voorſ. reſpective Somme, ende dat daar uyt ſoude volgen dat Haar Hoogh-Mogende haar voorſ. helfte mede in'tbaren gelde aan Sijne F. D. ſouden moeten betalen, zo is niet te min, in conſideratie van de groote laſten mer de welcke Haar Hoog-Mogende *ſigt* tegenwoordigh vinden gechargeert, geconvenieert ende verdragen, 200 als geconvenieert ende verdragen wert mits defen, dat Haar Hoog-Mogende de voorſchreve hare helfte 200 wel in 't voorſz. aanriehts-geld als in 't voorſchreve maendelijcke onderhoudt ſullen mogen voldoen met Obligatien ten laſte van de Heeren Staten van de reſpective Provintien, ende naar de proportie ofte quote onder haar gebruyckelijck, invoegen dat de Hoogh-gemelte Heeren Staten yeder naar hare quote ofte portie ten verval-dagen aan S. F. D. leverende ofte ter hant ſtellende de voorſ. Obligatien in pfaarſe van gelde verſtaan ſullen, daar mede het voorſchreve Tractaat aan haar zijde te hebben gendimpleert, zoo nochtans dat de Hoogh-gemelte Heeren Staten verbonden en geobligeert ſullen zijn, zo als defelve haar verbinden en obligeeren, in krachten deſes van de voorſ. Obligatien by haar, ten behoeve van S. F. D. verleent, te moeten quijten en voldoen binnen 's Jaars naar het eyndigen van den tegenwoordigen Oorlogh. Aldus gedaan den 16. October 1675.

Was geteeckent,

W. VAN HEUCKELOM. DANIEL VAN SANTEN.
GASPAR FAGEL. ABRAHAM SCHERP.
MAUREGNAULT. ZUR MUHLEN.
J. Baron van REEDE *Vrijheer van* RENSWOUDE.

ANNO 1675. *me de 2400. Rixdalers à ſon E. S. pour les frais qu'elle aurait pû faire en la levée desdites Troupes, excepté auſſi 800. Rixdalers par Mois, comptant chaque Année de douze Mois, pour l'entretenement desdites Troupes. Vû auſſi les grandes Debtes de Leurs Hautes Puiſſances à leurs Sujets, & ne pouvant pas payer leur moitié en argent comtant, ſont convenus & conviennent qu'ils payeront leur moitié en Obligations ſur le Pays, tant le principal de la Somme de 2500. Rixdalers, que 400. Rixdalers chaque Mois pour l'entretenement desdites Troupes, payant ſelon leur portion lors que les termes ſeront échûus à ſon E. S. en Obligations, neanmoins que Leurs H. P. s'obligent par la force de ce preſent Contract de retirer des mains de S. S. lesdites Obligations un an aprés ladite Guerre, en payant la Somme en icelles contenuë. Fait & arrêté à la Haye le 16. Octobre, 1675.*

Etoit ſigné,

W. VAN HEUCKELOM. DANIEL VAN SANTEN.
GASPAR FAGEL. ABRAHAM SCHERP.
MAUREGNAULT. ZUR MUHLEN.
J. Baron van REEDE *Vrijheer van* RENSWOUDE.

CXLIV.

18. Oct. FRANCE ET BRUNSWIC LUNEBOURG. *Traité de Neutralité entre* LOUÏS XIV. *Roi de France, &* JEAN FREDERIC *Duc de Brunswic & Luneboure. Fait à Linsbourg le* 18. *Octobre* 1675. [FREDER. LEONARD. Tom. III.]

QUOIQUE le Roi eût ſouhaité de demeurer dans les engagements qu'il a avec Monſieur le Duc Jean Frederic de Brunswic & Luneboure, par les Traitez du 10. Juillet 1671. & du 10. Decembre 1672. neanmoins Son Alteſſe aiant fait repreſenter à Sa Majeſté la neceſſité où elle s'étoit trouvée de conclure un Traité de Neutralité avec l'Empereur & ſes Alliez, pour témoigner à ce Prince l'eſtime qu'elle fait de ſon Alliance, & du deſir qu'il lui a fait paroître de ſe conſerver l'honneur de celle de Sa Majeſté & de ſes bonnes graces, & pour continuer auſſi de lui donner des marques de ſon affection, Sa Majeſté a donné pouvoir à Meſſieurs Verjus, Seigneur de Crecy & du Boulay, Baron de Courcy, Conſeiller en ſon Conſeil d'Etat, & Secretaire du Cabinet; & Rouſſeau, Conſeiller en ſes Conſeils, & ſon Envoyé extraordinaire en Allemagne, de prendre avec Son Alteſſe de nouvelles meſures conformes aux conjonctures preſentes: & ils ſont convenus des Articles ſuivans avec les Sieurs de Grotte & de Wirzendorf, Miniſtres, & Conſeillers d'Etat, commis par Son Alteſſe pour le même ſujet.

I. S. A. promet & s'engage d'obſerver une ſincere, veritable & parfaite Neutralité avec le Roi, & avec ſes Alliez, quels qu'ils puiſſent être, tant au dedans qu'au dehors de l'Allemagne, pendant tout le tems de la preſente Guerre.

II. Conformement à cette Neutralité, S. A. n'aſſistera en quelque lieu que ce ſoit, directement ni indirectement les Ennemis du Roi ou de ſes Alliez, & elle ne leur permettra dans ſes Etats aucunes levées, ni aucuns paſſages ou Magazins, de quelque nature qu'ils puiſſent être.

III. Nonobſtant l'engagement de l'Article ci-deſſus, S. A. ſe reſerve la liberté d'envoier ſuivant les conclusions de la Dietre de l'Empire, les Troupes de ſa quote-part pour ſes Etats, & pour ceux des Quartiers qui lui ont été aſſignez par ſon Traité de Neutralité du 21. Septembre, avec les Alliez de l'Empereur, à condition que ces mêmes Etats n'euſſent pas déja envoyé leur quotte, & tant que S. A. jouïra desdits Quartiers & non autrement; ſe reſervant auſſi la liberté du Commerce dans ſes Etats pour l'un & pour l'autre parti, & les paſſages qu'elle eſt obligée par les Conſtitutions de l'Empire & de la Paix de Weſtphalie, d'accorder aux Princes d'Allemagne.

IV. S. A. ne prendra point de part aux liaiſons qui ſe pourroient former contre le Roi dans l'Empire, & ne donnera point ſa voix aux Dietes contre S. M. mais s'en rapportera à la pluralité des voix dans toutes les choſes qui concernent les Intereſts de l'Empire, & elle contribuera par toutes les voyes amiables, à faire que l'Empereur & l'Empire retournent dans l'ancienne amitié & intelligence avec S. M.

V. S. A. promet de même d'employer dans toutes les occaſions qui ſe preſenteront, ſes bons Offices pour les Interêts du Roi, & lui preſtera toutes les aſſiſtances que la Neutralité lui permettra, & que S. M. peut attendre d'un bon Ami, & d'un Prince bien intentionné pour elle.

VI. S. A. ſera obligée non ſeulement de ne jamais permettre qu'aucunes de ſes Troupes en corps ou autrement, paſſent de quelque maniere que ce puiſſe être, au ſervice des Ennemis du Roi & de ſes Alliez; mais même elle n'en licentiera aucunes, & elle les conſervera toutes en l'état où elles ſe trouvent maintenant juſqu'à la fin de la preſente Guerre; bien entendu que ſi une partie de ces Troupes periſſoit par maladie, deſertion, ou quelque autre malheur, ſans qu'il y entre du fait de Son Alteſſe, cela n'apporteroit point de changement à ce Traité.

VII.

Digitized by Google

ANNO 1675. VII. Après la presente Guerre d'Allemagne finie, Sad. A. promet de donner au Roi, ſi S. M. le ſouhaite & l'en requiert, juſqu'à mil Chevaux, cinq cens Dragons, & deux mil Fauraſſins des Troupes que S. A. a preſentement ſur pied: & ſi par hazard leſd. Troupes n'y vouloient point aller de bon gré, S. A. emploiera de bonne foi ſes bons Offices pour les y diſpoſer.

En conſideration de quoi S. M. promet auſſi,

I. Que ſix ſemaines après qu'elle en aura eſté requiſe, elle aſſiſtera & protegera S. A. contre ceux qui attaqueront ſes Etats durant cette Guerre en hainе de la preſente Neutralité; qu'elle la comprendra dans les Traitez de Paix, & qu'elle ne la coactura point ſans faire rétablir Son Alteſſe dans ce qu'elle aurоit perdu de ſesdits Etats, à cauſe du preſent Traité.

II. Pour ſubvenir aux frais de l'entretien des Troupes que S. A. a ſur pied, S. M. lui fera païer tous les Mois, à commencer du premier Novembre nouveau ſtile, vingt mille Ecus, qui ſeront païez de deux Mois en deux Mois par avance à Paris en Ecus blancs.

Tous leſquels Points & Articles ci deſſus, enſemble tout le contenu en chacun d'iceux, ont eſté traitez, accordez & ſtipulez, entre leſdits Sieurs Verjus & Rouſſeau de la part du Roi, & leſdits Sieurs de Grotte & de Wittendorff, de la part de Monſieur le Duc de Brunswic Hanover: Lesquels en vertu de leurs Commiſſions & pleins-Pouvoirs, ont promis & promettent que tant S. M. que S. A. executeront pleinement & ſans aucune contravention directe ou indirecte, le preſent Traité, tant en general qu'en chacun de ſes Points & Articles en particulier, & qu'ils feront tenus ſans aucun changement acceptez, confirmez & ratifiez reciproquement par S. M. & Sad. A. & que les Lettres de Ratification en ſeront expediées en la forme la plus authentique, & échangées de part & d'autre dans l'eſpace d'un Mois. En foi de quoi leſdits Sieurs Verjus & Rouſſeau, & leſdits Sieurs de Grotte & de Wittendorff ont ſigné ce preſent Traité, & y ont fait appoſer le Cachet de leurs Armes. Fait à Lunsbourg le 18. jour d'Octobre 1675.

CXLV.

25. Oct. FRANCE ET ESPAGNE. *Traité pour le rétabliſſement du Commerce entre les Sujets de* LOUIS XIV. *Roi de France & ceux de* CHARLES II. *Roi d'Eſpagne dans les Païs-Bas Eſpagnols. Fait au Château de Freyr ſur la Meuſe, le 25. Octobre 1675.* [FREDER. LEONARD. Tom. IV.]

NOus LOUIS DAMOREAU Conſeiller du Roi en ſes Conſeils, Intendant de Haynault, & Païs d'entre Sambre & Meuſe, au nom & de la part de Sa Majeſté: Et PHILIPPE EMANUEL FRANCQUEN Conſeiller & Intendant de la Province de Namur, & Diſtrict de Charlemont, au nom & de la part de Sa Majeſté Catholique; ſommes convenus du rétabliſſement du Commerce, ſur les Rivieres de Meuſe & de Sambre, & Païs des environs ainſi qu'il enſuit.

PREMIEREMENT.

Que le Trafic ſera ouvert & libre de France en Hollande, & d'Hollande en France, ſur leſdites Rivieres de Meuſe & de Sambre, & autres; comme auſſi par Terre dans les Villes, & ſur le plat-Païs de France, d'Eſpagne & de Liege; & ce pour toutes ſortes de Marchandiſes permiſes, pour toute ſorte de Grains, ſans excepter que les Marchandiſes de Contrebande, comme Canons, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Mousquets, Fuſils, Mousquetons, Piſtolets, Affuts, Fourchettes, Bandolieres, Poudres, Plomb en Balles, Mêches, Salpêtres; Piques, Epées, Halbardes, & autres Armes, Artifices & Aſſortiments ſervans à la Guerre.

II. Que les Droits d'Entrée & de Sortie ſe leveront ſur les Marchandiſes qui paſſeront dans les Villes de France & d'Eſpagne: Savoir du côté de France ſur le pied du Tarif de l'année 1664. & de la Declaration de Sa Majeſté de l'année 1667. pour le nouveau Tarif des Droits, ſur quelques Marchandiſes particulieres. Et dans la Province de Namur, ſuivant le Tarif du 18. Juillet 1670. ſans que l'on puiſſe rien augmenter de part & d'autre, ſous pretexte de la Guerre, ou autrement; bien entendu qu'il ne ſera levé qu'un ſeul Droit d'Entrée, & un ſeul Droit de Sortie de part & d'autre. ANNO 1675.

III. Que les Grains & Farines qui ſortiront de France, & qui paſſeront dans les Places de Sa Majeſté Catholique, ou de Liege, ou qui viendront des Terres d'Eſpagne, paſſans par les Places du Roi ou de Liege, ou qui le tireront d'Hollande, paſſans dans les Places de France, d'Eſpagne, ou de Liege, ou qui paſſeront ſeulement d'une Place à une autre, ſoit auſſi de France, d'Eſpagne ou de Liege par Eaue & par Terre; & ſoit que leſdits Grains & Farines appartiennent au Roi ou à Sa Majeſté Catholique, ou à leurs Munitionnaires generaux, pour eſtre mis en Magazins dans les Places, ou qu'ils ſoient à des Marchands & autres Particuliers ils paſſeront ſans aucune difficulté de part & d'autre, en païant, ſavoir,

IV. Le Muid de Froment ou de Farine, meſure de Paris peſant poids de France 2760. Livres, & poids du Païs 2880. Livres pour le Droit d'Entrée, ſept Livres dix Sols, & pour le Droit de Sortie, cinq Livres.

V. Le Muid de Metcil ou de Farine, auſſi meſure de Paris; pour l'Entrée ſix Livres, & pour la Sortie quatre Livres.

VI. Le Muid de Seigle ou de Farine, auſſi meſure de Paris; pour l'Entrée cinq Livres, & pour la Sortie trois Livres ſix ſols huit Deniers.

VII. Le Muid d'Avoine, meſure de Paris, peſant 128. Réez de Givet, pour l'Entrée, quatre Livres, & pour la Sortie trois Livres; le tout Monnoye de France.

VIII. Et pour la facilité du transport & de la voiture des Grains & Farines, il ſera permis de part & d'autre, de les faire décharger & mettre en entrepoſt dans les Lieux de France, d'Eſpagne, ou de Liege indifferemment, ſoit pour les changer de Charois, ou pour les mettre dans les Batteaux, ou les changer d'un Batteau à un autre, ou en les retirant des Batteaux, les charger ſur des Charois.

IX. Que les Paſſeports ſeront donnez *gratis* aux Munitionnaires Generaux & à leurs Commis ſuivant les Certificats des Intendans, le tout de part & d'autre.

X. Et à l'égard de quelques Marchandiſes particulieres, dont on fait Commerce au deſſous de Charleville, que les Droits d'entrée & ſortie en ſeront païez également en paſſant à Charlemont & à Dinan, ou à Namur & à Huy, comme il enſuit.

XI. Pour l'Entrée de chaque millier d'Ardoiſes ſix Sols trois Deniers, & pour la Sortie ſix ſols trois Deniers.

XII. Pour l'Entrée de chaque Bene de Charbon de Bois, trois Sols neuf Deniers, & pour la Sortie trois Sols neuf Deniers.

XIII. Pour l'Entrée de chaque Ratiére d'Escorce peſant deux cens cinquante Livres cinq Sols, & pour la Sortie cinq Sols.

XIV. Pour l'Entrée de chaque Tonneau de Cendres, cinq Sols & pour la Sortie cinq Sols.

XV. Pour l'Entrée de chaque Sommiere ou corps d'Arbre, ſix Sols trois Deniers, & pour la Sortie ſix Sols trois Deniers.

XVI. Pour l'Entrée de toute ſorte d'autre Bois, quatre pour cent de ſa valeur, & pour la Sortie auſſi quatre pour cent, le tout Monnoye de France.

XVII. Et d'autant que ſuivant ledit Tarif d'Espagne du 18. Juillet 1670. dont il eſt parlé ci-devant, la Sortie des Foins & des Pailles n'eſtoit pas permiſe dans ledit Païs; qu'il ſera loiſible d'en tirer d'orénavant de part & d'autre, en païant les Droits ſur le pied du Tarif de France de l'année 1664. dont il eſt auſſi parlé ci-devant.

XVIII. Que comme le Droit de ſoixantiéme ne ſe leve du côté d'Eſpagne, que ſur les Marchandiſes & Denrées qui traverſent ou qui ſortent de la Province de Namur, & Terres d'Agimont; ledit Droit ne ſera pareillement pris du côté de France, que ſur les Marchandiſes qui traverſeront ou qui ſortiront du Païs de Liége pour ladite Province de Namur & Terres d'Agimont, bien entendu que quand ledit Droit aura été païé à Dinan ou à Huy, il ne pourra être exigé ailleurs.

XIX. Qu'il ſera permis reciproquement aux Entrepreneurs de la Fourniture de Fourages dans les Pla-

Anno 1675. ces de part & d'autre, de faire voiturer en icelles, les Foins, Pailles & Avoines, qu'ils acheteront pour la subsistance des Troupes dans les dépendances desdites Places, chacun de son côté sans prendre aucun Passeport pour les Hommes, & les Chariots qui les voitureront.

XX. Qu'il sera permis auxdits Entrepreneurs de part & d'autre, de tirer du plat-Païs de Liege des Foins, Pailles & Avoines, sans payer aucun Droit d'Entrée ni de Sortie, quand ils traverseront le plat-Païs de France, ou d'Espagne, & sans prendre aussi aucun Passeport, pour les Hommes & Chevaux qui les voitureront, à la charge toutefois que les Charriers prendront des Certificats des Intendans ou Receveurs des Contributions dans le département duquel ils seront.

XXI. Qu'il sera donné des Passeports *gratis* auxdits Entrepreneurs de la fourniture des Fourages, leurs Commis ou Valets, sur les Certificats desdits Intendans, le tout de part & d'autre.

XXII. Que pour la seureté du Passage des Hommes, Grains, Farines & Marchandises; il sera donné reciproquement des Passeports de Guerre, lesquels seront paiez également dans les Places de France & d'Espagne, ainsi qu'il ensuit.

XXIII. Pour un Homme à Cheval, quinze Livres.

XXIV. Pour un Homme à Pied, sept Livres dix Sols.

XXV. Pour un Valet à Cheval, cinq Livres.

XXVI. Pour un Bateau de Meuse ou de Sambre de Marchandise, Grains ou Farines, soixante Livres.

XXVII. Quand le Bateau ne sera chargé que d'Ardoise, Bois, Charbon, Escorces, Pierres, Fer, Foin & Paille, il payera seulement trente Livres.

XXVIII. Il ne sera rien paié pour les Nacelles qui serviront à passer les Chevant, pourvû qu'il ne se charge dedans aucune Marchandise.

XXIX. Pour chaque Cheval d'Attellage, de Chariot, ou de Charette, chargez de Marchandises, Grains, ou Farines, dix Livres.

XXX. Et lors que les Chariots & Charettes ne seront chargez que d'Ardoises, Bois, Charbon, Escorces, Pierres, Fer, Foin & Paille, chaque Cheval d'Attellage ne paiera que cinq Livres.

XXXI. Que quand il n'y aura à la fuite des Chariots ou Charettes qu'un Charrier, il ne paiera rien; mais lorsqu'il y en aura davantage, ils paieront chacun comme un Homme de Pied; le tout auſſi Monnoie de France, & pour un Mois.

XXXII. Que les Bureaux qui ont été établis avant la Guerre, de part & d'autre, pour les Recettes des Deniers Roïaux, pourront être rétablis, & que pour cet effet il sera donné *gratis* des Sauvegardes, & des Passeports de part & d'autre, tant pour la seureté desdits Bureaux, que pour les Commis & Huissiers preposez en iceux pour la perception desdits Deniers.

XXXIII. Que les Contributaires de part & d'autre, & les Liegeois seront dans la liberté de porter leurs Grains, Denrées & autres choses provenans de leur crû, dans toutes les Villes de France, d'Espagne & de Liege, sans prendre Passeport, ni paier aucun Droit.

XXXIV. Que lesdits Contributaires auſſi de part & d'autre, pourront aller sans Passeport sur le Plat-Païs de Liege, & dans les Villes & Terres dépendantes de la Province ou Gouvernement dont ils sont ressortissans, mais quand ils en sortiront, ils seront obligez de prendre Passeport.

XXXV. Que les Chariots & autres Voitures qui seront auſſi demandez de part & d'autre aux Communautez de Contribution, & du Païs de Liege, passeront auſſi sans aucune difficulté, & sans qu'ils puissent estre arrêtez sous quelque pretexte que ce soit, lorsqu'ils seront à vuide.

XXXVI. Le present Traité servira auſſi au retablissement du Commerce pour le reste des Frontieres de part & d'autres, où les Droits seront levez du côté de France, suivant ledit Tarif de l'année 1664. & la Declaration de Sa Majesté de l'année 1667. pour le nouveau Tarif des Droits sur quelques Marchandises particulieres; & à l'égard des Villes & Païs cedez à Sa Maj. par les Traitez des Pyrenées d'Aix la Chapelle, suivant le Tarif de l'année 1671. & du côté d'Espagne, suivant les Tarifs qui ont été en usage en chacune Province pendant l'année 1670.

XXXVII. Ledit Traité aura lieu, à commencer d'aujourd'hui jusqu'au dernier jour de l'année 1676. pendant lequel temps il ne pourra estre rompu pour quelque cause, & sous quelque pretexte que ce puisse estre, non pas même par le changement du Gouverneur, & Capitaine General pour le Roi Catholique des Païs Bas; à l'exception toutefois que le Commerce des Grains finira de part & d'autre au premier Avril prochain, & ne pourra recommencer qu'au 1. Novembre ensuivant. Anno 1675.

XXXVIII. Et pour plus grande assûrance de l'execution dudit Traité, Nous Louis Damorezan, avons promis de le faire ratifier par Sa Majesté: Et Nous Philippes Emanuel Fabronen, tant par ledit Gouverneur, & Capitaine General des Païs-Bas pour le Roi Catholique, que par les Etats Generaux des Provinces-Unies, & ce dans quinze jours du jour & date d'icelui. Fait double au Château de Freyr sur la Meuse le 25. Octobre 1675. *Signé*, Damorezan, & Francquen.

Le Roy ayant vû & lû attentivement le Traité fait & passé au Château de Freyr sur la Meuse, le 25. Octobre dernier, entre le Sieur Damorezan Intendant en Haynaut & Païs d'entre Sambre & Meuse, au nom & de la part de Sa Majesté, & le Sieur Philippes Emanuel Francquen Conseiller & Intendant de la Province de Namur, & District de Charlemont, au nom & de la part du Roi Catholique, pour le rétablissement du Commerce, entre les Sujets de Sa Majesté, & ceux du Roi Catholique dans les Païs-Bas Espagnols: Et l'ayant bien agreable; Sa Majesté a approuvé, ratifié, & confirmé, approuve, ratifie & confirme ledit Traité, avec tous & chacuns les Points & Articles d'icelui. Et a promis & promet en foi & parole de Roi de le garder, faire garder, entretenir & observer inviolablement de la part, selon la forme & teneur dans toutes les Places de l'étenduë de son obeïssance, & d'y envoier les Ordres pour ce necessaires, huit jours après que la Ratification que le Sieur Duc de Villahermosa Gouverneur & Capitaine General des Païs-Bas pour le Roi Catholique; & celle que les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas doivent faire dudit Traité, auront été données audit Sieur Damorezan dans le contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu en aucune maniere: En témoin dequoi Sa Majesté a signé la presente de sa main, & à icelle fait apposer le Seel de son secret. A saint Germain en Laye, le neuviéme jour de Decembre 1675. *Signé*, LOUIS: *Et plus bas*, Le Tellier, *& cacheté du Seel secret.*

Collationné.

CXLVI.

Bündtnuß zwischen Ihro Fürstl. Gnaden Christoph 29. Oct. Bernhard Bischoff zu Munster / dann Johann Friedrich Hertzog zu Braunschweig-Lunebürg / zu erhaltung Teutscher Freyheit / und abtreibung allen unrechten gewalts von beyderseits Bünds-Verwandten Land und Leuthen. Zu Rotenburg den 29. Octobris 1675. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Traité d'Alliance entre Christophle Bernard *Evêque & Prince de Munster, &* Jean Frederic *Duc de Brunswic-Luneboury, pour la defense de la Liberté Germanique, & de leurs propres Terres & Seigneuries, comme auſſi de leurs Alliez & Confederés, contre toute violence. A Rottenburg le 29. Octobre 1675.*

Kund und zu wissen sey hiemit. Demnach der Hochwürdigkeit und Durchleuchtigste Fürst und Herr Christoph Bernhard gestifft zu Münster / Administrator zu Corvey / Burggraff zu Stromberg / des Heil. Röm. Reichs Fürst und Herr zu Borcke &c. und Herr Johann Friedrich Hertzog zu Braunschweig und Lünebürg in fortgesetzter ereignung der jetzo inn- und ausserhalb Reichs

Digitized by Google

ANNO 1675.

Reiche anyo gehender schwerer und gefährlicher Kriegs und mo-tumyn yorhin offtermahls vertrüchlicht communication pflegen leistung / wie solchem ohnwesen zu steuren / oder wann se nach Gottes wollen der hochgewünschte Universal-Friede sobald noch nicht erfolgen solte / wie zum wenigsten diese innere Craise / und vorhandene Ihre Hochfürstl. Gnaden und Ihr Durchl. darzu nen belegene Landen und Fürstenthümer gegen mühligen gemalt geschützet und in erdlichem stand erhalten werden möchten ; zu dem ende auch / mit thun zu beschlagung des den zeitigen guten so hochnöthigen vertraums / daß Ihro Kön. Krohn Schweden unter sich zwischen hochgedachte seiner Fürstl Gnaden und Fürstl. Durchl. mit und beneben Ihrer Königl. Majestt. zu Dennemarck und Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg den 27. September-hin jüngsthin zu Homburg verwichener Jahres-zahl verglichene Tractat errichtet/ und dardurch zu einer mehrern Union und zusammensetzung ein gutter grund gelegt worden. So haben vor hochgedachte Ihre Hochfürstl Gnaden und Hochfürstl. Durchl. zu forstes- und perfectionierung solchen heilsamen werckes/als auch mehr weniger zu besto mehrer befästärckung der bereits von langen jahren der unter ihnen gepflogener vertraulichen freundschafft und verwandtnuß / zumahlen bey der zu Heil. Römischen Reich sich je mehr und mehr ausbreitenden Frieden-Flammen/ohne notwurfft ernentfindlicher solch-nöher Verfassungs-werck in weitere handlung ohnverlängt zutretten / und darzu eylede von Ihren gehemmen Räthen und Ministris, als Ihro Hochfürstl. Gn. Ihre respective Geheime-Räthe / Thum-Cantzern und Wolrichen Hoff-Richtern Wambachen Korff genant Schmising / Friederichen Korff auch genant Schmising/Frey Edelherren Johannitter Ordens-Rittern und Commendatorn zu Frankfurt zc. und Jobst Hermann der Rechten Licentiaten / und Herrn Herzogen Johann Friedrichen zu Braunschweig-Lüneburg / des Gothischen Gesammten Raths und Dresser zu Freyland Otto Grotten deputirt und bevollmächtiget / welche nach sorgfältig angewandter bemühung auf gnädigste Ratification sich wie folgender Artículen miteinander vergliechen und vereinbahret haben.

I. Erstlich soll diese mutuel Defensiv-Bündnus zu keines Menschen beleidigung oder nachteil/am allerwenigsten aber wieder Ihre Kays. Majestt. und das Heil. Römische Reich oder auch einigen Stand deßelben/noch gegen das Fürstliche Haus Braunschweig und Lüneburg/sondern vielmehr zu dienst und respect des Heil. Röm. Reichs / erhaltung der Teutschen Freyheit/ nach innhalt der Reichs-Fundamental-Hymnus und gesetze / befestedigung der allgemeinen Ruhe und möglichster abtrettung allen ungerechten gewalts / von beiderseits hoher Bunds-Verwandten land und leuthen errichtet und gemeint seyn / zu welchem ende sowol gmeds soll zwischen Hoh-gedachten Ihro Hochfürstl. Gnaden und Hochfürstl. Durchl. ingleichen ihren Successoren in der Regierung Ihrer respective Stifftes / und Fürstenthumer / eine beständige aufrichtige Freundschafft/Bundnüß / und vereinigung aufgerichtet sein und bleiben/ krafft deren einer des andern nutzen/ und besten weisen und bevordern / schaden und nachtheil aber nach vermögen treulich wehren / wenden und warnen / auch den end einer dem andern im fall der noth / und zwarn auf gemach gesetzte mas / redlich allisiren und beyspringen sollen.

II. Und dafern jum anderen es sich also zutrüge/ daß ein oder ander von den beyden Hohen Bunds-Verwandten / oder ja von wem oder unter was praxext es wolte/in seinen Lstat und Landen Friedlich übergezogen und vergewaltiget/ oder mit durchzügen/ stell-lägern / einquartierungen / Contributionen / und anderen dergleichen Kriegs-beschlägungen wieder den Westphälischen Friedenschluß und die heilsame Reichs-Satzungen beschwehret / oder auch sonst auf andere weis an seinem stato, Freyheit und allen anderen zustehenden Juribus wiederrechtlich und gewaltsamlich angegriffen oder turbiret würde/ soll der ander Bunds-Verwandter schuldig und gehalten sein/ auf des angefochtenen und beleidigten Theils ersuchen/ demselbigen wenigstens binnen 24. tagen nach beschehener requisition, und die möglichkeit und der anregenden gefahr halber nothig / noch ehender mit wirklicher hülff ohnweigerlich des zuspringen / und zu den end ihme vor erst und in simplo tausend fuß-knechten zu Fuß in gleuni bey bewehrten Feld-Artillerie und fünffhundert zu Pferde an gut mud-end/wo er derselben in seinen Lande begehrend und benöthigt ist / binnen der oben specificirten zeit zuschicken/ welche Mannschafft ein jeder theil zu solchen behoff auf seinen kosten und halt thun und solch Quantum nachgehends nach beschaffenheit und vermehrung der gefahr / vermittelt vorher gepflogener communication zwischen beyden haben theilen / darüber werden solle.

III. Dieweus soll ein Bunds-Verwandter schuldig seyn/von allen denjenigen dingen und beschehenheiten / woraus einige weiterung und gefahr/ und folglich ein casus Fœderis entstehen könnesdann anderen ihnverweilt nachricht mit zurheilen/worauf dann derselbige die etwan vorstehende beforgnus durch gütliche wege und vermittlung/und nachtruckliche abmahnung des beförchteten Aggressors abzuwenden zwar bemühet / nichts desowenigen aber verbunden seyn soll die obberürte hülff den betrangten Bunds-Verwandten auf dessen erfordern / ohne einzige einrede und verweigerung / verabfolgen zulassen; solte sich nun aber ein solcher fall begeben / daß entweder einer anderen hülff als oben specificirt / oder aber vor augen stehende gefahr mit gewalt der Waffen abzuwenden / elsdann gestalt und gestalthige dessen vor zusammen berufich oder nöhtig sein würde / darüber wollen hochgemelte Herrn Bunds-Verwandte vertraulich communiciren / und ihrer bevollmächtigte Minisiros unverweilt zusammenschicken

ANNO 1675.

und sich einer mehreren assistentz und nöthig befindender anstalt so fort zu vergleichen / worin man sich beiderseits willig erweisen und treulich bey einander stehen soll/ zu welchem end sich die Herrn Allirte in solcher considerablen Armatur als immer thun und möglich sein wird / stellen und erhalten wollen.

IV. Wann auch jum vierten / der hülff wirklich geschritt / und mit der beliebigten Kriegs-Völcker conjungiret ist / soll der hülffleistender nicht macht haben/ihrselbige wiederumb abzuforbern / es sey dann / daß er selbst in seinen Landen angefochten und wircklich beschdet werde / auf welchen fall aber mit den beyden Bunds-Verwandten zugleich Kriegs-gefahr zuffossen solte/ wollen sie sich fohrt zusammen thun / und nach erweguug der sachen unabgelanden dahin stehen / daß der so am wenigsten getroffen ist / dem anderen nichts beschwerliges nach möglichkeit die hülffleiste band bieten möge / aber sie kürmigk verwahren/ wie man sich bedeutets reuen könne / und hat es hierbey die meinung / daß mit den Auxiliar-Völckern nicht nur in den beleidigten Landen/sondern auch auf des Feindes / beden je erlangung gewührender satisfaction und Sicherheit zu operiren.

V. Furs fünffte / solten auch beide Bunds-Verwandten sich nach veranlassung der kaiserlichen ingleichen in andere Fœdera begeben / und sich nebenst anderen einer mutuellen hülffleistung vergleichen / so ist gesholosen und verabredet / daß beseliege die verpflogene hülff nicht doppelt zuleisten schuldig / sondern die hülffe nur aus einem und zwar demjenigen Fœdere, worinnen das gröseste quantum enthalten / præstirt und darüber nichts erfordert werden solle.

VI. Sechstens solle die hülff auf bes hülffleistenden Kosten geschehen/ und der requirent der zu hülff geschickte Mannschafft/ausser dem obtach/ Lösprsalt und Kauffkorn nichts umsonst zugehen / dahingegen aber in seinen Lande solche assistentz zu machen schuldig und gehalten sein / daß man der übrigen notturfft an Lebens-mitteln für Menschen und Pferde und einen billichen preis allezeit könne haabhaft werden; es sollen auch die Contingente Völcker zu verrichtung aller commando und Kriegsrei-te by währender Conjunction mit dem unterhalt gleich gehalten und zu dem end ein beständige verpflegungs-ordinantz wie gliechen werden.

VII. Zum siebenden / wann aber die hülff mit einem und andern Theil erfordert wird / wird der Hülffleistender sowohl als der Requirent bey den benachbarten und verstattung des durchzugs für die ihme zu hülff ansiehende Mannschafft gebührende anstehung zuthun haben.

VIII. Achtens / das Ober-Commando und Direction der Kriegs-actionen betreffend / so bleibt dasselb denjenigen / über dessen Generalität vollkommentlich/dem die hülff zugeschickt wird/ ohne unterschied/ ob die Kriegs-operationes im- oder ausser-halb seinen Landen geführet werden / doch solcher gestalt / daß wann etwan trichtiges vorgenommen wird / derselbe mit andern Kriegs-Rath gehalten und jeder mit der Hülffleistenden Corporum vorgesetzter Ober-Officier mit darzu gezogen und mit seinem voto und gutachten vernohmen werde.

IX. Es sollen auch die zu Hülff geschickte Truppen auf des Requirenten gut befinden sich sowohl in Feldschlagen als in Guarnision ohnweigerlich gebrauchen lassen / doch daß die zertheilung der Regimenter möglichst verhütet werde.

X. Soleten aber jehentens die beyde Bunds-Verwandten nach erhaltsung der Conjunctionen und unabhüldsen sich mit gutten formiesen Arnolen um einander etwan zu conjungiren für rathsam achten / wie auch wann sich alsdann des Ober-Commando und anderer mit einanderfahrender particularien halber absonderlich zu verglichen haben.

XI. Zum eilfften / die wiederbestellung der abgehender Officierer bleibt dem Zahl-Herrn ohnzweiffentlich bevor.

XII. Zum zwölfften die Jurisdiction und bestrafung der Delinquenten belangend/bleibt dieselbe dem herkommen nach bey den Regimentern / und ist hierbey anstrücklich verglichen und verabredet worden / daß der hohen Bunds-Verwandten Völcker sowohl in eines als des andern Landen gute Kriegs-Zucht und Disciplin halten / und alle vorgehende Excessus ohnausbleiblich vors Kriegs-Recht gestellet und der gebühr nach abgestraft werden / auch da des Hülffleistenden Officier sich darein säumig oder wedrig erweisen würden / der Landsherr macht haben solle/ die Delinquenten zu apprehendiren und darüber ein abpaar ehepsiches Kriegs-Recht ergehen zulassen.

XIII. Es haben sich auch beide hohe Bunds-Verwandte krafft dieses einander verpflicht verpforden und zugesagt / auf dem fall einen oder andern ein Krieg zuffossen / und darauf die in diesem Fœdere stipulirte hülff würcklich erfordert und geleistet werden solte / alsdann kein Theil befugt sein solle ohne des andern zuthun und inclination mit den Aggressore einige Tractaten über Frid oder Stillstand anzugehen / weniger zuschliessen / und haben sich beide hohe Theile gegen einander erkläret / weder die præsentirte noch die darzu einige Fœdera oder Pacta zubeden oder zumachen / so sie von leistung deren / was dieser Tractat in sich haltet / los machen können.

XIV. Alldenweilen aber vorgehenente eingangs dieser Bunds-Nerus die intentio gegenwärtigen Fœderis auf möglichst beförderung und wiederbringung des so hoch gewünschten Ruhestands im Heil. Röm. Reich unter anderen mit gerichtet ist/ so wollen beide hohe Bunds-Verwandte / wie zu solchem heilsamen zweck vermittelst Göttlicher hülff endlich zugelangen / künfftig allezeit vertraulich miteinander überlegen / und über die darbey vorzuleuchte

Digitized by Google

ANNO 1675.

lende umſtände fleiſſig correspondiren / nicht weniger ihre auf Reichs- und anderen Tagen / auch den fremden Höfen und Republiquen ſich zuſammen befindende Miniſtros eine gleichmäſſige vertrauliche correspondence pflegen / anweiſen / und beſtellen.

XV. Wann ſich Zuſtändende über kurz oder lang jemand wäre / der an dieſen Bund mit eingetreten verlangen oder bethen möchte / wollen ſolchen alſo bald jetzige beide hohe Bunds-Verwandte dahin mit einander in deliberation ziehen / und ſich ob und wie mit demſelbigen anbanden / vorher unter ſich eine einmüthigen Schluß ergreifen.

XVI. Zum letzten haben / ſoll dieſer Bund vorerſt auf zehen Jahr geſchloſſen und gerichtet ſeyn / auch von einem Hochwürdigſten Bundes-Collegio in Münſter mit beyſchehen / unterſiegelt und verwahret / und hernachmahls noch vor ablauff ſolcher zeit von deſſen prorogation gehandelt werden. Alles dasjenige was obſtehet ſoll von beederſeits hohen Bunds-Verwandten noch allen ſeinen Articuln und Clauſuln ſtets und feſthero feſt und unverbrüchlich gehalten und treulich erfüllet / auch die Ratification dieſes Recelſes innerhalb 14. Tage durch gewiſſe darzu deputirten zu Werden vollzogen und ausgewechſelt werden.

Deſſen zu Urkund iſt dieſer Receſs von höchſtgedachter Ihrer Hochfürſtl. Gnaden zu Münſter / und des Herrn Herzogen zu Braunſchweig-Lüneburg Zurück zu dieſer handlung Deputirten und beyſtändigen Räthen und Miniſtris unterſchrieben und bekräfftet / auch jedem Theil ein gleich lautendes exemplar darvon zugeſtellet worden. So geſchehen Rotenburg den 29. Octobris 1675.

Mathias Korff genant Schmiſingen. (L.S.)

Otto Groote. (L.S.)

Jobſt Hermann Ramm itz. (L.S.)

CXLVII.

Nov. FRANCE ET HOLLANDE.

Manifeſte concernant les Affaires de MESSINE, *publié en Italie de la part de* LOUIS XIV. *Roi de France au commencement de Novembre* 1675. [FREDERIC LEONARD. Tom. IV.]

L'Etat déplorable, où ſe trouvoit l'année derniere la Ville de Meſſine, prête à retomber plus cruellement que jamais ſous un joug que les violences des Eſpagnols lui avoient déja rendu inſupportable, le recours qu'elle eut alors à la protection du Roi; & la compaſſion qu'excita dans l'eſprit de Sa Majeſté la vûë d'un grand Peuple ſur le point de perir, tant par la rigueur d'une longue famine, que par les ſupplices qui lui étoient préparez, porterent Sa Majeſté, plus encore par un mouvement de generoſité, que par l'intérêt d'une diverſion importante contre l'Eſpagne, à ne pas abandonner tant de pauvres innocens opprimez, à qui il ne reſtoit d'eſperance de ſalut que dans ſa ſeule bonté. Les Vaiſſeaux, qu'Elle donna ordre d'armer en Provence, porterent domble ſecours à Meſſine, ils y firent ceſſer par Terreur des Vivres qu'ils y introduiſirent, le plus preſſant de tous les maux, dont elle étoit attaquée, & lui rendirent par une Victoire ſignalée la liberté du Port, que les forces Maritimes d'Eſpagne tenoient fermé depuis long-tems. De ſi grands bienfaits impuiſſanterent aux Meſſinois la reconnoiſſance qu'ils devoient à leur Liberateur; ils crurent ne pouvoir la lui mieux témoigner qu'en le choiſiſſant pour Maître, & ne pouvoir rien faire de ſi avantageux pour eux-mêmes, que de s'aſſurer de la protection de la France qu'ils venoient d'éprouver ſi puiſſante & ſi favorable. Ils ſuppliérent Sa Majeſté de les recevoir au nombre de ſes Sujets, & Elle voulut bien accepter, à leurs prieres, le Serment de fidelité qu'ils lui en préterent avec l'applaudiſſement general de tout ce Peuple.

Sa Majeſté pouvoit par ce nouveau titre, & par les Droits ſi juſtes & ſi anciens qu'Elle a ſur le Royaume des deux Siciles, unir à ſa Couronne non ſeulement la Ville de Meſſine, mais encore les autres Places qu'elle poſſede dans l'Iſle, & toutes celles à qui l'amour de la liberté inſpireroit de ſecouer le joug des Eſpagnols. Mais parce que ſa vûë a bien moins été dans cette occaſion d'étendre ſes Limites, que de ſecourir des Peuples qui avoient implore ſon aſſiſtance; Elle veut bien déclarer par le preſent Memoire, qu'Elle n'a reçû les Meſſinois, quand ils ſe ſont donnez à Elle, que pour les rendre en quelque ſorte à eux-mêmes, auſſi bien que les autres Villes de Sicile qui voudront ſuivre leur exemple: Que ſon deſſein n'a pas été de les faire vivre ſous des Loix, qui leur ſembleroient toûjours étranges-res, en les uniſſant à ſa Couronne; mais qu'à l'exemple de ſes Prédéceſſeurs, qui ont donné deux fois des Rois à Naples & à la Sicile, dans deux Branches de la Maiſon Royale de France, ſon intention eſt encore de donner à cette Iſle un Souverain, qui tire ſon origine du même ſang; qu'Elle lui remettra tous les Droits qui ſont aquis à la France ſur ce Royaume, & tous ceux que le conſentement des Peuples a déferez & pouvoit déferer à l'avenir à Sa Majeſté: Que ce Prince prendra les mœurs, les coûtumes & les Loix de ſon Etat, & qu'il rétablira chez les Siciliens un trône que leurs Ancêtres ont vû avec douleur transporté en Arragon & en Caſtille: Que de tous les intérêts que le Roi a pû prendre juſques à preſent à la Sicile, Sa Majeſté ſe réſerve ſeulement celui de raſſermir de plus en plus la puiſſance de ce Royaume, & le bonheur & la felicité de ſes Peuples, par la liaiſon & la protection toûjours aſſurée de la France.

C'eſt ce que Sa Majeſté a bien voulu rendre publie par cet Ecrit, & faire connoître à toute l'Europe, combien dans l'affiſtance qu'Elle a donnée aux Siciliens, Elle a peu regardé ſon utilité particuliere, puiſque ſans vouloir rien ajoûter à ſa Couronne, Elle ſonge ſeulement à en relever une, dont le nom a été toûjours ſi grand en Italie, & par tout le monde. Fait à Verſailles l'onziéme Octobre 1675.

LOUIS.

ARNAULD.

CXLVIII.

Traité de Commerce entre CHARLES XI. *Roi de Suéde & les* PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas. Fait à Stockolme, le 26. Novembre,* 1675. *Avec les* RATIFICATIONS *des Etats Généraux & du Roi de Suede; & une* CONVENTION *poſterieure touchant la Forme des Paſſeports.* [Recueil des Traitez faits entre les Etats Généraux des Provinces-Unies & divers Princes, d'où l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans les *Actes & Memoires* de la Paix de Nimegue Tom. I. pag. 746. en Hollandois & en François, & dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XI. pag. 1104. en Allemand.]

26. Nov. LA SUEDE ET LES PROVINCES-UNIES.

ORdines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum; Norum teſtarumque facimus, univerſis & ſingulis quorum ſcire intereſt; quod cum inter Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem ac Dominum Dominum *Carolum*, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ & Wismariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducem, &c ex una: Et Nos ex altera parte per Deputatos ad hoc ſufficiente utrinque Mandato inſtructos, Holmiæ die 26. Novembris, Anni 1675. in hos Commerciorum & Navigationis conventum ſit Articulos, qui infra hic verbotenus inſerti reperiuntur.

SEreniſſimi ac Potentiſſimi Principis ac Domini Domini *Caroli*, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regis, Magni Principis Finlandiæ, Ducis Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ & Vandaliæ, Principis Rugiæ, Domini Ingriæ & Wismariæ, nec non Comitis Palatini Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducis, Regis & Domini noſtri Clementiſſimi; Nos infraſcripti Deputati Commiſſarii norum teſtarumque facimus, quod cum per Miniſtrum Celſorum & Prapotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii ad Aulam altiſſime memoratæ Regiæ Sacræ Majeſtatis Reſidentem, Nobiliſſimum Dominum *Chriſtia-*

Digitized by Google

ANNO 1675. tum *Confœtuum Rempf.* prona eorundem voluntas, defideriumque Commerciorum atque Navigationis cum Subditis Sacræ Regiæ Majeſtatis reſtaurandæ, ſignificatum ſit, atque inſimul ſpes exiſtat nonnulla ſubjicienda confirmetur ulteriorisque compoſitionis pacisque in præſens, per maximam Europæ partem profligatæ, faciliori reconciliatione redeundæ, & reſtituendæ; eam ob rem Sacra Regia Majeſtas non modo ex eo, quem animum habet in Rempublicam Unii Belgii, benevolo affectu, Fœderibus quam plurimis mutuisque commodis jam diu firmato, verum etiam ob zelum, quo in ſecuram Orbis Chriſtiani tranquillitatem ſanctæque Generalis Pacis redintegrationem fertur quam maximè ſincero, nullum non artipere voluit medium, quo non reſtituendæ tantummodo Commerciorum, Navigationisque ſecuritatis, ſed & ulteriorís, quæ exinde ſubſequatur Pacificationis, calamitarumque Belli hujus terminandarum, via proinior, proclivioque ſincera utriuque opera ſtudioque reddatur. Hinc Sacra Regia Majeſtas nobis plena Poteſtate inſtructis elementiſſime in Mandatis dedit, ut cum prædicto Domino Reſidente, pariter ad tractandum rite conſtituto, congrederemur & tractaremus. Nos itaque, ſubſcripti utriuſque Partis reſpectivè Commiſſarii & Miniſter ad Aulam Sueciam Reſidens congreſſi ſumus, atque tam ſalutare opus, certis Commerciorum & Navigationis Legibus auſpicati ſumus, atque ita in auxilium ex parte acceptis, qui antehac ſæpius altiſſime memoratam Sacram Regiam Majeſtatem inter & Celſitudinem D. D. Ordinum Generalium Hagæ-Comitis, Anno 1667. 16. Julii, ſuper Commercii & Navigationis negotio erecti ſunt, Articulis, ſequentem in modum convenimus.

I. Subditis ac Incolis Sueciæ, ſimul & Fœderati Belgii plena Commerciorum atque Navigationis hinc inde, ita duraute hoc Bello, ut antehac, libertas erit, per Regna, Status, Ditiones & Provincias tam Sueciæ & Fœderati Belgii, quam quæ cum Sacra Regia Majeſtate Sueciæ aut cum Celſitudine Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Pacis, Amicitiæ aut Neutralitatis jus ſive jam nunc exercent, ſive exercebant in poſterum, eaque libertas nequaquam interpellanda aut turbanda per alterutrius Partis ejusve Subditorum Navigia ex occaſione hujus Belli aut etiam inimicitiarum, quæ illi ejusve Succeſſoribus intercedunt forte, vel de futuro ſint intereſſuræ cum Regnis, Statu, Ditionibus quibuscum Parti alteri jus Fœderum aut Neutralitatis intercedat, intercedturumve ſit.

II. Nec propteres liceat tamen aut fas ſit Subditis Incolisque Ditionis alterutrius prohibitas Merces (quas Contrabandas vocant) importare in Regna vel Regiones eorum, quibuscum Sacra Regia Majeſtas Sueciæ, aut Celſitudo Dominorum Ordinum Generalium, ex ſua parte aut amicitiam, aut neutralitatem colit, ſed adverſum quos alterutra Bello, vel jam impliceatur, vel implicanda ſit de futuro.

III. Ut vero evitentur penitus atque amoveantur controverſiæ & diſceptationes, quæ ob deſignandam jam dictam Mercem, Contrabanda, oriri aliquando poſſint, conveuit utrinque ac pro re nata habitum eſt, hoc in numero duci & cenſeri oportere arma quævis ad vim tam propulſandam, quam inferendam apta, præſertim quæ ignem conſipiunt Puivere Tormentario, quem dicunt, admoto, aliaque eodem pertinentia, ejus vero generis intelligantur Tormenta Bellica majora & minora omnis generis, quæ Canones & Sclopeta vulgo dicuntur, Mortaria, Petardia, Bombæ, Granatæ, Sarciſæ, Coronæ Ferex, Affulti, Arcæ Sclopetariæ, Baudelariæ, Pulvis Tormentarius, fomites ſive Lonten, Glandes Tormentariæ, tam Ferreæ, quam Plumbeæ, Nitrum ſive Salpetræ, Enſes, Lanceæ, Haſtæ, Helebardæ, Bipennes, Flagella aerea, cuſpides & reliqua id genus arma, ad vim inferendam apta, tum Caſſides, Galeæ, Loricæ, Thoraces æuei, ferreique Clypei, aliaque arma ad vim arcendam idonea, præterea ad Bellum inſtruendum utilia quæcunque, nempe equi, Ephippia, Sclopetorum equeſtrium recondituria, & quicquid denique utile ac neceſſarium ad inſtruendos equos tam Turmarum equeſtrium, quam rei Tormentariæ, niſi numero ſint admodum exiguo, ut inde conjecturæ probabilis elici poſſit, eadem non ad Bellum, ſed ad alios uſus deſtinata eſſe.

IV. Merci prohibitæ nequaquam accenſebuntur pecuniæ, frumenti ac leguminis genus omne, Sal, Vinum, Oleum, nec quidquid ad victum aut alimentum referatur, ſed nec ferrum, cuprum, æs, nec quidquid ad Navem conſtruendas inſtruendasve, neceſſarium eſt, cujus nunc ſint cannabis, linteamina veli nautici aptum, picis tam liquidæ, quam aridæ omne genus, anali, trabes, lignum incurvum, Tabulæ Navales, rudentes, ancoræ, vel ancorarum partes quælibet, hoc in numero habebuntur, nec alia Merces, quæ pro terreſtri vel maritimo Bello formam non acceperunt, multo minus hæ, quæ ad aliquem quemvis ejusdem jam apparatus aut conformatæ ſunt, nec aliud Mercimonii genus quodcunque, quod præcedenti Paragrapho deſignatum non ſit, ſed id omne transportari hac illuc licebit, tam in Ditiones Sueciæ aut Fœderati Belgii, quam etiam ad illas Nationes, quibuscum Sacra Regia Majeſtas Sueciæ aut Celſitudo Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii, ſtatio jam nunc involuta eſt, aut poſtmodum involvi poſſit.

V. Attamen nec pecuniam, nec commeatum, aut quicquid vitæ per alimentum ſuſtentandæ conducit, quod jam ſupra Paragrapho 4. inter licitam Mercem ſit numeratum, nec Militem, nec quid aliud ex hisce rebus, quæ hoſti incommodum vel adjumentum modo quocunque cedaut, ſubmitti hinc inde fas eſto, ad Munimenta, Oppida vel loca Præſidio militari inſtructa, quamdiu illa ipſa per Militem alterutrius, aut Fœderatorum alterutrius, reſpectu locorum in Oris Maritimis ſitorum tam Terra quam Mari obſidione cinga, vel manu armata aſſideri contingat, animo eadem in poteſtatem ſuam redigendi.

VI. Porro ut impediatur, ne Merces in illicitis jam deſignatæ ad Portus hoſtiles aut ad loca inimicæ Ditioni ſubjecta ſubvehantur, vel etiam ne hoc ipſo ſubjectionis impediendæ prætextu libertas ſecuritasque Navigationis & Commerciorum detrimenti quid capiat, ab Incolis Subditisque Ditionis alterutrius, ubivis locorum, tam in Portu atque ſtatione Navali alterutrius, quam in aperto Mari nihil omnino requiri aut exigi jus eſto, præter exhibitionem talis Diplomatis, quale utriusque ufus hactenus confirmavit, aut qua'e deliqeps per Pacta rei Maritimæ utrinque ineunda ratum habebitur, exhiberi ad hæc neceſſum erit Literas Paſſeportus, in quibus quantitas, qualitasque Mercis, qua Navis oneratа eſt, deſignetur, & eas quidem indoltas ab Officialibus publica authoritate conſtituris, ille locorum, unde Merx ipſa transportatur, & juxta quas jura, quæ pro Mercimoniis transportandis debebantur, perſolura ſunt, quod ſi Navis hæc non nihil Mercium veharum, quas Contrabanda vocant, vehit, oportebit in Literis Paſſeportus exprimi atque deſigneri, ea loca ad quæ id genus Merces devehenda ſunt, poſt quam exhibitionem ſcrutationi aut viſitationi Navis Mercesque non ſubjicientur, nec quicquam damni, more aut moleſtiæ iisdem quocunque ſub prætextu objicietur.

VII. Quod ſi conſtierit Naves ad Subditos alterutrius pertinentes, quæ ex toto vel ex parte Merce interdicta hujusmodi oneratæ ſint, ad Portum quemcunque hoſtilem aut ad loca inimicæ Ditioni ſubjecta deſtinari, merx omnis ejusmodi prohibita, per Judicem competentem Fiſco addicetur, Naves ipſæ & quod reliquum Mercimonii haud vetiti in iis erit, rutum Fiſco illibertuoque permanebit.

VIII. Bona ſive Merx quæcunque pertinens ad Subditos alterutrius, etiam illa quam ex ſuperiorum Paragraphorum authoritate, permiſſam ac ueutiquam prohibitam eſſe conſtabit, in Navibus inimicis forte deprehenſa, in prædam occupanti cedat, ac Fiſco addicatur, ulla ſine exceptione, è contra rutum omnino & immune à Fiſco habeatur, quicquid Navigiis ad alterutrius Subditos pertinentibus concrederetur, utcunque ſit Partis alterutrius inimicorum, excepta ſolummodo Merce Contrabanda, ad Portum hoſtilem deſtinata, adverſus quam procedatur per modos jam ſupra deſignatos, ſed & vectores quoscunque quamvis Subditos inimicos Partis alterutrius rutos navigare conveniet, dum devehuntur aliquò in Navi ad Subditos alterutrius pertinente, nec eos inde avelli, aut auferi licebit, exceptis tantum Ducibus ſive Officialibus hoſtilibus.

IX. Quod ſi Sacræ Regiæ Majeſtati Sueciæ aut Celſitudini Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii viſum fuerit, aut neceſſitas juſſerit, Naves Mercatorias quibuſdam Navibus Bellicis ad majorem earundem Navium Mercatoriarum ſecuritatem ac Præſidium comitari, liberum id eis fasque erit, præciſe tamen injungent dictarum Præſidiariarum Navium Præfectis, ne quid hoſtile molianter adverſus Subditos aut Fœderatos alterutrius, tam in eundo quam redeundo, quamdiu hi Præſidiarii muneris offi-

ANNO 1675. esio perfunsi ad Portum, unde egressi sunt, reverti non fuerint.

X. Quemadmodum Sacra Regia Majestas Sueciæ & Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii inter se, hoc ipso convenerunt & statuerunt, quod nemo respective Subditorum vel incolarum earum Armatarum Navalem exercere audeat, quam vigo *Commissionem* vocant, nec passuros esse, ut pro talibus quacunque ratione quispiam respectu Subditorum alterutrius Partis se gerat, ita interdicent vetabuntque fidem præterea, ne cuicunque alteri Principi aut Statui operam addicant, aut Militiam ejus profiteantur ad insciendas, detiendas, aut quacunque molestia turbandas Naves Mercatorias, bona Mercesque ad Subditos aut Incolas Partis alterutrius pertinentes, sub pœna corporis & bonorum.

XI. Interdicent vetabuntque præterea Sacra Regia Majestas Sueciæ, & Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium, utrinque Naves Mercatorias, Bona Mercesque ad Subditos alterutrius pertinentes, & ex iis sub alterutrius cujuscunque Principis nomine captas detentasque in Portus alterutrius recipere aut receptum dare.

XII. Avocabunt præterea tam Sacra Regia Majestas Sueciæ, quam Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium, omnes & singulos Subditos, qui ad insciendas prædictas Naves Mercatorias, Merces & Bona aut quicquam eorum operam suam alteri cuicunque Principi aut Statui jam nunc addixerunt, quatenus illi nondum ancoras & vela solverint, sub pœna corporis & bonorum.

XIII. Respectu vero eorum qui jam ante vela solverunt corabunt, Sacra Regia Majestas Sueciæ & Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium, ut hi intra spatium trium mensium ab incepto desistant, eamque quam aliis Principibus aut Statibus addixerant operam, renuntient, sub præfata pœna corporis & bonorum.

XIV. Quemadmodum vero exignum pene pro securitate Commerciorum & Navigationis, quæ Pactis hisce intenditur actum videbitur, nisi a reliquarum etiam Partium Armatorib. insultationibus, *Cumque-faeverdert*, dictis, Mare omnimodo liberum evadat, ita proinde desuper in majorem horum Pactorum obser-vantiam, utrinque conventum est, ut tam à parte Sacræ Regiæ Majestatis quam Celsitudinum Dominorum Ordinum Generalium omnia cura studiumque impendatur, quo suos utrosque Confœderatos ad confumiem dictarum insultationum prohibitionem, quam fieri poterit ocius persuadeant, quemadmodum certa satis spes etiam affulget, eos ad Negotium tam salutare induci posse.

XV. Quandoquidem Commerciorum libertas sine Literarum Mercatoriarum Commercio libetoque earundem transitu, vix possit resilnegrari & stabiliere, Idcirco Sacra Regia Majestas Sueciæ & Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii omni opera & studio in id incumbent, ut prædictus Litterarum & Pactarum transitus non modo per utriusque Partis respective Terras, sed utriusque Partis Fœderatorum Ditiones & Provincias liber & nemiquam impeditus instituatur, ita ut Literæ sine ullo impedimento dehinc libere reciproce commeare possint.

XVI. Denique Sacra Regia Majestas Sueciæ & Celsitudines Dominorum Ordinum Generalium statim post Ratificationem harum Tabularum mandabunt, ut Subditi alterutrius quantocius libertati reddantur, & Naves, Merces, Pecuniæ, cæteraque denique omnia bona ad Subditos alterutrius pertinentia, & occasione hujus Belli capta, vel arresto detenta, Proprietariis restituantur, eisque concedatur, ire, agere, Naves, Merces, pecunias, prædictaque sua Bona avehere, ubi id eis secundum hæc Pacta conventa liberum permissumque est. Sub quo Paragrapho intelligantur non modo Merces, Naves, Pecuniæ & alia Bona, quæ à Subditis D. D. Ordinum Generalium, sed etiam quæ ante declarationem hujus Belli ab aliis capta, & in Belgii Portus invecta sunt, si quæ autem ante hoc luctuosum Bellum contraversiæ inter utriusque Subditos ortæ sint, hæ secundum priorum Pactorum tenorem æquè & justè terminentur.

Articulos hosce Commercii & Navigationis sineera & bona fide adimplendos atque à Sacra Regia Majestate Sueciæ & Celsitudine D. D. Ordinum Generalium Fœderati Belgii ratos habendos, Ratificationesque, ab utraque Parte intra spatium quatuor mensium à die subscriptionis, vel citius si fieri poterit, exhibendas, atque ANNO 1675. die Holmiæ extradendas fore promittimus. In cujus rei fidem majorem nos supra nominati Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Deputati Commissarii, Egoque Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Ministeri in Aula altissime memoratæ Sacræ Regiæ Majestatis Residens munimum nostrarum subscriptione, sigillorumque impressione, Tabulas hasce firmavimus & munivimus. Actum Holmiæ die 26. Novembris, Anno 1675.

(*L.S.*) ED. EHRENSTEEN.

(*L.S.*) J. LAGERFELT. (*L.S.*) C.C. RUMPF.

(*L.S.*) NICOLAUS GYLDENSTALPE.

Cumque simul etiam convenerit, ut eorundem Articulorum Ratihabitio à Regia Sua Majestate & à nobis intra spatium quatuor Mensium à die subscriptionis vel citius si fieri poterit exhibeatur, & Holmiæ extradatur. Nos hale Conventioni satisfacientes, prædictos Commerciorum & Navigationis Articulos per omnia & singula approbavimus, confirmavimus & ratos habuimus, quemadmodum hisce approbamus, confirmamus & ratos habemus, Promittentes insuper nos omnia & singula in præfatis Articulis contenta, bona fide præstiturros, & adimpletoros, omnique ratione impedituros ne à nostris vel aliis ullo modo violentur. In cujus rei fidem hasce majoris Sigilli nostri appensione muniri, & per Comitissus nostri Præsidem signari curavimus, ut & per primarium Graphiarium nostrum subscribi jussimus. Actum in Consessu nostro die 13. Mensis Martii, Anni 1676. *Signatum*, W. VAN HEUCKELOM, vt. Ad Mandatum altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium. *Signatum*, H. FAGEL.

RATIFICATIO *Regiæ Majestatis Sueciæ. Holmiæ* 13. *Januarii* 1676. [Copie Manuscrite & sure.]

NOS CAROLUS Dei Gratia Suecorum, Gothorum, Vandalorum Rex (*totius Titulus*) notum testatumque facimus, quòd cum præsentibus Belli stantis ad certos Navigationis & commerciorum Articulos ineundos à Celsis ac Præpotentibus D. Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii decenter requisiti fumus, nos quoque libil defiderari à nostra parte voluimus, quod non modo Commercis promovendis & conservandis, sed etiam antiquæ amicitiæ, & pottissimum Pacis restauraudæ quoquo modo conferre possit, interque Partium utrinque constituros Commissarios & Plenipotentiarios modo sequenti conventum sit.

Inseratur Tractatus.

PROinde Nos Carolus Dei Gratia Suecorum, Gothorum Vandalorumque Rex (*totius Titulus*) supradictos Articulos laudare & ratihabere voluimus, quemadmodum hisce laudamus, confirmamus, & ratificamus, promittentes eos omnes ac singulos bona fide nos servaturos, nec passuros esse, ut à nostra parte ullo modo violentur. In quorum fidem ac robur præsentes manu propria subscripsas Sigillo nostro Regio majori muniri jussimus. Actum Wennesburgi die decimo tertio Januarii, Anno millesimo sexcentesimo septuagesimo sexto. *Signatum*, CAROLUS, *& inferius* H. HOCHUSEN, cum appendente Sigillo majori in Capsula argentea.

CONVENTIO *de Formula Passeportum. Holmiæ* 21. *Junii* 1676. [Copie Manuscrite & sure.]

QUandoquidem de certa Salvi Conductûs vel Passeportûs Formula utriusque Partis Plenipotentiarii virtute Articuli VI. Commerciorum Tractatûs inter se ic convenerunt, hic inserius inserta, quam utriusque Partis Subditi sequi & observare tenentur;

Titulus.

Notum testatumque facimus, Quòd die . . . . Mensis . . . . . Anni . . . . . coram nobis comparuerit Sub-

Digitized by Google

ANNO 1675. Subditus ac Civis Civitatis . . . . . atque sub fide illius Juramenti, quo nobis obstrictus est, declaraverit, quòd Navis . . . . . circiter Lastarum capax pertineat ad Civitatem . . . . . nobisve Ditionis, jam verò de Portu . . . . . iter destinaverit versus . . . . . indeque rursus in Patriam, aut alio prout commodum visum fuerit, itura sit; idcircò cum post exactam examinationem sufficienter nobis constet, dictam Navim liberam esse, & veré ac realiter pertinere ad Subditos nostros; ab omnibus profindè ac singulis Terrarum, Mariumque Potestatibus, Regibus, Principibus, Rebus publicis, ac liberis Civitatibus, nec non Bellorum Ducibus, Thalassiarchis, Generalibus, Officialibus, Portuumque Præfectis, altisque omnibus, quibus cognita aliqua Portûs aut Maris commissa est, quibuscunque Navim hanc navigando obviam venire, quorumeunque in Classes forte incidere & transire, aut in Portubus morari contigerit, respectivè humiliter, officiosè & amicè requirimus, ut ratione Fœderum & amicitiæ, quæ mutuoque aut Superioribus cujuscunque est, ac nobiscum intercedit, dictum Navarchum cum Navi . . . . . & Personis, rebus & Mercimoniis eandem spectantibus, sine impedimento ac molestiis itinera sua liberè prosequi permittant, eique tanquam Subdito nostro cum Navi sua omnia humanitatis officia exhibeant, eadem vicissim à Nobis, omnibusque nostris Ministris & Subditis in pari vel alio casu experturi. In cujus rei fidem hasce &c. . . . . Dabantur . . . . . die . . . . . Anni . . . . .

Itaque eandem tanquam genuinam normam statuere, cujus tenorem in prædicto Articulo indigitati Officiales, uniuscujusque tamen habitâ in Curialibus Status & Conditionis fuæ ratione sequi tenentur, eidemque circà commutationem diêi Tractandi in majorem certitudinem subscribere visum fuit. Actum Holmiæ 21. Junii 1676. *Signatum.*

(*L.S.*) Ed. Ehrensteen.

(*L.S.*) J. Lagerfelt. (*L.S.*) C.C. Rumpf.

(*L.S.*) Nicolaus Gyldenstalpe.

CXLIX.

30. Dec. L'Angleterre et les Provinces-Unies. *Déclaration qui sert à expliquer certains Articles de Traitez de Marine, conclûs, entre* Charles II. *Roi de la Grande Bretagne & les Etats Généraux des* Provinces-Unies *le* ⅓. *Fevrier* 166⅝. *&* ⅓ *jour de Decembre* 1674. *Faite à la Haye le* 30. *Decembre*, 1675. [Manuscrit.]

D'Autant que quelques difficultez sont survenuës touchant l'interpretation de certains Articles rant dans le Traité de Marine qui fut conclu le ⅓ jour de Decembre 1674. que dans celui qui fut conclu le ⅓ Fevrier 166⅝. entre le Roi de la Grande Bretagne d'une part, & les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas de l'autre, au sujet de la liberté de leurs Sujets respectifs de trafiquer dans les Ports des Ennemis, de l'une ou de l'autre des Parties, Nous Guillaume Temple, Chevalier Baronet Ambassadeur Extraordinaire de Sadite Majesté de la Grande Bretagne de nom & de la part de Sadite Majesté: Et Nous Guillaume van Heuekelom, Daniel van Wyngaerden, Seigneur de Werckendam, Gaspar Fagel Conseiller & Pensionaire de Hollande, & de West-Frise, Jean de Maaregnault, Jean Baron de Rede & Renswoude, Guillaume de Haren Griefman of the Bilt, Henry ter Berg, & Luc Alting, Deputez en l'Assemblée desdits Etats Généraux pour les Etats de Gueldres, Hollande, Zelande, Utrecht, Frise, Over-Issel, Groningue, & des Ommelandes, au nom, & de la part desdits Etats Généraux, ont declaré, comme nous declarons par ces presentes, que le veritable sens & intention desdits Articles est, & doit être, que les Navires & Vaisseaux appartenant aux Sujets de l'une ou l'autre des Parties, peuvent, & pourront, à commencer du temps que lesdits Articles ont été conclûs, non seulement passer, trafiquer, & negocier d'un Port ou Place neutre, dans une Place Ennemie de l'autre Partie, ou d'une Place Ennemie dans une Place neutre; mais aussi d'un Port ou Place Ennemie, dans un Port, ou Place Ennemie de l'autre Partie, soit que lesdites Places appartiennent à un même Prince ou Etat, ou à divers Princes ou Etats avec lesquels l'autre Partie ne a guerre. Et nous declarons que c'est-là le sens & la signification veritable & naturelle desdits Articles, en conséquence dequoy nous jugeons que lesdits Articles doivent être observez & executez en toutes occasions de la part de Sadite Majesté, & de celle desdits Etats Généraux, & de leurs Sujets respectifs, de telle sorte neanmoins que ladite Declaration ne pourra pas estre alleguée par aucune des Parties, pour des choses qui soient arrivées avant la conclusion de la derniere Paix du Mois de Fevrier 167⅝. Et nous promettons que ladite Declaration sera ratifiée par Sadite Majesté, & par lesdits Etats Généraux, & que dans deux Mois, ou plûtôt s'il est possible, à compter du jour de la datte de la susdite Declaration, les Ratifications en seront apportées à la Haye pour y être échangées. En témoignage dequoy nous avons signé ces presentes à la Haye le 30. jour de Decembre 167⅝.

Signé.

(*L.S.*) W. Temple. (*L.S.*) W. Heuckelom.

(*L.S.*) D. van Wyngaerden.

(*L.S.*) Gaspar Fagel.

(*L.S.*) J. Maueregnault.

(*L.S.*) Jean *Baron van* Rede *Vryheer van* Renswoude.

(*L.S.*) W. Haren.

(*L.S.*) H. Ter Bergh.

(*L.S.*) L. Alting.

CL.

Articles of Peace & Commerce between the most Serene Prince Charles II. *King of Great Britain, and the most Illustrious Lords,* Halil *Bashaw,* Ibrahim *Dey, Aga, Divan, &c. and Governours of the noble City and Kingdom of* Tripoly *in Barbary; Concluded the* 5 *day of March Old Style; and the Year of Jesus-Christ* 1675. *being the last day of the Moon* Zelhedga *and the Year of the Hegira* 1086. [Sur l'Imprimé à Londres by his Majesties Command by the assigns of John Bill, and Christopher Barker. 1676. in IV.] 1675. 1676. 5 Mars.

C'est-à-dire,

Articles du Traité de Paix & de Commerce conclu entre le Serenissime Prince Charles II. *Roi de la Grande Bretagne & les Illustres Seigneurs* Hali *Bacha,* Ibraim *Dey, Aga, Divan, & Gouverneurs de la Ville & Royaume de* Tripoli *en Barbarie, le* 5. *de Mars Vieux Stile l'an de Jesus-Christ* 1675. *& le dernier jour du Mois* (1) Zelhedga *l'an de l'Hegire* 1086.

IN the first place it is agreed and concluded, That from this day, and for ever forward, there be a true, firm and inviolable Peace between the most Serene King of *Great Britain, France and Ireland*, Defender of the Christian Faith, &c. and the most Illustrious Lords, the Bashaw, Dey, Aga, Divan and Governours of the City and Kingdom of *Tripoli* in *Bar-*

(1) *Zelhedga* dernier Mois de l'année des Turcs, qu'on peut aussi écrire, & prononcer *Zilkeiga*, ou *Zilcega*, & qu'on appelle encore *Dulkeiga*, ou *Dulcaigedeh*. Au reste cette date diffère d'un an entier du Calcul de *Nicolas Mahot*, qui a été suivi par le Pere *Labat*, & par *Ramsay*. [Dum.]

ANNO 1675. 1676.

Barbary, and between all the Dominions and Subjects of either side, and that the Ships or other Vessels, and the Subjects and People of both sides, shall not henceforth do to each other any harm, offence or injury, either in word or deed, but shall treat one another with all possible respect and friendship.

II. That any of the Ships or other Vessels belonging to the said King of *Great Britain*, or to any of His Majesties Subjects, may safely come to the Port of *Tripoli*, or to any other Port or place of that Kingdom, or Dominions thereunto belonging, freely to buy and sell, without the least disturbance, paying the usual Customs as in former times hath been paid for such goods as they sell, and for the goods they sell not, they shall have free liberty to carry on board of their own Ships, without paying any duties for the same, and when they please they shall freely depart from thence, without any stop, hindrance, or molestation whatsoever.

III. That all Ships and other Vessels, as well those belonging to the said King of *Great Britain*, or to any of His Majesties Subjects, as also those belonging to the Kingdom or People of *Tripoli*, shall freely pass the Seas, and Traffique where they please, without any search, hindrance, or molestation from each other; and that all persons or Passengers of what Country soever, and all Moneys, Goods, Merchandises and moveables, to whatsoever People or Nation belonging, being on board of any the said Ships or Vessels, shall be wholly free, and that not be stopped, taken or plundered, nor receive any harm or damage whatsoever from either party.

IV. That the *Tripoli* Ships of War, or other Vessels thereunto belonging, meeting with any Merchant Ships or other Vessels of the King of *Great Britain*, Subjects, not being in any of the Seas appertaining to His Majesties Dominions, may send on board one single boat with but two Sitters, besides the ordinary Crew of Rowers, and no more but the two Sitters to enter any of the said Merchant Ships or any other Vessels, without express leave from the Commander of every such Ship or Vessel, and then upon producing unto them a Pass under the hand and seal of the Lord High Admiral of *England*, the said Boat that pretently depart, and the Merchant Ship or Ships, Vessel or Vessels shall proceed freely on her or their Voyage: and although the Commander or Commanders of the said Merchant Ship or Ships, Vessel or Vessels produce no Pass from the Lord High Admiral of *England*, yet if the major part of the said Ships or Vessels Company be Subjects to the said King of *Great Britain*, the said Boat shall presently depart, and the Merchant Ship or Ships, Vessel or Vessels shall proceed freely on her or their Voyage: and if any of the said Ships, of War, or other Vessels of His said Majesty meeting with any Ship or Ships, Vessel or Vessels belonging to *Tripoli*, if the Commander or Commanders of any such Ship or Ships Vessel or Vessels, shall produce a Pass firmed by the Chief or Governours of *Tripoli*, and a Certificate from the *English* Consul living there; and if they have no such Pass or Certificate, yet if the major part of their Ships Company or Companies, be Turks, Moors, or Slaves belonging to *Tripoli*, then the said *Tripoli* Ship or Ships, Vessel or Vessels shall proceed freely.

V. That no Commander or other person of any Ship or Vessel of *Tripoli* shall take out of any Ship or Vessel of His said Majesties Subjects, any person or persons whatsoever, to carry them any where to be examined, or upon any other pretence, nor shall use any torture or violence to any person of what Nation or Quality soever, being on board any Ship or Vessel of His Majesties Subjects, upon any pretence whatsoever.

VI. That no Shipwrack belonging to the said King of *Great Britain*, or to any of His Majesties Subjects, upon any part of the Coast belonging unto *Tripoli*, shall be made or become Prize; and that neither the goods thereof shall be seised, nor the men made Slaves, but that all the Subjects of *Tripoli* shall do their best endeavours to save the said Men and their goods.

VII. That no Ship or any other Vessel of *Tripoli* shall have permission, to be delivered up, or to go to any other place in enmity with the said King of *Great Britain* to be made use of as Corsairs or Sea Rovers against His said Majesties Subjects.

VIII. That none of the Ships or other smaller Vessels of *Tripoli* shall remain cruising near His said Majesties City and Garrison of *Tangier*, or in sight of it: nor any other way disturb the Peace and Commerce of that place. ANNO 1675. 1676.

IX. That if any Ship or Vessel of *Tunis*, *Algiers*, *Tetuan* or *Sally*, or any other place being in Warr with the said King of *Great Britain*, bring any Ships, Vessels, Men or Goods belonging to any of His said Majesties Subjects to *Tripoli*, or to any Port or place in that Kingdom, the Governor there shall not permit them to be sold within the Territories of *Tripoli*.

X. That if any of the Ships of Warr of the said King of *Great Britain* do come to *Tripoli*, or to any other Port or place of that Kingdom with any Prize, they may freely sell it, or otherwise dispose of it at their own pleasure, without being molested by any: And that His Majesties said Ships of Warr shall not be obliged to pay Customs in any sort; And that if they shall want Provisions, Victuals, or any other things, they may freely buy them at the Rates in the Market.

XI. That when any of His said Majesties Ships of Warr shall appear before *Tripoli*, upon notice there of given to the *English* Consul, or by the Commander of the said Ships to the Chief Governours of *Tripoli*, publick Proclamation shall be immediately made to secure the Christian Captives; and if after that any Christians whatsoever make their escape on board of any of the said Ships of Warr, they shall not be required back again, nor shall the said Consul, or Commander, or any other His said Majesties Subjects be obliged to pay any thing for the said Christians.

XII. That if any Subjects of the said King of *Great Britain* happen to die in *Tripoli*, or in it Territories, his Goods or Moneys shall not be seised by the Governours or any Minister of *Tripoli*, but shall all remain with the *English* Consul.

XIII. That neither the *English* Consul nor any other Subject of the said King of *Great Britain* shall be bound to pay the Debts of any other of His Majesties Subjects, except that they become Surety for the same by a publick Act.

XIV. That the Subjects of His said Majesty in *Tripoli* or its Territories, in matter of controversie, shall be liable to no other Jurisdiction but that of the Dey or Divan, except they happen to bear difference between themselves; in which case they shall be liable to no other determination, but that of the Consul onely.

XV. That in case any Subject of His Majesty being in any part of the Kingdom of *Tripoli* happen to strike, wound or kill a Turk or a Moor, if he be taken, he is to be punished the same manner, and with no greater severity then a Turk ought to be, being guilty of the same offence; but if he escape, neither the said *English* Consul, nor any other of His said Majesties Subjects shall be in any sort questioned or troubled therefore.

XVI. That the *English* Consul now or at any time hereafter living in *Tripoli*, shall be there at all times with entire freedom and safety of his Person and Estate; and shall be permitted to choose his own Druggerman and Broker, and freely to go an board any Ship in the Road, as oft en and when he pleases: And to have the liberty of the Country; and that he shall be allowed a place to pray in; and that no man shall do him any injury in word or deed.

XVII. That not onely during the continuance of this Peace and Friendship, but likewise if any breach or War happen to be hereafter between the said King of *Great Britain* and the City and Kingdom of *Tripoli*, the said Consul, and all other His said Majesties Subjects inhabiting in the Kingdom of *Tripoli*, shall always, and at all times both of Peace and War have full and absolute liberty to depart, and go to their own or any other Country upon any Ship or Vessel of what Nation soever they shall think fit, and to carry with them all their Estates, Goods, Families and Servants, although born in the Countrey, without any interruption of hindrance.

XVIII. That no Subject of His said Majesty, being a Passenger from, or unto any Port, shall be any way molested or medled with, although he be on board any Ship or Vessel in enmity with *Tripoli*.

XIX. That whereas a War hath lately happened between the most Serene King of *Great Britain* and the most Illustrious Lords, *Hadi* Basha, *Ibraim* Dey, Aga, Divan

ANNO 1675. 1676.

Divan and Governours of the Noble City and Kingdom of *Tripoli in Barbary*, by reason of the injuries done to the King of *Great Britain* and His Subjects, by the Government and People of *Tripoli*, contrary to the Article of Peace, We *Ibsi* Bulla, *Ibraim* Dey, Aga, Divan and Governours of the Noble City and Kingdom of *Tripoli in Barbary*, do acknowledge the injuries done, and that the breach of the Peace between His most Excellent Majesty the King of *Great Britain* and us of *Tripoli*, was committed by our Subjects, for which some are banished, and some fled from our Justice; and for further satisfaction to His most Excellent Majesty, for the breach of Articles, we are sorry for the same, and do by these engage to set at Liberty and deliver unto the Right Honourable Sir *John Narbrough* Knight, Admiral of His Majesties Fleet in the *Mediterranean* Seas, all *English* Captives residing in the City and Kingdom of *Tripoli* and Dominions thereunto belonging, without paying any ransom for them: And likewise by setting at liberty and delivering unto the said Sir *John Narbrough* Knight, all other persons taken under *English* Colours, without paying any ransom for them, and by paying Eighty Thousand Dollars in Moneys, Goods and Slaves to the aforesaid Sir *John Narbrough* Knight: And moreover, We do engage our selves and Successors, That if any injuries for the future be done contrary to these Articles by the Government and People of *Tripoli*, to the King of *Great Britain* and His Subjects; if upon demand of satisfaction from the Government and People of *Tripoli*, We or they refuse or deny to give satisfaction therefore, so that a War be occasioned thereby between the King of *Great Britain* and the Government and People of *Tripoli*, We do engage Our selves and Successors to make restitution for the injuries done; and likewise to make satisfaction to the King of *Great Britain* for the full charge and damage of that War.

XX. That no Subject of the King of *Great Britain*, *&c.* shall be permitted to turn Turk or Moor in the City and Kingdom of *Tripoli*, being induced thereunto by any Surprisal whatsoever, unless he voluntarily appear before the Dey or Governour with the *English* Consuls Druggerman three times in twenty four hours space, and every time declare his resolution to turn Turk or Moor.

XXI. That at all times when any Ship of War of the King of *Great Britain*, *&c.* carrying His said Majesties Flagg at the Main Topmast-head, appear before the said City of *Tripoli*, and come to Anchor in the Road; that immediately after notice thereof given by His said Majesties Consul, or Officer from the Ship, unto the Dey and Government of *Tripoli*, they shall in honour to His Majesty cause a salute of One and Twenty Cannon to be shot off from the Castles and Forts of the City, and that the said Ship shall return an answer by shooting off the same number of Cannon.

XXII. That presently after the signing and sealing of these Articles by us *Ibsi* Bashaw, *Ibraim* Dey, Aga, Divan and Governours of the Noble City and Kingdom of *Tripoli*, all injuries and damages sustained on either part shall be quite taken away and forgotten, and this Peace shall be in full force and vertue, and continue for ever: And for all depredations and damages that shall be hereafter committed or done by either side, before notice can be given of this Peace, full satisfaction shall be immediately made, and whatsoever remains in kind shall be intirely restored.

XXIII. That whensoever it shall happen hereafter that any thing is done or committed by the Ships or Subjects of either side, contrary to any of these Articles, satisfaction being demanded therefore, shall be made to the full, and without any manner of delay; and that it shall not be lawful to break this Peace, until such satisfaction be denied: And our Faith shal be our Faith, and our Word our Word; and whosoever shall be the cause of the breaking of this Peace, shal assuredly be punished with present death.

Confirmed and Sealed in the presence of Almighty God the 9th day of March *Old Style, and the Year of Our Lord* Jesus-Christ 1674, *being the last day of the Moon* Zelhedga, *and the Year of the* Hegira 1086.

(*L.S.*) Bashaws Seal.
(*L.S.*) Deys Seal.
(*L.S.*) Aga's Seal.

ANNO 1676.

CLI.

Mars.

Foedus Defensivum inter Regem HISPANIÆ, *& Dominos Ordines Generales* FOEDERATI BELGII *ab una, &* PHILIPPUM WILHELMUM *Comitem Palatinum Rheni, & Ducem Neoburgicum parte ab altera. Actum* (1) *mense Martio* 1676. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

AMicitia, Correspondentia, & unio cum semper exoptabilis sit inter Principes & Status vicinos, ea certè, si unquam, nunc necessaria est periculosis illis temporibus, quæ defectu bonæ unionis, invationibus, & devastationibus Provinciis cuique exponunt, & quemadmodum Deus impositit obligationem omnibus Regentibus providendi conservationi suorum Subditorum, ita ille principalis & unicus scopus hujus Foederis est, in tantum, ut Confœderati non intendant ullum offendere, fed tantum conservare velint suos Status & Provincias, & juvante gratiâ Divinâ reducere Pacem & quietem in hæc vicinia.

I. Propereæ ad fluem istum Confœderati invicem promittunt non fotùm bonam, & sinceram amicitiam, & Correspondentiam, bonis suis officiis, toties quoties poterint, invicem procurandi omnia possibilia incrementa, sed etiam sibi mutuò assistendi contra omnes inimicos præsentes & futuros, & contra omnes illos qui durante hoc Bello intervenient, prout sequitur.

II. Sua Serenitas promittit spatio unius mensis post signaturam præsentis Tractatûs, ultra sua præsidia ordinaria, mittere quater mille Pedites, quingentos Equites, & quingentos Dragones, eosque sustentare.

III. Regia Catholica Majestas & Status Generales promittunt statim post signatos hosce Tractatus Serenitati suæ Subsidiorum loco pro feriendo Milite solvere 36000. Imperialium, solutione æquis partibus inter suam Regiam Majestatem & Status Generales dividendâ.

IV. Pro sustentatione dicti Militis singulis mensibus eadem Mediocritas proportionè, Regia Sua Majestas, & Status Generales solvent 12000. Imperialium pourti pecuniâ, duodecim menses per annum numerando.

V. Memoratæ Copiæ dilribuentur in sex Legiones, quarum quatuor Pedites, unum Equites, Dragonique itidem unum constituent.

VI. Initium solutionis Mensfruæ fiet quamprimum Serenitas sua complerum habuerit numerum dicti Militis, idque nuntiaverit Majestati Suæ, ejusdemve Gubernatori Generali, & Præpotentibus Statibus unitis.

VII. Quoliber Mense solutio antecipatò fiat sine defectu, continuanda tamdiu, quàm hoc Bellum duraverit.

VIII. Liberum sit Confœderatis sustrare dictas Copias simul, vel partem earum feorsim, juxta modum communi consilio statuendum, debebuntque Officiales obedire mandatis, quæ dabuntur hac in re omnium consensu approbata.

IX. Operabuntur Milites, ubi Sacra Cæsarea Majestas Imperium, & Confœderati per majora judicaverint, magis profiteum, sive ad Rhenum, sive ad Mosellam, sive ad Mosam sive alibi, & casu quo cum exercitu Imperatoris vel seorsim, si Sua Majestas Cæsarea eos aliorsum occupari pro bono causæ communis consultum judicaverit, vel etiam conjungi cum Hispanis, Hollandisve per omnia cum aliis æqualiter tractandi sint, tam in Hospitantibus, pabulis, quàm aliis necessitatibus & commoditatibus, procuraturque, ut ubicunque fuerint, panem & reliqua, justo saltem pretio habere possint.

X. Verùm quemadmodum Confœderati satis benè comprehendunt, quantum interfit causæ communis, Serenitatis suæ Ditiones, & munimenta, præsertim in Ducatu Juliacensi sita, ab Hoste neutiquam occupari,

Rr

(1) La date de tien & de jour qui manque ici, fe peut fupplécr par une Traduction Françoife du même Traité qu'on le trouve dans les Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. I. pag. 797. & dans la premiere Edition de ce Grand Recueil Tom. IV. pag. 173. Elle y eft marquée de la Haye le 26. Mars 1676. C'eft auffi vraisemblable à quoi elle peut ſervir, car elle eſt au refte fort defectueuſe, & l'Article ſuivant y manque tout entier. (Dum.)

Digitized by Google

ANNO 1676. ita conventum eſt, quod, ſi immineret apparens periculum, non ſolùm revocare ſuos Milites liberum ſit Serenitati ſuæ, ſed etiam ſine ullo obſtaculo, præſertim omnis facilitas, commoditas, & auxilium, imò Catholica Majeſtas, & Præpotentes Domini Generales Status prout neceſſitas, & Serenitas ſua pro ratione periculi Ditionum ſuarum exegerit, ſuos proprios Exercitus prompto mittant ſubſidio, tam bonâ fide, & tantâ celeritate, vigore & zelo, ſicut in ſimilibus caſibus pro propria ſalute faceret, Serenitatis ſuæ emolumenta in omnibus & per omnia æquiparatura.

XI. E contra omnia Confœderatorum Fortalitia & Præſidia mutuæ ſervient ſecuritati, receptui, rei frumentariæ, & commeatus proviſioni, ſtatuaturque communi Conſilio modus cohibendi commoditates, quas Hoſtium Præſidia ex Confœderatorum Provinciis hucusque extraſſre.

XII. Confœderati ſemper convenient maturè & bona fide, de forma, modo, & propoſitis operationum, quibus durantibus quilibet Officiales in Conſilio Bellico, Imperiendi mandatis & Imperiis, aliisque actionibus occaſionibus locum & ordinem tenebunt, ætati, ſenio, & dignitati convenientem.

XIII. Guarantiam & immunitatem promittunt Regia Catholica Majeſtas, & Præpotentes Domini Generales Status, pro Serenitatis ſuæ Provinciis, nominatim Ducatu Neoburgenſi, Juliacenſi, & Bergenſi, & Dynaſtia Ravenſtainenſi ab omnibus Hoſpitationibus Hybernis, Etaſtionibus, Transitibus, Depræ dationibus, quantum quidem attinet ad proprios ſuos Milites. Quoad reliquos verò pollicentur interpoſitores ſe bona & efficacia officia, apud Særam Cæſaream Majeſtatem aliosque Confœderatos, ut idem ex illorum parte fiat.

XIV. Et ſi exigente neceſſitate unius Confœderatorum Milites, per alterius Confœderati Ditiones transire opus foret, id non fiat, niſi prius de modo conveniatur, ſique conſentiat, & dirigat, per cujus Ditiones transeundum ſit, ſervatis bono ordine, & exacta diſciplinâ, ſolvaturque juſto & rationabili pretio, quod ultra ſimplex pabulum (*fourage*) acciperur.

XV. Liberum eſto Confœderatis, quas & quantas-libet & licebit ab hoſtibus contributiones exigere, exceptis locis, ubi nnus aut alter Confœderatorum contributiones ſuas jam ſtabiliverit.

XVI. Et ſicut Serenitas ſua magnos ſumptus Præſidiis, rei Tormentariæ & frumentariæ, aliisque Proviſionibus, Fortificationibus, & mille aliis cautis impendere debebit, ultra id, quod conſtabit collectio & ſuſtentatio dictarum Legionum, Regia Catholica Majeſtas & Præpotentes Domini Generales Status procurabunt pro Serenitatis ſuæ Milite bona Hyberna, ſive in hoſtico, ſive alibi, mediante aſſignatione Cæſaræ Majeſtatis in compenſationem tantarum Expenſarum, quibus penoniſſa Subſidia non ſufficiunt.

XVII. Confœderati non turbabunt, nec turbari permittent libertatem Commerciorum ex unius Provincia in alterius Ditiones, ſive obligando Subditos ad redimendos Salvos Conductus, ſive imponendo Gabellas & exactiones ante hoc Bellum inuſitatas, Perſonis, Equis, Curribus, ſive reddendo vias minùs tutas & ſecuras excurſionibus &c. Dabuntuque mandata, ut hujusmodi abuſus & exceſſus impoſterum non amplius committantur, conceſſa tamenque poteſtate, omni quo fieri poterit meliori modo comprehendendi Transgreſſores, ſive Officiales fuerint, ſive gregarii Milites, remittendi, eaſu quo vivi fuerint capti, ad proximæ Præſidia, vel Officiales, ſeverâ & exemplari caſtigatione deputione uſuros.

XVIII. Poſt conclu ſum iſtum Tractatum nullus Confœderatorum poterit facere Tractatum Armiſtitii, vel Treugæ cum hoſte, niſi communicum, & communi conſenſu, ſed eaſu quo ineunda eſſet aliqua negotiatio ſive Pacis, ſive Treugæ, ea inſtitui nequeat per unum, ſine participatione aliorum Confœderatorum, eodem tempore ipſis faciendi, & quamprimum imperaverit pro fe, obtineat etiam pro Confœderatis eandem facultatem & ſecuritatem pro aliorum Miniſtris ad locum Tractatus mittendis.

XIX. Obligati ſint etiam Confœderati ad reciprocam & fidelem communicationem illius, quid tempore dicti Tractatus fiat, & nullos ad concluſionem Pacis, aut Armiſtitii ad aliquot annos procedat, non comprehenſis aliis, & ſi petant, reſtituris, in ſuos Status, Provincias, Civitates, & Munimenta, Uſum, & Exercitium Jurium & Libertatum, quæ fuerant antea conſueta, & uſitata ante hoc Bellum. Imo eadem Guarantia pro aliis, item jus, Libertates, exemptiones paſciscenda ſint, quæ ſibi ipſi quis ſtipulatus fuerit, niſi in hoc puncto Confœderati inter ſe aliter convenirent. ANNO 1676.

XX. Ratificationes à Regia Catholica Majeſtate & Confœderatis Statibus debitâ & bonâ formâ intra ſex ſeptimanas extradantur per Plenipotentiarios Regiæ Catholicæ Majeſtatis & Præpotent. Dom. General. Stat. qui Tractatui huic ſubſcripſere. Interim Exemplaria ſignata & ſigillo Serenitatis ſuæ corroborata communicatur Miniſtris Sereniſſimi Electoris Brandeburgici Hagæ-Comitis extradenda, quatnprimum Sereuitas ſua acceperit 36000. Imperial. de quibus diſpoſitum eſt ſuperius Articulo tertio. Actum Menſis Martii 1676.

Articulus ſeparatus.

Licet nonus Articulus Tractatus inter Regiam Catholicam Majeſtatem & Præpot. Dominos Generales Status ex unâ, & Sereniſſimum Principem Palatinum Ducem Neoburgicum ex altera parte hodie concluſi præ ſe ferat, quod Legiones ſibi ſue Serenitatis operaturæ ſint, ubi Sua Cæſarea Majeſtas, Imperium, & ſupradicti Confœderati per pluralitatem votorum pro bono eauſæ communis judicaverint proficuum, nihilominus hoc Articulo ſeparato conventum eſt, quòd hoc regulandum non ſit, niſi juxta pluralitatem votorum trium horum Confœderatorum ſupradicti Tractatus, ita tamen, ut hæc ordinatio ſemper fiat per approbationem (conſenſu) & conſenſum Sua Cæſaræ Majeſtatis. In cujus fidem factus & ſignatus eſt Articulus iſte, eque obſervandus ac ipſe Tractatus principalis 26. Martii 1676.

CLII.

Traité (1) entre Louïs XIV. *Roi de France,* 23. Mai. *&* Ferdinand *Evêque & Prince de Munſter & de Paterborn, pour détacher ce Prince du parti des Alliez, & pour l'engager dans ſes Interêts. Fait le* 23. *Mai* 1676. [Lettres & Negociations des Ambaſſadeurs de France à la Paix de Nimegue Tom. I. pag. 94.]

Les Facilitez que le Roi apporte encore tous les jours à la Paix, au milieu des heureux progrez de ſes Armes, ayant fait connoître à Monſieur l'Evêque de Munſter, l'injuſtice des Ennemis de Sa Majeſté, à repondre à de ſi favorables propoſitions; Et Son Alteſſe (2) *connoiſſant auſſi bien que la priſe du Duché de Brême, qui eſt ſi legitimement acquis à la Suede, que le Traité de Weſtphalie eſt contraire aux mêmes Traitez*, apporteroit de nouveaux obſtacles à la Paix generale, elle a crû qu'elle ne pouvoit mieux contribuer à les detourner, qu'en travaillant à empêcher la perte de cette Province, & en faiſant avec le Roi, une nouvelle Alliance qui le mette en état d'y réüſſir, & de s'oppoſer aux Ennemis qu'une ſi juſte réſolution pourra lui attirer. Monſieur l'Evêque de Munſter a auſſi réſolu de prendre des meſures avec le Roi, pour mettre ſa perſonne & ſes Etats en ſureté, contre la haine & la mauvaiſe volonté que les Etats Généraux des Provinces-Unies ont continué de lui témoigner, depuis mêmes que par leurs artifices, ils l'ont attiré dans leur parti; & Sa Majeſté ayant été informée, a ordonné lui faire connoître la puiſſante protection qu'il doit attendre d'elle, & l'eſtime particuliere qu'elle a toûjours eu pour Son Alteſſe, auſſi-bien que le cas qu'elle fait de ſon Alliance. Sadite Majeſté a donné Pouvoir au Sieur Bidal, Conſeiller en ſes Conſeils, & ſon Reſident en la baſſe Allemagne, de prendre avec Monſieur l'Evêque de Munſter toutes les meſures conformes à un ſi juſte deſſein, & Son Alteſſe a commis le Sieur Vingegens ſon Député pour en convenir avec lui. Ils ont arrêté & ſigné les Articles qui ſuivent, après la communication reciproque de leurs Pouvoirs.

I. Mon-

(1) Ce Traité, quoi que ſigné des deux parts, ne fut point executé. Il reſtoit à l'a Ratification. [Dum.]

(2) *Connoiſſant auſſi bien &c.* Il me paroît que ce paſſage eſt corrompu, soit par la faute des Copiſtes, ou par celle des Imprimeurs, & qu'il faut lire: *Connoiſſant auſſi, que la priſe du Duché de Brême, qui eſt ſi legitimement acquis à la Suede, par le Traité de Weſtphalie, eſt contraire aux mêmes Traitez.* [Dum.]

Digitized by Google

ANNO 1676.

I. Monſieur l'Evêque de Munſter, s'oblige non-ſeulement de dégager la Ville de Stade des Troupes Ennemies, qui la tiennent comme bloquée, mais de lui donner même du ſecours s'il eſt néceſſaire, & de déclarer inceſſamment qu'il eſt réſolu de ſecourir la Suede, dans la poſſeſſion des Provinces de Breme & de Verden, qui lui ſont légitimement aquiſes par les Traités de Weſtphalie.

II. Après avoir ainſi contribué à dégager Stade, Monſieur l'Evêque de Munſter ſe déclarera auſſi contre les Hollandois, & pour la défence du Duché de Breme, commencera le vingt ou vingt cinquieme du Mois de Juin de la preſente année au plûtard, & entrera alors en action avec une Armée de quinze mille Hommes effectifs contre les Hollandois, & contre les Ennemis du Roi, excepté l'Empereur, pourvû que Sa Majeſté Imperiale n'envoye pas les Troupes dans le Duché de Breme, dont il entreprend la défence.

III. Si en balne de la réſolution que Son Alteſſe prend de défendre le Duché de Breme, les Allies attaquoient ſes Troupes ou ſes Soldats, je dis ſes Etats, la réſiſtance qu'il fera pour s'y oppoſer ſera tenuë pour une véritable Action, & aura la même force que la rupture porte ci-deſſus.

IV. Monſieur l'Evêque de Munſter recevra de la main du Roi un Subſide pour les quinze mille Hommes, avec leſquels il s'engage d'agir, & celui qui ſera de la part de Sa Majeſté dans l'Armée de Son Alteſſe en pourra faire la Revuë tant en général, qu'en particulier.

V. Pour contribuer à mettre Monſieur l'Evêque de Munſter en état de ſatisfaire plus facilement aux engagemens de ce Traité, le Roi lui fera payer la Somme de trente deux mille Ecus blancs Monnoye de France, & cette Somme ſera employée à l'entretien de ſes Troupes.

VI. En conſidération des dépenſes extraordinaires que Monſieur l'Evêque de Munſter devra faire pour entrer en action, le Roi veut bien lui donner encore cent mille Ecus, payable la moitié le jour de la rupture, & l'autre moitié enſuite, en cinq mois conſecutifs, ſçavoir dix mille Ecus par mois, qui ſeront avec les trente deux mille de l'Article précédent, quarante deux mille Ecus par Mois pendant leſdits cinq Mois.

VII. Le Roi s'oblige auſſi de lui faire payer leſdits trente-deux mille Ecus un Mois d'avance, & les Lettres de change lui en ſeront délivrées, ou payées à Paris Monnoye de France; ainſi qu'il a été dit ci-deſſus, mais auſſi lorſque les Troupes de Monſieur l'Evêque de Munſter auront pris des Quartiers dans le Païs Ennemi, en ce cas ladite Somme de trente-deux mille Ecus ſera reduite à vingt mille Ecus par Mois, & cette reduction durera tant que Son Alteſſe jouira desdits Quartiers.

VIII. Sa Majeſté ne ſera tenuë au payement de tous les Subſides marquez ci-deſſus, que lorſque Monſieur l'Evêque de Munſter ſera effectivement entré en Guerre contre les Hollandois, ou contre les autres Ennemis du Roi, avec quinze mille Hommes. En ce cas ils lui ſeront auſſi-tôt payez ponctuellement en la forme portée dans les ſuſdits Articles.

IX. En cas auſſi que la Ville de Stade ſoit tellement preſſée, que pour en détourner la perte, on n'ait pas le tems d'attendre la Ratification du preſent Traité, Monſieur l'Evêque de Munſter entreprendra la défenſe, & le Secours de cette Place, avant ladite Ratification.

X. Les Subſides ſeront payez de même à Son Alteſſe du jour qu'elle entrera en action, encore qu'il précédât la Ratification.

XI. Le Roi veut bien conſentir qu'il envoye ſa cote part des Troupes, comme elle eſt reglée preſentement, & Sa Majeſté s'oblige, de même comme Monſieur l'Evêque de Munſter de ſon côté, de ne point faire la Paix, ni de Trêve ſans ſa participation, & d'avoir un ſoin particulier de ſes avantages.

XII. Sa Majeſté rendra auprès du Roi de Suede à Monſieur l'Evêque de Munſter, tous les bons offices qui dépendront de Sa Majeſté pour lui faire ceder ſes Baillages de Wilhauſen & de Thendenkſen, dépendans du Duché de Breme, & lui en donnera ſa Garantie ſi la Suede y conſent.

XIII. Comme tous les engagemens du preſent Traité n'ont pour but, que l'avancement de la Paix, tous les Princes qui auront les mêmes bonnes intentions pourront y entrer aux mêmes conditions, & le Roi ſera ce qui ſera poſſible pour porter ſur tout Monſieur le Duc d'Hanover à prendre les mêmes engagemens, ſans pourtant que cette condition puiſſe empêcher, ou retarder l'exécution du preſent Traité, qui durera juſques à la Paix générale. ANNO 1676.

Tous les Articles ci-deſſus, ſeront ratifiez en bonne forme par le Roi, & par Monſieur l'Evêque de Munſter dans un Mois, ou plûtôt s'il eſt poſſible. En foi de quoi, ledit Sieur Bidal de la part de Sa Majeſté, & le Sieur Vingtgens de celle de Son Alteſſe ont ſigné.

CLIII.

Conventio inter CAROLUM XI. *Regem Sueciæ & Ordines Generales* FOEDERATORUM BELGII PROVINCIARUM *de Formulâ Paſſeportuum, hinc inde concedendorum. Holmiæ die 24. Junii* 1676. [Voyez-la ci-devant ſous le 26. Novembre 1675.] 24. Juin.

CLIV.

Déclaration de Guerre de LOUÏS XIV. *Roi de France, contre le Roi de* DANNEMARCK. *Du vingt-huitiéme Août* 1676. [FREDER. LEONARD. Tom. VI.] 28. Août.

De par le Roi.

SA Majeſté ſçachant qu'au préjudice du Traité de Païs ſigné à Coppenhagnen en l'année 1660. entre la Suede & le Danemark, de l'execution duquel Sa Majeſté a donné ſa Garantie; le Roi de Danemark n'a pas laiſſé d'attaquer & faire la Guerre au Roy de Suede, ſans que de ſa part il ait aucunement contrevenu audit Traité de Païx, ni que les offices amiables que Sa Majeſté a fait faire par ſon Ambaſſadeur auprés du Roi de Danemark, pour prévenir cette Guerre, l'ayent pû empescher. Et Sa Majeſté eſtimant qu'il y va de ſa gloire de ne pas ſouffrir une telle contravention audit Traité, ni qu'un Prince avec qui elle eſt en Paix & Alliance, ſoit attaqué par ledit Roi de Danemark, ſans s'en reſſentir. Sa Majeſté, pour les raiſons & conſiderations ſuſdites, a declaré & declare par la preſente, ſignée de ſa main, avoir arreſté & reſolu de faire la Guerre au Roi de Danemark, tant par Mer que par Terre. Enjoint pour cet effet Sa Majeſté à tous ſes Sujets, Vaſſaux & Serviteurs, de courre ſus aux Sujets, Vaſſaux & Serviteurs dudit Roi de Danemark; & leur a deffendu & deffend d'avoir cy-après avec eux aucune Communication, Commerce ni Intelligence, à peine de la vie. Et pour cette fin Sa Majeſté a dés à preſent revoqué & revoque toutes Permiſſions, Paſſe-ports, Sauve-gardes & Sauf-conduits qui pourroient avoir eſté accordez par Elle ou ſes Lieutenans Generaux, & autres ſes Officiers, contraires à la preſente, & les a declarez nuls & de nulle valeur, deffendant à qui que ce ſoit d'y avoir aucun égard. Mande & Ordonne Sa Majeſté à Monſieur le Comte de Vermandois Amiral de France, aux Mareſchaux de France, Gouverneurs & Lieutenans Generaux pour Sa Majeſté en ſes Provinces & Armées, Mareſchaux de Camp, Colonels, Meſtres de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ſes Gens de Guerre, tant de Cheval que de Pied, François, Etrangers, & tous autres ſes Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la Preſente ils faſſent executer chacun à ſon égard dans l'eſtenduë de leurs Pouvoirs & Jurisdictions. Car telle eſt la volonté de Sa Majeſté, laquelle entend que la Preſente ſoit publiée & affichée en toutes ſes Villes, tant Maritimes qu'autres, & en tous les Ports, Havres, & autres Lieux de ſon Royaume que beſoin ſera, à ce qu'aucun n'en prétende cauſe d'ignorance. FAIT à Verſailles le 28. jour d'Août 1676. *Signé*, LOUIS, *Et plus bas*, LE TELLIER.

CLV.

Receß zwiſchen Ihro Hochfürſtl. Gnaden Chriſtoph Bernhard Biſchoffen von Münſter, und Ihro Hochfürſtl. 2. Août.

Digitized by Google

ANNO 1676. fürſtl. Durchl. Georg Wilhelm und Rudolph Auguſten Hertzogen zu Braunſchweig und Lunenburg/ wegen Conjunction der Waffen/ zu Sicherung wieder die Feinde und Erhaltung der Bremiſchen Conquêten aufgerichtet. Bremen-Vörden den 3. Aug. 1676. [Titre de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

C'eſt-à-dire,

Recès ou Traité entre le Reverendiſſime CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque & Prince de Munſter, & les Sereniſſimes Ducs de Brunzvic-Luneburg,* GEORGE GUILLAUME, *&* RODOLPHE AUGUSTE, *pour la jonction de leurs armes, & pour maintenir l'occupation du Duché de Breme, contre la Suede. A Bremer-Vord le 19-29. d'Août 1676.*

Ob wiſſen demnach Ihre Hochfürſtl. Gnaden zu Münſter / und Ihre Durchl. Herr Georg Wilhelm / und Herr Rudolph Auguſtus Hertzogen zu Braunſchweig und Lüneburg/ beede Hertzogthümer Grehmen und Verden / ſambt denen Gottlichen Stands durch ihre Waffen glücklich erobert / und ſich derſelben Schlagen/ wie ſie nach ſolcher eroberung ihre Waffen conjungiren/ und ferner wieder die gemeine Feinde nützlich employ ren/ unterdem auch ſich bey den conqueſtirten beiden Hertzogthümern/ beſſer geſtalt und kräfftiger guarantiren mögten; ſo iſt gut befunden und verglichen/

I. Daß Hochgedachte Ihro Hochfürſtl. Gnad. zu Münſter ꝛc. und der Herren Hertzogen Durchl. zu vorbelagten Ende/ eine mit nöthiger Feld-Artollerie wohl verſehene Armee von 2000. Mann auf die Beine und zuſammen bringen/ auch nothfall beſelbe bis auf 30000. Mann verſtercken und vergrößern wollen.

II. Und ſind Ihro Hochfürſtl. Gnaden zu Münſter vor hochgedacht des erbiethens / zu ſolchen 14000. vor erſt 8000. zu Fuß und 3000. zu Pferd mit nöthigen Dragoner / auch bey einer jeden Batallion die nöthige Feldſtücke und Feuer-Morſer herzugeben.

III. Damit nun der intendirende zweck deſto füglicher zu erreichen/ ſoll obbeſagte Armee jederzeit conjungt bleiben/ und nicht verſtheilet noch diſtrahiret/ vielweniger anderen Armeen unter oder dergeſtalten werden.

IV. Sollen aber von anderen eine Affiſtentz oder Volcks-hülffe verlangt werden/ könden und ſollen zu einer Belägerung oder attaque 4000. Mann zu Fuß/ und mehr nicht/ zu einer Feldſchlacht oder invaſion aber 4. biß in 6000. Reuther und Dragoner den Hülff-leiſtenden angeſchicket werden und darzu Ihro Hochfürſtl. Durchl. die eine halbſcheid / die andere aber Ihro Durchl. die Herren Hertzogen bergeben. Doch ſoll vorhero wmandt / welcher das zweck verſtehet / zu den Ohrt / wo die action vorzunehmen / oder wo die Hülff verlanget wird / geſchicket werden / um zu ſehen / und zu examiniren / ob mit der achon fort zuſommen / und etwas fruchtbarliches auszurichten / und ſolle beraitſchafft ſein beſtehen nach / mit beiderſeits beſtehen und Conſens mit der Hülff-leiſtung verfahren werden.

V. Und weiln die Spannſche und Hollandiſche Armeen an der rechten / und die Kayſerl. mit den Crayß-Völckern an der lincken ſeiten ſtehen / ſo iſt auf vorgegangene Deliberation derſelben befunden worden / daß obgedachte Conjungirte Armee nach dem Rhein und der Moſel zu führen / und der endes müglich angeben zu laſſen / und bey der Marſch / zweyl wegen der eigenſchaffen jetzt / als bey wege / auch wann und wor die conjunction geſchehen ſolle / beiderſeits concertirt und verglichen werden.

VI. So vel das Commando ſolcher beiderſeits Trouppen betrifft / nachdeme die Herrn Hertzogen Georg Wilhelmd Hochfürſtl. Durchl. in eigener Fürſtl. Perſon mit nach der Moſel zu gehen / und denen Actionen bey zu wohnen reſolviret;

So haben hochgedachtemdte Ihro Hochfl. Gnaden zu Münſter bereitſchen / Ober-Commando Ihro derſelben gehende Trouppen zu Roß und Fuß untergeben / dergeſtalt und alſo / daß in allen vorfallenden Kriegs-Operationen dero Generales von Ihrer Durchl. ordrige orders nehmen / und dero Commando parren ſollen / dahingegen dann Ihre Durchl. verſprechen / daß ſie vor die Fürſtl. Munſterſiche Völcker / gleichwie ihre eigene / deren Conſervation und möglichſte beyſ-behaltung ſorge tragen wollten.

VII. Im fall aber Hochgedachte Ihre Durchl. die Campagne quittiren und deren Trouppen in eigener Perſon mit vorſeyn könten / ſo ſoll einem jeden der beyden General-Leutenanten über dass Ihme anvertraute Corpo das Commando verbleiben / dieſelbe aber mit einander in beſtendigen guten vernehmen und Communication leben / beiderſeits Trouppen beſtes ſuchen / und ihnen allerſeits die Conſervation derſelben angelegen halten;

VIII. Den Kriegs-Rath anreichends/ ſo wollen Ihre Durchl. darzu beiderſeits Generalität / und über dieſelbe die andern darzu verordnete wbrigmahlen convociren / und was dabey gut befunden und reſolviret wird / unaſſaumt exequiren laſſen.

IX. Gleichwie nun ein Corpo von dem andern in den Dienſten / in waſſerley occaſion es auch ſein mbge / nicht beſtwerlich werden ſollen / Alſo ſollen ſie auch in denen Quartieren / welche ihrer die beſtändige Fubſiſtentz-Quartieren / ſambt andern vortheilen ſo beiderſeits Völckern gemeinlich bodtieo zu erhalten / einer vor dem anderen nicht verkürtzet / ſondern eine gleichheit gehalten / und die proportio nach Zuzahl der Völcker darunter obſerviret werden.

X. Die Militair Jurisdiction bleibet einer jedweden Generalität bey ihren Trouppen beſonders / jedannoch daß bey dem ſich ereignenden vorbrechen die Delinquenten, ein jedweder zu ſeiner Generalität und Corpo remittiret / daſelbſt die Sache cognoſciret und exequiret werde.

XI. Die Ranga ſollen unter den hohen Officieren wird es dergeſtalt gehalten / daß bey den beiden dieſen Corpo länger als der ander gehemet / die preſentare haben und behalten / oder die ſelben ſonſtumm ſall ſie zu gleicher zeit etwa Ihre Charges erlanget / durch die Generalität vermutet und abgethan werden ſollen.

XII. So iſt auch Crafft dieſes beſtändig geſchloſſen / daß ſo wenig Ihro Hochfürſtl. Gnaden als Ihre Durchlaucht. mit ihren Trouppen dieſe Campagne quittiren / oder dieſelbe anders wohin führen ſollen / es geſchehe dann mit allerſeits Verſchaffen einmüthigen Concert und beliebeu.

XIII. Solte dann durch Gottlichen beyſtand ein und ander Feindlicher Platz emporter werden; ſo iſt verabredet / daß die Beſatzung daſelbſten nicht allein von beiderſeits Völckern / ſondern auch die Feindliche mobilia an Geſchütz/ Munition und dergleichen in 2. gleiche Theile getheilet werden/ dahingegen aber auch ein jeder Theil den ſelchen Operationen eine gleiche Zuzahl der Mannſchaft hahen ſolle.

XIV. Als dann auch wegen der künfftigen Winter-Quartieren von der Soldateque, die haben Herren Principalen billig beſorget ſeyn / ſo iſt verabredet / daß dieſelbe gleichen unterkommt von beiden Theilen am Kayſerl. Hoff geſuchet/ und zu deren Erhaltung aller müglicher fleiß angewendet werden ſolle; In zwiſchen doch bat man ſich derauſſen darüber vergliechen / daß von ſolchen Quartieren Ihro Hochfürſtl. Gn. zu Münſter die Halbſcheid haben / und alſo dieſelbe in zwey gleiche Theile verbleibet werden ſollen. Damit aber dieſer gleichen Theilung halber dermehlt kein Streit entſtehe / iſt vergliechen / daß Ihro Hochfürſtl. Gnaden zu Münſter ꝛc. vor ihre Halbſcheide das Hertzogthumb Bielefelden / den Weſterwald / die Stremſter vor Gehen / wie dann die Halbſcheid der Effeil und die Hahſchen der Werenen zu einem beſtendigen fubſiſtentz-Quartier haben und behalten / und daß Ihren Durchlaucht den Herren Hertzogen zu Braunſchweig und Lüneburg unſaſſant die Meerlenburgiſche Aemter / Sachſen-Lauenburgiſche / Hambergiſche und Bremiſche Landen / Stifft Fulda / Stifft Cölnz / Reich von Aachen / Hildesheimiſche 6. Aemter / die halbe Wetterau / und halbe Effeil / wie dann die Stadt Goſlar zu gleichmeſſigen fubſiſtentz-Quartier verbleiben / unterm auch daß einer den andern bey der ſolchen Quartieren kräfftig handhaben / und guarantiren / auch daß ſie alſo und dergeſtalt eingerichtet werden ſollen / damit die Trouppen daraus in guten Stand erhalten / und gegen die gemeine Feinde den guter zeit müglich gebraucht werden können; falls aber je ein oder anderd nicht zu erhalten ſein würde / daß ſoll ſolches proraty einen jeden abgehen / und gelumter Hand an dienſamen Oertern /ſleiß angewendet werden / damit der Abgang erſetzt werde.

XV. Damit dann auch das nöthige Proviant und Commis-Brodt nicht abgehe / ſoll ſolches von denen benachbarten Creyſen und anderen in beiderſeits Namen bezahlet / den gantz leit deſſen ein vorrath gemacht / und in Nothfall von einem den anderen für billigmeſſigen preyß damit an hand gegangen werden.

XVI. Auf daß auch durch die alſo conjungirte Waffen und Armeen was handlungen ausgerichtet werden mbge/ſoll eine gute Feld-Artillerie darbey geſtigt / und emgerichtet werden / und es ſollen ſowohl beſtrogen / als der Proviants halber mit zu Zuſtellung der Conferentien und Verrichtungen / einige Oerther am Rhein und Moſel-Strohm in beiderſeits Namen ausgeſchen / auch von denen nechſtgeſeſſenen Reichs-Städten eine zulängliche Summ Geldes / zu Einrichtung und Erhaltung der Artigierie fleiſſigſt geſuchet und erfordert werden.

XVII. Kemer ſoll des andern Kriegs-leuthe debuchirten oder auf halten / ſondern da ſalz den einerſeits Trouppen ſich von des andern Volck jemahe befunden und darſelbe betretten werden ſollen / ſollen ſie alſo gleich ohne entgeltnus abgeſolget und zur Juſtiz gezogen/ besmegen auch bey allerſeits Trouppen ein ernſtliches verbon nechſtens publiciret werden.

XVIII. Im übrigen läſt man es ſo den Actionen und vorfallsgelegen bey der Kriegs-raiſon, und was ſonſten gebräuchlich und herzebracht/ bewenden: urkundlich iſt dieſer Recès darüber dreymahl verfertiget ꝛc. Bremen-Vörde den 19. Aug. 1676.

Chriſtoff Bernhardt mpp. (L. S.)
Georg Wilhelm. (L. S.)
Rudolph Auguſt. (L. S.)
Anthon Ulrich in Vollmacht unſers Herren Brudern Hertzogs Rudolph Auguſt.

ANNO 1676.

CLVI

Digitized by Google

ANNO 1676.

CLVI.

16. Oct. POLOGNE ET TURQUIE. *Traité de Paix entre* JEAN *Roi de Pologne &* MAHOMET IV. *Empereur des Turcs. Fait le 16. d'Octobre 1676.* [*Theatrum Pacis*, Tom. II. pag. 580. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* pag. 1065. en Allemand.]

I. TRactatus cum præcedente Rege Michaele initus, abolitus censeatur, sic, ut inposterum nullius Tributi, sive nullarum Conditionum dicti Tractatûs mentio injicietur.

II. Turcæ in Podolia Camenecium, certis cum limitibus à Rege designatis, retineant. Ad quam propositionem Basa animi sui sensa sic declaravit, etiamsi quoad hoc ad tractandum Plenipotentia instructus non sit, se tamen expromissorem nihilominus constituere & in Scriptis cavere velle, Portam in id consensuram, quando Rex Legatum quempiam Executionis horum Tractatuum ad Eam missurus fuet. Ukrainam quod concernit, manent Rex in possessione potioris ejusdem partis, nempe Bialocerquæ, Pavalocziæ, Chaliczæ, Mohilovia &c. Turcis qua cesserunt, parvi ille momenti, & pertinere ea ad Doroschenkum.

III. Omnes durante hoc anno à Turcis in servitutem redacti, & capti liberi dimittantur, inposterumque omnes excursiones prædatoriæ & actiones hostiles intermittuntur.

IV. Exercitum Christianæ Religionis omnibus iis in locis, quæ Turcæ vi horum Tractatuum obtinebunt, liberum esto.

V. Porta à Republica, vigore Tractatuum Leopoliensium promissis centum mille Imperialibus renuntiat; Propterea que eo nomine datis obsidibus, ut & illis, qui reapore Casimiri Regis, vi Tractatûs cujusquam conclusi, data sunt, iterum libertas sua restituetur.

VI. Pollicentur Turcæ Tartarique, quòd arctissimam Unionem cum Rege & Republica Polonia pangent, & quod ipsi, si id ab iis exigetur, contra omnes Coronæ Poloniæ Hostes eidem assistere velint, semet offerentes ipso facto trautire cum universo suo Exercitu Borysthenem, eundem illic in hyemnis cubiscare, & vice Coronæ Poloniæ amplas illas Provinciæ, quas Mosci eidem eripuerunt, iterum extorquere. Quibus ramen Rex sine Reipublicæ suffragio assentiri renuit.

VII. Stipulantur Turcæ, vigore præsentis Tractatûs, Francisceanis Sanctum Sepulchrum se reddituros, eoque ipso Schismaticos omnibus exindè ortis, finem inposituros.

VIII. Mittetur à Corona Poloniæ Solennis quædam Legatio ad Portam; Ad quam obeundam Turcæ Principem Constantinum, aut Sub-Marescballum Regni, aut Equitem Auratum Lubomirskium destinare intenderunt. Quod ipsum tamen Rex maturiori deliberationi reservavit.

CLVII.

25. Nov. L'ESPAGNE ET LES PROVINCES-UNIES. *Déclaration sur le Traité de Marine arresté en l'an 1650. entre* CHARLES II. *Roi d'Espagne & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *provisionellement arresté à Bruxelles le 25. de Novembre 1676.* [Actes & Négociations de la Paix de Nimegue. Tom. I. pag. 773.]

SOn Excellence ayant eu rapport de ceux de la cijointe par elle ordonnée pour ouïr les Propositions à faire par le Sieur Heemskercke & en aprés par le Sieur de Dyckvelt, Envoyez des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, au fujet du Traité de Marine, arresté en l'an 1650. entre Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux, & d'autres differens, a consenti que provisionellement, & sous l'agréation de Sa Majesté du principal, soient observez & executez les Articles suivans; & seront tenus comme partie dudit Traité de Marine de 1650. qui demeurera en sa force & vigueur.

ANNO 1676.

I. Que les Habitans des Païs-Bas aussi-bien de Sa Majesté que de Leurs H. H. P.P. pourront faire librement & sans aucun empêchement leur Commerce & Navigation de leurs Ports, Royaumes & Provinces ou d'autres Souverains, vers & avec ceux qui sont ou pourront devenir Ennemis des deux ensemble, ou bien de l'un & de l'autre des deux cottez separément, & les susmentionnez Habitans pourront librement & sans aucun empêchement avec leurs Vaisseaux, Biens, Denrées & Marchandises sans difference à qui lesdits Biens, Denrées & Marchandises chargées, & à qui les puissent appartenir, aller & venir, comme aussi naviger vers tous les Havres, Lieux, Rivieres & Rades des Ennemis, sans empêchement ou contradiction de qui que ce soit; tant à droiture que d'un Havre Ennemi à un autre, soit que ces Havres ou Places soient sous un ou divers Souverains, tel estant le sens dudit Traité de 1650. bien entendu neanmoins, que les Marchandises de Contrebande demeurent exceptées; au regard desquelles, & des Places affiegées, blocquées ou investies, on se reglera selon le même Traité: bien entendu aussi, que, cette Declaration ne concernera pas les cas échus devant la signature, & homologation de cet Acte, soit qu'ils soient decidez ou non; accordez ou non accordez.

II. Que les Marchandises appartenantes aux Sujets du Roy & desdits Seigneurs Etats Generaux, qui se trouveront en quelques Vaisseaux neutres allans ou venans vers quelques Havres Ennemis, tant à droiture que d'une Place Ennemie à une autre: soit que telles Places ou Havres appartiennent à un ou à divers Souverains, seront restituées sans aucun empêchement; excepté seulement les Marchandises de Contrebande.

III. Que d'icy en avant, quand aucun Navire sera tegris sur les Ennemis par les Navires de Sa Majesté ou des Armateurs particuliers, ou de Leurs H. H. P.P. ou par leurs Sujets: Si la reprise se fait deux fois vingt quatre heures aprés qu'il aura esté en la puissance de l'Ennemi, les Repreneurs auront un cinquiéme de la valeur du Navire & de toute la charge. Et si la reprise se fait deux fois vingt quatre heures, aprés les deux premieres vingt quatre heures, ils jouiront d'un tiers de la valeur du Navire & charge. Et si elle est faite aprés lesdits termes, les Repreneurs auront & jouiront de la moitié: mais au regard du passé, semblables; & aussi tous autres cas demeureront & seront generalement jugez & decidez par les voies & Juges ordinaires des Amirautez, chacun au lieu d'où les Navires & Repreneurs sont sortis, & ce selon les Traitez & Loix qui regleront les cas, & selon la pretenue interpretation dudit Traité de Marine. Excepté neanmoins les Procez à trois Navires, nommez le Saint Jean, la Charité, & l'Amour des Marchands selon l'Acte & Convention particuliere datée du jourd'huy. Fait à Bruxelles le 25. de Novembre mil six cens soixante & seize.

DE PA VE.

DUQUE DE VILLA SIERRA.
Conde de Luna.

Par ordre de son Excellence.

Signé,

VERREYCKEN.

CLVIII.

Bund zwischen Jhro Königl. Majest. in Dennemarck / 23. Dec. dann Churfürst zu Brandenburg / wider die Cron Schweden und dero Assistenten. Geschehen zu Coppenhagen den 23. Decembris 1676. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

C'eſt-à-dire,

Traité d'Alliance entre Sa Majeſté de DANNEMARC, *& Son Alteſſe Electorale de* BRANTE DE-

ANNO 1676. DEBOURG, *contre la Couronne de* SUEDE, *& tous ſes Alliſans & Adherans. A Coppenhaguen le 23. Decembre 1676.*

ANNO 1676.

DAchem (addatur pleni tituli) Jhro Konigl. Majeſt. zu Dennemarck Norwegen / und Jhre Churfurſtl. Durchl. zu Brandenburg ꝛc. nicht allein bey ſich ermogen / wie groſſe unkoſten / ſchaden und gefahr Jhren Konigreichen / Churfurſtenthumb und Landen von der Schwediſchen Hochhabenden / uberlegenheit zugewachſen / und noch ferner zuwachſen könne / ſondern auch ernſtmahlig empfunden / nachdeme die Cron Schweden die auf ſich genohmene Mediation hohen laſſen / in dem Krieg / ſo die Cron Franckreich angefangen / unmittelbar weiſe ſich eingeflochten hat / und der ſambtlichen Alliirten / und des Romiſchen Reichs offendahren Frieden hergetretten iſt / wie ſchwär die geſahr und die laſt bey nunmehr vorher gehender Cron von allen Alliirten / und dem gantzen Romiſchen Reiche declarirten / auch nie Gottes Hulff angefangenen und bis anhero mit groſſem unkoſten geführten Krieg / vornemblich auf deſſelben länder / und unterthanen gefallen ſeye / und deßhalben ſonohl wegen der bisher unter ſich gepflogenen Freundſchafft und guten vertrauens / als auch der noch ferner beforgenden / und obberwehnten Kriegs-gefahr und unruhegeſtehten halber / nochtig erachtet / in Jhrer mitern verfaſſung / und in beforderung nicht allein Jhrer eigenen / ſondern auch der ſambtlichen Alliirten / und des Rom. Reichs intereſſe ſich näher zuverbinden / und eine auf gegenwärtige Conjunctura eingerichtete Bündnus / wieder die Cron Schweden / ihro Adherenten / helffer und helffers-helffern / ſo in dieſem Krieg Jhre Konigl. Maj. oder Jhre Churfl. Durchl. angreiffen möchte / unter ſich zuſchlieſſen / auch zu abhandlung deren hierzu Gevollmächtigte Rähte und Miniſtros (inſeratur nomina & tituli) verordnet; alß die ſich dann in dieſer Konigl. Reſidentz-Stadt Coppenhagen zuſammen gethan / und bis auf Jhrer Konigl. Majeſt. und Jhrer Churfl. Durchl. Ratification, nachgehende Punckten entworffen und abgehandlet.

I. Solchem nach ſoll zwiſchen Jhrer Konigl. Majeſt. und Jhrer Churfl. Durchl. / wie nicht weniger deren Erben und Nachkommen an dero Konigreichen / Churfürſtenthumb und Landen / hiemit und in Krafft dieſes eine nähere vertrauligkeit und Bündnus wieder die Cron Schweden / und dero vorbenante Adherenten und Alliirten, ſo einen von beiden hohen Contrahenten attaquiren möchte / zu beſtättung der allgemeinen und Ihrer eigenen Lande und Leüthe Securität / geſchloſſen ſeyn / und von denen obbenanten beden Bundsverwandten mit garen glauben / und aufrichtig gehalten werden / bis ein erfolgter / ſicherer und reputirlicher Frieden geſchloſſen / und dadurch ein jeder theil gebörige Satisfaction erhalten.

II. Und obwohl Jhrer Konigl. Majeſt. und Jhrer Churfl. Durchl. gnedigſt vernehmen / daß ein gemein beſtändiges intereſſe, habe anvermuhtens / Blut-Freundſchafft und Nachbarſchafft / ja veil gekünpfet iſt / daß nicht zu ſpüren / daß bey dieſer Conjunctur einige ſchwürigkeit einer ihnen entſtehe / ſo haben ſie ſich dennoch unter einander verſprochen / nicht allein allem demmigen / worauß etwa ein unvermuhtendes mistrauen und argwohn erwachſen könte / fürgültig vorzukommen / ſondern auch überall dergeſtalt ſich einer gegen dem andern zuerklären / daß man klärlich ſehen möge / wie treülich ſie es mit einander meinen / und wie eifferig einer des andern beſtes zu befordern / deſſen Platzheil / Stadem und verderb aber abzuwenden ſich angelegen ſeyn laſſe / zu welchem ende ſie dan einander alles / was ſie ſambt und ſonders angehet / vertreülich / ohne einiges einhalten und behelffen communiciren wollen.

III. Jedennoch wollen J. F. M. und J. Churfl. Durchl. dero gegen einander tragende wohlmeinung dadurch bliben laſſen / daß ſie alleyeit / ſo lang der Krieg wehret / den Feind mit gleichen Vigueur und geſchwindigkeit / und zu abtreibung zeit angreiffen / und ihme nicht raumb geben wollen / daß Er einen theil der hohen Alliirten mit ſeiner gantzen Macht auf den hals fallen / und ihn über einen hauffen werffen könne / weil es ſonſt nicht nur den ſtrom haben wurde / als wann derjenige / ſo in ſeinen Kriegs-Operationen ſich ſumnig erweiſet / ein eigen particular Intereſſe den gemeinen vorziehen / und die Feindliche Macht durch ſpäne und langſame actionen von ſich abhalten wolte / ſondern auch beiſſen möchte / dann ſintzuli pugnanti, univerſi vincuntur.

IV. Und weil Schweden nicht allein an ſich ſelber eine mächtige Crone iſt / ſondern auch durch die Franzöſiſche groſſe und richtige Subſidien noch viel mächtiger gemacht wird / und dahero leicht zu ermeſſen / mit was für ſchwären ſchulden und gefährlichen Kriege die Hochlobl. Herren Contrahenten beladen ſeynd / dahin ſie unter einander verabredet / daß ſie mit allem dem vermögen / Macht und Stärcke / ſo bey Höchſt ihnen zu Waſſer und zu Lande verhanden iſt / wieder obberegte Crone / Ihre Kongreiche / und in- und auſſerhalb Teütſchland ſituirte Provintzen / und zwar ein jeder an denen Orthen / wo der Feind am mächtigſten ſeyn / und es die Kriegs-Raiſon am meiſten erfordern wird / Ihre Kriegs-Operationes continuiren wollen.

V. Dahero dan beſtelloſen / daß der eine hohe theil dem andern in allen deq währenden dieſen Kriege entſtehenden nothfällen mit ſeinen Trouppen trewlich in die hand bretzen / deſſelben Konigreich und Lande / ſie mogen heiſſen / wie ſie wollen / oder auch liegen / wo ſie wollen / beſchützen / und wieder die Cron Schweden / und die ihr in dieſen Krieg mit hülff aſſistiren / und ein oder den andern Anno 1676. dern der beiden hohen Herren Contrahenten attaquiren möchte / mit aller Macht nach möglichſter / und dem Cantert / ſo das wegen unter Ihnen der Kriegs-actionen halber vor den antritt der Campagne, auch nachgehens / ſo offt es die Conjuncturen erfordern / aufgerichtet werden ſolle / zuſolge / verhelffen helffen / laſſen auch dem Feind / nachdem es der zuſtand und die Crone zu leiden wollen / da er ihm am empfindlichſten iſt / abbruch thun will / zu welchem ende dan beraümet werden ſolle / ob man ſich mit gantzen Armeen, oder einem theil derſelben zu conjungieren / ob und was geſtalt / und dergleichen / aber nur man ſich darüber vereinigen / was für Stücke / Artillerie, und Munition ein jeder theil anfangen ſolle / und dergleichen / welches alles etlicher zu ſpecificiren / und anzuzeichnen ohnnöhtig / ſondern nach Kriegs-Raiſon und der ſachen beſchaffenheit einzurichten ſeyn wird.

VI. Allem ob beſtelt / daß / wan der eine theil dem andern ſeine noth creyffzet / daſſelbe theil / welchem die creyffnung beſchehen / deſſelbe für ſeine eigene ſachen halten / und ſolche als ſeine eigene attumenden / alles was in ſeinen Kräfften ſtehet / anwenden ſoll / es wäre dan / daß der jenige / von welchem die hülffe begehret wird / ſelbſt in ſolchem gefährlichen zuſtande angetroffen wird / deßhalben ſonohl wegen der bisher unter ſich gepflogenen Freündſchafft und guten vertrauens / als auch der noch ferner beſorgenden / und obberwehnten Kriegs-gefahr und unruhegeſtehten halber / nochtig erachtet / in Jhrer mitern verfaſſung / und in beforderung nicht allein Jhrer eigenen / ſondern auch der ſambtlichen Alliirten / und des Rom. Reichs intereſſe ſich näher zuverbinden / und eine auf gegenwärtige Conjunctura eingerichtete Bündnus / wieder die Cron Schweden / ihro Adherenten / helffer und helffer-helffern / ſo in dieſem Krieg Jhre Konigl. Maj. oder Jhre Churfl. Durchl. angreiffen möchte / unter ſich zuſchlieſſen / auch zu abhandlung deren hierzu Gevollmächtigte Rähte und Miniſtros (inſeratur nomina & tituli) verordnet; alß die ſich dann in dieſer Konigl. Reſidentz-Stadt Coppenhagen zuſammen gethan / und bis auf Jhrer Konigl. Majeſt. und Jhrer Churfl. Durchl. Ratification, nachgehende Punckten entworffen und abgehandlet.

I. Solchem nach ſoll zwiſchen Jhrer Konigl. Majeſt. und Jhrer Churfl. Durchl. / wie nicht weniger deren Erben und Nachkommen an dero Konigreichen / Churfürſtenthumb und Landen / hiemit und in Krafft dieſes eine nähere vertrauligkeit und Bündnus wieder die Cron Schweden / und dero vorbenante Adherenten und Alliirten, ſo einen von beiden hohen Contrahenten attaquiren möchte / zu beſtättung der allgemeinen und Ihrer eigenen Lande und Leüthe Securität / geſchloſſen ſeyn / und von denen obbenanten beden Bundsverwandten mit garen glauben / und aufrichtig gehalten werden / bis ein erfolgter / ſicherer und reputirlicher Frieden geſchloſſen / und dadurch ein jeder theil gebörige Satisfaction erhalten.

II. Und obwohl Jhrer Konigl. Majeſt. und Jhrer Churfl. Durchl. gnedigſt vernehmen ſeyn / daß ein gemein beſtändiges intereſſe, habe anvermuhtens / Blut-Freundſchafft und Nachbarſchafft / ja veil gekünpfet iſt / daß nicht zu ſpüren / daß bey dieſer Conjunctur einige ſchwürigkeit einer ihnen entſtehe / ſo haben ſie ſich dennoch unter einander verſprochen / nicht allein allem demmigen / worauß etwa ein unvermuhtendes mistrauen und argwohn erwachſen könte / fürgültig vorzukommen / ſondern auch überall dergeſtalt ſich einer gegen dem andern zuerklären / daß man klärlich ſehen möge / wie treülich ſie es mit einander meinen / und wie eifferig einer des andern beſtes zu befordern / deſſen Platzheil / Stadem und verderb aber abzuwenden ſich angelegen ſeyn laſſe / zu welchem ende ſie dan einander alles / was ſie ſambt und ſonders angehet / vertreülich / ohne einiges einhalten und behelffen communiciren wollen.

III. Jedennoch wollen J. F. M. und J. Churfl. Durchl. dero gegen einander tragende wohlmeinung dadurch bliben laſſen / daß ſie alleyeit / ſo lang der Krieg wehret / den Feind mit gleichen Vigueur und geſchwindigkeit / und zu abtreibung zeit angreiffen / und ihme nicht raumb geben wollen / daß Er einen theil der hohen Alliirten mit ſeiner gantzen Macht auf den hals fallen / und ihn über einen hauffen werffen könne / weil es ſonſt nicht nur den ſtrom haben wurde / als wann derjenige / ſo in ſeinen Kriegs-Operationen ſich ſumnig erweiſet / ein eigen particular Intereſſe den gemeinen vorziehen / und die Feindliche Macht durch ſpäne und langſame actionen von ſich abhalten wolte / ſondern auch beiſſen möchte / dann ſintzuli pugnanti, univerſi vincuntur.

IV. Und weil Schweden nicht allein an ſich ſelber eine mächtige Crone iſt / ſondern auch durch die Franzöſiſche groſſe und richtige Subſidien noch viel mächtiger gemacht wird / und dahero leicht zu ermeſſen / mit was für ſchwären ſchulden und gefährlichen Kriege die Hochlobl. Herren Contrahenten beladen ſeynd / dahin ſie unter einander verabredet / daß ſie mit allem dem vermögen / Macht und Stärcke / ſo bey Höchſt ihnen zu Waſſer und zu Lande verhanden iſt / wieder obberegte Crone / Ihre Kongreiche / und in- und auſſerhalb Teütſchland ſituirte Provintzen / und zwar ein jeder an denen Orthen / wo der Feind am mächtigſten ſeyn / und es die Kriegs-Raiſon am meiſten erfordern wird / Ihre Kriegs-Operationes continuiren wollen.

V. Dahero dan beſtelloſen / daß der eine hohe theil dem andern in allen deq währenden dieſen Kriege entſtehenden nothfällen mit ſeinen Trouppen trewlich in die hand bretzen / deſſelben Konigreich und Lande / ſie mogen heiſſen / wie ſie wollen / oder auch liegen / wo ſie wollen / beſchützen / und wieder die Cron Schweden / und die ihr in dieſen Krieg mit hülff aſſistiren / und ein oder den andern Anno 1676. dern der beiden hohen Herren Contrahenten attaquiren möchte / mit aller Macht nach möglichſter / und dem Cantert / ſo das wegen unter Ihnen der Kriegs-actionen halber vor den antritt der Campagne, auch nachgehens / ſo offt es die Conjuncturen erfordern / aufgerichtet werden ſolle / zuſolge / verhelffen helffen / laſſen auch dem Feind / nachdem es der zuſtand und die Crone zu leiden wollen / da er ihm am empfindlichſten iſt / abbruch thun will / zu welchem ende dan beraümet werden ſolle / ob man ſich mit gantzen Armeen, oder einem theil derſelben zu conjungieren / ob und was geſtalt / und dergleichen / aber nur man ſich darüber vereinigen / was für Stücke / Artillerie, und Munition ein jeder theil anfangen ſolle / und dergleichen / welches alles etlicher zu ſpecificiren / und anzuzeichnen ohnnöhtig / ſondern nach Kriegs-Raiſon und der ſachen beſchaffenheit einzurichten ſeyn wird.

VI. Allem ob beſtelt / daß / wan der eine theil dem andern ſeine noth creyffzet / daſſelbe theil / welchem die creyffnung beſchehen / deſſelbe für ſeine eigene ſachen halten / und ſolche als ſeine eigene attumenden / alles was in ſeinen Kräfften ſtehet / anwenden ſoll / es wäre dan / daß der jenige / von welchem die hülffe begehret wird / ſelbſt in ſolchem gefährlichen zuſtande angetroffen wird / deßhalben ſonohl wegen der bisher unter ſich gepflogenen Freündſchafft und guten vertrauens / als auch der noch ferner beſorgenden / und obberwehnten Kriegs-gefahr und unruhegeſtehten halber / nochtig erachtet / in Jhrer mitern verfaſſung / und in beforderung nicht allein Jhrer eigenen / ſondern auch der ſambtlichen Alliirten / und des Rom. Reichs intereſſe ſich näher zuverbinden / und eine auf gegenwärtige Conjunctura eingerichtete Bündnus / wieder die Cron Schweden / ihro Adherenten / helffer und helffer-helffern / ſo in dieſem Krieg Jhre Konigl. Maj. oder Jhre Churfl. Durchl. angreiffen möchte / unter ſich zuſchlieſſen / auch zu abhandlung deren hierzu Gevollmächtigte Rähte und Miniſtros (inſeratur nomina & tituli) verordnet; alß die ſich dann in dieſer Konigl. Reſidentz-Stadt Coppenhagen zuſammen gethan / und bis auf Jhrer Konigl. Majeſt. und Jhrer Churfl. Durchl. Ratification, nachgehende Punckten entworffen und abgehandlet.

I. Solchem nach ſoll zwiſchen Jhrer Konigl. Majeſt. und Jhrer Churfl. Durchl. / wie nicht weniger deren Erben und Nachkommen an dero Konigreichen / Churfürſtenthumb und Landen / hiemit und in Krafft dieſes eine nähere vertrauligkeit und Bündnus wieder die Cron Schweden / und dero vorbenante Adherenten und Alliirten, ſo einen von beiden hohen Contrahenten attaquiren möchte / zu beſtättung der allgemeinen und Ihrer eigenen Lande und Leüthe Securität / geſchloſſen ſeyn / und von denen obbenanten beden Bundsverwandten mit garen glauben / und aufrichtig gehalten werden / bis ein erfolgter / ſicherer und reputirlicher Frieden geſchloſſen / und dadurch ein jeder theil gebörige Satisfaction erhalten.

II. Und obwohl Jhrer Konigl. Majeſt. und Jhrer Churfl. Durchl. gnedigſt vernehmen ſeyn / daß ein gemein beſtändiges intereſſe, habe anvermuhtens / Blut-Freundſchafft und Nachbarſchafft / ja veil gekünpfet iſt / daß nicht zu ſpüren / daß bey dieſer Conjunctur einige ſchwürigkeit einer ihnen entſtehe / ſo haben ſie ſich dennoch unter einander verſprochen / nicht allein allem demmigen / worauß etwa ein unvermuhtendes mistrauen und argwohn erwachſen könte / fürgültig vorzukommen / ſondern auch überall dergeſtalt ſich einer gegen dem andern zuerklären / daß man klärlich ſehen möge / wie treülich ſie es mit einander meinen / und wie eifferig einer des andern beſtes zu befordern / deſſen Platzheil / Stadem und verderb aber abzuwenden ſich angelegen ſeyn laſſe / zu welchem ende ſie dan einander alles / was ſie ſambt und ſonders angehet / vertreülich / ohne einiges einhalten und behelffen communiciren wollen.

III. Jedennoch wollen J. F. M. und J. Churfl. Durchl. dero gegen einander tragende wohlmeinung dadurch bliben laſſen / daß ſie alleyeit / ſo lang der Krieg wehret / den Feind mit gleichen Vigueur und geſchwindigkeit / und zu abtreibung zeit angreiffen / und ihme nicht raumb geben wollen / daß Er einen theil der hohen Alliirten mit ſeiner gantzen Macht auf den hals fallen / und ihn über einen hauffen werffen könne / weil es ſonſt nicht nur den ſtrom haben wurde / als wann derjenige / ſo in ſeinen Kriegs-Operationen ſich ſumnig erweiſet / ein eigen particular Intereſſe den gemeinen vorziehen / und die Feindliche Macht durch ſpäne und langſame actionen von ſich abhalten wolte / ſondern auch beiſſen möchte / dann ſintzuli pugnanti, univerſi vincuntur.

IV. Und weil Schweden nicht allein an ſich ſelber eine mächtige Crone iſt / ſondern auch durch die Franzöſiſche groſſe und richtige Subſidien noch viel mächtiger gemacht wird / und dahero leicht zu ermeſſen / mit was für ſchwären ſchulden und gefährlichen Kriege die Hochlobl. Herren Contrahenten beladen ſeynd / dahin ſie unter einander verabredet / daß ſie mit allem dem vermögen / Macht und Stärcke / ſo

ANNO 1676. trahenden ehemählig fest halten / und dero Interesse gebührlich beobachten / worauf Ihre Königl. Majest. und Ihr Churfürstl. Durchl. im geringsten nicht zweiffeln / auch zu dem ende conjunctim und separatim alle erspriessliche Mittel anwenden wollen / deßfalls gut zu verbauen / und schlüßlich ein vollkommenes gänzliches satisfaction / bey daß ein allgemeiner redlicher und sicherer Friede durch Gottes Segnung zwischen allerseits Kriegenden Partheyen gestifftet werden.

XIII. Insonderheit auch wollen Ihre Königl. Majest. und Ihre Churfürstl. Durchl. alle Ihre Conßilia und actiones dahin richten / damit Ihre Kayserl. Majestät und des Römischen Reichs Oberhaupt / bey der Authorität und ansehen erhalten / Churfürsten und Stände deßselben bey Ihren Freyheiten / Prærogativen und siderbrett wieder alle ausgreiffende Turbatores manuteniret / und des Reichs-Satzungen / Constitutionen und Fundamental-gesetze in bestandigen vigore bleiben mögen; und weil der Teutsche Westphälischen Friede eben durch dasjenige gestifftet / und fast über einen haufen geworffen worden / welche wir erkennen / daß es nur bey ihnen stehe / denselben nach belieben zu erklären / und zu Garantiren / so verbinden Ihre Königl. Majest. und Ihre Churfürstl. Durchl. sich dahin / daß sie Ihr äusserstes bemühen wollen / damit der Friede im Reich so fest und so sicher stabilirt werde / daß so leicht kein Extraneus Turbator & Violator quieti publicæ denselben umbstossen könne / und daß das Römische Reich / dessen benachbahrte und Alliirte in ihre stärcken / und ruhestand gesetzet und geschützet werden mögen.

XIV. Nachdem nun sowohl aus denen actionen selber / als auch denen Fundata nicht offen Ihre Königl. Majest. und Ihrer Churfürstl. Durchl. dem gemeinen besten zugethane feindseelige gute Intentiones zur gnüge erhellen / sondern auch am tage leget / wie grosser schade / mächtgewehrter unthaten und ausserste verderb sie sich / ihre Lande und Unterthanen durch dieser Krieg unterwürffig gemacht / als ist es wenig zu zweiffeln / es werden Ihre Kayserl. Maj. nebst denen Ständen des Römischen Reichs / die Cron Spannien und die Herren General-Staaten Ihnen den endzweg des Kriegs eine vergnügende satisfaction an Land und Leuthen gern gönnen und sonsten keinen Frieden eingehen / als welches an ihm selbst die höchste billigkeit / und die allgemeine siderheit erfordert / welchem gelolge Ihre Königl. Majest. und Ihre Churfürstl. Durchl. sich einer gegen den andern hiemit verbindlich machen / den bevorstehenden Friedens-Handlung für einen Mann zu stehen / auch vorher und ehe sich der Friedensbruch und durch allerley Mittel sich dahin zubereiten / und die äusserste anzuwendung / damit ein jeder von Ihnen in einer rechtmessigen zulänglichen und zur unter bestandigen siderheit seines Lands dienenden satisfaction an Land und Leuthen gelangen möge.

XV. Wan dieser Krieg / Gott gebe! glücklich geendiget und ein siderer Frieden erworben / ist ferner beliebet / daß die Herren Contrahenten einander perpetuam Guarantiam leisten sollen / sowohl dessen so sie anitzo besitzen / als besser / so sie durch Gottes Gnadenbey diesem Kriege acquiriret, und zur satisfaction erlanget haben möchten / und soll diese Guarantie nicht allein wieder Schweden / sondern all dessen Adhærenten und mitverwandte / so sie nach erwarteten Frieden Feindlich angreiffen wollen / gelaistet werden; zu welchem ende dan die hohe Contrahirende theile / sobald der General-Friede zu Nymwegen / oder anderswo gestellossen / ernante ihrer Räthe und Ministrorum bevollmächtigen / dieselbe ansonsten schicken / und über obberegte Guarantie ein ordentlich Instrumentum und Fœdus defensivum aufrichten lassen / inmassen aber es dahin reichen wollen / damit Ihnen auf denen bevorstehenden Friedens-Tractaten von allen Alliirten / insonderheit aber von Ihrer Kayserl. Majest. und denen Ständen des heil. Röm. Reichs / der Cron Spanien und denen Herren Staaten der Vereinigten Niederlanden eine vollkommene und beständige Guarantie versprochen / und dieselbe dem Instrumento Pacis Universalis mit einverleibet werden möge.

XVI. Es wollen auch die hohe Theile Alliirte andere Christliche Potentaten diese Guarantie inlassen gebührend invitiren, auch soll denenselben frey stehen / in diese Alliance mit zutreten; jedoch auf gepflogene Handlung / so von denen hohen Participanten unvermeidlich / und soll dieses Fœdus zwar an gehörigen und nöthigen ohrten / doch aber meinanden / ohne gemeines gut-befinden / communiciret werden.

XVII. Urkündlich ist dieses von denen im anfang genelten / und zu diesem Tractat verordneten Königl. Dähnischen / und Chur-Brandenburg. Groß-Mächtigsten Räthen und Bedienten / alles bis auf die Ratification der hohen Principalen, so innerhalb fünff wochen a dato entgegschaffen / verabredet unterschrieben / und mit Ihren gewöhnlichen Pitschaften bekräfftiget worden / so geschehen in Coppenhagen den 12. Decembris Anno 1676.

F. G. D. A. E. Langland und Ringen. (L. S.)

Joh. Christoff. von Kortzig. (L. S.) ℔. Wierman. (L. S.)

Christoph von Brand. (L. S.)

Friederich von Brand. (L. S.)

ANNO 1677. LAS PONCIPAS-VERTRAG ALGIER.

CLIX.

Traité entre les PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas & le Bassa & Divan d'*ALGER, *fait & audit Alger en* 1677. [Traduction Françoise du Mercure Hollandois de l'année, 1677. pag. 487.]

ALi Mahomet, Day, & Baban Hasan, Gouverneur d'Algers, accordent & permettent à Thomas Hees, Envoyé des Hauts & Puissans Seigneurs Etats Generaux, & de Son Alteſſe Monſieur le Prince d'Orange, de racheter les Esclaves Hollandois aux conditions suivantes.

Premierement il luy sera permis de racheter tels Esclaves qu'il jugera à propos, sans qu'il puiſſe estre obligé par qui que ce soit d'en racheter quelques-uns comme sont les Esclaves . . . , ou Galeriens, ni nuls autres, contre sa volonté.

II. A l'égard des Marchandiſes ordinaires, qu'on fera venir icy pour estre employées à cet effect, il ne payera pour les Droits d'entrée du Roi que 10. Reales de huit pour Cent, & que 5. pour Cent de celles de Contrebande, comme sont Poudre à Canon, Souffre, Fer, Planches & Bois à baſtir des Navires, Cordages, Poix, Goudron, Canons de Fuſil, & autres choſes qu'on comprend sous ce nom.

III. Chaque Esclave ne payera pour les Droits de la Maiſon du Roi, pour l'argent du Havre ou de la Porte, & pour tous autres frais, de quelque nom qu'on les appelle, que 43. pour Cent une ſois pour toutes, sans plus.

IV. Lesdits Seigneurs Gouverneurs promettent auſſi d'aſſiſter & de preſter la main audit Thomas Hees, en tout ce ou il ſeroit beſoin, tant en l'achapt des Marchandiſes par les Patrons ou Maiſtres, s'il eſt neceſſaire, que pour faire conduire ſeurement, & ſans conſtition, les Esclaves rachetés au bord du Navire.

V. Promettent pareillement, que le Navire ou les Navires, qu'on envoyera pour ce Trafic, pourront en toute ſeureté venir & partir d'icy, ſans qu'aucun des Sujets de ce Roiaume, quel qu'il ſoit eſtre, puiſſe leur faire aucun tort, ſoit en leurs Marchandiſes, ſoit en leur équipage. En foy de quoy nous avons ſigné tout ce que deſſus, & y avons appliqué nos cachets.

VI. Ledit Envoyé ou celuy qui tiendra ſa place, s'obligе auſſi d'empêcher qu'aucun Eſclave, ou Eſclaves, ne ſe puiſſe ſauver ou échaper dans un ou pluſieurs Navires Hollandois; mais s'il arrivoit qu'un ou pluſieurs Eſclaves tâchât à ſe rendre au bord deſdits Navires à la nage, & qu'il vinſt à ſe noyer, ledit Envoyé ne ſera nullement obligé d'en repondre, & ne pourra point eſtre inquieté pour cela.

CLX.

Traité de Commerce entre les Couronnes de FRANCE *&* D'ANGLETERRE. *Du vingt-quatriéme jour de Février* 1677. [FREDER. LEONARD. Tom. V.] 24 FEVR. FRANCE ET ANGLETERRE.

COmme le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince LOUIS XIV. Roi Tres-Chreſtien de France & de Navarre, & le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne, n'ont point de plus grande paſſion que d'affermir de jour en jour par de nouveaux & de plus forts liens l'amitié qui eſt entre leſdits Seigneurs Rois, & la fidelle & ſincere Union & correſpondance qui eſt entre leurs Roiaumes & leurs Sujets, Leurs Majeſtez ont cru que rien n'y pourroit davantage ſervir qu'un nouveau Traité pour la liberté & ſeureté du Commerce. Et pour cet effet ils ont nommé des Plenipotentiaires; Sçavoir le Roi Tres-Chreſtien, le Sieur Simon Arnauld, Seigneur de Pomponne, Conſeiller de ſa Sacrée Royale Majeſté, & Secretaire d'Eſtat; & le Roi de la Grande Bretagne, le Sieur Ruvel de Montagu, Chevalier, Maiſtre de la Garderobe dudit Seigneur Roi, & premier Ecuyer de la Reine, qui aprés avoir fait l'échange de leurs Pouvoirs, ont convenu des Articles ſuivans.

I. Tout les Sujets du Roi Tres-Chreſtien pourront naviger, negocier, & faire toute ſorte de Trafic en

ANNO 1677. toute liberté & feureté dans tous les Royaumes, Pays & Etats qui sont maintenant ou seront cy-après en Paix ou Neutralité avec ledit Seigneur Roi Très-Chrestien, tant qu'ils puissent estre empêchez ni inquietez par des Gens de Guerre, & par des Vaisseaux tant de Guerre qu'autres appartenans au Serenissime Roi de la Grande Bretagne, ou à ses Sujets, à l'occasion & sous pretexte de Guerre & d'hostilité qui pourroit estre à present ou cy-après entre ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & les Princes & Etats qui sont ou seront cy-après en Paix ou Neutralité avec ledit Seigneur Roi Très-Chrestien. Et reciproquement tous les Sujets du Roi de la Grande Bretagne pourront naviguer, negocier & faire toute sorte de Trafic en toute liberté & feureté dans tous les Roiaumes, Pays & Etats qui sont maintenant ou seront ci-après en Paix ou Neutralité avec ledit Seigneur Roi, sans qu'ils puissent estre empêchez ny inquietez par des Gens de Guerre, & par des Vaisseaux tant de Guerre qu'autres appartenans au Serenissime Roi Très-Chrestien, ou à ses Sujets, à l'occasion & sous pretexte de Guerre & d'hostilité qui pourroit estre à present ou cy-après entre ledit Seigneur Roi Très-Chrestien, & les Princes & Etats qui sont ou seront cy-après en Paix ou Neutralité avec ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne.

Item. L'on pourra faire Trafic pendant la Guerre des mêmes Marchandises que l'on peut negocier en temps de Paix, à la reserve de celles de Contrebande, qui sont expliquées dans l'Article suivant.

III. Les Marchandises défendues & de Contrebande sont les Canons & leurs affortimens, Armes à feu, Poudre, Mêches, Boulets, Picques, Epées, Lances, Hallebardes, Pertuisannes, Bombes, Mortiers, Petars, Grenades, Fourches de Mousquets, Bandoulieres, Salpêtres, Balles, Casques, Morions, Cuirasses, & autres Armes semblables. Et encore generalement tous leurs nom, le transport de Gens de Guerre, de Chevaux, de Harnois, de Fourreaux de Pistolets, de Baudriers, & affortimens façonnez & formez à l'usage de la Guerre.

IV. Au nombre des Marchandises de Contrebande & défenduës, ne sont compriſes les Marchandises suivantes; Sçavoir les Etoffes & Manufactures de Laine, Lin, Soye, Coton, & de quelque autre matiere que ce soit; toutes sortes d'Habits & vetlements, & les Etoffes & fortes desquelles on les fait, Or & Argent monnoyé ou non monnoyé, Etain, Fer, Plomb, Cuivre, Charbon, Blez, Orges, & autres Grains & Legumes, Tabac, Epiceries, Chairs salées & fumées, Poisson sec & salé, Fromage, Beurre, Biere, Huile, Vin, Sucre, Sels, & tout ce qui appartient à la nourriture & sustentation de la vie. Ne seront aussi compris dans les Marchandises défenduës, les Cotons, Chanvres, Lins, Port, Cordages, Voiles, Ancres, Mats, Planches, Poutres & Bois travaillé de toute espece d'Arbres, & qui peut servir à construire des Vaisseaux ou à les radouber: & demeureront lesdites Marchandises libres, de même que toutes les autres generalement qui ne sont compriſes dans l'Article precedent. De telle sorte que les Sujets du Serenissime Roi Tres-Chrétien pourront en faire le transport non seulement d'un lieu où il y ait Neutralité à un autre lieu ou il y ait aussi Neutralité; ou d'un lieu ou Port ou il y ait Neutralité en un autre qui soit Ennemi du Serenissime Roi de la Grande Bretagne; ou enfin d'un endroit Ennemi en un endroit ou la Neutralité soit gardée, mais encore d'un Port ou autre lieu appartenant aux Ennemis doit Seigneur Roi, en un autre appartenant aussi à ses Ennemis, soit que ces Ports ou autres Lieux soient sous l'obeïssance d'un seul Prince ou Etat, ou de plusieurs Princes ou Etats, avec lequel, ou avec lesquels ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne soit en Guerre. Pourront reciproquement les Sujets dudit Serenissime Roi de la Grande Bretagne faire le transport des susdites Marchandises, non seulement d'un lieu où il y ait Neutralité en un autre lieu ou il y ait aussi Neutralité; ou d'un lieu ou Port où il y ait Neutralité en un autre qui soit Ennemi du Serenissime Roi Tres-Chrétien, ou enfin d'un endroit Ennemi en un endroit ou la Neutralité soit gardée; mais encore d'un Port ou autre lieu appartenant aux Ennemis doit Seigneur Roi, en un autre appartenant aussi à ses Ennemis, soit que ces Ports ou autres Lieux soient sous l'obeïssance d'un seul Prince ou Etat, ou de plusieurs Princes ou Etats avec lequel, ou avec lesquels ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien soit en Guerre. Ne pourra néanmoins ledit transport être fait aux Villes & Places assiegées ou bloquées ou investies. ANNO 1677.

V. Pour faire cesser tous les differends qui pourroient naître sur Mer & sur Terre, il a été convenu que les Vaisseaux & autres Bâtimens appartenans aux Sujets du Roi Tres-Chrétien, qui entreront dans les Havres ou Ports du Roi de la Grande Bretagne, & voudront aller ailleurs, ne seront tenus qu'à produire & représenter leurs Passeports & Lettres de Mer, dont le Formulaire est inseré à la fin de present Traité, aux Officiers dudit Seigneur Roi, ou s'il y a dans lesdits Ports ou Havres des Navires dudit Serenissime Roi de la Grande Bretagne, ou des Armateurs, aux Capitaines desdits Navires, sans que pour raison de ce, ils puissent exiger ni argent ni aucune autre chose. Que si les Vaisseaux & autres Bâtimens appartenans aux Sujets du Roi Tres-Chrétien, sont rencontrez en pleine Mer, ou en Lieux qui ne soient de la Domination du Roi, de la Grande Bretagne, par des Navires dudit Seigneur Roi, ou des Armateurs ses Sujets, lesdits Navires pourront en demeurant dans une distance raisonnable, envoyer leur Chaloupe à bord desdits Vaisseaux & autres Bâtimens des Sujets du Roi Tres-Chrétien; & y feront entrer deux ou trois Hommes seulement, qui se feront representer par le Maître ou Patron les Lettres de Mer, après quoi le passage leur sera libre, sans qu'on puisse les molester, visiter, arrester, ni les contraindre à changer de route. Les Sujets du Roi de la Grande Bretagne jouiront des mêmes Libertez & Franchises, en representant leurs Passeports & Lettres de Mer, suivant le Formulaire ci-dessus dit.

VI. Si quelque Vaisseau ou Barque appartenant aux Sujets du Roi Tres-Chrétien, allant en un Pays Ennemi du Roi de la Grande Bretagne, est rencontré dans la route par un Navire de Guerre; de même il le Vaisseau appartient aux Anglois, & autres Sujets du Roi de la Grande Bretagne, & qu'il soit rencontré allant en un Port Ennemi du Roi Tres-Chrétien, il ne lui suffira pas de montrer les Passeports & Lettres de Mer, mais aussi les Certificats en bonne & deuë forme des Commis & Visiteurs des Bureaux de sortie du Port d'où il est party, contenans l'estat & la declaration de toutes les Marchandises dont ledit Vaisseau est chargé, afin que l'on puisse connoître s'il n'y a point de Marchandises de Contrebande, & de la qualité de celles qui sont expliquées dans le troisiéme Article de ce Traité.

VII. Si par la representation desdits Certificats il se trouve qu'il y ait des Marchandises de Contrebande destinées pour un Port Ennemi, il ne sera néanmoins permis d'entrer sous le Tillac du Vaisseau, ni d'ouvrir ou de rompre les Coffres, Balles, Malles, & Tonneaux, ni de prendre quoi que ce soit que l'on ne soit arrivé en un Port, où l'on fera un fidelle Inventaire en presence des Officiers des Admirautez, & l'on ne pourra vendre ou échanger aucune chose, ni ce n'est lors qu'après une procedure reglée par les Juges de la Marine auront rendu leur Sentence & confisqué lesdites Marchandises, en laquelle confiscation néanmoins ne seront compris le corps du Vaisseau & les Marchandises libres y trouvées, que l'on ne pourra retenir & encore moins declarer de bonne prise, à l'occasion desdites Marchandises de Contrebande. Si le Vaisseau n'est chargé qu'en partie de Marchandises défenduës, & que le Maître dudit Vaisseau offre de les remettre au même tems au proneur, il ne le contraindra point de venir en un Port qui lui soit commode, & il lui laissera continuer sa route.

VIII. Les Marchandises appartenantes aux Sujets du Roi Très-Chrétien, qui se trouveront chargées sur les Vaisseaux des Ennemis du Roi de la Grande Bretagne, seront sujettes à confiscation, bien qu'elles ne soient pas de Contrebande: Et au contraire les Marchandises des Ennemis dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, ne pourront être prises ni confisquées si elles sont sur des Vaisseaux appartenans aux Sujets dudit Seigneur Roi Très-Chrétien, bien que lesdites Marchandises fussent la meilleure partie de la charge entiere desdits Vaisseaux, à la reserve néanmoins de celles de Contrebande, à l'égard desquelles quand elles seront surprises, il en sera usé comme il a été marqué dans les Articles precédens. De la même maniere, les Marchandises appartenans aux Sujets du Roi de la Grande Bretagne, qui se trouveront chargées sur les Vaisseaux des Ennemis dudit Seigneur Roi Tres-Chrétien, seront sujettes à confiscation, bien qu'elles ne soient

Digitized by Google

ANNO 1677. soient pas de Contrebande ; Et au contraire les Marchandises des Ennemis dudit Seigneur Roi Très-Chrétien, ne pourront être prises ni confisquées il elles sont sur des Vaisseaux appartenans aux Sujets du Roi de la Grande Bretagne, bien que lesdites Marchandises fissent la meilleure partie de la charge, ou même la charge entiere desdits Vaisseaux, à la reserve neanmoins de celles de Contrebande ; à l'égard desquelles, quand elles seront surprises, il en sera usé comme dans les Articles précédens. Et pour empêcher qu'une nouvelle Guerre survenante ne puisse faire de tort & de préjudice aux Sujets de celle des Couronnes qui demeurera en Paix, il a été convenu que le Vaisseau des nouveaux Ennemis, chargé des effets & Marchandises appartenans aux Sujets de ladite Couronne qui sera en Paix, ne les rendra point confisquables, s'il en a été chargé avant la fin du délay ci-après marqué, lequel délai sera de six semaines après la declaration de la Guerre, entre Thelsoudinghs & Nice en Norvege, de deux Mois entre Thelsoudinghs & Tanger, de deux Mois & demi dans la Mer Mediterranée, & de huit Mois par tous ailleurs. Ainsi les effets des Sujets du Serenissime Roi Très-Chrétien, pris sur des Vaisseaux des nouveaux Ennemis du Serenissime Roi de la Grande Bretagne, ne pourront être confisquez sur ce pretexte, mais seront incessamment rendus aux Proprietaires, à moins qu'ils n'eussent été chargez sur lesdits Vaisseaux après la fin des délais ci-dessus dits. Ne pourront neanmoins les Marchandises de Contrebande, qui ne seront confisquables pour les causes predites, être conduites dans les Ports Ennemis. Et reciproquement les effets des Sujets du Serenissime Roi de la Grande Bretagne, pris sur des Vaisseaux des nouveaux Ennemis du Serenissime Roi Très-Chrestien, ne pourront être confisquez sur ce pretexte, mais seront incessamment rendus aux Proprietaires, à moins qu'ils n'eussent été chargez sur lesdits Vaisseaux après la fin des délais ci-dessus dits. Ne pourront neanmoins les Marchandises de Contrebande, qui ne seront confisquables pour les causes predites, être conduites dans les Ports Ennemis.

IX. Et afin que l'on puisse être dans une entiere seureté, & que les Sujets de l'une & l'autre Couronne n'ayent rien à craindre des Vaisseaux de Guerre ; leurs Majestez feront tres-expresses inhibitions & defenses à tous Capitaines de Vaisseaux, & à tous Armateurs de faire aucun tort ni dommage aux Vaisseaux Marchands à peine d'être punis extraordinairement ; & feront en outre contraints, & par eorps, à toute restitution & reparation du dommage des Interessez.

X. Et pour ces effets les Armateurs seront tenus à l'avenir, avant que leur Commission leur soit expediée, de donner des cautions suffisantes & solvables, n'ayant aucune part dans l'Armement, & qui feront receuës pardevant des Juges competans jusqu'à concurrence de quinze cens Livres Sterlins, ou telle autre eloq cens Livres, & s'il y a plus de cent cinquante Hommes sur leur bord, jusqu'à concurrence de trois mille Livres Sterlins, ou trente trois mille Livres, lesquelles cautions seront tenuës solidairement avec lesdits Armateurs de tout le tort & dommage qui sera fait pendant leur cours, ou par eux ou par leurs Officiers ou autres Gens sous leur charge, contre la teneur du present Traité, & de tous autres faits entre lesdits Seigneurs Rois Très-Chrétien, & de la Grande Bretagne. Et seront en outre lesdits Armateurs cassez & leurs Commissions revoquées, dans lesquelles seront toûjours inserez les noms & la reception de leurs cautions : Et outre ce que dessus le Vaisseau demeurera specialement affecté au payement de tous dommages & Interêts.

XI. Le Serenissime Roi Très-Chrétien, & le Serenissime Roi de la Grande Bretagne, voulans que reciproquement les Sujets de l'un desdits Seigneurs Rois soient receus & traitez dans tous les Etats de l'autre, auſſi favorablement que ſes propres Sujets ; donneront les ordres neceſſaires pour faire rendre bonne juſtice, par des Juges non ſuſpects, à toutes les parties qui ſeront faites ; & lesdits Seigneurs Rois ordonneront expreſſement que les Sentences qui ont été rendues ou le ſeront ci-aprés, ſoient pleinement executées ſuivant leur forme & teneur.

XII. Lors que les Ambaſſadeurs ou autres Miniſtres du Roi Très-Chrétien, reſidens en la Cour du Roi de la Grande Bretagne, ſe plaindront de l'injuſtice des Sentences rendues ſur les priſes des Vaiſſeaux ou Marchandiſes appartenans aux Sujets dudit Seigneur Roi Très-Chrétien, ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne nommera au même tems neuf Commiſſaires de ſon Conſeil, dont la Commiſſion ſera ſcellée du grand Sceau, qui connoîtront de l'affaire, & confirmeront ou infirmeront leſdites Sentences ; & leſdits Commiſſaires ſeront tenus de s'aſſembler dans un Mois, à compter du jour de la plainte, & de rendre leur Jugement trois autres Mois après : Reciproquement ſi les Ambaſſadeurs ou Miniſtres du Roi de la Grande Bretagne, reſidens en la Cour du Roi Très-Chrétien, ſe plaignent de l'injuſtice des Sentences rendues ſur les priſes faites ſur les Sujets dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, ledit Seigneur Roi Très-Chrétien à leur requiſition ſera revoir & examiner leſdites Sentences en ſon Conſeil, pour les confirmer ou infirmer, & l'affaire ſera terminée dans quatre mois, à compter du jour de la requiſition.

XIII. Y ayant Procez entre ceux qui auront fait la priſe d'une part, & les reclamateurs de l'autre ; ſi la Sentence eſt rendue pour la Partie qui reclame, elle ſera executée en donnant caution nonobſtant l'apel ; ce qui n'aura pas lieu lors que la Sentence aura été rendu'e contre les reclamateurs.

XIV. Comme il arrive que'quefois que les Vaiſſeaux qui ſont des priſes en tems de Guerre, traitent tres-inhumainement les Maîtres, Pilotes, & Paſſagers des Vaiſſeaux qui ſont pris pour tirer d'eux tel aveu & telle declaration qu'ils ſouhaitent ; il a été convenu que leurs Majeſtez défendront de pareils traitemens ſous des peines tres-rigoureuſes, & ſeront punir ceux qui en ſeront convaincus comme ils le meritent, & d'une maniere à intimider les autres. Les Capitaines & Officiers qui ſeront coupables de telles inhumanitez & violences, pour les avoir faites eux-mêmes, ou fait faire, ou ſouffert, ſeront d'abord caſſez, & mis en outre procedé contre eux ſuivant l'énormité du délit. Et tout Vaiſſeau pris dont les Maelots & Paſſagers auront été maltraitez, ſera relâché & renvoyé libre avec ſa charge ſans aucune plus ample diſcuſſion en Jugement ou dehors.

XV. A été auſſi convenu que l'on punira tres-ſevérement ceux qui prendront des Commiſſions des Ennemis de l'un desdits Seigneurs Rois pour faire des priſes ſur les Sujets.

XVI. Finalement, que le preſent Traité ſera agréé & confirmé le plutôt que faire ſe pourra, & que l'échange des Ratifications ſe fera dans deux Mois. A Saint Germain en Laye le vingt-quatriéme Fevrier 1677.

(*L. S.*) ARNAULD. (*L. S.*) R. MONTAGU.

Formulaire des Paſſeports & Lettres de Mer qui doivent être accordées reſpectivement entre les Parts & autres Lieux aux Etats du Serenissime Roi de la Grande Bretagne par les Vaiſſeaux, Barques & autres Baſtimens, ſuivant la diſpoſition de l'Article cinquiéme, & données par Monſieur le Grand Admiral ou Surintendant de la Navigation, ou par ceux qui ont la Juriſdiction des affaires Maritimes, ou par les Gouverneurs ou Magiſtrats, ou par des Commiſſaires, ou par les principaux Officiers des Bureaux de ſortes.

A tous ceux qui ces preſentes verront, Salut. Nous Grand Admiral Nous Commiſſaires preposez par Monſieur le Grand Admiral Nous Gouverneur ou Magiſtrat Nous Commis & Vifiteurs du Bureau de la Ville ou Port

Sçavoir faiſons que NN. Maître ou Patron du Vaiſſeau appellé comprenant devant nous, a affirmé par Serment ſolemnel que ledit Vaiſſeau, du port de Tonneaux ou environ, ſur lequel maintenant il eſt le Maître ou Patron, appartient aux Sujets du Serenissime & Très-Puiſſant Roi de la Grande Bretagne. Ainſi Dieu lui ſoit en aide.

Et comme nous verrions volontiers ledit Maître ou Patron de Vaiſſeau aidé dans ſes juſtes affaires, nous vous requerons tous en general & en particulier, où le ſuſdit Maître ou Patron avec ſon Vaiſſeau & Marchandiſes arrivera, que vous ordonniez qu'il ſoit receu benignement & humainement traité, & qu'il puiſſe en acquitant les Peages & Droits accoûtumez, entrer &

Digitized by Google

Anno 1677. demeurer dans vos Ports, Rivieres & Domaines, & en forte, naviger, trafiquer & negocier, là & où bon lui semblera, ce que volontiers nous reconnoitrons. En témoin de quoy nous avons signé ces presentes, & y avons fait apposer nostre Sceau. A le jour de l'an

CLXI.

8. Mart. Tractat zwischen Ihro Kayserl. Mai. Leopoldum eines/ und Ihro Churfurstl. Durchl. zu Cölln andern theils/ durch welchen gedachte Churfurstl. Durchl. der zwischen Ihro Kayserl. Majest. und andern beyden Allirten geschlossenen Allianz beytritt/ und als ein Gegnerer Churfurst wieder alle Reichs-Feinde zu agiren verspricht. Nunmegen den 8. Martii st. n. Anno 1677. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Traité entre Sa Majesté Imperiale LEOPOLD *& Son Altesse Electorale de Cologne* MAXIMILIEN HENRI, *par lequel ce Prince accede aux Alliances faites par Sadite Maj. Imp. contre l'Ennemi commun, avec promesse de s'y comporter en bon & fidelle Electeur. A Nimegue le 8. Mars ſt. n. an.* 1677.

Im Namen der Allerheiligsten Unzertheilten Dreyfaltigkeit/ Gottes des Vatters/ Sohns und Heiligen Geistes/ Amen.

Kund und zu wissen sey jedermämiglich/ Nachdem Ihre Churfürstl. Durchl. zu Cölln ꝛc. in erinnerung ihrer Kindes-Pflichten und der nahen anverwandnus/ worinn sie Ihrer Kayserl. Majestät verbunden/ Ihnen der Teutschen Reichs-Satzungen und den bonis publici, klärgt verlangen gerragen/neben anderen gerreiten und gehorsamben Churfürsten/ Fürsten/ und Ständen mit der Röm. Kayserl. Majestät als ihrem allerhöchsten Oberhaupt sich zu unterm nahen zuthun/ so auch dieses ihr verlangen allerhöchstgemeld Seiner Kayserl. Majestät schon vor geraumer zeit zu erkennen gehen lassen/ und dero Geheimen Rath/ Cammerern und Wirklichen Stadthaltern Freyherrn von Wolfstege und zu Trachenberg hierzu absonderlich instruirt und bevollmächtiget:

Als ist nach reiffen bedacht und erwegung jetziger umbständen von Ihrer Kayserl. Majestät Rath/ und zu dem beyorstehenden friedens-Tractaten bevollmächtigten bestand Gesandten Dieterichen Alther Heinrichen Edlen Herren Stratman und dem obberührten Ehm-Cöllnischen Gevollmächtigenen Frantz Freyherrn von Plettenberg und zu Trachenberg auf aller- und gnädigste Ratification vergliechen worden/ wie folget.

I. Erstlich geschicht Ihrer Kayserl. Majest. von Ihrer Churfürstl. Durchlaucht die allerunterthänigste versicherung/ daß sie mit einigen Feinden Ihrer Kayserl. Majest. oder des heil. Röm. Reichs in keinem Fœdere oder Verbündnus begriffen/ wie ingleichen/ daß sie denen keines wie genachtem und anderen/ so ins künfftig Ihrer Kayserl. Majest. Feinde werden möchten/ jemahlen einigen weis werden; Treten hinggegen als ein treuer Churfürst des Reichs in die gestalten Ihrer Kayserl. Majestät und verstehen dem Chur- und Fürsten des Reichs/ auch anderen hohen Allirten geschlossene Allianz und versprechen so wol als andere Allirte bey Ihrer Kayserl. Majest. und dero Allirten zustehen/ und zu des Gemeinen Wesens bestem und reliabilirung eines beständigen und reputirlichen Friedens zu laboriren/ und nach allen Ihren kräfften/ sonol wider Franckreich und Schweden/ als andere Ihrer Kayserl. Majest. und des Reichs Feinde alles zu agiren/ wie es nach genommenen Concerto allerseits wird gut befunden und geschlossen; Dahingegen versprechen auch Ihre Kayserl. Majest. Ihrer Churfürstl. Durchl. gegen dero Feinde und allen unbilligen Gewalt zu assistiren und treulichlich zu schützen/ wie solle dieser Bund unverbrüchlich gehalten werden/ so lang als dieser Krieg dauren wird.

II. Wollen Ihre Kayserl. Majest. so wenig/ als Ihre Churfürstl. Durchl. ohne gesambtes gut-befinden und belieben sich in einige Friedens- oder Stillstandes-handlungen einlassen/ weniger selbige schlüssen/ sondern sollen alle dergleichen handlungen ambesst nicht/ als mit einhelliger bewilligung/ gut- befinden und allerseits inclusion vorgenommen werden.

III. Zu beförderung der gemeinen sach und abgemeldter sichlichen intention versprechen Ihre Churfürstl. Durchl. fünff tausent Man zuspellen und zu unterhalten/ und sollen mit selben Bolckern dero Vestungen/ als Bonn/ Neuß/ Kayserswerth/ Rheinberg/ Lechenich/ Kayserl. und andere/ so viel es nach gestaltsamen der zeit und lauffen vonnöthen/ besetzet/ auch nach Ihrer Kayserl. Majest. zu-thun dessen competentem vel evidem gesetzt den Gemeinen Feind im Zaum halte werden; und gleich wie Ihre Kayserl. Majestät Ihrer Churfürstl. Durchl. alle beförderung darzu von herzen gönnen; Als wollen sie bey der Crön Spanien auch in dem Haq durch dero Ministros ihre Officia mit anwenden lassen/ damit Ihrer Churfürstl. Durchl. mit einigen Subsidien unter die arme gegriffen werde: Jedoch bey dabach Ihrer Kayserl. Majest. im obligation oder Verbündnus zeitgemeldte Subsidia ex proprio zu præstiren zugegen seyn werden.

IV. Und damit Ihre Kayserl. Majest. behaupthey Ihrer Churfürstl. Durchl. treuliche devotion und aufrechtige intention in der that verspühren mogen/ stellen dieselbe Ihrer Kayserl. Majest. unterthänigst anheim/ einige Seiner Churfürstl. Durchl. nicht unangenehme persohnen vorgeschlagen/ aus welchen Seine Churfürstl. Durchl. einen Generalen ernehmen wolten/ welcher obgedachte gesambte Militz command-ieren/ auch in der Churfl. Durchl. Pflichten und stehen/ und nach Kriegs-ration sowohl Ihrer Maj. und des boni publici, als Ihrer Churfürstl. Durchl. und dero Erbt- und Stifftern dienst und Conservation eyferlich respiciren solle; und wollen Ihre Hochfürstl. Durchl. in Pfaltz-Neuburg/ vermög ihrer mit der Crön Spanien und denen General-Staten getroffener- und von der Röm. Kayserl. Majestät offentlich bigst approbirter und garantirter Allianz, ein Corpo von fünffzausent Man zuspellen haben/ und dem bevorstehe trageñ beroselben Trouppen all solchen Generalen bey der Regierung gleichfals mit zu unterstehen: So sollen von seiner Churfürstl. Durchl. zu Cölln/ so viel von obgedach- ihrer fein pactirten 5000. Man nach Kriegs-raison und dero nothwendig zubesetzen habenden Dessinen gegen werden können/ darzu zu zuspellen und zuzugeben werden/ damit solche benachbahrte kräfften pro communi causa mit desto besserem Succes unter einen Capo agiren mogen.

V. Hingegen und in Consideration der neben anverwandtschafft und Seiner Churfürstl. Durchl. zu Ihrer Kayserl. Majestät tragenden devotion wollen Ihre Kayserl. Majest. deroselben Ihre Residentz-Stadt Bonn/ als auch lechenich/ Kirpen/ und andere ohrt vollkommlich restituiren und einraumen.

VI. Weilen aber Bonn ein ohrt von grosser importantz/ und an dessen Conservation sowohl Ihrer Kayserl. Majest. und dem Publico, als Ihrer Churfürstl. Durchl. selbsten vornehmlich hoch-stens gelegen/ als haben Ihre Churfürstl. Durchl. sich erbotten/ auch obgedachten 5000. Man dessen Ohrt/ wie auch lechenich und Kirpen unterm Commando ehbesthin-Gemeldten alsobald gewaltsamb zubesetzen/ denselben auch sothane Plätze nach Kriegs-gebrauch bestmöglichst zu verwahren und vor allen gefahr unverletzet schutzlich einzuhalten. Inzwischen wollen Ihre Churfürstl. Durchl. Ihrer Kayserl. Majest. und dero Allirten den Paß/ retraicte/ auch gegen billichen preis Proviant und allen andern vorfohrb unverzüglich daraus leisten lassen.

VII. Ihre Kayserl. Majest. versprechen auch Ihrer Churfl. Durchl. Erb- und Stiffter Cölln/ Paderborn und Münster/ selben theils sowohl/ als das Heil Reichskirchen und das Stift Hildesheim/ damit obige künfftausent Man desselbter daraus unterhalten werden können/ von allen einquarterungen und Contributions-Forderungen Ihrer eigenen und aller der Allirten/ absonderlich deren in gemelten Erb-Stifft de facto sichender Völcker/ nach hinc inde ausgewechselten Ratificationen dieses Tractats, beständig befreyen/ und sie keines weegs graviren zulassen/ sondern sie darwieder Kayserlich und mächtiglich zuschutzen/ und da einige durchfälle von Ihrer Majest. oder dero Allirten Völckern in diesen landen geschehen werden müsten/ solte der Durchzug vorhero Ihrer Churfürstl. Durchl. notificirt und mit Ihro concertirt, solcher ohne dero landen und unterthanen schaden eingerichtet/ die marche und Nachzüger nach Ihrer Churfürstl. Durchl. Commissarien anweisungsmassen der reihe und ten nunmehr gebraucht/ und sie keines Kayserl. zugelassen/ alle Plünderungen/ Exactionen und Insolentien verhütet/ die übertretter exemplarisch gestrafft/ auch alles in billichen werth vergütig der Reichs-Constitutionen bezahlt werden. Es wollen auch Ihre Kayserl. Majest. Ihre Churfürstl. Durchl. in proportionirter ausstehrbung in dero landen und bestreibung der zu unterhaltung der pachter ungelt Volcks nöthiger gelder keinerley weis behindern lassen.

VIII. Ihre Kayserl. Majest. wollen auch und versprechen Ihrer Churfürstl. Durchl. sambt dero Stiffter und landen wieder alle dero und des Reichs Feinde/ auch allen andern ambilichen Gewalt mit allen ihren kräfften so viel/ als sich selbsten zu schutzen/ zu verfechten/ und zu Garantiren/ und dey den bevorstehenden Friedens-handlungen/ in aller billicher satisfaction/ auch restitution dessen/ so etwan durch die Feindliche Waffen occupirt ist/ oder occupirt werden möchte/ kräfftiglich zu verbeissen/ und dero Interesse als ihr eigenes zu respiciren/ solche satisfaction aber aus dem ihrigen zu præstiren nicht verbunden sein sollen.

IX. Ihre Churfürstl. Durchl. versprechen dagegen festiglich/ auf allen Reichs-Crais- und Deputations-tagen/ auch sonst zu allen vorfallenheiten/ das Interesse Publicum sowohl/ als Ihrer Kayserl. Majestät und dero Hohen Erzhauses nach eüsserstem vermögen zu portiren/ zu befördern und Ihrer Kayserl. Majestät Ministris und Postschafftern de Concerto zugehen/ und mit dero Orden und Negotiationen Ihrer Kayserl. Majestät allergnädigste inten-

Anno 1677.

Digitized by Google

ANNO 1677. intentionen gleich anderen mit Ihrer Kayserl. Majest. und dero Erbhaus in Allianz stehenden Chur- und Fürsten zu secundiren und andere Chur- und Fürsten bey möglichst zu gleicher intention und conjunction der Waffen und Consilien zu disponiren und dero Interesse mit Ihrer Kayserl. Majest. und dem Hochlöbl. Erzhaus ferners ehrlich und beständig Consilium & arma dergestalt zu conjungiren und zu verbinden/ daß es nimmer separirt werden könne: massen Ihre Kayserl. Majest sich hergegen auch zu einem gleichen allergnädigst erklären/ also/ daß ein der andern theils nutzen und fromb befördern/ schaden abwenden und da etwas zu eines oder andern theils nutzen oder schaden vorkäme/ solches jederzeit einer dem andern vertreulich eröffnen/ und in allen gantz vertrauet agiren sollen.

X. Ihre Kayserl. Maj. versprechen auch/ daß sie Ihre Churfürstl. Durchl. bey den gebührenden Juribus, hochheit und Regalien in dero Stadt und Stifft Lüttig schützen und erhalten wollen.

XI. Ueber diesen Tractat sollen innerhalb zwey Monathen von Ihrer Kayserl. Majest. und Ihrer Churfürstl. Durchl. die respective allerdings gnädigste Ratificationes ausgebracht und gegen einander zu Wienn ausgewechselt werden.

XII. In Warheits-urkund sind hierab zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget/ und von obvorgemelten Abgesandten Seiner Kayserl. Majest./ wie in gleichen von hochgedachter Seiner Churfürstl. Durchl. Gehenden Rath unter Ihrer Kayserl. Majest. auch Ihrer Churfürstl. Durchl. respective allerhöchst- und gnädigsten Ratificationen unterzeichnet worden. Signatum Wimwegen den 8. Martii stylo Novo 1677.

(L. S.) T. A. Henricus Stratman.

(L. S.) Franz Freyherr von Mesterstod.

Articuli Secreti in puncto der in dem vorhergehenden Haubt-Recess von Chur-Cölln zustellen versprochen nen Fünffzehnsend Mann ꝛc. Nimwegen den 8. Martii 1677. mit der darüber von Chur-Cölln ertheilten Ratification. Cölln den 6. Julii 1677. [Tirc de la Regiftrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

C'eſt-à-dire,

Articles Secrets ſur le ſujet des 15000. Hommes que l'Electeur de Cologne doit fournir & entretenir. Avec la Ratification deſdits Articles de la part de l'Electeur. A Cologne le 6. Juillet 1677.

WIr Maximilian Heinrich von Gottes Gnaden Erz-Bischoff zu Cölln/ des Heil. Röm. Reichs durch Italien Erz-Cantzler und Churfürst/ Bischoff zu Hildesheim und Lüttig/ Administrator zu Berchtolsgaden/ in Obern und Nidern Bayern/ auch der Obern-Pfaltz/ zu Westphalen zu Engern und Bouillon Hertzog/ Pfaltzgraf bey Rhein/ Landgraff zu Leuchtenberg/ Marggraf zu Frandenmont ꝛc. Bekennen für uns und unsere Nachkommen am Erz-Stifft offentlich mit diesem Brief/ und thun kundt/ Nachdem zwischen den Allerdurchlauchtigsten/ Großmächtigsten und Unüberwindlichsten Fürsten und Herrn/ Herrn Leopolden/ Erwehlten Römischen Kayser/ zu allen zeiten Mehrern des Reichs/ in Germanien/ zu Hungarn/ Böhemb/ Dalmatien/ Croatien/ Sclavonien Kongen/ Erz-Hertzogen zu Oesterreich/ Hertzogen zu Burgund und Steyer/ Kärnthen/ zu Crain und Würtemberg/ gefürsteten Grafen zu Habspurg/ Tyrol und Görtz ꝛc. und uns/ wider unsere und des Heil. Röm. Reichs Feinde und zumahlen zu Abwendung der sich auf dem Reichs-Boden je mehr und mehr ereignenden Gefährlichkeiten/ vermittelst unserer beederseits hierzu Deputirten Gevollmächtigten als anseiten Seiner Kayserl. Majestt. dero Rath und zu denen beyverstehenden Friedens-Tractaten beruhenden Gründen/ Herrn Dietrich Lüther Heinrichen Edlen Herrn von Strommann; Als seithen unser aber unsers Geheimen Raths/ Cammerers und respective Stadthalterers/ Franz Freyherrn von Mesterstede und zu Treatenberg/ unter dato Nimwegen den 8. Martii styli Novo dieses laufenden 1677. Jahrs nachgesetzte Articuli Secreti aufgerichtet und beschlossen worden/ folgenden Innhalts.

I. Nachdem Ihro Churfürstl. Durchl. zu Cölln in dem mit Ihrer Kayserl. Majestt. heut dato geschlossenen Allianz-Recess versprochen sind/ tausend Mann zustellen/ und zu unterhalten; Weile aber den itzigen schweeren zeiten und kundbaren verderben des Erz-Stiffts Cölln/ auch anderer Ihrer Churfürstl. Durchl. Stiffter und landen/ dieselbe sobald/ als die Nothdurfft erfordert/ mit so starcker Mannschafft nit aufkommen/ und damit dero Residenz-Stadt Bonn und andere Oeffnungen nach Nothdurfft mit genugsamer Sicherheit besetzen / weniger gegen die Feinde zu Feld agiren können; Als versprechen und verbinden sich Ihro Kayserl. Majestt. aus dero Seiner Churfürstl. Durchl. zuvorauß der Freund- Vätterlicher Affection und Kayserl. Hulden/ Ihre derentwegen Mann zu Commplirung der in benanthem Haubt-Recess bedungener funffzehnsend Mann zuzuschicken/ und selbige entweder von dero Armada herzugeben/ oder sförderlich anzuwenden/ damit obberührt Ihrer Churfürstl. Durchl. Residenz-Stadt Bonn und Lechenich/ als worum den zugen Conjunctionen Ihrer Churfürstl. Durchl. Erz-Stifft und dem Reich Haubtsächlich gelegen/ forderist besetzen/ und den übrigen Rest loser Mannschafft nach Anlag des Haubt-Recess gebrauchen möchten/ und sollen diese benanthe Mann in Ihrer Churfürstl. Durchl. Pflichten/ Commando und Gehorsam nit stehen/ und zu Ihrer Kayserl. Majestt. und Ihrer Churfürstl. Durchl. und der gemeinen Sachen dienst operiren/ und zu gemeiner Wolfahrt gebraucht werden/ es seye dann/ daß zu gemelter Besatzungen sicherheit erfordert/ und es zwischen Ihrer Majestt und Seiner Churfürstl. Durchl. concertiret werden solle. Hingegen haben Ihro Kayl. Majestt. zu gnaden/ daß Kerpen mit Ihro Churfürstl. Durchl. Völckern allein besetzt werde.

II. Solte aber das Stifft Hildesheim nit alsbald evacuiret werden können/ würde dem Erz-Stifft Cölln zumahlen Mann allein zu unterhalten bey gegenwertigen dessen ruinirten zustand unmöglich sollen/ und dahero der numerus nur auf vier tausend Mann gesetzet werden/ und Ihro Kayl. Majestt. haben solle alten zuvorauß zu stellen haben/ gleich wie hingegen sobald die evacuation dieses Stiffts Hildesheim geschehe/ Ihre Kayl. Majestt. über die vorige zugesagte Mann/ noch tausend Mann (falls von Ihrer Churfürstl. Durchl. solche zahl nit gestellet werden könnte) und also dergestalten Mann stellen werden/ Ihro Churfürstl. Durchl. auch zu unterhalt allsolcher fünffzehnsend Mann gebunden sein wollen und sollen/ jedoch dergestalt/ daß dieselben hingegen die Disposition gelassen werde/ daß sie in dero gesamten Erz- und Stifftern die zu solcher unterhaltung nöthige Gelder zu Entsatz des siebenden in dem Haubt-Recess enthaltenen Articuls, der proportion nach ausschreiben und beytreiben lassen möge.

III. Und obwohlen Art. V. des Haubt-Recesses Ihro Churfürstl. Durchl. Residenz Stadt Bonn und sodenselb völlig überlassen/ so ist doch dabey verglichen/ daß ermelter Ortber auf derselben von Ihrer Kayserl. Majestt. Ihro Churfürstl. Durchl. zugestellen verbrodenen Volckern/ jedoch langer nit/ als es ihrer Kayl. Maj. und ihrer Churfürstl. Durchl. auf gemeine Reichs Sachen erfordert/ beleget bleiben sollen/ dergestalt/ daß der General, oder in dessen Abwesenheit der an seiner Statt Commandirende Ober-Officier sowohl als die gemeine Soldaten in ihrer Churfürstl. Durchl. nit verpflichtung / Commando und Gehorsamb / auch deren logier- und billetirung der Ihrer Churfürstl. Durchl. disposition stehen/ und weilen Ihro Churfürstl. Durchl. in den VI. Articul des Haubt-Recess sich erklähret und obligiret/ obberührten General oder in dessen Abwesenheit dem an seiner Statt Commandirenden Ober-Officier scharfes ernambnden/ daß sie denjenen ammerentante Puncta des Kriegs-Gebrauchs bey möglichst bewahren/ und vor allen Gefahr vest sichern sollen/ als thun sie sich hiemit weiters declariren/ daß sie denjenige Instruction, welche sie zu solchem Ende angezogenen General behändigen lassen würden/ vorher mit Ihrer Kayserl. Majestt. concertiren wollen.

IV. Verbinden Ihro Churfl. Durchl. sich auch/ weder den Bischoffen von Straßburg/ noch dessen Bruder Prinz Wilhelmen/ Mann Ihr auch restituiret werden sollte/ in dero dienste zu nehmen.

V. Was dann Stifft Lüttich anbetrifft/ davon solle zu seiner zeit mehrers gehandelt werden/ immaßlich wollen Ihro Kayserl. Majestt. auf alle Mittel bedacht seyn/ damit solliges mit keinem feindlichen Quartier mehr beschweret werde.

VI. Erbieten sich Ihro Kayl. Majestt. zu Abstoß- und Abhaltung der gegen Ihro Churfürstl. Durchl. von denen Herren General-Staaten stehenden gerussen und denselben prætensionen schon einmahl in vorschlag kommene 250000. Reichsthalers dergestalt über sich zu nehmen/ daß sie sowol / innthalb 15000. Reichsthalr. Ihro anderen Ihro von besagten Herren General-Staaten anbiendenen Subsidien abgelohen lassen wollen / und weiter nichts / noch weniger bey den/ jetzedem-Tractaten zu bewilderen/ daß Ihro Churfl. Durchl. wegen des nach dem mit Ihrer Herren General-Staaten geschlossenen Frieden dem Erz-Stifft Cölln und Stifft Lüttig zugefügten Schadens alle billenmäßige satisfaction wiederfahre / doch dieses ohne einige particular Obligation, wie solches in den General Tractaten Art. XXX. vorgesehen.

VII. Gleicher gestalt wegen derer in seiner Churfl. Durchl. Erz-Stifft Cölln nach liegenden Herrschaften und anderer Alliirten Truppen, auch denen widerlichen verschiedungen Anführung/ und gebahten Erz-Stifft Cölln künfftiger völliger Verfassung halber/ referiren sich Ihro Kayl. Maj. auf den VII. Articul des Haubt-Recesses, dahey sie es ohne einige veränderung allergnädigst bewenden lassen/ auch in crasi Ergetzung dieses erlittenen Schadens alle ihre Officia bey der Cron Spanien und denen Herren General Staaten möglichst einlegen wollen/ weiten weil Ostnabrugischer Friedens-Vertrag mit denen Ihnen bedem zum besten beschehen/ daß ihnen Churfürstl. Durchl. hingegen von jenen bedeckt bezwegen einige Subsidien verwilliget werden.

VIII. Diese Secreti Articuli sollen eben diese Crafft haben als wann sie von Wort zu Wort/ dem heut dato geschlossenen Haubt-Tractat inseriret wären/ und sollen dahero über diese Secreten Articulen die Ratificationes ebenfalls als bald möglichst zu Wien ausgewechslet werden. In Warheits urkund sind hierab zwey Exemplaria gemacht/ und gleich mit dem Haubt-Tractat unters

ANNO 1677.

Anno 1677. unterſchrieben worden. Signatum Nimwegen den 8. Martii 1677.

(L.S.) T. A. Streatman.

(L.S.) Franç Freyherr von Meſſeriede.

Alles dem wir ſolch obbeſchriebene Secretos Articulos in allen und jeden Punckten/ Clauſuln/ Innhalt und Begreiffen Unſeres Theils ratificiren/ beſtättigen und bekräfftigen für uns und unſere Nachkommen am Ertz-Stufft und Unſeren Churfl. Wort verſprechendt/ daß wir alles und jedes/ ſo viel uns betrifft/ würcklich halten/ leiſten und erfüllen/ auch auf alle weis verbindent wollen/ daß weder von den unſerigen noch andern in kein weg darwider gehandelt werde. Zu beſſerer Urkunde haben wir gegenwertige Ratification mit Unſerer eigener Hand unterſchrieben/ und mit Unſerm Churfürſtl. Inſigel bekräfftigen laſſen. Geben in Unſerer Stadt Collin den 6. Juli Anno 1677.

Maximilian Henrich Churfürſt zu Colln.

Locus Sigilli appreſſi Electoralis.

CLXII.

14. Avril. *Fœdus inter* Leopoldum *Romanorum Imperatorem*, & Joannem III. *Regem Poloniæ, quò priora Fœdera inter Poloniam atque Auſtriam inita renovantur, mutuum ſibi invicem auxilium, perpetuamque Pacis atque Commerciorum culturam pollicentur; Actum in Civitate Viennæ & Arce Regia Varſovienſi die 24. Aprilis 1677.* Cum Ratificatione *Regis Poloniæ. Data Varſoviæ Anno 1677.* [Chwalkowski Jus publicum Regni Poloniæ. pag. 256.]

UNiverſis & ſingulis Regni & Dominiorum Noſtrorum annexarumque illi Provinciarum, cujuscunque Status, Conditionis, Dignitatis & Præeminentiæ Subditis Noſtris præſentibus Literis ſignificamus.

Quod cum inter primarias muneris noſtri Regii curas poneremus, ut poſt felicem Electionem & Coronationem noſtram Fœdera & Pacta, quæ inter Sac. Cæſ. Majeſtatem Domumque Auſtriacam & Sereniſſimos Prædeceſſores noſtros antiquitus interceſſerunt novis utrinque nexibus roboraretur, Populorumque tranquillitati & bonæ Vicinitatis cultui, quoque inde dependent, correſpondeniarum & Commerciorum uſui propiceretur; Fidei Pacta eadem renovanda & confirmanda eſſe duximus: prout renovamus & confirmamus. Quorum tenor ſequitur ejusmodi.

Nos Leopoldus, Divina favente Clementia, Electus Romanorum Imperator, ſemper Auguſtus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ & Slavoniæ Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchio Moraviæ, Dux Lucemburgiæ, Superioris & Inferioris Sileſiæ, Wirtenbergæ & Techæ, Princeps Sueviæ, Comes Habsburgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, & Goritiæ, Lantgravius Alſatiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lauſatiæ, Dominus Marchiæ Sclavoniæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. &c.

Et nos Joannes III. Dei gratia Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, ac Ruſſiæ, Pruſſiæ, Maſoviæ, Samogitiæ, Livoniæ, Smolenſciæ, Kijoviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Severiæ, Zetuiechoviæque.

Tenore præſentium recognoſcimus ac notum facimus univerſis & ſingulis, præſentibus & futuris, harum notitiam habituris. Quandoquidem, qui Chriſti locum in Terris gerunt, eos in hoc elaborare maxime decet, ut cujus locum obtinent, ejus veſtigiis incedant: Nos memoriâ tenentes, quod non aliunde poteſtas noſtra ſit, quam ab eo, a quo nomen ducimus, cujus appellatione cenſeri volumus, Domino Noſtro Jeſu Chriſto, qui, quos ipſe Nobis ſubjecit Populos, eos loco ſuo regere nos voluit, & gubernare; hoc omnes curas, & cogitationes Noſtras convertendas duximus, ut quatenus id humanitus præſtari poteſt, adjuvante eo, cujus id ſolius munere contingit, quàm proximè ad ſimilitudinem ejus accederemus, per quem Reges regnant, & Principes imperant, & Potentes decernunt Juſtitiam. Quoniam verò, non ille potentiam ſuam, non ſapientiam, ſed eam ſolam, qua Societas hominum inter ipſos continetur, dilectionem, quâ nos prior ipſe præter meritum ullum, profecutus eſt, imitari voluit, ut ſicut ipſe dilexit nos, ita & ipſi viciſſim diligeremus invicem, ac Pacem, concordiam, tranquillitatemque mutuam inter nos conſerveremus. Neque poteſt illi ſacrificium ullum à mortalibus offerri gratius quam ſit fraterna charitas, inter unius corporis membra. Hanc illius dilectionem, qui nobis tot Civitates, tot Populos, lingua, moribus, habitu inter ſe diſſidentes, tot tam late patentes Provincias, tot ampliſſima Regna ſubjecta eſſe voluit, præcipue pro virili noſtra imitandam eſſe duximus. Itaque cum inter recolendæ memoriæ Majores noſtros, jam inde à longiſſimo tempore certamen amoris, benevolentiæque munus ſuſceptum fuiſſe cognoviſſemus, cujus rei tanquam teſtes ſunt Pactorum & Fœderum Literæ, quæ inter Auſtriacam & Jagellonicam Domos, quæque inter utriuſque Domus Regna, Imperia, Provincias, Populos & Nationes, nominatim verò, quæ inter quondam Albertum Archiducem Auſtriæ, cum quondam Caſimiro Polonia Rege, & Divum Fridericum Imperatorem, cum eodem Caſimiro Rege, poſita verò etiam inter recolendæ memoriæ Ferdinandum & Maximilianum Imperatores; cum itidem recolenda memoriæ Sigismundo Auguſto Rege, ac tandem inter Rudolphum II. & ſuccęſſivè Matthiam, nec non Ferdinandum II. Imperatores, & quondam Sigismundum III. ac Vladislaum Sereniſſimos Poloniæ ac Sueciæ Reges, itidem præclariſſimæ memoriæ, intercęſſerunt. Nos Majorum noſtrorum exemplo provocati, qui ſummam ſemper inter ſe neceſſitudinem & amicitiam conſervare ſtudebant, atque eam arctiſſ. præteres affinitatis vinculis fortius colligabant, quàm ut diſſolvi facile poſſet, ea nimirum Pacta & Fœdera, quæ inter præfatos Majores noſtros, quondam Albertum Archiducem Auſtriæ, Fridericum, Ferdinandum, Maximilianum II. Rudolphum II. & Matthiam nec non Ferdinandum II. Imperatores præclariſſimæ memoriæ, atque Caſimirum, Sigismundum Auguſtum, & quondam Sigismundum III. ac Vladislaum obſervata fuerunt, id quod ſelix, fauſtum, & fortunarum Deus eſſe velit utrique noſtrum, ac utrique noſtrum Imperiis, Regnis, Terris, Civitatibus, Populis & Nationibus in Dei Opt. Max. nomine, à quo tanquam fonte perenni manat, quidquid bonarum eſt rerum, inter nos quoque, & pro Nobis & Succeſſoribus noſtris, continuanda, confirmanda, inſtauranda, & renovanda, atque adeo declaranda, corroboranda & amplificanda duximus, ita ut continuamus, confirmamus, inſtauramus, renovamus, declaramus, corroboramus, & amplificamus, præſentium per tenorem. Ac primum quidem, ſicut in Litteris quondam Alberti Archiducis præſcriptum eſt, Nos omni honore, fide & amore, invicem profequi & promovere debemus & volumus in locis omnibus, & temporibus, ubi Nobis id faciendi ſo facultas obtulerit, citra dolum & fraudem aliquam, neque committemus unquam, ut alter alteri, aut familiaribus ejus, Vaſallis & Subditis quibuscunque, Regnis, Ducatibus, Terris, & Civitatibus ei ſubjectis, de ſub ejus obedientia & defenſione conſtitutis, quamunque ex cauſa Bellum inferamus, inimicitias denunciemus, diffidamus aut hoſtiliter eos impetamus, per Nos, aut ſubmiſſas perſonas, fraude & dolo remotis. Ac non modo ipſi ab ejusmodi rebus abſtinebribus, verum etiam Subditos noſtros, & quicunque in fide poteſtateque noſtra ſunt, eos prohibebimus, ac ab omni vi, modo ſuperius deſcripto, temperare ſibi cogemus. Habebunt etiam poteſtatem homines noſtri, cujuscunque ſtatus & conditionis fuerint, in quibuscunque Terris, Dominiis, Civitatibus noſtris & noſtræ obedientiæ ſubjectis agendi & commorandi, atque inde etiam liberè & ſecurè, cum illis viſum fuerit, diſcedendi. Deinde, ſicut etiam Literis Divi Friderici cautum eſt, ita nos inſtem omnibus, obligandos, alligandos, conſoederandos duximus, quemadmodum unimus, obligamus, promittimus, alligamus, conſoederamus, præſentibus, quod ex hoc tempore ipſo, perpetuo, realiter, & cum effectu invicem & mutuo obligati, alligati & Confœderati ſimus & erimus, & inter nos & Subditos noſtros, nec non Regna, Principatus, & Dominia, quæ nunc uterque noſtrum poſſidet, & quæ Deo concedente in futurum acquiremus, conſtanti, perpetua, indiſſolubilis & Chriſtiana

Anno 1677.

Digitized by Google

ANNO 1677. tiana Pax eſſe & ſervari debet, & debebit, & in omnibus utriuſque noſtrûm honorem, Dignitatem, Statum, augmentum, concertentibus, & concurrere valentibus, mutuo nobis auxiliabimur, conſultemus invicem, promovebimus, & aſſiſtemus, nec alteruter noſtrum quidquam faciet, cupiet, perpetrabitve, aut molietur, quod contra alterutrum noſtrum Regna, Principatus, Dominia, Subditos, honorem, Statum, Dignitatem, aut augmentum ſit, feu eſſe aut tendere poſſit. Neque noſtrum alter alteri, ipſius Regnis, Principatibus, Dominiis & Subditis Bellum, damnum, aut quodvis aliud nocumentum inferet, nec à ſuis quovis quæſito colore inferri permittet, ſed quilibet noſtrum, contra Subditos ſuos, qui hujusmodi faciunt aut facere, aut motiri vellent, juris viribus ſuis & potentiâ, in Terris & Dominiis ſuis conſurget, & eos, pro hujusmodi exceſſibus, pœna condigna puniet & caſtigabit, donec damnorum datorum integrant compenſationem & refuſionem faciant. Præterea nullus noſtrum ad alterius Regna, Principatus, & Dominia, aſpirare aut anhelare debet, nec alterius noſtrum Regna, Principatus, Dominia, & Subditos, ſi quos (quod Deus avertat) ab altero noſtrum deficere, recedere, aut rebellare contingeret, contra alium, ejus Regna, Principatus, Dominia, & Subditus ſuſcipere, tenere, protegere, juvare, aſſiſtere, neque conſulere aut favore proſequi debet, neque à ſuis talia fieri patiatur, ſed contra tales infideles unus alteri auxiliabitur, & aſſiſtet, atque Dominiis ſuis excludet. Si verò aliter noſtrum ejus Regna, Principatus aut Subditi, contra alterum, ipſius Subditos, Principatus aut Dominia actionem realem, ſeu perſonalem, Civilem ſeu criminalem, aut quamcunque querelam habet, aut impoſterum habuerit, ſi ſuper ea non potuerimus amicabiliter concordare, tum neque ipſi, neque Subditi contra alterum, ipſiusque Subditos, Regna, Principatus, & Dominia quidquam in facti attentare, neque ſibi ipſi jus dicere, aut ulciſci, ſed ſuper eo, jure & non aliter experiri debent. Caterum pro majore ſupra-ſcriptorum Fœderum declaratione, perque tranquilliore Subditorum noſtrorum ſtatu quiete, & bona vicinitatis conſervatione, & quo firmior inter nos, Regna, & Subditos noſtros, Pax, Amicitia, & benevolentia perpetuo conſtare queat; unque omnes diffidiarum cauſæ, quod ejus fieri poterit, præſcindantur: ordinamus, ſtatuimus, declaramus, & volumus quod eum initio ſcriptum eſt, quod mutua nobis invicem auxilia ferre debemus. Quotnodo alter alteri auxilia ferre velimus, id in arbitrio utriuſque noſtrum, & Ordinum Regnorum noſtrorum, poſitum eſſe debere, hoc tamen expreſſo, ut liceat utrique noſtrum ex Terris & Provinciis alterius Voluntarios Milites, ære ſuo conductos, educere, & arma in uſum ſuum exportare; Etsenus tamen Milites educere liceat, quorum id ſciente fiat altero noſtrum, neque ſit alteruter noſtrum Bello ſuo proprio contra holles aliquos ſuos impeditus. Hoſtibus verò ne id liceat, neve favor ullus præſtetur, qui alteri obeſſe poſſit, ita tamen, ut nedum pacta præſcripta majorum noſtrorum Fœdera, nullus noſtrum alteri, vel ipſius Regnis, Principatibus, Dominiis, & Subditis Bellum, damnum aut quodvis aliud nocumentum inferre, ſed neque alterius holles aut Rebelles fovere, protegere, ſeu eis aſſiſtere, vel favorem, conſilium, aut auxilium quovis modo præſtare debeat.

Volumus præterea, vias & flumina publica, nec non Commercia, & negotiationes mutuas, per Regna, & Provincias noſtras omnibus, & ſingulis Regnicolis, Provincialibus, & Subditis noſtris, tam Terra quam aquâ utrinque liberas eſſe, nec ullis unquam interdictis, arreſtationibus, ſeu repreſſaliorum conceſſionibus impediri, ſed utriuſque noſtrûm Subditos, in alterius Regnis & Dominiis, libero transitu ac fide publica, quem Salvum Conductum vocant, non minus quam proprios cujusque Subditos gaudere, uti, ac frui poſſe & debere. Neque denique cuiquam noſtrum, aut his, qui Nobis Subditi ſunt, querelas & actiones ſuas, ſi quæ jam ſint, vel futuris temporibus oboriantur, aliter quàm mediante jure profequi liceat. Ut autem omnes vel protelatæ, vel denegatæ Juſtitiæ querelæ, tam inter nos, quam Subditos noſtros, hinc inde præcaveantur, fiat cuique expeditum Jus & Juſtitia ſummarie, & de plano admiſſitrari, ejusdemque debita executio, effectualiter obtineri valeat. Conventimus & concordavimus, quod ſi quis noſtrum vel unius noſtrum Subditi, contra alterius unum, vel plures privatos Subditos, actiones ſive perſonales ſive reales intentarent, tunc ſemper Pars æquis Forum & Judicium ipſius rei ſequi debeat; Et quod in perſonalibus, injuriarum, violentiarum, ſuper ſpoliatione, feu ſimilibus, Judex permiſſione ſubditi Judicii, citra eſſationem & exceptionum admiſſionem, Actori ſorenſi, de ſimplici & plano Juſtitiæ complementum faceret; in realibus verò, ſecundum unius cujusque Ditionis conſuetudinem, ita procedere teneatur, ut quilibet, citra dilationem, Juſtitiæ executionem obtinere queat, id quod per ſuperiorem & Magiſtratus fidelíter providebi & dirigi par eſt. Quod ſi alter noſtrum contra alterius Provinciam vel Communitatem aliquam, vel viciſſim Provincia, Communitas, vel privati Subditi unius noſtrorum, contra alterum ex nobis, vel ejus Provinciam ſeu Communitatem privatas actiones prætenderent, tunc cauſæ hujusmodi coram alterius noſtrum, ſub quo Pars reo degit, Conſiliariis ſeu Commiſſariis, per eundem juſtitiarium conditionem & cauſarum exigentiam, non minus ſepiem numero deſignandis, ſummarie audiri, & vel amicabiliter compoſui, vel Jure mediante determinari, & executioni demandari debent. Porro ſi inter nostros ipſos Reges, feu forſan Regna & Provincias noſtras, tam mutarum, & terminorum, tum Commerciorum, feu quarumlibet aliarum iam veterum, quam novarum cauſarum, Jurium, vel obligationum occaſione, querelæ, gravamina, & controverſiæ deſcenderent, tunc alter noſtrum, qui vel cujus Regnum ſeu Provincia, Jus, vel querelam prætendit, aliam per Nuncios, vel Literas ſuas amicabiliter informare, ac pro tollendo, ſarciendo, amovendoque gravamine, admonere & requirere debet. Quodſi obtinere nequeant, tunc quilibet noſtrum, ſtatim intra duorum Mentium ſpatium à facta amicabili requiſitione, tres Conſiliarios ſuos è Proceribus Regnorum, Hungariæ, Bohemiæ, Moraviæ, Siliſiæ, & vel ex aliquibus harum prout quodque negotium ad aliquam harum Provinciarum pertinet, vel etiam ex omnibus pro exigentia & gravitate negoſii, ab una, Regnique Polonæ, & Magni Ducatus Lithuaniæ ab altera partibus, ad convenientem diem, & locum, per Partem laſam ſeu querulantem nominandam, ſemota omni excuſatione mittere debet. Qui utriuſque noſtrum Conſiliarii ſummam inquiſitionem diligentiam adhibeant, quo hujusmodi querelæ, gravamina, & controverſiæ, inter nos, Regna, & Provincias noſtras amicabili compoſitione transigentur, cà verò non ſuccedente, tunc laſa Pars ſive agens, coram ſuis ſecit Conſiliariis, actionem ſuam, ſtatim ipſo die, juridicè exhibendi poteſtatem habeat, idque duplicatis ſcripturis, quarum unam Conſiliarii penes ſe retineant, aliam verò Parti rei transmittent. Quo facto Pars rea reſponſum ſuum, eâdem ſcriptis duplicatis ſuppeditatis Conſiliariis vel ei, cui ex illis hoc demandatum fuerit, intra ſpatium proximorum duorum Mentium, à transmiſſo actionis libello, mittere teneatur, ut ſeſſioni Actor Replicæ, Reus verò Dupliczs ſuas, ac præterea, utraque Pars, tertiam quoque concluſionem, & ſubmiſſivam ſcripturam, de bimeſtri in bimeſtre duplicatis, ut præfertur, ſcripsis, offerre queat. Eo ſane modo & ordine, utrique Parti transmittendis, ſicut de actionis libello demonſtratum eſt. Oblatis itaidem ſucceſſive ab utraque Parte duplicatis trinis ſcripturis, in quibus utrique omnia Jura ſua capiebunt, ſet illi Commiſſarii Partibus ad promulgandam Sententiam, inter proximum ſequens bimeſtre, diem, ad eum locum, ubi cauſa primo agi cœpit, indicent; quo loco & tempore Partes per Procuratores ſuos pleno mandato ſuffultos comparere, illicque & ipſi Conſiliarii interesse, ac diligenter viſis ſcriptis & diſcuſſis Actis totius cauſæ, Parties eufſum ad concordiam & amicabilem compoſitionem invitare, & cohortari, nihilque in eo operæ & diligentiæ inermittere debeant. Quam ſi tunc quidem inter Partes obtinere queant, ſtatim ad ferendam Sententiam procedant, ac id quod Juris & Juſtitiæ fuerit, cognoſcant & decernant. Quod ſi ſupradicti Conſiliarii, de ferenda Sententia, five interlocutoria, ſive definitiva fuerit, concordare non poſſint, tunc toties quoties opus fuerit, Arbitrum communi voce deſignare, vel per quamlibet Conſiliariorum Partem, duabus idoneis Perſonis propoſitis, ex iisdem ſorte conſtituant: cujus partes ſint, huic Conſiliariorum optionni, quæ & Jus & æquitati magis conſona videatur, ſubſcribere, eandemque laudare & approbare. Quidquid autem per ipſos Conſiliarios noſtros, ſeu majorem eorum partem ſeparatim, vel per eosdem vel Arbitrum conjunctim decretum & pronunciatum fuerit, id ratum firmumque maneat, ac ſtatim debitæ demandetur executioni, remota omni planè appellatione, ſuppliczatione, reſuſtione, in integrum reſtitutione, aliisque Juris Beneficiis & remediis etiam motu proprio conceſſis, obtentis, non obſtantibus.

ANNO 1677.

ANNO 1677. Debeat autem Consiliarii, per nos pro tempore deputandi, nec non & Arbiter ipse per nos, & quantum ad quemlibet Nostrum spectat, ab obedientiæ & Juramenti debito, ad eam causam tantum absolvi, ac per administranda Justitia, novo confuetoque Juramento obstringi. Quod si pendente lite unus vel plures ex ipsis Consiliariis mortem obirent, tunc in demortuorum locum, prout ad quemlibet nostrum pertinebit, alios femper furrogabimus. Ipsi quoque Consiliarii non plures scripturas admittant, aut terminos alio modo, quam supradictum est, prorogandi aut alterandi potestatem habeant, sed forma, & modo illis conceſſo procedant, excepto casu, quo Partes tales producere desiderent, habeant, tunc ipsi Consiliarii Jurisdictionem suam prorogandi potestatem habeant, tantisper donec tales ejus causæ conſeci, secundum Joris dispositionem legitime produci & audiri fuerint, ita tamen, ne ulla unquam necessaria prorogatio quæratur, vel admittatur, sed omnes tales ad unum diem & terminum, quantum fieri poteſt, audiantur, à publicanis attestationibus, non ulli unica scriptura à qualibet Parte recipiatur. Proinde quo magis Regna, Principatus & Dominia nostra, ab omni flellorum, depræ*ariorum, latrocinorum, hoſtilitatisque periculo libera, secura, purgataque esſe queant, conventum inter nos eſt, quod nullus noſtrum alterius, seu Regnorum, Provinciarum, vel Subditorum fuorum diffidatores, hoſtes, homicidas, raptores, seu damnificatores, nec non profugos cujuscunque conditionis five Eccleſiaſticos five ſecutares, item Rebelles Subditos, quicunque in alterius noſtrum Regna & Dominibus reperti, denunciati, vel per nosmet, aut Officiales noſtros perveſtigati fuerint, nequaquam amplius fovere & aſſecurare, multo minus verò per Subditos nostros ullo Hoſpitio, auxilio, five receptatione quocunque prætextu, directè vel indirectè, publicè vel occulte recipere, juvare, vel intertenere debeat, ſed ubicunque hujusmodi gratiatores, raptores, diffidatores, & damnificatores, exhibei in præſato Regnis & Dominibus noſtris deprehenſi fuerint, contra eos, juſſu noſtro & directione, aque accurata diligentia Officialium, utrobique Parti latæ, atque defrenti Juſtitia immediatè atque irreſuſibiliter permitti atque administrari, aut etiam citra Partium requiſitionem de jis, & communibus hoſtibus, à Capitaneis & Magiſtratibus, ubicunque ex officio inquiri, inſequi, & pœnaliter procedi debeat. Caſu autem quò aliquis ex Officialibus, aut Subditis noſtris, propter receptationem, aſſecurationem vel defenſionem antedictorum diffidatorum aut omiſſionem antedictorum diffidatorum inſecutionis, captivationis, five animadverſionis ſcienter contravenerit in tales utrobique, five delati à Parte altera, five aliàs veroſimili ſuſpicione deprehenſi fuerint, Capitali ſuppliciò irremiſſibili debet animadverti.

Quod ſi alterius noſtrum, unus vel plures Incolæ vel Subditi, alterî noſtrum ſeu Regnis & Dominiis noſtris, generaliter vel ſingularibus perſonis, Incolis, & Subditis, privatim hoſtilitatem denunciaverint, tunc ſtatim Præfectus, Capitaneus aut Officialis illius loci five Diſtrictus, cui diffidatio indicta eſt, Generales, Præfectos, & Capitaneos Regnorum, & Provinciarum alterius noſtrum, ſub quo tales diffidatores degunt, ea de re certiores reddere, ipſique exemplar diffidatoriarum Literarum transmittere debeat. Quo accepto præfati Præfecti & Capitanei, diffidatores pro publicis hostibus judicare, promulgare, publicare, omnibusque & ſingulis Incolis cujuscunque ordinis & conditionis exiſtentibus, eorum conſuetudinem interdicere, & ne a quoquam hospitio recipiantur, aut conſilio, auxilio, five re ulla alia juvennur prohibere & cavere, bonaque diffidantium applicare Fiſco & Cameræ Regiæ, ac proinde in hospites, ſocios, conſcios, & complices, pari quoque ſeveritate animadvertere teneantur, ignorantiæ excuſatione univerſis penitus ſublata. Quod ſi quispiam Præfectus, Capitaneus, aut Magiſtratuum, in hujusmodi casibus ſubiram Juſtitiam adminiſtrare cunctaretur, aut etiam alias ex Officio, inquiſitione, inſecutione, & animadverſione debita non procederet, tum tales nostræ partitioni immediate obnoxii, & rei eſſe debeant. Ut autem præcipuus diffidationum, & graſſationum fons, quo hujusmodi latrocinia imprimis alunrur è medio tollatur coerceanrque liceniia & impunitas recepsandi hoſtes, prædones & diffidatores, ſerio inter nos convenit, ut omnes promotores, detencores, receptatores, complices, dictorum facinoroſorum hominum, qui vel notorietate facti, vel ex veraci denunciatione ſpoliatorum, aut ex fuga Captivorum, (modo tales captivi aut ſpoliati bonæ fidei & integræ famæ ſint) ANNO 1677. five aliis tam manifeſtis indiciis, ut ulteriori propatione res non egeat, convicti vel deprehenſi fuerint, idem citra ulteriorem purgandi ſui admiſſionem & conceſſionem, ſpoliatis & damnum paſſis, ad reſtitutionem & ſatisfactionem probabilium damnorum, de bonis ſuis tenentur, aut ſi ſalvendo non ſint, ſecundum qualitatem delicti corpore luat. Quod ſi tales etiam patrati criminis conſcii, vel complices eſſent, & ad illata damna, cædemque evidentem cauſam ſcienter præbuerint, idem non tam Parti ad reſtitutionem damnorum, ut jam præmiſſum eſt, teneantur, quam & ſuperioritatis ſuæ cognitione ad famendum de iis pro modo delicti ſuppleriunt, citra evationem ſubjaceant. Si verò aliqui receptatorum aut complicum non omnino manifeſtis indiciis, nec apertis Captivorum Confeſſionibus, ſed aliàs delati, & de tali facinore ſuſpecti poſus, quam convicti fuerint, contra tales, tam ex delatione damnificatorum, vel alterius ſuperioritatis Officialium, quam ex Officio, per Capitaneos aut Magiſtratus ejus Regni, aut Dominii, in qua tuerint, hac tamen conditione, differenda ſive moderatione debet procedi, ut ſi forent Nobiles, aut poſſeſſionari Cives autehac in tabibus non inſtituti, neque ullis prioribus Confeſſatis ſuſpecti, tales ſit caſu negationis, ſeſe proprio eorum Juramento, coram ſuperiore ejus Dominii Magiſtratu, publice de hujusmodi intimatione exonerare & purgare queant.

Si vero iidem anterioribus infamiæ, aut Confeſſatorum præjudiciis notati, aut ſemi-manifeſti fuerint, ita tamen ut hujusmodi confeſſata, non omnimodè certum fidei indicium præbere poſſent, tales etiam ad purgationem ſui, medio Juramento, etiam terria manu integræ famæ poſſeſſionatorum vicinorum, admitti, aut ſi iu utroque caſu, in purgatione ſui deficerint, debitæ Capitis animadverſioni ſubjici debeant. Quod ſi quis ex Regnis & Provinciis noſtris, aſtu temerario contra jus & æquitatem, ac publica mutuaque Regnorum noſtrorum Fœdera in alterius Regna vel Dominem, excurſionem, & irruptionem facerer, atque ibi Mercatores, & vectores depræ*aretur, aut detineret, homines occideret, vel abduceret, pecora abigeret, incendio faceret aut alio quovis modo damnum & injuriam inferret, & patrato nefario ſcelere rurſum ſe domum vel cum præda ſecurus, vel jugiens inſequentium manus, in hospitia confugeret & ſolita divertecula reciperet, tum in eo Regno Præfecti filius Territorii, vel Diſtrictus, & omnes Incolæ, totaque vicinitas, mox, ut à damnificatis & injuriatis ſeu quibusvis aliis hoſtem, prædonem, & communem Frederum violatorem inſequentibus contmonefacti, evocatique exiterint, debeant ipſis ferre opem, acſeſe in armis, fortiter & graviter inſequi, & inquirere noxios, & turbatores Pacis publicæ & tranquillitatis. Et ſi ſui tuendi cauſa, in aliqua Caſtra & Foralilia, vel loca abdita ſeu natura munita profugerint, acrius ac diligentius inſiſtere, & ipſos & eorum hospites, ſocios, conſcios, compliceſque obtidere, oppugnare, & ita omnes ad dedirionem urgere, ad debitum ſupplicium trahere, & ad reſtitutionem, recompenſationemque damnorum illatorum cogere renantur. Si qui autem negligentiores & remiſſiores in differendo offenſis auxilio & ſu proſequendo hoſtes & damnificatores ſeſe exhiburerint, hi ſciant, ſe indignationem noſtram, & ſeveram animadverſionem iremiſſibiliter incurſuros eſſe. Si verò contingerer, aut per ſubordinationem ſuperioritatis, aut aliòs, qui per damnificatos atque diffidatos contra præmiſſos damnificatores, diffidatores, malefactores, receptatores, aut complices captivandos, five etiam jam tunc captivos, & convictos, in alterutrius Regnum & Ditionem, pro imploratione Juſtitiæ miti, iidem Imploratores non ſolum ad executionem Juſtitiæ, pro ratione delicti, cum omnibus in tali facto neceſſariis adnitti, & provideri, verum etiam tam in loco adminiſtrande Juſtitiæ, quam in reditu ad propria, omnimode tuti atque aſſecurati eſſe debeant. Caſu etiam quo in alterutrius noſtrum Regno & Ditione, aliquis ex Nobilibus, aut aliis zelo honeſtatis, & ſtudio ſuppeimendorum publicorum malefactorum aut Juſſu Magiſtratuum, aut motu proprio, hujusmodi publicos prædones & graſſatores inſequeretur, itque ſibi à quoquam ut inhonueſtum exprobraretur, talis exprobratio, nulli cujuscunque ſtatus, ullum honoris ſui discrimen, imminutionem, & præjudicium aliquod generare queat, ſed exprobrator ad revocationem probri unà cum aliquali carceris punitione & reſtitutione impenſarum cogi, atque ita ſum rogare debet,

ANNO 1677.

ANNO 1677. bet, ut sibi talem injustam imputationem propter Deum remittere velit.

Cum denique nostra Regnorumque & Provinciarum nostrarum maximopere interest, ut in Regnis & Dominiis nostris, bonam eandemque justam habeamus Monetam, quamobrem pro bono communi, utrimque curabimus, & efficiemus, ne illegitima, prava, & reproba Moneta, in Regnis & Provinciis nostris cudatur recipiaturque. Quod hac ex parte quællio inter nos incideret, agemus quantum opus fuerit, cum Ordinibus Regnorum, Provinciarumque nostrarum atque eorum allesis, Commissariis nostros utrinque deputandis, qui habita tatione communium Regnorum, Provinciarumque nostrarum eas tenent, ineamque rationes, quibus vel eadem bonitate & valore utrobique Moneta cudatur, vel diversarum Monetarum, prout quarvis vel melior, vel deterior reperta fuerit, justum semper pretium, æstimatioque constituatur. Id quod de sale utrinque nostrum in alterius Regna & Provincias educendo, pariter eautum esle volumus; Quod si tamen hæ res, vel altero vel utroque casu, inter communes nostros Commissarios transigi nequeant, tunc talvum liberumque semper utrique nostrum esse debere, & de Monetæ & sale sito stagnendi, id quod cujusvis ac Regnorum & Provinciarum suarum necessitas, utilitasque exegerit. Quæ omnia & singula maiora Procerum & Consiliorum nostrorum deliberatione præsia Nos Imperator Leopoldus, & Nos Joannes Tertius pro Nobis & Successoribus nostris acceptamus, approbamus, & Regia nostra authoritate tasincamus per præsentes: Promittentes in verbo nostro Imperiali, & Regio & bona fide, sub onere Juramenti mediante præinserta Pactorum & Fœderum Capitula, in omnibus eorum Punctis, Clausulis, conditionibus & Articulis firma, rata, & grata semper habituros, ac sincte inviolabiliterque observaturos, nec non per Officiales & Subditos nostros, ac omnes quorum interest, pariterque observari & manuteneri curaturos, dolo & fraude semotis. In quorum omnium robur, & evidens testimonium nos præsati Reges binas ejusdem tenoris Literas manuum nostrarum subscriptione, Sigillorumque appensione munitas ac cæsibet nostrum alteras consignatas expediri fecimus. Datæ in Civitate nostra Viennensi, & Arce Regia Vaslavienli die vigesimo quarto Mensis Aprilis, Anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo septimo, Regnorum nostrorum Leopoldi Imperatoris Romani decimo nono, Hungarici vigesimo secundo, & Bohemici vigesimo primo. Nostri vero Joannis III. Poloniæ Tertio.

LEOPOLDUS. (*L.S.*) JOANNES. (*L.S.*)

QUapropter mandamus omnibus & singulis, cujuscunque status, conditionis & Dignitatis subditis nostris, tam Dignitariibus & Officiis quibuscunque publicis, in Regno Dominiisque nostris fungentibus, quam etiam privatis, ut præinsertam Pactorum formulam integre, & inviolabiliter observent, secundum præscriptum illius controversias ac differentias quascunque definant & sopiant, nullaque in re aut lpi illi contravenient, aut contravenire aliis permittant, sub gravi indignatione & animadversione nostra. In cujus rei fidem præsentes Sigillo Regni nostri communiri juslimus. Datum Varsaviæ die Mensis Anno Domini MDCLXXVII. Regni nostri III. Anno.

CLXIII.

29. Mai. *Traité de Paix & d'Alliance entre* CHARLES II. *Roi de la Grande Bretagne, & quelques Rois & Reines de l'Amerique Septentrionale, voisins de la Colonie Angloise de la Virginie, savoir la Reine de* PAMUNKEY, *la Reine de* WAONOKE, *le Roi de* HOTTOWAYS, *& le Roi de* NANEYMOND, *par lequel ils se reconnoissent tous Dependans & Tributaires de la Couronne d'Angleterre, avec promesse de lui donner tous les ans chacun trois Fléches Indiennes pour marque de leur soûmission. Fait au Camp Anglois de Middle-Plantation le 29. jour de Mai* 1677. Avec un MEMORIAL *de la Soûmission observée dans la signature de ce Traité, & de l'exclusion de* PERICUTAN *Roi des Appomatucks.* [Sur une Copie manuscrite.] ANNO 1677.

ARticles de Paix entre le très-puissant Prince, & nôtre redoutable Souverain Seigneur Charles second par la grace de Dieu, Roi de la Grande Bretagne, de France, & d'Irlande, Défenseur de la Foi, &c. & plusieurs Rois & Reines dans les Indes, qui ici ont apposé & signez, faits & conclûs au Camp de Lieu nommé en Anglois, *Middle-Plantation* le 29. jour de Mai 1677. qui est le jour de la très-heureuse Naissance de nôtre dit Souverain Seigneur, & en la 29. année du Regne de Sa Majesté, par le très-honorable Herbert Jefferies Ecuyer, Lieutenant, Gouverneur de la Colonie de Virginie de Sa Majesté, ou étoient présens les Honorables Jean Berry Chevalier, & François Morrison Ecuyer, Commissaires de sa très-sacrée Majesté, établis par des Lettres Patentes scellées du grand Sceau d'Angleterre pour les affaires de Virginie, & l'honorable Conseil d'Etat de ladite Colonie.

Comme ainsi soit que Sa très-Sacrée Majesté ait de sa grace Royale, & de son propre mouvement, consîé à mes soins & applications, le renouëment, la Négociation, & la conclusion d'une bonne Paix avec les Indiens, qui sont nos voisins; Dieu aidant cette vûë, & pour y parvenir, (ac l'avis & assillance des honorables Jean Berry Chevalier, & François Morrison Ecuyer,) J'ai fait dresser les Articles & ouvertures qui suivent, pour le terme fondement, & la fûr établissement d'une bonne & juste Paix avec lesdits Indiens; & afin qu'elle puisse être sûre & durable, (fondée sur les fortes Colomnes de Justice reciproque) en leur confirmant leurs justes Droits, & en reparant les torts & dommages qui leur ont été faits, afin que par ce moyen, le Grand Dieu Tout-Puissant, (qui est un Dieu de Paix, & Amateur de Justice,) soûtienne & faile prosperer nôtre Alliance & amitié mutuelle, on est par ces presentes convenu & demeuré d'accord de ce qui suit.

I. Que les Rois & Reines dans les Indes reconnoîtront d'orenavant, qu'ils tiennent leur dépendance immediate, & doivent toute sujettion au grand Roi d'Angleterre, qui est à present nôtre redoutable Souverain, les Heritiers, & Successeurs, quand ils payeront leur Tribut au Gouverneur de Sa Majesté, qui sera en Charge.

II. Que lesdits Rois & Reines dans les Indes, & leurs Sujets tiendront leurs Terres fur ce pied-là, ce qui leur sera confirmé, & à leur poſterité, par des Lettres Patentes du grand Sceau de cette Colonie de Sa Majesté, sans être chargez d'aucuns Droits, gratifications, ou reconnoissances pour lesdites Terres, de la même sorte, & d'une maniere aussi libre, & aussi ferme, que les autres Sujets de Sa Majesté ont & tiennent leurs Terres & Biens, en payant seulement pour lesdites Terres, par chacun an trois Fléches Indiennes, pour, & au lieu de Rente Fonciere.

III. Que tous Indiens qui sont en amitié avec Nous & n'ont pas des Terres suffisantes pour faire des Plants en soient incontinent pourvûs; fur l'avis qui en sera donné, & qu'ils ne soient jamais troublez en la possession des Terres qui leur seront accordées, & confirmées, ainsi qu'il est dit ci-dessus, tant & si longuement qu'ils les tiendront, & qu'ils garderont & conserveront leur obéissance & sujettion dûe à Sa Majesté, à ton Gouverneur & à ton Gouvernement, & de l'amitié & bien-veuillance envers les Anglois.

IV. Comme par les mécontentemens réciproques, par les plaintes, jalousies, & craintes des Anglois, & des Indiens, causées par de violentes intrusions de plusieurs Anglois dans leurs Terres, contraignant les Indiens à tuer le Bétail, & les Pourceaux des Anglois, par voye de vengeance, par lesquelles violences, il y a eû des offenſes, & injures, faites de part & d'autre, la Paix de cette Colonie de Sa Majesté a été grandement troublée, & la derniere rebellion malheureuſe, a été par ce moyen commencée & grandement fomentée, ce qui a causé tant de ruine & de misére dans ce Païs, pour prévenir d'orenavant, lesquelles injures, & les fuites fâcheuſes qui en pourroient arriver, autant qu'il nous est possible, on a conclû & arrêté par ces présentes: qu'aucun Anglois ne pourra semer, ni planter plus près que trois milles d'aucune Ville Indienne, & qu'aucun

ANNO 1677. conque aura fait, on fera aucune uſurpation, ſur les Terres des Indiens en ſera cauſe, & on procedera ſuivant le loi, ainſi qu'il a été pourvû & ordonné par le preſent Traité de Paix qui fut fait, lors que l'honorable François Morſon en étoit Gouverneur, & par l'Acte d'Aſſemblée ſondé ſur ledit Traité.

V. Que leſdits Indiens ſeront dûëment protegez & défendus en leurs perſonnes, Biens, & Privileges contre tous les torts & injures des Anglois, & que ſur aucune rupture ou Contravention qui ſera faite, les Indiens qui auront été mal-traitez ſe retireront en premier lieu par devers le Gouverneur, & s'adreſſeront à lui, pour l'en informer, ſans s'emporter inconſidérément, ni beaucoument à aucun Acte d'hoſtilité pour en tirer ſatisfaction, lequel fera enſuite telle punition à ceux qui auront de propos déliberé contrevenu à ces preſentes, ainſi que les Loix d'Angleterre ou de ce Païs l'ordonnent, & de même que ſi on avoit fait quelque tort ou injure à aucun Anglois, ce qui n'eſt que juſte & raiſonnable, puis qu'ils avoient eu recours qu'ils ſont ſous la Ligeance de Sa Majeſté très Sacrée.

VI. Qu'on ne mettra point en Priſon aucun Roi, ni aucune Reine dans les Indes, ſans un Decret ſpécial du Gouverneur de Sa Majeſté, & de deux perſonnes du Conſeil, & qu'aucun autre Indien ne ſera point empriſonné ſans un Decret d'un Juge de Païx, ſur une cauſe ſuffiſante d'empriſonnement.

VII. Que leſdits Indiens jouiront de leurs Libertez accoûtumées, de pêcher des Huîtres & du Poiſſon, & de recueillir ſur les Terres des Anglois du Tuchahoe, des Cornenemons, des Avoines ſauvages, des Jones, du Peckoome, ou quelques autres choſes que ce ſoit, pour le maintien de leur vie, qui ne ſoit pas utile aux Anglois. Bien entendu toûjours que premièrement ils aillent trouver quelque Magiſtrat public, de bonne réputation, & qu'ils s'informent du nombre qu'ils ſont, & de leur affaire, lequel ne leur refuſera point un Certificat en cette occaſion, ni en aucune autre qui ſera legitime, de ſorte qu'ils en faſſent un juſte rapport, quand ils retourneront; & qu'ils aillent directement vaquer à leurs affaires, ſans porter aucune ſorte d'armes, & ſans loger en la Maiſon d'aucun Anglois, une feule nuit.

VIII. Qu'on ne ſouffrira qu'aucun Indien Etranger vienne en aucune habitation Angloiſe, ſans qu'il ait en ſa Compagnie un bon Indien voiſin, avec un pareil Certificat, ainſi qu'il eſt dit cy-devant, & qu'un tel Indien ne doit refuſer d'envoyer un Sauf-Conduit à l'Etranger, ſur aucun ſujet legitime de ſa venuë, & qu'aucuns Indiens ne pourront ſe peindre ni ſe deguiſer quand ils y viendront.

IX. Que tous les Rois & Reines dans les Indes Tributaires des Anglois ayant connoiſſance d'aucune Marche d'Indiens Etrangers prés des Quartiers, ou des Habitations Angloiſes, iſſuent incontinent trouver quelqu'un des plus proches Officiers de Milice, s'informent de leur Nation, de leur nombre, de leur deſſein; & de la route qu'ils prennent.

X. Que s'il eſt neceſſaire, un parti convenable ſera incontinent detaché & envoyé par le plus proche Colonel de la Milice, pour aſſiſter, fortifier, & ſe joindre aux Indiens qui ſont de nos amis, contre aucune attaque, courſe, ou depredation ſur les Villes Indiennes.

XI. Que chaque Indien propre à porter les armes, des Nations voiſines, qui ſeront en Païx avec nous, fera pourvû d'une telle quantité de Poudre & de Plomb, que le tres honorable Gouverneur jugera ſuffiſante pour aucune occaſion, & qu'il y aura un tel nombre d'Indiens prêts à ſortir avec nos Troupes ſur aucune marche contre les Ennemis, & qu'ils recevront telle paye pour leurs bons ſervices, qu'il ſera jugé à propos.

XII. Que chaque Roi & Reine dans les Indes auront un pouvoir égal de gouverner leurs Peuples, & il n'y en aura point qui ait plus grande authorité qu'un autre, excepté la Reine de Pamunkey à qui pluſieurs Nations diſperſées reconnoiſſent derechef de devoir leur ancienne ſujetion, & ſont convenus de venir s'établir ſous ſon pouvoir & ſon Gouvernement: Lesquels ſont auſſi par ces preſentes compris avec elle dans le préſent Traité de Païx, & doivent garder & obſerver la meſme choſe envers ladite Reine, en toutes choſes comme étant ſes Sujets, auſſi bien qu'envers les Anglois.

XIII. Que perſonne ne pourra entretenir ou garder aucun Indien du voiſinage des Anglois, comme Serviteur, ou autrement, que par permiſſion du Gouverneur: & qu'il paſſera une obligation, par laquelle il ſe rendra responſable de toutes les injures & dommages qui ſe trouveront eſtre faits à aucuns Anglois.

XIV. Qu'aucun Anglois ne pourra loger ni recevoir aucun Indien vagabond, ou fugitif, mais ſera tenu de l'envoyer au lieu de ſa demeure par voye de Paſſeport, de Juge en Juge, juſqu'en ſa propre Ville, ſous peine de payer autant par jour, pour l'avoir logé, qu'on en peut recouvrer par la Loi, pour avoir entretenu des vagabonds. ANNO 1677.

XV. Qu'aucun Indien de ceux qui ſont en amitié avec nous ne ſervira pas plus de temps que les Anglois de meſme âge ſervent par aſte d'Aſſemblée, & ne ſera point vendu comme Eſclave.

XVI. Que chaque Roi, & chaque Reine dans les Indes, viendront tous les ans au Mois de Mars, avec quelques uns des Principaux de leur Nation, rendre leur obéïſſance au tres-honorable Gouverneur de Sa Majeſté, au lieu de ſa Reſidence quelque part, qu'elle ſoit; & alors ils payeront en ce lieu-là le Tribut accoûtumé de vingt peaux de Caſtor, au Gouverneur, comme auſſi leur Reine fonciere en-deſſus pour marque de reconnoiſſance qu'ils tiennent leurs Couronnes, & leurs Terres du Grand Roi d'Angleterre.

XVII. Qu'on aura, & prendra le ſoin neceſſaire à ce que ces Rois & Reines dans les Indes, les Principaux de leur Nation, & ceux de leur ſuite, qui viennent pour affaires publiques, vers le tres-honnorable Gouverneur, le Conſeil, ou l'Aſſemblée ſoient pourvûs de Vivres, & de logemens aux depens du public, & qu'aucun Sujet Anglois ne leur pourra faire tort ou injure, ni les inſulter, ou offencer en paroles, ni par voyes de faict.

XVIII. Que s'il arrive quelque meſintelligence, ou rupture de Païx entre aucun des Indiens qui ſont en amitié avec les Anglois, d'abord que cela paroîtra & commencera, & avant qu'ils entrent en aucun acte d'hoſtilité, ou de Guerre ouverte, les uns contre les autres; ils s'adreſſeront au Gouverneur de Sa Majeſté, par la Juſtice & prudence duquel, on s'attend que les differens qui pourroient arriver entr'eux ſeront conciliez & appaiſez, & à la deciſion finalle duquel leſdits Indiens ſe ſoûmettront & conformeront.

XIX. Que pour prevenir les accidens & mépriſes frequentes cauſées par des interpretes infideles & corrompus, & pour plus grande ſeureté, ſatisfaction & advantage, tant des Indiens que des Anglois, il y en aura un de chaque Nation des Indiens de nôtre voiſinage qui puiſſe deja parler, ou puiſſe devenir capable de parler Anglois, qui ſera admis en conjonction, avec ceux des Anglois, pour être leurs interpretes.

XX. Que les Indiens compris en ce Traité de Païx, rendront inceſſamment aux Parens & Proprietaires, ſes Enfans, Serviteurs, & Cheraux qu'ils leur ont pris & enlevez de temps en temps & qui ſont juſques ici demeurez entre les mains desdits Indiens, ou qui les peuvent découvrir.

Que le Traffic avec leſdits Indiens ſera continué, limité, reſtraint, ou tenu ouvert, ainſi qu'il conviendra le plus, pour la Païx & tranquillité du Païs, ſur laquelle affaire, le Gouverneur conſultera le Conſeil & l'Aſſemblée, & la terminera à leur premiere rencontre.

Le Seing de la Reine de Pamunkey tant pour Elle que pour pluſieurs Nations Indiennes qui ſont de ſon obéïſſance.

Le Seing de la Reine de Wanoke.

Le Seing du Roi de Nanemyemund Indien.

Le Seing du Roi de Hotteways.

Le Seing du Capitaine Jean Weſt Fils de la Reine de Pamunkey.

Collationné à l'Original Témoin Thomas Lindwell Secretaire. Mem.

ANNO 1677.

Memorial du 29. jour de Mai 1677.

QUe cet Inſtrument de Paix aiant été leû & expliqué à pluſieurs Rois & Reines des Indes qui étoient lors preſens (à la Cour, nommée en Anglois Middle-Plantation) par des Interpretes qui avoient prêté Serment de s'en acquiter fidelement, leſdits Rois & Reines des Indes, en ont ſigné & delivré les Articles à l'honnorable Gouverneur, eux s'eſtant mis à genoux, & ont reçû le duplicata ſigné & delivré de la part de la Majeſté du Roi, en la meſme poſture à genou, baiſant le papier de leur propre mouvement, à meſure qu'ils le faiſoient paſſer de main en main l'un à l'autre, jusques à ce que chacun eût fait les meſmes figues de reſpect qu'ils portoient au meſme papier, pour marque de l'acceptation, tres-libre & tres-joyeuſe de cette Paix concluë avec eux: dans le meſme temps, Periculthah Roi des Appomattocks étant lors preſent demanda inſtamment qu'il fut reçû à ſigner ce Traité de Paix avec les autres. Mais comme il étoit Compoſnne d'avoir commis ſoit lui ou ſes Sujets quelques massacres, ſur les Sujets d'Angleterre, de Sa Majeſté, dont il y avoit des plaintes faites contre lui, il ne fut pas pour lors admis, ni compris en ce Traité de Paix, auſſi ne doit-il pas jouir du benefice de la même Paix, jusqu'à ce qu'il ſe ſoit juſtifié de ce crime qu'on lui impute, & qu'il ait accuſé d'avoir commis depuis que les Commiſſaires de Sa Majeſté étoient arrivez en Virginie, ainſi qu'on avoit été informé par des Gens dignes de foi: Laquelle excluſion donna une ſatisfaction generale aux Anglois, de trouver qu'on avoit fait une ſi juſte Inquiſition du ſang de leurs Compatriotes maſſacrez.

JEAN BERRY.
FRANÇOIS MORISON.

CLXIV.

14. Juin. Recés wiſchen Philipp Wilhelm Pfalzgraff am Rhein / und Chriſtoph Bernhard Biſchoffen zu Münſter / wegen der Cron Spanien / vermöge ſicherer Tractaten zu leiſtenden Mannſchafft. Geſchehen Werden den 14. Junii 1677. [Tiré de la Regiſtrature d'Eſtat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale.]

C'eſt-à-dire,

Traité entre PHILIPPE GUILLAUME *Comte Palatin du Rhin, Duc de Neubourg, &* CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque & Prince de Munſter, ſur certaines Troupes qu'ils doivent fournir à la Couronne d'Eſpagne en vertu de leurs Traitez. A Werden le* 14. *Juin* 1677.

ANNO 1677.

WIr Gottes Gnaden wir Philipp Wilhelm Pfalz-Graff bey Rhein / in Bayern / zu Gülich / Cleve / und Berge Hertzog / Graf zu Veldenz / Spanheim / der Marck / Ravensburg / und Mörs / Herr zu Ravenſtein / thun hiemit kund und zu wiſſen / was maſſen wir mit dem Hochwürdigen Fürſten / Herrn Chriſtoph Bernhardten Biſchoffen zu Münſter / Adminiſtratorn zu Corvey / Burggrafen zu Stromberg des Heil. Röm. Reichs Fürſten und Herrn zu Bredelohe / nachdeme zu wohl ſeiner liebden / als voir / uns bereits vorhero bey gegenwärtigen gefährlichen Conjuncturen / und noch anhaltenden verderblichen Kriegs-feuer / mit der Cron Spanien zu derſelben / und ſonderlich Ihro Kayſerl. Majeſt. des Reichs und der gemeinen ſachen dienſt / je den Theils ad partem alliirt / und zu leiſtierung ſicherer Mannſchafft verbunden / uns ſothaner Conjunction halber / aus veranlaſſung der mit ſeiner liebden ſchon von langen jahren her jederzeit gepflogenen Freund-nachbarlichen guten verſtändnus dahin vereinbahret / wie in hiernach geſetzten Recés von Worten zu Worten mit mehrerm folget.

I. Gleichwie man ſich vorberührter maſſen bereits jedes Theils abſonderlich mit der Cron Spanien gegen dero Ihr Kayſ. Majeſt. des Reichs und der gemeinen ſache Feinde / mitteſſt aufgerichteter ſicherer Tractaten verbunden / und Unſere / auch gewiſſe Mannſchafft zuleiſten vorgereden / alſo hat es dahen ſein angenommen verbleiben / und ſolle durch dieſe zuſammenvereinigung daran das geringſte nicht immuniret / noch erwehnten Tractaten derogiret ſeyn / geſtalten dann auch

I. Darentzo / zu einiger beſtändiger Tractaten / forohl wir als ſeiner liebden unſere jedes Theils ad partem verſpro-ne Mannſchafft obgedachten Fürſten / und uns derſelben / wie es einmeder zu der Cron Spanien dienſt in ſelbigen Niederlanden / oder aber wo es ſonſten mit Ihr Kayſ. Maj. und der Cron Spanien gut-heiden / nöthig erachten werden / nach / und verhelfen mit uns bedienen / hierüber gepflogene Communication operiren laſſen wollen.

II. Dahen auch dennenn Ihre Kayſ. Majeſt. und der Cron Spanien lieb ſein würde / daß forohl ſeiner liebden / als wir / über unſere vorhin ad partem alſo-ſen verſprochene Mannſchafft annoch jeden Theils einmannet Mann / und alſo ſeiner liebden zehenmann / wir aber ſechs tauſend Mann ſtellen ſollen / bleiben wir hierzu erbietig / bergeſtalt jedoch / daß wegen dieſer ſorgfalt annoch jedem von gedachten Subſidiis über dasjenige / ſo wegen der vorhero zuleiſten übernahmener Mannſchafft verglichen worden / zuſtatten gekommen werden / deſtoweniger jeder theil noch ſeinen beſten zuzuſchicken alsdann mit der Cron Spanien ſich zuvergleichen.

IV. Und weilen alſo vorberührt / wir derſelben ad per Cron Spanien / zuforderſt Ihr Kayſ. Majeſt. auch des Reichs und der gemeinen ſach dienſt einen zweck und gantz einmüthigen abſehen führen / alſo weilen wir auch ſuchen / daß unſere beyderſeit zuleiſtern habende Mannſchafft jederzeit nach ſelbigem zweck / und bey einerley operation beyſammen ſtehen / und verbleiben mögen / geſtalten dann auch / nach dem

V. Fürſtberg ſeiner liebden ſich mit der Cron Spanien habin verglichen / daß dero Völcker unter der Spaniſchen Niederlanden Gubernatore, oder ſelbiger Cron der enhs habenden General operiren ſollen / alſo wollen es ſein meinungen verbleiben laſſen / mit ebenmäßig einſchlieſſen / unſere zuleiſten habende Mannſchafft / unter ſothanem Gubernatore / oder General / und deſſen Commando in gut verbender Campagne operiren zulaſſen / wie auch in den Winter-Quartieren / bis Directions / und das Commando über einen jeden Völcker / bey uns und ſeiner liebden / auch einen jeden Generalität verbleiben.

VI. Da auch Sachſen / von uns mit der Cron Spanien gut erfunden werden ſolte / daß dieſen conjungirenden Corpo ein Kayſerlicher General præſcribiret werde / und ſolcher und beyderſeits ebenmäs angenehm und beliebig ſein wurde / ſolle es an beyden theilen gleiche meinung haben / wie in eyl vorſtehenden Fünfften Articul begriffen.

VII. Sollen einem / und gleich wie beyderſeit in der gröſſten ruhe ſich / es werde forohl die Cron Spanien / als zuforderſt Ihr Kayſ. Majeſt. dieſen unſern bericht falß wohl und treu meinenden eifer nicht nur approbiren / ſondern auch erkennen / und werden zu beſto beſſerer und kräftiger ausführung dieſer unſerer zu Ihrer Kayſerl. Majeſt. / der Cron Spanien / und der gemeinen ſachen dienſt führenden intention, auch für ohnerhörte unſere Mannſchafft mit nöthigen Winter-Quartieren / nebenſt beyrettung unſerer eigenen lande versehen kommen. Alſo wollen wir ungefaumt Ihr Kayſ. Majeſt. dahin unverbündigſt ſuchen zuvrvihren / damit uns die in beyden gelegen ſpecificiren begriffene Oerther zu den Winter-Quartieren / alſo ohne welche uns allerdings unmöglich ſollen werden / offerirenden Völcker zuleiſtern zu unterhalten und conſerviren / von ſothane unſere Völcker allergnädigſt angewieſen / und zugeſtanden werden möchten. Dieſes um ſo mehr

VIII. Achtens / und da Kayſ. Majeſt. nur wir gnädigſt verhoffen / uns hiermit allergnädigſt zu reſcriren / da von derſelben einmüthigkeit / oder anweiſende Winter-Quartier zwiſt en und beyderſeits noch propoſition eines jeden Mannſchafft / auch wo es einem am beſten gelegen / abgetheilet / und beſtweyen ſchrifftge verzeichnung geſchehen ſolle / und dem fernern anhang und verſprechen / daß / da ein theil in ſeinen ſonnen den Ihr Kayſ. Majeſt. empfolig / und anweiſenden hybernis, oder aber in eigenen landen von andern mit eigenmächtigen Einquartierungen zu wollen / wann ſich an derweris die hybernis alligniret / man dagegen aber in eigenen landen leiden ſolte / die laſtenation der Winterquartieren / ebenfals dahin fallen würde: / wiederet werden wolte / einer dem andern dagegen mit ebner Mannſchafft kräftiglich aſſiſtiren / und guarantiret halten ſolle.

IX. Meinetens iſt verglichen / daß dieſer Conjunctions-Recés ſo lang ſeine kraffte haben / und verbündlich ſein ſolle / alſo dieſer Krieg wird dauern.

X. Zehentz. Im fall auch einige andere Chur- und Fürſten ohne unterſcheid der Religion dieſem unſerm Corpo mit Ihren Völckern beytreten / ſich annehmen / und Ihr Kayſ. Majeſt. ſolchen beyrritt / allergnädigſt approbiren / auch benennen / welche mit Ihrem vorwiſſen und Conſens accordiren / etwa in Ihren landen die beſtreyung von paſſiv-Winter-Quartieren verwilligen würden / wird uns beyderſeits mehr zuwieder ſein / auch ſothane beytrettende Chur- und Fürſten / daſſen gegen Ihr Kayſerl. Majeſt. allergnädigſte intention und bewilligung von jemand ſie in Ihren landen gewaltthätig übergezogen und mit eingemächtigter Quartieren-nehmung angefahren werden wollen / nach proportion der Mannſchafft ſo ein jeder beytretender in dieſem Corpo ſtellen wird / bey zuſtehen / und bey der ein und Ihr Kayſ. Majeſt. erhaltender allergnädigſter beyrettung manuteniren anhalten.

XI. Und weilen eliſtens wir alles und jedes / ſo in dieſem Conjunctions-Recés begriffen / bündlich zu Ihr Kayſ. Majeſt.

ANNO 1677. Ratification unb gnedehmbaltung anſtellen / alſo wollen wir hey-berſelt ſolches durch unſere zu Wienn ſubſtituirende Miniſtros und Rähte Ihr Kayſ. Mayeſt. unterthänigſt verſtrengen und dero allergnädigſte reſolution darüber erwarten laſſen.

XII. Zwölfftens. Immittelſt haben wir in omnem Eventum beygehenden dieſen Conjunctions-Receß alſo eingegangen / maſſen da Ihr Kayſ. Mayeſt. gemehmhaltung darzu kommen / derſelbe allerdings fräfftich / und verbündlich ſeyn / auch zu beyden theilen unverbrüchlich gehalten werden ſolle. Urkund haben wir dieſes eigenhändig unterſchrieben / und mit unſerer gehemen Cantzley-Secret bedrucken laſſen. Actum Werden den 14 Junii 1677.

Philipp Wilhelm. (L.S.)

ANNO 1677. Rectification and confirmation of the same. Let us wait for the ratification of the same by His Imperial Majesty. Twelfthly. Meanwhile we have entered into the present Conjunctions-Receß in omnem Eventum on the understanding that it shall be binding and valid when His Imperial Majesty has given his consent to it. Let it be kept inviolably by both parties. In witness whereof we have signed this with our own hand and sealed it with our secret Chancellery seal. Actum Werden the 14th June 1677.

Philipp Wilhelm. (L.S.)

CLXV.

Sept. *Inſtrumentum Turcicum Pacis renovatæ & confirmatæ inter* MAHOMETUM IV. *Turcarum Sultanum & Regem ac Rempublicam* POLONIÆ, *quô Podolia & Ukrania Turcis relinquuntur; Munus verò annuum, 22. millia aureorum, Portæ Ottomannicæ olim penſitatum ab ipſa Polonis condonatur. Datum in Campo Danoviæ Baſſæ in plenilunio Septembris anno* (1) 1098. [JEAN LUNIG, Negotiorum Publicorum pag. 392.]

Sept. *Inſtrumentum Turcicum Pacis renovatæ & confirmatæ inter* MAHOMETUM IV. *Turcarum Sultanum & Regem ac Rempublicam* POLONIÆ, *quô Podolia & Ukrania Turcis relinquuntur; Munus verò annuum, 22. millia aureorum, Portæ Ottomannicæ olim penſitatum ab ipſa Polonis condonatur. Datum in Campo Danoviæ Baſſæ in plenilunio Septembris anno* (1) 1098. [JEAN LUNIG, Negotiorum Publicorum pag. 392.]

Cythiæ Liphis dictis, qui in Regno *Poloniæ* ſunt, illis, quicunque ſuâ voluntate in Ditionem Imperialem migrare voluerint, in termino unius Anni nemo Polonorum impedimento fit, ut cum Familiis & ſuppellectili exeant, & nullâ moleſtiâ afficiantur. *Podoliæ* Regnum totaliter ſecundum antiqua Confinia ſubjaceat Dominio meo, & Oppida *Bar* & *Miedzybocz*, in quibus adhuc ſunt Militiæ Polonicæ; ita duo Oppida edictis Polonicis Militiis reſtituantur. Et antehac, cum prædicta Oppida in poteſtatem *Biſurmanorum* redacta ſunt, in ipſis quot tormenta fuerunt, iterum relinquantur, poſtea verò quæ à Regionibus Polonicis allata quecunque fuerint, accipiant. De literum & Incolis prædictorum Oppidorum quicunque propriâ voluntate abire voluerint, abeant; qui verò manere voluerint ne illis moleſtia fiat; Et pro *Podoliæ* Regione, prout declararum & expreſſum eſt in Sacris Capitulationibus antehac conceſſis, quando de Limitibus & Confiniis Regionis *Podoliæ* acciderit Controverſia quæpiam, ex conſenſu Gubernatorum conſtituis ab utraque parte hominibus & cum Senioribus pro reſtiis Viris & Habitatoribus utriuſque Confinii ad locum eumdem in limite contra Ditionis & Confinii eſſe controverſum locum, numero copioſi præſtans multitudo teſtabitur, illo teſtimonio res definiantur. Deſcripta Regione *Podoliæ* ex illis noſtus Polonus, cui ab antiquo habebant Oppida & Pagos (etiamſi ſpirituales fuerint) quicunque in confiniis manere voluerint Oppidorum & Villarum in manibus eorum antea exiſtentium, Tributa & Legales decimas aliaque Contributiones computatæ definitæ à manibus illorum Nobilium accipiantur, conſtituta & portio pro ipſorum ſuſtentatione ſufficienti condonetur ipſis. Et ipſi & Filii ipſorum immunes & exempti & quousque in inſcelitate non deprehendentur, nequaquam hoc munere prærenti, & contra Juſtitiam moleſtiâ non afficiantur. Et ſi collectio Liberorum mandabitur, ex ipſis & illorum Subditis nemo colligatur, & in Oppidis præter Illas Eccleſias, quæ in Moſcheas & in Templa transformatæ ſunt, illis quæ in manibus illarum ſunt confirmatæ Eccleſiis nequaquam congeſtio fiat, & moleſtia inferatur, & in Exercitiis abſolutæ ſuæ Religionis, ſicuti reliquis confinianis Subditis licitum eſt, nec moleſtentur, prout in Sacris Capitulationibus exprimitur.

Pariter in Regione *Ukrainæ* exceſſo Imperii parentium *Coſacorum* Nationi tributor; Prædictæ Regioni nulla omnino ab illis fiat prætenſio & ingeſtio, ſed tantummodo in limitibus *Ukrainæ* ſita prope Fluvium *Borythenem* Oppida *Bialacerkwio & Pabolocz*, cum in poteſtate illorum, cumque duo illa Oppida ſecundum

(1) Cette Date eſt abſolument fauſſe. Elle répond au Mois de Septembre 1687, & on ce tems là les Polonois étoient en pleine Guerre avec les Turcs. Tout être loin il lire 1683. ce qui reviendroit au Mois de Septembre 1683. On ſe range donc cette date, fauſſe de faveur ou le même placet. Il ne convient cependant pas affin à celui de 16. Octobre 1676. pour en être la confirmation. [DUM.]

ſua antiqua Confinia ab antiquo cum attinentiis & Diſtrictibus ſuis à Regia Majeſtate mea illis donentur, manentque ibidem in ipſorum poteſtate & Dominio, attamen ne illo præteato extra Limites duorum dictorum Oppidorum ad palmulum Terræ ne ſe ingerant, neve prætentionem aliquam faciant, & poſthac conſtituto à Fulgidiſſima Porta meo Commiſſario & Regionis *Podoliæ* juxta antiquos ſuos Limites & Confinia, & in *Ukrainia* prædictorum duorum Oppidorum, quæ manebunt in poteſtate illorum, nempe *Bialacerkwio & Pabolocz* quoque juxta antiquos illorum Limites Confinia & Limites illorum definiantur & conſtituantur. Et qui propter Mercaturam, negotiationem & tucrum cum Mercibus, rebus propriæ Regionis in Ditionem Imperialem exeunt Mercatores, poſtquam juxta antiquum normam Mercium Gabellas colucrint ad amuſſim, contra Juſtitiam & conſuetam normam ne moleſtentur, ſicut à Mercatoribus antiquorum Confœdcratorum Principum *Chocacz* non accipitur, pariter à Mercatoribus Polonis quoque ne *Chocacz*, hoc eſt, Tributaria contributio exigatur.

Et cum antehac tempore Pacis illorum Religionis in Civitate *Hierosolymitana* manſiones habere conſueverint, juxta veterem formam in quibus ab antiquo Sedem habere conſuetum ſit loeis, Sedem habentibus nullus impedimento ſit. Et poſthac ſine Edicto meo Sacroſancto ab Excreitu Divina ope defenſo & *Crimenſibus, Ochrakovienſibus, Nohaverſibus, Scythis & Coſacis, & Tranſylvanis*, ne Militiæ in *Podoliam* Ditionem invehantur, ne hoſtilitatem agendo populationem exerceant, & è Subditis *Poloniæ* quicunque in *Podoliam* venientes habitare voluerint, ne impediantur, ſed hæc conditione, ut juxta conſuetam normam Decimas Legales & alias Contribuliones meas ſolvant, nemo illis ſit impedimento, ut cultu Terræ vitam ſuſtentent.

Et cum antea ſingulis annis exhibendo ſolito meo Imperiali promiſſa fuerunt nomine munera 22000. aureorum, Celiſſimi Domini *Crimenſis Hani* Interceſſione remiſſa & condonata fuerint, præter illorum aureorum Punctum, Oppidorum *Bialacerkwien & Pabolocz*, quæ illis donata ſint, omnia Puncta autem ad Oppidum *Bacpacz* conceſſarum ipſis facrarum Capitulationum tenore contenta in ſuo vigore confirmata ut conſervantur, diligentia adhibeatur.

Et conſtitutis ab utrinque ſcletis & præſtantibus Viris juxta teſtimonia ſeniorum & protectorum Regionis habitatorum *Podoliæ & Ukrainæ* Limites conſtituantur. Rectores Gubernatores utriuſque Partis in extremis Limitibus conſtituti judicent, & dirimant lites ſtitinentes ad fundos. Si Incola qui tempore capti *Camenieci* illic manſerant, cum poſtea edueli & alio translati fuerint, qui velint iterum in Podolia manenat & habitent.

Et cum tempore capti *Camenieci*, qui manſerant Subditi poſtea illis alio traductis Eccleſiæ illorum derelictæ fuerint, & Subditis Latinis qui tempore capti *Camenieci* illic non manſerint, illis qui impoſterum *Camenieci* manebunt ex Eccleſiis antea conceſſis & derelictis ipſis una ipſa Eccleſia concedatur, & in Oppido *Bar* ex Eccleſiis poſtquam Moſchea conſtituta fuerit, Subditis Latinis ibidem morantibus concedatur una illorum Eccleſia, ſi conceſſa Eccleſia deſtructa fuerit, juxta antiquam poſitionem & formam in erectione & ædificatione ipſius ne impediantur.

Pariter in Oppido *Miedzybor & Jaczowiek* poſtquam conſtituta fuerit Moſchea, ibidem manentibus Latinis Subditis ſingulis Eccleſiæ concedantur. ſi deſtructæ fuerint, in ipſarum ædificatione & conſtructione nemo impedimento ſit. Et *Dantiscanæ* Naves omni ſecuritate in Mari Mediterraneo navigantes, poſtquam juxta conſuetam & veterem formam Teloniæ ſolverint, contra Pacis jus & Juſtitiam ne capiantur nec moleſtentur.

Et in Regione *Podoliæ* Baſſa Gubernator unus ſit, & in *Podolia* Bey & Gubernatores, nec è *Lopharum* nec ex aliorum *Tartarorum* Nationibus eligantur, *Lopha Scythæ* nec in *Podolia* nec in loco prope Limites collocentur. Et in Sacris antea conceſſis Capitulationibus, quæ præſcriptis hisce conditionibus adverſantur Puncta demta, & refecata ſint. quæ vero conformia ſunt, in ſuo priſtino vigore confirmantur. Quousque à parte *Regis Poloniæ* & à D. Gubernatoribus & Capitaneis & à Subditis ipſius & reliquis quibuscunque attinentibus ad ipſum Forcalitiis firis in Confiniis ope Divina protectis, & Chriſtianibus & reliquis ſubjectis Ditionibus meæ Imperialis Pagis & Locis & Viſitis, nulla omnino ratione invectio & ingeſſio fiat.

RE-

Digitized by Google

ANNO 1677. REGIS POLONIÆ Regionibus, Fortaliciis, & Civitatibus & reliquis Pagis & Villis à parte Regiæ Majestatis & à Magnis Vitiris & eximiis Gubernatoribus & honoratis Rectoribus & Militis vidricibus & *Moldaviæ & Dobrzenskiæ & Scythis Białogrodensibus & Thetuenskiæ & Borysthenensibus* & aliis Regionibus Poloniæ Ditionis nullam damnum inferatur.

In locis transitoriis *Tyræ* & quibuscunque aliis fiat cultodia à Gubernatoribus illarum partium, si in cultodiendis transitibus negligenter & incuria gererentur, deponantur & iisdem priventur Officiis & puniantur, & quod honorarium Certiffimis *Hanni Cromensijus* in renovatione Pacis promiffum fuit, poſtquam ſingulis debito tempore miſſum hominibus ipſorum redditum & confignatum fuerit, *Hanni Cromensij* quoque amicitiæ & benevolentiæ vinculo obligetur conditionibus juxta antiquam formam ſatisfaciat, & reſpectum habeat, & nullum damnum qualitcunque modo ab *Hano & Galga Soltano* & reliquis *Mursi* Regno Poloniæ inferatur, & quando contra Majeſtatem Polonam inimicus aliquis inſurget, *Hanni* quoque cum Exercitibus *Tartarorum* auxilium ipſi præſtet & ſuppetias ferat. Et quando à Majeſtate mea Bellum ab aliqua parte gereatur, *& Hanni* aut *Galga Soltanus* aut *Murſa* cum *Tartarorum* Exercitibus Bellum inire deberent, ne per Ditionem Poloniæ transeant, ab antiquo per quæ loca transire conſueverint, rurſus per illa loca transeant. Et poſt concellionem hujuſce S. Capitulationis ſi *Tartari* aut *Moldavi* quippiam in Ditionem Poloniæ invecti populationes exerceant, aut Captivos rapiant, quando à Majeſtate Poloniæ Nuntius mittetur, talium Captivorum auſtus in Ditione mea Imperiali reneri permittatur, & nemo illorum qui huc ſpectat in Regno Poloniæ vendatur.

Præterea quando verò ex extraneis partibus aliquid, aut aliis Bello coniungere neceſſe fuerit, ut ipſa Majeſtas Imperialis perſonaliter eat, aut Duo conſtituus Exercituum victorum & Palatinis *Vallachiæ & Moldaviæ & Transſilvaniæ* per conradictionem illis hoſtibus Bellum gerat; Quando ab hoſte miſſis Internuntius à Rege Poloniæ auxilium quærer, *Rex Polonia* propter ſinceritatem & etiamcitatem & executionem Amicitiæ & Correſpondentiæ tum erga Solium Imperiale ſuis Exercitibus & opibus ne hoſtibus meis opem ferat, & ſi quis ab hoſte meo miſſus in Ditionem Regni Poloniæ Exercitum colligere quærat, illum impediat, & facultatem ne concedat, & Senatoribus & Capitaneis ipſius & aliis ſi qui propria voluntate ut ferunt auxilium hoſti meo, abire voluerint, ne ſinat eos, neve occulte vel manifeſte illis veniam concedat.

Cum *Transſylvanicum Regnum* meum ſit Aviticum & Hæreditarium cum pluribus *Transſylvaniæ* & *Ungariæ* Regibus, qui hucusque ſuccerirtatem habuerunt, amicitiam exerceant, in partibus quoque *Transſylvaniæ* ſi hoſtis meus manifeſtetur, à *Majeſtate Polona* nec occulte nec manifeſte auxilium præſtetur hoſti meo. Et ſi Princeps *Transſylvaniæ* aut *Moravanda Vallachiæ & Moldaviæ* & alii quippiam culpati transfugiam in Regnum *Poloniæ*, tales non admitantur, ſed propter reſpectum amicitiæ & correſpondentiæ devinctos illos Compediibus ad Solium Imperiale transmittat, hæc ratione meo Amico Amicus & Inimico meo ſit Inimicus.

Et in præſens & in utroque Dominio amicitia creſcat; Subditi Ditionum Poloniæ per Fluvium *Tyræ* in Portum *Białogrodzenſem* Merces affluentes aut Mercaturas exerceant cum poſſulatum ſit, tales qui nullum Ditioni meæ damnum meditentur, pacaré & propter Mercaturam venientes ne impediuntur & *Rege Polonæ* permanente in amicitia erga meum Solium Imperiale, *Moravanda Moldaviæ* quoque juxta conſuetam ab antiquo cum Regibus Poloniæ amicitiam exercent.

Et antea tempore Pacis qui è Poloniæ in Captivitatem rapti ſunt, & perſeverantes in Chriſtianiſmo, aut transiverint in Mahometiſmum quando è Polonia venerunt, aliqui, ubicunque illos invenerint in Ditione Imperiali dato Dominis Ipſorum Juramento de pretio Emptionis nihi præſtitura conſtiterit, pluris ne æſtimantur, Et poſtquam pretium ſolutum fuerit, nemo impediat, ut illos in propriam Regionem ducant. Verùm ſi quis ab illis Captivis in Mahometiſmum converſi fuerint, ne de illis præſenſio fiat, ſed conſerventur in illo eodem ſtatu.

Et poſt conceſſionem SS. Capitulationum utrinque qui in Capitulationem expti ſunt, ſine pretio liberentur, & Legati & homines utriuſque Dominii Parentibus ne egreant, ſed Literæ permanentes, nulla ipſis moleſtia, neque opibus ipſorum damnum inferatur, & Mercatores utriuſque Mari & Terra per Loca & Portus conſitos transeuntes & permanentes, ubicunque morati fuerint juxta conſuetam normam ſolventes Telonia quæcunque fuerint ne alia vexatione afficiantur, aut damno in opibus aut Mercibus ſuis.

Et ſi qui & Mercatoribus Poloniæ in Ditione mea Imperiali mutui fuerint, ne ipſorum quoque Merces ut ſuperatur à publico Fiſco, ſed Societatis Anteſignano & Principalibus ipſius reddantur, ut ipſi quoque Hæredibus ipſorum reddant.

Et ſi quis è Mercaturibus utriuſque Dominii aut manu dare aut acceptæ pecuniæ, aut Emptionis, aut venditionis lites habeant, & qualescunque alio modo, ad Tribunal cum adverſario ſuo litiverint, ubicunque erit, aut hic aut ille, Judices locorum illorum accurate & ſumma Inquiſitione faciant, & quod probatum fuerit debitum & juſtum poſtulatum, ut ſolvatur conſtringant, nec è permittant, ut contrarietas & reſiſtentia fiat, ſed fedulò executioni commitiant, ſed ſine probatione debita & legitima Judiciorum forma, contra Jus nemo utriuſque Dominii propter alterius debitum moleſtetur, & ſi quis moleſtiam inferre voluerit, cohibeatur

In litibus ſtipulationum & pecuniæ ſine legitima probatione & teſtimoniis ne moleſtetur, antequam videantur & leguntur, quæ in manibus eorum ſcripta ſunt obligatoriæ, & teſtationis Judicum & Notariorum publicorum legitimæ, ſolis talibus teſtimoniis injuſtæ petitioni & pravis tribus ne fides præſtetur, neque quoſpiam fiat, & omnino Judices utriuſque Dominii adhibita cura & diligentia antequam controverſiæ rei ſtatum & lilis conditionem juxta ſuam originem & veritatem comprehendant, illegitimas lites ne audiantur.

Et pariter ſi à Latronibus & Graſſatoribus cujuſpiam opibus & vitæ damnum inferatur, Judices illorum ubicunque fuit intervenient, & ſumma ſeveritate puniant, & ablata Latrochia Dominis ipſorum reſtituantur.

Et venientes Legati proper amicitiam ne coibeantur, ſalvè & immuniter poſſint ire & redire, & quando in Confinia venerint, ab locorum cuſtodibus, & in utroque Dominio ita eadem ratione præſtetur.

Et *Subſtrienſes* & *Białogrodenſes* Confinarii & Portus Telonarii & Decimatores, & Triceſimatores, & quicunque alii è Miniſtris & ſervis Dominii mei propter Triceſimatores Dominii utriuſque aliis ne permittantur ire trans Fluvium *Tyræ*, & ſi apud Vitores utriuſque Dominii aut venientes aut abeuntes Captivi deprehendantur, abducti è manibus eorum reſtituantur Patriæ & libertati, & Paſtores qui in Ditionem Poloniæ accedunt, notidcent Judicibus locorum ſe, & pecora ſua, etiam ne accedant, & Paſtorum juſtum ſolvant; Tales autem poſtquam ſe nonſtinaverint, ſi quæ pecora ipſorum amittantur, locorum Judices interveniant & reſtituant. Et venientium & abeuntium qui ne raptantur in Poſta & in Itinere, ne *Janzeri* aut aliqui equos illorum arripiant, & Negociatores & Mercatores poſt ſolutionem Telonii & confuetorum nihil plus ſolvere cogantur, & ne illis ſuperfluitates imponantur hucusque, & quod ſolvere conſueverint, illud idem ſolvant, & nihil inſuetum fiat; Et Subditi Poloniæ *Armeni & Chriſtiani in Moldavia* & in alia loca Ditionis Imperialis, ut Mercaturas suas exerceant, ne eiam & per deſertas vias veniant, per conſuetas Mercatoribus itinera ſi aliquod damnum talibus Mercatoribus in vita & opibus inferatur, puniantur ſeveriſſimè rei & culpati, & Mercatores ſuicei & fine fraude venientes ne vexentur poſtquam ſolverint præticatum Telonium.

Et importerum ſicut Imperium meum, & dies glorioſi mei Dominii usque ad ultima ſecula indeficienter permanebunt, ita ſemper ſuprædictarum Capitulationum virtute id omne quod in ipſis continetur executioni irrefragabili mandabitur, & eo Pax & bona Correſpondentia in æternum confirmabitur & honore debito elevabitur. Et omnibus à Rege Poloniæ ſuis Genuflionibus Palatinis & alia gente Ipſi ſubmiſſa nihil contra Pacem & concordiam provenit, quod juratis Pactis & Articulis immutationem afferre poſſit, & quamdiu etiam Ipſi honorem Exiſtimationi, Jus Amicitiæ & Fœderis habebunt, etiam *à gloriosa Porta mea Majeſtatem Imperiali Juramentum adhibet & profeſſor per Excelſum Deum Creatorem Cœli & Terræ, qui per miracula Mahomet Muſtaffa ſummi Prophetæ (qui eſt Sol aliorum ſe-*

ANNO 1677.

ANNO 1677. *colorum, supra quam sit Pax Majestatis Divinæ) profectus, inquam, quod ex juratis Articulis nec minimum Punctum transgrediar, nec supra ipsis illum ro modum intervenire difficultas ulla, sed quod Pax & Cura confirmabitur & stabilietur, quantum gloriosi & fulgentes nec Imperii infuitum tempus permanebit, ista Capitulationes stabiles & indissolubiles existant, & omnes Societas & dependentes illius Regni perfecta quiete sub umbra meæ protectionis gaudeant. Sic res fciatis, & fidem huic nobili signo præstetis.*

Damm in Campo Danovæ Baſſæ, in plenilunio September. Anno 1698.

ANNO 1677.

CLXVI.

Dec. *Articles du Traité fait au Mois de Decembre 1677. entre* D. MANUEL DE LIRA, *Envoyé Extraordinaire d'Espagne, & Messieurs les Deputez de L. H. P. les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *pour l'envoi d'une Escadre dans la Mer Mediterranée.* [C'eſt la Traduction d'une Copie Espagnole tirée des Archives de l'Ambaſſade d'Eſpagne à la Haye, & qui avoit été dreſſée pour le Roi Catholique. Mais l'Original étoit François, & il paroit que la Traduction Espagnole n'avoit pas été faite mot à mot.]

I. CEt Armement ſera fait & pourvû pour le terme de huit Mois, & conſiſtera en ſix Vaiſſeaux de ſoixante-quatre à quatre-vingt Pieces de Canon; ſix de ſoixante à ſoixante, ſix du quarante quatre à cinquante quatre, ſix Pataches de dix à douze Pieces & deux Fregates de Proviſion de vingt ſix à vingt huit Pieces; avec ſix Brulots équipés & montés tous enſemble de ſix mille Matriers, de mille trois cens Pieces de Canon, & pourvû pour huit Mois de toutes les Munitions de Guerre & de bouche neceſſaires.

II. Que pour les Frais de l'Armement & de l'entretien de cette Eſcadre, on payera de la part de Sa Majeſté Catholique, en premier lieu, & à une ſeule fois, ſoixante deux mille Florins monnoye courante de Hollande, pour l'achat & l'équipement de ſix Brulots, la République n'en ayant pas preſentement dans ſes Arſenaux; Enſuite il ſera payé de la part de Sa Majeſté Catholique quatre vingt-huit mille Patacons par Mois, faiſant deux-cens vingt mille Florins; A laquelle Somme la Province de Hollande ajoûtera chaque Mois quarante mille Florins, qu'elle veut donner gratuitement pour le ſervice de la Monarchie & pour le bien commun; & cela pour le tems ſuſdit de huit mois, pendant lequel ladite Flotte ſera employée, & ſous condition que ſi l'Armement eſt continué au delà de ce terme, les ſuſdites Sommes ſeront auſſi continuées, & exactement payées de Mois en Mois.

III. Mais en cas que Dieu nous favoriſe par la reduction de Meſſine, ou par le Don de la Paix, ou par d'autres raiſons, la continuation de cet Armement ceſſe d'être neceſſaire avant l'expiration de huit Mois; on conviendra à l'amiable de cette diminution de tems, à proportion des frais qui ont été faits pour l'Armement & pour l'achat des Proviſions; & on reglera au retour de l'Eſcadre dans ces Ports, ce qui devra être bonifié, ou rabatu par leſdites conſiderations.

IV. Qu'attendu les premieres dépenſes d'un Armement ſi conſiderable, & qui doit être pourvû des proviſions neceſſaires pour un ſi long-tems, ledit Sieur Envoyé extraordinaire fera payer aux Colléges de l'Amirauté quatre Mois entiers à compte de la Solde des Capitaines & Officiers, & des Proviſions qu'ils devront faire embarquer ſur leurs Vaiſſeaux.

V. Que les Mois ſuivants ſeront payés par avance Mois par Mois, en argent de Banque, avec plus d'exactitude que par le paſſé; & qu'il ſera donné là-deſſus des ſûretés en ces Provinces, afin que ni par delai des ſoins neceſſaires, cette Eſcadre ne ſe trouve point expoſée aux inconvenients que l'on a ci devant experimentés.

VI. Que les Mois commenceront à courir dès le . . . . . attendu qu'il conſte que déja auparavant la plus grande partie des Navires étoient équipés, & que l'on fait que le delai de la partance de l'Eſcadre n'a été cauſé que par les vents; & non par aucune omiſſion ou negligence des Amirautés; De telle, ces mêmes Mois ceſſeront lors que l'Eſcadre ſera de retour en ces Ports, & qu'on lieutenera l'équipage. ANNO 1677.

VII. L'Eſcadre ainſi conſtituée, ſera commandée, ſous le Pavillon des Provinces-Unies, par l'Amiral Cornelie Evertſen, mais étant jointe à l'Armée Navale d'Eſpagne, ce ſera le Général de celle-ci qui commandera, dans la ſuppoſition qu'il ſera d'un plus haut degré que l'Amiral Evertſen.

VIII. Que dans les Conſeils & Jointes de Guerre qui ſe tiendront ſur les Operations Militaires, & dans les autres Conferences de cette nature, les Chefs Hollandois y auront voix & ſeance comme il ſe pratique en ſemblables occaſions; Que l'on obſervera une bonne Diſcipline dans toute l'Armée, & que l'on uſera dans les Navires Hollandois des Articles dont on uſe ordinairement dans les Flotes de la République.

IX. Que les Navires de Guerre, ou armés en Guerre qui ſe prendront, appartiendront entiérement à ceux qui les auront pris, mais que les Prises Marchandes ſeront partagées la moitié pour le Roi Catholique, & la moitié à la diſpoſition de l'Amiral de Hollande.

X. Que les Malades & bleſſés Hollandois ſeront logés & traités dans les Hôpitaux du Roi Catholique aux dépens de Sa Majeſté, & qu'ils ſeront viſités librement par leurs Officiers, ſelon qu'il plaira à l'Amiral de l'Eſcadre Hollandoiſe.

XI. Qu'en cas que ladite Eſcadre ait beſoin de quelques Mats, ou Agrez de Navires, on les lui fournira des Magazins de Sa Majeſté, ſans qu'elle ſoit obligée de les payer ſur le champ en argent, mais ſeulement de les reſtituer en ſemblable eſpece le plûtôt que faire ſe pourra, & au même lieu, où on les aura reçus.

XII. Que ſi dans les Quartiers où ces Forces doivent agir, les Officiers avoient beſoin de quelque argent pour aſſiſter leurs Gens, ou pour reparer leurs Navires, on leur donnera par ordre, & à compte de Sa Majeſté les Sommes qu'ils demanderont, lesquelles auſſi ſeront paſſées à compte en Hollande ſur les Mois accordés de la part de Sa Majeſté, & cela en produiſant ſeulement les Reçus que leurs Officiers Hollandois en auront donnés, chaque Patacon ou Reale de huit d'argent d'Eſpagne, étant comptée pour cinquante Sols monnoye de Hollande.

XIII. Qu'en cas que l'on eut beſoin en cette Flotte de quelques Vivres, on les fournira dans les Places de Sa Majeſté aux Officiers Hollandois, au même prix qu'aux Naturels du Païs, ſans les obliger à aucuns Droits de ſorties de Traite.

XIV. Que cette Eſcadre Hollandoiſe ne pourra ſe partager en moindres Eſcadres, ſi ce n'eſt du conſentement de celui qui commandera en Chef, & de l'approbation de tous.

XV. Qu'en cas qu'il ſe perde quelque Navire ou par Tempête, ou par Feu, ou en combatant, la moitié de la perte ſera pour le compte de Sa Majeſté Catholique, & l'autre moitié pour le compte de la République; & que la valeur des Navires perdus ſera eſtimée de bonne foi par des perſonnes choiſies de part & d'autre, ſur le pied de la fabrique, de la vieilleſſe, & de l'Inventaire qui en ſera fait.

XVI. Et pour aſſûrer du prompt & aſſûré payement des quatre-vingt-huit mille Patacons par Mois ci-deſſus mentionnés, on eſt convenu que ſi au retour de l'Eſcadre, & après ſon entrée dans les Ports, on n'avoit pas entierement ſatisfait de la part de Sa Majeſté, à ce qui a été promis, en ce cas-là les Matriers qui ne pourront pas être licentiez faute de payement demeureront à Bord aux dépens de Sa Majeſté, jusques à ce qu'ils ſoient entierement payés de ce qui leur ſera dû pour le paſſé, & pour le tems de ce delai; atendu que c'eſt ſur la bonne foi du payement promis qu'ils rentrent dans ce ſervice, après ce qu'ils ont ſouffert, & quoi que les Amirautez payent encore aujourd'hui des Interêts pour les précedents Armements.

XVII. Et conſéquemment, il ſera à la volonté & diſpoſition de cette République, & de ſes Colleges, de rapeller cette Eſcadre en Hollande, en cas que le Miniſtre de Sa Majeſté ne paye pas regulierement les Sommes neceſſaires, & offertes; en ce cas, ſur lequel on ſe précautionne avec tant de raiſon, on ne devra point ſe plaindre ni s'étonner de cette reſolution, ni laiſſer de payer ce qui ſera dû jusques au jour que l'Eſcadre rentrera dans les Ports, & que les Matriers ſeront congediés. Mais les Amirautés eſperent de la générosité de Sa Majeſté, que faiſant attention

Digitized by Google

ANNO 1677. au zele avec lequel elles ont employé tant d'argent pour lui faire ce service, & pour le precedent, elle ne permettra pas que Son en vienne à des Inconveniens si fâcheux & si dispendieux. Sur quoi Se reposant, elles augurent à Sa Majesté une heureuse expedition, & beaucoup de prosperites à la Monarchie, pour le bien universel.

CLXVII.

31. Dec. 1677. — 10. Janv. 1678. *Fœdus inter Regem Angliæ* CAROLUM II., *& Prapotentes Ordines Generales* UNITI BELGII, *ad Pacem inter Gallos, Hispanosque, & alios belligerantes promovendam, iis Pactis & conditionibus, quæ in universum Christiani Orbis commodum cedere possint. Actum Hagæ-Comitum 31. Decembris 1677. & 10. Januarii 1678.* Cum DECLARATIONE *& Dilucidatione Articuli I. ratione Locorum à Gallis Hispanis restituendorum. Hagæ-Comitum die & anno eodem. Quam sequitur.* ARTICULUS SEPARATUS *in Punctio restitutionis Ducis Lotharingiæ in Ducatum ejusdem nominis. Eodem Date.* [LUNIG, Negotiorum Publicorum Syllog. pag. 385. Actes & Negociations de la Paix de Nimegue Tom. II. pag. 292. Anhang zu des Europäischen Herolds IV. Haupt-Handlungen pag. 1672.]

SErenissimus ac Potentissimus Princeps ac Dominus, Dominus Carolus ejus nominis Secundus, Magnæ Britanniæ Rex ferio pependens deplorabilissimum Christiani Orbis statum, lugentemque illatis necessitatem, quæ jam urget, ut consilia protinus uniantur, quo Belli, ruinas longè latèque spargentis, & quod universam pene Europam miserum in modum hodie pervasit, ulterior sistatur progressus; nec non apud se reputans, quàm parùm hactenus valuerint ad generalem Pacem procurandam Mediationis, quam feré per triennium summa cum cura ac solicitudine Interposuit, conatus; necesse eandem deinceps ad media magis efficacia se recipere, in eumque finem cum *Celsis ac Prapotentibus Dominis Generalibus Fœderati Belgii Ordinibus* arctum Fœdus inire, cujus pondere & momento vicini duo Reges permoveantur tempore conferendæ Pacis; iis Pactis & conditionibus, quæ in universum Christiani Orbis commodum possint cedere, præsertim verò in Belgio felicitet restaurando & stabiliendo, quod ut salvum integrumque maneat, tam Majestatis suæ, quam prædictorum Ordinum permagni interest, in quem finem nos infrascripti, juxta facultates hac in causa nobis commissas, quarum apographa in fine præsentium inserentur, nomine & ex parte prædicti Domini Regis, & prædictorum Ordinum Generalium respective Deputati in iis, quæ sequuntur, convenimus.

I. Quod prædictus Rex Magnæ Britanniæ & prædicti Ordines Fœderati Belgii sibi invicem adsistent, ac fidemodò, taeduntur summa sua operâ & viribus, quantum fieri poterit, maximis, & secundum ea, quantum ad modum rationemque ad melius efficiendum: de quibus postea particularim inter se conventurus, quo duo Vicini Reges contentiant Generali Pacei; his quæ sequuntur Conditionibus.

Quod ad Galliam & Hispaniam attinet, Oppida & Loca appellata Carolo-Regium, sive Charleroy, Athum, Aldenardum, Corteriacum, Tornacum, Condæum, Valencina, & Fanum S. Guillani Regi Catholico restituantur una cum aliis locis, quæ Galli quocunque deinceps tempore post occupatum jam Fanum S. Guillani in Belgio occupabunt. Comitatus Burgundiæ maneat penes Gallos. Restituent quoque omnia ea Oppida & Loca, quæ Galli jam aut posterum intra Siciliæ Regnum occupabunt.

Quod ad Galliam & Belgium Fœderatum spectat, singula in Europa hinc inde restituantur.

Et quandoquidem ea, quæ de Pactis Conditionibus quoad Imperatorem & Imperium in mandatum accepit Dominus Legatus Extraordinarius Regis Magnæ Britanniæ, non adeò dilucidè expressa sunt, ut iis hoc tempore insanus ultima imponi possit, neque ea tamen illiusmodi momenti sunt, ut moram huic Tractatui faTOM. VII. PART. I.

cere debeant; præstus Dominus Legatus in se receperit, recipitque prædicti Regis intentionem ei de re propius exquirere, & infrascripti promiserunt, promittuntque prædictum Dominum Regem, & prædictos Dominos Ordines præstaturos, quod ea de re inter Majestatem suam & prædictos Ordines considerato Fœdere, quod inter Imperatorem & Ordines intercedit, & recta ratione æquum justumque esse videbitur. ANNO 1677. 1678.

Quoad Ducem Lotharingiæ, restituatur Ducatus Lotharingiæ.

Quod ad Sueciam spectat, si fit armorum vacatio, donec in singulis Pacis conditiones consensum fuerit.

II. In quem finem prædictus Rex Magnæ Britanniæ omnem operam omnemque industriam protinus adhibebit apud Regem Christianissimum, ut in optima legitimâque forma solenni Tractatus sibi fiendæ atque promittat, se citra omnem, quocunque sub prætextu, vel quacunque de causa exceptionem, vel dispensationem in Pacem consensurum atque conventurum, prædicta Conditionibus, si Catholicus Rex indicet se permoveri quem per prædictum Regem Magnæ Britanniæ, ut ex sua parte pariter iisdem conditionibus consentire velit.

III. Pari deinde opera & industria prædictus Rex Magnæ Britanniæ apud Regem Christianissimum conrendet, ut in armorum vacationem per spatium trium mensium consentire velit, ut interea temporis prædictus Rex Magnæ Britanniæ indefessâ atque indefessa ac diligentia operam dare possit apud Regem Catholicum, ut Conditionibus præfatis consensum adhibere velit.

IV. Ut verò Rex Christianissimus nulla justa ratione dictum Armistitium recusare queat, Rex Magnæ Britanniæ se eodem Tractatu obstringit, idque se effecturum, ut æquè & Rex Catholicus prædictis Pacis Conditionibus consentiat.

V. Quod Rex Christianissimus à prædicto Domino Rege Magnæ Britanniæ inducetur ac permovebitur, ut prædicto promitto plenam fidem adhibere, atque in eo fiducium ponere velit, & ut proindè ejus arma ingredientem omnino quiescant in Belgio, ita quidem ut si præter omnem spem & expectationem Rex Magnæ Britanniæ nequent per exhortationes, obtestationesque permovere dictum Regem Catholicum, ante pactum dictorum trium mensium, ut consentum adhibeat conditionibus sæpe memoratis, & proinde ad media majoris efficaciæ venire necesse sit, nihilominus Rex Christianissimus intra finem & in finibus dicti Belgii seu arma non movebit, aut introducet, sed Rex Magnæ Britanniæ se obliringet, atque in se recipiet, id sese suppleturum, quod accidarium erit, ut Rex Catholicus reapte adstringatur, ut Pacem supradictis Conditionibus acceptet, adeoque Regi Christianissimo incertum non erit ultos exercere actus hostiles in dictis Regionibus, neque ullum occapare Oppidum, licet sponte sua se dedere velit, nisi Rex Magnæ Britanniæ cesset atque omittat id, quod pan dictum est præstare.

VI. Conventum inùper & conclusum est, quod in Tractatu inter Regem Magnæ Britanniæ & Regem Christianissimum eo modo, quo dictum est, inendo, prædicti Ordines Fœderati Belgii de omnibus & singulis, quæ à dicto Rege Magnæ Britanniæ versus Regem Christianissimum quovis modo sponderi ac promitti contigerit, una & conjunctim cum dicto Domino Rege tenebuntur, atque eo casu se tenere præsentibus declarant, eodem planè modo, ac si eidem Tractatui expresse interveniissent, eundemque fubsignassent.

VII. Pari modo præstibus Dominus Rex & prædicti Ordines eodem tempore & applicabunt, conjunctim aut separatim, prout commodius videbitur, maximis intantiis & conatibus adhibitis ad Regem Catholicum, ut ille pariter prædictis Conditionibus Pacis consentire velit.

VIII. Et si prædictus Rex Christianissimus in prædictas Conditiones finaliter consentire recusaverit, virtute hujus Fœderis inter prædictam fusm Majestatem & prædictos Ordines convenium est, ut ille statim & citra omnem ulteriorem morum conjunctis viribus, quantumcunque fieri poteit, maximum operam adhibituri sint, quo Rex Christianissimus adstringatur, in eadem conditiones consentire, juxta ejusmodi Consilia & modos, de quibus inter ipsos mutuo conveneriit.

IX. Ut prædicti Ordines Generales quam maximè sibi perfuasum habent & satis certi sint, quod prædictus Rex Catholicus dictis Conditionibus assentiturus sit, ita

ANNO 1677. 1678.

in se recipiunt, & se obstringunt conjunctim cum prædicto Rege Magnæ Britanniæ omnibus viribus & modis id reapse effecturos, quò dictus Rex Catholicus Conditionibus consentiat, & Pacì itaque ex parte Majestatis suæ mora non fuisse.

X. Sanctæ inter duas Coronas Pace, ejus servandæ Sponsiones Viriliesque erunt in forma omnium optima, simplicissima & securissima non modò Rex Magnæ Britanniæ, & Fœderati Ordines, sed & omnes Reges & Principes vicini, qui existimabunt sua interesse, ut Orbi Christiano inconcussa maneat quies, & Belgio sua reddatur confluetque tranquillitas, in quem finem definierint Copiarum militarium numerus, aliaque media, quibus utendum erit adversùs alterutram Partium, quæ impedierit vel violaverit Pacem, ut injuriam demat & Parti refarciat.

XI. Si verò contigerit, ut Amicorum secum Confœderatorum aliquis proposita in similtram (quod Deus avertat) & sulquam partem fuerit acceptarus, atque intempestiva forsan vindicta, vel Bella etiam ab aliquo modernorum belligerantium, vel ei sive, qui eorum partibus accesserint, aliisve Statibus Fœdératorum, prupterea subnascantur, tenentur dictus Dominus Rex, & dicti Ordines sibi esse deviuctissimi ad sustinendam vim omnem, quæ mutuo & Regna Provinciasque & Ditiones, Juraque & Libertatem suam Mari ac Terra acerrimè defendere, nec ab hoc mutuo auxilio desistere, antequam se invicem à periculo vindicaverint, mutuumque satisfactionis & securitatis eventum consecuti fuerint.

XII. Pacta hæc conventa, omniaque & singula in iis contenta à dicto Domino Rege Magnæ Britanniæ, & prædictis Dominis Generalibus Ordinibus uniti Belgii per patentes uteusque Paris Literas, sigillis suis munitas debita & authentica forma intra spatium quatuor septimanarum proximè sequentium, ac citius si fieri poterit, confirmabuntur, & ratihabebuntur, mutuaque Ratihabitionum Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde exradentur. Actum Hagæ-Comitis 31. Decemb. 1677. & 10. Jan. 1678. sigillatum & signatum erat.

(*L.S.*) A. Heyde.
(*L.S.*) W. van Heuckelom.
(*L.S.*) D. van Wyngarden.
(*L.S.*) Gaspar Fagel.
(*L.S.*) J. de Mauregnault.
(*L.S.*) Johan *Baron* de Rheede.
(*L.S.*) *Vry-Heer* van Renswoude.
(*L.S.*) E. Ende von Bootsma.
(*L.S.*) *Baron* de Palant.
(*L.S.*) G. Grays.

Declaratio *I. Articuli Tractatus.*

Cum Articulo primo Tractatus hodie concluſi inter Dominum Legatum Extraordinarium Domini Regis Magnæ Britanniæ & Dominos Deputatos Ordinum Generalium Fœderati Belgii nominatim expreſſum non ſit, quod Ballivatus, Caſtellaniæ, Territoria, Gubernationes, Preſor-me vulgò *Prevoſten* cum Appertinentiis, Dependentiis & annexis omnibus ſequentibus, Oppida, quæ vi dicti Art. I. Regi Cathol. reſtituenda veniunt, neque etiam Art. I. quicquam cautum ſit de Ducatu Limburgico & Oppido Binche, nos infraſcripti dictorum Ordinum Generalium Deputati hisce declaramus, intentionem dictorum Ordinum Generalium eam eſſe, quòd Ballivatus, Caſtellaniæ, Territoria, Gubernationes, Preſoreſme vulgò *Prevoſten* cum Appertinentiis, Dependentiis & annexis omnibus ſequentibus, Oppida, quæ vi dicti Art. I. prædicto Regi Cathol. reſtituenda veniunt, prout etiam cautum fuit in Tractatu Pacis Anno 1665. inter duas Coronas concluſo, & inter eas, quæ reſtituentur, etiam comprehendi dictum Ducatum *Limburgi*, & Oppidum *Binche* cum omnibus annexis, hosque infraſcriptos dictum Tractatum jubilgauſſe, & fiducia, quod prædictos Rex Magnæ Britanniæ in eandem cum dictis Ordinibus intentionem concurret, & dictum Dominum Legatum Extraordinarium nobis ſignificaſſe, ſe quod ad ea attinet, nihil in mandatis habere, & prædicto Domino Regi relaturum hanc dictorum Deputatorum Declarationem omniaque Officia adhibiturum, ut Majeſtas ſua in eandem intentionem nobiscum concurrere velit. Actum Hagæ-Comitis 31. Decembris, & 10. Januarii 1678. Signatum.

(*L.S.*) W. van Heuckelom.
(*L.S.*) D. van Wyngarden.
(*L.S.*) Caspar Fagel.
(*L.S.*) J. de Mauregnault.
(*L.S.*) Johan *Baron* de Rheede.
(*L.S.*) *Vry-Heer* van Renswoude.
(*L.S.*) E. von Bootsma.
(*L.S.*) *Baron* de Palant.
(*L.S.*) G. Grays.

Articulus Separatus.

Quandoquidem Articulo primo Tractatus hodie concluſi expreſſum eſt, Lotharingiæ Duci reſtituendam iri Ducatum Lotharingiæ, & quod ad Sueciam ſpectat, ibi locorum futuram armorum vacationem, donec in ſingulas Pacis conditiones conſenſum fuerit, nos infraſcripti, vigore præſentium declaramus, eam eſſe Magnæ Britanniæ Regis & Fœderatorum Ordinum uniti Belgii intentionem, prædictum Dominum Regem omnimodò id actuarum, ut Ducatus Lotharingiæ Domino Duci reſtituatur, quoad munimenta eo in ſtatu, quo nunc eſt; ſi verò id à Rege Chriſtianiſſimo obtineri nequeat, eo in ſtatu, quo fuit tempore occupationis: & quod ad Siciliam attinet, penes Regem Chriſtianiſſimum ea Oppida, quæ in Sicilia tenet, aut aliud quodcunque, quod extra Belgium eſt, propoſti poſſit, manſura per modum oppignorationis & Cautionis, usque quo Pacis Conditiones reſpectu Sueci concordari & iniri poterunt. Actum Hagæ-Comitis die 31. Decembris 1677. & 10. Januarii 1678. Signatum

(*L.S.*) A. Heyde.
(*L.S.*) W. van Heuckelom.
(*L.S.*) D. van Wyngarden.
(*L.S.*) Caspar Fagel.
(*L.S.*) J. de Mauregnault.
(*L.S.*) Johan *Baron* de Rheede.
(*L.S.*) *Vry-Heer* van Renswoude.
(*L.S.*) E. von Bootsma.
(*L.S.*) *Baron* de Palant.
(*L.S.*) G. Grays.

CLXVIII.

1678. 26. Fevr. 8. Mars.

Alliantie geſloten tuſſchen de Heeren Staaten Generael der Vereenigde Provintien *en zyn Keurvorſtelyke Doorluchtigheit van Brandenburg,* Frederick Wilhelm, *tot beſcherming van hunne wederzyds'e Landen, Dienenen en Onderdanen tegen alle Aanvallers wie die ook mogten zyn, door welke, zonder iets in de Tractaten ter gelegentheid van dezen tegenwoordigen*

CLXVIII.

Alliance faite & conclue entre les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & Frederic Guillaume Electeur de Brandebourg, pour la defenſe de leurs Terres, Païs, Dominations & Sujets, contre tout injuſte Agreſſeur quel qu'il pût être; par laquelle, ſans rien changer aux Traitez faits à l'occaſion de la preſente

1678. 26 Fevr. 8. Mars.

Guer-

ANNO 1678.

digen Oorlog gemaakt, te veranderen, zy onderling wegens het Secours overeenkomen, 't welk zy malkanderen in geval van nood zullen moeten geven. gesloten tot Keulen aan de Spree 26. Februarii 1678. 8. Maars. Neffens een ACTE *waarby syne Keurvorstelyke Doorluchtigheit afstand doet van verscheide pretenssen die zyn Doorluchtigheit neg tot laste van den Staat hadt; van de selve dag en jaar.* [Tiré des Archives de L. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies.]

Exhibitum den 6. Augusti 1678.

NAdien tusschen de Hoog Mogende Heeren Staten Generaal der Vereenigde Nederlanden, en den Doorluchtigsten Furst en Heere, Heere Frederik Willem, Marktgrave van Brandenburg, des Heyligen Roomschen Ryks Aerts-Kamerheer en Churfurst (*s. tit.*) als ook syne Churfurstl. Doorluchtigheits Heeren Vroevaderen Marktgraven en Churfursten van Brandenburg hooglofelyker gedagtenis, niet alleen t'allen tyde goede vrundschap, correspondentie en nabuurlyk vertrouwen geweest, maar ook door de van tyd tot tyd en na vereisch der Conjuncturen opgegane Alliantien, der maten onderhouden, en bevestigt geworden is, dat die ten defen effect en werkinge nog ten huydigen dage, fondertinge by de tegenwoordige van Anno 1672. af, ontstane Oorlogen te bedueren syn, en aan den dag leggen, en, soo wel Haar Hoog Mog. als syne Churf. Doorlugtigheit, by sig overwogen hebbende de bysondere groote autigheit, welke niet alleen haarer beyderlyds Landen en Luyden, maar oock albereids aangewassen is, maar ook in het toekomende door een eensgesinde t'samenspanning en nadere verbintenisse te verwagten staat, soo syn sy wederzyds daar heenen te rade geworden, op sulk een Alliantie en bestendige Verbintenisse te denken, waar door de tot nu toe goede intelligentie en verstand, niet alleen onder haar bewaart, maar ook tot beyderslys Landen en Onderdanens seekerheid, beschermingen en welvaart op de nakomelingen gebragt, en voortgeplant mogen werden. Tot welken einde sy dan beyderslys haare Ministers en Raaden, namentlyk Haar Hoog Mog. den Heere Jacob van der Toorn, Raad, Oud-Burgemeester en Penitonaris der Stadt Gouda, en syne Churf. Doorlugtigheit, den Hoogwaardigen, Hoogwelgeboren Heer Otto Wry-Heer van Swerin, Heer van Oudenlandsburg &c. &c. Erf-Kamerheer der Chur en Mark Brandenburg en Dom-Proost van de hooge Stiffts-Kerke tot Brandenburg, syne Churfurstl. Doorlugtigheits van Brandenburg Geheime, en ook Leen-Raad en Opper-President &c. &c. als mede den Hooge Edel-gebooren Heer Christoffel van Brandt syne Churfurstl. Doorlugtigheits van Brandenburg Geheime Raad, en syne Churfurstl. Doorlugtigheits Cancellier in de Neuen-Mark, en den Hoog Edel Gestrengen Heer François Meynders syne Churf. Doorlugtigheits van Brandenburg Geheime Raad &c. &c. Als haare hier toe bevolmagtigde extraordinaire Gedeputeerden, Gecommitteert en geordonneert hebben, welke sig daar op te samen hebben gevoegt, en sy nan *sine* onde geproduceerde, en uytgewisselde volmagten ook verscheide gehoudene Conferentien op de navolgende Pointen, en Artieulen, in name haarer hoge Principalen, en op der selver Approbatie en Ratificatie onder den anderen over een gekomen en vergeleken.

I. Dat blyvende het Tractaat tusschen den Staat van Haar Hoog Mogende, en syne Churf. Doorlugtigheit over den tegenwoordigen Oorlog opgeregt, in syn geheel, geeonwiniert en verdragen is, dat naar 't eindigen van defen Oorlog, tusschen beyde hooge Partyen, te weeten den Staat der Vereenigde Nederlanden en syne Churf. Doorlugtigheit van Brandenburg, desselfs hooge Nakomelingen ende Successeurs voort en voort eene bestendige correspondentie en vrundschap syn en blyven, en in kragte van defelve, den eenen des anderen beste soeken en bevorderen, maar schade en nadeel afkeeren, eii daar van waarschouwen sal.

II. Dienvolgende soo het gebeurde dat syne Churfurstelyke Doorlugtigheit, in alle, en leder van syne

Guerre, ils conviennent des Secours qu'ils devront se donner l'un à l'autre dans les cas de necessité. A Cologne sur la Spree le 26. Fevrier 8. Mars 1678. *Avec un* ACTE séparé par lequel l'Electeur cede & remet à L. H. P. diverses pretentions qu'il avoit jusqu'alors gardées à leur charge. Du même jour & an.

ANNO 1678.

Exhibé le 6. Août 1678.

D'*Autant qu'il y a eu entre les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & entre Son Alteſſe Sereniſſime le Prince Frederic Guillaume, Marquis de Brandebourg, Grand Chambellan & Electeur du S. Empire Romain, comme auſſi entre les Ancêtres de Son Alteſſe Sereniſſime Electorale les Marquis & Electeurs de Brandebourg de glorieuſe memoire, non ſeulement une bonne amitié, correſpondance & confiance en tout tems, mais qu'auſſi les Alliances faites de tems en tems ſelon l'exigence des Conjonctures, ont été entretenues & confirmées en telle maniere qu'on en voit l'effet juſqu'à ce jourdhui, particulierement dans les preſentes Guerres communiées dès l'année 1672. & d'autant que les Seigneurs Etats Generaux & Son Alteſſe Electorale ayant conſideré les grands avantages dont leurs Etats & Sujets ont déja joui & qu'ils ont encore à attendre dans la ſuite par leur Accord & Union, ils ont jugé à propos de ne pas negliger une telle Alliance & engagement durable, par où l'intelligence fut non ſeulement maintenue entre eux, mais auſſi communiquée à leurs deſcendans pour la ſureté, defenſe & avantage des Etats & Sujets de part & d'autre. A cette fin ils ont ordonné & commis de part & d'autre des Miniſtres & Conſeillers, ſçavoir de la part des Etats Generaux Monſieur Jacob van der Toorn, Conſeiller, Ancien Bourguemaître & Penſionaire de la Ville de Gouda, & de la part de Son Alteſſe Sereniſſime Electorale l'Excellent & Noble Otto Seigneur de Swerin, de Oudenlandsburg &c. Chambellan Héréditaire du Marquiſat & Electorat de Brandebourg & Prevôt de l'Egliſe Cathedrale de Brandebourg, Conſeiller Privé & des Fiefs, & premier Préſident de Son Alteſſe Sereniſſime Electorale &c. avec Noble Seigneur Chriſtoffle von Brandt, Conſeiller privé & Chancelier dans le nouveau Marquiſat de Son Alteſſe Sereniſſime de Brandebourg, & avec Noble Seigneur François Meyndres, Conſeiller privé de Son Alteſſe Sereniſſime &c. &c. en qualité de leurs Deputez Plenipotentiaires & extraordinaires, qui là-deſſus ſe ſont aſſemblez; & après avoir preſenté leurs Pleins-Pouvoirs & conferé pluſieurs fois enſemble, ſont convenus des Points & Articles ſuivants, au nom de leurs Maitres & ſous leur Approbation & Ratification.*

I. Que le Traité fait entre les Etats Generaux & Son Alteſſe Electorale à Poſſendon de la Guerre preſente, ſubſiſtant en ſon entier, on eſt convenu qu'après la fin de cette Guerre il y aura & continuera toujours une correſpondance & amitié permanente entre les Etats des Provinces-Unies des Pais-Bas & Son Alteſſe Sereniſſime Electorale de Brandebourg & leurs Succeſſeurs, en ſorte de laquelle ils chercheront & avanceront l'avantage des uns & des autres, empêcheront tout dommage & tort, & s'en donneront avis.

II. Par conſequent s'il arrivoit que Son Alteſſe Electorale vint à être attaquée par force

ANNO 1678. Havenen ende Landen, in en buyten het Roomsche Rijk geene uytgeslondert, die syne Churf. Doorluchtigheit toebehorende syn, ofte hier namaals toebehoren sullen, geweldtsamer wys van hemand wie hy ook sy aangetast, en in syne Gerechtigheden, Hoogheden, Commercien en Regten gekrenkt, en geturbeert of daar aan verhindert werde, soo sullen de Hoog Mogende Heeren Staten Generaal der Vereenigde Nederlanden gehouden syn, ook beloven het defelve hiermede aan syne Churf. Doorluchtigheit, en syne Successeuren, tot afweeringe van sulk geweld, indragt, en hinderssse, met vierduysent vythoudende Man te Voet, en vyftien hondert te Paert op haare eige kosten te hulp te komen, en daar mede soo lange te continueren, tot dat syne Churf. Doorluchtigheit en syne Landen, in ruste en seherheid gestelt sullen syn, en hy wegens syne gedeene schade van geweldtdoenderen satisfactie bekomen sal hebben.

III. Hiertegen verspreekt en belooft syne Churfurstelyke Doorluchtigheit in dergelyken val, indien Haar Hoog Mogende in de Vereenigde Nederlanden, of in derselver onderhorige aangreusende Landschappen, Steeden of Plaatsen geattaqueert, of aan haare Hoogheden, Domainen, Commercie, of eenige andere Regten, indragt, of geweld aangedaan mogte werden, defelve te Lande met drie duysent Man te Voet, en duysent te Paart, van gelyken tot den einde van den Oorlog en vertregen satisfactie en seherheit toe, op syne Churfurstelyke Doorluchtigheits kosten te assisteren. Dat desselve Secoursen ook plaats sullen hebben, en by syne Churfurstl. Doorluchtigheit moeten gepresteert worden, soo wanneer Haar Hoog Mogende te Water souden mogen werden geattaqueert, tot sulken effecte, dat de Militie, die syne Churfurstelyke Doorluchtigheit in dat geval, Haar Hoog Mogende sal komen toe te schikken, in de Guarnisoenen geleegd, of ook wel buyten de Gemeenerde Plowinsien tot afbreuk van den Vyand te Lande geemploveert sal mogen werden. Gelyk mede geconvenieert is, dat by aldien de Staaten Generaal, of syne Churfurstl. Doorluchtigheit hier na mogten werden geattaqueert, of in eeniger manieren hoe het ook mogte syn, getroubleert, de Rust beslt, of gebruyk van Staaten, Steden, Plaatsen, en Landen, Regten, Vrydommen en Vryheid, van Navigatie, Commercie, of eenige andere hoedanig die ook mogen syn, te Water en te Lande, die hooglstgemelte Heeren Staaten Generael, of syne Churf. Doorluchtigheit beslnen of genieten, of regt hebben om te beslnen of te genieren, sells buyten Europa, en in welke deelen van de Wereld het mag syn, of door het algemeene beegt, of door Tractaten alreede gemaakt, of die hier namaals gemaakt mogten werden, de hooglstged. Heeren Staaten, en syne Churfurstl. Doorluchtigheit, sullen den eenen van den anderen geadverteert en verslgs lynde, gesamender hand haar ysterste beslt doen, om die onruslstige, en Vyandelyke bejegeninge te doen ophouden en te repareren, het gewelt en ongelyk, dat aan een van de Geallieerden gedaan is, en indien sulks binnen den tyd van vier Maanden niet kan teeffectueert werden, door middelyke wegen, en dat de Geallieerde die sodanig geattaqueert en getroubleert werd buyten Europa, in wat deel van de Wereld het ook mag syn, sig genoodtsaakt vind syne Wapenen tegens den attaquant, of turbateur binnen Europa te gebruyken, om hem tot reden te brengen, sal de Geallieerde die niet geattaqueert of getroubleert is, aan den geattaqueerden het voorsehreve Secours geven, even eens, als of de attaque, en trouble gedaan was binnen Europa.

IV. Waarby dan goedgevonden ende verspreken is, dat het eene deel het andere in tyden van gevaar, nagt geven, en hulpe na gedane requisitie, ten langsten binnen ses weeken gedaan werden sal.

V. Waar het ook salse, dat de in het tweede en derde Articul, gedetermineerde hulpe, tot volkomene afweeringe des gewelds, en nood druks, daartegens defelve verleshaft werd, niet toereyken mogte, soo sal desselve na vereisch van de omstandigheit, gevaar, en sterkte des Vyands, met sulken magt en middelen, vermeerdert werden, als tot derselver te rug dryven nodig

par qui que ce soit dans tous ou quelques-uns de ses Ports & Pais situez dans ou hors de l'Empire Romain nuls exceptez, à elle appartenans ou venant à appartenir dans la suite, & vint à être lezée, troublée & empêchée dans sa Jurisdiction, Souveraineté, Commerce & Droits, alors les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas seront tenus, comme ils le promettent aussi par ces presentes à Son Alteſſe Electorale & ſes Successeurs, de venir à ſon Secours pour repouſſer toute telle violence, invaſion & dommage, avec quatre mille cinq cens Fantaſſins & mille cinq cens Cavaliers à leurs propres frais & depens, & de continuer ſur ce pied jusqu'à ce que Son Alteſſe Electorale & ſes Etats ſoient remis en Paix & ſureté, & aura en ſatisfaction des dommages qu'il aura ſouffert de ceux qui lui auront fait violence. ANNO 1678.

III. D'autre part Son Alteſſe Electorale promet & s'engage en pareil cas, que ſi les Etats Generaux venoient à être attaquez dans les Provinces-Unies des Pais-Bas, ou dans les Pais voiſins, Villes & Places leur appartenant, ou à recevoir dans leurs Domaines, Commerce ou autres Droits quelque infraction ou violence, elle les aſſiſtera par Terre à ſes frais de trois mille Fantaſſins & mille Cavaliers, de la même maniere jusqu'à la fin de la Guerre & jusqu'à ce qu'ils ayent obtenu ſatisfaction & ſureté. Que les mêmes Secours auront auſſi lieu & ſeront auſſi offerts par Son Alteſſe Electorale, lorsque les Etats Generaux ſeront attaquez par Mer, à cette fin, que la Milice que Son Alteſſe Electorale accedera en ce cas aux Etats Generaux, pourra être miſe dans les Garniſons, ou bien employée hors des Provinces-Unies pour faire par Terre diverſion ou dommage à l'Ennemi. Comme auſſi l'on eſt convenu, que ſi les Etats Generaux ou Son Alteſſe Electorale venoient à être attaquez dans la ſuite ou troublez en quelque maniere que ce ſoit dans la poſſeſſion ou uſage des Etats, Villes, Places & Pais, Droits, Privileges & Liberté de Navigation, Commerce, ou autre que ce ſoit, tant par Mer que par Terre, que les Etats Generaux ou Son Alteſſe Electorale poſſedent & en jouiſſent, ou ont Droit de poſſeder ou d'en jouir même hors de l'Europe & dans quelles Parties du Monde que ce ſoit, ou par le Droit commun, ou par des Traitez déja faits ou à faire dans la ſuite, alors les Etats Generaux & Son Alteſſe Electorale, étant avertis & priez les uns par les autres, feront de part & d'autre conjointement leur poſſible de faire ceſſer ces troubles & hoſtilitez & reparer la violence & le tort qui aura été fait à l'un ou d'autre des Alliez, & ſi cela ne peut être effectué dans l'eſpace de quatre Mois par des voyes amiables, & que l'Allié qui ſera ainſi attaqué & troublé dans quelle Partie du Monde que ce ſoit, ſe trouve obligé d'employer les Armes en Europe contre l'attaquant ou perturbateur, l'Allié qui n'eſt pas attaqué ou troublé, donnera, pour le mettre à la raiſon, à celui qui ſera attaqué, ledit Secours, de même que ſi l'attaque & le trouble étoit fait en Europe.

IV. Outre quoi l'on a trouvé à propos & l'on eſt convenu qu'un Allié avertira l'autre dans le temps qu'il y aura danger, & que le Secours, après la demande qui en aura été faite, ſera donné tout au plus tard dans le terme de ſix ſemaines.

V. S'il arrivoit que le Secours marqué dans le ſecond & troiſiéme Article, ne ſuffit pas pour repouſſer tout à fait la violence, à quoi il eſt deſliné, en ce cas ſelon l'exigence des circonſtances, dangers & forces de l'Ennemi, le Secours ſera augmenté par telles forces & moyens qu'on jugera neceſſaires pour le repous-

Digitized by Google

ANNO 1678. nodig geoordeelt sal werden; Edog met dien verstande, dat de contrahirende Partyen ieder maal daar over, en op wat conditie sulks geschieden sal, sig in het besonder sullen hebben te vergelyken.

VI. Dat de assistentie die in kragte dese Alliantie geschiet, de assisterende Partye tot geen rupture met die geene daar mede sy in Vyandschap syn, en sal engageren, maar van de Vyanden, daar tegens dese alleenig gebruykt werd, voor een rupture opgenomen werden, de sal de assisterende hooge Partye ook in rupture komen, en allesins tegens dese Vyandlyk agteren.

VII. Gelyk als tot nog toe met geene Potentaten iets gesloten is, dat deese Alliantie nadeelig en met deselve strydig kan syn, alsoo sal ook voortaan niets contrarie het selve met lemand, wie hy ook sy, gesloten, of aangegaan werden.

VIII. Wegens de inquartieringe en doortogte, is men vergeslehen, dat geen deel sulks in des anderen Landen, sonder bewilliging desselfs nemen, maar wanneer'er een doortogt, onvermydelyk te doen is, sulks den Landheer zyselyk kond gedaan, met den doortogt, soo veel mogelyk gespoet, en daar by sulke goede ordre, en scharpe Discipline gehouden werden sal, dat alles met baren gelde betaald, en geen excessen, nog insolentien gedaan of gepleegt mogen werden.

IX. Geen deel sal den anderen Onderdanen en Ingeseetenen, misgaders haare Goederen met Tollen, Lieuten, en dergelyke beswaringen en oubehoorlykheden, wat namen deselve mogen hebben, meer als sijne eigene Onderdanen, ofte meer als andere, en wel de minst beswaarde vreunden belasten, in cas deselve vremden minder souden mogen belast werden, als de eigene Ingeseetenen, nog tegens deselve represalien en arresten gebruyken, ofte den sijnen toelaten sulks te doen, maar dat de Justitie van den ordinaris Regter, een ieder klagende deel, gelyk den inwoonderen spoedig, en soo als het behoort, geadministreert werden.

X. De Commercie en Handel sal tusschen beyderssijds Onderdanen sonder eenige verhindering of ophoudinge gedreven, en voortgeset werden, en sal dienvolgende beyder Partyen of haarer Onderdanen Schepen vry staan in beyderssijds Havenen, uyt, en in te lopen, of daarinne stil te leggen.

XI. Van gelyken werden beyderssijds Onderdanen van 't anderssins gewoonelyk *Jure detractus* gevryd, alsoo dar wanneer een Familie sig uyt des eenen hooge Geallieerdens Landen, in des anderen Jurisdictie begeeft, en met'er woon nederset, of van daar een erfdeel afgehaalt werd, de hooge Overigheit, geduerende dese Alliantie daar van niet kan of mag afstrekken.

XII. Den Vyanden, en Aggressseuren sal in des Geallieerdens Landen geene Wervinge, nog te Water, nog te Lande, ook geene deurtogt, nog ook eenig ander voordeel vergunt werden.

XIII. Hier tegens werd het den Geallieerden vrygelaaten, op voorgaande notificatie en verloek in beyderssijds Landen Wervinge aan te stellen, Oorlogs en andere Schepen te koopen, te huren, en uyt te rusten, ook alle Krygs-materialen en noodtruft, die den eenen of den anderen tot defensie van sijne Landen van doen heeft, te verhandelen, het waare dan, dat een ieder deel alle dese selfs niet konde ontberen, maar tot sijn eigen selfs behoef nodig hadde.

XIV. De Deserteurs en Overlopers sal men aan dat deel dien sy toebehoren sonder verwygerlog en ophouding laaten volgen.

XV. Indien het gebeurde dat ingevolge van het voorst. feste Articul beyde de hooge Contrahenten, met derselver Vyanden souden moeten komen in rupture, sullen deselve in dat geval over de operationes verstandwelyk met den anderen communiceren, en vervolgens agteren tot den meesten afbreuk der voorst. Vyanden, en sullen Haar Hoog Mog. en sijne Churf. Doorlugtigheit, in dat geval, niet mogen maken eenigen

ANNO 1678. *repousser; Bien entendu, que les Parties contractantes devront chaque fois convenir ensemble des conditions sous lesquelles cela se fera.*

VI. Que l'assistance qui se donne en vertu de cette Alliance, n'engagera pas la Partie assistante à une rupture avec ceux avec qui on est en Guerre; mais que si les Ennemis, contre qui l'assistance est employée, la prennent pour rupture, alors la Partie assistante rompra aussi avec ces Ennemis, & agira contre eux en toute occasion avec hostilité.

VII. Comme jusqu'à present on n'a rien conclu avec aucun Potentat qui puisse être préjudiciable & opposé à cette Alliance, aussi desormais on ne conclura ni ne contractera avec qui que ce puisse être rien qui y soit contraire.

VIII. A l'égard du logement dans les quartiers d'Hiver, ou du passage des Troupes, on est convenu que cela n'aura aucun lieu dans les Etats & Pais de l'autre sans son consentement, mais lors qu'un passage sera inévitable, le Seigneur du Pais en sera averti à tems, on hâtera le passage autant qu'il sera possible, & on y observera un si bon ordre & une si exacte Discipline que tout soit payé argent content, & on ne fera ni commettra aucun excès ni violence.

IX. Aucune des deux Parties ne chargera les Sujets & Habitans de l'autre ni leurs Biens, d'Impôts, Péages, ou pareilles charges & injustices, quel nom qu'elles puissent avoir, au delà de ce dont sont chargez ses propres Sujets, ou au delà des Etrangers les moins chargez, en cas que ces Etrangers fussent moins chargez que les propres Habitans; & l'on n'usera contr'eux ni de represailles, ni d'arrêts; & l'on ne permettra à aucun des siens de le faire, mais le Juge ordinaire rendra Justice à la Partie plaignante, comme aux Habitans, promptement & selon qu'il convient.

X. Le Commerce & Negoce sera exercé & poussé entre les Sujets des deux côtez sans aucun empêchement ni trouble, & par conséquent les Vaisseaux des deux Parties ou de leurs Sujets auront la liberté de sortir des Ports reciproques, d'y entrer & d'y rester.

XI. De même les Sujets de part & d'autre sont déchargez du Droit appelé Jus detractûs *qui autrement est en usage, en sorte que lors qu'une Famille se retire hors du Pais d'un des Alliez dans la Jurisdiction de l'autre & y fait son domicile, ou y va recueillir un Heritage, qu'alors le Souverain ne peut ni ne doit y donner aucun empêchement pendant la durée de cette Alliance.*

XII. Il ne sera permis aux Ennemis ou Aggresseurs de faire dans le Pais de l'Allié aucune levée de Troupes de Terre ou de Mer, ni à eux accorder aucun passage ni quelque avantage que ce soit.

XIII. Au contraire il est permis à l'Allié, après en avoir fait la notification & la demande, de faire des levées dans les Pais de part & d'autre, d'acheter des Vaisseaux de Guerre & autres, & de negocier des Munitions de Guerre & Vivres, dont l'un ou l'autre peut avoir besoin pour la defense de son Pais, hormis que l'un ou l'autre Allié ne pût pas se priver de ces choses, & qu'il en eût lui-même besoin.

XIV. L'on ne refusera, ni n'empêchera l'Allié à qui appartiennent les Deserteurs, de s'en saisir.

XV. S'il arrivoit qu'en consequence du 6. Article, les deux Contractans dussent venir à rompre avec leurs Ennemis, en ce cas ils conféreront ensemble avec confiance sur les operations de la Guerre, & agiront en conséquence pour faire le plus de dommage aux Ennemis, & en ce cas Leurs Hautes Puissances & Son Altesse Electorale ne pourront

ANNO 1678.

gen ſtilſtand van Wapenen, met de voorſz. Vyanden, anders dan gefamentlyk, en met generene bewilliginge; maar ingevalle men ſonde komen te treden tot eene Onderhandelinge 't zy van Vrede, of van Treves voor eenige Jaaren, dat de voorſchreve Onderhandelinge, niet ſal mogen werden begonnen, dooz een van de gemelde hooge Geallieerden, ſonder participatie van den anderen, en ſonder aan deſelve Geallieerden op den ſelven tyd, en ſoo haaſt als voor ſig ſelfs te verſorgen de faculteit en nodige feekerheid van ſyne Miniſters te komen ſenden ter plaatſe daar men handelen ſonde. Dat ook de hoogſtgem. Geallieerden gehouden ſullen ſyn den een den anderen ſucceſſivelyk, en van tyd tot tyd te geven communicatie, van alle het geene in de voorſchreve Negotiatie ſal komen voor te vallen. Dat ook geen van de voorſz. Partyen ſal vermogen te treden tot concluſie van de voorſz. Vrede of Treves voor eenige Jaren, ſonder ſyn mede Geallieerde daarinne te begrypen, en ſonder hem te doen herſtellen, indien hy het alſoo begeert, in de poſſeſſie van de Landen, Steden en Plaatſen, misgaders het gebruyk van de vry ende geregtigheden, die hy hadde, en daar van by jouiſſeerde voor den Oorlog en ſonder van de voorſchreve Vyanden voor denſelven Geallieerden te bedingen, deſelve vry en geregtigheden, Exemptien en Prerogativen, die hy voor ſig ſelven bedongen had, ten waare de hoogſtgemelde Geallieerden den anderen dies-aangaande nader quamen te verſtaan.

XVI. Ende ſal deſe Alliantie duuren den tyd van tien Jaren, na de expiratie van den jegenwoordigen Oorlog; en word van nu af aan vaſtgeſtelt, dat de hooglygem. Partyen Contrahenten, om de voorſz. Alliantie, ſoo veel doenlyk is, eenwig durende te maken, en vervolgens daar aan te meerder nadruk te geven, een Jaar voor de expiratie van de voorſz. tien Jaren by den anderen ſullen komen, of haare gemagtigden tot dien einde behoorlyk geinſtrueert in den Hage ſenden, om over de Prolongatie van de jegenwoordige Alliantie nader te convenieren.

XVII. De Approbatie en Ratificatie van deſe Alliantie, ſal van wegens den Staat der Vereenigde Provincien, als ook van wegen ſyne Churf. Doorlugtigheit ieder van ſyne ſyde binnen twee Maanden na het ſluyten, en onderteykenen deſelfs daar op volgen.

Aldus gedaan, vergeleken, en geſloten by beyderſyds hoge Geallieerdens bovenſtaande Miniſters, Raden, en extraordinaris Gedeputeerde, ook van deſelve onderteykent, en met haare gewoonelyke ſignature bezegelt. Tot Keulen aan de Spree den $\frac{26. \text{ Febr.}}{8. \text{ Maert.}}$ 1678.

Ita Geteekent,

JACOB VAN DER TOCHT O. V. SCHWERIN. (*L. S.*) (*L. S.*)

CHRISTOFF VON BRANDT. (*L. S.*)

FRANS MEYNDERS. (*L. S.*)

Exhibitum den 6. Aug. 1678.

Separaet Articul.

DEwyle de ervaringe getuygt, by ſonderlyk in deſe laetſte Krygs tyden d'Anno 1672. hoe zeer en veel Haar Hoog Mog. de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlandſche Provincien ende ſyne Churfurſtelyke Doorlugtigheit van Brandenburg, en by gevolge beyderzyts Staten daar aangelegen is, dat tuſſchen haar een hertrendige ende onverbrekelycke vriendſchap beveſtigt, ende onderhouden werde, ſo hebben zoo wel Haar Hoog Mog. als zyne Churfurſtelyke Doorlugtigheit wel en rypelyk overwogen, dat by opregtinge van de tegenwoordige nieuwe nadere Alliancie te gelyk het geene weg genomen ende uyt de weg geleyd moge werden wat tot nu toe in verſcheydene ſaaken dik wils zeer yverig gedreven en geventileert is geworden.

I. Dienvolgende hebben ſyne Churf. Doorlugtigheit, om de hier aangeroerde oorſaken den Staat de Schenken-

faire aucune ſuſpenſion d'Armes avec les Ennemis ſinon enſemble & d'un commun conſentement: Mais en cas qu'on vint à entrer dans quelque Negotiation de Paix ou de Treves pour quelques années, que ladite Negociation ne pourra être commencée par un deſdits Alliez ſans la participation de l'autre, & ſans avoir procuré à ſon Allié ou même tems & auſſi promptement que pour lui-même, la faculté & ſureté neceſſaire de pouvoir envoyer ſes Miniſtres au lieu où l'on doit conferer. Que leſdits Alliez ſeront auſſi tenus de ſe communiquer l'un à l'autre ſucceſſivement, & de tems en tems tout ce qui ſe traitera & ſe fera dans ladite Negociation. Qu'aucune deſdites deux Parties ne pourra auſſi conclure ladite Paix ou Treve de quelques années ſans y comprendre ſon Allié, & ſans le faire remettre, s'il le ſouhaite ainſi, en poſſeſſion des Pais, Villes & Places, & de l'uſage des libertez & droits qu'il avoit & dont il jouiſſoit avant la Guerre, & ſans ſtipuler deſdits Etats-unis en faveur dudit Allié les mêmes Libertez, Droits, Exemptions & Prerogatives qu'il avoit ſtipulé pour lui-même; bornis que leſdits Alliez s'entendiſſent là-deſſus l'un l'autre.

XVI. Et cette Alliance durera l'eſpace de dix années après l'expiration de la preſente Guerre, & l'on convient & arrête dès à preſent, que leſdites Parties Contractantes, pour rendre, autant qu'il eſt poſſible, ladite Alliance éternelle, & pour lui donner par conſequent d'autant plus de force, s'aſſembleront ou envoyeront à la Haye leurs Plenipotentiaires avec les Inſtructions neceſſaires, une année avant l'expiration deſdites dix années, pour convenir enſemble de la Prolongation de la preſente Alliance.

XVII. L'Approbation & Ratification de cette Alliance de la part des Etats des Provinces-Unies, comme auſſi de la part de Son Alt. Electl., chacun de ſon côté, ſera faite dans l'eſpace de deux mois après la concluſion & la ſignature de ladite Alliance.

Fait, accordé & conclu par les Miniſtres, Conſeillers & Deputez extraordinaires deſdits Hauts Alliez, ſigné par eux, & ſcellé de leur Cachet ordinaire. A Cologne ſur la Sprée le $\frac{16. \text{ Février.}}{6. \text{ Mars}}$ 1678.

Signé,

JACOB VAN DER TOCHT Ö. V. SCHWERIN. (L.S.)

CHRISTOFFLE VON BRANDT. (L.S.)

FRANÇOIS MEYNDERS. (L.S.)

Exhibé le 6. Août 1678.

Article Separé.

COmme l'experience fait voir, particulierement dans cette derniere Guerre de 1672. combien il importe à Leurs Hautes Puiſſances les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas & à Son Alteſſe Electorale de Brandebourg, & par conſequent à leurs Etats de part & d'autre, qu'une amitié durable & ſolide ſoit affermie & entretenuë entre eux; tant L. H. P. que Son Alteſſe Electorale ont bien & murement conſideré, qu'en faiſant cette preſente Alliance, il ſeroit neceſſaire d'écarter & lever tout ce qui jusqu'à preſent a été ſouvent traité & debattu avec ardeur au ſujet de pluſieurs affaires.

I. A cette fin & pour ces raiſons Son Alteſſe Electorale cede & laiſſe en proprieté aux Etats

Digitized by Google

Anno 1678. ken-Schanse zoo zy nu is, en in haar Fortificatie staat, met de grond daar op zy gelegd is, over ende in eygendom geven willen, zodanig dat sijne Churf. Doorlugtigheit voor sig selven en zyne Successeuren, van alle daar aan hebbende Regten afgaat ende afstant doen.

II. Willen sijne Churf. Doorlugtigheit van alle en ieder aanmoninge ende Actien die denselven uyt de eerste tot Mechelen gevelde Sententien over die genoemde Hoef-yserssche Schuld aankomen, ende wat hy verder dienthalven, wanneer dese sake zoude uytgevoert werden, te verwagten mogt hebben, afstaan, en dienthalven verder niet pretenderen.

III. Remitteert sijne Churf. Doorlugtigheit de Subsidie welke hy van Anno 1672. af tot het volgende Tractaat toe nog van den Staat te vorderen heeft.

IV. Staat sijne Churf. Doorlugtigheit ook af van zyne pretensie die hy uyt de Alliantie van Anno 1666. tegens den Staat heeft, dat de Cleefse Vestingen tot S. Churf. Doorlugtigheit onwederbrengelyke schade in Anno 1672. aan den Vyand overgegeven zyn. Belooft ook hier mede ende in kragte deses, dat den Staat over de aangeroerde pretentien nimmermeer aangevochten ofte beleedigt, maar alle sulke geheel gedood en weg genomen sullen werden.

Daar tegens wederom beloven Haar Hoog Mog. I. Dat zy ook van hare zyde alle en ieder Actien ende pretensien van de Hoef-yserssche Schuld, en wat tot Mechelen dienthalven verhandelt is, en alle de bygaande Puncten die daar by mede ondergelopen zyn, vernietigen en daar van afstand doen, zodanig dat het aangevangen Proces geheel gecasseert en gedood, en S. Churf. Doorlugtigh. of des selfs Posteriteyt dienthalven nooyt weder aangesprooken, ende voorhandene Obligationes gecktradeert ende gecasseert sullen werden.

II. Ende wat belangt de pretensien die de Heeren Staten van Gelderlandt sullineren tot laste van S. C. F. Doorlugtigheit te hebben, en die S. Churf. Doorlugtigheit als Hertog van Cleef ten laste van de selve Provincie van Gelderland is vorderende, ende waar over albereyts een Compromis opgereeht is geweest, Dat Haar Hoog Mog. haar ten uyterssten sullen bemoeyen, dat de voorsz. pretensien, door een minnelyk verdrag mogen werden gecompositeert en bygeleyt tot wederzyds vergenoeginge, met belofte dat ingevalle de voorsz. pretensien in der minne niet zouden konnen werden gedetermineert, Haar Hoog Mog. S. Churf. Doorlugtigheit uyt sake van dien met t. ytelykheit niet sullen bejegenen, zoo lange de voorsz. differenten niet regtelyck sullen zyn gedecten; en dat in alle gevalle ook, na zodanige decisie tusschen hoogstgedagte Haar Hoog Mog. ende S. Churf. Doorlugtigh. in de voorsz. sake zal werden gehandelt ende geprocedeert, gelyk onder zodanige oude Geallieerden en verrouwde Vrienden en Nabueren behoort te geschieden, ende anders niet, op dat alzoo de voorsz. Nabuerlycke Vriendschap altyt mag blyven geconserveert.

Ten besluyt is dit Separaat Artieul van beyderzyds Hooge Geallieerdens Ministers, Raden ende Extraordinaris Gedeputeerde in 't Tractaat van Alliantie gemelt, van gelycke onderteykend, en met haare gewoonlyke signaturen bezegelt. Aldus gedaan tot Keulen aan de Spree, den $\frac{20 \text{ February}}{2. \text{ March}}$ Anno een duysent ses hondert acht en seventig.

Jacob van der Tocht O. V. Schwerin. (L. S.)

Christoff van Brandt. (L. S.)

Frans Meinders. (L. S.)

Etats le Fort de Schenk tel qu'il eſt preſentement avec ſes Fortifications, & le terrain ſur lequel il eſt bâti, en ſorte que Son Alteſſe Electorale pour elle & ſes Succeſſeurs deſiſte de tous les Droits & pretenſions qu'elle pourroit y avoir. Anno 1678.

II. Veut Son Alt. Electorale deſiſter de toutes demandes & actions qui lui appartiennent en vertu des premieres Sentences prononcées à Malines ſur la Dette ainſi nommée de Fers de Chevaux, & de ce qu'elle pourroit attendre ſur cet Article lorſque ladite affaire ſeroit executée, & qu'à cet égard elle ne pretendra rien dans la ſuite.

III. Son A. E. décharge les Etats du Subſide qu'elle a encore à exiger des Etats depuis l'an 1672. juſqu'au Traité ſuivant.

IV. Son A. E. deſiſte de même de ſa pretenſion qu'elle a ſur les Etats en vertu de l'Alliance de 1666. de ce que les Villes du Duché de Cleves ont été livrées à l'Ennemi en 1672. au dommage irreparable de Son A. E. Promet auſſi en vertu de la preſente, que les Etats ne ſeront jamais ſollicitez ni inquietez ſur cesdites pretenſions, mais qu'elles ſeront toutes detruites & annullées.

I. D'autre part Leurs Hautes Puiſſances promettent, qu'auſſi de leur côté ils annulleront & deſiſteront de toutes actions & pretenſions de la Dette de Fers de Chevaux & de tout ce qui à ce ſujet a été traité à Malines, & de tous les Points & Articles qui y ont eu quelque rapport; en telle maniere que le Procès commencé à ce ſujet eſt entierement caſſé & annullé, que Son A. E. ni ſes Succeſſeurs ne pourront jamais être ſollicitez ni pourſuivis ſur ce point, & que les Obligations qui ſubſiſtent ſeront rendues & caſſées.

II. Qu'à l'égard des Pretenſions que les Seigneurs Etats de Gueldre pretendent avoir ſur Son A. E. & à l'égard de celles que Son A. E. en qualité de Duc de Cleves exige de la même Province de Gueldre, & ſur quoi l'on a déja formé un Compromis, que L. H. P. feront leur poſſible que leſdites pretenſions ſoient terminées & accommodées par un Accord amiable au contentement des uns & des autres, avec promeſſe qu'en cas leſdites pretenſions ne puſſent être terminées à l'amiable, qu'alors L. H. P. & Son A. E. ne ſe feront aucune hoſtilité à ce ſujet, auſſi longtems que leſdits differens ne ſeront pas terminez avec douceur; & qu'en tout cas, après une telle déciſion, on traitera & procedera entre L. H. P. & Son A. E. de la maniere que cela doit ſe faire entre de tels ancien Alliez, bons Amis & Voiſins, & non autrement, afin qu'ainſi une telle amitié puiſſe être toûjours conſervée.

Pour concluſion cet Article Separé, mentionné dans le Traité d'Alliance des Miniſtres, Conſeillers & Deputez extraordinaires des deux Hauts Alliez, a été de même par eux ſigné & ſcellé de leur Cachet ordinaire. Fait à Cologne ſur la Sprée le $\frac{20. \text{ Février}}{2. \text{ Mars}}$ 1678.

Signé,

Jacob van der Tocht O. V. Schwerin. (L. S.)

Christoffle von Brandt. (L. S.)

François Meynders. (L. S.)

ANNO 1678.

CLXIX.

15. Mars. Erneuerte Erb-Vereinigung zwischen JULIO FRANCISCO zu Sachsen-Lauenburg und Fürst JOHANN GEORGEN zu Anhalt der sich und diese sämtlichen Fürstliches Hauß / daß wann ein theil ohne Männliche Leibes-Lehens-Erben solte mit Todt abgehen / der andere in dessen Landen succediren solle / geschehen zu Wien den 15. Martii 1678. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Contin. II. Abtheil. IV. Ablatz II. pag. 376. Electorum Juris Publici curiosor. Continuat. pag. 470.]

C'est-à-dire,

Pacte Hereditaire renouvellé entre JULES FRANÇOIS *Duc de Saxe-Lauenburg d'une part, &* JEAN GEORGE *Prince d'Anhalt pour lui & pour toute la Maison des Princes d'Anhalt d'autre part, portant que les Lignes Masculines de l'une ou de l'autre venant à manquer, la survivante lui succedera en tous ses Domaines. A Vienne le* 15. *Mars* 1678.

WIr von GOttes Gnaden / Julius Franz / Hertzog zu Sachsen / Engern und Westphalen / an einem / und wir von Gottes Gnaden / Johann Georg / Fürst zu Anhalt / Graff zu Aschanien / Herr zu Ascharia und Bernburg / für Uns und im Nahmen Herrn Hector Amadeus / Herrn Wilhelms / und Herrn Carl Wilhelms / und dessen sämtlichen Herren Brüder / auch Unsers Printz-Sohns / Herrn Emanuel Lebrechts / allerseits Fürsten zu Anhalt / am andern Theile / Urkunden und bekennen hiermit: Demnach Wir Uns beyderseits der zwischen Uns seit enthaltenen Blut-Verwandtnüs erinnert / und Ihro Käyserliche Confirmation der zwischen Churr-Sachsen und uns / Hertzog Julius Franzen / getroffenen Erb-Verbrüderung nicht allein nicht erhalten werden können / sondern auch durch ein ohnlängst von Uns den Fürsten zu Anhalt extradirtes Käyserliches Decretum alle Hoffnung zu solcher Confirmation gäntzlich benommen worden.

Als haben Wir rathsam und nöthig befunden / nach unserer Hochlöblichen Vorfahren Exempel / das Successions-Recht / so die jura sanguinis einer einen an der andern Hertzogthümern / Fürstenthümern / Landen und Leuten von Rechts wegen mit einander verwirrlich heben nachgehenden Pacti beständig zu versichern / und auf die dißfalls Fälle / so wohl der hinterbleibenden fürstlichen Manns- und Allodial-Erben hohes Interesse zu verwahren / als auch von denenselben sambtsthafften und ihnen allen insonderheit verbliebe zu die Ungerechtigkeit der Successionen mit sich zu führen pflegen / abzuwenden.

Wir verordnen hiesen nach und passiren hiermit / wie es zu Recht am beständigsten geschehen kan und mag / für Uns / die ältiste Fürsten zu Anhalt / unser und Ihre Liebden Erben und Nachkommen beederley Geschlechts.

Erstlich / im Fall Wir Hertzog Julius Franz oder unsere künfftige Männliche Lehens-Lehens-Erben mit Todt abgehen / und alßo des Alberti (weleher des Bernhardi Electoris Saxonici ältester Sohn gewesen) Linie / in und mit uns oder ihnen / über kurtz oder lang / gar erlöschen solte / alsdann succediren zu unseren Hertzogthum Sachsen / Engern und Westphalen und allen desselben Regalien / Fürstlichen Würden / Graffen und Herrschafften / Rechten / Gerechtigkeiten / Pöten / Gefällen / Anforderungen und Processen / in Summa allen denen Recht-Lehen / Landen und Gerechtigkeiten / so Wir als Hertzog zu Sachsen / Engern und Westphalen / würcklich besitzen / oder von Rechts wegen und Inhalt der Käyserlichen Lehen-Brieffe haben und besitzen sollen / nichts davon ausgeschlossen / die eigenthümb unsere Vettern / Fürsten zu Anhalt / und Ihre Liebden Fürstliche Lehes-Lehens-Erben: Im Fall aber Wir Fürst Johann Georg und die obbesitzende unsere Herren Vettern / Fürsten zu Anhalt / wie auch unsere Ihren Liebden Männliche Lehes-Lehens-Erben eine Hoffnung zu dergleichen Lehens-Succession / Fürsten zu Anhalt / mit Tode abgehen / und alß des Henrici, als Bernhardi, Hertzogen und Churr-Fürsten zu Sachsen / Linie in uns oder ihnen gantz erloschen werde / alsdann succediren in den Fürsten-Thum Anhalt / dem incorporirten freyen Weltlichen Stifft Gernrode / der Grafschafft Mülingen und allen andern Graff- und Herrschafften / Regalien / Würden / Titeln / Rechten / Anforderungen und Prætensionen / in Summa / allen unsern und unserer Herren Vettern Reichs-Lehen und Landen / die Wir jetzo würcklich besitzen / oder vermög der Lehen-Brieffe und von Rechts wegen haben und besitzen sollen / nichts davon ausgeschlossen / Hochgedachter unser Herr Vetter / Hertzog Julius Franz / und Ihrer Liebden Fürstliche Lehes-Lehens-Erben.

Zum Andern / damit aber gleichwohl einer oder der andern / denen hinterbleibende Fürstliche Gemahlinnen und Töchter / Stendes mäßig unterhalten / ausgestattet und dergestalt versorget werden mögen / daß sie der abgehenden Linie ein zu bauen / und Dorffseilen Gebäudmüß bloß worther zu halten Ursach haben. So ist unter Uns ferner abgeredt und beschlossen / daß mehr offtern die Fürstinnen und Land-Frauen / so ein oder der andere Theil constituiret haben wirdy von dem succedirenden Theile denen Fürstlichen Wurden practiret und gelieret / die unverschlichten Prunckstimmen nach deß Hauses Herkommen gestaltet / und was zur Allodial-Erbschafft nach Sächsischen Rechten gehöret / ihnen abgefolget / sondern auch aus den angeklammerten Lehnen ihnen zuvermahlschenket tausend Reichs-Thaler gezahlet und entrichtet werden sollen.

Drittens / nicht weniger geloben Wir einander / und versprechen hiermit / für Uns und die sämtlich Mitbelehrschene / auch unsere und Ihre Liebden Erben und Nachkommende Hertzoge zu Sachsen / Engern und Westphalen und Fürsten zu Anhalt / beständiglich / daß die Landschafften und Unterthanen bey denen obbedeuten Erb-Fällen in dem Hertzogthum Sachsen / und denen darzu gehörigen Landen / so wohl als in dem Fürstenthumb Anhalt / und denen darzu gehörigen Landen / bey allen ihren Privilegien / Ehren / Statuten / Gewohnheiten / Rechten und Gerechtigkeiten / in Ecclesiasticis & Secularibus gelassen und gehandhabet / wie auch der abgehenden Fürstlichen Linien getreue Ministri, Räthe / Haupt- und Ambts-Leute / Zoll-Einnehmer und alle Bediente von der succedirenden Linie in Ehren und Gnad genommen / für andern weiter befordert / ihrer gelassenen treuen Dienste wegen wohl recompensiret / auch sie wegen rückständiger erwerblichen Besoldung und habender Anforderung contentiret werden sollen.

Wordenen / dennoch diese Disposition nur eine Erneuerung der alten Erb-Verbrüderungen und fürnehmlich wegen der Allodial-Erbmassen / Wurden und Unterthanen / ausgerichtet ist / die Jura sanguinis und Agnationis, auch die Succession einen Fürstlichen Theil in das andern agnirten Landen ohne dem pflegen / So wollen Wir die allergnädigste Käyserliche Confirmation noch zur Zeit hierüber zu suchen ansehen / sondern die reste desselben Gelegenheit / sie zu erlangen / ergreifen / und Unsere Fürstliche Erben und Successoren dessen bedienen / sich auch gebrauchen können / Immittelst aber / ein solches expediren besinnen und zu Werck richten / dadurch der andern Linie die Possession auff den Erb-Fall / auch verwandt und andern Häusern / so darnach agniren möchten / die Gelegenheit dazu zu gelangen / so viel an uns ist / benommen werde.

Fürstens / wollen Wir auch einander überall getreulich meinen / ein Theil des andern Interessen und Wohlfahrt / auch einander in allen Fällen / und Angelegenheiten an Käyserlichen Churr- und Fürstlichen Höfen / auch den Reichs-Tägen und Conventen / und wo es sonsten die Nothdurfft erfordert / Freund-Vettterlich und in gehorn affiriren / und allen Fleiß und Fürdernen / was gemeinen Stamm- und Bluts-Verwandten Vettern gegen einander zu thun und fürzukehren / wohl anstehet und gebühret / Zu dessen Bekräfftigung haben Wir Julius Franz / Hertzog zu Sachsen / Engern und Westphalen / und Wir Johann George / Fürst zu Anhalt / für uns und im Nahmen aller übrigen Fürsten zu Anhalt / damit die Sache noch mehr wenigen und desto gewisser bleibe / diese erneuerte Erb-Vereinigung und inseriirte Disposition mit unser eigenhändigen Unterschrifft und aufgedruckten Fürstlichen Secret bestärcket / wie auch der Fürst zu Anhalt darbenebst versprochen / daß / so bald des Herrn Hertzogen zu Sachsen Liebden / denen andern regierenden Fürsten zu Anhalt / es zu offentlichen Behelch werden / derselben Unterschrifft und Siegel hinwiderum / eher doch Dero dienst- und freund-vetterliche Gemeinhaltung und handschäfft approbation Seiner Liebden versichafft und eingehändiget werden solte. Alles getreulich / Fürstlich und sonder Gefährde. Geschehen und gegeben zu Wien am fünffzehenden Martii, im Jahr nach CHRISTI Geburth / im tausend sechs hundert und acht und sibentzig.

(L.S.) Julius Franz / Hertzog zu Sachsen.

(L.S.) Johann George / Fürst zu Anhalt.

CLXX.

Traité d'Alliance entre CHARLES II. *Roi de la* 26. *Juill. Grande Bretagne, & les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *Fait à la Haye le* 26. *Juillet* 1678. [FREDER. LEONARD. Tom. VI. Actes & Negociations de la Paix de Nimégue. Tom. II. pag. 480. &c.]

QUandoquidem Domini Ordines Generales Fœderati Belgii declaraverunt, quin imò per Litteras Domi-

Digitized by Google

ANNO 1678. Domino Regi Chriſtianiſſimo ſignificaverunt ſe in Pacis conditiones à Majeſtate ſua oblatas, quatenus eæ ad ſe ſpectant, conſenſiſſe: quin etiam Catholican Majeſtatem quantum ad ſe, iisdem conditionibus aſſenſum præbuiſſe, paratosque ſe eſſe, & in manduris deditſe iis quos ad concipiendam Pacis negotium Neomagum miſerunt Legatis, ut ſecundum easdem conditiones, quod ad eorum Rempublicam attinet, cum Legatis Domini Regis Chriſtianiſſimi, iisque Foederatorum, quibus idem placeret Miniſtris, Tractatum concluderent: cum animi perturbatione acceperunt Regis Chriſtianiſſimi Legatos moram tam ſalubris tamque deſideratæ rei facere, quod negarent Belli finem ſine ea, quæ Domino Regi Catholico, & Dominis Ordinibus Generalibus reſtituenda veniunt Oppida, reſtituturam, antequam Domino Regi Sueciæ pleniſſimè ſatisfactum, & Majeſtati ſuæ reſtitutæ ſint ea omnia, quæ durante hoc Bello ademta. Domini verò Ordines Generales exiſtimarunt eam Dominorum Majeſtatis Chriſtianiſſimæ Legatorum opinionem erroneam adeò eſſe, ut nullo certo fundamento uti, nullisque rationibus fulciri poſſit, eamque quàm pleniſſimè aberrare à verâ Regiæ Majeſtatis ſuæ intentione, neque eam paſſuram tam iniquam gravemque interpretationem declarationis quam Majeſtas ſua fecit. Et cum Domini Ordines Generales hanc quæ ſuborbebatur, & Paci moram afferebat, difficultatem Domino Regi Magnæ Britanniæ per Legatos ſuos ſignificârint, rogantes ut Regia Sua Majeſtas tam juſtam eorum cauſam probare, omniaque officia circa Regem Chriſtianiſſimum, quæ huic removendæ huic remoræ inſervire poſſent, adhibere, aut ſi in propoſito ſuo Rex Chriſtianiſſimus perſiſteret, ſis auxilio eſſe veller, & Majeſtas ſua Dominis Ordinibus Generalibus declarare fecerit, ſe in eadem cum iis eſſe Sententia, neque Pacem eam iniquis conditionibus fieri poſſe: Majeſtatem etiam ſuam, ſi per Regem Chriſtianiſſimum ſtaret, quominus Pax conſeqeueret, eos omni ope viribusque omnibus partam eſſe operam. Quæ Dominî Ordines Generales ſuis, qui Neomagi ſunt, Legatis mandaverint, ut quàm iniquæ hæc à ſe petrentur, dictis Dominis Legatis Dominî Regis Chriſtianiſſimi ſignificarent, rogarentque ut dictæ Pacis Tractatus adimpiere, concludere & ſignare vellent; neque prædictorum locorum reſtitutioni moram facerent, usquequo Dominus Sueciæ Rex ſatisfactum, eoque quæ Bello amiſerat reſtituta eſſent, reſtaretuique ſe parastos eſſe Tractatui Pacis finem imponere, & eandem Dominis Ordin. Gen. manere Senteniam propoſitumque perticiendi concludendique dictum Pacis Tractatum, modò Majeſtas Chriſtianiſſimæ viſum fuerit dicta loca reſtituere, ex quo Pacis Tractatus rathabitione, ejusdemque publicatione confirmatus fuerit, neque ei moram amplius facere ob ſatisfactionem reſtitutionemque eorum quæ Dominus Rex Sueciæ durante hoc Bello amiſit, omnemque operam omniaque humanitatis officia circa prædictos Chriſtianiſſimæ Majeſtatis ſuæ Legatos, adhibere ut in id conſentire velit, Pacisque negotium eam ob rem non poniri poſſe: Conventum eſt propterea inter Dominum Regem Magnæ Britanniæ & Ord. Gen. Fœderati, Belgii ſi omnia prædicta humanitatis officia ſuo earent ſuccesſu, & Rex Chriſtianiſſimus permoveri nequeat ante diem 11. Menſis Auguſti proximè ſequentis declarare & operam Majeſtatem ſuam dicta Oppida reſtituturam poſt Ratificationem publicationemque dicti Pacis Tractatus, neque ei reſtitutioni moram fore ob ſatisfactionem reſtitutionemque Dominî Sueciæ Regis, aliamve quamcunque ob cauſam, aut poſt dictam declarationem reipſa reſtitutere dicta loca detrecâret, Dominum Regem Magnæ Britanniæ & Dom. Ord. Un. Belgii Bellum contra Regem Chriſtianiſſimum inturos, geſturos & proſecuturos matuis conſiliis, auxiliis, & ſub iis quæ ſequuntur conditionibus, aliisve de quibus poſtea inter ſe, aut cum aliis qui hoc Bello implicitè ſunt Principibus mutuo conſenſu convenerit.

Quoniam Dominus Rex Chriſtianiſſimus Domino Regi Magnæ Britanniæ tanquam Pacis inter Partes beligerantes Mediatori, non ſemel ſignificavit ſe in Pacem cum dictis Partibus beligerantibus æquis conditionibus conſenſurum, & tamen poſt plurima Mediationis officia exigua ſpes ſiniendi Belli dictis æquis conditionibus affuiſſeri, Dominus Rex autem Magnæ Britanniæ & Dominî Ordines Generales Tractatus inter ſe habito die 26. Menſis Julii Ann. 1678. exiſtimaverint Orbi Chriſtiano tranquillitatem ſuam parari poſſe, ſi Partibus beligeranibus placuerint hæ conditiones, ut quod ad Gallium & Hiſpaniam attinet, Oppida & loca appellata Caroloregium, ſive *Charleroi*, Atham, Aldenardum; Corteriacum, Tornacum, Condæum, Valenciennum & Fanum Sancti Guillani, Binche & Ducatus Limburgi, &c. cum Baliviatibus, Caſtellaniis, Territoriis, Gubernationibus, Præfecturis, vulgo *Prevoſtez*, cum appertinentiis, dependentiis & annexis omnibus Regi Catholico reſtituerentur.

ANNO 1678.

Quod ad Imperatorem, Imperium, & Principes Imperii, quæ Dominus Rex Chriſtianiſſimus durante hoc Bello occuparat, iisdem Imperatori, Imperio, & Principibus Imperii reſtituerentur, cætera verò omnia manerent in eo ſtatu in quo nunc erant.

Quod ad Ducem Lotharingiæ ſpectat, Ducatus Lotharingicus Dominо Duci reſtitueretur eo in ſtatu in quo nunc eſt; ſi verò id à Rege Chriſtianiſſimo obtineri nequiret, eo in ſtatu quo fuit tempore occupationis, & Dominus Rex Magnæ Britanniæ, Dominique Ordines Generales eam in eam mutuo Fœdere ſe obſtrinxerunt.

I. Pactum præterea conventumque eſt inter prædictos Regem Magnæ Britanniæ, & Dominos Ordines Gen. Fœderati Belgii, ſe omnem omninò operam adhibituros, & viribus quantum fieri poteſt maximis id acturos, ut Dominus Rex Chriſtianiſſimus in eadem Pacis conditiones conſentiat, neque ante Pacem cum Domino Rege Chriſtianiſſimo concluſuros, quam iisdem conditionibus aſſenſerit, aliisve de quibus Rex Magnæ Britanniæ & Dominî Ordines Generales mutuo conſenſu ſecundum Belli ſucceſſus convenerint.

II. Pactum præterea inter eſum Majeſtatem & Dominos Ordines Generales ſe conjunctis viribus, quantum fieri poteſt maximis, id acturos, ut prædicta aut alia ex conſenſu Partium conditiones Pacis à Domino Rege Chriſtianiſſimo obtineantur, & earn in rem Majeſtatem ſuam ad minimum collaturam, Mari quidem certam partem amplius, Terrâ vero in Belgio tertiam partem minus earum virium, quas Dominî Ordines Generales Mari vel Terra in Belgio habituri ſunt, idque per modum proviſionis, dum expectatur propior conventio virium à Majeſtate ſuâ Fœderatisque quihoc Bello implicantur involvuntur quæ, præſtandarum.

III. Conventum eſt ut exorto inter Majeſtatem Magnæ Britanniæ & Majeſtatem Chriſtianiſſimam Bello, in facultate alterutrius Fœderatorum non ſit ſuſpendere arma ſe inter hoſtes, ſine mutuo utriuſque conſenſu.

IV. Caſu vero evenienie, ut Conventus de Pace Neomagi inſtitutus diſſolvatur, & alibi locorum de Pace, aut Treiga, five Induciis quorundam annorum Pares inter ſe agere velint, negotium hoc Pacis aut Treiga non poterit inſtitui ſine alterius Fœderati participatione, & nili Pars quæ paciſcendi animum habet, alteri Parti eodem quo ibi tempore procuret facultatem & Salvos Conductus neceſſarios ſolvosque, quibus Ora Miniſtros ad locum Tractatui deſtinatum tuto mittere poſſit, & nili de tempore ad tempus alteri Parti communicet ea omnia de quibus in dicto de Treiga Pace- que Tractatu agatur. Nemo vero Fœderatorum in conciuionem prædictæ Pacis aut Treiga conſentire poſſit, nili ſub conditionibus Art. I. expreſſis, aliisve de quibus mutuo conſenſu convenerit, & nili Fœderatus ſuos reſtituatur, quod ad Europam attinet, in poſſeſſionem Terrarum, Urbium, & Locorum, quæ etiam omnium Jurium Immunitatumque, quibus meretur fruebaturque tempore ſubſcriptionis hujus Tractatus, nili alter inter Majeſtatem ſuam & Dominos Ordines Gen. conveneri.

V. Si vero Pax inter Dominum Regem Chriſtianiſſimum, Dominum Regem Catholicum, & Dominos Ordines Generales coalescat, ſive iis quos Dominus Rex Chriſtianiſſimus propoſuit, ſive iis de quibus hoc Tractatu conventum eſt conditionibus, ejus ſervandæ ſponſiones vindicesque erunt in forma omnium optima, amplifſima & ſecuriſſima, non modo Rex Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines, ſuiimo & omnes Reges Principesque vicini, qui exiſtimabunt ſua intereſſe, ut Orbi Chriſtiano inconcuſſa maneat quies, & Belgio ſua reddatur conſeruque ſecura tranquillitas, in quem finem deſinietur inter Magnæ Britanniæ Regem & Dominos Ordines Generales Copiarum militarium numerus, aliaque media, quibus otendum erit adverſus alterutram Partium, quæ temerarverit vel violaverit Pacem, ut injuriam demat & Parti læſæ reſarciat.

VI. Pactis hæc conventa omniaque & ſingula in iis contenta à Domino Rege Magnæ Britanniæ atque Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii per Patentes uriusque Partis Litteras Sigillis ſuis munitas debita & authen-

ANNO 1678. authentica forma intra spatium trium septimanarum proxime sequentium, aut citius, si fieri potest, confirmabuntur, & ratihabebuntur, mutuoque Ratihabitionum Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde extradentur. Actum Hagæ-Comitum 26. mensis Julii 1678.

Signatum erat

(*L.S.*) *Tempel.* (*L.S.*) *W. van Heukelom.*
(*L.S.*) *D. van Wyngaerden.*
(*L.S.*) *Gasp. Fagel.*
(*L.S.*) *D. van Heyden.*
(*L.S.*) *Van Leeuwen.*
(*L.S.*) *J. de Mauregnault.*
(*L.S.*) *Joan. Baron de Reede.*
(*L.S.*) *A. ter Borghs.*

CLXXI.

10. Août. *Traité de Paix entre* LOUÏS XIV. *Roi de France, & les Seigneurs Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas; portant, que chacun demeurera saisi des Pais, Villes, & Places qu'il possede; à la reserve de la Ville de Maestricht, avec le Comté de Vronof, & les Pais de Fauquemont, Dalhem & Rolduc, que Sa Majesté T. C. rendra à Leurs Hautes Puissances. Fait à Nimegue le 10. d'Août 1678.* Avec les RATIFICATIONS, *& les* PLEINS-POUVOIRS *de part & d'autre. Comme aussi un* ARTICLE SEPARÉ, *touchant le Prince d'Orange du même jour 10. d'Août 1678.* S'ensuivent DEUX LETTRES *d'Explication sur l'Article XIII. du Traité, concernant la Neutralité promise par les Etats Generaux, & la Garantie des Obligations où l'Espagne entrera au regard de ladite Neutralité, du 17. d'Août 1678.* LA RATIFICATION *du Roi T. C. sur cette Explication. A Fontainebleau le 5. Sept. 1678.* L'ARTICLE SEPARÉ *concernant l'Amnistie generale pour les Sujets de part & d'autre du 24. Septembre 1678. Et les Ratifications de Sa Majesté & de Leurs Hautes Puissances.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. II. pag. 590. & 636. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve dans le Recueil de LEONARD Tom. V. dans LONDORPII *Acta publica* Tom. X. pag 677. en Allemand, dans le *Theatrum Pacis* Tom. II. pag. 600. en Latin, en Allemand, & en François, & dans Anhang zu den Europäischen Herelts 4. Haubthandlungen pag. 1624.

LOUÏS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront; Salut. Comme nostre tres-cher & bien-amé Cousin le Sieur Comte d'Estrades Mareschal de France & Chevalier de nos Ordres, nôtre bien-amé & feal le Sieur Colbert Marquis de Croissi, Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat, & nôtre bien-amé & feal le Sieur de Mesmes Comte d'Avaux, aussi Conseiller en nos Conseils, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-Pouvoirs que Nous leur en avions donnez, auroient conclu, arresté, & signé le dixiéme de ce Mois en la Ville de Nimegue avec le Sieur Heerosme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Treforier General des Provinces-Unies des Pais-Bas, le Sieur Guillaume de Naffan Seigneur d'Odyk Corrigent & premier Noble, & representant la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande, & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, pareillement munis de Pleins-Pouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit:

ANNO 1678.

AU nom de Dieu le Createur; A tous presens & à venir, soit notoire, Comme pendant le cours de la Guerre qui s'est emué depuis quelques années entre le tres-Haut, tres-Excellent, & tres-Puissant Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Roi tres-Chrestien de France & de Navarre; & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, Sa Majesté auroit toûjours conservé un sincere desir de rendre aussitôt Seigneurs Etats sa premiere amitié, & Eux tous les sentimens de respect pour Sa Majesté, & de reconnoissance pour les Obligations & les avantages considerables qu'ils ont reçus d'Elle & des Roys les Predecesseurs, il est enfin arrivé que ces bonnes dispositions fecondées des puissans offices de tres-Haut, tres-Excellent, & tres-Puissant Prince le Roi de la Grand' Bretagne, qui durant ces temps facheux, quand presque toute la Chrestienté s'est trouvée en Armes, n'a cessé de contribuer par ses Conseils & bons avertissemens au salut & au repos public, auroient porté Sa Majesté tres-Chrestienne & lesdits Seigneurs Etats Generaux, comme aussi tous les autres Princes & Potentats qui se font interessez dans cette Guerre, à consentir que la Ville de Nimegue fust choisie pour y traiter de Paix, & pour y parvenir Sa Majesté tres-Chrestienne auroit nommé pour ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires le Sieur Comte d'Estrades Mareschal de France, & Chevalier de ses Ordres; le Sieur Colbert Chevalier Marquis de Croissi, Conseiller ordinaire en son Conseil d'Etat; & le Sieur de Mêmes Chevalier Comte d'Avaux, aussi Conseiller en ses Conseils; Et lesdits Seigneurs Etats Generaux, le Sieur Heerome de Beverningh Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Treforier General des Provinces-Unies; le Sieur Guillaume de Naffau Seigneur d'Odyk, Corrigent, & premier Noble & representant la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande, & le Sieur Guillaume d'Haren Grietman du Bildt, Deputez en leurs Assemblées de la part des Etats d'Hollande, Zelande, &c. Lesquels Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires duëment instruits des bonnes intentions de leurs Maistres, se feroient rendus en ladite Ville de Nimegue, où après une reciproque communication des Pleins-Pouvoirs dont à la fin de ce Traité les Copies sont inserées de mot à mot, seroient convenus des conditions de Paix & d'amitié en la teneur qui s'ensuit:

I. Il y aura à l'avenir entre Sa Majesté tres-Chrestienne & ses Successeurs Roys de France & de Navarre & ses Royaumes, d'une part; & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, d'autre, une Paix, bonne, ferme, fidele & inviolable, & cesseront enfuite, & seront delaissez tous actes d'hostilité de quelque façon qu'ils soient entre ledit Seigneur Roi, & lesdits Seigneurs Etats Generaux, tant par Mer, & autres Eaux que par Terre, en tous leurs Royaumes, Pais, Terres, Provinces, & Seigneuries, & pour tous leurs Sujets, & Habitans de quelque qualité ou condition qu'ils soient sans exception des Lieux, ou des personnes.

II. Et si quelques prises se font de part, ou d'autre dans la Mer Baltique, ou celle du Nord, depuis Terneuse jusqu'au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de S. Vincent dans l'espace de six semaines, & delà dans la Mer Mediterranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines, & au delà de la Ligne, & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit Mois à compter du jour que se fera la publication de la Paix à Paris, & à la Haye, lesdites prises & les dommages qui se feront de part ou d'autre après les termes prefix seront portez en compte, & tout ce qui aura esté pris sera rendu avec compensation de tous les dommages qui en seront provenus.

III. Il y aura desplus entre ledit Seigneur Roi, & lesdits Seigneurs Etats Generaux, & leurs Sujets & Habitans reciproquement une sincere, ferme, & perpetuelle amitié & bonne correspondance tant par Mer que par Terre en tout & partout, tant dedans, que dehors l'Europe, sans se ressentir des offences ou dommages qu'ils ont reçus, tant par le passé qu'à l'occasion desdites Guerres.

IV. Et en vertu de cette amitié & correspondance, tant Sa Majesté que les Seigneurs Etats Generaux, procureront & avanceront fidellement le bien & la prospe-

rité

ANNO 1678. rité l'un de l'autre par tout support, aide, conseil, & assistances réelles en toutes occasions & en tout temps, & ne consentiront à l'avenir à aucuns Traitez ou Negociations qui pourroient apporter du dommage à l'un ou à l'autre; mais les tromperont & en donneront les avis reciproquement avec loin & sincerité aussi-tost qu'ils en auront connoissance.

V. Ceux sur lesquels quelques biens ont esté saisis & confisquez à l'occasion de ladite Guerre, leurs Heritiers ou ayans cause, de quelle condition ou Religion qu'ils puissent estre, jouïront d'iceux Biens, & en prendront la possession de leur autorité privée, & en vertu du present Traité, lans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la Justice, nonobstant toutes incorporations, saisie, engagement, dons en faits, Sentences preparatoires ou diffinitives données par défaut & contumace en l'absence des Parties & icelles non ouïes, Traitez, Accords & Transactions, quelques Renonciations qui ayent esté mises esdites Transactions pour exeiure de partie desdits Biens, ceux à qui ils doivent appartenir, & tous & chacuns Biens & Droits qui contondument au present Traité seront restituez, ou doivent estre restituez reciproquement aux premiers Proprietaires, leurs Hoirs & ayans cause, pourront estre vendus par lesdits Proprietaires, lans qu'il soit besoin d'impetrer pour ce confentement particulier; & enfuite les Proprietaires des Rentes qui de la part des nfes feront confituez en lieu des Biens vendus; comme auſſi des Rentes & Actions eſtans à la charge des ſiſes, reſpectivement pourront disposer de la propriété d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres propres Biens.

VI. Et comme le Marquisat de Bergoptom avec tous les Droits & Revenus qui en dépendent, & generalement toutes les Terres & Biens appartenans à Monſieur le Comte d'Auvergne Colonel General de la Cavalerie-Legere de France, & qui ſont ſous le Pouvoir desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, ont eſté ſaiſis & confisquez à l'occaſion de la Guerre, à laquelle le preſent Traité doit mettre une heureuſe fin, il a eſté accordé que ledit Sieur Comte d'Auvergne ſera remis dans la poſſeſſion dudit Marquisat de Bergoptom, ſes appartenances & dépendances; comme auſſi dans ſes Droits, Actions, Privileges, Uſances & Prerogatives dont il jouiſſoit lors de la Declaration de la Guerre.

VII. Chacun demeurera ſaiſi, & jouira effectivement des Païs, Villes, & Places, Terres, Iſles & Seigneuries, tant au dedans que dehors l'Europe, qu'il tient & poſſede à preſent, ſans eſtre troublé ni inquieté directement ni indirectement de quelque façon que ce ſoit.

VIII. Mais Sa Majeſté Tres-Chrétienne voulant tendre aux Seigneurs Etats Generaux ſa premiere amitié, & leur en donner une preuve particuliere dans cette occaſion, les remettra immediatement après l'échange des Ratifications, dans la poſſeſſion de la Ville de Maſtrich, avec le Comté de Vronof, & les Comtez & Païs de Fauquemont, Dalhem & Rolleduc d'Outremeuſe, avec les Villages de Redemption, Banc de S. Servais, & tout ce qui dépend de ladite Ville.

IX. Lesdits Seigneurs Etats Generaux promettent, que toutes choſes qui concernent l'exercice de la Religion Catholique Romaine, & la jouiſſance des Biens de ceux qui en ſont profeſſion, ſeront établies & maintenues ſans aucune exception dans ladite Ville de Maſtrich & ſes dépendances, en l'état & comme elles étoient reglées par ſa Capitulation de 1632. & de ceux qui auront eſté pourveus de quelques Biens Eccleſiaſtiques, Canonicats, Perſonnats, Prevoſtez, & autres Benefices, y demeureront établis, & en jouïront ſans aucune contradiction.

X. Sa Majeſté rendant auſdits Seigneurs Etats Generaux la Ville de Maſtrich & Païs en dépendans, en pourra faire retirer & emporter toute l'Artillerie, Poudres, Boulets, Vivres, & autres Munitions de Guerre qui s'y trouveront au temps de la remiſe ou reſtitution d'icelle; & ceux qu'Elle aura commis à cét effet, ſe ſerviront, ſi bon leur ſemble, pendant deux Mois, des Charrois & Bateaux du Païs; auront le paſſage libre tant par Eau que par Terre, pour la retraite deſdites Munitions; & leur ſera donné par les Gouverneurs, Commandans, Officiers, ou Magiſtrats de ladite Ville, toutes les facilitez qui dépendent d'eux pour la voiture & conduite desdites Artillerie & Munitions. Pourront auſſi les Officiers, Soldats, Gens de Guerre, & autres qui ſortiront de ladite Place, en tirer & emporter les Biens Meubles à eux appartenans, ſans qu'il leur ſoit loiſible d'exiger aucune choſe des Habitans de ladite Ville de Maſtrich & des environs, ni endommager leurs Maiſons, ou emporter aucune choſe appartenant auſdits Habitans.

ANNO 1678.

XI. Tous Priſonniers de Guerre ſeront délivrez d'une part & d'autre, ſans diſtinction ou reſerve, & ſans payer aucune rançon.

XII. La levée des Contributions demandée par l'Intendant de la Ville de Maſtrich aux Païs qui y ſont ſoûmis, ſera continuée pour tout ce qui reſtera à écheoir jusques à la Ratification du preſent Traité; & les arrerages qui reſteront ſeront payez dans l'eſpace de trois Mois après le terme échû, dans des termes convenables, & moyennant caution valable & reſidente dans une des Villes de la domination de Sa Majeſté.

XIII. Les Seigneurs Etats Generaux ont promis & promettent non ſeulement de demeurer dans une exacte Neutralité, ſans pouvoir aſſiſter directement ni indirectement les Ennemis de la France & de ſes Alliez; mais auſſi de garantir toutes les Obligations dans leſquelles l'Eſpagne entrera par le Traité qui interviendra entre Leurs Majeſtez Tres-Chrétienne & Catholique, & principalement celle par laquelle ledit Seigneur Roi Catholique ſera tenu de garder cette même Neutralité.

XIV. Si par inadvertance, ou autrement il ſurvenoit quelque inobſervation ou inconvenient au preſent Traité de la part de ſadite Majeſté ou desdits Seigneurs Etats Generaux, & leurs Succeſſeurs en Paix & Alliance ne laiſſera pas de ſubſiſter en toute ſa force, ſans que pour cela on en vienne à la rupture de l'Amitié & de la bonne correſpondance; mais on reparera promptement leſdites contraventions; & ſi elles procedent de la faute de quelques particuliers ſujets, ils en ſeront ſeuls punis, & châtiez.

XV. Et pour mieux aſſeurer à l'avenir le Commerce & l'Amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roi, & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, il a eſté accordé & convenu, qu'arrivant cy-après quelque interruption d'Amitié, ou rupture entre la Couronne de France, & leſdits Seigneurs Etats desdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaiſe) il ſera toûjours donné ſix mois de temps après ladite rupture aux Sujets de part & d'autre, pour ſe retirer avec leurs Effets, & les transporter où bon leur ſemblera, ce qui leur ſera permis de faire. Comme auſſi de vendre ou transporter leurs Biens & Meubles en toute liberté, ſans qu'on leur puiſſe donner aucun empêchement, ni proceder pendant ledit temps de ſix Mois à aucune ſaiſie de leurs Effets, moins encore à l'arreſt de leurs perſonnes.

XVI. Touchant les prétentions & intereſts qui concernent Monſieur le Prince d'Orange, dont il a eſté traité & convenu ſeparément, par Acte ſigné ce jourd'huy, ledit écrit & tout le contenu d'iceluy ſortira ſon effet, & ſera confirmé, accomply, & executé ſelon ſa forme & teneur, ni plus ni moins que ſi tous leſdits points en general, ou chacun d'eux en particulier, étoient de mot à mot inſerez en ce preſent Traité.

XVII. Et comme Sa Majeſté & les Seigneurs Etats Generaux reconnoiſſent les puiſſans offices que le Roi de la Grande Bretagne a contribué inceſſamment par ſes Conſeils & bons avertiſſemens au ſalut & au repos public, il a eſté convenu de part & d'autre, que Sadite Majeſté Britannique, avec ſes Royaumes, ſoit comprile nommément dans le preſent Traité, de la meilleure forme que faire ſe peut.

XVIII. Et ce preſent Traité de Paix & d'Alliance ſeront compris de la part dudit Seigneur Roi Tres-Chrétien, le Roi de Suede, le Duc d'Holſtein, l'Evêque de Strasbourg, & le Prince Guillaume de Fuſtemberg; comme interellez dans la preſente Guerre. En outre ſeront compris, & compris ils veulent eſtre, le Prince & la Couronne de Portugal, le Duc & Seigneurie de Venize, le Duc de Savoye, les Treize Cantons des Ligues Saiſies & leurs Alliez, l'Electeur de Baviere, le Duc Jean Frederic de Brunswik Hanover, & tous Rois, Potentats, Princes, & Etats, Villes, & Perſonnes particulieres, à qui Sa Majeſté Tres-Chrétienne, ſur la requiſition qu'ils luy en feront, accordera de ſa part d'eſtre comris dans ce Traité.

XIX. Et de la part des Seigneurs Etats Generaux, le Roi d'Espagne, & tous leurs autres Alliez, qui dans le temps de ſix ſemaines, à compter depuis l'échange des Ratifications, ſe declareront d'accepter la Paix,

Digitized by Google

ANNO 1678. comme auſſi les Treize loüables Cantons des Ligues Suiſſes, & leurs Alliez & Confederez, la Ville d'Embden, & de plus tous Rois, Princes & Etats, Villes & Perſonnes particulieres à qui les Seigneurs Etats Generaux, par la requiſition qui leur en ſera faite, accorderont de leur part d'y eſtre compris.

X X. Ledit Seigneur Roi, & leſdits Seigneurs Etats Generaux conſentent que le Roi de la Grande Bretagne, comme Mediateur, & tous autres Potentats & Princes qui voudront bien entrer en un pareil engagement, puiſſent donner à Sa Majeſté, & auſdits Seigneurs Etats Generaux leurs promeſſes & Obligations de Garantie de l'execution de tout le contenu au preſent Traité.

X X I. Le preſent Traité ſera ratifié & approuvé par ledit Seigneur Roi, & leſdits Seigneurs Etats Generaux, & les Lettres de Ratification ſeront délivrées de l'un & l'autre en bonne & deuë forme dans le terme de ſix ſemaines, ou plutoſt ſi faire ſe peut, à compter du jour de la ſignature.

En foy dequoy Nous Ambaſſadeurs ſuſdits de Sa Majeſté, & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs reſpectifs, Avons esdits Noms ſigné ces Preſentes de nos Seings ordinaires, & à icelles fait appoſer les Cachets de nos Armes. A Nimégue le dixiéme jour du Mois d'Aouſt mil ſix cens ſoixante & dix-huit.

Le Maréchal d'Eſtrades. *H. Beverningk.*
Colbert. *W. de Naſſau.*
De Mizmes. *W. Haren.*

NOus ayant agréable le ſuſdit Traité de Paix en tous & un chacun ſes Points & Articles qui y ſont contenus & déclarez, Avons iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons; & le tout promettons en foy & parole de Roi, & ſous l'obligation, & hypoteque de tous & chacuns nos Biens preſens & à venir, garder, & obſerver inviolablement, ſans jamais aller ny venir au contraire directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En témoin de quoi Nous avons ſigné ces Preſentes de nôtre main, & à icelles fait appoſer nôtre Scel. Donné à S. Germain en Laye le dix-huitiéme jour d'Aouſt l'an de grace mil ſix cens ſoixante-dihuit, & de nôtre Regne le trente-ſixiéme.

Signé, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

RATIFICATION *des Etats Generaux du Traité de Paix.*

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas. A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront: SALUT. Ayant veu & examiné le Traité de Paix & d'Amitié fait & conclu à Nimégue le dixiéme jour du Mois d'Aouſt 1678. par le Sieur Comte d'Estrades Maréchal de France, & Chevalier des Ordres du Roi tres-Chrétien, le Sieur Colbert Marquis de Croiſſy Conſeiller ordinaire en ſon Conſeil d'Eſtat, & le Sieur de Mêmes Comte d'Avaux auſſi Conſeiller en ſes Conſeils, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majeſté tres-Chrétienne à l'Aſſemblée de Nimégue, au nom & de la part de Sadite Majeſté; Et par le Sieur Hieronime de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Univerſité à Leyden, cy-devant Conſeiller & Treſorier General des Provinces-Unies, le Sieur Guillaume de Naſſau Seigneur d'Odyk Corszene, &c. Premier Noble, & repreſentant l'Ordre de la Nobleſſe dans les Etats & au Conſeil de Zelande, & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bilt, Deputés en nôtre Aſſemblée de la part des Etats de Hollande, Zelande, & Friſe, nos Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires à ladite Aſſemblée de Nimégue, en nôtre nom & de nôtre part en vertu de leurs Pleins-Pouvoirs reſpectifs. Ayans de même veu & examiné la Lettre que lesdits Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires ont écrite auſdits Sieurs Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires de Sa Majeſté tres-Chrétienne le dix-ſeptiéme jour dudit Mois d'Aouſt, & la Réponſe que lesdits Sieurs Ambaſſadeurs & Pleuipotentiaires de Sadite Majeſté y ont fait le même jour, concernant l'Explication ANNO 1678. du treiziéme Article dudit Traité, comme auſſi l'Acte du cinquiéme jour de Septembre de la preſente année, par laquelle Sadite Majeſté a eu agreable l'Explication des ſuſdits Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires ont donnée ſur ledit treiziéme Article dudit Traité de Paix, desquels Traités, Lettres, Actes & Pouvoirs la teneur enſuit:

AU Nom de Dieu le Createur. A tous preſens &c.

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte que les Lettres de Ratification ſeront delivrées de l'un, & de l'autre en bonne & deuë forme dans le terme de ſix ſemaines, ou pluſtoſt ſi faire ſe peut, à compter du jour de la ſignature, Nous voulans bien donner des marques de nôtre ſincerité, & nous acquiter de la parole que nos Ambaſſadeurs ont donnée pour nous, Nous avons agreé, approuvé, & ratifié ledit Traité, & un chacun des Articles d'iceluy cy-deſſus transcrits, comme Nous l'agréons, approuvons, & ratifions par ces Preſentes, promettans en bonne foy & ſincerement le garder, entretenir, & obſerver inviolablement de point en point ſelon la forme & teneur, ſans jamais aller ni venir au contraire directement ou indirectement en quelque ſorte ou maniere que ce ſoit. En foy de quoy Nous avons fait ſigner les Preſentes par le Preſident de nôtre Aſſemblée, contreſigné par nôtre Premier Greffier, & y appoſer nôtre Grand Sceau. Fait à la Haye le dix-neuviéme jour de Septembre mil ſix cens ſoixante-dix-huit.

D. VAN WYNGAERD.

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux.

H. FAGEL.

Enſuit la teneur du Pouvoir desdits Sieurs Ambaſſadeurs de Sa Majeſté.

LOUïS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces Preſentes Lettres verront. SALUT, Comme Nous ne ſouhaittons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix, la Guerre dont la Chreſtienté eſt à preſent affligée, & que par les ſoins, & la Mediation de nôtre tres-cher & tres amé Frere le Roi de la Grande Bretagne, la Ville de Nimégue a eſté agreée de toutes les Parties pour le lieu des Conferences, Nous par ce même deſir d'arreſter, autant qu'il ſera en Nous, la deſolation de tant de Provinces, & l'effuſion de tant de ſang Chreſtien: Sçavoir faiſons, que nous confians entierement en l'experience, la capacité & la fidelité de nôtre tres-cher & bien Amé Coulin le Sieur Comte d'Estrades Maréchal de France & Chevalier de nos Ordres, de nôtre bien Amé & feal le Sieur Colbert Marquis de Croiſſy, Conſeiller ordinaire en nôtre Conſeil d'Eſtat, & de nôtre bien Amé & feal le Sieur de Mêmes Comte d'Avaux, auſſi Conſeiller en nos Conſeils, par l'preuve avantageuſe que Nous en avons fait dans les diverſes Ambaſſades & Employs conſiderables que Nous leur avons confiez, tant au dedans qu'au dehors de nôtre Royaume; POUR CES CAUSES, & autres bonnes conſiderations à ce nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputé leſdits Sieurs Maréchal d'Estrades, Marquis de Croiſſy, & Comte d'Avaux, commettons, ordonnons & deputons par ces Preſentes ſignées de nôtre main, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial d'aller en la Ville de Nimégue, en qualité de nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer, ſoit directement, ſoit par l'entremiſe des Ambaſſadeurs Mediateurs reſpectivement reçus & agréez avec tous Ambaſſadeurs & Miniſtres de nos tres-chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & de leurs Alliez, tous munis de Pouvoirs ſuffiſans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differends qui cauſent aujourd'huy la Guerre: Et pourront nos ſuſdits Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires, tous trois enſemble, ou deux en cas de l'abſence de l'autre, par maladie ou autre empêchement, ou un ſeul en l'abſence des deux autres, en pareil cas de maladie ou autre empêchement,

Digitized by Google

ANNO 1678. chement, en convenir, & fur icceux conclure & ſigner une bonne & ſeure Paix, & generalement faire, negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils eſtimeront neceſſaire pour le ſuſdit effet de la Paix, avec la même authorité que Nous ſerions & pourrions faire ſi Nous y eſtions preſens en Perſonne, encore qu'il y euſt quelque choſe qui requiſt un Mandement plus ſpecial, non contenu en cesdites Preſentes. PROMETTANT en foy & parole de Roi de tenir ferme & d'accomplir tout ce que par lesdits Sieurs Mareſchal d'Eſtrades, Marquis de Croiſſy & Comte d'Avaux, ou par deux d'entre eux en cas de l'abſence de l'autre, par maladie ou autre empêchement, ou par un ſeul en l'abſence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, aura eſté ſtipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le temps qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir. CAR tel eſt nôtre plaiſir; En teſmoing de quoy Nous avons fait mettre le Seel à cesdites Preſentes. DONNÉ à S. Germain en Laye le vingt-troiſiéme jour de Decembre, l'an de grace mil ſix cens ſoixante & quinze, & de nôtre Regne le trente troiſiéme, *Signé*, LOUIS. *Et ſur le reply*, Par le Roy, ARNAULD. *Et ſcellé du grand Sceau en cire jaune.*

Enſuit la teneur du Pouvoir deſdits Sieurs Ambaſſadeurs Extraordinaires des Seigneurs Etats des Provinces-Unies.

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas: A tous ceux qui ces Preſentes Lettres verront; SALUT. Comme nous ne ſoſtenions rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre dont la Chreſtienté eſt à preſent affligée, & que par les ſoins & la Mediation du Sereniſſime Roi de la Grande Bretagne, la Ville de Nimegue a eſté agréée de toutes les Parties pour le lieu des Conferences, Nous par ce même deſir d'arreſter, autant qu'il ſera en Nous, la deſolation & tant de Provinces & l'effuſion de tant de ſang Chreſtien, Nous bien voulu y contribuer tout ce qui dépend de Nous, & pour cet effet deputé à ladite Aſſemblée quelques perſonnes du Corps de la noſtre, qui ont donné pluſieurs preuves de la connoiſſance & experience qu'ils ont des Affaires publiques, auſſi bien que de l'affection qu'ils ont pour le bien de noſtre Eſtat, & comme les Sieurs Hieroſme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Univerſité à Leyden, ci-devant Conſeiller & Threſorier General des Provinces-Unies, Guillaume de Naſſau Seigneur d'Odyk Corrigene, &c. premier Noble & repreſentant l'Ordre de la Nobleſſe dans les Etats & au Conſeil de la Comté de Zelande, & Guillaume de Haren Grienman du Bildt, Deputé en nôtre Aſſemblée de la part des Etats d'Hollande, Zelande & Frize, ſe ſont ſignalez en pluſieurs emplois importans pour nôtre ſervice, où ils ont donné des marques de leur fidelité, application & addreſſe au maniement des Affaires. POUR CES CAUSES, & autres bonnes conſiderations à ce nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputé leſdits Sieurs de Beverningk, d'Odyk, & de Haren, commettons, ordonnons & deputons par ces Preſentes, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial d'aller à la Ville de Nimegue en qualité de nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer, ſoit directement, ſoit par l'entremiſe des Ambaſſadeurs Mediateurs reſpectivement reçus & agréez, avec les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majeſté tres-Chreſtienne & les Alliez, munis de Pouvoirs ſuffiſans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differends qui cauſent aujourd'huy la Guerre, & pourront nos ſuſdits Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires tous trois enſemble, ou deux en cas de l'abſence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou un ſeul en l'abſence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir, & ſur icceux conclure & ſigner une bonne & ſeure Paix; & generalement faire, negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils eſtimeront neceſſaire pour le ſuſdit effet de la Paix, & de faire generalement tout ce que Nous pourrions faire ſi Nous y eſtions preſens, quand même pour cela il ſeroit beſoin de Pouvoir & Mandement plus ſpecial, non contenu dans cesdites preſentes, PROMETTONS ſincerement & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme & ſtable tout ce que par lesdits Sieurs nos Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires, ou bien par deux d'iceux en cas de maladie, d'abſence, ou d'autre empêchement du troiſiéme, ou par un ſeul en l'abſence des deux autres en pareil cas de maladie ou d'autre empêchement, aura eſté ſtipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le temps qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir. Donné à la Haye en nôtre Aſſemblée ſous nôtre grand Sceau, Paraphe du Preſident & ſeing de nôtre premier Greffier, ce quatriéme Janvier de l'an mil ſix cens ſoixante & ſeize. J. BOOTSMA. *Sur le reply*, Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux. *Signé*, H. FAGEL. *Et ſcellé du grand Sceau en cire rouge.*

ANNO 1678.

Article ſeparé touchant Monſieur le Prince d'Orange.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces Preſentes Lettres verront; Salut. Comme nôtre tres-cher & bien amé Couſin le Sieur Comte d'Eſtrades Mareſchal de France & Chevalier de nos Ordres, nôtre bien amé & feal le Sieur Colbert Marquis de Croiſſy, Conſeiller ordinaire en nôtre Conſeil d'Eſtat, & nôtre bien amé & feal le Sieur de Mêmes Comte d'Avaux, auſſi Conſeiller en nos Conſeils, nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Plein-Pouvoirs que Nous leur en avions donnez, auroient conclu, arreſté & ſigné le diziéme de ce Mois en la Ville de Nimegue, avec le Sieur Hieroſme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Univerſité à Leyden, ci-devant Conſeiller & Threſorier General des Provinces-Unies des Païs Bas, le Sieur Guillaume de Naſſau Seigneur d'Odyk, Corrigene, &c. premier Noble & repreſentant la Nobleſſe dans les Etats & au Conſeil de Zelande, & le Sieur Guillaume de Haren Grienman du Bildt, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-Chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, pareillement munis de Plein-Pouvoirs, l'Article ſeparé dont la teneur s'enſuit:

COmme enſuite de la Guerre qui depuis quelques années eſt ſurvenuë entre le Roi Tres-Chreſtien, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs Bas, Sa Majeſté a fait ſaiſir tous les Biens appartenans à Monſieur le Prince d'Orange, tant ladite Principauté que les Seigneuries & Terres ſituées en France, & en a donné les revenus à Monſieur le Comte d'Auvergne, qui en jouït encore preſentement, & que par la Grace de Dieu la Paix a eſté reſtablie par le Traité conclu ce jourd'huy; Et qu'afin tous les fâcheux effets de la Guerre doivent ceſſer, Sa Majeſté a promis audit Sieur Prince & promet par cet Acte ſeparé, qu'immediatement aprés les Ratifications échangées elle fera lever ladite ſaiſie, & fera remettre ledit Sieur Prince dans la poſſeſſion de ladite Principauté, & des Terres qui luy appartiennent en France, Franche Comté, Charolois, Flandres & autres Païs dependans de la domination de Sa Majeſté & dans tous ſes Droits, Actions, Privileges, Usances & Prerogatives, au même eſtat & en la même maniere dans il en jouiſſoit avant qu'il en euſt eſté depoſſedé à l'occaſion de la preſente Guerre. Fait à Nimegue le diziéme jour du Mois d'Août mil ſix cens ſoixante-dix-huit.

Le Mareſchal d'Eſtrades. *H. Beverningk.*
Colbert *W. de Naſſau.*
De Mesmes. *W. Haren.*

NOus ayant agreable le ſuſdit Article ſeparé en tous & un chacun des points d'iceluy, l'avons par ces Preſentes ſignées de nôtre main, loüé, approuvé, & ratifié, loüons, approuvons & ratifions, promettant en foy & Parole de Roi de l'accomplir, obſerver & faire obſerver & ſincerement & de bonne foy, ſans ſouffrir qu'il ſoit jamais allé directement ou indirectement au contraire pour quelque cauſe ou occaſion que ce puiſſe eſtre; En témoin dequoy nous avons ſigné ces Preſentes de nôtre main & à icelles fait appoſer nôtre Seel. DONNÉ à S. Germain en Laye le dit-huitiéme jour d'Août l'an de grace mil ſix cens ſoixante dix-huit, & de nôtre Regne le trente-ſixiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

Anno 1678.

Ratification *des Etats Generaux de l'Article separé touchant Monſ. le Prince d'Orange.*

Les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas. A tous ceux qui ces Preſentes verront, Salut. Comme ainſi ſoit qu'ouvre le Traité de Paix & d'amitié fait & conclu à Nimegue le dixiéme jour du Mois d'Août 1678. il ait été fait de même un Article ſeparé par le Sieur Comte d'Eſtrades Mareſchal de France & Chevalier des Ordres du Roi tres Chrétien, le Sieur Colbert Marquis de Croiſſi Conſeiller ordinaire en ſon Conſeil d'Etat, & le Sieur de Mêmes Comte d'Avaux auſſi Conſeiller en les Conſeils, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majeſté tres-Chreſtienne à l'Aſſemblée de Nimegue, au nom & de la part de Sadite Majeſté, & par le Sieur Hierôme de Beverningk Seigneur de Treſlingen, Curateur de l'Univerſité à Leyden, cy-devant Conſeiller & Treſorier General des Provinces Unies, le Sieur Guillaume de Naſſau Seigneur d'Odyk, Controeve, &c. premier Noble & repreſentant l'Ordre de la Nobleſſe dans les Etats & au Conſeil de Zeande, & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bildt, deputez en noſtre Aſſemblée de la part des Etats de Hollande, Zeande & Friſe, nos Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires à ladite Aſſemblée de Nimegue, en noſtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs Pleins Pouvoirs reſpectifs, duquel Article ſeparé la teneur s'enſuit.

Article ſeparé touchant Monſieur le Prince d'Orange.

Comme enſuite de la Guerre, &c.

Nous avons agréé, approuvé, & ratifié ledit Article ſeparé, l'agréons, approuvons & ratifions par les preſentes de meſme que s'il eſtoit inſeré dans le ſuſdit Traité de Paix & d'amitié, promettant de garder, entretenir, & obſerver inviolablement tout ce qui eſt contenu en iceluy, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, ſous quelque pretexte que ce ſoit. En foy dequoy nous avons fait ſigner les preſentes par le Preſident de noſtre Aſſemblée, contre-ſigner par noſtre premier Greffier, & y apoſer noſtre grand Sceau. Fait à la Haye le dix neuviéme jour du Mois de Septembre 1678.

D. van Wyngaerd.

Par Ordonnance deſdits Seigneurs Etats Generaux.

H. Fagel.

Lettres des Ambaſſadeurs de Leurs Hautes Puiſſances, à Meſſieurs les Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires de Sa Majeſté Tres-Chrétienne, pour l'explication de l'Article XIII. du Traité de Paix.

Messieurs.

Comme l'Article treiſiéme du Traité de Paix conclu & ſigné le dixiéme de ce Mois, qui eſt de Neutralité promiſe par Nos Seigneurs les Etats Generaux au regard des Ennemis de Sa Majeſté Tres-Chrétienne & de ſes Alliez, comme auſſi de la Garantie des Obligations dans leſquelles l'Eſpagne entrera au regard de la même Neutralité, eſt couché en maniere que l'on en pourroit inferer une Obligation non ſeulement du temps preſent & de la Guerre dans laquelle les Alliez de Nos Seigneurs les Etats Generaux continuent, mais que l'on pourroit en tirer des conſequences pour le temps à venir & pour les occaſions à naître apres toutes les Guerres preſentes finies, & que vos Excellences ſçavent que jamais on n'a eu intention au regard de ladite Neutralité que d'en convenir pour le preſent & pendant le cours de la preſente Guerre, conformement aux propoſitions que Sa Majeſté Tres-Chrétienne en a fait faire, Nous prions vos Excellences de Nous donner un mot d'éclairciſſement que l'intention de Sa Majeſté & de vos Excellences eſt que ledit Article n'eſt applicable qu'au temps que la preſente Guerre durera, & vos Excellences obligeront infiniment,

Anno 1678.

Messieurs.

De Vos Excellences,

Les tres-humbles & tres-obéiſſans Serviteurs.

H. Beverninck. W. Haren.

A Nimegue le 17. d'Août 1678.

Reponſe de Meſſieurs les Ambaſſadeurs de France, aux Ambaſſadeurs des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, en explication de l'Article treize du Traité de Paix.

Messieurs,

Nous avons reçu la Leure de Vos Excellences du 17. de ce Mois, & quoi que la bonne foi avec laquelle le Roi nôtre Maître a toûjours agi & la ſincerité avec laquelle Sa Majeſté veut bien rendre ſa premiere amitié à Meſſieurs les Etats Generaux ne doive pas laiſſer à Vos Excellences la moindre inquiétude qu'on veuille tirer de ſurpriſe envers Elles, ni douter à l'Article treize du Traité que Nous avons conclu & ſigné enſemble, le dixiéme de ce Mois une plus grande étenduë que celle dont Nous nous ſommes expliquez enſemble, Nous voulons bien les aſſurer que l'intention de Sa Majeſté, & par conſequent la nôtre, n'eſt pas de Nous prevaloir dudit Article plus long-temps que la preſente Guerre durera ni apres qu'il aura plû à Dieu d'y mettre fin, d'obliger Meſſieurs les Etats Generaux eu vertu de ce même Article à plus que leur propre intereſt, & leur bonne Union avec Sa Majeſté demandera d'Eux. Nous ſommes,

Messieurs,

De Vos Excellences,

Les tres-humbles & tres-obéiſſans Serviteurs.

Le Mar. d'Estrades. Colbert. d'Avaux.

A Nimegue le 17. d'Août 1678.

Ratification *de l'Explication de l'Article treize au Traité de Paix entre la France & la Hollande.*

Le Roi ayant été informé par ſes Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires au Traité de Paix, à Nimegue de l'Explication qu'ils ont donnée par leur Lettre du dix-ſeptiéme du Mois d'Août de cette preſente année aux Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas ſur le treiſiéme Article du Traité de Paix conclu & ſigné à Nimégue le dixiéme dudit Mois d'Août de cette preſente année entre leſdits Sieurs Ambaſſadeurs, dans lequel il eſt parlé de la Neutralité promiſe par leſdits Etats Generaux, tant au regard de Sa Majeſté qu'à celuy de ſes Alliez, comme auſſi de la Garantie des Obligations dans leſquelles l'Eſpagne entrera au ſujet de la même Neutralité, Sa Majeſté ayant lû & examiné la ſuſdite Lettre, par laquelle leſdits Ambaſſadeurs déclarent & aſſurent, que l'intention de Sa Majeſté n'eſt pas de ſe prevaloir dudit Article plus long temps que la preſente Guerre durera, Sa Majeſté a eu agreable ladite explication, l'a louée, approuvée & ratifiée de même que ſi elle étoit inſerée dans le ſuſdit Traité de Paix, enſuite du treiſiéme Article d'icelui, l'a louée, approuvée, & ratifiée, l'promettant en foi & parole de Roi d'accomplir & faire obſerver fiurcrement & de bonne foy tout ce qui eſt contenu en icelle, ſans ſouffrir qu'il ſoit jamais allé directement ni indirectement au contraire pour quelque cauſe ou occaſion que ce puiſſe être. En témoin dequoy Sa Majeſté a ſigné ces preſentes de ſa main, & à icelles fait apoſer le Seel de ſon ſecret. Donné à Fontaine-bleau le cinquiéme jour de Septembre mil ſix cens ſoixante & dix-huit, étoit *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Arnaud. *Et*

Digitized by Google

Arti-

ANNO 1678.

Article ſeparé portant Amniſtie generale pour les Sujets de France & de Hollande.

LE Roi ayant reçû l'Article ſeparé ſigné par ſes Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires au Traité de Paix à Nimegue, & ceux des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, dont la teneur s'enſuit.

Les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Seigneur Roi Très-Chrétien & les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, déclarent par le preſent Acte, qu'encore que le Traité, qu'ils ont ſigné le 10. d'Août porte une ſuffiſante abolition, pour tout ce qui a été commis, de part, & d'autre, à l'occaſion de la Guerre, à laquelle ledit Traité a mis fin; ſoit par ceux qui étant nez Sujets de la France, & engagez au ſervice de Sa Majeſté par les emplois & Biens, qu'ils poſſedoient dans l'étenduë de la France ſont entrez, ou demeurez au ſervice des Seigneurs Etats Généraux, ou par ceux, qui étant nez Sujets deſdits Seigneurs Etats, ou engagez à leur ſervice par les emplois, & Biens, qu'ils poſſedoient dans l'étenduë des Provinces-Unies ſont entrez ou demeurez au ſervice de Sa Majeſté très-Chrétienne, néanmoins pour leur plus grande ſureté, & pour les mettre à couvert de toutes pourſuites, leſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires ſont demeurez d'accord, que toutes les ſuſdites perſonnes de quelque qualité & condition qu'elles ſoient, ſans nul excepter, pourront rentrer, rentreront, & ſeront effectivement laiſſez & rétablis en la poſſeſſion & jouïſſance paiſible de tous leurs Biens, Honneurs, Dignitez, Privileges, Franchiſes, Droits, Exemptions, Conſtitutions, & Libertez, ſans pouvoir être recherchez, troublez, ni inquietez en general, ni en particulier pour quelque cauſe, ou prétexte que ce ſoit, pour raiſon de ce qui s'eſt paſſé, depuis la naiſſance de ladite Guerre. Enſuite de laquelle Déclaration & après qu'elle aura été ratifiée, tant par Sa Majeſté très-Chrétienne, que par les Seigneurs Etats Généraux, ce qui ſera fait dans le temps d'un Mois, il leur ſera permis à tous & à chacun en particulier, ſans avoir beſoin de Lettres d'abolition, & de pardon de retourner, en perſonne, dans leurs Maiſons en la jouïſſance de leurs Terres, & de tous leurs autres Biens, ou d'en diſpoſer en telle maniere que bon leur ſemblera. Fait à Nimegue le vingt-quatriéme de Septembre 1678.

Le Maréchal d'Eſtrades. *H. Beverningk.*
Colbert. *W. Haren.*

SA Maieſté ayant lû le ſuſdit Article l'a approuvé & ratifié, l'approuve & ratifie; promettant en foi & parole de Roi d'accomplir & faire obſerver ſincerement & de bonne foi tout ce qui eſt contenu en icelui, & ſouffrir qu'il ſoit jamais allé directement ni indirectement au contraire pour quelque cauſe ou occaſion que ce puiſſe être. En témoin dequoi Sa Majeſté a ſigné ces Preſentes de ſa main & à icelle fait appoſer le Seel de ſon ſecret. Donné à Fontainebleau le troiſiéme jour d'Octobre mil ſix cens ſoixante & dix-huit. *Signé*, LOUIS: *Et plus bas*, ARNAULD.

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas. A tous ceux qui ces preſentes verront, Salut. Comme ainſi ſoit que le 14. jour de Septembre 1678. il ait été fait & conclu à Nimegue par les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Seigneur Roi Très-Chrétien, & les Nôtres, un Acte d'Amniſtie, dont la teneur s'enſuit.

LEs Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, &c.

Nous avons agréé, approuvé, & ratifié ledit Acte en tous ſes points, comme nous l'agréons, approuvons & ratifions par ces Preſentes, Promettans en bonne foi, & ſincerement le garder, entretenir, & obſerver inviolablement de point en point ſelon ſa forme & teneur, ſans jamais aller ni venir au contraire directement ou indirectement ſous quelque prétexte que ce ſoit. En foi de quoi Nous avons fait ſigner les Preſentes par le Préſident de nôtre Aſſemblée, contreſigner par nôtre premier Greffier, & y appoſer nôtre Cachet. Fait à la Haye le trentiéme jour de Septembre, l'an mil ſix cens ſoixante dix-huit. *Signé*, W. DE NASSAU.

Par Ordonnance deſdits Seigneurs Etats Généraux.
H. FAGEL.

ANNO 1678.

Proteſtation des Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi de DANNEMARC, *& de l'Electeur de* BRANDEBOURG; *comme auſſi de l'Envoyé du Prince Evêque de* MUNSTER *contre la Paix particuliere des Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *avec la France. A Nimegue le* 10. *d'Août* 1678. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. II. Part. II. pag. 506.]

LEs ſouſſignez Ambaſſadeurs, Plenipotentiaires & Miniſtres, ayans appris avec le dernier eſtonnement, qu'il y avoit apparence que Meſſieurs les Ambaſſadeurs des Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, ſe reſolvoient à ſigner encor aujourd'huy un Traité ſeparé de Paix, avec le Roy Très-Chrétien, & Leurs Hautes Puiſſances, ce qui a été enfuite confirmé par quelques-uns deſdits Ambaſſadeurs meſmes, quoi que juſques icy ils n'ayent donné communication des ingrediens de leur Projet, ny tenu aucune Conference particuliere, ſur un ſujet de ſi grande conſequence, en conformité des Traitez qui y obligent Leurs Hautes Puiſſances.

Les Ambaſſadeurs & Miniſtres Plenipotentiaires ſuſdits ont jugé de leur devoir de repreſenter à Meſſieurs les Ambaſſadeurs de Leurs Hautes Puiſſances, la difformité de ce procedé, avec la teneur des Alliances contractées ſi ſolemnellement avec leurs Seigneurs & Maiſtres, dans leſquelles Meſſieurs les Etats ont promis ſous leur parole, & ſous l'authorité de la foy publique, de ne ſonger jamais à faire des Traitez ſeparez avec leur Ennemy commun, qui eſtoit ſur le point de renverſer toute leur Republique, & de l'oppreſſion duquel ils ne ſe ſont ſauvez que par les aſſiſtances, & par des diverſions données de temps en temps, en divers endroits de l'Europe en leur faveur.

Ils requirerent donc avec toutes les inſtances imaginables, & conjurerent leſdits Sieurs Ambaſſadeurs par tout ce qu'il y a de plus ſaint, & de plus inviolable au Monde, de ne ſe precipiter pas à ſigner cette Paix ſeparée, directement oppoſée aux Alliances ſuſdites, & de leur laiſſer le loiſir d'en pouvoir donner l'information neceſſaire à leurs Seigneurs & Maiſtres: ce delay ne leur pouvant apporter le moindre prejudice, & cette requiſition eſtant entierement confirme à tout ce qu'on peut attendre de la foy publique, & de la ſincerité de Meſſieurs les Etats Generaux. On ſe promet d'autant plus qu'on ne fera aucune difficulté d'accorder l'un & l'autre, ſur tout, puis qu'il n'apparoit aucune neceſſité évidente qui pût obliger Leurs Hautes Puiſſances, à une reſolution ſi oppoſée à toutes celles qu'ils ont priſes & concertées cy-devant, & meſme après avoir exhorté de nouveau leurs Alliez à la fermeté dans l'obſervation & l'execution des Traitez, & après que leſdits Alliez nos Seigneurs & Maiſtres ont pris là-deſſus des reſolutions vigoureuſes, & conformes à leurs ſouhaits, ayant envoyé des Troupes ſi nombreuſes au milieu des Pays-Bas Eſpagnols, pour fermer Alors de l'extremité à laquelle les Armes de France l'avoient reduit, & pour ſeconder & pour executer le reſte des deſſeins, & des exploits que l'Eſpagne & l'Etat font la conduite de Son Alteſſe le Prince d'Orange pourroient reſoudre pour le bien de la cauſe commune, & pour la ſeureté particuliere des Pays-Bas.

Ils ont outre cela commandé encore une eſlite des Troupes qui ſont en marche pour s'approcher de la Meuſe, & pour eſtre employées à la meſme fin, de ſorte qu'avec l'aſſiſtance du bon Dieu, il y a lieu d'eſperer encore des bons ſuccés dans une cauſe ſi juſte & ſi bonne.

En tout cas, & ſi Meſſieurs les Etats ſe trouvoient obligez par une neceſſité indiſpenſable (dont le ſujet, & la force ne ſont pas pourtant connûs aux Alliez) de proceder avec tant de precipitation à une Paix particuliere avec la France, les Ambaſſadeurs & Miniſtres ſuſdits declarent en vertu de ce Memoire, que leurs Seigneurs & Maiſtres ſont diſpoſez & prêts d'entrer en meſme temps en ce Traité, & de conclure conjointement avec Meſſieurs les Etats Generaux la Paix avec Sa Majeſté Très-Chreſtienne ſous des conditions honneſtes & équitables, dont on conviendra en peu de temps, à la concluſion deſquelles ils apporteront de leur coſté toute ſorte de facilité, & de bons offices.

On

ANNO 1678. On se promet que lesdits Sieurs Ambassadeurs ne refuseront pas une offre si pleine de Justice & de generosité, & l'on ne se peut nullement persuader que l'intention de leurs Hautes Puissances ne soit pleinement conforme à ces justes desirs, & qu'ils pourroient seulement concevoir la pensée d'abandonner leurs bons & fidels Amis, voisins, & Alliez, qui ont employé tout ce qu'ils ont eu de plus cher, & de plus precieux au monde, pour les retirer de la chesne qui les menaçoit, & pour les rétablir dans leur ancienne liberté & splendeur. Au moins on se promet de leur Justice & sincerité, qu'ils ne voudront rien conclure sans y comprendre les interests de leurs Alliez, qui sont en effet les leurs propres, ny consentir à l'oppression, & à la ruine de ceux qui les ont si fidelement assistés contre un Ennemy si puissant, qui d'une main fait tant de parade de la sincerité de son desir pour rendre le repos à la Chrestienté, & de l'autre refuse d'en accepter les moyens, qui sont capables de le procurer, outre que cét abandonnement des Alliez, & la Neutralité qu'on pretend d'establir, n'a pas eté seulement demandée du Roy Tres-Chrestien dans le Plan des conditions de Paix projettées : les Etats ayans toûjours témoigné de ne vouloir pas accepter l'Armistice de six Semaines offert ensuite du Roy Tres-Chrestien, à cause que la Neutralité en faisoit une condition, qui les auroit privés de la faculté d'assister leurs Alliez.

Au pis aller, & si nonobstant toutes ces justes & équitables Remontrances on ne laissoit pas de proceder à la signature d'un Traité de cette nature, les susdits Ambassadeurs, Plenipotentiaires, & Ministres des Hauts Alliez ne se peuvent pas dispenser de protester le plus solemnellement, & en la meilleure forme contre ce Traité separé, directement contraire aux Alliances, & contre les asseurances solemnelles qu'on a données de temps en temps de la fermeté, & de l'exactitude de Leurs Hautes Puissances dans l'observation & l'accomplissement des Traités.

Ils protestent aussi en même-temps de tous les malheurs, inconveniens, pertes & dommages, qu'en general toute la Chrestienté, & leurs Seigneurs & Maîtres chacun en particulier pourra soûffrir de cette separation, & de l'inobservation des Alliances si solemnellement, & si religieusement contractées, en leur reservant, tout ce qu'en vertu de ces Alliances, du Droit des Gens, & les Loix Divines & humaines leur peut competer, & en laissant au Jugement Juin & desinteressé de tout le monde, les violences qui contre toute parole, toute Obligation, tout Traité, & même contre toute necessité, par un procedé également precipité, & inouï, se font à leurs Seigneurs & Maîtres, dans un temps que le bon Dieu leur fait encore entrevoir les esperances de quelque resource par des voyes plus decentes, & plus raisonnables, comme ceux qui par des passions aveugles, & des sentimens preoccupez, même contre l'opinion de ceux qu'une honesteté plus genereuse, & la consideration de leur Obligation anime à une fermeté raisonnable, sacrifient l'honneur & la gloire de leur Patrie à des demarches, qui sont indignes à un Etat que la Raison & la Justice gouverne, par cette conduite y mettent une tache qui jamais ne se perdra de la Memoire de l'Univers. Fait à Nimegue ce dixiéme Aoust l'an mil six cens septante huit.

ANNO 1678.

Estois signé,

HOEGH, BLAESPYL,

S. PETKUM, ZURMUHLEN.

Seconde Protestation des Ministres de DANNEMARCK, *de* BRANDEBOURG, *& de* ZELL, *&* WOLFEMBUTEL, *contre la Paix faite par les Estats Generaux des Provinces-Unies avec la* FRANCE, *& contre la Cessation d'armes convenuë entr'eux & la* SUEDE. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. II. Part. II. pag. 573.]

LEs soussignez Conseiller, & Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté le Roy de Dannemarc, Norvegue, &c. Deputé Extraordinaire de Son Alteſſe Electorale de Brandebourg, & Ministre de Leurs Alteſſes Messieurs les Ducs de Zell & Wolffenbutrel, apprenant par le bruit commun, comme ſi Vos Hautes Puiſſances (après la ſignature de la Paix ſeparée que leurs Ambassadeurs avoient fait avec ceux de la France à Nimegue, & depuoy ils ſe remettent aux Protestations faites par le même lieu par les Ministres de tous les Hauts Alliez, & aux Memoires qu'ils ont preſenté icy au même ſujet à Messieurs les Deputez de Vos Hautes Puissances pour les affaires etrangeres) s'etoient encore laiſſé porter à convenir en leur particulier avec la Suede d'une Ceſſation d'armes pour un certain terme, de d'une Ceſſation d'armes pour un certain terme, de d'une Ceſſation d'armes pour un certain terme, ils ont eû de la peine à ajoûter foy à une choſe qui eſt ſi directement oppoſée aux termes exprés des Traités.

ANNO 1678.

Mais comme ils voyent avec beaucoup de regret qu'il ſe negotie & traite pluſieurs choſes entre Vos Hautes Puiſſances & les Ennemis communs des Alliez, dont il ne ſe donne nulle connoiſſance preſalable & en temps aux Hauts Alliez, les ſouſſignez ſe ſont veus obligez de remontrer à Vos Hautes Puiſſances, combien cette conduite eſt contraire aux termes des Alliances faites, & ne ſçachant pas par le deffaut d'une communication due, la verité de ces ſortes de nouvelles, qui ſe debitent par les Ennemis meſme, de cet engagement pretendu d'une Ceſſation d'armes priſe par Vos Hautes Puiſſances avec la Suede, ils ont trouvé à propos pour leur décharge, de faire ſçavoir Vos Hautes Puiſſances des termes meſmes des Traitez, qui diſent dans l'Art. 18.

Que les Alliez ſeront obligez de donner communication l'un à l'autre de temps en temps conſeniivement, & tout ce qui dans les Negotiations de Paix, ou de Treve, viendra à eſtre avancé, ou propoſé.

Et un peu auparavant:

Que les Etats Generaux ne feront aucune Ceſſation d'armes avec l'Ennemy, autrement que conjointement & de conſentement & volonté commune.

En les conjurant par tout ce qu'il y a de plus inviolable dans les Traitez ſolemnels & foy publique, de ne pas permettre qu'il ſoit fait lur ce point de la Ceſſation d'armes une contravention ſi notoire de leur part auxdits Traitez, ſans aucune raiſon legitime ny neceſſité urgente.

Les ſouſſignez étant d'ailleurs obligez de proteſter ſolemnellement au nom & de la part de leurs Maîtres, en cas que contre toute attente on auroit déja arreſté cette Ceſſation d'armes avec la Suede ſeparément, de meſme à l'égard de toutes autres Negotiations & engagements contre la teneur des Traitez, qui diſent & requierent expreſſément:

Qu'aucun des Partis ne pourra venir à aucune Concluſion de Paix ſans y comprendre ſes Alliez.

On ſe promet que Vos Hautes Puiſſances, ſelon leurs hautes lumieres, & ſelon l'exactitude qu'elles ont accoûtumé de garder inviolablement dans la teneur de leurs Traitez, voudront bien faire reflection ſur ce que les ſouſſignez viennent d'alleguer, à ne point rattifier celuy qui avoit eſté conclu à Nimegue avec les Ambaſſadeurs de France, comme ne pouvant ſubſiſter avec l'Obligation des ſusdits engagemens, ce qui confirmera ſans doute toutes les Puiſſances de l'Europe dans la confiance qu'elles ont miſe juſqu'icy en Vos Hautes Puiſſances, touchant l'accompliſſement de leurs promeſſes fondées ſur la foy publique. En tout cas, les Miniſtres ſouſſignez ſe trouvent obligez de referver à leurs Seigneurs & Maîtres tout ce qui leur peut competer, tant en vertu du Droit des Gens, qu'en conſiderant des Traitez ſusmentionnez, en les déchargeant en meſme temps de tous les inconveniens & malheurs que ces ſortes de démarches pourroient attirer, & cauſer, tant au preiudice de la cauſe commune, que pour l'intereſt d'un chacun en particulier. Fait à la Haye ce 18. Aouſt, 1678.

Proteſtation du Reſident de l'Evêque & Prince de MUNSTER, *contre la Ceſſation d'Armes conſentie entre les Eſtats Generaux des* PROVINCES-UNIES *& la Couronne de* SUEDE. *A la Haye le 19. d'Aouſt* 1678. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. II. Part. II. pag. 671.]

LE ſouſſigné Miniſtre de Son Alteſſe de Munſter & de Corvey, &c. ayant appris avec le dernier étonnement ce que les Miniſtres des Hauts Alliés du Nord ont repréſenté le 18. de ce Mois à Vos Hau-

tes

ANNO 1678. tes Puiſſances comme s'il ſe repandoit un bruit, que V. V. H. H. P. P. aprés la ſignature d'une Paix ſeparée avec la France, s'étoient encore laiſſées porter à convenir en leur particulier avec la Suede d'une Ceſſation d'Armes pour un certain terme, en proteſtant ſolemnellement, & en la meilleure forme comme contre une choſe directement contraire aux Articles des Traités, dont la teneur ſut inſerée dans leur Memoire, ſe trouve obligé par les ordres generaux qu'il a ſur ce Chef, de ſe remettre entierement à ladite Proteſtation & reſervation & à tout ce qu'elle contient de mot à mot, & ſachant, que Son Alteſſe, Son Sereniſſime Prince & Maitre, ſe trouvera exceſſivement ſurpris de cette Nouvelle, il prie & conjure par tout ſe que leſdits Meſſieurs ont allegué, que V. V. H. H. P. P. ſe veuillent ſouvenir de ce qu'elles ont ſi ſolemnellement contracté, & de faire voir qu'elles ſont encore quelque reflexion ſur l'Obligation & l'obſervation des Traités & ſur les Interêts de leurs Amis & treſfidelles Alliés, ſelon ce qu'elles ont proteſté de temps en temps; ſur quoy il ſe promet une favorable reſolution. Fait à la Haye, ce 19. d'Aouſt.

JEAN CONRARD NORFF.

ANNO 1678. diſpoſer de telle maniere que bon leur ſemblera. Fait à Nimegue le 24. Septembre 1678. *Eſtoit ſigné*,

(*L. S.*) LE MARESCHAL D'ESTRADES.

(*L. S.*) COLBERT.

(*L. S.*) H. VAN BEVERNING.

(*L. S.*) W. VAN HAREN.

Nous avons agreé, approuvé & ratifié, leſdits Actes en tous ſes Points, comme nous l'agréons, approuvons, & ratifions par ces preſentes, promettant en bonne foi & ſincerement, le garder, entretenir, & obſerver inviolablement de Point en Point ſelon la forme & teneur, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, ſous quelque pretexte que ce ſoit, en foi dequoi nous avons fait ſigner les preſentes par le Preſident de noſtre Aſſemblée, contreſigner par nôtre premier Greffier, & y apposer nôtre Cachet. Fait à la Haye le 30. jour de Septembre l'an 1678.

CLXXII.

Acte d'Amniſtie convenu entre LOUIS XIV. *Roi de France & ſes Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *en faveur des Suiets de part & d'autre, qui ont porté les Armes dans la derniere Guerre entre leur Souverain. A Nimegue le 24. Septemb.* 1678. Avec la RATIFICATION *des Etats Generaux du* 30. *Septembre* 1678. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. II. Part. II. pag. 588.]

MEſſieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas, à tous ceux qui ces preſentes verront, Salut. Comme ainſi ſoit que le 24 jour de Septembre 1678. il ait été fait & conclu à Nimegue par les Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires du Seigneur Roy Tres-Chreſtien, & nos noſtres un Acte d'Amniſtie, dont la teneur s'enſuit.

Les Ambaſſadeurs Extraordinaires et Plenipotentiaires du Seigneur Roi Tres-Chreſtien, & les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, deſirans par le preſent Acte, qu'encore que le Traité qu'ils ont ſignié le 10. d'Aouſt porte une ſuffiſante abolition pour tout ce qui a été commis de part & d'autre à l'occaſion de la Guerre, à laquelle ledit Traité a mis fin, ſoit par ceux qui ſont nez Sujets de la France, & engagez au ſervice de Sa Majeſté, par les Emplois & Biens qu'ils poſſedoient dans l'eſtenduë de la France, ſont entrez & demeurez au ſervice deſdits Etats Generaux, ou par ceux qui étant nez Sujets deſdits Etats Generaux, ou engagez à leur ſervice par les Emplois & Biens qu'ils poſſedoient dans l'étenduë des Provinces-Unies, ſont entrez & demeurez au ſervice de Sa Majeſté tres-Chrétienne, nemmoins pour leur plus grande ſeureté, & pour les mettre à couvert de toute pourſuite, leſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, ſont demeurez d'accord que toutes les ſuſdites perſonnes de quelques qualitez & condition qu'ils ſoient ſans nulles exceptez, pourront rentrer, rentreront, & ſeront effectivement laiſſez & rétablis en la poſſeſſion & jouiſſance paiſible de tous leurs Biens, Honneurs, & Dignitez, Privileges, Franchiſes, Droits, Exemptions, Conſtitutions, & Liberrez, ſans pouvoir être recherchez, troublez ni inquietez en general ni en particulier, pour quelque cauſe & pretexte que ce ſoit, pour raiſon de ce qui eſt paſſé depuis la naiſſance de ladite Guerre, enſuite de laquelle Declaration & aprés qu'elle aura été ratifiée tant par Sa Majeſté tres-Chrétienne, que par leſdits Seigneurs Etats Generaux, ce qui ſera fait dans le temps d'un Mois, il leur ſera permis à tous & chacun en particulier, de pouvoir avoir beſoin de Lettres d'abolition & de pardon, de retourner en perſonne dans leurs Maiſons, en la jouiſſance de leurs Terres, & de tous leurs autres Biens, ou d'en

10. Aouſt.

XIV. *Roi de France, & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas, portant une reciproque Liberté de Commerce, pour les Sujets de part & d'autre, & avec les mêmes Franchiſes, dont jouiſſent les propres Sujets. Le Roi T. C. y promet auſſi que le* Droit d'Aubeine *ne ſera point exercé en ſon Royaume ſur les Hollandois. Fait à Nimegue le* 10. *d'Aouſt* 1678. Avec *inſertion des* POUVOIRS, *de part & d'autre, comme auſſi les Formules des Lettres de Mer.* S'enſuivent les RATIFICATIONS, & l'ARTICLE SEPARÉ', *concernant l'impoſition de cinquante ſols par Tonneau, que le Roi T. C. ſe reſerve ſur les Navires Hollandois, comme ſur les autres étrangers. A Nimegue le* 10. *d'Aouſt* 1678. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. II. pag. 600. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans le Recuicil de LEONARD, Tom. V. dans LONDORPII, *Acta publica*, Tom. X. pag. 679 en Allemand, dans le *Theatrum Pacis* Tom. II. pag 631, en Latin, en Allemand, & en François, dans le *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 1406. en Allemand, & dans Anhang zu des Europäiſchen Hercules. pag. 1629. en Allemand.]

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme noſtre tres-cher & bien-amé Couſin le Comte d'Eſtrades Mareſchal de France, Chevalier de nos Ordres, noſtre bien-amé & féal le Sieur Colbert Marquis de Croiſſi, Conſeiller ordinaire en noſtre Conſeil d'Etat; & noſtre bien amé & féal le Sieur de Mesmes Comte d'Avaux, auſſi Conſeiller en nos Conſeils, nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-Pouvoirs que Nous leur en avions donné, auroient conclu, arreſté & ſigné le dixiéme de ce Mois en la Ville de Nimegue, avec le Sieur Hieróme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Univerſité à Leyden, cy-devant Conſeiller & Treſorier General des Provinces-Unies des Pays-Bas, le Sieur Guillaume de Naſſau Seigneur d'Odyk, Corgene, &c. premier Noble, & repreſentant la Noblecſſe dans les Etats & au Conſeil de Zelande, & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bilde, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, pareillement munis de Pleins-Pouvoirs, le Traité de Commerce, Navigation, & Marine, dont la teneur s'enſuit:

LE Traité de Paix qui a été conclu ce jourd'hui entre le Roi Tres-Chrétien, & les Seigneurs

ANNO 1678. Etats Generaux des Provinces-Unies, faisant cesser tous les sujets de mécontentement; qui avoient alteré pendant quelque temps, l'affection que Sa Majesté a toûjours eue pour leur bien & leur prosperité, suivant l'exemple des Rois ses Predecesseurs: Et lesdits Seigneurs Etats Generaux rentrans aussi dans la même passion qu'ils ont cy-devant témoignée pour la grandeur de la France, & dans les sentimens d'une sincere reconnoissance pour les Obligations, & les avantages considerables qu'ils en ont cy-devant receus, il y a lieu de croire que cette bonne intelligence entre Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats, ne pourra jamais être troublée. Mais comme Sa Majesté ne veut rien obmettre de ce qui la peut asseurer, & que lesdits Etats Generaux ne souhaitans pas moins de la perpetuer, ont elimé qu'il n'y en avoit point de meilleur & de plus asseuré moyen que d'établir une libre & parfaite correspondance entre les Sujets de part & d'autre; & pour cet effet regler leurs interests particuliers au fait du Commerce, Navigation, & Marine, par des Loix & Conventions les plus propres à prevenir tous les inconveniens qui pourroient affoiblir la bonne correspondance; Sadite Majesté satisfaisant au desir desdits Etats auroit ordonné le Sieur Comte d'Estrades Mareschal de France & Chevalier de ses Ordres; le Sieur Colbert Marquis de Croissi, Conseiller ordinaire en son Conseil d'Etat; & le Sieur de Mesmes Comte d'Avaux, aussi Conseiller en ses Conseils, ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à l'Assemblée de Nimegue; & lesdits Seigneurs Etats Generaux, le Sieur Hierôme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces-Unies; le Sieur Guillaume de Naffau Seigneur d'Odyk, Cortgene, &c. premier Noble, & respectivement l'ordre de la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande; & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Députez en leur Assemblée de la part des Etats de Hollande, Zelande & Frise, de conferer & convenir en vertu de leurs Pouvoirs respectivement produits, & dont Copie est cy-dessous transcrite, d'un Traité de Commerce & Navigation en la maniere qui s'ensuit:

I. Les Sujets de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-bas, jouiront reciproquement de la même Liberté au fait du Commerce & de la Navigation dont ils ont joui de tout temps devant cette Guerre par tous les Roiaumes, Etats, & Provinces de l'une & de l'autre part.

II. Et ainsi n'exerceront plus à l'avenir aucunes fortes d'hostilitez ni de violences les uns contre les autres tant sur la Mer, que sur la Terre, ou dans les Rivieres, Rades, & Eaux douces, sous quelque nom & pretexte que ce soit, & ainsi ne pourront les Sujets de Sa Majesté prendre aucunes Commissions pour des Armemens particuliers, ou Lettres de Represailles des Princes & Etats Ennemis desdits Seigneurs Etats Generaux, & moins les troubler ni endommager d'aucune sorte, en vertu de telles Commissions ou Lettres de Represailles, ni mesme aller en course avec elles, sous peine d'être poursuivis & châtiez comme Pirates. Ce qui sera reciproquement observé par les Sujets des Provinces-Unies à l'égard des Sujets de Sa Majesté; & seront à cette fin toutes & quantes fois que cela sera requis de part & d'autre, dans les Terres de l'obeissance de Sadite Majesté, & dans les Provinces-Unies, publiées & renouvellées, défenses tres-expresses & tres-précises de se servir en aucune maniere de telles Commissions ou Lettres de Represailles, sous la peine cy-mentionnée qui sera executée exactement contre les contrevenans, outre la restitution entiere à laquelle ils seront tenus envers ceux ausquels ils auront causé aucun dommage.

III. Et pour obvier d'autant plus à tous inconveniens qui pourroient survenir par les prises faites par inadvertance ou autrement, & principalement dans les Lieux éloignez, il a été convenu & accordé si quelques prises se font de part ou d'autre dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Ternesse en Norvegue jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusques au Cap de S. Vincent dans l'espace de six semaines, & delà dans la Mer Mediterranée & jusques à la Ligne dans l'espace de dix semaines; & au delà de la Ligne, & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit Mois, à compter depuis la publication de la Presente, lesdites prises & les dommages qui se feront de part ou d'autre, après les termes prefix, seront portez en compte, & tout ce qui aura été pris ser-

ANNO 1678. ra rendu avec compensation de tous les dommages qui en seront provenus.

IV. Toutes Lettres de marque & de Represailles qui pourroient avoir été cy-devant accordées pour quelque cause que ce soit, sont déclarées nulles, & n'en pourra estre cy-apres données par l'un desdits Alliez au préjudice des Sujets de l'autre, si ce n'est seulement en cas de manifeste deny de Justice, lequel ne pourra estre tenu pour verifié, si la Requeste de celui qui demande lesdites Represailles, n'est communiquée au Ministre qui se trouvera sur les Lieux de la part de l'Etat, contre les Sujets duquel elles doivent être données, afin que dans le terme de quatre Mois, ou plustôt s'il se peut, il puisse s'informer du contraire, ou procurer l'accomplissement de la Justice qui sera deuë.

V. Ne pourront aussi les particuliers Sujets de Sa Majesté être mis en action ou arrest en leurs personnes & Biens, pour aucune chose que Sa Majesté peut devoir ni les particuliers Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux, pour les Dettes publiques desdits Etats.

VI. Les Sujets & Habitans des Pays de l'obeïssance de Sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux viveront, converseront, & frequenteront les uns avec les autres en toute bonne amitié & correspondance, & jouiront entre eux de la Liberté du Commerce & Navigation, dans l'Europe en toutes les Limites des Pays de l'un & de l'autre, de toutes sortes de Marchandises & Denrées dont le Commerce & le Transport n'est défendu generalement & universellement à tous, tant Sujets qu'Etrangers par les Loix & Ordonnances des Etats de l'un & de l'autre.

VII. Et pour cet effet les Sujets de Sa Majesté & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux pourront franchement & librement frequenter avec leurs Marchandises & Navires les Pays, Terres, Villes, Ports, Places & Rivieres de l'un & de l'autre Etat, y porter & vendre à toutes personnes indifféremment, acheter, trafiquer & transporter toutes fortes de Marchandises dont l'entrée ou sortie & transport ne sera deffendu à tous Sujets de Sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux, sans que cette Liberté reciproque puisse être deffendüe, limitée ou restrainte par aucun Privilege, Octroy, ou aucune Concession particuliere, & sans qu'il soit permis à l'un ou à l'autre de conceder ou de faire à leurs Sujets des Immunitez, Benefices, dons gratuits, ou autres avantages pardessus ceux de l'autre ou à leur préjudice, & sans que lesdits Sujets de part & d'autre, soient tenus de payer plus grands, ou autres Droits, Charges, Gabelles, ou Impositions quelconques sur leurs personnes, Biens, Denrées, Navires ou frets d'iceux, directement ou indirectement, sous quelque nom, Titre, ou pretexte que ce puisse être, que ceux qui seront payez par les propres & naturels Sujets de l'un & de l'autre.

VIII. Les Navires de Guerre de l'un & de l'autre trouveront toûjours les Rades, Rivieres, Ports, & Havres libres & ouverts pour entrer, sortir, demeurer à l'ancre tant qu'il leur sera necessaire, sans pouvoir être vûitées; à la charge neanmoins d'en user avec discretion, & de ne donner aucun sujet de jalousie par un trop long & affecté séjour, ni autrement, aux Gouverneurs des dites Places & Ports, auxquels les Capitaines desdits Navires feront sçavoir la cause de leur arrivée, & de leur séjour.

IX. Les Navires de Guerre de Sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux, & ceux de leurs Sujets qui auront été armez en Guerre, pourront en toute liberté conduire les prises qu'ils auront faites sur leurs Ennemis où bon leur semblera, sans être obligez à aucuns Droits, soit des Sieurs Admiraux ou de l'Admirauté ou d'aucuns autres, sans qu'aussi lesdits Navires, ou lesdites prises, entrans dans les Havres ou Ports de Sa Majesté, ou desdits Seigneurs Etats Generaux, puissent être arrestez ou saisis, ni que les Officiers des Lieux puissent prendre connoissance de la validité desdites prises, lesquelles pourront sortir & être conduites franchement & en toute liberté aux Lieux portez par les Commissions dont les Capitaines desdits Navires de Guerre seront obligez de faire apparoir. Et au contraire ne sera donné asile ni retraite dans leurs Ports ou Havres à ceux qui auront fait des prises sur les Sujets de Sa Majesté, ou desdits Seigneurs Etats Generaux; mais y étant entrez par neceffité de tempeste, ou peril de la Mer, on les fera sortir le plustôt qu'il sera possible.

X. Les

ANNO 1678.

X. Les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux ne seront point reputez Aubains en France, & ainſi ſeront exempts de la Loy d'Aubaine, & pourront diſpoſer de leurs biens par Teſtament, Donation, ou autrement; & leurs Heritiers Sujets desdits Etats demeurans tant en France qu'ailleurs, recueillir leurs Succeſſions, meſme *ab inteſtat*, encore qu'ils n'ayent obtenu aucunes Lettres de Naturalité, ſans que l'effet de cette Conceſſion leur puiſſe être empeſché, ſous pretexte de quelque Droit & prerogative des Provinces, Villes, ou Perſonnes privées. Pourront pareillement, ſans leſdites Lettres de Naturalité, s'établir en toute liberté les Sujets deſdits Seigneurs Etats ſuſdits les Villes du Royaume pour y faire leur Commerce & Trafic, ſans pourtant y pouvoir acquerir aucuns Droits de Bourgeoiſie, ſi ce n'eſt qu'ils euſſent obtenu Lettres de Naturalité de Sa Majeſté en bonne forme: Et ſeront generalement traitez ceux des Provinces-Unies en tout & par tout, autant favorablement que les Sujets propres & Naturels de Sa Majeſté; & particulierement ne pourront être compris aux Taxes qui pourront être faites ſur les Etrangers. Et ſera tout ce contenu au preſent Article obſervé au regard des Sujets du Roi dans les Païs de l'obeiſſance deſdits Seigneurs Etats.

XI. Les Navires chargez de l'un des Alliez, paſſans devant les Coſtes de l'autre, & relâchant dans les Rades ou Ports, par tempeſte ou autrement, ne ſeront contraints d'y décharger, ou débiter leurs Marchandiſes ou Parties d'icelles, ni tenus d'y payer aucuns Droits, ſi non lors qu'ils y déchargeront des Marchandiſes volontairement & de leur gré.

XII. Les Maiſtres des Navires, leurs Pilotes, Officiers, & Soldats, Matelots, & autres Gens de Mer, les Navires meſmes, ni les Denrées & Marchandiſes dont ils ſeront chargez, ne pourront être ſaiſis, ni arreſtez en vertu d'aucun ordre general, ou particulier, de qui que ce ſoit, ou pour quelque cauſe, ou occaſion qu'il puiſſe être, non pas meſme ſous pretexte de la conſervation & défenſe de l'Etat: Et generalement rien ne pourra eſtre pris aux Sujets de part & d'autre, que du conſentement de ceux à qui il appartiendra, & en payant les choſes qu'on deſirera d'eux. En quoi toutes fois n'eſt entendu de comprendre les ſaiſies & arreſts faits par ordre & authorité de la Juſtice, & par les voyes ordinaires, & pour loyales Dettes, Contracts, ou autres cauſes legitimes, pour raiſon deſquelles il ſera procedé par voye de Droit ſelon la forme de la Juſtice.

XIII. Tous les Sujets & Habitans de France, & des Provinces-Unies pourront en toute ſeureté & liberté naviger avec leurs Vaiſſeaux, & trafiquer avec leurs Marchandiſes, ſans diſtinction de qui puiſſent eſtre les Proprietaires d'icelles, de leurs Ports, & Rotinmes des autres Etats ou Princes, vers les Places de ceux qui ſont déja Ennemis declarez tant de la France que des Provinces-Unies, ou de l'un des deux, ou qui pourroient les devenir. Comme auſſi les meſmes Sujets & Habitans pourront avec la meſme ſeureté & liberté naviger avec leurs Vaiſſeaux, & trafiquer avec leurs Marchandiſes, ſans diſtinction de qui puiſſent eſtre les Proprietaires d'icelles, des Lieux, Ports, & Places de ceux qui ſont Ennemis de l'une & de l'autre des Parties, ou de l'une des deux en particulier, ſans contradiction ou détourbier de qui que ce ſoit, non ſeulement à droiture deſdites Places ennemies vers un lieu neutre, mais auſſi d'une Place ennemie à l'autre, ſoit qu'elles ſe trouvent ſituées ſous la Juriſdiction d'un même Souverain, ſoit qu'elles le ſoient ſous des divers.

XIV. Ce transport & ce Trafic s'étendra à toutes ſortes de Marchandiſes, à l'exception de celles de Contrebande.

XV. En ce genre de Marchandiſes de Contrebande, s'entend ſeulement eſtre compris toutes ſortes d'Armes à feu, & autres aſſortiments d'icelles, comme Canons, Mouſquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucices, Cercles poiſſez, Affuts, Fourchettes, Bandoulieres, Poudre, Meſche, Salpetre, Balles, Piques, Epées, Motions, Casques, Cuiraſſes, Hallebardes, Javelines, Chevaux, Selles de Cheval, Fourreaux de Piſtolets, Bandieres, & autres aſſortimens ſervans à l'uſage de la Guerre.

XVI. Ne ſeront compris dans ce genre de Marchandiſes de Contrebande les Froments, Bleds, & autres Grains, Legumes, Huiles, Vins, Sel, ni generalement tout ce qui appartient à la nourriture & ſubſtentation de la vie, mais demeureront libres comme autres Marchandiſes & Denrées, non comprifes en l'Article precedent, & en ſera le tranſport permis meſme aux Lieux Ennemis deſdits Seigneurs Etats, ſauf aux Villes & Places aſſiegées, blocquées, ou inveſties.

ANNO 1678.

XVII. Pour l'execution de ce que deſſus, il a été accordé qu'elle ſe fera en la maniere ſuivante: Que les Navires & Barques avec les Marchandiſes des Sujets de Sa Majeſté étans entrez en quelque Havre deſdits Seigneurs Etats, & voulans de là paſſer à ceux deſdits Ennemis, ſeront obligez ſeulement de montrer aux Officiers des Havres deſdits Seigneurs Etats d'où ils partiront, leurs Paſſeports, contenans la ſpecification de la charge de leurs Navires arteſtez, & marquez du Scel & ſeing ordinaire, & reconnus des Officiers de l'Admirauté des Lieux d'où ils ſeront premierement partis, avec la declaration du lieu où ils ſeront deſtinez; le tout en forme ordinaire & accoûtumée. Aprés laquelle exhibition de leurs Paſſeports en la forme ſuſdite, ils ne pourront être inquietez ni recherchez, detenus ni retardez en leurs Voyages, ſous quelque pretexte que ce ſoit.

XVIII. Il en ſera uſé de même à l'égard des Navires & Barques Françoiſes qui ſront dans quelques Rades des Terres de l'obeiſſance deſdits Seigneurs Etats, ſans vouloir entrer dans les Havres, ou y entrans, ſous routefois vouloir délaiſquer & rompre leurs Charges, leſquels ne pourront être obligez de rendre compte de leur Cargaiſon, qu'au cas qu'il y eût ſoupçon, qu'ils portaſſent aux Ennemis deſdits Seigneurs Etats des Marchandiſes de Contrebande, comme il a été dit ci-deſſus.

XIX. Et audit cas de ſoupçon apparent, leſdits Sujets ſeront obligez de montrer dans les Ports leurs Paſſeports en la forme ci-deſſus ſpecifiée.

XX. Que s'ils étoient entrez dedans les Rades, ou étoient rencontrez en pleine Mer par quelques Navires deſdits Seigneurs Etats, ou d'Armateurs particuliers leurs Sujets, leſdits Navires des Provinces-Unies, pour éviter tout deſordre, n'approcheront pas plus prez des François que de la portée du Canon; & pourront envoyer leur petite Barque ou Chaloupe au bord des Navires ou Barques Françoiſes, & faire entrer dedans deux ou trois Hommes ſeulement, à qui ſeront montrez les Paſſeports & Lettres de Mer, par le Maître ou Patron des Navires François; en la maniere ci-deſſus ſpecifiée, ſelon le Formulaire desdites Lettres de Mer, qui ſera inſeré à la fin de ce Traité; par leſquels Paſſeports & Lettres de Mer, il puiſſe apparoir non ſeulement de ſa Charge, mais auſſi du lieu de la demeure & reſidence, tant du Maître & Patron, que du Navire même; afin que par ces deux moyens on puiſſe connoiſtre s'ils portent des Marchandiſes de Contrebande, & qu'il apparoiſſe fuſſiſſamment, tant de la qualité du dit Navire, que de ſon Maître, & Patron, auſquels Paſſeports & Lettres de Mer ſe devra donner entiere foi & créance. Et afin que l'on connuiſſe mieux la validité, & qu'elles ne puiſſent en aucune maniere être falſifiées & contrefaites, ſeront données de certaines marques & contreſeings de Sadite Majeſté, & desdits Seigneurs Etats Généraux.

XXI. Et au cas que dans leſdits Vaiſſeaux & Barques Françoiſes deſtinées vers les Havres des Ennemis desdits Seigneurs Etats, ſe trouve par les moyens ſuſdits quelques Marchandiſes & Denrées de celles, qui ſont ci-deſſus déclarées de Contrebande & défenduës, elles ſeront déchargées, démouchées, & confiſquées pardevant les Juges de l'Amirauté és Provinces-Unies, ou autres Competans, ſans que pour cela le Navire & Barque, ou autres Biens, Marchandiſes & Denrées libres & permiſes retrouvées au même Navire, puiſſent être en aucune façon ſaiſies ni confiſquées.

XXII. Il a été en outre accordé & convenu, que tout ce qui ſe trouvera chargé par les Sujets de Sa Majeſté en un Navire des Ennemis desdits Seigneurs Etats, bien que ce ne ſût Marchandiſes de Contrebande, fera confiſqué, avec tout ce qui ſe trouvera audit Navire, ſans exception ni reſerve; mais d'ailleurs auſſi ſera libre & affranchy tout ce qui ſera & ſe trouvera dans les Navires appartenans aux Sujets du Roi tres-Chrétien, encore que la charge ou partie d'icelle fût aux Ennemis desdits Seigneurs Etats, ſauf les Marchandiſes de Contrebande, au regard desquelles on ſe reglera, ſelon ce qui a été diſpoſé aux Articles precedens. Et pour éclairciſſement plus particulier de cet Article, il eſt accordé & convenu de plus, que les ces arti-

ANNO 1678. arrivans que toutes les deux Parties, ou bien l'une d'icelles, fussent engagées en Guerre, les Biens appartenans aux Sujets de l'autre Partie, & changez dans les Navires de ceux qui sont devenus Ennemis de toutes les deux, ou de l'une des Parties, ne pourront être confisquez aucunement, à raison ou sous pretexte de cet embarquement dans le Navire Ennemi, & cela s'observera non seulement quand lesdites Denrées y auront été chargées devant la Declaration de la Guerre, mais même quand cela sera fait après ladite Declaration, pourveu que c'ait été dans les terms & les termes qui s'ensuivent; à sçavoir, si elles ont été chargées dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneule en Norvegue jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusques au Cap de S. Vincent dans l'espace de six semaines, & delà dans la Mer Mediterranée & jusques à la Ligne, dans l'espace de dix semaines; & au delà de la Ligne, & en tous les autres endroits du Monde, dans l'espace de huit Mois, à compter depuis la Publication de la Presente. Pareillement que les Marchandises & Biens des Sujets & Habitans chargez en ces Navires Ennemis, ne pourront être confisquez aucunement durant les termes & dans les étendues susnommées, à raison du Navire qui est Ennemi, ains seront restituez aux Proprietaires sans aucun delay, si ce n'est qu'elles ayent été chargées après l'expiration desdits termes. Et pourtant il ne sera nullement permis de transporter vers les Ports Ennemis telles Marchandises de Contrebande, que l'on pourroit trouver chargées en un tel Navire Ennemi, quoiqu'elles fussent rendues par la susdite raiſon. Et comme il a été reglé ci-dessus qu'un Navire libre affranchira les Denrées y chargées, il a été en outre accordé & convenu, que cette Liberté s'étendra aussi aux Personnes qui se trouveront en un Navire libre; à tel effet que quoi qu'elles fussent Ennemis de l'un & de l'autre des Parties, ou de l'une d'icelles, pourtant se trouvans dans le Navire libre, n'en pourront etre tirées, si ce n'eſt qu'ils fussent Gens de Guerre, & effectivement en service desdits Ennemis.

XXIII. Tous les Sujets & Habitans desdites Provinces-Unies jouiront reciproquement des mêmes Droits, Libertez, Exemptions, en toutes Trafics & Commerce, dans les Ports, Rades, Mers, & Etats de Sadite Majesté, ce qui vient d'être dit que les Sujets de Sa Majesté jouiront en ceux desdits Seigneurs Etats & en haute Mer, se devaut entendre que l'égalité sera reciproque en toute maniere de part & d'autre. Et même en cas que ci-après lesdits Seigneurs Etats fussent en Paix, Amitié & Neutralité, avec aucuns Rois, Princes & Etats, qui devinſſent Ennemis de Sadite Majesté, chacune des deux Parties devant sûrement reciproquement des mêmes conditions & reſtrictions exprimées aux Articles du present Traité, qui regarde le Trafic & le Commerce.

XXIV. Et pour asſeurer davantage les Sujets desdits Seigneurs Etats, qu'il ne leur sera fait aucune violence par lesdits Vaiſſiers de Guerre, Ceux fait défenses à tous Capitaines des Vaiſſeaux du Roi, & autres Sujets de Sa Majesté, de ne les molester ni endommager en aucune chose que ce soit sur peine d'être tenus en leurs personnes & Biens, des dommages & interêts soufferts & à souffrir, jusques à la deuë reſtitution & reparation.

XXV. Et pour cette cauſe, seront doresnavant les Capitaines & Armateurs obligez chacun d'eux, avant leur partement, de bailler caution bonne & solvable pardevant les Juges competans, de la Somme de quinze mille Livres Tournois, pour répondre chacun d'eux solidairement, des malversations qu'ils pourroient commettre en leurs courſes, & pour les contraventions de leurs Capitaines & Officiers, au preſent Traité, & aux Ordonnances & Edits de Sa Majesté, qui seront publiez en vertu & en conformité de la disposition d'icelui, à peine de déchéance & nullité desdites Commiſſions & Conget; ce qui sera pareillement pratiqué par les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux.

XXVI. S'il arrivoit qu'aucun desdits Capitaines François fût priſe d'un Vaiſſeau chargé desdites Marchandiſes de Contrebande, comme dit eſt, ne pourront lesdits Capitaines faire ouvrir ni rompre les Coffres, Malles, Balles, Bougettes, Tonneaux, & autres Caiſſes, ou les transporter, vendre, ou échanger, ou autrement aliener, qu'elles n'ayent été descendues à Terre, en la preſence des Juges de l'Admirauté; & ANNO 1678. après Inventaire par eux fait desdites Marchandiſes trouvées dans lesdits Vaiſſeaux, ſi ce n'eſt que lesdites Marchandiſes de Contrebande ne faiſant qu'une partie de la Charge, le Maître ou Patron du Navire trouvât bon & agreeât de livrer lesdites Marchandiſes de Contrebande audit Capitaine, & de pourſuivre ſon Voyage, auquel cas ledit Maître ou Patron ne pourra nullement être empêché de pourſuivre ſa route & le deſſein de ſon Voyage.

XXVII. Sa Majesté voulant que les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux ſoient traitez dans tous les Pays de ſon obeiſſance auſſi favorablement que ſes propres Sujets, donnera tous les Ordres neceſſaires pour faire que les Jugemens & Arrests qui ſeront rendus ſur les priſes qui auront été faites à la Mer, ſoient donnez avec toute Juſtice & équité par perſonnes non ſuſpectes ni intereſſées au fait dont sera queſtion; & donnera Sa Majesté des Ordres précis & efficaces, afin que tous les Arrests, Jugemens, & Ordres de Juſtice déja donnez & à donner, ſoient promptement & deuëment executez ſelon leurs formes.

XXVIII. Et lors que les Ambaſſadeurs desdits Seigneurs Etats Generaux, ou quelque autre de leurs Miniſtres publics qui ſeront à la Cour de Sa Majesté ſeront plainte desdits Jugemens qui auront été rendus, Sa Majesté fera revoir lesdits Jugemens en ſon Conſeil, pour examiner ſi les ordres & precautions contenus au preſent Traité, auront été ſuivis & obſervez, & pour y faire pourvoir ſelon la raiſon; ce qui ſera fait dans le tems de trois Mois au plus; & neantmoins avant le premier Jugement, ni aprés icelui pendant la réviſion, les Biens & effets qui ſeront reclamez ne pourront être vendus ni décharger, ſi ce n'eſt du conſentement des Parties intereſſées, pour éviter le déperiſſement desdites Marchandiſes.

XXIX. Quand Procez ſera meu en premiere & ſeconde inſtance contre ceux qui auront fait des priſes en Mer, & les intereſſez en icelles, & que lesdits Intereſſez viendront à obtenir un Jugement ou Arreſt favorable, ledit Jugement ou Arreſt aura ſon execution ſous caution, nonobſtant l'Appel de celui qui aura fait la priſe, mais non au contraire; & ce qui eſt dit au preſent Article, & aux precedens, pour faire tendre bonne & brieve Juſtice aux Sujets des Provinces-Unies, ſur les priſes faites à la Mer par les Sujets de Sa Majeſté, ſera entendu & pratiqué par les Seigneurs Etats Generaux à l'égard des priſes faites par leurs Sujets ſur ceux de Sa Majeſté.

XXX. Sa Majeſté & les Seigneurs Etats Generaux pourront en tout tems faire conſtruire ou fretter dans le Pays l'un de l'autre tel nombre de Navires, ſoit pour la Guerre ou pour le Commerce que bon leur ſemblera, comme auſſi acheter telle quantité de Munitions de Guerre qu'ils auront beſoin; & employeront leur authorité à ce que lesdits marchez de Navires, & achapts de Munitions ſe faſſent de bonne foi, & à prix raiſonnable, ſans que Sa Majeſté ni les Seigneurs Etats Generaux puiſſent donner la même permiſſion ausdits Ennemis l'un de l'autre, en cas que lesdits Ennemis fuſſent attaquans, ou aggreſſeurs.

XXXI. Arrivant que des Navires de Guerre, ou de Marchandiſes échoüent par tempeſte ou autre accident, aux Coſtes de l'un ou de l'autre Allié, lesdits Navires, apparaux, Biens, & Marchandiſes, & ce qui ſera ſauvé, ou le provenant, ſi lesdites choſes étant periſſables ont été vendues, le tout eſtant reclamé par les Proprietaires, ou autres ayans charge & pouvoir d'eux dans l'an & jour, ſera reſtitué ſans forme de Procez, en payant ſeulement les frais raiſonnables, & ce qui ſera reglé entre lesdits Alliez pour le Droit de Sauvement; & en cas de contravention au preſent Article, Sa Majeſté & lesdits Seigneurs Etats Generaux promettent d'employer efficacement leur authorité pour faire chaſtier avec toute la ſeverité poſſible ceux de leurs Sujets qui ſe trouveront coupables des inhumanitez qui ont été quelquesfois commiſes à leur grand regret en de ſemblables rencontres.

XXXII. Sa Majeſté & lesdits Seigneurs Etats Generaux ne recevront, & ne ſouffriront que leurs Sujets reçoivent dans nul des Pays de leur obeiſſance aucuns Pirates & Forbans quels qu'ils puiſſent eſtre; mais ils les feront pourſuivre & punir, & chaſſer de leurs Ports, & les Navires depredez, comme les Biens pris par lesdits Pirates & Forbans, qui ſe trouveront en être, ſeront incontinent & ſans forme de Procez reſtituez franchement aux Proprietaires qui les reclameront.

XXXIII.

Digitized by Google

ANNO 1678. XXXIII. Les Habitans & Sujets de coſté & d'autre pourront par tout dans les Terres de l'obeïſſance dudit Seigneur Roi & desdits Seigneurs Etats Generaux, ſe faire ſervir de tels Avocats, Procureurs, Notaires, & Solliciteurs que bon leur ſemblera; à quoi auſſi ils ſeront commis par les Juges ordinaires quand il ſera beſoin, & que leſdits Juges en ſeront requis. Et ſera permis auſdits Sujets & Habitans de part & d'autre, de tenir dans les Lieux où ils ſeront leur demeure, les Livres de leur Trafic & Correſpondance en la Langue que bon leur ſemblera, ſans que pour ce ſujet ils puiſſent être inquietez ni recherchez.

XXXIV. Ledit Seigneur Roi, comme auſſi leſdits Seigneurs Etats Generaux, pourront établir pour la commodité de leurs Sujets Trafiquans dans le Roiſume & Etats l'un de l'autre, des Conſuls de la Nation de leursdits Sujets, lesquels jouïront des Droits, Libertez, & Franchiſes qui leur appartiennent par leur exercice & emploi; & l'établiſſement en ſera fait aux Lieux & endroits, où de commun conſentement il ſera jugé neceſſaire.

XXXV. Sa Majeſté & leſdits Seigneurs Etats Generaux, ne permettront point qu'aucun Vaiſſeau de Guerre, ni autre equipé pour la Commiſſion, ou par le ſervice d'aucun Prince, Republique, ou Ville que ce ſoit, vienne faire aucune priſe dans les Ports, Havres, ou aucunes Rivieres qui leur appartiennent, ſur les Sujets de l'un ou de l'autre; & en cas que cela arrive, Sadite Majeſté & leſdits Seigneurs Etats Generaux employeront leur authorité & leur force pour en faire faire la reſtitution, ou reparation raiſonnablement.

XXXVI. S'il ſurvenoit par inadvertance ou autrement quelques inobſervations ou contraventions au preſent Traité de la part de Sadite Majeſté, ou desdits Seigneurs Etats Generaux, & leurs Succeſſeurs, il ne laiſſera pas de ſubſiſter en toute ſa force, ſans que pour cela on en vienne à la rupture de la Confederation, Amitié, & bonne correſpondance: mais on en reparera promptement leſdites Contraventions: & ſi elles procedent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en ſeront ſeuls punis & chaſtiez.

XXXVII. Et pour mieux aſſeurer à l'avenir le Commerce & l'Amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roi & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, il a eſté accordé & convenu, Qu'arrivant ci-aprés quelque interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne de France & leſdits Seigneurs Etats Generaux desdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaiſe) il ſera toûjours donné ſeize Mois de tems aprés ladite rupture aux Sujets de part & d'autre pour ſe retirer avec leurs effets, & les transporter où bon leur ſemblera, ce qu'il leur ſera permis de faire; comme auſſi de vendre ou transporter leurs Biens & meubles en toute liberté, ſans qu'on leur puiſſe donner aucun empêchement, ni proceder pendant ledit tems de neuf Mois à aucune ſaiſie de leurs effets, moins encore l'arreſt de leurs perſonnes.

XXXVIII. Le preſent Traité de Commerce, Navigation & Marine durera, vingt-cinq ans, à commencer du jour de la Signature; & les Ratifications en ſeront données en bonne forme, & échangées de part & d'autre dans l'eſpace de ſix ſemaines, à compter du jour de la Signature.

Formulaire des Paſſeports & Lettres qui ſe doivent donner dans l'Amirauté de France, aux Navires & Barques qui en ſortiront, ſuivant l'Article du preſent Traité.

LOUïS Comte de Vermandois Admiral de France: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faiſons, que Nous avons donné Congé & permiſſion à

Maître & Conducteur du Navire nommé
de la Ville de
du port de

Tonneaux ou environ, eſtant de preſent au Port & Havre de de s'en aller à
chargé de aprés que viſitation aura eſté faite de ſon Navire, avant que partir fera Serment devant les Officiers qui exercent la Juriſdiction des Cauſes Maritimes, comme ledit Vaiſſeau appartient à un ou pluſieurs des Sujets de Sa Majeſté, dont il ſera mis Acte au bas des Preſentes; comme auſſi de garder & faire garder par ceux de ſon Equipage, les Ordonnances & Reglemens de la Marine, & mettra au Greffe le Roole ſigné & certifié contenant les noms & ſurnoms, la naiſſance & demeure des Hommes de ſon Equipage, & de tous ceux qui s'embarqueront, leſquels il ne pourra embarquer ſans le Gré & permiſſion des Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec ſon Navire, ſera aparoir aux Officiers & Juges de la Marine du preſent Congé, & leur ſera fidele rapport de ce qui ſera fait & paſſé durant ſon Voyage & portera les Pavillons, Armes, & Enſeigne du Roi, & les noſtres durant ſon Voyage. En témoin dequoi Nous avons fait appoſer noſtre ſeing & le Scel de nos Armes à ces preſentes, & icelles fait contreſigner par noſtre Secretaire de la Marine, à
le jour de mil ſix cens

Signé, LOUïS COMTE DE VERMANDOIS,
Et plus bas, Par

Formulaire de l'Acte contenant le Serment.

NOUS de l'Amirauté certifions que Maître du Navire nommé au Paſſeport ci-deſſus, a preſté le Serment mentionné en icelui. Fait à la le jour de mil ſix cens

Autre Formulaire de Lettres qui ſe doivent donner par les Villes & Ports de Mer des Provinces-Unies, aux Navires & Barques qui en ſortiront, ſuivant l'Article ſuſdit.

AUX Sereniſſimes, tres-Illuſtres, tres-Puiſſants, Honorables, & Prudens Seigneurs Empereurs, Rois, Republiques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs, Bourguemaiſtres, Eſchevins, Conſeillers, Juges, Officiers, Juſticiers & Regens de toutes bonnes Villes & Places, tant Eccleſiaſtiques que Seculiers, leſquels ces preſentes verront ou liront: Nous Bourgmaiſtres & Regens de la Ville de
ſçavoir faiſons que
Maiſtre du Navire
comparant devant Nous a declaré par Serment ſolemnel que le Navire nommé
grand environ
Laſtes, ſur lequel maintenant il eſt le Maître, appartient aux Inhabitans des Provinces-Unies, *ainſi Dieu le vouloit aider*, & comme volontiers nous verrions ledit Maître de Navire aidé dans ſes juſtes affaires, nous vous requerons tant en general qu'en particulier, où le ſuſdit Maître avec ſon Navire & Denrées arrivera, qu'il leur plaiſe de recevoir benignement & traiter doüement, le ſouffrant, ſur les Droits accoutumez des Peages, frais dans, par, & aupres de vos Ports, Rivieres & Domaines, le laiſſant naviger, paſſer, frequenter, & negotier là où il trouvera à propos, ce que volontiers nous reconnoiſtrons. En témoin de quoi nous y avons fait appoſer le ſceau de nôtre Ville.

Enſuit la teneur du Pouvoir deſdits Sieurs Ambaſſadeurs de Sa Majeſté.

LOUïS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, SALUT; Comme Nous ne ſouhaitons rien plus ardemment que de voir finir, par une bonne Paix, la Guerre, dont la Chrêtienté eſt à preſent affligée; & que par les ſoins, & la Mediation de noſtre tres-cher & tres-amé Frere, le Roi de la Grande Bretagne, la Ville de Nimegue a eſté agréée de toutes les Parties, pour le lieu des Conferences; Nous par ce même deſir, d'arreſter autant qu'il ſera en Nous la deſolation de tant de Provinces, & l'effuſion de tant de ſang Chrêtien; Sçavoir faiſons que Nous confians entierement en l'experience, la capacité & fidelité de nôtre tres-cher & bien-amé Couſin le Sieur Comte d'Eſtrades, Maréchal de France & Chevalier de nos Ordres, de nôtre bien-amé & feal le Sieur Colbert Marquis de Croiſſi, Conſeiller ordinaire en nôtre Conſeil d'Etat, & de nôtre bien-amé & feal le Sieur de Mesmes Comte d'Avaux, auſſi Conſeiller en nos Conſeils, par les preuves avantageuſes que Nous en avons faites dans les diverſes Ambaſſades & Emplois conſiderables, que Nous leur avons confié, tant au dedans qu'au dehors de nôtre Royaume. Pour ces cauſes, & autres bonnes conſiderations à ce nous mouvans, Nous avons commis,

ANNO 1678. nis, ordonné & deputé lesdits Sieurs Marechal d'Estrades, Marquis de Croissi, & Comte d'Avaux, Commettons, ordonnons & deputons par ces presentes signées de nôtre main, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commission & Mandement special d'aller en la Ville de Nimegue, en qualité de nos Ambassadeurs extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçu & agréez, avec tous les Ambassadeurs & Ministres de nos tres-chers & grands amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas & de leurs Alliez, tous munis de Pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differens qui causent aujourd'hui la Guerre; & pourront nos susdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires, tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre, par maladie ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie, ou autre empêchement, ou convenir, & sur iceux conclure, & signer une bonne & seure Paix, & generalement faire, negotier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront neceſſaire pour le susdit effet de la Paix, avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire si nous y estions presens en personne, encore qu'il y eust quelque chose qui requist un Mandement plus special, non contenu en cesdites presentes. Promettant en foi & parole de Roi de tenir ferme, & s'accomplir tout ce que lesdits Sieurs Maréchal d'Estrades, Marquis de Croisli, & Comte d'Avaux, ou par deux d'entre eux, en cas de l'absence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou par un seul, en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie, autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le tems qu'ils auront promis en nostre nom de les fournir: CAR tel est nostre plaisir. En témoin dequoi Nous avons fait mettre nostre Scel à cesdites Presentes, Données à Saint Germain en Laye, le vingt-troisiéme jour de Decembre l'An de grace mil fix cens soixante & quinze, & de nostre Regne le trente-troisiéme. *Signé*, LOUIS. *Et sur le reply*, Par le Roi, ARNAULD. *Et scellées du grand Sceau en cire jaune.*

Enfuit la teneur du Pouvoir desdits Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires des Seigneurs Etats des Provinces-Unies.

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies du Pays-Bas. A tous ceux qui ces Presentes verront, Salut; Comme Nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix, la Guerre, dont la Chrêtienté est à present affligée, & que par les soins & la Mediation du Sereniſſime Roi de la Grande Bretagne, la Ville de Nimegue a été agréée de toutes les Parties, pour le lieu des Conférences; Nous par ce même delir, d'arreſter autant qu'il sera en Nous, la desolation de tant de Provinces & l'effusion de tant de sang Chrêtien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui depend de Nous, & pour cet effet deputé à ladite Assemblée, quelques personnes du Corps de la nôtre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoiſſance & experience qu'ils ont aux affaires publiques, auſſi bien que de l'affection qu'ils ont pour le bien de nôtre Etat, & comme les Sieurs Hierôme de Beverningk, Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, ci-devant Conſeiller & Treſorier General des Provinces-Unies, Guillaume de Naſſau Seigneur d'Odyk, Cortgene &c. Premier Noble & representant l'Ordre de la Nobleſſe, dans les Etats & au Conſeil de la Comté de Zelande: & Guillaume de Haren, Grietman du Hilde Deputé en nostre Assemblée de la part des Etats d'Hollande, Zelande & Frile, se sont signalez en plusieurs Employs importans pour nostre service, ou ils ont donné des marques de leur fidelité, application & addreſſe au maniment des affaires. Pour ces causes, & autres bonnes considerations à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputé lesdits Sieurs de Beverningk, d'Odyk & de Haren, commettons, ordonnons & deputons par ces presentes, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commiſſion & Mandement special d'aller à la Ville de Nimegue, en qualité de nos Ambaſſadeurs Extraordinaires, & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer, soit directement, soit par l'entremiſe des Ambaſſadeurs Mediateurs reſpectivement reçus & agréez, avec les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne & ſes Alliez, munis de Pouvoirs ſuffiſans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differends qui cauſent aujourd'huy la Guerre, & pourront nos ſusdits Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires tous trois enſemble ou deux en cas de l'abſence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou un ſeul en l'abſence des deux autres, en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir, ſur iceux conclure & ſigner une bonne & ſeure Paix, & generalement faire negotier, promettre & accorder tout ce qu'ils eſtimeront neceſſaire pour le ſusdit effet de la Paix, & de faire generalement tout ce que nous pourrions faire, ſi nous y eſtions preſens, quand même pour cela il ſeroit beſoin de Pouvoir & Mandement plus ſpecial non contenu dans ceſdites Preſentes. Promettons ſincerement & de bonne foi d'avoir pour agreable, ferme & ſtable tout ce que par leſdits Sieurs Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires, ou bien par deux d'iceux, en cas de maladie, d'abſence ou d'autre empêchement du troiſiéme, ou par un ſeul en l'abſence des deux autres, en pareil cas de maladie ou d'autre empêchement, aura été ſtipulé, promis & accordé & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le tems qu'ils auront promis en noſtre nom de les fournir. Donné à la Haye en nôtre Aſſemblée, ſous nôtre grand Sceau, Paraphe du Preſident, & ſeing de nôtre premier Greffier, ce quatriéme Janvier de l'an mil ſix cens ſoixante-ſeize.

Signé, J. BOOTSMA.
Sur le reply, Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux. *Signé*, H. FAGEL.
Et ſcellé du grand Sceau en cire rouge.

EN foi dequoi Nous Ambaſſadeurs ſusdits de Sa Majeſté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs reſpectifs avons audits noms ſigné ces Preſentes de nos ſeings ordinaires, & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes. A Nimegue le dixiéme d'Aouſt l'an mil ſix cens ſeptante huit.

(*L. S.*) *Le Maréchal d'Eſtrades.* (*L. S.*) *H. Beverningk.*
(*L. S.*) *Colbert.* (*L. S.*) *W. de Naſſau.*
(*L. S.*) *De Memes.* (*L. S.*) *W. Haren.*

NOus ayant agreable le ſusdit Traité de Paix en tous & un chacun les Points & Articles qui y ſont contenus & declarez; Avons iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Pais, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy ſous l'Obligation, & hypoteque de tous & un chacun nos Biens preſens & à venir, garder, obſerver inviolablement ſans jamais aller ni venir au contraire directement ou indirectement en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En témoin dequoy nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre Scel. Donné à S. Germain en Laye le dit-huitiéme jour d'Aouſt l'an de grace mil ſix cens ſoixante dit-huit. Et de nôtre Regne le trente-ſixiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

Article ſeparé touchant l'impoſition des cinquante ſols par Tonneau ſur les Navires Etrangers ſortans des Ports de France.

LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre. A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme noſtre Tres-cher & bien-amé Cousin le Sieur Comte d'Eſtrades Maréchal de France, & Chevalier de nos Ordres; nôtre bien Amé & Feal le Sieur Colbert Marquis de Croiſſy, Conſeiller Ordinaire en noſtre Conſeil d'Etat; & noſtre bien Amé & Feal le Sieur de Mesmes Comte d'Avaux auſſi Conſeiller en nos Conſeils, nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-Pouvoirs que Nous leur en avions donnez, auroient conclu, arreſté & ſigné le dixiéme de ce Mois en la Ville de Nimégue avec le Sieur Hierôme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Univerſité à Leyden, cy-devant Conſeiller & Treſorier General des Provinces-Unies des Pais-Bas; le Sieur Guillaume de Naſſau Seigneur d'Odyk, Cortgene & premier Noble & repreſentant la Nobleſſe dans les Etats & au Conſeil

ANNO 1678.

ANNO 1678. Conſeil de Zelande: & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bilt, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, pareillement munis de Pleins-Pouvoirs, l'Article ſeparé dont la teneur s'enſuit :

ANNO 1678. man du Bilt Deputez en nôtre Aſſemblée de la part des Etats de Hollande, Zelande & Friſe, nos Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires à ladite Aſſemblée de Nimegue en nôtre Nom & de nôtre part, en vertu de leurs Plein-Pouvoirs reſpectifs, desquels Traité & Pouvoirs la teneur s'enſuit :

IL a été ſtipulé de la part du Roi Tres-Chreſtien & conſenti par les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, que l'Egalité qui doit eſtre preciſement obſervée à l'égard des Sujets de l'un & de l'autre avec les naturels, en matiere de Droits, Charges & Impoſitions, ſelon l'Article ſeptiéme du Traité de Commerce conclu ce jourd'huy, ne derogera pas à l'Impoſition des cinquante Sols par Tonneaux, établie en France ſur les Navires Etrangers, & que les Sujets des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, ſeront obligez de la payer comme tous autres Etrangers, il ce n'eſt que Sa Majeſté ſur les Remonſtrances qui pourroient lui eſtre faites cy-apres de la part desdits Seigneurs Etats, en les examinant avec cette grande affection par laquelle il plaiſt à Sa Majeſté de les honorer, en diſpoſaſt autrement. Mais ſeront par Sadite Majeſté données dés à preſent les ordres neceſſaires à ce que ladite Impoſition de cinquante Sols ne ſoit exigée des Navires des Sujets desdites Provinces-Unies qu'une fois par chaque Voyage en ſortant des Ports de ſon Royaume & non en entrant, & que lesdits Navires chargez de Sel ne payeront que la moitié desdits cinquante Sols, à condition que lesdits Seigneurs Etats trouvant à propos de mettre ſemblable Impoſition ſur des Navires Etrangers chez eux (ce qui leur demeurera libre) ne pourront pas exceder au regard des Sujets de Sadite Majeſté, la taxe fixe ce que les leurs payent en France, demeurant à l'égard de tous autres Droits, Charge & Impoſition, preſens ou à venir ledit Article ſeptiéme en ſon entiere force & vigueur ſans pouvoir eſtre limité, ou excedé par aucune autre exception ou reſtriction que celle qui eſt exprimée cy-deſſus.

Lequel Article ſeparé aura pareille force & vigueur que s'il eſtoit inſeré dans le corps du ſuſdit Traité General paſſé ce jourd'huy. Fait à Nimegue le dixiéme jour d'Aouſt 1678.

Le Mareſchal d'Eſtrades. *H. Beverningk.*
Colbert. *W. de Naſſau.*
De Mêmes. *W. Haren.*

NOus ayant agreable le ſuſdit Article ſeparé en tous & un chacun des Points d'iceluy ; l'avons par ces Preſentes ſignées de nôtre main, loüé, approuvé & ratifié, loüons, approuvons & ratifions, promettant en foy & parole de Roi de l'accomplir, obſerver & faire obſerver ſincerement & de bonne foy, ſans ſouffrir qu'il ſoit jamais allé directement ou indirectement au contraire pour quelque cauſe ou occaſion que ce puiſſe eſtre. En témoin de quoy Nous avons ſigné ces Preſentes de nôtre main & à icelles fait appoſer nôtre Scel. DONNÉ à S. Germain en Laye le dix-huitiéme jour d'Aouſt l'an de grace 1678. & de nôtre Regne le trente-ſixiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

RATIFICATION *des Etats Generaux du Traité de Commerce.*

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas. A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront : Salut. Comme ainſi ſoit que le dixiéme jour du Mois d'Avril mil ſix cens ſoixante & dix-huit, il ait eſté fait & conclu à Nimegue un Traité de Commerce, Navigation, & Marine, par le Sieur Comte d'Eſtrades Mareſchal de France, & Chevalier des Ordres du Roi Tres-Chreſtien, le Sieur Colbert Marquis de Croiſſi Conſeiller ordinaire en ſon Conſeil d'Etat, & le Sieur de Mêmes Comte d'Avaux auſſi Conſeiller en ſes Conſeils, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne à l'Aſſemblée de Nimegue, au nom & de la part de Sadite Majeſté; & par le Sieur Hiérôme de Beverningk, Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Univerſité à Leyden, cy-devant Conſeiller & Treſorier General des Provinces-Unies, le Sieur Guillaume de Naſſau Seigneur d'Odyk, Cortgene & premier Noble, & repreſentant l'Ordre de la Nobleſſe dans les Etats & au Conſeil de Zelande, & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bilt Deputez en nôtre Aſſemblée de la part des Etats de Hollande, Zelande & Friſe, nos Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires à ladite Aſſemblée de Nimegue en nôtre Nom & de nôtre part, en vertu de leurs Plein-Pouvoirs reſpectifs, desquels Traité & Pouvoirs la teneur s'enſuit :

LE Traité de Paix qui a eſté conclu, &c.

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte que les Ratifications d'iceluy ſeront données en bonne forme, & échangées de part & d'autre dans l'eſpace de ſix ſemaines, à compter du jour de la ſignature, Nous voulans bien donner des marques de nôtre ſincerité & Nous acquiter de la parole que nosdits Ambaſſadeurs ont donnée pour Nous, Nous avons agreé, approuvé, & ratifié ledit Traité, & un chacun des Articles d'icelluy ey-deſſus transcripts; comme Nous l'agréons, approuvons, & ratifions par ces preſentes: Promettans en bonne foy & ſincerement, le garder, entretenir, & obſerver inviolablement de point en point ſelon ſa forme & teneur, ſans jamais aller, ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte ou maniere que ce ſoit; en foy de quoy Nous avons fait ſigner les Preſentes par le Preſident de nôtre Aſſemblée, contreſigner par nôtre premier Greffier, & y appoſer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le 19. jour de Septembre 1678.

Signé, D. VAN WYNGAERD.

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux.

H. FAGEL.

CLXXIII.

Induciæ ad tredecim annos prolongatæ, inter Legatos JOANNIS III. *Regis & Reipublicæ* POLONIÆ, *nec non Magni Ducis* MOSCHOVIÆ. *Actum* 17. *Auguſti annô* 1678. [Chwalkowski, Jus Publicum Regni Poloniæ, pag. 389.] 17. Août.

SEreniſſimi Regis ac Reipublicæ Poloniæ nomine Legati fuerunt : Michael in Klevan, Dux Czartoryski, Palatinus Volhynenſis Czartoveienſis &c. Capitaneus. Caſimirus Johannes Sapieha, Comes in Bychoro Dubrowno, Palatinus Polonicenſis, Boryſſenenſis Wolpienſis &c. Capitaneus. Hieronymus Komar, Judex Terræſtris Orszanenſis, Secretarius Legationis.

Magni Ducis Moſcoviæ nomine fuerunt Dux Nihita Iwanowicz Odciewski, Senator & Gubernator Novogrodenſis, Jacobus Nihitæ Odciewski, Senator & Gubernator Aſtrachenſis, Baſilius Sieniconowicz Wolynski, Gubernator Czebosſarenſis.

Legati hi vigore Articuli duodecimi Tractatuum Andruſovienſium de prolongatione Armiſtitii egerunt.

Trinæ Conferentiæ Andruſovienſ. & per binas Legationes Moſchoviæ concluſa obſervari debent.

Ad tempus prioris Armiſtitii, (quod Menſe Junio Anno 1680. & ab Orbe condito 7188. expirat) adhuc tredecim Anni proximè ſequentes computandi ſunt, ſcilicet usque ad Menſem Junium Anno 1693. & ab Orbe condito 7201. intra hocce tempus uterque Princeps de Pace perpetua obtinenda ſtudebit:

Magnus Dux Moſcoviæ ſive Rerum Pacis perpetuæ ſubſecuturæ Regi ac Reipublicæ Poloniæ ex locis poſſeſſis ſequentes Capitaneatus cedit, nimirum Neveienſem, Szebieſzenſem & Vieliczenſem cum Terris ad eosdem pertinentibus excepto Krasno-Grod & Niszdni. Ad hæc dictus Magnus Moſcoviæ Dux pro hoc Armiſtitio certam pecuniæ Summam efficientem milliones Florenorum Polonicalium bonæ monetæ Reipublicæ exſolvturum ſeſe obligat.

Newel & Wieliſi poſt decurſum ſex ſeptimanarum à Nativitate Chriſti die triſeſima Septembris An. 1678. & ab Orbe condito 7188. die 20. Sept. ab Officialibus Magni Ducis Regiis ad hoc Deputatis Commiſſariis cum omnibus ante exortum Bellum Tormentis & quovis apparatu Bellico reſtitui debent; de Summa verò 200000. Rubeiorum Magnus Dux ſtatim poſt concluſos modernos Tractatus Legatis Polonicis 100000. exſolvet.

ANNO 1678. vet. Capitaneatum Siebiestenſem & reliquam Summam 100000. Rubelorum tunc reddet Magnus Dux, quando hic Tractatus à Rege Poloniæ erit Juramento confirmatus.

Incolæ & Nobiles circa evacuationem illorum Capitaneatuum in poſſeſſionibus ſuis citra ullam molellam ab hominibus Magni Ducis relinquentur. Similiter Subditi illi non debent cogi, ut ſe ad fines Czari transportent, vel ullum onus patiantur aut contributiones exolvant.

Commiſſio per Mediatores ad minimum intra duos annos ad finem currentis Armiſtitii peragi debet.

Catholici ſub Magno Duce, & Græci ſub Rege Poloniæ nullam patiantur coactionem.

Si nonnulli adhuc captivi reperiantur ab utraque Parte juxta Tractatus Andruſovienſes dimitti debent.

Et quoniam hoc anno Terminus liberi Commercii utriuſque Partis Mercatoribus expirat, ideo conventum eſt, ut omnibus Mercatoribus (exceptis Judæis) juxta priores & modernos Tractatus per omnes Armiſtitii annos liceat eſſet, omnis generis Commercia non prohibita (dummodo Literæ liberi paſſus adſint) tam à parte Regni ad Urbes ejusdem, Graceviam, Varſaviam, & Vilnam, quam Magni Ducis ad Urbem Moscoviam tractare. Verùm tamen ſecundum conſuetudinem utriuſque Regni etolvere tenebuntur.

Et quoniam Judices Limitum juxta Punctum decimum tertium Pacificationis Andruſovienſium nondum Commiſſionem ſuam exercuerunt, nec In Civitatibus finitimis jus adminiſtrarunt, ideoque Anno C. 1679. & O cond. 7187. ab utroque Monarcha Judices debiti juſtreti Plenipotentiis convenient, limites discernent, ſimulque ratione debitorum & homicidiorum inquirent, omnesque difficultates dijudicabunt.

Et quoniam ad exhibitam à Legatis Polonicis Ratificationem priorum Tractatuum Andruſovienſium ac Moscoviæ concluſorum Sigillum Lithuanicum appenſum non fuit, ideireo Legati Polonici coram appriſmendæ ipſius pollicentur, quando Legati Moscovitici cum Ratificatione moderni Tractatus advenient. Quod autem in Plenipotentia Legatorum Polonicorum à Senatu imperiali tantummodo ſubſcriptiones Senatorum, non autem ipſorum Sigilla, extiterunt, non debet pro hac vice præjudicare: Ita poſterum verò antiqua conſuetudo cum appreſſione Sigillorum obſervari debet.

Priores tres Tractatus Andruſovienſes, ut etiam Concluſa Moscoviæ, ut non minus modernus Tractatus ratione Armiſtitii à Magno Duce, ut etiam à Rege Poloniæ roborari Juramento debent.

Tum Polonici quàm Moscovitici Legati hunce Tractatum manibus ſuis ſubſcripſerunt, & Juramentis confirmarunt.

Nota Juramenti à Magno Duce Moscoviæ & deinde etiam à Rege Poloniæ præſtiti.

Dei gratia, &c. &c. &c. Profitemur & pollicemur Deo Omnipotenti ad hoc Sanctum Evangelium ejusque Præceptum, ou d auxilio & interceſſione ſpei Noſtræ Chriſtianæ Sanctiſſimæ Matris Dei immaculatæ Virginis Mariæ cum Fratre Noſtro Sereniſſimo Principe ac Domino Johanne Tertio, &c. ejusdemque Majeſtatis & Reipublicæ tam ſpiritualibus quàm ſecularibus Scribis Regni Poloniæ Magnique Ducatus Lithuaniæ in Conventu utriuſque Monarchæ Legatorum concluſa tenta Andruſovienſia Pacta, & bini Moscoviæ inita Tractatus & hoc anno cum Czareæ Majeſtatis Noſtræ ſenatoribus per Majeſtatis Suæ Regiæ Legatos Moscoviæ pacta Induciæ à Nobis Magno Duce adimpleburtur, & ſine ulla ſimilitra Interpretatione ſervabuntur; uti Nos Magnus Dominus & Czarus coram Sancto Evangelio profitemur ac pollicemur.

CLXXIV.

19. Août. *Convention entre les Commiſſaires du Roi* TRES-CHRESTIEN, *ceux du Roi* CATHOLIQUE, *& ceux des Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *pour une Ceſſation d'Armes & de toutes hoſtilités entre les Armées au Pais-Bas, juſqu'à l'arrivée, & l'échange des Ratifications de la Paix. Du Camp de Mons le* 19. *d'Août* 1678. Avec les APROBATIONS *& ſignatures des Generaux & Commandants en Chef &c.* [Recueil de LEONARD Tom. IV. pag. 672. ANNO 1678.

D'où l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans les Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. II. pag. 672. & dans LONDORPII *Acta publica* Tom. X. pag 653. en Allemand.]

AYant eſté trouvé neceſſaire de regler en attendant la Ratification de la Paix, la maniere en laquelle les Troupes auront à vivre au Pays-Bas pour éviter tous actes d'hoſtilité qui la pourroient troubler, & ſoulager les Peuples de part & d'autre, il a eſté convenu par les ſouſſignez, enſuite de leurs Pouvoirs reſpectifs, de ce qui s'enſuit.

Que le lendemain de la Ratification du preſent Traité, tous actes d'hoſtilité ceſſeront entre les Armées, & qu'en conſequence de cela, dés le lendemain de la date Ratification, les deux Armées ſe retireront des environs de Mons.

Que l'Armée du Roi Tres-Chrétien marchera vers Gevries, ou Merbepoterie, & celle que commande M. le Prince d'Orange au delà de la Haye du Nœux vers Nivelle.

Que neanmoins les Troupes qui ont formé le Blocus de Mons ſous le commandement de Monſieur du Montal & de Monſieur de Quincy ne ſe retireront pas le même jour; mais ſeulement deux jours aprés la Ratification du preſent Traité qui ſera le lendemain que les deux Armées auront marché, & juſques à ce que ledit Blocus ſoit levé, l'Armée commandée par M. le Prince d'Orange, pourra reſter dans le même campement ſuſdit.

Que la Ville de Mons demeurera enſuite dans une pleine & entiere liberté, que toutes ſortes de perſonnes, Vivres, & Marchandiſes y entreront, & ſortiront, en la même maniere qu'il ſe pratique dans les autres Villes qui ſont ſous l'obeïſſance d'Eſpagne.

Qu'à l'égard des Garniſons, ſix jours aprés la Ratification du preſent Traité, ou plûtôt s'il ſe peut, c'eſt-à-dire auſſi-tôt que les Convois pourront arriver dans chaque Place, les Partis, ni Detachemens ne courront plus ſur les Terres & Pays les uns des autres, & demeureront les Troupes & Armées de chaque Couronne, dans d'étenduë des Terres & Pays qui ſont preſentement ſous l'obeïſſance de chaque Couronne.

Que tous les Priſonniers qui ſeront faits de part & d'autre depuis le jour de la Ratification du preſent Traité, ſeront rendus ſans Rançon, même les Chevaux, Bleſſaux, & Equipages, Marchandiſes, & autres choſes generalement quelconques.

Que comme lors de l'execution du Traité de Paix, ou entre-ci & ledit tems, il peut être neceſſaire aux Troupes d'une Couronne, ou des Alliez, de paſſer ſur les Terres & Pays appartenans preſentement à l'autre, il demeurera libre de part & d'autre de le faire, ſeulement pour la communication des Places des Pays-Bas, ou pour en ſortir, en ne prenant dans les dites Terres & Pays, que le ſimple fourage, & n'y ſejournant qu'autant qu'il ſe pratique dans les marches ordinaires des Troupes.

Qu'à com mencer du jour de la Ratification du preſent Traité, il ſera libre à tous Sujets de chacune des Couronnes, comme auſſi de Meſſieurs les Etats Generaux, d'aller, & venir ſans aucun Paſſeport ſur les Terres & Pais appartenans preſentement à la Couronne, ou Etat, dont ils ſont Sujets; & qu'il ne ſera plus beſoin de Paſſeport, que pour aller des Terres preſentement appartenantes à une Couronne, ou Etat, ſur celles qui appartiennent preſentement à l'autre.

Qu'à commencer de ſix jours aprés la Ratification du preſent Traité, les Troupes & Armées de chaque Couronne vivront ſur les Terres & Pays dont chacune eſt preſentement en poſſeſſion, ſans fourager ſur les Terres les uns des autres; bien entendu que par le mot de poſſeſſion, on ne veut pas comprendre, ni faire paſſer pour Droit de poſſeſſion, les paſſages ni les ſejours que les Armées ou Partis ont faits, ou font preſentement dans les Lieux où elles ſont, ou ont eſté.

Qu'à commencer du jour de la Ratification du preſent Traité, toutes demandes extraordinaires de Contributions, Vaches, Pionniers, Charrois, ceſſeront de part & d'autre ſur les Terres les uns des autres, ne demeurant

Digitized by Google

ANNO 1678. meurant libre à chacun de faire de pareilles demandes, ſuivant les neceſſitez oceurrentes, que ſur les Terres dont chacun eſt en poſſeſſion.

Que pour ce qui reſte deub des Contributions de l'année qui échera au 16. Octobre prochain, par les Terres & Pays qui ſont actuellement ſoûmis auxdites Contributions, l'on continuera de les exiger de part & d'autre, ſeulement par les voyes dont il ſera convenu par Meſſieurs les Plenipotentiaires à Nimégue.

Que ſi, contre toute apparence, il ſurvenoit quelque difficulté au regard de l'obſervation du preſent Accord, ſoit en tout ou en partie, elle ſera adjuſtée à l'amiable par les Generaux, ou ceux qui ſeront authoriſez à cet effet, ſans que pour ce ſujet cet Accord ſoit alteré, ou qu'il ſoit permis de recourir à la force.

De tout ce que deſſus ſont reſpectivement convenus les ſouſſignez Deputez, & ont promis d'en fournir demain les Ratifications de M. le Duc de Luxembourg, Pair & Mareſchal de France, Capitaine des Gardes-du-Corps du Roi Tres-Chrétien, Commandant en Chef l'Armée de Sa Majeſté en Flandre, & de M. le Duc de Villahermoſa Gentilhomme de la Chambre de Sa Majeſté Catholique, Gouverneur & Capitaine General des Pays-Bas Catholiques. Fait au Camp près de Mons ce 19. jour d'Aouſt 1678.

ROBERT. F. DE CONTAMOUGEARD.

Nous approuvons, & ratifions tout ce qui eſt contenu dans le Traité cy-deſſus.

MONTMORENCY-LUXEMBOURG.

DUQUE DE VILLAHERMOSA
Conde de Luna.

Le ſouſſigné Deputé des Provinces Unies à l'Armée authoriſé par S. A. M. le Prince d'Orange, approuve le Traité cy-deſſus fait en ſa preſence, & avec ſa participation, pour autant qu'il regarde Sadite Alteſſe, & l'Armée & les Troupes de Meſſieurs les Etats Generaux qui ſont ſous ſon commandement.

DE WEEDE.

Son Alteſſe ayant vû la Convention qui eſt cy-deſſus faite, en vertu de l'autoriſation qu'elle a donnée, l'approuve & la ratifie par ces preſentes. Fait au Camp de Roulx le 20. d'Aouſt 1678.

G. PRINCE D'ORANGE.

CLXXV.

11. Sept. *Compromis entre les Ambaſſadeurs de* FRANCE *& d'*ESPAGNE *à la Paix de Nimegue, au ſujet de quelques difficultés qui auroient pu retarder la concluſion du Traité, & dont ils remettent la Deciſion à l'Arbitrage des Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES. *Fait à Nimegue le* 11. *Septembre* 1678. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. II. Part. II. pag. 623.]

COmme dans la diſcuſſion des Articles qui doivent compoſer le Traité de la Paix à faire entre Leurs Majeſtés Catholique & Tres-Chreſtienne, il s'eſt rencontré des difficultez, dont on n'a pû convenir, tant au ſujet de la Place de Beaumont, que des dépendances de Dinant, & ſur l'eſtat dans lequel ſera rendué la Chaſtellenie d'Ath à Sa Majeſté Catholique, comme auſſi ſur l'Amniſtie & reſtitution des Biens des Meſſinois, qui ſe ſont retirez tant en France qu'ailleurs, & que les Ambaſſadeurs de Sa Majeſté Catholique ont fait inſtance, que ces points ſuſdits ſoient vuidez purement & nettement au plûtoſt avant que le ſuſdit Traité ſoit conclu & ſigné, afin d'en obtenir & faire dépecher de part & d'autre les Inſtrumens de Ratification en dûë forme: leſdits Sieurs Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires deſdits Seigneurs Rois, prenant de part & d'autre une entiere confiance en l'équité deſdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies, ſont convenus, comme ils conviennent par l'Acte preſent au nom des Rois leurs Maîtres, de remettre toutes les difficultez ſuſdites à l'arbitrage & deciſion deſdits Seigneurs Etats Generaux, pour être reglez ſelon le Jugement qu'ils en donneront le plûtoſt que faire ſe pourra, & qu'au reſte les Articles, dont on eſt convenu, & dont on a eſté d'accord, ſeront conclus & ſignez inceſſamment, & s'obligent les ſuſdits Ambaſſadeurs de repreſenter aux Seigneurs Etats Generaux preſentement & ſans aucun delay, tout ce qu'ils voudront alleguer ſur les matieres ſuſdites. Fait à Nimegue le 11. Septembre, 1678. ANNO 1678.

Signé,

PABLO SPINOLA DORIA.

CONDE DE BENAZUZA, MARQUES DE LA FUENTE.

J. B. CHRISTIN.

CLXXVI.

17. Sept. *Traité de Paix entre* CHARLES II. *Roi d'Eſpagne &* LOUIS XIV. *Roi de France, par lequel Sa Majeſté Très-Chrétienne remet quelques Villes & Places qui lui avoient été cedées en* 1668. *retient en échange pour elle & ſes Succeſſeurs à perpetuité, toute la Franche-Comté, Valenciennes, Bouchain, Condé, Cambrai & Cambreſis, Aire, St. Omer, Ypres avec ſa Châtellenie &c. Fait à Nimegue le* 17. *Septembre* 1678. Avec *les* POUVOIRS *&* RATIFICATIONS *de part & d'autre.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. II. pag. 729. d'où l'on a tiré cette Piéce qui ſe trouve auſſi dans le Recueil de LEONARD Tom. IV. dans LONDORPII *Acta Publica*. Tom. X. pag. 685. en Allemand & dans le *Theatrum Pacis* Tom II. pag. 679. en Latin, en Allemand, & en François.]

AU nom de Dieu le Createur, & de la Tres-Sainte Trinité, à tous preſens & à venir, ſoit notoire, Que comme pendant le cours de la Guerre qui s'eſt mûë depuis quelques années entre le Tres-Haut, Tres-Excellent & Tres-Puiſſant Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Roi Tres-Chrétien de France & de Navarre, & ſes Alliez, d'une part; Et Tres-Haut, Tres-Excellent, & Tres-Puiſſant Prince Charles II. par la grace de Dieu Roi Catholique des Eſpagnes & ſes Alliez, d'autre; Leurs Majeſtez n'auroient rien ſouhaité plus ardemment que de la voir finir par une bonne Paix, & que ce même deſir d'arrêter autant qu'il ſeroit en Elle la deſolation de tant de Provinces, les larmes de tant de Peuples, & l'effuſion de tant de Sang Chrétien, les auroit portez à accorder aux puiſſans offices de Tres-Haut, Tres-Excellent, & Tres Puiſſant Prince le Roi de la Grande Bretagne, d'envoyer leurs Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en la Ville de Nimégue; il eſt arrivé par un effet de la bonté Divine qui s'eſt voulu ſervir de la confiance entiere que leurs Majeſtez ont continué de prendre en la Mediation dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, qu'enfin leſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires; ſçavoir, de la part de Sa Majeſté Tres-Chrétienne le Sieur Comte d'Eſtrades Mareſchal de France & Chevalier de ſes Ordres; le Sieur Colbert Chevalier Marquis de Croiſſi, Conſeiller ordinaire de ſon Conſeil d'Etat; & le Sieur de Mêmes Chevalier Comte d'Avaux, auſſi Conſeiller en les Conſeils. Et de la part de Sa Majeſté Catholique le Sieur Don Pablo Spinola Doria Marquis de los Balbaſes Duc de Seſto, Seigneur de Ginoſa, Caſalnoſetta, & Pontecurone, Conſeiller de ſon Conſeil d'Etat, & ſon grand Proconotaire en ſon Conſeil d'Italie; Dom Gaspard de Tebes & Cordoüe Tello, & Guzman Comte de Venturna Marquis de la Fuente, Seigneur de Lorena de la Maiſon d'Arrucat des Iſles de Guadalupa, & Matalione, Maître perpetuel de la Victoire, Majeur perpetuel & grand Ecrivain de la Ville de Seville, Gentilhomme de la Chambre de Sa Majeſté Imperiale, du Souverain Conſeil de

ANNO 1678. Guerre, & fon General d'Artillerie ; Dom Pedro Ronquillo Chevalier de l'Ordre d'Alcantara, Conſeiller de ſes Conſeils de Caſtille & des Indes ; & Dom Jean Baptiſte Chriſtin Chevalier Conſeiller au Conſeil ſuprême de Flandres prés de la perſonne de Sadite Majeſté Catholique, & de ſes Conſeils d'Etat & privé au Païs-Bas ; en vertu des Lettres & Commiſſions qu'ils ſe ſont reciproquement communiquez, & dont à la fin de ce Traité les Copies ſont inſerées de mot à mot, ſeroient convenus & tombez d'accord des conditions reciproques de Paix & d'amitié en la teneur qui enſuit.

Premierement. Il eſt convenu & accordé qu'à l'avenir il y aura bonne, ferme, & durable Paix, Confederation, & perpetuelle Alliance & Amitié entre les Rois Tres-Chrêtien & Catholique, leurs Enfans nez & à naître, leurs Hoirs, Succeſſeurs & Heritiers ; leurs Royaumes, Etats, Païs & Sujets ; qu'ils s'entr'aimeront comme bons Freres, procurans de tout leur pouvoir le bien, l'honneur, & reputation l'un de l'autre, évitans de bonne foi tant qu'il leur ſera poſſible le dommage l'un de l'autre.

II. Enſuite de cette bonne réunion la Ceſſation de toute ſorte d'hoſtilitez arreſtée & ſignée le 19. jour d'Août de la preſente année continuera ſelon ſa teneur entre lesdits Seigneurs Rois, leurs Sujets & Vaſſaux tant par Mer & autres Eaux, que par Terre, & generalement en tous Lieux où la Guerre ſe fait par les Armées de Leurs Majeſtez tant entre les Troupes & Armées qu'entre les Garniſons de leurs Places ; & s'il eſtoit contrevenu à ladite Ceſſation par quelle Place, ou Places, ſoit par attaque, ou par ſurpriſe, ou par intelligence ſecrette, & même s'il ſe faiſoit des Priſonniers ou autres actes d'hoſtilité par quelque accident imprévu, ou par ceux qui ne ſe peuvent prevoir contraires à ladite Ceſſation d'hoſtilitez, la contravention ſera reparée de part & d'autre de bonne foi, ſans longueurs ni difficulté, reſtituans ſans aucune diminution ce qui auroit été occupé, & délivrant les Priſonniers ſans Rançon ny payement des dépenſes, en ſorte que toutes choſes ſoient remiſes au même eſtat où elles eſtoient audit jour dix-neuviéme Aouſt que ladite ſuſpenſion d'Armes fut arreſtée & ſignée, la teneur de laquelle ſe devra obſerver jusques au jour de l'échange des Ratifications du preſent Traité.

III. Tous ſujets d'inimitiez ou meſintelligences demeureront éteints & abolis pour jamais, & tout ce qui s'eſt fait & paſſé à l'occaſion de la preſente Guerre, ou pendant icelle ſera mis en perpetuel oubli, ſans qu'on puiſſe à l'avenir de part ni d'autre, directement ni indirectement en faire recherche ni action aucune, juſtice ou autre ſous quelque pretexte que ce ſoit, ni que leurs Majeſtez ou leurs Sujets, Serviteurs & Adherens d'un côté & d'autre puiſſent témoigner aucune ſorte de reſſentiment de toutes les offences & dommages qu'ils pourroient avoir reçus pendant la preſente Guerre.

IV. Et en contemplation de la Paix le Roi Tres-Chrêtien, auſſi-toſt aprés l'échange des Ratifications du preſent Traité, remettra au pouvoir du Roi Catholique la Place & Forteresſe de Charleroi, la Ville de Bineke, la Ville & Forteresſe d'Ath, Oudenarde & Courtrai, avec leurs Prevôtez & Chaſtellenies, appartenances & dépendances, ainſi qu'elles ont eſté poſſedées par Sa Majeſté Catholique avant la Guerre de l'année 1667. Toutes leſquelles Villes & Places avoient eſté cedées audit Seigneur Roi Tres-Chrêtien par le Roi Catholique au Traité ſigné à Aix-la-Chapelle le deuxiéme May 1668. auquel il a été par le preſent Traité expreſſement derogé pour ce qui regarde leſdites Villes & Places, leurs appartenances & dépendances, en conſéquence dequoi ledit Seigneur Roi Catholique remettra en la poſſeſſion d'icelles pour en jouir lui & ſes Succeſſeurs pleinement & paiſiblement, à l'exception de la Verge de Menin & de la Ville de Condé, laquelle,quoi que ci-devant pretendûë par Sa Majeſté Tres-Chreſtienne comme Membre de la Chaſtellenie d'Ath, demeurera neanmoins à la Couronne de France avec toutes ſes dépendances en vertu du preſent Traité, ainſi qu'il ſera dit ci-aprés.

V. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrêtien s'oblige & promet de remettre auſſi entre les mains dudit Seigneur Roi Catholique, auſſi-toſt aprés ledit exchange des Ratifications, la Ville & Duché de Limbourg avec toutes ſes dépendances, & le Païs d'Outremeuſe, la Ville & Citadelle de Gand, pareillement avec toutes ſes dépendances, le Fort de Rodenbus & le Païs de Waes ; la Ville & Place de Leuve dans le Brabant, auſſi avec ſes dépendances, la Ville & Place de S. Ghilain de laquelle neanmoins les Fortifications ſeront raſées : & la Ville de Puicerda en Catalogne en l'état où elle ſe trouve à preſent, avec leurs Païs, Places, Châteaux, Forts, Terres, Seigneuries, Domaines, Bailliages, appartenances, & dépendances & annexes, ſans y rien reſerver ni retenir, pour être poſſedées par Sa Majeſté Catholique & ſes Succeſſeurs, ainſi qu'Elle en a joui avant la preſente Guerre. ANNO 1678.

VI. Lesdits Lieux, Villes, Places de Charleroy, Binche, Ath, Oudenarde & Courtray, leurs Bailliages, Chaſtellenies, Gouvernances, Prevôtez, Territoires, Domaines, Seigneuries, appartenances, dépendances & annexes de quelque nom qu'elles puiſſent être appellées, avec tous les Hommes, Vaſſaux, Sujets, Villes, Bourgs, Villages, Hameaux, Forests, Rivieres, Plat-Païs, & autres choſes quelconques qui en dependent, demeureront par ledit preſent Traité de Paix à Sa Majeſté Catholique, & à ſes Hoirs, Succeſſeurs, & ayans cauſe irrevocablement & à toûjours, avec les mêmes Droits de Souveraineté,propriété, Droits de Regale, Patronage, Gardienneté & Juriſdiction, Nomination, Prerogatives & Preeminences ſur les Evêchez, Egliſes Cathedrales, & Abbayes,Prieurez, Dignitez, Cures & autres quelconques Benefices étans dans l'étenduë desdits Païs, Places & Bailliages cedez, de quelques Abbayes que lesdits Prieurez ſoient mouvans & dependans, & tous autres Droits qui ont cy-devant appartenu au Roi Tres-Chreſtien, encore qu'ils ne ſoient icy particulierement énoncez, ſans que Sa Majeſté Catholique puiſſe être à l'avenir troublée ni inquietée en quelque façon que ce ſoit, de Droit ni de fait par ledit Seigneur Roi Tres-Chrêtien, ſes Succeſſeurs, ou aucuns Princes de ſa Maiſon, ou par qui que ce ſoit, ou ſous quelque pretexte & occaſion qui puiſſe arriver eſdites Souveraineté, propriété, Juriſdiction, Reſſort, poſſeſſion & jouiſſance de tous leſdits Païs, Villes, Places, Châteaux, Terres & Seigneuries, Prevoſtez, Domaines, Chaſtellenies & Bailliages : enſemble de tous les Lieux & autres choſes qui en dependent. Et pour cet effet ledit Seigneur Roi Tres-Chrêtien tant pour lui que pour ſes Hoirs, Succeſſeurs & ayans cauſe, renonce, quitte, cede & transporte, comme lesdits Plenipotentiaires en ſon nom, par le preſent Traité de Paix irrevocable ont renoncé, quitté, cedé & transporté perpetuellement & à toûjours, en faveur & au profit dudit Seigneur Roi Catholique, ſes Hoirs, Succeſſeurs & ayans cauſe,tous les Droits, Actions & pretentions, des Droits de Regale, Patronage, Gardienneté, Juriſdiction, Nomination, Prerogatives & Preeminences ſur les Eveſchez, Egliſes Cathedrales & autres quelconques Benefices eſtans dans l'eſtenduë desdites Places & Païs & Bailliages cedez, de quelques Abbayes que leſdits Prieurez ſoient mouvans & dependans, & generalement ſans rien retenir ni reſerver tous autres Droits que ledit Seigneur Roi Tres-Chrêtien ou ſes Hoirs & Succeſſeurs ont & pretendent ou pourroient avoir & pretendre pour quelque cauſe & occaſion que ce ſoit ſur leſdits Pays, Places, Châteaux, Forts, Terres, Seigneuries, Domaines, Chaſtellenies, Baillages & ſur tous les Lieux & dependans,comme dit eſt,nonobſtant toutes Loix, Coûtumes, & Conſtitutions faites au contraire, même qui auroient été confirmées par Serment, auſquelles & aux clauſes derogatoires des derogatoires il eſt expreſſement derogé par le preſent Traité pour l'effet desdites Renoncitions & Ceſſions, leſquelles voudront & auront lieu ſans que l'expreſſion ou ſpecification particuliere, deroge à la generale,ni la generale à la particuliere, & excluant à perpetuité toutes exceptions ſous quelques Droits, Titres, cauſes ou pretextes qu'elles puiſſent être fondées ; declare, conſent, veut & entend ledit Seigneur Roi Tres-Chrêtien, que les Hommes, Vaſſaux, & Sujets desdits Païs, Villes & Terres cedées à la Couronne d'Eſpagne, comme il eſt dit cy-deſſus, ſoient & demeurent quites & abſous dés à preſent & pour toûjours des foy & hommages, ſervices & Serment de fidelité qu'ils pourroient tous & chacun d'eux luy avoir faits & à ſes Predeceſſeurs Roi Tres-Chrêtien, enſemble de toute l'obeiſſance, ſujetion & Vaſſalage, que pour raiſon de ce ils pourroient luy devoir; voulant ledit Seigneur Roi Tres-Chrêtien que lesdits foy, hommages & Serment de fidelité demeurent nuls & de nulle valeur, comme s'ils n'avoient jamais été faits ni preſtez.

VII. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrêtien ſera auſſi reſtituer audit Seigneur Roi Catholique toutes les Villes, Places, Forts, Châteaux, & Poſtes que ſes Armes

ANNO 1678. Armes ont, ou pourront avoir occupé jusques au jour de la Publication de la Paix, en quelques Lieux du monde qu'elles soient situées. Comme pareillement Sa Majesté Catholique fera restituer à Sa Majesté Très-Chrétienne toutes les Places, Forts, Châteaux, & Postes que les Armes pourroient avoir occupez durant cette Guerre jusques au jour de la Publication de la Paix en quelque lieu qu'elles soient situées.

VIII. La restitution desdites Places, ainsi que dit est, se fera par ledit Seigneur Roi Très-Chrétien ou son Ministre réellement & de bonne foy sans aucune longueur ni difficulté, pour quelque cause & occasion que ce soit à celuy ou à ceux qui seront deputez par ledit Seigneur Roi Catholique dans le temps & la maniére qu'il a été cy-dessus dit, & en l'état que lesdites Places se trouvent à present, sans y rien demolir, affoblir, diminuer, ou endommager en aucune sorte: & sans que l'on puisse pretendre ni demander aucun remboursement pour les Fortifications faites ausdites Places, ni pour le payement de ce qui pourroit être dû aux Soldats & Gens de Guerre y étans.

IX. En outre a été arrêté que toutes les Procedûres, Jugemens & Arrests donnez par les Juges & autres Officiers de Sa Majesté Très-Chrétienne établis dans lesdites Villes & Places dont elle jouissoit en vertu du Traité d'Aix-la-Chapelle, & cy-dessus recitez à Sa Majesté Catholique, ou par le Parlement de Tournay, pour raison des differeus & Procez pourſuivis tant par les Habitans desdites Villes & de leurs dépendances qu'autres, durant le tems qu'elles ont été sous l'obeïssance dudit Seigneur Roi Très-Chrétien, auront lieu & sortiront leur plein & entier effet, tout ainſi qu'ils seroient ſi ledit Seigneur Roi demeuroit Seigneur & Poſſeſſeur desdites Villes & Pays, & ne pourront elles lesdits Jugemens & Arrests revoquez en doute, annullez, ni l'execution d'iceux autrement retardée ou empêchée; bien ſera loiſible aux Parties de ſe pourvoir par reviſion de la cauſe & ſelon l'ordre & diſpoſition des Loix & Ordonnances: demeurans cependant les Jugemens en leur force & vertu ſans prejudice de ce qui eſt ſtipulé à cet égard par l'Article XXI. du preſent Traité.

X. Comme les Miniſtres de Sa Majeſté Très-Chrétienne aprés la Paix d'Aix-la-Chapelle ont ſoûtenu en la Conférence de Lille que les Eſcluſes de l'Occident & de l'Orient de la Ville de Nieuport & le Fort in Vierbork étant au bout de l'Eſcluſe d'Occident prés de l'embouchure du Havre de Nieuport, & une partie de celui de Nieuport Dame Iſeth fur l'Eſcluſe de l'Orient, avec les Teſtes dudit Havre, entretenues par ceux de Furnes, étoient du Territoire & Juriſdiction de la Chaſtellenie de Furnes, & partant devoient appartenir à Sa Majeſté Très-Chrétienne, & les Miniſtres de Sa Majeſté Catholique au contraire, diſans cela n'étoit pas; & quoi que cela fut, que non, qu'il devroit ſuffire que Sa Majeſté Catholique étant Prince Souverain, lors que leſdites Fortifications ont été faites tant au regard de la Chaſtellenie de Furnes que de la Ville de Nieuport, il a pû incorporer & approprier les ſuſdites parties au Havre & Fortifications de Nieuport, & par ainſi les rendre inſeparables d'icelle Ville; il eſt arreſté que les ſuſdites Eſcluſes, & autres Parties de la Fortification de Nieuport, cy-deſſus mentionées, demeureront à Sa Majeſté Catholique, ainſi que ladite Ville, ſans que Sa Majeſté Très-Chrétienne, comme luy appartenant la Ville & Chaſtellenie de Furnes, ou autrement, y puiſſe jamais pretendre. Et quant à l'écoulement des Eaux de la Chaſtellenie de Furnes, il ſera continué, & Elle en jouira en la même forme & maniere qu'il a été pratiqué juſques à preſent.

XI. Ledit Seigneur Roi Très-Chrétien retiendra, demeurera ſiſi, & jouira effectivement de tout le Comté de Bourgogne, vulgairement appellé la Franche Comté, & des Villes, Places, & Pays en dépendans, y compris la Ville de Beſançon, & ſon Diſtrict, comme auſſi des Villes de Valenciennes & les dépendances, Bouchain & ſes dépendances, Condé & ſes dépendances, quoy que cy-devant pretenduë Membre de la Chaſtellenie d'Ath, Cambray & le Cambreſis, Aire, Saint Omer & leurs dépendances, Ypres & ſa Chaſtellenie, Warwick, & Warneton ſur la Lys, Poperinghen, Bailleul, & Caſſel, avec leurs dépendances, Bavay & Maubeuge avec leurs dépendances.

XII. Ledit Comté de Bourgogne, les Villes, Places, & Pays en dépendans, compris la Ville de Beſançon & ſon Diſtrict, comme auſſi leſdites Villes & Places de Valenciennes, Bouchain, Condé, Cambray, Aire, Saint Omer, Ypres, Warwik & Warneton, Poperingen, Bailleul, Caſſel, Bavay, & Maubeuge, leurs Bailliages, Chaſtellenies, Gouvernances, Prevoſtez, & Territoires, Domaines, Seigneuries, Appartenances, Dépendances, & Annexes, de quelques noms qu'elles puiſſent être appellées, avec tous les Hommes, Vaſſaux, Sujets, Villes, Bourgs, Villages, Hameaux, Forells, Rivieres, Plat-Pays, Salines, & autres choſes quelconques qui en dépendent, demeureront par ledit preſent Traité de Paix à Sa Majeſté Très-Chrétienne, & à ſes Hoirs, Succeſſeurs, & ayans cauſe, irrevocablement, & à toûjours, avec les mêmes Droits de Souveraineté, Propriété, Droits de Regale, Patronage, Gardienneté, & Juriſdiction, Nomination, Prerogative, & Preéminence, ſur les Evêchez, Egliſes Cathedrales, & autres Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures, & autres quelconques Benefices, étans dans l'étenduë desdits Pays, Places, & Bailliages cedez, de quelques Abbayes que leſdits Prieurez ſoient mouvans & dépendans; & tous autres Droits qui ont cy-devant appartenu au Roi Catholique, encore qu'ils ne ſoient particulierement énoncez; ſans que Sa Majeſté Très-Chrétienne puiſſe être à l'avenir troublée ni inquietée par quelque voye que ce ſoit de Droit ni de fait par le dit Seigneur Roi Catholique, ſes Succeſſeurs, ou autres Princes de la Maiſon, ou par qui que ce ſoit, ou ſous quelque pretexte ou occaſion qui puiſſe arriver cy-dites Souveraineté, Propriété & Juriſdiction, Reſſort, Poſſeſſion & jouiſſance de tous leſdits Pays, Villes, Places, Chaſteaux, Terres & Seigneuries, Prevoſtez, Domaines, Chaſtellenies & Bailliages enſemble de tous les Lieux & autres choſes qui en dépendent: Et pour cet effet, ledit Seigneur Roi Catholique, tant pour lui que pour ſes Hoirs, Succeſſeurs, & ayans cauſe, renonce; quitte, cede, & transporte, comme leſdits Plenipotentiaires en ſon Nom, par le preſent Traité de Paix irrevocable; ont renoncé, cedé, & transporté perpetuellement & à toûjours en faveur & au profit dudit Seigneur Roi Très-Chrétien, ſes Hoirs, Succeſſeurs, & ayans cauſe, tous les Droits, Actions, Pretentions, Droits de Regale, Patronage, Gardienneté, Juriſdiction, Nomination, Prerogatives, & Preéminence ſur les Evêchez, Egliſes Cathedrales, & autres quelconques Benefices étans dans l'étenduë desdites Places & Pays, & Bailliages cedez, de quelques Abbayes que leſdits Prieurez ſoient mouvans & dépendans; & generalement ſans rien retenir ni reſerver, tous autres Droits que ledit Seigneur Roi Catholique, ou ſes Hoirs & Succeſſeurs, ont & pretendent, ou pourroient avoir & pretendre, pour quelque cauſe & occaſion que ce ſoit, ſur leſdits Pays, Places, Chaſteaux, Forts, Terres, Seigneuries, Domaines, Chaſtellenies, & Bailliages, & ſur tous les Lieux en dépendans, comme dit eſt, mutabilitat toutes Loix, Coûtumes, & Conſtitutions au contraire, mêmes qui auroient eſté confirmées par Serment. Auſquelles & aux Clauſes derogatoires des dérogatoires, il eſt expreſſément dérogé par le preſent Traité pour l'effet desdites Renonciations & Ceſſions, leſquelles vaudront & auront lieu, ſans que l'expreſſion ou ſpecification particuliere dérogée à la generale, ni la generale à la particuliere; & excluant à perpetuité toutes exceptions ſous quelques Droits, Titres, cauſe ou pretexte qu'elles puiſſent être fondées; declare, conſent, veut & entend ledit Seigneur Roi Catholique, que les Hommes, Vaſſaux, & Sujets desdits Pais, Villes & Terres cedées à la Couronne de France, comme il eſt dit cy-deſſus, ſoient & demeurent quittes & abſous dés à preſent & pour toûjours, des foy & hommage, ſervice, & Serment de fidelité qu'ils pourroient tous & chacun d'eux luy avoir faites, & à ſes Predeceſſeurs Roys Catholiques; enſemble de toutes l'obeïſſance, ſujetions, & Vaſſelages, que pour raiſon de ce ils pourroient luy devoir; voulant ledit Seigneur Roi Catholique que leſd. foy & hommage & Serment de fidelité, demeurent nuls & de nulle valeur, comme ſi jamais ils n'avoient eſté faits ni preſtez.

XIII. Et comme Sa Majeſté Très-Chreſtienne a declaré par les Conditions qu'Elle a offert pour la Paix, de vouloir la Ville de Charlemont, ou en échange celle de Dinant au choix de Sa Majeſté Catholique, à conſitioni que Sadite Majeſté Catholique ſe chargeroit d'obtenir de l'Evêque de Liege la Ceſſion de Dinant, & le conſentement de l'Empereur & de l'Empire, Sa Majeſté Catholique a choiſi de retenir la Ville de Charlemont comme auparavant, en conſequence s'obligé & promet d'obtenir deſdits Sieur Evêque & Chapitre

ANNO 1678. pitre de Liege la Cession en forme authentique de ladite Ville de Dinant, avec le consentement de l'Empereur & de l'Empire dans un an, à compter du jour & datte de la Ratification du Traité de Paix qui doit être fait entre l'Empereur & ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien. En cas que ladite Majesté Catholique ne puisse obtenir lesdites Cessions desdits Sieur Evêque & Chapitre de Liege, avec le consentement de l'Empereur & de l'Empire, Elle s'oblige & promet de faire remettre immediatement après le terme fusdit au Pouvoir de Sa Majesté Tres-Chrestienne ladite Ville de Charlemont, pour en jouir comme de toutes les autres Places & Païs cedez audit Seigneur Roi Tres-Chrestien, par les Articles 11. & 12. du present Traité.

XIV. Et pour prevenir toutes les difficultez que les enclaves ont causé dans l'execution du traité d'Aix-la-Chapelle, & rétablir pour toûjours la bonne intelligence entre les deux Couronnes, il a été accordé que les Terres, Bourgs & Villages enclavez dans les Prevostez qui sont cedées ou qui appartenoient déjà avant le present Traité à Sa Majesté Tres-Chrestienne au delà de la Sambre, feront échangez contre d'autres qui se trouveront plus proches des Places, & à la bienséance de Sa Majesté Catholique; comme auſſi que les Villages de la Verge de Menin qui se trouveroient fetuez trop prés de Courtray feront échangez contre d'autres qui seront plus proches & à la bienséance de Sa Majesté Tres-Chrestienne: Et pareillement que les Villages de la Prevosté de Alost qui se trouveroient à avancez dans le Païs cedé à Sa Majesté Tres-Chrestienne en Hainault, qu'ils en interrompiſſent la communication, seront échangez contre d'autres dépendans des Païs cedez audit Seigneur Roi Tres-Chrétien qui seront plus proches & à la bien-séance de Sa Majesté Catholique, & generalement que toutes les Terres qui seront enclavées dans les Païs cedez ou restituez à l'un desdits Seigneurs Roys, seront mutuellement échangées contre d'autres de pareille valeur, bien entendu qu'on puiſſe convenir desdits échanges.

XV. Il sera deputé des Commiſſaires de part & d'autre deux Mois après la Publication du present Traité, qui s'assembleront au lieu dont il sera respectivement convenu, tant pour proceder auxdits échanges, que pour regler les Limites entre les Païs & Seigneuries qui doivent demeurer à chacun desdits Seigneurs Roys par le present Traité dans les Païs Bas; comme auſſi pour liquider les Debtes réelles legitimement hypothequées sur les Terres & Seigneuries cedées ou restituées à l'une ou à l'autre des deux Couronnes, & convenir de la part & portion que chacune d'elles devra payer à l'avenir, & generalement terminer à l'amiable tous les differens qui pourroient se rencontrer en execution du present Traité.

XVI. Quand il surviendroit aux échanges cy-deſſus-dits des difficultez qui en empêcheroient l'effet, l'on ne pourra de part & d'autre établir des Bureaux pour s'embaraſſer ni rendre plus difficile la communication des Places qui seront d'une même Domination, & les Bureaux qui seront établis ne pourront faire payer les Droits que ſur les Marchandiſes, qui sortans d'une Domination entreront dans une autre pour y être consommées, ou pour paſſer dans des Païs éloignez.

XVII. Lesdits Seigneurs Roys remettans, ou restituans respectivement les Places cy-deſſus dites pourront en faire retirer & emporter toute l'Artillerie, Poudres, Boulets, Armes, Vivres, & autres Munitions de Guerre qui se trouveront dans lesdites Places au temps de la remiſe ou restitution d'icelles; & ceux qu'ils auront commis pour cet effet pourront ſe ſervir pendant deux Mois des Chariots & Batteaux du Païs; auront le paſſage libre, tant par Eau que par Terre pour la retraite desdites Munitions, & leur sera donné par les Gouverneurs & Commandans, Officiers & Magiſtrats des Places & Païs ainſi reſtituez toutes les facilitez qui dependront d'eux pour la voiture & conduite desdites Artillerie & Munitions. Pourront auſſi les Officiers, Soldats, Gens de Guerre, & autres qui sortiront desdites Places en tirer & emporter leurs Biens meubles à eux appartenans, ſans qu'il leur ſoit loiſible d'exiger aucune choſe des Habitans desdites Places & du Plat-Païs, ni endommager leurs Maiſons ou emporter aucune choſe appartenante auxdits Habitans.

XVIII. La levée des Contributions demandée de part & d'autre aux Païs qui y sont ſoûmis sera continuée pour tout ce qui restera à écheoir jusques au 16. Octobre prochain & les arrerages qui resteront deubs lors de la ſuſdite Ratification seront payez dans l'espace de trois mois aprés le terme ſuſdit; & aucune exécution ne se pourra faire pour raiſon de ce pendant ledit temps contre les Communautez redevables, pourveu qu'elles ayent donné bonne & valable caution reſſeante dans une Ville de la Domination de celuy desdits Seigneurs Roys, à qui lesdites Contributions leront deues. ANNO 1678.

XIX. Il a eſté auſſi accordé que la perception des Droits dont ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien eſt en poſſeſſion ſur tous les Païs qu'il remet ou reſtituë audit Seigneur Roi Catholique, sera continuée jusques au jour de la reſtitution actuelle des Places dont lesdits Païs sont dependans, & que ce qui en restera deub lors de ladite reſtitution ſera payé de bonne foy à ceux qui en ont païs les Fermes; Comme auſſi que dans le même temps les Proprietaires des Bois confisquez dans les dépendances des Places qui doivent être renduës à Sa Majeſté Catholique rentreront en poſſeſſion de leurs Biens & de tous les Bois qui ſe trouveront ſur le lieu, bien entendu que du jour de la ſignature du present Traité toutes coupes de Bois ceſſeront de part & d'autre.

XX. Tous les Papiers, Lettres, & Documens concernans les Païs, Terres & Seigneuries qui sont cedées & reſtituées auxdits Seigneurs Roys par le preſent Traité de Paix, seront fournis & délivrez de bonne foy de part & d'autre dans trois mois aprés que les Ratifications du preſent Traité auront eſté échangées en quelques Lieux que lesdits Papiers & Documens ſe puiſſent trouver, même ceux qui auroient eſté enlevez de la Citadelle de Gand & la Chambre des Comptes de Lille.

XXI. Tous les Sujets de part & d'autre Eccleſiaſtiques & Seculiers seront rétablis, tant en la jouiſſance des Honneurs, Dignitez & Benefices dont ils étoient pourveus avant la Guerre, qu'en celle de tous & chacuns leurs Biens meubles & immeubles, Rentes viageres & à rachat, ſaiſies & occupées depuis ledit temps, tant à l'occaſion de la Guerre, que pour avoir ſuivi le parti contraire; enſemble de leurs Droits, actions & ſucceſſions à eux ſurvenuës, même depuis la Guerre commencée, ſans toutefois pouvoir rien demander ni pretendre des fruits & revenus perçus & échus dés le faiſiſſement desdits Biens immeubles, Rentes & Benefices jusques au jour de la Publication du preſent Traité.

XXII. Ni ſemblablement des Debtes, effets & meubles qui auront eſté confiſquez avant ledit jour, ſans que jamais les Creanciers de telles Debtes & Depoſitaires de tels effets, ni leurs Heritiers ou ayans cauſe en puiſſent faire pourſuite ni pretendre recouvrement, lesquels rétabliſſemens en la forme avant dite s'étendront en faveur de ceux qui auront ſuivi le parti contraire, en ſorte qu'ils rentreront par le moyen du preſent Traité en la grace de leur Roi & Prince Souverain, comme auſſi en leurs Biens tels qu'ils ſe trouveront exiſtans à la concluſion & ſignature du preſent Traité.

XXIII. Et ſe ſera lieu, rétabliſſement desdits Sujets de part & d'autre, ſelon le contenu és Articles 21. & 22. nonobſtant toutes Donations, Conceſſions, Declarations, Confiscations, Commiſes, Sentences preparatoires ou definitives données par contumace en l'abſence des Parties, & icelles non ouïes, lesdites Sentences & tous Jugemens demeureront nuls & de nul effet, & comme non données & prononcées, avec liberté pleine & entiere auxdites Parties de revenir dans les Païs d'où elles ſe ſont ci-devant retirées, pour jouïr en perſonne de leurs Biens immeubles, Rentes & Revenus; ou d'établir leurs demeures hors desdits Païs en tel lieu que bon leur ſemblera, leur en demeurant le choix & élection; ſans qu'on puiſſe uſer contre eux d'aucune contrainte pour ce regard. Et en cas qu'ils aiment mieux demeurer ailleurs, ils pourront deputer & commettre telles perſonnes non ſuſpectes que bon leur ſemblera pour le gouvernement & jouiſſance de leurs Biens, Rentes & Revenus: mais non au regard des Benefices requernus reſidence, qui devront eſtre perſonnellement adminiſtrez & deſſervis.

XXIV. Ceux qui auront eſté pourveus d'un coſté ou d'autre des Benefices eſtans à la collation, preſentation, ou autres diſpoſitions desdits Seigneurs Roys, ou autres, tant Eccleſiaſtiques que Laïques, ou qui auront obtenu proviſion du Pape de quelques autres Benefices ſeiruez dans l'obéiſſance de l'un desdits Seigneurs Roys par le conſentement & permiſſion duquel ils en auront joui pendant la Guerre, demeureront en la poſſeſſion & jouiſſance desd. Benefices leur vie durant

ANNO 1678. durant comme bien & deuement pourvus ; Sans que toutes fois on entende faire aucun préjudice pour l'avenir aux Droits des legitimes Collateurs qui en jouiront & en useront comme ils avoient accoûtumé avant la Guerre.

XXV. Tous Prelats, Abbez, Prieurs & autres Ecclesiastiques qui ont esté nommez à leurs Benefices ou pourvus d'iceux par lesdits Seigneurs Roys avant la Guerre, ou pendant icelle, & auxquels Leurs Majestez estoient en possession de pourvoir ou nommer avant la rupture entre les deux Couronnes, seront maintenus en la possession & saisissement desdits Benefices, sans pouvoir y estre troublez pour quelque cause ou pretexte que ce soit. Comme aussi en la libre jouissance de tous les Biens qui se trouveront en avoir dependu d'ancienneté, & aux Droits de conferer les Benefices qui en dépendent en quelque lieu que lesdits Biens & Benefices se trouvent scituez. Pourvu toutefois que lesdits Benefices soient remplis de personnes capables, & qui ayent les qualitez requises selon les Reglement qui estoient observez avant la Guerre. Sans qu'on puisse à l'avenir de part ni d'autre envoyer des Administrateurs pour regir lesdits Benefices, & jouïr des fruits, lesquels ne pourront estre perçus que par les Titulaires qui en auront esté legitimement pourvus ; comme aussi tous Laïcs qui ont cy-devant reconnu la Jurisdiction desdits Prelats, Abbez & Prieurs en quelques parts qu'ils soient scituez, la devront aussi reconnoître à l'avenir, pourvu qu'il apparoisse que leur Droit est établi d'ancienneté, encore que lesdits Lieux & tenuës soient dans l'étenduë de la domination du parti contraire, ou dependans de quelques Chastellenies, ou Bailliages appartenans audit parti contraire.

XXVI. Il a été convenu, accordé, & declaré qu'on n'entend rien revoquer du Traité des Pyrenées, à l'exception de ce qui regarde le Portugal avec lequel le Roi Catholique est à present en Paix, non plus que du Traité d'Aix-la-Chapelle, qu'en tant qu'il en aura esté autrement disposé en ceui-ci par la Cession des Places ſituées, sans que les Parties ayent acquis aucun nouveau Droit, ou puissent recevoir aucun prejudice sur leurs pretentions respectives en toutes les choses dont il n'est point fait mention expresse par le present Traité ; & en consequence tout ce qui a esté disposé par ledit Traité des Pyrenées touchant les interests de Monsieur le Duc de Savoye, & la Dot de la feuë Sereniſſime Infante Catherine sera observé, sans que cette expreſſion particuliere puisse nuire ni prejudicier à la stipulation generale faite dans le present Article de l'execution desdits Traitez des Pyrenées & d'Aix-la-Chapelle.

XXVII. Quoique Leurs Majestez Tres-Chrestienne & Catholique contribuent tous leurs soins pour le rétablissement de la Paix generale, & que le bon achemiuement d'un Armistice general leur doive faire esperer qu'il sera suivi d'une prompte conclusion de tout ce qui doit asseurer le repos de toute la Chrestienté : neanmoins comme ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien a inſisté que ledit Seigneur Roi Catholique s'obligeât de ne pouvoir assister aucuns des Princes qui sont presentement en Guerre contre la France & ſes Alliez, Sa Majesté Catholique a promis & promet de demeurer dans une exacte Neutralité pendant le cours de cette Guerre, sans pouvoir assister directement ni indirectement ses Alliez contre la France, & ſes Alliez.

XXVIII. Et comme Leurs Majestez Tres-Chrestienne & Catholique reconnoissent les puissans offices que le Roi de la Grande Bretagne a contribué incessamment par ſes Conſeils & bons avertiſſemens au ſalut & au repos public, il a eſté convenu de part & d'autre, que Sadite Majesté Britannique, avec ſes Royaumes, ſoit comprise nommément dans le present Traité de la meilleure forme que faire ſe peut.

XXIX. En cette Paix, Alliance, & Amitié de la part de Sa Majesté Tres-Chrestienne, outre le Roi de Suede avec le Duc de Holſtein, l'Evêque de Strasbourg, & le Prince Guillaume de Furſtenberg, comme interessez en cette Guerre, ſeront auſſi compris, ſi compris y veulent eſtre, ceux qui ne s'étans pas voulu engager ou declarer dans la preſente Guerre, ſeront nommez dans ſix Mois aprés l'échange des Ratifications.

XXX. Et de la part de Sa Majesté Catholique ſeront pareillement compris, ſi compris y veulent eſtre, ceux qui ne s'étans pas voulu engager ou declarer dans la preſente Guerre, ſeront nommez dans ſix Mois aprés l'échange des Ratifications & tous autres, qui aprés la fin de ladite Guerre ſeront auſſi nommez par Sadite Majesté Catholique. ANNO 1678.

XXXI. Lesdits Seigneurs Roys Tres-Chreſtien & Catholique conſentent que tous Potentats & Princes qui voudront bien entrer dans un pareil engagement, puiſſent donner à Leurs Majeſtez leurs promeſſes & Obligations de Garentie de l'execution de tout le contenu au preſent Traité.

XXXII. Et pour plus grande ſeureté de ce Traité de Paix, & de tous les Points & Articles y contenus, ſera ledit preſent Traité, publié, verifié, & enregiſtré en la Cour de Parlement de Paris, & en tous autres Parlements du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris. Comme ſemblablement ledit Traité ſera publié, verifié, & enregiſtré tant au grand Conſeil & autres Conſeils & Chambres des Comptes dudit Seigneur Roi Catholique aux Pais-Bas, qu'aux autres Conſeils des Couronnes de Caſtille & d'Aragon, le tout ſuivant & en la forme contenuë au Traité des Pyrenées de l'année 1659. desquelles publications & enregiſtremens ſeront baillées des expeditions de part & d'autre dans trois Mois aprés la publication du preſent Traité.

Lesquels Points & Articles cy-deſſus énoncés, enſemble le conteu en chacun d'iceux, ont eſté traitez, accordez, paſtez, & ſtipulez entre les ſuſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires desdit Seigneurs Roys Tres-Chreſtien & Catholique, aux Noms de Leurs Majeſtez ; lesquels Plenipotentiaires en vertu de leurs Pouvoirs, dont les Copies ſeront inſerées au bas du preſent Traité, ont promis & promettent ſous l'Obligation de tous & chacuns les Biens & Etats preſens & à venir des Roys leurs Maiſtres, qu'ils ſeront inviolablement obſervez & accomplis, & de leur faire ratifier parement & ſimplement ſans y rien adjoûter, & d'en fournir les Ratifications par Lettres authentiques & ſcellées, où tout le preſent Traité ſera inſeré de mot à autre, dans ſix ſemaines, à commencer du jour & date du preſent Traité, & plutoſt ſi faire ſe peut. En outre ont promis & promettent lesdits Plenipotentiaires aussi dits Noms, que lesdites Lettres de Ratifications ayans eſté fournies, ledit Seigneur Roi Tres-Chreſtien, le plûtoſt qu'il ſe peut, & en preſence de telle perſonne ou perſonnes qu'il plaira audit Seigneur Roi Catholique députer, jurera ſolemnellement ſur la Croix, l'Evangile, Canons de la Meſſe, & ſur ſon honneur, d'obſerver & accomplir pleinement, fidellement, & de bonne foy, tous les Articles du contenu au preſent Traité ; Et le ſemblable ſera fait auſſi le plûtoſt qu'il ſera poſſible par ledit Seigneur Roi Catholique, en preſence de telle perſonne ou perſonnes qu'il plaira audit Seigneur Roi Tres-Chreſtien deputer. Et en témoignages desquelles choſes leſdits Plenipotentiaires ont ſouſcript le preſent Traité de leurs Noms, & fait appoſer le cachet de leurs Armes. A Nimegue le dix-ſeptiéme jour de Septembre mil ſix cens ſoixante & dix-huit.

Le Mareſchal d'Eſtrades. *Pablo Spinola Doria.*
Colbert. *Conde de Benazuza Marquez de la Fuente.*
De Mêmes d'Avaux. *Jean Baptiſte Chriſtin.*

Pouvoir des Sieurs Ambaſſadeurs de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne.

LOUÏS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront : SALUT. Comme Nous ne ſouhaittons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre dont la Chreſtienté eſt à preſent affligée ; & que par les ſoins & la Mediation de nôtre tres-cher & tres amé Frere le Roi de la Grande-Bretagne, la Ville de Nimegue a été agréée de toutes les Parties pour le lieu des Conferences ; Nous par ce même deſir d'arreſter autant qu'il ſera en Nous la deſolation de tant de Provinces, & l'effuſion de tant de ſang Chreſtien ; ſçavoir faiſons : Que Nous confians entierement en l'experience, la capacité & fidelité de nôtre tres-cher & bien-amé Couſin le Sieur Comte d'Eſtrades Mareſchal de France & Chevalier de nos Ordres, de nôtre bien-amé & féal le Sieur Colbert Marquis de Croiſſi Conſeiller ordinaire en nos Conſeils d'Etat, & nôtre bien-amé & feal le Sieur de Mêmes Comte d'Avaux, auſſi Conſeiller en nos Conſeils, par les épreuves avantageuſes que Nous en avons faites dans les diverſes Ambaſſades & Emplois conſiderables que

ANNO 1678. Nous leur avons conſié tant au dedans qu'au dehors de noſtre Royaume; Pour ces Causes, & autres bonnes conſiderations à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné, & député lesdits Sieurs Mareſchal d'Eſtrades, Marquis de Croiſſi, & Comte d'Avaux, commensons, ordonnons & députons par ces Preſentes ſignées de nôtre main, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commiſſion, & Mandement ſpecial, d'aller dans la Ville de Nimégue en qualité de nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix; & y conferer, ſoit directement, ſoit par l'entremiſe des Ambaſſadeurs Mediateurs, reſpectivement receus & agréez, avec tous Ambaſſadeurs & Miniſtres de noſtre tres-cher & tres-amé Frere & Couſin le Roy Catholique & de ſes Alliez, tous munis de Pouvoirs ſuffiſans; & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differends qui cauſent aujourd'huy la Guerre; Et pourront nos ſuſdits Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires tous trois enſemble, ou deux en cas de l'abſence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou un ſeul en l'abſence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir: & ſur iceux conclure & ſigner une bonne & ſeure Paix; & generalement ANNO 1678. faire, negotier, promettre, & accorder tout ce qu'ils eſtimeront neceſſaire pour le ſuſdit effet de la Paix, avec la meme authorité que Nous ferions ou pourrions faire ſi Nous y étions preſens en perſonne, encore qu'il y eut quelque choſe, qui requit un Mandement plus ſpecial non contenu en cesdites Preſentes. Promettant en foy & parole de Roy de tenir ferme & d'accomplir tout ce que par lesdits Sieurs Mareſchal d'Eſtrades, Marquis de Croiſſi, & Comte d'Avaux, ou par deux d'eux-eux en cas de l'abſence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou par un ſeul en l'abſence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, aura été ſtipulé, promis, & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le temps qu'ils auront promis en nôtre Nom de les fournir. Car tel eſt noſtre plaiſir. En témoin dequoy Nous avons fait mettre noſtre Scel à cesdites Preſentes, Données à Saint Germain en Laye le 23. jour de Decembre l'an de grace mil ſix cens ſoixante & quinze, Et de noſtre Regne le trente-troiſiéme. *Signé*, LOUIS. *Et ſur le reply desdites Lettres*, Par le Roy, ARNAULD.

Et ſcellé du grand Sceau de cire jaune.

Poders de los Señores Ambaxadores de Su Mageſtad Catolica.

DOn Carlos Segondo por la gracia de Dios Rey de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jeruſalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cardeña, de Cordoua, de Corſega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algezira, de Gibraltar, de las Iſlas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales Iſlas de Terrafirme, del Mar Occeano, Archiduque de Auſtria, Duque de Borgoña, de Brabante y Milan, Conde de Aſpurg, de Flandres, Tirol, y Barcelona, Señor de Viſcaya, y de Molina, &c. No deſeando otra coſa con mas ardor que de veer apagada y terminada por medio de una buena Paz la preſente Guerra que tanto afflige la Chriſtiandad, y aviendoſe por la Mediacion y buenos oficios del Rey de la Grand Bretaña de comun acuerdo de todas las Partes Guerrantes, eſcogido y ſeñalado la Villa de Nimega para el Congreſſo y Tratado de la Paz, y queriendo yo contribuir de mi parte todo lo que de mi depende à este bien efecto, he tenido por conveniente nombrar perſonas que en mi nombre ayan de aſſiſtir con toda autoridad y Plenipotencia mia al dicho Congreſſo, y teniendo conſideracion à la ſufficientia, integridad, prudencia, experiencia, intelligencia y zelo de mi ſervicio que concurren en vos Don Pablo Spinola Doria Marques de los Balbaſes de mi Conſejo de Eſtado, Don Pedro Ronquillo de mis Conſejos de Caſtilla y Indias, y Don Juan Baptiſta Chriſtin de mi Conſejo de Flandes, y por la ſatisfacion que ſiempre me haveis dado en diferentes y grandes negocios que os han ſido encargados, y por vos otros reſpectivamente manejados tendreis attencion al mayor bien de mi ſervicio, os he nombrado por mis Embaxadores y Plenipotenciarios y en virtud de la preſente os doy à todos juntos y à cada uno en particular en auſencia ò incomodidad de qualquiera de voſotros, entero y abſoluto Poder para paſſar à la Villa de Nimega, y conferir en ella directamente ò por intervencion de los Embaxadores Extraordinarios y Plenipotenciarios Medianeros reſpectivamente recebidos y admitidos con los Embaxadores y Plenipotenciarios de mi muy caro y muy amado hermano

Traduction des Pouvoirs des Sieurs Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires de Sa Majeſté Catholique.

DOn Charles Second par la grace de Dieu Roy de Caſtille, de Leon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jeruſalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardeigne, de Cordouë, du Corſogne, de Murcia, de Jaen, des Algarves, d'Algezira, de Gibraltar, des Iſles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, Iſles de Terre ferme, de la Mer Oceane, Archiduc d'Auſtriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, & Milan, Comte d'Aſpurg, de Flandres, Tirol & Barcelone, Seigneur de Biscaye, & de Molina, &c. Ne deſirant rien avec plus d'ardeur, que de voir appaiſée & terminée au moyen d'une bonne Paix, la preſente Guerre qui afflige ſi fort la Chreſtienté: & la Ville de Nimegue ayant été choiſie & marquée pour l'Aſſemblée & Traité de Paix, par la Mediation & offices du Roi de la Grand' Bretagne d'un commun accord de toutes les Parties qui ſont en Guerre, Et Moy deſirant contribuer de ma part tout ce qui dépend de Moy à ce bon effet, J'ay trouvé à propos de nommer des Perſonnes lesquelles en mon Nom doivent aſſiſter avec toute authorité & Plein-Pouvoir à ladite Aſſemblée. Et ayant mis en conſideration la ſuffiſance, integrité, prudence, experience, intelligence, & zele pour mon ſervice, qui ſe trouvent en Vous, Don Paul Spinola Doria Marquis de los Balbaſes de mon Conſeil d'Etat, Don Pedro Ronquillo de mes Conſeils de Caſtille & des Indes, & Don Jean Baptiſte Chriſtin de mon Conſeil de Flandres, & pour la ſatisfaction que Vous m'avez toûjours donnée dans les differentes & importantes Affaires dont Vous avez eu la conduite, & m'aſſûrant des ſoins que Vous prendrez du bien de mon ſervice, Je Vous ay nommé pour mes Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires, & en vertu de la Preſente, Je Vous donne à tous enſemble & à chacun de Vous en particulier, en l'abſence ou incommodité de l'un de Vous, entier & abſolu Pouvoir, pour paſſer à la Ville de Nimégue, & conferer en icelle directement, ou par l'intervention des Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires Mediateurs reſpectivement receus & admis avec les Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires de mon tres-cher, & tres-aimé Frere & Couſin le Roi

Digitized by Google

ANNO 1678. mano y primo el Rey Chriſtianiſſimo y de ſus Aliados, que eſpecialmente fueren autoriſados y conſtituidos y tuvieren ſuficientes Poderes para ello y para tratar de los medios de apagar la preſente Guerra, y para este efecto entrar con ellos en Negociation, conferir, proponer, convenir, capitular, concluir, y firmar un bueno, firme y durable Tratado de repoſo y Paz, y generalmente en orden à ella hazer todo aquello que yo mismo pudiera hazer ſi eſtuviera preſente en perſona, aunque para ello fuere neceſſario alguna orden mas particular de la que en la preſente ſe halla expreſſada, y doy mi fe y palabra Real de tener para ſiempre por firme y valido precita y puntualmente ſin falta alguna todo lo que por vos otros Don Pablo Spinola Doria Marques de los Balbazes; Don Pedro Ronquillo, y Don Juan Baptiſta Chriſtin mis Embaxadores y Plenipotenciarios, los tres juntas ò por los dos en caſo de auſencia ò enfermedad del uno, ò por uno ſolo en ſemejante caſo de auſencia ò enfermedad de los otros dos, fuere combenido y capitulado en el dicho Tratado con los dichos Embaxadores y Plenipotenciarios de mi muy amado Hermano y Primo el Rey Chriſtianiſſimo y de ſus Aliados, y aſſi mismo de aprobarlo y ratificarlo dentro del termino que recipro camente ſe ſeñalare, en fe de lo qual mandé despechar la preſente firmada de mi mano, ſellada con mi ſello ſecreto y refrendada del infraſcripto mi Secretario de Eſtado. Dada en Madrid à tres Deciembre de mil ſeiſcientos y ſetanta y cinco.

YO EL REY.

DOM PEDRO COLOMA.

DON Carlos Segondo por la gracia de Dios Rey de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jeruſalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corſega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algeeira, de Gibraltar, de las Iſlas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales, Yſlas y Tierra-firme del Mar Occeano, Archiduque de Auſtria, Duque de Borgoña, de Brabante y Milan, Conde de Abſpurg, Flandes, Tirol y Barcelona, Señor de Viſcaya y de Molina, &c. Por tanto, por la Mediacion y buenos oficios del Rey de la Gran Bretaña ſe eſcogió y ſeñaló la Villa de Nimega de comun acuerdo de todas las partes Guerreantes para Congreſſo general de tratarſe las Paces, y yo con el deſſeo de contribuir por mi Parte à todo lo que de mi depende, para apagar y terminar por medio de ellas la preſente Guerra que tanto aſſige la Chriſtiandad, nombre por mis Embaxadores y Plenipotenciarios que aſſiſtieſſen en mi nombre al dicho Congreſſo à Don Pablo Spinola Doria Marques de los Balbaſes, de mi Conſejo de Eſtado; à Don Pedro Ronquillo, de mis Conſejos de Caſtilla y Indias; y à Don Juan Baptiſta Chriſtin de mi Conſejo de Flandes en virtud de la Plenipotencia que para ello deſpaché en tres de Deciembre de mil y ſeiſcientos y ſetanta y cinco, firmada de mi mano, ſellada con el ſello y refrendada de Don Pedro Coloma mi Secretario de Eſtado, como conſta de ſu Original à que me remito, à fin que todos juntos y de los dos de ellos en auſencia ò incommodidad de uno, ò uno ſolo en ſemejante caſo de auſencia ò incommodidad de los otros dos, aſſiſtieſſen, trataſſen, y conferieſſen directamente ò por interbencion de los Embaxadores Extraordinarios y Plenipotenciarios Medianeros que reſpectivamente fueſſen recividos y admitidos con los Embaxadores y Plenipotenciarios de mi muy caro y muy amado Hermano y Primo el Rey Chriſtianiſſimo y de ſus Aliados, que eſpecialmente fueſſen autoriſados y conſtituidos ſegun han hecho y hazen actual-

ANNO 1678. *Roi Tres-Chreſtien, & de ſes Alliez, qui ſeront ſpecialement autoriſez & etablis, & qui auront pour ce ſuffiſant Pouvoir, & pour traiter des moyens d'appaiſer la preſente Guerre, & pour cet effet entrer avec eux en Negociation, conferer, propoſer, conveuir, capituler, conclure, & ſigner un bon, ferme, & durable Traité de repos & Paix, & generalement faire en ce qui la regarde tout ce que je pourrois Moy meſme faire ſi j'étois preſent en perſonne, bien que pour ce fuſt neceſſaire quelque ordre plus particulier que celuy qui ſe trouve exprimé en la preſente: Et donne ma foy & parole Royale, de tenir à toûjours pour ferme & valable precitement & ponctuellement ſans aucune faute, tout ce que par Vous Don Paul Spinola Doria Marquis de los Balbaſes, Don Pierre Ronquillo, & Don Jean Baptiſte Chriſtin mes Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires tous trois joints enſemble, ou par deux de Vous en cas d'abſence, ou maladie des deux autres, aura été conveuu & arreſté dans ledit Traité, avec les Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires de mon tres-aimé Frere & Couſin le Roy Tres-Chreſtien & de ſes Alliez, & pareillement de l'approuver & ratifier dans le terme qui ſera marqué reciproquement. En foy de quoy j'ay ordonné de depeſcher la Preſente ſignée de ma main, ſcellée de mon Scel ſecret, & contreſignée par mon Secretaire d'Etat ſouſſigné. Donné à Madrid le troiſiéme Decembre mil ſix cens ſoixante-quinze.*

MOY LE ROY.

DON PIERRE COLOMA.

DOn Charles Second par la grace de Dieu Roi de Caſtille, de Leon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jeruſalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardeigne, de Cordouë, de Corſique, de Murcie, de Jaen, des Algarves, d'Algezira, de Gibraltar, des Iſles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, Iſles de Terre ferme, de la Mer Oceane; Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant & Milan, Comte d'Habſpurg, de Flandres, Tirol, & Barcelone, Seigneur de Biſcaye, de Molina, &c. D'autant que par la Mediation & bons offices du Roi de la Grande Bretagne l'on a choiſi & marqué la Ville de Nimegue d'un commun accord de toutes les Parties qui ſont en Guerre pour l'Aſſemblée generale, afin de traiter de la Paix: & Moy dans le deſir de contribuer de ma part tout ce qui dependra de Moy pour appaiſer & terminer par ſon moyen la preſente Guerre qui afflige ſi fort la Chreſtienté, j'ay nommé pour mes Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires qui aſſiſteront en mon Nom à ladite Aſſemblée, Don Paul Spinola Doria Marquis de los Balbaſes de mon Conſeil d'Eſtat, Don Pedro Ronquillo de mes Conſeils de Caſtille & des Indes, & Don Jean Baptiſte Chriſtin de mon Conſeil de Flandres; en vertu du Plein-Pouvoir que je depeſchay le 3. de Decembre mil ſix cens ſoixante & quinze, ſigné de ma main, ſcellé avec le Scel, & contreſeing de Dom Pierre Coloma mon Secretaire d'Eſtat, comme il paroit par l'original, auquel je me remets; afin que tous enſemble ou deux d'entr'eux en cas d'abſence ou incommodité de l'un d'eux, ou un ſeul & en pareil cas d'abſence ou incommodité des deux autres, aſſiſtaſſent, traitaſſent, & conferaſſent directement, ou par l'intervention des Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires Médiateurs qui auroient été reçus & admis reſpectivement, avec les Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires de mon tres-cher & tres-aimé Frere & Couſin le Roi Tres-Chreſtien & de ſes Alliez, qui ſeroient ſpecialement authoriſez & conſtituez, ſelon qu'ils ont fait & ſont

Anno 1678. actualmente en mi nombre y juzgando por de mi servicio añadir un Plenipotenciario à los otros que con igual carácter y authoridad assista à las Conferencias y negocios de el, y teniendo consideracion à la suficientia, Integridad, prudencia, experiencia, inteligencia, y zelo de mi servicio qui concurren en vos Don Gaspar de Teves y Guzman Marques de la Fuente, Conde de Venaçoça, y à la satisfaçion que siempre me haveis dado en los diferentes y grandes negocios que os an fido encargados y mandados por vos, y que atenderis al mayor bien de mi servicio os nombro por mi Embaxador y Plenipotentiario en secundo lugar para que posseis passar à la dicha Villa de Nimega, y para que juntamente con los mencionados mis tres Embaxadores ò con los dos de ellos en ausencia ò incomodidad de los dos, ò por vos solo en semejante embaraço de los otros tres, podais por interbencion de los Embaxadores Extraordinarios y Plenipotentiarios Medianeros respectivamente recibidos ò directamente con los Embaxadores y Plenipotenciarios de mi muy caro y muy amado Hermano y Primo el Rey Christianissimo y de sus Aliados que especialmente fueren constituidos y autorisados, conferir, proponer, capitular, concluir, y firmar un bueno, firme y durable Tratado de reposo y Paz, y generalmente hazer en orden à ella todo quello que yo mismo pudiera hazer si estuviße presente en persona, aunque para ello fuesse necessario alguno orden, mas particular de lo que aqui va expreßada, y doy mi fe y palabra Real de que todo lo que por vos Don Gaspar de Teves, y Guzman Marques de la Fuente, mi segundo Plenipotenciario junto con los dichos Marques de los Balbaßes; Don Pedro Ronquillo, y Don Juan Baptißa Chrißin mis Embaxadores y Plenipotenciarios, ò lo que por ausencia ò incomodidad de los unos fuere por los otros combenido y capitulado en el dicho Tratado con los dichos Embaxadores y Plenipotiarios de mi muy caro y muy amado Hermano y Primo el Rey Christianissimo y de sus Aliados, lo tendré para siempre por firme y valido precisa y puntualmente sin falta alguna y assi mismo de aprobarlo y ratificarlo dentro del termino que reciprocamente se señalare, declarando desde agora que el dicho Poder que en tres de Decembre de mil seiscientos y setanta y cinco, dì à los referidos Maques de los Balbaßes, Don Pedro Ronquillo, y Don Juan Baptißa Chrißin no se deroga en nada, y que antes bien queda en su fuerça y vigor, firme y entero, no obstante el presente y qualquiera otra circonstancia que se ofrecia à la consideracion. En fe de lo qual mandé despachar la presente firmado de mi mano, sellada con mi sello secreto, y refrendada del infrascripto mi Secretario de Estado. Dada en Madrid à diez y seis de Julio de mil seiscientos y setanta y ocho.

YO EL REY.

Dom Pedro Coloma.

font actuellement en mon Nom. Et jugeant qu'il est de mon service d'ajoûter un Plenipotentiaire aux autres, lequel avec un égal caractere & authorité, assiste aux Conferences & affaires d'iceluy: Et ayant en consideration la suffisance, integrité, prudence, experience, intelligence, & zele pour mon service qui se trouvent en Vous Don Gaspard de Teves & Guzman Marquis de la Fuente, Comte de Venaçoça, & à la satisfaction que Vous m'avez toûjours donnée dans les differentes & importantes affaires dont je vous ay confié la conduite, & que vous aurez égard au bien de mon Service, je vous nomme pour mon second Ambassadeur & Plenipotentiaire, afin que vous puissiez passer à ladite Ville de Nimegue, & afin que conjointement avec mes trois Ambassadeurs cy-dessus nommez, ou avec deux d'entr'eux en l'absence ou empêchement des deux, ou par Vous seul en pareil cas d'absence ou incommodité des trois autres, Vous puissiez par l'entremise des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires Mediateurs respectivement receus ou directement avec les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de mon tres-cher & tres-aimé Frere & Cousin le Roi tres-Chrestien & de ses Alliez, qui auront été specialement établis & authorisez, conferer, proposer, arrester, conclure; & signer un bon, ferme & durable Traité de repos & de Paix, & generalement faire en ce qui la concerne tout ce que Moy-même je pourrois faire si j'estois present en personne, bien qu'il fust besoin pour cela de quelque ordre plus particulier que celuy qui est icy exprimé. Et je donne ma foy & parole Royale, que tout ce qui par Vous Don Gaspar de Teves & Guzman Marquis de la Fuente mon second Plenipotentiaire, conjointement avec lesd. Marquis de los Balbaßes, Dom Pierre Ronquillo, & Dom Jean Baptiste Chrißin mes Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ou ce qu'en l'absence ou incommodité des uns aura été convenu & capitulé dans ledit Traité, avec lesd. Ambassadeurs & Plenipotentiaires de mon tres-cher & tres-aimé Frere & Cousin le Roi Tres-Chrestien & de ses Alliez, je le tiendray à toûjours ferme & valable, precisement & ponctuellement, sans aucune faute, & pareillement de l'approuver & ratifier dans le terme qui sera marqué reciproquement; declarant des à present qu'il n'est en rien derogé par ces presentes au Pouvoir que j'ay donné dés le troisiéme Decembre aux susdits Marquis de los Balbaßes, Don Pierre Ronquillo, & Don Jean Baptiste Chrißin & qu'au contraire il demeure en sa force, ferme, & entiere vigueur, nonobstant la presente, ni autre circonstance quelconque. En foy de quoy j'ay ordonné de dépêcher la Presente signée de ma main, scellée de mon Scel secret, & contresignée de mon Secretaire d'Etat soussigné. Donné à Madrid le 10. de Juillet 1678. Anno 1678.

MOY LE ROY.

Dom Pierre Coloma.

NOus ayant le Traité susdit agreable en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & declarez, Avons iceux, tant pour Nous que pour Nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé; acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roi, & sous l'Obligation & hypoteque de tous & chacun nos Biens presens & à venir, garder & observer inviolablement sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin dequoy Nous avons signé ces Presentes de nôtre main, & à icelles fait appofer nôtre Scel. Donné à Fontainebleau le troisiéme jour d'Octobre l'an de grace 1678. Et de nôtre Regne le trente-sixiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roy, ARNAULD.

Rati-

Tra-

Digitized by Google

ANNO 1678.

Ratification du Roi d'Espagne.

DON Carlos Segundo por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordoua, de Corsega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Islas y Tierra firme del Mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Brabante, y Milan, Conde de Abspurg, de Flandes, Tirol y Barcelona, Señor de Vizcaya y de Molina, &c. Haviendo el Marques de los Balbases; el Conde de Benauzza Marques de la Fuente; Don Pedro Ronquillo, y Don Juan Bautista Christin, mis Embaxadores y Plenipotenciarios, conferido y accordado con el Mariscal de Estrades, el Marques de Croissi, y el Conde de Mesmes, Embaxadores y Plenipotenciarios del Rey Christianissimo mi muy caro y muy amado Hermano y Primo en el Congresso general de Nimega, con Ordenes y Poderes mios; y del dicho Rey Christianissimo cada uno por lo que le ha tocado para los Tratados de la Paz entre esta Corona y la de Francia, y ajustadola en la forma y manera que se contiene en el Tratado que hira aqui inserto de palabra à palabra, el qual se firmo reciprocamente por los dichos Embaxadores en dies y siete de Septiembre deste presente año de mil seiscientos y setenta y ocho, que es como se sigue.

EN Nombre de Dios el Creador, y de la Santissima Trinidad, &c.

EL qual Tratado qui eferito y inserto como arriva queda dicho haviendoseme presentado por los dichos Marques de los Balbases, Conde de Benauzza Marques de la Fuente, Don Pedro Ronquillo y Don Juan Bautista Christin despues de haverlo visto y examinado maduramente de palabra à palabra en mi Consejo, yo por mi, mis Herederos y Subcessores, como tambien por los Vasallos, Subditos y Habitantes en todos mis Reynos, Payses y Señorios, aprueve y ratifico todo lo contenido en el, y cada punto en particular de los que contiene, y doy por bueno, firme y valedero por la presente prometiendo en fee y palabra de Rey, y por todos mis Subcessores y Herederos, seguir y cumplirle inviolablemente segun su forma, y tenor, y mandarle seguir, obiervar, y complir de la misma manera como si yo lo haviera tratado en propria persona sin hazer, ni dejar hazer en qualquier modo que sea, ni permitio que se haga cosa alguna en contrario, y que si hiziere alguna contravencion de lo contenido en dicho tratado, la mandaré reparar con efecto sin dificultad ni dilacion, castigando y mandando castigar los delinquentes, obligando para el efecto de lo susodicho todos y cada unos de mis Reynos, Payses y Señorios, assi mismo todos mis otros bienes presentes y venideros, como tambien mis Herederos y Subcessores sin excepcion nada, y para la firmeza de esta Obligacion renuncio todas las Leyes, Costumbre, y todas otras cosas contrarias à ello, y en testimonio de lo susodicho mandé despachar la presente firmada de mi mano, sellada con mi sello secreto, y refrendada del infrascripto mi Secretario de Estado. Dada en Madrid à catorze dias del mes de Noviembre de mil seiscientos y setenta y ocho años. Firmado, YO EL REY.

Y mas abajo, DOM PEDRO COLOMA.

ANNO 1678.

Traduction de la Ratification du Roi d'Espagne.

DOm Charles Second par la grace de Dieu Roi de Castille, de Leon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Gallice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoui, de Corsiga, de Murcia, de Jaen, des Algarbes, d'Algecira, de Gibraltar, des Isles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, Isles & Terre-ferme de la Mer Oceane, Archiduc d'Austriche, Duc de Bourgogne, de Brabant & de Milan, Comte d'Abspurg, de Flandres, Tirol & Barcelone, Seigneur de Biscaye & de Molina &c. Le Marquis de los Balbases; le Comte de Benauzuza Marquis de la Fuente; Dom Pierre Ronquillo, & Don Jean Baptiste Christin, mes Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ayans conferé & accordé avec le Maréchal d'Estrades; le Marquis de Croissi, & le Comte de Mêmes, Ambassadeurs & Plenipotentiaires du Roi Tres-Chrestien mon tres-chir & tres-aimé Frere & Cousin, en l'assemblée generale de Nimegue, avec mes ordres & Pouvoirs, ceux dudit Roi Tres-Chrestien, suivant qu'il touchoit à chacun, pour les Traitez de la Paix entre cette Couronne & celle de France, & l'ayant arrestée en la forme & maniere contenue ou Traité qui sera ici inseré de mot à mot, lequel a esté signé reciproquement par lesdits Ambassadeurs, le dix-septiéme de Septembre de cette presente année mil six cens soixante & dix-huit, dont la teneur s'ensuit:

Au Nom de Dieu &c.

LEquel Traité cy écrit & inseré, ainsi que dit est cy-dessus, m'ayant esté presenté par lesdits Marquis de los Balbases, Comte de Benauzuza, Marquis de la Fuente; Don Pedro de Ronquillo, & Don Juan Baptiste Christin: après l'avoir vû & meurement examiné de mot à mot en mon Conseil, je, pour Moy, mes Heritiers & Successeurs, aussi bien que pour les Vassaux, Sujets, & Habitans de tous mes Royaumes, Pais, & Seigneuries, ay approvvé & ratifié tout le contenu en iceluy & en chacun des points particuliers qu'il contient, & le tiens pour bon, ferme & valable par ces Presentes: Promettant en foy & parole de Roi, & pour tous mes Successeurs & Heritiers, de le suivre & accomplir inviolablement selon sa forme & teneur, & de commander qu'il soit observé & gardé de la même sorte que si je l'avois traité en propre Personne, sans faire ni laisser faire en quelque façon que ce soit, ni permettre qu'il se fasse aucune chose au contraire: Obligeant pour l'effet de ce que dit est cy-dessus, tous & un chacun de mes Royaumes, Pais, & Seigneuries; comme aussi tous mes autres biens presens & à venir, & semblablement mes Heritiers & Successeurs, sans en rien excepter: Et pour l'asseurance de cette Obligation, je renonce à toutes les Loix, Coûtumes, & à toutes les choses à ce contraires. Et en témoignage de ce que dit est cy-dessus, j'ay fait expedier la Presente signée de ma main, scellée de mon Scel secret, & contresignée par mon Secretaire d'Etat soussigné. Donné à Madrid le quatorziéme jour du Mois de Novembre mil six cens soixante & dix-huit.

Signé, MOY LE ROI.

Et plus bas, DON PEDRO COLOMA.

ANNO 1678. *Declaration & Atteſtation des Ambaſſadeurs des Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *donnée aux Ambaſſadeurs d'*ESPAGNE, *au ſujet du rétabliſſement des Habitans fugitifs de Meſſine, pretendu par ceux de France.* [Copie originale tirée des Archives de l'Ambaſſade d'Eſpagne en Hollande.]

LEs ſoubſignez Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas ayans reſumé les retroactes de la Negociation de Paix qui a eſté conclué entre les Rois Catholique & tres-Chreſtien le dix-ſeptiéme du Mois de Septembre dernier pour autant qu'ils ſont paſſez par leurs mains, trouvent, que le premier projecté de la France, qui leur a eſté exhibé le douziéme du Mois d'Août, & que dans l'Article ſeizième d'iceluy il a eſté propoſé un rétabliſſement des Habitans de la Ville de Meſſine, & des environs, de quelque condition & qualité qu'ils pourroient eſtre, ou en quelque lieu, foit en France ou ailleurs qu'ils ſe ſeroient retirez, pour joüir des Benefices, Charges, Offices, & Dignitez qu'ils avoient poſſedez auſſi de leurs Biens, Meubles, Actions, & Succeſſions &c. Et que par ainſi ils devoient rentrer en la grace dudit Seigneur Roi Catholique, pour retourner dans ladite Ville de Meſſine, & autres Lieux de la domination de Sa Majeſté &c. Mais que ledit Article a eſté debattu, & fortement contreſté par Meſſieurs les Ambaſſadeurs d'Eſpagne, & que n'ayans nullement voulu y conſentir, il eſt devenu un de ces Articles ſur leſquels le cours de ladite Negotiation s'arreſta, & qui ont eſté remis à l'arbitrage & deciſion desdits Seigneurs Etats Generaux par acte de ſoubmiſſion en date l'onziéme de Septembre de la même année, & auxquels enſuite Meſſieurs les Ambaſſadeurs de France ont expreſſement & nommement renoncé de par Sa Majeſté tres-Chreſtienne, dans une viſite qu'ils leur ont donné ſur ce ſujet de la treiziéme du même Mois, & que par ainſi le Traité avec l'omiſſion deſdits Articles differe-t-iceux a eſté conclu comme deſſus. Et comme Meſſieurs les Ambaſſadeurs de Sa Majeſté Catholique leur ont demandé cet éclairciſſement, ils ont bien voulu en paſſer cet Acte tout-à-fait conforme à la verité. Fait à Nimegue le treiziéme de Decembre 1678.

Eſtoit ſigné,

J. BEVERNINGK. W. v. HAAREN.

CLXXVII.

11. Oct. *Declaration du Nonce Apoſtolique* BEVILACQUA, *faiſant à Nimegue la fonction de Mediateur, entre les Princes Catholiques. C'eſt en quelque maniere une nouvelle Proteſtation contre la Paix de Munſter, en ce qui regarde les Intereſts des Proteſtants. A Nimegue le 11. Octobre 1678.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. III. pag. 87.]

Eccellentiſſimi Signori,

BEneche *Monſignor Nunzio habbia più volte dichiarato in voce all' E. E. V. V. & a gl'altri S. Sri. Ambaſciatori Catolici, che i ſuoi ordini non gli permettono d'ingerirſi ne gl'affari de' Principi Proteſtanti, e molto meno d'approvare direttamente o indirettamente la Pace di Munſter, tuttavia per maggiore eſplicazione della ſua mente, dichiara di nuovo col preſente Scritto, che ſe in qualche Memoria referita o ricevuta da lui come Medre. ſi trova a caſo & incidentemente fatta mentione de gl' intereſſi de' Principi Proteſtanti, o della Pace di Munſter, non ha mai inteſo di conſiderarla, che per quella parte che riguarda i Principi Cattolici e ſenza l'approvazione di detta Pace, e ſuppo. hora L. E. E. V. V. a voler fare regiſtrare ne' loro Protocolli queſta ſua Dichiarazione, ſi quale vuole, che l'eſtenda ad ogni Atto paſſato per le ſue mani e l'habbia per repetita in ogni altro caſo ſimigliante l'avvenire. Fatta in Nimega, li 11. Ottobre 1678.* ANNO 1678.

A. BEVILLACQUA, *Patriarca d'Alexandria.*

CLXXVIII.

Vertrag zwiſchen Ihro Fürſtl. Gnaden Franz Johann Biſchoffen zu Coſtanz/ und denen in der Grafſchafft Baden regierenden Orthen der Löbl. Eydgenoſſenſchafft/ als Zurich/ Bern/ Lucern/ Ury/ Schwyz/ Underwalden/ Zug/ und Glarus/ wegen der Hohen und Nidern Gerichten/ und andern gerechtſamkeiten zu Kayſerſtuhl und Klingnauw/ Baden in anno 1679. [Türz d'une Information de Droit preſentée à l'Empereur en 1716. de la part de l'Evêque & Prince de Conſtance ſous le Titre de Grundliche Information über des Hoch-Stiffts Conſtanz Jurisdiction beŋ deſſen in der Schweitz gelegenen Landen. Aux preuves. Chap. VII. num. 11.] 1679.

C'eſt-à-dire,

Accord (1) *entre le Reverendiſſime Evêque & Prince de* CONSTANCE *d'une part, & les Seigneurs des Louables Cantons Helvetiques Poſſeſſeurs du Comté de Bade,* ZURICH, BERNE, LUCERNE, URY, SWITZ, UNDERWALDT, ZUG, *&* GLARIS *d'autre part, touchant la Jurisdiction haute & baſſe de Keyſerſtuhl, & Klingnau. A Bade l'an 1679.*

ZU wiſſen/ demnach entzwiſchen den Herren Landt-Vögten und Beamten der Grafſchafft Baden/ an einem; So dann denen Fürſtl. Biſchoff. Coſtanziſchen Herren Ober-Vögten zu Kayſerſtul und Klingnauw/ und von einem jetzhero erwehlte Mißverſtändnüſſen erhoben/ zu deren gütlichen Beylegung/ entzwiſchen Ihro F. H. Herrn Francis. Johann Biſchoff zu Coſtanz/ Herrn der Reichenauw und denen/ der Grafſchafft Baden regierenden Orthen Ehren Gſandten/ bennen Hochgeachten/ Wohl-Edlen/ Geſtrengen Herren/ als von Zürich/ Johann Caſpar Hirtel Burgermeiſter/ Herr zu Kefſikon/ und Hans Jacob Waſer Stadthalter und des Raths/ von Bern/ Samuel Fridrich Schultheiß/ und Johann Leonhard Engel/ Seckelmeiſter und des Raths; von Lucern/ Joſeph am Rhyn Schultheiß/ Ritter und Panner-Herr/ und Landvogt Johann Martin Schwyzer/ Herr zu Buonas/ und des Raths; von Ury/ Sebaſtian Mahrin Landt-Ammann/ und Fähndrich/ Joſeph Epp des Raths; von Schwytz/ Franz Ehrler Landt-Amman und Lands-Hauptmann der Landſchafft March/ und Landvogt Leonhard Sidrli/ Schuer und des Raths/ von Underwalden Johann von Teffenwalden Land-Amman Obe und Franz Adermatta Meÿner und Jacob Suttz/ alt Land-Amman Nid dem Wald; von Zug/ Obriſt Wachtmeiſter Brat Jacob zur Lauben/ Ritter und Lands-Hauptmann in freyen Aemteren/ und Rhtsanz Peter Seckelmeiſter und des Raths; von Glarus/ Hauptmann Daniel Buſſi/ Land-Amman/ und Hans Peter Bÿrs/ Stadthalter und des Raths/ ein nachbarliche Conference auf die har nacher Baden angeſehen und beliebet worden; Als ſind der dato gehalten allgemeiner Seſſion, hochgedacht beeder Fürſtl. Gnaden. Abgeordnten die Wohl-Edlen Hochgeehrten Herrn Hauptmann Henrich Reinhard von Tieffenau/ Ober-Vogt zu Arbon/ Herr Lieutnat Johann Caſpar von Mohr/ Ober-Vogt zu Meÿrſpurg/ und Herr Sebaſtian Ludwig von Breidbogen Ober-Vogt zu Biſchoff-Zell/ und Lands-Hauptmann des oberen und mitteren Thurgauws/ alle drey Biſchoff-Coſtantzl. Rath/ erſchienen/ da dann nach abgelegter Proposition, und Erinnerung der bißharigen ſtreitigen Puncten/ und Zuſtellung beeder Fürſtl. Gnaden. Abgeordnten der Wohl-Edlen Hochgeehrten Herrn Landvogten deß zu genannten Badnerhergiſchen de Anno 1450. und Landenbergiſchen/ 1520. hernach folgende Außtrag-Mittel/ mitenanderen abgeredt und verglichen worden.

Erſtlich/ hat es bey obangedeuteten Verträgen in allweg unalterniert dinge zu verbleiben/ dahero beyderſeits zu verſtahen/ daß ſo wohl von den Herrn Ober-Vögten zu Kayſerſtul und Klng-

(1) Il faut remarquer que de la part des Loüables Cantons, on ne reconnoit cet Accord, que ſur le pied d'un ſimple Projet, qui n'a jamais été porté jusques à la Conclusion. (Dum.)

Digitized by Google

ANNO 1679. Klingnauw / als auch den Herren Land-Vögten und Beamteten der Grafschafft Baden seithero getroffenen Vertrag gehorsamlich beobachten werdind.

Was ferner und zum Anderen die in gemeldten beyden Bischöffl. Aemteren vorhandene und die Hohen Gericht betreffende Fürstlich und hußwindrige Sachen anlangen thut / soll es auch mit Aufnahm der Landschafften bey den alten bißhar gubten Herkommen und Innhalt der Verträgen / daß nemlich nichts von den Fürstl. Bischoff. Beamteten solle verthädiget / sonder alles vor Gericht gezogen werden / derjenigen sich beschwehrt / daß sie sollen vor ordentlich Gericht gestellt / und in Bepwesen des Land-Vogts oder seiner Nachgesetzten gehöhrend verhört / darüber das Recht gesprochen / Ihro Hochfürstl. Gnad. Beambte deren darvon ihre Brief der Jhro Hochfürstl. Gnaden aber den Herren Land-Vogt / samt der Personen überweisen / und in zweiffelhafften Sachen derselbe in verraumlicher Conferenz und Erstattung erforderlichen solle.

Nechst deme und zum Dritten / zu beyderseits Herren Beamteten ertheilenden Nachricht / solle es zwar der Landschafft und der Verhörung halber in Civil-Sachen gegen einanderen bey dem alten Herkommen bleiben / wann aber die Partheyen oder der Richter / in Sachen wegen der Amßhanden / an und anderseits / die Persönliche Stellung derselben / an dem eint oder anderen Ort / beschehen möchte / solle in beyderseits gemeldter weiß / betreffend aber diejenigen Landschafften / so in den Bischoff. Aemteren gelegen / welche in malefiz oder Criminal-Sachen auffert denselben Aemteren / in der Land-Vogtey begangenen Fehler gestraffet zu werden / und dessen Abschaffung / heben / sollen die selben zur Persönlichen Erscheinung vor den Herren Land-Vogt und Beamteten / auf citiren / sich gutwillig einfinden.

Demnach Viertens die Ursäh betreffend / hat man es bey dem dritten Artical des Landenbergischen Vertrags bewenden / als die selben mit allen beschwehrden / und wie es zu jenen des auffgerichteten Vertrags üblich gewesen / aber nicht höher als auf zwanzig Pfund gesetzt und anzeiget werden mögen:

Zum fünfften / die Jaadbarkeit belangend / wie wollen solche der Grafschafft Baden / als von Ihren hohen Oberkeit wegen allein zustehet / ist dannoch / nach Anleitung des Thurgäuwischen in Anno 1509. gemachten Vertrags / Jhro Fürstl. Gnad. von den Löbl. der Grafschafft Baden regierenden Orthen / auff sonderer Freundschafft nachgelassen / daß sein Fürstl. Gnad. und derselben Bedienten in ihrem Gerichten wol auch mögen jagen / und ob sein Fürstl. Gnad. begehrte andern das Jagen in seinen Gerichten zu verbieten / so mag sein Gnad. einen Land-Vogt daruon anruffen / der soll dann dasselbige bey einer Buß / und so jemand das überfehe / soll die Buß eingezogen und getheilt / und nammlichen Ihr Fürstl. Gnad. das halbe werden / und der übrige halbe theil den löbl. der Grafschafft Baden regierenden Orthen; Gleichwohl dem Land-Vogt sein Recht des Jagens halben in seinen Gerichten gar nit benommen; und ob sein Fürstl. Gnad. weiter in der Grafschafft andern Gerichten Jagen wolte / mag sein Gnad. das an einen Land-Vogt gelangen und ihn darum bitten lassen;

Zum Sechsten die Mandata betreffend / ist in allweg für billig gehalten / daß der hohen Lands-Oberkeit zustendig seye / was in Krieg- oder Münz-Sachen / und was eingewenn des Landes Hepl und Wohlfahrt erforderet / ein Land-Vogt wol Hoch-Oberkeitliche Mandata ansehen / ohne Einred offentlich publiciren und anschlagen lassen möge; was aber andere und den Bischoflichen Gerichten allein anhangende Sachen betrifft / mögen Ihr Fürstl. Gnad. Vogt wol auch gebührliche Mandata und Gebot offentlich verkünden und gegeneinand beobachten lassen; Wornit nun die bißharige Street-Punckten / jetz und ens künfftig gänzlich vereint und verglichen sein sollen / allermassen / daß diesen allem beständig nachgelebt werden solle / an anderen zugesagt und versprochen worden;

Dessen zu wahrem Urkund gegenwärtiger Vergleich in Duplo verfertiget / und von beyden löbl. Ort-Orthen / wie auch von den Fürstl. Bischoffl. Herren Abgesandten unterschrieben und mit deren angehobenen Insigslen bekräfftiget worden. Actum den 22. Monaths-Tag Augusti / nach Christi unsers Lieben Herren und Seligmachers Geburt / Sechzehen hundert / Neun und Sibenzig Jahren.

(L.S.) Johann Caspar Hirzel. (L.S.) Heinrich Reinhard Göldin von Tiefenau.

(L.S.) Johann Caspar Mohr.

(L.S.) Joseph am Rhein. (L.S.) Sebastian Ludwig von Breydenegg.

CLXXIX.

Articuli Foederis inter Electores FERDINANDUM MARIAM *Bavariæ, &* JOANNEM GEORGIUM II. *Saxoniæ, pro reducenda præprimis Pace in Sacro Romano Imperio, defensione utriusque Ditionum, nec non avertendis cujuscunque generis exactionibus, perniciosis Militum transitibus & Hybernis, atque pro restabilienda Pace* TOM. VII. PART. I.

ANNO 1679. *Westphalica concluſ. Actum de anno 1679.* Cum ARTICULIS SECRETIS. *Ubi præterea ſe invicem obligant, de adjungendo eos conjunctis armis ſuis, quibus Paci obtinendæ ſe opponere voluerint, interim tamen apud Suam Cæſaream Majeſtatem inſtare volunt, quatenus Pacem cum Chriſtianiſſimo Rege & cum Corondi Suæ Societ regnare velit, pro quo Suæ Majeſtati certis Copiis in auxilium adeſſe offerunt.* [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Cont. II. Abtheil. I. Ablatz I. pag. 105.]

NOtum ſit omnibus, quorum intereſt, quod inter Sereniſſimum Principem ac Dominum, Dominum Ferdinandum Mariam, Electorem Bavariæ &c. nec non Sereniſſimum Principem ac Dominum Dn. Joannem Georgium Electorem Saxoniæ &c. pro reducenda Pace imprimis in Sacro Romano Imperio & pro defenſione utriusque Ditionum, ac Subditorum, ut & pro avertendis cujuscunque generis exactionibus, perniciosis transitibus Militaribus, & Hybernis ſequentes Confœderationis Articuli concluſi ſint.

I. Obligunt ſe mutuo ambo Domini Electores ad ſinceram, & perfectam amicitiam inter ſe colendam, ita ut alter alterius commoda, ac ſalutem omni ſtudio promoveat, ſuosque ad Imperii, & aliis Conventus miſſos Miniſtros eo inſtruat, quo de omnibus rebus fideliter invicem communicent, conſiliumque ſua tranſiter conjungunt ac uniant, ut in omnibus ad deliberandum propoſitis materiis, inprimis quæ negotium Pacis concernunt, ex uno velut ore loquantur, votaque ſibi invicem omnino conformia proferant.

II. Et quoniam durante bello hoctenus permiſſæ enormes exactiones, oners, deſolationes, & exitium militarum Ditionum, ac Subditorum opere ipſo ſatis indicent, quam male in eo factum ſit, dum propter alia Negotia Imperium fuerit involutum, Sereniſſimis Dominis Electoribus conſultum viſum eſt tam apud Suam Cæſaream Majeſtatem quam præſentem Imperii Conventum Ratisponenſem, nec non obicunque locorum id utile ac proficuum erit, ſerias adhortationes inſtituere, ut tandem res, ac commoda Imperii à Peregrinis ritibus ſeparentur, & Cariſſimæ noſtræ Patriæ Germaniæ priſtina quies, & tranquillitas reſtituatur.

III. Et cum maxime res in eo verſetur, ut Pax Weſtphalica ſalva, inviolataque maneat, ambo Domini Electores omni ſtudio, ſollicitudine ac Zelo in hoc incumbent, ac operabuntur, ut quod contra eandem hactenus admiſſum eſt, iterum mutetur, ac reſtabiliatur.

IV. Cum etiam dictæ Paci Weſtphalicæ, Ordinationi executionis, multisque aliis Imperii Conſtitutionibus, ac Legibus omnino contrarium ſit, liberum aliquem Imperii ſtatum transitibus, Hybernis, Contributionibus aliisque Belliis exactionibus, Impoſitis ac oneribus quocunque tandem nomine venire poſſint, propria autoritate premi, ac vexari, maruo ſe obligant, ac obſtringunt laudati Domini Electores, quod ejusmodi preſſuras, ac incommoditates neque à quopiam ſuorum Conſtratuum in Imperio, nec ab ullo alio, quisquis eſſe poſſit, ullo modo tolerare, ſed ab omnibus illis unita, ac valida manu, in quantum vires eorundem permittunt, reſiſtere; & ſi opus fuerit, ſecundum omnium Gentium Jura vim vi repellere, ſeque in ſuis Ditionibus, ac Juribus conſervare, ac manuenere velint.

V. Ad quem finem ambo Electores XXM. Equitum, & Peditum ita in parato habebunt, ut ad omnem requiſitionem pro neceſſaria murus defenſione quantocius colligi, & in campum educi poſſint.

VI. Quemadmodum etiam in eum caſum, ſi uni dictorum Dominorum Electorum in ſuis Ditionibus vis aliqua inferatur, & uti jam indigitatum eſt, contra inſtrumentum Pacis Weſtphalicæ, aliaque Imperii Leges ac Conſtitutiones noxiis transitibus, Hybernis, illisque exactiones intententur, alter obligabitur vim paſſo dimidia parte Copiarum ſupra nominatarum ſine mora ſuppetias ferre, easque Copias poſt factam requiſitionem ſpatio retum, aut ſi aliter fieri ſequent, quatuor ſeptimanarum inſallibiliter ſiſtet, & tamdiu operari ſinet, donec vis vi repulſa, & pro illatis damnis debita compenſatio facta fuerit.

VII. Ille, qui auxilium tulerit, Copiis Stipendium Militare, ut par eſt, perſolvet, regnum vero penes requirentem erit, qui præterea, ad bibil aliud teneatur,

Digitized by Google

ANNO 1679. quam ut neceſſarium commeatum, & avenam æquo pretio advehi ac vendi, eumque vero gratis dari curet; ab utraque vero parte Diſciplina Militaris exactiſſime obſervabitur.

VIII. Tormenta campeſtria, & quicquid ad eorum uſum neceſſarium eſt, ab illo ſuppeditabitur, qui auxilium requirit, & in cujus Ditionibus operationes Belli-cæ fient. Quinetiam vero ad ipſas operationes attinet, de iis ſemper fideliſſime, prout amicos ac Conſœderatos decet, communicatio inſtituatur, & amicabiliter invicem conveniatur.

IX. Et cum Fœdus hoc in nullius offenſionem, ſed tantummodo ad utriuſque Partis Ditionum ac Subditorum conſervationem, ad recuperandam ab omnibus tantopere deſideratam Pacem ac tranquillitatem, ac uti ſupra dictum eſt, ad avertendas moleſtiſſimas & intolerabiles exactiones Bellicas initum ſit, liberum reliquum ambo Domini Electores vicinis ſuis Conſtatibus ac Circulis, an huic Conſœderationi accedere velint, quo indicato de ipſorum acceſſu & numero Copiarum ſubſtendarum ex æquo & ſecundum proportionem tractabitur. Interim Domini Electores ſpondent, ac oſtenſunt ad Conſœderationem hanc accedentibus factæ requiſitione ſecundum tenorem hujus Inſtrumenti valido auxilio adeſſe.

X. Quod ſi ingens adeo periculum ingrueret, ut ad illud evitandum major Copiarum numerus requireretur, poſſiderunt Domini Electores ſeſe mutuo juvare non ſolum ſupradictis XXM. ſed etiam omnibus viribus ſibi invicem ſuppetias ferre & Conſtatibus & Circulis vicinis ſuis, qui ad hanc Conſœderationem accedent, ſimilem viribus auxilium præſtare, in quantum quidem id propria Ditionum ſecuritas permittit. In quorum fidem &c.

Articuli ſecreti.

I. PRæter illa, quæ inter Sereniſſimos Dominos Electores Bavariæ & Saxoniæ in peculiari Fœderis inſtrumento hodie confecto conveniuntur, ſe invicem obſtringunt ambo Electores ulteriùs, quod ſi Pax inter-pere deſiderata in Imperio per omnem illam ſollicitudinem, laborem & operam obtineri nequeat, arma ſua, ſi opus fuerit, conjungere, eosque qui ſe opponere voluerint, unitis viribus ad Pacem ſecundum dictum Inſtrumentum Pacis Weſtphalicæ adigere.

II. Ambo Electores eum in finem poſt completas Copias, de quibus in ipſo principali Tractatu & in ſubſequentibus Articulis ſecretis mentio habetur, ante omnia apud Suam Cæſaream Majeſtatem efficaciter inſtabunt, ut non tantum eum Chriſtianiſſimo Rege, qui ad hoc ſe paratum, & promtum exhibet, & ſemper exhibuit, Pacem redintegrare, ſed & eam inter Coronam Sueciæ, & illius hoſtes in Imperio ad tenorem dictæ Pacificationis Weſtphalicæ promovere velit, hac additâ declaratione quod ambo Domini Electores Miniſtris Cæſareæ Majeſtati contra illam Partem, quæ Pacem admittere nolit, ſi opus fuerit Exercitu XXM. auxilio adeſſe, aut in eum finem ex ſe ipſis agere, ac operari velint.

III. Et quoniam principalis hujus Conſœderationis, & Unionis ſcopus eſt reductio Pacis & tranquillitatis in Imperio Romano, ambo Domini Electores Miniſtris illis, qui ab extraneis Potentatibus ad eos in hoc Negotio allegabuntur non ſolum liberum acceſſum ad Aulas ſuas non denegabunt, quin potius in ſuis Terris debitam protectionem præſtabunt, illosque contra quævis injuſta attentata manutenebunt.

Ulterior Articulus ſecretus.

POſſquam ſub dato hodierno inter Sereniſſimos Electores Bavariæ & Saxoniæ in ordine ad recuperandam Pacem in Imperio & defendendas amborum Dominorum Electorum Provincias & Subditos & eorum Conſtaturum, qui ad hoc Fœdus accedere voluerint, certa Conſœderatio taliter concluſa ſuit, ut quælibet Pars determinatum Peditum & Equitum numerum in parato habere debeat, atque tam conſcripto quam ſuſtentatio dictorum Militum inſignes expenſas requirant; hinc allegata hæc Conſœderatio ex parte Domini Electoris Saxoniæ expreſſe eo conditionata eſt, ut ſibi reciproce à Chriſtianiſſimo Rege in Subſidium quantocius X X M. Taleorum ac deinde per ſingulos menſes tali modo ſolvantur, & ſua Sereniſas Electoralis Bavariæ in ſe recipi, omnia poſſibilia, bona & utilia officia impendere, ut Domino Electori Saxoniæ debita ſatisfactio hac in re fiat. Cæterum ſpondet Sereniſſimus Elector Saxoniæ, Satisfactione accepta, ſe tam illas, quas vigore concluſorum Imperii pro contingenti præſtitit Copias, quam alias ab Exercitu Cæſareo & ejus Conſœderatorum avocatorum, nec ullas alias, non obſtantibus Imperialis Dietæ concluſis impoſterum miſſurum. Ultimo denique uraque ſua Sereniſas Electoralis nomen operam impendet, ſuas Copias juxta tenorem Tractatus Principalis ita in parato habere, ut à tempore ſatisfactionis ſupradictæ Electori Saxoniæ præſtitæ intra duos menſes pro luſtratione in loco, qui utrique ſuæ Sereniſasi pro conjunctione, ſi neceſſaria fuerit, commodiſſimus eſſe videbitur, colligi, & in campo ſiſti poſſint. In quorum fidem &c.

ANNO 1679.

CLXXX.

Pax Noviomagenſis inter LEOPOLDUM *Romanorum Imperatorem ſuo & Imperii nomine, & Ludovicum XIV. Regem Galliæ pro ſe & Confœderatis ejus; Quâ, Pace Weſtphalica pro firma Baſi & norma utrinque poſitâ, omnes discordiæ componuntur, Philippi-Burgum Cæſari, Friburgum verò Regi ceduntur; Reſtitutio Ducis* LOTHARINGIÆ *certis ſub Conditionibus ſtipulatur, Negotium Ducatûs* Bullionenſis *amicabili Compoſitioni remittitur, Nec non omnia, quæ per Pacem Monaſterienſem de Cauſa* Montisferrati *cauta ſunt, confirmantur. Actum Noviomagi die 5. Februarii* 1679. Cum DECLARATIONE *Legationis Cæſareæ antè ſubſcriptionem Inſtrumenti Pacis Legati Mediatoribus conſignata, pro Conſervatione Jurium Imperii in Civitatei Decem unitæ, & Nobilitatem immediatam Alſatiæ. Data* 3. *Februarii* 1679. Et PLENIPOTENTIIS *atque* Ratificationibus *utriuque Partis; uti & Electorum & Principum Imperii; Nec non incluſionibus nomine Cæſaris includendorum; Atque deſignatione à Gallia reſtituendorum.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 202. en Latin comme ici, & pag. 418. en François d'où l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans le Recueil de LEONARD, Tom. III. & en François; dans le *Theatrum Pacis* Tom. II. pag 726. en Latin, en Allemand, & en François; dans LONDORPII *Acta publica*, Tom. X. Lib. X. pag. 691. en Allemand; dans J. BALT. KLAUTE *Sac. Rom. Imperii Leges fundamentales* pag. 497. dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. General. pag. 1020. en Allemand & en Latin, dans JACOB BERN. MULTZ *Repræſentatio Maj. Imp.* Part. II. Cap. VIII. pag. 368. dans Anhang zu des Europäiſchen Heroldt. pag. 1180. en Allemand, dans le *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 1458. en Allemand, & daté du 26. Janvier V. S. dans PUFENDORF *de Rebus geſtis Frid. Wilh. Elector. Brandenburg.* Lib. XVII. pag. 1303. en Latin; & dans FRAN. FRID. Baronis ab ANDLERN *Corpus Conſtit. Imperial.* in Appendice Tom. III.]

ANNO 1679. 5. Febr.

In Nomine Sanctiſſimæ & Individuæ Trinitatis.

NOtum ſit omnibus & ſingulis quorum intereſt, aut quomodolibet intereſſe poterit. Poſtquàm ab initio hujus Belli aliquot abhinc annis moti inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem ac Dominum, Dominum LEOPOLDUM Electum Romanorum Imperatorem ſemper Auguſtum, Germaniæ, Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ Regem, Archiducem Auſtriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Marchionem Moraviæ, Ducem Luxemburgiæ, Superioris ac Inferioris Sileſiæ, Wir-

Digitized by Google

ANNO 1679. temberge, & Teckæ, Principem Suevię, Comitem Habsburgi, Tyrolis, Kyburgi & Goritiæ, Marchionem Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusatiæ, Dominum Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. ex una; Et Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominium LUDOVICUM XIV. Franciæ & Navarræ Regem Christianissimum, ex altera parte; Sacra Cæsarea Majestas, & Sacra Regia Majestas Christianissima nihil prius magisque in votis habuissent, quàm per reiterationem Pacis nunquam interrumpendæ, tot Provinciarum desolationem & effusionem sanguinis Christiani sistere, tandem Divinâ bonitate factum esse, ut annitente Serenissimo, & Potentissimo Principe ac Domino, Domino CAROLO SECUNDO Magnæ Britanniæ Rege, qui difficillimis hisce Christiani Orbis temporibus Mediator universim receptus cum immortali sua gloria indefesso studio pro tranquillitate publica, & Pace generali, consilia & officia sua impendit, Sacra Cæsarea Majestas, & Sacra Regia Majestas Christianissima consenserint, ut Congressus ad tractandam Pacem hic Neomagi Gueldrorum instituerentur. Comparentes igitur dicto loco utrinque legitimè constituti Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, à parte quidem Imperatoris Reverendissimi, Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Joannes Episcopus Gurcensis, Sacri Romani Imperii Princeps, atque Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius, nec non Dominus Franciscus Udalricus Sacri Romani Imperii Comes Kinski à Chinic, & Tettau, Dominus in Klumetz, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius, intimus Camerarius Regius Locumtenens, Provincialis Curiæ Regiæ Assessor, Appellationum Præses, Aulæque Regiæ in Regno Bohemiæ Præfectus; & Dominus Theodorus Althetus Henricus à Stratman, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius, Imperii Aulicus: A parte verò Regis Christianissimi Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Domini Godefridus Comes d'Estrades, Franciæ Marescallus, Regiorum Ordinum Eques Torquatus, Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ in Americâ Prorex, Urbis & Fortalitii Dunkerki, omniumque locorum ab ea Præfectura dependentium Gubernator; Dominus Carolus Colbert, Eques Marchio in Croissi, Regi Christianissimo ab utrisque Consiliis Ordinarius; & Dominus Joannes Antonius de Mesmes, Eques Comes in Avaux, Sacræ etiam Regiæ Majestatis Christianissimæ à Sanctioribus Consiliis, post invocatum Divini Numinis auxilium, mutuasque Plenipotentiarum Tabulas authenticarum Apographa sub finem hujus Instrumenti verbotenus inserta sunt, titè commutatas, interventu & opera illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum, Domini Laurentii Hyde Arriani, Domini Guilielmi Temple Baronetti, & Domini Leolini Jenkins Equitis Aurati, Legatorum Extraordinariorum & Plenipotentiariorum Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ, qui munere Mediatorio pro conciliandâ tranquillitate publica ab anno millesimo sexcentesimo sexagesimo quinto hucusque procul à partium studio sedulò prudenterque perfuncti sunt ad Divini Numinis gloriam & Christianæ Reipublicæ salutem, in mutuas Pacis & amicitiæ Leges convenerint tenore sequenti.

I. PAx sit Christiana, universalis & perpetua, verâque, & sincera amicitia inter Sacram Cæsaream Majestatem & Sacram Regiam Majestatem Christianissimam, earumque Hæredes & Successores, Regna & Provincias, nec non inter omnes & singulos dictæ Majestatis Cæsareæ Fœderatos, præcipuè Electores, Principes, & Status Imperii hæc Pace comprehensos, eorumque Hæredes & Successores ex una, Et omnes, & singulos Fœderatos dictæ Majestatis Christianissimæ hac Pace comprehensos, eorumque Hæredes & Successores ex altera, partibus: Eaque ita sincerè fervetur, & colatur, ut utraque Pars alterius honorem, utilitatem, & commodum promoveat; sitque perpetua utrinque oblivio & amnestia omnium eorum quæ ab initio horum motuum citrò citroque hostiliter facta sunt: ita ut nec eorum, nec ullius alterius rei causâ, vel prætextu, alter alteri posthac quicquam molestiæ directè vel indirectè, specie juris, aut vi facti in Imperio, aut ubicum extra illud, nonobstantibus ullis prioribus Pactis in contrarium facientibus, inferat, vel inferri faciat, aut patiatur; sed omnes & singulæ hinc inde verbis, scriptis, aut factis illatæ injuriæ, violentiæ, hostilitates, damna, & expensæ absque omni personarum, rerumve respectu, ita penitus abolitæ sint, ut quidquid eo nomine alter adversus alterum prætendere possit, perpetuâ sit oblivione sepultum. ANNO 1679.

II. Et cùm Pax Monasterii Westphalorum vigesimâ quartâ Octobris anno millesimo sexcentesimo quadragesimo octavo concluſa solidissimum hujus mutuæ amicitiæ tranquillitatisque publicæ fundamentum factura sit, reliturusve illa in omnibus & singulis suo prisſimo vigori, manebitque in posterum sarta tecta, tanquam si hic ejusdem Pacis Instrumentum de verbo ad verbum inſertum legeretur, nisi quatenus eidem hoc Tractatu expreſsè derogatum est.

III. Cùm verò vigore dictæ Pacis Monasteriensis Sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ perpetuum jus Præſidii in Fortalitio Philippsburgensi cum jure protectionis acquisitum, & dictum Fortalitium armis Cæsareis, Cæsarum, & Oppidum Friburgense verò armis Gallicis hoc Bello occupatum sit, de hisce locis inter Sacram Cæsaream, & Regiam Christianissimam Majestates convenit modo sequenti.

IV. Sacra Regia Majestas Christianissima tam pro se, quàm pro Hæredibus, & Successoribus suis renunciat, cedique in perpetuum Sacræ Cæsareæ Majestati, ejusque Hæredibus & Successoribus omne Jus protectionis, perpetui Præsidii, & quidquid ibi virtute Pacis Monasteriensis in Castrum Philippsburgi competit, nihil in dictum Castrum & in Munimenta ei jundta vel cis & trans Rhenum extructa, Juris aut prætensionis sibi suisque Hæredibus & Successoribus, Regnove Galliæ sub quocunque titulo vel prætextu reservans, nonobstantibus quibuscunque Legibus, Constitutionibus, Statutis, aut aliis in contrarium facientibus; utpotè quibus omnibus & singulis hoc Tractatu expreſsè derogatum sit.

V. Vicissim Sacra Cæsarea Majestas, tam pro se, quàm Hæredibus, & Successoribus suis, totaque Domo Austriaca renunciat, cediique in perpetuum Sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ, ejusque Hæredibus, & Successoribus Castrum & Oppidum Friburgense cum tribus ad illud spectantibus Pagis Lehn, Metzhusen, & Kirckzatt, cum eorum Bannis prout ad Communitatem dicti Oppidi Friburgensis pertinent, una cum omni proprietate, superioritate, jure Patronatûs, Supremo Dominio, aliisque generaliter, qui sibi in dictum Friburgum competierunt, nihil sibi, Hæredibus, & Successoribus suis, aut Sacro Imperio Juris aut prætensionis, sub quocunque titulo vel prætextu in ſs reservans, non obstantibus quibuscunque Legibus, Constitutionibus, Statutis, aut aliis in contrarium facientibus, utpote quibus omnibus & singulis hoc Tractatu expreſsè derogatum sit; salvis tamen ejusdem Civitatis Privilegiis & Immunitatibus antehac à Domo Austriaca impetratis; reservatis etiam Episcopo & Ecclesiæ Constantiensi Jure Diocesano, reditibus, aliisque Juribus.

VI. Patent Sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ Brisacо Friburgum per Territorium Sacræ Cæsareæ Majestatis & Imperii ordinaria via, vulgò (*Landstrass*) liber, sed innoxius transitus ad inducendos illuc Milites, commeatum, & cætera ad Præsidium Friburgense necessaria, quibus & quoties opus fuerit sine impedimento, aut obstaculo cujuscunque.

VII. Nec fas sit commeatum Militarem ad Præsidium Friburgense necessarium in dicta via & transitu Brisacо Friburgum, ullis Exactionibus, Vectigalibus, Pedagiis, aut pallagiis, sive novis, sive antiquis, onerare & impedire. Placuit etiam annonam ad victum tam Præsidii, quàm inhabitantium necessariam, quæ ex quocunque Brisgoviæ loco Friburgum inferetur, uti hactenus, ita imposterum nullis: alias autem Merces & res quascunque non gravioribus Vectigalibus aut impositionibus onerari, quàm si in alia Cæsareæ Majestati subdita loca transferrentur, aut ab ipsimet ejusdem Cæsareæ Majestatis Subditis solverentur.

VIII. Commissarii ab utraque parte nominandi, intra annum à ratihabitâ Pace, fluxum, quæram debita legitimè contracta dicto Friburgensi Oppido solvenda incumbunt.

IX. Curabit Sacra Regia Majestas Christianissima bonâ fide, absque ulla mora & retardatione Sacræ Cæsareæ Majestati restitui omnia, & singula literaria Documenta, cujuscunque ilia generis sint, quæ in Oppido & Castro, Cancellaria Regiminis & Cameræ, aut in Ædibus & custodia Consiliariorum aliorumve Officialium, aut alibi tempore occupationis Friburgi reperta sunt; quod si talia Documenta sint publica, quæ dictum Oppidum Friburgum; coque spectantes tres Pagos simul concernunt de his inter prædictos Commissarios

ANNO 1679. conveniet quo in loco fervari debeant; ita tamen, ut exempla authentica quotiescunque requisita fuerint edantur.

X. Liberum ſit non tantum Capitulo Baſilienſi, uti & omnibus, & ſingulis Auſtriaci Reginiis, & Univerſitatis Friburgenſis Membris, verum etiam Civibus & Incolis cujuscunque conditionis ſint, qui emigrare voluerint Friburgo domicilium aliò quocunque tibuerit, unà cum mobilibus bonis hinc ullo impedimento, detractione, aut tradtione intra annum à ratihabito Pace transferre; imnobilia verò aut vendere, aut retinere, & per ſe vel allum adminiſtrare. Eadem quoque facultas retinendi, & adminiſtrandi aut alienandi omnibus aliis maneat, qui bona, reditus, vel Jura in dicta Civitate Friburgenſi, ſive tribus pertinentibus Pagis habent.

XI. Conſentit tamen Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima dictum Caſtrum & Oppidum Friburgenſe, unà cum appertinentibus Pagis Sacræ Cæſareæ Majeſtati reſtituere, ſi de æquivalente, ad ſatisfactionem dictæ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ conveniri poſſit.

XII. Cùm Dominus Dux Lotharingiæ hoc in Bello cum Sacra Cæſarea Majeſtate conjunctus ſit, & præſenti Tractatu comprehendi voluerit, reſtituetur pro ſe, Hæredibus, & Succeſſoribus ſuis in liberam & plenariam poſſeſſionem eorum Statuum, locorum & bonorum, quo Patrous ejus Dux Carolus anno milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo, cum à Chriſtianiſſimi Regis Armis occupata fuerunt, poſſidebat; exceptis tamen mutationibus Articulis ſequentibus, explanandis.

XIII. Urbs Nancei cum ſuo Banno, vulgò (*Finage*) maneat in perpetuum Coronæ Galliæ unita & incorporata; ita ut illam Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima, ejusque Hæredes & Succeſſores poſſideant cum omnibus ſuperioritatis, ſupremi Dominii & proprietatis Juribus, eique fini dictus Dux Lotharingiæ tam pro ſe, quàm pro ſuis Hæredibus & Succeſſoribus renuntiat, credit, & transferi in perpetuum in altè memoratum Regem Chriſtianiſſimum, ejusque Hæredes & Succeſſores, omnia hinc ulla retentione aut reſervatione, Jura proprietatis, ſuperioritatis, aut ſupremi Dominii, prærogativas omnes & præeminentias, quas Dominis Ducibus in prædictam Urbem Nancei competierunt, aut competere debuerunt; non obſtantibus aliis Legibus, Conſuetudinibus, Statutis, Conſtitutionibus, aut Conventionibus in contrarium ſanctis, quibus ut & clauſulis derogationum caſſatoriis, per præſentem Tractatum derogatum eſt.

XIV. Et ut eò liberior inter ſupradictam Urbem Nancei Ditionesque Coronæ Galliæ ſubditas fit communicatio, facilioreque Militi Gallico tranſitus, per Commiſſarios à Rege Chriſtianiſſimo & prædicto Duce nominandos via dimidiatam Lotharingiæ leucam in latum complectentes deſignabuntur; prima, quæ Sancti Deſiderii Fano Nanceum, alia, quæ Nanceo in Alſatiam; tertia, quæ ab ipſamet Nancei Urbe Vefuvium in Comitatu Burgundiæ; quarta demùm, quæ Nanceo ad Urbem Metenſem conducant; ita tamen, ut prædictarum viarum deſignatio non aliter fiat, quàm in deſignatione viæ anno milleſimo ſexcenteſimo ſexageſimo primo Regi Chriſtianiſſimo à quondam Duce Carolo ceſſæ, obſervatum ſuit.

XV. Omnia generaliter, uti ſuprà dictum eſt, deſignanda loca, Pagi, Villæ, Terræ, unà cum dependentiis, quæ in his dimidiatæ leucæ latitudinis viis jacent, cum omnibus tam ſuperioritatis & ſupremi Dominii, quàm proprietatis Juribus, quibus ante hunc Tractatum prædictus Dux & ejus Prædeceſſores gavii ſunt, ad Sacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam pertinebunt; ita tamen ut ſi dictorum locorum bonna, aut dependentiæ ultra hanc dimidiatæ leucæ latitudinem ſe porrigant, quod tranſ illod ſpatium limitesque à Commiſſariis appoſitos excurret, prædicto Duci ejusque Hæredibus & Succeſſoribus, ut antèà, cum omni ſuperioritate, ſupremo Dominio, & proprietate remanebit.

XVI. Urbs & Præfectura Longvicenſis cum ſuis pertinentiis & dependentiis, cum omni ſuperioritate, ſupremo Dominio & proprietate maneat in perpetuum pacto ſibi memoratum Dominum Regem Chriſtianiſſimum, ejusque Hæredes & Succeſſores; nihilque Juris Impoſterum in iis prætendere poſſit ſupradictus Dux, ejusque Hæredes & Succeſſores; ſed in præditæ Urbis & Præfecturæ permutationem Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima aliam dicto Duci cedet, in uno catribus Epiſcopatibus, ejusdem ampliudinis & valoris Præfecturam; de qua bona fide inter eosdem Commiſſarios convenier; eâque lic ceſſâ & in dictum Ducem à Rege Chriſtianiſſimo translatâ, tam ipſe Dux quàm ipſius Hæredes, & Succeſſores fruentur in perpetuum, cum omnimodis ſuperioritatis, ſupremi Dominii, & proprietatis Juribus.

ANNO 1679.

XVII. Vicifſim etiam Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima pro ſe, & Coronæ Galliæ, cedit in compenſationem dictæ Urbis Nancei, tranſitcrque in prædictum Ducem ejusque Hæredes & Succellores, ſuperioritatem, ſupremum Dominium & proprietatem Urbis Tullenſis, & ejusdem Suburbiorum, cum omnibus aliis Juribus, ſpecialim Patronatûs, Prærogativis & Præeminentiis quæ Coronæ Galliæ in dicta Urbe Tullenſi ejusque Suburbiis & Banno, vulgò, *Finage*, competebant, aut competere debebant; ita ut prænominatus Dux, ejusque Hæredes & Succeſſores, iis omnibus ſine ulla retentione aut reſervatione plenariè fruatur, nonobſtantibus quibuscunque Legibus, Conſuetudinibus, Statutis, Conſtitutionibus, aut Conventionibus in contrarium ſanctis, quibus, ut & clauſulis derogationum caſſatoriis, Rex Chriſtianiſſimus expreſſè hoc præſenti Inſtrumento derogavit.

XVIII. Si tamen Bannum Urbis Tullenſis minoris amplitudinis, aut valoris eſſet, quàm Bannum Urbis Nanceanæ, illud Domino Duci compenſabitur, ita ut utriusque Urbis Banna æqualis amplitudinis ſint, & pretii.

XIX. Rex Chriſtianiſſimus renunciabit, uti & præſenti Tractatu renuntiat in perpetuum pro ſe, Hæredibus, & Succeſſoribus, ad manus ſummi Pontificis Juri nominandi, ſive præſentandi Epiſcopum Tullenſem ibi à ſummo Pontifice Clemente IX. indulto; ita ut libertum ſit prædicto Duci pro eo obtinendo ad Sedem Apoſtolicam recurrere.

XX. Inſuper conventum ſuit, ut memorato Domino Duci ullam mutationem proviſionibus Beneficiorum, quæ à Sacra Regia Majeſtate Chriſtianiſſima ad diem usque præſentis Tractatus collata ſunt, inferre nullatenùs ſit; illique qui iis proviſi ſunt, in tranquilla dictorum Beneficiorum poſſeſſione maneant; adeò ut memoratus Dux eos antlo modo turbare, aut impedire neque poſſeſſione etuere queat.

XXI. Sanctum præterea fuit, ut omnes Proceſſus, Sententiæ, atque Decreta lata per Conciliom, Judices, aut alios Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ Officiales in controverſiis & actionibus ad finem perductis, tam inter Subditos dicti Ducatus Lotharingiæ & Barri, quàm alios tempore quo mentionati Status ſub Dominio antemorati Domini Regis Chriſtianiſſimi erant, locum habebunt, atque plenum integrumque ſuum fortientur effectum, non ſecus ac ſi Rex Chriſtianiſſimus Dominus & poſſeſſor mentionatarum Regionum manſiſſet, neque dictas Sententias & Decreta in dubium vocare, annullare, aut exccuiionem illorum retardare, aut impedire integrum erit. Eri quidem Partibus licitum juxta ordinem & diſpoſitionem Legum atque Conſtitutionum confugere ad reviſionem Actorum; interim tamen Sententiæ ſuo in robore & vigore maneant.

XXII. Reſtituentur ſtatim Domino Duci Archivæ & Documenta Literaria, quæ in Guzophilacio Nanceano & Barrenſi, atque in utraque Camera Computorum, ſive alibi locorum habebantur, & ablata fuerunt.

XXIII. Sacra Cæſarea Majeſtas conſentit, ut Princeps Franciscus Egon Epiſcopus Argentinenſis, ejusque frater Princeps Wilhelmus Egon Landgravius in Furſtenberg, cum eorum ex Fratre Nepote Principe Anthonio Egone Landgravio in Furſtenberg, eorumque Officialibus & Miniſtris plenè reſtituantur in eum ſtatum, famam, Dignitates, Jura, Vota, Seſſiones, Beneficia, & Officia, Bona feudalia, fubfeudalia, & allodialia una cum fructibus ſequeſtratis, & in omnia generaliter bona, quibus ante deſtitutionem, occaſione hujus Belli factam, gavii ſunt, aut jure gaudere potuerunt; nonobſtantibus & caſſatis quibuscunque in contrarium dictis, Pactis, & Decretis. Prædictus etiam Princeps Wilhelmus Egon ſtatim à Pace utrinque ratihabitâ in integram libertatem reſtituetur. Quicquid autem à Capitulo Argentinenſi, aliisque qui Beneficia & Bona ad prædictos Epiſcopum & Principes ſpectantia adminiſtrarunt, & ab iisdem nominatis Officialibus contra illos dictum, factum, aut ſcriptum eſt, perpetuæ oblivioni mandetur, nec liceat eos deſuper ulla ratione compellare, aut iis molellam quocunque ſub prætextu afferre.

XXIV.

Digitized by Google

ANNO 1679. XXIV. Restituantur omnes utriusque Partis Vasalli, & Subditi Ecclesiastici, & Seculares, Honoribus, Dignitatibus, & Beneficiis, quibus ante Bellum exortum gaudebant, uti & in universa bona, mobilia & immobilia, reditus mobiles, & qui redimi possunt, occasione Belli confiscata & occupata, una cum Juribus, Actionibus, & Successionibus, quæ ipsis durante etiam Bello evenerint; ita tamen, ut nihil ratione fructuum & reditnum post contestationem & occupationem perceptorum ex bonis mobilibus, reditibus, & Beneficiis ad diem usque ratihabitæ Pacis peti possit; similiter neque debita, effecta, Merces, & mobilia ante memoratum diem Fisco addicta; adeò ut neque Creditores privatorum debitorum, nec Depositarii talium effectorum & Mercium, eorumque Hæredes, aut causam ab iis nanctus, ea persequi, aut restitutionem, seu satisfactionem prætendere unquam queant, quæ restitutiones juxta præscriptam formam, etiam usque ad eos extendentur qui partes contrarias secuti fuerint, atque proinde per hunc Tractatum in gratiam sui Principis redibunt, uti & in sua bona qualia tempore conclusionis & subscriptionis hujus Tractatus fuerint. Hæcque ita executioni mandentur, nonobstantibus ullis Donationibus, Concessionibus, Declarationibus, Confiscationibus, Commissis, Sententiis interlocutoriis, aut definitivis, & ex contumacia Partibus absentibus & non auditis, latis: quæ Sententiæ, & res judicatæ nullæ erunt, & perinde habebuntur, ac si judicatæ aut pronunciatæ non essent, plena libertate & integrâ manente dictis Partibus in Patriam redeundi, ex qua antes excesserunt, utque vel ipsi dictis bonis mobilibus, Censibus, & reditibus frui, aut alibi ubicunque ipsis visum fuerit domicilium figere possint, prout elegerint, omni violentiâ penitus excluså; si verò alibi morari voluerint, ipsis fas sit per Procuratores non suspectos bona & reditus administrare, iisque frui exceptis tamen Beneficiis residentiam requirentibus, quæ personaliter administrari & obiri debebunt.

XXV. Ea de quibus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Imperium & Regem Regnumque Sueciæ tam pro se, quàm pro Dom. Bottorpensi hodiè convenit, hoc Tractatu comprehensa intelligantur, ita ut tam præsens, quàm prædictus Tractatus Cæsareo-Suecicus unus idemque censeatur, & ejusdem virtutis & valoris sit, ac si hùic Instrumento de verbo ad verbum inserus esset.

XXVI. Et cum publicæ tranquillitatis interfit Belinm, quod Sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ, Regique & Regno Sueciæ, cum Rege Daniæ, Electore Brandeburgico, Episcopo Monasteriensi, & Principibus Domus Luneburgicæ, Episcopo Osnabrugensi, & Ducibus Zellensi & Guelferbitano adhuc intercedit, quantocius etiam componi Sacra Cæsarea Majestas non minus apud prædictos Principes, quàm Sacra Regia Majestas Christianissima apud Regem Suecize officia sua efficacissime interponat, Pax inter eosdem moratas Potentias quamprimum etiam coalescat, eique fini eædem in Armistitium Paci conciliandæ accommodatum finem consentiant. Quòd si verò præter expectationem officia hæc optatum finem non assequantur, Cæsarea Majestas & Electores Principes & Status Imperii hac Pace comprehensi promittunt, se elapso Armistitii tempore prædictos Gallize, Suecizque Hostes nullo modo & sub quocunque prætextu directè vel indirectè juvaturos, aut ullum in hoc Bello gerendo Gallize, Suecizque impedimentum allaturos, nec passuros, ut prædictorum Galliæ, Suecizque Hostium Copiæ Hiberna, vel Stativa extra ipsorum Territoria in Imperio capiant. Monebit etiam liberum Sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ ad prædictum Armistitii finem in sequentibus in Imperio locis tenere Præsidium; Dominis tamen locorum, eorumque Subditis innoxium, & sumptibus Regis Christianissimi sustentandum, scilicet in Oppidis & Urbibus, Chastelet, Huy, Verviers, Aquigrano, Duren, Linnick, Nuys, & Zons; in quibus nova munimenta extrui non poterunt, nisi in quantum dictorum Præsidiorum securitati necessaria erunt, & justam suspicionis causam præbere non possint; nec fas erit Regi Christianissimo ea loca ratione expensarum sibi factarum, aut sub quocunque alio prætextu retinere; sed ea evacuabit & restituet ila à quibus occupavit, statim atque Pax inter prædictas Partes quoad Provincias in Imperio sitas conclusa & ratihabita fuerit, aut ad eam restabiliendam aptiora communi consensu tempora fuerint medita. Et vicissim Sacra Regia Majestas Christianissima promittit, se præsentes Cæsaris aut Imperii Hostes nullo modo sub quocumque prætextu, directè vel indirectè juvaturam. Sit etiam liberum Cæsari & Imperio conjungere cum Rege Christianissimo officia, consilia, & operam, ut Bellum litud communi etiam consensu quantocius sopiatur. ANNO 1679.

XXVII. Juxta Pacem Monasteriensem Articulo secundo in omnibus confirmatam reciprocè restituantur & restituenda loca evacuentur bonâ fide, in quem finem Commissarii eodem tempore, quo Tractatus hic utrinque ratihabebitur, nominentur; ut prædicta evacuatio & restitutio intra spatium mensis à ratihabita Pace absque ulteriori dilatione absolvatur, iis locis hic interim non comprehensis, de quibus præcedenti Articulo ad tempus aliter dispositum est.

XXVIII. Cùm ab antiquo controversia sit de Castro & Ducatu Bullionensi inter Episcopum & Principem Leodiensem & Duces ejus nomini; conventum est, ut Duce Bullionensi in ea, in qua nunc est, possessione manente, controversia illa amicabili viâ, vel per Arbitros à Partibus intra trimestre à ratihabita Pace nominandos terminetur, viâ facti penitus excluså.

XXIX. Simul atque Instrumentum Pacis hujus à Dominis Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis subscriptum & signatum fuerit, cesset omnis Hostilitas: Si quid autem post quatuordecim dies à subscripta Pace attentatum aut viâ facti mutatum fuerit, id quamprimum reparari, & in priftinum statum restitui debeat.

XXX. Contributionum verò exactio ab una vel altera parte iis Provinciis, Ditionibus & locis imponitarum, quæ dictis contributionibus ante subscriptionem hujus Tractatus se submiserunt, continuabitur usque ad præsentis Tractatus Ratificationem; & quod tum temporis residuum debebitur, intra quatuor mensium spatium à dicta Ratihabitione pendetur: Ita tamen ut earum solutio post commutatas reciprocas Ratificationes viâ facti ab iis Communitatibus exigi non possit, quæ per idoneos Fidejussores cavebunt se debitam quantitatem in ea Urbe, de qua convenit, numeratoros.

XXXI. Licet satis declaratum sit Articulo secundo hujus Tractatus, Instrumentum Pacis Monasteriensis in omnibus & singulis confirmari, expresse tamen placuit, ut omnia quæ in causa Montisferrati dicto Instrumento Pacis Monasteriensis cauta sunt, & deinceps tum obtineant robur & vigorem, inter quæ & ea specialiter firma manebunt, quæ pro Domino Duce Sabaudiæ itidem provisa reperiuntur.

XXXII. Et cum Sua Cæsarea Majestas & sua Regia Majestas Christianissima officia & studia Serenissimi Magnæ Britanniæ Regis, quæ conciliandæ Paci universali & tranquillitati publicæ indefinenter impendit, grato animo agnoscant, utrique placuit, eum una cum Regnis suis præsenti hoc Tractatu olimi meliori modo nominarim comprehendi.

XXXIII. Comprehendantur etiam hac Pace illi qui ante permutationem Ratificationis, vel intra fex menses postea ab una, vel altera parte, ex communi consensu nominabuntur.

XXXIV. Imperator & Rex Christianissimus consentiunt, ut omnes Reges, Principes, & Respublicæ super executione & observantiâ tam omnium, quàm singulorum, quæ præsenti Tractatu continentur, alte memoratæ Sacræ Cæsareæ Majestati & Sacræ Majestati Christianissimæ Guarantiam præstent.

XXXV. Pacem hoc modo conclusam promittunt utriusque Partis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii respective ab Imperatore & Imperio & Rege Christianissimo ad formam hic annexi & pactum ratihabitum iri, seque infallibiliter præstituros, ut solennia Ratihabitionum Instrumenta intra spatium octo septimanarum à die subscriptionis computandum, aut citius, si fieri poterit, hic reciprocè, ritèque communentur.

XXXVI. Et cùm Sacra Cæsarea Majestas ab Electoribus, Principibus, & Statibus Imperii vigore Concilii die trigesimâ primâ Maji anno millesimo sexcentesimo septuagesimo septimo, Legatis Gallicis sub Sigilis Cancellariæ Moguntinæ extraditi decenter requisita fuerit, ut dictorum Electorum, Principum, & Statuum Imperii interesse per suam Legationem Cæsaream in Congressu agi curaret, ram Cæsarel, quàm Regii Legati nominibus suprædictis præsens Pacis Instrumentum in omnium & singulorum eo contentorum fidem impusque robur subscriptionibus Sigillisque propriis munierunt, & competentes Ratificationes formali conventi termi-

Anno 1679. termino suprà constituto, sese extradituros polliciti sunt, nec ulla à Directorio Imperii Romani contra subscriptionem hujus Tractatus recipiatur, aut valeat vel protestatio, vel contradictio. Acta sunt Noviomagi die quinta Februarii anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo nono.

Joannes Episcopus & Princeps Gurcensis. *Le Maréchal d'Estrades.*
Franciscus Ulric. C. Kinsky. *Colbert.*
T. A. Henricus Stratman.

Anno 1679. Vienne de vigesima quarta mensis Julii Anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo sexto Regnorum nostrorum Romani decimo-nono, Hungarici vigesimo secundo, Bohemici verò vigesimo.

LEOPOLDUS.

VI. LEOPOLDUS GUILLIELMUS COMES IN KONIGSEG.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

CHRISTOP. BEVER.

Sequitur tenor Plenipotentiarum.

NOs Leopoldus Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperatorum semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ & Wirtembergæ, Comes Tyrolis, notum testamurque facimus, quod, cum nihil ardentius exoptemus quam ut præsens bellum quo Christianus Orbis affligitur in æquam & honestam Pacem quantocius converti queat, atque propterea grato acceperimus animo Serenissimi Principis Domini Caroli Magnæ Britanniæ Regis consanguinei & Fratris nostri Charissimi laudabili cura & mediatione eò perventum esse, ut Partium hinc inde consensu Tractatus & colloquia Pacis Noviomagi inituerentur; ideo quidquid in nobis est ad comparandam tranquillitatem Orbi Christiano lubenter conferre volentes, confisi prudentiâ, experientiâ, & fide Venerabilis Joannis Episcopi Gurcensis, Principis, Consiliarii Devoti, nobis dilecti, ac Illustris & Magnifici nostri Consiliarii Status, Camerarii & sacri Imperii fidelis dilecti Francisci Udalrici Comitis Kinisky à Chinitz & Tettau, Domini in Chlumetz Regii Locumtenentis Provincialis Curiæ Regiæ Assessoris, Appellationum Præsidis & Aulæ nostræ Regiæ in Regno Bohemiæ Hæreditarii Præfecti, nec non Consiliarii nostri Aulici facrique Imperii fidelis dilecti Theodori Altheti Henrici Stratman, eos nominavimus, eligimus, & constituimus, sicut & præsentibus hisce nominamus, eligimus, & constituimus nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios ad dictos Conventus & Tractatus Pacis Noviomagi habendos. Quibus proinde committimus & specialiter mandamus, ut se quamprimum fieri poterit ad dictam Urbem conferant, ibique Pacis colloquia, sive directè, sive interveniente operâ reipectivè hinc inde recæptorum Mediatorum instituant cum Serenissimi & Christianissimi Principis Domini Ludovici Regis Franciæ, &c. Affinis & Fratris nostri Charissimi ejusque Confœderatorum Legatis, Deputatis, & Commissariis sufficienti Mandato ad præfens Bellum terminandum, controversiasque quæ eo spectant per bonam & firmam Pacem componendas, munitis. Damus quoque plenam & absolutam potestatem cum omni authoritate & Mandato ad id necessariis, supradictis nostris Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis, five tribus conjunctim, five duobus ex illis, tertio absente vel aliter impedito, aut etiam uni eorum soli duobus reliquis similiter absentibus, vel impeditis Pacis Tractatum pro nobis, nostroque nomine ineundi, concludendi & signandi inter Nos & præfatum Serenissimum & Potentissimum Franciæ Regem Christianissimum; ejusque Fœderatos omnia quoque Instrumenta, quæ in eum finem requiri possunt, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoque in universum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi, Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia quæ ad dictum Pacis Negotium pertinent, faciendi quæ liberè & amplè ac ipsi præsentes id faceremus vel facere possemus; Quantumvis Mandato adhuc speciatiori & expressiori, quam quod præsentibus hisce continetur, opus esse visum fuerit. Promittimus & declaramus Nos ratum habiturum nostro Imperiali, acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habiturum, quæcunque per dictos Legatos nostros Extraordinarios & Plenipotentiarios trinos conjunctim, vel binos ex illis, tertio absente, vel aliter impedito, unum etiam eorum solum, similiter absentibus vel impeditis duobus reliquis, acta, concluſa, signata, extradita & commutata fuerint. Nos obstringentes hisce præsentibus ad expediendum Ratificationum nostrarum Diplomata in decenti & solemni forma, intraque tempus prout convenerit. In quorum fidem, roburque præsentes manu nostra subscriptas Sigillo nostro Imperatorio firmari jussimus. Datum in Civitate nostra

Le présent Traité de Paix a été ratifié & confirmé par le Roi à S. Germain en Laye le 26. Février 1679.

Et par l'Empereur à Vienne le 29. Mars 1679.

Et par la Diette de Ratisbonne, pour les Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire le 23. Mars 1679.

Et publié à Paris le 26. Avril 1679.

Ratifi-

Digitized by Google

ANNO 1679.

Ratificatio Sacræ Cæsareæ Majestatis Tractatûs Pacis Cæsareo-Gallico-Suecici commutata Noemagi 19. Aprilis, 1679.

NOS LEOPOLDUS &c.

NOtum facimus omnibus & singulis Præsentes Literas inspecturis, lecturis, vel legi audituris, aut quomodocunque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit. Postquam ad rellingnendum, quod ante annos aliquot citerîor grave Bellum, Congressus Noemagi Gueldrorum instituros fuerit, Divina favente clementiâ factum esse, ut post multos & laboriosos Tractatus per nostros ab utraque parte ad id destinatos Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios Pax & amicitia tandem concluſa, & ad Ratificationem nostram perfecta sit, formâ, modo & tenore sequenti.

Sequitur tenor Instrumenti Pacis.

Cum igitur hæc omnia & singula per nostros Legatos & Plenipotentiarios supra memoratos nostro præscripto, jussu & Mandato hinc ad modum prout hic verbotenus inserta, & descripta leguntur, gesta, peracta, & conventa sunt, nos eadem omnia & singula, prahabitâ maturâ & diligenti consideratione, & certâ nostrâ scientiâ approbamus, ratificamus & confirmamus rataque & firma esse & fore virtute præsentium declaramus, simulque verbo Imperiali promittimus pro nobis, nostrisque Successoribus & Imperio Romano, cujus Status Ratihabitæ modo per Deputatos congregati memoratam Pacem in omnibus & singulis Articulis vigore Conclusi vigesima tertia mensis hujus facti, & ad manus nostras transmissi approbarunt & ratificarunt, nos omnes, & singulos supra descriptos Articulos, & quicquid totâ hâc Pacis Conventione continetur, firmiter, constanter, & inviolabiliter servaturos atque executioni mandaturos, nullâque ratione ei vel per nos, vel per alios contraventuros passuros, quomodocunque id fieri posſit vel dolo, & fraude excluſis. In horum omnium testimonium, & fidem, Sigillum nostrum Cæsareum majus huic Diplomati manu nostrâ subscripto appendi fecimus. Datum in Civitate nostra Viennâ die 29. mensis Martii, anno Domini 1679. Regnorum nostrorum Romani 21. Hungarici 24. Boemici verò 23.

LEOPOLDUS.

VI. LEOPOLDUS GUILLIELMUS Comes in Königsegg.

Ad Mandatum S. Cæs. M. proprium.

CHRISTOPHORUS BEVER.

Friedens-Ratification kommt angehefftem allerunterthänigſten Reichs-Gut-achten/ des Hrl. Röm. Reichs Chur-Fürſten und Stände auff dem nechſt währenden Reichs-tag zu Regenſpurg den 25. dieſes Monats Martii 1679. ertheilet.

In der Reichs-Dictatur, den 23. Martii 1679.

ALß der Römiſch. Käyſerl. Mayeſt. in angenommenen Reichs-tag beroßlimahligen hochſt-anſehnlichen Principal-Commiſſarii, des Hochwürdigſten Fürſten und Herrn/ Herrn Marquarden/ Biſchoffen zu Augſpurg/ &c. mittein datis den 7. und 13. inſtehenden Monats Martii ertheilten Decretis und Verlaſſen/ haben Chur-Fürſten und Stände alhier anweſende Raths-Botſchaffter und Geſandte/ und unterm gehörend vernommen/ welcher Geſtalt der Friede zwiſchen allerdochſt-gedachter Ihrer Käyſerl. Mayeſt. und beyden Cronen Frankreich und Schweden/ durch allerſeits Gevollmächtigten zu Nimwegen/ am 5. Februarii jüngſthin geſchloſſen/ und unterſchrieben worden/ und was dieſelbe/ ſo wohl wegen der nebens Ihro/ auch von Reichs wegen darüber bedungenen Ratification, und ſonſten allergnädigſt hierſtellen und erinnern/ als auch/ daß die beyden Inſtrumenta Pacis angehenate Clauſulæ, kanns mehr den verſtande haben ſolten/ als ob ſie hierdurch über Capitulation, und dem im Weſtphäliſchen Friede einverleibten S. Gaudeant &c. præjudiciren wollen/ ſondern was der jetzige Zuſtand alſo veranlaſſet/ auff keine Weiſe in einige Conſequenz gezogen werden könte noch ſolte/ tröſtlich mehren verſichern laſſen.

ANNO 1679.

Gleich wie man nun nicht ermangelt/ ſolches alles ſeiner Rechtigkeit nach/ in behörig und reiffe deliberation zuſtellen/ alſo iſt in allen 3. Reichs-Collegiis gebührlichen worden/ daß ſothane allerunthänigſte Verſicherung/ von Chur-Fürſten und Ständen/ jedoch mit der Reſervation, und vor dißmahl in acceptirt ſeye/ daß das jenige/ was ſo wohl wegen beſchehener Communication von den Friedens-Werck/ als der Verordnung des Inſtrumenti Pacis, in andere wege zu wieder / den dieſer Krieg-/ Unruhe/ vorgangen ſeyn mag/ benenſelben hieder zeit noch künftig zum Nachtheil oder einigem Præjudice gereichen ſolle. Und dann allerhöchſt erwehnter Ihrer Käyſerlichen Mayeſt. nicht allein vor die Communication beyder Friedens-Inſtrumenten, ſamt beygefügten Erklär-und Verwahrungen/ ſondern auch wegen dero zu Beförderung beruhrten Friedens/ höchſtrühmlich angewendten eyffer/ und Reichs-Vätterlicher Sorgfalt/ meſſen hiermit beſchehen/ allerunterthänigſter dankk zu erſtatten. Und ob zwar ebenmäßig gewünſchet/ daß die in erwehntem Inſtrument begriffene Condsionen, zu Ihrer Käyſerlichen Mayeſt. wie auch Chur-Fürſten und Ständen/ groſſerer Conſolation und Vortheil anfgeſchlagen hatten/ wollen es jedoch jetzige zeiten und zufälle/ nicht anderſter haben erleiden wollen/ daß dahero in abwendung fernern ruins und gefahr ein Reich/ und deſſen derowahligen Verfaſſung/ bevor gemelter Friedens-Inſtrumenta, in allen ihren Articuln, von Reichs wegen ebenfalls angenommen/ und zu confirmiren ſeyen/ mit dem allergehorſamſten Erſuchen/ Ihro Käyſerliche Mayeſt. allergnädigſt geruhen wolten/ ſolche zu Ihren/ auch im Nahmen Chur-Fürſten und Standen/ noch vor Außgang deß zu end ſtehenden Termins/ auf zu heiſſen/ zu ratificiren und zu beſtättigen/ und nachdem in angehabten/ Friedens-Inſtrument, allerſeits vergliechen und bedungen worden/ daß zwiſchen denen annoch ſtreitenden hohen Partheyen/ ehe möglich ein Stillſtand der Waffen getroffen/ und vermittelſt allerhöchſt erwehnter Ihrer Käyſerlichen Mayeſt. und des Reichs träfftigen Interpoſition, beſtändige nicht weniger vergliechen worden ſeyn/ als werden Ihro Käyſerl. Mayeſt. hiemit noch ferner allerunterthänigſt erſucht/ dero Reichs-Vatterl. vorſorg mit zuziehung Chur-Fürſten und Ständen/ allergnädigſt dahin wolle wenter anzuwenden/ auff daß von allen zu Krieg ſich noch beſindenden hohen Theilen/ das bedungene Armiſtitium vor allen dingen angenommen/ darauff die Tractaten würcklich angetretten/ und möglichſter fleiß angekehret werde/ wie je eher je beſſer/ der noch obhabenne Differentien durch gütliche mittel und wege zu geben/ und mithin der allerſeits intendirte universal-Friede erhalten/ und wieder hergebracht werden möge; ihrer weiln ſchleßlichen auch beneb berden mit communicirten beylagen/ als nehmlich terin zu vernehmen/ was Ihro Käyſerl. Mayeſt. ſo wohl in dem bey 10. vereinigten Elſaßiſchen Reichs-Ständen/ als auch übrigen in dem Elſaß gelegener Reichs-Ständen/ wie auch der Pfaltz-Zull- und Breyſichiſchen Vaſallen/ ſo dem Stifft und Dioceſes Paſel/ der Abteyen Wiſſenburg und Lauder/ wie auch der Stadt Straßburg/ und ſelbiger obmmerklicher Reichs-Veſtungkeit/ angelegen den Abtracamündiſchen Zolls/ der Jurium der Herrſchaft von Mekkelnburg/ und der Stadt Bechtund und anderer noch unerledigter Reichs-Angelegenheiten halber/ durch dero Geſandtſchafft zu Nimwegen/ den 3. und 5. Februarii nechſthin reſpective reſerviren und declariren laſſen: Alſo werd ſolches gleichfalls allerdings genehm gehalten/ und Ihre Käyſerl. Mayeſt. hiermit allerunterthänigſt gebeten/ Dero Reichs-Vätterliche vorſorge dieſſalls noch ferners dahin allergnädigſt annwenden/ damit ſelbige nochmahlen ſogeriste Orten unter inſiſten, und dadurch ald. Reichs-Stände/ zu dem Weſtphäliſchen Frieden-Schluß conſirmirten Reichs immediatet, liberter, und all übrige Jura unzerkränkt erhalten/ und ſonderlich den 5. Junii Pacem Monſterienſem. 23. Inſtr. Caſt. Galliei, ein vollkommen gnügen alſerdings mege. Wobey dann auch die wegen verſchiedener Reichs- und andern Städten in Schwaben/ und Schwaben/ erlangten Handlungen/ Freyheiten und Immunitäten/ möchlichſt zu bewahren/ damit dieſelbe wieder ergenert/ und beſtättigt werden mögen. Worauf hochſtbeſagten Käyſerl. Herren Principal Commiſſarii Hoch-Fürſtl. Gnaden/ Chur-Fürſten/ Fürſten und Stände/ auf Ortho anweſende Räthe/ Botſchaffter/ und Geſandte ſich deſſen Fleiſſes und gegenwärtig empfohlen/

Signat. Regenſpurg den 23. Martii an. 1679.

Quod hæc Copia cum vero ſuo Originali Collationata concordet, attestatur Ratisbonæ 23. Martii 1679.

(L. S.) CANCELLARIA MOGUNTINA.

Concordat cum Copiâ Authentici Ratisbona huc missa, Noemagi 19. Aprilis 1679.

(L. S.) CANCELLARIA LEGATIONIS CÆSAREÆ.

ANNO 1679. *Ratification de la Paix faite entre Leurs Majestés Imperiale & Tres Chrestienne le 5. Fevrier 1679. de la part de la France échangée à Nimegue le 19. Avril.*

LOUÏS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront: SALUT. Comme nostre tres-cher & bien Amé Cousin le Sieur Comte d'Estrades Marefchal de France, & Chevalier de nos Ordres; Nostre bien Amé & féal le Sieur Colbert, Marquis de Croissi, Conseiller ordinaire en nostre Conseil d'Estat; & nôtre bien Amé & feal le Sieur de Mesme, Comte d'Avaux, auſſi Conſeiller en noſtre Conſeil, nos Ambaſſadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires, en vertu des Plein-Pouvoirs que nous leur en avions donnés, aurolent conclu, arrellé & ſigné le 5. du preſent Mois de Fevrier en la Ville de Nimegue avec le Sieur Jean Evêque de Gure, Prince du Saint Empire & Conſeiller de noſtre tres-cher & tres Amé Frere l'Empereur, le Sieur Udalricq Comte de Khinsky &c. Et le Sieur Theodore Althete Henry de Stratman, Conſeiller Aulique de noſtre dit Frere l'Empereur & de l'Empire, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de noſtre tres-cher & tres-Amé Frere l'Empereur, pareillement munis de Pleins-Pouvoirs, le Traité dont la teneur s'enſuit.

Fiat inſertio.

Nous ayant agreable le ſusdit Traité de Paix, en tous & un chacun des Points & Articles, qui y ſont contenus & declarez, avons leceux, tant pour Nous, que pour Nos Heritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi, & ſous l'obligation & hypotequeque de tous & chacuns de nos Biens preſens & à venir, garder, & obſerver inviolablement, ſans jamais aller, ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit; en témoin de quoy Nous avons ſigné ces preſentes de noſtre main, & à icelles fait apposer noſtre Scel. Donné à St. Germain en Laye le 26. jour de Fevrier, l'an de grace 1679. & de noſtre Regne le 36.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas.

Par le Roi.

ARNAULD.

Iterata (1) *Declaratio Legationis Cæſareæ, & ante ſubſcriptionem Inſtrumenti Pacis, Legatis Mediatoribus confignata, pro conſervatione Jurium Imperii, circa & in Civitates Decem unitas, nec non Nobilitatem Immediatam Alſatiæ juxta tenorem Pacis Weſtphalicæ. Actum Novlomagi die 3. Februarii Stylo novo 1679.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 456. & 457. en Latin & en François.]

POſtquam & rei æquitas & variæ Chriſtianiſſimi Regis antehac factæ conceſſationes, non ita pridem à Sereniſſimo Electore Bavariæ, in publicis Imperii Comitiis repetitæ promittebant, controverſias quæ Sacro Romano Imperio eum Sacrâ Regiâ Majeſtate Chriſtianiſſimâ ratione decem Civitatum unitarum, & Immediatæ Nobilitatis Alſatiæ, Vaſſalorum trium Epiſcopatuum Metenſis, Tullenſis & Vetodunenſis, Epiſcopi & Diœceſis Baſilienſis, Abbatiarum Murbacenſis, & Ludecenſis, Civitatis Argentinenſis, aliorumque intercedunt, ſi de eis in hoc Pacis Congreſſu conveniri non poſſet, ad placitum antehac arbitrium remiſſum iri; non dubitavérat Legatio Cæſarea, quin Exeellentiſſimi Domini Legati Gallici id admitturi fuiſſent. Cùm verò eò induci non potuerint, præferentes, ſe de iis controverſiis nihil ſcire, aut informatos eſſe, maluit quidem Legatio Cæſarea Articulum, quem Projecto ſuo Pacis Cæſareo-Gallicæ, de renovando dicto arbitrio inſeruerat, omittere, quàm Paci ardentiſſimis omnium votis exoptatæ ulteriores moras poni, priùs tamen ad Protocollum Excellentiſſimorum Dominorum Legatorum Mediatorum, eorum ipſis D. D. Galliæ Legatis ſolemniſſimè proteſtata, per hanc omiſſionem nihil Imperii Juribus præjudicari, ſed ea potiùs uti in Pace Monaſterienſi, quæ hoc Tractatu, quem eum præmemoratis D. D. Galliæ Legatis, concluſum it, per omnia confirmata fundata ſunt, ſtata recta ſervari: quam interpoſitam Proteſtationem Legatio Cæſarea ante ſubſcriptionem Pacis hisce repetere, & D. D. Legatos Mediatores ſimul enixè rogare voluit, ut eandem, in futuram rei memoriam, ad Mediationis & Relationum ſuarum commentarios referre non graventur. Norſomagi die 3. Februarii, Stylo novo, 1679.

JOANNES *Epiſcop. & Princeps Gurcenſis.*

FRANCISCUS UDALRICUS *Comes Khinsky.*

T. A. HENR. STRATMAN.

Declaration des Miniſtres de Liege portant qu'ils ne voudroient pas que la Paix de l'Empereur & de l'Empire fut empêchée ou retardée au ſujet de l'affaire de Bouillon. A Nimegue le 2. Fevrier 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 401.]

LEs ſousſignés ayant appris que la Declaration par eux faite cy-devant, au ſujet du Duché de Bouillon, ne donne pas appaiſement entier à Meſſieurs de l'Ambaſſade Imperiale, & que l'on eſt ſur le point de rompre le Traité pour reſpect dudit Bouillon, Meſſieurs les Ambaſſadeurs de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne ayant declaré ouvertement, d'avoir ordre précis du Roy au ſujet dudit Bouillon, declarent que leur avis & ſentiment eſt, que la Paix ne doit eſtre retardée en aucune façon pour ledit Duché de Bouillon, eſtans perſuadés que S. A. E. l'Eveque & Prince de Liege, & ſon Egliſe a plus d'inclination pour la Paix ſi neceſſaire à l'Empire, que de l'empescher ou retarder pour ce ſujet. Fait à Nimegue le 2. de Fevrier,

Eſtoit ſigné

à l'Original,

LAURENT DE CHARNEUX,

FERDINAND VANDER REKKEN.

Proteſtatio Legationum DANICÆ *&* BRANDEBURGICÆ *contra Pacem Cæſareo-Gallicam inſtantem. Exhibita* 24. Januarii / 3. Februarii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 466.]

LEgationes Danica & Brandeburgica certiores factæ, Cæſaream Legationem Pacem eum Domibus Legatis Gallicis pepigiſſe, & concluſiſſe particulatem, exeluſis, non modò Regiâ ſuâ Majeſtate Danicâ, & Sereniate ſuâ Electorali Brandeburgicâ, ſed & datis, acceptisque ejusmodi Pacis conditionibus & legibus, quæ in ipſarum præjudicium manifeſtè tendunt, ſuarum eſſe partium duxerunt, Cæſareæ Legationi hîcce ob oculos ponere, quantoperè illa Pax particularis & Fœderum religioni, & totius repetitæ fidei, imò æquitati, ipſique Juſtitiæ adverſetur ac repugnet. Exigunt enim Fœdera:

Primò, ut nemo Fœderatorum absque alterius participatione Negotiationem ſive Tractatum Pacis vel Armiſtitii aggrediatur, & quæ circa dictam Negotiationem occurrunt unus alteri invicem communicet.

Secundò, ut nemo horum Pacem cum hoſtibus communibus ineat particularem, ſed

Tertiò ut alter alteri eadem Jura, Immunitates, Exceutiones, Prærogativas, & ſecuritatem ab hoſtibus, eorum-

(1) Cette Declaration ſe trouve inſerée entre les Annexes de la Paix de l'Empire avec la Suede dans les Actes de Nimegue, & dans la premiere Edition de ce Grand Recueil de Hollande, mais mal. Il eſt evident qu'elle appartient uniquement au Traité avec la France, & que la Suede n'y avoit point d'interêt. (PUBL.)

Digitized by Google

ANNO 1679. eorumque Adhærentibus & Fœderatis paciscatur, quæ pro femetipſo ſtipulatus & adeptus eſt.

Nullam autem harum Fœderis Legum à Cæſarea Legatione obtervaram, ſed contrà, multa in præjudicium ſuæ Regiæ Majeſtatis Danicæ, & ſuæ Sereniſſimi Electoralis Brandeburgicæ ab ipſis acta & peracta, eſſe, in compertò eſt: itaque prædictæ Legationes conquerantur,

Primò Pacem initam eſſe particularem, quum tamen ipſæ ſimul illam etiam æquis minimèque duris conditionibus facere, uti ſemper hactenus, ita hoc maximè tempore promptas, paratasque ſe eſſe oſtenderint

Deinde plurimas & quidem maximi momenti res, quæ ad ſuos Sereniſſimos Dominos potiſſimum ſpectabant ipſis inſcio peractas.

Fœderatorum porrò intereſſe ac ſecuritatem planè neglectam & poſthabitam; quin potiùs ayertam hoſti visùs & occaſionem relictam, datamque eſſe iis Bellum ſuſtinendi, quos defendere oppetebat.

Denique quod omnium minimè ferendum, Legationem Cæſaream præſentium Legationum Danicæ & Brandeburgicæ ſeſe immiſciſſe negotiis, inauditoque planè exemplo in præjudicium Regum & Principum, ut & Jurium & libertatis omnium Imperii Statuum de iis tractaſſe, imò Imperii Decreta, Sententiasque pro deſenſione, & ſatisfactione quorundam ejus Statuum latas refcindere voluiſſe, quod ne ipſe Judex quidem, Partibus inſciis, nec citatis, nec auditis, facere poteſt, & eò minùs à Legatione Cæſarea fieri debuiſſet, quum nullâ ab Imperio poteſtate ad hoc inſtructa ſit, neque inſtrui poſſerit, quumque ei Principes ad quos hæc res maximè ſpectat, nunquam in eam conſenſerint.

Quum igitur hîc procedendi ratione ſua Regia Majeſtas Daniæ, & ſua Sereniſſima Electoralis Brandeburgica graviter læderentur, non poſſunt non ipſarum Legationes quàm ſolemniſſimè contra Pacem iſtam particularem proteſtari ac ea omnia repetere, quæ antehac Cæſareæ Legationi in hâc cauſâ partim oretenus, partim ſcripris propoſuerunt. Contradicunt itaque Paci huic pertectiari & diſſentiunt in omnibus & ſingulis quæ quidem contra religioſè ſancita Fœdera, promiſſa, obligationes, jura & ſecuritatem ſuæ Regiæ Majeſtatis Daniæ, & ſuæ Sereniatis Electoralis Brandeburgicæ in ipſarum præjudicium cum inimicis jam concluſa ſunt, & declarant quòd Pacta iſta ſint debeantque eſſe invalida, irrita & nulla: poſtremò reſervant ſuæ Regiæ Majeſtati Daniæ, & ſuæ Sereniati Electorali Brandeburgicæ quæcumque vigore Fœderum, Promiſſorum, Conſtitutionum, Decretorumque Imperii vel ullo alio Jure ſtuloque ipſis competunt & debentur.

Neomagi, die $\frac{24. \text{ Januarii}}{4. \text{ Februarii}}$ *Anno* 1679.

Proteſtatio earumdem Legationum DANICÆ *&* BRANDEBURGICÆ, *contra Pacem inſtantem Cæſareo-Suecicam. Dat. Neomagi* $\frac{25. \text{ Januarii}}{4. \text{ Februarii}}$ 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 472.]

LEgationes Danica & Brandeburgica intelligentes Cæſaream Legationem cum Suecicis Dominis Legatis in id incumbere, ut Pax quoque inter ſuam Cæſaream Majeſtatem, & ſuam Regiam Majeſtatem Sueciæ propediem componatur, ſibi perſuadent, Cæſaream Legationem cum Dominis Legatis Suecicis, iſtam Pacem haud paſturam eſſe particularem, excluſis iis, quibus præcipuè Bellum cum Suecia eſt. A quâ quidem injuriâ eam eò alieniorem fore confidunt.

Primò, quòd jam inde ab initio Tractatuum Sereniſſimi ipſorum Domini magnâ cupiditate Pacem cum Suecia æquis conditionibus faciendi flagrarint, eorumque Legationes nihil quidquam, quod eidem promovendo inſervire potuit omiſerint.

Deindè, quòd eo fine pridiè Legationes jam aliquot abhinc Hebdomadibus Domino Mediatori Anglico proiecta Pacis tradiderint, reddenda Dominis Legatis Suecicis, ſtatim ac ex fuâ quoque parte aliqua exhibuerint. Fateretur, quòd concedendo Suecicis Legatis liberum Literarum Commercium, omnem præterea tum refugiendi Pacis negotiationem ſubtraxerint

Denique, quòd cauſa Regis Sueciæ, à cauſâ Regis Galliæ multùm differat: cum hoc namque Cæſarea Sua Majeſtas, & Imperium Bellum geſſere ſolenne, contra illum verò quâ Statum Imperii, & fractæ Pacis publicæ reum, & condemnatum Judicis officio defuncti fuere, non niſi mandatis pœnalibus contra eundem decretis & publicatis.

ANNO 1679.

Quocunque autem modo Cæſarea Sua Majeſtas eum ſuâ Regiâ Majeſtate Sueciæ reconciliabitur, prædictæ Legationes à Cæſareâ comendant, ut ne quidquam contra Leges, Conſtitutiones, Fidejuſſionem, Decretaque Imperii, & contra religioſè ſancita Fœdera, Promiſſa, Obligationes & alia quæcumque jura in Sereniſſimorum Dominorum ſuorum præjudicium, agere, facere aut omittere velit.

Quòd ſi verò Cæſarea Legatio præter omnem ſpem, neglectâ hac multiplici obligatione in præjudicium eorum quidquam fecerit aut omiſerit, hoc caſu prædictæ Legationes non poſſunt, quin de injuria damnisque Sereniſſimis ſuis Dominis hac ratione illatis quàm ſolemniſſime proteſtentur. Repetentes quæcumque contra Cæſareo-Gallicam Pacem declararunt, Sereniſſimisque Domiuis ſuis referendum.

Neomagi $\frac{24. \text{ Januarii}}{4. \text{ Februarii}}$ 1679.

Proteſtatio nomine Principum ERNESTI AUGUSTI, GEORGII WILHELMI, *&* RUDOLPHI AUGUSTI, *reſpectivè Epiſcopi Osnabrugenſis & Ducum Brunsvicenſium, contra Pacem Cæſaream Neomagenſem exhibita* $\frac{24. \text{ Januarii}}{4. \text{ Februarii}}$ 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 492.]

SEreniſſimorum Principum Domini Erneſti Auguſti, Domini Georgii Wilhelmi, & Rudolphi Auguſti, reſpectivè Epiſcopi Osnabrugenſis, & Ducum Brunsvicenſium ac Lunæburgenſium Miniſtri Plenipotentiarii intelligentes Exc. Cæſaream Legationem cum Gallicâ particularem inſiſte Pacem, & in eo eſſe, ut idem cum Suecicâ quamcitiùs peragat, officii ſui eſſe exiſtimarunt, dictæ Legationi Cæſareæ exponere, quanta cum conſternatione & ægritudine perceperint, Excellentiſſimos Dominos Legatos non ſolum poſthabitis Sereniſſimis Dueibus ſeparatam compoſuiſſe Pacem, quod tamen & ipſum Fœderi, quod cum Sacra Cæſarea Majeſtate Sereniſſimus ſuis intercedit, & cujus tenore non aliter quàm conjunctim, & pari cum ipſis paſſu inchoandam illa, multò magis conſtituerit erat, contrariatur; ſed & eumdem in ea conditionibus adhibuiſſe, quæ dicto Fœderi æquè quàm Legibus & Conſtitutionibus Imperii manifeſtò reclamant, quæque & ab Auguſtiſſimi Imperatoris Officio alienæ ſint, & ſacrum, quo Status Imperii continentur, vinculum ſolvant.

Etenim dum Sereniſſimi Duces, quorum merita erga Imperium ſatis innotuerunt; quique non aliàm ob cauſam quàm quòd pro eo certarunt, Reges Galliæ Sueciæque hoſtes habuer, in hoſtium Coronæ Galliæ numerum referantur, ſimul omne ab Imperio ipſis detrahitur auxilium, armis quoque exponuntur, contra quæ Concives ſuos pro viribus defenderont. Cum verò hac ratione maximum accipiat detrimentum ac periculoſiſſimo periculo oner mur, & ſupra memorati Domini Legati Cæſarei ne quidem eo usque dictæ Pacis concluſionem extrahere voluerint, quò intra ſcripti Miniſtri Tractatibus hujus loci accedere, & ut adverſa pars Mandatis ad id neceſſariis ſeſe inſtruere, obtinere poſuerint, intra ſcripti Miniſtri omittere non poſſunt, quin contra hanc à Cæſareâ Legatione inſtam particularem Pacem quàm ſolemniſſimè & optimâ quâ fieri poteſt formâ proteſtentur, reſervantes Sereniſſimis Ducibus Dominis ſuis Clementiſſimis omnia & ſingula jura, quæ ipſis vigore Fœdetis, Conſtitutionum Imperii & uſu Gentium ullo modo competunt, & in conſpectu hujus Orbis Concilii declarantes, excuſatos illos fore ab omnibus iſtis malis, quæ per ſeparatam hanc Pacem Sacrum Romanum Imperium poterunt manere.

Noviomagi die 25. *Januarii* 1679.

Proteſtatio Nuncii Apoſtolici iterata contra Pacem Weſtphalicam, & Neomagenſem, qu utenus Weſtphalica illius baſis & Norma conſtituta eſt. Da-

ANNO 1679. *tum Neomagi 7. Februarii 16-9.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 496.]

ALoysius Dei & Apostolicæ Sedis gratiâ Patriarcha Alexandrinus S. D. N. Innocentii Divinâ providentiâ Papæ XI. Nuntius Extraordinarius. Acerbissimis discordiis ardente Christianâ Republicâ cùm Beatissimus Innocentius XI. ad Apostolici muneris onus esset evocatus, nihil majus in votis habuit, quàm quòd vehementissimè adhuc Cardinalis concupiverat, ut conclusis Catholicorum Principum animis, exoptata tandem tranquillitas tot afflictis diuturno Bello iisque florentissimis Provinciis restitueretur. Nullis ideò nec precibus apud Deum, nec Officiis & hortationibus apud Principes hasce Paternæ suæ sollicitudini defuit: donec ad Tractatus generales Pacis in hac Urbe institutos, me immerentem, ac tanto muneri imparem Charitatis suæ Interpretem delegit, in omnibus iis consiliis posthabitis, quæ in contrarium fundere videbantur. Cùm igitur me hæc contulissem, omni studio ac contentione, siouti omnibus notum est, pro virium mearum tenuitate curavi, ut fuperatis iis difficultatibus, quæ gravissimum Bellum protrahebant, concordiâ tandem coaleseeret, ei tamen semper meæ fidueiâ, ne quid injuriæ ac detrimenti in ipsâ Pacis sanctione Orthodoxæ Religioni, atque Sedis Apostolicæ & Ecclesiarum Juribus inferretur. Sed quotidie magis Divini misericordiâ operante, rebus ad compositionem tendentibus, maximo animi mei ardore percepi, inter Principes belligerantes concordiam ita parari; ut Pacificatio Westphalica pro illius normâ, basi & fundamento constitueretur. Quapropter non solùm statim præsentium meam à poltremis hisce Tractatous subduxi, ac Pacis subscriptioni interesse nolui, ne videndo aliquid roboris aut assensûs præsenti Pacificationis Westphalicæ confirmationi adjicere viderer, verùm etiam ne ullo unquam tempore silentium meum pro acquiescentiâ interpretari posset, nec non obviam iuuris quibuscunque aliis præjudiciis, huiscendo tum speciali ejusdem S. D. N. Papæ Mandato, de quo ex Literis in forma Brevis sub die 14. Maii 1678. ad me datis plenè constat, tùm Protestationi per Episcopum Nerithonensem Nuntium Apostolicum die 26. Octobris Anni 1648. interpositæ adversus præjudicia per Pacem Westphalicam Catholicæ Religioni, & S. Sedi, ac Ecclesiarum Germanicarum Juribus illata, atque subsequutæ præfatorum præjudicorum revocationi, & irritationi per felicis Memoriæ Innocentium X. sub dato Romæ 26. Novembris ejusdem anni 1648 Cùm demum subscriptione, declarationibus ac Protestationibus per me ore & scripto factis & repetitis, ac Excellentissimis D. D. Legatis Imperialibus & Gallicis, ejusmodi pericula tempsit vè prævenendo, sub diebus 30, & 31. Octobris anni protimè elapsi exhibiti, solemniter declaro, & protestor omnibus melioribus modo, vià, jure, cautâ, & formâ, quibus pro Officii mei ratione possem, & deboo me, quamvis Tractatibus Pacis Generalis in hac Urbe faciendæ præsentem, nullatenus consensisse, nec etiamnum consentiri confirmationi dictæ Pacis Westphalicæ, aut cuicumque alteri, vel minimo Religionis Catholicæ, Sedis Apostolicæ, ac quarumcumque Ecclesiarum præjudicio; ac detrimento; Imò prædictam Pacem, eâ quâ fungor auctoritate rursùs reprobo & impugno, juraque tàm S. Sedis, quàm quarumcumque Ecclesiarum salva ac illæsa, non obstantibus verùm annullatis omnibus & quibuscumque Actibus, Pactionibus, ac Tractatibus in contrarium facientibus, fore, & esse omni meliori modo ut supra declaro, & protestor, ità ut nullo unquam tempore mea, ut supra, acquiescentia, aut consensus allegari valeat. Ad quorum omnium, & singulorum ampliorem diuturnioremque notitiam, atque evidentiam apud absentes quoque & posteros adstruendam, has præsentes Litteras manu mei subscriptas, majori meo Sigillo munitas, extare volui. Datum Neomagi septimo Feb. 1679.

Loco ✠ Sigilli.

A. BEVILAQUA. Patr. Alexand.

AUGUSTINUS PINCHIAVIUS
Nuntiaturæ Apost. Audit.

ANNO 1679.

Declaratio & Protestatio Legationis Cæsareæ, in Articulo Pacis pangendæ cum Suecis facta, de vero sensu Articulorum tertii & quinti, nec non de Telonio Warnemundensi, & Juribus Ducum Mecklenburgensium uti & Civitatis Bremensis. Actum Neomagi 5. Februarii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 459.]

CUm de Articulo tertio Tractatus Cæsareo-Suecici multùm difficultatis fuerit, cui tollendæ Excellentissimi Domini Legati Suecici palam contestati sint, dispositionem istius Articuli eò extendi non posse, ut à Sacrâ Cæsareâ Majestate & Imperio, Principes in Bello manentes, Articulo quinto nominati, ad restitutionem Pacis Westphalicæ Osnabrugensis obligari debeant, sed virtute Articuli quinti hanc rem ad particulares Tractatus remitti, & tamen hanc suam Declarationem in Tractatu, cui subscripturi sint, admittere non posse, Legatio Cæsarea operæ pretium duxit, Excellentissimos Dominos Mediatores, ante Tractatus Cæsareo-Suecici subscriptionem enisè rogare, ut prædictam Dominorum Legatorum Suecia Declarationem, à Nobis quoad separatim, eongruo loco ad Mediationis & relationum suarum commentarios referre non graventur: Et simul meminisse, quod Articulus Projecti Cæsareo-Suecici de Telonio Warnemundensi, & Juribus Dominorum Ducum Mecklenburgensium, uti & Civitatis Bremensis in ipso Tractatu ideo tantùm omissus sit, quòd Domini Legati Suecici constanter negarint, se de his ab Aulâ sua, ob impediam correspondentiam, necdum informatos & instructos esse, Cæsarea verò Legatio eam ob rem ulteriores moras Pacì poni noluerit, eùm etiam absque ejusmodi stipulatione, Jura clara sint, & Cæsaris & Imperii Protectione tuta.

Novlomagi, quintâ Februarii, Stylo Novo, 1679.

JOANNES *Episc. & Princeps Curcensis.*

FRANC. UDALRICUS *Comes Khinsky.*

T. A. HENR. STRATMAN.

Protestatio D. D. Capituli LEODIENSIS *contra Pacem Cæsareo-Gallicam ratione Ducatus Bullionensis. Actum 15. Februarii 1679.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 501.]

DEcanus & Capitulum Cathedralis Ecclesiæ Leodiensis viso Tractatu Pacis Germano-Gallicæ, tot vojis expetitæ, coguntur ex necessitate Juramenti, quo erga dictam Ecclesiam obligantur, declarare, prout declarant, Articulum vigesimum octavum, Ducatum Bullionensem concernentem, citra ullum ipsorum Mandatum, aut consensum fuisse, & esse inferrum, neque inseri debuisse; Quia notorium est, dictum Ducatum ab Imperio separatum esse, & independentem; Idcoque fierant fore, ut integrum jus Ecclesiæ Leodiensi, quo nullus in præsenti Bello habuit partes, permaneat, contestando, quòd hac Declaratione nullatenus intendant dictum Tractatum aliunde convelli. Datum Leodii & loco Capitulari hac decimâ quintâ Februarii, Anno XVIC. sexagesimi noni, sub signaturâ nostri Secretarii Jurati, & Sigilli nostri consueti impressione, &c.

De Mandato Reverendorum, admodum Perillustrium & Generosorum Dominorum meorum præfatorum.

GEELREE.

Protestatio MAXIMILIANI HENRICI *Archi-Episcopi & Principis Electoris Colonienfis, ac Episcopi & Principis Leodiensis contra Pacem Cæsareo-Gallicam Neomagensem, ratione Ducatus* Bullionensis. *Datum Colonie die 17. Februarii 1679.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 503.]

Sere-

ANNO 1679. Sereniſſima ſus Celſitudo, Dominus Maximilianus Henricus, Archi-Epiſcopus & Princeps Electior Colonienſis, Epiſcopus ac Princeps Leodienſis, &c. viſo Tractatu Pacis Cæſareo-Gallicæ tot votis expetito, cogitor ex neceſſitate Juramenti, quo ergà dictam Eccleſiam Leodienſem obligatur, declarare, prout declarat, Articulum vigeſimum octavum, Ducatum Bullionenſem concernentem, citra ullum ipſius Mandatum aut conſenſum fuiſſe & eſſe infernum, neque inſeri debuiſſe, quia notorium eſt dictum Ducatum ab Imperio ſeparatum eſſe & independentem, ideoque ſperat fore, ut integrum jus eidem Eccleſiæ Leodienſi, quas nullius in præſenti Bello habuit partes, permaneat, conteſtandò, quòd hæc Declaratione nullatenus intendat, dictam Tractatum aliunde convelli. Signatum Coloniæ 17. Februarii 1679.

MAXIMILIANUS HENRICUS, *Archiep. & Elector Coloniæ.*

FR. SCHÖNEIM.

Nähere Proteſtation des Chur-Brandenburgiſchen Geſandtens wieder den Kayſerlich-Frantzöſiſch- und Schwediſchen Frieden. Übergeben den 3. Februarii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 475.]

C'eſt-à-dire,

Ultericure Proteſtation des Ambaſſadeurs Electoraux de BRANDEBOURG *contre la Paix faite par l'Empereur avec la France & la Suede. A Nimegue le 4. Fevrier 1679.*

ES wird ſich die Hochanſehnliche Kayſerl. Geſandtſchafft verhoffentlich annoch wiſſen zu erinnern / Was maſſen der Ehrbedeutainer Chur-Brandenb. zu den hieſigen Friedens-Tractaten Gevollmächtigter ehemaln in denen wieder die zu dem Frantzöſiſch- und Schwediſchen Geſandtſchaften emſeitig geſtelloſſene und zugeſchickte Friedens-Tractaten hiebevor eingelegten Proteſtationibus ſich unter andern darüber beſchwehret / daß ſie der Kayſerl. Geſandtſchafft an Nahmen des Heil. Röm. Reichs Chur-Fürſten / Fürſten und Ständen unterſchiedene ſachen / welche ohne Hoch- und Hochgemelter Chur- Fürſten / Fürſten und Stände vorwiſſen und bewilligung von Kayſerl. Majeſt. allein nicht können noch mögen verrichtet werden / zu beſtreittung obgem. Friedens-Tractaten abzuthun und zu determinirten angemaſſet.

Und weiln Hoch und Wolgeb. Kayſerl. Geſandtſchafft dieſes Ihr verhalten auff ein Anno 1677. den 31. Maji an Kayſerl. Majeſt. ergangenes und in beyden obgem. Friedens-Tractaten Articulis ultimis angeggenes und proteſtirtens Reichs-Concluſum gründet / und daſſelbe damit behaupten und autoriſiren wollen / ohne jedoch ſolches Concluſum, wie begehret worden / zu communiciren.

Hat obgedt. Chur-Brandenb. Geſandter / was doch dieſes für ein Reichs-Concluſum ſeyn möchte anderwerter nicht nachforſchen und zuerhalten ſich bemühet / und / wie er ſolches erlanget / alſobald darauß erſehen / daß es damit eine gahr andere beſchaffenheit als vorgegeben worden / habe / und der Kayſerl. Geſandtſchafft mit ihrer angemaſſter Macht darauß zu behaupten keines wegen zu ſtellen kommen können / ſondern vielmehr eine Tacitam Contradictionem & Proteſtationem wieder ſolche unformliche Friedens-Tractaten zu ſich begreiffe: Sintemahlen in ſothanem Concluso oder Reichs-gutachten Ihre Kayſerl. Majeſt. von ſolten der Chur-Fürſten / Fürſten und Standen allergeſtaltſt erſuchet worden.

I. Daß nachdeme ſie Hochſtersthnlich conteſtiret / den allgemeinen Frieden zu befordern / ſie geruhen wolten / ſich dieſes ſo hochnöthige und heilſahme Friedens-werck zu übernehmung und wolfahrt des Heil. Röm. Reichs noch ferner allergnädigſt angelegen ſeyn zulaſſen / und

II. Bermöge §. Gaudeant. Inſtrumenti Pacis auch von ſelbſt gethanem allergnädigſten erbieten nach von allen denjenigen / was bey denen vorwehrenden Friedens-Tractaten jedermahl verhandelt / allerſtrafft. und gnel. communication zuthun / bittet

III. Den Chur-Fürſten / Fürſten und Ständen insgeſamt erbiethender nohtwurfft nach einem Reichs-tag zu Regenſburg zu forderſt ernſtlich darüber deliberiret / und ſolchem nach allerbeſtes geh. Ihr Kayſerl. Majeſt. mit einem allerunterthänigſten gutachtens dem Hochanſehnl. gemäß an hand gegangen werden möchte; Modoyo ſie anh

IV. Zu Ihro Kayſerl. Majeſt. das allerunterthänigſte vertrauen gertagen / ſie geruhen würden / dero Geſandtſchafft athier zu Nimwegen den vorgem Friedens-Tractaten allergnädigſt zu communiciren / derjenigen Stände Geſandten / ſo ſich hierüber ein finden möchten in dem deſiderio möglichſt zu aſſiſtiren / und ſolche zu gewürtigen effect befordern zu helffen: Welt em Reichs gutachten und andern Ihr. Kayſerl. Majeſt. beſage des hernacher nehmlich den 6. Julii 1677. darauff von dem Kayſerl. zu gunſtwertigen Reichstag Gevollmächtigten Hochſtanſehnlichen Principal-Commiſſario per dictaturam communicirten Reſponſo nicht allein in allen Punckten gnädigſt deferiret / ſondern auch nach (welches wohl zu notiren ſtehet) mit ausdrücklichem verlangen ſich erbohten / ohne der Chur-Fürſten / Fürſten und Ständen vernehmung in der hauptſache nichts endrückes zu ſchlieſſen.

Wie wenig aber die Kayſerl. Geſandtſchafft hier auff reflectiret habe / und wie wenig ſich ſie angenommen ihnen auff hiesen Reichs gutachten autoriſiren und behaupten laſſe / iſt leichtlich zu erſehen / wann man daſſelbe mit den klahren buchſtaben in angezogenen Reichs gutachtens zuſammen helt / dann

I. Sind Ihr. Kayſerl. Mayeſt. von Chur-Fürſten / Fürſten und Ständen nicht erſuchet worden / gleich wie ihr Kayſerl. Geſandtſchafft in obangezogenen Articulo vorgiebet: Ut Electorum, Principum & Statuum Imperii intereſſe per ſuam Cæſaream Legationem in hoc Congreſſu agi curet: Sondern nur / daß Ihr. Kayſerl. Mayeſt. das Friedens-werck / gleich wie ſie ſich ultro erboten gehabt / alſo noch ferner zu beruhigung und wolfahrt des Heil. Röm. Reichs ſich allergnädigſt angelegen ſein laſſen wolten.

II. Haben Chur-Fürſten / Fürſten und Stände ſolches nicht ſo blos-hin zu thun erſuchet / wenger ſich dadurch ihres Reichs beyden / ſondern zuforderſt communication darüber begehret und bat man ſich darüber zum höchſten zu beſchweren / daß ſolche von dem / was die Kayſerl. Geſandtſchafft zu letzt und hauptſachlich abgehandelt und geſchloſſen der Reichs-verſammlung zu Regenſburg gahr nicht vor dem ſchluß / auch vorerſt hier anwehenden Chur-Brandenb. Geſandten nicht der geheſter / noch zu rechter zeit / ſondern denn und wenn / und zwar nur ſtückweiſe / auch meiſtens nach geſchehener ſache erſt gethan werden.

III. Haben Chur-Fürſten / Fürſten und Stände in vorerwehrtem ihrem Reichs-Concluſo præmendret / über das communicirte zuforderſt reiflich zu deliberiren / und Ihr. Kayſerl. Majeſt. dem herkommen gemäß mit ihrem gutbedincken an hand zu gehen.

Gleich wie aber von Kayſerl. Seiten nicht die behörige communication gebrauchet iſt / ſo hat man auch an ſeiten Chur-Fürſten / Fürſten und Ständen vor dem ſchluß darüber keine deliberation / weniger dereſelben gutbedincken an Kayſerl. Maj. ergehen laſſen können / ſondern die Kayſerl. Geſandtſchafft hat ohne der Chur-Fürſten / Fürſten und Stände vorwiſſen und zuthun in der gantzen hauptſache / und den importantſten daran gelegen ſtücken / und in etzlichen Punckten ſolchen ſchluß gemachet / wodey die Chur-Fürſten / Fürſten und Stände zum höchſten præjudiciret / und ſie in ihren Juribus mercklich laediret worden / in maſſen auff denen bereits eingelegten Proteſtationen mit mehrem zu erſehen iſt.

IV. Haben Chur-Fürſten / Fürſten und Stände zu Ihr. Kayſerl. Majeſt. das vertrauen getrauet / daß wieder dero Geſandtſchafft bey vorgem. Friedens-Tractaten allergnädigſt communiciret haben / derjenigen Stände Geſandten / ſo ſich hierüber zu Nimwegen einfinden möchten / in dem deſiderio möglichſt zu aſſiſtiren / und ſolche zu gewünſchten effect befordern zu helffen.

Die Kayſerl. Geſandtſchafft aber hat ſolches nicht allein nicht gethan / ſondern / an ſtatt ſchuldiger aſſiſtentz und hülffe ſich in derſelben affaires, auch ungeacht der Chur-Brandenburgiſchen Geſandtſchafft gtarnuert / ohne vorwiſſen und zuthun in die anverwonte verrichtungen gantz und gahr eigenmächtiger weiſe gemiſchet / und zu S. Chur-Fürſtl. Durchl. zu Brandenburg höchſten præjudiz unterſchiedene dinge mit den Fremden paciciret.

Demnach nun mehr Hochwohl Wolgeb. Kayſerl. Geſandtſchafft obgemeltem Reichs Concluſo oder Gutachten allerdings zu wieder gehandelt / und durch einſeitiges verfahren die Freyheit und Rechte aller Chur-Fürſten / Fürſten und Ständen in ſpecie Hochſtgedt. Seiner Chur-Fürſtl. Durchl. zu Brandenburg ſehr gekräncket / auch zu noch mehrerer verſpanlierung ſolcher Juriurn den letzten Articul theils mit den Frantzöſiſchen Geſandten ſeparatim getrachten Friedens auch noch dieſes nunchtent durch die Proteſtationes oder Contradictiones, welche von Reichs wegen wieder die ſubſcription dieſes einſeitigen Friedens geſchehen möchten / nicht angenommen werden / noch gültig ſein ſollen.

Alles dasjenige aber / was ſolcher geſtalt wieder die Auream Bullam, die beſchwehrte Kayſerl. Wahl-Capitulation, Reichs-Conſtitutiones, und in ſpecie, wieder das inſtrumentum Pacis Weſtphalicæ. §. Gaudeant. von Kayſerl. Geſandtſchafft verhänget und paciciret worden wollen / ipſo jure unkräfftig / null und nichtig iſt.

Alſo kan obgedt. Chur-Brandenburgiſcher Geſandter nicht ermahnen / nochmahls und abſonderlich wieder dieſen in der ſämtlichen Chur- Fürſten / Fürſten und Ständen / und abſonderlich der Chur-Fürſtl. Durchl. zu Brandenburg freies Gnädigſten Herrn / ſura von Kayſerl. Geſandtſchafft gethanen ungrafft ſeines ohrts ſverlichſt zu proteſtiren; thut es auch hiermit dergeſtalt und alſo / daß er alles / was ipſo jure und an ſich ſelbſt null und nichtig iſt / auch davor thut halten:

Digitized by Google

ANNO 1679. Darnach reſerviret er Hochſtgedachter Seiner Chur-Fürſtlichen Durchl. alle dero aus obangezogener Aurea Bulla, beſtohrbrachter Kayſerl. Wahl-Capitulation, Conſtitutionibus Imperii, Inſtrumento Pacis, & hujus §. Gaudeant zuſtehende Rechte und Gerechtigkeiten.

Endlichs wegen der übrigen Præjudicium, ſo von Kayſerl. Geſandtſchafft wieder die Fœdera und andere Jura Seiner Chur-Fürſtl. Durchl. durch obgem. ſeparatum modum tractandi und einſeitige Friedens-Tractaten zugefüget worden wollen, bejahet er ſich auff die hiebevor beſchehene und eingegebene vorſtellungen/erinnerungen/contradictionen und proteſtationen in dasis den

$\frac{1}{11}$ Decemb. 1678. item den $\frac{1}{11}$ Januarii ejusdem, den

1 Februarii den $\frac{1}{11}$ Februarii und den $\frac{1}{21}$ Februarii dieſes Jahrs/welche er abher kaum und ſonders wiederholet haben will/ der feſten zuverſichtl. lebende/ Ihre Kayſerl. Majeſt. nachdem ſie hiervon gebührend worden benachrichtiget ſein/ ja auch die Cron Franckreich ſelbſt/ als welche dem Neun. Reiche und deſſelben Chur-Fürſten/ Fürſten und Ständen ihre Jura, wegen deren infraction hiebevor ſo viele hint vergaſſen/ und welche endlich nach ſo groſſer demühung durch den Weſtphaliſchen Frieden reſtabilirt worden/ nicht allein ungekräncket laſſen/ ſondern auch darwider conſerviren unbefehlen/ feyerlich conteſtiret/ werden erkennen/ daß ſolche ipſo jure null und nichtige Pacta, nicht anders als für null zu halten ſeyn/ dieſelbe verwerffen und immunciren zugeben/ daß die jemahls ratificiret werden ſolten. Geben Nimmegen den $\frac{1}{11}$ Februarii 1679.

Ratificatio Sereniſſimi Regis Succorum ſuper Pace Cæſarea & Imperii Neomagenſi. Datum in Caſtris Luingby 3. Martii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 529.

NOs CAROLUS Dei gratiâ Succorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ, & Vandaliæ, Princeps Rugiæ, Dominus Ingriæ & Wismariæ, necnon Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Clivize & Montium Dux. Notum facimus omnibus & ſingulis præſentes Litteras inſpecturis, lecturis, vel audituris, aut quomodocunque infra ſcriptorum notitia ad ipſos pervenire poterit. Poſtquam ad reſtinguendum quod ante annos aliquot exarſit grave Bellum Congreſſus Neomagi Geldrorum inſtitutus fuerit, Divinâ favente Clementiâ factum eſſe, ut poſt multos & laboriioſos Tractatus per noſtros ab utraque parte ad id deſtinatos Legatos extraordinarios & Plenipotentiarios Pax & amicitia, tandem concluſa & ad Ratificationem noſtram perfecta ſit, formâ, modo, & tenore ſuperi.

Sequitur Tractatus integer una cum Plenipotentiis.

Cùm igitur hæc omnia & ſingula, per noſtros Legatos, & Plenipotentiarios ſupra memoratos noſtro nomine, juſſu & Mandato, hunc ad modum prout hic verbotenus inſerta & deſcripta leguntur, geſta, peracta & conventa ſint, nos eadem omnia & ſingula, prabitâ materâ & diligenti conſideratione, & certâ noſtrâ ſcientiâ approbamus, ratificamus & confirmamus, ratæque & firma eſſe, & fore virtute præſentium declaramus, ſimulque verbo Regio promittimus pro nobis, noſtrisque & Regni noſtri Succeſſoribus, nos omnes & ſingulos ſupra deſcriptos Articulos, & quidquid totâ hac Pacis Conventione continetur, firmiter, conſtanter & inviolabiliter ſervatoros atque executioni mandaturos, nullâque ratione vel per nos, vel per alios ullo unquam tempore, contraventuros, aut ut per alios contraveniatur paſſuros, quomodocunque id fieri poſſit, omni dolo & fraude excluſis. In horum omnium teſtimonium & fidem, Sigillum noſtrum Regium majus huicce Diplomati, manu noſtrâ ſubſcripto, appendi fecimus. Datum in Caſtris noſtris Luingby die 3. Menſis Martii, anno Domini 1679.

CAROLUS.

H HOCHUSEN.

Declaration des Ambaſſadeurs de France au ſujet des Conditions ſtipulées par le Traité de Paix en faveur du Duc de LORRAINE. *A Nimegue le 26. Mars 1679.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 511.] ANNO 1679.

ET à l'égard de la Lorraine ils declarent de même, que ſi dans ce même temps le Duc de Lorraine n'a ratifié purement & ſimplement, ce que les Ambaſſadeurs, & Plenipotentiaires de l'Empereur ont ſtipulé pour luy, Sa Majeſté Tres-Chreſtienne ſe tiendra alors degagée de toutes les conditions qu'Elle luy avoit offertes dés le Mois d'Avril dernier, & dont leſdits Ambaſſadeurs de France ſont convenus par ledit Traité dudit jour 5. Fevrier de la preſente Année, qu'ainſi Elle ne ſera plus en aucune meſure avec ledit Duc de Lorraine; mais libre de tous les Partіes qu'elle voudra prendre & de toutes les conditions qu'elle voudra demander.

Fait à Nimegue le 26. Mars, 1679.

Le Maréchal d'ESTRADES. COLBERT.

Proteſtation du Miniſtre de Lorraine contre les Articles du Traité de Paix concernant la Reſtitution du Sereniſſime Duc ſon Maître, lesquels il ne peut accepter. Fait à Nimegue le 20. Avril 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 532.]

LE Miniſtre & Plenipotentiaire de ſon Alteſſe Sereniſſime de Lorraine à l'Aſſemblée pour la Paix declare de ſa part, que comme les conditions du Traité fait en cette Ville le cinquiéme du Mois de Fevrier dernier la concernants, luy paroiſſent inacceptables par toutes les raiſons, qui en ont eſté repreſentées par ſondit Miniſtre & Plenipotentiaire à Meſſieurs les Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires des Puiſſances qui ſont icy, elle ſe trouve dans l'impoſſibilité de recevoir leſdites conditions, proteſtant contre ledit Traité, & que tout ce qui y eſt ſtipulé pour elle depuis le douziéme Article d'iceluy jusques au vingt deuxiéme inclusivement, ne peut lui nuire ny faire aucun prejudice à ſes joſtes Droits. Fait & delivré à ſa Seigneurie Illuſtriſſime Monſieur le Nonce de ſa Sainteté Mediateur. (A ſon Excellence Monſieur de Jenkins, Ambaſſadeur extraordinaire de Sa Majeſté de la Grande Bretagne Mediateur, &c.)

A Nimegue ce vingtiéme Avril 1679.

Declaratio Legationis Cæſareæ pro Reſponſo ad Declarationem Gallicam, ſuper Negotio Lotharingico. *Actum Neomagi 12. April 16*79. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 512.]

POſtquàm Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Ratificatio Tractatus Pacis tam Cæſareo-Gallici, quàm Cæſareo-Sueciei ad ejusdem Legationem perlata eſt, paratam illa ſe offert ad commutanda hinc inde Ratificationum exemplaria.

Cùm verò ex Dominorum Legatorum Gallie Declaratione vigeſimâ ſextâ protimè elapſi Menſis dará intelexerit, nolle Suam Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam conditionibus pro Sereniſſ. Lotharingiæ Duce ſtipulatis obligari, ii eadem ſua Sereniſſa intra præfixum tempus ratas non habuerit, & res ipſa loquatur, Sacram Cæſaream Majeſtatem & Imperium iis conditionibus nullo jure obligatam cenſeri poſſe, quibus Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima mutuo obligari non vult; neceſſe erit, ſi præditæ conditiones rates non reddantur, ut Dominus Dux eas acceperas habeat, illas vel ex Tractatu expungi, vel pro non ſcriptis declarari, re Lotharingicâ (uti in Pacificatione Monaſteteníi factum fuit) ad alios Tractatus remiſſâ.

Actum Neomagi 12. Avril 1679.

JOH. Epiſc. & Princeps Gurcenſis. T. A. H. STRATMAN.

Ulte-

Digitized by Google

ANNO 1679. *Ulterior Declaratio Legationis Cæſareæ de eodem Negotio. Dat. 18. Aprilis 1679.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 514.]

LEgtio Cæſarea Declarationi Suæ Excellentiſſimis D. D Legatis Galliæ 12 hujus exhibitæ inhærendo, promptitudinem ſuam denuò teſtatur ad commutanda hinc inde Pacis Cæſareo-Gallicæ, quintâ superi Februarii hîc concluſæ, Ratificationum exemplaria, ita tamen ut ex parte Sacræ Cæſareæ Majeſtatis & Imperii iterùm declaratum veiit, prout hisce expreſſè declarat, ſiquidem Sereniſſimus Lothringiæ Dux Articulos Inſtrumenti prædictæ Pacis à 12 usque ad 22. inclusivè cauſam hanc concernentes, acceptos non habet, neque ſub iisdem Pace hîc comprehendi vult, quin potiùs ut cauſa ſua ad ulteriores Tractatus remittatur, Articulos hosce pro non ſcriptis ſeu non inſertis ac perinde habendos, ac ſi de illis nullo modo actum tractatumve eſſet, adeò ut nullum præjudicium Domino Duci afferre poſſint, ſed illi jus ſuum omninò ſalvum maneat, cauſâ hâc ad ulteriores Tractatus remiſſâ.

Datum Neomagi 18. Aprilis, 1679.

JOH. Epiſc. & Princeps Gurcenſis. T. A. H. à STRATMAN.

Conſenſus Legationis Sueticæ in Armiſtitium à Legatis Gallicis nomine Chriſtianiſſimi pariter ac Sueciæ Regum cum Danicâ & Brandenburgicâ Legationibus conventum. Actum Neomagi 11 Martii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. Part. I. pag. 317.]

NOs Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ teſtificamur hisce præſentibus, quòd cùm Excellentiſſimi Domini Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Sacræ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ officia ſua de Armiſtitio à nobis acceptando adhibuerint, nos non tantùm denuò Pactum Conſenſum ad idem Armiſtitium usque ad 1. Maji hujus anni ſtyli novi dediſſe, verùm etiam virtute Plenipotentiæ ad hoc negotium nobis ſpecialiter datæ promiſiſſe, ſicut & nos promittimus nomine Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ Domini noſtri Clementiſſimi omnes Conditiones dicti Armiſtitii, quæ ab ipſis hodie competente ad id Conventione datæ acceptæque ſunt, etiam à parte Regiæ Majeſtatis Regnique Sueciæ bonâ & integrâ fide debitæ executioni mandandas fore.

Actum Neomagi die 11. Martii 1679

(*L.S.*) BENED. OXENSTIERN.

(*L.S.*) JOH. PAULUS OLIVENCRANS.

Acte de ſeureté pour le Pays de Cleves au delà du Rhyn & du Wahal, donné par les Ambaſſadeurs de L. H. P. les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, *le 31. Mars 1679. Avec la* DECLARATION *des Ambaſſadeurs de France, donnée en conformité le 1. Avril 1679.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. Part. I. pag. 320. en Holl. & en François.]

NOus Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des tres-Hauts & Puiſſans Seigneurs Meſſeigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, certifions & atteſtons par la preſente, que non obſtant la Suspenſion d'Armes entre Sa M. Tres-Chreſtienne d'un côté, & de ſa Serenité Electorale de Brandebourg de l'autre, il ſeroit ſurvenu quelque difficulté, touchant quelques Contributions des Païs de Cleves, deçà le long de la Riviere du Wahal, demandées par le Sieur Calvo, & auſſi touchant les Logemens & Quartiers d'Hiver des Troupes de S. M. T. C. au deçà du Rhin: ce qui eſt mort-à-fait contraire à l'Accord paſſé entre leſdits Pays de Cleves le 26. d'Août & 13. de Decembre 1678. L'Ambaſſadeur de S. A. E. ne pouvant goûter cette Injuſtice, & les Ambaſſadeurs de S. M. T. n'oſant pas outrepaſſer leur ordre, ſont convenus pour l'accompliſſement d'une choſe ſi importante, d'en écrire à S. M. T. C. leur Maître, pour ſçavoir ſa derniere reſolution, promettant cependant, que dans le temps de quinze jours on ne feroit aucune Extorſion, & qu'on ne commettroit aucun Acte d'hoſtilité dans leſdits Païs, à commencer du premier du Courant, & qu'en cas que Sa M. T. C. trouvât bon, qu'on payât leſdites Contributions, qu'ils nous en avertiroient, & outre cela trois jours de temps, afin que ceux qui dependent de ces Païs prennent leurs meſures là-deſſus, & de plus leſdits Sieurs Ambaſſadeurs ont conſenti, que nous donnions toute aſſurance, de ce qu'ils ont promis ci-deſſus, en donnant un Acte ſigné de leurs mains à la fin de celui-ci.

Nous Ambaſſadeurs, &c.

Nimegue 31. Mars 1679.

H. VAN BEVERNING.

G. HAAREN.

ANNO 1679.

DECLARATION *de Meſſieurs les Ambaſſadeurs de France pour la Suspenſion des Executions au de là du Rhin & du Wahal.*

NOus ſoussignés Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France conſentons, que ſur la difficulté qui s'eſt meuë lors de la ſignature de l'Armiſtice, touchant la levée des Contributions, demandées aux Païs de Monſieur l'Electeur de Brandebourg, qui ſont au delà du Rhyn & du Wahal, leurs Excellences Meſſieurs les Ambaſſadeurs des Etats Generaux donnent parole pour nous, que nous eſcrirons inceſſamment au Roy pour ſçavoir là-deſſus ſes intentions, & que cependant il ne ſe fera aucune execution au de là du Rhyn & du Wahal pendant quinze jours, à commencer dés ce jourd'huy, & même que ſi Sa Majeſté juge aprés leſdits quinze jours, que leſdites Contributions doivent eſtre eſtigées, nous le vous ferons à leurs dites Excellences, & leur donnerons encore trois jours de temps, pendant lesquels les Habitans desdits Païs pourront prendre telles meſures, que bon leur ſemblera.

Fait à Nimegue, ce 1. Avril 1679.

LE MARESCHAL D'ESTRADES.

COLBERT.

Incluſio, ſeu Denominatio eorum qui in Tractatu Pacis, ex parte Sacræ Cæſareæ Majeſtatis, pro comprehenſis intelligi debent. Datum die 8. Februarii 1679. [Actes & Memoires de la Paix Nimegue. Tom. III. pag. 107. und, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Abtheil. I. Abſatz I. pag. 471.]

CUm Articulo 33. Inſtrumenti Pacis hîc nuper concluſæ cautum ſit, ut intra præfixum illic tempus, ab utraque parte, comprehenſi nominentur: Nominantur & comprehenduntur ex parte Imperatoris, imprimis Sacræ ſuæ Majeſtatis Fœderati, Rex Catholicus, Sacri Romani Imperii Electores, Principes, cæterique Status, comprehenſi liberè & immediatè Imperii Nobilitate, & Civitates Hanſeaticæ. Nominatim verò inclusi ſunt: Electores Moguntinus, Trevirenſis, & Colonienſis, cum illorum Archi- & Epiſcopatibus, Electores Saxoniæ & Palatinus, Archi- Epiſcopus Salisburgenſis, Magnus Ordinis Teutonici Magiſter, Epiſcopus Bambergenſis & Herbipolenſis, Epiſcopus Eichſtatenſis, Epiſcopatus Argentoratenſis, Epiſcopus Conſtantienſis, Auguſtanus & Baſileenſis; Principes Palatini Neoburgicus, Bipontinus & Veldenæ, omnes Duces Saxoniæ, Marchiones Culmbacenſis & Anſpacenſis, Duces Mecklenburgici Sucrinenſis & Guſtrovienſis; omnes

ANNO 1679. omnes Duces Wirtenbergæ, omnes Landgravii Haſſiæ; omnes Marchiones Badenſes, Dux Saxoniæ inferioris, Principes Anhaltini, Principes & Comites Naſſavix, Princeps Friſiæ Orientalis, Princeps Schwartzenbergicus, Princeps Lixheimenſis, Abbatiæ Murbacenſis & Lauterenſis, Comites in Hanaw, Waldeck, Benthem, Teckleburg, Lipp, Gronenberg; omnes Imperii Civitates liberæ & Hanſeaticæ, Colonia, Aquiſgranum, Argentoratum, Lubeca, Wormatia, Spira, Francofurtum, Brema, Norimberga, Ulma, Hamburgum, aliaque una cum Provinciis, Territoriis, Juribus & Appertinentiis, Vaſallis & Subditis; præterea Rex & Regnum Poloniæ, Magnus Dux Moſcoviæ, Dux Lotharingiæ (ſi comprehendi voluerit) omnes Principes & Respublicæ Italiæ, Ordinesque Fœderati Belgii & Helvetiæ, Rhetiæque, Princeps etiam Tranſylvaniæ.

Actum Neomagi 8. *Februarii* 1679.

JOANNES *Epiſcop.* & Princeps Gurcenſis,

T. A. HENRICUS STRAATMAN.

Ulterior Inclufio ſeu Denominatio eorum quos Sacra Cæſarea Majeſtas ſuo nomine, in Tractatu Pacis comprehenſos eſſe intendit. Dat. 16. *Aprilis* 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 508. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. I. Abſatz I. pag. 472.]

UTut omnes Imperii Electores, Principes & Status, ipſaque immediata & libera Imperii Nobilitas Pace Sacram Cæſaream Majeſtatem inter & Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam initâ comprehenſi ſint, iis ſolis exceptis, cum quibus Pax nondum componi potuit; cum tamen aliquos Imperii Statuum ad eorum requiſitionem ſpecialim nominare viſum ſit, eorumque uti & aliorum à Sacrâ Cæſareâ Majeſtate Pace hâc comprehenſorum Catalogum Excellentiſſimis Dominis Legatis Franciæ edere, Legatio Cæſarea non ſolum eosdem omnes hic repetere, verum etiam ſequentes, qui & ipſi id ſpeciatim deſiderarunt, nominatim addere voluit, ſcilicet Electorem Bavariæ (qui ſimul cum aliis Electoribus, & Principibus à multo jam tempore operam & ſtudium ad promovendam in Imperio Pacem laudabiliter contulit) Ducem Sabaudiæ, Ducem Holſatiæ Plonenſis, Principem Aremberga, Principem, Salmenſem, Abbates & Abbatias Stablenſem, Corbejenſem, Werdenſem, Monaſterii Sancti Cornelii, aliosque omnes Imperii Prælatos immediatos, uti & quoslibet Omnis Teutonici Balivias & Commendas ad Germaniam ſpectantes, Abbatiſſas in Eſſen & Elten, Comites in Manderſcheid & Ritberg, Civitatem Imperii liberam Tremoniam (Dortmund) ita ut illi non minus ac reliqui Sacri Imperii Electores, Principes & Status, ipſaque immediata Imperii Nobilitas, uti & omnes alii in Catalogo nuper exhibito nominati ſpeciatim omnes univerſim Italiæ Principes & Respublicæ, exteriique omnes Imperatoris & Imperii per Italiam Vaſalli una cum eorum Regnis, Provinciis, Territoriis, Juribus & Appertinentiis, Vaſallis ac Subditis Pace hâc comprehenſi ſint, illiusque beneficio pleně fruantur, ac ſi ſuo quisque nomine ipſi Pacis inſtrumento expreſſè inſertus fuiſſet. Ordo tamen, quo in hâc uti & anteriore ſerie comprehenſi poſiti ſunt, nullius præeminentiæ aliisve Juribus vitio aut præjudicio eſſe debet.

Actum Neomagi 16. *Aprilis*, 1679.

JOANNES Epiſc. & Princeps Gurcenſis. T. A. HENRICUS STRATMAN.

Deſignatio à Gallia Reſtituendorum exhibita, per D. D. Legatos Cæſareos D. Legato Gallico die 12. *Junii* 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 538. en Latin, & pag. 541. en François. *Theatrum Pacis* Tom. II. pag. 820. en Latin & en Allemand.]

REparanda ſunt ea, quæ in Imperio poſt quatuordecim dies à ſubſcripta Pace attentata aut vi facti immutata ſunt. Item reſtituendæ ſunt contributiones qualescunque, quæ ab iis Provinciis & locis, quæ Contributionibus ſeſe ſubmiſerunt, poſt commutata Ratificationum Diplomata, aut aliàs indebite exactæ ſunt. ANNO 1679.

Reſtituenda & evacuanda ſunt Regiones & loca Imperii omnia, quæ à Gallia occupata, nec Pace hâc Galliæ ceſſa ſunt, aut de quibus ad tempus aliter diſpoſitum fuit, &c.

Speciatim reſtituenda eſt Domus Auſtriaca in totam Brisgoviam, & quidquid illi virtute Pacis Weſtphalicæ competit, exceptis ſolùm Urbe & Caſtro Friburgenſi & tribus Pagis, Lehn, Berenhauſen & Kirchzart Gallicæ, ceſſis, &c.

Domus Durlaco-Badenſis in Caſtrum Friedlingen, allaque Caſtra & loca ad eam ſpectantia à Gallia detenta. Dux Wirtembergicus Mompelgardenſis in Horburg & Mompelgard cum omnibus Appertinentiis & Dependentiis. Abbatiæ Murbach & Luders in Urbem Gebweiler, Luders, Waltweiler & Sanctum Amarinum, cum omnibus aliis harum Abbatiarum Appertinentiis & Dependentiis, &c.

Epiſcopatus Argentoratenſis in Ruffack; Soltz, Erſisheim, unà cum eorum Diſtrictu & Præfecturis, in Urbem, item Marckolsheim, & Præfecturam inde dependentem, necnon in Urbes, Præfecturas & Caſtra, Benfelden, Dambach, Molsheim, Dachſtein, Mutzig, Bergzabernenſem, Tabernas Alſatiæ unà cum omni Jurisdictione, Bagis & Subditis. Capitulum Argentoratenſe in Præfecturam Zeltenberg, unà cum Vogteia, item Benweiler, uti etiam in Bers Gaffenham, Ehrenſtein, Keſſenholtz, Geyspiltzen, cum omnibus Appertinentiis & Dependentiis.

Simili modo etiam reſtituendi ſunt Epiſcopatus Bambergenſis, aliique Imperii Status in omnia Feuda, quæ familia Comitum de Rappoltſtein à dicto Epiſcopatu aliisque Statibus tenuit, & morte ultimi Comitis aperta ſunt, nunc autem ſub protectione Gallicâ Princeps Palatinus in Birckenfeld detinet, &c.

Comes Palatinus Veldentiæ in Caſtrum, Oppidum & Ducatum Lutzelſtein, &c.

Princeps Salmenſis in Principatum Salmenſem cum omnibus Appertinentiis & Dependentiis, &c.

Abbatiſſa in Andlau, in Abbatiam ſuam immediatam & omnes appertinentias & dependentias:

Princeps Lixheimenſis in Principatum Lixheimenſem cum Appertinentiis & Dependentiis, &c.

Comites Hanovienſes in Caſtrum & Urbes Lichtenberg, Bisweiler, Ingweiler, Pfaffenhoven & Steuweler und cum Præfecturis, Pagis, Villis, aliisque.

Comites in Leiningen, in Caſtrum & Comitatum Daxburg, Oppidum & Comitatum Oberbrum & Westenburg cum Appertinentiis & Dependentiis.

Item Colmaria, Monaſterium in valle Sancti Gregorii, Kaiſersberg, Turckheim, Schlettſtatt, Oberohnheim, Rosheim & Hagenaw, &c.

Reſtituenda inſuper & evacuanda omnia loca, quæ ad Nobiliratem immediatam Imperii in Alſatia inferiori pertinent; Nominatim Baro de Wangen in Caſtrum Wangenburg, item Wiivisheim, Appertinentias & Dependentias, &c.

Omnia loca Archi-Epiſcopatus Trevirenſis, Archi-Epiſcopatus Colonienſis, Epiſcopatus Leodienſis, Ducatus Julicenſis & univerſa alia Imperii loca à Gallia poſſeſſa, exceptis ſolùm octo locis, quæ Articuli 26. Pacis Cæſareo-Gallicæ nominata, & certis ſub conditionibus, quibus etiam à Gallia ſatisfieri debet, illi ad tempus relicta ſunt, &c.

Reſtituendi proinde etiam in hisce octo locis ſunt Domini Magiſtratus, Subditi & Incolæ in omnia Jura, Dominia, Poſſeſſiones & reditus, quibus ante occupationem gavisi ſunt, ſpeciatim etiam Officiales Poſtæ Imperialis in functiones priſtinas, &c.

Balivia Ordinis Teutonici in Alſatia in ſuis Juribus & bonis conſerveretur, neque iſthæc in alios uſus converterentur, &c.

Eadem quoque locum habeant in aliis Juribus & bonis ad Ordinem Teutonicum, uti & ad Ordinem Sancti Joannis Hieroſolomitani, quatenùs Magno illius Magiſtro

ANNO 1679. gistro Germaniæ subest, aliosque Imperii Status spectantibus

Civitas item Argentinensis ob diruum à præsidio Casareo altero à subsiripta Pace die Castrum Schlattelsheim, à nemine impetatur, &c.

Omnia autem loca occupata restituenda sunt in eo statu, quo tempore conclusæ Pacis fuerunt, unà cum Archivis & Documentis Literariis aliisque mobilibus, ut & tormentis Bellicis, quæ in dictis locis tempore occupationis reperta sunt, & tempore subscriptæ adhuc ibi exstiterunt.

Fiat etiam restitutio ex Capite Amnestiæ juxta Articulum 24. Pacis Cæs. Gallicæ plenissimè cum reservatione ulterioris designationis, & ne aliequa rei specialis omissio damnum ullum afferre, aut talis res pro omissa censeri possit, sed ut potiùs sub generali regulâ rerum à Gallia occupatarum, juxta Pacem Westphalicam restituendarum, comprehensa intelligatur, &c.

CLXXXI.

5. Febr. *Pax Noviomagensis inter* LEOPOLDUM *Romanorum Imperatorem, nomine suo & Imperii &* CAROLUM XI. *Sueciæ Regem; Quâ, Pace Westphalica pro Basi & norma omnimodo acceptâ, de futuris discordiarum causis contingentibus, quantum fieri potest, cavetur. Actum Noviomagi die 5. Februarii* 1679. Cum DECLARATIONE *Legationis Cæsareæ, circà Articulos tertium & quintum Tractatûs, uti & de Telonio Warremundensi, ac de Jurisdictione Ducum Meklenburgensium. Data 5. Februarii* 1679. *Sequitur* RATIFICATIO (1) *Suecica; Data in Castris Suecicis Luingby die 3. Martii* 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 438. en Latin & pag. 445. en François. Recueil de LEONARD, Tom. III. & en François. JACOBI BERN. MULTZ *Repræsentatio Maj. Imp.* Part. II. Cap. VIII. pag. 375. LONDORPII *Acta publica*, Tom. X. pag. 695. en Allemand. *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 1469. en Allemand. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. General. pag. 1034. en Latin, & en Allemand. *Theatrum Pacis* Tom. II. pag. 764. en Latin, en Allem. & en François. FRANC. FRID. Baronis ab ANDLERN *Corpus Constitut. Imperial.* Part. III. in Appendice.]

In nomine Sanctissimæ & Individuæ Trinitatis.

NOtum sit omnibus & singulis quorum interest, aut quovmodolibet interesse potest. Postquàm ab initio hujus Belli aliquot abhinc annis, morti inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum LEOPOLDUM, Electum Romanorum Imperatorem, semper Augustum, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchionem Moraviæ, Ducem Luxemburgiæ, ac Superioris & Inferioris Silesiæ, Wirtembergiæ, & Teckæ, Principem Suevicæ, Comitem Habsburgi, Tyrolis, Ferretæ, Kyburgi & Goritiæ, Landgravium Alsatiæ, Marchionem Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusatiæ, Dominum Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis & Salinarum, ex una: Et Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Vehedæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ & Wismariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Clivi & Montium Ducem ex altera parte; Sacra Cæsarea Majestas & Sacra Regia Majestas Sueciæ nihil priùs magisque in votis habuissent, quàm per restitutionem Pacis nunquam interrumpendæ, tot Provinciarum desolationem & effusionem sanguinis Christiani sistere: eandem Divina bonitate factum esse, ut unitenæ Serenitudini ac Potentiæ tissimo Principe ac Domino, Domino Carolo Secundo Magnæ Britanniæ Rege, qui difficillimis hisce Christiani Orbis temporibus, Mediator universim receptus, cum immortali sua gloria, indefesso studio pro tranquillitate publica, & Pace generali conficia & officia sua impendit, Sacra Cæsarea Majestas & Sacra Regia Majestas Sueciæ consenserint, ut Congressus ad tractandam Pacem hic Neomagi instituerentur. Comparentes igitur dicto loco utrinque legitimè constituti Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, à parte quidem Imperatoris Reverendissimus, Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Joannes Episcopus Gurcensis, Sacri Romani Imperii Princeps, atque Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius; nec non Dominus Franciscus Udalricus, Sacri Romani Imperii Comes Khinski à Cinitnitz, & Tetnau, Dominus in Clumetz, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius, Intimus Camerarius Regius Locumtenens, Provincialis Curiæ Regiæ Assessor, Appellationum Præses, Aulæque Regiæ in Regno Bohemiæ Præfectus; & Dominus Theodorus Althetus Henricus à Strattman, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius, Imperii Aulicus; à parte verò Regis Sueciæ, Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Benedictus Oxenstierna Comes in Korsholm & Wasa, Liber Baro in Mohrby & Lindholm, Dominus in Kapuria & Kattila Sacræ Regiæ Majestatis Regnique Sueciæ Senator, ac Præses in summo quod Wismariæ est Tribunali, & Superintendens Legiser Ingriæ & Kexholmiæ; & Dominus Joannes Paulin Oliverkrans Dominus in Ulfshol & Holfmanstorp Sacræ etiam Regiæ Majestatis Sueciæ Consiliarius Cancellariæ, Secretarius Status & Judex ordinarius Territorii Widsoensis: post invocatum Divini Numinis auxilium, mutuasque Plenipotentiarum Tabulas, quarum Apographa sub finem hujus Instrumenti verbotenus inserta sunt, rite commutatas, interventu & operâ Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum, Domini Laurentii Hyde, Armigeri, Domini Guilielmi Temple Baronetti, & Domini Leolini Jenkins Equitis Aurati, Legatorum Extraordinariorum & Plenipotentiariorum Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ, qui manere Mediatorio pro conciliandâ tranquillitate publica ab anno 1675. hucusque procul à partium studio fedulò prudenterque perlunsti sunt ad Divini Numinis gloriam & Christianæ Reipublicæ salutem, in mutuas Pacis & amicitiæ Leges convenerint tenore sequenti.

ANNO 1679.

I. Sit Pax Christiana, inviolabilis & perpetua, verasque, & sincera amicitia inter Sacram Cæsaream Majestatem, Romanum Imperium, eorumque omnes & singulos Fœderatos hac Pace comprehensos & singulorum Hæredes & Successores ab una; atque Sacram Regiam Majestatem Regnumque Sueciæ & ejusdem Fœderatos hac Pace comprehensos atque singulorum Hæredes ac Successores ab altera parte; ideoque statim cessent omnes cujuscunque generis hostilitatum actus per omnia & quævis utriusque Partis Regna, Status, Ditiones, ac Provincias ubicumque sitas, interque omnes & singulos eorundem Subditos & Incolas, cujuscunque fuerint conditionis, ita ut altera Pars alteri nihil posthac inimicitiæ aut damni clam aut palam dicetè vel indirectè per suos vel per alios inferri faciat, sed potius utraque Pars alterius utilitatem, honorem ac commodum promoveat; atque fic utrinque fida vicinitas atque reciproca studiorum & officiorum Pacis & amicitiæ necessitudo restituta maneat & perenuet.

II. Et quo accuratius huic rei caveatur, placita est utrinque perpetua oblivio, & Amnistia omnium eorum quæ à primordio horum motuum quocunque loco modove ab una vel altera parte ultrò citroque inimicè, aut hostiliter facta sunt, ita ut nec eorum, nec ullius alterius rei causâ, vel prætextu alter alteri quicquam hostilitatis, molestiæ, vel impedimenti, quoad personas, res, jura, vel securitatem per se, vel per alios clam aut palam, directè vel indirectè, specie Juris vel vi facti in Imperio, aut ufpiam extra illud: (Non obstantibus ullis prioribus Pactis in contrarium facientibus,) inferat, vel inferri faciat, vel patiatur; sed omnes & singulæ, hinc inde tam ante Bellum, quàm in Bello, verbis, scriptis, aut factis, illatæ Injuriæ, violentiæ, hostilitates, præjudicia, damna, expensæ absque omni personarum rerumve respectu, ita penitus abolitæ sint, ut quicquid eo nomine una Pars adversus alteram prætendere possit, perpetuâ oblivione sepultum sit. Gaudeant

(1) Le Ratification de l'Empereur pour la Suede, fut precisement la même, que pour la France. il seroit inutile de la reporter

Anno 1679. deanque pariter hac eidem Amnistiâ ejusque beneficio & effectu, omnes & singuli utriusque Partis Vasalli & Subditi; ita ut nemini noxæ damnove sit, aut præjudicio has vel illas partes secutum esse, quominus pristino, in quo ante Bellum immediatè fuit, statui, quoad honores & bona, plenè restituantur.

III Justa hoc universalis & illimitatæ Amnistiæ fundamentum, & ut præsentis Pacis ac amicitiæ eo certior regula inter paciscentes Partes constituatur, mutuo consensu conventum est, ut Pax Westphalica Osnabrugis die 24. Octobris anno 1648. sanctis, & firma basis ac omnimoda norma hujus Pacificationis; ita ut pristino suo vigori restituta imposterum sarta tecta sit, mancatque æquè ac ante hos præsentis Belli motus Pragmatica imperii Sanctio, & Lex fundamentalis, qua iterum Partes pacisceutes mutuò obligatæ & obstrictæ sint invicem, non obstantibus, sed annullatis quibuscunque Actis, Decretis, Mandatis, vel mutationibus per hos Belli motus in contrarium factis.

IV. In majus autem amicitiæ & arctioris conjunctionis robur, neuter pacisceutium ulla Fœdera huic Paci contraria habeat, neque posthac ulli Tractatui, vel negociationi in alterius damnum, vel præjudicium tendenti consentiam suum det, sed potiùs talibus adversetur. Neque hostibus alterius, sive his, qui præsenti tempore hostes sunt, sive iis qui posthac existere poterunt, ullum omnino auxilium Militie, Armis, Munitionibus, Navibus, Nautis, ullisve rebus Bellicis, pecuniave ad Belli fubsidia, sive directè sive indirectè, sive publicè, sive privato nomine præstet, nec eosdem ullis Stativis vel Hibernis in Imperii vel Regni Sueciæ Ditionibus juver aut juvari faciat, salvo Guarantiæ Articulo infra descripto.

V. Cùm tranquillitatis publicæ interfit Bellum, quod Sacræ Regiæ Majestati Regnoque Sueciæ, ejusdemque Fœderatis cum Rege Daniæ, Domino Electore Brandenburgico, Episcopo Monasteriensi & Ducibus Brunsvigo-Luneburgicis, Osnabrugensi, Cellensi, & Guelpherbytano adhuc intercedit, quantocius etiam compositi Sacra Cæsarea Majestas & Imperium tam per se, quàm junctâ opera cum aliis officia sua ad Pacem conciliandam efficaciſſimè interponent: Salvâ semper inter Cæsarem & Imperium atque Regem, Regnumque Sueciæ de hostibus mutuò non juvandis amerieri Articulo fancitâ reciprocâ obligatione. Quamdiu autem Pax inter prædictas Partes non coaluerit, nullum omninò afferetur Sacræ Regiæ Majestati Sueciæ in Bello contra prædictos suos hostes gerendo obstaculum vel impedimentum: Pace verò facta, ea hoc Tractatu ita comprehensa intelligatur, quasi hic specificè inserta esset.

VI. Redeant utrinque libera negotiandi Commercia Terrâ Marique, inque & maneant Subditis Sacræ Cæsareæ Majestatis & Imperii, imprimis Civitatibus Hanseaticis in Regno, Provinciis, Ditionibus & Portubus Sueciæ: & vicissim Subditis Sueciæ in Imperio eadem Libertas, Immunitas, Jura, Privilegia, & Emolumenta, quibus ante hos Belli motus mutuò gavisi sunt.

VII. Sacra Cæsarea Majestas pro munere suo Cæsareo, Domino Chriſtiano Alberto Slesvici, & Holsatiæ Duci Gottorpiensi, non minùs quàm reliquis Imperii Sôribus juxta Leges, Constitutionesque Imperii promodictorum suum Imperium, ut eidem Ditiones in Imperio sitæ & competentia Jura sarta tecta sint, interponetque officia, ut reliquæ etiam controversiæ inter Regem Daniæ & prædictum Ducem compositantur.

VIII. Imperator & Rex Sueciæ consentiunt, ut Rex Magnæ Britanniæ ranquam Mediator, & omues Reges, Principes, & Reipublicæ super executione & observantia tam omnium, quàm singulorum quæ præsenti Tractatu continentur alibi memoratis Sacræ Cæsareæ Majestati, & Sacræ Regiæ Majestati Sueciæ Guarantiam præstent.

IX. Et cùm Sacra Cæsarea Majestas & Sacra Regia Majestas Sueciæ officia & studia Serenissimi Magnæ Britanniæ Regis, quæ concilianda Paci universali & tranquillitati publicæ indefinenter impendit, grato animo agnoscant, utrimque placuit eum cum Regnis suis præsenti hoc Tractatu omni meliori modo nominatim comprehendi.

X. Comprehendantur præterea hac Pace illi qui aute permutationem Ratificationis vel infrà sex menses posteà ab una vel altera parte ex communi consensu nominabuntur. Ea quoque de quibus inter Sacram Cæsaream Majestatem ac Imperium & Regem Christianissimum convenit hoc Tractatu comprehensa intelligantur eodem planè loco habenda, ac si huic verbotenus inserta essent.

Anno 1679.

XI. Pacem hoc modo conclusam promittunt Legati extraordinarii, & Plenipotententiarii supradicti ab Imperatore & Imperio ex una, & Rege Sueciæ, ex altera partibus, ad formam hic mutuò placitam ratihabitum iri, seque insuſibilitèr præstituros, ut solemnia Ratihabitionum Instrumenta intra spatium octo septimanarum à die subscriptionis comparandum, aut citius, si fieri possit, hic reciprocè hinc eque commutentur.

XII. Et cùm Sacra Cæsarea Majestas ab Electoribus, Principibus & Statibus Imperii vigore concluſi die 31. Maji anno 1677. Legati Suecicis sub Sigilio Cancellariæ Moguntinæ extradici decenter requisita fuerit, ut dictorum Electorum, Principum & Statuum imperii interesse per suam Cæsaream Legationem in hoc Congressu agi curaret, tam Cæsarei, quàm Regii Legati nomiuibus supradictis præsens Pacis Instrumentum in omnium & singulorum eo contentorum fidem majusque robur subscripitionibus, sigillisque propriis munierunt, & competentes Ratificationes formulâ conteuti termino supra constituto sese extradituros polliciti sunt, nec ulla à Dictatoribus Sacri Romani imperii, contra subscripitionem hujus Tractatus recipiatur, aut valeat protestatio, vel contradictio. Acta hæc sunt Noviomagi die 5. Februarii S. N. 26. Januarii S. V. 1679.

Plenipotentia Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ, Legatis fuit tradita.

NOS CAROLUS Dei gratia Sueciorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Princeps Rugiæ, Dominus Ingriæ & Wismariæ, necnon Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Clivia & Montium Dux: Notum testatumque facimus omnibus & singulis quorum interest aut quomodolibet interesse poterit, quod cùm nihil ardentius exoptemus, quàm ut præsens Bellum, quo Christianus Orbis affligitur in æquam & honestam Pacem quantocitis convertì queat, atque properera grato accepermus animo Serenissimi & Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis laudabili cura & mediatione eò perventum esse, ut Partium hinc inde consensu Tractatus & Colloquia Pacis Neomagi instituerentur; Ideò quicquid in nobis est, ad comparandam tranquillitatem Orbi Christiano lubenter conferre volentes, confisi prudentiâ, experientiâ & fide nostri Regnique nostri Senatoris ac Præsidis in summo quod Wismariæ est Tribunali, ut & Supremi Legiferi Ingriæ & Kexholmiæ Illustris nobis sincerè dilecti, Domini Benedicti Oxenstierna, Comitis in Korsholm & Wasa, Liberi Baronis in Morhby & Lindholm, Domini in Kapuria & Katrila; sicut & nostri Consiliarii Cancellariæ, Secretarii Status & Judicis Ordinarii Territorii Wibergensis, Generosis ac nobilis nobis sincerè fideiis Johannis Paulin Oliverkrans Domini in Ullthol & Hofmanstorp. Eos nominavimus, elegimus & constituimus, sicut & præsentibus hisce nominamus, eligimus & constituimus nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios ad dictos Conventus & Tractatus Pacis Neomagi habendos. Quibus proinde committimus & specialiter mandamus, ut se quamprimum fieri possit ad dictam Urbem conferant, ibique Pacis Colloquia, five directè sive intercenieute operâ respectivè, hinc inde receptorum Mediatorum instituant cum Serenissimi & Potentissimi Principis Domini Leopoldi, Electi Romanorum Imperatoris, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ & Sclavoniæ Regis, Archiducis Austriæ; Ducis Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ & Carniolæ: Marchionis Moraviæ, Ducis Luxemburgiæ, ac Superioris & Inferioris Silesiæ, Wirtembergi ac Teckæ, Principis Suevix, Comitis Habspurgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi & Goritiæ, Landgravii Alsatiæ, Marchionis Sacri Romani Imperii, Burgoviæ ac Superioris & Inferioris Lusatiæ, Domini Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. ejusque Fœderatorum Legatis, Deputatis & Commissariis, sufficienti Mandato ad præsens Bellum terminandum controversiasque quæ eò spectant per bonam & firmam Pacem componendas muniti; Danus quoque plenam & absolutam Potestatem cum omni auctoritate & Mandato ad id necessariis supradictis nostris Legatis Extraordinariis

Digitized by Google

ANNO 1679. dinatis & Plenipotentiariis, ſive duobus conjunctim, ſive uni eorum ſoli, altero abſente vel aliter impedito, Pacis Tractatum pro nobis noſtroque nomine incundi, concludendi & ſignandi inter Nos & præfatum Imperatorem, ejusque Foederatos, omnia quoque Inſtrumenta quæ in eum finem requiri poſſint, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoque in univerſum agendi, prominendi, ſtipulandi, concludendi & ſignandi Acta, Declarationes, Pacta conventa communiandi, aliaque omnia quæ ad dictum Pacis negotium pertinent faciendi, æquè liberè & ampliè, ac ſi ipſi præſentes id faceremus vel facere poſſemus, quantumvis Mandato adhuc ſpeciatiori & expreſſiori quam quod hisce præſentibus continetur opus eſſe viſum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo noſtro Regio nos acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros, quæcunque per dictos noſtros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, ſive binos conjunctim ſive unum eorum ſolum altero abſente vel aliter impedito, acta, concluſa, ſignata, extradita & communata fuerint. Nos obſtringentes hisce præſentibus ad expediendum Ratificationum noſtrarum Diplomata in decenti & ſolenni forma intra quæ tempus prout convenerit. In quorum omnium fidem præſentes manu noſtra ſubſcribas Sigillo noſtro Regio communiri juſſimus. Dedimus in Arce noſtra Holmenſi die duodecimo Menſis Aprilis, Anno milleſimo ſexcenteſimo ſexto.

CAROLUS.

L. S.

CLXXXII.

26. Janv. 5. Fevr. *Traité de Paix entre* LOUIS XIV. *Roi de France*, & CHARLES XI. *Roi de Suede d'une part*, & *les Sereniſſimes Ducs de* BRUNSWICK-LUNEBOURG-ZELL, & WOLFEMBUTEL *d'autre part, le Roi T. C. y traitant pour lui, & pour Sa Majeſté Suedoiſe, par le Miniſtere du Sr. de Rebenac ſon Envoyé Extraordinaire. A Zell le 26. Janvier 5. Fevrier 1679.* Avec les ARTICLES SEPARÉS, *contenant diverſes Ceſſions & Reſtitutions entre la Couronne de Suede & leidits Princes, comme auſſi une Somme de 300. mille Ecus que Sa Maj. T. C. promet de leur faire payer à Hambourg. Fait à Zell le même jour 26. Janvier 5. Fevrier 1679.* Item *deux* ARTICLES SECRETS *pour ſervir d'Aſſurance & de Garantie auxdits Princes dans leurs Interêts. Du même jour & an.* S'enſuivent les PLENIPOUVOIRS *& les* RATIFICATIONS. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. III. pag. 767. Recueil de LEONARD, Tom. III. *Theatrum Pacis* Tom. II. en Latin, & en Allemand. LONDORPII *Acta Publica*. Tom. X. pag. 797. en Allemand. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Abſatz IV. pag. 150. en Latin & en Allemand. *Theatrum Europæum*. Tom. XI. pag. 1464. en Allemand. Daté du 26. Janvier.]

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme le Sieur Comte de Rebenac Fequiere, nôtre Lieutenant General dans la Province de Toul, & nôtre Envoyé Extraordinaire en Allemagne, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous luy en avions donnez, auroit conclu, arrêté & ſigné le 5. du preſent Mois de Fevrier en la Ville de Zell, avec les Sieurs de Bernſtorff & de Heimbourg, Miniſtres d'Etat, & Preſidens des Conſeils de nos treschers & tres-amez Couſins les Ducs George Guillaume, & Rudolphe Auguſte, Ducs de Brunswik, & de Lunebourg, pareillement munis de Pleinpouvoirs de la part desdits Sieurs Ducs, le Traité de Paix, dont la teneur s'enſuit.

ANNO 1679. AU nom de Dieu le Createur & de la Sainte Trinité: A tous preſens & à venir, ſoit notoire, que comme Sa Majeſté Tres-Chreſtienne Louis XIV. Roi de France & de Navarre, nonobſtant la preſente Guerre a toûjours conſervé une affection tres-particuliere pour leurs Alteſſes Sereniſſimes les Seigneurs Ducs George Guillaume & Rudolphe Auguſte, Ducs de Brunswik, & de Lunebourg, & toute Leur Sereniſſime Maiſon; & L. A. des ſentimens pleins de reſpect & de veneration pour un ſi grand Monarque, avec une envie extrême de meriter quelque part dans l'amitié & les bonnes graces de Sa Majeſté; auſſi-bien que de contribuer tout ce qui pourroit dépendre d'elles au repos de l'Empire, & pour finir la Guerre qui depuis quelque temps l'a affligé, ſur tout Sa Majeſté Tres-Chreſtienne, quoique les Princes & Puiſſances qui ont été en Alliance avec L. A. euſſent conclu leurs Traitez particuliers ſeparément, n'en faiſant pour cela paroître moins de bonté & de diſpoſition favorable pour les Seigneurs Ducs. Et c'eſt en cette vuë que L. A. S. ayant appris avec beaucoup de joye & de reconnoiſſance, que Sa Majeſté Tres-Chreſtienne avoit donné Pleinpouvoir & Commiſſion au Sieur Comte de Rebenac, ſon Lieutenant General dans la Province de Toul, & ſon Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire, de traiter & conclure, non ſeulement de ſa part avec L. A. mais auſſi de contribuer à leur accommodement avec Sa Majeſté, le Roi & la Couronne de Suede; ayant dés auſſi-toſt de leur côté donné Pleinpouvoir & Commiſſion aux Sieurs de Bernſtorff & de Heimbourg, leurs Miniſtres d'Etat, & Preſidens de leurs Conſeils, d'entrer en conference avec le Sieur Comte de Rebenac, & d'arreſter, conclure, & ſigner avec luy des conditions de la Paix: il eſt arrivé qu'après une reciproque communication de Pleinpouvoirs, dont à la fin de ce Traité les Copies ſont inſerées de mot en mot, on ſoit convenu & tombé d'accord des deux côtez des conditions de Paix en la teneur qui enſuit.

I. Il y aura une Paix ſincere & inviolable entre Leurs Majeſtez & les Couronnes de France & de Suede & leurs Succeſſeurs, & L. A. de Brunswik & Lunebourg, Zell & Wolfembutel, leurs Succeſſeurs, & toute la Sereniſſime Maiſon.

II. Il y aura de part & d'autre un perpetuel oubly & Amniſtie generale de tout ce qui s'eſt fait & paſſé depuis le commencement de la preſente Guerre, en quelque lieu & maniere que ce ſoit: & dans cette Amniſtie ſeront même aux inſtantes prieres de L. A. expreſſément compris, tous ceux qui ont ſervi L. A. durant la Guerre, en quelque employ que ce puiſſe être, nonobſtant qu'ils ſoient Sujets ou Vaſſaux des deux Couronnes, & en particulier des Duchez de Bremen & Verden, ou qu'ils les ayent ſervis cy-devant, de maniere que l'on ne pourra faire aucune recherche contre eux, ni les inquieter, & s'en prendre à leurs perſonnes ou Biens, par voye de fait ou de Juſtice, & pour quelque cauſe ou pretexte que ce puiſſe être.

III. On ſera ceſſer tous actes d'hoſtilitez de part & d'autre entre Sa Majeſté Tres-Chreſtienne, ſes Alliez, & ſpecialement la Couronne de Suede, & L. A. les Seigneurs Ducs, immediatement aprés l'échange des Ratifications du preſent Traité, auſſi-toſt que par Sa Majeſté & L. A. Sereniſſimes, ou leurs Pleipotentiaires reſpectifs, en pourront être avertis les Generaux & Commandans des Troupes & Armées des deux côtez.

IV. Et parce que le Traité de Paix conclu à Munster & Osnabruck le 24. Octobre 1648. doit toûjours être le fondement le plus ſolide de la Paix & de la tranquillité de l'Empire, les deux Couronnes & L. A. le mettent encore pour regle de celle qu'ils font entre elles avec obligation reciproque de contribuer tout ce qui dépend de l'un ou de l'autre pour conſerver ladite Paix de Weſtphalie en ſon entiere vigueur, ſans faire préjudice pourtant à la Neutralité que la Sereniſſime Maiſon de Brunswik-Lunebourg gardera dans la preſente Guerre.

V. Et pour affermir d'autant plus la Paix de Weſtphalie, le Roi & la Couronne de Suede conſentent & s'obligent, qu'en ce qui regarde le Cercle de la Baſſe-Saxe & ſes Etats, qui ſont compris dans ce Traité de Paix, Sa Majeſté ne pretendra à la Paix generale qui ſe fera, que le rétabliſſement des affaires dans l'Etat où elles doivent être par les Traitez de la Paix de Weſtphalie, & ne demandera rien qui n'y ſoit conforme, & dû à la Couronne en vigueur dudit Traité.

ANNO 1679

VI. Promettent & s'engagent L. A. de rendre & restituer de bonne foy au Roi & la Couronne de Suede le Duché de Bremen, en tant qu'elles s'en trouvent en possession, & generalement ce qui en dépend, sans exception, aussi-tôt que la Paix generale sera faite, & que ledit Seigneur Roi de Suede le jugera en état de l'occuper, & garder par les propres forces.

VII. Promettent L. A. d'observer pendant le cours de la presente Guerre une exacte Neutralité, & de ne point assister directement ni indirectement les Ennemis des deux Couronnes.

VIII. Promettent Leurs Majestez de France & de Suede de ne point faire entrer ni passer leurs Troupes & Armées dans & par les Païs & Terres qui appartiennent à L. A. ou à la Sereniſſime Maiſon de Brunswik & Lunebourg, laquelle de ſon côté s'accordera point lesdits passages, tant que la presente Guerre dure, à ceux qui iront ou seront Ennemis des deux Couronnes.

IX. Les Seigneurs Rois de France & de Suede ſur la priere qui leur en a été faite par L. A. promettent de les assister dans la Garantie qu'elles ont à donner aux Ducs de Mecklembourg & Saxe-Lavenbourg, l'Evêque de Lubek, aux Comtez de Lippe & de Schwartzbourg, & Villes de Lubeck & Hambourg, & à l'égard des pretentions que font ou pourroient faire contre lesdits Princes & Etats, le Roy de Danemark & l'Electeur de Brandebourg, sous pretexte de certaines assignations obtenuës pendant la Guerre; Leurs Majestez employeront leurs offices les plus efficaces à la Paix qu'ils feront avec Sa Majeſté Imperiale, & où il ſera neceſſaire, pour que lesdites assignations soient entierement abolies, & les Princes & Etats susmentionnez pour telle cauſe, point troublez ni inquietez à l'avenir.

X. Les deux Couronnes garantiront la Sereniſſime Maiſon de Brunswik-Lunebourg de tout dommage & préjudice qui lui pourroit estre fait à cauſe & à l'occaſion de cette Paix, ſous quelque pretexte que ce puiſſe estre, & l'aſſisteront en cas qu'elle fuſt attaquée de qui que ce ſoit, lix ſemaines aprés la requiſition, ou plûtôt, ſi faire ſe peut, des forces convenables au danger.

XI. Son Alteſſe le Seigneur Duc Erneſte Auguſte Prince d'Osnabruk joüira pour elle & ſes Etats de cette Paix, & des conditions ſuſdites tout de meſme comme ſi elle euſt concouru au preſent Traité, conjointement avec leurs Alteſſes ſon Frere & Couſin, à condition que ſon Alteſſe fourniſſe ſa Ratification contre celle du Roi Tres-Chrétien, trois ſemaines aprés que l'échange en aura été faite entre ledit Seigneur Roi & leurs Alteſſes ſusmentionnées.

XII. Conſentent les Couronnes à la priere qui leur en a eſté faite, que de cette Paix & de ſon effet ne joüiront pas ſeulement la Sereniſſime Maiſon de Brunswick-Lunebourg, & ceux qui lui appartiennent; mais de plus tous les Etats du Cercle de la Baſſe-Saxe: à l'exception de ceux qui ſont & ſeront actuellement en Guerre contre les deux Couronnes. En particulier y ſeront compris les Villes de Lubeck, Bremen, Hambourg, auſſi bien à l'égard de leur propre ſeureté, que de celle de leurs Commerces; à condition pourtant qu'elles reçoivent & donnent toute ſeureté aux Agens & Miniſtres des Rois, comme avant la Guerre, & que lesdits Etats ne s'oppoſent, ni à Ratisbonne, ni autre part, au rétabliſſement de la Paix de Weſtphalie.

XIII. Sa Majeſté Tres-Chreſtienne ſe veut obliger en vigueur de cette Declaration de fournir & procurer l'agréement de ce preſent Traité, & tout ce qui y eſt contenu de Sa Majeſté, le Roi & la Couronne de Suede, & d'en obtenir la Ratification en bonne & duë forme, dans le tems de trois mois, à compter du jour de la ſignature, ou plûtôt ſi faire ſe peut; & avant que ladite Ratification ſoit délivrée aux mains de leurs Alteſſes elles ne ſeront point obligées de rendre le Païs de Bremen: de quoy Sadite Majeſté Tres-Chreſtienne demeure garante, de meſme que de tout ce qu'en vigueur du preſent Traité a été accordé à leurs Alteſſes & toute la Sereniſſime Maiſon de Brunswik-Lunebourg.

XIV. Les deux Couronnes feront comprendre le preſent Traité en celui qu'elles feront avec Sa Majeſté Imperiale & l'Empire, afin qu'il ait le même effet, & que la Sereniſſime Maiſon de Brunswik-Lunebourg y trouve la même ſeureté, comme ſi elle avoit conclu conjointement avec S. M. Imperiale.

XV. Le preſent Traité ſera ratifié & approuvé de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne & de leurs Alteſſes les Seigneurs Ducs & les Ratifications en bonne forme, échangées à Zell, en quatre ſemaines, à compter du jour de la ſignature, ou plûtôt ſi faire ſe peut. ANNO 1679.

En foy de quoy Nous Envoyez Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne & de leurs Alteſſes de Brunswic-Lunebourg, en vertu de nos Pouvoirs reſpectifs avons ſigné ces Preſentes, & y fait apposer les cachets de nos Armes. Fait à Zell ce 5. Fevrier ſ. n. / 26. Janvier ſ. v. 1679.

Rebenac. (*L. S.*)
De Bernſtorff. (*L. S.*)
De Heimbourg. (*L. S.*)

NOus ayans agreable le ſuſdit Traité de Paix en tous & un chacun les points qui y ſont contenus & declarez, avons iceux tant pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé; acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi, ſous l'Obligation & hypotheque de tous & un chacuns nos biens preſens & à venir, garder & obſerver inviolablement, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En témoin de quoi Nous avons ſigné ces Preſentes de noſtre main, & à icelles fait appoſer noſtre Scel. Donné à Saint Germain en Laye le vingt-deuziéme jour de Fevrier l'an de grace mil ſix cens ſoixante & dix-neuf, & de noſtre Regne le trente-ſixiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

Ratification du Duc de Zell du Traité conclu avec le Roi de France le 5. Fevrier 1679.

NOus George Guillaume, par la grace de Dieu Duc de Brunswik & de Lunebourg: Faiſons ſçavoir par ces preſentes, qu'ayant donné ordre & Pouvoir au Sieur de Bernſtorff, noſtre Conſeiller & Miniſtre d'Etat, de traiter de noſtre part conjointement avec le Miniſtre de Monſieur le Duc Rodolphe Auguſte, Duc de Brunswik & de Lunebourg Wolfembutel, ſur les conditions de Paix, avec le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, & Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne, à cela ſpecialement Commis & Deputé: lesquels en vertu de leurs Pleinpouvoirs, eſtant convenus le cinquiéme du Mois de Fevrier paſſé, d'un Traité de Paix ſelon les Articles ſuivans.

Au Nom de Dieu, &c.

LEquel Traité, & Articles ayant vû & examiné, Nous les avons tous & chacun d'iceux ſeparément, tant pour Nous, que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Etats, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, agreé, approuvé, & ratifié, & les agreons, approuvons & ratifions par les Preſentes ſignées de noſtre main. Promettons en foi & parole de Prince, de garder & obſerver le tout inviolablement, ſans y contrevenir directement ni indirectement, ni ſouffrir que de noſtre part il y ſoit contrevenu de quelque maniere que ce ſoit. En témoignage de quoi nous avons fait mettre noſtre Scel à ces Preſentes. Fait à Zell le 14. Mars 1679. *Signé*, GEORGE GUILLAUME. De par ſon Alteſſe Sereniſſime DE BERNSTORFF.

Pleinpouvoir du Sieur Comte de Rebenac Frequiere.

LE Roi ayant toûjours conſervé une eſtime particuliere, meſme au milieu de la Guerre, pour Monſieur le Duc de Zell; & Sa Majeſté eſtant informée du deſir que ce Prince a fait paroiſtre en diverſes occaſions, & dont il témoigne encore être touché à cette heure, de ſe voir en état par la Paix, qui eſt ſur le point de ſe rendre generale dans l'Europe, de lier à l'avenir une étroite & ſincere Alliance avec elle: Sa Majeſté qui ne ſouhaite pas avec une moindre affection de pouvoir compter ce Prince au nombre de ſes plus particuliers Amis & Alliez, & de contribuer même à ſon accommodement avec le Roi & la Couronne de Suede, ſi porte volontiers à entrer avec lui dans la diſcuſſion

Digitized by Google

ANNO 1679. cuſſion des moyens qui peuvent conduire à l'une & à l'autre de ces fins. C'eſt pour ce ſujet qu'elle a donné & donne par ces Preſentes au Sieur Comte de Rebenac, ſon Envoyé Extraordinaire en Allemagne, Pleinpouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial de conférer & negocier avec ledit Sieur Duc de Zell, ſoit avec les Commiſſaires munis d'un pareil Pleinpouvoir de ſa part, & conſequemment arreſter, conclure, & ſigner en ſon nom tels Articles & Conventions que ledit Sieur Comte de Rebenac aviſera bon eſtre. Promettant Sadite Majeſté en foy & parole de Roy, d'accomplir & d'executer ponctuellement, avoir agreable & tenir ferme & ſtable à toûjours tout ce que ledit Sieur Comte de Rebenac aura promis & ſigné en vertu du preſent Pouvoir, ſans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu pour quelque cauſe ou pretexte que ce puiſſe eſtre; comme auſſi d'en fournir ſa Ratification en bonne forme dans le temps qu'il aura eſté conveu. En temoignage dequoi Sadite Majeſté a ſigné lesdites Preſentes de ſa main, & y a fait appoſer le Scel de ſon Secret. Fait à Saint Germain en Laye le 16. jour de Decembre de 1678. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roy, ARNAULD.

Pleinpouvoir du Sieur Bernſtorff.

SOn Alteſſe Monſieur le Duc George Guillaume de Brunswik & de Lunebourg, voulant pareillement l'honneur des bonnes graces du Roi Tres-Chreſtien, & de s'y affermir par la Paix & une Alliance étroite & ſincere; ſon Alteſſe a eſté ravie de voir que Sa Majeſté n'y repugne point, & ait bien voulu en faciliter les ſuites par la generoſité qu'elle a de vouloir honorer ſon Alteſſe de ſon amitié, & meſme de contribuer ſes offices à l'accommodement du Roi de Suede & de ſon Alteſſe, en donnant Commiſſion & Pleinpouvoir au Comte de Rebenac ſon Envoyé Extraordinaire, de traiter, arreſter, conclure & ſigner en ſon nom des Conventions qui pourroient conduire à ces deux fins: & afin que de ſon coſté elle y réponde d'une application convenable à ſon zele pour le ſervice du Roi & l'honneur de ſon amitié; elle ne contente pas ſeulement dans la paſſion d'y pourvoir; mais elle donne auſſi par ces preſentes Pleinpouvoir, Commiſſion, & Mandement ſpecial au Sieur de Bernſtorff, ſon Conſeiller & Miniſtre d'Etat, de conferer, & negotier avec ledit Sieur Comte de Rebenac, & conſequemment arreſter, conclure & ſigner en ſon nom pour les deux fins ſuſmentionnées tels Articles & Conventions que ledit Sieur de Bernſtorf aviſera bon eſtre. Promettant en foy & parole de Prince, d'accomplir & d'executer ponctuellement, avoir agreable & tenir ferme & ſtable à toûjours tout ce que ledit ſon Miniſtre aura promis & ſigné en vertu du preſent Pouvoir, ſans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu pour quelque cauſe ou pretexte que ce puiſſe eſtre, comme auſſi d'en fournir ſa Ratification en bonne forme dans le temps qu'il aura eſté conveu. En témoignage dequoy ſon Alteſſe Sereniſſime a ſigné les Preſentes de ſa main, & y a fait appoſer le Scel de ſon Secret. Fait à Zell le 19. Janvier 1679. *Signé*,

GEORGE GUILLAUME.
(L. S.)

Ratification du Duc de Wolfenbutel.

NOus Rudolphe Auguſte, par la grace de Dieu Duc de Brunswik & de Lunebourg, faiſons ſçavoir par ces preſentes, qu'ayant donné ordre & Pouvoir au Sieur de Heimbourg, noſtre Conſeiller d'Etat, & Preſident de nos Conſeils de traiter de nôtre part, conjointement avec le Miniſtre de Monſieur le Duc George Guillaume Duc de Brunswik & de Lunebourg Zell, ſur les conditions de Paix, avec le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, & Envoyé Extraordinaire & Pleinpotentiaire de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne: lesquels en vertu de leurs Pleinpouvoirs étant convenus le 15. du Mois de Fevrier paſſé, d'un Traité de Paix ſelon les Articles ſuivans.

Au Nom de Dieu, &c.

LEquel Traité & Articles ayant veu & examiné, nous les avons tous & chacun d'iceux ſeparément, tant pour nous que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Etats, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, agreé, approuvé, & ratifié, & les agréons, approuvons & ratifions par les preſentes ſignées de noſtre main. Promettons en foi & parole de Prince, de garder & obſerver le tout fuviolablement, ſans y contrevenir directement ni indirectement, ni ſouffrir que de nôtre part il y ſoit contrevenu de quelque maniere que ce ſoit. En temoignage dequoy Nous avons fait mettre nôtre Scel à ces preſentes. Fait à Brunswik le 14. Mars 1679. *Signé*, RUDOLPHE AUGUSTE. De par ſon Alt. Sereniſſime DE HEIMBOURG. ANNO 1679.

Pleinpouvoir du Sieur Comte de Rebenac.

LE Roy ayant toûjours conſervé une eſtime particuliere meſme, &c. *comme dans le Traité de Monſieur le Duc de Zell.*

Pleinpouvoir du Sieur de Heimbourg.

SOn Alteſſe Monſieur le Duc Rudolphe Auguſte de Brunswik & Lunebourg ſouhaitant paſſionnément l'honneur des bonnes graces du Roi Tres-Chreſtien, & d'y rentrer & s'y affermir par la Paix & une Alliance étroite & ſincere, ſon Alteſſe Sereniſſime a été ravie de voir & d'apprendre, que Sa Majeſté n'eſt pas moins prompte de les luy rendre, & pour faciliter les ſuites de l'affaire par ſa generoſité, ait bien voulu honorer la Maiſon Sereniſſime de ſon Alteſſe de la Commiſſion & Pleinpouvoir qu'elle a donné au Comte de Rebenac, ſon Envoyé extraordinaire, de traiter, arreſter, conclure & ſigner en ſon nom des Conventions qui pourroient ſi bien conduire à la fin ſusmentionnée, que contribuer à l'accommodement du Roi de Suede avec elle. Afin donc que ſon Alteſſe y réponde d'une application convenable à ſon zele pour le ſervice du Roi & l'honneur de ſon amitié, elle ne contiuuë pas ſeulement dans la Paſſion d'y parvenir; mais elle donne auſſi par ces Preſentes Pleinpouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial au Sieur de Heimbourg, ſon Conſeiller d'Etat, & Preſident de ſes Conſeils, de conferer & negotier avec ledit Sieur Comte de Rebenac, & conſequemment arreſter, conclure & ſigner en ſon nom pour les deux fins ſusmentionnées les Articles & Conventions que ledit Sieur de Heimbourg aviſera bon eſtre. Promettant en foy & parole de Prince, d'accomplir & d'executer ponctuellement, avoir agreable & tenir ferme & ſtable à toûjours tout ce que ledit ſon Miniſtre aura promis & ſigné en vertu du preſent Pouvoir, ſans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu, pour quelque cauſe ou pretexte que ce puiſſe eſtre; comme auſſi d'en fournir ſa Ratification en bonne forme, dans le temps qu'il aura eſté convenu. En témoignage dequoy S. A. S. a ſigné les Preſentes de ſa main, & y a fait appoſer le Scel de ſon Secret. Fait à Brunswik le 19. Janvier, 1679. *Signé*,

RUDOLPHE AUGUSTE.

Ratification du Duc d'Osnabruk.

NOus Erneſte Auguſte, par la grace de Dieu Evêque d'Osnabruk, Duc de Brunswik & de Lunebourg: Faiſons ſçavoir à tous ceux qui verront les preſentes Lettres, que le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne, ayant conclu, arrêté & ſigné, en vertu du Pleinpouvoir qu'il a de Sadite Majeſté, avec les Sieurs de Bernſtorf & Heimbourg, Conſeillers & Miniſtres d'Etat de leurs Alteſſes nôtre Frere & Couſin Meſſieurs les Ducs George Guillaume & Rudolphe Auguſte de Brunswik & de Lunebourg, pareillement munis de Pleinpouvoirs le Traité de Paix dont la teneur s'enſuit.

Au Nom de Dieu, &c.

ET ayant eſté expreſſément arreſté & accordé par l'onziéme Article de ce preſent Traité de Paix, que Nous devons jouïr de toutes les conditions qu'il contient, de même que ſi du commencement Nous avions concouru à le faire conclure, pourvû que Nous fournissions nôtre Ratification trois ſemaines après l'é-

Anno 1679. change de celle de Sa Majesté Tres-Chrestienne contre celles de Messieurs les Ducs nôtre Frere & Cousin: Nous en avons suffisamment examiné les Articles, & agreé & approuvé la teneur d'iceux, tant en general comme en particulier, ainsi qu'ils se trouvent ici inserez, les acceptons, approuvons & ratifions par les Presentes dans la meilleure forme qu'il se peut. Promettons en foy de Prince, de garder & observer inviolablement ce qu'ils contiennent, tans y contrevenir directement ni indirectement, ni souffrir que de nôtre part il y soit contrevenu. En foy de quoi Nous avons signé ces Presentes de nôtre main, & y fait mettre nôtre Sceel. Fait dans nôtre Residence d'Osnabruk ce 16. Mars 1679. *Signé*,

ERNESTE AUGUSTE.

Articles Separez du Traité entre le Roi de France, le Roi de Suede, & Messieurs les Ducs de Zell, Wolfenbuttel & Osnabruk.

LOuis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme le Sieur Comte de Rebenac Feuquiere, nôtre Lieutenant General dans la Province de Toul, & nôtre Envoyé Extraordinaire en Allemagne, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous luy en avions donnez, auroit conclu, arresté, & signé le cinquiéme du present Mois de Février en la Ville de Zell, avec les Sieurs de Bernstorf & de Heimbourg, Ministres d'Etat & Presidens des Conseils de nos tres-chers & tres-amez Cousins les Ducs George Guillaume, & Rodolphe Auguste, Ducs de Brunswic & de Lunebourg, pareillement munis de Pleinpouvoirs de la part desdits Sieurs Ducs, les Articles separez & secrets, dont la teneur s'ensuit.

OUtre les Articles contenus au Traité conclu & signé ce jourd'hui de la part de Sa Majesté Tres Chrestienne & leurs Alteſſes Sereniſſimes de Brunswik & de Lunebourg, Zell & Wolfembutel, on est encore convenu de ce qui suit.

I. Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede, ayant consideré que le Baillage de Tedinghausen, à cause que ses dépendances sont beaucoup mêlées avec celles du Comté de Hoya, fournissoit matiere à des disputes perpetuelles; ce qu'elle trouve contraire à son inclination, d'entretenir à l'avenir une étroite Alliance & amitié avec L. A. & la Maiſon Sereniſſime de Brunswic & Lunebourg; & Sa Majesté ayant outre cela eu égard à la maniere honeste dont L. A. ont usé dans le cours de cette Guerre, auſſi bien qu'en bon traitement qu'elles ont fait aux Habitans du Païs de Bremen: Sa Majeſté en ces considerations s'est portée d'autant plus volontiers à accorder à L. A. susdites des marques & effets reels de la bienveillance par la presente Declaration & Article, en vertu duquel Sa Majeſté le Roi & la Couronne de Suede renoncent, cedent & transportent pour elles, leurs Hoirs, Successeurs & ayans cause, à L. A. susdites Ducs & leurs Heritiers, à perpetuité & à toûjours, avec toute la Souveraineté & Droits Territoriaux, tant Ecclesiastiques que Politiques, ci-devant poſſedez par les Ducs de Bremen & de Verden, sans exceptions quelconque, ce qui s'ensuit.

1. La Preveſté ou Vogtey de Dorwerm & tout le trait ou cuïn de Terre, qui est entre les Rivieres de Weſer & Aller, confinant avec les Terres de la Sereniſſime Maiſon, & appartenant au Duché de Verden, & ce qui y est contenu, avec tous les Domaines, Forests & Revenus: auquel Diſtrict pourtant il ne sera point basti de Forteresse, ni établi de nouveaux Peages par L. A. & leurs Successeurs; ce qui s'entend, sauf les Droits, Poſſeſſions & propietez de la Ville de Verden, Gentilshommes & autres Particuliers qui ont des Biens dans ledit Diſtrict.

De plus & 2. Le Baillage de Tedinghausen avec toutes ses dépendances, Droits, Domaines, Terres, Villages & Limites, dans le même état & la même la consistance, qu'il a été poſſedé avant ces Guerres par la Couronne de Suéde, sans limitation & sans exception quelconque.

3. Tous les Droits, Revenus, Capitaux, Rentes & Poſſeſſions, soit en Terres ou Bois, dont les Evêchez & Chapitres & après la Paix de Weſtphalie les Duchez de Bremen & Verden, ou leurs dépendances, & ceux qui l'ont tenu d'eux, ont joüi ci-devant & jusques à la Guerre preſente, dans les Etats & Terres de l'obéiſſance de L. A. sans aucune exception.

Anno 1679.

Sa Majeſté pour soy & son Royaume, ses Hoirs & Successeurs à la Couronne, renonce à tout le Droit qu'elle a eu, ou qu'elle peut prétendre en vertu des Traiter de Paix faits ci-devant, sur lesdits Lieux, Terres & Domaines, sans en rien retenir ni reserver; & ce nonobſtant toutes Loix, Inveſtitures paſſées & futures, Coûtumes & Conſtitutions au contraire, & ſpecialement ce que dit est à l'Article 6 du Traité principal, auxquelles, & aux clauſes dérogatoires, il est expreſſément dérogé par le preſent Traité. Sa Majeſté de Suede promet de plus d'indemniſer & de garantir ladite Sereniſſime Maiſon de Brunswic & Lunebourg contre toutes les pretentions que quelques Particuliers pourront former contre les susdits Païs, Poſſeſſion, Terres, Droits & Revenus cedez à ladite Sereniſſime Maiſon, de maniere qu'elle ne puiſſe être troublée, ou inquietée dans la tranquille poſſeſſion, & jouïſſance desdites appartenances, par voye de fait ou de juſtice, ou sous quelque pretexte que ce puiſſe être, nonobſtant tous les Actes, Contracts, Donations ou autres exceptions alleguées au contraire: Sa Majeſté promettant même de ſolliciter & de procurer ſur tout ce qui est dit ci-deſſus, le conſentement de l'Empereur & de l'Empire. Et en particulier employeront les deux Couronnes des offices efficaces, afin que les Terres, Droits & Revenus transportez par la Suéde à L. A. en vigueur du preſent Traité, leur ſoient laiſſez par l'Empereur & l'Empire, comme Allodiaux, ou au moins en qualité d'un *Feudum promiscuum*, & comme la Suede les a poſſedez.

II. Quoy-qu'il ſoit dit dans l'Article 6. du Traité principal, que L. A. feront reſtiturion de ce qu'ils poſſedent au Païs de Bremen, dés que la Paix generale ſera faite, & que la Couronne de Suede ſe jugera en état de l'occuper & garder de ſes propres forces; pourront les deux Rois, de France & de Suede, dans l'intention qu'ils ont d'obliger L. A. conſentent & accordent, en vertu de cet Article, que L. A. ſusdites puiſſent garder le Païs de Bremen, & joüir d'iceluy & de tous ſes Revenus ordinaires & extraordinaires, ſans que la Suede en ait à prétendre aucun rembourſement ou ſatisfaction, non plus que ce qu'elles en ont tiré durant cette Guerre, jusques à huit Mois, à compter du jour que la Ratification du preſent Traité ſera miſe entre les mains de L. A. Ce qui s'entend, en cas que la concluſion & execution de la Paix generale entre les Parties qui ſont preſentement en Guerre, ne ſe faſſe avant l'expiration dudit terme: car alors le Païs de Bremen ſera rendu ſans autre remiſe à la Couronne de Suede.

III. Le Seigneur Roi Tres-Chreſtien voulant continuer ſes ſoins à l'affermiſſement du repos & de la tranquilité de l'Empire, & pour n'oublier aucun moyen d'y parvenir, veut bien en conſideration des frais faits par L. A. accorder & promettre, comme il fait par le preſent Article, de faire compter à L. A. la Somme de trois cens mille Ecus dans la Ville de Hambourg en Argent *de Banco*, en même temps que ſe fera la reſtitution du Païs de Bremen: 2° cette maniere, qu'un jour que ſera arreſtée la Ceſſion de la Place de Carlsbourg, en conformité de l'Article 6. icy, on mettra entre les mains des Seigneurs Ducs ou leurs Commiſſaires les premiers cent mille Risdales; au jour que l'on rendra Stade, cent mille autres Risdales; & au jour de Bortchude, tout le reſte.

IV. Il a eſté accordé de plus de la part de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne, qu'en cas que la Guerre dure plus de huit Mois aprés l'échange des Ratifications du preſent Traité, & que par conſequent L. A. ſelon la diſpoſition de l'Article 2. ayent à rendre le Païs de Bremen au Roi de Suede, avant que la preſente Guerre ſoit entierement terminée; Sa Majeſté ſera payer à L. A. par chaque Mois, à compter du jour aprés la reſtitution faite du Païs de Bremen, la Somme de vingt mille Ecus à Hambourg en Argent *de Banco*, jusqu'à l'execution entiere de la Paix generale entre les Parties qui ſont preſentement en Guerre.

V. En cas qu'il reſte à L. A. au terme que la reſtitution ſe doit faire, quelques Arrerages des deux derniers Mois, ſoit des Contributions, Domaines & autres Revenus du Païs de Bremen, il ſera pourveu au payement par des Cautions ſuffiſantes.

VI. L. A. pour marquer d'avantage plus la reconnoiſſance qu'elles ont des bontez que les deux Rois leur font

ANNO 1679. font paroiſtre, promettent à Leurs Majeſtez, que non ſeulement elles défendront le Païs de Bremen, tant qu'elles l'auront à garder, de toutes leurs forces, contre ceux qui le voudront attaquer; mais auſſi qu'elles ne feront point ſortir les Garniſons que L. A. ont dans Carlsbourg & le Fort de Swinge, ſans y faire entrer en même temps des Troupes du Roi de Suede: à condition pourtant qu'il ſera accordé un Saufconduit aux Troupes de Danemark & Munſter qui ſe trouveront dans la Place.

De plus promettent L. A. de bonne foy de traiter les Habitans du Païs de Bremen, tant qu'elles en ſeront en poſſeſſion, comme elles ont fait juſqu'icy, avec moderation, ſans les charger d'Impoſts & Taxes nouvelles.

VII. L. A. laiſſeront dans les Places de Stade, Carlsbourg & Botzehude le Canon & la Munition de Guerre qui s'y trouve preſentement de ce qui a été à la Suede, à l'exception de trois Pieces que L. A. pourront garder, auſſi-bien que tout ce qui appartient à elles, & qui ſe trouve marqué de leurs Noms ou Armes, ou que L. A. ont fait mener dans leſdites Places, du temps qu'elles les ont poſſedées: ce que L. A. s'engagent à executer de bonne foy.

VIII. La Maiſon Sereniſſime de Brunswik & de Lunebourg, s'engage à n'accorder aucun logement, paſſage ou retraite dans & par les Etats & Terres ou ladite Maiſon a ſes Quartiers dans les Cercles de Saxe & le Comté de Lippe, aux Troupes de Danemark & Brandebourg: & ayant prié tres-inſtamment Leurs Majeſtez de France & de Suede de l'aſſiſter en ce deſſein, auſſi-bien comme à maintenir la Maiſon Sereniſſime dans leſdits Quartiers; Leurs Majeſtez y donnent volontiers les mains, conſentent de plus, que pour ne pas donner occaſion à autruy de faire la même choſe, elles ne ſeront point entrer les Troupes & Armées dans leſdits Quartiers, ſi ce n'eſt du gré & du conſentement de L. A. & en tel cas Leurs Majeſtez les feront dédommager, auſſi-bien que les Etats deſdits Païs, de toute perte & des frais & dégaits que les Troupes des Rois y pourront cauſer, auprés deſquelles Leurs Majeſtez feront obſerver un ordre & Diſcipline tres-exacte, & payer tout ce qui leur ſera fourni: de maniere que tel paſſage ne tourne aucunement au préjudice de L. A. ou des Etats auſquels elles ſe trouvent engagées.

IX. Les Seigneurs Ducs ayant fait des prieres tres-inſtantes aux deux Rois, pour qu'il pluſt à Leurs Majeſtez de donner la Paix à Monſieur l'Evêque de Paderborn & Munſter à des conditions équitables, Leurs Majeſtez auront égard à cette interceſſion, & feront jouïr audit Seigneur Evêque de l'effet d'icelle, à condition que luy de ſon côté faſſe des avances neceſſaires pour cela.

X. De plus accordent Leurs Majeſtez ſur la priere de L. A. & en conſideration de la proche parenté avec elles, de remettre & recevoir à l'honneur de leurs bonnes graces Monſieur le Duc de Holſtein Ploën, & le feront jouïr de la Paix faite avec L. A. de ſorte qu'en cas que les Armées de Leurs Majeſtez dans le cours de cette Guerre entrent dans le Païs de Holſtein ledit Sieur Duc de Ploën & tout ce qui luy appartient, ſera traité comme Serviteur & bon Amy de Leurs Majeſtez, comme L. A. promettent de leur côté d'employer tous les offices poſſibles pour les interêts de Monſieur le Duc de Holſtein Gottorff.

XI. De plus Leurs Majeſtez promettent de ne point faire la Paix, avec leurs Ennemis, ſans l'incluſion de la Sereniſſime Maiſon de Brunswik-Lunebourg, & ſans une pleine reſtitution & dédommagement de tout ce qu'elle pourroit perdre, ou auroit perdu ou ſouffert, en cas qu'il luy faluſt entrer en Guerre avec quelqu'un au ſujet de ce Traité.

XII. Son Alteſſe le Seigneur Duc Etnelle Auguſte Prince d'Osnabruk joüira de ce qui eſt conteu dans les preſens Articles ſeparez de la même maniere & à la condition exprimée dans l'Article 11. du Traité principal.

XIII. Sa Majeſté Tres-Chreſtienne ſe veut obliger, comme elle fait par le preſent Article, de fournir & procurer l'agrément & la Ratification de S. M. le Roi & la Couronne de Suede ſur ces Articles ſeparez, & tout ce qui y eſt contenu; de garantir ce qui y eſt accordé à L. A. de Brunswik-Lunebourg, & de ne les point obliger à la reſtitution du Païs de Bremen avant que la Ratification pure & ſimple de la Suede ne leur ſoit délivrée; tout en conformité & de la même maniere comme il eſt dit & ſtipulé dans l'Article 13. du Traité principal. ANNO 1679.

XIV. Le contenu des preſens Articles ſera compris dans la Paix que les deux Couronnes feront avec S. M. Imperiale & l'Empire.

XV. Les preſens Articles ſeparez auront pareille force & vigueur, que s'ils eſtoient inſerez dans le corps du Traité principal paſſé ce jourd'huy; & la Ratification en ſera fournie en même temps. Fait à Zell ce 5. Fevrier ſt. n. 26. Janvier ſt. v. 1679.

Rebenac. (*L. S.*)
De Bernſtorf. (*L. S.*)
De Heimbourg. (*L. S.*)

ARTICLE SECRET I.

Outre les Articles contenus au Traité conclu & ſigné ce jourd'huy de la part de Sa Majeſté Tres-Chrétienne & L. A. Sereniſſimes les Ducs de Brunswik & Lunebourg, Zell & Wolfembutel, on eſt encore convenu de ce qui ſuit.

Ayant été accordé par l'Article 10. du Traité principal, que Leurs Majeſtez garantiront la Maiſon Sereniſſime de Brunswik & Lunebourg de tout dommage & préjudice qui leur pourroit être fait de qui que ce ſoit, à cauſe & occaſion de la Paix qu'elle fait avec les Couronnes; Leurs Majeſtez declarent de plus par le preſent Article que ladite Maiſon joüira de cette garantie, particulierement contre les entrepriſes que le Roi de Danemark & l'Electeur de Brandebourg pourroient faire contre elle, ſous quelque pretexte & en quelque temps avant ou aprés la Paix generale, qu'on les faſſe éclater.

Ce preſent Article ſeparé aura pareille force & vigueur, que s'il étoit inſeré dans le corps du Traité principal paſſé ce jourd'huy; & la Ratification en ſera fournie en même temps. Fait à Zell ce 5. Fevrier ſt. n. 26. Janvier ſt. v. 1679.

Rebenac. (*L. S.*)
De Bernſtorf. (*L. S.*)
De Heimbourg. (*L. S.*)

ARTICLE SECRET II.

Il a été accordé aux inſtances de L. A. de Brunswik-Lunebourg, que les deux Couronnes de France & de Suede, à la Paix qu'elles feront avec l'Empereur & l'Empire, procureront à tous les Princes de la Maiſon Sereniſſime de Brunswik & de Lunebourg une amniſtie & abolition generale ſur tout ce qui s'eſt paſſé à l'égard des Quartiers d'Hiver, Contributions, Paſſages de Troupes dans l'Empire, ou d'autre maniere, dans le cours de cette Guerre; de ſorte que leſd. Princes ne puiſſent être inquietez pour telles cauſes, avant ou aprés la Paix generale, par voie de fait, ou de Juſtice ou telle autre que ce puiſſe être.

Lequel Article ſecret aura pareille force & vigueur, que s'il étoit inſeré dans le corps du Traité principal paſſé ce jourd'huy; & la Ratification en ſera fournie en même temps. Fait à Zell ce 5. Fevrier ſt. n. 26. Janvier ſt. v. 1679.

Rebenac. (*L. S.*)
De Bernſtorf. (*L. S.*)
De Heimbourg. (*L. S.*)

NOus ayans agreables les ſusdits Articles ſeparez & ſecrets en tous & un chacun les points qui y ſont contenus & declarez, avons iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, acceptez, approuvez, ratifiez & confirmez, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roi, & ſous l'obligation & hypotheque de tous & chacuns nos Biens preſens & à venir garder & obſerver inviolablement, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En témoin de quoy Nous avons ſigné ces Preſentes de nôtre main, & à icelles fait apoſer nôtre Scel. Donné à Saint Germain en Laye le vingt-deuxiéme jour de Fevrier, l'an de grace mil ſix cens ſoixante & dix-neuf, & de nôtre Regne le trente-ſixiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

Ratifi-

Digitized by Google

ANNO 1679.

Ratification du Duc de Zell des Articles ſeparez du Traité conclu avec le Roi le 5. Fevrier 1679.

NOus George Guillaume, par la grace de Dieu Duc de Brunswik & de Lunebourg, faiſons ſçavoir par ces Preſentes, qu'ayant donné ordre & Pouvoir au Sieur de Bernſtorf, nôtre Conſeiller & Miniſtre d'Etat, de traiter de nôtre part, conjointement avec le Miniſtre de Monſieur le Duc Rudolphe Auguſte, Duc de Brunswik & de Lunebourg Wolfembutel, ſur les conditions de Paix, avec le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, & Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majeſté Tres-Chrétienne, à cela ſpecialement commis & deputé : lesquels en vertu de leurs Pleinpouvoirs eſtans convenus le cinquiéme du Mois de Fevrier paſſé, d'un Traité de Paix & des Articles ſeparez & ſecrets, dont la teneur s'enſuit.

Outre les Articles, &c.

LEsquels Articles ſeparez & ſecrets ayant vû & examiné, Nous les avons tous, & chacun d'iceux ſeparément, tant pour Nous, que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Etats, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, agreez, approuvez & ratifiez, & les agreons, approuvons & ratifions par les Preſentes ſignées de nôtre main. Promettons en foy & parole de Prince, de garder & obſerver le tout inviolablement, ſans y contrevenir directement, ni indirectement, ni ſouffrir que de nôtre part il y ſoit contrevenu, de quelque maniere que ce ſoit. En témoignage de quoi Nous avons fait mettre nôtre Seel à ces Preſentes. Fait à Zell le 14. Mars 1679. *Signé*,

GEORGE GUILLAUME.

De par Son Alt. Sereniſſime,

DE BERNSTORF.

Ratification du Duc de Wolfembutel des Articles ſeparez.

NOus Rudolphe Auguſte, par la grace de Dieu Duc de Brunswik & Luneebourg, faiſons ſçavoir par ces Preſentes, qu'ayant donné Ordre & Pouvoir au Sieur de Heimbourg, nôtre Conſeiller d'Etat, & Preſident de nos Conſeils, de traiter de nôtre part conjointement avec le Miniſtre de Monſieur le Duc George Guillaume, Duc de Brunswik & Lunebourg Zell, ſur les conditions de Paix, avec le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, & Envoyé Extraordinaire & Pleniporentiaire de Sa Majeſté Tres-Chrétienne : lesquels en vertu de leurs Pleinpouvoirs eſtant convenus le 5. du Mois de Fevrier paſſé, d'un Traité de Paix & des Articles ſeparez & ſecrets, dont la teneur s'enſuit.

Outre les Articles, &c.

LEsquels Articles ſeparez & ſecrets ayant vû & examiné, Nous les avons tous, & chacun d'iceux ſeparément, tant pour Nous, que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Etats, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, agreez, approuvez & ratifiez, & les agreons, approuvons & ratifions par les Preſentes ſignées de nôtre main. Promettons en foy & parole de Prince, de garder & obſerver le tout inviolablement, ſans y contrevenir directement, ni indirectement, ni ſouffrir que de nôtre part il y ſoit contrevenu, de quelque maniere que ce ſoit. En témoignage dequoi Nous avons fait mettre nôtre Seel à ces preſentes. Fait à Brunswik le 14. Mars 1679. *Signé*,

RUDOLPHE AUGUSTE.

De par Son Alt. Sereniſſime,

DE HEIMBOURG.

Ratification du Duc d'Osnabruk des Articles ſeparez.

NOus Erneſte Auguſte par la grace de Dieu Evêque d'Osnabruk, Duc de Brunswik & de Luneborg, faiſons ſçavoir à tous ceux qui verront les preſentes Lettres, que le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majeſté Tres Chrétienne, ayant conclu, arrêté & ſigné, en vertu du Pleinpouvoir qu'il a de Sadite Majeſté, avec les Sieurs de Bernſtorf & Heimbourg, Conſeillers & Miniſtres d'Etat de leurs Alteſſes nôtre Frere & Couſin Meſſieurs les Ducs George Guillaume, & Rodulphe Auguſte de Bronswik & de Luneborg, pareillement munis de Pleinpouvoirs, le Traité de Paix & des Articles ſeparez & ſecrets, dont la teneur s'enſuit. ANNO 1679.

Outre les Articles contenus, &c.

ET ayant été expreſſément arreſté & accordé par le 12. Article ſeparé, que Nous devons jouïr du contenu de ces Articles de la meſme maniere, & à la condition exprimée dans l'Article 11. du Traité principal, Nous avons ſuffiſamment examiné lesdits Articles ſeparez & ſecrets, agreé, & approuvé la teneur d'iceux, tant en general comme en particulier, ainſi qu'ils ſe trouvent ici inſerez, & les acceptons & ratifions par les Preſentes, dans la meilleure forme qu'il ſe peut. Promettons en foy de Princes de garder & obſerver inviolablement ce qu'ils contiennent, ſans y contrevenir directement, ni indirectement, ni ſouffrir que de nôtre part il y ſoit contrevenu. En foi dequoy Nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & y fait mettre nôtre Seel. Fait dans nôtre Reſidence d'Osnabruk ce 26. Mars 1679. *Signé*,

ERNESTE AUGUSTE.

CLXXXIII.

Obligation donnée par le Gouverneur General des 17. Fevr. PAÏS-BAS ESPAGNOL *pour le payement des Contributions qui étoient encore dûes à la France au tems de la Paix de Nimegue, avec ſoumiſſion, à toute Execution Militaire en cas de non payement. Fait à Bruxelles le 17. Fevrier 1679.* [Copie originale tirée des Archives de l'Ambaſſade d'Eſpagne en Hollande.]

COmme nous deſirons de lever toutes difficultez à l'égard de la ſuite demandée pour les Arrerages des Contributions qui ſont deuës au Roy Tres-Chreſtien, Nous avons promis & promettons par ceſte au nom de Sa Majeſté de faire donner pour la meſme ſeureté en conformité du Traité qui ſera fait pour ce ſujet des Lettres de Change à conſeruence de trois cent mille Patacons, & pour le ſurplus de ce qui pourroit eſtre deub par le deſcompte ou liquidation qui en ſera fait, nous ferons remettre entre les mains de Monſieur le Mareſchal d'Humieres Gouverneur General pour le Roy T. C. de la Flandre Françoiſe, un Mois aprés la date dudit Traité, au cas qu'il n'y ſoit autrement ſatisfait devant ce terme ſelon le contenu de ce meſme Traité, les Obligations de tous & chacun les Corps des Etats & Provinces redevables de quelques reſtes de Contributions, ſuivant les deſcomptes qui en ſeront faits, de payer lesd. reſtes ſix ſemaines au plus-tard aprés que lesd. Descomptes auront eſté arreſtez, & de faire inſerer dans l'Obligation des Etats de la Province de Flandres qui s'obligent ſolidairement, & conjointement avec les Etats de Hayuant de payer en dedans les ſix ſemaines ſuſdites à compter du jour de la liquidation tout ce qui ſe trouvera deub par toutes & chacune des Communautez de ladite Province de Hayuant, au deffaut de quoy nous conſentons que le Roy T. C. puiſſe faire rentrer & reſtablir les Trompes dans le plat-Pays, d'où il les aura retiré en execution dudit Traité ; Nous conſentons pareillement qu'à faute de payement des Lettres de Change qui ſeront delivrées lors de la ſignature du meſme Traité dans les termes & ſoubs les Modifications portez par iceluy on de ce qui ſe trouvera deub par les deſcomptes au-delà de la portée desdites Lettres de Change dans ſix ſemaines aprés la liquidation desd. reſtes de Contributions, ledit Roy T. C. puiſſe uſer de la voye de contrainte & execution Militaire, non ſeulement ſur les Etats & Provinces redevables, ou qui ſeront en demeure de payer, mais

ANNO 1679. mais generalement sur tout le plat-Pays de la Province de Flandres, en foy de quoy nous avons signé la Presente à Bruxelles le 17. de Fevrier 1679.

CLXXXIV.

27. Fevr. *Déclaration du Roi de France* LOUÏS XIV. *en exécution des Articles XXI XXII XXIII. du Traité d'*ESPAGNE, *&* V. *Article du Traité d'*HOLLANDE. *Donnée à S. Germain en Laye le* 27. *Février* 1679. [FREDER. LEONARD. Tom. IV.]

LOUÏS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces Presentes Lettres verront, Salut. Comme par les Traitez de Paix conclus & arrestez en la Ville de Nimégue le 10. Aoust 1678. & 17 Septembre ensuivant, entre nos Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires, & les Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires de nostre tres-cher & tres-Amé Frere le Roi Catholique, & de nos tres-chers & grands Amis, Alliez & Confederez les Etats Generaux des Provinces Unies des Pais-Bas, il a été entr'autres choses convenu & reglé de quelle maniere il seroit pourveu au rétablissement de ceux dont les Biens auroient été saisis & confisquez pendant le cours de la Guerre; Nous avons estimé necessaire d'envoyer à nos Cours les Articles précis desdits Traitez concernant le rétablissement desdits Biens, afin que nostre volonté leur étant particulierement connuë elles puissent s'y conformer par leurs Arrests. Pour ces Causes & autres grandes & justes considerations à ce Nous mouvans, de nostre propre mouvement, pleine puissance & autorité Royale, avons dit & declaré, & par ces Presentes signées de nostre main, disons & declarons, voulons & nous plaist, que tous les Sujets de nostredit Frere le Roi Catholique, Ecclesiastiques, ou Seculiers, ensemble tous les Sujets desdits Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, dont les Biens auront été saisis & confisquez à l'occasion de la Guerre, leurs Heritiers ou ayans cause, de quelque condition ou Religion qu'ils puissent être, soient rétablis en la possession & jouïssance d'iceux, suivant & en la forme particulierement exprimée par les Articles 21. 22. & 23. dudit Traité d'Espagne, & par l'Article 5. de celuy d'Hollande, dont la teneur s'ensuit:

(a) Du Traité d'Espagne.

(a) XXI. TOus les Sujets de part & d'autre Ecclesiastiques & Seculiers seront rétablis tant en la jouïssance des Honneurs, Dignitez & Benefices, dont ils estoient pourveus avant la Guerre, qu'en celle de tous & chacuns leurs Biens meubles & immeubles, Rentes viageres & à rachat, saisies & occupées depuis ledit terme, tant à l'occasion de la Guerre que pour avoir suivy le Party contraire: Ensemble de leurs Droits, Actions & Successions à eux survenuës, mesme depuis la Guerre commencée, sans toutefois pouvoir rien demander ni pretendre des fruits & Revenus perçus & échus dés le saisissement desdits Biens immeubles, & Rentes & Benefices jusques au jour de la publication du present Traité.

XXII. Ni semblablement des Debtes, effets & meubles qui auront été confisquez avant ledit jour, sans que jamais les Creanciers de telles Debtes, Dépositaires de tels effets, & leurs Heritiers ou ayans cause en puissent faire pourſuite ni en prétendre recouvrement, lesquels rétablissemens en la forme avant dite s'étendront en faveur de ceux qui auront suivy le Party contraire, en sorte qu'ils rentreront par le moyen du present Traité en la grace de leur Roi & Prince Souverain, comme aussi en leurs biens tels qu'ils se trouveront existans à la conclusion & signature du present Traité.

XXIII. Et se fera ledit rétablissement desdits Sujets de part & d'autre, selon le contenu és Articles 21. & 22 nonobstant toutes Donations, Confiscations, Declarations, Confirmations, Commises, Sentences preparatoires ou définitives données par contumace en l'absence des Parties, & icelles non ouïes, lesquelles Sentences & tous Jugemens demeureront nuls & de nul effet, & comme non données & prononcées avec liberté pleine & entiere audites Parties de revenir dans

les Pays d'où elles se sont cy devant retirées, pour jouïr ou perſonnes de leurs Biens immeubles, Rentes & Revenus; ou d'établir leurs demeures nos dits Pais en tel lieu que bon leur ſemblera, leur en demeurant le choix & élection; sans qu'on puisse ufer contre eux d'aucune contrainte pour ce regard. Et en cas qu'ils aiment mieux demeurer ailleurs, ils pourront députer & commettre telles perſonnes non ſuſpectes que bon leur ſemblera pour le gouvernement & jouïſſance de leurs Biens, Rentes & Revenus: mais non au regard des Benefices requerans residence, qui devront eſtre perſonnellement administrez & deſervis.

ANNO 1679.

(a) Du Traité d'Holande.

(a) V. Ceux ſur leſquels quelques Biens ont été ſaiſis & confiſquez à l'occaſion de ladite Guerre, leurs Heritiers ou ayans cauſe, de quelle condition ou Religion qu'ils puiſſent eſtre ſoutront d'eeux Biens, & en prendront la poſſeſſion de leur autorité privée & en vertu du preſent Traité, ſans qu'il leur ſoit beſoin d'avoir recours à la Juſtice, nonobſtant toutes incorporations au Fiſc, engagement, dons en faits, Sentences preparatoires ou définitives données par défaut & contumace en l'abſence des Parties, ſcelles non ouïes, Traitez, Accords & Transactions, quelques Renonciations qui ayent eſté miſes esdites Transactions, pour eviter de parth desdits Biens ceux à qui ils doivent appartenir: & tous & chacuns Biens & Droits qui conformement au preſent Traité ſeront reſtituez ou doivent eſtre reſtituez reciproquement aux premiers Proprietaires, leurs Hoirs & ayans cauſe, pourront eſtre vendus par lesdits Proprietaires, ſans qu'il ſoit beſoin d'impetrer pour ce, conſentement particulier; & enſuite les Proprietaires des Rentes, qui de la part des Fiſcs ſeront confiſquées en lieu des Biens vendus; comme auſſi des Rentes & Actions eſtant à la charge des Fiſcs reſpectivement, pourront diſpoſer de la proprieté d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres propres Biens.

Voulons & entendons que le contenu esdits Articles ſoit gardé & inviolablement obſervé, ſans ſouffrir qu'il ſoit allé directement ni indirectement au contraire, qu'à cet effet tous les Procés & differends qui ſont nez ou pourront naiſtre cy-après pour raiſon dudit rétabliſſement, ſoient jugez & terminez par nos Cours en conformité des ſuſdits Articles des Traitez d'Eſpagne & d'Hollande, à peine de nullité & caſſation de tout ce qui pourroit eſtre fait au contraire. Si donnons en Mandement à nos amez & feaux les Gens tenans nostre Cour de Parlement de Paris, Seneſchaux de nos Lieutenans, & tous autres nos Officiers & Juſticiers qu'il appartiendra, que ces preſentes nos Lettres de Déclaration ils ayent à faire lire, publier & enregiſtrer, & le contenu en icelles garder & obſerver pleinement & paiſiblement, ceſſant & faiſant ceſſer tous troubles & empeſchemens, nonobſtant tous Edits, Arreſts, Jugemens, Condamnations & toutes autres choſes à ce contraires, auſquelles pour ce regard ſeulement & ſans tirer à conſequence, nous avons dérogé & dérogeons par ceſdites preſentes. Car tel eſt nostre plaiſir: En témoin dequoy nous y avons fait mettre nostre Scel. Donné à Saint Germain en Laye le vingt-ſeptiéme jour de Février, l'an de grace mil ſix cens ſoixante-dix-neuf: & de nostre Regne le trente-ſixiéme.

CLXXXV.

Traité fait du conſentement du Tres-Puiſſant Empereur de FRANCE, *Entre nous les tres-Illuſtres Bacha, Divan & Milice d'*ALGER, *& le Sieur Denis Dufault, pour le rétabliſſement du Negoce & Pêche de Corail. Du onziéme Mars* 1679. [FREDER. LEONARD. Tom. V.] 11. Mars.

QUe generalement tous les Dettes des Sieurs Piquet, Arnault, Latour, Lalo, la Fontaine, Berthelot & Rebuty, qui ont eu cy devant interêt dans le Baſtion, faits tant à Alger, Bonne, qu'autres Lieux, ſont & demeureront eſteints & entierement abolis, ſans que l'on en puiſſe faire aucune demande, ſans quoy ledit Dufault ne traiteroit pas avec Nous.

II. Il eſt deffendu à tous nos Capitaines de nos Vaiſſeaux, Galeres ou autres Baſtimens, de donner

ANNO 1679. aucun empêchement, ni faire aucune visite à tous ceux qui ser ont audit Bastion ou Places en dépendantes, ayant Patente de l'Admiral de France, & au retour celle du Gouverneur dudit Bastion, ni aux Batteaux qui seront employez à la Pêche du Corail; & arrivant que l'on y courre le nage, & pour lesdits Batiments, le monde, l'Argent & les Marchandises relâchez, à la requisition de l'Agent dudit Dufault en cette Ville.

III. Et attendu que ledit Bastion & la Calle sont fort délabrez, le dit est permis de les remettre en leur premier état, & de prendre sur les Lieux tout ce qui lui sera necessaire pour le Bastion & la Calle, & faire un Moulin à chacun des Monnets dudit Bastion & la Calle; & d'autant que le vent de Terre ne peut faire moudre celui qui est présentement audit Bastion, ils manquent de pain souvent, ce qui est très-important pour le maintien dud. Negoce.

IV. Arrivant quelque different entre les Mores, qui empêche ledit Dufaut d'avoir du bled pour nourrir les Gens, lui sera permis d'en prendre à Bonne, ou autres Lieux de ce Pays, en le payant au prix courant, & d'en envoyer tous les ans deux Barques en France pour la nourriture des Femmes & Enfans de ceux qui seront à son service pour ladite Pêche du Corail & Negoce.

V. Il sera payé au Cady de Bonne trois mille Patasques par an, en six pays égales, la premiere commencera en même tems que celle d'Alger: Toutes reconnoissances aux Chefs seront payées comme du tems du Sieur Sausson, cetiant toutes les introductions faites du depuis, & ne pourra ledit Cady ni autre, aller audit Bastion sans l'ordre de notre Divan.

VI. Ne payera audit Bonne aucun Droit d'entrée ni sortie. Defendons à tous les Habitans de vendre Cires, Cuirs, Laines, Suif, ni autres Marchandises, non plus que les Cuirs des Agas des Douanes, qu'il payera comme du tems de Sausson, ni les Cuirs qui reviendront après la provision de ladite Ville, qu'audit Dufault, à peine de Confiscation au profit de notre Dufaune. Ses Batteaux pourront charger de Courcoussons, & autres provisions. Pourra y tenir un Religieux pour dire la Messe, comme au Bastion, la Calle & Cap de Rose; changer les Agens & Commis, & faire toutes choses comme du tems de Sausson.

VII. Il est permis audit Dufault de faire pêcher le Corail, au Bastion, la Calle, Cap de Rose, Bonne, le Collo, Gigery & Bougie, sans qu'on lui puisse donner aucun empêchement; mais lui sera donné ayde, assistance, & tous les Vivres necessaires & autres choses, en les payant au prix courant.

VIII. Le Cady du Collo prendra pour tous Droits dix pour cent, pour l'Argent que ledit Dufault enverra au dit lieu, pour acheter les Cuirs & les Cires dépendantes du Bay de Constantine, moyennant quoy il expressement defendu audit Cady de prendre aucun autre Droit, & tous les Habitans de ce Royaume de saisir les Cires, ni les vendre, non plus que les Cuirs, ni à Mores ni à Chrétiens, qu'audit Dufault, d'autant que cela est contre la bonne foi & nôtre parole, & y contrevenant feront les Marchandises confisquées au profit de nôtre Dufaune.

IX. L'Argent & Corail qui sera envoyé à Alger pour payer les Lysmes & Tributs, ne payera aucuns Droits, ni tout ce qui sera envoyé pour la subsistance de son Agent en cette Ville, lequel sera permis audit Dufault de le changer quand il voudra. Et est defendu à tous les Agens & Commis d'emprunter de l'Argent pour quelque cause que ce puisse estre.

X. Que si par malheur il arrivoit quelque different qui causât quelque rupture de Paix avec l'Empereur de France, ce que Dieu ne veuille, ledit Dufaut ne sera point inquieté ni recherché, n'entendant point mesler aucune cause generale avec une particuliere, ni les Affaires d'Etat avec le Negoce, qui s'introduit & s'exerce de bonne foi; mais sera ledit Dufault comme nôtre Fermier & nôtre bon Amy, maintenu en paisible possession & jouissance dudit Bastion & Places dependantes, attendu le grand avantage qu'il en revient à la Paye des Soldats, & aux Habitans de ce Roiaume.

XI. Promet ledit Dufault d'envoyer tous les ans deux Barques en cette Ville pour y faire Negoce, lesquelles il pourra enfuite envoyer charger au Bastion & à la Calle, ou à la coste, sans qu'on puisse le contraindre à prendre des Cuirs, ni des Cires, ni autres Marchandises si bon lui semble, au défaut de quoy payera six mille doubles d'Or, outre les Lysmes accordées. ANNO 1679.

XII. Et sur la connoissance que nous avons que la desunion & mes-intelligence des Alliez qui ont precedé ledit Dufault dans ledit Commerce du Bastion, a causé plusieurs desordres, & que les Lysmes n'ont pas esté payées à nôtre Divan, ni Cady de Bonne, ni aux Mores, dans les termes portez par nôtre Ottoman, Nous defendons audit Dufault d'admettre personne dans sa societé sans nôtre consentement & advis, pour être agréé par Nous: Defendons à toutes personnes d'aller dans lesdites Places que du consentement dudit Dufault.

XIII. Moyennant ladite Permission & trivilege, que Nous accordons audit Dufault & aux siens, le defendons à tous autres sans son consentement: Et après avoir payé à nôtre Divan toutes les Lysmes échûes du passé, jusques au dernier Janvier dernier, a esté convenu qu'il nous payera à l'avenir trente-quatre mille doubles d'Or par chacune année, en six payemens égaux, qui se feront de deux Mois en deux Mois, à commencer du premier Fevrier dernier; moyennant quoy promettons maintenir ledit Dufault & les siens, en paisible possession & jouissance dudit Bastion, & Places en dépendantes. Fait & passé en la Maison du Roi, le Divan assemblé, ou estoient les très-illustres Ismaël Bacha; Aby Mehemet, Dey, Gouverneur, l'Aga de la Milice, le Muti, le Cady, le Trésorier de la Loy, de Justice, & de Guerre, le onzième Mars 1679. & de l'Egire le vingt-septième de la Lune de Fevrier 1680. Nostre Foy est Foy, nostre Parole est Parole, avec le Seing & Sceau du Bacha *Signé*, DUSAULT.

NOus Aly Abdala, Truchement ordinaire de la Maison du Roi, de la Langue Françoise, Certifions avoir traduit l'Ottoman ci-dessus mentionné, sur celui en Langue Moresque, fait entre nos très illustres & Magnifiques Seigneurs, les Bacha, Divan & Milice d'Alger, & ledit Sieur Dusault; que le Sceau & Armes qui y sont appliquez, sont du Bacha & Dey de ce Royaume, en ayant baillé deux Expeditions audit Dusault pour s'en servir ainsi qu'il aviſera bon être. Fait à Alger le 11. Mars 1679. fille de France, & de l'Egire le 27. de la Lune de Février mil quatre-vingt neuf.

NOus Jean le Vacher, Prestre de la Congregation de la Mission, par la grace de Dieu & du S. Siege Apostolique, Vicaire Apostolique de Carthage en Afrique, Certifions à tous qu'il appartiendra, que Sidy Aly Abdala nostre Truchement, qui a traduit le present Ottoman, est interprete ordinaire de la Langue Françoise des Illustres & Magnifiques Seigneurs, les Bacha, Divan & Milice d'Alger; & que le Sceau & Armes cidessus apposez audit Ottoman, sont desdits Seigneurs Bacha & Dey de ce Royaume: En foi de quoy Nous avons signé les Presentes, & appliqué nostre Sceau ordinaire, & fait contresigner par nôtre Chancelier, pour servir & valoir audit Dusault ce que de raison. Fait à Alger le 13. de Mars 1679. *Ainsi signé*, JEANNE VACHER, Vicaire Apostolique & Scellé. *Et plus bas*, G. TARDIF, Chancelier.

CLXXXV. *

Declaratio LUDOVICI *Regis de Inclusione Electoris* BAVARIÆ *in Tractatu Pacis Noviomagensi die 5. Februarii cum Romanorum Imperatore concluso, perinde ac si expressim in eo nominatus fuisset. Datum ad S. Germanum ad Leyam die 12. Aprilis* 1679. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. I. Abſatz I. pag. 474.] 12. Avril.

LUDOVICUS Dei gratiâ Rex Galliæ & Navarræ, omnibus ils qui Literas præsentes viderint Salutem; Cùm Nos certiores redditi fuissemus à Nostro Constantiensi, Pare Francisæ, quòd Charissimus & Dilectissimus noster Frater Dux Bavariæ, S. Imperii Princeps & Elector nominati & comprehendi nostrâ ex parte, in Tractatu Noviomagi V. Februarii inter Nos & Charissimum ac Dilectissimum nostrum Fratrem Imperatorem

Digitized by Google

ANNO 1679. rem Romanorum ſaneito & concluſo, deſideret; quoniam ad eundem Tractatum perficiendum multum ſtudii earumque, imprimis ab eo inde tempore, quo dictus Dominus Cardinalis apud dictum Electorem diverſit, contulerat. Propterea notum facimus, quòd gaudeamus reddere teſtimonium aliquod publicum gratiarum, quas Nos dicto noſtro Fratri Electori Bavariæ habemus, pro impenſis, quantum quidem in poteſtate Ipſius erat, operâ, quò ad reſtaurationem quietis Patriæ ſuæ perveniretur, & ut Nos præterea rem ipſi expetitam à Nobis præſtaremus, Nos juxta Articulum XXXIII. dicti Tractatûs declaravimus & declaramus vigore præſentium memorato Fratri Noſtro Imperatori Romanorum & Imperio, quòd nos dictum Dominum Electorem Bavariæ nominatus, ut præfato Tractatu Pacis comprehendatur, & omnibus ejusdem beneficiis, ſub iisdem conditionibus & commodis, quæ ibidem ſpecificè expreſſæ ſunt, tam ratione ſuæ Perſonæ, quàm ſuorum Territoriorum, Ditionum, & Statuum gaudeat, ac ſi expreſſè ibidem nominatus fuiſſet. Guarantiam noſtram particularem Ipſi, quoad Executionem dicti Tractatûs Novilomagenſis nec non Monaſterienſis promittentes. Nam talis eſt voluntas noſtra. In teſtimonium horum Nos præſentes hasce manu noſtrâ ſubſignavimus & iisdem Sigillum noſtrum apponi curavimus. Datum S. Germani ad Leyam die XII. Aprilis Anno gratiæ milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo nono, & Regni noſtri trigeſimo ſexto.

LUDOVICUS.

ex Mandato Regis

ARNOLDUS.

ANNO 1679.

CLXXXVI.

29. Mars. *Traité de Paix entre* LOUÏS XIV. *Roi de France, &* FERDINAND *Evêque & Prince de Munſter & de Paderborn, dans lequel le Traité de Paix fait & ſigné le même jour entre Sa Majeſté Suedoiſe, & ledit Prince Evêque eſt rapellé & cenſé compris, de même que l'Article cinquiéme du Traité de Paix fait le 5. Fevrier entre Sa Majeſté Imperiale & Sa Majeſté T. C. ledit Prince Evêque promettant au ſuſplus de rentrer dans la Neutralité à l'égard de la Guerre du Nord. A Nimegue le 29. Mars 1679.* Avec les PLEINPOUVOIRS *& les* RATIFICATIONS *de part & d'autre.* [Actes & Memoires de la Negociation de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 379. Recueil de LEONARD Tom. III. LONDORPII *Acta Publica* Tom. X. pag. 701. en Allemand. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. III. Abſatz XV. pag. 231. en Latin. *Theatrum Pacis* Tom. II. pag 871. en Latin, Allemand & François. *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 1471. en Allemand.]

LOUÏS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront: SALUT. Comme noſtre tres-cher & bien-amé Couſin le Sieur Comte d'Eſtrades, Mareſchal de France, & Chevalier de nos Ordres; Noſtre bien-amé & féal le Sieur Colbert, Marquis de Croiſſi, Conſeiller ordinaire en noſtre Conſeil d'Etat, nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu du Pleinpouvoir que Nous leur en avions donné, auroient conclu, arreſté & ſigné le vingt-neuviéme jour du Mois dernier avec le Sieur Zurmohlen, Conſeiller intime d'Etat de noſtre tres-cher & tres-amé Couſin l'Evêque & Prince de Munſter & Paderborn, & ſon Vice-Chancelier en ſon Evêché de Munſter, pareillement muni de Pleinpouvoir, le Traité de Paix dont la teneur s'enſuit.

SOit notoire à tous & un chacun, que comme la Paix generale de toute la Chrétienté eſt depuis longtems l'unique objet de toutes les Actions de Sa Majeſté Tres-Chrétienne, & qu'elle a employé inceſſamment tous les moyens qu'il a plû à Dieu lui mettre en main pour étendre celle qui a été ſignée à Nimégue le cinquiéme Février, à tous les Princes qui n'y avoient pas encore donné leur conſentement; elle auroit apprit avec joye que Monſeigneur l'Evêque & Prince de Munſter & de Paderborn n'ayant pas moins de deſir d'y contribuer de ſa part, & de rentrer dans les bonnes graces de Sa Majeſté, qu'elle en a de donner à ce Prince toutes les marques poſſibles de l'eſtime & de l'affection qu'elle a toûjours eue pour lui, auroit reſolu de preferer le bien de la Paix à tout autre avantage, & de concourir au rétabliſſement du repos de l'Empire par celui des Traitez de Weſtphalie. C'eſt ſujet que Sa Majeſté a commis le Sieur Comte d'Eſtrades, Chevalier de ſes Ordres, & Mareſchal de France, & le Sieur Colbert, Marquis de Croiſſi, Conſeiller ordinaire en ſon Conſeil d'Etat, pour traiter & conclure, non ſeulement de ſa part avec ledit Prince, mais auſſi pour faciliter ſon accommodement avec le Roi & la Couronne de Suede. Et ledit Prince Evêque de Munſter & de Paderborn, ayant auſſi commis de ſa part le Sieur Zurmohlen, ſon Conſeiller intime d'Etat, & Vice-Chancelier de ſon Evêché de Munſter, ils ont, en vertu de leur Pouvoir, dont Copie eſt ci-deſſous transcrite, arreſté, conclu & ſigné, tant au nom de Sa Majeſté, que dudit Prince Evêque les Articles & conditions qui enſuivent.

I. Ledit Prince Evêque de Munſter & de Paderborn ſe deſiſte dés à preſent de tous les engagemens que ſon Predeceſſeur avoit pris, tant contre Sa Majeſté Tres-Chrétienne, que contre le Roi & la Couronne de Suede; & promet de demeurer dans une exacte Neutralité pendant le cours de la Guerre preſente, ſans pouvoir aſſiſter directement ni indirectement les Ennemis qui reſtent en Guerre contre la France, ou contre la Suede.

II. Ledit Prince Evêque s'oblige de retirer de bonne foi toutes les Troupes que ſon Predeceſſeur avoit, & que ledit Prince peut encore avoir preſentement, ſoit au ſervice du Roi de Danemark, ſoit dans celui de l'Electeur de Brandebourg; & pour cet effet, de faire toutes les diligences & inſtances que Sa Majeſté pourra deſirer de lui.

III. Ledit Prince Evêque promet de garder inviolablement toutes les conditions, auxquelles ſon obligez tous les Princes & Etats de l'Empire, compris dans le Traité de Paix ſigné à Nimegue le cinquiéme Février dernier; & Sa Majeſté Tres-Chrétienne s'oblige de faire jouir ledit Prince Evêque de tout ce qui a été reciproquement ſtipulé par ledit Traité, en faveur desdits Princes & Etats de l'Empire.

IV. Le Traité qui a été fait & ſigné aujourd'huy au nom du Roi de Suede & dudit Prince Evêque de Munſter & de Paderborn, ſera cenſé compris dans le preſent, comme ſi ce n'eſtoit qu'un même Traité, & aura la même force que s'il étoit inſeré de mot à mot dans celui-ci.

V. Sa Majeſté voulant auſſi donner d'autant plus de marques de ſon eſtime & de ſon amitié audit Prince Evêque, & contribuer aux moyens de pourvoir à la ſeureté de ſes Etats, lui ſera payer incontinent aprés la Ratification du preſent Traité la Somme de cent mille Ecus à Amſterdam, ou à Hambourg, en Argent de Banque.

VI. Sa Majeſté Tres-Chrétienne promet pareillement, que ſi elle eſt obligée de porter ſes Armes au delà du Rhin, elle conſervera les Evêchez de Munſter & de Paderborn, n'y prendra aucun paſſage pour ſes Troupes, ſans une neceſſité indiſpenſable, auquel cas elle pourvoira au payement des frais neceſſaires, en ſorte que les Habitans n'en reçoivent aucun dommage, ſuivant les Conſtitutions de l'Empire: & au ſurplus, ſadite Majeſté ne ſera prendre dans leſdits Païs aucuns Quartiers & logemens pour leſdites Troupes, ni lever aucunes Contributions, & procurera la même choſe pour le bien desdits Evêchez à l'égard de ſes Alliez.

VII. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien promet encore & s'oblige, en cas que ledit Prince & Evêque de Munſter & de Paderborn vienne à eſtre attaqué, ou inquieté par qui que ce ſoit, à cauſe du preſent Traité, de l'aſſiſter ou de le proteger & garantir par la force de ſes Armes contre toute attaque & inſulte, ſans pouvoir former des pretentions contre ledit Prince & ſes Etats, à cauſe des frais que Sa Majeſté pourroit être obligée de faire pour cet effet.

VIII. Il eſt auſſi convenu que l'Abbaye de Corvey,

ANNO 1679. les Comtez de Bentheim, Teklenbourg, Rieberg, & la Seigneurie de Rhede jouiront de l'effet du present Traité.

IX. Sa Majesté Tres-Chrestienne mené du zele qu'elle a toûjours eu pour le maintien de la Religion Catholique, Apoſtolique & Romaine, & des inſtantes prieres dudit Prince Evêque, promet auſſi d'employer ſes puiſſans offices auprés du Roi de Suede, pour porter ce Prince à laiſſer ladite Religion Catholique dans l'Etat où elle ſe trouvera, lors que ledit Prince & Evêque de Munſter reſtituera les Pais qu'il occupe à la Couronne de Suede, & en ceſui qu'elle eſtoit en l'année 1624. dans leſdits Pais, ſuivant les Traitez de Weſtphalie.

X. Le preſent Traité ſera ratifié de Sa Majeſté Tres-Chrétienne & dudit Prince Evêque de Munſter & Paderborn, & les Ratifications échangées à Nimegue dans trois ſemaines, à compter du jour de la Signature, ou plutôt, ſi faire ſe peut.

En foi de quoi Nous Ambaſſadeurs & Pleinpotentiaires ſuſdits avons ſigné le preſent Traité, & à icelui fait appoſer le Cachet de nos Armes. Fait à Nimégue ce vingt-neuviéme jour de Mars mil ſix cens ſoixante & dix-neuf.

Le Mareſchal d'Eſtrades. (*L. S.*) *Colbert.* (*L. S.*)
Zurmuhlen. (*L. S.*)

NOus ayans agreable le ſuſdit Traité de Paix en tout & un chacun les points qui y ſont contenus & declarez, avons icelui, tant pour Nous que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Roiaumes, Pais, Terres, Seigneuries & ſujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons; & le tout promettons en foy & parole de Roi, ſous l'Obligation & hypoth. que de tous & un chacuns nos Biens preſens & à venir, garder & obſerver inviolablement, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En témoin de quoi Nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & à icelles fait appoſer nôtre Seel. Donné à Saint Germain en Laye le huitiéme jour d'Avril, l'an de grace mil ſix cens ſoixante & dix-neuf. & de noſtre Regne le trente ſixiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

Ratification de Monſieur l'Evêque & Prince de Munſter & de Paderborn.

FERDINAND par la grace de Dieu Evêque de Munſter & de Paderborn, Bourgrave de Stromberg, Prince de l'Empire, Comte de Pyrmont, & Seigneur de Borckelo, faiſons ſçavoir par ces Preſentes, qu'ayant donné Pleinpouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial à noſtre Conſeiller d'Etat & Vice-Chancelier Werner Zurmuhlen, d'arreſter, conclure & ſigner avec Meſſieurs les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Pleinpotentiaires de Sa Majeſté Tres-Chrétienne pour la Paix, munis d'un pareil Pouvoir de la part de Sad te Majeſté, le ſuivant Traité, ainſi qu'il eſt ci-deſſous transcrit de mot à mot.

Soit notoire à tous, &c.

Nous avons vû & examiné tous les Articles dudit Traité, & les ayans trouvez entierement conformes à noſtre intention, Nous avons agreé & approuvé, ainſi que Nous agreons, approuvons, & ratifions le ſuſdit Traité en la meilleure forme qu'il eſt poſſible, promettant en foi & parole de Prince, d'obſerver, accomplir, & executer ponctuellement tout ce qu'il contient, ſans y contrevenir jamais ni permettre qu'il y ſoit contrevenu de noſtre part, ſous quelque pretexte que ce puiſſe être. En foi de quoi Nous avons ſigné les Preſentes, & fait contreſigner par noſtre Conſeil d'Etat & Vice-Chancelier ſuſdit, & y appoſer le Seel de nôtre Secret. Fait à noſtre Château de Neuhaus le quinziéme jour d'Avril mil ſix cens ſoixante & dix-neuf. *Signé*,

FERDINAND.

Et plus bas,

ZURMUHLEN.

Plein-Pouvoir du Roi. ANNO 1679.

L'Affection que le Roi a toûjours conſervée pour Monſieur l'Evêque de Paderborn & de Munſter, ayant porté Sa Majeſté dans tous les tems à lui donner des marques de ſon eſtime & de ſon amitié, même à prendre des meſures d'Alliance plus étroites avec lui dans l'Etat preſent des Affaires de l'Europe, Sa Majeſté y eſt aujourd'hui d'autant plus invitée, que ce Prince eſtant élevé à la dignité d'Evêque de Munſter, eſt en état de contribuer davantage à la Paix & au repos de l'Empire, que Sa Majeſté a toûjours fort affectionné. C'eſt dans cette vûë de prendre des liaiſons nouvelles avec lui, qu'elle a commis & commet le Sieur Comte d'Eſtrades, Chevalier de ſes Ordres, & Mareſchal de France, & le Sieur Colbert, Marquis de Croiſſi, Conſeiller ordinaire de Sa Majeſté en ſon Conſeil d'Etat, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Pleinpotentiaires de Sa Majeſté au Traité de Paix, auſquels elle a donné & donne Pleinpouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial de conferer & negocier avec les Commiſſaires nommez par ledit Sieur Evêque de Paderborn & de Munſter; & munis de parels Pleinpouvoirs de ſa part, & conſequemment arreter, conclure & ſigner au nom de Sa Majeſté toutes & telles conditions que leſdits Sieurs Mareſchal d'Eſtrades & Marquis de Croiſſi aviſeront bon eſtre; Promettant Sadite Majeſté en foy & parole de Roi, d'accomplir & d'executer ponctuellement, avoir agreable, & tenir ferme & ſtable à toûjours tout ce que leſdits Sieurs Mareſchal d'Eſtrades & Marquis de Croiſſi auront permis & ſigné en vertu du preſent Pouvoir, ſans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu, pour quelque cauſe, ou pretexte que ce puiſſe eſtre; comme auſſi d'en fournir ſa Ratification en bonne forme, dans le temps qu'il aura eſté convenu. En témoignage de quoi, Sadite Majeſté a ſigné les Preſentes de ſa main, & à icelles fait appoſer le Seel de ſon Secret. Donné à Verſailles le vingt-cinquiéme jour d'Octobre mil ſix cens ſoixante & dix-huit. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, ARNAULD. Et ſcellé.

Pleinpouvoir de Monſieur l'Evêque & Prince de Munſter & Paderborn.

NOs Ferdinandus Dei, & Apoſtolicæ Sedis gratiâ Epiſcopus Paderbornenſis & Monaſterienſis, Burggravius Strombergenſis, Sacri Romani Imperii Princeps, Comes Pyrmontanus, & Dominus in Borckelo, Notum teſtamurque facimus, quòd cùm nihil ardentius exoptemus, quam ut præſens bellum quo Chriſtianus Orbis affligitur, in æquam & honeſtam Pacem quamtocius convertì queat, atque præterea grato acceperimus animo Sereniſſimi & Potentiſſimi Magnæ Britanniæ Regis laudabili cura & mediatione eò perventum eſſe, ut Partium hinc inde conſenſu Tractatus & Colloquia Pacis Neomagi inſtituerentur. Ideo quidquid in nobis eſt ad comparandam tranquillitatem Orbi Chriſtiano lubenter conferre volentes, conſiſi prudentiâ & experientia & fide Honorabilis & Clariſſimi Conſiliarii noſtri intimi & Vice Cancellarii, ſincerè nobis dilecti, & fidelis Werneri Zurmuhlen, Juriſuti Doctoris, eum nominavimus, eligimus & conſtituimus noſtrum Pleniporentiarium ad dictos Conventus & Tractatus Pacis Neomagi habendos, reſervando Nobis libertatem illum pulmodum pro lubitu Principis Legationis characterem inſignendi. Cui proinde committimus & ſpecialiter mandamus, ut ſe ad dictum Urbem conferat, ibique Pacis Colloquia ſive directè, ſive interveniente opera reſpectivè hinc inde receptarum Mediatorum inſtituat, cum Sereniſſimi & Potentiſſimi Principis Domini Ludovici XIV. Galliarum Regis Chriſtianiſſimi, cujusque Confederatorum Legatis, Deputatis & Commiſſariis, ſufficienti Mandato ad præſens Bellum terminandum, controverſiaque quæ eò ſpectant, per bonam & firmam Pacem componendas, munitis. Damus quoque plenam & abſolutam Poteſtatem cum omni auctoritate & Mandato ad id neceſſariis ſupradicto Pleinpotentiario noſtro, Pacis Tractatum pro Nobis noſtroque nomine ineundi, concludendi, & firmandi inter Nos & præfatum Sereniſſimum & Potentiſſimum Regem, ejusque Fœderatos, omnia quoque Inſtrumenta quæ in eum finem requiri poſſint, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoque in univerſum agendi, promittendi, ſtipulandi, concludendi & ſignandi Acta, Declara-

ANNO 1679. clarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia quæ ad dictum Pacis negotium pertinent, faciendi, æquè liberè & amplè, ac ipſi præſentes id faceremus, vel facere poſſemus, quantumvis Mandato adhuc ſpeciatiori & expreſſiori, quàm quod hisce Præſentibus continetur, opus eſſe viſum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo Principis, Nos acceptum & gratum, firmum & ratum habituros quæcunque per dictum Plenipotentiarium noſtrum acta, concluſa, ſtipulata, & commutata fuerint; Nos obſtringentes hisce præſentibus ad expediendum Ratificationum noſtrarum Diplomata in decenti & ſolemni forma; intraque tempus; prout convenerit. In cujus rei fidem majorem hasce manu noſtra ſubſcripſimus, & Sigillo noſtro communiri juſſimus. Dabantur in Arce noſtra Neuheſana die decimo Menſis Novembris, anno ſupra milleſimum ſexcentesimum ſeptuageſimo octavo. *Signé*, FERDINANDUS, *& ſcellé.*

CLXXXVII.

19-29. Mars. *Pax inter* CAROLUM XI. *Regem Sueciæ, &* FERDINANDUM *Epiſcopum Monaſterienſem, & Paderbornenſem; Quâ Princeps Epiſcopus obſtringitur Regi præfato loca omnia munita vel non munita in Ducatibus Bremenſi & Verdenſi armis ſuis occupata reſtituere; Rex verò centum millia Talerorum tanquam impenſarum compenſationem ei ſolvere promittit; Uterque Articulo quarto Pacis Caſareo-Sueticæ die 5. Februarii ſanctæ omnimodo ſatisfacere policetur. Actum Noviomagi 19-29. Martii 1679.* Cum RATIFICATIONIBUS *non ſolum Regis Sueciæ & Principis Epiſcopi, ſed etiam Capituli Catherdralis Monaſterienſis.* [Actes & Negociations de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 386. d'où l'on a tiré cette Pièce qui ſe trouve auſſi dans le Recueil de LEONARD Tom. III. dans LONDORPII *Acta Publica* Tom. X. pag. 702. en Allemand; dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Abtheil. III. Abſatz XV. pag. 234. en Latin; dans le *Theatrum Pacis* Tom. II. pag. 881. en Latin, Allemand & François; dans le *Theatrum Europeum* Tom. XI. pag. 1471. en Allemand.]

In Nomine Sanctiſſimæ & individuæ Trinitatis.

NOtum ſit omnibus & ſingulis, quorum intereſt aut quomodolibet intereſſe poteſt, quandoquidem Sereniſſimus & Potentiſſimus Princeps & Dominus Dominus Carolus, Sueciorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Carelæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ & Vandaliæ, Princeps Rugiæ, Dominus Ingriæ & Wismariæ, necnon Comes Palathinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Clivis & Montium Dux, nihil magis in votis habeat, quàm ut Pax quæ cum Sacra Cæſarea Majeſtate & Imperio Nomagi die vigeſima ſexta Januarii anni currentis ſancita eſt, etiam ad quinta Februarii reſiduas & in dictæ Pacis Articulo quinto nominatas partes extendi poſſit; imprimis verò ut omnes in Imperio motus, eorumque occaſiones quamocius & penitus tollantur: Et Reverendiſſimus & Celſiſſimus Princeps Dominus Ferdinandus, Epiſcopus Monaſterienſis & Paderbornenſis, Burggravius Strombergenſis, Sacri Romani Imperii Princeps, Comes in Pyrmont, & Dominus in Borkelo, ſua etiam parte teſtatum velit qua promptitudine feratur, ad conformandum ſe ſuaque Conſilia cum Imperii Capite totoque Corpore, adeoque ad diffidia illa ſopienda quæ inter Sacram Regiam Majeſtatem Sueciæ, & ſuæ Celſitudinis Prædeceſſorem quondam Reverendiſſimum & Celſiſſimum Principem, Dominum Chriſtophorum Bernardum, Epiſcopum Monaſterienſem, Adminiſtratorem Corbeienſem, Burggravium Strombergenſem, Sacri Romani Imperii Principem, & Dominum in Borkelo, occaſione nuperorum motuum exorta fuerunt, factum prolude eſſe Divina annuente gratia, & laudabili Sereniſſimi & Potentiſſimi Principis & Domini Domini Caroli Secundi, Magnæ Britanniæ Regis, mediatione adlaborante, ut conſtituti à parte Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Illuſtriſſimi & Excellenciſſimi Domini Dominus Benedictus Oxenſtiern; Comes in Korckholm & Waſa, liber Baro in Mohlby & Lindholm, Dominus in Kapuria & Kattila; Sacræ Regiæ Majeſtatis Regnique Sueciæ Senator ac Præſes in ſummo quod Wismariæ eſt, Tribunali, ut ſupremus Legifer Ingriæ & Kexholmiæ, & Dominus Joannes Paulin Oliverkrans: Dominus in Ulthall & Hoffmanſtorp, Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ Conſiliarius Cancellariæ, Secretarius Status, & Judex ordinarius Territorii Widhoenſis; à parte verò Reverendiſſimi & Celſiſſimi & Epiſcopi Principis Monaſterienſis & Paderbornenſis Abſegatus extraordinarius, & Miniſter Plenipotentiarius, Dominus Wernerus Zurmuhlen, Celſitudinis ſuæ Conſiliarius Intimus & Vice-Cancellarius, Neomagi ad Colloquia Pacis conventum, ibique communitatis reciprocè Plenipotentiarum Tabulis in mutuas Pacis & Amicitiæ Leges conſenſerint tenore ſequenti.

I. Sit PAX Chriſtiana & perpetua, ſincerasque amicitia inter Sacram Regiam Majeſtatem ejusque Hæredes & Succeſſores Reges Regnumque Sueciæ, ab una; & ſuam Celſitudinem & Epiſcopatum Monaſterienſem & Paderbornenſem, ejusque Succeſſores, ab altera parte: ita ut ſtatim ceſſent omnes cujuscunque generis hoſtilitatum actus ubivis locorum inter omnes & ſingulos utriusque Partis Subditos & Incolas, cujuscunque ſuerint conditionis, adeoque altera Pars alteri nihil poſthac inimicitiæ, aut damni, clam aut palam, directè vel indirectè per ſuos vel alios inferat vel inferri faciat; ſed utrinque porius honori & commodis mutuis ſtudeant, & omnia amicitiæ bonaque vicinitate officia præſtent.

II. Sit utrinque perpetua oblivio & amniſtia omnium eorum quæ quocunque loco, modove ab una vel altera parte hactenus hoſtiliter facta ſunt, ita ut nec eorum vel ullius alterius rei cauſa, vel prætextu alter alteri quicquam poſthac hoſtilitatis aut molitiæ, ſpecie Juris, aut vi facti, inferat vel inferri faciat vel patiatur; ſed omnes & ſingulæ hinc inde tam ante Bellum quàm in Bello verbis, ſcriptis, aut factis illatæ injuriæ, violentiæ, hoſtilitates & præjudicia, damna, expenſæ, absque omni perſonarum, rerumve reſpectu, ita penitus aboliræ ſint, ut quicquid eo nomine una pars adverſus alteram prætendere poſſit, perpetua ſit oblivione ſepultum. Gaudeantque pariter hac eadem amniſtia, ejusque beneficio & effectu, omnes & ſinguli utriusque Partis Vaſalli ac Subditi, ita ut nemini inde damnove ſit aut præjudicio, has vel illas partes ſecutum eſſe, quominus priſtino, in quo ante Bellum immediatè fuit, ſtatui quoad honores & bona plenè reſtituatur.

III. Recipitur utrinque Pax Weſtphalica Osnabrugiis die decima quarta Octobris anni 1648 ſanctis, pro firma bali & omnimoda norma hujus Pacificationis, ita ut in omnibus ſuis Articulis plenum & priſtinum vigorem obtineat, & utrique Parti exinde obligatio incumbat omnia ea conferendi, præſtandi, quæ ad dictæ Pacis conſervationem & integritatem facere poſſint.

IV. Quæris loca munita vel non munita, atque adeo omne id quod tempore horum motuum in Ducatibus Bremenſi & Verdenſi, & Terris, vigore Inſtrumenti Pacis Weſtphalicæ ad Sacram Regiam Majeſtatem Regnumque Sueciæ pertinentibus, Armis Monaſteriensibus occupatum fuit, ibidem adhuc tenetur, Sacræ Regiæ Majeſtati Regnoque Sueciæ, omni meliori quo fieri poteſt modo, reſtituatur: ita ut munitionum præſentium nulla ſint demolitio vel deterioratio, ſed in ſtatu præſenti eum omnibus Tormentis Bellicis ad Regiam Majeſtatem Sueciæ autehac pertinentibus, & in iisdem munitionibus nunc exiſtentibus, cæteroque apparatu Militari relinquantur integræ, una cum quibuscunque Archivis & Literariis Documentis ad Ducatum Bremenſem & Verdenſem, vel eorundem Civitates & Incolas ſpectantibus. Fiatque eorum locorum evacuatio & traditio eo tempore quo poſt ratificatum hunc Tractatum Sacra Regia Majeſtas eam ſibi faciendam poſtulaverit; mancatque Dominus Epiſcopus interea in poſſeſſione, eamque contra quosvis defendat: ita tamen ut nihil hoſtile à ſuis patrari, nec Urbibus, Arcis, Silvisque quicquam detrimenti inferri ſinat; verùm ergà Incolas quosvis ſe moderate gerat eosque novis & inuſitatis exactionibus non gravet: aliis tamen obventionibus & emolumentis tam ordinariis quàm extraordinariis, ſine contradictione & impedimento gaudeat & fruatur;

ANNO 1679. frustur, nec ulla eorum quæ hactenus exacta sunt, vel usque ad deoccupationem supra dicto modo obvenient, repetitio locum habeat.

V. Cùm Partes hic pacisecentes constituerint hanc suam Pacificationem Paci cum Cæsare & Imperio conclusæ in omnibus conformem reddere, ideo specialim hic inter se utrinque recipiunt obligationem omnium eorum, quæ Articulo quarto dictæ Pacis de mutuis hostilibus non juvandis expressæ sunt, non secus ac si totus Articulus de verbo ad verbum hic repetitus esset. Et proinde Dominus Episcopus ijsdem bona fide revocabit, libique reddi curabit omnes & singulos Officiales & Milites Equestres & Pedestres, quos ijsdem Celsitudinis Præsidecessor Regi Daniæ concessit.

VI. Ut autem Dominus Episcopus eorum quæ vigore hujus Tractatus præstanda in se receptâ, necnon impensarum in munitionibus tam reparatis, quam simpliciter extructis, nunc autem restituendis factarum aliquam habeat compensationem, Sacra Regia Majestas Celsitudini suæ aut ejus Successori centum millia Talerorum Imperialium de Banco Hamburgi numerari curabit. In cujus solutionis majorem securitatem eidem & Episcopatui Monasteriensi in firmam hypothecam relinquit & constituit *Præfecturam* Wildhausen ab omni onere aris alieni liberam, cum omni jure Superioritatis & Territorii, omnibusque appertinentiis & dependentiis ac reditibus quibuscunque ad dictam *Præfecturam* pertinentibus planè prout à Regibus Regnoque Sueciæ possessa fuit, aut vi Pacis Westphalicæ possidere potuit: ita ut Dominus Episcopus Monasteriensis, ejusque in Episcopatu Successores dictâ hypotheca omni meliore modo, jurcque *Autichretici*, sine ulla reductione aut onere reddendarum rationum liberè absque ulla turbatione & impedimento uti frui possint, usque ad ejusdem hypothecæ reductionem Summa prædicta centum millium Talerorum Imperialium faciendam.

VII. Hî Pacis Articuli Instrumento Pacis Cæsareo Sueciico comprehensi intelligantur, non secus ac si specificè eidem inserti essent, & rati habeantur à Sacra Regia Majestate, ab una, & Reverendissimo Domino Episcopo, & Capitulo Monasteriensi Cathedrali, ab altera parte, intra octo septimanarum spatium, vel citius, si fieri possit. In quorum omnium fidem & majus robur hanc Conventionem tam Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, quàm tum Celsitudinis Abiegatus Extraordinarius & Minister Plenipotentiarius nominum subscriptionibus Sigillisque propriis munierunt. Actum Neomagi die vigesima nona Martii, anno millesimo sexcentesimo septuagesimo nono.

Benedictus Oxenstern. (*L. S.*)
Johan Paulin Oliverkrans. (*L. S.*)
W. Zurmühlen. (*L. S.*)

ANNO 1679.

Plenipotentia Legatorum Sueciæ.

NOS CAROLUS Dei gratiâ Suecorum, Gothorum, Wandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ, & Vandaliæ, Princeps Rugiæ, Dominus Ingriæ & Wismariæ, necnon Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Clivíæ & Montium Dux. Notum testatumque facimus omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit, quòd cum occasione Belli hujus, quod jam flagrat, motus etiam Nos inter & quondam Reverendissimum ac Illustrissimum Principem Dominum Christophorum Bernardum Episcopum Monasteriensem, &c. oborti, à morte ejus Nos inter & Reverendissimum ac Illustrissimum Principem Dominum Ferdinandum Episcopum Monasteriensem & Paderbornensem, &c. adhuc continuetur, Nosque non tolum nihil in optatis magis habeamus, quàm ut Pax, cujus spes læta, laudabili curâ ac mediatione Serenissimi ac Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis, affulgere cœpit, Orbi Christiano quantociùs restituatur, sed & dicti quoque armorum motus feliciter componi possint, quicquid in Nobis est, libenter conferre velimus; nos Idcirco nostris ad Pacis Tractatus Neomagi institutis Legatis Extraordinariis ac Plenipotentiariis, nostro Regnique nostri Senatori ac Præsidi in summo, quod Wismariæ est, Tribunali, ut & Supremo Legifero Ingriæ & Kexholmiæ, Illustri, nobis sincere fideli Domino Benedicto Oxenstierna, Comiti in Korsholm & Wasa, libero Baroni in Mohrby & Lindtholm, Domino in Kapuria & Kattila; ficut & nostro Consiliario Cancellariæ, Secretario Status & Judici Ordinario Widboncnsi, Generoso ac Nobili, nobis sincere fideli Joanni Paulin Oliverkrantz, Domino in Ullmal & Hoffmanstorp, speciáliter in Mandatis dare voluerimus, ut etiam Pacis Colloquia sive directè, sive interveniente operâ respectivè hinc inde receptorum Mediatorum Instituant cum prænominati Principis Legatis sufficienti Mandato ad armorum Motus ac controversias, nos inter sive separatim sive conjunctim cum Fœderatis ejus, per bonam & firmam Pacem componendas munitis.

Damus itaque plenam & absolutam Potestatem cum omni auctoritate & Mandato ad id necessario supradictis Legatis nostris Extraordinariis & Plenipotentiariis, sive duobus conjunctim, sive uni eorum soli, altero absente vel aliter impedito, Pacis Tractatum Controversiarumque compositionem per nos, nostroque nomine incundi, concludendi & ijgnandi inter nos & præ dictum Principem, omnia quoque Instrumenta, quæ in eum finem requiri possint, conficiendi, expediendi, extradendi, adeóque in universum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & ijgnandi Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia, quæ ad dictum Pacis Negotium pertinent, faciendi, æquè liberè ac amplè ac si præsentes id faceremus vel facere possemus, quantumvis Mandato adhuc specialiori & expressiori, quàm quod hisce præsentibus continetur, opus esse visum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo nostro Regio, nos acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros quæcunque per dictos nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, sive binos conjunctim sive unum, eorum altero absente vel aliter impedito, acta, concluſa, signata, extradita, & commutate fuerint, nos obstringentes hisce præsentibus ad expediendum Ratificationum nostrarum Diplomata, in decenti & solemni forma, intraque tempus prout convenerit. In quorum omnium fidem præsentes manu nostra subscriptas, Sigillo nostro Regio communiri jussimus.

Dedimus in Castris nostris ad Limpfey die 2. Decembris Anno 1678.

CAROLUS.

(L. S.)

J. L. HOCHUSEN.

Ratificatio Suecico-Monasteriensis.

NOS CAROLUS Dei gratiâ Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Dominus Ingriæ & Wismariæ, nec non Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Clivíæ & Montium Dux, &c. Notum testatumque facimus omnibus & singulis, quorum interest aut quomodolibet interesse poterit, quandoquidem nos inter & Reverendissimum ac Illustrissimum Principem, amicum nostrum charissimum, Dominum Ferdinandum, Episcopum Monasteriensem & Paderbornensem, Burggravium Strombergensem, Sacri Romani Imperii Principem, Comitem in Pyrmont & Dominum in Borckelo, &c. per Legatos nostros Extraordinarios & altememorati Episcopi ad id constitutum Plenipotentiarium, remoto omni, quæ hactenus in detrimentum publici boni nos intercessit, dissensione, Pax & amicitia priſtina sit reducta modo & tenore sequenti.

¶ Inseratur Tractatus.

CUm igitur hæc omnia & singula per Legatos nostros Extraordinarios & Plenipotentiarios nostro præfectu, & Mandato, præfatum in modum peracta & conventa sint, rata & firma esse & fore virtute præsentium declaramus, ita & verbo nostro Regio promittimus & spondemus, pro nobis nostrisque & Regni nostri Successoribus, Nos omnes & singulos supraſcriptos Articulos, adeoque totam hanc Conventionem firmiter

ANNO 1679. miter & inviolabiliter ſervaturos atque Executioni mandaturos, nullâque ratione vel per nos vel per alios ullo unquam tempore contraventuros, aut ut per alios contraveniatur paſſuros. In horum omnium Teſtimonium & fidem Sigillum noſtrum Regium huic Diplomati manu noſtrâ ſubſcripto appendi fecimus. Datum in Caſtris noſtris ad Llangby die duodecimâ Menſis Aprilis, Anno Domini milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo nono.

CAROLUS.

(L.S.)

F. J. ORNSTEDT.

Ratificatio Epiſcopi Monaſterienſis Pacis cum Rege Sueciæ initæ.

NOS FERDINANDUS Dei gratiâ Epiſcopus Monaſterienſis & Paderbornenſis, Burggravius Strombergenſis, Sacri Romani Imperii Princeps, Comes in Pyrmont & Dominus in Borckelo, &c. Notum facimus per præſentes poſteaquam ad reſtinguendam, quod ante aliquot annos exarſit, Bellum, Congreſſus Neomagi Feldrorum inſtitutus fuerit, Divina favente Clementiâ tactum eſſe, ut inter infra nominatos Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ ad dictum Congreſſum deſtinatos Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, nec non noſtrum ad eundem Congreſſum Ablegatum Extraordinarium & Miniſtrum Plenipotentiarium Pax & Amicitia tandem concluſa ſit formâ, modo & tenore ſequenti.

In Nomine, &c.

CUm igitur hæc omnia & ſingula prout hîc verbotenus inſerta & deſcripta leguntur, noſtro præcitio, juſſu & Mandato geſta & conventa ſint, nos eadem & ſingula approbamus, ratificamus & confirmamus, rataque & firma eſſe & fore virtute præſentium declaramus, ſimulque verbo & fide Principis promittimus, nos omnes & ſingulos ſupradictos Articulos & quidquid hac Conventione continetur, firmiter & inviolabiliter ſervaturos atque executioni mandaturos, nullaque ratione contraventuros, aut, ut per alios ex parte noſtra contraveniatur, paſſuros, quomodocunque id fieri poſſit, omni dolo & fraude excluſis. In quorum omnium Teſtimonium ac fidem Sigillum noſtrum huic Diplomati manu noſtrâ ſubſcripto appendi fecimus. Datum in Arce noſtra Saffenbergenſi die decimâ Octavâ Menſis Maji Anno 1679.

FERDINANDUS.

Confirmatio Capituli Cathedralis Monaſterienſis.

NOS, Decanus, Senior, & Capitulum Cathedralis Eccleſiæ Monaſterienſis in Weſtphalia, ſupraſcriptos Pacis Articulos omnes & ſingulos approbavimus & ratos habuimus, prout tenore præſentium approbamus & ratos habemus, ſit cujus rei fidem ac Teſtimonium Sigillum noſtrum Capitulare majus huic pactum appendendum duximus. Anno milleſimo ſeptuageſimo nono die decimâ noni Menſis Maji.

CLXXXVIII.

11. Mars. *Articles & Conditions de ſuſpenſion d'Armes entre Sa Majeſté Très-Chreſtienne* LOUIS XIV. *Roi de France &* CHARLES XI. *Roi de Suede, d'une part; & le Roi de* DANEMARK *& l'Electeur de* BRANDEBOURG, *d'autre part, Conclus & ſignez à Nimegue le* 31. *Mars* 1679. [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

I. UT à primo proximi Menſis Aprilis die usque ad primum Maji ſequentem, inter Regem Daniæ, & Electorem Brandeburgicum, ab una, & Regem Galliarum Chriſtianiſſimum ac Regem Sueciæ, ab altera parte, omnes quâlicunque hoſtilitatis actus Terrâ ceſſent tam reſpectu Urbium locorumve, quàm ANNO 1679. præſtorum campeſtrium.

II. Ut à præſato die primo Aprilis, aut minimum quatuor citò, Duces Belli ſuperiores de præſentibus Inducis certiores fieri poterunt, uniuſcujuſque Partis Exercitus & Milites iſtis manentes in Terris & Regionibus, quæ à ſinguli Partibus jam nunc poſſidentur, nec ſas ipſis ſit in alterius Terris pabulari.

III. Ab eodem quoque primo Aprilis die non amplius irrogandæ hinc inde erunt & novæ extraordinariæ Contributiones pro peccoribus, toſſitribus, curribuſque coërcendis uſitatæ: neque ſit liberum cuipiam ejusmodi Irrogationes facere, ſi forte neceſſitas id poſtularet, niſi in Terris, quarum in præſens quælibet Pars eſt in poſſeſſione. Præterea neque Partium una ab exigenda Contributionum jam debitarum ſolutione alteram ullo modo impediet.

IV. Quod ſi præter ſpem & votum aliqua ſuper obſervatione Pacti hujus, vel in toto, vel ex parte, Intercedat difficultas; illa amicabili viâ five per Exercituum Præfectos, five ad hunc Actum utrinque Potentatem habeutes Commiſſarios, ſopiuntor: nec fas eſto eam ob cauſam ſtatim ab hiſce Inducîis reſilire, aut arma denuò capeſſere.

V. Supradicti Legati & Plenipotentiarii mittent è veſtigio harum Tabularum deſcriptum exemplar ad Regum Electoriaque Domiuorum reſpectivè ſuorum, cum Exercitum, quàm Unum Præfectos, atque adeò ſe obſtringunt vigore Plenipotentiarum ſuarum, quod modò dicti Præfecti præſentes Articulos exſequendos curabunt, ex quo die quisque horum ejus rei nuntium acceperit.

In quorum fidem Nos Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Sacræ Regiæ Majeſtatis Daniæ, Norwegiæ, &c. & ſuæ Serenitatis Electoralis Brandenburgicæ ſuprà ſcriptos Articulos manibus noſtris ſignavimus, Sigillis quoque noſtris muniri fecimus. Quò cum Articulis Legatorum Extraordinariorum & Plenipotentiariorum Chriſtianiſſimi Galliarum Regis commutentur. Actum Neomagi die $\frac{11}{21}$. Martii 1679.

J HEUGH. W. W. BLASPIEL.

Autre Inſtrument du même Armiſtice ſigné par les Ambaſſadeurs de FRANCE *le dernier jour de Mars* 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 323.]

I. QUe depuis le premier jour d'Avril prochain juſqu'au premier May enſuivant il y aura entre le Roy Très-Chreſtien & le Roy de Suede d'une part, le Roy de Dannemarc & l'Electeur de Brandebourg de l'autre, une Ceſſation de tous Actes d'hoſtilité, tant pour l'attaque des Villes & Places, que pour la Guerre de la Campagne.

II. Qu'à commencer dudit 1. Avril, ou au moins auſſi-tôt que les Generaux pourront être informés du preſent Accord, les Troupes & Armées de chaque Partie vivront ſur les Terres & Païs, dont chacun eſt preſentement en poſſeſſion, ſans qu'aucun puiſſe fourrager ſur les Terres des autres.

III. Que dés ledit jour 1. Avril ne ſe pourra faire de part ni d'autre aucune nouvelle demande de Contributions Extraordinaires, Vaches, Pionniers & Charrois, ne demeurant libre à chacun de faire de pareilles demandes, ſuivant les neceſſités occurrentes, que ſur les Terres dont chacun eſt preſentement en poſſeſſion, & tans qu'une Partie puiſſe empêcher l'autre, d'exiger le payement des Contributions qui ſont deuës.

IV. Que ſi contre toute apparence il ſurvenoit quelque difficulté, au regard de l'obſervation du preſent Accord; ſoit en tout ou en partie, elle ſera terminée à l'amiable par les Generaux, ou par les Commiſſaires y authoriſez de part & d'autre, ſans que pour ce ſujet cet Accord ſoit alteré, ou qu'il ſoit permis de recourir à la force.

V. Lesdits Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires envoyeront inceſſamment aux Generaux & Commandans les Troupes des Rois & Electeur leurs Maitres, une Copie du preſent Accord, & promettent en vertu de leurs Pouvoirs, qu'il ſera executé ponctuellement & de bonne foy, du jour que lesdits Generaux en auront avoir connoiſſance. En foy de quoy nous des Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France

Digitized by Google

ANNO 1679. France avons signé le present Accord, & à celuy fait sppofer les Cachets de nos Armes, pour estre échangé avec celuy desdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Dannemarc & de Brandebourg.

Fait à Nimegue ce dernier jour de Mars 1679.

(L. S.) LE MARESCHAL D'ESTRADES.

(L. S.) COLBERT.

CLXXXIX.

30. Avril. *Traité de Paix & de Commerce entre les Tres-Hauts, & Tres-Puissants Seigneurs les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas, & le Tres-Excellent & Tres-Illustre Prince d'*ORANGE, *d'une part; & Tres-Illustres Seigneurs,* ISMAEL BACHA, HADGI MAHOMET, *Dai, Baba Hassan, Gouverneur Aga, le reste de la Pitterieuse Millice, les grans & les petits de la Ville & du Royaume d'*ALGER, *d'autre part, par les soins & l'entremise des Sieurs* Thomas Hees, *&* Jacob de Paez, *Commissaires desdits Etats Generaux. Fait le* 30. *Avril*, 1679 [Traduction Françoise du Mercure Hollandois de 1679 pag 263. d'où l'on a tiré cette Pièce qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XII. pag. 91. en Allemand.]

IL est arresté & conclu, qu'il y aura à l'avenir entre les Tres-Hauts, & Tres-Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Fays-Bas, & le Tres-Excellent, & Tres-Illustre Prince d'Orange, d'une part; & les Illustres Seigneurs Ismaël Bacha, Hadgi Mahomet, Day, Baba Hassan, Gouverneur, Aga, le relle de la Victorieuse Millice, les grans, & les petits de la Ville & du Royaume d'Alger, d'autre, une Paix bonne, ferme & inviolable, laquelle prendra son commencement dès le jour que la Ratification du present Traité de la part desdits Seigneurs Etats Generaux sera parvenuë & delivrée entre les mains desdits Seigneurs de la Ville & du Roiaume d'Alger: & cesseront dès lors tous actes d'hostilité de part & d'autre, estant ce Traité dès à present approuvé & deuëment ratifié, & confirmé en tous & chacun ces Points & Articles par lesdits Seigneurs d'Alger.

II. Les Navires, ou autres Bâtimens desdits Etats Generaux, ou ceux de leurs Sujets, & Habitans, tant Juifs, que Chrestiens, trouveront toûjours une entrée libre dans la Rade & le Havre d'Alger, ou d'autres Places de ce Royaume là, tant pour y demeurer à l'ancre tandis qu'il leur plaira, que pour y trafiquer, acheter & vendre avec toute franchise, en payant dix par cent pour les Droits des Marchandises, qui seront vendues, sans plus, sous quelque nom, titre, ou pretexte que ce puisse estre; mais celles qui ne se vendront pas seront remportées, & rembarquées en toute liberté, sans en payer aucuns Droits ou Impositions, & pourront partir quand ils voudront sans aucune detention, ni empêchement. Touchant les Marchandises de Contrebande, comme Poudre, Souffre, Fer, Planches, & toutes sortes de Bois propre à bâtir des Navires, Cordages, Poix, Goudron, Fusils, & autres assortimens, servans à l'usage de la Guerre, lesdits Habitans des Provinces-Unies, ne seront pas tenus d'en payer aucuns Droits à ceux d'Alger.

III. Les Navires, ou Bâtimens, tant ceux desdits Seigneurs les Etats Generaux, ou de quelqu'un de leurs Sujets, que ceux du Royaume & des Habitans d'Alger, pourront naviger, passer la Mer, & trafiquer sans être visitez, detenus, retardez, ni molestez les uns des autres; & toutes les personnes, & passagers de quelque Pays, & Nation qu'ils puissent être, avec tout l'Argent, Biens, Marchandises, & meubles de quelques personnes & Nations que ce soit, qui seront trouvez dans quelqu'un des Vaisseaux susmentionnés, seront tout à fait libres, & ne seront point arrêtés, saisis, pillés, ni endommagés de part ou d'autre.

IV. Lors que les Navires de Guerre d'Alger, ou bien les Bâtiments d'autre sorte rencontreront en pleine Mer quelques Vaisseaux Marchands, ou autres appartenans aux Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux, n'étant point dans les Places dependantes desdits Seigneurs Etats, ceux d'Alger pourront envoyer leur Chaloupe à bord desdits Vaisseaux des Provinces-Unies avec deux Hommes seulement, qui entreront dans ladite Chaloupe, outre ceux, qui tireront à la rame; & enfuite il n'entrera dans aucun Navire Marchand, ou autre Vaisseau pas plus, que ces deux Hommes, sans permission du Capitaine ou Patron de Navire, lequel leur ayant montré un Passeport valide, & reconnu pour tel, ladite Chaloupe sera obligée de se retirer incontinent, & le Navire Marchand, ou autre Bâtiment poursuivra sa route sans aucun empeschement. D'autre côté aussi si quelque Navire, ou autre Vaisseau desdits Seigneurs Etats Generaux vient à rencontrer quelques Vaisseaux de ceux d'Alger, le Capitaine de quelqu'un de ces Vaisseaux ayant montré un suffisant Passeport, signé par les Seigneurs Regens d'Alger, avec une Certification du Consul desdits Seigneurs Etats, Residant pour lors à Alger, ce Navire, ou Bâtiment Algerien poursuivra librement son voyage.

V. Nul Capitaine, ou autre personne de quelque Navire ou Bâtiment d'Alger, ne pourra tirer de quelque Vaisseau appartenant aux Sujets des Seigneurs Etats Generaux, aucune personne, ou personnes, de quelque Nation ou condition qu'elles soient, pour les mener ou faire mener autre part, afin d'y faire examinées, ou sous quelque autre pretexte que ce puisse estre: & beaucoup moins leur sera-t-il permis de gehenner ou torturer quelcune desdites personnes, qui se pourroient trouver embarquées dans quelques Vaisseaux des Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux, sous quelque pretexte, ou couleur que ce puisse estre.

VI S'il arrive, que quelques Navires, ou Bâtimens desdits Seigneurs Etats Generaux, ou de quelqu'un de leurs Sujets & Habitans fassent leur route aux côtes d'Alger, lesdits Navires avec leurs apparaux, Charges & Marchandises, ne seront point confisqués, ni les personnes faites Esclaves, mais tous les Sujets d'Alger seront obligez de faire tous les devoirs possibles & imaginables pour sauver lesdites personnes & Marchandises.

VII. Nul Navire, ou Bâtiment d'Alger ne pourra aller à Salé, Tetuan, Tunis, Tripoli, ou vers aucunes autres Places Ennemies desdits Seigneurs Etats Generaux, pour y servir à faire des prises sur les Sujets desdits Seigneurs Etats.

VIII. Nuls Vaisseaux d'Alger grans ou petits ne pourront aller en course aux environs, ou à la veuë des Rades, Havres, Ports, Villes, & Places estans sous la domination desdits Seigneurs Etats Generaux.

IX. En cas, que quelque Vaisseau de Salé, Tetuan, Tunis, Tripoli, ou autres Places Ennemies desdits Seigneurs Etats Generaux vint à amener à Alger, ou autres Places de ce Royaume quelque Navire, ou Navires, personnes, ou Marchandises appartenans à quelqu'un des Sujets desdits Seigneurs Etats à Alger, ou en d'autres Places de ce Royaume, les Gouverneurs d'iceluy ne souffriront pas, que telles personnes, ni telles Marchandises, ou effets y soient vendus, ni distraits.

X. En cas, que quelques Navires de Guerre desdits Seigneurs Etats Generaux entrassent au Port d'Alger, ou dans quelques autres Havres & Places de ce Roiaume avec quelques prises, ils pourront en toute liberté les y vendre, ou en disposer selon que bon leur semblera, sans estre molestez de qui que ce soit: Davantage, les Navires de Guerre desdits Seigneurs Etats ne seront obligez de payer aucuns Droits, ni Gabelles, mais au contraire en cas qu'ils eussent faute de munitions de bouche, ils pourront franchement acheter tout ce dont ils auront besoin à prix courant.

XI. Aussi-tost que quelque Navire de Guerre desdits Seigneurs Etats Generaux paroîtra à la Rade d'Alger, & que le Consul des Provinces-Unies, ou le Capitaine dudit Navire en aura averty les principaux Gouverneurs d'Alger, cela sera publié par toute la Ville, afin que chacun ait à garder ses Esclaves: mais, si nonobstant cela quelque Esclave venoit à échaper, ou qu'il y eut soupçon, que quelqu'un fut échapé, lesdits Seigneurs d'Alger ne permettront pas, que pour ce sujet aucune insolence soit faite, ni aussi Consul, ni à aucun autre Sujet des Provinces-Unies, qui se trouvera alors à Alger; mais ils commanderont aux Patrons d'un

ANNO 1679.

ANNO 1679 d'un tel Esclave, ou Esclaves, qu'ils les demagdent avec toute discretion au Capitaine ou Commandeur vers lesquels te feroient peu refugier: & li cét Officier le nioit conſtamment, ou qu'on n'en eut pas pleine connoiſſance; le Patron ou les Patrons ſe-ront obligez d'ajouter une entiere foy aux paroles dudit Officier, ſans pour ce ſujet pouvoir molester en aucune maniere ni le Conſul, ni les Sujets ſuſnommez: Neanmoins s'il étoit conſtant, qu'un tel Officier cachât la verité du fait, les Seigneurs Gouverneurs d'Alger pourront interpeller ledit Conſul d'enire ſur ce fujet aux Seigneurs Etats Generaux, afin qu'aux Patrons de tels Eſclaves eſchapés ſoit donné ſatisfaction ſans aucun delay.

XII. Dés le jour que la Ratification du preſent Traité de la part des Seigneurs Etats Generaux ſera fournie & livrée aux Seigneurs Gouverneurs d'Alger, nuls Sujets & Habitans des Provinces-Unies, tant Juifs, que Chreſtiens, ne pourront eſtre faits Eſclaves dans la Ville, ni dans toute l'etenduë du Royaume d'Alger, ſans quelque pretexte que ce ſoit. En outre lesdits Seigneurs Etats Generaux ne ſeront nullement obligés en vertu de ce Traité de Paix, de racheter aucun de leurs Sujets & Habitans étant à preſent en Eſclavage, ou de ceux qui pourroient encore tomber devant ladite Ratification dans le même malheur; mais il dependra abſolûment de leur libre volonté, ſans aucune limitation, ou reſtriction de rems, d'uſer de charité, & d'en racheter tels, & tant, & en tout tems que bon leur ſemblera, à condition d'accorder du prix de leur rachat le plus raiſonnable avec leurs Patrons, ſans qu'on les puiſſe contraindre malgré eux à en racheter aucuns, ſoit des Eſclaves du Beylic, ou de Galere, ſoit de ceux qui appartiennent aux Seigneurs, comme le Bacha, Day, Gouverneur, Aga, ou de qui que ce puiſſe être: Ne trouvant point à propos pour beaucoup de raiſons de ſtipuler, que les Patrons ſoient tenus d'émanciper leurs Eſclaves, qui ſont leur propre bien, pour le premier achat; Promettant leſdits Seigneurs d'Alger d'employer leur authorité en cette affaire, pour contenter toutes les deux Parties. Il eſt convenu enſuite, que tous les Eſclaves étant Sujets & Habitans deſdits Seigneurs Etats Generaux jouiront à l'occaſion de leur delivrance du profit & de l'Emolument du rabais, ou de la diminution des Droits deûs à la Maiſon Royale, comme auſſi des autres frais, en les payant d'une auſſi raiſonnable Somme qu'aucuns Eſclaves d'autres Nations ont accoûtumé de payer à l'égard de leur rachat, ſoit aprés la Paix conclue, ou par voye d'Aumônes: bien entendu, que tels Eſclaves Habitans des Provinces-Unies, qui voudront jouïr de cét Emolument, devront être rachetez par la main des Commiſſaires Thomas Hees, & Jacob de Pael, ou de quelque autre Miniſtre de l'Etat des Provinces-Unies, qui ſe trouvera cy-aprés dans Alger; mais pour d'autres Eſclaves, Sujets desdites Provinces, qui ne voudront pas jouïr de cét avantage au regard desdits Droits, ils pourront procurer leur liberté par d'autres perſonnes, ſelon qu'ils trouveront à propos. De plus leſdits Commiſſaires, ou autres Miniſtres publics, lesquels pourroient être envoyez à l'avenir en cette Ville de la part desdites Provinces-Unies, auront la liberté, & le pouvoir de faire paſſer devant eux, ou leurs Secretaires des Contrats & Accords, donner des Lettres Patentes, ou autres Depêches en leurs noms, & faire tout ce qui ſera requis pour la delivrance, & le départ des Eſclaves rachetez, ſans qu'aucun, qui que ce ſoit, s'y puiſſe oppoſer, ou incommoder leſdits Eſclaves. Et pourront auſſi leſdits Miniſtres avec aûtant d'authorité qu'aucuns de ceux d'autres Princes, Potentats, faire ou faire paſſer par devant eux, entre, & pour d'autres Nations Chreſtiennes, toutes ſortes d'inſtrumens, & Contracts, & donner des Paſſeports ſans aucune conteſtation de qui que ce ſoit.

XIII. S'il arrive que quelque Sujet deſdits Seigneurs Etats Generaux detienne dans la Ville, ou en quelque autre endroit du Royaume d'Alger, les Biens ou l'Argent d'iceluy ne pourront pas être ſaiſis, ni recherchez en façon quelconque par les Gouverneurs, Juges, ou autres Officiers dudit Alger, mais ſeront tels Biens, ou Argent recueilli par celuy, ou par ceux, que le defunt aura nommé, ou inſtitué ſon Heritier, ou Heritiers par Teſtament, en cas qu'iceux ſe trouvaſſent au lieu où le Teſtateur eſt decedé: mais s'ils n'y ſont pas, alors l'Executeur du Teſtament, qui aura été inſtitué legitimement par le Defunt, aprés avoir fait un Inventaire de bonne foy de tous les Biens, & Argent deſaiſies, les prendra en ſa garde ſans aucun empêchement, & aura loiſir que par des voyes juſtes il ſoit remis entre les mains des vrais, & legitimes Heritiers. Mais ſi quelqu'un deſdits Sujets venoit à mourir ſans Teſtament: le Conſul desdites Provinces-Unies ſe ſaiſira de tels Biens, & Argent ſous un Inventaire ſuffiſant, pour les faire tenir aux plus proches Parens, & Heritiers du Defunt.

ANNO 1679.

XIV. Les Marchands, tant Juifs, que Chreſtiens desdites Provinces-Unies ſe trouvant dans la Ville & Royaume d'Alger, ne ſeront point du tout contraints d'acheter des Marchandiſes contre leur gré; mais il ſera toûjours à leur choix d'en acheter de telles, qu'ils trouveront leur être ſortables. Pareillement ne ſera aucun Capitaine, ou Patron de Navire desdites Provinces tenu de charger malgré luy des Marchandiſes pour les porter, ni pour faire des Voyages vers des Lieux où il ne voudra point aller. Auſſi ne ſera le Conſul desdites Provinces point obligé de payer les Dettes d'un autre ſujet des mêmes Provinces, à moins qu'il n'eut été donné pleige & caution par acte public pour le payement desdites Dettes.

XV. Les Sujets, tant Juifs, que Chreſtiens desdits Seigneurs Etats Generaux, en cas de plaiderie ou Procez à Alger, ou dans ſon Territoire, ne ſeront point tenus de ſe ſoûmettre à aucune autre Juriſdiction, qu'à celle du Day, & de la Douane: Excepté néanmoins s'il y avoit des differens tant Civils, que Criminels entre ceux de la Nation ſeule desdites Provinces-Unies; auquel cas ils ne ſi-ront obligez de comparoître pardevant autre Juge, que pardevant leur Conſul, qui aura l'authorité de terminer leſdits differens, comme de meurtres, bleſſures, & autres delits, ſelon l'Inſtruction, & les ordres desdits Seigneurs Etats Generaux.

XVI. S'il arrivoit que quelque Sujet desdits Seigneurs Etats Generaux ſe trouvant au Royaume d'Alger, offendît, bleſſât, ou tuât un Turc, ou More, & qu'il vint à être fait Priſonnier, il ſera chârié de la même maniere, & non avec plus de rigueur qu'un Turc pourroit être puni, s'il avoit commis de pareils crimes; mais s'il venoit à échapper, le Conſul, ni autres Sujets desdits Seigneurs Etats ne pourront point être inquietez, ni moleſtez à cauſe de cela.

XVII. Ledit Conſul des Seigneurs Etats Generaux reſidera à Alger, y demeurera en toute liberté & ſeureté, tant de ſa perſonne, que de ſes Biens. Il luy ſera auſſi permis de choiſir ſon Truchement & Courretier, & d'aller à bord de toutes ſortes de Vaiſſeaux, qui ſeront à l'ancre aux Havres, ou à la Rade, toutes fois qu'il luy plaira; comme auſſi de frequenter le Pais par Terre. De plus luy ſera octroyé & permis de faire publiquement en ſa Maiſon l'exercice de la Religion Chrêtienne, & Reformée, ſans aucun trouble, ou moleſtation, ſoit de fait, ou de parole, par qui que ce puiſſe être.

XVIII. De plus a été accordé & convenu, que non ſeulement durant la continuation de la Paix & amitié, mais auſſi en cas de quelque interruption, ou rupture d'icelle entre leſdits Seigneurs Etats Generaux, & ceux du Royaume d'Alger, le Conſul & autres Sujets desdits Seigneurs Etats demeurant audit Royaume d'Alger, c'eſt-à dire, auſſi bien en temps de Guerre, que de Paix auront une entiere liberté de ſe retirer chez eux, ou vers d'autres Pays en des Navires ou Vaiſſeaux de quelque ſorte de Nation que ce ſoit, ainſi qu'ils trouveront à propos, & de transporter avec eux leurs Biens, Familles, & Serviteurs, ſans qu'on leur puiſſe donner le moindre empêchement.

XIX. Nul Sujet, tant Juif, que Chreſtien desdits Seigneurs Etats Generaux, eſtant paſſager, & allant avec ſon Bagage vers quelques Pays que ce ſoit, ou en venant, ne pourra être molcſté en façon quelconque, quoy qu'un tel paſſager ſe trouvât en un Vaiſſeau Ennemi de ceux d'Alger. De même un Paſſager Algerien ſe trouvant embarqué en un Vaiſſeau Ennemi desdits Seigneurs Etats, ne ſera point molcſté ni en ſa perſonne, ni auſſi en ſes Marchandiſes qu'il aura chargées dans ledit Vaiſſeau.

XX. Auſſi-tôt, que la Ratification du preſent Traité de la part desdits Seigneurs Etats Generaux ſera arrivée à Alger, & delivrée aux principaux Gouverneurs de ladite Place, toutes les Injures & dommages ſouffertes de part & d'autre ſeront éteints & mis en un perpetuel oubli, & eeſſeront toutes ſortes d'hoſtilités & violences de l'une & de l'autre part; auſſi demeurera cette Paix en ſon entiere force & vigueur, & continuera pour toûjours: & ſi depuis le jour, que ladite Ratification aura eſté inſſe entre les mains desdits Seigneurs

Digitized by Google

ANNO 1679. principaux d'Alger, ſe faiſoient encore quelques priſes & dommages de côté & d'autre devant que la Paix fût connuë à un chacun des ſujets, il en ſera donné une prompte ſatisfaction.

XXI. En cas, que par inadvertance, ou autrement il ſurvînt quelques contraventions au preſent Traité de la part desdits Seigneurs Etats Generaux, ou desdits Seigneurs d'Alger, ledit Traité ne laiſſera pas de ſubſiſter en toute ſa vigueur, ſans que pour cela on en vienne à la rupture de la Paix, amitié, & bonne correspondance; mais la Partie offenſée demandera à l'amiable une prompte reparation de telles contraventions avant que d'en venir aux armes: Et ſi la faute procede de quelques Sujets particuliers, ils en ſeront ſeuls punis ſeverement, ſans aucune connivence; comme infracteurs de Paix, & Perturbateurs du repos public.

Confirmé, ſigné, & ſcellé en la preſence de Dieu le treuſiéme jour d'Avril, l'an de grace mil ſix cent ſoixante & dix-neuf; étant vers le milieu de la Lane Rabia Etonel, en l'année mil nonante de l'Hegire.

(*L.S.*)
(*L.S.*) *Thomas Hees*, (*L.S.*)
(*L.S.*) *Jacob de Poez*, (*L.S.*)
(*L.S.*)

CXC.

3. Mai. *Articles ſignez entre les Ambaſſadeurs de* FRANCE *& celuy de* BRANDEBOURG, *par leſquels Weſel & Lipſtat ſont remis aux Troupes de Sa Majeſté* LOUIS XIV. *Roi de France*, avec prorogation de l'Armiſtice pour le tems de 15. jours. *Fait à Zanten, le* 3. *Mai*, 1679. [FREDER. LEONARD. Tom. III. d'où l'on a tiré cette Piece, qui ſe trouve auſſi dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XII. pag. 7. en Allemand; & dans les Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 468.]

COmme pendant tout le cours de la Guerre qui auroit engagé Monſieur l'Electeur de Brandebourg dans des interêts contraires à ceux de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne, Son-Alteſſe Electorale auroit toûjours conſervé une forte paſſion de rentrer par la Paix dans l'Alliance dudit Seigneur Roi, & que Sa Majeſté auroit toûjours témoigné deſirer qu'un preſmpt accommodement des differends qu'il y a entre la Couronne de Suede, & ledit Sieur Electeur la peuſt mettre en eſtat de luy rendre ſa premiere amitié, & luy faire reſſentir les effets de l'eſtime qu'elle a toûjours eue pour luy: il ſeroit arrivé que pour parvenir à cét accommodement on ſeroit convenu d'une ſuſpenſion d'Armes pour tout le Mois d'Avril, laquelle n'ayant pû ſuffire pour terminer les differends qui ont arreſté jusques à preſent le Traité de Paix, Sa Majeſté pour ne rien omettre de ce qui la peut faciliter, auroit donné pouvoir à ſes Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires pour les Traitez de Paix à Nimegue de convenir avec l'Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de S.A.E. d'une prorogation d'Armiſtice aux conditions ſuivantes.

I. Qu'en conſequence des offres que Monſieur l'Electeur de Brandebourg a fait faire à Sa Majeſté Tres-Chreſtienne pour preuve de la bonne foy avec laquelle il veut agir avec elle, le Sieur de Spaen Lieutenant General & Commandant les Troupes de Son Alteſſe Electorale remettra les Places de Weſel & de Lipſtat au Pouvoir de Sa Majeſté Tres-Chrétienne pour être gardées par les Commandans & Troupes qu'Elle y voudra mettre en Garniſon jusques à ce que la Paix entre Sa Majeſté & ſes Alliez d'une part, & Monſieur l'Electeur de Brandebourg ſoit ſignée & ratifiée.

II. Que les Troupes qui ſont en Garniſon dans ladite Place de Weſel, & Fort de Lippe en dépendant pour S.A.E. en ſortiront Mardy, neuviéme de ce Mois & que la Garniſon Françoiſe que Monſieur de Calvo y envoira jusques au nombre de quatre mille Hommes rant Infanterie que Cavallerie, y ſera introduite & receuë de bonne foy par ledit Sieur de Spaen pour y demeurer jusques audit temps de l'échange des Ratifications du Traité de Paix qui ſe fera avec Son Alteſſe Electorale. ANNO 1679.

III. Ledit Sieur General de Spaen fera auſſi conduire par un Commiſſaire le Corps de deux mille Hommes rant Infanterie que Cavallerie des Troupes de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne qui doivent tenir Garniſon dans Lipſtat & elles partiront pour cét effet d'Ordinghen ledit jour neuviéme du preſent Mois pour arriver à ladite Ville de Lipſtat le quinziéme au plus tard, où ledit Sieur de Spaen les fera auſſi recevoir & loger en faiſant en même temps retirer les Troupes qui y tiennent Garniſon pour Monſieur l'Electeur.

IV. Qu'il ſera libre audit Sieur General de Spaen de retirer desdites Places tout ce qui luy ſera neceſſaire & qu'il ſera dreſſé un Inventaire de tout ce qu'il laiſſe de Munitions de Guerre & de bouche dans les Magaſins desdites Places & de toutes autres choſes appartenantes à S. A. E. pour être rendues en pareille quantité par Sa Majeſté avec l'Artillerie aprés la Paix à ceux auſquels Monſieur l'Electeur de Brandebourg deſirera que leſdites Places ſoient remiſes; ce qui ſera fait ſans aucune deterioration.

V. Il ſera pareillement libre aux Habitans desdites Places ou d'y demeurer, auquel cas ils y ſeront en toute ſeureté, ou d'en ſortir & d'en retirer tout ce qu'il leur appartiendra.

VI. Et comme la prorogation d'Armiſtice que ledit Sieur Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de S. A. E. auroit demandée inſtamment pour traiter de ladite Paix tant pour Elle que pour le Roi de Dannemark ſon Allié, auroit été trouvée par Sa Majeſté beaucoup plus longue qu'elle n'eſt neceſſaire pour la conclure, & que même elle pourroit rendre plus incertain un bien ſi deſiré de toute l'Europe, il a été convenu que la ſuſpenſion d'Armes ſignée le 31. Mars dernier durera encore quinze jours, & à commencer demain quatriéme dudit Mois.

VII. Les Troupes que Sa Majeſté Tres-Chreſtienne mettra dans Weſel & Lipſtat, ne ſeront à charge aux Habitans & Sujets de S. A. E. que pour le couvert & les ſimples uſtanciles, & l'on n'impoſera ni exigera aucunes Contributions, Fourrages, ou ſubſiſtance de ſes Païs eſtans au delà du Rhin.

VIII. Il a été auſſi accordé que les Generaux, Intendans, Commiſſaires & autres Officiers ne ſe meſleront point des affaires de Juſtice, Police, & Finances, ou Eccleſiaſtiques dudit Pays, & les laiſſeront dans l'eſtat où elles ſont à preſent.

IX. Le Commerce ſera libre tant par Eau que par Terre ſans être chargé d'aucune nouvelle Impoſition ſous quelque prétexte que ce puiſſe eſtre. En foy dequoy Nous dits Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires avons ſigné les preſens Articles & à iceux fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à Zanten le troiſiéme May mil ſix cens ſoixante & dix-neuf.

LE MARESCHAL D'ESTRADES. COLBERT. BLASPEIL.

Promeſſe du General Spaen d'executer les Articles dont les Ambaſſadeurs de France ſont convenus avec celuy de Brandebourg le 3. *May* 1679.

NOus ſouſſigné Lieutenant General Commandant les Troupes de Son Alteſſe Electorale de Brandebourg aprés avoir eu communication des Articles accordez ce jourd'huy entre Meſſieurs les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France & M. de Blaspiel auſſi Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sadite Alteſſe Electorale, avons promis, & promettons de les executer de nôtre part ſelon leur forme & teneur, & en conſequence remettre de bonne foy au Pouvoir de Sa Majeſté Tres-Chrétienne, la Place de Weſel, avec le Fort de Lippe en dépendant, & celle de Lipſtat dans le temps & en la maniere mentionnée dans leſdits Articles. Fait à Zanten le 3. May 1679.

SPAEN.

CXCI.

Declaration des Ambaſſadeurs de France pour la Prolongation de l'Armiſtice avec le Roi de DANNEMARC

ANNO 1679. NEMARC *pendant quinze jours. A Nimegue le* 5. *Mai* 1679. *Avec une autre ſemblable* DECLARATION *de l'Ambaſſadeur de Sa Majeſté Danoiſe. A Nimegue le* 25. *Avril*—5. *Mai* 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. Part. II. pag. 472.]

NOus ſouſſignés, Ambaſſad. Extraordinaires & Plenipotentiaires de France, étans convenu le 3. jour de ce Mois avec ſon Excellence Monſieur de Blaspiel, Ambaſſad. Extraordinaire & Plenipotentiaire de Son Alteſſe Electorale de Brand. que la Suspension d'armes, ſignée à Nimegue le 31. Mars dernier, ſeroit renouvellée pour 15. jours, & continuée aux mêmes conditions; declarons que nous avons pareillement conſenti, que le Roi de Dannemarc aëte ſon Royaume & ſes Etats ſoient auſſi compris, en la meilleure maniere qu'ils puiſſent être dans ladite prorogation & continuation d'Armiſtice: & nous en promettrons de bonne foi en vertu de nos Pleinpouvoirs le même accompliſſement de la part de Sa Majeſté envers le Roy de Dannemarc, ſes Royaume & Etats, que nous l'avons promis envers Monſieur l'Electeur de Brandebourg par ladite Convention du 3. de ce Mois. En foy de quoy nous avons ſigné ces Preſentes, & à icelles fait appoſer les Cachets de nos Armes.

A Nimegue ce 5. *May* 1679.

(*L.S.*) Le MARESCHAL D'ESTRADES.

(*L.S.*) COLBERT.

Declaratio Excellentiſſimæ Legationis Danicæ pro continuatione Armiſtitii, die 31. *Martii Neomagi concluſi.*

NOs Sacræ Regiæ Majeſtatis Daniæ, Norwegiæ, &c. Legatus Extr. & Plenipotentiarius infraſcripti declaramus & notum facimus per præſentes, quod cum inter Illuſtriſſimos & Excellentiſſimos Dominos S. R. M. Chriſtianiſſimæ Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios ex una, & Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum S. S. Electoralis Brandenburgicæ Legatum Extraord. & Plenip. ex altera parte 3. die hujus Menſis Maji conventum ſit, ut Armiſtitium live Armorum & Hoſtilitatum ceſſatio 31. Menſis Martii noviſſime elapſi hic Noviomagi concluſa denuo renovaretur, & per 15. dies à 4. itidem hujus Menſis Maji Stilo Novo numerandos prorogaretur & continuaretur, iisdem Armiſtitii legibus & conditionibus, de quibus 31. die Martii inter Partes tunc pactiscentes conventum erat, per omnia renovatis & reſtabilitis, nos in præditeam Armiſtitii prorogationem & continuationem, ut & præditas Leges atque conditiones jam renovatas nomine S. R. M. Daniæ Domini noſtri Clementiſſimi conſentimus, easdemque eatas habemus, omnisque & ſingula, quæ ex parte alte memoratæ S. R. M. Daniæ erga S. R. M. Chriſtianiſſimam obſervanda & adimplenda ſunt, bonâ fide obſervatum & adimpletum iri promittimus per præſentes manu noſtri ſignatas & Sigillo noſtro munitas.

Noviomagi die $\frac{31.\ Martii}{5.\ Maji}$ 1679.

(*L.S.*) J. HOECH.

CXCII.

29. Aprll. 9. Mai. Huldigungs-Revers derer Beamten des Nieder-Heſſiſchen Fürſtenthumbs / an Carl Landgrafen zu Heſſen-Caſſel / als ihren Landes-Fürſten ausgeſtellet / ihme jederzeit Treu / Hold / und gehorſamb in ihrer verwaltung zu verbleiben. Geben zu Caſſel am 29. April - 9. May 1679. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheil. IV. Abſatz VIII. pag. 926.]

C'eſt-à-dire,

Lettres d'Hommage par leſquelles les Officiers de la TOM. VII. PART. I.

Baſſe-Heſſe reconniſſent CHARLES *Landgrave de Heſſe-Caſſel pour leur Seigneur Territorial, & lui promettent toute obeiſſance &* ANNO 1679. *fidelité. A Caſſel le* 29. *Avril*-9. *Mai* 1679.

WIr zu End benandte Ambtleuthe und andere Beambte der Quartier im Nieder-Fürſtenthumb Heſſen / thun hiemit / bekennende; Als der Durchleuchtigſte Fürſt und Herr / Herr Ernſt / Landgraf zu Heſſen / Fürſt zu Hirſfeld / Graf zu Catzenellenbogen / Dietz / Ziegenhain / Nidda und Schaumburg ꝛc. Unſer gnädigſter Fürſt und Herr / uns ohnlängſthin zu Seiner Durchl. reſpective Land- und Soudtdiensten / auch Ambt- und Gerichtsdienern / Kentz-Meiſtern und Schultheiſſen in hieſiger Niederheſſiſchen Quarta, gnädigſt beſtellet und angenommen / nach Veranlaſſungs aber deren im Hoch. Fürſtl. Haus Heſſen-Caſſel am 12. Februarii Anno 1627. und folgendes am 1. Septembris Anno 1628. wie auch am $\frac{11}{21}$. Januarii 1654. und den 8. Maii 1660. nach und nach aufgerichteten Landts- und Erb-Vergleichs / uns obligen und gelobten will / wohin wir auch in krafft unſerer Beſtallungs Brieffe angewieſen ſeynd / dem regierenden Landts-Fürſten in dem Fürſtl. Haus Heſſen-Caſſel / und deſſen Succeſſoren in der Regierung / auf die in beruhrten Nieder-Heſſiſcher Quarte reſervirte Jura ſuperiorantia in Geiſt- und Weltlichen Sachen / und was davon dependiret / auf Glaube und Weeſ / wie beſagte und andere erfolgte Vergleiche / und Erbeinigungen ausweiſen / ſchuldige Handgelöbnus / und darauf auch würcklicher Erbs-Pflichte zu thun / auch darüber gewöhnliche Reversales zu geben; und ſo dann / an deme / daß auf neulichter Zeit nach Gottes gnädigem Willen / erfolgten früzeitigen Todes-Fall der Durchl. Durchleuchtigſten Fürſten und Herrn / Herrn Wilhelmen des ſiebenden / Landgrafen zu Heſſen / Fürſten zu Hirſfeld / Grafen zu Catzenellenbogen / Dietz / Ziegenhain / Nidda und Schaumburg ꝛc. unſer auch gnädigſter Landes-Fürſt und Herr / Herr Wilhelm des achtenden / Landgrafen zu Heſſen / Fürſten zu Hirſfeld / Grafen zu Catzenellenbogen / Dietz / Ziegenhain / Nidda und Schaumburg ꝛc. Unſer auch gnädigſter Landes-Fürſt und Herr / Herr Carl Landgraf zu Heſſen / Fürſt zu Hirſfeld / Graf zu Catzenellenbogen / Dietz / Ziegenhain / Nidda und Schaumburg ꝛc. Unſer auch gnädigſter Landes-Fürſt und Herr / Herr Ernſt / Landgraf zu Heſſen / Fürſt zu Hirſfeld / Graf

ANNO 1679. pour les Traitez de Paix, &c. Et nous Werner Guillaume de Hayl, aussi Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Son Altesse Electorale de Brandebourg, pour le même sujet, Declarons à tous qu'il appartiendra, que, comme Sa Majesté ayant été informée, que deux particuliers auroient fait depuis peu un armement dans les ports de Zelande, & qu'ils en estoient partis avec deux Vaisseaux armez en Guerre, pour aller dans les Isles de l'Amerique faire la Guerre à tes Sujets, sous la Commission de Son Altesse Electorale de Brandebourg, avoit fait partir pour les dites Isles Monsieur le Comte d'Estrées avec une Escadre de quinze Vaisseaux, pour les chercher & les prendre ou couler à fond; Nous pour empêcher, que les hostilitez par Mer ne puissent apporter quelque refardement aux dispositions, qu'il y a, afin de faire cesser au plustôt la Guerre, serions convenus en vertu de Nos Pleinpouvoirs, qu'il sera incessamment donné ordre par Son Altesse Electorale aux capitaines desdites deux Fregates, de ne rien entreprendre contre les Vaisseaux & Sujets de Sa Majesté; Et afin que les dites choses puissent avoir leur dû effet, & remis entre les mains de nous Ambassadeur de France, Sa Majesté Tres-Chrestienne fera aussi sçavoir audit Seigneur Comte d'Estrées, que l'intention est, qu'il laisse la liberté auxdites deux Fregates, de naviger par tout ou bon leur semblera: En foy de quoy nous avons signé le present Acte, & à icelui fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Nimegue ce seizième May 1679

(*L.S.*) COLBERT.

(*L.S.*) W. G. BLASPEIL.

CXCIV.

16. Juin. *Traité pour l'Assemblée de Lunden, entre le Roi de* SUEDE *& le Roi de* DANEMARK. *Fait à Lunden, le 16. Juin,* 1679. [FREDER. LEONARD, Tom. V.]

LEs deux Rois de Suede & de Danemark estans convenus, sur la proposition & à la diligence de Monsieur le Marquis de Feuquiere Ambassadeur de France, de traiter la Paix icy en Scheine, pour avec l'assistance de Dieu, trouver moyen d'assoupir les differends qui sont survenus, & finir entierement la sanglante Guerre dans laquelle ces deux Royaumes ont été envelopez, en y rétablissant une bonne Paix, comme elle l'est déja dans les autres Lieux de la Chrétienté: Leurs Majestez ont ordonné des Commissaires pour cet effet. Mais comme il est necessaire de traiter auparavant des Preliminaires, pour rendre plus facile le chemin & la conclusion d'un si grande & si Chrétienne affaire; Elles ont nommé les Deputez ci-soûsignez, autorisez de leurs Pouvoirs, lesquels après s'estre trouvez ensemble dans l'Eglise de Lunden, & y avoir conferé, sont demeurez d'accord de ce qui s'ensuit:

I. A l'égard du temps que le Traité devra commencer, comme il n'y a rien qui puisse retarder cette affaire entre les deux Rois qui font dans le voisinage, on est demeuré d'accord que ce sera le 29. Juin prochain, & que les Commissaires des deux Rois s'y trouveront dans ladite.

II. Pour le lieu de l'Assemblée, on est convenu après grande deliberation, que ce seroit la Ville de Lunden, où Messieurs les Commissaires s'assembleront dans le Chœur de l'Eglise. Et afin qu'il n'y eust point de dispute pour l'entrée en ce Chœur, l'on est aussi convenu qu'à la premiere Assemblée l'on jettera un fort qui devra entrer au Chœur par le côté droit, & qui aura la droite à la Table.

A l'égard des Logemens dans la Ville, les Suedois prendront pour eux & leur suite toutes les Maisons qui sont du côté de l'Eglise qui regarde Malmoë, & les Danois celles qui sont situées du côté de Landscroon, laissant à Monsieur l'Ambassadeur de France la Maison & residence de l'Evêque, & celles du Professeur Norman & du Docteur Berents pour d'autres Ministres de Rois ou Princes qui pourroient venir au Traité.

III. Quant à la seureté, elle sera entiere pour toutes choses sur le chemin de Malmoë & de Landscroon, lequel chemin aura une demie lieuë de largeur. La Ville de Lunden aura aussi un District de trois lieuës en circonference en mesme seureté que lesdits chemins, & dans cette circonference qui commencera depuis la Mer auprés de Burby en suivant la Riviere de Kellinge & le Pont de Geding, & de là à Danby, Brangerup, Borstorll jusques à Lonora, & tout le long de la Mer jusques à Lomroy, il n'y aura aucune hostilité, ou autre action semblable, quelque mon qu'elle puisse avoir, mais tout sera dans une parfaite & inviolable seureté. ANNO 1679.

Il faut pourtant observer que hors le libre District des chemins qui vont à Malmoë, ou à Landscroon personne hors les Habitans du Pais, qui apporteront les choses necessaires de quelque qualité qu'il soit, ne jouira de cette liberté, qu'il n'ait de la suite des commissaires qui atteste de Lunden à Malmoë, ou à Landscroon, & qui devra avoir de leur marque ou Passeport, & ceux qui voudroient aller de Malmoë, ou de Landscroon à Lunden devront estre pourveus des Passeports des Go verneurs.

IV. Et afin que cette seureté puisse estre seeuë de tout le monde, elle sera publiée dans les deux Lusnes Places & dans les Armées des deux Rois, au son des Tambours & des Trompettes, aussi tost que cet Accord sera signé, & l'on fera en outre expresse defense à toute personne sur peine de la vie de violer, ou offenser cette seureté en aucune chose. Que si contre toute esperance, le Traité se trouvoit sans estre conclu, la liberté qui y est presentement jugée & promise pourroit encore dans la force & vigueur trois jours après la separation des Commissaires.

V. Comme il est necessaire en telles occasions de dépêcher des Courriers & Trompettes avec des Lettres on est convenu que les Commissaires des deux côtez feront authorisez de leurs Maîtres pour donner des Passeports à tels Trompettes & Courriers, qui qui ce soit de leurs Gens avec leurs Convois, lesquels Passeports seront respectez sur peine de la vie par les Officiers de Guerre & de Justice de part & d'autre sur les chemins de Lunden & Malmoë à Christianstadt, ou Helmstadt, comme aussi de Lunden à Landscroon & Helsingborg, ou les deux Rois pourroient estre pour lors.

VI. Et s'il se rencontre que quelqu'un des Commissaires jugeall à propos d'aller trouver en personne le Roi son Maître, il aura loi, & la suite, son Convoy, & Bagage la mesme seureté.

VII. Au reste les Convoys dont lesdits Commissaires doivent estre pourveus sont reglez à cinquante Chevaux avec les Hauts & les Bas Officiers & cinquante Mousquetaires avec un Lieutenant & les Bas Officiers, les uels seront compris sous la mesme seureté.

Pour asseurance de ce que dessus le present Accord a esté fait double & signé des deux Deputez qui en ont tenu chacun leur exemplaire, afin que les deux Rois puissent en envoyer leur Ratification, laquelle lesdits Deputez s'obligent d'avoir dans dix jours. Fait à Lunden ce 16. Juin 1679. *Signé*,

JORAN SPARLING,

CHRISTOPHER SCHESTEDT.

CXCV.

29. Juin. *Traité de Paix entre* LOUIS XIV *Roi de France, &* CHARLES XI. *Roi de Suede, d'une part, &* FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg d'autre part; Sa Majesté T. C. agissant & faisant non seulement pour Elle, mais aussi pour son Allié le Roi de Suede. A St. Germain en Laye le 29 Juin* 1679. Avec *les* PLEINPOUVOIRS, *&* les RATIFICATIONS *de Sa M. Tres-Chrétienne & de Son Altesse Electorale. Comme aussi un* ARTICLE SEPARÉ *concernant l'assistance promise par ledit Roi T. C. aux Princes de la Maison de Brunswick - Luneburg, en certains Interests, contraires à ceux de Son Altesse Electorale. A St. Germain en Laye le même jour 29. Juin* 1679. [Recueil de LEONARD, Tom. III. d'où l'on

ANNO 1679.

l'on a tiré cette Pièce qui ſe trouve auſſi dans PUFFENDORF *de Rebus Geſtis* FRID. WILHELMI *Elect. Brandeburg.* Lib. XVII. pag. 1159. en Latin; dans le *Theatrum Pacis* Tom. II. en Latin, & en Allemand; dans LUNIG, *Teutſches Reichs-Archiv.* Part. Special. Abtheil. IV. Abſatz III. pag. 259. en Latin & en Allemand; dans LONDORPII *Acta Publica.* Tom. X pag. 704. en Allemand, & dans le *Theatrum Europæum.* Tom. XI. pag. 1473. en Allemand.]

LOuïs par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conſeiller en tous nos Conſeils, Secretaire d'Etat & de nos Commandemens, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous luy en avions donnez, auroit conclu, arreſté & ſigné le vingt-neuf du Mois de Juin dernier, en ce lieu, avec le Sieur Meinders, Conſeiller, Miniſtre d'Etat, & Envoyé Extraordinaire de noſtre tres-cher & tres-amé Frere l'Electeur de Brandeburg, pareillement muny de Pleinpouvoirs de la part dudit Electeur, le Traité de Paix, dont la teneur s'enſuit.

AU nom de Dieu le Createur & de la Tres-ſainte Trinité. Soit notoire à tous, que comme le treshaut, tres-excellent & tres-puiſſant Prince Louis XIV. par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, n'a rien ſouhaité davantage que de voir la tranquilité generale retablie après les longues & ſanglantes diviſions dont l'Europe a eſté agitée, Sa Majeſté a vû avec peine que les divers Traitez qui ont eſté ſignez à Nimegue, particulierement avec l'Empereur & l'Empire, n'ayent pû éteindre le feu de la Guerre dans le Nort, & qu'elle ait eſté neceſſitée de faire encore agir ſes Armes contre l'Electeur de Brandeburg. Mais parce qu'au milieu meſme de ces derniers troubles elle a conſervé beaucoup d'eſtime pour ce Prince, & une diſpoſition ſincere à le recevoir dans ſa premiere Alliance, toutes les fois qu'il ſe montreroit en état d'y rentrer; elle a reçû avec beaucoup de plaiſir les témoignages qu'il luy a fait porter par le Sieur Meinders, ſon Conſeiller & Miniſtre d'Etat, & ſon Envoyé Extraordinaire vers Sa Majeſté, du deſir extréme qu'il auroit de reprendre auprés d'elle par la Paix la meſme place qu'il a eue cy-devant dans le nombre de ſes Alliez, & de l'obliger à luy rendre à l'avenir la meſme amiſté dont elle luy a donné autrefois tant de marques. Et comme Sa Majeſté n'a nul intereſt à démesler avec Son Alteſſe Electorale de Brandeburg, qui ne luy ſoit commun avec le tres Haut, tres-Excellent & tres-Puiſſant Prince Charles, par la grace de Dieu, Roi de Suede, & que Sadite Alteſſe Electorale luy a fait témoigner qu'elle étoit dans le dolleu de faire une ſincere & ſolide Paix avec ledit Roi: Sa Majeſté a bien voulu, tant pour elle que pour ledit Roi de Suede, entrer dans la diſcuſſion du preſent Traité de Paix. Et pour ce ſujet elle a commis le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conſeiller en tous les Conſeils, & Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majeſté, pour traiter & negocier avec ledit Sieur Meinders; leſquels aprés l'échange de leurs Pleinpouvoirs, dont les Copies ſont inſerées cy-aprés, ſont convenus des Articles ſuivans.

I. Il y aura à l'avenir une bonne, ferme & durable Paix & amitié entre le Roi Tres-Chreſtien, le Roi de Suede, & l'Electeur de Brandebourg, leurs Succeſſeurs, Royaumes, Pais, Etats & Sujets, avec une entiere & reciproque liberté de Commerce, tant par Terre, que par Mer & autres Eaux.

II. Il y aura de meſme une amniſtie & perpetuel oubly de ce qui s'eſt paſſé de part & d'autre à l'occaſion de la Guerre, meſme à l'égard des Sujets qui auroient ſuivy les differens partis.

III. Toutes hoſtilitez ceſſeront entre les Parties dans le temps de dix jours au plus tard, aprés la ſignature du preſent Traité, ou plûtoſt, ſi la Notification en peut eſtre faite aux Generaux qui commandent les Armées de part & d'autre: ſans toutefois que leſdites Armées ayent à ſe retirer des Pays qu'elles occupent, & dans leſquels elles pourront vivre & ſubſiſter juſques à l'échange des Ratifications du preſent Traité.

IV. Et comme les Traitez de Weſtphalie doivent toûjours être regardez comme le fondement le plus ſolide & le plus aſſuré de la Paix & de la tranquilité de l'Empire, & que Sa Majeſté Tres-Chreſtienne s'eſt déclarée dans tous les temps, meſme durant le cours de la Guerre, que ſon intention eſtoit de les maintenir dans toute leur force, que le Roi de Suede s'eſt expliqué en la meſme maniere, & que l'Electeur de Brandebourg témoigne eſtre dans le meſme ſentiment: Il eſt expreſſément ſtipulé par cet Article, que les ſuſdits Traitez de Munſter & d'Osnabruk conclus en 1648. demeureront dans toute leur force & vigueur, & ſeront cenſez repetez dans le preſent Traité, comme s'ils y eſtoient inſerez de mot à mot; à l'exception toutefois des changemens qui pourroient y eſtre apportez par les Articles ſuivans.

V. L'Electeur de Brandebourg promet par le preſent Traité de remettre entre les mains du Roi de Suede tout ce qu'il a occupé par ſes Armes dans la Pomeranie, nommément les Villes de Stralsund & de Stetin, & generalement tout ce qu'il poſſede preſentement des Terres & Etats qui ont été cedez dans l'Empire à la Couronne de Suede par les Traitez de Weſtphalie, ſans en rien reſerver ni retenir.

VI. Mais parce qu'il a été jugé neceſſaire, pour entretenir le bon voiſinage, & pour empêcher à l'avenir les differens qui naiſſent d'ordinaire entre les Princes, par le trop grand mélange de leurs Terres & Etats, de donner de nouvelles limites à la Pomeranie qui appartient à la Couronne de Suede, & à la Pomeranie, qui eſt ſous la domination de S. A. E. de Brandebourg: Il en a eſté diſpoſé en la maniere ſuivante.

VII. Toutes les Terres poſſedées par la Couronne de Suede au delà de la Riviere d'Oder, ſoit qu'elles luy euſſent été cedées par les Traitez de Weſtphalie, ſoit qu'elles luy euſſent eſté adjugées par le Recés ou Traité de Stetin de l'année 1653. appartiendront dorenavant à l'Electeur de Brandebourg en toute Souveraineté à l'exception ſeulement des Villes de Dam & de Golnow, & leurs dépendances qui ont eſté ſpecifiées nommément dans leſdits Traitez de Weſtphalie.

VIII. Mais parce que ladite Ville de Golnow & ſes dépendances ſe trouvent comme enclavées dans les Terres qui doivent demeurer à l'Electeur de Brandebourg par le preſent Traité, & qu'il a inſiſté qu'elle lui fuſt cedée avec le reſte du Pays ſitué au delà d'Oder: Il a eſté convenu & accordé que ladite Ville de Golnow & ſes dependances luy ſeront laiſſées en engagement par le Roi & la Couronne de Suede, pour le prix & Somme de cinquante mile Ecus, payable à la volonté du Roi de Suede, avec condition expreſſe que toutes les fois que ledit Roi de Suede luy fera payer ladite Somme de cinquante mille Ecus, ledit Electeur ſera tenu & obligé de luy remettre ladite Ville de Golnow & ſes dépendances; trois que dans tout le temps que durera ledit engagement, il en jouïra en la meſme maniere que de tout ce qui luy eſt cedé par le preſent Traité.

IX. Et comme par le ſuſdit Recés ou Traité de Stetin de l'année 1653. l'Electeur de Brandebourg fut obligé de partager avec le Roi & la Couronne de Suede les Droits de Peages qui ſe levent dans le Port de Colberg & autres Ports, & Havres de la Pomeranie au delà de l'Oder, qui demeurent ſous la domination de Son Alteſſe Electorale de Brandebourg: il a eſté accordé que le Roi & la Couronne de Suede renoncent par le preſent Traité à tout Droit de partage des Peages qu'ils pouvoient avoir en commun avec l'Electeur de Brandebourg, ſuivant le Recés ou Traité de Stetin, dans les Ports ou Havres de la partie de la Pomeranie qui eſt demeurée, ſuivant les Traitez de Weſtphalie, audit Electeur.

X. En vertu des Articles precedens le Roi de Suede, tant pour luy que pour ſes Hoirs, Succeſſeurs & ayans cauſe, renonce, cede, quitte, & transporte perpetuellement & à toûjours par le preſent Traité de Paix à l'Electeur de Brandebourg, ſes Hoirs, Succeſſeurs & ayans cauſe, tous les Droits, Rentes, Revenus, Juriſdictions & Preeminences, de quelque nom & de quelque nature qu'ils puiſſent eſtre, qu'il a eu, & qu'il peut pretendre, tant en vertu des Traitez de Weſtphalie, que par des Conventions, Transactions & Ceſſions, particulierement par le Traité ou Recés de Stetin de l'an 1653. ſur les Lieux, Villes, Terres, Forefts & Domaines ſituez au delà de la Riviere d'Oder, & partage des Droits de Peages dans les Ports & Havres de la Pomeranie Electorale, à l'exception ſeulement de la

ANNO 1679.

ANNO 1679. Ville de Dam & ſes dépendances, & de celle de Golnow & ſes dépendances, conformément toutefois à la diſpoſition, qui en a eſté faite par l'Article 8. de ce preſent Traité ſans reſervation, exception, reſtriction, ou retention quelconque : & ce nonobſtant toutes Loix, Contracts, Conventions, Transactions Ceſſions, & Inveſtitures, paſſées & futures, Coûtumes & Conſtitutions au contraire, auſquelles & aux clauſes derogatoires des derogatoires il eſt expreſſément dérogé par le preſent Traité, excluant à perpetuité toutes exceptions, ſous quelques Droits, titres, clauſes, ou pretextes qu'elles puiſſent être fondées.

XI. Conſent auſſi ledit Roi de Suede, que les Hommes Vaſſaux & Sujets deſdits Lieux, Villes & Pays cedez par le preſent Article audit Electeur de Brandebourg, ſoient & demeurent quittes & abſous dès à preſent & pour toûjours des foi & hommage, ſervice & ſerment de fidelité qu'ils pourroient luy avoir faits, tous leſdits Sujets & Vaſſaux demeurans à l'avenir ſous la ſouveraineté de l'Electeur de Brandebourg ; mais dans la proprieté & poſſeſſion de leurs Biens tant de ceux qui leur auroient eſté donnez, vendus ou alienez par les Rois & Couronne de Suede, avant la Declaration de la preſente Guerre, que de ceux qu'ils auroient acquis, ou qui leur appartiendroient de leur propre, tant meubles qu'immeubles, Rentes Viageres & à rachat, ſaiſies & occupées, tant à l'occaſion de la Guerre que pour avoir ſuivi le Parti contraire ; entendu ble de leurs Droits, Actions & Succeſſions à eux ſurvenus, mesme depuis la Guerre commencée ; ſans toutefois pouvoir rien demander ni prétendre des fruits & revenus perçûs & échûs dès le faiſiſſement desdits Biens, jusques au jour de l'échange de la Ratification du Roi de Suede ; ni ſemblablement des Dettes, effets & meubles qui auroient eſté confiſquez avant ledit jour à cauſe de la Guerre preſente, en ſorte qu'aucun Creancier de telles Dettes, ni aucun Depoſitaire, Proprietaire, & leurs Heritiers ou ayans cauſe, en puiſſe faire pourſuite, ni en pretendre reſtitution, recouvrement, ou équivalent.

XII. La Riviere d'Oder, ſuivant la diſpoſition des Traitez de Weſtphalie, demeurera toûjours en ſouveraineté au Roi & à la Couronne de Suede ; & il ne ſera pas libre audit Electeur de Brandebourg d'ériger aucune Forteresſe, ou de fortifier aucune Place dans l'étenduë du Païs qui luy eſt cedé par le preſent Traité.

XIII. Auſſi-toſt aprés que l'échange de la Ratification de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne aura eſté faite avec celle de l'Electeur de Brandebourg, Sa Majeſté ſera retirer ſon Armée des Païs & Places des Duchez de Cleves, Principauté de Minden, Comtez de Mark & Ravensberg, & de toutes autres Terres dudit Electeur qu'elle auroit occupées ; à l'exception toutefois d'un corps de mille Chevaux qu'elle conſervera dans ledit Païs, & des Places de Weſel & Lipſtat qu'elle retiendra jusques à l'entiere execution du preſent Traité avec le Roi de Suede ; aprés laquelle, & lors que le dit Roi aura eſté rétably dans les Païs & Places qui luy doivent être remis, elle retirera entierement les Troupes des Places & Païs de l'Electeur de Brandebourg ; mais durant qu'elle y demeurera, les Habitans des Villes de Weſel & de Lipſtat continueront à fournir aux Garniſons les mêmes Logemens & uſtencites portées par le Traité de Santen ; & les Habitans des Lieux, où leſdits mille Chevaux ſeront logez, leur fourniront les mêmes uſtencilles & le fourage.

XIV. Mais comme le Roi de Suede n'a point preſentement de Troupes dans l'Empire, & qu'il ne pourroit peut-être y en faire paſſer dans le temps porté pour l'échange des Ratifications du preſent Traité, pour reprendre en ſon nom la poſſeſſion des Places & Païs qui luy doivent être remis par l'Electeur de Brandebourg ; il a eſté convenu & ſtipulé qu'auſſi-tôt aprés ledit échange entre le Roi de Suede & l'Electeur de Brandebourg, ledit Electeur retirera ſes Troupes de tout le Plat-Païs qui doit revenir par ce Traité au Roi de Suede ; mais qu'il laiſſera les Garniſons neceſſaires dans les Places qui luy doivent être remiſes : ſçavoir deux mille Hommes au plus dans Stralsund, & mille à douze cens Hommes dans Stetin ; & ainſi à proportion dans les autres Places, leſquelles il conſervera contre tous ceux dont elles pourroient être attaquées, jusques à ce que le Roi de Suede ait envoyé des Troupes pour prendre poſſeſſion desdites Places, laquelle luy ſera laiſſée alors par celles de l'Electeur qui ſe retireront dans ſes Etats.

XV. Il ſera loiſible toutefois audit Electeur de Brandebourg de retirer auparavant desdites Places tout le Canon & les Munitions de Guerre qu'il y auroit fait conduire, depuis qu'il s'en eſt rendu Maître ; y laiſſant toutefois l'Artillerie & Munitions de Guerre qui ont appartenu à la Couronne de Suede, & qui s'y trouveront le jour de la Signature du preſent Traité de Paix. ANNO 1679.

XVI. Comme S. A. E. de Brandebourg a fait de grandes inſtances à Sa Majeſté Tres-Chrétienne de vouloir bien terminer en même temps la Guerre qu'elle a avec le Roi de Danemark, duquel Sadite A. E. ſeroit étroitement Alliée, ledit Roi de Danemark ayant déja fait connoître le deſir qu'il a de rentrer dans l'ancienne amitié & Alliance qu'il a eué cy-devant avec la France : Sa Majeſté Tres-Chreſtienne déclare qu'elle ſera bien-aiſe que cette Paix ſe puiſſe faire au plûtôt à des conditions juſtes & raiſonnables, pour le bien & le repos general de la Chreſtienté, pourvû qu'elle ſe faſſe en même temps avec la Suede, ſans laquelle le Roi ne ſe trouve pas en état de la conclure. Cependant ledit Electeur s'oblige de ne donner aucun ſecours, directement ou indirectement, au Roi de Danemark, s'il demeuroit encore en Guerre contre la France & la Suede ; & promet de tappeller ſes Troupes, s'il en avoit quelques-unes dans le ſervice dudit Roi de Danemark.

XVII. Sa Majeſté Tres-Chreſtienne s'oblige de procurer l'agrément du Roi de Suede ſur ce preſent Traité, & ſur tout ce qui y eſt contenu, & d'en obtenir la Ratification dudit Roi de Suede en bonne & dûë forme dans le temps de trois Mois, à compter du jour de la Signature, ou plûtôt, ſi faire ſe peut. Jusques à ce que cette Ratification ſoit délivrée entre les mains de S. A. E. elle ne ſera point obligée de rendre la Pomeranie Suedoiſe ; dequoy Sadite Majeſté Tres-Chreſtienne demeure garante, de mesme que de tout ce qui a eſté accordé à S. A. E. en vigueur du preſent Traité.

XVIII. Les Ratifications de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne avec celles dudit Electeur de Brandebourg ſeront échangées dans un Mois, ou plûtôt, ſi faire ſe peut ; & celles du Roi de Suede avec ledit Electeur ſeront échangées dans le terme de trois Mois, ou plûtôt, ſi faire ſe peut.

En foy dequoy Nous ſous-ſignez, en vertu de nos Pleinspouvoirs reſpectifs avons ſigné ces Preſentes, & y fait appoſer les Cachets de nos Armes. Fait à Saint Germain en Laye ce vingt-neuviéme jour de Juin mil ſix cens ſoixante & dix-neuf.

ARNAULD. FR. MEINDERS. (*L. S.*)

NOus ayans agreable le ſuſdit Traité de Paix en tous & un chacun les points qui y ſont contenus & declarez, avons iceux, tant pour Nous que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Rolaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons ; & le tout promettons en foy & parole de Roi, ſous l'Obligation & hypotheque de tous & un chacun nos Biens preſens & à venir, garder & obſerver inviolablement, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En témoin de quoi Nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & à icelles fait appoſer nôtre Scel. Donné à Saint Germain en Laye le troiſiéme jour de Juillet, l'an de grace mil ſix cens ſoixante & dix-neuf, & de nôtre Regne le trente-ſeptiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

Ratification de l'Electeur de Brandebourg.

NOus Frederic Guillaume, par la grace de Dieu Mark-Grave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Prince Electeur du Saint Empire, Duc de Pruſſe, Magdebourg, Juliers, Cleves, Bergue, Stetin, Pomeranie, des Caſſubes, Wandales, & Silefie, de Crosne & Carnovie, Burk-Grave de Nuremberg, Prince de Halberſtat, Minden & Camin, Comte de la Marche & de Ravensberg, Seigneur de Ravenſtein, Lavenbourg, & Bouttow : Faiſons ſçavoir à tous ceux qui

ANNO 1679. qui ces preſentes Lettres verront, qu'ayant vû & examiné le Traité conclu & arreſté à Saint Germain en Laye le 29. jour de Juin, nouveau ſtile, de cette preſente année mil ſix cens ſoixante & dix-neuf, en nôtre nom & ſous nôtre Ratification, entre Sa Majeſté Tres-Chreſtienne le Roi de France & Nous, par le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conſeiller en tous les Conſeils, & Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne, d'une part; & nôtre Conſeiller & Miniſtre d'Etat, & Envoyé Extraordinaire vers Sa Majeſté, le Sieur Meinders, d'autre part: duquel Traité la teneur s'enſuit.

Au Nom de Dieu, &c.

NOus avons agréé & ratifié ledit Traité en tous & chacuns ces points d'iceluy, comme Nous l'agreons & ratifions par ces Preſentes: promettant en foy & parole de Prince de l'accomplir, obſerver, & faire obſerver inviolablement ſelon ſa forme & teneur, ſans ſouffrir qu'il ſoit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cauſe ou occaſion que ce puiſſe être. En témoin de quoy Nous avons ſigné ces Preſentes, & y fait appoſer le Scel de nos Armes. Fait à Poſtdam ce $\frac{1}{11}$. jour de Juillet mil ſix cens ſoixante & dix-neuf. *Signé*, FRIDERIC GUILLAUME *Electeur.*

Pleinpouvoirs.

APrés que le Roi a donné tant de divers témoignages dans les differends qui ont déja eſté conclus à Nimegue, de ſon extrême deſir, de voir finir par une Paix heureuſe la Guerre qui embraſe depuis tant d'années la meilleure partie de l'Europe; Sa Majeſté n'a rien ſouhaité davantage que de contribuer à l'éteindre entierement dans le Nort. C'eſt dans ce ſentiment qu'elle a reçû avec beaucoup de plaiſir les aſſurances que Monſieur l'Electeur de Brandebourg luy a fait donner par le Sieur Meinders ſon Envoyé Extraordinaire, de la ſincerité de ſes intentions, pour rentrer avec Sa Majeſté dans les liaiſons d'amitié & d'Alliance qu'il a eué avec elle avant ces derniers mouvemens, & pour conclure une bonne, ſolide & durable Paix, tant avec elle, qu'avec le Roi de Suede. Et parce que ledit Sieur Electeur en envoyant ledit Sieur Meinders auprés de Sa Majeſté, l'a chargé de ſon Pleinpouvoir pour entrer dans cette Negociation, ſelon que Sa Majeſté le deſireroit: Sa Majeſté pour témoigner combien elle a agreable les bonnes diſpoſitions de ce Prince, a bien voulu de ſa part autoriſer, comme elle autoriſe par ces Preſentes le Sieur de Pomponne, Conſeiller en tous ſes Conſeils, & Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majeſté, auquel elle a donné & donne Pleinpouvoir, Commiſſion, & Mandement ſpecial de conferer & negocier avec ledit Sieur Meinders, & conſequemment arreſter, conclure & ſigner en ſon nom tels Articles & Conventions, dont ils pourront convenir. Promettant Sadite Majeſté en foy & parole de Roi, d'accomplir & d'executer ponctuellement, avoir agreable & tenir ferme & ſtable à toûjours tout ce que ledit Sieur de Pomponne aura promis & ſigné en vertu du preſent Pouvoir, ſans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu, pour quelque cauſe ou pretexte que ce puiſſe être; comme auſſi d'en fournir ſa Ratification en bonne forme, dans le temps qu'il aura eſté convenu. En témoignage de quoy Sadite Majeſté a ſigné leſdites Preſentes de ſa main, & y a fait appoſer le Seel de ſon Secret. Fait à Saint Germain en Laye le vingt-cinquiéme jour de Juin mil ſix cens ſoixante & dix-neuf. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, LE TELLIER.

NOus Frederic Guillaume, par la grace de Dieu, Mark-Grave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Electeur du Saint Empire, Duc de Pruſſe, Magdebourg, Juliers, Cleves, Bergues, Stetin, Pomeranie, des Caſſubes, Wandales, & en Sileſie, de Crosne, & Carnovie, Burk-Grave de Norremberg, Prince de Halberſtadt, Minden & Camin, Comte de la Marck & Ravensberg, Seigneur de Ravenſtein, Lavenbourg & Buttow: Donnons à connoiſtre à tous ceux qui verront les Preſentes, qu'ayant appris avec joye la genereuſe reſolution que Sa Majeſté Tres-Chreſtienne a priſe de ſoûmettre le cours victorieux de ſes Armes au repos de la Chreſtienté, & de renoüer par cét effet l'ancienne amitié & liaiſon qui a toûjours eſté entre Sa Majeſté & Nous, & qui avoit eſté alterée par les troubles de la Guerre en Allemagne & aux Païs-Bas, Nous avons donné & donnons en vertu des Preſentes un Pleinpouvoir à nôtre Conſeiller & Miniſtre d'Etat, & Envoyé Extraordinaire vers Sa Majeſté, le Sieur Meinders, pour traiter & conclure un Traité de Paix & d'Alliance avec celuy ou ceux qu'il plaira à Sa Majeſté Tres-Chreſtienne de pourvoir pour cet effet d'un Pouvoir ſuffiſant. Et afin qu'il n'y ait pas le moindre doute de la ſincerité de nos intentions, Nous Nous obligeons, & promettons en foi de Prince, & ſous nôtre parole Electorale, de ratifier, d'accomplir & d'executer inviolablement toutes les conditions dont ledit Traité de Paix & d'Alliance ſera compoſé. En temoin de quoy Nous avons ſigné ce Pouvoir de nôtre main, & y fait appoſer le Scel de nos Armes. Fait à Poſtdam ce $\frac{1}{11}$. jour de Mai 1679. *Signé*,

FRIDERICUS WILHELMUS *Elector.*

Article Separé.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront; SALUT. Comme le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conſeiller en tous nos Conſeils, Secretaire d'Etat & de nos Commandemens, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous lui en avions donnez, auroit conclu, arreſté & ſigné le vingt neuf du Mois de Juin, en ce lieu avec le Sieur Meinders, Conſeiller Miniſtre d'Etat, & Envoyé Extraordinaire de noſtre tres-cher & tres-amé Frere l'Electeur de Brandebourg, pareillement muni de Pleinpouvoirs de la part dudit Electeur, l'Article ſeparé, dont la teneur s'enſuit.

OUtre les Articles contenus au Traité conclu & ſigné ce jourd'huy de la part de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne & S. A. E. de Brandebourg, on eſt encore convenu de ce qui ſuit.

Comme l'intention de Sa Majeſté Tres-Chrêtienne eſt de faire ceſſer entierement tous les differens qui pourroient donner lieu à de nouveaux ſujets de diviſion & de Guerre entre les Princes de l'Empire, & que Sa Majeſté Tres-Chrêtienne s'eſt obligée par le Traité ſigné à Zell le cinquiéme Février de la preſente année avec les Princes de la Maiſon de Brunswik & Lunebourg de les aſſiſter dans la garantie qu'ils ont à donner aux Ducs de Mecklebourg & Saxe-Lavembourg, l'Evêque de Lubek, le Comte de Lippe & de Swartzenbourg, & les Villes de Hambourg & de Lubek, à l'égard des prétentions qu'a ou pourroit avoir contre leſdits Princes & Etats l'Electeur de Brandebourg, ſous pretexte de certaines aſſignations obtenuës pendant la Guerre: Sa Majeſté, ſans déroger à ladite Obligation[1], mais ſçachant que l'intention de l'Electeur de Brandebourg eſt d'accommoder cette affaire à l'amiable, employera ſes ſoins & ſes offices pour la terminer entre les Parties par toutes voyes juſtes & raiſonnables.

Ce preſent Article ſeparé aura pareille force & vigueur, que s'il eſtoit inſeré dans le corps du Traité principal paſſé ce jourd'hui; & la Ratification en ſera fournie en même tems. Fait à Saint Germain en Laye ce vingt-neuviéme jour de Juin mil ſix cens ſoixante & dix-neuf.

ARNAULD. (*L. S.*) FR. MEINDERS.

NOus ayans agreable le ſuſdit Article ſeparé en tous & un chacun les points qui y ſont contenus & declarez, avons icelui tant pour Nous que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi, & ſous l'obligation & hypotheque de tous & un chacun

Digitized by Google

ANNO 1679. cun nos Biens preſens & à venir, garder & obſerver inviolablement, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En témoin de quoy Nous avons ſigné ces Preſentes de nôtre main, & à icelles fait apoſer noſtre Secl. Donné à Saint Germain en Laye le troiſiéme jour de Juillet, l'an de grace mil ſix cens ſoixante & dix-neuf, & de noſtre Regne le trente-ſeptiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

Ratification de l'Article ſeparé.

NOus Frederic Guillaume par la grace de Dieu, Marck-Grave de Brandebourg, Archi Chambellan & Prince Electeur du ſaint Empire, Duc de Proſſe, Magdebourg, Juliers, Cleves, Bergues, Stetin, Pomeranie, des Caſſubes, Wandales & Silefie, de Crosne & Carnovie, Burk-Grave de Nuremberg, Prince de Halberſtat, Minden & Camin, Comte de la Marche & Ravensberg, Seigneur de Ravenſtein, Lavenbourg & Butow: Faiſons ſçavoir à tous ceux qui verront ces preſentes Lettres verront, qu'ayant vû & examiné l'Article ſeparé conclu & arreſté à Saint Germain en Laye le 29. jour de Juin, nouveau ſtile, de cette preſente année mil ſix cens ſoixante & dix-neuf, en noſtre nom & ſous noſtre Ratification, entre Sa Majeſté Tres-Chreſtienne le Roi de France, & Nous, par le Sieur Arnauld Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conſeiller en tous les Conſeils, & Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne, d'une part; & noſtre Conſeiller & Miniſtre d'Etat & Envoyé Extraordinaire vers Sa Majeſté, le Sieur Meinders, d'autre part: duquel Article ſeparé la teneur s'enſuit.

Outre les Articles, &c.

NOus avons agréé & ratifié le ſusdit Article ſeparé, comme Nous l'agreons & ratifions par ces Preſentes, promettant en foi & parole de Prince de l'accomplir, obſerver & faire obſerver inviolablement ſelon ſa forme & teneur, ſans ſouffrir qu'il ſoit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cauſe ou occaſion que ce puiſſe être. En témoin de quoy Nous avons ſigué ces preſentes, & y fait apoſer le Scel de nos Armes. Fait à Poſtdam ce $\frac{1}{11}$. jour de Juillet mil ſix cens ſoixante & dix-neuf. *Signé*, FRIDERIC GUILLAUME, *Electeur.*

Declaratio & Proteſtatio Legati BRANDEBURGICI, *contra Pacem* ZELLENSEM, *quam, licet in Pace* SANCTI GERMANI IN LAYA *mentionatam atque inclusam, Sereniſſimus Electior non poteſt approbare, quatenus, non modo ſuis, ſed & Cæſaris, & Imperii, Regique Daniæ Juribus adverſatur. Actum Neomagi die* 12-22. *Julii* 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. IV. pag. 496.]

POſtquam ſuæ S. E. Brand. Legatus Extraordinarius & Plenipot. ad Pacis Tractatus Neomagi, temporis lucri faciendi & damni majoris avertendi cauſâ ad commutationem Ratificationum Pacis inter S. Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam & S. Ser. El. Brandenburgicam 29. Junii præterlapſi concluſæ, Articulorumque eidem adjectorum ſeſtinandum ſibi eſſe duxiſſet, non potuit non Illuſtriſſimo & Ex. Domino Mediatori Anglico ſignificare S. S. Elect. Brand. illum ſupradictæ Pacis Articulum ſeparatum, in quo Pacis 5. Febr. noviſſime præterlti Zellæ factæ & concluſæ mentio facta eſt, quidem ratihabiiſſe quòd quæ de amicabili Hamburgenſis negotii complanatione, & R. S. M. Chriſtianiſſimæ officiis eo fine interponendis ibidem conventa ſunt, ipſi non ingrata fuerunt. Sed quoniam ſupradicta Pace Zellenſi jura cùm Cæſaris & Imperii, Regisque Daniæ, tum S. S. Elect. ipſius impetuntur, non dubitaſſe alte dictam S. S. Brand. Reg. S. M. Chriſtianiſſ. quemadmodum ipſa obligationi, quam autè memoratam Pacem Zellenſem contraxit, prædicti Pace Brandenburgici quidpiam derogare abnuit, in quoque eam non improbaturam, quod S. S. E. approbare non poſſit nec velit, quæ tertius quidam in præjudicium, ANNO 1679. non ſolum ſuum, ſed & Cæſaris & Imperii Regisque Daniæ ſtipulari voluit, ac proinde Conſilio ſuo Status intimo & obligato Pariſiis jam commoranti in Mandatis dediſſe, ne prædictum Articulum nonnihil mutari curaret, cui rei dum ipſe operam dabit ſupradictus Legatus Brandenburgicus commutatione Ratificationum Pacis ob ante dictas cauſas diutius non dilatâ, Illuſtriſſ. atque Excell. Mediatori Anglico declarandum eſſe duxit, ſuam S. E. Brandenb. prædictum Articulum, nonniſi in ſpem, deſideratam mutationem à S. R. M. Chriſtianiſſimâ admiſſam iri, ratihabuiſſe, eaque Ratificatione, id eſt Ratificationis commutatione prædictam Pacem Zellenſem quatenus, non modo ſuis, ſed & Cæſaris & Imperii Regisque Daniæ Juribus adverſatur, præjudicioque eſt, nullatenus approbare, quin potius eidem eo reſpectu contradicere, ibi & reliquis, quorum etiam intereſt, omnia quæ jure ipſis ubique comperant referrare. Quam declarationem ut Illuſtr. & Ex. Dom. Mediator Anglicus ad Acta Mediationis referre velit, enixe rogatur. Neomagi 12. Julii 1679.

WERN. WILH. BLASPIEL.

CXCVI.

Traité pour l'Execution de la Paix entre le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince LEOPOLD *Empereur des Romains, & le Sereniſſime & Tres-Puiſſant Prince* LOUIS XIV. *Tres-Chrêtien Roi de France & de Navarre. Fait à Nimegue le* 17. *Juillet* 1679. [FREDER. LEONARD. Tom. III. *Theatrum Pacis.* Tom. II. pag. 829. &c. *Actes & Memoires* de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 545. en Latin comme ici, & pag. 549. en François. *Theatrum Pacis*, Tom. II. pag. 829. en Allemand, & en François. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Gen. pag. 1054. JAC. BERN. MULTZ *Repræſentatio Majeſtatis Imperat.* Part. II. Cap. VIII. pag. 383. Anhang zu des Europäiſchen Herolds. pag. 1192. en Allemand, LONDORPII *Acta Publica.* Tom. X. Lib. XI. pag. 667. en Allemand.] 17. Juill.

In Nomine Sanctiſſimæ & individuæ Trinitatis.

NOtum ſit univerſis quorum intereſt, aut intereſſe poteſt, cum Articulo vigeſimo ſeptimo Pacis quintæ Februarii nuperi hîc concluſæ continetur, ut Commiſſarii ab utraque Parte nominentur qui de reſtitutione & evacuatione locorum reſtituendorum juxta Pacem Weſtphalicam convenant, ſimulque ſacra Cæſarea Majeſtas ab Imperii Electoribus, Principibus, & Statibus decenter requiſita ſit, ut Co.ias litas ex Imperio in Regna & Ditiones Hereditarias educere velit, atque eo nomine Sacra ſua Cæſarea Majeſtas Reverendiſſimum, Illuſtriſſimos & Excellentiſſimos Dominos, Dominum Joannem Epiſcopum Gurcenſem, Sacri Romani Imperii Principem atque Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Conſiliarium, & Dominum Theodorum Althetum Henricum à Stratman Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Conſiliarium Imperii Aulicum; Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima verò Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum Carolum Colbert Equitem, Marchionem de Croiſſi, Sacræ Regiæ Majeſtati Chriſtianiſſimæ ab utriſque Conſiliis ordinarium, omnes Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, qui dictæ Pacis concludendæ ac perficiendæ incubuerunt, neceſſariis Mandatis inſtruxerint quorum Apographa ad finem hujus Receſſus inſerta ſunt. Inter eosdem Sacræ ſuæ Cæſareæ Majeſtatis, & Sacræ ſuæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ Commiſſarios de præfata reſtitutione & evacuatione locorum atque abductione Coplarum convenitſe tenore ſequenti.

I. Imperator Exercitus ſuos & Copias quantocitiùs deduci curabit ex omnibus Imperii Dhionibus ad Domum Auſtriacam Jure Hereditario non ſpectantibus, & nominatim ex Circulis Sueviæ & Franconiæ, uti & ex Circulis Rhenano Electorali & Rheni ſuperioris, Urbibusque & Fortalitiis in iis ſitis, Bonnâ, Argentinâ, Oſten-

Digitized by Google

ANNO 1679. Offemburgo, Hochberg, Landavio, Cronweiſſenburgo, nec non generaliter ex quibuscunque aliis locis, neque Pace Monaſteriensi, neque Nepmagensi Sacræ Cæſareæ Majeſtati competentibus, ita ut prædictæ Copiæ in Boheniam, aliosque Status Partium nullas ante decimam Auguſti ſine ulteriori mora perveniant.

II. Res Chriſtianiſſimus Exercitus ſuos & Copias quantocius etiam revocabit bona fide ex omnibus Imperii Ditionibus, & nominatim ex Archiepiscopatibus Moguntino, Trevirenſi, Coloniensi, Palatinatu Rheni, & Episcopatu Leodiensi, & Ducatibus Juliacensi, Urbipasque, & Fortaliciis in iis ſitis, uti & ex tota Brisgovia, omnibusque locis, qua Domui Auſtriacæ virtute Pacis Weſtphalicæ competunt, excepto ſolo Caſtro & Oppido Friburgensi & tribus Pagis Lehn, Botenhauſen & Kirchzart Gallia ceſſis, necnon generaliter ex quibuscumque aliis locis, neque vigore Tractatus Monaſteriensis, nec Pace Neomagensi Sacræ Regiæ Majeſtati Chriſtianiſſimæ competentibus, ita ut ſine ulteriore mora prædictæ Copiæ ante decimam Auguſti, Augusti, in Regnum Galliæ perveniam. De octo locis verò vigeſimo ſexto inſtrumenti Pacis nominatis obſervabuntur bonâ fide, quæ in prædicto Articulo de iis conventa ſunt.

III. Reſtituantur etiam intra prædictum terminum juxta Articulum vigeſimum quartum Pacis hic concluſæ, quicumque reſtituendi ex capite Amneſtiæ nondum reſtituti ſunt.

IV. Porrò in præſenti Tractatu omnia loca & Jura comprehenſa intelligantur quamvis ſingulatim expreſſa non ſint, quæ reſtitutioni obnoxia ſunt, ubicumque ſita reperiantur, & ſi aliqua elapſo termino adhuc reſtituta aut evacuata non eſſent, ſtatim ad inſtantiam Partis intereſſatæ, bona fide evacuentur & reſtituantur. Omnia autem prædicta loca & jura reſtituentur, qualia tempore conſultationis & ſubſcriptionis Pacis aut decimo quinto die à dicta ſubſcriptione fuerunt, unà cum Archivis, Documentis Litterariis, aliisque mobilibus, uti & Tormentis Bellicis, quæ in iis tempore occupationis & ſubſcriptionis, aut decima quinta die à dicta ſubſcriptione Pacis extitérint.

V. Quantum ad Ditiones, Communitates, & Loca quæ ſe ante ſubſcriptam Pacem Contributionibus ſubmiſerunt, & adhuc reſiduas debent, conventi, ut deſuper inter Intendentes vel Commiſſarios ex una parte, & Deputatos Principis vel Statuum locorum ex altera ante decimam diem Auguſti ex æquo liquidatio fiat, & quo Ditiones & Communitates illæ, quæ Contributiones non debent, vel quæ juxta Articulum trigeſimum Inſtrumenti Pacis hic concluſæ, datis idoneis Fidejuſſoribus pro reſiduis caverint, vel Obſides Partibus gratos dederint, ad ſolvendum adigi non poſſint pro iis Communitatibus, quæ adhuc debitrices & morosæ exiterint, licet ejusdem Ditionis ſint, niſi quatenus in ſolidum teneantur. Illæ verò Ditiones, Communitates, & loca quæ prædictæ obligationi non ſatisfecerint, ad ſolutionem ex condicto, in quantum fieri poterit, cum debitoris Ditionis regimine, executione militari compelli queant: ita tamen ut moroſæ tantum Communitates aut in ſolidum obligatæ dilationis pœnam ſentiant, ſine cujuscumque alterius gravamine, & ille tantum Affixum numerus ad executionem adhibeatur, qui abſolutè neceſſarius erit, ſtatimque à facta ſolutione aut præſtita per Fideju ſſores, vel Obſides cautione revocetur.

VI. Nominabuntur quamprimum ab utraque parte Commiſſarii qui ea exequantur, quæ de debitis & reperiis in Oppido Friburgo Archivis aliisque Documentis Litterariis Articulo octavo & nono Inſtrumenti Pacis convenerunt.

Hanc de Pacis executione Conventionem promittunt utriuſque Partis Commiſſarii reſpectivè ab Imperatore & Imperio, & Rege Chriſtianiſſimo inviolabiliter obſervatum iri, prædictoramque Articulorum executionem quæ intra prædictum tempus ex Mandatis tam Cæſareæ quam Chriſtianiſſimæ Majeſtatum ſequetur, pro utriusque Partis ratihabitione valiturum, ita ut ad perfectum Pacis adimplementum nullâ aliâ Ratihabitionum commutatione opus ſit. In quorum omnium fidem majusque robur, Cæſarei & Regius Commiſſarii præſens Inſtrumentum ſubſcriptionibus ligillisque propriis muniverunt. Acta hæc ſunt Neomagi decima ſeptima Menſis Julii anno Domini milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo nono.

Joannes Epiſcopus & Princeps Gurcenſis. *Colbert.*
T. d. Abercius Stratman.

PLENAPOTENTIA. ANNO 1679.

LEOPOLDUS Divinâ favente clementia Electus Romanorum Imperator, ſemper Auguſtus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, &c. Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Stiriæ, Carinthiæ & Wittenbergæ, Comes Tyrolis, Notum facimus univerſis, pollíquam Inſtrumento Pacis inter noſtros & Confœderatarum Coronarum Plenipotentiarios Legatos concluſo, ſubſcripto & ratificato, inter cætera, illud quoque proviſum ſit, ut intra ab ipſius ſubſcriptione omnis hoſtilitas ceſſet & pura Pacem Monaſterienſem, hac noviſſima in omnibus confirmatam, reciprocè & quamocius reſtituantur & reſtituenda loca evacuentur bona fide, in eumque finem Commiſſarii ab utraque parte nominentur, qui modò dictam inpitimis reſtitutionem atque evacuationem intra Menſis ſpatium à ratihabita Pace absque ulteriori dilatione abſolvant; intra autem verò etiam ſtatuti, quæ circà debitorum ab Oppido Friburgenſi pro rata incumbentium ſolutionem, uti & Archivi ibidem reperti reſtitutionem, ſeparationem ac allevationem Articulis octavo & nono ad ſitos remiſſa ſunt: quod ex parte noſtra ad exequendum & promovendum omne id, quod ad pacificum concluſæ Pacis effectum neceſſarium viſum eſt atque conducibile, iisdem Legatis noſtris Plenipotentiariis, qui dictæ Pacî concludendæ ac perficiendæ hactenus inſudârunt, Venerabili Joanni Epiſcopo Gurcenſi, Principi Sacri Imperii, Conſiliario devoto, nobis dilecto, nec non Conſiliario noſtro Imperiali Auſtco, Sacrique Imperii fideli dilecto, Theodoro Altheo Henrico Stratman plenam noſtram Potestatem & Commiſſionem dederimus ad tractandum & conveniendum, & ſtatuendumque cum Deputato vel Deputatis, Plenipotentiario vel Plenipotentiariis, Serenissimi & Potentiſſimi Franciæ Regis Chriſtianiſſimi, ſive ejusdem vel eorumdem Subdelegato, vel Subdelegatis ſuper prædictis omnibus, aut quæ aliis in iisdem aut circa locum eriam Friburgenſem ceſſasve ejusdem dependentias ex Pacis hujus Conventione complananda adhuc occurrent transigendis; & in Imperatorio nomine promittemus, nos omnes id quod ſupradicti noſtri Plenipotentiarii Commiſſarii ſimul, vel ſi quo eâlo, vel ob adverſam valetudinem vel alias cauſas quascumque, unus eorum abeſſet, alter cum ſupradicti Serenissimi & Potentiſſimi Regis Chriſtianiſſimi Plenipotentiario vel Plenipotentiariis ejusque vel eorumdem Subdelegatis tractabit atque concludet, ratum habituros & ex parte noſtra executioni mandari curaturos. In cujus rei fidem has propria manu ſubſcripſimus, & Sigillo noſtro Cæſareo ſigillari fecimus. Datum in Civitate noſtra Vienna die decima tertia Menſis Aprilis Anno Domini milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo nono, Regnorum noſtrorum, Romani vigeſimo primo, Hungarici vigeſimo quarto, Bohemici verò vigeſimo tertio.

Signatum,

LEOPOLDUS.

VI. LEOPOLDUS GUILIELMUS, COMES IN KÖNIGSEG.

Ad Mandatum Sacræ Cæſareæ Majeſtatis proprium,

CHRISTOPH. BEVER.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A noſtre Amé & Feal le Sieur Colbert Marquis de Croiſſi, Conſeiller Ordinaire en noſtre Conſeil d'Eſtat, noſtre Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire pour la Paix, Salut. Comme par le vingt-ſeptiéme Article du Traité de Paix, que vous avez conclu, & ſigné en noſtre nom à Nimegue le cinquiéme jour de Février dernier, avec les Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires de nôtre tres-Cher & tres-Amé Frere l'Empereur; il eſt porté que ſelon la Paix de Munſter, confirmée en tous ſes Points par l'Article ſecond du ſudit Traité l'on ſera la reſtitution & l'évacuation des Places de bonne foy, & retirera les Troupes de part & d'autre, & qu'à cette fin l'on nommera des Commiſſaires en meſme temps que ledit Traité ſera reciproquement ratifié, afin que l'évacuation & reſtitution des Troupes ſoient achevées dans l'eſpace d'un Mois pour tout delai depuis la Ratification de la Paix, ſans y comprendre cependant les Places, deſquelles il eſt

Digitized by Google

ANNO 1679. eſt autrement diſpoſé pour un temps par l'Article vingt-ſixiéme dudit Traité. Nous, pour ces cauſes deſirant ſatisfaire de noſtre part au contenu du ſuſdit Article vingt-ſeptiéme, Vous avons commis, ordonné, & deputé, commettons, ordonnons & députons par ces preſentes ſignées de noſtre main, pour en qualité de noſtre Commiſſaire incontinent aprés la Ratification, qui vous aura été fournie dudit Traité, tenir la main à l'évacuation & reſtitution reciproque des Places occupées de part & d'autre dans l'Empire, à l'exception toutefois de celles mentionnées dans l'Article vingt-ſix dudit Traité, comme auſſi à la retraite des Troupes, & conjointement avec les Commiſſaires nommez de la part de noſtre ſuſdit Frere l'Empereur convenir & arreſter tout ce qui ſera jugé neceſſaire pour l'entiere execution du ſuſdit Traité, ainſi qu'il y eſt plus particulierement porté. De ce faire vous donnons Pouvoir, Commiſſion, & Mandement ſpecial par ceſdites preſentes. Car tel eſt noſtre plaiſir. Donné à Saint Germain en Laye le quinziéme jour de Mars l'an de grace mil ſix cens ſoixante & dix-neuf, & de noſtre Regne le trente-ſixiéme. *Signé*, LOUIS. Par le Roi, ARNAULD.

CXCVII.

6-16. Août. *Lettre de Monſr.* JENKINS *Mediateur Anglois, écrite aux Ambaſſadeurs de Sa Majeſté Imperiale, au ſujet du retabliſſement de la Paix entre l'*ESPAGNE *& la* SUEDE, *en leur envoyant un Projet ulterieur de Declaration pour eſtre accepté & publié de part & d'autre à certain jour.* Avec *un* CERTIFICAT *des Ambaſſadeurs de S. M. Imperiale, ſur la Copie de cette Lettre communiquée par eux aux Ambaſſadeurs d'Eſpagne, mais dont l'Original reſtoit entre leurs mains.* [Copie originale tirée des Archives de l'Ambaſſade d'Eſpagne en Hollande.]

MESSIEURS,

VOyant qu'il y a quelque choſe, qui manque encore à la perfection de la Paix entre les Couronnes d'Eſpagne & de Suede, & l'expedient, dont j'ay eu l'honneur de parler plus d'une fois à Vos Excellences pour ſortir d'affaire en cette rencontre, ayant eu déja quelque approbation j'ay creu eſtre de mon devoir, afin d'avancer tant qu'il m'eſt poſſible une affaire de cette importance, de minuter une forme de Declaration qui pourroit ſervir, ſauf meilleur avis, pour donner la derniere main à cette Paix, j'ay pris pour fondement, que le Roy de Suede étant compris dans la Paix faite icy à Nimegue entre l'Eſpagne & la France, & le Roy Catholique étant pareillement compris dans celle, qui s'eſt faite entre Sa Majeſté Imperiale & la Suede, il n'y avoit plus lieu pour les hoſtilitez, & par conſequent, que la Paix s'étoit tacitement rétablie entre lesdits Roys, leurs Royaumes & Etats, cecy étant indubitable, il ne reſte, ce ſemble, aucun lieu de douter que Leurs Majeſtez les Roys d'Eſpagne & de Suede ne ſoient en tres-bonne diſpoſition pour déferer aux offices & aux inſtances du Roy mon Maître, d'autant plus que Sa Majeſté ne deſire rien plus paſſionnement que de voir la Paix entre deux Roys, ſes anciens Alliez, prendre au plûtôt toutes les perfections, qui y ſont requiſes, & entrer au nombre de ces Paix, qui ſont déja faites, afin d'affermir de plus en plus le repos general de la Chreſtienté; Pour cet effet on pourroit paſſer ſans délay à la Publication de la Paix dans les Villes de Madrid, de Bruxelles, de Stockholm, & de Riga, moyennant que les Ambaſſades des deux Couronnes ſuſdites agreaſſent preallablement la teneur d'une declaration, à tel effet, & arreſtaſſent de concert entre eux un certain jour, auquel on en pourroit faire la publication auxdites Villes. Vos Excellences me feront l'honneur s'il leur plaiſt, de faire leur reflexion ſur le Projet ci-joint, & en cas, qu'elles le trouvent conforme à leur ſentiment, & à celuy de l'Ambaſſade d'Eſpagne, elles auront la bonté de m'en avertir, & en meſme temps de me faire ſçavoir ce qu'il y aura à faire davantage, le tout ſur le preſuppoſé que je fais, que l'Ambaſſade de Suede n'aura point de difficulté d'entrer dans cet expedient pour donner la derniere main à une œuvre ſi ſainte & ſi importante, en attendant la reſolution de Vos Excellences ſur ce ſujet. Je demeure, Meſſieurs, de Vos Excellences le tres-humble & tres-obeiſſant Serviteur. L. JENKINS. A Nimegue ce ſixiéme d'Août 1679. *Erant ſcriptæ.* A leurs Excellences Meſſieurs les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majeſté Imperiale aux Traitez de Paix à Nimegue. ANNO 1679.

NOs Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Sacræ Cæſareæ Majeſtatis infraſcripti fidem facimus & atteſtamur, quod præſentes Literæ, ex originalibus, ab Illuſtriſſimo & Excellentiſſimo, Domino Legato Mediatore Jenkins ad nos datis & apud nos remanentibus tranſumptæ ſint, & cum iis in omnibus concordent. Datum Noviomagi, vigeſima ſecunda Auguſti 1679.

(*L.S.*) *Joannes Epiſcopus Gurcenſis.*

(*L.S.*) *T. A. Heur. Stratman.*

Lettre des Ambaſſadeurs de SUEDE *au Mediateur Anglois, par laquelle ils ſe declarent d'accepter le Formulaire dreſſé par ce Miniſtre, pour la Publication de la Paix entre les Couronnes d'*ESPAGNE *&* SUEDE, *& qui devoit tenir lieu d'un Traité formel entr'elles. A Nimegue le 6. Août* 1679. *vieux Stile.* Avec *le* CERTIFICAT *du Mediateur faiſant foi de cette Acceptation du* 8—18. *Août* 1679. Et *un* AUTRE *ſemblable* CERTIFICAT *ſur la Copie de la Lettre des Ambaſſadeurs, dont l'Original étoit reſté entre ſes mains, du même jour* 8—18. *Août* 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. Part. II. pag. 530.]

MONSIEUR,

AYant receu la Lettre de V. E. nous n'avons pas manqué d'en conſiderer le contenu avec le Formulaire y joint de la Publication de la Paix entre les Roys & les Couronnes de Suede & d'Eſpagne, & comme nous avons raiſon d'approuver les ſentimens de V. E. auſſi declarons-nous à preſent, que nous acceptons le ſuſdit Formulaire en tous ſes points & clauſes, nous chargeans que ſelon la teneur d'iceluy, la Publication ſe fera le 24 de Novembre prochain dans les Villes de Stockholm & Riga, au nom de Sa Majeſté le Roy nôtre Maître, ſur l'aſſurance, que V. E. nous veut bien faire, qu'elle ſe fera en même temps, & en la même forme par S. M. le Roy d'Eſpagne dans les Villes de Madrid & de Bruxelles. C'eſt de quoy nous avons bien voulu aſſeurer V. E. par ces mots, afin qu'elle ſût, que l'Europe doit encore cette Paix à la Mediation de Sa Majeſté Britannique & à vos ſoins. Nous ſommes. A Nimegue ce 6. d'Août 1679.

MONSIEUR,

de Vôtre Exc. les tres-humbles & tres-obeiſſans Servit.

BENOIT OXENSTIERN.

JOH. PAULIN OLIVEKRANS.

Teſtimonium Domini Jenkins, Sueticam Legationem recipere Formulam Pacis inter Hiſpaniæ & Sueciæ Reges factæ.

NOs S. R. M. Magnæ Britanniæ Legatus Extraordinarius & Plenip. ad Tractatus Pacis Noviomagi inſtituos infraſcriptus notum facimus ac teſtamur per præſentes, quòd Illuſtriſſima & Exc. Legatio Sueciæ nobis Mediatorio munere fungentibus declaravit, & formulam Declarationis ſive Programmatis præſentibus annexam in omnibus approbaſſe & acceptaſſe, eum in finem, ut Pax inter Coronas Hiſpaniæ & Sueciæ publicetur ac formetur; Promiſit inſuper & in ſe ſuscepit, quòd auctoritate Seren. & Potentiſſimi Sueciorum Regis eadem Declaratio Stockholmiæ & Rigæ in Livoniâ, 24. die Novembris ſtilo Vet. proximè futuri ſolemniter promul-

ANNO 1679. mulgabitur, prout in casibus consimilibus moris est; in quorum fidem hasce Literas Certificatorias manu nostrâ subscripsimus, iisque Sigillum nostrum apposuimus.

8. *Augusti stilo Vet.* 1679.

(L. S. L. JENKINS.

Testimonium Legati Magnæ Britanniæ Regis, Literas antecedentes cum Originali conferre.

NOs Legatus Extraord. & Plenip. S. R. Majestatis Magnæ Britanniæ infrascriptus testamur, quòd hoc præsens Scriptum transumptum sit ex Literis Originalibus Illustrissimæ & Exc. Legationis Sueciæ ad nos datis & penes nos remanentibus, quodque earundem vera Copia sit, & cum iis in omnibus concordet.

Datum 8. *Augusti* 1679.

L. JENKINS.

Lettre écrite aux Ambaſſadeurs de Sa Majeſté Imperiale, par le Marquis DE LA FUENTE *Ambaſſadeur d'Eſpagne, au ſujet du Formulaire propoſé par le Mediateur* JENKINS, *lequel il accepte.* [Copie originale tirée des Archives de l'Ambaſſade d'Espagne en Hollande.]

Excellentiſſimos Señores.

Siendo cierto que el mayor deſſeo del Rey mi Signor, es contribuir por ſu parte lo mas al repoſo universal, como aſſi mismo a la entera ſatisfacion de S. M. de la Gran Bretaña, no puedo dexar de ſignar en el mayor grado la propoicion zeloſa que hate a V. Excell. el Excellentiſſimo Jenkins Embaxador Extraordinario, y Plenipotenciario de S. M. Britanica Medianer en eſte Congreſſo en Papel de 16. de Agoſto & V. Excellencia ſean ſervido de poner en mis manos rocante a la Paz del Rey de Suezia, y aſſi no haviendo tiempo para diſcurrir de las formalidades ni para eſperar Respueſtas de S. M. & diſolverſe el Congreſſo, y eſtar para partir el mismo Excellentiſſimo & Mediador Jenkins, me conformo con ſu propoſicion, y prego a Dios por las Excellenciſſimas Perſonas de V. Excellencias como deſſeo.

Certificatio à Mediatore Legatis Suecicis exhibitâ, de Formula Pacis inter Coronas SUECICAM *&* HISPANICAM *inſtituendæ, promulgandæque, per Legatos Hiſpanicos approbatâ & acceptatâ. Noviomagi* 8—18. *Auguſti* 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. Part. II. pag. 533.]

NOs Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ Legatus Extraordinarius & Plenipotentiarius, ad Tractatus Pacis Noviomagi inſtitutos infrascriptus notum facimus & teſtamur per præſentes, quòd Illuſtriſſima & Exc. Legatio Cæſarea, nobis, munere Mediatorio fungentibus, declarârit, Illuſtriſſimam & Excellentiſſimam Legationem Hiſpanicam formulam Declarationis, ſive Programmatis præſentibus annexam, in omnibus approbaſſe & acceptaſſe eum in finem, ut Pax inter Coronas Sueciæ & Hiſpaniæ, ſecundùm ejusdem Declarationis tenorem publicetur & firmetur, promiſſiſſe inſuper & in ſe ſuscepiſſe, quòd auctoritate Sereniſſimi ac Potentiſſimi Hiſpaniarum Regis eadem Declaratio Madriti & Bruxellis, die 4. Decembris ſtilo Nov. proximè futuri, ſolemniter promulgabitur, prout in Caſibus conſimilibus moris eſt. In quorum fidem hasce Literas noſtras Certificatorias, manu noſtrâ ſubſcripſimus, iisque Sigillum noſtrum appoſuimus.

8. *Auguſti ſtilo Vet.* 1679.

(L. S.) L. JENKINS.

TOM. VII. PART. I.

ANNO 1679.

Réponſe des Ambaſſadeurs de S. M. Imperiale au Marquis DE LA FUENTE *Ambaſſadeur d'Eſpagne, ſur ſa Lettre du 17. par laquelle il avoit accepté le Formulaire du Médiateur.* [Copie originale tirée des Archives de l'Ambaſſade d'Espagne en Hollande.]

NOus n'avons pas manqué de communiquer à Monſr. l'Ambaſſadeur Mediateur Jenquins, la Lettre dont il a plû à Votre Excellence de ſe declarer à nous qu'elle acceptoit ſon Projet de Publication de la Paix entre Sa Majeſté Catholique & la Suede, ſur l'aſſeurance, que Meſſieurs les Ambaſſadeurs de Suede l'avoient accepté auſſi. Nous y avons adjouſté que Votre Excellence ſe chargeoit d'en rendre tel compte au Roy ſon Maître, afin que par l'ordre de Sa Majeſté cette Publication ſe fît infailliblement le quatriéme de Decembre prochain dans les Villes de Madrid, & de Bruxelles, preſuppoſant, qu'elle ſe fera au nom du Roy de Suede le meſme jour, & dans la meſme forme dans les Villes de Stockholm & Riga; Vôtre Excellence vera de l'ariefiction de Monſr. l'Ambaſſadeur Mediateur ſusdit, & de la Lettre des Ambaſſadeurs de Suede y jointe, qu'ils s'y conforment de leur coſté en tout, & qu'ainſi il ne nous reſte, que de nous rejouir avec Vôtre Excellence que par ſa prudence ordinaire cette affaire ſoit concluë à ſa ſatisfaction, & celle du Roy Mediateur, & des Parties. Nous ſommes,

MONSIEUR,
de Vôtre Excellence
les tres-humbles & tres-obeiſſans Serviteurs.

JEAN Evêque de GURGG.

T. A. HENR. STRATMAN.

Nimegue ce 22. *d'Août* 1679.

Formula Pacis inter Reges HISPANIÆ *&* SUECIÆ *promulgandæ, ac ſervandæ ab utraque parte approbata atque conventa.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 535.]

CAROLUS Dei gratiâ Hiſpanarum, &c. Rex, &c. Omnibus, &c. . . . . .

Quum Belli denuntiatio illa, quæ nos inter ac Serenſſimum Principem Dominum Carolum, &c. Sueciæ, &c. Regem, &c. . . . . ante aliquot annos hinc inde interceſſit, jam pro non habitâ & non publicatâ cenſeatur et eo ſpecialim tempore, quo nos Pace cum Rege Chriſtianiſſimo Noviomagi nuper initâ & concluſâ ac poſtmodum ratihabitâ conſentiſſimus, ut præſatus Rex Sueciæ in eâdem Pace comprehendi retur, prout reipſâ comprehenſus & ritè incluſus eſt, præſatusque viciſſim Rex Pace cum Imperatore & Imperio Romani Noviomagi itidem nuper initâ & concluſâ, poſtea deinde ratihabitâ, conſenſit, ut nos pariter in eâdem Pace comprehenderemur, prout nos reipſâ comprehenſos, & ritè incluſos eſſe certiores fidi fumus.

Cumque Sereniſſimus ac Potenſiſſimus Princeps Dominus Carolus II. Magnæ Britanniæ, &c. Rex, &c. . . . . Mediator inter nos & prædictum Regem Sueciæ (uti & univerſim) receptus, pro indefeſſo illo zelo quo Orbi Chriſtiano pacificando operam per plures annos navavit, in eo tota jam ſit, ut Pax inter nos & prædictum Regem Sueciæ, comprehenſionibus & incluſionibus antememoratis inchoata, tot Pacificationibus per Europam, Deo dante, & præfato Rege Magnæ Britanniæ officiis ſuis Mediatoriis adhibente, confectis, quantocius accedat, ita demque omnibus numeris abſoluta annumeretur; eumque in finem conſultum, imò neceſſarium duxerit, ut ſolemni aliquâ Declaratione ex condicto hinc inde publicandâ, Pacis & antiquæ Amicitiæ inter nos & prædictum Regem Sueciæ jam per Dei gratiam redintegratæ plenaria reſtauratio & confirmatio, omnibus quorum intereſt innotesceret.

Nos poſtquam certiores fidi ſumus eam Pacis & amicitiæ cumulatiſs nobus redintegrandæ & firmandæ ratio-

ANNO 1679. rationem (quæ à præfato Rege Mediatore proponeatur) uti nobis & prædicto Regi Sueciæ perplacere, nec non de tenore ipſarum Declarationum, ſive programmatum ut & de locis & diebus certis quibus communicè publicari poterunt (aliàs interpoſitis officiis Mediatoris) conventum eſſe.

Concludimus, edicimus & declaramus, quòd Pax Chriſtiana vera & ſincera inter nos & prædictum Regem & Regnum Sueciæ, ut & inter noſtros reſpective Hæredes & Succeſſores, Regna, Provincias & Ditiones adeò plenarie & perfectè reſtabi ita, redintegrata & confirmata ſit, ac ſi nulla unquam Belli denunciatio aut alii quipiam hoſtiles motus, nobis aut Subditis noſtris, cum prædicto Rege & ſubditis ſuis interceſſiſſent, eandemque Pacem firmam, inviolabilem, & perpetuam eſſe volumus & jubemus.

Ceſſationem item hoſtilitatum, inimicitiarum & ſimultatum cujuscunque generis contra Regem Regnumque Sueciæ, Subditos, Incolas & Inquilinos ſuos, omnibus Subditis, Incolis & Inquilinis noſtris cujuscunque ſtatus aut conditionis fuerint, firmiter injungimus & imperamus.

Omneſque repreſſalias, ut & Marchæ & contra Marchæ Commiſſiones (ſi quæ forte poſt nuperos Belli motus vel antea contra Subditos & Incolas prædicti Regis Sueciæ emanarunt) auctoritate præſentium inhibemus, revocamus & caſſamus.

Declaramus inſuper, omnia ea quæ quocunque loco & modo à primordio horum motuum vel antea hoſtiliter geſta ſunt, omneſque lites, & actiones inde exortas, vel exordium ſumturas tolli, extingui & aboleri, uti vigore præſentium tolluntur, extinguuntur & abolentur, ita ut neque intuitu hoſtilitatum antecedentium, nec alio quocunque ſub prætextu, quicquam omninò moleſtiæ vel impedimenti, vel juris vel vi factî, Subditis prædicti Regis Sueciæ, quoad perſonas, vel res ſuas, vel earundem ſecuritatem, vel indemnitatem infrarve vel inferri poſſatur

Quòd ſi aliqua Navis vel Navigium bona vel Mercimonia ad Subditos prædicti Regis Sueciæ pertinentia poſt decimam ſeptimam Menſis Septembris anni proximè præcedentis (quâ feliciter comprehentionum & inclusionum prædictarum altera ſtipulata eſt) per Mare in quâcunque Orbis plagâ vel Regione, capta aut occupata fuerunt, & per Subditos noſtros adhuc detenta ſunt ea omnia & ſingula eorundem Proprietariis absque morâ vel exceptione quâcunque reddi & reſtitui decernimus & jubemus in ſtatu quo tempore captionis aut occupationis exiſtebant.

Declaramus porrò & ſtatuimus, quòd omnes Subditi Regis Sueciæ in Commerciis, per Regna, & Ditiones noſtras, Terrâ Mariquæ exercendis, gaudebunt fidem Immunitatibus, & Privilegiis, quibus ullo alio tempore ante prædictam Belli denunciationem gaviſi ſunt.

Mandamus denique & injungimus omnibus Urbium, locorum & armorum noſtrorum, Terrâ Marive Præfectis, nec non Magiſtratibus & Officialibus noſtris & generatim omnibus, qui nobis fide & obſequio tenentur, ut ea, quæ ſuperius declarata & ſancita ſunt, fideliter exequantur, & obſervent, & ab aliis pariter obſervari faciant ſub pœnâ indignationis noſtræ . . . . . In quorum fidem & robur hanc noſtram Declarationem manus noſtræ Regiæ ſubſcriptione & Sigilli Regii appoſitione firmatam promulgari & publicari juſſimus. Datum . . . . . Anno Domini 1679.

ANNO 1679. Menſis Auguſti, in mei Adriani Roukens Ducatus Gueldriæ Novionagi reſidentis publici Notarii, teſtiumque infra nominatorum præſentiâ, petiit ac obtentâ per me ab Illuſt. & Reverend. Domino, Domino Aloyſio de Bevilaqua, Patriarchâ Alexandrino, Nuntio Extraordinario, munus Mediationis pro Sanctiſſimo Domino noſtro, Innocentio XI. Papâ, ad Tractatus Pacis Univerſalis Novionagi tractandæ obeunte, hujus Inſtrumenti faciendi licentiâ; Noviſſis Dominus Joannes Gabriel Sanguinere Dominus de Charanſac, Regis Chriſtianiſſimi in ſua Curia Præfidiali Pariſienſi Conſiliarius, nomine Plenipotentiarii Celſiſſimi ac Illuſtr. Principis Caroli Hollandi Belgiæ de Tremoüilla, Taranti ac Talemundi Principis; Tremoüillæ, Thouarſi ac Loduni Ducis; Vallis, Monſi-fortis, Gisnarum, Jonvellæ ac Talisburgi Comitis, Vitrei, Maliletonis, Berriæ & Didonnæ Baronis, Rhedonum, Baiſil ac Marſillei Vicecomitis; Spinæi Marchionis; Paris Francie ac Regis Chriſtianiſſimi Nobilium Cubicolariorum Primarii, &c. ejusque Plenipotentiæ Mandato ſub die 7. Julii proximè præcedi dato, ad calcem præſentium deſcribendo, ſpecialiter munitus, ſe comuliit horâ decimâ matutinâ ad Palatium prædicti Illuſt. & Reverendiſſimi Domini Nuntii Apoſtolici, & ſe dirigens ad ejus perſonam, ipſi, me Notario teſtibuſque infra nominatis præſentibus, expoſuit, declaravit ac repetiit, ſe illi libellum ſupplicem nomine Plenipotentiarii Celſiſſimi & Illuſt. Principis de Tremoüilla, cum bonâ venia Regis Chriſtianiſſ. Domini ſui Clementiſſimi, ſub die vigeſimo Menſis Julii noviſſimè elapſi, ea quâ par eſt reverentiâ exhibuiſſe, quo & Inſtrumentis annexis eum clarè docuit Jura antedicti Principis de Tremoüilla circa Regnum Neapolitanum, quod ipſi competit, de Hæredi Carlotæ Aragoniæ, Cauſis & Juribus, ſi prædicto libello allegatis & abunde probatis, legitimè competit, ac ipſum vigore Mandati Plenipotentiæ ſuæ enixè & eo quo potuit ſtudio, tam voce quàm ſcriptis obſecraſſe, ut æquiſſimæ cauſæ cognitionem ſuſciperet, præfatum Celſiſſimum & Illuſt. Principem de Tremoüilla, tanquam è Frederico Neapolitano è ſollo deturbato ortum, adverſus Ser. Principem, Carolum II. Hiſpaniarum Regem, Ferdinando Aragonio Neapoli intruſo editum, audiret & audiri procuraret, manuteneretque ejus juri, ut par erat, opitularetur: Nihilominus tamen contra ſpem, licet dictus Illuſt. ac Rever. Nuntius Mediator dictum Libellum ac Inſtrumenta ad cauſam facientia recepérit, acceſſile, ut petitioni tam juſtæ præfati Domini Sanguiniere Plenipotentiarii nihil datum, officiaque ſua omnia irrita, afflictæ Domus patrocinium neglectum, & omnit juris remedia denegata fuerint. Quamobrem Pace à tempore dati Libelli cum Batavis ſubſcripta, & cum Hiſpanis de horâ in horam, ut fertur, ſubſcribendâ, proteſtatus eſt ac declaravit prædictus Dominus Joannes Gabriel Sanguiniere, in vim Mandati ſui, ſi quid ſive in præſens ſive in poſterum generalibus ſperatæ Pacis Paciis, hic Novionagi vel alibi faciendis, quocunque modo vel prætextu infringatur, quod Hæredibus prædicti Celſiſſimi & Illuſt. Principis de Tremoüilla, liberorum ejus, aut ab eo cauſam habentium Juribus, Dignitatibus, Gradibus, Prærogativis ac commodis inde pendentibus, ac nominatim Juri, illi, ejus liberis, aut ab eo cauſam habentibus circa Regnum Neapolitanum competenti directè vel indirectè derogare queat, muneris ſibi commiſſi ergo, per ejus expreſſum Mandatum infra ut fertur deſcribendum, hæc omnia meſioribus quibus potuit & debuit verbis, declarans coram Deo & hominibus, ſe nunquam acquieviſſe, ſicut nec per literas Mandata acquieſcere potuiſſe, imò nihil intentatum reliquiſſe, ut quod attentatum fuerit præveniret, & vel minimum cauſæ ſibi commiſſæ præjudicium amoveret, quemadmodum inpræfentiarum facit, ad meliora tempora provocans, & integrum illibatumque Celſiſſimæ & Illuſtriſſimæ Domui Tremoüillanæ jus, quibus potuit vindiciis aſſerens; de quibus omnibus ac ſingulis publicè hâc apud omnes & ſingulos, non ſolùm præſentes ſed abſentes etiam & poſteros, Proteſtatione petiit à me Notario publico, teſtibuſque infra nominatis ſemper aſſamiosus, ſibi fieri & tradi Inſtrumentum, illi ſub hac formâ conceſſum, & Celſiſſimo, ac Illuſtriſſimo Principi de Tremoüilla, ſuo Principali, prout de jure valuerum. Cujus exemplar à me Notario ſubſcriptum dictus Dominus Sanguiniere Plenipotentiarius præfato Illuſtriſſimo & Reverendiſſimo Domino Nuntio ad majorem rei evidentiam tradidit & dimiſit, illumque rogavit, ut Proteſtationem ſuam in Regiſtris Mediationis Apoſtolicæ mandare & regiſtrari digneturi. Acta fuerunt hæc

ANNO 1679.

CXCVIII.

16. Août. *Proteſtatio nomine* CAROLI HOLLANDI DE TREMOLLIA, *Principis Tarenti ac Talemundi, apud D. Nuntium Mediatorem* BEVILAQUA *facta, de reſervato ſibi & Domni Tremoüillanæ jure competenti in Regnum Neapolitanum Novionagi die 16. Auguſti* 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. Part. I. pag. 13.]

In Nomine Domini. Amen.

PEr hoc publicum Inſtrumentum cunctis pateat evidenter & ſit notum, quòd Anno Domini milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo octavo, die decimâ ſexti

ANNO 1679. hæc Noviomagi, in Palatio prædicti Illuſtriſſimi & Reverendiſſimi Domini Nonnii, præſentibus Nobili Viro Domino Ægidio de Bourgeauville, & Nobili Viro Domino Armando de Boſeager, teſtibus ad præmiſſa ſpecialiter vocatis atque rogatis; anno, die & hora prædictis. Dictus Dominus Sanguiniere ac prænominati teſtes ſignarunt mecum Notario in Minutâ præſentium, quæ penes me remanſit.

Signatum ADRIEN ROUKENS, N.P.

NOs Conſules, Scabini & Conſilium Urbis Noviomagenſis in Gueldria, fidem facimus & teſtamur univerſis & ſingulis, Adrianum Roukens, qui præſcriptum Inſtrumentum rogatus recepit & ſubſcripſit, eſſe Publicum Ducatus Gueldriæ Noviomagi reſidentem Notarium, ejusque Scripturis, Actibus & Inſtrumentis ab eo ſubſcriptis plenam fidem adhiberi, & hactenus adhibitam fuiſſe, & indies adhiberi indubitam in judicio & extra; in cujus rei teſtimonium præſentem Atteſtationem per noſtrum Civitatis Secretarium fieri, & ſubſcribi, ac Sigillo Civitatis muniri mandavimus Actum Noviomagi, die 12 Auguſti, anni milleſimi ſexcenteſimi ſeptuageſimi octavi.

Ex Mandato ſupra dictorum Dominorum meorum,

Signatum J. VAN GAESBEECK,

Secretarius.

CXCIX.

30. Août. *Contract de Mariage, de* CHARLES II. *Roi d'Eſpagne, avec la Princeſſe* MARIE LOUÏSE, *Fille du Prince* PHILIPPE *Fils de France, Frére-Unique de* LOUIS XIV. *Roi de France, Duc d'Orleans. Fait à Fontainebleau, le* 30. *Août* 1679. [FREDER. LEONARD. Tom. IV. pag. 419.]

AU nom de Dieu le Createur; ſoit notoire à tous, que tres-Haut, tres-Excellent & tres-Puiſſant Prince Louis XIV. par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; Aiant confideré comme un moien capable d'affermir de plus en plus la tranquillité publique qu'il a plû à Dieu de rétablir par la Paix, le deſir extrême que le tres-Haut, tres-Excelleut & tres-Puiſſant Prince Charles II. par la même grace de Dieu Roi d'Eſpagne, lui a fait témoigner par ſon Ambaſſadeur Extraordinaire, que Sa Majeſté voulût bien lui accorder en Mariage, tres-Haute & tres-Puiſſante Princeſſe Marie Louiſe, Niéce de Sa Majeſté, & Fille de tres-Haut & tres-Puiſſant Prince Philippe Fils de France, Frere Unique de Sa Majeſté, Duc d'Orleans, & de défunte tres-Haute & tres-Puiſſante Princeſſe Henriette Anne d'Angleterre, ci-devant Epouſe & Compagne dudit Seigneur Duc d'Orleans. Sa Majeſté Tres-Chrétienne auroit en bien agreable la recherche & demande que ledit Seigneur Roi Catholique lui a fait faire de ladite Sereniſſime Princeſſe Marie Louiſe, & comme tant de grandes & aimables qualitez qui ſont en elle ne la rendent pas moins chere à Sa Majeſté que ſi elle eſtoit ſa propre Fille, Sadite Majeſté a crû ne pouvoir donner une marque plus publique du deſir qu'elle a d'entretenir pour le bien de la Chrétienté une amitié ſincere & durable avec le Roi Catholique qu'en la lui donnant pour Epouſe, & qu'en renouvellant par cette Alliance toutes celles qui ont été déja ſi heureuſement contractées par de ſemblables liaiſons entre la France & l'Eſpagne. C'eſt dans cette veuë qu'elle auroit nommé des Commiſſaires, pour conjointement avec celui de Sa Majeſté Catholique, convenir des Articles & conditions neceſſaires pour parvenir à l'accompliſſement de ce Mariage, leſquels Articles ont eſté ſignez & arrellez ſuivant les Pouvoirs reſpectifs deſdits Commiſſaires, & depuis ratifiez par ledit Seigneur Roi Catholique, c'eſt par ces mêmes motifs qu'en preſence, du conſentement & vouloir de tres-Haut, tres-Excellent & tres-Puiſſant Louïs, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, de tres-Haute, tres-Excellente & tres-Puiſſante Princeſſe Marie Therese, par la même grace Reine de France & de Navarre, Epouſe & Compagne de Sa Majeſté Tres-Chrétienne, de tres-Haut & tres-Puiſſant Prince Philippe Fils de France, Frere Unique de Sa Majeſté, de tres-Haute & tres-Puiſſante Princeſſe Eliſabeth Charlotte Comteſſe Palatine du Rhin, Ducheſſe de Baviere, à preſent Epouſe & Compagne dudit Seigneur Duc d'Orleans, & de ladite tres-Haute & Puiſſante Princeſſe Marie Louïſe Fille dudit Seigneur Duc d'Orleans, & en preſence auſſi de tres-Haut & tres-Excellent Prince Louis Dauphin de France, tres-Haut & Puiſſante Princeſſe Anne d'Orleans Fille puiſnée dudit Seigneur Duc d'Orleans, tres-Haute & Puiſſante Princeſſe Anne Marie Louiſe d'Orleans Ducheſſe de Montpenſier, Souveraine de Dombes, tres-Haute & Puiſſante Princeſſe Marguerite Louïſe d'Orleans, grande Ducheſſe de Toscane, tres-Haute & Puiſſante Princeſſe Iſabelle d'Orleans Ducheſſe de Guiſe, tres-Haut & Puiſſant Prince Louis Armand de Bourbon Prince de Conti, tres-Haut & Puiſſant Prince François de Bourbon, Prince de la Roche-ſur-Yon, tres-Haut & Puiſſant Prince Louis de Bourbon Comte de Vermandois Admiral de France legitimé de France, tres-Haut & Puiſſant Prince Louïs Auguſte de Bourbon Duc du Maine, Colonel General des Suiſſes legitimé de France, tres-Haute & Puiſſante Princeſſe Marie Anne de Bourbon legitimée de France, tres-Haute & Puiſſante Princeſſe Louïſe Françoiſe de Bourbon legitimée de France, tres-Haut & Puiſſant Prince Henri de Bourbon Duc de Verneuil legitimé de France, tres-Haute & Puiſſante Princeſſe Charlotte Seguier Epouſe dudit Seigneur Duc de Verneuil, & Michire Michel le Tellier Chevalier Chancelier de France, Commandeur des Ordres du Roi & ſon Conſeiller Ordinaire en tous ſes Conſeils d'une part; & de Haut & Puiſſant Seigneur Dom Paul Spinola Doria Duc de Los-Balbaſes, Duc de Seſto, Seigneur de Ginoſa Caſalnoterra & Pouteuroné, Conſeiller du Conſeil d'Etat de tres-Excellent & tres-Puiſſant Prince le Roi Catholique, ſon grand Protonotaire en ſon Conſeil d'Italie, & ſon Ambaſſadeur Extraordinaire vers Sa Majeſté Tres Chrétienne, muni de ſon Pleinpouvoir à l'effet des preſentes d'autre part, les Conventions & Traitez de Mariage entre ledit Seigneur Roi Catholique, & ladite Sereniſſime Princeſſe Marie Louiſe ont eſté accordées & arrellées, ainſi qu'il enſuit.

Premierement. C'eſt à ſçavoir que Sa Majeſté tres-Chrétienne promet de donner en noin & loi de Mariage à Sa Majeſté Catholique, la Sereniſſime Princeſſe Marie Louïſe à ce preſente, procreatrice, fous l'autorité de Sa Majeſté Tres-Chrétienne, qui la cherit & veut bien la marier comme ſi elle eſtoit ſa propre Fille, comme auſſi promet Sa Majeſté Catholique repreſentée par le Marquis de Los-Balbaſes ſon Ambaſſadeur Extraordinaire de prendre à Femme & Epouſe, la Sereniſſime Princeſſe Marie Louïſe, pour être ledit Mariage parfait, accompli & ſolemnité le plûtôt que faire ſe pourra ſuivant les Conſtitutions, & en face de la Sainte Egliſe Catholique Apoſtolique Romaine, par paroles de preſent en la Cour de Sa Majeſté Tres-Chrétienne, par tres-Haut & Puiſſant Prince Louis Armand de Bourbon Prince de Conti chargé de la Procuration dudit Seigneur Roi Catholique, conformément à la Diſpenſe Apoſtolique Ur ce obtenuë par les Parties, pour lever l'empêchement que pourroient y apporter les degrez de parenté & conſanguinité qui ſont entr'elles.

II. En faveur & contemplation dudit futur Mariage, Sa Majeſté a donné & conſtitué en Dot à la Sereniſſime Princeſſe ſa Niéce, la Somme de cinq cent mille Ecus d'Or ſol, & ce pour tous Droits Paternels & Maternels, & autres qui lui pourroient appartenir & écheoir, laquelle Somme ſera compoſée d'un million de Livres, donné & legué par feuë tres-Haute, tres-Excellente & tres-Puiſſante Princeſſe Anne d'Autriche Reine Mere de Sa Majeſté à la Sereniſſime Princeſſe ſa petite-Fille, & de la Somme de dix-neuf mille deux cent quatre vingts cinq Jacobus & trois cuarts Monnoie d'Angleterre, faiſant Monnoie de France deux cens ſoixante dix mille Livres & intereſt d'icelle, qui eſt encore deuë par tres-Haut, tres-Excellent & tres-Puiſſant Prince le Roi de la Grande Bretagne pour la moitié qui appartient à la Sereniſſime Princeſſe en la Dot de feuë Son Alteſſe Roiale Madame Henriette Anne d'Angleterre Mere de ladite Sereniſſime Princeſſe, pour être leſdits interêts exigez du jour ſeulement du decedz de ladite Dame Ducheſſe d'Orleans, & en

ANNO 1679.

ANNO 1679. cas que lesdites deux Sommes enſemble ne puiſſent faire celle de cinq cent mille Ecus d'or ſol, Sa Majeſté Tres-Chrétienne promet de faire païer ce qui s'en défaudra, & ſe feront les paiemens en la Ville de Madrid, ſçavoir le tiers au tems de la conſommation du Mariage, le ſecond tiers à la fin de l'année, & le troiſiéme fix mois aprés, en ſorte que le parfait paiement ſoit fait en dix huit Mois de temps.

III. Et de plus Monſeigneur le Due d'Orleans donne à la Sereniſſime Princeſſe ſa Fille, la Somme de quarante mille Ecus en Bagues & Joiaux qu'il lui fera remettre entre les mains.

IV. A eſté convenu & accordé que ledit Seigneur Roi Catholique futur Epoux aſſurera ladite Somme de cinq cent mille Ecus d'or ſol, ſur bonnes & ſuffiſantes Rentes à raiſon du denier vingt, au contentement raiſonnable des Miniſtres qui à cet effet ſeront nommez & Députez par Sa Majeſté Tres-Chrétienne, & ſeront données bonnes & ſuffiſantes hypotecques pour la ſeureté dudit Dot, & ſi ladite Sereniſſime Princeſſe aime mieux joüir desdites Rentes & Villes qui lui ſeront données pour hipotecques que la Rente dudit Dot à la raiſon ſuſdite du denier vingt, & qu'il lui ſoit pourveu comme aux autres Reines d'Eſpagne, pour leurs Maiſons en la forme & grandeur qu'il en a eſté uſé, & l'uſe, en tel cas la Rente desdits hipotheques ſera compée ſelon & ainſi que lesdites Rentes ſont à preſent en Espagne, & ainſi que les autres de même qualité ſont aſſignées.

V. Plus a eſté promis par ledit Sieur Commiſſaire du Roi d'Espagne au nom de Sa Majeſté Catholique, de donner à ladite Sereniſſime Princeſſe des Bagues & Joiaux de la valeur de cinquante mille Ecus d'or ſol qui ſortiront nature d'Heritage à ladite Sereniſſime Princeſſe, comme ſeront auſſi toutes les autres Bagues & Joiaux qu'elle portera lesquels demeureront pour elle, ſes Hoirs, Succeſſeurs & ians cauſe.

VI. Que ledit Roi Catholique donnera à ladite Sereniſſime Princeſſe entretenement pour ſon état & Maiſon tel qu'à ſi grande Princeſſe, petite-Fille, Niéce, Femme & Fille de ſi puiſſans Rois appartient, & icelui aſſignera ſur bonnes Rentes, avec heures & termes Aſſignations & ſuffiſantes hipoteccques au contentement de ladite Sereniſſime Princeſſe.

VII. A eſté auſſi convenu & accordé qu'au lieu de Doüaire dont en a accoûtumé d'uſer en France ladite Sereniſſime Princeſſe aura pour augment de Dot dudit Mariage ſelon l'uſage des Roiaumes du Roi d'Espagne, la Somme de cent ſoixante ſix mille ſix cent ſoixante ſix Ecus d'or ſol, qui reviennent au tiers de ladite Somme entiére dudit Dot, lequel augment de Dot, eſtant ledit Mariage diſſolu, & ladite Sereniſſime Princeſſe ſurvivant le Roi Catholique ſon futur Epoux, lui ſortira nature d'Heritage pour elle, les ſiens & ians cauſe, pour en pouvoir diſpoſer ſoi entre-vifs ou par derniere volonté conformément à l'uſage & coûtume d'Espagne, & lors que ledit Mariage ſera conſommé, ſera baillé aſſignation à ladite Sereniſſime Princeſſe de la ſuſdite Somme de cent ſoixante ſix mille ſix cent ſoixante ſix Ecus d'or ſol, pour en joüir ledit cas d'augment de Dot arrivant, & ce en la même forme & maniere que les Deniers & Rentes dudit Dot lui ſeront aſſignées.

VIII. Plus a eſté arreſté que la diſſolution dudit Mariage advenant, & ladite Sereniſſime Princeſſe ſurvivant ledit Seigneur futur Epoux, elle pourra partir & ſe retirer franchement & librement dudit Roiaume d'Espagne, toutes & quantes fois qu'il lui plaira, & avec elle tous ſes Officiers, Domeſtiques & Serviteurs, & retourner en France, faire apporter & amener avec ſoi tous & chacuns ſes Biens, Joiaux, Habits, Vaiſſelles & autres meubles quelconques, ſans que pour quelque occaſion que ce ſoit ou pourroit ſurvenir, il ſut fait ou mis directement ou indirectement aucun empêchement ou retardement à ſon départ, ni en la joüiſſance dudit augment de Dot, & aſſignation des Deniers de ſoudit Mariage qui lui auront eſté donnez ou deû donner, pour ſeureté dequoi ſeront données par ledit Roi Catholique à Sa Majeſté Tres-Chrétienne avant que ladite Sereniſſime Princeſſe ſorte d'aupres d'elle, les Lettres d'aſſurance qui ſeront à ce neceſſaires, ſcellées du Sceau de Sa Majeſté Catholique, avec promeſſe ſur ſa foi & parole Roïale de les garder & accomplir inviolablement, tant pour lui que pour ſes Succeſſeurs aux Couronnes d'Espagne.

IX. Plus a eſté convenu & accordé que ladite Sereniſſime Princeſſe ſera honorablement conduite & reduë aux frais de Sa Majeſté Tres-Chrétienne, comme il convient à Princeſſe de telle qualité & Alliance qu'elle prend jusques aux frontieres du Roiaume d'Espagne où elle ſera accueillie & reçeuë honorablement de la part dudit Roi Catholique, comme appartient à une Princeſſe de ſi haute & Illuſtre Maiſon. ANNO 1679.

X. Tout ce que deſſus a eſté convenu & arreſté par exprés en faveur dudit Mariage, promettant Sa Majeſté Tres-Chrétienne en foi & parole de Roi l'entretenir, garder & obſerver inviolablement, tans aller ni ſouffrir qu'il ſoit allé directement ou indirectement au contraire, comme ledit Sieur Marquis de Los-Balbaſes Ambaſſadeur Extraordinaire de Sa Majeſté Catholique audit nom, & en vertu de ſon Pouvoir & Procuration, promet pareillement d'entretenir, garder & obſerver tout le contenu ci-deſſus, ſans jamais aller ni ſouffrir qu'il ſoit allé directement ou indirectement au contraire, le tout ſous l'obligation de tous & chacuns leurs Biens preſens & à venir. Renonçant reciproquement leſdites Parties à toutes Loix, Coûtumes, Uſages & autres choſes à ce contraires, & ont ſigné de leurs propres mains le preſent Contrat, duquel l'Original eſt demeuré par devers Nous, pour en vertu d'icelui en délivrer les Expeditions neceſſaires en la forme ordinaire. Fait & paſſé dans le Château de Fontainebleau, le trentiéme jour d'Août de l'année mil ſix cent ſoixante dis-neuf, pardevant nous Conſeillers, Secretaires d'Etat & des Commandemens de Sa Majeſté.

Signé, ARNAUD. COLBERT.

CC.

Waffen-Stillſtand/ ſo zwiſchen denen Königen in Schweden und Dännemarck biß zu vollkommlicher Execution des Friedens zu Waſſer und Land geſchloſſen werden; Worinn alle Hoſtilitäten aufgehoben/ die Commercien vom 10. Septembris anzufangen ihren freyen lauff und fortgang in beederſeits Landen gewinnen/ dann auch denen Beſtungen die Freyheit zugelaſſen wird/ nach belieben für geld/ mit ein- und ausführe einzukauffen/ ferners ſolle der König zu Schweden/ an König zu Dännemarck/ vor die in Schonen einnehmende Contributiones, Monathlich biß zu evacuirung der Plätze/ 1400. Reichsthaler entrichten. Emden den 30. Auguſti 1679. [LONDORPII *Acta Publica* Tom. X. pag. 663.] 30. Août.

C'eſt-à-dire,

Armiſtice conclu entre les Rois de SUEDE *&* DE DANNEMARC *pour durer jusqu'à l'execution de la Paix, on y convient non ſeulement d'une Ceſſation de toutes hoſtilités, mais auſſi de la Liberté du Commerce à commencer le 10. Septembre; avec permiſſion aux Garniſons des Places fortes de ſe pourvoir, en payant, des Vivres qui leur ſeront neceſſaires. Le Roi de Suede s'y oblige auſſi à faire payer au Roi de Dannemarc 2400. Ecus par Mois jusqu'à l'entiere évacuation des Places, & cela pour & à cauſe des Contributions qu'il tire de la Scanie. A Lunden le 30. Août 1679.*

DEr Zwiſchen durch Göttlichen Segen der Friede zwiſchen beyden Kön. Kön. Maj. Maj. zu Dännemarck/ ꝛc. Schweden/ ꝛc. bereits ſo weit geſchloſſen worden/ daß an einem gluckſeligen Schluß nicht zu zweiffeln/ als haben ihre Maj. Maj. durch unſer hier anweſende entrerſchriebene Extraordinar Ambaſſadeurs und Plenipotentiarios immittelſt einen Stillſtand der Waffen auf beiden Seiten getroffen/ und durch des Chur-Sächſ. Mediatoris und Geheimen Raths/ Herrn Baron Gersdorff/ abſonderlichen Fleiß und Dexterität aufgerichtet/ wie folget:

I. Soll zwiſchen beyden Kön. Kön. Maj. Maj. zu Dännemarck und Schweden/ ꝛc. ein Stillſtand der Waffen/ ſo weit zu Lande als zu Waſſer beliebet/ ſo ſich auf alle ihre Reiche/ Provinten und

Digitized by Google

ANNO 1679. und Lande/ See/ Flüsse/ Reviere/ Ströme und Hafen/ keine davon ausgeschlossen/ wo und an was Orten dieselbe auch gelegen und von einem der beyden Theilen possediret werden/ sie seyen in diesem Kriege eingenommen/ oder von Alters her zu ihren Reichen und Landen gehörig gewesen/ erstrecket.

II. Gemeiner Stillstand zu Lande soll in Schonen seinen Anfang nehmen vom nechstkommenden 31. Augusti, und so fort an gehörige Oerter gelandet/ auch offentlich/ so wol in den Vestungen als bey den Armeen/ Alliirt/ von den Canzeln/ und abkündet/ auch den Strafgen verkündiget und publiciret werden/ damit sich keiner einiger unwissenheit halber zu entschuldigen haben möge: Da auch nach der publication sich jemand hierwieder versehen/ und diesen Stillstand übertreten würde/ soll er darvon Red und Antwort geben/ und wie die Rechte mit einer gebührlich gestraffet/ auch benjenigen/ welchem wegen Schade zugefüget worden/ nach Recht und Billigkeit Satisfaction geschehen/ und der Stillstand nichts desto weniger unverbrochen gehalten werden: An andern Orten/ es sey zwischen Norwegen und Schweden/ oder im Römischen Reiche/ soll dieser Stillstand seinen Anfang nehmen/ so bald derselbe Ihrer Majestät Majestät Feld-Marschall- und Generalen notificiret, und wie oben gemeldet/ publiciret worden.

III. In währendem Stillstande sollen alle hostilitæten und Feindliche actionen aufhören/ und der eine in den andern Länder/ Kompter/ Seen/ Strömen/ Hafen und Jurisdictionen/ so er entweder durch den Krieg bekommen/ oder sonsten besitzet/ seinen Einfall thun/ oder einiger massen turbiren oder verunglimpfen/ sondern alles ohne Hinderniß und in Ruhe lassen/ als daß mehr offen alle Attaquen und Bloquaden, wenn sie oder andere Orter besschweret seyn möchten/ straks aufhören/ und abgeschaffet werden sollen/ besonders auch die Commercien, vom 10. September, anzufangen/ so wol in den einen Reichen und Oertern/ als in den andern/ ihren freyen Kauff und Forgang gewinnen/ und die Reisenden zu Wasser/ sie reisen in publiquen oder particulier affairen, wann sie mit gebührlichen Pässen versehen seyn/ vollkommene Freyheit gemessen.

IV. Den Bestungen wird die Communication und Freyheit zugelassen/ mit Ein- und Ausfuhr/ für Geld/ was jedem beliebet/ einzukauffen.

V. Was die Contributionen in Schonen belanget/ sol vom 1. Augusti angefangen/ und biß zur evacuirung der Plätze darmit continuiret/ und dafür Monatlich an Königl. Majestt. zu Dännemarck 2. von Ihr. Königl. Majestt. zu Schweden/ 2. 2200. Reichsthaler richtig in contanter Münze und zwar den Ausgang jeden Monats erleget werden. Worbey alle andere Anflagen und Forderungen von wegen Ihr. Königl. Majestt. zu Dännemarck aufgehoben werden/ ausgenommen die Grasung für die in den Bestungen liegende Cavallerie, und wird allen und jeden verboten/ durch ihre Unterhabende und Bedienten den Landmann in gezwungen nicht zu molestiren/ oder etwas/ unter was Namen es auch sein mag/ abzuzwingen. Wegen der restanten in Land-Cron und Helsingborgischen Ämptern/ welche Districten von den übrigen Schonen eximiret werden/ ist versprochen/ sort in der Güte sich zu vereinbaren/ worzu hier in Lunden den 6. September, auch mehr eher/ wann gelegen kan/ ein Anfang sol gemacht werden. Worzu an beiden Seiten zwo Personen verordnet werden sollen.

VI. Zu Wasser soll dieser Stillstand seinen Anfang nehmen/ so bald Ihr. Königl. Königl. May. May. Admiralen und Flotten darvon Kundschafft bekommen können/ welches sie so fort den ausgenommenen und in der See kreutzenden Schiffen/ Galeoten und Capren zu wissen thun sollen/ also daß alle hostilitäten/ wie sie Namen haben können/ somol von Capren als von Schiffen von dem 10. September. an/ gänßlich aufhören und aufgehoben werden sollen. Solte auch nach solcher Zeit einiges Fahrzeug in der See von jemand aufgebracht werden/ so noch nicht Wissenschaft haben würde/ sollen beyden Theilen Schiffe und was sonsten dergestalt wegenommen/ unbeschädiget restituiret/ und alles was davon veräussiret seyn möchte/ denen andern wieder bezahlt werden.

VII. In währendem Stillstande wird einer in des andern See und Hafen keine Orlogs-Schiffe klein oder groß stercken/ solten sie aber durch Sturm und Ungewitter dahin getrieben werden/ sollen sie verbliget seyn/ straks solches dem nechst darbey commandirenden Officirer zu rekennen zu geben/ und so bald Wind und Wetter es zulassen/ sich von dannen wieder zu begeben.

VIII. Dieser Stillstand/ sol/ biß daß der Friede vollkommlich exequiret wird/ wohren/ und sollen von diesen Instrumenten zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget/ und denen Herren Mediatorn zugestellet werden/ und unter beiden Theilen unterschrieben. Nach welcher Zeit diese Articulen ohne weitere Ratification so fort ihren Anfang nehmen.

Lunden den 30. Augusti 1679.

CCI.

2. Sept. *Pax inter* LUDOVICUM XIV. *Franciæ & Navarræ Regem, suo &* CAROLI XI. *Sue-* ANNO 1679.

corum Regis nomine agentem ab una, & CHRISTIANUM V. *Daniæ Regem ab altera partibus, Quæ Pacificationes sequebantur, Hafniæ, & Hesphalica pro fundamento hujus admittuntur, abinde durant. hoc bello omnia inter Reges Daniæ scilicet & Suecíæ, utriusque restitutungur, Controversiæ verò inter eosdem circà Immunitates Navibus Succicis in Oresunda, & Freto Baltico concessas, otæ, remittuntur ad proximam compositionem amicabiliter instituendam. Actum Fontibellaquei 2. die Septembris 1679.* Cum ARTICULO SEPARATO *de pretensionibus, quas Rex Daniæ contrà Duces Brunsvicenses obtentas habet, amicè per Interventionem Christianissimi Regis componendis. Actum die 2. Septembris 1679.* Nec non TRACTATU *peculiari de Restitutione Ducis Holsato-Gottorpiensis intrà duarum Septimanarum spatium. Actum die 2. Septembris 1679.* Accedunt PLENIPOTENTIÆ & RATIFICATIONES, *utriusque Partis.* [Actes & Memoires de la Negociation de la Paix de Nimegue Tom. IV. pag. 547. Recueil de LEONARD Tom. V. *Theatrum Pacis* Tom. II. pag. 919. en Latin, Allemand & François. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. IV. Abſatz X. pag. 440. en Latin & en Allemand. LONDORPII *Acta Publica* Tom. X. pag. 706. en Allem. Anhang zu des Europäischen Herolds IV. Haubt-Handlung. pag. 1679. *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 1481. en Allemand.]

LOuïs par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces Presentes Lettres verront, Salut. Comme nostre Amé & feal le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous nos Conseils, Secretaire d'Etat & de nos Commandemens, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous luy en avions donnez, auroit conclu, arresté & signé le deuxiéme du present Mois, en ce lieu, avec le Sieur Meyercron, Conseiller & Envoyé Extraordinaire de nostre tres-cher & tres-amé Frere le Roi de Dannemark, & de Norvegue, parellement muni de Pleinpouvoirs de la part dudit Roi, le Traité de Paix, dont la teneur s'ensuit.

In Nomine Sanctissimæ & Individuæ Trinitatis.

NOtum sit omnibus & singulis quorum interest. Postquam mutuos antiqui Fœderis inter Gallíam & Suecíam nexus Serenissimum ac Potentissimum Principem Dominum Dominum LUDOVICUM XIV. Franciæ & Navarræ Regem Bello in Septentrionalibus partibus orto implicari, prædictusque Rex Christianissimus nihil magis in votis habuerit, quam ut Pace ubique fere in Europa nuper restituta, incendium quod in partibus Oris adhuc gliscebat, quantocitius etiam extingueretur, & in ipsis quoque flagrantissimi hujus Belli flammis singularem semper affectum erga Serenissimum ac Potentissimum Principem & Dominum, Dominum CHRISTIANUM V. Daniæ, Norwegiæ, Gothorum, Vandalorumque Regem, Ducem Slesvici, Holsatiæ, Stormariæ, & Dithmarsiæ, Comitem in Oldembourg, & Delmenhorst, fervarit, adeoque lubentissime ex præmoniani Daniæ Regis Consilii Regis Christianissimi ratione & intercessione Daniæ Regis Consilii Regis Christianissimi ratione & intercessione Daniæ Regis Consilii atque Ablegato Extraordinario Nobili, & generoso Domino Henningo Meyercroon intellexerit, modo dictum Daniæ Regem eandem Pacem ferió cupere, nihilque in se desiderari passurum, quod ad reconciliandam concordiam redintegrandumque mutuæ amicitiæ cum Gallíæ & priorum Fœderum per novissimas hasce Bellorum turbas interruptum nexum facere ulla ratione queat, & quis supradicti Regis Christianissimi rationes & interesse, quoad præsens Bellum à rationibus & interesse Serenissimi ac Potentissimi Principis & Domini Domini CAROLI XI. Successorum, Gothorum, Vandalorumque Regis, Magni Principis Finlandiæ, Ducis Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ,

Digitized by Google

ANNO 1679. Verdæ, Scetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ & Vandaliæ, Principis Rugiæ, Domini Ingriæ & Wismariæ, necnon Comitis Palatini Rheni, Bavariæ, Juliæ, Cliviæ, & Montium Ducis multomodo ſeparati quorum, præditusque Abſegratus Daniæ Extraordinarius haud aliter eſſe memorati Daniæ Regis animum tellatus fuerit, quam ut bona, ſecura, atque conſtans cum Sueciæ Rege Pax ineatur atque concludatur, Rex Chriſtianiſſimus tam ſuo quàm Sueciæ Regis nomine reconciliandæ mutuæ concordiæ reſtituendæque Orbi Chriſtiano tranquillitatis ergo de Pacis conditionibus cum præfato Daniæ Rege ineundis Tractatus in ſe ſuſcepit, eumque in finem Excellentiſſimum & Illuſtriſſimum Dominum Simonem Arnauld Equitem Dominum à Pomponne Conſiliarium ſuum intimum ac Secretarium Status & Mandatorum, nominavit, deputavitque, ut cum prædicto Daniæ Regis Abſegrato negotium hoc tractaret, atque ad optatum finem perduceret, qui ſufficientibus inſtructi Mandatis quorum originalia utrinque commutata, & Apographa ſub finem hujus Inſtrumenti verbotenus inſerta ſunt, in ſequentes Pacis & Amicitiæ Leges convenerunt.

I. Sit inter ſupradictos Reges, & eorum Hæredes, Succeſſores, Regna, Status, Provincias, Ditiones, & Subditos Terra, Marique, & ubicumque locorum vera, firma, & perpetua Pax, ſincerague amicitia, eaque religioſe & bona fide ſervetur, & ſupradicti Reges mutuum honorem, utilitatem, & commodum invicem promoveant. Sit præterea amniſtia generalis, & perpetua oblivio omnium eorum quæ ante hoc Bellum, & durante eodem, quoque occaſione quocumque loco, modove hoſtiliter acta ſunt. Quod etiam obſervetur reſpectu Subditorum qui has vel illas partes ſecuti ſunt, ita ut nemini eorum poſthac quicquam molieſtiæ ſpecie juris, aut via facti ſub quocunque præxtu inferatur.

II. In quam finem ceſſent atque aboleantur omnia Fœdera, quæ ab alterutro ſupradictorum Regum in alterutrius damnum, & præjudicium inita ſunt, neque præſati Reges impoſterum ulli Tractatui, aut Conſœderationi in alterutrius detrimentum tendenti conſentiant.

III. Ceſſent inter Partes ſupradictas omnes cujuscunque generis hoſtilitates Terra, Marique intra dues ſeptimanas à die ſubſcriptionis hujus Tractatus computandas, exceptis tantum Norwegia in cujus confinibus eadem hoſtilitates intra trium ſeptimanarum ſpatium ceſſabunt, aut citius à Ducibus Exercituum præſens Tractatus prius innotescere poterit. Si quas autem Copias Gallicæ in Ditionibus Regis Daniæ commorari contingeret, inde intra decem dierum ſpatium à ſubſcriptione præſentis Tractatus computandorum recedent, nec poſt elapſos ſupradictos decem dies ullæ novæ Contributiones exigi poterunt.

IV. Et quandoquidem Rex Chriſtianiſſimus ſemper declararit, ſe non aliter quam ſub conditione reſtitutionis Sueciæ juxta tenorem Tractatuum Rodſchildenſis, Hafnienſis, & Weſthaliæ Pacem inire poſſe, Rex Daniæ etiam ob publicam tranquillitatem, & reſpectu Regis Chriſtianiſſimi huic conditioni aſſenſit, conventum eſt quod ſupradicti Tractatus Rodſchildenſis, Hafnienſis & Weſthaliæ cum omnibus ad Tractatum Hafnienſem ſpectantibus Inſtrumentis, in omnibus & ſingulis Articulis priſtino vigori reſtituantur, ſarti, tectique maneant, atque in hoc Tractatu ita repetiti cenſeantur, ac ſi de verbo ad verbum eidem inſerti eſſent.

V. Vigore itaque præſentis Tractatus Rex Daniæ pollicetur, ſe Regi Sueciæ omnia loca durante hoc Bello armis ſuis occupata, aut quæ adhuc ante, vel poſt ſubſcriptionem hujus Tractatus occupari poſſent, reſtituturum: nominatim Urbes Landscronam, Helſimburgum, Marſtrand, Wismariam cum Inſulis Rugia & Gothlandia, cum earum omnibus dependentiis, & generaliter quidquid Ditionum, Terrarumque poſſidet, quæ per Tractatus Rodſchildenſem, Hafnienſem, & Weſthaliæam Regi Sueciæ ceſſa ſunt, aut quæ ante eosdem Tractatus ad Sueciam pertinuerint.

VI. Viciſſim Rex Sueciæ promittit, ſe Regi Daniæ reſtituturum quidquid Terrarum, aut Ditionum ad Regem Daniæ pertinentium armis occupaverit, aut ante, vel poſt ſubſcriptionem præſentis Tractatus occupare poſſet.

VII. Et quandoquidem Rex Daniæ expoſuit, quod Privilegia, & Immunitates Navibus Sueciæ in Oreſunda, & Freto Baltico conceſſæ, quibusdam abuſibus, contra mentem ſupradictorum Tractatuum manſum dederint, Rex autem Chriſtianiſſimus pro certo habeat, Regis Sueciæ intentionem non eſſe, quod Subditi ſui, aut alii ſub dictorum Privilegiorum aut Immunitatum præxtu iisdem Privilegiis & Immunitatibus in detrimentum Jurium, & redituum Regis Daniæ abutantur, convenum eſt, quod poſt tres menſes à permutatione Ratihabitionum præſentis Tractatus computandos, ſupradictus Rex Sueciæ Commiſſarios nominabit, qui eo loco, de quo Partes utrinque convenerint, cum Commiſſariis Regis Daniæ congredientur, ibidemque præſente & interveniente Miniſtro à Rege Chriſtianiſſimo deputato, bona fide, & amicabiliter diſſenſiones ea occaſione orta component; ita tamen, ut omnia Privilegia & Immunitates in Oreſunda & Freto Baltico, Sueciæ ſuperadictis Tractatibus conceſſæ, in pleno & integro vigore permaneant: Abuſus autem, qui in detrimentum & præjudicium Jurium & redituum Regis Daniæ contra mentem dictorum Tractatuum orti eſſent, bona fide corrigantur.

VIII. Conventum quoque eſt, quod Urbes, Arces, & Fortalitia, quæ Sueciæ vigore hujus Tractatus reſtituendæ ſunt, reſtituantur. Reſtituetur item Urbium, locorum, ut & Inſularum & Provinciarum cum omnibus eorum ædependentiis de quibus præſenti Tractatu conventum eſt, ſint modo ſequenti: Urbes & Arces Helſimburgum, & Landscron ita uti & generaliter omnia loca occupata à Rege Daniæ in Provinciis Schaania, Blekingiæ, & Hallandiæ, Carologburgum & Fortalitium ad Flumen Swingee ſitum evacuentur intra duas, Wismaria, & Inſula Rugia intra tres, Marſtrand, & Inſula Gotlandia intra quatuor ſeptimanas à permutatione Ratihabitionum præſentis Tractatus computandas.

IX. Liberum tamen erit Regi Daniæ, omnem Belli apparatum cum omnibus Tormentis Bellicis ex ſupradictis Urbibus, Inſulis & locis ante præſcriptum tempus avehere, quæ illuc à tempore occupationis advehi, introducique curavit, dummodo ibidem relinquat ea Tormenta Bellica, aliasque Belli Munitiones quæ ad Sueciam tempore occupationis pertinuerunt, ibidemque die ſubſcriptionis hujus Tractatus adhuc inveniuntur. Quod ſi verò pars aliqua illorum pertinentium Bellicorum in præfatis locis non amplius exiſtat, numerusque eorum minor eſſet dimidio ejus numeri, qui tempore occupationis ibi reperiebatur, Rex Daniæ nonniſi dimidium partem dictorum Tormentorum, quæ autehac ad Sueciam pertinuerunt, reſtituere tenebitur.

X. Reſtituantur omnes ſupradictorum Regum Subditi cujuscumque ſint ſtatus, & conditionis, ſtatim poſt permutationem Ratihabitionum præſentis Tractatus in univerſa bona mobilia & immobilia, eorumque reditus cujuscunque generis, occaſione hujus Belli occupata, & confiscata, unà cum juribus, Actionibus & Succeſſionibus, quæ ipſis durante hoc Bello obvenerint, ita ut propria authoritate poſſeſſionem ſupradictorum bonorum capeſſere poſſint, nulla habita ratione Confiscationis, Oppignorationis, aut Donationis antefactæ: ita tamen, ut nihil ratione fructuum, & redituum poſt Confiscationem ex ſupradictis bonis percipiorum peti poſſit. Idem quoque diſpoſitum cenſeatur ratione omnium Subditorum ſupradictorum Regum, tam Eccleſiaſticorum, quàm ſecularium, omniumve aliorum, qui hujus, vel illius Regis Militiæ addicti fuerunt, atque proprietates, ac bona mobilia, aut immobilia in Suecia, aut in Provinciis per Rodſchildenſem, & Hafnienſem Tractatus ceſſis, & vi præſentis Tractatus reſtituendis poſſident, quibus omnibus, & ſingulis, ut & eorum Hæredibus & cauſam habentibus plena facultas, ſit illic ſua bona poſſidendi, utendi, fruendi, & alienandi cum Juribus & Privilegiis quæ ipſis ante præfatum Bellum competierunt, adeo ut nemini noxæ damnove ſit, aut præjudicio, quod has vel illas partes ſecutus fuerit, quomiuus in priſtinum quo ante Bellum fuit ſtatum, tam quoad honores, quam quoad bona plene reſtituatur, nonobſtantibus ullis Proceſſibus, Sententiis aut Decretis contra eos, eorumve parentes vel conſanguineos latis, propterea quod partes adverſas, vel revera ſecuti, vel ſecutos eſſe accuſati ſuerint. Liberum etiam illis erit ſervare, vel mutare pro libitu domicilium, ita ut nihil propterea ab iisdem exigi queat. Electo vero ſemel domicilio illi tantum Regi, in cujus Territorio degunt, Sacramento fidelitatis obnoxii erunt, non attento, quod in alterius etiam Regis Territorio bona poſſidentur, quorum tamen bonorum, Poſſeſſionumque ratione iisdem Privilegiis, & Juribus gaudeant, ac alii Provinciarum illarum Incolæ & Subditi.

XI. Omnes

ANNO 1679.

ANNO 1679.

XI. Omnes actiones & jura cujuscunque naturæ aut generis quæ Subditis utriusque Regis in alterutro Regno Septentrionali ante Bellum competebant, in pleno vigore maneant non secùs ac si unusquisque eorum hic specialim nominaretur, illisque juxta æquitatem & justitiam sine mora satisfiat, quod locum quoque habebit, etiam si quisquam eorum has vel illas paries præstiti Bello fuerit secutus.

XII. Et cum Comitatus Ritzingensis ad Comitem ab Ahlfeld in Langelaud & Ritzingen Magnum Daniæ Cancellarium spectans cum omnibus Juribus, & reditibus occasione hujus Belli Fisco Regis Christianissimi addictus fuerit, præfatus Rex consentit, quod prædicto Comiti Comitatus hic Ritzingensis cum omnibus pertinentiis, Juribus, dependentiis, & reditibus statim uná cum omnibus Privilegiis, Actionibus, & Prærogativis quibus ante declarationem hujus Belli fruebaur, restituí debeat.

XIII. Omnes captivi cujuscumque sint conditionis statim in libertatem utrinque restituantur non soluto ullo tybuto, impensis verò alimentorum, vel si aliquid mutuò sumpsisseur in locis ubi commorantur, juxta æquitatem exsolvere teneantur; si qui verò captivi militiæ alterutrius Partis se addixerint, atque in illis locis ubi jam degunt porro commoari voluerint, liberum hoc illis esto, sin tamen ut spatio trium mensium à permutatione Ratihabitionum computandorum mentem suam declarare teneantur.

XIV. In præsenti Tractatu comprehendantur, si comprehendi voluerint, Reges, Principes, Respublicæ, & Status qui ante permutationem Ratificationum aut intra spatium sex mensium fuerint à Partibus nominati.

XV. Rex Christianissimus promittit atque spondet Regis Suecíæ Ratihabitionem præsentis Tractatus, omniumque illorum quæ in illo continentur, intra trium mensium spatium à subscriptione ejusdem computandorum, aut citius si fieri poterit, bona & convenienti forma se procuraturum. Rex autem Daniæ non tenebitur restituere Suecíæ, Civitates, Provincias, & Insulas de quibus præsenti Tractatu convenit, nisi post permutatum hanc Ratificationem.

XVI. Promittit quoque Rex Christianissimus Ratificationem hujus Tractatus cum Rege Daniæ, intra sex septimanas aut citius si fieri poterit se commutaturum. Rex autem Daniæ pollicetur se Ratihabitionem suam cum Ratihabitione Regis Suecíæ quàm Rex Christianissimus præcedenti Articulo se procuraturum promisit, intra trium mensium spatium vel citius si fieri poterit commutaturum. Actum Fontibellaqueo die secunda Mensis Septembris, anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo nono.

ARNAULD. (*L.S.*)

MEYERCRON. (*L.S.*)

NOus ayans agreable le susdit Traité de Paix en tous & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons iceux, tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Roiaumes, Pais, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons; & le tout promettons en foy & parole de Roi, sous l'Obligation & hypotheque de tous & un chacun nos Biens presens & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller, ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoi Nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre Scel. Donné à Fontainebleau le troisiéme jour de Septembre, l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf, & de nôtre Regne le trente-septiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

Pleinpouvoir du Roi de France.

APrès l'intention si sincere que le Roi a fait paroître pour la Paix dans les divers Traitez que Sa Majesté a conclus, & qui ont rendu le repos & la tranquillité à la plus grande partie de l'Europe, Sa Majesté n'a rien desiré plus ardemment que de voir la Guerre qui resloit encore entre les deux Couronnes du Nort, & dans laquelle Sa Majesté a été engagée par l'interest

du Roy de Suede son Allié, éteinte heureusement par le retablissement de leur premiere amitié. C'est ce qui a fait que Sa Majesté a veu avec plaisir que le Roy de Dannemark eût fait passer auprés d'Elle le Sieur de Meyercron son Conseiller & Envoyé Extraordinaire, muni de Pleinpouvoir, pour entrer avec Elle dans la Negociation de la Paix: & c'est dans la veue d'avancer un ouvrage si important que Sa Majesté a bien voulu de sa part authoriser, comme elle authorise par ces presentes, le Sieur Arnauld Chevalier Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous ses Conseils, & Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté, auquel Elle a donné & donne Pleinpouvoir, Commission & Mandement special de conferer & negocier avec ledit Sieur de Meyercron, & conseqnemment arrester, conclure, & signer en son nom tous Articles & Conventions dont ils pourront convenir. Promettant Sadite Majesté en foy & parole de Roy, d'accomplir, & d'executer ponctuellement, avoir agreable & tenir ferme & stable à toûjours tout ce que ledit Sieur de Pomponne aura promis & signé en vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu pour quelque cause ou pretexte que ce puisse être. Comme aussi d'en fournir sa Ratification en bonne & deuë forme dans le temps qu'il aura été convenu. En témoignage dequoy Sadite Majesté a signé lesdites Presentes de sa main, & y a fait apposer le Scel de son secret. Fait à Saint Germain en Laye le vingt-quatriéme jour d'Aoust mil six cens soixante & dix-neuf. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, LE TELLIER.

Pleinpouvoir du Roi de Dannemarc.

NOs Christianus Quintus Dei gratia Rex Daniæ, Norvegiæ, Vandalorum, Gothorumque, Dux Slesvici, Holsatiæ, Stormariæ ac Ditmarsiæ, Comes in Oldenburg & Delmenhorst, Universis & singulis quorum interest comperire volumus: Posiquam nihil magis in votis habemus, quam ut alma Pax universo demum Christiano Orbi reddatur, præprimis vero pristinæ amicitiæ, necessitudinis, Fœderumque tura inter nos & Serenissimum, Potentissimum & Christianissimum Principem ac Dominum LUDOVICUM XIV. eadem gratia Francia & Navarræ Regem, Fratrem, Cognatum & amicum nostrum Charissimum revirescant & redintegrent, necnon super mediis & conditionibus Pacis inter Nos & Serenissimum Regem Regnumque Suecíæ propediem redeundæ tractetur, Nos rerum hue pertinentium Tractationem nobili & generoso Consiliario & hactenus ad Status generales Fœderati Belgii Ablegato nostro extraordinario, graté fideliterque nobis dilecto Henningo Meyercron committere, eundemque ad id specíali Mandato muniviste & instruxisse, prout etiam hisce eidem plenam & omnimodam Potestatem, pariter ac Mandatum generale & specíale damus & concedimus nostro nomine, cum prædicto Rege Christianissimo, ejusque Ministris & Commissariis, sufficienti itidem ad id authoritate & potestate munitis, super renovandis & redintegrandis antiquis & mutuis amicitiæ, necessitudinis Fœderumque Juribus, uti & Regnorum utrinque nostrorum securitate & commodo, necnon super mediis reducendæ propediem Pacis inter nos & Regem Regnumque Suecíæ, colloquia ineundi, conferendi, tractandi, conveniendi, agendi, concludendi, eaque quæ ad præmissa, vel circa eadem erunt necessaria & opportuna expediendi, subscribendi, & exequendi, spondeutes, Regioque verbo promittentes, Nos omnia & singula quæ dictus noster Minister easenùs tractaverit, egerit, promiserit, concluserit, & subscribendo confirmaverit firma omnino rataque habituros esse. In quorum fidem præsentes manu nostra subscriptas Sigillo nostro Regio firmari jussimus. Dabantur in Arce nostra Regia Hafniæ, die 15. Februarii anno 1679. *Signé*, CHRISTIAN. *Et plus bas*, BIERMAN.

Article Separé.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront: SALUT. Comme le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous nos Conseils, Secretaire d'Etat & de nos Commandemens, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous lui en avions

ANNO 1679.

ANNO 1679. donnez, auroit conclu, arrêté & signé le douziéme du present Mois en ce lieu avec le Sieur de Meyeeron, Conseiller & Envoyé Extraordinaire de nostre tres-cher & tres-amé Frere le Roi de Dannemark & de Norvegue, pareillement muni de Pleinpouvoirs de la part dudit Roi, l'Article separé, dont la teneur s'ensuit.

QUandcunque è re communi visum fuerit, omnes ulteriorem controversiarum, dissentionumque causas & occasiones inter S. R. Imperii Principes & Status funditus amputare & præcidere, atque Rex Christianissimus vigore Tractatus cum Ducibus Brunsvicensibus ac Luneburgensibus Zellæ quinta Februarii hujus anni initi, auxilium, opemque eisdem ferre teneatur in promissa Ducibus Magnopolitanis, Saxo-Lauvenburgo, Episcopo Lubecensi, Comitibus de Lippe, & Schwartzenberg, Civitatibusque Hamburgo, & Lubecæ Guarantiâ, ratione pretentionum quas Rex Daniæ contra prædictos Duces, Comites, & Civitates ob Affinationes nonnullas durante hoc Bello obtentas habet, vel habere posset, Rex Christianissimus perfusus Regem Daniæ quoque amicabilem hujus Negotii compositionem haud recusaturum, citra præjudicium nexus superius dicti cum Domo Brunsvicensi, omnem curam, omnia officia impendet, ut causa hæc inter Partes ex æquo & bono componatur.

Permutatio autem Ratihabitionum hujus Articuli fiat intra sex sepimanas à subscriptione computandas. Actum Fontibellajueo die secunda Mensis Septembris anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo nono.

ARNAULD. (L.S.)
MEYERCRON. (L.S.)

NOus ayans agreable le susdit Article separé en tout & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons iceux accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque maniere que ce foit. En témoin de quoy, Nous avons signé ces Presentes de nostre main, & à icelles fait mettre & apposer nostre Seel. Donné à Fontainebleau le troisiéme jour de Septembre, l'an de grace mil lix cens soixante & dix-neuf, & de nostre Regne le trente-septiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

Acte concernant Monsieur le Duc de Slesvik Holstein Gottorp.

LOUïs par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme nostre Amé & Feal le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous nos Conseils, Secretaire d'Estat & de nos Commandemens, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous lui en avions donnez, auroit conclu, arrêté & signé le deuxiéme du present Mois en ce lieu avec le Sieur de Meyereron, Conseiller & Envoyé Extraordinaire de nostre tres-cher & tres-amé Frere le Roi de Danemark & de Norvegue, pareillement muni de Pleinpouvoirs, le Traité dont la teneur s'ensuit.

CUm Dux Slesvici Holsatiæ Gottorpiensis Regem Christianissimum instanter rogaverit, ut officia sua efficaciter pro restitutione præfati Ducis juxta tenorem Tractatuum Rodschildensis, Hafniensis, & Welphalicæ impenderet, testatusque prædictus Dux præterea sit, nihil se magis exoptare quam ut quantocitùs in amici tiam Regis Daniæ receiperetur, prædictus Rex ad testandum suiendi præsentis Belli desiderium ad requisitionem Regis Christianissimi, atque in ejusdem respectum consensit, ut vigore hujus Articuli consentir in restitutionem præfati Ducis in ipsius Ditiones, Provincias, locs & Ubes in eo quo nunc inveniuntur statu, uti & in Suvrennitatem, uti vocant, quæ ipsi vigore Tractatuum Rodschildensis, & Hafniensis competit. Ita ut quicquid postmodum actum, quive Tractatus initi fuerint, nullum illi adferant præjudicium. Supra nominati autem Tractatus Rodschildensis, Hafniensis, & Westphalic, in omnibus & singulis Articulis quoad supradictum Ducem Gottorpiensem in pleno vigore permaneant, ita ac si verbotenus Tractatui huic essent inserti. Et quoniam Uniones & Pacta Hæreditaria quæ tunc temporis inter utramque, Regium scilicet Domum Holsaticam Gottorpiensem Domum intercesserant per supradictos Tractatus confirmata sunt, convenum est quod prædictæ Uniones & Pacta Hereditaria in pleno vigore permaneant, atque utrinque exacte & bona fide observentur, ita ut nequicquam sub quocunque prætextu contra illa agatur.

ANNO 1679.

Restitutio præfati Ducis Holsato-Gottorpiensis fiat intra duarum septimanarum spatium à die permutatarum Ratihabitionum hujus Instrumenti computandarum. Quæ permutatio Ratihabitionum fiat, intra sex septimanas à subscriptione hujus Instrumenti computandas. Actum Fontibellaqueo die secunda Mensis Septembris anno millesimo sexcentesimo septuagesimo nono.

ARNAULD. (L.S.)
MEYERCRON. (L.S.)

NOus ayans agreable le susdit Traité en tous & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers & Successeurs Rois, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons; & le tout promettons en foy & parole de Roy, garder, observer, & faire observer inviolablement, sans permettre qu'il y soit jamais allé ou rien fait au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin dequoi Nous avons signé ces presentes de nostre main, & à icelles fait apposer nostre Seel. Donné à Fontainebleau le troisiéme jour de Septembre l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf. Et de nostre Regne le trente-septiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

CCII.

Vertrag zwischen Johann Georg/Victor Amadæum, und Wilhelm für sich/und in Vormundschaffte Emanuel Lebrechts an einem/und Carl Wilhelm/Anton Gunther/Johann Adolphe/und Johann Ludwig allerseits Fürsten zu Anhalt/am andern Theil/betreffend die Religions-und Kirchen-Rechte. Zerbst am 27. Septembris 1679. Mit des Churfürsten zu Brandenburg Guarantie über diesen Vertrag. Geben Postlam den 5. April 1680. [LEIBNITII *Scriptores & Continuatus, inter Observationes de Juribus Ecclesiasticis Reformatorum Principum.* pag. 1122. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Fortsetzung II. Ablatz XIII. pag. 270.] 27. Sept. 1679.

C'est-à-dire,

Accord entre les Princes d'Anhalt JEAN GEORGE, VICTOR AMEDE'E, & GUILLAUME *tant pour eux, que comme Tuteurs du Prince* EMANUEL LEBRECHT *d'une part, &* CHARLES GUILLAUME, *tant pour lui que pour les Princes ses Freres* ANTOINE GUNTHER, JEAN ADOLPHE, & JEAN LOUïS *d'autre part, sur les differends arrivés entr'eux au sujet de la Religion & des Revenus Ecclesiastiques. A Zerbst le 27. Septembre* 1679. Avec la GARANTIE *de l'Electeur de* BRANDEBOURG *sur cet Accord. A Potsdam le 5. Avril* 1680.

IN Nahmen der H. hochgelobten und unzertrennlichen Dreyfaltigkeit/GOttes des Vaters/GOttes des Sohnes/und GOttes des H. Geistes. Zuwissen sey hiermit/daß die in dem Hoch-

ANNO 1679. Hochfürstlichem Hause Anhalt entstandene/ und an den Kayserl. Reichs-Hof-Rath/ wie auch an Ihrer Kayserl. May. selbst eingenen allergnädigst angeordneten Commission, gehörene Kirchen-Differentien zu zeigen/ worvon die hinc inde in dieser Sache erzeugte viele Voluminа Actorum, ein mehrers besagen/ heute dato zwischen denen Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Johann Georgen/ Hn. Victorn Amadeen/ und Hn. Wilhelme/ für sich/ und respective in Vormundschafft Hn. Emanuel lebenden/ an einem/ und Hn. Carl Wilhelmen/ wie sich und zu Nahmen dero sämtlichen Hn. Brüdern/ Hn. Augusto Printzen Guisters/ Hn. Johann Adolphen/ und Hn. Johann Ludwigs/ allerseits Fürsten zu Anhalt/ Grafen zu Ascanien, Hn. zu Zerbst und Bernburg/ auch respective Ihren und Ihrigen/ an andern Theile; Dagleichen dann Nahme beyderley Religionen zu Zerbst/ folgender Gestalt in Güte abgethan und gründlich beygeleget worden. Erstlich versprechen und verobligiren sich Fürst Carl Wilhelm Hochfürstl. Durchl. für sich und dero Fürstl. Nachkommen/ wie auch dero Hn. Brüdere/ und derselben Fürstl. Leibes-Lehens-Erbens kräfftiglich dahin/ daß denen Reformirten im Nahrhuhl/ und der gantzen Reformirten Gemeinde/ das allenthalben Exercitium ihrer Religion/ in der Kirchen St. Nicolai zu Zerbst/ verbleiben/ und von nun an und zu ewigen Zeiten ohne Anderung/ als das obgenante Religions-Exercitium, darinnen getrieben und gehalten worden/ wo besonder auch den Insehern von den Evangel. Lutherischen Kirchen-Vorstehern und Bürgerschaft ein gemisser Ihrsachen prætendenten Simultaneo Religionis Exercitio, von Seiner Hochf. Durchl. zu Zerbst/ und dero Hn. Gebrüdere Hochfürstl. Durchl. Durchl. und derselben allerseits Nachkommen/ wie auch den jeweiligen Fürsten zu Anhalt/ und Gemeinde/ perpetuirlich abgefasst/ und Krafft dieses renunciiret seyn solle. Zu dem Ende versprechen Hn. Carl Wilhelm/ Fürsten zu Anhalt/ Hochfürstl. Durchl. ferner/ und zum andern/ für sich und dero hohe Nachfolgere denne/ kräfftiglich/ daß den Reformirten Rath und der gesamten Reformirten Gemeinde/ das Recht/ einen Pfarrherrn und zwey Diaconen, bey der St. Nicolai Kirchen in Zerbst/ unterthänigst zu præsentiren/ und zu coreiren und setzen die Pastorat, und zweyer Diaconen, auch andern dero ordentlichen Kirchen und Schulbienern ihre Besoldungen/ wie sie in der Beylage sub lit. A. verzeichnet zu befinden/ so lange und der Clausur-zeit/ Gottlichen Verwaltung/ Hospital/ oder sonst herkommen/ wo sie wollen; Inmaleichen die bishero in der parität genossene Stipendien-Gelder ihren Stipendiaten zu reichen/ in perpetuum zu setzen solle/ und Seiner Hochfürstl. Durchl. und dero Successores die Nachkommende regierende Fürsten zu Anhalt/ sothane gebührlich præsentirte Pastores und Diaconos, wann Sein oder Hochfürstl. Durchl. die præsentirte Personen ihres lebens und Wesens halber nicht zuentragen/ und sie bey ersagten Gemeinden selbe nicht ausfällig/ aufrechten haben/ ohne Sumnisse/ jedoch sonder Abtrunk der Predige- Ahren/ binnen drey Monaten Gnaden-Jahr/ jedesmahl und in perpetuum, gnädigst consirmiren und bestätigen wollen: Und wenn bey Præsentation und Vocation des Pastoris, dasjenige/ wovon sich der Rath allhie Anno 1571. an seinen Martii, reverfiret, und bey præsentirung und vorrung der Diaconen, dasselbe/ so in den An. 1572. am 5. Junii aufgerichteten Vergleich/ dieser massen enthalten ist/ an Seiten des Raths und der Gemeinde/ Reformirter Religion (als welche zu beiden observanz sich vorhero absonderlich zum öfftern obligiret/ und noch einig verbunden/ præcise beobachtet: An Seiten der jedesmahl besselteten Superintendenten aber/ der jetzige Unterschied der Religionen consideriret/ die Ersetzung der erledigten Stellen nach Möglichkeit beschleunniget/ und weil die Patronen allezeit ein der Reformirten Religion zugethanes Subiectum præsentiren werden und wollen/ die freundliche Unterredung mit denen Reformirten Predigern in St. Nicolai, nicht wegen sothaner Religion selber/ sondern ihrer erudition, auch lebens und Standes halber/ angestellet: Inmassen dann die Evangelisch Luth. Rahtsverwandten und Bürger/ denen dieser Vergleich zu dem Ende communiciret/ und von ihnen in allen Puncten und Clausuln mit unterschrieben Dank angenommen worden/ dem Vergleiche/ so sie an dem Jure præsentandi & Patronatus über die St. Nicolai Kirche und Schule zu S. Johannis haben gehabt/ oder prætendiren können/ hiermit derselbe abtragen/ daß nunmehr sothaner gantze Recht des Rahts/ mit denen zu besagter Kirchen und Gebäuden gehörigen Beschwerden und reditibus (auch genommen was unten von der Archi-Diaconat-Stelle/ dessen Besoldung und Wohnung gemeldet) denen Reformirten Rahtsverwandten und Bürgern allein/ und in perpetuum verbleiben/ und mehrgenante Kirche und Schule zu St. Johann zu ewigen Zeiten mit Reformirten Kirchen- und Schuldienern besetzt werden solle/ es mögen die zu Zerbst regierende Fürsten zu Anhalt der Evangel. Luth. Reformirten/ oder einer andern Religion zugethan sein. Also sind auch Hn. Carl Wilhelms/ Fürsten zu Anhalt/ Hochfürstl. Durchl. in Gnaden zufrieden/ daß die Reformirten zu Rahte samt der Gemeinde/ neben den Pfarherrn auch einen Diaconum unterthänigst/ wie vorgemeldt/ also præsentiret/ und also das Manifestum den dieser Kirchen/ bis auff drey Personen erzählet werde; Ingleichen auch bey künfftigen ab benen drey Predigern sich begebenden Todesfällen/ oder andern langwierigen Leibes-Beschwerden ein nächstes subjectum bey währender vacantz aber furtzallender Rahts/ mit Vorbewust der jedesmal fürhabenden Superintendenten, und nach vorhero mit demselben beschehener Unterredung/ die übrigen Prediger mit predigen so lange sothaneren mögen/ und selbiges auf der Reformirten Gemeinde eigenen Mitteln/ ohne Beytrag des Publici und gemeiner Casse, erhalten werde; Drittens/ denen Reformirten Unterthanen und Einwohnern allhier/ sie mögen in die Kirchen St. Bartholomæi oder St. Nicolai vor diesen eingepfarret gewesen/ oder noch eingepfarret/ und entweder in der Stadt oder für den Thoren (ausserhalb den Aufzügen) wohnhaft seyn/ geben hochgedachter Hn. Carl Wilhelms/ Fürsten zu Anhalt/ Hochfürstl. Durchl. für sich und dero Mitbescheidene participirende Freyheit/ daß sie allesamt von nun an/ denen zu dem Gebrauch Göttliches Worts und Gebrauch des hochwürdigen Abendmahls/ und der übrigen zu selben verschriebenen Kirche zu St. Nicolai, ohn ihre Zuthuung anderer/ als den Reformirten Predigern gehörenden und hergebrachten Accidentien, ihre Kinder tauffen/ ihre Ehe-Einsegnungen verrichten/ und ihre Todten mit den Reformirten Ministeriis und derselben Schule/ zur Erden bestättigen lassen mögen/ und sol bey solchen Freyheiten/ da bey eine Theil der Evangelisch-Lutherischen/ der andere der Reformirten Religion zugethan ist/ bey den Trauungen die Braut den Bräutigam zu folgen/ bey dem tauffen der Söhne/ die Wahl/ in welcher Kirche dieser Actus zuverrichten/ dem Vatter/und der Mutter/ die daßelbe die Disposition wegen der Töchter (es wäre denn in denen auffgerichteten Ehestifftungen anderen ein anders verfehen/ oder sonst unter denen Ehren vorgliehen) zustehen; bey denen Begräbnissen aber/ auf die Religion der Todten/ welche zu begraben/ ersehen werden; Wie denn auch hochgedachter Ihro Hochfürstl. Durchl. denen Reformirten Einwohnern in Zerbst/ auf beschehene hohe Fürstl. Intercession derer Ihr Geliebten Hochfürstl. Durchl. Durchl. Reformirter Religion/ in Gnaden concediren/ daß sie neben der Freyheit in der S. Nicolai Kirchen ihren Gottesdienst zu halten/ und das H. Abendmahl zugebrauchen (denen auch die auf dem Lande wohnende Reformirten/ (ohne dem) gegen Erlegung der bey Pfarrherrn in Ankühren gehörenden Accidentien, ihre Tauffen der der Kirchen zu S. Nicolai verrichten lassen/ und im übrigen die Reformirten Kranken und Sterbenden in Anfügt/ und auch auff dem Lande/ jedoch mit vorgehendem Bericht der Hn. Superintendenten, und ihres ordentlichen Predigers/ (es wäre denn bey Nacht/ und in gehlingen Nothfällen) zu Tag und Nacht unbehindert besuchen/ trösten/ und ihnen das H. Abendmahl reichen mögen; Und diese obverührte Gerechtigkeit und Freyheiten/ so denen Reformirten in denen hievon stehenden Puncten verstehret worden/ sollen auch auf den Fall statt haben/ da die jetzige Kirche zu S. Nicolai, samt dem Thurm/ durch Brand oder andere zufälle/ (so Gott verhüten wolle) eingehen und ruiniret werden solte/ also daß auff der Reformirten Gemeinde allerseine Costen/ ein ander Kirchen- und Thurm-Gebäude an der vorigen Stelle aufgeführet und bestritten werden müste. Reformirter Religion/ allein und auff solche Weise gerichten werden möge/ und solle/ wie es in denen obigen derern Puncten mit mehrern verglichen ist. Dahingegen sind Hertzog Joh. Georgens/ Hn. Victoris Amadei, und Hn. Wilhelms/ Fürsten zu Anhalt/ Hochfürstl. Durchl. Durch. Durch. für sich und respective in obberührter Fürstl. Cothmischer Vormundschafft/ nach wie vor erbötig/ sich ernstlich auf auf ehemässige beschehene freund- vetterliche Intercession Hn. Carl Wilhelms/ und dero Hn. Gebrüdere/ allerseits/ Fürsten zu Anhalt/ Hochfürstl. Durchl. Durchl. in Kraffe dieses dahin/ daß Exercitium der Evangel. Lutherischen Krafft dieses allen Fürsten/ und in welchen hoherwehnten Hn. Gevetern Hochfürstl. Durchl. Durchl. Durchl und dero Fürstl. Nachkommen/ das Jus Patronatus haben/ wo es angeht in Ihren Fürstl. Residenzen gerwehrt wird/ und Bestellung geschehe/ also daß hinführo in perpetuum frey und ungehindert zulassen/ auch sie ihre Evangelisch-Lutherische Unterthanen mit dero Hinterlassen/ Fürstlichen Landes Herrschafft und Episcopis, so obigen Gehorsam erweisen/ auch ihre Lehre und dero Botwerbthum/ mit Christlicher Bescheidenheit und Sanfftmuth/ denen Gemelten jedesmahl zuerzogen sollen; Nicht weniger demenselben über Ehischen Einwohnern/ so hie zu Ihrer eigene Lutherische Prester haben/ andenwerts in den ihnen nächsten und bequem gelegenen Lutherischen Kirchen/ die Anhörung Göttlichen Worts/ und des H. Nachtmahls/ wie bißhero/ also ferner/ sich zuschrauchen/ auch etwehren Evangelisch-Lutherischen Ober-Ehischen Einwohnern/ so/ wie gebacht/ keine Priester ihrer Religion haben/ sich anderwerts derselben/ wohin sie wollen/ jedoch mit Vorwissen des Herrn Superintendenten und Predigers jedes Orts (es wäre dann in der Nacht/ oder bey gehlingen Nothfällen) zu Tag und mit Nacht in Sterbens-Nöthen unghindert zuerholen/ und daß sie zugelassen. Dahenehen versprechen und verobligiren sich hiermit und Krafft dieses Fürstlichen/ Hr. Johann Georg/ Hr. Victor Amadeus, und Hr. Wilhelm/ für sich und in Vormundschafft Hn. Emanuel lebrechts/ (dessen ratihabition nach erlangeter Majorennität/ Ihre Hochfürstl. Durchl. zuverlässen/ und die Gewehr dieses Vergleich & St. Hochfürstl. Durchl. zu Zerbst/ wegen hoferwehnter dero Hn. Vetters zu Cöthen/ behändigt zuliesen/ hiemit Fürstlich versprechen/) allerseits Fürsten zu Anhalt/ wie auch für Ihre Fürstl. Leibes-Lehens-Erben und Nachkommen kräfftiglich dahin/ daß die Evangel. Lutherische Religion/ in der Kirche zu St. Bartholomäi/ und stets-währender Einsetzung dreyer solcher Religion zuthanen

Digitized by Google

Anno 1679.

thanen Prediger / der zuerhanenden neuen / der in Anhälln / wie auch denen in den Aemtern / Städten und Flecken / Cosswes / Rosslau und Lindau / gelegenen / und allen andern Kirchen / des Fürstl. Zerbstischen Antheils / keine darvon aufgeschlossene / allein und zu ewigen Zeiten getreuen / auch daneben die zu der St. Bartholomäi Kirchen gehörige / und von denen Evang. Lutheranern bißhero gebrauchte / inglieichen alle übrigen in selbigen Fürstl. Antheil befindliche Kauen- und Mägdleins-Stuben / mit allen und jeden zu solchen Kirchen und Stuben gewidmeten pertinentien, Wohnungen / Gütter / Stifftungen / Patrimonial- Gütern / Testament- Gelt-ern / der Bibliothec in St. Bartholomäi in Zerbst / und allen andern nur ersinnlichen realivus und Einkünfften / auch auch den Stipendien- Geldern / so die Evangel. Lutherischen bißhero genossen / es mögen gleich selbige ausgethan aus der Fürstl. Cammer allhier / der Raths-Cämmerey / Geistlichen Verwaltung / dem Hospital / oder von wenne sie immer wollen / hingeben werden / obgedachten Evangelisch-Lutherischen obbenannter-maßen / und obbehalten / im besagten Dessau zu zeugen Zeiten verbleiben / und für und für keine andere / als der Evangel. Lutherischen Religion zugethane Prediger / Kirchen- und Schul-Diener dahin vocirer und bestellet werden sollen / es mögen die in selbigen Zerbstischen Antheil regierende Fürsten / bestehen oder einer andern Religion / angethan seyn / auch daß Jus Patronatus ermelthe Regierende Herrn / oder die von Ihnen auff dem lande / oder auch-andere / darin haben / wie dann vorgemannter Hn. Geverten Hochfürstl. Durchl. Durchl. Durchl. Reformirter Religion sich sehr hoch in obberührten Zerbstischen unmüßlichst / in solchem Falle ihnen dennahlenst oder Ihren Nachkommen zustehenden Jure Reformandi, hiermit in simplicissimum verwenderen und zum kräfftigsten / als es immer geschehen kan / soll oder mag / sich hiermit in beyden gestalt / und in Krafft dieses der Reformirten Rath und Gemeine zu Zerbst / als welchen dieser Vergleich communiciret / und von Ihnen in allen Punncten und Clausuln mit unterschiedlichen Dank angenommen worden / sich aller mit jeden auff solche Kirchen / Schulen und derselben gesambte rechten, etwan gehabten-noch habenden / oder ins künfftige sich für ihnen noch ereignenden Zuspruchen und Gerechtsamen / wissentlich und wohlbedächtlich verziehen / und sie Ewigkeit derselben sich nicht zugebrauchen / für sich und ihre Nachkommen freywillig und in beständiger Rechts-Form hiermit versprechen und verpflicht angelobet / doch daß das gesammte Gymnasium mit seinen reditibus, Rechten und Gebäuden / hiermit nicht verstanden / sondern solches allein beyder Fürstl. Theilen Juribus un-präjudicirlich in flatu quo bis zum gütlichen oder rechtlichen Austrag / verbleibe / das Hospital auch zu St. Augustini / mit der Geistlichen Verwaltung / bedienung Religions-Verhandlen Kath und Burgerschafft / zu gleichen Rechten und Graaß / wie es sich jetzo befindet / und so auch hinführo / und alle begebende Fälle / etwa gelassen werden sollen / und diese obbesagte beyd Theile / Fürsten und Unterthanen / so lange stehen / so lange Evangelisch-Lutherischen in diesem Vergleich verschert worden / sollen auch zu ewigen Zeiten auff den Fall statt haben / da die jetzigen Evangelisch-Lutherischen Linien in den Zerbster Antheil und jenner der Ehe / sonnen ihren Leibes-Erben / oder durch Band oder andere Anfälle (so Gott verhüten wolle) eingehen und zimmen werden solten / also / daß auff der Evangelisch-Lutherischen Gewanden allerley Lasten / andere Kirchen / und Orth-Gebäude aufgeschlossen / und darunter das Exercitium Evangelisch-Lutherischer Religion / allein und auff solche Weise getrieben werden möge und soll / wie es in dem zwischen und künfftigen Punct mit mehrern verabredet ist. Ferner wie zum Zerbst / soll und will der Rath samm der Bürgerschafft Reformirter Religion zur Erbauung einer neuen Evangelisch-Lutherischen Kirchen / 12000. Reichsth. an guter gangbarer Reichs-Münte / in den nechsten 5 Jahren / und zwar in den 3 ersten Jahren jedes Jahr 2000. Reichsth. auf Michaelis / in den beyden letzten aber / jedes Jahr ebenmäßig termino Michaelis 3000. Reichsth. künfftigen Michaelis Anno 1680. den Anfang damit zu machen / und Michaelis Anno 1684. damit zuendigen / dem Evangelisch-Lutherischen Rath und Gemeinde allhier als welchen bad Jus Patronatus solcher neuen Kirchen zustehet / und von dem Reformierten Rath und Gemeinde in leuterley Weise disputirlich gemacht werden soll / und demjenigen Deputirten / so Hn. Carl Wilhelms Hochfürstl. Durchl. zu solcher Bau-Rechnung bestellen werden / ohne Vorrag bey Mit-Bürger Evangelisch-Lutherischer Religion / baar erlegen und bezahlen / auch ihnen zugleich zu der jetzo-bestellten neuen Kirche bessere Bestellung / die Archi-Diaconat Beschaffung / da Lit. B. sie mag herrühren wo sie wolle / nebst einer zu solcher Kirche bequemen Pfarr-wohnung / von denen zu St. Nicolai Kirchen gehörigen vier Pfarr-Häusern / von nun an binnen 4 Wochen herum abtretens / nicht weniger / das ihnen an den Stunden und noch stehenbenen wideribus der Kirche zu St. Augustini / zur Hülffte competirenden Recht / völlig / und in der Evangelisch-Lutherischen recepen Disposition, cedirt und übertlassen / hierüber sich keiner praesentation oder andern Rechtens / an sothanen neuen Kirchen / es geschehe unter wasserley praetext es immer wolle / sich anmassen / sondern die disposition darob / dero gnädigsten Landes-Fürsten und denen Evangelisch-Lutherischen Raths-Verwandten und Mit-Brüdern / lediglich und ebenermäßig anheim stellen / massen meht ermelterte Reformierte Rath und Gemeinde / auch in Krafft dieses geschehen lassen wollen / daß die Evangelisch-Lutherische Gemeinde / allhier bey dem Gottes-Dienste der neuen Kirche / wie auch zu denen Begräbnissen / der Glocken in der Kirchen zu St. Nicolai / jedoch so viel die Leich-Begängnuß betrifft / mit Ersagung gewöhnlicher und ordentlicher Gebühren / sich gebrauchen mögen / wie dann die Evangel. Lutheranern auch bedingt seyn sollen / zu denen sonderlichen Fest-Tagen / so die Reformierten nicht feyren / sich derselben Glaäuns zu gebrauen / jedoch dieselbe auff solchen Fall die übrigen auf ihre Festen zuthun zu lassen gehalten sind; Dahingegen aber Sehendeau im übrigen der Reformirte Rath und Burgerschafft mit denen neuen Kirchen-bau selber nichts zu thun haben / und von allem fernerm Beytrag zur donation, reparation, Unterhalt der Prediger / Cantorey / Organisten / Custodis, Zierathen / Kleidern und Einge-bäuden / und in Summa / von allen fernern Zuschuß / er mag Namen haben / wie er wolle / jetz und zu ewigen Zeiten / in Krafft dieses Vergleichs / von dem gnädigsten Fürstl. Herrn / und von allen ihren Collegen im Rath und Mit-Bürgern Evang. lutherischer Religion / losgezählet werden / hinwiederum aber die Evangel. Lutherischen zu etwa vorfallender reparatur der Kirchen zu St. Nicolai ichtwas beytragen / unverbunden sein sollen / und nachdem Jahres / Fürst Carl Wilhelm zu Anhalt / Hochfürstl. Durchl. auff freundliche Fürstellung Hochgedachter dero Herren Vettern Hochfürstl. Durchl. Durchl. Durchl. von den Fürstlinge der neue Kirche an den Thurn zu St. Nicolai zu setzen / freundvetterlich abgestanden; So wollen dieselbe mit Zuziehung Bau-verständige Leute / einen andern bequemen lehigen Platz in der Stadt / darzu ehist ausschen lassen und erwählen. Damit auch Meantens / die ehemalte Zwistigkeiten Rthal. beso richtiger einkommen und erhalten werden mögen / so versprechen bes Hn. Ober-Directions und bey sämtlicher Hn. Geverten Hochfürstl. Durchl. Durchl. Durchl. Krafft dieses / daß die Transe-Scene der Stadt Zerbst nicht passiren / und auch nicht vor der Abgang / im Fall einer an den verwilligten Termmen sich ereignen möchte / jedes Jahr erleget werden soll / gestalt zu deso mehrer Versicherung Hochgedachter Hn. Geverten Hochfürstl. Durchl. Durchl. Durchl. Reformirter Religion / dero gesammt Landschafft Einwilligung / beyfalls zwischen hier und nächstkünfftigen Pfingstfesten verschaffen und auswirken wollen. Geschehe um Schendtens / Herrn Johann Georgen / Hn. Victoris Amadei / und Hn. Wilhelmi / Fürsten zu Anhalt Hochfürstl. Durchl. Durchl. Durchl. sind freund-vetterliche Vertrauen zu dero Hn. Vettern / Fürst Carl Wilhelms Hochf. Durchl. setzen / daß den Reformirten Predigern / welche jetzunt ihre Lehr-stelle und denen Beweisthum / mit Christl. Beschedenheit und Sanfftmuth / der Gemeine führegen / auch sonsten Seiner Hochfürstl. Durchl. als dero Landes-Herrn und Episcopo, unterthänigsten Gehorsam erweisen sollen / gnädigster Gnaden und Huld nicht unwieder lassen / auch dero Fürstl. Thals Geist- und Weltliche Räthe / Consistoria, Superintendenten / Inspectores, Pfarrherren und Kirchen-Diener sich Fleß allenthalben genau observiren / und darwieder ein oder andrer anderer Secte Religions-Verwandten / nicht beschweren noch beschweren lassen sollen. Ob auch wol Eusseus / Hn. Carl Wilhelms / Fürsten zu Anhalt / Hochf. Durchl. zu Bergrag der Spesen / so den der altrandtägl. angeordneten / und alhier in Zerbst 1672. gehaltenen Kayserlichen Commission, aus dero Rentht-Cammer auffgewendet worden / und sich auff ein sehr hohes betragen / urgiret / und von dero Hn. Geverten / Hochf. Durchl. Durchl. Durchl. Reformirter Religion zur Hellffte wieder zu fordern sich berechtiget zu sein erachtet / zumahl die Kayf. Commission auff beyder Theilen allermittelnächtigstes Ersuchungen / ex officio allergnädigst ergangen; So haben doch obbesagte drey Hochf. Durchl. im Ehren Gottes / und in Ansehung der zu Ende des vierten Puncts denen über-Ehsischen Einwohnern Evangel. lutherischer Religion / durch dero gethane freund-vetterliche inständigste Intercession, zum besten erhaltener Bewilligung und Concession, selbige völlig fallen lassen; So viel aber die zu beyden Theilen aufgewendete Proceß-Kosten betrifft / sollen dieselbe von jedem Theil für sich getragen / und gäntz gegen einander compensiret und aufgehoben seyn / Es wäre denn / daß derselben Hn. Geverten Hochfürstl. Durchl. Reformirter Religion / sothane Proceß-Kosten aus der Transe-Scene eher andern Gränz-Mereins genommen / oder auch sonsten ihnen nöchtens / Auff solchen Fall sollen Herrn Carl Wilhelms Hochfürstl. Durchl. Ihres Orts den solcher Cassa dergleichen zu thun Fug und Macht haben. Dieweil auch Zwölffteens / der Fürst Johannis / Hochf. Durchl. Ehrenthalben Andenckens / Regierung der Fürstl. um Rahe-Stuhl allhier Anno 1667. angefangen / und so wol von derselben als nachhero zu verschiedenen malen confirmiret / auch dieser Meralech darauff gütten Theils gegründet worden / so verobligiren sich so wol Reformirter Religion Hochfürstl.

Anno 1679.

15 Sept. Dem Hr. Lamberg dan.

Digitized by Google

ANNO 1679.

fürstl. Durchl. als auch Hn. Carl Wilhelms und dero Herren Gebrüdere / Hochst. Durchl. für sich und Ihre allerseits Hochst. Nachkommen/ bey solcher Parität und in dem Stande/ wie solche Raths-Mittel sich anjetzo befinden/ hinführo in perpetuum solche zulassen/ und hierunter keine Aenderung zu treffen/ es möge gleich künfftig der regierende Herr in Zerbst/ der Reformirten oder einhern Religion zu gethan seyn; Ebenfalls und zum Dritten/ Nachdem nunmehr durch diesen Recess alle bißherige Zwistigkeiten mancherley Göttlicher Gnaden-Verleihung grendiret/ und das gute Vertrauen zwischen Hochf. gesamter Herrschafft beffalls befestiget/ bey dem Rath auch und der Bürgerschafft beyder Religionen/ ein sicheres Fundament zur Einigkeit und gutem Vernehmen geleget ist; Als wird auch aller bey gewesenen discrepantz entstandener Irrungen/ hiemit zu beyden Theilen in Gnaden und Huld abgeleget/ und alles hinwegen stillgeschwiegen/ zur ewigen Vergessenheit verwiesen. Zu dessen allen Beurkundigung und Bestärckung/ ist dieser Recess Mennund mundiret/ von denen höchstbenannten gesandten Fürsten zu Zerbst mit eigenhändiger Unterschrifft und Beygedrung wohlbedächtig vollzogen/ beeden Hn. Chur-Fürsten zu Sachsen und Brandenburg/ Churfürstl. Durchl. Durchl. wie auch des Hn. Herzogs zu Braunschweig Wolffenbüttel/ und des Hn. Landgrafen zu Hessen-Cassel Hochfürstl. Durchl. Durchl. samt dero Churf. und Fürstl. Hn. Successoren in der Regierung/ die Guarantie mit schuldigster Danckfagung für die in dieser Sache höchst-rühmlich übernommene Commission, auch angetrendete Interession und Vermittelung/ hoch Dienst- und freund-Vetterlich erbehten; Folgends Ihr. Röm. Cayf. Majest. dero allergnädigsten Herrn/ dieser gütlichen Vergleich mit Renunciation der bißhero geführten Processen, allermassen hierzu nöthig und mit Einsendung eines Originals, notificiret, dann auch ein Exemplar jedem höchstgedachten Churfürstl. und Fürstl. Hn. Guarantours, hinwiederum ein Exemplar denen Fürsten zu Anhalt Evang. Lutherischer Religion; Das ehrte und nennte aber denen Römisch-Catholischen bederley Religionen in Zerbst/ und dero zugethanen Gemeinen übersendet und ausgestellet worden; So geschehen Zerbst am 27. Sept. 1679.

(L.S.) Johann Ernst/ Fürst zu Anhalt/ und in Mit-Vormundschafft wegen Cöthen.

(L.S.) Victor Amadeus, Fürst zu Anhalt.

(L.S.) Wilhelm/ Fürst zu Anhalt.

(L.S.) Carl Wilhelm/ Fürst zu Anhalt.

(L.S.) Anthon Günther/ Fürst zu Anhalt.

(L.S.) Joh. Adolph/ Fürst zu Anhalt.

(L.S.) Joh. Ludwig/ Fürst zu Anhalt.

Seiner Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg Guarantie über diesen Vergleich.

WIr Friederich Wilhelm / von Gottes Gnaden / Marggrof zu Brandenburg und Chur-Fürst/ rc. Uhrkunden für Uns und Unsere Nachkommende Churfürsten und Marggrafen zu Brandenburg/ hiemit gegen Männiglich / denen es gutwissen nöthig / oder sonst daran gelegen / daß Uns der Durchläuchtige hochgeborne Fürsten / Unsere freundliche liebe Vettern/ Herr Johann George / für sich / und in Mit-Vormundschafft wegen Cöthen / Herr Victor Amadeus, Herr Wilhelm / und Herr Carl Wilhelm / für sich / und wegen deß übrigen Gebrüder Liebden / allesamt Fürsten zu Anhalt / Grafen zu Ascanien, Herrn zu Zerbst und Bernburg / auch respective Jevern und Knyphausen / zu dero von 28. Februarii dieses Jahrs / an Uns abgelassenen Gesamt-Schreiben / Freund-Vetterlich zu vernehmen gegeben / was gestalt die in ihrem Fürstl. Hause entstandene Kirchen-Differentien zu Zerbst / nunmehro gütlich abgethan und grundlich beygeleget / auch ein förmlicher Recess de dato Zerbst den 27. Sept. deß vergangenen 1679. Jahres / in 13. Artickuln bestehend / darob aufgerichtet worden / gestalt denn dass Uns in Originali eingerichte Exemplar von Wort zu Wort also lautet wie folget:

Inseratur Recessus.

Wann Uns dann Anfangs hochgedachte Unsere freundliche liebe Vettern ersuchet / daß Wir für Uns und Unsere Successoren in der Chur/ die Guarantie jetzt beschriebenen Recessus, über Uns zu nehmen / geruhen wollen / und Uns demnach absonderlich sich zu vertrauen gewesen/ daß diese bißherige differentien durch Unsere mit beschehene cooperation, endlich zu einem gütlichen und unmercklichen Vergleich gebichen; Als haben Wir die Guarantie gethanen Recessus, deso lieber über Uns genommen; Gestalt Wir dann für Uns und Unsere Churf. Nachkommen / solche Guarantie hiermit und Krafft dieses über Uns nehmen / und nebst denen andern erbetenen Churf. und Fürstl. Guarantoren, allemahl / so oft es nöthig seyn wird / mit gebührgem Nachdruck dahin sehen wollen / daß diesem Recess von allerseits Interessenten, in allen Puncten und Clausuln gebührend nachgelebet werde. Uhrkundlich haben Wir diese Guarantie eigenhändig unterschrieben / und mit Unserm Churfürstl. Insiegel bekräfftigen lassen. So geschehen Potsdam den 5. Aprilis Anno 1680.

Friderich Wilhelm.

(L.S.)

ANNO 1679.

CCIII.

26. Sept. SUEDE ET DANEMARC. Friedens-Tractat zwischen Carl XI. König in Schweden und Christian V. König in Dennemarck/ geschlossen zu Lunden in Schonen den 26. September 1679.

Kund und wissend sey hiemit jedermänniglich / denne es auff einiger massen angehen möchte / daß nachdem für etlichen Jahren eine höchstschädliche und verderbliche Krieges-flamme in der Christenheit angezündet worden / welche fast gantz Europam überschwemmet/ und sich vornemlich durch das heilige Römische und benachbarte Königreich/ und Lande auffgebreitet/ also daß auch der Großmächtigste Fürst und Herr/ Herr Christian der V. König zu Dennemarck / Norwegen / der Wenden und Gothen/ rc. Hertzog zu Schleßwig/ Holstein/ Stormarn und der Dithmarschen/ Graff zu Oldenburg / und Delmenhorst / rc. Als auch der Großmächtigste Fürst und Herr / Herr Carl/ der Schweden / Gothen und Wenden König / Groß-Fürst in Finnland / Hertzog in Schonen / Esthen / Liefland / Carelen / Bremen / Verden / Stetin/ Pommern/ der Cassuben / und Wenden / Fürst zu Rügen /

26. Sept. SUEDE ET DANEMARC.

CCIII.

Traité de Paix entre CHARLES XI. *Roi de* SUEDE *&* CHRESTIEN V. *Roi de* DANEMARC; *fait à Lunden en Scanie, le* 26. *Septembre*, 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 576. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Pacis*, Tom. II. pag. 941. en Latin, en Allemand & en François; dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. II. Abtheil. IV. Absatz X. pag. 201. en Latin & en Allemand, dans LONDORPII *Acta Publica*. Tom. X. pag. 709. en Allemand, dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XI. pag. 1476. en Allemand.]

A Tous ceux qui le present Traité verront ou orront, Salut. Sçavoir faisons, que dans la funeste Guerre qui embrasa il y a quelques années toute la Chrestienté, & qui s'attacha principalement au S. Empire Romain, entraînant quant & quant les Royaumes & Provinces du Voisinage, s'estant trouvé engagé le Serenissime Prince Christian V. Roi de Dannemarc & Norwegue, &c. avec le Serenissime Prince Charles Roi de Suede, &c.

26. Sept. SUEDE ET DANEMARC.

ANNO 1679.

gen / Herr über Ingermanland und Wißmar / wie auch Pfalz-Graff bey Rhein / zu Bayern / zu Jülich / Cleve und Berg / Hertzog / ꝛc. Vermöge der Assistence welche Sie beyderseits Ihren Alliirten zu leisten verbunden gewesen / ohnmüßig darein vorzuwerffen wordig / und endlich in offentlichen Harten und Blutigen Krieg gegeneinander gerathen und / sich der Groß-mächtigste Fürst und Herr / Herr Carl der ander / König von Groß-Britannien / ꝛc. aus einer ruhmwürdigen Intention, so wol durch Schreiben / als dessen darzu abgefertigte Ministros sich höchstlöblich dahin bemühet / damit solcher blutige Krieg gemildert / die streitende Partheyen vergliechen / und zwischen Ihnen ein beständiger Friede und gutes Vernehmen wiederzebracht und gestifftet werden möge. Welche hohe Sorgfalt gedachte Kon. Maj. und so viel lieber und nachdencklicher vorgesetzet / nachdem sie aller / bey diesem Kriege interessirten Partheyen gute intention hierzu faciam versprühret; auch von Ihnen erlanget / daß sie ungesäumpt ihrer Gesandten und Bevollmächtigte Ambassadeurs und Commissarien nach Nimmegen abfertigen / allwo man von selchem Frieden zu handeln den anfang gemachet / dahin auch das werck / durch Gottes beystand / und gedachter Kongl. Maj. einige Mediation so weit gebracht / daß der meiste Theil der Kriegenden Partheyen bereits vereiniget worden; und ob man wol vermuhten gehabt / es würde der Krieg zwischen beyden Kongl. Kongl. Maj. Maj. von Dennemarck und Schweden bey selbst zu einer zeit auch beygelegt / und an besten statt ein allgemeiner Friede und Ruhestand aufgerichtet werden / so hat doch solches an selbigem Orte seinen fortgang nicht erreichet / sondern die streitende Partheyen haben / nachdem auff Ihrer Kay. Maj. von Schweden Conferentien und Abtritt / der Hochlöblichsten Fürsten und Herren / Herrn Ludwigs des XIV. Allerchristlichsten Königes in Franckreich und Navarren / durch dero Ordinari Staats-Rahl / General-lieutenant bey Armeen / und Gouverneur von Dünckirchen / auch Extraordinar Ambassadeur an dem Schwedischen Hofe / den Hochwolgebohrnen Herren Jsaac de Pas / Marquis de Feuquieres / welcher sich umb einen erwünschten Friedens-Schluß aufs höchste bemühet hat / angebene anleitung und heilsame Beförderung sich endlich dahin und so vielmehr gelencket / daß Ihr Kon. Kon. Maiest. Maiest. beyderseits vor gut und nöthig angesehen / der Handlung zwischen Ihnen nach Lunden in Schonen zu transportiren / damit selbige an einem so nahe und gedachten an gelegene beyder Königs gelegenen Orte / desto eher zu einem guten Ausschlag gebracht möchte. Da denn zu eben solcher zeit / der Durchläuchtigste Fürst und Herr / Herr Johann Georg der andere / Hertzog zu Sachsen / Jülch / Cleve und Berg / des Heyl. Römischen Reichs Ertz-Marschall und Churfürst / Land-Graff zu Thüringen / Marg-Graff zu Meissen / auch Ober- und Nieder-Lausitz / Burg-Graff zu Magdeburg / Graff zu der Marck und Ravensberg / Herr zu Ravenstein / ꝛc. auf einer Ceremonial-Reise / Ihro Königlichen Intention zu befordernung dieses heilsamen werckes / nach anleitung der beyderseits Kon Kon. Maj. Maj. und Churfl. Durchläuchtigkeit nahen Anverwandtschaft und Bluts-Freundschafft / Ihre Mediation denen Partheyen anerbothen / welche auch dieselbe mit grossen acceptiret / und darauff von Ih. Jh. Kon. Kon. Majest. Majest. gewiß und sehr zur zusammenkunfft verordnet worden. Da dann hochgemeldter J. Kon Majest. in Dennemarck unsers Allergnädigsten Königs und Herrens / mit nöthigen Vollmacht und dazu verordnete Extraordinar-Ambassadeurs und Bevollmächtigte Commissarii, Anthon / des Heil. Röm. Reichs Graff / Freyherr von Altenburg / Elder Herr zu Barell-Kongshausen und Darsaten / höchstgemelter Ihr Kon. Maj. geheimer Raht / und Stadtholder in denen Grafschaften Oldenburg und Delmenhorst / ꝛc. Jens Juel / Freyherr auff Julins / Herr zu Norgaard / Ritter / Ihr Kon. Majest. geheimer Estats- und Cantzley-Rahr / Assessor des höchsten Gerichts / und Ihres Präsident im Commercien-Collegio / ꝛc. und Conrad Bormann / auff Bustrupsgaarde / Jh. Kon. Majest. Estats-Justiz- und Cantzley-Rahr / auch geheimer Estats- Secretarius / ꝛc. und S. Kon. Maj. von Schweden hierzu verordneten Ambassadeurs und Bevollmächtigten Commissarien / denen respective hoch- und Wolgebohrnen Herrn / Herrn Johann Gyldenstierna / Freyherrn zu Jungholm / Herrn zu Stucket / Bärenclaw und Hallkendorff / Jh. Kon. Majest. sonsten hochbestelten Raht / Ihres Cantzler-Rahts / und dasmahligen Herr Nicolaus Funne / fürnehmen / so wol auch Hrn. Franz Joel Drusen / Herrn zu Estatorp / Ruschenhoff / und Hossaarde / Kon. Maj. Cantzler-Rahr und Estats-Secretarius ꝛc. Uns zusammen ertheilt / und nach ausgewechselten richtigen Vollmachten vermittelt der theuhlichen Churfl. Durchl. zu Sachsen würcklichen Geheimen Rahts und Cammer-Herrns / auch in der Friedens-handlung verordneten Abgeordneten des Abgehenden Herrn Jyrn. Nicolai / des Heil. Röm. Reichs Edlen Panner / und Freyherrns von Gersdorff auff Baruth / Wetma / Hennersdorff / Rackel und Hausswalde / ꝛc. unterschiedliche Conferentien hier zu Lunden darüber gehalten / und daß werck so weit gebracht / daß an besten guten ausgang nicht mehr zu zweiffeln gewesen; maßgestalten nun mehrgedachte solche Friedens-Conditiones durch eine andere Negotiation in Franckreich am 29. Aug. und 2. Sept. dieses 1679. laufenden Jahres abgehandelt und unterschrieben worden sind / welche auch S. Kongl. Maj. in Dennemarck / nachdem alle dero Alliirten sich auff den Krieg gezogen / und bereits für sich ihren Frieden gemachet / so wol in ansehung des Allerchristlichsten Königes / als auch der nunmehr gestiffteten Alliance und darauff fliessenden guten

en vertu des Assistences qu'ils ont esté obligés de donner à leurs Alliez, enforte que ces deux Puissances s'étant tombées en une Guerre ouverte & des plus sanglantes, le Prince Serenissime, Charles II. Roi de la Grande-Bretagne, d'une intention tres-glorieuse c'eſt appliqué tant par Lettres, que par ſes Ambaſſadeurs qu'il a envoyés dans ces Quartiers, à mettre fin à une Guerre ſi funeſte, en reconciliant les Parties, & rétabliſſant entr'eux la Paix & l'Amitié d'auparavant. Sa Majeſté ſe voulant donner cette peine & s'employer avec d'autant plus de zele, qu'elle s'eſt apperçû de la bonne intention de toutes les Parties, qui ont eſté engagées dans la Guerre, & ayant obtenu d'eux d'avoir envoyé à Nimégue leurs Ambaſſadeurs & Commiſſaires, pour commencer le Traité de Paix, qui par l'Aſſiſtence Divine & la Mediation de Sa Majeſté, n'a pas manqué de mettre d'accord la plus grande Partie de ceux, qui eſtoient enveloppez dans la Guerre. Et combien que l'on ſe fuſt imaginé, que la Guerre entre Leurs Majeſtés de Dannemarc & de Suede ſe termineroit de même, & qu'il ſe rétabliroit une Paix generale par toute l'Europe, cela a pourtant eſté ſans effet: enforte qu'à la recherche & par l'entremiſe du Roi Tres-Chreſtien, Allié & Confederé du Roi de Suede, qui avoit [illegible] *envoyé en ces Quartiers Monſieur le Marquis de Feuquieres ſon Conſeiller d'Etat & General de ſes Armées pour travailler avec toute l'application à cet œuvre ſalutaire, Leurs Majeſtez de part & d'autre conſentirent de transporter la Negotiation de Paix à Lunden en Scanie, afin de la terminer tant plûtôt, comme en un lieu, qui eſt à la veuë de ces deux Majeſtez. Sur quoy arrivant, que le Sereniſſime Prince Jean George II. Duc de Saxe, Electeur & Mareſchal du S. Empire, &c. d'une intention tres-Chrétienne & tres-glorieuſe, ſuivant la parenté dont il eſt attaché à ces deux Majeſtez, preſenta ſa Mediation à ces deux Parties, qui l'accepterent de tres-bonne volonté, Leurs Majeſtez s'expliquerent ſur ce qui concernoit le lieu & l'aſſemblée pour le Traité de Paix. C'eſt pourquoi nous ſouſſignez, les Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires de Sa Majeſté de Dannemarc, Antoine, Comte du S. Empire, Baron d'Altenbourg, &c. Conſeiller & Lieutenant du Roi dans les Comtés d'Oldenbourg & Delmenhorſt; Jens Juel Baron de Juling, Chevalier, Conſeiller de Sa Maj. & Conrad Bierman, Conſeiller d'Eſtat & de Juſtice de Sa Maj. nous ſommes aſſemblez avec Meſſieurs les Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires de la Couronne de Suede, Monſieur Jean Guldenſtierna, Baron de Lunnholm, &c. Conſeiller du Royaume de Sa Majeſté de Suede; Monſieur Francois Juel Orenſtede, Conſeiller de Sa Maj. & Secretaire d'Etat: & ayant échangé nos Lettres de Pleinpouvoir, nous avons eu par l'entremiſe de M. le Baron de Gerſtorf, Envoyé de Monſeigneur l'Electl. de Saxe, pluſieurs Conferences, dans leſquelles les choſes ont été ſi avancées, qu'il n'y avoit plus lieu de ſe douter d'une tres-heureuſe iſſuë. Et combien qu'en l'entretemps ces Articles de Paix ſe ſoient conclus & ſouſſignez dans une Negotiation faite en France, que Sa Majeſté le Roi de Dannemarc accepta tant à l'honneur de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne, qu'à l'égard de la bonne Alliance & de l'amitié, qui en devoit avoir ſa reſ-*

ANNO 1679.

ANNO 1679. guten vertraulichkeit / alſo beliebet und angenommen; ſo haben gleichwohl auff befehl Ihr. Kon. Kon. Maj. Maj. unſerer Allergnädigſten Konige und Herren / wir ſolche in Franckreich geſchloſſene Friedens-Conditiones wohlmahls fürgenommen / und ſelbige mit beyderſeits Willen / einſtimmung und Gutbefinden auff nachfolgende weiß erklähret und abgefaſſet.

I. Es ſoll hinführo zwiſchen beyden Kon. Kon. Maj. Maj. ꝛc. dero Erben / Nachfolger / Königreichen / Provintzen / Ländern Staaten und Unterthanen zu unwiderruffflicher feſter / währender ewiger Friede ſeyn und bleiben / alſo daß der bißherige blutige Krieg / auch alle Feindſchafft beyde zu Lande und Waſſer gänzlich auffgehoben / und alle ſtreitigkeiten / mißverſtändnüſſe / mißverwillen und zweiträchte abgeſchaffet und genzlich ſeyn ſollen / dahingegen ſoll eine gute / vertrauliche aufrichtige freundſchafft / einigkeit und nachbarſchafft engezangen / getroffet / beſtätiget / und auffgerichtet ſeyn / und ſtets erhalten werden / alſo daß ein jeder auf ſeinen Theil ſich bemühen ſoll / alle Irrungen und darauß entſtehende zwiſtigkeiten / beyzulegen; auch ſollen ſie / dahern einige ſchädliches vornehmen / oder anſtehlige weiſe einer oder andern Perſohn / Land oder Unterthanen entdecken oder werben möchten / einander ſolches offenbahren / ſchaden und verderben abwenden / und nach möchtigkeit einer des andern auffnehmen und beſtes / ſo alß ſein eygenes / wilfigſt und gerne befordern.

II. Zu mehrer beſtärckung ſothaner vertraulichen vereinigung / und alles daßjenige / wordurch vorige uneinigkeit wieder erweckt werden könte / gänzlich auffzuraiten / iſt beliebet und beſchloſſen worden / daß alles daßjenige / was vor und bey währendem Kriege zu eines oder des andern Theils ſchaden und præjudiz geſchehen / und vorgegangen / in ewigkeit nicht mehr gedacht werden / noch ein oder der ander Theil ſich deßwegen ſelbſt / oder durch andere / heimlich oder offentlich / directe oder indirecte / unter was vor prätext es ſey / rechten / ſondern alles / als ob niemahls nichts geſchehen / in ewige vergeſſenheit geſtellet ſein und bleiben ſoll: zu welchem ende auch alle Schrifften in dieſer unfriedens-zeit von einem Theil zu des andern verkleinerung publiciret worden ſind / auffzehoben / abgeſchaffet verbothen und allerdings todt ſein ſollen. Es ſollen auch der vorgeſchriebenen Amneſtie alle Unterthanen / ſo zur währenden Kriege auff beyderſeitige Seite ſich begeben / zu genieſſen haben; Alſo daß hinführo niemand / unter was prätext es geſchehen könte / es ſey durch den weg rechtens / oder de facto und mit gewalt / einiges nachtheil oder ſchaden hierüber zugezogen werden / noch einige neue unterſuchung zu jemandes præjudiz und deßwillen vorgenommen werden ſoll.

III. Zu dem ſollen alle Bündnüſſe / welche von einem / gedachter Konige / zu ſchaden und præjudiz des andern auffgerichtet geweſen / nunmehro aufhören / und abgeſchaffet ſeyn / und wollen dero Maj. weiter keinen Tractat oder Alliance eingehen / welcher dem einem oder andern theil zu ſchaden gereichen könte / auch ſoll aller handel und wandel zwiſchen beyden Kon. Kon. Maj. Maj. Reichen / landen / Provintzen und Staaten / hinführo in freyem lauff ungehindert gelaſſen werden.

IV. Und nachdem Ihre Königliche Majeſtät von Dennemarck / auff bejederſe zu der allgemeinen ruh / in den Frieden mit Ihr. Kongl. Maj. in Schweden / nach Inhalt des Rothſchildiſchen / Coppenhagenſchen und Weſtphäliſchen Vertrags gewilliget haben; Alſ ſollen obbemelte Rothſchildiſche / Coppenhagenſche / und Weſtphäliſche Tractaten / mit allen zu dem Coppenhagenſchen Tractat gehörenden Inſtrumenten / in allen und jeden ihren Artickuln bey ihrer vorigen kraffe und vigueur treulich verbliben / und nicht anders / als ob in dieſen jetzigen Tractat außdrücklich wiederholet / und darinnen von wort zu wort enthalten wären.

V. Und weil in dem 5. und 6. Articul des in Franckreich am 23. Auguſti und 2. September auffgerichteten Tractats verabſchiedet iſt / daß alle dazumigen Länder und Städte / welche beyde Kon. Kon. Maj. Maj. in dieſem Kriege einander abgenommen / reſtituiret werden ſollen; Als will man ſolchem in allen nachkommen / alſo daß Ihr Kon. Maj. die Städte / Beſtungen / Länder und Oerter / ſo ſie vor dem Kriege inne gehabt / auch dero Majeſtät vermöge des Rothſchildiſchen / Coppenhagenſchen und Weſtphäliſchen Friedens von rechtswegen zugehören / und von einem oder andern dero Maj. Unterthanen in dieſem Kriege occupiret und eingenommen worden / reſtituret werden ſollen.

VI. Auch iſt abgehandelt worden / daß die Städte / Oerter und Beſtungen / ſo man der Cron Schweden wieder einzuräumen hat / in ſolchem ſtande / wie ſie jetzo befindlich ſind / reſtituiret werden ſollen / und ſol die Reſtitution ſolcher Städte / Inſulen

ſource, ſi eſt-ce néanmoins, que par le commandement de Leurs Majeſtez, nos Rois de part & d'autre, nous voulûmes encore une fois examiner ceſdits Articles, & du conſentement des deux Parties les expliquer & concevoir en ces termes. ANNO 1679.

I. Il ſera rétabli une Paix aſſurée & éternelle entre Leurs Majeſtez, &c. leurs Heritiers & Succeſſeurs, leurs Royaumes, Provinces, Etats & Sujets faiſant ceſſer la Guerre ſanglante, toute hoſtilité, mesintelligences & differens, tant par Mer que par Terre, & ſera revoquée & rétablie l'amitié & l'Union mutuelle, en ſorte que toute occaſion qui pourroit troubler le repos & la bonne intelligence des deux Royaumes. Et les deux Parties ſeront obligées d'avertir l'un l'autre de ce qui pourroit s'entreprendre contr'eux, de détourner les dommages & les desavantages reciproquement, & de chercher comme leur propre bien la proſperité l'un de l'autre.

II. Pour plus grande confirmation de ladite réunion, & pour ôter toute occaſion aux differends, qui pourroient ſe reſſuciter entr'eux, il eſt accordé, que tout ce qui dans la Guerre paſſée s'eſt fait au préjudice & au dommage de l'un ou de l'autre, ſera effacé ſous un oubli éternel, ſans s'en reſſentir en aucune façon, ni s'en vanger, directement ou indirectement, ouvertement ou en cachette, ni par ſoy-même ni par autre, & ſera établie une Amniſtie generale & éternelle de tout le paſſé, & à ceſſe ſin tous les Ecrits & Livres, qui ont eſté publiés de part & d'autre pendant la Guerre, ſeront abolis, & anéantis entierement; & meſme les Sujets, qui pendant la Guerre ſe ſeront rendus de l'un & l'autre parti, ſeront compris dans cette Amniſtie generale, en ſorte que perſonne ne ſoit aucunement troublé ou outragé ſous quelque prétexte que ce ſoit, ni de fait ni par voye de Juſtice, & qu'il ne ſe faſſe aucune recherche, contre qui & au préjudice de qui que ce ſoit.

III. A cette fin, toutes les Alliances, que l'un ou l'autre des deux Rois pourroit avoir faites au préjudice de l'autre, ſeront dés à preſent anéanties, en promettant de n'en faire à l'avenir, qui porteroit préjudice à l'un ou l'autre, & le Commerce entre les Royaumes, Provinces & Etats des deux Majeſtez ſera rétabli, & aura ſon cours comme auparavant, ſans que perſonne y ſoit aucunement empéché.

IV. Sa Majeſté de Dannemarc pour l'amour du repos univerſel, ayant conſenti à la Paix avec Sa Majeſté le Roi de Suede, ſelon le contenu des Traitez de Rothſchild, de Coppenhague, & de Weſtphalie; leſdits Traitez de Paix de Rothſchild, de Coppenhague, & de Weſtphalie demeureront en leur entier, avec tous les Inſtruments du Traité de Coppenhague, & en tous leurs Articles, tout de même, que s'ils avoient été repetez & remis exprés dans le Traité d'à preſent.

V. Les 5. & 6. Articles du Traité fait en France le 23. Août, & 27. Septembre portant, que toutes les Provinces & Villes, que les deux Rois pendant la Guerre ont pris l'un de l'autre, doivent eſtre rendués, ce qu'on obſervera ponctuellement; enſorte que toutes les Villes, Forteresſes, Provinces & Places que leurs Majeſtez ont eues avant la Guerre, & qui en vertu des Traitez de Rothſchild, de Coppenhague, & de Weſtphalie leur appartiennent, eſtant occupées ou priſes par les Armées de l'un ou de l'autre, ſe doivent rendre reciproquement.

VI. Outre cela il eſt accordé que les Villes, Places & Forteresſes, qui ſe doivent rendre à la Couronne de Suede, ſe rendront dans l'eſtat où elles ſont à preſent: & la Reſtitution des Villes, des Iſles

ANNO 1679. Inſulen und Provintzen mit allen darzu gehörigen Herren/ und wie es in erwehntem Tractat verabſchiedet iſt/ auff nachvolgende zeit erfolgen: Als nemlich Helſingburg ſoll reſtituiret werden/ den 18. Octob. hundertzehen den 20. das Landt-Rügen den 22. Marſtrande/ Uddevalt mit dem Bahuſiſchen Lehn/ wie auch Gotland/ Carlsburg und die Schwinger-ſchantze aber allzuſammen den 31. obgedachten Monats/ da die Däniſche Guarnitionen/ ſo vorbemandter Oertungen inne haben/ abmarſchiren/ und ſolche auff oben gereichnete termine denen Schwediſchen hierzu verordneten und bevolmächtigten Commendanten in beſatzung einnehmen ſollen: Und ſollen die Officirer an jedem theil gute Diſciplin und Tractiſet auff Ihre Soldaten halten/ daß keine Inſolentz verübet werden möge; zu welchem ende denn von beyden ſeiten Commiſſarien verordnet werden ſollen/ achtung zu haben/ damit weder denen Bürgern in Städten/ noch dem Landmanne von keinem theile überlaſt geſchehe: Sollen auch die einkommungen und reſtitution derer Oerter/ da die Guarniſonen zu Lande nicht abgeführet werden können/ wegen Wetter und Windes nicht ſo genau auff die beſtimte zeit und tage geleiſtet werden können/ ſo ſoll kemed wegen ſolches verhindern/ ſolche Veränderungen und Lende demjenigen der ankommen kan/ zu übergeben/ auch die einkommung nichts minder thun fortgang haben/ als wäre ſolche an dem dazu verordneten tage geſchehen: Gleſer geſtalt auch wegen/ daß das Kriegsvolck/ welches ſolche Länder und Veſtungen wieder beſetzen ſoll/ vor dem beſtimmten termin ankommen/ oder die abmarſchirenden wegen des waſſers über die zeit ſich aufhalten müſten/ ſo ſollen ſo wohl die zu denen Evacuation-taqen ankommende/ als auch die abziehenden/ daß ſie zu waſſer fortſetzen können/ beyde von dem Lande mit nothdürfftiger unterhaltung verſehen werden.

VII. Was die Stücke anlanget in denen Veſtungen/ welche reſtituiret werden ſollen/ ſind ſolche zum theil einjanget/ und andere an die ſtelle geſchaffet/ deßwegen dem diejenigen/ ſo jetzo an jedem Orte befindlich ſind/ allda gelaſſen werden ſollen; doch ſoll Ihr. Kon. Mayeſt. von Dennemarck frey ſtehen/ die Stücke auff jedem Ort wegzuführen/ nur daß die übrigen da gelaſſen werden. Und weil die Länder und Städte/ welche vermöge dieſes Frieden-Schluſſes/ vor der in dem Franzöſiſchen Vergleich beſtimmten zeit evacuiret werden/ nicht deßwegen um die bewilligte Contributiones, daß zu dem/ in dem Franzöſiſchen Inſtrument verabcordirten reſtitutions-termin bezahlen ſollen/ als nehmlich: Landskrone/ Helſingburg/ Carlsburg/ und die Schwinger-Schantze bis den 29. Novembr. Wisbuhr und die Inſul Rügen den 6. Gotland/ Uddevaldt/ und Marſtrand mit dem Bahuſer-lehn den 13. December ſtil. Vet. ſo iſt beliebet worden/ daß Ihre Kon. Maj. von Dennemarck hierüber/ daß zu würcker Bezahlung ſolcher Contributionen, Wismar umb unterpfand bekahlen ſollen/ ſo bald aber ſolche Contributiones bezahlet/ oder ſichere und genugſame caution deßwegen geſtellet iſt/ verſprechen Ihre Kon. Maj. von Dennemarck vorbemandte Stadt Wismar Ihre Kon. Mayeſtät von Schweden/ den im Franckreich geſchloſſen Tractat inſolge/ unweigerlich und ohne auffenthalt zu reſtituiren/ und darauff keine weitere einwendung oder Prætenſion zu machen.

VIII. Weil auch S. Kon. Maj. zu Dennemarck zu erkennen gegeben/ daß die Privilegia und Freyheiten/ welche den Schwediſchen Schiffen im Sunde und auffm Belt accordiret worden/ zu allerhand unbrauch urſach gegeben/ welches doch dem inhalt und meinung ſolcher vorbemandter Tractaten allerdings zu wieder/ auch Ihr. Kon. Maj. zu Schweden Vorſatz nicht iſt/ daß dero Unterthanen oder andere/ unter dem Prætext ſolcher Privilegien/ ſich ferhaner Freyheiten/ zum nachtheil Ihr. Kongl. Majeſtät von Dennemarck mißbrauchen ſollen; ſo iſt mit dienſtlicher beſſerer richtigkeit wollen verabſchiedet/ daß höchſtgemelthe Kon. Majeſtät zu Schweden auff den 22. Februarii negſtkommenden Jahres gewiſſe Commiſſarien abſchicken will/ welche mit Ihrer Kon. Maj. von Dennemarck hierzu verordneten Commiſſarien an einem von beyden theilen beſtimmten Ort zuſammen kommen/ und daſelbſt in beyſein des Königes von Franckreich darzu Deputirten Miniſtri die hierüber entſtandene Streitigkeiten in der Güte auffzutrag beylegen ſollen; doch ſo/ daß die Privilegia und Freyheiten/ ſo denen Schwediſchen Schiffen aus oft erwehnten Tractaten im Sunde und auff dem Belt zukommen/ in ihren vollen vigueur bleiben/ und nur der mißbrauch/ ſo zu præjudiz und ſchaden Ihr. Kon. M. von Dennemarck und derer einkommen/ der meinung ſolcher Tractaten zu wieder/ eingeſchräncket/ auffgehoben/ und abgeſchaffet werden ſoll.

IX. Weil

iſles & Provinces avec toutes leurs appartenances, ANNO 1679. *ſuivant ledit Traité, ſe fera au temps qui s'enſuit: Helſingbourg ſe doit rendre le* 18. *Octobre, Landskron le* 20. *l'iſle de Rugen le* 22. *Marſtrant, Udewald avec le Fief de Bahus, Gottland, Charlesbourg & le Fort de Swing'le* 31. *& dans le temps ſusnommé, les Garniſons Danoiſes, qui ſont à preſent dans leſdites Places, en ſortiront, en les remettant entre les mains des Commiſſaires & autres, qui en auront ſoin de la part de la Suede, comme auſſi tous les Officiers de part & d'autre ſeront obligés de garder bonne Diſcipline, pour empêcher tout outrage, & les Commiſſaires auront ſoin, que ni les Bourgeois dans les Villes ni les Payſans du Plat-Pais, ne ſoient endommagez aucunement. Et en cas que la reſtitution des Lieux ſuſdits, dont les Garniſons doivent ſortir, ne ſe pût faire au tems preſcrit, à cauſe de la mauvaiſe ſaiſon ou des vents contraires, cela n'empêchera pas de remettre ces Villes & Forteresſes ſuſdites à celuy qui ne ſera pas empêché d'y arriver, & la reſtitution ſe fera, tout comme ſi elle étoit faite au jour preſcrit, & en cas que les Troupes, qui ſeront envoyées pour prendre poſſeſſion desdites Places, arrivaſſent avant le temps deſtiné, ou que celles qui en doivent ſortir, à cauſe de l'inondation des Eaux fuſſent obligées de s'y arreſter, alors tant celles qui y ſont arrivées avant le jour deſtiné pour l'évacuation desdites Places, que celles qui attendent la commodité de faire voile, recevront du Pais les vivres & proviſions neceſſaires.*

VII. Quant au Canon des Forteresſes, qui ſe doivent rendre, partie d'iceluy eſtant perdu, & partie du reſte changé, il ſe doit rendre dant l'eſtat où il ſe trouve à preſent, en reſervant à Sa Majeſté de Dannemarc d'en pouvoir emmener de chaque Place dix pieces, en y laiſſant le reſte. Et puisque les Provinces & Villes, qui en vertu de ce Traité de Pais, ſe doivent rendre avant le temps preſcrit dans le Traité de France, ſont obligées de payer les Contributions jusqu'au temps preſcrit dans ledit Traité, par exemple, Landskron, Helſingbourg, Charlesbourg, & le Fort de Swing le 29. *Novemb. Wismar & l'Iſle de Rugen le* 6. *Dec. Udewald, Marſtrand & le Fief de Bahus le* 13. *Decemb. Vieux ſtile, il eſt accordé que Sa Majeſté de Dannemarc reſtera en poſſeſſion de Wismar, jusqu'à tant qu'elle ſoit entierement ſatisfaite desdites Contributions: Mais dés que leſdites Contributions ſeront payées, ou qu'on aura donné caution ſuffiſante pour icelles, Sa Majeſté de Dannemarc promet de rendre promptement à Sa Majeſté de Suede ladite Ville de Wismar en vertu du Traité fait avec la France, & qu'elle n'y aura plus aucune pretention.*

VIII. Sa Majeſté de Dannemarc ayant remonſtré, que les Privileges accordez aux Vaiſſeaux Suedois au Sundt & dans le Belt, ont cauſé toute ſorte d'abus & de desordres contre l'intention & la teneur deſdits Traitez, & comme ce n'eſt pas l'avis de Sa Majeſté Suedoiſe, que ſes Sujets ou d'autres abuſent de ces ſortes de Privileges au préjudice de Sa Majeſté Danoiſe, pour éviter ces ſortes d'inconveniens, il eſt accordé, que S. M. Suedoiſe envoyera le 21. *Fevr. de l'an prochain des Commiſſaires qui traiteront avec les Commiſſaires de S. M. Danoiſe ou bien à ce deſtiné & en preſence des Miniſtres du Roi Tres-Chrestien, ſur les difficultez qui en rejailliront, pour les decider à l'amiable, mais enforte que les Privileges des Vaiſſeaux Suedois, qu'ils ont obtenu par leſdits Traitez, demeurent en leur entier, & qu'on ne remedie qu'aux abus qui s'y ſont gliſſez au dommage de Sa Maj. Danoiſe & de ſes revenus.*

IX. Et

ANNO 1679.

IX. Weil auch über ſeiner Kon. Maj. von Dennemarck / auf die groſſe Schaumburgiſche Präbende in Hamburg / juſtirende gerechtigkeit / einiger diſputat entſtanden / ſo verbleibt es zwar damit bey der diſpoſition / ſo Ih. Kon. Maj. darüber gemachet / jedoch wird zu übrigen einem jeden ſein Recht daran vorbehalten.

ANNO 1679.

IX Et parce qu'il s'eſt mû des conteſtations touchant le droit, que Sa Majeſté Danoiſe a ſur la Prebende de Schounebourg à Hambourg la diſpoſition de Sadite Majeſté demeurera comme elle eſt faite, reſervant au reſte à qui que ce ſoit le droit & les prétenſions qu'il y croit avoir.

X. Weil auch Ihre Kon. Majeſt. von Dennemarck vermöge einer Ceſſion, eine forderung und hypothec auff Crutſund haben / ſo iſt verabſchiedet / daß ſeine Kon. Maj. von Schweden ſelch Capital jehen hinfüro verzinſet und bezahlet iſt / nach bezahlung ſolcher Summa ſoll Ihre Königl. Maj. von Dennemarck ſolche Inſul an Ihre Königl. Maj. von Schweden ohne einige weitere Prætenſion wieder abtretten / auch mitlerzeit keine Schantze noch Veſtung darauff anlegen / ſondern nur bey einkommen darvon genieſſen / welche hernach gegen die zinſen abgerechnet werden ſollen.

X. Sa Majeſté Danoiſe ayant des prétenſions & une hypotheque ſur Crutſand, en vertu de certaine Ceſſion, il eſt accordé que Sa Majeſté Suedoiſe en payera à Hambourg, le fond & les intereſts, ſelon la coûtume d'Allemagne, & que Sa Majeſté Danoiſe reſtera en la poſſeſſion de ladite Terre jusqu'à ſon entiere ſatisfaction, aprés laquelle Sa Maj. Danoiſe rendra ladite Iſle à Sa Majeſté ſans aucune prétenſion ulterieure, & ne ſera faite cependant aucun Fort, en jouiſſant des revenu, qu'elle en tirera pour les rabattre enſuite ſur la Somme des Rentes.

XI. Dafern auch einer oder der ander Ih. Jh. Königl. Königl. Maj. Maj. dafür halten / daß es der expreſſen meinung und inhalt der vorigen Tractaten nach / mit denen gränzen zwiſchen Schweden und Norwegen / noch keine richtigkeit hätte / ſo ſoll auff beyderen eines oder des andern Ih. Jh. Königl. Königl. Majeſt. Majeſt. darüber unterſuchung geſchehen / und gewiſſe Commiſſarien binnen nachfolgenden 6. Monaten verordnet werden / welche den Inhalt obbemeldten Tractats unterſuchen / und richtige abtheilung und entſcheidung machen ſollen.

XI. Arrivant que l'une ou l'autre de leurs Majeſtez crût, que les Frontieres de Dannemarc & de Norwegue, ſuivant la teneur desdit Traitez, ne fuſſent pas exactement ajuſtez, on en fera à la ſollicitation de l'un ou de l'autre recherche; en ordonnant dans l'eſpace de 6. Mois des Commiſſaires, qui examineront la teneur desdits Traitez & feront une juſte diviſion des Frontieres.

XII. Alle Brieffe / Documenten und Schrifften / was nahmen ſie auch haben mögen / ſie betreffen gleich Juſtiz-Mittel oder die Landes-einkommen / Rechte und Herrlichkeiten / deren ſich Ih. Jh. Königl. Königl. Maj. in denen eroberten Landen und Veſtungen bemächtiget / ſollen alle zuſammen / auch was von dem Pommeriſchen Archivo bey der Bornholmiſchen Verstandung übrig blieben und gerettet worden / richtig wieder eingeliefert werden.

XII. Toutes les Lettres & Papiers, quels qu'ils ſoient, concernans la Juſtice, la Milice, ou les revenus des Pais, Droits & Seigneuries, qui ſont tombez entre les mains de leurs Majeſtez de part & d'autre, dans les Païs nouvellement conquis, avec ce qui eſt reſté des Papiers de la Chambre de Pomeranie du naufrage de Bornholm, doivent eſtre rendus de bonne foy.

XIII. Wollen alle höchſtermeldter Könige Unterthanen / weß Standes / und Würden ſie ſind / alſo bald nach Aufrechtſetzung der Ratification gegenwärtigen Tractats / zu aller Ihrer Güter / bewegs- und unbewegklicher / ſambt denen Einkünfften / wie ſie auch nahmen haben / und durch dieſen Krieg genommen / oder confiſciret worden / benebſt denen in währendem Krieg Jahren zugeſtandenen Rechten / Gerechtigkeiten und Succeſſionen reſtituirt werden / alſo daß ſie auff eigener macht / abgemeldte Güter / unangeſehen der vorher geſchehenen Confiſcation, verpfändung oder verſetzung / in beſitz nehmen mögen: Jedoch alſo / daß ſie nichts wegen deren / nach geſchehener Confiſcation auff obgedachten Gütern genoſſenen einkünfften / zu fordern haben ſollen. Dieſes ſoll auch von allen höchſtermeldter Könige ſo wol Geiſt- als Weltlichen Unterthanen / welche den einen oder den andern in Kriegs-beniſſen geweſen / oder welche gegentheiler / und derer / oder unbeweglicher Güter / ſo wohl in Schweden / als in denen Rohſchildiſchen und Copenhagenſchen Frieden abgetretenen / und durch gegenwärtigen Tractat zu reſtituiren ſtipulirten Provintzen / beſitzen / verſtanden werden / welche alle und jede / wie auch derofelben Erben und erbnehmen / wolige Macht und Gewalt haben ſollen / dieſe ihre Güter zu beſitzen / und mit allen ihren Rechten und Privilegien / wie ſie ſolche vor dem Kriege gehabt / zu genieſſen / zu gebrauchen / oder zu veralieniren / alſo daß es niemand zu ſtudiren oder nachtheil gereichen ſoll / daß er ſich zu dieſer oder jener Parthey geſchlagen / daß er nicht deſjenigen ſolte in vorigen ſtand / wie er vor dem Krieg geweſen / ſo wohl was ſeine Ehr als Güter betrifft / völlig reſtituiret werden / unangeſehen aller derer Prætenſion / Sententzen und Urtheile / ſo wieder ſie oder ihre Eltern und Anverwandte ergangen / darumb daß ſie entweder dem Feindlichen theil wurhaftig angehangen / oder ſolches gethan zu haben angeſtif-

XIII. Tous les Sujets desdites Majeſtez, de quelque condition qu'ils ſoient ſeront aprés l'eschange de la Ratification de ce Traité, remis en la poſſeſſion de tous leurs Biens meubles & immeubles, avec leur revenu, quels qu'ils ſoient, & qu'on leur a pris dans la Guerre paſſée, ou qui ont eſté confiſquez avec tous les droits qu'ils ont eus avant icelle, en ſorte qu'il leur ſoit permis d'en prendre poſſeſſion de propre mouvement, non-obſtant ladite confiscation, hypotheque ou Donation aucune: reſervé neanmoint qu'ils ne puiſſent rien exiger du revenu de ces Biens, qu'on en a tiré aprés ladite confiscation. Ce qui ſe doit même entendre de tous les Sujets des deux Majeſtez, tant Seculiers que du Clergé, & de ceux qui ont eſté au ſervice de l'un ou de l'autre de ces deux Rois, ou qui ont des Domaines, tant en Suede qu'aux Provinces, qui ſe doivent reſtituer, ſuivant la teneur du Traité de Rothſchild & de Coppenhague, qui, quels qu'ils ſoient, avec leurs Succeſſeurs & Heritiers auront pleine puiſſance, avec tous leurs Droits & Privileges, comme ils les ont eus avant la Guerre, d'en jouir & de les vendre, enſorte que les ſervices, qu'ils ont rendu à l'une ou l'autre de ces Couronnes, ne leur porteront aucun préjudice, mais qu'ils ſeront remis, tant en ce qui concerne leur état & leur honneur, que ce qui touche les Biens qu'ils ont poſſedez avant la Guerre, non-obſtant tous les Jugemens & Sentences donnez contr'eux ou contre leurs Parent, à cauſe qu'ils ſe ſont rendus du Party de l'Ennemi, ou qu'ils en ont eſté

ANNO 1679. geklaget worden. Es ſol Ihnen auch frey ſtehen / den Ort ihres auffenthalts nach belieben zu behalten / oder zu aendern / alſo daß ſie deſſentwegen nicht im geringſten angefochten; wenn ſie aber einmahl ihren Sitz erwehlet / ſollen ſie bloß allein denjenigen Königl. in deſſen Landen ſie ſich niederlaſſen / mit Eyd und pflicht verbunden ſeyn / obgedachter ſie in des andern Königes Lande Güter beſitzen / welcher Güter und Sitze wegen dannoch ſie aller derer Freyheiten und Gerechtigkeiten / als andere getreue Landes Unterthanen / gemeſſen ſollen.

XIV. Alle forderungen und Gerechtigkeiten / von was ohrt und eigenſchafft ſie auch ſeyn können / welche beyder Königl. Königl. Majeſt. Unterthanen vor dieſem Kriege / ſo wol bey denen Königen ſelbſt / als bey andern gehabt haben / bleiben in ihrer vollgültigen Krafft / gleich als ob gar keine unfreundlichkeit hier auffgeſtoſſen benommen wäre / alſo daß dieſelben / welche den Ihr. Königl. Königl. Majeſt. Majeſt. richtige forderungen haben / innerhalb zweyer Jahre jetzt bezahlet werden ſollen / und die welche einen Recht- Proceß anfzuführen haben / denen ſoll innerhalb Jahr und Tag nach Recht und Billigkeit widerfahren / und zwar in Schweden vor der Königlichen Reviſion, von denen / vor welche dieſe ſachen gehören / in Dennemarck aber vor dem höchſten Gerichte / zum endlichen anſpruch / und ſoll die Execution auff geſchehenes endurtheil innerhalb Jahr und Tag würcklich erfolgen / welches auch von denen jenigen verſtanden wird / welche dieſes zur während Kriegs / zu oder anderer Partey befallen.

XV. Alle gefangene / wes ſtandes oder Nation ſie ſind / ſollen ſtracks nach der Ratification von beyden theilen ohne ranzion losgelaſſen werden / doch daß ſie der Billigkeit nach / das was ſie verzehret / oder in denen Orten / wo ſie bißher geweſen / einnehmen / bezahlen: Dergeſtalten ſoll auch forderlichſt das jenige / was jedes theil dem andern an ranzion den auffgerichteten Cartel nach ſchuldig bleiben / liquidiret und bezahlt werden; ſo auch von denen gefangenen jemand dienſte unter des andern Armee genommen / und an dem Orte / wo er gefangenſchrig iſt / verblieben wolte / ſoll ihm ſolches allerdings frey ſtehen: doch daß er innerhalb 3 Monaten / nach auffwechſelung der Ratification ſich erkläre. Zu welchem ende auch beyde Könige in Ihren Reichen und Landen / von allen Predigſtühlen publiciren und abkündigen laſſen wollen / daß niemand bey leib und lebens-ſtraffe ſich unterſtehen ſoll / einen auffzuhalten / oder hinderlich zu ſeyn / ſondern vielmehr einen jeden zu befordern / daß er ſo ehe ja beſſer zu ſeiner vorigen freyheit wieder gelangen möge.

XVI. Auch ſollen in dieſem Tractat alle Könige / Fürſten / Provintzen und Länder, ſo beyde theil ſechs Monate / nach geſchehener auffrechtſetzung dieſer Tractaten / zu benennen belieben wird / mit begriffen und eingeſchloſſen ſeyn.

XVII. Damit aber alle erwünſchte Vertraulichkeit / auffrichtige Nachbarſchafft und künfftige gute Correſpondenz zu beyder Theilen Intereſſe deſto beſſer möge geſtifftet werden können / als iſt abgehandelt und verabſchiedet worden / daß zwiſchen beyden Königl. Königl. Majeſt. Majeſt. auff förderlichſte eine nähere Verbündniß auffgerichtet werden ſoll.

XVIII. Vorbeſchriebene Articul ſollen innerhalb 14. Tagen / oder auch ehe / da es möglich iſt / ratificiret werden. Actum Lunden den 26. Sept. Anno 1679.

A.G.H. Aldenburg. (*L.S.*) *J. Guldenſtierna.* (*L.S.*)
G. Juel. (*L.S.*) *F.J. Oerenſtedt.* (*L.S.*)
Biermann. (*L.S.*)

accuſez. Il ſera même en leur pouvoir de changer le lieu de leur demeure, en ſorte qu'à cauſe de cela ils ne ſouffriront aucun outrage, mais dès qu'ils auront choiſi leur demeure, ils ne feront hommage qu'au Roy, de terres duquel ils viendront demeurer, non-obſtant qu'ils poſſedent des Biens dans les Etats de l'autre, touchant leſquels ils jouiront néanmoins de tous les Droits & Privileges, dont jouiſſent les Habitans naturels du Païs. ANNO 1679.

XIV. Toutes les pretenſions & Droits, de quelque nature qu'ils ſoient, que les Sujets de l'un ou de l'autre de ces deux Rois, ont eu avant la Guerre, tant à l'égard des particuliers, que des Rois même, garderont leur vigueur, tout comme s'ils étoient ſpecialement exprimés dans ce Traité; enſorte que ceux, qui ont des prétenſions dans les Royaumes de l'un ou de l'autre de ces deux Rois, recevront leur payement dans l'eſpace de deux ans; & on ſera Juſtice dans un à ceux qui auront quelque affaire devant les Juges; & nommément en Suede dans la Chambre de Reviſion devant ceux à qui il appartient; & en Dannemarc devant la Chambre de Juſtice, & l'execution enſuivra en effet dans l'eſpace d'un an, ce qui s'entend même de ceux, qui dans la Guerre paſſée ſe ſont rendus de l'un ou de l'autre Party.

XV. Tous les priſonniers de quelque condition qu'ils ſoient, ſeront relaschez tout auſſi-toſt après la Ratification de ce Traité, ſans aucune rançon, moyennant qu'ils payent, comme il eſt raiſonnable, leurs depens & ce qu'ils ont emprunté ès Lieux, où ils ont demeuré en cet entretemps: De même tout ce qu'ils ſe doivent de rançon l'un à l'autre, ſuivant la teneur de l'Accord, qui en a eſté fait exprés, ſe payera ſans delay, Et ceux des priſonniers, qui ont pris ſervice ſous l'un ou l'autre, pourront à leur gré demeurer, comme ils ſont; moyennant qu'ils s'expliquent dans 3. Mois après la Ratification. A cette fin leurs Majeſtés ſeront publier dans toutes leurs Terres que perſonne n'oſera ſur peine de la vie contraindre ou empêcher celui qui en voudra ſortir, mais au contraire de les ſecourir & de les ayder à parvenir à leur premiere liberté.

XVI. Tous les Rois, Princes & Eſtats ſeront compris dans ce Traité, moyennant que dans 6. Mois après la Ratification ils ſe declarent d'y vouloir entrer & y eſtre compris.

XVII. Mais afin qu'une entiere amitié & le bon voiſinage pour l'intereſt & le bien des deux Rois ſoit rétabli, il eſt accordé, qu'il ſe fera encor une Alliance plus entiere & plus parfaite entre les deux Rois.

XVIII. Les Articles précedens ſeront ratifiés dans quinze jours, ou plûtoſt, ſi faire ſe peut. Fait à Lunden le 26. Septembre l'an 1679.

A.G.H. Aldenburg. (L.S.) J. Guldenſtierna. (L.S.)
G. Juel. (L.S.) F.J. Ohrenſtedt. (L.S.)
Bierman. (L.S.)

Digitized by Google

ANNO 1679.

CCIV.

7. 8bre. SUITE DE DANNEMARC.

Traité d'Alliance défensive entre CHARLES XI. *Roi de Suede*, & CHRESTIEN V. *Roi de Dannemarc, fait à Lunden en Scanie le* 7. (1) *Octobre* 1679. [Traduction Françoise du Mercure Hollandois de 1679. pag. 391. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans LONDORPII *Acta Publica*, Tom. X. pag. 664. dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Fortsetzung II. Abtheil. IV. pag. 211. dans le *Theatrum Europ.* Tom XII. pag. 74. Anhang zu des Europäischen Herolds IV. Haubt-Handlung, pag. 1700.]

COmme ainſi ſoit que par la benediction du tout puiſſant la ſanglante Guerre qui a été allumée depuis quelques années entre tres-illuſtre & tres-Puiſſant Prince & Seigneur Chriſtian V. Roi de Dannemarc, Norvegue, des Vandales & des Gots, Duc de Sleſvic, Holſtein, Stormarn, & Ditmarſen, Comte d'Oldenbourg & Delmenhorſt, d'une part; & le tres-illuſtre & tres-Puiſſant Prince & Seigneur Charles, Roi de Suede, des Gots & des Vandales, grand Prince de Finlande, Duc de Scanie, Eſthonie, Livonie, Carelie, Breme, Verden, Stettin, Pomeranie, des Caſſubes & des Vandales, Prince de Rugen, Seigneur d'Ingermanie & Wiſmar, Prince Palatin du Rhin; Duc de Baviére, de Juliers, Cleves & Bergue, & la Couronne de Suede; d'autre, a été enfin heureuſement terminée, & qu'en ſa place a ſuccedé une Paix, ferme, durable & perpetuelle, au bien & à la proſperité de leurs Royaumes, Provinces, Terres, & Villes de leur obeïſſance, comme encore de leurs Sujets & Habitans, laquelle pourra eſtre d'autant plus affermie & établie au bien commun des deux Parties, lors que les deux Rois, & leurs Royaumes viendront à s'engager mutuellement en une parfaite amitié & correspondance; C'eſt pourquoy leurs Majeſtez afin de procurer à leurs Royaumes les fruits & utilitez, qui leur en peuvent revenir, ont trouvé à propos de s'engager en une Alliance plus eſtroite: pour lequel effet Sa Majeſté Danoiſe, noſtre Souverain Seigneur, & Maître, a nommé pour ſes Ambaſſadeurs Extraordinaires, & Commiſſaires Plenipotentiaires, Nous Antoine, Comte du Saint Empire, Baron d'Aldenbourg, Seigneur de Varel, Kniphauſen, & Doorcerueil, Chevalier, Conſeiller Privé de Sa Majeſté, & Gouverneur des Comtez d'Oldenburg, & Delmenhorſt; Jens Juel, Baron de Juling, Sieur de Woorgaell, Chevalier, Conſeiller d'Eſtat & de la Chancelerie de Sa Majeſté. Aſſeſſeur du grand Tribunal & Vice-Preſident du College du Commerce; & Conrard Bierman, Seigneur Heréditaire de Buſterudsgaart, Conſeiller d'Eſtat, de Juſtice, & de la Chancelerie de Sa Majeſté, comme encore Secretaire d'Eſtat, & ce en vertu du Pleinpouvoir à Nous octroyé par Sa Majeſté pour traiter ladite affaire: En conſequence de quoy nous ſommes entrez en conference en ce lieu de Lunden en Scanie avec les Excellens, & Illuſtres Seigneurs Jean Guldenſtern, Baron de Lundholm, Seigneur de Stacket, Biorkeſund, & Hellierid, Conſeiller de Sa Majeſté, & de la Couronne de Suede, Juge General de Nourden Finnelug-Sogn, & le Sieur François Joël Oxenſtedt, Seigneur de Shottorp, Kinkenhof, & Hoogaart, Conſeiller de la Chancelerie, & Secretaire d'Eſtat, avec leſquels nous ſommes convenus pour le maintien, & conſervation des Royaumes, Pays, Terres, Provinces, Sujets, Habitans, Droits Royaux, Priviléges, & Prééminences de leurs Majeſtez en la maniére ſuivante.

I. Il a été accordé, que les deux Rois auront un ſoin tout particulier de procurer l'utilité & l'avantage l'un de l'autre, de ſorte que leurs Majeſtez caſſent, aboliſſent, & annullent par la preſente tous Accords, & Alliances, qui pourroient avoir eſté faits au desavantage, ou préjudice de l'un ou de l'autre, ſoit devant ou pendant la Guerre. Elles promettent auſſi de ne faire cy-aprés aucunes nouvelles Alliances, ou autre choſe, directement ou indirectement, en quelque forte que ce ſoit, qui puiſſe tendre au dommage ou préjudice des Royaumes, & Sujets de leurs Majeſtez, qu'ils poſſedent preſentement; ni encore de leurs Droits Royaux, Commerces & Revenus, mais au contraire Elles s'engagent de s'y oppoſer puiſſamment en vertu de la preſente Alliance, en cas que quelqu'un eût reſolu de l'entreprendre. ANNO 1679.

II. En cas, que quelque Potentat, quel qu'il puiſſe eſtre, ſe voulût ingerer d'uſer de quelque force ou violence à main armée contre les Pays, Royaumes, Etats, Seigneuries, Commerces, ou quelque autre choſe que ce ſoit, appartenant à leurs Majeſtez, ou d'y apporter quelque dommage ou préjudice, les deux Rois s'obligent de s'aſſiſter & ſecourir mutuellement l'un l'autre en la maniere & conditions ſuivantes.

III. Celuy duquel les Royaumes, Terres, Etats, ou Seigneuries, en quelque part qu'ils puiſſent eſtre, auront eſté attaquez, ou ſes Commerces, Droits, & Revenus affoiblis ou diminuez en façon quelconque, ſera tenu d'en donner avertiſſement de bonne heure: & auſſi-tôt que l'autre, qui ne ſera point attaqué, en aura eſté averti, il ſera tenu d'aſſiſter l'autre dans deux Mois de temps aprés la Notification & demande de ſecours, à ſes propres frais & dépens.

IV. Lors, que la demande du ſecours aura eſté faite, celuy qui aura eſté imploré, ſera obligé d'envoyer deux mille Chevaux, & quatre mille Fantaſſins au ſecours de l'autre, dans le temps ſuſmentionné, leſquelles Troupes ſeront diviſées en Regimens, dont chacun ſera compoſé de mille Hommes, ſans les Officiers. Celuy qui aura eſté interpellé aura ledit nombre de Troupes inceſſamment ſur pied, & les enverra incontinent, & ſans delay à celuy qui luy aura demandé du ſecours, & qui ſe verra attaqué, à moins que ce dernier ne ſe voulut contenter d'une moindre quantité, dequoy il donnera avertiſſement de bonne heure à celuy qui doit fournir ledit ſecours.

V. Celuy qui aura eſté reclamé, envoyera autant de Pieces de Campagne, & de Munitions qu'il ſera neceſſaire, ſur quoy on diviſera mille Hommes en deux Bataillons, & chaque Bataillon ſera pourveu de deux Pieces de Campagne, ce qui ſera ainſi proportionné ſelon le nombre des Troupes. Mais quant au gros Canon, ſoit pour en battre quelque Place, ou pour le mener en Campagne, ce ſera à celuy qui aura beſoin de ſecours à le fournir, & ce dans l'eſtat, & dans le nombre qu'il eſt néceſſaire.

VI. De plus, celuy qui aura eſté reclamé, ſera obligé, aprés la demande faite par l'attaqué, de fournir dix Vaiſſeaux de Guerre, dont les trois plus grands ſeront de nonante à ſoixante Pieces de Canon, les trois du milieu de ſoixante à quarante, & les trois plus petits de quarante à vingt-quatre. Outre cela la Flotte ſera munie des 4 Vaiſſeaux de proviſion, & petits Bâtimens, qui ſeront neceſſaires, comme encore de deux Brulots. Ce qui ſe doit entendre en cette maniere, à ſavoir, que chacune des Parties pourra bien envoyer trois Vaiſſeaux de nonante, autant de ſoixante, & quatre de quarante Pieces de Canon, à quoy cependant elle ne ſera pas tenuë d'abord, mais elle ſera reputée avoir ſatisfait à ce Traité, pourveu que les trois plus grans ayent plus de ſoixante Pieces de Canon, les trois du milieu plus de quarante, & les trois plus petits plus de vingt-quatre, avec autant d'Hommes qu'il eſt ſpecifié en l'Article ſuivant.

VII. Les trois plus grands Vaiſſeaux, dont chacun aura plus de ſoixante Pieces de Canon, ſeront pourvûs en tout de mille cinquante Hommes, les trois du milieu, dont un chacun aura plus de quarante, de ſept cent, & les quatre derniers, dont chacun en aura plus de vingt-quatre, de huit cent; de ſorte que tout le nombre ſans les Officiers, ſe montera à deux mille cinq cent cinquante, tant Soldats, que Matelots, mais ſans y comprendre les Hommes, qu'on employera pour les Brulots, & autres petits Bâtimens.

VIII. En cas que ledit ſecours, tant par Mer, que par Terre, ne ſuffit pas à celuy, qui aura eſté attaqué, celuy qui le fournit ſera tenu de le doubler, & de l'envoier à ſes propres frais dans trois Mois à celuy qui le demande

IX. Mais en cas, que celuy qui le demande, ſe ſi fort preſſé par ſes Ennemis, qu'il eût encore beſoin d'un plus grand ſecours, alors les deux Rois deliberent

(1) Cette Date eſt celle de *Londr.* du *Theatrum Europæum*, & du *Mercure Hollandois*. *Londorpius* & *Francfordiens* en ſon *Europæiſche Herold* la marquent du 27. Septembre, en quoi il n'y a point de contradiction, mais probablement la Date du 27. Septembre eſt la plus exacte, le Traité ayant été fait dans un lieu où le nouveau ſtile n'eſt pas en uſage. [DUM.]

Anno 1679. tout par Traitez en quelle maniere on pourra reſiſter à l'Ennemi, & alors un chacun pourra agir de toutes ſes forces, ſelon les occaſions, qui ſe preſenteront, & fera une tele diverſion dans le Pays de l'Ennemi, que cela ſoulage finalement à faire la Paix, & que celui, qui aura eſté attaqué reçoive une entiere ſatisfaction. On ne fera point auſſi de ſuſpenſion d'armes, ni aucune Paix ſans le conſentement, & entiere ſatisfaction des deux Rois, pour le dommage qu'ils auront reçû, & les frais, qu'ils auront eſté obligez de faire.

X. Ledit ſecours ſera commandé par le General, ou Amiral de celui, qui l'aura fourny, lequel aura la puiſſance d'exercer la juriſdiction en toutes rencontres, en telle ſorte, que il que qu'un de ſes Gens vient à commettre quelque faute, le coupable ſera puny ſelon les Ordonnances de Guerre, ou de Marine de celui, qui donne le Secours.

XI. Soit que le Roy ſoit preſent à l'Armée ou à la Flotte, ou le General, ou Amiral, auquel elle aura eſté confiée, il aura le commandement abſolu tant ſur ſes propres Troupes, & Vaiſſeaux, que ſur les Auxiliaires. Il aura auſſi l'entiere direction des affaires de la Guerre, ſelon qu'il trouvera à propos pour le bien commun des deux Parties.

XII. Lors qu'on deliberera ſur quelque expedition de Guerre, le General, ou Amiral de l'attaqué ſera entré dans le Conſeil autant d'Officiers de celui, qui aura fourny le Secours, que de ſes propres à proportion, & y preſi'era toûjours en donnant les places aux Officiers ſelon les Charges qu'ils exerceront.

XIII. Lors que le Roy, qui demande le Secours, ne ſera pas preſent en l'Armée, l'execution des affaires de la Guerre ſe fera toûjours à la pluralité des voix; mais s'il y eſt preſent, la déciſion ſera par devers luy, veû que leurs Maieſtez ne ſeront point obligez à la pluralité des voix.

XIV. Celui qui fournira ledit Secours tant par Mer, que par Terre ſera auſſi obligé de l'entretenir, à condition que celui qui le recevra, ſera tenu de fournir à la Milice de Terre le Fourrage, Pain, & ſervice ne eſſera ſans aucun payement, mais quant à celle de Mer elle ſera entierement à la charge de celui, qui la donnera.

XV. La Flotte, & Armée Auxiliaires ne ſeront pas employées plus long temps en l'année, que celles de celui qui les reçoit; mais ſi la ſaiſon étoit fort avancée, celui qui les a demandées ſera obligé de leur fournir les Quartiers, le Pain, le Fourrage, & le ſervice neceſſaire, comme ſi ſes propres Gens, & luy, qu'on les renvoyera chez eux, ſoit par Eau, ou par Terre, il ſera tenu de leur faire avoir toutes les choſes, dont ils auront beſoin pour le voyage, ſans exception quelconque. Auſſi en cas, que la Guerre dure fort long temps, celuy qui aura donné ledit Secours, ſera obligé, de la faire recruter tous les ans à ſes frais, & de l'envoyer avant la fin du Mois de May, ſans faute, à celui qui la demande, pour la Campagne ſuivante. en cas qu'il le deſire ainſi, ſans qu'il puiſſe le redemander ſous quelque pretexte que ce ſoit, à moins qu'il ne fut attaqué en ſon propre Pays, ce qu'il ſera tenu de faire ſçavoir en tems à celuy qui l'a demandé, ou à moins qu'ils ne s'accordent par enſemble, qu'il faſſe une diverſion à l'Ennemy de quelque autre coſté.

XVI. Lors que l'Armée commune ſera entrée dans le Pays de l'Ennemi, l'entretien tant pour les Officiers, que pour les Soldats, ſera pris dans ledit Pays, & il en ſera de meſme des Quartiers, qu'on y diſtribuera: mais en cas qu'il n'y eut point de moyen de ſubſiſtance dans ledit Pays, chaque Roy ſera obligé d'entretenir ſes propres Troupes.

XVII. La Flotte, & Armée Auxiliaire ſera rangée en telle maniere à toutes les occaſions de Bataille, qui ſe preſenteront, qu'elles puiſſent demeurer enſemble, & ſoient commandées autant qu'il eſt poſſible par leurs propres Officiers; ſur tout les Vaiſſeaux demeureront en une Eſcadre, & ſeront commandez par leurs propres Officiers. Et s'il arrivoit qu'en pourſuivant l'Ennemy, ou une quelque diverſion, qu'on fut pourroit faire, on vint à prendre quelques Places ſur luy, il a eſté accordé, qu'elles ſeront occupées par celui, qui aura donné le ſecours, à proportion des Troupes, qu'il aura envoyées, à la charge d'en donner ſatisfaction à celuy qui l'aura demandé. Mais, en cas que les Terres de ce dernier fuſſent priſes par l'Ennemy à cette occaſion ou qu'on vint à recouvrer quelque choſe de ſes Droits, & preſentions, qui ſont maintenuës par ces Armées jointes enſemble, le tout demeurera & appartiendra ſans aucun contredit à celui, qui aura demandé le ſecours. Quant aux Priſonniers, de quelque qualité qu'ils puiſſent être, auſſi l'Artillerie, ou quoy que ce ſoit, qu'on viendra à prendre ſur l'Ennemi, cela ſera en commun aux deux Rois, mais quant au butin que les Parts pourront faire en particulier, il ſera abſolument pour eux ſeuls. Les Contributions qu'on tirera du Pais Ennemy ſeront auſſi partagées entre les deux Parties à proportion des Troupes qui ſeront en Campagne.

Anno 1679.

XVIII. Quant à ce qui eſt du ſalut, qu'on ſe rendra par Mer, on ſe tiendra pour ce regard aux Accords, qui ſe font faits cy devant ſur ce ſujet, de ſorte, que les Vaiſſeaux, qui viendront à ſe rencontrer, ne ſe falueront qu'à coups de Canon, ſans laiſſer tomber aucune voile, à condition neanmoins que la Flotte Auxiliaire tirera les premiers coups.

XIX. Il ſera permis à un chacun de ſe ſervir des Ports de Mer reciproques, d'y reparer ſes Vaiſſeaux, qui auront ſouffert quelque dommage, ſoit par la tempeſte, ou par l'Ennemi; comme auſſi d'acheter tout ce qui ſera neceſſaire pour l'entretien & reparation des Hommes & Vaiſſeaux; à condition que les Officiers mettront ordre à ce que l'aſtage deſdits Ports ne cauſe aucune jalouſie, ou ombrage, de ſorte qu'ils ſeront obligez d'entretenir une bonne Diſcipline dans leurs Vaiſſeaux, & d'avoir une bonne correſpondance avec les Commandans deſdits Ports, afin que le tout ſe faſſe avec leur ſçeu, & communication. Et d'autant que c'eſt à celui, qui donne le Secours d'aſſiſter fidellement celui qui le demande en la maniere, qui a eſté dite, c'eſt pourquoy il faudra auſſi qu'il ferme les Ports aux Vaiſſeaux de l'Ennemi de celui, qui le demande, & même qu'il l'incommode & endommage le plus qu'il lui ſera poſſible.

XX. La preſente Alliance durera le tems & eſpace de dix-années conſecutives, & prochainement venantes, ayrés quoi il ſera permis à chacune des Parties de la prolonger, ou non; mais les deux Rois, ou leurs Succeſſeurs, leſquels y ſeront obligez auſſi fortement, qu'eux meſmes, en ſeront traiter la continuation une année avant qu'elle vienne à expirer, afin qu'il puiſſe y avoir quelque choſe conclu ſix Mois avant qu'elle vienne à finir.

XXI. Perſonne ne ſera compris en cette Alliance que ceux qu'il plaira aux deux Rois.

XXII. Les Ratifications de la preſente Alliance ſeront échangées dans quinze jours aprés la Signature, ou plûtôt, s'il eſt poſſible. Fait à Londen ce ſeptiéme Octobre 1679. *Ainſi ſigné.*

(*L. S.*) A. C. V. *Aldenb.* (*L. S.*) *J. Guldenſtierna.*

(*L. S.*) *J. Juel.* (*L. S.*) *F. I. Oxrenſtedt.*

(*L. S.*) *Bierman.*

CCV.

Traité de Paix entre CHARLES XI. *Roi de* SUEDE *&* *les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, fait à Nimégue le* 12. *Octobre*, 1679. [Actes & Memoires des Negotiations de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 651. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans le *Theatrum Pacis*, Tom. II. pag. 967. en Latin, en Allemand & en François; dans LUNIG, *Teutſches Reichs-Archiv.* Part. Spec. Cont II. Abtheil IV Abſatz V. pag. 484. en Latin & en Allemand.]

12. Oct. LA SUEDE ET LES PROVINCES-UNIES.

NOtum ſit univerſis & ſingulis quorum intereſt, aut quo modolibet intereſſe poteſt. Poſtquàm Belli per Europam incendium etiam involvit Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem; Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Sterlini, Pomeraniæ, Caſſubiæ & Vandaliæ; Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ & Wismariæ; nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducem: & Celſos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Unitæ Belgii, ita ut ſe invicem pro hoſti-

Digitized by Google

ANNO 1679. hostibus gesserint; ea tamen manst animorum inclinatio, ut veteris amicitiæ redintegrationem mutuo exoptarent, ipsoque adhuc Bello flagrante Subditis suis plenam Commerciorum & Navigationis libertatem invicem concederent; unde factum est cum laudabili cura & Mediatione Serenissimi ac Potentissimi Principis ac Domini, Domini Caroli II. Magnæ Britanniæ Regis, ex mutua Partium Belligerantium Conventione, Neomagum Congressui Plenipotentiarum pro Pace generali Instituendâ electum fuisset; ut Paris utriusque ibidem comparentes Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, à parte quidem Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ, Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Benedictus Oxenstierna Comes in Korsholm & Wasa, Liber Baro in Mohrby & Lindholm, &c. Dominus in Kapuria & Katilla, Sacræ Regiæ Majestatis Regnique Sueciæ Senator, ac Præses in summo quod Wismariæ est Tribunali, ut & Supremus Legifer Ingriæ & Kexholmiæ; & Dominus Joannes Paulinus Oliverantzius, Dominus in Ulthall & Hoffmanstorp, Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Consiliarius Cancellariæ, Secretarius Status, & Judex Ordinarius Territorii Widoensis; à parte verò Celsorum & Prapotentium Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Hieronymus van Beverningk, Theylingæ Toparcha, Lycasi in Lugduno-Batavo Curator, quondam Consiliarius Status, nec non Ultrajecti Belgii Provinciarum Thesaurarius Generalis; & Dominus Wilhelmus van Haaren, Blitiæ Frisiorum Gricticum, in Consessu Dominorum Ordinum Generalium, à parte Dominorum Ordinum Hollandiæ & Frisiæ Deputati, dictam Dominorum & Principalium suorum propotentiarum, mutuis officiis ad optatum finem perduceræ conati, Plenipotentiarum Tabulis (quarum Apographa sub finem hujus Tractatus de verbo ad verbum inserta sunt) rité coommutatis, & habitis inde colloquiis, tandem ad Divini Numinis gloriam & Christianæ Reipublicæ salutem in mutuas Pacis & amicitiæ Leges consenserint, & convenerint, prout hisce plenariè consentiunt & conveniunt tenore sequenti.

Art. I. Sit Pax sincera, inviolabilis ac perpetua, inter Sacram Regiam Majestatem ejusdemque Successores ac Posteros Reges Successorum Regnumque Sueciæ, atque subjectas illis intra vel extra Imperium Dictiones ac Provincias ab una; atque Celsos & Prapotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii ab altera parte; Cessentque propterea omnes & cujuscumque generis hostilitatum actus, qua Mari qua Terrâ, per omnia & quavis utriusque Partis Regna, Status, Dictiones & Provincias, interque omnes & singulos eorundem Subditos & Incolas, cujuscumque conditionis, nullâ omnino locorum & personarum factâ exceptione.

II. Sit utrinque perpetua oblivio & Amnestia eorum omnium, quæ quocunque loco modoque hoc præsenti Bello hostiliter facta sunt, ita ut nec eorum nec ullius alterius rei causâ vel prætextu, ulla Pars alteri posthac quicquam hostilitatis aut inimicitiæ specie Juris vel vi factî inferat, aut per suos aliosve inferri faciat, gaudeantque hac Amnestiâ omnes & singuli cujusque Partis Subditi.

III. Vigeat in posterum inter utramque Partem Paciscentium vera, fida, infucata & reciproca amicitia, & bona correspondentia, in omnibus & per omnia, Terrâ Marive, intra vel extra terminos Europæ, ita ut altera Pars alteri, nihil inimicitiæ, damnive, clam aut palam, directè vel indirectè inferat, vel per suos aut per alios inferri faciat, nec cum alterius hostibus Fœdera huic Pacî contraria habeat, nec quidquam in alterius Status & securitatis diminutionem per se vel per alios moliatur aut tentet, aut tentari faciat; sed utraque Pars alterius utilitatem, honorem & commodum omni meliore modo, & consilio, omnique occasione, locoque reapse procuret & promoveat.

IV. In majus dictæ Amicitiæ robur, & incrementum renovantur priora quæ annis millesimo sexcentesimo quadragelimo, millesimo sexcentesimo quadragesimo quinto, millesimo sexcentesimo quinquagesimo sexto, & millesimo sexcentesimo sexagesimo septimo inter Sacram Regiam Majestatem Sueciæ ab una & Celsos ac Prapotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii ab altera Parte inita fuerunt Fœdera; ita ut vigorem priſtinum in omnibus & singulis obtineant, iis solummodo exceptis, quæ mutuorum Commerciorum & Navigationis Leges modosque concernant, de quibus feliciter etiam nunc hodie speciali Fœdere conventum est ANNO 1679.

V. Neuter Pacisecntium posthac consensum suum det ulli Fœderi, Tractatui vel Negotiationi in alterutrius damnum vel præjudicium tendenti, sed potius talibus advertetur, teneaturque alter alteri fœdulo & fideliter indicare quicquid ultra contra alterum machinari ipsi innotuerit.

VI. Si qui captivi ab una vel altera Parte adhuc detinentes fuerint, sine alicujus lytri solutione restituantur priſtinæ libertati.

VII. Promittit sua Regia Majestas, se præsentibus Incolarum uniti Belgii pro cujusvis validiore exigendæ satisfactionis, in cunque fuerit, statim à ratihabitione factâ, certos ordinarium Commissarios, qui dictas prætentiones examinare tenebuntur; ita nimirum, ut eas quæ liquidæ fuerint, ulteriori scrutationi non subjiciant, sed intra sex septim narum spacium de earum promptâ latisfactione, cum Tripartitariis vel eorundem Mandatariis conventire debeant. Quod vero alteras prætentiones illiquidas attinet, iidem ordinati Commissarii, intra tres aut quatuor Menses, à constituta Commissione numerandos, easdem revidere, earumque ratione eonfirere, imò de solutione cujusvis summæ, de qua ita liquido constiterit cum dictarum prætentionum Proprietariis convenire debebunt; liberumque erit Ministro Dominorum Ordinum Generalium in Aula Sueciea Residenti, ex parte dictorum Incolarum uniti Belgii prædictis liquidationibus & Conventionibus assistere. Quicquid autem ita utrinque actum statutumque fuerit, id sine ulla exceptione vel mora, modo & tempore præstitutis effectum suum sortietur. Cæterùm insuper sua Regia Majestas, ut Subditis Dominorum Ordinum Generalium, qui satis antehac Senteutiis probare possint, sibi à sua Regiæ Majestatis Subditis aliquid solvendum faciendumve deberi, prompta facilique executio præstetur, datum post factam hujus Tractatus Ratificationem, ita ut cujusliber rei judicatæ executio, intra duos Menses à quo primùm postulari expit adimpleta & perfecta esse debeat.

VIII. Quandoquidem sua Regia Majestas & Domini Ordines Generales grauî meme recolunt, quàm salutaribus Consiliis & adhortationibus, sedulisque & benevolis officiis, Serenissim us Rex Magnæ Britanniæ Pacî & tranquillitati publicæ hoc tempore invigilaverit, convenium est utrinque, ut dictus Rex unum suis Regnis & Ditionibus, huic præsenti Tractatui meliore quo fieri potest modo, inclusus sit, utque ad eertiorem firmioremque dicti Tractatus observantiam, & executionem eundem sua Guarantia speciali stabilire possit.

IX. Hule Pacis & amicitiæ Conventioni à parte suæ Regiæ Majestatis Sueciæ ineli dentur figillatim Rex Galliarum Christianissimus, & Dux Steswici Holsatiæ Gottorpiensis; Inde ineluli etiam sint Imperator & Imperii Romani Electores, Principes & Status omnes & singuli, qui Pace cum isdem confecta comprehensi sunt, una cum Civitatibus Hanseaticis, imprimis Lubecâ & Hamburgo. Denique includuntur, si ineludi volunt, Rex & Respublica Polonie, cæterique Reges, Principes, Status, Civitates & Personæ Privatæ, quibus requisitione intra sex Menses abhinc factâ id à Regæ Sueciæ concessum fuerit.

X. Pariter à parte Dominorum Ordinum Generalium ineluli sint Imperator Romanus, Rex Christianissimus, Electores Moguntinus, Trevirensis & Brandenburgicus, Dux Lotharingiæ, Episcopus Paderbornensis & Monasteriensis, Dux Neoburgi, Duces Brunswico-Lunebargenses, Osnabrugenses, Celle-ſis & Guelpherbisnus, itidemque omnes Reges, Electores & Principes Dominorum Ordinum Generalium Federati, qui Pace cum Rege Sueciæ factâ ineludi velint, ut & Helvetiorum Respublica eorumque Fœderati, Princeps Frisiæ Orientalis, Civitates Lubeca, Brema, & Embda, cæterique Status, Civitates & Personæ privatæ, quibus requisitione intra sex Menses abhinc factâ id à Dominis Ordinibus Generalibus concessum fuerit.

XI. Ratihabeantur hæc Pacta Instrumenti solennibus à sua Regiâ Majestate Sueciæ ab una & à Dominis Ordinibus Generalibus uniti Belgii ab altera parte, ita ut dicta Instrumenta in debita forma Stockholmiæ intra spatium trium Mensium à die subscriptionis computandorum, vel citius si fieri possit, utrinque communentur, iisque rité commutatis hic Pacis Tractatus in publicum proclametur, in omnibus utrique Parti appre-

Anno 1679. tinendum Terris, locisque quantocùis per diſtantiam eorundem fieri poterit, à die autem ſubſcriptionis vim & effectum fortiatur per omnia.

In quorum omnium & ſingulorum fidem majusque robur utriusque Partis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, virtute ſuarum Plenipotentiarum, hanc præſentis Pacis conventionem manibus ſigillisque propriis muniverunt & firmârunt. Quod factum Neomagi die $\frac{1}{11}$. Octobris Anni milleſimi ſexcenteſimi ſeptuageſimi noni. Signatum erat,

Benedict. Oxenſtierna. (L.S.)
J. Paul. Oliverkrantz. (L.S.)
Hier. van Beverningk. (L.S.)
Guil. van Haaren. (L.S.)

Plenipotentia D. D. Legatorum Sereniſſimi Regis Sueciæ.

NOs Carolus Dei gratiâ Sueciorum, Gothorum, Vandalorumque Rex; Magnus Princeps Finlandiæ; Dux Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ, & Vandaliæ, Princeps Rugiæ, Dominus Ingriæ & Wismariæ; nec non Comes Palatinus Rheni; Bavariæ, Juliaci, Clivîæ & Montium Dux, &c. Notum teſtamumque facimus omnibus & ſingulis quorum intereſt, aut quomodolibet intereſſe poterit, quòd cùm nihil ardentiùs exoptemus, quàm ut præſens Bellum quo Chriſtianus Orbis affligitur in æquam & honeſtam Pacem quantociùs converti queat, atque propterea grato acceperimus animo Sereniſſimi & Potentiſſimi Magnæ Britanniæ Regis laudabili cura & Mediatione eo perventum eſſe, ut Partium hinc inde conſenſu, Tractatus & Colloquia Pacis Neomagi inſtituerentur. Ideo quicquid in nobis eſt ad comparandam tranquillitatem Orbi Chriſtiano lubenter conferre volentes, conſiſi prudentiâ, experientiâ & fide Noſtri, Regnique Noſtri Senatoris ac Præſidis in ſummo quod Wismariæ eſt Tribunali, ut & ſupremi Legiferi Ingriæ & Kexholmiæ, Illuſtris nobis ſincere fidelis, Domini Benedicti Oxenſtierna, Comitis in Korsholm & Waſa, Liberi Baronis in Möhrby & Lindholm, Domini in Kapuria & Kattila; ſicut & noſtri Conſiliarii Cancellariæ, Secretarii Status & Judicii ordinarii Territorii Widbofenſis, Generoſi ac Nobilis, nobis ſincere fidelis Joannis Paulin Olivenkrantz, Domini in Ulihai & Hoffmanſtorp. Eos nominavimus, elegimus & conſtituimus, ſicut & præſentibus hisce nominamus, eligimus & conſtituimus, noſtros Extraordinarios & Plenipotentiarios, ad dictos Conventus & Tractatus Pacis Neomagi habendos. Quibus proinde commictimus & ſpecialiter mandamus, ut ſe, quamprimùm fieri poſſit, ad dictam Urbem conferant, ibique Pacis Colloquia, ſive directè, ſive interveniente operâ reſpectivè hinc inde receptorum Mediatorum inſtituant, cum Ceſſorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Unit Belgii, eorumque Fœderatorum Legatis Deputatis Commiſſariis, ſufficienti Mandato ad præſens Bellum termindandum, controverſiasque quæ eò ſpectant per bonam & firmam Pacem componendas munitis; damus quoque plenam & abſolutam Poteſtatem cum omni auctoritate & Mandato ad id neceſſariis ſupradictis noſtris Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis, five duobus conjunctim, ſive uni eorum ſoli, altero abſente vel aliter impedito, Pacis Tractatum pro nobis noſtroque nomine ineundi, concludendi & ſignandi, inter nos & prædictos Dominos Ordines Generales eorumque Fœderatos, omnia quoque Inſtrumenta, quæ in eum finem requiri poſſunt, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoque in univerſum agendi, promittendi, ſtipulandi, concludendi & ſignandi Acta, Declarationes, Pacta conventa communtandi, aliaque omnia quæ ad dictum Pacis negotium pertineant faciendi, æque liberè & amplè, ac ipſi præſentes id faceremus vel facere poſſemus, quantumvis Mandato adhuc ſpeciaſiori & expreſſiori, quàm quod hisce præſentibus continetur, opus eſſe vifum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo noſtro Regio, nos acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros, quæcunque per dictos noſtros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios ſive binos conjunctim, ſive unum eorum ſolum, altero abſente vel aliter impedito, acta, concluſa, ſignata, extradita & commutata fuerint. Nos obſtringentes hisce præſentibus ad expediendum Ratificationum noſtrarum Diplomata, in decenti & ſolenni formâ, intraque tempus proot convenerit. In quorum omnium fidem præſentes manu noſtra ſubſcripſimus, Sigillo noſtro Regio communiri juſſimus. Dedimus in Arce noſtra Holmenſi, die duodecimo Menſis Aprilis, Anno milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo nono. Signatum erat, Anno 1679.

CAROLUS. (L.S.)

F. Joel. Ornsted.

Plenipotentia D. D. Legatorum Præpotentium Ordinum Generalium.

ORdines Generales Unitarum Belgii Provinciarum omnibus præſentes Literas viſuris ſalutem. Notum teſtamumque facimus, quòd cùm nihil ardentiùs exoptemus, quàm ut præſens Bellum, quo Chriſtianus Orbis affligitur, in æquam & honeſtam Pacem quantociùs converti queat, atque propterea grato acceperimus animo, Sereniſſimi & Potentiſſimi Magnæ Britanniæ Regis laudabili curâ & Mediatione, eo perventum eſſe, ut Partium hinc inde conſenſu Tractatus & Colloquia Pacis Neomagi inſtituerentur. Ideo quicquid in nobis eſt, ad comparandam tranquillitatem Orbi Chriſtiano lubenter conferre volentes, conſiſi prudentiâ, experientiâ & fide Dominorum Hieronymi van Beverningk, Teylingæ Domini, Lycei in Lugduno-Batavo Curatoris, quondam Conſiliarii Status, nec non Unitarum Belgii Provinciarum Theſaurarii Generalis; Guilielmi de Naſſau, Domini d'Odijcke & Corſgene, Primarii Nobilis, Ordinumque Nobilium in Conſeſſu & Conſilio Comitatus Zelandiæ repræſentantis; & Guilielmi van Haaren, Bitiæ Friſiorum Gretmanni, in Conſeſſu noſtro à parte Dominorum Ordinum Hollandiæ, Zelandiæ & Friſiæ Deputatorum, eos nominavimus, elegimus & conſtituimus, ſicut & præſentibus hisce nominamus, eligimus & conſtituimus noſtros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, ad dictos Conventus & Tractatus Pacis Neomagi habendos. Quibus proinde commictimus & ſpecialiter mandamus, ut ſe quamprimùm fieri poſſit ad dictam Urbem conferant, ibique Pacis Colloquia ſive directè, ſive interveniente operâ reſpectivè hinc inde receptorum Mediatorum inſtituant, cum Sereniſſimi & Potentiſſimi Domini, Domini Caroli, Sueciorum, Gothorum, Vandalorumque Regis, &c. &c. Ejusque Fœderatorum Legatis, Deputatis & Commiſſariis, ſufficienti Mandato ad præſens Bellum terminandum, controverſiasque, quæ eò ſpectant, per bonam & firmam Pacem componendas, munitis. Damus quoque plenam & abſolutam Poteſtatem, cum omni autoritate & Mandato ad id neceſſariis ſupradictis noſtris Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis, five tribus conjunctim, five duobus ex illis, tertio abſente vel aliter impedito, aut etiam uni eorum ſoli, duobus reliquis ſimiliter abſentibus vel impeditis, Pacis Tractatum pro nobis noſtroque nomine ineundi, concludendi & ſignandi, inter nos & prædictum Sereniſſimum Regem ejusque Fœderatos, omnia quoque Inſtrumenta, quæ in eum finem requiri poſſint, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoque in univerſum agendi, promittendi, ſtipulandi, concludendi & ſignandi Acta, Declarationes, Pacta conventa communtandi, aliaque omnia quæ ad dictum Pacis negotium pertinent faciendi, æque liberè & amplè, ac ipſi præſentes id faceremus vel facere poſſemus, quantumvis Mandato adhuc ſpeciaſiori & expreſſiori, quàm quod hisce præſentibus continetur, opus eſſe viſum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo noſtro, nos acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros, quæcunque per dictos Legatos noſtros Extraordinarios & Plenipotentiarios, trinos conjunctim vel binos ex illis, tertio abſente vel aliter impedito, unum etiam eorum ſolum, ſimiliter abſentibus vel impeditis duobus reliquis, acta, concluſa, ſignata, extradita & commutata fuerint. Nos obſtringentes hisce præſentibus, ad expediendum Ratificationum noſtrarum Diplomata, in decenti & ſolenni formâ, intraque tempus proot convenerit. In quorum fidem & robur hasce per noſtri Conſeſſus Præſidem ſignari, à primario Graphario ſubſcribi, & majori Sigillo noſtro muniri fecimus. Dabamtur Hagæ Comitum die quarta Januarii Anni milleſimi ſexcenteſimi ſeptuageſimi ſexti. Anno 1679.

Bootsma. vt.
Ad Mandatum altermemoratorum Dominorum Ordinum Generalium.
Signatum, H. Fagel.
Arisi

Digitized by Google

ANNO 1679. *Articuli ſeparati ad præcedentem Tractatum Pacis pertinentes.*

Art. I. QUandoquidem libertas Navigationis & Commerciorum, ſpeciali Conventione inter Sacram Regiam Majeſtatem Sueciæ, & Celſos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Unitî Belgii, eſam durante hoc, quod nunc Deo volente feliciter ſopitum eſt, Bello, ſtabilita fuit; neque tamen ejusdem executio adeò exactè ſervari potuit, quin ab utraque Parte ex neceſſitatis Belli[cæ] ratione, aliquod damnum, per Navium Mercium[que] abductionem datum acceptumque eſſe potuit. Quod ut ſine mora reſarciatur, ipſa Juris æquitas poſtulat. Idcircò hoc Articulo, inter utriusque Partis Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios conventum eſt, ut quævis Naves, Mercesque taliter abductæ, ſi reſtitui poſſint, quantocius reſtituantur: Sin minùs, ut juſtum earum pretium cum uſura ſolidâ, intra ſpatium duorum vel trium menſium, à die Ratificationis numerandorum, paratâ pecuniâ ſolvatur.

II. Cùm verò nominatim reſtitutionem poſtulaverint D. D. Ordines Generales, ſeptem Navium, quarum nomina aut inſcriptiones ſunt *de Montbaan, de Buyt, de Hoop, de St. Jacob, de witte Roos, de Aenmerkaar Marie, ende het nieuw Heeren Logement*, quarum tres priores ab Armatoribus Sueciis, ſub Diplomate aut Commiſſione ſuæ Regiæ Majeſtatis Sueciæ interceptæ, & unà cum Mercibus ſuis per latas Sententias Captoribus addictæ ſint. Poſteriores quatuor, ab aliis ſub Diplomate Gallico captæ, in Portum Calmar invectæ, ibidemque receptæ, & eandem ex Mandato ſuæ Regiæ Majeſtatis Sueciæ, in commodum Galliorum, unà cum Mercibus, dimiſſæ & divenditæ ſunt: ſpectabiles ſuper iis conventum eſt, ut de priioribus ſupradictis tribus Navibus, latas Sententias ſua Regia Majeſtas Sueciæ, ad requiſitionem eorum quorum intereſt, in Senatu ſuo revideri, & ad examen revocari jubeat, & id præterea curet, ut ſuper probationibus & Documentis exhibendis, jus reddatur intra bimeſtre ſpatium, à die requiſitionis factæ numerandum. Quòd autem quatuor poſteriores attinet, cùm ea res dubia ſit, & de eo facto non ſatis liquido conſtet, placuit quæſtionem illam arbitrio aliorum diſcutiendam aut dijudicandam dare. Ideoque conventum eſt, ut intra ſpatium ſex ſeptimanarum, à die Ratificationis hujus Tractatûs numerandum, tàm à parte Regiæ ſuæ Majeſtatis, quàm Dominorum Ordinum Generalium unus vel plures Arbitri nominentur, qui audiris Partibus intra duos Menſes à die nominationis ſuppurandos, negotium hoc aut amicabili viâ componere; vel ſi hoc minùs procedat, ex Juris & æquitatis ratione decidere in ſe recipiant; ita nimirùm, ut illud, de quo res controverſa erit, vel quod per modum deciſionis dijudicatum fuerit, ſtatim & ſine ulla exceptione vel mora effectùm ſuum ſortiatur.

Poſſet hic inde inferi Catalogus ſuſor eorum Prætenſionum, quarum ſatisfactionem à Sueciâ petunt Subditi aliqui Ordinum Belgii Fœderati, ex Autographo horum Tractatuum.

Hi ſeparati Articuli eandem vim eundemque vigorem obtinebunt, ac ſi Tractatui principali inſerti fuiſſent, eodemque modo, tempore & loco ratihabebuntur. In quorum fidem majusque robur utriusque Partis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, virtute ſuarum Plenipotentiarum, eos Articulos ſeparatos manibus Sigillisque propriis muniverunt & firmarunt.

Quod factum Neomagi, die $\frac{4}{14}$ Octobris anni milleſimi ſexcenteſimi ſeptuageſimi noni.

Signatum erat,

(*L.S.*) *Benedictus Oxenſtierna.* (*L.S.*) *H. van Beverning.*
(*L.S.*) *Joh. Paulin Oliveïranuz.* (*L.S.*) *W. van Haren.*

Actus de Formulis Literarum Maritimarum.

CUm circa earum Literarum Maritimarum & contraſignationum Formulas, quas in calce Tractatus Commerciorum apponere hodie placuit, non ſatis inſtructi fuerimus, ideoque evenire poſſit, ut neceſſum ſit, easdem de novo revidere, de eo ita conventum eſt, ut quamocyus Stockholmiæ dictarum Formularum reviſio inſtituatur; quo prædictæ Formulæ, intra terminum Ratificationi Tractatus præſcriptum, ad uſum utriusque Nationis rite & dilucide adaptentur. Quod factum Neomagi die $\frac{4}{14}$ Octobris. Anni milleſimi ſexcenteſimi ſeptuageſimi noni. ANNO 1679.

Signatum erat,

(*L.S.*) *Benedictus Oxenſtierna.* (*L.S.*) *H. van Beverning.*
(*L.S.*) *Joh. Paulin Oliveïranuz.* (*L.S.*) *W. van Haren.*

CCVI.

Traité de Paix entre JEAN SOBIESKI *Roi de Pologne &* MAHOMET IV. *Fait en l'année* 1679. [Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 585.] $\frac{1}{11}$ Oct. TURQUIE ET POLOGNE.

SCythis Lipkis dictis, qui in Regno Poloniæ ſunt, illis, quicunque ſuâ voluntate in Ditionem Imperialem migrare voluerint, in termino unius anni nemo Polonorum impedimento ſit, ut cum familîs & ſupellectili exeant, & nulli molestiâ afficiantur. Podoliæ Regnum totaliter ſecundum antiqua confinia ſubjaceat Dominio meo, & Oppida Bar & Miedzyboz, in quibus adhuc ſunt militiæ Polonicæ, illa duo Oppida eductis Polonicis militiis reſtituantur. Et antedicta cum prædicta Oppida in poteſtatem Biſſarmanorum redacta ſunt, in ipſis quot Tormenta fuerint, iterum relinquantur, poſtea verò quæ à Regionibus Polonicis allata quæcunque fuerint, accipiant. Et iterum ex Incolis prædictorum Oppidorum, quicunque propriâ voluntate abire voluerint, abeant, qui verò manere voluerint, ne illis molestia fiat; & pro Podoliæ Regione, prout declaratum & expreſſum eſt in Sacris Capitulationibus antehac conceſſis, quando de limitibus & confiniis Regionis Podoliæ acciderit controverſia quæpiam, ex conſenſu Gubernatorum, conſiliaris ab utraque parte hominibus & Senioribus Protectioribus viris & Habitatoribus utriusque Confinii ad locum eumdem in limite cujusque Ditionis & Confinii eſſe controverſam locum numero copioſa præſtitus multitudo teſtabuntur, ille teſtimonio res definiantur. Deſcripta Regione Podoliæ ex illis nullus Polonus, qui ab antiquo habebant Oppida & Pagos, (ſciamus ſpiritualis fuerint) quicunque in confiniis manere voluerint Oppidorum & Villarum in manibus eorum antea exiſtentium Tributa & Legales decimæ aliæque Contributiones computatæ & definitæ à manibus illorum Nobilium accipiantur, conſtituta ſumma & portio pro ipſorum ſuſtentatione ſufficienti conducetur ipſis & ipſi, & Filii ipſorum immunes & exempti, & quousque in infidelitate non deprehendentur, nequaquam huc munere priventur, & contra Juſtitiam, molestiâ non afficiantur. Et ſi colleſtio Liberorum mandabitur, ex ipſis & illorum Subditis nemo colligatur, & in Oppidis præter illas Eccleſias, quæ in Moſcheas & in Templa transformatæ ſunt, illis, quæ in manibus illarum ſunt confirmatæ, Eccleſiis nequaquam ingeſſio fiat & molestia inferatur, & in Exercitiis abſolutis ſuæ Religionis, ſicuti reliquis Confinariis Subditis licitum eſt, ne moleſtentur, prout in Sacris Capitulationibus exprimitur.

Pariter in Regione Ukrainæ excelſo Imperio parentium Coſacorum Nationi tribuetur; Prædictæ Regioni nulla omninò ab illis fiat prætenſio & ingeſſio, ſed tantummodò in ſimilibus Ukrainæ ſitis propè Flavium Boryſthenem Oppida Bialocerkicco & Paboloez, cùm inprætentiarim ſint in poteſtate illorum, cùmque duo illa Oppida ſecundum ſua antiqua Confinia ab antiquo cum attinentiis & Dibricibus ſuis à Regia Majeſtate mea illis donentur, manèant ibidem in ipſorum poteſtate & Dominio, attamen ne illo prætextu extra Limites duorum dictorum Oppidorum ad palmulum Terræ, ne ſe fingerant nove prætentionem aliquam faciant, & poſthac conſtituno à fulgidiſſima Porta meo Commiſſario & Regionis Podoliæ juxta antiquos ſuos Limites & Confinia & in Ukrainâ prædictorum duorum Oppidorum, quæ manebant in poteſtate illorum, nempè Bialocerkicco & Paboloez, quoque juxta antiquos illorum Limi-

ANNO 1679. Limites Confinia, & Limites illorum deserbantur & constituti. Et quo pacto Mercaturam Negotiationem & Locum cum Mercibus & rebus propriæ Regionis in Ditionem Imperialem exeunt Mercatores, postquam juxta antehac usitatam Mercium Gabellas solverint ad mentem, omnes Justitiam & confuetam normam in medio erunt, quam à Mercatoribus antiquorum Confœderatorum Principum Charact non acceptur, pariter à Mercatoribus Polonis quoque ne Charact, hoc est, Tributaria Contributio exigatur.

Et cum antehac tempore Pacis illorum Reliquiæ in Civitate Hierosolymitana manfiones habere consueverint juxta veterem formam, in quibus ab antiquo fedem habere consuetum & loco, sedem habitationes nullus impedimento sit. Et posthac sine Edicto meo Sacro Sanctæ Evangelii Divina ope defensio, & Christianorum, Deo devotorum, Nationibus, Scytais & Cosacis, & reliquis eis obsidium fit, ne molitæ in Polonorum Dominia inveniantur, ne hostilitatem agendo populationem exerceant, & è Subditis Poloniæ quicunque in Podolium vel antea habitare voluerint, ne impediantur fed hæ conditione, qua juxta confœdera normam Decimas Legales, & alias Contributiones meas foluant, nemo illis sit impedimento, ut cultu terræ vitam sustentent.

Et cum antea singulis annis exhibendo Solito meo Imperiali promissa fuerunt, nonnulæ muneris species autoritum, Celsitud Dominii Clemens Hani Tartariæ Regione ne remissa & condonata fuerint præter illorum aureorum punctum, Oppidorum Bialocerkicen & Faboloez, quæ illi donata sunt omnia puncta antea ad Oppidum Hadecz concessarum ipsis lacrarum Capitulationum tenore contenta in hoc negotio confirmata ut conserventur, diligentia adhibeatur.

Et constituris ab utrinque selectis & præstantibus Viris juxta Testimonia Senatorum & Procerotum Regionis habitatorum Podoliæ & Ukrainæ Limites constituantur, Rectores, Gubernatores & Præfecti Partis in extremis Limitibus constituti judicent & dirimant lites Subditorum utriusque Partis, præter lites attingentes ad fundos. Si incolæ qui tempore capti Cameneci illic manserant, cum possessionibus edocti & alio translati fuerint, qui veint, iterum in Podolia maneant & habitent.

Et cum tempore occupati Cameneci qui manserunt Subditi, postea illis aliò traducti Ecclesiæ illorum detentitiæ fuerint, è subditis Latinis, qui tempore capti Cameneci illic non manserint, illis, qui inciderunt Cameneci manebunt, ex Ecclesiis ante concessis, & derelictis ipsis una lapsa Ecclesia concedatur, & in Oppido Bar ex Ecclesiis postquam Moschea constituta fuerit, Subditis Latinis iisdem morantibus concedatur una folum Ecclesia, si concessis Ecclesiis deficiat; fuerit, juxta antiquam positionem & formam in erectione ipsius non impediantur.

Pariter in Oppido Miedzybor & Jarowick, postquam constituta fuerit Moschea, ibidem manentibus Latinis Subditis singulis Ecclesiæ concedantur, si illis deficiat fuerint, in ipsarum ædificatione & constructione nemo impedimento sit. Et Dantiscanæ Naves omni securitate in Mari Mediterraneo navigantes, postquam juxta confœderam & veterem formam Teloniis solverint, contra Pacis Jus & Justitiam ne capiantur nevè molestentur.

In Regione Podoliæ Bassa Gubernator unus sit, & in Podoliæ Bey & Gubernatores, nec è Lipkarum, nec ex aliorum Tartarorum Nationibus eligantur, Lipkæ Seyrus, nec ita Podolia nec in loco Bey Subditis collocentur, sed in loco à Confinis remoto collocentur. Et in sacris antea concessis Capitulationibus, quæ præscripsus hisce conditionibus advertantur puncta dempta & reservata illæ, quæ verò conformia sunt in suo pristino vigore confirmantur; Quousque à parte Regis Polonæ, & à Dom. Gubernatoribus & Capitaneis, & à Subditis ipsius & reliquis quibuscunque attinentibus ad ipsum Fortalitiis suis in Confinis ope divinâ protectis, & Civitatibus & reliquis subjectis Ditionibus meæ Imperialis Majestatis Pagis & Locis & Villis, nulla omninò ratione invectio & ingressio fiat.

Regis Poloniæ Regionibus, Fortalitiis & Civitatibus & reliquis Pagis & Villis, à parte Regiæ Majestatis, & à Magnis Veziris, & cæteris Gubernatoribus & honoratis Rectoribus & Militiis victricibus, & Moldavieli, & Dobryeczubius, & Scythis Bialogrodenibus & Theinenibus, & Berydhenenibus, & aliis Regionibus Poloniæ Ditionis nullum damnum inferatur.

In locis Transitoriis Thyræ, & quibuscunque aliis custodia à Mercatoribus illarum partium, & in custodiendis transitibus negligentes & incuria gerentur, deponantur & suis præsentur officiis, & puniantur, & quasi honorarium Celsitudinis Hanis Crimensibus in renovatione Pacis promissum fuit, postquam singulis annis debito tempore missum hominibus, ipsorum redditum & confirmatum fuerit, Hanus Crimensis quoque amicitiæ & benevolentiæ vinculo obligatur conditionibus juxta antiquam formam fœderatæ, & respectum habeat, & nullum damnum qualiscunque modo ab Hano, & Galga Sultano & reliquis Murtis Regno Poloniæ inferatur quando contra Majestatem Poloniam inimicus aliquis insurget, Hanus quoque cum Exercitibus Tartarorum auxilium ipsi præster & fœderatis ferat. Et quando à Majestate mea Bellum ab aliqua parte geretur, & Hanus aut Galga Sultanus aut Murta cum Tartarorum Exercitibus Bellum inire deberent, ne per Ditionem Poloniæ transeant, ab antiquo per ipsa loca transire consueverint, ruptus per illa loca transeant; & post concessionem hujusce S. Capitulationis si Tartari aut Moldavi quipiam in Ditionem Poloniæ i vedli populationes exerceant, aut captivos rapiant, quando à Majestate Poloniæ Nuntius mittetur, talium Captivorum nullus in Ditione meæ Imperiali teneri permittatur, & nemo illorum qui huc Ipectat, in Regno Poloniæ vendatur.

Præterea quando verò ex extraneis partibus aliquis, aut alis Bella contingere necesse fuerit, ut ipsa Majestas Imperialis personaliter est, aut Dux constituras Exercituum & Palatini Vallachiæ & Moldaviæ & Transylvaniæ per contractionem illius hostibus Bellum gerat; Quando ab Hostle missus Internuntius à Rege Poloniæ auxilium quæret, Rex Poloniæ propter fiscritatem & efficaciateus & executionem amicitiæ & correspondentiæ tum erga Solium Imperiale suis Exercitibus, & opibus, ne hostibus meis opem ferat, & si quis ab Hostle meo missus in Ditionem Regni Poloniæ Exercitum colligere quærebat, illum impedire & facultatem ne concedat, & Senatoribus & Capitaneis ipsius, & aliis si qui propria voluntate ut ferrent auxilium hosti meo, abire voluerint, ne finat eos, nevè occulte vel manifeste illis veniam concedat.

Cum Transylvanicum Regnum meum sit Avticum & Hæreditarium, cum pluribus Transylvaniæ & Ungariæ Regibus, qui huc usque sinceritatem habuerunt, amicitiam exerceant, in partibus quoque Transylvaniæ, si hostis meus manifesterur, & Majestate Polona sine occultè, nec manifestè auxilium præstetur hosti meo, & si Princeps Transylvaniæ, aut Woiewoda Vallachiæ & Moldaviæ, & alii quipiam culpati transfugiant in Regnum Poloniæ, talis non admittatur, sed propter respectum amicitiæ & correspondentiæ devindos illos Compellus ad Solium Imperiale transmittat, hac ratione meo Amico Amicus, & Inimico meo fit Inimicus.

Et ut in præsens & in utroque Dominio amicitia cresceat, Subditi Ditionum Poloniæ per Fluvium Tyræ in Portum Bialogrodensem Mercibus afferentes, aut Mercaturas exercentes, cum postulatum fit tales, qui nullum Ditioni meæ damnum meditentur, pacisé & propter Mercaturam venientes, ne impediantur, & Regi Poloniæ permanente in amicitia erga meum Solium Imperiale, Woiewoda Moldaviæ quoque, juxta consuetudinem ab antiquo cum Regibus Poloniæ amicitiam exerceat.

Et antea tempore Pacis qui è Polonis in captivitatem rapti sunt, & perseverantes in Christianismo aut transierint in Mahometismum, quando è Polonia venerunt, aliqui, ubicunque illos invenerint in Ditione Imperiali dato Dominis ipsorum Juramento de pretio emptionis, uti præstitum constiterit, pluris ne redimantur, & postquam pretium solutum fuerit, nemo impedat, ut illos in propriam Regionem ducant. Verùm si quis ab illis Captivis in Mahometismum converti fuerint, ne de illis præsentio fiat, sed conserventur in illo eodem statu. Et post concessionem S. S. Capitulationum utrinque qui in captivitatem capti sunt, sine pretio liberentur, & Legati & hominel utriusque Dominii Parentibus ne egeant, sed Literæ permaneres nulla ipsis molestia, neque opibus ipsorum damnum inferatur, & Mercatores utriusque, Mari & Terra, per loca & Portos consuetos transeuntes & peruentes ubicunque morati fuerint, juxta confuetam normam solvenies Teloria quacunque tuerint, ne vila vexatione afficiantur aut damno in opibus aut Mercibus fuis.

Et si qui è Mercatoribus Poloniæ in Ditione mea Imperiali mortui fuerint, ne ipsorum quoque Merces usur-

ANNO 1679.

ANNO 1679. uſurpentur à publico Fiſco, ſed Societatis Antefignano & Principalibus ipſius reddantur, ut ipſi quoque Hæredibus ipſorum reddant.

Et ſi qui è Mercatoribus utriuſque Dominii, aut mutuo dare aut acceptæ pecuniæ, aut emptionis aut venditionis lites habeant; & qualique alio modo ad Tribunal cum adverſario ſuo fuiſſetur, ubicunque erit, aut hîc aut illîc, Judices locorum illorum, accurate & ſumma inquiſitione faciant, & quod probatum fuerit debitum & juſtum Poſtulatum, ut ſolvatur comitingant, nevè permittant, ut contrarietas & reſiſtentia fiat, ſed ſedulò Executioni committant, ſed ſine probatione debiti & legitimâ Judiciorum formâ, contra Jus nemo utriuſque Dominii propter alterius debitum moleſtetur, & ſi quis moleſtiam inferre voluerit, cohibeatur.

In litibus ſtipulationum & pecuniæ ſine legitima probatione & teſtimoniis ne moleſtetur, antequam videantur & legantur, quæ in manibus eorum ſcripta ſint obligatoriè & teſtationis Judicum & Notariorum publicorum legitimæ, ſolis ſaltis Teſtimoniis, injuſtæ petitioni & pravis litibus ne fides præſtetur neque quodpiam fiat. Et omninò Judices utriuſque Dominii adhibitâ curâ & diligentiâ, antequam controverſiæ ullo Statum & litis conditionem juxta ſuam originem & veritatem comprehendant, illegitimæ lites ne audiantur.

Et pariter ſi à Latronibus & Graſſatoribus cujuspiam opibus & vitæ damnum inferatur, Judices illorum ubicunque ſint, inveniant & ſumma ſeveritate puniant, & oblata latrocinia Dominis ipſorum reſtituantur.

Et venientes Legati propter Amicitiam ne cohibeantur, ſed & immunitate poſſint ire & redire, & quamdiu in confinia venerint, ſalvæ ſint cuſtodibus, & in utroque Dominio ita eadem ratione practicetur.

Et Silliſtrienſes & Bialogrodenſes Confinarii & Portus Telonarii & Decimatores & Triceſimatores, & quicunque alii & Miniſtris & ſervis Dominii mei, propter Triceſimatores Dominii utriuſque aliis ne permittantur ire trans Fluvium Thyræ & ſi apud Viatores utriuſque Dominii aut venientes aut abeuntes Captivi deprehendantur, abſque à manibus eorum reſtituantur Patriæ & Libertati, & Paſtores, quæ in Ditionem Poloniæ accedunt: notificent Judicibus locorum ie & pecora ſua, ciàm ne accedant, & Paſtorum juſtum ſolvant; Tales autem poſtquam ſe notificaverint, ſi quæ pecora ipſorum amiſerunt, locorum Judices interveniant & reſtituant. Et ven entium & abeuntium equi ne rapiantur in Poſta & itinere, ne Janizeri aut alliqui equos illorum arripiant. Et Negocistores & Mercatores poſt ſolutionem Telonii & conſuetorum, nihil plus ſolvere cogantur, & ne illis ſuperſtitiosa exactio fiat huc usque, & quod ſolvere conſueverint, illud idem ſolvant & nihil inſuetum fiat: & Subditi Polonicæ, Armeni & Chriſtiani in Moldavia, & in alia loca Ditionis Imperialis, ut Mercaturas ſuas exerceant, ne ciam & per deſertas vias veniant, ſed per conſtitas Mercatoribus itinera, ſi aliquod damnum talibus Mercatoribus, in via & opibus inferatur, puniantur ſeveriſſimè rei & culpati, & Mercatores ſuiceri & æqui, & ſine fraude venientes, ne vexentur, poſtquam ſolverint practicatum Telonium.

Et impoſterum ſicut Imperium meum, & dies gloriosi mei Dominii usque ad ultima ſecula indeficienter permanebunt, ita ſemper ſupradictarum Capitulationum virtute id omne quod in ipſis conſtetur executioni irrefragabili mandabitur, & eo Pax, & bona Correſpondentia in æternum confirmabitur & honore debito elevabitur. Et quamdiu à Rege Poloniæ ſuis Centurionibus, Palatinis & alia Gente ipſi ſubmiſſi nihil contra Pacem & concordiam proveniet, & Juratis Pactis, & Articulis Immutationem offerre poſſit, & quamdiu etiam ipſi honorem Exiſtimationi, Jus Amicitiæ & Pacis habebunt, etiam à gloriosa Porta mæ Majeſtatis Imperialis Juramentum adhibeo & proteſtor; per Excelſum Deum Creatorem Cæli & Terræ, & per Miraculu Mahomet Muſtaffa, Summi Prophetæ, (qui eſt Sol aliorum ſeculorum, ſupra quem ſit Pax Majeſtatis Divinæ) proteſtor inquam, quod ex juratis Articulis nec minimum Punctum transgrediar, nec ſuper ipſis ullum in modum interveniet difficultas alia, ſed quod Pax & Unio confirmabitur & ſtabilietur quantum glorioſi & fulgentis mei Imperii infinitum tempus permanebit, iſtæ Capitulationes ſtabiles & indiſſolubiles exiſtant, & omnes Subditi & dependentes illius Regni perfectâ quiete ſub umbrâ meæ protectionis gaudeant. Sic res ſciatis & fidem huic nobili Signo præſtetis.

Datum in Campo Danovæ Baſſæ in plenilunio Sept. Anni MDCLXXIX.

ANNO 1679.

CCVII.

Traité de Commerce & de Marine entre CHARLES XI. *Roi de Suede & les* PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas, fait à Nimegue, le* 12. *Octobre*, 1679. [Actes & Mémoires des Négociations de Nimégue. Tom. IV. pag. 678. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XII. pag. 19. en Allemand.]

3. Oct. LA SUEDE ET LES PROVINCES-UNIES.

NOtum teſtatumque ſit omnibus & ſingulis quorum intereſt, aut quomodolibet intereſſe poterit, Quandoquidem Pax ſincera & perpetua inter Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum Sueciæ, Gothorum, Vandalorumque Regem; Magnum Principem Finlandiæ; Ducem Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stettini, Pomeraniæ, Caſſubiæ & Vandaliæ; Principem Rugiæ; Dominum Ingriæ, & Wismariæ; nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliæi, Cliviæ, & Montium Ducem, &c. Ejusque Regiæ Majeſtatis Succeſſores ac Poſteros Reges Sueciorum Regnumque Sueciæ atque ſubjectas iſtis intra vel extra Imperium Ditiones ac Provincias ab una; atque Celſos ac Præpotentes Dominos, Dominos Ordines Generales Unitæ Belgii ab altera parte, hodie tacta ſignataque eſt, imò vera & fida amicitia utrimque de novo ſtabilita, fulciatque penitùs omni infinicitiarum hactenus geſtarum memoriâ, ita ut poſthac Pars altera alterius utilitatem, honorem ac commodum omni poſſibile modo promovere teneatur: idcirco Sua Regia Majeſtas hanc Pacem amicitiamque maximè firmare cupiens; & Domini Ordines Generales exiſtimantes id certiore modo fieri non poſſe, quàm ſi utriuſque Partis Subditi mutuâ Commerciorum neceſſitudine junxantur, & in eum finem Navigatio & Mercatura hinc inde Legibus, ad utriuſque Partis commoda maximè ſcientibus, ordinentur, ut ex illâ mutuum utilitatum conſuetudine, etiam melior firmiorque animorum Unio compunctioque exiſtere poſſit, decreverunt de dictis Mercaturæ & Navigationis Legibus invicem convenire, idque utriuque in Mandatis dederunt ſuis Legatis Extraordinariis & ad hunc Pacis Tractatum Plenipotentiariis à parte Sacræ Regiæ Majeſtatis Illuſtriſſimis & Excellentiſſimis Dominis, Domino Benedicto Oxenſtierna, Comiti in Korsholm & Waſa, Libero Baroni in Mörby & Lindholm, Domino in Kapuris & Katila, Sacræ Regiæ Majeſtatis Regnique Sueciæ Senatori ac Præſidi in Summo, quod Wismariæ eſt, Tribunali, ut & Supremo Legifero Ingriæ & Kexholmiæ; & Domino Johanni Paulino Oliverkrans Domino in Ulſthal & Hoffwanſtorp, Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ Conſiliario Cancellariæ, Secretario Status & Judici Ordinario Territorii Widbonſis; à parte Dominorum Ordinum Generalium Illuſtriſſimis & Excellentiſſimis Dominis, Domino Hieronymo van Beverningk, Theylingæ Toparchæ, Lycuæ in Lugduno Batavo-Curatori, quondam Conſiliario Status, nec non Unitarum Belgii Provinciarum Theſaurario Generali; & Domino Wilhelmo van Haaren, Bilthæ Friſiorum Grietman, in Conſeſſu Dominorum Ordinum Generalium à parte Dominorum Ordinum Hollandiæ & Friſiæ Deputatis, qui communitis hinc inde Plenipotentiarum Tabulis, & habitis colloquiis in Articulis mutui Commercii & Navigationis conſenſerunt & convenerunt tenore ſequenti.

I. Pro fundamento & firmâ baſi ſit reciproca & omnibus modis abſoluta Navigationis & Commerciorum libertas, per omnia & quævis Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ, & Celſorum Præpotentiumque Dominorum Ordinum Generalium Unii Belgii Regna, Status, Ditiones & Provincias in Europâ, circa omnia & ſingula Mercium genera obſervanda, quatenùs abſoluta iſta & reciproca libertas in ſequentibus Articulis limitata vel reſtricta non eſt.

II. Ut verò inter alteremorantarum Partium Subditos & Incolas Commercium & amicitia ſecura debinc; & ab omni perturbatione, & moleſtia tuta ſit, conventum & concluſum eſt, ut ſi quando inter Sacram Regiam

ANNO 1679. giam Majestatem, Regnumque Sueciæ & prædictos Ordines Generales Unit. Belgii, mala aliqua intelligentia & amicitiæ interruptio ruperave foburiantur, (quod Deus avertat,) tum terminus novem Mensium post dictam ruptoram utriusque Partis Subditis & Incolis dabitur, quò recipere sese unà cum rebus & bonis suis eaque asportare licebit, quoquovertum ipsis placuerit, sicut & eis permissa tunc erit venditio & alienatio bonorum suorum mobilium immobiliumque rerum liberè & absque ullâ interturbatione; nec eorum bona, res & facultates, nedum ipsimet arrestio vel manus injectione, interea temporis detinendi nec infestandi sunt.

III. Quòd prædictæ Suæ Majestatis prædictorumque Ordinum Generalium Subditi & Incolæ nullos impositos aut imposterum inter se exercent hostilitatum actus aut violentias, nec Mari nec Terrâ, nec in Fluviis, Fluminibus aut Stationibus, sub quocunque nomine aut prætextu, ita ut Subditi Suæ Regiæ Majestatis nullum Diploma, Commissionem vel Instructionem, pro privatis Armaturis Navalibus exercendis, neque Literas Repressaliarum (ut vulgò vocant) aliquorum Principum vel Statuum, qui præfatorum Dominorum Ordinum Generalium Hostes sunt recipiant, neque vi aut prætextu eorumdem Diplomatum, Commissionumque vel Repressaliarum prædictos Dominorum Ordinum Generalium Subditos & Incolas turbent, infestent vel incommodo damnove aliquo afficiant, neque ejusmodi vel Armaturam exercent, vel ei in altum procedant; qui secùs fecerint, ut Piratæ profequendi sunt & plectendi. Id quod reciprocè respectu & ratione Suæ Majestatis Subditorum & Incolarum ab Unitarum Belgii Provinciarum Subditis & Incolis observandum sit.

Iu quem finem toties, quoties requisitus ab utraque parte in omnibus utriusque Partis Regionibus, Dominiis & Ditionibus quibuscunque prohibitiones strictæ & perexpressa renoventur & publicentur, ne quis hujusmodi Commissionibus live Literis Repressaliæ ullo modo utatur sub pœnâ supra definitâ, quæ severè contra violatores executioni mandabitur, præter restitutionem & plenam satisfactionem iis præstandam, quibus damnum aliquod intulerint.

IV. Omnes & quæcunque Literæ Repressaliarum, quæ antehac quibuncque de causâ concessæ sunt, pro nullis abolitisque declarentur, neque ex eis ulterà dictorum Fœderatorum parte concedantur in alterius Subditorum detrimentum aut incommodum, nisi eo duntaxat casu, quo Justitia denegata fit, cui denegationi fides non habebitur, nisi libellus supplex ejus, qui prædictas Repressaliæ Literas postulaverit, communicatus sit Ministro, qui à parte Status ejus contra cujus Subditos istæ dandæ sunt, eo loci relidebit, ut intra quatuor Mensium tempus (aut prius si fieri possit) contrarium docere aut complementum quod debeatur Justitiæ procurare possit.

V. Suæ Majestatis Subditis particularibus actio nulla intendatur, nec perfonis rebusve eorum manus injiciatur, ratione debitorum quæ Sacra Majestas contrahetit. Nec vice versâ Subditis particularibus Dominorum Ordinum Generalium ulla talis actio moveatur vel manus injiciantur ratione debiti publici quod contraxerint Dominî Ordines Generales.

VI. Regnorum Dominiorumque Sacræ Majestatis & Dominorum Ordinum Generalium Subditi & Incolæ amicè se erga invicem gerant & pacatè vivant & converlentur inter se, omni bonâ intelligentiâ concordiam mutuam alant eâdemque porro Commercii Navigationisque in Europa & omnibus utriusque Partis Regnis, Dominiis & Locis quibuscunque libertate reciproca fruantur, circa quarumvis generum Merces & Mercimonia. Commercia autem, aut asportationi eorum, interdicere eaque vetare non licebit, nisi generatim omnibus tam Subditis quàm Peregrinis vetita & interdicta sint.

VII. Subditis idcircò Suæ Regiæ Majestatis & Dominorum Ordinum Generalium Libertas sit & Potestas cum Navibus & Mercibus, rebusque suis ad utriusque Partis Terras, Regiones, Urbes, Portus, Loca & Fluvios appellendi, eosque adeundi, ibique frequentandi & Commercia exercendi, quibuscunque in Mercibus, rebusque & Mercimoniis, quorum Commercium aut asportatio generatim tenore præcedentis Articuli prohibita non sint; observatis Legibus & Statutis cujusvis loci, sive Mercaturam, sive jus aliud respicientibus, ita ut alterius Subditi in alterius Regnis, Provinciis ac Ditionibus, eadem Libertate, Privilegiis, Exemptionibus ac commoditatibus utantur, fruantur, quâ propriis & naturales Subditi, in quantum æqualis ANNO 1679. lita Libertas observari poterit, sine præjudicio Privilegiorum, Civitatibus & Pontibus concellorum. Cessent haque omnia onerum & inæqualitatum Genera, quæ in dictæ mutuæ libius libertatis immiuutionem vel retributionem post annum milleslmum feicentelimum quinquagelimum fextum conflituntur, flatuto vel consuetudine introducta esse reperiuntur. In specie autem semper & ubique in omnibus Sacræ Majestatis Sueciæ Regnis, Dominiis, Regionibus & Provinciis, liberum sit Subditis Unit. Belgii, falia, paquum & haccs, non secùs ac quasvis alias Merces, in ædificiis vel cellis repolitoriis (vulgò *Packhuys* dictis) aflervare, indeque venum exponere. Solvent utriusque Partis Subditi Teloiua, Vectigalia & introtus exitusve jura, quæ à Sacra Regia Majestate ejusve Successoribus vel à Dominis Ordinibus Generalibus in suis respectivè Dominiis impolita sunt, vel imposterum imponi poterunt. Ut autem in eorum solutione certa utrinque fit regula, convenium & cautum eit, ne uniuscujus Partis Subditi, in omnibus Terris, Regionibus, Ditionibus, Locisque, utriusque Partis Imperio vel Dominio subjectis, teneantur plura vel alia jura, impositiones aut Vectigalia quæcunque personarum, Merciem, Mercimoniorumque, Navium vel Naulorum, sive in accessu, sive in reditu, per differentiam solutionis in Mercibus, certâ monetæ specie, vel quocunque modo, sub quocunque prætexta, nomine aut titulo, directè vel indirectè solvere quàm ea, quæ ab alterutrius Partis proprîs & naturalibus Subditis solvuntur, neque in præjudicium hujus reciprocæ libertatis, alicui Partium permissum sit, Subditis proprîis præ alterutrius Subditis Beneficia, Immunitates, dona gratuita aut Prærogativas aliquas concedere, ideoque in specie cessent omnia & singula ejusmodi Vectigalia aliaque onera, quæ in Portibus Rigæ, Revaliæ, Wiburgi, aliisque Ditionibus Sueciæ in Mari Baltbico Navibus Uniti Belgii, quamvis foburatis tanùm & nullo Mercium genere onerati, præ Navibus Suecicis post annum milleslmum feicentelimum quinquagelimum fextum impolita sunt. Quandoquidem autem in Suecia per Conflitutionem die octavâ Decembris, Anni milleslmi feicentelimi quadragelimi quinti promulgatam, circa Vectigalia, introtuta usuque recepta eil quædam inæqualitas ratione Navium, quibus Merces vehuntur, discrimen fcilicet inter Naves Subditorum Sueciæ armatas & non armatas, vel onerarias & Exteiorum proprias. Conventum idcircò eil, ut in Esthonîâ, Livoniâ, Ingriâ, Portubusque Pomeraniæ & Megapolcos, cæterisque omnibus Dominiis, Regionibus & Provinciis præter Regnum Sueciæ & Finlandiam Sacræ Regiæ Majestatis subjectis aut inpolterum fortè subjiciendis, ceslet omne discrimen, inter Naves Subditorum Sacræ Regiæ Majestatis & Naves Incolarum Uniti Belgii, ita ut nemo pro Mercibus & Mercimoniis, quæ Navibus Incolarum Uniti Belgii in dictas Provincias Ditionis Sueciæ transportantur, vel inde efferuntur, ad folutionem majorum aut plurium Vectigalium adigatur, quàm quæ à Subditis Suæ Regiæ Majestatis pro Mercibus & Mercimoniis, quæ fuis Navibus illuc transportant vel inde evehunt, perfolvuntur Per totum verò Regnum Sueciæ atque Magnum Ducatum Finlandiæ dictum Navium, ducrimen, circa folutionem Vectigalium pro Mercibus & Mercimoniis adhuc manet vigetque, ad eum omninò modum quem tata Anno milleslmo feicentelimo fexagelimo octavo Typis publicis excusa exprimit, exceptis tantùm fequentibus quatuor Merciem generibus, uti Ignis, frumentis, pice concreta & liquidâ & cinere: in quibus fcilicet Merciem, id discrimen Vectigalis, respectu Navium onerariarum Subditorum Suæ Regiæ Majestatis Sueciæ Incolarum Uniti Belgii fervandum erit, quod Anni milleslmi feicentelimi quinquagelimi noni taxâ expreslum ertat. In ut ceslante omni discrimine Merciem, utrum Subditorum Suæ Regiæ Majestatis an Dominorum Ordinum Generalium proprîæ sint, illud Vectigalium discrimen solas Naves concernat, neque ultra prædictas annorum taxas in supra specificatis quidem quatuor Merciem generibus ultra taxam Anni milleslmi feicentelimi quinquagelimi noni, in omnibus verò reliquis ultra taxam Anni milleslmi feicentelimi fexagelimi octavi fe extendere debeat: verùm si aliqua majora onera Navibus Mercibusve posteà impolita sint, vel abhinc imponentur, ea semper observetur æqualitas, ut pranominatum discrimen majus non fiat, & omnis talis mutatio Merces & Mercimonia, quæ tàm Suecicis quàm Uniti Belgii Navibus, vel inferri vel evehi contigerit, æqualiter contingat

ANNO 1679. tingat, atque conflare poſſit, quantum unusquisque pro Mercibus & Mercimoniis, vel invehendis, vel exportandis tam in Suecia & Finlandiâ, juxta præcitatum Navium discrimen, quàm in reliquis Sueciæ ſubjectis Provinciis, ut & Dominorum Ordinum Generalium Dominiis nomine Telonii aut Vectigalium pendere debeat, curabunt Sua Regia Majeſtas & Domini Ordines Generales, quisque à ſua parte, ut Tabulæ propereè confectæ & Typis excuſæ exſtant, quò quid pro quâvis Merce cuivis pendendum ſit, publicè & omnibus notum eſſe poſſit; pro Navibus autem armatis habebuntur illæ quæ viginti quatuor Tormentis inſtructæ ſunt, & eo modo ædificatæ atque exſtructæ, prout Naves ad Bellum armatæ viginti quatuor Tormenta Bellica ferentes conſtrui ſolent, & quòd Tormenta talia ratione ponderis & magnitudinis eſſe debeant, qualia Navibus ad Bellum armatis in uſu eſſe ſoleant.

Præterea conventum & ſtatutum eſt pro Regulâ generali, ut Subditi Suæ Regiæ Majeſtatis in omnibus Terris, locisque Dominorum Ordinum Generalium Imperio & Dominio ſubjectis, circa omnia Jura, impoſitiones aut Vectigalia quæcunque perſonas, Merces & Mercimonia, Naves, Nauta, Navigationem & Commercia concernentia, ſiidem ad minimum Privilegiis, Libertatibus, Immunitatibus & Conceſſionibus utantur, fruantur, parique favore in omnibus gaudeant, quibus amiciſſima quævis Gens extera utitur, fruitur, gaudereque aut inpoſterum uti, frui aut gaudere poſſit.

VIII. Navibus Belliciis utriuſque Partis ſemper ſtationes, Fluvii Portuſque pateant; appulſus etiam, introitus & Stationes libera ſanto, quamdiu neceſſe habebunt, eâ verò Lege, ut hæ in nomine verſentur cum diſcretione, ne commorarione longâ nimis & affectatâ, aut alio quocunque modo ullam offenſionis vel ſuſpitionis occaſionem præbeant; Gubernatoribus item dictorum Locorum, Portuumque dictarum Navium Præfecti acceſſus & manſionis ſuæ cauſam denuntient.

IX. Suæ Majeſtatis & Ordinum Generalium Navibus, tàm Belliciis quàm iis quæ ſumptibus privatis ad Bellum inſtructæ ſunt, licitum eſto Naves Mercenque ab hoſtibus captas liberè conducere, quoquo verſum ipſis placuerit, nec quicquam rei Maritimæ Præfectis aut Judicibus aliis quibusvis ſolvere teneantur, neque etiam antedictæ prædæ ubi ad Majeſtatis Suæ aut Dominorum Ordinum Generalium Portus appulerint & intraverint, arreſto ullo detinentur, nec Scrutatores, aliive locorum Officiales in eas aut de earum validitate inquirent, quin vela quovis tempore explicare, discedere & prædas eò loci deducere liceat, qui in Commiſſionum Literis aut Diplomate expreſſus fit, quas Literas Præfecti hujusmodi Navium Belliciarum monſtrare tenebuntur: è contra autem ſi eorum Portubus azylum aut refugium non dabitur iis, qui prædam fecerint in Suæ Majeſtatis aut Dominorum Ordinum Generalium Subditos. Quòd ſicubi tales neceſſitate tempeſtatis aut Maris periculo coactæ intrarint, exire curandum eſt ut exeant, & quamprimùm fieri poſſit inde ſe recipiant, exceptis tamen utrinque Navibus Regnorum aut Statuum, quibus per anteriora Fœdera ea appulſus & introitus in cujusque Partis Portus conceſſus eſt.

X. Quòd ſi quispiam Subditus aut Civis Fœderati Belgii in Regnis aut Provinciis Suæ Regiæ Majeſtatis, quæ Jure Sueciæ utuntur, ſine Liberis, Hærede inſtituto, aut executore ultimæ voluntatis certo, intra Regnum, & dictas Provincias moriatur, tenebitur Magiſtratus illius loci relictas Merces, pecuniam, debita atque ibibus rationum cum ſcriptis & Documentis exhibita in Judicem ſub manu & Sigillo Notarii Publici & Teſtium aſſervare, atque illicò poſt obitum hominis Literis ſuis bis ſignificare Magiſtratui Urb's illius aut loci, in quâ vel quo defunctus Domicilium aut Civis Jus obtinuit, ut per ipſum Magiſtratum indicetur legitimus Hæredi neceſſitas veniendi intra annum & diem repetitum Hæreditatem in Regno Sueciæ dictisque ejus Provinciis relictam, facto initio numerandi à die ſcientiæ hive notitiæ mortis, Magiſtratui illius Urbis per Literas intimatæ; ſi venerit intra præſcriptum tempus licitum erit ei, poſtquam ſe legitimum Hæredem indubitatis Documentis probaverit, coram Magiſtratu Urbis aut Loci illius, in quâ vel quo Domicilium defuncti habuit antequam in Suecium profectus eſt, adire & repetere Hæreditatem, ita tamen ut ſi Civis Subditusque Suæ Regiæ Majeſt. exiterit, qui mortuus eſt, Hæret Jus ſta-

ANNO 1679. tutarium (modò non excedat trientem Hæreditatis) perſolvat Civitati illi in quâ alter moriatur, antequam bona ſita Hæreditaria Urbe aut Regno evexerit, aut in Regno diſtraxerit, omnibus aliis caducis Juribus, quæ ex tali Hæreditate Suæ Regiæ Majeſtati aut Regno Sueciæ ſoleant competere aut accrescere, deinceps aut inpoſterum remiſſis & ceſſantibus. Quòd ſi verò Juſtitor tantùm fuerit, qui alterius Civis Subditique Dominorum Ordinum Generalium bona in ſe receperat diſtrahenda, tenebitur ſimiliter Magiſtratus illius Loci, in quo is mortuus fuerit, obitum Juſtitoris hujus bis ſignificare Literis Magiſtratui illius Urbis in quâ is habitat, cujus bona ea eſſe aut Juſtitor manifeſtaverit, aut aliàs ex relictis Codicillis aliisque Documentis certis, vel alio quovis modo conſtiterit, ut indicetur vero Poſſeſſori neceſſitas veniendi repetitum bona ſua. Si ipſe venerit vel per Procuratores ſufficienter probaverit, relictorum bonorum ſe Poſſeſſorem eſſe, liberum ipſi erit repetere ac recolligere bona ſua integra, eaque omnia ſine defalcatione diſtrahere aut exportare. Eâdem humanitate tractabuntur Subditi Regiæ Majeſtatis Sueciæ in Provinciis Confœderati Belgii, eo tempore jure & libertate utentur ac fruentur dicti Suæ Regiæ Majeſtatis Regnique Sueciæ ſubditi in præditis Provinciis Fœderati Belgii, tam ratione Hæreditatum, quæ ibi ſiisdem obtingere poſſunt, quàm ratione Mercium ac bonorum Juſtitori concrediturum: ac tenebuntur Magiſtratus cujusque loci, ubi Poſſeſſorem aut Juſtitorem mors præoccuparverit, obitum hominis bis perſcribere ad Magiſtratum ejus loci ubi Hæres ſit, aut qui ſua Juſtitori crediderit, ut ſua ab Juſtitore relicta ſine defalcatione recuperare Hæreditatemque ſine impedimento ex præcripto Juris aut ſtatuto loci adire queat, atque tenebitur Magiſtratus loci manum auxiliarem petenti exhibere.

XI. Naves utriuſque Partis oneratæ oras vel Littora alterutrius præternavigantes atque ad Stationes aut Portus tempeſtate coactæ aut alio modo appellentes, non cogantur ibidem Merces ſuas aut aliquam harum partem exonerare, nec aliqua Jura perſolvere teneantur, niſi Mercimonia ſuapte ſponte ibidem exonerent; licitum tamen ſit, particulam aliquam onetis impetrati ad hoc venâ eorum, qui rebus Maritimis præſunt, eum tantùm in finem è Navi ſolvere & divendere, ut neceſſaria vel refectioni Navis vel victui emantur, eoque caſu non integrum Navis onus vectigale fiet, ſed ea tantùm particula quæ exonerata & divendita fuerit.

XII. Navarchi eorumque Nautæi, Officiales, Nautæ, Milites, cæteraque Gens Nautica, Naves ibidem, Mereesque aut Mercimonia, quibus oneratæ fuerint, arreſto non detinentur, neque manus injectione inſeſſentur, vigore alicujus Mandati, ſive generale ſive particulare hit, cujuscunque perſonæ, & ob cauſas & rationes quascunque, vel quocunque ſub prætextu. Porrò utriuſque Partis Subditis quidquam aut capere, aut vi extorquere neſas eſto, niſi conſentiat ille cui competit, ac paratâ pretiâ perſolvatur. Quod tamen intelligendum non ſit de ea detentione & manus injectione, quæ Mandato & auctoritate Juſtitiæ, viisque ordinariis facta erit juſti debiti vel delicti cauſâ, quorum reſpectu vîâ Juris ſecundum formam Juſtitiæ agendum ſit.

XIII. Subditis ſuæ Regiæ Majeſt. Sueciæ & Incolis Provinciarum Unitarum omnibus & ſingulis licitum erit, cum Navibus & Mercibus ſuis omni cum libertate & ſecuritate, nullâque diſtinctione habitâ, quinam earum Mercium ſint Proprietarii, navigare & negotiari à Portubus, Regnis, & Provinciis ſuis, ſicut & ab aliorum Principum & Statuum Regnis & Portubus ad loca eorum, qui jam tam Sueciæ, quàm Provinciarum Unitarum vel alterutrius Hoſtes ſint vel fient; licitum itidem Subditis & Incolis præfatis Navibus & Mercibus, absque diſtinctione ſupradictâ, navigare & negotiari, eâdem cum libertate & ſecuritate à locis, Portubus & Stationibus eorum, qui utriuſque Partis vel alterutrius particulariter Hoſtes ſint, absque contradictione aut perturbatione qualicunque, non tantùm directè ab illis præmemoratis locis hoſtilibus ad locum neutralem, verùm etiam ab uno loco hoſtili ad locum hoſtilem alium, ſive illi ſub Jurisdictione ejusdem Principis ſint, ſive ſub diverſis: licitum porrò erit præmemoratis Subditis & Incolis, pari cum libertate & ſecuritate, res & Merces ſuas neutralibus eredere Navibus à loco hoſtili ad locum neutralem, vel à loco neutrali ad locum hoſtilem, vel ab hoſtili ad hoſtilem transvehendas, ſine diſtinctione utrum loci illi

Digitized by Google

ANNO 1697. sub ejusdem Principis an diverſorum Jurisdictione fint fiunt.

XIV. Illa navigandi & commercandi libertas ad omnia Mercimoniorum genera ſe extendet, exceptis ſolum iis, quæ Articulo proximo ſequuntur, & Contrabandæ nomine indigitabuntur.

XV. Sub iſto nomine Contrabandæ ſeu Mercimoniorum prohibitorum ſolummodò comprehendantur arma, Sclopeta aut Tormenta majora, Bombardæ cum ſuis Ignitis & aliis ad ea pertinentibus, ignes miſſiles, Pulvis Tormentarius, Mortaria, Globi, Cuſpides, Lanceæ, Haſtæ, Bipennes, tubi catapultarii (vulgo Mortarii,) inducties Sclopi (vulgo Petardæ,) glandes cynarii miſſiles (vulgo Granadæ) Furcæ Sclopetariæ, Balteï Sclopetarii, Sclopetæ, Sclopeti, Globuli, ſeu Pilæ, quæ Sclopetis jaculantur, Caſſides, Galeæ, thoraces loricati (vulgo *Curaſſes*,) enſes eorumque Balthei, & ſimilia armorum genera, atque omnia ad inſtruendos equos neceſſaria, Sclopethecæ & quæcunque alia inſtrumenta Bellica.

XVI. Inter bona prohibita nequaquam cenſebuntur hæc quæ ſequuntur Mercimonia, triticum, hordeum & aliud quodcunque frumenti vel leguminis genus, Olea, Vina, & omne genus Salis, nec non omnis generalim annona, quæ ad victum hominis & vitæ ſuſtentationem facit, ſed nec ferrum, cuprum, æs, nec quicquid ad conſtruendas inſtruendasve Naves neceſſarium, cujus notæ ſunt cannabis, linteamen velis nauticis aptum, picis tam liquidæ quàm aridæ omne genus, mali, trabes, lignum tornatum, Tabulæ navales, rudentes, anchoræ vel anchorarum partes quælibet, nec aliæ quæcunque Merces quæ pro terreſtri vel Maritimo Bello formam non acceperunt, multò minùs hæ quæ ad aliam quemvis uſum jam apparatæ aut conformatæ ſunt, quæ planè inter Mercimonia libera cenſebuntur, juxta atque aliæ quælibet Merces & res quæ in Articulo proximè præcedenti non comprehenduntur, ita ut à Subditis utriuſque Partis etiam ad loca inimica libertimè transportari & inveheï poſſint, exceptis duntaxat Oppidis locisve obſidione cinctis, circumſeptis & invetitis.

XVII. Ut autem hæc ſupradicta exactiùs obſervari & executioni mandari poſſint, conventum eſt quòd Naves & Navigia cum Mercibus ad Suæ Majeſtatis Subditos ſpectantia, quæ Portum vel Stationem aliquam Dominorum Ordinum Generalium ingreſſa ſunt, indeque ad loca inimica abire velint, tenantur ſolummodò monſtrare Portuum, unde diſceſſura ſunt, Officialibus Literas Salvi Conductus, quæ continenat ſpecies oneris ſiuarum Navium, certificatas & ſignatas ſigno & Sigillo ordinario & recognito Magiſtratus vel Officialium, ad id conſtitutorum iis in locis à quibus primum diſcesſerunt, cum expreſſione loci ad quem deſtinantur, eaque omnia in formâ ordinariâ & cuique loco ſolitâ. Poſt quam Salvorum conductuum, formâ quâ dictum eſt, exhibitionem, non poterunt amplius moleſtari, viſitari, detineri aut retardari in ſuo itinere ſub prætextu quocunque.

XVIII. Naves Subditorum & Incolarum Regiæ Majeſtatis Suecia, venientes ad aliquas Oras Maritimas, intra dictorum Dominorum Ordinum Generalium Ditionem, non tamen Portum intrare volentes, aut ingreſſæ nolentes exponere aut diſtrahere onera ſuarum Navium, non teneantur onerum ſuorum reddere rationem, niſi ſuſpectæ fuerint, transferendarum ad Hoſtes dictorum Dominorum Ordinum Generalium Mercium prohibitarum, ut antea dictum eſt.

XIX. Et caſu dictæ ſuſpicionis manifeſtæ dicti Subditi & Incolæ Succici obligati ſint, exhibere in Portibus Salvos Conductus ſuos, modo ante declarato.

XX. Quòd ſi dictæ Naves Suecicæ ad Oras Maritimis progreſſæ aut in pleno Mari obviam factæ fuerint Navibus dictorum Dominorum Ordium Generalium, aut armatorum privatorum eorum Subditorum, tum dictæ Naves Bellicæ, ad quævis evitanda incommoda, maneant extra jactum Tormenti Bellici, mittantque ſcapham ad Navem Subditorum aut Incolarum Succicorum, & cum duobus aut tribus ſolummodò hominibus intrent, quibus monſtrentur Salvi-Conductus à Magiſtro vel Patrono dictæ Navis Suecicæ, modo uti Articulis præcedentibus expreſſum eſt, ut & Literæ Maritimæ, conceptæ juxta formam præſenti Tractatui appoſitam, ex quibus conſtare poſſit, ex Salvo-Conductu quidem de onere, ex Literis Maritimis verò de habitationis in Ditionibus Succicis loco, & de nomine tam Magiſtri vel Patroni, quam Navis; ut iis duobus mediis cognoscatur, an Merx interdicta aliqua inſit, & apparet ſufficienter qualitas Navis & Magiſtri vel Patroni ejus: quibus Salvo-Conductui & Literis ANNO 1697. Maritimis fides adhibeatur plena; eoque magis, quia tam à parte ſuæ Regiæ Majeſtatis, quàm Dominorum Ordium Generalium dabuntur Certificationes contrariganæ, ut meliùs agnoscatur valor, ne ullatenùs falſæ fiant.

XXI. Et caſu quo in dictis Navibus Subditorum Regiæ Majeſtatis Succiæ, deſtinatis ad Portus pertinentes ad Hoſtes Dominorum Ordinum Generalium, dicto modo reperiantur Merces aliquæ juxta præmemoratam deſignationem prohibitæ, eædem exonerabuntur, accuſabuntur & Fiſco addicentur coram Judice Amiralitatis Provinciarum Unit Belgii aut alio competente; nec tamen propterea Navis, aut alia bona & Merces, quæ liberæ & permiſſæ ſint, in præfata Navi reliquæ manentes, quovis modo occipentur vel Fiſco addicantur.

XXII. Conventum præterea eſt, ut quicquid comperum fuerit oneriamm à dictis Subditis & Incolis Succicis in Navibus hoſtium Dominorum Ordinum Generalium, quamvis Mercimonia non fint prohibita, Fiſco addicetur cum omnibus cæteris, quæ in præfata Navi invenientur, ſine ullâ exceptione vel reſervatione, & vice versâ liberum & relaxatum ſit quicquid vehetur in Navibus Subditorum ſuæ Regiæ Majeſt. quamvis onus aut pars ejus ſit hoſtium Dominorum Ordinum Generalium, exceptis Mercibus interdictis, quarum intuitu obſervetur id quod Articulis anterioribus cautum eſt. Ad majorem hujus Articuli elucidationem conventum præterea eſt, caſu quo Pars utraque aut altera Bello aliquo involvantur, Merces tamen quæ ad Subditos Partis alterius ſpectant, repertas in Navi tertii, qui aut utriuſque aut alterius Partis hoſtis factus eſt, ullo modo confiſcare neſas eſſe ea ratione eove prætextu, quod in Navi inimici impoſitæ aut reperta ſint, illudque obſervetur non eo duntaxat caſu, quo Merces Illæ ante Belli denunciationem impoſitæ fuerant, ſed etiam ſi id poſt dictam denunciationem accidetit, modò id intra tempus aut terminos ſequentes actum ſit; nimirum ſi impoſitæ ſint Navi Interim in aliquo Portu vel loco Maris Balthici aut Borealis intra terminum vel locum *the Soundings* vocatum, & terminum qui Terneuſe dicitur in Norwegia, intra ſpatium ſex Septimanarum poſt talem Declarationem; duorum Menſium intra dictum terminum *the Soundings*, & Fretum quod Gibraltar nuncupatur; decem Hebdomadum in Mediterraneo & usque ad Lineam Æquinoctialem; ſed intra ſpatium octo Menſium ultra dictam Lineam in quavis alia Orbis regione vel loco, adeò ut bona Subditorum Regiæ Majeſtatis Suecicæ in quecunque Navi vel Navigio cujuscunque, qui Dominorum Ordinum Generalium hoſtis fuerit capta aut deprehenſa, dicto ſpatio terminorum & temporis, eoque ſub prætextu quòd Navis fuerit hoſtilis, confiſcare non liceat, verùm ſine dilatione Proprietariis reſtituentur, niſi impoſita fuerint poſt dictorum terminorum temporisque reſpectivè expirationem; ita tamen ut licitum non ſit talia Mercimonia, quæ Contrabandæ dicuntur (licet ob dictam cauſam Confiscationi obnoxia non ſint) ad Portus inimicos advehere, & ficut jam circa Navigia & Merces ſtipulatum eſt, ut Naves liberæ libertatem quoque Mercimoniis vindicent; ita ulteriùs conventum eſt, eandem libertatem ad perſonas extendi debere, quæ Navi liberâ vehuntur, eo cum effectu, ut quamvis utriuſque Partis aut alterius hoſtes ſint, ex Navi iſtâ liberâ non exeraantur, niſi milites ſint & hoſtibus effectivè miniſteria ſua præſtent.

Licitum porrò erit Subditis vel Incolis utriuſque Partis, cum iis qui utriuſque aut alterius Partis hoſtes ſunt, Commercium Literarum exercere, eousque niſi in eum finem per Territorium illorum hoſtium transferendæ ſint, transitus ille liber & absque aliquo impedimento tutus, nec ullo modo interdicendus aut impedendus ſit: ita tamen ut cum hujusmodi cauſis exiterit de modo Literas transferendi convenien-dum ſit.

XXXIII. Subditi & Incolæ Dominorum Ordinum Generalium reciprocè fruantur iisdem Juribus, libertate & exemptione, in eorum Navigatione & Commercio, tam in Portubus & Oris Maritimis quàm in Maribus & Ditionibus Suæ Majeſtatis, quibus modo dictum eſt Subditos ejusdem frui ratione Dominorum Ordinum Generalium & in Mari aperto; intelligator autem reciproca æqualitas hæc in omnibus ab utraque parte, etiam eo caſu quo Domini Ordines Generales habeant poſtea amicitiam & neutralitatem cum aliquo Rege, Principe aut Statu, qui incidant in Bellum cum Sua Majeſtate Regno-

Digitized by Google

ANNO 1679. Regnoque Sueciæ, fruaturque Pars utraque iisdem conditionibus & limitationibus, quæ Articulis antecedentibus expreſſæ ſunt.

XXIV. Quò Subditorum & Incolarum Dominorum Ordinum Generalium ſecuritati abundantius caverum ſit, quòd nulla injuria per Regias Majeſtatis Naves Bellicas iis inferatur omnibus Regiarum Navium Præfectis, omnibusque & ſingulis Majeſtatis ſuæ Subditis, omni injuriâ & damno quocunque interdicetur, ſi ſecus fecerint pœnas luent, & præterea obſtricti erunt, de damnorum omni cauſa & eo quod intereſt, ſatisfacere per reparationem & reſtitutionem ſub obligatione & nexu perſonæ bonorumque; idemque à parte Dominorum Ordinum Generalium pariter obſervabitur.

XXV. Ob eandem cauſam ſinguli Navium ſumibus privatis ad Bellum inſtructarum Præfecti, antequam Diplomata ſive Commiſſiones ſuas ſpeciales recipiant, ſatisfacientem fiduciariam cautionem, per viros idoneos qui ſolvendo ſint & ſinguli in ſolidum obligati, coram Judice competente interponere in posterum teneburtur, ad Summam quinquecim millium Florenorum aut ſex millium Thalerorum Imperialium, ſe damnis & injuriis quibuscunque, quæ ſuo curſu navali ipſi, vel ſui Officiales, aliive ſibi inſervientes contra præſentem hunc Tractatum, & Edicta Majeſtatis ſuæ Sueciæ, quæ vigore & fecundùm diſpoſitionem ejusdem promulganda ſunt, committant in ſolidum ſatisfacturos, ſub pœna etiam revocationis & caſſationis Literarum Commiſſionalium ſpecialium ac Diplomatum, quod eſtam à parte Dominorum Ordinum Generalium obſervandum ſit.

XXVI. Si prædictorum Præfectorum aliquis, alterutri Parti inſervientes, Navem interceperit prohibitis ejusmodi Mercibus ut ſupra onerataın, foros illius Navis, in quo ea reperiri corrigerit, reſignare, ciſtas, capſas, farcinas, aut vaſa in eadem referare vel diſrumpere, vel partem licet minimam Mercimoniorum diſtrahere, transportare, immutare aut modo aliquo abalienare, niſi toto prius onere præſentibus Tribunalis Maritimi Officialibus in Terram expoſito, & in inventarium redacto, nefas eſto: ſin autem non totum, ſed pars oneris duntaxat in Mercibus prohibitis vel Contrabandis conſiteritr, easque Præfectus Navis Captori, qui eas deprehenderit extradere ſe promptum & paratum præſtet, in eo caſu Captor Navem, ut ad Portum ſibi commodum deflectat haud coget, ſed illicò dimittet, neque ulla ratione impedict, quò minùs curſum quem inſtituerat proſequatur.

XXVII. Majeſtas ſua Sueciæ Subditos Dominorum Ordinum Generalium, ac ſi proprii ſui Subditi eſſent, eodem favore in omnibus ſuis Ditionibus proſequi volens, quæ neceſſaria fuerint ſimul & efficacia dabit Mandata, ut Jus ſuper prædis captis adminiſtretur ſecundùm Juſtitiæ & æquitatis normam à Judicibus omni ſuſpicione majoribus, & quorum in cauſa, quæ disceptatur, nullatenus intereſt. Majeſtas etiam ſua ſtrictè dabit in Mandatis, ut Sententiæ jam latæ, & in futurum ferendæ, executioni, prout earundem tenor exigit, debitè mandentur, ſuumque ſortiantur effectum.

XXVIII. Quandocunque Dominorum Ordinum Generalium Legati, aliive Miniſtri publicâ auctoritate muniti, in Aula Suæ Majeſtatis commorantes, querentur de iniquitate Sententiarum, quæ latæ fuerint, Majeſtas ſua eisdem in Conſilio ſuo reviderî & ad examen revocari curabit, ut conſter, utrùm ordinationes & cautelæ in hoc Tractatu præſcriptæ ſervatæ, & debitum effectum ſortitæ ſint; curabit itidem ut huic rei omninò provideatur, juſquæ ſuum cuique querelanti intra trimeſtre ſpatium reddatur, nihilominùs ante vel poſt Sententiam latam, pendente ejusdem reviſione, bona controverſia vendere vel exonerare niſi ex conſenſu eorum quorum intereſt, quò damnum omne evitetur, nullatenus licebit.

XXIX. Lite motâ inter Prædarum Captores ex unâ & earundem Reclamatores ex altera parte, latâque Sententiâ vel Decreto pro parte Reclamantis, eadem Sententia five Decretum interpoſitâ cautione executioni mandabitur, Caporis ad ſuperiorem Judicem provocatione nullatenus obſtante, quod quidem non obſervabitur ubi Sententia lata fuerit contra Reclamatores. Quicquid autem præſenti & antecedentibus Articulis de ſincera & ſuccinctâ Juſtitiæ expeditione Subditis & Incolis Unitarum Provinciarum reddendâ circa prædas à Subditis Majeſtatis ſuæ factas, declaratum fuit, idem & à Dominis Ordinibus circa prædas à ſuis Subditis factas obſervabitur.

XXX. Majeſtati ſuæ itidemque Dominis Ordinibus Generalibus, quovis tempore liberum licitumque ſit, Navium tam Bellicarum quàm onerariarum conſtructionem & conducționem jubere, in Ditionibus locisque Partis alterius, & pro eo numero quo ipſis viſum fuerit, emere; itidem omnem & quemvis apparatum quo ad Bellum opus habeant, auctoritatemque ſuam utrinque interponent; quò dictarum Navium Mercimunque & apparatus emtio & extractio fiat juſto & convenienti pretio bonâque fide, eandem autem conſtructionis, conducționis aut emptionis libertatem & facultatem concedere iis, qui alterutrius hoſtes ſunt, caſu quo ii aggreſſores ſint, neias eſto. ANNO 1679.

XXXI. Caſu quo Naves five Bellicæ five onerariæ, tempeſtate aliove infortunio coactæ in ropes aut ſcopulos incidant, circa Oras unius alteriuſve Partis, ibique diſrumpantur & pereant, quidquid aut Navium apparatusque earum, itidem bonorum & Mercimoniorum ſervatum fuerit, aut pretium quod ex iis provenerit, Proprietariis reclamatoribus aut eorum negotiorum geſtoribus intra Anni dicique ſpatium, absque forma ulla litis reſtituatur, ſolvendis duntaxat impenſis quæ ſervandis iis factæ ſint, prout ab utraque parte circa rei ſervatæ Mercedem ſtatutum fuerit; ſin minùs Majeſtas ſua, Dominique Ordines Generales auctoritatem ſuam interponent, quò puniantur ſeverè eorum Subditi, qui ejusmodi inhumanitatis rei reperientur.

XXXII. Majeſtas ſua Dominique Ordines Generales nec in Portus ſuos, Urbes aut Oppi'a recipiant aut ſinant, ut ullus ex Subditis aut Incolis recipiat Piratas aut Prædones qualescunque ſint, ſed inveſtigentur, capiantur & merito ſupplicio puniantur & extra Portus ejiciantur, omnesque Naves, Bona, & Merces piraticè ab iis captæ, quæ exiſtent, juſtis Dominis ilico & absque formâ litis aut impenſis reſtituentur.

XXXIII. Subditis & Incolis utriuſque Partis, ubique in Terris obedientiæ ſuæ Majeſtatis & Dominorum Ordinum Generalium, liberum ſit uti Advocatis, Procuratoribus, Notariis & Sollicitatoribus qualibus viſum fuerit, curandumque erit, ut intra ſpatium duorum Menſium poſt latas Sententias executio ſtarum pleniſſimum ſortiatur effectum, quo fine idem commitantur ab ordinariis Judicibus, ſi opus, & Judices ad illud requiſiti fuerint; licitum itidem iis ſit in locis Domicilii ſui libros rationum & negotiorum ſuorum, Literarum etiam Commeatum habere, eo idiomate quo ipſis viſum fuerit, absque ulla moleſtia aut indagatione qualiscunque.

XXXIV. Regiæ itidem Majeſtati Dominique Ordinibus Generalibus liberum ſit, Subditorum ſuorum commodo, in Regno & Ditionibus utrinque ſuis Mercaturam exercentibus, Conſules nationales ex ſubjectis ſuis inſtituere, qui gaudeant eo Jure, libertate & immunitate, quæ ipſis ratione exercitii & funcționis ſuæ competit, de loco autem conſtituendorum ejusmodi Conſulum conveniendum ſit.

XXXV. Majeſtas ſua Dominique Ordines Generales nequaquam permittent ut in Oris, Portubus & Fluminibus Ditionum ſuarum Naves Mercenve Subditorum alterutrius capiantur à Navibus Bellicis aut aliis, quæ Diplomate cujusvis Principis, Reipublicæ, aut Oppidi qualiscunque, & in commodum eorum inſtructæ ſunt, & caſu quo id acciderit, Pars utraque auctoritatem ſuam vicesque unitas interponent, quo damnum datum reſarcietur.

XXXVI. Si dehinc per inadvertentiam vel aliter contigerit, contraventiones vel inconvenientias aliquas circa obſervantiam hujus Tractatus, à parte five ſua Regiæ Majeſtatis quæque Succeſſorum, five Pleniſſimorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium oboriri, tunc non ſtatim propterea amicitia & bona intelligentia interrumpetur; ſed ſubſiſtet hoc Fœdus omni cum effectu, procurabiturque reparatio Contraventionum, & ſi Subditi unius vel alterius deprehendantur in culpa, illi ſoli ſeverè punientur & caſtigabuntur.

XXXVII. Durabit hoc Fœdus Navigationum & Commeriorum annis viginti quatuor à Signatura præſentium; & exhibebuntur utrinque Ratificationes in debita forma Stockholmiæ, intra ſpatium trium Menſium à die ſubſcriptionis numerandorum, vel citiùs ſi fieri poterit.

In quorum omnium & ſingulorum fidem majoreque robur utriuſque Partis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, virtute ſuarum Plenipotentiarum hoscе mutui Commercii & Navigationis Articulos manibus ſigil-

Digitized by Google

ANNO 1679. lisque propriis muniverunt & firmârunt. Quod factum Neomagi die $\frac{1}{11}$ Octobris Anni milleſimi ſexcenteſimi ſeptuageſimi noni. Signatum & ſigillatum erat,

Benedict. Oxenſtierna. (*L.S.*)
Hier. van Beverningk. (*L.S.*)
J. Paul. Oliverkrant. (*L.S.*)
Guil. van Haaren. (*L.S.*)

Formula Literarum Maritimarum à parte Sueciæ, juxta Articulum vigeſimum præcedentis Commerciorum Tractatus.

UNiverſi & ſingulis hasce noſtras Patentes Literas viſuris, lecturis vel legi audituris, Sereniſſimis ac Potentiſſimis, Celſiſſimis, Illuſtriſſimis, Illuſtribus, Generoſis, Nobilibus, Strenuis, Spectabilibus, Honeſtis, & Prudentibus, Imperatoribus, Regibus, Reipublicis, Principibus, Ducibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Conſulibus & Senatibus Civitatum, ut & omnibus Gubernatoribus, Judicibus & Officialibus, Provinciarum & Locorum munitorum & non munitorum, Portuumque Cuſtodibus, Nos Conſules & Senatus Civitatis N. N. notum teſtatumque facimus, quod in Conſeſſu noſtro comparuerit Navarchus N. N. ex Civitate N. & ſolemni Juramento ſuo declaraverit, Navem nomine ..... circiter ..... laſtarum capacem, cui jam præeſt, pertinere ad Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ Regis & Domûs noſtri Clementiſſimi, Regna & Provincias, ita verè Deus illum adjuvet. Et cum dictum Navarchum libenter promotum cupimus in juſtis ſuis rebus & Negotiis, ideò univerſim ab omnibus præmoniratis & ſpeciatim ab eorum ſingulis, quocunque dictus Navarchus cum Navi & onere ſuo acceſſerit & pervenerit, habita ratione ſtatus, honoris & conditionis cujusque decenter requirimus; ut hunc Navarchum benignè ſuſcipere, & meliore, quo par eſt, modo tractare velint, permittentes ipſi, conſueta Jura & Vectigalia ſolventi in itu, transitu & reditu illorum Portus, Fluvios & Ditiones inviſere, & frequentare, ibique ſua Negotia & Mercaturam agere & exercere, prout ei commodum & conveniens viſum fuerit, quod erga unumquemque pro merito gratè retribuere parati erimus. In cujus fidem hasce Civitatis noſtræ Sigillo & Notarii ejusdem propria ſubſcriptione muniri & firmari curavimus. Quod actum die Menſe Anno poſt natum Salvatorem.

Formula Contraſignationis Sueticæ.

NOs ..... certificamus hisce, quod hæ præſentes Literæ Maritimæ ſint verè & certò conceſſæ & extraditæ à competentibus Conſulibus & Senatu Civitatis ..... & quod ut genuinæ, reſpectuque Sigilli & ſubſcriptionis ſuæ Authenticæ, apud omnes & ſingulos ad quos quovis modo pertinere poterit, plenum ſuum vigorem & effectum obtinere merito debeant. Datum loco die Menſe Anno

Alia Formula Literarum Maritimarum à parte Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, juxta Articulum vigeſimum præcedentis Commerciorum Tractatus.

UNiverſi & ſingulis hasce noſtras Patentes Literas viſuris, lecturis vel legi audituris, Sereniſſimis, ac Potentiſſimis, Celſiſſimis, Illuſtriſſimis, Illuſtribus, Generoſis, Nobilibus, Strenuis, Spectabilibus, Honeſtis & Prudentibus, Imperatoribus, Regibus, Reſpubliciis, Principibus, Ducibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Conſulibus & Senatibus Civitatum, ut & omnibus Gubernatoribus, Judicibus, & Officialibus Provinciarum & Locorum munitorum & non munitorum tam Eccleſiaſticis quàm Secularibus, item Portuum Cuſtodibus, Nos Conſules & Senatus Civitatis notum teſtatumque facimus, quòd in Conſeſſu noſtro comparuerit Navarchus ex Civitate & ſolemni Juramento ſuo declaraverit, Navem nomine circiter laſtarum capacem, cui jam præeſt, pertinere ad hasce Unitas Belgii Provincias, ita veré illum Deus adjuvet. Et cum dictum Navarchum libenter promotum cupimus in juſtis ſuis rebus & Negotiis; ideo univerſim ab omnibus præmoniratis & ſpeciatim ab eorum ſingulis, quocunque dictus Navarchus cum Navi & onere ſuo acceſſerit & pervenerit, decenter requirimus, ut hunc Navarchum benignè ſuſcipere, & meliore, quo par eſt, modo tractare velint, permittentes ipſi conſueta Jura & Vectigalia ſolventi, in itu, transitu, & reditu illorum Portus, Fluvios & Ditiones inviſere & frequentare, ibique ſua Negotia & Mercaturam agere & exercere, prout ei commodum & conveniens viſum fuerit. Quod erga unumquemque pro merito gratè retribuere parati erimus. In cujus fidem hasce Civitatis noſtræ Sigillo muniri & firmari curavimus, quod actum die Menſe Anno poſt natum Salvatorem. ANNO 1679.

Formula Contraſignationis à parte Ordinum Generalium.

NOs, &c. certificamus hisce, quòd hæ præſentes Literæ Maritimæ ſint verè & certò conceſſæ & extraditæ à competentibus Conſulibus & Senatu Civitatis & quòd, ut genuinæ, reſpectuque Sigilli & ſubſcriptionis ſuæ Authenticæ, apud omnes & ſingulos, ad quos quovis modo pertinere poterit, plenum ſuum vigorem, & effectum obtinere meritò debeant. Datum loco die Menſe Anno

Articulus Separatus ad Tractatum Commerciorum.

CUm Articulo ſeptimo Tractatus Commerciorum inſerta ſit clauſula, quòd utrinsque Partis Subditi & Incolæ iisdem Privilegiis & Immunitatibus in utriusque Terris & locis circa omnia Jura, Impoſitiones & Vectigalia, Navigationem & Commercia concernentia, frui utrinque debeant, quibus amiciſſima quæque Gens extera fruitur, vel inpoſterum fruetur: Et tamen expreſſe à parte Dominorum Ordinum Generalium remanatum non ſit illi impoſitioni, quâ Merces vel Naves per Fretum Oreſundicum & Balthicum eantes vel redeuntes, pluris onerari ſolent, quàm quæ ad alias Orbis partes eunt, vel inde veniunt. Idcircò hoc Articulo declaratum, & conſentum eſt, quòd ſuper dicto Negotio decaſſandâ & abolendâ dictâ impoſitione, ulteriores Conventiones Hagæ quamprimùm inſtituendæ ſint, in eum finem, ut etiam illa differentia ante primum Maji Anni milleſimi ſexcenteſimi octogeſimi primi è medio tollatur, & quòd nihil præjudicii afferatur ſuæ Regiæ Majeſtati ex eo, quod vi ſupradictæ reciprocæ clauſulæ de fruitione Privilegiorum amiciſſimæ Gentis, dicta impoſitio in præſens expreſſe ſublata non ſit. Cæterum ſi præter explicationem acciderit, ut intra præfatum diem ea impoſitio abolita non fuerit, eo caſu præfata clauſula de Gente amiciſſimâ absque aliquâ ulteriore Conventione vim & vigorem amittat; ac ſi prædicto Articulo nunquam fuiſſet comprehenſa: Interea autem temporis nulla fiat ab unâ parte vel ab alterâ innovatio in præjudicium ſupradictæ clauſulæ, citra fruitionem Privilegiorum amiciſſimæ Gentis.

Cùm etiam ſupradicto Articulo ſeptimo ſcidem alia inſerta ſit clauſula, quòd ceſſare debeant omnia onerum & inæqualitatum genera, quæ in dicta mutuæ libertatis immunitatem vel reſtrictionem poſt annum milleſimum ſexcenteſimum quinquageſimum ſextum, conſtitutione, ſtatuto, vel conſuetudine introducta eſſe reperiuntur: Domini autem Ord. Gener. inſtituerint, ut prædicta caſſatio & abolitio usque ad annum milleſimum ſexcenteſimum quadrageſimum rurſus referatur, ſalvem in iis Provinciis, Ditionibus & Locis, quæ Suæ Regiæ Majeſtati extra Sueciæ Regnum ſubjectæ ſunt; Domini autem Suæ Regiæ Majeſtatis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii ex defectu Mandati ad requiſitionem illam Dominorum Ordinum Generalium condescendere recuſaverint: Ita tandem conventum eſt, ut itidem Conventiones ulteriores inſtituantur, quibus ad altiorem indaginem & diſcuſſionem Negotium illud remittatur, & antè primum diem Maji anni milleſimi ſexcenteſimi octogeſimi primi differentia illa è medio tollatur.

Hic Articulus Separatus eandem vim, eundemque vigorem obtinebit, ac ſi Tractatui Commerciorum principali inſertus fuiſſet, eodemque modo, tempore & loco ratihabebitur. In quorum fidem majusque robur, utriusque Partis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, virtute ſuarum Plenipotentiarum, hunc Articulum ſeparatum manibus ſigillisque propriis muniverunt ac firmarunt. Quod factum Neomagi die $\frac{1}{11}$ Octobris anni milleſimi ſexcenteſimi ſeptuageſimi noni. Signatum erat,

Benedict. Oxenſtierna. (*L.S.*)
Hier. van Beverningk. (*L.S.*)
J. Paul. Oliverkrant. (*L.S.*)
Guil. van Haaren. (*L.S.*)

CCVIII.

ANNO 1679.

CCVIII.

1. Nov. DANEMARC ET HAMBOURG.

Provisional-Tractat zwischen CHRISTIAN V. König in Dennemarck und der Stadt HAMBURG. Geschlossen zu Pinnenberg den 1. November 1679.

Zu wissen demnach der Durchleuchtigste/ Großmächtigste König und Herr/ Herr Christian der Fünffte/ König zu Dennemarck/ Norwegen/ der Wenden und Gothen/ Hertzog zu Schleßwig/ Holstein/ Stormarn/ und der Dittmarschen/ Graff zu Oldenburg und Delmenhorst/ &c. nach nunmehr durch Gottes Gnaden erfolgten allgemeinen Frieden Allergnädigst nöthig befunden/ daß zugleich die von Ihr. Kon. Mayest. allerhöchsten Vorfahren auff die Stadt Hamburg gehabte/ und auff die verfaßmete Jura und Prætensiones in specie der Huldigung halber/ bey dieser Conjuncturen zugleich abgethan/ und auff einen gewissen Fuß gesetzet werden möchten/ zu dem Ende dann der allerhöchstgedt. Ih. Kon. Mayest. Bürgermeister und Rahts der Stadt Hamburg Deputirten letzthin am 16. September alhier zu Pinnenberg durch dero höchstansehnliche Hn. Gehemder Räthe und Ministros eine in dreyen Punicten bestehende Proposition, und deßwegen bey der Stadt verfaßende erinnerungen/ und ernstliche Anmahnungen thun lassen; daß demnach Allerhöchstgemeldter Ihr. Königliche Mayest. in Ansehung der Durchleuchtigsten/ Großmächtigsten Königs und Herrn/ Herrn Ludovici XIV. Aller-Christlist-sten Königs zu Franckreich und Navarre/ auch des Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Friederich Wilhelm/ Marggrassen zu Brandenburg/ des Heil. Römisch. Reichs Erz-Cämmerern/ und Churfürsten/zu Magdeburg/ in Preussen/ Gülich/ Cleve/ Berg/ Stetin/ Pommern/der Cassuben und Wenden/ auch in Schlesien zu Crossen und Jägerndorff Hertzogen/ Burggrafen zu Nürnberg/Fürsten zu Halberstadt/ Minden und Camming/ Grafften in der Marck und Ravensberg/ Herrn zu Ravenstein/ und der Lande Lauenburg und Bütow/ &c. und der Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn/ Hn. Georg Wilhelms/ Hn. Johan Friederich/ und Herrn Rudolph Augustus/ Hertzogen zu Braunsch. und Lünig. hierunter angewandter Officiorum und unthen verspürter Submission Burgermeister und Rahts/ auch gemeiner Burgerschafft der Stadt Hamburg/ die gegen dieselbe gefaßt Unmuhte fallen lassen/ dero der Stadt angedrohete Waffen entlich und von derselben abgezogen/ und folgende Puncten Allergnädigst beliebet.

I. Werden zuforderst Höchstermanten Ihro Kon. Maje. alle ihre habende Jura und Prætensionen, uhe auch der gedt Hamburg ihre Gerechtigkeiten und Jura, bis zu andertwärtiger entweder gütlicher Abhandelung/ oder Rechtlicher Entscheidung des Homagial-Puncts und andere Streitigkeiten ungekränckt und ungeschmälert vorbehalten/ als/ daß dennenselben durch gegenwärtige Interims-Recess so wenig als Ihr Käyserlichen Mayest. und des Heiligen Römischen Reichs deßfalls habenden gerechtsamen einiger massen präjudiciret, noch im geringsten derogiret seyn soll. Wogegen Ihro Kon. Maj. sich auch allergnädigst dahin erklären/ daß sie die Stadt bey der Neutralität und ihren Commercien/ auch hergebrachten Rechten/ Privilegien und Freyheiten ruhig und ungekräncket lassen wollen.

II. Dahingegen zweitens Burgermeister und Rahte/ auch die Bürgerschafft der Stadt Hamburg mit unterthänigster und dankbahrer Annehmung solchen Allergnädigsten Kon. Vortrettens/ festiglich zusagt und versprochen/ daß sie Ihrer theils Ihro Kon. Mayest. in unterthänigster gegenwonder Devotion zugethan syn und bleiben/ dero Bestes sodern/ und Schaden so viel an Ihnen/ abwenden/ und dey Ih. Kon. Mayest. gebühr-

ANNO 1679.

CCVIII.

1. Nov. DANEMARC ET HAMBOURG.

Traité Provisionel entre CHRETIEN V. *Roi de Danemarc & la Ville de* HAMBOURG, *fait à Pinenberg, le 1: Novembre* (1), 1679. [Actes & Memoires des Negotiations de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 74. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Pacis*, Tom. II. pag. 987. en Latin & en Allemand; dans LONDORPII *Acta Publica*, Tom. XII. pag. 611. en Allemand; dans l'Anhang des Europäischen Herolds. pag. 1691. dans LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abtheil. IV. Abſatz X. pag. 214. en Latin & en Allemand.]

Savoir faisons, que le Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Chrisstian V. Roi de Dannemarc & Norwegue, &c. S'estant avisé, après la Paix faite par la grace de Dieu, de s'assurer les Droits & prétensions qu'il a receus de ses Ancestres, comme Hereditaires sur la Ville de Hambourg, & specialement touchant l'Hommage que Sa Majesté prétend sur cette Ville, A cette fin Sa Majesté a fait faire ici à Pinnenberg par ses Ministres & Deputez aux Bourguemaitres & au Senat de la Ville de Hambourg une Proposition, consistant en trois Articles: par lesquels il leur donne avis de ses intentions touchant lesdits Droits, qu'enfin en consideration & par l'entremise du Roi Tres-Chrestien, & de Son Altesse Electorale de Brandebourg, &c. Comme aussi de Tres-Hauts Princes, George Guillaume, Jean Frederik, & Rodolphe Auguste, Ducs de Brunswyk & Lunebourg, &c. Sa Maj. ayant en même tems remarqué la soumission des Bourguemaitres, & du Senat de ladite Ville, leur a bien voulu rendre son amitié, & parce qu'ils ont accepté les Articles suivans, éloigner ses armes de leur Païs, qui en étoit menacé.

I. Tous les Droits & toutes les pretensions de Sa Majesté aussi bien que tous les Privileges & Droits de la Ville de Hambourg seront reservez à l'un & à l'autre & demeureront en leur entier sans aucune infraction, jusqu'à ce que le Point d'Hommage & d'autres differents soient vuidez & amiablement decidez par la Justice, enjoint que ce Traité Provisionel ne leur porte aucun préjudice, ni à Sa Majesté Imperiale, ni aux Droits d'Empire, & ne leur deroge en quoi que ce soit: Sa Majesté declarant de vouloir laisser la Ville paisiblement jouir de la Neutralité & de ses Commerces, comme aussi de ses Droits, Privileges & Franchises sans l'y troubler.

II. En second lieu, les Bourguemaitres & le Senat avec les Bourgeois de la Ville de Hambourg ayant accepté avec toute reconnoissance les tres-gracieuses offres de Sa Majesté. Lui ont promis, de témoigner à Sa Majesté leur Tres-humble & convenable respect & Devotion, de chercher en tout ſen avantage, de détourner autant qu'ils pourront, son dommage, & demeurer fermes du coté de Sa Majesté en s'appliquant en toute rencontre à ce qui pourra

(1) Le *Theatrum Pacis* date ce Traité du 30. Octobre Vieux Stile, & 10. Novembre, Nouveau Stile, mais le 30. Octobre V. S. repond dot au 9. Nov. S. N. & non pas au 10. La même erreur se trouve dans Lunig & dans l'Europäische Herold. [DUM.]

Anno 1679. beſtirlich halten / und im übrigen Ihr. Kon. Majeſt. Gnade ſich fähig zu machen / ſich allerdings angelegen ſeyn laſſen wollen / wogegen auch Ihr Majeſt. der Stadt ihre behörige Königliche Gnade zugelagt.

III. Dieſelbe erklähren ſich ferner und drittens zu beſtomehrer Bezeugung ihrer unterthänigſten Devotion gegen Ihr. Kon. Majeſt. hergeſtalten durch einer Deputation aus ihrem Mittelm/ ſolche ihre unterthänigſte Intention in Ihrem und der gantzen Bürgerſchafft Nahmen/ nach dem deßfals beliebtem und hiebey gefügtem Formular / ſelbſt demühtigſt eröffnen und vortragen zu laſſen.

IV. Anerbiett auch zum vierdten / weiln Ihr Kon. Majeſt. durch der Hn. Hn. Hn. Herzogen von Lüneburg Fürſtl. Fürſtl. Fürſtl. Durchl. Durchl. Durchl. ſich dahin bewegen laſſen / daß Sie dero wieder die Stadt gefaſſten unwillen und ungnade ſchwinden und fallen laſſen / derſelben zur unterthänigſten Erkentlichkeit innerhalb zwey Jahren / à dato an zurechnen / in 5. Terminen 200000. Reichsth. dahr erlegen zu laſſen / dergeſtalt daß ſtraz bey erfolgender Kon. Ratification 70000. Reichsth. bald in ſpore / und bald in Cronhorn / 6. Monat darnach aber bey 1. Majl Anno 1680. 40000. Reichsth. in Dähnſchen Cronen / und denn nach abermahlen in 6. Monat 40000. Reichsth. in Cronen / und der Reſt / als 30000. Reichsth. 6. Monat hernach auch in Dähnſchen Cronen abgetragen werden ſoll. Jedoch daß dagegen alle von Ihrer Königl. Majeſt. weder die Stadt / auch uns denen zur der Stadt übrer in Communione beſtehenden 4. Landen prätendirte Forderungen / gänzlich aufgehoben und abgethan / alle der Stadt auff dero Bürger und Einwohner enthaltene und arreſtirte Schiffe / Waaren / und Effecten / und zwar auff der Elbe immediate, bey erfolgender Ratification und Gendhaltung; im übrigen aber ſo bald an jedem Orte die dejungen nöhtige Beſtelle werden erlangen können / reſtituiret und reſtituiret werden.

V. Sind Ihro Königliche Majeſt. des Allergnädigſten Erbietens / dieſen Interims-Receß binnen 8. Tagen allergnädigſt zu beſtättigen / und darüber Ihro Königliche Gendhaltung allergnädigſt extradiren zu laſſen / wohnhalben Burgermeiſter / Rath und Bürgerſchafft der Stadt / ſolchen übermäßig innerhalb beſagter zeit zu confirmiren, und denſelben in allen getreulich nachzukommen gehalten ſeyn ſollen.

Zu deſſen Urkund haben die zu Endis gemeldte Königliche Miniſtri, und der Stadt Deputirte diß zu folgender Ratification, und der Stadt und ſämptlicher Bürgerſchafft Confirmation, dieſen Interims-Receß eigenhändig unterzeichnet / und mit ihren Petſchafften verſiegelt. So geſchehen zu Pinnenberg den 1. Novemb. 1679.

Formular der unterthänigſten Declaration, wie in obigem Interims-Receß Meldung geſchehen.

Durchleuchtigſter / Großmächtigſter König / Gnädigſter Herr:

NAchdem Ew. Kongl. Majeſt. durch Gottes Gnade in der Perſon dero Fürſtenthümern / und ſolgends in der Nähe der Stadt Hamburg / glücklich angelangt / und deren Deputirten eine geruſte in dreyen Puncten beſtehende Propoſition ihnn/ auch der Stadt Reſolution darüber bisshero laſſen / ſo rud den erſten Punct eher betreffe / derſelbe einige wegen Kürtze der Zeit / und anderer Umbſtände halber keine völlige Abhilfung nicht erlangen können / und Ew. Kongl. Majeſt. ſich dahero gnädigſt gefallen laſſen / ſelbigen zu anderwertigen entweder gnädiger Abhandlung oder gerichtlicher Entſcheidung auszuſtellen / und in zwiſchen dero wieder die Stadt gefaſte Ungnade ſchwinden und fallen laſſen / auch beſtwegen in einem gewiſſen Interims-Receß / Kraft deſſen Ew. Kongl. Majeſt. auff die Stadt habende Jura und prætenſiones, wie auch der Stadt die Ihrige ungekränkt und ungeſchmälert vorbehalten werden / gnädigſt zu willigen. So erſcheinen vor Ew. Kongl. Majeſt. Burgermeiſter und Rahts-Deputirte in deren und der ſämptlichen Bürgerſchafft Nahmen / und verſprechen ſolchem Interims-Receß in allen ſeinen Puncten und Clauſuln getreulich nachzukommen / und abſonderlich Ew. Kongl. Majeſt. und unterthänigſter gegenneder

Devo-

ra contribuer à ſe maintenir dans la bienveillance de Sa Maj: En reconnoiſſance de quoi, Sa Majeſté a promis à la Ville ſes bonnes graces & ſa bienveillance. Anno 1679.

III. Les mêmes s'expliquent outre cela & en troiſiéme lieu, pour plus grand témoignage de ſa Devotion envers Sa Majeſté & promettent d'envoyer à Sa Majeſté des Deputez de leur part, qui appreudront à Sa Majeſté l'Intention ſincere du Senat & des Bourgeois en forme, ainſi qu'il eſt dit ci-deſſus.

IV. En quatriéme lieu, Sa Majeſté s'eſtant, par l'entremiſe de Meſſieurs les Ducs de Lunebourg, déportée de ſon indignation contre la Ville, elle lui en ſera reconnoiſſance de 1200000. Escus, payables en cinq termes en deux ans: en ſorte qu'auſſi-tôt aprés la Ratification du Roi ſoient payez 70000. Escus, ſix Mois aprés, ſçavoir le 1. de May 1680. 40000. Escus, & encore ſix Mois aprés 40000. Escus, & encore de plus en ſix Mois 40000. Escus, & le reſte c'eſt-à-dire 30000. Escus, ſix Mois aprés. Moyennant quoi toutes les prétenſions de Sa Majeſté contre la Ville & les Terres, qu'elle poſſede conjointement avec la Ville de Lubeck, ſeront entierement abolies, & tous les Faiſſeaux de la Ville & de ſes Habitans, qui auront été arrêtez, comme auſſi tous ſes Biens, Marchandiſes, & effets ſeront relâchez & rendus aprés la Ratification: à ſçavoir ſur la Riviere d'Elbe immediatement, & ailleurs auſſi-tôt que les Lettres, qu'on y envoyera, y ſeront arrivées.

V. Sa Majeſté promet de confirmer ce Traité Proviſionel dans le tems de huit jours, & de faire rendre ſa Ratification; & de leur coſté les Bourguemaîtres & le Senat de la Ville ſeront obligez de le confirmer en même tems, & de l'obſerver en tout ponctuellement.

Pour plus grande preuve de tout ceci les Miniſtres du Roi & les Deputez de la Ville, en attendant la Ratification & la Confirmation de la Ville, ont ſigné le preſent Traité, & y ont mis leurs cachets. Fait à Pinnenberg le 1. Novembre, 1679.

Formulaire de la Tres-humble Declaration, dont il eſt fait mention dans ce Traité Proviſionel.

Tres-Haut, & Tres-Puiſſant Roi,

VOſtre Majeſté eſtant par la grace de Dieu heureſement arrivée dans ſes Duchez ici proches & dans le voiſinage de la Ville de Hambourg, & ayant fait faire aux Deputez du Magiſtrat de ladite Ville une certaine Propoſition, qui conſiſte en trois Articles, demandant la Reſolution de la Ville ſur iceux: Mais quant au premier Article, la brieveté du tems & d'autres circonſtances ne permettant pas de le vuider entierement, & pour cette raiſon ayant plu à Voſtre Majeſté de le remettre à un autre accommodement amiable, ou deciſion de Juſtice, en oubliant l'indignation qu'elle avoit conceuë contre la Ville, & de conſentir graciesement à un certain Traité Proviſionel, par laquelle ſont reſervez à Voſtre Majeſté les Droits & prétenſions ſur la Ville, auſſi-bien qu'à la Ville les ſiens dans leur entier & ſans infraction, Nous Deputez des Bourguemaîtres & du Magiſtrat comparoiſſons devant Voſtre Majeſté au nom dudit Senat & de toute la Bourgeoiſie, promettans d'obſerver fidellement ledit Traité Proviſionel en tous ſes Points & Clauſes, & ſpecialement de témoigner à Voſtre Majeſté nôtre tres-humble

Digitized by Google

ANNO 1679. Devotion zugethan zu ſeyn/ dero Veſtes zu beſodern/ Schaden und Nachtheil aber von Ihr/ ſo viel an der Stadt iſt/ abzuwenden/ und den Ew. Kongl. Majeſt. gebührlich zu halten/ auch ſonſten alles andere/ ſo in obgedenk Interims-Receß enthalten/ wollenkommlich zu erfüllen/ vermittelſt daß die Stadt bey der Neutralität und ihren Commercien/ auch hergebrachten Rechten/ Privilegien und Herbrachten geruhig und ungekränket bleiben und gelaſſen/ auch der Kom. Kayſerl. Majeſt. und dem Reiche dero gerechtſahme vorbehalten werden.

ble & convenable reſpect, de chercher ſon avantage, de détourner autant qu'il depend de la Ville ce qui lui pourroit eſtre dommageable, d'eſtre portez pour l'eſtre Majeſté & d'accomplir tout ce qui eſt compris dans ledit Traité, moyennant que la Ville ſoit laiſſée & demeure paiſiblement & ſans infraction dans ſa Neutralité & ſes Commercés, comme auſſi dans ſes Droits, Privileges & Liberté, & que les Droits appartenants à Sa Majeſté Imperiale & à l'Empire leur ſoient reſervez. ANNO 1679.

CCIX.

15. Nov. FRANCE ET SAXE. *Traité d'Alliance & d'Amitié entre* LOUÏS XIV. *Roi de France & Monſieur l'Electeur de* SAXE. *Fait à S. Germain en Laye le 15. Novembre 1679.* [FREDER. LEONARD. Tom. III.]

COmme les Traitez de Weſtphalie de l'année 1648. ont fait le fondement le plus aſſuré de la Paix & de la tranquillité de l'Empire, & qu'ils viennent d'être rétablis dans toute leur force par le Traité de Nimégue de l'année derniere; Sa Majeſté Tres-Chrétienne touchée ainſi qu'elle a toûjours eſté, du bien & du repos de l'Empire, & portée par ſon ancienne affection pour Monſieur l'Electeur de Saxe, à prendre avec Son Alteſſe Electorale les meſures d'une Alliance ſolide, & à établir des liaiſons nouvelles pour la conſervation des ſuſdits Traitez de Weſtphalie & de Nimégue, a receu avec plaiſir les aſſeurances que Son Alteſſe Electorale lui a fait donner par le Sieur de Wolffamsdorf, Son Chambellan & ſon Conſeiller Aulique, du deſir qu'elle auroit en répondant à l'amitié dont Sa Majeſté veut bien lui donner des marques, de ſe lier avec elle, pour affermir de plus en plus l'obſervation des ſuſdits Traitez. C'eſt dans cette veuë que Sa Majeſté ſans donner Pouvoir au Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, ſon Conſeiller en tous ſes Conſeils, & Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majeſté, de traiter de cette affaire avec ledit Sieur Wolframsdorf, ils ſont convenus des Articles ſuivans, aprés l'échange reciproque de leurs Pleinspouvoirs.

I. Il y aura à l'avenir entre le Roi & Monſieur l'Electeur de Saxe, une amitié ſincere & parfaite intelligence, laquelle ſera cultivée & obſervée tant de la part de Sa Majeſté que dudit Electeur, avec tout le zele & l'exactitude qui peuvent contribuer davantage à entretenir une bonne & eſtroite Alliance, même à l'avantage reciproque de leurs Etats.

II. Les Sujets de part & d'autre pourront exercer en toute liberté le Commerce dans les Terres, Roiaumes & Païs de S. M. comme auſſi dans les Etats & Païs de Son Alteſſe Electorale de Saxe.

III. Comme Sa Majeſté & Son Alteſſe Electorale de Saxe, ont toûjours eu particulierement à cœur d'entretenir & de faire obſerver les Traitez de Weſtphalie, leſdits Traitez ſeront le fondement le plus ſolide de celui-ci, & Sa Majeſté & Son Alteſſe Electorale de Saxe, promettent reciproquement de contribuer tout ce qui ſera en eux pour les maintenir dans toute leur étenduë, à l'exception ſeulement de ce qui a eſté changé ou derogé auſdits Traitez de Weſtphalie par le Traité de Nimégue du cinquiéme Fevrier, par celui de Zell auſſi du cinquiéme Fevrier, & par celui de S. Germain du 29. Juin de la preſente année, ſigné entre Sa Majeſté & Monſieur l'Electeur de Brandebourg.

IV. En vertu du preſent Article, Sa Majeſté s'oblige & promet en foi & parole de Roi, d'aſſiſter de tout ſon Pouvoir, proteger & defendre la Perſonne, les Etats, Païs & Peuples de Son Alteſſe Electorale; comme auſſi les Terres, Parties & Droits qui appartiennent dans leſdits Etats aux Princes ſes Freres, toutes les fois qu'elle en ſera recherchée de Sadite Alteſſe Electorale, contre tous ceux qui les voudroient attaquer, troubler ou empêcher dans la jouiſſance des Droits & des avantages qui lui ont eſté accordez ou confirmez par ledit Traité de Munſter, auſſi-bien que de ſon autorité Electorale, & de tout ce qui lui peut & doit appartenir, & aux Princes ſes Freres, dans l'étenduë de ſes Etats.

V. Son Alteſſe Electorale de Saxe, s'oblige auſſi & promet en foi & parole de Prince, d'aſſiſter de tout ſon Pouvoir Sa Majeſté en cas qu'elle vienne à eſtre attaquée ou troublée par qui que ce ſoit, en la jouiſſance des Droits, Etats & Places qu'elle poſſede dans l'Empire, & qui lui ont été delaiſſez pour eſtre unis & incorporez à la Couronne de France par les Traitez de Munſter & de Nimégue.

VI. Le preſent Traité d'Alliance & d'Amitié, entre Sa Majeſté & Son Alteſſe Electorale, durera l'eſpace de quatre ans, à commencer du jour de la Signature des preſens Articles, & les Ratifications en ſeront échangées dans deux Mois du meſme jour de la Signature, ou plûtôt ſi faire ſe peut.

En foi de quoi Nous ſouſſignez, en vertu de nos Pleinpouvoirs reſpectifs, avons ſigné ces preſentes, & y fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à S. Germain en Laye le quinziéme jour de Novembre 1679. *Ainſi ſigné,*

ARNAULD. (L.S.)

G. TH. DE WOLFRAMSDORF. (L.S.)

CCX.

12-22. Dec. *Münz-Receß zwiſchen denen dreyen im Münzweſen correſpondirenden Löbl. Franck-Bayr- und Schwabiſchen Crayſen aufgerichtet/ wodurch ſie verſchiedene ringhaltige Münzen abſetzen/ und zu wiedereinführung guter Stücke heilſame verordnung thun. Nürnberg den 12-22. Decembr. 1679. Mit dem deßwegen von obgedachten Löbl. Ständen ergangenen Edict. Loco & die ut ſupra.* [LONDORPII *Acta Publica* Tom. X. Libr. II. Cap. CCI. ſub num. 28. pag. 175.]

C'eſt-à-dire,

Recès conclu entre les trois Cercles de l'Empire unis au ſujet de la Monnoye, FRANCONIE, BAVIERE, & SUABE, *par lequel ils conviennent de la reforme de diverſes méchantes eſpéces, & de la forme, du poids & du Titre de quelques autres qu'on doit introduire. A Nuremberg le 12-22. Decembre 1679. Avec* L'EDICT *publié par leſdits Cercles, en execution du même Recès. A Nuremberg le dit jour 12-22. Decembre 1679.*

KUnd und zu wiſſen/ demnach die nächſthin vorgewesene Leidige Creütz-mour, nebens andern darauß genommen Bathelande mehr zugenommen/ und faſt unerhörten Einheil/ auch ſo viel in Stänen gewürcket/ daß der zu des Heil. Reichs-Stadt Augſpurg sub dato den 31. (11.) Junii 1637. abgefaßte Münz-Probation-Schluß zu ſeiner Execution nicht gebracht werden können/ darauß auch ferner erfolgt/ daß das den 15. Junii 1676. vorhero ins Reich emanirte allergnädigſte Kayſerliche Edict von einigen Münz-Ständen immaſſen gleichfalls auſſer Acum geſetzt/ und mit formirender Ausmünzung nicht nur der vorig ringhaltenden Sorten/ daß zu verfahren/ ſondern darin noch mehr und weiter von den löbl. Reichsmünz-

ANNO 1679. Ordnungen an Schrot und Korn abgeredet worden. Als hat der Hochwürdigste des Heil. Reichs Fürst und Herr / Herr Peter Philip / Bischoff zu Bamberg und Würtzburg / auch Herzog in Francken / der Ferren in Müntzwesen correspondirender lieber Freund / Vetter und Schwägerlich Loblicher Director, dannenhero ersucht genommen / einen andern vnsern Münt-Probations-Convent, gegen dem 11. currentis, der Ordnung nach / auff anhero in des Heil. Reichs-Stadt Nürnberg anzustellen / gestalten derowegen Ihr gesampten hochst- und wollobl. Ehur-Fürsten und Stänben Rath und Abgeordnete sich neben gewöhnlicher Legitimation eingefunden / und nach der proponirten quaestionen reiffer Wercksetzung gehandlet / wie folget.

Und zwar kennd erstlich nach abgelesenen jüngsten Zusammensetzen Münz-Recess der Wardeinen gefertigte Relationen angehört und die sothero ausgenommene Einbemerckungen Goldes / auch so viel als geringe Silberne Sorten / der Reichs Münz-Ordnung gemäß / auch dahen kein sonderbahre defect befunden worden. Anlangende aber die unter der Claß der ausländischen Sorten besindliche Eindemisser semel auch die ausländische Werder an sich stehenderweit nach Anzeig belagter relationen und Abtruck sub Lit. A. B. & C. dem Reichsthalt / Schrot und Korn / ganz ungemäß / und wie solgt befunden worden.

1. Sub Num. 1. ist notirt ein Sorten gantz Guldener / unter Ihr Hochfürst. Durchl. Herrn Johann Friedrichen Hertzogen zu Braunschweig Lüneburg Gepräg / mit der Jahrzahl 1678. an deren 100. Stück der Reichsthlr. 2 96. fr. 10. ß. 37. kr. 2. pf. zu Verlust stehen.

2. Dann ist sub Num. 2. bemerckt ein Guldener unter Ihr. Hochfürst. Durchl. Herrn Johann Ernst zu Sachsen Gepräg mit der Jahrzahl 1678. gehr an 100. Stück zu Verlust 13. ß. 46. kr. 3. pf. 1. hl.

3. Ferner ein Guldener sub Num. 3. mit Hochfl. Brandenb. Onolzbachischen Gepräg und der Jahrzahl 1677. ist an 100. ß. Verlust 12. fl. 19 kr.

4. & 5. Wiederumb 2. sortementen ertzfälschter Brandenb. Onolzbachischer Guldener sub Num. 4. & 5. und der Jahrzahl 1679. gehen den jenen in Abgang 11. fl. 24. kr. 3.12 pf. bey dieses aber 14. fl. 1. kr. 1. pf. von 100. ß.

7. & 8. sub Num. 7. & 8. wessen sich zwey Sorten Fürstl. Oettingischer Guldener / mit der Jahrzahl 1676. und 1677. die doch in diesem noch laufenden Jahr ausgemünzt worden / befinden sich an Schrot und Korn sehr unrichtig und ist dahero der Verlust von 100. ß. hierauf zu erheben / als erstlich 12. fl. 39. kr. dann 16. fl. 57. kr. 1. pf. und letzlich 17. fl. 20. kr.

9. Sub Num. 9 ist befindlich ein Gröll Monsterischer Guldner mit der Jahrzahl 1676. und dem Verlust von 100. ß. 16. fl. 24. kr. 1.2 pf.

10. Sub Num. 10. ein Guldener / unter Herrn Reussen von Plauen Gepräg unter der Jahrzahl 1679. haben von 100. ß. Verlust 16. fl. 57. kr. 1. pf.

11. & 12. Ferner sub Num. 11. & 12. zweyerley Sorten Brandenb. Onolzbach 15. kr. mit denen Jahrzahlen 1678. & 1679. ist der Verlust von 100. ß. 16. fl. 55. kr. 1. pf.

13. Noch ein Brandenb. Onolzbachisches sortement von 6. kr. mit num. 13. und der Jahrzahl 1678. weran von 100. ß. Verlust 17. fl. 16. kr. 2. pf.

14. Sub Num. 14. Fürstl. Oettingische 6. Kreutzer und der Jahrzahl 1678. haben von 100. fl. Abgang 22. fl. 33. kr. 1. pf.

15. & 16. Sub Num. 15. & 16. Savoyischer Sorten mit Jerusalemischer Grosch. mit der Jahrzahl 1679. ist an 100. ß. Verlust 25. fl. und num. 17. & 18. meist unbekandte kr. mit der Jahrzahl 1679. bringen 100. ß. Abgang 38. fl. 35. kr. 1. pf.

Darumb nun hat man von Convents wegen auff die jenige Münt- und Weg sorgfältig angetragen / wordurch so ossperciert / alle andere Münz-Gebrechen abgeleget / und hingegen die alte löbl. Münt-Satzungen / so viel zu der Zeit noch gefunden kan / renovirt und erneuert werden / da man die desideranda in mehrer facilitirung des Schlusses in verschiedene Puncten abgetheilet. 1. was für Sorten zu verrussen / und abzuwürdigen / wie hoch jede Claß / und wann was Termin 2. was sonderbahr gegen die seit dem allerandächtigst ausgelassenen Kayserlichen Edicten, und also wieder desselben Verbott ausgemünzte Sorten vorzunehmen / und wie sich die unschuldige Stände wegen ihres und ihrer Unterthanen dardurch leidenden ergossen Schadens zu ergehen und über indemnität zu stabiliren hätten. 3. Durch was Mittel das fernere ausmünzen der einhalligen Sorten nachdrücklich und ernstlich zu verhüten. 4. Wie eine durchgehende Reichs-Conformität zu erhalten / und einzuführen. 5. was und viel die 2 löbliche Creiß an Reichs-Ordnungs-mässigen Sorten anhero munisciren / sich vor jetzt vergleichen möchten. 6. Auff was zulängliche Weg der schädliche Münz-Abschlef und der groben Reichs-Sorten Verschirung sich das Laufzig abwenden. 7. und letzlens / ob der Reichsthaler bey seiner Tychobrana 2.6 fr. belassen / oder nach nunmehr Gott lob wieder erlangten Frieden / und dannenhero mehrers aufkommender Hoffnung die alte Münz-Ordnungen in reassumiren / auff den vorigen Fuß der 1. fl. 30. kr. wieder abzuschen. Allermassen man nun anverdeutt all das jenige / was vermög des in Anno Ausgurgischen Recess de Anno 1677. abgehandelt / und beliebt worden / als da ist die Abschlieung der Hecken und allerley Gebrauchung der ehmals verglichen / und von Kayserlicher Maytt. wegen approbirten Ordnung Münz-Städten ohne admodur- und Verpachtung derselben auch allen andern gesahrden Verpflichtungen der special-Wardeinen und Münzmeister vor und bey den Münz-Probation-Conventen / Einhaltung der Drahtzieher / Gold- und Silberschlager / Posamentirer / Goldschmied / und dergleichen nun zu unum bienden / bem publico aber / unt sich Verdienung der guten Sorten / nicht wenig schädlicher Leut / dessentliche Forsetzung der Ordinarie Münz-Probations-Convent / und was dergleichen mehr ist / auffs neu beliebet / und sothanmahlig anhero weiterhin / als hat man sich auff obgesetzte Puncten nachgehender Massen resolvirt und verglichen / und zwar ist zum gemeinen Schluß per majora gebracht worden / daß nach spercifierte / so vor als nach dem Kayserlichen Edict, und innhalten deren theils auff unberechtigten Münz-Stätten / theils aber durch einige heren correspondirenden 3. Craisen unverpflichte Wardeinen und Münzmeister / aufgemünzte Fürstl. Sächsische unter Ihr. Durchlaucht. Herzog Johann Ernst Gepräg Anno 1678. ausgegangene / wie auch Fürstl. Oetting. Onolzbach. Gröll- Schwarzenburg. Montfort. Reussen Plauisch und Juggerisch respect: gang und bahre Guldener 15. 12. & 3. und 1. Kreutzer / inversehen hero und dem 11. 12. Sept. 1680. also unter 2. Mayntzischer Seiß gänßlich verrussen / bis dahin die Guldener noch 60. Kr. wie vor / gelten / alsdann in Gewahrsamen und Handlungen nicht mehr angenommen / per 50. Kr. aber / so viel die Guldener betrifft / die geringer Sorten aber nach Proportion auff 48 geringer / als sie bishero gäng und gab gewesen / dannech und in so weit ausgesetzlagen werden sollen / bis daß selbe jedes Orts Oberkeiten und ausser deren sonst niemand / der Zeit der Münz-Gutz in esst gemeldtem Preiß von den Unterthanen gegen Nahmung anderer bey der Hand habender Gelder einwechslen / umbschmelzen / und in gute Reichs-ordnungsmässige gant und halbe / viertel / sechtel und achtel Thaler / den Fuß der Reichsthalers à 96. Kreutzer gerechnet / und gemünzt solle / hingegen Zeit stand es dann auch mit den Brutschilder dergestalten hat / daß solches ebenfalls der Herrschafft allein in billichem Preiß und niemanden anders / wer der auch sey / gelieffert werden solle. Anlangend nun die Fürstl. Onolzbachische 6 gute und halbe Kreutzer 15 & 16 ß. Kreutzer / da hat man zwischen denselben beiden Unterschied und Abzug zu halten gestaltsamen / daß die 15. & 16. und 3. Kreutzer zwischen hier / und obbesagten 2. Monatlichen Termin / gleichfalls verrussen / und hingegen solle / nach vorgehabter Handlung und Verschmehlung auff 10 absetzt / die nach / und sit den Kayserlichen Edict auch ausgemünzte gantz und halbe Guldener gleichmässig verrussen und sob prasicto termino auff 50. Kreutzer degenerirt, und zu solchem Preiß zu denen Münz-Städten eingeliefert / die andere aber / so ante Edictum Cæsareum ausgemünzt worden / unter die Claß der 3 50. Kreutzer abzuwürdigen / stehenden Sorten / wie nachfolgender 5. zeiget / gestellt / und gleich anderen in solchen Preiß nach vorgeh. passirt werden sollen / und ist so viel erstlich. Verrussung betreffend von gemeinen Convents wegen darüber ein besonderes Münz-Mandat unter ordentlicher Ausschreibung der solet er massen verrussen Sorten sub Lit. D. in Druck gelassen / und zu männiglicher Wissenschafft gebracht worden; Anreichend aber die weitere nur Abwürdigung vermeynte Sorten / da hat man dieselbe nach Anzeig des sub Lit. C. nicht minder in Druck gegebenen Münz-Mandats / und beygefügten Scheines ordentlich examinirt und a 54. Kreutzer beygeschätzt obgesetzt / daß sie bis 22 1. Mayi des bald bestandenen 1680. Jahrs ihren bisherigen Valor der 60. Kreutzer behalten / alsdann aber nur a 54. Kreutzer wie schon gemeldet / genommen werden sollen / daß also den 24ig ersten Verrussung 2. bis der Abwürdigung hingegen so viel als 4. Monat / und was darüber ist / pro termino zu beobachten stehen.

Und ist so viel der einhalligen Sorten Verruff- und Abwürdigung / was aber der Stände indemnitation in genere & specie betrifft / da hat man sich dahin mit einander verstanden / daß in Krafft des vorig Ausfurrirten Münz-Probations-Schlusses / gegen die contravenirende Stände und Officianten Processen verfahren / und hierdurch die an sich selbst gantz billig zu erfordern habende Stadtsbehaltung / quoad futurum aber Ihro Kayserliche Maytt. und nachrücklicher Abstellung des hierein einhaltenden Unzulässigens / und was dahen weiter mit einlauffe in Lit. F. allerunterthänigst belangt werden sollen.

Damit aber ein jeder Stande sein und der seinigen Schaden so besser zu bedencken habe / hat man sur gutt befunden ermessen / daß ein ordentlicher Abzahlung der in der Münt-Stadt zu stellende Silbercke- und anderweiter Ausprägung liefernder / so abzumerckhat als verrussener Sorten / gewisse Notarii bestellt / die Summen von Zeit zu Zeiten notirer / und darüber instrumenta publica ex-trigit worden möchten.

Auff das auch der Reichs-Fiscal gegen die damnificirende Stände so angelegener versehen / hat man ferner für gut angesehen / denselben von der hierinnen zu Spruch-kommender indemnitations-Summa ein ergebiges honorarium zuzuschicken.

Was nun die nachrücklicher Verbittung weiterer dergleichen Sorten Ausmünzung belanget / da ist über das sub Lit. E. bereit allerete Mit- und Remonstration Schreiben / an allerhöchstgedt. Ihro Kayserl. Maiestät noch weiter für gut angesehen / und beliebt worden / daß die denen 3. correspondirenden Creyssen incorporirte Stände / welche bis auff dato so geringhaltig ausgemünzt / von gemeinen Convents wegen ist Lit. G. dahin beweglich abgenehmet / durch die Hochfürstl. Creyß-Ausschreibe-Aempter / auch in Krafft mehr anzeigesten Kayserl. Münz-Edicts, die Hand darob gehalten / und auff weitere Verspürung solcher-

Digitized by Google

ANNO 1679. falscherley Zusammlutens/ deren Officia nachdrücklich interponirt, daß trutz Geld/ und was auff beken-Munitzsorten/ an mercoll einen Sperrer ausgemünzet wird/ neben dem eingebrachten von jedes Orts Obrigkeit/ so gleich conficiert/ in solcher Visitation aber/ gantz verpuicket/ und zuverlässige leute/ und wol so Wardeyn/ als andere beselbt/ialarirt, und so sie der Obrigkeit jedes Orts eine Treue angelobt/ ihnen das Dritteil vom confiscirten Münitz-Gut ihr zustand/ihr Ubertreterer nach den Reichs-Constitutionibus peinlicher bestrafet/ nach denen unverpflichten Münitzmeistern und Wardeyn gegrissen/ und gegen sie den Reichs-Satzungen gemäß verfahren/ die Eisenschneider zwar schwerlich/ und ihnen ohne berschaffstliche Erlaubniß/ runge Stämpf und Prägstock zu schneiden nicht gestatet werden sollte/ alles zu Krafft des jetzt angezogenen Carl. Edicts, nächst den trigen Augspurgischen Münitz-Probation-Schlussen/ und der beisammen Reichs-Constitutionen/ und Münitz-Ordnungen an sich selbsten/ wie aber ein universal Reichs-Conformität zu erhalten und einzusehren/ da hat man für ein zulänglich expedienz gehalten/ diese intention allerverderst an Ihre Kayserl. Majest. einzulassen sub Lit. F. allshon beschehen worden/ alsdann aber Ihre Churfürstl. Dn. und Durchl. zu Mayntz und Sachsen/ dann nihsenderlich an den zu Regenspurg anwesh fürnehmen Reichs-Convent ut Lit. H. & I. nebst gewönlicher Communicirung des Recesses, auff das freundschaftlichste zu recommendiren. Was und wie viel nun

Von Seiten der drey Crayß an guten Reichs-Sorten zum Anfang/ und für jetzt aufzumünzten/ darüber hat man sich ob gedachtem instructionis beruhahen nicht vereinbaren lassen können/ Es ist aber ad referendum genommen/ und beschlossen worden/ sich hierüber bey hochgedachten Münitz-Probation-Convent eigentlicher zu erklären/ dahey man auch den jenigen haben und andern Ständen die anzumünzung einer mehrern Summa ehh schwer zu fallen erachten will/ welche aus den disseitigen Brandlitzen rauhaltiger Sorten grossen Nutzen gehabt/ worneben man auch zugleichen in Hoffnung stehe/ es werden die jenige hohe Stände/ so mit Berg-werken versehen sich für andern ansere publici ihr fernere Gemüths-meynung zu mehrerm gutes gereichen/ Gold- und Silber Sorten/ beliebet lassen/ dereh was für zulängliche Wege aber

Der schädliche Münitz-Aufwuchs/ und das Verführen/ der groben guten Sorten abzuwenden und krässiglich zu verhüten wäre/ da hat man dem Ausspurger Recef dyfalls nachzusehen/ mithin aber für gut erachtet/ daß alle Stände die unsgenem in ihren Territorio darauff fleissig und ernstlich obhalten haben/ und ihren Handelsleuten/ Schutzverwandten/ Juden/ und wellche schon guten Theils bekandten Kippern und Wipvern/ dergleichen nicht mehr verstatten/ sondern sie vielmehr durch gebührliche Obrigkeitliche Mittel und würcklich vorhandene Verfassungen denselben gebührlich abhalten/ da Hochfürstl. Crays-Ausschreib-Ampter auch dargegen zugelten/ und ihres hohen Orts gleichfalls verbitten helfen mögen/damit alle sodahine Unsleichmäßigkeit/ Zusammschung und gewinnsüchtige Ausführung der guten Reichs-Gold- und Silber-Sorten eingestellt/ denen Drathziehern/ Gold- und Silberschlägern/ Posamentierern und Goldschmieden/ wo derer obvermeldet/ im Münitzbrechen ein Zeil gesetzt werden. Es sollen auch aller Orten und von jeden Herrschafften und Obrigkeiten verpflichte Aufseher bestellt werden/ denen auch ein gewisses salarium sampt dem Drittel von dem confiscirten Münitz-Gut zu verordnen sindet. Und weilen die Verführung der guten gerechten Reichs- und andrer Sorten/ und nothwendige Fortsetzung der Handelschafft allerdings zu verbieten nicht möglich/ auch hierin den Kauff- und Handelsleuten/ ob und wie viel sie an Gold ausser dem Reich zu Erhaltung gehender ihrer Handelschafften zu verstehen befugt sey sollen/ vor zu verbieten/ zumahlen aber auch die Summ desselben in öffentlichen ausstatis zu wissen/ allerhand dessergenden Gelahr halber nicht thunlich sey/ als solle von jedes Kauff- und Handelsmanns ordentlicher Obrigkeit/ denen so dergleichen Geld verschicken wollen/ unter Obrigkeitlicher Urkund ausstatis jedoch unbenennt der Summen ertheilt/ und dadurch an den Orten/ sonderlich an den Gräntzen alwo man es erforderlichermis Zollern und Mauthern vorgelegt werden/ daß solches Geld zu keinem andern End als zu beweldter Fortsetzung ihrer Handlung destinirt sey/ Es ist aber hierbey für gut und nöthig erachtet worden/ daß von jedes Orths Obrigkeit frisch dergleichen ausstatus über das Geld auffer dem Land zu führen/ erhalet werden solle/ es seyen dann personæ publicæ und verpflichte Leute bey dem Einpacken/ bis der Obrigkeit solcher redeyen sollen/ daß zu allseitiger Forsetzung der Handlungen und Wechslung der Sorten/ gar nicht und keines wegs aber zu einig andern Gewinn und Profit/ aus dem Geld an sich selbsthaus gesuchet werde: Solte sich aber hierbey ein vermerckter Gefahrd/ und dergleichen gemeyniame und erhebliche Bedencken zeigen/ so stünde dem Territorial-Stand/ den Gantz dergleichen Güter auff solchen Fall/ wann zumahlen kein Obrigkeitliches attestatum vorhanden/ visitiren/ und auff dergleichen Gefährde würcklicher Befindung confisciren zu lassen/ damit auch dieses so mehrern Verfang und Nachtheil/ und sich niemand mit der Unwissenheit zu entschuldigen haben möge/ hat man sich Convents wegen eines Mandats/ welches von gesampten Ständen zu publiciren und zu männiglichs Wissenschafft an offenen Orten zu assigren/ an Lit. K. verglichen/ und in Trud gegeben.

Enthalten und so viel den Valor des guten Reichs-ordnungsmässigen Thalers concernirt, da ist man ans bewegenden Ursachen dahin schlüssig worden/ daß derselbe ad interim und bis zu andern Zeiten dey seinem ehmals auffgesetzten äusserlichen Werth der 96. kr. verbleiben/ die um Münitz-Mandat und Abtruck sub Lit. E. specificirte 5. Ausländische Thaler-Sorten aber nur à 90. kr. nur bis anhero gangen worden sollen. Zu mehrerm Urkund dessen ist gegenwärtiger Recess in triplo originaliter gefertiget/ und jedem Hôf. Crayß ein Exemplar zugestellt. Ihrer Kayserl. Majest. aber/ so wol auch Ihrer Churfürstl. Dn. und Durchl. zu Mayntz und Sachsen/ nur allerseits absonderlich. Datum ist des Heil. Reichs-Stadt Regenspurg anwesenden Deputirter/ dir Bürsten sampt den Schlüssiln zugestellt worden. So geschehen in des Heil. Reichs-Stadt Nürnberg den 22/12. Decembr. 1672.

Münitz-Edict.

DEmnach man sich bey diesem in des Heil. Reichs-Stadt Nürnberg abermahls angestellten Münitz-Probation-Convent in Krafft deß den 15. Junii 1676. allergnädigst ausgelassenen Kayserl. Edicts, so wol auch des den 21. Junii darauff gefolgten 1677. Jahrs in des Heil. Reichs-Stadt Augspurg abgefassten Münitz-Recesses/ in der einzigen wiederwertigkeit/ das zerrütten Münitz-Wesens/ dey zunehmen wieder erlangenden lieben Frieden gemässigt befunden/ einige allzuringhaltige/ theils sie obenvermelten Kayserl. Edicts, zhalt aber an unbrechlichen Münitz-Soldaten/ und durch unverrückte Münitz-Meister angefertigte gantz und halben Gulden 1/ 1/4 1/8 und 1/16 Stuck Ducaten/ so mit dar-unter in specie gesaumpt/ so vor- als nach dem Kayserlich. Edict. augenuinter Fürstl. Oesterr. Lucemburg. Gräfl. Schwartzenburg. Mentzerische/ Reuss-Plausisch- und Sinzendrische gantz und halber Guldener/ dann erlandirten bey gesampter Fürstl. Brandenburg. Onolzbachischer 1 zuer/ der und zhrentzer der dergleichen zu verrussen/ daß von dato dieses Münitz-Mandats/ jener den nächsten 2. Monaten/ dann ist auff den 12/22. Febr. des bald hoffenden 1680. Jahrs/ alle obbeschriebene/ und in gegenwärtigen Schemate aufgezeichnete Sorten an Gewichtschrift und Zahlung nicht genemmen/ hingegen aber unter dem Werth von 50. und 25. kr. so viel die gantz und halbe Gulden betrifft/ die andern geringe Sorten aber gleichfalls auff das 6ch/ und zwar dergestalt abgewürdigt/ daß ein XVner 12. 1. kr. 4zl. 6. kreutzer 4 5. und 2. drey kreutzer à 2. 1. kr. 3ch/ Orts Obrigkeit zum andersprechen/ auffzuhalten/ und in obgedachten Reichs-Ordnungs-mässigen ausmünitzen/ sonst aber niemand/ bey confiscirung des Münitz-Guts/ gelassen/ vorbehaltlich der von denjenigen Ständen zu erfodern habenden indemnitation, so dieß einhalbhundtige Sorten ausmünitzen lassen/ solcher massen zahlt werden solle. Als hat man vor nothwendig erinessen/ diese Verfassung zu männiglichs Wissenschafft dergestalt kommen zu lassen/ daß sich ein jeder in Handel und Wandel/ auch sonst in andere Weg darnach zu richten haben möge. Im übrigen läst man es auch wegen der doppelt und einfachen Polnischen Groschen/ und andern ausländischen halben Batzen/ Albus/ Kreutzern/ zerschnitten gemeynen Ungerisch/ bey den mehrmahls ausgegangenen/ so general- als special Münitz-Mandaten/ und darinn begriffenen Verbon noch allerdings bewenden. Datum in des Heil. Reichs-Stadt Nürnberg/ bey noch fürwährendem Münitz-Probations-Convent den 23/12. Decembris/ 1679.

Lit. A.

Fränck. Crayses Münitz-wardeins Bedencken:

IN diesem hochlöbl. Fränckischen Crays seynd seither dem letzten in des Heil. Reichs Stadt Augspurg aufgerichtem Münitz-Probations-Tag nachfolgende silberne Münitz-Sorten (welche der Reiche Münitz-Ordnung nach zu weeher sich gesetzen) in Bezahlungen häuffig eingeschoben worden/ solcher habe meinen Pflichten gemäß auffzeigen/ darüber Ihro Fürst. Durchl. den guten Reichsthaler zu 96 kr. calculirt/ an Schrot/ Korn/ Werth und Verlust befunden/ wie die höchst- und hochansehnliche Herren Abgesandte und Münitz-Rath und mehrerm gnäd. und günstig. zu vernehmen haben.

1. Eine Sorte neue Güldner unter Sr. Hochfürstl. Durchl. Hn. Hn. Johann Friedrich/ Hertzog zu Braunschweig und Lüneburg Gepräg/ und mit der Jahrzahl 1678. wie an dem Abtruck mit Num. 1. zu ersehen/ gehen auff ein rauhe Marck Cöllnisch 16. St. halten an fein 15. loth 16. Gran/ wird die feine Marck hinaus gebracht

	16 fl. 6 kr. 2. 1/2 - 1 pf.
dann der gute Reichsthaler	1 fl. 46 kr. 1. 111 - 0 pf.
ist 1. Stück werth.	53 kr. 2. 1. pf.
und an 100 fl. Verlust 10 fl. 39 kr. 2 pf.	

2. Zwey andere neue Güldner unter Ihro Hochf. Durchl. Hn. Hn. Johann Ernst zu Sachsen Gepräg/ und mit der Jahrzahl 1678. wie an dem Abtruck sub Num. 2. zuerkennen/ gehen 13. 1/2 - 99 St. auff die rauhe Marck Cöllnisch/ halten an fein 12. loth/ darau wird die feine Marck hinaus vermünzet

	17 fl. 31. kr. 3. 34. - 0 pf.

Digitized by Google

ANNO 1679.

und der gute Reichsthaler 1 fl. 57 kr. 1.71-165 pf.
ist ein Stück werth 48 kr. 3.7-16 pf.
an 100 fl. Abgang 16 fl. 40 kr. 3.71 pf.

3. Wiederumb neue Guldener unter Sr. Hochfürstl. Durchl. Herrn Jn. Johann Friederich / Marggrafen zu Brandenburg Sprèg / und mit der Jahrzahl 1679. wie an dem Abdruck mit Num. 9. zuersehen / gehen 12.2-3 Stück auf die rauhe Marck Cölnisch / halten an fein 12 loth / wird die feine Marck hinaus gemünzt 16 fl. 26 kr. 1.19 pf.
und der gute Reichsthaler 1 fl. 49 kr. 2. 30-31 pf.
ist ein Stück werth 52 kr. 2.0-31 pf.
dann an 100 fl. Abgang 11 fl. 24 kr. 1.19 pf.

4. Wiederumb neue Guldner unter hoch obged. Sr. Hochfürstl. Durchl. zu Brandenburg Sprèg / und mit der Jahrzahl 1679. wie an dem Abdruck sub Num. 4. zu ersehen / gehen 6.11-12 Stück auff die rauhe Marck Cölnisch / halten an fein 12 loth scharff / wird die feine Marck hinaus gebracht 16 fl. 15 kr. 10.21 pf.
dann der gute Reichsthaler 1 fl. 48 kr. 1.83-169 pf.
ist das Stück werth 53 kr. 1.6 pf.
und an 100 fl. Einbuß 11 fl. 24 kr. 1.10 pf.

5. 6. Abermahlen zweyerley neue Hochf. Marggr. Guldener / beyde mit der Jahrzahl 1679. wie an den Abdrucken mit Num. 5. und 6. zu ersehen / gehen beyder Sorten 12.2-11 Stück auf die rauhe Marck Cölnisch / halten an fein 11 loth 15 Gren / wird auch die feine Marck hinaus gebracht 16 fl. 44 kr. 3.141-2201 pf.
dann der gute Reichsthaler 1 fl. 51 kr. 2.1095-1980 pf.
ist ein Stück werth 51 kr. 2.21-32 pf.
und an 100 fl. Verlust 14 fl. 1 kr. 1 pf.

7. 8. Ander zweyerley Sorten neue Guldner unter Ihro Hochf. Durchl. Herrn Jn. Albrecht Ernst zu Oettingen Sprèg / und mit den Jahrzahlen 1675. und 77. welche doch an diesen Jahr ausgemünzt worden / wie an denen Abdrücken mit Num. 7. und 8. zuersehen / befinden sich an Schrot und Korn sehr ungleich / also daß man mehr als dreyerley Valvationes berechnen muß / gehen ersttlich 12.11-1 Stück auff die rauhe Marck Cölnisch / halten an fein 11 loth 16 Gren / wird die feine Marck hinaus gemünzet 16 fl. 29. kr. 1.180 pf.
der gute Reichsth. 1 fl. 49. kr. 3.161-163 pf.
ist das Stück werth 52 kr. 1.31-40 pf.
kompt an 100 fl. Einbuß 12 fl. 29 kr.

Zum andern so befinden sich wiederumb andere Oettingische Guldner / deren gehen 13 Stück auff die rauhe Marck Cölnisch / halten an fein 12 loth / darau kompt die feine Marck hinaus 17 fl. 10 kr.
dann der gute Reichsth. 1 fl. 55 kr. 2.19 pf.
ist das Stück werth 49 kr. 3.41 pf.
an 100 fl. Abgang 16 fl. 57 kr. 1 pf.

Dieselbe gehen der Sorten wiederumb 13.1-2 Stück auff die rauhe Marck Cölnisch / und halten an fein 12 loth / daraus wird die feine Marck hinaus gebracht p. 18 fl.
und der gute Reichsth. 2 fl.
ist das Stück werth 48 kr.
dann an 100 fl. Verlust 20 fl.

9. Ferner neue Guldner unter Ihr. Hochgräfl. Gn. Jn. Hn. Joh. von Montfort Sprèg / wie an dem Abdruck mit Num. 9. zu ersehen / und mit der Jahrzahl 1679. gehen auff die rauhe Marck Cölnisch 12.1-1 Stück / halten an fein 11 loth 16 Gren / wird die feine Marck hinaus gebracht 17 fl. 13 kr. 2.30-10 pf.
der gute Reichsth. 1 fl. 54 kr. 3.161-161 pf.
ist ein Stück werth 50 kr. 1.8 pf.
und an 100 fl. Verlust 16 fl. 24 kr. 1.1-2 pf.

10. Wiederumb neue Guldner unter Jhn. Hn. Reussen von Plauen Sprèg / und mit der Jahrzahl 1679. wie an dem Abdruck mit Num. 10. zu ersehen / gehen 13. Stück auff die rauhe Marck Cölnisch / halten an fein 12. loth / wird die feine Marck hinaus vermünzt 17 fl. 20 kr.
und der gute Reichsthaler 1 fl. 55 kr. 2.19 pf.
ist ein Stück werth 49 kr. 3.41 pf.
und an 100 fl. Abgang 16 fl. 57 kr. 1 pf.

11. und 12. Zweyerley Sorten neue 15. kreutzer unter Hn. Jn. Joh. Friederich / Marggrafen zu Brandenburg Onolzbach Sprèg / und mit den Jahrzahlen 1679. und 78. mit der rauhen beyden Abdrucken mit Num. 11. und 12. zu erkennen / gehen theils 39. Stück auff die rauhe Marck Cölnisch / halten an fein 9. loth / daraus wird die feine Marck hinaus vermünzt 17 fl. 20 kr.
und der gute Reichsthaler 1 fl. 55. kr. 2.19 pf.
ist das Stück werth 12 kr. 1.10-13 pf.
an 100 fl. Verlust 16 fl. 55 kr. 1 pf.

Es gehen auch theils solcher Oerter 38. Stück auff die rauhe Marck Cölnisch / halten an fein 8. loth 16. Gren / wird die feine Marck hinaus gebracht 17 fl. 6 kr.
dann der gute Reichsthaler 1 fl. 54 kr.
ist einer werth 12 kr. 1.10-13 pf.
an 100 fl. Abgang 15 fl. 47 kr. 1 pf.

13. Dieser neuen Marggräfl. oder Schwabachischen 6 kreutzer mit der Jahrzahl 1678 / wie an den Abdruck mit Num. 13. zuersehen / gehen 76. Stück auff die rauhe Marck Cölnisch / halten an fein 7. loth / daraus wird die feine Marck hinaus gebracht 17 fl. 22 kr. 1.1-7 pf.
und der gute Reichsthaler 1 fl. 55 kr. 3.21-23 pf.
ist einer werth 4 kr. 3.30-38 pf.
daraus an 100 fl. Verlust 82 fl. 12. kr. 2 pf.

Nach denen halben Batzen / daraus die feine Marck 13 fl. 15 kr. ANNO 1679.
ausgebracht worden ist / ist ein Stück werth 5 pf.
und an 100 fl. Verlust 11 fl. 12 kr. 2 pf.

Es gehen auch wiederumb andere Schwabacher 6 kreutzer 74 Stück auff die rauhe Marck Cölnisch / und halten an fein 6 loth 15 Gren / wird die feine Marck hinaus vermünzt 17 fl. 19 kr. 2.18-21 pf.
der gute Reichsthaler 1 fl. 55 kr. 2.18-196 pf.
ist ein Stück werth 4 kr. 3.31-32 pf.
und an 100 fl. Verlust 17 fl. 13 kr. 3 pf.

Nach den halben Batzen ist ein Stück werth 5 kr. 1.71-192 pf.

14. Dieser neuen Fürstl. Detmingischen 6 kreutzer mit der Jahrzahl 1678. wie an dem Abdruck mit Num. 14. zu ersehen / gehen 82. Stück auff die rauhe Marck Cölnisch / halten an fein 6 loth 16 Gren / wird die feine Marck hinaus gebracht 17 fl. 13 kr. 2.16-21 pf.
und der gute Reichsthaler 2 fl. 6 kr. 3.243-279 pf.
ist ein Stück werth 4 kr. 2.6 pf.
dann an 100 fl. Verlust 34 fl. 13 kr. 1 pf.
nach den halben Batzen ist ein Stück werth 4 kr. 3.167-192 pf.
an 100 fl. Verlust 19 fl. 55 kr. 2 pf.

15. 16. Zweyerley Sorten neue Groschen unter der Stadt Frexberg Sprèg / und mit der Jahrzahl 1679. wie an denen Abdruck mit Num. 15 und 16 zu erkennen / gehen 160. Stück auff die Marck Cölnisch / halten an fein 6 loth 12 Gren / davon wird die feine Marck hinaus vermünzt 19 fl. 12 kr.
dann der gute Reichsthaler 2 fl. 8 kr.
ist einer werth 2 kr. 1 pf.
und an 100 fl. Verlust 25 fl.
nach denen halben Batzen ist einer werth 2 kr. 1.1-12 pf.
nach an 100 fl. Einbuß 20 fl. 34 kr. 1 pf.

Es finden sich auch wiederumb unter diesem Sprèg einige / welche 6 loth 15 Gren halten / daraus wird die feine Marck hinaus gebracht 18 fl. 43 kr. 3.216-256 pf.
dann der gute Reichsthaler 2 fl. 4 kr. 3.180-190 pf.
ist einer werth 2 kr. 1.2-10 pf.
und an 100 fl. Abgang 23 fl. 7 kr. 2 pf.
denen halben Batzen nach ist einer werth 2 kr. 1.190-196 pf.
und an 100 fl. Abgang 23 fl. 7 kr. 2 pf.
denen halben Batzen nach ist einer werth 2 kr. 1.197-256 pf.
demnach Verlust an 100 fl. 18 fl. 35 kr.

17. und 18. neue Jubelmäße 1 centner mit der Jahrzahl 1679. wie ob den Abdrucken mit Num. 17. und 18. zuersehen / gehen 380 Stück auff die rauhe Marck Cölnisch / halten an fein 4 loth 6 Gren / daraus wird die feine Marck hinaus gebracht 23 fl. 3 kr. 4.1-10 pf.
und der gute Reichsthaler 2 fl. 35 kr. 3.1-117 pf.
ist einer werth 2.44-69 pf.
an 100. fl. Abgang 38 fl. 35 kr. 1 pf.
nach denen halben Batzen ist einer werth 2.1-89 pf.
demnach an 100 fl. Verlust 34 fl. 29 kr.

Des hochlöbl. Fränckischen Craises General Müntz-Wardein.

Leonhard Willibald Hofmann.

Lit. B.

Bayr. Craises Müntz-Wardeins Bedencken.

SEit dem verwichenen 1677sten Jahre / den 23. Junii zu Augspurg gehaltenen Müntz-Probations-Tag fernere zu dem hochlöbl. Craise übernahmen 12. Sorten der Reichs-Ordnung zuringhaltige Müntzen einkommen / dieselbe doch ob mit Fleiß aufgezogen / durchs Feuer probiret / und nach dem Reichsfuß zu 90 kr. calculiret / und befunden / wie die hochansehnliche Herren Abgeordnete und Müntz-Rath mit mehrerm gn. und gros. gis nachsolget / zuersehen haben.

1. Jhrer Fürstl. Durchl. Hn. Hn. Joh. Friederich / Marggrafens zu Brandenburg Onolzbach gantze Guldener / unter der Jahrzahl 1677. wie bey diesem Abdruck mit Num. 1. zu sehen / gehen auff die rauhe marck Cölnisch 12.10-11 Stück / halten an fein 12 loth / wird die feine marck Silber hinaus vermünzt 16 fl. 23.2-3 kr. kompt der gute Reichsthaler auff 1 fl. 49.2-9 kr. den Reichsfuß zu 90 kr. ist ein Stück werth 12 kr. 3 pf. an 100 fl. Verlust 12 fl. 6 kr. 1 pf.

2. Herunger Guldner unter der Jahrzahl 1676. wie bey diesem Abdruck mit Num. 2. zu sehen / wägen 12 Stück 15 loth 14. gehen auff die rauhe marck Cölnisch 12.9-11. Stück / halten an fein 12 loth 2 Gren / wird die feine marck Silber hinaus vermünzet 16 fl. 40 kr. komt der gute Reichs. 1 fl. 51 kr. 1.9 pf. den Reichsfuß zu 90 kr. ist ein Stück werth 51 kr. 39.91 pf. an 100 fl. Verlust 13 fl. 36 kr.

3. Jhrer Hochgräfl. Gn. Hn. Heinrich des ersten / des Heil. Röm. Reichs Grafen von Reussen und Plauen gantze Guldner / unter der Jahrzahl 1679. wie bey diesen Abdruck zuersehen / gemeldter Hochgräfl. gantze Guldner unter der Jahrzahl 1678. wie bey diesen Abdruck mit Num. 3. zu sehen / gehen auff die rauhe marck Cölnisch 12.2-1 Stück / halten fein 11 loth 16 Gren / wird die fein marck Silber hinaus vermünzet 16 fl. 40 kr. 1.18-107 pf. komt der gute Reichsthaler auff 1 fl. 52.0 kr. den Reichsfuß zu 90 kr. ist ein Stück werth 51.0 kr. an 100 fl. Verlust 14 fl. 23.0 kr.

4. Wie-

Digitized by Google

ANNO 1679.

4. Wiederumb Monſterſche gantze Guldner unter der Jahrzahl 1679. wie den beyſm Abtruck mit Num. 4. zu ſehen / gehen auff die raube marck Cölniſch 12.-1 (Stuck / halten an fein 12 loth / wird die feine marck Silber hinaus vermünzet 16 fl. 40 kr. komt der gute Reichsth. auff 1 fl. 51.-1 kr. Reichsth. zu 96 kr. iſt an Stuck werth 53 kr. 3.-11 pf. an 100 fl. iſt Verluſt 13 fl. 36 kr.

5. Hertz Hochgräfl. Gn. Hertr Heinrich des I. des Heil. Röm. Reichs Grafen von Reuſſen und Plauen gantze Guldener unter der Jahrzahl 1679. wie bey beſem Abtruck mit Num. 5. zu ſehen / gehen auff die raube marck Cölniſch 13 Stuck / halten an fein 12 Loth / wird die feine marck Silber hinaus vermünzet 17 fl. 20 kr. komt der gute Reichsth. auff 1 fl. 55 kr. 09 pf. den Reichsth. zu 96 kr. iſt an Stuck werth 49. 5.-11 kr. an 100 fl. iſt Verluſt 16 fl. 55.-11 kr.

6. Fürſtl. Onolzbachiſche halbe Guldner unter der Jahrzahl 1677. wie bey beſem Abtruck mit Num. 6. zu ſehen / gehen auff die raube marck Cölniſch 24.-1 Stuck / halten an fein 11. loth 16 Gren / wird die feine marck Silber hinaus vermünzet 16 fl. 29.-10 kr. komt der gute Reichsth. auff 1 fl. 49.-10 kr. den Reichsth. zu 96 kr. iſt an Stuck werth 26.10-10 kr. an 100 Stucken iſt Verluſt 12 fl. 38.18-09 kr.

7. Fürſtl. Onolzbachiſche 15 Creutzer unter der Jahrzahl 1677. wie bey beſem Abtruck mit Num. 7. zu ſehen / gehen auff die raube marck Cölniſch 28 2.-6 Stuck / halten an fein 9 loth 2 Gren / wird die feine marck Silber hinaus vermünzet 17 fl. 32 kr. 2 pf. komt der gute Reichsth. auff 1 fl. 53 kr. 1.-9 pf. den Reichsth. zu 96 kr. iſt an Stuck werth 41 kr. 2.-1-10 pf. an 100 fl. iſt Verluſt 15 fl. 27 kr. 2 pf.

8. Zweyerley Sorten Fürſtl. Onolzbachiſche 15 Creutzer unter der Jahrzahl 1678. wie den beſm Abtruck mit Num. 8. zuerſehen / gehen auff die raube marck Cölln. 37.1-11 Stuck Stuck halten an fein 8 loth 15 Gren / wird die feine marck Silber hinaus vermünzet 16 fl. 23.-1 kr. komt der gute Reichsth. 1 fl. 58 kr. den Reichsth. zu 96 kr. iſt an Stuck werth 41 kr. an 100 fl. iſt Verluſt 18 fl. 43 kr.

9. Dritter Reichs-Creutzer unter der Jahrzahl 1677. wie bey beſem Abtruck mit Num. 10. zu ſehen / gehen auff die raube marck Cölniſch 85 Stuck / halten an fein 6 loth 16 Gren / wird die feine marck Silber hinaus vermünzet 10 fl. 44 kr. 2 pf. komt der gute Reichsth. auff 1 fl. 1.-10 pf. den Reichsth. zu 96 kr. iſt an Stuck werth 4 kr. 1.-1-2 pf. an 100 fl. iſt Verluſt 2 fl. 3 kr. 1 pf.

11. Noch Schluß dieſer relation ſeynd noch acht Stuck dieſer obſtehenden 15 kr. einkommen / unter Ihrer Hochgräfl. Gn. von Reuſſen und Plauen Gepräg mit der Jahrzahl 1679. wie bey beſem Abtruck mit Num. 11. zu ſehen / ſeynd an Schrot gar ungleich / befinde an denen 8 Stuck daß auff der gantze marck Cölln. gehen / 40 Stuck / halten an fein 8 loth 9 Gran / wird die feine marck hinaus vermünzet 18 fl. 40.-7-10 kr. komt der gute Reichsth. auff 2 fl. 1.-9 kr. den Reichsth. zu 96 kr. iſt an Stuck werth 1.-1-10 kr. an 100 fl. iſt Verluſt 1 fl. 28 kr. 1 pf.

Des hochlöbl. Bayriſchen Craiſes verpflichter Müntz-Wardein.

Friedrich Hynger.

Wiederum gantz neue Fürſtl. Onolzbachiſche 6 Creutzer unter der Jahrzahl 1677. und 1678. wie bey diesem Abtruck mit Num. 12. zu ſehen / gehen auff die raube marck Cölniſch 72.-11 Stuck / halten an fein 5 loth 17 Gren / wird die feine marck Silber hinaus vermünzet 16 fl. 42.8-11 kr. komt der gute Reichsth. 1 fl. 52.-1 kr. iſt an Stuck werth 51.-9 kr. an 100 fl. iſt Verluſt 13 fl. 46 kr. 3 pf.

ANNO 1679.

1677. wie an dem Abtruck mit Num. 2. zu ſehen / gehen 12.-11 Stuck auff die raube marck Cölniſch / halten fein 12 loth / iſt die feine marck vermünzet 16 fl. 42 kr. 2.-1 pf. der gute Reichsth. 1 fl. 51 kr. 1.-1 pf. ein Stuck werth 52 kr. 1.-11-10 pf. an 100 fl. Verluſt 14 fl. 2 kr. 10.-11 pf.

2. Neue Guldner unter Ihrer Hochgr. Gn. zu Monfort Gepräg unter der Jahrzahl 1678. wie in Num. 3. zuerſehen / ſeynd an Schrot und Korn ſehr ungleich / gehen auff die raube Cölniſche marck 12.-10-09 Stuck / halten an fein 11 loth 16 Gren / wird die feine marck vermünzet 16 fl. 23 kr. 1.-1-1 pf. komt der gute Reichsth. 1 fl. 49 kr. 1.-3 pf. iſt ein Stuck werth 52 kr. 3.-19 -18 pf. an 100 fl. Verluſt 11 fl. 48 kr. 2.-11 pf.

3. Wiederum Hochgr. Monfortoriſche Guldner mit der Jahrzahl 1679. wie an dem Abtruck Num. 4. zuerſehen / gehen auff die raube marck Cölniſch 12.-1 Stuck / halten fein 11 loth 16 Gren / ſo dem vorhero geſchrieben Num. 1. gleich.

4. Noch ein Sorten neue Guldner unter der Hn. Hn von Reuſſen von Plauen Gepräg / unter der Jahrzahl 1679. wie an dem Abtruck mit Num. 5. zu ſehen / gehen 12 Stuck auff die raube marck Cölniſch / halten an fein 12 loth / wird die feine marck vermünzet 17 fl. 20 kr. der gute Reichsth. 1 fl. 55 kr. 1.-1-1 pf. ein Stuck werth 49 kr. 3.-11 pf. an 100 fl. Verluſt 16 fl. 55 kr. 1 pf.

5. Neue halbe Guldner unter Ihrer Hochgr. Gn. von Monfort Gepräg mit der Jahrzahl 1678. wie bey beſm Abtruck mit Num. 6. zuerſehen / gehen auff die raube marck Cölniſch 25.-1-8 Stuck / halten fein 11 loth 1-2 Gren / wird die feine marck vermünzet 17. fl. 11 kr. 2-1 pf. der gute Reichsth. 1 fl. 54 kr. 2.-11 pf. ein Stuck werth 25 kr. 10-10 pf. an 100 fl. Verluſt 16 fl. 2 kr. 9-10 pf.

7. Neue ſechtzel Guldner unter Ihrer Hochf. Durchl. Hn. Hn. Johann Friedrich / Marggrafen zu Brandenburg Onolzbach Gepräg / mit der Jahrzahl 1678. wie in dem Abtruck mit Num. 7. zuerſehen / gehen auff die Cölniſche marck 29.-11 Stuck / halten fein 8 loth 17 Gren / iſt die feine marck vermünzet 17 fl. 50 kr. 1-8 pf. der gute Reichsth. 1 fl. 58 kr. 2.-2 pf. ein Stuck werth 12 kr. 2.-10 pf. an 100 fl. Verluſt 18 fl. 14 kr. 2.-10 pf.

8. Hochgr. Monſtorfiſche 15 kreutzer unter der Jahrzahl 1676. wie bey den dem Abtruck Num. 8. zu ſehen / gehen auff die raube marck Cölniſch 37.11 17 Stuck halten fein 8 loth 14 Gren / iſt die feine marck vermünzet 17 fl. 16 kr. 10-7-8 pf. komt der gute Reichsth. 1 fl. 55 kr. 1-9 pf. ein Stuck werth 12 kr. 1.-1-10 pf. an 100 fl. Verluſt 17 fl. 55 kr. 2.-1-4 pf.

9. Neue Hochgr. Monſtorfiſche 15 Kreutzer unter der Jahrzahl 1678. wie bey den Abtruck Num. 9. zuerſehen / gehen auff die raube Cölniſche marck 36.-1 Stuck / halten fein 8 loth 15 Gren / iſt die feine marck vermünzet 16 fl. 33 kr. 2-1-8 pf. der gute Reichsth. 1 fl. 50 kr. 1.-9 pf. ein Stuck werth 13 kr. 3.-1-4 pf. an 100 fl. Verluſt 13 fl. 2 kr. 3.-1-1 pf.

10. Neue 6 Kreutzer unter Ihrer Hochfürſtl. Durchl. Hn. Hn. Johann Friedrich zu Brandenburg Onolzbach Gepräg / unter der Jahrzahl 1677. wie an dem Abtruck mit Num. 10. zu ſehen / gehen auff die raube marck Cölniſch / 78.-11 Stuck / halten fein 6 loth 17 Gren / die feine marck vermünzet 18 fl. 8 kr. 2.-11-8 pf. der gute Reichsth. 1 fl. 2.-11-1 pf. ein Stuck werth 4 kr. 3.-11-10 pf. an 100 fl. Verluſt 2 fl. 4 kr. 2.-1-10 pf.

11. Fürſtl. Ortmingiſche 6 Kreutzer unter der Jahrzahl 1676. wie bey dem Abtruck Num. 11. zu ſehen / gehen auff die raube Cölniſche marck 73.-7 Stuck / halten fein 6 loth 13 Gren / wird die feine marck vermünzet 17 fl. 32 kr. 1-1-8 pf. und der gute Reichsth. 1 fl. 56 kr. 2.-6-9 pf. ein Stuck werth 4 kr. 3.-10-11 pf. an 100 fl. Verluſt 17. fl. 55 kr. 2.-10-11 pf.

12. Wiederumb Fürſtl. Ortmingiſche 6 Kreutzer unter der Jahrzahl 1677. wie bey dem Abtruck Num. 12. zuerſehen / gehen auff die raube Cölniſche marck 85.-8 Stuck / halten fein 6 loth / 16 Gren / wird die feine marck vermünzet 19 fl. 42 kr. 10-11 pf. der gute Reichsth. 1 fl. 12 kr. 18-9 pf. ein Stuck werth 4 kr. 1.-10 pf. an 100 fl. Verluſt 23 fl. 23 kr. 2.-1-8 pf.

13. Wiederumb Fürſtl. Ortmingiſche 6 Kreutzer unter der Jahrzahl 1678. wie bey dem Abtruck mit Num. 13. zuſehen / gehen auff die raube Cölniſche marck 78.-11 Stuck / halten fein 6 loth 14 Gren / wird die feine marck vermünzet 18 fl. 2 kr. 2.-17 pf. der gute Reichsth. 1 fl. 3 kr. 2.-6 pf. ein Stuck werth 4 kr. 2.-1-6-9 pf. an 100 fl. Verluſt 22 fl. 43 kr. 1.-2-8 pf.

Des hochlöbl. Schwäbiſchen Craiſes Ertzt-tal Münz-Wardein.

Anſſet Ulrich Müller.

Lit. C.

Schwäb. Craiſes Münz-Wardeins Bedencken.

SEit dem letzten in des H. Röm. Reichs Stadt Augſpurg gehaltenen Münz-Probirtags-Tag ſeynd in diesen hochlöbl. Schwäbiſchen Craiß nachfolgende Silber-Münz-Sorten / welche der Reichs-Müntz-Ordnung nach zu wieder sich befinden / unter Handen kommen / ſo ich mit Fleiß ausſuchen / und durch Feuer probiren / dem guten Reichsth. nach zu gut gerechnet / darauff an Schrot / Korn / Werth und Verluſt befunden wie folgt.

1. Neue Guldner unter Ihr Hochf. Durchl. Hn. Hn. Albrecht Ernſt zu Oettingen Gepräg mit der Jahrzahl 1676. wie an dem Abtruck mit Num. 1. zu ſehen ſeyn wird / an dem Schrot und Korn ungleich / gehen auff die raube Cölln. marck 12.-1 Stuck halten fein 12 loth 16 Gren / wird die feine marck vermünzet 17 fl. 13 kr. 1.-1-9 pf. der gute Reichsth. 1 fl. 54 kr. 2.-8-1 pf. ein Stuck werth 50 kr. 1-1 pf. an 100 Gulduß 16 fl. 4 kr. 2.-1 pf.

2. Wiederum neue Guldner unter Ihrer Hochfürſtl. Durchl. Hn. Hn. Albrecht Ernſt zu Oettingen Gepräg / mit der Jahr-

Digitized by Google

CCXI.

Contrat de Mariage, de LOUIS DAUPHIN *de 30. Dec. France, avec la Princeſſe Electorale* MARIE ANNE CHRISTINE *de Baviere, Fait & Paſſé à Munich le 30. Decembre 1679.* [FRANCE. VIERA. DER. LEONARD. Tom. III.]

AU nom de la Sainte Trinité, Pere, Fils, & S. Esprit, trois perſonnes en un ſeul Dieu. Soit notoire à tous ceux qui ces preſentes verront, & cet Accord de Mariage, que comme le tres-haut, tres-excellent & tres-puiſſant Prince LOUIS XIV. par la grace

ANNO 1679. de Dieu Roi Tres-Chrestien de France & de Navarre, pour perpetuer dans les Siecles à venir la felicité dont les Peuples jouïssent sous son Regne, par des Successeurs qui puissent suivre les glorieux exemples que Sa Majesté leur donne, auroit pris la resolution de marier Monseigneur Louis Dauphin de France son Fils: & que pour lui donner pour Epouse une Princesse en qui la vertu & toutes les qualitez dignes d'un si haut rang, soient unies à celles d'une illustre naissance; Sa Majesté auroit jetté les yeux sur la Princesse Electorale Marie Anne Christine de Baviere, Fille de tres-haut & tres-puissant Prince Ferdinand Marie, Electeur du S. Empire & Duc de Baviere, & de tres-haute & tres-puissante Princesse Henriette Adelaide de Savoie, Electrice & Duchesse de Baviere, dans laquelle Princesse sous ces avantages se rencontrent également. Sa Majesté auroit envoié en cette Ville de Munich le Sieur Charles Colbert, Marquis de Croissy, Conseiller en tous ses Conseils, & Président à Mortier en sa Cour de Parlement, pour stipuler & resoudre avec les Ministres de Baviere les Articles & Conditions dudit Mariage entre ledit Seigneur Dauphin, & ladite Dame Princesse de Baviere. Et pour cet effet, ce jourd'hui Samedi le trentiéme du Mois de Decembre mil six cent soixante-dix-neuf, à l'heure de six du Soir, à l'Hostel ordinaire des Ambassadeurs; par devant moi Antoine de Berchem, in Pludenbourg, Menzing & Allach, Conseiller d'Etat, & Gouverneur de Dingling & Reifsach, Comte Palatin, & Notaire; en presence de Messieurs François Pangrace, Baron de Leibsing, Rhain & Gradestorf, Conseiller d'Etat, & Gouverneur de Waldmanchen, & Eubald de Kleist, Conseiller d'Etat, Président du Conseil Aulique, & Gouverneur de Rotenbourg, comme témoins à ce requis: Sur ce comparu d'une part, ledit Sieur Président Colbert, en vertu des Pleinspouvoirs tant dudit Seigneur Roi Tres-Chrestien que de la Reine & de Monseigneur le Dauphin, en Datte des dix huitiéme Octobre dernier, & quatorziéme du present Mois de Decembre. Et de l'autre des Sieurs Bernard Bero, Baron de Rechberg, Conseiller Secret, & Grand Chambellan de Monsieur l'Electeur de Baviere, & Gouverneur de Erding, Maximilien Ferdinand, Comte de Terring en Seefeld, du mesme Conseil Secret, Grand Mareschal de la Cour, & Gouverneur de Wolfertshausen; Gaspard Schmid, Seigneur de Hasselbach & Pirenbach du mesme Conseil Secret, Chancelier, Souverain Prevost des Fiefs, & Gouverneur d'Aibling

Lesquels Commissaires usans de leurs Pouvoirs susdits, ont dit & declaré que comme le Sereniſſime Prince Maximilien Philippe, Duc de la Haute & Basse Baviere, Administrateur de tous les Etats Electoraux, & autres Provinces de Baviere, Curateur & Tuteur de Monsieur l'Electeur Maximilien Emanuel son Neveu, & de l'aveu & consentement dudit Prince, veut répondre tres sincerement aux sentimens d'une affection toute particuliere, & d'une tres-grande estime que Sa Majesté lui témoigne, & à toute sa Maison, & qu'il desire aussi passionément que la même bonne intelligence & amitié qu'il y a toujours eu entre la France & la Baviere, pendant la vie de Monsieur l'Electeur son Frere & de ses Predecesseurs, soit continuée non seulement sous le Gouvernement present & venir de Monsieur l'Electeur son Neveu, mais aussi qu'elle passe encore avec la mesme fermeté aux Successeurs & descendans; lesdits Sieurs Plenipotentiaires jugeant que le plus efficace moien pour parvenir à cette bonne fin, est de renouër étroitement cette mesme bonne intelligence & amitié par le lien de ce Mariage, ils ont aux noms susdits, traité & accordé les Articles qui en suivent.

Premierement. Qu'avec la grace & benediction de Dieu, preallablement obtenuë dispense de sa Sainteté, à raison de la proximité & consanguinité entre Monseigneur le Dauphin, & la Sereniſſime Princesse de Baviere, ils faſſent celebrer leurs Epousailles & Mariage par paroles de present, selon la forme & solennité prescrite par les Sacrez Canons, & Constitutions de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, & se feront lesdites Epousailles & Mariage au Palais Electoral de cette Ville de Munic, en vertu du Pouvoir & Commission qui sera à cet effet donné par mondit Seigneur le Dauphin, qui le ratifiera & accomplira en personne quand la Sereniſſime Princesse Marie Anne Christine de Baviere sera amenée & arrivée en France; mondit Seigneur le Dauphin se joignant avec Son Alteſſe, & recevant les benedictions de l'Eglise: & la conclution & Ratification dudit Mariage se fera dans le tems accordé & concerté entre Sa Majesté & Monsieur le Duc Maximilien, en qualité d'Administrateur, & legitime Tuteur & Curateur. ANNO 1679.

II. Aprés la renonciation legitimement faite aujourd'hui par Madame la Princesse Electorale de Baviere, en faveur de la Succeſſion des Mâles, selon la teneur de l'Acte separé, laquelle renonciation a été confirmée par Serment, & doit être ratifiée dans vingt jours, auſſi bien que ces Pactes Dotaux, par leurs Majestez le Roi & la Reine, & Monseigneur le Dauphin; Monsieur le Duc Maximilien, comme Administrateur & Curateur, promet & demeurera obligé pour Monsieur l'Electeur de Baviére, de donner en Dote à la Sereniſſime Princesse Marie Anne Christine de Baviere, en faveur du Mariage qu'elle contracte avec Monseigneur le Dauphin, Fils unique du Roi Tres-Chrestien de France & de Navarre. & lui paiera, ou à celui qui aura Pouvoir & Commiſſion dudit Seigneur, la Somme de cent mil Ecus ou leur juſte valeur en la Ville de Paris, comme auſſi de lui donner des pierreries & autres Ornemens montant à pareille Somme de cent mil Ecus, & ladite Dote sera paiée en la maniere suivante. Le tiers au tems de la consommation du Mariage, l'autre tiers à la fin de l'année depuis ladite consommation, & la derniere troiſiéme Partie six Mois aprés, en sorte que l'entier paiement de ladite Somme de cent mil Ecus sera fait en dix-huit Mois de tems, aux termes & portions qui viennent d'estre spesifiez.

III. Sa Majesté Tres-Chrestienne s'oblige d'assurer & asſurera la Dote de ladite Sereniſſime Princesse Marie Anne Christine sur bonnes Rentes & Biens asſurez, & sur fond & assignats valables au contentement de Monsieur l'Administrateur & de Monsieur l'Electeur de Baviere, ou des personnes qu'il nommera pour cet effet à mesure & à proportion de ce que Sadite Majesté aura receu desdits cent mil Ecus ou de leur juſte valeur, dans les termes ci-dessus dits, & envoiera auſſitôt à Monsieur l'Administrateur & Monsieur l'Electeur, les Actes de ladite Assignation & Configuration de Rente. Et en cas de diſſolution dudit Mariage, & que de Droit la reſtitution de la Dote ait lieu, elle sera rendue à la Sereniſſime Princesse Marie Anne Christine, ou à celui qui aura charge ou droit d'elle, & pendant le tems qui courra qu'on ne lui rendra point ladite Dote, Son Alteſſe ou ſes Heritiers & Successeurs jouïront des Revenus à quoi se monteront lesdits cent mil Ecus à raison du Denier vingt, qui seront paiez en vertu desdites Assignations.

IV. S. M. T. C. donnera pour Monseigneur le Dauphin à la Sereniſſime Princesse Marie Anne Christine, pour ſes Bagues & Joiaux la valeur de cinquante mil Ecus d'or sol, lesquels & tous autres qu'elle pourra avec lui lui appartiendront sans difficulté, comme estant Biens de son Patrimoine, propre à ladite Princesse, ſes Heritiers ou Successeurs, ou à ceux qui auront son Droit & cauſe.

V. S. M. T. C. ſuivant l'ancienne & loüable coutume de la Maiſon de France, aſſignera & confirmera à ladite Dame Princesse Marie Anne Christine pour son Doüaire, vingt mil Ecus d'or sol chacun an, qui seront aſſignez ſur Revenus & Terres où y aura Juſtice, dont le principal lieu aura titre de Duché, & conſecutivement jusqu'à la concurrence de ladite Somme de vingt mil Ecus d'or sol chacun an; Desquels Lieux & Terres ainſi donnez & aſſignez, ladite Princesse joüira par ſes mains, & de son autorité & de celle de ſes Commiſſaires & Officiers, & aura la Juſtice, comme il a eſté toûjours pratiqué. Davantage à elle appartiendra la provision de tous les Offices vacans, comme ont accoutumé d'avoir les Reines & Dauphines de France; bien entendu neanmoins que lesdits Offices ne pourront être donnez qu'à naturels François, comme auſſi l'adminiſtration & les Fermes desdites Terres, conformement aux Loix & Coutumes du Roiaume de France; de laquelle ſusdite Aſſignation ladite Dame Princesse Marie Anne Christine, entrera en poſſeſſion & joüiſſance 6-60t que Doüaire aura lieu, pour en joüir toute ſa vie, ſoit qu'elle demeure en France, ou qu'elle ſe retire ailleurs hors de France.

VI. S. M. T. C. donnera & aſſignera à ladite Dame Princesse Marie Anne Christine, pour la dépense de ſa Chambre, & entretenement de ſon Etat & de ſa Maiſon, Somme convenable, telle qu'appartient à une Princesse d'un ſi haut rang, à lui aſſignant en la forme & maniere qu'on a accoutumé en France de donner Aſſignation pour rel entretenement.

VII. Monseigneur le Dauphin & ladite Dame Princeſſe

Digitized by Google

ANNO 1679. ceſſe Marie Anne Chriſtine, s'éponſeront & marieront par procuration qu'envoiera mondit Seigneur le Dauphin à ladite Princeſſe, par paroles de preſent; ce qu'étant fait M. l'Electeur la fera mener à les frais & depens jusqu'au plus prochain lieu de la Frontiere de France ou Alſace, avec la dignité & appareil qu'appartient à ſi grande Princeſſe; & avec le même appareil elle ſera reçuë par Monſeigneur le Dauphin.

VIII. Qu'en cas que le Mariage ſe diſſolve entre mondit Seigneur le Dauphin & ladite Dame Princeſſe Marie Anne Chriſtine, & qu'elle le ſurvive, en ce cas il ſera en la liberté de ladite Dame Princeſſe, ou de demeurer en France en tel lieu qu'il lui plaira, ou de retourner en Bavière ſans aucun empêchement, ou en tels autres endroits qu'elle choiſira plus convenables hors de France toutefois & quantes que bon lui ſemblera, avec tous ſes Biens, Dote & Doüaire, Bagues, Joiaux & veſtemens, vaiſſelle d'argent, & tous autres meubles quelconques, avec ſes Officiers & ſerviteurs de ſa Maiſon, ſans que pour aucunes choſes que ce ſoit ou ſeroient ſurvenues, on lui puiſſe donner aucun empêchement quelconque, ni arreſter ſon depart, ni directement ni indirectement empêcher la jouiſſance & recouvrement de ſeſdites Dote & Doüaire, ni autres Aſſignations qu'on lui aurait données ou dû donner. Et pour cet effet S. M. T. C. & Monſeigneur le Dauphin donneront à M. le Duc Maximilien, comme Adminiſtrateur, Tuteur & Curateur pour ladite Dame Princeſſe Marie Anne Chriſtine ſa Niece, telles Lettres de ſureté qui ſeront neceſſaires, ſignées de leur propre main, & ſcellées de leur Sceau. Et dés à preſent comme dés lors S. M. T. C. leur aſſurera & promettra pour ſoi & pour ſes Succeſſeurs Rois, en foi & parole de Roi.

IX. Ce Traité & concert de Mariage a eſté fait avec deſſein de ſuppléer nôtre S. Pere le Pape, comme dés à preſent Leurs Majeſtez le Roi & la Reine de France & de Navarre, Monſeigneur le Dauphin, & Monſieur le Duc Maximilien Philippe, tant comme Adminiſtrateur qu'au nom de Monſieur l'Electeur, l'en ſupplient, qu'il ait agreable de l'approuver, & lui donner ſa benediction Apoſtolique; comme auſſi d'en approuver les Capitulations & Ratifications qui en auront eſté faites de part & d'autre, & les Ecritures & Juremens qu'ils feront & octroieront pour ſon accompliſſement, les inſerant en ſes Lettres d'Approbation & de Benediction. Que S. M. T. C. & ledit Sieur Duc Maximilien, comme Adminiſtrateur, Tuteur & Curateur, approuveront & ratifieront cette preſente Capitulation & tout ce qu'elle contient; promettront & s'obligeront leſdits Seigneurs Rois & Dauphin ſur leur foi & parole Roiale, & Monſieur le Duc Maximilien Philippe ſous la ſienne & celle de Monſieur l'Electeur ſon Neveu, de la garder & accompliſ inviolablement; delivreront à cet effet leurs Brevets ou Lettres en la forme accoutumée, leſquels ſuſdits Brevets ou Lettres de Ratification de la preſente Ecriture, ſeront échangez reſpectivement dans vingt jours, à compter du jour & date de la preſente, avec l'Obligation expreſſe de n'y point contrevenir; car ainſi l'ont promis & ſtipulé leſdits Sieurs Plenipotentiaires, en vertu des Pouvoirs ci-deſſus dits. Et leſdits Sieurs Contractans l'ont ſigné de leurs mains & noms, & m'ont requis que de toute cette Convention j'en fiſſe quatre Originaux, deux en Latin & deux en François, desquels j'en ay remis deux en Langues differentes à chacune des Parties. Fait & ſigné l'année, le jour, l'heure, & en preſence que deſſus. *Ainſi ſigné*, COLBERT DE CROISSY. BERNARD BERO, Baron de Rechberg. MAXIMILIEN FERDINAND, Comte de Terring en Seeveld. GASPARD SCHMID, de Hagelbach & Purenbach.

Pleinpouvoir du Roi.

LOüis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Aprés que Dieu a beni ſi heureuſement l'application continuelle que nous avons donnée au bien de nôtre Etat, ſoit par l'ordre que nous avons eſtabli au dedans, ſoit par les Conqueſtes dont nous l'avons augmentée au dehors; l'unique ſoin qui nous reſte pour le bonheur de nos Sujets, eſt de nous donner des Succeſſeurs, qui puiſſent à nôtre exemple & toûchez du même amour que nous avons pour nos Peuples, perpetuer dans les ſiecles à venir la felicité dont ils jouiſſent ſous nôtre Regne, & ſoutenir avec la même gloire ce haut point de grandeur & de puiſſance auquel nous avons élevé nôtre Couronne. C'eſt dans cette veuë qu'aiant pris la reſolution de marier nôtre tres-cher & tres-aimé Fils Loüis Dauphin de France, & de lui donner pour Epouſe une Princeſſe en qui la vertu & toutes les qualitez dignes d'un ſi haut rang, ſoient unies à celles d'une illuſtre naiſſance; Nous avons jetté les yeux ſur la Princeſſe Electorale Marie Anne Victoire de Baviere, Fille de tres-haut & tres-puiſſant Prince Ferdinand Marie, Electeur du Saint Empire & Duc de Baviere, & de tres-haute & tres-puiſſante Princeſſe Henriette Adelhaide de Savoie, Electrice & Ducheſſe de Baviere, dans laquelle nous trouvons joints également tous ces avantages que nous pouvons le plus deſirer. Et parce que pour traiter une affaire de cette importance Nous avons beſoin d'une perſonne ſûr la ſuffiſance, l'experience & la fidelité de laquelle nous puiſſions pleinement nous repoſer, Nous avons fait choix du Sieur Colbert, Conſeiller en tous nos Conſeils & Preſident en noſtre Parlement, dont le zele & la capacité nous ont eſté éprouvez tant de fois dans les divers emplois & Ambaſſades que nous lui avons ci-devant commis. Nous avons jugé à propos pour ce ſujet de le faire paſſer en Baviere, & de lui remettre le ſoin de reſoudre & arrêter en noſtre nom les Articles de Mariage entre noſtredit Fils le Dauphin & ladite Princeſſe Electorale. A ces cauſes & autres à ce nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputé, commettons, ordonnons & deputons par ces preſentes ſignées de noſtre main, ledit Sieur Preſident Colbert, pour ſtipuler & reſoudre avec les Miniſtres qui ſeront commis à cet effet, munis de Pouvoirs ſuffiſans, les Articles & conditions dudit Mariage entre noſtredit Fils le Dauphin & ladite Princeſſe de Baviere, regler & accorder les Dot, aſſignats & conventions d'iceux, convenir des termes & paiemens dudit Dot, donner & accepter de part & d'autre les ſeuretez, promeſſes & Obligations qui ſeront neceſſaires pour l'accompliſſement & execution de tout ce qui aura eſté accordé; promettre en noſtre nom que nous ratifierons & antons agreable tout ce qui aura eſté arreſté & convenu par ledit Sieur Colbert au ſujet dudit Mariage, & generalement en tout ce que deſſus, circonſtances & dépendances, faire, ſtipuler, procurer, demander, negocier, conclure & ſigner, tout ainſi que nous ferions ou pourrions faire ſi nous y eſtions preſens en perſonne, eneore que le cas requiſt un Mandement plus ſpecial qu'il n'eſt contenu en cesdites preſentes: Car tel eſt noſtre plaiſir. En témoin de quoi nous y avons fait mettre noſtre Scel. Donné à S. Germain en Laye le 18. jour d'Octobre l'an de grace 1679. & de noſtre Regne le trente-ſeptiéme. *Signé*, LOüIS. *Et plus bas*: Par le Roi, ARNAULD.

ANNO 1679.

Pleinpouvoir de la Reine.

MARIE THERESE par la grace de Dieu, Reine de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Le Roi noſtre treshonoré Seigneur & Epoux, aiant pris la reſolution de ſatisfaire le deſir de ſes Peuples par le Mariage de noſtre Fils le Dauphin, avec une Princeſſe qui puiſſe donner des Succeſſeurs à cette Couronne capables de continuer le bonheur & la felicité dont ils jouiſſent, par les ſoins, la prudence, & la valeur de noſtredit Seigneur & Epoux; il a pour cet effet jetté les yeux ſur la Princeſſe Marie Anne Victoire de Baviere, Fille de tres-haut & tres-puiſſant Prince Ferdinand Marie, Electeur du S. Empire, & de tres-haute & tres-puiſſante Princeſſe Henriette Adelaide de Savoie, comme une Princeſſe en qui ſe trouvent toutes les bonnes qualitez d'eſprit & de conduite que nous pouvons deſirer. Et parce qu'il eſt neceſſaire que nous commettions quelqu'un de nôtre part pour traiter & convenir des Articles dudit Mariage, nous avons jugé que nous ne pouvions faire nn plus digne choix que du Sieur Colbert, Conſeiller ordinaire en tous les Conſeils dudit Roi nôtre tres-honoré Seigneur & Epoux, Preſident en ſon Parlement, & ſon Envoié extraordinaire à Munich. A ces cauſes & autres à ce nous mouvant, voulant toûjours nous conformer aux deſirs & intentions du Roi nôtre tres-honoré Seigneur & Epoux, Nous avons aujourd'hui Sieur Colbert donné & donnons par ces preſentes ſignées de nôtre main, Pleinpouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial, pour ſtipuler & reſoudre avec les Commiſſaires qui ſeront munis d'un Pouvoir ſuffiſant, les Articles & conditions du Mariage, d'entre nôtredit

Fils

ANNO 1679. Fils le Dauphin & lad. Princesse de Baviere, regler & accorder les Dot, assignats & conventions d'iceux, convenir des termes & paiemens dudit Dot, donner & accepter de part & d'autre les seuretez, promesses & Obligations qui seront necessaires pour l'accomplissement & execution de ce qui aura esté accordé; promettre en nostre nom que nous ratifierons & aurons pour agreable de nostre part, tout ce qui aura esté conveuu & arresté par ledit Sieur Colbert au sujet dudit Mariage & generalement en tout ce que dessus, circonstances & dépendances, faire, stipuler, procurer, demander, negotier, conclure & signer, tout ainsi que nous serions ou pourrions faire si nous y estions presens en personne, encore que le cas requift un Mandement plus special qu'il n'est contenu en ces presentes: Car tel est nôtre plaisir. Donné à Saint Germain en Laye le 14. jour de Decembre 1679. *Signé*, MARIE THERESE. *Et plus bas:* Par la Reine, COLBERT.

Pleinpouvoir de Monseigneur le Dauphin.

LOUIS Dauphin de France, Fils Unique du Roi: A tous ceux qui ces presentes verront, Salut. La tendresse & l'affection que le Roi nôtre tres-honoré Seigneur & Pere nous a toujours témoigné, jointe aux vœux de tous ses Peuples, de nous donner une Epouse qui par la Benediction du Ciel lui donne des Successeurs qu'il puisse par ses propres soins rendre capable d'unir ter ses vertus & les grandes qualitez qui rendent son Regne si heureux, a determiné son choix à la Princesse Electorale Marie Anne Victoire de Baviere, Fille de tres haut & tres puissant Prince Ferdinand Marie, Electeur du S. Empire, & Duc de Baviere, & tres-haute & tres puissante Princesse Henriette Adelaide de Savoie: & a envoié à Munich pour couclure ce Mariage le Sieur Colbert, Conseiller ordinaire en tous ses Conseils, Prefident en tou l'arlement. Et parce qu'il est neccessaire que nous lui donnions auſſi un Pouvoir ſuffiſant pour y ſtipuler & agir en nôtre nom, & que nous ne pourrions d'ailleurs faire choix d'une autre perſonne en qui nous puiſſions prendre une confiance plus entiere. A ces causes & autres à ce nous mouvans, Nous avons en consequence de l'ordre & Pouvoir qui nous en a eſté donné par noſtredit tres-honoré Seigneur & Pere, donné & par ces preſentes ſignées de nôtre main donnons Pleinpouvoir, Commiſſion & Mandement ſpecial audit Sieur Colbert, pour ſtipuler, arreter & reſoudre en nôtre nom, avec les Commiſſaires qui ſeront munis d'un Pouvoir ſuffiſant, les Articles & conditions de nôtredit Mariage avec ladite Princeſſe de Baviere, en regler & accorder les Dot, aſſignats & convemions, convenir des termes dudit Dot, donner & accepter de part & d'autre les ſeuretez, promeſſes & Obligations qui ſeront neceſſaires pour l'accompliſſement de tout ce qui aura eſté accordé; promettre en nôtre nom que nous ratifierons & aurons agreable tout ce qui aura eſté arreſté & conveuu pour nous par ledit Sieur Colbert au ſujet de nôtredit Mariage, & generalement en tout ce que deſſus, circonſtances & dépendances, faire, ſtipuler, demander, conclure & ſigner, tout ainſi que nous ſerions ou pourrions faire ſi nous y eſtions preſens en perſonne, encore que le cas requiſt un Mandement plus ſpecial qu'il n'eſt contenu en ceſdites preſentes. En témoin de quoi nous avons fait mettre nôtre Scel à ceſdites preſentes. Donné à S. Germain en Laye le 14. Decembre 1679. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas:* Par Monſeigneur, COLBERT.

Pleinpouvoir de Monſieur le Prince Maximilian Philippe, Curateur & Tuteur de Monſieur l'Electeur de Baviere.

NOs Maximilianus Philippus, Dei gratia utriuſque Bavariæ ac Palatinatus Superioris Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius in Leichtenberg, & pro tempore Statuum, & omnium Provinciarum Electoralium Adminiſtrator, Tutor & Curator. Notum faciemus præſentibus hiisce, profitemur ac conteſtamur, poſtquam Chriſtianiſſimus & Potentiſſimus Princeps Dominus Ludovicus XIV. Galliarum & Navarræ Rex, Dominus conſanguineus & affinis noſter colendiſſimus & Domul noſtræ Electorali Bavariæ, id honoris & gloriæ conferre ac concedere voluit, ut inter Filium Regiæ Majeſtatis ſuæ Ludovicum Delphinum; & Fratris Chriſtiani noſtri nuper defuncti Electoris Bavariæ Ferdinandi Mariæ, ejusque defunctæ conjugis Henriethæ Adelhaidis, natæ Principiſſæ Sabaudiæ, piiſſimæ memoriæ adultiorem relictum Filium, Screniſſimam Mariam Annam Chriſtinam, utriuſque Bavariæ ac Palatinatus Superioris Duciſſam, Principiſſam & Neptem noſtram Chariſſimam Matrimonium ſuſpicante Deo ineatur: Ad cujus Negotii pertractationem & concluſionem Regia Majeſtas ſua ad Aulam hanc Electoralem Dominum Carolum Colbert, Marchionem à Croiſſy, à ſanctioribus Regis Conſiliis, & in ſupremo Parlamento Curiæ Præſidem, ſufficienti Mandato inſtructum ablegavit, cique vigore illius commiſit, ut cum Conſiliariis & Miniſtris Electoralibus, quos nos ad hoscce Tractatus, ſufficienter ſimiliter Mandato legitimatos deputaverimus, conditiones & Articulos prædicti Matrimonii hujus paciſci, ſtipulari & concludere poſſit ac valeat. Quod nos viciſſim vigore præſentis Inſtrumenti propria manu noſtra ſubſcripti, Poteſtatem & facultatem dederimus Bernhardo Beroni, Baroni in Rechberg, Domino in Hochen-Rechberg, & Principii & Electoris moderni Bavariæ Domini Maximiliani Emanuelis Conſiliario noſtri Chariſſimi, Conſiliario Intimo, Supremo Camerario & Præfecto in Erding; item Maximiliano Ferdinando Comiti de Thorring in Seefeld, & Conſilii Electoralis intimi Conſiliario, Aulæ Electoralis ſupremo Marcschallo, & Præfecto in Wolfershauſen; necnon Gaſparo Schmid de Aals & Purnbach, modo dicti Electoralis Conſilii intimi Cancellario, Feudorum ſupremo Præpoſito & Præfecto in Aybling; eisdem mandantes, ut cum prædicto Regiæ Majeſtatis ſuæ Chriſtianiſſimæ Ablegato Domino Colbert, Articulos & conditiones Matrimonii hujus intra memoratum Chriſtianiſſimæ Majeſtatis ſuæ Filium Delphinum & dictam Chariſſimam Neptem noſtram, noſtro nomine paciſci, ſtipulari ac concludere, Dotem & Donationem ob Nuptias conſtituere & aſſignare, deſuper Obligationes faeere, & omnia alia, quæ ad perficiendum & adimplendum Negotium & Tractarum hanc quomodocunque neceſſaria erunt, ab eodem dependent vel dependere poſſunt, agere & procurare, necnon ulterius noſtro nomine promittere poſſint & valeant, quod nos omnia illa ratificaturi & ratihabituri ſimus, quæ illi in hoc Matrimoniali Negotio tractarunt & concluſerunt, ac ſi id omne à nobis & per nosmetipſos in propria perſona factum eſſet, tametſi caſus iſte ſpecialius Mandatum, quam hunc Inſtrumento inſertum eſt, fortaſſe requireret. Ad quorum omniam fidem Inſtrumentum hoc propria manu ſubſcripſimus & conſueto adminiſtrationis noſtræ Sigillo ſiguari curavimus. Actum Monachii 28. Decembris anno 1679. *Signatum*, MAXIMILIANUS PHILIPPUS.

Et comme je Antoine de Berchem in Pluedenburg, Menzing & Alſach, Conſeiller d'Etat de Son Alteſſe Screniſſime Electorale de Baviere, Gouverneur in Dingelsing & Reisbach, Comte Palatin & Notaire; ai été expres requis à ces Acte avec Meſſieurs les Témoins, & ay veu & ouï toute choſe en general & en particulier ſe paſſer ainſi, j'ai fait là deſſus cet Inſtrument public écrit de la main d'autrui, mais collationné ponctuellement en preſence de Meſſieurs les Plenipotentiaires de part & d'autre, & enſuite je l'ai publié. Et s'étant trouvé que dans le ſeptiéme Article, la quatriéme page & la derniere ligne ces deux paroles (de France) eſtoient obmiſes, elles ont eſté ajoûtées en Marge. Pareillement au Pouvoir du Roi dans la ſixiéme page ſur la fin, les paroles (nous pouvons le plus deſirer & parce que) ont eſté inſerées avec une marque particuliere. Comme encore dans le Pouvoir de Son Alteſſe le Duc Maximilien Adminiſtrateur, ont manqué les deux mots Latins, *Iuxtam Conſiliarii*, qui ont eſté joûtez en Marge, tout ce qui ſera de la meſme force comme s'il avoit eſté mis dans le contenu meſme.

ANNO 1679.

FIN DE LA I. PARTIE DU TOME VII.

TABLE

ANT 12117946

Digitized by Google